REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

PARIS. — CHAMEROT ET RENOUARD (IMP. DES DEUX REVUES)

19, rue des Saints-Pères, 19

P
Fr Lit
R.

REVUE

POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

QUATRIÈME SÉRIE. — TOME XI

36e ANNÉE — 1er SEMESTRE

1er JANVIER AU 30 JUIN 1899

197202
9725

PARIS

BUREAU DES REVUES, 19, RUE DES SAINTS-PÈRES

1899

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/s4revuebleuepoli11pari

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 1. 4e SÉRIE. — TOME XI 7 JANVIER 1899.

FRÉDÉRIC CHOPIN

d'après quelques lettres inédites.

Au moment où on célébrait en France le centenaire de Mickiewicz la *Bibliothèque de Varsovie* publiait treize lettres inédites d'un autre Polonais, qui lui aussi aima passionnément sa patrie : et son nom est plus familier à nos oreilles que celui de Mickiewicz ; la langue qu'il parlait était universelle. Lui aussi d'ailleurs vécut à Paris, y reçut le baptême définitif de la gloire. C'est Chopin.

Notre manière de prononcer son nom l'a si bien francisé qu'il est des gens qui ne savent plus quelle était sa patrie. Et il la perdit si jeune! A vingt-neuf ans il donnait son premier concert à Vienne; et deux ans après ce qui restait de la Pologne était rayé de la carte d'Europe.

Nulle âme ne souffrit plus que cette âme exaltée. La force alors ne prima pas seulement le droit, elle écrasa l'intelligence. Les Polonais eurent conscience d'être vaincus par des gens qui ne les valaient pas. Cette douleur intime fut pour beaucoup, au dire de tous ceux qui ont connu Chopin, dans la singularité de son génie. Ce peuple de Magnats, qui buvaient leur vin dans des gobelets de vermeil bosselés de médaillons, qui ferraient d'un seul clou les fers d'argent de leurs chevaux, pour étonner les peuples de l'éclat de leur générosité, tomba de la vanité fastueuse dans l'humiliation. Ses splendeurs orientales éclataient encore dans notre siècle. « Ils étaient comme les Hongrois », dit Liszt, qui connaissait les deux races, et qui rappelle qu'en 1820, le prince Nicolas Esthérazy étalait, au couronnement de Georges IV, un costume qui lui avait coûté plusieurs millions de florins. Le grand compositeur ajoute qu'il a encore vu, aux frontières lithuaniennes, des vieillards qui portaient des vêtements presque aussi riches, le *Kontúsz* garni de fourrures sans prix, le *Zupán* de soie brochée écarlate, et des armes incrustées d'escarboucles, d'hyacinthes et de saphirs. Si la Pologne avait vécu, ce luxe se serait de lui-même évanoui comme il s'est évanoui en Hongrie; car notre Europe n'en veut plus : mais la Pologne disparut dans une suprême révolte, et Chopin, élevé aux côtés du prince Radziwill, vit sombrer à la fois sa patrie, l'aristocratique milieu qu'il aimait, et une sorte de civilisation originale et colorée.

Cet artiste, dont la figure est aussi romantique que l'œuvre, était de plus un éternel malade. Il mourut phtisique à trente-neuf ans, après avoir toussé toute sa vie : et l'on sent dans son œuvre un ruissellement de pierreries, des froissements de soie contre de l'or, enfin les accents d'une âme et d'un corps malades et fébrilement amoureux. Car il aima deux choses, dit la revue polonaise qui a publié les lettres dont je vais parler : « Sa patrie, et une femme. »

La princesse Marceline Czartoriska possédait jadis un agenda où Chopin avait jeté des notes hâtives, et souvent bizarres. A la première page il avait dessiné la colonne du roi Sigismond à Varsovie, vue au clair de la lune. Au milieu, était intercalée une feuille jaunie, sur laquelle, d'une grande écriture ferme, étaient inscrits ces mots : « *On vous adore.* » Signé : *George...* C'était le traité de prise de possession de Chopin par George Sand.

*
* *

Ils s'aimèrent dix ans. Pendant longtemps, dit-on, Chopin avait eu comme *peur* d'être présenté à l'auteur de *Lélia*. Il évitait, retardait cette rencontre. Alors Mme Sand vint au-devant de lui; ils furent simplement amis d'abord. L'amitié de cette femme virile était exquise et forte, énergique et dévouée. Mais dans l'automne de l'année 1857, Chopin tomba malade ou plutôt plus malade qu'il n'était d'habitude. On lui conseilla le Midi, et sa nouvelle amie l'enleva, le transporta d'un coup jusqu'à Majorque, le soigna comme un enfant. Elle fut maternelle et dominatrice, et l'aima parce qu'il était féminin. « Il était, dit-elle dans le portrait qu'elle a tracé de lui (1), il était délicat de corps comme d'esprit. Mais cette absence de développement musculaire lui valut de conserver une beauté, une physionomie exceptionnelle, qui n'avait, pour ainsi dire, ni âge ni sexe. »

« C'était quelque chose comme ces créatures idéales que la poésie du moyen âge faisait servir à l'ornement des temples chrétiens. Un ange, beau de visage comme une grande femme triste, pur et svelte de forme comme un jeune dieu de l'Olympe, et, pour couronner cet assemblage, une expression à la fois tendre et sévère, chaste et passionnée. »

Ainsi George Sand se pénétra de ce qui lui manquait, elle se féconda d'idéal. Et c'était si beau, cet amour régnant dans Majorque, sous un ciel toujours pur, dans une île ignorée, presque une île déserte! Le corps de Chopin fut sauvé, son âme s'emplit d'extase. Jamais plus tard, après la rupture, il ne se plaignit de son infidèle amie. Il lui devait la vie et la joie, il l'aima toujours. « D'autres, a-t-elle encore écrit, d'autres cherchent le bonheur dans leurs tendresses. Quand ils ne l'y trouvent plus, ces tendresses s'en vont tout doucement; *en cela, ils sont comme tout le monde*. Mais lui aimait pour aimer. Aucune souffrance ne pouvait le rebuter. Il pouvait entrer dans une nouvelle phase, celle de la douleur, après avoir épuisé celle de l'ivresse. Mais la phase du refroidissement ne devait jamais arriver pour lui. C'eût été celle de l'agonie physique. » Elle notait cela. Elle le savait. Elle savait tout, et aussi qu'elle n'était pas comme lui. « En amour, a-t-elle écrit, il n'y a que les commencements. » Elle a encore observé ailleurs, avec l'habituelle et rude honnêteté qu'elle mettait à juger les choses de sentiment, comparant sa nature riche et exubérante à celle de Chopin, contemplative et concentrée : « Elles ne peuvent se fondre l'une dans l'autre. L'une des deux doit dévorer l'autre, et n'en laisser que des cendres. » Or, au feu des passions, elle ne brûlait que comme le phénix.

(1) *Lucrezia Floriani*.

Liszt, dans sa *Biographie*, improvisation d'un style un peu trop magnifique et grandiloquent, a dit qu'elle se réservait toujours le droit de propriété sur sa personne, quand elle l'exposait aux corruptions de la mort ou de la volupté. Mais c'est au fond un droit que tout le monde possède; cette femme extraordinaire avait tout simplement une probité masculine, une santé superbe, et le bon sens le plus clairvoyant. Le plus sage, c'est de la juger comme Chopin, qui souffrit, certes, qui souffrit comme une femme abandonnée, mais garda de ces six mois de Majorque « une reconnaissance toujours émue ». Je voudrais bien savoir, après tout, pourquoi nous trouvons tout naturel qu'un homme quitte une femme, alors que nous affectons d'être si fort scandalisés quand les rôles se renversent. On connaît la célèbre anecdote de Majorque : George Sand partant un jour d'orage à travers la pluie et le vent déchaînés, par pure joie de vivre, pour marcher, pour lutter contre les éléments; Chopin, fou d'inquiétudes nerveuses, se disant : « Elle va mourir », composant l'admirable Prélude en *fiss moll*, et, quand Lélia revint, tombant évanoui à ses pieds. Elle en fut peu touchée, fort agacée même, dit la *Biographie*... Mais enfin, si vous êtes homme, imaginez que vous êtes monté à cheval, que vous reveniez ivre de grand air, le sang fouetté par la bonne pluie tiède, et qu'une personne d'un sexe différent du vôtre vous fasse cette scène. Vous penserez : « Mon Dieu, que les femmes sont donc ennuyeuses! » C'est ce qui arriva à George Sand. Et elle resta encore longtemps fidèle à sa passion morte, par indulgence, par charité peut-être, et surtout par instinct maternel, pour ne pas rendre malheureux « cet éternel malade ».

La vie presque commune continua, George Sand recevait Chopin à Nohant. C'est ce que contribuent à prouver les lettres que vient de publier la *Bibliothèque de Varsovie*.

*
* *

Ces lettres sont toutes adressées au comte Albert Grzymala, ex-ambassadeur, et ami intime de Chopin. Les unes furent données à la princesse Czartoryska par le fils du comte Grzymala, les autres lui furent léguées par le comte Albert lui-même. Elles présentent un intérêt fort inégal. La plupart ne sont que de simples billets, car le musicien détestait écrire. Mais cette correspondance, commencée en 1841, montre qu'après le retour de Majorque, en 1839, Chopin continuait de faire à Nohant des visites fréquentes, bien qu'il habitât ordinairement chez son ami, Jean Matuszinsky, professeur à l'École de médecine, phtisique lui aussi, et qui devait précéder Chopin dans la tombe, en 1844.

Cette année fut néfaste pour le compositeur. Après

la mort de son ami, il eut à subir celle de son père, qu'il aimait avec la plus vive tendresse. Sa santé, de plus en plus ébranlée, inspirait les plus grandes craintes à ses amis. Il avait de terribles attaques de toux, et le moral affecté ne soutenait plus un corps affaibli. George Sand était lasse de son malade, et le laissait voir. C'est alors qu'il appela près de lui sa famille. Louise Jédrjiewitch, l'aînée et la plus aimée de ses sœurs, accourut avec son mari. Mais l'air de Paris était funeste au maître. George Sand l'invita à faire à Nohant, avec sa sœur, un séjour prolongé. Puis, vers l'automne, tous revinrent à Paris. Chopin était presque remis; sa sœur devait repartir pour la Pologne; il la conduisait au concert, au théâtre, et George Sand allait partout avec eux. C'est alors qu'il écrivait à Grzymala :

Je suis revenu hier. Comment te voir? Je suis en courses et emplettes. Ce soir, nous irons voir Rachel. Je serai tout près de toi. Peut-être à cette nuit, peut-être à demain matin. Mme S... t'embrasse beaucoup.

Aussitôt qu'il allait mieux, d'ailleurs, il abandonnait son amie, passait ses soirées en improvisations, ses nuits à boire. Il eut des aventures, et la revue polonaise dit lesquelles. Je n'imiterai pas cette indiscrétion. Toujours, du reste, au bout de quelques jours, épuisé, écœuré, il revenait à Nohant. C'est là que furent conçues ses meilleures œuvres. De 1844 à 1847, quand il retournait à Paris, il allait loger square d'Orléans, à deux pas de George Sand. Tous deux prenaient ensemble leurs repas chez une certaine Mme Marliani, qui tenait un petit restaurant fréquenté par les littérateurs. Cependant les orages devenaient plus fréquents.

Cher, écrivait-il à Grzymala, viens demain jeudi chez moi à 5 heures trois quarts... Pour ce qui est de l'*Aurore* (George Sand), elle était hier couverte de brouillard. J'espère du soleil aujourd'hui...

Le 8 juillet 1846, de Nohant, il écrivait encore au même :

Ma vie! Je sais de Léon (1), qui m'écrit au sujet de mon éditeur de Berlin, que tu es en bonne santé. Tu es encore par la pensée au bord du Rhin, sinon plongé dans la politique jusqu'au cou. Malgré cela, écris-nous quelques mots: peut-on espérer de te voir ici? La campagne est si belle maintenant. Il y a quelques semaines nous avions ici un temps affreux, tempêtes et averses terribles. Viardot, qui était venu chercher sa femme, est rentré seul à Paris à cause de tous ces chemins détrempés. Je t'en prie, prends quelques jours de repos et viens pour faire la joie de ton vieil ami. — Ch.

P. S. — G. Sand prépare un nouveau roman.

(1) A. Léon, banquier parisien, qui rendit quelques services d'argent à Chopin, et lui facilitait ses relations avec les éditeurs de musique.

Ce nouveau roman, d'après les dates, — 1847, — fut *Lucrezia Floriani :* le roman de son amour mort. Ce n'est pas un des meilleurs, et les compatriotes de l'illustre musicien se plaignent qu'on l'ait « caricaturé ». Ils se trompent. Sand n'a jamais caricaturé personne. Chopin apparaît, dans ce morceau de confession, qui est le pendant d'*Elle et Lui*, noble, faible, inconséquent, maladif, câlin et souple; et *Elle*, elle fut ce qu'elle avait toujours été, tranquillement forte, franche avec elle-même et avec son ami, incapable de simuler un sentiment qu'elle n'avait pas, et tout étonnée qu'on lui demandât ce qu'elle n'avait plus. Attendit-elle la rupture, après ce coup d'un si grand éclat? C'est bien probable, mais la rupture ne vint pas. Le malheureux Chopin subit l'affront et se cramponna. Sa seule vengeance fut d'appeler désormais son infidèle « Lucrèce. » Alors il eut à subir les humiliations suprêmes. Il y avait d'ailleurs longtemps que la situation était étrange et insupportable. Lucrèce prétendait conserver la constance sans la fidélité, et Chopin prétendait rester fidèle avec des inconstances. Comment eut lieu la scène finale? Liszt conte, dans sa *Biographie*, qu'après une opposition violente au mariage de Solange, la fille de George Sand, avec un sculpteur célèbre, Chopin abandonna Nohant pour n'y plus revenir, et la *Bibliothèque de Varsovie* ajoute certains détails, nullement prouvés du reste, et qui tendraient seulement à démontrer que George Sand avait quelque raison d'être fatiguée d'un jaloux éternel et inconséquent.

La douleur du maître, quelques erreurs qu'il eût pu commettre, n'en fut pas moins rude. Épuisé par cette dernière émotion, il tomba gravement malade. La princesse Marceline Czartoriska ne quitta pas son chevet. Jamais les affections féminines, même les plus pures, ne firent défaut à cet homme-enfant, si tendre, et qui savait si bien solliciter les caresses et les soins. En 1848, il se releva avec une ombre de vie. Dans la seconde moitié de février il se trouvait assez bien pour organiser un concert à la salle Pleyel. Mais la révolution grondait, Lamartine était au pouvoir. Chopin, patriote polonais, ne paraît pas s'être jamais intéressé aux affaires de France. Quand on parlait politique, il n'écoutait plus. Ennuyé, écœuré, brisé toujours de la fin de son grand amour, il partit pour Londres, où depuis quinze ans on connaissait, on admirait son œuvre. Il souleva l'enthousiasme, gagna une fortune, et acheva de brûler sa vie. C'est à cette époque que se rapportent les lettres inédites les plus importantes. Il écrit de Londres :

Ma vie la plus chère! Je rentre du Théâtre Italien. Jenny Lind y a chanté pour la première fois cette année, et la reine Victoria y a assisté pour la première fois depuis son mariage avec le prince Albert. Toutes deux ont

fait sensation. Quant à moi, j'ai même admiré le vieux Wellington sous la loge de la Reine; il avait l'air d'un vieux chien monarchique dans sa niche, gardant sa maîtresse couronnée. J'ai fait connaissance plus ample avec Jenny Lind. Elle m'a envoyé une loge. J'étais bien placé. aussi ai-je bien écouté. Extraordinaire cette Lind. C'est un « Suédois » excentrique, mais non dans son cadre habituel, tout resplendissant des aurores polaires. Elle chante avec une pureté extrême, son *piano* est aussi ferme qu'un cheveu. (?)

Les *stalles* coûtent deux guinées et demie (65 fr. 50).

Ch.

En juillet 1848, cédant aux instances de son élève, miss Stirling, à laquelle il avait dédié le *Nocturne dangereux*, Chopin alla en Écosse, chez lord Thornfish. Choyé, adulé, fêté, il disait à son ami Grzymala :

Perthshire, dimanche.

Ni poste, ni chemin de fer, ni équipage, même pas de promenade, ni bateau, ni chien qu'on pourrait siffler.

Ma vie très chère! Au moment où j'ai commencé une lettre à ton adresse sur une autre feuille de papier, on m'apporte une lettre de toi et une de ma sœur. Le choléra les a épargnés jusqu'à présent (elle et son mari). Mais pourquoi ne me dis-tu rien de toi ? Tu as la plume plus facile que moi, puisque depuis une semaine, depuis mon retour de l'Écosse du Nord, j'essaie en vain de t'écrire. Je sais que tu as quelqu'un de malade à Versailles. De Rozières m'a écrit que tu as été chez elle et que tu étais pressé d'aller voir un malade. Serait-ce ton grand-père? Je ne veux pas croire à une maladie de la petite-fille.

Je préfère espérer que c'est un étranger quelconque qui est malade. On ne parle pas du choléra ici. A Londres, l'épidémie a commencé. Avec ta lettre adressée à Johnston Castle, dans laquelle tu me dis avoir été au gymnase avec *Sola* (1), une autre lettre m'est arrivée d'Édimbourg qui me donne des nouvelles du prince et de la princesse Alexandre Czartorisky et me dit qu'ils sont désireux de me voir. — Bien que fatigué, je me suis jeté dans un wagon, et j'ai pu les rejoindre à Édimbourg. La princesse est la bonté personnifiée. J'ai été ranimé par ce souffle natal qu'ils m'apportaient. Cela m'a donné la force de jouer à Glasgow, où tous les hobereaux de toutes les provinces environnantes sont venus m'entendre. Le prince et la princesse ont accepté à dîner le lendemain à Johnston Castle (distant de 12 miles anglais de Glasgow). Lord et Lady Murray, le vieux Thornfish étaient en admiration devant la princesse Marceline. Ils sont partis ensuite pour Glasgow, voir le lac Lomond et de là reprendre la direction de Londres et retourner sur le continent. Cette entrevue m'a donné une énergie nouvelle. Mais aujourd'hui je suis assommé par le brouillard. Pourtant par ma fenêtre j'aperçois un paysage féerique sur Stirling Castle, le même qui est décrit dans *Robert Bruce*. Le châtelain est un parent de nos Écossaises (2). J'ai fait sa connaissance à Londres. Il a une magnifique collection d'œuvres des maîtres espagnols. Il a voyagé beaucoup et partout. Son salon est tout à fait cosmopolite. Les ducs et les lords s'y coudoient, surtout cette année que la Reine a visité l'Écosse. Hier, d'une façon imprévue elle passait en chemin de fer, car elle doit être à une date fixée à Londres. Mais le brouillard a empêché sa traversée par voie de mer, et force lui fut très prosaïquement de s'en aller au chemin de fer. Cela ne devait pas déplaire au prince consort, qui souffre du mal de mer, tandis que la reine, comme une vraie souveraine de marins, adore les traversées. Ce qui me navre, c'est que j'oublierai totalement le polonais; je vais parler le français d'après l'anglais et l'anglais d'après l'écossais. Je me sens épuisé. Impossible de composer. J'ai des invitations pour chaque soir : la princesse d'Argyle, Lady Belhaven, etc.

Toute la matinée jusqu'à deux heures je flâne. Puis, une fois habillé, j'attends le dîner, où il faudra *regarder* ce qu'on dit et *écouter* ce qu'on tait. Mortellement ennuyé, je me dirige ensuite vers le salon, car là tous m'attendent pour m'entendre. Mon fidèle Daniel me monte chez moi dans ses bras, car les forces sont maigres, il me déshabille et me laisse enfin rêvasser jusqu'à un lendemain pareil. Et je ne puis même rester quelque temps en paix à une place quelconque, car mes Écossaises viennent me prendre pour m'exhiber à tour de rôle dans leurs familles. Tu verras qu'elles vont m'étrangler un jour par *politesse*, et moi je me laisserai faire par *politesse* aussi.

L'Angleterre l'ennuyait déjà, malgré la campagne et la vie de château, qu'il aimait tellement, par un impérieux besoin de confortable, de soins, et d'une certaine ambiance aristocratique, que Liszt a pu dire de lui : « Pour en jouir, il acceptait une société qui ne lui convenait pas du tout. » Et puis, il se sentait mourir. Ses dernières lettres sont d'une atroce tristesse. Il voulait revoir la France, sa seconde patrie; comme les malades, il ne se sentait plus bien nulle part. Un jour vint où, n'y pouvant plus tenir, il écrivit.

1849, mars, mardi.

Ma vie ! Aujourd'hui je suis couché toute la journée, mais jeudi je m'en vais de ce Londres bon pour les chiens en cette saison. De jeudi à vendredi je coucherai à Boulogne, et dans la journée du vendredi je serai place d'Orléans pour me coucher. En dehors de mes maux ordinaires, j'ai une névralgie et je suis enflé. Je t'en prie, recommande que les draps et les taies d'oreiller soient secs. Fais faire du feu à Mme Étienne. J'ai écrit à Des Rozières qu'on mette tapis et rideaux. Je paierai le tapissier de suite. Dis à Pleyel qu'il m'envoie n'importe quel piano jeudi, qu'on le couvre le soir. Et puis fais acheter un gros bouquet de violettes pour qu'il embaume le salon. Que j'éprouve encore un souffle de fraîcheur et de poésie pour passer dans ma chambre à coucher, dont je ne sortirai pas sans doute d'ici longtemps. Alors, à vendredi à Paris. Une journée de plus ici et je deviendrais fou. Mes Écossaises me cramponnent; seule la prin-

(1) Solange, fille de George Sand.

(2) Il s'agit de Miss Stirling et de sa sœur Mrs. Erskine, élèves de Chopin.

cesse Marceline me rend la vie. Je t'embrasse. Qu'on fasse du feu. Peut-être la santé me reviendra-t-elle.

A toi jusqu'à la mort.

CH.

Mais la santé ne revint pas. Il se trompait. Ses jours étaient comptés. Une fois à Paris, il se sentit trop faible pour reprendre ses cours ou pour composer. Autour de lui planait la mort. Le choléra fauchait tous ses amis.

Comment vas-tu? — écrit-il à Grzymala; — j'espère que l'air de la campagne te fera grand bien. Je vais me promener quelquefois au bois de Boulogne. J'ai envoyé promener les médicaments. Tout le monde déserte Paris, les uns par peur du choléra, les autres par peur de la révolution. De Rosières est de retour. Delphine Potocka est depuis longtemps à Versailles. Sais-tu que Kalkbrenner est mort (1)? Le fils du vieux Delaroche est mort aussi. Les Écossaises, de retour l'autre jour, m'ont dit que le duc de Noailles va mieux, mais que le roi Charles-Albert est mort à Lisbonne. J'ai eu la visite, l'autre soir, de Jenny Lind. Elle a chanté. Dans l'assistance : Delphine Potocka, duchesse de Beauvau, baronne Nathaniel de Rothschild. Mme Catalani, avec laquelle la baronne avait fait connaissance chez moi, est morte du choléra. Aujourd'hui Pleyel est venu me voir. Oh le brave homme! Pendant dix jours, n'ayant pas vu Gutman, j'avais peur qu'il ne fût malade. Il n'en est rien. L'épidémie décline dans la capitale. Delacroix est à la campagne depuis une semaine. Donne-moi de tes nouvelles.

CH.

Cette lettre est la dernière. Le grand musicien languit encore quelques mois, ayant quitté le square d'Orléans pour la rue de Chaillot, et celle-ci pour le n° 2 de la place Vendôme. Il s'affaiblissait, mais dans la douleur. Liszt a laissé le récit, sublime cette fois, exempt de toute emphase, de ses derniers moments :

« Le dimanche 15 octobre 1849, des crises plus « douloureuses encore que les précédentes durèrent « plusieurs heures de suite. Il les supportait avec « patience et force d'âme. La comtesse Delphine « Potocka, présente à cet instant, était vivement « émue; ses larmes coulaient. Il l'aperçut debout au « pied de son lit, grande, svelte, vêtue de blanc, ressemblant aux plus belles figures d'anges qu'imagina le plus pieux des peintres. Il put la prendre « pour quelque céleste apparition. Un moment vint « où la crise lui laissa un peu de repos; alors, il lui « demanda de chanter. On crut d'abord qu'il délirait, « mais il répéta sa demande avec instance. Qui eût osé « s'y opposer? Le piano du salon fut roulé jusqu'à la « porte de sa chambre; la comtesse chanta, avec de « vrais sanglots dans la voix. Les pleurs ruisselaient « le long de ses joues; jamais ce beau talent, cette « voix admirable, n'avaient atteint à une si pathétique « expression.

« Chopin sembla moins souffrir pendant qu'il « l'écoutait. Elle chanta le fameux cantique à la « Vierge, qui, dit-on, avait sauvé la vie à Stradella : « — Que c'est beau, mon Dieu, que c'est beau, dit-il; « encore, encore! » Accablée d'émotion, la princesse « eut le noble courage de répondre à ce dernier vœu « d'un ami et d'un compatriote. Elle se remit au « piano et chanta un psaume de Marcello. Chopin se « trouva plus mal, et tout le monde fut saisi d'effroi. « Par un mouvement spontané, tous se jetèrent à « genoux. Personne n'osant parler, on n'entendit « plus que la voix de la comtesse; elle plana, mélodie céleste, au-dessus des soupirs et des sanglots « qui en formaient le sourd et lugubre accompagnement. C'était à la tombée de la nuit; une demi-obscurité prêtait ses ombres mystérieuses à cette « scène. La sœur de Chopin, prosternée près de son « lit, pleurait et priait; elle ne quitta plus guère « cette attitude tant que vécut ce frère si chéri « d'elle. »

Il mourut deux jours après, le 17 octobre, à deux heures.

Ainsi disparut, dans l'atmosphère qu'il avait aimée, délicatement artificielle, vraiment noble et un peu snob, très voluptueuse et très éthérée, ainsi disparut magnifiquement ce grand poète musical. A la messe funèbre, on joua le *Requiem*, de Mozart, qu'il avait demandé, et il fut conduit à sa dernière demeure aux sons de la marche funèbre dont il était l'auteur. Meyerbeer, Auber, Halévy, Delacroix, Pleyel suivaient son cortège, — et sa tombe, au Père-Lachaise, est ornée d'un bas-relief, œuvre de Clésinger, époux de Solange, fille de cette George Sand qu'il avait tant aimée. La princesse Marceline, avec un soin pieux, recueillit toutes les reliques du maître; sa famille les a rassemblées, à Cracovie, dans le musée Czartorisky, où sont réunies maintenant les dix-neuf lettres dont je viens de donner quelques extraits. On y trouve aussi un buste de Chopin, par Clésinger, et son masque, que le même sculpteur modela sur le cadavre à peine refroidi... Mais, dans un coin, on voit une simple photographie, la reproduction d'une esquisse au crayon que George Sand elle-même fit un jour de son ami. Ne fallait-il pas qu'il y eût quelque chose d'elle dans ce musée? A Majorque, elle l'avait rappelé à la vie, peut-être à la raison. Et quand elle s'éloigna de lui, il mourut.

PIERRE MILLE.

L'ÉDUCATION MORALE ET SOCIALE

DE LA DÉMOCRATIE (1)

III. — ADOLESCENTS, ADULTES ET SOLDATS

Passant, comme toujours, d'un extrême à l'autre, nous avons d'abord cru en France, avec le « siècle des lumières », que l'universalité de l'instruction était le remède à tous les maux: aujourd'hui, beaucoup déclarent l'instruction moralement vaine et, le mot de banqueroute étant à la mode, ils s'empressent de proclamer la banqueroute de l'instruction généralisée. Ici encore, nous vérifions la parole de Joseph de Maistre : « Le défaut capital de ce peuple est l'impatience. » Dès la première année d'instruction universelle et obligatoire, on aurait voulu que la face du pays fût changée, et comme la statistique nous révèle une augmentation des crimes, la même précipitation de jugement nous la fait attribuer purement et simplement à l'instruction, quoiqu'elle remonte beaucoup plus haut. C'est la thèse que tous les journaux catholiques n'ont pas manqué de soutenir. Serait-il donc vrai de dire avec Sénèque : « La science avance, la vertu recule, » et avec le vieil Érasme : « Je vois que l'esprit se cultive, mais je ne vois pas que personne en devienne meilleur? » Non; mais outre que la fréquentation régulière de l'école n'est pas assurée, il faut reconnaître l'insuffisance de la culture simplement *intellectuelle*. Un socialiste, M. Enrico Ferri, a eu raison de dire que l'instruction pure, quand elle n'a pas l'éducation pour alliée, ne fait souvent que fournir des armes nouvelles au crime. En outre, la principale raison qui explique l'insuffisance des résultats moraux et sociaux obtenus jusqu'ici par notre enseignement primaire, c'est qu'il manque de son complément indispensable : je veux dire l'extension régulière aux adolescents et aux adultes.

De l'école au régiment, de la treizième à la vingtième année, c'est l'âge critique de la jeunesse, c'est celui où la statistique criminelle constate les chiffres les plus effrayants et la plus rapide montée du vice; c'est l'âge où les enfants, rendus en apparence à leurs familles, sont le plus souvent livrés à eux-mêmes et à leurs camarades vicieux ; c'est l'âge enfin où ils sont « moralement abandonnés ». Et lorsque, de l'atelier ou des champs, le jeune homme passe au régiment, est-ce là qu'il apprendra la morale? Ou plutôt, s'il a encore quelque innocence, n'y sera-t-il point par trop « déniaisé »? S'il a encore quelques convictions, son esprit n'y sera-t-il point par trop « émancipé »? L'État soumet jusqu'à vingt ans les enfants à la puissance paternelle ou à celle d'un tuteur ; comment donc, pendant la même période, leur refuserait-il lui-même sa tutelle, alors que les autres protections, au sortir de l'école, ont une insuffisance démontrée? En face de la famille impuissante ou pervertie, l'État n'a-t-il rien à faire? N'a-t-il rien à dépenser pour créer une *organisation d'ensemble* qui assure l'éducation « avant la vie »? C'est moins à l'école qu'après l'école que les connaissances morales et sociales devraient être répandues : il faut donc instituer fortement et méthodiquement la seconde éducation du peuple, de laquelle, à vrai dire, tout dépend.

I. — De l'enquête officielle que M. Édouard Petit, alors professeur au lycée Janson-de-Sailly, fut chargé de faire sur les œuvres complémentaires de l'école, se dégage une impression générale ; c'est que partout, au Nord comme au Midi, dans les agglomérations urbaines comme dans les communes rurales, dans les centres agricoles, commerciaux, industriels, la nécessité de donner son lendemain à l'école est apparue nettement aux yeux de tous. On s'est rendu compte, même dans les cantons les plus arriérés, que l'action de l'école s'arrête trop tôt et que trop tôt l'enfant est ressaisi « par la paresse et l'incuriosité ». D'une part, le progrès général des sciences et de leurs applications, joint aux difficultés de l'existence dans la mêlée des intérêts, rend indispensable un ensemble de connaissances théoriques et pratiques, dont l'assimilation n'est plus possible à l'enfance et l'est seulement à l'adolescent, « à l'heure où le cerveau s'ouvre aux idées générales », où l'on éprouve vraiment et fortement le besoin d'apprendre, où l'on veut et où l'on peut profiter du savoir acquis. D'autre part, l'effet *moralisateur* de l'école est bientôt perdu chez l'adolescent ou le jeune homme, livrés à toutes les suggestions mauvaises. Aussi la pensée des promoteurs du mouvement actuel est-elle non seulement d'*instruire*, mais encore et surtout d'*élever* ces milliers d'écoliers et d'écolières de la veille qui, brusquement, sont saisis par la ferme, la boutique, l'atelier, et en qui l'apprentissage du métier doit se doubler de « l'apprentissage du caractère ».

On s'est depuis longtemps préoccupé des adultes ; mais ce n'est pas sur eux qu'il importe d'agir avant tout; c'est sur les enfants qui, en ce moment même, vont sortir de l'école. Les adultes ont déjà leurs habitudes, bonnes et surtout mauvaises, dont aucun sermon ne les fera changer. Mieux vaut se préoccuper d'une direction efficace à établir après l'école même, ou plutôt à continuer sans interruption. Gardons-nous donc de confondre avec l'enseignement des adultes celui des adolescents, destiné à maintenir sur les élèves, au sortir de l'école primaire, une direc-

(1) Voyez la *Revue* des 17 et 24 décembre 1898.

tion intellectuelle et morale, et à compléter ainsi les leçons de l'école.

On croit gagner quelque chose en laissant les enfants du peuple entrer prématurément à l'usine ou à l'atelier; mais, par là, on arrête leur développement physique, intellectuel et surtout moral; on gaspille ainsi des forces vives plus importantes pour la nation qu'un excédent de travail matériel. L'industrie elle-même vit par la science, soit théorique, soit appliquée; son véritable intérêt, c'est le développement le plus grand possible des intelligences, non seulement dans l'élite, mais dans la masse même. D'autre part, la moralité populaire est le premier et le plus vital des grands intérêts nationaux. Il en résulte que l'organisation et la diffusion de l'enseignement post-scolaire devient un objet non plus de luxe, mais d'absolue nécessité.

Dans un des récents congrès internationaux de Londres, le rapporteur Sidney Webb constatait que, en l'état actuel, les enfants des masses sont dépourvus totalement du loisir, qui est « la condition expresse de tout développement harmonique », privés d'accès aux connaissances scientifiques, « qui sont l'héritage commun de toute l'espèce humaine »; le capitalisme, afin d'économiser le travail des adultes, emploie le travail des enfants et des adolescents; par là, il étiole physiquement les générations; il les étiole aussi intellectuellement et moralement. Le futur bien-être des sociétés dépend du développement du loisir et de l'instruction. En conséquence, le Congrès demanda que l'âge minimum pour l'exemption de l'école et l'emploi dans la petite industrie, ainsi que dans l'industrie mécanique, fût fixé à seize ans accomplis; qu'il fût interdit d'employer les jeunes gens au-dessous de dix-huit ans pour le travail de nuit dans toute profession malsaine ou dangereuse; interdit d'employer un garçon ou une jeune fille de moins de dix-huit ans, soit dans les manufactures, soit dans l'industrie domestique, pendant plus de vingt-quatre heures par semaine, de manière à pouvoir établir le système du « demi-temps » et à permettre ainsi un enseignement complémentaire. Mêmes résolutions prises par la Société Fabienne d'Angleterre, qui fait profession de tempérer le socialisme et de « temporiser ». Il y a beaucoup de vrai dans ces plaintes et il y a beaucoup de bon dans ces résolutions, quoiqu'elles ne soient pas toutes immédiatement applicables. Le grand problème est de concilier les nécessités croissantes de l'instruction ou de l'éducation avec les nécessités également croissantes de la vie réelle et du gagne-pain.

En Allemagne, outre une multitude d'institutions privées pour les adolescents, il existe un enseignement primaire public du dimanche pour ceux qui ont quitté l'école. Le « cours dominical » est ouvert, dans chaque bourg, village ou paroisse, tous les dimanches, excepté durant la moisson, pour les garçons et les filles de 12 à 18 ans; jeunes gens et jeunes filles ne peuvent se marier avant de prouver qu'ils l'ont fréquenté assidûment. Cette classe du dimanche dure deux heures, sous la surveillance tantôt du maire, tantôt du curé ou du pasteur. L'enseignement primaire se complète aussi dans les écoles « bourgeoises ». Ces écoles, correspondant à peu près aux écoles primaires supérieures, sont, pour la plupart, ouvertes les dimanches et fêtes, et elles sont très fréquentées. En Suisse, la durée du cours de l'école complémentaire est ordinairement de trois ans et, dans beaucoup de cantons, la fréquentation en est obligatoire pour tous les jeunes gens et les jeunes filles libérés de l'école primaire qui ne fréquentent pas un établissement d'enseignement secondaire. En Angleterre, les institutions du même genre se multiplient. Chez nous les catholiques s'étaient déjà imposé beaucoup de sacrifices en vue de l'éducation post-scolaire : les œuvres de jeunesse » des Frères de la doctrine chrétienne sont surtout à mentionner. Les instituteurs laïques ne sont point restés en arrière. Voici, pour l'année 1897-98, le bilan de l'école prolongée :

30 308 cours d'adolescents et d'adultes professés dans les écoles publiques;

5000 cours professés dans les sociétés d'instruction, chambres syndicales, etc.;

117 152 conférences ont été faites, avec ou sans projections;

400 sociétés de mutualité scolaire fonctionnent, 150 sont en voie de formation;

2770 associations d'anciennes et d'anciens élèves sont constituées, 600 sont en projet;

809 patronages sont ouverts, 100 sont à la veille de s'ouvrir;

1 600 réunions de jeunes filles sont organisées dans les écoles;

482 907 jeunes gens des deux sexes ont assisté assidûment aux leçons;

39 507 instituteurs ont fait les cours du soir, sans compter 5 000 conférenciers, directeurs de mutualités, associations, patronages.

L'État français, qui donnait 20 000 francs en 1895, n'en donnait encore, en 1897, que 130 000. L'État anglais, dans le même temps, a promulgué deux lois relatives à l'éducation populaire et est intervenu par les 7 millions de la *Charity commission*, par les 10 millions annuels de l'impôt sur l'alcool, par d'autres subventions encore aux Universités (1). En Angleterre, l'inspiration générale a été sans doute religieuse, mais les œuvres ont été laïques, non

(1) M. Henry Bérenger, *la Conscience nationale*, 1898.

confessionnelles, et c'est ce qui a fait leur succès. L'Angleterre a son « extension universitaire », ses colonies universitaires, ses « palais du peuple » et d'innombrables patronages. Chez nous, les instituteurs ne peuvent suppléer à l'action nécessaire d'hommes ayant de la fortune, des relations et une culture supérieure. En Angleterre, toutes les classes sociales, aristocratie, grands négociants et grands industriels, professeurs d'université, instituteurs, corporations ouvrières et ouvriers isolés, ont contribué à l'œuvre de l'éducation populaire; en France, les instituteurs, quelques publicistes et des gens du peuple se sont seuls intéressés à cette grande œuvre. « Il y a là quelque chose de peu flatteur pour nos classes riches et notre élite intellectuelle. » Qu'en 1897, il y ait eu « 33 000 instituteurs », gagnant 1 200 francs par an et travaillant dix heures par jour, pour se dévouer à peu près gratuitement à la tâche des cours du soir et des patronages, et qu'ils aient été presque seuls, cela est flatteur pour les maîtres des écoles primaires, « cela l'est moins pour les autres (1) ». Ce n'est pourtant pas avec de beaux discours sur la « colonisation » que nous arriverons à rivaliser avec les Anglo-Saxons qu'on nous donne sans cesse pour modèles. Hercule veut qu'on se remue.

II. — Selon nous, l'enseignement post-scolaire des adolescents réclame une organisation permanente et des programmes précis, quoique variables dans le détail suivant les nécessités de chaque région. Les institutions post-scolaires doivent avoir une partie mobile et une autre stable. La première est une vraie « école de la décentralisation », parce qu'elle varie suivant les lieux, les habitudes, les ressources d'hommes et d'argent, sans se fixer nulle part dans aucun moule. Mais il faut cependant éviter la dispersion et l'incohérence; pour cela, il faut qu'une partie de l'enseignement soit générale et éducatrice, dominée par une conception d'ensemble, dirigée par une doctrine morale et philosophique.

Il ne faut donc pas se contenter des conférences détachées, plus ou moins oratoires, dont les séries s'organisent au hasard selon le bon vouloir des conférenciers. Pour porter tous ses fruits, l'enseignement post-scolaire doit s'adresser à un public homogène, docile, prêt à se plier au régime de véritables leçons facultatives. Avec l'auteur d'une excellente étude intitulée : *Après l'école, avant la vie* (2), nous croyons qu'il faut ne recruter d'abord comme élèves que les adolescents qui *sortent* de l'école : d'année en année, on les retiendra, et toute la période qui sépare l'école du régiment rentrera progressivement dans le cercle d'action de cette sorte d'école complémentaire. Dans chaque localité, les élèves formeront des groupes fermés; ils devront solliciter leur admission dans ces groupes; on leur imposera une discipline souple, mais ferme, dont la radiation sera la sanction suprême. L'État et les associations locales emploieront les divers moyens les plus propres à encourager le recrutement. Les recommandations, l'appui des maîtres et des membres des sociétés de patronage aideront plus tard le jeune homme à ses débuts dans la vie. Quant aux maîtres, ils seront avant tout des instituteurs, aidés par les communes et par l'État. On devra en multiplier le nombre et leur donner des traitements convenables. Dans les centres importants, le personnel de l'enseignement secondaire ou supérieur leur apportera une utile collaboration. Et combien serait désirable, dès l'école normale, le contact des jeunes instituteurs avec les maîtres des autres ordres d'enseignement! Des « groupes locaux » se formeraient entre eux, dont chacun, tout en se conformant aux communes idées directrices, organiserait librement sa tâche volontaire.

Le fond universel de l'enseignement serait, comme on l'a proposé, la connaissance élémentaire des fonctions de la vie dans le corps humain, les principes de l'hygiène, ceux de la morale et de l'économie politique, des éléments très simples de droit civil et public, des notions sur la constitution et sur son fonctionnement, tout cela présenté non d'une façon trop savante et trop systématique, mais à un point de vue pratique; enfin, des lectures littéraires et morales commentées. On y ajouterait, comme partie variable, des éléments de science agricole dans les communes rurales, diverses connaissances scientifiques plus particulières dans les villes industrielles.

Le but final serait de compléter à la fois non seulement l'instruction, mais encore et surtout l'éducation. Si, contrairement au préjugé du XVIIIe siècle, l'instruction sans l'éducation peut devenir dangereuse, surtout pour une nation comme la nôtre où le doute et la négation ont fait tant de progrès, la contrepartie de cette thèse a aussi sa vérité : l'éducation sans l'instruction pourrait à son tour, mal comprise, avoir des dangers plus grands encore. Elle deviendrait une sorte d'étouffement de l'individualité, une manière de routine sociale et d'oppression déguisée. Dans nos sociétés modernes, et surtout en France, tout s'intellectualise de plus en plus, tout se pénètre de clarté et de science; il faut donc que l'instruction développe le cerveau en même temps que l'éducation développe le cœur; idées scientifiques et sentiments moraux sont également nécessaires, et c'est sur ces deux points simultanément, indivisiblement, que doit en France porter chaque réforme.

(1) Henry Bérenger, *ibid.*

(2) M. Lefèvre, professeur de philosophie au lycée de Reims. Voir *Revue pédagogique* de juillet 1896.

A la connaissance du devoir social, il faudrait d'ailleurs ajouter, entre l'école et le régiment, la pratique du devoir social. Pour cela, il faudrait intéresser adolescents et jeunes gens, *de visu* et *de actu*, à l'organisation des principales industries, aux besoins des travailleurs, aux œuvres de solidarité qui existent déjà en si grand nombre et par lesquelles on vient en aide aux ouvriers, aux vieillards indigents, aux pauvres, aux orphelins. Il faudrait en un mot, à l'exemple des Anglais et des Américains, poursuivre ce que l'on a appelé l'identité de l'éducation et de la vie, — ajoutons : l'identité de la vie extérieure et de la vie intérieure. M. Payot, qui est un de nos plus éminents inspecteurs d'académie, croit possible, même à l'école primaire ou après l'école, cette initiation pratique. De toutes les œuvres sociales, dit-il, « nos enfants ne savent rien, et quand ils entendront de furieuses déclamations contre l'état social actuel, ils seront incapables d'en empêcher l'impression sur leur esprit. » Les enfants du peuple, surtout, deviendront facilement révolutionnaires, « parce qu'ignorant l'œuvre considérable effectuée, ils croiront que tout est à faire, tandis que tout n'est qu'à développer, à améliorer ». Nous préparons nos jeunes gens à être dupes de toutes les panacées sociales, parce que nous ne les associons à aucune bonne œuvre ; « ils vivent dans les livres », sans contact avec la réalité et en dehors de l'humanité. Et M. Payot, dans une de ses belles pages, faisant un retour sur lui-même, nous dit que le matin, en allumant sa lampe pour le travail, il ne peut songer sans émotion aux milliers de prêtres, de savants, de poètes, de philosophes qui, depuis six ou sept mille ans, ont allumé la leur au petit jour pour s'efforcer d'augmenter notre pouvoir sur la nature et sur nous-mêmes. Selon nous, c'est ce sentiment de la solidarité, c'est cette reconnaissance envers les générations passées, c'est aussi l'amour anticipé des générations futures qui devrait être « l'âme » de l'école. Mais comment développer un vif sentiment de la solidarité sociale, sinon par la connaissance de tous les faits qui nous la montrent en action dans la société même ? La voix de la conscience individuelle s'amplifiera alors de tout le retentissement de la conscience commune, comme grandit le son du diapason lorsqu'on lui a donné « une base de résonance ».

III. — Il faut aussi organiser l'éducation au régiment et faire de la caserne, autant qu'il est possible, une école de moralisation. Certes, la caserne est, avant tout, un lieu où, en vertu des tristes nécessités de la paix armée, on enseigne le métier de la guerre ; il faut donc y enseigner sérieusement ce métier et ne pas nourrir la prétention d'y propager en même temps une foule d'autres connaissances, — géographie, voyages, découvertes scientifiques, — sous le prétexte de « meubler l'esprit » ou d'occuper des « loisirs ». Il ne devrait pas y avoir de loisirs. S'il y en a, retenez moins longtemps les soldats au régiment : ce sera autant de gagné pour la nation et pour les individus. Quatre cent mille jeunes gens à entretenir chaque année sont un lourd fardeau pour le pays, une perte pour l'industrie, le commerce, l'agriculture, les études libérales. Un tel sacrifice doit assurément être maintenu au degré nécessaire, mais il doit avoir des compensations. Il faut que la nation gagne, par la culture du patriotisme, de l'énergie et de la moralité sociale, ce qu'elle perd en temps et en argent, en forces vives. En outre, l'armée étant aujourd'hui la « nation en armes », c'est un aveuglement que de ne pas la faire servir au développement du véritable esprit national.

Tous les officiers éclairés se plaignent de ce qu'on prend plaisir à confiner le soldat dans le terre à terre des plus puérils détails d'« astiquage », dans l'amère ineptie de nomenclatures qu'il faut réciter imperturbablement. Un de nos généraux qui ont le plus d'autorité, le général Philibert, a pu publier une étude sous ce titre : *L'Infanterie perd son temps* (1897). Il nous montre les matinées se passant à faire « par file à droite », par le flanc droit », « marquez le pas », etc. (1).

On s'efforce à bon droit de développer « l'esprit militaire », mais aujourd'hui, les « militaires professionnels » sont à part, et le gros de l'armée n'est autre que le gros de la nation. Comment donc voulez-vous que des jeunes gens enlevés à leur famille et à leur profession, et qui n'ont qu'une pensée, en finir le plus tôt possible avec la corvée du service, aient le vieil esprit militaire d'autrefois ? Ils ne peuvent avoir qu'un esprit moral et patriotique qui, joint à une instruction technique sérieuse, leur fera accepter et

(1) « Entrez dans une caserne à l'heure de l'exercice, dit un autre officier dans la *Revue Scientifique* (1897). Vous y rencontrerez une ou deux douzaines d'officiers se promenant le sabre au côté, devisant entre eux de choses et d'autres, de choses qui, la plupart du temps, sont plutôt banales. Ils roulent entre les doigts la cigarette qu'ils fumeront tout à l'heure pendant la pause... Ils ne se préoccupent guère de rattacher le service des places et le service en campagne à ces mouvements insipides, de maniement d'armes qui s'exécutent sous leurs yeux, et ils ne se mettent pas en peine de vivifier cet enseignement professionnel en y infusant les éléments moraux qui constituent l'éducation. L'apprentissage de nos jeunes Français, si vifs, si prime-sautiers, si ardents, se fait donc à froid et comme si on voulait momifier des intelligences pourtant alertes et ouvertes. » Le but du service à long terme, c'est de développer chez le soldat les hautes qualités morales qui lui sont indispensables pour faire bonne contenance en présence des fusils du champ de bataille. Est-ce avec le tableau d'emploi du temps résumé par le général Philibert qu'on en arrive à cette fin ? Evidemment non. L'exercice des champs de manœuvre « ne prépare pas à la guerre », et, d'autre part, « rien n'est tenté pour façonner les âmes ».

accomplir virilement les devoirs de l'armée. C'est là le seul esprit militaire possible dans une démocratie où le service est obligatoire pour tous.

On parle aussi sans cesse de la « discipline », et non sans raison ; seulement, là encore, il faut tenir compte des conditions nouvelles de l'armée. Ce n'est pas la discipline passive, automatique et formaliste qu'on peut espérer d'obtenir en deux ou trois ans ; la vraie discipline est avant tout morale et civique, faite du sentiment du devoir patriotique, de la confiance dans les chefs, du respect et même de l'affection. En outre, elle doit comporter un certain degré d'initiative personnelle. Voilà la discipline sur laquelle on pourra compter dans les campagnes militaires, alors que toutes les punitions habituelles de la caserne seront devenues impuissantes. « La force morale, a dit le général Dragomiroff, est la force principale des armées. » Elle constitue, a dit aussi le maréchal de Moltke, le principal et le plus actif des « impondérables » de la puissance militaire. La raison de la victoire, disait le maréchal de Saxe, est « dans le cœur des hommes, et c'est là qu'on doit l'y chercher ». Si le nombre des combattants était seul important, le succès des campagnes se trouverait « inscrit à l'avance dans les tableaux statistiques ». Ce n'est pas davantage la supériorité de l'armement qui, à elle seule, peut assurer la victoire. Les spécialistes en donnent pour preuve la défaite de l'infanterie française, armée de l'excellent chassepot, par l'infanterie prussienne, dont le dreyse était moins bon.

Les *Lettres sur l'infanterie* du prince de Hohenlohe montrent combien il est faux de considérer l'armée allemande comme un « automatisme à la prussienne » alors qu'elle est une « armée-école » beaucoup plus qu'une « armée-bureau ». Chez nous, on reproche généralement à l'officier polytechnicien, ou saint-cyrien d'être trop « intellectuel », d'apporter dans l'armée les ambitions d'un fonctionnaire civil, désireux d'arriver dans les bureaux et à l'état-major. On peut dire que l'idée morale proprement dite n'a guère de rôle dans les écoles militaires et, plus tard, dans les régiments. Là comme partout, on s'en remet à la « moralisation spontanée » qui, par malheur, n'est souvent que démoralisation spontanée, abandon de soi, scepticisme, dilettantisme, ennui, insouciance chez le plus grand nombre, étroitesse de croyance et aveuglement fanatique chez quelques-uns.

Le véritable esprit patriotique, étant moral et social, ne saurait être développé chez les futurs officiers que par une forte éducation morale et sociale. Cette éducation doit être donnée d'abord dans nos grandes écoles par des professeurs de philosophie, puis par des professeurs de lettres et des professeurs d'histoire ayant reçu une forte culture philosophique et se proposant un but d'éducation, non de pure instruction. Pour que ce résultat soit atteint, il faut que l'enseignement des grandes écoles soit arrêté en commun avec le Conseil supérieur de l'instruction publique, au lieu d'être, comme aujourd'hui, soustrait à l'action de l'Université et livré aux ministères de la Guerre ou de la Marine, dont l'incompétence morale et pédagogique n'a pas besoin d'être démontrée.

Quant aux régiments, il faut y faire pénétrer le même esprit moral et social, non par des conférences d'amateurs sur des sujets de fantaisie, mais par une constante préoccupation de l'éducation dans l'instruction même, par l'organisation d'un véritable enseignement civique régulier, complémentaire de l'enseignement donné aux enfants et aux adolescents.

Michelet a eu raison de dire : Quelle est, la première partie de la politique? L'éducation. — La seconde? L'éducation. — La troisième? L'éducation. Le progrès national, en effet, naît des qualités transmises par l'hérédité et acquises par l'éducation ; les fondements sur lesquels reposent la santé et la force d'un peuple sont donc avant tout l'hygiène et la morale.

ALFRED FOUILLÉE.
de l'Institut.

LE CALICE [1]

COMÉDIE EN TROIS ACTES

ACTE TROISIÈME

Même décor qu'à l'acte précédent. Soleil sur la terrasse. Au lever du rideau, deux commissionnaires guidés par Germain et portant une malle, entrent par la vérandah du fond.

SCÈNE PREMIÈRE

GERMAIN, DEUX COMMISSIONNAIRES, puis ELENA

GERMAIN. — Là, par ici... Faites attention à la table!... (*Les commissionnaires s'arrêtent un instant pour souffler.*)

PREMIER COMMISSIONNAIRE. — Dites donc, la dame qui s'en va, c'est ben la femme du grand brun, qui est parti ce matin à sept heures?...

GERMAIN. — Oui, c'est sa femme!

PREMIER COMMISSIONNAIRE. — Ben vrai, on en a de l'excédent dans ce ménage!...

DEUXIÈME COMMISSIONNAIRE. — C'est ben pour Paris, pour le train de dix heures et demie?...

GERMAIN. — Oui, dépêchez-vous, vous n'avez

(1) Voir la *Revue* des 24 et 31 décembre 1898. — Tous droits de représentation, de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège.

pas trop de temps. (*Ils soulèvent la malle et sortent.*)

ELENA *paraît, un sac à la main, et boutonnant ses gants.* — Les bagages sont descendus, Germain?

GERMAIN. — Oui, Madame, et la voiture de Madame est avancée...

ELENA. — Merci! (*Elle lui remet une pièce d'or.*) Allez vite dire, je vous prie, à Mme Gallardon que je voudrais lui parler tout de suite!...

GERMAIN. — Bien, Madame!...

SCÈNE II

ELENA, puis Mme GALLARDON

ELENA, *seule.* — Sainte Madone, quelle aventure! Mais puisqu'il le faut, que faire contre?

Mme GALLARDON, *entrant par la gauche.* — Vous avez à me parler, Madame?

ELENA. — Si, Madame!... Oh! très court, quelques mots seulement, vous permettez?

Mme GALLARDON. — Je vous écoute.

ELENA. — Voilà... J'ai eu tout à l'heure avec votre neveu, M. Jacques, une conversation à propos de la scène d'hier soir, que vous connaissez, je pense, et cette conversation fait qu'il faut que je parte... Je ne discute pas les croyances de votre famille sur moi... Ces historiettes sont dédaignables absolument... Mais je dois vous dire quelque chose de grave. Votre neveu, M. Jacques, veut partir avec moi, après moi!...

Mme GALLARDON. — Lui?

ÉLENA. — Justement, lui... Il est fou par la jalousie... Oh! jalousie qu'il n'a pas le droit d'avoir, car j'étais pour lui rien qu'une amie, pas plus... Donc, M. Jacques veut me suivre où je vais... Et je vous préviens, pour vous autant que pour moi, car, — cela je n'ai pu le raconter à votre neveu, — ma vie est arrangée dans mon pays, sans lui, et cela la dérangerait puissamment s'il venait... Oh! je sais bien, il est léger, M. Jacques, et variable... Il était dans une grande colère quand il m'a dit qu'il me suivrait... Et peut-être, il ne le disait pas sérieusement... Peut-être maintenant déjà il a changé d'idée... Ou peut-être il changera en route... Mais j'ai pensé plus prudent de vous avertir tout de suite... C'est chose utile pour nous tous les trois.

Mme GALLARDON, *glacialement.* — Je tiendrai compte de votre avertissement, Madame... Mais, une seule question encore?... Mon neveu devait-il partir par le même train que vous?

ELENA. — Non, pas par le même, par celui après, celui de midi et demi...

Mme GALLARDON, *même ton.* — Cela suffit!... Adieu, Madame!

ELENA, *avec impertinence.* — Adieu donc, chère madame Gallardon! (*Elle sort par la terrasse.*)

SCÈNE III

Mme GALLARDON, puis GERMAIN, puis JACQUES

Mme GALLARDON, *seule, consultant sa montre.* — Dix heures et demie... J'ai deux heures devant moi. (*Elle sonne.*) Tâchons de bien les employer! (*Germain entre.*) Mme Danthoise est dans sa chambre?

GERMAIN. — Je pense que oui, Madame...

Mme GALLARDON. — Et M. Jacques est auprès d'elle.

GERMAIN. — Le voici, Madame! (*Jacques paraît à la porte de gauche, chapeau sur la tête, canne à la main. Léger mouvement de recul vite réprimé.*)

JACQUES. — Bonjour, ma tante!...

Mme GALLARDON, *très à l'aise.* — Tiens, te voilà. Comme cela se trouve... Je voulais justement te parler... Tu as le temps, n'est-ce pas?...

JACQUES. — Peuh! ma tante, je sortais, et je ..

Mme GALLARDON, *s'asseyant.* — Si, moi je te dis que tu as le temps... (*A Germain.*) Laissez-nous... (*A Jacques.*) Assieds-toi... Nous sommes à l'aise pour causer. Solange et ton beau-père sont sortis et déjeunent à Villers... Personne ne nous dérangera! (*Un temps.*) Il paraît qu'il s'en est passé de belles, hier soir, quand je n'étais pas là!...

JACQUES. — Ah! on vous a dit?...

Mme GALLARDON. — Oui, et on m'a dit aussi que tu partais tout à l'heure rejoindre Mme Lajiano...

JACQUES, *se contenant.* — Qui a pu vous dire ça?...

Mme GALLARDON. — Mme Lajiano elle-même.

JACQUES, *se contenant.* — Ah! (*Un temps.*) Eh bien, effectivement, pourquoi, au fait, vous le cacher? J'ai promis à Mme Lajiano, sur sa demande, que je la rejoindrais ce soir à Paris, pour l'aider à expliquer chez elle son brusque retour... Après une expulsion aussi prompte je ne pouvais guère lui refuser cette galanterie...

Mme GALLARDON. — Je suis forcée de t'avouer que Mme Lajiano ne présentait pas les choses sous cet aspect... Elle m'affirmait, au contraire, que tu ne t'étais décidé au départ que sous l'empire de la jalousie, de la colère... Et elle ajoutait qu'elle se souciait peu d'être suivie par toi, sa vie étant arrangée là-bas, en Italie, de telle façon que ton arrivée ne pourrait qu'y jeter du trouble... Ce qui concorde assez, soit dit en passant, avec les renseignements de Paul...

JACQUES, *se contenant encore.* — En effet... Seulement, Mme Lajiano s'est étrangement exagéré la portée de mon départ... J'ai pu mettre une certaine vivacité dans mes premières paroles de reproche... Mais l'entretien s'est terminé de la façon que je vous dis... Et je m'étonne beaucoup de ce que Mme Lajiano vous a conté... Il doit y avoir là un malentendu...

Mme GALLARDON. — Probablement... car nous nous

trouvons en présence de deux versions absolument contradictoires... Mais, de toute manière, ne penses-tu pas qu'après la dénonciation plutôt équivoque de cette dame, tu es délié envers elle de tes devoirs de galanterie et que ta démarche auprès de M. Lajiano perd maintenant de sa nécessité... Une lettre courtoise, habile, en ferait très bien l'office, il me semble...

JACQUES, *commençant à s'énerver.* — Pas du tout, ma tante... Et puis, il s'agit bien de Mme Lajiano !... Elle ne serait pas en cause, que je partirais quand même... J'étouffe dans cette maison, depuis hier... On m'a gâché mon été, ma joie, ma tranquillité... Je ne puis supporter l'idée de passer encore un mois dans cette atmosphère de scènes et de blâme, face à face avec les mines solennelles de mon beau-père... C'est de sa faute aussi... J'ai toujours l'air de comparaître devant lui... Zut! (*Un temps.*) Non, je suis excellent garçon, vous le savez... Je regorge de bonhomie, d'esprit de conciliation, je ne demande qu'à m'entendre avec tout le monde. Mais, quand, sans rime ni raison, on vient déranger mes plaisirs... Quand, à propos de rien, on se mêle de vouloir diriger ma vie, tant pis, je casse tout, il faut que je me sauve, que je m'échappe... Je deviens le mauvais prisonnier qui cogne sur le gardien pour fuir, au risque du coup de fusil!

Mme GALLARDON. — Eh bien! va-t'en, si c'est ton désir, mais emmène avec toi Simone !

JACQUES, *s'énervant de plus en plus.* — Mais puisque je vous déclare que je veux être libre pendant quelque temps, respirer librement, demeurer seul avec moi-même... que je veux un congé... une permission... Sapristi, on en donne bien aux collégiens, aux fonctionnaires, aux pompiers !... Et moi, je n'y aurais pas droit ?

Mme GALLARDON. — Tiens, veux-tu que je te parle franchement ? Tu ne me parais pas très bien fixé sur les motifs de ton départ !

JACQUES. — C'est ce qui vous trompe...

Mme GALLARDON. — Soit, mais combien de temps, selon toi, durera ce prétendu congé?...

JACQUES. — Oh ! ma tante, excusez-moi, mais vous me posez des questions d'une puérilité inconcevable !... Est-ce que je le sais, ce qu'il durera !... Un jour... quinze jours... un mois... Je vous fixerais une date, que je mentirais... Je ne sais qu'un point, c'est que j'ai envie de partir, qu'il faut que je parte, et que je m'en vais !...

Mme GALLARDON. — Et si tu ne revenais pas?

JACQUES. — Et si je suis écrasé par une locomotive, et si je me prends le pied dans un ascenseur, et si l'obélisque me tombe sur la tête !... Ah ! voilà bien votre manie de pousser les choses au noir, au tragique !... Mais, grand Dieu, pourquoi ne reviendrais-je pas ?

Mme GALLARDON. — Admettons même que tu dises vrai... Comment expliqueras-tu ton départ à Simone?

JACQUES. — Comme je vous l'ai expliqué à vous-même !...

Mme GALLARDON. — Et tu supposes qu'elle te croira?

JACQUES. — Elle me croira, parce qu'elle ne doute pas de moi.

Mme GALLARDON. — Entendu... Nous allons tout de suite nous en convaincre ! (*Elle marche vers le fond.*)

JACQUES. — Où allez-vous, ma tante ?

Mme GALLARDON. — Je vais appeler Simone...

JACQUES. — Pour quoi faire ?

Mme GALLARDON. — Pour que tu lui annonces ton départ et que tu lui donnes tes raisons...

JACQUES. — Vous plaisantez ?

Mme GALLARDON. — Pas le moins du monde ! Quoi ! tu aurais l'énergie de partir ainsi, et tu n'aurais pas le courage d'annoncer en face, à Simone, ta détermination ?

JACQUES. — Mais, ma tante...

Mme GALLARDON. — Ah ! c'est cela, par exemple, qui m'inspirerait des doutes sur la sincérité de tes dires !... Réfléchis bien, de deux choses l'une : ou, en quittant la maison dans ces conditions bizarres, tu considères que tu fais un acte licite, explicable en somme, et rien ne peut t'empêcher de l'avouer... ou bien tu en as la honte et...

JACQUES. — Raisonnement déplorable !... Quand on dit : de deux choses l'une, il y en a toujours une troisième, à laquelle on ne songeait pas et qui est la vraie, la bonne... Non, je n'ai pas honte... Mais je veux simplement nous épargner à Simone et à moi une explication peut-être pénible et, à coup sûr, inutile... Je lui écrirai affectueusement mes raisons et elle comprendra.

Mme GALLARDON. — Dans ce cas, plus tôt elle les les connaîtra, mieux cela vaudra pour nous tous !... (*Elle va de nouveau vers la sonnette.*)

JACQUES. — Mais que lui direz-vous?

Mme GALLARDON. — Reste ici... Tu le sauras. (*Elle sonne.*) Oh ! ce ne sera pas bien long ! (*A Germain qui entre.*) Priez Mme Danthoise de descendre immédiatement !

JACQUES. — Mais c'est absurde. Qu'allez-vous faire?

Mme GALLARDON. — Je vais faire ce que je ferais si j'étais la mère de Simone... Je n'ai pu tirer de toi aucun éclaircissement... Je te vois dans un énervement qui touche à la démence... Tu pars comme un fou, j'ignore quand tu reviens... Et tu voudrais qu'un instant de plus je me taise ?...

JACQUES. — Eh bien! soit, parlez donc... Dites tout ce qui vous plaira... Je ne suis pas un homme qu'on arrête par des menaces... Adieu !... (*Il sort d'un pas précipité par la terrasse. Mme Gallardon va à la baie et le regarde partir.*)

SCÈNE IV

Mme GALLARDON, SIMONE

SIMONE, *entrant par la gauche.* — Vous m'avez demandée ?

Mme GALLARDON. — Oui, ma chère enfant... Tu garderas ton calme, n'est-ce pas ? Tu vas en avoir grand besoin.

SIMONE. — Pourquoi ? Que se passe-t-il ?

Mme GALLARDON. — Il y a un instant, — oh ! pour servir ses propres intérêts, — Mme Lajiano m'a avertie que nous eussions à retenir Jacques, car il se préparait à la rejoindre.

SIMONE. — Ah ! mon Dieu !

Mme GALLARDON. — J'ai aussitôt questionné ton mari... Je n'ai obtenu de lui que des réponses incohérentes... Et il est parti furieux... Mais, moi, je ne crois guère à la durée de cet élan... Jacques présentement ne sait plus ce qu'il fait. Il faut que tu profites de son désarroi pour le retenir !...

SIMONE. — Par quel moyen ?

Mme GALLARDON. — Il prend le train de midi et demi. Habille-toi. Viens avec moi à la gare... Et là, un mot de reproche tendre, une prière gentille suffiront pour le ramener, j'en ai la conviction...

SIMONE. — Inutile...

Mme GALLARDON. — Qu'en sais-tu ?... Essaye !

SIMONE. — Impossible...

Mme GALLARDON. — Pourquoi ?

SIMONE. — Je ne peux pas... Je n'irai pas...

Mme GALLARDON. — Mais songe, s'il s'en va, qu'il peut retrouver cette femme, qu'elle peut se raviser, se mettre en tête de le garder, et alors, tu le perds pour toujours.

SIMONE. — Ah ! qu'il revienne ou non, il est déjà perdu pour moi !...

Mme GALLARDON. — Je t'en prie, viens là-bas tout de même ; tiens, ne serait-ce que pour constater sa fuite... La loi t'en donne le droit...

SIMONE. — A quoi bon ?... Est-ce qu'on se fait aimer par huissier ?... Je serai bien avancée quand je posséderai un papier timbré qui atteste mon malheur !...

Mme GALLARDON. — Ainsi, tu ne veux rien faire ?

SIMONE. — Parce qu'il n'y a rien à faire... (*Elle se jette en sanglotant dans les bras de Mme Gallardon.*) Ah ! ma chère amie, comme je souffre !...

Mme GALLARDON. — Ma pauvre enfant !

SIMONE. — Le misérable !... Moi qui l'adorais !... Moi qui ne vivais que par lui et pour lui !...

Mme GALLARDON. — Ne m'en veuille pas, Simone, mais si tu l'aimes tellement, pourquoi te refuses-tu à la démarche que je t'offre ?... Pourquoi t'obstines-tu à ne pas faire les quelques pas qui te rendraient son amour ?... Oh ! va ! je devine bien en ce moment les révoltes de ton orgueil meurtri !... Mais penses-y, Simone, as-tu le droit de te montrer si impitoyable pour un homme qui, avant ce jour, en somme, ne t'avait jamais trompée.

SIMONE, *éclatant.* — Lui ! mais vous ne savez donc pas que depuis huit ans il ne fait que cela, que depuis notre mariage, pas un jour ne s'est passé sans un mensonge, sans une trahison !...

Mme GALLARDON. — Tu le savais et tu te taisais ?...

SIMONE. — Il fallait bien que je me taise !...

Mme GALLARDON. — Pourquoi cela ?...

SIMONE. — Parce que... Mais, me comprendrez-vous ?... J'avais dans ma détresse conçu un idéal, une sauvegarde dernière... Je voulais que Jacques me prît simplement pour une femme aveugle et crédule... Je voulais anéantir par mon silence toutes les vilenies qui étaient entre nous... Et notre pauvre amour, souillé, traîné dans la fange de toutes ses trahisons, je rêvais de feindre qu'il fût resté l'amour exquis et sans tache des premiers jours... C'était fou, n'est-ce pas ?... C'était l'irréalisable !... Est-ce qu'on peut refaire de la pureté avec de la boue, du bonheur avec du mensonge ?... Ah ! tenez, je le hais, je le maudis, ce rêve insensé... Sans lui, peut-être encore j'aurais Jacques près de moi... Sans lui, je ne serais pas là à sangloter dans la misère de l'abandon.

Mme GALLARDON. — Mais qui t'oblige maintenant à persister dans cet idéal, puisque tu le maudis toi-même ?...

SIMONE. — Je le maudis, mais je ne le renie pas... Qu'importent les folies que m'arrache la torture ?... Je suivrai quand même jusqu'au bout le devoir que je me suis tracé...

Mme GALLARDON. — Pourtant, si Jacques avait percé ta ruse... S'il n'avait été qu'à demi dupe de ton étrange patience ?...

SIMONE. — Ah ! rassurez-vous !... Il se souciait bien qu'elle fût étrange ou non... Elle lui était commode, elle ne fatiguait pas son cerveau, elle ne dérangeait pas ses plaisirs.,. Il s'en serait persuadé, s'il n'y avait pas cru !... Pauvre diable !... Et dire que ce devait être cela l'aboutissement de huit années de passion et de martyre secret !... J'ai tout souffert, tout toléré... Je me suis faite partout son aveugle complice... J'ai joué à l'amie avec toutes ses maîtresses... J'ai simulé le bonheur devant toutes ses cruautés... Enfin, j'ai reçu cette femme ici, dans cette maison... La nuit, la nuit, elle était là à dormir au-dessus de notre tête... Et Jacques à mes côtés, je devinais, les yeux fermés, toutes ses pensées qui s'en allaient vers elle... Et je devais, le lendemain, chez moi, subir leurs regards qui s'appelaient, leurs gestes qui se frôlaient, ou leurs honteuses lassitudes... Je me taisais... Je laissais faire... Et cela ne leur a pas suffi... Et il a fallu

qu'un matin, ils prennent la fuite comme des caissiers véreux, il a fallu qu'ils me volent mon tout petit reste de bonheur, comme des cambrioleurs, comme des escrocs qui volent une pauvresse!...

Mme Gallardon, *tendrement.* — Simone!

Simone. — Partir! partir! Voilà ce qu'ils ont trouvé!... Voilà leur remerciement à ma stupide faiblesse!... Non, je croyais avoir tout prévu... J'étais prête d'avance à tous les plus vils raffinements de trahison... Mais celui-là, non... je n'avais pas été jusque-là... Je ne pouvais pas aller jusqu'à imaginer ce chef-d'œuvre de lâcheté et de scélératesse! (*Elle tombe en sanglotant dans un fauteuil.*)

Mme Gallardon, *passant derrière elle.* — Calme-toi, ma chérie... Sois courageuse!

Simone. — Ah! si vous saviez comme je le suis! Si vous saviez tous les affreux souvenirs qui me ravagent la tête et le cœur!... Les parties au théâtre, avec sa maîtresse dans ma loge ou dans une loge voisine, des quatre heures de sourires forcés en public pour que personne ne pût seulement soupçonner et redire mes angoisses... Les retours de bal silencieux dans la voiture toute sombre où je le devinais si loin de moi, si prisonnier des visions qu'il rapportait de là-bas, que j'en aurais crié de souffrance. Les soirs enfin où il me rentrait de chez ces femmes, fourbu, énervé, saoul d'amour, avec des baisers d'ivrogne, oui, d'ivrogne, car il fleurait à pleine bouche leur parfum, à ces dames, comme un ivrogne sent le vin dont il vient de se gorger. Mais c'était de ses baisers encore, et je les recevais en souriant... Il était si gentil, malgré ses cruautés, si tendre quand il voulait, si charmant, si gai... Avec un regard, un mot, une inflexion de voix, il apaisait toutes mes douleurs, il me rendait la vie... Et je ne le verrai plus... Je ne verrai plus son sourire, sa grâce, jamais... De tout cela, je n'aurai plus rien... Oh! Jacques! Jacques! Pourquoi?... je ne veux pas... Je souffre trop!... Je l'aimais tant! Je l'aimais tant! (*Elle se met à sangloter, la tête entre ses mains. Jacques paraît sur le seuil de la terrasse et fait signe à Mme Gallardon de s'éloigner. Elle s'en va par la gauche. Jacques jette son chapeau et sa canne sur un canapé d'un geste ennuyé et va se poster devant Simone.*)

SCÈNE V

SIMONE, JACQUES

Simone, *relevant la tête et s'élançant vers Jacques d'un élan aussitôt contenu.* — Toi!...

Jacques, *souriant et ému.* — Eh bien! ma pauvre Simone, qu'est-ce qu'il y a donc?

Simone, *se ressaisissant peu à peu.* — C'est une discussion, une sottise. Ta tante me taquinait à propos de la scène d'hier soir... Et finalement, je me suis mise à pleurer comme une bête...

Jacques. — Et que te disait-elle de si désobligeant, ma cruelle tante?

Simone, *cherchant ses mots.* — Elle me disait... Elle me disait que... que j'avais eu tort, oui, c'est cela, que j'avais eu tort de prendre ainsi parti pour toi contre père... De réplique en réplique, la discussion s'est envenimée et alors...

Jacques, *lui posant la main sur le bras.* — Alors, ne te fatigue pas... Oh! tu mens très bien, ma petite Simone... C'est très joliment fait... Mais c'est inutile désormais... J'ai tout entendu.

Simone, *avec effroi.* — Qu'as-tu entendu?

Jacques. — Tout le récit de tes souffrances et de mes torts... J'étais à deux pas, sur la terrasse...

Simone, *même jeu.* — Qui t'avait placé là?

Jacques. — Personne... Je rentrais en hâte, pris de regrets, épouvanté à l'idée du drame qui, peut-être, se passait ici par ma faute. Et en quelques mots, j'ai tout su.

Simone. — Tout?... Alors, tu as tout entendu? Ah! la malédiction est sur moi!...

Jacques, *d'une voix câline.* — Mais pourquoi, puisque je suis là près de toi, tout près, plus près de ton cœur que jamais je n'ai été... Tu ne me crois pas?... Oh! tu me croirais si tu savais par quelles transes j'ai passé, les minutes de cauchemar fou que je viens de vivre. A mesure que tu parlais, à mesure que j'entendais les aveux de ta pauvre voix brisée, c'était comme une confrontation atroce... interminable. Un moment, je me suis aperçu dans une vitre... J'étais livide... les traits à l'envers... Jamais je ne me suis vu si laid...

Simone, *sans l'entendre.* — Tu sais tout!

Jacques. — Heureusement que je sais tout!

Solange. — Heureusement!...

Jacques. — Mais oui... A ta première plainte, tu vois que je te reviens. Si tu avais parlé plus tôt, qui sait si je ne te serais pas revenu de même... Et puis, ne suis-je pas à tes genoux tout repentant et attendri?... Réponds, Simone... Je constate des faits... Tu refuses de répondre?

Simone, *comme se réveillant.* — Non, Jacques, tu ne mens pas... Mais tout cela n'est rien... Il faut nous séparer...

Jacques. — C'est sérieux ce que tu dis là?...

Simone. — Très sérieux!... Un méchant hasard vient de renverser mon œuvre... Tu as entendu tout mon secret... Il faut nous quitter...

Jacques. — Et ce sont là toutes tes raisons?...

Simone. — Mais oui... Oh! je t'en prie, ne les discute pas, ne m'empêche pas de défendre le dernier lambeau de ma dignité de femme... Mon amour a déjà roulé assez bas... Il est temps que je l'arrête...

Je ne peux plus être à toi... Ne me demande pas ce suprême sacrifice... Il est impossible... Il est au-dessus de mes forces...

JACQUES, *tendrement.* — Mais certainement si, que je te le demanderai...

SIMONE. — Et si je te le refuse?...

JACQUES. — J'insisterai très gentiment, comme c'est mon droit...

SIMONE. — Et si je me sauve?...

JACQUES. — Je te rejoindrai par l'express suivant...

SIMONE. — Tu ne voudrais pas, je suppose, employer la violence pour me reprendre?...

JACQUES, *l'attirant dans ses bras.* — En aurais-je besoin? Mais tu sais bien que non, ma petite Simone... Tu sais bien, même en ce moment, où tu divagues, que tu es à moi, — et que tu seras à moi chaque fois que je voudrai, c'est-à-dire toujours...

SIMONE. — Tu as raison, tu es le plus clairvoyant de nous deux. Tu connais mieux que personne tout ton pouvoir sur moi... Il faudra donc pour y échapper que je découvre un autre moyen que la fuite...

JACQUES. — Hum! tu auras de la peine... Mais, supposé même que tu le trouves, crois-tu qu'il te donnera le bonheur que tu cherches?

SIMONE. — Je ne cherche pas le bonheur... Je n'en puis plus avoir...

JACQUES, *la serrant contre lui doucement.* — Tu oses dire cela maintenant dans mes bras, quand je te sens toute à moi, toute frémissante d'amour?...

SIMONE, *essayant de se dégager.* — Laisse-moi, Jacques... si tu m'aimes; laisse-moi, je t'en supplie...

JACQUES, *la retenant.* — Mais, ma petite Simone, si je te prenais au sérieux, ce serait, excuse-moi, à te faire enfermer... Seulement, tu as la chance, l'incomparable chance d'avoir affaire à un homme de cerveau rassis, et qui, à défaut d'autres qualités, possède le sens du réel, le sens de la vie... Eh bien! cet homme-là qui t'aime, te ramènera bon gré mal gré dans la vérité, autrement dit dans le bonheur... Tu y reviens de toi-même, d'ailleurs... Vois-tu, il est des attitudes qu'on ne peut garder au delà d'un certain temps... La vie vous force à les quitter... Ainsi, tiens, dans l'Inde, il y a des fakirs qui vous restent dix ans avec les bras en l'air, comme cela... Eh bien! un beau jour, la fatigue les saisit et ils lâchent froidement leur posture... Tu étais comme eux, et comme eux tu baisses les bras... Mais ce n'est pas déshonorant, je t'assure... (*Il l'embrasse.*) As-tu compris, mon petit fakir?...

SIMONE. — Oui, oui, j'ai très bien compris... (*Elle marche vers la droite.*)

JACQUES. — Où vas-tu?

SIMONE. — Je vais prendre quelque chose, là... La tête me brûle affreusement...

JACQUES. — Mais veux-tu bien ne pas bouger! (*Allant prendre la pharmacie et l'apportant.*)... De l'éther, de l'antipyrine?...

SIMONE, *désignant le chloroforme.* — Non! j'ai trop mal!... De cela!...

JACQUES. — Du chloroforme?... Tu y tiens?... Mais deux gouttes seulement... (*Il les lui verse sur un mouchoir qu'il lui tend.*) Te sens-tu mieux?... (*Il la prend dans ses bras.*)

SIMONE. — Oui, je ne sais pas... merci...

JACQUES. — Tu n'as plus tes vilaines idées... tu es heureuse? (*Il l'enlace plus étroitement et veut l'embrasser.*)

SIMONE, *implorante.* — Oh! Jacques! non, non, laisse-moi... Crois-moi, ce n'est pas le passé qui nous sépare... C'est l'avenir, l'effroyable avenir!... Quoi que tu m'aies fait, je te le pardonne... Mais me vois-tu, ce soir, dans tes bras et sous ton regard qui sait tout de moi, toutes mes faiblesses, toutes mes lâchetés, toutes mes viles complaisances?... Non, non, c'est impossible... N'abuse pas d'être le plus fort, ne me fais pas tomber dans ces hontes...

JACQUES, *la serrant contre lui.* — Méchante! méchante... Je ne t'écoute même pas... Je t'aime, je t'ai et je te garde!...

SIMONE, *à mi-voix et défaillante.* — Grand Dieu!

JACQUES. — Et maintenant, ma petite Simone, c'en est fini de tout cela... n'est-ce pas? Il ne faut pas que tu restes ici... Nous allons rejoindre Solange et ton père à Villers... Va t'habiller... Moi, je cours donner l'ordre qu'on attelle... (*Il sort par le fond.*)

SCÈNE VI

SIMONE, puis JACQUES

SIMONE, *seule avec accablement d'abord puis avec une fébrilité croissante.* — Quelle tristesse!... Ah! quand on aime, on ne devrait pas avoir d'âme!... (*Elle se laisse tomber sur une chaise longue.*) Quelle servitude! Être tenue ainsi et ne pouvoir se dégager! Rouler chaque jour plus bas dans le mépris de soi-même!... Non! non! je n'y résisterai pas... Je ne pourrai pas... Oh! j'ai trop mal!... Ma tête éclate!... (*Elle saisit le flacon de chloroforme resté à sa portée et le renverse sur son mouchoir qu'elle porte à ses narines.*) Ah! oui, un peu de douceur, un peu d'apaisement! (*Elle aspire de nouveau longuement.*) Oublier un peu... Ne plus souffrir! (*Même jeu, puis d'une voix qui baisse graduellement.*) Oui, c'est cela, s'en aller, ne plus sentir son âme... Ne plus être... disparaître... Je l'adore... (*Elle tombe la tête contre le dossier de la chaise longue, le visage enfoui dans son mouchoir.*)

JACQUES, *entrant.* — Eh bien! Simone, tu viens?... Comment, tu n'es pas prête!... Tu pleures encore?... (*Un silence. Il va à elle et veut la prendre dans ses*

bras. Il la sent inanimée et comme paralysée. Il aperçoit dans ses mains le mouchoir imbibé de chloroforme, tente vainement de l'arracher à ses doigts crispés, puis brusquement il la laisse retomber en balbutiant avec terreur : Simone!... Simone!... Ma petite Simone!

(*Rideau.*)

FIN

FERNAND VANDÉREM.

L'AMITIÉ ANGLAISE

Déjà, on peut dire que l'incident de Fachoda s'est produit dans des conditions exceptionnellement mauvaises. Il a surpris la France au milieu d'un malaise général et l'Angleterre au milieu d'un rêve éblouissant. Mais, alors qu'il n'était qu'une diversion pour la France, il reste pour l'Angleterre un tableau inhérent à son rêve. Chez l'une, il a suscité l'angoisse d'une catastrophe: chez l'autre, il n'a laissé qu'une contrariété. C'est à ces proportions qu'il convient de ramener les sentiments soulevés par un événement qui, mal prévu en France, a déconcerté plus de gens qu'il n'en a déçus; alors qu'en Angleterre il provoquait, ainsi que l'acte d'un enfant terrible, une crise de stupeur et de peur.

L'Angleterre a eu peur de voir compromise par l'incident de Fachoda, non pas une œuvre de quinze ans, mais une œuvre séculaire.

Son intention de chercher en Égypte une route vers l'Extrême-Orient est plus ancienne que son projet d'y trouver une route pour aller dans l'Inde. Elle a cherché sans la trouver, mais sans abandonner le moins du monde l'espoir de l'obtenir plus tard, une voie directe de la côte de Syrie par la vallée de l'Euphrate. Les événements n'ont point tourné comme elle le désirait. L'influence russe en Asie, bientôt en concurrence avec l'influence allemande, et la substitution très nette à la sienne de ces deux influences sur la Turquie, en reculant à une échéance indéterminée l'heure d'une désagrégation que sa politique escompte depuis un siècle, l'ont convaincue de la nécessité de s'en tenir à la voie de l'Égypte et d'y prendre des gages. Elle les a pris, pour en amplifier l'opportunité.

Le prétexte d'occupation de la vallée du Nil fait place à la considération des services rendus, et ceux-ci seront présentés à l'acquit de l'Europe. C'est alors que surgit l'incident de Fachoda.

Il y a donc une puissance qui ne veut pas reconnaître le fait accompli. Car cette prise de possession d'un poste obscur en territoire abandonné, dont la destinée est restée indécise, n'est en soi qu'un acte matériel sans importance. Mais il est contradictoire avec l'unité d'espérances politiques conçues par l'Angleterre; il rompt l'ensemble et l'opportunité de ses gages; il est comme une protestation contre l'extravagante prétention de tout prendre, non seulement ce qui n'appartient à personne, mais aussi ce qui n'est même pas justifié par une antériorité de conquête. Et qui ose ainsi se mettre en travers d'un plan longuement médité, mûri avec une assurance imperturbable, avec une tranquillité parfaite? C'est cette France voisine, un instant distraite de ses convulsions intérieures, et qui s'avise, de par son intempérante fantaisie, de tout remettre en question, c'est-à-dire l'Égypte et ses droits, le programme de l'Angleterre et la sérénité de son exécution.

L'Europe pouvait, effectivement, céder aux circonstances et, à son tour, prenant Fachoda pour prétexte d'intervention, remettre à l'ordre du jour de ses conférences la question d'Égypte. On peut dire à coup sûr que l'Angleterre en a eu peur. Il ne faut pas chercher d'autre motif à la manifestation navale à laquelle elle a cru devoir se livrer, de même qu'aux menaces exprimées par sa presse et ses orateurs.

L'Angleterre voyait son rêve enfin réalisé. Elle allait recueillir, sans secousses, le fruit de sa politique, lorsque l'affaire de Fachoda vint la frapper de peur bien plus que de surprise. Elle n'a jamais ignoré la mission Marchand ni son objet; mais elle ne croyait pas que l'incident aurait en France autant de retentissement. Elle ne saisit pas la valeur de certaines de nos émotions. Elle ne vit là qu'une menace d'avoir tout à défaire. C'est que, logiquement, et n'en déplaise à quelques têtus, Fachoda posait implicitement la question d'Égypte. Cela équivalait à une dénonciation des déclarations mêmes de lord Grey et de M. Hanotaux en 1894.

L'Angleterre a-t-elle réellement cru à une combinaison de cette portée de la part de la France? C'est douteux. N'a-t-elle pas simplement considéré qu'il suffisait qu'une manœuvre politique comme celle de Fachoda fût interprétée par les puissances comme un argument dissolvant de son programme de conquête pour justifier une consultation internationale? C'est possible. Toujours est-il que l'exagération de la France, consciente ou non, a exagéré l'agitation de l'Angleterre; et cet excès d'émotion anglaise apparaît d'autant plus inopportun maintenant que la France a réduit l'incident à une erreur et l'a résolu comme telle. L'avenir, d'ailleurs, dira si cette erreur est réparable. En tout cas, sa solution a soulevé une fois de plus une question intéressante, celle de l'amitié anglaise.

Quel joli sujet de conversation de porte à porte que cette amitié anglaise! Comme il prête à des échanges de banalités de part et d'autre selon qu'on

est d'humeur charitable ou sceptique, et comme il serait plus naturel de causer d'affaires avec John Bull.

Est-ce que l'égoïsme anglais est à démontrer? Il est farouche, cruel, implacable. Il remplit l'histoire de la Grande-Bretagne. Il accable l'individu et les peuples. Il est formidable comme un fléau.

On nous dit cependant qu'il est moins dur envers la France qu'envers les autres nations. On veut nous persuader que les Anglais, qui n'aiment qu'eux-mêmes, ont de la sympathie pour nous. Mais, on ajoute, et c'est là ce qui fait que cette sympathie n'est encore que de l'égoïsme, qu'ils nous en veulent de notre extension coloniale et de notre politique coloniale. Ils nous reprochent de fermer nos marchés tandis qu'ils ouvrent les leurs. Et leur sentiment est que ce qu'ils auraient de mieux à faire serait de nous faire la guerre, pour nous vaincre, bien entendu, et récupérer les marchés que nous leur avons fermés. « Tu dois avoir ce que tu n'as pas perdu », disait un sophiste ancien. Les Anglais ne se disent pas que ce que nous avons, nous ne le leur avons pas volé. Ils se contentent de dire que ce que nous avons devrait leur appartenir. Toute leur politique avec nous consiste à nous inviter à ne pas prendre ce qui leur fait envie, à ne pas signaler le dommage qu'ils causent à d'autres, à nous dérober devant leurs projets. C'est une politique de concurrence indiscrète et incorrecte, de jalousie, d'entraves et de déloyauté. C'est une politique sans grandeur. C'est, enfin, cet égoïsme national anglais dont nous avons d'autant plus à souffrir que nos relations de bon voisinage nous rendent généralement plus souples envers eux; et c'est précisément lorsque nous abandonnons, par accident, cette souplesse coutumière et cette bonhomie traditionnelle que nos voisins sont d'autant plus exagérés.

« Notre nation est honnête, mais nos diplomates manquent de probité politique », disait Wellington en 1818, au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Hélas! et puisque c'est surtout à propos de la question coloniale que l'Angleterre exprime des griefs contre nous, disons tout de suite que l'histoire seule de notre extension justifierait contre elle un interminable réquisitoire. Bornons-nous à quelques faits présents à la mémoire de tous. Du jour où l'Angleterre a compris, par notre évolution vers le Haut-Niger, que nous voulions atteindre le Soudan central, elle en a pris les portes afin d'y arriver avant nous et d'y drainer tout le commerce à son profit. Fallait-il donc lui laisser la place et nous en tenir exclusivement au Sénégal?

Par la Gambie, malgré qu'il y ait majorité de maisons françaises, elle a voulu pénétrer politiquement jusqu'au cœur de nos possessions, et on l'a laissée faire.

Dans le Sierra Leone, l'Achanti et le Lagos, et à l'aide de privilèges exceptionnels en faveur de ces deux dernières colonies, elle va tenter de tuer par sa concurrence notre existence économique. Son but est de nous ruiner ou, ce qui est la même chose, de nous rendre impuissants, à la fois par la côte occidentale, le Soudan oriental et le Sahara marocain. Entre temps, elle avait, d'ailleurs, tout fait pour entretenir contre nous l'hostilité des grands chefs comme Ahmadou et Samory; allant jusqu'à leur offrir son alliance contre nous et, faute de mieux, leur vendant des armes pour nous combattre.

Peut-elle citer un seul exemple où la France ait agi de la sorte à son égard?

Au Maroc, après l'échec du cap Juby survient l'établissement d'Arksis, sur la côte du Souss. Cette dernière combinaison est le triomphe de la compagnie *Globe Venture syndicate*, fondée en 1896, d'abord rebutée par le gouvernement chérifien, puis soutenue par le gouvernement anglais contre celui du Maroc. L'affaire, aujourd'hui réglée, permet à l'Angleterre d'ouvrir un port à Arksis et d'y établir un bureau de douanes. C'est le Souss marocain livré à son influence, et c'est une menace pour nous quand viendra l'heure de délimiter nos frontières avec le Maroc du côté du Touat. C'est la revanche du cap Juby. C'est le complément du programme stratégique dont les affaires de la boucle du Niger et celle du Haut-Nil ont été ou sont encore les principales manifestations. Et la défiance de notre rivale, dans l'exécution de ce plan d'étouffement, va jusqu'à une démence dont quelques-uns des nôtres subissent malgré eux l'influence. Au début de la mission exclusivement commerciale que M. Foureau dirige vers l'Aïr, un journal français des plus accrédités s'est fait l'écho d'une crainte qu'aurait eue notre gouvernement de voir cette mission dévier de son but pour s'égarer hors des territoires laissés à l'exercice de notre influence par la convention de 1890. Vers quels pays étrangers, fort éloignés des nôtres, aurait-elle donc pu dévier? C'est à croire que, même au Sahara, l'Angleterre nous surveille. Et, certes, elle nous surveille. Mais, est-ce en Afrique seulement que notre simple présence la gêne, l'offusque et l'horripile?

Dans l'Indo-Chine, elle est gênée par notre établissement sur le Mékong et le contact de notre Tonkin avec les riches provinces méridionales de la Chine. Son chemin de fer de Birmanie, de la Birmanie qui lui est, d'ailleurs, aussi utile que le serait pour nous le Sokoto soudanais, son chemin de fer est une attaque dirigée contre nos sacrifices. C'est une attaque légitime, soit! Mais pourquoi, lorsque la Chine nous autorise à prolonger notre réseau tonkinois jusque dans le Yunnan et le Kouang Si, réclame-t-elle sans

retard la neutralité du Yang Tsé et le droit d'ouvrir d'autres voies ferrées qui paralyseront les nôtres? C'est la même tactique qu'au Niger. Partout où nous sommes, elle vient se ranger pour nous tuer. C'est ce qu'elle appelle la théorie des portes ouvertes !

Dans la mer Rouge, et sans préjudice de la prépondérance exceptionnelle que son occupation définitive de l'Égypte lui donnera, elle nous tient sous sa surveillance avec Aden, Zeilah, Berbera et Souakim, après nous avoir réduits à rien en nous poussant l'Italie aux jambes.

A Madagascar, possession française, sa tactique est plus intolérable encore. Comment justifier l'œuvre de haine sourde et incessante qu'y poursuivent contre nous ses agents?

Depuis que Madagascar nous a été restituée (18 octobre 1816), malgré sir Farquhar, gouverneur de Maurice, qui refusait de nous la rendre et d'obéir au traité de Paris, sous prétexte qu'elle était une dépendance de son autorité, l'histoire de la grande île offre le tableau le plus scandaleux des luttes engagées, soutenues par l'Angleterre contre notre influence et nos droits. Elle a donné là, depuis quatre-vingts ans, une définition de la liberté commerciale telle qu'elle l'entend. Elle n'aurait cependant pas souffert, de la part d'un autre, la centième partie de ce qu'elle nous a fait subir.

Faut-il parler de ses récriminations à propos des Hébrides? Faut-il insister sur celles qu'elle formule à propos du Siam et qu'elle formulera encore? C'est un délire de possession qui l'obsède. Le moindre îlot à nos portes, comme le petit groupe de Los, devant Konakry, et sans parler de nos îles normandes, hélas! exalte son orgueil immense.

« Augmenter les possessions coloniales dans les limites de la force de l'Angleterre, disait M. Balfour, le 20 décembre dernier, afin d'avoir des débouchés pour le commerce; empêcher que d'autres pays deviennent maîtres de trop de territoires nouveaux, parce que leur prise de possession implique l'établissement de barrières commerciales, telle est la politique impérialiste. » Autrement dit, l'Angleterre ne doit songer qu'à elle seule et accaparer tous les marchés du monde. Son devoir est de chercher à vivre en empêchant les autres nations d'en faire autant. Quant aux barrières commerciales auxquelles fait allusion M. Balfour, elles ne sont qu'un argument mystifiant puisque les traités avec l'Angleterre n'ont d'autre objet que de les empêcher, comme au Niger.

Mais, si l'Angleterre tolère qu'on possède un pays nouveau à côté d'elle, parce qu'elle ne peut faire autrement, c'est à la condition d'y introduire son commerce à son gré, d'y détruire au besoin le commerce du possesseur et d'y trouver, en somme, un débouché à l'exclusion du propriétaire « Nous ne voulons aucun monopole d'influence à Pékin », disait encore M. Balfour, à la date du 5 avril 1898, devant la Chambre des communes, en parlant de la politique russe à l'égard de la Chine.

« Nous ne voulons pas non plus empêcher la Russie d'y avoir sa part d'influence... » C'est là un langage de casuiste. L'Angleterre ne veut de monopole pour personne que pour elle. Tout acte d'influence de la part d'un autre l'inquiète. Si nous réclamons à la Chine une réparation à propos d'un dommage, comme dans le cas du P. Fleury, l'Angleterre dit que cet acte d'énergie lui est désagréable. Elle insinue qu' « une manifestation militaire de la France dans le Yunnan affecterait les intérêts et le prestige de la Grande-Bretagne. Oh! les intérêts de l'Angleterre, combien ils pèsent sur les destinées du monde!

Si nous demandons l'extension de la concession française à Shangaï, l'Angleterre proteste. Si nous fortifions Bizerte, elle proteste encore. Si nous remuons quelque part, elle s'agite. Si nous ne bougeons pas, et c'est ce que nous faisons le plus souvent, elle rêve que nous nous agitons !.

C'est qu'en effet nous tenons une place énorme dans son existence.

Nous n'avons pas plus d'affinités avec l'Angleterre que nous n'en avons avec les autres peuples. Notre hospitalité est tellement large que nous accueillons avec autant de facilité les mœurs allemandes, italiennes et russes, que celles de l'Angleterre. Mais celle-ci ne procède pas comme les autres. Elle s'impose avec présomption, comme quelqu'un à qui appartient la maison. Elle inonde la France de ses habitudes, de ses goûts, de ses industries et de ses marchands. Elle y est devenue propriétaire d'établissements de premier ordre et, de plus en plus, elle cherche à nous commanditer. C'est une façon de multiplier ses intérêts en France.

Quant à l'Algérie, moins sûre pour les placements d'argent, l'Angleterre se borne à y faire une propagande religieuse effrénée. C'est là encore un des articles de son programme politique, de ce programme qu'on trouve conciliable avec notre amitié, mais dont l'exécution nous conduirait à la mort. Elle cherche des alliances avec des peuples victorieux, avec les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, la Russie. C'est son droit, comme ce devrait être notre devoir d'en faire autant. Mais ces alliances n'ont pas seulement pour objet d'assurer sa liberté d'action en Asie et en Afrique. Elles tendent à lui permettre d'établir sa prépondérance dans le bassin de la Méditerranée. Elle laissera s'exercer l'influence russe et allemande en Asie Mineure. Elle a sa route de l'Inde assurée par l'occupation définitive de l'Égypte, et celle-ci lui sera légère le jour où la garantie internationale

aura remplacé la suzeraineté actuelle du Sultan.

Dispensatrice des destinées musulmanes, elle opposera la clientèle de ses nouveaux administrés et l'ardeur de son apostolat anglican à notre latinité dégénérée. La démocratie française, qui s'obstine à ne point voir que la question d'Orient se résout par une question de nationalisation basée sur une idée religieuse, s'inclinera désespérée devant l'aube de l'orthodoxie et de l'anglo-saxonisme triomphants. L'Espagne en décadence et la mort de la Turquie politique seront les derniers incidents de ce drame séculaire.

L. Sevin-Desplaces.

LA FRANCE AVANT LE CONSULAT

1795-1800 (1)

Cependant, à mesure que le Directoire se prolongeait, les petits boutiquiers reprenaient leurs habitudes de flânerie, de critique et de fronde, au seuil de leur porte. Ils avaient vu passer sous leurs yeux, comme un spectacle intéressant, les charrettes des condamnés pour la guillotine, n'osant manifester ni répulsion, ni pitié. Ils avaient lu, indifférents, les affiches; ils avaient lu les brochures diffamatoires contre la République, aussi nombreuses que les affiches et payées par l'or de Pitt. Inertes, ils avaient subi le Vendémiaire des royalistes et la réaction républicaine de Fructidor, souffrant toujours de la rareté des ventes, de la dépréciation des assignats, mais se taisant dans la crainte du pire; et maintenant qu'ils ne redoutaient plus les dénonciations, ni l'expiation suprême, ils s'unissaient à tous ceux qui eussent voulu, dans le gouvernement, plus de virilité et surtout plus d'honnêteté. Ils formaient la masse des mécontents prêts à se donner à un nouveau maître (2).

Oh! la liste était longue de tous leurs griefs!

Lagarde, le secrétaire général du Directoire, Lagarde, disait La Reveillère-Lépaux, à qui l'on pouvait très justement appliquer cette observation, « que l'insolence est une médaille dont le revers est la bassesse », était accusé d'avoir dépensé plus de cent cinquante mille francs en frais de réparations et d'embellissements, dans les lieux qu'il habitait au Luxembourg. Il avait de nombreux chevaux, de superbes équipages; et à sa maison de Suresnes, il avait fait transporter des glaces, des tapisseries, des porcelaines, des cristaux, une batterie de cuisine, qui appartenaient à la République.

Aux Cinq-Cents, Poulain-Grandpré apportait deux pièces qui contenaient les faits suivants : « Le 29 prairial an VII, le commissaire de police de la section du Théâtre-Français trouva 35 canons dans la cour du citoyen Oudot. Celui-ci répondit au commissaire que ces canons, primitivement au nombre de 44, pesaient 450 milliers de livres; qu'ils venaient de l'arsenal de Metz; qu'ils avaient été donnés, en payement, au citoyen..., charron, pour fournitures par lui faites à l'armée d'Angleterre, et cela sur l'autorisation du ministre Schérer; que lui, Oudot, avait acheté ces canons à raison de 60 centimes la livre, et qu'il devait les revendre aux fonderies nationales. »

Et toujours aux Cinq-Cents, Doche, de Lille, se plaignait des dilapidations des agents du Directoire. Nos canons sont donnés en payement, disait-il. Un citoyen Gaillard avait reçu, pour sa part, 22 500 livres de canons de forteresse.

Puis c'était Rapinat, le beau-frère de Rewbell, l'un des cinq premiers directeurs, que l'on accusait d'avoir mis à sec les trésors de l'Helvétie conquise.

Et Trouvé, le destructeur de la Cisalpine par ses exactions, déchu enfin de sa carrière diplomatique, traînant à sa suite un cortège fastueux de laquais et trois caméristes pour sa jeune femme, Mlle Thouin!... Et Faypoult, que sa brouille avec sa femme démasquait en toutes ses vilenies!... Et Palais, que Schérer appelait l'organisateur en chef de ses rapines : il fit perdre à la République un million, rien que sur une vente d'effets d'artillerie qui se trouvaient à Antibes, en état de servir. Et Collet, et Savignac, et Lagorce, riches à plusieurs millions, après quelques années de service, eux qui, auparavant, n'avaient de crédit qu'au Mont-de-piété!... Et Peyras, qui, destitué pour vol de chevaux à Meaux, conservait son influence sur Schérer et tenait auprès de ses bureaux un cabinet public d'affaires! Et les fournisseurs Gobert et Séguy gravement soupçonnés au sujet des cent millions fournis par le Portugal; et Ramel, aussi, ministre de la Guerre durant quelques mois, accusé d'avoir passé le bail des Salines de l'Est et de s'être réservé une part dans les bénéfices, pour lui et ses employés; et Masséna mettant en coupes réglées les richesses de

(1) Voyez la *Revue* des 17 et 24 décembre 1898.

(2) *Le Thé*, juillet 1897 :

« Le peuple n'entend plus rien aux révolutions. C'est le plus mauvais parterre que l'on puisse avoir. Il ne répond plus aux invites. Il ne croit plus à la loi agraire, ni à la bonne foi des gouvernements, ni aux prêtres réfractaires, ni aux royalistes, ni à Louis XVIII, ni à la rentrée des émigrés, ni aux mensonges de l'*Ami des lois*, ni aux proclamations de Bonaparte. Il ne veut que la paix; il ne demande que du travail. »

« La lassitude est à son comble, écrivait Mallet du Pan, dès 1796. Chacun ne songe qu'à passer en repos le reste de ses jours. On ne vote plus, même quand il s'agit de se débarrasser d'administrateurs suspects. On ne pense qu'à soi et toujours qu'à soi. On ne pense qu'à piller et qu'à dépenser. Il n'existe plus d'opinion. On se moque de toutes les constitutions faites ou à faire. Tous sont plongés dans une sorte d'insouciance ou de léthargie sur leurs divisions politiques. Chacun ne se préoccupe plus que de boire, manger, jouir. »

Rome et vendant les fortifications de Manheim, après l'avoir prise, pour en percevoir le prix de la démolition: et le général Brune; et Fouché; et Merlin, propriétaire du calvaire du Mont-Valérien, du Raincy et de la superbe terre de Montmorency: et Daubigny, commissaire près l'administration des Subsistances militaires, aux bureaux de la Guerre, que l'on soupçonnait d'avoir volé, aux Tuileries, le bâton royal et des flambeaux en or massif: et que d'autres encore!...

L'avilissement du caractère était si général que Barras, en ses Mémoires, — lui, aussi vénal que les plus compromis, — raconte qu'à la veille des élections, il fit dresser une liste des citoyens capables de se vendre, pour soutenir son gouvernement : et tous se vendirent.

Que de bruit, enfin, que de récriminations sur l'emprunt forcé de cent millions, pour lequel chacun se ruinait, se faisant pauvre! que d'injustice même, puisque l'un des plus fortement imposés, le citoyen Carrichon, se donna la mort, plutôt que de subir sa taxation à cent mille francs (1).

Pour apprécier la détresse publique, il suffit de lire aux « Petites Affiches » les annonces commerciales de cette époque. Elles y sont d'une rareté désespérante. On demandait à acheter des biens patrimoniaux. Quelques femmes s'offraient pour des ménages à tout faire; de jeunes hommes comme cochers; de petits bourgeois tâchaient d'amener chez eux des locataires en pension. On offrait des appartements ayant vue sur les Tuileries; du lait virginal à la sultane; un cheval, un wiski, harnais, bride et fouet pour 600 francs; une location de cabriolet et un homme pour 250 francs par mois. Les Didot mettaient en vente l'ouvrage de *Don Quichotte* traduit par Florian; un autre libraire, un ouvrage de botanique, traduit de l'allemand, pour les femmes et pour les amateurs de plantes. Une seule annonce, durant l'espace de quelques mois, est vraiment commerciale et donne un aperçu de l'exiguïté des ressources des petits ménages parisiens. C'est « aux Petites Affiches », vendémiaire an VIII, celle de Buzenet père et fils qui tiennent le *Gagne-Petit*, rue du Vieux-Colombier.

Il n'y avait de bien-être, d'insouciance, de folle vie que chez les parvenus, dans la nouvelle société qui avait pris la place de l'ancienne : fournisseurs, agioteurs, entrepreneurs, enrichis, femmes légères, aristocrates même, qui avaient vendu le reste de leur patrimoine pour céder à l'entraînement général vers les plaisirs. On les voyait, alors, ceux-ci ou celles-là, aux Champs-Élysées, ou bien aux pâtisseries à la mode, ou bien au Bois de Boulogne, à Bagatelle, rendez-vous des gens les plus huppés, les plus connus, les plus cités. On dînait à 5 heures, et ensuite on allait à l'Opéra, vers 6 heures, pour le ballet de *Psyché*, et aux beaux concerts de Garat, rue Saint-Marc. Un autre jour, rue Saint-Lazare, aux Folies-Boutin, où l'on trouvait des gazons verts, des fleurs odorantes, des bouquets de bois remplis de chants d'oiseaux; les temples de Vesta et de la Sibylle: une grande cascade et la grotte de Neptune. Là, chaque allée était garnie de deux rangées de chaises, sur lesquelles se prélassaient les oisifs, jeunes femmes et jeunes gens venus pour s'y rencontrer. Le feu d'artifice éclatait. Puis une troupe folâtre de Grâces et d'Amours courait, voltigeait, jouait à tous les jeux connus à Cythère. Et les femmes regardaient, regardées à demi vêtues, sous un voile qui ne dérobait rien à la vue. Et pendant ce temps, on parlait de Bonaparte, des visites faites à « Bagatelle », ou des petits soupers de Mme Ervieux, chez qui allait Barras, accusé par Bertin d'Antilly, en son journal *le Thé*, d'avoir oublié de payer à cette jolie femme une somme de quatre cents livres. A Tivoli, les entrepreneurs du spectacle attiraient les curieux avec une reprise de la *Descente d'Orphée aux Enfers*, pantomime en plein air, sur une montagne, — disait l'annonce, — que « l'illusion des lumières rend presque naturelle, dont le sommet vomit des flammes d'un volcan, et qui offre à sa surface les bouches de l'enfer, rendues effroyables par le fracas des feux d'artifice ». Au parc de Mousseaux, on accourait pour assister à la descente en parachute du citoyen Garnerin, précédée de l'ascension d'une riche escadrille de ballons dorés, enlevant une Vénus aérostatique.

Ces spectacles étaient fort suivis. Le mauvais temps n'arrêtait point leur vogue. Et l'astronome Lalande et l'aéronaute Blanchard faisaient annoncer leur excursion dans les airs, en ballon, alors qu'un amateur physicien tentait l'expérience du vol à tire-d'aile. Malheureusement, le lendemain, on annonçait l'insuccès des aéronautes et du physicien, tombé perpendiculairement, en se brisant le nez et les dents. Partout où il y avait fête, il y avait foule. Celle de Saint-Cloud avait ses fidèles, comme de nos jours. L'affluence y était considérable, disent les journaux de l'époque.

Cette société oisive, riche de la veille seulement, ne demandait que du plaisir et le venait chercher avidement, copiant les habitudes des femmes les plus en vue, de Mme Tallien, de Mme Cambys, de Mme de Château-Renaud. Mme Tallien allait souvent à « la Chaumière » du Montparnasse en boguey, déjeuner de laitage; aussitôt, parmi les femmes qui

(1) Un journal publia la liste des quarante-huit plus forts contribuables de Paris.

Savoir: 23 taxés à 50 000 francs; 13, de 50 000 à 100 000 francs; 9, de 100 000 à 200 000 francs; 4, de 200 000 à 400 000 francs.

L'un d'eux était le citoyen Collot, fournisseur de viandes à l'armée d'Italie, taxé à 400 000 francs.

s'amusaient, qui recevaient les hommages des parvenus, ce fut un motif d'y aller aussi ; de même, manger du beurre et des œufs frais aux rendez-vous de la Muette. Et les théâtres se remplissaient chaque soir d'une foule impatiente de jouissances nouvelles, quoiqu'on y fût mal assis sur des bancs très incommodes. Commencé à 6 heures, le spectacle finissait avant 11 heures. On montait en voiture. Et les bouquetières, postées aux alentours, s'installaient sur les sièges d'intérieur, et pour vendre leurs bouquets et leur personne même, violentaient les récalcitrants et les embrassaient passionnément. Il fallut que la police mît fin à ces entreprises amoureuses.

Dans les petits théâtres des boulevards, les femmes surtout se plaisaient, attirées par l'inconnu, certaines de n'y être point remarquées et de prendre leur plaisir, avec autant de liberté que les petites ouvrières. Il y avait plus! Vers « l'Ambigu-Comique, dit Mercier, il était une allée discrète où se tenaient de petits soupers nocturnes dont elles raffolaient ». Voilà jusqu'où allait le goût des distractions populacières.

Tout ce qui flattait les sens devenait à la mode. Les privations subies pendant la Terreur avaient excité tous les appétits et tous les désirs. Jamais les salles des restaurants n'avaient été si luxueusement décorées. Les dorures et les glaces y rayonnaient, le soir, aux grandes lumières des lustres. Méot dirigeait le restaurant le plus achalandé ; et au Bois de Boulogne triomphait le glacier Garchi, dont les buffets étaient surchargés des fruits les plus rares et les plus exquis. Car on prenait, en ce temps-là, comme une marque de supériorité toutes les dépenses extravagantes, et l'on n'honorait que les gens prodigues de leurs richesses. C'était la seule manière de se distinguer. Les titres d'aristocratie abolis et les livrées supprimées, ceux qui sortaient en voiture se trouvaient perdus dans la foule anonyme, puisque les voitures se ressemblaient, avec les mêmes panneaux, sans aucun écusson et recouvertes du même vernis.

De vieilles femmes de la noblesse privées de leurs armoiries en étaient mortes de dépit. Quelques-unes, comme Mme de Coislin, dont parle Chateaubriand, ne sortaient plus de leur hôtel, confinées en compagnie de leurs chiens, dans une pièce où elles vivaient des souvenirs du passé et de moqueries sur le présent.

Oh! quel contraste entre ces vieilles aristocrates et la société nouvelle! Ce n'est plus dix ans qui ont passé, mais un siècle, sur toutes ces existences.

Les femmes avaient perdu tout sentiment de pudeur. La coquetterie n'était plus un désir de briller par l'agrément et l'élégance des atours, mais par l'étalage d'un costume effronté jusqu'à l'indécence. Une mode excentrique, rappelant les temps fameux de la Grèce, une mode allant jusqu'à la nudité, arrêta, vers la fin du siècle, les préférences des grandes coquettes. Il y avait eu « les Merveilleuses » au commencement du Directoire, coiffées de leur immense chapeau, garni de rubans et de fleurs. Puis, sous le chapeau, était apparue la perruque, de couleur et de formes différentes, suivant les heures de la journée. Ensuite, les femmes avaient découvert leur nuque, formé de leurs cheveux un chignon, et noué avec un ruban la masse de leur chevelure. La robe, de même, avait varié, en quelques années, de forme et de couleur. Les jeunes femmes qui se savaient belles et bien faites avaient adopté l'étoffe légère, presque collante et longue par derrière. Les seins, à peine couverts, étaient soutenus par une ceinture flottante, nouée par-dessous. La jupe, fendue sur le côté, laissait voir la jambe jusqu'au-dessus du genou et les pieds ornés d'anneaux d'or.

Pour les hommes l'étiquette changea en même temps que le costume. La jeunesse à la mode suivit d'abord Fréron et Lacretelle jeune, sous le nom de *Jeunesse dorée*, puis ce furent les *Muscadins*, enfin les *Incroyables* dont le costume, les manies, les gestes et le langage dominèrent jusqu'à la fin du Directoire.

En apparence, pourtant, il semblait que la vie se continuât, comme en un temps de paix et d'habitudes régulières. Chaptal, le chimiste distingué, dans une séance publique de la Société d'agriculture, racontait les efforts des habitants des Cévennes pour fertiliser le flanc aride de leurs montagnes ; le poète Delille publiait ses « Géorgiques » et « l'Homme des champs ». Le *Moniteur* imprimait les noms des examinateurs à l'École polytechnique nouvellement créée, et il indiquait la date des examens, en vendémiaire et en brumaire. On se préparait à transformer en jardin la cour du Louvre et à inaugurer la première de nos expositions publiques. Enfin, on installait un panorama, le premier qu'il y eût eu à Paris : une vue de la grande ville, prise du haut des Tuileries, à laquelle huit peintres avaient travaillé pendant soixante-dix jours.

Chacun s'efforçait maintenant à rendre le séjour de Paris agréable. Il y avait un lieu charmant, absolument abandonné. Quelques journaux entreprirent d'y attirer les promeneurs. Ils s'unirent pour vanter le Jardin des plantes, disposé par le grand Buffon, disaient-ils, et dans lequel on retrouvait les restes de la ménagerie de Versailles, des lions, des lionnes avec de jeunes chiens ; des ours noirs et blancs ; des aigles, quelques loups et des louveteaux ; deux éléphants, les seuls qui fussent en Europe, à cette époque : au milieu des parcs, vivant en commun, des

cerfs, des gazelles, des zèbres, des taureaux, des chèvres rares, des dromadaires. On annonçait ensuite que les chevaux antiques de bronze, transportés de Venise à Paris, après les triomphes de Bonaparte, allaient être érigés sur la place des Victoires et attelés au char triomphal de la République. Enfin, à la fête patriotique qui avait lieu le premier jour de l'année républicaine, c'est-à-dire le 1er vendémiaire, le gouvernement s'efforçait de rendre cette cérémonie imposante et superbe. Sur les affiches collées aux murailles, on pouvait en lire le programme ainsi conçu :

« Le dernier des jours complémentaires, à 7 heures du soir, le bruit du canon annoncera la fête du lendemain. A ce signal, on allumera sur les tours et les édifices les plus élevés de Paris des feux qui brûleront le reste de la nuit. A 8 heures du soir, le Conservatoire de musique exécutera un concert dans la cour du Palais national des sciences et des arts. Le 1er vendémiaire à la naissance du jour, il y aura salve d'artillerie. Dans chacun des temples décadaires sera dressé un autel à la Concorde. On lira sur sa base : « Paix à l'homme juste, à l'observateur fidèle « des lois. » Cet autel sera placé près de l'autel de la Patrie. L'un et l'autre seront réunis par des guirlandes de chêne et de laurier. Autour, sera figurée l'image des grands hommes qui ont éclairé le monde et préparé la Révolution. Les autorités constituées seront présentes : par-devant elles sera porté un étendard sur lequel seront inscrits ces mots : « Le « peuple debout est armé contre les ennemis exté- « rieurs et intérieurs, pour l'intégrité de son terri- « toire et le maintien de sa constitution. »

Mais toutes les grandes maximes, affichées par le gouvernement en ces fêtes publiques, toutes les entreprises officielles, tous les efforts individuels étaient insuffisants pour rendre à la société, si profondément bouleversée, l'enthousiasme des jours heureux. Le peuple en avait trop entendu et trop vu ; et en l'état de léthargie morale où il était affaissé, il lui fallait un aiguillon plus puissant pour le réveiller. Camille Jordan, un jeune député de Lyon, un éloquent et sentimental orateur, que Mme de Staël accueillait en son salon, fut le premier qui le comprit, le premier qui osa parler, à la tribune des Cinq-Cents, de ce besoin, inné en l'homme, d'un culte religieux. Son discours, pour le rétablissement des cloches (1), fut le premier assaut donné à l'indifférence dont la société était imbue. S'il ne réussit point, il laissa en germe dans les esprits l'espoir d'un retour au catholicisme. Les cloches devinrent un sujet de conversation et de discussions passionnées et l'on vit reparaître, dans les rues, des confessionnaux pour une destination inconnue.

Il y avait, au surplus, dans Paris, à côté du monde du plaisir, du monde officiel, un monde obscur et silencieux, de bourgeois, de rentiers, de petits nobles qui n'avaient point émigré. Ce monde-là, quoique très malheureux, attendait patiemment le retour de l'ordre, sentant bien qu'une grande nation civilisée ne pouvait vivre longtemps dans l'anarchie, et se fondant sur la faiblesse du gouvernement, sur le désarroi de la police, il entr'ouvrait discrètement ses salons. Les émigrés, rentrés sous des noms d'emprunt, ramenaient avec eux le charme des manières, la correction du langage, cette urbanité dans les idées que l'aristocratie avait toujours pratiqués. Les belles résidences de la banlieue se trouvèrent bientôt habitées. Les familles réfugiées à Paris pour se soustraire à la fureur des paysans patriotes commençaient à délaisser leur appartement misérable et revenaient à leur domaine rural, afin d'y rétablir leur fortune par l'économie. On empruntait à douze pour cent, nous dit Lacretelle. Il fallait regarnir les forêts dépouillées de leurs futaies, rebâtir les murs écroulés et repeupler les étables vides. Quelques-unes de ces familles se trouvaient plus riches après cette traversée d'orages révolutionnaires. Elles avaient recueilli l'héritage de leurs parents morts sur l'échafaud, et les mariages, rendus faciles par cet accroissement de fortune, devenaient tous les jours plus nombreux et les naissances plus fréquentes.

Respectueux des traditions, préservé des souillures de la rue par l'éducation, ce monde-là vivait entre soi, fuyant la promiscuité des gens que l'on ne connaissait point la veille. On évitait les domestiques enrichis par des spéculations heureuses, qui s'empressaient d'éclabousser de leur morgne leurs anciens maîtres, devenus pauvres. Car on voyait, en ces années tristes, les descendants des Conti donner des leçons d'écriture pour subsister, et Laromiguière, l'illustre philosophe, s'offrir aux « Petites Affiches » pour des leçons de littérature. Après des souffrances inouïes, rompant leur exil, la plupart des émigrés avaient été forcés de mendier l'emploi le plus inférieur pour ne pas mourir de faim.

Taine cite M. des Écherolles, jadis maréchal de camp, qui tenait à Lyon un bureau de nouvelles diligences ; M. de Puymaigre, jadis possesseur de deux millions, qui devint contrôleur des droits réunis à Briey ; M. de Vitrolles, inspecteur des bergeries. Mais quelle que fût leur pauvreté, on reconnaissait toujours en eux des gens de bonne compagnie, de manières douces et polies, sachant se tenir à leur place, avec le souvenir de leur naissance qui les distinguait de la société nouvelle, à peine dépouillée de sa grossièreté native.

(1) Dans le peuple, ce discours lui valut le surnom de *Jordan Carillon*, de *Jordan les Cloches*.

Tous les parvenus affichaient, en effet, leur richesse et leur orgueil en un luxe criard dont ils s'entouraient. Les nouveaux riches n'estimaient les objets que sur leur cherté, non sur leur grâce et leur élégance. Aux murs des hôtels, on plissait les damas au lieu de les étendre, afin de démontrer son opulence en une exagération de décors. Les meubles, pour la même cause, étaient lourds et massifs; les draperies devant les portes étaient posées au hasard, mais surtout flottantes et amples avec une profusion d'étoffe. Les couchettes du lit, dans les chambres, disparaissaient sous des rideaux somptueux, retenus par des couronnes de roses ou des flèches dorées. Les tables de nuit se dressaient à côté, en autels d'église, habillées de dentelles et de rubans. Et ces habitudes de mauvais goût durèrent jusqu'à ce que les architectes Fontaine et Percier les eurent proscrites.

Enfin quel relâchement dans la conversation! Mme de Genlis, à cet égard, fait de très curieuses observations. Dans le langage de ce monde nouveau (1), on n'entendait jamais les mots de *respect* ou d'*honneur*, comme autrefois, mais ceux d'*avantage* et de *civilité* qui les remplaçaient. Les femmes ne se plaisaient qu'aux conversations puériles, aux récits de faits sans saveur et sans intérêt, à des médisances qui frisaient la jalousie. Elles s'inquiétaient, avant tout, de la manière dont elles étaient reçues dans un salon, et accompagnées à leur sortie, comptant leurs pas et n'en faisant point un de trop, de peur de paraître humbles. Leurs entrées étaient bruyantes, leurs sorties de même. Au dîner, tout le monde se rinçait la bouche à table, et non plus, comme autrefois, les femmes hors de la présence des hommes. On ne soupait plus, parce que les spectacles finissaient tard, à onze heures, au lieu de dix. Enfin, on ne trouvait partout que froideur et réserve, non cet accueil charmant de jadis, qui vous rendait heureux dès votre premier pas dans les salons de l'aristocratie.

Néanmoins, on ne se tutoyait plus, ajoute Miot de Mélito, et le mot de *monsieur* s'était substitué insensiblement à celui de citoyen. Quant aux femmes, si mal élevées qu'elles eussent été, elles s'efforçaient d'être gaies et spirituelles, mais elles n'y réunissaient point. Leur gaieté était de mauvais aloi, tournant, presque sans fin, au calembour. Ce fut, à cette époque, la marque de l'esprit mondain. Les dix ans de sauvages habitudes, l'usage des insultes, le mépris de la pitié, le respect de la violence avaient laissé des traces trop profondes pour disparaître en quelques mois; et il subsistait encore trop de ruines, trop de causes de rancunes et de haines, pour rendre polies et avenantes les façons d'être de la société. Les uns se moquaient, les autres méprisaient. Il ne pouvait y avoir fusion, ni confiance, entre gens dont la naissance et l'éducation étaient si différentes, se rencontrant dans la même maison pour la première fois. Et puis, les officiers de passage à Paris,— et ils étaient nombreux, — y apportaient leur sans gêne des bivouacs et le langage de la soldatesque. Il semblait, en ce pays de traditions séculaires, où les mœurs avaient été si polies et si aimables, que l'on vécût en ces pays neufs où chacun agit suivant son bon plaisir, sans aucun souci des bienséances.

GILBERT STENGER.

(*A suivre.*)

(1) Mme de Genlis, *Mémoires*, t. V :

« Le langage de la bonne société s'était altéré, dit-elle. On disait couramment : ce n'est pas l'embarras; — des gens de même farine; — cela est farce; — cela coûte gros; — un objet conséquent; — elle a de l'usage; — les Français, pour Comédie-Française; — son équipage, au lieu de sa voiture; — un castor, pour un chapeau; — je vous fais excuse; — il roule carrosse; — une bonne trotte, pour une course; — son dû, pour son salaire; — elle est puissante, au lieu de grasse; — flâner, pour muser; — mortifié, pour fâché; — votre demoiselle, pour Mlle votre fille... etc. »

POÈTES ITALIENS

L'éclatant succès que M. Fogazzaro et M. d'Annunzio ont obtenu en France a attiré l'attention sur le mouvement littéraire en Italie, et c'est tout à fait à une préoccupation du public français que répond Jean Dornis par le livre qu'il a publié récemment : *la Poésie italienne contemporaine*.

Jean Dornis, avec une modestie que tous les critiques devraient avoir, s'efface le plus qu'il peut, en son livre, derrière les auteurs dont il s'occupe. Citer beaucoup, traduire exactement, mettre les textes en note pour que l'on puisse lire dans l'original, qui peut, et contrôler la traduction; se borner, comme critique, à classer les poètes selon les écoles, les nationalités et les affinités, à donner une courte biographie et à relier les fragments cités par quelques lignes de transition : tel est le procédé continuel de J. Dornis, procédé non seulement modeste, mais extrêmement utile, puisqu'il s'agit de faire connaître des poètes dont la réputation, pour la plupart, n'a point passé les Alpes et de mettre en goût de les lire en entier; et puisqu'il s'agit aussi de montrer qu'ils sont nombreux.

Il fallait donc faire entrer beaucoup de figures dans cet album, y faire entrer beaucoup de textes, et réduire à son quasi minimum la part et l'office de l'historien littéraire et du critique.

Et, certes, Jean Dornis est un assez agréable écrivain et un assez fin critique pour que de temps en temps on ne laisse pas de regretter le sacrifice

qu'il a fait ainsi : mais on sent qu'il était nécessaire et l'on sait gré à l'auteur d'avoir, avec tant de désintéressement, porté tous ses soins à nous donner surtout une anthologie bien ordonnée.

Ce n'est déjà pas si facile. J. Dornis sera récompensé et de son travail, et de sa réserve ; car, évidemment, ce que le public demande en ce moment-ci, en pareille matière, c'est de pouvoir lire beaucoup de textes italiens. Il y en a un très grand nombre ici, et qui semblent très bien choisis, sans esprit de système, avec goût et avec un extrême souci d'être complet. Voilà qui est bien ; c'est-à-dire, voilà un livre consciencieux et un guide sûr. Toute notre gratitude à Jean Dornis.

Ce qui frappe, à passer ainsi en revue les poètes italiens contemporains, c'est d'abord leur nombre, et ils me semblent, dans une nation de trente millions d'habitants, être plus nombreux que les poètes français et beaucoup plus nombreux que les poètes allemands ; mais ces statistiques ne peuvent jamais être très sûres : et puis la question de qualité opposée à la quantité vient toujours se jeter à la traverse ; et donc il n'y a pas lieu d'insister.

Cependant, le fait est à relever. Les poètes lisibles et qui ont quelque chose à dire, ou à peu près, et qui savent leur métier, sont plus que légion en Italie ; ils sont une armée. Ils sont, comme nombre, ce qu'ils étaient en France au XVIIIe siècle, ou de 1825 à 1845. Cela ne laisse pas d'être à considérer ; parce que cela prouve qu'on les lit. Il y a toujours plus de livres imprimés que de livres lus ; mais il n'y en a pas *beaucoup plus*. Ces choses sont encore en rapport. Ainsi, par exemple, après le roman, ce qui abonde chez nous, comme livre imprimé, c'est la critique. Cela veut dire que le public, sans lire tout cela, cependant en lit une bonne partie, est très curieux de théories et de commentaires, devient un public de vieux étudiants, et, par parenthèse, je n'en suis pas autrement ravi.

Le public italien, lui, évidemment sourit aux poètes, les invite par ses airs engageants, et, en lisant une centaine, en fait éclore mille. C'est la proportion ordinaire. Je voudrais que le public français eût quelque chose des goûts du public italien. Un peu moins de romans, un peu moins de critiques, un peu plus de vers, cela me paraîtrait plutôt un progrès.

Mais quoi ? Ce qui manque le plus aux poètes, en France, depuis un demi-siècle environ, c'est le public féminin. Les femmes étaient férues de poésie dans la première moitié de ce siècle. En immense majorité, elles y sont absolument insensibles à l'heure actuelle. J'en ignore complètement les raisons, mais je suis sûr du fait. Or les hommes lisent, pour eux, des livres spéciaux, et ne fréquentent guère théâtre, romanciers et poètes, que pour en causer avec les femmes ; et vous voyez tout de suite les conséquences. Du moment que les femmes ne les lisent point, les poètes en sont réduits à se lire les uns les autres. Mauvais public. Cultivez-vous les uns les autres revient un peu à dire : bêchez-vous mutuellement.

Donc, poètes estimables très nombreux en Italie, ce qui suppose public amateur de vers très considérable en Italie, c'est au moins un premier fait d'histoire littéraire très intéressant à relever.

Ce dont on s'avise ensuite, c'est que tous ces poètes ont entre eux étroit parentage et ne sont pas extrêmement différents les uns des autres. Je sais bien que cette impression vient surtout de ce que nous les lisons en français, ou de ce que nous les lisons en italien avec une insuffisante connaissance de la langue italienne. Ce sont conditions excellentes pour trouver les poètes sensiblement pareils les uns aux autres ; car les poètes diffèrent surtout par le style, c'est-à-dire par la manière, c'est-à-dire par le tempérament ; et si nous voyons les étrangers, parfois, faire peu de différence entre Parny et Lamartine, entre Hugo et Vacquerie, entre Molière et Destouches, entre Champfleury et Flaubert, entre Ronsard et du Bartas, c'est que des uns et des autres l'essentiel leur échappe, à savoir le style et le ton, et, autrement dit, leur démarche même et leur physionomie, et autrement dit, ce qu'ils ont de plus personnel, et autrement dit, en dernière analyse, leur personne.

Et par conséquent, nous pouvons et nous devons faire la même erreur sur les poètes italiens que nous lisons en français ou que nous lisons mal en italien.

Cependant, à tout le moins, puis-je me hasarder à dire que les poètes italiens contemporains tournent dans un cercle relativement assez circonscrit, et sinon par leur physionomie, dont je suis mauvais juge, du moins par l'objet où ils s'appliquent, ne laissent pas d'être assez voisins les uns des autres. Tous romantiques, c'est le mot qui vient assez naturellement et presque d'une façon continue en les lisant.

J'entends par romantiques des hommes en qui dominent la sensibilité et l'imagination et qui ont accoutumé de n'employer la poésie qu'à nous faire des confidences sur leur état d'âme. J'entends par romantiques des élégiaques lyriques, pour parler en pédant, à dessein de parler clair ; et tous les poètes italiens contemporains sont des élégiaques lyriques, ou autrement dit des élégiaques qui ont de l'imagination ou qui font effort pour en avoir.

Il y aurait même une petite classification à risquer à cet égard. Tout romantique est un élégiaque lyrique. Seulement, il y en a chez qui l'imagination

domine, et d'autres chez qui c'est la sensibilité. Et quand c'est la sensibilité, tant mieux pour celui-ci : il est grand poète, tout uniment, sans sortir de chez lui, ni de lui, et il s'en va vers la postérité sans déchet ni déchéance, contenant plus de « vérité générale » que quiconque, salué « plus humain » que n'importe quel, parce que la sensibilité ne change pas.

Et quand c'est l'imagination, don plus rare, cependant, à mon avis, tant pis un peu pour celui-ci, nonobstant ; parce que le tour d'imagination change de génération en génération et que ce qui était franche et pure imagination dans le demi-siècle qui précède, paraît rhétorique au demi-siècle qui suit...

Mais je m'égare. Encore est-il que le romantique est celui qui est un élégiaque lyrique, et qu'élégiaques lyriques sont tous les poètes italiens contemporains.

Je sais bien ; car vous n'ignorez pas que j'aime à ne point abonder dans mon sens ; qu'il y a en Italie toute une école *vériste*, *réaliste*, *naturaliste*, à moins qu'il n'y ait trois écoles, l'une vériste, l'autre réaliste, l'autre naturaliste, ce qui encore est possible. Mais, d'une part, cette école, ou ces écoles, n'est pas, ne sont pas très considérables ; d'autre part, vous voyez le lyrisme y poindre tout d'abord, très vite, et avant même que le programme vériste, réaliste ou naturaliste soit à moitié rempli. Certains poètes en Italie jettent les yeux plus loin que leur cœur et s'inquiètent de regarder les petits bourgeois, les hommes du peuple, les petits, les humbles, etc. Fort bien, et voilà des poètes qui ne sont pas des élégiaques lyriques. Lisez-les. Très vite, vous les voyez éclater en imprécations ou se répandre en lamentations à propos de ce qu'ils viennent de voir et de ce qu'ils viennent de peindre à peine. Le génie lyrique et élégiaque les reprend, si tant est qu'ils n'aient pas jeté le coup d'œil rapide sur la réalité, seulement pour y puiser un motif de développement lyrique ou élégiaque. Ils ne sont pas si différents de leurs confrères ou de leurs rivaux que, peut-être, ils se l'imaginent.

Et surtout ils sont très rares. L'immense majorité des poètes italiens ne fait que des élégies et des odes. L'immense majorité des poètes italiens nous raconte mélodieusement ses peines de cœur. L'Italie est en plein romantisme.

Ce romantisme est quelquefois très savoureux. Sans parler de Fogazzaro et de son *Livre de Miranda* qui est un chef-d'œuvre de sensibilité vraie et profonde, la vraie « confession d'une jeune fille », le bréviaire même des âmes aimantes et douloureuses, et qui est certainement la plus belle œuvre poétique de cette seconde moitié de siècle, mais qui, Dieu merci, est assez connu ; — sans parler de Gabriel d'Annunzio... mais pourquoi non ? Ses vers ne sont pas si familiers aux Français que ses romans, et je ne puis pas me tenir de citer quelques fragments de ces élégies passionnées où revit toute l'âme d'un Tibulle, avec, en outre, cette âpreté suppliciante de mélancolie et ce grand sentiment de la nature, redoublant cette mélancolie même, qui sont choses modernes, pour notre malheur, hélas ! et aussi pour la grandeur de l'art.

Connaissez-vous ceci ? C'est admirable, même en français. Je ne sais pas si jamais plainte plus navrante est sortie d'un cœur humain ; et en même temps c'est composé comme un poème de Victor Hugo, peut-être avec une maîtrise plus sûre encore :

Toujours j'aurai dans les yeux ce paysage, ô silencieuse forêt nue, jamais oubliée !

Nous descendions doucement un escalier étroit où l'ombre paraissait de glace... Nous étions seuls. Une source rauque gémissait au pied d'une terrasse. Haut dans le ciel, l'antique château féodal montait. Des fumées étaient éparses dans le ciel comme de blancs flocons. Dedans courait un rire d'or ténu et les cimes nues de la forêt paraissaient s'évaporer dans cet or. Les fougères, sur les sommets, étaient de minces flammes d'or.

Elle se taisait, regardant. Mais son âme lourde, douloureuse, toute montée dans ses yeux, disait : « Je comprendrai, dans le doux silence, que nous aimions la vérité cruelle. Donc, c'est pour cela, ô mon unique ami, pour cela que tu m'as amenée aux chers lieux, où, un jour, je crus sentir en moi s'ouvrir le printemps ? »

Elle se taisait, les yeux au loin. J'entendais, moi, sa voix intérieure ; mais je ne répondis point. Je me tus. Je ne répondis jamais. Un sceau me fermait la bouche. Invinciblement, contre elle, du fond de mes entrailles je ne sais quelle haine montait...

A présent qui nous poussait dans le chemin ? Peut-être un souvenir. Et pourquoi franchîmes-nous la hauteur désolée ? Il y avait, sur cette hauteur, un bois taillis. Toutes les tiges dénudées, grises, grêles, surgissaient, égales, comme une armée de lances rangées en bataille. Ou plutôt, ô mon âme ! comme une longue solennelle rangée de cierges éteints dans l'air muet. Certes ils lui parurent tels tandis qu'elle passait. Elle songea à la mort. Je lus dans ses yeux : « Veux-tu donc que je meure ? Pourtant je ne t'ai jamais fait de mal. »

Toujours j'aurai dans les yeux ce paysage, ô silencieuse forêt nue, jamais oubliée.

Le ciel s'était obscurci. Quelque haleine rare éveillait un frisson dans les feuilles caduques. Des tas de charbons, çà et là, dans les clairières, pareils à de hauts bûchers dont les cadavres seraient déjà en cendres, lentement fumaient dans l'air ; les lentes spirales montaient en ondoyant ; lentes, elles se dissolvaient. Et sur le sol de feuilles mortes, sur cette tombe des automnes, les ombres marchaient. Cendres, fumées et ombres paraissaient ici suivre la grande loi. Comme les corps, comme les feuilles, comme tout, les choses pures de l'âme doivent se défaire et pourrir ; les rêves doivent se dissoudre en putréfaction. Homme, tu devras toujours éprouver la nausée de ce qui t'a donné l'ivresse...

Et tous les deux nous tressaillîmes en entendant frapper

une cognée. Après, dans le grand silence, l'invisible hache blessait; on n'entendait pas gémir le tronc blessé. Elle, soudain, comme blessée, éclata en sanglots... Elle fondit en larmes désespérées... Elle pleurait. Au loin la hache frappait. Les hauts bûchers, tout alentour, fumaient lentement.

Et vous trouverez dans le livre de Jean Dornis trois ou quatre élégies lyriques de M. d'Annunzio qui valent celle-là.

Mais la gloire de MM. Fogazzaro et d'Annunzio est faite. Songeons aux poètes très distingués que compte l'Italie contemporaine et que nous ne connaissons pas. Il en est de charmants; il en est d'émouvants, il en est de tragiques. Ils ont tous une imagination toute frémissante et qui vibre au moindre choc.

Il en est de charmants. Voyez cette rêverie familiale de Guido Mazzoni, sur *un Trousseau de clefs :*

Vrai symbole de la famille, la tremblante aïeule l'a confié à sa fille. La bonne mère le donna à sa bru à sa dernière heure. Sonnantes sur le tablier, de chambres en escaliers, elles vont, elles courent, du matin au soir par la maison. Joyeuses et nettes, elles haïssent la rouille ; elles méprisent l'ennui des heures perdues. La nuit seulement, lorsque la maison se tait, bien en ordre, elles ont la paix. Jamais elles ne tremblèrent sous des doigts fébriles pour cacher de vils secrets. Jamais elles ne se fourvoyèrent, complices louches de troubles menées. Leurs voix grêles sonnent : « Paresseux, éveillez-vous, déjà je vous attends. » Accorte et joyeuse, légère et gaie la ménagère est en marche.

N'est-ce pas du meilleur goût antique, et cet *épigramma* pour un trousseau de clefs n'est-il pas comme une réplique à l'*épigramma* charmant de Théocrite « pour une quenouille » ?

Il en est d'émouvants et de délicieusement tendres comme ce Ugo Fleres, qui sait si bien faire tenir toute une vie humble, douce et triste dans le cadre étroit et frêle de cinq petits couplets précis et nets. Comme ces hommes-là sont bien toujours les héritiers d'Horace, et comme l'odelette, au contour gracieux comme celui d'un vase étrusque, est bien toujours leur fait!

La petite vieille blanche accroupie sur le mur bas de la demeure rustique, non pas rassasiée, mais lasse de vivre, regarde; et à toutes les fleurs qui embaument la grande plaine, aux tendres oiseaux qui chantent aux alentours, elle, hochant sa tête blanche toujours tremblante, toujours semble dire : Oui.

Te souviens-tu des beaux jours lointains de tes printemps? Et la petite vieille : « Oui. »

Te souviens-tu des soirs d'avril et des doux accords à la lueur de la lune, des bals, du premier amour, alors que ton cœur commença de fleurir?

Et la petite vieille : « Oui. »

Te souviens-tu des prières près du premier berceau que ta grand'mère faulila?

Et la petite vieille : « Oui. »

Te souviens-tu du jour où ta fille, belle comme une rose, devenue grande, avec ton gendre partit?

Et la petite vieille : « Oui. »

Te souviens-tu de tous tes morts, de ton vieux, des chères amies, de tes belles années? Oh! comme tu es seule! Veux-tu mourir avec le jour qui meurt?

Et la petite vieille : « Oui. »

Il en est de tragiques, comme ce Arturo Graf, qui, fils d'une mère italienne et d'un père allemand, réunit en lui les tendances philosophiques, la mélancolie infinie et la sensibilité frémissante et frissonnante, homme merveilleusement doué pour sentir la douleur, merveilleusement doué pour la transformer en pensée, et partant pour rendre la douleur plus douloureuse. Ce poète du désespoir et de la mort, qui appelle sa muse « Méduse », et qui l'invoque sans cesse comme la reine des épouvantements, est admirable pour renfermer une terreur immense dans quelques vers froids et rigides comme des lames de glaive :

Quand tu seras enseveli, espères-tu avoir la paix éternelle? Espères-tu la mort, espères-tu le néant? Insensé O insensé!

Quand tu seras délivré de ton corps, espères-tu que ces chaînes si lourdes seront brisées? Insensé! O insensé!

Prête attention à mes paroles. Cette servitude ne finira jamais. Tu ne mourras point; tu ne mourras point; tu ne te reposeras jamais.

Mourir, reposer, c'est interdit. En différents lieux, de forme en forme, d'une vie dans une autre vie, éternellement tu erreras dans une tourmente.

Et l'ardente et désespérée comtesse Lara, cette Louise Labbé italienne; et la pitoyable, attendrie et farouche Ada Negri, magnifique d'éloquence et de fougue lyrique dans ses peintures des souffrances des humbles et des meurtris; et l'aimable poète de l'amour romanesque Luigi Gualdo! Et que d'autres!

Mais je n'ai voulu que mettre en goût. Il me semble que le poème de la sensibilité éloquente, quelquefois trop éloquente et un peu fastueuse en ses épanchements complaisants, c'est nous qui l'avons écrit de 1820 à 1840; ce sont les Anglais qui l'ont continué de 1840 à 1870; et ce sont les Italiens qui le poursuivent en ce moment « et le continueront sans pouvoir le finir ». — C'est un avis à donner et au public français et aux poètes français, qui croient trop volontiers qu'il est inutile, s'il n'est pas inélégant, de sentir. Cet avis au lecteur et aux auteurs le livre de J. Dornis le donne avec pièces à l'appui. Et c'est pourquoi j'en aurais voulu pouvoir parler plus longuement, et c'est pourquoi il faut le lire.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

Opéra : *la Burgonde* (1), opéra en quatre actes et cinq tableaux, de MM. E. Bergerat et C. de Sainte-Croix, musique de M. Paul Vidal. — Gymnase : *Mademoiselle Morasset*, pièce en quatre actes, de M. Louis Legendre.

Si la critique a péché envers M. Paul Vidal, — à supposer que la critique puisse pécher, — ce n'est assurément pas par excès de bienveillance. On a fait preuve, à son égard, d'une sévérité inaccoutumée. De cette sévérité il serait malséant de chercher les causes ailleurs que dans l'ouvrage même. Tout au plus pourrait-on dire que la situation assez particulière de l'auteur n'a pas disposé ses juges à l'indulgence. Jeune encore, M. Vidal a eu la bonne fortune de donner déjà quatre ouvrages, dont deux à l'Académie nationale de musique. Les fonctions qu'il remplit à l'Opéra, la sympathie et parfois la collaboration de M. Gailhard n'ont peut-être pas été étrangères à la réception de la *Maladetta* et de la *Burgonde?*... Mais voudrait-on que M. Vidal s'obstinât à refuser les présents d'Artaxercès, quand Artaxercès est à la fois son directeur et son ami? Et, à parler net, quel est le musicien, quel est l'auteur dramatique, quel est le romancier, le peintre, le sculpteur, qui, à la commande d'un ouvrage, réponde : « Je vous remercie; mais vous feriez mieux de vous adresser à tel ou tel de mes confrères?... » Aussi bien, je ne prétends en aucune façon que la sévérité de la critique soit due à quelque jalousie personnelle. Tout se réduit à ceci : on reproche à M. Vidal de ne pas profiter de sa situation privilégiée pour nous donner le « drame musical » qu'on attend de l'école française. Soit. Mais si M. Vidal tient pour la forme opéra, de quel droit exigerions-nous de lui un ouvrage conforme à nos préférences, qui ne sont pas les siennes? Nous pouvons lui demander seulement d'accomplir sa besogne avec conscience... Et, ici, il se pourrait bien que, par un retour inattendu, sa situation privilégiée devînt parfois une gêne pour lui, et que le sentiment de sa responsabilité s'accompagnât d'un peu d'hésitation et de timidité...

Mais laissons cela. Et parlons de la *Burgonde*.

Attila, roi des Huns, s'est fait livrer comme otages Hagen, prince de Worms, Gautier d'Aquitaine, et Ilda, princesse des Burgondes. Et rien qu'à ces noms, vous devinez que l'ouvrage appartient au genre pseudo-wagnérien, lequel n'a d'ailleurs de « wagnérien » que les noms de certains de ses héros, et les costumes dont ils sont revêtus. Or, tandis que ces otages vivent au camp d'Attila, un messager, Zerkan, vient annoncer à Hagen la mort du roi de Worms son père ; au nom des sujets du feu roi, il engage Hagen à fuir, et à venir prendre possession du trône qui lui appartient. Hagen hésite; il allègue les traités, la foi jurée... Mais un motif plus fort le retient chez les Huns. Il aime Ilda, la Burgonde, qui est aimée aussi de Gautier; il n'ose la disputer ouvertement à un rival jamais vaincu; il a le vague espoir qu'une offre d'alliance ou de soumission décidera Attila à la lui donner. Il la demande en effet.

Mais Gautier s'indigne et adresse à l'audacieux quelques paroles véhémentes. Ilda ne daigne pas même répondre; et, cependant, Attila, avec une délicatesse raffinée qui étonne un peu chez le « Fléau de Dieu », sollicite d'Ilda une réponse. Elle refuse. Attila envoie Hagen à Worms, remercie Gautier avec « une ironie hautaine » d'avoir pris la défense d'Ilda et se retire. — Le sujet se dessine : c'est la lutte d'Attila, de Hagen et de Gautier pour conquérir la Burgonde. Sujet un peu compliqué, par suite assez peu musical, et qui va se compliquer encore. Nous avons déjà compris qu'Ilda aime Gautier; le drame sera l'obstacle qui les sépare. Et, à ce point de vue, Hagen ne peut être qu'une « doublure » d'Attila. S'il joue un rôle dans le drame, ce ne sera qu'un rôle « à côté »; il ne sera qu'un moyen. Cela est si vrai qu'à partir de ce moment, toutes les actions de Hagen sont incompréhensibles et absurdes. Presque tout ce qu'il fait, c'est Attila qui devrait le faire; et le reste n'a pour but que d'agrémenter le drame de complications nouvelles. Poursuivons.

Gautier et Ilda, inquiets, songent à fuir; mais que faire sans secours? Le secours leur est apporté par Pyrrha. Favorite d'Attila, elle sait ce qu'elle aurait à redouter d'une rivale telle qu'Ilda : en la servant, elle se sert elle-même; et voici son projet. Le roi donne demain un banquet à ses guerriers; Ilda a la charge de lui verser à boire; elle aura soin, si je puis dire, de forcer la dose; l'ivresse venue, Pyrrha remplacera Ilda par une autre esclave; Gautier et sa bien-aimée trouveront des chevaux prêts et pourront s'enfuir. — C'est le premier acte.

Voici, maintenant, l'élément mystico-surnaturel auquel pas un librettiste ne manquerait. C'était le collier dans *Messidor*. Ici c'est le « glaive saint », comme dans la *Walkyrie*. Je crains un peu, à vrai dire, que les auteurs n'aient pas très bien compris l'importance dramatique de *Nothung*, dont l'influence se prolonge à travers toute la Tétralogie, et qui amène même le dénouement, puisque c'est elle qui réduit Wotan à l'impuissance... Mais qu'importe! Un « glaive saint », cela vous a tout de suite un petit air mystique, symbolique et légendaire. Et il faut montrer qu'on sait ce que c'est qu'un drame wagnérien... Hélas! — Et le second acte est presque entièrement rempli par la « Légende du glaive », lequel, d'ail-

(1) La partition a paru chez Choudens.

leurs, ne sert absolument de rien tout le long de l'opéra, si ce n'est au dénouement, où rien ne serait changé, du reste, s'il n'apparaissait pas. — Les choses se passent comme Pyrrha l'avait prévu. Attila s'enivre, Ilda disparaît suivie par Gautier. Mais Zerkan (l'écuyer de Hagen) dénonce leur fuite. Attila saute à cheval... Non, Attila ne saute pas à cheval, il se répand en discours violents : ce Fléau de Dieu n'est qu'un parleur. Mais voici un guerrier masqué (Hagen). Il propose à Attila de lui ramener les fugitifs ; comme *il sait le chemin d'Aquitaine* (Attila l'ignorait, sans doute : de là son hésitation), il se fait fort de les rejoindre ; et pour salaire, il ne veut, à son retour, que la femme qu'il aime et qui dépend d'Attila. Le roi des Huns jure tout ce qu'on veut, offre une escorte ; et Hagen s'élance. — Vous voyez ici ce que je disais plus haut : Hagen « double » Attila ; de là ce double résultat : Hagen est trop visiblement un moyen de mélodrame pour que nous nous intéressions à lui : et Attila, qui vocifère au lieu de poursuivre Ilda, nous apparaît comme un fantoche d'opéra.

Le troisième acte nous conduit sur les bords de la Dordogne « qui sépare le pays d'Arverne du pays d'Aquitaine » ; les Arvernes fuient devant l'armée des Huns (Attila s'est donc décidé à marcher ?) ; ils s'embarquent et traversent le fleuve... Gautier et Ilda paraissent, à bout de forces ; ils appellent les fugitifs ; mais « les vents sont contraires » et les barques ne peuvent revenir... Qui eût jamais cru la Dordogne si périlleuse ?... Duo d'amour, après quoi Ilda s'endort : d'où « berceuse » chantée par Gautier. Mais Hagen, toujours masqué, et suivi de ses guerriers, envahit la scène, se jette sur Gautier et Ilda, et on les enchaîne. Rideau. — La substance dramatique de cet acte est manifestement égale à zéro. J'entends bien que, dans la pensée des auteurs, cet acte était l'acte musical par excellence ; quand un librettiste a écrit un duo d'amour, et s'il a osé une berceuse, il s'endort l'âme fière ; il a fait quelque chose de « musical » !... C'est là une erreur contre laquelle il ne faut pas se lasser de protester. L'amour, en dehors de certaines formules dont nous commençons à être un peu las, n'est ni plus ni moins musical que la haine. Ce qui est musical, c'est un sentiment, quel qu'il soit, mais qui se développe, grandit ou diminue, qui *agit*, en un mot. Mais, pour qu'un sentiment agisse, encore faut-il que les personnages qu'il anime aient quelque consistance, quelque semblant d'existence morale. Je sais les exemples qu'on pourrait m'opposer : je sais que des duos d'amour, immortels peut-être, ont été « chantés » par des personnages aussi falots qu'Ilda et Gautier. Cela ne prouve rien, si nous demandons au théâtre musical autre chose que ce que lui demandaient nos pères. Les librettistes ne veulent pas comprendre la révolution qui s'est faite dans les goûts du public. Son idéal est-il vraiment le drame wagnérien ? Je n'oserais l'affirmer, en dépit des apparences. Ce qui paraît certain, c'est qu'on demande de plus en plus au drame musical d'être un drame, et que mettre en présence le fort ténor et la chanteuse Falcon n'est pas créer une action dramatique. De plus, après ce demi-siècle où notre théâtre musical a été exclusivement « amoureux », j'ai bien peur que tous les duos d'amour n'aient été écrits. On en écrira d'autres, je le crois et je l'espère, mais ce sera des duos d'amour « personnels », pour ainsi parler, où la nature des personnages donnera une accentuation particulière aux paroles inévitables, et non des duos où des fantoches quelconques, poursuivis par leurs ennemis, s'arrêteront au bord d'un fleuve, — fût-ce la Dordogne ! — pour dévider des vers de mirliton sur un mode plus ou moins langoureux...

Nous voici en Pannonie, dans le palais de bois d'Attila. Pyrrha, déchue de son rang de favorite, n'est plus qu'une esclave. Tout le monde tremble devant la colère du roi. Mais voici le guerrier masqué qui ramène les captifs. Joie ! triomphe !... Hagen se démasque enfin, et réclame son salaire ; celle qu'il aime, celle qu'il veut, c'est Ilda. Il n'a pas encore achevé, qu'Attila l'a chassé, en dépit du serment de jadis. Il disparaît. Alors Attila a une inspiration, moins « de lui », j'en ai peur, que de MM. Bergerat et de Sainte-Croix. Vous vous rappelez le glaive, le glaive saint, qui

> Doit frayer tout chemin
> A l'être du Destin
> Qui le tient en sa main,

arme redoutable, par conséquent, aux mains d'un ennemi. Or, ce glaive, Attila a l'idée saugrenue de l'enlever à Pyrrha, qui en avait la garde, pour le confier... je vous le donne en mille... pour le confier à Ilda, à Ilda qui le hait et qui aime Gautier !... Et, habileté suprême, il repousse les supplications d'Ilda qui s'offre elle-même en échange de la vie de Gautier. Il lui rétorque qu'il n'a besoin d'aucun « échange » pour la prendre au moment où il le voudra, que d'ailleurs ce moment c'est celui-là même, et qu'elle ait donc à aller revêtir un costume congruent ; devant que les noces soient consommées ils se régaleront tous deux du supplice de Gautier. Attila peut se vanter de connaître les femmes !... Et vous avez deviné la suite : Gautier échappe à ses bourreaux, Ilda le rejoint... Et le glaive ?... J'imagine que les auteurs avaient oublié cet accessoire mystico-légendaire. Mais il fallait le « ramener », et voici ce qu'ils ont trouvé. Les Huns entourent les amants : ils vont les massacrer, lorsqu'Ilda montre son sabre... Les guerriers, frappés de terreur, s'écar-

tent pour les laisser passer, et ils disparaissent, en chantant la phrase que nous avons entendue déjà un peu trop souvent, et qui n'est pas, du reste, la meilleure de l'ouvrage, — tandis qu'Attila, frappé par Ilda, rend le dernier soupir.

Je vous ai montré quelques-uns des défauts de ce poème. Le principal, c'est que pas un des personnages n'a de vie propre. Ce sont des « emplois », pas autre chose. Que pouvait en faire le compositeur? On a reproché par exemple, à M. Vidal les « roucoulements » de son Attila. Et, sans doute, il eût pu lui maintenir une silhouette un peu plus continûment farouche. Encore ne fallait-il pas qu'il eût à mettre en musique des vers comme ceux-ci, que je cite au hasard :

> Lorsque l'éveil d'une ardeur inconnue
> Fondra la neige où sommeillent tes sens,
> Seul je lirai, dans ton âme ingénue,
> Le pur secret de tes désirs naissants...

Cela est du dernier galant! M. de Nevers parlait ainsi dans la *Princesse de Clèves*. Mais Attila?...

Empêché, et pour cause, de donner une physionomie propre à ses personnages, M. Vidal a dû se contenter de soutenir leurs propos par des musiques diverses. Pour analyser sa partition, il faudrait examiner chaque morceau, et cette revue serait d'un intérêt médiocre. Selon les normes, M. Vidal a cru devoir souligner l'action par quelques motifs conducteurs (celui de Gautier, entre autres, est de fière allure); mais ce procédé n'a de raison d'être que si l'action modifie peu à peu l'âme et les sentiments des personnages. Et, tels ces personnages nous apparaissent au premier acte, tels ils restent, immuables, jusqu'au dénouement.

Si la *Burgonde* n'a pas eu tout le succès que l'on espérait, c'est qu'on attendait de M. Vidal quelque chose qu'il ne pouvait pas donner. On ne lui demandait pas seulement un opéra à la mode de jadis, — on voulait que cet opéra nous rendît la même impression que des ouvrages analogues avaient produite sur nos devanciers. Cela est impossible. Quelque chose s'est passé depuis, qui a changé les points de vue. Il ne s'agit pas de savoir si le drame musical sera ou non « wagnérien », mais s'il sera simplement un drame, et non un prétexte à musique. Les « réactionnaires » les plus convaincus attendent encore les « morceaux » traditionnels sur lesquels ils fondaient jadis leur opinion. Ils n'y prennent qu'un médiocre plaisir, et ils s'en vont gémissant qu' « il n'y a plus de mélodie ». Il y en a tout autant que jadis ; et je n'aurais pas de peine à trouver dans la *Burgonde* des pages égales, par l'élégance de la phrase et par la richesse des harmonies, à des pages qu'on acclamait jadis. C'est ces spectateurs qui ont changé, sans s'en apercevoir. Un autre idéal a pénétré en eux, subrepticement; le déplaisir, l'espèce de malaise qu'ils éprouvent à tel morceau traditionnel vient moins du morceau lui-même que de la fausseté du principe auquel il est dû. Ils veulent concilier leur amour pour les formes anciennes avec le désir instinctif d'une action logique. Et c'est ainsi qu'ils espéraient de M. Vidal ce qu'il ne pouvait pas leur donner, ni lui ni personne.

Je souhaiterais que l'auteur de la *Burgonde* voulût bien réfléchir à tout ceci. Il est bien doué, et son ouvrage, tout de même un peu « improvisé », n'est pas dépourvu de valeur. Je voudrais qu'il se recueillît, qu'il mît toute sa volonté, toute sa conscience dans une œuvre nouvelle. Le vrai succès lui viendrait, je le crois. Il sait que nul n'en serait plus heureux que moi.

Quel que soit cet ouvrage que j'espère, il ne pourra satisfaire les interprètes plus que la *Burgonde*. Il y a quelque chose d'amusant et de touchant à la fois dans leur joie de retrouver enfin les traditions où ils ont été élevés, les démarches « nobles », les gestes conventionnels, les points d'orgue et les cadences qui appellent l'applaudissement!... Louons, toutefois, l'ample diction de M. Delmas (Attila), la superbe trompette de M. Alvarez (Gautier), la voix charmante de M. Vagnet (Zerkan), et l'énergie farouche de M. Noté (Hagen). Mlle Bréval est une Ilda pleine de noblesse; Mme Héglon prête sa voix généreuse et passionnée au personnage de Pyrrha.

***

Je n'ai pas vu la pièce de M. Louis Legendre, *Mademoiselle Morasset*. Vous savez qu'elle a eu du succès.

A la semaine prochaine la reprise de *Fidelio*.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Il est d'usage, au début de chaque année, de distribuer des présents de nature et de valeur diverses à ses amis, connaissances et serviteurs ; et il est, en outre, d'une tradition constante, lorsqu'on est journaliste, de présenter vers la même date à ses lecteurs quelques considérations générales sur l'année qui finit, ainsi que sur celle qui commence.

Profondément respectueux des coutumes anciennes et soucieux d'affirmer la solidarité qui m'unit aux générations précédentes, j'ai accompli depuis trois jours, avec résignation et moyennant un nombre élevé de courses de fiacres à cent sous le le quart d'heure, le premier de ces rites onéreux et

obligatoires ; et j'étais occupé, aujourd'hui, à me demander comment j'allais me tirer du second, lorsque, parcourant les gazettes, je tombai sur cette phrase de M. E. Ledrain :

« Ce qui marque, au point de vue des idées, l'année qui vient de finir, c'est le progrès du fouriérisme en France. »

Parfaitement. Cette phrase, en toutes lettres, est dans Ledrain (ne pas prononcer *dans le train !*). Je veux dire qu'elle a paru ce matin, en tête d'un journal, sous la signature de l'écrivain de ce nom, qui était principalement connu jusqu'ici pour avoir pris l'habitude de traduire la Bible et d'éreinter Renan.

Mon premier mouvement, en lisant ces mots, fut de surprise. (Mettez-vous à ma place !) Je suis obligé d'avouer que j'ignorais absolument que le fouriérisme eût fait des progrès en France pendant l'année 1898. Je cherchais désespérément dans les recoins de ma mémoire la trace des données qui avaient pu suggérer cette opinion historique au savant exégète quand, poursuivant la lecture de sa chronique, je découvris ceci :

« Président de l'*Union phalanstérienne*, la plus nombreuse des deux fractions de l'*École sociétaire*, j'accomplissais un devoir d'enseignement, j'avertissais les philosophes et les politiciens qu'il y avait en dehors d'un impossible et tyrannique collectivisme, et en dehors des principes démodés de l'économie politique, etc., etc. »

Ainsi M. Ledrain préside l'*Union phalanstérienne*, la plus nombreuse des deux fractions de l'*École sociétaire*.

Par conséquent, si le fouriérisme a fait des conquêtes et si ces conquêtes sont le trait le plus marquant de l'année écoulée, il en résulte que M. Ledrain, en présidant la plus nombreuse des fractions de l'école de Fourier, a présidé au progrès des idées et a été, pendant un an au moins, le porte-flambeau de la civilisation. Or, voilà ce dont il semble bien que personne ne puisse douter, et M. Ledrain moins que personne.

***

Convaincu par la rigueur logique de ce raisonnement, je m'étais résolu à adopter la thèse de mon éminent confrère, et j'avais déjà placé sur ma table son article afin de le démarquer commodément ; mais, au moment de commencer ce petit travail, il me vint un scrupule qui me replongea dans un abîme de perplexités.

Défiant comme je le suis des fantaisies du sens propre et des mouvements désordonnés de l'individualisme intellectuel, je me garderais bien d'avoir sur l'année 1898, ou sur une autre année, ou sur n'importe quoi, un avis qui ne fût appuyé par des autorités décisives. Ce n'est certes pas en mon nom personnel que j'oserais discuter une assertion d'un maître incontesté de la pensée, comme l'est M. Ledrain.

Mais il me ressouvint d'avoir lu des articles ou des livres de quelques autres maîtres non moins incontestés, qui n'étaient pourtant pas du tout d'accord avec le président de l'*Union phalanstérienne*.

M. Paul Leroy-Beaulieu, par exemple, n'admet pas le moins du monde que les principes de l'économie politique soient démodés, et M. Jaurès jure que le collectivisme n'est pas impossible et ne serait nullement tyrannique. Et je ne sais si M. Jaurès et M. Leroy-Beaulieu président une société, ou une fraction plus ou moins nombreuse de société ; mais ils sont les lumières, l'un de l'école économiste, l'autre de l'école collectiviste ; et chacun d'eux croit aux progrès de son école, et considère les progrès de cette école comme le fait le plus intéressant de l'année, voire du siècle.

Et Auguste Comte a laissé des disciples qui considèrent, comme lui, que toute l'histoire et la préhistoire ne sont que la préface du positivisme.

Mais, pour M. Brunetière, l'année 1898 est essentiellement l'année où s'est réveillé le besoin de croire ; tandis que cette même année est :

Pour M. de Vogüé, celle où fut démontrée (suivant lui) la raison d'être des opérations de police un peu rudes ;

Pour M. Demolins, celle où éclata la nécessité de se faire Anglo-Saxon ;

Pour M. Bonvalot, celle où naquit une nouvelle ardeur de colonisation ;

Pour M. Jules Lemaître, celle où se révéla le devoir de suivre les leçons de Demolins et de Bonvalot ;

Etc., etc.

En outre, c'est « au point de vue des idées » que M. Ledrain recherchait la caractéristique de la dernière année. Ce point de vue n'est pas le seul. Un homme politique, un romancier, un auteur dramatique, peuvent avoir, eux aussi, leur opinion sur l'année 1898, bien que les idées n'aient pas grand'-chose à voir avec la littérature et la politique qu'on nous fait aujourd'hui.

Il n'en est pas moins vrai que l'événement capital de cette année est pour M. X..., député, d'avoir failli décrocher le sous-secrétariat des postes et télégraphes ; pour M. Y..., poète lyrique, d'avoir eu un acte en prose reçu à correction aux Bouffes-du-Nord ; et pour le lutteur Pons, du Casino de Paris, d'avoir été proclamé champion du monde après avoir mis Pytlasinski hors de combat.

N'objectez pas que ce sont là des affaires privées

qui intéressent sans doute beaucoup messieurs tel et tel, mais le public fort médiocrement. Notre député a la prétention de travailler au relèvement national, notre poète de féconder le génie national, et Pons de préparer l'éducation du muscle national, tout comme M. Ledrain a celle de présider la petite église grâce à qui la question sociale sera résolue.

M. Demolins lui-même, tout particulariste qu'il est, entend faire servir son particularisme au bien de la communauté.

Au fond, l'homme en général, et l'homme célèbre en particulier, est souvent ridicule, mais il n'a pas de méchanceté; il s'exagère volontiers le besoin que ses semblables ont de lui, mais c'est qu'il a le ferme propos de leur être utile.

Seulement, comme ces bonnes volontés, d'ailleurs également sincères, se dirigent dans des sens différents et même contradictoires, ce n'est pas au bout d'un an qu'on peut savoir où était l'erreur et où la vérité. L'événement le plus important de l'année 1898, à supposer qu'il y en ait eu quelqu'un d'important, on saura quel il est, si l'on y pense encore, dans un siècle ou deux.

***

Pour l'instant, le parti le plus raisonnable est de suspendre son jugement et d'imiter le sage scepticisme des faiseurs de *revues*.

J'en ai vu deux ou trois, dans autant de théâtres ou de cafés-concerts. Il n'y a pas d'emploi de soirée plus rafraîchissant.

La philosophie leur est interdite par le légitime souci de ne pas endormir le public, et la politique par la censure.

Les *revues* ne parlent donc ni de l'idéalisme, ni du fidéisme, ni du marxisme, ni du fouriérisme, ni de l'anglo-saxonisme; elles sont muettes sur la revision de la constitution, le libéralisme, l'autoritarisme, la monarchie, la démocratie et les chasses présidentielles. Elles ne soufflent mot de « l'affaire », à quoi il n'a été encore fait allusion sur un théâtre que par Maurice Donnay, qui a toutes les audaces et tous les bonheurs, et a réussi à faire rire tout le monde sans blesser personne.

Les revuistes ont évité ce sujet brûlant. En revanche ils se sont étendus délicieusement sur le confort de la nouvelle prison de Fresnes, la révolution apportée dans l'industrie des fiacres et les mœurs des cochers par l'automobilisme, sur les embarras de Paris, sur le duel de Francisque Sarcey et d'Yvette Guilbert, sur l'inauguration de l'Opéra-Comique, bref sur tous les prétextes à plaisanteries de tout repos. La revue de fin d'année est le spectacle qui nous divise le moins, et c'est peut-être au café-concert que nous devrons de sauver quelques restes d'unité morale.

Les divertissements les plus simples sont aussi les plus salutaires. Il y a là une bonne leçon de modestie, heureusement propre à corriger l'insolence de l'homme. C'est folie à lui que de prétendre percer le mystère des choses; c'est une insoutenable mégalomanie que de vouloir tendre perpétuellement son esprit vers la contemplation de l'être éternel. Au contraire, un couplet de vaudeville est une œuvre que l'homme est capable de comprendre pleinement et d'exécuter avec perfection. Et il garde le droit de ne point s'absorber tout entier dans ces amusettes, mais il prouverait un orgueil satanique, et fort périlleux, en affectant de les mépriser absolument.

PAUL SOUDAY.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Voilà plusieurs années que Mme la baronne de Suttner se consacre avec une inlassable ténacité à l'apostolat de la paix universelle. Elle a donné à cette chimérique et noble cause tout son temps, toute sa foi, tout l'effort d'une admirable intelligence. Mais nous ne connaissions jusqu'ici Mme la baronne de Suttner que de réputation; nous ne la pouvions juger que sur le bien que ses amis disaient d'elle.

Nous allons la connaître autrement. L'ouvrage qui popularisa son nom dans son pays, il y a quatre ans, *Bas les armes!* a été traduit en français par M. Paul Dupré, et cette traduction va être publiée.

Bas les armes! est, comme la *Case de l'Oncle Tom*, un roman où l'auteur a développé dans la forme d'une histoire très simple, très humaine, la thèse que peut-être, en effet, la propagation de simples « tracts » à la mode anglaise n'eût pas suffi à faire aimer.

Un roman, même très bien fait, y suffira-t-il chez nous?

Au milieu du chemin est le titre du prochain livre de M. Édouard Rod. Ses amis le définissent: le roman de l'homme mûr.

Le nouveau roman de Paul Adam, *La Force*, paraîtra le 15 de ce mois.

Philosophie:

M. Paul Janet vient de terminer une édition des *Œuvres choisies de Leibnitz*.

Un recueil d'*Aphorismes et fragments* de Nietzsche, nous sera donné dans quelques jours par M. Lichtenberger.

Le volume est sous presse.

Histoire et politique :

Quelques volumes intéressants sont annoncés :

De M. Brooks Adam, *La Loi de la civilisation et de la décadence;*

De M. Edg. Milhaud, *La Démocratie socialiste en Allemagne;*

De M. Vallaux, *Les Campagnes des armées françaises*, de 1792 à 1815.

M. Pierre Louys écrit et aura terminé pour mars un roman algérien.

Qu'on se rassure. L'auteur d'*Aphrodite* est allé là-bas faire œuvre d'artiste et non, Dieu merci, de sociologue... L'Afrique romaine offrait aux rêves du jeune écrivain la magie de ses souvenirs, et l'idéale beauté de ses décors : et c'est elle seulement que sa prochaine histoire évoquera.

L'éditeur Ollendorff prépare une « Collection illustrée » de petit format qu'inaugureront Mirbeau, avec *Le Calvaire*, Alfred Capus avec *Qui perd gagne*, et Jules Renard avec *L'Écornifleur*.

La « Collection illustrée » publiera aussi quelques-unes des plus célèbres nouvelles de Maupassant.

L'antiquité chez soi !

M. et Mme Dieulafoy préparent la publication d'un *Théâtre dans l'intimité*, où seront jointes aux textes de plusieurs chefs-d'œuvre du théâtre ancien toutes les indications de mise en scène, susceptibles d'en rendre, — et dans des conditions d'exactitude aussi strictes que possible — l'interprétation facile... même en famille.

La jolie comédie de M. J. Berr de Turique, *Du berger a la bergère*, dont la primeur fut donnée à nos lecteurs cet été, paraîtra dans le nouveau volume du *Théâtre de campagne* dont nous annoncions ces jours-ci la très prochaine publication.

Un écrivain russe, M. Sergueenko vient de publier à Moscou un intéressant petit volume d'anecdotes sur Tolstoï.

Il y raconte que Tolstoï consacre ses dernières années à soulager les victimes de la famine. L'illustre vieillard n'a cependant point abandonné ses travaux littéraires. Une revue russe, *Niva*, commence ce mois-ci la publication d'un nouveau roman de Tolstoï sur la vie contemporaine russe, dont paraîtront simultanément trois traductions en français, en anglais et en allemand.

D'autres œuvres inédites de Tolstoï sont encore annoncées, et M. Sergueenko nous raconte dans quelles conditions singulièrement touchantes et imprévues la publication en a été promise par le grand écrivain.

Il existe en Russie une secte dont les membres refusent le service militaire, et qui ne peuvent par conséquent se soustraire aux conséquences pénales de la désertion qu'en émigrant.

Tolstoï s'est employé, depuis deux ou trois ans, à réunir le plus d'argent possible en faveur de ces singuliers apôtres... du désarmement, dans le but de faciliter leur installation à l'étranger, et il vient d'écrire, à ce sujet, à l'un de ses amis, M. V. Tchertkoff, la lettre suivante, que reproduit la *Revue blanche :*

Comme il est évident qu'il faut encore beaucoup d'argent pour l'émigration des Doukhobors, voici ce que je pense faire.

J'ai quelques nouvelles et récits, non encore édités, je voudrais les vendre aux conditions les plus avantageuses à des journaux anglais, américains ou autres, et employer le produit de cette vente à subventionner l'émigration de ces malheureux Doukhobors.

Ces récits sont écrits d'après ma vieille méthode, que je critique maintenant. Si je les corrigeais jusqu'à ce qu'ils me satisfissent, je ne les finirais jamais, de sorte qu'en me décidant à les vendre à l'éditeur, je prends le parti de les lui livrer tels quels.

C'est ce qui m'est déjà arrivé avec *les Cosaques*. Je n'avais pas corrigé ce livre ; mais je venais de perdre aux cartes beaucoup d'argent : et c'est pour m'acquitter que je le vendis à la rédaction d'un journal russe. La cause qui me fait agir maintenant est beaucoup plus noble. Si les récits eux-mêmes ne correspondent pas à mes idées actuelles sur l'art, s'ils ne sont pas écrits dans une forme très populaire, du moins ne sont-ils pas nuisibles par leurs idées.

Les amis de Paul Verlaine sont invités à se réunir lundi prochain, à onze heures, sur la tombe du poète. Cette commémoration ne sera précédée d'aucun service religieux.

Le comité du monument continue à espérer des fonds qui ne viennent pas vite... On compte sur le produit d'une représentation que M. Catulle Mendès organise.

Le Comité, par suite de la mort de Stéphane Mallarmé, a dû désigner un nouveau président. C'est M. Auguste Rodin qui a été élu.

M. Maurice Maeterlinck continue d'assembler silencieusement de substantielles et délicates notules sur les grands problèmes de la vie. Il nous donna, il y a quelques semaines, *la Sagesse et la Destinée;* son prochain livre s'intitulera *l'Injustice*.

J'ai cité le cas de M. Maeterlinck comme un des plus intéressants de notre littérature. En parlant de ce dernier ouvrage, je disais que des traductions en avaient été demandées par l'Angleterre et l'Allemagne où le jeune écrivain compte de nombreuses et ardentes sympathies; je remarquais que M. Maeterlinck, écrivain de langue française, a eu cette singulière fortune de réussir d'abord hors de France. Et voici des chiffres qui le confirment d'une façon plus saisissante encore que je ne pensais : neuf mille exemplaires de *la Sagesse et la Destinée* ont été tirés; sept mille sont allés à l'étranger !

J'ajoute que ce n'est pas de l'auteur que je tiens ce détail. Et si j'y insiste, c'est qu'il y a là une indication curieuse, et la preuve que, même en matière littéraire, Paris n'est peut-être pas l'arbitre décisif, le souverain distributeur de bons points qu'il croit être...

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37331. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 2. 4e SÉRIE. — TOME XI 14 JANVIER 1899.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DU RÉGIME DES LYCÉES

Les considérations que j'ai présentées ici même, il y a deux ans, sur l'examen du baccalauréat m'avaient amené aux conclusions suivantes : ce n'est pas le baccalauréat qui doit être le régulateur des études, ce sont les études qui doivent être les régulatrices du baccalauréat; les matières d'examen doivent être en beaucoup plus petit nombre que les matières enseignées; le programme d'examen doit être très peu chargé, de manière à laisser apercevoir, au delà et au-dessus de lui, les grandes réalités de la vie pratique. Ces conclusions m'avaient conduit jusque sur le seuil d'une dernière et décisive question que j'avais ajournée. Je la retrouve aujourd'hui. De quelle manière et dans quel sens devront être réformés l'enseignement secondaire et le régime intérieur de nos lycées lorsqu'ils ne dépendront plus du baccalauréat? Le sujet est immense et dépasse de beaucoup la mesure d'un article de revue; je me bornerai à quelques brèves observations.

Quel est en dernière analyse le meilleur fruit, quelle doit être la plus haute ambition et la plus haute prétention de l'enseignement secondaire? Ce n'est pas de remplir, de meubler, d'orner la mémoire d'un très grand nombre de notions variées, la plupart destinées, nous le savons bien, à s'effacer au bout d'un temps très court; c'est de former, d'assouplir, d'aiguiser l'intelligence, de lui laisser en finissant une direction et une vitesse acquise, de créer en elle et dans le caractère une spontanéité qui régénère indéfiniment le mouvement et l'impulsion. A ce degré, le bénéfice d'un enseignement ou d'une étude, ce n'est pas proprement les connaissances positives que l'esprit en a recueillies et en retient, mais en quelque sorte la façon et le pli qu'elles lui ont donnés en y passant, même sans y rien laisser d'elles, et pour ne plus revenir. Ce qui importe, c'est la structure et la solidité du moule intellectuel et moral que l'éducation livre à la vie avec chaque élève, non la quantité de bourre et d'étoupe qui gonfle pour un moment un sac destiné à se désemplir rapidement et à s'aplatir. On voit tout de suite un premier corollaire de ce principe, c'est que les notions qui ne sont là que pour elles-mêmes, qui ne contribuent pas sensiblement à façonner l'intelligence n'ont rien d'essentiel et qu'il y aura souvent avantage à les rayer de la liste des matières obligatoires au profit de connaissances douées d'une vertu éducatrice. Comme exemple de ces connaissances qu'on peut éliminer sans grand dommage, je citerai l'hygiène, les principes du droit et de l'économie politique.

Considérons maintenant de plus près en quoi consiste cette façon et ce pli que l'instruction secondaire doit se proposer de donner à l'esprit et au caractère de l'enfant. Il consiste en trois choses infiniment précieuses que je voudrais voir incessamment présentes à la pensée du législateur universitaire : inculquer à l'élève l'art de bien apprendre et la passion de bien savoir; faciliter la libre manifestation de sa vocation intellectuelle et le libre développement de ses originalités natives; tremper sa volonté par un exercice réfléchi et par un commencement d'habi-

tude de la responsabilité. Reprenons une à une ces fins, les plus hautes que puisse viser l'éducateur, et voyons les conséquences qu'on en peut tirer pour la réforme du programme de l'instruction secondaire et du régime de nos lycées.

Inculquer l'art de bien apprendre et le goût de bien savoir, cela suppose et nous dicte une première règle impérative : aucune matière enseignée dans nos lycées ne doit l'être superficiellement, ce qui ne veut pas toujours dire brièvement; car on peut être à la fois surabondant et superficiel. Toutes doivent être enseignées avec autant d'ampleur et surtout de profondeur et de précision scientifiques qu'en comporte, de classe en classe, l'âge des élèves. Voilà sans doute une raison de ne pas maintenir sur la liste des matières obligatoires des enseignements d'ailleurs excellents à conserver comme matières facultatives: par exemple l'histoire de la civilisation et des arts. Ces enseignements peuvent être très profitables à un petit nombre d'élèves, à ceux qui sont en position et qui ont la curiosité d'ajouter des fonds et des dessous solides à ces esquisses légères et vite effacées. Mais la majorité n'y puise guère que des vérités de conversation, la tentation d'en discourir, l'habitude de se prononcer sur les choses sans en connaître la substance et la portée. Ces suppressions laisseraient libre un temps qu'on pourrait encore grossir en retranchant, de la liste des matières obligatoires, le grec dans l'enseignement classique, une des langues vivantes dans l'enseignement moderne. Il n'y a que deux raisons d'apprendre une langue : pour la savoir, pour se former l'esprit. L'un et l'autre but seront d'autant plus sûrement atteints qu'on pénétrera plus avant dans la connaissance de son vocabulaire, dans la pratique de sa syntaxe, dans l'intelligence de son génie, et cela se fera d'autant mieux qu'on aura concentré son effort sur une seule langue. Rien n'empêchera d'ailleurs de maintenir la langue éliminée à titre de cours facultatif, à la disposition des élèves qui auraient le goût de la reprendre. Ce ne serait pas moins qu'un surplus de six à neuf heures par semaine, suivant les classes, qui deviendrait disponible et l'on mesure aisément tout ce que gagneraient en intensité et en efficacité les enseignements puissamment éducateurs en nombre légèrement réduit qui pourraient obtenir une part plus grande dans l'horaire. La réduction des mathématiques et de la philosophie à de solides enseignements portant sur un petit nombre de sujets et l'élimination des sciences naturelles de la liste des matières obligatoires fourniraient un autre et presque aussi ample excédent de temps disponible, soit dans les classes d'humanités, soit dans la seule classe de philosophie. A côté des enseignements fondamentaux, on pourrait, en conséquence, dans les trois ou quatre dernières classes, trouver la place d'enseignements plus approfondis sur des sujets plus limités : ces cours seraient ou facultatifs, ou, du moins, à l'option des élèves. Les cours généraux d'histoire, par exemple, seraient complétés par des conférences plus spéciales portant sur une période définie; celles-ci devraient, par une exposition très détaillée et très complète, par des lectures étendues et fréquentes empruntées aux textes originaux, descendre d'un côté jusqu'aux petits faits vivants et caractéristiques, remonter de l'autre jusque dans le voisinage des sources, sinon jusqu'aux sources elles-mêmes, et faire pressentir au jeune homme l'enchantement d'un contact plus immédiat avec la réalité scientifique. C'est dans des conférences de cette nature, par exemple, que l'élève pourrait se faire une idée déjà substantielle de ce que couvrent les mots institution, mœurs, civilisation; se rendre compte de tout ce qu'il faut savoir pour les comprendre, pour les grouper et les mettre en perspective dans leur cadre qui est la psychologie d'un peuple et d'une époque. Dans les sciences d'observation, quelques séries de conférences spéciales, restreintes à un chapitre déterminé, se compléteraient par le travail de laboratoire, par l'expérience directe, par la vue et le maniement des appareils, par l'étude de toute la suite des applications. A côté de la classe de philosophie, un cours spécial pourrait, je suppose, porter sur le système d'un philosophe ou d'une école, montrer l'enchaînement et le lien des idées, rendre sensible la marche et l'évolution d'une pensée puissante. Il ne faut pas commencer ce genre d'enseignement avant les humanités, et, là même, il n'en faut pas abuser; mais ils n'en forment pas moins un élément normal et indispensable de la haute instruction secondaire. On dira que c'est de l'enseignement supérieur. Oui, certes, mais il faut que l'enseignement supérieur s'annonce, qu'il ait déjà des amorces au sein de l'enseignement secondaire. Celui-ci manquerait son but s'il s'achevait sans avoir fait éprouver au jeune homme quelque chose de l'inoubliable sensation qu'engendre la vue directe des premiers matériaux de la Science, de leur mise en œuvre par des mains honnêtes, patientes, habiles, de la lente élaboration d'où elle sort lumineuse, solide et complète. Il y a là une semence de curiosité ardente et joyeuse qui est peut-être le legs le plus précieux de l'éducation finissante, ce sont comme des grains de genièvre à l'arome subtil d'où renaît incessamment le désir de la même ivresse.

On voit d'après ce qui précède en quoi consisterait la double modification pratique à introduire dans les études : 1° la division de l'enseignement en classes obligatoires et en cours facultatifs; 2° une certaine liberté de choix laissée à l'élève entre toutes ces richesses. Plus l'élève est avancé en âge et dans

la suite de ses classes, plus il est capable de bien user de cette liberté. Toutefois il y aurait inconvénient à ce qu'il commençât trop tôt. On ferait donc durer jusqu'à la fin de la quatrième, la période où toutes les matières sont obligatoires ; la liberté de choix commencerait avec les humanités ; elle serait d'abord peu étendue mais irait rapidement croissant de façon à embrasser la moitié des matières au niveau de la rhétorique et de la philosophie (1).

Faciliter pour chaque élève la libre manifestation de la vocation intellectuelle et le libre développement de ses originalités natives, voilà la seconde des fins proposées à l'instruction secondaire. Cette instruction aura manqué son but si elle s'achève sans laisser à l'élève un goût ardent et décidé pour une étude quelconque. Je ne réponds pas de l'avenir intellectuel de celui qui a prêté la même docile et moyenne attention à toutes les branches d'études ; nul ne sait ce qu'il donnera, devenu son propre maître, si son activité d'esprit continuera ou s'il tournera court. Je me porte garant au contraire pour celui qu'une prédilection décidée aura conduit à creuser profondément une partie de la science, à la posséder parfaitement et à s'y sentir à l'aise ; son activité d'esprit ne s'arrêtera plus. Or, cette prédilection et ce goût ne seront vifs que s'ils sont vraiment conformes à la nature de chaque enfant, et les études doivent être organisées de manière à éclaircir cette vocation naturelle, à l'exalter même en commençant à la satisfaire ; nulle part un tel effet n'aura plus de chances de se produire que dans des travaux volontaires que le jeune homme entreprend pour un maître qui a su l'enthousiasmer, et dans les études approfondies auxquelles il est provoqué par les conférences spéciales à sujets limités. On voit la conséquence : de même que tout à l'heure on a donné de l'espace à l'enseignement, il faut ici donner du large et de l'air aux études en accordant à l'élève non seulement une faculté d'option étendue entre les cours spéciaux, mais une indépendance bien dosée dans la distribution de son travail et dans l'emploi de son temps. Dans le système actuel, les matières relativement nombreuses se partagent et dépècent en entier le temps du jeune homme ; il n'y en a pas trop pour toutes et pour chacune. Tout est réglé d'ailleurs de manière qu'il n'y ait aucun loisir de reste dont l'élève puisse disposer suivant ses préférences ; tout excédent de cette nature dont l'emploi ne serait pas fixé ne profiterait, on le croit du moins, qu'à l'oisiveté, à l'indiscipline et au désordre. Des études ainsi conçues ressemblent à un voyage de la compagnie Cook où l'on fait de courtes stations, parfois même de simples haltes dans les hôtelleries, conformément à un programme commun et banal. On n'est autorisé à s'arrêter nulle part plus longtemps que le prospectus ne l'a prévu ; s'il se rencontre un endroit où l'on se plaise, on ne peut pas se permettre d'y prolonger son séjour, fût-ce une heure, et de rejoindre la caravane en sautant un point intermédiaire. Les souscripteurs de Cook ne jouissent de rien, si ce n'est du mouvement qu'ils se donnent et de la pensée qu'ils pourront dire : J'ai vu. En réalité ils ne voient rien à fond, ils ont peu de chances de comprendre et de sentir ce qu'ils voient, de s'y attacher, de rapporter de leur longue pérégrination la curiosité d'en savoir davantage sur un lieu quelconque, le rêve ou le projet d'un nouveau et plus lent voyage dans une région déterminée.

Voilà, un peu trop accusée peut-être pour les besoins de la démonstration, la condition de beaucoup de nos élèves actuels des lycées. Il y a d'heureuses exceptions, mais trop rares et combattues par toutes les forces du système ; il faut que ces exceptions soient possibles et faciles et qu'elles deviennent la règle ; pour cela, il convient que l'élève ne soit pas trop pressé, trop tiraillé par le nombre et la variété des devoirs et trop empêché de s'abandonner, je dirai même de s'oublier, dans une étude qui lui plaît. Tout est disposé pour que cette occasion ne se présente pas ou qu'il soit dans l'impossibilité de la saisir. S'il l'a saisie malgré tant d'obstacles et s'il cède pour un temps à ses préférences, le voilà en lutte ouverte avec les règlements et la discipline ; il n'est plus l'écolier modèle qu'il voulait être ; pour un rien on va le confondre dans la catégorie des élèves indociles et mal notés ; il serait scandaleux de lui conseiller de braver ces conséquences, et il l'est qu'un tel conseil soit un sujet de scandale. L'élève se décourage donc et se résigne ; il rentre tristement dans le rang et continue à y marcher de son pas dégingandé de conscrit fatigué et ennuyé. Faisons donc en sorte qu'il ait un peu de temps à lui et qu'il puisse en avantager les branches de connaissances vers lesquelles il se sent porté, rien ne sera plus propre à lui faire sentir que le travail et l'effort ne sont pas toujours une peine ni seulement un devoir, qu'ils sont, à l'occasion, une source de vives joies. Le système actuel, par l'impression de contrainte et de monotonie, de régularité machinale qu'il mêle à tout, crée trop souvent une sorte de préjugé contre le travail, préjugé qui accompagne le jeune homme dans la vie et dont il a souvent grand'peine à se défaire,

(1) Les enseignements seraient répartis en trois sections : 1° les matières obligatoires pour tout le monde, qui occuperaient en général les classes du matin ; 2° les enseignements que l'élève ajouterait de lui-même à cette première liste ; ils auraient lieu également dans les classes à la fin de l'après-midi ; 3° enfin les enseignements plus approfondis sur des matières déjà étudiées dans les classes, telles que le latin, l'histoire, les mathématiques. Ils seraient donnés dans des cours qui rempliraient le milieu de la journée.

mais surtout le même système risque d'étouffer les vocations intellectuelles. Ce serait assurément un grand bienfait qu'au sortir des études secondaires le jeune homme, au lieu de s'ignorer, se connût, qu'il sût ce qu'il aime et à quoi il se plaît, et que le travail restât transfiguré pour lui par le souvenir délicieux de l'effort dépensé dans une étude de son choix. Je ne sais rien de pire que la liberté d'indifférence ou même l'affadissement, qui sont trop souvent le plus clair de l'héritage de l'éducation dite libérale; le savoir le plus étendu et le plus varié ne les rachèteraient pas, à supposer qu'on pût sans goût et sans passion acquérir un tel savoir.

Tremper s'il se peut le caractère par un exercice réfléchi de la volonté et par un commencement d'habitude de la responsabilité, voilà le troisième but à atteindre et rien n'y aidera plus efficacement que de laisser à l'élève une certaine liberté dans l'emploi de son temps et la répartition de son travail, et une certaine faculté d'option entre les cours complémentaires. L'instruction secondaire fait profession de former des citoyens, non des sujets, des hommes capables de faire leur métier d'homme et non pas simplement des écoliers exemplaires. Comment cette prétention pourra-t-elle se justifier si pendant toute la période scolaire et jusque dans les trois dernières classes, tout ce que doit faire l'élève a été prévu et le plan d'études de chaque section réglé de la même manière pour tout le monde, en sorte que l'élève a l'impression très nette qu'on a pensé et voulu pour lui, qu'il est exempté de faire ce double effort pour son compte, que, de plus sages que lui ayant jugé et prescrit un certain ordre de travail, il n'a qu'a se soumettre et à s'y conformer? D'ailleurs l'alternative ne lui est pas laissée, les règlements sont impératifs, un petit nombre d'élèves seulement y résiste ou s'y dérobe, les autres, et parmi eux les enfants les plus consciencieux, baissent la tête et cheminent avec le troupeau. Le jeune homme achèvera donc ses études sans avoir eu une seule fois l'occasion et la permission de se consulter et de s'écouter, de s'enquérir auprès de ses conseillers naturels, de délibérer, de prendre une décision, de faire un choix, d'y persévérer librement, d'en avoir l'honneur après en avoir assumé la responsabilité. C'est là en vérité l'apprentissage même de la vie, et il est surprenant que rien dans notre instruction secondaire ne l'annonce et n'y prépare. L'élève, entré enfant au lycée, a des chances d'en sortir enfant; voilà ce qu'il faut réformer, et l'on ne saurait exagérer l'importance et l'urgence de la réforme. Elle peut être accomplie par un moyen très simple : donner du jeu aux études. Je n'y reviens pas mais je demande qu'on remarque en passant l'immense avantage qui résulterait de ce que l'élève, ayant jusqu'à un certain degré distribué lui-même ses heures de travail et choisi à son gré parmi les matières à option, serait et se croirait en partie l'inventeur de son plan d'études. Il aurait la satisfaction de penser que ce plan n'est pas celui de tout le monde, que c'est très particulièrement le sien. Il s'y attacherait par amour-propre d'auteur, il s'intéresserait à le voir réussir, il ferait de grands efforts pour échapper à l'humiliation de s'être trompé. Je crois qu'on ne saurait faire trop de crédit à la vivace et saine énergie d'un tel stimulant, mais ce qui le recommande plus encore, et je reviens ici à mon propos le plus essentiel, c'est que le jeune homme y apprendrait à vouloir : initiative, vigueur morale, goût de la responsabilité, voilà trois gains qui méritent bien qu'on les paye de quelques efforts, de quelques inconvénients et de quelques sacrifices.

J'aime à croire que le lecteur a suivi sans trop d'impatience l'exposé d'un système en contradiction avec les idées reçues et les habitudes régnantes. Je ne me dissimule pas la critique qu'il a sans doute eue constamment présente à l'esprit au cours de cette lecture : « Mais ce sera l'incohérence et le disparate mêmes, l'indiscipline et la fantaisie! » Je demande un peu de crédit encore jusqu'à ce qu'on ait pu voir à l'œuvre le directeur d'études qui est le nœud de tout le système, l'organe essentiel de toute réforme. En attendant, les plus ardents et les plus amers, dans leurs objurgations, seront certainement les pères de famille; ils trouveront la réforme fâcheuse pour leur repos et chercheront d'abord tous les moyens de ne pas se laisser persuader. Je les vois frémir à la pensée que leurs fils, ayant des choix à faire, se retourneront vers eux et leur demanderont d'en partager la responsabilité. « Que sais-je de tout cela, diront-ils, qu'en puis-je savoir? A qui veut-on que je m'adresse pour un conseil? C'est à l'Université qu'il appartient de déterminer le meilleur plan d'études et, l'ayant déterminé, de l'imposer à tous. Elle est payée pour cela; mon fils n'est pas autrement fait, je suppose, que les jeunes gens de son âge; je ne lui veux rien de particulier; je veux surtout qu'on le discipline et qu'on lui apprenne à obéir. »

N'acceptons pas l'humiliation de croire que cette bassesse de sentiments et cette platitude de langage soient un trait de mœurs profond, particulier à nos classes moyennes. C'est bien plutôt l'effet d'une longue désaccoutumance qui est elle-même le résultat des lois et des règlements universitaires édictés il y a un siècle. Tout cela peut être réformé dans une très large mesure. Il n'est certes pas question de contester à l'Université son droit et son devoir de régler souverainement l'instruction et l'éducation dans ses propres établissements; il faut qu'elle soit maîtresse chez elle. Mais cela empêche-t-il d'ac-

cueillir et de rendre facile l'intervention des parents à titre consultatif? Actuellement les autorités scolaires les accueilleraient par un regard de surprise s'ils s'avisaient d'avoir et de vouloir exprimer une idée à eux sur le caractère de leur fils, sur la façon de s'y prendre avec lui; ils ne trouvent au lycée personne à qui en parler sérieusement et on leur ferme bien vite la bouche avec une banalité ou avec le règlement. J'en ai rencontré souvent qui sortaient de chez le proviseur après lui avoir amené leurs enfants; ils emportaient l'impression que ce haut fonctionnaire ne les avait écoutés que pour la forme, qu'il ne ferait rien parce qu'il ne pouvait rien, que personne auprès de lui ne pouvait davantage, que la lettre sèche du règlement était la seule souveraine. Il faut changer cela. Mêlons à la règle quelque chose de personnel et de vivant: faisons en sorte que les observations et les suggestions des parents rencontrent au lycée des directeurs d'études empressés à les écouter, capables de les juger et libres d'en tenir compte dans une mesure raisonnable, et nous verrons reparaître, quoi qu'on en dise, ce trait viril d'une paternité vigilante, jalouse de sa responsabilité et de ses droits, qui compléterait heureusement la physionomie de notre famille française, si admirable à tant d'autres égards.

Qu'on me permette un apologue qui aurait pu trouver place dans une de ces histoires apocryphes de Napoléon, fantaisies assez goûtées au temps de mon enfance, et où l'on voyait le vaincu de 1814, vainqueur une dernière fois à Waterloo, gouverner avec sagesse dans une Europe pacifiée, une France agrandie et glorieuse. Napoléon ne se serait pas affranchi de son naturel; il serait resté le grand mécanicien, l'administrateur efficace et confiant en lui-même qu'il fut pendant quinze années. S'il avait vécu, peut-être se serait-il avisé que le mariage, l'union des familles et des fortunes, les chances de fécondité importaient trop à la chose publique pour être abandonnés au hasard ou aux convenances privées des familles. Peut-être aurait-il offert aux parents ses bons offices et organisé une administration disposant de puissants moyens d'enquête. Peu à peu les intéressés auraient pris l'habitude de s'adresser à elle, et des règlements successifs auraient par degrés consacré l'abdication de la famille et la curatelle matrimoniale de l'État. Supposons que ce régime eût duré un demi-siècle et qu'au bout de ce temps le législateur, cédant aux clameurs des idéologues, proposât de réintégrer les parents dans le droit et le devoir d'établir eux-mêmes leurs enfants. Bon nombre d'entre eux auraient déjà pris le pli; ils trouveraient commode de n'avoir qu'à s'inscrire et à attendre. Si le législateur passait outre, ils gémiraient du trouble apporté à leur quiétude et jugeraient la tâche au-dessus de leurs forces. Ils ne manqueraient pas — tant l'égoïsme est ingénieux à créer des illusions — de soutenir avec conviction que les mariages conclus par l'État donnaient en moyenne des résultats satisfaisants; l'État a l'œil partout, il possède d'excellentes statistiques, des rapports de police, des renseignements de toute nature qu'il peut aisément centraliser; comment un particulier pourrait-il faire mieux ou même aussi bien? Ses moyens d'information et son champ de sélection sont infiniment moindres, on finirait par supplier l'État de maintenir le *statu quo* et on lui ferait conscience de se décharger sur l'initiative privée d'un de ses devoirs publics les plus essentiels et les plus évidents.

Au reste le plus grand mal n'est pas que quelqu'un soit substitué au père de famille. Il y a là, comme je l'ai dit, une nécessité de l'éducation collective et publique. Mais le plus grand mal c'est que ce substitut soit lui-même, pour une raison ou pour une autre — manque d'aptitude, manque d'autorité, manque de temps à cause du trop grand nombre d'élèves, manque d'initiative et de liberté à cause d'une réglementation trop rigide — dans l'impossibilité d'exercer une action pédagogique judicieuse suivie, particulière à chaque enfant: disons mieux, de contrôler et de diriger non seulement les études mais l'éducation, — j'entends par ce mot la formation de la partie affective, morale et sociale du caractère de l'élève.

Le sujet est si capital que nous demandons la permission de le reprendre d'un peu haut et d'y insister. On a dénoncé à plusieurs reprises, dans ces derniers temps, l'insuffisance de l'éducation dans nos lycées. Je ne sais si l'éducation a vraiment plus perdu que gagné depuis l'époque où des hommes de notre génération étaient sur les bancs du collège; on ne s'en inquiétait pas alors, on en parlait encore moins, et, si on le faisait, c'était sans le savoir. On ne s'en est guère préoccupé davantage lorsqu'en 1880 une louable passion du mieux, un prodigieux entrain de réforme s'est emparé de l'Université, de ses chefs et de ses conseils. Toute la capacité de critique et d'invention, tous les désirs et les espérances des hommes éminents qui ont entrepris de moderniser l'Université, ont été vers l'instruction et se sont dépensés à modifier les programmes d'études. Ce n'est guère que vers 1890 que, mis en demeure par la concurrence des maisons religieuses qui font de l'éducation à leur manière, et par les dispositions des pères de famille, dont beaucoup, sans professer un grand goût pour cette éducation, la préféraient à n'en avoir pas, on s'est avisé de vouloir introduire entre les chefs ou les professeurs de nos lycées et leurs élèves, des rapports plus insinuants, un ton plus paternel, plus de bonhomie et de confiance, toutes choses qui se

rattachent à une conception plus haute des fins que l'Université se propose. Tout cela n'a guère abouti qu'à deux choses : la création de cours de pédagogie qu'on veut multiplier encore, des règlements très libéraux d'intention sur la discipline intérieure, les punitions, les récompenses, les droits et les devoirs des maîtres d'études, règlements longuement étudiés, infiniment nuancés, solutions élégantes du problème auxquels il faut surtout savoir gré, ce me semble, des petits chefs-d'œuvre de psychologie saine et subtile, qui ont été mis au jour à cette occasion; dans la pratique, ils ne semblent pas avoir donné de grands résultats, si l'on en juge pas le cri d'alarme jeté récemment par M. Lavisse qui a été l'un des principaux initiateurs de la réforme et à qui on peut se fier pour l'avoir suivie depuis huit ans dans son opération et ses effets, avec l'attention sagace et passionnée qu'il apporte en ces graves questions.

Cet insuccès n'a rien qui doive étonner. La façon dont on a procédé le rendait inévitable. On a entrepris, en effet, d'organiser la bonne éducation par les *hommes*, et l'on ne s'est pas avisé qu'auparavant on avait organisé irrésistiblement la mauvaise éducation par les *choses*. C'était demander l'impossible aux maîtres intelligents et dévoués qu'on a mis en mouvement : tout l'ensemble du système était contre eux; leurs efforts devaient être aussi vains qu'ils étaient méritoires : que certains aient manqué de science pédagogique, soit ; qu'il y ait lieu de munir désormais les maîtres de certains principes d'éducation, je l'accorde volontiers à M. Lavisse. Mais eussent-ils été tous des Arnold, des Basedow, des Marion, ils auraient échoué pareillement. Les conditions générales du milieu étaient plus fortes que leur bonne volonté; c'étaient ces conditions qu'il aurait fallu modifier avant de lancer les hommes à la poursuite d'un but que, dans l'état présent des choses, ils n'ont encore aucune chance d'atteindre.

Le trait le plus apparent et comme le symbole de cette organisation, qui met à néant les plus louables efforts, c'est le lycée. Rien qu'à voir les longues façades monotones de nos établissements les plus florissants, et les longues suites de fenêtres pareilles, on pressent que derrière ces murs pourront habiter la discipline, la police — l'éducation jamais. L'analogie de la caserne, qui d'ailleurs a fourni le modèle moral, sinon matériel, de nos premiers lycées, saisit l'esprit du passant. Ce n'est qu'une impression, sans doute ; mais une impression qui va se confirmer par un examen de ce que cette uniformité recouvre. Dans cette multitude d'enfants réunis, c'est déjà un problème ardu de faire régner la décence d'un ordre extérieur. Les chefs n'acceptent pas volontiers qu'on ne leur laisse pas le choix entre tous les moyens d'y réussir, et que, sous prétexte d'une fin plus élevée, à laquelle le gros public est peu sensible, on les expose à la honte insupportable de s'entendre dire que l'établissement est mal tenu. Dans un lycée où il y a plusieurs centaines d'élèves, la préoccupation de l'ordre apparent redeviendra toujours la première, même si on a obtenu un instant qu'elle ne le soit plus.

Quelles sont les conditions de cet autre ordre plus profond qu'il y a tant de raisons de préférer à l'ordre apparent, et comment le proviseur, le censeur, les maîtres d'études, les professeurs contribueront-ils à le réaliser, chacun pour sa part? Il est par-dessus tout moral, ce qui implique qu'il doit finir par avoir ses assises, toutes ses formules, toutes ses sanctions, dans l'esprit et le cœur de chaque élève, et c'est là ce qui fait la haute valeur éducatrice de tout système apte à le produire, car chaque élève l'emportera avec lui dans la vie, comme une force vive qui deviendra quelque chose de lui-même, au lieu de s'en débarrasser à la porte du lycée quand il en sort, comme il fait de son uniforme et des règles de discipline qu'il a dû si longtemps subir. Or, pour que cet ordre naisse et se développe sûrement, il faut que chaque enfant soit connu individuellement et suivi incessamment par la sollicitude éclairée d'un maître. Un établissement public n'est pas la famille ; il y faut des règles, et c'est un des bienfaits de ce genre d'éducation de faire sentir aux jeunes esprits la fatalité ou la nécessité, bien plus, de leur faire accepter l'iniquité parfois criante à l'égard de l'individu, et néanmoins la justification dans l'ensemble de certaines maximes impersonnelles adaptées à des moyennes ; la vie abonde en maximes de ce genre, il faut apprendre à s'y plier pour apprendre à vivre. Mais s'il faut que ces règles soient communes, il ne faut pas qu'elles soient jamais banales : il importe que quelqu'un soit toujours là pour les interpréter quand elles menacent de paraître simplement brutales, pour les adapter aux circonstances et aux personnes sans en affaiblir la leçon sociale, le conseil d'acceptation et de soumission qu'elles contiennent; il faut que l'agent de cette œuvre d'arbitraire et de tact soit un homme d'expérience et de grand crédit, agissant avec assez de discrétion, de justesse et d'à-propos pour que l'autorité et la haute signification de la règle qu'il fait fléchir ne soient jamais atteintes, ayant une élévation d'esprit et de caractère assez incontestée pour que les dérogations qu'il fait aux principes ne paraissent jamais l'effet du caprice ou de la faveur et que son autorité personnelle en soit accrue plutôt que diminuée. Or, dans nos lycées de 300 à 400 élèves, qui serait en mesure d'entreprendre une pareille tâche? Le proviseur? Je le tiens par hypothèse pour un pédagogue accompli, pour un éducateur habile et passionné. En fait, ce sera l'ex-

ception; car, en général, les candidats à la direction des lycées se proposent et sont choisis pour leurs dons et leurs aptitudes d'administrateur. Ce fonctionnaire, fût-il le plus actif et le plus laborieux des hommes, où trouvera-t-il le loisir et la liberté d'esprit qu'il faut pour connaître chaque enfant? M. Marion n'attend pas moins de lui : c'est bien mal mesurer le labeur qui lui incombe par les relations et la correspondance avec les familles, les communications avec le ministère, les comptes rendus circonstanciés dont les cartons de la rue de Grenelle sont avides, les détails de la vie intérieure du lycée, lesquels finissent tous par remonter jusqu'au chef responsable. Ce labeur n'est pas seulement lourd, il est affadissant. Ajoutez les rapports souvent difficiles avec des professeurs qu'il n'a pas choisis, dont beaucoup s'estiment supérieurs à lui, et sur lesquels il a l'ingrat devoir de fournir des notes. Il n'a pas moins d'embarras avec les maîtres d'études, car il les trouve armés d'un règlement minutieux fixant leurs droits et leurs devoirs ; maintes fois il se voit opposer un texte quand il donne un ordre pour le bien du service. C'est chimère d'exiger d'un homme aussi accablé d'une besogne administrative énorme et délicate qu'il trouve le temps de méditer, de préparer pour un grand nombre d'enfants la série étudiée des actes éducateurs. C'est chimère aussi de croire que, même serait-il un conseiller judicieux, il sera un conseiller écouté de ceux qui sont placés plus près des enfants, en ont un moindre nombre à diriger et sont en position d'exercer sur eux une action vraiment plastique. Il s'essaiera peut-être par bonne grâce et bonne foi dans ce rôle, mais ce sera pour se décourager bientôt, et son attention se concentrera de nouveau sur ce qui peut assurer, à moins de frais, la bonne tenue extérieure et la bonne renommée de la maison.

Les professeurs — je les suppose eux aussi des pédagogues capables et passionnés — éprouveront pour d'autres raisons un égal sentiment d'impuissance. L'action qu'il leur est donné d'exercer est limitée à la durée des classes, c'est-à-dire à deux ou trois heures au plus chaque jour, presque entièrement remplies par des exercices d'instruction qu'ils peuvent faire servir suivant l'occasion à ce qu'on peut appeler l'éducation intellectuelle, beaucoup plus rarement à l'éducation morale. Ce peu d'heures passées, l'élève ne leur appartient plus; il tombe pour tout le reste du jour sous des influences dont la connaissance et le contrôle leur échappent. S'il se trouve que ces influences s'exercent en sens contraire de la leur, ils n'en sauront rien et n'y pourront rien. Chez qui se rencontrera-t-il un amour si désintéressé du devoir pour le devoir qu'avec tant de chances de ne réussir à rien, ils entreprennent une œuvre que la probabilité d'un succès seul rend attrayante? Les conférences scolaires, instituées pour que les professeurs de la même classe et de toutes les classes s'entendent, ne feront que juxtaposer leurs impuissances. On n'y appelle point, que je sache, les maîtres d'études, et c'est pourtant de ces personnages de second plan que tout dépend. Eux seuls passent de longues heures de suite avec l'enfant; sur eux retombe, d'incidence en incidence, la possibilité d'une action efficace.

Or ils sont moins que tous les autres capables de l'exercer. Ce sont ou des jeunes gens qui n'ont qu'une culture incomplète et des grades inférieurs, ou des vétérans que leur médiocrité seule a maintenus dans ces postes subordonnés. Ils n'ont pas d'expérience ou n'ont qu'une expérience chagrine qui les rend impropres à diriger des enfants; ils n'ont pas d'autorité auprès d'eux, étant des subalternes. Les plus capables sont possédés du désir impatient de changer de position et de tâche; cela veut des études et une préparation qui ont toutes leurs pensées. Comment s'attacheraient-ils à une œuvre qu'ils ne doivent pas continuer, et qui, pour le présent, les classe à un rang où l'opinion leur fait honte de rester? Ainsi l'éducation, la partie la plus élevée et la plus vitale du mandat donné à l'instituteur, est dans les mains les moins aptes à s'en bien acquitter, et il y a un contraste lamentable entre la primauté de la fonction et l'infimité de l'agent qu'on en charge.

Je n'ai pas reproduit une fois de plus ces observations pour le plaisir de contrister de braves gens qui font de leur mieux. J'ai voulu montrer au contraire que leur bonne volonté n'y peut rien, que le vice est dans le système et que c'est le système qu'il faut d'abord changer. J'ai déjà indiqué en passant et je rappelle ici le principe et les conditions essentielles de toute réforme. Le principe, c'est que l'éducation, étant la plus haute, la plus difficile des tâches qui incombent à l'instituteur, doit être confiée à ce qu'il y a de plus élevé, de plus capable et de plus considéré dans le personnel de nos lycées. Ce sont les maîtres les mieux doués ou les plus expérimentés, ceux dont l'autorité morale est le mieux établie qui doivent hériter de la tâche actuellement dévolue aux maîtres répétiteurs; il faut qu'on sache bien, il faut qu'on sente que cette tâche est la première et la plus essentielle de toutes et cela ne deviendra manifeste que si c'est l'élite du professorat qui en est chargée. Tout se déduit de là et nous y ramène. Le problème de l'éducation collective repose en effet sur ce paradoxe qu'il y faut des règles générales, impératives et strictes dans leur formule, qui cependant soient assouplies, diversifiées, individualisées dans l'application, en sorte qu'elles donnent des solutions adap-

tées aux circonstances et aux personnes, sans cesser d'être et de paraître des règles. Cela implique que l'éducateur ait une grande liberté pour les interpréter et les faire varier ou plier selon les cas. Cela implique aussi qu'il ait assez de sagacité et de finesse pour n'y déroger qu'à propos, assez d'autorité pour que les exceptions qu'il y fait soient prises en bonne part et ne détruisent pas la salutaire impression d'une loi commune à tous, égale pour tous. Cela implique encore — et nous retrouvons ici le principe fondamental de la réforme — qu'il soit un homme de grand savoir et de large culture, placé très haut dans l'estime de ses pairs et, par là, dans l'opinion de la jeunesse. Tout cet enchaînement de nécessités et de conséquences se trouverait réalisé, à ce qu'il semble, dans l'organisation que nous allons essayer de décrire à grands traits. Les établissements d'enseignement secondaire ne pourront pas tous être modelés sur ce type; mais tous devraient tendre à s'en rapprocher.

Je ne voudrais de lycées urbains que dans les très grandes villes. Il y a là un grand nombre de familles en état de souhaiter pour leur fils le bénéfice d'une instruction secondaire; l'externat est ce qui répond le mieux à leurs convenances. En dehors des grandes villes, l'État gagnerait beaucoup à n'entretenir qu'un très petit nombre de grands internats, jouissant de tous les avantages de la campagne. L'internat est une forme décriée, il n'en est pas moins, si l'on sait s'y prendre, une forme excellente qui peut devenir la plus parfaite de notre instruction secondaire publique. C'est par l'ampleur, la puissance et la perfection de l'organisation qu'on doit chercher à vaincre la concurrence des établissements religieux, non par l'ubiquité du petit lycée banal, médiocre, sans chaleur, sans mouvement et sans vie. Voici comment je me représente ce grand internat. Un large édifice central où se trouveraient réunis les classes, la bibliothèque, les dortoirs, le réfectoire commun, plusieurs services généraux, les bureaux des autorités (proviseur et censeur); tout autour, disséminés dans un parc, huit ou dix bâtiments isolés contenant chacun un appartement pour un professeur et des salles d'études, éventuellement un dortoir et un réfectoire pour un certain nombre d'élèves : voilà comment je me représente le lycée modèle. Ce plan devrait être naturellement modifié ou transposé pour les lycées urbains; des quartiers distincts y remplaceraient les maisons isolées, des cours spacieuses y tiendraient lieu de parc (1).

Dans chacun de ces bâtiments distincts, habiterait un directeur, professeur honoraire ou en fonctions; il y réunirait un nombre déterminé d'élèves dont il aurait spécialement la charge. La population d'un lycée ne se présenterait pas seulement comme un ensemble de classes où les élèves seraient répartis suivant l'âge, mais comme un ensemble de groupes formés d'élèves d'âges différents, appartenant à toutes les classes. L'unité et l'individualité du groupe reposeraient sur la personne du directeur qui garderait ses élèves et leur servirait de guide pendant une période assez longue, qui serait en général celle des classes de grammaire ou celle des classes d'humanités. Il gouvernerait les enfants au moyen d'auxiliaires à son choix; le moins de règles possible pouvant le gêner dans la désignation de ses collaboteurs serait le mieux. Les maîtres d'études dépendraient uniquement de lui; ils ne formeraient pas un corps distinct qui a conscience de ses droits; ils n'auraient pas un code et des règles à invoquer pour résister à un ordre qui leur est donné en vue du bien; ils useraient, à l'égard des enfants, des procédés que chaque directeur d'études, dans sa sagesse, aurait déterminés. C'est ce directeur qui, seul, répondrait aussi bien de ses auxiliaires que des élèves confiés à leurs soins auprès des pères de famille et de l'opinion. La direction d'études deviendrait le couronnement de la carrière professorale. Commis à une fonction si haute, quelques-uns ayant double tâche, les nouveaux maîtres seraient rétribués en conséquence. J'aimerais, je l'avoue, qu'ils fussent présentés par leurs pairs, — j'entends par là l'ensemble des professeurs du lycée. Le proviseur ne serait le plus souvent que l'un d'entre eux porté à ces hautes fonctions par son mérite reconnu et éprouvé.

Ainsi organisé, le lycée se présenterait comme une sorte de république autonome. Le personnel de cette république serait plus stable qu'il n'est aujourd'hui; les places de directeur d'études apparaîtraient comme la fin et l'honneur d'une carrière; l'héritage de ces places serait envié et brigué par plus d'un professeur; professeurs et directeurs d'études deviendraient donc sédentaires; l'élément nomade, inquiet, toujours mécontent, qui demande à changer pour avancer, serait désormais l'exception au lieu d'être la règle et cesserait de donner le ton. Ce personnel, n'ayant plus l'idée ni l'envie de se déplacer, prendrait au sérieux son œuvre; il comprendrait les intérêts et sentirait les besoins de la région où il est

(1) La facilité et la célérité actuelle des communications, les conditions de mieux en mieux connues de l'hygiène ne condamnent-elles pas à un abandon plus ou moins prochain les édifices construits au centre des cités populeuses? Il est significatif que là ou on aurait pu se rapprocher du type indiqué, notamment dans les établissements de la banlieue de Paris, on ait construit, tout comme dans les villes, de véritables casernes qui ne diffèrent de leur modèle militaire que par un luxe encore plus exagéré de pierres de taille et d'ornementations. De telles aberrations ne devraient plus se produire.

établi ; il y pourvoirait par des créations de cours et d'exercices appropriés. Quoi de plus naturel que d'associer à ces tentatives les notabilités locales, en instituant un conseil de perfectionnement où elles siégeraient à côté des directeurs d'études ! Ce conseil n'aurait pas le défaut commun à toutes nos institutions universitaires : il ne serait pas entièrement professionnel et il comprendrait un élément régional. Le gouvernement pourrait lui déléguer sans crainte une partie du contrôle qu'il se croit tenu d'exercer. La personnalité du lycée ne s'effacerait pas sous l'uniformité des règles édictées d'en haut et du centre ; l'administration supérieure n'y interviendrait que par quelques principes d'ordre général et par le contrôle des résultats. L'espèce de conseil des anciens que formeraient les éducateurs dans les questions de discipline intérieure ne serait sans doute pas moins sobre de réglementation. Ses délibérations serviraient surtout à la mise en commun des expériences faites librement par chacun et des leçons utiles qu'elles contiennent. C'est aux directeurs qu'il appartiendrait de tracer ou d'approuver le plan d'études de chaque élève, de régler la répartition de son temps, d'autoriser les options permises entre les cours, d'appliquer, de suspendre ou d'atténuer les sanctions de la discipline. Ils profiteraient de ce pouvoir discrétionnaire pour laisser à chacun, selon sa nature d'esprit et son caractère moral, juste la mesure d'initiative qui peut le former graduellement au bon usage de la liberté ; ils se concerteraient à ce sujet avec le père de famille éclairé et attentif, avec les professeurs des classes que l'enfant traverse successivement, et avec le proviseur. L'on voit aisément comment tout le système prendrait de là une souplesse, une sûreté d'adaptation et, finalement, une efficacité qui lui ont toujours manqué.

Les mœurs et les traditions scolaires se prêteraient plus facilement qu'il ne paraît d'abord à la réforme proposée. Le régime actuel ne met en jeu, du côté des professeurs, qu'un individualisme simplement honnête qui s'acquitte du devoir imposé par les règlements et ne se croit pas autorisé à rien chercher au delà ; du côté des élèves, que le respect de la loi commune et de la discipline, sans aucune initiative personnelle. Quelle résistance un système si peu vivant, si peu cohérent, si pauvre en conscience collective, pourrait-il opposer aux attractions puissantes de cette autre organisation si souple, si animée, si pénétrée d'une force plastique toujours en action ? J'incline à croire que toute la constitution de l'enseignement secondaire se remodèlerait facilement et que les nouveaux groupements s'opéreraient sans difficulté entre les éducateurs, les professeurs et les élèves, car aucune adhérence préexistante ne gênerait leurs mouvements. Je m'imagine le joyeux état d'esprit de l'enfant quittant l'air froid de la salle d'études banale pour l'air tiède d'une maison quasi familiale, accueilli, surveillé paternellement par un conseiller qu'il voit entouré d'un respect unanime, traité déjà en homme à qui on laisse en partie la décision et la responsabilité de ce qui le concerne, guidé néanmoins de façon que les plus gros mécomptes lui soient épargnés. Le jeune homme connaîtrait là un bonheur qui lui a été refusé jusqu'à ce jour et ce bonheur suffirait pour rendre inutiles, en grande partie, les stimulants artificiels, le ton comminatoire et les procédés trop souvent anti-éducateurs de l'instruction collective dans nos lycées.

La tâche des directeurs serait extrêmement attachante et je ne doute pas que plus d'un admirable éducateur ne se révèle parmi les maîtres auxquels on voit aujourd'hui un air ennuyé ou indifférent. La mise en demeure d'un grand devoir à remplir, les leçons d'une expérience quotidienne instituée sur des êtres réels et vivants, voilà le cours de pédagogie par excellence, et la science de l'éducation devrait à cet enseignement en action des progrès d'une sûreté et d'une solidité particulières.

E. Boutmy,
de l'Institut.

RIKKI-TIKKI-TAVI

Nouvelle.

Ceci est l'histoire de la grande guerre que Rikki-tikki-tavi livra tout seul dans les salles de bain du grand bungalow, au cantonnement de Segowlee. Darzee, l'oiseau-tailleur, l'aida, et Chuchundra, le rat musqué, qui n'ose jamais marcher au milieu du plancher, mais se glisse toujours le long du mur, lui donna un avis ; mais Rikki-tikki fit la vraie besogne.

C'était une mangouste. Il rappelait assez un petit chat par la fourrure et la queue, mais plutôt une belette par la tête et les habitudes. Ses yeux étaient roses, comme le bout de son nez affairé ; il pouvait se gratter partout où il lui plaisait, avec n'importe quelle patte, de devant ou de derrière, à son choix ; il pouvait gonfler sa queue jusqu'à ce qu'elle ressemblât à un goupillon pour nettoyer les bouteilles, et son cri de guerre, lorsqu'il louvoyait à travers l'herbe longue, était : *Rikk-tikk-tikki-tikki-tchk !*

Un jour, les hautes eaux de l'été l'entraînèrent hors du terrier où il vivait avec son père et sa mère, et l'emportèrent, battant des pattes et gloussant, le long d'un fossé qui bordait une route. Il trouva là une petite touffe d'herbe qui flottait, et s'y cramponna jusqu'à ce qu'il perdît le sentiment. Quand il revint

à la vie, il gisait au chaud soleil, au milieu d'une allée de jardin, très mal en point, il est vrai; un petit garçon disait :

— C'est une mangouste morte. Faisons-lui un enterrement.

— Non, dit sa mère; prenons-la pour la sécher. Peut-être n'est-elle pas morte pour de bon.

Ils l'emportèrent dans la maison, où un homme le prit entre son pouce et son index, et dit qu'il n'était pas mort, mais seulement à moitié suffoqué; alors ils l'enveloppèrent dans du coton, l'exposèrent à la chaleur d'un feu doux, et Rikki-tikki ouvrit les yeux et éternua.

— Maintenant, — dit l'homme (c'était un Anglais qui venait justement de s'installer dans le bungalow), — ne l'effrayez pas, et nous allons voir ce qu'elle va faire.

C'est la chose la plus difficile du monde que d'effrayer une mangouste, parce que de la tête à la queue elle est dévorée de curiosité. La devise de toute la famille est : « Cherche et trouve »; et Rikki-tikki était une vraie mangouste. Il regarda la bourre de coton, décida que ce n'était pas bon à manger, courut tout autour de la table, s'assit, remit sa fourrure en ordre, se gratta, et sauta sur l'épaule du petit garçon.

— N'aie pas peur, Teddy, dit son père. C'est sa manière d'entrer en amitié.

— Ouch! Elle me chatouille sous le menton, dit Teddy.

Rikki-tikki plongea son regard entre le col et le cou du petit garçon, flaira son oreille, et descendit sur le plancher, où il s'assit en se frottant le nez.

— Doux Jésus! dit la mère de Teddy. Et c'est cela qu'on appelle une bête sauvage? Je suppose que si elle est à ce point apprivoisée, c'est que nous avons été bons pour elle.

— Toutes les mangoustes sont comme cela, dit son mari. Si Teddy ne la prend pas par la queue, ou n'essaie pas de la mettre en cage, elle courra à travers la maison toute la journée. Donnons-lui quelque chose à manger.

Ils lui donnèrent un petit morceau de viande crue. Rikki-tikki trouva cela excellent, et quand il eut fini, il sortit sous la véranda, s'assit au soleil et fit bouffer sa fourrure pour la sécher jusqu'aux racines. Puis, il se sentit mieux.

— Il y a plus à découvrir dans cette maison, se dit-il, que tous les gens de ma famille n'en découvriraient pendant toute leur vie. Je resterai, certes, et trouverai.

Il employa tout le jour à parcourir la maison. Il se noya presque dans les tubs, mit son nez dans l'encre sur un bureau, et le brûla au bout du cigare, en grimpant sur les genoux de l'homme pour voir comment on s'y prenait pour écrire. A la tombée de la nuit, il courut dans la chambre de Teddy pour regarder comment on allumait les lampes à pétrole; et, quand Teddy se mit au lit, Rikki-tikki y grimpa aussi. Mais c'était un compagnon agité, parce qu'il lui fallait, toute la nuit, se lever pour répondre à chaque bruit et en trouver la cause. La mère et le père de Teddy vinrent jeter un dernier coup d'œil à leur petit garçon, et ils trouvèrent Rikki-tikki tout éveillé sur l'oreiller.

— Je n'aime pas cela, dit la mère de Teddy, il pourrait mordre l'enfant.

— Il ne fera rien de pareil, dit le père. Teddy est plus en sûreté avec cette petite bête que s'il avait un braque pour le garder... Si un serpent entrait dans la chambre maintenant...

Mais la mère de Teddy ne voulait pas même songer à de pareilles horreurs.

De bonne heure, le matin, Rikki-tikki vint au premier déjeuner sous la véranda, porté sur l'épaule de Teddy; on lui donna une banane et un peu d'œuf à la coque; et il se laissa prendre sur leurs genoux aux uns après les autres, parce qu'une mangouste bien élevée espère toujours devenir à quelque moment une mangouste domestique, et avoir des chambres pour courir au travers; or, la mère de Rikki-tikki (elle avait habité autrefois la maison du général à Segowlee) avait soigneusement instruit son fils de ce qu'il devait faire si jamais il rencontrait des hommes blancs.

Puis, Rikki-tikki sortit dans le jardin pour voir ce qu'il y avait à voir. C'était un grand jardin, seulement à moitié cultivé, avec des buissons de roses Maréchal-Niel aussi gros que des kiosques; des citronniers et des orangers, des bouquets de bambous et des fourrés de hautes herbes. Rikki-tikki se lécha les lèvres.

— Voilà un splendide terrain de chasse, dit-il.

Et, à cette pensée, sa queue se hérissa en goupillon, et il s'était mis à courir de haut en bas et de bas en haut du jardin, flairant de-ci, de-là, lorsqu'il entendit les voix les plus lamentables sortir d'un buisson épineux. C'était Darzee, l'oiseau-tailleur, et sa femme. Ils avaient fait un beau nid en rapprochant deux larges feuilles dont ils avaient cousu les bords avec des fibres, et dont ils avaient rempli l'intérieur de coton et de bourres duveteuses. Le nid se balançait de côté et d'autre, tandis qu'ils pleuraient, perchés à l'entrée.

— Qu'est-ce que vous avez? demanda Rikki-tikki.

— Nous sommes très malheureux, dit Darzee. Un de nos bébés, hier, est tombé du nid, et Nag l'a mangé.

— Hum! dit Rikki-tikki, voilà qui est très triste. Mais je suis étranger ici. Qui est-ce, Nag?

Darzee et sa femme, pour toute réponse, se blottirent dans leur nid, car, de l'épaisseur de l'herbe, au pied du buisson, sortit un sifflement sourd, un horrible son glacé, qui fit sauter Rikki-tikki de deux pieds en arrière. Alors, pouce par pouce, s'éleva de l'herbe la tête au capuchon étendu de Nag, le gros cobra noir, qui avait bien cinq pieds de long, de la langue à la queue. Lorsqu'il eut élevé un tiers de son corps au-dessus du sol, il resta à se balancer de droite et de gauche, exactement comme se balance dans le vent une touffe de pissenlit, et il regarda Rikki-tikki avec ces yeux mauvais du serpent, qui ne changent jamais d'expression, quelle que soit sa pensée.

— Qui est-ce, Nag? dit-il. C'est *moi*, Nag. Le grand Dieu Brahma a mis sa marque sur tout notre peuple, quand le premier cobra eut étendu son capuchon pour préserver Brahma du soleil pendant qu'il dormait. Regarde, et tremble!

Il étendit plus que jamais son capuchon, et Rikki-tikki vit sur son dos la marque des lunettes, qui ressemble plus exactement à l'œillet d'une fermeture d'agrafe. Il eut peur une minute; mais il est impossible à une mangouste de rester longtemps effrayée, et, bien que Rikki-tikki n'eût jamais encore rencontré de cobra vivant, sa mère l'avait nourri de cobras morts, et il savait bien que la grande affaire de la vie d'une mangouste adulte est de faire la guerre aux serpents et de les manger. Nag le savait aussi, et, tout au fond de son cœur glacé, il avait peur.

— Eh bien! — dit Rikki-tikki, et sa queue se gonfla de nouveau, — marqué ou non, pensez-vous qu'on ait le droit de manger les petits oiseaux qui tombent des nids?

Nag réfléchissait et surveillait les moindres mouvements de l'herbe derrière Rikki-tikki. Il savait qu'une mangouste dans le jardin signifiait, plus tôt ou plus tard, la mort pour lui et sa famille; mais il voulait mettre Rikki-tikki hors de ses gardes. Aussi laissa-t-il retomber un peu sa tête et la pencha-t-il de côté.

— Causons, dit-il. Vous mangez bien des œufs. Pourquoi ne mangerions-nous pas des oiseaux?

— Derrière vous! Regardez derrière vous! chanta Darzee.

Rikki-tikki en savait trop pour perdre son temps à ouvrir de grands yeux. Il sauta en l'air aussi haut qu'il put, et, juste au-dessous de lui, siffla la tête de Nagaina, la mauvaise femme de Nag. Elle avait rampé par derrière pendant la conversation, afin d'en finir tout de suite; et Rikki-tikki entendit son sifflement de rage lorsqu'elle vit son coup manqué. Il retomba presque en travers de son dos, et s'il avait été une vieille mangouste, il aurait su que c'était alors le moment de lui briser les reins d'un coup de dent; mais il eut peur du terrible coup de fouet en retour du cobra. Il mordit, il est vrai, mais pas assez longtemps, et sauta hors de portée de la queue cinglante, laissant Nagaina abîmée et furieuse.

— Méchant, méchant Darzee! dit Nag.

Et il fouetta l'air aussi haut qu'il pouvait atteindre dans la direction du nid au milieu du buisson d'épines; mais Darzee l'avait construit hors de l'atteinte des serpents, et le nid ne fit que se balancer de côté et d'autre.

Rikki-tikki sentit ses yeux devenir rouges et brûlants (quand les yeux d'une mangouste deviennent rouges, elle est en colère), et il s'assit sur sa queue et ses jambes de derrière, comme un petit kanguroo, regarda tout autour de lui et claqua des dents de rage. Mais Nag et Nagaina avaient disparu dans l'herbe.

Lorsqu'un serpent manque son coup, il ne dit jamais rien ni ne laisse rien deviner de ce qu'il a l'intention de faire ensuite. Rikki-tikki ne se souciait pas de les suivre, car il ne se sentait pas sûr de venir à bout de deux serpents à la fois. Aussi trotta-t-il vers l'allée sablée, près de la maison, et s'assit-il pour réfléchir. C'était pour lui une sérieuse affaire.

Si vous lisez les vieux livres d'histoire naturelle, vous verrez qu'ils disent que lorsqu'une mangouste combat contre un serpent et qu'il lui arrive d'être mordue, elle se sauve pour manger quelque herbe qui la guérit. Ce n'est pas vrai. La victoire est seulement une affaire d'œil vif et de pied prompt — détente de serpent contre saut de mangouste — et, comme aucun œil ne peut suivre le mouvement d'une tête de serpent lorsqu'elle frappe, il s'agit là d'un prodige plus étonnant que des herbes magiques n'en pourraient opérer.

Rikki-tikki savait qu'il était une jeune mangouste, et cela le satisfit d'autant plus d'avoir su éviter si adroitement un coup porté par derrière. Il en tira de la confiance en lui-même, et quand Teddy descendit, en courant, le sentier, Rikki-tikki se sentait disposé à être caressé. Mais, juste au moment où Teddy se penchait, quelque chose se tortilla un peu dans la poussière, et une toute petite voix dit:

— Prenez garde, je suis la Mort!

C'était Karait, le minuscule serpent brun, couleur de sable, qui se plaît à se dissimuler dans la poussière. Sa morsure est aussi dangereuse que celle du cobra; mais il est si petit que personne n'y prend garde, aussi n'en fait-il que plus de mal.

Les yeux de Rikki-tikki devinrent rouges de nouveau, et il remonta en dansant vers Karait, avec ce balancement particulier et cette marche ondulante qu'il avait hérités de sa famille. Cela paraît très comique, mais c'est une allure si parfaitement balancée, qu'à n'importe quel angle on peut en changer soudain la

direction : ce qui, lorsqu'il s'agit de serpents, est un avantage. Rikki ne s'en rendait pas compte, mais il faisait là une chose beaucoup plus dangereuse que de combattre Nag : Karait est si petit et peut se retourner si facilement, qu'à moins que Rikki ne le mordît à la partie supérieure du dos tout près de la tête, il pouvait, d'un coup en retour, l'atteindre à l'œil ou à la lèvre. Mais Rikki ne savait pas : ses yeux étaient tout rouges et il se balançait d'arrière en avant, cherchant la bonne place à saisir. Karait s'élança. Rikki sauta de côté et essaya de courir dessus, mais la méchante petite bête grise et poudreuse siffla à un cheveu de son épaule, et il lui fallut bondir par-dessus le corps, tandis que la tête suivait de près ses talons.

Teddy héla du côté de la maison :

— Oh ! venez voir ! Notre mangouste est en train de tuer un serpent.

Et Rikki-tikki entendit la mère de Teddy pousser un cri, tandis que le père se précipitait dehors avec un bâton : mais, dans le temps qu'il venait, Karait avait poussé une botte imprudente, et Rikki-tikki avait bondi, sauté sur le serpent, laissé tomber sa tête très bas entre ses pattes de devant, mordu au dos le plus haut qu'il pouvait atteindre, et roulé au loin. Cette morsure paralysa Karait, et Rikki-tikki allait le dévorer en commençant par la queue, suivant la coutume de sa famille à dîner, lorsqu'il se rappela qu'un repas copieux appesantit une mangouste, et que, pouvant avoir besoin sur l'heure de toute sa force et de toute son agilité, il lui fallait rester à jeun. Il s'en alla prendre un bain de poussière sous des touffes de ricins, tandis que le père de Teddy frappait le cadavre de Karait.

— A quoi cela sert-il ? pensa Rikki-tikki ; j'ai tout terminé.

Et alors la mère de Teddy le prit dans la poussière, et, en pleurant, le serra dans ses bras : il avait sauvé Teddy de la mort, le père de Teddy déclara qu'il était une providence, et Teddy regarda tout cela avec de grands yeux effarés. Rikki-tikki se divertissait plutôt de tous ces embarras que naturellement il ne comprenait pas. La mère de Teddy aurait aussi bien pu caresser son fils pour avoir joué dans la poussière. Rikki s'amusait on ne peut plus.

Ce soir-là, à dîner, en se promenant de côté et d'autre parmi les verres sur la table, il lui aurait été facile de se bourrer de bonnes choses ; trois fois plus qu'il ne fallait, mais il avait Nag et Nagaina présents à la mémoire, et, bien que ce fût fort agréable d'être flatté et choyé par la mère de Teddy et de rester sur l'épaule du jeune garçon, ses yeux devenaient rouges de temps en temps, et il se mettait à pousser son long cri de guerre : *Rikk-tikk-tikki-tikki-tchk !*

Teddy l'emmena coucher, et insista pour qu'il dormît sous son menton. Rikki-tikki était trop bien élevé pour mordre ou égratigner. Mais, aussitôt que Teddy fut endormi, il s'en alla faire sa ronde de nuit autour de la maison, et, dans l'obscurité, se heurta, en courant, contre Chuchundra, le rat musqué, qui rampait le long du mur.

Chuchundra est une petite bête au cœur brisé. Il pleurniche et pépie toute la nuit, en essayant de se remonter le moral pour courir au milieu des chambres ; mais jamais il n'y arrive.

— Ne me tuez pas, — dit Chuchundra presque en pleurant. — Rikki-tikki, ne me tuez pas !

— Pensez-vous qu'un tueur de serpents tue des rats musqués ? dit Rikki-tikki avec mépris.

— Ceux qui tuent les serpents seront tués par les serpents, — dit Chuchundra avec plus de douleur que jamais. — Et comment puis-je être sûr que Nag ne me prendra pas pour vous par quelque nuit sombre ?

— Il n'y a pas le moindre danger, dit Rikki-tikki. Car Nag est dans le jardin et je sais que vous n'y allez pas.

— Mon cousin Chua, le rat, m'a raconté... commença Chuchundra.

Et alors il s'arrêta.

— Vous a raconté quoi ?

— Chut ! Nag est partout, Rikki-tikki. Vous auriez dû parler à Chua dans le jardin.

— Je ne lui ai pas parlé. Alors il faut me dire. Vite, Chuchundra, ou je vais vous mordre !

Chuchundra s'assit, et pleura au point que les larmes coulaient le long de ses moustaches.

— Je suis un très pauvre homme, sanglota-t-il. Je n'ai jamais assez de courage pour trotter au milieu des chambres... Chut ! Je n'ai besoin de rien vous dire. N'entendez-vous pas, Rikki-tikki ?

Rikki-tikki écouta. La maison était aussi tranquille que possible, mais il pensa entendre un imperceptible cra-cra... un bruit aussi léger que celui d'une guêpe marchant sur un carreau de vitre... un grattement sec d'écailles sur des briques.

— C'est Nag ou Nagaina, se dit-il, qui est en train de ramper dans le conduit de la salle de bain... Vous avez raison, Chuchundra, j'aurais dû parler à Chua.

Il se glissa dans la salle de bain de Teddy ; mais il n'y trouva personne, puis, dans la salle de bain de la mère de Teddy : au bas du mur en plâtre uni, une brique avait été enlevée pour le passage d'une conduite d'eau, et, au moment où Rikki-tikki se glissait dans la pièce, le long d'une espèce de margelle en maçonnerie où la baignoire était posée, il entendit Nag et Nagaina chuchoter dehors au clair de lune.

— Quand la maison sera vide, dit Nagaina à son mari, il faudra bien qu'il s'en aille, et alors, nous rentrerons en possession du jardin. Entrez tout douce-

ment, et souvenez-vous que l'homme qui a tué Karait, est la première personne à mordre. Puis, revenez me dire ce qu'il en aura été, et nous ferons ensemble la chasse à Rikki-tikki.

— Mais êtes-vous sûre qu'il y a quelque chose à gagner en tuant les gens? demanda Nag.

— Tout à gagner. Quand il n'y avait personne dans le bungalow, avions-nous une mangouste dans le jardin? Aussi longtemps que le bungalow est vide, nous sommes roi et reine du jardin; et souvenez-vous qu'aussitôt que nos œufs seront éclos dans la melonnière (comme ils peuvent l'être demain), nos enfants auront besoin de place et de tranquillité.

— Je ne songeais pas à cela, dit Nag. Je vais y aller, mais il est inutile de faire la chasse à Rikki-tikki ensuite. Je tuerai l'homme et sa femme, et l'enfant si je peux, et je partirai tranquillement. Alors, le bungalow sera vide, et Rikki-tikki s'en ira.

Rikki-tikki tressaillit tout entier de rage et de haine en entendant tout cela. Puis, il vit la tête de Nag sortir du conduit, suivie des cinq pieds de long de son corps écailleux et froid. Tout furieux qu'il fût, il eut cependant très peur en voyant la taille du grand cobra. Nag se leva, dressa la tête, et regarda dans la salle de bain, à travers l'obscurité où Rikki-tikki pouvait voir ses yeux étinceler.

— Si je le tue à cette place, maintenant, Nagaina le saura; et, d'un autre côté, si je lui livre une bataille ouverte sur le plancher, les avantages sont pour lui... Que faire?... dit Rikki-tikki.

Nag ondula de-ci, de-là, et Rikki-tikki l'entendit boire dans la plus grosse jarre qui servait à remplir la baignoire.

— Voici qui est bien, dit le serpent. Maintenant, lorsque Karait a été tué, l'homme avait un bâton. Il peut l'avoir encore; mais, quand il viendra au bain, le matin, il ne l'aura pas. J'attendrai ici jusqu'à ce qu'il vienne. Nagaina... m'entendez-vous?... Je vais attendre ici, au frais, jusqu'au jour.

Aucune réponse ne vint du dehors, ce qui apprit à Rikki-tikki que Nagaina était partie. Nag se replia sur lui-même, anneau par anneau, tout autour du fond bombé de la jarre, et Rikki-tikki se tint tranquille comme la mort.

Au bout d'une heure, il commença à se mouvoir, muscle après muscle, vers la jarre. Nag était endormi, et Rikki-tikki contempla son grand dos, se demandant quelle serait la meilleure place pour une bonne prise.

— Si je ne lui brise pas les reins au premier saut, se dit Rikki, il pourra encore combattre ; et... s'il combat... ô Rikki !

Il considéra l'épaisseur du cou au-dessous du capuchon, mais c'était trop pour lui; et une morsure près de la queue ne ferait que mettre Nag en fureur.

— Il faut que ce soit à la tête, dit-il enfin; à la tête au-dessus du capuchon; et, quand une fois je le tiendrai par là, il ne faudra plus le lâcher.

Alors, il sauta. La tête reposait un peu en dehors de la jarre, sous la courbe de sa panse; et, au moment où ses dents se crochèrent, Rikki s'arc-bouta du dos à la convexité de la cruche d'argile pour clouer la tête à terre. Cela lui donna une seconde de prise qu'il employa de son mieux. Puis, il fut cogné de droite et de gauche comme un rat secoué par un chien... en avant et en arrière sur le plancher, en haut et en bas, et en rond en grands cercles; mais ses yeux étaient rouges, et il tenait bon tandis que le corps du serpent cinglait le plancher comme un fouet de charrue, renversant les ustensiles d'étain, la boîte à savon, la brosse à friction, et sonnait contre la paroi de métal de la baignoire. Tout en se tenant, il resserrait l'étau de ses mâchoires, car il se sentait sûr d'être assommé, et, pour l'honneur de la famille, il préférait qu'on le trouvât les dents fermées sur sa proie. Malade de vertige, moulu de coups, les chocs lui semblaient sur le point de le mettre en pièces, lorsque quelque chose partit comme un coup de tonnerre juste derrière lui, une rafale brûlante lui fit perdre connaissance, et une flamme rouge lui roussit le poil.

L'homme avait été réveillé par le bruit et avait déchargé les deux canons de son fusil sur Nag, juste derrière le capuchon.

Rikki-tikki, les yeux fermés, continuait à tenir, car il était tout à fait certain d'être mort; mais la tête ne bougeait plus, et l'homme, le ramassant, dit:

— C'est encore la mangouste, Alice; et c'est notre vie que le petit bonhomme a sauvée maintenant.

Alors, la mère de Teddy vint, le visage tout blanc, et contempla ce qui restait de Nag, et Rikki-tikki se traîna jusqu'à la chambre de Teddy, où il passa presque le reste de la nuit à se secouer délicatement pour découvrir s'il était vraiment brisé en quarante morceaux, comme il se l'imaginait.

Lorsque arriva le matin, il était fort raide, mais très content de ses hauts faits.

— Maintenant, j'ai Nagaina à régler, et elle sera pire que cinq Nags; et on ne sait quand les œufs dont elle a parlé vont éclore... Bonté divine!... Il faut que j'aille voir Darzee, dit-il.

Sans attendre le déjeuner, Rikki-tikki courut au buisson épineux où Darzee, à pleine voix, chantait un chant de triomphe. La nouvelle de la mort de Nag avait fait le tour du jardin, car le balayeur avait jeté le corps sur le fumier.

— Oh! stupide touffe de plumes, dit Rikki-tikki avec colère, est-ce le moment de chanter?

— Nag est mort... est mort... est mort! chanta Darzee. Le vaillant Rikki-tikki l'a pris par la tête et

a tenu bon. L'homme a apporté le bâton qui fait *boum*, et Nag est tombé en deux morceaux. Il ne recommencera plus à manger mes bébés.

— Tout cela est assez vrai; mais où est Nagaina? — dit Rikki-tikki, en regardant soigneusement autour de lui.

— Nagaina est venue au conduit de la salle de bain pour appeler Nag, continua Darzee; et Nag est sorti sur le bout d'un bâton... le balayeur l'a ramassé au bout d'un bâton et l'a jeté sur le fumier... Chantons le grand Rikki-tikki à l'œil rouge!

Et Darzee enfla son gosier, et chanta.

— Si je pouvais atteindre votre nid, je roulerais vos bébés dehors! dit Rikki-tikki. Vous ne savez pas faire les choses en leur temps. Vous êtes là, dans votre nid, suffisamment en sécurité; mais ici, en bas, c'est pour moi la guerre. Arrêtez-vous pour une minute de chanter, Darzee.

— Pour l'amour du grand, du beau Rikki-tikki, je vais m'arrêter, répondit Darzee... Qu'y a-t-il, ô Tueur du terrible Nag?

— Pour la troisième fois, où est Nagaina?

— Sur le fumier, auprès des écuries, faisant le deuil de Nag... Glorieux est Rikki-tikki, le héros aux dents blanches!...

— Au diable mes dents blanches! Avez-vous jamais entendu dire où elle garde ses œufs?

— Dans la melonnière, au bout, tout près du mur, à l'endroit où tape le soleil presque toute la journée. Il y a des semaines qu'elle les a cachés là.

— Et vous n'avez jamais pensé que cela valût la peine de me le dire?... Au bout, tout près du mur, dites-vous?

— Rikki-tikki, vous n'allez pas manger ses œufs?

— Pas exactement les manger... non... Darzee, si vous avez un grain de bon sens, vous allez voler aux écuries, faire semblant d'avoir l'aile brisée, et laisser Nagaina vous donner la chasse jusqu'à ce buisson. Il me faut aller à la melonnière, et si j'y allais maintenant, elle me verrait.

Darzee était un petit compère dont la cervelle emplumée ne pouvait tenir plus d'une idée à la fois; et justement parce qu'il savait que les enfants de Nagaina naissaient dans des œufs, comme les siens, il ne lui semblait pas, à première vue, qu'il fût juste de les détruire. Mais sa femme était un oiseau raisonnable, et elle savait que les œufs de cobra voulaient dire de jeunes cobras un peu plus tard; aussi s'envola-t-elle du nid, et laissa-t-elle Darzee tenir chaud aux bébés et continuer sa chanson sur la mort de Nag. Darzee, en quelques points, ressemblait beaucoup à certains hommes.

Elle voleta près du fumier, sous le nez de Nagaina, et gémit :

— Oh! j'ai l'aile cassée!... Le petit garçon de la maison m'a jeté une pierre, et l'a cassée.

Puis elle se mit à voleter plus désespérément que jamais.

Nagaina leva la tête, et siffla :

— C'est vous qui avez averti Rikki-tikki quand je voulais le tuer. Sans mentir, vous avez mal choisi l'endroit pour boiter.

Et elle se dirigea vers la femme de Darzee, en glissant sur la poussière.

— Le petit garçon l'a cassée d'un coup de pierre, cria d'une voix perçante la femme de Darzee.

— Bon! Ce peut être de quelque consolation pour vous, quand vous serez morte, de savoir que je vais régler aussi mes comptes avec le petit garçon. Mon mari gît sur le fumier, ce matin, mais, avant la nuit, le petit garçon sera étendu, très tranquille, dans la maison... A quoi bon courir?... Je suis sûre de vous attraper... Petite sotte! regardez-moi...

La femme de Darzee en savait trop pour faire une pareille chose. Car, une fois que les yeux d'un oiseau rencontrent ceux d'un serpent, il est pris d'une telle peur qu'il ne peut plus bouger. La femme de Darzee, en pépiant douloureusement, continua à voleter sans quitter le sol, et Nagaina activa son allure.

Rikki-tikki les entendit remonter le sentier qui les éloignait des écuries, et galopa vers l'extrémité de la planche de melons au pied du mur. Là, dans la chaude litière, au-dessous des melons, il trouva, habilement cachés, vingt-cinq œufs de la grosseur à peu près des œufs de poule de Bantam, mais avec des peaux blanchâtres en guise de coquilles.

— Je ne suis pas arrivé un jour trop tôt, dit-il.

Car il pouvait voir les jeunes cobras roulés dans l'intérieur de la peau, et il savait que, dès l'instant où ils sont éclos, ils peuvent chacun tuer un homme aussi bien qu'une mangouste. Il emporta d'un coup de dents les bouts des œufs, aussi vite qu'il pouvait, en prenant soin d'écraser les jeunes cobras, et en retournant de temps en temps la litière pour voir s'il n'en avait omis aucun. A la fin, il ne resta plus que trois œufs, et Rikki-tikki commençait à rire en lui-même, quand il entendit la femme de Darzee crier à tue-tête :

— Rikki-tikki, j'ai conduit Nagaina du côté de la maison... elle est entrée sous la véranda, et... oh! venez vite... elle veut tuer!...

Rikki-tikki écrasa deux œufs, redégringola au bas de la melonnière avec le troisième œuf dans sa bouche, et se précipita vers la véranda, aussi vite que ses pattes pouvaient le porter.

Teddy, sa mère et son père étaient là, devant leur déjeuner du matin. Mais Rikki-tikki vit qu'ils ne mangeaient rien. Ils se tenaient dans une immobilité de pierre, et leurs visages étaient blancs. Nagaina,

enroulée sur la natte près de la chaise de Teddy, à distance commode pour frapper la jambe nue du jeune garçon, se balançait de côté et d'autre en chantant un chant de triomphe.

— Fils de l'homme qui a tué Nag, sifflait-elle, reste tranquille... Je ne suis pas encore prête... Attends un peu... Restez bien immobiles tous trois!... Si vous bougez, je frappe... et si vous ne bougez pas, je frappe encore... Oh! insensés qui avez tué mon Nag!

Les yeux de Teddy étaient fixés sur son père, et tout ce que son père pouvait faire était de murmurer :

— Restez tranquille, Teddy. Il ne faut pas bouger, Teddy, restez tranquille...

C'est alors que Rikki-tikki arriva et cria :

— Retournez-vous, Nagaina; retournez-vous, et en garde!

— Chaque chose en son temps, — dit-elle, sans remuer les yeux. — Je réglerai tout à l'heure mon compte avec vous. Regardez vos amis, Rikki-tikki. Ils sont immobiles et blancs... Ils sont épouvantés... Ils n'osent bouger... et, si vous approchez d'un pas, je frappe.

— Allez regarder vos œufs, dit Rikki-tikki, dans la melonnière près du mur. Allez voir, Nagaina!

Le grand serpent se retourna à demi, et vit l'œuf sur le sol de la véranda.

— Ah!... donnez-le-moi, dit-elle.

Rikki-tikki posa ses pattes de chaque côté de l'œuf tandis que ses yeux étaient devenus rouge sang.

— Quel prix pour un œuf de serpent?... Pour un jeune cobra?... Pour un jeune roi cobra?... Pour le dernier... le dernier des derniers de la couvée? Les fourmis sont en train de manger tous les autres par terre près des melons.

Nagaina pirouetta sur elle-même, oubliant tout le reste pour le salut de l'œuf unique; et Rikki-tikki vit le père de Teddy avancer rapidement une large main, saisir Teddy par l'épaule et l'enlever par-dessus la table et les tasses à thé, à l'abri et hors de portée de Nagaina.

— Volée! volée! volée! *Rikk-tchk-tchk!* gloussa Rikki-tikki triomphant. L'enfant est sauf, et c'était moi... moi... moi, qui saisis Nag par le capuchon, la nuit dernière, dans la salle de bain.

Puis il se mit à sauter de tous côtés, des quatre pattes ensemble, la tête revenant raser le sol.

— Il m'a jeté de côté et d'autre, mais il n'a pu me faire lâcher prise. Il était mort avant que l'homme l'ait coupé en deux... C'est moi qui ai fait cela! *Rikki-tikki-tchk-tchk!*... Par ici, Nagaina. Par ici, et battons-nous. Vous ne serez pas longtemps une veuve.

Nagaina vit qu'elle avait perdu toute chance de tuer Teddy, et l'œuf gisait entre les pattes de Rikki-tikki.

— Donnez-moi l'œuf, Rikki-tikki. Donnez-moi le dernier de mes œufs, et je m'en irai pour ne plus jamais revenir, dit-elle en baissant son capuchon.

— Oui, vous vous en irez et vous ne reviendrez plus jamais; car vous irez sur le fumier rejoindre Nag. En garde, la veuve! L'homme est allé chercher son fusil! En garde!

Rikki-tikki bondissait tout autour de Nagaina, en se tenant juste hors de portée de ses coups, ses petits yeux comme deux braises. Nagaina se rassembla sur elle-même et se jeta sur lui. Rikki-tikki fit un saut en l'air et retomba en arrière. Une fois, une autre, puis encore elle voulut le frapper, mais, à chaque reprise, sa tête donnait avec un coup sourd contre la natte de la véranda, tandis qu'elle se rassemblait sur elle-même en spirale, comme un ressort de montre. Puis Rikki-tikki dansa en cercle pour arriver derrière elle, et Nagaina tourna sur elle-même pour rester tête à tête avec lui... et le bruissement de sa queue sur la natte sonnait comme des feuilles sèches emportées par le vent.

Rikki-tikki avait oublié l'œuf. Il était encore sous la véranda, et Nagaina s'en rapprochait peu à peu. Enfin, tandis que Rikki-tikki reprenait haleine, elle le saisit dans sa bouche, se dirigea vers les marches de la véranda et descendit le sentier comme une flèche, Rikki-tikki derrière elle. Lorsque le cobra court pour sauver sa vie, il prend l'aspect d'une mèche de fouet qui cinglerait l'encolure d'un cheval. Rikki-tikki savait qu'il lui fallait la joindre ou que tous les ennuis seraient à recommencer.

Nagaina filait droit vers les longues herbes, près du buisson épineux, et, tout en courant, Rikki-tikki entendit Darzee toujours en train de chanter son absurde petite chanson de triomphe. Mais la femme de Darzee, plus raisonnable, quitta son nid en voyant arriver Nagaina, et battit des ailes autour de sa tête. Si Darzee l'avait aidée, ils auraient pu la faire retourner. Mais Nagaina ne fit que baisser son capuchon, et continua sa route. Cependant, cet instant de répit amena Rikki-tikki sur elle, et comme elle plongeait dans le trou de rat où elle et Nag avaient coutume de vivre, les petites dents blanches de Rikki-tikki se refermèrent sur sa queue, et il entra derrière elle. Or, très peu de mangoustes, quelles que soient leur sagesse et leur expérience, se soucieraient de suivre un cobra dans son trou. Il faisait noir dans le trou; et Rikki-tikki ne pouvait savoir s'il n'allait pas s'élargir et donner assez de place à Nagaina pour se retourner et frapper. Il tint bon, avec rage, les pieds écartés pour faire office de freins sur la pente sombre du tiède et moite terreau. Puis l'herbe, autour de la bouche du trou, cessa de s'agiter, et Darzee dit :

— C'en est fini de Rikki-tikki! Il nous faut chanter

son chant de mort...Le vaillant Rikki-tikki est mort!... Car Nagaina le tuera sûrement sous terre.

C'est pourquoi il se mit à chanter une chanson des plus lugubres, qu'il improvisa sous le coup de l'émotion, et, précisément comme il arrivait à l'endroit le plus touchant, l'herbe frémit de nouveau et Rikki-tikki, couvert de terre, se traîna hors du trou, une jambe après l'autre, en se léchant les moustaches. Darzee s'arrêta avec un petit cri de surprise. Rikki-tikki secoua un peu de la poussière qui tachait sa fourrure et éternua.

— C'est fini, dit-il, la veuve ne reviendra plus jamais. Et les fourmis rouges, qui habitent parmi les tiges d'herbe, l'entendirent et se mirent à descendre en longues théories, pour voir s'il avait dit vrai.

Rikki-tikki se pelotonna sur lui-même dans l'herbe, et dormit où il était, dormit... dormit fort tard dans l'après-midi, car il avait accompli une dure journée de travail.

— Maintenant, — dit-il, quand il s'éveilla, — je vais rentrer à la maison. Racontez au *Chaudronnier*, Darzee, et il racontera au jardin que Nagaina est morte.

Le *Chaudronnier* est un oiseau qui fait un bruit absolument semblable au coup d'un petit marteau sur un vase de cuivre; et s'il fait toujours ce bruit, c'est qu'il est le crieur public de tout jardin hindou, et qu'il raconte les nouvelles à qui veut bien l'entendre. Lorsque Rikki-tikki remonta le sentier, il l'entendit préluder les notes de son « garde à vous », comme un de ces petits gongs sur lesquels on annonce le dîner, puis, le monotone *Ding-dong-tock!* Nag est mort! *Dong!* Nagaina est morte! *Ding-dong-tock!*... A ce signal tous les oiseaux se mirent à chanter dans le jardin, et les grenouilles à coasser; car Nag et Nagaina avaient l'habitude de manger les grenouilles aussi bien que les oiseaux.

Lorsque Rikki regagna la maison, Teddy et la mère de Teddy (elle avait l'air très pâle, car elle s'était évanouïe) sortirent à sa rencontre, et pleurèrent presque d'attendrissement sur lui. Ce soir-là, il mangea tout ce qu'on lui donna, jusqu'à ne pouvoir manger davantage, et il alla au lit, porté sur l'épaule de Teddy, où la mère de Teddy le trouva encore lorsqu'elle vint les regarder plus tard pendant la nuit.

— Il nous a sauvé la vie et celle de notre fils, dit-elle à son mari. Songez, il nous a sauvé la vie à tous.

Rikki-tikki se réveilla en sursaut, car les mangoustes dorment légèrement.

— Oh! c'est vous, dit-il. De quoi vous tourmentez-vous? Tous les cobras sont morts; et s'il en restait, je suis là.

Rikki-tikki pouvait à bon droit être fier de lui; mais il n'en devint pas trop fier, et il garda ce jardin dorénavant, en vraie mangouste... avec dent, jarret, bonds et morsures, si bien que jamais un cobra n'osa montrer sa tête à l'intérieur des murs.

RUDYARD KIPLING.

Traduction de MM. L. FABULET et R. D'HUMIÈRES.

LA PÊCHE A TERRE-NEUVE

Des divers modes de pêche.

La pêche à Terre-Neuve comprend plusieurs modes, soit qu'on la pratique en canots autour des îlots Saint-Pierre et Miquelon, soit qu'on l'exerce sur la côte (*French Shore*), soit enfin qu'on aille sur les bancs.

Saint-Pierre et Miquelon, c'est à proprement parler la petite pêche. Les produits sont apportés à l'Ile-aux-Chiens, où se trouvent les établissements pour la préparation de la morue. Ce travail est fait par des jeunes gens de seize à dix-huit ans, originaires presque tous des Côtes-du-Nord et amenés de France pour la saison de pêche. On les nomme des *graviers*. Au nombre de six cents environ ils travaillent pendant neuf mois de l'année, sans interruption, jusqu'à dix-huit heures par jour. Ils sont payé 120 francs au plus pour leur campagne.

Sur le *French Shore*, la terre est couverte de neige jusqu'en mai et la côte est bloquée par la banquise qui ne disparaît qu'à cette époque. L'été est terminé à la fin d'août.

On distingue deux sortes de pêche, suivant le lieu où elle s'exerce : la pêche du golfe sur la côte ouest et la pêche à la côte est.

Plusieurs armateurs malouins ont remplacé, dans le golfe, la pêche de la morue par la pêche du homard, ou ont adjoint à la première la seconde beaucoup plus fructueuse.

La morue s'y pêche avec des lignes de fond.

La pêche à la côte est se pratique au moyen de sennes de 150 à 180 brasses de longueur et de 10 brasses de hauteur. Cette pêche est de plus en plus délaissée.

La pêche sur la côte.

La partie principale d'un établissement de pêche à Terre-Neuve est le *chauffaud*. C'est une sorte de grand hall en bois, formé de troncs d'arbres non équarris et couvert simplement d'une toile qu'on enlève au départ pour rendre le chauffaud inhabitable et lui donner l'apparence d'établissement temporaire exigé par les traités.

A côté sont établis les casernements des hommes,

simples couchettes en bois analogues aux couchettes du bord. Elles sont munies d'un matelas et d'une couverture que les marins doivent emporter de France et qui sont leur propriété.

La base de la nourriture des pêcheurs se compose de pain frais, de pommes de terre, parfois d'autres légumes cultivés à côté du chaulfaud, de choux, de radis, de salade.

Une ration de deux quarts de vin par semaine est attribuée aux pêcheurs, le jeudi et le dimanche, une ration d'eau-de-vie de six *boujarons*, soit *un tiers de litre d'eau-de-vie, leur est distribuée par jour*, souvent même la dose accordée, surtout lorsque la pêche *donne*, et que la tâche est pénible, est d'*un demi-litre d'alcool par jour*.

« L'alcool, disait un capitaine prud'homme, c'est la *boëtte* du pêcheur, comme l'*encornet* est la *boëtte* de la morue. »

Il est d'ailleurs facile au pêcheur de se procurer un supplément d'alcool. L'eau-de-vie qu'on vend à Terre-Neuve est d'origine allemande et elle est *achetée par les armateurs au prix de* 0 *fr.* 60 *le litre au titre de* 96°. On la ramène à 45°, ce qui met *le litre à* 0 fr. 30. Si le poison est violent, on ne peut dire qu'il soit cher!

La question des homarderies.

Le *French Shore* serait complètement déserté si nos pêcheurs n'avaient trouvé à y exercer l'industrie de la pêche et de la conserve du homard.

C'est pour nous évincer du *French Shore* que fut soulevée la question de la boëtte. Et les Anglais seraient ravis de nous voir déserter ces parages où nos droits de pêche sont incontestables, car l'abandon momentané de cette côte semblerait donner raison aux allégations des Anglais, prétendant que nous n'avons aucun intérêt à perpétuer des clauses de traités aussi bizarres, et que nous devons, pour y mettre fin, transiger avec eux et accepter une compensation.

Nous sommes en effet dans la curieuse situation d'usufruitiers perpétuels. Le sol appartient aux colons anglais, mais le sol est stérile, et seule la pêche peut donner de la valeur à ce littoral; or la pêche sur ce littoral nous est, de par les lettres du roi Georges et de par les traités, exclusivement réservée.

Les Anglais se sont appuyés sur ce que le homard n'est pas un poisson, « pas plus, disait un amiral anglais, qu'un papillon n'est un oiseau ».

Or il est très certain que les traités nous ont conféré le droit de pêcher tous les êtres vivans dans la mer, sans aucune exception. Il est d'ailleurs puéril de prétendre que nous n'avons pas le droit de prendre des homards, parce que les traités n'en parlent pas : il suffit de répondre qu'en 1783 on n'avait pas encore fait la classification des animaux marins (1).

Si nous feuilletons les documents diplomatiques publiés dans ces dernières années sur Terre-Neuve, nous trouvons une première protestation de lord Lytton contre les homarderies, qui sont des « usines » ou *factoreries* et comme telles ne correspondent ni à la lettre, ni à l'esprit des traités.

Quand, en cédant Terre-Neuve, répond l'amiral Krantz, ministre de la Marine, à M. Goblet, ministre des Affaires étrangères, nous nous sommes réservé, sur une partie du littoral, ce démembrement du droit de souveraineté qui consiste dans le droit exclusif de pêche dans la mer riveraine, et que nous avons de plus stipulé, comme accession de ce droit, celui d'user de la côte pour la préparation de nos produits, nous n'avons pas, le texte du traité d'Utrecht en fait foi, limité l'exercice de cette faculté à une seule espèce de poisson, la morue : nous avons entendu conserver et on a entendu nous laisser le droit entier de pêche.

A moins de prétendre que personne, ni nous, ni les Terre-Neuviens, ne peut pêcher le homard le long du *French Shore*, ce que personne ne soutient, il faut bien reconnaître que, si le droit de faire cette pêche ne nous appartient pas exclusivement, ou bien les habitants de Terre-Neuve ont le droit de la pratiquer concurremment avec nous, ou bien ils possèdent à cet égard un droit dominant qui nous exclut et nous éloigne.

Or chacune de ces hypothèses est également inadmissible.

Les Anglais n'ont pas de droit de pêche parallèle au nôtre, parce qu'un pareil droit n'existe pas de soi, qu'il devrait être stipulé par écrit, et que, dans l'espèce, il ne l'est pas.

Le droit exclusif des Anglais n'est pas plus admissible. D'abord le droit dominant pour les Anglais de pêcher le homard est incompatible avec notre droit dominant, sinon exclusif, de pêcher la morue. Dès que ces deux genres d'industries se rencontrent, l'un des deux doit disparaître. On l'a bien vu, l'année dernière, dans la baie d'Ingornachoix, où le commandant Humann, n'ayant pu obtenir du capitaine du croiseur anglais de forcer le sieur Shearer à retirer des casiers à homards qui rendaient impraticable la manœuvre des sennes de nos morutiers, il a fallu que, de guerre lasse et après avoir perdu leur temps et déchiré leurs filets, ceux-ci abandonnassent finalement la partie.

C'est pour que le *French Shore* fût exclusivement disponible pour nous, que, par le traité de 1783, on a échangé la partie du littoral comprise entre les caps Bonavista et Saint-Jean, où des habitants de l'île avaient créé des établissements, contre la partie comprise entre la pointe Riche et le cap Raye...

La déclaration du roi Georges, qui complète le traité, est, au reste, à cet égard, d'une précision qui ne peut

(1) Roché, *Les grandes pêches maritimes*.

laisser subsister aucun doute : « A cette fin, dit-elle, et pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent pas naître de querelles journalières, S. M. B. prendra les mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent en aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé sur les côtes de Terre-Neuve, et *elle fera retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y seront formés.* »

Lord Salisbury n'est pas convaincu par cette argumentation si sérieuse.

Il répond à notre ambassadeur à Londres, M. Waddington :

1° Les traités s'appliquent uniquement aux poissons qui peuvent être séchés sur des tréteaux et des chauffauds ;

2° En admettant que les sujets français auraient le droit de pêcher le homard, la prétention d'établir sur le rivage des ateliers pour la mise en boîte des homards est nettement exclue par les termes des traités.

La capture et la mise en boîte des homards est une industrie nouvelle, qui ne nécessite pas les « planchers usités pour sécher le poisson », mais bien des ateliers spéciaux.

Et pendant que s'échangent ces négociations un peu trop « diplomatiques », les Terre-Neuviens s'impatientent, protestent contre un *modus vivendi* qui tend à s'éterniser, et déclarent ouvertement qu'ils désirent une guerre entre l'Angleterre et la France, pour *devenir une bonne fois Anglais ou Français.*

En mars 1890, un *modus vivendi* fut établi. Aucune modification ne devait être apportée aux emplacements occupés par les établissements appartenant aux nationaux des deux pays au 1er juillet 1889.

Aucune homarderie, ne fonctionnant pas antérieurement au 1er juillet 1889, ne pouvait être admise, à moins que les commandants des stations navales, anglaise et française, n'en tombassent simultanément d'accord.

Enfin, par un système de compensations, il était convenu que : en considération de chaque homarderie nouvelle autorisée dans ces conditions, il serait loisible aux pêcheurs appartenant à l'autre nationalité d'établir une nouvelle homarderie sur un point que lesdits commandants devaient déterminer de même d'un commun accord.

Ce *modus vivendi* ne devait durer que jusqu'au mois de mars 1891.

Le 11 mars 1891, un arrangement fut signé, comportant la nomination d'une Commission arbitrale au sujet de la pêche du homard et de sa préparation.

Cette Commission ne s'est jamais réunie. Elle devait se composer de deux délégués de chaque pays et de trois spécialistes ou jurisconsultes désignés d'un commun accord par les deux gouvernements.

Les trois jurisconsultes désignés furent :

M. de Martens, professeur de droit des gens à l'Université de Saint-Pétersbourg ;

M. Rivier, consul général de Suisse à Bruxelles, président de l'Institut de droit international ;

M. Gram, ancien membre de la Cour suprême de Norvège.

Le *modus vivendi* de 1890 fut renouvelé purement et simplement pour 1891, et depuis il a été renouveté chaque année.

Voici le résultat des homarderies pendant une année :

	Pêcheurs.	Casiers.	Homards.	Caisses (de 48 boîtes de 600 gr.).
	—	—	—	—
Maison Auguste Lemoine	4	600	57 000	240
Maison Auguste Lemoine.	10	1 000	66 000	400
Guibert..	6	600	86 000	360
Saint-Mleux	28	3 000	150 000	1 000
Thube-Lourmand. .	40	2 600	75 000	480
Tajau..	4	400	31 600	260

Il n'y a que Saint-Malo qui arme pour la pêche au homard. La pêche est faite au moyen de doris où montent deux hommes. Le navire qui les a amenés est désarmé sur la côte.

Les casiers sont visités tous les matins et la boëtte (têtes de morue et harengs) est renouvelée.

Le patron de doris est engagé à un salaire de 400 à 500 francs et il reçoit en outre 4 francs ou 5 francs de gratification par mille homards.

L'« avant » de doris gagne 250 à 300 francs pour sa campagne et de plus 1 fr. 50 p. 100.

Il y a deux cents casiers au moins par chaque doris.

Les hommes ne rentrent pas à bord du bateau. Ils couchent à terre dans les cabanes en planches.

La pêche sur le Banc.

La pêche sur les bancs est faite par les navires envoyés de France et par des goélettes de Saint-Pierre, dont les équipages sont envoyés directement de Saint-Malo à bord de grands paquebots frétés à cet effet.

Les petits bateaux qui viennent de France viennent d'abord atterrir à Saint-Pierre pour prendre le hareng qui sert de boëtte dans la première pêche.

Les grands navires de pêche de 300 à 500 tonneaux vont directement de France sur le Grand Banc. Ils emportent un vieux cheval salé qui leur servira à boëtter les casiers, où ils prendront les coucous ou bulots (sorte de bernard-l'ermite) qui servent d'appât pour la pêche à la morue. Cette provision de viande salée sera ensuite remplacée par les détritus de morue.

Dès le départ, les hommes sont répartis en deux escouades qui font le quart alternativement : les *tribordais*, sous la direction du second, les *bâbordais*, sous la direction du saleur. Ce quart est de quatre heures, de nuit comme de jour. Le capitaine et les mousses sont exemptés de cette corvée.

Quelques jours avant d'arriver sur le Banc, on monte les lignes.

Chaque doris reçoit 24 pièces de ligne de 75 brasses chacune, ce qui représente une longueur totale de 1 800 brasses ou 2 kilomètres de ligne. A un mètre et demi de distance les uns des autres sont attachés les *avançons* ou *pilles*, qui ont un mètre de longueur et dont chacun se termine par un hameçon.

On profite d'une belle journée, avant d'arriver, pour déverguer les voiles blanches, qui ont servi pour faire la traversée, et l'on met en place les voiles préparées pour le séjour sur le Banc et que l'on désigne sous le nom de *voiles de battures*. Pour les garantir contre l'humidité continuelle à laquelle elles sont exposées sous ces climats, on les a enduites d'un mélange de graisse et de goudron.

Dès que l'on n'est plus qu'à 25 ou 30 milles du Banc, la présence d'oiseaux de mer, qui deviennent de plus en plus nombreux, indique que l'on arrive.

***

Lorsque le capitaine croit avoir trouvé un fond à morue, il fait jeter l'ancre.

Dès que le navire est mouillé, s'il y a un *subrécargue* à bord, c'est lui qui prend la direction des opérations en restant toutefois sous le contrôle du capitaine, qui seul reste chargé de toute la responsabilité devant la loi. Il en résulte un fâcheux antagonisme.

La première préoccupation du capitaine est de se procurer la boëtte. Pour cela, un certain nombre de *doris* (1) est mis à la mer, munis de *chaudrettes* dans lesquelles on met comme appât du hareng salé ou des morceaux de cheval salé, et l'on pêche ainsi les *bulots*.

Chaque doris est monté par deux hommes et muni d'une boussole, pour se diriger dans la brume, parfois si épaisse que l'on peut passer à côté du bateau sans l'apercevoir. Cette brume est quelquefois si forte qu'on est forcé de tirer, du navire, des coups répétés de pierrier, et de sonner de la corne pour indiquer la route aux doris.

Le doris porte lui-même un cornet de détresse et doit être pourvu de quelques provisions en eau et en biscuit, mais les marins sont si négligents que les provisions, embarquées au début de la campagne sur les doris, ne sont jamais renouvelées et se pourrissent. Et cependant il arrive que des doris restent quarante-huit heures avant de rejoindre leur bâtiment, certains même ne reparaissent jamais ou bien l'on retrouve les marins morts de faim et de froid.

***

L'installation des bateaux est souvent bien défectueuse au point de vue hygiénique.

Le rapport de M. Cazeau, médecin de la station, est extrêmement sévère :

Ce qu'on appelle le poste de l'équipage est toujours un trou sombre, aux murailles suintantes, au plancher boueux, ne communiquant avec l'extérieur que par un panneau chargé d'amener l'air et la lumière, mais d'où s'échappe en réalité une odeur indéfinissable qui vous arrêterait au seuil même, si l'on ne voulait voir jusqu'à quel point les prescriptions de l'hygiène la plus élémentaire peuvent être impunément négligées.

Ils sont là 5, 10, 25 adultes et hommes mûrs dans un espace toujours trop petit pour leur nombre. Ils y apportent leurs vêtements mouillés, qui bientôt dégagent une buée aussi épaisse que la brume du dehors ; ils y prennent leurs repas, jetant à terre le fond d'une gamelle de soupe, d'un verre de cidre, des os, des arêtes de poisson, faisant plus encore, peut-être pour ne pas monter sur le pont à certaines heures de la nuit. Les couchettes, occupées le plus souvent par deux hôtes, sont des cavités obscures, dans lesquelles pourrissent des matelas jamais exposés à l'air, avec des couvertures perpétuellement humides. Le plancher est couvert d'une couche gluante, qu'on laisse par négligence. Un mousse est officiellement chargé de la propreté du poste, mais, une fois sur le banc, il travaille comme tout le monde à la morue, et les hommes ralliant le bord se couchent sans retard et apprennent vite à croupir dans une saleté immonde.

Pas de pain, du biscuit à discrétion. Des pommes de terre prises en France. Les pêcheurs touchent en outre le *graissage*, 250 grammes de beurre et 250 grammes de graisse de Normandie par semaine et par homme.

Comme liquides, voici le mode de distribution officiellement avoué : chaque homme touche un quart de vin à midi, et comme eau-de-vie un *boujaron* de 6 centilitres le matin au lever, à 8 heures, à 10 heures, à 4 heures, à 6 heures, et enfin un sixième dans la soirée, s'il pêche l'encornet : ce qui fait plus d'un tiers de litre. Et que l'on soit persuadé que ce n'est là qu'un minimum, les gratifications étant fort en honneur sur le Banc pour stimuler le zèle du pêcheur, qui, pour une goutte de trois-six en supplément, ne recule devant aucun effort.

LÉON DE SEILHAC.

(1) Les *doris* sont des canots très profonds, assez semblables aux bateaux de papier que construisent les enfants, et pouvant s'empiler les uns dans les autres comme des assiettes. C'est le modèle du doris, très léger, mais presque insubmersible en raison de sa légèreté, qui a donné l'idée de ces canots en toile qu'on emploie à bord de nos torpilleurs.

Le doris est d'invention américaine et était fort employé depuis longtemps pour la pêche des bancs par les marins de cette nationalité.

UNE PRÉFACE DE M. SULLY PRUDHOMME [1]

... Vous avez eu le rare courage de ne pas publier les balbutiements de votre Muse naissante; vous avez eu assez le respect du lecteur pour ne lui offrir que des vers dignes du jour et conduits à un degré d'art qui satisfit votre conscience. Mais l'anarchie la plus complète a envahi la république des lettres : comment y serez-vous accueilli? Les uns vous sauront gré de votre fidélité à notre poétique traditionnelle, courage encore que j'admire en vous; d'autres vous en feront dédaigneusement un grief; d'autres enfin reprocheront aux sujets que vous traitez, pour estimables qu'ils soient, de n'être plus en honneur. Vos inspirations révèlent, en effet, une sécurité, une paix intérieure que trop peu de vos jeunes contemporains sentiront assortie à leur état moral. Vous vous croyez en possession de la vérité capitale; la plupart d'entre eux, au contraire, s'épuisent à la poursuivre ou déjà désespèrent de l'atteindre et s'abandonnent au rêve ou au plaisir. Leurs désirs inquiets cherchent vainement une orientation précise, un objet sûr, et leur curiosité souffre, plus exaspérée qu'assouvie par l'indigeste fruit d'un enseignement intensif qui omet ou soulève, sans les résoudre, les problèmes fondamentaux de la condition humaine dans le présent fugitif comme dans l'avenir sans limites.

A cet égard, les doctrines du passé perdent leur crédit et celles d'aujourd'hui n'ont pas d'assises encore; elles oscillent entre deux extrêmes, le déterminisme exclusif de la dignité et un spiritualisme sans frein ni méthode.

Dans ces conditions, dans ce désarroi de la pensée, je ne peux garantir à votre ouvrage que l'estime des amis de la poésie, qui en comprennent comme ceux de mon âge et moi l'essence, les règles et la fonction. Cette fonction est, à nos yeux, sociale, en ce que la poésie, telle que nous l'entendons, favorise le rapprochement des cœurs en les élevant ensemble vers le même sommet, je veux dire vers un commun type de vie supérieure où toutes les formes de la matière et de l'activité s'épurent et s'achèvent, en un mot s'embellissent. Rien de plus vague et de plus creux pour l'entendement, rien, au contraire, de plus substantiel pour la sensibilité que ce monde idéal auquel aspirent les poètes. Ce qui est définissable n'est pas de leur ressort; mais ce qui échappe à une étreinte limitée, ce qui dépasse et défie la science positive pour ne se livrer qu'à toutes les ouvertures de l'âme à la fois, constitue leur domaine, un domaine sans jalouses murailles. C'est là que s'accomplit leur fraternité, étendue à tous ceux dont la pensée communie avec la leur. Cité céleste, libre et hospitalière! Je ne partage pas votre foi religieuse, mon cher confrère, et là cependant nos aspirations se rencontrent.

Quelles que soient les sources diverses de nos vœux suprêmes, ils se rejoignent dans la région de la poésie. Nous nous efforçons tous, chacun à son point de vue et à sa manière, de dégager de la terre ce qu'elle contient de beauté, c'est-à-dire ce qui nous y apparaît plus que terrestre, plus que le reste voisin de l'inconnu inaccessible qui nous fait signe dans ses images et nous attire. Pour vous, ce monde idéal existe, réalisé de toute éternité au-dessus du nôtre dans le Paradis que Jésus appelle le royaume de son Père; pour moi, qui me suis habitué à ne plus voir ni dessus ni dessous dans le cosmos, ce monde s'élabore indéfiniment je ne sais où; peut-être n'est-il pour les hommes que la terre même, la terre future en travail depuis d'innombrables siècles et peu à peu annoncée par des formes exquises, trop clairsemées, sortes d'apparitions révélatrices de l'avenir. Je n'en sais rien; mais qu'importe! Il est au moins certain que répugner à la laideur visible, c'est sentir au loin l'appel opposé de son contraire invisible, c'est protester contre l'exil. Notre destinée, partant notre devoir, est d'y répondre de notre mieux par un essor heureux ou malheureux, comme un oiseau migrateur, fidèle à son instinct, s'élance, même captif, du fond de la cage vers l'Orient.

C'est en chrétien que vous avez répondu à cet appel sacré; mais vous savez néanmoins, dans une large mesure, rendre justice à la beauté vaincue par saint Paul, à la beauté païenne, c'est-à-dire indivisément naturelle et divine, évoquée par le génie grec. La gloire de ce génie est d'avoir fait, le premier, servir les formes sensibles à exprimer ce que les sens n'atteignent pas, ce dont la pensée et le cœur seuls peuvent jouir, car ce ne sont pas les sens qui admirent, et les œuvres des Grecs sont admirables. En morale même, vous avez impartialement reconnu que la beauté des actions, plus précieuse que celle des figures, avait trouvé chez l'élite des anciens, dans Marc-Aurèle par exemple, une formule héroïque, et tout en reprochant au stoïque empereur de n'avoir pas aimé comme Dieu veut qu'on aime, pour incomplète que vous semble cette formule, vous n'en recommandez pas moins la noblesse à votre disciple. Tempérées par un tel hommage, vos réserves n'ont rien d'hostile et appellent plutôt la conciliation. Vous souhaitez chez votre élève l'accord d'une vertu mâle avec une piété tendre, avec la pure sainteté dont vous célébrez des exemples historiques.

1 Cet article sert de préface à un volume de poésies de Edward Montier, qui paraîtra prochainement sous le titre de *L'Idéale Jeunesse* à la librairie Lecène, Oudin et Cie.

Au demeurant, votre livre n'est pas un traité de morale en vers, tant s'en faut; la matière en est très variée et la composition attrayante. Vous y mêlez à des poésies impersonnelles vos impressions d'adolescent; le sourire familier de certaines pièces y contraste avec le grave accent des autres, mais sans détonner, car toutes sont parentes, toutes dérivent d'un même fonds et tendent au même objet, qui est, en célébrant la jeunesse, de la tremper et de l'ennoblir.

Puissiez-vous contribuer à faire aimer la poésie, celle que nous croyons la véritable, afin d'en propager le bienfait social! Il n'y a pas entre les âmes de rapprochement sans elle, car seule elle supprime dans les démêlés moraux les définitions qui divisent, pour ne laisser subsister que les intuitions, qui sont unanimes. Toute tentative de définir le libre arbitre par exemple ou le caractère impératif du devoir ne réussit qu'à en faire douter; tel vers, au contraire, jaillissant des profondeurs de la conscience, fera rougir d'en avoir douté. Il en est de même de la pudeur, du respect dû par les enfants aux parents et des autres principes recteurs de la vie sociale. Ce sont pour la raison des postulats dont elle n'atteint pas les racines. Je crains que pour les expliquer elle ne les violente, elle ne les amène de force à sa portée, en les mutilant, ce qui les simplifie; dès lors il lui est aisé d'en prouver l'humble origine, la genèse héréditaire, bref, la dignité illusoire. Je m'en défie; peut-être n'a-t-elle prouvé que son incompétence. Hors du sanctuaire de la conscience, dans le monde extérieur, le champ de ses découvertes est immense et me confond d'admiration; mais elle me paraît fourvoyée, comme abîmée dans les arcanes de la vie psychique. La morale et l'esthétique lui dérobent leur fondement. Il y a un sens affecté à la connaissance de ces objets transcendants, c'est par excellence le sens poétique, celui que Pascal a si bien deviné, le cœur, en un mot, *qui a ses raisons que la raison ne connaît pas*. C'est une foi irréductible qui proclame en nous la vérité de ces postulats et aussi, selon Pascal, celle des postulats géométriques.

Vous vous faites, mon cher confrère, l'écho de cette voix, je ne peux que vous inviter à la propager. Il est à désirer que beaucoup de semblables échos la multiplient et la prolongent à mesure que la science positive élève et dilate la sienne davantage. Je souhaite vivement qu'elles s'harmonisent et que de ces deux oracles aucun n'étouffe l'autre...

SULLY PRUDHOMME,
de l'Académie française.

LA FRANCE AVANT LE CONSULAT

1795-1800 (1)

Paris.

Les grands salons dont on parlait alors, les salons où les ambitieux cherchaient à se faire admettre et à se faire remarquer; les salons qui avaient le privilège d'exciter la raillerie ou les louanges des journaux, étaient ceux de Mme Tallien, de Mme de Staël, de Joséphine Beauharnais, de Mme Récamier; ceux du ministre Talleyrand, du fournisseur Ouvrard, du conspirateur Antonelle, et le salon de Barras au Luxembourg. Mais il n'y en avait qu'un qui comptât, celui de Mme Tallien, parce que sa beauté l'avait faite la reine de Paris, et que sa coquetterie lui avait soumis le Directeur le plus influent, Barras, l'arbitre souverain de toutes les faveurs du gouvernement.

Mme Tallien accueillait tout le monde, les vaincus de la politique aussi bien que les vainqueurs, les proscrits d'autrefois et les proscripteurs de demain. En sa chaumière du Cours-la-Reine, elle s'empressait avec une grâce d'émotion attirante, près de ceux qui avaient besoin de sa protection. Elle ne s'excusait jamais sur son impuissance, heureuse de justifier le surmon que lui avait donné le peuple de Paris, délivré par elle du règne de la Terreur : Mme Tallien, — Térésa Cabarrus, — était, pour tout le monde, Notre-Dame de Thermidor.

Les hommes de lettres, les peintres, les musiciens, les chanteurs, faisaient devant elle assaut de bonne volonté, de séduction et de talent. Les généraux les plus célèbres cherchaient à lui plaire; et il ne tint qu'à elle de fixer le jeune Bonaparte et de l'enchaîner à ses pas.

Il ne se tourna vers Joséphine de Beauharnais qu'après avoir senti l'indifférence de la belle madone. Lacretelle, l'ami de Fréron, l'un des meneurs de la « jeunesse dorée », put croire un jour qu'il serait aimé. Il raconte que, jouant avec elle aux petits jeux qui n'avaient rien d'innocent, dans les salons de la célèbre Chaumière, il obtint d'abord un baiser qui ensorcela son cœur et lui donna de grandes espérances; mais voyant presque aussitôt un affreux petit Montagnard, obscur député, favorisé de la même façon, il comprit la nature égoïste de cette femme, qui se sachant très belle, trop belle, ne pouvait aimer personne. Elle s'adorait elle-même.

Ceux qui ont étudié sa vie ont vanté sa coquetterie, mais ils ont négligé de parler de son orgueil, très manifeste pourtant. Ce fut son défaut majeur

(1) Voyez la *Revue* des 17 et 24 décembre 1898 et 7 janvier 1899.

qui commanda toutes ses actions. Elle aimait à se montrer en public, dans sa voiture sang de bœuf, allant au pas pour mieux jouir du triomphe de sa beauté; elle aimait à se montrer au théâtre où les applaudissements et les vivats de la foule saluaient son entrée dans sa loge; elle aimait à figurer comme la plus belle dans les cérémonies officielles où sa place était réservée. On la proclamait la reine de la mode, la dispensatrice de toutes les grâces, la régente impérieuse et obéie des destins de l'État. C'était ce sceptre qu'elle ne voulait point perdre. Elle avait été séduite jadis par le courage et l'énergie de Tallien contre Robespierre, en Thermidor. Mais cette énergie perdue, et sentant l'influence passer en d'autres mains, elle chercha autour d'elle celui qui la maintiendrait en cette suprématie dont elle était si vaine. Aucun autre que Barras ne sembla plus capable de lui gardér cette royauté qui l'enivrait.

Elle et lui, dominèrent Paris. Les fêtes des salons de la célèbre Chaumière se continuaient dans les salons du Luxembourg; et tous ceux qui recherchaient les faveurs du Directoire voulurent s'y faire admettre. Ce fut, comme au temps de la Régence, une réunion de roués, d'agioteurs, de fournisseurs, de munitionnaires, de généraux en congé, de conventionnels errants, de ministres déchus, ou de ministres en espérance, parmi lesquels il n'y avait qu'un sujet de causerie, la politique, source unique d'où jaillissaient les pots-de-vin et les parts de bénéfices acquis sans peine.

Les femmes surtout y étaient nombreuses. Jamais, en aucun temps, elles ne s'occupèrent davantage de négociations et d'affaires; jamais elles n'eurent tant de réclamations à poursuivre; jamais elles n'eurent tant d'influence. Tous les émigrés demandant leur radiation sur les listes ou la restitution de leur patrimoine, s'adressaient à elles pour le succès de leur cause. Joséphine de Beauharnais ne dut qu'à Mme Tallien, — dont elle avait partagé, sous la Terreur, la cellule en prison, — de rentrer en possession de la fortune de son mari, jadis confisquée; ce qui lui permit de tenir état de maison à son tour et d'ouvrir un salon. Barras avoue, en ses Mémoires, que Mlle de Chastenoy, une ancienne religieuse, parvint à lui faire signer la nomination de Réal, comme commissaire du gouvernement pour le département de la Seine; Mme de Staël, celle de Talleyrand au ministère des Affaires étrangères; Joséphine de Beauharnais, celle de Bonaparte au commandement de l'armée d'Italie. Et que d'exemples encore!

Chez Mme Tallien, comme au Luxembourg, il suffisait à une femme d'être belle pour y être reçue. Personne ne s'inquiétait de la pureté de ses mœurs ou de sa vie. Que n'eût-on pas découvert en scrutant les secrets de Joséphine, l'une des reines de ces salons si tumultueux; et quel triomphateur, sans vergogne, se privait d'y amener sa plus intime amie? La mode du costume favorisait l'influence de ces belles mondaines, en troublant les sens. Elles apparaissaient à peine habillées, les jambes nues sous des étoffes légères et collantes qui moulaient sur leur personne les formes exquises de leur stature; leurs pieds nus en des sandales étaient cerclés d'anneaux d'or aux doigts; et pour cette toilette, on avait supprimé la chemise, si bien qu'il y eut parmi les femmes les « sans-chemise », comme il y avait eu parmi les hommes les « sans-culotte ».

En cette promiscuité, les mœurs de la société ne devaient-elles pas se corrompre davantage? Mme Tallien et Barras se livraient à leurs plaisirs, sans s'inquiéter de l'opinion. Ce n'était pas autour d'eux, au surplus, qu'ils trouvaient des censeurs; ils n'avaient que des flatteurs prodiguant les louanges et l'admiration, prêts à encourager toutes les folies. L'ardeur du monde pour les fêtes ne connaissait aucune borne. Et ceux qui évoluaient autour de la reine si vantée et si admirée des salons de Barras n'avaient point d'autre ambition que de faire durer longtemps ces joies sans cesse renouvelées. Rien ne coûtait au jeune Directeur pour plaire à sa préférée, ni à elle pour plaire à son amant. Lui seul des membres du Directoire était admis aux fêtes de la Chaumière, et son influence y était prépondérante comme celle de Térésa Cabarrus sous les lambris dorés du palais directorial. Aucun des grands artistes de cette fin de siècle, aucun des plus illustres généraux de la République, ni Hoche, au mâle visage où se reflétaient le courage et le noble enthousiasme pour la gloire, ni Bonaparte, taciturne souvent et devant elle débordant d'espièglerie imprévues, aucun ne parvint à supplanter Barras. Tallien, son mari, vivait sombre, jaloux, désespéré, attendant, mais en vain, un retour de caprice. Les fêtes se perpétuaient pour elle au Luxembourg, fêtes splendides, courues par tout ce que Paris comptait alors de personnages renommés, riches de leurs dilapidations, de leurs concussions, de leurs déprédations dans les provinces nouvellement acquises à la République. Ouvrard, le généreux munitionnaire, dont les millions se doublaient chaque année au milieu de la détresse générale, s'y faisait remarquer, pour obtenir de nouvelles concessions. Gobert, Collot, Faypoult, Trouvé, fournisseurs pour les armées qu'ils volaient, ou commissaires prévaricateurs près les Républiques italiennes, ne manquaient point de s'y montrer, lorsqu'ils étaient à Paris. Et comme familier, on y trouvait Bergoin, un échappé des Girondins, ancien conventionnel, dont les habitudes dispendieuses venaient chercher des subsides dans les millions escamotés par Barras.

C'était, en ce monde de tenue licencieuse, un impérieux besoin de jouissances immédiates; et pour se les procurer, un laisser aller à d'écœurentes bassesses. Bonaparte avait stigmatisé cet entourage du mot énergique de « pourri ».

Barras, un peu sournois en ses Mémoires, met beaucoup de coquetterie à raconter sa réserve et ses résistances aux œillades et aux gestes pervers des femmes qui tentaient de le suborner. Ainsi de Mme de Staël, pour la nomination de Talleyrand au ministère des Affaires étrangères, dégrafant sa robe, en ses mouvements impétueux de supplique. Ainsi de Joséphine de Beauharnais, arrivant éplorée chez lui, hypocritement chagrine, s'enquérir du bruit, fondé ou faux, de la mort de Bonaparte en Égypte. Elle voulait lui laisser en garde ses bijoux pour les soustraire aux exigences de ses beaux-frères, Joseph et Lucien, si Bonaparte était mort. Scène tendre, qu'il fit cesser, dit-il, en lui conseillant de porter les bijoux chez le notaire Raguideau.

Quoi qu'il ait écrit, cependant, on sait que le beau Provençal, qui paradait si cavalièrement au Luxembourg, courtisait toutes les jolies femmes, et que pour leurs caprices il avait toujours un extrême besoin d'argent. Son traitement de Directeur n'y suffisait point, ni les offrandes acceptées comme prémisses d'un marché avantageux au solliciteur. Sa gêne, ses embarras pécuniaires n'étaient un secret pour personne. Le journal satirique de Bertin d'Antilly, *le Thé*, ne cessait de le cribler de ses railleries. » Barras, écrivait ce journal, a mangé d'avance ses appointements du mois. Barras ne sait plus de quel bois faire flèche. Des créanciers à payer, un train à soutenir, des pourvoyeurs à stipendier..., le maître d'hôtel qui ne sait plus où prendre l'argent..., la halle qui refuse de faire crédit..., des parasites qui murmurent..., des jacobins qui crient la faim et la soif..., un petit lever désert comme une séance de l'Institut... Cent coquins offrent leurs services, et n'ayant pas une idée, pas un écu, des méchants cherchent noise à Barras sur son extrait baptistaire, comme si l'on ne pouvait pas avoir quarante ans sans jamais avoir été baptisé... (1). Des effets engagés et à renouveler..., une maison de campagne à entretenir; des journalistes faisant quatre repas par jour..., Ramel aux abois (2); les dépenses secrètes taries, les ressources épuisées, les bourses à sec... »

Et un autre jour, afin de discréditer le gouvernement, le *Thé* ajoutait :

« Les armées réclament l'arriéré de leur solde; il n'y a au Trésor qu'une somme de 234 000 francs pour faire face à des besoins urgents de 10 millions; il est dû aux employés cinq mois de leur traitement; la réparation des routes et des monuments est suspendue; la fourniture du pain aux prisonniers va manquer et le service des hôpitaux est exposé aux mêmes dangers. Nulle part on ne trouve une réserve d'argent effective. »

Les épigrammes corroboraient ces véhémentes diatribes. Sur les guérites des sentinelles, au Luxembourg, des plaisants avaient écrit :

Manufacture de sires *à frotter,*
Nous ne pouvons pas continuer la guerre
Avec cinq cartouches.
Les Anglais ne se de Pitt *eront que quand les Français*
Seront de Barras *sés!*

Enfin, les brochures satiriques étaient répandues à profusion dans les lieux publics. L'une d'elles, *les Brigands démasqués*, que l'on attribuait au général Danican, réfugié à Londres, avait comme frontispice une gravure représentant Barras. En tête se trouvaient ces lignes :

« Paul Barras, premier du nom, roi de France, de Navarre et de Lombardie, duc de Brabant, comte de Nice, duc de Savoie, prince de Liège, électeur de Cologne, etc., etc. »

Et au-dessous ces vers :

Plus que Néron, mon vicomte est despote.
Se pavanant sous sa rouge capote,
Ce roi bourreau pérore sur un ton
Dont rit tout bas le badaud dans sa crasse.
C'est Arlequin, Pantalon ou Paillasse
Contrefaisant les airs d'Agamemnon!

Mais tandis que Barras, ses maîtresses, ses amis, ses protégés se livraient à leurs plaisirs, Paris était en proie aux souterraines menées des factions les plus actives. Malgré les coups d'État du Directoire, malgré Fructidor, malgré Prairial, aucun des partis en lutte n'avait désarmé. Le club de Clichy, — club des royalistes, — était devenu plus remuant que jamais, et les Jacobins, qu'en ce temps-là on nommait « anarchistes », s'efforçaient également de ressaisir leur influence perdue. A côté, — allant des uns aux autres, — les frères Bonaparte, Joseph et Lucien s'agitaient, préparant le retour du jeune chef d'armée qu'ils renseignaient en Égypte sur l'état de la République : ils lui expédiaient leurs lettres par les bateaux marchands qui partaient de Marseille et de Toulon.

Personne qui ne vît alors qu'un changement se préparait dans le gouvernement. On était las des disputes parlementaires, las surtout de la guerre, qui se faisait à notre désavantage. Les émigrés, pleins d'audace, accouraient en foule de Suisse, de Turin, de Coblentz, bien accueillis dans les villes où leur

(1) D'après la Constitution, il fallait avoir quarante ans pour être Directeur, et Barras, disait-on, ne les avait pas.
(2) Alors ministre des Finances.

opinion triomphait, entonnant dans les rues le *Domine salvum fac regem*, distribuant des cocardes blanches; si confiants en l'avenir qu'ils faisaient signer à d'ignorants fermiers un engagement de céder la dîme, comme autrefois, au prochain rétablissement du roi. Tous les spectacles servaient de prétexte à des manifestations bruyantes. Le public saisissait avec empressement les mots qui s'appliquaient à l'incohérence et au désarroi dominants. Au théâtre Feydeau, dont la réouverture avait été permise, les royalistes qui s'y donnaient rendez-vous applaudissaient à outrance les allusions contre le Directoire. Pour réchauffer l'esprit républicain, le préfet de police avait ordonné que la *Marseillaise* fût jouée à chaque représentation. Mais en vain les cuivres faisaient vibrer l'hymne enflammé de Rouget de l'Isle : il n'avait plus d'échos. L'enthousiasme était mort. On ne croyait plus à rien.

Au lieu de cette foule d'avocats qui péroraient aux Cinq-Cents, comme aux Anciens; au lieu d'une autorité faible, partagée entre cinq Directeurs qui se détestaient, les gens éclairés, les républicains eux-mêmes, commençaient à désirer la domination d'un homme énergique, qui réprimerait toutes les factions, sinon c'en était fait de la République et peut-être de la France. Laréveillère prétend que certains chefs de Chouans songeaient à rétablir, à leur profit, l'organisation féodale, et que les vainqueurs, au retour du roi, exigeraient une souveraineté indépendante en leurs cantons. On aurait vu, alors, le dépècement de la France, l'anéantissement de la patrie.

Ce fut l'époque où le salon de Mme de Staël, composé d'anciens constituants, d'anciens conventionnels et de députés, tenta de s'immiscer aux affaires publiques. Jadis Barnave, les deux Lameth, Duport y avaient brillé. On y rencontra, depuis, Talleyrand, Boissy d'Anglas, Portalis, Siméon, Tronçon-Ducoudray, Pontécoulant, Thibeaudeau, Chénier, Rœderer, Benjamin Constant, Camille Jordan qui, repoussant la monarchie, voulaient avec la célèbre fille de Necker consolider le Directoire, quoiqu'ils le méprisassent. Tous ces hommes distingués, nullement royalistes, ennemis du club de Clichy, se retrouvaient à l'hôtel de Salm où se tenait le *cercle constitutionnel*, dont le nom seul indique les convictions favorables au Directoire.

Entre tous, on remarquait Benjamin Constant, ambitieux politique, venu de Suisse dans le sillage de Necker; briguant un rôle qui l'eût mis en lumière. Soutenu de Mme de Staël, il ne perdait aucune occasion d'affirmer ses opinions qui étaient aussi celles de sa protectrice. La remuante Genevoise s'était attachée à la République, comprenant bien que la monarchie, — celle des royalistes et des émigrés, — lui enlèverait l'influence qu'elle pouvait garder en un gouvernement parlementaire. Entourée d'orateurs, elle avait foi en la puissance de la parole; et vaillante polémiste, en celle des écrits. Malheureusement, pour Benjamin Constant et pour elle-même, ses familiers se laissèrent gagner au prestige de l'invincible général, que l'on vit, tout à coup, à Paris, de retour d'Égypte.

Si personne, en ces mois d'affaissement et d'inquiétudes, n'avait tenté de s'emparer du pouvoir suprême, c'est que tous les hommes qui eussent pu y prétendre n'avaient point assez d'audace ni d'énergie. Moreau et Bernadotte, malgré la popularité dont ils jouissaient, malgré le prestige de leur nom, n'étaient soutenus par aucuns partisans, et leur force d'âme n'était point à la hauteur d'une pareille témérité. Augereau ne savait qu'obéir; les plaisirs et les conspirations royalistes avaient émasculé Barras. Pour douze millions, il avait promis à Fauche-Borel, un agent de Louis XVIII, de donner son concours au rétablissement de la monarchie (1).

Joseph et Lucien, ambitieux pour leur frère, s'efforçaient de perpétuer ce gâchis universel; et lorsqu'ils s'aperçurent que tout craquait, lorsqu'ils apprirent, enfin, les intrigues de Sieyès pour établir une nouvelle constitution qui eût changé la forme du gouvernement, ils appelèrent le jeune général à Paris. Les temps étaient mûrs pour une révolution.

Ils n'aimaient pas leur belle-sœur Joséphine. Ils l'accusaient, avec raison, d'une grande légèreté. Mais ils avaient usé de son salon, nouvellement ouvert, pour s'y créer de puissantes amitiés. Talleyrand, Bernadotte, Fouché, avaient reçu leurs politesses et leurs avances. Bernadotte s'excusa. Il était né jaloux et envieux. Il ne voulait point d'un rôle effacé. Jadis il avait reçu de Barras des propositions plus séduisantes, et il se confinait au faubourg du Roule, en sa petite maison de la rue Cisalpine, qu'il avait achetée vingt mille francs, après être sorti du ministère de la Guerre. Talleyrand et Fouché, ne pouvant aspirer au premier rang, et dévorés d'ambition, prêtèrent l'oreille aux paroles mielleuses des frères du général.

Cependant à l'arrivée de Bonaparte, le 16 octobre 1799, aucune volonté ne dominait en cette mêlée d'opinions et d'intrigues. Le jeune héros en fut d'abord déconcerté, quoiqu'il n'ignorât pas ce que ses frères attendaient de lui, et quoiqu'il fût pressé de s'emparer du pouvoir. Il sollicita une place au Directoire. Son âge lui fut opposé. Il épouvantait les membres du gouvernement. Gohier, Moulins et Sieyès très fortement repoussèrent la proposition de

(1) Les dénégations de Barras sur ce point ont été infirmées par les Mémoires de Gohier; et M. George Duruy a fait ressortir la véracité de cette accusation, en sa préface du t. IV des *Mémoires de Barras*.

faire changer, sur ce point, les termes de la Constitution.

Barras, néanmoins, l'accueillit avec bienveillance. Il raconte qu'il écouta complaisamment le général, au récit de ses chagrins domestiques, et à l'étalage de sa jalousie, pour les escapades de Joséphine pendant sa campagne d'Égypte. Avec une compassion un peu narquoise, le beau Provençal décrit l'air affecté et malheureux de ce mari, lorsqu'il arriva au Luxembourg, accompagné de son aide de camp Marmont, qui le soutint par le bras à sa descente de voiture, l'aida à monter les escaliers, portant, comme un valet, la longue lévite dont il s'enveloppait au dehors. Tout ce passage se poursuit avec raillerie. Mais Barras, comme ses collègues, redoutait le prestige que ce jeune général bruni au soleil d'Égypte et auréolé de toutes les légendes venues d'Orient, que l'homme de guerre, enfin, avait conservé sur les troupes, sur les autres généraux, et plus encore sur la population parisienne, excédée de misère. Ils se seraient bien passés de lui. Pourquoi était-il revenu?

L'opinion les poussant, les Directeurs lui préparèrent des fêtes, des réceptions, des dîners. On organisa des banquets. Les membres des deux Conseils y prirent part. On y but à l'heureux retour « du déporté volontaire », au général « des savantes et glorieuses retraites », à « l'enfant chéri de la victoire »; à ses lieutenants Lecourbe, Ney, Chabron, Molitor, Humbert. Le peuple le suivait dans les rues, l'acclamant au théâtre quand il s'y montrait. A la porte de son hôtel, rue de la Victoire, les curieux, artisans et rentiers, stationnaient pour l'apercevoir à sa sortie. On aimait sa tenue nouvelle, une grande redingote grise, ceinte d'un cordon de soie qui retenait le sabre oriental pendu à son côté, et sa coiffure, le petit chapeau légendaire qu'il ne quitta plus. Tout ce que l'on écrivait sur lui était lu avec avidité. Bonaparte aurait-il un nouveau commandement; que pensait-il des affaires de l'État?... Le reste importait peu.

Ces manifestations de sympathie pour sa personne, ces hommages à sa gloire lui donnèrent confiance et excitèrent son audace. Il comprit, tout de suite, ce qu'il pouvait oser; et stimulé par son ambition, averti de tous les complots qui se tramaient en secret, il n'hésita plus à renverser le gouvernement qui n'avait pas voulu de lui.

Il lui fallait des complices.

Ils lui arrivèrent en foule. Tous les généraux présents à Paris étaient venus le voir en son hôtel; tous les meneurs des deux assemblées également, à l'instigation de son frère Lucien, président des Cinq-Cents. Seul, Bernadotte résistait toujours, malgré les sollicitations de Joseph, son beau-frère. Bonaparte avait fait la connaissance de Moreau à un dîner chez Gohier, le Directeur; il avait entouré de ses prévenances ce général illustre et s'en était fait un partisan. Brune le trouvait agréable depuis qu'il avait été félicité de sa victoire sur les Russes et les Anglais à Bergen; Masséna de même, après avoir reçu ses éloges sur son grand triomphe à Zurich qui avait sauvé la France. Et familièrement, pour donner plus de grâce à ses louanges, Bonaparte appelait Brune « le valeureux Patagon », rappelant ainsi le surnom appliqué par Danton au général qui avait une stature de deux mètres.

Il parlait peu, d'ailleurs, se réservant, interrogeant plutôt, craignant de laisser échapper une parole imprudente. Il se défiait du Directoire qui lui proposait déjà un nouveau commandement, afin de l'éloigner de Paris; il se défiait de Sieyès, le plus compassé des Directeurs, qui voulait imposer aux assemblées une constitution de sa fabrique, dans laquelle il aurait eu la place prépondérante.

Lui aussi, Sieyès cherchait un complice, un bras assez fort, contre les récalcitrants qui avaient rejeté son œuvre. Il avait précisément porté ses vues sur Bonaparte, dont il discernait l'ambition. Mais chez Barras, un dîner auquel tous les deux assistaient, les avait éloignés l'un de l'autre, aucun d'eux n'ayant voulu se soumettre aux premières avances. Ils s'étaient séparés furieux et jaloux.

Talleyrand les réconcilia, apportant à ce rapprochement sa souplesse de diplomate, sa finesse cauteleuse, ses ingénieuses considérations. Et le coup d'État fut décidé.

Les adhérents ne se firent pas attendre. « Dès que l'on connut le plan du général Bonaparte, dit Bourrienne, ce fut à qui aurait sa part des dépouilles directoriales et de celles des deux Conseils. A ce prix les services étaient tout prêts. » Chez Lemercier, le président des Anciens, on se concerta pour l'aventure prochaine. Les Bonaparte y avaient amené leurs amis : Boulay de la Meurthe, Régnier, Courtois, Cabanis, Villetard, Cornet, Fargues, Chazal, Vimar, Frégeville, Goupil, Hervieu, Cornudet, Rousseau, Delecroy. Et Fouché, qui ne s'illusionnait plus sur la durée du Directoire, mettait tout de suite son dévouement au service des maîtres futurs. En cette société désarticulée, émiettée par les factions et livrée aux plaisirs, où plus rien de fixe n'existait, où il n'y avait plus de solide que la discipline liant aux chefs quelques bataillons, il suffisait d'obtenir la confiance de ces chefs pour s'emparer du gouvernement. Les assemblées avaient perdu leur autorité; les hommes politiques les plus résolus et les plus fermes, leur virilité et leur influence. Les seuls clubs encore ouverts n'étaient que des foyers de conspiration sans effets.

La voix du peuple était muette. La déportation et l'exil avaient éloigné et supprimé ses plus ardents

soutiens. Les autres, attirés par coquetterie dans les salons qui s'ouvraient à la société renaissante, s'étaient trouvés petit à petit contaminés en la fréquentation des belles dames, habiles ensorceleuses. Devant eux, on se moquait de la République; on l'attaquait; puis on interpellait directement ces hommes du jour, fourvoyés dans ces réunions de royalistes; et pour ne point paraître incivilisés, ces républicains, jadis intransigeants, s'unissaient aux récriminations persistantes. Thibaudeau explique ainsi la raison des palinodies qui parurent si étonnantes plus tard, sous le Consulat, et la dissolution lente, mais incessante de ce grand parti républicain, qui avait été si héroïque et qui avait changé de fond en comble l'idéal même de la société française.

Barras seul aurait pu contrecarrer l'audace de Bonaparte. S'il se fût joint à Gohier et à Moulins, les deux Directeurs qui voulaient conserver la Constitution, le coup de main des conjurés n'aurait pas réussi. Mais Barras avait aussi des projets cachés, et se trouvait lié aux royalistes auxquels il s'était vendu. Le matin du 18 Brumaire, ne croyant point être devancé par Sieyès et le jeune général, malgré les avertissements qu'ils avaient reçu la veille du Corse Salicetti, il se prélassait comme toujours en son bain, puis il avait reçu Ouvrard et se préparait à déjeuner lorsque Talleyrand et l'amiral Bruix vinrent lui demander sa démission. Gohier et Moulins étaient gardés à vue par les soldats de Moreau (1).

Les conjurés eurent donc tout le loisir de poursuivre leurs projets et de les faire réussir.

Au moment du départ du jeune conspirateur, l'étroite cour du petit hôtel de la rue de la Victoire était emplie des généraux qui voulaient avoir leur part de faveurs après le succès. Il n'y avait pas moins de soixante-huit généraux et adjudants généraux, dit Jung, d'après les Mémoires de Lucien. De la rue de la Victoire aux Tuileries, puis des Tuileries à Saint-Cloud, où venait d'être transférée la représentation nationale, la marche de Bonaparte reparaissant à cheval aux yeux des Parisiens, fut un nouveau triomphe. Il avait avec lui les colonels des régiments gagnés à sa cause, surtout Sebastiani. Le général Macdonald lui avait tenu l'étrier pour le mettre en selle. Murat et Lefebvre le suivaient, et grâce à eux la salle des Cinq-Cents fut envahie par les grenadiers excités par les paroles enflammées de Lucien dont l'ardeur sauva l'issue incertaine de l'aventure. La résistance ne dura que quelques minutes. Tous les pouvoirs légalement établis disparurent à la fois, et Bonaparte demeura vainqueur. Il était devenu le maître.

Alors Bernadotte, qui lui avait refusé son concours, ne se crut pas en sûreté chez lui et découcha chez Marbot; le général Jourdan, pour le même motif, demanda un asile à son ancien lieutenant Lefebvre. Quant à Augereau, après avoir, avec véhémence, blâmé le changement de la Constitution, il se montra, le lendemain, le plus empressé des courtisans : « Eh quoi! général, dit-il à Bonaparte, vous faites un coup et n'y appelez point votre petit Augereau? »

Il ne restait au nouveau triomphateur qu'à s'entendre avec Sieyès. Mais que pouvait, contre le chef si énergique de l'armée, ce prêtre vaniteux et trop crédule, qui avait passé sa vie à émettre des aphorismes politiques? Sieyès dédaigné dut accepter des compensations. Il se fit donner deux millions et la terre de Crosnes.

Barras ajoute :

« Il avait commencé par prendre l'argent qui était dans la commode du Directoire, et pour s'excuser, il disait : « Au moins, avec une bonne voiture, je ne « serai plus exposé à être coudoyé et insulté par les « aristocrates, en les rencontrant dans les rues. Ce « sera maintenant mon tour de les éclabousser. »

Quant à Barras, escorté de dragons, il dut prendre mélancoliquement le chemin de son château de Grosbois où on l'exilait. Désormais sa vie politique était finie.

Tel se montrait Paris au mois de brumaire an VIII.

GILBERT STENGER.

(1) Ouvrard, *Mémoires*, t. Ier, p. 42 :

« Vers 9 heures, le général Moreau entra dans la cour du Luxembourg, à la tête d'une demi-brigade, tambour battant. Je me trouvais, en ce moment, auprès de Barras. L'aspect de sa demeure annonçait déjà un changement de fortune. Son salon était désert. Lorsqu'on vint l'avertir que son déjeuner était prêt, la table de trente couverts se trouva servie comme à l'ordinaire, mais les convives n'y étaient pas. Je m'y assis seul avec lui. Nous vîmes aussitôt entrer MM. de Talleyrand et l'amiral Bruix, qui venaient demander à Barras sa démission de la part de Bonaparte... »

THÉATRES

OPÉRA-COMIQUE : *Fidelio* (1); avec des récitatifs de M. Gevaërt, traduction nouvelle de M. C. Antheunis.

Ne suspectons pas l'enthousiasme avec lequel la critique a accueilli la reprise de *Fidelio*... « Reprise », si l'on veut; car ceux de ma génération n'ont pu entendre à Paris l'opéra de Beethoven. Autant les journaux furent chaleureux le lendemain de la représentation, autant, la veille, la représentation avait été fraîche. On écoutait avec respect, assurément : mais avec un respect d'où la tendresse semblait être absente. La salle ne fut vraiment « prise » que deux

(1) Partition chez Heugel et Cie.

fois; la première, après l'ardente exécution de l'ouverture de *Léonore*, qui valut à l'orchestre et à M. Messager une longue et sincère ovation; la seconde au baisser final du rideau : peut-être parce que la prodigieuse conclusion de l'œuvre avait électrisé les spectateurs : peut-être aussi parce qu'ils étaient sûrs que « c'était fini ». — Les auditions données naguère par M. Eugène d'Harcourt avaient excité un bien autre enthousiasme; et je crois qu'elles avaient donné plus de plaisir au public... Cela soit dit sans discuter l'ouvrage lui-même. *Fidelio* est un chef-d'œuvre absolu; il n'y a pas au monde de musique plus noble, plus pathétique, plus purement belle; il n'est pas un morceau qui, lu et relu, ne donne le frisson des choses sublimes. Cela est hors de doute. Et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'étant ce qu'il est, *Fidelio* ait pourtant donné à la grande majorité du public l'impression que je viens de dire. Cherchons donc les raisons de cette « singularité ». Elles sont nombreuses.

La première, j'entends la plus importante, et en même temps la plus flatteuse pour notre goût, c'est que le *Fidelio* qu'on nous a donné ressemble fort peu au *Fidelio* conçu par Beethoven. Je n'aime pas, d'ordinaire, cet argument trop « facile », et qui exclut d'avance toute discussion. Il faut pourtant l'employer ici, et insister sur le malentendu qui pourrait résulter de la représentation de *Fidelio*. Nous désirons tous avec passion l'avènement du drame musical. Ce drame peut-il exister en dehors des principes et des procédés wagnériens? C'est ce qu'on commence à se demander, et la question est capitale pour l'avenir de notre musique dramatique. *Don Juan*, *Fidelio*, *Freischütz*, *Alceste*, sont d'admirables exemples et, si l'on peut dire, d'excellents moyens de résoudre cette question. Encore faudrait-il que ces ouvrages, nous pussions les entendre tels, absolument tels qu'ils ont été écrits. Et c'est nous tromper, au moins sur leur qualité dramatique, que de nous en donner une adaptation, où les proportions voulues par Beethoven ne sont plus gardées, où l'équilibre est rompu entre le drame et la musique.

Blâmable s'il s'agit de Weber, de Mozart ou de Gluck, ce procédé est plus abominable encore s'il s'agit de Beethoven et de *Fidelio* : de Beethoven, le plus conscient des génies ; de *Fidelio*, l'ouvrage qu'il a le plus aimé peut-être, celui du moins qu'il n'a cessé de reprendre, de corriger, de remanier pendant dix ans. Il le commence en 1803, et, jusqu'en 1814 ce sont des retouches, des corrections incessantes (1), soit qu'il demande des changements à ses librettistes, soit qu'il écrive lui-même les quelques vers qui lui manquent, soit enfin qu'il médite à nouveau son sujet et qu'il le résume avec une magnificence sans égale par les admirables ouvertures de *Léonore*. Enfin, il donne à son ouvrage sa forme définitive. Il le condense en deux actes, couronnés par les deux finales si différents de caractère et égaux en splendeur : il ajoute le tragique mélodrame de la prison; *Fidelio* est ce que Beethoven avait voulu qu'il fût... Et, après plus de quatre-vingts, ans, on nous donne une version en quatre actes, tentée déjà et déjà rejetée par Beethoven, avec des séparations arbitraires, des changements de décor à quoi rien n'obligeait! Quelle raison a bien pu, par exemple, engager les adaptateurs à terminer le premier acte avant l'entrée de Pizarre ? Cela est absurde, dramatiquement, et n'a d'autre résultat que de rendre le premier acte complètement vide, puisque le rideau tombe avant que Léonore ait pu exprimer avec ampleur le sentiment qui est la base même du drame.

Et cela n'est pas moins absurde musicalement, puisque ce nouveau premier acte (exceptons quelques accents de Léonore dans le trio final) est écrit tout entier dans un style, admirable à coup sûr, mais qui contraste étrangement avec le reste de l'ouvrage. Dans le premier acte de Beethoven, ces morceaux nous faisaient connaître les personnages secondaires, la gentillesse de Marceline et la rondeur de Rocco; le trio nous faisait pressentir le drame, mis aussitôt en pleine lumière par les deux « confessions » musicales de Galéas et de Léonore; et le chœur des prisonniers illustrait l'une et l'autre de ces confessions, redoublant l'angoisse de Léonore et montrant à nouveau la férocité de Galéas... Pourquoi, alors, s'être obstiné dans l'absurde version en quatre actes?... *Quia absurdum?...* On reste confondu devant tant d'irrespect et de niaiserie.

Et ce n'est rien encore! Il faut bien parler des récitatifs ajoutés par M. Gevaërt, et en parler avec franchise. Écartons, si vous le voulez bien, les « principes ». On ne les invoque jamais tant que lorsqu'on se prépare à les transgresser. Berlioz, d'une main, les exposait avec force, pendant que de l'autre, si j'ose m'exprimer ainsi, il écrivait les récitatifs de *Freischütz;* Wagner a dit, sur ce sujet, des choses définitives (1), qui ne l'ont pas empêché, d'ailleurs, de « retaper » *Iphigénie en Aulide;* M. Bourgault-Ducoudray, chargé d'améliorer *Joseph*, a fait des déclarations catégoriques, après quoi il s'est mis à « musiquer » le dialogue d'Alexandre Duval; M. Gevaërt, enfin, s'est excusé le plus galamment possible sur ce que « les chanteurs de grand opéra, en

(1) Voir le chapitre sur *Fidelio* dans l'intéressant volume de M. T. de Wyzewa: *Beethoven et Wagner*.

(1) *Dix écrits de Richard Wagner*, publiés par M. Henri Silège (chez Fischbacher).

France, sont rarement exercés à parler en scène ». Il est possible, en effet, que les interprètes principaux de *Fidelio* disent mal le dialogue ; nous aurions pensé, alors : « M. Vergnet est mauvais » ... ou : « Mme Caron n'est pas fameuse »... Et cela eût encore mieux valu que de nous donner de *Fidelio* une idée fausse, ou au moins inexacte.

Tout le monde s'est trouvé d'accord pour louer l'habileté avec laquelle M. Gevaërt s'est « pénétré du style de Beethoven », et la discrétion qu'il a mise à s'acquitter de sa tâche. La première de ces assertions mérite d'être recueillie avec une admiration mélangée de stupeur. Pour la seconde, il faut reconnaître que M. Gevaërt s'est abstenu d'adjonctions trop offensantes ; tout de même, ce n'est pas tout à fait de la « discrétion ». Je dois ici entrer dans quelques détails, au risque de désobliger un musicien dont les travaux sont dignes d'estime, mais qui me paraît s'être assez lourdement trompé.

Ce qui avait séduit Beethoven dans *Fidelio*, c'est un noble sentiment, l'amour conjugal, poussé à l'extrême, et amenant une scène émouvante et un peu romantique, celle où Léonore doit creuser elle-même le tombeau de son mari. En effet, l'exposition achevée, Beethoven va directement au drame. C'est la fureur sanguinaire de Pizarre, la tendresse passionnée de Léonore, soulignés encore, je le disais plus haut, par le finale. C'est enfin l'admirable troisième acte (le second de Beethoven), chef-d'œuvre entre les chefs-d'œuvre, dont chaque morceau, on pourrait dire chaque mesure, vibre d'une émotion profonde. Et cet acte est l'un de ceux que Beethoven a le plus souvent remaniés, paroles et musique ; il y ajouta notamment le fameux mélodrame. Il tombe donc sous le sens que ce qu'il avait laissé « en dehors de la musique » lui semblait de peu d'importance ; ces dialogues, — la partition allemande en fait foi, — duraient à peine quelques minutes ; ils n'étaient là que pour laisser reposer l'attention de l'auditeur, selon la mode d'alors, et aussi pour lui donner quelques renseignements précis, ce dont la musique se serait mal accommodée. Par conséquent, voulant illustrer de musique ces dialogues insignifiants, on eût dû, ce me semble, n'en garder que les quelques phrases nécessaires à l'enchaînement des morceaux. Et, entre parenthèses, c'est ainsi qu'avait fait le bon Guiraud pour les récitatifs de *Carmen*. Il en est tout autrement pour ceux de *Fidelio*. Le respect que M. Gevaërt avait pour Beethoven, il l'a reporté sur Treitschke et sur Sonnenleither. Il lui a paru possible, — pour les raisons spécieuses que j'ai dites, — d'ajouter des musiques à celle du maître. Mais chaque mot des « poètes » lui a été sacré. Il les a mis en musique, tous, sans en excepter un seul !... Un exemple donnera plus de clarté à tout ceci.

A l'acte de la Prison, après le tragique duo entre Rocco et Léonore, vient un bout de dialogue. En voici l'essentiel : Florestan insiste près de Rocco pour savoir quel est le gouverneur de la prison ; apprenant que c'est Pizarre, il s'indigne, supplie le geôlier d'envoyer prévenir Léonore à Séville ; puis, à bout de forces, il demande à boire et Léonore-Fidelio lui donne une gorgée de vin. En dix brèves répliques cela pouvait être dit. M. Gevaërt a écrit DOUZE PAGES de récitatifs !... Et le pis, c'est que l'auteur de la nouvelle version française, lequel est Belge, comme il convient, a, sous prétexte de vers, — de « vers », Dieu éternel ! — allongé encore le dialogue de Treitschke. Il faut citer. L'Allemand faisait dire à Florestan : « Me direz-vous enfin qui est gouverneur de cette prison ?... » M. Antheunis écrit :

> Ainsi je ne pourrai savoir,
> Et tu refuses de me dire
> Quel est ce gouverneur qui commande au donjon ?

Plus loin, Florestan s'écrie : « Ah ! si je dois finir ici ma vie, que je meure d'un seul coup ! » Traduction Antheunis :

> Ah ! s'il en est ainsi,
> Si tout espoir de délivrance
> M'est ravi sans retour ;
> Sois humain une fois !
> Par la mort prompte et sûre
> Soustrais un malheureux à sa prison obscure,
> A la faim, à la soif, à l'horrible torture
> De se sentir mourir mille fois en un jour !

Vous voyez ce que devient, — ainsi traduit, et soutenu par une musique consciencieuse, — le dialogue que Beethoven a voulu rapide et sobre. Notez que ces douze pages de récitatifs viennent s'implanter juste au milieu du troisième acte (la Prison), au moment même où le drame atteint son maximum d'intensité. La qualité de ces récitatifs m'importe peu. Ils peuvent bien être « dans le style de Beethoven ». Ils sont très certainement contraires à sa pensée.

Fidelio est un drame rapide, dont les « moments » principaux sont résumés en des pages à la fois concises, profondes et complètes, un drame fait pour être joué en deux heures, et nous donnant pendant ces deux heures, et presque coup sur coup, les joies les plus hautes, les émotions les plus nobles. On nous donne un ouvrage interminable, dont la structure est incompréhensible, où le drame, — j'entends le drame musical, — s'arrête presque à chaque scène... Quatre heures de musique, au lieu de deux. C'est donc deux heures de Beethoven et deux heures de M. Gevaërt... N'avais-je pas raison de dire en commençant que l'adaptation nouvelle dérangeait quelque peu l'équilibre souhaité par Beethoven ?...

J'ai longuement insisté sur ce que la version actuelle a de trop offensant, et pour Beethoven et pour

le bon sens. Je serais désolé d'avoir froissé le musicien érudit et appliqué qui en a assumé la responsabilité. Mais il était indispensable de prévenir un malentendu probable. Aux personnes qui ont entendu *Fidelio* d'une oreille bientôt lassée, il fallait dire bien haut que le *Fidelio* qui les avait ennuyées n'était pas le *Fidelio* de Beethoven. A ceux qui se demandaient si le drame musical attendu épouserait les formes, — traditionnelles en apparence, mais si prodigieusement élargies, — dont Beethoven s'était servi, à ceux-là qui ne voyaient pas de drame dans ces quatre actes, il fallait montrer que, si le drame avait disparu, Beethoven n'y était pour rien.

Et c'est, disais-je, la cause principale de la froideur du public. Il en est d'autres. M. Pierre Lalo, qui donne au *Temps* des critiques musicales justes et ingénieuses, disait l'autre jour que l'absolue beauté musicale de *Fidelio* déroutait nos âmes avant tout littéraires. Cela est possible. Mais le temps me manque aujourd'hui pour chercher ce qu'il peut y avoir de vrai dans l'opinion de notre confrère. Ce sera pour la semaine prochaine.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Ces jours-ci, dans le monde, j'ai vu une dame très entourée. J'ignore son nom et je sais seulement qu'elle venait d'être acquittée. Elle avait, pour venger son honneur trop souvent diffamé, tiré une série de coups de revolver sur un pauvre diable qui se trouvait à portée de sa colère. Elle l'a presque tué. Elle était seule à Paris, et il lui fallait faire bonne contenance devant les imputations de toutes sortes. Cela commençait pour elle à devenir lassant ou dangereux. Elle a tiré. Son acquittement devant une troupe de jolies femmes dont on s'occupe a pris la forme d'un petit triomphe. L'opinion publique l'avait déjà mise en liberté et aujourd'hui les salons la fêtent. Donc elle a bien agi. Il est difficile en effet, pour une femme, de lutter contre une mauvaise renommée croissante avec les armes douces d'une conduite exemplaire ne donnant prise à nulle calomnie. On est toujours attaquée, et des années d'abstinence n'effacent nullement ce qui fut, ce qui sera, ce qui peut arriver d'un moment à l'autre. C'est un remède par trop anodin et provisoire, il ne fait pas de bruit. Il faut frapper un grand coup pour dissiper toutes les méchancetés sournoises, toutes les accusations qui fermentent, insaisissables, flottantes; toutes les « imprudences » que l'on a pu commettre et qui vous nuisent si longtemps après. Il faut frapper un grand coup, il faut être violente une fois pour toutes, il faut tirer.

Pour qu'une petite femme touche à une arme à feu, l'arrange, la charge, la bourre et tire toute seule, sans peur, elle femme, sur un homme et recommence, il faut qu'elle soit sinon une vertu, du moins une héroïne, et avec la fumée se dissipent bien des choses douteuses, bien des choses avouées. Et le droit au recommencement est acquis. On avait raconté beaucoup de potins sur le compte de Mme X..., mais désormais on ne peut plus guère rappeler que cette mise en joue et ce feu. C'est ce qu'il peut y avoir, malgré tout, de plus marquant et de plus considérable dans une existence féminine; et comment les malveillances mesquines pourraient-elles désormais viser une petite créature qui met en joue aussi résolument!

Et comme elle a dû avoir peur! Aller toute seule chez le marchand, demander cette horrible chose, la mettre en état, la porter sous ses vêtements au risque de se blesser! Et tirer, et tirer encore, sans se boucher les oreilles, et voir du sang, un homme par terre et se sentir tellement confuse qu'elle recommence — par contenance — jusqu'à ce que le revolver soit vide et qu'elle n'ait plus qu'à s'en aller sans tourner la tête, courageusement. Non, il ne se serait pas élevé dans ce salon une seule voix pour la condamner; surtout une voix d'homme. Car tous ils sont maris ou sur le point de l'être, et il n'est pas un mari devant lequel on oserait sourire, qui posséderait une femme ayant de tels moyens pour mettre en fuite le ridicule, père nourricier du soupçon, de la colère — ou de l'obligatoire dignité!

*
* *

Des boutonnières vont fleurir modestement. C'est le grand moment des palmes académiques et il paraît que la cohue des candidats augmente de jour en jour. Il faut bénir cette décoration, elle donne de la joie à quelques-uns et un peu d'orgueil à tout le monde. Ceux qui peuvent prétendre à mieux la raillent doucement, disent que tout le monde l'obtient, avec une petite réticence signifiant que « ce n'est tout de même pas si commode », et s'en parent. Ceux qui ne peuvent prétendre à rien la saisissent avec reconnaissance comme une consécration apparente et le signe que l'on avance tout de même un peu dans la vie. Ces derniers la méritent. Comme ils ne sont pas très intelligents, ils n'ont pas un sens très exact de la réussite et de la gloire, le tact de ce qui est quelque chose et de ce qui n'est rien, — de ce qui est plus et moins que rien: du rire et de la plaisanterie forcée. Et ce sont de braves gens qui se jetteraient comme de pauvres chiens ridicules sur n'importe quoi. Aussi on leur a fait un ruban.

Pas la Légion d'honneur, c'est impossible, mais une distinction quand même, qui vient du ministère, qui n'est pas trop grotesque parce que chacun l'a presque sans rien faire et que c'est une manière d'encouragement à des choses vagues, à une bonne conduite et à de la correction. Une distinction gentille, très acceptable dans les campagnes et même un peu à Paris où des répétiteurs pas trop bêtes l'ont. Un mélange de modestie et de triomphe, un petit machin violet, demi-deuil d'espérances plus hautes mais réalisation et récompense tout de même. Ruban qui tranche tristement et sérieusement sur le noir, et qu'on pourrait presque acheter parce que c'est si peu de chose que ce ne serait pas une canaillerie, et que c'est bien agréable tout de même. Officier d'Académie... C'est sûrement quelqu'un qui a lu des livres, qui est honorable à cause du premier mot : officier ; et non pas de l'Institut à cause du second, — il ne faut pas exagérer, — mais connaissant des gens savants, peut-être de « là-bas », et savant lui-même. Officier d'Académie !... pour nous de la gaîté facile, pour eux de la gloire humble, de famille, peu compromettante et distinguée. La Paix des ménages de ratés.

***

Paris qui est une ville charmante renferme une société secrète dite « des Tapeurs ». Cela expliquerait bien des façons de vivre problématiques, et c'est assez savoureux. Il paraît que la société est merveilleusement organisée, qu'elle a un siège social, un président et même des commissaires. Elle a des renseignements sociaux et psychologiques sur tout ce qui porte un nom et détient une situation. Elle-même ne recrute pas ses membres parmi les gens de peu. La société réussit, elle le mérite. Elle est presque honnête, elle est malicieuse, et ne demande somme toute au monde que le superflu. Elle sait qu'il est mal de voler — ou que c'est dangereux, — que la mendicité n'est point admise dans le monde ; elle a pris un moyen terme qui est d'emprunter. Et comme, tout de même, ce n'est ni un métier ni une carrière, elle l'a fait de façon sérieuse et méthodique avec des règles, des exigences, et un code de l'honneur. De cette façon tout se légitime. Ce n'est pas un expédient, c'est une affaire. Il y a des « risques » ; et un véritable labeur. Et puis, c'est plus digne. Il est humiliant pour un homme de ne pas aboutir dans une démarche d'emprunt, ce n'est qu'une petite défaite pour un associé. Et on peut aller dans cinq ou six maisons de suite. Si l'on échoue, tant pis ; si l'on réussit, tant mieux. Il n'y a pas de chagrin personnel à en éprouver, ce n'est que de la chance ou de la déveine. En affaires, la seule personnalité du trafiquant c'est sa maison. Or, la maison est bonne. Elle a le double avantage de ne pas être apparente pour la clientèle et de soutenir le commerçant. Devant cette clientèle on est un homme du monde qui a eu des ennuis ou qui traverse une crise momentanée et douloureuse, qui demande un petit service, et, si on l'obtient, on est très intéressant, très vivant, très librement de la meilleure société parisienne, on garde sa personnalité, et il est inutile d'avouer que l'on est dans les affaires. Si l'on échoue au contraire, ce n'est qu'une entreprise mal terminée qui sera meilleure ; l'on redevient — pour son amour-propre — le membre quelconque de la société des « Tapeurs anonymes », au capital social de la bonhomie, de la lassitude, ou de la bêtise de Paris.

Et que l'on ne dise pas que les « tapeurs » font des dupes. Qui dit : emprunt — dans tous les mondes — sous-entend : remboursement. Les prêteurs y comptent et les emprunteurs savent bien qu'ils y compteront. Ils ne voudraient pour rien au monde faire passer leurs clients pour des imbéciles, et c'est d'un mutuel accord que la certitude de recouvrer l'argent un jour ou l'autre est laissé à ces derniers durant le rendez-vous.

Soyez sûrs que ceux qui prêtent y tiennent sans trop oser l'espérer d'une façon précise, et c'est ce que les « tapeurs » ont tout de suite compris. Même, je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas des assemblées générales où la question du dividende à distribuer ne soit soumise. Et si la société n'a trouvé jusqu'à ce jour que peu de satisfactions à donner aux légitimes exigences des « commanditaires «, c'est qu'elle n'est pas encore assez florissante, ce qui ne peut manquer d'arriver.

***

J'ai vu avec joie que l'on venait d'instituer à l'École des *Langues Orientales* un cours de langue malgache. Voilà de quoi faire rire quelques jeunes gens en les dispensant de servir trop longtemps leur patrie. L'École des Langues Orientales, il faut bien le dire, a une physionomie spéciale, aux yeux des jeunes gens de vingt-deux ans, une physionomie sans aridité. Y fréquentent tous les fils de bonne famille qui viennent de faire un an de service et ne désirent pas recommencer. Que faire ? Le Droit est trop lent, la Licence trop sérieuse. Les « Langues Orientales » sont là. C'est original, c'est inutile, et ça compte. Ça vous a comme un petit parfum de « je-m'-en-fichisisme », d'exotisme comique ; et ça amuse les familles tout en les rendant respectueuses d'une langue qui se parle si loin. — « Et mon fils, Madame, apprend le malgache. » C'est comme une raillerie, comme une nique au gouvernement qui vous contraint à la tyrannie de trois années de service. — « Ah ! il faut faire quelque chose... eh bien, j'appren-

drai ce qu'il y a de plus rigolo et de moins de portée ! » C'est une originalité facile pour jeunes Français dépourvus d'originalité ou de personnalité quelconque. L'échec, en outre, paraît presque impossible, et d'être refusé au malgache, ce n'est pas un échec.

Il semble qu'il ne doive y avoir dans ces classes que deux ou trois élèves, et que le professeur — bon nègre ! — soit prêt à toutes les indulgences, à toutes les gracieusetés du monde, pour les petits civilisés que la loi opprime, pas méchants, généreux et si parisiens !...

EDMOND SÉE.

CORRESPONDANCE

France et Angleterre.

Monsieur le Directeur,

Vous avez publié, il y a quelque temps, dans la *Revue Bleue*, les très intéressantes et très édifiantes confidences posthumes de M. Bowes, ancien correspondant du *Standard*. Il y a plus de six mois, M. Bowes avait prédit à M. Masson-Forestier, votre collaborateur, que des difficultés très sérieuses allaient surgir entre la France et l'Angleterre. Il avait même ajouté, si j'ai bonne mémoire, que les colonies de l'Angleterre étaient « usées », que plusieurs des nôtres étaient arrivées au contraire au degré de maturité nécessaire pour être « cueillies » et qu'infailliblement sa patrie nous chercherait querelle pour les prendre. La fable du *Loup* et de l'*Agneau*, tout bonnement.

Admirateur de longue date et très sincère du grand peuple anglais, je crois pieusement que ce noir dessein, cette *combinazione* de haute piraterie n'a jamais existé que dans le malveillant cerveau du vieux radoteur anglais.

Mais il me semble excessivement facile de savoir au juste à quoi s'en tenir.

Les difficultés actuellement pendantes entre la France et l'Angleterre peuvent être rangées dans deux catégories distinctes : les difficultés qui concernent les deux pays exclusivement, les questions de Terre-Neuve, Madagascar, etc., et celles qui sont, ponr ainsi dire, d'ordre européen, comme la question d'Égypte par exemple.

Si j'avais l'honneur d'être de quelque chose au gouvernement français, je commencerais par la première catégorie et proposerais à lord Salisbury de soumettre d'un commun accord les litiges à l'examen d'un tribunal arbitral formé de particuliers, comme pour la fameuse question de l'*Alabama*. Chacun des deux pays nommerait la moitié des arbitres et s'engagerait à exécuter loyalement la sentence prononcée. Au besoin j'irais plus loin encore et proposerais à l'Angleterré de conclure un traité d'arbitrage permanent, comme celui qui est récemment intervenu entre l'Italie et la République Argentine, comme celui que lord Salisbury lui-même avait proposé aux États-Unis. Ce serait un moyen sûr pour, sinon éviter, au moins rendre inoffensifs, les froissements, l'échange de « coups d'épingle » presque inévitables entre deux nations dont les intérêts se touchent par tant de points.

En prenant cette initiative, en acceptant cette proposition, la France et l'Angleterre, les deux grandes nations libérales, s'honoreraient également par la manifestation de leur égal et sincère amour pour la paix et par le sentiment très pratique de la véritable manière de l'assurer. Donné de si haut, cet exemple ferait autorité dans le monde et dans l'histoire. Du coup, les intentions généreuses, mais jusqu'ici un peu chimériques, du jeune tsar prendraient une tournure réalisable.

J'ajoute que les litiges en question ne paraissent pas, jusqu'ici du moins, répugner par essence à la solution de l'arbitrage. Il doit être aussi facile de s'entendre sur la situation respective des Français et des Anglais à Terre-Neuve, que sur les conditions de la chasse des phoques à fourrure.

Cette première catégorie de difficultés une fois aplanies, — comme elles ne peuvent manquer de l'être, — on verrait à aborder la seconde, celle concernant l'Égypte. Mais ici le terrain est plus dangereux et l'on comprend très bien la répugnance de lord Salisbury, à s'engager dans la voie où s'efforcent de le pousser les *jingoes*. La prise de possession définitive, officielle, de l'Égypte par l'Angleterre, c'est, en somme, le premier acte du partage de la Turquie ; c'est une question qui, ainsi que la neutralité du Canal de Suez, regarde l'Europe et dont l'Europe entière doit être appelée à rechercher la solution.

Je reviens à la première proposition.

De deux choses l'une :

Ou le Cabinet anglais l'accepte et, indépendamment de l'exemple donné, toute trace de dissentiment, d'arrière-pensée même, disparaît entre les deux nations qui ont combattu côte à côte à Sébastopol ;

Ou il la refuse, n'ayant apparemment à invoquer d'autres raisons que la puissance de ses vaisseaux, d'autre titre à faire valoir que le *Quia nominor Leo*.

Dans ce cas, c'est le recours aux armes, mais, pour la France, avec la supériorité morale que lui donneraient et la sincérité démontrée de ses intentions pacifiques et le sentiment des indignités qu'on voudrait lui faire subir.

Un de vos plus anciens lecteurs.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Autour de l'Académie.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées depuis les obsèques d'Édouard Hervé, que déjà se posait la question de savoir qui lui succéderait à l'Académie, et s'il ne convenait pas de réserver à un journaliste ce fauteuil où, comme l'écrivait un de nos confrères, Chamfort, M.-J. Chénier et Chateaubriand « se sont assis avec éclat ».

Il faut bien avouer qu'à cette heure les journalistes académisables n'abondent pas, et il est douteux que l'Académie tienne à pousser ses recherches de ce côté. On suppose qu'elle préférera donner le fauteuil d'Hervé à l'un des candidats que de récents scrutins ont amenés le plus près d'elle...

Et dans ce cas, c'est l'élection de M. Émile Faguet ou celle de M. Paul Hervieu qui pourrait être considérée comme assurée.

M. Charles de la Roncière, ancien élève de l'École française de Rome, entreprend une *Histoire de la marine française*, dont le premier volume sera publié mardi prochain.

M. Arthur Chuquet poursuit la publication de ses excellents travaux sur *la Jeunesse de Napoléon*.

Il nous a déjà donné les volumes de *Brienne*, et de *la Révolution*. Le troisième est prêt, et sera publié dans un ou deux mois. Une importante partie du livre sera consacrée au siège de Toulon.

Un jeune écrivain, doué d'une fantaisie charmante, M. Jean de Tinan, est mort récemment, laissant plusieurs manuscrits inédits; entre autres, un roman: *Aimienne, ou le Détournement de mineure;* le *Mercure de France* en commencera dans quelques semaines la publication.

Revues nouvelles :

La Vogue, c'est le titre d'un ancien recueil jadis fondé par M. Gustave Kahn, et qui redevient celui d'une nouvelle revue d'actualité et de littérature, annoncée pour ce mois-ci; au nombre des collaborateurs désignés : MM. Maurice Beaubourg, H. Degron, Jean Dolent, G. Kahn, Tristan Klingsor, A. Lantoine, Stuart Merrill, Henri Quittard, Robert Scheffer, etc.;

La *Revue de l'Art*, que fonda et que dirige avec succès depuis trois ans M. Jules Comte, se complète désormais d'un *Bulletin de l'Art* hebdomadaire, exclusivement réservé à l'information, c'est-à-dire à tout ce qui, dans le détail de l'actualité, échappe forcément à la « prise » d'un recueil mensuel.

M. Henri Beraldi est chargé, dans ce bulletin, de ce qui concerne la bibliophilie.

Mme Charles Laurent prépare une traduction française d'un des plus remarquables romans de Rudyard Kipling, *la Lumière s'éteint*.

Nous devions déjà au même écrivain une excellente traduction française de la *Malombra* de Fogazzaro.

Quelques livres sous presse :

De M. Henri Lavedan, *la Valse;*

De M. Jean Psichari, un roman : *l'Épreuve;*

De M. Ary Renan, *Paysages historiques;*

D'Art Roë, *Mon régiment russe;*

De M. Perrens, *les Libertins en France au XVIIe siècle;*

De M. Maurice Tourneux, *Diderot et Catherine II;*

De M. Pierre de Ségur, *la Dernière des Condé*.

Pour mars, on annonce un volume de très curieuses notes de voyage, *En Sibérie*, de M. Jules Legras.

La *Nouvelle Monadologie* sera, nous dit-on, le testament philosophique de M. Ch. Renouvier.

Le vieux maître vit aujourd'hui retiré à Perpignan. C'est là-bas qu'il a écrit ce livre où les anciens élèves de Renouvier trouveront, outre un résumé de l'œuvre critique du philosophe, le programme d'une métaphysique nouvelle.

L'ouvrage paraîtra dans huit jours.

Pour la même date est annoncée la publication du premier volume de la *Grammaire comparée du grec et du latin*, de MM. Othon Riemann et V. Goelzer.

M. Goelzer (comme M. Riemann, avant lui) est maître de conférences à l'École normale. Leur grammaire, qui remplira deux volumes d'un millier de pages chacun, est un des monuments philologiques les plus considérables que la science de ce temps ait édifiés.

M. Jules Lemaître abandonne la littérature pour la sociologie... militante; M. Émile Faguet réunit en un volume qu'il publiera dans le cours de ce trimestre une suite d'articles où il a étudié principalement l'évolution récente des théories sociales en France; et sous sa signature, ce titre : *Questions politiques*, étonnera.

En même temps, M. Gaston Deschamps achève d'écrire un livre sur *le Malaise de la démocratie*, dont une partie déjà est imprimée, et où il sera souvent question de M. de Tocqueville et de ses prophéties.

Ne nous plaignons pas de voir la passion sociologique envahir ainsi le monde des purs lettrés, et susciter, rue d'Ulm, des concurrences à la rue Saint-Guillaume.

Jamais n'est apparu plus nécessaire, en politique, le concours des hommes dont ce n'est pas le métier de faire de la politique; et de ce côté-là, les professionnels nous ont fait trop de mal pour qu'il ne nous soit pas permis d'attendre des « amateurs » un peu de bien.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37361. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 3. 4e SÉRIE. — TOME XI 21 JANVIER 1899.

M. PAUL JANET (1)

Messieurs,

Mon premier mot doit être pour remercier mes collègues de la Faculté des lettres du témoignage de confiance et d'estime qu'ils m'ont donné en me désignant par leurs suffrages au choix de M. le ministre de l'Instruction publique : j'apprécie cet honneur à son juste prix et je ne vois que trop les devoirs qu'il m'impose. C'est grand dommage que les fonctions n'élèvent pas, par une grâce spéciale, les hommes à leur niveau ; qui les accepte doit y apporter du moins ce qui dépend de lui, la modestie, la bonne volonté, la conscience des devoirs qu'elles imposent, l'effort pour les remplir dans la mesure de ses forces.

I

En consacrant ma première leçon au maître éminent, auquel j'ai le périlleux honneur de succéder, je ne me conforme pas seulement à la tradition, je satisfais à une obligation personnelle, que m'imposent les sentiments de respect et d'affection auxquels je voudrais que ma parole et ma pensée pussent répondre.

Mais je manquerais à la reconnaissance — et M. Janet ne me le pardonnerait pas — si, en montant dans cette chaire, je n'évoquais en quelques mots le souvenir du philosophe, de l'ami qu'il a remplacé, et dont le bienveillant accueil, les encouragements et l'appui m'ont été précieux. Vous savez avec quel succès M. Caro a professé à la Sorbonne pendant de longues années, et vous savez aussi avec quelle injustice on a retourné ce succès contre lui. Si M. Caro groupa tant d'auditeurs, s'il sut les retenir et les passionner, ce n'est pas qu'il abaissât la philosophie, qu'il en fît je ne sais quelle matière à déclamation ; c'est qu'à la façon de son grand prédécesseur Jouffroy, mais avec l'originalité de son esprit plus mobile, moins contemplatif, plus ouvert sur le dehors, il sentit vivement et sut faire sentir aux autres ce qui relie les grands problèmes que pose la philosophie aux questions que pose à chacun la vie elle-même, à ces inquiétudes de la conscience, à ces préoccupations vraiment humaines, dont les plaisirs, les ambitions, le bruit des paroles vaines le plus souvent nous distraient, mais qui mêlent à nos divertissements la secrète amertume dont parle le poète et qui, dans la solitude, dans la maladie, chaque fois que nous nous retrouvons face à face avec nous-mêmes, se réveillent et s'imposent à notre angoisse. Convaincu que les doctrines ne sont pas indifférentes, que des écoles par la littérature, par le roman, par la poésie, elles passent insensiblement dans le monde et y posent leurs conséquences morales, Caro apportait à l'exposition et à la défense de la vérité, à l'attaque des systèmes qu'il croyait erronés et par suite dangereux, une vaillance et une passion qui étaient la source pure de son éloquence. Épris de toute vie, curieux des idées nouvelles, observateur pénétrant des choses morales, il excellait à discerner au delà des formules abstraites les sentiments, les expériences intimes, qui font d'un système l'expression d'une pensée réelle et vivante. Il était convaincu

(1) Faculté des lettres de Paris : Leçon inaugurale du cours de philosophie.

que les systèmes sont faux dans la mesure où ils diminuent l'homme, où ils l'humilient, en sacrifiant ce qui ne peut rentrer dans les cadres de leur logique trop étroite, et il ne se lassait pas d'opposer l'homme vrai, avec ses instincts profonds, irréductibles, avec ses ambitions légitimes, à l'homme des systèmes. Sa philosophie avait quelque chose de militant; il ne possédait vraiment une idée que quand il l'avait menée au combat, confrontée, mise aux prises avec les idées adverses, et qu'il lui avait assuré la victoire. Le positivisme semblait triomphant, la métaphysique condamnée; il partait de l'objection même pour revenir à la thèse qu'elle prétendait ruiner. Sans attaquer la science, en la maintenant dans tous ses droits, il se donna pour tâche de la distinguer des conclusions hâtives, illogiques par lesquelles on prétendait en faire sortir la négation de l'esprit qui la crée, et, se confiant « dans la raison qui est faite pour comprendre la raison des choses », il consacra son esprit alerte, sa parole brillante, ses dons de polémiste et d'orateur à défendre l'âme, Dieu, les grandes thèses du spiritualisme qui lui semblaient comme les titres de noblesse de l'humanité.

II

Quand M. Janet remplaça M. Caro, depuis vingt-cinq ans il enseignait l'histoire de la philosophie à la Faculté des lettres; mais ce changement n'interrompait pas l'unité et la continuité de son enseignement, car ce qu'il étudiait dans l'histoire, ce qui en faisait le prix à ses yeux, c'était la philosophie elle-même, le mouvement progressif de l'esprit humain vers la vérité.

Je ne me dissimule pas combien il est difficile de parler dignement de M. Paul Janet dans les limites qui me sont imposées. Son souvenir est vivant en vos esprits; son labeur est immense; lui-même, dans son dernier ouvrage, l'a dit, et non sans une légitime fierté : « Je n'ai pas seulement aimé la philosophie dans son fond, mais dans toutes ses parties, dans tous ses aspects et dans toutes ses applications. « Philosophie populaire, philosophie didactique, philosophie transcendante, morale, politique, application à la littérature et aux sciences, histoire de la philosophie, j'ai touché à tout, je me suis intéressé à tout, *nihil philosophicum a me alienum putavi.* » Je ne prétends ni faire une biographie de M. Janet, ni donner l'analyse de ses œuvres, je ne voudrais que rappeler ici son enseignement, mettre en lumière les idées maîtresses qui l'ont dominé et, dans la diversité si grande des objets et des problèmes, y ont mis l'unité d'une pensée qui ne s'est jamais démentie. La vie de M. Paul Janet a été une vie de droiture et de travail; ses cours, ses ouvrages en sont les vrais événements: il a eu les ambitions légitimes qui relient l'individu aux grandes choses impersonnelles; la philosophie n'a été pour lui ni une recherche indifférente, ni un divertissement; elle a été, au sens antique du mot, l'amour de la sagesse.

Quand on entendait M. Janet pour la première fois, ce qui frappait d'abord, c'était sa lucidité, son ferme bon sens, sa langue simple, familière, sans ornement, sans aucune rhétorique, mais souple, abondante, pliée à tous les mouvements de la pensée; c'était plus encore sa logique pressante, son invention dialectique, son art de réduire ses adversaires à l'aveu des vérités dont leurs thèses se présentaient comme la négation. Il semblait qu'il jouât la difficulté, qu'il se plût à en triompher : pour prouver l'existence de la philosophie, pour définir son objet, il partait de l'examen du positivisme qui en nie l'existence et lui refuse tout objet; il approfondissait l'idéalisme subjectif de Berkeley, pour établir l'existence du monde extérieur; l'idéalisme critique de Kant lui montrait dans l'unité et la réalité de l'esprit les conditions mêmes de l'entendement formel. Cette dialectique ingénieuse, pleine de ressources, qui jusque dans les négations des systèmes sait retrouver la présence des vérités que la pensée avoue, alors même qu'elle les nie, parce qu'elle les porte partout avec elle, a parfois fait illusion. On a voulu voir dans M. Janet un polémiste, un homme de combat préoccupé uniquement de réfuter le matérialisme, le panthéisme, toutes les doctrines qui contrariaient les thèses d'un spiritualisme arrêté dans ses dogmes. Je ne sais rien de plus contraire aux intentions de M. Janet, à son véritable esprit, à sa conception même de la philosophie et de son histoire. La méthode de réfutation n'est, pour M. Janet, qu'un moyen, qu'un instrument; le mot même de réfutation ne doit pas être pris à la lettre; l'erreur, pour lui, n'est qu'une vérité partielle, et, s'il éprouve un système par la critique, ce n'est pas pour le détruire jusque dans sa raison d'être, c'est pour en dégager l'âme de vérité qui l'a créé dans l'esprit et qui le renouvelle dans l'histoire.

Plus on connaissait M. Janet, plus avant on entrait dans son intimité, plus on appréciait, plus on aimait son libéralisme, sa sympathie intelligente, son goût, son respect de toute pensée neuve et hardie. Rien de ce qui pouvait honorer la philosophie française ne le laissait indifférent: il se vengeait d'attaques dures, injustes, en faisant connaître au grand public, par un résumé lucide, impartial, le système difficile et profond du philosophe qui les avait dirigées contre lui. Dans nos thèses de doctorat, il n'opposait pas au candidat les arrêts d'un dogmatisme intransigeant, par l'objection il se préoccupait d'abord de lui donner l'occasion de faire mieux entendre sa pensée, il cher-

chait ensuite à le ramener de l'idée exclusive à la vérité plus large, plus compréhensive qui complétait cette pensée, qui la rapprochait de la vérité vraiment humaine qu'il ne se lassait point de chercher. Il n'est pas un de ses élèves, pas un de ceux qui l'ont entendu ici qui ne soit prêt à rendre témoignage de la vérité de ces paroles : « Je n'ai pas eu l'oreille fermée aux nouveautés ; elles m'ont toujours intéressé et souvent séduit. Je ne me suis pas montré à leur égard un adversaire hargneux et effrayé ; j'en ai pris ce que j'ai pu ; mais, malgré ces concessions légitimes, je suis resté fidèle aux grandes pensées de la philosophie éternelle dont parle Leibniz, et ces pensées n'ont jamais cessé de me paraître immortellement vraies. »

En dépit des apparences, la dialectique de M. Janet, si ingénieuse, si inventive, qui mêle à l'exposition des idées une sorte d'intérêt dramatique, n'est pas une arme de guerre, elle est un moyen qui ne s'entend que par la fin qui lui donne son sens et sa portée, et cette fin, — illusion généreuse ou intuition profonde, — c'est la paix des esprits. Toute sa philosophie est dominée par une sorte d'optimisme intellectualiste. Il y a une vérité, il n'y en a qu'une, l'esprit humain est fait pour l'aimer, pour la connaître : sans doute, par la précipitation du jugement, par le sophisme, par l'erreur, les hommes la mutilent, ne lui donnent que des expressions incomplètes, mais, à des degrés divers, elle est présente à toutes leurs affirmations, elle les explique et les justifie, et leur pensée n'embrasse pas plus le mensonge absolu qu'elle n'entend le pur néant. La raison est comme la présence de Dieu en l'homme ; par elle, l'homme tient à l'être et à la vérité. Si les systèmes se contredisent, si les écoles se combattent, si les idées se précisent en s'opposant, c'est que la vie est un apprentissage, c'est que la condition de l'être imparfait n'est pas la possession, mais la recherche de la vérité. Le terme idéal vers lequel tendent ces efforts contraires est la réconciliation des esprits dans des affirmations communes. M. Paul Janet est plein de ressources dans la discussion, il combat, il argumente, mais il ne veut réfuter que les thèses exclusives qui appauvrissent l'esprit, l'enferment dans des systèmes ennemis ; son triomphe est d'établir qu'un système affirme ce qu'il croit nier, de lui faire comme reproduire en développant tout ce qu'il implique les idées mêmes dont il se donne comme la négation. Dans la vérité, M. P. Janet aime les hommes qu'elle doit unir, accorder, guérir des haines imbéciles en les guérissant des idées exclusives qui sont les idées fausses ; il ne veut pas se séparer, s'isoler, il croit à la société des esprits, et dans cette société pacifique, universelle, à force de clarté, d'humanité, il veut que tous les hommes soient admis et se reconnaissent : de cette philosophie j'oserais dire que sa vertu maîtresse est la générosité.

III

S'il est vrai de dire, avec Leibniz, que les systèmes sont faux par ce qu'ils nient, vrais par ce qu'ils affirment, si, par suite, une erreur n'est qu'une vérité incomplète, et si l'idéal serait de trouver le point de vue d'où se pouvaient accorder les points de vue contraires, la philosophie ne se sépare pas de l'histoire de la philosophie, elle y est en un sens contenue, et au terme elle en serait l'achèvement, la pleine intelligence. Cette idée relie l'enseignement historique de M. Paul Janet à son enseignement dogmatique, elle fait l'unité, la continuité des cours que, pendant trente-cinq années, il a professés dans cette Faculté.

L'historien de la philosophie, pour lui, ne se sépare pas du philosophe ; ils travaillent ensemble, ils sont les collaborateurs nécessaires d'une même œuvre. Il n'est pas un domaine de l'histoire que M. Janet ait laissé inexploré ; il a été de son temps et de tous les temps ; avec le même intérêt, avec le même scrupule, il a donné son attention à la philosophie ancienne, à la philosophie moderne, et il a soumis à l'examen les théories de ses contemporains. Il a étudié la philosophie orientale, la dialectique de Platon, Descartes et ses précurseurs, Cousin et A. Comte ; le premier, à la Sorbonne, il a initié ses auditeurs à la connaissance de la philosophie allemande, dont on parlait volontiers, mais par ouï-dire et sans y aller voir soi-même. Renonçant aux vagues généralités, analysant les textes, faisant la part de ce qu'il réussissait à rendre clair et de ce qui lui restait obscur, dégageant des abstractions la pensée profonde, il a étudié, dans une suite de cours, les écrits de Kant antérieurs à la critique, les trois Critiques, les ouvrages les plus importants de Fichte, de Shelling, de Hegel.

Mais ne l'oubliez pas, si M. Janet se porte ainsi en tous sens, sa pensée ne se disperse pas dans la multiplicité de ses objets, elle s'y retrouve parce qu'elle les domine. Son érudition est immense, mais elle n'est pas la vaine curiosité des contradictions humaines, le jeu d'un dilettantisme indifférent qui se plaît à varier les idées, comme d'autres font les images. Dans l'histoire, M. Janet aperçoit un même esprit en effort vers une même vérité. Les systèmes contraires, les écoles successives, sont à la pensée humaine ce que sont à la pensée individuelle les multiples hypothèses, les conceptions abandonnées, reprises, par lesquelles elle se satisfait de mieux en mieux elle-même. L'Histoire ne nous fait pas sortir de nous-mêmes parce qu'elle nous laisse dans l'humanité ; elle est notre expérience ; la raison qui travaille en elle est notre raison ; la vérité qui se fait par elle est la vérité que nous cherchons. Les qua-

lités de l'historien en M. Janet tiennent à cette idée qu'il se fait de l'histoire, de ses rapports à la vérité une, dont elle ne fait en un sens que multiplier les expressions. S'il expose les doctrines avec clarté, c'est qu'il ne se contente pas de répéter superficiellement leurs formules, c'est qu'il les comprend, c'est qu'il sait retrouver en son propre esprit leur origine, l'exigence théorique, le besoin pratique qui en est le vrai principe; si sa critique est ingénieuse, subtile, tenace, c'est qu'elle n'est pas indifférente, c'est qu'elle est un double effort pour maintenir du système la vérité partielle qui le crée, et pour rétablir contre lui les vérités que cette vérité partielle ne lui laisse plus distinguer.

Ce sens positif de l'histoire des idées, M. Janet l'affirme dans le titre même du grand ouvrage qu'à trois reprises il a revu, remanié, amélioré : *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale*. Dans ce titre, il résume l'enseignement réel qu'il a tiré de l'étude des faits et des doctrines : la politique n'est pas l'empirisme médiocre des ambitieux à courte vue, qui se livrent aux circonstances, sans prévoir même le lendemain; elle a ses principes, elle les trouve dans la morale, et il n'y a pas deux morales.

« L'histoire de la science politique, dit fortement M. P. Janet, c'est l'histoire de la raison intervenant de plus en plus, à travers les siècles, dans les choses sociales et politiques... La raison d'État doit céder la place à la raison publique, qui elle-même ne peut pas être en contradiction avec la conscience publique ; » et il ajoute : « On oppose cette maxime périlleuse et équivoque : *Salus populi suprema lex*. Mais le salut d'un peuple, c'est la justice elle-même : et, s'il fallait opposer maxime à maxime, je dirais : *fiat justitia, pereat mundus*, que le règne de la justice arrive, dût le monde périr. Mais le monde n'est pas réduit à cette alternative, de périr ou de pratiquer la justice : car c'est par elle qu'il peut durer. »

Cette méthode de conciliation, cette ferme croyance que les systèmes les plus opposés sont suscités par une même recherche de la vérité, que tous expriment quelque chose de cette vérité, cette croyance n'est rien moins qu'une philosophie de l'histoire de la pensée. En présence des sectes multiples, des théories contraires, des luttes sans cesse renaissantes, plusieurs attitudes sont possibles. Le sceptique se complaît au spectacle des contradictions humaines; seul il triomphe dans ces batailles sans victoire, puisque l'esprit combat contre lui-même et par sa défaite nécessaire fait la preuve de son impuissance. D'autres pensent que du rapport des lois de la pensée aux lois de l'univers naissent, par une sorte de nécessité, quelques hypothèses irréductibles, qui ne peuvent se détruire et qui, perfectionnées, adaptées aux progrès de la connaissance, variées dans leurs éléments bien plus que dans leur forme, répètent les mêmes constructions idéales.

Un des hommes qui ont le plus fait pour l'honneur de la philosophie française, M. Ch. Renouvier, soutient que, si diverses que soient en apparence les formes qu'ils revêtent, tous les systèmes sont logiquement réductibles à deux : le système naturaliste et le système moral, la philosophie de la chose et la philosophie de la conscience. Chose ou substance, infini, évolution, déterminisme, évidence, bonheur, d'une part; — conscience, fini, création, liberté, croyance, devoir, d'autre part : telles sont les thèses qui s'opposent irréductiblement, et qui logiquement liées forment deux systèmes contradictoires, dont ni l'un ni l'autre n'est imposé à l'esprit par une évidence rationnelle, entre lesquels par suite nous ne pouvons que choisir librement. La philosophie, dans cette hypothèse, n'est pas une science comme les autres, son progrès n'est pas rectiligne, vainement elle cherche à concilier la chose et la conscience, le fini et l'infini, le déterminisme et la liberté, elle ne peut unir ces éléments contradictoires en une synthèse intelligible, qui s'impose à tous les esprits par l'évidence; toujours elle se retrouve en présence de deux solutions entre lesquelles il faut prendre parti d'abord par un acte de libre croyance.

Tout autre est la pensée de M. Janet. Il affirme, et il y revient sans cesse, que la philosophie est une science comme les autres, qu'elle progresse, comme toute science, par une lente accumulation de vérités acquises, universellement reconnues. Il est vrai qu'ici l'accord est dissimulé par les divergences persistantes, mais il est possible au penseur impartial de dégager des systèmes contraires un ensemble de vérités qui sont comme les fragments de l'unique vérité qu'ils dispersent. « La philosophie, dit M. Janet, est la science de l'absolu des premiers principes, du tout. Elle ne peut donc pas se faire par parcelles, et chaque système est un tout, un absolu ; mais c'est un absolu qui a passé par un esprit relatif et individuel ; c'est un absolu connu relativement : c'est l'univers réfléchi par une monade. C'est pourquoi tout système est à la fois vrai et fragile; vrai, parce qu'il est un reflet de l'absolu; fragile, parce qu'il n'est qu'un reflet. Il y a donc, malgré les systèmes et à travers tous les systèmes, une philosophie objective; mais elle est diffuse, inconsciente, mêlée à des systèmes particuliers et transitoires ;... c'est cette philosophie qui soutient et anime tous les systèmes; mais elle les dépasse et les déborde, elle est plus qu'eux. Les systèmes passent, mais tous laissent quelque chose après eux, » d'abord leur point de vue original, qui les caractérise et les distingue, ensuite les idées, les vérités que, de ce point de vue, ils ont plus

clairement mises en lumière et qui désormais font partie du patrimoine de la pensée.

IV

Si vraiment la raison impersonnelle par les pensées individuelles, à travers les siècles, se cherche, peu à peu se découvre; si l'humanité, selon le mot de Pascal, est comme un seul et même esprit qui essaye des voies diverses, varie ses hypothèses, mais dont les démarches, en apparence incertaines, sont orientées dans une même direction, l'histoire de la philosophie ne se sépare pas de la philosophie ; la vraie méthode est une méthode de concessions réciproques, une critique des vérités, une méthode généreuse de conciliation, de sympathie, qui achemine progressivement les hommes à la paix dans la communion d'une même vérité. Mais, dira-t-on, ce n'est là qu'une vue théorique, qu'une belle espérance, qui ne change pas le fait; et le fait, c'est la diversité des systèmes, la lutte des sectes, la perpétuelle renaissance des hypothèses contradictoires. Il ne sert de rien de dire que chaque système est un mélange d'erreur et de vérité, car pour faire le discernement du vrai et du faux, il faut un critérium, donc un système, dont on ne peut supposer arbitrairement qu'il ne partage pas le sort commun de tous les systèmes. Et d'ailleurs si on possède la vérité, pourquoi la chercher?

Il est un moyen de sortir de ce cercle et il n'en est qu'un, c'est d'affirmer que toute vérité émane de l'esprit, et que, si tout système contient quelque vérité, c'est que tout système exprime quelque chose de l'esprit qui le crée. La philosophie éternelle est l'esprit même, accepté dans tous ses éléments, compris dans son unité. En intime accord avec sa philosophie de l'histoire, la philosophie dogmatique de M. Janet est une philosophie de la conscience : elle approfondit les données fondamentales de la conscience, elle refuse d'en négliger, d'en sacrifier aucune ; tout son effort est de saisir l'harmonie qui les coordonne, l'unité logique et vivante qui les fait solidaires, en résolvant les contradictions apparentes qui donnent naissance aux divers systèmes — unité, pluralité; identité, changement; déterminisme intellectuel, liberté; expérience, raison. — Ainsi entendue, la philosophie ne veut avoir rien de fermé, rien d'ésotérique, elle sort des cénacles et des écoles, elle est animée par un esprit d'universalité, elle se propose à l'homme, elle accepte d'être jugée par lui, car elle lui présente en quelque façon son image et lui demande de s'y reconnaître.

Rattaché à la conscience, se donnant pour tâche d'en développer le contenu, d'en accorder toutes les données fondamentales, la philosophie est comme en puissance dans tout esprit humain qui peut la dégager de lui-même : la vérité est l'acte et comme l'achèvement de l'esprit. De ce point de vue, M. Janet, transposant très heureusement la formule célèbre d'Aristote, définit la philosophie : la pensée de la pensée. D'un côté, le philosophe est celui qui rentre en lui-même, qui s'étudie lui-même, qui réfléchit; d'un autre côté, tout le monde reconnaît que l'un des traits caractéristiques de l'esprit du philosophe est le goût des idées générales, des vues d'ensemble, l'esprit de synthèse; l'esprit de réflexion et l'esprit de synthèse, *l'autopsie* et la *synopsie*, constituent les deux formes de l'esprit philosophique. Pour que la philosophie soit une science une, il faut que l'esprit de réflexion et l'esprit de synthèse, que la psychologie et la métaphysique puissent être ramenées à l'unité. Or la pensée a précisément un double caractère : 1° elle ne sait elle-même et elle peut revenir sur elle-même : 2° elle est la faculté d'unir, de lier, de généraliser : elle est une synthèse. L'esprit de réflexion et l'esprit de synthèse se réunissent donc dans le fait de la pensée, et l'on peut dire que la pensée, considérée comme telle, est l'objet propre de la philosophie. La philosophie est la science de la pensée. Pour les sciences psychologiques nul sans doute ne le contestera, mais la métaphysique n'est pas une science purement subjective, elle n'est pas seulement la science de la pensée, elle est la science de l'être. Il est vrai, mais la métaphysique est la science de l'être en tant qu'il est intelligible, elle implique qu'il y a une logique de la nature, que la nature est une pensée, une pensée objective, inconsciente, une pensée en soi. Dans la conscience la pensée devient subjective, elle s'apparaît à elle-même, elle est pour soi. Le problème de la métaphysique est précisément de montrer l'accord de la pensée en soi et de la pensée pour soi, et à ce titre, comme les autres parties de la philosophie, elle est la pensée de la pensée. Cette définition et ses commentaires précisent la conception que M. Janet se fait de la philosophie : la vraie philosophie est une philosophie de la conscience, parce que la conscience ne s'approfondit par la réflexion qu'en se rattachant à l'être et à la vérité.

V

Je ne prétends ni résumer l'œuvre considérable de M. Janet, ni vous donner l'idée de ces leçons que beaucoup d'entre vous ont entendues et dont ils gardent le souvenir, je néglige de parti pris tout ce qui faisait la variété, le mouvement, la vie de son enseignement : les fines analyses, les arguments ingénieux, la dialectique pressante; je ne veux que mettre en lumière les idées maîtresses du système et leur enchaînement logique.

Si en tout système philosophique il y a quelque part de vérité, c'est que tout système exprime quelque chose de l'esprit, l'idéal serait d'exprimer tout l'esprit, de n'en rien sacrifier, de se connaître et de s'accepter tout entier. Le problème est de dégager de la conscience par la réflexion la vérité qu'elle contient : problème délicat, difficile, si l'on songe que la conscience est notre conscience, que par là même elle semble nous enfermer dans le subjectif et dans l'individuel et qu'il s'agit, en analysant les données de notre conscience, en découvrant tous les rapports qu'elles impliquent, d'atteindre l'être et l'universel.

Ce que nous demandons d'abord à la conscience, — et c'est ce qu'elle semble le plus propre à nous donner — c'est la connaissance de ce que nous sommes. Le point de vue d'un être qui se connaît lui-même, — Maine de Biran l'a établi, — ne peut être assimilé au point de vue de ce qui est connu extérieurement. L'être qui se sait agir, qui est l'auteur et le témoin de son action, ne peut se considérer lui-même comme un objet ; il ne se voit pas indirectement, du dehors, il est présent à lui-même. Je m'attribue chacun de mes phénomènes en particulier, et tous ces phénomènes, je les relie dans l'unité continue du sujet, car tous sont miens au même titre. L'intuition de la conscience nous donne donc à la fois de l'être et du phénomène, du demeurer et du devenir, de l'un et du plusieurs ; et dans l'activité elle nous montre le passage d'un terme à l'autre, leur intime rapport, la production du phénomène par l'être. La conscience, à la fois une et diverse, correspond à un être à la fois un et divers ; elle est la manifestation de cet être à lui-même : tel il se voit, tel il est. Ainsi la conscience ne nous donne pas seulement les états, les affections, les phénomènes successifs, elle nous révèle d'une vue directe dans ces faits successifs le sujet qui les domine, l'activité qui les pose sans s'épuiser en eux. Dès cette première démarche, la réflexion nous élève au-dessus des purs phénomènes, et dans l'intuition de nous-mêmes nous révèle l'être : le vrai point de vue de la métaphysique est le point de vue de l'intériorité spirituelle.

A tous les étages de la vie spirituelle se confirme cette intuition directe, immédiate : le plus humble des faits de conscience déjà est synthèse, unité ; par là il est action, réalité ; par là encore il est irréductible à l'étendue et au mouvement qui sont multiplicité, division à l'infini. A mesure que nous nous élevons de l'inférieur au supérieur, que nous passons de la conscience spontanée à la conscience réfléchie, de l'image à l'idée, de la perception à la raison, du désir à l'effort, de l'effort à la liberté, nous saisissons d'une intuition de plus en plus profonde une force de plus en plus tendue, l'énergie croissante d'une âme qui prend de mieux en mieux possession d'elle-même, l'unité d'un être qui enveloppe et intègre des éléments de plus en plus nombreux dans sa vivante harmonie.

Le matérialisme insiste sur les rapports du physique et du moral, il a raison, c'est là la vérité qui lui donne naissance ; mais de ces rapports, il se croit autorisé à conclure que le sujet de la pensée est matière, pluralité dans l'espace, là est son erreur. De l'étendue et du mouvement, de ce qui est multiple, divisible à l'infini, vous ne ferez jamais sortir la conscience et son unité ; il faut que le principe qui domine le multiple, qui lui impose l'unité soit supérieur au multiple. Le matérialisme ne s'approfondit qu'en se rapprochant du spiritualisme et en s'acheminant pour ainsi dire vers lui : il met la sensibilité dans la matière comme une propriété qui lui serait essentielle, co-éternelle au même titre que la pesanteur et l'impénétrabilité. Cette sensibilité disséminée dans la matière, divisible comme elle, ne suffit pas à expliquer la vie spirituelle. Le sujet de la pensée ne peut être un sujet matériel, parce qu'il ne peut être un sujet multiple. Tout fait de conscience et, plus particulièrement l'acte essentiel, l'acte caractéristique de la pensée, le jugement, est synthèse, réduction de la multiplicité à l'unité ; par suite, la conscience ne peut trouver son principe dans la multiplicité pure.

Que le jugement soit synthèse, c'est la théorie même de Kant ; mais de l'unité de la pensée, sommes-nous autorisés à conclure que nous saisissons en nous le sujet réel, permanent, l'être un, spirituel ; Kant le nie ; selon lui, l'unité du moi est une unité purement formelle ; loin d'être antérieure à toute connaissance, elle résulte de la suite, de l'enchaînement des représentations, dont les catégories par leur application au donné font comme une trame continue.

L'unité logique de la pensée n'est pas l'unité réelle d'une substance spirituelle, nous n'avons pas le droit de conclure de l'une à l'autre ; — soit, — mais, de l'aveu de Kant, l'entendement n'est pas un pur phénomène, il est une spontanéité ; ce n'est pas tout, sa fonction essentielle est de lier les intuitions, de produire l'unité ; or si le divers pouvait produire l'unité, nous n'aurions pas besoin d'unité, même d'unité logique pour enchaîner la diversité phénoménale, le phénoménisme serait le vrai, l'à-priorisme serait renversé dans ses fondements. Donc de l'objet externe nous ne savons qu'une chose : qu'il est un donné, un x qui affecte notre sensibilité. De l'entendement au contraire, je ne sais pas ce qu'il est dans son dernier fond, puisque je ne l'aperçois qu'à travers la forme de la sensibilité, qu'à travers le temps, mais je sais qu'il est ; je sais qu'il est une spontanéité, c'est-à-dire une activité ; je sais qu'il est

un, puisqu'il est le principe de l'unité de la pensée : existence, activité, unité, ce sont les trois attributs essentiels de l'esprit.

Ainsi, selon M. Janet, l'intuition primitive du sujet spirituel par la conscience se trouve vérifiée, confirmée non seulement par l'analyse des faits, mais par les systèmes mêmes qui, tout en niant sa valeur, sont contraints d'exprimer d'une manière incomplète une vérité qu'ils ne peuvent entièrement méconnaître.

VI

Que la conscience nous révèle notre être propre, sinon dans sa réalité substantielle, au moins dans son activité, rien à cela de surprenant, mais s'enfermer dans la conscience, n'est-ce pas s'enfermer en soi-même, se condamner par suite à n'atteindre jamais une existence étrangère, extérieure à la sienne, retomber ainsi dans cet exclusivisme, auquel on prétendait échapper. Bien loin qu'il en soit ainsi, dans la conscience que nous prenons de nous-mêmes, nous trouvons le sentiment d'une existence étrangère à la nôtre. Nous nous saisissons comme activité, mais notre activité n'est pas l'activité pure qui est à elle-même son propre aliment et son propre terme, elle trouve son point d'application en dehors d'elle, dans les organes, quand elle meut le corps, dans les intuitions sensibles, quand elle s'efforce de ramener la diversité phénoménale à l'unité de la pensée. En s'exerçant, elle rencontre la résistance, elle se heurte à l'obstacle, et dans la conscience qu'elle prend d'elle-même elle prend ainsi conscience de ce qui l'arrête, de ce qui la limite, de ce qui n'est point elle. Certes les sensations sont subjectives, relatives, elles varient comme les organes, comme les individus, selon mille circonstances qui n'ont rien à faire avec la nature de l'objet ; mais de ce que les sens ne peuvent me révéler la nature, l'essence des choses, il ne s'ensuit pas qu'ils ne puissent m'informer de leur existence. Je ne produis pas mes sensations, je ne suis pas le maître d'en disposer à mon gré ; elles s'imposent, je les subis, elles sont bien à ce titre quelque chose d'objectif, quelque chose d'extérieur, dont l'existence est nécessaire à l'intelligence du moi et comme donnée en lui. Ainsi, selon la pensée de Maine de Biran et de Hamilton, le fait primitif de conscience est un rapport dont les termes nécessaires sont le dehors et le dedans, le moi et le non-moi. Le moi ne se manifeste, ne s'apparaît à lui-même que dans sa rencontre et son conflit avec le non-moi. Les choses extérieures nous sont données en même temps que le moi lui-même dans un acte indivisible, primordial, dont on ne sépare les deux termes que par abstraction.

A cette preuve directe, intuitive, M. Janet ajoute une démonstration indirecte où se montre son art de trouver, dans la théorie de ses adversaires, la reconnaissance tacite des vérités qu'ils nient et qu'il prétend rétablir contre eux. Usant d'une méthode qu'il a employée aussi avec un rare bonheur dans son livre des *Causes finales*, la méthode d'analogie, il montre d'abord qu'aucun philosophe n'a nié l'existence des autres hommes, puis il établit que les raisons que nous avons de croire à l'existence de nos semblables peuvent être appliquées à prouver l'existence des corps, tout au moins comme forces, comme activités, comme efforts que nous révèle la résistance.

VII

Que la conscience que je prends de mon activité propre enveloppe la conscience du monde extérieur, nous l'entendons : la force en conflit qui se connaît elle-même, projette en dehors d'elle le terme qui lui résiste. Mais que la conscience subjective, individuelle, découvre en s'approfondissant par la réflexion ce qui la déborde et la dépasse infiniment, les principes universels et nécessaires de la connaissance, les notions du parfait, de l'absolu, c'est ce que la logique même semble interdire. Une fois encore la philosophie de la conscience semble arrêtée, exclue par sa méthode des sphères les plus hautes de la pensée. Une telle objection ne vaudrait que contre une doctrine qui limiterait la conscience à la constatation des phénomènes subjectifs, elle n'atteint pas la philosophie qui donne à la conscience l'intuition de l'être. Déjà, selon Maine de Biran, la raison est une expérience interne, elle est la conscience approfondie, « l'intuition du dedans qui nous fait pénétrer jusqu'à l'être, intuition qui nous fait saisir immédiatement les lois essentielles de l'être, lesquelles, en tant qu'elles tombent sous la conscience, deviennent les lois mêmes de la pensée ». Mais ai-je le droit d'universaliser ainsi les notions que je trouve dans la conscience que je prends de mon être limité ; unité, identité, substance, cause, fin ? n'est-ce pas la prétention contradictoire de ne point sortir de l'expérience et de la dépasser infiniment ? Approfondissant et comme achevant la doctrine Biranienne, M. Ravaisson résout cette difficulté : il ouvre à la conscience des perspectives nouvelles, il affirme qu'au delà du moi, ou mieux dans le moi lui-même, comme son principe, sa réalité, sa substance, la réflexion atteint l'infini, l'absolu, touche Dieu même. « Mesure supérieure à laquelle nous comparons et mesurons nos conceptions, ou plutôt qui les mesure en nous, dit M. Ravaisson, idée de nos idées, raison de notre raison, Dieu nous est plus intérieur que

notre intérieur, il est nous, pourrait-on dire, plus encore que nous ne le sommes, sans cesse et à mille égards étrangers à nous-mêmes. »

En maintenant que l'idée de Dieu ne s'épuise pas dans une intuition mystique, qu'elle s'élabore et qu'elle se purifie par le progrès de la pensée, M. Janet admet avec M. Ravaisson que nous avons conscience de l'infini, « conscience d'un milieu sans fond où nous sommes plongés et qui nous dépasse de toutes parts ». Le moi participe de l'universel, parce qu'il participe de l'être : « les catégories ne sont que les lois de l'être en général, identiques aux lois de la pensée... Cela étant, on peut dire que la conscience et la raison sont identiques. La conscience, c'est la raison elle-même se renfermant dans la limite du moi. En prenant conscience de nous-mêmes, nous prenons conscience des conditions universelles de l'intelligibilité. » Substance, cause et fin, unité et identité, « ne sont point des formes abstraites et vides, s'imposant du dehors à des phénomènes qui leur sont hétérogènes : ce sont les lois de la vie dont nous prenons conscience en vivant; ce sont les lois universelles de l'être dans lequel nous sommes plongés : *in Deo vivimus, movemur et sumus.* » « En résumé, conclut M. Janet, la théorie de Biran, poussée jusqu'à Malebranche; la vision en Dieu, transportée du dehors au dedans, la raison identifiée avec la conscience, l'idée de l'être en général consubstantielle à l'idée du moi, telle est la solution que nous donnons au problème de l'origine de la connaissance *a priori*. Nous opposons résolument cette sorte d'intuitionisme réaliste au formalisme de Kant qui ne vit que de fantômes. »

Si par la réflexion nous atteignons non seulement notre être individuel, mais l'être universel, si les lois de la pensée subjective qui se connaît elle-même, sont des lois de la pensée objective, réelle, créatrice, que manifeste le monde, nous n'avons pas à sortir de nous pour aller à Dieu; notre vie intérieure se fonde, s'édifie en lui, et la meilleure manière de le connaître est encore de se connaître soi-même. Les idées de l'infini, de l'absolu, du parfait sont présentes à notre pensée, elles en sont des formes essentielles, des données nécessaires, et ces idées sont Dieu même. On n'échappe pas à la notion d'infini : le fini est inséparable de l'idée de bornes ou de limites, or l'idée d'une limite implique toujours l'idée d'un limitant. Qu'on ne dise pas que je suis seulement par là rejeté de termes en termes à l'indéfini. C'est dans l'analyse même de l'idée du fini que je trouve la preuve de son insuffisance ; je n'ai pas besoin d'épuiser la série, car je saisis dès le premier terme la nécessité d'en sortir et de passer à l'infini. On n'échappe pas plus à la notion de l'absolu, car elle est liée à la notion du relatif : une chose ne peut être relative que par rapport à une autre chose qui ne l'est pas et qui par conséquent est absolue. L'infini et l'absolu ne nous élèveraient pas au-dessus de la substance du monde et par suite du panthéisme, mais ces notions s'achèvent par celle de la perfection et toutes trois dans leur synthèse vivante se fondent en l'idée de Dieu. Que nous ayons l'idée de la perfection, c'est ce que prouvent les jugements que nous portons incessamment sur la valeur relative des choses; que la perfection ne soit pas seulement idéale, qu'elle soit liée à l'existence, c'est ce qui résulte de ce fait, que c'est à la perfection même que se mesure la réalité. Plus le réel de l'être augmente, plus sa perfection augmente; l'être le plus réel est l'être le plus parfait. Si le fini suppose l'infini, si le relatif suppose l'absolu, la perfection relative du monde suppose la perfection absolue de Dieu. Vous le voyez, nous ne concluons pas Dieu d'un raisonnement, nous ne le faisons pas sortir d'un syllogisme, c'est en approfondissant la conscience, c'est par la réflexion sur les notions « auxquelles elle ne peut échapper », d'un mot c'est en nous-mêmes que nous avons trouvé Dieu. Dans cette doctrine, on l'a dit justement, la métaphysique religieuse devient une science d'observation, la plus haute et la plus profonde des sciences d'observation. » (Ch. Lévêque. Rapport sur le prix Jean Reynaud. Académie des sciences morales et politiques.)

Ainsi la philosophie de la conscieuce se flatte d'avoir tenu toutes ses promesses, de n'avoir sacrifié aucune des données essentielles de la conscience : par la réflexion, elle a trouvé les trois termes de la réalité, le moi, le monde, Dieu, et dans les lois de la raison les rapports universels qui accordent ces trois termes en une intelligible unité.

VIII

Toute philosophie en dernière analyse est une conception de la vie et s'achève par la solution du problème de la destinée humaine. M. Janet applique à la morale sa méthode de conciliation. « La morale de Kant, dit-il, doit rester dans la science, mais elle-même doit s'appuyer sur la morale d'Aristote qu'elle n'aurait pas dû renverser; et, dans la conciliation de ces deux doctrines, un utilitarisme noble et éclairé comme celui de Stuart Mill doit trouver satisfaction. » C'est qu'ici encore la vérité consiste dans la pleine intelligence de la nature humaine, dans l'accord de toutes les données de la conscience éclairée, approfondie par la réflexion. Le plaisir individuel, subjectif, variable ne peut être le bien de l'homme que sa pensée relie à l'universel ; la loi formelle, le devoir abstrait de Kant qui s'impose sans se justifier, ne saurait convenir à une raison qui plonge dans l'être,

qui touche le parfait et l'absolu. Le bien de l'homme résulte de sa nature même, est fait d'éléments multiples et de valeur inégale; l'homme est instinct, sensation, passion, et il est raison, liberté ; il est un individu et il peut devenir une personne; comme le vrai est l'accord de toutes les données de la conscience, le bien est l'activité dans l'ordre, l'harmonie de toutes les puissances intérieures, d'un seul mot, la perfection.

Si le bien consiste pour l'homme à se conférer l'existence humaine, à achever sa nature, à être vraiment homme, le bonheur est inséparable du bien, comme le plaisir de l'acte, et il n'ajoute pas à la vertu un prix qui lui serait extérieur : « la béatitude, selon le mot de Spinoza, n'est pas la récompense de la vertu, elle est la vertu elle-même ». Comme il assure le bonheur, le bien fonde et justifie le devoir : le devoir n'est plus une consigne, un ordre arbitraire, il oppose les vrais biens aux faux biens, il nous commande de préférer les uns aux autres, il est la loi qui nous ordonne de rechercher notre perfection, c'est-à-dire notre vrai bonheur. Le bonheur consistant pour l'homme dans sa propre excellence, la vertu en son essence étant la béatitude même, la morale n'a que faire de sanctions qui lui soient extérieures, de promesses ou de menaces, de châtiments ou de récompenses. La moralité n'est pas un placement à gros intérêts, un marché conclu avec Dieu. Faut-il donc enfermer la destinée de l'homme dans les étroites limites de l'existence présente? Nullement. D'abord si la vertu n'a pas droit à une récompense, elle a droit à elle-même : « la récompense de la vertu, c'est la vertu elle-même, non pas cette vertu imparfaite et combattue qui succombe à chaque pas, mais une vertu qui ne succombe plus, qui ne chancelle plus, qui ne souffre plus, la récompense de la vertu, c'est la liberté », c'est la délivrance. En second lieu, la vie future n'a pas besoin d'être conclue de raisonnements subtils et compliqués, elle est une donnée de la conscience, nous en trouvons la révélation dans notre nature par la réflexion. « Nous sentons, nous savons que nous sommes éternels... Être éternel, c'est participer à l'absolu, et quiconque pense et aime, participe par là même à l'absolu... L'objet de l'amour, l'objet de la raison, c'est l'intelligible et le divin. Le moi ne périt pas... mais ce moi immortel n'est pas le moi sensible perdu et dispersé dans les choses, c'est le moi véritable, recueilli et concentré en lui-même : c'est la personne. La personnalité a sa racine dans l'individualité, mais elle tend sans cesse à s'en dégager. L'individu se concentre en lui-même; la personnalité aspire au contraire à sortir d'elle-même. L'idéal de l'individualité, c'est l'égoïsme, le tout ramené à moi ; l'idéal de la personnalité, c'est le dévouement, le moi s'identifiant avec le tout. La personnalité, c'est en quelque sorte la conscience de l'impersonnel... C'est cette conscience du divin dans chaque homme, qui est immortelle, et non pas tels ou tels accidents fragiles et illusoires que l'on voudrait en vain emporter avec soi. »

IX

Je n'ignore pas tout ce que j'ai négligé, et de la philosophie et de la personne de M. Janet ; vous me reprocherez peut-être d'avoir figé dans ces abstractions la physionomie mobile, vivante, l'intelligence allègre que vous aimiez ; vous regretterez l'invention des arguments, les surprises d'une dialectique qui semble rajeunir la vérité en renouvelant ses preuves ; mais, pressé par le temps, je n'ai voulu que mettre en lumière ce que précisément, dans la richesse de cette œuvre complexe, on risquait de moins voir, la fermeté de la pensée, l'unité de la doctrine, ce qui fait la continuité de cet enseignement historique et doctrinal poursuivi pendant trente-cinq ans sans une défaillance.

J'ai exposé le système, ce n'est point ici le lieu de le discuter, de montrer, selon la méthode même de M. Janet, ce qu'il exprime de la philosophie éternelle qu'il ne prétend point exprimer tout entière ; mais de ce système il y a quelque chose qu'il ne faut point laisser perdre, dont il importe de maintenir la tradition, et c'est son esprit même, l'esprit de générosité qui l'a créé et qui l'anime. Il faut se défier des gens qui s'imaginent posséder la vérité absolue, une vérité divine, révélée ; comment résisteraient-ils à la tentation de l'imposer? La philosophie, pour M. Janet, est la science relative de l'absolu, c'est vers l'absolu qu'elle tend, c'est lui qu'elle veut, c'est lui qui l'attire ; mais elle est toujours l'effort et l'œuvre d'un esprit limité, dont la destinée est la recherche et non la possession de l'absolu.

La tolérance est la condition de la libre pensée : que la vérité partielle qui donne créance à l'erreur nous soit toujours une raison de présumer la bonne foi de nos adversaires et de les respecter.

M. Janet ne veut pas que la philosophie soit une science fermée, obscure, interdite aux profanes, réservée à quelques initiés, il la veut humaine, accessible, universelle ; elle est présente à la conscience, elle est l'approfondissement et l'accord de ses données essentielles ; sa mission est d'assurer à tous ceux de plus en plus nombreux qui peuvent s'élever jusqu'à la réflexion le bien précieux dont nous avons tous comme la possession virtuelle.

Cette libéralité, cette universalité est comme la caractéristique de la philosophie française. La philosophie allemande a quelque chose d'aristocra-

tique, elle renverse le point de vue naturel de l'esprit, elle fait appel à une intuition intellectuelle, où les concepts opposés se fondent dans une obscure synthèse. Descartes affirme « que le bon sens est la chose du monde la mieux partagée, que la raison est naturellement égale en tous les hommes », que pour éclairer cette raison, il suffit d'une bonne méthode qui, partant de notions simples, claires et distinctes, les enchaînant dans un ordre logique et continu, en fasse apparaître les rapports avec évidence. Cet esprit de générosité, d'universalité, qui domine la philosophie cartésienne, c'est l'esprit même de la France. Restons-y fidèles. Quelques-uns aujourd'hui nous invitent à renier cette grande tradition, ils nous prêchent l'exclusivisme, l'intolérance, la haine. Sous de vains prétextes, ils opposent les religions et les races, ils brisent l'unité morale de la patrie française. La patrie n'est pas une proie à partager, elle est un devoir à remplir. La fonction de l'esprit n'est point uniquement de traduire les phénomènes donnés dans le langage de l'abstraction, de réfléchir ce qui est; elle est plus encore d'agir, de continuer le mouvement de la nature par le progrès de la pensée, d'ajouter aux formes réelles les formes idéales d'une vie supérieure, d'inventer et de vouloir ce qui doit être. La justice n'est pas, comme on l'a dit, une idée fausse, parce qu'elle n'est pas un concept abstrait, mathématique; la justice est un idéal mobile que la volonté ne réalise dans les faits que pour offrir une matière nouvelle à la pensée créatrice de l'homme et à son infatigable énergie.

Ne craignons pas les ambitions généreuses, ayons le courage de vouloir la justice, comme la vérité, pour tous : il restera toujours assez de mal dans le monde.

GABRIEL SÉAILLES.

LE DÉBUT D'EMMA DORGE

Nouvelle.

18 nov.

A la station d'omnibus de la place Clichy, une voix à côté de moi :

— Bonjour, mademoiselle Julienne.

Arrachée à ma rêverie, je reconnais M. Bellaygue. Il se tient raide, prêt à riposter à mes plaisanteries. Mais voilà des semaines que je ne ris plus, l'âme toujours amère de quelque nouveau déboire. Sérieusement, avec intérêt, je lui demande de ses nouvelles. Au milieu de la foule inconnue, dans ce grand Paris où je n'ai vu, tout ce dimanche, que des visages plus ou moins étrangers, je suis presque heureuse de retrouver ce brave homme dont les traits me sont familiers. Naturellement, il parle des Suchet.

— Vous vous ennuyiez donc bien chez eux, qu'on ne vous y voit plus ?

Je donne comme excuses mes études, mes démarches.

— Oui, oui, toujours votre idée de monter sur les planches !

Quel mépris ! Un mépris qui, sans me froisser, me peine, car une évidente douleur s'y est mêlée. Le malheureux ne prend pas son parti de ne pouvoir être mon mari.

Tristement, le jour tombe, et la brume s'éclaire de troubles lumières qui dans la boue se reflètent. Nous causons de choses vagues. De quoi parler avec M. Bellaygue ? Deux « Trocadéro » passent sans qu'il utilise son numéro. Enfin, un troisième « Odéon » arrive où je puis monter et je quitte M. Bellaygue sur cette réflexion de lui, dont la morne ironie va me poursuivre tout le trajet :

— Nous ne sommes pas faits pour aller du même côté.

. . . . . .

15 déc.

Tante tombée dans la rue, emportée évanouie chez un pharmacien et emmenée en voiture à la maison. J'étais absente. Le concierge l'a aidée à monter jusqu'au cinquième. Le médecin a répété son mot de « neurasthénie ». Le plus clair, c'est que la chère créature se prive à chaque repas pour que je mange à ma faim. *Il faut, il faut que notre misère cesse !* Si, dans un mois, je n'ai rien trouvé pour Paris, je signe n'importe quoi pour l'étranger.

. . . . . .

10 janv.

Mon concours demandé pour un concert à la salle Érard, au bénéfice des enfants de la pauvre Mme Delage. Que d'horreurs en notre belle civilisation ! Cette femme du monde avait bravement, après des revers de fortune, ouvert une maison de modes. Pour récolter des idées utiles à son industrie, elle allait dans les milieux élégants. Une nuit, rentrant à pied du Vaudeville, forcée qu'elle était d'économiser les voitures, elle s'engageait dans le boulevard Haussmann, quand des agents de la police des mœurs la sommèrent de les suivre. Indignée, elle proteste. On la traîne au poste, où, le lendemain matin, l'erreur est reconnue. L'émotion fut si violente que la malheureuse traîna de maladie en maladie, s'alita définitivement et mourut.

. . . . . .

21 janv.

Quand prendrai-je un peu d'aplomb devant le public ? Ce soir, à la salle Érard, pour dire mes deux

morceaux, je tremblais comme une plume au vent. Est-ce parce que je songeais aux grands artistes qui, derrière la scène, pouvaient m'entendre et dont je privais l'auditoire ? Toujours est-il que j'ai déclamé vingt fois *la Conscience* avec moins d'éclats vocaux et de gestes et une tout autre intensité d'effet.

Agela est décidément une superbe Falcon. Sa maigreur et sa raideur m'ont paru infiniment moins déplaisantes que dans le grand cadre de l'Opéra, qui ne met pas en valeur sa réelle beauté. On a sans doute raison, elle a le charme étrange de ces femmes qu'on voit dans les tableaux des primitifs. Et quel pianiste que ce Molter ! Personne mieux que lui ne donne l'idée d'une tempête, d'une force naturelle toute déchaînée. Et avec quelle douceur, quelle tendresse il touche parfois le clavier, écoutant avec amour, sous ses cheveux en pluie, les ineffables sons que produisent ses doigts magiques ! Quant au vieux Saint-Gris, qui débutait dans la pantomime, il s'est révélé l'un des plus merveilleux Pierrot qui puissent exister. Une preuve de plus à mon opinion que c'est avant tout la mimique qui fait le comédien. Une laryngite peut enlever la voix à Saint-Gris, sa voix d'ailleurs si sourde et si blanche, il n'en restera pas moins un maître acteur.

22 janv.

Hier, après *la Conscience*, je causais avec Agela, quand un jeune et petit monsieur à lorgnon vint droit à moi et me félicita. Ce fut sans grand effort de modestie que je refusai ses éloges, d'ailleurs brefs et plutôt secs. Il fit, de la langue sur les dents, ce petit bruit qui signifie : « En voilà des paroles inutiles ! » et dit :

— Vous êtes douée. Des choses en vous peuvent déplaire, mais vous êtes douée. C'est l'essentiel et, fichtre ! l'exceptionnel à notre époque de talents factices.

Il se nomma, se déclara l'auteur de la « petite rosserie en vers » que Marguerite Horel venait de débiter, et, sans plus de préambule :

— Voulez-vous me recevoir demain, chez vous? Nous causerons utilement.

Avec la hardiesse que m'impose ma carrière, j'adhérai à son désir ; mais à peine si l'idée me vint que cette nouvelle relation pût m'être bonne à quelque chose.

Eh bien ! tout me porte à croire que mon salut dépend de cet Émilien Gerse ! Tous les gens auprès de qui je me renseigne me disent de lui le plus grand mal... et le plus grand bien. « Gerse ! En voilà un qui fait son trou ! Dame ! du talent et pas de scrupules. — Gerse ! Je vous crois que vous pouvez vous fier à lui ! Il a horreur des phrases en l'air. Il veut ce qu'il veut, et, pour atteindre son but, il foulerait aux pieds père et mère. »

Ce matin, à dix heures précises, coup de sonnette à ma porte. Il a dit : « Je serai là à dix heures », et c'est lui. Poignée de main tout juste aimable, mais aussi familière que s'il me connaissait de longue date.

Tirant ses gants, les pieds au feu, il m'interroge sur mes études.

— Oui, ça se voit, vous avez été préservée du Conservatoire. Il n'en sort que des dindes.

Je parle de mon vieux maître ; je dis que je lui dois tout le peu que je sais.

— Oui, oui, le père Anthonin, de l'Odéon. Eh ! mais, ça ne vous fait pas jeune d'avoir été son élève ! Il faut vous hâter d'arriver.

D'un petit coup de tête, il salue tante, que je lui présente, et, sans plus s'occuper d'elle que d'un meuble, il me prie, — *m'ordonne* serait plus exact, — de lui jouer quelques scènes de mes rôles. Je deviens doña Sol, Marguerite Gautier, Edda Gabler, tandis que, me pénétrant de ses regards, qui, à chaque instant, quittent les textes, il me donne des bouts de réplique de sa maigre voix nasillarde. Son avis général est que « j'ai des choses bien à moi, un fond de vraie nature », mais que je suis « influencée par cette terrible Sarah, qui déteint sur toutes ses contemporaines ».

Pour me voir dans « de la douleur et de la joie inédites », il me fait « broder des canevas » qu'il m'expose en deux mots : « Une mère, au retour d'une course aux environs, trouve son enfant mort dans le berceau. — Une femme, qui croit son amant tué à la guerre, reçoit de lui une lettre toute rassurante... » Et Gerse de se déclarer très content de ma « fraîche imagination », de tout ce qu'il découvre « entre et sous mes inexpériences »...

— Entendu ! conclut-il, c'est vous qui jouez ma pièce au Théâtre-Dramatique. — Et, tandis que, stupéfaite, je me demande à qui j'ai affaire : — Parfaitement, ma petite ! Je vous impose à Mogez. Pas une de ses pensionnaires ne vous monte à la cheville. Nous répétons le mois prochain. Une machine qui n'ira pas à la centième, mais qui, toute graissée de sentimentalité, fera son bonhomme de chemin. — Et, de son petit bruit de langue sur les dents, coupant le remerciement que je balbutie : — Je vous devrai autant que vous me devrez. On ne rend service que pour être utile à soi-même.

Est-ce possible ? Après trois ans de tentatives, après tant d'espoirs et de découragements, je pourrais tout à coup me révéler au grand public ? Serait-ce le succès, l'avenir prédit par mon pauvre Anthonin et qui me vengerait de tous les doutes, de toutes les négations, de toutes les méchancetés à mon égard ?

Gerse parti, nous nous sommes regardées, tante et moi, en silence, et nous nous sommes embrassées en pleurant.

23 janv.

Chez Émilien Gerse, ce matin. Quai Saint-Michel, tout en haut du vieil immeuble, une grande pièce au plafond bas, aux deux fenêtres donnant sur la Seine. Une bibliothèque partant du corridor et circulant au long des murs de la salle, avec des casiers bourrés de paperasses classées en paquets. Un bon feu de boulets où chantonne une bouillotte. Sur la large table, trois admirables chats sommolant dans un rai de soleil. Gerse en robe de chambre et en pantoufles.

— Eh bien! voici la machine.

Et il se met à lire *l'Amour sans bornes*.

Premier acte. Osmont, homme plein de qualités morales, est marié à une femme encore jeune, qui, de moins en moins, apprécie l'affection qu'il a pour elle. Elle se plaint de la médiocrité où il la laisse, elle ainsi que leurs enfants. Réclamations de créanciers, difficultés de tenir un rang dans le monde qu'elle fréquente, tout la fait souffrir à fond dans son orgueil. C'est une ambitieuse qui a fini par considérer son mari non comme un incapable, mais comme un faible; c'est une passionnée qui pourrait aimer jusqu'au crime et qui voudrait que l'être à qui elle s'est donnée lui témoignât un *amour sans bornes*. Mais quoi! l'homme dont elle attendait le parfait bonheur ne se résigne pas à refouler un peu ces scrupules de dignité, de délicatesse qui sont de telles gênes pour la lutte sociale!

Deuxième acte. Osmont a volé. Il en a eu assez de voir souffrir la femme qu'il adore, et leur fille sans dot, à qui un père encore a refusé son fils, et leur propre fils, qu'il fallait jeter dans un métier quelconque, en l'impossibilité de pourvoir aux années de Polytechnique. Oh! surtout, il n'a plus pu supporter les reproches, les amertumes, les larmes de Marcelle. Elle l'a peu à peu affolé par ses pernicieux conseils. Et l'épouvantable prodige s'est accompli : secrétaire particulier d'un grand financier, Osmont s'est emparé de plus de quatre-vingt mille francs, qu'une spéculation a vainement engloutis. En une scène déchirante, il confesse à Marcelle sa honte et son désespoir. Alors, elle se transfigure. Jamais elle ne l'a aimé comme à cette heure. Elle ne voit en lui que l'homme qui lui a sacrifié la paix de sa conscience. On sonne. C'est le banquier. Il a découvert la disparition des fonds. Il vient interroger son secrétaire. Hagard, lamentable, le malheureux avoue. Le chef trompé dans sa confiance a d'abord d'hypocrites paroles de compassion; mais, quand il apprend que l'argent est dévoré, il éclate en injures et en menaces. Marcelle, un moment suppliante, devient terrible et sait obtenir un délai pour le remboursement.

Troisième acte. Tout a été vendu. Toute la ruine, avec de nouvelles dettes. Les quatre-vingt mille francs ont été rendus, et la justice n'a pas été informée. Mais Osmont a contracté une maladie nerveuse. Incapable de tout travail, il traîne comme un boulet le remords de sa faute. En lui, se combattent la tentation du suicide et la volonté de guérir, de recommencer la vie. C'est cette volonté qui l'emporte. Car Marcelle, devenue simple couturière, est admirable de dévouement, et les enfants, qui, eux aussi, gagnent le pain familial, ont, du fond de leur cœur, pardonné à leur père. Le bonheur apparaît possible en l'avenir, surtout si l'on peut partir pour quelque pays lointain, où personne ne saura l'histoire du petit groupe uni en toute tendresse et en toute vaillance.

Ainsi résumée, la pièce a un air de mélodrame qu'elle n'a point en réalité. Tout s'y passe comme dans la vie. Pas un mot qui vise à l'effet; une langue concise, à la Dumas fils; des scènes agencées et menées de main de maître.

— C'est du Scribe, dit Gerse. Primitivement, la pièce se terminait par la mort d'Osmont. Il expirait dans les bras de Marcelle, avec la consolation d'être aimé, tandis qu'elle jurait de ne pas lui survivre et le bénissait pour la preuve d'amour qu'il lui avait donnée. D'ailleurs, pas d'enfants; rien qu'un passionnel amour conjugal. Mais Mogez, terrifié, exigea la transformation du drame, et, pour être joué, je cédai. Moralité : l'imbécillité règne.

25 janv.

Je ne me fais pas à l'idée que je peux débuter dans moins de deux mois. Pourtant, je ne rêve pas! Ce matin, j'ai bien été présentée à Mogez, dans son hôtel de la rue d'Offémont! Tableaux, objets d'art, plantes partout. Mogez déjà tiré à quatre épingles. Exquis de politesse, avec tout à coup des regards soucieux qui me sondent. Ne demande pas mieux, assure-t-il, que d'accueillir la « trouvaille » de Gerse. Des appréhensions toutefois : « Un bien gros rôle pour un début! » etc. Et Gerse d'insister sur la « fortune » qu'il lui apporte. Il veut me faire entendre sur-le-champ; mais, songeant aux visiteurs qui attendent, Mogez s'excuse, avec promesse de m'accorder une audition dans le rôle, dès que je le saurai.

Je le sais presque.

27 janv.

Dîné chez les Suchet. La nouvelle de mon début les a fait rire avec un peu de visible inquiétude pour ma raison. Des questions d'un bête! « Vous n'aurez pas peur devant tout ce monde? — Comment seras-tu habillée?... » Et on a parlé d'autres choses, de quantité d'autres choses, à propos desquelles chacun a dit son mot, simplement pour satisfaire le besoin d'agiter sa langue. Pauvres gens! Ils ne s'intéressent à

rien, et c'est bien compréhensible, puisque tout, à travers leurs cerveaux, devient néant.

Pourtant, ils ont fait un accueil vraiment sympathique à M. Bellaygue, arrivant comme toujours au dessert, avec sa friandise à partager. Voilà bien l'homme selon leur idéal. S'il ne pouvait pas être le père de Julie, on la lui offrirait en mariage. Avec des rires, on lui a annoncé l'événement me concernant, ce qui lui a fait branler la tête avec tristesse et dire :

— C'est le papa qui n'aurait pas été content!

Alors, tante, un peu impatientée :

— Mais puisque c'est son goût et qu'il est si difficile à une femme de gagner sa vie!...

Trop « comme il faut » pour hausser les épaules, M. Bellaygue a haussé les sourcils, et on lisait sa pensée : « Elle n'aurait pas besoin de gagner sa vie si elle était ma femme. » Les Suchet devaient se dire, tout au moins la mère, dont le regard allait de lui à moi : « Pourquoi refuse-t-elle la position qu'il lui offre? » Et, pour la centième fois depuis que nous fréquentons nos anciens voisins, les diverses professions accessibles à la femme ont défrayé l'entretien.

Avec la fumée de sa pipe, le père Suchet a un peu alourdi les têtes, et M. Bellaygue, gardant presque seul la parole, a donné maints détails sur ses nouvelles fonctions à la gare d'Orléans et nettement établi que la compagnie ne s'enrichit pas avec le transport des voyageurs, mais avec celui des marchandises. Et toujours sa surveillance pour voir si je ne me moquais pas. Je n'en avais nulle envie.

Seulement je me disais : « Comme tu as bien fait de t'opposer à ses vœux, à tout ce qu'on a tenté pour que ta destinée s'enchaînât à la sienne! comme tu as bien fait de croire en ton étoile! »

1er fév.

Mon cher rôle! Chaque jour, je le travaille avec Gerse, qui, incapable de jouer lui-même, eût fait un excellent professeur. Il me rappelle mon pauvre Anthonin. Le même amour de la vérité, souvent les mêmes préceptes.

« Pour trouver l'intonation juste, remplacez ma phrase par une phrase à vous, qui ait strictement le même sens, et dites la mienne comme la vôtre.

« N'imitez jamais mes intonations : c'est comme si vous vous affubliez d'un nez pareil au mien.

« Mettez-vous dans la peau de votre personnage, mais sans renoncer à votre propre nature, qui, à la fois une et multiple, peut se diversifier en restant elle-même. »

Il ne recommande pas la « stricte imitation » mais bien la « large interprétation » de la vérité.

« Si vous parliez et agissiez au théâtre comme vous le faites à la ville, vous seriez, pour le public, qui vous voit et vous entend de plus ou moins loin, au-dessous des sentiments exprimés. Vous devez recourir à une part d'exagération, ressembler aux décors, qui, de près, sont grossièrement brossés.

« Diderot broute dans le pâturage de l'erreur en prétendant que l'acteur ne doit rien éprouver. Il doit ressentir toutes les émotions de son rôle, mais en rester maître. S'il ne peut gouverner ses sanglots, comment comprendra-t-on les paroles qui s'y mêlent? C'est une machine qui doit user de vrai charbon, mais fonctionner, se modérer et s'arrêter à sa guise. »

. . . . . .

8 fév.

Joué Marcelle devant Mogez, rue d'Offémont. Quel trac, aux premières scènes! Un trac comme devant tout un public. Mais, prévoyant sans doute l'effet qu'il allait produire, Mogez s'est vite montré empoigné, et j'ai retrouvé tous mes moyens.

Mon rôle achevé, il s'est répandu en formules laudatives. Un « grand fabricant de miel », comme dit Gerse. Toutefois, quand celui-ci, avec une tape sur l'épaule, l'a exhorté à m'engager *illico*, il a demandé du temps.

— C'est sur la scène que je veux juger cette chère enfant. Je suis bien sûr que nous signerons tout de suite après.

Dehors, réflexion de Gerse :

— Il voudrait une femme qui fît l'affaire aussi bien que vous et qui eût un nom. Il ne trouvera pas.

. . . . . .

15 fév.

Après déjeuner, au café (pauvre tante, qui, à cause de son cœur, n'en peut plus prendre, au moment où j'allais lui en payer de première qualité!), M. Bellaygue est venu m'offrir des roses. J'ai senti trembler sa main grasse.

— En vous souhaitant une bonne fête, Mademoiselle... Excusez-moi si, cette année encore, je me suis cru autorisé...

Vifs et sincères remerciements, auxquels j'ai ajouté :

— Pour vous comme pour ma tante, mon cher monsieur Bellaygue, je m'appellerai toujours Julienne.

— Ah oui! il paraît qu'on se débaptise pour... Ça vaut mieux, en effet...

Toujours son idée que je me jette dans une vie échevelée.

Sans nulle autre allusion au théâtre, il a causé un moment, domptant son émotion, le visage un peu tourné pour ne pas me voir, mais, de temps à autre, attiré peu à peu vers moi. Longuement, il a conseillé à tante, qui vient de perdre sur une obligation sortie

au tirage, de s'assurer contre de tels risques. Puis, ayant consulté son fameux remontoir, il se lève, et, après une hésitation :

— Mademoiselle Julienne... je ne sais pas quand je vous reverrai... maintenant... — Et comme j'insiste pour qu'il ne tarde pas à revenir : — Non, voyez-vous, maintenant que vous allez être artiste, ça me ferait trop de mal!...

Il est devenu écarlate, et ses gros yeux bombés se sont couverts de larmes. J'étais moi-même très émue.

— Mon Dieu, monsieur Bellaygue, pardonnez-moi... Je n'ai d'amour que pour le théâtre; mais j'ai pour vous beaucoup d'amitié.

Il était déjà sur le palier, le dos secoué de sanglots refoulés. Oh! le chagrin de ce gros homme! J'en ai encore tout un malaise.

Sainte-Julienne.

Des joies tout le jour. Des joies? Toujours est-il que je n'ai jamais reçu tant de fleurs. Mais ces témoignages d'affection proviennent-ils, la plupart, de ce que, sans vilaine arrière-pensée, on se réjouit de ma prospérité prochaine, ou de ce qu'on revient à moi parce que je vais n'avoir plus besoin de services et pouvoir en rendre?

. . . . . .

20 fév.

Tante a vu M. Bellaygue chez les Suchet. Il lui a chuchoté :

— Vous avez dû me trouver bien ridicule, l'autre jour. On a des moments comme ça, où l'on perd la tête. A présent, c'est bien fini. Dites à Mlle Julienne que j'irai vous voir toutes deux, quand je pourrai.

J'ai peut-être accordé beaucoup trop d'importance à cet amour malheureux. Tous ces jours-ci encore, la pensée m'obsédait d'un Bellaygue au bout d'une corde, d'un Bellaygue troué d'une balle, d'un Bellaygue asphyxié par un réchaud. Non, fort heureusement, ces bons bourgeois ne se laissent pas longtemps dominer par les idées folles.

23 fév.

Lecture par l'auteur à tous ses interprètes réunis au foyer. Enthousiasme un peu factice, s'il faut en juger par les réserves, les inquiétudes exprimées par des physionomies furtives. Du reste, Gerse, aussi maître de lui qu'en toute autre circonstance, ne m'a point semblé se fier aux congratulations.

— Ça sera ce que ça sera! a-t-il dit de ce ton tranchant qui, chose curieuse, lui vaut maintes sympathies. Il dépend de vous tous que ça paraisse bien.

Acteurs et actrices m'ont inspectée de la tête aux pieds. On a peut-être chuchoté à mon sujet autant qu'au sujet de la pièce. Adeline m'a dit, avec un peu de visible envie :

— Petite veinarde! Débuter par une création, et une création comme Marcelle!

Avec son costume de velours vert bronzé à petites côtes et son étonnant chapeau où un lophophore déploie ses ailes vertes aux reflets d'or, d'azur et de pourpre, elle était aussi élégante qu'à la scène, — avec dix ans de plus, par exemple.

Les beaux yeux de Lucy Langel! Des yeux étranges, où le noir iris semble occuper tout le globe. Avec cela, une gentillesse et une distinction toutes naturelles. Quelque chose me dit que nous deviendrons de bonnes amies.

Contraste entre Brogier et Renneval : le premier, bichonné, parfumé, portant son torse comme un ostensoir, dessinant son fin sourire en l'azur de la barbe rase, cherchant toujours et trouvant parfois le mot drôle; le second, taciturne, morne, tout en dedans, la mise plus que négligée, mais rachetée par la tête caractéristique à la couronne grisonnante, aux joues sabrées par une longue ride.

Répétition le 1er mars.

JEAN BLAIZE.

(*A suivre.*)

UN BOURGEOIS DE PARIS

AU TEMPS DE LA LIGUE

Pierre de l'Estoile.

I

Qu'on imagine, pendant la guerre et la commune de 1871, un magistrat honnête homme, exempt des passions violentes sinon des préjugés de son temps, d'esprit cultivé mais de portée médiocre, écrivant au jour le jour, pour lui-même et pour son plaisir, ses impressions toutes déterminées par les bruits de la rue et les causeries du Palais et collectionnant les journaux, les brochures, les affiches et les caricatures qui abondent aux époques troublées, et l'on aura une première idée, quelle que soit la différence du temps et des événements, de Pierre de l'Estoile et de ses registres-journaux.

En effet, à trois cents ans de distance, la période racontée par Pierre de l'Estoile présente une analogie saisissante avec la seconde moitié de ce siècle; la guerre étrangère, puis la guerre civile et, sous le couvert de la religion, la mêlée sanglante des appétits et des intérêts, le Roi abandonnant sa capitale aux factieux, suivant la tactique renouvelée de nos

jours par M. Thiers, les deux sièges de Paris, constitué en commune indépendante avec son Comité des Seize et son grand conseil de l'Union, l'engouement des Parisiens pour Henri de Guise, dont la valeur personnelle et les titres à la reconnaissance publique ne justifiaient point l'incroyable popularité, les coups d'audace de cet ambitieux sans génie, ses étranges hésitations et sa fin tragique.

Sans insister sur des rapprochements qui sembleraient peut-être un peu forcés, il est permis de signaler la mystérieuse sympathie et même l'incontestable communauté de destinées et d'aspirations confuses qui ont ramené l'attention de notre époque vers ce terrible XVIe siècle, ses splendeurs, ses misères, ses élans généreux et ses chutes profondes. Aussi, bien que trois fois séculaires, les Mémoires de l'Estoile gardent encore, comme nous dirions aujourd'hui, un certain air d'actualité.

Mais s'ils renferment de précieux documents et de curieuses anecdotes sur les mœurs et la vie privée des Parisiens du XVIe siècle, ils ne sauraient servir de base à des appréciations équitables ni à des jugements définitifs sur les affaires de l'État. Autant vaudrait s'appuyer, pour écrire l'histoire de la commune de 1871, sur les racontars de quelque journal quotidien, publié à Paris ou à Versailles, pendant la guerre civile.

Voltaire a condamné, trop sévèrement peut-être, les chroniqueurs du genre de l'Estoile : « Ils servent à nous faire voir, dit-il, combien les auteurs contemporains qui écrivent précipitamment les nouvelles du jour sont des guides infidèles pour l'histoire. Ces nouvelles se trouvent souvent fausses ou défigurées par la malignité. D'ailleurs cette multitude de petits faits n'est guère précieuse qu'aux petits esprits. »

Sans doute, l'Estoile a toujours vécu éloigné de la Cour et des conseils du gouvernement. Il n'a joué aucun rôle politique. Simple spectateur assis au parterre, il n'a pu, comme Saint-Simon, voir les fils qui faisaient mouvoir les personnages ni pénétrer leurs desseins. Il n'a connu les péripéties du drame que par des apparences souvent trompeuses et des effets tout extérieurs. Mais, en revanche, il nous a transmis fidèlement les impressions du public. A ce point de vue, ses Mémoires reprennent toute leur importance et n'intéressent pas seulement les « petits esprits » mais encore les philosophes et les moralistes à la façon de Voltaire lui-même.

Les faits extraordinaires consignés dans le Journal de Henri III, les grandes figures qu'il évoque se projetaient, pour ainsi dire, sur l'âme populaire du Paris de la Ligue, comme sur une mer agitée. Ces images, réfléchies par un miroir si trouble et si mobile, s'y déformaient en raccourcis bizarres, en lignes ondoyantes et grimaçantes. Aussi dans les récits de l'Estoile, malgré l'horreur tragique des événements, il y a toujours je ne sais quoi de mesquin et de grotesque. C'est une parodie un peu vulgaire, une caricature maladroite et sans art, d'autant plus impitoyable pour ses victimes qu'elle frappe à tort et à travers, avec la cruauté inconsciente des enfants terribles.

Qui pourrait lui en vouloir? N'a-t-il pas pris soin lui-même de mettre en garde son lecteur? N'a-t-il pas déclaré à plusieurs reprises qu'en ses journaux « le bon et le mauvais, le vrai et le médisant sont pêle-mêle »? Si parfois il lui arrive d'enregistrer des bourdes énormes que, mieux informé, il rétracte loyalement, il ajoute, afin de mettre à couvert son amour-propre : « J'en écris plus que je n'en crois et seulement pour passer mon temps, non pour le faire passer aux autres, auxquels je conseillerai toujours de le mieux employer qu'en de telles fadèzes. »

Il est de la famille des curieux qui se satisfont par le seul exercice de leur passion et indépendamment des objets mêmes auxquels ils l'appliquent. Possédé de la manie des collections, il n'apporte pas plus d'esprit critique dans le choix des curiosités qu'il entasse au fond de ses armoires que dans le contrôle des nouvelles qu'il recueille au hasard des conversations ou des rencontres de la rue. Il achète, par exemple, des médailles, sans avoir jamais étudié la numismatique, et s'en débarrasse, quand il trouve une bonne occasion ou qu'il est à court d'argent : « J'ai vendu à un curieux, — écrit-il, — *id est* à un fol comme moi, de vieilles médailles de bronze qu'on tenait pour antiques (car de moi, je confesse que je n'y connais rien du tout; il n'y a que l'opinion en cela). »

Il n'en a pas moins su composer, de tous ces faits divers, ces on-dit, ces bons mots, ces coq-à-l'âne, ces *pasquils*, et ces *fadèzes* un amas très vif et très remuant. C'est le *Petit Journal* du règne de Henri III. Il est lui-même une figure originale et typique, à demi ensevelie sous un monceau de paperasses et suivant l'expression de Sainte-Beuve, appliquée à un autre chroniqueur, « non pas un témoin d'histoire, mais *une médaille de mœurs* ».

II

Bien que l'auteur des Mémoires-Journaux appartînt à la vieille noblesse de robe et fût allié aux plus grandes familles du Parlement, aux Chartier, aux Séguier, aux de Thou, aux Molé, le nom de Pierre de l'Estoile n'est mentionné nulle part dans les nombreux Mémoires contemporains. Ses ancêtres paternels, dont le blason — allégorique comme tous les blasons — portait *d'azur à l'estoile d'or*, étaient originaires d'Orléans. L'un d'eux, Regnault de l'Estoile,

fut, en 1460, lieutenant général du gouverneur de la province. Son père, son aïeul et son arrière-grand-père furent présidents des Enquêtes, au Parlement de Paris, et sa mère était fille du garde des sceaux, François de Montholon.

Lui-même est né en 1546, à Paris, vraisemblablement dans la maison dont son père, Louis de l'Estoile, était alors propriétaire. Ce vieil hôtel, qui subsiste encore, au numéro 10 de la rue de Tournon, avec un portique de quatre colonnes ajouté au XVIIIe siècle, sert aujourd'hui de caserne à la garde républicaine. Le *Bourgeois de Paris* qui a écrit un journal du règne de François Ier a strictement gardé l'anonyme. Pierre de l'Estoile, moins réservé, nous fournit quelques renseignements sur sa propre personne et sur sa famille. Ces notes biographiques, malheureusement trop brèves et trop clairsemées, nous laissent entrevoir un intérieur de la haute bourgeoisie du XVIe siècle. La maison est grande et d'aspect seigneurial, loin des rumeurs de la rue, au fond d'une vaste cour silencieuse, où l'herbe croît entre les pavés. Rien n'y a pénétré des mœurs turbulentes et des passions ameutées qui font rage au dehors. C'est encore la vie réglée, la simplicité un peu froide, la monotonie un peu triste des âges précédents. Quel contraste avec la cour des Valois, son luxe insensé, ses fêtes splendides et son merveilleux éclat artistique ! Comme on y sent l'opposition et l'antipathie de deux classes et presque de deux races qui tenteront de se rapprocher sans se comprendre ni se confondre jamais ! L'Estoile, bourgeois parlementaire, professe contre la Cour et la noblesse de Cour une haine déclarée qu'il exhale, en ses écrits, avec une verve souvent indiscrète. Dans des passages impossibles à citer et où le parti pris est évident, il reproche à la cour de Henri IV les mêmes désordres et lui attribue les mêmes vices qu'à celle de Henri III. (Décembre 1608 — avril 1609.) Il n'est pas plus tendre pour la classe populaire : « Ce sot peuple, — écrit-il, — mangé, rongé jusqu'aux os, à la campagne par les gens de guerre, et aux villes par nouveaux offices, impôts et subsides ; mais sot qui, en un état troublé, suit toujours le plus mauvais et injuste parti. » Plus loin, il fait dire à Henri IV : « Un peuple est une beste qui se laisse mener par le nez, principalement le Parisien. » (Mars 1595.)

L'auteur des Mémoires-Journaux paraît n'avoir conservé aucun souvenir aimable de ses premières années. Comment s'en étonner, lorsqu'on sait combien rudes et barbares étaient alors les systèmes d'éducation ? Érasme, Rabelais et Montaigne en ont tracé les plus noirs tableaux. De son enfance, l'Estoile ne rapporte qu'un incident solennel. Il raconte qu'ayant pour précepteur Mathieu Béroalde, qui fut aussi précepteur d'Agrippa d'Aubigné, puis ministre de l'Évangile à Genève, il fut appelé au chevet de son père mourant :

« Les dernières paroles du bon homme, après qu'il m'eust donné sa bénédiction, estant lors aagé de douze ans seulement, furent à Me Mathieu Béroalde, en ces termes : « Maistre Mathieu, mon ami, je vous « recommande mon fils que voilà ; je le dépose en « vos mains, comme un des plus précieux gages que « Dieu m'a donnés. Je vous prie, surtout, de l'in- « struire en la piété et crainte de Dieu ; et pour le re- « gard de la Religion, je ne veux pas que vous me « l'ostiez de cette église : je vous le défends. Mais aussi « ne veux-je pas que vous me le nourrissiez aux abus « et superstitions d'icelle. » Cette dernière volonté d'un si bon père m'est toujours demeurée et demeurera éternellement gravée dans le plus profond de mon cœur. »

Lorsqu'il eut atteint l'âge de dix-huit ans, l'Estoile fut envoyé à Bourges où il suivit des cours de droit « sous la conduite » du savant Arbuthnoth. Ses études achevées, il revint à Paris et acheta une charge d'audiencier à la chancellerie, avec le titre de « notaire et secrétaire du Roy ». Vers la même époque, il épousa damoiselle Anne de Baillon, fille de Jean de Baillon, trésorier de l'Épargne, qui, en dix années de mariage, mit au monde sept enfants, six filles et un garçon.

« Le dimanche, 4 septembre 1580, — écrit l'Estoile dans un de ses registres, — entre midi et une heure, mourust heureusement en Nostre Seigneur, en l'aage de trente ans, sage et vertueuse damoiselle Anne de Baillon ; son corps repose à Pomponne. » Cette courte oraison funèbre est suivie de trois sonnets, dans le goût pédantesque du temps, qui donnent meilleure opinion des mérites de la dame que des talents poétiques de son mari.

Moins de deux années après, l'Estoile contracta un second mariage avec Colombe Marteau, fille de Marteau, sieur de Gland, qui lui survécut et le rendit père de dix autres enfants, six garçons et quatre filles. Malgré les embarras et les soucis que dut lui apporter l'entretien d'une si nombreuse famille, il entreprit la rédaction de ses Mémoires-Journaux dès 1574, à l'avènement de Henri III et les continua jusqu'à ses derniers jours.

Ce fut la principale affaire de sa vie. Son zèle de nouvelliste était infatigable. Il ne se contentait pas, en effet, de recueillir tous les bruits de la rue et même d'avoir à sa solde des agents spéciaux, comme il fit pendant le siège de Paris où il employait de véritables *reporters* qu'il payait d'un morceau de pain ; mais quand il advenait quelque événement d'importance, il se rendait en personne sur les lieux et se mêlait à la foule pour assister aux cérémonies publiques, aux fêtes populaires et même aux exécu-

tions. Il allait entendre les sermons des prédicateurs les plus renommés par leurs talents ou leur violence et il en faisait l'analyse en rentrant chez lui. Il achetait toutes les nouveautés qui se vendaient chez les libraires ou se criaient dans les rues. Il a réuni ainsi plus de quatre mille pièces relatives aux affaires du temps, dont la plupart sont des pamphlets en français, en latin et en grec, des poésies satiriques, des sonnets, des épigrammes et des anagrammes. C'est là-dessus qu'il rédigeait son journal. Beaucoup de ses notes manuscrites ne sont qu'une simple introduction au « bon mot » ou forment un cadre au « pasquil » souvent insipide et qui ne méritait pas d'être sauvé de l'oubli.

Le registre intitulé : « Les belles figures et drolleries de la Ligue » dont l'exemplaire unique est conservé à la Bibliothèque Nationale, contient des gravures coloriées, des placards, des libelles et les caricatures les plus répandues à Paris, de 1589 à 1600. L'Estoile y a joint, en marge, des annotations de sa main, d'une écriture jaunie mais encore très lisible. Ce recueil, avec ses estampes grossièrement enluminées, rappelle assez bien les albums que nous composions, dans notre enfance, en collant des images d'Épinal sur des feuillets de papier gris. On y voit les processions de la Ligue, les longues files de pénitents blancs et bleus, portant des cierges allumés; le tableau mélodramatique de l'exécution des Guises, bien propre à frapper l'imagination populaire; les deux cadavres exposés dans une chapelle ardente, tendues de noires tapisseries, semées de larmes d'argent. Au fond, l'image de Jésus-Christ sur la croix, entouré des instruments de la Passion. L'impression est étrange et si vive qu'au lieu d'être reporté à trois siècles en arrière, on a l'illusion de quelque chose de récent et de *déjà vu*. Même de nos jours, en effet, la propagande politique ou religieuse lorsqu'elle s'adresse à la foule, ne peut guère modifier ni perfectionner ses moyens.

Pierre de l'Estoile a vécu sous sept rois, de François Ier à Louis XIII, et a traversé une des périodes les plus orageuses de notre histoire, sans jamais se compromettre avec aucun parti. Il vante quelque part l'indépendance de son caractère et se plaint de la vivacité de son humeur; mais il ne s'est donné carrière — semble-t-il — que la plume à la main et dans le secret de son cabinet. Il n'a été ni très catholique ni très protestant. Son rêve était la fusion des deux Églises : il disait, avec moins de clairvoyance que de bonne volonté, qu'il fallait rendre « la Catholique bien réformée et la Réformée catholique ». Il n'a été, d'autre part, ni royaliste, ni ligueur, ni même *politique*, nom donné alors au tiers-parti, au parti de la conciliation et de la tolérance; car il ne manifesta jamais publiquement sa sympathie pour Henri IV et ne fit rien pour aider à son triomphe. Le passage de ses Mémoires qui nous le montre en armes au pont Saint-Michel, avec d'autres bourgeois, la veille de l'entrée de Henri IV à Paris, et criant : « Vive le roy! Vive la paix! » ne figure point sur ses manuscrits originaux et a été interpolé dans l'édition de 1719. On ne peut davantage prendre au sérieux son factum de protestation contre la Bulle du Pape qui avait excommunié le roi de Navarre (9 septembre 1585). Cette pièce, dont il se prétend l'auteur et qui a circulé sous le voile de l'anonyme, n'est pas un acte politique mais un simple exercice de rhétorique et un jeu d'esprit. De bonne heure, il avait pris pour guide et pour maître l'auteur des *Essais*, « le sieur de Montagne » qu'il appelle son *vade-mecum*. « Sauf la santé et la vie, — dit-il, j'ajoute l'honneur de Dieu et sa crainte, — il n'est chose au monde pour quoi je veuille me ronger les ongles ni acheter au prix du tourment de l'esprit et de la contrainte... » Cette profession de foi, naïvement égoïste, semble avoir été la règle de toute sa vie. Elle ne put cependant le mettre à l'abri des persécutions, dans un temps où Paris était tombé en proie aux inspirateurs et aux massacreurs de la Saint-Barthélemy.

Après la mort du duc de Guise à Blois, en décembre 1588, l'Estoile fut dénoncé comme *politique* et comme hérétique. Le duc d'Aumale, que les Parisiens avaient élu par acclamations gouverneur de leur ville, « commença la guerre par les bourses, dit l'Estoile, envoyant les Seize fouiller les maisons des suspects, comme fut la mienne, la première du quartier, et tout plein d'autres, emprisonnés, pour avoir de l'argent, avec mandement aux curés des paroisses de la ville et des fauxbourgs de lever de chacun de leurs paroissiens le plus de deniers qu'ils pourraient pour les affaires de la guerre et deffense de la Ville ».

Au mois de juillet suivant, l'Estoile fut enfermé à la Conciergerie avec l'auditeur des comptes Boucherard, Thomas Sibilet et environ trois cents bourgeois notables. Un vent de terreur avait soufflé sur Paris assiégé, quand les deux armées réunies du roi de France et du roi de Navarre, fortes d'au moins quarante mille hommes, avaient établi leur quartier général sur les hauteurs de Saint-Cloud. Mais les *otages* — le mot est dans l'Estoile — furent relâchés, le 7 août, peu de jours après l'assassinat de Henri III par Jacques Clément, « leur prise semblant avoir perdu son fondement ».

On ne saurait dire pourquoi l'Estoile n'a point quitté Paris, dont le séjour, depuis les Barricades et pendant toute la durée de la Ligue, fut si dangereux pour les parlementaires, même ralliés au nouveau pouvoir. Fut-il retenu par la curiosité, qui fut sa seule grande passion, ou jugea-t-il Henri III perdu,

lorsqu'il abandonna sa capitale et ne voulut-il point courir les chances de sa mauvaise fortune? Toujours est-il que, dès le commencement de l'année 1589, un édit du roi avait transporté à Tours le siège du Parlement. Là, un certain Goguier fut revêtu de la charge de Grand Audiencier, tandis que l'Estoile restait à Paris Grand Audiencier pour la Ligue. Plus tard, Henri IV le réintégra dans son office; mais il n'en conserva pas moins une vive rancune contre ses collègues du Parlement de Tours et surtout contre son remplaçant. Il prête cette parole à Henri IV : « Ceux de Tours ont fait leurs affaires : ceux de Paris ont fait les miennes. » Langage peu vraisemblable dans la bouche du roi ; car il obligea « ceux de Paris » à prendre des lettres de réhabilitation et à céder le pas à « ceux de Tours » et il voulut que ces derniers fissent une rentrée solennelle dans sa capitale reconquise. A cette occasion, l'Estoile se fait un malin plaisir de jeter le ridicule sur ces magistrats :

« Le jeudi, 14e d'Avril 1594, arriva le Parlement de Tours à Paris. Ils estoient environ deux cents de trouppe et entrèrent confusément en assez mauvais équippage. On les disoit si chargés d'escus qu'ils n'en pouvoient plus; mais les pauvres montures qu'ils avoient estoient assez empeschées à les porter, sans porter encore leurs escus. Le peuple estoit espandu par les rues, comme si c'eust esté une entrée de Roy; les dames et demoiselles aux fenestres, les fenestres tapissées... etc. »

A la mort du pauvre Goguier, qui arriva en 1609, la mauvaise humeur de l'Estoile n'était pas encore apaisée. « En ce mois d'octobre, écrit-il, est trespassé à Paris, de ma connaissance, Goguier, secrétaire du Roy (*festuca et Epicuri de grege porcus*), lequel, pendant la Ligue, avait tenu ma place d'audiencier à Tours. »

Ce n'est point, du reste, par sa seule présence à Paris que l'Estoile donna des gages à la Ligue qu'il détestait. Il lui sacrifia encore un de ses enfants.

« Le samedi, 25 novembre 1589, Loïs Delestoille, mon fils aîné, partit pour la guerre avec le chevalier Picard : où je fus comme forcé de le laisser aller, pour éviter à plus grand inconvénient — le malheur du siècle estant tel qu'un homme de bien ne pouvoit estre ici en seureté, s'il ne connivoit aux armes et rébellions qui se faisoient contre le Roy. »

Le fils de l'Estoile n'avait encore que dix-huit ans. Une petite note un peu sèche nous apprend la fin prématurée du jeune homme, qui avait passé dans l'armée royale :

« Le jeudi 27 juillet 1598, vinrent les nouvelles de la desfaite des Français dans la ville de Dourlans, en Picardie... J'y perdis mon fils aisné, Loïs Delestoille, qui y fut vendangé des premiers. »

Comme tous les Parisiens, l'Estoile eut beaucoup à souffrir pendant le siège de 1590, qui dura quatre mois et auquel la ville n'était nullement préparée.

« Le samedy, 26 may, on fit la recherche générale des grains par le commandement de M. le gouverneur (M. de Nemours) et le recensement des personnes. Pour le regard du bled, il y en avait environ pour un mois, estant bien mesnagé, et il fut trouvé 1 500 muids d'avoine pour s'en servir faute de bled. Quant au nombre des personnes, il y en avoit 220 000 âmes et plus dans la ville. »

On manque de documents authentiques pour fixer le nombre des habitants de Paris, aux différentes périodes du XVIe siècle. Les curieuses relations des ambassadeurs vénitiens varient à ce sujet de 300 à 500 000 et même à un million. On peut supposer qu'à l'époque du siège, les guerres civiles, la décadence des établissements universitaires avaient réduit considérablement le chiffre de la population. Quoi qu'il en soit, avec des approvisionnements aussi sommaires, la famine ne tarda pas à se faire sentir. Le prix des denrées s'éleva bien plus haut que pendant le siège de 1870; car il faut tenir compte de la valeur relative des monnaies, qui est aujourd'hui six ou sept fois moindre.

« Le 24e d'août, le septier de bled fut vendu à Paris cent escus. Ma chambrière m'acheta quatre œufs un escu ; le beurre au prix de deux escus la livre, qui fut vendu le lendemain six francs et demi et jusques à sept francs. Alors commença d'être en usage « le pain fait des os de nos pères qu'on appelait ici le *pain de Mme de Montpensier*, pour ce qu'elle en vantoit partout l'invention (sans toutefois en vouloir taster); mais le quel ne dura guère, car ceux qui en mangeoient en mouroient. On m'en donna un morceau que je gardai jusqu'à la tresve et que je donnai à un mien ami de Tours, qui me vint voir...

« Six jours avant la levée du siège et jusqu'à la fin d'icelui, vous auriez vu le pauvre peuple, qui mouroit à tas, manger les chiens morts tous cruds par les rues; autres mangeoient les trippes qu'on avoit jettées dans le ruisseau, autres des rats et souris qu'on avoit semblablement jettés... Et estant la plupart des asnes, chevaux et mulets mangés, on vendoit les peaux et cuirs desdites bestes cuites dont les pauvres se nourrissoient de fort bon appétit...

« Finablement, la nécessité croissant, deux ou trois jours devant la levée du siège, les lansquenets, gens de soi barbares et inhumains, mourans de male rage de faim, commencèrent à chasser aux enfants et en mangèrent trois : deux à l'hostel Saint-Denis et un à l'hostel de Palaiseau, et fut commis ce cruel et barbare acte dans l'enceinte des murailles de Paris, tant l'ire de Dieu estoit embrasée sur nos testes. Ce que tenant du commencement pour une fable, pour ce qu'il me semblait que *hoc erat atrocius vero*, j'ai

trouvé depuis que c'estoit vérité, confessé et tesmoigné par les lansquenets eux-mêmes. »

On connaît, dans la *Henriade* de Voltaire, l'épisode de l'enfant dévoré par sa propre mère. Ce fait monstrueux n'est point relaté dans les manuscrits de l'Estoile et se rencontre pour la première fois dans un *Supplément* apocryphe des Mémoires-Journaux, publié en 1736. Un autre épisode fameux de la *Henriade*, qui représente Henri IV faisant passer des vivres aux assiégés par-dessus les murailles de la ville, n'est sans doute pas plus conforme à la vérité historique :

Ces lances, qui toujours avaient porté la mort,
Secondant de Henri la généreuse envie,
Au bout d'un fer sanglant leur apportaient la vie...

L'Estoile dit seulement que le roi « permit, contre toutes les lois de la guerre, que les *princes et princesses* qui estoient dans la ville fussent secourus de quelques provisions ». Et il blâme vivement Henri IV qui, ayant le dessein de réduire Paris par la famine, assurait la subsistance de ses plus cruels adversaires. « Ce bienfait, conclut-il, a esté fort ingratement reconnu, et est une des principales causes (pour parler humainement) qui a empesché que le siège eust l'effet qu'il devoit avoir. »

Toutefois, profitant des facilités accordées par le roi qui avait toléré qu'on fît sortir de Paris les bouches inutiles, l'Estoile avait envoyé à Corbeil sa femme « grosse et prête d'acconcher », avec sa mère, ses petites filles et son petit Matthieu, encore en bas âge. Par malheur, la pauvre dame, restée seule à Corbeil pour faire ses couches, après la levée du siège, fut retenue prisonnière par les Espagnols du duc de Parme et mise à 175 écus de rançon. « Elle ne rentra à Paris que le dernier jour d'octobre, sous la conduitte de Dieu qui l'a préservée d'aussi grands hasards que femme ait courus il y a longtemps. De quoi je prie Dieu qu'elle puisse faire son proufit et moi aussi. »

L'année suivante, en 1591, la vie de l'Estoile se trouva de nouveau menacée. Les Seize, en l'absence du duc de Mayenne, avaient décidé de frapper les parlementaires soupçonnés d'être restés fidèles à la cause royale. Une liste de proscriptions, dressée pour le quartier Saint-André-des-Arts, sur les indications du curé de la paroisse, fut communiquée à l'Estoile. Chaque nom de politique était suivi d'une de ces lettres, P, D, C, « qui estoit à dire *pendu, dagué, chassé*. Je m'y vis sous la lettre D, qui estoit à dire que je devois estre dagué... Mais Dieu ne permist que ces conseils sanguinaires eussent lieu »...

La victime choisie fut le président Brisson, homme honnête et savant jurisconsulte, mais d'une insigne faiblesse de caractère. S'étant compromis gravement avec la Ligue, il eut l'idée saugrenue de déposer chez un notaire de Paris une protestation contre sa propre conduite, se déclarant, en conscience, ennemi des rebelles et dévoué au roi.

Le récit de l'exécution du président Brisson est une des pages les plus caractéristiques du *Journal* de l'Estoile.

« Le vendredi 15e novembre 1591, le président Brisson, Larcher, conseiller en la Grand'Chambre et Tardif, conseiller du Chastelet, furent constitués prisonniers et tous trois pendus et estranglés, le matin même, avant midi, dans la prison.

« Le premier exécuté fut le président Brisson, qui parla longtemps et les harangua, cuidant sauver sa vie, pour laquelle il prioit qu'on le confinast au pain et à l'eau quelque part, entre quatre murailles, jusques à ce qu'il eust achevé le livre qu'il avait commencé pour l'instruccion de la junesse, comme grandement nécessaire et utile au publiq. Enfin, voyant qu'il ne pouvoit faire fleschir la cruauté de ces tigres et qu'il lui falloit mourir, il s'escria avec grande véhémence : « O Dieu, que tes jugements sont grands ! » Puis le répétant en latin, dit : *Justus es, Domine et rectum judicium tuum!* Avant que d'expirer, il lui prist une si grande sueur et appréhension, qu'on vid sa chemise dégoutter, tout ainsi que si on l'eust plongée en la rivière.

« Ainsi fut pendu, ce jour, un premier président de la Cour par son clerc.

C'estoit un grand clerc que Brisson
(Disoit l'on)
Mais un petit clerc de l'escole
L'a fait *victus* à l'espagnole
Et lui a montré sa leçon.

« Après lui, furent amenés Larcher et Tardif. Le dernier voiant au gibet les deux autres, s'esvanouist de terreur et fut traisné à demi mort au supplice.

« Le lendemain, 16e de novembre, les corps des trois conseillers furent attachés à une potence, à la Grève, avec leurs écriteaux qui portaient :

« BARNABÉ BRISSON, *l'un des chefs des traistres et hérétique;*
« CLAUDE LARCHER, *l'un des fauteurs des traistres et politique;*
« TARDIF, *l'un des ennemis de Dieu et des princes catholiques.*

« Ce fut Cromé, conseiller au Grand Conseil, qui aiant esté leur juge, après les avoir fait pendre, conduisit lui-même leurs corps, bien matin, à la Grève, portant une lanterne en sa main, de laquelle il esclairoit les porteurs.

« Quand le jour fut venu, Bussi-Leclerc s'en alla à la Grève, accompagné des plus mutins et vaunéans de la Ville, et voyant la foule assemblée pour voir ce triste et nouveau spectacle, commença à crier « aux Traitres, aux Meschants et aux Politiques qui « avoient vendu la Ville au Biarnois ! » Aux quelles

paroles ceste populace de Paris, au lieu de s'esmouvoir et courir aux armes, comme Bussi le pensoit, ne dist mot, non plus que si on lui eust donné un coup de massue sur la teste... »

L'ignominie de cette exécution et le morne silence du peuple furent une leçon pour le Parlement. Il comprit qu'il avait fait fausse route en montrant tant de complaisance aux énergumènes de la Ligue. Ce grand corps se ressaisit : il fit désormais oublier ses tergiversations et ses torts en luttant avec courage contre la faction espagnole et pour le maintien de la loi salique. Il contribua puissamment par sa sagesse et sa ferme attitude, dans un temps où les États généraux eux-mêmes trahissaient la cause nationale, au rétablissement de l'ordre et de la paix.

Pierre de l'Estoile, qui avait heureusement échappé à tant de calamités publiques, fut moins favorisé dans sa vie privée. Une série de revers domestiques remplit d'amertume ses derniers jours. Il vendit sa charge, le 23 mars 1601, à Nicolas Martin, trésorier payeur des rentes du clergé. Son successeur ne le paya point et lui fit perdre huit cents écus. Sa passion croissante pour les livres, les médailles, les curiosités de toute sorte le réduisirent à un état voisin de la gêne. Plusieurs procès, longs et dispendieux, qu'il eut à entreprendre ou à soutenir, consommèrent sa ruine. Tous ces déboires aigrirent son humeur; ses jugements devinrent de plus en plus malveillants et satiriques; s'il fallait en croire ce plaideur malheureux, il n'y avait pas de son temps un seul procureur qui fût honnête homme.

Obligé d'aliéner ses contrats de rentes, il dut, plusieurs fois, recourir à l'emprunt et l'on sait combien, à cette époque, le taux de l'intérêt était usuraire. Mme de Loré, veuve du cardinal de Châtillon, lui prêta d'abord 600 francs au denier seize, afin de lui permettre « d'habiller un de ses fils, entré au service de Mme de Longueville ».

Dans sa détresse, en effet, l'avenir de ses dix-sept enfants lui fut une nouvelle source de préoccupations et de tracas. Un jour son fils Matthieu, qu'il destinait à l'état ecclésiastique, fut outrageusement battu par un valet. Son petit Claude faillit périr dans un incendie.

« Le mardi 28e décembre, mon petit Claude, par un grand inconvénient, fut bruslé dans la garde-robe de ma chambre, où, regardant dans un coffre avec une chandelle allumée qu'il tenoit en sa main, le feu se prist à sa fraize, qui fut toute bruslée, puis au col, aux oreilles, au menton et jà alloit gangnant le visage et les yeux; qui estoit pour l'achever de consommer et perdre à jamais, n'eust esté que Dieu, le conduisant comme par la main, lui donna l'adresse tout petit qu'il estoit, de desverrouiller la porte de la garde-robe où il s'estoit enfermé et où nous entrasmes tout à point pour le secourir, mais non si tost qu'il ne bruslast pour le moins demi-quart d'heure, avant que pouvoir esteindre le feu.

« Il estoit six heures passées et jà on apportoit nostre souper, qu'on laissa pour courir au médecin nostre voisin. Nous mandasmes, après, Riolant, le chirurgien; mais ils monstrèrent tous les deux qu'ils s'y connaissoient l'un comme l'autre. Qui me fut un redoublement d'affliction bien grande. Car il estoit prest d'entrer bientost, sans cela, chez Mlle de Montpensier pour estre son page, estant le plus beau de mes enfans et le plus adroit, et auquel il paroistra toute sa vie pour l'avoir mis entre les mains de médecins et chirurgiens qui n'ont peu faire en six mois ce que beaucoup de femmes et mesmes de village, auroient fait en six jours. »

L'Estoile semble avoir eu pour cet enfant une prédilection particulière. Il lui avait donné un précepteur du nom significatif de *Fouet*, mais qui n'en était pas moins, suivant ses dires « le plus morigéné jeune homme, de la plus bénigne et douce nature qu'il fût au monde ». Le petit Claude fut le seul des fils de l'Estoile qui sut acquérir quelque célébrité. Admis à l'Académie Française, il a été un des cinq auteurs que le cardinal de Richelieu employait à la composition de ses œuvres dramatiques.

Cette famille, pourtant si nombreuse, s'éteignit vers le milieu du siècle suivant. Les manuscrits de l'Estoile, avec son nom et ses armes, passèrent aux descendants de Pierre de Poussemothe, son gendre. L'un d'eux, qui mourut à Amiens en 1718, légua les précieux registres-journaux à l'abbaye de Saint-Acheul dont il était supérieur. Ils y sont restés jusqu'en 1824, où ils furent acquis par la Bibliothèque Royale. Ils ont été publiés depuis par Champollion. Toutes les éditions des XVIIe et XVIIIe siècles n'ont donc pas été revues sur les originaux et, par suite, sont toutes incomplètes et inexactes.

Depuis son premier mariage, l'Estoile habitait l'hôtel Saint-Clair, situé au coin des rues Pavée (Séguier) et Saint-André-des-Arts, démoli en 1848. Tout ce qui subsiste encore de ces petites rues et de ces vieilles maisons, occupées jadis, pour la plupart par des membres du Parlement, est devenu aujourd'hui le quartier général des syndics de faillite.

Ces anciens hôtels de la Renaissance, dont l'architecture et les abords étaient souvent magnifiques, n'offraient aucune commodité intérieure. L'Estoile nous apprend que la toiture laissait pénétrer les eaux de pluie qui gâtèrent ses collections et sa bibliothèque.

« Un soir de décembre, au sortir de mon disner, comme je me chauffois auprès du feu, je faillis d'estre tué de deux gros plastras qui tombèrent de la cheminée, de dessous laquelle mes enfants, comme Dieu voulut, venoient de sortir. Et au partir de là,

m'estant retiré en ma chambre du milieu, le plancher s'esboula sous moi et je tombai dans le trou qui s'en fist, jusques à la ceinture. Je m'en retirai, grâce au ciel, sans estre aucunement blessé, mais j'y perdis une antique d'argent de Marius que j'aimois fort et que je tenois en ma main, laquelle depuis n'ai jamais veu ni sceu recouvrir, quelque diligence que j'en aie faite, non plus que si elle fust fondue en abisme. »

Au printemps de l'année 1909, Pierre de l'Estoile, accablé d'infirmités et « recreu de mélancolie », fut retenu un mois à la chambre et pensa que son heure était venue. Il avait composé lui-même en latin son épitaphe ou *tombeau*. Le vieillard languit deux années encore. A dater du 26 septembre 1611, il ne put continuer d'écrire ses Mémoires et il expira dans les premiers jours du mois suivant. Il n'avait pas accompli sa soixante-sixième année.

L'Estoile fut inhumé dans les caveaux de l'église Saint-André-des-Arts qui renfermait les sépultures des familles Chartier, Montholon et de Thou, et qui fut supprimée en 1790. Tout récemment, les ouvriers occupés, sur la place Saint-Michel, à creuser des tranchées profondes pour le chemin de fer souterrain actuellement en construction, ont mis à découvert un ancien charnier, attenant à l'église disparue. Les ossements ont été recueillis et transportés aux Catacombes.

JEAN LE PELLETIER.

PROTECTIONNISME FRANÇAIS
ET LIBRE-ÉCHANGE ANGLAIS

Aurons-nous la guerre avec l'Angleterre ? Cela dépend de plusieurs causes, dont quelques-unes imprévisibles ; la politique personnelle d'un ambassadeur ou d'un ministre, le hasard d'un incident colonial, échappent à tout calcul. Mais, au fond, la guerre ou la paix dépendent de la volonté consciente des deux nations. Que voulons-nous, et que veulent les Anglais ? En ce qui nous touche, la réponse est aisée ; pour les meilleures raisons du monde nous ne cherchons pas à nous battre. Attaqués, nous saurons nous défendre ; mais nous ne fournirons pas à l'histoire, par notre irritabilité étourdie, le droit de respecter la lettre des faits en nous déclarant les agresseurs. Reste la volonté de l'Angleterre. Dans l'intérêt national et humain de la paix, il faut l'envisager froidement telle que l'opinion publique la dessine, pour ne point éprouver, à sa révélation progressive, de surprise ni d'affolement, et pour apporter au règlement des questions pendantes l'esprit lucide et calme de nos voisins.

Ce que la politique anglaise nous réserve pour l'année nouvelle, ce n'est point forcément une guerre, mais une liquidation complète des points en litige entre les deux nations. Pourquoi le choix de cette année ? Les raisons en sont nombreuses et claires. Je ne ferai que rappeler la naissance et les progrès de l'impérialisme, l'effort simultané de la France pour étendre son domaine colonial, et la longue série d'incidents ou de froissements diplomatiques dont Fashoda a été le point culminant. L'influence de cette dernière affaire est décisive. En cédant, la France a détruit les dernières craintes ou les dernières hésitations de l'Angleterre. Tranquillisée maintenant, à tort ou à raison, du côté de l'alliance russe, servie par nos cruels déchirements civils, elle compte bien profiter de l'occasion. Ses griefs, rétrospectifs ou non, portant sur le passé, le présent ou l'avenir (car il en est de cette dernière classe), elle va tous les étaler au grand jour, et l'un après l'autre elle les fera valoir. On peut discuter la générosité d'une pareille tactique ; mais il serait naïf de s'en étonner : l'Angleterre ne nous a point habitués à une politique sentimentale. Voyons donc les faits.

Malgré leur nombre, ils se ramènent facilement à l'unité. Non seulement, tous, comme on pouvait le prévoir, sont des problèmes d'intérêt, mais encore d'un intérêt bien déterminé. Si nous écartons la question d'Égypte, que lord Cromer vient de régler par son speech, et celle de Terre-Neuve, secondaire en somme, et facile à résoudre par un marché, toutes les autres se réduisent à une affaire de politique commerciale. Le nœud de l'antagonisme actuel entre la France et l'Angleterre, c'est l'opposition du protectionnisme français et du libre-échange anglais. Si nos voisins s'irritent de notre expansion coloniale c'est parce qu'une terre annexée par nous est une terre fermée à leurs marchandises. L'obstacle, à Madagascar, comme le Livre Bleu en témoigne, ce sont nos tarifs élevés et nos efforts pour entraver le débarquement des produits anglais ; au Tonkin, c'est la même histoire ; et si nos intentions sont aussi amèrement dénoncées que nos actes, si à Shang-Haï, au Siam, au Soudan, nos velléités d'expansion se heurtent à une telle résistance, c'est que partout notre régime protecteur nous accompagne.

En Europe même, une cause semblable produit un pareil effet, et nos « sugar-bounties », c'est-à-dire les primes sur les sucres, que notre gouvernement est le seul à vouloir maintenir, font pousser les hauts cris à certains consommateurs britanniques, ravis d'avoir leur sucre gratis aux dépens du contribuable français, mais s'attendrissant sur les planteurs des Antilles anglaises, que ruine notre exportation à bas prix. Ainsi, gênée dans son expansion commerciale

par nos tarifs prohibiteurs, la puissante fédération des marchands anglais n'hésitera pas, le cas échéant, à réclamer du gouvernement une politique agressive, et elle l'obtiendra. Forte de son propre principe de libre-échange et opposant sa pratique à la nôtre, elle ressent comme une violation de son droit les pertes que lui fait éprouver notre système; et si nous réclamons pour chaque pays son indépendance commerciale, elle nous répond par cet argument spécieux, que le système de la porte ouverte est le seul qui ne gêne personne. Une suppression donc, ou une réduction de tarifs, voilà ce que l'Angleterre nous demande et ce qu'elle entend bien obtenir. A nous de voir si nous tenons tant à notre protectionnisme, ou jusqu'à quel point nous sommes disposés à en rabattre. Peut-être notre commerce colonial est-il l'enfant malade, qu'il faut soutenir artificiellement par de tels remèdes; peut-être au contraire est-il le nouveau-né que ses langes étouffent; en tout cas, il faut savoir reconnaître le prix que nous coûte sa débile existence; et remarquez qu'en outre de la fameuse affaire, nos difficultés avec l'Angleterre sont un cadeau de M. Méline.

Mais de ces faits, s'ils sont exacts, une autre conclusion se dégage : en dehors de ses griefs commerciaux l'Angleterre n'a pas d'animosité contre la France. Ne croyons point, comme une partie de notre presse le laisse entendre, que nous soyons en Angleterre l'objet de l'hostilité nationale. L'ennemi, pour les Anglais clairvoyants, c'est la Russie, c'est l'Allemagne et c'est aussi, sans paradoxe, les États-Unis. Relisons Seeley : nous y verrons, clairement formulé, le rêve de l'impérialisme; nous y trouverons aussi l'aveu des grands obstacles qu'il rencontrera. Dans un siècle, le colosse russe et le colosse américain se dresseront seuls en face du géant britannique. De ces deux rivaux l'Angleterre épie l'un avec une ardeur jalouse, et tâche de se concilier l'autre par une coquetterie savante; réussira-t-elle? Je ne sais; mais il est certain qu'elle ne nous fait pas l'honneur d'une inimitié spéciale. Il est toujours vrai que l'Anglais ne déteste pas la France; il la méprise, l'ignore, ou l'aime, mais ne la craint pas, donc ne la hait pas. C'est par la faute des circonstances que le jingoïsme s'est tourné contre nous; dû à des causes passagères, ce courant d'opinion ne durera pas plus qu'elles. Sachons donc voir la situation et l'accepter telle qu'elle est: si nous voulons éviter l'hostilité de l'Angleterre, il faut nous résigner à des concessions. Celles-ci resteront, tout permet de le croire, dans les limites du possible. Occupée par d'autres obstacles, et ne pouvant tout nous prendre, l'Angleterre se résignera à presque tout nous laisser; et si notre amour-propre souffrira peut-être, rien en revanche ne blessera notre dignité.

C'est en effet l'une des grandes vertus du caractère anglais, qu'il a le sentiment du « fair dealing », de la justice ou de cette forme de la justice qu'on appelle la réciprocité commerciale. Si nous vendons nos droits sur Terre-Neuve, ou si nous nous montrons sincèrement conciliants sur les autres points, l'Angleterre nous en saura gré, et se calmera. Là où les haines n'entrent point en jeu, où le problème n'est que matériel, il est au moins permis de le résoudre à fond. Malgré le préjugé courant, je ne crois pas à l'hypocrisie anglaise; nous jugeons faussement nos voisins, parce que nous n'avons pas assez le sentiment de la différence. Au contraire, leur prétention d'être honnêtes et « fair » est en somme vraie; c'est la logique et la clarté d'esprit qui leur manquent. Chez les nations du Sud, la règle morale, ennemie des appétits, est, dit-on, extérieure à l'homme et en un sens antinaturelle; on l'accepte, on la subit, soit; mais cette extériorité même donne à son application une clarté supérieure; notre nature sensuelle et passionnée sait très bien, si nous lui cédons ou si nous lui résistons, quand nous sommes égoïstes et quand nous ne le sommes pas. Au contraire, chez les Anglo-Saxons, le sentiment du devoir, l'instinct d'une règle, est certainement plus intérieur et inné; c'est ce que veulent dire les Anglais quand ils se proclament le peuple le plus moral de la terre. Théoriquement, ils ont raison, car leur moralité est la plus spontanée; mais le danger est ici dans le passage à la pratique. Ils sont moraux comme ils vivent, voilà pourquoi ils vivent plus qu'ils ne sont moraux. Parmi les forces expansives et égoïstes de la race, l'instinct moral ne se distingue pas aisément des autres forces naturelles auxquelles il est uni; et le point où cette activité répressive diverge de toutes les autres, où l'impératif catégorique commence à contredire tout l'appétit actif de la vie, passe plus facilement inaperçu. C'est pourquoi la nation anglaise est sincère en poursuivant au nom de principes généreux la politique la plus égoïste; en unissant à son idéalisme esthétique son brutal utilitarisme; en se proclamant et se croyant sans l'être le peuple moral par excellence; car le tronc a trop de sève et de richesse vitale pour que, dans sa frondaison sans limite, le pauvre rameau d'or qui gêne et contredit tous les autres ne soit pas étouffé. Ainsi le peuple anglais est composé d'hégéliens inconscients.

Sans doute, les consciences supérieures voient plus clair en elles-mêmes, et perçoivent le point précis où la nation abandonne tout principe pour ne chercher que son intérêt. Ces esprits privilégiés se divisent alors en deux classes : les uns justifient le fait accompli par d'excellentes raisons, ou sans raison du tout; d'aucuns les appelleraient des cyniques;

je préfère les nommer des hégéliens conscients. Les autres, influencés par leur tempérament ou leur culture, se révoltent et forment cette armée de chefs sans soldats qu'on appelle les « Little Englanders ».

Avec une infime portion des travailleurs, que leurs intérêts spéciaux dirigent, les intellectuels d'ici, écrivains, artistes, gens du monde cosmopolites de caractère et français de goût, sont les seules forces de résistance, les seuls freins que rencontre la toute-puissante pression de l'impérialisme. Nos amis anglais ne peuvent rien, mais leur voix ne s'en fait pas moins entendre, et tout Français doit un tribut de respect et de reconnaissance à M. John Morley, M. Frédéric Harrison et M. George Meredith.

Pour conclure, je voudrais revenir sur ce fait essentiel, que l'Angleterre a contre nous des griefs bien définis, mais qu'une diplomatie intelligente pourrait satisfaire. Le spectacle de l'opinion anglaise, en ce moment, ne doit nous rendre ni optimistes ni pessimistes. Non seulement elle ne nous hait point, mais nous conservons sur elle, malgré tout, une grande partie de notre ancienne fascination; l'Angleterre discute nos affaires avec presque autant d'intérêt que les siennes; notre art et notre littérature restent au premier plan de son attention; et certainement à ses yeux la France n'en sera pas moins la France pour avoir cédé bon gré mal gré une « zone d'influence » ou un droit protecteur. Laissons l'Angleterre poursuivre son rêve dangereux d'empire, et ne lui disputons pas la mer, nous le ne pourrions pas.

Sans doute, il faut vivre, et c'est même là notre premier devoir; répandons-nous, peuplons nos colonies, mais n'en ayons pas plus que nous n'en pouvons avoir. Ne cherchons pas à notre vanité une revanche impossible dans la folie des conquêtes lointaines. Notre rôle est de bâtir dans l'empire l'idéal de l'art et de la pensée.

Notre attention plus que jamais doit être intérieure et non pas extérieure; nous ressaisir, panser nos plaies saignantes, reprendre d'un effort nouveau et unanime notre tâche nationale et humaine, voilà notre devoir présent.

Il est assez ardu pour réclamer toutes nos énergies; et l'Angleterre n'en troublera point l'exécution, si nous consentons, sans nous sacrifier, à ne point gêner l'expansion irrésistible qui fait son orgueil, sa grandeur et son supplice.

LOUIS CAZAMIAN.

UN « VIEUX LITTÉRATEUR »

(Jules de Glouvet.)

« La perfection littéraire d'une œuvre n'est pas l'unique mesure du plaisir qu'on y prend. »

[*Jules de Glouvet*, par M. Jules Lemaître (1).]

Pour entrer dans le journalisme, M. Quesnay de Beaurepaire lâche la magistrature.

Espérons que si, quelque jour, M. Quesnay de Beaurepaire lâche le journalisme pour entrer dans une autre carrière, il nous sera plus indulgent, en partant, qu'à ses anciens collègues de la Cour.

*
* *

« Je suis un vieux littérateur ! » déclarait l'autre jour à un reporter du *Temps* notre nouveau confrère.

Cette déclaration, parmi d'autres, m'a frappé.

D'abord, elle est vraie. C'est un mérite. Elle est vraie s'il suffit, comme je le crois, d'avoir composé dix ou douze romans pour être un « littérateur », — et l'on est « un vieux littérateur », quelque âge qu'on ait d'ailleurs, si la littérature à laquelle on consacre ses efforts est en effet de la vieille littérature.

Ensuite, elle est touchante, n'est-ce pas? cette prétention d'être un littérateur, chez un homme qui de tant d'autres manières est déjà notoire. L'histoire de notre temps se compose de trois épisodes : le Boulangisme, le Panama, l'Affaire... Oui, telle est l'histoire de notre temps... Eh bien! dans ces trois épisodes, M. Quesnay de Beaurepaire a joué un rôle important, — un rôle qu'apprécia différemment, suivant les époques, M. Henri Rochefort, — mais un rôle éclatant. M. Quesnay de Beaurepaire a donc une place assurée dans l'Histoire. Sachons-lui gré de bien vouloir se préoccuper aussi de l'histoire littéraire.

*
* *

Je suis allé chez mon libraire. C'est un homme affable et simple, mais d'ordinaire assez mal « assorti ».

— Voulez-vous me procurer, lui dis-je, les œuvres complètes de Jules de Glouvet?

(1) *Revue Bleue* du 3 octobre 1885.

(2) Sans compter quelques nouvelles qui parurent ici même il y a une vingtaine d'années et que nos lecteurs ont peut-être oubliées :

Le damoisel de Cabestaing, *Madame Raveneau*, *Angelina*, *la Belle-mère d'Edmond* (1881). *Le lorgnon d'Emmanuel* (1882). *L'amoureuse dame de Margon*, etc., etc. La *Revue Bleue* a rendu compte, en leur temps, des principales publications de M. de Glouvet. (N. D. L. R.)

— Voilà, Monsieur.

Il me remit aussitôt un fort paquet, enveloppé, ficelé d'avance. D'autres paquets pareils étaient entassés au fond de la boutique. Trois clients arrivèrent en même temps que moi, firent la même demande, furent servis de même. Le libraire vit mon étonnement...

— C'est toute la journée comme ça, me dit-il. Quand j'ai vu, les premiers jours, que ça marchait si bien, je suis allé chez les éditeurs et je leur ai pris les stocks qu'ils avaient de M. de Glouvet. Ces stocks étaient considérables. Alors, voilà : la nuit je fais les paquets, l'après-midi je les vends.

Ici, des clients arrivèrent et furent servis. Entre deux ventes, le libraire reprit :

— C'est donc un grand écrivain, ce M. de Glouvet?

— Sans doute, lui dis-je.

— C'est drôle, je n'en avais jamais vendu... Alors, on l'a découvert dans ces derniers temps?

Mais les clients arrivaient en foule. Je partis avec mon lourd paquet sans avoir pu seulement dire à mon libraire que Jules de Glouvet est l'ancien pseudonyme de M. de Beaurepaire. J'y retournerai demain : j'ai peur que le brave homme ait acheté des stocks trop considérables. Car la Fortune varie; il est très possible que dans huit jours Jules de Glouvet ne se vende plus.

* * *

Et, toute la soirée, j'ai relu, ou bien j'ai lu, les œuvres du « vieux littérateur ».

Ce n'est pas principalement par le style qu'elles valent. Le style est lourd, très lourd, et gâté tout à la fois par la négligence et la recherche. Quand M. de Glouvet fait parler des campagnards (« V'là ben une aute histoire! C'est à-nuit le 1er mai, point le 1er juin... ») ou bien quand il écrit ses contes en ancien langage, en pseudo-ancien langage (« Adonc... moult... manoir... quérir... moult plus encore il épancha ses douloirs...») cela va mieux, car l'imperfection de la forme semble voulue.

Je lus d'abord *le Père*. Le début manque un peu d'originalité :

«... Certain matin du mois de juillet 1884, la plage était à découvert ; la mer commençait à peine à monter. »

(Le même fait a dû se reproduire depuis, au mois de mars 1887, par exemple.)

« Tout au loin, des pêcheurs plongés dans l'eau jusqu'à la ceinture traînaient leur court filet... »

« Le chemin des sables était désert et silencieux, les ombres allongées marquaient neuf heures, lorsqu'un cavalier et une amazone parurent à l'extrémité des Roches Noires. Les deux chevaux... »

Cela ressemble beaucoup à la *Grande-Marnière*, n'est-ce pas ? mais j'aime mieux la *Grande-Marnière*. Je ne sais pas les dates de la publication des deux ouvrages : il serait intéressant de rechercher lequel est l'inventeur, M. Ohnet ou M. de Glouvet.

« L'amazone... L'habit de cheval la grandissait et faisait merveilleusement valoir sa taille flexible. La masse tordue de ses cheveux cendrés rejetait le chapeau sur son front, et la hardiesse de cette coiffure mutine contrastait de la plus douce façon avec la virginale candeur de l'œil et du sourire. »

On croit la voir, n'est-ce pas ? Et puis, écoutez comment elle parle bien.

« — Les goëlands n'habitent pas cette côte : pourquoi, mon père, plus imprudent qu'eux, y déployer vos ailes ? »

Un peu plus tard, paraît un jeune homme qui fait sa profession du commissariat de la marine. Conséquemment, « il put entreprendre de grands voyages ». Où alla-t-il ? « De l'équateur au pôle, des déserts de sables aux déserts de glace. » Que faisait-il ? « Sous toutes les latitudes ses yeux cherchèrent à déchiffrer sur la couleur des peaux et sur le moule des crânes l'histoire mystérieuse de l'humanité. » La phrase n'est pas très bien faite, assurément, mais on comprend pourtant, en gros, que ce commissaire avait lu Gall et Lombroso.

Le livre est un peu long et, vers la fin, ennuie.

* * *

J'ai parcouru seulement *le Marinier* que j'avais lu jadis et dont je me souviens. C'est là qu'on trouve cette Marie-Anne que Jules Lemaître appelait si drôlement, vous vous rappelez, « la statue du veuvage éternel sur un bateau ».

Et de même *le Berger*.. C'est l'histoire d'un « innocent » qui arrache un criminel à la justice régulière pour se faire justicier lui-même. Remarquons l'audace, chez un magistrat, d'une telle conception (1). Les *notes* de cet ouvrage sont particulièrement intéressantes ; vous y trouverez des renseignements curieux sur les cobolds, les succubes, sur la vertu magique des plantes et sur quelques autres superstitions très anciennes. Le roman tout entier d'ailleurs est imprégné de traditions locales. C'est merveille de voir avec quel empressement notre auteur se plaît à

(1) L'hostilité de ce magistrat contre les lois du code est manifeste dans la plupart de ses romans. M. Maxime Gaucher s'apercevait déjà en 1886 (*Revue Bleue*, 3e série, t. XI, p. 316) que *le Père* est « écrit sur une donnée qui, à elle seule, est une protestation contre la loi », — en 1888 que *la Fille adoptive* est un réquisitoire violent contre la loi de 1802 sur l'adoption (*Revue Bleue*, 3e série, t. XV, p. 539) ; — en 1880 M. Gaucher s'étonnait de voir M. de Glouvet immoler au braconnier le garde forestier, au coupable la loi (*Revue Bleue*, 2e série, t. XIX, p. 43).

recueillir les légendes, les contes de bonnes femmes, tous les racontars extravagants qui terrifient l'imagination populaire. Il les accepte sans critique, il les aime pour leur étrangeté, en « artiste », — car M. Jules de Glouvet est un artiste.

*
* *

La *Fille adoptive* est ennuyeuse. Parcourez pourtant ces trois cents pages; vous y rencontrerez de place en place des morceaux de style assez réjouissants. Telle la tirade : « Le spiritualiste dompte la sensation et monte au sacrifice; l'homme des instincts tue la pensée et descend à l'assouvissement, etc. » J'aime aussi cette petite période sur Napoléon, « l'homme qui grava son nom partout (oh!), sur notre code aussi bien que sur les Pyramides ou sur Potsdam. Le premier Consul avant de se résoudre à devenir Napoléon, successeur de Charlemagne, caressa le rêve d'être Bonaparte, émule de César. » (Et Alexandre?...) Les personnages du roman s'expriment avec véhémence : « Le Mémoire a produit un effet funeste... Protestons, dévoilons l'intrigue, crions bien haut la vérité! » (Page 277.) Hé, hé! ne la dirait-on pas écrite d'hier, cette *vieille littérature?* Comme elle s'est bien conservée!

*
* *

Les *Histoires du Vieux Temps* plaisent aussi par quelques nouveautés.

Un des personnages du *Devis premier* s'appelle Brisson. Mais ce nom ministériel désigne un chef-fauconnier. Il en résulte des phrases imprévues... « Brisson, toujours fringant et joyeux compère... C'était réellement beau spectacle de le voir solide en selle et la bouche riante... » Ou bien encore : « Brisson parmi tant de vertus cachait un vice : il aimait fort à remplir son gobelet au retour de la chasse... Adonc Brisson, qui toujours galopait... » Ou bien encore : « Il n'était pas un seul homme capable de remplacer le digne Brisson... Brisson était l'âme de tout! »

Je vous engage aussi très vivement à lire le *Devis troisième*. C'est une histoire d'instruction criminelle dans l'ancien temps, dans le bon temps. Les questions sont posées avec la dureté qui convient à la dignité de la Justice. Les magistrats enquêteurs ont à leur disposition pour découvrir la vérité tout l'attirail excellent des chevalets, roues et autres instruments de torture qui mettent les gens en humeur de parler.

A un moment donné on fait comparaître un militaire; il n'est pas traité plus doucement que les autres : on lui attache aux quatre membres des poids très lourds, puis on le hisse vers le plafond. Ses membres craquent, ses os se brisent, ses nerfs se tendent. Et c'est ainsi qu'il fait sa déposition. Immuables, comme il convient à la dignité de la Justice, les magistrats écoutent, enregistrent. Après cette comparution, le pauvre militaire est réintégré dans son cachot. Il est fort endommagé. Alors, afin de pouvoir utiliser encore son témoignage le lendemain, on le soigne un peu. Même, même, on lui donne « des rôties sucrées »... Oh! oh! Voilà bien des douceurs!... Est-ce que cela convient à la dignité de la Justice?

*
* *

Mais je trouve un agrément tout particulier à *la Famille Bourgeois*. (Encore un nom ministériel.)

Gustave Bourgeois est une victime de la mesquine ambition des familles. Sa tante l'a gâté, lui a fait donner dans un lycée une instruction supérieure. Au lieu de rester un bon et honnête villageois, le jeune homme rêve de conquérir à la ville une profession libérale. Finalement il aboutit à la misère et aux vices les plus fâcheux. Le roman de M. de Glouvet nous montre les étapes successives de cette perversion.

Gustave Bourgeois s'installe à Paris et fait son habituelle compagnie de quelques mauvais diables dont l'un, même, est socialiste. La conséquence immédiate de ces fréquentations, c'est qu'il prend des grogs. « Ces messieurs étaient réunis dans la chambre de Gustave, fumant et *prenant des grogs*. » (Page 95.) M. de Glouvet abomine, je crois, les grogs.

Puis Gustave devient journaliste, ou du moins reporter, « puisque *reporter* est le mot consacré, n'étant pas français » (page 259). M. de Glouvet ne semble pas estimer le journalisme : cela m'ennuie. « Te faire journaliste!... pour aller en prison ou à l'hôpital!... Ah! je t'en conjure, mon Gustave, ne fais pas métier de dire du mal de tout le monde!... » Cela m'ennuie, cela m'ennuie!

Plus tard, Gustave pense à la politique : « Cré mâtin!... si je suis député quelque jour, je leur dirai leur fait!... » (Page 297.)

Les élections se préparent. On discute, on combine : « Pensez-vous que l'Affaire, ainsi lancée, puisse marcher? — Sans aucun doute, répondit le conseiller..., à moins que Bourgeois ne se jette dans les extravagances!... » (Page 309.)

Discours... « Il répéta longtemps très haut qu'il se dévouait pour la cause, et finit par croire qu'il le croyait... — La discipline! Le comité!... A-t-il été formé régulièrement, ce conclave? Non. Son vote est donc nul. Nous allons en former un autre, ici même. Voilà la vraie discipline. — Il s'animait... enfin, il s'essuya le front, répéta qu'il était l'homme néces-

saire, qu'il se sacrifiait, mais que l'intérêt de la cause passait avant tout!... » (Page 339.)

*
* *

Je crois décidément que mon libraire a fait une excellente affaire en achetant les stocks de Jules de Glouvet.

André Beaunier.

LES ÉTATS-UNIS S'ENNUYAIENT!

Les États-Unis s'ennuyaient!

Tenez pour assuré que ce fut là une des causes principales de la guerre hispano-américaine.

Et cet ennui provenait du prosaïsme croissant, de la platitude toujours plus vulgaire de la vie politique en ce grand pays.

La guerre civile, il y a bientôt quarante ans, avait exalté des sentiments grands et nobles. Elle avait suscité de l'héroïsme. Un million d'hommes étaient morts pour l'attaque ou la défense de questions comme l'esclavage, l'Union, les droits des États.

De grands généraux, d'illustres marins avaient surgi. Des centaines de noms sortaient de la lutte, auréolés de gloire.

Pendant dix années après la guerre, les hommes d'Amérique, qui n'étaient pas retournés tout de suite au culte du dieu dollar, — ne parlons pas de ceux qui ne l'avaient pas un instant abandonné, — purent s'enflammer encore pour la solution de problèmes sociaux d'un certain intérêt : la reconstruction des États rebelles, la question noire, la reconnaissance des droits civils et politiques pour les millions d'esclaves que venait de libérer le sang des soldats du Nord.

Mais ces problèmes furent résolus peu à peu, tant bien que mal, et forcément l'on cessa de se passionner pour eux. Les Sudistes rentrèrent dans le giron fédéral. Les derniers radicaux qui agitaient encore la « chemise sanglante » et clamaient les anciens mots d'ordre, parurent grotesques. Les jeunes générations ne comprenaient plus ces hommes d'un autre âge.

Alors la pensée politique devint tout à fait morne et vide. Il ne resta plus aux politiciens, pour leur parade éternelle devant le suffrage universel, que la question monétaire et la question douanière.

C'était piètre.

Avec quel art pourtant ils ont joué pendant dix ou quinze ans de la « frappe » et du « tarif »!

Ils firent ce prodige de transformer une question purement technique en un instrument d'ascendant sur les foules. Ils réussirent à enrôler tout l'Ouest sous la bannière du *greenback*, monnaie de papier, argent du pauvre, auquel succéda bientôt le fétiche du métal blanc, infortuné proscrit, vilipendé, trahi, courbé sous une flétrissure imméritée, avili par l'arrogance de l'or, cette monnaie des millionnaires de l'Est, accapareurs, monopoleurs, valets de l'Angleterre.

Étrange puissance de l'imagination! Le métal blanc finit par personnifier aux yeux des populations de l'Ouest, par sa dépréciation continue, tout un système d'exploitation des classes laborieuses par la ploutocratie banquière et manufacturière. Et cette conception eut une prise si forte, et pendant une si longue durée, sur des millions d'hommes, que lorsqu'elle eut suscité en 1896 le « bryanisme », ce mélange étonnant — et détonant — de socialisme révolutionnaire et de roublardise de quelques propriétaires de mines d'argent, elle faillit arracher le gouvernement, comme en un coup de cyclone, aux classes dirigeantes de l'Est, enrégimentées dans le clan républicain.

Ce fut une lutte curieuse.

Un inconnu enflammait en un quart d'heure une assemblée de douze cents politiciens, en dénonçant les noirceurs de l'or, et il se faisait acclamer candidat à la présidence.

Le vengeur du métal blanc se dressait en face de l'homme du tarif. L'un parlait monnaie, l'autre répondait douane, et soixante-dix millions d'Américains attendaient avec anxiété la décision du grand scrutin.

Les esprits bien pensants voyaient tout perdu si l'homme du métal blanc l'emportait. Il fut vaincu, et Mac-Kinley passa sauveur de la patrie.

Le feu d'artifice éteint, tout rentra dans l'ombre. La passion que l'on venait de déployer était si factice, elle s'était attachée à un objet si artificiel qu'il n'en resta rien, l'emballement tombé. La platitude reprit son empire sur les esprits, et le sombre ennui régna bientôt des bords de l'Atlantique à ceux du Pacifique.

De tout temps les gouvernements ont connu un moyen de distraire les peuples au moment où ils les voyaient prêts à s'enlizer dans le marécage de l'ennui : le moyen classique de la diversion extérieure. Les gouvernants de Washington n'hésitèrent pas à y recourir. Ils commencèrent à prendre un ton rogue avec les nations étrangères, à mettre en jeu la diplomatie « nouveau style », à lancer à l'improviste des « doctrines » du vieux temps, revues et corrigées pour les besoins du jour, à taquiner légèrement les pays forts, à jouer avec les faibles comme le chat avec la souris.

La population prit insensiblement de l'intérêt à ce jeu. L'ennui se dissipait, remplacé par une fièvre de guerre qui du Sénat se communiquait de proche en proche et emportait tous les scrupules. Tant pis pour la pauvre Espagne, à qui cependant on n'avait rien de sérieux à reprocher, sinon que d'être peu moderne et trop proche voisine par ses Antilles : « Ne trouble plus cette eau! — Considérez, seigneur, que... — Tu la troubles, te dis-je! »

Un hasard providentiel voulut que, tandis que les esprits étaient si bien disposés en Amérique à déclarer la guerre à n'importe qui, à défaut même de l'Espagne, si elle se faisait trop humble, le *Maine* vînt à sauter dans le port de la Havane : « C'est toi qui as dynamité mon cuirassé! — Considérez, seigneur, combien peu d'intérêt je... — Tu l'as dynamité, te dis-je! »

Et l'Amérique déclara la guerre à l'Espagne.

Quel changement dès lors par toute la terre américaine! la poésie a refleuri sur les bords du Potomac, de l'Hudson et de l'Ohio, et la poésie a de nouveau engendré l'héroïsme. New-York a envoyé à Santiago, dans l'enfer de la fièvre jaune, les fils de ses millionnaires, les *rough-riders*, et quelques-uns y sont morts avec gloire. Leur colonel s'est fait de cette campagne un marchepied pour le « gouvernorat » de l'État-Empire, et ce gouvernorat le conduira peut-être à la présidence de l'Union : tout arrive.

La marine a remporté des victoires merveilleuses. Farragut est dépassé par Dewey, qui coule en deux heures, au bout du monde, la flotte de Montojo. Cervera voit ses croiseurs défoncés et incendiés; il perd la moitié de ses équipages et réussit à blesser « un » matelot de l'escadre de Sampson.

A côté des héros historiques, les héros légendaires, le fameux Hobson, l'homme du *Merrimac*, qui échappa si miraculeusement aux torpilles, mais n'échappe pas aux baisers de ses milliers d'admiratrices, dans l'inévitable tournée de conférences qui suit la victoire.

Aujourd'hui les États-Unis trouvent quelques épines cachées sous les roses du traité de paix. A Cuba, leurs soldats sont accueillis avec une froideur bien peu reconnaissante de la part de gens délivrés de la plus épouvantable tyrannie. Aux Philippines, les Tagals, plus ingrats encore, ont l'audace de braquer leurs canons sur les bateaux du général Miller et de le défier de débarquer ses hommes.

Aguinaldo affecte de croire qu'on lui avait fait des promesses sérieuses; il parle d'assiéger les Américains dans Manille.

Il va falloir envoyer régiments sur régiments dans ce pays malsain et insurgé, porter l'effectif de l'armée régulière à cent mille hommes, construire une douzaine ou deux de gros cuirassés. Tout cela coûtera horriblement cher, et l'on comprend que M. Mac-Kinley soit perplexe, plus perplexe qu'il n'a jamais été encore depuis les débuts d'une présidence si pleine de perplexités.

Mais qu'importe! le peuple américain ne s'ennuie plus.

A.

THÉATRES

Opéra-Comique : *Fidelio* (suite).

...Donc, M. Pierre Lalo explique la froideur du public français pour *Fidelio* par la beauté presque exclusivement musicale de l'ouvrage. C'est une tradition, en effet, que nous « n'aimons pas la musique ». Qu'il y ait du vrai dans cette tradition, comme dans toutes les traditions du reste, cela est possible, probable même. Mais il y a aussi une part de légende. Nous sommes, devant une œuvre musicale, ce que nous sommes partout : désireux de comprendre, et de comprendre vite. Et cela, parfois, peut nous distraire d'écouter, et nous empêcher de nous réjouir simplement de belles musiques. Cela ne me semble pas, toutefois, un état d'esprit défavorable à la musique de Beethoven, par exemple. On oppose, généralement, notre indifférence, à la passion des Allemands. Peut-être n'avons-nous pas la forte éducation musicale de nos voisins, quoique, à ce point de vue, nos progrès soient sensibles. La vérité, c'est que nous n'avons pas leur « capacité ». Je prends le mot dans son sens propre de « faculté de contenir ». Ils sont capables d'entendre de la musique pendant des heures, charmés par cela seulement que c'est de la musique, et goûtant, quelle qu'elle soit, un plaisir, non de même ordre, assurément, mais à peu près égal... J'ai gardé, de mon premier voyage à Bayreuth, une quantité de souvenirs précieux, dont l'un appuierait ce qui précède. J'arrivais tout plein de ferveur, ému par l'approche même du temple, et il me semblait que mon émoi dût être partagé par tous. Le Théâtre-Wagner était resté fermé pendant quelques années, c'était le lendemain sa réouverture, — avec *Parsifal!* — et, « possédé » comme je l'étais, je ne rêvais que du *Reine Thor*, d'Amfortas, de Gurnemanz et de Kundry!... Je m'étais arrêté à Nuremberg, et j'allais prendre mon souper dans une des *Restaurations* d'été de la ville. J'entre; la salle est énorme : quinze cents Allemands sont là, avec leurs familles, des visages sérieux et méditatifs, des physionomies appliquées. Et ces quinze cents buveurs

ont l'œil fixé, le cou tendu, vers une tribune où est placé l'orchestre... On joue un pot-pourri sur la *Somnambule*, et ce qu'on écoute avec ce recueillement religieux, c'est d'agressives variations qu'égrène un flûtiste acharné!... — Lorsque, le lendemain, j'ai retrouvé à Bayreuth ces mêmes physionomies et cette même application, comme le personnage légendaire, j'ai eu de la méfiance! Et je me suis demandé si c'était bien la musique qu'ils aimaient, ou le bruit que fait la musique?

Je crains que nous ne soyons dupes des apparences. Nous jugeons d'après la « consommation » musicale, qui est, en Allemagne, infiniment plus considérable que chez nous; et nous concluons que nous aimons moins la musique que les Allemands. Cette conclusion n'est pas tout à fait juste. Sans doute, et pour ne parler que de théâtre, il est regrettable que le répertoire des scènes allemandes soit tellement plus étendu que le nôtre, et qu'elles montent, avant nous, même les chefs-d'œuvre de l'école française. Mais cela tient moins à l'amour de la musique chez le peuple, qu'aux conditions qui régissent ces théâtres: et ces conditions sont le résultat de l'ancienne organisation politique... Mais n'élevons pas trop le débat. Contentons-nous de ces quelques remarques, et, si *Fidelio* a été reçu avec quelque réserve, ne nous pressons pas d'attribuer cette réserve à notre peu de goût pour la musique.

De cette réserve, on a vu, la semaine dernière, quelle était, selon moi, la cause principale. Il en est d'autres, et qui peuvent se justifier.

Il y a d'abord le poème. Il mérite, au moins en partie, les « éreintements » qu'il a subis. Le drame de Bouilly est d'une indiscutable puérilité. Et, si l'on voit à peu près ce qui a pu séduire Beethoven, on s'étonne un peu, tout de même, qu'il ait été séduit à ce point. Le caractère de Léonore est d'une noblesse qui devait plaire au Maître; mais Florestan, Rocco et Pizarre sont d'une rare insignifiance. Par un miracle de son génie, Beethoven a pu leur donner la vie. Les événements où ils sont mêlés sont absurdes et incongrus; l'idée d'empêtrer Fidelio dans l'amour de Marceline est l'une des plus déconcertantes inventions de l'auteur des *Contes à ma fille*. Invraisemblance des situations, incohérence de l'intrigue, cela ne serait rien encore! Mais les personnages nous restent inconnus, nous ignorons ce qu'ils sont, d'où ils viennent et où ils vont. Florestan est en prison, nous ne saurons jamais pourquoi; nous ignorons pourquoi Pizarre veut le faire mourir de faim. Nous ignorons tout.

Mais, plus que le drame même, la conception musicale de ce drame devait surprendre les spectateurs d'aujourd'hui; et pour combien d'entre eux surprendre n'est-il pas synonyme de déplaire? Admirons, sans plus, ceux qui aiment *Fidelio* pour les mêmes raisons qu'ils aiment *Tristan*, et qui confondent ces drames dans un même culte. Qu'on les aime autant l'un que l'autre, ce n'est que juste. Pour *Fidelio*, toutefois, un effort est nécessaire.

Depuis dix ans, on s'efforce de faire comprendre et apprécier la théorie du drame wagnérien. Naturellement, les œuvres de Wagner ont conquis l'admiration du public avant que ses idées aient été parfaitement comprises. En un sens, cela est fort heureux, car les théories valent tout juste ce que valent les œuvres; et ce qu'il y a de fécond dans les principes de Wagner eût couru grand risque de n'être point aperçu si la *Walkyrie* et les *Maîtres Chanteurs* ne les eussent magnifiquement illustrés. Mais, d'autre part, cela n'a pas été sans inconvénients. Ce qui a d'abord frappé le public, c'est la différence de forme, la différence « extérieure », entre le nouveau drame et l'ancien opéra. Les épisodes musicaux, sortes d'intermèdes de concert, tant recherchés par les compositeurs, avaient été jadis formellement et justement bannis par Wagner. On en a conclu que les formes mêmes qu'affectaient d'ordinaire ces épisodes étaient anti-dramatiques. Il n'y a pas si longtemps qu'un critique « avancé », déclarait les *Maîtres Chanteurs* très inférieurs aux autres œuvres de Wagner, par cette raison péremptoire et saugrenue qu'« il y avait des chœurs »!... Un mouvement d'opinion, chez nous surtout, est presque toujours un mouvement d'opposition. L'enthousiasme provoqué par les drames de Wagner se traduisit aussitôt en mépris pour les œuvres qui ne leur ressemblaient pas. Les formes traditionnelles avaient servi de prétextes à des excès regrettables; ces formes furent condamnées. Et l'on ne réfléchit pas que, si un « air » rompait le plus souvent la trame du drame, il pouvait être aussi un drame à lui seul, un drame intime, une analyse profonde, un portrait vivant et complet; voyez ce que, en deux airs, Mozart a fait du Chérubin de Beaumarchais. Bref, et grâce à la superstition de la forme, nous sommes, depuis dix ans, mis au régime du *leitmotiv* et des héros vêtus de peaux de bêtes. Car c'est sous ces espèces qu'apparaît le drame wagnérien à la grande majorité du public, — et peut-être aussi à quelques compositeurs de musique.

Prenant les choses au mieux, le public cherche aujourd'hui à retrouver dans les ouvrages nouveaux ce qui l'a charmé ou dompté dans les drames wagnériens: ce que je viens de dire, d'abord, et qui est pour lui l'essentiel; et, en plus, une forme de pièce musicale diamétralement opposée aux opéras qui ont triomphé pendant un demi-siècle.

Or *Fidelio* est un opéra, un opéra dans la forme la plus traditionnelle, moins libre, au moins en apparence, que les ouvrages de Mozart, contenant non

seulement tous les morceaux coutumiers, mais respectant la coupe classique de ces morceaux, le *récitatif*, l'*andante* et l'*allegro*. Pour l'auditeur superficiel, *Fidelio* « ressemble » aux *Puritains*, et est moins « avancé » que les opéras de Meyerbeer... Mettons que j'exagère un peu. Il reste que le public s'est trouvé remis en face de ce qu'on lui avait appris à mépriser. Il n'a rien dit, parce qu'il est respectueux : le fond de sa pensée, je le crains, a été que *Fidelio* était un ouvrage sans « nouveauté », écrit par un grand musicien (ceci pour le respect) qui n'entendait rien au théâtre.

Et, de ce jugement regrettable, le public ne saurait être seul tenu pour responsable. Si sublime que soit et que doive rester *Fidelio*, il n'en faut pas moins, pour en jouir, s'abstraire de ses préférences et, ce qui est plus difficile encore, de ses habitudes. Tout nous déroute dans ce chef-d'œuvre ; et c'est parfois les passages où le génie de Beethoven s'est manifesté avec le plus de plénitude qui nous surprennent davantage. Habitués que nous sommes aux déploiements de vastes constructions symphoniques, nous ne « comprenons » plus guère la concision. Les morceaux nous semblent courts, presque étriqués. Et c'est à la réflexion seulement que nous apercevons combien leur brièveté est pleine, combien, — en si peu de notes ! — Beethoven a su peindre un caractère ou résumer un « état d'âme ». Cette réflexion, ce retour sur soi-même, on ne saurait l'exiger du public, pour qui la première impression est la bonne parce qu'elle est la seule... Et c'est donc une raison de plus qui explique sa respectueuse indifférence.

Il en est une autre, que je me borne à indiquer, la question de l'interprétation.

C'est une tâche tentante et ingrate que d'interpréter un chef-d'œuvre, surtout un chef-d'œuvre comme *Fidelio*. L'interprète ne saurait espérer que plaire aux amateurs, j'entends à ceux qui aiment et sentent le chef-d'œuvre, qui l'ont lu et relu. Et pour ceux-ci, quel interprète vaudra jamais celui qu'ils trouvent en eux-mêmes, qu'ils ont créé pour eux, qui vit en eux, et qui leur donne précisément ce qu'ils ont rêvé ? La Léonore de mes rêves n'était pas tout à fait celle que nous a donnée Mme Caron ; je voyais Florestan un peu différent de M. Vergnet ; et, si je me résignais d'avance à trouver un Pizarre au-dessous du « mien », j'espérais toutefois un style plus classique que celui de M. Bouvet. Mais c'est moi qui ai tort sans doute. Et il faut louer ceux-ci de leur zèle et de leurs efforts.

Somme toute, il faut louer aussi, et remercier la direction de l'Opéra-Comique. J'ai dit, avec quelque vigueur, ce que je pensais de la version actuelle de *Fidelio*. Était-il possible d'en choisir une autre, celle de Beethoven tout simplement ? Je ne sais. Au moins faut-il reconnaître que *Fidelio* a été respectueusement répété et représenté. Tout, ou presque tout, a été rendu, de ce qui pouvait l'être. Et si l'interprétation prête à quelques critiques, je ne sais, à vrai dire, où l'on eût pu en trouver une meilleure...

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Il paraît que la « vieille gaîté française » est en péril ; elle l'est d'ailleurs assez souvent. Chaque fois que l'on s'ennuie, il est assez naturel de remarquer qu'on ne s'amuse pas et, pour donner à cette réflexion très égoïstement personnelle une plus grande portée, on élève le débat et l'on parle du « krack » de la « vieille gaîté française ». Nous a-t-on assez humiliés avec « la vieille gaîté française » ! On nous en a tant et tant parlé que notre amour-propre a fini par se froisser et que nous sommes devenus un peu tristes. Nous avons voulu montrer que nous savions aussi penser et réfléchir et mourir d'ennui tout aussi bien que d'amour.

Alors nous avons eu des caprices de gravité ; nous nous sommes amusés à être sévères ; nous nous sommes payé des passades de philosophie au rabais ; mais il faut croire que ces distractions n'étaient pas durables. En effet, nous nous sommes aperçus un beau matin que nous avions cessé d'être des gens sérieux le jour où nous avions cessé de rire et qu'il y a des choses beaucoup plus frivoles que la gaîté. Trêve aux plaisanteries : l'heure est grave, il faut remédier au mal. Vous pensez bien qu'on a immédiatement songé à fonder la « Ligue de la vieille gaîté française ». Des esprits de bonne volonté ont même tenté d'ouvrir une souscription en faveur du *Rire nationaliste ;* mais de fâcheuses divisions se sont produites. M. Brisson, dont le visage ne s'éclaire qu'à de rares intervalles, n'a pas été reçu du Comité et M. Brunetière, que poursuit le rictus de Voltaire, a déclaré cette entreprise « antipatriotique encore que spécieusement gauloise ».

Certes il faut reconnaître l'influence indiscutable que ne saurait manquer d'avoir sur les races néolatines l'esprit de ligue et d'association. Sachez bien, si jamais un cordon de sergents de ville vous barre l'accès de quelque cérémonie officielle et réservée, qu'il vous suffira de dire à l'oreille de l'un d'eux : « Je suis le président de la Ligue des passants », pour qu'il vous fasse aussitôt place respectueusement. N'est-il pas facile de prédire au « Président de la Ligue des gens bien élevés » sa prochaine réception à l'Académie française ? Et pensez-vous en vérité que le « Président de la Ligue des maris », malgré les

difficultés d'une telle situation, ne sera pas entouré, dans le monde, d'égards et d'attentions? Tout cela est fort bien, et contrarierait tout au plus le « Président de la Ligue des individualistes », dont la fondation ne saurait tarder, en dépit d'une légère apparence paradoxale. Mais lorsque vous direz à quelqu'un : « Je suis le Président de la Ligue de la vieille gaîté française », il est à craindre que vous ne le fassiez rire que la première fois.

***

Il faut reconnaître que le dernier bal de l'Opéra n'a pas été précisément drôle et que les inspecteurs de la nouvelle ligue auraient eu là un excellent terrain d'expérience. On s'est décemment ennuyé de minuit à deux heures, au milieu de l'ahurissement surchauffé de la joie factice et obligatoire. Les loges étaient pleines de jeunes gens tristes et empesés qui avaient l'air de n'avoir pas quitté leur faux-col depuis le jour de leur naissance, appuyant contre le mur leur moelle épinière en voie de désagrégation, les yeux pleins de l'infini d'un inexprimable ennui. Ils regardaient passer devant eux les dominos noirs, roses ou bleus avec le sourire mélancolique qu'on a coutume d'accorder à des souvenirs, quelle qu'en soit la couleur; les femmes masquées leur semblaient toujours plus jolies que les autres, mais cette préférence n'allait pas jusqu'à les troubler dans leur vaine extase. Ils se disaient entre eux des mots courts et insignifiants destinés sans doute à leur prouver à eux-mêmes leur existence.

D'autres jeunes hommes de plus robuste apparence ne s'amusaient que médiocrement à regarder ceux qui s'ennuyaient davantage; seuls, quelques vieillards, dont les plus réjouis semblaient les plus vénérables, souriaient dans la neige de leur barbe blanche, et les jeunes gens étaient très vieux, très vieux, et les vieillards étaient très jeunes, très jeunes.

Pourquoi cacher la vérité même sur les choses insignifiantes? C'en est fait des bals de l'Opéra. Pendant un temps ils ont été du plaisir défendu, et ce fut leur beau temps; ils devinrent du plaisir permis, et ils étaient encore fort agréables; mais le jour où ils furent consacrés plaisir obligatoire, où ils firent partie de la série de corvées parisiennes auxquelles on ne saurait se soustraire sans que chacun se demande : « Un tel est donc malade? » ils ont cessé d'être un plaisir pour se transformer en un devoir, et ce devoir-là on ne peut pas le remplir quand on veut; le moment en est inévitablement fixé; l'on sait six mois à l'avance que tel jour, à telle heure, il faudra se livrer à toutes les folies et à toutes les extravagances, et l'on prémédite à longue échéance des débordements de joie spontanée.

Si vous avez l'oreille assez fine pour entendre les conversations des groupes, approchez-vous de ces deux pierrots qui parlent à Polichinelle : ces raisonnables personnes s'entretiennent de la question coloniale et n'y mêlent le nom de M. Jules Lemaître que pour l'égayer un peu. Ces trois messieurs, dont le visage couvert de cartonnages doit figurer le mufle d'un singe, causent d'une voix profonde et lamentable; nous saisissons ces mots : « Heure solennelle... difficultés extérieures... impôts excessifs... armements insuffisants... complications diplomatiques... » Il ne faudrait pas que la gravité de ces conversations vous étonnât outre mesure. Il est bien rare dans la vie qu'on ait le loisir d'être sérieux, de réfléchir, d'échanger des idées générales. Alors on profite des occasions; on les saisit quand elles se présentent. C'est ainsi qu'il peut fort bien arriver que les orangs-outangs sociologues et les tristes pierrots de l'escalier de l'Opéra soient en réalité les plus fumistes de nos parlementaires, au point que, si vous les rencontriez au Palais-Bourbon, vous ne sauriez plus les reconnaître.

Il fut sans doute une époque où l'on s'amusa au bal de l'Opéra. Alors on thésaurisait la folie pour la dépenser gaîment au temps du Carnaval. Nous ne pratiquons plus cette sage économie : aussi sommes-nous réduits à l'indigence quand vient l'heure des fêtes joyeuses. Le monde, la politique et nous-mêmes sommes des sujets trop plaisants, trop fertiles en farandoles, en valses, et en quadrilles de tous genres pour que les réjouissances qu'on nous offre périodiquement sous la coupole de notre Académie nationale de musique conservent pour nous quelque saveur.

Il faut y consentir; les bals de l'Opéra appartiennent dès à présent au passé; ils font pour ainsi dire partie de l'histoire; ce serait un crime de tenter plus longtemps de les y soustraire. S'ils sont moroses et chagrins n'oublions pas qu'ils furent romanesques et charmants; il s'y fit d'excellents mariages entre petits employés, et d'estimables bourgeois y contractèrent des unions moins respectables sans doute mais encore fort honnêtes.

C'était le temps de Manette Salomon, le temps où l'un des héros de *Henriette Maréchal* cherche, sous un domino, « l'âme sœur » qui enchaînera la sienne; le temps où tous les secrétaires d'agent de change espèrent rencontrer devant l'horloge, à minuit tapant, la belle Mme de Nucingen qui leur vaudra de beaux sentiments et une belle situation; le temps des débardeurs et des légendes de Gavarni; le temps où les aventures n'étaient pas toujours des affaires... Ce temps n'est plus.

En un beau soir de la mi-carême, c'est à l'Opéra, au son de l'orchestre de Musard, que nos grands-pères ont commis leur dernière escapade et que nos

pères ont rencontré leur première aventure. Voilà pourquoi ces réjouissances, auxquelles nous en voulons de nous tant ennuyer, ont droit à notre considération ; le jour où nous renoncerons à les pratiquer, nous les respecterons comme nous avons coutume de le faire pour des institutions abolies... Il ne faudrait pas crier au scandale s'il entrait dans ce sentiment une sorte de vague pudeur, et si nous craignions de nous rencontrer en un coin de couloir avec les souvenirs galants de nos plus vénérables ancêtres. Ah ! ces bals de l'Opéra ! Nos grand'mères en furent-elles assez curieuses et jalouses, alors qu'Il était jeune, alors qu'Il était beau, alors qu'elles étaient belles ! Songeons-y donc avec un pieux attendrissement, laissons à nos ascendants leur passé ; ne le démasquons pas et accordons à cette fête du temps passé le bénéfice de souvenirs ornés et parés des âmes bien élevées.

*
* *

Je crains que le lecteur ne s'aperçoive pas que quelques-unes des réflexions précédentes ont été écrites dans une intention d'ironie. La faute en est toute à l'auteur. Croyez bien que c'est pour lui une angoisse véritable. « Ne pas être compris est plus douloureux encore que de ne pas être aimé », affirmait Gœthe ; ce n'est pas ici le lieu de prendre parti. Toujours est-il que je suis bien ennuyé. Dans quelques jours cette contrariété eût été vaine, et aucun malentendu n'eût été possible entre l'auteur et le lecteur. La langue française est en effet sur le point de faire une excellente acquisition ; elle la devra à M. Alcanter de Brahm, littérateur au nom inattendu, qui vient de concevoir un projet plus inattendu encore. Cet ingénieux écrivain estima que notre ponctuation était dans un état de misère lamentable et qu'il était grand temps de faire quelque chose pour elle, le point d'interrogation se mourant d'anémie cérébrale, le point d'exclamation ayant une maladie de cœur et le point de suspension s'en allant de la poitrine. Ces signes, par l'abus que l'on en a fait, auraient perdu toute valeur. C'est dans ces dispositions bienfaisantes que M. Alcanter de Brahm inventa le « point d'ironie » qui ne sera pas le moindre attrait de son prochain volume. Ce point servira à marquer, sans hésitation possible, la pensée du psychologue ou du critique. A quoi va-t-il ressembler ? Aura-t-il une figure ? un corps ? Sera-ce, comme l'affirment les uns, un œil à demi fermé ? Sera-ce, comme d'autres le prétendent, une petite main qui fait un pied de nez ? Mystère et discrétion. La curiosité est très surexcitée dans les milieux littéraires ; les historiens, dont les mots d'esprit sont quelquefois obscurs, se montrent enthousiastes ; les poètes sont indifférents, les romanciers désapprouvent.

Pour ne point envenimer cette querelle et rester dans une note favorable à l'apaisement, nous ne trancherons pas le débat sur la question de forme, mais sur la question de fond qui laisse généralement les esprits plus paisibles et plus froids. (Ici se placerait un point d'ironie.) Quelque ingénieuse que soit cette innovation, il nous sera permis de faire observer à M. Alcanter qu'elle n'est point sans danger. Grâce à elle, en effet, nous ne pourrons plus douter des intentions de l'auteur ; nous saurons exactement, précisément, qu'en telle phrase celui-ci voulut être ironique, nous en serons déplorablement certains. M. Alcanter a-t-il songé que l'ironie est une manière de moquerie un peu cachée, que l'on sent là, pas loin, tout près, mais de la présence de laquelle il convient que nous ne soyons pas tout à fait sûrs. Il faut que les gens intelligents aient la sensation que les imbéciles ne l'y verront pas, et il faut aussi que les imbéciles, qui savent bien qu'elle est quelque part, la cherchent et, la prenant ailleurs, se trompent.

Il faudra donc user avec modération du « point d'ironie », sous peine d'exposer l'ironie elle-même à disparaître ; ce serait un grand malheur. Sans elle en effet, oserions-nous dire les choses tendres et émues que nous avons un peu de fausse honte à exprimer ? Sans elle, aurions-nous le courage, ne voulant point nous embarrasser de l'indignation, de critiquer ce que nous n'approuvons pas chez les autres ? Elle est le dernier garant de notre sincérité, et comme la discrétion des âmes sentimentales et timides.

Soyez donc raisonnable, monsieur Alcanter (point et virgule de prudence) ; marchez avec précaution dans la voie du progrès où vous vous êtes si généreusement engagé (deux points de félicitation), et la postérité ne vous oubliera pas (un point de souvenir).

ROBERT DE FLERS.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Il y aura un an, le 11 février prochain, que Ferdinand Fabre est mort. Le grand écrivain (car ce fut un grand écrivain que Fabre) avait ignoré toute sa vie les ressources de la réclame ; et peut-être même eut-il tort de la négliger tant... Respectueux de cette noble mémoire, ses héritiers non plus ne l'ont pas cherchée après lui ; et depuis un an, il n'a guère été question des œuvres, ou parties d'œuvres laissées par l'écrivain de *Lucifer* et des *Courbezon*.

Il serait possible cependant que, dans le cours de cette année, quelques-unes de ces pages fussent publiées.

Fabre a laissé inachevé un roman qui sûrement restera inédit. Son vœu d'ailleurs était qu'aucune nouvelle œuvre de lui ne fût publiée après sa mort ; mais sans doute il voulait parler ou de ce roman qu'il était en

train d'écrire au moment où la maladie le terrassa, ou de ces Souvenirs de jeunesse, qui devaient former un volume de quinze chapitres, dont neuf sont écrits, et dont quatre seulement ont paru.

Mais ce n'est pas tout. Parmi les nombreux papiers laissés par son mari, Mme Fabre a trouvé récemment un manuscrit important, sur lequel le célèbre romancier avait inscrit ce titre : *Mon cas littéraire*. C'est toute l'histoire des romans de Ferdinand Fabre; et le manuscrit semble former un ouvrage complet. Il est écrit avec soin; et il est visible que l'écrivain l'avait revu et mis au point en vue d'une publication prochaine. On suppose que cette étude était destinée par lui à former le complément et la conclusion de ses Souvenirs de jeunesse.

Quelques amis de Mme Fabre la pressent de publier ces pages; elles formeraient un petit volume. En tous cas, cela seulement sera publié, si quelque chose doit l'être.

La Société d'Enseignement supérieur s'est réunie dimanche dernier à l'École des sciences politiques, sous la présidence de M. le doyen Darboux, et a commencé l'examen du questionnaire, relatif à la réorganisation de l'enseignement secondaire. Une seconde réunion est annoncée pour demain.

J'ai plusieurs fois cité les travaux très instructifs publiés par cette Société, dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, qu'elle a fondée. A côté d'études un peu spéciales, et surtout destinées aux gens de métier, l' « amateur » y trouvera sur le mouvement des idées à l'étranger, dans le domaine de l'éducation, des indications précises, et d'un grand intérêt.

M. Paul Bourget fait publier une édition illustrée par F. Macchiati de son roman *Un cœur de femme*.

Un écrivain qui a voué sa vie à l'étude de Rousseau, M. Paul Bonnardot, prépare pour 1900, annonce la *Revue des Revues*, un ouvrage qui « clôra, peut-être pour longtemps, la série des travaux sur l'auteur de la *Nouvelle Héloïse* ».

« Peut-être » pour longtemps... cela même n'est pas sûr. Admirable foi, humilité charmante d'une âme d'érudit !

M. Bonnardot nous fera connaître, en attendant d'autres découvertes, des pages inédites de Rousseau. Il en a quelques-unes dans son tiroir. Celle que publie la *Revue des Revues* n'est pas d'un intérêt capital, et nous n'y trouvons rien, sur la philosophie de Rousseau, qui ne nous fût familier. Exemple :

Je soupçonne que les talents des hommes sont comme les vertus des plantes que la nature nous donne pour guérir nos maux, quoique son intention soit qu'on n'en ait pas besoin : c'est une ressource que la nature nous ménage au besoin, mais à laquelle il ne faut jamais recourir sans nécessité ; quand elle n'est pas nécessaire, elle est nuisible.

Il y a des plantes qui empoisonnent, il y a des talents pernicieux.

Les peuples vertueux et simples n'ont pas besoin de talent ; ils se soutiennent mieux par leur seule simplicité que les autres par toute leur industrie ; mais à mesure qu'ils se corrompent, les talents s'y développent comme pour servir de supplément aux vertus qu'ils perdent, et pour forcer les méchants eux-mêmes à être utiles en dépit d'eux.

Rousseau d'ailleurs n'a pas cessé d'être à la mode depuis un an.

C'était M. Izoulet qui, l'hiver dernier, lui consacrait ses leçons très écoutées, au Collège de France; c'est maintenant, et depuis cette semaine, à la Sorbonne, M. Albert Le Roy, qui étudie, en son cours libre sur la littérature sentimentale, « Jean-Jacques Rousseau et les origines du romantisme ».

M. Marius Fontane poursuit, avec une patience que rien n'a découragé, la publication de son *Histoire universelle*.

Le dixième volume en est annoncé pour jeudi prochain.

Titre : *Mahomet*.

Dans quelques jours :

Le cinquième volume de l'*Allemagne et la Réforme*, de Jean Janssen.

L'ouvrage est traduit de l'allemand par E. Paris.

La *Revue des Deux Mondes* a publié la dernière partie du beau roman de M. René Bazin, *la Terre qui meurt*.

Le volume sera en librairie le 15 février.

Pour le mois prochain également :

De M. Henri Bérenger, *la France intellectuelle*, où l'auteur a réuni diverses études déjà parues et dont l'une, sur le « prolétariat intellectuel », fut très remarquée;

De M. Adolphe Brisson, un nouveau volume de *Portraits intimes*.

Pour paraître ces jours-ci :

De M. Edmond Cattier, un petit roman populaire, *le Cabaret du Diable Vert*, destiné à inspirer aux honnêtes gens l'horreur de l'alcoolisme...

De M. J. Elsander, *l'Éducation au point de vue sociologique*.

M. Maurice Leudet s'est fait, non sans succès, l'historien des « intimités » impériales. Son *Guillaume II intime* ouvrit la série, il y a un an ; *Nicolas II intime* la continue.

Le volume paraît aujourd'hui. On le lira. Il contient beaucoup d'amusants détails, et peu connus, sur la façon dont vivent entre eux et chez eux les souverains russes. M. Leudet s'est promené partout, de la salle à manger aux écuries; il a pris des notes aux bureaux du protocole, et copié des recettes à la cuisine. Et cela compose une quinzaine de petits chapitres d'histoire sans prétention, où il serait bien surprenant que les gens les mieux informés sur la matière n'apprissent pas quelque chose.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37383. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 4. 4e SÉRIE. — TOME XI 28 JANVIER 1899.

DEUX LETTRES INÉDITES DE GEORGE SAND SUR L'ÉGALITÉ

A M. Édouard Rodrigues.

« Pour faire un catéchisme, il faut être un esprit synthétique très fort, et je ne suis pas cet esprit-là... Mais est-ce une chose froidement méditée que vous désirez de moi? N'est-ce pas plutôt une libre causerie avec son désordre et sa spontanéité? »

Ces quelques mots extraits d'une des lettres qu'on va lire, adressées par George Sand à M. Édouard Rodrigues (en 1863), expliquent le caractère des pages inédites que la famille de M. Rodrigues a bien voulu nous communiquer. C'est une « libre causerie » par lettres, qui devait se poursuivre et qui a vraisemblablement été interrompue après la seconde lettre. Au début de la première, le correspondant de G. Sand pose des questions sur l'égalité : la réponse de l'illustre écrivain comporte d'assez longs développements ; à propos d'égalité, il aborde bien des sujets d'ordre social et on peut dire : actuel. « Nous avons voulu, disait G. Sand en guise de conclusion, préparer les éléments d'un catéchisme à notre usage... Peut-être, plus tard, trouverons-nous moyen de bâtir notre petit abri... » Le lecteur retrouvera ici les premiers matériaux de cet abri.

Première question.

D. — Que sont les hommes par rapport les uns aux autres?... Dieu, en les créant inégaux en force, en santé, en intelligence, en cœur et en esprit, a-t-il cependant voulu qu'ils eussent tous les mêmes droits? Sont-ils appelés à remplir les mêmes devoirs?...

R. — A cette question très bien posée, tâchons de répondre ensemble tout en causant, et, sans pédantisme, retournons-la comme il nous plaira.

Je la prends par la fin, et je commence par un exemple.

Si votre domestique vous vole, vous n'admettrez pas volontiers qu'il vous réponde : « Monsieur, vous considérez la probité comme un devoir, moi je considère le vol comme un droit, nous ne sommes pas égaux, nous n'avons pas les mêmes devoirs. »

Vous mettrez ce faquin à la porte, tout en déplorant l'imbécillité de son raisonnement et l'iniquité de son orgueil, car s'il croit avoir le droit de voler pendant que vous avez le droit de travailler, il se croit plus que vous, l'animal, il se regarde comme un privilégié du droit divin.

Mais retournez la question : volez votre domestique, faites-le travailler sans vouloir le payer, aurez-vous meilleure grâce à lui dire que vous n'êtes pas son égal?...

Il y a donc des devoirs qui sont les mêmes pour tous les hommes. Quels sont ces devoirs?...

Les plus essentiels, puisqu'ils règlent les relations de la société, de la religion du cœur et de la famille. Le souverain n'est pas père à un autre titre que le cordonnier, le balayeur n'est pas moins marié que le ministre. Le servage détruit, l'égalité sociale est consacrée dans les premières conditions de l'existence humaine.

Est-ce la volonté de Dieu qu'il en soit ainsi? L'abolition du servage est-elle l'œuvre de Satan? De grands dévots disent oui : tout bon chrétien dit non.

Et chrétien ou non, tout esprit juste proclame le noble bienfait de l'égalité devant les lois.

Si la philosophie, la religion et la raison se ré-

jouissent de l'égalité ainsi réglée, entre les hommes, il semble que la question soit résolue, et que nous n'ayons pas à la pousser plus avant.

D'où vient donc que vous me la posez, cette question résolue en vous-même puisqu'elle l'est dans l'humanité, et comment se fait-il que vous doutiez de l'intervention de Dieu dans la détermination que les hommes ont prise au commencement de ce siècle, ou plutôt vers la fin du siècle dernier, de s'affranchir les uns les autres?... car le code qui nous régit n'est qu'une consécration des *Droits de l'homme* proclamés par la Révolution.

Il faut bien qu'il y ait eu dans les essais plus ou moins éclairés de l'esprit progressiste de notre époque quelque déviation du bon sens à cet égard, quelque fausse définition de l'égalité pour qu'un esprit tel que le vôtre croie avoir à s'interroger encore sur le principe.

Sans chercher d'où cette fausse interprétation est venue, et sans bien comprendre, je l'avoue, comment elle peut mériter d'être réfutée, nous tâcherons de l'interroger.

Que prétend-elle?... Que tous les hommes sont, en conséquence de leur égalité de race, destinés à l'égalité des fonctions? Soit; donnons-lui raison en théorie. En disant que les êtres sont tous destinés à n'importe quoi d'excellent dans l'avenir, cette théorie ne détruit pas, même dans l'avenir, la nécessité de la hiérarchie, mais si elle prétend que, dès aujourd'hui, tous les hommes, et n'importe lesquels, sont propres à remplir toutes les fonctions sociales, elle n'est pas soutenable.

Virtuellement, chaque homme est propre à remplir au moins une fonction particulière utile à la société. Si beaucoup d'entre eux ne paraissent et ne deviennent bons à rien, c'est la faute de la société qui n'est pas assez libre, assez éclairée, assez riche et assez heureuse pour avoir trouvé le moyen d'utiliser et de féconder toutes les aptitudes. Le jour où les sociétés seront à même de résoudre ce beau et bon problème, il n'y aura plus d'aptitudes basses et plus de fonctions à dédaigner.

Labourer la terre, faire la moisson, casser des pierres ne seront pas des occupations moins nobles que de cultiver les arts, les sciences et l'industrie. Le but ennoblit tout, et, en telle circonstance déjà, le plus vil travail est sublime.

Tel sauveteur qui se précipite dans une fosse méphitique pour en retirer son semblable est l'égal de Corneille écrivant *Cinna*.

Dans l'ordre rationnel et au point de vue absolu, toutes les fonctions entraînent donc le droit à l'égalité, car qui dit fonction dit emploi des forces d'un seul au profit de tous. L'élégance du milieu, le charme des moyens, l'attrait et le prestige qui se dégagent de telle ou telle fonction ne prouvent absolument rien contre l'égalité. Je peux préférer la société d'Eugène Delacroix à celle d'un paveur, mais si ce paveur a un noble caractère, l'intelligence qu'il peut avoir en moins ne le place pas au-dessous du grand artiste. Dès à présent nous ne savons pas si ce paveur n'avait pas les aptitudes d'un Véronèse quand la nécessité lui a fait choisir l'emploi de ses bras pour remuer les pavés. Dès à présent, même en supposant que les idées de cet homme ne se soient pas élevées au-dessus du rude métier qu'il exerce, s'il a des vertus réelles, ses sentiments l'ont fait monter dans l'ordre moral au niveau de tout ce qu'il y a de grand dans la société.

Il ne s'ensuit pas que pour être utiles et appréciables nous devions tous enfoncer des pavés, mais, en réalité, je cherche en vain dans les fonctions honnêtes quelque chose qui m'autorise au dédain envers l'homme, je ne le trouve pas.

Ne nous donnons donc pas la peine de répondre à ceux qui nous diraient que le cœur n'ennoblit pas tout, non plus qu'à ceux qui nous diraient que nul ne doit accepter une discipline dans l'emploi et la direction de son travail. Il serait facile de prouver à ceux-ci que nul n'y échappe impunément et que tout ce qui détruit l'esprit d'association détruit la sécurité de l'individu.

Les hommes ne sont pas pareils, c'est-à-dire identiques. Ils sont semblables, c'est-à-dire qu'ils se ressemblent par les points essentiels. Ils ne sont pas égaux de taille, d'initiative, d'activité, de sagesse, de santé, de charme. Ils sont *équivalents*, en ce sens que l'un a ce qui manque à l'autre, et que celui-ci peut faire aisément ce que ne peut pas bien faire celui-là. Ils sont donc très différents, et cette aptitude à la différence infinie constitue un des éléments de leur frappante ressemblance.

Je crains d'avoir l'air de me jeter dans des arguties philosophiques. Pourtant, si nous nous resserrons dans des mots aussi nets que possible, nous verrons que je n'ai pas dit un paradoxe.

Qu'est-ce que l'homme? Un animal plus perfectionné que les autres, diront les naturalistes; peu importe, s'il est tellement perfectionné qu'il y ait entre les animaux et lui une limite bien tranchée, il est l'homme et il n'est plus l'animal. Quelle est cette limite qui marque la différence réelle? C'est que les animaux ont fort peu d'individualité pour modifier l'instinct de leur race, tandis que l'homme a une individualité immense, et qu'il ne fait jamais identiquement ce que fait un autre homme. Donc il est homme parce qu'il est inventif, progressif, varié, nuancé, capricieux, fantasque même; et ce qui constitue son semblable, c'est d'être aussi apte que lui à la dissemblance.

Cette faculté remarquable est du reste la source de tous les perfectionnements humains; sans elle, l'homme se bâtit une tanière toute pareille à celle de son voisin, il ne change ni d'appétits, ni de besoins, ni de goûts, il n'est pas l'homme, il est un animal de plus, et il prend place à côté du castor ou de l'abeille.

Que les fonctions soient donc diverses et variées sans se primer les unes les autres, car si toutes sont dans la destinée humaine qui est de se manifester sans relâche d'invention et d'activité, toutes sont nécessaires, et qui dit *nécessaire* ne dit pas plus ou moins opportun, plus ou moins utile, plus ou moins estimable. Nécessaire a un sens absolu.

Je sais bien que devant la quantité effrayante d'hommes inutiles ou nuisibles qui existent encore, on a besoin de faire un effort d'esprit pour ne pas laisser flotter la vérité que nous venons de dégager. Disons, avant tout, que toute vérité est une grande chose, que toute vérité est le fruit du travail des siècles, et que, pour la saisir et la conserver pure, il faut toujours un vigoureux et généreux effort de l'esprit.

Ne reculons pas devant cet effort, et défendons-nous loyalement et courageusement contre l'objection, quelque forte qu'elle paraisse, quelque douloureuse qu'elle soit.

Oui, une grande partie de nos semblables est si mal éclairée qu'elle n'est pas développée, et qu'elle ne paraît pas appartenir à la même race que nous. Des populations immenses sont encore à l'état sauvage, demi-sauvage, *quart-sauvage*. Les nations civilisées ne le sont encore que relativement les unes aux autres, et, au sein même de nos civilisations les plus vantées, le plus grand nombre n'est pas le mieux partagé en intelligence ou en moralité.

Si l'homme ne vivait que du fait actuel, il n'aurait aucune idée de perfectionnement ou même d'amélioration pour sa race, car il verrait que le mal l'emporte encore sur le bien. Mais l'homme ne peut pas vivre du fait actuel. Aujourd'hui se compose pour lui d'hier et de demain. Dès qu'il sent la relation de son passé avec son avenir, il existe, il veut vivre demain et dès lors il agit aujourd'hui. Il agit aujourd'hui avec certitude, parce que l'action d'hier lui a servi. Il ne voudrait pas agir, que l'action universelle, qui ne s'arrête pas et ne peut s'arrêter, l'entraînerait fatalement dans un mouvement et dans un changement quelconques. C'est à lui de se rendre ce changement favorable et ce mouvement profitable. Il faut qu'il gouvérne le navire qui l'emporte dans l'inconnu, et que, par la prévoyance, il sache la loi de son éternelle navigation.

L'induction est donc aussi une certitude, c'est la force du génie humain. Elle lui apprend que la civilisation, ayant toujours avancé, doit avancer toujours, et que plus l'homme a acquis de liberté, plus il est devenu homme. Il s'agit de faire avancer tous ces pauvres arriérés qui sont virtuellement nos semblables, et que nous savons capables de devenir nos égaux par le fait. C'est une grande tâche dévolue à chacun de ceux qui comprennent la loi de la vie. Aussi leur principal devoir est-il de *croire* à l'avenir, c'est-à-dire à la vie, car si l'on nie la perfectibilité humaine, il n'y a pas de raison pour vouloir corriger une race incorrigible, et toutes nos bonnes actions, de fait, sont frappées de stérilité.

Mais doit-on pousser cette croyance au progrès jusqu'à dire qu'un jour viendra où nous aurons détruit le mal sur la terre?

Ce serait une utopie si, par l'absence du mal, on entendait la perfection définitive.

Je crois que, si ce jour arrive, l'espèce humaine changera de nom et de fonction dans l'univers. Mais nous sommes si loin d'un pareil but que nous pouvons le laisser dans le domaine de la poésie où, du reste, il ne gâte rien.

Si par destruction du mal, au contraire, nous entendons la disparition du mal aujourd'hui connu, aujourd'hui régnant, il est hors de doute pour nous que ce fait providentiel s'accomplira. Il s'accomplira si radicalement que le mal perdra son nom.

Il s'appellera peut-être paresse, négligence ou légèreté, il ne sera plus ni le crime, ni le vice, ni la honte. Les forfaits odieux qui nous révoltent seront aussi introuvables dans le monde que l'anthropophagie l'est aujourd'hui en Europe. Le mal sera donc purement relatif; il consistera dans la tiédeur pour le bien, et relativement, il sera encore répressible par la morale, censurable par la chaleur des âmes ardentes et généreuses; mais à cette époque, nul ne croira qu'il n'est pas l'égal de tous. Ce sentiment, qui est aujourd'hui une affirmation du cœur, un effort de la logique du bien, un résultat de la méditation, sera dès lors une vérité pratique si évidente, si répandue, si incontestable, que rien de ce qui nous égare aujourd'hui dans l'exercice du bien n'entravera l'influence des meilleurs sur les moins bons.

Mais comme il y aura toujours des meilleurs que les meilleurs, à mesure que le soleil du vrai remplira les horizons de l'humanité, il y aura toujours des moins bons pour représenter cette immense échelle de différences et de variétés de caractère qui constituent la qualité de race humaine.

C'est-à-dire qu'une inégalité de forces et d'efforts caractérisera toujours l'humanité, mais que cette inégalité étant toujours constatée relative ne pourra plus jamais être considérée comme un fait absolu.

Remarquez qu'il n'est déjà plus d'inégalité intellectuelle et morale que nous puissions regarder comme absolue, puisque tel homme qui était perdu

dans la foule n'a besoin que d'une circonstance pour se produire aux premiers rangs, et que tel autre, dont l'intelligence semblait nulle et l'était peut-être, trouve dans un état de santé inattendu, dans une inspiration spontanée, dans une excitation dont nous ne pouvons pas toujours apprécier la cause, l'élan du génie ou de l'héroïsme. Nous sentons donc bien que, dans ce vase mystérieux qui s'appelle l'âme d'un homme, quelque vide ou fermé qu'il semble, peut fermenter une force d'impulsion capable d'ébranler le monde et que si cette force reste assoupie ou comprimée, il est toutefois impossible d'affirmer qu'elle n'ait pas existé. Que la circonstance favorable ait manqué, ce n'est qu'un accident de la vie. La destinée ne fait pas les hommes, elle les manifeste : ne me disiez-vous pas une fois, en parlant de la richesse, qu'elle ne corrompait point les hommes, mais qu'elle les *dévoilait?*

Nul ne peut donc dire où commence la supériorité réelle de celui-ci sur celui-là, ni ce que la société doit plutôt à celui-là qu'à celui-ci. Tous auraient besoin d'être encouragés, développés, aidés, protégés, aimés. Mais s'il s'agit de récompenser le plus ou moins de mérite, où commencera-t-on et par qui se permettra-t-on de finir? Pourtant ce qui préoccupe le plus les hommes est cette recherche des distinctions de rang qui est une passion si ardente, en France particulièrement.

Et quand on voit comment ils s'y prennent, on reconnaît qu'ils vont tous contre leur but : car plus ils s'efforcent de creuser une distance entre eux et ce qu'ils appellent les basses classes, plus se creuse au-dessus d'eux la distance où les repousse l'orgueil des hautes aristocraties d'argent ou de naissance.

Dès qu'on se crée des inférieurs, on se fait inférieur soi-même : quel sot calcul!

Il y a, d'ailleurs, toujours un insurmontable obstacle à tous nos rêves d'ambition, et nous allons tous cherchant quelque chose que nous ne trouvons pas. Quelques-uns seulement par exception saisissent leur idéal, et s'il est beau, cet idéal, remarquez que ces hommes d'exception n'ont plus ni vanité ni ambition.

Le monde n'est plus pour eux qu'une carrière à ouvrir, la vie un champ à féconder; ils ne vivent presque plus pour eux-mêmes, et seulement alors ils sont heureux. Qu'est-ce que les autres hommes peuvent ajouter à la satisfaction qu'ils possèdent? Des titres, des rubans, des privilèges? Comme on sent que cela est au-dessous d'eux, et que les distinctions inventées par le monde sont impuissantes à payer le mérite et le dévouement! Il n'y a qu'un présent à leur faire, c'est le moyen de développer leur bienfaisante activité et d'augmenter leur force par l'exercice de leur force.

Inégalité sociale, folie à décréter! l'inégalité de fait est bien assez énorme, bien assez difficile à aplanir sans qu'on vienne en créer une toute fictive, comme si l'on voulait ajouter à la douleur des faibles et des impuissants le fardeau de l'insolence des heureux. Les distinctions fictives sont malsaines et corruptrices, elles font prendre la proie pour l'ombre.

Elles disparaîtront à l'avenir, comme un vain rêve qui aura amusé notre enfance.

Il n'y a qu'une récompense pour le mérite, c'est l'estime. Remarquez que celle-là ne peut manquer son but. Elle n'a point à chercher s'il faut payer le talent plus que la vertu, et l'activité productive plus que la méditation féconde, le soldat plus que le poète et l'orateur plus que le mécanicien. L'estime est un sentiment qui s'applique à tout ce qui a une valeur, et c'est encore là un mot dont le sens est absolu. On dit *plus* ou *moins* d'estime, mais au fond, on sent bien que c'est une locution d'usage et d'abus, car on estime ou on n'estime pas. Dès qu'on estime *peu*, on *n'estime pas du tout*, et l'on dit *estimer médiocrement* un individu pour dire qu'on le méprise absolument. Donc l'estime est un don complet de l'opinion, et, du moment qu'elle s'applique à tel ou tel mérite, elle constate l'égalité des mérites, quelles que soient leurs différences.

Elle n'a point de différences en elle-même, elle différencie seulement ses manifestations, et c'est, chez elle, affaire de choix. L'artiste enlève des applaudissements enthousiastes, le patriote, des acclamations cordiales, l'auteur d'une belle action est souvent payé au centuple par des larmes de sympathie.

Quelquefois l'estime se fait délicate par le silence quand elle s'adresse au philosophe grave ou au doux poète rêveur qui passe les yeux distraits ou baissés. Elle sait par l'instinct du cœur et de l'esprit — car elle est une fonction de la conscience et du jugement — ce qu'il faut payer comptant ou à crédit, en public ou indirectement. Elle est donc une puissance équitable, je ne dis pas dans l'usage que le vulgaire en fait, mais dans son essence, qui est le sentiment même de l'*équivalence* de toutes les bonnes aptitudes, de quelque nom qu'on les appelle et à quelque objet qu'elles s'appliquent.

On discute souvent sur ce sujet très oiseux : Le cœur vaut-il mieux que l'esprit? La raison n'est-elle pas supérieure à l'imagination? Le beau n'est-il pas plus précieux que l'honnête? etc., etc. *Des mots, des mots, des mots!* Quand l'un ou l'autre de tous ces dons se manifeste, nous oublions les vaines questions de préséance, nous lui ouvrons les bras. C'est que nous ne sommes pas composés d'éléments d'une valeur inégale : nous sommes esprit et matière, dit-on, c'est-à-dire que nous sommes pensée et sensation; de plus, nous sommes affection ou sentiment.

Ces trois choses qui nous constituent étant également nécessaires pour que nous soyons des êtres complets, il est aussi utile de servir le corps que de servir le cœur ou l'intelligence. Si je me dévoue à l'entretien de la santé physique chez les autres, je ne suis pas au-dessous de celui qui se dévoue à leur santé intellectuelle; toutes les fonctions ne sont pas pourtant également nobles dans le fait de leurs infinies subdivisions, cela est incontestable à un certain point de vue. C'est le point de vue *du relatif*, dont il faut tenir grand compte, mais qu'il ne faut pas substituer au point de vue absolu. Ceci est peut-être présenté d'une manière obscure ; tâchons de l'expliquer. Nous avons dit que toutes les fonctions qui servent au développement social étant *nécessaires*, aucune ne pouvait l'être *plus* ou *moins*. Pourtant il est des fonctions répugnantes et contre lesquelles l'idée de nécessité se révolte. Ici il faut faire l'effort d'esprit de considérer toute chose pénible et mauvaise comme passagère, *relative* au moment où elle se produit, et destinée infailliblement à disparaître. Oui, c'est ici qu'il faut se dire qu'aujourd'hui se compose de demain autant que d'hier, et que par conséquent toutes les fonctions aujourd'hui indignes de l'homme seront demain supprimées par la science et la civilisation. Quantité de ces fonctions, bien qu améliorées chaque jour, sont encore destructives de la santé, de l'intelligence, de l'élévation des idées, de la noblesse des sentiments. Mais croyez-vous donc qu'il y aura toujours des garde-chiourmes, des bourreaux, des porteurs d'immondices? Les machines feront les choses malpropres et les choses cruelles ne se feront plus. Les choses pénibles sont déjà si merveilleusement allégées par la vapeur! Tout se tient et s'entraîne. L'homme doit cesser de faire l'ouvrage de la bête, puisque le travail de la bête elle-même est déjà remplacé à tant d'égards par la science. Ce que l'on appelle question de temps est aussi question d'actualité, car si nous ne faisons pas entrer l'œuvre de l'avenir dans nos raisonnements, nous ne pouvons rien apprécier; l'humanité devient une énigme insoluble, la société un labyrinthe sans issue.

En attendant, comme il nous faut vivre dans le présent et l'accepter au jour le jour, consolons-nous d'être encore si soumis au fait de l'inégalité, en nous disant que, fatalement, l'égalité se rétablit quand même à chaque instant de la vie humaine par la puissance de notre virtualité. Tel qui est au rang le plus bas en apparence peut monter au plus haut, soit par un éclair de son propre génie, soit par un élan de son cœur, soit par une puissance quelconque de son être, soit enfin par un de ces concours de circonstances où l'inégalité sociale vient tout à coup en aide au droit de l'individu à l'égalité.

Un tonnelier n'a-t-il pas failli gagner cent mille livres de rente parce qu'on avait espéré trouver en lui *l'ut* de poitrine ? Nous sommes tous ce pauvre homme-là. Nous avons tous notre *ut* à dégager. Pascal a inventé la brouette (ce n'est pas vrai, il l'a *retrouvée*); que sais-je si ce terrassier qui roule la brouette dans mon jardin n'eût pas écrit comme Pascal s'il eût pu apprendre à écrire? Mais tel autre a appris tout ce qu'on peut apprendre et il est un lâche égoïste, tandis que mon terrassier illettré, stupide à beaucoup d'égards, est le meilleur des hommes. Cela ne prouvera point qu'il ne faille point développer l'intelligence, ni que l'ignorance soit un bon régime. Mais cela prouvera du moins que l'égalité est indestructible au fond des êtres, puisque ce malheureux, privé du flambeau de la pensée, trouve dans l'instinct de son caractère le moyen de valoir mieux que le savant sans entrailles. Dieu n'a pas fait les hommes *inégaux*. Il ne s'est pas non plus donné la tâche de les faire tous *égaux*. Il a fait le type homme, avec le concours de la matière, et de l'homme lui-même qui *voulait* et *devait* être. — Ceci est une autre grave question qui nous mènerait trop loin aujourd'hui, mais que votre esprit résout d'avance, je le crois, parce que nous venons d'en dire assez sur la virtualité humaine pour éloigner l'idée d'un procédé arbitraire de la part de Dieu. Dieu n'emploie pas de procédés arbitraires, il n'a pas de puissance arbitraire. Étant la logique même, il institue des lois et il leur confie son œuvre. L'homme créé en conséquence de ces lois, qui sont celles de l'univers, doit suivre toutes les vicissitudes du développement et subir toutes les conséquences de l'inégalité de fait, jusqu'au jour où il sera assez intelligent et assez pur pour en détruire les causes multiples.

De ce que Dieu ne dérange aucune loi dans l'œuvre universelle, il n'en résulte pas qu'il soit étranger à l'œuvre de notre progrès. Ceci est une autre question que votre question soulève, parce que toute grande question embrasse toutes les autres. Mais comme il s'agirait de définir Dieu, nous en parlerons quand vous aurez posé à votre guise cette question spéciale. Je tiens à vous dire seulement en passant que nous ne sommes pas, vous et moi, des panthéistes excluant le Dieu personnel. Il nous faut bien rester ici un pied en l'air, on ne peut pas tout approfondir à la fois.

A présent, tâchons de résumer toutes ces idées un peu jetées au courant de la plume et avec trop de précipitation à coup sûr. Pour faire un catéchisme il faut être un esprit synthétique très fort, et je ne suis pas cet esprit-là. Avec beaucoup de travail et de soin je ferais pourtant mieux que ce qui précède. Mais est-ce une chose froidement méditée que vous désirez de moi? N'est-ce pas plutôt une libre causerie avec son désordre et sa spontanéité?

Nous résumerons du moins ce que nous avons dit pour remettre votre question sur ses pieds, et nous la reprendrons cette fois par le commencement.

1° Que sont les hommes vis-à-vis les uns des autres?

— Des *égaux*, c'est-à-dire, non des *pareils* mais des *semblables*, non des *équipotents* mais des *équivalents*.

2° Dieu en les créant inégaux — nous dirons désormais : Dieu en les créant virtuellement égaux, mais *inéquipotents* — a-t-il voulu qu'ils eussent tous les mêmes droits?

— Oui, Dieu a non seulement voulu, mais encore il a rendu nécessaire qu'ils fussent appelés par le progrès à jouir des mêmes droits. Il est bien entendu que nous ne confondons pas le droit avec la fonction ; je n'aurai jamais le droit de vouloir conduire une locomotive parce que je ne saurais pas la conduire.

3° Sont-ils appelés à remplir les mêmes devoirs?

— Oui, certes, sans cela ils n'auraient pas les mêmes droits, puisque le droit et le devoir sont la conséquence réciproque l'un de l'autre. Il y a une somme de devoirs sociaux qui est la même pour tous, et quelque relatifs que soient ces devoirs au temps et au pays où ils sont formulés, il est du devoir de tous les hommes de ne les modifier que dans le sens du progrès général, jamais dans le sens d'une satisfaction égoïste. Nous n'avions pas dit cela dans ce qui précède. Disons-le maintenant : le vrai devoir n'est pas toujours d'accord avec les lois régnantes, c'est-à-dire les lois régnantes ne sont pas toujours à la hauteur du vrai devoir.

Aussi les hommes légifèrent toujours, quelquefois trop vite, et le plus souvent trop tard. Mais le vrai devoir est tellement inné dans l'homme social, que le progrès se dégage toujours quand même et que la question de temps arrive toujours à être la question d'actualité. Un jour viendra sans doute où le devoir sera si bien compris et d'une pratique si claire et si belle que l'égalité se montrera dans toute sa fraternelle splendeur. Sans préjudice de nouveaux progrès toujours admissibles et réalisables, car l'humanité ne doit pas s'arrêter. — Et si jamais elle peut atteindre la perfection elle se transformera : l'homme deviendra ange.

Donc en vous servant de ce mot : *sont-ils appelés à*, — vous avez saisi le mot propre. Oui, ils sont appelés, *tous appelés, et tous élus virtuellement* à remplir les mêmes devoirs. Vous voyez que nous allons plus loin que le Christ qui disait : *Beaucoup d'appelés, peu d'élus*. Je respecte et chéris l'Évangile, et c'est pour cela que l'agrandir et le développer, l'enrichir de tous les progrès qu'il a fait faire aux générations, me paraît acte de foi et non de mépris.

Sur ce, mon ami, discutez ce que j'aurai mal dit, et mettez-moi à même de mieux m'expliquer. Ce que j'exprime me paraît clair, parce que j'y crois fermement, mais je ne me fais pas l'illusion de croire que je sois un assez grand avocat pour une si grande cause.

A vous de cœur.

GEORGE SAND.

Nohant, 4 avril 1863.

(*A suivre.*)

AUTOUR DE SANTIAGO

Du 1er au 20 juillet 1898.

Depuis plusieurs mois, j'étais à Santiago, lorsque, le 21 avril, la guerre fut déclarée aux Espagnols par les Américains. Il y avait déjà trois ans que l'insurrection durait. Arrivé en novembre 1897, il m'avait été impossible, malgré ma grande envie, de visiter et de connaître la campagne cubaine dont on m'avait dit monts et merveilles. Des descriptions enthousiastes me faisaient songer à vivre dans une de ces plantations, s'élevant en plein bois, très loin, au milieu d'arbres merveilleux aux fleurs superbes et aux fruits exquis. Quelques promenades hors de ces fameux remparts en fil de fer qui gardaient Santiago m'avaient laissé sous le charme et donné le goût très vif de voir au grand air et dans tout son luxe cette végétation tropicale. Pourtant on m'avait dissuadé d'aller trop loin. Les insurgés dépouillaient sans vergogne ceux qui s'aventuraient et les renvoyaient en ville à peu près nus. Quant aux guerilleros, ils avaient une trop mauvaise renommée pour qu'on dirigeât ses pas vers eux. Ils fusillaient et massacraient ceux qui tombaient entre leurs mains, tout individu qui n'était pas Espagnol étant pour eux insurgé. Un projet d'excursion sérieuse avorta, fort heureusement. C'était à l'époque où le maréchal Blanco vint faire une tournée à Santiago. Le train que nous devions prendre partit sans nous pour Cristo et sauta à mi-chemin. Les sorties devinrent alors de plus en plus dangereuses à mesure que les événements se précipitèrent, et nous ne connûmes véritablement la campagne que pendant notre séjour au Caney, de si lugubre mémoire. Triste, très triste villégiature, en vérité!

Donc, bloqués dans Santiago depuis le 20 mai environ, nourris par notre consulat français presque exclusivement, nous nous trouvions, riches et pauvres, dans une position de jour en jour plus critique. Le consul avait acheté une vingtaine de sacs de farine à des prix exorbitants pour fournir du

pain à ses colons quand les boulangeries fermeraient, et il mettait toute son activité à faire des provisions en vue d'un siège. Les Espagnols, soldats ou civils, parlaient d'allumer le feu aux quatre coins de la ville et d'égorger sans pitié tous ceux qui ne seraient pas brûlés. Dans la baie, les marins espagnols pouvaient fort bien, dans un acte de folie désespérée, bombarder Santiago si les Américains entraient. Ce qui, en tout cas, rendait probable un bombardement de la ville par l'escadre de Cervera, c'est que cet amiral ne devait plus compter s'échapper sain et sauf de la rade où il s'était laissé enfermer. La flotte yankee gardait la haute mer et tout le large; incessamment, elle nous manifestait sa présence par des obus tombant au cœur de la ville et, la nuit, elle illuminait le ciel des longues raies claires de ses réflecteurs électriques.

Les insurgés et les Américains tenaient la campagne dès la fin de juin, et commençaient déjà le siège de Santiago. Le 1er juillet, au soir tombant, après avoir enlevé le Caney, ils étaient aux portes de la ville; ils pouvaient tenter l'assaut d'un moment à l'autre. Où aller et que faire? Comment sortir? Il fallait quelqu'un pour nous conduire, et il est juste de reconnaître que le consul français a montré, en tout et partout, une intelligence, un courage et une énergie à la hauteur de si graves et si rares événements.

Voici donc l'histoire et les épisodes de ma vraie et seule promenade à travers champs; mauvais moment pour apprécier la beauté du pays et savourer le charme des forêts cubaines.

SORTIE DE SANTIAGO

2 juillet.

Le 1er juillet, tout le long du jour, le crépitement de la fusillade et des décharges de mitrailleuses nous tiennent en éveil. Le consul a inauguré, dans la matinée, en divers lieux de la ville, des écoles françaises. C'est surtout pour montrer aux colons les points de ralliement en cas de danger. Jamais je ne vis spectacle plus étrange que le consul et son chancelier en habits noirs et en chapeaux hauts de forme traversant les rues vides de Santiago, escortés de quelques notables français. Au bruit d'une canonnade infernale, les boutiquiers, qui s'étaient déjà barricadés et verrouillés chez eux, entr'ouvraient discrètement une porte, risquaient un œil pour voir qui diable pouvait bien courir les rues en un pareil moment. Le clairon avait sonné l'appel général aux tranchées, jetant l'alarme et l'inquiétude dans Santiago.

La panique fut atroce toute la journée. Dans l'après-midi, on rapporte le général Linarès blessé au bras. Les nouvelles sur la défaite des Espagnols circulent rapidement. Vara del Rey et de nombreux officiers supérieurs sont tués; la grosse cavalerie du Caney s'est rendue.

Le lendemain matin, on ne sait que penser; des obus saluent notre réveil. Vers dix heures, j'apprends que, sur l'ordre du consul, tous les Français, voulant quitter Santiago, doivent se trouver le plus rapidement possible à la gare. On s'y porte par groupes anxieux.

L'affluence au chemin de fer est énorme. A l'intérieur, on se bouscule, on s'entasse, on s'étouffe. Des officiers de volontaires espagnols viennent trouver le consul; je m'approche : ils lui demandent pourquoi il part si brusquement avec sa colonie. Le consul leur montre une lettre de l'amiral Cervera reçue le matin même, disant que si les Américains s'emparent de Santiago — depuis la veille ils sont à deux pas, prêts à donner l'assaut, du moins tout porte à le supposer — il ouvre le feu sans sommation; la présente lettre, ajoute-t-il, est un avis préalable.

Après une heure et demie d'attente à la gare, dans une chaleur nauséabonde, dans un vacarme assourdissant, on apprend que nul train ne peut partir : la ligne est coupée entre Santiago et Cuabitas, point le plus rapproché. Tant pis! nous partirons à pied pour le Caney, libre depuis la veille, mais nous ferons un grand détour par Cuabitas pour éviter la mêlée.

De ce côté, on ne se fusille pas. Il est midi; la chaleur est atroce; la terre surchauffée, blanchie de poussière, renvoie au visage les rayons brûlants du soleil; au bout de cent mètres on est accablé. En arrivant à la porte de Cuabitas, une bousculade indescriptible se produit; des femmes, des enfants roulent à terre avec des paquets, trépignés par des gens affolés qui reculent : sur un ordre reçu, les soldats ont croisé la baïonnette et couché la foule en joue; le consul se précipite et apostrophe violemment l'officier qui prétend avoir été insulté; les soldats enfin se rangent et, après mille cérémonies, l'officier laisse passer tout le monde.

Nous voici dehors, le consul marche en tête avec le drapeau déployé; on a envoyé devant nous une estafette prévenir les insurgés de notre arrivée. C'est Henri Schueg qui est parti, toujours ardent et prompt quand il s'agit d'être utile. Tout va bien jusqu'ici, sauf qu'on meurt de soif. A un kilomètre de là, derrière nous, retentit soudain un coup de canon dont l'obus siffle lugubrement sur nos têtes; débandade affolée; tous s'écroulent à terre, effrayés. Après mille hésitations, avec des cris de terreur, des interjections lentes et molles en patois créole, on se remet en marche : sur l'avis du consul, on avance en

longues files de chaque côté de la route; c'est prudent. Autre coup de canon des Espagnols qui auront eu la honte d'avoir tiré sur des femmes, des vieillards et des enfants, sur des gens sans défense, et sur la colonie d'une nation neutre.

Plus loin, sur la droite, des insurgés nous décochent quelques balles; mais ils sont si éloignés que les coups ne portent pas et que personne ne s'en aperçoit. Ils avaient depuis le matin reçu l'ordre de tirer sur tout ce qui se présenterait : on attend tous les jours la colonne de Manzanillo. Un brusque arrêt fait relever toutes les têtes; nous sommes arrivés aux lignes insurgées; des faces de nègres émergent des taillis; ils saluent le drapeau français: bientôt il en sort de partout, de ces nègres armés jusqu'aux dents. C'est la première fois que je rencontre des insurgés dans le maquis : pas un blanc jusqu'ici. Derrière nous, la colonne passée, la fusillade recommence de plus belle; le canon gronde à nouveau. Santiago, radieux sous ce beau soleil, semble imprenable d'ici, perché sur cette hauteur qui domine la plaine environnante; les mitrailleuses vont bon train; c'est un craquement saccadé de mousqueterie; des fumées blanches s'élèvent de tous les coins de la campagne; on distingue nettement des lignes de la *trocha* qui entoure Santiago de fils de fer et de fortins en planches; et, là-bas, à travers les arbres, un coin de la baie toute luisante et lisse sous les rayons du ciel éclatant, sans une ride, avec, au fond, la flotte espagnole, dont les bateaux endormis ont l'air de minuscules joujoux.

Le consul a pris sur la droite un sentier que lui a montré un *practico*. Nous suivons toujours la route de Cuabitas. Au milieu de la poussière et du soleil ardent, la soif étreint la gorge d'une manière abominable. Un orage se forme, et ses grondements se mêlent aux coups sourds du canon; j'attends la pluie avec délices; on découvre les premières maisons de Cuabitas quand de larges gouttes commencent à nous mouiller; l'orage crève, torrentiel; on fuit à toutes jambes vers les abris; dans une espèce de cahute primitive nous trouvons un tonneau plein d'eau potable et c'est à qui boira le plus. La pluie cessée, on voit encore les ponts de bois du chemin de fer qui brûlent et fument.

Nous nous regroupons; il s'agit de retrouver le consul et de s'écarter le plus possible de Cuabitas par où doivent passer les troupes espagnoles venant de Manzanillo; nous nous dirigeons vers un toit rouge entre des verdures éclatantes. Un torrent gonflé par la pluie de tout à l'heure nous barre le chemin; deux femmes veulent passer le gué qui n'est plus praticable; elles sont renversées et entraînées par la violence du torrent qui croît à vue d'œil. Le chancelier en rattrape une à grand'peine, et avec des efforts désespérés la ramène vers la rive; il n'en peut plus; il est grand temps qu'on vienne à son secours; car il est en danger; le sable et les pierres emportées par le torrent se dérobent sous les pieds. L'autre heureusement est repêchée trente mètres plus loin, meurtrie; les cavaliers font désormais la navette entre les deux bords, transportant tout le monde; on ne peut aller bien vite. Le torrent enfin franchi, nous découvrons les nôtres à un kilomètre de là, avec d'autres fugitifs près d'un immense hangar sous lequel nous passerons la nuit, le Caney étant encore trop loin pour qu'on puisse l'atteindre avant la chute du jour. Le consul est comme nous, crotté, boueux, trempé; le guide les a égarés dans des marécages; on taillait un chemin à coups de *machete* à travers les bambous et les arbres, sous la pluie torrentielle, à la lueur des éclairs, dans la vase jusqu'à mi-jambe.

On s'installe sous le hangar tant bien que mal, sans manger autre chose que des biscuits mouillés et fades; on boit de l'eau boueuse du ruisseau, et aux premiers rayons de lune, on voit des bêtes remuer dans son verre. Voilà donc le début de cette villégiature atroce. Tous les horribles souvenirs de cette promenade forcée me semblent les souvenirs de quelque cauchemar dont la mémoire a gardé les moindres et les plus cruels détails avec une précision et une netteté navrantes.

Cette première nuit au clair de lune est splendide, d'une douceur de clarté infinie. On comprend que les insurgés aiment passionnément leurs montagnes. Je m'entretiens avec un insurgé blanc, depuis deux ans dans la *manigua;* il est très populaire là-bas et tous l'appellent familièrement Perrucho. Son nom est Pedro Echevaria; son père a été fusillé par derrière au moment où les Espagnols le mettaient soi-disant en liberté; il était suspect; on l'accusait de correspondre avec les insurgés. La haine de Perrucho vibre dans sa voix au souvenir de ce crime. C'est un grand gaillard sympathique, une physionomie d'une rare énergie et un air de belle intelligence. Il est médecin dans l'armée cubaine; infatigable, il trotte par monts et par vaux pour soigner les malades.

Santiago pour l'instant repose dans le calme d'un sommeil de plomb, sans lueur sous le pâle clair de lune. Pourtant vers dix heures la canonnade et la fusillade reprennent violemment. On suit le vol des obus aux traces lumineuses qu'ils laissent dans l'air; et ceux qui sont ici se frottent les mains de n'être plus là-bas. Puis tout se tait sans qu'on sache pourquoi le canon a fait son bruit, ni pourquoi il l'a cessé. La paix et le silence envahissent la campagne. On n'entend plus que le murmure de la foule sous le grand toit de chaume. Il n'y a plus de place; les nègres ont une frayeur atroce de la lune qui donne,

paraîtrait-il, le tétanos. Personne ne dort dans ce tumulte de cris et d'appels, parmi ces effluves fauves de gens entassés les uns sur les autres et sales. Je passe la nuit sur le drapeau, sur ce brave drapeau qui nous a protégés tous. Le froid du matin engourdit; il faut circuler; d'ailleurs l'aube se lève, on va repartir et gagner le Caney.

Tout est tranquille sur la campagne qui s'éveille : en route! Notre guide s'éloigne rapidement pour arriver le premier au Caney. Au lieu de prendre le chemin direct, on nous fait prendre un détour par les collines, ce qui double presque la marche. Bientôt voilà tous nos gens fous; le consul a déjà disparu tant il marche vite. Ils se jettent les uns sur les autres pour courir, effrayés de ne plus voir le consul; un officier insurgé est obligé de tirer sa machete et en menace ceux qui se piétinent et se bousculent, pris d'une panique stupide. Mais maintenant, défiants, tous ces nègres croyant qu'on les mène dans quelque embuscade ne veulent plus marcher. Nouvelles menaces et toute la colonne s'ébranle enfin clopin-clopant! C'est un défilé de loqueteux et de misérables portant sur leurs têtes en gros paquets tout leur avoir, un pêle-mêle morne de pauvres et de riches ayant tous le même aspect crotté, crasseux. J'aperçois une dame qui a une perruche sur chaque épaule, les deux bêtes cherchent à lui arracher ses épingles à cheveux, ce dont se préoccupe fort peu cette pauvre dame qui paraît bien lasse, cassée par tant d'émotions. Tous marchent lentement, lourdement, dans cette boue qui colle aux talons, affalés sur eux-mêmes, résignés comme des bêtes qu'on pousse à l'abattoir. On sue à grosses gouttes et il est à peine cinq heures; l'ombre des arbres et des montagnes nous protège encore; la soif revient avec son tourment : on s'arrête hésitant devant des flaques d'eau jaunâtre, et puis on passe vite pour éloigner cette tentation de boire, de boire n'importe quoi. Des mangos et des mamoncillos nous aident à tromper cette soif et cette faim qui nous torturent depuis hier matin. Toujours pas de Caney à l'horizon; entre les gorges ce maudit Santiago apparaît, disparaît, pour réapparaître plus loin.

Depuis trois ans que rien n'a été cultivé, la campagne est à demi sauvage, avec un air vague de forêt vierge; le sentier est envahi de végétations folles; des arbres abattus jonchent le sol. C'est un très beau coup d'œil; les montagnes tout autour découpent leurs arêtes sur le ciel clair; les herbes et les feuillages lavés par la pluie ont des tons frais, crus même; des parfums de terre vigoureuse, de poussée à pleine sève flottent dans la brume du matin. Le sentier que nous suivons est très accidenté; ce ne sont que des pentes abruptes et des collines boisées, toutes glissantes de boue.

Quand on se détourne, on découvre derrière soi tout le chemin parcouru, et le long ruban de notre interminable procession. Et par-dessus tout la voix de ce troupeau humain en marche. Les plaintes de cette cohue affamée, harassée, et le piétinement sourd de toute cette foule font un murmure ininterrompu et qui serre le cœur. Enfin après mille descentes et mille ascensions, on découvre le Caney sur le revers d'un coteau, au pied d'un ruisseau bordé d'arbres très touffus. Des insurgés à cheval me montrent le chemin le plus commode et le plus propre. Tout porte dans les environs les marques d'un récent combat; des étuis de cartouches jonchent le sol en masse. Des bouffées pestilentielles empuantissent l'air. C'est une odeur insupportable de charogne et de pourritures. Un homme est là, mort, gonflé par la pluie et la décomposition; c'est un soldat espagnol que l'on reconnaît à son uniforme de toile rayée bleu et blanc, et à ses espadrilles. Il dort son dernier sommeil, la face marbrée et horrible, l'œil vide, le nez dans la boue.

LE CANEY — ASPECT GÉNÉRAL — SCÈNES ET ÉPISODES DE CE SÉJOUR LAMENTABLE

Le drapeau français flotte déjà sur l'une des maisons de la place. Après m'être fait inscrire à ce que j'appellerai désormais le Consulat, j'erre dans le village. La place qui est immense se remplit peu à peu de monde; nous sommes le 3 juillet et il est huit heures du matin. Malgré les traits tirés et les vêtements sales, les gens ont l'air plus gais; on est au Caney, on se croit désormais en sûreté, à l'abri des coups de main et des alertes; c'est beaucoup. Il faut avoir connu ce genre d'émotion, une fuite éperdue dans des régions inconnues, sous les menaces perpétuelles des hommes et des intempéries pour comprendre cette détente du cœur, des nerfs et du corps lorsque l'on se sent dans un lieu tranquille et sûr.

Les maisons ne semblent pas avoir trop souffert du siège de sept ou huit heures qu'a soutenu cet avant-poste: là-bas, un fort qui dominait et gardait le Caney à l'Est est en lambeaux; la toiture et les murs sont comme fauchés. Des sentinelles américaines veillent à côté, le regard vers Santiago; elles ont des vêtements très foncés et de petits chapeaux en feutre clair. Tout au fond de la place, entre des arbres gigantesques, l'église d'aspect ordinaire avec la banalité de son clocher sans style. Les Espagnols ont dû en faire une forteresse; la tour est tout égratignée de balles, et des meurtrières s'ouvrent dans des volets fermés. Pour l'instant, l'église est transformée en ambulance; la charpie et les fioles de médicaments encombrent l'autel; les blessés sur

des matelas ou des cadres de lit crient ou râlent. Des parfums âcres de décomposition avancée empoisonnent tout le Caney; des flaques de boue et de sang croupissent çà et là dans les crevasses des rues. Des mulets passent près de moi, charriant à toute vitesse, et au fracas de leurs grelots, des chevaux morts qui rebondissent sur les cailloux, flasques, pantelants et puants. J'en compte ainsi jusqu'à huit. Et ceux qui sont encore dans les cours intérieures! Il y a de quoi semer la mort dans les camps américains et cubains, et maintenant parmi nous.

Dans le bâtiment du Consulat, de grandes mares de sang rougissent les dalles; les parois des salles sont éclaboussées de taches; les murs de la cour intérieure qui est très élevée au-dessus de la rase campagne sont encore garnis de sacs de terre derrière lesquels on faisait le coup de feu. J'ai su pourquoi on nous avait fait prendre une si longue route pour venir au Caney; la traverse par où s'est effectuée la retraite des Espagnols était encore encombrée de morts et de blessés. Le consul, arrivé deux heures avant nous, a trouvé les ambulanciers enfouissant les cadavres et enlevant au plutôt les malheureux sans soin depuis le 1er juillet. Ils hurlaient de douleur quand on les a emportés. On me montre l'endroit où Vara del Rey, le général espagnol commandant les troupes du Caney, a été tué. Il s'en allait, porté sur un brancard, car il était déjà blessé, escorté de son état-major. Les artilleurs américains, voyant caracoler une troupe à cheval qui sortait du Caney, pointèrent leurs pièces et en trois coups tuèrent le général et éventrèrent plusieurs de ses officiers.

Dernier point stratégique en avant de Santiago, le Caney est très important. Ce fut un combat héroïque, acharné, de cinq cents Espagnols contre cinq mille Américains pendant plusieurs heures. Les Américains eurent quinze cents hommes par terre. C'était la clef de la ville, avec une forte garnison, des canons et des munitions; mais les Espagnols ont oublié complètement de garder la crête des montagnes et pris entre deux feux ils ont dû se replier sur Santiago. Les montagnes abandonnées, la ville forcément devait ou capituler ou être bombardée, Santiago se trouvant au fond d'une cuvette véritable.

Bâti sur une pente très inclinée, le Caney était une très bonne position protégée par des forts du côté de l'Est. Les dernières maisons sont au ras de la plaine qui s'étend jusqu'à Santiago. En arrivant de la ville, on ne cesse donc de monter en traversant le Caney. Sur la place qui est au centre, vaste quadrilatère bordé de maisons et borné au Nord par l'église, débouchent toutes les routes, vers Santiago, Cauto, Cuabitas, Firmeza et la côte. Des ruelles adjacentes ou transversales conduisent çà et là aux deux torrents qui longent le Caney. Tout autour de la place, se dressent les plus belles maisons du village; elles ont toutes le même aspect général, plus ou moins propres, plus ou moins riches, avec une vérandah sur la rue et une cour intérieure. Celle où l'on a établi le Consulat est très vaste. On y jouait gros jeu au temps heureux où toutes les parties fines venaient s'achever au Caney. Puis la guerre en avait fait la commandance militaire. Dans le village haut, presque rien que des huttes primitives, des cases de nègres comme on en trouve au centre africain: la terre battue y sert de plancher. Les rues très accidentées, rongées par les pluies, semblent des ravines, des lits de torrent desséché laissant voir la roche à nu. On s'empare lestement des maisons vides d'habitants. Ils se sont enfuis pour la plupart lors de l'approche ennemie. Pour l'instant on est à l'aise dans ce petit village; nous sommes 3000 environ, dont 700 ou 800 Français; les autres se sont faufilés parmi nous lors de notre pathétique sortie.

J'ai rencontré le chancelier qui arrive bien après nous, ayant surveillé le chariot à bœufs où se trouvent les papiers du Consulat et différents bagages. Il est en retard de deux heures sur les derniers venus, l'attelage et le véhicule s'étant embourbés dans d'effroyables ornières. Il annonce que la flotte espagnole a dû tenter de sortir de la baie; elle est même sortie; car les coups de canon qu'il a entendus ont diminué progressivement d'intensité et brusquement se sont éteints. Le bruit de la marche, de l'arrivée et de l'établissement ont fortement détourné notre attention; le soir, la nouvelle nous sera confirmée par un chef insurgé: la flotte de Cervera est détruite. Espérons que cela va bientôt nous tirer de ce mauvais pas.

Comme les vivres n'abondent pas au Caney, le consul part le 4 au matin, pour la Redunda où siège le général Shafter. Il obtient des promesses formelles de provisions, et la permission d'envoyer chercher le reste des Français enfermés à Santiago. Pendant son absence, vers dix heures, on entend des coups de fusil et une sonnerie de trompette encore lointaine; tout le monde se précipite chez soi, craignant on ne sait quoi; un cavalier insurgé débouche à toute bride sur la place, claironnant à pleins pou mons; il s'arrête tout à coup, et, droit sur ses étriers, s'écrie: « Vive Cuba libre! Santiago s'est rendu! » On se jette au cou les uns des autres avec une joie et des mouvements exubérants. Dans tous les coins se forment des groupes, on entend pérorer des gens proclamant la liberté de Cuba avec force gestes et force grimaces. Je vois circuler un gros curé, président d'un club insurgé secret de Santiago; il va de l'un à l'autre promenant ses poi-

gnées de main, ses accolades, ses sourires béats et confits. Surgit un autre cavalier; il annonce que ce n'est pas Santiago, mais un village des environs qui vient de se rendre. C'est pitié de voir l'enthousiasme tomber d'un seul coup et rester les bras ballants, de stupeur. Et la pluie revient, diluvienne; est-ce qu'il va pleuvoir ainsi tous les jours?

La pluie, la fausse nouvelle et la lassitude aigrissent tout le monde. Sous les toits percés qui laissent suinter l'eau, on est triste et les idées noires fleurissent avec acharnement. Les parquets où l'on dormira cette nuit sont tout humides. En attendant, les vivres n'arrivent pas; depuis trois jours on se nourrit de biscuits qui donnent d'abominables douleurs d'entrailles, et de *mangos* qui finiront bien par nous amener la dysenterie. Il y a des gens qui dévorent 80 et 100 mangos par jour. On a bien découvert deux ou trois cochons en fouillant le village, mais comment diviser ces deux ou trois cochons entre tant de personnes ?

Cet après-midi deux Français partent pour Santiago délivrer nos compatriotes. Pendant la nuit, une canonnade formidable met tout le monde sur pied. La ville et les environs sont calmes; c'est en mer, au large; le *Vesuvius* bombarde le Morro et la Socapa à la dynamite; les murs de tout le village et la terre en tremblent: les gens aussi. Ce bruit profond et grave fait passer un frisson d'effroi sur la plaine et sur le hameau. On est très inquiet du sort de nos malheureux compagnons, et surtout de Schueg qui est parti avec M. Sabourin pour les faire sortir. Ce dernier est détesté des Espagnols et déjà une fois a été emprisonné sur des soupçons, mais sans preuves. Je m'endors au son du canon. Je suis rompu, et le sommeil m'envahit d'un seul coup après trois nuits d'insomnie sur la dure.

5 juillet. — Au matin, voici venir les nouveaux arrivants. Je vois une foule de connaissances, de têtes déjà vues dans le train-train monotone d'une petite ville : toute la ville a bien l'air d'être sortie. En effet, j'apprends coup sur coup que deux navires demandés par câblegramme ont emporté à la Jamaïque beaucoup de gens riches, et que les Espagnols ont ouvert les portes de Santiago à tout le monde; cette nuit, pendant le bombardement, des femmes sont devenues folles de peur. Schueg, ce brave cœur, qui nous avait déjà servi d'estafette lors de notre sortie, a eu toutes les peines du monde à obtenir un laissez-passer général pour la colonie française. Enfin, après mille difficultés, les autorités militaires ont accordé fort tard dans la nuit la permission de sortir à tous les Français.

Les portes ouvertes, la foule s'est échappée sur Cuabitas et le Caney. C'est une invasion instantanée de notre petit village; nous voilà bientôt quinze mille dans un hameau de huit ou neuf cents habitants. Pendant trois jours, les routes vont être couvertes de monde; les uns se sont égarés, ce qui n'est pas difficile dans un pays où les routes sont à peine tracées et si mal entretenues ; les autres, partis pour Cuabitas, apprennent en chemin que le consul français est au Caney. C'est une suite sans fin de blancs et de nègres, aux figures angoissées, de malades qui se traînent péniblement, et de mourants qu'on porte avec mille précautions et mille ferveurs touchantes dans des berceuses. Des hauteurs où j'ai dressé mon campement, on voit remuer toutes ces têtes, tous ces flots humains s'agiter et murmurer. La physionomie du Caney change d'heure en heure; tous les coins vides se remplissent en un clin d'œil. Le village se rétrécit peu à peu. Pour aller d'un point à l'autre, il faut fendre la cohue, et quelle cohue! Où l'on pouvait tenir vingt, il y a tout à coup deux cents personnes, toutes affamées, la plupart malades et sans soins, dormant à terre, dans toutes les places propres ou sales, sèches ou détrempées. C'est un enchevêtrement de bras, de têtes et de jambes qui ne peuvent s'étendre et se gênent. Au Consulat, pour aller chercher ses vivres, il faut marcher lentement de peur de trébucher et d'écraser des membres, de meurtrir des enfants nus, geignant et grelottant de fièvre, sur des tas de hardes sans nom, et dans un fouillis de corps entassés, empilés. Mais on passe vite devant ces horreurs et ces misères, qu'on ne peut soigner ni soulager; on se trouve dans une pénurie absolue, sans remèdes et sans moyens de secours. Et l'on retombe à l'unique souci qui vous accapare déjà l'esprit : les provisions sont-elles arrivées et quelle quantité en aura-t-on?

Comment va se nourrir tout ce monde à l'étroit dans ce village perdu ? Il y a longtemps que les campagnes ont été saccagées par les soldats, par les maraudeurs et par les affamés. Les arbres n'ont plus de fruits. D'ailleurs, on peut subsister tant bien que mal pendant deux ou trois jours avec des mangos et des mamoncillos; mais ensuite on commence à sentir une douleur vive au creux de l'estomac. La langue devient sèche à force d'avoir sucé des fruits acides, aux chairs trop fortes pour nos palais malades. Immédiatement, les Américains pensent à faire vivre tout ce grouillement humain où les plus gueux deviennent les égaux des richards. Il n'est pas commode, malgré toute la bonne volonté qu'on peut y mettre, de suffire d'un instant à l'autre à la subsistance de tant d'affamés. L'église, d'ambulance qu'elle était, devient dépôt de vivres rempli maintenant de sacs de farine, de caisses de biscuits et de viandes fumées ou desséchées. Le Consulat français distribue à peu près régulièrement une fois par jour des rations.

Il faut voir cette bousculade, cet écrasement contre les portes lorsqu'on sait que les vivres sont enfin arrivés.

Il n'y a que dans le dénûment et le désespoir que naissent de telles furies. Les nègres sont toujours les premiers; ils se faufilent dans cet entassement, se glissent avec une souplesse de mouvements inimaginable. Ils m'ont l'air plus habitués que les autres à cette vie de misère et de privations; ils ont été *reconcentrados*. Quant aux créoles, aux blancs nés dans le pays même, ils viennent sans la moindre hâte; est-ce l'effet de leur nonchalante indolence? Sont-ils donc si épuisés qu'ils ne puissent plus se traîner? Ils arrivent toujours en retard, la mine hâve et les reins cassés. Il faut se fâcher pour mettre un peu d'ordre dans ces désordonnés que la faim torture à un tel point qu'ils veulent défoncer les portes. Dix par dix, on nous introduit dans une salle où sont les provisions. Les caisses éventrées bâillent, nous montrant des rangées correctes de biscuits; des quartiers de *tassajo* et de *tocino* reposent à terre, dans la poussière et la saleté, à même le sol! Quelle avidité dans tous les yeux! Pas une moue de dégoût devant ces viandes qui gisent sur des planchers malpropres. Au fur et à mesure qu'on entre, quelqu'un prend les noms et dit la quantité qu'on doit donner à chacun: quatre biscuits par tête avec un minuscule morceau de viande. Il en faut bien pour tout le monde, que diable! On est obligé de chasser ceux qui se lamentent en voulant donner des explications sur le nombre de leur famille. Ceux qui sont chargés de la distribution ont fort à faire; il faut donner les rations et surveiller sans cesse ceux qui entrent dans la salle; car les mains tremblantes se dissimulent pour fouiller au fond des boîtes entr'ouvertes et des paquets de viande coupée d'avance. Ces pauvres gens qui se livrent à des comédies de visages indifférents, pendant que par derrière leurs doigts furettent pour voler. Peut-on appeler cela voler!

Mon ami Schueg est là qui se débat au milieu de tous ces malheureux. Il est si connu pour sa bonté et ses aumônes qu'il est assailli de demandes et de supplications. Il a toujours cette même réponse: Il en faut pour tout le monde! il faut que tout le monde ait sa maigre part, car c'est une part que cette poignée de haricots et de riz, cette bouchée de viande et ces quatre biscuits. Et quand on sort de là, on cache soigneusement dans ses vêtements ce peu de nourriture, de peur de soulever des convoitises cruelles. Après l'une de ces distributions, je suis étonné de trouver la place vide. La foule s'est portée où il y a des vivres. Les provisions ont été éparpillées dans diverses maisons pour éviter un afflux trop grand de monde au même point. Le système des Américains ne peut fonctionner aussi bien que le système du Consulat; ils ont une foule trop vaste à nourrir. Il y en a plus d'un qui se passe de manger pendant plusieurs jours, car les accapareurs et les gens qui n'ont jamais assez prennent tout pour eux, restent pendant des heures à la même place, engouffrant ce qui devrait revenir à d'autres. C'est un assaut de bras tendus, agitant d'anciennes boîtes de conserves. Les cris aigus de gens écrasés contre les murs, et les gémissements, et les appels, les jurons à n'en plus finir font un vacarme atroce aux quatre coins de la place. Dans une rue, par des fenêtres élevées et armées de barreaux, des commissaires prennent les récipients vides et les rendent pleins. Plus loin, les murs de l'église sont couverts de soldats yankees qui distribuent sans se tromper au milieu de cette confusion. Sur les marches de l'église c'est une telle cohue, dans une poussée si violente que les portes craquent et vont céder, quand des gaillards américains s'élancent et avec des bourrades, des coups de poing, et des *goback* à pleins gosiers font reculer la foule. Ce mouvement en arrière laisse voir des femmes piétinées et meurtries, étouffant, des jambes luxées ou des bras tordus. La foule se tient un peu à l'écart, assagie par cette brutalité nécessaire. Tous les jours se répètent les mêmes scènes qui augmentent de sauvagerie avec la souffrance et la disette. Et malgré les orages, des misérables attendent longuement, entêtés, sous les ondées brusques et violentes, le tour qui leur donnera la maigre pitance promise. La patience des Américains ne se lasse jamais, apportant tout ce qu'elle peut, tâchant de faire parvenir à chaque meurt-de-faim la charité de ses aumônes.

Les odeurs nauséabondes, balayées par les coups de vent ou les rafales de pluie, renaissent plus âcres aux éclaircies. Ah! ces convois de vivres, comme ils se font attendre, comme ils se font désirer avec une poignante angoisse! Quand on voit déboucher sur la place de longues files de mulets avec le tintamarre de leurs sonnailles et leur chargement de provisions, il y a de l'enthousiasme dans toute cette misère. C'est alors qu'on admire les croupes luisantes des beaux chevaux américains. Quelle taille ils ont à côté des maigres rossinantes cubaines! Et la belle prestance des cavaliers émerveille et effraye tous ces êtres si débiles qui peuplent le Caney.

UN TÉMOIN.

A suivre.

LE DÉBUT D'EMMA DORGE (1)

Nouvelle.

25 fév.

Je donnerais un an de ma vie pour être âgée d'environ un mois de plus! Une nuit sur deux, je rêve le soir de la première : la salle m'applaudit, m'acclame ; ma loge est comble de fleurs ; des enthousiastes y défilent; Gerse, toujours calme, partage mon triomphe ; Mogez m'embrasse en doublant les conditions de mon engagement...

Et si la réalité n'allait pas du tout ressembler au rêve? Si, pour une raison ou pour une autre, je n'allais pas débuter?...

27 fév.

Je frémis en songeant à la responsabilité que j'assume. A part les salons et les cercles où j'ai joué des pièces, où donc me suis-je donné, à moi-même, la preuve que je puis porter le poids de tout un rôle? Le succès que m'ont valu des vers de-ci de-là déclamés ne saurait me fixer. L'opinion de Gerse? Ne serait-ce pas l'opinion même de l'inexpérience? Les prédictions d'Anthonin? Le bon optimiste ne croyait-il pas en l'avenir de Charlotte? soupçonnait-il qu'elle ne serait qu'une étoile de troisième grandeur au café-concert? Celui qui me juge selon mon mérite, ne serait-ce pas Mogez, qui, après une nouvelle épreuve ou deux, peut si bien me fermer la porte de son théâtre?

1er mars.

Répété le premier acte. Personne, à part moi, ne savait un traître mot. En sorte que j'étais toute honteuse, comme d'un excès de zèle, de n'avoir pas mon rôle à la main. Et, comme on lisait à mi-voix, en indiquant à peine les intonations, je me suis observée pour ne pas hausser le ton, pour ne pas dire comme je sentais. Aussi bien Mogez m'honorait-il peu de son attention. Près de la rampe, sous la tente où il a son fauteuil entre ceux de Gerse et du régisseur, il ne s'inquiète, ne parle, ne discute que de la mise en scène. Je ne me doutais pas que la place d'une table, d'une chaise eût tant d'importance. L'auteur pestait, hochant la tête, claquant des doigts, se maîtrisant pour ne pas tout envoyer au diable. Car on met ses personnages à des endroits où il ne les a point imaginés; on les fait mouvoir, on les immobilise à des moments où il voulait le contraire. Je l'ai entendu qui disait :

— Pour vous autres, il n'y a que la convention; la vérité n'existe pas.

— Si, a répliqué Mogez, la vérité théâtrale.

— Soit! Encore faut-il s'entendre...

8 mars.

Les femmes savent leurs rôles; les hommes se servent encore des manuscrits. Aujourd'hui, on a répété les trois actes. Excepté Renneval, toujours impénétrable, tout le monde avouait sa lassitude. « Un métier de chien! » déclarait Adeline, qui n'est pas la douceur incarnée... oh non!

Je possède de moins en moins mon rôle. « Osez donc, me conseille Mogez; lâchez ce que vous sentez. » Or, chaque fois que je manifeste ma propre nature, c'est un blâme. Gerse perd son temps à me défendre, à dire : « Elle a raison. C'est exactement ça! » Je prends parfois le parti de complaire à Mogez, de me conformer aux intonations qu'il me serine, aux effets qu'il m'indique (il s'agit tout le temps d'effets à produire); mais alors c'est Gerse que je mécontente.

Brogier, lui, massacre son rôle sans presque jamais recevoir une observation de Mogez. Loin d'avoir la tendre bonhomie qui, d'abord, caractérise Osmont, il reste le fringant amoureux qui l'a rendu cher au public féminin; au deuxième acte, au lieu de rendre l'effondrement du coupable, il semble daigner reconnaître un tort, mais être prêt à souffleter qui le lui reproche, et, à la fin, il pose pour un persécuté du sort, sans se repentir outre mesure. Par exemple, Gerse ne le ménage pas. Mais Brogier, qui paraît toujours comprendre, ne recommence pas moins à jouer à contresens.

Renneval mime toujours son rôle plutôt qu'il ne le dit. Mais toutes ses intentions sont marquées. C'est le cas ou jamais d'employer l'expression « on voit clair dans son jeu ». Un grand talent, ce Renneval! Jamais financier volé n'aura été plus terrible.

Adeline ne semble pas faire partie de la pièce. Elle en récite avec ennui les bribes qui lui sont échues. Ce n'est que dans la coulisse qu'elle sort de sa torpeur, se préoccupant de sa toilette, de sa coiffure, se contemplant à son bijou de miroir, se pomponnant et, avec des termes de poissarde, dénigrant tout l'univers.

Lucy Langel m'appelle « petite mère », comme dans la pièce. En vérité, je suis fière d'une telle fille. C'est, je crois bien, la première ingénue de Paris. Pour être parfaite en ses rôles, elle n'a qu'à être elle-même, ouvrir ses grands yeux noirs, d'où émane toute une chaste poésie.

10 mars.

Il faut aller voir les critiques. Gerse ne me laisse plus tranquille à ce sujet. « Tout le monde le fait : pourquoi ne le feriez-vous pas? Vous êtes en retard.

(1) Voyez la *Revue* du 21 janvier.

Vous pensez bien qu'ils savent la distribution des rôles. Ils attendent votre visite. Si vous différez encore de satisfaire leur amour-propre et leur curiosité, il se peut fort bien que l'antipathie germe en eux. » Et condamnant mon idée de leur écrire : « Non, ce qui influe, c'est la présence réelle. »

11 mars.

Commencé par le père Joubert. Toujours la bonne qui vous annonce par le tube acoustique. Au second, dans le clair atelier, le gros joyeux homme s'empressant au-devant de moi, me tendant sa main robuste et franche.

— Vous vous êtes casée? J'ai vu ça. Tant mieux! Je me suis toujours dit : « Pourquoi diable n'utilise-t-on pas cette charmante femme? » Quand je leur parlais de vous, les directeurs, Mogez en tête, prétextaient que leurs cadres étaient pleins...

Sans transition, il me présente à une jeune blonde venue pour l'intéresser à des lectures de vieux contes en prose qu'elle veut tenter à la Bodinière. Il exalte Voltaire et Diderot, cherche d'autres auteurs en qui puiser, et tout à coup m'interroge sur la pièce de Gerse. L'être étonnant que ce Joubert, sur qui passent les années sans rien lui enlever de sa verve, de sa gaieté, de sa vitalité!

Comme nous allons le laisser se replonger dans quelque article, un autre visiteur se fait annoncer.

— Allons! allons! bon courage! me dit Joubert. Votre façon d'interpréter les classiques m'est un sûr garant de ce que vous ferez dans une simple pièce moderne.

13 mars.

Visite à Barthelot, à qui me présentait un mot « spirituel » de Brogier. Su bientôt à quoi m'en tenir sur sa galanterie excessive. M'a surtout interrogée sur ma vie privée, sur mes moyens d'existence. Très aimablement, a osé la plus indiscrète question qu'on puisse faire à une femme. Pas une seconde, ses regards ne cessaient de m'explorer. J'avais hâte de terminer l'entretien; mais il s'ingéniait à me retenir. Enfin, non sans vexation de sa part, j'ai pris congé. A travers l'appartement luxueux et désordonné, il m'a reconduite jusqu'à l'escalier, en me faisant promettre de revenir. Une promesse que je ne tiendrai pas!

15 mars.

Évohé! mon engagement signé! En rentrant, l'ai déployé sur la table de la salle à manger, et, nous prenant par la main, tante et moi, avons dansé autour.

Après la répétition, quand Mogez m'a priée de le précéder dans son cabinet, je me suis dit : « Il va t'annoncer qu'il te remplace. » Il a commencé par énumérer tous les défauts qu'il me trouve ou prétend me trouver, par soupirer qu'il joue un jeu périlleux en confiant à une débutante, à une inconnue, une pièce sur laquelle il compte pour toute sa fin de saison. Mais enfin il voulait bien tenter l'aventure. S'excusant de ce que ses frais généraux et ses risques ne lui permettaient pas de m'offrir des « conditions meilleures », il voulait bien me garder à trois cents francs par mois, durant trois ans, avec faculté, pour lui, de renouveler l'engagement pour trois autres années, à six cents francs par mois. A prendre ou à laisser. J'ai pris.

— On n'est pas plus canaille! m'a dit Gerse en apprenant la nouvelle.

Au fait, il ne se trompait pas en affirmant que les critiques que m'adressait Mogez au cours des répétitions avaient pour but de me préparer à la modicité de ses offres.

Après tout, quelques nouvelles années de privations, de privations désormais supportables, qu'est-ce que cela au prix du succès? Et le succès, c'est-à-dire mon avenir assuré, n'est-ce donc pas, pour tante, une longue et heureuse vieillesse?

. . . . . .

18 mars.

Samedi 25, la première. Mogez espérait donner *la Muselière* jusqu'à la fin du mois; mais les recettes baissent, baissent chaque soir. Nous serons prêts d'ailleurs. Tout marche de mieux en mieux. Brogier se simplifie, devient un peu le pauvre Osmont. Adeline dégèle. Je me mets à jouer avec les intonations, les physionomies, les attitudes et les gestes qui me sont personnels, et, chose que ce diable de Gerse me fait constater, Mogez, à présent, me laisse la bride sur le cou.

C'est égal, c'est bien près, le 25!

19 mars.

Ne valait-il pas mieux attendre, être sûre de mes forces, débuter dans un rôle secondaire, sur une scène moins importante, ou même à l'Odéon, où j'avais des chances d'entrer comme utilité? Quand je songe que tant d'intérêts reposent sur moi, que l'avenir d'un écrivain dépend peut-être de la façon dont je vais interpréter son œuvre!... Qu'est-ce qui me prouve que je n'aurai pas de défaillance? Jouer devant le vide, devant les toiles grises qui, dans la pénombre, s'étalent au long des loges, la belle affaire! Mais lorsque le grand vaisseau sera plein de regards; lorsqu'il y aura là, en face, autour et au-dessus de moi, la multitude; lorsqu'il s'agira d'affronter toutes ces femmes du monde et du demi-monde, tous ces gommeux, tous ces vieux routiers du théâtre, tous ces journalistes?... Que je plaise à

Gerse et ne déplaise pas à Mogez, que je m'enthousiasme moi-même, cela signifie-t-il que je doive satisfaire tous ces inconnus? Dire que mon visage, mon corps, ma voix, mon âme vont subir l'examen de centaines et de centaines de juges! dire que la moquerie d'un voyou, une insulte jetée de l'amphithéâtre peut suffire à me troubler, à me décontenancer, à me perdre!...

Allons! tu radotes. Va te coucher, ma pauvre fille.

20 mars.

M. Bellaygue, venu après dîner, m'a serré la main tout naturellement, sans cette tristesse que, naguère encore, il me laissait voir. Après s'être bien informé s'il ne nous dérangeait pas, il a accepté un petit verre d'anisette, de l'anisette qu'il nous a offerte au jour de l'an, et a demandé la permission de fumer son cigare. J'étais heureuse de sa bonne mine. On ne lui donnerait pas la cinquantaine qu'il doit avoir. Pas une ride trop creusée à son gras visage coloré, peu de neige à ses tempes et à sa forte moustache. Soirée cordiale.

J'aurais tant besoin d'affection! Tante? Oui, elle m'aime bien, la sainte créature. Mais elle ne peut comprendre à fond tout ce j'éprouve, tout ce que je pense; son cœur ne remplace pas le cœur qui me manque...

Ces gens de théâtre me sont si étrangers et la plupart si antipathiques! Gerse (il s'en vante) n'aime personne, pas plus lui que les autres. Je lui sers d'échelon pour parvenir à son but, qui est « d'avoir des rentes ». Lucy Langel? Je la devine si loin de moi dès qu'elle m'a quittée, dès que son coupé la remmène à l'hôtel que lui a payé son vieux protecteur. Mais la camarade exemplaire, c'est Adeline, qui, m'accusant de ce qu'on lui a écourté une tirade, à notre grande scène du deuxième, m'a dit, comme une hyène qui parlerait :

— Si vous croyez que vous ferez ici la pluie et le beau temps, vous vous fourrez le doigt dans l'œil!

Aussi, tout à l'heure, la compagnie de M. Bellaygue m'enchantait. Je l'ai supplié d'assister à la première, dans la loge des Suchet.

— Mon Dieu, Mademoiselle... ce serait avec le plus grand plaisir... mais... je ne sais pas pourquoi... ça me tourmenterait de vous voir comme ça devant tout ce monde...

Enfin, je l'ai décidé à venir et aussi à m'attendre à la sortie, toujours avec les Suchet, pour que nous soupions tous ici en toute intimité, sans personne autre du théâtre que moi. Une petite fête entre braves gens.

21 mars.

J'étais en plein dans l'action; je défendais mon mari comme une lionne défend son mâle. Tout à coup un vide s'est produit en moi, un anéantissement de toutes mes facultés. J'ai fini par m'apercevoir que le souffleur, Gerse et Renneval prononçaient, m'adressaient des mots. J'ai compris que c'étaient ceux que j'avais à dire; mais je ne les saisissais pas. Puis, la plupart me sont parvenus nettement, mais sans former une phrase. Enfin, l'un d'eux m'a rappelé la suite de mon rôle. Tout cela a peut-être duré une minute, c'est-à-dire, en scène, une éternité.

A ma rentrée dans la coulisse, la douce Adeline m'a dit :

— Eh bien! ma chère, si déjà vous perdez la boussole, qu'est-ce que ce sera samedi?

Oui, si, samedi, la chose allait recommencer?... Et pourquoi est-elle advenue sinon parce que, soudain, la salle m'est apparue illuminée et comble, ainsi qu'elle le sera samedi?

22 mars.

Dernier essayage de mes robes. Toutes trois parfaites : la rose en soie Liberty, avec fouillis de dentelles; celle en drap Suède garnie de broderies; celle en cachemire grisaille, à la fois si simple et si pure de lignes. En d'autres circonstances, elles me raviraient. Tandis que je ne vois en elles que les enveloppes où, samedi, palpitera mon pauvre être... J'y vois aussi une grosse dette dont je ne pourrai m'acquitter de sitôt. A moins d'écouter Gerse, qui, l'autre jour, disait :

— Pour une jolie femme, la question sociale n'existe pas.

Ce soir, en rentrant à pied de chez les Suchet, je regardais les maisons, tous ces habitacles d'âmes se succédant indéfiniment, découpant leurs faîtes sur le firmament pointillé d'étoiles. Des lumières filtraient des persiennes, rayonnaient par un écart de rideaux ou s'épandaient de tout le vitrage. Dans le silence de l'heure, je songeais aux existences qu'elles éclairaient. Je me disais que tous ces êtres qui m'étaient cachés devaient avoir leurs lots de souffrances, mais qu'en ce moment, nombre d'entre eux goûtaient peut-être, sinon le bonheur, du moins le calme, la sécurité. J'imaginais un couple échangeant de tendres pensées, un noble vieillard absorbé par un livre, une ouvrière terminant sa tâche, maintes scènes d'une intimité banale et touchante se passant à la douce clarté de la lampe familiale ou devant la flamme tremblante d'une bougie.

Moi aussi, j'aurais pu vivre de paisibles soirées. Il ne s'agissait que d'adhérer aux vœux de M. Bellaygue. Un simple oui, et c'eût été la vie assurée, la vie ordinaire. Sans compter que j'eusse fait le bonheur d'un être, ce qui déjà n'était pas si dédaignable.

Et puis, en quoi cet honnête homme est-il indigne

de moi? Il n'a ni l'esprit ni la distinction d'un Brogier, ni l'intelligence d'un Gerse; mais ai-je donc à me féliciter de la fréquentation de telles gens? Quel artiste ai-je connu qui fût moralement comparable à M. Bellaygue? Et c'est cet homme que j'ai méprisé, parce qu'il n'a que ces trois choses évidemment bien vulgaires : la bonté, la raison, la vertu!

23 mars.

La première est renvoyée à lundi, à cause des *Boulevardiers*, que les Variétés donnent samedi. Mon supplice est augmenté de deux fois vingt-quatre heures.

Oui, mon supplice! Au théâtre, j'oublie un peu, absorbée par mon rôle, étourdie par les bavardages; mais, ici, mes angoisses recommencent. La pauvre tante ne me reconnaît pas : je ne l'entends plus quand elle me parle; je la regarde d'un air hébété; je lui sors des réponses d'un baroque!...

Je ne dors presque plus. Quand je dors, des rêves me torturent, plus cruels que mes insomnies. — C'est le soir de la première. Tout le public est suspendu à mes lèvres. Soudain, ma mémoire, toute mon âme s'annihile. Je reste là comme une idiote, devant la salle qui s'agite comme une mer, siffle et hurle en tempête. — Ou bien, toujours le soir de la première, j'ai beau me hâter dans ma loge : impossible de m'habiller. Et la sonnerie annonce le premier acte. Il commence, et je ne suis pas prête. Arrive l'instant de mon entrée, et j'ai encore ma robe à passer. Malgré l'habilleuse, pas moyen de l'agrafer. Le régisseur, le directeur, l'auteur m'entourent, éperdus. Des minutes, des siècles s'écoulent. J'entends un immense bruit de moins en moins sourd, un rythme formidable : le public qui tape des pieds, tel un géant prodigieux qui bondirait perpétuellement.

24 mars.

Mon Dieu, je n'ai recours à vous que dans la détresse. Mais n'êtes-vous pas l'infinie bonté, et ne pardonnez-vous pas à votre faible créature? Faites, Seigneur, que je sorte victorieuse de cette épreuve, la plus terrible de ma vie. Vous savez que j'entre au théâtre avec le ferme dessein de résister aux tentations mauvaises; vous savez que je demande à mon âpre métier la subsistance non pas seulement pour moi, mais pour qui remplace ici-bas ma mère; vous savez que je veux être l'artiste qui propage les sentiments sacrés, qui purifie la foule. C'est pourquoi j'ose espérer de votre toute-puissance la force qui m'est nécessaire.

25 mars.

Demain, la répétition générale: après-demain, la première, irrévocablement.

Ce matin, en faisant le ménage, tante a fêlé de haut en bas la glace de sa toilette. Je me suis aperçue de l'accident, et, devinant pourquoi elle n'en parlait pas, j'ai dit en riant :

— Si tu t'imagines que je crois aux présages!...

Le vrai, c'est que, toute la journée, j'ai pensé à cette glace immémoriale qui, épargnée par tant de déménagements, a, pour se fendre, attendu l'avant-veille de mon début...

Voici ce que je décide. S'il m'arrive malheur, je demande à M. Bellaygue de m'arracher au théâtre, de m'épouser. Ce ne sont pas les vingt mille francs de dédit qui l'arrêteront. En retour de sa générosité, je lui donnerai le bonheur. Idée immorale? Pourquoi? parce que je n'aime pas cet homme? Je le respecte, et l'infamie serait de me livrer à quelqu'un que je méprise. Aussi bien la vive amitié dont je suis capable à son égard, ne peut-elle devenir quelque chose de plus? En lui offrant ma main, je lui dévoilerai mon âme. Il appréciera ma franchise. Il tentera une expérience où son bon sens verra la probabilité d'un heureux résultat. Étant de ceux qui, au besoin, se sacrifient, il risquera le malheur de toute sa vie pour la joie de me sauver.

En attendant, je ne mange plus. Par moments, un poids m'étouffe. Ma nervosité confine à la folie. En une querelle que j'ai cherchée à tante, je me suis servie d'une expression horrible. Je m'en suis excusée en sanglotant.

Jolie, la lutte pour la gloire! Moi qui m'enorgueillissais d'un bout d'article, qui mendiais une ligne de réclame, j'ai horreur des journaux, où mon nom traîne, ce nom mensonger d'Emma Dorge, qui me semble maudit.

27 mars, 1 h. matin.

Si je ne mettais rien aujourd'hui sur ce cahier? Cette répétition générale m'a épuisée. Avant d'entrer et en entrant en scène, je claquais des dents. J'ai redit coup sur coup la même moitié de tirade. Au second acte, sans la présence d'esprit de Renneval, je perdais tout à fait la tête, je me sauvais. Aux entr'actes, on m'a fait respirer des sels. Réflexion de l'impitoyable Adeline :

— Si demain nous allons jusqu'au bout, nous aurons de la veine!

Toute la critique était présente, paraît-il. Je n'ai reconnu personne; je voyais trouble, comme dans de l'eau. Constaté seulement que, hormis les fauteuils, la plupart des places étaient inoccupées, selon l'expresse volonté de Gerse. Mais demain, quand toute la salle grouillera?...

Maints encouragements de Lucy; entre autres :

— Le public, vois-tu, c'est comme les mannequins pour les oiseaux : ça fait peur, mais ça n'est pas méchant.

Fort touchée aussi des témoignages d'intérêt que m'ont prodigués mes humbles camarades.

Écrit à M. Bellaygue, à tous mes quelques amis, afin qu'ils fassent des vœux pour mon succès et qu'ils ne manquent pas d'être là, durant les heures mortelles. Si je me rappelais avoir nui à quelqu'un, je lui demanderais pardon.

27 mars, 4 h. après-midi.

C'est ce soir, dans quelques heures.

Passé tout une nuit blanche. Lourd sommeil dans la matinée. Puis, quelque nourriture absorbée à force d'énergie, n'ai pu tenir en place et suis sortie avec tante. L'air m'a grisée. J'avais des hontes comme si les passants devinaient en moi la débutante de ce soir. A mon nom, sur une affiche, j'ai tressailli. Puis, je me suis demandé si c'était moi, cette Emma Dorge. Oh ! ce nom mystérieux qui s'étale dans tout Paris, ce nom bizarre que prononceront peut-être tant de bouches railleuses !

28 mars, 2 h. matin.

Victoire éclatante ! Une fois en scène, je n'ai plus eu peur, presque plus.

L'explication du phénomène ? D'abord, toute une force morale, tout un état d'âme créé par le danger réel et non plus rêvé, et, bientôt, la conscience que toute cette bonne masse humaine qu'il fallait conquérir ne demandait pas mieux que d'être conquise.

Je me sentais tout aussi à mon aise que si j'eusse été seule avec moi-même. Juste assez de nervosité pour m'aider à jouer. Tout mon être vibrait à mon gré, sans effort. Marcelle et moi ne faisions qu'une, pas au point cependant que je n'aie pu, peu à peu, distinguer dans la salle telle ou telle relation. M. Bellaygue était bien dans la loge, mais sans les Suchet, qui ont perdu leur vieille cousine. Messieurs les critiques ne m'ont guère effrayée, surtout quand ceux que je reconnaissais se sont éclairés de sympathie.

A part une entrée que j'ai manquée, tout, ou presque tout, a marché sur des roulettes. Il est entendu que Brogier ne sera jamais Osmont ; mais il a généralement plu. Adeline, très chatte et belle chatte, ainsi que le petit Jalin, un garçon d'avenir, mais surtout Renneval, le furibond, et l'adorable Lucy Langel peuvent se féliciter de leurs créations. Mogez a dit à Gerse :

— Il fallait intituler votre pièce : *le Succès sans bornes.*

Et Gerse :

— J'en ai une autre à votre service !

Moi, sans attendre la Presse, je me couvre d'éloges. Et la faute en est aux deux milliers d'êtres qui m'ont applaudie, à tous ceux qui m'ont rappelée deux fois à la fin du deuxième. Ma loge s'est remplie de bouquets, de gerbes, comme dans mes beaux rêves. Excepté l'impassible Renneval, je crois bien que tous mes camarades m'ont embrassée. Des grands yeux noirs de Lucy, ruisselait de la joie. Ma gloire se lève. Bénie soit la vie ! O mon vieux maître ! assistiez-vous à cette soirée ?

Le pauvre M. Bellaygue n'était pas à la sortie. Il aura été offusqué de mon triomphe, jaloux de tous mes admirateurs. Il aura compris que, désormais, son espoir ne peut plus, plus du tout s'accomplir. L'idée de son affliction fait en moi une tache d'ombre.

Nous sommes parties toutes deux seules, tante et moi, bien serrées l'une contre l'autre dans la voiture, et, toutes deux seules, nous avons soupé de bon appétit, dans la salle à manger méconnaissable, toute pleine de fleurs.

JEAN BLAIZE.

VOYAGE AUTOUR DE LA CHAMBRE

Je veux écrire ici des choses que tout le monde sait, et je prétends que l'avantage est notable de les dire encore, en ce sens qu'il y aurait un grand dommage à les oublier.

Considérons la vie de la Chambre nouvelle, distinguons quelques idées seulement et quelques faits simplement. Nous ne trouverons nulle occasion d'éloges ; mais tout nous démontrera que la vie du Parlement est vicieuse, que le Parlement lui-même est mauvais, et il est bien heureux, en vérité, qu'on se forme cette opinion, car en s'attendant ainsi au mal inévitable qui sort du Parlement, on cesse d'en éprouver de la surprise, et, par suite, on en souffre moins.

Il n'est donc pas inutile de parler avec sévérité des législateurs incertains qui entreprennent de régir la France. La rudesse des critiques est le premier témoignage de l'aspiration au mieux.

Et puisque le Parlement ne permet pas un seul instant qu'on se réjouisse de ses actes, réjouissons-nous sans contrainte de ce qu'il ne met en sa malfaisance aucune hypocrisie, réjouissons-nous de ce qu'après trois mois seulement d'existence réelle la Chambre a clairement fait connaître que, son organisation étant détestable, son œuvre est pernicieuse, d'autant plus que les hommes en elle sont tous regrettables.

Ils n'ont qu'un mérite, ces hommes, et c'est que, grâce à eux, le vice du parlementarisme est devenu si précisément perceptible qu'on veut aussitôt ac-

complir la réformation totale de l'organisation et des hommes pour réformer les œuvres.

Voici que, maintenant, le mépris pour le Parlement se concrétise. Le mal, étant excessif, commence à devenir avantageux.

*
* *

Il faudrait avoir un esprit bien pénétrant pour découvrir, parmi les incohérences de la Chambre nouvelle, quelque idée générale de politique. Les principes paraissent absents de sa vie. Les politiciens n'ont pas conçu la nécessité, ni même la possibilité d'en avoir. Ils cèdent tous à l'oppression de sentimentalismes indistincts.

Dans le déploiement de la première session (octobre à décembre 1898) on discerne deux sortes de sentimentalismes. — Les uns sont issus des luttes électorales récentes et ils durent en prévision des luttes prochaines : la préoccupation initiale du député reste sa préoccupation fondamentale. — Les autres proviennent du grand trouble universel répandu par l'affaire de revision : les politiciens ont accueilli ce trouble en leurs âmes obscures parce que c'était un trouble auquel peu de citoyens demeuraient inaccessibles. Ils ont concentré en eux les éléments hétérogènes de ce trouble immense et il en résulte dans la vie politique des secousses, indécises mais violentes.

...Donc les politiciens, à peine libérés du combat électoral, en ressentaient encore les colères et les amertumes. Il leur parut important que les premiers mois de leur vie politique fussent consacrés à sanctionner leurs victoires. Les députés entreprirent immédiatement de venger les injures des candidats.

D'abord, il fallut que les fonctionnaires électoraux fussent déplacés : importance énorme des mouvements préfectoraux. Pour ce résultat les politiciens dépensèrent furieusement leurs activités. — Ensuite des élections furent contestées bruyamment : des invalidations furent prononcées, peu nombreuses, il est vrai, mais caractéristiques. Même une grande querelle s'émut à propos des élections algériennes : on pensa y réduire toute la politique coloniale. Et il apparut que, pour le politicien, tout se résume en l'élection : tout en part, tout s'y ramène.

Mais, dans le même temps où se prolongeaient ces hostilités très dignes de remarque, il semblait déjà que les sentimentalismes jaillis de l'affaire Dreyfus, puisqu'il faut l'appeler par son nom... empêcheraient que les politiciens pussent s'ordonner en partis. Ne disons pas que cette affaire conditionne toute la politique. Mais les politiciens sont déconcertés par elle. Chaque fois qu'ils l'examinèrent, ils s'interdirent de la considérer dans son ensemble, et ils n'aperçurent chaque fois qu'un incident partiel, fugitif, et des sentimentalismes contradictoires triomphèrent tour à tour. Fort occupés par ces sentimentalismes, les politiciens furent dissuadés de se cohésionner. Et voici le péril de cette aventure. — D'une part, l'affaire de revision déformée, dénaturée, se répand dans la politique, s'infiltre partout, engendre une confusion qui s'étend à tout. Elle est un élément nouveau de la vie politique par lequel tous les autres éléments sont contrariés. D'où le désordre, l'incohérence. — D'autre part, le cours régulier de la vie politique est retardé par cet embarras. Ce provisoire qui persiste empêche la vie politique ordinaire d'être vécue normalement, d'être utilement vécue.

Sentimentalismes électoraux, sentimentalismes nés de l'affaire Dreyfus : sources inépuisables d'interpellations. Entendez le tumulte des paroles vaines ! C'est une perpétuelle inaction verbeuse...

Nul principe ne se combine, nul plan. Six mois déjà passés, on ne distingue pas encore quelles sont les idées essentielles des politiciens; on penche à à croire qu'ils n'en ont pas.

Aussi bien, les anciens sentimentalismes se ravivent : ce sont les propositions Levraud, Rabier, contre l'enseignement libre, essayant de ressusciter les querelles cléricales un moment adoucies. L'anticléricalisme de tradition renaît, mais paraît avec lui un anticléricalisme nouveau émanant des disputes actuelles. Cela seulement, qui est très grave, vaut qu'on le note.

Les principes étant absents, la politique sans lois, les ministères sont sans règle. La nouvelle Chambre s'est vouée aux ministères de concentration. — Concentration sur les idées : c'est le ministère Brisson tentant une mixture du programme radical avec le progressiste. Concentration par les hommes : c'est le ministère Dupuy tâchant à gouverner en groupant des hommes qui représentent, si l'on peut dire, des doctrines antagonistes, si j'ose m'exprimer ainsi... Tel est le sort de la politique : son sort est triste !

Dans la nouvelle Chambre, on ne voit aucun parti se constituer, nulle idée sourdre à laquelle pourront s'agréger des hommes, aucune action s'annoncer.

*
* *

Certes, on peut considérer, en mémoire d'une parole historique, qu'un Parlement qui ferait de bonnes finances, ferait de bonne politique. Hélas ! que la politique du Parlement actuel sera mauvaise, si nous la jugeons d'après les finances qu'il nous prépare !

Le vote réfléchi du budget est l'œuvre essentielle de l'activité parlementaire. Si les politiciens accomplissent cette œuvre avec ordre on leur pardonnera toujours de ne faire rien autre.

Mais la première qualité des finances étant la régularité de leur vote, nous voyons quoi? Une Chambre

qui, siégeant en une session extraordinaire, dont l'objet doit être de terminer la discussion du budget, ne commence même pas cette discussion. Et ceci est infiniment déplorable : la Chambre qui néglige l'examen régulier du budget et son vote correct sait que cette négligence est la moins pardonnable qui soit. Elle commet son crime avec préméditation.

Lui-même, le président du Conseil des ministres, M. Charles Dupuy, avoue l'urgence de ce vote. Il dit dans sa déclaration ministérielle :

« Tout d'abord nous aurons à proposer le vote du budget de 1899. Le projet vient de vous être distribué et nous comptons sur la bonne volonté générale pour le faire aboutir d'ici à la fin de l'année. Libérés de cette obligation qui est la première d'un Parlement dans un pays libre, nous aborderons ensuite l'étude des lois fiscales attendues par le pays. » (4 novembre 1898.)

Lui-même, le président de la Commission du budget, M. Mesureur déclare cette nécessité. Il dit en un style dont je lui laisse toute la responsabilité, toute:

« Le budget qui nous est soumis ne soulèvera aucune question politique grave et ne contient aucune des grandes réformes démocratiques qui feront l'objet de lois spéciales.

« Si par un effort qui n'est pas impossible nous mettions le Parlement en mesure de discuter le budget de 1899 à bref délai et d'en assurer la promulgation à la date normale du 31 décembre, nous aurons bien mérité du pays qui verrait ensuite dans ces taxes une garantie d'ordre et de sécurité et un nouveau motif de confiance dans le régime parlementaire qui s'est trop souvent oublié dans l'ornière des douzièmes provisoires. » (12 novembre 1898.)

Eux-mêmes, les présidents des groupes parlementaires proclament cette urgence. — M. Barthou dit :

« M. le président du Conseil nous a justement indiqué le budget comme le but immédiat de nos efforts. Nous apporterons à son vote rapide une bonne volonté que les prédécesseurs de M. Charles Dupuy n'ont pas toujours rencontrée et nous ne ferons pas de la loi de finances le champ clos réservé aux motions, résolutions, questions et interpellations de toute nature. » (21 novembre 1898.)

Voilà. — Et qu'est-il advenu? qu'advient-il? qu'adviendra-t-il?

En premier lieu, il aurait fallu que la Chambre entreprît dans sa récente session extraordinaire ce qui est proprement la besogne des sessions ordinaires. Ainsi l'ordre élémentaire de la vie politique eût été troublé, sans doute. Ainsi la Chambre nouvelle débutait fatalement par un faux départ qui influencerait certainement toute sa marche... Cependant cette tâche fondamentale n'est même pas inaugurée. Et, alors que devrait être déjà soumis à une Commission le projet du budget de 1900, le projet du budget de 1899 n'est pas encore soumis à la Chambre. N'exagérons rien : il vient de lui être soumis. Il le fut hier, en toute hâte, avant-hier peut-être, ou bien il y a huit jours... La vie financière est donc déséquilibrée, le sera durant toute la législature. Puisque l'on admet que l'organisation annuelle des finances est le plus important travail des politiciens, concluons...

En second lieu, nous avons, dès d'abord, l'assurance que ces finances tardives seront incomplètes et défectueuses. — Celui-là nous affirme : « Le budget (qui sera soumis à la Chambre) ne contient aucune des grandes réformes démocratiques qui feront l'objet de lois spéciales. » — Celui-ci nous affirme : « Délivrés de cette obligation (le vote du budget) qui est la première d'un Parlement dans un pays libre, nous aborderons ensuite l'étude des lois fiscales attendues par le pays. » — Celui-ci dit ces mots sérieusement, celui-là les avait prononcés gravement. Ainsi est attestée par les politiciens l'incapacité des politiciens d'accomplir les réformes fiscales dans la loi de finances. — Ils voteront la loi de finances; ils verront plus tard à la réformer. Quand donc?

Enfin le budget retardataire est redouté de tous les bons citoyens. On pressent les impôts accrus, le déficit : contribuables, gardez-vous! — Ils se gardent.

Encore une fois, puisque l'examen et le vote de la loi financière sont l'œuvre essentielle de la Chambre, établissez le bilan de la Chambre nouvelle. Il y a lieu, je crois, de prononcer la faillite. Déjà.

*
* *

Au moins le Parlement essaya-t-il, — n'accomplissant pas ce qu'il devait faire d'abord, surtout faire, — d'effectuer quelque part une œuvre positive?

Nullement.

Sans doute, 8 questions furent adressées aux ministres, 40 interpellations aussi, et on n'en discuta fort heureusement que 13; — sans doute, le gouvernement déposa 101 projets de loi et les députés 173 propositions; mais, au travers de toute cette agitation législative, que fit-on?

Les lois, les réformes intéressant la vie économique du peuple n'aboutirent dans le Parlement qu'autant qu'on ne lui demandait qu'une sanction suprême et, en quelque sorte, une consécration toute superficielle. C'est ainsi que fut votée la convention franco-italienne entièrement préparée en dehors des Chambres. C'est ainsi que fut voté le projet concernant les chemins de fer d'Indo-Chine : œuvre du gouverneur général exclusivement. La Chambre, sachons le reconnaître, n'aggrava aucun de ces deux projets, car elle n'y ajouta rien. Et, comme elle en avait discerné la gra-

vité majeure, elle dépensa, pour les étudier tous deux, deux séances et non pas moins.

Pour le reste, chaque tentative échoua : toute réforme positive fut rejetée ou bien remise. — Renvoyée la suppression des octrois qu'on vantait naguère et qu'on réclamait avec tant de vigueur. — Renvoyé l'établissement de l'impôt sur le revenu qu'on tenait jadis pour une réforme urgente. Le projet de M. Peytral « sur les signes extérieurs de la richesse » déplaît à tous : il n'en est pas meilleur. Au surplus, il est légitime de croire qu'il ne sera pas examiné. Ah ! que M. Mesureur répète donc en son langage : « La Chambre pourra dès le 1er janvier 1899 se consacrer à la discussion féconde des lois d'ordre économique et social qui sont si impatiemment attendues. » Le 1er janvier s'éloigne, s'éloigne : la discussion féconde tarde bien à commencer.

Or, il semble que la Chambre aperçoive, si elle ne la mesure, son inaptitude à l'action. Les politiciens en accusent aussitôt leur organisation : ils incriminent leur règlement. Ce serait peut-être une œuvre positive que de l'améliorer. — Mais admirons ici leur état d'esprit ! La réforme du règlement fut, dans cette session, la grande pensée de la Chambre. Bizarrerie des Parlements ! C'est au début d'une législature qu'on entreprend de reviser un règlement dont les défectuosités n'apparaissent qu'à la longue, par une pratique patiente. Veut-on exprimer par là qu'il importe de s'élancer tout d'abord dans cette entreprise parce que les politiciens s'accoutument très vite aux vices de leur existence et ne peuvent plus concevoir ensuite l'idée de les redresser ? En tous cas, ce n'est pas avec méthode qu'on travaille à cette réforme réglementaire, c'est au hasard des moments perdus. Et les jeunes politiciens, les députés novices y trouvent une excellente occasion pour monter une première fois à la tribune...

Bref, la nouvelle Chambre, inhabile à l'accomplissement de sa tâche primordiale qui est le vote de la loi de finances, n'est pas capable non plus d'effectuer une œuvre positive qui soit vraiment son œuvre. Elle ne saurait davantage perfectionner l'organisation de ses travaux.

Et ne sont-ce pas de belles incapacités !

*
* *

Aussi bien, qu'en résulte-t-il ? Partout où le Parlement étend son intervention, il prouve qu'il ne domine pas la vie nationale et que celle-ci, de plus en plus, se déroule en dehors de lui.

Il y a mieux. Le Parlement témoigne-t-il une initiative quelconque ? Aussitôt plusieurs citoyens s'associent, pour objecter à la velléité parlementaire, dont ils craignent les conséquences, la résistance de leurs volontés. A coup sûr, cet empressement de tous contre le Parlement n'est pas négligeable.

Où qu'il intervienne, son intervention est tenue pour superflue, sinon pour dangereuse.

Plus ou moins consciemment, il versa dans la politique la revision du procès Dreyfus ? Alors ? — Alors, la Ligue des Patriotes revint à la vie. La Ligue des Droits de l'homme naquit. Surgit la Ligue de la Patrie Française. D'autres ligues encore verront le jour, je pense... Dira-t-on que ces ligues n'intéressent pas plus la vie politique que l'affaire Dreyfus ne l'intéresse elle-même ? J'y consens. Toutefois ces groupements spontanés d'intérêts ou de sentiments manifestent que le Parlement, quoi qu'il prétende, ne peut contenter les intérêts ou les sentiments de personne.

Allons au centre de l'activité parlementaire, aux finances. La Ligue des contribuables se combine. Et pourquoi ? Exactement pour détruire le pouvoir financier de la Chambre, pour lui ôter le droit de créer les impôts. Cette ligue ne marque-t-elle pas un premier essor, net et vigoureux, de la nation contre le Parlement ?

Et c'est, en outre, un fait bien considérable que, dès qu'on vit s'agiter la nouvelle Chambre, la Constitution a semblé spécialement mauvaise. Des hommes se levèrent alors, demandant qu'on réformât ses organes, qu'on réorganisât le Parlement. Ils parlèrent, et, chacun interprétant leurs paroles selon ses désirs secrets, leurs paroles parurent sages à tous.

Observons que toutes ces manifestations se piquent d'être durables. Observons que toutes se dirigent avec générosité contre le Parlement, parce qu'on voit en lui tout le gouvernement. — Que ce gouvernement soit mauvais, tout le monde en convient. Que ce mal soit extrême, c'est encore possible. Du moins, il suscite, par d'heureuses coalitions d'efforts individuels, quelques initiatives précises de réparation.

J. Ernest-Charles.

LA TRISTESSE CONTEMPORAINE

Dans un travail très solide, très consciencieux, surtout d'une admirable sincérité, où l'on sent à chaque ligne un cœur qui s'épanche, et où, si l'on s'attendait à trouver un auteur, on est bien surpris en trouvant un homme, M. Fiérens-Gevaert, bien connu déjà par ses études d'art, couronnées par l'Académie française, étudie les divers éléments et les diverses formes de *la Tristesse contemporaine*. Il parcourt ce sujet, hélas ! trop vaste, en examinant la tristesse générale sous la plupart des aspects qu'elle a revêtus de nos jours.

Il reprend la question de la « faillite de la science »

en faisant remarquer, ce qui est incontestable, que s'il est erroné de dire que la science a fait des promesses qu'elle n'a pas tenues, il est exact qu'elle a fait concevoir des espérances qui n'ont pas été réalisées. Et qu'elle n'en soit pas responsable, il est très possible; mais que le fait existe et qu'il en résulte une manière de lassitude comme une façon de déception, il faut savoir le reconnaître. Les hommes ne savent pas voir s'élever quelque chose de considérable, sans se demander immédiatement : « En résultera-il pour nous un plus grand bonheur? » Ils ont vu la science prendre un admirable développement, ils s'en sont promis une augmentation de bonheur; ils se sont aperçus ensuite qu'ils n'étaient pas plus heureux qu'auparavant, et ils ont été déçus. Ce n'est pas la faillite de la science; c'est la faillite de ceux qui ont pris des actions dans la science en comptant sur des dividendes de bonheur. La science peut répondre qu'ils ont pris des actions qui n'avaient jamais été émises.

M. Fiérens-Gevaert étudie ensuite la Révolution française comme « crise d'optimisme », et l'évanouissement aussi des grands espoirs qu'elle avait suscités; et ici ses récriminations sont plus justes, ou au moins plus précises, car la Révolution n'a pas seulement suggéré des espérances, elle a fait des promesses formelles, qui ne se sont que très partiellement réalisées.

Puis M. Fiérens-Gevaert envisage « le mal du siècle » sous ses différentes formes à partir du moment où il s'est décidément déclaré; et romantisme, pessimisme de Leopardi, pessimisme de Schopenhauer, positivisme d'Auguste Comte, — c'eût été plutôt celui de Taine, beaucoup plus empreint de pessimisme, qu'il eût convenu de scruter, — nihilisme et anarchisme, surtout individualisme en ses différentes manifestations passent successivement sous nos yeux.

Tout cela, trop brièvement étudié, mais fortement, avec lucidité et avec pénétration parfois, surtout avec une espèce d'angoisse qui donne un intérêt dramatique à ce petit livre, — est singulièrement *prenant* et maîtrisant; un peu sombre, et l'on peut dire que M. Fiérens-Gevaert a parlé de la tristesse de façon non à en guérir mais au contraire, et qu'il était un peu trop plein de son sujet; mais enfin il a, d'une plume solide et incisive, écrit un chapitre de notre histoire morale qui peut et doit nous faire réfléchir, ce qui n'a jamais que de bons effets.

Quand on a lu tout entier ce petit volume très rempli et presque dense, quoique toujours clair, le souvenir revient de cet autre petit livre dont je vous ai parlé avec complaisance autrefois, celui de sir John Lubbock, *le Bonheur de vivre*, qui est plein, comme vous savez, d'un si candide optimisme et qui fait avec celui de M. Fiérens un si parfait contraste. Vous vous le rappelez, ce fantastique *credo* du bonheur de sir J. Lubbock : « Comment peut-on se plaindre de n'être pas propriétaire? Mais tout ce que nous regardons est à nous. Le paysage appartient à qui a des yeux. Il n'y a que les aveugles qui ne possèdent pas. » Et encore : « Comment peut-on se plaindre de ses semblables? J'ai entendu parler maintes fois de l'égoïsme et de l'ingratitude des hommes. Je n'ai jamais éprouvé ni l'un ni l'autre de ces cruels fléaux. » A la bonne heure! Voilà de l'optimisme.

Eh bien! il y a quelque chose de plus fabuleux qu'un livre tout composé d'aphorismes de ce genre très sérieusement exprimés; c'est son succès. Il a eu en Angleterre *soixante-dix-sept* éditions. Qu'est-ce à dire? qu'il répondait au sentiment unanime de la race pour laquelle il a été écrit; car les hommes aiment qu'on ne leur dise que ce qu'ils pensent. Cette race est optimiste, profondément, radicalement; et c'est donc à elle qu'il faut demander le secret du bonheur, ou de la croyance au bonheur, c'est-à-dire du bonheur, bien entendu; car l'homme heureux, c'est celui qui croit l'être. Le bonheur c'est le *cheerfulness*, et certes il n'y a jamais eu depuis Démocrite une manifestation plus nette de *cheerfulness* radicale que le *credo* optimiste de sir John Lubbock.

Or M. Demolins l'a fait remarquer très judicieusement, voyez un peu en quoi, évidemment, consiste le bonheur pour sir J. Lubbock : « Parmi les peines de la vie, je ne compte pas, naturellement, la nécessité de travailler. » — « Naturellement. » Cela lui paraît aller de soi, n'avoir pas besoin d'un commencement même de démonstration; et pour mon compte, je lui donne parfaitement raison.

Mais voyez, à l'autre bout de l'Europe, Tolstoï qui nous dit, avec âpreté et même une sorte de colère : « Le travail n'est pas un élément de bonheur; car je ne compte pas comme élément de bonheur, mais au contraire, ce qui rend méchant. »

Voilà des conceptions de la vie un peu différentes; et sir J. Lubbock doit avoir devant la sentence de Tolstoï une stupéfaction d'ahurissement qui n'a d'égal que l'accablement de stupeur de Tolstoï devant la prétérition de Lubbock.

Ce n'est pas que je sois fanatique de la méthode de conciliation; mais je serais assez porté à ne donner complètement raison ni à l'un ni à l'autre. J'ai écrit ailleurs que ce n'est pas une erreur complète que de dire qu'avec l'action on tue l'ennui, qui est le plus grand ennemi de l'homme, mais que cependant ce n'est pas tout à fait une vérité. L'ennui est plus fort que cela, et ne se laisse pas tuer si facilement. Il se glisse parfaitement dans la vie la plus active et fait sentir sa présence douloureuse au milieu même du travail le plus intense. Ce serait vraiment trop com-

mode d'en avoir raison à si bon marché et le fait est qu'il n'en est rien, ou du moins qu'il en est peu de chose. La *préoccupation* sait fort bien se mêler à l'*occupation*, et si le travail chasse le souci, le souci empoisonne très bien le travail et ils sont à deux de jeu.

C'est pour cela que vous quittez souvent votre travail, quand vous vous ennuyez, en sachant que vous allez vous ennuyer davantage. Vous vous dites : « Oh! si c'est comme ça; j'aime mieux m'ennuyer en ne faisant rien. Tout au moins, c'est moins complexe. » Le raisonnement n'est pas très bon; mais on le fait; et qu'on le fasse, c'est la marque que l'ennui se glisse très bien dans l'action, et non pas seulement dans les interstices de l'action mais comme dans ses œuvres vives.

Et, parbleu! voici la preuve. Si l'ennui se glisse dans les plaisirs, *surgit amari aliquid...*, c'est qu'il se glisse dans l'action; car les plaisirs humains sont des travaux, quelquefois rudes, que s'imposent, pour fuir l'ennui, les hommes qui n'ont rien à faire. Disraeli disait : « La vie serait supportable, n'étaient les plaisirs. » Qu'est-ce que la vie du mondain? Une vie effroyablement occupée à des choses inutiles. Les plaisirs peuvent se définir des travaux inutiles, libres et incoordonnés. Il n'y a entre eux et les travaux proprement dits pas d'autres différences que ces trois-là.

On voit donc que si les plaisirs n'ont jamais réussi à exterminer l'ennui, le travail n'y peut pas réussir davantage. Ce n'est donc pas l'action qui est le vrai remède à la tristesse; et ce n'est pas l'amour de l'action qui est le vrai contraire de la tristesse.

La vraie source de la tristesse c'est la haine de la vie; et le vrai remède de la tristesse, ou plutôt ce qui l'exclut, c'est l'amour de la vie, *de la vie tout entière*, et non pas seulement de la vie active. L'homme heureux est celui qui aime la vie et dans son labeur et dans son repos et dans ses batailles et dans ses trêves et dans la lutte et dans la victoire et dans les difficultés à vaincre et dans les difficultés vaincues. Le véritable pessimiste, au vrai, n'aime rien de tout cela. Il n'aime ni l'action ni l'inaction, et ne s'accommode pas plus de l'une que de l'autre, et s'il passe de l'une à l'autre, généralement, d'une allure si capricieuse, c'est qu'il n'est pas plus satisfait de celle-ci que de celle-là.

J'ajoute que ce qui exclut la tristesse, décidément, c'est l'amour de la vie tout entière et *telle qu'elle est*, et maintenant ma formule est complète. Le propre de l'homme né pour être heureux, contrairement à l'opinion commune, c'est de ne pas espérer. On croit communément que l'espérance est un grand bien, à ce point qu'on a appelé *désespoir* l'état le plus malheureux où un homme puisse être. C'est une erreur. A la vérité l'état d'un homme qui n'espère plus après avoir espéré toute sa vie est très triste; mais si n'espérer *plus* est un malheur, le vrai bonheur est de n'espérer *pas*. Il faudrait créer un mot et dire que si le *désespoir* est un malheur, l'*inespérance* est un bien inestimable. L'espérance est toujours une souffrance puisqu'elle est le signe d'un manque; elle n'est, en son fond, que se plaindre qu'il nous manque quelque chose que nous aimons fort. Le vrai bonheur est précisément de ne sentir le besoin de rien de plus. En d'autres termes, comme je l'ai dit souvent, la vie est heureuse à la simple condition qu'on en ait éliminé la recherche du bonheur.

Aimer la vie, l'aimer tout entière, l'aimer telle qu'elle est : voilà le secret.

Je n'ai pas besoin de dire que ce que je viens d'analyser, c'est l'optimisme de sir John Lubbock et le bon *pantagruélisme* de notre cher Rabelais. La « tristesse du siècle » vient de ce qu'on ne lit plus Rabelais... Hélas! non, elle vient de ce qu'on n'est plus capable de le lire. Le *pantagruélisme*, c'est précisément un système d'*inespérance* appliqué à toutes les choses auxquelles s'applique communément l'espoir.

Remarquez, en effet, ce qui n'est pas difficile, que l'espérance s'applique à tout ce qui ne dépend pas de nous et ne s'applique pas à autre chose. On ne dit pas : « J'espère que je deviendrai laborieux; j'espère que je deviendrai bon; j'espère que je deviendrai sage », parce qu'on croit que ces choses dépendent de nous et que nous n'avons qu'à vouloir pour être tout cela. Mais on dit : « J'espère être en bonne santé; j'espère être riche; j'espère arriver aux honneurs, etc. »

Or le pantagruélisme, en son essence, est « le mépris des fortuits ».

Ce qui est fortuit, ce qui dépend du sort, en bon pantagruélisme, doit être tenu pour n'existant pas, et non seulement pour nul et non avenu, mais pour nul et non à venir. Il n'y a qu'une chose à en faire, c'est de n'y songer jamais. Détruire radicalement l'espérance, c'est donc l'essence même du pantagruélisme, et accepter la vie et l'aimer tout entière et telle qu'elle est, c'en est la définition même.

Doctrine vénérable et d'une haute moralité, s'il vous plaît; car qui est fortuit? Tout au monde, excepté notre volonté, excepté notre âme. Fortuite la santé, fortuite la richesse, fortuits les succès, fortuits les honneurs. Tout cela est loterie. Le bon pantagruéliste ne prend jamais de billet. Fortuite toute chose, excepté notre être intérieur. Et donc, en définitive, le pantagruélisme, c'est ne tenir compte de rien, excepté de notre conscience.

Eh bien, notre siècle n'a pas été pantagruéliste pour une obole. Voilà son tort. Il faudrait revenir à

Rabelais sous la forme, si vous voulez, de Lubbock à quoi du reste je ne tiens pas, car Rabelais est plus gai; mais il n'importe.

Mais, avec tout cela, me dira M. Fiérens-Gevaert, qui est un esprit religieux et qui a quelques très belles pages de sentiment religieux, ou, si je puis dire, de sensation religieuse, que faites-vous des religions, dont il me semble que l'affaiblissement a été pour beaucoup dans la « tristesse contemporaine »? Les religions sont *à base pessimiste*, du moins les religions modernes, les seules, sans doute, dont nous nous occupions. Elles sont le remède de la tristesse, en commençant par la reconnaître et par l'estimer légitime. Elles croient la vie mauvaise et la donnent comme une épreuve, et, par suite, veulent qu'on espère et font de l'espérance une vertu et un devoir. On en couperait comme la racine à dire et à croire que la vie est bonne et qu'il faut l'accepter tout entière et telle qu'elle est.

Rien de plus vrai; mais je ne fais ici que la psychologie de l'homme heureux et en même temps de son contraire. Je dis que l'homme heureux a pour fond de complexion l'amour de la vie tout entière et l'inespérance, et que l'homme triste a pour fond constitutionnel la défiance de la vie, mêlée d'un espoir toujours renaissant et de ce que Joubert appelait « l'insupportable recherche du bonheur »; et voilà tout ce que je veux dire.

Mais encore, l'homme né pour le bonheur, l'optimiste, le pantagruéliste, si l'on veut, est-il incapable de sentiment religieux et sa nature y répugne-t-elle? — Point du tout. Pour de tels hommes, la religion, c'est le fonds de réserve. Ils trouvent la vie bonne, le monde bon, l'humanité charmante et absolument étrangère, comme vous avez vu, à l'égoïsme et à l'ingratitude. Mais ils aiment la religion comme suprême ressource, précisément, de leur optimisme, ressource dont ils sentent bien, malgré tout, qu'ils peuvent, à un moment donné, avoir besoin.

Quand le système, qui fait leur force, quand leur conception générale de la vie, qui fait leur belle santé morale, se trouve en défaut, ils savent se dire : « Et, *après tout*, lorsque cette vie, si acceptable, devient un peu dure, songeons qu'elle n'est qu'un exercice de notre vertu, et qu'il y a mieux »; de sorte que le sentiment religieux, à l'ordinaire, ne contrarie pas leur optimisme; et, à un moment donné, juste au bon moment, le complète.

Je suis assez porté à croire qu'ils n'y ont pas très souvent recours, qu'il ne se présente pas très fréquemment à leur esprit d'une façon nette. Les vrais esprits religieux seront toujours des hommes meurtris par le monde et qui s'y trouvent exilés, et Dieu sait si les optimistes se trouvent exilés dans le monde; mais encore la religion est pour eux la consolation et le réconfort des jours et des heures exceptionnels.

Après tout, est-ce si mauvais? Une philosophie pratique très saine, qui suffit pour l'ordinaire et le tous-les-jours, qui est prête à se déclarer insuffisante aux jours de grand orage et de rudes épreuves, et qui laisse ainsi à la religion une certaine majesté imposante de consolatrice exceptionnelle, souveraine, suprême; c'est d'assez bon sens et cela ne constitue pas une tête mal faite.

Toujours est-il que le siècle qui va finir, au moins dans notre Occident latin, n'aura guère pratiqué cette philosophie-là et aura plutôt donné beaucoup d'exemples de tristesse et d'inhabileté à la vie. Par tout ce qui précède on voit assez que ce ne sont pas les systèmes philosophiques qui en sont cause, mais que c'est cette tristesse même qui a engendré les systèmes philosophiques, lesquels en sont les signes. La tristesse étant une certaine hostilité à la vie, la tristesse n'est qu'une lassitude.

Toutefois, prenons garde de ne pas nous laisser trop aller à la tristesse que donne le spectacle de la tristesse. Il faut songer, et j'aurais voulu une conclusion dans ce sens de M. Fiérens-Gevaert; il faut songer que la « tristesse contemporaine » est l'état d'âme d'un nombre infinitésimal de personnes, à considérer l'ensemble d'une nation. « Misères de grands seigneurs », de grands seigneurs de la fortune, ou de grands seigneurs de la pensée. Je ne vois dans la masse de l'humanité ni désespérance si marquée, ni excès d'espérance, mal non moindre, comme je l'ai indiqué, si marquée non plus. La masse de l'humanité aime la vie, la trouve acceptable, et espère un peu, sans espérer jusqu'à souffrir d'espérer toujours. Elle me semble encore dans la normale.

Au fond, je l'ai pensé bien souvent, les classes supérieures à un certain point de vue sont un déchet de l'humanité. Elles ont des maladies intellectuelles et morales qui sont la rançon de leur supériorité même, et elles en pâtissent et elles en meurent. Et elles sont remplacées par d'autres et il n'y a pas là un si grand malheur. Tant que la tristesse n'aura pas gagné le fond même de notre race, il n'y a pas même un demi-mal. Si nous sommes malades, « le plus court est de mourir », comme disait La Bruyère à Irène; et que ceux qui montent nous remplacent, et « par-dessus *nos* tombeaux en avant »!

En attendant, bien entendu, soyons malades le moins possible. Il y a une hygiène; et le livre de M. Fiérens, malgré sa mélancolie, est encore une bonne consultation à cet égard.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

Nouveautés : *La Dame de chez Maxim*, vaudeville en trois actes, de M. Georges Feydeau. — Comédie-Parisienne : *Mirages*, pièce en trois actes de MM. L. Cressonnois et C. Raymond; *Franchise*, un acte de M. André Picard. — Le Rôle de l'Opéra-Comique.

Il se peut qu'il y ait des « invraisemblances » dans la *Dame de chez Maxim*. Mais ce qu'il y a de plus « invraisemblable », c'est le rire qui nous a secoués tout le long des trois actes. Raconter la pièce, ce serait tenter de démêler le plus embrouillé des écheveaux ; et ce serait surtout trahir l'auteur. Ces choses ne se racontent pas. On en rit convulsivement pendant trois heures... C'est pourquoi le vaudeville de M. Georges Feydeau va se jouer jusqu'à l'an prochain. Et je ne vois pas ce qui l'empêcherait de « faire » l'Exposition.

Le nouveau spectacle de la Comédie-Parisienne est très supérieur au précédent. *Mirages* est une pièce inégale, mais assez curieuse; un drame noir, terriblement noir, qui se termine par un suicide collectif, comme la pièce récente de M. Descaves et comme *Aux Courses* de M. Veyrin. Et, dans cette pièce lugubre, il n'y a à louer que les parties comiques. Le second acte est amusant presque d'un bout à l'autre, et amusant par la justesse de l'observation. Le reste, pour tout dire, m'a paru quelque peu incohérent.

L'acte de M. André Picard a été vivement applaudi. Il s'agit d'un homme qui, ayant trompé son ami, et bourrelé de remords, ne peut arriver à confesser sa faute : le trompé, se refusant d'abord à croire ce qu'on lui raconte, puis montrant un tel désespoir que l'autre est forcé de lui affirmer qu'il voulait rire. Cette donnée, originale a été joliment traitée par M. A. Picard; sa pièce offre un mélange savoureux de rosserie un peu voulue et de sincérité spirituelle.

*
* *

Je voudrais vous parler un peu de l'Opéra-Comique et du rôle qu'il peut jouer dans l'orientation de la musique française. La question est importante, et j'avais promis de l'étudier ici. Je commence aujourd'hui, quitte à compléter ces remarques lorsque les premières nous laisseront un peu de loisir.

Du nouveau théâtre, on a tout dit, et c'est à peine la moitié de ce qu'il mérite. Laissant de côté la lourdeur des bâtisses et la laideur disparate des décorations, il faut signaler cependant le manque de profondeur et de dégagements de la scène, et tout ce que la salle, assez gaie d'ailleurs, a de cruellement inconfortable. Il est scandaleux qu'un théâtre, inauguré hier, ne contienne aucun de ces perfectionnements dont les théâtres étrangers sont abondamment pourvus depuis dix ans; il est incroyable que ce théâtre rende presque impossible la représentation d'ouvrages à figuration un peu nombreuse. Il n'y a pas de termes assez forts pour caractériser une pareille conception. Et l'organisation seule de l'orchestre révèle l'intelligence qui y a présidé. L'orchestre de Bayreuth, — puisque c'est Bayreuth qu'on a prétendu imiter, — n'est pas seulement souterrain, il est surtout invisible; la voûte qui le recouvre est construite de telle sorte que, de toutes les parties de la salle, le regard du spectateur aille directement à la scène, le chef d'orchestre et une partie de ses musiciens étant parfaitement vus par les chanteurs. Wagner obtenait ainsi ce qu'il recherchait surtout, une plus grande illusion dramatique, puisqu'il supprimait tout « intermédiaire » entre le public et les acteurs du drame; de plus, l'orchestre, recouvert, enveloppait les voix de sonorités plus fondues, en même temps qu'une intimité plus étroite, si l'on peut dire, s'établissait entre les chanteurs et les instrumentistes, doubles interprètes de l'œuvre, abstraits en quelque sorte de la salle de spectacle. L'ingénieux M. Bernier a trouvé ceci : il a placé l'orchestre dans un trou; les spectateurs peuvent le voir (ils voient au moins le chef), mais il est caché aux chanteurs et séparé d'eux par une distance assez longue pour qu'aucune cohésion ne puisse exister entre les deux groupes d'interprètes!... Et quand on pense que cette combinaison stupéfiante a passé par tous les bureaux que vous savez, que d'innombrables directeurs et sous-directeurs l'ont approuvée, on se sent pris d'une de ces hilarités que l'architecture contemporaine a le privilège d'inspirer.

Mais le mal est fait. Souhaitons qu'un grand magasin s'installe prochainement rue Favart, et qu'on daigne alors nous construire un théâtre qui soit un théâtre. En attendant cet heureux jour, prenons l'Opéra-Comique comme il est, et tâchons de démêler quel peut être son rôle.

Nous n'avons pas de Théâtre-Lyrique; l'Opéra, empêtré dans son cahier des charges, est si lourd à mettre en mouvement qu'au point de vue de la production musicale, il est à peu près négligeable. L'Opéra-Comique reste donc seul. De l'orientation qui lui sera donnée dépend l'avenir de notre école musicale. Et son initiative peut se manifester sous deux formes différentes : 1° par les œuvres nouvelles; 2° par le répertoire. Ce sont ces deux formes, d'importance inégale, que je voudrais étudier ici.

Pour les œuvres nouvelles, l'essentiel est de les exécuter sans « tripatouillages ». Ils sont moins faciles en musique qu'en littérature, mais pas impos-

sibles, malheureusement ; le menaçant « sens du théâtre » est une excuse bien tentante pour des remaniements ou des coupures. Je voudrais que le directeur s'abstînt même de conseils. Son rôle en semblerait amoindri d'abord. Il s'augmenterait, au contraire, de toute l'importance qu'auraient des exécutions consciencieuses et intégrales. L'Opéra-Comique doit être affublé d'un « cahier des charges »; et tout porte à croire qu'il est aussi niais que les précédents. Il faut tâcher de s'en accommoder : l'exécuter dans ce qu'il a de possible, et, par rapport au nombre d'œuvres nouvelles, le dépasser si l'on peut. Quant aux prescriptions relatives à la mise en scène, je souhaiterais qu'on n'en tînt aucun compte. Par exemple, l'interdiction de se servir des anciens décors et costumes est simplement absurde. J'entends bien qu'on la tourne assez généralement; mais les directeurs de théâtre sont timides d'ordinaire, et cette défense leur est une excuse pour ne pas risquer certains ouvrages qui, ainsi, coûteraient trop cher à monter. Les décors et les costumes sont nécessaires ; qu'on fasse le nécessaire, le nécessaire seulement. Cette interdiction se comprenait jadis. Il y a cinquante ans, la production était beaucoup moindre, et les ouvrages joués ailleurs venaient recevoir ici leur consécration. Il fallait donc les représenter avec une perfection et un luxe sans pareils. Aujourd'hui la situation est changée ; l'art s'est démocratisé, comme le reste; et dix scènes en Europe offrent autant de ressources, sinon plus, que nos deux pauvres scènes musicales; enfin la production musicale a quintuplé. Il s'agit donc, avant tout, de jouer beaucoup d'ouvrages. Il importe moins de les encadrer d'un luxe excessif. — Ce n'est pas tout. Il y a un demi-siècle, notre école était en possession d'une forme dramatico-musicale très arrêtée et très nette, sur l'excellence de laquelle tout le monde était d'accord. Le choix était donc relativement facile. Aujourd'hui, il n'en est pas de même. Nous ne sommes pas remis encore de la secousse que nous a imprimée le wagnérisme. Notre école hésite entre l'imitation de Wagner et la brutalité rapide de la nouvelle école italienne. Jamais génération ne contint plus de talents ni plus de promesses. Mais il lui faut prendre conscience de soi, ce qui ne se peut faire que par la représentation sur le théâtre... Donc, des œuvres nouvelles, le plus possible ; des exécutions consciencieuses et intégrales. Et négligeons le reste. Un directeur qui remplirait ce programme n'aurait pas à craindre les foudres administratives. Tous les artistes et tout le public seraient avec lui.

Et, bien entendu, que ces ouvrages soient chois avec le plus complet éclectisme. A ce point de vue, le programme de la direction est excellent. Qu'on aille de M. d'Indy à M. Paladilhe, de M. Bruneau à... eh bien, oui, jusqu'à M. Salvayre. Nous aurons peut-être, comme on dit, de fichus quarts d'heure ? Après tout, ce ne seront pas les premiers.

Et qu'importe, d'ailleurs ! Et puis, les choses mauvaises ne sont pas toujours désagréables; elles nous apportent de nouveaux prétextes d'aimer ce que nous aimions déjà, et cela seul est un plaisir : un plaisir double, puisque à la joie d'admirer se joint celle d'« avoir eu raison »! Le rêve serait de tout jouer. Mais il est irréalisable. Que, ou qui, faudrait-il donc écarter ?... Je saurais bien que répondre, si j'écoutais mes préférences ; mais je demande précisément au directeur d'écarter les siennes. Ce qu'on pourrait écarter, c'est les musiciens qui, déjà représentés avec toutes les garanties de succès, sont tombés sous l'indifférence du public, parce qu'ils se bornaient à recommencer ce qu'on avait fait avant eux (et mieux !); ceux qui, en somme, n'apportent rien de *nouveau* (sur ce mot, je m'expliquerai tout à l'heure). Au contraire, je voudrais qu'on produisît, et le plus tôt possible, ceux qu'une cause étrangère à la musique a fait « tomber » : par exemple, MM. Chapuis et Erlanger; et aussi ceux qui n'ont pas été heureux, mais dont l'échec n'a en rien diminué l'estime qu'on leur garde : par exemple MM. d'Indy et Bruneau. Ceux-là, qu'on les monte rapidement, plus rapidement que luxueusement, et qu'on joue leurs ouvrages tels, exactement tels qu'ils ont été conçus.

La question la plus importante peut-être pour l'avenir de notre école musicale est celle du « poème ». Ce que doit être ce poème, légendaire, historique ou naturaliste, ce n'est pas le moment d'en discuter. Mais il est nécessaire de dire un mot des conditions dans lesquelles un musicien reçoit un livret. Elles sont parfaitement extravagantes. La plupart du temps, pour ne pas dire toujours, un directeur reçoit un poème : il se peut, du reste, que ce soit pour des raisons purement littéraires. Ce poème reçu, on l'offre au premier musicien dont c'est le tour d'être joué. S'il le refuse, on passe au second, puis au troisième, et ainsi de suite. Je sais des livrets qui, depuis dix ans, volettent de piano en piano, de domicile en domicile. Qu'un livret cascade ainsi, le mal n'est pas bien grand, pour ce qu'ils valent d'ordinaire. Malheureusement, il finit par échouer chez un débutant qui se trouve « enfermé dans ce dilemme » : ou être joué avec un poème médiocre mais déjà reçu ; ou attendre un quart de siècle qu'un autre lui soit offert, qui ne sera peut-être pas meilleur. Il accepte, et met tout son talent dans une œuvre condamnée d'avance, dans une œuvre, du moins, qu'il ne « sent » pas. Il échoue, et c'en est fait peut-être d'une carrière glorieuse, ou, plus modestement, profitable à l'école contemporaine. — Le musicien présente-t-il un ouvrage « tout fait » ? Le directeur

peut, réservant la question musicale, ne pas vouloir du poème. Dès lors, tout est à recommencer! Le pauvre Guiraud avait écrit, il y a vingt-cinq ans, un grand ouvrage, *le Feu;* je ne sais de qui était le poème : il n'eut pas l'heur de plaire; des années se passèrent, et Guiraud finit par accepter la *Frédégonde* que vous savez, et qui avait été successivement refusée par un nombre imposant de musiciens, y compris le Maître qui eut la bonne confraternité d'achever l'ouvrage pour l'Opéra. M. Saint-Saëns dut faire quelques réflexions mélancoliques en retrouvant le Mérowig et le Prétextat devant lesquels il avait jadis reculé d'horreur!... Notez que Guiraud avait commencé le *Feu* en pleine maturité, après les débuts pleins de promesses de *Piccolino* et de *Gretna-Green;* un succès l'eût peut-être arraché à son habituel *farniente;* et c'était, sinon des chefs-d'œuvre, du moins des ouvrages dignes d'estime ou même d'admiration.

De plus, la question du poème se complique, aujourd'hui, de l'éternelle question wagnérienne.

Je ne voudrais blesser personne. Mais je ne crois pas dépasser les limites de la critique courtoise en disant que les librettistes ne se recrutent pas parmi les premiers de nos auteurs dramatiques. Pour le métier, ingrat et lucratif, auquel ils se résignent, la « conviction » ne serait qu'une gêne : ils s'en sont débarrassés d'abord. Jusque vers 1880, ils ont écrit stoïquement des livrets historiques genre Scribe. Le vent a tourné : ils ont tourné avec lui. Et ils se sont crus wagnériens parce qu'ils mettaient en scène des héros scandinaves ou parce qu'ils germanisaient les noms des héros francs. Ils se sont jetés dans la « Légende » comme une corneille qui abat des noix. Et ils en ont rapporté seulement des appellations plus barbares, — et des poèmes tout pareils. Ils ont prêté à leurs Hilpéric ou à leurs Hatto les sentiments, les discours et les nombreuses aventures de Raoul de Nangis ou de Robert de Normandie. Et ils n'ont pas compris le fond de la doctrine wagnérienne, indifférente en principe à la Légende, et qui ne l'emploie que comme un des moyens d'arriver à l'essence même du drame musical, c'est-à-dire à l'élément purement psychologique.

D'autre part, les musiciens ont été, — et cela est naturel, — touchés surtout par la technique wagnérienne, par la magnifique structure musicale de ces drames incomparables. Ils ont tâché à l'imiter, à s'en approprier l'unité et les développements symphoniques. Et, — étant donné le travail parallèle des librettistes, — ils sont arrivés à ce résultat paradoxal de mettre de la musique de « drame musical » sur des livrets d'opéra. Parfois, la musique faisait craquer le poème, et c'était une disproportion choquante entre les deux éléments du drame. Parfois, la musique se réduisait à la taille du poème; et alors, le système du *leit-motiv* par exemple, appliqué à des personnages accessoires ou sans consistance, prenait des allures de parodie... Vous rappelez-vous ce mot de la Portière d'Henry Monnier? Elle s'efforce de pousser son chat par le vasistas de la loge : le vasistas est trop étroit, le chat ne passe pas; la Portière insiste, avec ces paroles ingénues : « Veux-tu passer, *entêté?...* » Révérence parler, ce mot résume l'histoire de nos tentatives musicales depuis une quinzaine d'années. On s'épuise à faire entrer de la musique de drame wagnérien dans des cadres qui ne sont pas faits pour elle, et l'on s'étonne que « ça ne marche pas ». Car il est louable de rechercher l'unité musicale dans un ouvrage de théâtre. Mais encore faut-il que cette unité musicale trouve une unité dramatique où s'adapter. Mettez *Champignol* en musique; même avec le *leit-motiv* des « cheveux coupés », j'aurai quelques doutes sur l'unité de l'ouvrage.

C'est de ce malentendu que vient surtout, croyez-le, l'échec relatif des ouvrages contemporains. Et vous voyez que le poème en est principalement responsable. Les errements pratiqués à son sujet étaient extraordinaires, même avec l'ancien système, celui de l'opéra. Avec le système musical actuel, ils sont incroyables, et insupportables.

Je veux qu'ils ne soient pas appliqués avec une rigueur constante, et qu'il y ait des exceptions à cette règle absurde. Ce n'est point assez; il faudrait que les exceptions fussent la règle : que jamais, — je dis jamais! — un musicien ne travaillât que sur un poème choisi par lui. Et, si l'on se méfie du discernement littéraire des musiciens, qu'on se rassure. Les livrets préférés par eux ne pourront pas être plus mauvais que ceux qu'on leur impose. Que le poème soit germano-cévenol pour d'Indy, Montmartrois pour M. Charpentier, symbolico-naturaliste pour M. Bruneau, qu'il soit ce que le musicien voudra. Il reste au directeur (car il faut bien enfin qu'il lui reste quelque chose!) le droit de refuser l'ouvrage. Au moins l'auteur aura-t-il donné sa mesure. Et pour nous, public, c'est tout ce que nous pouvons demander...

Il me reste à parler du répertoire. Et déjà, je m'aperçois qu'avec les vertus que je réclame du directeur idéal, il y aurait de quoi faire un saint très présentable. Bah! que M. Carré en ait seulement la moitié, et nous le canoniserons avec joie!

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

M. Georges Feydeau est évidemment un auteur plus gai qu'Auguste Comte et que M. Gabriel Tarde. Il n'empêche que le deuxième acte de la *Dame de chez Maxim* est la mise en scène d'une idée favorite de ces deux sociologues.

Dans une de ses lettres à Stuart Mill, Auguste Comte signale avec joie l'empire absolu que les idées et les mœurs parisiennes exercent sur tout le territoire français. Cette situation simplifie beaucoup les choses pour le philosophe, qui peut se borner à convertir Paris, moins encore, le Tout-Paris, sachant qu'il gagnera du même coup et par surcroît la France entière. Perspective bien séduisante pour un esprit aussi épris de systématisation et d'unité que l'était le fondateur du positivisme.

M. Tarde considère que Paris a succédé à l'aristocratie d'ancien régime, dans l'un de ses offices et privilèges essentiels, qui est le gouvernement général de l'opinion. Paris, a-t-on dit, envoie à la province ses modes et ses révolutions toutes faites...

C'est cette grande loi de notre société française contemporaine qui permet au docteur Petypon de faire passer la Môme-Crevette pour sa légitime épouse aux yeux ébahis des habitants de Granpon-en-Touraine. Faut-il que le prestige de Paris soit immense, pour que des bourgeois tourangeaux acceptent, sans un instant d'hésitation, l'argot charivarique et les pas de quadrille naturaliste de cette aimable échappée de restaurants de nuit, comme le dernier mot du bel air parisien!

Il est certain que, si la décentralisation était le moins du monde commencée, le vaudeville de Georges Feydeau ne serait pas possible. Nos vieilles provinces sont-elles capables de revenir de si loin?

On se prend à en douter lorsqu'on entend Mlle Cassive s'écrier : « Eh! allez donc! C'est pas mon père! » Il y a là un élément de discussion qu'il serait puéril de négliger à l'avenir, et sans tenir la question pour tranchée, on doit au moins avertir les membres de la Commission parlementaire de décentralisation qu'ils feront bien d'aller passer une soirée aux Nouveautés avant de rédiger un projet de loi.

La direction du théâtre se fera certes un plaisir de leur offrir des billets de faveur, dès que le succès de la pièce commencera de se ralentir, c'est-à-dire dans deux ou trois ans. Ce léger délai n'a rien pour effrayer une commission parlementaire. Personne n'a jamais pensé, d'ailleurs, que le problème de la décentralisation pût être résolu dans un avenir plus prochain.

*
* *

En attendant, les commissaires pourront aller rendre visite à Mme Sarah Bernhardt. Elle joue des pièces d'une portée sociale évidemment bien inférieure à celle de cette *Dame de chez Maxim*, qui vient de prouver d'une façon si éclatante que le théâtre d'idées n'est pas le monopole d'Ibsen et peut réussir ailleurs qu'à Christiania. Sarah ne joue que du Sardou, — ce qui, du reste, n'assure pas non plus de chances bien sérieuses aux amateurs de billets donnés. Mais s'ils n'ont rien à prendre pour leur enquête dans la *Tosca*, nos législateurs pourront recueillir, dans une conversation privée, de la bouche de la grande tragédienne, le récit d'une expérience significative.

Mme Sarah Bernhardt possède, on le sait, une villa à Belle-Isle-en-Mer. Le génie a toujours aimé, surtout depuis Victor Hugo, le voisinage de l'Océan. Mais les insulaires n'avaient-ils pas imaginé d'installer dans leur île un tramway électrique?

Les tramways électriques n'ont été chantés par aucun esprit supérieur, ni dans les temps modernes, ni, encore moins, dans l'antiquité. Mme Sarah Bernhardt a fait assavoir aux naturels de Belle-Isle que ce tramway était attentatoire à ses principes en matière de villégiature et elle les a mis en demeure d'y renoncer, faute de quoi elle irait villégiaturer ailleurs. Et Belle-Isle a sacrifié son tramway, pour ne pas perdre Sarah Bernhardt.

Supposez que Sarah n'ait jamais paru que sur les théâtres de Nantes, de Vannes ou de La Rochelle. Elle aurait été, n'est-ce pas, reçue fraîchement! Toujours la centralisation!

*
* *

Il est à prévoir qu'aucune ville de France n'aura de bœuf gras, cette année, attendu qu'il vient d'être décidé que Paris n'en aurait pas.

Regrettez-vous beaucoup le bœuf gras?

Son utilité, suivant les théoriciens les plus autorisés, était de deux sortes. Le bœuf gras avait, premièrement, un rôle politique, en ce sens qu'il mettait les populations en belle humeur et les inclinait à un état de bienveillance générale, éminemment rassurante pour les gouvernements. On a été jusqu'à supposer que le bœuf gras appartenait à la haute police. On a fait la même hypothèse sur Troppmann. Eh! que nous ayons besoin de distractions, ce n'est guère niable. Mais le bœuf gras est-il vraiment si distrayant que cela? Les âmes étaient singulièrement simples, à l'époque de la corruption impériale, si vraiment le bœuf gras était aussi avantageux qu'on l'affirme pour la sécurité de la dynastie Bonaparte.

Le cortège du bœuf gras présente en second lieu, paraît-il, un intérêt philosophique et moral. On sait que le majestueux animal, aussitôt après sa prome-

nade triomphale dans Paris, est livré au couteau du boucher.

Cette triste fin nous enseigne que l'abattoir est près du Capitole. Mais, s'il n'est jamais hors de propos de méditer sur la fragilité des grandeurs humaines, c'est, à vrai dire, un sujet que nous connaissons à fond, sur lequel nous n'avons rien de nouveau à apprendre, et qui d'autre part risque aujourd'hui de donner lieu à des allusions peu agréables aux gens en place. Telle est peut-être la raison qui a exclu, de nos jours, le bœuf gras des attributions du ministère de l'Intérieur. Politiquement parlant, ce bœuf aurait maintenant une figure d'opposition.

***

Il faut se méfier constamment de la malignité publique, à une époque qui ne respecte plus rien. Tantôt naïve, et tantôt consciemment perverse, l'impiété est universelle. Une misérable cuisinière, pour quelques mois de gages en retard, traîne Mlle Couesdon devant les tribunaux, fait mettre l'archange Gabriel sous les scellés, et aucune indignation ne s'élève contre ce sacrilège !

Le Conseil municipal vote la création d'un funiculaire qui reliera Paris au sommet de la Butte Montmartre, et personne ne proteste contre cette profanation de la patrie de Rodolphe Salis et d'Aristide Bruant. Sarah Bernhardt, n'ayant aucune villa sur la Butte, ne dit rien. Depuis que le Mont-Blanc, la Jungfrau et le Vésuve ont des ascenseurs à tous les étages, la Butte Montmartre était à peu près la seule montagne européenne dont l'ascension fût un peu émouvante; et le Club alpin ne dit rien !

Bossuet n'a pas encore sa statue, tandis que M. Émile Jamais a la sienne. On décide, après deux siècles, de statufier Bossuet. Les fonds manquent, naturellement. Comment s'en procurer ? On organise une soirée théâtrale et mondaine, au bénéfice de Bossuet, sous la direction de Mlle Reichenberg, et M. Brunetière ne s'évanouit pas. Mlle Reichenberg est une artiste éminente, et l'idée de cette fête est très louable. Mais tout de même, le rapprochement est étrange. Mlle Reichenberg disant des monologues à la gloire de Bossuet, c'est aussi inattendu que le serait une quête dans Notre-Dame de Paris pour le monument d'Henri Meilhac. Au moins, ils n'ont pas de rancune, ces comédiens, car hormis Nicole et M. Octave Mirbeau, Bossuet est bien l'homme qui a eu pour eux le plus profond mépris. Peut-être aussi ne l'ont-ils pas lu.

***

Parmi tous ces disparates, on a plaisir à rencontrer un événement parfaitement harmonieux et digne d'approbation. Tel est le caractère de la promotion de M. Gailhard, directeur de l'Opéra, au grade d'officier de la Légion d'honneur.

Le poste de directeur de l'Opéra est incontestablement, surtout sous une République, un des plus importants dans l'État et confère à celui qui l'occupe convenablement un droit certain aux distinctions honorifiques les plus élevées.

Le directeur de l'Opéra a sous ses ordres environ douze cents personnes. Il a la charge des destinées de la musique et de la chorégraphie nationales. Il est l'un des principaux régulateurs des élégances et du bon ton. C'est lui, en effet, qui détient les clefs de ce paradis de Mahomet que sont les coulisses de l'Opéra. La liste des élus est peut-être le document le plus précieux qui soit pour l'histoire de la société parisienne. Le pouvoir de composer cette liste est véritablement régalien et assure à celui qui sait s'en servir une influence presque exorbitante. Le directeur de l'Opéra, sorte de successeur démocratique de l'intendant des Menus-Plaisirs et du grand maréchal de la Cour, doit être à la fois un artiste, un diplomate, un docteur ès sciences sociales, un administrateur, un homme du monde et un homme de gouvernement.

Si vous croyez que ce sont là des qualités qui courent les rues !...

PAUL SOUDAY.

LE PROBLÈME PHILIPPIN

Les États-Unis ne faisaient pas de conquête : l'idée seule de conquête leur paraissait incompatible avec la constitution de leur république, idée arriérée, barbare, contraire au droit des gens et à l'humanité, mais de plus contraire à la nature même de leur gouvernement.

Cette grande république fédérale, composée d'États riches ou pauvres, grands ou petits, mais tous moralement égaux, autonomes et souverains dans leur union commune, ne concevait pas qu'elle pût jamais soumettre par les armes un État étranger et le dépouiller de sa souveraineté propre. Ainsi les citoyens libres d'un pays de suffrage universel, tous légalement et politiquement égaux, n'imagineraient pas de s'annexer un certain nombre de sujets, de les introduire dans leur corps social, avec un statut qui leur serait propre, un caractère, des mœurs, des lois qui leurs seraient particulières; ou, si ces citoyens d'un pays libre tentaient cette expérience hardie, certainement leur constitution serait changée du coup.

Comment l'archipel des Philippines pourrait-il être une annexion des États-Unis? Quelle serait la condi-

tion de cet archipel, de ces milliers d'îles, dont on ne sait pas même bien le nombre, et des peuples si différents qui y ont été jetés par les révolutions du globe et par les migrations anciennes? Cet archipel formerait-il un nouvel État libre qui trouverait sa place dans l'Union américaine, en dépit de tous les obstacles ethnographiques et géographiques? Il est situé dans un autre hémisphère, il fait partie de l'Asie, il ne possède aucun des traits de caractère qui pourraient le rendre capable de figurer dans l'Union américaine. On devrait changer même le nom des États-Unis d'Amérique, et les appeler les États-Unis d'Amérique et d'Asie!

Nous voulons bien des États-Unis d'Amérique et d'Asie et d'Europe et de tout notre univers humain!... On peut caresser ce rêve grandiose, mais sa réalisation paraît être aussi éloignée dans l'avenir que nous paraissent éloignées dans le passé les transformations géologiques de notre globe; et l'on n'aperçoit vraiment aucun moyen pratique d'introduire aujourd'hui dans l'Union fédérale nord-américaine ces terres océaniques qui sont penchées d'une part sur l'Asie et de l'autre sur l'Australie.

On ne conçoit pas non plus comment ces Tagals, ces Bissayas, ces Malais prendraient rang, comme peuple autonome et État libre, dans une union d'États libres d'Amérique; au moins faudrait-il leur demander leur consentement; car la première condition pour figurer dans une fédération libre, c'est d'y apporter sa libre volonté. Le paradoxe serait trop extraordinaire de commencer par dépouiller un peuple de la possession de lui-même et de ses libertés naturelles les plus nécessaires, pour l'élever à la situation éminente d'État souverain parmi d'autres souverains. Que si l'on demandait d'abord aux Tagals leur avis, ils répondraient, par leurs représentants les plus éclairés, qu'ils n'éprouvent aucun désir de faire partie des États-Unis d'Amérique; qu'ils sont parfaitement capables de se gouverner eux-mêmes, et qu'ils pourraient bien plutôt former les États-Unis du Pacifique, avec Bornéo, Java, les Célèbes et la Nouvelle-Guinée!

Ainsi, on n'aperçoit aucun moyen de faire une place aux Philippines dans l'Union des États qui ont aujourd'hui M. Mac-Kinley pour président; mais on n'en aperçoit pas davantage un quelconque, par lequel on ferait de cet archipel une colonie à la façon européenne des États-Unis d'Amérique. Notre manière de coloniser, qui est la conquête pure et simple, par le droit de plus fort, soumet les peuples conquis à une administration et à des lois où ils n'ont eux-mêmes aucune part, leur prenant leurs terres, leur ôtant toute liberté économique; cette méthode espagnole, portugaise, hollandaise, anglaise et française n'était jamais entrée dans l'esprit de Washington, de Munroë et des Yankees quels qu'ils fussent, jusqu'à notre époque; puisque toute leur glorieuse histoire et la création même de leur république n'ont été qu'une protestation contre ce système auquel ils se sont arrachés, avec notre secours généreux, et puisque aujourd'hui même ils se sont portés au secours des Cubains afin de les arracher à la colonisation espagnole!

Si les Philippines ne peuvent pas être un État de l'Union et si elles ne peuvent pas être non plus une colonie à l'européenne des États-Unis d'Amérique, quel sort le gouvernement de Washington entend-il faire à cet archipel? Le problème est certainement l'un des plus difficiles qui aient jamais été posés à des législateurs de peuples; problème économique, politique, constitutionnel, géographique, naval et militaire, problème qui en contient dix autres, dont chacun peut tenir en échec le génie du plus fier vainqueur. On comprend que les États-Unis soient embarrassés, on le serait à moins. Un Napoléon et un César y perdraient eux-mêmes leur latin. Les États-Unis ont été pêcher dans les mers jaunes une perle qui pourrait bien éclater dans leurs mains. Ces terres océaniques sont pleines de volcans qui se cachent à des profondeurs inconnues et qui surgissent à la surface les uns après les autres, quand leur heure a sonné. Les États-Unis, pour s'adjoindre cet empire capricieux, sont obligés de modifier toute l'idée séculaire qu'ils se sont faite de leur propre destinée et de leur propre constitution. Il leur faut une flotte de guerre et des légions permanentes qu'ils enverront à Manille et à Ilo-Ilo, s'ils sont capables d'ailleurs de s'en emparer.

Aussi n'est-on pas étonné de l'opposition que le projet d'occuper les Philippines rencontre au Congrès américain et la commission que M. Mac-Kinley envoie dans ces lointains parages pour étudier le problème sur place aura à étudier des choses toutes nouvelles que Washington ne connaît pas. Tout d'un coup, à l'improviste, les États-Unis ont soulevé ce problème; ils ont été eux-mêmes le chercher dans un autre hémisphère, ou bien ils y ont été conduits, sans s'y être attendus, par une de ces surprises dont l'histoire fourmille; mais quand on commence la guerre et qu'on se jette dans ces grandes collisions armées, on ne sait jamais jusqu'où l'on ira; le vainqueur lui-même se livre au hasard, au déchaînement des circonstances qu'il n'avait pas prévues; et c'est ainsi que les États-Unis voulant aller à deux pas de chez eux, sur l'Atlantique, pour aider les Cubains, se sont vus portés en Asie, dans un autre monde, et ont été mis face à face avec une question extraordinairement ardue et inédite qu'il leur faut maintenant résoudre n'importe comment et coûte que coûte, car ils ne peuvent pas s'en aller comme ils sont venus,

Manille les tient et ils sont obligés de faire un sort aux Philippines qui leur étaient absolument étrangères.

On assure que les populations de cet archipel ne seront pas capables de se gouverner par leurs lois et par leurs chefs, avant bien longtemps. C'est une opinion répandue parmi les maîtres du monde au sujet de tous les peuples opprimés auxquels on n'a pas permis de faire l'essai de la liberté, et, comme on apprend à se gouverner tant bien que mal, à la longue, après beaucoup d'échecs, ceux qui n'ont pas encore eu le droit d'essayer se trouvent, en effet, fort inexpérimentés.

Mais ils ont combattu pendant des siècles avec un courage indomptable contre les envahisseurs, et la perpétuité de leur résistance prouve peut-être qu'ils sauraient être libres s'ils n'étaient malheureusement les plus faibles. C'est déjà un premier point pour eux de rendre précaire et tourmentée la domination qu'on leur fait subir, et cette anarchie qu'ils entretiennent malgré les répressions sanglantes est la démonstration qu'ils ne sont pas nés pour une éternelle servitude.

Ce que l'on dit aujourd'hui des Philippins, on l'a dit des Cubains, on l'a dit aussi des Crétois, et les négociants de Londres et de Liverpool ne l'ont-ils pas dit de leurs congénères américains, tant que les États-Unis n'eurent pas pris le bon parti de conquérir par la violence le droit de montrer qu'ils seraient tout aussi instruits que la Métropole dans l'art de se gouverner eux-mêmes et comme il leur plaît? Essayez voir si les Tagals ne sont pas capables de se passer de vous et de remplir leur fonction propre et originale dans la constitution politique de cet Univers; et s'ils ne se gouvernent pas d'abord comme vous l'entendez et à votre façon, ils pourront répondre qu'il ne s'agit pas pour eux de se gouverner à votre façon, mais à la leur. Peut-être bien ne mettront-ils pas plus de différence entre le gouvernement de Manille et celui de Washington, que vous n'en avez mis, vous, entre le gouvernement de Washington et celui de Londres. En tout cas vous ne pouvez rien affirmer tant que vous n'avez pas essayé.

L'assemblée révolutionnaire de Malolos, qui s'est tenue, il y a quelques semaines, ne paraît pas déjà avoir été si maladroite et la qualification de révolutionnaire, après tout, est encore un de ces injustes sophismes par lesquels les conquérants se proposent de disqualifier ceux qui défendent leurs droits et leurs propriétés. Depuis trois cents ans les Philippins n'ont cessé de combattre, sous la conduite de leurs héros et de leurs martyrs, les Apolinario de la Cruz, les José Rizal, et combien d'autres dont les exploits et les prouesses nous sont inconnus, mais vivent dans la mémoire de leurs concitoyens! Et s'il est vrai que, malgré tant d'atroces répressions, le gouvernement des Espagnols est devenu impossible, pourquoi y substituer aujourd'hui un autre gouvernement étranger qui n'a pas même à faire valoir les arguments plus ou moins spécieux de la domination castillane?

A l'heure où nous sommes, l'amiral Dewey et les généraux américains sont profondément embarrassés : ils se portent des îles Visayas à l'île de Luçon et *vice versa*, errant dans ces détroits et dans ces baies, à la recherche d'une solution qui leur échappe. Ils attendent des renforts, dont ils ne sauront d'ailleurs quel usage faire, puisqu'ils ont terminé leur guerre avec les Espagnols et qu'ils ne sont pas en guerre avec les Philippins; ils attendent aussi cette commission de législateurs et de politiciens yankees que M. Mac-Kinley leur envoie; mais la commission ne leur apportera point de lumières, puisqu'elle vient au contraire en chercher elle-même auprès d'eux.

Une minorité imposante du Sénat américain est toute disposée à faire ajourner à une autre session du Congrès la ratification du traité de paix avec Madrid, plutôt que de comprendre dans ce traité une annexion des Philippines, qui leur paraît impraticable en fait comme en droit. A la session prochaine, la question ne sera pas plus claire : les Américains seront toujours dans cette situation où il leur est aussi difficile de rester que de partir.

Nous trouvons dans *the North American Review* un article du sénateur G.-G. West, qui, entre autres arguments contre l'annexion des Philippines, fait valoir que les Américains n'en pourront tirer aucun profit ni avantage commercial. Les États-Unis seront obligés, en effet, de supprimer les produits du jeu, les monopoles et loteries et les revenus de l'opium : toute cette politique économique ne saurait leur convenir. Or les statistiques de 1894 à 1895 évaluent les recettes à 13 579 900 dollars et les dépenses à 13 280 130. Si on retranche du budget les sources de revenus dont nous parlions, l'équilibre du budget des Philippines est détruit, en sorte que les États-Unis sont obligés de choisir entre la ruine financière de leur nouvelle conquête ou l'adoption de mœurs et d'habitudes qui jurent avec leur constitution.

Dans la politique de guerres et de conquêtes, les Philippines sont un problème insoluble, un objet de dispute pour l'Europe, l'Asie et l'Amérique.

Dans une politique de paix et de liberté, les Philippines et les autres archipels, îles et détroits de l'univers sont les traits d'union des peuples, les routes et les stations du commerce.

HECTOR DEPASSE.

BULLETIN

Pour la France!

L'*Alliance française* vient d'entrer dans la seizième année de son existence. Depuis sa fondation, elle n'a cessé de grandir et de s'étendre. Aidez-nous à la faire progresser encore.

Notre génération a connu les humiliations de l'année terrible et elle s'était juré de travailler de toutes ses forces au relèvement de la patrie : elle a tenu parole; l'*Alliance française* est l'une des filles de ce serment.

Jamais depuis 1870 et 1871 l'union de tous les Français, de toutes les femmes françaises, dans un sentiment de piété commune envers la France, ne fut plus nécessaire ni plus urgente; jamais l'utilité de notre association ne fut plus manifeste.

Le culte de la langue française, symbole de l'unité nationale, est peut-être le seul qui puisse rallier sans réserve toutes les adhésions, toutes les sympathies. Français de toute classe et de tout parti, de toute opinion et de toute croyance, vous pouvez accepter et serrer avec confiance nos mains tendues vers vous. Depuis quatorze ans, nous avons fait, par nos actes conformes à nos paroles, la preuve de notre loyale impartialité. Venez dans nos conférences, venez dans nos comités, afin d'y oublier ce qui vous divise les uns les autres; venez travailler à notre œuvre. S'il n'est pas au pouvoir de l'*Alliance française* de proclamer la paix, puisse-t-elle au moins ouvrir chez elle un asile à la Trêve de Dieu!

Voyez quelle est l'immensité de notre tâche!

Le jeune empire colonial, conquis en moins de vingt années par l'héroïsme des explorateurs, des marins, des soldats de la République française, est désormais fixé dans ses lignes générales, et il comprend des territoires plusieurs fois grands comme la métropole, où la langue française est à peine parlée, à peine connue. Le gouvernement ne suffit pas à l'y propager; il fait appel à notre concours. Comment le lui refuser? Comment nous désintéresser d'une entreprise dont l'enjeu est l'avenir de la race française dans le monde? Puisque la population de la vieille France, en effet, s'accroît si lentement qu'elle est distancée de plusieurs millions, chaque année, par l'expansion de ses voisins et de ses rivaux, un seul espoir lui reste de faire un jour équilibre aux agglomérations anglo-saxonne, germanique ou slave, c'est de rapprocher d'elle et de sa civilisation les indigènes de ses colonies, c'est de conquérir leur cœur en éclairant leur intelligence, c'est d'en faire des auxiliaires de sa puissance menacée, en leur enseignant d'abord la langue nationale.

Dans la lutte économique de plus en plus âpre qui met aux prises les grandes nations productrices, voici que les marchés qui, depuis des siècles, paraissaient acquis à l'influence française, menacent de lui échapper. Dans le Levant même, où la France eut toujours une situation privilégiée, où elle possédait intact, naguère encore, le protectorat des catholiques de toute nationalité, où ses produits régnaient presque en maîtres depuis le XVIe siècle, ses rivaux lui font une concurrence chaque jour plus redoutable. Elle n'a guère qu'un moyen de se défendre, c'est d'adopter notre programme, c'est de multiplier les écoles françaises dans les pays d'outre-mer encore ouverts à son exportation, c'est d'y encourager les missionnaires des divers cultes ou les maîtres laïques français, c'est d'y secourir, d'y protéger, d'y susciter au besoin l'enseignement de la langue française, ce puissant véhicule du commerce national.

Et pourquoi ne réussirions-nous pas à reprendre le premier rang là où d'autres ont pu nous supplanter? Sommes-nous moins riches qu'eux, moins actifs ou moins intelligents? Ce n'est pas vraisemblable. Il ne nous manque peut-être, pour remporter la victoire, que de la méthode, de la suite et un peu de confiance en nous-mêmes.

L'*Alliance française* a entrepris et poursuit résolument une œuvre de très longue haleine. Elle espère que son exemple contribuera à discipliner, à enhardir tous les courages. Le coq gaulois chante toujours clair, et, tant qu'il y aura un soleil pour éveiller l'aube, pourquoi donc cesserait-il de chanter?

Dans les pays de civilisation européenne, notre tâche est différente; elle n'est ni moins haute ni moins grande. Les ennemis de la France, habiles à profiter de ses malheurs, à triompher bruyamment de ses passagères défaillances, vont répétant que sa langue et sa littérature ne comptent plus sur la planète. Et le peuple français, trop crédule, toujours prompt au découragement (comme il l'était déjà au temps de César), croit sur parole les gazettes étrangères. Nous savons à quoi nous en tenir, à l'*Alliance française*, sur la réalité de ces mauvaises nouvelles ; mais nous savons aussi que notre vigilance ne doit pas s'endormir, que l'anglais, que l'allemand, que le russe se répandent de toutes parts; que d'autres littératures se réveillent d'un grand sommeil; que d'autres encore, toutes neuves, toutes fraîches, ont pris leur essor. Aussi faut-il entretenir et stimuler le zèle de nos comités d'Europe et d'Amérique, encourager sans relâche les cercles français, les bibliothèques françaises qui s'adressent à nous, multiplier les croisades de nos conférenciers, assurer le succès toujours grandissant de nos *Cours de vacances*.

Non, non, le règne n'est pas fini de Pascal et de Molière, de Lamartine et de Victor Hugo. Et pour peu que nos écrivains d'aujourd'hui nous aident, qu'ils puisent leurs inspirations aux sources pures, et que du sein des écoles nouvelles, où brillent tant de talents divers, jaillisse quelque génie, notre rôle (modeste assurément) sera facile, et le « doux parler de France », planant au-dessus du chaos des égoïsmes déchaînés, continuera à charmer les délicats, à consoler les misérables, à donner une âme aux plus nobles pensées du genre humain.

Aidez-nous! Associez-vous aux vastes desseins de l'*Alliance française*. Ne vous relâchez point dans votre propagande. Prêchez d'exemple autour de vous. Ayez la foi! Essaimez, jusque dans les plus petits centres, des comités actifs et vivants. Prenez des écoles sous votre patronage direct, comme l'ont déjà fait plus de quarante de nos Comités de France et d'Algérie. Organisez, comme Nancy,

des cours de vacances. Préparez-vous enfin, avec nous, à faire bonne figure devant l'étranger, quand s'ouvrira l'Exposition Universelle de cette fin de siècle qui peut, si tous les Français de bonne volonté le veulent fermement, inaugurer pour notre cher pays une ère nouvelle de sagesse et de concorde, de fécondité et de grandeur.

Pour le Conseil d'Administration,

Le Secrétaire général fondateur,

P. Foncin.

Petite chronique des lettres.

M. Henry Bérenger a commencé cette semaine au Collège libre des sciences sociales le cours qu'il y professera cette année sur « le rôle politique et social de l'homme de lettres dans la civilisation française ».

Le cours se développera en neuf leçons. M. Henry Bérenger, après avoir défini à grands traits le caractère et la mission de l'homme de lettres dans ses rapports avec le caractère et la mission de la France, montrera sous quelles influences, du moyen âge à nos jours, la situation de l'écrivain français s'est transformée, et comment cette évolution, née du mouvement général de l'histoire, entraîna à son tour et consomma de façon décisive l'émancipation de l'esprit public ; enfin M. Bérenger nous rappellera quel fut, après la Révolution, le rôle parlementaire et national des grands écrivains français; comment survint, vers 1850, ce « divorce de la pensée et de l'action », qui a fait pendant quarante ans d'une partie de notre littérature quelque chose d'étranger, d'inaccessible, de presque hostile à l'âme des foules... Et il nous tracera, je l'espère, pour finir, le programme de la réconciliation nécessaire. Car elle l'est. On recommence à penser chez nous que les chefs-d'œuvre sont un peu faits pour tout le monde; qu'un livre a pour objet premier d'être compris, d'enseigner quelque chose, et de servir à quelqu'un.

Voilà bien des choses à nous démontrer en neuf leçons. Mais M. Bérenger a fait ses preuves; et il y arrivera.

La *Société des Conférences* a inauguré la troisième année de ses causeries sur « la littérature et l'art d'aujourd'hui ».

Les deux premières ont été faites par MM. Ferdinand Brunetière et René Doumic.

Mardi prochain, à deux heures et demie, M. Édouard Rod parlera de *la Littérature personnelle.*

Notre distingué confrère, M. Jean Thorel, vient d'être chargé de la critique dramatique au *XIXe Siècle* et au *Rappel.*

Le *Mercure de France* publie une réédition des *Premiers poèmes* de M. Henri de Régnier.

Annoncé pour mardi prochain : le premier volume des *Minutes parisiennes.* Il y en aura douze, et l'idée en est ingénieuse.

Elle consiste à présenter en livrets illustrés douze aspects de Paris, observé à chacune des douze heures de la journée.

Ainsi, M. Georges Montorgueil a regardé la rue à *midi;* et de cette vision il a rapporté des pages amusantes sur « le déjeuner des petites ouvrières ». Ce sera le sujet du premier volume de la série.

Les suivants nous décriront le Jardin public, à l'heure où l'on y flâne, le café au moment de « l'apéritif », la rue du Croissant, vue à l'instant où les journaux du soir s'y distribuent; puis ce seront l'école communale, le magasin, le marché, observés dans l'instant précis de la journée où se manifeste avec le plus d'intensité et de la façon la plus caractéristique la vie de ces milieux divers.

Au nombre des collaborateurs, je rencontre MM. J.-K. Huysmans, Gustave Geffroy, Henry Fèvre, Ajalbert, Octave Mirbeau, J.-H. Rosny, Georges Lecomte, etc.

Le second volume de la série: *Une heure : A la Bourse,* est signé de M. Gabriel Mourey, et contiendra des dessins de Huard. Il paraîtra le 15 février.

Ouvriers et paysans: titre d'un petit volume que prépare M. le vicomte Georges d'Avenel, et qui sera une sorte de résumé littéraire de la volumineuse et un peu sévère publication consacrée par le savant écrivain à l'Histoire de la propriété française. Un nouveau tome en a tout récemment paru. C'est principalement de ces derniers chapitres que M. G. d'Avenel extraira la matière du livre annoncé.

Le Comité d'admission de la Librairie, pour 1900, est arrivé à peu près au terme de ses travaux.

Toutes nos grandes maisons d'édition seront représentées à l'Exposition. Aucune nouvelle demande d'admission ne pourra plus être accueillie au delà du 1er février prochain.

Ces jours-ci :

De M. Jacques Rocafort, *l'Éducation morale au lycée;*

De la comtesse Anna Potocka, *Voyage d'Italie* (1826-1827), publié par M. Casimir Stryienski;

De M. Paul Perret, un roman, *Thérèse Vaubecourt;* et un autre roman, de M. Jacques des Gachons, où l'auteur nous contera l'aventure très morale d'un cœur de femme que Paris avait un peu trop secoué, et que la campagne a rétabli. Titre : *N'y touchez pas...*

De Mme J. Marni, *Celles qu'on ignore.* C'est la suite de ces dialogues parisiens, d'observation si personnelle, que l'auteur a publiés en divers journaux, et qui, réunis en volumes, donnent bien l'impression d'être parmi les meilleurs, et les plus *justes,* que le genre ait produits.

Un peu hardis, quelquefois ; c'est entendu.

Émile Berr.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37121. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 5. 4e SÉRIE. — TOME XI 4 FÉVRIER 1899.

LES OMBRES

Nouvelle.

Valodia Lovlev, pâle et chétif garçonnet d'une douzaine d'années, venait de rentrer du collège; il attendait le dîner. Debout dans le salon, près du piano, il feuilletait le dernier numéro de la *Niva* (1), apporté le matin même par le facteur.

Une mince brochure, intercalée entre deux feuillets, s'échappa de ses mains et glissa à terre; l'enfant la ramassa. C'était un simple prospectus sur papier gris, l'annonce d'un journal illustré. Le directeur du nouveau journal énumérait complaisamment ses futurs collaborateurs, — une cinquantaine de noms connus, — exposait le plan de l'entreprise, célébrant à la fois le mérite de l'ensemble et celui des diverses rubriques — très diverses vraiment; il donnait enfin quelques spécimens des illustrations.

Distraitement, Valodia feuilleta le prospectus, ne s'attachant qu'aux minuscules dessins qui s'y trouvaient reproduits. Un front trop large dominait son pâle visage; ses grands yeux avaient un regard de fatigue.

Tout à coup, ses grands yeux parurent s'agrandir encore : il était tombé sur une page qui, visiblement, l'intéressait. Du haut en bas de cette page dont le texte vantait l'une des rubriques du journal, dans la marge, une série de six petits dessins représentaient deux mains diversement jointes et dont les ombres, projetées sur un mur blanc, figuraient en noir d'étranges silhouettes : une tête de femme sous un grand chapeau bicorne, une tête d'âne, une tête de bœuf, un écureuil assis, deux autres motifs encore.

Valodia s'absorba, souriant, dans la contemplation de ces dessins. Ce jeu depuis longtemps lui était connu : lui-même il savait, en croisant les doigts d'une seule main, faire apparaître sur la muraille une tête de lièvre. Mais il y avait ici quelque chose de plus, quelque chose qu'il n'avait jamais vu encore : des figures plus compliquées, des figures pour les deux mains.

Valodia aurait bien voulu s'essayer à reproduire ces ombres; mais, à la lumière diffuse de cette fin de jour d'automne, tout essai devait être inutile.

Il fallait prendre le prospectus et l'emporter; aussi bien à quoi pouvait-il servir?

A ce moment, Valodia entendit des pas dans la chambre voisine, et il reconnut la voix de sa mère. Il rougit sans savoir pourquoi; puis, fourrant vivement le prospectus dans sa poche, il quitta le piano pour aller à la rencontre de sa mère qui, souriante, s'avançait vers lui. Leur ressemblance était frappante : c'étaient les mêmes grands yeux, le même joli visage pâle.

Comme d'habitude elle demanda :

— Rien de nouveau au collège, aujourd'hui?

— Rien de nouveau, répondit Valodia d'un ton de mauvaise humeur.

Mais tout de suite il sentit la maussaderie de sa réponse, et il en eut honte. Il souriait doucement, s'efforçant de se rappeler ce qui s'était passé au collège; et cet effort accrut son dépit.

— Prouginine a encore fait des siennes, commença-t-il. Prouginine était un maître que les élèves détestaient pour sa brutalité. Tu sais, Léontiev? Il

(1) Revue hebdomadaire illustrée. (*Trad.*)

récitait sa leçon; il s'est embrouillé. Alors Prouginine lui a crié : « Allons, en voilà assez; asseyez-vous, stupide crétin! »

— Et toutes ces gentillesses ne tombent pas dans des oreilles de sourds, dit Mme Lovlev en souriant.

— C'est un butor que ce Prouginine!

Valodia se tut un instant; il poussa un long soupir et ajouta d'une voix dolente :

— Et puis ils se dépêchent tant, toujours!

— Qui ça, ils? demanda la mère.

— Les maîtres, donc! C'est à qui expédiera son programme le plus vite, pour repasser ensuite et préparer les examens. Si on leur demande une explication, ils vous traitent de carotteur qui veut faire traîner la classe exprès pour qu'il n'y ait pas d'interrogations.

— Mais vous pouvez leur poser des questions après la classe?

— Après la classe! Mais c'est encore pis! Ils sont bien trop pressés de rentrer chez eux ou d'aller faire leur cours au collège des filles. Et c'est tout le temps comme cela : à dix heures, géométrie; à onze heures, grec.

— On n'a pas le temps de s'ennuyer!

— Ah! non, pas plus qu'un écureuil en cage. Mais tu sais, maman, ce n'est pas drôle à la fin.

Mme Lovlev eut un léger sourire.

Après le dîner, Valodia s'en alla dans sa chambre, faire ses devoirs. Cette chambre est complètement à l'écart des autres, comme un vrai cabinet d'étude. Mme Lovlev veut que Valodia s'y trouve bien : rien n'y manque de ce qui constitue une garniture de bureau complète. Personne ne dérange Valodia quand il travaille; sa mère elle-même n'entre pas à ces heures-là. Plus tard seulement, s'il le faut, elle vient l'aider.

Valodia était appliqué; c'était ce qu'on appelle un enfant intelligent. Mais, ce soir-là, il ne faisait rien qui vaille. Obstinément les plus désagréables souvenirs lui repassaient par la tête. Il croyait entendre encore les plaisanteries des maîtres, blessantes ou brutales, dites sans malice peut-être, mais dont l'impression ne pouvait s'effacer de son âme d'enfant.

Justement les dernières classes avaient été assez mauvaises; mécontents du travail des élèves, les maîtres avaient déclaré que « cela ne pouvait pas marcher comme ça ». Et il semblait que leur méchante humeur se communiquât à Valodia; des pages de ses livres, des feuillets de ses cahiers, un souffle d'irritation sourde montait en lui.

Hâtivement il passait d'un devoir à l'autre, ne se fixant à aucun. Et cette précipitation désordonnée, absurde, inutile, et dont il devait prendre son parti, s'il ne voulait, à son tour, être traité de « stupide crétin », l'exaspérait. Il bâillait d'ennui, d'impatience, ne tenant pas en place, s'agitant nerveusement sur sa chaise.

Il savait pourtant que les devoirs devaient être faits, les leçons apprises, que c'était chose importante, que de cette chose-là son avenir dépendait; et, consciencieusement, il reprenait la tâche ingrate.

D'un brusque mouvement il déposa sa plume : il avait fait une petite tache d'encre sur son cahier. L'ayant examinée avec attention, il décida qu'il pourrait la gratter avec son canif. Il fut tout heureux de la distraction.

Il n'y avait pas de canif sur la table. Machinalement Valodia mit la main à sa poche. Comme tous les gamins de son âge, il avait là un vrai magasin où s'assemblaient les objets les plus invraisemblables; en même temps que son canif, il retira un cahier de papier qu'il ne reconnut pas tout d'abord. Mais, avant même de l'avoir regardé, il se rappela la brochure des ombres, et cette découverte le remplit de joie.

Oui, c'était bien cela : c'était bien la petite brochure grise que, tout occupé de ses devoirs, il avait oubliée.

Lestement il sauta de sa chaise, disposa la lampe près du mur, jeta un coup d'œil inquiet sur la porte fermée — personne n'entrerait, au moins? — puis, après avoir ouvert la brochure à la page connue, il s'ingénia, croisant les doigts de ses deux mains, à reproduire le premier dessin. L'ombre se profila, mais indistincte, informe; il s'y prenait mal sans doute. Valodia déplaça la lampe, l'avançant d'abord puis la reculant; patiemment, à plusieurs reprises, il modifia l'arrangement de ses doigts; enfin, après de multiples essais, il vit apparaître sur le mur blanc la tête de femme au grand chapeau bicorne.

Valodia était enchanté. Il inclinait les mains, remuait légèrement les doigts; et la petite tête saluait, souriait, faisait d'amusantes grimaces.

Il passa à la seconde figure, puis à la troisième. Aucune ne réussissait du premier coup; mais toutes finirent, tant bien que mal, par lui donner le résultat cherché.

Une demi-heure s'écoula de la sorte. Valodia avait tout oublié, devoirs, collège, le monde entier...

Tout à coup, des pas bien connus se firent entendre derrière la porte. Valodia rougit, fourra la brochure dans sa poche, remit précipitamment la lampe à sa place, non sans avoir failli la renverser, et se coucha sur ses cahiers. Sa mère entra.

— Allons prendre le thé, mon petit Valodia, dit-elle.

Valodia fit mine d'ouvrir son canif pour gratter la tache d'encre. Mme Lovlev lui posa tendrement les

mains sur la tête ; alors Valodia jeta son canif et, tout rougissant encore, il se serra contre sa mère. Évidemment, elle n'avait rien remarqué. Valodia en fut bien aise ; il avait honte pourtant, il se sentait pris en faute.

Sur la table ronde, au milieu de la salle à manger, le samovar chante sa douce chanson familière. Sur la nappe blanche, sur les tentures sombres, la suspension répand comme une somnolence vague.

Pensive, Mme Lovlev incline sur la table son joli visage pâle. Valodia tient ses coudes sur la nappe et remue sa cuiller dans son verre. De petits filaments visqueux courent dans le thé; d'imperceptibles bulles d'air montent à la surface. La petite cuiller d'argent tinte faiblement...

Mme Lovlev se verse une tasse de thé; l'eau bouillante jaillit avec un bruit très doux...

Sur la soucoupe, sur la nappe, l'ombre de la petite cuiller, à peine distincte dans le thé, se projette nettement. Volodia l'examine avec attention : elle ne se confond pas avec les autres ombres produites par les petits filaments visqueux et les imperceptibles bulles d'air; elle lui rappelle quelque chose, semble-t-il; quoi? il ne saurait le dire lui-même. Il la penche, la fait tourner, la fait glisser entre ses doigts ; l'ombre ne se précise en aucun objet connu.

— Et pourtant, pense-t-il, ce n'est pas avec les doigts seulement qu'on peut faire des ombres. On peut en faire avec tout; il n'y a qu'à trouver la manière.

Et, dans son obstination, il suit sur les murs les ombres du samovar, des chaises, de la tête de sa mère, sur la table celles des tasses, des verres, des soucoupes, anxieux de trouver à ces ombres quelque ressemblance avec des objets connus. Sa mère lui parle ; il l'écoute à peine.

— Et Alexis Sitnikov ? demande-t-elle ; comment travaille-t-il maintenant?

Valodia, à ce moment, considérait l'ombre du petit pot à lait. Il tressaillit.

— Un chat, s'écria-t-il.

— Mais tu dors tout à fait, Valodia, reprit sa mère étonnée. Quel chat ?

Valodia rougit.

— Je ne sais à quoi je pensais, fit-il. Pardonne-moi, petite mère, j'avais mal entendu.

Le lendemain soir, un peu avant l'heure du thé, Valodia se remit aux ombres. Il eut beau faire, étendre et disposer ses doigts en cent façons, il ne put réaliser celle qu'il cherchait.

Il était si absorbé qu'il n'entendit pas les pas de sa mère. Le grincement de la porte qui s'ouvrait le fit sursauter ; il glissa la brochure dans sa poche et se détourna du mur d'un air gêné. Mais sa mère avait vu le mouvement de ses mains ; une inquiétude traversa ses grands yeux.

— Que faisais-tu, Valodia ? Qu'as-tu caché ?

— Rien, rien du tout, bredouilla l'enfant, tout rouge et se dandinant gauchement sur ses jambes.

Mme Lovlev s'imagina que Valodia voulait fumer et qu'il cachait une cigarette.

— Valodia, lui dit-elle d'une voix effrayée, montre-moi tout de suite ce que tu as caché.

— Mais, maman, je t'assure...

— Vas-tu m'obliger à te fouiller ?

Valodia rougit plus fort et sortit la brochure de sa poche.

— Tiens ! dit-il, en la tendant à sa mère.

— Qu'est-ce que c'est que cela ?

— Eh bien, expliqua Valodia, ce sont de petits dessins, vois-tu ? et ici des ombres. J'essayais de les faire sur le mur, mais rien ne venait.

— Mais pourquoi te cachais-tu ? dit Mme Lovlev rassurée. Voyons un peu ces ombres, montre-les-moi.

Valodia n'osa pas désobéir

— Celle-ci, c'est la tête d'un monsieur chauve; celle-ci, une tête de lièvre.

— Et voilà comment tu fais tes devoirs ! dit Mme Lovlev.

— Oh ! maman, ça m'a pris si peu de temps.

— Oui, oui, si peu de temps, je connais cela. Alors pourquoi rougis-tu, mon chéri ? Allons, calme-toi ; je sais que tu es un bon garçon et que tu feras tes devoirs tout de même.

Mme Lovlev passa ses doigts dans les cheveux courts de son fils. Tout rouge encore de confusion, Valodia se jeta en riant dans ses bras...

Elle sortit; et longtemps Valodia demeura immobile, très penaud. On l'avait surpris à une occupation dont il se serait moqué tout le premier, si quelque camarade se fût trouvé à sa place.

Il se considérait lui-même comme un petit garçon sérieux, intelligent, et ce jeu, après tout, était bon tout au plus pour amuser des filles.

Il relégua la brochure aux ombres tout au fond du tiroir de sa table de travail; et, de toute une semaine, il n'y jeta pas même les yeux. C'est à peine si le souvenir des ombres surgit à son esprit.

Une ou deux fois, peut-être, le soir, comme il passait d'un devoir à un autre, il lui arriva de sourire en se rappelant la tête de la femme au chapeau bicorne; une autre fois encore, il ouvrit le tiroir pour en tirer la brochure; mais sur l'heure il se rappela comme il avait été surpris par sa mère, et, rougissant de honte, il se remit au travail.

Valodia et sa mère habitaient, tout au bout d'un chef-lieu de gouvernement, une petite maison qui

leur appartenait. Il y avait neuf ans déjà que Mme Lovlev était veuve. Bien qu'elle eût maintenant trente-cinq ans passés, elle s'était conservée jeune et jolie encore. Valodia l'aimait tendrement. Elle ne vivait que pour son fils, avait appris pour lui le grec et le latin, partageait ses joies comme ses peines. Nature douce et affectueuse, elle jetait sur le monde le regard un peu craintif de ses grands yeux brillants; son beau visage était très pâle.

Ils n'avaient qu'une unique servante, Prascovie, veuve d'un ouvrier de la ville, très forte, un vrai gendarme, l'air revêche ; elle n'avait que quarante-cinq ans ; mais elle était maussade et silencieuse comme une centenaire.

Quand Valodia considérait son austère visage, immobile comme s'il eût été de pierre, il aurait bien voulu savoir où allaient ses pensées alors que, par les longs soirs d'hiver, assise dans sa cuisine, elle tricotait, agitant, d'un même mouvement de ses doigts osseux, les froides aiguilles d'acier, laissant échapper de ses lèvres sèches des paroles que nulle oreille ne percevait... Était-ce à son mari qu'elle pensait, à son mari l'ivrogne, ou à ses enfants morts en bas âge, ou à l'abandon de sa vieillesse solitaire?...

Qu'il était triste ce visage de pierre, et sévère, désespérément!...

C'est un long soir d'automne. Dehors, pluie et vent.

La lampe brûle, indifférente, ennuyée.

Accoudé sur sa table, le corps penché vers la gauche, Valodia considère le mur blanc de la chambre, le store blanc de la fenêtre.

Il ne distingue même pas les fleurs pâles des tentures... Tout est blanc...

C'est à peine si l'abat-jour blanc intercepte les rayons de la lampe, laissant toute la partie supérieure de la chambre dans une sorte de demi-lumière.

Valodia élève en l'air sa main droite. Sur le mur, au-dessus de la ligne marquée par l'abat-jour, une forme très longue apparaît, à peine dessinée, indistincte...

Ombre d'ange qui s'envole dans les cieux loin de ce monde de perversité, loin de ce monde d'affliction; ombre transparente aux larges ailes ouvertes, à la tête tristement inclinée sur la poitrine...

Cet ange n'emporte-t-il pas, dans ses mains délicates, on ne sait quel mystérieux trésor dont le monde n'a pas voulu ?...

Valodia respire avec peine. Paresseusement sa main retombe. Il détourne sur ses livres ses yeux pleins d'ennui.

C'est un long soir d'automne... Dans la chambre tout est blanc... Dehors la pluie tombe, le vent pleure...

Pour la seconde fois, Mme Lovlev a surpris Valodia à faire des ombres. Cette fois-là, c'était la tête de bœuf, très réussie vraiment : l'animal tendait le cou, semblait mugir.

Mme Lovlev prit fort mal la chose.

— C'est comme cela que tu travailles ! lui dit-elle d'un ton de reproche.

— Oh ! maman, je ne faisais que commencer, répondit timidement Valodia.

— Si au moins tu attendais d'être en récréation, continua Mme Lovlev. Voyons, tu n'es plus un enfant. N'as-tu pas honte de perdre ton temps à de pareilles niaiseries?

— Petite mère, je ne le ferai plus.

— Et tu t'abîmes les yeux.

— Je ne le ferai plus, je t'assure.

Valodia n'eût pas demandé mieux que de tenir sa promesse ; mais comment résister à la tentation ? Ces ombres, il les aimait ; et parfois, quand il peinait à quelque devoir ennuyeux, un désir lui venait, irrésistible, de reprendre le jeu défendu.

Certains soirs il s'y oubliait des heures entières, négligeant devoirs et leçons ; il lui fallait ensuite, pour regagner le temps perdu, prendre sur son sommeil.

Il était parvenu à inventer des figures nouvelles. Ces figures, elles vivaient sur la muraille ; et parfois il lui semblait qu'elles lui parlaient.

Valodia avait toujours été un enfant rêveur.

C'est la nuit. Dans la chambre, l'obscurité est profonde. Valodia est couché, mais il ne dort pas. Étendu sur le dos, il regarde au plafond.

Un homme passe dans la rue avec une lanterne. Voilà son ombre sur le plafond, au milieu des taches de lumière rouge projetées par la lanterne. La lanterne tremble aux mains du passant ; l'ombre se balance, inégale, vacillante.

Valodia a peur; une angoisse l'étreint. Brusquement, il tire sa couverture sur sa tête, et, tremblant, il se couche sur le côté droit; il songe...

Il a chaud; il est bien. De douces rêveries le bercent, rêveries naïves, les mêmes qui, le soir, le visitent dans son lit avant qu'il ne s'endorme.

Souvent, quand il se couche, il est pris de terreurs folles; il lui semble qu'il est redevenu tout petit, très faible. Il se cache dans ses oreillers. Un besoin de tendresse naît en lui, de douces caresses... Oh ! comme il voudrait alors embrasser sa mère, et se serrer contre elle, tout près, tout près...

C'est un gris crépuscule qui s'épaissit. Les ombres se fondent. Valodia est triste.

Mais voici qu'on apporte la lampe... La lumière se répand sur le drap vert de la table. De jolies ombres très vagues glissent sur le mur.

Valodia s'anime; un afflux de joie monte jusqu'à son cœur. Vite, il tire la brochure de sa cachette.

Le bœuf mugit... La femme au grand chapeau bicorne éclate d'un rire sonore... Comme ils sont méchants, les gros yeux ronds du monsieur chauve!...

Et puis d'autres ombres encore, de celles qu'il a trouvées tout seul.

La steppe. Un mendiant chemine, la besace à l'épaule. N'entendez-vous pas sa chanson de route, traînante, si plaintive?...

Valodia sourit, et son sourire est triste.

— Valodia, c'est la troisième fois que je te surprends avec cette brochure. Qu'est-ce que cela signifie, de passer ainsi des soirées entières à jouer avec ses doigts?

Valodia, comme un coupable pris en faute, reste debout près de la table; il tourne et retourne la brochure dans ses doigts moites et brûlants.

— Donne-la-moi, lui dit sa mère.

Valodia obéit. Mme Lovlev prend la brochure et sort sans rien dire. Valodia s'assied devant ses cahiers.

Il s'en veut à lui-même d'avoir fait de la peine à sa mère; il lui en veut à elle de lui avoir pris la brochure; et il se sent humilié d'en être arrivé là. Il est irrité contre sa mère, et cette irritation lui fait mal; il a honte de cette irritation et il ne peut la vaincre; et ce sentiment de honte l'exaspère encore davantage.

— Eh bien, tant pis! pense-t-il. Je m'en passerai. de la brochure!

Il sait depuis longtemps toutes les figures par cœur; s'il se sert encore des images, c'est pour être plus sûr; mais il pourra s'en passer.

Mme Lovlev a emporté la brochure dans sa chambre. Elle la tient ouverte et réfléchit.

— Mais que peut-il donc y avoir là de si attrayant? se demande-t-elle. C'est un enfant intelligent, une excellente nature. Comment a-t-il pu se laisser prendre à ces niaiseries? Car ce sont des niaiseries, et pas autre chose! Et pourtant, si?...

Une peur inexplicable naissait en elle, une sorte de défiance hostile de ces petits dessins noirs.

Elle se leva, alluma une bougie et, la brochure grise à la main, s'approcha du mur. Une angoisse l'arrêta.

— Non, c'est trop fort, à la fin! J'en aurai le cœur net! Et, de la première à la dernière, elle reproduisit les ombres figurées dans la brochure.

Patiente, attentive, obstinée, elle croisait les mains, disposait les doigts, recommençant jusqu'à ce qu'elle obtînt l'image désirée. La peur vague, qu'elle s'efforçait de dominer, croissait en elle, la grisait. Ses mains tremblaient; terrifiée par les mystères de la vie, sa pensée courait au-devant des douleurs certaines...

Tout à coup, elle entendit les pas de son fils; elle tressaillit, cacha la brochure et souffla la bougie.

Valodia entra; mais il s'arrêta près de la porte, gêné par le regard sévère que sa mère, debout devant le mur, l'air égaré, avait jeté sur lui.

— Que veux-tu? lui demanda-t-elle d'une voix mal assurée.

Valodia crut comprendre; mais bien vite il chassa de son esprit cette absurde supposition, et c'est du ton le plus naturel qu'il répondit à sa mère.

Valodia sorti, Mme Lovlev, plusieurs fois, traversa la pièce de long en large. Elle remarqua que son ombre la suivait sur le plancher, et, chose étrange, pour la première fois de sa vie, elle en ressentit une gêne. L'idée que son ombre était là, toujours présente, ne quittait plus son esprit; et cette idée lui faisait peur; et cette ombre, qui partout la suivait, elle s'efforçait de ne la point voir.

Mais l'ombre se glissait derrière elle, semblait la narguer. Elle essaya de penser à autre chose; peine perdue.

Brusquement, elle s'arrêta, pâle, égarée.

— Eh bien, oui, c'est mon ombre; eh bien! après, après? s'écria-t-elle tout haut, frappant du pied avec impatience.

Mais au même instant, elle sentit ce qu'il y avait de ridicule à crier ainsi, à frapper du pied. Elle se calma.

Elle s'approcha de la glace : son beau visage était plus pâle encore que de coutume, et ses lèvres tremblaient d'une colère apeurée.

— C'est nerveux, pensa-t-elle. Si je ne prends pas le dessus, je me détraquerai complètement...

Le soir vient; Valodia est plongé dans ses rêveries.

— Allons faire une petite promenade, lui dit sa mère.

Mais, dans la rue aussi, partout, il y a des ombres, — les ombres du soir, mystérieuses, insaisissables; elles parlent, ces ombres, murmurant des choses familières, et si tristes, si tristes!

Dans le ciel brumeux, quelques étoiles apparaissent, mais combien lointaines, combien étrangères à Valodia et aux ombres qui l'entourent! Valodia veut faire plaisir à sa mère : il songe aux étoiles, — aux étoiles dont la lumière douce ne produit point d'ombre.

— Maman, dit-il, sans remarquer qu'il coupe la parole à sa mère, — comme c'est dommage qu'on ne puisse pas monter jusqu'aux étoiles!

— Oh! il ne faut pas le regretter, répond-elle. Nous ne sommes bien que sur la terre; là-haut, là-haut, sait-on ce que ce serait?

— Et comme elles éclairent peu! Mais c'est tant mieux!

— Pourquoi, mon enfant?

— Si elles éclairaient davantage, elles aussi, elles feraient des ombres.

— Ah! Valodia, mais tu ne penses donc plus qu'aux ombres?

— Maman, maman, je ne l'ai pas fait exprès, répond Valodia d'une voix de repentir.

Valodia ne demanderait pas mieux que de bien travailler; il sait que sa paresse fera de la peine à sa mère. Mais tout l'effort de son imagination ne va qu'à entasser, le soir, sur sa table d'écolier, le plus d'objets possible, tous ceux qui lui tombent sous la main, à les disposer en cent façons, pour obtenir des ombres nouvelles, des ombres capricieuses; et quand, sur le mur blanc, se dessinent des silhouettes qui sont des ressemblances, il est ravi. Ces ombres lui sont chères, sont devenues ses amies. Elles ne sont point muettes; elles parlent; et Valodia comprend le murmure de leur langage mystérieux.

Il comprend la plainte du vagabond qui s'en va par les grandes routes, dans le clapotis des jours pluvieux d'automne, le dos coupé par sa besace, le bâton à la main, grelottant.

Il comprend le gémissement de la forêt envahie par la neige, le craquement des branches gelées, la mélancolie du calme hivernal; il comprend les croassements sinistres du corbeau perché sur le chêne dépouillé; il comprend l'inquiétude peureuse de l'écureuil au creux d'un arbre mort.

Il comprend les larmes des pauvres vieilles mendiantes, en loques, sans asile, toutes cassées, qui tremblent sous le vent d'automne, là-bas, dans l'étroit cimetière, au milieu des croix chancelantes et des tombeaux noircis.

Tout n'est qu'oubli de soi, tristesse, désespoir.

FÉDOR SOLOGOUB.

Traduit du russe par CLAIRE DUCREUX.

(*A suivre.*)

LA BANQUE DE FRANCE

1800-1899.

Historique.

La déconfiture de la Banque générale de Law, sous la Régence, n'avait pas encouragé la fondation des Banques d'émission en France. Il nous faut arriver jusqu'en 1776 pour trouver la *Caisse d'escompte*, imaginée par le banquier genevois Penchaud. En 1796 apparaît la *Caisse des comptes courants*, et en 1797, la *Caisse d'escompte du commerce*. Le *Comptoir commercial* ou *Caisse Jabach* date de 1800. Ces trois institutions, qui n'osaient pas prendre le nom discrédité de *banques*, sont les principales qui, à Paris, émettaient des billets. Elles n'avaient d'ailleurs aucun privilège à cet égard. Une simple autorisation, avec quelques mesures de précaution qui leur étaient imposées, suffisait. En province, on ne cite que la *Société générale de commerce de Rouen* pour s'être livrée à ce genre d'opérations.

Ces caisses paraissent avoir fonctionné assez régulièrement. Mais leurs forces étaient limitées comme leur nombre, et elles ne rendaient pas tous les services qu'il fallait. Quelques financiers de l'époque, parmi lesquels MM. Perregaux, Perrée, Récamier, etc., eurent l'idée d'un organe nouveau de crédit, et y intéressèrent vivement le Premier Consul.

Telle fut l'origine de la Banque de France, créée en 1800 (24 pluviôse an VIII).

C'était encore une société libre et indépendante, sans privilège exclusif. Elle avait pour objet : 1° les opérations de banque, telles que l'escompte, les recouvrements, les avances et les dépôts; 2° l'émission de billets au porteur et à vue, devant être émis dans une proportion telle, qu'au moyen du numéraire réservé dans ses caisses et des échéances du papier de son portefeuille, elle ne pût, dans aucun cas, être exposée à différer le payement de ses engagements.

Sa durée était illimitée. Elle était administrée par 15 régents nommés pour cinq ans, renouvelables par cinquième, et rééligibles. Un comité de trois régents nommés par leurs collègues formait le pouvoir exécutif : c'était le comité central.

Le capital primitif fut fixé à 30 millions. Il n'était pas facile, dans les circonstances où l'on se trouvait en 1800, de le trouver. Mais le gouvernement était bien disposé. Cinq millions sur trente, prélevés sur les cautionnements des receveurs généraux, passèrent de la Caisse d'amortissement à la Banque. Le Premier Consul souscrivit pour 30 actions. Sa famille et son entourage suivirent son exemple, ainsi que les gros banquiers et négociants de l'époque. Ce qui manquait fut trouvé par l'échange d'une partie des actions de la Caisse des comptes courants contre des actions de la nouvelle banque. C'est ainsi que l'on peut faire remonter l'origine de la Banque de France à cette Caisse des comptes courants, dans les bureaux de laquelle elle s'établit. C'était à l'hôtel Massiac, place des Victoires. Mais, en 1812, elle s'installa dans l'hôtel de Toulouse, situé rue de la Vrillière, à la place de l'Imprimerie nationale qui émigra dans la rue Vieille-du-Temple.

Elle occupe toujours le même emplacement.

La nouvelle institution ne devait pas tarder à changer de caractère. La loi du 24 germinal an X (14 avril 1803) conféra à ses statuts le caractère légal

et lui réserva pour quinze ans, à partir du 24 septembre 1803, le privilège exclusif d'émission des billets à Paris. Son capital fut porté à 45 millions. Ces changements furent motivés par la crise qui accompagna la rupture de la paix d'Amiens et qui avait mis la Banque dans un grand embarras. Le Premier Consul, d'ailleurs, dont toutes les sympathies étaient pour sa création, supportait mal la concurrence que faisaient à celle-ci les autres caisses. L'uniformité aussi, qu'il aimait tant, mettait les choses plus directement sous sa main, et lui ménageait, comme le prouvèrent les événements ultérieurs, un instrument qui pouvait aider aux finances peu brillantes de l'État.

En escomptant au Trésor épuisé, à 6 p. 100, les obligations des receveurs généraux qui ne trouvaient preneurs qu'à 10 et 12 p. 100 de perte, obligations qui étaient sans cesse renouvelées à leur échéance, en aidant, dans ces circonstances difficiles, autant qu'elle le pouvait, au commerce, la Banque se retrouva bientôt dans une situation critique. Il fallut restreindre, par des tempéraments, le remboursement des billets et s'occuper de la reconstitution de l'encaisse. Mais on conclut à la nécessité de renforcer sa puissance. Ce fut l'objet de la loi du 22 avril 1806. Le privilège, d'abord fixé à quinze ans, fut augmenté d'une durée de vingt-cinq années. Le capital fut porté à 90 millions. Le dividende dut se composer : 1° d'une répartition ne pouvant excéder 6 p. 100 du capital primitif ; 2° d'une autre répartition égale aux deux tiers des bénéfices excédant ladite répartition. Le dernier tiers des bénéfices était mis en réserve et placé de la manière jugée la plus convenable par le Conseil. C'est alors que le Comité central disparut pour faire place au gouverneur et aux deux sous-gouverneurs chargés de l'assister. Le gouverneur eut un pouvoir presque absolu : il eut le droit de veto, et aucune délibération des régents ne put être mise à exécution sans être au préalable revêtue de sa signature.

Les statuts qui consacrèrent le nouvel état de choses et que l'on appelle les *statuts fondamentaux* de la Banque furent approuvés par un décret impérial du 16 janvier 1808. D'après ce décret les actions purent, sur le désir du propriétaire, être rangées dans les biens que le Code qualifie d'immeubles et en suivre les règles. La Banque eut l'autorisation d'établir dans les départements, sous le nom de *Caisses d'escompte*, des comptoirs faisant partie intégrale de l'institution. De fait, elle en créa trois, un à Lyon et un à Rouen en 1808, et un autre à Lille en 1810. Ce dernier disparut en 1813, et ceux de Lyon et de Rouen furent liquidés en 1817.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Banque furent encore l'objet de divers autres décrets, de diverses ordonnances, et en particulier des lois du 9 juin 1857 et du 17 novembre 1897, qui marquent des étapes importantes dans son histoire.

Avec la Restauration les affaires reprirent et c'est alors, sous l'influence de leur développement, que se créèrent en province les banques connues sous le nom de *Banques départementales*. Elles devaient disparaître en 1848, et devenir des succursales de la Banque de France.

Une loi du 21 mai 1840 prorogea le privilège, qui devait expirer en 1843, jusqu'au 31 décembre 1847. Le capital avait été réduit à 67 900 000 francs par des rachats d'actions. Il fut reconnu et fixé à ce chiffre, une loi devenant nécessaire pour le diminuer ou l'augmenter.

La Banque revint de son ancienne antipathie pour les succursales, et, de 1841 à 1848, en créa 15.

A cette dernière époque qui fut si critique, la Banque se vit sur le point d'être obligée de suspendre ses payements. Mais le cours forcé et le cours légal des billets furent décrétés, et le montant de l'émission porté à 350, puis à 452 millions. La perturbation jetée dans les affaires par ces mesures qui sauvaient la Banque nécessitèrent la fusion avec elle des banques départementales. Celles-ci lui apportèrent leur capital, élevant ainsi celui de la Banque à la somme de 91 250 000 francs.

Cette dangereuse période traversée, les affaires de la Banque se développèrent rapidement jusqu'en 1856 où la guerre de Crimée et la mauvaise récolte déterminèrent une crise intense. Il fallut élever le taux de l'escompte à 6 p. 100 et réduire le délai d'échéance du papier commercial. C'est alors qu'intervint la loi du 9 juin 1857 qui prorogea le privilège jusqu'au 31 décembre 1897 et doubla le capital par la création de 91 250 actions nouvelles, le portant à 182 500 000 francs qui est encore le chiffre actuel. Le gouvernement se réserva le droit d'exiger, à partir du 9 juin 1867, la création de succursales dans les départements qui en seraient encore dépourvus. La Banque eut l'autorisation de pouvoir élever le taux de l'escompte au-dessus de 6 p. 100.

En 1857, la Banque dut hausser le taux de son escompte à 10 p. 100. Il en résulta un grand ralentissement dans les transactions commerciales, et elle en profita pour s'occuper, non sans profit, de l'émission des obligations des compagnies de chemins de fer.

En 1860, on entre, avec le nouveau régime économique, dans une période de prospérité qui ne devait plus être troublée qu'au cours des événements de 1870-1871. Quand la loi du 12 août 1870 prorogea d'un mois les échéances, le portefeuille commercial de la Banque s'élevait à 1 246 millions. Ne pouvant

plus compter sur la rentrée normale de cette somme dans ses caisses, elle était dans l'impossibilité de rembourser ses billets. Aussi le cours forcé fut-il décidé. Le maximum d'émission fut fixé à 1 800 millions, et deux jours après à 2 400 millions. La plus petite coupure fut émise à 25 francs et bientôt remplacée par le billet de 20 francs.

Pendant les événements de cette douloureuse époque et pour aider à la formidable liquidation qui s'imposa à la France, la Banque lui prêta, en différentes fois, la somme de 1 530 millions.

Sous les menaces de la Commune, il fallut faire face à des réquisitions qui se montèrent à 16 695 202 fr. 33. Sur cette somme elle ne récupéra que 9 401 819 fr. 33, qui étaient le solde du compte de la Ville de Paris. Elle perdit le reste.

Son encaisse se reconstitua très vite. De 551 millions et demi en 1871, il parvenait à 1 541 millions en 1875 et à 2 196 millions en 1877. Le cours forcé disparut en 1878.

Aujourd'hui, après les diverses modifications survenues, et en particulier celles édictées par la loi du 17 novembre 1897, les opérations de la Banque consistent :

1° A escompter à toutes personnes des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées qui ne pourront excéder trois mois, et souscrits par des commerçants, par des syndicats agricoles ou autres, et par toutes autres personnes notoirement solvables;

2° A se charger, pour le compte des particuliers, et des établissements publics, du recouvrement des effets qui lui sont remis;

3° A recevoir des sommes en comptes courants;

4° A recevoir en dépôts volontaires les effets publics et valeurs mobilières, les lettres de change et billets à ordre ou au porteur, toutes monnaies d'or et d'argent, lingots, diamants, etc. ;

5° A faire des avances sur effets publics français;

6° A payer pour le compte du Trésor les coupons des rentes françaises et des valeurs du Trésor, et à prêter ses guichets à leur émission;

7° A recevoir, au compte courant du Trésor, les versements que les comptables pourront faire dans les succursales de bureaux auxiliaires, et à permettre les prélèvements qu'ils auraient à y effectuer.

La loi de 1897 a déclaré les fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur incompatibles avec le mandat législatif. Il est stipulé que la Banque versera à l'État chaque année et par semestre une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse être inférieure à deux millions. Les avances de 60 millions et de 80 millions, consenties par les traités du 10 juin 1857 et du 29 mars 1878 ne porteront plus d'intérêt au profit de la Banque, et elle ne pourra réclamer le remboursement de ces avances pendant toute la durée de son privilège. Une nouvelle avance de 40 millions est en outre consentie à l'État. On sait qu'elle est destinée à l'organisation en France du crédit agricole. L'État s'est aussi réservé le surplus des bénéfices provenant de l'escompte, lorsque celui-ci sera au-dessus de 5 p. 100, sauf un quart de ce surplus qui sera ajouté au fonds social.

Dans le délai de deux ans, le nombre des succursales devra être porté de 94 (chiffre existant au moment du vote de la loi) à 112, par la transformation de 18 bureaux en succursales. 30 bureaux auxiliaires nouveaux seront créés, en outre de ceux qui ne seront pas transformés en succursales, et encore 15 autres à partir de 1900.

Enfin le maximum de la circulation est porté de 4 milliards à 5 milliards.

Billets de banque.

Qu'est-ce que le billet de banque, dont l'émission, en France, est une des principales fonctions de l'établissement de la rue de la Vrillière ? Est-il une monnaie réelle ? Non, il représente seulement la monnaie métallique, il en est le signe, et c'est pour cela qu'on l'appelle monnaie fiduciaire, c'est-à-dire qui tire sa valeur de la confiance qu'on lui accorde. Mais, pour qu'on la lui accorde, cette confiance, il faut qu'il repose sur quelque chose, car un chiffon de papier n'a pas de valeur par cela seul qu'un chiffre est écrit dessus. Prenons un exemple ou un terme de comparaison. Le billet à ordre et la lettre de change sont aussi la représentation de la somme de monnaie qu'ils indiquent, puisque ces effets doivent être, à leur échéance, payés en monnaie, et si les billets de banque dont se contente aujourd'hui le porteur, n'existaient pas, ce serait en or ou en argent qu'il faudrait les acquitter. Mais le billet à ordre et la lettre de change, malgré les grands et nombreux services qu'ils rendent au commerce, sont surchargés d'embarras les empêchant de devenir un signe de monnaie de circulation facile et commode : ils ne se transmettent que par endossement, et puis leur échéance n'est pas toujours immédiate. Le signe appelé billet de banque est payable à vue et au porteur, et repose en outre, comme l'effet commercial, sur quelque chose de réel, de palpable, de tangible, et même de plus tangible, de plus palpable, de plus réel, puisque celui-ci, résultat d'une marchandise livrée, peut se trouver en présence d'un souscripteur n'ayant pas encore réalisé cette marchandise et n'avoir pour garantie que le crédit de ce souscripteur, tandis que le billet a toujours sa

contre-partie en métal dans les caisses de la banque émettrice. Tel est le principe ; et si, en fait, l'or ou l'argent nécessaires au payement de tous les billets en circulation ne sont pas toujours actuellement en possession de la Banque, il doit y venir dans un temps très court par l'encaissement des effets de son portefeuille, la réalisation de ses avances sur titres, etc. On suppose, avec raison, que tous les billets ne se présenteront pas le même jour au remboursement.

Une bank-note, dit M. Stirling, n'est rien qu'un warrant, un titre au porteur pour demander et recevoir sur demande telle quantité d'or (ou d'argent). Il ne s'agit pas que le banquier qui émet la note soit riche en terres, en rentes, en maisons ou en marchandises; s'il n'a pas dans ses coffres la quantité d'or que les porteurs des notes peuvent avoir besoin de demander, il n'a pas les moyens de remplir ses engagements... Il ne suffit pas que l'émetteur soit un homme riche, dans l'acception générale du terme, il faut qu'il ait en caisse, et livrable immédiatement, la marchandise qu'il s'est engagé à livrer (1).

Tel est le billet de banque, tel il doit être. Autrement il n'est plus que du papier-monnaie, un assignat. Il n'a plus de valeur.

Le papier de commerce (lettres de change, billets à ordre) peut indirectement et dans une certaine mesure servir de base, de substratum au billet de banque, parce qu'il représente des sommes de monnaie métallique qui sont un peu différées, mais qui existent en réalité, sauf les quelques accidents qui peuvent survenir. Les billets de banque peuvent donc se multiplier autant que le comportent les besoins de l'escompte, tandis que si l'on usait pour cela de la seule monnaie métallique, qui est limitée, l'escompte le serait aussi par la quantité disponible de cette monnaie. Il y a, en principe, une corrélation entre l'escompte et l'émission des billets de banque qui en sont, à proprement parler, l'instrument. Toutefois, pour plus de précaution, et pour pourvoir aux aléas d'un papier dont une partie pourrait rester en souffrance, et aussi parce que les billets de banque peuvent être présentés au remboursement avant l'échéance des effets commerciaux, on a soin que, pour une grande partie, son substratum actuel soit en monnaie métallique que conserve soigneusement la Banque émettrice. Au fur et à mesure du développement de ses affaires, la Banque de France s'est appliquée à augmenter sa réserve métallique qui tend à se rapprocher de plus en plus du chiffre de la circulation. Aussi quand celle-ci tend à s'élever dans une proportion trop forte par rapport à l'encaisse, élève-t-on le taux de l'escompte qui ralentit la remise du papier par les banquiers et négociants, et par conséquent restreint l'émission des billets.

La Banque de France a émis des billets de 5 000, de 1 000, de 500, de 200, de 100, de 50, de 25, de 20 et de 5 francs. La plus petite coupure fut d'abord de 500 francs (loi de germinal an XI), puis de 200 francs en 1847. On a vu ensuite le billet de 100 francs en 1848, et celui de 50 francs en 1857. La loi du 12 août 1870 a créé le billet de 25 francs, qui fut remplacé (décret du 12 décembre 1870) par celui de 20 francs, et celle du 29 décembre 1871 les billets de 20 et de 5 francs. Les billets de 10 francs n'ont jamais été émis, et ceux de 5, de 20, de 25, de 200 et de 5000 francs, sont destinés à être retirés de la circulation. Au 28 janvier dernier, la Banque n'avait plus dehors qu'un seul billet de 5 000 francs. « Cet unique billet de 5000 francs, dit M. Neymarck dans le *Rentier*, devient une véritable curiosité, une pièce rare pour le collectionneur. Pendant de longues années on n'en connaissait que 12, 8, 7, 5. Ces billets de 5 000 francs ont fini par rentrer, sauf un seul, les uns après les autres, dans les caisses de la Banque. »

En l'an VIII, première année de fonctionnement de la Banque, sa circulation moyenne de billets fut de 15,5 millions (maximum 22,9 millions, minimum 8,8). En 1810, la moyenne fut de 101,2 millions, — en 1830 de 223,6 ; — en 1850, elle s'élève à 485,6 millions, — en 1860 à 749,6, — en 1870 à 1 544,3. En 1875 nous trouvons le gros chiffre de 2 856,6 millions qui monte en 1890 à 3 060,4 et en 1897 à 3,687 (maximum 3 872,6; minimum 3 542, 3). En 1898, elle est restée presque au même chiffre, 3 694,5 millions : le maximum a été atteint le 4 janvier avec 3923 millions.

Le cours forcé des billets de banque fut établi deux fois; en 1848 d'abord, il disparut en 1850; puis en 1870, et il fut supprimé en 1878. Mais les billets ont le cours légal, c'est-à-dire que l'État et les particuliers peuvent se libérer de leurs engagements en payant en billets. C'est aussi en 1848 que le maximum de la circulation fut fixé par une loi. Auparavant on s'en rapportait à la prudence et à l'expérience du conseil. Ce maximum est aujourd'hui, en vertu de la loi de 1897, de 5 milliards.

L'avantage du billet de banque est de circuler plus facilement, grâce à sa légèreté et à sa commodité. La même somme qui, en or ou en argent, resterait enfermée pendant un an dans le fameux bas de laine de jadis, passe peut-être, dans le même temps, par cette commodité du billet, en dix mains différentes. Peut-être est-il encore des gens qui peuvent s'écrier avec Murger : « On dit qu'ils sont bleus! » Toutefois si chacun de nous n'en a pas quelques-uns en sa possession, on peut dire cependant que le mouvement imprimé par eux aux affaires tend de plus en plus à les

(1) *Philosophie du Commerce*, page 255.

y faire venir. Et c'est la circulation qui fait la richesse, non l'accumulation de la monnaie.

Le billet de banque, toutefois, s'il facilite les affaires, ne crée ni une richesse nouvelle, ni même une monnaie réelle nouvelle.

Il en est de même du chèque qui est surtout un instrument pour disposer des fonds dont on est créditeur, un reçu de la somme que l'on prélève sur son compte. On en fait un assez grand usage maintenant en France, bien que nous soyons fort loin à cet égard de l'Angleterre. Les compensations par virements se répandent aussi de plus en plus. Ils se chiffrent à la Banque de France en 1897, par la somme de 43 milliards 138 millions. Mais elles ne sont guère utilisées que par les banquiers et les gros commerçants. Quelles que soient la commodité et la simplicité des virements, le billet de banque et le chèque continueront à être employés concurremment avec eux.

Encaisse.

L'encaisse or de la Banque, en l'an VIII, est indiqué pour une moyenne de 8 millions de francs (maximum 11 millions, minimum 4,8). Nous n'avons trouvé aucun chiffre sur l'encaisse argent à cette date.

En 1810, l'encaisse total est en moyenne de		42	millions.
1820	—	194,9	—
1830	—	145 »	—
1840	—	246,9	—
1850	—	457,8	—
1860	—	513,5	—
1870	—	1 130,7	—
1880	—	1 974,1	—
1890	—	2 513,2	—
1897	—	3 184,7	—

Le 29 décembre 1898, il est de 3 030,2 millions.

Jusqu'en 1850, l'encaisse or a été faible et n'a pas dépassé 30 millions au maximum. C'est le chiffre le plus élevé (exactement 29,2 millions) de l'année 1850. — En 1851, on arrive à 105,5 millions, — à 727,7 en 1867, — à 1 014,7 en 1874, — à 1 544,8 en 1876 pour retomber à 826,9 en 1880. — En 1893 les deux milliards (2 061,5) sont atteints. En 1897, nous trouvons à peu près le même chiffre, 2 037,9 millions, au maximum. A la fin de 1898, l'encaisse or n'est plus que de 1 822,6 millions.

Jusqu'en 1861, l'argent, dans les caisses de la Banque, est sensiblement supérieur à l'or. Mais après le règne de la pièce de cent sous, celui du louis. Cette même année 1861, le montant maximum du métal blanc reste à 265,2 millions contre 301,3 millions de métal jaune. A partir de ce moment l'argent, quoique augmentant toujours de manière à arriver à 1 233,6 millions, chiffre de 1897, et 1 207,5 chiffre de 1898, après être monté à 1 299 millions en 1892, reste en arrière de l'or dans la progression. Il serait, sans aucun doute, désirable pour la Banque de voir diminuer ce gros stock d'un métal déprécié; mais, comme le disait le compte rendu du conseil pour 1897 aux actionnaires, « elle conserve depuis bien des années les écus qui ne trouvent pas leur place dans la circulation du pays ».

Le maintien de l'encaisse, et surtout de l'encaisse or, métal qui est devenu la seule monnaie pour les paiements internationaux avec la dépréciation de l'argent, à un chiffre en rapport avec le montant de la circulation, est l'un des grands soucis des directeurs de la Banque. C'est par la diminution du stock de métal jaune que l'on constate le resserrement des capitaux, comme on constate leur abondance par son augmentation. La question n'est pas sans préoccuper à l'heure actuelle. Pendant l'année 1898, malgré le relèvement récent de l'escompte à 3 p. 100 la réserve d'or de la Banque de France a diminué de plus de 126 millions. Le drainage dans le pays, quoique moins apparent, semble encore plus considérable. Les principales banques de l'Europe voient aussi leur or s'en aller.

Voici le mouvement, à cet égard, dans les quatre grandes banques européennes depuis 1895 :

	Fin déc. 1895.	Fin déc. 1896.	Fin déc. 1897.	Fin déc. 1898.
	—	—	—	—
Banque de France. . . .	1 963 »	1 914,6	1 945,5	1 822,6
— d'Angleterre . .	1 090 »	855 »	804,4	733,1
— d'Autriche-Hongrie.	512,6	634,4	797,2	755,5
— de Russie. . . .	1 920 »	2 403,6	3 050 »	2 608,5

Cette diminution est due à deux causes principales. L'exportation de marchandises des États-Unis, pour l'année fiscale 1897-1898, a dépassé l'importation de 3 milliards de francs, par suite surtout du déficit des récoltes européennes de blé. Il a fallu payer cette différence en or. On évalue à plus de 500 millions, c'est-à-dire à la moitié de la production aurifère annuelle du monde entier, le métal jaune exporté en Amérique. La seconde cause, ce sont les grands besoins, dans le second semestre de l'année, de l'Allemagne, mise dans l'embarras par une création exagérée d'affaires industrielles.

Escomptes, comptes courants, avances, etc.

Le montant des escomptes fut de 110,5 millions en l'an VIII. En 1830 il est de 909 millions, — en 1840 de 1 116,6, — en 1850 de 1 171,1. Nous trouvons en 1860 les chiffres de 4 974,7 millions, — 6 886,5 en 1870, — 8 696,9 en 1880 — 9 609,8 en 1890 — 10 364,8 millions, provenant de 14 682 579 effets, en 1897. Il a augmenté de 10 304,8 millions en 1898.

Trois années donnèrent un montant supérieur à 1898. Ce furent 1872 avec 13 457,2 millions de francs ; 1873, avec 14 614,6 ; 1874, avec 12 240,5.

Les comptes courants particuliers avaient, en l'an XII, un mouvement de 1 577,1 millions aux versements et de 1 581,3 aux paiements. Ils ont atteint en 1898, par une progression constante, 59 367 millions aux versements et 59 429 aux paiements.

En 1818, les avances sur titres étaient de 52 millions. En 1898, elles s'élèvent à 1 380,6 millions.

Le compte courant du Trésor qui avait en 1806 un mouvement de 100,6 millions de versements et de 87,9 de paiements, s'est élevé graduellement à 3 320,9 et 3 278,3 millions en 1897. L'année 1872 eut un mouvement bien supérieur, 9 662,4 et 9 553,9 millions. On en connaît la raison, les opérations de versement à la Prusse de l'indemnité de guerre.

Le mouvement de caisse en recettes et paiements (espèces, billets, virements) se montait en l'an VIII à 576,8 millions. Il est en 1898 de 134 358 millions.

En l'an VIII également, les opérations productives de la Banque furent de 110,5 millions. En 1897 elles portent sur le chiffre de 15 308,1 millions. C'est une progression de 13 753 p. 100. En 1898, elles sont de 16 568,5 millions.

En l'an VIII, les bénéfices furent de 1 326 661 francs, dont 1 253 341 francs provenant de l'escompte, contre 293 472 francs de frais. En 1898 ils sont de 44 924 423 fr. 25 contre 20 162 940 fr. 42 de frais.

Tels sont, avec l'encaisse et la circulation dont on a parlé plus haut, les chiffres principaux du mouvement des affaires à la Banque de France. On sait qu'elle ne publie pas de bilan, mais seulement, le jeudi de chaque semaine, un état de situation. Il n'est donc pas possible, si ce n'est à elle-même, d'équilibrer les sommes selon toutes les règles de la comptabilité.

Nous donnons le détail des opérations productives de 1897 en indiquant la part de Paris et celle des succursales.

TABLEAU GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS PRODUCTIVES FAITES PAR LA BANQUE ET SES SUCCURSALES EN 1897

	Paris.	Succursales.	Totaux.
	—	—	—
Escomptes des effets de commerce	1 858 942 400	5 505 892 400	10 364 834 800
Effets au comptant. . . .	540 612 300	29 731 300	570 343 600
Avances sur titres. . . .	92 164 200	31 110 200	123 274 400
— en comptes courants	400 877 800	687 657 200	1 088 535 000
— sur lingots . . .	29 224 000	9 864 800	39 088 800
Billets à ordre, virements et chèques sur Paris et sur les succursales. . .	1 196 678 300	1 636 291 600	2 832 969 900
Opérations sur matières d'or et d'argent. . . .	56 194 900	«	56 194 900
Encaissement par l'entremise de la Banque centrale d'arrérages de titres de chemins de fer envoyés par les succursales, négociations des titres, etc.	226 557 900	6 325 700	232 883 600
Total général. . .	7 401 251 800	7 906 873 200	15 308 125 000

On a vu que celles de 1898, dont nous n'avons pas encore le détail, s'élèvent à la somme de 16 568 579 000 francs.

Ces 16 568 579 000 francs ont donné un bénéfice net de 24 761 482 fr. 76, et permis la distribution d'un dividende de 110 francs (impôts payés) par action. Ce dividende est de 13,53 p. 100 du capital nominal total, et de 11 p. 100 du montant nominal de l'action, en tenant compte de l'impôt, et de 2,86 p. 100 net sur le cours de l'action (3 845 fr.) au 31 décembre 1898.

Le plus bas cours des actions depuis 1857 a été 2 260 francs en 1870 contre un dividende de 114 francs bruts, le plus haut 6 807 francs en 1881 contre un dividende de 257 fr. 72. Le plus haut dividende a été celui de 1873, 360 fr. 81. Les actions furent cette année-là de 4 515 francs au plus haut et de 4 060 au plus bas. En 1897, les cours variaient entre 3 830 et 3 600 francs, le dividende brut étant de 113 fr. 541 (net 109 fr.)

Importance des affaires de la Banque.

Nous sommes habitués depuis déjà un certain nombre d'années, depuis que la France a un budget formidable et de lourds impôts, à compter par grosses sommes. Je ne sais rien qui dépasse l'imagination autant que celles que je viens d'énumérer. Se rend-on bien compte d'un mouvement de caisse de 134 358 millions! Car arrivés à un certain degré, les chiffres ne disent plus rien. Prenons donc quelques termes de comparaison. M. de Foville évalue le stock des monnaies circulant en France à 6 1/2 milliards : la Banque en possède plus de la moitié dans ses caisses. Pour transporter son or par chemin de fer, il faudrait, à raison de 5 000 kilos par wagon, 131 wagons, et 1 233 wagons pour transporter son argent.

On évalue cette monnaie d'or et d'argent pour le monde entier à 40 milliards environ : la Banque remue plus que cette somme en virements. La quantité de métal jaune ou blanc extraite des entrailles de la terre depuis 400 ans, depuis la découverte de l'Amérique, est de 100 milliards : le mouvement de caisse de la Banque en une seule année dépasse cette somme d'un quart.

Nous avions donc raison de dire que les billets de banque, les chèques, les virements multiplient la monnaie, activent la circulation, décuplent et centuplent la richesse. Pourquoi faut-il qu'un si beau mouvement soit en partie annihilé et rendu improductif par toutes les restrictions apportées chez nous à la liberté du travail, de l'industrie, du commerce, par les entraves au développement de l'activité ?

L'encaisse de la Banque de France était, au 31 dé-

cembre 1897, le plus considérable de toutes les banques européennes après celle de Russie. Sa circulation fiduciaire les dépassait toutes. Je pense qu'on ne parcourra pas sans intérêt le tableau suivant :

BANQUES D'ÉMISSION D'EUROPE (ENCAISSES OR ET ARGENT ET CIRCULATION FIDUCIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 1897).

	(en millions de francs) Encaisse or.	Encaisse argent.	Total.	Circulation fiduciaire.	Rapport de l'encaisse or à la circulation.
	—	—	—	—	— p. 100
France	1 945,5	1 205,2	3 150,7	3 809.1	51
Allemagne (1)	779,2	357.1	1 136,3	1 899	41
Autriche Hongrie	761	258.9	1 022.9	1 470	52
Belgique	88.8	14.5	103.3	487.2	18
Bulgarie	5	3	8	1.9	260
Danemark	90,4	»	90,4	127.8	71
Espagne	235.8	258	493,8	1 206,3	20
Grande-Bretagne (2)	967,5	27,5	995	1 078.7	90
Grèce	1.9	»	1.9	134,4	1
Italie (3)	396.8	68,5	465.3	1 086,2	37
Pays-Bas	66.1	172	238.1	444.4	15
Portugal	26,8	45,6	72,4	365.3	7
Roumanie	57.4	2,2	59,6	146	39
Russie	3 095,4	102.9	3 198.3	2 432	127
Finlande	22,3	2.4	24,7	71,5	31
Serbie	5	7,3	12,3	23.7	21
Suède (4)	52,8	19,6	72.4	197.4	27
Norvège	44,8	»	44.8	83	54
Suisse	92.7	11,1	103.8	218.5	42
Totaux	8 738.2	2 555.8	11 294 »	15 282,1	57

Si l'on dressait le même tableau pour 1898, on constaterait sur les encaisses une diminution totale de 618,2 millions, dont 556,2 millions pour l'or, et 62 millions pour l'argent. Mais, d'autre part, la circulation a diminué d'une somme à peu près égale, 614,4 millions.

Le stock monétaire des États-Unis était évalué à la fin de 1897 à la somme de 6 435 millions, dont 2 735 millions dans les caisses du Trésor. On a vu qu'il s'est beaucoup élevé en 1898. La circulation des Banques nationales réunies était de 1 150 millions.

Si nous prenons pour termes de comparaison les Banques d'émission chez les différents peuples, nous sommes donc, malgré notre perte d'or de cette dernière année, les plus riches. Mais il y a d'autres éléments d'appréciation et peut-être savons-nous nous servir de nos ressources moins bien que d'autres qui n'en ont pas autant!

Unité et pluralité des banques d'émission.

Il est des gens, des économistes, bien entendu, et nous pensons qu'ils n'ont pas tout à fait tort, qui ne sont qu'à moitié contents. Ici, en effet, se pose une grosse question, la question de la liberté, la question par conséquent de l'unité ou de la pluralité des banques d'émission dans un pays. Et, quels que soient les résultats donnés par notre grand établissement, on se demande si ces résultats ne seraient pas meilleurs encore, pour le public, avec plusieurs banques. En principe, les monopoles ne valent rien. Pour justifier l'unité, on dit : *une loi, une mesure, un poids, une monnaie*. Sans doute cette uniformité est fort belle et fort commode pour les administrateurs de tous ordres que nous possédons, mais rend-elle les services qu'on lui attribue bien gratuitement? Mais la loi n'aurait-elle besoin souvent de ne pas être la même partout et de s'adapter mieux qu'elle ne le fait sous le régime du Code civil aux populations diverses de la France et à leurs intérêts différents, qui eux ne s'uniformisent pas à volonté, par des mesures édictées sur le papier?

La nécessité de surveillance des émissions par le gouvernement n'est pas une raison sérieuse. On peut surveiller les émissions aussi bien dans plusieurs banques que dans une seule. Le billet vaudra-t-il plus ou moins? Ou il n'est pas en réalité, comme je l'ai dit, une monnaie, mais la représentation d'une monnaie existante, et alors il a la même valeur partout où les mêmes conditions sont remplies; ou il n'est pas cela, il est de simple papier-monnaie, et il n'est pas plus justifié dans une seule banque que dans plusieurs.

Une banque d'émission, dit-on encore, est la régulatrice du crédit, la directrice du mouvement des capitaux. Cette mission est incompatible avec la pluralité. Cette raison serait la meilleure de toutes si l'expérience ne montrait qu'une banque dirige bien le crédit et les capitaux en temps ordinaire, tant qu'il n'y a rien à faire pour cela; mais qu'une crise survienne, elle n'y peut rien, les rênes lui échappent. Ce sont les événements qui sont les maîtres de la situation.

D'autre part, la pluralité des Banques peut multiplier les services déjà rendus par une seule.

Nous ne citerons que pour mention le régime de la Banque d'État. On en connaît les dangers, celui entre autres de mettre l'émission aux mains du gouvernement qui serait trop enclin à s'en servir pour boucher les gros trous du budget, à mésuser de l'escompte et des avances; et peut-être la Banque de France, la Banque unique, tend-elle forcément, et bien malgré elle, mais par ses liens étroits avec le Trésor, à trop se rapprocher de ce système.

Mais c'est de la Banque de France telle qu'elle est que nous avons à parler.

Et, telle qu'elle est, nous aurions aussi quelque reproche à lui adresser. Disons à sa décharge que la

(1) Comprend la Banque de l'Empire et les Banques d'émission allemandes.

(2) Comprend la Banque d'Angleterre et les Banques d'Écosse et d'Irlande.

(3) Comprend la Banque nationale d'Italie et les Banques de Naples et de Sicile.

(4) Comprend la Banque royale de Suède et les Banques privées de Suède.

faute ne lui incombe pas, mais plutôt au gouvernement poussé par une opinion mal éclairée. On sait combien elle a multiplié ses succursales et ses bureaux. En l'obligeant à le faire, on la sort de son rôle. La Banque de France — et cela d'autant plus qu'elle est unique — devrait être le banquier des banquiers bien plutôt que celui du public. Au lieu de cela elle se substitue partout aux banquiers locaux. L'escompte, et l'escompte direct, devient sa principale tâche : l'émission des billets passe au second plan. Il y a là un danger pour elle, en même temps que cette extension à outrance, et cette substitution de succursales aux vieilles maisons d'escompte, ne sont pas un bien pour le pays.

Il n'y a nulle contradiction entre cette critique et ce que j'ai dit de la pluralité des banques. Les succursales ne sont que des bureaux de la Banque unique qui ne peut embrasser, malgré son développement — à de certaines limites il aurait peut-être son danger — le cercle entier où rayonneraient des Banques multiples, ayant leur vie propre, indépendante, et il y a assurément des avantages pour un pays à ce que le crédit y soit envisagé sous des aspects différents, se diversifie et se multiplie sous toutes ses formes. Une banque unique ne peut en avoir qu'une conception unique.

Quoi qu'il en soit, les résultats obtenus par la Banque de France, le formidable mouvement de capitaux qu'elle effectue, les services qu'elle a rendus et qu'elle rend tous les jours, prouvent que, dans la situation qui lui est faite, elle n'a jamais cessé d'être à la hauteur de sa mission.

MAURICE ZABLET.

LES JEUX DES SALONS AU XVIIe SIÈCLE

d'après les manuscrits inédits de Tallemant des Réaux.

Le singulier *reporter* des *Historiettes* de son temps, Tallemant des Réaux, a laissé un certain nombre de feuillets que possède actuellement la Bibliothèque municipale de La Rochelle, sa ville natale. Ces manuscrits n'ajoutent rien à la réputation de Tallemant, mais ils présentent une collection fort rare de pièces recueillies par lui et la plupart du temps improvisées dans les *ruelles*, *réduits* et *alcôves*. Par elles il est possible de se faire une idée plus intime des *salons* du XVIIe siècle, qui n'ont guère été étudiés que dans leur ensemble, soit avec une solennité érudite qui rebute le lecteur mondain, soit avec un parti pris d'éloges qui ne lui permet d'entrevoir que comme en une sorte de nuage parfumé les seigneurs et les dames des *chambres* célèbres.

Ce serait pourtant une promenade bien agréable que celle qu'il nous serait donné de faire sans fatigue dans ces *cercles* gracieux où, pour la première fois en France se rencontrèrent les deux sexes en de galants rapports intellectuels, centres et foyers littéraires de la société polie, exerçant une influence puissante sur la langue et sur les mœurs, et d'où sont sortis, pour remplacer les rudes et grossiers batailleurs du siècle précédent, ceux qu'on appelait « les honnêtes gens », dont le chevalier de Méré fut l'archétype. Les manuscrits inédits de Tallemant nous permettent au moins de jeter un coup d'œil sur ces réunions.

Ici, c'est le salon grave de Conrart qui devint, par un caprice du cardinal de Richelieu, l'Académie française; ou bien celui de l'abbé d'Aubignac, qui voulait obtenir, par la grâce de Mgr le Dauphin, le droit de se nommer Académie royale; et celui de l'abbé Testu, où l'on donnait lecture de toutes les pièces destinées au cirque, comme l'on appelait alors le théâtre ; là, à côté de l'hôtel de Rambouillet et de la chambre bleue d'Arthénice, les salons de Mme des Loges où fréquentaient Balzac, Malherbe, Beautru ; de Mme de Sablé, retirée après la lettre à Port-Royal-des-Champs, où la venaient visiter d'anciens amis restés fidèles; de la comtesse de la Bourdonné au Palais-Royal, où le maréchal de Gassion se risqua un jour et faillit perdre l'esprit; de Mlle Paulet, la célèbre lionne rousse; de Mlle de Scudéry, qui présidait, sous le nom de Sapho, les assemblées où se pressaient Conrart-Théodamas, Pellisson-Acante, Sarrasin-Polyandre, Godeau-le Mage de Sidon, et Chapelain, et Doneville, et Izarn, et de Raincy, et où parfois venaient s'asseoir Mme de Sévigné et Mme de Lafayette; et celui de sa belle-sœur Mme de Scudéry, femme du célèbre et fougueux gouverneur de Notre-Dame-de-la-Garde; et de la comtesse de Fiesque qui prit part aux folles équipées de la Fronde; là encore la chambre du cul-de-jatte, où Mme Scarron remplaçait le rôti par une histoire et préludait à son rôle d'amuseuse du vieux roi; ou bien le salon de Ninon de Lenclos où Saint-Évremond, Mitton, Saint-Pavin et tant d'autres *mourants*, traitaient les questions politiques et religieuses sans compter les affaires de cœur, et qui a gardé le piquant singulier du libertinage philosophique.

Et c'était vraiment une heureuse et féconde époque pour tous les intellectuels que celle où la réputation se fondait sur de petits vers, des billets galants, des mots aimables et spirituels, sur l'agrément d'une parole légère, où les *salons*, fuyant la pruderie et le pédantisme qu'ils n'arrivaient point toujours à éviter, étaient de vrais lieux de réunion mondaine; où Faret codifiait les lois qui présidaient à leur tenue;

où l'esprit servait de passeport et où les castes étaient égales devant lui, car dans les cercles les plus aristocratiques on admettait avec joie un abbé comme Cotin, un roturier comme Voiture, un ivrogne comme Saint-Amant. Avides d'hommages en même temps que de divertissements, les femmes se passionnaient pour tous les beaux esprits, et les sentiments s'affinaient jusqu'à l'extrême. Enivrés de leurs succès, certains, comme Cydias, après avoir toussé, relevé leur manchette, étendu la main et ouvert les doigts, débitaient gravement des pensées quintessenciées et des raisonnements sophistiqués. De là le ridicule qui s'attache parfois à ces succès d'alcôvistes, et qui a excité la verve saine de Molière et le goût critique de Boileau, à ces « drôleries », comme on disait d'ailleurs chez Mlle Paulet, sans y attacher autrement d'importance. C'est que l'on n'ignorait point que ces admirateurs de lettres dorées et de madrigaleries étaient capables de se dédoubler et que leur faculté de s'extérioriser pour couper des cheveux en quatre ne dépassait point le seuil des ruelles à la mode. Ils gardaient leur énergie tout entière pour combattre vaillamment dès qu'il le fallait, c'est-à-dire quand ils se retrouvaient seuls, et par conséquent tout d'une pièce; et ces amusettes étaient de simples haltes entre deux batailles, au temps d'un repos bien gagné, une condescendante galanterie pour aller au-devant des fantaisies féminines et s'associer à leurs préférences successives pour les *rondeaux*, les *énigmes*, les *métamorphoses*, les *portraits*. On ne trouve là rien en effet qui se puisse assimiler aux fantoches en baudruche de la comédie contemporaine, rien à cette vie du *Monde où l'on s'ennuie*, où le psittacisme des femmes n'a d'égale que la philosophie exacerbée des hommes, pédants sans volonté, proches voisins du *Tao* de Tolstoï, incapables d'autre chose que de chercher « le refuge psychique des pures extases ».

La preuve en est dans ce *sonnet* que le grand Condé écrivait galamment, *all' improviso*, de la main glorieuse qui tenait à Rocroi le bâton de commandement :

Dans ces sombres déserts où Bayard se promène,
Où le soleil fait voir rarement sa clarté,
Où toujours les hivers triomphent de l'été
Et qui de tous les dieux ont attiré la haine,

Je pensais au malheur où le destin m'entraîne,
Je pensais à l'abîme où je me suis jeté,
Et sur ce triste objet mon esprit arrêté
Ne se représentait qu'une perte certaine.

Vous parûtes alors parmi tous ces brouillards,
Dissipant leurs vapeurs par vos puissants regards
Et menant après vous une saison nouvelle.

Voyez, ma chère Iris, ce que peuvent vos yeux :
La vie en ce moment me parut toute belle;
J'oubliai tous mes maux et je me crus heureux.

N'est-il pas vrai que la préciosité est curieuse sous cette plume auguste et que Mars, comme l'on aurait dit, a tout l'air d'avoir mis bas son armure pour s'agenouiller devant quelque Vénus?

D'ailleurs, dans les salons, les sujets sont des plus variés, et Tallemant a collectionné des pièces de plus d'un genre. Un jour on a parlé de l'aventure tragique du comte de Saint-Aignan, qui, en l'an 1656, — il a pris la précaution de nous indiquer une date précise pour ce fait mémorable dans l'histoire des conversations, — a été attaqué par quatre chemineaux du temps, au cours d'une chasse à l'affût. Et voilà que Montplaisir a rimé l'aventure en une *ballade* qui contient de jolis traits, et où il compare Saint-Aignan à Hercule. Car la note mythologique, nous le savons, domine tout le XVIIe siècle et l'olympise de sa poncive envolée; car tous ces gentilshommes de lettres sont férus de latin, de grec, d'histoire d'Athènes et de Rome, et les *opéras* qu'ils parodient sont pleins aussi de tels souvenirs. Ici, c'est Dangeau dialoguant avec Ninon, comme Cadmus et Hermione dans l'œuvre de Lully; là, c'est Mme de Périgny, fille du président, dame d'honneur de la reine, qui s'attaque à l'opéra de *Thésée* sous le nom de Lucrèce, pour se venger d'une calomnie répandue contre elle par Deniert, premier valet de chambre du roi. Tout cela n'a plus grand sel aujourd'hui peut-être, mais si nous voulons être équitables et jeter autour de nous un regard pour apprécier les marivaudages, les coups d'éventail et d'épingle de nos salons, nous passerons avec une sereine indulgence, et ne retiendrons que ce *truism* : de tout temps, les réunions des deux sexes ont été prétexte à attaquer son prochain sans scrupule, à prononcer des bons mots ou soi-disant tels, à écrire des versiculets badins, en un mot à faire briller l'esprit qu'on a et plus souvent encore celui qu'on croit avoir. D'ailleurs, ce que dit La Bruyère du goût du peuple peut s'appliquer fort bien à nous tous, et c'est ne pas connaître ses contemporains que de ne pas hasarder quelquefois de grandes fadaises. Il est certain cependant que la grâce qui vaut mieux que ce qu'on dit, d'après l'expression de Voltaire, sauve parfois le néant de la pensée; car à moins d'être mortellement ennuyeux sous couleur de profondeur, les salons sont terriblement frivoles. Mais je laisse les digressions pour revenir aux manuscrits de Tallemant.

De la parodie, on se guindait aussi à la littérature, comme il est témoigné par deux *poésies* échappées à des plumes anonymes et adressées l'une à Descartes, l'autre à l'abbé Bourdelot. Le cartésien qui a composé la première l'a dédiée à une duchesse trop amoureuse de sa petite chienne et ennemie assurément de l'automatisme des bêtes. Il trace le tableau des animaux malheureux, tels que

Ces chevaux à courir jour et nuit destinés,
Et pour vingt sols par heure au public condamnés...
Et traînant tristement leurs bruyantes voitures...
Maigres, secs, efflanqués, de coups de fouet meurtris...

pour opposer à leur dolence les joies et les plaisirs continuels des animaux trop choyés, sans doute par ce besoin d'affection qui est le fond de la nature humaine et qui prend pour objet ce qu'elle peut, un chien à défaut d'un enfant, un perroquet à défaut d'un ami, un singe à défaut d'un mari. Puis, haussant le ton, l'auteur compare les sorts différents des bêtes aux destinées dissemblables des hommes, et pose presque la question sociale par la critique amère qu'il fait, avant Jean-Jacques Rousseau, des inégalités sociales.

La seconde de ces *poésies* est une épître rimée où l'on trouve des choses curieuses, et notamment une admiration sans réserve pour

Les illustres du temps, Racine et Despréaux...

Celle-là n'a pas dû partir du salon de Nevers, où trônait la belle Mme des Houlières, qui fut si hostile à Racine par amour pour Pradon. Chez Nevers, on composa le sonnet connu :

Dans un fauteuil doré, Phèdre tremblante et blême...

qui est plus qu'un jeu de salon, qui a les allures d'une vive protestation contre l'école nouvelle, — j'entends nouvelle alors, — du siècle de Louis XIV, et qui prend son inspiration dans une rancune féroce de littérateurs à la suite de Corneille et de Fontenelle contre les triomphateurs du temps.

Ce salon de Nevers est cartésien, et l'on y discute sur la glande en forme de pomme de pin qui donne au cerveau de poétiques transports. Molière en devait avoir le souvenir en quelques scènes des *Femmes savantes*.

Trasyle est un habitué du salon de Mme de Scudéry.

Que bénis soient les samedis!

clame-t-il en un enthousiasme lyrique; Godeau y écrit fréquemment pour Sapho; elle-même, fort adroite en courtisanerie, a laissé, dans les manuscrits de Tallemant, quelques traces de ses hyperboliques louanges adressées à tout propos, et hors de propos, à la famille royale. La naissance du duc de Bourgogne, son habit de mousquetaire, la paix conclue lui ont inspiré des vers de circonstance, ni meilleurs ni pires que tant d'autres. Tous ces « riens », d'ailleurs, passaient de main en main d'un salon à un autre, et la curiosité précieuse y trouvait son compte et en faisait le plus grand état. Question de mode comme le masque, le lait virginal, les grands canons, les plumes épanouies, les noms étranges, les galans exagérés, toutes choses de bel air chéries des amants de la préciosité.

C'est pour elle qu'on inventa, outre *la Carte du Tendre* dressée dans le salon de Mlle de Scudéry, *le Pays d'Amour, la Carte de la Cour, la Carte du Pays de Braquerie*, et tant d'autres sottises aimables auxquelles collaborèrent Paul Tallemant, Sorel, le prince de Conti; pour elle que se joua à peu près partout à la fois le jeu des *énigmes*, dont l'abbé Cotin se vantait d'être le père. On en composa en prose et en vers; on les plaça à la fin des *Mercures*, comme l'on imprime à la quatrième page de certaines feuilles de notre époque des *charades*, des *devinettes* et des *rébus*. Tallemant en a noté quelques-unes, celles de l'Épée, du Corps de Jupe, du Papier.

Mais, comme l'on s'y attend, les jeux de salon sont surtout consacrés à l'amour, à l'alanguissement favorable que jette dans l'âme toute cette littérature mondaine, qui eut pour expressions suprêmes *la Carte du Tendre* et *la Guirlande de Julie*. Réunis, les deux sexes ont des trouvailles admirables qui justifient les conseils jumeaux du chevalier de Méré et de Mlle de Scudéry, l'une recommandant aux dames l'entretien des hommes qui réjouit et divertit, l'autre conseillant aux hommes la fréquentation des femmes où l'esprit se fait.

En ces temps bénis des salons et des ruelles à la mode, le mariage n'est pas un enfer; il se contente d'être un état civil et, peut-être parce qu'il est entouré de moins de formalités qu'à notre époque, on en prend avec lui plus à l'aise et l'on chiffonne... en vers sa collerette moins empesée. Je n'ai ici que l'embarras du choix, — mais il est réel, — entre toutes ces histoires galantes dont les manuscrits de Tallemant sont pleins, parfois gauloiseries crues et vertes en *noëls*, en *chansons*, en *épigrammes*, en *cantiques*, musée secret où l'on trouve compromises parmi les victimes les grandes figures d'Anne d'Autriche, de Maintenon, de Scudéry, de Coulanges, de Mazarin, de Séguier, et au nombre des bourreaux Maynard et Racine lui-même. Je m'en tiendrai à la galanterie légère, parfois spirituelle, toujours applaudie. Conrart et Pellisson envoient à Alphise un bouquet à frais communs :

Belle sainte à qui tant de cœurs
Cachent les maux que vous leur faites,
Si l'on ne vous dit des fleurettes,
Souffrez qu'on vous donne des fleurs.

Voilà qui est du dernier galant.

Peste! où prend leur esprit toutes ces gentillesses?

Et Alphise de répondre en une improvisation qui se raille de la métrique et même de la rime, mais où apparaît son prosélytisme prime-sautier.

Alphise a une sœur, et Pellisson, qui écrit souvent en collaboration, s'unit cette fois à Trasyle pour faire le siège de ces deux cœurs. C'est une joute en vers

et en prose où l'on parle des épigrammes, et où le perdant s'exécute. Les deux dames sont patronnesses, — car la charité ne nuit pas au *flirt*, bien au contraire, — des pauvres de Champagne et de Picardie et ont la clef du tronc de Saint-Julien, leur paroisse. Dans ce tronc, elles trouvent un louis d'or et un papier satiné :

> Accordez donc à ma demande,
> — Notre Seigneur vous le commande. —
> Quelque faveur petite ou grande,
> Et je dirai : Dieu vous le rende!

Cela est d'Acante tout seul.

Ceci de Trasyle, en réponse à une dame qui lui a demandé des vers.

> . . . . . .
> Mais si je donne vers ou prose,
> Si je ne vous refuse rien,
> M'accorderez-vous quelque chose?

Fi! le vilain! Il a commerce poétique avec deux autres sœurs, Angélique et Doralise, qui sont liées avec un vieux garçon leur voisin, Tuffani. Et à celles-là aussi il demande; mais ce qui sauve la morale, c'est que rien n'indique qu'aucune ait fait l'aumône à ce pauvre audacieux.

Partout, et à propos de n'importe quel événement, c'est un jeu perpétuel de petits vers doux, tendres et langoureux. Pellisson joue aux échecs avec les deux sœurs Perrique, perd avec l'aînée, connue sous le nom de *Perrique l'Étonnée*, et paie en monnaie de poète :

> Belle sainte, je vous aime...

(il est curieux de voir combien de saintes figurent dans le Calendrier du Tendre),

> Mais si mon amour extrême
> A rien qu'on puisse blâmer,
> Puisse le ciel m'abîmer!

La Fontaine a fait, lui aussi, sa partie dans ce concert spirituel, et Tallemant a eu l'excellente idée de mettre à part un *madrigal* qui sent un peu le fagot et qui est tombé dans un salon de la plume du Bonhomme.

> Souper le soir et jeûner à dîner
> Cela me cause un léger mal de tête.
> Ne jeûner point? Arnaud me fait jeûner.
> Escobar dit qu'Arnaud n'est qu'une bête.
> Fi des auteurs qu'on crut au temps jadis!
> Qu'ont-ils d'égal aux maximes du nôtre?
> Ils promettaient au plus le Paradis:
> En voici deux pour ce monde et pour l'autre.

Ce jeu-là est sans doute une incursion dans les questions religieuses de l'époque, sur lesquelles les manuscrits de Tallemant sont remplis de très précieuses indications; mais sa forme légère, — il est adressé à une dame anonyme, — le range dans la catégorie des *piécettes* dont il est question ici.

Nous n'avons voulu, en effet, que respirer pour le moment en ces trois volumes, — ainsi que l'on fait en un flacon longtemps plein d'une liqueur rare et maintenant évaporée, — le parfum de ce monde galant des *ruelles* et des *alcôves*, à l'esprit alerte, au trait gaulois parfois, vif le plus souvent, de ces dames, de ces grands seigneurs, de ces littérateurs, de ces abbés, qui se livraient à des passe-temps intellectuels, sorte de menue monnaie de la poésie, et jouaient ensemble au volant littéraire, toujours avec une adroite prestesse, et quelquefois artistement.

PIERRE BRUN.

AUTOUR DE SANTIAGO [1]

Du 1er au 20 juillet 1898.

J'ai couché au Consulat, ne trouvant plus de place nulle part. Toute la nuit des gémissements et des cris. Trois enfants meurent sur les dalles de marbre de la grande salle, emportés par des fièvres pernicieuses. Le consul envoie sa famille le lendemain matin, avec quelques Français, à la villa Ducoureau, hors de l'infection du village. C'est une splendide maison à étage; les chambres y sont très spacieuses; en plein bois, cette grande bâtisse est d'un aspect un peu théâtral, mais c'est le plus bel endroit, à mi-chemin entre le Caney et Santiago. On voit de là tous les camps américains, et leur infinité de petites tentes régulières; mais aucune batterie: elles sont soigneusement dissimulées. A peine çà et là quelques lignes blanchâtres dans les verdures sombres indiquent un remblai fraîchement exécuté. On voit aussi les casernes et les clochers de Santiago ; et les fumées bleues de mille foyers en plein air, montant toutes droites sous le soleil calme indiquent la place du Caney, au fond d'un pli de terrain. Tout en face de la villa il y a une petite maison à tuiles rouges, assise sur une hauteur.

Dans cette *quinta* Ducoureau, isolée dans la campagne et dans le silence des bois, on est beaucoup plus tranquille qu'au Caney. La vue est splendide; mais on est assez fortement exposé : lors d'une escarmouche, tout dernièrement, les balles tombaient sur le toit, et leur bourdonnement rapide inquiétait vivement tous les habitants de la villa. Mais quand les tranchées cessent le feu, on jouit du spectacle de toute cette immense étendue ondulée et couverte d'arbres. Dans ce fond de bananiers, de palmiers et de cocotiers, cette vaste villa aux grands airs semble bien un décor un peu solennel. On y est à l'aise et

(1) Voyez la *Revue* du 28 janvier.

on respire ici, quoiqu'on soit encore bien nombreux, un peu les uns sur les autres, plus au large tout de même qu'au Caney. Il y a une rivière non loin de là où la peau qui brûle et transpire savoure les délices et la fraîcheur de l'eau, avec un dais de lianes pendantes au-dessus de sa tête. Ici plus que partout ailleurs on remarque la quantité d'arbres abattus. Les nègres ne se donnent même plus la peine de grimper aux arbres pour cueillir des fruits. Lassitude ou paresse? Et dans la tiédeur des sentiers pleins d'aromes violents, d'herbe grasse et de terre vigoureuse, ces palmiers tranchés et ces mangotiers abîmés font peine à voir.

La villa Ducoureau est perchée sur un petit monticule et se voit de très loin; ce qui explique le va-et-vient continuel de soldats américains qui visitent ce petit palais. Les grandes arcades de sa terrasse supérieure, et son faux air de château les attirent de tous les points, de tous les campements et de toutes les tranchées. Ils sont d'ailleurs très avides des fruits du pays, gourmands du goût exotique de ces chairs savoureuses, et battent les environs pour en trouver. Ce sont pour la plupart de solides gaillards aux larges épaules. Ils souffrent très fort du climat et de la chaleur sous leurs tuniques très épaisses de flanelle bleu sombre, et en dépit des innombrables trous qu'ils ont faits dans leurs chapeaux de feutre gris, la sueur leur coule du front. Sanguins et pesants, ils ont trop de santé même pour un tel climat, leurs gros souliers ferrés sonnent lourdement dans les escaliers et sur les planchers de bois; cette suite de types de races différentes, Français, Allemands, Italiens, sont du même sans-gêne. Mais les plus frappants sont les cow-boys. Ils ont une physionomie très particulière même parmi tous ces soldats sales et débraillés : ils ont l'air de bandits audacieux et froids, avec leur face d'énergie et leurs fronts entêtés. C'est une physionomie spéciale de rudesse et de bonhomie, de violence et, si on peut dire, de douceur. Ils apportent tout ce qu'ils peuvent de leurs rations à ces pauvres découragés que nous sommes tous et notamment de la quinine, plus précieuse que tout, au milieu de ces rafales de fièvres qui nous secouent si fort. Il y en a même qui apportent une boîte de conserve contenant de la soupe à la tortue toute préparée. Ils ont l'habitude de toutes les souffrances, ces aventuriers qui font la chasse à l'Indien aux États-Unis. Ce sont d'indéracinables cavaliers, capables de supporter les pires fatigues et même des jeûnes prolongés. C'est peut-être cette endurance qui les rend si secourables à tous. Et réellement ils tranchent par leurs étranges figures aux barbes en broussaille et aux yeux aigus, sur ce monde de soldats américains, sur cette volée de reporters et de journalistes qui parcourent la campagne en quête d'instantanés et de sujets d'articles.

*
* *

Le Caney est toujours dans la même infection; on y est aveuglé par la fumée qui envahit tout, pénètre partout, vous met les yeux en sang et étreint la gorge et les poumons. La pluie a mis de la boue dans toutes les maisons; les débris et les épluchures de fruits pourrissent toujours à travers les rues, sur les paliers, dans les cours intérieures et sous les vérandahs, c'est une litière de noyaux, un fumier de détritus et d'ordures. Comme on ne trouve plus de place nulle part et que la pluie continuelle ne permet plus de dormir à la belle étoile, on commence à élever sur la grande place et sur les hauteurs du village des huttes en palmiers et en bambous. On dirait une immense tribu nomade qui fait halte pour camper. On a essayé de faire balayer les rues, peine perdue! Le nègre est trop sale de nature et les autorités sont impuissantes à faire respecter leurs ordres. En attendant, les maladies pullulent, fièvres de toute sorte dont beaucoup sont pernicieuses, dysenteries infectieuses, etc. Les médecins, il y en a six alors au Caney, refusent d'aller voir les malades, n'ayant rien à leur donner; tous les médicaments de l'ambulance — et ils sont en trop petite quantité d'ailleurs pour qu'on puisse en donner à tout le monde — sont réservés aux blessés. Jusqu'ici les morts ne sont pas trop nombreux : deux ou trois par jour, ce qui est peu, vu l'affluence, la position critique, la mauvaise saison et la détestable nourriture. J'ai assisté à un enterrement. Plus de cercueil; on enveloppe le cadavre dans un drap minable et on l'emporte sur une civière prêtée par les ambulances. Au cimetière, c'est lugubre : on creuse un trou peu profond, on y dépose le mort, un peu de terre par-dessus et adieu! Des pieds d'enfant sortent d'un drap funèbre; on voit des cercueils que la pluie a mis à découvert; de grands aoras attendent debout, sur les murs de l'enclos, que nous ayons le dos tourné pour venir déchiqueter les cadavres. Toute la journée on entend ces oiseaux de proie tournoyer et crier sur nos têtes. Cette décomposition et ces enterrements, on peut dire, à ciel ouvert vont nous amener quelque épidémie!

J'ai vu les retranchements espagnols gardant le Caney. C'est une série de fossés d'un mètre de profondeur, entourant une butte où devait être une pièce quelconque d'artillerie. Il n'y a pas d'issue, et l'ennemi attaquant, on ne pouvait sortir de cette tranchée sans se mettre entièrement à découvert, sous le feu roulant de 5 000 Américains. Une fois là, il fallait mourir. Cela explique la défense héroïque du Caney, cette poignée d'hommes devenus des lions.

En rase campagne, ils n'auraient pas soutenu l'attaque des Américains, même à forces égales; car ils ne connaissent que la guerre de guerillas, les escarmouches derrière un pan de muraille ou derrière un tronc d'arbre. A l'abri de n'importe quoi, l'Espagnol n'a peur de rien, parce qu'il n'a pas conscience du danger. Il ignore complètement la guerre moderne et les engins nouveaux; et trois ans de luttes, avec les insurgés, ne lui ont rien appris.

La situation au Caney devient de plus en plus intolérable, la chaleur est intense malgré la pluie. On demande avec anxiété des nouvelles à tous ceux qui peuvent en avoir, car comme toujours, quand on se trouve au milieu des événements, on ne connaît jamais le sens dans lequel ils vont. On dit, sans savoir, que des négociations sont ouvertes entre Espagnols et Américains, c'est ainsi qu'on interprète le silence qui enveloppe les camps yankees et les forteresses de Santiago. On peste contre ces Américains qui n'en arrivent pas à bombarder. On voudrait une fin, à tout prix.

Des Espagnols se sont réfugiés au Caney lors de la sortie générale et mangent sans vergogne le pain des Américains, tout en les injuriant. Je rencontre notamment un rédacteur de la *Bandera española*, journal de sentiments péninsulaires très violents : il était chef des volontaires et possédait une machete qu'il traînait avec ostentation sur l'Alameda avant le débarquement des Américains. Il fit des articles où il parlait de réduire les Yankees en chair à pâté et il a maintenant une peur affreuse des soldats américains auxquels il craint qu'on le dénonce, et ne sort de sa cachette que pour aller aux provisions. Je vois aussi un curé qui porte son chapeau ecclésiastique et des vêtements de civil; d'autres dissimulent leurs tonsures avec soin : ils ont fait dernièrement en chaire des sermons chaleureux en faveur des Espagnols, et ils tremblent d'être reconnus.

Les chefs insurgés donnent tous les jours de bonnes nouvelles, mettant des lueurs fugitives d'espoir dans nos esprits inquiets. J'ai entendu de très sages paroles dans la bouche d'un capitaine cubain, Sanchez. Il dit que si autrefois on lui avait parlé d'une annexion de son pays aux États-Unis, il aurait bondi. Il voulait son pays libre et indépendant; maintenant il a vu ses compatriotes à l'œuvre, il connaît leur mollesse, leur inactivité et leur peu d'initiative, remettant tout au lendemain par nonchaloir et paresse; il les sait valeureux et très intelligents; mais il leur faut un maître à la poigne de fer, et ce maître c'est bien l'Américain qui devient nécessaire désormais pour faire un vrai pays de ce pays désorganisé. Défiez-vous, Cubains qui rêvez d'indépendance!

Enfin la nouvelle de la reddition ou du bombardement n'arrive pas. Ce qui fait présumer une capitulation prochaine, c'est que le 6 ou le 7 juillet, le gouvernement espagnol envoie des parlementaires réclamer les télégraphistes anglais qui se sont réfugiés au Caney. Il n'a plus de communications avec l'Espagne et veut télégraphier à la reine.

Les orages succèdent aux orages. Un soir cependant, pendant la pluie, on entend des grondements qu'on prend pour le tonnerre; quand le soi-disant orage est dissipé, on reconnaît le bruit du canon. On court sur les hauteurs. C'est le bombardement! Des flocons de fumée blanche s'envolent de tous les coins, découvrant des batteries qui semblent déjà encercler la ville. La maison que j'avais vue en face de la ville est démolie; à sa place il y a une grosse pièce d'artillerie qu'on voit distinctement à la lorgnette. Puis au bout d'un instant tout se tait; les Américains se sont bornés à démolir les fortifications que les Espagnols avaient élevées pendant la nuit dernière.

*
* *

On ne rentrera pas encore demain ; notre misère nous paraît plus atroce et la désolation grandit sous cette pluie qui nous inonde sans discontinuer. On assiste alors avec quelque effroi à l'éveil de tous les égoïsmes, de l'amour farouche de soi-même; c'est une explosion soudaine de passions brutales bataillant pour vivre; les caractères se mettent à nu avec une franchise quasi bestiale. Les dames les plus distinguées volent sans la moindre honte; il y en a qu'on blâme sévèrement, mais il n'y a plus de conscience et l'on s'étale avec cynisme, avec le dédain de toute pudeur. Les Américains ne peuvent suffire aux demandes de provisions, les convois sont quelquefois emportés par les torrents, ou s'embourbent dans des ornières si profondes, qu'ils arrivent avec des heures, des siècles! de retard. Après trois jours de jeûne forcé, une femme est devenue folle : avec des hurlements épouvantables, elle ne reconnaît plus l'enfant qu'elle berce dans ses bras, et veut lui briser la tête contre les murailles; toute une famille est empoisonnée par des fruits dont l'écorce était vénéneuse. On cherche une femme âgée de 78 ans qui a disparu depuis trois jours. On la trouve à moitié nue dans les taillis; autrefois fort riche, les guerres l'ont ruinée complètement, ses débiteurs se sont sauvés et elle vit d'aumônes. On découvre très loin dans la montagne des malheureux, morts de faim et d'épuisement, égarés dans des sentiers à peine tracés et qui se sont couchés au bord de la route, pour mourir, la tête sur leurs paquets de hardes.

Il va de soi que la coquetterie n'est plus de mise au Caney; elle est d'ailleurs impossible; les jolies Cubaines sont bien laides ici, mal peignées, sans

fard et sans poudre de riz. Les traits battus, les yeux tirés, le regard inquiet, elles mendient et stationnent pour avoir leur ration.

Le bruit court que des soldats espagnols, échappés aux coups des Américains lors de la prise du Caney, se sont réfugiés dans les montagnes environnantes : ce qui explique les coups de fusil qu'on entend à chaque instant très loin derrière le village. Une femme qui s'était éloignée aurait été tuée par eux. Toutes ces émotions rendent-elles cruels et indifférents ? A la villa, des soldats cubains jouent avec leurs fusils; l'un d'eux épaule et vise un de ses camarades; il ignorait que l'arme fût chargée; le coup lâché, la balle traverse de part en part le ventre de l'homme. Il meurt à nos pieds, et sa mort si subite n'éveille que des pitiés factices. Ceux qui meurent font de la place à ceux qui restent et cela donne plus à manger aux autres; on devine tout ce remuement d'idées sournoises et égoïstes aux moues des lèvres qui ne veulent pas laisser percer leur indifférence; on se contemple soi-même avec la stupidité d'une idée fixe, accessible au seul charme de vivre, de respirer, de boire l'eau corrompue où peut-être ont séjourné des cadavres, et d'engloutir le plus possible pour calmer ce ventre vide.

A côté de cette éclosion d'égoïsmes, il y a des exemples de sacrifice et de dévouement : des mères meurent de faim pour donner leurs provisions à leurs enfants malades; des infirmes et des mourants sont portés pendant des kilomètres à bout de bras, par des fils ou des parents, ou des amis, sans murmure et sans repos, occupés seulement de la chère santé qu'ils veulent mettre à l'abri du danger, des balles et des éclats d'obus. Il y a des héroïsmes si beaux de désintéressement et d'affection qu'ils atténuent l'horreur de ces férocités et de ces atrocités.

***

Le 10 juillet, à la nuit tombante, grand émoi dans le Caney. Un officier américain, parlant fort bien l'espagnol, harangue longuement la foule : le convoi de vivres n'est pas encore venu et il n'y a plus rien dans l'église qu'on puisse distribuer; voilà pourquoi il entame un discours où il leur explique, à tous ces meurt-de-faim, que la guerre est finie, que Santiago va se rendre, qu'ils pourront rentrer chez eux... On ne laisse même pas l'orateur finir; le succès de son discours est immense; pensez donc à la joie d'avoir demain le ventre à table et la tête sous son toit après tant de misères subies !

C'est un enthousiasme sans borne qui s'empare de tous ces êtres ne goûtant depuis plus d'une semaine, beaucoup depuis des mois, qu'au pain affreux de la reconcentration ou aux biscuits rances du blocus. Une folie d'allégresse fait oublier en un clin d'œil la faim qui tord des estomacs vides. C'est bien ce qu'avait pensé l'officier américain qui s'éclipse aussitôt. On ne voit qu'étreintes et embrassades comme dans une fête patriotique; les nègres s'assemblent pour danser la *danse française*, danse ahurissante pleine de contorsions bizarres et de folles gesticulations. Cette folle sarabande envahit les maisons. On s'enferme chez soi devant l'assaut dansant des nègres pour qu'ils ne viennent pas déranger et trépigner les malades gisant sur le sol, à même les parquets. Une grande négresse, qui a pénétré avec toute sa bande dans une demeure où je suis, veut me faire danser avec elle; elle me semble d'une frénésie sans pareille, et voyant que son caprice de bête noire ne me plaît pas, continuant sa mimique endiablée, elle me tourne le dos et rejoint sa suite de danseurs. Toute la nuit, ce sont des chants et des danses, tandis que des malades gémissent de douleur, et qu'on sanglote sur des agonies affreuses. On organise une retraite aux flambeaux. Toute la négraille du Caney sort de ses gîtes et de ses taudis pour cabrioler en braillant l'hymne cubain. Je rencontre la procession de ces pauvres fous dans le haut du village. A la lueur vacillante des torches, ces nez épatés, ces cheveux crépus, ces figures bestiales et luisantes me donnent l'impression d'un défilé de sorcières ou de bacchantes noires, célébrant des mystères lubriques. On ne voit que des bras nus, des torses nus, et un trou d'ombre bordé de blanc qui est cette bouche lippue de nègre, beuglant, montrant ses dents d'ivoire pour chanter la liberté de Cuba et la haine de l'Espagnol. Je ne compte pas un blanc dans ce défilé. Si c'est là le peuple cubain, on peut prévoir ce que sera la république cubaine : une république d'Haïti, de vols, de meurtres et d'uniformes chamarrés. Dans la province de Santiago la majorité des Cubains sont noirs, et peut-être cette haine de l'Espagnol n'est-elle au fond que la haine du blanc.

C'est une simple réflexion qui me vient devant cette cohue fleurant le bouc et fêtant sa liberté. Un blanc, que je connais fort bien pour occuper une bonne situation à Cuba, murmure à côté de moi, ébloui par cet enthousiasme extravagant : « *Que grande eso!* Que c'est grand ! » Nous verrons ce que feront ces nègres libres et indépendants, s'ils le sont jamais, ces nègres à qui, par ruse et pour les attirer dans l'insurrection, on a promis, la guerre terminée, les propriétés, l'argent des blancs et les terres des grands planteurs.

Il se fait tard; je pense à regagner le parquet où je dors; mais impossible de fermer l'œil de la nuit; les cris, les chants, les vivats prolongés, les allées et venues continuelles de cette procession en délire qui savoure à pleine gorge des libertés illusoires, font un

vacarme assourdissant. Les clameurs réveillent les habitants de la villa Ducoureau, sise à trois kilomètres de là. Au matin le vent du doute et de la faim ont passé par là, l'enthousiasme est fini ; le désespoir est revenu faire sentir plus amèrement l'estomac qui crie famine. La résignation et l'abattement règnent désormais. On attend stupidement. Ce réveil me paraît aussi triste que cette joie débordante d'hier ; il est grand temps que cela finisse.

Tous les matins, d'un mouvement machinal, j'allais voir si la ville pendant mon sommeil n'avait pas bougé ; tout le monde, il faut l'avouer, en faisait autant. Un matin, comme de coutume, je me trouvais là-haut, regardant Santiago. C'était une matinée claire et gaie aux abords du 14 juillet ; la ville lointaine s'éveillait dans son même horizon de montagnes bleuâtres et de sombres verdures. C'était suave ainsi que d'habitude. Quand soudain l'humidité et la rosée éparses dans l'atmosphère se groupèrent au fond du ciel en longues stries lumineuses rayant l'air régulièrement et convergeant vers la ville à peine éclairée à cette heure matinale. On eût dit une apothéose de Santiago de Cuba dont le nom n'avait jamais retenti dans l'histoire et qu'une fantaisie du soleil venait nimber de rose tendre et d'or fin, un beau matin, à son lever. Les miséreux qui étaient là ne pouvaient retenir leurs exclamations admiratives. Je restai là jusqu'à ce que le soleil eût dissipé ce gracieux mirage ; et voyant venir vers moi, par la route du cimetière, un cadavre ballotté par des porteurs indifférents, je redescendis, le cœur serré, vers le bas du village.

RENTRÉE A SANTIAGO

15 juillet.

Depuis trois jours, il doit se préparer quelque chose ; on ne voit plus rôder à travers les bois et les campagnes des soldats américains explorant le pays. En effet on apprend, le 14 juillet au soir, alors que le désespoir est plus profond que jamais, que la ville s'est rendue ! Enfin ! Quel soulagement ! Les consuls ont la permission de rentrer à Santiago ; c'est officiel cette fois.

Je suis parti pour Santiago le lendemain matin, 15 juillet, avec plusieurs employés du câble. Le drapeau espagnol flotte toujours sur les tranchées ; nous passons une bonne heure entre les lignes américaines et espagnoles. Pendant que l'on parlemente pour pénétrer dans la ville, un grand diable qui est avec nous grelotte de peur ; il murmure incessamment que nous sommes là bien exposés, que si les hostilités recommençaient, nous serions infailliblement tués, pris entre deux feux. Il descend de cheval, se jugeant point de mire trop évident, et se couche derrière des cactus, le nez au fond de l'herbe drue. Enfin nous rentrons ! tous les soldats ont encore leurs armes. Nos compagnons distribuent des *buenos dias !* à chaque soldat. Ils n'ont pas assez de salamalecs pour cacher leurs mines effrayées.

Les abords de la ville ont l'air merveilleusement défendus ; des buissons et des taillis qui bordent la route sortent des faces de soldats curieux de revoir des *pékins !* Ils doivent ignorer la capitulation ; car ils rient à gorge déployée, nous prenant pour des prisonniers. A un détour brusque du chemin, une bâtisse ; c'est un corps de garde ; sous la vérandah, des monceaux de pierres font des remparts avec des meurtrières ; il y a là une assez forte troupe qui nous regarde, avec armes et bagages. L'officier nous donne deux guides pour entrer en ville et nous dit d'aller tranquilles, car nous sommes sous la sauvegarde d'Isabelle la Catholique ; du moins, c'est ce que je crois comprendre à son bredouillement rapide. Les premières maisons de Santiago sont hachées et déchiquetées par des balles ; ce sont de misérables masures en bois ; çà et là une planche tient encore en l'air, au bout d'une perche qui soutenait la toiture disparue.

* * *

Les rues sont encombrées de barricades. Des tonneaux pleins de pierres et de terre ne s'ouvrent que pour laisser un étroit passage. A notre droite sur les casernes flottent des drapeaux d'ambulance, blancs avec la croix rouge ; sur une longueur de 500 mètres, je compte six ou sept barricades. L'assaut, évidemment, n'aurait pas été facile ; il aurait fallu prendre maison par maison ; et les Espagnols se seraient montrés tels qu'on les voit dans l'histoire, reculant pied à pied ; mais le bombardement les aurait foudroyés, car ils étaient cernés de tous côtés, avec des batteries ennemies sur toutes les hauteurs voisines, et leurs canons, dont beaucoup se chargeaient par la bouche, leur auraient été d'un maigre secours pour repousser une attaque en règle.

La plupart des maisons sont enfoncées ; sur certaines portes fermées qui me semblent intactes, de petits écriteaux marquent évidemment celles qui ont été respectées. Tout indique que la ville a été livrée au pillage.

Quand nous débouchons sur la place de Mars, des files de bœufs, de vaches et de chevaux longent les maisons, on les a volés sans doute. Toutes les troupes ont dû être massées sur la route du Caney et dans les avant-postes, car la ville est vide ; à peine de temps en temps rencontrons-nous quelques patrouilles qui errent dans les rues mortes où flottent de violentes odeurs de charnier. Tout a l'air vide, tout a l'air éteint et désolé d'une cité livrée à l'abandon, désertée sous l'influence de quelque mystérieux

fléau ; les pas sonnent durement dans les rues et répondent au fond des maisons inanimées, privées de la vie et du mouvement de leurs habitants. Rien n'est plus triste que la lourdeur de ce silence planant et pesant sur une ville où l'on a vu passer le remuement des habitudes familières.

Encore des portes défoncées çà et là. Les écriteaux deviennent plus nombreux, moins énigmatiques à présent ; car je lis : « Fermé par ordre de la police. » C'est donc que les maisons ont été ouvertes puisqu'on les a fermées. En effet, des habitations ont été pillées, les effets volés et les vivres enlevés. On comprend que les autorités militaires, réduites à la dernière extrémité, fassent dans toutes les demeures des réquisitions pour nourrir leurs hommes ; mais la soldatesque s'est mise au sac de la ville avec une frénésie rare. Si les maisons violées ont été verrouillées par le juge de paix, dont le nom semble dans ce temps une ironie cruelle, on y a fait préalablement un massacre de tous les meubles. Ce sont bien les soldats qui ont saccagé. Je rencontre une escouade portant des *ranchos* superbes et des bidons de vin. Eux que j'ai vus traînant avant le siège de Santiago, par les rues, leur maigre pitance, leur pain abominable, ils s'en donnent aujourd'hui à cœur joie, comme des gens qu'on a fait jeûner trop longtemps.

L'Alameda, la grande promenade, assise le long de la mer au bas de la ville, est labourée par les obus ; à chaque pas, des trous profonds et larges étalent leurs plaies, avec un éclaboussement de sables et de cailloux tout autour. En plein milieu de Santiago, dans la demeure de Barucco, commandant en chef des volontaires, un boulet a éclaté ; les maisons de commerce ont aussi souffert des éclats d'obus, et même des bombes ont effondré des toitures et ébranlé des murs qui en sont tout lézardés, des poutres les soutiennent tant bien que mal. L'usine électrique a été épargnée malgré tous les boulets lancés sur la haute cheminée qui servait de point de mire aux artilleurs américains. Tant mieux, au moins nous aurons de la lumière. J'ai avalé un verre d'eau glacée dont la saveur reste inoubliable, après tant de journées où l'on a bu de l'eau croupie.

Je repars pour le Caney pour annoncer les tristes choses que j'ai vues et rencontre le personnel consulaire, le chancelier et son éternel chariot à bœufs, avec quelques personnes ; les Espagnols les ont laissés quatre heures au pied de leurs tranchées, en pleine chaleur, malgré les protestations véhémentes ou les supplications réitérées ; ils sont cramoisis, mourant de soif, et exaspérés des procédés de l'autorité espagnole, puisque la ville s'est rendue.

Au Caney, on fait déjà ses préparatifs de retour, attendant qu'on laisse tout le monde passer pour rentrer dans leurs foyers ; on ne s'indigne même pas de se savoir saccagé et volé. Santiago s'est bien rendu cette fois ; mais plus de hurrahs triomphants, plus de chansons patriotiques ! On est trop accablé pour trouver un brin de gaieté au fond de soi ; on rentrera demain peut-être ; cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour personne ; mais il semble qu'on prévoit d'autres souffrances et on se plie avec une grande résignation à tout ce qui peut arriver désormais ; l'enthousiasme s'est brûlé les ailes aux feux de joie ; on est brisé et le désespoir a ruiné la force de ces êtres si bruyants hier. Alors c'est la rentrée en masse, la marche lente vers Santiago, où les maladies qui ont germé ou couvé au Caney vont se déchaîner effroyablement, un défilé morne de gens harassés, sans énergie, sans ressource et sans espoir entre des troupes espagnoles qui les insultent au passage. Et ces fugitifs baissent la tête devant ces soldats encore armés qui les couvrent d'affronts et d'injures ; sans rien entendre et sans rien voir dans leur détresse infinie, ils vont. Arrivés chez eux, ils verront de leurs propres yeux cette ruine qu'on leur avait annoncée et dont ils se rendaient trop vaguement compte : leurs quatre guenilles ou leurs richesses volées, leurs taudis ou leurs jolies demeures éventrées, vides et pillées. La haine contre l'Espagnol s'en augmente d'autant. Pauvre petit peuple qui achète une liberté d'un jour, au prix de tant de douleurs et de larmes, au prix de tant de catastrophes et d'agonies !

UN TÉMOIN.

UN FUTUR EMPEREUR DE RUSSIE
EN EXTRÊME-ORIENT (1)

Dans les années 1890 et 1891 le césarévitch Nicolas Alexandrovitch, aujourd'hui l'empereur Nicolas II, embarqué sur le *Souvenir-de-l'Azof*, — un des vaisseaux russes qu'ont si souvent salués depuis les canons de nos flottes et de nos ports de guerre, — a visité la Grèce, l'Égypte, l'Indoustan, l'Indo-Chine, la Chine, le Japon. Il ne s'est pas borné à en explorer les côtes : il a pénétré, parfois fort avant, dans ces pays que nous rendent vénérables tant de siècles d'histoire accumulés et tant de monuments merveilleux ou étranges. Son voyage du retour par la voie de terre lui a fait parcourir l'immensité de son empire sibérien, où la construction alors commencée

(1) Le prince E. E. Oukhtomsky, *Voyage en Orient de S. A. I. le Césarévitch* (S. M. Nicolas II). Traduction de M. Louis Leger. Préfaces de MM. A. Leroy-Beaulieu et Louis Leger. Illustré de 300 compositions de N. N. Karazine ; 2 vol. grand in-4°. Paris, Delagrave, 1893 et 1898.

du plus long railway du globe commençait à faire lever, sur un chaos de races et de langues, un radieux avenir de prospérité et de puissance.

Sur terre et sur mer, sur notre vieille Méditerranée des âges classiques, sur les océans les plus récemment ouverts à l'activité européenne, sur l'océan Indien et sur le Pacifique aux formidables ouragans, il a vu des portions d'humanité que les yeux d'aucun empereur de Russie n'avaient contemplées avant lui.

Le premier tsar qui se soit risqué sur une mer fut Pierre le Grand, et cette démarche, que ses sujets considérèrent comme un acte de surhumaine audace, détermina dans l'imagination moscovite la profonde secousse et le prodigieux ébranlement dont est née la Russie européenne. Un jour que le « tsar-géant » fut assailli sur les côtes de Hollande par une effroyable tempête, il rassura d'un mot épique ses compagnons terrifiés : « Avez-vous jamais vu un tsar de Moscou se noyer dans la mer du Nord ? » Le mot dut revenir souvent à la pensée du césarévitch Nicolas devant les rébellions des mers de Chine et du Japon. Il est le premier empereur de Russie qui ait affronté les colères de l'océan Pacifique.

On aimerait à connaître quelles impressions laissèrent dans l'esprit d'un prince de vingt-deux ans, dont la première éducation s'achevait à peine et chez qui veillait déjà la conscience des grands devoirs de l'avenir, les spectacles que lui offrirent la Grèce avec ses ruines sacrées pour l'humanité tout entière, l'Égypte avec ses hypogées que hantent encore les ombres des Pharaons, l'Indoustan avec sa nature et ses religions également écrasantes pour l'être humain; la Chine, la plus prodigieuse fourmilière d'hommes qui soit sur le globe ; le Japon, où les institutions parlementaires font un ménage si étrange avec la théocratie royale et le féodalisme intransigeant. On voudrait savoir, de l'auguste voyageur lui-même, quelles réflexions lui inspirèrent tant de contrastes entre les races, entre les mœurs, entre les religions, entre les gouvernements de cette humanité entrevue à toutes les étapes de son évolution depuis la sauvagerie primitive jusqu'aux civilisations épuisées d'avoir trop duré et d'avoir trop raffiné. Que l'humanité soit à la fois si vieille et si jeune, que tant de couches successives de nations et de royautés, de croyances et d'idoles aient mêlé leurs poussières, et que tant de peuplades, sur le Nil, sur le Gange, sur le Yang-tsé-Kiang, sur l'Amour ou l'Iénisséi en soient encore aux rudiments d'où les Pharaons, et les Maharadjas fils du Soleil, et les empereurs fils du Ciel firent sortir les premiers germes de civilisations quarante ou soixante fois séculaires; que le bipède humain ait cru à tant de superstitions, de religions, de philosophies, qu'il ait adoré tant de dieux, grossiers fétiches ou sublimisés dans l'invisible ; qu'il ait subi tant de dynasties éphémères ou durables, tant de castes de sorciers, de prêtres ou de guerriers ; qu'il se soit gouverné par tant de morales si différentes, sauvages jusqu'à consacrer les pires atrocités ou perfectionnées jusqu'à la mansuétude du Bouddha ou de Confucius, — quelles merveilleuses leçons de choses, pour un impérial adolescent, hier simple écolier, bientôt appelé à régner sur le plus vaste empire du monde ! Quels enseignements de philosophie indulgente et de large tolérance ! Et pour un futur empereur de Russie, quel Nesselrode ou quel Gortchakof blanchis sous le harnais diplomatique auraient pu l'informer avec tant de précision sur les intérêts rivaux des grandes nations européennes dans les pays de la petite Méditerranée et dans l'immense Asie, sur les raisons de leur puissance ou de leurs faiblesses, sur la durée probable de leurs empires exotiques, sur l'art de gouverner les nations les plus réfractaires aux idées européennes de gouvernement. Qui donc, parmi les chefs d'État de l'Europe ou des Amériques, a pu recevoir, de la vision directe des réalités, cette lumineuse éducation ? Et quel fruit peut-on en espérer pour les peuples dont le peuple du *Souvenir-de-l'Azof* était destiné à être le souverain maître ?

Le *Voyage en Orient* ne nous apporte pas les impressions personnelles du principal voyageur. L'héritier d'un trône, tenu à de si délicates et si hautes convenances, n'aurait pu livrer au public ses jugements sur les hommes et les gouvernements de la moitié de l'humanité.

La rédaction est l'œuvre d'un de ses compagnons de route, le prince Esper Oukhtomsky, dont les appréciations empruntent une haute valeur à sa situation dans la société, dans la littérature et dans l'État russes, à la confiance du souverain qui le plaça auprès de son fils, à l'expérience qu'il avait déjà des hommes et des choses de l'Orient. C'est lui qui, depuis, fut chargé d'accompagner le vice-roi Li-Hung-Tchang pendant le séjour de celui-ci à Pétersbourg. Il eut un rôle important dans les négociations qui assurèrent à la Russie la faculté de faire passer à travers la Mandchourie un embranchement du Transsibérien. Il est le président de la banque russo-chinoise fondée à Pétersbourg pour faciliter les relations commerciales entre les deux empires et qui, grâce à la garantie russe accordée au récent emprunt chinois, fait de la Chine un client financier de la Russie.

Le prince Oukhtomsky tient à ce qu'on sache que ce journal de voyage, malgré le luxe apporté à sa publication, n'a le caractère ni officiel, ni même officieux. Il est son œuvre personnelle. Rien qu'à ce titre, le livre reste infiniment curieux, car le prince Oukhtomsky personnifie un ensemble d'idées mo-

rales, religieuses et politiques, qui sont celles d'une grande partie de l'*intelligence* russe et, plus ou moins conscientes, de l'immense majorité du peuple russe.

La Russie, depuis ses débuts dans la grande histoire, est toujours apparue au monde avec une face tournée vers l'Europe et la politique européenne, une face tournée vers l'Asie et la politique asiatique. Elle est née *double*, en quelque sorte, par sa constitution ethnographique. slave-européenne et ouralo-asiatique; elle a été façonnée *double* par les éléments de civilisation romaine qui lui sont venus d'abord de Byzance, puis de notre Occident, et par les fatalités historiques qui d'abord l'ont asservie aux hordes d'Asie, puis on fait d'elle leur dominatrice.

Le rôle européen de la Russie, c'est celui qui a fait le plus de bruit dans nos propres annales et qui en a ensanglanté tant de pages glorieuses ou tragiques; le rôle asiatique de la Russie a eu moins de retentissement en France; il s'est manifesté surtout par les inquiétudes qui, tour à tour, agitèrent Londres, Téhéran, Pékin ou Tokio. Parfois semble chômer la politique européenne de la Russie et alors elle dit qu'elle « se recueille »; mais sa politique asiatique ne chôme jamais, et chaque édition de la carte d'Asie nous montre de nouvelles provinces s'ajoutant à la Sibérie primitive d'Ivan le Terrible, et les couleurs de l'Empire s'étendant sans cesse comme de grandes taches d'huile sur les royaumes qui furent autrefois des khanats tatars, sur des territoires ottomans, persans, afghans, thibétains, chinois, coréens. Cette immense domination asiatique, qui s'étend de l'Oural au Pacifique, sur quinze cents lieues de largeur, pèse déjà d'un poids énorme, du Nord au Sud, du pôle vers les tropiques, sur cinq ou six grandes agglomérations humaines, l'empire ottoman d'Asie, l'empire persan, l'empire anglo-indien, l'empire chinois, l'empire japonais. C'est un agent historique d'une puissance énorme et qui actionne et émeut près de neuf cent millions d'hommes.

Il y a pour la Russie une question d'Asie et d'Extrême-Orient auprès de laquelle la classique question d'Orient, qui a fait couler tant d'encre dans les chancelleries européennes et parfois tant de sang sur les champs de bataille, tend à n'être plus qu'une amusette de diplomates. Dans les affaires de notre Occident, la Russie agit en puissance européenne, obéit à des mobiles et à des points d'honneur de nature européenne, se posant en protagoniste des nations slaves, en protectrice de la religion grecque orthodoxe, en champion de l'équilibre européen entendu à sa façon; elle tient à garder son rang parmi les cinq ou six nations, pentarchie ou hexarchie, qui règlent les destinées de l'Occident; mais ce n'est pas de ce côté qu'elle a fait ses plus larges acquisitions ni les plus fructueuses; c'est seulement de ce côté qu'elle les a payées le plus cher.

Le jour est venu, à peine entrevu par Pierre le Grand, Catherine II, Alexandre et Nicolas Ier, où ses acquisitions d'Asie, qui ont fait si peu de bruit et coûté si peu de sang, se révèlent à la Russie comme les plus réellement importantes pour sa grandeur future, où la domination sur le Pacifique lui apparaît, pour sa mission dans l'histoire universelle, plus précieuse que la domination sur ces lacs qu'on appelle la mer Baltique ou la mer Noire et qui sont des mers fermées. De la Vistule au Pacifique s'étend un empire auprès duquel les plus grandes créations de l'histoire européenne, l'empire romain, l'empire de Charlemagne, l'empire de Charles-Quint, l'empire napoléonien, feraient figure de puissances de second ordre. Il agit sur les autres agglomérations humaines avec la double puissance que lui donne un principe asiatique, l'autocratie, et toutes les ressources de la civilisation européenne mises au service de l'autocratie.

Naguère encore la Russie se piquait avant tout d'être européenne et de ne rester étrangère à aucun des raffinements de l'Occident; l'épithète d'asiatique l'affectait comme une invention malveillante de ses envieux. Aujourd'hui il se rencontre, même dans son aristocratie jadis cosmopolite, même dans son élite intellectuelle, des hommes qui acceptent cette épithète et s'en parent orgueilleusement. Sans renoncer au bénéfice de l'européanisme, ils veulent être, résolument, des « Orientaux ».

Le prince Oukhtomsky est de ceux-là. Dans un article de la *Gazette* (russe) *de Pétersbourg*, en 1896, il arborait cette profession de foi : « La mission de la Russie, vis-à-vis du monde entier, lui impose le devoir de présenter à l'humanité le type d'un État chrétien,... d'un État qui, en cherchant le royaume de Dieu, obtiendrait encore par surcroît le reste. » Le reste, c'est la domination de l'Orient. « Réveillé d'un long sommeil, l'Orient est appelé à constater, d'une part, combien il est étranger à l'Europe *fin de siècle*, d'autre part, quels liens intimes le rattachent à cette jeune, saine, originale Russie, dont la glorieuse personnification, dont le symbole aimé est le souverain autocrate, le tsar blanc. »

Ainsi, vis-à-vis de l'Europe, la Russie doit se présenter avec son originalité propre, c'est-à-dire avec l'État chrétien et avec l'autocratie, « sous peine de ne figurer que comme un hôte attardé, inutile dans la famille des peuples européens ». Vis-à-vis de l'Orient, elle doit se présenter avec ces formes simplistes dont la simplicité même répond à la psychologie des peuples asiatiques; avec la religion, qui attire à elle les autres religions par ce qu'elles ont de commun avec elle, tandis que la libre pensée et le

scepticisme d'Occident répugnent à toutes également; avec la monarchie autocrate et de droit divin, dont l'idéal est l'idéal même de tous ces peuples; avec toutes les affinités de race, qui font de la Russie du Volga un prolongement ethnographique de l'Asie turko-finnoise; avec les parités dans la manière de vivre qui est la même dans les steppes d'Europe comme dans les steppes de l'Asie; avec ces mœurs rudes et primitives, ces habitudes de longue et tenace patience, de tolérance nonchalante, avec ces organisations patriarcales et souples, qui conviennent aux Russes, émigrés d'Asie en Europe, comme aux Asiatiques russisés; avec cette facilité prodigieuse d'assimilation qui distingue les sujets du tsar blanc entre tous les peuples européens. Le prince Oukhtomsky estime que « le temps est venu pour les Russes de se faire quelques idées sur l'héritage que leur ont laissé les Tchinghiz-Khan et les Tamerlan ». Il ajoute carrément : « L'exemple de ces conquérants ne nous est pas inutile. » A ses yeux l'Orient n'appartiendra ni (quelques ménagements qu'il veuille bien garder vis-à-vis de nous autres les Français) aux Latins, ni aux Anglo-Saxons figés dans leur orgueil exclusif, leur mépris des races qualifiées par eux d'inférieures, leurs préjugés de race et de peau.

Ces théories, l'auteur du *Voyage en Orient* les professait déjà avant de s'embarquer sur le *Souvenir-de-l'Azof :* ce qu'il a vu depuis n'a fait que les lui confirmer.

J'aurais plaisir à le suivre dans ses descriptions pittoresques des temples, des hypogées, des pagodes, des rues grouillantes de multitudes brunes ou jaunes, des charniers où les Parsis de Bombay donnent leurs défunts à dévorer aux vautours, du Gange charriant dans ses eaux rédemptrices les cadavres pieusement enveloppés du linceul, des courtisanes sacrées et des amazones royales, des villes flottantes de la Chine, du Japon en crise de transformation à l'européenne, — car il y a dans ces deux volumes des pages étincelantes, et, à lire le prince Oukhtomsky, on est forcé de se souvenir que ses débuts dans la vie furent ceux d'un poète.

J'estime plus intéressant de suivre l'homme politique et de voir sa pensée russe, son idéal russe, subissant le contact des réalités et s'exaltant à ce contact.

Dès qu'il a mis le pied dans l'Indoustan, il prend note de ce fait que les articles qu'on écrit à Londres, en exagérant les forces militaires de la Russie et ses projets de conquête sur l'Indoustan, dans le dessein d'agir sur le parlement de Westminster et d'en obtenir des crédits plus considérables, sont reproduits dans la presse anglo-indienne et qu'ils produisent de tout autres résultats. Grâce à eux, la Russie est connue dans l'Indoustan; elle y apparaît avec une puissance irrésistible, qui fait rêver bien des cerveaux. Les Russes y sont « populaires ». Mais y sont-ils aimés? y sont-ils « attendus »? L'auteur n'ose se prononcer : la psychologie des Asiatiques est si particulière et si impénétrable ! « Quels secrets recèle l'âme de ces Orientaux? Ne souffrent-ils pas du régime qu'on leur inflige, d'une tutelle rigoureuse et systématique, de la disparition des antiques institutions qui leur étaient si chères? Qui le dira? qui peut le deviner? » Et pourtant le Russe n'est-il pas fait, mieux que tout autre Européen, pour comprendre ce qui se passe dans l'âme de ces multitudes au teint basané, à demi nues, aux fronts tatoués en l'honneur du dieu Siva ou du dieu Vichnou?

Sans doute elles sont étrangères à l'Occident; « mais, nous autres Russes, nous sommes plus près d'elles; nous comprenons mieux leurs coutumes simples et patriarcales; un coup d'œil nous suffit pour constater leur profonde ressemblance avec nos moujiks. Leurs traits, la couleur de leurs vêtements, une foule de détails, chez certains d'entre eux, nous rappellent nos compatriotes... L'Asie! nous en avons fait partie de tout temps, nous avons vécu de sa vie et de ses intérêts; notre position géographique nous a fatalement destinés à être à la tête des forces rudimentaires de l'Orient. C'est par nous seuls et avec nous seuls que l'Orient a pu arriver par degrés à la conscience de son être, à une vie supérieure... L'étranger qui veut saisir la vie et la nature de l'Inde n'est généralement pas en état d'y réussir, — *le Parisien surtout.* » Inutile de relever certaines exagérations, certains partis pris : nous avons eu, sinon des Parisiens, du moins des Français qui s'appelèrent Dupleix, Bussy, etc., et qui semblent avoir compris quelque chose à l'Indoustan.

Malgré le splendide et somptueux accueil fait par les autorités anglo-indiennes à l'héritier du trône de Russie, celui-ci n'a pas visité Haïderabad, qui semblait devoir se rencontrer sur son itinéraire. Or, Haïderabad, la quatrième ville de l'Inde pour la population, est la capitale des États du Nizam, le plus puissant des vassaux de l'Angleterre, qui domine le centre même de l'Inde, qui règne sur dix millions d'hommes, possède un puissant trésor, commande à une armée de 45 000 hommes et à une nombreuse artillerie. Non seulement le Césarévitch n'est pas allé à Haïderabad, mais dans la partie des États du Nizam qu'il traversa, il ne vit pas le souverain. Les Anglais ont-ils craint de fatiguer leur hôte par une trop grande variété de spectacles? Ont-ils tenu à éviter une rencontre entre le plus important de leurs protégés et le fils du tsar blanc, à éviter surtout le retentissement et les commentaires qui en résulteraient dans les populations de l'Inde? Est-ce l'auguste voyageur qui a voulu montrer de la discré-

tion? Le narrateur ne nous donne aucune explication. Il se borne à remarquer que « les rapports du Nizam avec la race dominante présentent, malgré leur loyauté apparente, d'étranges singularités : ainsi, naguère, on ne voulait ici pour instructeurs militaires que des Français; on détestait les Anglais; de telles antipathies ont généralement des racines profondes et ne s'oublient pas facilement. »

Passant à Cawnpour, près de ce puits tragique que le féroce Nana-Sahib, au début de la grande révolte de 1857, combla de cadavres de femmes et d'enfants, le prince Oukhtomsky se contente de dire que « l'acharnement de la lutte explique tout » et que d'ailleurs les Anglais ont, de sang-froid, fusillé les fils du Grand-Mogol et attaché des cipayes rebelles à la bouche des canons.

Étudiant de près le système de gouvernement établi par l'Angleterre dans l'Inde, les libertés d'essence européenne qu'ils concèdent aux indigènes en échange de certaines libertés religieuses qui leur tenaient plus au cœur (comme de faire monter les veuves sur le bûcher ou d'immoler dans les bois des victimes humaines), le narrateur voit la liberté de la presse dégénérer bien vite en violentes attaques contre le gouvernement, la liberté de réunion aboutir à des congrès de 6000 délégués. Sa pensée favorite se fait jour sous une forme nouvelle : « Évidemment l'histoire réserve en Orient des problèmes fort complexes aux États occidentaux qui ne sont pas, comme nous, chez eux en Asie. » On ne peut dire qu'il soit très bienveillant pour les Anglais : rappelant quelque violence commise par leurs soldats contre un indigène, il accuse l'Angleterre de compter pour rien la vie des « noirs », de saigner l'Inde à blanc et d'en faire sortir un milliard par an. Il assure que les symptômes de sourd mécontentement dans les populations mériteraient d'attirer l'attention de la Grande-Bretagne plus sérieusement que les prétendus desseins d'agression prêtés aux Russes par ses journaux. « Elle s'occupe trop de notre politique en Orient : il est temps pour nous d'y proférer plus souvent et sérieusement un *quos ego!* »

En résumé, on voit qu'il juge médiocrement habile, durement oppressif en dépit des meilleures intentions, le gouvernement des Anglais dans l'Indoustan. A ses yeux le gouvernement du tsar blanc serait meilleur à ces populations asiatiques. Mais, pour sûr, il ne conseillerait pas au tsar de leur concéder ni la liberté de la presse, ni la liberté de réunion.

Débarqué en Indo-Chine, il fait remarquer que le roi de Siam n'a pas à se louer de ses voisins d'Europe. Tous ces Européens ne rêvent que de soumettre le Siam et de s'enrichir à ses dépens. Et, de nouveau, grand éloge de la politique russe : « Les peuples orientaux se font une autre idée de la Russie; ils connaissent la puissance du tsar blanc; ils connaissent notre respect de tous les peuples et de toutes les religions; les Siamois sentent que nous n'en voulons ni à leur existence ni à leur indépendance nationale. » Les Anglais ont ici leur compte. Mais ne faut-il pas en prendre notre part? Prenons notre part également de cette appréciation : « L'Occident *fin de siècle* célèbre le triomphe de son égoïsme; faut-il s'étonner s'il existe un abîme sans cesse élargi entre les populations soumises et les colons germains *et romans* qui prennent, malgré elle, l'Asie en tutelle? » Et naturellement revient le *Leitmotiv :* « Rien de pareil chez nous. »

Toutefois le narrateur fait une différence entre les Français et les Anglais. Il estime que sans la présence en Indo-Chine des Français, « redoutables dans une guerre continentale », le Siam aurait déjà été, comme le fut la Birmanie, victime des ambitions britanniques. Il nous donne des conseils qu'on peut estimer très sages : ne pas inquiéter les Siamois sur leur indépendance nationale, ne pas soulever d'inutiles incidents, donner confiance en notre absolu désintéressement : « Le jour où le gouvernement de Saïgon proclamera cette politique, il s'assurera au loin une énorme popularité; Siam aimera mieux recourir à l'appui d'une nation chevaleresque que de servir de jouet à la politique anglaise. »

Le prince Oukhtomsky loue chez les Français « l'art de savoir garder leurs conquêtes par la simplicité des moyens, l'affection et la confiance réciproque». Par là, il nous assigne, dans la manière de gouverner les indigènes, une place d'honneur à côté des Russes. Il admire l'œuvre de la France dans notre déjà vieille colonie de Cochinchine, et tous les progrès réalisés dans l'Annam et le Tonkin. C'est avec plaisir qu'il constate le cordial accueil que le gouverneur général Piquet et l'amiral Besnard ont fait au Césarévitch, — la première fois que celui-ci ait mis le pied sur une terre française. Il glorifie nos officiers de marine, « ces chevaliers de la nouvelle France qui lui ont donné tout un empire dans l'Extrême-Orient, qui ont acquis à la science et à la culture des régions colossales, qui ont, au prix de leur sang, faire flotter le drapeau tricolore aux frontières du Céleste-Empire ».

Ses observations sur notre armée indigène, sur les petits soldats jaunes aux cheveux ramenés en chignon et coiffés du *salako*, méritent d'être notées. Il les croit en état de lutter contre les meilleures troupes indigènes de l'Indoustan. Il estime que la solde d'activité est trop élevée et qu'en revanche on n'a pas assez pourvu à leur sort pour le moment où ils quitteront les drapeaux; ce qui oblige beaucoup d'entre eux à terminer leur carrière militaire dans les rangs des pirates. Il indique, comme pouvant renfor-

cer utilement l'élément annamite, un recrutement de mercenaires chez des races plus guerrières, telles que les Birmans, les Tagals et les Japonais, qui nous composeraient une excellente légion étrangère asiatique.

De Saïgon le *Souvenir-de-l'Azof* et les bateaux de guerre qui l'escortent transportent les voyageurs en terre chinoise : d'abord à Canton, puis à Nankin. Nous ne relèverons dans ces récits que la forte position prise dès lors (et elle n'avait pas encore occupé Port-Arthur) par la Russie dans le Céleste-Empire : de nombreuses maisons russes très prospères, des missions religieuses très influentes. Les autres nations européennes ne sont implantées en Chine que sur des points du littoral, n'agissent sur elle que par le dehors : la Russie et la France seules sont pour elle des voisins continentaux ; mais la frontière russo-chinoise est infiniment plus développée que la nôtre ; la première place dans les craintes et les respects du Fils du Ciel appartient donc sans conteste à la Russie.

On le voit bien aux détails de l'accueil fait au fils du Tsar blanc : il est transporté dans une litière jaune, couleur sacrée, uniquement réservée à l'empereur et à l'impératrice mère ; les gouverneurs de province lui adressent des pièces de vers ; expressément en vue de sa visite on a refait les routes, réparé les monuments des cités ; des multitudes respectueuses se pressent sur son passage ; ce qu'est le fils du Tsar blanc, qui peut mieux le comprendre que les sujets du Fils du Ciel ? Le même principe d'autocratie et de droit divin gouverne les deux monarchies. Loin que le narrateur soit choqué de cette comparaison entre son propre souverain et celui de la Chine, il y insiste avec complaisance. Et, de fait, les deux empereurs ne sont-ils pas au même titre les héritiers de l'empire mongol et de Tchinghiz-Khan ?

Dans une pagode de Canton, on voit quatre figures colossales de génies, les « rois des quatre points cardinaux ». Le prince Oukhtomsky croit savoir que le peuple adresse particulièrement ses hommages à celui qu'on appelle le Roi du Nord. Il voit dans ce fait un pressentiment d'avenir. C'est de légendes de cette nature qu'a longtemps vécu le chrétien de Byzance, qui, sous l'oppression turque, tournait aussi les regards vers l'homme blond qui viendrait du Nord.

De la Chine autocratique au Japon parlementaire grand est le contraste. L'accueil fait au Césarévitch est le même ; car pour le Japon aussi la Russie est le voisin le plus puissant ; et pour la Russie le Japon n'est point une quantité négligeable. Cette nation de jolis petits hommes et d'art si joli s'annonce déjà comme un redoutable instrument de politique et de guerre. Mais, en sa transformation et sa croissance si rapides, combien lui reste-t-il encore du passé ! Dans ce pays où il y a un parlement, des journaux, les modes d'Europe, des soldats portant l'uniforme d'Occident et armés des fusils les plus perfectionnés, des marins montant les bateaux du dernier modèle, des étudiantes émancipées qui rivalisent d'aspirations féministes avec les étudiantes russes de Zürich, il subsiste des coins de civilisation antique. L'autorité divine du Mikado, l'ancien roi-pontife, l'empereur constitutionnel d'aujourd'hui, reste intacte en dépit de la tribune, des journaux, de toutes les libertés, car tout cela, ce n'est que des octrois de sa volonté et que des émanations de sa toute-puissance. Sous les yeux des officiers japonais coiffés du képi, serrés dans le dolman aux manches galonnées, défilent des cortèges de daïmios, de samouraïs aux armures de laque, maniant l'arc et la longue lance, aux masques de guerre hérissés de cornes et de crinières.

C'est ce vieux Japon, sourdement irrité contre tant d'innovations étrangères, qui s'est brusquement révélé dans le sauvage attentat commis sur la personne du Césarévitch par un samouraï en uniforme de gardien de la paix. Et alors les Japonais ont pu assister à un spectacle plus étrange que tous ceux qui avaient exaspéré le fanatisme de l'assassin : leur propre souverain, sortant de son palais inaccessible aux simples mortels, risquant sa personne sacrée sur les flots, posant ses pieds divins sur l'échelle du bord pour aller visiter sur le bateau étranger la victime de l'attentat et lui attester que la tragédie d'Otsou avait été « la plus grande douleur de sa vie ». Rien ne montre mieux qu'une pareille démarche ce qu'est la Russie pour le Japon.

L'escadre russe vient d'aborder à Vladivostok, ce port de guerre sibérien au nom fatidique, « le Dominateur de l'Orient », un nom qui pourrait servir d'épigraphe à tout l'ouvrage du prince Oukhtomsky.

L'impérial voyageur va opérer son retour par la voie de terre, à travers ces provinces de l'Amour et de Transbaïkalie qui furent autrefois des provinces chinoises. Il parcourt ces tribus des Bouriates, des Tongouses, des Mandchous, des Mongols, tous descendants des hordes de Tchinghiz-Khan, tous aspirant à la nationalité russe, tous des Russes à l'état de *devenir*, qui associent déjà le culte de saint Nicolas à celui de leurs dieux et de leurs fétiches indigènes. Il inspecte les travaux du Transsibérien, qu'il a déjà préparés à Pétersbourg comme président du grand comité des chemins de fer de Sibérie. Le sol qu'il foule aux pieds, c'est la Russie de cette fin du XIXe siècle ; les contrées qu'il a visitées sur l'océan Indien et le Pacifique, ce sont peut-être les Russies du XXe et du XXIe siècle. Les réalités du temps présent autorisent toutes les ambitions des temps à venir.

Pour le prince Oukhtomsky cet avenir ne fait pas un doute. Il voit clairement « la suprématie de la Russie étendue sur le plus vaste et le plus peuplé des continents ». Les inventions et tout le courant des idées modernes ne semblent-ils pas un obstacle à ces rêves de conquête et d'empire universel qu'on croirait ensevelis avec la poussière des Alexandre le Grand, des Tchinghiz-Khan et des Tamerlan ? Au contraire ! Les inventions modernes rendent possible même ce que ces « fléaux de Dieu » n'ont pas pu accomplir et elles assureront la durée de conquêtes qui, aux mains de ceux-là, furent nécessairement éphémères. Ce sont précisément les chemins de fer, la télégraphie et le téléphone, qui rendront réalisable, pratique, durable, ce qui, dans les cerveaux des grands conquérants asiatiques, ne fut que le songe d'un jour. Loin que l'idée d'une monarchie universelle de l'Asie soit une utopie des temps barbares, elle devient l'idée moderne par excellence, l'idée d'avenir, l'idée de progrès. Et du même coup se trouve réhabilité le principe de l'autocratie, que nos siècles raisonneurs, le XVIIIe et le XIXe siècle, semblaient avoir ébranlé, abrogé et aboli pour jamais. Car le maintien de l'autocratie est, pour les Russes, la condition nécessaire de l'accomplissement de « leur mission surnaturelle en Orient ».

Nous avons négligé les éléments pittoresques de ce livre pour mettre en lumière sa portée philosophique et politique. Nous ne croyons pas avoir diminué la valeur d'une telle publication, encore que nous ne la considérions, comme l'a désiré son auteur, que comme une œuvre personnelle.

Après avoir rendu hommage à l'auteur, remercions M. Louis Leger pour la traduction si élégante et si limpide qu'il nous en a donnée. Il faut louer aussi la somptueuse illustration de l'ouvrage. Elle ne consiste pas en simples reproductions de photographies. Dans les trois cents compositions originales dont le dessinateur Karazine a enrichi ces deux volumes, — monuments des Pharaons se dressant sous la lumière des splendides nuits étoilées d'Égypte, forêts vierges de l'Inde avec leur faune gracieuse ou formidable, foules bigarrées sur les bords des grands fleuves sacrés ou dans les rues étroites des métropoles, — que de motifs qui auraient inspiré le crayon féerique de notre grand Gustave Doré ! Ils ont bien inspiré l'artiste russe, et notre génial dessinateur eût trouvé en M. Karazine un rival digne de lui.

A. Rambaud.

THÉATRES

Théâtre-Antoine : *Son petit cœur*, un acte en vers de M. L. Marsolleau ; *l'Avenir*, pièce en trois actes, de M. Georges Ancey ; *Le Gendarme est sans pitié*, un acte de MM. Courteline et Norès. — Comédie-Française : reprise de *Mercadet*.

De *Son petit cœur*, il n'y a pas grand'chose à dire, rien du moins que je n'aie dit quand l'acte de M. Marsolleau fut représenté jadis au Théâtre-Libre. C'est gentil ; avec un peu plus de simplicité, ce serait plus gentil encore.

Le Gendarme est sans pitié est une bouffonnerie, où l'on retrouve quelque peu du comique ample et copieux de M. Courteline. Ce n'est pas la meilleure pièce de l'auteur de *Boubouroche*. Telle qu'elle est, elle a été vigoureusement applaudie, grâce surtout à M. Arquillière qui a été d'une drôlerie inestimable.

La pièce importante était *l'Avenir*, de M. Georges Ancey. L'auteur, on s'en souvient, avait représenté avec éclat le genre Théâtre-Libre ; *les Inséparables*, *l'École des veufs*, et bien d'autres pièces, furent accueillies avec enthousiasme ; nous hurlions d'aise devant la « vérité » enfin découverte et révélée ; il nous semblait qu'à la seule apparition de M. Ancey, les gloires surannées allaient s'effondrer, et que le Théâtre, enfin régénéré, serait réaliste ou ne serait pas. J'ai parlé trop souvent et trop longuement de l'influence, — salutaire en somme, — exercée par le Théâtre-Libre, pour refaire une fois de plus son histoire à propos de M. Ancey. Peu à peu, les audaces se tournèrent en poncif ; aux bergeries succédaient les bergeries, mais elles ne contenaient jamais que des loups, et cela commençait à nous paraître un peu surprenant ; tous les personnages qu'on nous montrait étaient « rosses », ce qui flattait notre goût pour l'amer, mais ils s'exprimaient avec une rosserie volontaire et constante qui nous étonnait ; et nous nous demandions comment ces personnages, doués abondamment de tous les vices, étaient obstinément privés du seul qui soit vraiment indispensable dans la société : de l'hypocrisie. Cette objection, que M. Jules Lemaître fut, je crois, le premier à faire, parut impressionner les auteurs habituels du Théâtre-Libre. Ils atténuèrent peu à peu leur férocité ; ils admirent les moutons, ils firent des concessions... Mais, cependant que ses confrères s'adoucissaient, M. Ancey restait immuable. De temps à autre, une pièce de lui reparaissait sur l'affiche, et c'était une surprise de le retrouver toujours pareil à lui-même, rosse sans miséricorde, sans relâche, et toujours sans hypocrisie.

C'était une surprise, et presque un remords. Car ces pièces nous rappelaient ce que nous avions ap-

plaudi avec furie; et peut-être que sans nos applaudissements M. Ancey aurait quelque peu raboté les aspérités de son talent... Je dis « nous », quoiqu'en cette lointaine époque je n'eusse pas à donner mon avis sur le répertoire du Théâtre-Libre; je me contentais, ainsi qu'il convient, de me préparer à l'impartiale critique par une ardeur intransigeante... Quoi qu'il en soit, le genre que représentait M. Ancey ayant cessé de plaire, M. Ancey renonça à écrire, ou, du moins, ne tenta plus de se faire jouer. Voici longtemps qu'il n'avait paru sur la scène. Cela explique le vif intérêt qu'excitait sa rentrée. Et cela explique peut-être aussi pourquoi *l'Avenir* n'a remporté que ce qu'on appelle un succès d'estime. M. Ancey serait-il une fois encore resté pareil à lui-même?...

L'Avenir, c'est comme qui dirait la suite des *Corbeaux*; le premier acte de M. Ancey expose la situation qui dénouait le drame puissant de M. Becque. Et les deux derniers actes nous montrent avec assez d'exactitude l'intérieur du ménage Tessier, tel que nous pouvions l'imaginer à la fin des *Corbeaux*. Il convient d'ailleurs de reconnaître que, si la donnée initiale est celle que je viens de dire, les personnages ressemblent assez peu à ceux de M. Becque.

Étienne Ducarre est employé au ministère des Beaux-Arts, à trois mille francs; ses appointements lui donnent tout juste de quoi vivre, car il soutient sa mère. Il s'est épris de Jeanne Fontet, une aimable et courageuse fille, plus pauvre encore que lui, qui vit, elle aussi, avec sa mère, Mme Fontet : et toutes deux, sans les petits ouvrages qu'elles vendent, n'arriveraient pas à joindre les deux bouts. Voici quatre ou cinq ans que les fiancés s'attendent : Étienne compte sur l'augmentation toujours espérée, et sur l'affection d'une vieille tante qui le dotera, mais à condition qu'il fasse « un beau mariage »; Jeanne et sa mère comptent sur un heureux hasard, plus incertain encore que l'augmentation espérée par Étienne, et sur quelques vagues assurances données jadis par un ami de feu Fontet, M. Masson, vieux garçon riche et sans héritiers. Mais ces espoirs-là sont de ceux que gardent les plus misérables : ils n'osent les examiner de trop près, justement pour pouvoir les garder, et adoucir ainsi ce que leur vie vraie a de trop triste... Il faut, cependant, prendre une décision. Jeanne a vingt-cinq ans, Étienne en a trente-cinq; ils ne peuvent rester fiancés toute leur vie. Sans doute, puisque Jeanne et Mme Fontet d'une part, Étienne et sa mère de l'autre, parviennent à vivre, ils vivraient également tous les quatre réunis. Mais qu'une maladie survienne, et la plus probable de toutes, alors c'est la misère, l'impossibilité absolue d'avoir le boire et le manger. Ce que peuvent répondre les deux jeunes gens à ces judicieuses objections de Mme Fontet, vous le devinez. Ils le disent, mais sans conviction. Et M. Ancey a très heureusement marqué ici le genre d'amour que peuvent éprouver Jeanne et Étienne; les demi-pauvres, comme eux, n'osent pas aimer : trop de difficultés les entravent : un sentiment passionné et exclusif est un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre; usés, roulés si l'on peut dire, par la médiocrité, ils « étriquent » volontairement leur tendresse, comme s'ils craignaient qu'elle ne dépassât la place rétrécie qui leur est concédée dans le monde; et ce n'est pas la moindre misère de la médiocrité, qu'elle atrophie l'énergie qui seule pourrait en triompher...

Enfin, il faut se résoudre. Étienne n'a rien à attendre, pour le moment, ni de sa tante, ni de son ministère. Mme Fontet et Jeanne feront donc une tentative auprès de M. Masson. Et, dès ce premier acte, nous sommes frappés par le principal défaut de la pièce : un mélange de drame et de vaudeville : le premier sincère et souvent plein de vérité, le second où l'on sent quelque chose de concerté et de volontairement excessif. Passe encore pour la scène où Masson se dérobe prestement aux allusions de plus en plus directes de Mme Fontet et de Jeanne, quoique l'excès soit visible, surtout dans la maladresse, qu'on dirait préméditée, des deux femmes. Mais la scène qui précède celle-ci, et où Jeanne et sa mère « répètent » ce qu'elles diront à Masson, cette scène est de pur vaudeville, et de vaudeville sans gaîté ni nouveauté. — Quand elles ont suffisamment montré leur sotise, Masson les interrompt par un mot assez drôle : « Eh bien! je vais vous faire une proposition; *elle n'a du reste aucun rapport avec ce que vous me demandez...* » Et cette proposition, que certains détails nous avaient fait prévoir, la voici : Masson demande, pour lui-même, la main de Jeanne; et il sort, annonçant qu'il viendra chercher la réponse dans deux heures.

Je n'insiste pas sur la scène entre la mère et la fille. M. Ancey, vraiment, se serait-il amendé? Il l'eût écrite, naguère, avec un bien autre parti pris; ici, la rosserie ne dépasse pas la moyenne ordinaire. Et, si la scène nous a semblé fade, c'est qu'elle était trop prévue. En revanche, l'explication entre Jeanne et Étienne est excellente, juste de ton, amère et décourageante, mais sans excès. La tentation excitée chez Jeanne par la fortune de Masson ne l'empêcherait pas d'épouser Étienne : mais lui-même, sa première indignation tombée, — et elle ne peut être longue, avec l'habitude qu'il a du malheur, — finit par conseiller presque à Jeanne d'accepter l'offre de Masson. Puisqu'il ne peut l'épouser, a-t-il le droit de la condamner à attendre un hasard qui, probablement, n'interviendra jamais?... Et la scène, en vérité, n'est pas sans quelque grandeur. Jeanne,

avec une délicatesse hardie, formule les pensées qu'elle devine chez Étienne d'autant plus facilement qu'elle les a eues aussi : elle ne trompera pas Masson : ce qu'elle fait en épousant « un vieux » n'est déjà pas si reluisant; ce serait infâme, si c'était avec l'arrière-pensée de le trahir. Étienne pourra revenir la voir, elle souffrirait trop d'être séparée de lui à jamais, mais il viendra en ami... Et une autre pensée encore leur est venue à tous deux, qu'ils n'osent préciser : Masson est bien vieux, usé, malade... Et ils se séparent avec tristesse, mais sans désespoir; car leur situation, en somme, n'a pas empiré. Qui sait même si, de la sorte, ils ne seront pas plus tôt unis?...

Ce premier acte, à part les quelques objections que j'y ai faites, n'est pas loin d'être excellent. La veulerie d'Étienne, qu'on a blâmée, me semble, je l'ai dit, bien et justement observée. Le personnage est d'un dessin aussi net que le permet sa nature fuyante; il est médiocre, mais sans excès et sans caricature; les quelques traits un peu forcés qu'on pourrait relever, par exemple la passion de ce *rond-de-cuir* accompli pour les lointains voyages, sont assez comiques pour qu'on ne songe pas à les discuter.

Le second acte est très inférieur. Ou, pour mieux dire, le défaut que je signalais tout à l'heure s'accentue et s'accentuera jusqu'à la fin. Le « drame » (j'entends les scènes entre Étienne et Jeanne) est juste et vrai; le vaudeville tourne au macabre, et, avec son cortège d'emplâtres et de potions, devient tout à fait désagréable. Masson, podagre, glouton et passionné, est simplement dégoûtant. Mais ici encore il faudrait s'entendre. Si chargé que me paraisse le portrait, M. Ancey avait le droit de le mettre à la scène; à une condition, toutefois : c'est que ces horreurs fussent l'essentiel du drame, ou, au moins, qu'elles en fussent le ressort principal. Nous voulons bien qu'on froisse nos habitudes et nos pudeurs, mais pour quelque chose. Ici c'est pour rien, ou pour le plaisir. Faites de Masson un malade simplement aigri par la souffrance, la pièce et son dénouement resteront identiquement les mêmes : ils garderont toute leur saveur, et toute leur portée. Pourquoi, dès lors, avoir insisté sur un spectacle inutile et désobligeant?

Je disais qu'heureusement les scènes entre Étienne et Jeanne restaient excellentes. Il n'est même pas vrai de dire qu'elles recommencent celles du premier acte. Les sentiments des personnages ont subi des modifications que M. Ancey a bien vues et qu'il a assez bien marquées. Il y a cinq ans que Jeanne a épousé Masson, et, depuis cinq ans, Étienne continue de venir la voir, comme par le passé. Mais la solitude lui pèse, et la visite hebdomadaire (souvent gâtée par la présence de Masson) qu'il fait à Jeanne, ne suffit pas à combler le vide de son existence. Plusieurs fois, déjà, il a songé à se marier; cette fois encore, un parti avantageux lui est offert : il est tenté d'accepter... Mais il est engagé, en quelque sorte, par ses refus passés; de caractère faible, il n'a pas le courage de cesser de faire ce qu'il a fait jusqu'ici. Peut-être aussi, par une sorte de « renversement » des choses, en est-il arrivé à se persuader qu'il doit à Jeanne des compensations, car il finit par croire qu'elle s'est sacrifiée pour lui. Mais il est trop triste et trop seul; si au moins Jeanne consentait à être à lui, sa vie serait remplie, heureuse?... De son côté, Jeanne s'attache en désespérée à l'amour d'Étienne cet amour l'excuse à ses propres yeux de la vilaine action qu'elle a commise en épousant Masson, et il lui donne, grâce au dénouement qu'elle espère, la force de supporter la vie abominable qu'elle traîne auprès du vieux. Aussi fera-t-elle tout pour garder Étienne. Et, après une scène d'une adresse un peu voyante, elle jure d'aller le retrouver le lendemain, quoi qu'il puisse lui en coûter... Et l'apparition de Masson trop guéri nous montre qu'il lui en coûtera beaucoup en effet...

Encore cinq ans d'écoulés, et il y a en a un que Jeanne est veuve. Va-t-elle enfin épouser Étienne? (Je passe à dessein tout ce qui n'est pas l'essentiel.) Elle ne semble guère pressée. C'est que son point de vue a changé avec sa situation. En regard de l'existence qu'elle menait avec Masson, l'amour d'Étienne lui semblait le paradis. Elle songe maintenant à la vie qu'elle pourrait avoir, jeune encore, riche et belle; et l'amour d'Étienne lui inspire un attrait décroissant. Puis, considérant son ex-fiancé comme un mari, elle découvre qu'elle ne le connaissait pas : elle ne s'était pas aperçue de tous les changements qui s'étaient faits en lui, pas plus qu'elle ne comprend ce qui l'a changée, elle... Dans une scène excellente, triste mais pas « rosse » cette fois, tous deux, cherchant à se reprendre, esquissent le bonheur dont ils jouiront ensemble. Pour Étienne, vieux garçon, habitué d'un foyer désert, ce serait de rentrer chez soi après le bureau, — ce bureau auquel il a fini par s'attacher, — et de n'en plus sortir. Pour Jeanne, clouée si longtemps auprès d'un lit de malade, c'est, au contraire, de jouir de la vie, de se remuer, de « s'amuser », de sortir... Et, à mesure que le dialogue s'avance, une mélancolie ralentit leurs paroles. Ils sentent qu'ils ne s'entendront jamais, qu'ils demandent à la vie des choses opposées, et qu'après avoir été malheureux d'être séparés, ils seraient plus malheureux encore d'être unis : « Hélas! A quoi servent donc les rêves d'avenir?... » dit Étienne. Et Jeanne : « Ils servent à faire supporter le présent!... » — Ils se séparent; Étienne continuera sans trop de peine sa vie mécanique de vieil employé. Et Jeanne (encore un peu

de rosserie, pour finir) épousera un gamin de dix ans plus jeune qu'elle, qui lui mangera son argent.

Telle est cette pièce. Peut-être l'ai-je rendue meilleure qu'elle n'est, en négligeant ce qui en est particulièrement désagréable, et en tentant d'expliquer ce qui n'y est qu'indiqué. Je ne le regrette pas. *L'Avenir* est, je pense, la meilleure pièce de M. Ancey. Elle marque, au moins au point de vue de son parti pris de jadis, un réel progrès sur les précédentes. Il n'est donc pas tout à fait exact de prétendre que, cette fois encore, M. Ancey soit resté tout à fait semblable à lui-même. Il a dépouillé quelque chose du vieil homme; je souhaiterais qu'il en dépouillât quelque chose encore. Au moins son talent reste-t-il entier. Ce qu'il y a de bon, dans *l'Avenir*, est supérieur à ce qu'il y avait de bon dans ses autres ouvrages.

M. Antoine excelle dans les personnages incertains et timides comme Étienne; il a joué le rôle avec un naturel inimitable. Celui de Jeanne, par les contrastes, presque les oppositions, qu'il offre, est extrêmement difficile; Mlle S. Devoyod l'a rendu avec infiniment de talent et de justesse : elle m'a paru particulièrement bonne au second acte; son succès personnel a été très vif.

***

La reprise de *Mercadet*, à la Comédie-Française, a été triomphale, en dépit d'une interprétation qui n'est point tout à fait satisfaisante. Des détails de mœurs ont fait sourire, parce qu'ils ne sont pas encore assez anciens : certains des « tours » de Mercadet ont pu paraître un peu puérils, en regard de tout ce que nous avons vu depuis. Mais quelle puissance dans le personnage principal, quelle verve, et souvent quelle profondeur! — Le temps me presse, aujourd'hui. Mais l'occasion de parler de *Mercadet* se retrouvera sans peine, et je la saisirai prochainement.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

La conférence faite dernièrement à la Ligue de la Patrie Française par l'honorable M. Jules Lemaître de l'*Écho de Paris*, et reproduite dans cette feuille et dans bien d'autres encore, m'a évoqué soudain à la mémoire le nom de quelques autres hommes qui parlent ainsi gracieusement en public, lorsque le jour décline et que les vrais producteurs se mettent à leurs travaux. Les conférenciers! Ils se répandent subtils dans des minuscules salles et à l'aide de quelques apparences galantes et littéraires s'enrichissent aux dépens des jeunes hommes et des vieilles dames qui les écoutent : bienveillants et naïfs amateurs de la Pensée de salon. Les conférenciers, ce sont les réservistes de la littérature, et comme tels je n'en nommerai aucun. Ils sont vraiment des espèces de réservistes. Ils viennent à leur heure, accomplissent leurs petits exercices périodiques, puis disparaissent, et le reste du temps se promènent en uniforme de gens du monde, avec seulement, vis-à-vis des professionnels, des actifs des Lettres, l'apparence fière et sournoise d'avoir « fait leur temps ». Ils sont, à vrai dire, un peu ridicules; ils arrivent, saluent, louchent sur un petit papier, ont l'air que « ça n'est pas vrai » et causent, et l'on ne sait pas, ces demi-écrivains, s'ils ont écrit pour parler, ou bien s'ils parlent pour écrire! C'est douloureux... Ils n'atteignent à rien. Ils inventent des phrases et ça n'est pas de la production, ils caressent les œuvres des autres et ce n'est pas de la critique. Ça n'est ni sincère ni solide, mais tristement plaisant. Ce sont des mots et des apologues. Des anecdotes sur un talent d'autrui et pour eux seulement un talent d'anecdotes, du vent! Et ils montent sur les tréteaux. Sympathiques tout de suite car ils sont sur les planches, ils ne sont cependant pas des acteurs. Le conférencier, il réussira toujours parce qu'il est presque un des comédiens, parce qu'il les voit de près et que néanmoins on peut lui parler car il est convenable. C'est l'intermédiaire. Et c'est aussi le petit raseur discret et sobre qui retarde gentiment un plaisir et le rend plus précieux ou bien dit des folies quand le plaisir est trop austère. Il est le sérieux indispensable aux bourgeois qui s'amusent, la preuve qu'il y a de la littérature, le plus inutile et le plus salutaire des « accompagnateurs ». La petite réflexion toute prête devant l'œuvre d'art, celui qui dit ce qu'il faut en dire, l'évidence enfin de la haute intellectualité des salons et du monde, puisque là, sur une scène, avec des gages, sans y être forcé et « en artiste », un monsieur prononce les mêmes phrases niaises et charmantes que l'on entend le soir à la maison.

***

Le fils Richepin nous annonce une pièce en vers à l'instar de son père. Je pense qu'il aura beaucoup de talent. Il fera dès lors exception à la règle générale qui réunit tous les fils à papa (littérature, art, politique) autour du type central et sympathique d'Almanzor.

Almanzor a vingt-deux ans, son père est célèbre, Almanzor l'est donc aussi. C'est un joli garçon d'apparence sérieuse qui pense continuellement : « Soyons

gentil et simple, papa est si connu ! » Alors il se tient correct parce qu'il y a une « haute situation » dans la famille; néanmoins il n'est pas farouche et va partout. Il va déjeuner à droite, à gauche, entend des éloges de son père comme une simple politesse, et ne cache sur la vie et les coutumes du grand homme rien de ce qui peut se raconter gentiment, avec piété filiale, délicatesse et bon goût. Lorsqu'il a fini, on lui demande ce qu'il fait, lui; et il répond qu'il s'occupe d'une profession autre que la profession paternelle, mais très honorable tout de même et non sans avenir. Et si son père est dans les Lettres on réclame son avis sur toutes les manifestations du cerveau. Pourquoi ne s'y connaîtrait-il pas?... Il le donne, péremptoire, et réunit autour de lui une pléiade de jeunes écrivains non encore parvenus au père-grand homme — ni au succès. — Avec ce grand homme de père le fils à papa établit une entente tacite, tout un système de petites concessions réciproques, de services à deux. De temps en temps il lui présente un jeune homme ou une petite femme, « l'Illustre » leur dit quelques paroles bienveillantes, et le fils prolonge en récompense l'éclat du nom de famille dans des milieux variés et mondains où il se tient bien, et remporte d'éclatants succès de jeunesse qui comptent pour publicité. Au reste, il admire l'auteur de ses heureux jours, et sait toutes ses œuvres; et quand il en entend dire du mal par la jeune génération qui l'entoure, il se tait loyalement, sans réfléchir. Il ne peut pas avoir de talent, il ne peut pas ne pas écrire et il inonde de sa prose d'obscures feuilles qui s'honorent facilement.

Et le père d'Almanzor sourit à cette médiocrité sympathique, et il continue laborieusement son œuvre énorme, pendant que l'enfant célèbre grandit, vit, s'amuse, prospère, jusqu'au jour où, ayant connu la gloire de tout par son père, il continuera d'être un homme de rien comptant pour deux.

*
* *

Saluons d'un triste sourire la mémoire d'Adolphe d'Ennery, homme de drames, qui fut, lui, fils de ses œuvres, et disons qu'il était dans la vie l'être le plus paisible du monde, le plus timide et le plus discret. Les passions humaines, les trop grandes douleurs, les trop violentes joies effrayèrent son âme candide et mathématique, et il s'appliqua à faire verser des larmes lointaines produites par des tas de petits malheurs intéressants et factices pour ne pas faire pleurer. Il imagina des accidents violents et sans équivoque, de grosses et faciles mauvaises actions... Cela lui prit tout son temps. Connaissait-il le mal, lui qui créa avec tant de bonté habile de si mauvais hommes et fut-il injuste, lui qui montra tant de jolis chagrins, immérités? Mais je me l'imagine un peu égoïste; il devait rapidement se détacher des êtres pour chercher ce qui pourrait leur arriver... à eux ou à d'autres, et son œuvre aujourd'hui venge l'humanité qu'il oublia. Car elle se détache de sa mémoire, cette œuvre, morceaux par morceaux, tirades par tirades, dénouements par dénouements... Elle va vers d'autres imaginations, vers d'autres représentations, n'importe où, ailleurs ou nulle part, demeurée complète, incertaine et trop libre... et il ne reste plus que le souvenir d'un bon vieillard qui écrivit trois cents titres, des aventures, et vécut doucement en sage, sans penser à rien.

*
* *

Paris est plein d'hommes formidables qui luttent de nuit un peu partout. Des lutteurs il y en a aux Folies-Bergère, à l'Olympia, et ils ne varient pas sensiblement. Ce sont de gros hommes, gras et courts, ou longs et maigres avec des bosses mobiles sur le bras et un air endormi et paterne. Ils s'avancent doucement l'un vers l'autre, se prennent amicalement les mains et se frappent en signe d'amitié sur l'épaule. Puis, à un signal donné tout bas, ils roulent à terre sans se faire de mal, comme de gros chats. Ils sont à la force ce que certaines dames sont à l'amour. Et leur caractère doit laisser à désirer. Comme ils prennent chaque soir par métier et sans conviction des attitudes de violence et qu'ils font de la colère de neuf heures à minuit, ils doivent, pendant ce temps-là, avoir des pensées calmes, sérieuses; se contenir avec précaution pour accomplir les gestes les plus formidables, et rêver paisiblement à écraser leur adversaire d'un coup définitif. Alors, chez eux, toute l'irritation véritable quotidienne des mille petits soucis de l'existence doit reparaître avec plus de violence et, comme ils ne peuvent pas « battre » puisque c'est leur métier, et que ça ne les soulagerait guère, ils doivent asséner des coups de grogne infatigable et briser l'épouse de récriminations.

Et tout de même on les admire. Notre gentille férocité toujours en éveil se passionne au choix et sans conviction pour l'un ou pour l'autre. Elle n'en individualise aucun et ne demande qu'une apparence de victime, et c'est à la longue d'une vanité si exaspérante, que l'on cherche éperdument autour de soi, pendant la lutte, deux messieurs, l'air chétif et habillés comme tout le monde, mais qui se gifleraient « vraiment » et avec colère pour s'être marché sur le pied.

EDMOND SÉE.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

La mort d'Alphonse Daudet avait interrompu la composition d'un livre auquel le maître avait déjà beaucoup travaillé : *La Caravane*. Ces fragments vont être publiés, en même temps qu'une suite, très curieuse, paraît-il, de notes trouvées dans les papiers de l'illustre écrivain; pensées ou observations qu'il rédigeait jour à jour, en vue d'œuvres futures.

Le livre s'intitulera : *Notes sur la vie*. La publication en est annoncée pour le 15 avril.

Le dixième et dernier tome de *La Bible* de M. Eugène Ledrain paraît aujourd'hui.

Le professeur russe Maxime Kovalevsky fait préparer une traduction française du plus considérable de ses ouvrages, *l'Origine de la Démocratie moderne*.

Au confrère russe par qui ce renseignement est publié nous empruntons la nouvelle d'une assez piquante mésaventure dont le célèbre professeur aurait été victime ces jours-ci.

Il paraît que les dames patronnesses de l'École de médecine pour les femmes, à Saint-Pétersbourg, — école autorisée par le gouvernement, — avaient demandé à M. Kovalevsky de donner à Moscou, où il réside, une conférence au profit de la caisse de leur établissement, et que celui-ci avait accepté. Le sujet annoncé de la conférence était : « Rousseau et Montesquieu. » Le gouvernement a fait défendre qu'elle eût lieu.

M. Paul Bourget fait préparer une édition illustrée d'*André Cornélis*.

Comme pour *Cœur de femme*, les illustrations d'*André Cornélis* ont été demandées à M. S. Macchiati.

A la « Société des conférences », salle Charras, mardi prochain, M. Giacosa : *L'Art dramatique* et les *Comédiens en Italie*.

M. André Beaunier y fera, ce mois-ci, trois conférences sur la poésie contemporaine.

Dans quelques jours :

De M. Léon Barracand, un roman nouveau, qu'on dit charmant : *Roberte*. Simple histoire d'une jeune fille parisienne — très parisienne — dont un petit provincial conquiert tout doucement l'amour, à force de tendresse et de vertu. C'est parfait. Décentralisons.

De M. Georges Denoinville, la deuxième série de ses *Sensations d'Art*.

En librairie, depuis hier :

De M. Maurice Gandolphe, *la Vie et l'Art des Scandinaves ;*

De M. Léon Deschamps, *les Colonies pendant la Révolution ;*

De M. Charles Esquier, une nouvelle édition de l'*Egypan*, « poème moderne ».

M. Charles Esquier est pensionnaire de la Comédie-Française, en même temps que poète. Il est très jeune, et a déjà écrit des vers remarqués.

M. Halpérine-Kaminsky a entrepris, suivant la mode actuelle, une enquête à propos du dernier livre de Tolstoï, *Qu'est-ce que l'Art?*

Il a posé la question à un certain nombre de philosophes et d'hommes de lettres, et publie leurs réponses dans la *Grande Revue*. Cette première série de « questionnés » comprend MM. Alfred Fouillée, Ravaisson, Renouvier, Paul Adam, Jules Claretie, de Curel, Rémy de Gourmont, J.-K. Huysmans, C. Lemonnier, C. Mauclair, Robert de Montesquiou et Georges Rodenbach.

Rodenbach esquive l'interrogatoire en quelques mots :

J'ai lu avec un vif intérêt votre excellente analyse; j'ai lu, d'ailleurs, l'ouvrage entier : *Qu'est-ce que l'Art?* dont une traduction vient de paraître. Je me sens incapable de vous en parler en quelques lignes, quand il s'agit d'un homme de génie comme Tolstoï, d'un ouvrage curieux et tumultueux comme celui-ci; pluie d'éclairs fulgurants dans des ténèbres de volontés préconçues et parfois d'incompréhensions (que la différence de langue maternelle suffit à expliquer), un ouvrage qui est des perles, de la vase, des rochers, une eau profonde — c'est-à-dire la mer elle-même. Or seul le coquillage fait ce miracle de pouvoir *résumer* la mer.

Ces lignes sont sans doute les dernières que le pauvre charmant poète ait écrites.

M. Gilbert Stenger a terminé deux romans sur « Les misères du mariage ».

Titre : *Une femme d'aujourd'hui* et *Un mari d'aujourd'hui*.

Les deux volumes sont prêts, et paraîtront en avril.

Un des membres les plus distingués du barreau de Paris, M. Edmond Seligman, travaille à une Histoire de la Justice pendant la Révolution. L'ouvrage comprendra plusieurs volumes.

Un bibliothécaire de la Chambre des députés, M. H. Oddo, a entrepris d'exhumer de nos archives quelques figures de personnages oubliés ou ignorés dont il lui a paru que les mérites militaires ou civiques étaient dignes d'un sort meilleur.

Par lui, nous avons connu naguère l'histoire du *chevalier Paul*, lieutenant général des armées navales du Levant; et grâce à lui encore les exploits d'un autre héros ignoré, le *chevalier Roze*, vont nous être contés. L'ouvrage paraîtra dans un mois.

Exhumons de toutes nos forces, et que M. Oddo ne se lasse point; nous ne nous découvrirons jamais assez de vrais grands hommes.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*). 19, rue des Saints-Pères. — 37140. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 6. 4e SÉRIE. — TOME XI 11 FÉVRIER 1899.

DEUX LETTRES INÉDITES DE GEORGE SAND SUR L'ÉGALITÉ (1)

A Monsieur Édouard Rodrigues.

DEUXIÈME LETTRE

Puisque vous avez voulu *éprouver* mes convictions sur la doctrine de l'égalité, et que vous en êtes satisfait, je passe à votre seconde question ainsi formulée :

« 1° Pensez-vous donc que l'égalité *matérielle, brutale*, telle qu'elle a été proclamée en 1789, relativement aux droits et aux devoirs de l'homme, et telle qu'on la pratique à la lettre, sans *esprit*, soit ce que Dieu veut ?

« 2° Ne pensez-vous pas, au contraire, que Dieu, en donnant des forces inégales, des aptitudes plus ou moins complètes, a voulu que les forts, les puissants, les intelligents eussent une somme de devoirs plus considérable envers les faibles ? »

Je m'arrête ici, et réserve pour tout à l'heure les développements que vous donnez à votre généreuse idée, et la conclusion : « *Comment faut-il faire pour arriver au mieux?* »

Il s'agit de répondre *philosophie* avant de parler *pratique*, et je suis forcée, pour ne pas m'égarer dans la logique de mon raisonnement, de vous répondre tout d'abord *non* aux deux questions, et ceci vous paraîtra contradictoire : mais attendez un peu, nous arriverons à être d'accord sans nous donner grand'-peine.

— Nous avons dit, et vous acceptez ceci, que les uns n'avaient pas moins de devoirs que les autres, que les dons naturels, la force, la beauté, l'intelligence, le charme n'entraînaient point de privilèges et que tous ceux qu'il a plu à la société de créer étaient injustes ou imaginaires.

Si les hommes n'ont pas *moins* à faire les uns que les autres pour pratiquer la justice, ils ne peuvent pas avoir *plus*. Donc, je maintiens mon dire : En principe et virtuellement, tous les hommes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Et pourtant *noblesse oblige*, noblesse d'âme bien entendu. Elle oblige la conscience, et comme la conscience n'est qu'une des facultés de l'âme même, il en résulte que vous ne pouvez pas avoir une belle âme, un esprit juste, un noble caractère, sans vous sentir *obligé* de mettre votre cœur et vos facultés au service des faibles et des ignorants.

Dieu ne vous impose donc pas ce devoir, il vous l'infuse en vous donnant l'intelligence, et la philosophie religieuse, si elle est bien entendue, le développera en nous par ses enseignements. Elle s'attachera par exemple à empêcher l'enfant bien doué, le jeune homme plein de sève intellectuelle, de se laisser corrompre par la voix du siècle qui lui crie : *Sois habile pour être puissant à ton seul profit.*

Malheureusement, beaucoup se laissent égarer et font de leur capacité un usage égoïste. On s'étonne souvent de voir une belle intelligence au service d'une laide cause, on s'en effraie, on s'en afflige, on demande compte à Dieu d'une erreur apparente de sa part.

Répondons.

Dieu a créé des lois, disent les uns, il en subit,

(1) Voir la *Revue* du 28 janvier 1899.

disent les autres. Nous n'en sommes pas ici à définir Dieu tel qu'il nous est permis de le concevoir : qu'il ait établi ou reçu des lois, elles subsistent et subsisteront toujours parce qu'elles sont la logique même. Cette logique infaillible dit à tout *être* d'un monde quelconque : *Du moment que tu as conscience de toi, tu t'appartiens*, c'est-à-dire : tu ne fonctionneras plus dans le mouvement fatal qui berce et couve les germes encore incomplets de la vie. Tu vas exister par toi-même. Tu as la conscience, donc tu as la liberté. Tu seras plus ou moins doué de cette liberté selon les circonstances qui auront présidé à ta naissance et qui présideront à ton développement; mais je n'interviendrai pas *malgré toi* dans ton existence pour t'empêcher de te développer mal et contrairement à mes vues.

C'est bien assez, — pourrait dire encore le créateur ou l'ordonnateur du monde, — que j'aie institué ou accepté cette sublime loi du progrès qui transforme et qui épure incessamment toutes les choses et tous les êtres. Si tu n'es pas suffisamment aidé par ce moyen perpétuel d'amélioration et de compréhension, tu en souffriras, tu feras des pas en arrière, tu auras plus de peine ensuite à reprendre le pas général. Toute erreur, tout abus portent leur peine avec eux : c'est ainsi que fonctionne la liberté dans l'individu. Sans cela, point d'*individualité*. Et voilà pourquoi, moi, *Dieu*, je n'ai pas à intervenir dans le châtiment de tes fautes. Dans ta liberté même est le principe du bien et du mal que tu fais à ton essence.

Et Dieu pourrait dire encore : Ce qui est juste pour toi ne peut pas être ordonné autrement pour tes semblables. S'ils te rendent méchant et fou par de mauvais exemples et de mauvais traitements, il est bien évident que tu seras d'autant moins coupable que tu te seras mieux défendu, et si tu peux alléguer qu'un cas de force majeure quelconque a détruit en toi le sens de la liberté, tu ne le seras pas du tout.

Sois tranquille, l'éternelle vie te reprendra au fond de l'abîme et te replacera dans la pleine lumière que tu auras mérité de recouvrer dans une autre gestation de ton impérissable existence. Mais je ne puis empêcher le mal qui s'est fait, parce que tous sont libres pour le bien et pour le mal comme toi-même.

Ce que Dieu dit ainsi à chacun, il le dit à tous, nous ne l'entendons pas avec nos oreilles, mais la voix intérieure qui parle à l'humanité n'en est que plus nette et plus infaillible.

Donc nous sommes libres, non pas de faire tout le bien et tout le mal possible, mais tout celui qui est possible par chacun de nous, et que chacun autour de nous rend possible. La vérité dit que nous l'avons comprise et que notre supériorité intellectuelle consiste, avant tout, dans le sentiment de solidarité qu'on appelle d'un beau nom, le dévouement; si nous ne le voyons pas, c'est que nous avons de faibles yeux, ou des yeux affaiblis, voilés, hallucinés.

Donc, plus nous pouvons, plus nous devons. La loi est générale, absolue et ne contredit pas notre première formule. Le devoir étant le devoir, j'en fais autant que vous habile, si j'en fais autant que je peux.

Mais considérons celui qui peut beaucoup et prenons-le à partie s'il ne veut pas. Oh ! ici je suis avec vous contre l'opinion publique si légère, si aveugle et si généralement immorale, car elle pardonne tout au talent. Elle le démoralise en lui permettant tout. Elle le rend audacieux par l'impunité. Elle court follement au succès qui est son ouvrage, comme à une fête surprenante. C'est le résultat de cette erreur que quelque chose peut créer des droits exceptionnels sans devoirs correspondants qui les limitent et les ramènent au droit commun.

Il y aurait donc à éclairer les hommes et à réformer l'opinion en disant, à tous les instants de la vie et sur tous les tons, ce que vous dites : *Dieu en donnant des forces inégales, des aptitudes plus ou moins complètes, a entendu que les forts, les puissants, les intelligents auraient une part de devoirs plus considérable à remplir envers les faibles;* mais ajoutez ceci : du moment que le fort, le puissant, l'intelligent nie ce devoir, il cesse d'être un véritable intelligent.

Sa raison est obscurcie par un mensonge de la conscience. Il cesse d'être puissant, car son œuvre est éphémère. Il cesse d'être fort; qu'est-ce que la force appliquée au petit édifice qu'un homme s'élève à lui-même?... Un souffle d'orage le balaie. Construisez une cité, tous la défendront et vous aurez fait œuvre de force. Une fureur révolutionnaire peut raser Versailles un jour ou l'autre; la Rome des Césars est devenue un tas d'immondices. Moïse et Jésus-Christ ont fait deux civilisations qui se sont tenues et complétées.

Je crois que nous voici d'accord déjà, et que la contradiction du point de départ n'existe plus.

1° *Non*, les hommes n'ont pas fait assez *pour toujours* en 1789; ils n'ont fait que ce qui leur était possible alors; et ils n'ont pas assez fait depuis en pratiquant à la *lettre* cette égalité *matérielle, brutale*.

2° *Non*, Dieu ne veut pas que les hommes aient plus de devoirs les uns que les autres, mais il a fait l'étendue du devoir *correspondante* à l'étendue du sens moral et de la puissance intellectuelle dans l'homme.

Si au lieu de dire *oui* tout de suite au second membre de la question, j'ai dit *non*, bien que notre pensée fût au fond exactement la même, ce n'est point pour discuter sur des mots. La conversation entre gens qui se connaissent fait bon marché des mots ; mais nous fixons notre entretien par l'écriture.

Tâchons de ne pas nous créer de difficultés pour plus tard, en ne donnant pas aux formules un sens qui soit également net pour nous deux.

Je franchis quelques développements de votre idée, développements qui ont leur importance et sur lesquels je reviendrai, pour saisir votre corollaire : *Comment faut-il faire pour arriver mieux?*

Ici, mon ami, nous sortons de la théorie, et, d'une enjambée que je sais bien nécessaire et inévitable, mais qui n'en est pas moins *énorme*, nous entrons dans l'application. En d'autres termes nous passons de la philosophie à la politique, de l'idéal à la réalité. Nous portons la main aux institutions, nous devenons forcément *socialistes*.

C'est aller bien vite, et peut-être eût-il mieux valu, sur un grand nombre de points, établir notre certitude purement philosophique; toutes les conséquences se tenant par la main eussent été plus faciles à déduire.

Vous êtes actif et vous voulez, à chaque étape du raisonnement qui nous occupe, marquer un de nos pas dans la pratique. Ceci rendra notre tâche plus difficile; n'importe : essayons à nous deux.

Nous voici donc dans la politique que nous regardons (contrairement à l'usage) comme identique au socialisme, car on a fait et on fait encore généralement de la politique proprement dite une question de personnes et cela ne peut nous occuper ici. Nous en parlons, nous tâcherons du moins d'en parler comme d'une science qui a pour but le progrès de l'humanité au moyen des institutions sociales. De là vient le mot *socialisme* qu'on a pris en si mauvaise part, d'un côté, et dont, de l'autre, on a tant abusé dans ces derniers temps.

Toute société est relativement bonne quand ses institutions sont au niveau de ce qu'elle renferme de meilleur dans son sein, et relativement mauvaise quand elles sont en arrière.

Par ce qu'elle renferme de meilleur je ne dirai pas *telle ou telle* personne, car les personnes peuvent se révéler plus ou moins clairement, mais telles *et* telles idées émises, appréciées, adoptées par l'élite des intelligences et des cœurs.

C'est bien ainsi que dans les crises révolutionnaires qui sont des élans vers la liberté, vers le progrès, par conséquent, les hommes s'efforcent de procéder. C'est ainsi qu'ils sont encore censés procéder dans les temps où la liberté est comprimée. On s'assemble sur tous les points pour élire des représentants de l'idée présumée la plus haute et la plus importante du moment. Ces représentants discutent, ils sont censés s'éclairer complètement par la discussion, ils votent et légifèrent sous le régime constitutionnel vrai ou prétendu, large ou limité, qui les protège, les opprime ou les trompe, peu importe; ils se disent ou se croient la représentation nationale, et comme à l'œuvre on connaît l'artisan, on peut dire ou l'*expression* du sentiment populaire partout où le peuple est appelé à voter leur élection, ou le *chiffre* qui marque le niveau des intelligences. Ce mode de gouvernement est, en théorie, et malgré l'extrême abus qu'on en a fait dans un sens et dans l'autre, ce que l'homme a trouvé de moins mauvais pour assurer sa liberté et les droits de l'égalité.

Que pourrions-nous mettre à la place aujourd'hui? Les royautés de droit divin ont fait leur temps en France, et nous sommes Français. Nous en sommes à la royauté élective pour le moment. La majorité a fait acte de liberté en choisissant un chef dont le premier acte est de réduire autant que possible l'exercice de la liberté. La majorité croit que ce chef a bien fait, que la liberté de l'avenir ne pouvait être assurée que par les entraves du présent; elle a fait, d'une appréciation de motifs, une question de confiance ou de patience : en bonne logique quand même cette appréciation ne serait pas la nôtre, pouvons-nous déclarer que l'élection directe est mauvaise en principe, et que la masse du peuple n'a pas le droit de se nommer un dictateur?

Elle en a eu le droit hier, elle le conserve aujourd'hui, elle ne l'aura certainement pas perdu demain. Nous sommes entraînés sur cette pente et je ne crois pas qu'on puisse nous la faire remonter sérieusement.

Nous traverserons une série de dictatures jusqu'au jour où nous serons dignes et capables d'être une société libre.

Il est probable que ces dictatures seront séparées l'une de l'autre par des essais de forme plus ou moins heureuse, qui s'appelleront république ou royauté constitutionnelle ou toute autre chose. A un point de vue très élevé, rien n'est effrayant dans l'avenir prochain et rien n'est enivrant non plus; on sent qu'il faut subir et marcher, marcher et subir, et la seule chose absolument rassurante c'est qu'il est impossible de s'arrêter, c'est que le mouvement est la vie même.

Quand nous parlons de ne pas nous arrêter, nous ne parlons pas de ne pas nous reposer. Il y a nécessité dans cette alternative d'ardeur et de langueur qui s'explique par le renouvellement perpétuel, la perpétuité de la vie universelle. *Vie et mort* ne sont que veille et sommeil sans cessation de la vie, sans divorce avec le retour de l'indispensable repos. Un philosophe éminent qualifie très bien cette loi, en l'appelant *continuité d'enveloppement* et *de développement*. Il ajoute que les phases d'enveloppement ne sont jamais la cessation du mouvement, par la raison que le retour de la phase de développement est en raison de la gravité de celle de l'enveloppement qui

l'a amenée. Un voyageur fatigué doit quelquefois se reposer une nuit et un jour, après quoi, il est capable de marcher ou d'agir aussi longtemps qu'il a dormi. Les gelées du printemps retardent souvent la végétation : le retour intense du soleil répare en quelques jours le temps perdu et donne à la sève une activité, une vigueur exceptionnelle. Si le sommeil était la mort (il n'y a pas de mort), mais la mort telle qu'on l'entend quand on ne la comprend pas, ce va-et-vient de l'activité universelle ne constituerait qu'un mouvement stérile, comme celui du balancier de la pendule qui marque le temps sans le faire avancer. Mais, dans le sommeil la vie se continue, l'enfant grandit en dormant, l'esprit se retrempe comme le corps par le repos, et, bien que les songes soient des divagations apparentes, tout être sain qui se réveille a les organes plus propres à remplir leurs fonctions. Ainsi, durant les phases de son enveloppement, la civilisation prépare, qu'elle s'en rende compte ou non, les éléments et les forces d'un développement qui la portera bien plus en avant qu'elle n'a paru retourner en arrière. C'est là un raisonnement simple et sûr qui a presque la certitude d'un problème d'algèbre et qui éclaire la marche de l'avenir d'un jour presque égal à celui qui éclaire le passé. Ne nous irritons donc pas contre l'impuissance humaine : cette impuissance, si c'en est une, est une loi de l'univers; après chaque crise, un sommeil, après chaque sommeil une crise de vie plus intense.

Voilà pourquoi ceux qui veulent diriger la politique, la science sociale, au gré de leur ambition, s'égarent et sont surpris par des désastres imprévus. Ils rencontrent un jour la lassitude dans les âmes et ils l'appellent la trahison. Cette trahison est un peu leur ouvrage; ils ont mené les hommes plus loin qu'ils ne pouvaient aller pour le moment. Ils ont pris l'ardeur de leur ambition pour un état normal, sans se dire que certaines passions sont des fièvres, des désordres organiques et non des fonctions normales de la vie.

Pardon de ce long détour : c'était pour arriver à ce que nous pouvons dire du *moyen d'arriver au mieux*.

S'il y a de mauvaises fièvres qu'on appelle ambition, il y en a aussi de bonnes, entre autres celle qu'on appelle la passion du vrai. Sans cette noble fièvre dans les grands esprits, rien ne serait réparable dans les faits, rien ne serait vital dans l'action du génie humain.

Nous la partageons avec les meilleurs de notre temps, cette passion du vrai, cette impatience du mieux, cette indignation, cette douleur du mal. Nous ne voulons pas *dormir* sans avoir la conscience soulagée de ce *remords* public pour ainsi dire, qui nous rend insupportable l'injustice sociale.

Que font donc les autres? disons-nous; à quoi songent-ils? Comment telle loi n'est-elle pas déjà réformée? Comment tel préjugé règne-t-il encore? Comment telle iniquité n'est-elle pas réprimée?

Nous avons raison de n'être pas tranquilles et de ne pas nous trouver satisfaits. Disons-le, exprimons-le le plus et le mieux possible. — Mais prendrons-nous des *mesures coercitives* si nous sommes au pouvoir, pour *forcer* les autres hommes à marcher aussi vite et aussi bien que nous?

Il est prouvé par l'expérience que cela ne servirait à rien et que tout excès de pouvoir amène une réaction d'indépendance. Les hommes ont un tel besoin de liberté qu'ils ont *presque* le droit de faire le mal quand ils ont fait le bien par contrainte. Voilà pourquoi les dictatures ne fonderont rien de durable, et ne serviront qu'à marquer dans l'histoire les phases d'*enveloppement* durant lesquelles un peuple semble donner sa démission pour travailler par la réflexion, ou par l'attente de la force des choses, à son développement subséquent.

Ne nous en effrayons pas outre mesure : la loi des événements qui est la loi même de la vie, est si belle en soi, que ce qui est *enveloppé* sur un point se *développe* simultanément sur un autre point. Si les dictatures sont parfois stériles pour le progrès intellectuel, elles sont dans le même temps fécondes pour le progrès moral, et *vice versa*. Les unes tuent l'industrie au profit de la gloire, d'autres peuvent être favorables au bien-être de l'intérieur en perdant la prépondérance politique proprement dite. Tout cela sans l'exercice de la liberté individuelle reste cruellement incomplet, et pourtant, rien n'est jamais perdu, puisque jamais tout n'a été *endormi* à la fois. Quelque généreuse passion, quelque féconde énergie a toujours veillé, quelque main adroite et dévouée a toujours semé, même pendant que les gendarmes gardaient le champ condamné à la stérilité.

Ne nous engourdissons pourtant pas dans ces condésirants optimistes. Ils ne réhabilitent pas les dictatures. Les dictatures, qu'elles s'appellent empire ou convention, sont des remèdes empiriques, et s'il faut quelquefois les subir, il faut toujours déplorer la nécessité qui les engendre et plaindre plutôt qu'envier les hommes qui les exercent.

Ce n'est point dans la dictature que nous trouverons notre *moyen*, même quand cette dictature partirait d'une minorité d'esprits généreux et sublimes, qui, s'étant emparés du pouvoir par surprise ou par occasion, se trouveraient en situation de décréter une législation beaucoup plus *avancée* que la majorité des citoyens.

Tout ce que nous venons de dire ne le prouve que trop; tout ce que nous savons du passé nous le démontre. Pendant que la révolution du siècle dernier va jusqu'au régime de la terreur pour fonder la liberté, ce peuple même qu'elle appelle à l'égalité

idéale s'effraie, recule ou se tait, et prépare la marche rétrograde qui le ramènera à l'empire et à la restauration. Une moins longue expérience a été faite plus récemment. De grands principes ont été posés et discutés. De grands progrès semblèrent un instant pouvoir s'accomplir. Tant d'idées ont été soulevées en ce court espace de temps, que le peuple fut saisi de fièvre. Le breuvage était trop fort pour des gens tenus si longtemps à l'eau claire de l'ignorance ; ne cherchons pas dans les fautes individuelles l'unique cause des funestes journées de Juin. Ce serait ne voir que le détail. Un développement trop rapide accompagné de circonstances trop douloureusement excitantes : le combat. Un enveloppement subit, trop de fatigue : la dictature.

Mais qu'aujourd'hui le chef de l'État *décrète* les principes que les deux dernières révolutions ont soulevés, il n'y réussira pas davantage. Les hommes veulent faire *da se*. Dans le bien comme dans le mal l'homme aujourd'hui se sent libre et n'ira que jusqu'où il lui plaît d'aller.

Ayons donc la bonne foi de nous dire qu'*actuellement*, dans la phase historique que nous traversons, nous ne pouvons absolument rien créer de durable et de satisfaisant par la force. Les hommes sont entrés dans la voie que les siècles avaient préparée, celle qui doit aboutir au jour où il n'y aura plus de gouvernements comme on l'entend aujourd'hui, où les majorités n'étoufferont plus le vœu des minorités et où elles ne pourront plus être surprises par des minorités sans appui dans l'opinion. Ce jour-là les hommes d'affaires qui représenteront réellement les besoins essentiels des nations pourront être tirés au sort, comme, dès à présent, on tire les jurés. C'est vous dire que tout homme, quel qu'il soit, comprendra d'une manière à peu près satisfaisante le mandat dont la loi l'investit et que toute l'action sociale se sera réfugiée dans les forces de l'association libre sans réserve et sans contrôle.

Que d'entraves à briser avant que la liberté soit ! Comment les brisera-t-on? Comme on pourra ! Nous ne le savons pas mathématiquement, mais la logique nous démontre que ce sera par une succession de faits qui se renouvelleront sans se répéter, par une série d'essais où la vigueur et la lassitude auront chacune leur jour, où tout sera pour tous espérance et déception apparente sans qu'aucune espérance soit immédiatement réalisée, sans qu'aucune déception soit absolue.

Si cet avenir ouvre, comme on le dit, *l'ère des révolutions*, rassurons-nous, car une révolution n'est pas nécessairement un combat et une guerre civile, et il est bien certain que les hommes ont plus peur des crises violentes qu'ils n'en ont envie. Il faut qu'elles cessent d'être un besoin, un droit par conséquent. Soyez sûr qu'avant cinquante ans elles pourront être considérées comme des crimes, car, ou le sens moral, ou la science sociale, ou les développements industriels féconds en bienfaits auront assez marché pour que la *notion du temps* devienne une notion philosophique à l'usage de tous, et la *patience* un devoir. Une grande consolation est dans cette certitude que les révolutions violentes deviendront de moins en moins légitimes et finiront par n'être plus excusables. L'idéal du citoyen de l'avenir se résume ainsi : *soumission religieuse à la loi dans tous nos actes extérieurs, moyennant l'exercice de l'éternel devoir et de l'imprescriptible droit de réclamer son perfectionnement par l'examen et la discussion.*

Mais n'oublions pas que le citoyen du présent ne peut pas encore raisonner ainsi à tous égards et d'une manière absolue.

Il s'agirait donc, pour le progrès réalisable le plus prochain, d'arriver à la notion générale du droit d'examen et du droit de discussion qui en est la conséquence. Avec ce double droit dont la majorité ne sait pas encore se servir, et qu'une grande partie de cette majorité ne croit même pas posséder, nous serions au-dessus de toutes les tempêtes. Toute question d'intérêt général, toute idée de civilisation et de progrès serait présentée librement et librement examinée. L'opinion se ferait et se formulerait. Le vote de chaque homme aurait sa valeur réelle, et le mode incomplet mais encore inévitable du gouvernement par les majorités signifierait quelque chose. Aujourd'hui il ne signifie rien du tout, puisque le mandataire de l'opinion est imposé par le pouvoir et consenti par une population sans lumière, sans guide, sans *opinion*.

Mais pour faire ce premier pas dans la voie, il faut un autre progrès dans les mœurs, il faut le sens moral de la discussion, il faut une philosophie sociale et religieuse que les hommes n'ont pas assez généralement, il faut le sentiment positif de l'égalité et le sentiment idéal de la fraternité. Il ne faut pas se haïr, il ne faut pas s'injurier, il faut savoir convaincre et ne pas vouloir blesser.

Cela est presque un rêve aujourd'hui où l'impatience et l'indignation sont malheureusement si fondées. Et pourtant ce rêve existe dans quelques esprits et il n'est plus un rêve par conséquent. Il se réalisera.

Au lieu d'assemblées despotiques, hautaines et violentes, au lieu de clubs ignorants et farouches, au lieu de sénats abrutis dans l'égoïsme ou de Chambres paralysées par la peur des innovations, on aura des études sérieuses en commun, de nobles et sages délibérations ; non plus sur ce qui est le juste ou l'injuste, on n'en sera plus là, tous le sauront, mais sur ce qui sera plus ou moins immédiatement

applicable au salut et au progrès de la société. Au lieu de journaux s'attaquant et se détruisant les uns les autres, on aura émulation de recherches, et s'il y en a trop pour commencer, l'intérêt du public ne s'attachant qu'à ce qui aura une valeur, tous les inutiles bavardages mourront de leur belle mort.

Tout cela est si simple, si élémentaire, si facile à concevoir, quand la conscience individuelle, tant soit peu éclairée, daigne en peser la nécessité, que l'on ne peut douter de la réalisation plus ou moins prochaine. Sous ce rapport, M. de Girardin a pleinement raison dans sa thèse sur la liberté de la presse. Il ne croit peut-être pas que cela soit praticable dès aujourd'hui, et moi, je crains que cela ne commence encore par de funestes abus. Mais il n'en est pas moins certain qu'il faut que cela soit et que cela sera. La dernière révolution en a abusé. Des écrits violents, des discussions passionnées ont compromis la dignité de la presse libre. Qu'en est-il résulté? La majorité a pris la liberté de la presse en dégoût. Les hommes profiteront de cette expérience. Ils sauront qu'en faisant de la discussion une arme de guerre, on ne fonde pas la paix.

Espérons que la première effervescence, le premier enivrement passés, ils sauront exercer les droits de la liberté. Ils voient en ce moment messieurs les catholiques, Veuillot, à l'œuvre : c'est une bonne leçon.

Néanmoins, je ne vois actuellement pas *en nous*, c'est-à-dire dans le petit nombre de ceux qui veulent l'idéal, le moyen de réaliser le vœu que vous formez. Je ne vois aucun élément social prêt à le mettre en pratique. Je ne vois aucune tendance générale dans les mœurs vers ce sentiment si juste et si sûr : « Le puissant, l'intelligent, le fort, a pour mission de diriger l'impuissance, d'éclairer l'ignorance, de porter dans ses bras la faiblesse. » Nous traversons la phase de l'avidité personnelle : le *chacun pour soi* de Louis-Philippe devenu, par l'ébranlement social, le *sauve-qui-peut* de l'Empire, est loin d'avoir fait son temps. Moi, je tends les mains et j'ouvre le cœur à toute espérance et à tout effort, mais je ne me fais pas non plus d'illusion, nous pouvons bien peu! Mais s'il serait inexact de dire que nous pouvons beaucoup, il le serait également de dire que nous ne pouvons rien. Rien n'est jamais perdu dans les efforts collectifs, rien n'est jamais perdu dans les efforts individuels. Heureux le temps où on pourra s'appuyer les uns sur les autres pour faire avancer les traînards et les blessés sans les épuiser. En attendant, agissons selon nos forces, et si nous ne sommes que cent, si nous ne sommes que dix, si nous ne sommes que trois, si nous ne sommes plus qu'un, allons toujours et mourons gaiement à la peine!

Faisons du bien à un seul, s'il n'en reste plus qu'un qui veuille qu'on le sauve, ou si nous n'avons plus de forces que pour en sauver un seul. Vous n'en êtes pas là; vous avez de la richesse, de l'énergie, de la volonté pour en sauver plusieurs, et vous le faites. Moi, j'ai de la conviction pour en convertir quelques-uns. Disons-leur et prouvons-leur que nous comprenons les devoirs naturels, et divins par conséquent qui nous sont dévolus par l'équité universelle et que nous n'avons pas à les regarder comme une tâche pénible, mais comme un fonctionnement normal de notre capacité.

Le principe est admis en nous; il l'était d'avance; mais on pourrait nous chercher noise sur le principe même, car cette discussion est partout : l'individu est tout, disent les uns, la théorie du dévouement est vaine et inutile. Reconnaissez qu'il ne s'agit que d'une chose : établir la liberté de chacun qui assure celle de tous.

La liberté de l'individu n'est rien, disent les autres. Tout pour la société! Décrétez le sacrifice et que la vertu nous tienne lieu de bonheur. Cette dernière théorie, plus séduisante que la première pour les esprits enthousiastes, n'est pas meilleure en principe. Il faut que les hommes découvrent la grande loi, le troisième terme qui reliera cette antithèse : tous pour chacun, chacun pour tous.

Voici pour vous un sujet de méditation, où je déclare que j'ai encore bien de l'éblouissement, mais où une question bien préparée et bien posée peut m'aider à entrevoir quelques rayons du vrai.

Ne nous pressons pas. Voyons les développements de votre pensée qui peut-être avait déjà pris ce chemin.

Vous dites :

« Pour me servir de votre comparaison, prenons mon domestique! En me rendant tous les services matériels qu'il s'est engagé à me rendre, il est parfaitement quitte envers moi. Mais moi, qui suis plus fort dans la société, plus instruit et plus riche, je ne suis pas quitte envers lui quand je l'ai payé. Ne lui dois-je pas, selon la volonté de Dieu, secours, aide, conseil, protection, instruction? »

D'accord, si vous n'êtes même qu'un pauvre petit rentier forcé d'avoir à votre service toutes les heures de cet homme, et si vous n'êtes qu'un médiocre esprit, n'ayant pas grand'chose à lui apprendre, vous trouverez moyen encore de lui indiquer, par quelques mots échangés avec lui de temps en temps, le sentiment du vrai, s'il ne l'a pas, et si vous l'avez vous-même. Vous échouerez peut-être, mais vous l'aurez tenté. Vous prêcherez d'exemple, vous ne serez peut-être pas compris. Mais vous n'aurez rien à vous reprocher.

Cela se passera plus en grand, et avec un meilleur succès probablement, dans une riche maison gouvernée par un esprit plus vaste et desservie par des

domestiques plus intelligents. Mais remarquez et gardons bien par devers nous cet argument pour répondre à ceux qui nous disent : *Vous faites de la poésie et l'ingratitude fait de la réalité contre vous;* remarquez que nous ne faisons pas seulement la *volonté de Dieu* en agissant ainsi : nous ne remplissons pas seulement un *devoir*, nous ne faisons pas seulement de la charité chrétienne, du dévouement humanitaire et de la poésie : nous faisons aussi de l'intérêt personnel bien entendu et de l'intérêt général parfaitement raisonné.

Prenons votre maison, votre *domus* pour ce qu'elle est en réalité, une petite cité patriarcale ou républicaine, peu importe. Vous en êtes le chef et l'administrateur, et vous voulez que tout y fonctionne bien. Tout domestique, comme le mot l'indique, est un fonctionnaire attaché librement à cette maison, à cette chose organisée en vue du mieux possible. Plus il est intelligent, instruit et moral, mieux ira la petite cité, et ce que vous aurez fait pour lui, au delà des strictes conventions d'échange entre son travail et votre argent, sera au profit de vous trois : *vous, lui, la petite cité !*

Je crois qu'ici la balance pourra être égale, moralement parlant, et que la raison la plus froide pourra apprécier l'œuvre de votre cœur comme victorieuse de toute raillerie et de toute critique.

Ne pouvons-nous appliquer cet exemple à une plus grande cité, à une société tout entière ? La société a besoin du concours de chacun pour être une véritable société. L'individu a besoin de la protection de la société pour être un individu complet. L'organisateur de cette société, la *loi*, ne peut rien faire sans la société (*la cité, la maison, la richesse, les moyens*) et sans l'individu, le fonctionnaire, le domestique, le citoyen et l'ouvrier, l'associé au résultat général.

Si nous sacrifions un des trois éléments de cette cité en le subordonnant à l'un des deux autres par la force ou par la ruse, tout est brisé, et tous les trois succombent dans le désordre.

Voilà pourquoi le saint-simonisme, sans se tromper sur le tout comme vous le remarquez fort bien, est resté incomplet. Il a dit : A chacun selon son œuvre ; ce qui équivaut à dire : Soyez intelligent et actif, ou restez dans les bas-fonds. Il a négligé de dire : *A chacun selon ses besoins*, formule que Louis Blanc et son école ont admirablement développée en prouvant que les besoins de l'homme ne sont pas seulement ce que l'état présent de son intelligence lui permet de concevoir et de demander, car beaucoup ne demanderaient que du pain et du travail, ou de la paresse et de la débauche, mais ce que la loi et la nécessité savent nécessaire à l'homme : l'instruction et le développement.

Voilà pourquoi ces esprits éminents que l'on accusait de faire des orgies au Luxembourg, élaboraient cette mesure révolutionnaire qui eût triomphé si la révolution eût été faite dans les esprits. « Quiconque, dans un temps donné (il était question de trois ans, je crois) ne saura pas lire et écrire n'exercera pas comme électeur ses droits de citoyen. »

Cela fit beaucoup crier, et M. de Lamartine défendit le droit à l'ignorance. Les autres s'effrayèrent de l'engagement qu'il fallait prendre de rendre l'instruction non seulement gratuite, mais possible à ceux qui manquent de temps. Et puis les événements emportèrent les hommes et l'idée rentra dans le domaine des idées latentes.

On peut discuter sur le mode d'enseignement à donner au peuple, sur l'espèce de contrainte morale qu'on peut ou ne peut pas lui infliger à cet égard, mais on ne peut nier que dans l'état d'ignorance où la majorité est encore, il ne soit au-dessous de ses droits naturels, et incapable de bien remplir les devoirs du citoyen.

M. Enfantin, doué de grandes facultés et, je le crois, animé de grandes intentions, a cru remédier à tout par une sorte de théocratie, mesure révolutionnaire, remède empirique et rien de plus. La Société saint-simonienne a été dissoute par la force des choses, pour avoir absorbé un des trois termes dont elle se composait, au profit des deux autres. La loi et la cité avaient sacrifié l'individu en brisant trop légèrement l'union conjugale, la doctrine avait brisé aussi l'individualité de la famille, et c'était là un grand péril pour la famille sociale.

Résumons-nous.

Nous croyons à l'égalité virtuelle des hommes, à l'équivalence virtuelle de leurs droits et de leurs devoirs. Nous ne croyons pas à leur similitude, ni à celle des fonctions auxquelles ils sont appelés.

Nous croyons qu'ils sont les uns aux autres ce qu'ils sont à eux-mêmes, à Dieu, et à l'Univers, solidarité que rien ne peut rompre.

Nous croyons que l'égalité devant la loi est un grand progrès accompli, mais qu'il n'est que le premier pas dans la science de la solidarité.

Nous croyons qu'il faut marcher le plus vite possible, mais en tenant compte des lois d'intermittence (fécondes quand même) qui président à la marche du progrès.

Nous ne croyons pas que la doctrine — la meilleure et la plus pure soit-elle — ait le droit de s'imposer par la surprise et par la force, si elle n'est pas consentie par la majorité. (Le vrai socialisme qu'on a tant accusé est pur de ce reproche. Il n'a pas fait les révolutions ; il a tenté de les diriger vers le bien, et il n'a pas conspiré, *quoi qu'on en ait dit.*)

Nous croyons que les hommes ne sont pas mûrs

pour l'égalité réelle, mais qu'ils sont déjà, en dépit (peut-être même en raison) des empêchements actuels qu'ils subissent, peu éloignés de faire bon usage de la liberté.

Nous croyons que la liberté est aussi nécessaire à l'individu que l'air et la lumière, que la liberté sans l'égalité vraie est et sera longtemps incomplète, mais qu'elle seule peut l'engendrer et la faire éclore.

Nous croyons que la société est à faire et qu'elle n'existera que quand l'individu comprendra ce qu'il lui doit et ce qui lui est dû par elle.

Nous croyons qu'en attendant cette organisation protectrice de toute durée et de toute sécurité, la fraternité peut faire quelque chose et ne tardera pas à faire beaucoup. Par fraternité nous entendons non seulement les œuvres de secours mutuels, mais l'esprit d'association et la notion bien comprise de la solidarité humaine.

Nous croyons que tout le travail de l'avenir, toute l'action vitale du progrès se manifestera par des *individualités collectives*, par de libres essais d'association, par de grandes entreprises commerciales, intellectuelles, industrielles, civilisatrices, qui ne seront pas forcées d'étouffer les petits et d'écraser toute concurrence à leur propre bénéfice, mais qui absorberont, par leur utilité et leurs succès véritables, les tentatives vaines, bizarres, irréfléchies. Dès que la fraternité présidera à toutes ces grandes entreprises, elles se fondront aisément en une seule qui aura toutes ses branches spéciales liées au développement de ce qui constitue l'homme complet : science, philosophie, art, etc. Dès lors la société sera fondée et les gouvernements ne seront plus que des bureaux bien tenus, chargés d'enregistrer et de protéger les actes de la volonté générale. La loi, toujours progressiste et toujours revisée au *prorata* des besoins et des progrès du moment, sera si claire, que tout citoyen sain d'esprit, et au niveau de la généralité des intelligences, sera capable de l'appliquer et d'être le magistrat *tiré au sort* du tribunal social.

Nous croyons qu'alors les hommes s'aimeront réellement sans souffrir les uns pour les autres, sans que les ignorants et les inintelligents soient sacrifiés aux habiles, et sans que les bons soient forcés de s'immoler pour les mauvais à toute heure.

Nous croyons, en un mot, que ce que nous sommes forcés aujourd'hui d'appeler dévouement et ce qui est réellement une tâche difficile en pratique, deviendra raison, fonction normale de l'intelligence, certitude générale, *évidence*. La liberté ayant été l'élément nécessaire et général, la fraternité, le moyen individuel et collectif, l'égalité sera le couronnement universel, et dès lors l'homme pourra marcher sous l'œil de Dieu et le comprendre. Jusque-là, que de nuages entre lui et nous ! Quel secours nous avons à chercher dans la *foi* qui est l'*hypothèse de la saine logique* et rien de plus : c'est déjà beaucoup ; remercions la Providence de ce que nous pouvons déjà croire à tant de choses que nous venons d'énumérer, et de sentir qu'elle nous y mène.

N'ai-je rien oublié ? — Je sens bien que tout cela n'est pas en ordre et que les déductions ne s'enchaînent pas rigoureusement. Mais nous voulons préparer les éléments d'un catéchisme à notre usage. Peut-être en rangeant nos matériaux plus tard et en les dégageant de leurs dimensions inutiles trouverons-nous moyen de bâtir notre petit abri. Vous m'aiderez à ce triage et vous y verrez probablement plus clair que moi.

A vous de cœur.

GEORGE SAND.

17 Avril 1863.

PARMI LES TRAVAILLEURS (1)

L'expérience de M. Wyckoff.

J'ai présenté, il y a quelques mois, aux lecteurs de la *Revue*, un jeune professeur américain qui, pour mieux étudier la question sociale s'en était allé, un beau jour, sans un sou vaillant, travailler, peiner, souffrir avec les manœuvres. Il n'avait appris aucun métier et ne pouvait guère prétendre aux beaux salaires. Il s'enrôla donc parmi les travailleurs les plus humbles. Dans leur société il connut l'ardeur du soleil implacable, la fatigue presque intolérable, la faim brutale, les nuits passées à la belle étoile.

Il fit son apprentissage de la misère dans les États de l'Est. Son premier volume raconte seulement les expériences du début. En voici un nouveau, dont le sous-titre : *L'Ouest*, indique le sujet. Nous allons retrouver M. Wyckoff, non plus accablé des chaleurs excessives d'un été américain, mais en lutte avec le froid intense, la neige, la pluie glaciale qui rendent les privations des pays du nord si redoutables, si dures à supporter.

L'arrivée à Chicago, pour le touriste bien installé dans son compartiment de luxe, est pleine d'intérêt et d'imprévu. Depuis quelque temps on a traversé un pays désolé, dunes de sable blanchâtre, maigres prairies, presque pas d'habitations. Puis, brusquement, on entre en pleine civilisation. Voici une cité industrielle, un village plutôt, construit par M. Pullmann pour ses innombrables ouvriers : église, bi-

(1) Voir la *Revue* du 7 mai 1898. *The Workers, an experiment in reality*, by Walter A. Wyckoff, assistant professor of Political economy in Princeton University. *The West* (Scribner, New-York).

bliothèque, maison du Peuple, des centaines de *cottages* avec leurs jardinets, tout cela bien propre, l'air encore tout neuf, aligné méthodiquement comme un joujou prodigieusement agrandi.

Mais la joie des yeux, c'est le merveilleux lac Michigan. Le chemin de fer en longe la rive pendant des lieues et des lieues, tandis que les faubourgs d'abord clairsemés de la ville monstre se peuplent davantage, montrent des parcs, de belles avenues, enfin d'énormes pâtés de maisons. Mais c'est toujours du côté du lac qu'on se retourne. Si le ciel est bleu, si le soleil rit, les eaux de cette mer intérieure scintillent gaiement; le bleu profond, les crêtes blanches des petites vagues, le vert glauque des bords rappellent la mer véritable. Par le mauvais temps, par les orages, très fréquents, le lac a des colères terribles, redoutées des marins; les vagues, d'un gris noir, déferlent, furieuses, renversent les chaussées, font mille avaries, comme dans un jeu féroce d'enfant gâté.

Ce n'est pas ainsi que M. Wyckoff fit son entrée à Chicago. Si le cœur était bien lesté de courage, la bourse était vide, absolument.

Entre le premier volume et le second, il y a une lacune. Nous avons laissé M. Wyckoff parmi les montagnes de l'Est; nous le retrouvons aux portes de Chicago. Du reste, il n'entre pas dans son plan de tout dire. Il livre à ses lecteurs celles d'entre ses notes qui lui semblent propres à les intéresser; les autres, il les garde en portefeuille. A nous de suppléer, par l'imagination, à ce qu'il nous laisse ignorer. Comme par le passé, plus encore même, ce très intéressant ouvrage est volontairement décousu. Tranchons le mot : il est mal composé et, parfois, nous en voulons un peu à l'auteur. Il nous dit trop ou pas assez. On voudrait l'interroger, savoir ce qu'il pense de ses amis, les prolétaires, quelles sont les conclusions auxquelles il s'arrête. Le lecteur est un être essentiellement exigeant et M. Wyckoff n'en a cure. On dirait qu'il écrit pour lui et non pour les autres. Ayant pris goût au vagabondage, allant à droite ou à gauche, selon la fantaisie du moment, faisant ici une halte, là, pressant le pas, il en use de même avec son récit. C'est à nous d'accommoder notre allure à la sienne. Comme ce qu'il nous raconte est palpitant d'intérêt, nous nous résignons à le suivre, quitte à protester tout bas.

Écoutons d'abord le récit de son arrivée à la grande ville de l'Ouest.

Par une matinée brumeuse, je me mets en route pour Chicago. J'ai quelque chose comme une quarantaine de kilomètres à faire dans ma journée.

Ces commencements de voyage me donnent toujours une sensation de joyeuse surexcitation. J'ai dormi profondément, je me suis réconforté avec un fort repas et je me mets en route au petit jour. Mon absolue liberté me rend fier et dispos; le monde immense est devant moi et je songe, par avance, aux nouvelles expériences qui m'attendent.

Depuis longtemps déjà Chicago m'attirait. Et voilà que la ville immense surgit au milieu des nuées de fumée noire qui rejoignent les nuages du ciel gris.

Là m'attendent bien des problèmes. Les « sans-travail » se sont rués vers ce grand centre. Des milliers de révoltés contre l'état social, dont le langage même est encore pour moi un mystère, luttent pour un morceau de pain; les pauvres enfin, les vrais pauvres, que menace la famine, se battent à coups de rabais successifs pour obtenir un travail qui les nourrira à peine. Pour eux, le seul problème social entrevu — c'est, littéralement, de ne pas mourir de faim.

D'autres questions encore me passionnent. Cette ville, née d'hier, à peu près anéantie par l'incendie de 1871, renaissant plus grande et plus forte de ses cendres, fière de compter près d'un million et demi d'habitants, devenue, non pas seulement le plus extraordinaire des centres économiques, mais un centre aussi de la pensée humaine, riche de ses églises, de ses universités, de ses magnifiques bibliothèques, de ses collections d'œuvres d'art, où des merveilles s'étalent, arrachées au vieux monde, à grand renfort de dollars, — que de nouveaux sujets d'étude pour moi!

Je laisse derrière moi les dunes monotones, à peine égayées de quelques chênes nains rabougris, de quelques bouleaux, au tronc blanchâtre, qui perdent leurs dernières feuilles au vent aigre et froid. Enfin, à ma droite, j'aperçois le lac, noir et menaçant dans son immensité, sous le ciel orageux. Puis, me voici dans un faubourg de la ville. Les lignes complexes du chemin de fer se croisent, des trams électriques sillonnent les rues, d'immenses cheminées d'usine crachent leur fumée, des *elevators* se dressent dans le lointain. Mais tout cela m'apparaît chaotique, noir, confus, et je me demande comment, de cette confusion, peut naître la vie régulière et bien ordonnée d'un immense commerce.

Enfin les rues prennent un aspect plus citadin. Je vois encore de grands espaces nus, des morceaux de prairie où s'élèvent ici et là des carrés de maisons, tout dépaysés au milieu d'habitations rurales entourées de jardins; des squares à moitié bâtis attendent leurs habitants; en revanche, on trouve beaucoup de mastroquets.

De nombreux trains se succèdent. Cinq sous me donneraient droit à prendre ma place dans un compartiment; en quelques minutes je pourrais me trouver au centre même de la ville. Mais je n'ai pas un sou! Si je possédais cinq sous, je m'achèterais du pain : la faim me fait souffrir plus encore que la fatigue.

Cependant, il y a dans ces environs de la ville une telle activité que je ne doute pas de trouver facile-

ment un travail quelconque. Depuis un certain temps j'ai remarqué, derrière une immense palissade, de gigantesques carcasses en fer, comme les squelettes d'animaux préhistoriques. C'est l'embryon qui va devenir l'Exposition de 1893. Je me dirige vers une des entrées. Je suis renvoyé brutalement.

Tout autour s'élèvent d'énormes bâtiments destinés à recevoir les foules attendues. Pendant deux longues heures, je vais de l'un à l'autre : en vain. On me prend généralement pour un vagabond dont on ne veut à aucun prix. Un des surveillants, moins brutal que les autres, me dit : « Vous êtes bien le cinquantième qui me demande de l'ouvrage aujourd'hui. J'ai pitié de vous autres, pauvres diables, — mais, vrai, vous êtes trop! »

La pluie commence à tomber, mêlée de neige, lourde aussi de la suie dont l'air est chargé; mes vêtements sont trempés, mes vieilles chaussures trouées laissent pénétrer l'eau glacée...

Mon chemin me conduit auprès de l'Université, dans les régions paisibles et sereines où habitent des gens riches. La ville proprement dite est encore loin. Ici se trouvent des jardins, la neige légère se pose sur les gazons, de grands arbres étendent leurs branches enchevêtrées au-dessus de bassins ornés.

Puis, le faubourg cessant, voici une avenue grandiose, avec sa quadruple rangée de hêtres, ses larges trottoirs, ses allées pour les cavaliers, ses splendides palais. Pendant des kilomètres et des kilomètres, affamé, tombant de fatigue, je marche sans m'arrêter, me demandant si, au monde, il se trouve une avenue pareille à celle-ci. Et je songe aux Champs-Élysées. Mais les Champs-Élysées n'offrent pas de pareils contrastes. Après quelques véritables palais, qui certes ont coûté des millions à bâtir, les uns grotesques, les autres superbes, s'ouvre tout d'un coup une vaste prairie encore sauvage; au milieu d'habitations charmantes, où le luxe n'exclut pas le simplicité, voici un pâté de maisons de rapport d'une hideuse uniformité...

Il fait sombre quand j'arrive au centre de la grande ville. Michigan Avenue, où je me trouve, est aussi bordée d'habitations; il n'y a guère de boutiques. Ici, comme là-bas, on voit des *homes* charmants alternant avec d'horribles bâtisses; des maisons monstrueuses à beaucoup d'étages; des pâtés de constructions d'une laideur incontestable; des baraques qui demandent à disparaître; puis, subitement, presque sans transition, de belles églises, des hôtels flamboyants de lumière, des cercles faits pour les millionnaires. Le bruit devient assourdissant après la quasi-solitude des quartiers très riches : les trains sifflent tout près de moi au bord du lac, les trams électriques, avec leur cloche retentissante, sont lancés à grande vitesse...

Tout me semble d'abord un véritable chaos; mais j'ai bientôt la sensation d'une vie intense, du souffle puissant d'un corps jeune et vigoureux. C'est la manifestation brutale, mais superbe, de l'énergie humaine.

Ahuri, transi de froid, M. Wyckoff est accosté par un jeune homme qui l'engage à se rendre dans une certaine salle, non loin de là, où se tient une séance évangélique. Il ne se le fait pas dire deux fois.

La salle était pleine d'hommes, d'ouvriers pour la plupart, parmi lesquels cependant on reconnaissait de pauvres hères aux yeux ternes, aux regards honteux et peureux, aux vêtements en loques que l'on distingue très vite des véritables travailleurs, si pauvres soient-ils. On entre et on sort librement. Oh! la joie du repos dans une salle bien chauffée!... Je me laisse aller de plus en plus à cette volupté indicible; j'en suis envahi, délicieusement. Mais je n'ose m'assoupir de peur d'être renvoyé à la rue cruelle.

Pour un peu je rirais tout haut à cette pensée. Moi — quitter cette bonne chaleur, ce repos exquis, pour retrouver la brutale souffrance du dehors, dans cette ville inhospitalière? Ah! non. Et cependant, malgré mes efforts, je suis déjà à moitié vaincu, le sommeil me guette, va me prendre, me plonger dans ce bonheur suprême de l'oubli...

Qu'il le veuille ou non, il faudra pourtant quitter la salle. Les discours ont été prononcés, les psaumes chantés, tout le monde se dirige vers la porte.

A la sortie, un jeune homme se trouve jeté contre moi par un remous de la foule.

— Vous êtes trempé, me dit-il.

Sans attendre de réponse, il continue :

— C'est dur tout de même de se promener par un temps pareil en pardessus d'été!

Et il relève son collet pour se protéger contre le vent glacial qui s'engouffre dans le corridor.

— Très dur.

Je l'examine. C'est un ouvrier d'une trentaine d'années, grand, mince et pâle.

— Vous n'avez pas d'abri? me dit-il.

— Non.

— Ni moi non plus.

Bientôt il ajoute :

— Quand êtes-vous arrivé?

— Ce soir.

— Vous cherchez de l'ouvrage?

— Oui.

— Comme moi. Quel genre de travail?

— N'importe lequel.

— Vous n'avez donc pas de métier?

— Non.

— Ça n'avance pas beaucoup d'en avoir un. Je suis ici depuis hier, j'ai été à toutes les usines de métallurgie sans rien trouver. La ville regorge d'hommes sans emploi. Hier, j'avais encore quelques sous. J'ai tout dépensé pour un lit et du pain. Où coucherez-vous?

— Je ne sais pas. Je n'ai pas d'argent.

— Venez avec moi. Nous passerons la nuit au poste... Je me nomme Clark.

Je lui dis mon nom, mais sans doute ce nom ne lui convient pas. Il m'appelle tout de suite « copain ».

Il ne faut pas arriver au poste avant minuit. Nous suivons une grande rue commerçante. Des deux côtés, d'énormes magasins sont éclairés magnifiquement et leurs devantures resplendissent (1). D'énormes annonces, avec leurs lettres hautes d'un mètre, s'étalent ici et là, ou flottent au-dessus de la rue, suspendues d'une devanture à l'autre.

Peu de passants, et ceux-là se hâtent sous leurs parapluies; il y en a d'autres cependant qui, sans but, arpentent, comme nous, les trottoirs couverts de neige à demi fondue. Les trams se succèdent à fond de train et leur cloche s'entend d'autant mieux que la rue devient plus silencieuse.

Clark m'entraîne dans un café-concert de bas étage. Autour d'un poêle chauffé à blanc, des hommes se pressent, pendant que trois musiciens se démènent à qui mieux mieux. A de petites tables, on boit et on joue.

Les hommes, dont quelques-uns sont des ouvriers, appartiennent surtout à la classe dangereuse des vagabonds et des escrocs. Les femmes, très jeunes pour la plupart, ont beaucoup moins de vigueur et de santé que les hommes. Elles ne sont pas jolies. La conversation qui nous arrive par fragments est grossière et obscène.

Mais un garçon nous guette. Comme nous ne pouvons nous offrir une consommation, il faut déguerpir. Au moins, pendant quelques instants, nous avons eu chaud.

Nous passons devant d'autres établissements du même genre, Clark me dit :

— Il y en a comme cela des centaines...

Bientôt les théâtres ferment. La rue est envahie par la foule. Les trams sont pris d'assaut. Il est onze heures et il nous faut encore attendre. Nous remarquons un portique de magasin, si profond que les encognures ne sont pas envahies par la neige. D'un commun accord, nous nous y blottissons.

Nous ne parlons plus; nos dents claquent. Manger, avoir chaud... cet idéal nous hante comme un bonheur sans pareil, tout à fait hors de notre portée. Les rares passants ne nous voient pas, — heureusement, car l'un de ces passants est un sergent de ville.

Une femme approche, sous un parapluie. Elle chantonne en marchant et cherche, en vain, à relever ses jupes pour les préserver de la boue liquide du trottoir. Elle nous aperçoit et jette un petit cri.

— Que diable faites-vous là, vous autres ?

Elle se met à rire de notre air déconfit. Nous la voyons bien maintenant. Elle n'est pas belle, malgré de grands yeux noirs et une bouche admirablement modelée. Je ne puis lui répondre, mais Clark l'invite à passer son chemin, sans quoi elle attirerait l'attention du sergent de ville.

— Pas de danger, je viens de le voir au coin.

Et ils se mettent à causer, le plus naturellement du monde. Elle s'écrie :

— Que venez-vous donc faire dans cette ville maudite ? Il y a ici des milliers de pauvres diables comme vous qui ne trouvent rien à faire !

Clark impatienté laisse échapper un gros juron.

— Eh bien ! — et vous ?

Sans se fâcher, elle répond :

— Ah ! moi, c'est autre chose. Je fais partout mes petites affaires. Seulement, en ce moment, je suis dans la dèche. J'ai donné mon dernier dollar au sergot qui voulait me coffrer...

Elle a dix-huit ans au plus, la malheureuse ! Au fond de son infamie il reste quelque chose de divin, — un peu de pitié. Elle nous tend la main.

— Adieu. Il faut que je me sauve. Vous êtes plus à plaindre que moi. Je n'ai pas faim et j'ai un gîte. Prenez ceci — ce n'est pas grand'chose — mais c'est tout ce que j'ai. Bonsoir.

Une piécette d'argent brille dans la main de Clark...

— Cela nous vaudra bien un bock et un bout de pain dans quelque bar...

Comme je refuse de l'accompagner, Clark, furieux, me quitte avec un juron et je m'attends à perdre mon nouvel ami. Bientôt je me sens envahi par l'espèce de torpeur qui vient d'un profond désespoir. J'ai trop souffert, je n'en peux plus...

Une douleur affreuse me tire de ma stupeur.

Un sergent vient de me donner un coup de pied tellement brutal que j'ai peine à me mettre debout et à m'éloigner en boitant, suivi de ses malédictions.

Clark, tout à fait gaillard après son repas, me rejoint. Je l'avais mal jugé...

Nous nous acheminons vers le poste. On nous examine. Un officier de la paix, assis à son pupitre, nous pose quelques questions, puis on ouvre une large grille et nous descendons quelques marches.

Le long d'un vaste corridor des centaines d'hommes dorment par terre.

— Si nous n'en avons jamais eu, me dit Clark à l'oreille, je parie que cette nuit nous en attraperons...

Je frémis. Le sens de ces paroles n'est pas douteux. L'air est lourd de puanteur ; la saleté s'étale dans ce bouge avec une rare impudeur. Je me sens défaillir.

Clark, homme de précaution, tire de sa poche de grands journaux.

Nous nous en servons comme les Musulmans de leur tapis de prière et nous ôtons nos chaussures pleines d'eau; roulées dans nos vestons, elles nous servent d'oreillers. Nul besoin de couverture dans cette lourde atmosphère surchauffée !... Bientôt Clark dort. Pour moi, le sommeil ne vient pas : j'ai trop faim et ma jambe me fait souffrir...

Et c'est ainsi que se termine cette première journée à Chicago. Au milieu de ces vagabonds, sans gîte comme lui-même, les pensées de M. Wyckoff retournent au monde qu'il a quitté. Il songe à la sociabilité mondaine, à l'aménité des rapports d'hommes et de femmes bien élevés, à l'enjouement naturel et délicat, à l'échange de pensées hautes et nobles, à

(1) En Amérique, les magasins restent éclairés toute la nuit, quoique fermés. Les sergents de ville les surveillent ainsi du dehors.

l'élégance aussi des intérieurs où un goût féminin très affiné se fait sentir... Quelle solidarité y a-t-il, peut-il y avoir, entre un monde pareil et cet autre monde grouillant, infect, aux paroles basses ou haineuses, plus proche, semble-t-il, des fauves que des hommes? Et, cependant, l'Évangile nous dit que nous sommes tous frères. Le plus abject de ces misérables a, tout comme nous, une âme immortelle...

Enfin, à bout de forces, Walter Wyckoff, lui aussi, trouve un peu de répit dans le sommeil. Le réveil, par exemple est affreux. Clark et lui voudraient sortir. Il leur faut attendre, avec les autres, que leur prison les lâche.

... Enfin, la porte s'ouvre. Nous sommes libres de sortir. Le cuisinier et son aide donnent à chaque homme un grand bol de café bien chaud et un morceau de pain. Nous avalons le café d'un coup; nous sortons en dévorant le pain.

L'air froid semble nous purifier après cette nuit abominable, comme l'eau rafraîchit un gosier en feu. La gelée nous permet de marcher à pied sec, mais les jambes raidies refusent presque leur service. Clark, moins éclopé que moi, me soutient, m'encourage; l'idée de m'abandonner ne lui vient même pas. Il ne fait nullement étalage de son dévouement, — cela va de soi. Il me force à faire quelques pas seul : « Allons, copain, un peu de courage, — voilà qui va mieux! »

Notre frugal déjeuner nous avait redonné des forces; restait la question de la toilette. Comme cuvette — nous avions le lac! En traversant les voies ferrées nous arrivons tout au bord et, parmi les glaçons, nous nous lavons à grande eau. Grâce à une gymnastique effrénée nous arrivons à nous sécher, sous le vent aigre. J'applique une compresse sur la blessure de ma jambe, ce qui me soulage beaucoup jusqu'au moment où le chiffon mouillé gèle et frotte contre la plaie.

Nous nous dirigeons vers la rivière, là où se trouvent les grands entrepôts. Les trottoirs sont encombrés de caisses remplies de fruits, de légumes, de toutes les denrées imaginables; nous avons peine à nous frayer un chemin; dans la rue, une rangée de camions, avec leurs chevaux protégés contre le froid par des couvertures, se voit des deux côtés. Est-il possible qu'au milieu d'une activité pareille il ne se trouve aucun travail pour deux hommes de bonne volonté, poussés par l'aiguillon de la faim, redevenue terrible?...

La réponse est toujours la même; elle diffère seulement par l'assaisonnement de jurons plus ou moins grossiers. C'est à désespérer!...

Le temps passe. Que faire?...

Nous entrons enfin dans un vaste magasin. Sur le trottoir, des caisses d'oranges sont empilées les unes sur les autres. Le magasin est assiégé. Les employés ne savent où donner de la tête. Comme personne ne semble s'occuper de nous, baissant la tête nous allons partir lorsque le patron nous crie :

— Dites donc, vous autres, voulez-vous du travail? Aidez à charger ces oranges et je vous donnerai cinquante sous pièce.

Nous ne nous jetons pas dans les bras l'un de l'autre malgré la joie folle de cette aubaine inespérée. Sans un mot, nous nous mettons à l'œuvre.

Clark retrouve enfin la parole.

— Cinquante sous, copain, cinquante sous...

Il répète les mots en sourdine. Il semble incapable de comprendre toute l'étendue de son bonheur. Enfin, il ajoute, un sanglot dans la gorge :

— Nous pourrons manger, copain, manger...

Et ils mangent en effet — avec quelle joie! M. Wyckoff trouve des mots émus pour décrire la tranche de rosbif bien rouge, accompagnée de pommes de terre cuites au four et surtout pour célébrer la nuit passée dans un lit — un lit véritable!

Mais la lutte recommence tout aussitôt. M. Wyckoff arrive bien, par-ci par-là, à porter des paquets, à faire quelque menu travail, mais assez rarement. Clark, de son côté, ne trouve aucun emploi régulier. C'est un bon ouvrier qui est désœuvré pour la première fois de sa vie. Il n'y comprend rien; il se lamente, il se révolte. Être confondu avec les *tramps*, les vagabonds sans vergogne, ne pouvoir se garer de la saleté des pauvres, de la vermine des bouges l'humilie profondément. C'est au tour de M. Wyckoff de soutenir et de réconforter son camarade, de lui persuader, ce qui arriva en effet bientôt, qu'il trouverait à se caser, à gagner honnêtement et largement sa vie.

Ils vont chacun de son côté, se donnant rendez-vous au siège de l'Association des jeunes gens chrétiens, où M. Wyckoff trouve des livres, des journaux et le repos dans une salle bien chauffée.

Il est à noter que partout, non seulement dans les grandes villes mais dans les villages aussi, les bibliothèques publiques sont largement ouvertes. Entre qui veut. Le livre demandé est tout de suite accordé; il n'y a aucune formalité à remplir; chacun est le bienvenu, pourvu qu'on ne trouble pas le travail des autres, qu'on se tienne convenablement et — chose difficile parfois — qu'on ne s'endorme pas, engourdi par la chaleur, au sortir de la rue glaciale!

Un jour, après avoir de nouveau essuyé bien des rebuffades, M. Wyckoff gagne une pièce blanche :

Près de la gare, j'aperçois une femme de trente à quarante ans s'efforçant de porter une quantité de paquets et n'y réussissant pas trop bien. Elle est simplement mais bien mise. Sans être belle, elle est agréable à voir, avec ses merveilleux cheveux, roux comme ceux de la *Madeleine* du Titien, à Florence. C'est une petite bourgeoise, venue sans doute de quelque localité voisine faire ses emplettes à Chicago.

Je me sens assez embarrassé de ma personne en lui offrant mes services. Comme elle laisse tomber un paquet, je m'enhardis :

— Je vous demande pardon, Madame, — laissez-moi vous aider.

Elle se redresse et me regarde un peu effarée.

— Oh ! non, merci...

Je me sens coupable, comme si j'avais effarouché un enfant. Je ramasse le paquet tombé et m'excuse de mon mieux. J'allais partir lorsqu'elle dit, timidement :

— Pourriez-vous m'indiquer le chemin le plus court pour aller à La Salle street?

— Permettez-moi de vous y conduire, Madame.

Et, sans attendre de réponse, je lui montre le chemin.

Bientôt, d'elle-même, elle me prie de l'aider avec ses paquets qui tombent de nouveau. Je m'empresse de les prendre. D'abord, la foule est telle que toute conversation est difficile. Cependant, elle m'apprend qu'elle est venue à Chicago consulter son avocat. Puis elle me catéchise gentiment :

— Comment gagnez-vous votre vie, jeune homme?

— Je cherche de l'ouvrage, en ce moment...

— Mais vous avez un métier, je pense bien?

— J'accepterais n'importe quel travail...

— D'où venez-vous?

— Des États de l'Est. Ici, je n'ai aucune attache.

— Moi, je crois que vous avez fait quelque sottise et que vous avez honte de l'avouer, — et elle fixe sur moi ses yeux candides et sérieux.

Je suis tout réconforté. Quelqu'un s'intéresse donc à moi?

— Ah ! Madame, si vous saviez !...

Évidemment elle prend mon exclamation pour un aveu.

Nous arrivons à sa destination. Elle hésite un peu, puis d'une voix très douce, elle me dit :

— Vous n'avez donc ni famille ni amis?

— J'ai eu et famille et amis...

— Alors, jeune homme, suivez mon conseil. Allez retrouver les vôtres, avouez vos torts, réparez-les — et vous serez pardonné, j'en réponds!

— Je suis bien sûr que vous avez raison.

Elle ouvre sa bourse et en sort une pièce d'argent.

— Vous m'avez aidée très poliment. Promettez-moi de faire un bon usage de cet argent. N'allez pas le dépenser dans un bar, au moins !

— N'ayez crainte, Madame. Je suis peu tenté de ce côté-là, — j'ai surtout très faim. Permettez-moi de vous remercier de vos bons conseils. Vous ne savez pas tout le bien que vous m'avez fait !

Elle me sourit très gentiment.

— Alors, vous irez retrouver votre famille?

— Je vous le promets !

Les journées se suivent. Le salaire précaire souvent fait défaut. Il faut une énergie rare, un courage sans pareil pour ne pas faiblir. M. Wyckoff rencontre par hasard, dans la rue, un ami très cher, puis un camarade de classe, garçon riche et charitable. Il va son chemin sans avoir été reconnu. La tristesse et le découragement commencent à s'emparer de lui.

La chasse au travail — à n'importe quel travail — aboutissait rarement. Parfois, on me renvoyait avec un regret visible et une bonté qui me remplissaient les yeux de larmes. Puis, tout de suite après, une volée d'injures et de jurons me faisait déguerpir, la rage au cœur...

Tout espoir sombrait. J'en étais arrivé au bord de ce précipice où l'homme s'abandonne, se laisse choir, à bout de forces. Tout m'était hostile. Les pavés semblaient des pavés de prison; le ciel bas et noir, la voûte d'un donjon; les grands bâtiments, dont les vingt étages regorgeaient de travailleurs, insultaient mon oisiveté lamentable... Je comprenais les malheureux qui lancent une pierre dans une devanture de magasin, afin d'être mis en prison; là, au moins, on les nourrit, on les abrite. La souffrance la plus aiguë est encore le sentiment de l'isolement au milieu d'une foule, l'impossibilité de trouver l'emploi de son intelligence — voire de ses muscles — parmi les milliers et milliers d'êtres, en pleine activité...

Un jour, j'avais laissé derrière moi les quartiers commerçants. Sans but, j'errais dans les rues paisibles... Subitement, dans un salon luxueux, dont les persiennes n'avaient pas été closes, j'aperçus un ami, absorbé dans la lecture de son journal, à côté d'un grand feu clair... Je me souvins de notre dernière rencontre, dans une région bénie, sous un beau soleil du midi; j'entendis de nouveau ses cordiales paroles, me conviant à lui rendre visite si je m'arrêtais jamais à Chicago... Je n'avais qu'un pas à faire, un mot à dire — et ma profonde misère cessait du coup...

Et, après tout, à quoi servira ma dure expérience? Mon but avait été de voir par moi-même, d'apprendre ce que n'enseignent pas les livres. Certes, mon apprentissage de misère m'a fait beaucoup réfléchir — mais, en somme, qu'ai-je découvert qui ne se trouve dans les ouvrages spéciaux, dans les traités d'économie politique? De plus, suis-je un juge impartial, parmi ces malheureux enchaînés par la plus noire misère, moi qui, à volonté, pourrais rentrer dans ma propre sphère?

Le terrible « A quoi bon? » se répétait dans mon cerveau lassé. Jamais, auparavant, je n'avais subi une tentation pareille... Je me repris, non sans peine, comme un homme, contemplant le suicide, s'accorde un jour de répit. « Allons ! me dis-je, encore un effort — un peu de courage ! — après, nous verrons ! »

JEANNE MAIRET.

(*A suivre.*)

LES OMBRES [1]

Nouvelle.

Mme Lovlev a remarqué que Valodia ne travaille plus.

Un jour, à dîner, elle lui dit :

— Voyons, Valodia, si tu t'amusais à autre chose?

— A quoi?

— A lire, par exemple.

— J'ai essayé; mais, tout de suite, l'envie me vient de faire des ombres.

— Si tu jouais aux bulles de savon, veux-tu?

Valodia sourit tristement.

— Les bulles de savon s'envolent, et des ombres les suivent, sur les murs.

— Valodia, tu te feras du mal, à la fin! Tu as beaucoup maigri; tu...

— Oh! maman, tu exagères.

— Plût à Dieu! Mais je sais ce que je dis. La nuit, tu dors mal; tu rêves tout haut, tu délires parfois. Si tu allais tomber malade?

— Quelle idée, maman!

— Mon Dieu! mon Dieu! Et si tu deviens fou? et si tu meurs? qu'est-ce que je deviendrai?

Valodia se jette en riant au cou de sa mère.

— Non, petite maman, je ne mourrai pas. Je ne le ferai plus, je te le promets.

Mme Lovlev voit des larmes dans les yeux de son fils.

— Allons, calme-toi, lui dit-elle. Tu seras raisonnable, j'en suis sûre. Vois comme tu es devenu nerveux : tu ris, tu pleures tout ensemble.

Mme Lovlev désormais observe son fils avec une sollicitude craintive. Les plus petites choses l'inquiètent sans mesure.

Elle a remarqué que la tête de Valodia est un peu asymétrique : il a une oreille sensiblement plus haute que l'autre; le menton est légèrement dévié. Mme Lovlev se regarde elle-même dans une glace et constate les mêmes défauts sur son propre visage.

Peut-être, pense-t-elle, est-ce là l'indice d'une hérédité morbide, un signe de dégénérescence? Et alors de qui vient le mal? D'elle-même ou de son mari? Serait-elle donc une nature mal équilibrée?

Son mari avait été le meilleur, le plus débonnaire des hommes, mais de volonté faible, avec de brusques élans d'impuissance orgueilleuse ou mystique, un illuminé qui rêvait d'une meilleure organisation sociale et qui, pour se rapprocher du peuple, s'était laissé aller, dans les dernières années de sa vie, à des excès de boisson.

Il était mort jeune, à trente-cinq ans à peine...

Mme Lovlev conduisit Valodia chez un médecin auquel elle fit un récit détaillé de sa « maladie ». Le médecin, un bon gros garçon établi depuis peu, l'écouta moitié sérieux, moitié riant; il donna, sur un ton de plaisanterie, quelques conseils relatifs à la diète et au régime à suivre, griffonna gaîment « une petite ordonnance » et, tapotant le dos de Valodia, ajouta en manière de conclusion :

— Une bonne correction, ce serait encore le meilleur des remèdes.

Mme Lovlev s'en alla cruellement mortifiée. Mais, sauf la dernière, elle accomplit à la lettre toutes les prescriptions du docteur.

Valodia est en classe. Il s'ennuie. Il écoute distraitement...

Il regarde en l'air. Une ombre se meut au plafond. Valodia remarque qu'elle tombe de la première fenêtre et qu'elle s'avance vers le milieu de la classe. Puis elle s'éloigne, s'allonge démesurément, s'affaiblit ensuite et disparaît. Évidemment quelqu'un passe dehors, sous la fenêtre. Presque au même instant, une deuxième ombre, toute pareille, tombe de la deuxième fenêtre, se posant d'abord au plafond, puis gagnant le mur opposé aux fenêtres et s'éloignant ensuite, de moins en moins distincte, avant de disparaître à son tour. De la troisième et de la quatrième fenêtre le même jeu se répète : portées d'abord sur le plafond, les ombres glissent rapidement le long des murs, s'allongeant et s'éloignant en sens inverse de la marche du passant.

« Ici, pense Valodia, ce n'est plus comme dehors, alors que l'ombre suit les personnes. Ici, l'ombre apparaît d'abord en avant puis s'éloigne en arrière, et d'autres ombres toutes pareilles se forment quand la première a disparu. »

Valodia détourne les yeux sur la silhouette étriquée du maître; ce visage bilieux et froid ne lui inspire que répulsion. D'instinct il en cherche l'ombre et la découvre sur le mur, en arrière de la chaire. Elle se penche, elle gesticule, cette ombre grotesque; mais le visage n'est plus jaune, le sourire n'est plus ironique; cette ombre, Valodia prend plaisir à la regarder. Sa pensée fuit en de lointaines rêveries; il n'entend plus un seul mot de ce qui se dit autour de lui.

— Lovlev! crie le maître.

Par habitude Valodia se lève; et il reste debout, les yeux stupidement fixés sur le maître. Il a l'air de tomber de la lune, et ses camarades rient, et le maître prend une figure sévère.

Valodia comprend que, sous un air de politesse affectée, le maître se moque de lui méchamment. Il tremble de colère, d'impuissance. Le maître lui déclare qu'il lui marque un zéro pour inattention et

(1) Voir la *Revue* du 4 février.

mauvaise réponse; puis il l'invite à se rasseoir.

Valodia sourit, Valodia se rassied; et il n'est pas bien sûr encore de comprendre ce qui lui arrive.

Un zéro! le premier qu'il ait jamais eu!

Comme cela lui paraît étrange!

Ses camarades le taquinent, le raillent, le bousculent.

— Lovlev a un zéro! Lovlev a un zéro! Bisque! Bisque!

Valodia se sent mal à l'aise. Il ne sait pas ce que l'on doit faire, quand on a un zéro.

— Eh bien! oui, j'ai un zéro, répond-il avec dépit. Mais qu'est-ce que cela peut bien vous faire, à vous?

— Lovlev! bravo, Lovlev! lui crie Sneguirev, le plus paresseux de la classe. Je te cite à l'ordre du jour!

Son premier zéro! et il faut le montrer à sa mère!

C'était une humiliation sans pareille! Valodia sentait son sac peser plus lourdement à ses épaules. Ce zéro, ce zéro tout rond, prenait dans son esprit des proportions extraordinaires, ne se liait à rien de réel.

Un zéro!

Il ne pouvait se faire à l'idée de ce zéro, et il ne pouvait pas davantage penser à autre chose. Quand le sergent de ville, de planton près du collège, le regarda passer, Valodia pensa :

« Ah bien! s'il savait que j'ai un zéro! »

Cette obsession nouvelle le hantait, l'étreignait. Il ne savait ni comment lever la tête, ni comment tenir les bras. Il lui semblait que son corps ne lui appartenait plus.

Et devant les camarades il fallait prendre un air détaché, parler d'autre chose!

Les camarades! Ils étaient tous dans l'enchantement de son zéro! Valodia en était sûr!

Mme Lovlev vit la note rapportée par Valodia; elle leva sur lui ses yeux interrogateurs, de nouveau regarda le zéro, et, tout bas, elle dit :

— Valodia!

Valodia se tenait debout devant elle; il ne savait où se fourrer. Il considérait les plis de sa robe, ses mains pâles, ses yeux effrayés sous les paupières clignotantes.

— Qu'est-ce que cela signifie? demanda Mme Lovlev.

— Oh! maman, c'est le premier, répondit Valodia.

— Le premier!

— Et puis cela peut arriver à tout le monde; je ne sais même pas comment cela s'est fait.

— Oh! Valodia! Valodia!

Valodia fondit en larmes. Il pleurait comme un tout petit enfant, ses poings dans les yeux, les joues baignées.

— Petite mère, ne te fâche pas, implorait-il.

— Oh! tes ombres, tes ombres! répondit sa mère.

Les sanglots de Valodia redoublèrent; son cœur se serrait. Il regarda sa mère et vit qu'elle pleurait aussi. Il se jeta dans ses bras.

— Maman, maman, répéta-t-il en lui baisant les mains; je ne le ferai plus! Je te le promets, plus jamais, plus jamais...

Valodia a fait un grand effort de volonté : il ne joue plus aux ombres, si forte qu'en soit la tentation. Il travaille de son mieux, pour rattraper le temps perdu.

Mais les ombres le poursuivent. Il a beau ne plus les appeler, il a beau ne plus croiser ses doigts, ne plus entasser objet sur objet, les ombres, d'elles-mêmes, s'offrent à sa vue, le provoquent, importunes, impitoyables.

Déjà les objets réels n'existent plus pour lui; il ne les voit plus; il ne voit que des ombres.

Quand, vers la tombée du jour, il revient à la maison, il aime les ombres indécises que projettent sur la terre les rayons voilés du soleil d'automne.

Le soir, quand il travaille à la lampe, ce ne sont qu'ombres tout autour de lui.

Des ombres toujours, des ombres partout, ombres aux arêtes vives, découpées par les flammes du foyer ou la lumière de la lampe, ombres vagues, ombres troubles des dernières lueurs du jour, toutes s'entremêlant, s'enchevêtrant, l'enveloppant de leur indestructible réseau.

Il en est d'incompréhensibles, d'énigmatiques; il en est d'évocatrices qui font surgir de vagues formes on ne sait où entrevues; il en est d'autres encore, bien connues, celles-là : ombres amies, ombres familières, chères à l'enfant qui les cherche et les reconnaît dans le désordre des ombres étrangères.

Oui, il les aime, celles-là qu'il connaît si bien; mais comme elles sont tristes!...

Quand il se surprend à les chercher, il est pris d'un remords et se réfugie auprès de sa mère...

Un jour la tentation l'emporta. Il se plaça devant le mur et fit la tête de bœuf. Sa mère, à l'improviste, entra.

— Encore! s'écria-t-elle. C'est trop fort, à la fin! Je prierai le directeur de te mettre au cachot.

Valodia était rouge de colère.

— Est-ce qu'il n'y a pas des murs au cachot? répondit-il, la voix mauvaise. Il y en a partout, des murs, partout...

— Valodia! Valodia! Qu'est-ce que tu dis?

Mais déjà Valodia se repentait de ses paroles méchantes; il pleurait.

— Maman, je t'assure, je ne peux plus m'en empêcher, je ne peux plus!...

Mme Lovlev ne peut vaincre l'effroi superstitieux que lui inspirent les ombres. Il lui semble maintenant que, tout comme Valodia, elle va s'absorber, se perdre dans la contemplation de ces ombres détestées. Elle lutte pourtant, voudrait se rassurer elle-même.

— Mais c'est absurde! pense-t-elle. Cette fantaisie lui passera et, bientôt, j'espère, il n'y pensera plus.

Mais son cœur se serre d'une angoisse secrète; traquée par l'idée fixe, affolée, sa pensée court au-devant des douleurs certaines...

C'est durant les heures troubles du matin qu'elle descend en elle-même. Elle repasse alors sa vie tout entière, sa vie sans but, inutile, vide... succession ininterrompue d'ombres muettes qui se noient dans des ténèbres grandissantes.

« Pour qui donc ai-je vécu? se demande-t-elle. Pour mon fils? A quoi bon? Pour qu'il devienne, lui aussi, la proie des ombres, maniaque à l'horizon étroit, rivé à des mirages décevants, à des reflets sans nom comme sans vie, ne concevant d'autre réalité que celle d'un monde irréel, monde de fantômes, monde de songes... »

Elle s'assied dans un fauteuil, près de la fenêtre, et elle pense, elle pense.

Si lourdes, si amères sont ses pensées!

Dans son angoisse, elle tord ses belles mains blanches.

Mais son esprit s'égare. Elle voit ses mains crispées, et déjà elle imagine les ombres qu'elles porteraient sur la muraille nue... Elle se lève, épouvantée.

— Mon Dieu! s'écrie-t-elle. Mais je perds la raison!

Tous deux sont à table. Mme Lovlev examine son fils.

« Comme il a pâli, comme il a maigri, depuis que ce malheureux petit livre lui est tombé entre les mains! Il n'est plus le même ni de caractère, ni de rien.

« Ne dit-on pas que le caractère change de ceux qui doivent bientôt mourir?... Oh! s'il allait mourir?...

« Non! non! c'est impossible! Mon Dieu! mon Dieu! »

Ses mains tremblent. Elle lève vers l'image sainte ses yeux pleins de terreur.

— Valodia, pourquoi ne finis-tu pas ta soupe? demande-t-elle avec inquiétude.

— J'en ai trop, maman.

— Voyons, Valodia, pas de caprices. Tu sais bien qu'il faut manger de la soupe... pour grandir.

Valodia sourit et se remet à manger sa soupe, sans hâte. On lui en a servi une assiette trop pleine, aussi. Il se renverse sur le dossier de sa chaise, et, de dépit, il est tout prêt à dire qu'elle ne vaut rien, cette soupe. Mais, devant la figure bouleversée de sa mère, il n'ose pas; et il sourit d'un pâle sourire.

— Maintenant, dit-il, je n'ai plus faim.

— Mais tu n'as rien mangé, Valodia. Et justement, aujourd'hui, nous n'avons que ce que tu aimes.

Valodia soupire. Il sait ce que cela veut dire « ce que tu aimes »; il sait qu'on va le bourrer de force, et que ce soir, au thé, on va encore lui donner de la viande, comme hier.

— Va faire tes devoirs, mon chéri, il est temps. Mais sais-tu, pour être plus tranquille, laisse la porte ouverte: tu travailleras mieux ainsi.

Valodia s'assied à sa table. Mais cette porte, ouverte derrière lui, lui est insupportable. Devant cette porte ouverte, sa mère passe et repasse; et cela aussi lui est insupportable.

— Je ne peux pas travailler comme cela, s'écrie-t-il en repoussant sa chaise avec bruit. Je ne peux rien faire quand la porte est grande ouverte.

— Valodia, qu'as-tu à crier? lui demande doucement sa mère.

Mais déjà Valodia se repent, il pleure. Sa mère le caresse et l'encourage.

— Voyons, Valodia, tu sais bien que si je t'ai dit cela, c'est pour ton bien, pour que tu sois tout à ton travail.

— Maman, je t'en prie, reste auprès de moi.

Mme Lovlev prend un livre et s'assied près de la table. Pendant quelques minutes, Valodia travaille en paix. Mais bientôt la présence de sa mère lui devient une gêne. Et méchamment il pense qu'on le surveille comme un malade.

Il s'énerve, ne peut fixer son attention, s'agite sur sa chaise, se mord les lèvres. Sa mère a compris; silencieuse, elle quitte la chambre.

Mais Valodia ne se sent pas plus calme; il a des remords, maintenant, d'avoir si peu caché sa mauvaise humeur. Vainement essaie-t-il de se remettre au travail. A la fin il se lève et va chercher sa mère.

— Maman, maman, pourquoi es-tu partie? demande-t-il timidement.

C'est une veille de fête. Devant les images saintes, les petites lampes sont allumées.

Il est tard. Tout repose. Mme Lovlev ne dort pas. A genoux dans la pénombre mystérieuse de sa chambre, elle prie; elle prie et pleure tout ensemble; elle pleure à gros sanglots comme pleurent les enfants.

Ses cheveux dénoués retombent sur son peignoir blanc; un frisson secoue ses épaules. D'un geste suppliant elle croise ses mains contre sa poitrine; ses yeux rouges de larmes s'attachent à l'icone; sa respi-

ration haletante agite imperceptiblement la petite lampe suspendue aux chaînettes. Partout, dans cette chambre, des ombres se pressent, se heurtent, se dissimulant derrière le cadre aux images, chuchotant on ne sait quels secrets — murmure indistinct, murmure de désespérance ; elles sont d'une indicible tristesse, ces ombres mouvantes.

Mme Lovlev se lève, pâle, les yeux agrandis, hagards; elle est très faible, elle chancelle.

Tout doucement elle s'approche du lit de Valodia. De toutes parts les ombres l'enveloppent, bruissent derrière elle, rampent à ses pieds; légères comme des toiles d'araignée, elles tombent sur ses épaules, la regardent en pleins yeux, chuchotent d'inintelligibles choses.

Avec mille précautions, elle se penche au-dessus du lit. Valodia est très pâle. D'étranges ombres, nettement découpées, dansent sur les draps. On n'entend pas sa respiration ; il dort très calme, si calme que sa mère a peur...

Immobile, elle reste là, au milieu des ombres troubles, des ombres troubles qui soufflent les épouvantements.

Les hautes voûtes sombres de l'église sont pleines de mystère. Sous ces voûtes les chants de l'office du soir montent lentement, majestueux et tristes. Impassibles, dorés par la flamme jaune des cierges, les visages des saints se détachent sur l'iconostase, farouches. Les souffles chauds de la cire et de l'encens répandent dans l'air leur solennelle mélancolie.

Mme Lovlev a mis un cierge devant l'image de la Vierge ; elle s'agenouille et prie. Mais sa prière est distraite. Elle suit du regard la flamme vacillante du cierge qui se consume.

De grandes ombres tombent sur ses vêtements noirs, sur le plancher de l'église ; il semble que ces ombres disent « non » à toute espérance.

Elles se poursuivent, ces ombres, se cognent aux murs, puis vont se perdre sous les hautes voûtes, là où montent les chants majestueux et tristes.

C'est une autre nuit.

Valodia s'est réveillé en sursaut. Les ténèbres l'entourent et se meuvent, silencieuses...

Valodia a retiré ses mains de dessous la couverture ; il les élève en l'air et les agite d'un continuel mouvement. L'obscurité est si épaisse qu'il ne distingue rien ; mais il lui semble que des masses sombres s'agitent devant ses yeux...

Des masses noires, mystérieuses, lourdes de chagrins étouffés, de tristesses solitaires...

Mme Lovlev, elle non plus, ne dort pas. L'inquiétude la mine.

Elle allume une bougie ; tout doucement elle entre dans la chambre de son fils ; elle veut voir comment il dort.

Sans bruit, elle a entr'ouvert la porte, et, timidement, elle regarde le lit...

Un filet de lumière jaune glisse sur le mur, coupant d'une raie vive la couverture rouge. L'enfant tend ses mains vers la lumière, et c'est le cœur battant qu'il suit les ombres.

D'où vient-elle, cette lumière? Il ne le demande même pas.

Les ombres l'ont pris tout entier. Une folie emplit ses yeux, ses grands yeux obstinément fixés sur le mur.

La raie de lumière s'élargit ; et les ombres courent, lugubres, pliées en deux, semblables à des voyageuses qui, en grande hâte, porteraient on ne sait où un faix de vieilles hardes lourd à leurs épaules.

Mme Lovlev s'approche en tremblant ; et, tout bas, elle appelle son fils :

— Valodia !

Valodia revient à lui. Ses grands yeux frémissants se portent sur sa mère ; puis il saute à bas de son lit et tombe aux pieds de Mme Lovlev ; il pleure, il lui embrasse les genoux.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! Mais que vois-tu donc dans tes rêves, Valodia ?

— Valodia, lui dit sa mère le lendemain matin, après le thé, il faut que cela ait une fin. Si maintenant, même la nuit, tu cherches tes ombres, tu tomberas malade tout à fait.

L'enfant baisse la tête ; il est très pâle, très triste. Ses lèvres sont agitées d'un tremblement nerveux.

— Sais-tu ce que nous allons faire ? Tous les soirs, avant ton travail, nous jouerons aux ombres, oui, tous deux. Veux-tu ?

Le visage de Valodia s'éclaircit pour un instant.

— Oh ! chère maman, fait-il d'une voix timide, comme tu es bonne !

Dans la rue.

Valodia revient du collège ; il se sent tout engourdi, comme inquiet. Il fait du brouillard ; il fait froid ; il fait triste. Noyées dans le brouillard, les lignes des maisons prennent un aspect étrange. Maussades, les silhouettes des passants semblent des ombres malfaisantes de sinistre augure. Tout paraît énorme, monstrueux. A un carrefour, un cheval de fiacre surgit, de grandeur démesurée, pareil à une bête fantastique.

Le sergent de ville a regardé Valodia de son regard mauvais. Perchée sur le toit d'une maison basse, une corneille lui a prédit malheur. Valodia est triste, triste d'une tristesse qu'il porte en lui, accablé, sans force devant l'hostilité des choses.

Embusqué à l'entrée d'une cour, un roquet pelé jappe après lui, et Valodia sent l'injure de ces jappements furieux.

Les gamins de la rue, eux aussi, lui en veulent et le raillent. Comme il eût eu vite fait, autrefois, de leur régler leur compte! Tandis que maintenant... Une peur inexplicable le prend à la gorge, et ses bras retombent, inertes...

Valodia est arrivé à la maison, Prascovie lui ouvre la porte. Valodia n'est pas à l'aise devant ce regard froid où il devine une méchanceté. Bien vite il se débarrasse de son manteau, sans même lever les yeux sur le pitoyable visage de la vieille servante.

Mme Lovlev est seule dans sa chambre. Il fait sombre déjà. Mme Lovlev est triste.

Une fenêtre s'éclaire à la maison d'en face.

Valodia accourt, tout joyeux; le regard de ses grands yeux est un peu étrange.

— Maman, maman, la lampe est allumée. Allons jouer aux ombres.

Mme Lovlev se lève et suit Valodia. L'enfant dispose la lampe.

— Maman, maman, j'ai inventé une nouvelle figure. Tu vois : c'est la steppe... la steppe couverte de neige... et la neige tombe, tombe... une vraie rafale !...

Valodia croise ses mains, entrelace ses doigts.

— Et maintenant, vois-tu ce vieux qui marche? Il a de la neige jusqu'aux genoux. Il peut à peine avancer. Il est seul. Pas une âme dans la plaine, et le village est loin. Il n'en peut plus, il a froid, il a peur. Comme il est courbé, ce pauvre vieux!

Mme Lovlev redresse les doigts de Valodia.

— Ah! s'écrie Valodia avec enthousiasme, le vent lui arrache son bonnet... le vent ébouriffe ses cheveux... le vent le renverse dans la neige... Quel tas de neige, maintenant! Maman, maman, entends-tu?

— Oui, la rafale...

— Mais lui?

— Le vieux?

— Oui, le vieux, l'entends-tu?

— Au secours! Au secours!

Blêmes tous les deux, la mère et le fils regardent fixement la muraille. Valodia abaisse ses mains, le vieux tombe.

La première, Mme Lovlev revient à elle.

— Allons, dit-elle, au travail maintenant.

C'est le matin. Mme Lovlev est seule à la maison. Hantée de pensées incohérentes, torturée de sombres pressentiments, elle va de chambre en chambre.

Sous les pâles rayons d'un soleil voilé de nuages, une ombre vague, la sienne, se dessine sur la porte peinte en blanc. Elle s'arrête, et, d'un geste large, elle élève la main. L'ombre se balance et lui chuchote à l'oreille des choses tristes et douces, connues déjà. Il semble qu'un étrange apaisement se fasse en elle; debout devant la porte, souriant d'un bizarre sourire, elle agite ses deux mains et suit le frissonnement léger des ombres.

Elle entend des pas, les pas de la servante, et une honte lui vient de s'occuper à de pareilles niaiseries...

Elle retombe à ses hantises apeurées...

« Il faut changer de pays, pense-t-elle, voyager, se distraire... Oui, fuir, fuir loin d'ici... »

Et tout à coup les paroles de Valodia lui reviennent à la mémoire :

« Il y en a partout, des murs, partout... »

Où fuir? où se sauver?

Et, dans son désespoir, Mme Lovlev tord ses belles mains blanches.

C'est le soir, dans la chambre de Valodia.

La lampe allumée est posée sur le plancher. Sur le plancher aussi Valodia et sa mère, assis côte à côte, face au mur. Tous deux font, avec les mains, d'étranges mouvements...

Sur le mur des ombres courent, des ombres dansent.

Ces ombres, Valodia et sa mère les comprennent.

Valodia et sa mère sourient tristement; ils se murmurent à l'oreille on ne sait quels secrets troublants qui pèsent à leurs âmes. Calmes sont leurs visages, apaisées leurs rêveries. Ils sont heureux et tristes, heureux d'une joie sans espérance, tristes d'une mélancolie sans amertume.

La folie brille dans leurs yeux, la folie maudite, la folie bénie...

Et la nuit descend sur eux.

FÉDOR SOLOGOUB.

(Traduit du russe par CLAIRE DUCREUX.)

VARIÉTÉS

Louis XVIII à Gand [1].

Louis XVIII arriva à Gand le 30 mars 1815, à cinq heures de l'après-midi, *Monsieur* et le duc de Berry, qui l'y avaient précédé la veille et l'avant-veille, l'attendaient à son entrée. Le Roi, vêtu d'un costume bleu céleste, était assis au fond d'une voiture de gala, attelée de six chevaux; il fut complimenté par le bourgmestre, le comte Philippe de Lens, accompagné

(1) Extrait d'un ouvrage de MM. E. Romberg et Albert Malet : *Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*, recueil de documents inédits publié pour la Société d'histoire contemporaine (Paris, Picard).

d'un de ses adjoints, à la porte de Bruges, où se trouvaient réunies les quatre grandes *gildes* ou chefs-confréries de la ville. Louis XVIII, escorté par des détachements de soldats belges et hanovriens pris dans la garnison, s'installa immédiatement à l'hôtel du comte d'Hane de Steenhuyse. Dans la suite du Roi se trouvaient les maréchaux Marmont et Victor, duc de Bellune, M. de Blacas, outre les gentilshommes de la chambre, les capitaines des gardes, et un certain nombre d'officiers de la maison.

Le Roi fut chaleureusement accueilli par la population, dans laquelle on remarquait de nombreux réfugiés français arrivés depuis quelques jours. Voici comment le journal flamand de Gand, *la Gazette van Gent*, s'exprime à ce sujet : « Jamais on n'entendit des acclamations aussi générales et aussi vives, d'autant plus émouvantes qu'elles étaient l'expression cordiale d'une réelle sympathie pour l'infortune d'un si bon roi. Des cris, longtemps prolongés, de *vive Louis*, ne cessaient de retentir sous les fenêtres de l'hôtel d'Hane de Steenhuyse, après que le Roi y fut arrivé ; il dut se montrer plusieurs fois à la foule. Le salon étant au rez-de-chaussée, Sa Majesté échangea même des poignées de main avec les assistants. »

Le Roi dîna à six heures avec *Monsieur*, le duc de Berry, les maréchaux Victor et Marmont, les principaux officiers de la maison royale, le comte d'Hane de Steenhuyse et le comte Philippe de Lens. Une relation manuscrite des faits du jour, que l'on peut lire à la bibliothèque de la ville de Gand, rapporte que Louis XVIII montra un appétit extraordinaire. Après un très copieux menu, il se fit servir encore un cent d'huîtres, à la grande admiration de la foule, qui pouvait voir dîner le roi ; la salle à manger, au rez-de-chaussée, donnait sur la rue (1). On dut prendre dans la suite des mesures de police pour empêcher cette curiosité indiscrète.

Seul de tous les membres du cabinet, le comte de Blacas d'Aulps, ministre de la maison du Roi, l'avait accompagné à Gand. Le duc de Feltre, ministre de la guerre, arriva le 1er avril ; puis successivement, M. de Jaucourt, qui faisait l'intérim des affaires étrangères pendant le séjour de M. de Talleyrand à Vienne ; le grand chancelier Dambray, l'abbé Louis, ministre des finances, M. Beugnot, ministre de la marine. L'abbé de Montesquiou, ministre de l'intérieur, se trouvait à Londres. Le Roi appela pour le remplacer M. de Chateaubriand, qui attendait à Bruxelles que le roi de Suède, auprès duquel le crédit de Mme de Duras l'avait fait nommer ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne voulût bien l'admettre à présenter ses lettres de créance. Le *Journal de Gand* du 10 avril annonça ainsi son arrivée : « Le célèbre auteur du *Génie du Christianisme*, *M. de Chateau Briant* (*sic*), est en cette ville, avec le titre d'ambassadeur du roi de France près la *cour de Russie*. » M. de Chateaubriand quitta sans regret Bruxelles, où il était déjà venu, vingt-trois ans auparavant, au moment de l'émigration. « La capitale du Brabant m'est en horreur, écrit-il dans ses *Mémoires d'outre-tombe ;* elle n'a jamais servi de passage qu'à mes exils (1). »

A Gand, il allait retrouver Mme de Duras, son amie des bons et des mauvais jours, celle que Louis XVIII, qui n'était jamais en reste d'esprit, appelait l'*Atala* des salons.

Le cabinet était ainsi au complet. Le corps diplomatique, accrédité auprès du Roi à Paris, et qui était maintenu dans la même situation vis-à-vis de lui, les relations internationales étant rompues avec Napoléon, se retrouva en grande partie à Gand, quoique la plupart de ses membres venus en Belgique séjournassent plus habituellement à Bruxelles. On vit d'abord lord Fitzroy-Somerset, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique, qui fut remplacé bientôt après par sir Charles Stuart ; puis M. de Fagel, ministre des Pays-Bas ; le général Pozzo di Borgo, envoyé de Russie ; le général baron de Vincent, ministre d'Autriche ; le comte de Goltz, ministre de Prusse ; M. le baron de Waltersdorf, ministre de Danemark ; M. de Signeul, chargé d'affaires de Suède.

Le roi de France avait auprès de lui sa maison et son service particulier, depuis son grand aumônier, le cardinal de Talleyrand-Périgord, jusqu'à son chirurgien, le Père Élysée, personnage assez énigmatique (2).

(1) Dans ce superbe appétit, Louis XVIII avait de qui tenir : « J'ai vu souvent, écrivait Mme la Palatine duchesse d'Orléans, le roi Louis XIV manger quatre assiettées de soupes diverses, un faisan entier, une perdrix, une grande assiette de salade, du mouton au jus et à l'ail, deux bonnes tranches de jambon, une assiette de pâtisserie, et puis encore des fruits et des confitures. »

(1) M. de Chateaubriand raconte qu'en 1794 il se rencontra à Bruxelles avec Rivarol, à un dîner chez le baron de Breteuil : « J'étais jeune, bronzé par le soleil d'Amérique et portais les cheveux plats et noirs. Ma figure et mon silence gênaient Rivarol. « D'où vient votre frère le chevalier ? dit-il à mon frère. — De Niagara. » Rivarol s'écria : « De la cataracte ? » Je me tus. Il hasarda un commencement de question : « Monsieur va ? — Où l'on se bat, répliquai-je. »

(2) « Les acteurs du théâtre étaient détestables, dit le comte Beugnot dans ses *Mémoires ;* aussi, n'y avait-il parmi nous de spectateur assidu que le fameux Père Élysée, qui, pour l'honneur de son goût ou pour tout autre motif, passait beaucoup plus de temps dans les coulisses que dans l'intérieur de la salle. »

Le Père Élysée, de son vrai nom Talachon, avait étudié la chirurgie chez les frères de la Charité, sous le frère Côme ; il émigra en 1792 et accompagna en Angleterre le comte de Provence, qui le nomma son premier chirurgien. Il mourut en 1817. Entre autres singularités de sa carrière, il donna ses soins au chevalier d'Eon, pendant la dernière maladie de celui-ci, et put constater, après son décès, que c'était à tort qu'il s'était fait passer pour une femme.

L'élément militaire n'était pas négligé. A peine installé à Gand, le duc de Feltre, ministre secrétaire d'État de la guerre, s'occupa de l'organisation de son état-major, à la tête duquel il plaça le général comte de Rochechouart, auquel il adjoignit le commandant comte d'Epresmenil, le chevalier de Gournay, et MM. Scipion de la Farre et de la Rue. Une ordonnance royale institua des commissaires ayant rang pour la plupart de maréchal de camp et de colonel pour recevoir et engager les déserteurs et les volontaires qui voulaient s'enrôler dans l'armée royale. Une prime de 80 francs était allouée à chaque cavalier monté, et chaque fantassin recevait 20 francs. Un crédit de 60 000 francs fut appliqué à cet objet, en y comprenant les dépenses des commissaires, qui durent absorber la plus forte partie de la somme.

Le gouvernement néerlandais ne vit pas d'un bon œil ces enrôlements et la façon dont ils étaient pratiqués. M. de Fagel fit des représentations à ce sujet au duc de Feltre. Celui-ci, écrit le ministre des Pays-Bas à son gouvernement, « sent vivement cet écart de toute convenance. C'est malheureusement à S. A. R. le duc de Berry que nos plaintes sont portées. Le duc de Feltre m'a donné à connaître que tout en mettant tout son zèle pour éviter tout sujet de discussion, il lui serait bien difficile d'empêcher le bavardage des jeunes officiers, qui ont plus d'étourderie que de mesure dans leur conduite. »

Les enrôlés devaient aller rejoindre la petite armée campée à Alost et dans les environs, sous le commandement du duc de Berry. Elle comprenait surtout les débris de la maison militaire (1) qui avait quitté Paris peu d'heures après le Roi, à laquelle s'étaient joints des volontaires de tout âge et de toute condition. Cette troupe devait retrouver Louis XVIII à Lille, projet qui n'avait pu être exécuté. Après des vicissitudes de toutes sortes, elle ne comptait plus que 7 à 800 hommes lorsqu'elle arriva à Gand le 9 avril, dans un fâcheux état, et qu'on la vit défiler devant l'hôtel d'Hane de Steenhuyse. Le Roi s'y tenait debout à une fenêtre ouverte du salon; il harangua ces fidèles et les félicita du dévouement à sa cause. Il y avait dans leurs rangs une centaine d'étudiants en droit, que leurs opinions avaient entraînés dans le camp royaliste, bien différents de ceux que l'on trouva plus tard mêlés à presque chaque journée révolutionnaire. Cette troupe armée ne pouvait demeurer à Gand. On l'établit à Alost et dans les environs, Ninove, Moerzeke, et plus tard à Termonde; elle eut l'honneur d'être passée en revue le 1er juin par la duchesse d'Angoulême et le duc de Wellington; le professeur Delvincourt vint y prendre contact avec ses élèves de l'École de droit.

Le Roi se levait régulièrement à six heures du matin, et se rendait d'abord à son cabinet de travail. Il passait ensuite, entre une haie de six gardes du corps, dans une pièce voisine, où il entendait la messe. Le déjeuner était servi à dix heures. L'après-midi, le Roi faisait une promenade en voiture, le long des remparts, où abondent les points de vue sur la campagne (1). Quelquefois cette promenade s'étendait hors des portes de la ville. Louis XVIII se faisait conduire à une guinguette appelée le *Strop*, renommée pour un poisson blanc dont le Roi était très friand. Le dîner était à six heures. Le Roi avait à sa droite le comte d'Hane et à sa gauche *Monsieur;* le duc de Berry, qui se rendait presque tous les jours d'Alost à Gand, était placé en face du souverain, qui recevait à sa table les principaux personnages de son gouvernement et de son service : MM. de Blacas, de Chateaubriand, de Noailles, de Duras, de Poix, de Feltre, de Jaucourt, de Lally-Tollendal, etc., sans parler des dîners d'apparat où le corps diplomatique était invité. Le duc de Wellington dînait avec le Roi chaque fois qu'il se trouvait à Gand, ce qui était assez fréquent. « Le Roi, dit le comte Beugnot (*Mémoires*, p. 371), faisait les honneurs de sa table avec les politesses de la vieille cour et la grâce personnelle qu'il y ajoutait. A chaque service il offrait aux convives du plat qu'il avait devant lui. Au rôti, il découpait avec une rare dextérité. Une musique militaire se faisait entendre pendant le dîner. » Dès les premiers jours de son arrivée à Gand, Louis XVIII avait permis aux dames de la ville de circuler autour de la table pendant le dîner, et cette galanterie leur fut faite à plusieurs reprises. Le soir, le Roi passait dans le salon, où l'on faisait le *whist* de *Monsieur*, qui désignait les personnes admises à jouer avec lui. Le roi était placé dans son fauteuil, à côté de la table, et jugeait les coups.

Gand n'a jamais passé pour une ville gaie. C'est une cité riche en grands souvenirs historiques, active, intelligente, et l'esprit de terroir n'y manque pas de piquant. La présence de Louis XVIII et de la cour, celle des Français en grand nombre qui l'y avaient rejoint ou faisaient le pèlerinage de Gand, les fréquents voyages des diplomates, de Wellington et d'autres personnages officiels qui partageaient leur temps entre Bruxelles et cette ville, les allées et venues des troupes anglaises et hollandaises, donnaient à la vieille cité flamande une animation inac-

(1) A l'origine, les troupes qui avaient quitté Paris dans le dessein de rejoindre le Roi se composaient de plus de 3000 hommes (maison du Roi, gardes du corps, mousquetaires). La maison militaire fut licenciée en grande partie à Béthune, par l'ordre du comte d'Artois.

(1) Cet emploi de la journée était assez souvent dérangé par les accès de goutte, lorsqu'ils prenaient le Roi trop vivement. On avait même dressé un lit dans une pièce du rez-de-chaussée pour lui éviter la fatigue de monter.

coutumée. L'*Hermite en Belgique*, qui parut plusieurs années après, en décrivait ainsi la physionomie mondaine :

« Le *Kauter* (place servant de lieu de promenade), c'était le Luxembourg. Là, dans les beaux jours du printemps, de midi à deux heures ou vers le soir, était le rendez-vous des défenseurs *du trône et de l'autel*. Sous l'allée d'arbres qui borde la grand'garde et le Grand-Café, étaient disposées deux ou trois longues files de chaises, où venaient alternativement se reposer de jolies femmes.

« Autour d'elles papillonnaient des marquis, des vicomtes affublés d'une espèce de chapeau-claque, où brillait une énorme cocarde blanche, et portant horizontalement au côté une longue épée, qui n'avait sans doute jamais vu le jour. Des abbés de cour, des aumôniers, en habit français et en chapeau rond; un essaim de jeunes officiers de toutes armes et de tous corps; quelques élèves en droit de l'université de Paris, décorés d'un ruban blanc : cette diversité de physionomies offrait un tableau mouvant et animé. »

Un petit recueil, *le Nain couleur de rose*, qui aurait pu prendre comme épigraphe le vers connu de Malherbe, puisqu'il n'eut qu'un seul numéro, publié le 18 juin 1815, donnait la même note : « Depuis que Sa Majesté Très Chrétienne a fait sa résidence à Gand, cette belle ville est devenue tout à coup un autre Paris. Nos jeunes militaires y ont apporté les usages, les goûts même de la capitale, et je ne serais pas surpris qu'il se fît à Gand, pour le moins, tout autant d'aimables folies qu'à Paris. »

Le théâtre était médiocre et assez peu fréquenté; on y exécutait les œuvres de Grétry, de Dalayrac, de Nicolo : *Richard Cœur de Lion*, *Montano et Stéphanie*, *Raoul de Créquy*, etc. Il y avait des représentations de gala, où les directeurs annonçaient que « vu la présence des illustres personnages en cette ville, la salle serait décorée et éclairée de bougies ».

La grande cantatrice italienne Mme Catalani, alors dans tout l'éclat de son talent, se fit entendre plusieurs fois dans des concerts. Elle chanta également à l'hôtel d'Hane de Steenhuyse : « Il y a eu hier, dit le *Journal de Gand* du 10 mai, un concert dans les appartements de S. M. Louis XVIII. Mme Catalani y a déployé toutes les richesses de son divin talent. Le Roi lui a donné des éloges d'autant plus flatteurs qu'ils venaient d'un prince distingué par ses lumières et son goût éclairé des arts (1). »

Les lettrés passaient une partie de leur temps à la bibliothèque publique de la ville de Gand; les visiteurs étaient invités à écrire leur nom sur un registre qui y est toujours conservé. On y trouve les signatures de la duchesse d'Angoulême, du comte de Blacas d'Aulps, du baron Louis, des ducs d'Havré et de Luxembourg, du président Desèze, de M. Guizot, etc. Plusieurs des signatures sont accompagnées de quelques mots. Ainsi on lit après le nom de M. Guizot : *Patriæ totus et ubique;* le comte de Juigné écrit : *Nec spe nec metu in variis varius;* un magistrat dijonnais, le président Richard de Vernotte : *Patriæ regique fidelis, spero meliora.*

Les rêveurs et les contemplatifs visitaient le Béguinage, ville cloîtrée au milieu d'une autre ville, dont Chateaubriand disait : « Je parcourais ce petit univers de femmes voilées ou aguimpées, consacrées aux divers œuvres chrétiennes. Séjour calme, placé comme les syrtes africaines au bord des tempêtes. »

Quelques grandes dames, Mme de Duras, Mme de Lévis, la duchesse de Ranzau, qui avaient suivi l'émigration à Gand, y régnaient sur leur cercle de fidèles qui devaient se retrouver dans leurs salons à Paris, entr'ouverts après le retour de Louis XVIII, mais qui n'eurent leur éclat qu'après le départ des alliés.

. . . . . .

Les 16, 17, 18 et 19 juin furent des journées d'agitation et de fièvre à l'hôtel d'Hane de Steenhuyse et parmi la population gantoise. Le Roi avait reçu, dans la soirée du 15, la nouvelle que Napoléon avait franchi la frontière, et dans la nuit une dépêche était parvenue du quartier général anglais, annonçant le commencement des hostilités à Lobbes, près de Charleroi, entre les troupes françaises et un corps d'armée prussien. Le 16, de grand matin, trois régiments anglais, qui étaient casernés à Gand depuis plusieurs semaines, furent expédiés précipitamment vers Charleroi, et d'autres troupes de la même nation, venant d'Ostende, ne firent que traverser la ville. Dans la soirée, la nouvelle se répandit que l'Empereur avait eu un premier avantage près de Fleurus et l'on entendit distinctement dans cette direction le bruit du canon, qui continua pendant une partie de la nuit. Fort tard arrivèrent à Gand quinze à vingt voitures de militaires blessés. Des ouvrages de fortification furent élevés en toute hâte aux portes de la ville.

Les réfugiés français faisaient fiévreusement leurs préparatifs de départ. On emballa l'argenterie et les objets précieux du Roi, qui furent expédiés, le 17, à Anvers.

Ce jour-là, le duc de Berry, qui commandait la petite armée française cantonnée à Alost, arriva de cette ville avec sa maison et l'escadron des gardes du corps, qui fut logé dans les faubourgs. Il avait été

(1) Les amateurs liront peut-être avec quelque curiosité les principaux morceaux du programme de Mme Catalani : Scène de bravoure *Son regina*, musique del signor Portogallo; variations sur l'air *Del cuor non piu sento*, de Paësiello; *Viva Enrico*, musique del signor Puccitta, compositeur italien très oublié aujourd'hui, qui tenait le piano.

précédé la veille par les troupes d'infanterie qui faisaient partie du rassemblement militaire du prince, venues de Termonde, et dont on remarqua l'uniforme à la prussienne.

Les informations devenaient de plus en plus alarmantes. On apprit le succès remporté par Napoléon aux Quatre-Bras. Le bruit se répandit que toute une division prussienne avait été anéantie, que le duc de Brunswick avait été tué et le prince d'Orange grièvement blessé. On assurait que Napoléon allait faire son entrée à Bruxelles. Le comte d'Artois, qui arrivait de cette ville à Gand par des chemins détournés, en apportait la nouvelle. Elle fut confirmée par M. de Vincent, ministre d'Autriche, qui se blessa à la main dans son empressement à se rendre auprès de Louis XVIII.

La panique devint générale en ville. On fit des travaux pour inonder les abords des portes d'entrée, que l'on tenait fermées, et dont les guichets seuls demeuraient entre-bâillés.

Quant à la cour, la légitimité gisait *en dépôt à l'hôtel d'Hane de Steenhuyse*, selon la forte expression de Chateaubriand, *comme un vieux fourgon brisé*. Il y eut conseil auprès du Roi le 17, au soir. Louis XVIII y apporta sa sérénité habituelle, à peine troublée par la mauvaise tournure que les événements militaires semblaient prendre, et par les obscurités de la situation politique extérieure et intérieure. Les débats qui venaient d'avoir lieu au Parlement anglais avaient montré que si le gouvernement du prince régent était, au fond, très favorable à sa cause, il reconnaissait cependant, en principe, qu'aucune puissance n'avait le droit de dicter à un autre pays le choix du gouvernement qu'il devait adopter (1). D'un autre côté, les dernières dépêches, de Vienne, du prince de Talleyrand, montraient l'empereur Alexandre de plus en plus tiède pour la restauration des Bourbons de la branche aînée, et peu éloigné d'accepter une autre solution, telle que l'avènement au trône du duc d'Orléans. Mais l'attitude et le langage de lord Wellington et de Pozzo di Borgo étaient faits pour tranquilliser Louis XVIII sur la fermeté de l'appui qu'il pouvait attendre de l'Angleterre et même de la Russie. Quant aux dispositions de la France en faveur de sa cause, que l'optimisme de Louis XVIII s'était, d'ailleurs, toujours exagérées, les témoignages que M. Guizot lui avait apportés au nom du parti constitutionnel, l'éloignement, chaque jour croissant et plus manifeste, de la bourgeoisie pour l'Empereur, et, dans un ordre bien différent, la trahison à peine déguisée de Fouché, ministre de police de Napoléon, et ses avances à *Monsieur*, avances qui n'excluaient pas, à la vérité, des intrigues dans d'autres voies, ces divers faits paraissaient de nature à rassurer Louis XVIII. Mais la partie engagée sur le champ de bataille devait être résolue d'abord.

Le 18 juin, l'inquiétude touchant les événements militaires fut au comble. Il n'y avait que des rumeurs vagues sur ce qui s'était passé depuis l'engagement des Quatre-Bras, mais les versions les plus défavorables circulaient. A l'hôtel d'Hane de Steenhuyse, toutes les dispositions étaient prises pour un départ immédiat pour Anvers. Des chevaux de poste furent attelés aux voitures du Roi et on ne détela point pendant toute la nuit. Louis XVIII, dans son impatience d'avoir des nouvelles, parut souvent aux fenêtres de l'hôtel.

Quant aux Français qui avaient suivi le Roi à Gand, le *sauve-qui-peut* devint général. « Les possesseurs de quelques ressources partirent, dit Chateaubriand; moi qui ai la coutume de n'avoir jamais rien, j'étais toujours prêt et dispos. Je voulais faire déménager avant moi Mme de Chateaubriand, grande bonapartiste, mais elle ne voulut pas me quitter. Le fourgon des diamants de la couronne était attelé. Je n'avais pas besoin de fourgon pour emporter mon trésor. J'enfermai le mouchoir de soie noire dont j'entortille ma tête la nuit dans mon flasque portefeuille de ministre de l'intérieur, et je me mis à la disposition du prince avec ce document important des affaires de la légitimité. »

Le 19, de grand matin, le Roi reçut une lettre de la main du duc de Wellington annonçant le gain de la bataille de Waterloo. Un message de Pozzo di Borgo la suivit de près, et les bulletins officiels du secrétaire d'État des Pays-Bas, baron de Capellen, arrivèrent successivement pour donner le détail des événements militaires.

A une heure de l'après-midi, les cloches de la ville furent mises en branle et les carillons jouèrent leurs airs de triomphe. La joie était générale, les ateliers furent délaissés et la foule se répandit dans les rues comme le dimanche. Louis XVIII fit une promenade en voiture l'après-midi et fut accueilli par les cris de *Vive le roi!* Le soir, on illumina.

Louis XVIII demeura à Gand jusqu'au 22 juin, vivement sollicité par le duc de Wellington de hâter sa rentrée en France. Avant de partir, il put entendre plus d'une fois au loin le cri de *Vive Napoléon!* poussé par des prisonniers français, leurs officiers en tête, sans épaulettes ni cocarde, que l'on embarquait à Gand pour l'Angleterre. La foule s'attendrit surtout au passage des cuirassiers de la garde; on rapportait qu'ils avaient combattu avec une furie telle qu'après avoir perdu leurs armes, ils s'étaient servis de leurs casques et de leurs cuirasses, et qu'ils

(1) M. de Vincent, et à son défaut M. Pozzo, reçoivent l'ordre de faire des remarques contre la nomination de commissaires royaux à nos armées (M. de Metternich à Talleyrand, du 24 juin 1815).

avaient fini par frapper avec leurs poings blessés et mutilés.

Le 20 juin, il y avait eu, à l'hôtel d'Hane, un grand dîner où le Roi dit au maréchal Victor, duc de Bellune, ces paroles malheureuses : « Monsieur le maréchal, jamais je n'ai bu au succès des alliés avant la Restauration ; leur cause était juste, mais j'ignorais leurs desseins sur la France. Aujourd'hui qu'ils sont les alliés de ma couronne ; qu'ils combattent non les Français, mais les bonapartistes ; qu'ils se dévouent si noblement pour la délivrance de nos peuples et le repos du monde, nous pouvons saluer la victoire sans cesser d'être Français. » En prenant congé du comte d'Hane de Steenhuyse, le Roi lui remit une tabatière en or, entourée de brillants, avec son chiffre. Plus tard, rentré à Paris, il lui envoya un très beau surtout de table en argent, aux armes de la famille d'Hane, avec l'inscription : *Donné par le roi de France*. Il accompagna cet envoi d'une lettre où il lui écrivait : « Soyez persuadé que je n'oublierai jamais vos soins, votre attentive hospitalité et le touchant intérêt dont j'ai reçu de si nombreux témoignages dans le département dont l'administration vous est confiée. » Les domestiques de la maison qui avaient été au service du Roi furent gratifiés d'une pension de 500 francs. Le bourgmestre de la ville d'Alost, M. J.-B. Lefebvre, chez lequel le duc de Berry avait demeuré, fut créé baron (1).

E. Romberg et A. Malet.

LIVRES NOUVEAUX

« La Force », par Paul Adam.

Il faut admirer en Paul Adam l'un des écrivains les plus originaux d'à présent, l'un des plus féconds et l'un des plus puissants. Il en est aussi, je crois, l'un des plus déconcertants. Il a des qualités de premier ordre et presque géniales ; on attend de lui plus que des livres distingués, un chef-d'œuvre, — mais on l'attend toujours.

Au reste, son dernier roman, *la Force*, est peut-être le chef-d'œuvre attendu ; — peut-être, mais je n'en suis pas sûr.

***

J'en vois, très nettement, les mérites nombreux et divers.

Et, tout d'abord, louons Paul Adam d'avoir voulu faire une œuvre puissante plutôt qu'une œuvre charmante, une œuvre de pensée forte plutôt que de sensibilité délicate. Il avait semblé, quand s'est levée la génération nouvelle de nos écrivains, qu'ils seraient plus aptes à l'analyse subtile de leurs propres sentiments, très raffinés, un peu maladifs, qu'à la compréhension d'autres âmes, parfois rudes et grossières, plus actives que rêveuses, telles que la vie les fait. Ils promettaient plutôt d'ingénieuses monographies sentimentales que d'authentiques évocations de la réalité. Ils ne verraient les choses qu'à travers leur personnalité tout imbue déjà de littérature ; ils seraient incapables de dresser, en dehors d'eux-mêmes, des êtres différents d'eux-mêmes, réels et existants, comme réussirent à le faire les grands créateurs, Balzac, Flaubert, Maupassant. Ils composeraient avec soin de petites œuvres très compliquées, courtes et fragmentaires, — des romans à trois personnages dont un seul vivrait (et celui-là serait l'auteur lui-même), des descriptions de la nature toutes en états d'âme (les états d'âme de l'auteur lui-même)... C'est à peu près ainsi, je crois, que caractérisa notre dégénérescence ce spécialiste, le bon docteur Max Nordau.

La Force est nettement et volontairement le contraire de tout cela. Comme pour être plus sûr d'éviter ces faiblesses, on dirait que Paul Adam a délibérément choisi le sujet le plus propre à le dépayser, les êtres les plus différents de nous, l'époque la plus différente de la nôtre, afin de n'être point tenté d'introduire dans son œuvre sa propre personnalité. C'est ainsi que Flaubert s'acharna violemment à peindre des bourgeois ou des Carthaginois, parce qu'il ne risquait pas de mettre en eux ses idées, ses sentiments à lui. Car, en vérité, nous ne ressemblons guère, vous et moi, n'est-ce pas ? à un capitaine de la Grande Armée !

Paul Adam s'est renseigné sur l'histoire du Consulat et de l'Empire. Son érudition est étonnante. Il sait en détail l'histoire des mœurs et des guerres, l'histoire même de la mode. Les uniformes des Autrichiens, des Prussiens, des Russes et des Français et de leurs différents corps de troupe, la couleur des tuniques, des parements, des cols, le nombre des boutons, la forme des casques, leur ornementation, les armes diverses, leurs dimensions, leur mode d'emploi, le harnachement des chevaux, les cha braques, la disposition des brides, — il sait tout, il ne se trompe jamais : il semble du moins qu'il ne se trompe jamais, car on ne va pas vérifier tant de détails, mais cette érudition minutieuse inspire confiance. Il connaît aussi le costume féminin ; il en indique soigneusement les variations au cours de l'époque impériale. Il sait comment on parlait, il a

(1) A son retour à Paris, le duc de Berry s'employa avec succès à faire restituer à la ville d'Alost le tableau célèbre de Rubens, *la Peste*, qui avait été enlevé de l'église de Saint-Martin pendant la Révolution française. On prétend qu'elle aurait conservé de lui un souvenir d'un autre genre, dans les rejetons d'une faiblesse ancillaire dont le masque bourbonien trahirait l'origine.

noté les affectations de langage spéciales à la conversation du temps (« Ah! jeune guerrier, apprenez à chérir la mélancolie... C'est la consolation des maux qui frappent un cœur sensible »), les allusions à l'antiquité (Décius, Caton, Lucrèce, Cincinnatus, César...), les singularités de la prononciation : l'élégante Aurélie, suivant le genre des incroyables, supprime les *r*, appuie sur les *o*, sur les *a*. Elle dit : « Pa.ôle d'honneu., nous i.ons, ma belle, au théât.e... » Mais cette mode ne dura pas très longtemps. Paul Adam sait exactement à quelle époque elle cessa : à partir de ce moment, Aurélie renonce à zézayer, elle replace les *r* dans les mots; elle a quelque peine d'abord à changer d'habitude, elle se trompe de temps en temps et dit : « Talleyrand le suppo.te... » mais, à la fin du volume, elle parle comme tout le monde.

Paul Adam connaît les pays que traversent les galops de l'armée impériale. Sans faire de descriptions à proprement parler (et comme il a raison!), il a toujours soin de situer l'action avec beaucoup d'exactitude : la marche des escadrons est modifiée suivant les circonstances locales, le paysage apparaît avec son caractère propre autour des divers actes du drame. Il y a, par exemple, une étonnante escarmouche dans la Forêt-Noire. On avait chevauché plusieurs jours par les routes entre les arbres. « Les pommes de pin roulaient sous les pas des chevaux. » On avait côtoyé les petits chalets de bois aux balcons ajourés. Un détachement ennemi paraît et dans les fourrés, dans le taillis, le combat de cavalerie commence. Il faut éviter les souches abattues; les lances s'embarrassent dans les branches : l'homme a le poing tenu par les lanières de la hampe empêtrée. Il est tué : « Il resta suspendu à sa lance et au sapin, la tête pencha contre l'épaule. » Mêlées, galopades; il faut sauter les buissons; les fourreaux courent en éraflant les troncs d'arbre... Les figures saignent, à cause des épines et des ramilles qui fouettent les visages des coureurs...

Paul Adam sait la répartition des différents corps de troupes; il sait comment se combinaient les efforts de Moreau, de Murat, d'Hautpoul; il connaît les points de concentration. Il est, il me semble qu'il est merveilleusement au courant de la tactique; a-t-il étudié comme son héros les ouvrages techniques du mousquetaire Dupaty de Clam, le *Traité de la Cavalerie* et la *Science de l'Équitation*, ou l'*Essai sur l'Art de la guerre* de Turpin de Crissé? Il y a dans la *Force* un grand nombre de combats et de charges de cavalerie. J'avouerai qu'elles semblent d'abord analogues et fatiguent un peu, à la longue, le lecteur ignorant. Mais, en les revoyant avec attention, on s'aperçoit qu'elles sont habilement différenciées suivant l'effectif des troupes, suivant la qualité, l'armement des adversaires, la nature du terrain, vingt circonstances diverses auxquelles on ne pense pas d'abord.

Cette érudition ne choque pas, parce qu'elle est assez complète pour s'étendre à tout l'ensemble du sujet, au lieu d'apparaître par endroits, comme dans la plupart des romans historiques, étalée lourdement. Elle crée autour des personnages une atmosphère spéciale, elle ressuscite, autant qu'il est possible, dans sa complexité singulière, une époque, une société. Au lieu de l'utiliser comme pour plaquer après coup de la couleur locale, on a l'impression que Paul Adam s'est si bien halluciné par l'évocation de ce décor ancien que les personnages qu'il imagine y entrent et s'y meuvent comme d'eux-mêmes.

Et c'est donc très bien, — mais c'est dangereux aussi. Je crois qu'il faut se défier de ces restitutions. Victorien Sardou les aime, elles sont un des agréments principaux de ses œuvres. Mais justement, n'est-ce pas? cet illustre exemple suffit à montrer combien il serait avantageux de renoncer à ce genre. Au début du roman, quelques scènes dans l'hôtel du faubourg Saint-Honoré parmi les meubles de velours jaune, les chaises romaines, les fûts de marbres où se dressent des bustes de Muses, sont presque sur le point de ressembler à des scènes de *Madame Sans-Gêne*. Et, dans la suite, parfois, on a presque peur de tomber dans du Georges d'Esparbès. Cela n'arrive pas, car Paul Adam sait le sens des mots; il n'écrit jamais : « l'H et le K étaient l'accent tonique de son langage... » Cela n'arrive pas, mais on a peur... Il serait fâcheux qu'un écrivain comme Paul Adam fût victime de notre récent poncif napoléonien; il n'a que faire de ce bric-à-brac de musée militaire. J'ai tâché de montrer comment il échappe à cet inconvénient, — mais il faut prendre garde.

Si le décor historique de la *Force* m'intéresse, c'est par le puissant effort d'imagination qu'il manifeste; c'est surtout parce qu'en composant ainsi une atmosphère spéciale, un milieu tout différent du nôtre, il y a placé des êtres nettement différenciés, vivant d'une vie propre, et s'est ainsi montré vraiment créateur.

*
* *

Oui, cela vit!

Un souffle prodigieux emporte à travers l'Europe cette multitude armée que de mêmes instincts soulèvent, que groupe une même passion pour les lancer à la conquête. Je ne crois pas qu'on ait jamais mieux exprimé les sentiments houleux d'une foule, — sentiments obscurs et qui ne deviennent conscients qu'en s'épanouissant dans l'âme commune, complexes et tendant à se simplifier, à s'unifier, unanimes et se différenciant parfois pour s'étendre de nouveau largement à la masse compacte des êtres.

Ils chevauchent ensemble; chacun d'eux à ses souvenirs, ses ambitions, ses craintes. La charge commence; ils ne sont plus qu'un flot : la même démence les précipite. Est-ce qu'un sentiment nouveau, d'enthousiasme ou d'effroi, surgit? Où s'est-il manifesté d'abord? Chez celui-ci ou celui-là? ici ou là de cette âme collective? il la prend tout entière et tout entière la fait frissonner. Qui donc, dans l'hallucination furieuse de la mêlée, a cru voir se dresser l'effrayant fantôme de destruction qui parcourt les champs de bataille et, comme instinctivement, a crié : « Le vieil homme! Là! » Tous à présent le voient, avec les boucles blanches de ses cheveux, le feu de sa bouche; le souffle du vieil homme, du major vert, glace les os, mouille de sueur les tempes, les mains; sa stature envahit l'immensité du ciel; le lieutenant même craint de se retourner, « sûr que la faux du vieil homme effleure sa nuque ». Ils galopent avec frénésie; « la terre, vertigineuse, glisse sous le sabot des bêtes évertuées ».

Au repos, cette foule immense se distingue en groupes; le souvenir des provinces originaires caractérise diversement les Bretons, les Provençaux, les Lorrains. Et, dans ces groupes, les individualités se marquent en traits vigoureux, assez précis pour que chacun ait sa réalité propre, assez simples pourtant pour que tout cela puisse parfois se rejoindre dans une fureur commune.

*
* *

Il fallait éviter, dans la peinture des personnages, les excessifs raffinements d'une psychologie trop subtile : ces dragons, ces houzards de la Grande Armée n'avaient pas des âmes très compliquées, sans doute. Il fallait éviter aussi de ne leur pas donner d'âmes du tout et de nous présenter seulement des mannequins revêtus de pittoresques uniformes, coiffés de shakos emplumés... Et c'est beaucoup plus difficile, assurément, que d'analyser avec délicatesse, avec minutie les sentiments très fins d'un homme de lettres d'à présent. Paul Adam y a réussi.

Le vieux sous-officier Pied-de-Jacinthe, Pitouët le Parisien blagueur et maraudeur mais brave, intelligent et pédant à l'occasion, Marius fier de son casque et de ses belles moustaches effilées qu'il tord avec complaisance, Flahaut, Tréheuc mélancolique et résigné, tant d'autres qui se détachent par instants de la foule indistincte avec vigueur, spontanés, bien eux-mêmes nous apparaissent avec un relief saisissant.

Aurélie, la sœur de Bernard Héricourt, élégante, sentimentale, un peu snob, mélange singulier d'une précieuse de Molière et d'une Lucile chateaubrianesque, est une figure originale et parfois charmante. Caroline, l'autre sœur, toute pratique celle-là, Plaxi-Blassans le diplomate, admirateur de Talleyrand, le vieux colonel Larisse, la petite bonne Zulma, la belle Hollandaise Malvina qui quitte son mari pour suivre en chaise de poste les beaux officiers de l'armée impériale, Edme Larisse, le petit trompette, qui met quelque temps à vaincre la peur des balles, — ils forment une société remuante, agissante et qui donne l'impression de la vie. Est-elle une image fidèle de la société française au début de ce siècle?... En tous cas, c'est plausible.

Bernard Héricourt est extrêmement intéressant... Mais c'est ici que commence mon embarras : je ne suis pas sûr de bien comprendre les intentions de l'auteur.

Bernard Héricourt, intelligent et généreux, soulevé par le vent d'héroïsme qui souffla de la Révolution, rêve de gloire; il veut manifester avec éclat son intelligence, sa force : son *caractère*. L'aventure napoléonienne surexcite encore son ambition : l'Empereur lui apparaît comme le rival qu'il faut égaler, dépasser, vaincre. Il est une des mille énergies que suscita l'exemple de Napoléon. Le sujet du livre est, si je ne me trompe, l'effort acharné de Bernard Héricourt pour affirmer sa personnalité, pour marquer violemment son passage dans le monde. Effort douloureux parfois : nous assistons à des échecs nombreux. Il a bien de la peine à sortir du rang, en dépit de son héroïsme; si l'Empereur le distingue un jour, c'est pour le complimenter sur la beauté de son cheval turc. Malgré les déceptions, Bernard s'acharne : il se multiplie, il accumule les beaux faits d'armes, il sauve par son courage et sa présence d'esprit son régiment. Mais, chaque jour davantage, le Rival le devance. Les efforts de Bernard joints à ceux de toute l'armée ne servent qu'à rehausser la gloire du Rival. Il tâche en vain d'être La Force : il n'est qu'une force quelconque au service de cette Force supérieure : Napoléon. Il meurt simple colonel dans un obscur village d'Autriche.

Réduit ainsi à ses traits essentiels, le caractère de Bernard est assez clair; mais je l'ai simplifié, car il est beaucoup plus complexe. Et sans doute il fallait qu'il fût plus complexe : il eût été, ainsi, théorique et sans vie. On ne peut imaginer sa volonté incessamment tendue vers le même but de gloire et d'ambition : il y eut quelque relâche à son effort, quelque humaine défaillance; il dut oublier parfois son caractère et le sens de sa vie pour être un homme quelconque qui souffre ou jouit presque inconsciemment aux hasards de l'existence. L'homme même que quelques traits caractérisent précisément reste, au fond, un homme quelconque avec les instincts, les désirs et les sentiments essentiels de l'espèce. Paul Adam n'a rien négligé de tout cela dans la peinture de son héros. Après sa première campagne, Ber-

nard s'en revient chez ses parents, en Artois. Nous le trouvons perché sur une diligence, un matin; il s'éveille à peine, encore engourdi de sommeil. Dans la somnolence, d'obscures sensations le frôlent, la chaleur de la peau de mouton qui couvre ses bottes, les cahots du véhicule qui le secouent et le font penser vaguement à des traversées de plaines sur un caisson d'artillerie. Puis, « il se débarrassa du rêve. Le soleil éclos teignit de rose le voile de ses paupières et chauffa ses yeux. Il les ouvrit. » C'est ainsi, n'est-ce pas? que peut se réveiller n'importe quel soldat sur n'importe quelle diligence. Ce n'est pas caractéristique et c'est vrai, parce que nulle âme n'est exclusivement composée de traits caractéristiques. Oui, jusqu'ici, c'est à merveille.

Mais ce n'est pas tout. Les amours de Bernard Héricourt sont nombreuses et compliquées. Quelques-unes sont passagères, et normales en somme. Ce militaire est vigoureux. Il se marie : il aime sa femme Virginie voluptueusement, et parfois gravement et presque religieusement. Mais surtout, et très profondément, il aime sa sœur Aurélie : et tous deux se désirent avec frénésie pendant six cents pages et ne succombent pas. En outre, en Allemagne, un jour, après une bataille, Bernard a pris brutalement une petite fille dont les yeux clairs sous les cils sombres s'emplirent, après cela, d'une tristesse infinie. Bernard ne l'a plus jamais revue, mais la tristesse des yeux clairs sous les cils sombres lui est restée comme un indélébile souvenir. Un si indélébile souvenir que l'enfant qu'il eut plus tard de sa propre femme avait le même regard des mêmes yeux clairs sous des cils sombres. Et de même aussi, par l'influence d'un portrait que dessina Bernard de sa petite victime, l'enfant qu'eut à son tour Aurélie de son propre mari. Et c'est Aurélie que Bernard aime en Virginie, et en toutes deux surtout c'est la fillette brutalisée qu'il aime. Sans compter qu'il aime aussi, plus tard, grâce à de singulières substitutions imaginatives, la maîtresse de son frère, la belle Hollandaise divorcée. Tout cela s'embrouille et se mêle... Indiquerai-je la page où tout cela s'embrouille et se mêle le plus? (Vous vous rappelez que c'est avec des indications de ce genre que M. Coppée fit jadis le succès de l'*Aphrodite* de M. Louys.)

Cette singularité amoureuse n'est peut-être pas invraisemblable; je n'en sais rien. Est-elle en contradiction avec le reste du caractère de Bernard? Non pas. Sert-elle seulement à rendre ce caractère plus particulier? Alors, c'est très bien. Mais on a l'impression qu'elle doit signifier autre chose. Il semble, par endroits, qu'il y ait là, je n'ose dire un symbole, mais quelque chose pourtant comme un symbole, un symbole d'on ne sait pas quoi. Je me trompe peut-être...

*
* *

D'un bout à l'autre du roman, d'ailleurs, on est gêné par l'idée qu'il doit y avoir un sens allégorique derrière cette fiction réaliste. Le vieux père de Bernard ressemble aux plus difficiles personnages d'Ibsen, — et je ne veux pas analyser son caractère parce que j'ai peur de l'avoir mal compris. Il prétend que ses enfants l'ont tué parce qu'ils ont voulu vivre d'une vie propre, indépendante de la sienne. Représente-t-il l'ancienne société française à laquelle se substitua durement la société impériale? Mais il passe son temps à peser de l'or au trébuchet; qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce que cela veut dire quelque chose? Et ce vieux bonhomme *représente*-t-il quelque chose? Ou bien est-il tout simplement, lui-même, un assez singulier bonhomme, comme son fils est un amoureux singulier?... On n'en sait rien; mais on est inquiet.

Et le livre lui-même, dans son ensemble, que veut-il dire? Il est intitulé *la Force*. M. Claretie y voit « un hymne en l'honneur du sang latin ». Peut-être. Est-ce un hymne en l'honneur de la Force? La Force nous y est montrée brutale, destructrice, incapable de créer. En l'honneur de la Gloire? Mais Bernard Héricourt finit misérablement. A-t-on voulu montrer que la Force doit obéir à l'intelligence puisque ces foules immenses sont mues par la pensée du seul Napoléon? Peut-être, peut-être...

Peut-être aussi n'a-t-on rien voulu montrer du tout. Peut-être n'y a-t-il dans tout cela ni symbole ni doctrine cachée, mais seulement un tableau puissant et singulier, copié sur la vie, parce que la vie elle-même est étrange, incohérente, bouleversée par des faits imprévus qui semblent anormaux, merveilleux, et dans lesquels on croit apercevoir, parfois, des commencements de symboles qui n'aboutissent pas, ou tout au moins d'énigmatiques et incertaines significations.

Oui, c'est peut-être cela...

André Beaunier.

THÉATRES

Le rôle de l'Opéra-Comique (suite).

J'ai particulièrement insisté l'autre semaine sur le rôle du directeur de l'Opéra-Comique, relativement aux ouvrages nouveaux. Ce rôle, je ne me le dissimule pas, a dû paraître quelque peu effacé. J'aborde, aujourd'hui, une question plus importante encore à mon avis que celle des pièces nouvelles : la question du répertoire, des « reprises », pour mieux dire, car la plupart des ouvrages « utiles » sont absents de ce

qu'on nomme le répertoire. Et, ici, il faudra au directeur autant de discernement et de respect qu'il lui avait fallu d'abnégation.

La réforme de Wagner est partie de ce principe que « le drame musical doit être un drame » (1). — Là-dessus, tout le monde est d'accord; tout le monde pense qu'il est nécessaire de donner *musicalement* au drame musical la logique et l'unité qu'on exige à bon droit du drame littéraire... (Je néglige volontairement les quelques musiciens pour qui l'art du théâtre n'est que la recherche de l'effet, pour qui rien n'est théâtral que ce qui « sonne bien », et qui n'admettent la musique sur la scène qu'agrémentée de « points d'orgue » qui mendient l'applaudissement, ou de « coups de gueule » qui l'arrachent; ces cygnes ne chantent plus guère : ils sont retournés au Capitole (de Toulouse) dont la garde leur était confiée...) Donc, sur cette question, tout le monde est d'accord : le drame musical doit être un drame,

Mais, aussitôt, une autre question se pose : « N'y a-t-il pas d'autre drame musical que le drame wagnérien, le drame légendaire avec intervention du surnaturel?... » A cette question, Wagner a répondu lui-même et par un argument qui paraît sans réplique, par le plus surprenant de ses chefs-d'œuvre, par les *Maîtres Chanteurs*. — Un musicien français peut réaliser un drame musical avec un sujet légendaire français, en choisissant, par exemple, un héros aussi Français que Siegfried est Allemand. Mais il peut le réaliser aussi en traitant un sujet « réel », même un sujet contemporain, pourvu qu'il sache extraire de ce sujet ce qu'il contient de musical, c'est-à-dire ce que Wagner appelle « le purement humain ». C'est ce que M. Bruneau aurait pu faire pour *Messidor*, si M. Zola, avec la suffisance entêtée et obtuse dont il a donné depuis de si lamentables preuves, ne se fût empêtré de symboles volontaires et puérils. La *Louise*, de M. Charpentier, quoique se passant à Montmartre, peut être de même un excellent drame musical, si l'auteur a pu ou su extraire de son sujet la substance proprement musicale. Et, soit dit en passant, on pourrait se demander si, hypnotisés par le Grand Enchanteur, nous n'avons pas accordé une prépondérance trop exclusive au drame musical « psychologique »? En d'autres termes, la musique ne se prêterait-elle pas, aussi bien qu'à analyser un sentiment personnel, à traduire des sentiments collectifs, ou même des « mœurs »? Ce que Daudet a si magnifiquement réalisé pour les paysans de Provence, la musique ne pourrait-elle pas le réaliser en un beau drame musical? Mais ce n'est pas le moment de discuter ce sujet. Revenons à celui que nous traitons, et résumons-nous : « Le drame musical doit être un drame, et il sera bon, quel qu'en soit le sujet, pourvu que ce sujet soit musical. »

Mais il faut préciser davantage. Comme il arrive presque toujours en ces matières, la question de forme est vite passée au premier rang. Et les principes du drame musical, établis par Wagner sur une base très large, ont fini par se réduire à l'emploi de certains procédés dont Wagner a fait souvent usage. Pour les neuf dixièmes du public, les éléments constitutifs du « drame lyrique » sont la Légende et le *Leitmotiv*. Pour la Légende, nous avons vu que Wagner a répondu lui-même. Pour le *Leitmotiv*, il faudrait s'entendre.

Et, surtout, il faudrait pouvoir oublier la prodigieuse habileté avec laquelle Wagner s'en est servi. Quand paraissent des chefs-d'œuvre pareils, il semble qu'un chef-d'œuvre ne puisse être créé que conformément à ces surprenants modèles. Mais il faudrait aussi perdre la foi qu'on a pour le *Leitmotiv* en soi. Il vaut tout juste ce que vaut celui qui l'emploie. Pas un musicien ne manque de s'en servir, même M. Mascagni, et leurs ouvrages n'en sont pas meilleurs pour cela. Enfin, il faudrait savoir s'il est indispensable, ou seulement commode.

En deux mots, — et il n'est peut-être pas inutile de le rappeler, après les interprétations singulières qu'on en a données, — le *Leitmotiv* est un thème ou un fragment de thème qui représente soit un sentiment (ou une nuance de ce sentiment), soit un personnage (ou l'un des aspects de ce personnage), soit, et beaucoup plus rarement, un objet matériel; mais dans ce dernier cas, cet objet joue dans le drame un rôle si important qu'il devient en quelque sorte un personnage : tels l'Anneau et l'Épée dans la *Tétralogie*, ou le Graal dans *Parsifal*. Cela dit, et je m'excuse d'avoir eu à le répéter une fois de plus, l'avantage de ce système est indéniable. Si le thème est bien choisi, s'il figure exactement le personnage ou le sentiment qu'il prétend représenter, et s'il est assez caractéristique pour qu'on puisse le suivre à travers toutes ses modifications, il est une mine presque inépuisable d'« expression » : et l'expression, c'est le drame musical même. Qui ne se rappelle les saisissantes et éloquentes transformations du thème de Siegfried, par exemple? Aucun mot n'exprimerait le triomphe du Graal comme les trois notes ascendantes qui, à la fin de *Parsifal*, achèvent le thème plaintif du saint calice et annoncent la venue du Sauveur.

Et, à l'expression, il faut ajouter l'unité. Ces thèmes, qui se développent et se transforment au cours de l'ouvrage, tiennent l'attention sans cesse fixée sur les principaux personnages du drame, en

(1) Voir *la Défense et illustration de l'Opéra français*, par M. Jules Combarieu (*Revue de Paris* du 15 novembre).

même temps qu'ils servent de base au développement symphonique. Donc unité à la fois musicale et dramatique. L'avantage du système est évident.

S'ensuit-il qu'il ne puisse, en dehors de lui, y avoir de drame musical ? En aucune façon ; pas plus que l'application dudit système ne suffit à constituer un bon drame musical. Seulement, grâce au fanatisme des deux partis, une confusion s'est établie : les uns poussaient des cris d'orfraie au seul mot de « drame », tandis que les autres se pâmaient. Si bien qu'on en est arrivé à confondre les termes, et que, pour presque tout le monde, drame musical et drame wagnérien sont devenus une seule et même chose. Or, rien n'est plus faux. On peut fort bien concevoir un drame musical en dehors des formules wagnériennes, sans *Leitmotiv*, et sans symphonie continue. (Même l'exclusion de l'une de ces formules me paraît entraîner la suppression de l'autre ; sans motif conducteur, traité à la façon de Wagner, la symphonie continue courrait grand risque de manquer d'unité dramatique ; et le motif conducteur, non soutenu par l'armature symphonique, serait vite réduit au « rappel de thème », jeu parfaitement puéril.)

Oui, l'on peut concevoir un drame musical en dehors des formules wagnériennes, un drame logique et clair, où les chœurs seraient mêlés à l'action, où la musique ne se bornerait pas à « accompagner » le chant, mais le commenterait avec force et profondeur. Et, la preuve, c'est que ce drame existe. Il a été réalisé, — incomplètement, mais magnifiquement, — par les maîtres de jadis, par Mozart, par Beethoven, par Weber, et par Berlioz. Don Juan et Leporello manquent-ils d'« unité », ou Léonore, ou Max, ou Didon, quoiqu'ils ne soient pas représentés par le *Leitmotiv* ou analysés par la symphonie continue ? Quel procédé pourrait créer un personnage plus vivant, plus vrai, plus original, que le Chérubin des *Noces*, qui n'est « fait » que de deux airs ?... Il y a quelques mois, répondant à M. Camille Saint-Saëns qui déplorait la disparition de la forme théâtrale illustrée par Mozart, je disais, ou à peu près, que cette forme avait en effet toutes les vertus du monde, mais que, comme la jument de Roland, elle avait le tort grave de ne plus exister... Et, sans doute, cela est vrai. Mais ne pourrait-on pas la faire revivre, ou, du moins, montrer ce qu'elle était en réalité, et, par suite, quel parti notre jeune école pourrait en tirer ?

Et c'est ici, — j'y arrive enfin, après ce trop long préambule, — que le zèle et le discernement de M. Carré auront de quoi se dépenser ! Il faut partir de ce principe que toutes les exécutions des ouvrages classiques, depuis quarante ans, ont été d'infâmes parodies. Je dis toutes, malgré le talent personnel d'interprètes souvent admirables. Il n'est pas une adaptation, version ou traduction qui ne révolte le sens commun, littéraire ou musical. Il faudrait avoir le courage d'en faire une nouvelle pour chaque ouvrage repris.

Avant tout, il est essentiel de conserver, ou plutôt de rendre à ces ouvrages la physionomie qu'a voulue l'auteur. Ainsi, les opéras de Mozart sont tous en deux actes : on ne manque jamais de les découper par tranches de façon à fournir les quatre ou cinq actes dont le public français a, paraît-il, l'habitude. Résultat : il s'ennuie pendant quatre heures, au lieu de s'amuser pendant deux. Notez que ces coupures sont faites d'une façon invraisemblable, plaçant des finales au milieu d'un acte, commençant un tableau par la scène qui finissait le précédent... etc. Cela est purement absurde ; et toute la volonté de M. Carré ne sera pas inutile pour arriver au résultat nécessaire. Il est urgent de reviser avec soin les mises en scène précédentes ; des traditions se sont établies, on ne sait pourquoi, nécessitant des changements de lieu ; il faut les revoir de très près, et, puisque la machinerie de l'Opéra-Comique interdit les changements à vue, s'en tenir au strict nécessaire : en ces matières, mieux vaut pas assez que trop : je préfère *Don Juan*, dans un seul décor, et durant deux heures, au *Don Juan* de l'Opéra qui en durait quatre, avec dix décors. Au moins sera-ce le *Don Juan* de Mozart, si ce n'est plus le *Don Juan* de MM. Rubé et Chaperon... Et, surtout, grand Dieu, pas de mise en scène somptueuse ! Tous les ouvrages de Mozart sont des ouvrages « intimes », si l'on peut dire, qui n'ont besoin ni de cortèges ni de ballets. La fête que don Juan offre à ses paysans est une simple et modeste fête champêtre, uniquement donnée pour amuser Zerline : c'est un contresens, — littéraire et musical, — que de lui donner pour cadre un palais des *Mille et une Nuits*, où les paysans n'oseraient pénétrer.

Les traductions actuelles sont incroyables et montrent avec une cruelle évidence la manière dont on comprenait les chefs-d'œuvre classiques au beau temps de la musique italienne. Il n'en est pas une qui se soucie du texte véritable, si étroitement lié, chez les maîtres, à la phrase musicale. A propos de la dernière reprise de *Don Juan*, je montrais ici quelques-unes des « trahisons » les plus choquantes. Un numéro de la *Revue* ne suffirait pas à les énumérer toutes. Et c'est ainsi que Mozart a passé pour un mélodiste uniquement soucieux de phrases chantantes, quand nul n'a été plus appliqué que lui à la justesse de la déclamation. Le miracle, chez lui, c'est que cette déclamation, toujours exacte, soit en même temps de la plus pure beauté.

La question des récitatifs est tranchée, je l'espère, après *Fidelio*. Qu'on parle, si l'auteur a voulu qu'on

parle, et tant pis si on parle mal, cela vaut toujours mieux que de maquiller un chef-d'œuvre. Au moins, qu'on s'en tienne au *recitativo secco*, et qu'on le dise comme il doit être dit, rapidement, et surtout sans ces effets de voix qui alourdissent et « calomnient » un ouvrage.

Ce qui s'applique à Mozart, — j'ai surtout parlé de lui parce que ses opéras sont plus familiers à notre public, — ce qui s'applique à Mozart s'appliquerait pareillement à Weber et à Gluck. Si les ouvrages de ce dernier ont échappé au massacre, c'est par la bonne raison qu'à part *Orphée* aucun n'a été représenté depuis trente ans. D'ailleurs les traductions n'en sont pas moins fantaisistes. Vous savez que, dans l'air célèbre d'*Alceste*, les mots « Divinités du Styx! », c'est-à-dire six syllabes, remplacent les deux monosyllabes : « O Di! », du texte primitif; et l'on voit ce qui reste ainsi du dessin rythmique réalisé par Gluck. — Faut-il parler aussi des coupures, des remaniements en vue de l'effet théâtral, de toutes les sottises coutumières dont les chefs-d'œuvre sont victimes? Mieux vaut mille fois ne pas reprendre un ouvrage que de le reprendre tronqué ou défiguré. Les erreurs mêmes du génie peuvent être instructives, et il ne faut pas oublier que nous demandons précisément à l'Opéra-Comique d'instruire la jeune école, en lui permettant de *voir* des chefs-d'œuvre dont la lecture ne donne qu'une idée incomplète.

C'est là, — et l'on me permettra d'insister sur ce point, pour ne pas trop paraître un transfuge, — c'est là où le rôle actuel de l'Opéra-Comique peut être considérable. Nous n'avons pas entendu à Paris l'œuvre entier de Wagner; je le regrette, et j'appelle de tous mes vœux l'*Or du Rhin*, *Siegfried*, le *Crépuscule des Dieux* et *Tristan*. Il n'en est pas moins vrai que, depuis quinze ans, l'influence exercée par Wagner a dû donner son plein effet. J'ai dit souvent et je répétais tout à l'heure que la pensée du Maître n'a pas été complètement saisie par la plupart des musiciens qui, ouvertement ou non, s'inspirent de lui. Mais peut-être est-ce, aussi, parce que notre tempérament, amoureux avant tout de clarté et de rapidité, est instinctivement réfractaire aux ouvrages très longuement et abondamment développés?... Je ne sais plus qui disait, avec une évidente injustice, que la principale vertu wagnérienne était, non le « renoncement », mais la patience? Or, c'est de patience surtout que nous sommes incapables. Nous avons assez de discernement et d'électisme pour admirer des ouvrages conçus en opposition avec notre esthétique naturelle, — et qui pourrait rester insensible aux manifestations d'un si prodigieux génie? — Quant à en créer de pareils, il se pourrait que notre sentiment artistique s'y refusât, tant ils sont en opposition avec notre forme d'esprit... Somme toute, il faut reconnaître que le wagnérisme, en tant qu'influence directrice, a à peu près avorté chez nous. Considérez les ouvrages représentés depuis quinze ans; vous y reconnaîtrez certains procédés wagnériens : vous n'en trouverez pas un, — si, un seul, peut-être, — qui soit conçu, complètement et obstinément, selon les principes wagnériens. Cela peut venir?... Il est possible. Mais il serait pénible pourtant de voir notre école musicale, si pleine de talents, végéter entre le drame wagnérien qu'elle n'ose ou ne peut faire, et l'opéra à la Meyerbeer dont elle ne veut plus!

Or, entre ces deux extrêmes, il y a le drame musical classique, celui de Mozart, de Beethoven, et de Gluck. Et, ce drame, pour les raisons que j'ai dites, *nous ne le connaissons pas*. Je demande seulement qu'on nous le fasse connaître, qu'on montre aux musiciens qu'il y a chance de salut en dehors du wagnérisme. Peut-être cette forme classique, aussi, a-t-elle cessé d'être conforme à notre esthétique? Alors son influence serait nulle, et les wagnériens aurait tort de s'y opposer, car, n'ayant rien à en craindre, ils y gagneront seulement des joies artistiques considérables. Cette forme, au contraire, répond-elle à notre intime conception du drame? Alors, son influence parviendra toujours à s'exercer, et mieux vaut s'épargner quelques années d'hésitations et de stérilité.

En d'autres termes, c'est une expérience que je demande, rien qu'une expérience. Elle réclame, pour être faite, croyez-le, plus d'audace qu'il n'en faudrait pour monter le plus « avancé » des drames musicaux. Mais je supplie M. Carré de la tenter. Il n'en est pas de plus intéressante. Il n'en est pas de plus utile.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

La quinzaine qui vient de s'écouler a été fertile en banquets, banquets de Saint-Charlemagne, banquets de Légion d'honneur ; il y en a eu pour tous les goûts et pour toutes les observations.

La coutume de réunir, en une festin économiquement somptueux, les meilleurs sujets de nos lycées est, lorsqu'on y songe, assez médiocrement élevée ; car, ne nous y trompons point, la Saint-Charlemagne excite et développe tous les petits amours-propres. Depuis le proviseur jusqu'au « premier en récitation » de la « neuvième *B* », chacun s'est levé ce matin-là avec l'inébranlable résolution de donner un peu de plaisir à sa vanité. Une fausse camaraderie entre maîtres et disciples s'établit pour quelques

heures, pour le temps d'un déjeuner ; mais, pendant que la digestion particulièrement laborieuse de ces estomacs choisis s'accomplit, les uns et les autres songent déjà, pour les revanches du lendemain, à reprendre leurs avantages de la veille, qui du pensum, qui du pied de nez. Les nougats circulent avec les lourdes pâtisseries, tandis que les vins dont la couleur atteint presque l'incarnat foncé des joues de certains convives, coulent avec abondance dans les verres ébréchés en de précédentes cérémonies. A chaque table on attend les accidents indispensables et prévus; l'élève qui aura été invité par erreur, l'élève subitement indisposé, et l'on espère toujours que quelque audacieux adolescent, renouvelant le coup bien connu dans tous les lycées de Paris et même de province sous le nom de « coup à la Cavaignac », protestera au nom des principes de sa famille contre les tendances radicales du discours d'usage et manifestera son indignation en refusant les innocents pruneaux qui accompagnent à l'ordinaire cette orgie oratoire. Mais voici qu'un pâle jeune homme se lève, tenant entre ses doigts émus plusieurs feuillets couverts de lignes égales et régulières; et il commence à lire à haute voix tremblante. Au fond de la salle, un qui s'y connaît murmure : « Ce sont des vers. » Ce bruit se propage et parvient jusqu'à la table des professeurs, que distingue une petite Liberté en pain d'épice éclairant le monde d'un flambeau d'angélique allumé d'une cerise montée en sucre. « Ce sont des vers. » Le jeune poète, dont la voix s'affirme, parle du progrès de l'avenir, des bienfaits de la civilisation et, parce que ce jour-là c'est un charmant devoir de dire des choses peu convenables :

De l'amour qui le guette aux portes du lycée ;

le proviseur sourit, le censeur l'aide à sourire, toute l'assistance trépigne de joie; et c'est le meilleur moment de la journée. Le morceau lyrique se termine par un bel éloge du libéralisme ; et aussitôt les propos vont leur train. Des noms précisent les appréciations. Sully Prudhomme, disent les uns; Eugène Manuel, réplique un professeur de mathématiques; François Coppée, affirment tous les autres. Ainsi s'achève par des paroles divinatoires cette dînette honorifique; et l'on apprend quelque dix ans plus tard que le précoce auteur de ces vers applaudis vient d'entrer à 300 francs par mois dans une bonne maison de commission.

Il faut regretter cependant que ces charmantes agapes ressemblent un peu trop à une classe supplémentaire; et que manger mal et beaucoup ensemble entre « premiers » ne développe déplorablement, dans le sens matériel, une domination que légitime insuffisamment une supériorité momentanée.

*
* *

Était-il à la Saint-Charlemagne celui auquel hier des admirateurs qui ne sont pas toujours des amis et des amis qui sont rarement des admirateurs, offraient un banquet pour célébrer sa nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur, qu'il s'appelle Courteline, d'Esparbès ou de Curel? Généralement non.

Cette sorte de cérémonie a cet avantage sur celle du 28 janvier qu'elle n'est pas obligatoire pour tout le monde, surtout pour les « premiers ». Au centre de longues tables se réunissent deux ou trois maîtres qui ne sont plus des professeurs, mais qui aiment d'autant plus à donner des leçons. Ils consentent pour un soir à faire un repas médiocre pour le plaisir de se montrer et, transportant la charité dans la région des amours-propres qu'elle ne visite jamais trop souvent, ils veulent bien faire l'aumône de leur gloire à tous les pauvres inconnus qui croiront la partager un peu avec eux parce qu'ils auront mangé à la même table. Ces ignorés, qui ont cette timidité que confèrent seuls les grands orgueils, se contentent des supériorités d'occasion. N'est-ce pas une apparence de supériorité, en effet, que de connaître de vue ceux que les vulgaires mortels ne connaissent que de nom ? Un vieillard, qui avait vu Napoléon revenir de l'île d'Elbe, paraissait de ce simple fait à Barbey d'Aurevilly « une manière de grand homme ». Un domestique, qui avait servi Lamartine, impressionnait à ce point Théodore de Banville que celui-ci devait bientôt après se priver de ses services, n'ayant jamais osé donner un ordre à l'ancien serviteur du Poète. Ce n'est point pour une autre raison que les plus lamentables ratés de l'Art ne manqueraient point, dussent-ils pour cela sacrifier leurs plus beaux poèmes, d'assister aux banquets de « Légion d'honneur ». C'est pour eux une excellente occasion de passer en revue toutes leurs déceptions, toutes leurs illusions perdues et jusqu'aux plus petites humiliations de leur risible carrière. Mais ce soir-là cette pénible évocation, loin d'éveiller en eux des pensées amères, laissera errer sur leurs lèvres le mieux épanoui des sourires. Respirant cette atmosphère de célébrité, ils ont l'intime conviction qu'ils ne sont plus des inconnus, mais superbement, illustrement, des méconnus. Les grands artistes seuls peuvent l'être. Ils le savent bien, et s'ils mouraient ce soir-là, ils quitteraient ce monde d'un cœur plein d'espoir en la juste postérité. Et tandis que Mlle Bob Walter se penche à l'oreille de M. Léon Dierx pour lui conter ses souvenirs d'enfance, mon voisin veut bien me tendre sa carte. C'est un petit homme ratatiné. Pendant le cours du repas, il m'a confié le sujet de plusieurs comédies et des desseins plus vastes encore.

Avec une inexprimable émotion je lis sur le bristol jauni qu'il me présente cette touchante inscription :

M. Stéphane T...,
Auteur d'une traduction inédite et en vers
de la *Jérusalem délivrée.*

Mais voici qu'après les toasts obligatoires, la Contingence pour un instant réunie à l'Absolu, — j'entends parler de Mlle Bob Walter et de M. Léon Dierx, — s'en sépare et que le poète intrigué et charmé demande à un confrère plus répandu dans le monde parisien : « Quelle est donc cette dame anglaise à côté de laquelle le Fatum m'a placé? »

*
* *

Et cependant les distractions manquent. La critique des mœurs s'en plaint tous les jours. Ce n'est point que nos contemporains ne soient animés de la bonne volonté d'égayer toutes les circonstances de cette vie. Le peintre Carrier-Belleuse pousse même si loin ce désir qu'il n'a pas hésité à faire enterrer en musique sa tante, Mme Parquet. Il est vrai de dire que la bonne dame avait voulu être incinérée et que cette opération demande deux heures environ. Le sympathique artiste a songé que les regrets de l'assistance ne suffiraient peut-être pas à occuper les esprits pendant un aussi long temps. C'est pourquoi, sous la direction de M. Jules Danbé, il a groupé autour du four crématoire, — qui d'ailleurs n'est pas sensiblement plus petit que le nouvel Opéra-Comique, — les meilleurs musiciens de l'excellent chef d'orchestre. On a joué du Beethoven, du Schumann, du Chopin; on avait même songé à exécuter quelques airs choisis dans la « Clé du Caveau ». Le succès a dépassé toute attente ; et les concerts du Père-Lachaise ne sont point sans inquiéter MM. Colonne et Lamoureux qui prennent une mine d'enterrement. Dans un prochain essai, on pourra convoquer la presse et augmenter cette séance de chambre en plein air, d'une partie vocale. Pourquoi même n'irait-on pas jusqu'à rétablir la coutume phénicienne des ballets funéraires? Ce serait un emploi tout trouvé pour Mlle Rosita Mauri, dont les jambes sont actuellement inoccupées.

Et les cimetières parisiens deviendront, à l'instar des champs funèbres d'Orient, de délicieux séjours pleins de parfums et d'harmonie où, selon le mot du poète arabe, « tous les oiseaux du ciel chanteront la naissance des âmes à la vraie vie ».

Robert de Flers.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

A l'Académie.

On parle tout bas de deux nouvelles candidatures possibles : celles de M. G. de Porto-Riche, l'auteur applaudi de la *Chance de Françoise*, d'*Amoureuse*, de l'*Infidèle*, et du *Passé ;* et de M. René Bazin, l'écrivain très délicat dont la *Revue des Deux Mondes* publiait ces jours-ci le dernier roman : *la Terre qui meurt.*

Les candidatures ne sont pas encore posées officiellement; mais est-ce une indiscrétion de dire que M. Brunetière en a déjà parlé autour de lui, et que les lettres de MM. René Bazin et de Porto-Riche sont « attendues »?

Un début intéressant.

Sous le titre : *Choses et gens de lettres*, M. Marcel Prévost a donné cette semaine au *Siècle* son premier article de critique littéraire.

Il est consacré au dernier roman de M. Louis de Robert. *l'Anneau.*

M. Marcel Prévost aura fini d'écrire ces jours-ci le premier des deux romans qu'il doit publier cette année sous ce titre commun : *les Vierges fortes.*

« Œuvre chaste », annoncent les amis du jeune maître. « Contre-partie très curieuse, très inattendue, des *Demi-Vierges.* »

Sur chacun de ces deux volumes s'inscrira, en sous-titre, un prénom de femme.

Conférences.

Le romancier et dramatiste italien Giuseppe Giacosa arrivera cette semaine à Paris pour répondre à l'invitation de la Société des Conférences.

Giuseppe Giacosa est avec les Fogazzaro et les d'Annunzio à la tête de ce mouvement qu'on a qualifié de « Renaissance latine ». Sa renommée a dépassé depuis longtemps les frontières d'Italie. Sarah Bernhardt a interprété l'un de ses drames en Amérique et il se pourrait qu'elle le jouât prochainement à Paris. En attendant, la *Loi de l'âme*, la dernière pièce de Giacosa, va être jouée chez Mme Aubernon de Nerville.

La conférence de M. Giacosa aura lieu le vendredi 17 février à 2 heures et demie, salle Charras.

Sujet : *L'art dramatique et les comédiens en Italie.*

Demain samedi, salle Charras, à 3 heures et demie, première conférence de M. André Beaunier sur la Poésie contemporaine.

Sujet : *Henri de Régnier.*

A lire, dans la dernière livraison de la *Revue de Paris*, quelques excellentes pages de M. Gustave Reynier sur les *Bacheliers de Salamanque.*

Étude très vivante, et de jolie couleur, d'une institution et d'une tradition quasi légendaires que tout le monde cite et que personne (ou peu s'en faut) ne connaît bien.

M. Robert de Souza prépare un volume de poèmes, *Modulations sur la mer et la nuit.*

M. Adolphe Retté travaille à un roman « de sensualité et d'ironie »; titre: *Aventures de Diogène.*

Le *Herald* nous informe que Henrik Ibsen a renoncé à écrire ses Mémoires, mais qu'il prépare plusieurs drames dont la représentation aura lieu « de deux ans en deux ans », et simultanément, aux théâtres royaux de Copenhague et de Christiania.

Le *Herald* ajoute que le docteur Ibsen « a l'intention de s'installer définitivement à Christiania ». Où donc notre confrère pensait-il que l'illustre écrivain logeât?

Il y a pourtant, d'un bout de l'année à l'autre, assez de touristes américains en promenade autour du Grand-Hôtel de Christiania et de la maison d'Albin's gade, et qui auraient pu le renseigner!

Quelques ouvrages annoncés.

Pour le 14 février : le quatrième volume de l'*Histoire du second Empire*, de M. Pierre de la Gorce;

Pour le 15 : un roman de M. René Boylesve, *Mlle Cloque;*

Pour le 16 : *Dorine*, un volume de nouvelles de M. André Theuriet.

On vient d'exhumer des archives de Kilkenny l'affiche suivante, que reproduit le *Mémorial de la Librairie:*

THÉATRE ROYAL DE KILKENNY.

Par la troupe de comédiens de Sa Majesté. Le samedi 14 mai 1793 sera représentée, sur la demande de plusieurs respectables habitants de cette savante métropole, au bénéfice de M. Kearns,

LA TRAGÉDIE D'HAMLET

originellement écrite et composée par le célèbre Dan Hayes, de Limerick, et insérée dans les œuvres de Shakespeare.

Il paraît que les Irlandais se montrent extrêmement fiers de cette découverte. Il y aurait de quoi. D'autant qu'à ceux-là les occasions d'être fiers de quelque chose ne sont généralement pas prodiguées!

La *Quarterly Review* annonce que le grand catalogue des livres du *British Museum* sera terminé dans un an.

L'impression de cet ouvrage monstre fut commencée en janvier 1881. A la fin de 1882, trente volumes avaient paru; depuis ce temps, il en a été imprimé trente par an.

L'édition complète in-quarto comprendra environ six cents volumes!

On ne doit pas, il est vrai, fait remarquer le journal anglais, se dissimuler les côtés faibles de cette édition. L'impression dure depuis dix-neuf ans déjà; et dans cette période, la bibliothèque a acquis environ 40000 volumes par an. Comme on n'indique sous chaque lettre que les livres qui existaient lors de l'impression, c'est seulement pour les dernières lettres que la dernière année reproduit l'état réel de la bibliographie. A chaque pas en arrière les lacunes augmentent. Comme l'impression des articles successifs suit en général l'ordre alphabétique, la bibliographie sur Tennyson par exemple est beaucoup plus complète que sur Browning; Thackeray est mieux partagé que Dickens, Schiller que Gœthe, etc.

Le premier volume de l'édition définitive des œuvres d'Alphonse Daudet paraît aujourd'hui. C'est *le Petit Chose*, précédé d'une préface d'Alphonse Daudet et d'une notice de Henry Céard.

L'édition comprendra dix-huit volumes. Il en paraîtra désormais un tous les mois.

La deuxième série des cours du Collège libre des Sciences sociales s'est ouverte cette semaine. Ces cours seront continués jusqu'en avril.

Au nombre des professeurs inscrits : MM. Seignobos, Maurice Wahl, H. Bérenger, P. du Maroussem, Tarbouriech, etc.

M. Raoul Deberdt s'est donné la tâche généreuse de dénoncer à la compassion — ou à l'indignation de la postérité « les grands plagiats du siècle ». Et il écrit à ce propos dans la *Revue des Revues* (il ne manque à ce préambule de sa curieuse étude que les « points d'ironie » de M. Alcanter de Brahms) :

En littérature, il ne faut jamais innover, copier vaut mieux. Les créateurs de formules nouvelles meurent toujours inconnus, dédaignés, incompris; mais après eux viennent d'habiles matois qui s'emparent de l'idée déjà à demi acclimatée ou vulgarisée, et la rendent enfin populaire.

Ces « habiles matois », on nous en nomme quelques-uns. C'est Mme de Staël qui démarqua l'Allemand Heinse; c'est Chateaubriand qui « emprunta la plupart de ses formules » à Aphra Behn, à Marmontel et à Saint-Lambert; c'est Hugo, dans l'œuvre de qui se retrouvent Lemercier, d'Arlincourt, Caigniez, Pixerécourt, Paul Lacroix, Léon Thiessé, l'Irlandais Maturin, l'Anglais Lewis, et Mortonval, et Dinocourt, et Auguste Lafontaine, et Léon de Wailly, sans oublier quelques dames : Mmes Guénard, Hadot, Choiseul-Meuse, et Millon-Journel.

Dumas, lui, pille Roger de Beauvoir, Alphonse Brot Courtis de Sandraz, de Launel (1624!), Imbert de Boudeaux, d'Epagny... Et l'érudit critique poursuit sa promenade à travers le siècle; et George Sand, Eugène Sue, Murger, Gustave Flaubert, Dumas fils, Sardou, ne sont pas traités moins sévèrement que leurs aînés.

« Nous continuerons prochainement cette énumération des plagiats mémorables », annonce M. Deberdt.

Qu'il continue. Nous connaissions déjà quelques écrivains notoires (Molière, par exemple, et Corneille et La Fontaine) dont la réputation se fonda sur des crimes analogues. Elle ne paraît pas en avoir souffert.

La vérité est que notre savant confrère rend ici un assez méchant service aux braves gens qu'il prétend « découvrir », ou réhabiliter. Il est très possible, par exemple, qu'Eugène Sue ait emprunté à un roman de Mme Monborne l'idée des *Mystères de Paris*, et que du même sujet qui n'avait fourni, sous la plume de celle-ci, qu'un livre médiocre, celui-là ait tiré un livre admirable. Mais qu'est-ce que cela prouve, si ce n'est qu'Eugène Sue avait beaucoup de talent, et que Mme Monborne en eut moins?

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37476. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 7. 4e SÉRIE. — TOME XI 18 FÉVRIER 1899.

LE LENDEMAIN DE WATERLOO

I

Jusqu'à onze heures du soir, l'empereur avait marché avec les derniers bataillons de grenadiers qui soutenaient encore la retraite. Il gagna les Quatre-Bras; Soult, Drouot, Bertrand, quelques officiers et une dizaine de lanciers rouges et de chasseurs de la garde l'accompagnaient. On y arriva vers une heure du matin. Il croyait trouver la division Girard, laissée, le 17 juin, à Fleurus, pour protéger le passage des convois et à qui, dans la soirée du 18, avait été dépêché l'ordre de se porter aux Quatre-Bras et d'y prendre position. Ces instructions n'avaient pas été exécutées. Le colonel Matis, qui commandait par intérim les débris de cette division, reçut bien l'ordre de Soult; mais, soit qu'il jugeât, vu l'heure trop tardive, ne pouvoir opérer en temps utile le mouvement prescrit, soit pour toute autre cause, il leva ses bivouacs nuitamment et s'en alla passer la Sambre à Charleroi.

Pendant ce temps l'empereur attendait ces troupes aux Quatre-Bras. Il mit pied à terre dans une clairière du bois de Bossu, près d'un feu de bivouac qu'attisaient quelques grenadiers de la garde. Un officier blessé, qui fuyait le long de la route, reconnut l'empereur à la lueur du foyer. Il se tenait debout les bras croisés sur la poitrine, immobile comme une statue, les yeux fixes, tournés vers Waterloo.

On n'avait aucune nouvelle de Grouchy, on pensait qu'il devait être menacé. L'empereur ordonna à Soult de lui envoyer une dépêche pour l'informer de la retraite de l'armée et lui prescrire de se replier sur la basse Sambre. Des soldats de toute arme passaient en courant sur la route et à travers champs. Le commandant Baudus, qui cheminait à cheval au milieu des fuyards, aperçut le petit groupe de l'état-major impérial. Il s'approcha. L'empereur lui demanda s'il n'avait pas rencontré quelque corps qui ne fût pas entièrement désorganisé. Non loin des Quatre-Bras, Baudus avait dépassé le 5e lanciers, du colonel Jacqueminot, qui marchait encore en ordre. Il en instruisit l'empereur : « — Allez vite lui dire de s'arrêter aux Quatre-Bras. Il est déjà tard, et l'ennemi trouvant ce point occupé s'arrêtera probablement. » Baudus partit au galop, mais accueilli par des coups de feu aux premières maisons du carrefour, il revint près de l'emperreur et le supplia de se retirer, « puisqu'il n'était plus couvert par personne ». En disant ces mots, il le regardait. Napoléon pleurait silencieusement son armée perdue. Sur son visage morne, aux pâleurs de cire, il n'y avait plus rien de la vie que les larmes.

Dans cet accablement, l'empereur avait conservé sa présence d'esprit. Ne voyant pas venir la division Girard, il en conclut qu'elle n'avait point reçu l'ordre du major-général. Faute de connaître la défaite, elle risquait de se trouver surprise dans ses bivouacs et enveloppée par l'ennemi. Il commanda à Baudus de courir à Fleurus, d'y faire prendre les armes et de ramener les troupes sur la rive droite de la Sambre. Puis, cédant à la nécessité, il remonta à cheval et se mit en route pour Charleroi par Gosselies et Lodelinsart.

A Charleroi, où l'empereur arriva vers cinq heures du matin, c'était la même cohue et le même désordre

que la nuit à Genappe. Depuis le 15 juin, les voitures de munitions, les équipages de pont, les chariots de vivres et de bagages encombraient les places et les avenues. Le 17, on avait évacué sur Charleroi les blessés de Ligny, les prisonniers, les vingt-sept pièces de canon, et les équipages pris aux Prussiens. Sans doute, dans la soirée du 18, au moment où toutes les troupes lâchaient pied, on avait envoyé de Rossomme un commissaire des guerres avec l'ordre de faire repasser sur-le-champ la Sambre à toutes les voitures. Mais arrivé à Charleroi, entre une heure et deux heures après minuit, il trouva le commandant de place, malade disent les uns, ivre-mort disent les autres, incapable, en tout cas, de lui être d'aucune aide. Force fut au commissaire des guerres de chercher un à un les différents chefs de service. Tous s'employèrent avec le plus grand zèle, mais on avait perdu bien du temps. Déjà les premiers convois de blessés débouchaient de la route de Bruxelles, et des bandes de fuyards traversaient la ville, jetant l'alarme, disant que l'ennemi était à leurs trousses.

L'unique pont de Charleroi avait 38 mètres de long sur 8 de large. Il formait dos d'âne, les parapets étaient de bois. Des cuirassiers descendant à fond de train la rue escarpée qui aboutit à ce pont vinrent donner si rudement contre l'un des parapets qu'il se disloqua et s'effondra. Plusieurs cavaliers se noyèrent dans la Sambre. La guérite de la tête du pont fut renversée, un fourgon culbuta; les voitures qui suivaient immédiatement, lancées au grand trot sur la pente de la rue de la Montagne, ne purent s'arrêter à temps et versèrent sur le premier obstacle. Des soldats furent écrasés. Des sacs de farine et de riz, des barils de vin, d'eau-de-vie, des centaines de pains, roulèrent sur le pavé. Le pont ainsi obstrué, tout le convoi s'arrêta, tandis que les fuyards poursuivaient leur course en escaladant cette barricade de chariots renversés et de chevaux abattus. En passant, chacun piquait un pain au bout de sa baïonnette. Le contenu des futailles était encore plus tentant; des soldats les percèrent à coups de fusil et burent, à même les trous, le vin et l'eau-de-vie. Quand ces tonneaux furent à moitié vidés, on perça de la même façon ceux qui étaient chargés sur les chariots. Tout le long de la rue, des ruisseaux rouges coulaient vers la Sambre. Le fourgon du Trésor, que le grand-prévôt Radet avait fait partir du Caillou, la veille à sept heures du soir, se trouva pris dans l'encombrement avec ses six chevaux à quelque cent mètres du pont. Désespérant de se frayer passage, le payeur, sous la responsabilité duquel était ce précieux chargement, s'avisa d'ouvrir le fourgon et de confier à ses employés et aux soldats de l'escorte le plus de sacs d'or que chacun pourrait porter. Tous ces hommes avaient rendez-vous à un point déterminé sur l'autre rive de la Sambre. L'agent marquait sur un calepin le nom des dépositaires et le nombre de sacs de 20 000 francs qui leur étaient confiés. Mais, précisément dans l'instant où il procédait à cette opération, retentirent les coups de feu tirés au bas de la rue sur les barriques de vin. Une alerte s'ensuivit qui dégénéra en panique aux cris : « Les Prussiens ! Sauve qui peut! » poussés à dessein par des habitants et même des soldats. Ces misérables se ruèrent sur le fourgon. On s'arracha les sacs d'or à coups de sabre et de baïonnette. Tout fut pillé. L'arrêt de la tête du convoi avait immobilisé les voitures jusqu'à l'entrée de la ville haute. La berline contenant le Portefeuille resta engagée sur la route au milieu des trains d'artillerie. On entendait la fusillade dans le lointain. Le duc de Bassano fit déchirer et jeter au vent les papiers les plus importants (1).

L'évacuation de Charleroi aurait pu, cependant, s'opérer sans désordre, car, le 19 juin, les Prussiens avaient ralenti leur poursuite. Sauf par quelques reconnaissances de cavalerie, ils ne s'approchèrent pas de la ville avant midi; ce fut assez tard dans la journée qu'ils se saisirent des ponts de Marchienne, de Charleroi et de Châtelet.

II

L'empereur avait tenté en vain d'organiser la résistance dans les fonds de la Haye-Sainte, à Rossomme, à Genappe, aux Quatre-Bras. Il comprit qu'avec une armée en dissolution et n'obéissant plus qu'à la peur, le mieux était de faire la plus prompte retraite possible. Il traversa Charleroi et s'arrêta dans une prairie sur la rive droite de la Sambre. Il donna quelques ordres, que l'on ne suivit pas, pour rallier les fuyards et rassembler les équipages. Au bout d'une heure, il reprit son cheval et se dirigea vers Philippeville où il arriva à neuf heures du matin. Les portes de la place étant fermées, il dut se faire reconnaître par l'officier de garde. Il avait avec lui Bertrand, Drouot, Dejean, Flahaut, Bussy. Il fut rejoint à Philippeville par le duc de Bassano accompagné de Fleury de Chaboulon, puis par le maréchal Soult. Entre toutes ses préoccupations, la plus pressante était le ralliement de l'armée. Des instructions furent envoyées aux commandants de Givet, d'Avesnes, de Maubeuge, de Beaumont, de Landrecies. Ils

(1) Peyrusse, *Mémorial et Archives*, 312. Mauduit, II, 488-489. *Souvenirs d'un ex-officier*, 302. Traditions locales. Notes de l'abbé Piérard. — Fleury de Chaboulon (II, 184) dit que les sacs d'or furent rapportés par ceux à qui on les avait confiés; mais Peyrusse confirme les traditions locales, que le Trésor fut entièrement pillé.

C'était non le Trésor de l'armée, mais le Trésor particulier de l'empereur, qui contenait, au départ de Paris, 1 million en or et 200 000 francs en argent. (Lettre de Napoléon à Peyrusse, 7 juin, citée par Peyrusse, 310.)

devraient ravitailler en vivres et en munitions les détachements et les isolés qui se présenteraient devant ces places et les diriger ensuite sur les points de rassemblement : Laon pour les 1er, 2e et 6e corps d'infanterie; la Fère pour l'artillerie; Marle, Saint-Quentin, Rethel, Vervins et Reims pour la cavalerie; Soissons pour la garde. Une nouvelle dépêche, prescrivant au maréchal Grouchy de battre en retraite vers Philippeville ou Givet, lui fut expédiée par un espion, du nom de Cousin. On avertit les commandants de place des 2e et 16e divisions militaires de se tenir sur leurs gardes.

L'empereur n'avait pas à penser seulement à son armée : il y avait l'opinion, il y avait les ennemis de l'intérieur, il y avait la Chambre. Il écrivit deux lettres à son frère Joseph. L'une, destinée à être lue au Conseil des ministres, ne rapportait qu'avec certaines réticences l'issue de la bataille; dans l'autre, toute personnelle, Napoléon ne cachait rien de ce grand désastre, et annonçait son retour immédiat à Paris. Fleury de Chaboulon, à qui furent dictées ces lettres, assure que la seconde se terminait par ces mots : « Tout n'est pas perdu. En réunissant mes forces, les dépôts, les gardes nationales, j'aurai 300 000 hommes à opposer à l'ennemi. Mais il faut que l'on m'aide et qu'on ne m'étourdisse pas... Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir est de se réunir à moi pour sauver la France. »

De Philippeville à Paris, la route la plus directe (48 postes et demie) était par Barbançon, Avesnes, la Capelle, Marle et Laon. Mais l'empereur ne voulait point risquer d'être enlevé par quelque parti de cavalerie prussienne qui aurait franchi la Sambre à Marchienne; il prit une route un peu plus longue (51 postes), qui passait à Marienbourg, Rocroi, Maubert-Fontaine, la Capelle, Marle et Laon. Au soleil couchant, on s'arrêta quelques instants en vue de Rocroi. Les habitants ne savaient rien de la grande défaite; ils se portèrent en foule sur les remparts avec l'espérance d'apercevoir l'empereur. Leurs acclamations le réveillèrent au fond de sa calèche. Il put avoir un moment l'illusion, tant les événements avaient été rapides, qu'il sortait d'un mauvais rêve.

Comme on craignait sans doute de ne point trouver de relais à Maubert-Fontaine (nombre de chevaux avaient été mis en réquisition huit jours auparavant pour les services auxiliaires du corps de Vandamme), on fit un crochet jusqu'à Mézières. Là aussi, les chevaux manquaient. On en alla quérir à une lieue. Depuis dix heures et demie jusqu'à minuit, les trois calèches restèrent attelées sur la place des Fontaines devant la maison de poste. Le général Dumonceau, gouverneur de Mézières, le commandant de place Trauffé et les officiers de leur état-major entouraient les voitures. Ils restaient immobiles et parlaient à voix basse « comme en un jour de deuil ». Aucun des voyageurs ne mit pied à terre, sauf Bertrand, que Napoléon fit appeler à la portière de sa calèche par un officier supérieur de hussards, qui formait à lui seul toute l'escorte impériale. On repartit. Comme les voitures approchaient de la Porte de Pierre, les soldats du poste crièrent : « Vive l'empereur! » et répétèrent ce cri, « bien poignant en la circonstance », dit le commandant Trauffé, jusqu'à ce que la dernière voiture eût dépassé les glacis.

On n'arriva que le lendemain 20 juin, entre six et sept heures du soir, au pied de la montagne de Laon, au Faubourg de Vaux. L'empereur descendit dans la cour de l'hôtel de la poste. Par la grande porte restée ouverte, on le voyait, de la rue, marcher de long en large, la tête penchée, les bras croisés sur sa poitrine. Il y avait beaucoup de paille répandue dans cette cour où s'ouvraient des granges et des écuries. Un des spectateurs dit à voix basse : « C'est Job sur son fumier. » Napoléon paraissait si accablé et si triste, la scène était si impressionnante, même pour des âmes rustiques, qu'on n'osait l'acclamer. Quelques cris de « Vive l'empereur! » bien faibles, timides, étouffés, partirent cependant de la foule. L'empereur s'arrêta et souleva son chapeau (1).

On avait été averti dans la ville. Un détachement de garde nationale descendit pour former la garde d'honneur. Peu après vinrent le général Langeron, commandant le département, le préfet, des conseillers municipaux. Il chargea le préfet, auquel il adjoignait son aide de camp Bussy, qui était du pays, de réunir de grands approvisionnements, l'armée devant se concentrer sous Laon. Il envoya Neigre à la Fère pour organiser des batteries de campagne, Dejean à Guise pour examiner l'état de la place, Flahaut à Avesnes pour recueillir des renseignements sur la marche de l'ennemi. La nuit était venue. L'empereur n'attendit pas le maréchal Soult; il lui avait d'ailleurs donné ses instructions à Philippeville. Vers dix ou onze heures, il partit pour Paris.

Dès Philippeville et, sans doute même, dès la halte dans les prairies de la Sambre, Napoléon avait résolu d'accourir à Paris (2). Il se rappelait la doulou-

(1) Notes de Radet pour son défenseur (1816), citées par Combier (*Mémoires de Radet*, 340). Devismes, *Histoire de Laon*, II, 240-241. Fleury de Chaboulon, II, 289-290. — Devismes dit à tort que l'empereur arriva par la route de Reims. Il vint par la route de Marle; car Trauffé rapporte que, le 20, de bon matin, Napoléon déjeuna de deux œufs à l'hôtel du Grand-Turc, à Maubert-Fontaine, et y prit quelques heures de repos. Or, Maubert-Fontaine est sur la route de Mézières à Laon, par Marle.

(2) Selon Fleury de Chaboulon (II, 190-192), l'empereur aurait été très hésitant le 19 et le 20 juin. Il se serait décidé seulement à Laon, et bien qu'il penchât alors à rester avec l'armée, il aurait cédé aux conseils et aux représentations de la majorité de son entourage.

Qu'il y ait eu à Laon une délibération sur le parti à prendre,

reuse leçon de 1814, ce vote de déchéance qui l'avait paralysé à la tête de son armée. Il sentit que s'il ne rentrait pas en hâte dans sa capitale pour imposer à Fouché, aux conspirateurs de tous les partis, aux députés hostiles ou aveuglés, c'en était fait de sa couronne et de la dernière résistance du pays. Aussi bien au point de vue militaire qu'au point de vue politique, sa vraie place, pendant quelques jours, était à Paris. Sans soldats et sans canons, il ne pouvait songer à arrêter l'ennemi sur la frontière. Quant au ralliement à Laon des débris de l'armée, Soult et les généraux l'opéreraient aussi bien que lui-même. Il n'y fallait pas de génie! Pendant ce temps, à Paris, l'empereur prendrait avec Davout et Carnot les mesures de salut public. Il conjurerait la crise politique, accélérerait tous les services, ferait diriger sur Laon les disponibles des dépôts, les bataillons de mobilisés, les batteries de campagne, les convois d'armes et de munitions, décréterait, de concert avec les Chambres, de nouvelles levées de soldats et de gardes nationales, et viendrait, après quatre ou cinq jours, reprendre le commandement.

On a dit que Napoléon « abandonna » son armée, comme en Égypte et en Russie. Hélas! Napoléon n'avait plus d'armée. De Grouchy, il ne savait rien: on le présumait en grand péril avec les corps de Vandamme et de Gérard. Des 74000 combattants de Waterloo, 40 000 peut-être s'étaient retirés sains et saufs et avaient repassé la Sambre (1); mais plus des trois quarts de ces hommes étaient encore dispersés depuis Cambrai jusqu'à Rocroi, cheminant sur les routes isolément ou par petits groupes, bivouaquant dans les bois, s'arrêtant chez les paysans. Le 20 juin, à l'heure où Napoléon quitta Laon pour aller à Paris, il y avait 2 600 soldats rassemblés à Philippeville et environ 6 000 à Avesnes. C'était toute l'armée.

HENRY HOUSSAYE (2).

que l'on ait mis en avant des arguments pour et contre le retour à Paris, cela est probable, puisque le rapporte Fleury de Chaboulon, témoin généralement très véridique. Mais il n'en paraît pas moins certain que l'empereur quitta Philippeville avec l'intention arrêtée de venir à Paris. Dans les Mémoires manuscrits de Mme de X..., il est dit : « J'appris, le 20 juin dans l'après-midi, par Mme de Rovigo qui vint me rendre visite, que l'empereur était en route pour Paris. Le roi Joseph en était informé. » Or si, le 20 juin, Joseph était informé du retour imminent de l'Empereur, c'était par la lettre écrite, comme on l'a vu précédemment, à Philippeville, le 19 juin. Dans la relation de *l'Ambigu*, de Londres (LII, 441), relation que, au témoignage de Montholon (*Récits*, II, 84), l'empereur tenait pour très véridique, on lit : « C'est là (dans la halte au bord de la Sambre) qu'il délibéra s'il irait à Paris, et qu'il s'y décida malgré les contradictions de plusieurs interlocuteurs. » — Dans un rapport à Davout du 23 juin (Arch. Guerre), le colonel de Bellina dit : « L'empereur a pris la poste à Philippeville pour se rendre à Paris. » — Enfin, dans aucune des relations de Sainte-Hélène, ni dans les entretiens rapportés par Las Cases, Montholon, Antommarchi, l'empereur n'a fait allusion aux prétendus conseils qui l'auraient engagé à aller à Paris, malgré qu'il en eût. Bien au contraire, il a dit et redit qu'il avait pris de soi-même, tout de suite et sans hésitation, ce parti qui lui était imposé par les circonstances, « sa présence à l'armée étant inutile pendant plusieurs jours, et ses ennemis les plus dangereux se trouvant à Paris ». Cf. Napoléon, *Mém.*, 171. Gourgaud, 132-133. Montholon, I, 3, II, 178-180. Las Cases, I, 20.

On remarquera enfin que, si Napoléon avait projeté de ne pas quitter l'armée, il serait vraisemblablement resté à Philippeville avec le major-général jusqu'au 20 juin; et qu'en tout cas, en arrivant à Laon, il serait tout de suite monté dans la ville pour s'installer à la préfecture au lieu de s'arrêter, pour une simple halte, au bas de la montagne, dans la cour de la maison de poste.

(1) L'état des pertes de l'armée française à Waterloo n'ayant pas été dressé, on ne peut que les évaluer approximativement. Gourgaud (128) les porte à 26 000 hommes, dont 7 500 prisonniers. — D'après les mémoires manuscrits de Mme de X..., qui tenait le renseignement de Joseph, 30 000 hommes seraient restés sur le champ de bataille. Un rapport confidentiel, adressé d'Avesnes à Davout, le 20 juin (Arch. Guerre), évalue les tués, les blessés et les prisonniers à 30 000 ou 40 000.

Si l'on consulte les situations, on trouve pour les seuls corps ayant combattu à Waterloo un total de présents sous les armes de 26 715 hommes le 29 juin, et de 32 646 le 1er juillet. (Arch. Guerre, carton des situations.) Comme il y avait 74 000 hommes à Waterloo, on y aurait donc perdu 41 500 hommes. Mais le calcul ne saurait être exact : 1° sur ces 32 646 hommes rassemblés le 1er juillet, un certain nombre venaient d'être versés des dépôts dans les bataillons et escadrons de guerre; — 2° beaucoup d'hommes de bonne volonté n'avaient pas encore rallié; — 3° des soldats échappés au désastre, une multitude avait déserté, les uns parce qu'ils étaient las de combattre, les autres, parce qu'ils croyaient la guerre finie après que l'empereur avait abdiqué. Même parmi les soldats qui avaient rejoint les corps du 19 au 23 juin, il y eut beaucoup de désertions quand fut connue l'abdication.

Dans le *Tableau des officiers tués et blessés pendant les guerres de l'Empire*, par M. Martinien, employé aux Archives de la Guerre (ouvrage sous presse), les pertes en officiers pour la bataille de Waterloo sont portées à 720, et pour les batailles de Ligny et des Quatre-Bras à 346. Or, j'ai donné le chiffre total des tués et blessés à Ligny et aux Quatre-Bras : environ 13 500. Si donc la proportion fut la même à Waterloo entre les officiers et les hommes de troupe, il y aurait eu dans cette action plus de 27 000 Français tués et blessés.

En résumé, il est vraisemblable que des 74 000 Français qui avaient combattu à Waterloo, 25 000 ou 27 000 furent tués ou blessés, 8 000 ou 10 000 furent faits prisonniers, 30 000 rallièrent les corps, et 8 000 ou 10 000 désertèrent.

(2) Ce chapitre est extrait de *Waterloo*, 2e partie du *1815* de M. Henry Houssaye, qui paraîtra la semaine prochaine à la librairie Perrin.

MONOPOLE UNIVERSITAIRE

OU RELÈVEMENT DES NIVEAUX

Certains hommes politiques se laissent aujourd'hui séduire à la fois par deux erreurs contradictoires entre elles : l'une qui aboutit au monopole de l'enseignement, l'autre qui aboutit à laisser non pas seulement accessibles, mais grandes ouvertes pour tous les carrières libérales. Sur un point, la liberté est confisquée; sur l'autre, elle est exagérée, et l'on s'inquiète peu de concilier cette tyrannie avec cette

licence. Nous croyons donc qu'il y a lieu de poser ici quelques principes sûrs et d'en indiquer les grandes applications, soit à l'Université, soit aux carrières libérales. La sagesse politique consiste à distinguer où il faut laisser la liberté et où il faut la soumettre à des restrictions en vue du droit universel.

Nous nous occuperons aujourd'hui du monopole universitaire et des vrais moyens de conserver à l'Université sa prépondérance. C'est là une question dont on ne saurait contester ni l'importance ni l' « actualité ».

I

Reconnaissons-le d'abord, c'est une doctrine grossière et toute matérielle que d'appliquer purement et simplement aux méthodes et principes d'éducation la loi économique de la « concurrence », qui, même dans le domaine économique, entraîne souvent de graves inconvénients et a besoin d'être soumise à des règles de droit. Dans l'ordre économique, est-ce toujours le plus honnête et le plus juste qui l'emporte? Tant s'en faut; c'est souvent le plus habile à réaliser les plus belles apparences au meilleur marché.

S'il faut employer pour cela, dans les fabriques, femmes et enfants, dont le travail est moins coûteux, on le fera, tant que la loi n'interviendra pas. S'il faut employer des matières premières de qualité moindre, on le fera; s'il faut employer des moyens de réclame plus ou moins sincères et loyaux, on le fera. Qui ne sait jusqu'où va la « morale de la concurrence? » Dans les choses nécessaires à la vie, elle autorisera la fraude des aliments, des médicaments, etc. Dans les choses d'art, surtout d'art théâtral, elle sera le triomphe de la pornographie et des exhibitions immorales. Dans la politique, les bulletins de vote iront aux plus offrants et aux plus intrigants. Appliquez à l'éducation les mêmes méthodes de lutte illimitée et sans frein, ce ne sont pas ceux qui donneront la meilleure éducation qui auront le plus d'élèves, mais ceux qui, par n'importe quelle voie, aboutiront aux plus faciles succès et sauront faire *arriver* leurs élèves aux meilleures places. Au lieu de dire : « Faisons mieux et nous réussirons », on dira : « Faisons moins bien pour réussir. » C'est là qu'il faut répéter que « la mauvaise monnaie chasse la bonne ».

Il en résulte que le contrôle de l'État, qui s'exerce tantôt par la surveillance des établissements libres, tantôt par des conditions de grade exigées pour l'enseignement et pour les carrières libérales, tantôt par des examens qui servent de sanction pour les professeurs et pour les élèves, est absolument légitime et nécessaire.

Ce n'est pas assez. L'État doit lui-même donne une instruction conforme à ses propres principes; il doit, par l'enseignement universitaire et par tous les grades universitaires, depuis le baccalauréat jusqu'au doctorat et aux agrégations, maintenir un niveau aussi élevé que possible, entretenir de grandes traditions nationales et internationales, un certain esprit collectif qui soit l'esprit même de la société moderne en général et, en particulier, de la France moderne.

Maintenant, faut-il aller plus loin encore et donner à l'État ou, pour mieux dire, au gouvernement le monopole de l'enseignement? — Non. Si la rivalité sans obligations ni sanctions est mauvaise, l'absence de rivalité n'est pas moins dangereuse, et aboutit à la même absence d'obligations ou de sanctions. La liberté de l'enseignement est indispensable pour empêcher l'État d'imposer despotiquement son éducation et ses doctrines.

— Sans aller jusqu'au monopole complet, l'État pourrait, dit-on, exiger, à l'entrée des fonctions publiques dont il est le dispensateur, un certificat d'études universitaires. — Sans doute cette mesure est plus mitigée et plus soutenable. Mais, en politique, on doit toujours songer au lendemain. Or, le lendemain ce sont les représailles. En morale, il faut généraliser les actions et se demander s'il est juste de traiter les autres comme on ne voudrait pas être traité par eux. Qu'un parti opposé à celui d'aujourd'hui s'empare du pouvoir et tourne à son profit le certificat d'études, les fonctions de l'État deviendront une prime, soit au cléricalisme, soit au socialisme radical, soit à toute autre doctrine plus ou moins illibérale qui sera momentanément victorieuse.

Il ne faut pas croire, d'ailleurs, qu'il suffise d'entrer dans un lycée ou d'en sortir pour être républicain. D'autre part, on a demandé avec raison s'il serait juste de transformer légalement les élèves des établissements libres en une catégorie de « suspects (1) ».

Enfin, si tous les fonctionnaires de l'État étaient obligés de passer par l'Université, celle-ci serait bientôt changée en fabrique de fonctionnaires et verrait en dehors de son sein les hommes d'action et d'entreprise, les grands industriels, les grands commerçants, etc. Elle verserait ainsi, de plus en plus, vers le mandarinisme, sans contrepoids.

L'Université a donc besoin, non d'acquérir un monopole artificiel, mais de conserver son monopole naturel, résultant de la supériorité de son instruction et de la difficulté pour les concurrents d'aboutir à la même culture, à la même élite de professeurs et d'élèves. *Élever* l'instruction, maintenir

(1) *Union pédagogique* (25 nov. 1898).

les méthodes d'imprégnation lente, les exercices actifs qui exigent de réelles qualités d'intelligence et un travail soutenu de la volonté, c'est le seul moyen de salut pour l'Université en face des entreprises de toutes sortes qui s'efforcent de hisser leurs élèves à toutes les places du gouvernement.

II

Si nous acceptons comme principe inébranlable la liberté de l'enseignement, nous devons poser un second principe qui complète et corrige l'autre. C'est que l'enseignement de l'État lui-même doit être soumis à des conditions de recrutement sévères, afin qu'il soit et continue d'être ce qu'il est, en face de rivaux qui, de leur côté, disent : *Sint ut sunt aut non sint!* Le monopole universitaire serait de l'intolérance; mais le « laissez-passer » universitaire serait de la faiblesse.

Dans l'enseignement, en effet, l'esprit qui anime le maître n'est pas une chose qu'on puisse mettre à part et de côté, comme l'esprit qui anime un ingénieur lorsqu'il fait un pont. L'ingénieur construira bien son pont s'il sait ses mathématiques et sa mécanique; le reste peut s'abstraire. Mais deux éducateurs donneront-ils la même éducation avec un esprit contraire, alors même qu'ils enseigneraient tous deux la même histoire, la même grammaire latine ou française? Ne traitons pas les professeurs comme de simples marchands de grec, de latin ou d'algèbre. Le véritable éducateur est celui qui enseigne « avec son âme tout entière », comme disait Platon, et qui s'adresse à « l'âme tout entière ». Les autres sont des vendeurs qu'il ne faut pas admettre dans l'Université. Qu'ils restent en dehors du temple, débitant leurs marchandises, mais que l'État ne leur donne pas lui-même sa consécration. Il n'y a pas là de monopole véritable, puisque l'enseignement demeure libre sous telles et telles conditions communes de capacité et de moralité; mais il y a des conditions particulières d'entrée dans l'Université de France. N'y en a-t-il pas aussi, — et de tout autres —, pour entrer dans l'ordre des jésuites, ou dans celui des dominicains? En rédigeant elle-même ses programmes et en réclamant les preuves d'une certaine aptitude universitaire, l'Université n'oblige personne à se faire « cadavre » entre ses mains; tout au contraire, elle demande des hommes vivants et libres.

L'Université a donc le droit et le devoir d'imposer ses conditions à ceux qui veulent devenir ses membres. Introduire dans son sein ses propres ennemis, sous prétexte qu'ils savent autant de grec ou autant de mathématiques que d'autres, ce serait la naïveté dans le suicide : l'Université n'est pas un moulin à moudre des équations ou du grec, elle est un corps enseignant ou plutôt une âme enseignante. Elle a son esprit laïque et démocratique qui est l'esprit même de la nation et du gouvernement que la nation s'est donné. Elle ne doit pas s'ouvrir volontairement à ceux qu'animerait un souffle d'hostilité secrète et de négation plus ou moins latente à l'égard de ses propres principes, qui sont ceux de la société moderne. Elle a le droit et le devoir d'exiger de ses candidats non seulement une certaine instruction, sorte de bagage plus ou moins matériel sous des formes intellectuelles, mais encore et surtout une certaine éducation morale et sociale d'où pourra se répandre une éducation analogue à travers la nation.

Grâce à des traditions soigneusement entretenues et à des conditions sévères d'examens et de concours, l'Université a, jusqu'ici, conservé son esprit. Les gouvernements ne peuvent changer du jour au lendemain cet esprit qui, heureusement, survit à nos ministres éphémères. M. de Cumont n'a pas mis de dortoirs au Collège de France. M. Fortoul lui-même n'a pas pu métamorphoser l'Université en officine d'admiration napoléonienne. Un nouveau gouvernement voulût-il destituer et remplacer en masse tous les professeurs actuels, il n'aurait pas sous la main une armée de philosophes à souple échine, de mathématiciens à la fois compétents et complaisants, de littérateurs à la fois savants et admiratifs, etc. Qui se chargerait, du jour au lendemain, d'enseigner les mathématiques spéciales ou la chimie, une fois qu'on aurait fait table rase dans l'Université? Un Bonaparte même serait aujourd'hui bien empêché de nous servir une Université toute neuve, taillée à son image et à sa ressemblance. La liberté a donc (comme nous l'avons déjà dit un jour au grand scandale de certain parti) un vrai rempart dans l'Université de France. C'est là plus qu'une métaphore, c'est une déduction théorique et pratique. Toutefois, l'esprit de liberté pourrait se perdre à la longue si l'Université elle-même devenait de moins en moins sévère dans son propre recrutement, dans les grades et titres qu'elle confère, dans les examens d'État qui lui sont confiés et que certains universitaires imprévoyants attaquent aujourd'hui avec un aveuglement incroyable.

III

L'éducation morale et sociale donnée par l'Université repose sur une base exclusivement philosophique et rationnelle; tout candidat qui n'a pas suivi un cours de philosophie, — de philosophie libre et indépendante, — manque de la première et de la plus fondamentale des aptitudes pédagogiques.

Dans l'enseignement secondaire, autant et plus

que dans le primaire, l'éducation des futurs éducateurs doit dominer le reste. On a rêvé, pour former de bons maîtres, de leur enseigner la pédagogie, à la manière allemande; mais la vraie pédagogie, c'est la philosophie. Comme l'a bien dit Herbart, l'éducation doit se préoccuper moins des objets mêmes d'étude que de l'esprit de l'enfant; elle ne réclame pas seulement, pour la grammaire des grammairiens, pour la géographie des géographes, pour l'histoire des historiens, tous plus ou moins spécialistes, mais encore et surtout des psychologues et des moralistes. Autant dire qu'un esprit philosophique est seul apte à enseigner une science quelconque d'une manière qui la rende éducative, soit au point de vue intellectuel, soit au point de vue moral. Qu'un philosophe enseigne l'arithmétique ou la grammaire, il y prendra toujours intérêt, parce que l'esprit philosophique lui fera sentir l'importance et les conséquences des lois du nombre ou des lois du langage, et il fera partager cet intérêt à ses élèves. La connaissance des diverses méthodes lui fera trouver la meilleure; l'habitude de remonter aux principes et d'embrasser des ensembles l'empêchera de se perdre dans les détails et de prendre le superflu pour le nécessaire; ses notions psychologiques le rendront apte à comprendre l'âme de l'enfant, par cela même à l'aimer; ses connaissances morales et sociales l'exciteront à dégager de toutes choses l'inspiration de bonté comme l'esprit de vérité. Nos plus brillants professeurs de rhétorique, plus encore que les autres, ont besoin d'études philosophiques qui les initient à toutes les difficultés des méthodes, à la logique et à la psychologie de l'enseignement. Nous voudrions qu'ils fussent moins érudits en histoire littéraire et plus instruits des vraies *humanités*, c'est-à-dire de tout ce qui concerne et l'esprit humain en général et l'esprit des jeunes gens en particulier; pour cela, la première et la plus essentielle des conditions, c'est de leur donner l'esprit philosophique, c'est de les intéresser par cela même aux études psychologiques, morales et sociales. Là seulement ils trouveront les fruits qui nourrissent, au lieu de cueillir simplement, sinon les « fleurs de rhétorique » à la mode de nos pères, du moins les fleurs littéraires à la mode d'aujourd'hui, et qui, demain, pourront bien être fanées. Un des plus brillants novateurs en fait d'enseignement classique, celui qui, en un style si correct et si conforme aux traditions universitaires, a immolé le grec et le latin, nous donna jadis lui-même un éclatant exemple de ce qu'il peut y avoir, dans un même livre, d'élégances oratoires et d'esprit antiphilosophique, le tout joint aux meilleures intentions patriotiques (1).

(1) Raoul Frary, *la Question du latin*.

Il n'est pas admissible, non plus, que nos professeurs de sciences restent étrangers à la culture philosophique, car, plus que tous les autres, ils sont exposés à se perdre dans la spécialité, qui peut rétrécir l'esprit des élèves en même temps que le leur. Et s'ils mêlent des vues générales à leur enseignement — ce qui leur arrive — ils les empruntent aux théories superficielles qui ont la faveur du jour.

Ainsi donnée par des professeurs trop spécialistes, l'instruction reste d'un côté, l'éducation morale reste de l'autre, et celle-ci, trop souvent, apparaît comme une gêne, un ennui, une limite à « l'expansion de la vie individuelle », alors qu'en réalité, la vraie vie de l'individu consiste à vivre de la vie universelle. C'est ce qui ferait la moralité de la science même, si elle était présentée par des maîtres croyant avoir charge d'âmes, sous son jour social, au lieu d'être un simple instrument pour des fins personnelles et utilitaires; la moralité de l'histoire, si celle-ci devenait une sorte de vie sympathique prolongée à travers le temps et l'espace; la moralité de la littérature, si elle était comprise comme une pénétration de la société dans l'individu, comme une expression de l'âme collective par les génies les plus personnels. Il faudrait ainsi rendre l'instruction même éducative au lieu de la laisser à l'état de savoir sec et froid. Or, c'est ce que seuls peuvent faire des professeurs qui auront reçu une éducation philosophique forte et complète, comprenant des études approfondies de psychologie, de morale et de sociologie. Nous ne demandons pas avec Platon que les philosophes soient rois; mais nous demandons que les éducateurs de la jeunesse (une royauté qui vaut l'autre) soient philosophes.

On exige déjà, pour l'entrée dans la section des lettres de l'Ecole normale un certificat d'études attestant une année de philosophie dans un lycée ou collège; il faudrait étendre la mesure à la section des sciences. On pourrait même, d'une façon générale, exiger ce certificat d'études universitaires pour l'entrée dans l'Université, sauf à accorder des dispenses motivées.

IV

Si les hommes politiques parlent aujourd'hui de monopole, c'est que l'enseignement universitaire subit une crise, qu'on a sans doute exagérée, mais qui est cependant réelle. Cette crise, selon nous, a pour cause la concurrence, rendue de plus en plus facile : 1° par l'abaissement général des études classiques, sans cesse attaquées et par ceux mêmes qui leur doivent le plus; 2° par l'invasion, dans les programmes, *d'études scientifiques mal comprises*, ency-

clopédiques et superficielles, permettant l'usage exagéré de la mémoire et entraînant des méthodes artificielles de bourrage, à la portée de tous; 3° par la *création de l'enseignement moderne* qui a permis au clergé, aux congrégations, aux écoles primaires, de faire concurrence avec succès aux lycées et collèges, de faire entrer leurs élèves dans les grandes écoles, dans les administrations; 4° par les *débouchés* que des ministres de passage, dans leurs ministères respectifs, ont successivement accordés à l'enseignement moderne et qui l'ont orienté, à rebours de sa destination, vers les carrières réservées jadis aux classiques; 5° par les armes que l'Université a fournies contre elle-même, en changeant ses programmes sous la pression des hommes politiques, en affaiblissant pendant quelques années la discipline, en paraissant oublier que son véritable intérêt est dans l'élévation des études. C'est seulement sur les hauteurs de la littérature, de la science, de la philosophie, qu'elle n'a aucune rivalité à craindre. C'est sur ce mont Aventin qu'elle doit sans cesse se réfugier.

Le vrai remède est de hausser tous les niveaux, d'être sévère dans tous les examens, de fermer ainsi les débouchés des professions libérales, des fonctions administratives, des grandes écoles, à ceux qui n'ont pas reçu l'éducation la plus élevée, littéraire, scientifique et philosophique.

L'enseignement libéral ne doit pas être soumis, comme le primaire, aux nécessités *immédiates* de l'existence : il peut attendre quelques années et, pendant ce temps-là, il peut spéculer. N'étant pas esclave des spécialités, il doit poursuivre une culture générale des esprits. Il a proprement pour objet la constitution d'une élite intellectuelle, littéraire, scientifique, politique, administrative, élite plus nécessaire encore à la démocratie qu'à la monarchie aristocratique, qui a des étais artificiels et héréditaires. La conservation du haut patrimoine spirituel est le but qu'on doit poursuivre dans nos lycées et collèges, comme dans nos universités; on n'y doit pas travailler pour des buts particuliers, spéciaux, parfois individuels. La raison d'être de l'Université est dans sa mission de culture générale en même temps que nationale.

Aussi la supériorité traditionnelle de l'Université est-elle liée en grande partie au maintien des études classiques, de leur valeur littéraire et morale, de leurs débouchés sociaux. Si nous accordons aux partisans d'une éducation plus moderne que le grec est devenu de nos jours une spécialité, si bien qu'on peut le rendre facultatif pour la masse des élèves, nous n'accordons pas qu'il en soit de même du latin, dans l'ordre de l'instruction secondaire. Le latin nous semble être non pas le tout, sans doute, mais une des parties intégrantes des « humanités », même « modernes » (1).

Tout ce qu'on entreprend contre le latin, avons-nous dit maintes fois, on l'entreprend contre le français même et contre la France. En même temps, on compromet l'influence de l'Université en rendant la concurrence trop facile pour les établissements libres, même d'instruction primaire, pour les congrégations de toutes sortes, pour les Frères des écoles chrétiennes, devenus préparateurs au baccalauréat dit « moderne ». Or, nous l'avons vu, tout en respectant la liberté de l'enseignement, encore faut-il assurer la prééminence nationale de l'Université de France. L'intérêt de l'Université se confond ainsi avec celui de la France même, puisqu'il est de maintenir aussi haut que possible, en vue d'un but éducatif, le niveau des humanités (2).

Le mieux serait, pour concilier la culture générale avec les nécessités professionnelles, d'établir dans les études, à partir de la troisième, une subdivision littéraire et des subdivisions scientifiques, où le grec et même une partie des classes de latin feraient place aux sciences, soit mathématiques et physiques, soit naturelles, mais avec les classes de français en commun, ainsi que les principales classes de latin, les classes d'histoire et surtout les classes de philosophie, qui, sous aucun prétexte, ne doivent devenir pour personne facultatives (3).

Nous ne revenons pas ainsi, purement et simple-

(1) Faut-il le répéter une fois de plus? Le latin est indispensable, dans toute instruction vraiment libérale, pour perpétuer, en les retrempant sans cesse à leur source, les qualités essentielles de la langue et de la littérature françaises, qui assurent notre influence intellectuelle dans le monde. Le latin est d'ailleurs, pour les autres peuples, le naturel introducteur à la langue française; donner à ces peuples l'exemple d'abandonner le latin, ce serait les inviter à abandonner du même coup le français, qui déjà est battu en brèche par les langues anglo-saxonnes et germaniques.

(2) Qu'on nous permette de renvoyer, pour ces questions, à nos deux volumes sur *l'Enseignement au point de vue national* et sur *les Études classiques et la démocratie*.

(3) 3 classes (6 heures) pour les langues anciennes,
1 classe 1/2 (3 heures) pour le français,
1 classe 1/2 (3 heures) pour les langues vivantes,
1 classe 1/2 (3 heures) pour l'histoire,
3 classes (5 heures 1/2) pour les sciences.

Voilà la proportion vraie, à la fois conforme à la théorie et aux besoins pratiques.

Nous obtenons ainsi, dans l'enseignement classique, tous les avantages de l'enseignement moderne, avec cette différence que nous remplaçons par le latin une des deux langues vivantes demandées aux modernes. En d'autres termes, nous substituons le latin et quelques notions très élémentaires de grec soit à l'anglais, soit à l'allemand, soit à l'italien, soit à l'espagnol. Mais l'étude du latin est autant de gagné pour le français, dont elle abrège l'étude. En outre le latin est la clef de l'italien et de l'espagnol. Il reste donc, pour tous les élèves, une grande langue vivante, allemand ou anglais, sérieusement étudiée, *en vue des besoins pratiques*, sans prétentions littéraires. Et, grâce à cette combinaison, l'instruction scientifique est complète pour tous, de même que l'instruction philosophique et morale, de même que l'instruction littéraire.

ment à la « division scientifique » de l'ancienne bifurcation ; nous assurons une place considérable aux études littéraires, à la philosophie, aux sciences morales et sociales. C'est même pour rendre cette place possible que, libre de toute superstition gréco-latine, nous consentons à rendre le grec facultatif et à diminuer la part du latin, mais en conservant ce qui est nécessaire au maintien de la grande tradition nationale et internationale.

M. Sarolea, professeur à l'Université d'Édimbourg, a remarqué que notre programme d'études correspond à peu près au programme des universités écossaises. L'étudiant doit répondre sur sept matières choisies dans la totalité des disciplines académiques ; mais sa liberté de choix est limitée par trois ordres d'études obligatoires. Ils doivent donc tous choisir : 1° une matière classique (latin ou grec) ; 2° une matière philosophique (métaphysique, logique, psychologie, morale) ; 3° une matière physico-mathématique (physique ou mathématiques). En d'autres termes, la liberté de l'étudiant écossais se borne à choisir à son gré quatre matières sur sept. Tout étudiant doit posséder les éléments de cette triple culture classique, philosophique et mathématique (1).

La connaissance des littératures anciennes et de la littérature française est un moyen d'éducation générale et désintéressée ; l'enseignement moderne, lui, devrait répondre à une utilité presque immédiate. L'enseignement classique est nécessaire à ceux qui veulent atteindre la haute culture intellectuelle, il est indispensable aux futurs avocats, médecins et professeurs, qui ne peuvent heureusement exercer leurs fonctions de bonne heure et qui doivent, en attendant, élever leur esprit ; l'enseignement moderne, lui, devra préparer aux carrières commerciales et industrielles, qui, dans une société comme la nôtre, se développent chaque jour davantage sans préjudice pour les autres. Il convient donc de maintenir et de fortifier l'enseignement classique, de *ne pas le restreindre* à un petit nombre de *grands lycées*, de le laisser à la portée de tous ceux qui ont l'aptitude et le loisir. Mais il est indispensable, en même temps, de multiplier partout les moyens de donner satisfaction aux familles qui réclament un enseignement plus court approprié à des besoins pratiques (1).

Tous les autres pays ont fait droit à cette préoccupation. En Allemagne, il y a 1° des « gymnases classiques, » gréco-latins et littéraires, 2° des « gymnases réels », *latins et scientifiques*, enfin 3° des « écoles réelles », scientifiques et pratiques, sans latin. Il faut, dans nos lycées, avec le grand enseignement commun, franco-latin et philosophique, dont nous avons parlé, établir 1° une division littéraire (gymnase) et 2° des divisions scientifiques (réalgymnase). Quant à l'enseignement moderne, il doit redevenir l'équivalent de l'*École réelle*. Les sanctions et débouchés doivent être absolument différents pour les trois enseignements, quoiqu'on doive laisser des *passages* possibles d'un enseignement à l'autre.

Chez nous, l'orientation actuelle de l'« enseignement moderne », qui lui a été imprimée contre le vœu de l'Université presque entière, constitue une déplorable erreur de direction. Certains hommes politiques, pour flatter leur parti et complaire aux journalistes, ont fait de la fausse démocratie ; ils ont excité les parents, même dans les classes laborieuses, à rechercher pour leurs enfants les diplômes, les dispenses militaires y attachées, les fonctions publiques, les carrières déjà encombrées de la médecine et du droit. Lâchant la proie pour l'ombre, ils ont favorisé, sous le nom, de « moderne » qui est à la mode, un enseignement au rabais, rival du classique, plus facile et plus court, faisant avec lui double emploi, destiné à le ruiner et à ruiner du même coup l'Université, au profit des Frères et des petits séminaires. L'enseignement moderne conçu à la façon actuelle sera, si l'on ne se hâte d'y mettre ordre, la perte de l'enseignement universitaire, sans aucune compensation industrielle ou coloniale.

V

La question du baccalauréat est également capitale pour l'Université, puisqu'il s'agit d'une sanction des études libérales, qui sont son principal objet, et d'une condition de capacité générale pour ces classes moyennes, dont elle est la principale éducatrice. Le baccalauréat, c'est le contrôle exercé par l'Université sur tout l'enseignement et sur le premier accès de toutes les hautes professions.

(1) « C'est là, dit M. Sarolea, un argument de fait singulièrement probant à l'appui de la thèse de M. Fouillée... Les Écossais sont tellement convaincus de la nécessité de ce triple enseignement classique, philosophique et mathématique, qu'ils lui ont donné la prééminence même sur la langue et la littérature maternelles. Une chose est certaine, c'est que ce système, malgré les lacunes énormes dans l'organisation de nos universités écossaises, n'a pas empêché le peuple écossais d'être le peuple moderne par excellence, d'être le sel de la terre britannique, le peuple « impérial », qui a fourni et continue de fournir la plus forte proportion d'hommes éminents dans le gouvernement des colonies et de la mère patrie, la plus forte proportion d'hommes illustres dans les lettres et les sciences. » *Revue française d'Édimbourg*, février 1899.

(1) Les petits collèges, avec enseignement classique, sont nécessaires pour disputer à l'enseignement libre la clientèle des petites villes. Rien n'empêche d'ailleurs d'en varier l'organisation sur les points secondaires, notamment pour l'enseignement spécial ou moderne et professionnel. Mais il n'est pas nécessaire pour cela de substituer aux collèges des écoles primaires supérieures ou des classes d'enseignement moderne. Dans les écoles primaires supérieures et dans les classes modernes la manie des brevets et des diplômes sévit pour le moins autant que dans les lycées et collèges classiques.

Supprimer le baccalauréat pour le remplacer par des examens spéciaux à l'entrée des diverses carrières, ce serait donner gain de cause à l'utilitarisme et au particularisme que nous venons de dénoncer, à l'esprit myope et étroit des spécialistes. En même temps on favoriserait toutes les préparations artificielles qui peuvent se faire en dehors de l'Université, tous les bourrages en vue de telle ou telle spécialité, de telle ou telle école du gouvernement, etc.

Est-il des peuples qui n'aient des examens, quel qu'en soit le nom, et des examens *généraux?* Les objections dirigées contre nos examens actuels sont des exagérations : nos bacheliers savent, en moyenne, plus de littérature, d'histoire, de sciences et de *géographie* que les élèves allemands (1). Si le niveau des examens baisse, c'est que les jurys reçoivent trop d'élèves, se montrent trop indulgents et parfois n'ont pas le vrai sentiment de ce que doit être l'enseignement secondaire. Après quoi on s'en prend à l'Université tout entière.

Supprimez le baccalauréat, aussitôt les études classiques et, en général, les études désintéressées seront abandonnées comme n'étant plus nécessaires. On se spécialisera beaucoup plus tôt, pour acquérir les connaissances utiles à la profession qu'on aura en vue. Si on échoue à l'examen d'entrée, on aura perdu son temps à emmagasiner des connaissances trop spéciales au lieu d'une culture générale. Cette culture, pour un élève qui aurait échoué au baccalauréat, n'aurait pas été perdue. Il ne serait pas bachelier, mais il aurait reçu une certaine éducation dans un milieu supérieur.

Quant à compter sur la suppression du baccalauréat pour diminuer le nombre des candidats aux fonctions de toute sorte, c'est croire qu'en ouvrant pour l'enseignement les portes à deux battants on laissera entrer moins de monde. Chaque élève se dira : présentons-nous ici, puis, si cela ne réussit pas, présentons-nous là, et même à bien des portes à la fois, partout où il y aura « débouché ». Sur la quantité de portes, nous finirons bien par en forcer une. En même temps, les préparateurs spéciaux emploieront tous les moyens possibles pour munir les élèves de deux, trois ou quatre clefs au choix, le tout au détriment de la culture générale et de l'Université qui s'y voue principalement.

Au lieu de faire ainsi le jeu des ennemis de l'Université, réformez les examens, confiez-les à des agrégés mis en retraite depuis moins de trois ans, mêlés de professeurs de faculté et, en cas de besoin, d'agrégés en exercice, mais *n'appartenant pas à la région qu'ils examinent, encore bien moins à l'établissement* d'où sortent les candidats.

Exigez au baccalauréat des certificats d'études de grammaire, puis d'examens de sortie pour la seconde, de manière à faire durer les sanctions tout le long des études et à les faire aboutir à un double examen final plus important (rhétorique et philosophie), couronnement des autres.

Éliminez des examens ce qui s'adresse surtout à la mémoire ; exigez une action lente et complète de l'esprit, au lieu d'un emmagasinage de connaissances dont tout le monde est capable.

Augmentez le nombre d'épreuves *écrites*, témoignant d'un travail personnel ; rendez l'examen oral plus long et plus sérieux, en laissant aux élèves le *choix* sur certaines matières scientifiques, historiques ou littéraires. Tenez compte des livrets scolaires au moment de décider si l'élève doit être reçu ou refusé ; mais n'accordez aucun *droit* aux notes de ces livrets. Enfin n'exemptez *personne* de l'examen. Surtout supprimez le baccalauréat moderne pour le remplacer par un diplôme d'études pratiques, et vous mettrez fin à la concurrence des préparations d'ordre inférieur.

En outre, les programmes des grandes Écoles et des grandes administrations ne doivent pas, comme aujourd'hui, être élaborés en dehors de l'Université, qui les subit en protestant, pour être finalement accusée de ce qu'elle n'a pas fait. L'Université est victime de ministres étrangers à l'enseignement, qui croient favoriser la démocratie en ouvrant à presque tous toutes les entrées dont ils ont la garde, et qui, en réalité, favorisent une certaine oligarchie d'élèves élevés en dehors de l'Université.

En somme, le remède à la crise actuelle de l'Université est double : 1° approprier les études classiques aux nécessités scientifiques et les relever le plus possible : 2° ramener l'enseignement moderne à un enseignement pratique, analogue à l'enseignement spécial de Duruy, durant quatre ou cinq années, visant à une éducation générale de l'esprit, mais non à un « baccalauréat ». D'une part, l'enseignement spécial réformé restera à la portée de ceux qui ne peuvent pas faire des études longues et complètes, mais il ne se posera plus en fabricant de nouveaux prolétaires intellectuels et de fonctionnaires superflus ; il ne réclamera plus, sous prétexte d'égalité ou de « parallélisme », l'inique privilège d'un diplôme équivalent pour des études non équivalentes ; d'autre part, les études classiques, en accordant plus de place aux sciences de la nature et de la société, en instituant ainsi, à côté de la discipline littéraire, une forte discipline scientifique et sociale, acquerront à la fois plus de valeur pratique et plus de valeur spéculative.

1 C'est le résultat constaté dans la mission de M. Halévy en Allemagne.

Enfin, l'Université ne doit jamais l'oublier, la philosophie doit devenir le complément nécessaire et la marque finale de toute instruction vraiment secondaire, qu'elle soit littéraire ou scientifique, qu'elle prépare au professorat, à la médecine, au droit, aux grandes écoles du gouvernement et même aux grandes carrières industrielles. Le cours de philosophie doit donc être rendu obligatoire pour tous; et il doit être conçu de manière à fournir aux élèves des principes moraux et sociaux, dont nous avons plus que jamais besoin dans notre époque de dissolution religieuse. La montée des sciences morales sera la caractéristique du siècle prochain, et l'éducation universitaire doit principalement la favoriser.

Puisque nous ne pouvons plus compter sur la foi religieuse, c'est à la foi morale et sociale que l'Université doit demander appui. Les vieilles humanités et les modernes sciences, à elles seules, ne suffisent plus à développer ni surtout à unifier cette foi des temps nouveaux; c'est pourquoi les études philosophiques et sociales doivent enfin devenir la base de l'enseignement. L'étude de ces sciences éminemment « modernes » aura l'avantage de faire vraiment des hommes, et même des hommes pratiques, d'être ainsi à la fois instructive et éducative. En outre, pour cette instruction et pour cette éducation, l'Université, avec ses agrégés de philosophie, restera sans rivale, comme pour l'enseignement littéraire ou historique avec ses agrégés des lettres ou d'histoire.

Tout ce que l'Université ferait pour détruire son organisation hiérarchique et ses sanctions traditionnelles, au lieu de se borner à les assouplir, serait fait au profit de ses adversaires et au détriment de la nation. Nous avons encore, dans notre pays, trois choses fortement organisées : la justice, l'armée, l'Université. En ce moment, la justice et l'armée sont, toutes les deux à la fois, battues en brèche injustement par des passions coupables; que deviendrons-nous si l'enseignement même est livré à la dissolution, rabaissé dans ses niveaux, abandonné aux concurrences inférieures, envahi par l'utilitarisme, par le spécialisme, par toutes les formes plus ou moins déguisées de l'égoïsme? « Ne touchons pas à ce qui vit », ou n'y touchons qu'avec les plus grandes précautions, pour fortifier et non pour affaiblir, pour relever et non pour niveler.

ALFRED FOUILLÉE.

(*A suivre.*)

PARMI LES TRAVAILLEURS (1)

L'expérience de M. Wyckoff.

M. Wyckoff et son ami Clark étaient descendus au dernier degré de misère. Une fois de plus, ils couchèrent au poste. Ils trouvaient parfois un peu de pitié là où ils en attendaient le moins — parmi les sergents de ville. Si l'un d'eux avait, brutalement, blessé M. Wyckoff le jour de son arrivée, un autre, le voyant passer et repasser, lui demanda s'il ne trouvait toujours pas de travail. Lorsque, plus tard, M. Wyckoff alla joyeusement lui raconter qu'il était enfin casé, le brave homme en montra une véritable satisfaction. Mais ce jour heureux n'était pas encore venu. En attendant, voici une nouvelle aubaine :

La neige tombe. Clark et moi, nous avons bon espoir d'être employés, dans un quartier lointain, à nettoyer des trottoirs (2). Mais les habitants, en général, ont un domestique et n'ont que faire de nos services. Nous commençons à désespérer lorsque, pour une heure de travail, on nous donne, à chacun, une pièce blanche.

Il y a vingt-quatre heures que nous n'avons mangé. Nous sommes fortement tentés de rompre notre jeûne. Mais, bientôt, la neige aura disparu, il faut en profiter tandis qu'elle dure encore. Bien nous en prend. Nous trouvons un autre trottoir à débarrasser et, cette fois, outre nos 25 sous, on nous offre à déjeuner — et quel déjeuner! La cuisinière riait de nous voir dévorer une grande omelette, un bifteck succulent, garni de pommes de terre frites, du pain frais à discrétion, et avaler de grands bols de café, non pas le liquide sans nom qu'on trouve dans les restaurants à bas prix, — mais du vrai café, délicieux et réconfortant!

Elle nous questionna, la brave fille.

— Vrai! on devrait faire une loi qui donnerait du travail à tous les hommes de bonne volonté, — et une autre pour empêcher ces Italiens de malheur d'envahir notre pays et d'arracher le pain aux autres...

Errant ainsi à l'aventure, cherchant éternellement un travail qui lui donnerait de quoi ne pas mourir de faim, M. Wyckoff rencontre bien des misères. Il entre dans les taudis où l'on fait des confections pour les grandes maisons, à des prix dérisoires, et que se disputent pourtant les malheureux, se battant les uns contre les autres à coups de rabais successifs.

(1) Voir la *Revue* du 11 février.

(2) Le service de la voirie est aussi mal fait que possible aux États-Unis. Les habitants sont tenus de faire nettoyer les trottoirs devant leurs maisons. La ville ne s'occupe que de la chaussée — et encore!

Il voit les miséreux dévorer des yeux les comestibles étalés derrière les vitres, tentés, hélas! de voler plutôt que de tomber d'inanition. Il se sent le cœur serré en regardant les figures tirées, vieillies des petits enfants...

Deux fillettes se tenaient auprès d'une boîte à ordures, remplie des détritus d'un restaurant : fragments de viande, de pain, de légumes, pêle-mêle avec des os et des coquilles d'œufs. L'aînée plongeait ses petites mains dans cet amas de choses gluantes et choisissait les meilleurs morceaux. La plus petite, une enfant de quatre à cinq ans, triait les débris tombés sur le trottoir boueux. A côté, se trouvait un vieux panier où elles entassaient leur butin. Malgré leur misère, malgré la neige qui tombait sur elles et le froid qui faisait claquer leurs dents, elles s'amusaient, comme d'un jeu, de leur horrible besogne.

— Qu'allez-vous donc faire de ces horreurs? demandai-je.

L'aînée des enfants me regarda comme aurait pu le faire un chien affamé à qui l'on veut arracher l'os qu'il ronge.

— N'y touchez pas! s'écria-t-elle, tremblant de colère autant que de froid.

Comme je la rassurai, elle se mit très vite à jaser. Toute la famille vivait de ce qu'elle pouvait ainsi ramasser. Prenant la toute petite dans mes bras, j'accompagnai les enfants jusqu'à leur taudis. La fillette, surprise d'abord, bientôt s'abandonna avec la confiance touchante de l'enfance. Sentir, ainsi, ce petit être sur mon cœur, me remua étrangement.

L'atmosphère de la misérable chambre était lourde de fumée. Un homme, en bras de chemise, se tenait auprès du poêle, la pipe entre les dents; un autre, ivre mort, dormait sur un tas de chiffons. Une malheureuse femme cherchait à pacifier, en le berçant, un pauvre bébé malingre. Sa fille courut à elle, montrant son panier :

— Nous mangerons ce soir, maman, — la boîte était pleine!

M. Wyckoff et son ami Clark deviennent de véritables vétérans dans l'armée des sans-travail. Ils se trouvent heureux de la besogne la moins relevée, pourvu qu'elle leur assure du pain et un gîte pour la nuit. Ils continuent cependant à chercher consciencieusement du travail, se joignant aux foules désœuvrées qui attendent à la porte des usines avec l'espoir d'y être engagés — espoir bien vague! — et hantent les maisons de gros, où parfois on a besoin de renfort.

M. Wyckoff, par hasard, en parlant de ses compagnons de misère, dit : « C'était un Américain. » Il note la chose comme un fait exceptionnel. Plus tard, parmi les travailleurs réguliers, ce sont surtout des Américains, nés sur le sol même, qu'il rencontre. Mais les vagabonds lamentables, couchant au poste, ramassant les croûtes dans les ruisseaux, sont des étrangers, presque toujours : le rebut de la vieille Europe, échoué en épaves dans ce monde de travailleurs acharnés, sachant, mieux que d'autres, jouer des coudes et où il n'y a pas de place pour eux; des Italiens, en nombre inimaginable, des gens de l'extrême Nord, de la Suède, de la Norvège, de la Russie, des Allemands en bandes serrées, — mais ceux-là sortent très vite des rangs, — quelques Français, très rares pourtant, des Irlandais par milliers et milliers, des Anglais, parfois, beaucoup de Polonais — et ainsi de suite. Chaque grand bateau arrive à New-York avec une foule d'émigrants en guenilles, de pauvres êtres aussi mal préparés que possible à la terrible lutte qui les attend, sans métier généralement, presque sans le sou, — et se refusant absolument à pousser jusqu'aux vastes prairies où tout homme de bonne volonté et de force musculaire moyenne trouverait un travail, rude sans doute, mais sain et qui lui donnerait de quoi manger. Tous, ou à peu près, se ruent vers les grands centres, déjà terriblement encombrés, où le travail de premier ordre trouve son emploi et un emploi lucratif, mais d'où les incapables et les paresseux sont impitoyablement éliminés. Et chaque année cette plaie, venue d'Europe, s'élargit, ronge le corps sain de la grande nation! Le remède est encore à trouver.

Il y a bien une loi qui défend l'entrée de l'Amérique aux émigrants sans ressources; mais, ceux-là mêmes qui ont de faibles économies les dépensent, en général, avant de trouver du travail — et l'armée pitoyable des vagabonds augmente sans cesse. La charité, si large et si intelligente pourtant, ne peut que pallier dans une faible mesure des malheurs toujours croissants. C'est à la racine du mal qu'il faudrait s'attaquer — et comment le faire? Si les États-Unis souffrent maintenant de cette lèpre de la mendicité, à peu près inconnue il y a trente ou quarante ans dans cet heureux pays, les nations qui envoient ainsi leurs malheureux au delà des mers en souffrent bien autrement. Que dire de l'Italie, de la Sicile surtout, sans parler des pays du Nord, où la population grouille et ne trouve plus de pain?

Enfin, les expériences de M. Wyckoff vont se poursuivre dans un monde un peu plus relevé, son ami Clark a trouvé un bon emploi dans sa partie. Lui-même est entré, en qualité d'homme de peine, dans une grande maison qui fabrique et expédie des quantités formidables d'instruments agricoles. Il loge, avec nombre de ses nouveaux camarades, chez une brave femme qui lui donne de bons repas et un lit très propre. Il se sent millionnaire; il a le loisir de regarder autour de lui, d'observer et de réfléchir.

Les ouvriers experts gagnent de soixante-quinze à cent francs par semaine, plus encore lorsqu'ils sont

très adroits. Ce sont des Américains pour la plupart, avec quelques Allemands ou Suédois. Ils sont assidus au travail mais peu économes, en général. Le samedi soir et le dimanche, ils dépensent à peu près tous leurs gains, non pas, pour la plupart, en orgies, mais au théâtre, dans les bals publics, en promenades avec quelque jeune fille à laquelle ils font la cour.

M. Wyckoff, profondément religieux, voit, avec peine, combien peu assistent au service divin. Quelques catholiques vont bien à une messe basse; les protestants songent peu au temple. Comme il raisonnait un de ses nouveaux amis, celui-ci lui dit :

— Vous ferez ce que bon vous semblera. Moi, je n'irai pas. Je me refuse à fréquenter les missions instituées pour les pauvres, et les riches veulent être chez eux, même pour prier le bon Dieu. Vous prétendez que vous êtes le bienvenu dans les églises de la « haute ». Peut-être... Tout de même, on ne fait que vous tolérer; vous êtes là comme un intrus, — puisque vous ne pouvez payer votre place. Non! les riches bâtissent leurs églises pour eux et pour eux seuls, et ce n'est pas moi qui les dérangerai dans leur dévotion bien habillée.

Je ne me laissai pas influencer et, le dimanche suivant, j'entrai dans la plus belle église d'un quartier riche. Des jeunes gens s'occupaient des étrangers qui n'avaient pas leur *pew*, ou banc fermé. Mes vêtements détonnaient singulièrement, mais il n'y eut pas un moment d'hésitation à me laisser entrer, et on m'assigna une place.

Comme j'étais arrivé de bonne heure, l'église était encore presque vide. Deux femmes, en grand deuil, entrèrent et j'assistai à leur conversation chuchotée avec un des jeunes gens. Elles demandaient à louer un banc à l'année : le prix variait de mille à sept ou huit mille francs...

Bientôt l'église se remplit d'une foule très élégante; le bruissement de la soie s'entendait, tandis que les femmes prenaient place. La musique, très belle, remuait l'âme. Une voix de contralto surtout me ravit.

Mais je cherchai à me rendre compte de la scène, non pas comme faisant partie de cette foule d'élite, mais comme l'eût envisagée un de mes compagnons d'usine.

Je songeais à la brave femme chez qui je prenais pension et qui se tuait de travail, sans jamais se plaindre. C'était une catholique. Ce matin même, deux de ses petites filles durent aller à la messe à des heures différentes : à elles deux, elles ne possédaient qu'une seule paire de souliers et de bas et leur mère y alla de son côté, grelottant dans ses pauvres vêtements trop minces.

Et tous ces riches, dont la toilette coûtait ce qui eût fait vivre des familles entières, qui, sans doute, avaient déjeuné longuement, copieusement (1), que pouvaient-ils savoir des angoisses des pauvres pour qui, manger à sa faim, avoir chaud, se coucher dans un bon lit, représente un idéal rarement atteint? Qu'a donc à voir la religion des uns avec la religion des autres?... Sûrement, le sermon du prédicateur à la mode se ressentira de cette atmosphère de luxe qui l'environne. Et je compris la résistance de mon camarade.

Eh bien! j'avais tort, et le plus humble des travailleurs eût, comme moi, écouté avec délices. Le sermon parlait justement des misères du jour, de *Weltschmerz*, et cela, sans fausse sentimentalité sans chercher à tirer d'effets oratoires des tableaux de la souffrance humaine. C'était un appel viril à la solidarité humaine et, autour de moi, on était ému, comme je l'étais moi-même.

Pendant ces longs mois M. Wyckoff a beaucoup fréquenté les réunions des socialistes; il est devenu l'ami de quelques-uns d'entre eux. Il nous donne une description très vivante d'une de leurs séances. Les anarchistes sont conspués par les véritables socialistes; ceux-ci répugnent aux violences, attendant du temps seul et de l'évolution lente qui se produit dans les mœurs, l'amélioration de la société, le soulagement des misères. Volontiers ils prennent pour devise cet axiome : « Le seul remède aux erreurs de la liberté, c'est plus de liberté encore. » Mais cette liberté même ne doit pas dégénérer en licence. La séance, comme beaucoup de réunions du même genre, est extraordinairement mouvementée; le président y maintient à grand'peine un peu d'ordre. La question du jour était : Doit-on laisser l'Exposition ouverte le dimanche? Tous ceux qui ont un peu lu les journaux américains avant la grande « Foire du monde » savent combien cette question passionnait les masses. Peu s'en fallut que les piétistes ne l'emportassent. Le bon sens de la nation prévalut cependant. Il n'était vraiment guère possible de fermer les portes devant des milliers de braves gens le seul jour où chôment les ateliers et les magasins! Je me rappelle, pour l'avoir vu, que certains des bâtiments étaient fermés ce jour-là, mais la plupart restaient grands ouverts et la foule se pressait surtout aux palais des Beaux-Arts, et dans les merveilleux jardins, avec leurs lagunes délicieuses, égayées de gondoles vénitiennes.

Mais, au printemps de 1891 la question n'était pas encore résolue. Un orateur s'en empare. Au lieu de la traiter, il prend occasion du texte pour se lancer dans une charge à fond de train contre le christianisme devenu la religion des riches, et que ne reconnaîtrait certes pas le Christ lui-même s'il revenait sur la terre... Le vacarme devient assourdissant; les passions se donnent libre carrière jusqu'à ce qu'un homme de bon sens se trouve pour démontrer, avec calme, que les orateurs ont tout traité, hormis la

(1) Le premier déjeuner, en Amérique, est un repas sérieux; on y mange d'abord des fruits, puis de la viande, des légumes et une quantité de petits pains chauds, de crêpes, etc.

question véritable, et que la liberté ne consiste nullement à battre en brèche des croyances respectables et à empêcher de braves gens d'aller au temple ou à l'église, si le cœur leur en dit...

Et, comme cela se passe dans mainte réunion du même genre, la discussion est close, sans que les orateurs aient trouvé la moindre solution aux problèmes irritants. Ils ont, au moins, prouvé qu'ils possèdent de solides poumons et beaucoup de passion à mettre au service de leurs convictions diverses et généralement discordantes.

La question des syndicats, des *trades-unions* est intimement liée à celle du socialisme. M. Wyckoff en est un partisan convaincu et il cherche à y convertir un de ses amis :

Mon nouveau camarade ne pouvait comprendre les relations entre un ouvrier et une corporation impersonnelle, sans âme, qui fait de lui un outil.

— Quoi! me dit-il, j'abandonnerais mon indépendance pour accepter les décisions d'un syndicat? Alors, à quoi bon faire de son mieux, être adroit dans sa partie si, tous, nous devons être traités de même et accepter le même salaire?...

Pour toute réponse j'emmenai mon charpentier, que j'appellerai Ford, à une séance publique.

Sous le patronage de mes amis les socialistes, j'avais un peu étudié la question des *Trades-unions*.

Ils en sont les plus ardents partisans. L'organisation des salariés leur semble un facteur essentiel dans le développement de la science sociale. Mais ils s'impatientent de la lenteur des syndicats, de l'ignorance presque générale des travailleurs, qui ne comprennent pas leur propre puissance. « Pourquoi, disent-ils, nous qui sommes le nombre, ne nous unissons-nous pas, non seulement dans un but économique, mais en politique où, par la force des choses, nous pourrions obtenir la législation dont nous avons besoin?... » Pour eux, ils se persuadent que si tout va mal, c'est qu'il existe une conspiration des capitalistes contre le vaste monde des prolétaires.

C'est ce que je cherchai à expliquer à Ford, très bon ouvrier, mais resté aux formules anciennes, tout neuf donc aux idées modernes des relations économiques et industrielles.

La séance fut des plus houleuses. Je vis que Ford écoutait de toutes ses oreilles, cherchant à comprendre. Le président, impuissant à calmer les passions, arriva pourtant, à force de tact et de bonne humeur, à débrouiller les questions, à dégager les problèmes importants des futiles débats que chaque organisation mettait sur le tapis. Les membres des syndicats s'injuriaient volontiers, se montraient le poing même — tout comme dans des assemblées d'un autre genre — mais leurs passions mêmes étaient la preuve de leur vitalité.

J'épiais Ford. La violence, le bruit des apostrophes, le désordre ne semblaient pas l'émouvoir. Il écoutait, s'intéressant même aux questions secondaires. Arriva enfin une discussion à propos d'une grève, des raisons qui l'avaient fait naître, des mesures à prendre pour la mener à bonne fin. Son intérêt devint alors tout à fait visible.

Au sortir, il me dit :

— Je n'ai jamais assisté à une séance aussi passionnante. Je commence à voir que nous jouons un rôle de dupes. Ceux qui nous emploient forment une association. Nous autres, nous n'avons qu'à en faire autant si nous voulons nous défendre. Je compte joindre le *Trade-union*, tout de suite!...

Tout cela est fort bien. Mais, tyrannie pour tyrannie, il n'est pas dit que celle des corporations ne soit pas encore la plus dure. Deux ans plus tard, au moment où s'achevaient les préparatifs du *World's Fair*, il y eut une grève formidable : il fallut protéger les ouvriers, non syndiqués, qui tenaient à travailler quand même. Cette grève faillit mettre en péril la réussite de l'énorme entreprise; elle la retarda, certes. De plus, elle n'était guère justifiée, car à ce moment, le salaire des ouvriers, des moindres manœuvres même, atteignait un prix fabuleux.

C'est dans l'enceinte des travaux de l'Exposition que nous retrouvons M. Walter Wyckoff. Il est enrôlé parmi les terrassiers. Les temps de misère atroce sont définitivement passés.

... Nous avons nos huit heures de travail en plein air, et, le soir, nous rentrons à notre « hôtel », vaste bâtiment en bois mal dégrossi fleurant bon le sapin, situé tout auprès du lac. Nous sommes bien quatre cents abrités de la sorte, et d'autres hôtels du même genre, faits pour disparaître bientôt, s'élèvent dans l'enceinte du *World's Fair*. Nous appartenons à une dizaine de nationalités diverses et à des métiers multiples, depuis les hommes experts aux travaux délicats de serrurerie, de menuiserie, de sculpture, jusqu'aux journaliers employés, comme moi, sous les ordres des jardiniers ou des constructeurs de routes temporaires.

Nous sommes parqués dans la vaste enceinte, gardés par des sentinelles; nous vivons dans un monde à part, destiné à devenir un monde de beauté idéale. Le travail ne chôme pas; nous sommes bien payés, nourris suffisamment, nous avons des lits où nous étendre, une fois la besogne faite. La misère est écartée. C'est comme un temps de paix et de prospérité après une guerre désastreuse. L'hiver, avec ses froids redoutables, est oublié. Le printemps est venu.

Ceux qui demandaient du travail, en trouvaient. Pas tous, cependant. Les privations avaient laissé leurs traces. Je n'oublierai jamais une scène, dont je fus témoin. Un homme vient trouver un des surveillants. Je le reconnus. C'était un juif russe, chargé de famille. Le surveillant l'avait déjà engagé lorsque, notant sa pâleur, il lui ordonna de retrousser sa manche : le pauvre bras décharné, sans muscles saillants, en dit long. L'homme fut renvoyé avec un

gros juron. Il pouvait aller crever de faim avec sa femme et ses enfants...

Malgré le travail obtenu facilement, il resta bon nombre de vagabonds : ceux-là, j'avais appris à les connaître : ils tendaient la main, trouvant plus commode d'en appeler à la pitié des passants que de faire une dure besogne. Ces professionnels de la mendicité recueillaient généralement cinq ou même sept et huit francs à ce métier honteux. Pour ceux-là, il n'y a rien à faire. Leur mépris du labeur quotidien est tout aussi sincère que peut l'être celui d'un oisif élégant.

Les moins endurcis, ceux qu'on pourrait encore sauver, préfèrent la vie précaire, miséreuse des villes où ils se sentent en nombre, au travail des champs où ils trouveraient leur pain assuré, mais où ils souffriraient de l'isolement. Ceux-ci accepteraient une besogne parmi leurs semblables ; mais, le plus souvent, n'ont pas l'énergie de la chercher ; ils flottent indécis sur les bords mêmes du crime, sans pourtant, en général, y succomber. Notre civilisation n'a guère de pitié pour ces êtres-là, dont les souffrances sont pourtant réelles. Ce qui fait frémir, c'est de penser à la misère profonde de leurs femmes, de leurs enfants !...

C'est vers la campagne, vers les grandes prairies vertes qui ondoient doucement, comme les vagues molles d'une mer paisible, que se dirige maintenant notre vagabond.

Il a vu de près, selon son plan tracé d'avance, la misère profonde de la ville monstre. Qu'il n'ait pas trouvé de solution à la question angoissante des souffrances humaines — qui pourra s'en étonner? C'est quelque chose, c'est beaucoup même, d'avoir écouté les cris d'angoisse, surpris le regard morne du désespoir et d'avoir compati aux douleurs qu'il était impuissant à soulager. Ses études comme professeur de sociologie s'en ressentiront toujours. Il pourra dire à ses élèves : « Je sais, j'ai vu. »

Le grand palliatif, sinon le remède sûr, c'est justement en pleine campagne qu'il va le trouver. A Chicago, nous avons vu avec quelle peine il gagnait du pain tout sec. Dès qu'il arrive dans le vaste pays des fermes clairsemées, des grands champs de blé ou de maïs, c'est à qui l'embauchera. On ne lui demande ni qui il est, ni d'où il vient. On lui met un outil entre les mains, on lui indique un champ à faucher, des pommes de terre à sarcler, des bêtes à soigner et, joyeusement, on lui fait place à la table de famille.

Que n'émigrent-ils pas à la prairie, tous ces miséreux qu'il a coudoyés dans les rues de Chicago? Il l'a dit, chemin faisant, l'horreur de la campagne, de la solitude relative, leur fait choisir l'atroce misère des villes plutôt que le travail sain et fortifiant des champs !

Et, de ferme en ferme, notre voyageur poursuit son long voyage. Il est pris, lui aussi, de cet amour des espaces immenses, des routes qui portent au loin, de cette joie moitié physique, moitié morale que connaissent si bien les chemineaux des deux mondes ! Aller devant soi, à l'aventure, sous le beau ciel bleu où courent les nuages, marcher vers le soleil couchant — toujours ; se dire que, là-bas, très loin, se trouvent des montagnes fantastiques et, au delà, un pays béni, que baignent les flots du grand Pacifique... Il sait que sa longue et douloureuse expérience touche à sa fin. Encore quelques mois et il rentrera dans son monde à lui ; il connaîtra, de nouveau, le charme d'une civilisation très raffinée, la joie des longues causeries avec ses pairs. Il est tout étonné d'être si peu impatient de toucher au but. Volontiers il s'arrêterait encore au bord du chemin...

Un jour, tandis qu'il se dirige vers un village, un habitant, conduisant deux petits chevaux, l'invite à prendre place à côté de lui. Il y a, en Amérique, beaucoup de bonhomie et la division des classes se fait moins sentir qu'en Europe. M. Wyckoff saute allégrement dans la carriole qui appartient à un médecin, en route pour visiter quelque malade.

... Le docteur Brooks, tandis que les petits chevaux indiens filaient bon train, me montra les fermes du pays, en me contant l'histoire de leurs propriétaires. C'était presque toujours le même récit : les commencements très durs, les terres à défricher, à défendre aussi, puis la prospérité, venue à grands pas. Des émigrés des États lointains, de l'étranger même, sans le sou, s'installant en « squatters » sur la terre vierge, cultivent maintenant d'énormes fermes, d'après les méthodes nouvelles, possèdent une bonne maison, solidement bâtie et un large crédit chez les banquiers. Les terrains, en vingt-cinq ans, ont triplé de valeur...

Ces récits m'intéressaient vivement. Je lui racontai à mon tour ma vie à Chicago, la misère des sans-travail, l'horreur du labeur au rabais... puis, je lui dis ma surprise en voyant combien le travail, dont on ne voulait pas dans les grandes villes, était recherché, guetté, bien payé, dès qu'on arrivait en pleine campagne.

— Tout cela est vrai, répondit le docteur. Plus nous irons, plus le mot « civilisation » signifiera la pléthore des villes et la misère noire qui s'ensuit. Dans nos régions, au contraire, nous manquons de bras. Nous pourrions facilement donner de la besogne à une cinquantaine de mille bons agriculteurs. Les moins habiles gagnent cinq francs par jour, nourris et logés, tandis que les hommes sachant leur métier reçoivent le double, le triple même... Cela en dit long, n'est-ce pas? Naturellement, nous nous trouvons maintenant dans la pleine saison des travaux ; mais bien des fermiers aimeraient mieux garder un homme intelligent et sûr pendant la morte-saison, au même prix, que de se trouver au dépourvu, la moisson venue.

M. Wyckoff traverse maintenant les États encore civilisés de l'Ouest, l'Iowa, le Minnesota; le pays très beau, boisé, un peu accidenté, est très fertile. Lorsque sa bourse est vide, il s'arrête et travaille dans une ferme. Partout, il est le bienvenu. Déjà, du côté de l'Atlantique, c'est parmi les fermiers qu'il se plaisait le plus. Voici maintenant un croquis d'une ferme du Minnesota :

— C'est ici qu'habite monsieur Barton?

— Oui, répondit sa fille.

— Il m'a envoyé vous dire qu'il m'avait engagé...

J'étais fort embarrassé. Mrs Barton, une petite femme au visage très doux, rejoignit sa fille. Évidemment j'inspirais fort peu de confiance. Je fais de mon mieux pour garder quelque apparence de propreté; pas un jour ne se passe sans que je ne prenne mon bain dans un lac ou une rivière; mais on a beau brosser ses vêtements, lorsque l'on passe les nuits en plein champ et que l'on marche toute la journée — on prend l'aspect lamentable d'un vagabond...

Les femmes, cependant, surmontant une vague peur, me firent entrer et je me sentis confus de mes habits troués, de mes bottes poussiéreuses, lorsque je me trouvai assis dans le petit salon bien tenu, avec ses meubles reluisants de propreté et son tapis immaculé... Du jardin ensoleillé m'arrivaient des bouffées d'air chaud, tout chargé de parfums; le bourdonnement des abeilles faisait un accompagnement fort doux aux voix harmonieuses des femmes...

Enfin, le fermier arriva et je fus tout heureux de me mettre à la besogne. J'allai au champ de pommes de terre avec le fils cadet, un garçon de dix-sept ans, fort bien élevé et qui se préparait à l'Université. Tous les jours il faisait du latin et des mathématiques avec sa sœur aînée, maîtresse d'école pendant l'hiver dans une ville voisine.

Ah! la vie exquise parmi ces braves gens... Jamais je ne saurai assez leur en exprimer ma reconnaissance! Très vite, je fus des leurs. Nous, les garçons de ferme, nous prenions place à leur table, couverte d'une nappe bien blanche, chacun ayant sa serviette. Les repas étaient assez abondants pour satisfaire les appétits les plus robustes, assez délicats pour tenter une femme.

Le travail était rude, cela va de soi, mais nous le faisions ensemble. Les jeunes filles ne dédaignaient pas de traire les nombreuses vaches; M. Barton et ses fils abattaient de la besogne tout comme nous autres. A la fin de la journée, il y avait le bain dans la rivière, puis le repas avec le *benedicite* récité par le maître de la maison, en toute simplicité. Enfin, le repos béni du dimanche.

Lorsque, de nouveau, je repris mon chemin, vers les grandes montagnes, il me sembla quitter une famille d'adoption.

C'est dans de pareils intérieurs que bon nombre des hommes les plus distingués du pays ont vu le jour. La vie y est saine et heureuse. Tant que le goût du luxe — la plaie de l'Amérique — n'aura pas envahi les fermes, c'est là que se trouvera la grande réserve de forces vives. Certains d'entre les fils restent attachés au sol; d'autres s'en vont dans les collèges, dans les universités; la famille fait de grands sacrifices pour les y envoyer, ou, ce qui arrive souvent, ils gagnent, comme ils peuvent, souvent en faisant un métier très dur pendant six mois de l'année, de quoi étudier le reste du temps. Ce sont presque toujours ceux-là qui arrivent au premier rang. Dans leur talent, il reste comme une bouffée d'air frais et sain venue de la ferme paternelle.

Et maintenant, il me faut, en terminant, adresser à notre auteur un gros reproche. Il nous fait faux bond. Ce n'est pas en chemineau qu'il nous conduit à travers les plaines immenses, le désert crayeux des prairies désolées, les montagnes splendides et effrayantes, les bois d'orangers et de citronniers du versant occidental des *Rocky mountains*, — c'est à la vapeur, à l'électricité, en un clin d'œil, qu'il nous dépose au bord de l'océan Pacifique! Ce n'est pas de jeu! Il y avait cependant bien des choses à dire sur tout ce pays énorme, bien des problèmes à étudier parmi les éleveurs et les *ranch-men*, au milieu des rudes mineurs de la montagne, beaucoup d'intéressantes descriptions à faire de cette région merveilleuse de Californie!

Et, pendant que j'adresse à M. Wyckoff ce reproche attristé, je revois, comme dans un tableau ensoleillé, certains coins de la côte. Ici et là, des hôtels monstres s'élèvent au milieu de jardins pleins de grands palmiers, de poivriers au feuillage de dentelle, d'orangers, portant des fruits d'or et des fleurs au lourd parfum. Les malades, les curieux arrivent en foule. Le luxe et le bien-être les attendent. C'est Nice, c'est Cannes, avec la même végétation, le ciel d'un bleu intense, l'air d'une pureté, d'une limpidité extraordinaires!

Puis, à quelques lieues de ce centre de haute civilisation, se trouvent d'immenses régions encore vierges, des arbres gigantesques, dans le creux desquels disparaîtrait une famille entière, des vallées riantes attendant encore leurs habitants. Tout cela est d'une beauté idéale, avec les derniers contreforts des Montagnes Rocheuses comme fond et les vagues bleues du Pacifique baignant les sables blancs des rives.

On aperçoit ici et là une petite vieille ville, à l'aspect espagnol, au nom sonore, avec son église qu'on nomme encore « la mission »; elle contient toute une population à moitié mexicaine, rebelle aux innovations, hostile à l'étranger, à l'Américain, dont la présence est une menace, dont l'activité dévorante aura

bientôt fait disparaître les derniers vestiges d'une race qui se meurt et qui ne sait pas se défendre...

Il semble, après avoir lu ses deux volumes, que nous en connaissions l'auteur, qu'en le rencontrant, par hasard, en pleine rue, nous le reconnaîtrions, si vivement nous a-t-il intéressés et émus. Beaucoup d'hommes ont été frappés des misères humaines, en ont souffert, ont cherché, selon leurs moyens, à les adoucir. Lui, a fait plus. Il a voulu pâtir avec les malheureux afin de les mieux voir à l'œuvre, de sentir leurs souffrances en les partageant, de connaître les tentations suggérées par la faim, le froid, la misère. Il s'est demandé s'il était possible, étant tombé très bas, de se relever, grâce à beaucoup d'énergie et de courage...

Ce n'était pas là jeu d'enfant. Plus d'une fois, Walter Wyckoff a senti faiblir son courage. Il s'est raidi toujours. Il a vaincu. Il est arrivé aux derniers jours de son long pèlerinage à travers le monde des misères humaines, et il lui reste surtout, de cette douloureuse expérience, une immense pitié pour les vaincus de la vie. Il n'a guère trouvé de remède au mal, à la souffrance, mais au moins le sentiment de la solidarité humaine, le plus noble de tous nos sentiments, se fait jour à chaque ligne de ce livre très simple, écrit au jour le jour, par un homme modeste autant que bon et qui dit à ses contemporains, aux riches, aux heureux de la terre : « Voilà ce que j'ai vu, ce que j'ai senti, ce que je sais. Voilà la plaie qu'il s'agit, sinon de guérir, au moins de soigner, de panser. Ces hommes qui souffrent sont vos frères, comme les miens — ne l'oubliez pas. »

Le jeune professeur de sociologie a fait là une « leçon de choses » qui lui fait le plus grand honneur et dont nous, du vieux monde, le remercions, tout comme les Américains, ses compatriotes.

Et c'est bien en Américain que parle M. Wyckoff. Il le proclame très haut dans ces dernières lignes de son beau livre :

Quelle révélation ! Après les interminables prairies, les montagnes sinistres et superbes, me voici dans les bois d'orangers de Riverside. Les derniers versants des montagnes s'étagent doucement, comme à la Riviera ; le ciel bleu et profond semble le ciel de l'Italie. Nous sommes au mois de janvier et un peu de jeune verdure se montre déjà, ici ou là, tandis que, vers les sommets, la neige étincelle sous le soleil.

Un je ne sais quoi d'étranger, d'espagnol, marque encore le pays : voici les vieilles églises des *missions*, les habitations faites de briques non cuites, avec des *patios* et ombragées de cèdres, et voici aussi l'élément américain qui s'affirme de plus en plus, qui bâtit des villes, plante des orangers, des oliviers et fait pousser la vigne...

Vers le soir, après une longue marche, je me trouve au-dessus de San Buenaventura. La ville s'étend à mes pieds ; la *mission* la domine de haut et forme un contraste étrange, grâce à sa forme vieillotte et ses murs en stuc, avec les rues tirées au cordeau de la ville moderne. Et au delà, le disque rouge du soleil couchant à moitié caché par les flots, s'étend superbe, immense, l'océan Pacifique ; l'embrasement fait paraître noirs les îlots près de la côte. Très vite, le soleil a disparu. Tout se fond dans cette lumière mourante, chaude encore, que l'on voit à Naples, par un beau soir de printemps.

Il y a dix-huit mois, je contemplais, par une matinée radieuse, le lever du soleil sur l'autre Océan. J'avais traversé mille lieues pour aller ainsi de la mer à la mer...

J'avais beaucoup vu, souffert un peu, réfléchi profondément. J'avais surtout appris à voir de très près le pays qui est le mien, à l'aimer avec passion, et cet amour de la patrie, si belle, si vaste, suscite en moi le désir ardent de la bien servir, de me montrer digne du titre glorieux de véritable Américain !

JEANNE MAIRET.

UNE PARTIE D'ÉCHECS

Légende dramatique.

PERSONNAGES

RENATO.	OLIVIERO, comte de Fombrone.
IOLANDA, sa fille.	FERNANDO, son page.
	UN VALET.

La scène se passe dans le château de Renato, dans la vallée d'Aoste, au XIVe siècle.

Une salle du château : les murs sont recouverts de tapisseries et le plafond est garni de poutres avec des baguettes découpées. Un grande cheminée sur le manteau de laquelle sont peintes les armes de la famille. Des escabeaux, des sièges en bois, sur lesquels sont placés des coussins d'étoffe avec les armes brodées, de grands fauteuils à dossier élevé, sculptés richement avec une bordure de bois à jour. En face de la cheminée une grande fenêtre à vitraux arrondis et retenus par des lames de plomb. Rideaux d'étoffe ; coffres, bancs en bois sculpté. Dans un coin de la pièce, auprès de la cheminée, s'ouvrent deux portes à deux battants : l'une conduit aux appartements intérieurs, l'autre à l'escalier. Sur une table est posé un échiquier.

SCÈNE PREMIÈRE

RENATO ET IOLANDA

Au lever du rideau, Renato et Iolanda se tiennent près de la fenêtre, comme pour interroger le temps. La fenêtre laisse passer une lumière froide et grise qui est réchauffée par la flamme ardente de la cheminée. Pendant la première scène les domestiques apportent deux candélabres à huile, en fer, et les posent sur la table.

IOLANDA. — La pluie continue, froide, sans trêve, et déplaisante.

RENATO. — Aujourd'hui de la pluie, Iolanda, de-

main nous aurons de la neige. Elle tourbillonne déjà dans les hauteurs de l'atmosphère, je la sens. La Becca était couverte ce matin.

IOLANDA. — Et toujours le vent!

RENATO. — Quelle heure est-il?

IOLANDA. — La seizième heure, mon père.

RENATO. — La nuit est déjà venue. Ma pauvre fille, que ton sort est pénible: vivre ainsi prisonnière ici avec un vieux gardien aux cheveux blancs, dans cette vallée ténébreuse demeure des ouragans! Quel brouillard épais! Écoute comme siffle le vent. La montagne résiste à son vieil ennemi et gémit sous ses coups. Les sapins font entendre leurs craquements. Combien d'entre eux sont couchés sur le sol!

IOLANDA. — Ce sera demain une bonne journée pour le forestier. Nous verrons ces sapins crépiter et se résoudre en fumée. Quelle est belle cette petite flamme bleuâtre qui se dégage des tisons lorsqu'ils sont près de s'éteindre! Quels beaux arbres! Quand ils brûlent sur les chenets je les regarde, j'écoute leurs longs soupirs, et je pense à la forêt où jadis ils élevaient leur tête. Combien d'avalanches n'ont-ils pas soutenues et quelles neiges ont couvert leurs feuillages! Il en poussera d'autres.

RENATO. — Ma fille, j'ai froid.

IOLANDA. — Venez, mon père, réchauffer devant le feu vos membres engourdis. Vous me raconterez les hauts faits de votre jeunesse ou bien la belle légende d'Arold et de son coursier. Nous appellerons pour nous tenir compagnie Cristoforo et Martino.

RENATO, *assis sous le manteau de la cheminée et regardant la flamme.* — J'ai vu bien des follets s'évanouir en s'élançant par la cheminée. Non, n'appelle personne, ma fille, c'est toi seule que je veux. Assieds-toi plus près de moi. C'est bien. Ainsi ma parole cherche le chemin le plus court pour arriver à ton cœur. Tu es ma fille chérie, Iolanda, le seul amour que j'aie sur cette terre, le seul, tu le sais. Quand tu es près de moi, ma fille, je ne pense plus à mes rides ni à mes cheveux blancs. Iolanda, je suis très vieux et je serais seul si tu me manquais. Une fois, pardonne-moi, j'ai désiré un fils qui fût comme toi noble et beau et qui pût transmettre à ses enfants la gloire de mon nom, pure et intacte comme je l'ai reçue de mes aïeux. Dieu ne m'a pas exaucé. Ses décrets sont impénétrables. Dans mon cœur, Iolanda, il n'y a pas de place pour deux amours. A présent, quand j'y pense, je suis irrité contre moi-même, car je t'aurais dérobé une grande part d'affection. Viens ici, ma fille, écoute-moi; tu es belle, bonne et chaste, ton nom vaut mieux qu'une couronne. Tu auras dix châteaux et de riches domaines; tu seras dame et maîtresse de toutes mes vastes possessions, mais...

IOLANDA. — Mon père, puis-je continuer? Si vous voulez m'entendre, je devine tout ce que vous voulez me dire.

RENATO. — Eh bien?

IOLANDA. — Il manque encore à votre fille un époux.

RENATO. — C'est vrai. Un chevalier noble et courageux qui, en te rendant heureuse, comblerait aussi mes vœux. Je suis au déclin de la vie. Quelque chose me dit que...

IOLANDA. — Je ne veux pas entendre de si pénibles paroles. Vous redeviendrez jeune avec l'année et les violettes.

RENATO. — Et puis ce château a trop d'échos, ces salles vides et sonores me font mal. Il faut des nids sur les vieilles poutres et des chansons; les galeries monotones doivent être remplies de cris. Il me manque des bambins qui viennent troubler mon sommeil. Tu le sais, on devient père pour être ensuite aïeul. Les vieux retombent dans l'enfance et aiment le badinage. Il leur faut des petits enfants, bien que ceux-ci crient souvent.

IOLANDA. — Je veux être seule à vous aimer.

RENATO. — Pourquoi? Dans tes enfants, Iolanda, je n'aimerais que toi. Tu es déjà trop âgée, tu es sérieuse, réfléchie, tu médites sur ce qu'il faut faire, c'est une mauvaise chose. Je te surprends parfois les yeux levés vers le ciel: dans ces moments-là, ma fille, tu ne penses pas à ton père. Après tout, tu es femme, et moi je suis un vieux paladin, aussi quand je t'embrasse, dois-je me courber vers toi. Et puis, dans cette vallée majestueuse et sombre, la solitude est trop grande et l'on ne peut s'y défendre de la peur. Tu ne connais pas les cieux étendus de la plaine ni les horizons dorés des lointaines contrées. Il y a des pays où les fleurs s'ouvrent toujours sous les doux baisers des zéphyrs. Mes châteaux sont tristes et déserts. L'étendue du ciel y est bornée à ce que le regard peut embrasser. Cette sombre montagne pèse sur nous plus que les années. Ici on vieillit plus vite que le temps, car le suave parfum des affections ne se mêle pas à la coupe de l'amour. Je suis mortel, ma fille, pense à toi-même.

IOLANDA, *souriant.* — Je fonderai un couvent pour me faire abbesse.

RENATO. — Tu ris, folle.

IOLANDA. — Eh bien! parlons sérieusement. Moi aussi, quand je suis seule avec moi-même en présence de Dieu, je songe parfois aux joies de l'amour et je sens mon âme s'endormir dans l'extase. Je rêve que la destinée conduit vers moi un jeune homme noble et beau qui franchit les fossés du château paternel. Je l'écoute, il murmure à voix basse à mon oreille des paroles plus ardentes et plus vivifiantes que la lumière du soleil. Je regarde ses yeux qui paraissent en feu et je me berce de visions cé-

lestes... puis peu à peu je me réveille, mais les salles du château paternel ne résonnent jamais sous les pas de cet être fort et beau.

RENATO. — Tu as repoussé le marquis d'Andrate; c'était un bon parti.

IOLANDA. — Je ne l'avais pas vu.

RENATO. — Et le duc de Rosalba.

IOLANDA. — Oh! le duc. Par ma foi, il était peut-être fort, mon père, mais beau!...

RENATO. — Une âme généreuse l'emporte sur la beauté.

IOLANDA. — Oui, mais je ne vois pas l'âme et je vois le personnage. Si j'étais telle que vous dites et que je ne suis pas, j'aurais le cœur animé d'une bonté divine et je trouverais un homme doué de qualités assez saintes pour pouvoir séparer chez lui l'âme de la forme extérieure. La beauté est l'impression qui arrête nos regards et ce n'est que plus tard qu'on cherche si les actions lui correspondent.

RENATO. — Et tu préfères passer la vie de cette manière, entre le fuseau et les broderies, entre l'aiguille et l'échiquier?

IOLANDA. — Oh! l'échiquier, justement vous m'en faites souvenir, je vous dois une revanche.

RENATO. — Non, restons-en là. Je n'y réussis guère; je ne suis pas de force avec toi. Depuis longtemps l'élève a dépassé le maître. Tu es comme la tour de Bard, on ne la prend pas. Cette gloire s'ajoute à celle de la famille. Donc, le duc de Rosalba?...

IOLANDA. — Ah! nous y revenons alors? Si je me souviens bien, vous m'avez dit un jour que vous me laisseriez maîtresse absolue de disposer de mon cœur et de ma personne.

RENATO. — C'est vrai; contrairement aux usages, je veux que tu sois maîtresse plus absolue de toi qu'une reine sur son trône. Je sais que plus d'un me blâmera, mais moi, qui ne prends que Dieu seul pour juge de mes actions, je pense que ton choix sera le sûr garant d'un nom sans tache et d'un cœur sans peur. Mais parmi tous les seigneurs qui s'assemblent à ma cour, je ne t'ai pas défendu de choisir un époux. Peut-être aimes-tu quelqu'un en secret.

IOLANDA. — Non.

RENATO. — Je te crois. L'amour d'un cœur altier apparaît sur le visage. Tu ne saurais feindre.

IOLANDA. — Je veux vous satisfaire. Choisissez-moi vous-même un époux, j'y consens. Je vous rends la liberté que vous m'avez accordée et j'attends mon sort de vos mains.

RENATO. — Merci, ma fille.

IOLANDA. — J'ai entendu la cloche de la tour.

RENATO. — Un châtelain du voisinage, qui vient me rendre le tribut d'hommages qu'il me doit.

IOLANDA, *à la fenêtre.* — Je vois plusieurs chevaux.

SCÈNE II

LES MÊMES, UN VALET, puis OLIVIERO COMTE DE FOMBRONE et FERNANDO.

LE VALET. — Le comte de Fombrone demande s'il peut voir mon noble maître.

RENATO, *à la hâte.* — Le comte de Fombrone!... Recevez-le tous avec honneur et qu'il soit chez moi plutôt le seigneur que l'hôte. (*Entrent Oliviero et Fernando.*)

RENATO *à Fombrone.* — Olivier, sois le bienvenu, mon noble et vieil ami; c'est jour de fête pour mon vieux château!

OLIVIERO. — L'amitié est l'aliment des joies les plus saintes et je ne l'ai jamais mieux éprouvé qu'en cet instant.

RENATO *prend Iolanda par la main et la présente à Oliviero.* — Ma fille Iolanda.

OLIVIERO, *en s'inclinant.* — Dieu a uni deux choses bien opposées: la rigueur de la neige et la beauté des roses.

RENATO, *à Iolanda en lui désignant Fombrone.* — Tu connais son nom; nous étions amis quand nos bras étaient robustes et nos épées vaillantes. Nous visitions les cours ensemble et nous faisons la guerre côte à côte. Le seigneur de Montferrat que nous avons vaincu le sait bien.

OLIVIERO, *présentant Fernando.* — Mon page Fernando.

RENATO, *après avoir regardé le page d'un air bienveillant et répondu à son profond salut par un signe de tête, se tourne vers Fombrone.* — Élevé à ton école il doit avoir la main prompte et la parole brève. Le sang engourdi se réveille vite près du feu. Les brises qui soufflent dans cette vallée sont piquantes. Versez-nous du Mommeliano. (*Les domestiques servent à boire.*)

OLIVIERO, *assis près du feu.* — Par Dieu, je le jure, ta fille est belle.

RENATO. — Parle-moi de toi, Oliviero, ton visage témoigne que tu as lutté avec les années et que, comme toujours, tu as été vainqueur.

OLIVIERO. — Le beau temps est passé.

RENATO. — Le chêne ne craint pas la gelée. Qui dirait à nous voir que nous sommes du même âge? Est-ce que ces journées qui sont si courtes ne t'ont pas causé quelque désagrément? Les routes sont longues, Fombrone, et peu sûres. J'entends parler souvent de vols et de rapines. Ne t'est-il pas arrivé d'accidents?

OLIVIERO. — Un peu plus, au pied de la montagne, à l'entrée de la vallée, je ne sortais pas sans être maltraité.

RENATO. — Comment? Raconte-nous cela.

Oliviero. — La solide épée et la vaillante ardeur de mon page Fernando m'ont tiré du péril. Nous venions à cheval, moi, mon page et deux serviteurs, quand un coup de sifflet aigu se fit entendre dans la forêt. Nous levâmes la tête et nous vîmes déboucher sur le bord de la route une troupe de dix brigands armés. Nous nous arrêtâmes, leur chef s'approcha de nous et d'un air arrogant nous ordonna de le suivre. Fernando alla vers lui à pas lents. « Oui, nous te suivrons, mais montre-nous le chemin », lui dit-il, et d'un seul coup il l'étendit à terre. — Aussitôt les autres brigands s'approchèrent d'un air menaçant, moins pour venger leur chef ensanglanté que pour s'emparer du butin convoité. C'étaient neuf gaillards bien armés et résolus, et nous étions quatre et moi, vieux et ne connaissant pas ces chemins pleins de broussailles. Mon page me regarda, puis s'approcha de moi comme pour recevoir quelque chose en cachette. Puis il éperonne son cheval et le lance au galop, cinq bandits se précipitent après lui, et nous restons victorieux, mais sans gloire et en sécurité.

Iolanda. — Fut-il rejoint par les bandits?

Oliviero. — Après avoir couru un moment il se retourna. La bande venait vers lui en souriant d'un air dédaigneux; il leur fit sentir le choc impétueux de ses armes. Il était seul, planté comme un centaure antique sur le dos de son coursier. L'ennemi qui l'entourait poussait des hurlements furieux. Lui, prompt à la parade et terrible à l'attaque, occupait par de lentes manœuvres toute la largeur du chemin. Il avait déjà rompu son épée à force de porter des coups furieux quand, nous étant débarrassés des quatre bandits qui étaient devant nous, nous arrivâmes près de lui. Les brigands prirent alors la route de la montagne en laissant trois des leurs morts sur le terrain.

Iolanda. — Et ne fûtes-vous pas blessé?

Oliviero. — Moi, non, mais Fernando reçut à la poitrine une écorchure qui est guérie aujourd'hui. Est-ce vrai?

Fernando. — Oui, comte.

Renato. — Donne-moi la main, jeune guerrier. Tu es un brave; chez toi le bon sens est égal à l'ardeur. A ton retour ton père sera content de t'embrasser.

Fernando. — Je n'ai pas de père, seigneur.

Renato. — Si jeune! Tu as du moins une mère?

Fernando. — Non plus et je n'en eus pas.

Renato. — Quel est ton nom?

Fernando. — Fernando. Le sort me fut contraire. Si un jour j'ai des armoiries je porterai la barre noire.

Renato. — Tu es du sang des princes!

Fernando. — Si Dieu me donne vie, je ferai en sorte qu'on se glorifie d'être de mon sang.

Renato. — Voilà de fières paroles.

Fernando. — On peut me permettre cette assurance puisque tout ce que je suis je ne le dois qu'à moi-même.

Renato. — Tu es jeune et ardent, ton âme est franche et hardie, tu apprendras avec les années la science de la vie; mais je vais te donner un conseil, moi, qui ai beaucoup vécu: il vaut mieux ne pas se vanter, la chose en est plus glorieuse.

Fernando. — Je pense que l'assurance convient à un jeune homme pourvu que les lèvres ne promettent pas plus que le bras ne peut tenir.

Renato. — Ne te fâche pas, Fombrone; si je blâme ses défauts, j'aime sa valeur, mais son orgueil me déplaît.

Fernando. — Je respecte en vous l'antique valeur et le nom du meilleur ami de mon maître, mais je n'ai pas coutume de baisser la tête et, de toutes mes qualités, la première c'est l'orgueil.

Renato. — Que sais-tu de la vie, enfant? qui te l'a apprise? Parce que tu as la joue en fleur et l'œil enflammé, parce que la vigueur de la jeunesse te rend fort contre les périls, parce que la nature entière sourit à tes regards, parce qu'en contemplant le destin qui s'avance tu te sens un bras nerveux et au cœur une espérance, parce que ta nuit sereine n'a que des étoiles, parce que, si ta lèvre a soif, ta coupe est toujours pleine, tu te lances follement et avec ardeur contre l'avenir et tu cries au destin: Je veux et je n'ai pas peur. Mais ne sais-tu pas, enfant, ne te l'a-t-on pas encore dit, que le chemin est très long, que la vie n'est qu'une heure, et qu'avant d'arriver au but convoité tu auras les mains déchirées, le visage ensanglanté, que tu devras dévorer l'injure et l'affront, qu'aujourd'hui tu t'appelles l'aurore et que demain tu te nommeras le soir? J'avais, moi aussi, l'âme pleine de splendides chimères; quand les bannières belliqueuses flottaient au vent, je sentais les frémissements généreux et la soif des périls, mes mains inquiètes s'agitaient et brandissaient la lance; au seul mot de gloire mes yeux brillaient de l'ardeur de la victoire. Mais un jour, selon la loi de la nature, ma force m'abandonna, mon épée devint pour moi un lourd fardeau, mes illusions s'évanouirent, les mouvements de mon cœur s'arrêtèrent,... et mes rêves de gloire n'étaient par encore réalisés.

Fernando. — Vieillard, tu es grand et noble comme personne ne le fut jamais. Je dirai un jour avec orgueil: Je l'ai vu et je lui ai parlé. Tes paroles sérieuses sont celles d'un voyant. Oui, tes sages conseils, je les conserverai toujours dans mon esprit, mais mon sort ne ressemble pas au tien. En naissant tu avais un nom, un toit, une famille, ce fut un père qui t'apprit la vie, la grandeur de tes ancêtres fut l'aiguillon qui te poussa aux grandes actions. Les

armes furent pour toi un jeu avant d'être une carrière. Pour moi, j'ai grandi seul, pas même orphelin et jamais enfant. A l'âge des sourires, des baisers, des caresses, je n'ai connu que la colère, je n'ai connu que les plaintes. Je n'avais pas eu de nom à rendre illustre, à conserver sans tache comme un legs sacré. Je n'avais pas un père qui, pour récompenser ma valeur, déposât un baiser sur le front du jeune vainqueur. En revenant du camp, je ne trouvais pour me réconforter que les soins mercenaires d'un foyer étranger. Tandis que la gloire de tes illustres aïeux te soutenait, je dus tout acquérir à force de travail et de bon sens, Personne ne me fit connaître l'honneur, personne ne me parla de Dieu. L'honneur, la science des armes, la fidélité sont mon héritage. J'ai laissé des lambeaux de ma chair dans plus d'un combat, j'ai laissé des lambeaux de mon cœur au pied de plus d'un blason. Confiant dans ma destinée, je n'ai porté envie à personne, malgré les insultes cruelles des grands. Dans ma solitude, je mettais mon orgueil à surmonter les obstacles que je rencontrais sur mon chemin, et maintenant que, par ma volonté, ma route se trouve dégagée, que je suis page et que je deviendrai écuyer, maintenant que je suis près de gagner les éperons d'or, ce qui est pour moi le plus grand de tous les trésors, il faudrait me modérer et rester muet? Non, non, je ne le puis. Je me suis tu pendant bien des années; aujourd'hui je suis fort, mon épée n'a pas d'égale au monde, et ce n'est pas une entreprise facile que de me défier au combat. La flèche ne sort jamais en vain de mon carquois, elle pénètre dans le but le plus étroit. Si je décoiffe le faucon, il ne s'égare pas et revient à terre avec sa proie. Je n'ai pas délaissé non plus les beaux-arts et je sais sur mon luth accompagner les chants. En chantant des ballades, je puis ravir la pensée. Je sais parler d'amour comme les trouvères, j'ai rompu plus d'une lance dans les tournois et j'ai attiré les regards de plus d'une belle châtelaine.

Renato. — Par Dieu, tant d'audace ne me plaît pas, il faut que je te mette à l'épreuve, car si tu succombes...

Fernando. — Seigneur, je suis à vos ordres. J'accepte avec plaisir tout ce que vous voudrez essayer; mais permettez-moi de vous faire connaître tous mes talents, puis vous me mettrez alors à l'épreuve, je ne vous demande rien de plus. Pour savoir attaquer et me défendre j'ai appris la marche difficile des échecs et personne ne peut me vaincre.

Renato. — Puisque tu n'as pas trouvé de rival, nous te verrons à l'œuvre, homme habile en toute chose. Et toi, ma fille, enseigne-lui, et ce sera glorieux pour toi, comment on peut vaincre sans chanter victoire. (*A Fernando.*) Nous allons voir ici ce que vaut ta science. Tu perdras, je te le prédis.

Fernando. — Nous verrons... et l'enjeu?...

Renato. — L'enjeu... Si tu gagnes, je te donne pour épouse ma fille Iolanda.

Fernando. — Et si je perds?...

Renato, *le prenant à part, et à voix basse.* — La mort.

Fernando. — L'offre est trop belle pour refuser.

Renato. — Tu acceptes?

Fernando. — J'accepte, comte.

Renato. — Si tu perds...

Fernando. — J'aurai perdu et vous ne m'entendrez pas me plaindre ni maudire le sort. Si je n'ai pas appris à vivre, j'ai appris à mourir.

Renato. — A toi, ma fille. (*Les deux jeunes gens s'apprêtent à jouer.*)

Fernando, *à Renato.* — Excusez ma hardiesse, mais une telle partie exige toute l'attention du joueur. Le comte de Fombrone vous attend près du feu. Vous causerez ensemble de votre jeunesse. Il faut que nous soyons seuls ici. — (*Le guéridon sur lequel ils jouent est près du bord de la scène, tandis que la cheminée est au fond. Oliviero est près du feu.*)

Oliviero. — Mon page a raison.

Renato. — Me voici. Buvons encore, Fombrone.

Oliviero. — Tu as été sévère pour lui.

Renato. — Trop, peut-être?

Oliviero. — Non. Moi aussi, je lui ai fait souvent des remontrances et lui ai parlé sérieusement, mais il est si beau d'avoir confiance dans l'avenir! Celui qui n'a pas éprouvé de désappointements est si pur. La joie est si complète dans cet œil noir, la pensée est si vive sous cette chevelure touffue. Je l'ai vu à l'œuvre et je le sais fort et audacieux. Son esprit hautain et loyal me plaît et me rappelle les jours de ma jeunesse.

Renato, *à part.* — Comme il brave la mort avec une fermeté héroïque.

Oliviero. — Tu réfléchis?

Renato. — Point du tout.

Oliviero. — Et pourtant je lis dans tes yeux.

Renato. — Je voudrais qu'il fût vainqueur.

Oliviero. — Et il épouserait ta fille?

Renato. — C'est vrai.

Oliviero. — Il faut avouer qu'elle joue à merveille, Et tu as offert au vainqueur une récompense comme celle-là? Et toi, s'il perd, qu'auras-tu?

Renato. — Rien.

Oliviero. — Vraiment, rien?

Renato, *se parlant à lui-même.* — Non, je ne veux rien, une telle condition n'est pas possible.

Oliviero. — Eh! Renato, prétends-tu reprendre ta parole?

Renato. — Mais s'il me la rend. (*Ils continuent à parler à voix basse.*)

IOLANDA. — Qu'as-tu, page Fernando? Tu ne joues pas et tu gardes le silence.

FERNANDO. — Moi? Je regarde tes yeux qui sont si beaux!

IOLANDA. — Et moi, je n'ai pas de peine à prendre tes pièces. Tu as déjà perdu une tour. Je fais échec à ton fou, si tu ne le mets bientôt à l'abri. Fais attention aux pièges.

FERNANDO. — Merci, belle Iolanda. Je pensais à mille choses lointaines, et je gardais le silence avec la triste certitude que je vais perdre. Me voici tellement aventuré que je n'ai pas fait un pas.

IOLANDA. — Veux-tu, page Fernando, que nous changions de jeu?

FERNANDO. — Non, garde ton jeu et laisse-moi le mien.

IOLANDA. — A toi. Ne trouves-tu rien qui t'arrête? Oh! l'étourdie que je suis. Tu vois que je suis en faute. Je fais échec à ton fou, mais je découvre mon cavalier.

FERNANDO, *prend le cavalier.* — Je n'oserais pas le prendre, je l'accepte comme un don.

IOLANDA. — Tu vois comme je suis une adversaire qui joue étourdiment, pourtant ne crois pas que je l'aie fait par erreur.

RENATO, *s'approchant.* — Comment va la partie?

FERNANDO. — Je perds.

RENATO, *satisfait.* — Alors, mon fils, arrêtons-nous là. Finissons le jeu, la gageure était une plaisanterie.

FERNANDO. — Le croyez-vous? Avec vous, noble seigneur, je n'oserais pas plaisanter sur ce sujet ni d'ailleurs avec personne au monde.

RENATO. — Tu perds, tu viens de le dire, toi-même.

FERNANDO. — Bien que je perde, je ne réclame aucune grâce, car si j'avais été vainqueur j'aurais hautement fait valoir tous mes droits.

RENATO. — Cesse de tenter le sort, page, cesse.

FERNANDO. — Je le tenterai et puisque j'ai donné ma parole, seigneur, je ne me repens pas.

RENATO. — Comme tu voudras (*Il s'éloigne et revient.*) Non, tu es jeune, mon fils, et plein de hardiesse. Je n'aurais pas de repos s'il t'arrivait malheur. Ne sois pas si fier, rends-toi à mes conseils. Je te prie comme je le ferais avec mon fils. Il en est temps, retire-toi, tu sais ce qui t'attend. Allons, Iolanda, aide-moi, dis-lui de céder à mes avis.

IOLANDA. — Pourquoi m'exposer à un refus? Il peut en un instant reprendre le terrain perdu.

RENATO. — C'est la vanité de vaincre qui te fait parler ainsi.

IOLANDA. — Oh! mon père.

RENATO. — Mais tu ignores que s'il perd il doit...

FERNANDO, *l'interrompant.* — Comte... Vous faites une tentative inutile, personne ne peut m'arracher du cœur une promesse que j'ai faite.

RENATO. — Je t'abandonne à ton étoile.

(*Renato retourne près de Fombrone avec lequel il cause à voix basse. Iolanda et Fernando jouent pendant quelque temps sans parler.*)

IOLANDA. — Que voulait dire mon père avec ces mots : s'il perd il doit...?

FERNANDO. — Rien que je sache... bagatelles...

IOLANDA. — Et pourtant il avait l'air de parler sérieusement et tu l'as interrompu tout troublé. Que perds-tu, si tu perds?

FERNANDO. — Rien qui me tienne au cœur.

IOLANDA. — Mon père craint que tu ne sois vaincu. Je ne sais pourquoi, Fernando, je suis pensive et affligée.

FERNANDO. — Belle Iolanda, réjouis-toi; c'est pour moi que sera la défaite.

IOLANDA. — Oh! pourquoi t'affliges-tu par de tristes présages?

FERNANDO. — Moi? Je regarde tes yeux qui sont si beaux.

IOLANDA. — Tu as l'air triste, pourquoi? Peut-être ta blessure te fait-elle souffrir?

FERNANDO. — Précisément... Que la vie est belle! (*Silence.*)

IOLANDA. — Sage Fernando, ta patrie est-elle loin d'ici?

FERNANDO. — Je suis né dans un pays où l'air est doux et tiède, où la terre est pleine de chansons et de fleurs, où les amours sourient dans le sein des Muses, où les pâles oliviers se mirent dans la mer, où les collines sont couvertes de palmiers et d'orangers, où tout est parfumé, où tout est plein de sourires; le paradis ne saurait rien offrir de plus beau; les brises sonores de l'océan y soupirent, et ce beau pays est loin, bien loin.

IOLANDA. — Les dames y sont sans doute amoureuses et gentilles?

FERNANDO. — Oui, disposées à l'amour, mais folles et oublieuses. Oui, mon soleil de feu nourrit des beautés présomptueuses; oui, ces lèvres ardentes appellent les baisers. Mais nous, grandis aux ardeurs du Midi, au milieu des fleurs enivrantes et parées des plus vives couleurs, nous aimons leur pétales flexibles et pâles, nous aimons les étoiles, ces blanches corolles des cieux glacés. Nous aimons une tresse blonde, un œil bleu, un visage blanc et un mol abandon. Là se développent les fantaisies enflammées de la pensée plus vives qu'une chevelure brune ou qu'un œil noir. La mer lointaine de mon pays est azurée, les montagnes bleuâtres se voient de loin et les couchers de soleil sont d'or. (*Silence.*) Tu es belle, Iolanda.

IOLANDA. — Comme tes paroles sont douces!

FERNANDO. — Écoute... As-tu jamais pensé qu'on puisse mourir avant d'avoir éprouvé ce que c'est que

l'amour ? avant que les racines du cœur se soient épanouies au soleil, avant qu'on ait murmuré les plus ardentes paroles, avant d'avoir savouré une part du soleil ?

IOLANDA. — Oh ! non.

FERNANDO. — Non, n'est-ce pas ? Quand ce ne serait qu'une heure, une heure de cette ivresse qui les surpasse toutes, mes yeux fixés une heure sur les tiens et puis vienne la mort !

IOLANDA. — Nous mourrions tous les deux !

FERNANDO. — Que tes cheveux sont soyeux !

IOLANDA. — Pourquoi parles-tu de mort comme si tu avais à te plaindre de la destinée ?

FERNANDO. — Comme ton sourire est doux !

IOLANDA. — Pourquoi, page Fernando, me regardes-tu si tristement ?

FERNANDO, *se remettant.* — Pour rien... Je pensais à des espérances impossibles, à des désirs confus... Jouons, j'ai fait un songe d'or.

IOLANDA. — Pourquoi soupires-tu ?

FERNANDO. — Je soupire après le repos, après ma patrie lointaine.

IOLANDA. — Et les regards des belles châtelaines ?

FERNANDO, *en montrant le jeu.* — Allons, c'est toi qui perds maintenant.

IOLANDA. — Tu te hâtes de m'en avertir, la victoire paraît te faire peur.

FERNANDO. — Oh ! non, mais tu ne sais pas, Iolanda, que j'ai joué ma vie. Tu ne sais pas que si je perds tout est fini pour moi. Tu ne sais pas que tu es belle comme personne au monde, que j'aime ton front blanc et ta chevelure blonde, que je suis seul au monde, si tu n'as pas pitié de moi.

IOLANDA. — Et toi, aveugle, ne vois-tu pas que depuis une heure je suis toute troublée du désir de savourer cette ivresse qui surpasse toutes les autres ?

OLIVIER, *à Renato.* — Regarde comme il est pensif, la tête inclinée.

RENATO. — Comment va la partie ?

FERNANDO, *en souriant.* — Échec à la reine.

IOLANDA. — Écoute-moi, Fernando. C'est la première fois que j'entends une parole d'amour. Si tu savais comme j'y ai pensé souvent. Ta mâle prestance, tes nobles accents ! Combien de fois assise sur la terrasse, le soir, au lieu du rythme monotone de la prière, ai-je murmuré des paroles enflammées et entrecoupées, demandant au ciel un rayon dans ma nuit. Si tu savais comment derrière les vitres se passaient longues et froides mes journées de veuve ! Quand je voyais une femme avec un enfant dans les bras, quand les bruits d'un festin nuptial arrivaient à mon oreille, je regardais mes vêtements, mes colliers, mes bagues, et je me trouvais plus pauvre qu'une humble servante. Je me sentais au cœur un secret effroi et c'est en vain que je me réfugiais dans l'affection paternelle. Des marquis et des comtes sont venus demander ma main, mais je les ai tous refusés par suite d'une répugnance dont je ne me rendais pas compte. Tu es venu, Fernando, toi qui est fort et beau, et dans mon âme une voix m'a crié aussitôt : C'est celui-là !

FERNANDO. — Ta main, Iolanda, ta main blanche et douce. Ne considéreras-tu pas comme au-dessous de toi le sort d'un humble page ?

IOLANDA. — C'est le destin qui nous unit dans sa sagesse; Regarde, deux coups encore et la victoire est à toi.

RENATO, *s'approchant.* — Où en sommes-nous ?

IOLANDA, *en souriant.* — Père, votre fille, jusqu'ici invaincue, prépare le déshonneur de sa première défaite.

RENATO. — As-tu perdu ?

IOLANDA. — Pas encore, mais je perdrai.

RENATO. — Fernando, écoute-moi, arrête-toi, je n'étais pas sérieux quand je t'ai offert cette lutte. Choisis parmi mes châteaux le plus fort et le plus riche, il est à toi ; mais si tu tiens cette proposition pour impossible, rends-moi ma parole, je te ferai riche et noble... C'est un père qui te le demande.

FERNANDO. — Seigneur, à une telle offre, je ne ferai qu'une réponse... J'aime votre fille. Comte, j'ai votre parole.

RENATO. — Je la tiendrai, mais si tu écoutes la voix de l'honneur, si tu nourris dans ton cœur un peu d'affection pour ma fille, réfléchis, et si je te rappelle de tristes choses, pardonne-moi. Pense qu'elle a refusé une couronne ducale, qu'elle est tout ce qui reste d'une antique lignée. Réfléchis que plus d'un prince aspire à sa main. (*Fernando hésite, Iolanda s'en aperçoit et, par ses gestes, le pousse à jouer.*)

IOLANDA, *à voix basse.* — Joue, Fernando.

RENATO. — Un jour, page, tu seras peut-être un chevalier riche et puissant, mais jusqu'à ce jour...

IOLANDA, *à voix basse.* — Joue, joue un coup seulement.

RENATO. — Fernando, tu n'es encore qu'à l'aurore de la vie. Iolanda est belle et riche et... c'est son père qui te le dit, elle ne pourrait être longtemps heureuse avec toi. (*Pendant que Fernando hésite, Iolanda lui prend doucement la main et en cachette joue un coup pour lui.*)

IOLANDA. — Père, le conseil vient trop tard, ce qui est fait est fait, votre honneur est engagé.

RENATO. — Que dis-tu ?

IOLANDA, *se levant, et tous avec elle.* — Échec et mat !

OLIVIERO. — Fernando a eu dans son jeu le démon et l'amour.

IOLANDA, *à Renato.* — Vous m'offriez un époux, nous l'avons choisi à nous deux.

RENATO, *apaisé.* — Est-ce ainsi que tu te montres honteuse et affligée ?

IOLANDA, *embrassant son père et donnant la main à Fernando.* — Celui qui l'emporte est de la famille et il n'y a pas de défaite.

RENATO, *à Fernando.* — Puisque Dieu ne t'a pas accordé un nom glorieux, trouves-tu le mien suffisamment illustre ?

FERNANDO. — Seigneur !

RENATO. — Sois brave à l'action et sensé au conseil, et je remercierai le Ciel qui m'aura donné un fils.

(*Fernando s'agenouille aux pieds de Renato qui lui pose la main sur la tête, puis il se lève et se tourne vers Iolanda sans dire une parole.*)

IOLANDA. — Page Fernando, tu me regardes encore et ne dis rien.

FERNANDO. — Je regarde tes yeux qui sont si beaux !

GIUSEPPE GIACOSA.

(Traduit de l'italien par M. Garnault.)

LIVRES NOUVEAUX

Praticiens politiques.

M. Ernest-Charles donne une réplique à son premier volume que nous avons analysé ici et qui avait pour titre : *Théories sociales et Politiciens.*

Est-il aussi bon que le premier ? Assurément. Je crains toutefois que M. Ernest-Charles n'ait été pressé de profiter du succès très légitime que le premier avait obtenu. Vous vous rappelez que l'ironie et le sarcasme étaient les charmes essentiels du premier ouvrage de M. Ernest-Charles et, en même temps, n'allaient pas pour le lecteur sans une certaine fatigue. M. Ernest-Charles ne s'est ni privé de cet attrait, ni débarrassé de ce défaut. Seulement, ici, le sarcasme se continue et les sarcasmes se répètent. Le sourire devient ricanement perpétuel et le ricanement finit par se fixer en un rictus presque immobile.

Il y a peut-être un certain talent verbal à trouver trois cent quatre-vingt-sept manières de dire que Gambetta était déclamateur ; mais on se contenterait presque que cela fût dit une seule fois ; et sans doute c'est une façon un peu singulière d'incriminer Gambetta de phraséologie que de délayer en cinquante-quatre pages cette unique idée qu'il était phraséologue. On aimerait mieux que cela fût tranché d'un apophtegme à la laconienne.

D'autant plus que précisément c'est par apophtegmes que cela est tranché ; mais les apophtegmes se succèdent les uns aux autres indéfiniment pour dire exactement la même chose, et c'est une amplification par répétition prolixe de formules brèves, et ce sont soixante pages de concisions successives ; et c'est peut-être la plus fâcheuse manière d'être long ; et celle même de Gambetta agréerait mieux.

Ajoutez que l'ironie de M. Ernest-Charles s'applique surtout à la manière d'écrire de ceux qu'il attaque et triomphe à sertir ingénieusement et à étaler, ainsi enchâssées, des incongruités de syntaxe. Et je veux bien ; mais comme il faut mettre le poids d'une langue exemplaire dans les corrections qu'aux autres on veut faire, il ne faut pas, quand on démontre que Gambetta parlait un français douteux, le prouver par des phrases comme celle-ci : « En vain leur empruntait-il leurs sentimentalismes et s'efforçait-il à diriger leur activité souveraine vers de durables manifestations » ; ou comme celle-ci : « On déplorerait avec chagrin la déprimante action des politiciens sur son âme, s'il n'*en* avait accéléré très décidément lui-même les reprochables effets » ; ou comme celle-ci : « Il ne veut point s'attarder aux illusoires manifestations dont le seul sentimentalisme vivifie la portée fugitive ». Ces trois phrases sont-elles de Gambetta ? Sont-elles de M. Charles ? Elles ne sont pas de Gambetta ; mais M. Charles conviendra qu'elles pourraient être attribuées à Gambetta avec quelque apparence. Elles sont très vraisemblablement gambettines.

Ce n'est pas que le livre de M. Ernest-Charles soit d'un homme médiocre ; et l'horreur mille fois exprimée que M. Charles éprouve à l'endroit de la « médiocrité » des politiciens, il a, certainement, le droit de la ressentir ; mais si l'ouvrage marque un esprit distingué, décidément je me demande un peu, comme je me le demandais déjà pour le premier volume, s'il nous révèle un esprit juste. J'ai quelques doutes.

Par exemple, pour m'en tenir aux morts, parce que j'avoue que je m'occupe assez peu de politique contemporaine et que je pourrais être un peu incompétent sur MM. Clémenceau, de Freycinet et Millerand ; pour m'en tenir donc à Gambetta et Jules Ferry, M. Charles n'a aucune expression de mépris assez forte pour caractériser comme elle le mériterait la nullité de Gambetta et il professe pour Jules Ferry une assez haute admiration.

Je crois que tous les hommes de mon âge seront un peu surpris de l'immense, de la gigantesque préférence que M. Charles accorde à l'estimable Jules Ferry. J'accorde que Gambetta n'avait pas d'idées. C'est ce que j'ai dit continuellement depuis 1870 et par conséquent... J'accorde qu'il était d'une ignorance encyclopédique ; que ses connaissances historiques ne remontaient pas au delà de 1865 ; que sa géographie était faible et que sa philosophie était aussi improvisée que ses toasts.

A ce propos j'ai une anecdote, parfaitement fausse j'en suis sûr, comme toutes les anecdotes, mais qui a couru dans mon temps. A ce titre c'est historique. Le vieux Thiers, après le 24 Mai, croyait avoir encore assez d'avenir pour remonter une fois de plus au pouvoir, et il composait d'avance son ministère, en causant, entre amis : « Gambetta? Eh bien! Gambetta, je crois bien que je le mettrai aux Étrangères. Il faut lui faire connaître l'Europe... » Un temps, un sourire, à la manière de Talleyrand, qu'il aimait à imiter; et puis : « Il faut lui faire connaître l'Europe... Oui... Il ne sait pas où c'est. »

J'accorde donc que Gambetta avait un minimum d'idées politiques et généralement quelconques un peu inquiétant, et un minimum de connaissances auprès de qui zéro pouvait ressentir quelque fierté. Cela ressort tellement de la lecture attentive des discours de lui qu'on a eu la folle imprudence de publier, qu'il faut bien en demeurer à très peu près d'accord; et là-dessus, si l'on me poussait, je ne sais pas si j'atténuerais les jugements de M. Ernest-Charles ou si j'y ajouterais quelque chose.

Mais, cependant, — sans parler des admirables qualités de cœur de Gambetta, que M. Charles reconnaît mais qu'il ne peut pas avoir senties et sentir encore comme nous et qui le font vraiment sacré pour nous autres; — il est inouï qu'on se permette de parler de Gambetta sans dire ce qu'il a fait et de quelle manière il l'a fait. Nous avons affaire à un homme uniquement de parole et d'action, qui par la parole et par l'action a fondé la République. Vous appréciez sa parole et vous dites qu'elle fut diffuse et incorrecte. Soit. Ce n'est pas moi qui m'inscrirai en faux. Vous dites d'un mot son œuvre : il a fondé la République. Bien. Mais il faudrait nous dire comment.

Il faudrait nous expliquer cet immense ascendant qu'il a eu sur les hommes, et nous le montrer un peu dans le détail de ses manipulations quotidiennes. Vous dites bien vite : Il fut un manieur d'hommes. Oui, mais comment? Avec cela qu'il est manieur d'hommes qui veut! Il fallait nous expliquer, puisqu'il était manieur d'hommes, comment il les maniait. Il fallait nous le montrer dans cette admirable intrigue de la nomination des inamovibles, qui a tout simplement fondé le gouvernement où nous sommes. Il fallait nous le montrer faisant accepter à la démocratie l'institution du Sénat, du « grand conseil des communes de France »; il fallait nous le montrer, ce que, cependant, personne après lui n'a pu faire, constituant et retenant ferme une majorité républicaine qui fût un parti de gouvernement.

Voilà le manieur d'hommes, de premier ordre, et, sans doute, il vaudrait mieux, avec cela, être aussi un penseur et un historien comme Guizot, ou un historien et un administrateur comme Thiers; mais ce n'est pas caractériser un homme que de dire ce qu'il n'a pas été.

Gambetta a été un pur politicien, un manœuvrier de la politique, un Mazarin; mais il l'a été merveilleusement. Et il faut se demander par suite de quelles qualités il a été cela. Eh bien, ignorant, incapable d'idées générales, parlant, quoique avec feu et un organe incomparable, un charabia abominablement vulgaire, il était extrêmement intelligent; voilà ce qu'il faut savoir dire.

Il avait *de l'action* sur les hommes par sa cordialité et son don inouï d'être sympathique de prime abord; il avait de l'action sur les hommes par sa bonté vraie, profondément vraie, et par son ardent patriotisme; mais avec cela on est aimé, et rien de plus, ce qui du reste est quelque chose. Mais encore, mais surtout, avec sa bonté et sa chaleur de cœur, il était extrêmement fin et admirable connaisseur d'hommes. A chacun il savait parler juste le langage qu'il lui fallait et de chacun il savait tout de suite exactement tout ce qu'il pourrait tirer et la manière dont il fallait s'y prendre pour en tirer tout ce qu'il contenait. Personne ne fut plus pénétrant et plus rusé avec une parfaite et sincère bonhomie. C'était un Mazarin avec la cordialité sympathique d'un Danton. Il y avait en lui tout ce qu'il faut d'un Italien sans ce qu'il n'en faut pas, et tout ce qu'il faut d'un Français corrigé par ce qui trop souvent nous manque. C'était une réussite admirable de la fusion des races.

Eh bien! ces qualités-là, quand du reste elles s'accompagnent d'une éloquence naturelle, et uniquement naturelle je le reconnais, mais extraordinaire, font un homme qui a sur ses compatriotes une influence incomparable et dans la marche des événements une part énorme. Voilà ce que, en tenant compte de tout le détail qui l'explique et le met en lumière, il fallait me montrer. C'est trop simple de ne voir dans Gambetta que l'homme des balcons, qui brandit sur les foules des phrases creuses. M. Ernest-Charles ne nous a montré que la façade de Gambetta. C'est qu'il a cru qu'il était tout en façade. A mon avis, c'est là l'erreur.

Et l'injustice de la chose éclate bien mieux quand M. Ernest-Charles en arrive au portrait de Ferry. Ferry pour lui s'oppose à Gambetta et l'écrase par le parallèle. Ferry, lui, c'est le penseur, le théoricien, l'homme des idées puissantes et puissamment liées; le grand cerveau de la troisième République. Vraiment il y avait tout à l'heure excès en moins, j'ai peur qu'il n'y ait maintenant excès positif. Quelles sont donc ces si grandes idées de Jules Ferry? L'anticléricalisme et la mégalomanie coloniale. En vérité j'ai quelque soupçon que Gambetta était capable de les avoir et qu'il les a eues. Il a crié : « L'anticléricalisme voilà l'ennemi », tout aussi bien que Jules Ferry; et s'il n'a

pas inventé l'article VII, il en a été partisan tout comme un autre. Je ne vois ni le génie de Jules Ferry à trouver des choses de cette force, ni sa supériorité sur Gambetta, consistant à les trouver.

Et encore la politique coloniale, qui est la véritable invention de Jules Ferry, et que Gambetta, toujours les yeux tournés vers « la ligne bleue des Vosges », n'approuvait qu'à moitié, n'a pas donné des résultats assez manifestement merveilleux pour que nous puissions décider si celui-là est supérieur qui l'a inventée ou celui-là supérieur qui y était plutôt hostile.

Non, les grandes idées de Ferry ne me remplissent pas d'un respect religieux.

Au fond, si vous voulez mon sentiment personnel, où je n'engage, bien entendu que moi, je crois que Ferry fut aussi ignorant et aussi indigent d'idées que Gambetta et qu'à ces deux points de vue il n'y a pas à accabler l'un sous le poids de l'autre. Mais, comme qualités proprement dites de politicien, c'est une autre affaire, et ici je suis sûr d'une chose, c'est que Gambetta était incomparablement supérieur à son rival et ami.

Autant Gambetta était merveilleux pour conquérir du premier coup les sympathies, autant Ferry était admirable pour se les aliéner de prime abord et pour maintenir indéfiniment cette impression. Autant Gambetta était éloquent avec incorrection; autant Ferry était, avec une incorrection égale, dénué d'éloquence entraînante et persuasive. Autant Gambetta se connaissait en hommes et avait l'art de les manier conformément à ses desseins, autant Ferry était incapable de pénétrer les ressorts intimes des hommes et de les prendre en main et d'en jouer. Autant Gambetta était habile naturellement, sans effort et comme sans s'en douter, autant l'autre était né maladroit et semblait avoir cultivé diligemment ces dispositions naturelles à manier lourdement les individus et les foules.

Je ne vois, d'après mes souvenirs, qu'un talent que Ferry possédât et que Gambetta n'avait pas. Ferry savait écouter. Il écoutait bien, longtemps, patiemment, diligemment. C'était une de ses forces. Il emmagasinait aussi pas mal de choses. Gambetta était incapable d'écouter. Il ne s'écoutait même pas lui-même, ce qui est à son honneur. Mais encore, il avait une telle promptitude d'assimilation, que je crois bien qu'il écoutait tout en parlant et qu'il faisait son profit de ce qu'on lui disait au travers de ce qu'il disait lui-même.

Non, le parallèle entre Gambetta et Ferry au profit et à l'apothéose de celui-ci ne me paraît pas très heureux.

Il y a mieux dans ce volume, instructif et très souvent divertissant. L'introduction, qui est une étude sur les vices du gouvernement parlementaire, est très solide et est à méditer tout entière, comme elle fut évidemment très méditée, et sur le vif. L'étude sur M. Poincaré est très fine et pénétrante et d'un moraliste qui me paraît singulièrement avisé. La dissertation finale sur la politique nouvelle, un peu confuse encore à mon gré, ne laisse pas, néanmoins, d'être curieuse d'idées et d'en suggérer un très grand nombre, qu'elle n'a que le tort de ne point amener à leur dernière précision, à la netteté des formules.

Tout compte fait, M. Ernest-Charles, qui sera certainement un homme politique considérable, — s'il sait parler, ce que j'ignore, — aura eu un fort bon départ.

Ceux qui critiquent seront critiqués, et de ceux qui font des portraits on fera le portrait un jour. Il se trouvera, vers 1920, un jeune satirique, que nous appellerons M. Albert-René, pour la clarté de l'affaire, qui écrira sur M. Ernest-Charles quelque chose comme ceci :

« Quoique parlementaire, M. Ernest-Charles a de l'esprit; quoique politicien, il a des connaissances, et quoique homme d'État, il a des idées. Mais il semble avoir pour devise : « Qu'on me haïsse, « pourvu qu'on me craigne. » Il aime passionnément les doctrinaires et se plaint avec constance qu'il n'y ait pas assez de doctrinaires dans le monde. Rémusat disait des doctrinaires de 1830 : « Un doctrinaire est un être abstrait et insolent. » M. Ernest-Charles semble sentir quelquefois que son esprit lui fait tout le tort que leur sottise devrait faire à ses collègues, et qu'elle ne leur fait nullement, dont il enrage. Il essaye de se débarrasser de cette arme redoutable pour les autres et dangereuse pour lui. Il y tâche sans y réussir. Il est spirituel d'une manière incurable. Il a un autre beau défaut, qui est l'imagination, une merveilleuse imagination. Son imagination est une lorgnette marine. Elle agrandit démesurément ou rapetisse d'une manière formidable. Selon qu'il la prend d'un bout ou de l'autre il voit immense, ou il voit tout petit, et dans un tel éloignement qu'il est comme effrayé de la petitesse des hommes. C'est ainsi qu'un de ses volumes de jeunesse commençait par un Gambetta qui était un avorton et finissait par un Deschanel qui était un monde; et, certes, si le très distingué homme d'État qui est actuellement le président de notre République est sans conteste un haut esprit, celui qui la fonda de 1870 à 1879 n'était pas tout à fait un pur idiot. Mais c'est la faute de la lorgnette. A cause d'elle M. Ernest-Charles est l'homme de Pascal, toujours entre deux infinis et écrasé par la grandeur des uns, comme éperdu de stupeur devant l'infiniment petit des autres. Ces défauts de M. Ernest-Charles l'ont un peu entravé. C'est à cause d'eux qu'il n'a été encore

que deux fois ministre. Ils s'atténuent, dit-on, peu à peu. Nous ne pouvons qu'en être enchantés. Un certain sens de la mesure est nécessaire à l'homme d'État. C'est de quoi a manqué jusqu'ici un homme très intelligent, à qui, si ce rien était donné, il manquerait peu de chose. »

Voilà ce que M. Albert-René écrira en 1920 de M. Ernest-Charles et, moins les épigrammes, je serai assez de son avis, si par malheur je suis encore ici-bas, ou ici-haut, pour le lire.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

ODÉON : *les Antibel*, pièce en quatre actes, de MM. Emile Pouvillon et Armand d'Artois.

Comme vous l'avez vu par les journaux, le succès des *Antibel* a été très vif, et je ne serais pas étonné qu'il se prolongeât assez longtemps. Cela me met à l'aise pour les quelques critiques que je crois devoir faire. Quelques-unes s'adressent à l'ouvrage lui-même : les autres sont plus générales ; c'est par celles-ci que je commencerai.

Ces objections s'adressent à tout drame « rustique ». Les paysans sont difficilement de bons héros de drame. La plus grande partie de leur psychologie nous échappe ; elle n'est pas aussi rudimentaire que certains le prétendent ; elle est, surtout, tout à fait différente de la nôtre. Ses bases sont l'amour du sol natal, et le respect de l'autorité paternelle, de la hiérarchie familiale. Rien, sans doute, ne fait mieux comprendre la vie féodale que l'existence de certains propriétaires ruraux des Cévennes et du Quercy. L'élément « guerre », disparu, a été remplacé par un autre élément de lutte, la lutte contre la stérilité de la terre et contre les guet-apens des saisons. Là, comme partout où le combat est âpre et continu, une seule autorité règne et gouverne. Le chef de famille est vraiment le Maître. Et, comme une autorité sans conteste est rarement despotique, le pouvoir du chef n'exclut pas la cordialité : il y a de l'intimité entre le maître et ses serviteurs ; comparez à la vie familiale que mènent les domestiques du plus riche fermier, celle des domestiques des plus petits bourgeois. Aux champs, la communion dans le travail crée l'intimité. De plus, la valeur de l'homme s'y mesure uniquement à l'effort qu'il peut donner vers le but commun ; et ainsi le dernier valet de charrue peut devenir l'égal du Maître. Là où le but est identique, et volontairement accepté, l'égalité est vite établie entre le chef et les subordonnés. — Or l'amour du sol et le respect de la hiérarchie familiale, c'est sans doute ce qui nous manque le plus, à nous autres « déracinés ». Et c'est là une première raison qui rend les paysans impénétrables pour nous.

Il en est une seconde. C'est que le paysan ne parle pas. Les mots qu'il dit sont rares, et aucun d'eux n'exprime une « idée » ; les choses matérielles suffisent à alimenter son discours. Et c'est moins peut-être parce qu'ils ne pensent pas, que parce qu'ils n'éprouvent pas le besoin, qui nous obsède nous autres, d'expliquer à eux-mêmes leurs idées. Celles qu'ils ont leur sont imposées par l'hérédité et l'accoutumance ; elles s'enchaînent mécaniquement, pour ainsi dire ; ils n'ont pas à les relier ou à les opposer à d'autres. Rappelez-vous les meilleurs romans rustiques, — et M. Pouvillon a signé quelques uns de ceux-là ; — le commentaire de l'auteur est dix fois plus long que les discours qu'il rapporte ; il doit nous expliquer la suite d'idées, de sentiments ou de sensations qui viennent se condenser dans la courte phrase prononcée. Et c'est ce qu'on ne peut faire au théâtre, où il nous faut juger directement les personnages. D'où il suit la presque impossibilité de traduire, dramatiquement, l'âme paysanne.

Et c'est une presque impossibilité, aussi, de reproduire l'aspect extérieur, si l'on peut dire, de leurs idées. Les patois dont la plupart se servent deviennent rapidement insupportables. Leur langage, concis, comme dépouillé, privé d'épithètes et où le possessif abonde, leur langage pourrait à la rigueur s'imiter. Mais il contraste bientôt avec les sentiments que l'auteur veut lui faire exprimer. Jamais un paysan ne fait une phrase, et la phrase est inévitable au théâtre. Les « récits » surtout sont terribles ; il faut les abréger, leur donner un tour, et, au bout de dix lignes, le peu d'illusion que nous avions sur ce paysan a vite fait de disparaître. Il y a, dans les *Antibel*, quelques récits de ce genre, qui m'ont, je l'avoue, paru assez fâcheux. Ajoutez quelque incertitude au début du drame, incertitude due surtout à l'ignorance où nous sommes des caractères des personnages ; vous aurez les principaux défauts « génériques » de l'ouvrage de MM. Pouvillon et d'Artois. Il en est d'autres, dont je parlerai tout à l'heure.

Le sujet des *Antibel* est assez connu par le roman pour que je puisse le résumer en quelques mots. — Le fermier Antibel, veuf depuis sept mois, se remarie avec Jane, l'une de ses servantes, dont la beauté l'a ensorcelé ; la mère Antibel, Martril, s'oppose en vain à ce mariage, indignée d'une telle mésalliance, outrée de devoir partager son autorité avec une bru qu'elle déteste, navrée à la pensée que les enfants à venir auront une part de la terre, au détriment du petit-fils qu'elle adore, Jan (le fils de Fabiane, la première femme d'Antibel), qui fait son service au Tonkin. — Le mariage est conclu depuis un an. Jane

est une brave femme, fidèle et laborieuse, ce qui n'empêche pas Martril de la détester comme jadis... Mais voici Jan, retour du Tonkin; rongé par la fièvre, excité par Martril, il pleure au souvenir de sa mère, et s'irrite de trouver une « marâtre » à sa place; la colère et la fatigue l'accablent, il s'évanouit à demi, et quand Jane veut le secourir, il la repousse avec de dures paroles... Il ne couchera pas, même une nuit, sous le toit de la femme qui a volé la place de sa mère Fabiane. — Jan est resté : il relève à peine d'une longue maladie; aimé de Mette (sœur de Jane), il reste insensible à ses agaceries : il aime Jane d'une passion renfermée et farouche; un soir que son père est absent, il grimpe affolé jusqu'à la fenêtre de Jane : Antibel, qui guette, va faire feu, quand Martril s'élance; elle a reconnu Jean : « Ton père t'a vu; dis que tu montais chez Mette. » Il faut bien que Jan consente; on le fiance à Mette. — Jane reproche à Jan les retards qu'il apporte à son mariage avec Mette; Jan se défend; peu à peu, il laisse échapper son secret; Jane, sans faiblir, cherche à le calmer; mais il n'est plus maître de soi, il prend Jane dans ses bras, cherche ses lèvres : elle se débat, crie... Antibel accourt, sa faux levée... Mais Martril, encore une fois, sauve Jan, en invoquant le souvenir de Fabiane; et Antibel à son fils : « Ta mère t'a sauvé; va-t'en! »

Ce sujet, assurément, en vaut un autre. Il a le tort de ne pas nous être tout à fait inconnu. Mais quel est le sujet qui n'a pas encore été traité? Mes observations se borneront donc à quelques remarques sur la manière dont MM. Pouvillon et d'Artois l'ont traité à leur tour.

Ils ont commencé par un tableau de mœurs campagnardes. Le tableau n'est pas mal venu, d'ailleurs, avec la petite part de convention inévitable en ces matières. Il a un défaut, toutefois, qui n'est pas tout à fait celui qu'on a signalé. On a reproché au premier acte de ne pas nous faire prévoir avec assez de clarté le sujet de la pièce. De cela, je ne me désole pas; le sujet peut naître, précisément, des mœurs qu'on nous montre; n'y eût-il pas de sujet, ou n'y en eût-il que le strict indispensable, je m'en consolerais. Une suite de tableaux, pourvu qu'elle soit pittoresque et qu'elle donne l'illusion de l'exactitude, peut être tout aussi intéressante qu'un drame fortement charpenté. Et je suppose que c'est ce que les auteurs avaient voulu faire d'abord. C'est ainsi que j'ai compris le premier acte, et notamment la scène entre Martril et Antibel; l'acharnement que met « l'ancienne » à faire retarder le mariage de son fils, les menaces qu'elle profère au nom de la Fabiane, tout cela m'avait semblé « vrai », et je louais MM. Pouvillon et d'Artois d'avoir, parmi les traits de caractère de leurs héros, marqué fortement la crainte superstitieuse des morts, prolongement de ce respect de la famille, qui est le trait distinctif de l'âme paysanne. Quant à ce que les personnages avaient encore d'incomplet, j'en prenais mon parti : il y avait, dans les trois actes suivants, de quoi compléter les portraits... Brusquement tout change : le ton de la pièce se modifie; Antibel, sa mère partie, se dispose à s'aller coucher; mais, à la porte de sa chambre, il s'arrête court : tout ce que lui a dit Martril sur la vengeance de Fabiane lui revient à la mémoire; il recule saisi de terreur, il jette ses bras en avant comme pour repousser une apparition, et sort en répétant : « La Fabiane!... La Fabiane!... » — Nous voici en plein effet de mélodrame; et cet effet nous semble d'autant plus gros qu'il termine un acte conçu selon une esthétique toute différente. J'imagine que les auteurs ont cherché une fin d'acte « à effet ». Je ne nie point qu'ils y soient arrivés. Mais, en même temps, ils changeaient, si l'on peut dire, l'angle sous lequel nous avions jusqu'alors écouté leur pièce. Au lieu d'un tableau de mœurs encore incomplet, c'était un mélodrame mal fait. Ces mots mystérieux et terribles, prononcés juste avant le baisser du rideau, nous annonçaient un sujet, la vengeance d'une morte; tout ce qui, jusqu'alors, était étranger à ce sujet (et c'était l'acte presque entier) nous paraissait désormais inutile. Et, chose plus grave, nous n'allions dorénavant nous intéresser qu'à ce qui nous rappellerait ce sujet. Or ce sujet n'est pas le vrai. Le chagrin de Jan, sa haine, puis son amour pour sa « marâtre » peuvent s'expliquer sans l'intervention de la Fabiane; et quand, au dénouement, le nom de la morte reparaît enfin, c'est presque une surprise pour nous, tant notre attention avait été distraite par les péripéties très « naturelles » du drame.

J'ai insisté sur ce point parce que rien n'est plus dangereux que de « désorienter » le public. Au fond, le public ne préfère pas un genre à un autre; tout lui est bon qui l'intéresse, pourvu que l'ensemble de l'ouvrage soit harmonieux, j'entends conçu dans une forme bien déterminée, quelle qu'elle soit d'ailleurs.

Ce défaut n'a point empêché le succès; il a été décidé par quelques scènes émouvantes, qui ne sont peut-être pas ce que je préfère dans la pièce, mais qui ont produit sur le public une forte impression. Le retour de Jan, la scène avec Martril, adroitement préparée par la scène entre Martril et Mette, ont fait couler bien des larmes. La grande scène du troisième acte, un peu concertée pour mon goût, n'a pas manqué d'agir sur les nerfs des spectateurs. Et, enfin, l'explication du quatrième acte, vraie scène à faire et scène filée selon les principes, a été saluée par des applaudissements prolongés. Pour ma part, j'avoue préférer certains coins de scènes, moins apprêtés, mais d'une sobriété exacte et émouvante :

par exemple les quelques mots coupés de silences qu'échangent Antibel et Jan à leur première rencontre ; ici les mots ne sont rien, mais les sentiments « vivent » sous les phrases inachevées : on sent la violence des passions en jeu, et l'on sent en quelque sorte l'impossibilité où sont les personnages de les exprimer. Cela est tout à fait bien.

Vous voyez, en somme, qu'il y a dans les *Antibel* de quoi justifier, non seulement le succès, mais l'estime. Le succès, je le répète, a été très vif.

La pièce est montée avec un louable souci de pittoresque et d'exactitude. Elle est bien jouée dans son ensemble, sans excès de convention campagnarde, — à part M. Chelles, dont l'affectation est insupportable, — et, vous n'allez pas me croire ?... Mlle Sorel n'est pas mauvaise, mais pas mauvaise du tout !...

***

M. Edmond Rostand vient de faire paraître chez Heugel *Pierrot qui pleure et Pierrot qui rit*. Chez Heugel ?... C'est que la spirituelle et délicate fantaisie de M. Rostand est illustrée de musique, et d'une musique d'un fort joli tour, expressive, alerte, très finement harmonisée, — et anonyme ??... Ce qui fait qu'il nous faut admirer également le talent du musicien et sa modestie.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Il y a une théorie optimiste du carnaval moderne. Il démontre bien, peut-on soutenir, que nous en avons fini avec les ténèbres du moyen âge. En ces siècles barbares, ces jours de frairie étaient une préparation et une compensation aux austérités du carême. Nous, hommes civilisés, nous avons supprimé le carême et conservé le carnaval. Le progrès n'est-il pas évident? Ce choix entre les traditions anciennes n'est-il point judicieux ?

J'avoue que je ne suis pas très sûr de la bonté de ce raisonnement. Non que je sois un détracteur de mon temps et un admirateur exclusif du passé. Un jour qu'un brave garçon infesté de cette manie s'était étendu trop longuement sur l'éloge de l'ancien régime, un homme d'esprit interrompit sa conférence en lui disant :

« A force de louer le XVIIe siècle, vous nous ferez regretter que vous n'y ayez pas vécu. »

Sans tomber dans ce travers, souvent pénible pour l'auditoire, on n'est pas obligé de s'extasier sur toutes les fantaisies de ses contemporains, comme un père sur les sottises de sa progéniture.

Les promeneurs qui s'écrasent, le mardi gras, sur les boulevards, ressemblent à des enfants gâtés.

C'est mon opinion de gâter les enfants,

disait Musset. Mais il en parlait à son aise : il n'en avait pas.

Le carnaval parisien paraît très gentil aux gens qui s'en vont à la campagne le samedi gras et en reviennent le mercredi des cendres. L'impression est un peu différente chez ceux que leur profession attache aux rives boulevardières. Ces derniers auraient préféré qu'on gardât le carême, qui ne saurait les gêner beaucoup, et qu'on les débarrassât du carnaval, où ils ne voient qu'une source de mortifications. En particulier, ils viennent de fulminer l'anathème contre les confetti.

Les confetti, qui ont eu leur période de gloire, commencent à entrer en décadence. Non pas, dieux justes ! qu'on en ait moins lancé que les années précédentes. Ce serait plutôt le contraire.

Mais ils ont perdu le charme de la nouveauté. Il faut pourtant être équitable et savoir se souvenir. Quand les confetti apparurent pour la première fois à Paris, leur succès fut étourdissant. Ils ressuscitèrent positivement le carnaval, qui périssait lentement d'anémie. Le public morne qui, par habitude, déambulait lugubrement sur le boulevard, se dérida tout à coup, ranimé par ce plaisir inédit de s'inonder de rondelles de papier multicolore. Ce fut un extraordinaire engouement, et qui n'eut pour ainsi dire point de rebelles.

Entre parenthèses, cet épisode est une bonne leçon pour l'historien. On cherche souvent bien à tort à expliquer les grands événements par des causes politiques, psychologiques, littéraires, sociales. Les facteurs de l'évolution de l'humanité sont presque toujours des inventions scientifiques. C'est l'invention de la vapeur, et non une supériorité de race, qui a fait la grandeur de l'Angleterre et qui a privé la France de la suprématie que lui assurait jadis l'incomparable fertilité de son sol. De même, ce n'est ni une guerre heureuse, ni un gouvernement sans défaut, ni l'éclat des arts, ni la prospérité des finances, qui réveilla soudain, il y a cinq ou six ans, à Paris, la vieille gaîté des jours gras. Ce mouvement de l'âme française n'a pas d'autre cause que l'invention des confetti.

Et si le carnaval vous a paru moins divertissant cette année, n'écoutez pas les politiciens qui, quel que soit d'ailleurs leur parti, attribuent avec ensemble ce changement aux scélératesses de leurs adversaires. En réalité, comme on se lasse de tout, nous sommes rassasiés de confetti.

La preuve en est que la foule des simples, qui ne se dégoûtent pas si vite de leurs jeux, ouvrières, cour-

tauds de boutique, gens de maison, se sont bombardés avec le même entrain et ont donné les signes de la même liesse que les dernières années. Ce sont les « délicats », les blasés, qui se sont mis à pester contre ces moustiques de papier, cette vermine qui aveugle, s'attache au visage, s'insinue sous les vêtements, colle à la peau et vous donne une furieuse envie de courir au bain. Mais l'an passé, ces inconvénients restaient inaperçus.

Les augures penchés sur la santé morale de la France n'ont donc pas à s'alarmer de la reprise des doléances sur la maussaderie du carnaval. Elles signifient simplement que le règne du confetti, quoique populaire encore parmi les masses, touche à sa fin, puisque les arbitres de la mode en ont ainsi décidé, et que le moment est venu pour messieurs les inventeurs d'essayer de trouver autre chose.

***

Les bals de l'Opéra, à qui les critiques n'ont pas été épargnées non plus, auront une fortune moins éphémère. Il est vrai qu'ils n'incommodent personne. Il est bien facile, si l'on s'y ennuie, de n'y point aller. Ils ne sont point agressifs comme les confetti.

Aussi durent-ils depuis deux siècles environ, et l'on n'entrevoit aucune raison pour qu'ils ne soient pas éternels.

J'ai fait un tour, samedi soir, à l'Opéra, et j'ai cru distinguer des motifs sérieux de souhaiter, au contraire, que la coutume des bals se conserve très longtemps, je veux dire aussi longtemps que subsistera le magnifique palais bâti par Charles Garnier.

Ce n'est en effet que les soirs de bal qu'on en peut admirer toutes les beautés. On jurerait que l'éminent architecte a été constamment dominé, pendant qu'il dressait ses plans, par cette idée fixe qu'il se donne tous les ans trois ou quatre bals masqués à l'Opéra. C'est une salle de bal qu'il a construite, la plus majestueuse, la plus prestigieuse, la plus féerique des salles de bal.

Les amples proportions du célèbre escalier, des couloirs et du foyer du public, ce vaste espace de la salle de spectacle, de la scène et du foyer de la danse unifiés au moyen du plancher mobile, tout cela semble combiné à miracle pour les évolutions des milliers de dominos, de masques et d'habits noirs, dont la cohue papillottante et tourbillonnante est vraiment une fête des yeux. Vue des loges de face, la perspective de la prodigieuse plaine grouillante qui se prolonge jusqu'au fond des coulisses donne vraiment une impression de vivante infinitude.

Or ce n'est pas un mystère que, par contre, et sans que la faute soit imputable à l'architecte qui dut subir des exigences, l'Opéra, en tant que théâtre, est au-dessous de tout.

« Pourquoi n'allez-vous jamais à l'Opéra? demandai-je un jour à un compositeur de mes amis.

— Parce que j'aime la musique ! »

L'immensité de l'Opéra, qui en fait le plus beau cadre de bal paré qui soit, le rend absolument impropre aux exécutions musicales. Pour se faire entendre, les chanteurs doivent avoir une voix d'un volume énorme, et en outre crier à pleins poumons. La direction ne peut engager que des sortes de phénomènes, qui ont rarement du goût; lorsqu'ils en ont, ils sont obligés de hurler comme s'ils n'en avaient pas. L'orchestre, trop nombreux pour la même raison d'acoustique, manque fatalement d'ensemble, de nuances et de fondu. Berlioz l'a expliqué : on ne peut faire de bonne musique que dans un théâtre de dimensions moyennes, comme le Vaudeville, par exemple.

Les abonnés de l'Opéra qui ne viennent que pour le ballet n'ont donc pas tort, en dépit des plaisantins.

Et la perpétuité de l'institution des bals de l'Opéra est indispensable pour que soit apprécié à sa valeur ce monument, qui est sans conteste le chef-d'œuvre de l'architecture contemporaine.

Il est clair, du reste, que cette considération d'esthétique ne suffirait pas, à elle seule, pour assurer le maintien des bals. Mais on sait assez, sans que j'y insiste, qu'ils ont toutes sortes d'autres attraits grâce auxquels il n'est pas à craindre que les amateurs viennent à manquer. Les mœurs y sont si douces et la joie si généralement répandue que même les gagistes payés pour se costumer et danser les quadrilles ont l'air de s'amuser pour leur compte. Voilà enfin des gens qui ne regardent pas l'exercice de leur métier comme une corvée!

***

Peut-être n'en pourrait-on dire autant d'une aimable parisienne, Mlle Blanche Deslys, qui s'était chargée elle-même d'une mission officieuse auprès du négus Ménélik, et dont l'expédition vient d'avoir un dénouement tragi-comique qui la récompense bien mal de ses peines.

Sans doute avait-elle lu la *Femme qui a connu l'Empereur*, d'Hugues Rebell, ou les *Mémoires* de Mme Marie Colombier, qui raconte comment elle faillit le connaître. Mais Napoléon III n'est plus là. Mlle Deslys, sans s'effrayer des fatigues du voyage, se rabattit sur Ménélik, qui, en sa qualité de descendant de la reine de Saba, doit savoir se conduire avec les dames. Il fit en effet, dit-on, très bon accueil à la courageuse exploratrice, qui propagea pendant quelque temps avec un plein succès l'influence française à la cour d'Éthiopie.

L'Angleterre prit vainement ombrage de la faveur

évidente dont jouissait notre charmante compatriote auprès du roi des rois, qui n'est pas homme à redouter les incidents diplomatiques. Mais l'impératrice Taïtou s'émut à son tour, non sans quelque raison, paraît-il, et le bon Ménélik, plus inquiet pour la paix de son ménage que pour la sécurité de son empire, se laissa arracher par les récriminations conjugales une concession qu'il eût refusée aux menaces d'une demi-douzaine d'ambassadeurs. Il a fait reconduire à la frontière abyssine, sous le prétexte d'espionnage qui ne trompe personne, Mlle Deslys, qui est en route et qui sera peut-être arrivée pour le premier dimanche d'Auteuil. Elle se consolera, mais avouons qu'elle aurait quelque sujet de se plaindre.

Quant au Négus, il ne doit pas songer sans envie à son éminent ancêtre Salomon, qui avait trois cents femmes, dont pas une ne se serait permis de lui faire des scènes de jalousie. Addis-Ababa apparaît probablement à l'époux de Taïtou comme un séjour bien moins agréable que la Jérusalem biblique, et surtout (Troula-Taïtou!) que le Paris d'aujourd'hui. Je gagerais volontiers, à présent, que nous verrons Ménélik à l'Exposition!

PAUL SOUDAY.

BULLETIN

Maisons familiales de repos pour le personnel de l'enseignement féminin.

Ceux qui sont appelés, par leurs fonctions administratives, à voir de près les écoles ou les collèges et les lycées de jeunes filles, savent à quel point l'enseignement est écrasant pour celles qui le donnent. Institutrices ou professeurs, la plupart s'y dépensent sans réserve avec un dévouement, une ardeur, une abnégation qui, trop souvent, dépassent leurs forces. La préparation fébrile des examens et des concours, les lectures précipitées, les veillées meurtrières avaient déjà atteint leurs jeunes santés; la fatigue épuisante de la parole achève de les ébranler, et, bientôt, le médecin prononce des mots menaçants. Il ordonne le silence, le calme, le grand air, un exercice modéré, un régime tonique; il déclare qu'il faut prendre un congé. C'est bientôt dit. Hélas! un congé! Où et comment? Un congé dans sa famille? Mais on craint d'être à charge à sa famille, à moins que, soi-même, on n'en ait la charge. Et puis, on n'a pas toujours une famille. Que faire? Aller seule à l'hôtel dans quelque station de malades riches? Ce n'est pas très convenable et c'est trop dispendieux. Le cercle des possibilités pratiques étant vite parcouru, on s'en détourne, on renonce à prendre un congé; on se dit: « Bah! j'aurai du courage. Ces médecins vous effrayent pour peu de chose. Allons toujours! Advienne que pourra. »

Ce qui survient, au bout de quelques mois ou de quelques semaines, c'est une maladie, c'est l'incapacité d'enseigner, et peut-être même la ruine physique et morale de toute une vie. Ainsi la machine avait une simple avarie, et faute d'un bienfaisant atelier où l'on aurait pu la réparer à temps, la voici pour toujours brisée.

Il m'a semblé que cet atelier de réparation, il fallait à tout prix le créer. Un comité de dames a bien voulu accueillir cette idée et la faire sienne.

Il étudie en ce moment le plan d'une vaste association destinée à ouvrir des *maisons familiales de repos* où le personnel féminin serait admis, moyennant une rétribution très modique, et même gratuitement, dans certains cas.

Le premier soin de ce comité d'initiative sera de réunir les capitaux lui permettant d'entreprendre les fondations projetées. Mais sans attendre le jour où il aura réuni le *million* qui lui sera nécessaire, il pourra, sans doute assez vite, utiliser une part de ses premiers fonds, en distribuant quelques *bourses familiales de repos* à des institutrices ou professeurs fatiguées et particulièrement dignes d'intérêt.

Il adresse un pressant appel à tous ceux qui aiment, qui veulent défendre et servir la grande cause de l'Enseignement des jeunes filles, des femmes de demain.

P. FONCIN.

Petite chronique des lettres.

Le *Robespierre* de M. Victorien Sardou entrera ces jours-ci en répétition... à Londres.

Les dernières pages en ont été remises, il y a huit jours, à l'un des fils d'Irving, venu à Paris pour prendre livraison du manuscrit et recevoir les instructions de M. Sardou.

C'est à ce jeune homme, littérateur de talent, qu'a été confiée la traduction de l'œuvre en anglais. Le travail de M. Irving fils est déjà fort avancé, et l'illustre comédien compte pouvoir donner à Londres, le premier mai prochain, cette « première » sensationnelle.

On dit que *Robespierre* ne reviendra pas tout de suite chez nous; l'intention de M. Sardou serait, dit-on, de ne pas laisser représenter sa pièce en français, dans un théâtre de Paris, avant un an.

Mais les intentions de ce genre n'ont rien d'irrévocable.

M. Ollé-Laprune a laissé, en mourant, une œuvre inédite entièrement achevée : une biographie de Jouffroy.

Le volume ne paraîtra pas avant six semaines; on attend, pour le publier, la préface que M. Paul Bourget a promise aux éditeurs, et qu'il achève d'écrire.

M. Pierre Louys est allé achever en Algérie le roman dont je parlais récemment. Roman moderne, et dont les personnages seront des Arabes d'aujourd'hui... Si je suis bien informé, le récit de M. Pierre Louys tendrait à démontrer que les races algériennes (autochtones ou conquérantes) sont restées ce qu'elles étaient à l'origine de

l'histoire, et que dans le décor immuable où ces êtres semblent eux-mêmes immuablement fixés, toute l'âme du passé est demeurée vivante.

Le volume s'intitulera probablement *Orientale*, et sera prêt en avril. En attendant, la collection « Lotus Alba » s'augmente d'un conte illustré du jeune écrivain, *Volupte nouvelle*, dont la publication est annoncée pour mercredi prochain.

En librairie, aujourd'hui :

Du vicomte Brenier de Montmorand, *la Société française contemporaine* dont les différents chapitres ont paru ici même de 1895 à 1898.

De M. Antoine Baumann, *Souvenirs d'un magistrat.*

Deux livres amers... M. Brenier de Montmorand n'a rapporté que des impressions assez décourageantes de son excursion à travers la société qu'il décrit; et M. Baumann ne pense pas beaucoup plus de bien de la vie de magistrat en particulier que M. Brenier de Montmorand de la société en général.

Et il est intéressant de remarquer que ces deux Alcestes sont des jeunes gens. M. Baumann, procureur de la République démissionnaire, a trente ans.

Il est l'auteur d'un roman remarqué, *le Tribunal du Vuillermoz*, qui déjà ne décelait pas un vif enthousiasme à l'endroit des gens et des choses du « métier ».

A la « Société des Conférences », Salle Charras :

— Samedi, M. André Beaunier : *Francis Vielé Griffin.* C'est la seconde des trois conférences annoncées sur la « Poésie contemporaine », et dont la première, consacrée à M. Henri de Régnier, a été donnée avec succès par le jeune écrivain samedi dernier.

— Mardi prochain, M. Gaston Deschamps : *la Littérature et les Sports.*

Le même jour, M. Henry Bérenger donnera, au Collège libre des sciences sociales, la cinquième leçon de son cours sur « le rôle politique et social de l'homme de lettres dans la civilisation française ».

Il parlera de « l'opposition intellectuelle au XVIIIe siècle ».

L'administration des Beaux-Arts vient d'accorder son patronage à la publication des archives de la Commission des monuments historiques.

Cette publication sera dirigée par MM. A. de Baudot, inspecteur général des édifices diocésains, et A. Perrault-Dabot, archiviste de cette commission. M. A. de Baudot sera particulièrement chargé de la rédaction des notices historiques qui figureront en chacun des cinq volumes dont se composera l'ouvrage tout entier.

Le premier volume sera consacré aux monuments de l'Ile-de-France et de Picardie. Les autres suivront, d'année en année, à raison de quatre fascicules par an.

On sait que la Commission des monuments historiques, chargée d'examiner les projets de restauration qui intéressent ces monuments, recueille et conserve avec le plus grand soin depuis plus de cinquante ans (elle fut instituée en 1837) les travaux graphiques qui la renseignent à la fois sur la situation des édifices et sur la nature des réparations qu'ils exigent.

Ces travaux, exécutés par les plus habiles artistes, composent une collection de très grand intérêt, et qui était à peu près inaccessible au public. Grâce aux notices historiques dont elle va s'enrichir, cette publication constituera une véritable histoire de l'architecture française, et, par la précision et l'abondance des documents fournis, la plus amusante, si l'on peut dire, qui nous ait encore été donnée.

L'éditeur Jules Rouff entreprend une édition populaire des œuvres d'Hugo en *trois cents* petits volumes.

La série s'ouvre vendredi prochain avec *Notre-Dame de Paris* (qui en remplira huit); deux volumes seront publiés par semaine.

Pour paraître mardi :

De M. L. Garreau, *l'État social de la France au temps des Croisades.*

M. Émile Verhaeren publie la troisième série de ses *Poèmes.* Le volume comprend *les Villages illusoires, les Vignes de ma muraille,* et *les Apparus dans mes chemins...*

Ils ont beaucoup de talent; mais on a du mal à s'habituer à leurs titres.

M. Rudyard Kipling continue d'être — et justement — très à la mode à Paris.

Deux de ses meilleurs traducteurs, MM. Louis Fabulet et Robert d'Humières, nous donnent cette semaine un nouveau volume de lui, *le Livre de la Jungle*, dont la *Revue Bleue* a déjà fait connaître certaines parties, entre autres *Rikki tikki Tavi.*

Mme Charles Laurent travaille, de son côté, à la traduction d'un roman du même écrivain, *la Lumière s'éteint*, que *le Figaro* publiera cet été.

M. Frédéric Febvre, devenu campagnard, consacre à la littérature les loisirs de sa retraite. Le volume de nouvelles qu'il publie cette semaine s'intitule métaphoriquement *la Clef des champs;* et c'est un autre campagnard, M. André Theuriet, qui a aimablement accepté d'en écrire la préface.

Bourg-la-Reine et Champs-sur-Marne se font, dirait M. Henri Lavedan, le « salut littéraire ».

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 3750. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 8. 4e SÉRIE. — TOME XI 25 FÉVRIER 1899.

L'ART DRAMATIQUE
ET LES COMÉDIENS ITALIENS (1)

Mesdames, Messieurs,

Une troupe de comédiens français, conduite par un M. Meynadier, faisait de 1858 à 1868 de fréquentes excursions et d'assez longs séjours dans les principales villes d'Italie. Elle nous apportait, frémissantes et savoureuses du récent succès parisien, les comédies d'Augier, de Dumas, de Sardou, de toute la pléiade qui fit de ces années la plus glorieuse période du théâtre contemporain. Elle nous initiait aux grâces scéniques des proverbes d'Alfred de Musset, que nous connaissions par cœur pour les avoir lus mille fois, mais auxquels le préjugé professionnel avait interdit jusque-là de paraître à la scène.

Les artistes qui composaient la troupe Meynadier n'auraient pas déparé vos meilleures salles de spectacle. J'aime à rappeler Mlle Laurentine, une exquise comédienne qui devait finir tragiquement à Nice où elle fut ensevelie vivante à la suite d'une syncope ; Béjouy, un excellent comique ; Bondois, qui tenait les premiers rôles, qui passa plus tard en qualité de régisseur au théâtre du Gymnase et que M. Victorien Sardou estime avoir été le meilleur metteur en scène qu'il ait jamais rencontré, et enfin cette grande Aimée Desclée, dont vous avez consacré la gloire, que l'art a tuée, à qui notre Eleonora Duse a voué un culte presque superstitieux, qui a su mériter l'éloge et les larmes d'Alexandre Dumas, un homme qui savait l'émotion, mais qui n'aimait pas à en faire parade. Le public italien raffolait d'elle ; son nom sur l'affiche, c'était la salle débordante ; on disait que pour ouvrir des loges, il fallait *des clés ;* on se vante encore d'avoir reconnu et presque couvé son génie, car le public est ainsi fait, qu'il aime à tirer vanité même de ses jouissances.

L'art dramatique italien se trouvait alors dans une période de transformation. Nous sortions à peine de la grande épopée nationale, c'est-à-dire de la tension de toutes les activités intellectuelles et morales, vers un but unique, précis, toujours présent à l'esprit des individus et des foules, primant et rapetissant les raisons de l'art, du goût, de la science et parfois même de l'équité et de la vérité immédiates. On peut dire que de 1848 à 1860 les Italiens n'avaient prisé que l'art patriotique et la science patriotique.

Au théâtre, la censure avait beau interdire les pièces nouvelles ou en biffer toute proposition suspecte, et borner le répertoire aux tragédies d'Alfieri ou aux comédies de Goldoni ; le parterre prêtait des intentions anachroniques aux héros de la Grèce et de Rome, et tournait au symbole jusqu'à la rebuffade de Pantalon. C'est le temps où les murs des théâtres portaient, multipliée à l'infini, l'inscription de *Verdi* parce que les cinq lettres qui composent le nom du grand maître, forment, dans l'ordre même où elles sont disposées, les initiales des mots : Victor-Emmanuel roi d'Italie. Les comédiens, grâce à leur vie nomade, étaient les colporteurs naturels de l'idée unitaire. De Milan à Turin, à Bologne, à Venise, à Florence, à Rome, à Naples, à travers, hélas ! autant d'États qu'on comptait de villes, ils allaient recueillant et remportant des sympathies, d'engage-

(1) Conférence faite à la salle Charras, le 17 février 1899.

ments, de mots d'ordre, d'instructions et de promesses. Le public les chérissait, non tant en raison de leur talent que de leur bravoure et de l'ingéniosité dont ils faisaient preuve en se moquant de la police par des mots à double entente qu'ils intercalaient dans le texte. Tout le monde était si prêt à saisir les allusions les plus subtiles et les plus éloignées, il s'établissait entre la scène et le parterre un langage conventionnel d'une portée si prompte et si joyeuse, les acteurs et les spectateurs avaient tant d'esprit, la police en avait si peu, le jeu était tellement pimenté de danger, que l'intérêt de la pièce se trouvait dépassé et amoindri par un intérêt plus universel, plus poignant, plus immédiat, plus persistant, et que la fiction scénique se changeait en action réelle dont les personnages se trouvaient aussi bien au delà qu'en deçà de la rampe.

Il arrivait assez souvent que le comédien payât de sa liberté les acclamations exaltées de la foule, seul grief que le commissaire sût lui formuler. Un gendarme l'attendait à la sortie, et on l'écrouait pour la nuit et parfois pour des semaines entières, quitte à le rendre chaque soir à son rôle ; car le théâtre fermé aurait été un aveu de désordre, et les gouvernements protestaient, devant l'Europe attentive, de la parfaite tranquillité des populations. A l'heure du spectacle, Agamemnon, Oreste, Arlequin et Florinde étaient ramenés sous bonne escorte à la scène, où les gendarmes les gardaient à vue ; dès qu'ils paraissaient à la rampe, la salle entière, d'un accord tacite, se levait, têtes découvertes, dans un silence mille fois plus solennel et plus menaçant que les applaudissements dont ils portaient la peine.

Il faut bien dire que les plus braves étaient à l'ordinaire les comédiens qui avaient le plus de talent, de sorte que l'art et la politique se trouvaient souvent, par le plus grand des hasards, faire route ensemble. C'était un peu à la façon de l'aveugle et de son chien, et pour comble de hasard, l'aveugle n'était pas la politique. Le théâtre italien comptait alors de très grands artistes que j'estime n'avoir pas été surpassés, et peut-être pas même égalés depuis. La Ristori, dans la pleine maturité de son talent, avait déjà inauguré et accompli plusieurs de ces tournées européennes et américaines qui devaient plus tard charmer le monde entier au son de votre langue, modulée par Sarah Bernhardt. Ernesto Rossi et Tommaso Salvini, sur les traces de leur grand maître Gustavo Modena, avec la souplesse et la grâce alerte qui sont le privilège de nos artistes, passaient de la tragédie classique au drame shakespearien, au drame romantique, à la comédie goldonienne, à la comédie moderne. En 1864, l'auteur de la *Dame aux Camélias* complimentait à Naples la Clementina Cazzola qui avait joué le rôle de Marguerite Gauthier, en des termes qu'auraient enviés ses plus célèbres interprètes parisiennes.

Laissez-moi vous nommer encore Alamanno Morelli, Luigi Bellotti-Bon, Luigi Vestri, Cesare Rossi, la Sadowski, la Marini, la Tessero, et j'en passe de bien méritants. Ces artistes provenaient en grande partie de deux troupes stables qui avaient naguère prospéré aux deux extrémités de la péninsule : la Compagnie Royale du Roi de Sardaigne, et la compagnie du théâtre des Florentins, établies la première à Turin et la seconde à Naples. Mais un vote du parlement subalpin en 1854 et l'effondrement du Royaume des Deux-Siciles en 1861, leur avaient supprimé la subvention de l'État. De leurs débris, s'étaient formées de nouvelles troupes nomades, dont les éléments primaires étaient excellents, mais qui manquaient de prestige, d'ordre et d'ensemble.

Tant qu'on restait dans le répertoire classique, hors du contrôle de la réalité, le défaut d'harmonie n'était sensible qu'aux esprits les plus délicats. Le nombre limité des personnages permettait un choix qui écartait les plus graves dangers. D'ailleurs, grâce à l'habitude de la toge et de l'habit brodé, le pas drapé, la voix enflée, la mine fière, les effets de torse et de mollet, les lazzis et les minauderies, tout le jeu appartenant à la tradition scénique, réussissait même aux comédiens de second et de troisième ordre. Lorsqu'on jouait du Shakespeare, on n'avait des yeux que pour le protagoniste. Quand Salvini apparaissait si superbement passionné dans le rôle d'Othello et qu'Ernesto Rossi prêtait la distinction de sa beauté adonique, le charme de sa voix et la grâce de son talent au doux prince de Danemark, personne ne s'avisait de regarder si le sénateur Brabantio, ou Laerte le vengeur avaient la mine d'un cuistre ou d'un commis.

Mais le public commençait à prendre goût aux comédies de mœurs contemporaines dont l'action se passe, et se passait alors plus fréquemment qu'aujourd'hui, dans le noble faubourg, dans les châteaux, aux villes de bains, au milieu d'une nombreuse compagnie de beaux messieurs et de dames exquises. Et alors il se trouvait que les comédiens qui n'avaient pas déparé le costume des ancêtres, faisaient sous l'habit noir de leurs neveux d'aujourd'hui la plus piteuse figure. Tel, jadis digne roi de Sparte, prenait l'air d'un laquais travesti dès qu'il jouait les attachés d'ambassade.

Les hommes de goût et les auteurs en étaient navrés. La nouvelle Italie venait de produire des auteurs dramatiques de tout premier ordre. Je me suis proposé en me rendant à la flatteuse invitation de votre Société, qui a bien voulu me suggérer le thème de cette conférence (sans quoi je n'aurais pas osé vous entretenir d'un sujet qui me touche de si près),

je me suis proposé, dis-je, de ne considérer dans l'art dramatique que l'art du comédien et de passer sous silence les auteurs dramatiques et leurs œuvres. Il y a à cela plusieurs raisons. Un essai critique n'intéresse que les personnes qui connaissent d'avance les œuvres auxquelles il s'applique. Or, si deux de nos meilleurs artistes ont su parvenir jusqu'à vous et captiver votre bienveillante admiration, il est certain que la même fortune n'est pas échue, à quelque œuvre d'exception près, à la production théâtrale de mon pays. La limite du temps que je dois m'imposer ne me permettrait pas de vous en montrer les caractères et la portée. D'autre part, je suis, tant bien que mal, un auteur dramatique, et ne m'estime pas exempt des faiblesses d'état. J'estime que dans le théâtre italien de nos jours, mon œuvre tient une place, si modeste qu'elle soit. Je ne pourrais donc pas vous en exposer le cadre, sans l'y comprendre. Il serait de mauvais goût de vous en dire tout le bien que peut-être j'en pense; il me serait trop pénible de vous en dire tout le mal qu'en pense peut-être le public.

Mais la règle que je me suis imposée n'est pas si rigoureuse, qu'elle m'interdise, le cas échéant, de vous nommer quelques-uns de mes confrères et quelques-unes de leurs œuvres. Justement, dans le temps auquel je me rapporte, le plus grand des auteurs dramatiques de l'Italie contemporaine, Paolo Ferrari, mort il y a dix ans, après avoir triomphé par des chefs-d'œuvre de comédie historique et populaire, se tournait vers la comédie de mœurs, s'en prenant de préférence à la société riche, titrée, élégante et oisive. C'est là que la désorganisation des troupes comiques se faisait le plus sentir. Le goût amplificateur, l'incorrection du maintien, le peu de soin donné à la mise en scène, l'air empesé des personnages secondaires gênés dans les habits de société, la disparité des manières entre gens qui devaient représenter la même classe sociale, tous ces défauts extérieurs qui appartiennent bien plus à l'ordonnance collective de la troupe, qu'aux aptitudes individuelles des artistes, se révélaient du coup aux spectateurs étonnés, et retombaient sur les pièces qui les mettaient en évidence, et dont ils compromettaient le succès.

Ce fut à ce moment que la troupe Meynadier entreprit ses tournées en Italie. En rencontrant chez vos artistes l'exemple d'une harmonie admirable entre tous les éléments de la représentation, le modèle d'une diction correcte et naturelle, de l'aisance, de la distinction, de la simplicité, le public eut la sensation de ce qui manquait à nos troupes, et la mesure de ce qu'il fallait en réclamer. L'Italie nouvellement unifiée était impatiente de donner essor à toutes ses activités intellectuelles. La presse, par ses esprits les plus déliés, aussi exempts de snobisme exotique que de complaisances chauvines, se prit à stimuler l'émulation des directeurs. Un comédien génial et cultivé, doué d'une grande droiture artistique et morale, qui devait plus tard payer d'une mort volontaire l'échec de trop audacieuses entreprises, Luigi Bellotti-Bon, prit à tâche de renouveler l'art dramatique italien qu'il avait déjà illustré à l'étranger dans ses tournées avec la Ristori.

Admirateur passionné de la troupe Meynadier, il en étudia l'organisation afin de l'adapter aux aptitudes spéciales de nos artistes. Ayant rassemblé une troupe de jeunes comédiens, dont plusieurs débutants, il sut l'amener en peu de mois à la pleine maturité. Par bonheur un poète napolitain, Achille Torelli, venait d'écrire à l'âge de vingt-trois ans une admirable comédie, *I mariti :* Les maris. L'action se passait dans la plus noble société de Naples, les personnages en étaient nombreux, tous les rôles avaient une importance à peu près égale. L'occasion se présentait à l'homme qui avait mérité de la saisir. Une tournée triomphale à travers l'Italie établit en même temps la gloire de l'auteur et la réputation de ses interprètes.

On peut dire que l'état actuel de l'art dramatique italien date de la première représentation de cette comédie. Bellotti-Bon fit preuve d'un véritable génie organisateur, il devint l'instructeur le plus estimé, le plus autorisé de nos jeunes comédiens. Nos meilleurs artistes actuels, y compris cet Ernesto Novelli que vous avez applaudi tout récemment, sont sortis de son école et conservent son souvenir comme celui d'un maître incomparable.

Il était de toute justice de signaler, dès le début de cette étude, la part qui revient à des comédiens français dans le développement actuel de l'art dramatique en Italie. Ce n'est donc pas un artifice propitiatoire qui m'en a fait évoquer le souvenir. Quand on considère les échanges alternés de pensées et de formes par lesquels l'âme de chaque pays s'élargit et s'enrichit par delà les frontières, on éprouve comme un sentiment de plénitude artistique.

De même qu'il m'est doux de rendre ici un hommage de reconnaissance aux artistes français qui ont charmé ma première jeunesse, il m'est doux de rêver, en parcourant les petites rues du vieux Paris, aux comédiens italiens que vos arrière-grands-pères applaudissaient jadis à l'Hôtel du Petit-Bourbon ou à l'Hôtel de Bourgogne. Bien belle devait être, et pleine de grâce et de génie, cette Isabella Andreini de la Compagnia dei Gelosi (la compagnie des Jaloux), dont tous les poètes italiens de son temps, y compris le Tasse, chantaient à l'envi les louanges à grand renfort de comparaisons mythologiques. Au commencement de l'année 1604, elle se préparait à rentrer en

talie, après avoir fait un long séjour à l'Hôtel de Bourgogne. Écoutez l'ode que le poète français Du Ryer lui adressa pour l'engager, au nom du public, à ne point quitter Paris :

Je ne crois point qu'Isabelle
Soit une femme mortelle.
C'est plutôt quelqu'un des D
Qui s'est déguisé en femme,
Afin de nous ravir l'âme
Par l'oreille et par les yeux.

Se peut-il trouver au monde
Quelque autre humaine faconde
Qui la sienne ose égaler?
Se peut-il dans le ciel même
Trouver de plus douce crème
Que celle de son parler?

Mais outre qu'elle s'attire
Toute âme par son bien dire,
Combien d'attraits et d'amours
Et d'autres grâces célestes,
Soit au visage qu'aux gestes
Accompagnent ses discours!

Divin esprit dont la France
Adorera l'excellence
Mille ans après son trépas :
Paris vaut bien l'Italie
L'assistance te supplie
Que tu ne t'en ailles pas.

La pauvre Isabella devait bientôt faire preuve, hélas! d'être femme et mortelle. Peu de mois après avoir inspiré de telles hyperboles, elle mourait de fausses couches à Lyon, âgée de 46 ans, ce qui devrait écarter tout mauvais soupçon des flatteries de votre concitoyen.

A en juger par les pensionnaires de vos théâtres parisiens, vous devez être portés à croire que dans les conditions de la vie, et dans le caractère de l'art, il y a une immense différence entre les comédiens italiens de nos jours et leurs devanciers du XVIe et du XVIIe siècle. Il est certain que nos artistes actuels ne se prêteraient plus aux pantomimes et aux bouffonneries acrobatiques de leurs ancêtres dont Callot a immortalisé le souvenir. Mais à cela près, la différence se réduit à bien peu de chose. C'est à bon escient que j'ai dit de leurs ancêtres : je ne serais pas étonné si, dans la grande famille comique de nos jours, il se rencontrait en Italie des descendants directs des Andreini, des Cecchini, des Bianchi, des Biancolelli, des Fiorilli et des Gabrielli, tellement la profession de comédien s'est continuée jusqu'ici, dans un grand nombre de familles, par transmission héréditaire.

C'est même dans l'influence atavique et dans la vie nomade à laquelle nos artistes, y compris les meilleurs, sont astreints, qu'on doit rechercher la raison de leurs aptitudes, le caractère spécial de leur talent et ce goût de terroir que leur jeu a conservé et qui en fait le charme et la noblesse. Nous n'avons pas de Conservatoires dramatiques où les directeurs puissent, sur l'indication des examens et des concours, recruter les sujets que le renouveau de leur troupe réclame. Quelque vieux comédien, fatigué de la scène et tombé dans la détresse, établit parfois à ses frais ou aux gages d'une de ces sociétés de *dilettanti*, dont fourmillent nos villes, une modeste école de récitation. En accueillant dans votre langue le mot italien « dilettante » vous en avez presque exclusivement borné l'application aux amateurs de musique. Cela se conçoit aisément, car c'est le goût pour le chant italien qui vous l'a apporté. Mais chez nous, il s'applique de préférence aux comédiens amateurs.

Pendant la seconde moitié du siècle passé et la première de notre siècle, les sociétés de dilettanti avaient pris en Italie l'importance d'une institution publique. Quoiqu'un peu déchues de leur prestige, elles sont encore plus nombreuses qu'on n'aimerait à le croire. Des étudiants, des commis, de jeunes avocats sans clients, des employés hors cadre, des demoiselles de magasin, des maîtresses d'école, de bonnes dames sentimentales, des officiers en retraite s'y exercent le plus souvent et du même coup à la préciosité et à la suffisance. Il arrive pourtant parfois que ces écoles privées et ces sociétés fournissent aux directeurs quelque bonne recrue. Avant de s'enrôler comédien, Ernesto Rossi avait fait son droit, et jouait la comédie dans une société de dilettanti. Depuis une dizaine d'années, l'État subventionne à Florence une école de récitation que dirige un homme du plus grand mérite, M. Luigi Rasi, qui, d'ancien comédien, est passé écrivain très distingué et historiographe de l'art dramatique. On fait en ce moment les plus heureux pronostics d'une élève qu'il aurait formée et qui va bientôt apparaître comme étoile dans le firmament de l'art. Bien qu'une hirondelle ne fasse pas le printemps, nous attendons avec une sympathie émue l'accomplissement de si belles promesses.

Il n'en reste pas moins que les écoles ne donnent pas aux troupes dramatiques un subside bien important. Le grand séminaire des comédiens reste toujours pour nous la famille. On trouve en France aussi des fils de comédiens qui continuent l'état de leurs parents. Vous les nommez, si je ne me trompe : *enfants de la balle*, et cette dénomination tant soit peu dérisoire prouve bien que le nombre en est très exigu et que, dans le caractère de leur talent, l'influence atavique est un élément négligeable. Chez nous, on désigne les comédiens issus de comédiens, d'un nom plus poétique, qui en rehausse pour ainsi dire la dignité. On les appelle *Figli dell'arte :* Enfans de l'art. Nos meilleurs artistes sont des enfants de l'art, et il y en a dans le nombre qui peuvent faire preuve de tous les quartiers de noblesse. La Ristori, la Duse, Novelli, sont des enfans de l'art. Le théâtre a été, dès la première enfance, leur monde, leur maison, leur

école, leur sanctuaire, l'objet de leurs rêves, le gage de leur avenir, la source de la vie familiale, le jardin merveilleux aux floraisons illusoires, le palais enchanté où leur mère revêtait une beauté sans pareille, où leur père troquait les loques diurnes contre les éblouissants oripeaux, du caquetage domestique montait à la divine langue des poètes et de pauvre hère souffreteux se changeait en prince, en roi, en héros, au milieu des acclamations de la foule.

Il faut s'efforcer de pénétrer dans ces âmes enfantines, si l'on veut en extraire le secret de leur art. C'est des joies et des angoisses délicieuses, c'est des étonnements naïfs de l'enfance que se colore plus tard la fleur de nos expressions artistiques. Il est certain que la conception et les sensations ordinaires de la vie se trouvent pour ces enfants complètement renversées. Dans leur intelligence attentive et assimilatrice, les notions du réel et de l'illusoire doivent se confondre dans une troublante mobilité. La fiction n'est-elle pas dans leur vie, dans la vie de leurs parents et du petit monde qui les entoure, le but et la raison de l'existence et par là la plus redoutable des réalités?

J'ai dit que le théâtre est la maison de ces enfants. Dans bien des cas, il faut prendre le mot à la lettre. Ce ne sont pas les troupes de premier ni de second ordre qui donnent à la scène le plus grand nombre des enfants de l'art. De nos jours surtout, dès que le comédien est arrivé au renom et à un certain degré de fortune, il élève ses enfants loin du théâtre, les place au collège et les dirige vers les professions usuelles. Dans les troupes les plus prospères les mariages entre comédiens se font de jour en jour plus rares, il s'y établit nombre de faux ménages, on y enrôle volontiers de jeunes personnes qui veulent bien apprendre la vie sans déranger l'état civil.

Ce n'est pas là qu'il faut chercher le type et étudier la psychologie de l'enfant de l'art. Ce n'est pas là que sont nés, que sont restés jusqu'au seuil de la jeunesse nos plus grands comédiens d'aujourd'hui.

Leur enfance, leur adolescence s'est écoulée dans les toutes petites villes de province, dans les bourgs, voire même dans des villages où l'on dressait les tréteaux sous un hangar de ferme. Qui croirait que la vie pittoresque du capitaine Fracasse se vive encore de nos jours? Et pourtant, Eleonora Duse en a connu la rudesse et la grâce sauvage. Ses premières années gardent, dans ses souvenirs, comme un parfum de thym et de marjolaine. La grande artiste est bien la personnification la plus poétique, ce qui veut dire, la plus complète de l'enfant de l'art.

Fille et petite-fille de comédiens, elle vint au monde dans un wagon de troisième classe qui roulait vers la station de Vigevano, une petite ville entre le Piémont et la Lombardie. La troupe, dont ses parents faisaient partie, était des plus faméliques. Une espèce de troupe foraine, traînant parfois avec elle sa baraque, car on exploitait bien souvent les petites localités dépourvues de théâtre. Bien souvent dans la belle saison on logeait sur les planches ou dans les greniers. On se déplaçait à tout moment. A l'âge de sept ans la petite Eleonora eut l'emploi de souffleur ; à dix ans elle jouait. Elle eut un rôle charmant. Elle fut Cosette dans un drame tiré des *Misérables* de Victor Hugo.

Elle n'avait qu'à se montrer dans ses guenilles et dans sa pâle maigreur, elle n'aurait eu qu'à se souvenir et se continuer, pour remplir les exigences du rôle. Il est peu probable qu'elle ait su, dès lors, mettre dans son jeu la musique et le masque des douleurs vécues, mais à ses accents incertains la misère mêlait peut-être déjà quelque inflexion d'une exquise justesse. Vous souvient-il de la belle poupée princière que Cosette dut céder aux enfans de Thénardier? Notre petite comédienne, qui jouait cet épisode à la scène, le vit se réaliser dans sa propre vie. Une vieille dame lui avait fait cadeau d'une grande poupée aux cheveux d'or, à la robe de satin bleu-ciel. C'était l'automne, dans un village. Vint l'hiver dans une petite ville de l'Italie du Nord. Il fallut se loger dans des chambres meublées, la saison fut mauvaise, le jour du départ on n'avait pas de quoi solder le loyer. La loueuse, qui avait une petite fille du même âge qu'Eleonora, crut être charitable en se payant avec la poupée. Elle le fut peut-être. Ce n'est pas à nous de prononcer.

Ce que voient de choses et de gens, ce qu'éprouvent de sensations disparates ces enfants de l'art, c'est presque inconcevable. Chez les autres enfants, l'éducation s'efforce d'atténuer les mouvements expressifs. On leur apprend à ne pas crier, à ne pas se démener dans la souffrance, à ne pas se tordre dans le rire, à ne pas rouler les yeux, à ne pas faire la mine effarée. L'enfant de l'art au contraire est élevé dans le culte et dans l'exercice de l'expression. Ses parents et les gens qui les entourent ne font que poursuivre l'expression. Le jour aux répétitions, le soir au spectacle, chez eux en repassant leur rôle, ils n'ont d'autre soin que d'exprimer, de la façon la plus sensible, par les moyens les plus évidents. Ayant la mémoire farcie de phrases fortement colorées, ayant l'habitude de les scander en guise de commentaire, d'accentuer chaque mot d'une façon tant soit peu musicale et d'en arrondir les terminaisons, ils arrivent à se servir, même dans l'intimité familiale, d'un langage légèrement grossi et d'un ton qui en redouble la signification. Le langage dont nous nous servons habituellement est loin de posséder la précision méditée du langage littéraire. En fait de sentiments surtout, nos discours usuels ont une portée approximative qui en

fait la discrétion et la légèreté. Le comédien, le comédien de bas étage surtout, glisse inconsciemment dans la rondeur et dans la spécification littéraire. On ne peut pas dire qu'il fasse de la prose sans le savoir : il redit sans le savoir de la prose imprimée. Le répertoire de ces petites troupes se prête admirablement à la gymnastique expressive. Il met en jeu des sentiments extrêmes au milieu d'une variété extrême d'événements. Loin de s'enfermer dans la casuistique d'un seul sentiment, il embrasse toute la gamme des émotions humaines, il représente toutes les conditions sociales. Par son extériorité, par son caractère de généralisation, par l'opposition de ses effets, il réclame une grande plénitude vocale, une grande ampleur de gestes, et une prompte obéissance dans les contractions de la physionomie.

Le répertoire intellectuel de vos grands et de nos grands théâtres, nous a habitués à priser surtout la ténuité presque effacée des expressions. Ce que nous appelons ordinairement maîtriser l'émotion, c'est la faculté de la supprimer, ou d'en amoindrir les mouvements révélateurs. C'est un peu entendre la maîtrise à la façon des tyrans et je me prends parfois à craindre que ces efforts, faits dans un but négatif, ne nous amènent à paralyser la faculté créatrice.

Si mes œuvres avaient eu l'honneur de parvenir jusqu'à vous, vous verriez que je prêche contre les tendances actuelles de mon art. Mais la certitude n'appartient qu'aux artistes souverains et nous avons tout le long du siècle trop disserté sur l'art pour ne pas tomber à tout moment en contradiction avec nous-mêmes. L'atténuation ne me paraît pas appartenir à l'enseignement primaire de l'art. J'estime qu'on doit plutôt la placer comme point d'arrivée que comme point de départ, et qu'il faut apprendre à voir et à faire grand, si l'on veut atteindre la précision des expressions atténuées. Quoi qu'il en soit, Dieu me garde de me prononcer sur les méthodes de l'enseignement artistique. Elles sont presque toutes bonnes dans la même mesure. A en juger par les produits, et c'est encore le plus sûr, je suis porté à croire que les vôtres sont les meilleures, car on ne rencontre nulle part des représentations aussi parfaites que celles que tout le monde admire dans vos théâtres. D'ailleurs, je viens de vous dire qu'en fait d'art dramatique, nous n'avons presque pas d'enseignement. L'éducation artistique de nos comédiens est tout à fait empirique et l'empirisme n'est pas une méthode.

Nous avons vu le fils du comédien croître dans un milieu qui doit développer ses facultés expressives. Il faut croire que l'hérédité a déjà prédisposé en lui, d'une façon particulière, les organes qui président à l'expression. Il est probable que chez lui, la voix, les petits muscles du visage, les nerfs dont les contractions pâlissent ou colorent les joues, enfin tout l'appareil révélateur des états de l'âme, est doué d'une sensibilité, d'une mobilité spéciales, et assujetti dans une mesure exceptionnelle aux impulsions de la volonté. La faculté de l'imitation, si prompte et si puissante chez les enfants, accomplit l'œuvre de la nature. La condition économique des parents porte les enfants de l'art à faire, dès la première adolescence, de fréquents exercices de faculté imitative. Nous avons vu la Duse jouer la comédie à l'âge de dix ans, et son cas est loin d'être un cas isolé.

Vous n'êtes pas sans avoir observé combien les enfants montent facilement de l'imitation à l'illusion, avec quelle promptitude ils arrivent à éprouver réellement les sensations qu'ils avaient entrepris de simuler.

Ce phénomène n'a pas échappé à l'observation des physio-psychologues. La voix surtout, notre propre voix exerce sur nous-mêmes une puissance de suggestion vraiment extraordinaire. Elle modifie notre état d'âme. Tous ceux qui s'appliquent à la moduler en ont fait l'expérience. Si les premiers sons, et les premiers accents appartiennent au domaine de la volonté et sont par là incertains et approximatifs, au fur et à mesure qu'il s'en produit de nouveaux, leur essor devient libre et spontané, de sorte qu'ils nous rendent au centuple l'émotion que nous nous étions efforcés de leur communiquer. D'avoir vibré, la voix humaine vibre avec une étonnante sincérité.

Ernesto Rossi me racontait avoir jadis connu à Padoue un jeune dilettante très réputé dans la ville et qui se vantait de le faire pleurer rien qu'en lui lisant le menu d'un souper.

— Je sais trop bien comment on s'y prend, lui répondait le grand tragédien. Ce n'est pas à moi qu'on peut la faire. Mais l'autre insistant, il courut une gageure, dont le souper fut l'enjeu.

On convia plusieurs personnes du métier, qui toutes se croyaient ferrées contre ces sortes de surprises. Le souper terminé, voilà notre jeune homme mis en demeure. Soit que, se tenant sûr de gagner, il eût voulu s'en donner à cœur joie, soit qu'il lui fallût de l'espace pour graduer ses effets, peut-être les deux ensemble, le fait est que le menu était de haute volée et vraiment pantagruélique. Le hors-d'œuvre fut énoncé sur un ton indifférent, la soupe fut voilée d'un léger nuage, qui s'épaissit en brouillard au poisson et gronda avec des éclats de tonnerre au premier plat de viande. Il n'y avait jusque-là qu'un de ces fréquents exercices d'acrobatisme expressif auxquels chacun de nous a assisté mille fois. Mais dès que la voix, une très belle voix italienne, eut commencé à trembler de crainte, et à se replier dans la douleur, à chaque repli elle sembla puiser

aux profondeurs de l'âme des accents d'une sincérité poignante. Le jeune homme, déjà exalté par la vibration intérieure de sa propre voix, dès qu'elle éclatait au dehors, en recevait les ondes sonores, comme si elles provenaient d'un être cher à son cœur, et abîmé dans la souffrance. Il pâlissait, ses traits se tendaient, ses yeux pleuraient des larmes véritables, sa poitrine était rompue par de véritables sanglots. Pour les assistants les mots avaient perdu toute sorte de signification directe. « C'était, me disait Ernesto Rossi, comme si nous écoutions la musique angoissée d'une langue inconnue. » Et il en concluait, moitié badinant, que les grands acteurs peuvent bien se passer des poètes, car la suprême essence des sentiments ne réside pas dans la parole, mais dans l'accent.

Pensons avec quel naïf abandon le comédien adolescent doit se livrer à la suggestion de sa propre voix et de ses propres gestes! De son jeu prématuré il ne tire pas seulement la possession matérielle de la scène et l'aisance des mouvements expressifs, mais, ce qui est bien autrement important, la promptitude de l'illusion. Sur ce point le public lui vient en aide d'une façon admirable. On ne saurait imaginer jusqu'à quel point arrive la crédulité passionnée du public dans certaines petites villes d'Italie, ou dans les théâtres populaires de mainte grande ville. Bologne et les nobles cités de la Romagne, si pleines d'art et d'histoire, en fournissent des exemples qui vous paraîtraient incroyables, mais dont on ne saurait contester la vérité.

La vie nomade que mènent les troupes dramatiques italiennes, y compris les meilleures, est un des plus puissants éléments de l'éducation artistique de nos comédiens. Si la plus simple bienséance n'imposait pas de limites à la durée de mon discours, je voudrais considérer avec une certaine largeur un fait auquel j'attribue une très grande influence, dans la coloration nuancée des expressions vocales. Il s'agit des nombreux dialectes italiens, — si profondément différents les uns des autres, — que les comédiens, tout en parlant avec une rare pureté la langue nationale sont amenés à apprendre dans toutes leurs finesses. Il est certain que le dialecte, comme la langue elle-même, exprime, dans sa totalité phonique, les caractères essentiels du peuple qui le parle. Il fixe pour ainsi dire l'accentuation des sentiments prédominants. Son usage étant limité à un nombre plus restreint de personnes, le dialecte a sur la langue cette supériorité qu'il spécifie davantage les caractères. Alexandre Dumas dans une magistrale étude sur la Desclée a relevé l'action bienfaisante que la connaissance même superficielle des différents dialectes italiens a pu exercer sur la variété des accentuations expressives qu'on admirait dans votre grande comédienne. Une étude approfondie du sujet me conduirait trop loin, et je n'ai pas le droit de mettre votre patience à une si rude épreuve. Qu'il me suffise d'avoir touché à ce point sans y insister. Mais ce n'est pas là le seul bienfait que la vie nomade apporte à nos comédiens. Ne faisant dans chaque ville que des séjours passagers, ils n'ont pas le temps d'y établir des relations, d'y contracter des habitudes en dehors du théâtre. Toute leur vie est concentrée dans le théâtre. Cela n'est pas, je le reconnais, sans quelques inconvénients, mais je m'obstine à croire, qu'étant donnée la distribution à peu près égale de la population dans nos grandes villes, ces inconvénients sont loin de balancer les bienfaits. Le public de nos théâtres ne se renouvelle presque pas. Ce sont toujours les mêmes habitués dont le tour s'épuise à chaque quatrième représentation. Cela porte nos directeurs à renouveler continuellement leur répertoire. Tandis qu'une pièce à succès atteint chez vous des centaines de représentations, c'est une fortune, hélas! tout à fait exceptionnelle, si elle arrive chez nous à la dixième.

Nos troupes sont forcées de répéter tous les jours. On monte une comédie nouvelle, voire même un drame en vers et en costumes, dans l'espace d'une semaine au plus. On ne croirait jamais avec quelle promptitude nos acteurs, des plus célèbres aux plus routiniers, étudient leurs rôles, fixent la topographie de la scène, établissent les effets, colorent leur jeu, poursuivent la personnification des caractères. En ma qualité d'auteur, j'en ai été bien souvent émerveillé; ils m'ont inspiré bien souvent une admiration attendrie. C'est précisément à cette lourde tâche que leur sert la concentration continuelle de toute leur activité vers le théâtre. Nos comédiens aiment à assister aux répétitions même des pièces où ils n'ont pas de rôle. Et pas aux répétitions seulement, mais aux représentations. Un esprit de camaraderie très étroite les porte, lorsqu'ils ne jouent pas, à se mêler au public du parterre ou de la galerie la plus élevée, à prêter l'oreille aux observations immédiates, à en contrôler la justesse, à les communiquer à leurs compagnons. On peut affirmer que chaque comédien connaît, jusqu'aux moindres mouvements scéniques, l'ordonnance de toutes les comédies dont se compose le répertoire de sa troupe. Les déplacements si fréquents, la ténuité des recettes, ne permettent pas aux directeurs de doubler les rôles. Il n'est pas rare le cas où, quelques heures avant le spectacle, même au moment de lever le rideau, un artiste se trouve subitement indisposé. S'il s'agit d'un des tout premiers rôles, un placard sur l'affiche ou un comédien à la rampe annonce au public un changement de programme. De fermer le théâtre il n'est jamais question : nos troupes ne

font jamais relâche. Mais pour peu que le rôle soit d'une importance secondaire, il se trouve toujours un acteur qui, sans l'avoir étudié, sans l'avoir jamais répété, se charge de le jouer et ne s'en tire pas trop mal. Il faut bien reconnaître là le sang de l'ancien comédien de l'art, l'habitude atavique de l'improvisation, une adaptation toute spéciale aux efforts expressifs, qui provient de la naissance, du milieu social, de l'éducation inconsciente reçue dès la première enfance.

Lorsque la Duse et Novelli ont eu l'honneur de se présenter sur vos théâtres, vos éminents critiques leur ont reconnu, d'un accord presque unanime, une grande promptitude, une grande mobilité d'expression, une souplesse qui leur permet de se plier à des rôles entièrement différents, une coloration chaude et passionnée, et le sentiment naïf de la nature. L'excellence artistique de ces talents privilégiés leur appartient personnellement et découle des propriétés irréductibles de l'être. Mais elle se greffe sur les caractères fondamentaux de notre art national et c'est de ces caractères que je me suis efforcé de rechercher devant vous l'origine et la raison.

Vous ai-je parlé avec trop de partialité de nos comédiens? Aurais-je dû vous montrer le revers de la médaille et vous étaler les défauts de leur constitution artistique? Ces défauts sont l'ombre des qualités. D'autre part, dès qu'on s'éloigne de son pays on ne se ressouvient que de sa beauté et de sa grâce. Loin de moi la pensée d'établir des comparaisons. En fait d'art elles sont toujours trompeuses. Quand je recherche la trace de mes impressions artistiques, j'entends bien souvent l'écho de vos poètes, je revois bien des visages à qui vous avez souri mille fois. Sur le point de terminer mon discours, voilà que du fond de ma mémoire surgit encore l'image de cette Aimée Desclée que j'ai saluée au commencement.

Aucune jouissance d'art n'a pu effacer l'impression qu'elle a laissée dans mon esprit. Il est vrai que j'avais vingt ans quand je la vis pour la première fois. Elle jouait Diane de Lys, j'entends le son de sa voix.

Nous pouvons relire les livres qui nous ont remué l'âme dans une période éloignée de notre vie, nous ne pouvons pas réentendre les comédiens par qui notre âme juvénile a été ravagée et portée à l'enthousiasme. Cela fait que le livre vieillit et que le comédien reste toujours jeune. Délicieux privilège d'un art qui a l'exquise noblesse de fleurir, d'embaumer et de passer, sans laisser aucun témoignage positif de ses imperfections et de ses artifices! D'autant plus poétiques et riants de jeunesse divine que nous nous éloignons d'eux, poussés vers la mort, les souvenirs de ces artistes nous représentent l'image d'une beauté éternelle, accrue par la déroute de toutes nos certitudes, par ce désenchantement qui est la saveur même de la vie.

GIUSEPPE GIACOSA.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

M. le président Loubet.

I

C'est la sagesse et le bon sens dauphinois qui triomphent en ce nouveau Président que le congrès vient d'élire et qui naquit à Marsanne, dans la Drôme.

Dans les temps troublés et difficiles où les passions se déchaînent, il faut au gouvernail une main forte, un homme de raison clairvoyante et sûre, et pondéré, et modéré, d'une froide intrépidité. De tels hommes dont le Dauphiné abonde, M. Émile Loubet est un parfait exemplaire. Déjà il a donné sa mesure quand, sous son ministère, les bombes de Ravachol épouvantaient Paris. Quelque autre péril, à cette heure, semble suspendu sur nous. Il y pourvoira. Tout l'homme est dans ses origines. Il faut expliquer ces origines. Quand on les connaîtra, on sera rassuré.

Marsanne, qui, tout chef-lieu de canton qu'il est, ne compte pas 2 000 âmes, est un charmant village assis aux derniers contreforts des Alpes, dans la partie qui va s'abaissant aux bords du Rhône. Une belle ruine féodale le domine; une vieille abbaye s'enclave dans l'entassement des maisons qui sèchent leurs murs de pierres grises et leurs tuiles rouges au soleil. C'est presque déjà la Provence. Vignes et oliviers, et mûriers, s'éparpillent dans la plaine. Le sol est maigre et caillouteux; mais, sur les sommets qui de tout côté se haussent, de belles forêts couvrent les rampes; elles vont rejoindre celle de Saou, luxuriant labyrinthe enfermé entre les crêtes de Rochecourbe. Cette cime est fameuse, Bonaparte, lieutenant d'artillerie à Valence, en faisait souvent l'ascension. M. Loubet, qui aime les courses pédestres, la dut gravir de même. Il se peut que, frappé des mêmes pressentiments, il se soit écrié comme lui : « D'ici je vois le monde à mes pieds! » Mais le monde, pour M. Loubet, ce devait être alors Marsanne, et peut-être là-bas, à l'horizon, Montélimar, le chef-lieu d'arrondissement.

Son grand-père, sous l'ancien régime, était *castelan* (châtelain) de Riouville, c'est-à-dire que, pour le compte du seigneur de Grignan, d'où dépendait cette châtellenie, il touchait les droits et fermages. Cela, au moins par le frottement, met déjà quelque aris-

tocratie dans sa famille. Un des fils du castelan épousa une demoiselle Nicolet et vint s'établir sur le bien et dans la maison de sa femme, à peu de distance de Marsanne. C'est là qu'est né notre Président, où sa vieille mère vit encore, à quatre-vingt-six ans, et où, en ce moment, quelques reporters parisiens partis en express sont en train de la confesser et de la tracasser.

Son père, du fait de sa femme, se trouvait donc « propriétaire ». Rien du rentier qui n'a que la peine d'attendre ses termes. On appelle ainsi, dans le Midi, le possesseur d'un gros domaine rural, qu'il fait valoir lui-même avec ses domestiques et dont la libre exploitation le classe au rang de la bourgeoisie. Trente-sept ans durant, jusqu'en 1873 (comptez la suite des régimes), il fut maire de son village de Marsanne. Ce n'est pas cet aimable homme d'aucun parti — nous voulons dire de tous — qui put transmettre à son fils des convictions qui lui manquaient. Il eut trois enfants : sa fille s'allia à M. Barbier, banquier à Valence, tous deux morts aujourd'hui. Quant aux deux fils, l'ambition paternelle les destinait naturellement à des carrières libérales : l'un serait médecin, l'autre légiste. C'est ce qui arriva. Le premier fut docteur à Grignan ; l'autre, M. Émile Loubet, fut avocat et ne l'est plus.

Comment la politique vint-elle s'emparer de ce praticien pour le lancer dans une voie où, distançant tous ses rivaux, il devait atteindre le but suprême ? Il a dit qu'il n'avait jamais fait un tel rêve. Nous le croyons sans peine. Les événements l'y aidèrent, et aussi d'heureuses dispositions, un merveilleux instinct à profiter des circonstances. Les noms, le plus souvent, quand ils ne s'appliquent pas à quelque signe distinctif et physique, sont d'infaillibles indices du moral, du caractère. « Loubet », en patois de là-bas, c'est petit loup ; et louvoyer en dérive. M. Loubet, — au bon sens du mot, sans nulle intention malveillante, — a louvoyé toute sa vie. Dans la passe terrible où nous entrons, il louvoiera encore. N'est-ce pas la manœuvre indiquée quand les vents sont contraires, que le navire se fatigue et fait eau, et qu'il faut gagner le port ?

Aussi loin qu'on remonte, c'est dans la fermentation des esprits, aux dernières années de l'Empire, qu'il dut gagner la fièvre politique. Après avoir passé par le petit collège de Crest, le petit séminaire de Valence, et, en dernier lieu, à Bourgoin, dans une institution préparatoire au bachot, il était venu faire son droit à Paris. Il connaissait Gambetta, le tutoyait, comme tout le monde le put connaître, emplissant des éclats de sa voix le café Procope ; puis, tout à coup, lancé à la gloire avec le procès Baudin, et député de Paris, l'emporté et flamboyant leader de l'opposition.

Pendant que cette fortune éclatante s'épanouissait à Paris, M. Loubet, modestement retourné en province, s'était fait inscrire au barreau de Montélimar. Avocat du P.-L.-M., la notoriété lui venait, plaidant, rayonnant aux cours et tribunaux de Valence, Aix, Avignon, Grenoble, et négligeant, d'une âme oublieuse et généreuse, de réclamer ses émoluments aux petits clients de l'arrondissement. Il avait, en 1869, épousé une jeune fille de la bonne bourgeoisie de la ville ; même il était conseiller municipal. Tout cela n'était pas très brillant. Mais, tout à coup, la guerre éclatant et l'amitié de Gambetta s'en mêlant, les Montilliens, flattés sans doute de cette illustre relation de leur compatriote, le bombardèrent maire. Le rêve de Rochecourbe est en partie réalisé. Le monde de Montélimar est à ses pieds. Il a gravi le premier échelon.

Et l'ascension se poursuit, comme il se doit en bonne République où, dans l'absence de toute barrière infranchissable, le succès est à qui s'applique à monter sagement d'un degré à l'autre, 1872 le fait conseiller général, et 1876 député. Il a, suivant une expression chère à son parti, « sérié » sa vie ; et chaque progrès, chaque avancement arrive à son heure.

Les politiciens, qui ne sont que cela, gens à formules, à grandes phrases abstraites, ont quelque dédain pour l'homme pratique qui sait dépouiller un dossier, tirer au clair des paperasses, jouer avec les chiffres, assembler, préparer un rapport, discuter un budget. Volontiers ils se déchargent sur lui de ces ingrates besognes. C'est par là que M. Loubet, ex-avocat d'affaires et plaideur de mur mitoyen, se rendit utile, indispensable ; par là que le ministère des Travaux publics, — qui ne demande aucunes capacités particulières, pas même le titre d'ingénieur, — lui échut un jour, et qu'il atteignit à l'Intérieur, puis au Sénat, et à la présidence du Sénat.

En ces divers postes, il s'était trouvé, — sinon brillamment, du moins avec compétence et netteté, — l'homme précisément de sa tâche, *the man right in the right place*. Pourquoi ceux qui s'étonnent aujourd'hui de le voir à la première magistrature du pays, ne s'étonnaient-ils pas hier de le voir à la seconde ? Dans la hiérarchie démocratique, il venait immédiatement au second rang, au-dessous de M. Félix Faure. L'un manquant, et les circonstances aidant, il se trouve au premier. C'est tout simple.

II

Voilà l'homme extérieur et public, l'homme intime est curieux encore. Simple, main tendue, souriant, l'abord le plus bienveillant, le plus facile, le parler bonhomme... une réelle horreur du faste, des grandes manières. Tous l'aimaient au Sénat, non

seulement ses collègues, qui trois fois l'élurent leur président, mais tous ses subordonnés et jusqu'au dernier secrétaire-rédacteur. De la brusquerie parfois, de l'humeur, des airs bourrus cachant un bon cœur...

Il est dans son cabinet, il travaille; un huissier entre, passe une carte. Il s'emporte : « Mais non! qu'il me fiche la paix! je n'y suis pour personne... Mon Dieu! suis-je un homme malheureux! On ne me laissera pas une minute tranquille... » Il se prend la tête à deux mains. Et soudain : « Allons! faites entrer... C'est vous, cher ami! Qu'y a-t-il pour votre service? » Et l'on cause, il est serviable et bon, il s'intéresse...

Son portrait n'est plus à faire, qui peuple aujourd'hui les publications illustrées, les vitrines des magasins. Si sauvagement qu'il se soit dérobé jusqu'ici à la peinture, à la sculpture, — jamais il ne consentit à poser pour le tableau de son compatriote et parent le peintre Loudet, représentant la députation de la Drôme, et où il figure avec Madier-Montjau, Maurice Faure, Bizarelli, Boissy-d'Anglas, etc., — il faudra bien à présent qu'il se résigne. Dans ce petit homme court et replet, d'allure bourgeoise, non pas gauche, dans ce visage ovale, aux grands méplats, au nez aquilin, à la coloration un peu brune et terne comme tous les blonds du Midi, encadré d'une barbe qui blanchit, — les yeux sont à noter. Dans l'embroussaillement des cils, entre les paupières qui se pincent, ils brillent, ils sourient d'un joli éclat gris-bleu qui éclaire toute la face. Là est la finesse, la malice. Et c'est la bonne malice, celle qui se défend d'être dupe, qui met au point hommes et choses, qui est habileté aux affaires et, dans l'emportement du débit, sait se ménager une retraite, et qui va loin parce que, pas à pas, elle s'est assuré des points d'appui, des réserves de force.

Le langage est comme ces yeux, malicieux aussi et habile. Il a conservé le terrible « assent » et le parle sans fausse honte. Il faut se faire une force et une aide de ce qu'on ne peut dépouiller. Ce stigmate provincial indélébile lui imposait la rondeur, la cordialité familière. C'est bien le genre qu'il a adopté. M. Loubet est sans façon, bon vivant, et, — avec des mœurs irréprochables, — point ennemi de la gaudriole. Aux dîners du Conseil général de la Drôme, il luttait de verve gauloise avec son ami Madier-Montjau. Et tel on le vit aux soirées de la présidence du Sénat où, quittant les dames, il filait au clan des fumeurs : « Ah! qu'on est bien ici... » Et après avoir brûlé deux ou trois cigares : « Moi, je suis un chançard, je vais me coucher... Amusez-vous bien, mes amis. » Tout cela se modifiera un peu à l'Élysée, où la tenue, sans cesser d'être simple, se fera d'une dignité plus attentive. Il sera un bon président à l'américaine. La fonction renouvelle l'homme et le crée, comme le besoin crée l'organe.

Et les réceptions y seront brillantes, aussi brillantes qu'elles ont pu l'être. Le Dauphinois n'est pas dépensier, il est même tout le contraire; mais si, dans la vie privée et quand il ne s'agit que de lui, il suit les vieilles habitudes de sobriété, d'économie, le jour où il reçoit, il y a largesse, abondance et surabondance. Vous verrez cela dans toutes les maisons bourgeoises et campaguardes de la région.

Pour l'y aider, il aura son entourage de famille. Mme Loubet, distinguée, élégante, est montée, comme son mari, graduellement aux honneurs. Une femme, plus vite encore qu'un homme, sent s'éveiller en elle et se déployer d'une aile prompte toutes les choses de mondanité et de sociabilité indispensables... Un peu d'embonpoint, qui ajoute à la dignité et à la grâce; une belle tête brune, — des types piquants du Midi; — les yeux un peu retroussés vers les tempes à la « mousmé »... Cela fait un ensemble très agréable.

M. Loubet, à l'exemple de son père, — cette famille est traditionnelle, — a trois enfants. L'aîné, M. Paul Loubet, a vingt-six ans. Ce Dauphin vient de passer son doctorat en droit. Il secondera ses parents aux fêtes et aux labeurs de la Présidence.

Comme tous ses compatriotes, M. Loubet ne doit pas être très artiste, et il nous étonnerait qu'il eût un grand penchant pour la poésie et les arts. Il faut dire pourtant à sa louange qu'il fait partie de la commission d'organisation des fêtes d'Orange. Il a suivi assidûment toutes les représentations classiques, — *Œdipe Roi*, *Antigone*, — qu'il écoutait avec attention et de l'air de comprendre. Nous signalons le fait à M. Jules Lemaître.

On lui reproche de n'avoir pas du génie. C'est tant mieux, quand les gouvernants ont du génie. Quand ils n'en ont pas, c'est tant mieux encore, pourrait-on dire. Ces cerveaux toujours bouillonnants vous entraînent parfois en de fâcheuses aventures... Comme il a géré ses affaires privées et celles des divers ministères qu'il a traversés, il va gérer les affaires de la France. Il prendra possession de l'Élysée, y occupant les lieux, comme disent les contrats de louage, « en bon père de famille ». Il aura, au milieu de ses nouveaux soucis, le regret de ne pouvoir donner autant de soins et de temps qu'auparavant à ses fermes, aux champs agrandis, à l'accroissance du bétail, à la bonne tenue des terres, — et l'inquiétude de savoir ce que devient la mairie de Montélimar. Les grandes charges ont de ces petits inconvénients.

Cet homme dépouillé de tout préjugé, qui vit en famille, au coin de son feu, a gardé certaines préventions. Lors de l'inauguration de la statue d'Augier à Valence, il fut question, dans les sphères

gouvernementales, de décorer l'auteur du monument, Mme la duchesse d'Uzès sculpteur et boulangiste à la fois. Cela révolta tous les instincts démocratiques de M. Loubet, qui menaça, si l'on passait outre, de ne pas se rendre à la cérémonie. « Si l'on veut à toute force décorer quelqu'un, qu'on décore le félibre Mariéton... » Il en fit tant que Mme d'Uzès ne fut pas décorée, non plus que M. Mariéton, du reste.

M. Loubet n'aime pas les duchesses. Voilà une faiblesse. Comment fera-t-il à l'Élysée, où il aura à recevoir non seulement des duchesses, mais toutes les reines et impératrices de passage? C'est même une des préoccupations de nos bons snobs de savoir comment il se tirera de son rôle avec la grande exposition approchante. Qu'ils ne se mettent pas en peine. Il s'en tirera fort bien, avec affabilité, courtoisie et simplicité bourgeoise, et cela nous sortira des grâces de commerce et des élégances de table d'hôte dont nous fûmes amusés. Les Parisiens ne sont pas conséquents. Ils ont quelque honte à n'avoir à offrir qu'un fruste Président aux monarques qui les visitent. Que n'élisent-ils un petit empereur, un jeune roi! Les prétendants ne manquent pas. Les choses alors iraient toutes seules.

On s'enquiert avec un certain émoi s'il a de l'énergie. Il n'a pas d'énergie. Il a de la fermeté, ce qui vaut peut-être mieux, étant donné les circonstances et la tâche du Président d'après notre constitution. L'énergie est active et combative, la fermeté est une vertu plutôt défensive, et c'est celle qu'on lui doit souhaiter à cette heure. Il est armé, il a les lois dans une main, l'autorité de l'autre, et il démentirait toute sa vie s'il ne faisait pas droitement, simplement, tout son devoir.

Tel qu'il nous semble l'avoir peint, avec cette bonhomie souriante, ces mœurs familiales et presque patriarcales, une honnêteté, une intégrité de vie, translucide, nous ne donnons pas un mois à ce bon peuple de Paris, — qui plutôt froidement, l'a accueilli au retour du Congrès de Versailles, — pour l'acclamer et pour l'adorer, quand il le connaîtra mieux.

Toutes nos destinées sont obscures et l'œuvre présente est malaisée, — il faudra apaiser les troubles de la rue, faire rentrer le calme dans les esprits, éteindre les scandales et dissiper le cauchemar qui angoisse nos consciences, — il semble qu'on puisse y réussir en unissant notre sagesse à la sienne, et se promettre enfin quelques années de tranquillité, et un peu de douceur de vivre. Nous l'aurons bien gagné.

LÉON BARRACAND.

LE SOUPER DE BEAUCAIRE

A la fin du mois de juin 1793, la famille Bonaparte s'était établie aux portes de Toulon, dans le petit village de la Valette, qu'elle dut abandonner bientôt pour s'installer à Marseille. Pendant ce temps Napoléon se rendait à Nice. Le dépôt de son régiment se trouvait à Grenoble; mais cinq compagnies tenaient garnison à Nice, et Dujard, promu récemment colonel, dirigeait dans cette ville le parc de l'armée d'Italie.

L'avancement était si rapide que Bonaparte eut, à son arrivée, son brevet de capitaine commandant Le règlement nommait sa compagnie la compagnie n° 12. Mais ses canonniers l'appelaient, selon l'usage de l'ancien régime, la compagnie Buonaparte. C'était la compagnie de bombardiers, commandée naguère par Saint-Vincent et ensuite par Gouvion ; après Bonaparte elle eut pour capitaine Muiron, puis Emourgeon.

Napoléon avait trouvé à Nice comme général d'artillerie de l'armée d'Italie un homme qui le connaissait, Jean, chevalier Du Teil, frère de ce baron Jean-Pierre Du Teil qui pressentait à Auxonne les talents militaires du jeune Corse. Jean Du Teil venait de parcourir les bords de la Méditerranée et d'esquisser un plan de défense du littoral. Il attacha le capitaine au service des batteries de côte, et le 3 juillet Bonaparte demandait au nom de Du Teil, à Rhodes de Barras, directeur de l'arsenal de Toulon, à Bouchotte, ministre de la guerre, un modèle de fourneau à rougir les boulets : « L'artillerie, disait-il, s'était contentée jusqu'alors d'une simple grille avec un soufflet de forge; mieux valait, pour brûler les navires des despotes, établir des fours à réverbère près des batteries de côte. »

Quelques jours plus tard il recevait une nouvelle mission, non pas, comme on l'a dit, de Faultrier, — puisque François de Faultrier, capitaine d'une compagnie d'ouvriers, ne pouvait donner d'ordres à Bonaparte, — mais du général Du Teil : il devait se rendre à Avignon pour y organiser des convois de poudre qu'il ferait passer à l'armée d'Italie.

Il partit. Mais il tombait en pleine guerre. Les Marseillais soulevés occupaient Avignon, et une armée conduite par Carteaux marchait à leur rencontre par Pont-Saint-Esprit et Orange.

On a prétendu que Bonaparte assistait à cette expédition. Il serait arrivé le 15 juillet au Pontet en même temps que Carteaux, et plusieurs jours après, lorsqu'un détachement, mené par l'adjudant général Dours, se dirigeait sur Avignon par la rive droite du Rhône, il aurait suivi cette colonne volante qui comptait seize canonniers et traînait avec elle deux canons. Le 25 juillet, Carteaux attaquait Avignon; il

fut repoussé et regagna le Pontet. Mais au soir, la femme du gazetier Sabin Tournal accourait au camp républicain et annonçait que les Marseillais abandonnaient Avignon. C'était Bonaparte qui les avait obligés à la retraite. Ses deux pièces placées sur le rocher de Villeneuve ou rocher de la Justice avaient pris à revers les canonniers marseillais établis sur le rocher des Doms.

Cette tradition avignonnaise ne mérite pas créance. Aucun document contemporain ne rapporte l'installation des deux canons de la colonne Dours sur le rocher de la Justice et l'effet décisif qu'ils auraient produit. Ni la correspondance de Carteaux, ni celle des représentants du peuple Albitte, Poultier, Rovère, ni les lettres de Dommartin, ni les souvenirs de Doppet ne mentionnent Bonaparte, et sûrement Dommartin, qui parle volontiers de ses camarades, Doppet, qui retrace avec complaisance les débuts du « héros d'Italie » au siège de Toulon, n'auraient pas manqué de citer le nom de notre Corse. Carteaux se vantait plus tard de ses relations d'antan avec Bonaparte, et en 1804, dans un billet au général Sanson, il raconte qu'il eut devant Toulon, au mois d'octobre, l'honneur de recevoir chef de bataillon le premier consul, qui n'était alors que capitaine : pourquoi n'a-t-il jamais dit qu'il mit — ou vit — Napoléon à la tête de l'artillerie de la colonne de Dours? Dans le *Souper de Beaucaire*, dans ses conversations, dans ses Mémoires, Napoléon ne fait pas la moindre allusion au rôle qu'il aurait joué devant Avignon, et dans sa pétition de 1795 au Comité de salut public, ainsi que dans son état de services en 1794, il garde le silence sur les événements du 25 juillet 1793.

Ouvrons l'*Histoire de l'armée départementale*, que Michel publiait en 1797. L'auteur assure qu'après l'attaque de Carteaux un conseil de guerre s'assembla dans Avignon, mais que les commissaires civils avaient peur, qu'ils comprenaient que leur mission n'était pas une partie de plaisir, qu'ils désiraient se tirer d'Avignon. Aussi leur suffit-il, pour ordonner la retraite, de lire les instructions du comité général de Marseille qu'apportait un courrier : « Dans le cas où vous vous verriez forcés d'abandonner Avignon, ce qui ne nous paraît pas présumable, vous vous replieriez sur la rive gauche de la Durance. » Le commissaire qui lut ces mots fit incontinent cette réflexion : « Voilà que le comité général de Marseille nous ordonne de nous replier sur la Durance. » Dans le même instant le bruit se répandit que l'armée allait se replier sur la Durance; tout le monde courut au bac de Barbentane. « L'armée départementale, conclut Michel, au lieu de poursuivre sa victoire, alla délibérer, et délibéra sa retraite. »

Ouvrons les Mémoires de Doppet : il dit que la résistance des Avignonnais fut vigoureuse et qu'ils tuèrent du monde aux conventionnels, mais qu'à l'activité de Carteaux et à la fermeté de ses troupes les ennemis finirent par n'opposer que la fuite, qu'il leur fut d'autant plus facile d'exécuter que la ville n'était pas entièrement cernée.

Lisons la lettre où Dommartin, qui commandait l'artillerie, retrace à sa mère « les faits véritables » : il écrit que les défenseurs d'Avignon avaient beaucoup plus de canons et, dans le nombre, des pièces de 24 et de 18; qu'il envoya quelques bombes avec une pièce de 8 démontée qu'on ne pouvait autrement employer; qu'on dut, après un feu continu de plusieurs heures, faire retraite en assez bon ordre, mais que la garnison, affaiblie et craignant un second assaut, quitta la ville.

Résumons la relation de Carteaux. Il attaque le 25 juillet, dès une heure du matin, les quatre portes d'Avignon, du Rhône à la Durance. Mais, ajoute le général, les fédéralistes lui répondent par un feu très vif et très soutenu d'artillerie et de mousqueterie, et Carteaux, après avoir consulté tous les chefs, juge impossible de forcer avec ses pièces de 4 des postes aussi bien gardés. A dix heures du matin les troupes ont regagné leur camp. A quatre heures de l'après-midi une députation d'Avignon vient annoncer que les portes sont ouvertes, que les habitants attendent l'armée conventionnelle avec impatience, que les Marseillais ont évacué la ville dans le plus grand désordre. A neuf heures du soir, Carteaux entre, au milieu des acclamations du peuple, dans Avignon illuminé.

Analysons les lettres des représentants Rovère et Albitte. Rovère écrit le 24 juillet qu'Avignon est presque entièrement cerné, que Villeneuve appartient aux républicains, qu'il ne reste aux Marseillais qu'une seule issue, le bac de Barbentane, et quelques jours plus tard, il rapporte que Carteaux, bien qu'avec des forces inférieures et une moins bonne artillerie, assaillit Avignon le 25, de très grand matin, non pour enlever la ville, mais pour attirer les assiégés hors des murs, et que dans la soirée, les rebelles, effrayés par cette petite attaque, ont repassé précipitamment la Durance. Quant à Albitte, il rappelle dans un mémoire postérieur que l'artillerie ne put battre en brèche Avignon, que les portes résistèrent aux petits boulets des républicains, que les rebelles disposaient de pièces de 18 et de 24 qui balayaient les environs et qu'ils avaient des moyens de faire repentir l'armée conventionnelle de son audace, mais que cette attaque plus vigoureuse que réfléchie les épouvanta : « Ils n'étaient pas aussi sûrs de leur conscience que de notre courage. »

Invoquons enfin le témoignage de Napoléon. Que dit-il dans le *Souper de Beaucaire?* S'il n'était pas

présent, s'il se trouvait sans doute le 25 juillet assez loin d'Avignon et du Pontet, il n'ignore pas ce qui s'est passé dans cette journée. Il raconte que la petite armée de Carteaux, composée de 4 000 hommes, « n'a fait aucune attaque en forme », qu'elle a « voltigé » autour de la place et tenté de pénétrer en attachant des pétards aux portes, qu'elle a lâché quelques volées et « essayé la contenance de la garnison », qu'elle s'est retirée dans son camp, et qu'une attaque était combinée pour la nuit d'après, lorsque les Marseillais ont évacué la ville : Carteaux, maître du Rhône, maître de Villeneuve où étaient les Allobroges, maître de la campagne, allait intercepter toutes les communications, et c'est ainsi, s'écrie Bonaparte, qu'une seule colonne de l'armée conventionnelle, dépourvue d'artillerie de siège, a pris Avignon en vingt-quatre heures!

Napoléon a donc suivi d'un regard très attentif cette petite guerre du Midi. Il sait que les habitants de Lisle ont tué le parlementaire ; il sait que la cavalerie a pourchassé les Marseillais dans leur retraite, leur a fait des prisonniers et capturé deux canons. Mais il commet une légère erreur, et cette erreur seule démontre qu'il n'eut aucune part à la prise d'Avignon. Les Allobroges, dit-il, étaient à Villeneuve. Or Villeneuve fut occupé par la colonne Dours qui longeait la rive droite du Rhône et ne comptait pas un Allobroge dans ses rangs. La relation de Carteaux et les mémoires de Doppet nous apprennent que les Allobroges appartenaient au corps principal et campaient au Pontet, que vingt de leurs dragons étaient de l'avant-garde qui fit, le 25 juillet au soir, son entrée dans Avignon, que cent autres dragons allobroges partis du Pontet rejoignirent cette troupe et enlevèrent deux pièces aux Marseillais fugitifs, que la légion allobroge, qui n'avait pas d'artillerie, demanda et obtint ces deux canons. Les Allobroges n'étaient donc pas à Villeneuve, et Bonaparte, en prétendant qu'ils y étaient, prouve que lui-même n'y était pas.

Tandis que l'armée de Carteaux marchait sur Marseille et balayait les sectionnaires, qui, selon Dommartin, disparaissaient devant elle comme des ombres chinoises, Bonaparte organisait ses convois de poudre à Avignon. Il eut alors, ce semble, un accès de découragement. Son camarade Dommartin entrait avec joie à Marseille et se félicitait de courir bientôt à la frontière des Alpes « avec le plus joli équipage de guerre qu'on pût voir » pour vaincre les ennemis du dehors, après avoir vaincu ceux du dedans. Bonaparte craignait de rester inactif et de passer le temps à dresser des inventaires ou à placer des batteries qui ne joueraient jamais. Il écrivit à Paris, et le 28 août le ministre Bouchotte recevait une lettre du capitaine Bonaparte qui lui demandait le grade de lieutenant-colonel et la permission de servir à l'armée du Rhin. Bouchotte ne répondit pas au jeune Corse ; mais il pria les représentants de voir le citoyen Bonaparte : la proposition de cet officier, disait le ministre, était celle d'un patriote, et si Bonaparte avait des moyens, on devait lui donner l'avancement qu'il méritait. Mais déjà Napoléon avait attiré sur lui l'attention des commissaires.

Il avait eu l'idée de publier sur la défaite du fédéralisme un dialogue à la façon de ces dialogues de Platon qu'il avait lus dans la traduction de l'abbé Grou. L'œuvre parut d'abord en seize pages, aux frais de l'auteur, chez l'imprimeur du *Courrier d'Avignon*, Sabin Tournal, avec les mêmes caractères et sur le même papier que le journal, sous ce titre un peu long : *Souper de Beaucaire ou Dialogue entre un militaire de l'armée de Carteaux, un Marseillais, un Nîmois et un fabricant de Montpellier, sur les événements qui sont arrivés dans le ci-devant Comtat à l'arrivée des Marseillais;* puis, en vingt pages et aux frais de la nation, sous le titre simple et bref de *Souper de Beaucaire*, chez l'imprimeur de l'armée Marc Auret.

Comme l'indique le titre, la brochure met en scène cinq personnages : un Nîmois, un fabricant de Montpellier, deux négociants marseillais et un militaire qui n'est autre que Napoléon. C'est le dernier jour de la foire de Beaucaire, et pendant le souper les convives s'entretiennent de la situation. Le fabricant de Montpellier et le Nîmois ne parlent que rarement, l'un deux, l'autre trois fois, pour se joindre au militaire et appuyer ses raisonnements. Des deux Marseillais, un seul prend part à la conversation, et il assure que les insurgés rentreront dans Avignon ou resteront maîtres de la Durance, qu'ils ont des ressources, des généraux, des bataillons, des pièces de 24.

Le militaire le réfute. Marseille est sans doute la plus belle ville de France, le centre du négoce de tout le Levant, l'entrepôt de l'Europe ; enrichie par ses économies et ses spéculations, elle tient la balance commerciale de la Méditerranée ; elle a rendu des services éclatants à la liberté ; elle a fait de grands sacrifices à la chose publique ; elle s'est prodiguée dans chaque circonstance ; elle a envoyé dix-huit mille hommes à la frontière ; bref, elle a le mieux mérité des patriotes. Mais son amour-propre, sa vanité que d'incapables meneurs ont exaltée, l'orgueil de son opulence, une confiance excessive dans le nombre de ses habitants, tout cela cause et causera sa défaite Elle croyait donner le ton à la France, et dès ses premiers pas elle a subi des revers. Elle croyait que le Midi se lèverait et elle s'est trouvée délaissée. Elle croit ressaisir l'avantage : elle sera battue ; son

armée nullement aguerrie, nullement organisée, manque d'ensemble et d'unité. Qu'elle cesse donc de résister à la nation entière comme si la République, qui dicte la loi à l'Europe, pouvait la recevoir d'une seule ville ! Qu'elle reprenne des principes plus sains. Qu'elle ne prétende pas imiter ces pays pauvres, le Vivarais, les Cévennes, la Corse, qui luttent jusqu'à la dernière extrémité et s'exposent sans crainte à l'issue d'une action. Qu'elle ne risque pas une bataille qui, tournant en déroute, jette en proie au soldat le fruit de mille années de peines et de fatigues. Qu'elle secoue le joug des hommes qui l'entraînent dans leur ruine parce qu'ils n'ont plus rien à ménager. Qu'elle restaure les autorités, accepte la constitution de 1793, délivre les représentants captifs, qui ne manqueront pas d'intercéder pour elle.

Le Marseillais, convaincu, avoue qu'il a été trompé. Mais il ajoute « avec une profonde affliction » que les chefs de l'insurrection marseillaise agissent en désespérés; qu'une partie du peuple est aveuglée, fanatisée; que l'autre est désarmée, humiliée, suspecte. Le militaire le console, lui promet que les représentants épargneront le sang français et rétabliront l'accord en dépêchant à Marseille un homme aussi habile que loyal, et le Marseillais, se résignant à l'inévitable échec des fédéralistes, paie de bon cœur à ses commensaux plusieurs bouteilles de champagne.

Ce n'est pas que ce Marseillais n'ait quelquefois raison dans son plaidoyer. Bonaparte lui prête par instants des arguments très forts. Les Girondins, dit le Marseillais, ne sont et ne peuvent être aristocrates puisqu'ils ont renversé le roi, fondé la République, défendu la patrie dans la périlleuse campagne de 1792. Ils veulent une Convention qui soit libre et une constitution donnée par des représentants qu'ils estiment; pas d'anarchie, pas de clubs, pas d'assemblées primaires trop fréquentes, tels sont leurs vœux. Et Bonaparte concède qu'ils ont, en de nombreuses occasions, montré du zèle et du civisme.

Il reconnaît même que les montagnards furent un moment les plus faibles, que la commotion paraissait générale, et qu'unis à tout le Midi, à l'Eure, au Calvados, les Marseillais avaient une « masse imposante de forces » et une « probabilité de succès ». Mais quoi! les Girondins ont été mous; ils se sont divisés; leur résistance est incertaine, décousue: nulle vigueur, nulle suite, nul ensemble dans leurs desseins. L'officier se range du côté des plus énergiques, du côté de ceux qui par leur décision, par leur attitude résolue, par l'audace et la rapidité de leurs actes, par ce qu'ils ont en eux d'âpre et d'inébranlable, rassurent la France contre le triomphe des étrangers. Et pour qui le républicain corse, chassé, persécuté par Paoli, prendrait-il parti, sinon pour les montagnards, qui lui promettent la reconquête de son pays natal?

Il pallie donc et tâche de justifier les excès de la Montagne. Le Marseillais s'épouvante à la pensée du succès définitif de la Convention; il voit les Allobroges, chargés des dépouilles de Lisle, entrer à Marseille; il voit Albitte et Dubois-Crancé, ces hommes « altérés de sang que les malheurs des circonstances ont placés au timon des affaires », dominer en maîtres absolus dans la ville; il voit la soldatesque envahir et piller les propriétés, les meilleurs citoyens « périr par le crime », le club « relever sa tête monstrueuse ». Bonaparte le calme, le réconforte : « Les Allobroges, que croyez-vous que ce soit? Des Africains, des habitants de la Sibérie? Eh! point du tout, ce sont vos compatriotes, des Provençaux, des Dauphinois, des Savoyards; on les croit barbares parce que leur nom est étranger! » Il est vrai qu'ils ont saccagé Lisle, mais « les Lislois ont tué le trompette qu'on leur avait envoyé; ils ont résisté sans espérance de succès; ils ont été pris d'assaut; le soldat est entré au milieu du feu et des morts; il n'a plus été possible de le contenir; l'indignation a fait le reste. » Quant aux représentants Dubois-Crancé et Albitte, ce sont de purs et constants amis du peuple qui n'ont jamais dévié de la ligne droite et ne sont scélérats qu'aux yeux des méchants : « il vous semble qu'ils ne gardent aucune mesure avec vous, et au contraire ils vous traitent en enfants égarés. »

Vainement le Marseillais vante le patriotisme de Brissot, de Barbaroux, de Condorcet, de Vergniaud, de Guadet. Qu'ils soient coupables ou non, objecte Bonaparte, qu'ils aient ou n'aient pas conspiré contre le peuple, que la Montagne se soit portée sur eux aux dernières extrémités par esprit de parti et non par esprit républicain, qu'elle les ait calomniés, ils ne devaient pas faire la guerre civile. S'ils avaient mérité leur première réputation, ils auraient jeté les armes à l'aspect de la constitution, sacrifié leur intérêt particulier au bien général; ils auraient oublié les *jérémiades* de Rabaut et « pardonné quelques irrégularités à la Montagne » pour ne penser qu'à vaincre l'Europe et à sauver la République naissante que la pire des coalitions menaçait d'étouffer au berceau : mais il est plus facile de citer Décius que de l'imiter : ils se sont rendus coupables du plus grand de tous les crimes; ils ont par leur conduite justifié leur décret; le sang qu'ils ont fait répandre a effacé les vrais services qu'ils avaient rendus. » Bonaparte demande si l'on est dans le siècle où l'on se battait pour les personnes et dans les temps de barbarie où l'Angleterre et la France luttaient l'une pour les familles de Lancastre et d'York, l'autre pour les Lorrains et les Bourbons.

Vainement le Marseillais proteste que ses compatriotes sont de vrais républicains attachés à l'ordre et aux lois, armés uniquement contre les anarchistes, arborant non le drapeau blanc, comme les Vendéens, mais le drapeau tricolore. Bonaparte répond que Paoli, lui aussi, arborait en Corse les trois couleurs, et cependant Paoli tirait contre les vaisseaux de la République, chassait des forteresses les troupes de la République, pillait et vendait les magasins de la République, confisquait les biens des familles dévouées à la République! Comme Paoli, les Marseillais sont des contre-révolutionnaires ou ils le deviendront avec le temps. Leurs chefs disent qu'ils veulent la République, mais, — remarque Napoléon en usant d'une comparaison frappante dans le goût de Camille Desmoulins, — à la faveur d'un rideau qu'ils rendent plus transparent chaque jour, ils accoutument leurs soldats à voir peu à peu la contre-révolution toute nue, et déjà le voile qui la couvre n'est plus de gaze. N'ont-ils pas failli perdre la République en arrêtant les convois et en retardant les opérations de ses armées contre l'étranger? Ne semblent-ils pas payés par l'Espagnol et l'Autrichien, qui ne peuvent souhaiter de plus heureuses diversions? Ne se laissent-ils pas conduire par des aristocrates avérés? N'ont-ils pas mis des émigrés comme Somis à la tête de leurs sections? Leurs bataillons ne sont-ils pas remplis d'ennemis de la Révolution? Tous ceux qui détestent le nouveau régime, ne suivent-ils pas leurs succès avec sollicitude et avec joie?

Vainement le Marseillais assure qu'il défend les lois outragées. Bonaparte lui répond que les Marseillais ont au contraire renversé toutes les lois. De quel droit, sinon du droit de la force, ont-ils destitué le Conseil général, parcouru les districts, envahi Avignon et le sol de la Drôme? De quel droit ont-ils établi un tribunal populaire et soumis tout leur département à ce tribunal, qui n'est que le tribunal d'une faction? De quel droit leur comité des sections a-t-il violé la division territoriale en exerçant des actes d'administration sur les communes du Var? De quel droit a-t-il reconnu des affiliations qui ne sont autres que des clubs? De quel droit les Marseillais ont-ils emprisonné, assassiné des Avignonnais et « renouvelé les scènes dont ils exagèrent l'horreur »? N'ont-ils pas profané la statue de la Liberté? Ne l'ont-ils pas traînée dans la boue, couverte d'avanies, lacérée de leurs sabres? Est-ce ainsi qu'ils veulent la République? Et ne devraient-ils pas regarder la Convention comme le vrai souverain, comme le centre d'unité, comme l'unique point de ralliement? Ne devraient-ils pas, loin de se tourner contre leurs frères, marcher à la rencontre des coalisés, des envahisseurs de la France? « Ne sentez-vous pas que c'est un combat à mort que celui des patriotes et des despotes de l'Europe? »

Les défauts du *Souper de Beaucaire* sautent aux yeux. La partialité de l'auteur est évidente. Il tombe dans le vice qu'il reproche aux Marseillais et il exagère, par exemple, la valeur des soldats de Carteaux. Qu'il loue le régiment de Bourgogne, soit. Mais, à l'entendre, l'armée qui s'avance contre les insurgés est une armée invincible, qui comprend de vieilles milices encouragées par leurs succès et « cent fois teintes du sang du furibond aristocrate ou du féroce Prussien » : l' « excellente » troupe légère des Allobroges, un « bon » régiment de cavalerie, le « brave » bataillon de la Côte-d'Or, qui a vu « cent fois la victoire le précéder dans les combats »! Il élève jusqu'aux nues la discipline de ces hommes que le Marseillais traite de brigands, et il assure hardiment que leur réputation est au-dessus de la calomnie.

Faut-il dire aussi que le Bonaparte circonspect et avisé qui s'était révélé, durant son séjour à Paris en 1792, l'homme qui se garde et peut, suivant le mot de Lucien, « volter casaque », reparaît dans le *Souper de Beaucaire*? Napoléon ne se compromet pas entièrement, ne défend pas aveuglément la cause d'Albitte et de Carteaux; il se donne des airs d'homme juste, libre de préventions et de préjugés; il parle des Girondins en termes tels que s'ils avaient regagné le dessus, ils n'auraient pu lui en vouloir. Au fond, il se prononce en faveur de la Montagne parce qu'elle est victorieuse. Pour notre officier, le succès absout tout, même les coups de violence. Accepter les faits accomplis et se mettre avec les plus forts, voilà sa pensée. Il est de l'opinion de ces Corses qu'il représentait dans son mémoire du mois de juin sur la situation de l'île : « S'il faut être d'un parti, autant être de celui qui triomphe; mieux vaut être mangeur que mangé. » D'un bout à l'autre de ce petit ouvrage se manifeste le révolutionnaire, le politique qui n'a plus d'illusions ni de scrupules, qui ne se laisse plus entraîner par de juvéniles enthousiasmes, qui ne se détermine que par les calculs d'une âme ambitieuse, et qui, selon l'expression même de Bonaparte dans cette brochure, a depuis quatre ans de troubles perfectionné son tact naturel.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans le *Souper de Beaucaire*, ce sont les mots qui dénotent l'homme du métier, les axiomes militaires qui témoignent du coup d'œil de Napoléon et de sa connaissance déjà profonde des choses de la guerre. Pourquoi les Marseillais ont-ils repassé la Durance, bien que leur artillerie eût un plus fort calibre et la supériorité numérique? « C'est qu'il n'appartient qu'à de vieilles troupes de résister aux incertitudes d'un siège. » Pourquoi ont-ils évacué Avignon? C'est qu'ils crai-

gnaient d'être cernés et n'avaient plus qu'une seule voie de retraite. Pourquoi leurs généraux ne pourront-ils rien faire, si adroits et entreprenants qu'ils soient? C'est qu'ils seront absorbés par les détails et ne trouveront aucune aide dans les subalternes. Pourquoi leur artillerie aura-t-elle le dessous? Parce que leurs canonniers de nouvelle levée céderont sûrement aux artilleurs de ligne « qui sont dans leur art les maîtres de l'Europe ». Pourquoi les pièces de 18 et de 24 dont ils disposent seront-elles impuissantes? Parce que de bonnes pièces de 4 et de 8 font autant d'effet dans la guerre de campagne que les canons de gros calibre et leur sont même préférables; parce que « dans les pays coupés, par la vivacité des mouvements, par l'exactitude du service, par la justesse de l'évaluation des distances, le bon artilleur a la supériorité »; parce que Carteaux tombera sur les Marseillais quand et où il voudra, et qu' « une armée qui protège une ville n'est pas maîtresse du point d'attaque ». Pourquoi les Marseillais sont-ils perdus s'ils se concentrent à Aix? Parce que « celui qui reste dans ses retranchements est battu »; parce que les murailles d'Aix, d'ailleurs trop étendues et entourées de maisons qui sont à portée de pistolet, ne valent pas les plus mauvaises fortifications passagères.

L'auteur emploie par instants le parler de 1793 et se sert des locutions républicaines à la mode. Mais il a le style vif, entraînant. Soit qu'il retrace l'attaque d'Avignon, soit qu'il développe les causes de la retraite des Marseillais, il s'exprime avec une concision pleine de force, et déjà, comme dans ses proclamations et ses bulletins, procède par traits rapides, par interrogations vigoureuses, par répétitions énergiques, par oppositions saisissantes, et, si l'on peut dire, par sauts et par bonds, sans que pourtant la suite du discours s'interrompe un seul instant, sans que se brise la chaîne du raisonnement. « L'on vous a dit que vous traverseriez la France, et vos premiers pas ont été des échecs; l'on vous a dit que quatre mille Lyonnais étaient en marche pour vous secourir, et les Lyonnais négocient leur accommodement. » Et encore : « Vous avez des richesses et une population considérable, l'on vous les exagère; vous avez rendu des services éclatants à la liberté, l'on vous les rappelle sans faire attention que le génie de la République était avec vous alors, au lieu qu'il vous abandonne aujourd'hui. » Quelle éloquence dans les exclamations de douleur qui s'échappent des lèvres du Marseillais lorsqu'il voit son parti perdu sans remède et n'imagine plus d'autre ressource que de se livrer aux ennemis! Quel frémissement de désespoir et quel accent tragique! « Nous appellerons les Espagnols. Il n'y a point de peuple dont le caractère soit moins compatible avec le nôtre, il n'y en a pas de plus haïssable. Jugez par le sacrifice que nous ferons de la méchanceté des hommes que nous craignons! »

Le *Souper de Beaucaire* n'a d'ailleurs produit aucune sensation. C'était un de ces écrits de circonstance que l'avant-garde de Carteaux répandait sur sa route pour ramener les esprits et que les commissaires de la Convention opposaient aux brochures des commissaires de l'armée départementale. Le passage des troupes révolutionnaires, leurs cris d'enthousiasme, la terreur qui les suivait, faisaient plus que cette « petite guerre de plume » pour le triomphe de la Montagne.

ARTHUR CHUQUET (1).

LES POMMES

Nouvelle.

I

Carnac, le garde de la forêt de Chauloy, adorait son verger, au village d'Écrouves, dont les maisons dévalent par les cailloux jusqu'à la route de Toul. Vieux soldat de Lorraine, à figure pâle et songeuse, il piochait à ses heures de loisir, sans même regarder le coteau, dont les haies dissimulent, sur les flancs, plusieurs ceintures de canons. Depuis quelques jours, il était contrarié dans sa gourmandise de buveur de cidre, humilié aussi dans son amour-propre de garde. Ne venait-on pas, durant ses absences, lui dérober les pommes de l'enclos? Certes, il soupçonnait les enfants du village. Mais, comment les prendre en faute? Pendant que l'un d'eux guettait Carnac sur la route, les autres fouillaient à l'aise dans le verger.

Ce matin, un jeudi, les trouvant tous rassemblés devant sa porte, il les gourmanda :

— Vous épiez mon départ, gredins!... Le premier que je pince chez moi, je le tuerai!...

Et il frappait avec force sur la carabine qu'il portait à l'épaule. Puis, téméraire, il empoigna le petit des Touy, un corps trapu, une tête carrée, avec des yeux noirs enfoncés comme des charbons sous la cendre, et il le brandit sans façon :

— Toi, surtout!... Que tes parents te surveillent. Je ne te préviendrai plus jamais.

Il enflait la voix, à cause de Touy, qui justement travaillait dans sa vigne, au-dessus du chemin. Le vigneron, si estimé au village que depuis dix ans on

(1) Ce chapitre est extrait du tome III de *la Jeunesse de Napoléon* (Toulon) qui paraîtra prochainement à la librairie Armand Colin et Cie. Les tomes précédents avaient pour sous-titres : le Ier, *Brienne*, le IIe, *la Révolution*.

le maintenait au conseil municipal, était brouillé avec le garde pour question de politique. Il ne voulut point, par fierté, s'émouvoir des bravades d'un homme que, selon la coutume des gens de campagne maraudeurs de nature, il méprisait un peu.

Enfin, tandis que Carnac descendait le long des maisons poudreuses, les enfants se serrèrent les uns contre les autres, dans une frayeur. Ils s'engageaient à user désormais de prudence, lorsque petit Pierre protesta :

— Justement parce que le garde de Chauloy nous menace, j'irai chaque jour dans son jardin...

Il n'avait pas fini de parler, que père Touy, ayant d'un bond franchi la haie de sa vigne, contenait autour de lui les enfants éperdus :

— Carnac a raison, dit-il. C'est un crime et une lâcheté que d'aller, en son absence, lui voler son bien... Toi, Pierre, si tu m'attires encore l'affront de ses reproches, tu seras châtié d'importance.

— S'il ne se fâchait pas, on ne penserait plus à ses pommes.

— Assez!... Toi qui es si studieux à l'école, si aimé de tout le monde, tu me ferais traîner devant la justice!... Allons, descendez vous amuser sur la route, ou au bord du canal.

Les camarades de Pierre s'éloignèrent. Lui, têtu, s'assit au bord du fossé. Désolé d'avoir vu souffrir son père, il regardait néanmoins avec envie les fruits rouges et dorés qui, de loin en loin, presque sur la crête du mur, s'offraient, en courbant les branches, à ses petites mains terreuses. Ses camarades, qui possédaient un verger pareil, se montraient honnêtes sans mérite. Mais lui, est-ce qu'il serait privé toujours des richesses des jardins? Qui donc l'eût empêché maintenant de grimper sur cette muraille? Son père travaillait au penchant du coteau. Il n'y avait personne dans le chemin qui, à gauche, monte au cimetière parmi des rocs sauvages et des eaux ruisselantes. Pourtant, Pierre eut la force de s'abstenir, afin d'avoir à se féliciter, au moins aujourd'hui, de sa docilité.

Bientôt, la lutte sournoise de Pierre avec le garde de Chauloy entretint les commérages du pays, qui riait. Pierre résistait à ses convoitises, non sans des efforts qui le rejetaient dans une tristesse affreuse. Fadette, sa mère, dont la coiffe blanche brillait au soleil, conçut de l'inquiétude. Et ce soir que Pierre, au retour de l'école, lui porta son goûter à la vigne, elle le réprimanda :

— Ne regarde donc plus l'enclos de Carnac. Il finirait par te donner le vertige.

Elle l'embrassa, comme pour le protéger d'un monstre, qui fût venu de loin, de la forêt plus obscure que des gouffres.

— Et pour des pommes! En voilà une affaire! Je t'en achèterai de meilleures à Toul.

— De meilleures que celles de Carnac, ce n'est pas possible.

— Ah! mon petit, que j'ai peur!...

Pierre s'écarta du lieu maudit. Seulement, à l'extrémité de la plaine, c'était la colline de Chauloy, où Carnac pratiquait son métier de police. Donc, de toutes parts, le hantait la vision de cet homme, qui croyait encore commander à des soldats. Voyons, quels préjudices causerait-il dans l'enclos, à lui tout seul? Une pomme de plus ou de moins, est-ce que ça diminuerait la récolte? Voyons, est-ce que Carnac se gênait pour placer des pièges ou tuer les oiseaux, dans la forêt dont il avait la garde? Tout en songeant, Pierre s'était avancé vers la haie du chemin. De nouveau, il contemplait le jardin radieux, où chaque pomme recevait gaiement un rayon de soleil.

— Si tu continues, s'écria Fadette, je préviendrai ton père, et si le Démon te travaille, nous irons te montrer au sorcier de Pont-l'Évêque. Viens ici!...

Pierre gronda, le front baissé, triste de ne savoir dissimuler ses convoitises. La révolte fermentait en lui. Pour la première fois, il désobéit à sa mère. Car, au lieu de s'avancer dans la vigne, il sauta à travers la haie et courut à la maison. Fadette, le soir, pour ne pas provoquer la colère du père, ne lui fit aucun reproche. D'ailleurs, il écrivait son devoir, à la lumière de la bonne lampe de famille. L'indulgence de sa mère, malheureusement, l'enhardit dans ses mensonges. Il se crut fort, un homme déjà. Il imagina des ruses pour parvenir, un moment ou l'autre, à satisfaire son envie. Un matin, de très bonne heure, ne pourrait-il pas monter chez Carnac?... Juste, pendant qu'il se recueillait dans ses pensées de mal, son père lui adressa des compliments.

— Pierre, je suis content de ton application à l'étude. Si tu avais persisté à vagabonder dans les parages de Carnac, je t'aurais rompu les côtes, quelque jour.

— Oui, mon père, bredouilla l'enfant.

La nuit, Pierre rêva de jardins opulents, de rivières plus larges que le canal, animées de barques à voiles, telles qu'il en voyait sur les images de ses livres. A son réveil, il remarqua que la maison était sans bruit. Ses parents avaient dû s'en aller, avant la pointe du jour, acheter à Toul des instruments de culture. Il se leva, tremblant un peu, écouta le silence des campagnes, dans la brume. Les maisons dormaient, leurs fenêtres bien closes. Quelle chance si la maison du garde dormait aussi, sans son maître! Pourquoi pas?... Carnac veillait la nuit, une fois par semaine, à la forêt: dans ce cas, il rentrait tard à Écrouves.

Alors, à demi vêtu, sa ceinture de laine autour des reins, Pierre gravit la côte rocailleuse et, se défendant d'hésiter, avisa les pierres du mur en saillie. En deux escalades, il fut dans l'enclos. Carnac était loin sans doute : son logis était fermé ; on n'entendait pas sa pioche. Les pommiers sentaient bon la terre fraîche et la feuillée, où les oiseaux pépiaient de plus en plus. Bientôt, le ciel se dépouilla de la poussière de ses nuages ; à l'horizon, vers l'Allemagne, le soleil alluma son incendie. Au milieu de la plaine, la ville de Toul, avec ses maisons tassées dans l'enceinte des remparts, exhalait une fumée lourde, tandis que les tours de sa cathédrale dominaient les mamelons et les plateaux consacrés par tant de guerres.

Pierre se glissa dans l'ombre des pommiers. Soudain, une ombre se fit aussi dans son âme légère. Ne venait-il pas troubler la paix de l'enclos défendu?... Mais un démon le poussait. Il ne pouvait pas avoir dépensé en pure perte son courage. Qu'il assouvît sa faim une fois, et il ne reviendrait plus. Il se cachait sous les branches, pour ne pas voir le paysage familier, pour n'être pas vu du soleil. D'une main rapide, il cueillit une pomme, puis deux, avec quelle volupté glorieuse! Il éprouvait une sorte d'ivresse, où ses désirs, ses appréhensions tourbillonnaient ensemble. Il se sentait devenir cruel, content d'accomplir le mal, et il refoulait la voix du remords qui bourdonnait en lui, comme un ruisseau sous la terre.

Tout à coup, l'angelus tinta. Des portes s'ouvrirent, pendant que des coqs claironnaient, et des chevaux s'ébrouèrent dans les chemins qui vont vers la route. Pierre eut peur. La douce cloche de l'angelus appelait à la prière. Alors, indigne de prier, il s'accroupit sur le sol ; la tête entre les mains, quelques minutes, il ne voulut plus être. Seulement, toutes les choses s'animaient alentour : il songea à ses camarades qui, ce jeudi, s'en iraient gambader aux champs d'une âme innocente. Il voulut sortir, s'échapper à l'ombre de ces arbres qui le tenaient prisonnier. D'un bond fou, il gagnait le mur, lorsque de l'autre côté, dans le chemin rocailleux, il reconnut le pas de son père qui descendait de la colline. O le père laborieux et modeste! Quand il ne verrait plus son petit à la maison, quel orage de fureur et d'épouvante il aurait!

Pierre, dans son angoisse, recula lentement, sous les branches touffues qui semblaient l'embrasser. Il avait commis un crime véritable, sa conscience le lui dit clairement, dans le silence des jardins qui scintillaient sous la rosée. S'il n'avait pu cette fois résister à ses tentations, il ne résisterait jamais. Et il pressentit dans l'avenir des fautes plus graves, irréparables, à mesure qu'il grandirait. Le mal était en lui, le Démon malicieux et puissant, dont lui avait parlé sa mère. Les cultures du coteau, ses buissons, ses chemins blanchissants, se dessinaient avec une grâce jeune, partout, dans les lointains. Lui, Pierre, ne pouvait plus jouir de la vie. Que faire? Pourquoi n'attendrait-il pas le garde, afin de lui avouer bravement son péché? Mais Carnac le laisserait-il seulement ouvrir la bouche? Non, il irait le dénoncer au village, en criant comme un damné. Puis, s'humilier devant cet homme, être haï, châtié par son père, non, plutôt mourir! La pensée de la mort, dans son ivresse, lui parut salutaire. Brusque, il dénoua sa ceinture de laine, qui servirait à merveille, sur un de ces arbres orgueilleux.

Pourtant, il eut peur, une seconde fois, la peur instinctive des choses éternelles, de la terre qu'illuminait l'aurore. Dans un désir de vivre, qui lui fit monter au visage tout le sang de son cœur, il retournait vers le mur, lorsqu'il entendit, dans la rue du village, sa mère éplorée, son père furieux, l'appeler à grands cris. A ces clameurs, Pierre perdit la tête. On voulait le priver de ses plaisirs, lui faire honte devant les parents de ses camarades. Eh bien! c'est lui qui rendrait les autres malheureux. Et s'imaginant peut-être, dans son désarroi, qu'on sauverait toujours un enfant trop faible, il courut au sein du jardin, grimpa précipitamment au plus beau des pommiers, que le mois d'avril avait couvert de fleurs, et s'étant noué autour du cou la ceinture solide qu'il avait attachée à une branche, il se laissa choir. L'arbre, en frémissant, gémit jusqu'en ses racines profondes, puis ne bougea plus, au soleil.

II

Au-dessus du verger, dans le cimetière, une croix neuve marquait la fosse du petit des Touy. Fadette, chaque jour, y allait dire une prière, et aussi le brave Touy, qui apportait des fleurs. En longeant l'enclos de Carnac, ils se signaient. Tous les paysans faisaient également le signe de la croix, afin d'éviter les maléfices de cet homme, que chacun accusait du meurtre de Pierre. Un suicide d'enfant, on ne l'eût jamais soupçonné, parmi les simples d'Écrouves. Carnac était un mécréant, un vieux grognard, à qui donner la mort n'avait dû paraître qu'un jeu.

Carnac, cependant, ne voulait plus vivre dans son jardin, qui lui faisait horreur. Il avait mis en vente son domaine. Mais qui donc eût osé l'acheter? En attendant d'avoir quelques ressources, il s'était réfugié dans une cabane de planches, à la lisière de sa forêt. C'est de là qu'il partit pour comparaître aux assises. Faute de preuves matérielles, les jurés l'acquittèrent. On ne comprit pas, dans le pays toulois, une telle clémence.

Puisqu'on ne pouvait espérer en la justice des hommes, Touy résolut d'exercer, à ses risques, sa

vengeance légitime, et le village, en compatissant à son infortune, l'y encourageait. Il travailla moins que naguère, exaspéré davantage par les plaintes de Fadette. Leur unique souci était de ne point oublier un seul jour leur petit Pierre. Au lieu d'avoir distribué ses vêtements aux enfants de son âge, ils avaient exposé dans la cuisine, à la portée de leurs mains et de leurs yeux, ses hardes et ses parures, la ceinture de laine que la mort avait sanctifiée.

L'après-midi de Noël, pendant que le vent glacé hurlait sur le coteau et soulevait la neige dans les rues, ils regardaient dans l'âtre pétiller le feu clair, consolés de savoir que la même pensée toujours les unissait.

— Nous deviendrons vite vieux, gémit Fadette.

— Tant que Carnac n'aura pas expié, le malheur nous poursuivra.

— Comment nous venger ?

— Je ne sais pas... Je n'ose... Il n'y a qu'une vengeance qui puisse nous satisfaire.

— Le tuer, lui !... Oh ! ce n'est pas que je le plaigne. Il vaut moins qu'un sanglier de ses bois.

— Je ne crains pas la justice des hommes. Mais, si je tue Carnac, pourrai-je ensuite aller prier au cimetière ?

Le silence régna. Fadette, en regardant la flamme pure qui montait vers le ciel, murmura :

— Il s'acharne à prétendre qu'il n'est pas le coupable.

— Qui donc, alors !...

Touy marcha de long en large, le front dans les mains. Soudain, il frappa le carreau de ses pieds pesants, s'avança vers la porte, comme pour s'en aller, ainsi qu'un loup, à travers la nuit :

— Ah ! que nous sommes lâches !... Je veux aller, là-bas, dans sa forêt !...

— Dans sa forêt, il te tuera.

— Qu'importe, puisqu'il a tué l'enfant... Ah ! le misérable !... Nous étions trop heureux. C'est vrai... N'en parlons plus. Je deviendrais fou.

Le silence régna de nouveau.

III

Quelques jours après, Touy, ayant rassemblé ses économies, s'en fut à la ville, par une brume épaisse où retentissaient les clairons des soldats, dans leurs casernes. Le soir, quand il rentra, le visage battu par le vent du brouillard, il ricanait d'une joie mauvaise. Fadette, qui caressait sur ses genoux les vêtements de Pierre, se leva d'un sursaut, épouvantée par le rire de l'homme, qu'elle n'avait point reconnu. Celui-ci, sans mot dire, retirait d'un fourreau de serge un fusil tout neuf aux canons reluisants, puis des cartouches.

— Oh ! s'écria-t-elle. Un fusil chez nous !...

— Je ne m'en servirai qu'une fois. Après, on fera de moi ce qu'on voudra.

— Je ne puis rien te dire, hélas !... Mais tu vas me laisser seule dans la vie.

Il s'en alla, n'ayant plus la force de répondre, rôder autour de l'enclos délaissé, où la vision du petit, dans le bourdonnement des branches dépouillées, se levait chaque fois devant ses yeux. Le lendemain, son fusil sur l'épaule, il prit, sur la grand'-route tapissée de neige, le sentier boueux que suivaient les marchands se rendant à Toul. Le crépuscule voilait le ciel ; la neige, sur la campagne, à perte de vue, avait çà et là des reflets de bronze et de feu. Par ces temps de frimas, en quel endroit trouver le garde ? Dans la forêt ou dans son gîte ?

Carnac souffrait des malédictions du pays. Contre la croyance obstinée du monde, sa parole ne pouvait rien, ni l'évocation de son passé d'honneur et de devoir. Bien qu'il admît que les apparences se tournaient contre lui, il ne comprenait pas l'hostilité de ses semblables devant ses protestations. On refusait de croire que, le matin du malheur, il ne fût pas venu en cachette à son jardin, pour s'en retourner aussitôt, par des chemins de traverse, à sa forêt. On se souvenait simplement des menaces de mort, qu'il avait faites à Pierre. Enfin, son nom, par toute la Lorraine, était exécré. On parlait de lui, pour effrayer les enfants, comme d'un monstre. Néanmoins, il accomplissait rigidement les devoirs de sa charge, résolu de montrer au voisinage que rien ne pouvait l'induire à ménager qui que ce fût.

Ce soir, Carnac descendait vers la plaine, par le chemin qui traverse les bois, lorsque sur sa gauche, dans un taillis, il perçut la rumeur d'une démarche humaine. A la sensation du danger, son courage de soldat le ressaisit. Il eut la certitude soudaine que si un paysan osait, à cette heure, s'aventurer dans ses parages, c'était non pour chasser une bête, mais pour l'atteindre, lui.

— Qui va là ? cria-t-il.

Il armait sa carabine, déjà l'appuyait à son épaule. Un homme, parmi les broussailles, s'élança tel qu'un sanglier, jusqu'au bord du fossé couvert de neige.

— C'est moi, Touy, moi, brigand !... Tu as trop longtemps vécu !...

Le garde tressaillit, sous l'injure. Mais, refusant de se défendre, il rejeta au loin sa carabine, et, les bras ouverts, s'écria dans le silence du bois que l'ombre emplissait lentement :

— Je te pardonne, à cause de tes souffrances, moi qui souffre, le mal que tu me fais. Je suis innocent, et c'est pourquoi je veux sans crainte m'offrir en sacrifice.

Le paysan, une minute, hésita. Mais, soupçonnant

les ruses de cet homme qui, pris au piège, ne possédait peut-être qu'une arme dépourvue de cartouches, il s'agita, dans sa colère méchante.

— Tu ne peux m'échapper, et tu demandes grâce !

— Non, je ne te demande rien.

Touy épaula, sans différer davantage, et fit feu. Le bruit, comme un tonnerre, se répercuta sous les hautes futaies, par la colline. Carnac était tombé, dans une ornière, sans proférer un cri. Touy s'avança, pour le considérer à l'aise, le bien voir abattu, inutile à jamais. Mais, là, dans son isolement, il éprouva une douleur nouvelle, le vertige du remords, pendant qu'alentour les ténèbres grondaient sur la face de la terre, la terre pure où toutes les destinées sont sacrées au regard des hommes. Il partit à la hâte, son fusil sur l'épaule, par le chemin glissant qui, malgré lui, l'entraînait.

Fadette ne s'était point couchée. Elle ravaudait, auprès du feu, la culotte que l'enfant avait déchirée aux branches du pommier, avant de mourir.

— Demain, lui dit-il, tout le monde parlera de moi. Il faut que je me tienne prêt... Allons nous reposer.

— Mon Dieu !... Demain, à cette heure, je ne t'entendrai plus.

— Ah ! les choses mauvaises que les hommes ont inventées !...

D'un coup bref, il brisa son fusil sur les dalles de l'âtre. Pour la première fois, depuis si longtemps, ils ne pensèrent plus à petit Pierre, ce soir.

Les jours suivants, ce fut, par la Lorraine, un échange de commérages à propos du brigand de Chauloy. On trouvait presque étrange qu'il n'eût pas succombé. Un jour de printemps, il sortit de l'hôpital de Toul, pour comparaître, cette fois en victime, devant les jurés, à Nancy. Usé, vieilli, s'appuyant sur des béquilles, il affirma de nouveau son innocence. Loin d'exprimer la moindre haine, il déclara partager la pitié du pays envers le père de l'enfant mort. A ces mots, dans l'auditoire, les paysans murmurèrent, disant qu'il faisait le bon apôtre. Il se tut : par un effort suprême de courage et de noblesse, il contint ses larmes. Le jury, sans presque délibérer, ne reconnut en le paysan d'Écrouves qu'un homme en état de défense légitime.

Carnac dut abandonner sa forêt, les vieux arbres dont il chérissait les gestes sauvages et la voix aux accents ignorés du monde. Il regagna son jardin d'Écrouves, sa maison abîmée par les vents et la pluie. On le laissa seul.

Le printemps rajeunit la terre. Au mois de mai, dans le paradis des fleurs, dans la fête de la lumière, les paysans ne craignirent plus de chanter, quand ils vinrent, sous la vigne des Touy, labourer leurs cultures. Les pommiers de Carnac fleurirent aussi, accueillant dans leurs ramures qu'on n'avait point taillées tous les oiseaux de la colline. Carnac, assis devant sa porte, patiemment les regardait balancer au soleil la chevelure de leurs feuillages. Dans la clarté souriante de l'enclos, il n'avait point peur de l'âme de petit Pierre. Un soir, à l'heure sourde où la nuit se lève, il aperçut une ombre qui allait franchir le mur. Son cœur joyeux bondit dans sa poitrine. Mais l'ombre s'éloignait, la silhouette lasse de Touy, qu'il eût voulu toucher de ses mains fraternelles, en lui offrant les pommes qui n'étaient dans sa bouche que de la cendre.

Un jour, las d'errer seul dans son enclos, il descendit au village, avec l'espoir d'y rencontrer une âme charitable. Les gens se détournaient de lui, le fuyaient comme un lépreux. La calomnie, plus tenace que l'eau du ciel qui imprègne les plantes jusqu'à la sève, avait pénétré chez les plus indifférents. Il pleura, devant sa porte, et le remords, de même que s'il eût commis le crime, pesa sur son cœur. Alors, traînant sa jambe blessée, il voulut, pour imposer silence aux arbres, où l'âme de l'enfant semblait gémir, les abattre avec sa hache fine d'autrefois. A grands coups qui l'ébranlaient, il entailla leurs branches, leurs troncs épais, qui saignèrent comme des bras. Robustes, ils résistaient. Il s'acharna davantage, et puisqu'il trouvait tant de goût à donner la mort, on crut à sa folie de meurtre. Au pommier de Pierre, une branche en tombant lui meurtrit la face. Là, étendu sur la terre qui lui paraissait sacrée, il attendit, bien heureux, au soleil, l'heure suprême où Dieu allait le délivrer de la société des hommes.

GEORGES BEAUME.

VARIÉTÉS

Les bibliothèques populaires en Angleterre.

Après les États-Unis d'Amérique, c'est en Angleterre que les bibliothèques populaires paraissent être le mieux organisées, et le plus susceptibles d'exercer sur l'esprit public une bonne influence. La *free public library* n'existe pas seulement à Londres et dans les grandes villes, mais jusque dans les moindres villages du Royaume-Uni. Elle vit d'une vie personnelle et très active. En 1897, on comptait à peu près 340 bibliothèques de ce genre, possédant un stock de livres évalué à environ 4 millions de volumes. Or le *free library movement* commence à peine, et il est loin d'avoir produit tous ses effets.

Ceci est piquant — il faut le dire dès l'abord — que l'institution ne soit nullement autochtone, mais

issue d'une imitation de l'étranger, en particulier de la France. Les statistiques produites à l'occasion du premier *act* présenté au Parlement accusaient la situation inférieure de la Grande-Bretagne relativement à d'autres pays, tels que le Brunswick ou les États Pontificaux ou la ville de Hambourg. Dans un retentissant article de la *British Quarterly Review* (1845) qui comparait les bibliothèques à Paris et à Londres, tout l'avantage était pour Paris. Un rapport officiel constatait qu'à « Amiens, Rouen, Lyon, Marseille, etc., les classes ouvrières fréquentent en foule les belles bibliothèques qui leur sont ouvertes ». Ainsi, ce que les Anglais nous laisseraient, dit-on, à imiter aujourd'hui, ils nous l'ont d'abord emprunté. Mais depuis ils nous ont certainement dépassés. C'est ce que je voudrais brièvement montrer ici d'après des observations personnelles et des sources récentes (1).

I

Un historique complet du *free library movement* devrait rappeler diverses institutions antérieures qui contribuèrent à mettre l'idée « dans l'air ». Telles, dans le premier tiers du siècle, ces écoles professionnelles fondées dans le Yorkshire, le Lancashire et à Londres sous le nom de *mechanics' institutes :* elles possédaient d'importantes collections de livres que leurs élèves avaient la faculté d'emporter à domicile. Tels aussi les musées créés par l'*act* législatif de 1845, à la suite d'un congrès tenu l'année précédente à Manchester sous la présidence de Richard Cobden. En maint endroit, au musée établi sous le contrôle municipal et entretenu au moyen d'une taxe publique, fut annexée une bibliothèque ouverte à tous. Enfin il faudrait signaler l'action personnelle d'Edward Edwards, numismate amateur de bibliographie, et de William Ewart, membre du Parlement, passionné pour l'enseignement populaire. C'est par leurs efforts qu'aboutit, devant les Chambres (1849-50), le projet d'établissement de bibliothèques dans toutes les localités qui voudraient dans ce but s'imposer spécialement. Ce projet complétait l'*act* de 1845 en réglementant la création et le fonctionnement de la *library* à côté du *museum*. L'affaire n'alla pas toute seule. Il y eut à la Chambre des Communes surtout une vive opposition contre le *Public Libraries and Museums Act*. Les uns, redoutant les effets du savoir, prédisaient que les bibliothèques seraient les « écoles normales de l'agitation », des « boutiques à émeutes » ; les autres s'élevaient contre l'augmentation d'impôts qu'entraînerait l'adoption du projet, représentaient le sacrifice exigé des petits comme disproportionné aux avantages virtuels qu'ils en retireraient, alors que les riches seuls pourraient jouir de ce luxe de privilégiés : la lecture. Et à la tête de l'opposition figuraient les professeurs des Universités.

L'*act* fut voté et approuvé en 1850. Il subit par la suite maint amendement, ayant surtout pour but de régler l'application de la loi à l'Irlande ou à l'Écosse. Récemment (1892) des modifications plus importantes y furent apportées : elles réglementent la procédure pour l'adoption et fixent les bases de l'administration de chaque établissement.

Il y a donc plus d'un demi-siècle que l'agitation à propos des bibliothèques populaires dure dans le Royaume-Uni. C'est que la question des *free libraries* y a pris le caractère d'une affaire publique au premier chef, digne du souci des législateurs et des hommes politiques aussi bien que des hommes de science. A aucun moment la presse ne l'a perdue de vue ; les plus grands périodiques l'ont traitée à diverses reprises ; les hommes d'État, dans le Parlement ou au dehors, et l'élite du pays se sont, en mille circonstances, associés à la campagne des journaux, tous s'appliquant à mettre en relief l'utilité morale et éducatrice de l'institution. Ainsi, dès 1852, lorsque Bulwer Lytton, Thackeray et Dickens inaugurèrent la bibliothèque de Manchester, devenue par la suite si prospère, Lytton loua le bel accord des riches et des pauvres, des ouvriers et des patrons, qui faisait naître ces « écoles à l'usage des adultes », excellents préservatifs contre le cabaret. Et Dickens, jouant sur les mots, proclamait que l'École de Manchester était « cette grande école libre fondée pour l'institution des plus misérables, où déjà, grâce à des dons volontaires, 20 000 volumes se trouvaient réunis ». Trente ans plus tard (1881), Stanley Jevons démontrait dans la *Contemporary Review* les avantages divers et particulièrement démocratiques des bibliothèques populaires. « Outre le prêt des livres et leur consultation sur place, les lecteurs ont en général l'avantage d'une salle gaie, bien chauffée et bien éclairée, munie de tables à journaux et à revues. Pour plus d'un pauvre, la bibliothèque publique est un club littéraire, un asile irréprochable contre l'hostilité et les dangers de la vie. » En 1890, sir John Lubbock disait, à Rotherhithe, combien l'institution est efficace contre la criminalité et active à combattre le paupérisme ; il faisait concourir à la défense de cette thèse originale toutes les ressources de la statistique. Le discours de Gladstone inaugurant la bibliothèque de St-Martin-in-the-Fields à Londres (1891) est demeuré classique en Angleterre pour la noblesse des pensées et pour l'ardeur démocratique

(1) Voir Ogle, *The Free Library: its history and present condition* (Londres, George Allen, 1897), et *Greenwood's Library Year Book* (Londres, Cassell et Cᵉ, 1897 ; c'est l'annuaire le plus récemment paru).

qui l'emplit. Enfin les plus hauts patronages officiels ont donné à l'œuvre des *free public libraries* comme une consécration. Outre ceux qui viennent d'être cités, on voit présider à l'ouverture des nouveaux établissements des hommes tels que lord Roseberry, M. Goschen, le marquis de Ripon, le comte Cadogan. Cinq furent inaugurés par le prince de Galles; deux autres par la princesse Louise et la princesse Christian. Sous ces influences, le mouvement acquit, au cours des années, une grande force.

Mais la législation des *free libraries*, surtout depuis 1892, contient en elle-même d'actifs éléments de progrès. Une bibliothèque ne se fonde point en vertu d'une décision administrative, mais à la suite d'un vote public. Comme la loi porte que les ressources seront fournies par les produits d'une taxe fixe (1) et consentie sur la valeur imposable des maisons, il faut que la dépense soit votée par les contribuables; on distribue les bulletins de vote dès que dix d'entre eux le demandent. C'est donc par un acte de leur libre volonté que les paroisses ou les districts ouvrent des bibliothèques. L'idée d'un vote implique celle d'une discussion préalable. De fait, il y eut souvent de vives campagnes menées autour de la *free library*. La question fut débattue dans des meetings; on vit même, comme à Édimbourg en 1881, des hommes-sandwiches promener dans les rues une pancarte ainsi conçue : « Contribuables! Esquivez le piège de la *free library!* Évitez le fardeau de 6 000 livres de taxe additionnelle! Votez « non », et ne manquez pas de signer vos bulletins! » Une pareille agitation n'est pas inutile. Là même où un projet de bibliothèque échoue, les idées semées par ses partisans survivent, et finissent le plus souvent par germer. Quelques années plus tard, la bibliothèque est construite.

Comme il arrive toujours en Angleterre, l'initiative privée a beaucoup accru la puissance de la propagande. On s'habitua dès le début à ne pas compter exclusivement sur le produit de la taxe, quelque fructueux qu'il pût être; et, plus d'une fois, il ne le fut pas assez. C'est à des particuliers que bien des localités doivent bâtiments, terrains ou livres. La liste des donateurs est déjà fort longue : elle s'augmente d'année en année, comme on peut le constater par les rapports des commissions administratives. Dans un seul rapport de la bibliothèque de Whitechapel figurent 140 noms différents. De tous les bienfaiteurs des *free libraries*, le plus notable est M. Passmore Edwards, membre du Parlement. On ne saurait énumérer toutes ses libéralités. En 1889, il avait déjà réparti 10 000 volumes entre plusieurs bibliothèques, donné 20 000 l. st. à celle de Bethnal Green. En 1896, celle de Shoreditch reçut de lui 8 250 l. st. Ses dons à la bibliothèque de Camberwell s'élèvent à 13 500 l. st. C'est lui encore qui se chargea des frais de construction de celle de Whitechapel. Les premières souscriptions n'ayant pas fourni les sommes suffisantes pour pourvoir à toutes les dépenses, on demanda à M. Passmore Edwards de combler le déficit. Il offrit le montant des frais de construction et un millier de volumes. A son envoi était joint le billet suivant : « Je suis heureux de vous donner satisfaction et de vous sortir d'embarras en soldant la totalité des frais qui s'élèvent, d'après votre lettre, à 6 454 l. st. Je ne le fais pas seulement par devoir, mais parce que c'est pour moi un privilège flatteur que de contribuer à répandre de la lumière et du bonheur dans la vie de nos concitoyens de l'East-End. » Citons encore l'exemple de M. Arnold Carnegie. Ses libéralités se sont bornées à l'Écosse, son pays natal : en l'espace de dix ans, de 1886 à 1896, il distribua la somme de 77 750 l. st.

Ainsi, le succès des bibliothèques, favorisées de toutes parts, a été sans cesse croissant. Ce n'est pas qu'il n'y ait eu bien des résistances. Nous l'avons donné à entendre plus haut. Nous ajouterons pour préciser que, par exemple, entre 1888 et 1896, à côté de 150 votes favorables à l'adoption de l'*act*, on compte 40 rejets. Mais la plupart des résistances aujourd'hui sont vaincues. De grandes cités comme Édimbourg, des districts métropolitains comme celui de Poplar, où l'opposition avait d'abord triomphé, sont dotés de bibliothèques. Glasgow est la seule grande ville qui n'ait pas encore cédé. Il faut enregistrer comme une victoire significative le vœu du Congrès des Trades-Unions (1884) pour la multiplication des bibliothèques populaires. Un peu de statistique montrera bien les progrès continus de l'institution. En 1866, on comptait 27 établissements. En 1868, il y en avait 52 avec un million de volumes et un prêt annuel de 3 400 000. En 1877, 89. En 1885, 251. Depuis le *consolidating act* de 1892 et les actes collatéraux de celui-ci, la progression augmente d'année en année. A la fin de 1896, on en trouvait dans chaque comté, ceux de Rutland et Huntingdon exceptés, dans 51 paroisses de Londres (sur 82), dans toutes les villes d'Angleterre ou du pays de Galles ayant une population supérieure à 100 000 habitants. L'Annuaire Greenwood donne pour 1897 les chiffres suivants : Angleterre 265; Écosse, 32; Irlande, 17; pays de Galles, 16. Total : 330 bibliothèques, soit :

		Habitants.
Dans le pays de Galles, une bibliothèque pour.	.	91 937
En Angleterre.	— . .	103 708
En Écosse.	— . .	125 812
En Irlande..	— . .	276 764
La moyenne est donc.	—. . .	116 000

(1) Elle ne peut dépasser un penny par livre, sauf de rares exceptions.

Londres non compris, voici le nombre des localités qui avaient, en 1897, voté la création d'une ou de plusieurs bibliothèques :

Localités dont la population ne dépasse pas		10 000 âmes. . .	67
—	—	va de 10 000 à 80 000 — . . .	16
—	—	— 80 000 à 250 000 — . . .	25
—	—	dépasse . . . . 250 000 — . . .	7

Les régions les plus riches, en dehors du comté de Londres, sont celles qui renferment les centres ouvriers les plus importants. Ainsi, dès 1897, 32 des plus grandes villes du Lancashire, représentant les deux tiers de la population du comté, s'étaient prononcées pour l'adoption, entre autres Liverpool, Manchester, Oldham, Rochdale, Salford, etc. De même dans le Staffordshire, le Cheshire, le Yorkshire, le Kent. Enfin de très petits villages sont dotés d'une *free library*. A Drumoak (Écosse), une taxe d'un demi-penny par livre se lève depuis 1894. Grâce aux produits de cette taxe et à des donations privées, les 860 habitants de la paroisse possèdent actuellement plus de 600 volumes. Middle Clayton (Buckinghamshire) n'a que 205 habitants. Cette humble bourgade possède depuis 1893 une bibliothèque, où l'on comptait en 1897 1 100 volumes. Elle alimente tout le voisinage avec un tel succès qu'il a fallu ouvrir une succursale.

II

Ce n'est pas une des moindres causes de leur réussite que, dans les bibliothèques anglaises, tout soit organisé en vue de la plus grande commodité de leurs clients. Les établissements que j'ai visités m'ont paru, à tous égards, incomparablement supérieurs à nos établissements similaires. Encore n'ai-je pas vu les belles bibliothèques de Liverpool, Manchester, Birmingham, Wigan : c'est indirectement que j'ai pu juger de leur admirable installation et de leur activité. Obligé de me borner à Londres, j'ai poussé mes investigations dans des quartiers aussi différents que possible. La bibliothèque de Saint-George's, Hanover Square, s'élève dans Buckingham Palace Road, c'est-à-dire dans le Mayfair, en plein centre aristocratique. Le nom de Whitechapel évoque même dans l'esprit des étrangers l'idée d'un quartier très populeux, généralement misérable. Sur les confins immédiats de Whitechapel, de Bethnal Green et de Hackney, au delà de la Cité, le district de Clerkenwell annonce déjà l'East-End dont il est voisin ; l'on y sent à plus d'un indice la proximité de la misère. Le matin que je me rendis dans Skinner Street où la bibliothèque est située, je rencontrai bon nombre de ces êtres loqueteux, sordides qui grouillent dans les quartiers prochains. Avec ses multiples ateliers d'horlogerie et de joaillerie, Clerkenwell est, par excellence, un « centre ouvrier ». Sa bibliothèque est surtout une bibliothèque à l'usage des artisans et, comme me le disait son conservateur, M. James Brown, « a business library ». A West-Norwood, enfin, j'ai vu une succursale de la bibliothèque centrale de Lambeth, dans une paroisse suburbaine où vivent de petits commerçants et de petits rentiers. Partout j'ai constaté un grand souci du confort, parfois de l'élégance, et jusqu'à du luxe. Des descriptions imprimées ou des photographies m'ont prouvé que ces mérites ne sont point exclusivement propres à la capitale. Sans entrer à ce propos dans de trop longs détails, je donnerai quelques exemples. La *free library* de Saint-George's, Hanover Square, est un bâtiment du style Renaissance anglaise en briques rouges avec un rez-de-chaussée et deux étages. La salle principale mesure 64 pieds de long sur 31 de large ; elle a de grandes baies ornées de vitraux et reçoit le jour par une ouverture centrale du plafond ayant 17 pieds de diamètre. La façade de la bibliothèque de Chelsea imite Saint-Marc de Venise ; la salle de lecture a 100 pieds de long, est ornée de six colonnes en marbre de Devon. Je citerai encore la bibliothèque de Camberwell, le Braithwaite Hall de Croydon, la majestueuse bâtisse de Preston avec son portique à colonnes massives qui rappelle notre Madeleine.

Dans toute *free public library*, on pratique le prêt à domicile et la lecture sur place. Elle est donc toujours divisée en deux sections correspondant à ce double objet : le *lending department* et le *reference department* (on dit même souvent *library* au lieu de *department*) ; et il y a pour chacune d'elles une salle particulière. Partout aussi on trouve la *news room*, salle de journaux et de revues. Beaucoup de bibliothèques ont un local séparé pour les dames (*ladies'room*) et un autre pour les enfants (*boys'room*). Dans quelques-unes est une pièce réservée aux personnes qui se livrent à des études sérieuses et scientifiques : c'est la *students'room*. Les heures d'ouverture sont réglées en sorte qu'elles permettent à toutes les catégories de clients la fréquentation de l'établissement. En général, elles vont de 9 heures du matin à 10 heures du soir. L'homme de loisir et le travailleur y trouvent donc accès à leur convenance. Il arrive que, parmi les oisifs, figurent des pauvres qui viennent surtout chercher un abri contre les intempéries : on ne s'en étonne ni ne s'en indigne. En Angleterre, les amis des bibliothèques, comme on a pu le voir par l'exemple de Stanley Jevons, font plus qu'accepter, ils désirent qu'elles soient pour les déshérités un endroit de refuge confortable et intelligent.

Si c'était ici le lieu, je montrerais par des détails techniques comme les conservateurs et les adminis-

trateurs des *free libraries* ont le scrupuleux souci de simplifier l'effort du public et celui du personnel. Je me contenterai encore de quelques preuves. Un usage remarquable est celui de l'*indicator*, à peu près universellement adopté. Grâce à lui, les clients savent à la minute même où ils se présentent si un livre est ou non en lecture. C'est un grand cadre de bois portant en caractères dorés le numéro de chaque livre de la bibliothèque de prêt. Sous chaque numéro se trouve une fente longitudinale sous laquelle est placée une petite fiche (*book-card*) qui donne le numéro du livre et sa lettre de série. Voici le mode d'emploi de l'appareil. Un lecteur se présente et désire le volume porté au catalogue, par exemple, sous la cote B 325. Il n'a pas besoin d'interroger l'employé qui est lui-même dispensé de toute recherche. Il consulte l'indicateur placé à l'entrée de la salle, derrière une vitre. Si la carte B 325 est présente, le livre est dans la bibliothèque; si elle manque, le livre est en main. Les conventions de détail peuvent changer avec les établissements, mais le principe est universel. Lorsque le livre désiré est dehors, on peut être averti de sa rentrée par une carte spéciale qu'envoie le bibliothécaire, qui le tient à la disposition du client pendant un laps de temps déterminé. A Clerkenvell, j'ai vu fonctionner un autre système, qui vise d'une façon également heureuse à la simplification du service. C'est celui de l'entrée libre. Les lecteurs sont admis jusqu'aux casiers mêmes où reposent les ouvrages, et font leur choix sur place. Pouvant les inspecter avant de se décider, ils ne risquent pas de prendre, sur la foi d'un titre ou d'un nom d'auteur, des livres qu'ils trouvent sans intérêt pour eux dès qu'ils en commencent la lecture.

Une *free public library* étant une institution municipale ne peut recevoir que les habitants de la paroisse ou du district qui contribue à son entretien. Ils se divisent en deux catégories : 1° les contribuables inscrits sur les listes électorales et qui reçoivent à première demande une « carte d'emprunteur » valable pour deux années; 2° les autres personnes (âgées de plus de quatorze ans) non contribuables, auxquelles une carte est délivrée si leur demande est avalisée par un contribuable électeur qui sert de garant. Moyennant ces précautions, tout bibliothécaire possède une liste complète des « emprunteurs » de sa circonscription. Et, par une ingénieuse combinaison de la *carte d'emprunteur* et de la *book card*, il peut savoir à tout moment entre quelles mains se trouve tel livre sorti de la bibliothèque. Il en résulte divers avantages que l'on devine aisément. Mais en voici un particulièrement remarquable. Il est interdit à toute personne atteinte d'une maladie contagieuse d'emprunter aucun ouvrage. Une maladie de cette nature vient-elle à se déclarer dans la maison d'un emprunteur déjà en possession d'un livre : le médecin avertit le bibliothécaire qui fait sur-le-champ chercher le volume et le soumet à la désinfection avant de le rendre à la circulation.

La sollicitude administrative, dont on pourrait citer encore bien d'autres traits, est récompensée par le soin que le public a des livres. Jamais ils ne sont détériorés par suite de malveillance ou de négligence : seul le long usage exige qu'on les remplace. Quant aux vols, malgré l'énorme quantité d'ouvrages qui circulent, on en signale remarquablement peu. On cite volontiers l'exemple de la bibliothèque de Wigan qui, en douze années, n'a perdu que trois volumes. Sur 1 234 466 livres prêtés à Liverpool en 1895, 2 ont disparu. Les rapports des bibliothécaires de Saint-George's, Whitechapel, Clerkenvell, Lambeth attestent la remarquable constance du même fait.

III

Mieux que les intentions les plus louables des propagateurs du *free library movement*, mieux que l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques, les résultats de l'œuvre nous renseigneraient sur ses mérites. Puisqu'il s'agit d'une institution populaire, il faudrait savoir à qui elle profite réellement et quelle est son utilité effective, connaître, en d'autres termes, la clientèle des bibliothèques, et quelle sorte d'ouvrages elle y vient chercher. Mais ces questions ne sont pas également faciles à résoudre. Elles ont provoqué bien des dissertations et des statistiques, qui laissent l'esprit indécis.

Le seul fait certain, c'est que la clientèle se recrute dans les catégories les plus populaires de la société.

On le voit à l'examen des rapports annuels qui donnent l'état des emprunteurs par professions. La place me manque pour en citer plusieurs exemples; mais celui de la seule bibliothèque de Saint-George's, Hanover Square, pourra suffire. Dans la statistique du rapport de 1897, figurent des étudiants, des avocats, des médecins, des clergymen, des journalistes et toutes autres personnes engagées dans les professions libérales. Ce genre de lecteurs use naturellement d'une bibliothèque ouverte à tous. Mais la liste comprend en majorité les employés de commerce, les commis de magasin, les agents subalternes des administrations publiques, une grande variété d'ouvriers et d'artisans, des hommes de peine, des porte-faix, des domestiques et des bonnes à tout faire. On ne pourrait donner ici une énumération exhaustive de tous les métiers représentés. Les autres établissements, comme ceux de Whitechapel, Clerkenwell, West Norwood, ont la même clientèle que Saint-George's, Hanover Square. Il est donc sûr qu'au

point de vue de la fréquentation, l'institution de la *free public library* atteint son but. Si elle doit favoriser l'éducation du peuple, ce n'est pas en vain qu'elle s'adresse au peuple.

Quant à la quantité de livres empruntés, on s'en fera une idée d'après les chiffres que voici. A Londres, pour 24 districts ou paroisses représentant une population de 1 904 000 habitants, le nombre des prêts est de 3 482 577 par an. Inutile de faire observer que tous les habitants ne sont pas des emprunteurs, bien loin de là (1).

Une autre statistique permet de connaître le chiffre *moyen* des prêts par jour, soit 13 579. Ce chiffre s'applique à 34 bibliothèques et à une population de 1 960 000 âmes. Enfin le nombre des personnes qui fréquentent les diverses salles de lecture (salles des prêts, de lecture sur place, de journaux, etc.), calculé pour 32 bibliothèques et 1 449 000 habitants, est de 37 286 par jour en moyenne.

IV

Ce résumé succinct et forcément superficiel de l'œuvre entreprise et de l'œuvre réalisée par nos voisins, en matière de bibliothèques populaires, autorise-t-il un jugement définitif? Que le mouvement des *free librairies* soit actif et en bonne voie de succès, cela apparaît de toute évidence. Mais il est encore à ses débuts. Ces bibliothèques réussiront-elles à être des instruments d'éducation populaire, comme elles le prétendent? On ne saurait contester qu'une partie considérable de leur clientèle n'y vient pas chercher mieux que de la distraction; pour beaucoup, elles ne font encore que l'office du cabinet de lecture. C'est que les générations d'âge moyen n'ont pas appris à les fréquenter dans le but de s'instruire. Peut-être n'en pouvait-il être autrement avec une clientèle aussi bigarrée et d'une éducation intellectuelle si diverse. Mais, d'autre part, elles rendent service aux jeunes gens désireux d'apprendre, leur fournissant de la science à leur commodité et leur permettant de compléter aisément l'instruction reçue à l'atelier ou à l'école. Le succès et la véritable utilité des bibliothèques s'accroîtront à mesure que les générations prochaines auront pris davantage dès la jeunesse le goût du savoir solide et que les transformations du régime économique laisseront aux ouvriers plus de loisir pour développer leur esprit. C'est donc par ses tendances plus que par les résultats actuels que l'œuvre des *free public libraries* mérite de nous intéresser, et qu'elle peut nous servir de modèle, ou au moins d'exemple. Il faut retenir aussi que les bibliothèques anglaises ne sont pas une création inerte à laquelle la majorité des habitants demeure étrangère. Créées en vertu d'un vote spécial des contribuables, et alimentées par le produit d'un impôt spécial, léger à chaque particulier et productif au total, ou par des donations privées de toute nature, elles forcent ainsi l'intérêt des citoyens pour un établissement issu d'un acte réfléchi de leur volonté collective. Ce n'est pas une création administrative, mais une institution éminemment populaire née du suffrage public.

CAMILLE BLOCH.

(1) Il ne s'agit ici que du prêt à domicile; la lecture sur place ne vient pas en compte dans cette statistique.

LIVRES NOUVEAUX

Nohant (1).

Dans ma vie littéraire, j'ai eu deux désirs très vifs : connaître George Sand et visiter Nohant. L'un et l'autre ont été accomplis, mais non pas précisément comme je le souhaitais. J'ai connu George Sand sans Nohant et Nohant sans George Sand. Toutefois dans la vieille maison quasi féodale, le souvenir de la chère morte subsiste si vivant, la tradition hospitalière est si fidèlement, si dignement maintenue, qu'on s'imagine être encore en communication avec elle. Quelque chose de son cœur reste présent dans ce parc où elle a promené tant de rêveries, dans ce salon de famille dont elle a tracé de si aimables tableaux, dans cette salle à manger de grand aspect qui a vu se succéder des générations d'amis, du Malgache à Flaubert, de Rollinat à Dumas fils.

L'histoire des « amitiés » de George Sand serait à coup sûr la meilleure des biographies, et de cette biographie le cadre ne saurait se placer qu'à Nohant. Je me sers à dessein de ce mot *amitiés* pour répondre aux exagérations de la malignité et aux commentaires de la badauderie qui n'ont voulu voir dans cette existence si pleine et si variée que des orages ou, pour mieux dire, un orage perpétuel. Rien de plus inexact. Les documents abondent qui en fournissent la preuve aux personnes de bonne foi : l'*Histoire de ma vie*, l'admirable *Correspondance*, chaque jour plus complète, enfin les réminiscences de témoins véridiques, comme M. Plauchut, les échos du foyer recueillis par de pieux évocateurs, tels que MM. Lapaire et Firmin Roz. Il faut joindre à ces ouvrages un livre du maître trop peu consulté, pénétrante confession sous ses apparences fantaisistes : les *Lettres d'un voyageur*.

(1) *Autour de Nohant*, par M. Edmond Plauchut, chez Calmann Lévy; *La Bonne Dame de Nohant*, par MM. Lapaire et Firmin Roz, chez Francis Laur.

Ce volume fait en quelque sorte contrepoids aux publications que je viens de citer, lesquelles, prises exclusivement, auraient l'inconvénient de nous présenter une George Sand trop pot-au-feu et trop grand'maman. Oui, l'apaisement est venu, mais avant que la « Bonne Dame » fût installée à la table du soir pour y faire des patiences, Lélia battue par la tempête, toute frémissante encore de la déception et de l'injure, toute bouleversée par le doute, est venue s'asseoir sous les arbres plantés par Mme Dupin de Francueil et confier à ses amis du terroir, à ceux qu'elle appelait ses camarades et ses vieux, les angoisses, les révoltes d'une âme mal résignée.

Il y a eu là un premier Nohant dont les survivants doivent être bien rares, si tant est qu'il s'en rencontre. Pourtant, il a suffi de quelques pages immortelles pour nous le rendre aussi présent et presque aussi contemporain que le Nohant d'aujourd'hui. Ce n'était pas, de 1834 à 1836 et même jusqu'en 1839, un groupe d'hommes vulgaires qui se réunissait au château. Le *Malgache* (Jules Néraud), François Rollinat, le *Gaulois* (Alphonse Fleury), Éverard (Michel de Bourges), Charles Duvernet, Planet, Gustave Papet, à qui la *Mare au diable* est dédiée : tout autant de physionomies qui nous apparaissent distinctes et intéressantes. Deux ou trois de ces sympathiques figures sont entrées déjà dans la postérité.

Quiconque s'est épris de l'œuvre du grand écrivain conserve dans sa mémoire et dans son cœur l'image de ce tendre Rollinat si patiemment dévoué, si compatissant aux douleurs de son amie.

« La présence de Rollinat, écrit-elle au *Malgache*, m'infuse silencieusement la résignation mélancolique et la sérénité morne et muette. Son silence opère peut-être plus sur moi que ses paroles. Quand il est assis à une heure du matin, au fond du grand salon, et qu'à la faible clarté d'une seule bougie, oubliée plutôt qu'allumée sur la table, je jette de temps en temps les yeux sur sa figure grave et rêveuse, sur ses orbites enfoncées, sur sa bouche close et serrée, sur son front que plisse une méditation perpétuelle, il me semble contempler l'humble courage et la triste patience revêtus d'une forme humaine. O amitié sobre de démonstrations et riche de dévouements! qui te payera de ce que tu supportes d'heures sombres et de funestes pensées auprès d'une âme moribonde! »

N'oublions pas que l'on était alors en pleine période romantique, que le désespoir byronien était assez familier aux esprits lettrés et que l'expression dépassait parfois la pensée. La triste aventure de Venise, les cruels ennuis domestiques, la crainte même de perdre Nohant, qui fut grossièrement disputé devant la justice, tout cela n'était pas fait pour colorer en rose une imagination poétique. Si Rollinat était le bon génie de la maison, Michel de Bourges, avec son éloquence emportée et les incessantes variations de son esprit, y apportait souvent le trouble. On disputait avec lui plus que l'on ne conversait.

L'entente était moins difficile avec Jules Néraud, que l'on avait surnommé *le Malgache* depuis son retour de Madagascar. M. Néraud était un naturaliste très distingué; on lui doit même un fort utile traité élémentaire et qui fait encore autorité : *la Botanique de ma fille*. Il ranima chez son amie le goût de cette charmante science, fut en entomologie son véritable initiateur et s'associa complaisamment à ses recherches.

« Nous passions notre vie à poursuivre les beaux papillons qui errent le matin dans les prairies, lorsque la rosée engourdit encore les ailes diaprées. A midi nous allions surprendre les scarabées d'émeraude et de saphir qui dorment dans le calice brûlant des roses. Le soir, quand le sphinx aux yeux de rubis bourdonne autour des œnothères et s'enivre de leur parfum de vanille, nous nous postions en embuscade pour saisir au passage l'agile mais étourdi buveur d'ambroisie... Quelles belles courses nous faisions à l'automne le long des bords de l'Indre, dans les prés humides de la Vallée-Noire! Je me souviens d'un automne qui fut tout consacré à l'étude des champignons et d'un autre automne qui ne suffit pas à l'étude des mousses et des lichens. Nous avions pour bagage une loupe, un livre, une boîte de fer-blanc destinée à recevoir et à conserver les plantes fraîches, et pardessus tout cela, mon fils, un bel enfant de quatre ans, qui ne voulait pas se séparer de nous et qui a pris là et conservé la passion de l'histoire naturelle. »

La nature et l'amitié, voilà deux ressources qui n'ont jamais fait défaut à l'auteur du *Champi*. Par une contradiction singulière, cette personne méditative, concentrée, taciturne, si amoureuse de la solitude dans la campagne, en avait une sorte d'horreur à son foyer. De son propre aveu nous savons qu'il lui fallait, pour travailler selon son cœur, avoir toujours du monde autour d'elle. Le bruit des enfants ne la troublait pas. Pendant qu'elle écrivait un roman, nous a dit son excellente bru, Mme Maurice Sand, ses deux petites filles, Aurore et Gabrielle, jouaient dans son cabinet à la madame, se faisaient des visites et ce papotage enfantin ne dérangeait en quoi que ce soit la tranquille inspiration de l'écrivain.

C'est ainsi que les rangs des vieux amis berrichons, s'éclaircissant peu à peu, il en vint du dehors qui, tout illustres qu'ils fussent, ne comblèrent pas toujours les vides que laissaient les anciens. Que de noms à inscrire sur le livre d'or de Nohant si l'on y avait tenu un pareil livre! Agricol Perdiguier, pour lequel fut écrit le *Compagnon du tour de France*, Eu-

gène Lambert, le peintre des chats, qui devait passer un mois et resta quinze ans, Théophile Gautier, Eugène Delacroix, Chopin, Edmond About, Dumas fils, Flaubert. Arrêtons-nous un instant à ces deux derniers.

*
* *

A dater de *Diane de Lys*, George Sand avait affirmé sans hésitation le haut avenir dramatique de Dumas. Celui-ci lui en demeura profondément reconnaissant; la liaison qui s'ensuivit entre eux fut des plus durables et des plus fécondes. Ils avaient en commun une même passion dans laquelle ils apportaient des aptitudes, non pas inégales mais différentes : l'art dramatique. Tout le monde sait que Dumas, le merveilleux metteur en scène, a été l'un des conseillers de sa glorieuse amie, et qu'on lui doit notamment quelques-uns des meilleurs passages du *Marquis de Villemer*. Il n'en faudrait pas conclure que le romancier, s'improvisant dramaturge, fût incapable de marcher seul dans ce sentier périlleux.

En tous temps George Sand a aimé le théâtre, mais ce fut surtout quand elle se vit bien installée à Nohant après en avoir débusqué ses ennemis, qu'elle donna pleine carrière à son goût. Elle fit construire le petit théâtre que l'on voit encore à main gauche du vestibule. Elle y essaya plusieurs de ses pièces, *Claudie* entre autres, à laquelle Bocage et Mme Lia Félix donnaient une si fière tournure. J'ai assisté, à la Porte-Saint-Martin, à l'une des premières représentations de *Claudie* devant une salle enthousiaste, et j'ai peine à me figurer sur l'étroite scène de Nohant l'ample bénédiction de la Gerbaude. L'auditoire y mettait sans doute quelque complaisance. Du reste à ce répertoire intime, les interprètes célèbres et dévoués n'ont jamais fait défaut. Avec Bocage, déjà nommé, il suffit de rappeler Berton, Thiron, Mmes Arnould-Plessy, Rose Chéri, ces parfaites comédiennes.

A voir représenter les pièces que le maître nous a laissées ou seulement à relire son *Théâtre*, on y sent le plaisir de l'artiste qui s'amuse de son œuvre et communique à autrui quelque chose de sa joie. Je n'ai pas ici à juger l'auteur dramatique sur sa production assez abondante. *François le Champi*, le *Marquis de Villemer* figurent de temps à autre, — et trop rarement, — sur l'affiche de la Comédie-Française. Pour moi, si j'avais à exprimer des préférences, je dirais que ma prédilection va tout droit au *Mariage de Victorine* et surtout à *Maître Favilla*, cette splendide et originale création à laquelle Barré et Rouvière prêtaient l'appui d'un incomparable talent.

Il n'y avait pas que des acteurs de marque sur le modeste théâtre de Nohant. Quelquefois les maîtres ou les hôtes de la maison s'y hasardaient. On se souvient encore d'une scène très réaliste où Maurice Sand et Émile Aucante simulaient en termes assez rabelaisiens une querelle violente. Le jeu des deux acteurs fut si remarquable, que les spectateurs villageois, effrayés, montèrent sur les planches pour les séparer.

A côté de ce théâtre relativement officiel et solennel, il s'en trouvait un autre dans la même salle, tout à fait minuscule et familier. C'est là que la troupe des marionnettes déployait ses grâces et se livrait à des plaisanteries qui ont eu un certain retentissement dans le monde. En leur qualité d'artistes peintres et d'auteurs d'occasion, Eugène Lambert et Maurice cumulaient, vis-à-vis des petits personnages en bois ou en carton, les fonctions d'inspirateurs et de décorateurs. Quant à la châtelaine, elle se réduisait humblement au rôle de costumier. Elle excellait, dit-on, à confectionner les toilettes lilliputiennes. Quelques-uns de ces caprices d'un soir ont été recueillis et imprimés. Ils n'ont plus sur le papier cet entrain et ce montant qui leur valaient des applaudissements sincères. *La Commedia dell'arte* n'est une forme charmante qu'à la condition d'être passagère et d'effet immédiat; dès qu'on veut la fixer, elle s'évanouit. Si l'on veut retrouver quelques vestiges vivants de nos marionnettes, il faut lire l'*Homme de neige* ou le *Château des Désertes*.

Les deux scènes aujourd'hui sont vides et muettes. La plupart de ceux qui les animaient, venaient y prodiguer leur esprit ou bien y chercher de la joie, ont disparu. Les amusantes figurines capables de divertir les plus moroses, dorment maintenant sous un voile, dans la poudre des cartons. Elles ont l'air si marri que l'on compatit à leur désolation. Il n'y a plus personne derrière le rideau pour faire manœuvrer M. Balandard ou la Belle Mariée. Ce séjour des gaietés éteintes est peut-être le plus triste endroit de ce château où les mélancoliques souvenirs ne manquent pas.

*
* *

Flaubert prenait sa part des excentricités du logis quand il se déguisait en Andalouse et jouait du tambour de basque. Ces accès-là pourtant devaient être rares. On voit par la *Correspondance* que son humeur pessimiste s'exhalait dans la conversation comme elle se manifeste dans les lettres. Les discussions étaient fréquentes et naturellement aboutissaient à ne convaincre personne. Le commerce de deux esprits, qui dégénère souvent en controverse, donne un intérêt particulier à cette branche de la *Correspondance*. J'avoue que tout ne m'en plaît pas, notamment le tutoiement, qui me paraît déplacé, la plaisanterie souvent lourde, et le mauvais ton *voulu* du carabin rouennais. George Sand se pliait trop aisément aux affectations de Flaubert, car ce bon garçon,

qui, au fond, était très timide et très tendre, passait son temps, dépensait une ingéniosité inouïe à se donner des poses de sans-gêne et prendre des airs de férocité. Il était venu trouver Mme Sand après une représentation du *Marquis de Villemer*, lui dire naïvement toute son admiration, et, de là, naquit cette amitié qui dura jusqu'au dernier jour. Venu de Rouen, pour les obsèques, Flaubert pleurait à la porte de l'église comme un enfant. Il n'avait pas cette fois besoin que sa vieille amie lui prêchât le sentiment et l'humanité.

***

L'humanité, voilà, en effet, le premier et le dernier mot qu'il convient d'employer lorsqu'on doit parler de George Sand. Il y a bien des sortes d'humanité; elle les a toutes connues, toutes pratiquées, depuis l'assistance aux pauvres, l'appui aux simples, la protection aux persécutés, le dévouement aux opprimés jusqu'à la générosité envers les moins dignes. Sur ce dernier point, très délicat, le livre de M. Plauchut contient l'énoncé d'un fait caractéristique et que je me ferais certainement scrupule de passer sous silence. On nous a tant fatigués avec les pleurnicheries d'Alfred de Musset, avec ses prétendues douleurs et ses invectives amères contre ELLE que l'on se voit obligé de remettre les choses au point et de présenter la réalité toute crue. Voici ce que nous apprend M. Plauchut, qui n'est lui-même ici que le fidèle écho de François Buloz.

« George Sand se trouvait à Venise avec quelques-uns de ses compatriotes, lorsque l'un d'eux, et non le moins aimé, fut entraîné dans une maison de jeu où il perdit jusqu'à dix mille francs. L'imprudent joueur n'était pas, en ce moment-là, en situation d'acquitter cette dette d'honneur. Mme Sand n'hésita pas un instant : elle écrivit au directeur de la *Revue* de lui prêter cet argent. Par retour du courrier, M. F. Buloz, qui avait pour son collaborateur une véritable affection, envoya la somme demandée, n'y mettant qu'une seule condition, c'est que cet argent lui serait remboursé en copie. L'auteur de *Valentine* se mit au travail et successivement envoya de Venise à Paris plusieurs romans. « Je fus tellement touché, m'a dit M. Buloz, de l'énergie de George, — il ne l'appelait jamais autrement. — émerveillé de la valeur littéraire de ses romans, que je ne voulus jamais qu'elle payât sa dette. »

Notez que ce fait, si honorable et d'une portée bien décisive, n'est mentionné, fût-ce à titre de simple allusion, ni dans *Elle et Lui*, ni dans l'*Histoire de ma vie*, ni, bien entendu, dans *Lui et Elle*. Il y avait des chances pour que cet acte de générosité, auquel a correspondu la plus profonde des ingratitudes, ne fût jamais connu, félicitons-nous de l'indiscrétion qui nous l'a révélé.

Le passage de Mme Sand dans la politique, en 1848, fut très rapide et à peine remarqué ; heureusement son influence morale y survécut. Elle eut plus d'une fois l'occasion d'en user dans les jours noirs qui suivirent le 2 Décembre, et surtout lorsque vint l'abominable loi de sûreté générale. La princesse Mathilde, le prince Napoléon s'honoraient de son amitié. Napoléon III l'écoutait avec une certaine déférence, sans toutefois se rendre toujours à ses sollicitations en faveur des suspects ou des condamnés. Quelquefois, même dans sa province, elle eut à craindre, non seulement les tracasseries, mais les fureurs de la réaction. Un brave paysan patriote, Patureau-Francœur, dénoncé comme révolutionnaire, avait cherché un asile au château de Nohant. On l'y poursuivit, on força la grille; la châtelaine même fut menacée pour avoir voulu s'opposer à cette arrestation arbitraire. De tels actes, bientôt connus malgré le silence de la presse, donnaient à son nom une juste popularité parmi les proscrits. On peut s'en convaincre en lisant, dans *Autour de Nohant*, les très belles lettres que lui adressait Barbès, d'abord de sa prison, puis de l'exil.

« Il est trois choses que j'ai placées sur le même piédestal dans mon cœur : vous, la République et la France. La République! il n'est pas certain que je la revoie. Je voudrais du moins ne pas quitter cette terre sans vous voir!... »

Et, dans une autre lettre, il ajoute :

« Que de crimes commis contre le saint nom de la France, pour se donner l'air d'avoir de l'esprit! Et comme il est bon, noble et illustre amie, que par-dessus toutes ces impiétés et ces folies votre génie soit là pour tenir toujours le bien-aimé drapeau de la patrie. Les blasphèmes des autres passeront, mais vous, vous resterez. »

Toujours prisonnier ou proscrit, le grand regret de Barbès était de n'avoir pu prendre quelques jours de repos à Nohant, auprès de l'amie qu'il admirait d'une manière si passionnée. Il eût été heureux de l'y voir, non certes pour brasser de la politique ou conspirer ensemble, mais pour être témoin de sa vie d'intérieur si douce, si cordiale, si sincèrement rustique!

C'est qu'en ce milieu, qui l'avait vue croître, Mme Sand apparaissait dans toute la vérité de sa nature. MM. Lapaire et Firmin Roz, dans leur fort agréable livre, nous montrent la « Bonne Dame de Nohant » sous son aspect aimable, familier, avec sa plus riante physionomie.

« George Sand aima les champs, les landes, les grandes prairies désertes, les coteaux verdoyants du Boischaut, les rives ombragées de l'Indre, les bords

accidentés de la Creuse, les horizons mélancoliques du Berry. Mais elle aima aussi les gens de cette terre. Elle vécut au milieu des familles patriarcales, parmi les paysans robustes, les ménagères proprettes, les rêveuses pastoures. »

Rien de plus juste. Son mérite comme artiste — et il dérive précisément de sa nature — c'est de n'avoir pas isolé le paysan de son cadre, d'avoir aimé d'une même affection le pays et l'habitant, de les avoir poétisés l'un par l'autre, sans les dénaturer ni les exagérer.

Cette Vallée-Noire, où l'accueillante Mme Maurice Sand, qui porte si gracieusement un grand nom, nous a montré la petite ferme du Champi et la maison de Valentine, revêtait aux yeux du romancier le charme qui se dégage de la longue accoutumance. Berrichonne dans l'âme, quand George revenait de ses excursions en Normandie, en Bretagne, en Suisse, en Italie, elle ne pouvait s'empêcher de dire aux siens : « Décidément, tout cela ne vaut pas notre Vallée-Noire. » Le paysan du Berry a, comme le paysage, bénéficié de cette idéalisation. Peu m'importe si les traits essentiels sont vrais, et ils sont trop humains pour ne pas l'être. Lorsque Balzac et même Flaubert nous parlent des paysans, ils leur restent en quelque sorte étrangers ; chez George Sand, au contraire, la fusion est intime. En les racontant, elle se raconte elle-même ; elle sent et elle pense comme eux.

Aussi, après avoir presque constamment vécu à Nohant, elle a voulu y reposer. Tout au bord du cimetière rural, le grand écrivain dort son dernier sommeil au milieu des siens, sous une pierre de Volvic qui porte simplement ces deux mots : *George Sand.* A ses pieds sont couchés Mme Dupin (Aurore de Saxe), sa grand'mère, et celui qui fut le séduisant Francueil. Tout près d'elle, Maurice, le fils qu'elle a tant aimé. Du jardin une petite porte donne accès sur ce coin réservé du cimetière. Celle qui fut si bonne pour les siens est encore presque en famille. Le dirai-je ? ce qui s'est le mieux gravé dans ma mémoire, c'est le cabinet de travail, d'où se sont envolés tant de chefs-d'œuvre et la bibliothèque qui le précède, singulière en cela qu'on n'y voit pas de livres. Ils sont tous soigneusement enfermés dans des placards, sur chacun desquels on peut lire l'étiquette inscrite de quelque branche de la connaissance humaine. Le cabinet de travail, situé au premier étage entre la bibliothèque et la chambre à coucher où mourut George Sand, donne sur le parc. Là se sont écoulées tant de nuits fécondes ; là furent écrits, à bien des époques différentes, *Indiana*, *Mauprat*, *la Mare au diable ;* de là le génie — le plus humain de notre littérature — a rayonné sur le monde et j'en sentais comme la vivante impression.

On raconte que lorsque Rousseau visita le château de Montbard, il voulut, avant d'entrer dans le cabinet de travail de Buffon, baiser le seuil de ce qu'il appelait le sanctuaire. Un tel mouvement, aucun homme du XVIIe siècle ne l'aurait eu, Jean-Jacques put l'éprouver parce qu'il était le premier des modernes, parce qu'il avait déjà le sentiment de la piété littéraire. Ce sentiment, dit-on, s'affaiblit aujourd'hui. Je souhaite pour l'honneur et le bonheur des jeunes générations qu'il n'en soit rien. Il ne faut pas désespérer de la lumière, parce que le ciel est voilé. Les nuages se dissiperont. La nature reparaîtra dans tout son éclat. L'humanité, un instant méconnue, reprendra ses droits. Alors plus que jamais on devra faire le pèlerinage de Nohant. Parc, tombeau, cabinet de travail, le pèlerin voudra tout visiter et l'impérieux désir lui viendra, comme autrefois à Jean-Jacques, de baiser le seuil du sanctuaire !

JULES LEVALLOIS.

NOTES ET IMPRESSIONS

Nous sommes heureux de le constater, la carrière des « lettres » est en hausse ; bientôt elle aura remplacé dans la considération des familles le noble métier des armes, et peut-être même la « carrière » tout court et par excellence, celle qui se passe de toute épithète. Dès à présent, en effet, nous pouvons compter parmi nos confrères la plupart des souverains européens. Un snobisme ne tardera pas à s'établir. Les rois veulent avoir du talent : ils entendent commander non plus seulement à leurs peuples mais encore à leurs idées. Pourquoi eux aussi n'auraient-ils pas droit à « de la beauté » ?

Par le temps qui court, on ne peut répondre de rien et surtout d'une couronne. N'est-il pas raisonnable de songer à assurer son avenir et de parer à toutes les éventualités en apprenant un métier manuel, par exemple ? Ce n'est point sans doute dans cette intention que le roi Louis XVI voulut forger lui-même toutes les clefs du château de Versailles ; et cependant si la destinée eût aménagé les événements d'autre manière, cette profession, en quelque petite ville de Bavière ou de Hanovre, ne lui eût peut-être pas été inutile. C'est probablement ce que pense plus d'un monarque actuel, qui ne saurait manquer de se dire, moitié par raison, moitié par amour-propre : « Ayons une personnalité, une originalité ; et si je ne puis pas être « moi » comme un simple mortel, soyons « nous », puisque c'est la seule individualité permise aux souverains. Faisons-nous une bonne petite réputation de critique, de polémiste ou de romancier, afin que si quelque jour

notre bon peuple songeait à se détourner de nous, nous puissions lui montrer que nous sommes roi à nous tirer d'affaire. Et certainement M. Ferdinand Brunetière nous donnerait une rubrique à la *Revue des Deux Mondes*, et l'*Écho de Paris* ouvrirait toutes grandes ses colonnes à nos plus âpres révélations. »

Ce sont sans doute des raisons de ce genre qui ont poussé le roi de Monténégro à écrire ses mémoires, dont on nous annonce la très prochaine publication. C'est fort bien ; mais ce prince n'eût-il pas mieux fait de proposer à M. Samuel une opérette pour le théâtre des Variétés? Il aurait pu de la sorte se mettre en scène avec toute la sincérité désirable et de bonnes assurances de ne pas être entraîné hors des bornes de la vraisemblance, sinon de la vérité. Le directeur flatté aurait mis à sa disposition ses meilleures comédiennes, qui ont connu la plupart de ses confrères couronnés lors de leur séjour à Paris. C'eût été charmant et spirituel. M. Frédéric Febvre, par amitié pour l'auteur, aurait retouché la pièce du bout de la grande plume dont lui fit présent le prince de Galles; et le roi Milan n'aurait point manqué de louer la vaste avant-scène de droite pour la première représentation. La jalousie professionnelle se serait certainement emparée de ce dernier, et l'année suivante nous aurions eu une œuvre du roi de Serbie, qui connaît si bien le personnel de nos théâtres du boulevard.

Et tout bas, en sourdine, par manière de manifestation discrète et sympathique, on aurait répété ce refrain que l'admirable Hervé mit en musique :

Quand on est roi d'Montenegro
On n'est pas gros, on n'est pas gros ;
Mais quand on est roi de Serbie
On est encor beaucoup plus p'tit.

Les reines et les princesses, elles aussi, ne redoutent point de cacher de temps en temps leur couronne dans le fond d'un bas bleu, et malgré que la reine Victoria, comme les vieux sénateurs et les provinciales âgées, ne porte que des bas blancs, l'excellente *Queen* prépare l'édition de son « journal intime ». Quant à la reine Nathalie de Serbie, chacun sait que Mlle Marie-Anne de Bovet seule pourrait prétendre à lui disputer la palme du roman à bombes passionnelles et à renversements sentimentaux, tandis que la princesse de Naples, petite souveraine fragile et menue, préfère les cours d'amour aux intrigues de la cour et compose des bucoliques sorrentines sur les grèves du golfe béni qu'illustra jadis la promenade quotidienne du Tasse.

L'empereur Guillaume, lui, n'est point satisfait par la précision des mots, il entend laisser plus de liberté à la chimère de chacun, et sans doute, comme Wagner, ce prince extraordinaire et charmant estime que les plus belles pages sont les pages blanches. Il aime la danse, qui est la plus violente des distractions de la paix; il règle des battus et des jetés et commande un avant-deux aussi bien qu'une avant-garde. Actuellement il cherche un sujet de ballet allégorique et moderne ; sera-t-il permis de lui indiquer un titre assez suggestif, qui prêterait à d'agréables variations, et dont le succès pourrait être considérable par le monde : le désarmement.

Ces royales confraternités nous honorent grandement et relèvent singulièrement la profession. Cependant elles ne font qu'augmenter une concurrence si acharnée déjà ; elles offrent encore un plus grave danger.

*
* *

Un esprit pénétrant ne saurait manquer de prévoir les déplorables résultats de cette mode qui pousse les souverains à tremper leur sceptre dans une écritoire ou à le transformer en bâton de maître de ballet. Qu'arrivera-t-il en effet? Si ceux qui devraient faire l'histoire ne se préoccupent que de la raconter, il est évident que d'autres se chargeront du soin qu'ils négligent de diriger les peuples et de présider à leurs destinées.

Il ne peut résulter de cette singulière intervention que « de la mauvaise ouvrage ». Comment les plus célèbres littérateurs ne seraient-ils pas tentés par l'ingénieux chassé-croisé que leur offrent si bénévolement les souverains, et pourquoi ne s'amuseraient-ils pas au petit jeu du gouvernement, de même que les monarques se plaisent à la distraction des belles-lettres?

Songez que ces esprits délicats, avertis de toutes les finesses, divertis de toutes les grâces de l'esprit, ne sont généralement pas très blasés sur les émotions que procure la toute-puissance. Il en est qui ont vécu en province humblement, et qui ont déjà été bien contents de venir à Paris; ils seraient aujourd'hui assez curieux de le gouverner. N'ont-ils pas eu jadis leur petit Brienne en quelque lointaine université? Le sacre est une séduisante perspective, surtout sans Joséphine... Pourquoi n'en caresseraient-ils pas de loin l'impossible rêve pendant quelques moments, et en sachant fort bien que ce rêve ne se réalisera pas, car ils n'entendent point se départir de ce scepticisme qui les assure, estiment-ils, contre le ridicule, et ils l'étendent, par surcroît de précaution, à leurs convictions les plus violentes et les plus inattendues. Et puis un petit succès « à côté » ne nuira pas au prochain volume. Les vieux moyens de publicité s'usent; l'occasion de les rajeunir n'est pas à dédaigner. Je sais un éditeur qui, à chaque renouvellement parlementaire, engage tous les auteurs qu'il imprime à se présenter à la députation. Ce même commerçant n'hésitait pas à dé-

clarer un jour qu'il préférait éditer les petits remords dilués pour âmes sensibles d'un ministre en prison que les vers d'un poète de génie. Cette affirmation semblait être d'ailleurs le fruit d'une expérience acquise.

Nous perdons beaucoup à ces trocs. Ces ambitieuses préoccupations distraient les meilleurs esprits de leurs plus précieuses conceptions et la noblesse de leurs intentions ne suffit pas à leur faire pardonner le dommage qu'ils nous causent. Pensez-vous que des centaines de millions de lecteurs et d'amis n'en voudront pas à M. François Coppée de les priver d'œuvres « si impatiemment attendues » pour se dévouer à des présidences de réunions publiques?

Je sais dans de grands chefs-lieux de province des familles entières qui s'en étonnent, des jeunes filles qui s'en désespèrent avec la même sincérité que leur institutrice, et de vieilles dames qui en oublient sur la table en marqueterie leurs lunettes oisives. Cette foule d'admirateurs et d'admiratrices ne s'attendait pas à cela. Ces honnêtes personnes ne pensaient point que leur auteur favori pût jamais se lasser un jour de les intéresser si vivement en même temps que si paisiblement. Mais voilà. La tisane d'émotions discrètes et fragiles qui, dans le cœur de l'exquis poète des *Intimités*, semblait mijoter sur un feu doux de sentiments humbles et attendris, lui est montée à la tête, et, contre toute vraisemblance, l'a grisé; et des esprits naturellement irrespectueux affirment qu'il faut craindre le « coup du père François » dont on parle depuis si longtemps.

La clientèle du timide charmeur qu'est M. Jules Lemaître n'est pas moins déçue, et tous les pauvres auxquels depuis longtemps il faisait de si généreuses aumônes d'indulgente ironie craignent la misère. Qui donc a détourné le plus fin des critiques, celui que préféraient M. Ernest Renan et Mlle Alice Lavigne, de ses devoirs professionnels? Qui donc a lancé son âme éprise de toutes les grâces dans une mêlée, où la pratique de l'injure est plus utile aux combattants que celle du plus délicat atticisme? Je pense l'avoir trouvé. Je dénonce le coupable, d'autant plus volontiers qu'il n'est plus. Il fut jadis charmant capricieux, et divers, métaphysique et badin, et il mourut un beau soir, en fermant tout à coup son grand œil jaune. Je veux parler du *Chat Noir*. Je suis persuadé que cet animal a causé tout le mal; il a fasciné le plus doux des hommes au point de lui donner à penser et à écrire que les ombres chinoises sont devenues « l'art généralisateur et philosophique par excellence » et que... « les ombres de Rivière ou de Caran d'Ache sont proprement les ombres de la caverne de Platon ». Il lui a montré de sa patte caressante des batailles, des défilés d'apothéose et des chevauchées triomphales. Les bataillons alpins de Grenoble ne l'avaient jamais ému à ce point. Depuis ce jour, ce souvenir n'est point sorti de la mémoire de M. Jules Lemaître; il en abandonna à d'autres mains le cadavre mutilé de M. Georges Ohnet et cessa de louer les piquantes attitudes de Mlle Lavallière; il y pensa toujours. J'inclinerais à croire que l'autre soir, au cours de la conférence qui lui valut une si belle ovation, il envoyait de temps en temps une pensée émue vers l'âme enfantine et blagueuse du bon Rodolphe Salis, qui du haut du ciel bénissait l'ardeur néophytique de son fidèle le plus dévot, et M. Jules Lemaître ne faisait là qu'acquitter une dette de reconnaissance.

ROBERT DE FLERS.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

L'*Intermédiaire des chercheurs* met à profit l'interruption qu'ont produite les événements récents dans la vaillante et amusante course à l'Académie menée depuis plusieurs années par M. Emile Zola, pour établir le bilan de cette campagne.

Voilà près de neuf ans qu'elle dure.

M. Zola a posé pour la première fois sa candidature à l'Académie le 1er mai 1890, et l'y a renouvelée depuis ce temps vingt-deux fois!

Il a eu successivement pour rivaux — et pour vainqueurs : MM. de Freycinet, Pierre Loti, Lavisse, H. de Bornier, Thureau-Dangin, Challemel-Lacour, Brunetière, J. de Hérédia, A. Sorel, Paul Bourget, Henri Houssaye, Anatole France, Costa de Beauregard, Gaston Paris, Jules Lemaître, Theuriet, A. Vandal, A. de Mun, Hanotaux. Je passe sous silence les deux dernières élections, qui portèrent à l'Académie MM. Lavedan et Guillaume, et d'où le nom de M. Zola, pour des raisons d'ordre... extérieur, se trouva écarté.

En six de ces vingt-deux élections, M. Zola n'obtint aucune voix. Le meilleur scrutin fut pour lui celui du 28 mai 1896, qui aboutit d'ailleurs à un ballottage, et donna quatorze voix à l'illustre écrivain.

Les retrouvera-t-il, — et quand?

« L'amour qui désire est vulnérable; l'amour qui renonce est invincible... » Épigraphe du nouveau roman de M. Édouard Schuré, *Le Double*, qui paraît demain.

Le Double fut récemment publié par la *Nouvelle Revue;* on peut l'annoncer comme une des œuvres les plus étranges et les plus fortes que l'auteur de l'*Ange et la Sphinge* ait publiées.

Dans quelques jours:

De M. Giovanni Berthelot, *le Futur pape*.

C'est une étude de biographie et d'histoire, qui paraîtra en même temps en français et en italien, et où l'auteur nous présentera, — en homme qui sait à fond son sujet,

dit-on, — les cardinaux actuellement désignés, dans le monde du Vatican, comme des aspirants éventuels à la succession de Léon XIII.

La revue mensuelle anglaise *Blackwood's Magazine*, fondée vers 1815, et toujours très vivante, vient de fêter son millième numéro.

Nous avons, à plusieurs reprises, signalé l'admirable développement des bibliothèques aux États-Unis. Au point de vue social, autant que pédagogique et littéraire, il y a là un mouvement des plus curieux et qu'il convient de rapprocher du développement des bibliothèques en Angleterre dont M. Bloch s'occupe aujourd'hui dans la *Revue*.

M. A. Schinz, dans la *Bibliothèque universelle*, publie à ce sujet des indications intéressantes :

Non seulement, écrit M. Schinz, chaque établissement d'instruction, chaque association de savants ou d'artistes veut avoir aux États-Unis sa propre bibliothèque et la veut aussi riche que possible, mais il ne se fonde pour ainsi dire pas une société politique ou religieuse, pas une église, pas un club, pas une loge maçonnique, pas un musée, pas un hôpital, pas une compagnie de chemins de fer, pas une fabrique qui n'ait sa bibliothèque.

Il faudrait même dire pas une maison, car dans la plupart des appartements américains, même dans les plus humbles, on trouve une pièce appelée la bibliothèque — et ce n'est jamais la moins soignée — tout comme on trouve un salon et une salle à manger.

Les bibliothèques publiques, notamment, se sont, en ces dernières années, agrandies, enrichies, multipliées, dans des conditions que nous ne soupçonnons pas.

A Washington, par exemple, outre la bibliothèque du Congrès, c'est-à-dire la bibliothèque nationale des États-Unis, qui compte, d'après le rapport pour l'année 1896 : 748 115 volumes, plus 245 000 brochures, il y a deux bibliothèques de plus de 100 000 volumes; quatre de 50 à 100 000; deux entre 30 et 40 000 et plusieurs autres encore.

Et ce cumul se voit même dans de petites localités.

A Amherst (Massachusetts) qui ne compte qu'un peu plus de 4000 habitants, il y a deux bibliothèques allant avec les établissements d'instruction supérieure d'Amherst College, et deux publiques, dont l'une de 7500 volumes. Nous avons sous les yeux la liste des ouvrages achetés par cette dernière, de février 1896 à février 1897; elle ne comporte guère moins de 500 volumes.

Quant aux villages qui ne sont pas encore pourvus de bibliothèques, ils n'ont pas été oubliés. On a institué pour eux ce qu'on nomme les « collections circulantes ». Leur nom indique assez ce qu'elles sont. On les envoie surtout dans les districts reculés et empêchés, par manque de moyens de communications suffisants, de nouer des relations régulières avec les bibliothèques des villes avoisinantes.

Le mode de « circulation » est extrêmement simple. Les livres sont expédiés, en caisses de 20 à 100 volumes, par la bibliothèque d'État la plus rapprochée. La municipalité qui demande ces livres envoie à cette bibliothèque une indemnité de quelques dollars, destinée à couvrir les frais de transport. Des catalogues sont distribués partout, en sorte que le village peut choisir lui-même ses lectures, et ne recevoir que les livres qu'il a choisis.

Et ce n'est pas sans tristesse qu'on est obligé de constater qu'une expérience de ce genre, appliquée à nos campagnes, n'y aurait probablement pas la plus petite chance de succès.

Demain samedi, à la salle Charras, M. André Beaunier donnera la troisième et dernière de ses conférences sur la Poésie contemporaine. Il parlera de M. André Gide.

Conférences de mardi prochain :

A la salle Charras, M. André Michel : *L'Art et la Patrie*;

Au collège libre des Sciences sociales, M. Henry Bérenger : *L'Homme de Lettres, la Révolution française et le XIXe siècle*.

Les trois dernières leçons du cours de M. Bérenger sont fixées aux 7, 14 et 21 mars.

Quinze journées viennent d'être consacrées, à la salle Sylvestre, à la vente d'une partie de la bibliothèque de M. Bégis, secrétaire de la *Société des Amis des Livres*.

A propos de cette bibliothèque, qui était fameuse parmi les bibliophiles et les « chercheurs », M. Henri Beraldi nous conte, dans le *Bulletin de l'Art*, une amusante anecdote, et peu connue :

C'était en 1866. Bégis, bibliophile, du genre accumulateur — il avait déjà 10 000 volumes — s'occupait aussi d'écrire sur l'histoire; il aimait le détail piquant, secret, le pamphlet. Il avait aussi quelques spécimens de cette librairie peu avouable que la fin du XVIIIe siècle a voulu s'offrir pour n'en point laisser le monopole à la fin du XIXe; ceci était, pour Bégis, document.

Or, un jour, la police impériale apprend que des pamphlets politiques sont expédiés de Bruxelles à un libraire parisien très connu; on interroge le libraire, qui, fort intimidé, rejette la responsabilité de la commande sur Bégis. Une nuit, le commissaire de police tombe dans la bibliothèque Bégis, la fouille, tourne et retourne, et emporte deux cents volumes. Mais on ne put échafauder là-dessus une accusation.

On rend donc à Bégis une partie de ses livres, mais, pour ne pas en avoir le démenti, on envoie l'autre partie à la fourrière : dans l'espèce, à la Bibliothèque impériale, qui les met dans le retiro inabordable qu'on appelle « l'enfer ». Bégis criait comme un damné. On le pria de se taire sous peine de révocation (il donnait prise : il était fonctionnaire, syndic de faillites). L'administrateur de la Bibliothèque, M. Taschereau, fut très conciliant : il offrit à Bégis une admission perpétuelle dans l'enfer (celui de la Bibliothèque).

Le bibliophile eut un geste superbe de refus indigné.

Trente ans se passent. Les magistrats de l'Empire sont loin; Bégis a pris sa retraite. Il engage donc un procès contre la Bibliothèque nationale, et obtient, malgré le ministère public, qu'une enquête soit ordonnée sur l'incident. Mais la Cour d'appel veille : elle met à néant le jugement du Tribunal, et la Cour de cassation confirme son arrêt.

Et voilà comment la Bibliothèque nationale se trouve depuis trente-trois ans, sous la protection des lois, recéleuse de pamphlets républicains volés par elle à M. Bégis !

Mais M. Beraldi nous affirme que l'affaire n'aura pas de suites, et que, de ce côté-là, nos magistrats n'ont aucune aventure nouvelle à redouter. Bégis était, au fond, bonhomme : l'honneur d'avoir plaidé lui suffisait.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37522. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 9. 4e SÉRIE. — TOME XI 4 MARS 1899.

LA CRISE POLITIQUE

ET LE MOUVEMENT DES PARTIS EN BELGIQUE

Le parti catholique occupe le pouvoir en Belgique depuis près de quinze ans. En 1893, acculé par le progrès des idées démocratiques à la nécessité de reviser l'article de la Constitution qui maintenait un cens électoral assez élevé (42 fr. 32), il n'hésita pas à introduire une organisation du suffrage universel qui allait porter le chiffre des électeurs de 140 000 environ à près d'un million et demi. Comme contrepoids à ce saut dans l'inconnu, le chef du cabinet, M. Auguste Beernaert, avait mis en avant toute une série de mesures conservatrices, telles que l'introduction du vote obligatoire, l'application de la représentation proportionnelle et le renforcement du Sénat.

De ces trois innovations, la Constituante n'accepta que la première. D'autre part, elle greffa sur le suffrage universel l'institution du vote plural, en octroyant deux et même trois suffrages à certaines catégories privilégiés d'électeurs : pères de famille, propriétaires, rentiers, diplômés de l'enseignement supérieur et moyen, etc.

En dépit de ces précautions, le parti socialiste, dès la première consultation du corps électoral en 1894, remporta d'éclatants succès dans les districts industriels. La dernière Chambre du régime censitaire renfermait 92 catholiques et 60 libéraux. La nouvelle assemblée compta 104 catholiques, 20 libéraux et 28 socialistes. Cette répartition n'a guère été modifiée par les élections subséquentes, sauf que celles-ci ont encore accru la majorité cléricale au détriment des libéraux. Actuellement, la Chambre renferme 112 membres de la droite, 28 socialistes et 12 libéraux.

On voit que jusqu'ici ce sont les libéraux qui ont fait les frais de la réforme électorale. Parmi les causes qui expliquent le déclin de leur influence, on a allégué successivement leurs hésitations dans la question même de la revision constitutionnelle, — leurs dissensions intestines qui les empêchent de se présenter aux élections avec un programme positif et homogène, — leur longue négligence à entrer en contact avec les couches qui forment désormais la majorité du corps électoral, — la désertion simultanée de leurs éléments les plus modérés qui, par crainte de la poussée révolutionnaire, se sont ralliés au conservatisme clérical et de leurs éléments les plus avancés qui, cédant à leur inclination naturelle, se sont fondus dans le parti socialiste, — enfin la défaveur qui enveloppe, un peu partout aujourd'hui, les hommes et les principes du libéralisme.

Toutes ces explications contiennent chacune une part de vérité. Cependant, même en les combinant, on n'arrive pas à justifier la faiblesse du contingent libéral dans les Chambres nouvelles. Si les différents partis avaient été représentés proportionnellement au chiffre des suffrages qu'ils ont réunis chacun dans le corps électoral, les libéraux auraient dû obtenir, en 1894, 48 sièges au lieu de 20; aujourd'hui encore ils devraient être 25 (au lieu de 12) contre 34 socialistes et seulement 93 cléricaux.

Personne ne conteste que, dans le système majoritaire, le chiffre respectif des sièges attribués à chaque parti dépend, dans certaines limites, du hasard, c'est-à-dire de la façon dont ses adhérents

sont répartis entre les diverses circonscriptions. Le parti libéral a beau compter à son actif un nombre respectable d'électeurs disséminés sur toute la surface du pays. Comme il se recrute surtout dans les classes moyennes et parmi les professions intellectuelles, il reste à peu près partout en minorité, tantôt devant les masses socialistes de la région industrielle, tantôt devant les masses cléricales de la région agricole, et là où ces deux éléments se juxtaposent, il n'arrive qu'en troisième ordre. Il est ainsi exclu même des ballottages, et son intervention se résume dans le privilège de décider à laquelle des deux autres listes reviendront tous les mandats. Quant aux quelques sièges qu'il a conservés, ils lui viennent de certains arrondissements du pays wallon, plus indépendants du clergé et moins atteints par la propagande socialiste. Mais, là même, il n'a pu triompher du parti clérical qu'en se coalisant avec le parti socialiste et en produisant des candidats suffisamment avancés pour rallier toutes les nuances de l'opposition. Il n'y a plus, à la Chambre, un seul représentant de ce libéralisme modéré qui, à part quelques années de domination cléricale, gouverna la Belgique, non sans éclat, de 1847 à 1884, avec les Frère-Orban, les Rogier, les Bara.

Il est assez naturel que, sous le coup de cette proscription persistante, les libéraux aient fini par perdre patience. Dès la fin de 1893, les délégués de 27 associations libérales flamandes, réunis à Gand, adjuraient la gauche de la Constituante de voter l'introduction de la représentation proportionnelle, afin de « conserver la vie politique dans la plus grande partie du pays ». Après avoir mis sur le compte du système majoritaire la paralysie qui atteignait déjà une partie du libéralisme flamand condamnée à l'état de perpétuelle minorité, ils ajoutaient, par une véritable prévision de l'avenir : « Cette situation s'aggravera, n'en doutez pas, dans des proportions énormes par l'augmentation si considérable du corps électoral. » La gauche modérée, malheureusement, fit la sourde oreille et contribua, par son vote dans les bureaux, à faire échouer le projet de loi proportionnaliste que le gouvernement avait présenté. Avec un peu plus d'énergie, M. Beernaert eût peut-être rallié sa majorité ; il préféra quitter le pouvoir. Singulière ironie des choses : des dix-sept députés libéraux qui repoussèrent, dans cette circonstance, la représentation proportionnelle, il n'en est pas un seul qui, aux élections suivantes, devait trouver grâce devant le système majoritaire!

N'ayant plus rien à attendre du gouvernement clérical, nombre de libéraux se rapprochèrent alors de l'opposition socialiste qui, en échange de leur adhésion à l'abolition du vote plural, n'hésita pas à leur promettre l'introduction de la représentation proportionnelle pour le jour où la coalition aurait eu raison de la majorité cléricale. Ce fut l'objet du *cartel* qui, formulé à la veille des élections de 1898, a obtenu l'adhésion des libéraux dans les petits arrondissements des Flandres, à Anvers, enfin dans tous les arrondissements du pays wallon où domine la nuance radicale du libéralisme. Il a été également accepté d'emblée dans les organisations ouvrières, que, par un effort un peu tardif, le parti libéral s'est efforcé de constituer dans les arrondissements les plus travaillés par le socialisme. Bien plus, voilà qu'il semble devoir recruter des adhérents jusque dans les rangs du parti clérical.

En effet, la fraction démocratique de ce parti, qui s'est considérablement développée depuis l'extension du droit de suffrage, ne manque pas de causer des insomnies aux vieux conservateurs, dont la principale incarnation est M. Charles Woeste, ministre d'État et député d'Alost. Tour à tour caressés et maltraités par les chefs du parti, les démocrates chrétiens, comme ils s'appellent eux-mêmes, se subdivisent en deux groupes : l'un, plus malléable, qui, tout en montrant parfois les dents, a jusqu'ici marché à la remorque des vieilles associations conservatrices ; l'autre, plus farouche, qui, le jour où il a été assez arbitrairement frappé par l'évêque de Gand dans la personne de son chef, l'abbé Daens, a ouvertement levé l'étendard de la révolte, en maintenant, dans des termes aussi nets qu'auraient pu le faire des libéraux, la distinction du domaine religieux où les fidèles doivent obéissance à l'autorité ecclésiastique et du domaine religieux où les citoyens relèvent exclusivement de leur conscience. Ce groupe, le *Christene Volkspartij*, vient d'accepter le cartel et d'entrer dans la coalition à Alost, à Anvers, ainsi que dans d'autres arrondissements encore du pays flamand où il a déjà failli mettre en échec les députés cléricaux, lors des dernières élections.

Restaient les libéraux modérés qui se groupent à Bruxelles autour de la *Ligue libérale* et à Liège autour de l'*Association libérale*. Cet élément s'est montré longtemps rebelle à toute idée d'entente avec les socialistes. Encore aux élections législatives de 1896, quand, à Bruxelles, l'échec de la liste libérale au premier tour n'eut plus laissé en présence que des cléricaux et des radicaux-socialistes, c'est sur les premiers que se reporta principalement au ballottage le vote des libéraux modérés, et ainsi les 18 sièges de la députation furent livrés aux partisans du gouvernement, bien que, dans le premier scrutin, ceux-ci eussent seulement réuni 89 000 suffrages contre plus de 110 000 accordés aux listes d'opposition.

Sur le terrain des principes et, partant, des pro-

grammes, il n'y a guère entre les diverses fractions du parti libéral que des questions de mesure et d'opportunité. Progressistes et modérés ont officiellement inscrit dans leur programme, tel qu'il a été arrêté, pour les premiers par le Congrès progressiste de 1893, pour les seconds, par le Congrès libéral de 1894 : la défense de la liberté de conscience, — la neutralité et l'indépendance du pouvoir civil en matière religieuse, — l'instruction obligatoire et laïque — l'égalité des charges militaires, — la représentation proportionnelle — une répartition des charges publiques plus en harmonie avec la fortune réelle des contribuables, — la revision des lois qui règlent le contrat de travail et la responsabilité des patrons en cas d'accidents, — la reconnaissance légale des syndicats professionnels, — l'extension des comices agricoles, — des mesures en vue de réduire l'alcoolisme, — le développement des institutions de crédit populaire, d'épargne, de retraite et d'assurances. — La seule différence, c'est que le programme libéral insiste davantage sur le respect de la propriété privée et de la liberté de travail ; le programme progressiste sur la nécessité de faire intervenir les pouvoirs publics partout où l'initiative privée reste impuissante à sauvegarder les intérêts essentiels des classes ouvrières. Mais y a-t-il là de quoi justifier la scission qui a si longtemps parqué en deux camps hostiles les adhérents du libéralisme belge, au grand détriment de leurs idées communes?

*
* *

Vers le milieu de l'année 1897, cinq libéraux de nuance diverse, mais, en somme, assez rapprochés d'opinion, fondèrent, sous le nom d'*Allianee*, une association (en Belgique tout se fait sous forme d'association) à l'effet de faire disparaître les causes de dissentiment qui persistaient dans le parti libéral. Parmi ces causes figuraient en première ligne les coalitions électorales avec le parti socialiste. Officiellement saisie de la question par les progressistes de Bruxelles, au mois de novembre dernier, l'*Allianee* s'adressa simultanément à l'*Association libérale* (progressistes), à la *Ligue libérale* (modérés), à la *Fédération bruxelloise des ouvriers libéraux*, enfin à la *Fédération bruxelloise du Parti ouvrier* (socialistes), pour leur demander de désigner chacune des délégués qui délibèreraient en commun sur la possibilité de nouer une coalition en vue des prochaines élections législatives. Cette négociation eut un certain retentissement, car on sentait que sa portée dépassait de beaucoup l'arrondissement de Bruxelles.

On ne s'attendait guère à des résistances qu'au sein de la *Ligue libérale*. Mais les élections législatives de 1898 avaient achevé d'ouvrir les yeux aux libéraux sur le véritable déni de justice que leur inflige une législation électorale créée surtout en vue de servir les intérêts du cléricalisme. D'autre part, des récentes imprudences du gouvernement, qu'on n'a pas manqué de dénoncer comme de véritables attentats à la liberté de conscience, ses nominations de parti dans la magistrature, dans le corps professoral des Universités et dans le personnel des grands établissements publics, enfin sa préoccupation manifeste d'encourager l'enseignement privé — c'est-à-dire clérical — au détriment de l'enseignement public, provoquaient une indignation croissante parmi les libéraux même les plus modérés qui, par haine du socialisme, avaient jusque-là fait crédit au ministère.

Dans la séance de la *Ligue*, qui eut lieu le 8 décembre, personne ne se leva pour combattre la proposition de l'*Alliance*. Un ancien député de Bruxelles adversaire énergique des idées socialistes, M. Léon Vanderkindere, prit même la parole pour déclarer, au milieu des applaudissements, qu'en présence des provocations cléricales, il était prêt à s'allier avec n'importe qui, « fût-ce avec le diable lui-même ». L'envoi de délégués fut voté à l'unanimité. Toute la presse libérale s'était, du reste, prononcée dans ce sens.

Cette évolution des libéraux modérés ne laissa pas que de surprendre et d'émouvoir le parti catholique. Qu'allait devenir le gouvernement, si les oppositions dans les arrondissements où, réunies, elles avaient la majorité, réussissaient à s'entendre contre l'adversaire commun? A Bruxelles, lors du dernier ballottage, les cléricaux ne l'ont emporté que de 14 000 voix sur plus de 216 000 suffrages émis; à Gand, de 10 000 sur 106 000; à Anvers, de 10 000 sur 112 000; à Nivelles, de 33 sur 60 000. Qu'on suppose un déplacement de quelques milliers de voix : c'est un total de 40 ou 45 sièges perdus pour la droite; ce sont les injustices du régime majoritaire se retournant contre ceux qui en ont profité jusqu'ici; c'est la droite, encore majorité dans l'ensemble du corps électoral, passant dans la Chambre à l'état de minorité. Le moment n'était-il pas venu de chercher un remède préventif soit en procédant à un découpage habile des circonscriptions menacées, soit, ce qui était plus honnête, en recourant à la représentation proportionnelle qui non seulement devait assurer à chacun son dû, mais encore rendre inutiles les coalitions entre partis hétérogènes?

Il faut rendre cette justice à certains membres de la droite que, depuis plus de vingt ans, ils n'ont cessé de lutter, même contre leurs coreligionnaires, en faveur de la représentation proportionnelle. Dès 1881, ils avaient fondé, de concert avec quelques libéraux, l'*Association réformiste belge pour la représentation proportionnelle*. Cette association, présidée par

M. Beernaert, n'avait guère fait parler d'elle depuis quelques années ; mais, au cours de l'automne dernier, elle crut l'heure opportune pour rentrer en campagne et de société d'étude elle se transforma en société d'action sous la dénomination de *Ligue nationale pour la R. P. représentation proportionnelle.* Dans les derniers jours de décembre, elle organisait un conseil général où elle faisait entrer tous les membres de la législature ouvertement favorables à son but, soit 25 sénateurs et 46 députés.

Les chefs de la gauche socialiste, MM. Van der Velde, Anseele, Bertrand, y côtoient des progressistes tels que M. Paul Janson et G. Lorand, des libéraux modérés tels que MM. E. Dupont, le vice-président du Sénat, des catholiques conservateurs tels que MM. Beernaert, Snoy, Loslever, etc. C'est la première fois, en Belgique, où les divisions de parti restent si tranchées, qu'on a pu obtenir, dans la poursuite d'une réforme touchant aux bases mêmes de l'organisation politique, la coopération officielle d'hommes appartenant à toutes les nuances de l'opinion.

Cependant, si la représentation proportionnelle possède des adhérents dans tous les partis, elle y compte aussi des adversaires. Chez les socialistes, bien qu'elle figure à leur programme général, elle est combattue par un petit groupe de jacobins qui en sont encore aux idées de la Convention sur l'omnipotence des majorités populaires ; d'autres, plus nombreux, estimant que les minorités bourgeoises possèdent déjà une part excessive de représentation grâce au suffrage plural, ne veulent la concéder que comme corollaire du suffrage universel pur et simple, et le conseil général du parti ouvrier a même pris récemment une décision dans ce sens. Parmi les libéraux, seuls les progressistes s'y sont à peu près unanimement ralliés ; elle a contre elle les survivants de l'ancien groupe doctrinaire qui sont restés fidèles aux idées de Frère-Orban, un certain nombre de sénateurs qui estiment le scrutin uninominal plus capable de servir l'influence de la grande propriété et de la grande industrie, enfin des hommes politiques, comme MM. Bara, Buls, Vanderkindere, etc., qui la croient incompatible avec la formation d'une majorité gouvernementale.

Dans le parti au pouvoir, si elle a rallié tous les démocrates chrétiens, elle rencontre deux espèces d'adversaires : les politiciens conservateurs qui craignent précisément de favoriser à leurs dépens l'organisation de la démocratie chrétienne, ensuite les sectaires ultramontains qui s'accordent avec les jacobins du radicalisme pour proclamer que l'erreur n'a pas de droit, et qui souhaitent la disparition des partis intermédiaires, afin de ne laisser en présence, suivant le langage du *Courrier de Bruxelles*, que « le catholicisme, vérité totale, et le socialisme, maximum d'erreur », — sans oublier les députés des petits arrondissements actuels qui craignent, soit d'être submergés dans des circonscriptions plus vastes, soit d'avoir à partager avec des adversaires politiques les mandats dont ils ont le monopole incontesté. Toutes ces résistances se groupent, au sein de la droite, autour de M. Woeste qui n'a jamais perdu une occasion de se poser en adversaire personnel de M. Beernaert, ainsi que des démocrates chrétiens.

Enfin, chose grave dans la situation actuelle des partis, la couronne, dont les sympathies allaient naguère à la représentation proportionnelle, semble avoir été gagnée au scrutin uninominal par une influence qu'on dit être celle de M. Bara. En Belgique, le roi règne et ne gouverne pas. Ce n'est point qu'il n'ait son mot à dire dans ses relations avec les ministres ou même les députés et, souvent, pour être discrète, cette intervention n'en est pas moins efficace. Il convient d'ajouter que jusqu'ici le roi Léopold II n'a jamais abusé de son ascendant personnel pour intervenir dans les démêlés des partis, et c'est presque exclusivement vers l'expansion extérieure qu'il a tourné son infatigable activité. Néanmoins, sans trop découvrir la couronne, il est permis de supposer qu'elle ne nourrit pas des prédilections bien vives pour la démocratie socialiste ou même chrétienne, d'abord parce que la royauté est, par essence, une institution qui s'épanouit dans une atmosphère conservatrice, ensuite parce que les revendications ouvrières sont représentées comme de nature à entraver les développements de la grande industrie qui rentrent au premier chef dans les projets royaux d'essor commercial. Or la représentation proportionnelle est surtout revendiquée par les démocrates de toute nuance, le scrutin uninominal par des conservateurs de droite et de gauche.

*
* *

Au commencement de janvier, le Conseil général de la *Ligue pour la R. P.* fit connaître que quelques-uns de ses membres allaient introduire à la Chambre une proposition de loi tendant à introduire la représentation proportionnelle dans les élections législatives. Peu de jours après, les journaux annoncèrent que le conseil des ministres avait été invité par le roi à préparer un projet substituant le scrutin uninominal au scrutin de liste. Deux ministres, M. de Smedt de Nayer, le président du Conseil, et Albert Nyssens, ministre de l'Industrie et du Travail, un proportionnaliste de la première heure, préférèrent offrir leur démission, qui fut acceptée incontinent. Leurs collègues se montrèrent plus accommodants.

Dans toute cette affaire, le rôle de la couronne est resté strictement constitutionnel. En effet, l'article 65

de la Constitution stipule que le roi nomme et révoque ses ministres. Néanmoins ce droit de révocation a été rarement exercé jusqu'ici, et seulement dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle. Pour que le roi se soit décidé à un pareil acte de politique personnelle, il faut qu'il ait cru non seulement aux avantages du scrutin uninominal, mais encore à la possibilité de le faire accepter, soit avec l'assentiment du parti au pouvoir, soit à l'aide d'une majorité recrutée dans différents partis. Les événements devaient bientôt le détromper et infliger une sévère leçon aux ministres qui ont accepté la responsabilité de l'aventure.

En même temps que les journaux officieux du 22 janvier publiaient la démission des deux ministres récalcitrants, ils donnaient le nom de leurs successeurs : MM. Helleputte et de Broqueville, bien connus à la Chambre pour leurs tendances uninominalistes. Que se passa-t-il entre les journées du 22 et du 23? Les deux personnages désignés furent-ils appelés au Palais et refusèrent-ils de souscrire à certains engagements pour l'éventualité où la majorité de la droite repousserait le projet? Ou bien les membres non démissionnaires du cabinet, instruits de l'opposition qu'ils allaient rencontrer au sein de leur propre parti, refusèrent-ils de se compromettre plus avant? Toujours est-il que, le soir du 23, on apprit non sans étonnement la reconstitution du cabinet avec... M. Liebaert, adversaire déclaré du scrutin uninominal, et M. Cooreman, encore aujourd'hui membre du Conseil général de la *Ligue pour la R. P.!*

Le lecteur se demandera sans doute : Pourquoi alors MM. de Smedt et Nyssens ont-ils été renvoyés du ministère? C'est, en effet, la question qui a été posée dans le public, la presse et bientôt la Chambre. Elle n'a pas reçu de réponse satisfaisante, malgré l'insistance de l'opposition et même de certains membres de la droite. Les ministres démissionnaires ont confirmé qu'ils étaient partis pour ne pas adhérer au scrutin uninominal dont ils considéraient la présentation comme un danger national, et les ministres nouveaux se sont bornés à déclarer qu'ils étaient entrés sans prendre aucun engagement, sauf celui de chercher une solution aux abus actuels de la législation électorale.

L'élan n'en était pas moins donné. D'un bout à l'autre du pays, les journaux et bientôt les associations du parti catholique firent chorus avec les démocrates chrétiens pour protester contre toute tentative d'introduire le scrutin uninominal, et parfois même pour protester contre l'ingérence de la couronne dans cette affaire, en des termes que n'aurait pas désavoués la presse socialiste. Partout des félicitations furent votées aux deux ministres qui avaient préféré leurs convictions à leurs portefeuilles. Dans l'assemblée générale de l'Association conservatrice de Bruxelles, le 5 février, M. Woeste, ayant reproché à M. Beernaert en termes amers ses accointances avec les proportionnalistes de l'extrême gauche, vit la salle entière se soulever contre lui et une motion en faveur de la représentation proportionnelle ne trouva que sept opposants. Sur une soixantaine d'associations catholiques qui ont été appelées à se prononcer, ces jours derniers, *cinquante-huit* se sont déclarées contre le scrutin uninominal; celui-ci n'a obtenu qu'une seule adhésion, celle du *Volksbond* de Maeseyck (l'arrondissement de M. Helleputte); quarante-cinq ont réclamé la représentation proportionnelle; une seule, l'*Association conservatrice* d'Anvers, a demandé le maintien du *statu quo*. Quant aux deux gauches de la Chambre, elles étaient tombées d'accord pour adresser au pays un manifeste qui, protestant à son tour contre l'intervention de la couronne, se terminait par ces mots : *A bas le scrutin uninominal! Vive le suffrage universel!* Dans ces conditions on peut regarder le scrutin uninominal comme mort-né. Le cabinet l'a, du reste, officiellement jeté par-dessus bord et M. Woeste a été réduit à prononcer son oraison funèbre, en disant à la Chambre, le 8 février, que, « c'est peut-être le système de l'avenir, non celui du présent ».

Cependant l'initiative royale n'avait pas été sans trouver quelque écho, comme il fallait s'y attendre, parmi les amis de M. Bara et, en particulier, chez certains membres de la *Ligue libérale*. C'est au moment le plus aigu de la crise, le 26 janvier, qu'eut lieu à Bruxelles la première rencontre entre les délégués du parti socialiste et des principales organisations libérales. Tout le monde fut d'accord pour admettre l'utilité et même la nécessité d'une coalition électorale contre le gouvernement. Mais les représentants de la *Ligue*, faisant valoir qu'ils devaient compter avec les éléments conservateurs du libéralisme, insistèrent pour que cette coalition portât exclusivement sur le partage des candidatures, chaque groupe maintenant l'intégralité de son programme particulier. Les socialistes, de leur côté, réclamèrent l'adoption d'une plate-forme commune, qui comprendrait non seulement le cartel adopté dans les Flandres, c'est-à-dire le suffrage universel et la représentation proportionnelle, mais encore l'organisation légale de pensions en faveur des vieux ouvriers et l'institution de « soupes » scolaires, c'est-à-dire de repas offert aux enfants des écoles primaires. Pour mieux indiquer le caractère démocratique plutôt qu'anticlérical qu'ils entendaient imprimer à la coalition, ils demandèrent, en outre, qu'une place y fût éventuellement réservée aux démocrates chrétiens.

Dans ces conditions, la réunion ne pouvait immédiatement aboutir et elle s'ajourna en attendant les événements. Toutefois, même si ces tentatives ne doivent pas amener une coalition intégrale, la droite aurait tort de chanter victoire, car il est certain que les libéraux modérés, dans leur état d'âme actuel, soit qu'ils ne présentent pas de candidats, soit qu'ils voient leur liste écartée au premier tour, voteront et feront voter pour les adversaires du gouvernement, quels qu'ils soient.

Il est difficile de prévoir à quel plan s'arrêtera le ministère. Il n'a pas osé jusqu'ici affronter une réunion plénière de la droite. Le nouveau président du Conseil, M. Van den Peereboom, s'est borné à appeler dans son cabinet les membres de la majorité, soit isolément, soit par « petits paquets », comme disait irrévérencieusement un journal catholique d'Anvers, et il ne semble pas qu'une ligne directrice se soit dégagée de ces entretiens.

Si l'uninominal est enterré, personne ne soutient sérieusement la possibilité de maintenir le régime actuel. En dehors même des vices inhérents à tout régime majoritaire, il présente des inégalités par trop choquantes dans l'importance respective des circonscriptions. Alors que, dans les provinces du Limbourg et du Luxembourg, les électeurs ne votent que pour un député, à Bruxelles chaque électeur contribue à en élire 18. Par contre, tandis que dans les provinces à districts uninominaux, cinq à six mille voix suffisent pour emporter un siège, dans la capitale plus de cent mille suffrages n'obtiennent aucune part de représentation. Tous les autres arrondissements s'échelonnent arbitrairement entre ces deux extrêmes. On arrive ainsi à faire voter ensemble des populations urbaines et rurales dont les intérêts sont aussi opposés que les opinions : jusqu'ici c'est partout la campagne qui a écrasé la ville; la coalition des oppositions, à Bruxelles du moins, ne ferait que renverser la situation.

*
* *

Parmi les remèdes proposés, un des plus simples serait le morcellement des grandes circonscriptions, notamment le groupement séparé des cantons urbains et des cantons ruraux. Mais cet expédient n'atténuerait en rien les vices du régime majoritaire : il donnerait lieu à des difficultés pratiques et à des accusations de partialité; il ne satisferait ni les libéraux, ni les socialistes; d'autre part, il se heurte à l'opposition des catholiques qui se refusent à devenir un parti exclusivement rural. Un autre système, auquel le gouvernement pourrait bien se rallier, parce qu'il donne un semblant de satisfaction aux partisans de la représentation proportionnelle et qu'il fonctionne déjà dans les élections communales, consiste simplement à appliquer la représentation proportionnelle dans tous les cas où le scrutin n'a pas donné de majorité absolue. Cette combinaison aurait le mérite de supprimer un des abus les plus criants du système majoritaire, c'est-à-dire le ballottage qui crée des majorités factices, et, en réalité, livre inévitablement la députation aux candidats d'un groupe en minorité parmi les électeurs. Mais elle est énergiquement répudiée, tant à droite qu'à gauche, par les vrais partisans de la représentation proportionnelle et elle sera inévitablement dénoncée par l'opposition comme un scandaleux coup de parti. En effet, dans toute la région flamande où prédomine l'influence cléricale, les autres partis n'obtiendront aucun siège, tandis que dans les districts où cette influence est en minorité, elle est certaine de recevoir sa part de mandats, grâce à la division du corps électoral en trois partis dont chacun est trop faible pour atteindre la majorité absolue.

Aussi peut-on prédire que, si tel est le plan du gouvernement, il verra plus que jamais les oppositions se coaliser pour présenter une liste commune qui ait chance d'obtenir la majorité absolue dès le premier tour. Il appartient aux conservateurs de voir si cette perspective peut mieux servir leurs intérêts que l'octroi de la représentation proportionnelle pure et simple. Quel que soit, dans des coalitions de ce genre, le rôle des libéraux modérés, il est inévitable que la victoire commune profitera surtout aux opinions avancées, c'est-à-dire aux partisans du suffrage universel. Il est peu vraisemblable que, dans cette éventualité, les socialistes espèrent assumer directement le pouvoir; ils se rendent compte, en effet, que l'impuissance où ils seraient de réaliser leurs promesses collectivistes aurait vite fait de les discréditer près de leurs électeurs. Ils laisseront donc le ministère aux radicaux; mais ceux-ci ne pourront gouverner sans de perpétuelles concessions aux revendications et aux utopies du socialisme. Les idées de modération et de liberté que représentent les libéraux conservateurs pèseront alors de bien peu dans la balance, si, d'ici là, la représentation proportionnelle, — qu'on lui adjoigne ou non le suffrage universel, — ne vient replacer les choses au point et permettre aux divers partis de lutter avec leur drapeau, leur programme et leurs hommes, sans recourir à des compromissions qui sont parfois nécessaires, mais où chacun laisse toujours un peu de son indépendance et de sa dignité.

GOBLET D'ALVIELLA.

ESQUISSE D'UNE RÉFORME

DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'enseignement primaire donne le minimum d'instruction nécessaire à tous pour vivre, pour se conduire dans la vie, pour participer à la vie nationale dont l'expression politique est le droit de vote. L'enseignement secondaire va plus loin : il prépare une élite, l'élite des chefs de la pensée et de l'action nationales. L'enseignement supérieur enfin distribue cette élite en spécialités diverses.

Cette élite que l'enseignement secondaire prépare, sans en achever la formation, est relativement peu nombreuse, mais diversifiée à l'infini. Elle comprend non seulement les futurs savants, écrivains et artistes, les futurs fonctionnaires supérieurs des divers ordres, magistrature, armée, instruction publique, etc., mais les futurs chefs de toutes les professions, finances, commerce, transports, industrie, agriculture, colonisation, tous ceux enfin qui par leur intelligence ou leur notoriété, grâce à leur fortune et à leurs loisirs, pourront exercer une influence sur leurs concitoyens.

Dans une démocratie, cette élite ne peut être une aristocratie de naissance, ni une aristocratie d'argent (celle-ci serait pire que l'autre); elle doit répondre à un idéal, elle doit se recruter parmi les plus intelligents et les meilleurs. Le rôle de l'enseignement secondaire est précisément de puiser sans cesse, dans la masse de la nation que représente l'enseignement primaire, les éléments qui composeront cette élite.

Entre neuf et dix ans, un enfant intelligent qui est allé à l'école se trouve largement pourvu de toutes les connaissances primaires : lecture, écriture, calcul, notions très élémentaires de morale, d'histoire et de géographie, de faits usuels. Il peut, à la suite d'un examen, d'ailleurs sommaire et tolérant, entrer dans l'enseignement secondaire, dans la classe actuelle de septième. — Mais, dira-t-on, il n'aura pas le certificat d'études primaires? — Justement. Ce certificat est fait pour ceux qui ne désirent pas ou ne peuvent pas prétendre à l'enseignement secondaire et qui embrassent de bonne heure un métier.

Voilà l'enseignement secondaire délimité par en bas. Il importe de le délimiter par en haut. Sa compétence s'arrête au point précis où il s'agit de déterminer définitivement la vocation particulière de chacun, au moment où se décide le choix d'une carrière, où commence l'apprentissage effectif des spécialités, c'est-à-dire au seuil de l'enseignement supérieur. La préparation directe aux grandes écoles n'est donc pas du domaine de l'enseignement secondaire. Cette préparation doit normalement se donner à l'Université, durant les trois ou quatre années qui s'étendent entre la sortie du lycée et le tirage au sort, de 18 à 21 ans.

La période précise de l'enseignement secondaire comprend huit années qu'il est naturel de répartir en deux cycles :

1° L'enseignement secondaire proprement dit, correspondant aux classes actuelles de 7e, 6e, 5e et 4e qu'on pourrait plus utilement appeler la 8e, 7e, 6e et 5e;

2° L'enseignement secondaire supérieur correspondant aux classes actuelles de 3e, 2e, rhétorique et philosophie qu'on pourrait plus justement nommer la 4e, 3e, 2e et 1re.

La fonction de l'enseignement secondaire étant de préparer la formation d'une élite, il doit tendre à opérer parmi ses élèves une sélection progressive, de manière à ne laisser monter jusqu'en haut que les meilleurs. Cette sélection se fera d'elle-même, par des examens de plus en plus sévères à l'entrée de chaque classe. Il serait bon en outre qu'entre les deux cycles d'études il y eût un examen plus important que les autres, strictement éliminatoire et donnant droit à un certificat d'études secondaires. Ce certificat ouvrirait la porte d'un certain nombre d'écoles techniques, de carrières de second ordre. Il conviendrait, si l'on veut, à des contremaîtres. Le couronnement définitif des études serait le certificat d'études secondaires supérieures, correspondant au baccalauréat actuel.

Dans le premier cycle d'études, nous aurons des enfants de dix à quatorze ans. Étant donné cet âge, il conviendra d'abord d'éveiller leur imagination et d'exercer leur mémoire. Dans le second cycle, nous aurons des adolescents de quatorze à dix-sept ans, dont nous devrons surtout fortifier la raison et atteindre le cœur. Les matières enseignées dans les deux cycles pourront être à peu près les mêmes, mais on les enseignera différemment, au point de vue des mots et des faits dans le premier cycle, au point de vue des idées dans le second.

Dans la première période on s'efforcera de donner à tous une première et sotide formation d'ensemble, sans se préoccuper des aptitudes possibles de chacun. Dans la seconde période, sans négliger la formation générale de tous, nous essayerons, je ne dis pas de préparer, mais tout au moins de découvrir la vocation particulière de chacun. Dans les quatre premières années l'enseignement sera le même pour tous; il formera en quelque sorte le tronc commun de l'arbre. Dans les quatre dernières, à côté d'un enseignement principal, obligatoire pour tous, il y aura des cours spéciaux, quelques rameaux naissants autour de la tige maîtresse. L'arbre avec toutes ses branches ne se développera complètement que dans l'enseignement supérieur.

Quel sera le programme de l'enseignement secondaire? Ceci revient à se demander quels sont les enseignements généraux nécessaires à toute l'élite d'un grand peuple. Nous voulons former des hommes droits et justes, en même temps que robustes et endurants, de bons Français, connaissant bien leur patrie et l'aimant d'un amour raisonné, capables de se sacrifier au besoin pour elle, des hommes éclairés et lucides, au courant des ressources et des avantages de nos concurrents dans toutes les branches principales de l'activité humaine, ayant l'esprit ouvert sur le monde moderne, exactement informés des grandes questions qui l'agitent, bien armés pour la lutte et prêts à l'affronter, capables de se conduire et de conduire autrui.

Les premiers articles, les articles fondamentaux de notre programme seront donc :

1° L'éducation d'abord, l'éducation de la volonté, fortifiée à la fois par l'enseignement de la morale et par des exercices physiques sagement réglés;

2° L'enseignement de la langue et de la littérature nationales;

3° L'enseignement de l'histoire et de la géographie;

4° L'étude comparée de toutes les grandes civilisations;

5° La connaissance des éléments des sciences et des grandes découvertes qui depuis un siècle ont renouvelé le monde;

6° L'étude d'une langue étrangère, à la fois très différente de la nôtre et très nécessaire à connaître. A notre avis cette langue devrait être l'allemand.

Quant au latin et au grec, ils ne figureront pas dans l'enseignement secondaire proprement dit, mais seulement dans l'enseignement secondaire supérieur, à titre de cours spéciaux. Pourquoi? Parce que la connaissance des langues mortes n'est utile qu'à une très faible partie de l'élite et qu'il est abusif de l'imposer à tous; parce que le nombre et l'étendue des matières d'enseignement urgentes et nécessaires se sont tellement accrus depuis un siècle, qu'il est difficile aujourd'hui de maintenir les langues mortes dans des programmes destinés à la majorité de l'élite française; parce que l'étude plus approfondie de l'allemand remplacera dans ce cas l'ancienne gymnastique gréco-latine; parce que, actuellement déjà, beaucoup des bacheliers sont peu capables d'expliquer à livre ouvert un texte latin, même facile, et qu'ils n'entendent presque rien au grec, parce que nous espérons enseigner en français à nos garçons (nous le faisons déjà avec succès pour nos filles) la connaissance des institutions, des littératures, des arts de l'antiquité, aussi bien sinon mieux qu'on ne le peut faire par l'explication forcément limitée des textes latins ou grecs.

Qu'il ne soit donc plus question ni d'enseignement classique, ni d'enseignement moderne. Ces divisions factices opposant élèves à élèves, professeurs à professeurs, programmes à programmes, doivent être abolies, si l'on veut mettre un terme à l'anarchie qui nous trouble, rétablir l'unité morale dans la jeunesse d'abord, dans la France ensuite. Il faut que l'enseignement secondaire, refondu et approprié à notre temps, redevienne et qu'il reste l'enseignement secondaire tout court et sans autre épithète.

Le centre de cet enseignement, l'âme qui le fera vivre, le feu sacré qui entretiendra le zèle des maîtres et des élèves sera *le culte de la patrie française et de toutes les grandes idées morales qu'elle incarne*. Tous les programmes devront être groupés autour de cette pensée dominante et primordiale.

Chaque classe du premier cycle aura un professeur général enseignant à la fois la morale, la grammaire et les lettres françaises, l'histoire et la géographie. Il sera assisté de deux professeurs spéciaux, l'un d'allemand, l'autre de sciences, dont l'enseignement sera subordonné au sien et dont les cours seront obligatoires pour tous les élèves.

Dans le cycle de l'enseignement secondaire supérieur, à côté de l'enseignement principal commun obligatoire pour tous (littératures ancienne, française et étrangère, histoire des civilisations, des idées, etc.), les élèves suivront des cours spéciaux entre lesquels ils auront le choix, faisant ainsi un premier essai de leur vocation On prévoit trois cours de ce genre, correspondant aux trois principales directions de l'activité nationale :

1° Des cours de latin ou de grec, pour ceux qui se sentiront la vocation des lettres, de l'érudition, du droit, de l'enseignement, etc.;

2° Des cours de sciences, pour ceux qui se croiront destinés aux carrières scientifiques et à certaines grandes écoles;

3° Des cours de notions agricoles, industrielles, commerciales et coloniales pour ceux (et ils devront être de beaucoup les plus nombreux) qui auront le goût de l'activité économique.

Ajoutons des cours de langues vivantes (autres que l'allemand), anglais, italien, espagnol, suivant la région.

L'unité fondamentale de l'enseignement, combinée dans le cycle supérieur avec une certaine variété, devra se retrouver dans la formation du corps des professeurs. Ceux-ci se formeront à l'École normale supérieure réorganisée et, au besoin, dans d'autres écoles normales provinciales (dont M. de Salvandy jadis avait eu l'idée et tenté la création). Nos écoles normales auront bien leurs maîtres particuliers, mais étant placées à portée des Universités, elles pourront en utiliser, par un choix judicieux, l'enseignement déjà si riche et si varié.

On s'étonnera peut-être que nous songions à former des professeurs capables d'enseigner à la fois la langue et la littérature françaises, l'histoire, la géographie, la morale. Mais, c'est à des enfants qu'ils enseigneront tout cela. D'ailleurs toutes ces connaissances se tiennent et se prêtent un mutuel appui. Ces professeurs ne seront pas des savants, ils n'auront pas mission de faire avancer la science, ils n'en seront que les interprètes et ils seront chargés de former des hommes, ce qui est tout autre chose. L'Université, plus tard, spécialisera leurs élèves. A chacun son rôle et son métier. Dès aujourd'hui il n'est pas un de nos jeunes agrégés d'histoire qui ne soit prêt à donner, avec quelque préparation personnelle, un tel enseignement. Et parmi les agrégés des lettres et de philosophie, plusieurs sûrement ne seraient pas moins capables d'assumer cette tâche, plus lourde en apparence qu'elle ne l'est en réalité. On s'est avisé depuis peu de confier à un seul et même professeur tout l'enseignement littéraire, historique et géographique des cours préparatoires à Saint-Cyr : l'expérience a donné les meilleurs résultats. A plus forte raison, sera-t-il facile de former des professeurs spéciaux de grec et de latin, de sciences mathématiques, physiques et naturelles, de sciences économiques, de langues vivantes. Quant aux agrégations, il n'y en aurait plus que six : deux agrégations générales, l'une secondaire, l'autre secondaire supérieure ; quatre agrégations spéciales pour les cours ci-dessus énumérés.

Quelle simplification de toute chose résultera de cette organisation nouvelle ! Le tableau des classes sera vite dressé. Dans le cycle secondaire, l'enseignement général, à raison de sept classes de deux heures, sera de quatorze heures par semaine dont le professeur disposera comme il l'entendra ; six heures seront réservées aux cours spéciaux : allemand et sciences. Dans le cycle supérieur, l'enseignement principal pourra se borner à dix heures, ou à cinq classes de deux heures par semaine. Le professeur, allégé, aura le loisir de lire, de se tenir au courant, d'accomplir son devoir d'éducateur, d'entrer en relations amicales avec ses élèves, les réunissant par petits groupes à son choix pour des conversations libres, en dehors des heures de classe.

Quant aux cours spéciaux, ils disposeront chacun de six heures par semaine, et le cours de langue vivante, de quatre heures. De toute façon, les élèves n'auront jamais plus de vingt heures de classe par semaine, deux heures le matin, deux heures le soir. Leur jeudi, comme leur dimanche, sera respecté. A 30 élèves en moyenne par classe, un lycée ne dépassera pas le chiffre de 240 élèves répartis en deux divisions de quatre études chacune. Total : huit études. Chaque division sera surveillée par un préfet d'études. Le proviseur pourra connaître individuellement tous ses élèves. Il y aura 4 professeurs généraux, 4 professeurs principaux, 6 professeurs spéciaux, en tout et pour tout 14 professeurs. Étant moins nombreux, on pourra les mieux rétribuer. Étant de même ordre, ils formeront un tout homogène.

Le baccalauréat ne sera qu'un examen final. Tous les élèves y ayant satisfait recevront un certificat d'études secondaires supérieures mentionnant, outre leurs notes d'enseignement principal, leurs notes sur les matières spéciales qu'ils auront choisies. Ce diplôme donnera accès à l'Université. Le jury sera présidé par un représentant du ministre et composé de professeurs appartenant à un lycée ou collège de l'État autre que celui dont les élèves seront candidats. Les candidats refusés pourront en appeler à un jury d'État, devant lequel pourront se présenter également les candidats de l'enseignement privé.

Une large autonomie sera accordée au lycée. Il sera gouverné par un proviseur responsable, désigné par le ministre, nommé en titre au bout de trois ans de stage, toujours choisi parmi les professeurs agrégés des lycées. Le corps des professeurs sera consulté par le proviseur sur toutes les affaires importantes de la maison. Le proviseur, les préfets d'études, les professeurs avanceront sur place et ne seront envoyés dans un autre poste que sur leur demande, pour des raisons graves de santé ou de convenances personnelles, ou par mesure disciplinaire, après enquête contradictoire. Les maîtres surveillants seront choisis par le proviseur et sous sa responsabilité parmi les jeunes gens se destinant à la carrière universitaire. Les préfets d'études seront d'anciens professeurs ; ils seront nommés par le ministre. Les professeurs, étant pourvus d'émoluments qui leur permettent une vie facile et honorable, ne donneront aucune répétition et ils s'engageront à ne briguer, sans démission préalable, aucun mandat politique.

Le lycée, étant ouvert seulement à une élite, sera un établissement modèle et n'aura pas à entrer en concurrence avec l'enseignement privé. Il s'efforcera de faire mieux que personne, rien de moins, rien de plus. Il sera jugé d'après la valeur de ses élèves, d'après la force de ses études, d'après le talent pédagogique et le zèle de ses professeurs. Il recevra chaque année une lettre, délibérée en comité d'inspection générale, lui attribuant, comme à une personne vivante, blâme, c'est-à-dire punition, ou éloge et récompense.

Les établissements privés, de plein exercice, possédant le nombre de professeurs agrégés réglementaire, acceptant le contrôle complet de l'inspection générale, pourront être assimilés à des lycées et au-

torisés à faire concourir leurs élèves, devant un jury mixte et sous certaines conditions, pour l'obtention du certificat d'études secondaires supérieures.

Cette question de l'enseignement privé, envenimée par une concurrence ardente, trouble profondément notre pays. Elle ne saurait être résolue, avec le temps, que par des sentiments réciproques de paix et de concorde qui doivent être ceux de tous les Français soucieux de l'avenir de la patrie. Personne n'oserait soutenir sérieusement que l'enseignement de l'Université soit hostile à une doctrine philosophique ou religieuse quelconque. Ce ne sont d'ailleurs ni les dogmes, ni les systèmes de métaphysique, même les plus contradictoires, qui nous séparent.

Encore moins est-ce la morale, sur laquelle tout le monde est d'accord en théorie, qui pourrait nous diviser. Ce sont les partis qui nous déchirent. Le jour où il sera démontré que nos lycées, fidèles à leur respect traditionnel pour la conscience individuelle, entendent enseigner avant tout à leurs élèves le culte de la France, de toute la France et de l'idéal français et qu'ils sont destinés, décidés à préparer, par une sélection éclairée et prudente, l'élite future de la nation française, loin de pouvoir être dédaignés par les familles, ils seront recherchés par elles. Ils ne savent pas tout le bien dont ils sont capables. Qu'ils se réforment courageusement, qu'ils s'adaptent de plus en plus aux exigences de la démocratie moderne, qu'ils aient confiance en eux-mêmes, et ils inspireront confiance.

Les réformes de l'enseignement secondaire ont avorté jusqu'ici parce qu'elles ont été entreprises sans idée générale, hâtivement, avec des instruments défectueux ou rebelles et partout à la fois. Nous proposons une méthode inverse. Ayant une idée générale, nous demandons qu'on l'applique sans précipitation, par efforts progressifs, au fur et à mesure des ressources en hommes dont on pourra disposer. Nous demandons que cette réforme, après avoir été décidée en principe par le Parlement (car l'Université, pas plus que tout autre grand corps ne saurait se réformer elle-même), soit une œuvre de longue haleine et qu'elle commence par obtenir victoire sur les trois articles ou projets suivants :

Le premier serait de choisir d'abord trois ou quatre lycées dans lesquels on tenterait, avec des proviseurs et des professeurs convaincus, l'application de la réforme ;

Le second serait de décider à l'avance que le diplôme de fin d'études, qui serait ultérieurement délivré dans lesdits lycées, serait l'équivalent des baccalauréats actuels, dans quelque forme qu'on les maintienne ou qu'on les amende, et qu'il jouirait des mêmes sanctions ;

Le troisième serait de réorganiser l'École normale supérieure et de l'approprier aux nécessités modernes.

A cette triple condition, on pourrait tenter la réforme de l'enseignement secondaire; sinon il est plus sage de n'y point toucher. C'est pourtant de cette réforme que dépend en grande partie le relèvement moral de la France.

PIERRE FONCIN.

P.-S. — En terminant il nous reste à remplir un devoir de conscience et de justice. A côté d'idées inspirées par nos observations et nos réflexions personnelles, nous déclarons que nous avons fait de larges emprunts aux plans de réforme proposés depuis de longues années par notre ami M. Salomé, ancien professeur au lycée Charlemagne, et au programme de l'Association qu'il avait fondée avec nous en 1890 pour la Réforme de l'enseignement secondaire; au livre de M. Ferneuille (Ferdinand Samazeuilh, de Bordeaux), qui s'est inspiré en grande partie lui-même des plans de M. Salomé; à un mémoire manuscrit fort remarquable de M. Raynoard, professeur d'histoire au lycée de Bastia et à un autre mémoire, incisif et substantiel, de M. François Benoit, professeur d'histoire au lycée d'Amiens. Ces deux mémoires ont été remis à la Commission parlementaire d'enseignement présidée par M. Ribot, devant laquelle nous avons exposé nous-même à peu près ce que nous venons de dire ici.

COMPAGNONS D'ARMES

Nouvelle.

L'heure du déjeuner était passée et le flot des hôtes commençait à décroître. De l'encognure capitonnée, sa place habituelle au restaurant, Wilfrid Langley suivait d'un œil observateur les groupes de bavards et les solitaires silencieux qui s'attardaient encore aux tables voisines. Dans cette demi-heure de tranquillité, tout en fumant une cigarette et dégustant son modeste vin de Bordeaux, il recueillait les impressions fugaces d'alentour pour servir à bien des nouvelles, des esquisses, des articles de reportage. Rire de femme, physionomie refrognée d'un homme, couples bizarrement assortis, bouts de dialogue discernés parmi tant de bruits confus, partout s'offraient des éléments de drame destinés à être fondus et forgés dans son cerveau. Le succès avait développé au centuple ses facultés intellectuelles, — le succès et les jouissances qu'il entraîne : bonne chère et brillante compagnie. Personne qui dépendît de lui, personne qui entravât sa liberté; il vivait où il voulait

et comme il voulait. Et malgré tout, — il n'avait pas encore trente ans, — il lui semblait sentir une lacune dans les faveurs des dieux.

Une forme se mouvait dans sa direction, il sortit de sa rêverie passagère pour voir une femme s'asseoir à sa table, en face de lui. Un rire de reconnaissance satisfaite, une poignée de main.

— Je pensais bien que je pourrais vous trouver ici, dit miss Childerstone. Et, se tournant vers le garçon. — Mouton rôti, pommes de terre, soda-water.

— Soda! exclama Langley, surpris. C'est là que vous vous trompez, vous autres femmes : vous avez besoin de stimulant.

— Mille mercis, mon ami; je sais mieux que vous ce dont j'ai besoin. Voici quelque chose pour vous.

Elle lui jeta un journal du soir, en disant : « Page sept. » Langley l'ouvrit et ses yeux brillèrent de plaisir. Un compte rendu de son dernier ouvrage, — grands éloges, — comme il le vit au premier coup d'œil, — remplissait les trois quarts d'une colonne.

— C'est de vous? demanda-t-il.

— Prenez-le sans question, et soyez reconnaissant de n'être pas éreinté.

— C'est de vous! Vous croyez que je ne connais pas votre belle plume? De l'ironie dans la première phrase!

Il lut en silence, pendant quelques minutes, puis adressa à sa compagne un regard de chaleureuse gratitude.

— Vous êtes une bonne pâte.

Miss Childerstone buvait avidement son soda-water. Ni laide ni jolie, elle avait des traits qui attiraient l'attention, l'œil perçant et gai, un petit air assuré. Elle se mettait bien et savait ajuster sa mise aux circonstances. Elle avait dépassé la quarantaine.

Elle se mit à manger, mais avec peu d'appétit.

— J'ai mal à la tête depuis hier. Je voudrais me mettre au lit et y rester une semaine. Mais j'ai mon *machin* à faire pour Tomlinson; je ne m'y sens guère en train, je vous assure.

— En effet, vous n'avez pas l'air à votre aise; vous avez mauvaise mine. Une idée : est-ce que je ne pourrais pas bâcler quelque chose d'assez bon pour Tomlinson?

Elle le regarda et sourit.

— Je crois que si : toutes les inepties que vous pêcheriez n'importe où feraient l'affaire. Il est de fait que je ne m'en sens pas capable. Non! décidément, je ne peux pas avaler. Pan! pan! ça me tape derrière la tête!

Ils discutèrent la besogne littéraire en question et Langley entreprit de fournir l'article dû par son amie et qui devait être mis à la poste le soir même.

Miss Childerstone, repoussant les plats auxquels elle avait à peine touché, appuya sa tête sur ses mains pendant quelques instants.

— J'ai fait une chose dont je suis fière, dit-elle enfin, et il faut bien que je m'offre aussi la satisfaction de vous la raconter. Ma sœur vient de partir pour Natal, pour s'y marier. Je l'ai équipée, j'ai payé son voyage, et je lui ai donné douze cents francs. C'est mon œuvre à moi seule, mon garçon! Ce n'est pas mal, hein?

— Votre sœur? Comment ne m'avez-vous jamais dit qu'elle dût se marier?

— Non, ce n'était pas absolument sûr, jusqu'à présent. Il y a deux ans environ, elle s'est fiancée à un homme qui partait là-bas, — un homme sans ressources et pas tout à fait à son niveau, selon moi. — Il faut que j'essaye de manger quelque chose; je vais tâter des pommes de terre. — Un brave type, beau, honnête. Eh bien, elle a eu des moments d'indécision. — Ces pommes de terre ne valent-elles rien, ou est-ce mon goût qui est dépravé? — Elle continua à donner des leçons, la pauvrette, ce qui lui fit passer un assez triste temps. A la fin je me mis en tête qu'elle ferait mieux de partir et de se marier. Il ne pouvait y avoir aucun doute sur la qualité, comme mari, de l'homme en question; je lisais ses lettres et elles me plaisaient. C'est un être bon, travailleur, sensible; bref, un mari pas du tout mal pour Cissy, mieux que les odieuses leçons, en tout cas. Et elle est partie.

— Voilà une déception pour moi, dit Langley. J'espérais la rencontrer quelque jour. Et vous me l'aviez promis.

— Oui, mais j'ai changé d'idée.

— Que voulez-vous dire? Vous ne teniez pas à me la faire voir?

— Selon toute probabilité, vous l'auriez troublée. Elle n'a jamais vu d'homme de votre espèce. Elle aurait pu tomber amoureuse de vous.

Miss Childerstone parlait d'un ton net et son sourire n'aurait pas pu être moins ambigu. Langley la regarda, étonné, puis s'écria enfin :

— Eh bien! Et pourquoi pas?

— Pourquoi pas? Oh! mon garçon, je ferais bien des choses pour vous, mais je ne pourrais pas favoriser votre vanité de ce côté-là. J'aime trop ma petite sœur.

— Sans doute, vous l'aimez. Et pourquoi ne l'aurais-je pas aimée aussi? Décrivez-la-moi.

— Blonde, jolie, vingt-cinq ans. Une fille à l'ancienne mode, avec toutes sortes de croyances qui vous exaspéreraient. La plus délicieuse créature! Bien trop patiente, trop bonne! Elle fera une femme d'intérieur et une mère idéale!

Langley frappa la table du poing.

— Mais vous faites la description exacte de la jeune fille que je cherche sans y parvenir! Vous avez agi d'une façon absurde! Et elle s'en est allée au bout du monde pour épouser un homme dont elle ne se soucie pas; c'est trop ridicule. Comment! je désire me marier, et la difficulté est de trouver une pareille jeune fille... Je ne vous pardonnerai de ma vie.

Sa compagne le regardait d'un air scrutateur, la bouche moqueuse.

— Quelle blague! répliqua-t-elle.

— Non pas! Je suis désespérément sérieux.

— En tout cas, je ne l'aurais pas laissée vous épouser. Vous avez été trop franc avec moi; je vous connais trop bien. Certainement, vous me plaisez, parce que vous êtes plaisant... comme compagnon d'armes. Nous avons combattu ensemble et nous nous sommes rendu mutuellement de bons services par-ci, par-là. Mais vous êtes très jeune, vous savez. Vous avez, pour la première fois, de l'argent dans vos poches, et... à propos, j'ai entendu parler de certain souper chez Romano. Combien vous a-t-il coûté?

— Oh! deux cent cinquante a trois cents francs, je ne me rappelle plus.

Il répondit cela avec une nuance de fanfaronnade, son sourire trahissant le plaisir qu'il avait à apprendre que son exploit avait été su.

— C'est bien ça. Et votre Dulcinée aux pieds légers... Totty, Lotty... Comment l'appelez-vous?... y était. Mon petit, vous ne pouvez pas vous marier d'ici une dizaine d'années. Cela vous gâterait. Vous commencez tout juste à voir le monde, allez-y gaiement, amusez-vous, voyez toutes sortes de choses, mais ne pensez pas à entrer en ménage.

— J'y pense constamment.

Sa compagne agita sa main avec impatience.

— Je ne peux pas parler; ma tête me fait un mal affreux. Il faut que je rentre chez moi.

— Vous vous êtes tuée au travail pour établir votre sœur et probablement faire son malheur, en fin de compte.

— Mêlez-vous de ce qui vous regarde. Où est le garçon? Appelez-le, voulez-vous? Je devions aveugle, sourde, et je ne sais quoi encore.

— Je vais vous ramener chez vous, dit Langley en se levant.

— Mettez-moi dans un cab, si vous voulez.

Elle paraissait très souffrante, et Langley la considérait avec inquiétude, tandis qu'ils sortaient ensemble du restaurant. La résolution qu'il avait formée de la voir saine et sauve chez elle ne rencontra pas d'opposition. Ils n'échangèrent que peu de mots dans la voiture, mais Langley lui renouvela sa promesse de composer le morceau littéraire pour son directeur.

— Demain matin, ajouta-t-il, je reviendrai prendre de vos nouvelles. Envoyez chercher le docteur, si vous n'êtes pas mieux ce soir.

Il habitait lui-même dans ce quartier de Regent's Park, et après avoir quitté miss Childerstone, il rentra pour s'acquitter de la tâche qu'il avait assumée et qui n'offrait rien de difficile. Quoique ce fût son temps de congé, il passa la soirée entière dans la solitude, plus mécontent qu'à l'ordinaire. Le courrier lui apporta la nouvelle que la première édition de son livre était épuisée. C'était satisfaisant, et pourtant il n'en ressentit aucun plaisir particulier. Il se savait un des jeunes hommes de lettres qui font courir le public et s'était blasé sur cette idée. Son dédain enraciné de ce public allait jusqu'à lui inspirer des doutes sur son propre mérite. Ne devenait-il pas vulgaire, même personnellement? Ce souper, l'autre soir, en l'honneur d'une actrice de troisième ordre, où tous avaient plus ou moins bu, pouah! Ces lugubres garnis auxquels nulle amélioration n'arrivait à donner l'air « chez soi ». Un « chez soi », voilà ce qu'il lui fallait. Le diable emporte miss Childerstone! Cette sœur qui naviguait en ce moment vers Natal!...

Le lendemain, à midi, il se rendit chez son amie, où on le pria d'attendre au salon. Il n'y était venu qu'une fois ou deux, et ce jour-là l'appartement lui sembla manquer de confort plus encore que dans les visites précédentes. Il s'étonna qu'une femme pût vivre dans un tel milieu. Mais miss Childerstone devait-elle être jugée en femme? Pendant sept à huit ans elle avait bataillé dans le monde du journalisme avec un genre de succès qui semblait affirmer des qualités masculines. Depuis qu'il la connaissait, c'est-à-dire depuis ces trois dernières années, elle avait l'air de s'être déféminisée encore. Au début, quand il pensait à elle, c'était avec cet intérêt particulier qui naît de la différence de sexe, aujourd'hui il l'éprouvait rarement, — si même il l'éprouvait encore. Il l'aimait bien, il l'admirait, il pouvait se la représenter, dans des conditions plus normales, comme une femme charmante. Si sa sœur, comme il était probable, lui ressemblait par les bons côtés...

Elle entra, et sa vue le surprit. Elle portait une robe de chambre, ses cheveux étaient ramassés avec un semblant d'ordre, la maladie, à ne pas s'y méprendre, pâlissait son visage. Sans lui donner la main, elle s'affaissa sur la chaise la plus rapprochée.

— Pourquoi vous êtes-vous levée? s'écria Langley. Avez-vous vu un médecin?

— Non, mais j'ai envie que vous alliez m'en chercher un, répondit-elle d'une voix rauque et éteinte. Avez-vous envoyé « la chose » à Tomlinson?

— Oui, et j'ai contrefait votre signature. Remettez-vous au lit, je vais...

— Attendez un peu. Il faut que je vous demande... Je n'ai plus le sou...

L'abandon de sa fermeté de parole et de maintien accoutumée affecta péniblement le jeune homme. De l'argent? Comment, mais sa bourse était la sienne. Il n'avait que quelques louis en poche, mais il irait tout droit à la banque.

— J'aurai assez de quatre-vingts à cent francs, répondit-elle. Je ne connais personne autre à qui je voudrais emprunter, vous savez. Je pourrais vendre ou mettre en gage divers objets, mais je n'ai pas la force d'aller courir...

Langley fit quelques pas vers elle et lui mit de l'argent dans la main.

— Qu'avez-vous? demanda-t-il, sérieusement, un peu de fièvre ?

— Je ne suis pas fiévreuse, ou du moins je ne le crois pas. Ma malheureuse tête ! Je suis pâle comme de la craie, n'est-ce pas?

— Mais oui. Retournez au lit bien vite et remettez-vous à moi de tout.

— Vous êtes un bon garçon, Wilfrid.

— Peuh !

— Je me sens si misérablement faible et je déteste me sentir faible. Je...

Elle détourna brusquement la tête et Langley fut stupéfait de l'entendre sangloter. Il arpenta un instant la chambre, comme s'il cherchait quelque chose, mais en réalité pour cacher son embarras. Miss Childerstone se releva, puis s'éloigna vivement.

Une demi-heure plus tard, le secours nécessaire en pareil cas avait été amené. Faiblesse nerveuse, diagnostiqua le médecin, surmenage, et ainsi de suite. Langley, ne trouvant personne dans la maison pour soigner la malade, recourut aux offices d'une garde. Il ne revit pas son amie, mais reçut d'elle un mot où elle disait que tout allait bien, et qu'il pouvait venir la voir le lendemain, s'il voulait.

De très bonne heure, dans la matinée, il vint et s'entretint avec la garde, qui ne put lui faire qu'un rapport médiocre.

— Si je lui écris quelques lignes, pourra-t-elle les lire? demanda-t-il.

Oui, elle pouvait lire une lettre. Langley s'assit donc au bureau et s'efforça de trouver quelque chose à lui dire. A son étonnement il écrivait avec la plus grande difficulté; les mots ne voulaient pas venir. « Chère miss Childerstone, je suis sûr qu'un peu de repos et de soins auront bientôt... » Oh ! c'était d'un enfantin vraiment inacceptable. Il mordillait son porte-plume et regardait fixement les livres placés devant lui : romans et comédies, amoncellement de journaux, un volume ou deux d'une encyclopédie, des annuaires, des dictionnaires. Elle n'avait aucun instinct d'ordre, elle vivait au jour le jour, au petit bonheur. Son éducation avait été défectueuse. Au point de vue moral, sans doute, elle était assez équilibrée, mais une femme doit posséder des vertus domestiques.

Allons, que faisait-il? Il accablait son amie au moment où elle était abattue, sans force, et il savait que cette défaite de sa splendide énergie avait pour cause un travail excessif en faveur de sa sœur. Il déchira la feuille de papier et commença une autre lettre. « Chère Bertha », — pourquoi non? elle l'appelait bien « Wilfrid » de temps en temps, — « ne vous fatiguez la tête à quoi que ce soit. Je n'ai rien à faire et m'occuper de vous me sera un plaisir. Y a-t-il quelqu'un que vous désiriez voir? Considérez-moi comme absolument à vos ordres; mon temps, mon argent, tout. Je viendrai matin et soir. Reprenez courage, mon cher vieux copain. Il faudra vous absenter aussitôt que possible. Je vous chercherai des chambres. »

Et ainsi de suite sur une autre page, du ton de camaraderie cordiale dont ils usaient toujours l'un avec l'autre. La garde, appelée par un coup léger, remit la lettre à sa malade, et peu d'instants après rapporta un bout de papier sur lequel étaient griffonnés au crayon, d'une main faible, ces mots : « Cher petit, tout va bien. »

Pendant plus d'un mois, il ne revit pas l'écriture de Bertha Childerstone. Il faisait chez elle deux visites quotidiennes, sans s'inquiéter de ce que la garde, le docteur et l'hôtesse pouvaient conjecturer de ses relations avec la malade. Il paya toutes les dépenses courantes, dont le total ne s'élevait guère. Et le résultat de tout ceci fut que la malade devint l'objet presque exclusif de ses pensées; son désir de lui parler fut bientôt extrême.

Un jour, en juillet, il entrait dans le salon pour y attendre la garde, comme à son ordinaire, quand son regard tomba sur une forme assise dans un rais de soleil. Une figure pâle, maigre, qu'il reconnut à peine, l'accueillit d'un sourire et une main décharnée se tendit vers lui.

— Levée? Oh ! quel courage !

Il s'élança et serra sa main avec force. Ils se regardèrent. Langley sentit un frémissement parcourir tout son être, un nuage passa devant ses yeux, et avant qu'il eût recouvré ses esprits, il avait donné et reçu un baiser.

— Il n'y a pas de mal, dit miss Childerstone, en riant d'un air confus. *Honni soit qui mal y pense!*

Mais le jeune homme ne parvenait pas à se ressaisir. Il était à genoux, près du fauteuil sur lequel elle reposait, gardant toujours sa main blanche et tremblant comme de fièvre.

— Je suis si content... J'avais besoin de vous voir, Bertha...

— Chut! ne soyez pas sentimental, mon vieux. Tout est bien.

Il porta sa main à ses lèvres. Elle la lui abandonna un instant, puis la retira avec fermeté.

— Dites-moi toutes les nouvelles.

— Je ne sais rien, si ce n'est que je...

Il avait perdu la tête. Bertha, maintenant, ne lui apparaissait pas seulement comme une femme, mais comme la plus belle des femmes, la plus douce, et comme un objet de désir passionné. Il caressait ses cheveux et murmurait des incohérences.

— Wilfrid, — elle parlait de sa vieille manière bourrue, — ne faites pas le fou. Éloignez-vous d'un mètre ou deux; soyez bon garçon. Sinon je me traîne dans l'autre chambre. Rappelez-vous que je ne peux pas supporter les émotions.

Il fit quelques pas de côté, en détournant la tête.

— J'ai reçu une lettre de Cissy ce matin.

— Je n'ai nul besoin d'en entendre parler, interterrompit-il brusquement. C'est elle qui a été cause de votre maladie.

Miss Childerstone continua du même ton :

— Timbrée de Cape Town, très gaie. Elle jouit du voyage et elle en envisage le but avec beaucoup de raison et de contentement. J'ai aussi une lettre de l'amoureux en expectative, une bonne lettre. Vous pouvez la lire, si vous voulez.

Le sens commun vint enfin au secours de Wilfrid. Il s'assit, croisa les jambes et causa, mais sans regarder sa compagne.

— Je vous dois une masse d'argent, dit Bertha.

— Des misères! Quand pourrez-vous partir? Et quel endroit préférez-vous?

— J'irai au bord de la mer la semaine prochaine, n'importe où, tout près, à quelque endroit très fréquenté. J'étais morte et me revoici vivante; j'ai besoin de sentir le monde bourdonner autour de moi.

— Très bien. Choisissez l'endroit, et j'irai vous chercher des chambres.

— Non, non. Je peux faire tout cela par lettre. A propos, j'ai eu des nouvelles de Tomlinson. C'est un meilleur type que je ne croyais. Que pensez-vous qu'il ait fait? Il m'a envoyé un chèque de six cents francs en acompte, dit-elle.

Langley ne releva pas la tête et marmotta quelque chose.

— Je suppose que quelqu'un lui aura conté sur moi une lamentable histoire. On a mis du temps à s'apercevoir de mon absence; maintenant on commence à m'écrire et à venir me voir.

— Oui, vous avez beaucoup d'amis.

— Des masses! Allons, petit sot, ne penchez pas la tête comme ça. Le fait est que nous n'aurions pas dû nous revoir en ce moment. Il y a une sorte d'atmosphère artificielle autour d'une malade. Vous ne reviendrez pas avant que je ne vous envoie chercher, vous entendez?

— Comme il vous plaira, répondit Langley, l'air déconfit, mais plus du tout surexcité.

Il ne resta que quelques minutes encore, et, en se séparant, ils évitèrent de se regarder.

Ce même soir il écrivit une lettre, — l'inévitable lettre, — pages sur pages, strictement dans le ton de ce qui s'était passé. Après deux jours d'attente, ne recevant pas de réponse, il écrivit encore, et cette fois arracha un court griffonnage à miss Childerstone.

« Bêta, bêta, bêtasson! Je n'aime pas le style de ces compositions, elles ne sont pas égales à votre dernière marque. Allez voir Totty, Lotty, — comment l'appelez-vous? Vous avez besoin du tonique de cette société-là. Et quel travail faites-vous, je vous prie? Venez me le dire demain à trois heures. »

Il aurait voulu décliner cette invitation, mais il était tombé à un tel état de faiblesse qu'il ne put éviter d'aller se faire torturer.

Miss Childerstone avait l'air mieux portant.

— Je me remets très vite, dit-elle. Autrefois, avant de vous connaître, j'ai été encore plus à bas que cette fois-ci, et j'ai « épaté » tout le monde par la manière dont je m'en suis relevée. Alors, qu'est-ce que vous faites?

— Pas grand'chose, répondit le jeune homme, avec indifférence.

Elle réfléchit un instant, puis se mit à rire.

— Eh bien, n'est-ce pas étrange à quel point nous nous connaissions peu? Je m'étais méprise sur votre compte du tout au tout, comme il va sans dire que vous vous mépreniez absolument sur le mien. Je ne vous aurais pas cru capable d'écrire ces lettres.

— Je n'en ai pas honte.

Une certaine virilité calme empreinte dans ces paroles produisit son effet sur miss Childerstone. Elle sourit et le regarda amicalement.

— Et vous n'avez pas à en avoir honte, mon garçon. Pour ma part j'en suis considérablement fière; je vais les garder et je les lirai dans les temps à venir, lorsqu'elles auront acquis une valeur comme autographes. Mais j'imagine que vous m'aviez déroutée à dessein avec vos propos légers. Si j'avais su... Oui, si j'avais su... je ne crois pas que j'aurais laissé Cissy partir pour Natal.

— Assez de cette plaisanterie, dit Langley, et répondez à une franche question. Est-ce sans espoir?... Ou ne pouvez-vous vous décider encore?

— Je me suis décidée... depuis que j'ai reçu vos lettres.

— Avant vous étiez indécise?

— Tout juste un petit brin; en partie, je suppose, à cause de ma faiblesse. Je vous aime tant et j'ai

tant d'espoir pour votre avenir... C'était séduisant. Mais... Non !

Langley la regarda avec des yeux pleins d'une passion contenue.

— Que voulez-vous dire ? Précisément parce que je me suis vraiment et honnêtement épris de vous...

— Précisément pour cela, interrompit-elle, et parce que vous vous êtes montré tel que je ne vous connaissais pas. Je vous aime autant que jamais... davantage peut-être. Je désirerais plus qu'à demi pouvoir faire revenir Cissy. Vous vous seriez convenus à merveille. Et pourtant je vous aurais rendu un mauvais service, tout en lui en rendant un bon, à elle. Cela aurait signifié, pour vous, une chute dans la banalité confortable. Vous êtes trop jeune pour le mariage. Je préférerais vous voir dans n'importe quel genre de difficultés. Ce désir de domestication m'a donné le frisson. C'est admirable, mais c'est une portion de vous-même qu'il faut rejeter. Oh, vous êtes tellement plus respectable que je ne croyais !

Elle s'arrêta en riant.

— Et vous prétendez dire, s'écria Langley, que si je m'étais montré un chenapan, vous auriez été disposée à m'épouser ?

Miss Childerstone rit de tout son cœur.

— Oh ! que vous êtes jeune ! Non, je ne vous aurais épousé en aucun cas. J'aurais peut-être promis d'y penser. J'aurais peut-être même promis de le faire, mais quand le moment en serait venu... Mon cher petit, je ne désire pas me marier. Regardez cette chambre, sale et en désordre ; c'est là tout l'intérieur dont je me soucie. On concevrait à la rigueur mon mariage avec un homme très riche, à seule fin de mener la vie à grandes guides. Mais c'est tout juste concevable. Dans la pauvreté, — et tout ce sur quoi vous ou moi pouvons compter serait la pauvreté, — je préfère la liberté de la solitude.

— Vous vous imaginez que je vous gênerais en quoi que ce soit ?

Elle éclata de rire encore une fois.

— J'ai du mariage une connaissance théorique suffisante. Malheureusement on ne peut pas expérimenter.

Langley se détourna d'elle et regarda fixement devant lui, l'air sombre.

— Écoutez, dit sa compagne. Je pense être assez bien d'ici à quelques jours pour m'en aller, et je ne vous dirai pas où je vais. Disons-nous au revoir et ne nous revoyons que lorsque nous serons rétablis tous deux. Jusque-là, vivez et travaillez. Donnez des soupers de trois cents francs, si cela vous plaît ; n'importe quoi qui tienne votre esprit éloigné de la domestication. Cultivez l'art d'être chenapan, — sa voix riait, — puis nous reviendrons à nos anciennes relations.

— Jamais !

— Allons, comme vous voudrez. Pour moi, cela me plairait.

Il la quitta sur la double résolution de ne plus lui écrire et de ne plus revenir la voir. Au bout de deux jours, il manqua à la première et écrivit plus longuement que jamais. Quand le silence qui suivit lui devint intolérable, il se rendit chez elle pour y apprendre seulement qu'elle était partie le matin même.

Pour le plaisir de parler d'elle, il passa la soirée avec des personnes qui la connaissaient depuis longtemps. Il les trouva dans l'ignorance de ses faits et gestes.

— Je ne serais pas surpris qu'elle fût partie comme correspondante militaire, dit un jeune homme, et l'hilarité de la compagnie prouva que la plaisanterie était appréciée.

— Oh ! elle est vraiment trop masculine, fit observer une jeune matrone. J'imagine que vous l'étudiez comme une curiosité, monsieur Langley?

— Nous sommes d'excellents copains, répondit Wilfrid en riant.

— Eh bien, nous n'avons pas besoin, en tout cas, de vous engager à vous tenir sur vos gardes, plaisanta la dame.

En regagnant son logis, à une heure avancée, il trouva dans son cabinet de travail un objet qui l'intrigua fort : c'était un grand et beau sac de voyage, sortant tout droit du magasin. Par suite de quelle méprise était-il venu échouer là? En l'examinant, il découvrit une étiquette portant son nom et son adresse. Puis, comme il se tournait vers la table, il vit une lettre dont la suscription était tracée par une main bien connue.

« Mon cher vieux, je ne vous offrirai pas de vous rembourser l'argent que vous avez dépensé pour moi, mais je vous envoie un cadeau du genre utile.

« A vous en camaraderie,
« B. C. »

Après un ou deux jours d'incertitude, il entrevit l'utilité du cadeau de Bertha, et durant un mois, le sac de voyage lui rendit bon service.

Lui et elle étaient rentrés en ville depuis longtemps et tous deux avaient repris le collier de misère avant de se rencontrer.

Ce fut par un affreux jour de novembre, dans le grésil, le brouillard, la boue, qu'ils se trouvèrent, face à face, sur le trottoir encombré du Strand. Leurs parapluies s'étaient heurtés, et tandis qu'ils échangeaient une poignée de main, les piétons affairés les bousculaient de-ci de-là.

— Tout à fait bien, maintenant? interrogea Bertha gaiement.

— Tout à fait, lui fut-il virilement répondu. Venez causer quelque part.

— Peux pas. Rendez-vous dans dix minutes.

— Circulez, s'il vous plaît, glapit un policeman.

— Déjeuner à l'ancienne place ! demain? dit Wilfrid, précipitamment.

— Oui. Deux heures.

Chacun d'eux poursuivit son chemin, et Langley n'eut pas de palpitation de cœur en pensant à miss Childerstone. Et pourtant... et pourtant... il ne put oublier qu'il avait baisé ses lèvres.

George Gissing.

Traduit de l'anglais par E. F. d'Arzinol.

LOIS DE CIRCONSTANCES

ET PRINCIPES POLITIQUES

De la séparation des pouvoirs on a tout dit : et c'est, effectivement, un des principes politiques dont on parle le plus et auxquels on pense le moins. Ce principe est d'une importance si considérable et si multiple qu'on trouve des occasions infiniment fréquentes de lui manquer de respect. Les gouvernements, sachons le reconnaître, profitent de toutes les occasions, ou presque.

Naturellement, l'Affaire — cette affaire qu'il importe énormément de prendre au sérieux pour n'être pas obligé de la prendre au tragique, — l'Affaire a permis que la séparation des pouvoirs fût atteinte. On pouvait s'y attendre ; on le devait.

En cette occurrence, la violation des principes fut caractéristique, et parfaitement exempte de dissimulation. Cédant à un mouvement d'opinion plus ou moins superficiel, le gouvernement réclama des législateurs qu'ils dessaisissent la chambre criminelle de la Cour de cassation : on sait pourquoi, on sait comment. Le pouvoir exécutif intervint dans le domaine du pouvoir judiciaire avec la complicité du pouvoir législatif. Le chef du gouvernement expliqua son initiative avec sérénité et sans nulle hypocrisie.

L'attentat aux principes n'est pas discutable : il est flagrant. On ne peut discuter que son utilité, sa bienfaisance ou sa malfaisance. Et ces controverses sont un peu vaines, sans doute...

***

Or, si chaque fois que les principes sont violés, quelques personnes s'avisent que cette violation est grave, — elles s'en avisent généralement après que la violation est accomplie, — on ne peut nier que, dans les conjonctures présentes, la violation paraît spécialement fâcheuse à beaucoup de citoyens réfléchis. Leur amour respectueux des principes s'affirme plus que jamais catégoriquement et non pas sans véhémence. Essayons de dire pourquoi. La tâche est incommode, car ceux mêmes qui consacrent toute leur ardeur à la défense de ces principes méconnus ne discernent pas exactement les raisons qui entretiennent leur ardeur. Mais il en va toujours ainsi. Toute foi est en partie aveugle; et c'est pour cela qu'elle est agissante.

Principes violés, justice atteinte, juridiction dessaisie : voilà les termes certains du syllogisme incertain. Et plusieurs se lamentent de ce que la liberté politique reçoit dans l'aventure une rude secousse.

Oui, l'accueil fait par le Parlement au projet de dessaisissement semble funeste parce que ce projet supprime, disons atténue une garantie, la garantie majeure de la liberté politique, à savoir l'indépendance de la justice.

Théoriquement la justice est affaiblie, et cela est fort redoutable. Certes, l'événement est plus regrettable qu'on ne pense puisqu'il excite à invoquer Montesquieu. Montesquieu est, à peu de chose près, l'inventeur des principes de notre société moderne ; société libertaire essentiellement, parce qu'elle est fondée sur la séparation des pouvoirs. Et il se trouve que l'indépendance de la justice est le plus solide soutien de la liberté politique. En effet, la liberté politique consiste, dit Montesquieu, « dans la sûreté ou dans l'opinion qu'on a de sa sûreté ». Et Montesquieu dit ensuite : « Comme cette sûreté n'est jamais plus attaquée que dans les accusations publiques et privées », c'est « de la bonté des lois criminelles que dépend principalement la liberté du citoyen ». Et assurément Montesquieu dit que les mœurs et même quelques lois civiles contribuent au maintien de la liberté politique. Mais Montesquieu dit en même temps qu'elle dépend surtout des lois criminelles. Montesquieu dit vrai, quoi qu'il dise.

Bref, l'indépendance absolue, la totale indépendance de la justice : voilà la première condition et la condition dernière de la liberté. C'est cette indépendance que maintenant on détruit en pratique ; et théoriquement on viole ainsi les principes.

Plusieurs, au Parlement, déclarent le péril extrême de cette violation. C'est M. Pelletan qui affirme avec autant de vigueur et moins d'autorité que Montesquieu :

« Je ne suis pas jurisconsulte, mais il n'y a personne dans toute l'Europe qui ignore que les règles de compétence doivent être permanentes, durables; et cela est vrai surtout dans un pays qui a proclamé, il y a un siècle, ce principe que nul ne peut être distrait de ses juges naturels. »

Est-ce clair? Voici qui est lumineux : M. Pelletan précise mieux, si possible, sa pensée qui est de sauvegarder les principes pour eux-mêmes, indépendamment de leur traduction dans les réalités. Il dit :

« Je n'entends pas seulement le respect des corps constitués qui, dans un pays libre, sont soumis au contrôle de l'opinion, mais ces principes permanents que certaines apologies ont paru menacer et surtout l'indépendance de la justice sans laquelle il n'y a pas d'État régulier. »

C'est M. Renault-Morlière, sincèrement convaincu et méthodiquement, qui dit :

« Quand on touche arbitrairement aux lois de compétence, lorsqu'on peut créer arbitrairement des tribunaux, il n'y a plus de sécurité pour les personnes dans un pays. »

Il dit aussi :

« Je viens défendre les principes qui sont la sauvegarde de la sécurité de tous les citoyens. »

Les principes, les principes ! comme ces orateurs laissent bien voir que, pour eux, la société n'est libre qu'autant que les pouvoirs restant séparés, Montesquieu restant obéi, les principes demeurent respectés. Telle est donc enfin la théorie : la justice indépendante par suite du principe de la séparation des pouvoirs.

Mais il faut d'une part, observer ceci : ce respect extraordinaire des principes, de la doctrine de la séparation des pouvoirs ne se manifeste avec une intensité si vive que parce que, en l'espèce, le pouvoir judiciaire est intéressé, froissé par l'envahissement du législatif. Aucun jour ne s'écoule sans que le pouvoir législatif n'étreigne de ses ambitions impétueuses et désordonnées le pouvoir exécutif. Celui-ci, pourtant, ne trouve nul défenseur parmi la foule de ceux qui se pressent aujourd'hui pour défendre le judiciaire. Il est prouvé que le pouvoir judiciaire est tout seul capable de susciter des préoccupations fortes dans les esprits.

C'est, en vérité, une première préoccupation pratique. En voici une seconde immédiatement. — Pourquoi cet élan singulier des champions de l'indépendance de la justice? Parce que celle-ci est attaquée dans le plus important de ses organes : la Cour de cassation. Le mouvement d'opinion serait-il identique si l'indépendance de la justice était atteinte à propos d'un modique tribunal d'arrondissement? A d'autres ! et, quant à moi, je n'en crois rien. La violation des principes s'aggrave donc dans les esprits par une double considération matérielle. Hiérarchie des principes, hiérarchie de leurs manifestations ! Certes tous les principes, qui concourent à former la liberté politique, concourent à fonder le régime républicain : mais tout se concrétise dans ce régime abstrait.

Même, dans ce régime absolu les contingences ont un empire énorme. Ah ! combien déplorable le dessaisissement de la chambre criminelle de la Cour de cassation, suprême magistrature, expression la plus noble de la justice ! Cependant ce dessaisissement semble grave non pas seulement parce qu'il traduit un étrange mépris des principes fondamentaux, mais encore, mais surtout parce que le gouvernement lui-même, gardien des lois, tuteur des principes, prend l'initiative de les mépriser. Oui, c'est le ministère qui entreprend de vicier les règles essentielles de l'État. C'est un pouvoir qui entreprend d'envahir un autre pouvoir. M. Charles Dupuy, avec sa hardiesse coutumière, dirige l'investissement de la forteresse constitutionnelle. Il suit son destin.

Si grande est sa hardiesse qu'il ne travaille pas à en modérer les apparences. Cette hardiesse est franche en sa témérité. Le chef du ministère prononce que, s'il attaque les principes, ce n'est pas, certes, pour nuire aux intérêts du pays — en ce cas on blâmerait moins l'entreprise car elle paraîtrait plus logique — mais c'est pour servir ses intérêts. Périssent les principes plutôt que la paix générale ! M. Charles Dupuy veut simplement apaiser le peuple en troublant les lois, car il y a contradiction présente entre la paix publique et le maintien des lois... On s'étonne alors, on s'épouvante qu'il puisse y avoir antagonisme entre l'une et les autres. L'inquiétude règne donc. Et l'atteinte caractéristique aux principes politiques semble ici plus funeste.

Est-ce tout? En aucune façon. Tous ne tiennent pas pour certain que l'apaisement puisse naître de la violation des principes. La violation est donc jugée d'autant plus pernicieuse que les considérations qui l'engendrent paraissent moins impératives.

L'histoire des peuples se ressemble toujours à elle-même ; et jamais les principes ne paraissent importants que pour ce qu'ils aident au triomphe d'un *sentimentalisme* ou le gênent.

Aussi bien, les péripéties de l'Affaire ont suscité peu à peu tous les sentimentalismes individuels ou nationaux et les ont jetés les uns contre les autres en une mêlée lamentable. La vie de l'État s'obscurcit. Le gouvernement entreprend authentiquement une flagrante violation des principes, mais cette violation — qui est peut-être impardonnable en elle-même — n'est jugée grave qu'à cause des circonstances parmi lesquelles elle intervient. Dans la confusion universelle des idées et des sentiments, on est incapable d'apprécier les principes en dehors des faits.

***

Il convient donc d'examiner les rapports des principes et des événements, et comment ceux-ci énervent et déforment nécessairement ceux-là.

Il devient évident que les directeurs de l'État n'apprécient les principes que suivant la façon dont ils apprécient les événements.

Le gouvernement reçoit toute impulsion du peuple, prend en lui toutes ses inspirations, décide selon lui tous ses actes. Plus l'opinion publique est émue par un sujet quelconque, plus les principes généraux de la vie régulière de la nation courent de risques. Les faits, les faits entraînent tout; voilà, je pense, l'unique principe réel. Le gouvernement, par ses contradictions spontanées, prend soin que la vérité et la puissance de ce principe, destructif des autres, soient incontestables.

Par exemple, le projet gouvernemental de dessaisissement de la Chambre criminelle est issu directement d'une interprétation des faits. Il est une réponse plus ou moins pertinente aux réclamations plus ou moins précises de l'opinion publique. Et parce que l'opinion publique fut incertaine et contradictoire en ses soubresauts, il arrive que la conduite du gouvernement est, comme elle, incertaine et contradictoire. Le gouvernement ne fait pas mystère de son obéissance incohérente. M. Charles Dupuy est homme à se contredire franchement. *Habemus confitentem reum.*

Le 4 novembre 1898, un politicien, plus prompt que d'autres à interpréter les mouvements passagers de l'opinion, déposait à la Chambre une proposition de dessaisissement. Ah ! le gouvernement n'hésitait pas alors ! L'impulsion de l'opinion publique ne s'était pas encore répercutée jusqu'à lui : il rejetait donc la proposition énergiquement, sans phrases. M. Charles Dupuy disait :

« Notre intention formelle est de combattre la proposition de M. Gerville-Réache. Je n'ai pas besoin d'en dire les raisons. Cependant, j'indiquerai d'un mot pourquoi : Autant une proposition de ce genre peut être naturellement étudiée pour l'avenir, autant il paraît impossible de dessaisir à un moment donné une juridiction saisie. Nous avons déclaré que nous sommes respectueux de la justice : nous ne donnerons pas l'exemple du contraire en acceptant la proposition de loi. »

Le gouvernement, à cette époque, n'avait pas encore de suffisants motifs pour violer les principes fondamentaux de la justice...

Il les eut, crut les avoir après quelques semaines. Un soubresaut plus violent de l'opinion publique (campagne de presse) parut les lui donner. Le gouvernement, soudain, déposa le projet que, peu de mois avant, il repoussait. Et comment expliquait-il — voulant la justifier — son entreprise? Simplement, nettement. Il disait : « Nous recevons et exécutons l'ordre péremptoire des circonstances. L'opinion publique dicte notre devoir, que nous accomplissons. Certes, on nous objecte que les principes constitutionnels sont entamés par notre initiative. Que répondre à cette objection? Rien, car elle est légitime, et nous l'avouons sans peine. Nous faisons une loi de nécessité et d'apaisement. » Loi de nécessité, c'est-à-dire de circonstance; loi d'apaisement, c'est-à-dire soumission à l'opinion publique. En vérité, le gouvernement ne sait rien, ne peut rien refuser à l'opinion publique. Sa vigilante obéissance est, d'ailleurs, candide. Le garde des Sceaux l'exprime avec une innocence bien faite pour séduire :

« On a parlé, dit-il, de l'opinion publique; on a dit que ce n'était pas un argument. Il faut bien se demander cependant quels sont, en définitive, après des mois et des années d'agitation, ses sentiments et sa volonté. Il faut donc vous reporter par l'esprit dans vos circonscriptions respectives. »

C'est donc par l'examen des circonscriptions, où l'opinion publique se traduit avec une force particulièrement précise, que le législateur doit décider quel sort il infligera aux principes fondamentaux de l'État. Voilà bien reconnue la souveraineté des circonstances.

Et ceux mêmes qui souhaitent ici la domination absolue des principes attestent implicitement l'absolutisme des événements. Grâce à leur argumentation il est très visible que, selon le penchant des esprits, les circonstances engagent les uns à violer les principes, et les mêmes circonstances engagent les autres à respecter les principes.

M. Renault-Morlière combat-il le projet gouvernemental par une justification directe et imperturbable des principes que ce projet veut désagréger? Nullement.

Mais d'abord il cherche dans l'histoire les méfaits antiques des lois de circonstances créées par les gouvernements de naguère et, de cette façon, je pense, fait mieux apercevoir que les principes, dans tous les temps, connurent d'étranges vicissitudes.

Mais ensuite, il travaille à susciter contre la loi de circonstance qu'on projette, de fortes réprobations sentimentales. Il remémore l'exemple des grands libéraux de jadis, gens qui toujours respectèrent les principes, et, si j'ose dire, s'en sont assez bien trouvés. Il s'écrie :

« De telles lois sont essentiellement dictatoriales et révolutionnaires dans le plus mauvais sens du

mot... n'ont-elles pas toujours été repoussées avec indignation par tous ceux qui gardent quelque attachement aux idées libérales! »

Ainsi les événements et les hommes du passé constituent le meilleur appui des principes du présent : ainsi les principes ne peuvent pas être jugés, même par ceux qui les soutiennent, indépendamment des circonstances et des individus.

Mais, en outre, M. Renault-Morlière se rit avec ingénuité des attitudes contradictoires du gouvernement envers les principes politiques.

« Pourquoi, s'écrie-t-il vivement, pourquoi le gouvernement présente-il aujourd'hui un de ces projets qu'il refusait autrefois d'accepter? »

Pourquoi? La réponse est facile et M. Renault-Morlière la rend plus facile encore. Parce que le gouvernement, qui tantôt respecte et tantôt dédaigne les principes, n'a contre eux aucun parti pris : il ne les considère qu'au travers des circonstances.

Mais, enfin, M. Renault-Morlière, par son argumentation décisive, affirme de nouveau l'enchaînement fatal des principes et des circonstances. En effet, le motif suprême pourquoi il repousse la loi projetée est qu'elle est inefficace.

« Quant à l'apaisement, ah! si on pouvait en finir plus tôt avec cette triste affaire, si on pouvait calmer toutes les passions, je pourrais ne pas approuver tout à fait par respect des principes la conduite du gouvernement, mais je ne me sentirais pas le courage de lui adresser des reproches. »

Ainsi, en fin de compte, le défenseur le plus libre des principes purs ne condamne la violation, regrettable en toute conjoncture, des principes, que parce que cette violation en la conjoncture actuelle est inopportune, parce qu'elle ne produira pas l'effet utile qu'on attend d'elle...

Il y a donc conflit dans la vie politique des peuples entre les principes perpétuels et les faits accidentels. Il faut que les uns subissent la pression des autres. Sans doute lorsque rien d'exceptionnel ne bouleverse le cours normal de la vie nationale les principes ont une force suffisante. Mais un événement exceptionnel advient-il? les principes alors cèdent devant l'assaut tumultueux des circonstances inopinées. L'Affaire, par la violence passagère des sentimentalismes qu'elle anime dans la nation, est ce fait exceptionnel par quoi tout le reste est envahi, est opprimé. Étant extraordinaire, elle déconcerte les principes ordinaires. Les circonstances et les principes entremêlés ne se distinguent plus. C'est le règne de la confusion. La confusion ne peut régner sans causer un dommage, sans faire de victimes.

*
* *

Mais existe-t-il quelque corrélation entre la forme du régime politique et le fléchissement des principes sous le poids des circonstances? — Assurément.

Le régime républicain, ou mieux, le régime de la République parlementaire est spécialement propice à la tyrannie des événements. L'Affaire a du moins cet avantage qu'elle ne permet plus qu'on en doute.

Le parlementarisme français exige que toutes les manifestations, même partielles et accessoires, de la vie populaire aient leur écho dans la vie politique. Tard ou tôt, la politique en France absorbe tout. Tout converge donc vers le Parlement qui prétend tout régir. Les pouvoirs ne sont que théoriquement séparés. Pratiquement, le Parlement franchit le fragile obstacle des barrières constitutionnelles : il ne tolère pas que le pouvoir exécutif agisse et que le pouvoir judiciaire fonctionne en une pleine liberté.

Cependant un régime vaut ce que valent ceux qui le pratiquent. Si notre parlementarisme fréquemment nous inquiète, c'est à cause que nous connaissons bien nos parlementaires. Ce n'est pas seulement l'organisation du régime qui incline les parlementaires à tout oser; c'est le penchant des hommes qui contraint le régime à tout permettre. — Et d'abord observez l'origine des politiciens et leur formation intellectuelle, questionnez ces législateurs; ne voyez-vous pas qu'ils ignorent les principes des lois. Comment donc, en leurs actes, s'en pourraient-ils soucier! — En même temps, examinez le recrutement des politiciens : vous apercevez qu'ils sont extraits de la foule dont ils ne s'isolent pas. Ils accueillent donc en leurs âmes obscures tous les sentimentalismes que les événements font circuler parmi la foule. Ces sentimentalismes rapprochés au Parlement et cohésionnés en lui deviennent dominateurs.

Si les principes s'opposent à l'empire des sentimentalismes, les principes sont immédiatement réduits. Même contre la résistance des principes les sentimentalismes se prêtent main-forte. L'Affaire fournit un grand témoignage d'une assistance à ce point bizarre. M. Rose, partisan de la loi de dessaisissement, invoque le secours de M. Waldeck-Rousseau hostile à cette loi.

« Vainement dira-t-on que la proposition est une loi de circonstance; avec M. Waldeck-Rousseau, je réponds qu'il n'y a de lois de circonstances que celles qui meurent avec les événements qui les ont fait naître; celle-ci survivra aux événements qui en auront été la cause. »

Et M. Rose précise sa pensée comme il suit :

« Ceux qui combattent aujourd'hui la loi (de des-

saisissement) sont ceux-là mêmes qui voulaient, il y a quelques jours à peine, changer une procédure en cours et arracher à ses juges l'ex-colonel Picquart. »

Telle est donc la vie des politiciens : leurs sentimentalismes les engagent tous, tour à tour, à violer le principe de l'indépendance de la justice, en faveur de leurs opinions contradictoires. Les principes ne sont rien à côté des sentimentalismes, rien.

Mais j'entends dire ceci : pour le régime républicain la violation des principes est spécialement redoutable. En effet, dans tous les gouvernements, la puissance des lois directrices s'individualise dans la force d'un homme, empereur ou roi. Le régime républicain ne tient sa vigueur que de la vertu des principes. Si l'un des principes est énervé, le régime républicain perd aussitôt son énergie vitale. Non : et peut-être pourrait-on dire que plus les principes sont facilement assaillis, moins leur défaite est longuement et profondément nuisible. On s'accoutume à les voir fléchir, et ce malaise s'atténue en se répétant comme tout mal dont on prend l'habitude.

C'est pourquoi il n'est pas légitime d'annoncer à la république de funestes aventures. Des députés de tous les groupes se coalisent pour prononcer en un manifeste timide :

« Vous créez un précédent funeste dont les partis pourront tôt ou tard se prévaloir pour assouvir leurs passions ou satisfaire leurs rancunes. »

Allons donc! Les partis n'ont pas tant de malice! — D'autres, cependant, prévoient avec une solennité prophétique de formidables répercussions :

« Que se passera-t-il? déclare un orateur. Comment! sur un point aussi essentiel que la composition d'un tribunal vous cédez à l'opinion? Ne voyez-vous pas que c'est un premier pas dans une voie dans laquelle vous ne pourrez pas vous arrêter!!!

« Lorsque vous aurez laissé détruire la chambre criminelle, on détruira par le même procédé les Chambres réunies. On détruira par le même procédé non plus seulement la Cour de cassation mais la magistrature tout entière.

« Et je vais plus loin. Vous ne tuez pas seulement notre organisation judiciaire. Vous tuez ce qui en est la base : vous tuez dans ce pays l'idée même de la justice. »

Décidément, l'orateur, en allant plus loin, va trop loin. Ce n'est que par une amplification, d'ailleurs médiocre, de littérature qu'on prévoit pour l'acte présent une multitude de conséquences. Nul fait n'autorise ces prévisions. Il est plus exact de dire que l'acte n'exercera aucune influence, même sur les destinées de l'Affaire, car celle-ci est une intarissable source de sentimentalismes qui, par delà les rives, débordent incessamment.

En somme, les principes, grâce à leur élasticité, résistent le plus souvent. Jamais on ne les considère librement; jamais on ne les respecte pour eux-mêmes. Ils sont dominés, dénaturés par les circonstances. Le régime républicain, plus que tout autre peut-être, facilite leurs déformations. Et les politiciens en tout temps obéissent avec zèle aux bruyants sentimentalismes du peuple et tout est soumis au hasard. Le hasard est un monarque bienveillant.

J. Ernest-Charles.

NOS HUMORISTES

Alphonse Allais.

Mémoire lu à l'Académie internationale, en 2203, par M. Adolf Peterheim, professeur de sciences appliquées au Collège d'Europe et membre de l'Institut.

Messieurs,

Si un savant, arrivé à la fin de sa carrière, peut goûter encore une joie bien douce, c'est assurément d'essayer, avant de mourir, de reculer une dernière fois les limites du domaine inconnu de la science. Ne croyez pas cependant que je vous entretienne aujourd'hui d'une invention nouvelle, d'une de ces découvertes, depuis si longtemps désirées et dont, avant de disparaître, notre génération voudrait magnifiquement embellir l'avenir. Je vais au contraire vous emmener avec moi loin dans le passé, et vous faire connaître un homme qui fut extraordinaire, bien que, jusqu'à présent, je ne sais quel caprice du destin nous ait caché son existence et ses œuvres.

Des travaux exécutés pour les conduites d'eau dans le jardin qui couvre l'emplacement où se trouvaient, il y a 300 ans, comme l'indiquent les anciens plans de Paris, les rues Édouard-Detaille, de Courcelles, et l'avenue de Villiers, ont mis au jour, entre autres choses, une cassette de fer forgé. J'aime, vous le savez, à mes heures perdues, m'occuper d'archéologie : comme j'habite tout près de ce jardin, la cassette me fut apportée. Elle contenait des documents du plus haut intérêt, fragments de livres, photographies, manuscrits, le tout admirablement conservé. Grâce à eux, j'ai pu, durant les loisirs que me laisse mon laboratoire, reconstituer la vie de l'inventeur le plus prodigieux peut-être des siècles écoulés.

Je possède son portrait : la figure est maigre, pâle, fatiguée, triste; le corps, un peu voûté, dépasse la moyenne; un mélancolique sourire flotte sur les lèvres. On devine un noble esprit qui, tout en consacrant sa vie aux travaux les plus ardus, res-

sentait une douleur profonde, à la pensée que jamais il n'arriverait à pénétrer les ultimes secrets de la Science.

Ses livres nous révèlent son nom : il s'appelait Alphonse Allais. A en juger par quelques articles de critique, il fut d'abord un écrivain de talent, qui amusa longtemps ses contemporains. Il avait commencé par fréquenter en un cabaret littéraire, à l'enseigne d'un chat noir, et tenu par un gentilhomme, Rodolphe Salis, qui y réunissait les esprits les plus joyeux et les plus bizarres de cette fin de siècle. Là il passait ses soirées à jouer des airs de trombone, pleins de fantaisie, en contant d'invraisemblables histoires, et tous, bourgeois et artistes, se tenaient autour de lui, bouche béante, pour l'écouter.

Admirable logicien, il déduisait d'un phénomène très naturel, d'un sentiment très simple, des conséquences rigoureuses, bien que tout à fait imprévues. Il régissait, en maître absolu, le royaume de l'absurde avec les lois de la raison, et, semblable à Spinoza, tenait pour réels tous les possibles; mais, plus habile que le sévère philosophe, il parvenait à faire partager sa croyance, et ceux qui le lisaient admettaient comme vrais tous ses récits, même ceux qui n'offraient pas la moindre vraisemblance.

Il acquit ainsi de la célébrité : un grand journal quotidien se l'attacha comme collaborateur et les écrits du temps témoignent amplement du succès de ses contes. Un académicien d'alors, complètement ignoré aujourd'hui, lui reconnaissait un entrain extraordinaire dans la raillerie à froid, poussée avec une flegmatique persistance jusqu'aux sommets les plus élevés de la bouffonnerie. Francisque Sarcey, le fameux critique dont on vient de publier en 56 volumes les feuilletons dramatiques, faillit mourir de rire, pour avoir entendu un de ses calembours. Jules Lemaître lui-même, ce sage, doublé d'un homme d'action, dont la parole, à une heure cruelle, sauva la France en hâtant la chute de l'enseignement dit classique et en transformant tous les Français en colons casqués de liège et vêtus de flanelle; Jules Lemaître lui-même se plaisait à se reposer de sa providentielle mission par d'aimables causeries avec Alphonse Allais.

Alphonse Allais, pourtant, comprit au bout de quelques années la vanité du rire, et combien peu il sied à la dignité humaine de n'être, durant toute une vie, qu'un acrobate de belles-lettres, même prestigieux. Peut-être traversa-t-il alors une de ces crises qui bouleversent soudain une âme en lui montrant un but plus haut à atteindre, une crise semblable à celle de saint Augustin et de Pascal dont l'histoire nous a conservé le souvenir : je ne sais, et mes recherches ne m'autorisent à rien affirmer. J'aimerais à le croire cependant. Il vivait à une époque troublée; l'empire allemand, fier de ses victoires, menaçait toujours la République française, en même temps que la Grande-Bretagne, ambitieuse et perfide, songeait à s'emparer de ses possessions coloniales. Pourquoi n'aurait-il pas résolu, frappé de l'inutilité de ses cabrioles, de contribuer, dans la mesure de ses moyens, au relèvement de sa patrie, tout au moins au maintien de son intégrité et à l'agrandissement de sa gloire?

Quoi qu'il en soit, Allais se tourna vers la mathématique et la physique, et consacra les longues années qui lui restaient encore à vivre aux applications qui se peuvent faire des sciences, dans toutes les branches de l'activité humaine. Aidé d'un ami, le captain Cap, ancien marin, esprit fantasque, mais très intelligent, semble-t-il d'après les quelques pages où il nous est parlé de lui, il se tient au courant de toutes les découvertes, il en fait lui-même, et s'efforce de leur trouver aussitôt une utilisation pratique. Rédacteur, comme je vous l'ai dit, d'un grand journal, il communique deux fois par semaine au public le résultat de ses efforts, accueillant avec faveur toutes les idées qu'on lui soumet, correspondant avec tous les jeunes savants. Il apporta dans ces travaux, en même temps qu'une ardeur de néophyte, ses merveilleuses qualités de logicien, et l'admirable fécondité d'un génie jamais fatigué. Cependant, étonnant effet de l'habitude, il ne put jamais s'empêcher de garder quelque peu la forme fantaisiste qu'il avait adoptée pour ses contes. Ne nous en plaignons pas : il s'adressait à des lecteurs que le style abstrait des pures spéculations eût effrayés et éloignés.

J'arrive maintenant, Messieurs, aux extraordinaires inventions dont Alphonse Allais est l'auteur. Soyons honnêtes, rendons à César ce qui appartient à César, rendons à Allais la paternité des découvertes attribuées à autrui.

J'aborderai en premier lieu les perfectionnements militaires que lui durent nos ancêtres. Vous savez qu'à la fin du XIXe siècle, alors que les armées permanentes existaient, officiers et savants se préoccupaient vivement de trouver, pour armer leurs troupes, un fusil sans rival. Le fusil Gras, le fusil Lebel, le fusil Mauser avaient été inventés : ils étaient d'un calibre très petit, mais toutes les recherches tendaient vers un calibre encore plus petit, afin de donner à la balle une force de pénétration plus grande. Allais y parvint. Le premier, il proposa un modèle de fusil dont le calibre était d'un millimètre; c'est-à-dire qu'il remplaça simplement la balle par une véritable aiguille. Dans le chas de cette aiguille, il enfilait un solide fil de trois kilomètres de long, de telle sorte que, l'aiguille traversant quinze ou vingt hommes, ces quinze ou vingt hommes se trouvaient enfilés du même coup. Le dernier homme traversé, l'ai-

guille se plaçait d'elle-même en travers, et voilà en quelques secondes des bataillons, des régiments entiers ficelés et empaquetés. Je ne vous rappellerai pas que munis de cette arme les Anglais conquirent toute l'Afrique centrale ; mais, étrange oubli ! personne ne connaissait encore le créateur de ce redoutable engin de destruction.

Quelques mois plus tard, A. Allais proposait de remplacer les pigeons par des poissons pour le transport des dépêches, et de constituer des régiments de culs-de-jatte. Au siècle dernier des essais furent tentés qui eurent d'excellents résultats. Les poissons accomplirent admirablement leur office de postier. Quant aux culs-de-jatte, installés sur de petits véhicules automobiles, aux roues garnies de pneus, et mus par un gaz tout spécial, ils rendirent les plus grands services, jusqu'au jour où le désarmement universel fut décrété et exécuté.

Le problème de la navigation aérienne intéressait aussi vivement Alphonse Allais. Je ne vous parlerai pas d'une nonuplette allégée par un ballon, due à l'esprit fertile du captain Cap. Je crains — comme Allais lui-même — que le captain Cap ne se soit trompé sur la valeur de cette machine, à moins qu'il n'abusât de l'ingénuité de ses concitoyens. Mais une idée de notre savant, dont on ne connaît encore aucune application, me semble merveilleuse. Aujourd'hui chacun de nous peut, soutenu par deux ailes légères d'aluminium, que met en action un petit moteur à pétrole, s'élever dans les airs. Bien avant nous Allais avait obtenu cette lévitation, en supprimant tout appareil. Une nuit, en mer, un steamer anglais coupa en deux le vaisseau qui le portait. Allais nagea quelques heures, puis perdit toute force et se laissa couler. Mais voyez comme il savait conserver dans les moments les plus critiques toute sa lucidité de logicien. Du talon de sa botte, il détacha de la coque du brick un bout de fer : il l'émietta dans ses mains — car il était doué d'une force herculéenne — et l'avala. Il empoigna ensuite une des touries naufragées d'acide sulfurique, et en but quelques gorgées. Or, Messieurs, une loi connue de tous, c'est que le fer, l'eau et un acide, mis en contact, dégagent de l'hydrogène. Allais n'eut qu'à fermer la bouche : au bout de quelques secondes, gonflé du précieux gaz, il regagnait la surface des flots. Il avait cependant mal calculé la poussée des gaz — on ne saurait le lui reprocher, car le fond de la mer ne constitue pas un parfait cabinet d'études. Il fut donc enlevé dans les airs, au lieu de surnager. Ravi de cet incident imprévu, il parcourut ainsi quelques kilomètres : puis, au petit jour, fatigué d'une promenade déjà longue, il entr'ouvrit légèrement un coin des lèvres : un peu d'hydrogène s'évada, et bientôt, par des exhalaisons continues, il retombait doucement à terre. Il avait conquis véritablement le royaume du ciel. Il ne réussit pas d'ailleurs à tirer profit de cette inespérée victoire scientifique. Le gouvernement, incrédule comme toujours, lui refusa son appui, bien que les rapports si tendus de notre pays avec l'Angleterre lui fissent un devoir de prendre en considération une découverte qui, utilisée dans les combats navals, eût permis de châtier à jamais l'insolence de cette jalouse nation.

Rien, Messieurs, ne laissait cette intelligence d'élite indifférente. Tout la passionnait. Ne vous êtes-vous jamais demandé comment disparut cette célèbre Tour Eiffel, de 300 mètres, qu'en un moment de folie les Parisiens élevèrent au cœur de leur ville ? A Allais revient l'honneur de l'avoir enlevée du Champ-de-Mars. Sur sa proposition, elle fut renversée, et plantée dans un terrain vague de la banlieue où des fouilles sans doute en remettraient au jour quelques débris. Toujours d'après ses plans, elle fut enveloppée d'une couche d'imperméable céramique. On obtint ainsi un ensemble parfaitement étanche. Des robinets établis dans le bas la remplirent d'eau. Cette eau devenue rapidement ferrugineuse, la municipalité la distribua gratuitement aux Parisiens anémiés. Par là s'explique enfin ce phénomène jusqu'alors incompréhensible : la subite vigueur des habitants de Paris vers l'an 1925.

J'aimerais encore à vous exposer le tour de force surprenant qu'il exécuta en transformant une vallée de la Nouvelle-Galles du Sud en un billard gigantesque, ou l'ingénieux expédient par lequel il écartait des théâtres tout danger d'incendie, ou son génial projet de prévenir toute tempête, en répandant dans l'Océan assez d'huile pour le recouvrir de la très mince couche oléagineuse qui suffit à rendre les flots inoffensifs. Le temps me presse, hélas ! et je veux, avant de terminer, accomplir une œuvre de justice.

Il y a cinquante ans, Messieurs, un homme acquit une gloire universelle en soumettant à l'Académie des Sciences un système d'éclairage par les vers luisants. L'industrie s'en empara aussitôt et paya à celui qui s'en disait l'auteur des sommes considérables pour jouir de l'exclusive propriété.

Je ne sais si, plus heureux que nous, cet homme, dont vous devinez le nom, connut les livres d'Alphonse Allais : je voudrais ne pas le croire. Cependant Allais développa longuement cette idée, et le mémoire présenté à l'Académie il y a un demi-siècle me paraît terriblement inspiré des écrits de l'illustre mort.

Je détiens en effet, Messieurs, deux articles dans lesquels Allais décrit, avec force détails, ce procédé si curieux d'éclairage. Lui aussi, frappé des clartés dégagées par les vers luisants, avait songé à

développer de plus en plus le foyer lumineux chez ces intéressants animaux par une culture prolongée. Il possédait au bord de la mer, près du Havre, un immense champ d'expériences, où il élevait et dressait des sujets, et il obtenait des effets lumineux d'une intensité si remarquable qu'il éclairait de cette seule manière ses appartements et ses jardins, les jours de grande fête.

Que décider, Messieurs? Faut-il formellement accuser celui dont je tais le nom, de n'être qu'un plagiaire, un voleur? Les preuves sont-elles suffisantes, et la même idée ne peut-elle germer dans deux cerveaux différents? Je crois ne pas aller trop loin en affirmant que tout l'honneur de cette invention revient à ce grand méconnu; pardonnez-moi mon émotion. Je ne peux m'empêcher de m'affliger, à la pensée qu'il mourut peut-être dans la misère la plus profonde, alors qu'il venait de faire une découverte qui l'eût illustré et enrichi, si elle avait été appliquée, en même temps qu'elle eût apporté à ses contemporains les avantages économiques les plus précieux.

Voilà, Messieurs, ce que je tenais à dire. J'ai peut-être abusé de votre patience; je ne m'en repens pas, puisqu'il m'a été possible de restituer à un homme, jusqu'alors inconnu, la place qu'il mérite parmi les princes de la Science. Ah! Messieurs, nous ne saurions trop nous préoccuper du passé. Le temps oublieux laisse dans l'ombre bien des trésors : à nous, soucieux de toutes nos gloires, de les retrouver; car s'il nous paraît noble de rendre, grâce à la science, l'avenir plus souriant, il n'est pas moins beau de pénétrer dans la nuit du passé, et, semblable au mineur qui vole à la terre ses richesses, de lui arracher les secrets qu'il cache si jalousement. C'est réaliser une œuvre utile et juste, et je mourrai heureux, si j'ai pu jeter en vos cœurs le désir de nous libérer dignement de la dette de reconnaissance infinie que nous avons contractée envers A. Allais sans le savoir.

PAUL ACKER.

LIVRES NOUVEAUX

« Phocas le Jardinier », par Francis Vielé-Griffin.

Un volume nouveau s'ajoute à l'œuvre délicate et profonde de Francis Vielé-Griffin : *Phocas le Jardinier*, précédé de *Swanhilde*, *Ancaeus*, *les Fiançailles d'Euphrosine*. Ce sont quatre poèmes dramatiques. Le premier seul, et le plus important, *Phocas*, est inédit; les autres avaient paru déjà en plaquettes.

***

Cela se passe aux temps des Persécutions. Suivant les ordres impériaux, on massacre et l'Église saigne. A travers les campagnes errent les bandes appauvries et fugitives des chrétiens; ils quémandent l'aumône et l'aide aux frères et passent. Les décurions avec les soldats les cherchent pour les bêtes et les pourchassent.

Phocas est chrétien. L'est-il? Il l'est parce que son père le fut; il le reste parce qu'il serait lâche de renier, lâche et laid. En somme, il est chrétien... Il mène ainsi la vie que mena son père, — et non celle qu'il a choisie, et non celle qu'il aurait arrangée à l'image de ses goûts et de son âme. Son père était jardinier; il est resté dans l'enclos qui fructifie et qui lui donne, chaque année, de plus belles récoltes. Comme son père, il a bêché le sol, — et le voilà, tranquille et doux, dans le verger fertile.

Mais une âme tendre et voluptueuse est en lui, aimante et clairvoyante. Et, vers la fin de la journée, étendu sous un figuier, voilà qu'il rêve d'autres joies que son père n'avait pas prévues, et des velléités lui viennent de vivre enfin sa vie à lui... Il est douloureux et difficile, ce réveil de son âme à lui sous l'alluvion des idées, des sentiments, de toute l'âme paternelle qui pèse sur la sienne.

Phocas est riche par son jardin; Glaucos, l'esclave, lui apporte les mines et les drachmes dus. La vie lui est bonne en somme, à l'ombre du figuier... Mais il songe qu'il serait plus doux de ne plus vivre seul. Or, il aime Thalie, pâle et jolie comme les déesses d'ivoire, et dont la taille est belle et dont le profil ressemble à l'effigie de Proserpine sur le statère d'Agrigente... Mais Thalie est païenne... Et Thalie n'est pas seulement Thalie, elle est aussi tout le rêve qu'on a d'une vie autre, d'une vie plus belle, d'une vie qu'on choisirait.

Il la désire. Mais, comme elle est païenne, pour l'avoir renoncera-t-il à la foi de son père? Quoiqu'il soit un peu païen, lui aussi, par ses velléités voluptueuses et l'envie de mettre du bonheur, dès ici-bas, dans sa vie. En rendant à Caesar ce qui est à lui et à Dieu ce qui revient à Dieu, on pourrait s'accommoder des circonstances. Mais les fanatiques brouillent tout. Et lui qui n'est pas fanatique et qui voudrait vivre, va-t-il se martyriser pour ceux-là?...

Plutôt, n'ira-t-il pas, vers Antioche, trouver Thalie et l'aimer? Le soir tombe et la route est longue, mais tel est son désir qu'il met sa tunique blanche et ses sandales pour partir... Seulement, il ne part pas: celui qui n'a jamais quitté son jardin se met difficilement en route. Phocas hésite, — et puis, il est trop tard, et Phocas reste, « l'indécision est sur la route ».

Mais voilà que survient le diacre Johannès. Il réclame la dîme et profite de l'occasion pour sermonner un peu Phocas. Phocas, aussi, dans l'incertitude,

le consultait. La tunique neuve du jeune homme, aux laines bien nuancées, les sandales aux liens de pourpre scandalisent le clerc. Il s'indigne : « As-tu retenu ton coussin au cirque?... » Et cet amour pour une païenne, qu'en dire? Luxure, lâcheté!... Adieu, bien de la joie, bien de la joie ! »

La violence de Johannès exaspère Phocas, et rompant décidément avec le passé, renouant sa sandale pour la route et drapant son manteau, cette fois, il va partir, — quand arrive, avec ses soldats, un décurion. Le décurion réclame, conformément aux ordres, Phocas le Jardinier, chrétien, proscrit, promis aux bêtes!

Martyr alors? Avec si peu de foi... Martyr, et confesseur de la foi des autres...

— Mais non, Phocas le Jardinier, ce n'est pas moi : je suis son maître. Seulement, Phocas est absent. Il sera là demain dès l'aube. Je vous le livrerai. Cependant, je suis votre otage.

Le décurion est crédule; en outre, une bonne amphore de vin de Libanon l'endort.

Phocas pourrait fuir.

Mais quoi? Thalie l'aimera-t-elle seulement? Et puis s'en aller avec sa vieille âme, — aller chercher une autre vie avec sa vieille âme toujours pareille!... A quoi bon?... L'incertitude est sur la route... Et puis, surtout, rompre brusquement les biens multiples qui l'attachent au passé! Cette brusquerie lui fait défaut. Dans la tombe close du passé, le bas de sa robe est pris! Non, il n'a pas la force qu'il faudrait pour se détacher et pour fuir...

Alors, il reste, martyr par lassitude. Il reste et il mourra, volontairement, — faute du moins d'avoir su vouloir fuir. Il se prépare à mourir, et, pour la première fois, dans ce sacrifice consenti, trouve la douceur de la liberté : l'approche de la mort lui est une délivrance. Il a donné, dans cette résolution, le maximum de son énergie active, car « il est plus facile de mourir que de renaître ». Cependant il meurt parce qu'il l'a voulu...

La nuit s'écoule. Phocas se prépare. Au pied du figuier, dans la terre, il enfouit le coffre de ses trésors, afin qu'un jour, plus tard, en des temps meilleurs, Glaucos, le petit esclave, le retrouve et, profitant de telles richesses pour en jouir, lui, vive suivant le rêve de son âme : « Glaucos, tu songeras à vivre. Tu ne vivras pas comme moi *selon autrui*, mais à ta guise et selon toi-même. Tu m'oublieras; il ne faut pas que mon souvenir et ce que je fus survive en toi pour étouffer, en ton âme, ton âme à toi. Pense seulement de moi : Il n'a pas exigé que je fusse *lui*. »

Ainsi, une vie humaine sera, du moins, vraiment vécue, — et non par lui, sans doute, Phocas le Jardinier : pour lui, il est trop tard; pour lui, c'est manqué, il n'y avait plus qu'à y renoncer. Mais Glaucos, le petit esclave, se libérera et vivra vraiment!

La nuit passe et le décurion se réveille. L'heure approche... Mais Glaucos est allé, vite, à Antioche chercher Thalie qui justement est la sœur du décurion... L'heure approche et le décurion réclame. Phocas est prêt à mourir, et même une allégresse lui vient : « Phocas, décurion, Phocas c'est moi! » Un soldat le frappe. Et quand il meurt, Thalie arrive, — Thalie, la vie nouvelle, celle qu'il a choisie, élue, et vers laquelle enfin, grâce à la mort, il s'échappe...

*
* *

Cette œuvre est charmante. Elle est profonde, d'une mélancolie pénétrante, douce et réfléchie. L'idée morale et philosophique en est analysée avec finesse, et pourtant avec force. Cette poésie émeut; elle est passionnée et méditative.

Je ne sais si l'on a jamais exprimé mieux l'oppression des âmes par le souvenir, par tout le passé qui gît en elles et dont elles ne peuvent se débarrasser, l'étouffement des vivants par les morts, car les morts survivent dans nos âmes et les vestiges de leurs existences encombrent nos villes : dans nos villes et dans nos âmes, il y a plus de morts que de vivants. Pour nous délivrer d'eux et vivre un peu *nous-mêmes*, il faudrait détruire les villes et tuer les âmes. Il y a bien l'oubli, force admirable et la condition même de la vie. Seulement l'âme douce et pensive de Phocas est incapable d'oubli. C'est pour cela qu'il meurt, trouvant dans la mort seule l'affranchissement. Le présent et le passé étaient en lui unis trop étroitement : il a fallu les tuer tous deux, car on ne pouvait pas les séparer...

*
* *

Le poème est écrit en vers libres. Et pour montrer que cette forme, employée par un artiste habile, est excellente, il suffirait peut-être que je cite quelques passages de *Phocas le Jardinier*. Celui-ci par exemple. C'est la nuit qui précède la mort de Phocas; il veille en attendant l'heure :

Comme la nuit est calme et sans émoi,
comme on a honte de vivre,
et qu'il fait bon s'en aller sans retour,
et sans révolte,
vers l'infini qui sourit et délivre...
Souvent j'ai retourné cette terre noire
Sous les étoiles d'avril, dès le soir,
ainsi,
dormant à travers le jour lourd
à rêver des récoltes.
Ce soir, je creuse joyeusement ma couche,
Car le fruit de la vie est amer à ma bouche.

Et lorsque Phocas va mourir, voyez comme il chante avec allégresse l'hymne de délivrance :

Ah ! soyons fort !
...Voici l'aube — tout chante !

Le jour naît comme un miracle, voyez !
Le ciel est pâle comme une mère qui enfante,
La vie s'éveille, hier sourit à demain.
...Un oiseau monte là-bas, voyez !
Son vol est léger comme le geste d'une main...
Ah ! la toile d'or s'est éployée ;
Le Liban brûle !...
...Phocas, où t'en vas-tu ? je t'entends rire ;
la porte s'ouvre avec un chant de lyre...

Vielé-Griffin n'est pas l'inventeur du vers libre. L'inventeur du vers libre est peut-être Jules Laforgue ou peut-être un autre, — on se dispute à ce sujet, sans cordialité, — mais il n'importe. Vielé-Griffin, en tous cas, est un des poètes contemporains qui ont manié le vers libre le plus habilement, avec la conscience la plus nette du parti qu'on pouvait tirer de cette forme nouvelle. Et, grâce à son merveilleux talent, il l'a vraiment consacrée.

Le vers libre manifeste une réaction violente contre l'alexandrin classique, romantique ou parnassien, contre les règles toutes formelles (et saugrenues) dont on entoura la fabrication de ces groupes de douze syllabes. La prohibition de l'hiatus n'avait guère de raison d'être. (Il était interdit d'écrire en vers : *tu es*, — mais permis d'écrire : *le héros*, parce que l'*h* est aspirée, ce qui renforce l'hiatus tout simplement, — ou : *créature*, parce que l'hiatus se produit au milieu d'un mot, mais s'en produit-il moins pour cela ?...) La règle de l'alternance des rimes masculines et féminines n'avait aucune raison d'être : *mur* ne rime pas avec *murmure*, pourquoi ? Pourquoi, puisque *mer* rime avec *aimer*, *Suez* avec *saluez* ? C'est donc que la rime est faite pour l'œil, non pour l'oreille ? Mais alors comment se permet-on de faire rimer *hymen* avec *humain* ? il est vrai qu'au besoin on lui donne pour rime *amen*. Tout cela n'est guère cohérent, et plus ces règles sont saugrenues et équivoques, plus elles sont impérieuses et draconiennes.

C'est surtout sur la rime que s'exerça l'esprit autoritaire des faiseurs d'Arts poétiques et des régents de Parnasse. Elle n'est, en somme, qu'un procédé commode pour introduire dans les vers quelque harmonie ; par quelle étonnante aberration en vint-on (Th. de Banville) à écrire : « *L'imagination de la rime* est, entre toutes, la qualité qui constitue le poète ! » Et par quelle aberration encore crut-on perfectionner le vers, ennoblir la poésie, en rendant la rime plus difficile ? Consonne d'appui, syllabe d'appui, que sais-je ? Le poète français fut un écrivain capable de dissimuler sa pensée en des groupes égaux de syllabes, terminés par de petits calembours :

Daigne protéger notre chasse,
Châsse
De Monseigneur saint Godefroi
Roi...

Les *poèmes à forme fixe*, qui sont la perfection du genre, mettent à la torture la tête du poète. C'est très fatigant de faire entrer de force une pensée dans une forme qui n'a pas été faite pour elle... On se consolait avec des métaphores : plus le métal est dur, plus l'œuvre du ciseleur y sera définitivement gravée. Ou bien encore, suivant l'art hydraulique : plus est strict l'orifice et plus s'élèvera haut vers le ciel le jet ! C'est-à-dire, n'est-ce pas ? plus vous torturerez votre pensée, plus vous l'embellirez.

Cette rage de multiplier les règles, cet acharnement à rendre la poésie non pas plus harmonieuse, ni plus imagée, ni plus expressive, — mais, surtout et toujours, plus difficile, — fit du vers régulier un instrument déplorable. Tous les poètes originaux durent se manifester d'abord par une réaction violente contre les règles. Hugo bouleversa l'ancienne métrique. Il voulut de la liberté, il déplaça la césure, pratiqua hardiment l'enjambement : la forme craque sous la pensée. Les Parnassiens restaurèrent le vers classique désarticulé par Hugo. Hérédia poussa ce genre à sa perfection. Mais le vers, le « beau vers », a perdu toute souplesse et toute fluidité. Comment le modeler sur une pensée délicate et sinueuse ? C'est une barre de fer, une tringle rigide, — une très belle tringle, si vous voulez, mais voilà tout !

Verlaine fut un des premiers à souffrir de l'insuffisance expressive du vers régulier. Rappelez-vous dans « Jadis et naguère » son *Art poétique :* il voudrait autre chose, quelque chose de plus musical. Il recommande l'usage des mètres impairs qui rompent, du moins, la monotone régularité classique. Et, dans ses poèmes, la plupart des effets rythmiques qu'il produit sont dus à la violation, très habilement faite, des règles habituelles : à la place ordinaire de la césure, par exemple, et quand vous l'attendez, le vers continue sans interruption ; l'espèce de surprise que cela cause plaît à l'oreille délicate d'un subtil artiste.

Mais il fallait une réaction plus violente. Il fallait aboutir au vers libre.

L'essentiel était d'arriver à une forme qui, au lieu de s'imposer à la pensée, se soumette à elle le plus exactement, le plus délicatement possible. Il était nécessaire pour cela de briser l'alexandrin et de remplacer ce vers monotone par une infinie variété de mètres, autant de mètres divers qu'il y a de nuances diverses dans la pensée.

C'est le principe déjà de la strophe. Mais pourquoi, dans un poème, toutes les strophes pareilles ? Cela conviendrait à la reprise perpétuelle d'une même pensée, non au développement naturel et logique d'une pensée.

— Mais, alors, — La Fontaine ?

Sans doute, La Fontaine est le père du vers libre, et c'est de lui que doit se réclamer l'école nouvelle.

Seulement La Fontaine, insuffisamment libre encore, proscrivait certains mètres, se conformait à quelques *règles*, à la règle de l'hiatus, et, sauf des impatiences parfois, à celle de l'alternance des rimes. La métrique nouvelle laisse au poète toute liberté. En principe, toutes les règles sont supprimées. Il ne faut pas en conclure que tout est dès lors livré au hasard, — mais tout est livré au goût seul du poète. Certains hiatus sont désagréables dans certains cas, d'autres, non : c'est au poète de s'en apercevoir. Certaines rimes sont belles, d'autres sont inutiles, ici une assonance suffit, ici une allitération : c'est au poète de décider.

En somme, au lieu d'avoir une forme faite d'avance dans laquelle il s'évertue à faire entrer sa pensée, bon gré mal gré, le poète se fait incessamment et nouvellement la forme qui convient à sa pensée. L'harmonie des mots se conforme à l'harmonie des idées.

Alors, évidemment, si le poète est médiocre, ses vers, n'ayant même plus ce minimum d'harmonie qui résulte quand même de la pure et simple application des règles, ses vers sont exécrables. Mais s'il a du talent, il profite heureusement de sa liberté : ses vers sont ceux de Vielé-Griffin, de Henri de Régnier, d'Émile Verhaeren, — d'admirables vers.

L'originalité de chacun de ces poètes, la différence de leurs talents témoigne de la souplesse et de la richesse du mode d'expression qu'ils préconisent.

*
* *

Cette école nouvelle ne s'est pas imposée sans difficulté. Il n'y a pas très longtemps qu'on s'aperçoit en France d'une renaissance véritable de notre poésie, d'un épanouissement poétique plus abondant, plus merveilleux qu'on n'en avait vu, depuis très longtemps, en aucun pays.

Les grands critiques furent méprisants pour les petites revues où se manifestèrent d'abord nos poètes. Revues à côté, revues jeunes, revues indépendantes, — ils leur donnaient ces noms divers, sans aménité. Ils les plaisantaient sur leur peu de durée, comme si d'être éphémère n'avait point en soi déjà sa poésie. Subtilement, le *Mercure de France* déjoua ces faciles sarcasmes en imprimant sur sa couverture cette ligne ingénieuse : « Fondé en 1672... (série moderne). »

Quelles plaisanteries n'a-t-on pas faites sur ces poètes et sur leurs vers de dix-sept pieds! Poètes et vers furent déclarés grotesques, prétentieux, que sais-je?... Il faudra dans quelques années réimprimer quelques pages de quelques critiques notoires, — car il est bon que les critiques rendent leurs comptes de temps en temps : quand ils sont restés, avec entêtement, fermés à une manifestation nouvelle de beauté, eux dont le seul rôle serait de comprendre et de faire comprendre, ils sont coupables!

Nos poètes ont été courageux et, si mal qu'on les accueillît, ils ont continué leur route passionnée vers leur idéal : il y a dans leur attitude la fierté que l'Art réclame ; leur intransigeance, même si leur esthétique vous déplaît, est digne d'estime, — et d'admiration.

Lisez l'*Ermitage*, une petite revue qu'on ignore trop. Parmi ses rédacteurs habituels, vous trouverez Vielé-Griffin, Émile Verhaeren, André Gide, Francis Jammes...

Ce sont *des jeunes*, n'est-ce pas? On les appellera *des jeunes* toute leur vie, comme le pauvre Verlaine, s'ils ne deviennent, à un moment donné, les collaborateurs de quelque *Revue des Deux Mondes*.

Mais ces jeunes-là sont en train de renouveler la poésie française, tout simplement.

André Beaunier.

THÉATRES

Comédie-Française : *Othello*, traduction nouvelle de M. Jean Aicard. — Comédie-Parisienne : *les Miettes*, comédie en deux actes, de M. Edmond Sée ; *L'anglais tel qu'on le parle*, vaudeville en un acte, de M. Tristan Bernard.

La représentation d'*Othello* a été l'occasion d'un très vif succès pour MM. Mounet-Sully et Paul Mounet. L'un a traduit avec sa puissance coutumière les fureurs jalouses du More ; l'autre a rendu avec force les complications de l'âme ténébreuse d'Iago. — La traduction de M. Jean Aicard n'a pas paru mauvaise ; elle est exacte en général, et si les vers ne sont pas tous de premier ordre, il n'en est par de trop choquants... Cela dit, je m'arrête. J'imagine que les lecteurs de cette Revue ont leur opinion faite sur le drame de Shakespeare ; l'apprécier une fois de plus serait inutile et puéril ; et la discussion de l'interprétation ne serait pas d'un intérêt bien vif pour eux. Elle est bonne dans son ensemble, cette interprétation. On est pourtant en droit de s'étonner qu'avec les nombreux pensionnaires dont elle dispose, la Comédie-Française ne puisse faire jouer convenablement les petits rôles. A la répétition générale, l'un a failli « égayer » la scène du meurtre ; et une autre a été si manifestement insuffisante qu'on a dû lui retirer le rôle. Et, de cela, on eût pu, je pense, s'apercevoir un peu plus tôt.

*
* *

La Comédie-Parisienne a renouvelé son spectacle. J'espère et je crois que celui-ci ramènera le public

dans la coquette salle de la rue Boudreau. Il vaut qu'on le voie, et il mérite qu'on en parle.

J'ai dit naguère tout le bien que je pensais de la *Brebis*. J'en ai autant à dire des *Miettes*. Le nouvel ouvrage de M. Edmond Sée se recommande par les qualités les plus rares : un don singulier de dialogue, une surprenante netteté de vision, une abondance d'observations plus surprenante encore, et aussi quelque chose qui ressemble à de l'originalité. Sans doute, M. Sée n'est pas le premier à avoir vu ce qu'il nous montre ; mais il le montre à sa manière, qui n'est pas celle de tout le monde : qui n'est même pas tout à fait celle des maîtres dont il semble s'être inspiré. Il y a un peu de Meilhac et un peu de Becque dans les *Miettes*, comme il y en avait dans la *Brebis*, et pourtant on trouve chez M. Sée je ne sais quelle saveur qui n'était pas chez les autres. Et M. Sée ne ressemble pas davantage à M. Lavedan ou à M. Donnay. Après deux pièces, il serait téméraire d'affirmer qu'il apportera quelque chose de nouveau à notre théâtre. Je crois, au moins, que, parmi ceux de sa génération, nul ne fait espérer davantage un auteur « original ».

Et, pour qu'il nous donne tout ce que nous attendons de lui, avertissons-le d'un défaut qui apparaissait déjà dans la *Brebis* et qui est plus visible encore dans les *Miettes*. Ce défaut c'est une sorte d'indécision dans le dessin général de la pièce, ou plutôt dans le dessin des scènes elles-mêmes. Presque toujours, la première partie de la scène est excellente ; les choses nécessaires y sont marquées avec netteté, dans une forme frappante et spirituelle ; puis, lorsqu'il a tout dit qui était utile à son sujet, M. Sée ne s'arrête pas : ses personnages continuent de parler ; ils disent des choses ingénieuses et fines, ils échangent des idées justes mais de plus en plus générales, si bien que le spectateur ne sait plus où on le mène, et qu'il suit d'une oreille distraite des dialogues qui, — mis à leur vraie place, — ne manqueraient pas de le charmer. Par exemple, il y a au second acte des *Miettes* une scène dont le début est particulièrement original, et qui fera mieux comprendre ma critique... Mais il me faut d'abord résumer la pièce.

Marcelle Boize, presque aussitôt après son mariage, a pris un amant. Elle a une petite âme de cabotine : il faut qu'elle parle d'elle, de son cœur, de ses idées : et, comme on ne « cause » vraiment que lorsqu'on « a fini de rire », elle a besoin d'un auditeur qui soit en même temps son amant. Boize, le mari, accepterait volontiers une partie du rôle ; mais, peintre accablé de commandes, le temps lui manquerait pour la seconde. Donc Marcelle a pris un amant. Elle hésitait entre Mérissel, un brave garçon tendre et dévoué, et Pierre Jontine qui ne valait pas l'autre mais qui avait l'audace dont l'autre manquait ; et Marcelle dit fort joliment à Mérissel : « C'est vous que j'avais choisi, mon ami ; mais c'est lui qui m'a prise... » Mérissel est prédestiné au rôle d'ami. Il est resté l'ami de Jontine. Et le bonheur de Marcelle a été complet pendant quatre ans. Mérissel était presque toujours avec elle et Jontine ; au lieu d'un confident elle en avait deux. C'était le rêve !... Or, Jontine quitte Marcelle pour se marier (il y a là une scène de pseudo-raccommodement qui est absolument délicieuse) ; Mérissel, toujours amoureux, espère que ce sera son tour, et il est, en même temps, arrêté par certains scrupules... Et voyez ici en quoi consiste le don le plus précieux de M. Edmond Sée. S'il est un personnage connu et « rebattu », c'est l'éternel confident, celui qu'on « choisit » tandis qu'on se laisse prendre par l'autre. C'est Mérissel, mais ce n'est pas tout lui. Écoutez-le quand il parle de Jontine à Marcelle : « Mon rôle d'ami, presque constamment en tiers dans vos entrevues, et surtout dans vos conversations toujours pleines de souvenirs, ce rôle, pour moi qui vous aimais, était terriblement énervant : plus tard, il m'apaisait, au contraire. Je vous voyais presque autant que vous voyiez Jontine ; j'étais près de vous ; si vous lui donniez ce que vous ne me donniez pas, vous me disiez des choses que vous ne lui disiez pas ; je vous connaissais, moins complètement, mais mieux que lui... Si bien qu'il y avait des jours où je ne savais plus lequel de nous deux était votre amant... » Jontine marié, Mérissel sait que Marcelle ne restera pas sans amant ; il lui semble que cet amant ne peut être que lui, qu'il est le premier au tableau, et que le grade lui appartient par droit d'ancienneté. Et, en même temps, il a le pressentiment que, précisément, « ce serait trop la même chose » ; l'abandon de Marcelle ne changerait presque rien à leurs relations : et c'est du nouveau que doit chercher une femme comme elle. Puis, il voit que Marcelle n'est pas indifférente aux empressements d'Henri de Xylas, jeune gommeux d'une niaiserie sympathique ; et la crainte du succès de Xylas se joint à ses scrupules d'honnête homme. Marcelle lui dit, avec une rosserie très fine : « Vous n'osez pas trop insister, mon brave Mérissel : au fond, vous regretteriez de me voir prendre un second amant, même si c'était vous ! » Et elle ne se trompe guère.

Ce que Mérissel préférerait, peut-être, c'est la continuation de la camaraderie un peu sensuelle qui existe entre Marcelle et lui. Il presse Marcelle, mais moins pour être son amant que pour empêcher Xylas de le devenir : ce qui lui prendrait une part de l'intimité à laquelle il a droit. Le plus agréable, pour Mérissel, ce qui satisferait les exigences immédiates de sa conscience tout en lui laissant quelque espoir pour l'avenir, ce serait que Marcelle se remît à aimer

son mari. Xylas ainsi écarté, Mérissel resterait l'ami à qui l'on dit ce qu'on ne dit pas à l'autre; et plus tard une transposition ou une confusion pourrait se produire : Mérissel prendrait insensiblement la place du mari, tout en gardant la sienne ; et ce serait l'amour complet, avec une maîtresse assagie, autant amie que maîtresse... Et Mérissel se multiplie; à Marcelle, il dit : « Votre mari vous adore; il a souffert de votre éloignement sans vouloir en chercher les causes; écoutez-le »; à Boize il répète : « Ta femme t'aime; tu n'as pas su la prendre; reviens à elle : un mot de toi peut dissiper le malentendu... » Il les laisse seuls ensemble... Et nous voici, enfin, arrivés à la scène dont je parlais tout à l'heure. Je ne regrette pas le détour par lequel j'y suis venu. Il vous aura fait voir ce que M. Edmond Sée sait mettre d'originalité dans un personnage traditionnel, et comment il sait le renouveler, par ce qu'il y met de vérité et d'observation « directes ».

Voici donc les époux en présence. La première partie de la scène, disais-je, est particulièrement excellente. Marcelle, avec son âme de gentille cabotine et son besoin de parler d'elle, s'approche de son mari : « Écoute-moi; depuis quelque temps, nous vivions éloignés l'un de l'autre; peut-être as-tu soupçonné certaines choses?... Je veux te dire la vérité. » — Mais Boize, paternel, l'arrête aussitôt : « Non, ne me dis rien; ne prononçons pas de mots irréparables; je te sais gré de ton intention de franchise; tenons-nous-en là. Tu aimes à parler de toi; tu me diras, sur toi, beaucoup de choses parmi lesquelles il en est que tu regretteras et qui me gêneront... Notre vie est agréable; j'aime mon art, et je travaille beaucoup : je gagne assez pour te faire une existence douce; tu es une charmante camarade; que pourrions-nous souhaiter de plus? Tu voudrais que nos rapports fussent plus intimes et plus tendres? J'y consens avec joie. Mais ce n'est pas une raison pour avoir, d'abord, une « explication » qui rendrait l'intimité et la tendresse plus difficiles. Tu supposes que j'ai eu des soupçons? Si je m'en suis tenu aux soupçons c'est assurément qu'il n'y avait rien de réel à découvrir; j'en ai, j'en veux avoir la conviction. Tu ne pourras me convaincre davantage; et il n'est pas possible que tu veuilles me faire un aveu, puisque tu n'as rien à m'avouer. Donc, aimons-nous, si cela te chante. Mais ne parle pas! »

Ici comme plus haut, j'ai cité de mémoire, m'efforçant avant tout de maintenir le sens général du raisonnement. Mettez ce qui précède en dialogue, en dialogue preste et spirituel comme celui de M. Sée, et vous verrez combien, là aussi, l'originalité de l'auteur transforme un personnage un peu connu et assez « inquiétant », en un type vrai de mari, non pas complaisant, mais philosophe, pour qui l'amour n'est pas l'essentiel de la vie, et qui ne permet pas à l'amour de gêner son existence. — La scène, jusqu'au point où je l'ai résumée, est non seulement excellente, mais « dans le sujet ». Elle sert à décourager Marcelle, et à la décider à se jeter aux bras de Xylas. Elle est donc suffisante. Mais M. Sée semble ne s'en soucier guère. Il « sait » encore mille choses curieuses qui peuvent se dire en pareille circonstance. Il oublie, croirait-on, le point précis vers lequel était orientée sa scène. Il voit seulement un mari et une femme dans une situation donnée, et il nous dit tout ce qu'il sait sur cette situation, sans se rappeler assez que cette situation n'est qu'accessoire dans sa pièce, et qu'elle sert seulement à amener les situations suivantes qui sont, elles, nécessaires. Imaginez cette scène, telle que M. Sée l'a écrite, dans une pièce dont le sujet serait « le ménage Boize »; elle y serait excellente, et parfois supérieure. Ici, elle donne, dans sa seconde partie, cette impression d'incertitude contre laquelle rien ne prévaut au théâtre. Et c'est ainsi qu'un ouvrage, dont presque tous les traits d'observation sont d'une netteté et d'une précision singulière, laisse parfois, — parfois seulement, je tiens à le dire, — une impression un peu vague et fuyante.

Je me plains, comme on dit, que « la mariée soit trop belle ». L'excès que je signale n'est pas de ceux dont nous ayons souvent à nous plaindre dans le théâtre contemporain. J'ai tenu à signaler le défaut, — qui est un défaut tout de même, quoiqu'il soit l'excès d'un bien, — pour « aider » M. Sée à nous donner la comédie excellente qu'il est capable d'écrire, plus capable que personne parmi ses contemporains. Aussi bien est-ce là surtout un défaut de jeunesse, et c'est de ceux-là qu'on guérit le plus vite. La brève analyse que j'ai donnée de la pièce vous a fait voir quelle vraie personnalité M. Sée sait donner à ses personnages. Je vous ai parlé de Mérissel et de Boize. J'aimerais à analyser aussi la curieuse nature de Marcelle, qui non seulement a besoin qu'on s'occupe d'elle, mais qui veut s'occuper de soi avec quelqu'un qui s'y intéresse!... Tout son caractère se résume en cette phrase, peu claire d'ailleurs. Fine avec cela, dès que son « cabotinage » est satisfait et que ses sens ou son cœur sont intéressés, elle n'en écoute pas moins avec sérénité les surprenants papotages de Xylas (la scène du premier acte est d'une inexprimable drôlerie); mais c'est que ces papotages sont un prétexte pour parler d'elle; et c'est aussi que, pendant que Xylas parle, elle ne l'écoute pas, et qu'elle se demande seulement « si ce sera lui »?... Enfin, elle a souffert, pas énormément, mais autant qu'elle a pu; et, comme il arrive souvent, son intelligence a été pour ainsi dire réveillée par les battements de son cœur. J'ai cité quelques mots d'elle,

fort jolis. Elle en a eu, d'une bien juste mélancolie, pour consoler Mérissel, après lui avoir appris qu'elle s'est engagée avec Xylas : « Ne vous désolez pas trop, mon pauvre ami ; le plus à plaindre, ce n'est pas celui qui s'en va, ni celui qu'on quitte ; c'est celui qui succède... »

Je souhaiterais que cet article vous engageât à aller voir les *Miettes*. Les critiques que j'en ai faites prouvent surtout l'estime que j'ai pour le talent de M. Edmond Sée. Imparfaite encore, sa comédie n'en est pas moins infiniment amusante, originale et savoureuse.

J'ajoute qu'elle est remarquablement jouée. M. Burguet rend, avec une sûreté où je voudrais un peu de spontanéité, le rôle amusant de Mérissel. M. Bullier appuie, un peu trop peut-être, sur les côtés « difficiles du rôle de Boize. M. André Bruly est délicieux dans le personnage de Xylas · il a une sorte de sottise satisfaite, et en même temps si vraiment naïve et jeune dès qu'il se sait choisi par Marcelle ! Je n'aime guère les horoscopes ; mais je serais bien surpris si M. Bruly n'avait pas un bel avenir ; il sait dire, et je me rappelle sa jolie voix dans la *Samaritaine ;* il est simple, ce qui est rare, et il est jeune, ce qui est unique ! Mlle Blanche Toutain a rendu le plus joliment du monde le personnage de Marcelle ; il n'est pas facile, fait de nuances diverses et parfois opposées : elle les a traduites avec beaucoup de justesse et s'est résignée à son second amant avec une soumission à la « fatalité » tout à fait piquante. Comment se fait-il que Mlle Toutain n'ait jamais eu occasion de montrer son talent ; on me dit qu'elle était depuis quatre ans pensionnaire de M. Porel ; tout s'explique.

L'anglais tel qu'on le parle, de M. Tristan Bernard, est une admirable et succulente bouffonnerie. La raconter est impossible ; on se rappelle seulement le franc rire qui nous a secoués du commencement à la fin. « Vaudeville », dit l'affiche ; mais un vaudeville sans complications, d'une ample et copieuse gaîté, joué à merveille par MM. Modot et Tréville.

*
* *

Je n'ai pas encore vu le *Lys rouge*. Je parlerai la semaine prochaine de la pièce de M. Anatole France. Je serais bien étonné si je ne l'aimais pas. Je l'aime d'avance...

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Je vous accorderai, si vous y tenez, que le char de l'État a quelque peu, ces jours-ci, navigué sur un volcan. Mais vous me concéderez, en retour, que les bouillonnements de ce volcan n'étaient pas bien terribles ; il eût été parfaitement incapable d'engloutir une ville entière, comme Pompéi ; c'est tout au plus s'il fournissait un débit de lave suffisant pour menacer les terrasses de deux ou trois brasseries du boulevard Montmartre. Quant à M. Ernest Blum, qui a repris, dans cette éruption, le rôle brillamment créé, il y a 1850 ans, par Pline l'Ancien, il n'est pas du tout mort au cinquième acte, ce qui eût été un dénouement peu en rapport avec son emploi de vaudevilliste. Mais, à cause des barrages de gardiens de la paix, il rencontra quelque difficulté à regagner son appartement du coin de la rue Vivienne, dont les fenêtres sont le poste d'observation d'où il assiste depuis un demi-siècle aux cataclysmes historiques.

En ce qui concerne le char de l'État, il m'apparaît surtout qu'une cinquième roue lui a été attachée par des gens qui avaient déjà rendu le même service à un certain nombre de carrosses.

Les conspirations sont toujours divertissantes, et je comprends le visible engouement du public, qui aime à rire, pour ce genre de spectacle. J'avoue toutefois qu'avec celle du deuxième acte de la *Fille de Madame Angot*, j'étais content, et qu'à la place des conjurés de la semaine dernière, j'aurais préféré attendre que le théâtre de la Gaîté eût renouvelé son affiche. Peut-être eût-il été, en effet, plus prudent de différer. Mais il est clair que, lorsque l'on monte un complot, il faut être audacieux et aller de l'avant. Il vaut mieux ne pas s'en mêler, si l'on n'a pas ces qualités, — et peut-être même si on les a.

*
* *

Bien qu'il advienne que la politique mette un peu d'agrément dans la vie, les intermèdes joyeux y sont en somme assez rares et l'ordinaire quotidien est plutôt maussade. Je ne serais pas éloigné de dénoncer dans l'abus des préoccupations politiques l'une des principales causes de cette tristesse contemporaine que M. Fierens-Gevaert vient d'analyser avec lucidité. Oh ! nous sommes tous lucides, parfaitement lucides, comme dit le vieux Sigisbée de la *Marraine* de M. Ambroise Janvier. Cela ne nous empêche pas de faire des sottises, mais seulement d'y trouver le plaisir qu'elles comportaient en bonne justice et en vue duquel nous les faisons. C'est en vain, la plupart du temps, que nous nous efforçons, comme M. Prudhomme, de porter une botte victorieuse à la

mélancolie ; pis que cela, je ne suis même pas sûr que nous nous y efforcions bien sérieusement.

Nous continuons, d'ailleurs, à accomplir les actes imposés par la tradition normale de l'humanité. Nous nous embêtons, révérence parler, mais nous ne changeons pas grand'chose au train du monde. Nous jouons machinalement, dans l'ample comédie, les personnages éternels; toute la nouveauté est que nous y sommes de simples mazettes.

Par exemple, l'amour n'a pas cessé d'être à peu près l'unique sujet qui défraye notre littérature. Dans nos livres et dans nos pièces, il n'y a, comme depuis toujours, que des amants; mais ce sont des amants qui ne s'aiment pas.

Pour cette raison que les couples heureux n'ont pas d'histoire, les écrivains du vieux temps étaient bien obligés de mettre en scène des amants tragiques. Au moins, s'ils souffraient, ces amoureux de jadis, n'étaient-ils pas incapables de bonheur. Roméo et Juliette feraient un ménage exquis si les Capulet et les Montaigu n'étaient point en délicatesse ; Pyrrhus se frotterait les mains si Andromaque voulait bien l'écouter et Hermione lui donner la paix; Phèdre chanterait un hymne de reconnaissance à Vénus si Hippolyte avait un autre état civil, ou consentait seulement à oublier le sien; Bartholo lui-même remercierait le ciel si Rosine ne pactisait point avec Almaviva.

Mais, je vous le demande, à quelle condition des êtres comme la comtesse Martin-Bellème et le sculpteur Jacques Dechartre, du *Lys rouge*, pourraient-ils avoir une existence supportable? Si Le Mesnil n'existait pas, ils l'auraient inventé. Le Mesnil, Sarcey me pardonne! est un symbole, le symbole de l'action déprimante de la réalité, coupant les ailes à qui tente un essor vers une région plus haute. Dans les siècles bien portants, l'élan vers l'amour et l'idéal était assez fort pour faire table rase du passé et rénover vraiment les cœurs au seuil de la vie nouvelle : Le Mesnil, dûment congédié, ne reparaissait plus.

Nos pères auraient malaisément compris le mot de Choulette : « Il vous aime ? prenez garde, il va vous faire du mal! » et celui de Dechartre : « On n'est jamais bon quand on aime! » qui résument la triste philosophie de l'œuvre d'Anatole France. Car le sentiment qu'ils ont de leur inaptitude aux joies de l'amour vrai ulcère et rend cruels ceux qui se jettent dans cette aventure condamnée d'avance. Et dans les *Miettes* d'Edmond Sée, quand la petite femme explique à son jeune soupirant que l'amour est une rude tâche et qu'il n'est pas à ses pieds pour s'amuser, n'eût-elle point paru insensée à ces bons aïeux qui avaient donné un sens si joli au gracieux vocable de « bagatelle » ? N'auraient-ils pas trouvé fou, si Ninon de Lenclos, je suppose, avait écrit pour le théâtre, qu'elle eût fait de l'enfant Eros le monstre lugubre qu'a représenté Mme Liane de Pougy dans l'*Enlizement*?

* * *

Tous ces gens-là souffrent d'une maladie de la volonté. C'est là le mal du siècle, celui que notre siècle a inventé. Il a d'ailleurs conservé pieusement les autres fléaux qui lui étaient transmis par les âges précédents. Nous en avons un, ou quelques-uns, de plus, mais pas un seul de moins. Toutefois, par comparaison, les abominations de style ancien semblent presque réconfortantes.

Cette actrice de l'Ambigu, Mme Régine Martial, arrêtée pour avoir donné à une rivale, sous prétexte de la faire maigrir, des morceaux d'hameçons dans du bicarbonate de soude, au moins obéissait-elle à une passion sincère et savait-elle exactement ce qu'elle voulait. « On n'est jamais bon quand on aime », disait Dechartre. Régine Martial aimait et manqua de bonté.

Mais elle aurait pu en avoir : Dechartre, non. Elle a été perdue par les circonstances contingentes, Dechartre par lui-même, par son propre fond. « Le salut est en vous », disent les petits *tracts* de la maréchale Booth. Il faut dire à Dechartre la même chose, c'est-à-dire le contraire : l'impossibilité du salut est en lui. Que le sort de Régine Martial, mis en regard, paraît enviable! Elle croyait au bonheur, puisqu'elle voulait l'acheter d'un crime. Elle croyait! Et que pensez-vous de sa victime qui, dans l'espoir de sauver la minceur de sa taille, avalait n'importe quelle drogue les yeux fermés? Les femmes sont capables de tous les héroïsmes, pour être belles.

Si impérieux est leur désir, à toutes, de tourner la tête des hommes que Mlle Couesdon elle-même ne s'est pas contentée des assiduités, pourtant flatteuses, de l'Archange Gabriel. Ce messager céleste, d'humeur assez jalouse, a eu beau la menacer en vers de cesser ses visites et ses confidences prophétiques : la pythonisse a été inébranlable. Elle a résolu d'épouser un honorable pharmacien du boulevard Magenta, lequel n'aura sans doute pas le mauvais goût de lui reprocher son passé. Mlle Couesdon abandonnera sans regret le trépied pour les bocaux. L'Archange, après un premier moment de dépit bien naturel, trouvera le moyen de se consoler ailleurs.

Somme toute, il aurait dû s'attendre à ce qui lui arrive. Il ne pouvait offrir le mariage à Mlle Couesdon, et il n'y avait point de sa faute. Mais rien ne vaut, aux yeux des femmes, une position bien régulière et un contrat de mariage en poche.

Cette institution, quoi qu'on en dise, a gardé tout son prestige. On conçoit donc que Mlle Couesdon ait tenu à se marier. Espérons qu'elle aura beaucoup

d'enfants, qu'elle dirigera leurs études vers la pharmacologie plutôt que vers le merveilleux, et qu'elle leur laissera en héritage tout le bon sens dont elle vient de donner une preuve un peu tardive, mais éclatante.

***

A propos d'héritage, avez-vous remarqué qu'aucun des grands millionnaires récemment décédés n'avait d'héritiers directs? Aussi les Chambrun et les Ferdinand de Rothschild ont-ils laissé la plus grande partie de leurs biens à diverses œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

Ces généreux donateurs peuvent éprouver une sincère satisfaction à se rendre utiles à leurs semblables; mais ne doivent-ils pas surtout trouver une certaine amertume dans cette dispersion de richesses qu'il eût été doux de transmettre intactes à un fils en qui ils se seraient réellement survécus? La philanthropie pourrait bien n'être pour eux qu'un pis aller. Et l'on se demande même si la perpétuité des grandes familles n'est pas plus profitable à l'État que telle ou telle fondation de bibliothèque ou de musée.

Mais quoi? nous n'avons pas le choix. Et puis, ces testaments-là font des heureux. M. de Chambrun a légué à plusieurs de ses collaborateurs des actions des cristalleries de Baccarat, qui valent 380 000 francs chacune.

— Baccarat... Baccarat? observait quelqu'un. C'est-à-dire que voilà des gens qui peuvent se vanter d'avoir abattu neuf!

***

L'Angleterre, elle aussi, vient de recueillir une assez opulente succession, celle du Mahdi de Khartoum. Mais le sirdar Kitchener a peut-être passé les bornes de l'ingratitude permise à un coquin de neveu envers un oncle d'Amérique, ou du Soudan. Le coquin de neveu laisse parfois deviner qu'il ne ressent pas une douleur sans éclaircie en enterrant son oncle; mais enfin, il l'enterre. Le sirdar a exhumé le Mahdi, qui était déjà au tombeau, et il a jeté ses cendres dans le Nil, non sans mettre de côté quelques souvenirs. Il a gracieusement offert le crâne du Khalife au plus proche parent du général Gordon, et a partagé avec ses officiers quelques dents, vertèbres et ongles de l'ancien chef des Derviches. Quels admirables collectionneurs que ces Anglais! Je sais bien que certains de leurs journaux crient à la profanation; mais, c'est égal, quand les beaux officiers en dolman écarlate reviendront à Londres avec quelques-uns de ces bibelots montés en breloques ou en épingles de cravate, ou encore passés à la boutonnière, cela vous aura une autre figure, sur des poitrines martiales, que nos bourgeoises palmes académiques.

PAUL SOUDAY.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

L'*Opinione* publie des extraits fort curieux d'un livre que vient d'achever le comte J. Greppi, qui fut ambassadeur d'Italie à Saint-Pétersbourg.

C'est une série de lettres d'un jeune gentilhomme milanais, Paul Greppi, venu à Paris pendant la Révolution, et qui y raconte presque jour à jour ses impressions, et l'histoire des événements dont il est le témoin. Ces lettres sont adressées par le jeune Milanais à son père.

Celle que publie l'*Opinione* contient un récit curieux de la mort de Mirabeau.

La statistique de la production du livre aux États-Unis, pour 1898, vient d'être publiée. Il est curieux de constater que ce pays, qui est en train d'organiser les plus nombreuses et les plus vastes bibliothèques de l'univers, n'a pas produit lui-même 5000 ouvrages en un an.

C'est le quart de la production allemande, et à peine la moitié de la nôtre.

Sous presse :

Du général Schilder, une *Histoire anecdotique de Paul Ier;*

De M. Auguste Lepage, *les Sièges héroïques.*

Conférences :

Mardi, à la salle Charras, M. Vincent d'Indy : *De Bach à Beethoven.*

Le programme ajoute cette alléchante indication : « avec exemples au piano ».

Même jour, au Collège libre des sciences sociales, M. Henry Bérenger : *Le rôle parlementaire et national des grands écrivains français, de 1815 à 1850.*

On annonce, de Londres, la publication des traductions anglaises de deux livres qui furent, l'an dernier, très remarqués chez nous :

La Psychologie du socialisme, de M. Gustave Le Bon; et l'*Introduction à la médecine de l'esprit*, de M. Maurice de Fleury.

Le deuxième volume des *Œuvres complètes* de Verlaine a paru avant-hier. Il contient : *Amour — Bonheur — Parallèlement — Chansons pour elle — Liturgies intimes — Odes en son honneur.*

Très prochainement :

De M. L. de Saussure, ancien lieutenant de vaisseau, *Psychologie de la colonisation française;*

De M. Paul Lapie, maître de conférences à l'Université de Rennes, *la Justice par l'État;*

De M. Ach. Viallate, maître de conférences à l'École libre des sciences politiques, une étude sur *Joseph Chamberlain;*

De M. Vallaux, professeur de l'Université, *les Campagnes des armées françaises, 1792-1815;*

De M. Pierre Robert, les *Poètes de la période romantique.*

Ce volume va d'André Chénier à Théophile Gautier, il sera suivi d'un second volume, consacré aux prosateurs de la même période.

M. Halpérine-Kaminsky continue dans la *Grande Revue* la publication des réponses qu'un certain nombre d'artistes et de littérateurs lui ont adressées, à propos du récent livre de Tolstoï : *Qu'est-ce que l'Art?* dont il nous donnait, il y a quelques semaines, une traduction en français.

Voici, sur ce livre, l'opinion de M. Henri de Regnier :

Permettez-moi, malgré votre aimable insistance, de continuer à ne point prendre part au débat que vous avez soulevé autour du dernier ouvrage du comte Tolstoï.

Si les idées émises dans son livre étaient celles du grand romancier d'*Anna Karénine* ou de *Guerre et Paix*, il y aurait lieu de les discuter respectueusement. Non. Ce sont celles d'un vieillard, illustre certes, mais tombé dans une manie d'apostolat humanitaire et religieux, qui a pris soin de renier lui-même son glorieux passé et de désavouer son admirable œuvre littéraire.

Ce fait enlève, à mon sens, toute portée à son dernier écrit et je ne vois nul besoin dès lors d'en discuter les principes.

Quant au détail, il manifeste une telle ignorance de la littérature française, qu'il est impossible de se faire entendre de quelqu'un qui a si peu et si mal lu, confond tout et n'a rien compris au peu qu'il sait des Lettres actuelles.

Voici, monsieur et cher confrère, la seule réponse que je puisse vous faire. Usez-en à votre gré et veuillez croire à mes sentiments bien sympathiques.

HENRI DE RÉGNIER.

Cette réponse est typique, et si je l'ai citée tout entière, c'est qu'elle correspond assez exactement au sentiment que paraît avoir inspiré la lecture de Tolstoï à la plupart des correspondants de M. Halpérine-Kaminsky.

Les autres lettres publiées cette semaine sont signées de MM. Benjamin-Constant, Cormon, Fantin-Latour, Lhermitte, Roll, Sisley, François Flameng, J.-P. Laurens, Rochegrosse, qui déclare « haïr profondément » l'esprit du livre; Rosa Bonheur, Virginie Demont-Breton, Bartholdi, Cariès, Denys Puech, Roty qui reproche à Tolstoï « d'avoir écrit cinqcents pages pour ne pas nous dire ce que c'est que l'Art »; Saint-Marceaux, Bruneau, qui s'avoue « stupéfié par une aussi totale incompréhension » de notre art français; Saint-Saëns, qui se borne à l'exécution sommaire que voici :

Tolstoï a dit qu'il était coupable de changer de chemise et de se laver à grande eau, criminel de perpétuer l'espèce humaine; Tolstoï a dit que la propreté était une des formes de l'orgueil; ce que peut dire ou ne pas dire Tolstoï sur l'art m'est profondément indifférent...

MM. Aicard, Maurice Bouchor, Clovis Hugues, Mallarmé, Sully Prudhomme, G. Mourey, J. Lermina, M. Daniel Lesueur, Mme A. Charpentier, formulent des opinions moins brutales, mais souvent, dans le fond, tout aussi sévères. M. Marcel Prévost écrit :

Sans se départir du respect qui est dû au plus grand des prosateurs vivants, il est permis de goûter particulièrement la partie accessoire du livre, — la partie critique. Tolstoï y fait preuve d'une sûreté de vision, d'une liberté de jugement, d'une verdeur d'expression merveilleuses. Quelles pages excellentes, entre autres, sur la critique elle-même et les critiques! Tout jeune homme qui se destine à cette vaine profession devrait bien les lire et les méditer.

M. Ossip Lourié, qui publia, il y a quelques mois, un volume de *Pensées de Tolstoï* dont l'entrée fut interdite en Russie, prépare justement pour le mois prochain un livre nouveau : *Tolstoï penseur et moraliste.*

Essaiera-t-il d'y tenter devant les artistes français la réhabilitation du grand homme?

Le tribunal de Bâle a condamné le mois dernier le critique de la *Gazette nationale de Bâle* à dix francs d'amende et aux frais du procès, pour avoir écrit, dans le compte rendu d'un « Salon », en parlant du tableau d'un jeune élève de Bosklin, que celui-ci essayait d'imiter son maître, et que son talent était médiocre.

L'artiste a porté plainte, se jugeant diffamé; et le tribunal lui a donné gain de cause, en déclarant qu'un critique a le droit assurément de trouver un tableau mauvais et de le dire, mais non celui de qualifier en termes désobligeants le talent, — ou l'insuffisance de talent de son auteur!

Voilà un tribunal à qui nos journaux donneraient bien de la besogne.

La *Revue de Paris* termine, dans sa dernière livraison, la publication du roman très remarqué de M. Estaunié, *le Ferment.*

Le volume sera en librairie à la fin de ce mois.

M. Estaunié n'est pas encore très connu du grand public; mais son jour viendra, et je crois que ce jour est prochain. C'est un laborieux et un silencieux. Depuis plusieurs années, M. Estaunié consacre aux lettres les rares loisirs que lui laisse la vie administrative; et ce n'est pas un cas banal que celui de cet ingénieur des postes et télégraphes qui a su, sans rien négliger de ses fonctions, composer un excellent livre sur l'art hollandais, et écrire quatre romans de belle forme, et dont chacun présente cet intérêt d'enseigner et de prouver quelque chose.

Car M. Estaunié n'est pas un simple conteur d'histoires, et c'est le roman social qui, dès le début de sa carrière littéraire, l'attira. *L'Empreinte* était le roman d'une éducation cléricale; *le Ferment*, c'est le roman de l'argent. Il y a là une œuvre à suivre.

Un publiciste belge, M. Carton de Wiart, publiera à Paris, à la fin de ce mois, un important ouvrage sur *les Grandes compagnies anglaises au XIXe siècle.*

Mlle Dora Mélégari vient de terminer un grand roman, *les Trois capitales*, dont l'action s'encadre dans une reconstitution très précise et très pittoresque, dit-on, de l'Italie politique de 1860. Et voilà Garibaldi et Cavour ramenés, à la veille de 1900, dans la littérature! Tout arrive.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37556. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 10. 4e SÉRIE. — TOME XI 11 MARS 1899.

CLASSIFICATION DES IDÉES MORALES DU TEMPS PRÉSENT (1)

Mesdames, Messieurs,

Je n'ai pas répondu sans quelque hésitation à l'appel du directeur du Collège des sciences sociales, M. le docteur Delbet. D'une part, je suis de ceux qui considèrent comme un des besoins pressants du temps présent un enseignement public de la morale, le plus élevé et le plus systématique possible. Je l'ai réclamé chaque fois que j'ai eu l'occasion de le faire. Et c'est pour ne pas paraître en désaccord avec moi-même, je l'avoue, que je suis ici. Mais je ne vois pas encore bien clairement comment il se constituera dans ce collège. Ceux qui seraient le mieux désignés pour le donner ne pourront y consacrer que les bribes d'un temps disputé à leurs devoirs professionnels. Ils auront à s'adresser à la curiosité d'un public éclairé et bienveillant, mais disparate et mobile, plutôt qu'à la docilité d'étudiants avides de leçons. Enfin ils apporteront dans cette même salle et vous proposeront des conceptions de la vie bien différentes, exposées dans un langage différent. Or ce n'est pas à la disette, mais à l'abondance des idées qui de toutes parts assaillent nos esprits sans que nous sachions comment les concilier, que paraît tenir le malaise intellectuel de notre époque. M. de Vogüé parle quelque part d'un cri de famine spirituelle qui s'entend en ce moment. Il est possible que quelques esprits souffrent de la faim, mais c'est à côté des richesses surabondantes qu'ils ne savent pas utiliser. La civilisation actuelle si compliquée met en mouvement plus de tendances et de mobiles et de plus contraires que par le passé. Démocratique, industrielle, *nationaliste*, elle suscite, tantôt en les exaltant, tantôt en les froissant, le sentiment de la liberté, le besoin d'égalité, l'antagonisme des classes et des races, l'esprit de lucre et la fièvre de l'argent, le rêve d'un retour à la nature et d'une vie plus simple, l'esprit d'individualisme et l'esprit de renoncement ; elle inspire les doctrines plus ou moins définies où ces aspirations cherchent à s'exprimer, morale de la concurrence, morale de la guerre, morale socialiste, morale de l'anarchie, morale égoïste, morale pessimiste, etc. En même temps l'histoire ranime les idées des siècles passés qui subsistaient silencieusement, mais qui, remises sous nos yeux, reprennent un attrait nouveau et une vie plus bruyante, un peu artificielle sans doute. Le bouddhisme a une floraison tardive dans notre Occident, à Francfort-sur-le-Mein, ou sur les rives de la Seine. M. Anatole France ne nous racontait-il pas naguère qu'il avait rencontré dans l'omnibus de l'Odéon un conducteur qui confessait la foi bouddhiste ? Nous avons aussi des Épicuriens et des Stoïciens. Les premiers, pour se déguiser un peu, ont pris le nom de positivistes. Mais ils professent comme le vieux sage d'Athènes le culte de la physique, à laquelle ils demandent la résignation qui apaise le cœur et la délivrance de cette lourde superstition théologique qui nous menace toujours du haut du ciel,

Horribili super aspectu mortalibus instans.

Nos stoïciens ou néo-kantiens se défient toujours

(1) Conférence de M. Darlu au Collège des sciences sociales.

du bonheur ; ils se réfugient dans une sorte d'ascétisme fier ; ils répètent la parole antique : *et cœlum et virtus ;* ils disent comme Renan : « Il n'y a de certain que le devoir. » Tel même s'en tient à la lettre de la vieille doctrine. Taine à la fin d'une étude sur Marc-Aurèle et sa philosophie écrit ces mots : « Nous avons beaucoup appris depuis seize siècles, mais nous n'avons rien découvert en morale qui atteigne à la hauteur et à la vérité de cette doctrine. Notre science positive a mieux pénétré le détail des lois qui régissent le monde; mais, sauf des différences de langage, c'est à cette vue d'ensemble qu'elle aboutit. » Enfin nous vivons les uns et les autres, quoi que nous pensions, dans une atmosphère chrétienne. Le christianisme reste l'assise fondamentale de la conscience moderne dans laquelle nos consciences individuelles sont enveloppées. Et cependant nos esprits sont envahis par les conceptions que les sciences de la nature élaborent depuis trois siècles, et qui ne s'accordent pas aisément, il faut l'avouer, avec les croyances traditionnelles, ni même avec les besoins de notre cœur.

Soumis à tant d'influences contraires, dès le moment où ils commencent à réfléchir, les jeunes esprits peuvent être troublés. Que pouvons-nous pour les aider ? On nous demande de vous mettre sous les yeux tous ces principes dont chacun devrait servir à informer toute la vie, et de vous faire visiter cette sorte de galerie des formes de l'existence humaine. En voulant remédier à votre malaise, ne risquons-nous pas de l'aggraver ? Y a-t-il un principe d'accord, un point de convergence où nos pensées puissent se rencontrer ? J'essaierai de le marquer là où je le vois. Mais ici encore je parlerai pour moi. C'est à tous, et non à un seul qu'il appartient d'imprimer sur une idée la marque d'une vérité commune. Du moins, il est vrai que la réflexion prolongée, en ramenant les idées à leurs principes, les simplifie toujours en une certaine mesure et en diminue la divergence. Et puis en les classant, en les ordonnant, elle fait mieux apparaître leur signification, leur vérité relative. C'est dans cette pensée que j'ai songé pour moi-même comme pour vous à passer en revue quelques-unes des idées morales du temps présent, celles-là du moins qui paraissent les plus nouvelles, et à tracer, en partie, la carte du pays où vous devrez voyager : tâche déjà difficile et qui demanderait du temps pour être bien faite. Je ne la remplirai que bien imparfaitement. Mais dans la vie, ne fût-ce que pour parler un quart d'heure, il faut se résigner à l'imperfection.

*
* *

Je parlais des conceptions proprement scientifiques. La plus considérable s'est formée, au cours de ce siècle, de la rencontre de l'histoire humaine et de l'histoire naturelle ; c'est la conception de l'évolution. Il est difficile d'en embrasser toute la portée. On peut dire qu'elle a changé notre centre de perspective sur le monde et sur l'homme. Elle a rendu mobiles et flottants les principes sur lesquels nous avions établi notre vie. Idéal de l'art, règles de la conduite, dogmes religieux, cette vision nouvelle nous les a présentés comme des résultats historiques, des opinions changeantes en voie de transformation. Appliquée à l'âme elle-même, à la conscience, elle nous a invités à remonter à l'origine des sociétés, à assister à la genèse de la conscience, à suivre la formation des idées morales. Ces idées résultent de l'expérience accumulée par l'espèce humaine et elles alimentent la vie inconsciente de chaque individu. L'idée elle-même du devoir est le legs le plus précieux fait par l'humanité ancestrale à l'humanité actuelle. Elle est antérieure au raisonnement, étrangère à la démonstration, comme le voulait Kant. Mais elle n'est plus la voix de Dieu ; elle n'est que la voix des morts, l'expression de ce gouvernement des vivants par les morts dont parle Aug. Comte. Dans un article éloquent sur la crise de la morale, je me souviens que Schérer, examinant cette conception nouvelle de la conscience, demandait tristement ce que Kant aurait dit si on lui avait découvert dans l'idée qu'il croyait descendue du ciel toute pure, ce long passé fait des larmes, du sang et des erreurs des hommes. Et Schérer lui-même en était effrayé.

Or cette conception est devenue maintenant banale ; on rencontre couramment dans les revues, dans les journaux des phrases comme celle-ci : « La conscience est antérieure historiquement à la posture droite de l'homme. » Et elle produit sans cesse, avec la logique inhérente aux idées, des conséquences. En voici quelques-unes. La moralité a une origine sociale. Le bien et le mal consistent essentiellement dans le rapport de nos actions avec l'intérêt social, avec les conditions de la vie sociale. Ce qui est une condition de la vie en commun, comme le respect de la vie des concitoyens, la fidélité aux engagements, l'obéissance au chef, est exigé par le pouvoir social, recommandé par l'opinion, présenté comme honorable, *honestum*, ressenti comme obligatoire. Et ce qui porte atteinte à la société est mauvais, est punissable, est honteux. Ainsi la morale considérée comme une branche des sciences sociales, ayant perdu, par conséquent, ses origines religieuses et son auréole divine, telle est la première conséquence du principe de l'évolution, qui se manifeste pratiquement, peut-on dire, à vos yeux, quand vous venez nous entendre dans ce collège. A cette conception on peut attacher les noms d'Auguste Comte et de Spencer, qui la représentent à des titres divers,

presque également importants, l'un plus particulièrement dans le monde latin, l'autre dans le monde anglo-saxon.

En second lieu, le principe nous oblige aussi invinciblement, ce semble, à considérer l'homme dans la nature, à le replacer à son rang dans la hiérarchie animale, à étudier les lois de la société humaine dans les formes élémentaires des sociétés animales, bref à asseoir la morale sur la biologie. C'est ce qui est arrivé. Ainsi se sont formées des idées morales, sinon nouvelles absolument, du moins revêtues d'un caractère de nouveauté, et qui se sont présentées avec une autorité imposante : ce sont des vérités scientifiques ; elles ont une sorte d'évidence matérielle ; la nature elle-même nous les enseigne. J'en distinguerai deux principales. La première est l'idée de la lutte pour la vie, ou, si l'on veut, l'idée de la sélection qui est le résultat de cette lutte. Elle n'a pas rencontré de penseur dogmatique pour la mettre en système, parce que, prise en elle-même, à part des autres, elle est vraiment bien brutale, mais elle a pénétré dans nos réflexions, elle inspire beaucoup de nos jugements moraux, elle domine particulièrement le domaine économique (morale de la concurrence), et le domaine des relations internationales où elle se prête si bien à l'explication historique. Je la rencontrais hier encore au premier plan, dans un livre plein de prophéties sanglantes (1), inspirant à l'auteur des appréciations comme celle-ci : « La charité est un sentiment antisocial et nuisible. La charité, la pitié, l'altruisme sont des survivances d'un passé que nous voyons mourir. L'avenir ne les connaîtra plus. »

La seconde idée qui a la même source que la première, mais qui s'y oppose ou tout au moins la complète, est l'idée de solidarité. La solidarité est un fait biologique à la fois et un fait social. Les membres de l'organisme sont solidaires comme les membres de la tribu ou de la cité. C'est donc la science naturelle qui nous instruit de nos plus grands devoirs et qui de la vieille fable de Ménénius Agrippa fait sortir tout un traité de morale. Dans le milieu social continu et solidaire, chacune de nos actions, et même notre abstention, chacune de nos paroles et même notre silence, impriment à la vie d'autrui une modification ineffaçable. Chacun vit de tous et vit pour tous. Et cette solidarité a des degrés divers; elle est plus ou moins étroite et complexe. Elle unit les enfants et les parents dans la famille, les associés dans une entreprise commerciale, les syndiqués dans une corporation, les ouvriers et les patrons dans une industrie, les citoyens dans la patrie : solidarité domestique, économique, ouvrière, nationale, l'idée a une souplesse qui lui permet de se prêter à la complexité de la vie sociale et à la diversité des devoirs. Elle transforme, en l'adaptant à une conception nouvelle du monde, l'idée de fraternité, et elle l'organise. Elle peut se concilier avec l'idée de la lutte pour l'existence. La solidarité ouvrière lutte contre la classe capitaliste, la solidarité nationale résiste aux entreprises de l'étranger.

Quelle valeur ont ces deux grandes idées, ou plutôt quelle signification morale? Car il ne s'agit pas de les soumettre à la discussion, mais de les caractériser, de les classer. L'une et l'autre expriment des faits, des lois naturelles, les caractères les plus généraux du milieu social dans lequel notre activité morale doit s'exercer. Par conséquent elles la limitent, elles ne la règlent pas. Lutte et coopération sont des faits avec lesquels notre volonté doit compter, quel que soit le but qu'elle poursuive, quelle que soit son inspiration. Par exemple, le patron qui ne demande que la fortune à son entreprise doit faire entrer dans ses calculs les effets de la solidarité du capital et du travail, aussi bien que celui qui se propose d'améliorer le sort de ses ouvriers. Et de même, le philanthrope éclairé doit prendre garde dans ses œuvres de charité aux conditions de la lutte pour l'existence et aux conséquences de la sélection presque aussi attentivement que le *struggleforlifer* le plus déterminé. Seulement il paraît à notre conscience, pour des raisons qui ont leur principe ailleurs que dans l'état social actuel, que nous avons à changer cet état social, que, d'une part, nous avons à atténuer les effets de la lutte, à en adoucir les formes, et, d'autre part, que nous avons à resserrer avec notre cœur les liens de la solidarité naturelle. Bref, les idées de la lutte et de la solidarité sont des idées *naturalistes*, c'est-à-dire des idées formées à ce point de vue où l'on considère l'homme du dehors, comme un objet de la nature, soumis aux lois du milieu où il se rencontre, du milieu physique et social. Or il y a là un point de vue *vrai*, un principe de connaissance et d'explication des choses. Mais quand il s'agit de savoir ce que nous *devons* faire de cette part d'activité que les lois du milieu ambiant laissent indéterminée, il y a un autre point de vue où notre pensée peut se placer.

Il en est de même du principe de l'évolution auquel se rattachent ces idées. Il n'est lui-même qu'un principe relatif; et quand le grand ébranlement qu'il a causé à l'esprit humain, en lui apparaissant tout à coup dans son entière généralité, sera près de cesser, la réflexion reconnaîtra, je crois, qu'il est conciliable, au fond, avec le principe qu'il a d'abord paru détruire.

Il se place au point de vue historique, il nous propose de considérer l'origine et le développement de chaque mode de l'existence; il ne nous en fait pas connaître la nature essentielle ; il n'exclut donc pas

(1) *La Psychologie du Socialisme*, par M. G. Le Bon.

le point de vue spéculatif. J'aime à croire que Kant n'aurait pas été trop ému de la question de Schérer. Il lui aurait peut-être répondu quelque chose comme ceci : « Je n'ignore pas que la conscience humaine est un phénomène naturel qui a des conditions d'existence naturelles. Elle n'a pas toujours existé sur la terre ; elle y a pris naissance. Mais cela n'empêche pas qu'il se trouve en elle une idée qui dépasse les faits et les lois au milieu desquels elle a paru, qui dépasse toute l'histoire, et qui est la forme préfigurée de ce qui doit être dans l'avenir. » On pourrait dire qu'en apprenant aux hommes qu'ils ont eu des ancêtres qui marchaient à quatre pattes, selon le mot de Voltaire, on ne les détourne pas de regarder le ciel et d'en scruter les ressorts cachés. Bref, l'histoire n'est pas la science.

*
* *

Voici d'autres idées d'un caractère également naturaliste. Je rappelais que le problème moral est le problème de l'action prochaine ; il se pose au moment où l'individu cesse d'être déterminé à agir par les influences extérieures, par les fatalités de la lutte ou de la solidarité. On peut concevoir qu'à ce moment il est déterminé par son instinct intérieur, qu'il est emporté par la force qui déborde en lui et qui cherche une issue. C'est là sans doute une vieille, une éternelle conception, mais qui a été rajeunie récemment pour des raisons qui tiennent encore, bien que je doive négliger de le montrer, à la diffusion des idées évolutionnistes. Dans un livre brillant et qui a eu une influence très réelle, très grande, bien plus grande qu'on ne le croit, le regretté Guyau l'a développée d'une manière séduisante. Le devoir, selon lui, n'est que la conscience de notre pouvoir intérieur ; c'est une surabondance de vie qui demande à se répandre. Et il nous propose comme le principe idéal la vie elle-même, « la vie la plus intensive et la plus extensive possible sous le rapport physique et mental. » L'idée sans doute est vague ; mais je crois qu'elle peut être *classée* comme définissant le principe de la morale anarchique. Guyau ne s'y est pas trompé lui-même. « La morale sur une foule de points, écrit-il, n'est pas seulement αὐτόνομος, elle est ἄνομος. » « Il faut fuir, dit-il encore, toute direction de pensée, de conscience comme un fléau. Il faut prendre en horreur les missionnaires, les prêcheurs de toute sorte. » Il souhaite que « la croyance soit tout individuelle », que « l'hétérodoxie devienne la seule et universelle religion ». Et les penseurs de la théorie anarchiste ne s'y sont pas trompés davantage. Ils ont reconnu Guyau comme leur maître (1). Comme lui, ils prennent pour principe « la vie totale sans mutilation ». Comme lui ils rejettent toute obligation et toute sanction. Ils répètent : « La morale de l'avenir n'ordonnera rien. Elle dira à chacun : Tu es libre. Si tes forces sont médiocres, contente-toi de l'égalité. Si tu te sens fort, sème la vie autour de toi, répands tes idées aux quatre vents, aide les autres à monter, etc. Mais il ne faut plus de lois. Ni loi, ni autorité, ni religion. »

Cependant l'instinct de la vie peut agir dans deux sens opposés. Guyau s'est inspiré de son âme généreuse pour élever l'instinct jusqu'à l'amour, comptant sur ce qu'il appelle « la fusion croissante des sensibilités ». D'autres développeront cet instinct jusqu'à la haine, à la haine d'une société qu'ils appellent tyrannique parce qu'elle gêne leur expansion, et hypocrite parce qu'elle prétend régler leurs sentiments. Où donc la vie la plus intensive et la plus extensive trouvera-t-elle sa mesure ? Est-ce celle d'un honnête philanthrope ou celle d'un brigand de Schiller ? ou, pour mieux parler, celle d'un Vincent de Paule ou celle d'un Napoléon ?

Précisément, vers le même temps, un penseur allemand d'une plus grande hardiesse que Guyau partait du même principe. « L'effort pour vivre, pour étendre sa vie, disait-il, voilà la loi fondamentale de l'existence. Il faut dire oui à la vie, à tout ce qui rend la vie luxuriante, tropicale. » Voilà la vie intensive et extensive de Guyau. Mais il ajoutait : « Il faut dire oui à l'erreur, si elle nous sert, oui à la guerre, oui au mal si nous en avons besoin. » Et il rejetait toute cette morale chrétienne que le bon cœur de Guyau conservait. Il l'appelait la *morale des esclaves*, la morale façonnée sournoisement par les faibles, les pauvres, les malades, les misérables qui se sont persuadés qu'en raison de leur abjection même ils sont aimés de Dieu. Et il annonçait la morale des maîtres, des forts. Le surhomme viendra bientôt ; il aimera le risque où il trouvera, selon le principe de Guyau, « un équivalent du devoir ». Mais il ne se laissera pas pénétrer par la fusion croissante des sensibilités. Après avoir vaincu le grand dragon de la loi qui porte sur chacune de ses écailles les mots « tu dois », il étouffera en lui toute pitié, et il s'exercera à devenir dur. « Voici la nouvelle loi que je promulgue pour vous, mes frères, devenez durs ! » Il va sans dire que le surhomme sera joyeux. « Hommes supérieurs, apprenez à rire. » Il rira surtout dans les combats. Car nous entrons dans l'âge classique de la guerre, etc. La perspective est suffisamment ouverte. Remarquons que le principe qui y conduit est le même pour Nietzsche que pour Guyau. Seulement Nietzsche bien plus profondément que Guyau, à mon avis, a aperçu la condition essentielle, je puis dire métaphysique du principe anarchique. Il n'y a ni vérité ni bien en soi. C'est sur le

(1) *La morale anarchiste*, par Pierre Kropotkine.

nihilisme intellectuel et moral qu'il a élevé sa flamboyante doctrine. Il résume l'histoire de l'illusion humaine dans un passage qu'il intitule : « Comment le monde vrai devint enfin une fable », et que je rapporterai presque tout entier pour nous reposer de nos abstractions, d'après l'excellent petit livre de M. Lichtenberger, auquel j'emprunte toutes ces citations, et dans lequel l'esprit français a clarifié heureusement, il me semble, les idées du penseur allemand.

1. Le vrai monde accessible au Sage, au Pieux, au Vertueux ; il vit en lui, il *est* ce monde.

(La plus ancienne forme de cette idée — relativement ingénieuse, simple, convaincante. Paraphrase de cet axiome : Moi, Platon, je suis la vérité.)

2. Le vrai monde inaccessible, quant à présent, mais promis au Sage, au Pieux, au Vertueux, (« au pécheur qui se repent »).

(Progrès de l'idée : elle devient plus fine, plus captieuse, plus incompréhensible, — elle se fait femme, elle se fait chrétienne.)

3. Le vrai monde, inaccessible, indémontrable, problématique, mais qui, conçu seulement par la pensée, est une consolation, une obligation, un impératif.

(L'antique soleil luit toujours au fond du tableau, mais vu à travers les brouillards du criticisme : l'idée devenue subtile, pâle, septentrionale, « Kœnigsbergienne ».)

4. Le « vrai monde », — une idée qui ne sert de rien, qui ne crée même pas une obligation, — une idée inutile et devenue superflue : *partant*, une idée réfutée ; supprimons-la.

(Grand jour. Déjeuner ; retour du bon sens et de la gaieté ; rougeur éperdue de Platon ; sabbat de tous les libres esprits.)

5. Nous avons supprimé le « vrai monde » ; quel monde reste-t-il ? serait-ce le monde des apparences ? Mais non ! En même temps que le vrai monde, nous avons supprimé le monde des apparences.

(Midi, instant de l'ombre la plus courte ; fin de la plus longue erreur ; apogée de l'humanité ; *Incipit Zarathustra*.)

Nietzsche se trompe sur un point, lorsqu'il parle de la rougeur éperdue de Platon. Platon avait une grande expérience des choses de l'âme. J'ai eu l'occasion de montrer ailleurs (1) qu'il connaissait assez bien le cœur de nos césariens contemporains. Il connaissait aussi le cœur et les idées de Nietzsche. Il l'a fait parler dans un de ses dialogues ; et le langage qu'il lui prête ne le cède en rien à celui de Nietzsche lui-même, ni pour la force, ni pour l'ironie, ni pour la profondeur. Relisez le discours de Calliclès dans le *Gorgias*.

(1) Dans un petit écrit où j'ai essayé précisément de définir en les distinguant l'histoire, la science sociale et la science morale.

Quant à toutes ces idées, pour les apprécier, il faudrait examiner l'idée qui en est le principe, l'idée naturaliste. Au point de vue de la nature, l'homme n'est qu'un peu de chair vivante qui ne diffère pas essentiellement des mille insectes répandus avec lui sur cette terre flottante où la vie a éclos. Quelques pas au delà dans l'espace, il n'y a probablement que mort et ténèbres ; quelques pas plus loin dans le temps et la vie s'éteindra ici-bas. On se rappelle peut-être ces rêves douloureux de Guyau, qui ne sont pas sans quelque beauté, dans lesquels il croyait sentir l'Océan monter autour de lui, envahir tout, emporter tout :

« Il me semble que je ne suis plus moi-même qu'un de ses flots, une des gouttes d'eau de ses flots ; que la terre a disparu, que l'homme a disparu, et qu'il ne reste plus que la nature avec ses ondulations sans fin, ses flux et ses reflux, les changements perpétuels de sa surface qui cachent sa profonde et monotone uniformité. »

Il y a dans l'idée naturaliste un principe du scepticisme que le penseur doit développer un jour ou l'autre, tantôt avec les bravades de l'orgueil, tantôt avec un gémissement désespéré, selon sa complexion. Mais nous pouvons, pour essayer de comprendre le monde et de nous comprendre nous-mêmes ; nous pouvons nous placer à un autre point de vue. L'homme n'est pas seulement un corps animé par un instinct d'expansion. Il est aussi un esprit qui conçoit un ordre de vérité et qui introduit cette idée dans sa perception sensible des phénomènes. Or ce point de vue est précisément celui de la conscience. C'est la raison essentielle pour laquelle la morale n'est pas instinct, mais raison, n'est pas expansion, mais discipline. Il y a dans ce mot de liberté dont s'enchante l'anarchisme une équivoque un peu grossière. Être libre en un sens, c'est pouvoir faire tout ce qu'on a le désir de faire : c'est la liberté de l'instinct. Être libre en un autre sens, c'est être assez fort intérieurement pour vouloir faire tout ce qui doit être voulu : c'est la liberté de l'esprit, dont on a pu dire fortement qu'elle est une obéissance, l'obéissance à la conscience, *summa Deo servitus*, *summa libertas*. Ainsi reparaît l'idée du devoir, que Guyau avait laissée échapper parce qu'il se plaçait au point de vue de la nature.

*
* *

Restons maintenant à ce nouveau point de vue que l'on peut appeler idéaliste ou spiritualiste, pour considérer quelques idées morales d'une inspiration différente. Il y a dans chaque principe une sorte de force vivante en vertu de laquelle il tend à nier le principe contraire. Le principe spiritualiste tend à nier la nature : voilà le signe auquel on peut recon-

naître la filiation des idées spiritualistes. L'une des premières qui se présentent est la morale de la pitié de Schopenhauer. Schopenhauer est-il un de ces esprits créateurs dont les conceptions fourniront un sujet de méditation aux générations futures? Je ne saurais le décider. Mais il faut bien reconnaître l'action puissante qu'il a exercée sur la pensée européenne dans ce dernier demi-siècle. Il a rendu un peu plus amère la liqueur que nous buvons tous. On retrouve son humeur et ses idées dans les récits du romancier Sacher-Masoch à qui nos littérateurs ont tant emprunté. Je ne sais si notre Loti, dont les plus beaux livres ont un goût de cendre, ne lui doit pas quelque chose. En tout cas le grand romancier russe qui a reçu le don du génie, Tolstoï, a la même inspiration. Schopenhauer déclare expressément que la morale est la négation de la réalité du monde physique. Car la nature est mauvaise, et elle a caché la racine du mal dans « l'individuation », dans l'amour de soi. Pour détruire le mal, il faut renoncer à la vie individuelle, il faut confondre son cœur avec celui des autres. La pitié pressent l'unité des êtres. Elle déchire le voile de Mayâ. Elle est le grand mystère de la vie morale. « Celui qui va à la mort pour les autres hommes est délivré de l'illusion; il ne borne plus son être aux limites de sa personne. Aussi la mort n'est pour lui que le clignement des yeux qui n'interrompt pas la vision. »

Cette belle pensée pourrait être de Tolstoï. Pour Tolstoï aussi la vie naturelle, la vie de l'instinct est mauvaise. L'homme ne sait pas pourquoi il vit comme il fait, pourquoi il prend une profession, etc. Il veut jouir; mais à mesure qu'il avance, il s'aperçoit que sa jouissance est amère; et quand il arrive au terme, il sent avec désespoir qu'il s'est trompé, qu'il a manqué sa vie. Pour connaître le secret de la vie, il suffirait de la regarder avec les yeux de l'homme qui va mourir. Alors se dissiperait l'illusion de l'égoïsme, alors tout s'illuminerait, tout deviendrait facile. Si nous pouvions sentir que c'est un flot de la vie universelle qui nous soulève, que c'est le souffle de la vie éternelle qui nous anime un moment, que notre substance même est l'amour, l'amour qui donne la vie! Alors notre cœur serait changé, les écailles nous tomberaient des yeux, nous verrions dans l'homme qui passe une moitié de nous-mêmes, nous partagerions avec lui ce que nous avons, sans nous tourmenter par l'idée de l'avenir; délivrés de l'espérance et de la crainte toujours misérables, nous goûterions dans le calme du moment présent ce bonheur auquel nous aspirons de tout notre être, sans savoir où il est. Le poète nous le dit : « Insensé qui crois que je ne suis pas toi (1). »

(1) Préface des *Contemplations*.

Le méchant même lorsqu'il nous menace est encore une partie de nous ; c'est un membre malade de notre corps. En nous irritant contre lui, nous aigrissons son mal et le nôtre. La violence n'apaise pas la violence. Ne résistons pas au méchant. La douceur amollira, désarmera sa main.

Cette charité sublime traverse sans s'y arrêter les cercles des sociétés particulières, ou plutôt elle en dénoue les liens trop étroits. Elle redoute dans le mariage un égoïsme sensuel qui endurcit le cœur des amants; elle condamne dans la famille une prévoyance calculatrice qui donne à l'argent un prix trompeur. Elle découvre dans la société un faisceau de conventions qui nous séparent plus qu'elles ne nous unissent. Elle n'a rien à apprendre de la science qui est matérialiste, qui peut bien réglementer les actions, mais qui n'a rien à dire à l'âme ; ni de la religion qui, depuis le jour où elle s'est adaptée à la civilisation, a pris le parti de réserver pour la vie future la vérité que le Christ avait enseignée pour la vie présente. En réalité, la civilisation tout entière est un mensonge. Un jour, Tolstoï vit un jeune grenadier chasser un mendiant assis à la porte de la caserne. Il s'approcha et lui demanda : « N'as-tu pas lu l'Évangile qui nous recommande le pauvre comme l'ami de Dieu? » Le jeune soldat, vexé, réfléchit un moment; puis sa figure s'éclaira : « Et toi, demanda-t-il, ne connais-tu pas le règlement militaire? » Tolstoï ajoute : « C'est le seul homme, à ma connaissance, qui ait résolu avec une logique serrée l'éternelle question. » Le règlement social est en contradiction avec la loi de la vie. Du jour où nous l'avons compris, pouvons-nous hésiter?

Ce rêve d'un règne millénaire n'a jamais cessé de hanter l'esprit humain. L'Évangile de Tolstoï ne diffère guère de celui des « compagnons de la vie nouvelle » rassemblés à Bocton par Thomas Lake Harris un quart de siècle auparavant. Cependant, il semble que ces grandes idées de pitié, de charité, de pardon n'avaient jamais pénétré aussi profondément les cœurs depuis les jours du Christ. Elles ont imprimé à notre sensibilité une vibration presque douloureuse. Nous les entendons dans les paroles du législateur; elles paraissent jusque sur la scène. L'esprit clair, l'esprit latin (disons gaulois pour ne pas le fâcher) de M. Jules Lemaître a accueilli, au théâtre du moins, l'idée du pardon. Je cite le nom d'un auteur dramatique pour avoir l'occasion de rappeler que les maîtres de la morale ne sont pas principalement les philosophes, mais aussi souvent ou davantage les poètes, les penseurs. Le philosophe s'emploie volontiers à faire ce que je fais ici, à classer les idées, il est un nomenclateur. L'idée qui donne l'impulsion, qui est un mobile d'action, ne vient pas directement de lui. En ce moment, j'aime à me re-

présenter, placés aux deux extrémités de l'Europe, deux grands maîtres de la vie morale, deux vieillards octogénaires, avec une longue barbe blanche, à la parole persuasive, comme Homère les aimait, comme Auguste Comte les conçoit : Tolstoï et Ruskin.

Ruskin a horreur, comme Tolstoï, de la civilisation actuelle fondée sur l'industrie et sur l'argent. Comme Tolstoï, il nous crie que la vraie vie est de jouir du ciel, de respirer l'air pur, de boire l'eau limpide du ruisseau, de travailler de ses mains. Et il veut renverser la cheminée d'usine dont la fumée nous cache le ciel, et la fabrique qui souille notre eau. Pourtant son inspiration n'est pas la même. La conscience anglaise, même lorsqu'elle s'imprègne de mysticisme, reste bien éloignée de la conscience slave. L'inspiration de Ruskin est dans le sentiment de l'admiration.

Nous ne sommes pas nés pour penser, mais pour aimer, pour aimer tout ce qui est beau. L'admiration est le grand pouvoir de l'âme. Elle nous fait de la joie avec la grandeur des autres, avec la beauté des choses. Elle illustre la vie de l'homme simple qui sert joyeusement son chef; elle illumine la chaumière des reflets du soleil qui brille dans les vitres de l'église voisine; elle enrichit nos yeux de toutes les magnificences de la nature. Nobles et innocentes pensées qui sont celles aussi, tout près de nous, d'un homme d'une rare distinction d'esprit, qui a vécu un peu à l'écart du public, et qui ne lui a ouvert qu'une fois ou deux un esprit que ses amis nous disent inépuisable : M. Ravaisson.

*
* *

Nous pensons que les idées de pitié, de charité, d'admiration sont puisées à la source même de la vie morale, et qu'elles ne sauraient s'affaiblir, sans que cette vie diminuât. Cependant elles ne correspondent qu'à l'un des deux mouvements qui forment le rythme de l'âme. Car l'âme ne peut sortir absolument d'elle-même, sans quoi elle cesserait d'être. Elle doit chercher en elle la force nécessaire pour aimer au dehors. La vraie bonté est faite de force et non de faiblesse. Il est bon de s'appuyer sur les autres; mais il importe surtout que d'autres puissent s'appuyer sur nous, et on ne s'appuie que sur ce qui résiste. Selon la pensée d'Épictète, le plus grand secours que nous puissions donner à la patrie, c'est de lui assurer un citoyen plein de pudeur et de courage. Il faudrait donc compléter le principe de la charité par un principe différent auquel, pour abréger, nous donnerons le nom d'autonomie de la conscience.

En second lieu, après avoir connu au point de vue de l'esprit la loi de l'âme, il faudra bien toujours revenir à cette nature où nous avons à vivre; il faudra la connaître et même commencer par l'accepter pour la modifier. Nous ne pouvons rester sur la hauteur presque irrespirable où Tolstoï nous transporte, nous devons en redescendre pour rentrer dans notre patrie et retrouver notre foyer. Et, à ce moment, nous comprendrons, je crois, la raison de la diversité des idées morales. La loi s'applique à la variété infinie des actions humaines, dans un milieu infiniment varié et changeant : elle s'y réfracte en quelque sorte et prend des aspects différents, tantôt débonnaire et tantôt armée, tantôt confinée dans la solitude d'une cellule, tantôt jetée dans le tumulte de la place publique. Qui pourrait dire lequel a eu l'âme la meilleure et la plus pure, du philosophe qui lisait le soir dans sa petite chambre sans porte, à sa lampe d'argile, ou du roi chrétien qui, sur un lit de camp, à Mansourah, récitait le livre des Psaumes? Sainte-Beuve a écrit de belles et profondes pages sur les divers genres de sainteté, lorsqu'il oppose à la mort souriante d'Épaminondas, enveloppée de lumière et de gloire, la mort de la sœur de Pascal, dont l'humble vie est brisée par la honte et l'angoisse d'un « consentement au mensonge » du Mandement. Ici le fil conducteur peut être demandé au sage Kant, dont il ne conviendrait pas d'oublier le nom dans une leçon sur la morale contemporaine. Sa doctrine du formalisme moral a souvent été mal comprise. Un traducteur ingénieux de la *Critique de la raison pratique* suppose qu'elle s'explique par les habitudes formalistes et minutieuses du professeur de Kœnigsberg, dont la sortie quotidienne servait, dit-on, aux habitants pour régler leurs montres. Mais on peut donner un autre sens au formalisme kantien. Kant avait aperçu, je crois, et approfondi les deux points suivants : d'une part, le monde naturel où notre vie se trouve enracinée est inachevé, incomplètement intelligible, indéfiniment compliqué. Il nous impose le joug de nécessités qui n'ont pas de rapport intelligible avec notre destinée spirituelle. C'est ainsi que la nature a voulu que l'homme naquît de la femme, qu'il se nourrît d'aliments empruntés aux êtres vivants, que par suite le nombre des hommes fût dans un certain rapport avec la quantité des subsistances, etc.

Par les lois du sol et du climat, par les lois du corps et du cerveau, elle dirige dans un certain sens l'évolution sociale, elle fait naître les vocations, les distinctions de professions et de nations, etc. Par conséquent, tous nos devoirs ont quelque chose d'indéterminé, de contingent et de variable. Mais, d'autre part, il y a dans l'âme un point fixe; elle est de nature spirituelle, analogue aux choses divines, comme Platon aimait à dire; elle doit mêler à toutes ses actions d'une heure une pensée d'éternité! Voilà

le principe moral, qui est *formel*. Et ainsi la plus haute spéculation se trouve d'accord à la fin avec la parole de l'Évangile : « La paix est sur la terre aux hommes de bonne volonté. »

A. Darlu.

TRAITS DE MŒURS ANGLAISES

De ce côté de la Manche nous avons une spécialité de souvenirs militaires, et le public paraît prendre goût à ce genre de lectures. De l'autre côté, les souvenirs sont plutôt d'ordre politique ou littéraire. Ils n'en sont pas moins intéressants. Après tout, les récits de massacres et de saccages se ressemblent beaucoup, qu'ils soient d'Hérodote ou de Canrobert : et même il ne semble pas que le genre soit en progrès, si l'on compare les termes extrêmes de la série. Car Hérodote vit autre chose que les tueries, et il l'en faut féliciter.

Il y a une autre différence entre les deux groupes de mémoires en question. Les nôtres ont trait pour la plupart à une époque que beaucoup considèrent comme un apogée, de sorte que, pour le lecteur, ils apportent plutôt un sentiment de découragement. « Voilà ce qu'ils firent, se dit-il : et nous?... » Car ce qu'on est convenu d'appeler « les gloires » napoléoniennes du début du siècle ne suffit pas, hélas, à effacer la tache — non moins napoléonienne — de 1870. Ce sentiment, le lecteur anglais ne l'éprouve pas à lire les mémoires qui lui sont offerts, et qui, s'ils ne racontent pas, d'habitude, des exploits guerriers, relatent les phases principales d'une lente évolution, d'un progrès très réel dans les mœurs, dans la culture et dans l'amélioration sociale générale.

Quel était l'auteur du plus récent volume de souvenirs, *Collections and Recollections*, publié par MM. Smith Elder et Cie, à Londres, on l'ignora quelques semaines. Maintenant il n'y a plus de doute : l'auteur s'est fait connaître ; c'est M. G. W. E. Russell. Sa personnalité importait assez peu d'ailleurs : car ce n'est pas lui-même qu'il raconte : ce sont ses contemporains et les faits dont il a été témoin. Mais M. Russell est un homme de culture, qui a beaucoup approché de notabilités politiques et littéraires, et a su les écouter parler, saisissant plus volontiers le côté humoristique ou anecdotique de leurs propos. Son livre est amusant et instructif à la fois : et il met bien en lumière, dans les premiers chapitres en particulier, l'évolution dont il était parlé plus haut, la transformation graduelle que les mœurs anglaises ont subi depuis le commencement du siècle.

Ce n'est point que l'auteur soit centenaire, d'ailleurs. Il nous le dit expressément : ses souvenirs personnels remontent à 1856 seulement : mais il a beaucoup vu de vieilles gens, il a pris note de leurs récits, et c'est par ces récits qu'il est facile de mesurer le chemin parcouru.

Ils confirment ce qu'on savait déjà de la grossièreté des mœurs à une époque encore récente. Du reste l'exemple venait de haut, et la famille royale ne pouvait en imposer ni par la tenue, ni par la moralité.

Le prince de Galles, raconte Lord Seymour, dans des mémoires inédits, le prince de Galles assure — et doit s'y connaître — « qu'il n'y a pas une honnête femme à Londres, excepté Lady Parker et Lady Westmoreland : et encore sont-elles si bêtes qu'on n'en peut rien tirer : tout au plus sont-elles capables de se moucher elles-mêmes. A la réception de Mme Vaneck, la semaine dernière ceci se passe en 1788, le prince de Galles, à l'honneur de la politesse et de l'élégance de ses manières, mesura la largeur de Mme V... par derrière avec son mouchoir, et alla montrer les dimensions à presque tous ceux qui étaient là. Un autre trait de la conduite respectueuse du prince : à cette même assemblée il a fait signe à la pauvre vieille duchesse de Bedford à travers une grande salle, et après qu'elle eut pris la peine de traverser cette dernière, il lui dit brusquement n'avoir rien à lui communiquer. Le prince a rendu visite la semaine dernière à Mlle Vaneck, avec deux de ses écuyers. En entrant dans la salle il s'est exclamé : « Il *faut* que je le fasse : il le *faut*... » Mlle V... lui a demandé ce qu'il était obligé de faire, et là-dessus il a jeté un clignement d'œil à Saint-Léger et à l'autre complice qui ont couché Mlle V... à terre, et le prince l'a positivement fouettée... ».

C'était le résultat d'un pari. Mais Mlle Vaneck avait quelque habitude des « jeux de rois » : le prince fit pénitence le lendemain, et elle ne lui en voulut point. Autre aimable fantaisie du prince : il reçoit le duc d'Orléans, accompagné de son frère naturel, l'abbé de la Fai (?). L'abbé prétend avoir un secret pour charmer les poissons : d'où un pari, à la suite duquel l'abbé approche de l'eau pour chatouiller un poisson avec une baguette. Se méfiant toutefois du prince, qu'il connaissait sans doute de réputation, il dit qu'il espère bien que celui-ci ne lui jouera pas le tour de le jeter à l'eau. Le prince de protester et de donner « sa parole d'honneur ». L'abbé commence à se pencher sur un petit pont et le prince aussitôt le saisit et le fait culbuter à l'eau d'où l'abbé se tire non sans peine, et non sans colère, car il court sur le prince avec un fouet pour le corriger, déclarant à qui veut l'entendre ce qu'il pense d'un prince incapable de tenir parole. Les *practical jokers* de ce genre n'étaient pas rares : le duc de Cumberland fit partager le même sort à une jeune fille qui servait de

dame de compagnie. Les « grands » s'amusent...

Ils ont d'autres manières de s'amuser : le jeu, la boisson, et le reste, qui sont de tous les temps et de tous les pays : l'histoire de France en peut témoigner autant que celle de n'importe quelle nation. Il faut croire que ces plaisirs sont les plus appropriés à la caste oisive et riche, à qui il a suffi de naître pour être — ou paraître — quelque chose. Au reste, il n'y aurait guère à s'en plaindre : ils font office d'agents de sélection ; ils éliminent — dans la stérilité ou l'imbécillité — des êtres imbéciles et malfaisants, et ils remettent en circulation des richesses qui n'ont souvent été accumulées qu'à coups de rapines, ou par une persévérante marche dans les voies déshonnêtes.

Mais ces soi-disant plaisirs mènent de façon très directe au crime : c'est là une notion banale, et les exemples ne manquent point.

Le duc de Bedford — cinquième du nom — ayant perdu de grosses sommes un soir, à Newmarket, incrimina les dés, les accusant d'être pipés. Il se leva de table en colère, saisit les instruments de son malheur, et les emporta pour les examiner à loisir. Rentré chez lui, il se coucha, pour se calmer, remettant ses investigations au lendemain. Celles-ci se firent avec le concours de ses compagnons, et il dut reconnaître que les dés étaient fort orthodoxes. Cela le surprit, mais il n'avait qu'à s'exécuter et c'est ce qu'il fit : il adressa des excuses, et paya. Quelques années après, un des joueurs qui se mourait, le fit appeler. « Je vous ai prié de venir, dit-il, parce que je voulais vous dire que vous étiez dans le vrai. Les dés étaient effectivement pipés. Mais nous attendîmes que vous fussiez couché : nous nous sommes glissés dans votre chambre, et aux dés pipés que vous aviez emportés nous en avons substitué qui ne l'étaient point, et nous les avons placés dans votre poche. — Mais si je m'étais éveillé, et si je vous avais pris sur le fait?... — Eh bien! nous étions décidés à tout... et nous avions des pistolets. »

La seule action méritoire de sa vie, disait M. Goldwin Smith, du duc d'York, c'est de l'avoir une fois risquée en duel... C'était maigre, pour un prince du sang, et pour un simple particulier aussi bien. Car il ne la perdit point.

La délicatesse est très médiocre.

William et George Scott, plus tard Lord Stowell et Lord Eldon, ayant obtenu quelque succès comme avocats, dans leurs jeunes années, avaient résolu de célébrer l'événement par un dîner à la taverne, après quoi l'on irait au théâtre. En payant l'addition, William laissa tomber une guinée que les deux frères ne purent retrouver : « Mauvaise affaire, fit William : voilà qu'il nous faut renoncer au théâtre. — Que non pas, dit John : je sais un tour qui vaut mieux. » Il appela la servante : « Betty, nous avons perdu deux guinées : voyez donc si vous pouvez les retrouver. » Betty se met à quatre pattes et cherche si bien qu'elle retrouve la pièce. « Bonne fille, fait William : quand vous trouverez l'autre, vous pourrez la garder pour votre peine. » Et les deux frères s'en furent au théâtre, et plus tard aux plus hautes dignités de la magistrature. La pauvre Betty a-t-elle jamais compris le tour? Il se peut : ce n'est point par la délicatesse et les scrupules que se distinguait la clientèle à laquelle elle avait d'habitude affaire.

De façon générale, pourtant, ce monde avait un certain courage personnel.

Le cinquième comte de Berkeley avait dit un jour, devant témoins, qu'il n'y a point de honte à être réduit par des adversaires, quand ceux-ci l'emportent par le nombre, mais que, pour lui, il ne se rendrait jamais à un voleur de grand chemin qui l'attaquerait seul.

En ce temps le brigandage était répandu. Une nuit qu'il se rendait de Berkeley à Londres, sa voiture fut arrêtée par un seigneur de grande route qui, passant sa tête à la portière, lui dit : « N'êtes-vous pas Lord Berkeley?

— Certainement, répliqua celui-ci.

— C'est bien vous qui avez déclaré que vous ne vous rendriez jamais à un voleur de grand chemin qui vous attaquerait seul?

— Parfaitement.

— Eh bien! — et ce disant il braquait un pistolet sur Lord Berkeley — je suis un de ces voleurs, et je suis seul; je vous demande la bourse ou la vie.

— Chien couard, crie Lord Berkeley, crois-tu donc me tromper? Est-ce que je ne vois pas tes complices cachés derrière toi? »

Le voleur se retourne, surpris, pour voir ces complices qu'il ignorait, car il était réellement seul, et dans ce moment Lord Berkeley lui brûle la cervelle.

Courage, et surtout présence d'esprit. Cette anecdote a été racontée à notre auteur par la propre fille de Lord Berkeley.

La religion n'inspirait qu'un médiocre respect. La faute en était en partie à ses représentants, en partie à l'esprit général. Un pur formalisme, une étiquette mondaine, telle elle était : rien de plus. Le système était commode ; il est resté tel, d'ailleurs, et non pas seulement en Angleterre.

Le mépris des choses religieuses était naturel, et l'exemple partait de haut. Un des frères du roi, le duc de Cambridge, s'était fait une spécialité dans l'irrévérence, en se créant pour lui seul une liturgie, et en répondant personnellement à l'officiant.

« Prions, disait ce dernier à la congrégation.

— Certainement, faisait observer le duc; c'est cela, prions. »

Le clergyman commença. Sans doute, la saison était fort sèche, car il demanda d'abord au ciel d'envoyer de la pluie. Mais le duc l'interrompit :

« Inutile; rien à faire pour le moment, le vent est à l'Est... »

Le service continua par une lecture de la Bible. « Et Zacchée se leva et dit : Vois, Seigneur, je donne la moitié de mes biens aux pauvres...

— C'est trop, c'est beaucoup trop, interrompit le duc; des privilèges, si vous voulez, mais pas le reste. »

On lit les commandements. Le duc les commente. Il en est deux qui le gênent :

« C'est très bien dit; mais il est des cas où c'est diablement difficile d'obéir... Ah! pour celui-là, non; c'est mon frère Ernest qui l'a violé; cela ne me regarde pas. »

A ce troupeau grossier, et mené par des pasteurs grossiers, on chercherait avec peine quelques sentiments élevés, en dehors du courage personnel. C'est quelque chose assurément: mais n'est-il pas infiniment plus déshonorant de ne l'avoir point, qu'il n'est honorable de l'avoir ? Il ne semble pas qu'il y ait tant à vanter la possession d'un attribut qu'il serait dégradant de ne pas posséder: c'est une vertu négative. La condition du peuple était pitoyable: entre le *status* des enfants des fabriques et l'esclavage, il était difficile d'apercevoir une différence. A Bedlam, les aliénés étaient enchaînés à leurs lits de paille, en 1828, et du samedi au lundi, ils étaient abandonnés à eux-mêmes, avec les aliments nécessaires à portée, tandis que le geôlier allait s'amuser au dehors. En 1770, il y avait 160 offenses punies de la peine de mort, et le nombre s'en était beaucoup accru au commencement de ce siècle. Le vol simple appelait la peine capitale, et pour avoir volé cinq *shillings* de marchandises dans un magasin, c'était la corde. En 1789, on brûlait les faux monnayeurs. C'étaient du reste des réjouissances, que les exécutions, et pour inculquer à la jeunesse des sentiments moraux, on conduisait des écoles entières au spectacle. Ceci se passait encore en 1820. Sur le chapitre des dettes, la loi était féroce. Une femme est morte dans la prison d'Exeter après quarante-cinq ans d'incarcération, cette dernière motivée par le fait qu'elle ne pouvait acquitter une dette de moins de 500 francs... Aussi les malheureux qui avaient perdu leur avoir, ou qui ne pouvaient faire face à leurs engagements étaient-ils pour ainsi dire jetés dans les bras du crime. Plutôt que d'aller moisir dans les cachots, ils prenaient la fuite, et comme il faut manger, ils demandaient le nécessaire à la société. Ils le demandaient de façons variées : l'une des plus répandues, et qui est relativement honorable, consistait à se faire brigand de grand chemin. Nombre de vaincus de la vie embrassèrent cette carrière où l'on put voir des gentlemen ruinés et jusqu'à un prélat, l'évêque de Raphoe. Ils avaient beaucoup d'audace, pillant les voitures des invités à peu de distance du palais.

Voilà pour le passé.

C'est par le mouvement religieux, issu d'Oxford, il y a bientôt soixante-dix ans, que la transformation fut opérée. Par le mouvement religieux, qui fut admirable, et aussi par le mouvement politique où la Révolution et la France jouèrent un rôle prépondérant. Ces deux facteurs ont puissamment contribué à remodeler l'Angleterre.

La passion politique était vive : et pendant un temps, tout l'intérêt se concentra sur ce qui se passait en France. Tous les esprits qui avaient à cœur la liberté civile et la liberté religieuse, tous ceux que l'impéritie et la suffisance de la classe aristocratique dégoûtaient, tous ceux qui voyaient avec mépris ce que l'Église avait pu faire de la religion, avaient embrassé la cause de la France révolutionnaire. Fox, à la prise de la Bastille, s'exclamait : « C'est le plus grand événement qui se soit passé au monde, et c'en est le meilleur. » Il croyait que tout serait fini avec le démantèlement de la vieille forteresse symbolique et ne prévoyait pas qu'elle pouvait être sitôt reconstituée : l'idée que le peuple serait assez bête pour se forger, bénévolement, des chaînes pour s'entraver lui-même ne lui était point apparue. Par contre, Burke était pessimiste. Il ne voyait là que « la vieille férocité parisienne », et se demandait si, après tout, ce peuple n'est pas impropre à la liberté ; et s'il n'a pas besoin d'une main vigoureuse pour le contenir. Il était pessimiste et autoritaire : aussi eut-il beaucoup d'adhérents ; et Pitt bientôt se joignit à lui, au moins dans la haine des révolutionnaires. Son humiliation fut une joie profonde pour les whigs qui suivaient Fox : et il est intéressant de voir que, pour beaucoup, la défaite de Pitt comptait plus que celle de Napoléon. Il y avait des whigs jusque dans la famille royale, et ils étaient pleins d'ardeur. Au reste la cause était belle : c'était celle de la liberté contre l'autorité. « Nos adversaires, s'écriait lord John Russell, nous cassent le tympan avec le cri : « Le roi et l'Église. » Savez-vous ce qu'ils entendent par là ? C'est une Église sans évangile et un roi qui se met au-dessus de la loi. » Oxford — clérical et littéraire — était tory; Cambridge, scientifique, qui avait eu Newton et attendait Darwin, était whig. Il est bon que la politique inspire de telles passions : car, au total, c'est la lutte entre les principes fondamentaux, et l'enjeu est de nature telle que nul n'a le droit de se désintéresser de la partie. Car l'enjeu

ce sont les hommes mêmes, leurs privilèges et leurs droits, et s'ils se désintéressent, ils n'ont que ce qu'ils méritent le jour où la force s'appesantit sur eux brutalement.

A n'entendre parler que de politique, les enfants mêmes se troublaient. « Maman, demandait la fille d'un whig éminent : les Tories naissent-ils méchants, ou bien le deviennent-ils ? — Ils naissent méchants, répliqua la mère, et deviennent pires... » Une vieille fille excentrique, que l'auteur a connue, ne consentait à monter dans une voiture de louage qu'après avoir demandé au cocher s'il n'avait point transporté de malades atteints d'une maladie infectieuse, s'il n'était pas puseyite, et enfin s'il adhérait au programme whig.

« La passion aveugle », dit Töpffer : elle aveuglait sur la moralité des procédés. Pitt, en visite chez une femme qui occupait un rang élevé dans le monde whig, au moment d'une élection, dit à son interlocutrice : « Eh bien ! vous savez, nous l'emporterons. Dix mille guinées partiront demain par un homme de confiance pour le Yorkshire, et c'est pour notre usage qu'elles partent. — Du diable s'il en est ainsi », réplique la dame. Et la nuit même le porteur était arrêté, et son précieux fardeau allait grossir les poches des électeurs qui votèrent pour le candidat whig et en assurèrent la nomination.

C'est au cours de ces luttes politiques, pleines de feu et glorieuses, qui marquèrent principalement le début de ce siècle, et firent tant de bien à la nation, que les barrières entre les castes commencèrent à s'abaisser. Jusque-là, il n'y avait point de rapports entre l'aristocratie et la classe moyenne, en dehors des cas, encore rares, où la première patronnait l'aristocratie intellectuelle. (Voyez *La Vie de Johnson* par Boswell, par exemple.)

Les choses allaient à ce point que Wilberforce refusa la pairie pour ne point retirer à ses fils le privilège de fréquenter chez les *gentlemen*, les familles du commerce, etc. A l'école, — et c'est lord Bathurst qui a raconté ceci à l'auteur, — les fils de nobles étaient assis sur un banc à part, loin du contact avec les roturiers. Il fallait garder la tradition. C'est ce que faisait le marquis d'Abercorn, qui mourut en 1818. Il n'allait jamais à la chasse sans arborer sa décoration — son *Blue Ribbon*, — et exigeait que pour faire son lit les femmes de chambre eussent les mains gantées, et de gants de peau, pas de fil... Avant d'épouser sa cousine Hamilton, il la fit anoblir par le régent, pour ne pas se marier au-dessous de sa condition. Et quand il apprit qu'elle le voulait planter là pour suivre un amant, il la pria de prendre le carrosse de famille afin qu'il ne fût pas dit que lady Abercorn avait quitté le domicile conjugal dans une voiture de louage. A ses yeux cette « voiture de louage » jetait évidemment un grand discrédit sur les opérations. On a de la race ou l'on n'en a pas.

Nous avons dit plus haut que M. G. W. E. Russell avait connu beaucoup des hommes marquants de ce siècle, et avait eu avec eux des relations personnelles. Il en fut de toutes sortes ; leurs opinions religieuses et politiques étaient souvent très opposées, mais tous étaient au nombre des notabilités du jour. Sur chacun d'eux, notre auteur donne son impression personnelle, et rappelle des souvenirs personnels, ou des anecdotes intéressantes. Nous ne pouvons les passer tous en revue : mais on en peut citer quelques-uns.

Sir Moses Montefiore ne fut pas le plus célèbre : mais il avait une spécialité. Né en 1784, il mourut en 1885, ayant été toute sa vie un objet d'horreur pour les *teetotallers* ; car de quel œil en vérité pouvaient-ils considérer un homme qui buvait chaque jour une bouteille de porto, et à qui la Providence permettait de se bien porter ? C'était indécent...

Une physionomie plus curieuse était celle de lord Russell, plein d'anecdotes, spirituel, souvent froid en apparence, à l'occasion éloquent. A une dame qui demandait la permission de lui dédier un livre, il répliquait qu'à son grand regret il se voyait obligé de refuser : « parce que, comme chancelier de l'Université d'Oxford, il avait été très exposé aux auteurs ».

Pour un chef politique, il avait un grave défaut. Sa mémoire des visages était très faible.

Il se rencontra une fois en Écosse chez un ami commun avec le jeune Lord D..., depuis comte de S... Le jeune homme lui plut, par sa personne et par ses opinions *whig*. Quand vint l'heure de la séparation, Lord John dit à Lord D... tout le plaisir qu'il avait eu à faire sa connaissance, et ajouta : « Maintenant il faut que vous veniez me donner votre appui à la Chambre des communes. — Mais je ne fais pas autre chose depuis dix ans », répondit le jeune politicien. Son chef ne l'avait pas reconnu. Avec cela des distractions qui auraient pu le faire croire dénué d'éducation alors qu'il n'était que dénué d'artifice.

Étant assis un soir à un concert à Buckingham Palace, aux côtés de la duchesse de Sutherland, il se leva tout à coup, et s'en fut au fond de la pièce, où il s'assit auprès de la duchesse d'Inverness. La chose fut remarquée, et l'on soupçonna quelque querelle, aussi fut-il interrogé par un ami sur la cause de son attitude, et il répondit en toute sincérité : « Je ne pouvais rester plus longtemps auprès d'un feu aussi vif : je me serais évanoui. — Ah ! très bien : la raison est bonne en effet, mais au moins avez-vous dit à la duchesse de Sutherland la raison de votre changement de place ? — Tiens, non, je ne crois pas le lui avoir dit : mais j'ai dit à la duchesse d'In-

verness pourquoi je venais m'asseoir près d'elle. »

Il n'était pas diplomate — comme on le peut voir — mais il avait de l'esprit, et sa conversation était pleine d'anecdotes curieuses. Il avait conversé avec Napoléon à l'île d'Elbe. Celui-ci l'avait pris par l'oreille, et lui avait demandé ce qu'en Angleterre on pensait des chances qu'il pouvait avoir de remonter sur le trône de France. » Sire, répondit Russell, les Anglais considèrent vos chances comme nulles. — Alors vous pouvez leur dire de ma part qu'ils se trompent. »

Autre physionomie intéressante, celle de Lord Shaftesbury, un beau type d'aristocrate, au physique comme au moral, très sensible et compatissant, un philanthrope bon et loyal, anti-esclavagiste militant. « Pauvres enfants, disait-il en écoutant le récit d'un inspecteur d'école d'enfants assistés. Que pouvons-nous faire pour eux? — Notre Dieu subviendra à tous leurs besoins, dit l'inspecteur, en servant le cliché habituel. — Oui, sans doute, mais il faut qu'ils aient à manger tout de suite », dit Shaftesbury, et sur l'heure il rentre chez lui, et expédie 400 rations de soupe. Le quiproquo d'un journaliste américain l'amusa fort. Devenu Lord Shaftesbury après avoir longtemps porté le nom de Lord Ashley, il signa une lettre sur l'émancipation des esclaves des États-Unis du Sud. « Où était-il donc, ce lord Shaftesbury, demandait le journaliste, pendant que ce noble cœur, Lord Ashley, seul et sans appui, se faisait le champion des esclaves anglais dans les manufactures du Lancashire et du Yorkshire? » C'était un type admirable de grand seigneur, et de grand cœur, et l'on comprend ce que lui disait Beaconsfield, avec un peu d'emphase, une fois qu'il prenait congé, après lui avoir rendu visite dans son château : « Adieu, mon cher Lord. Vous m'avez donné le privilège de contempler l'un des plus impressionnants des spectacles; de voir un grand noble anglais vivant à l'état patriarcal dans son domaine héréditaire. »

Puis c'est Lord Houghton, qui avait de l'esprit et de la psychologie. Il venait de gagner une livre à un jeune homme de ressources très modestes, au cours d'une partie de whist, et comme il empochait la pièce : « Ah! mon cher enfant, dit-il, le *grand* Lord Hertford, que les sots appellent le *méchant* Lord Hertford, avait accoutumé de dire : Il n'y a pas de plaisir à gagner de l'argent à un homme qui ne sent point sa perte. Comme c'est vrai! »

Et apercevant un jeune ami, au club, qui faisait un souper de pâté de foie gras et de champagne, il lui fit un regard d'encouragement : « Voilà qui est bien, mon ami : toutes les choses agréables de la vie sont malsaines, ou coûteuses, ou illicites. » C'est un peu la philosophie du *Pudden'Head Wilson* de Mark Twain, qui déclare que, pour bien faire dans la vie, il faut se priver de tout ce que l'on aime, et faire tout ce que l'on n'aime point.

Notre auteur n'a point connu Wellington, mais des anecdotes lui ont été fournies à son égard, de première main.

C'était lors du couronnement de la reine Victoria. Celle-ci voulait aller au palais de Saint-James, n'ayant dans son carrosse que la duchesse de Kent, et une dame d'honneur : mais Lord Albemarle, *master of the Horse*, exposa qu'il avait le droit de faire le trajet avec la reine, dans la même voiture, comme il l'avait fait avec Guillaume IV. De là, discussion. L'affaire fut soumise au duc de Wellington, considéré comme une sorte d'arbitre en choses de la cour. Sa réponse fut précise, et peu satisfaisante. « La reine seule a droit de décider, dit-il : elle peut vous faire aller dans la voiture ou hors de la voiture, ou courir derrière comme un s... chien de raccommodeur. »

A un autre moment le gouvernement méditait une expédition en Birmanie pour la prise de Rangoon, et l'on se demandait à quel général la tâche serait confiée. Le cabinet consulta Wellington. Celui-ci répliqua aussitôt : « Envoyez Lord Combermere.

— Mais nous avons toujours compris que Votre Seigneurie considérait Lord Combermere comme un imbécile... — Assurément, c'est un imbécile, répliqua Wellington, c'est un s... imbécile, mais il peut bien prendre Rangoon. »

Autre trait de la même période, et qui se rapporte à Lord Melbourne.

La reine Victoria venait de se fiancer, et elle voulait que le prince Albert fût fait roi consort, par acte du Parlement. Elle parla de ceci à Lord Melbourne, le premier ministre. Celui-ci commença par éviter la discussion, mais comme Sa Majesté insistait pour obtenir un avis catégorique : « Pour l'amour de Dieu, Madame, ne parlons plus de ceci. Car, une fois que vous aurez donné à la nation anglaise le moyen de faire des rois, vous lui aurez aussi donné le moyen de les défaire. »

Il avait de la philosophie, Lord Melbourne... C'est lui qui disait que l'intelligence n'est pas toujours indispensable; le grand avantage du célèbre ordre de la Jarretière, ajoutait-il, c'est qu'au moins « il n'y a pas, dans toute cette bête d'histoire, de *mérite* à l'avoir ». Lord Melbourne avait la bosse de l'esprit pratique, en même temps que la philosophie.

Pour les personnalités plus modernes, notre auteur insiste assez longuement sur Disraeli, *alias* Dizzy, *alias* encore Lord Beaconsfield. C'était un homme ingénieux.

« On m'accuse d'être un flatteur, disait-il à Matthew Arnold. Cela est vrai, je suis un flatteur. Il est

utile de l'être. Chacun aime la flatterie, et, si vous approchez les rois, il faut l'empiler avec une truelle... »

« Mon secret, c'est de ne jamais contredire et de ne jamais nier; j'oublie quelquefois... »

Il savait être aimable quand il le fallait, et voici son procédé pour se faire bien venir des personnes qu'il ne reconnaissait pas, mais qui le connaissaient, à en juger par leur manière de venir à lui : « Eh bien ! disait-il sur un ton d'affectueuse sollicitude, et le vieil ennemi, que fait-il? (*How is the old complaint*, comment va l'indisposition accoutumée?) Cela tombait rarement à faux, et cela faisait toujours plaisir.

Bismarck, qui s'y connaissait, avait une haute opinion de Disraeli. « Salisbury est sans importance, disait-il durant le congrès de Berlin : ce n'est qu'une baguette peinte pour ressembler à du fer. Mais ce vieux juif — Disraeli — s'entend aux affaires. »

Un amusant épisode se rapporte au même congrès, et au même « vieux juif ».

Lord Beaconsfield arriva à Berlin la veille de l'ouverture, et l'ambassade anglaise le reçut avec beaucoup d'apparat. Dans le courant de la soirée un des secrétaires vint trouver Lord Odo Russell qui était l'ambassadeur en ce moment et lui dit :

« Nous sommes dans un terrible embarras. Vous seul pouvez nous en tirer. Le vieux chef a résolu d'ouvrir le congrès avec un discours en français... Il a rédigé une longue oraison, en français, et il l'a apprise par cœur. Il ouvrira les écluses demain. L'Europe entière va se moquer de nous : sa prononciation est exécrable. Nous perdrions nos places à vouloir le lui dire : voulez-vous nous tirer d'affaire?

— La mission est délicate, fit Lord Odo : mais j'aime les missions délicates. Je vais voir ce que je puis faire. »

Il alla rejoindre Dizzy dans la chambre à coucher d'honneur de l'ambassade.

« Mon cher lord, dit-il, une terrible rumeur est arrivée jusqu'à mes oreilles.

— Vraiment, qu'est-ce donc?

— On nous dit que vous avez l'intention d'ouvrir demain les travaux du congrès en français?

— Eh bien ! et après?

— Ce qu'il y a, c'est que nous savons tous que nul en Europe n'est mieux en état de ce faire. Mais, à tout prendre, faire un discours en français est un tour de force banal. Il y aura au Congrès au moins une demi-douzaine d'hommes qui pourraient en faire autant, presque aussi bien. Mais, d'un autre côté, qui donc, hormis vous, pourrait prononcer un discours en anglais? Tous ces plénipotentiaires sont venus des différentes cours d'Europe dans l'expectative du plus grand régal intellectuel de leur existence : entendre parler en anglais par le maître le plus éminent de la langue. La question est de savoir si vous les voulez désappointer?... »

Dizzy écouta avec attention, mit son monocle, considéra lord Russell, et dit enfin :

« Il y a un argument sérieux dans ce que vous me dites là. Je vais y réfléchir. »

Et il y réfléchit si bien que le lendemain il ouvrait le congrès en langue anglaise. Avait-il réellement avalé la flatterie, ou bien avait-il compris, — fût-ce vaguement — son infériorité en français? On ne sait : mais un flatteur tel que lui devait avoir quelque méfiance : et la seconde hypothèse est sans doute la plus exacte.

Autre anecdote. Il dînait un jour à côté de la princesse de Galles, et se blessa le doigt en voulant couper du pain trop dur. La princesse, pleine de grâce, entoura le doigt de son propre mouchoir. Et Dizzy, avec à-propos, de s'exclamer :

« Je leur ai demandé du pain, et c'est une pierre qu'ils m'ont donnée... Mais j'ai eu une princesse pour panser mes plaies. »

Sa mort fut longue et douloureuse. Pendant six semaines elle approcha et s'éloigna tour à tour. Un ami — ce nom est-il bien en situation — trouva le courage de dire à ce propos : « Ah ! le voilà bien ; il exagère : il a toujours exagéré. »

Sur Gladstone, Newman et beaucoup d'autres, il faut passer rapidement. Manning a toutefois laissé une grande impression à l'auteur, par sa prestance et sa dignité. Il était malicieux aussi.

Peu après la mort de Newman, un article nécrologique parut dans une revue, qui était piquant et même méchant. Manning fut interrogé à ce propos ; il déclara qu'il plaignait l'auteur de l'avoir écrit, que celui-ci devait avoir un fort mauvais esprit, etc., mais, ajouta-t-il : « Si vous demandez si c'est bien là Newman, je suis bien obligé de vous le dire : c'est une vraie photographie. »

On peut du reste ouvrir *Collections and Recollections* au hasard ; à toute page c'est un trait curieux et spirituel qui se montre. J'en cite quelques-uns, « tout venant », comme disent les carriers. Les deux premiers se rapportent à Henry Smith, un Irlandais des plus spirituels, qui fut professeur de géométrie à Oxford. Un homme politique éminent, qui est actuellement un des premiers jurisconsultes de son pays, et dont le principal défaut est une suffisance exagérée, se présentait aux élections en 1880, comme candidat libéral. Pour le discréditer, ses adversaires politiques le représentèrent aux élections comme athée : c'était une manœuvre politique. Apprenant cette accusation, Henry Smith s'écria, avec une indignation feinte :

« Tout cela est faux. Il n'est nullement un athée.

Il croit le plus fermement du monde à l'existence d'un être supérieur, » — sans ajouter que l'être supérieur en qui X... croyait, était X... lui-même.

« Que vaut-il le mieux être, évêque ou juge? — Oh! fait Henry Smith : évêque. Car le juge, au plus, peut dire : allez vous faire pendre : mais l'évêque peut vous damner. — Oui, dit le maître de Balliol; mais si le juge dit : allez vous faire pendre, vous êtes effectivement pendu... » Ici Smith avait le dessous.

Une jolie anecdote dont Napoléon III *n'est pas* le héros.

Napoléon III, alors qu'il n'était que prétendant, et plus riche d'espérances que de monnaie ayant cours légal, fréquentait beaucoup à Londres, chez Lady Blessington, maison plus clinquante que solide. Après le coup d'État, la dame vint à Paris, faire un petit voyage, et elle s'attendait à ce que ses politesses lui fussent rendues. Aucune invitation ne venait, l'empereur oubliait les bienfaits reçus par le prince : A la fin, pourtant, Lady Blessington réussit à le rencontrer au cours d'une réception quelconque. Il ne put éviter de la voir, et l'interpella . « Ah! milady Blessington : restez-vous longtemps à Paris? — Et vous, Sire? » répliqua-t-elle.

Revenons un peu en arrière et voici une autre jolie ironie.

Au collège d'Oriel, un soir, un des compagnons de Charles Marriott, qui joua un si grand rôle dans le *Tractarian Movement*, s'oublia, et se conduisit de façon déplacée. Le lendemain, rencontrant Marriott, il essaya de s'excuser. « Mon cher ami, je crois bien que j'ai quelque peu fait la bête, hier au soir... — Comment donc, cher camarade? répliqua Marriott. Je ne me suis pas aperçu que vous fussiez autrement qu'à l'ordinaire. »

Le tact n'est pas donné à tous : et pour en avoir, il ne suffit pas d'occuper une haute situation.

Il y a à Windsor, au bout d'une des promenades du château, une statue équestre que le peuple a dénommée le Cheval de cuivre. Un grand de distinction, — mais assez pauvre en culture historique, — était l'hôte de la Reine, et une après-midi il fit une promenade. A dîner la Reine s'informa de ce qu'il avait fait, demandant s'il n'était point fatigué.

« Du tout, Madame, merci : j'ai trouvé un véhicule qui m'a ramené jusqu'au Cheval de cuivre.

— Jusqu'où? dit la Reine avec effarement.

— Jusqu'au Cheval de cuivre, vous savez bien, au bout de Long Walk.

— Mais ce n'est pas un cheval de cuivre : c'est mon grand-père... »

« Avez-vous lu les *Greville Memoirs ?* demandait quelqu'un à Disraeli. — Non, répliqua-t-il. Ils ne m'attirent pas. Il me souvient de l'auteur, et c'était la personne la plus vaniteuse avec qui je sois jamais entré en contact, encore que j'aie lu Cicéron et connu Bulwer Lytton. » D'une pierre trois coups : et ils sont bons. Voulez-vous de la malice féminine?

« Que Lady Jersey est donc belle! s'exclamait un admirateur fervent, devant Lady Morley, sa rivale en beauté. Dans sa toilette de deuil, en noir et avec ses diamants, elle semble personnifier la nuit. — Oui, mon cher, fit Lady Morley, mais minuit passé... »

Le chapitre des mots d'enfants est fort étendu. J'en cueille quelques-uns au hasard :

Voici un trait d'Alexandre de Battenberg, alors qu'il était tout jeune encore. Manquant d'argent de poche, il imagina d'écrire à son auguste grand'mère — la reine et impératrice Victoria — pour en demander. Elle lui répondit une admonestation, et en l'engageant à être désormais plus économe, de façon à ne pas se trouver dépourvu à la fin du mois. Très bien. Quelques jours après, elle reçut un second billet de son petit-fils.

« Chère grand'mère, disait le très pratique personnage, je suis certain que vous apprendrez avec plaisir que je n'ai pas besoin de vous ennuyer pour de l'argent en ce moment, car j'ai vendu votre dernière lettre pour 30 shillings à un de mes camarades d'ici!... »

Un enfant — qui depuis a été représentant de Manchester au Parlement — avait dans sa famille une servante qu'il jugeait être fort vieille. Il eût voulu savoir son âge : mais il n'osait le lui demander, sachant que c'est là une question qu'on ne pose pas. Il fallait ruser. Enfin, un jour, il trouva le biais requis. Il venait de lire que l'aloès ne fleurit qu'une fois tous les cent ans — ce qui est une erreur d'ailleurs — et il y avait des aloès dans la serre. Abordant la servante d'un air câlin : « Avez-vous souvent vu fleurir l'aloès? »

Une élégante forme de politesse. C'est aux Indes, et un Indien rend compte au gouverneur d'une partie de chasse qui a été organisée en l'honneur d'un jeune lord de passage. « Eh bien? fait le gouverneur. — Oh! dit l'Indien, le jeune Sahib a tiré divinement; mais Dieu a été très miséricordieux pour les petits oiseaux. »

Comme cela est finement dit! Je n'en dirai pas autant de quelques exemples de rhétorique religieuse.

C'est une métaphore cueillie dans le sermon d'un clergyman : « Et si quelque étincelle de grâce a pu être allumée par cet exercice, veuille, ô Dieu, l'arroser... »

Et que dites-vous de cette prière prononcée devant la reine Victoria par un prédicateur de petite ville? « Elle », c'est la souveraine : « Accorde, ô Dieu! qu'en devenant plus âgée elle soit faite un homme nou-

veau, et que dans toutes les causes de justice elle marche en avant de son peuple comme un bélier dans les montagnes... »

Que de métamorphoses, grand Dieu!...

Et enfin, pour ne pas sortir de la théologie. C'est aux examens de l'Université.

« Qu'est-ce que la foi?

— C'est cette faculté par laquelle nous pouvons croire ce que nous savons n'être pas vrai. »

Et j'en passe, et des meilleures, et en grand nombre. Lisez *Collections and Recollections;* l'occupation est amusante et instructive, et une excellente table des noms vous permettra de savoir tout de suite s'il est parlé de tel ou tel personnage et de retrouver les anecdotes qui le concernent.

JEAN LA FRETTE.

VIEILLE HISTOIRE

Nouvelle.

Le petit salon de province où ma tante de Barfleur se tenait ordinairement était un appartement long et étroit, garni de boiseries anciennes dont les guirlandes de fleurs en relief formaient un encadrement discret aux portraits de famille suspendus à la muraille. La porte d'entrée s'ouvrait à un bout, la fenêtre apparaissait à l'autre, derrière de vieux rideaux de soie bleu pâle, et quatre bergères Louis XVI se faisaient vis-à-vis de chaque côté de la cheminée.

Je la vois encore, ma pauvre vieille tante, toujours vêtue de noir et coiffée d'un bonnet de dentelles dont les brides retombaient librement derrière ses épaules. Elle avait jadis été très belle. Ses grands yeux bleus conservaient encore une expression profonde de douceur bienveillante, et son sourire toujours affable découvrait une rangée de dents restées blanches malgré son âge. Ses pommettes seulement étaient devenues saillantes et des rides sillonnaient son front sous des bandeaux de cheveux terminés en deux grosses boucles au niveau des tempes. Telle enfin que mes souvenirs me la représentent, cette femme indulgente et bonne était l'allégorie vivante de ces sentiments multiples de résignation, de regret, de désillusion et d'oubli que les poètes ont synthétisés sous les traits du passé.

Comme toutes les vieilles gens, ma tante aimait à se rappeler les histoires d'autrefois, et, chaque soir, deux ou trois personnes de son âge se réunissaient chez elle. Parmi les plus assidus se trouvait l'abbé Bouvray, vicaire général, et le baron Hubert de Tréville, vieux militaire à barbe blanche dont l'esprit naturel et l'irréprochable éducation avaient été naguère fort appréciés. Tous deux connaissaient ma famille depuis fort longtemps, et ma tante les recevait souvent à dîner. Le repas fini, elle s'asseyait dans le coin de la cheminée, approchant du feu sa main diaphane où couraient des veines bleutées. Le baron se mettait en face d'elle dans l'autre coin, réservant au vicaire général la place du milieu. Confortablement installé dans son fauteuil, l'abbé croisait les bras et chauffait avec béatitude ses larges pieds chaussés de souliers à boucles.

Alors on causait. On se rappelait les personnes mortes, les faits tristes, les événements gais, tout cela dit posément, dans des termes châtiés, égayés quelquefois par des sous-entendus légèrement gaulois. Quand le baron risquait ainsi la plaisanterie, ce qui lui arrivait volontiers, ma tante souriait et l'abbé ne pouvait retenir un petit rire flûté.

Ces trois vieux étaient ainsi réunis dans le petit salon par une froide soirée de novembre où j'étais arrivé dans la petite ville que ma tante habitait. J'entrais alors dans ma vingtième année, et je venais d'avoir ma première histoire d'amour qui s'était terminée pour moi comme pour tant d'autres par un désenchantement. J'étais venu dans ce paisible coin de province où je comptais tant de bons amis et de vieilles relations, dans l'espoir de retrouver un peu de calme et de changer le cours de mes idées dans cet entourage sympathique où je me sentais aimé. Ma vieille tante rendue perspicace par un perpétuel désir de rendre service me trouva triste; le baron, facétieux ce soir-là, m'accabla de ses plaisanteries, affirmant, sans se douter combien il disait vrai, que j'avais eu des peines de cœur. Quant à l'abbé, il me regardait d'un œil scrutateur et restait silencieux.

L'abbé Bouvray avait débuté dans les ordres comme aumônier militaire. Durant sa longue et active carrière, il avait acquis une grande expérience de la vie, un esprit large, un conseil sûr; aussi, ai-je ouï dire que son confessionnal était un des plus courus, et, sans nul doute, le mieux fréquenté de la cathédrale. Il en imposait d'ailleurs par sa grande taille et sa forte stature. Une bonne figure animée d'un regard franc et d'un sourire bienveillant rendait sympathique à tous ce digne prêtre doublé d'un savant et d'un homme d'esprit.

L'abbé n'oubliait jamais les gens qu'il avait connus jeunes et qu'il appelait familièrement « ses enfants ». Comme j'étais de ce nombre, il me manifesta le désir de me voir et de causer avec moi. Quand la soirée prit fin, il me donna rendez-vous pour quelques jours après, étant obligé, disait-il, d'accompagner le lendemain Monseigneur en tournée de confirmation.

Au jour dit, je me rendis au cabinet de travail de

l'abbé Bouvray situé dans une des dépendances de l'évêché. Après avoir monté un escalier nu et froid où l'humidité suintait le long des murs, je frappai à la porte et j'entrai. L'abbé se leva pour venir à moi et me fit asseoir, non sans m'avoir serré la main avec effusion.

Le cabinet du vicaire général était une haute et vaste pièce carrée dont les panneaux disparaissaient uniformément derrière de grossiers placards scellés dans la muraille. Au-dessus de la cheminée sans garniture était suspendu le portrait d'un évêque en habit de chœur dont la main bénissante s'étendait avec onction sur une foule imaginaire. La table de travail se trouvait au milieu de l'appartement et l'abbé assis en face d'elle dans un large fauteuil de cuir me racontait toutes sortes d'anecdotes dont il avait été le témoin sur les champs de bataille.

Puis notre conversation prit un tour sérieux, et sans faire à mon égard d'allusion directe, l'abbé me fit ressortir dans des termes pleins de tact et de réserve la nécessité de se montrer énergique dans toutes les circonstances de la vie. Il parlait simplement, sur un ton paternel dont le naturel contrastait singulièrement avec les fleurs d'une rhétorique surannée qui enveloppent quelquefois d'un parfum de séminaire le langage de certains ecclésiastiques. J'écoutais avec intérêt les paroles de cet homme intelligent et persuasif quand il me dit tout à coup après un moment d'hésitation :

« A mesure que vous avancerez en âge, vous verrez, mon cher enfant, qu'il est en ce monde des gens dont l'exemple fortifie et encourage. Votre tante de Barfleur et le baron de Tréville sont de ceux-là. Tous deux ont eu de rudes moments d'épreuve à traverser, je vous en réponds, mais ils se sont toujours montrés grands dans l'adversité. »

Comme je marquais mon étonnement d'entendre ainsi le nom de ma tante et celui du baron réunis dans le souvenir d'un malheur commun, l'abbé reprit :

« Laissez-moi donc vous raconter cette histoire que vous me paraissez ignorer. Vous êtes, je pense, assez sérieux pour en garder le secret. » Et l'abbé Bouvray commença son récit :

« Vous connaissez le château de Saint-Mandé situé à quelques lieues d'ici, actuellement en possession du baron de Tréville. Avant qu'il en héritât de son oncle le marquis de la Roche-Fontenay, cette habitation seigneuriale se trouvait dans un lamentable état de délabrement. Avec ses murailles envahies par le lierre et son toit à demi dissimulé sous les branches d'arbres poussant au hasard, elle avait l'air d'une immense tombe abandonnée, comme si l'oubli de la mort planait déjà sur elle.

« Le personnel resté fort nombreux dans le château laissait cependant soupçonner sous cette apparence misérable un luxe fastueux. En effet, dans cette inhospitalière demeure dont aucun étranger ne franchissait le seuil, l'existence de deux êtres humains s'écoulait lentement dans une solitude jamais interrompue, jamais distraite.

« L'un de ces bizarres personnages était l'oncle d'Hubert de Tréville, le marquis de la Roche-Fontenay, grand vieillard sec et maigre, au visage sévère, à la physionomie autoritaire et dure. L'autre, une femme qui n'avait plus d'âge et rappelait exactement avec son dos voûté, sa figure osseuse, et son nez en bec d'aigle les sorcières des contes de fées.

« Une ressemblance frappante existait entre le vieux gentilhomme et son étrange compagne : c'étaient leurs yeux qui brillaient comme l'acier et lançaient avec la même expression terrible des regards perçants comme une pointe d'épée.

« Personne ne connaissait le vrai nom ni l'âge de la vieille. On l'appelait simplement Mme Bandry. D'après les histoires plus ou moins légendaires des anciens du pays, elle aurait sous la Révolution fait le coup de feu aux côtés du marquis et se serait battue dans les rangs des gentilshommes pour le service du Roy. Mais la date de sa mort relativement assez proche prouve que tout cela n'est guère vraisemblable.

« Il est certain cependant que le marquis avait « chouanné » dans sa jeunesse. C'est même à la suite d'une balle reçue pendant une escarmouche nocturne qu'il conserva toute sa vie l'épaule gauche paralysée et put ainsi, sous l'Empire, échapper aux rigueurs de la conscription.

« Toute la famille de la Roche-Fontenay s'était ralliée à Bonaparte. Resté seul parmi les siens fidèle au principe de la légitimité, le châtelain de Saint-Mandé vit avec une dédaigneuse indifférence la fortune de l'Empire grandir et s'écrouler.

« C'est vers cette époque qu'on remarqua souvent dans le pays, chevauchant auprès de M. de la Roche-Fontenay, un mystérieux cavalier désigné sous le nom de M. Paul. Il avait les traits régulièrement accentués, les yeux et les cheveux noirs, le regard d'une étrangeté farouche, une attitude impassible. Tel me fut-il dépeint par ceux qui se rappellent l'avoir vu dans leur enfance. La noblesse des environs afficha d'abord une méfiance respectueuse pour cet impénétrable inconnu qui ne parlait jamais : les uns voyaient en lui quelque terrible émissaire du duc d'Otrante ; d'autres le prirent pour un de ces extraordinaires messagers du comte d'Artois qui entretenaient au milieu des plus périlleuses aventures les relations secrètes des princes avec les vieux fidèles du parti. Enfin, soit qu'on redoutât les représailles du gouvernement, soit qu'on craignît le ressentiment du roi dans le cas où les Bourbons reviendraient, M. Paul était un personnage trop mystérieux pour

n'être pas nuisible. Aussi préféra-t-on s'éloigner de lui et faire le vide autour du marquis dont il était l'hôte familier.

« Bien que M. de la Roche-Fontenay acceptât cet isolement sans nulle apparence de regret, la chute de l'Empire et le retour des princes lui fournirent néanmoins l'occasion d'en sortir. Son père avait été gentilhomme ordinaire du comte de Provence. Il résolut, en souvenir de lui, d'aller saluer le roi Louis XVIII et d'offrir au souverain triomphant l'hommage de son inébranlable fidélité. Il partit donc pour Paris dans sa berline armoriée et eut l'honneur de recevoir de la main du roi la croix de chevalier de Saint-Louis en reconnaissance de ses services passés.

« Cette démarche fut pour le marquis une sorte d'adieu au monde et le couronnement prématuré d'une existence encore pleine de promesses. En effet, lorsque, après son voyage, il rentra dans ses terres de Saint-Mandé, ce fut pour n'en plus jamais sortir. A ce moment, M. Paul quitta ses habits d'homme à la stupéfaction générale pour se révéler publiquement Mme Baudry, la maîtresse de M. de la Roche-Fontenay. Quel motif poussa le marquis à tolérer un pareil scandale à l'instant même où l'heure de la récompense sonnait pour les fidèles du parti royaliste? Nul ne put jamais le savoir ni même le soupçonner. On prétendit seulement que Mme Baudry était une fille du peuple enlevée avec une désinvolture toute féodale par le dernier descendant des la Roche-Fontenay, et l'aristocratie n'accepta point cette irrégulière situation.

« La baronne de Tréville, mère de notre ami, rompit elle-même avec son frère, ne pouvant supporter que la place des dames de Fontenay restât occupée plus longtemps Dieu savait par qui!

« Le marquis n'était pas homme à fléchir devant les conséquences de sa détermination. Jusqu'à sa mort, il les supporta, condamné par le jugement de son monde à une perpétuelle retraite, passant désormais son temps à chasser à courre ou à parcourir la campagne à cheval en compagnie de Mme Baudry.

« Tous les deux vécurent ainsi pendant de longues années et peu à peu la vieillesse vint. Alentour, les vieux gentilshommes mouraient un à un, et vers 1830 la baronne de Tréville disparut à son tour laissant son fils orphelin.

« Notre vieil ami était alors un jeune officier de vingt-cinq ans. Comme aujourd'hui, c'était un grand et bel homme, d'allures et de manières essentiellement distinguées. A la cour où plusieurs fois il eut l'occasion de paraître ainsi que dans les salons les plus fermés du faubourg Saint-Germain, son esprit naturel, joint aux qualités d'un parfait homme du monde, lui acquit bientôt toutes les sympathies. Malgré que sa fortune ne fût pas considérable, une carrière pleine d'avenir suffit à le classer parmi les beaux partis et mit à sa disposition des alliances flatteuses.

« Mais toutes les propositions furent vaines, toutes les ouvertures repoussées. Quelques mois après la mort de sa mère, le baron dut revenir dans notre ville pour y régler ses affaires, et ce séjour le confirma dans l'intention d'épouser Mlle Yseult de Beaumont qui devait devenir plus tard Madame votre tante. Il pensait depuis longtemps à cette union et, comme j'avais assisté sa vénérable mère dans ses derniers moments, il me confia son projet en me priant d'en avertir la famille de Beaumont.

« Cette maison m'était ouverte déjà depuis plusieurs années. Lorsque j'eus quitté l'armée pour rentrer dans l'administration diocésaine comme secrétaire particulier de feu Monseigneur Grandin, les œuvres me mirent en rapport avec Mme de Beaumont. D'ailleurs le titre d'ancien aumônier militaire me suffisait pour être bien accueilli dans une famille où tous les hommes avaient porté l'épée. Ma mission avait donc des chances de réussite.

« M. de Beaumont l'accueillit en effet avec une satisfaction qu'il ne chercha pas à me dissimuler. Il me promit de prendre la chose en considération, d'y réfléchir, de consulter la volonté de sa fille et fixa le jour où la réponse définitive devait m'être officieusement rendue. Sans plus tarder, j'écrivis à Hubert le résultat de ma démarche. Il vint aussitôt afin de se tenir prêt à faire la demande et descendit dans l'hôtel de sa famille resté fermé depuis la mort de Mme de Tréville. Mais nous étions alors bien loin l'un et l'autre de soupçonner les événements qui se préparaient.

« Deux jours après l'arrivée du baron, un piqueur venu à cheval de Saint-Mandé lui fit remettre vers deux heures de l'après-midi un billet ainsi libellé : « Le baron de Tréville est instamment prié de se « rendre au château de Saint-Mandé. Le marquis de la « Roche-Fontenay, dont l'état est désespéré, mani- « festeavantde mourir le désir de revoir son neveu. »

« A la même heure et par le même messager, j'étais prévenu que le moribond réclamait les soins de mon ministère et les consolations de la religion. A la hâte, je courus prévenir le baron et chercher les Saintes-Huiles; au bout de deux heures environ, nous descendîmes de voiture, Hubert et moi, devant le perron du château de Saint-Mandé. Malgré toute notre diligence nous arrivions trop tard; le marquis de la Roche-Fontenay était mort âgé de quatre-vingt-sept ans.

« La nouvelle du décès s'était déjà répandue dans le pays. Quelques membres de la famille étaient accourus des châteaux du voisinage, et nous attendaient dans le vestibule.

« Après quelques poignées de main silencieusement échangées, nous montâmes ensemble dans la chambre mortuaire.

« Le corps de M. de la Roche-Fontenay reposait sur un vaste lit au-dessous d'un baldaquin jaune dont les rideaux retombaient de chaque côté de la couche funèbre. La tête du mort était enfoncée dans l'oreiller et se détachait sur les draps blancs, effrayante de maigreur. Les lèvres étaient serrées, le nez contracté, les sourcils froncés; une expression de dureté terrible était demeurée gravée sur ses traits rigides accentués davantage par la maladie et la mort. Dans ses mains jointes sur sa poitrine, le marquis semblait tenir religieusement serrés un crucifix et une épée, — sa vieille épée qui avait fait couler le sang des bleus.

« Sur la muraille, de jolies dames empanachées souriaient dans leur cadre doré et quelques grands fauteuils garnis d'étoffe défraîchie étaient restés épars au milieu de l'appartement. A droite du lit, sur une petite table recouverte d'une serviette, une grande croix se trouvait exposée entre deux flambeaux allumés, derrière un coussin de velours noir où se détachait le ruban rouge de l'ordre de Saint-Louis. A gauche on avait aligné trois prie-Dieu gothiques sculptés aux armes de la Roche-Fontenay.

« Quand nous entrâmes, Mme Baudry était agenouillée sur l'un d'eux; elle se leva, nous salua froidement d'un signe de tête et se remit à prier. Je me mis à genoux près d'elle pour commencer à voix basse la récitation de l'office des morts, et toute la famille fit de même autour du lit funèbre.

« Bientôt après un domestique vint annoncer l'arrivée du notaire Me Renault. Quoique seul héritier de son oncle, Hubert, par déférence, se fit accompagner des deux plus proches parents du défunt pour descendre au salon. J'étais resté dans la chambre avec Mme Baudry toujours agenouillée près du corps et quelques autres personnes, quand, au bout d'un instant, je fus averti par un valet de chambre que le baron demandait à me parler. Je descendis aussitôt.

« Dès mon entrée dans le salon, je fus frappé de la physionomie grave d'Hubert et de l'expression manifestement désappointée de ces messieurs. Quant à maître Renault dont le visage fleuri s'épanouissait derrière une paire d'énormes lunettes d'or, il gardait l'impassibilité d'un homme habitué aux situations gênantes et aux circonstances critiques. En deux mots, Hubert m'expliqua que Mme Baudry était la légataire universelle du marquis, et qu'il comptait sur ma vieille amitié pour la prier de venir entendre cette communication. Le baron ne pouvait avoir désormais aucun rapport avec cette femme et il avait compris que mon double caractère de prêtre et d'ami faisait de moi l'interprète naturel entre Mme Baudry et la famille du marquis. Aussi, quoi qu'il m'en coûtât de me trouver mêlé à ces événements, j'allai chercher la vieille immédiatement. Lorsqu'elle fut descendue, elle écouta debout, dans une immobilité de statue, la lecture de l'acte qui l'instituait, sans conditions ni réserves, héritière du marquis.

« En entendant exprimer ainsi l'unique volonté suprême de M. de la Roche-Fontenay, sa taille s'était redressée et nous nous attendions tous à un violent éclat de haine contre ceux qui l'avaient méprisée, surtout parce qu'elle était fille du peuple. Mais elle dit simplement, s'adressant au notaire : « S'il vous « plaît, Monsieur, veuillez me passer ce papier. » Quand elle eut reçu le testament des mains du tabellion, elle en fit une rapide lecture. Puis, s'étant approchée de la cheminée, elle le déposa sans un mot dans le foyer où quelques bûches achevaient de brûler. Alors elle se retourna vers Hubert et prit la parole. Deux larmes coulaient sur ses joues, mais sa voix ne tremblait pas. « Vous êtes chez vous, Mon- « sieur, dit-elle. Une seule chose me reste mainte- « nant à vous demander : la permission de demeurer « ici quelques jours encore jusqu'à ce que le corps « de M. le marquis soit enseveli. » Puis, elle attendit impassible la décision du baron.

« Hubert de Tréville possédait au plus haut degré cette présence d'esprit propre aux gentilshommes de vieille race, grâce à laquelle ils se tirent toujours avec honneur des situations les plus embarrassantes. Bien que Mme Baudry fût dénuée de toute ressource, il était évident que le sacrifice d'une fortune, accompli dans de pareilles conditions, ne pouvait se reconnaître par une somme d'argent ou par quelque autre concession purement matérielle.

« Une telle proposition n'eût servi qu'à provoquer un refus méprisant. D'ailleurs, Hubert s'était rendu compte de la situation et il lui fallait maintenant agir avec assez de tact pour concilier sa dignité avec ses nouvelles obligations : « Je vous remercie, Madame », répondit-il, « de votre désintéressement; mais, si j'accepte la succession de mon oncle, c'est seulement à « la condition que vous partagerez désormais « avec moi la jouissance de ce château; que vous « consentirez à y vivre honorée et respectée comme « l'amie des miens, que vous me laisserez enfin vous « maintenir toujours à la place qui doit maintenant « vous appartenir. »

« Elle baissa les yeux et semblant s'avouer vaincue dans cet assaut de générosité ne prononça que ce simple mot « : Qu'il soit donc fait, Monsieur, ainsi « que vous le désirez. » Puis elle tendit au baron sa main décharnée; Hubert la porta à ses lèvres et la baisa respectueusement.

« L'heure du dîner étant arrivée, nous passâmes dans la salle à manger. Hubert de Tréville offrit son bras à Mme Baudry et la conduisit en face de lui, au haut bout de la table, à la place même où Mlle de

Beaumont aurait dû s'asseoir quelques mois après.

« Il va sans dire que la nouvelle situation du baron rendait irréalisable le mariage projeté. Hubert y renonça lui-même, spontanément, ne voulant pas imposer à une jeune femme les obligations qu'il avait contractées envers l'ancienne maîtresse du marquis de la Roche-Fontenay. Il donna bientôt après sa démission et brisa résolument sa carrière militaire pour se livrer à l'administration de ses terres.

« Mme Baudry est morte il y a seulement quelques années et le baron revint aussitôt après se fixer dans notre ville. Là, il retrouva celle qu'il avait aimée jadis et dont le devoir l'avait séparé. Depuis l'époque où M. de Tréville avait demandé sa main, votre tante de Barfleur n'avait pas été non plus épargnée. Au bout de deux ans de mariage elle devenait veuve, et vous savez dans quelles tristes circonstances elle perdit il y a quinze ans sa fille unique. Ceux qui connaissent l'étendue de ses malheurs peuvent seuls se figurer combien il lui fallut de force morale et de pieuse résignation pour conserver au milieu de pareilles épreuves sa bonté et son inaltérable indulgence. »

Gagné par l'émotion, l'abbé Bouvray suspendit son récit et porta la main à son front. Puis tout à coup semblant sortir d'un rêve, il se précipita sur sa montre : « Cinq heures et demie ! s'écria-t-il, et mes pénitentes qui m'attendent. Excusez-moi ; le temps passe si vite à remuer ces vieux souvenirs... »

Le vicaire général prit à la hâte son chapeau, son bréviaire, et nous descendîmes ensemble l'escalier. La nuit était déjà tombée. Quand nous eûmes traversé la cour de l'évêché, l'abbé Bouvray me quitta vivement et disparut bientôt sous le portail noir de la cathédrale.

PAUL HÉRISSEY.

LES MONUMENTS HISTORIQUES

DE LA TUNISIE

La Tunisie possède aujourd'hui un véritable Service des monuments historiques, qui est parfaitement organisé par elle ou pour elle, et qui est entretenu à ses frais. Cette administration vient d'inaugurer hardiment une série de savantes et luxueuses publications archéologiques, sans aucune subvention de la France (1).

Notons d'abord que ces simples faits — les derniers surtout — ont une signification politique, ou, tout au moins, économique ; d'autant mieux qu'ils se rattachent à un plan d'ensemble. Voilà de la bonne décentralisation, celle qui dédaigne les théories et les phrases, pour passer aux actes. Rapprochée d'autres faits que l'on connaît, cette initiative en dit long sur la prospérité de la Régence et l'intelligente direction de ses affaires. C'est décidément un pays heureux et qui porte bonheur aux Français. On sait pourquoi. Par miracle, on n'a commis à ses dépens, et aux nôtres, aucune des erreurs traditionnelles de notre politique coloniale. On s'est contenté de lui envoyer ou de lui prêter quelques fonctionnaires, le moins possible, mais bien choisis, et on l'a laissé marcher : il marche tout seul, très droit, et avance vite. Bien des symptômes qui ne trompent pas, la paix dans les esprits, l'état des finances, le développement régulier des échanges, surtout avec la métropole, l'importance croissante des travaux publics presque toujours exécutés avec les ressources normales du budget, les progrès de toute sorte qui surprennent le voyageur après quelques années d'absence, tout atteste qu'on fait là-bas de bonne besogne, pour l'avenir de la Tunisie comme pour l'étude de son passé.

Là-dessus, nous renvoyons les sceptiques à un ouvrage tout récent dont on n'a guère parlé, et que cependant l'on devrait partout lire et méditer en France : un gros et beau livre, bourré de faits et richement illustré, sur *la Tunisie* (1). Le Résident général actuel, M. Millet, qui a le juste orgueil de l'œuvre accomplie par lui et ses prédécesseurs, eut naguère une idée originale : connaissant le goût des Français pour les préjugés, surtout en matière coloniale, il voulut donner à quelques-uns de ses compatriotes une leçon de choses. Il convoqua donc à Tunis, au printemps, un certain nombre de savants et de publicistes, qui presque tous se rendirent à son appel, même les plus sédentaires. Alors, prenant la tête de la caravane, il les promena lui-même à travers la Tunisie. Il était bien sûr que ses invités, à moins de fermer les yeux, reviendraient contents, et le diraient : on a de l'esprit à Tunis, avenue de la Marine. M. Olivier, directeur de la *Revue générale des sciences*, était du voyage. Il voulut que la leçon ne fût pas perdue pour le public. Il s'adressa donc à quelques-uns de ses compagnons de route et à d'autres spécialistes, en tout une vingtaine de savants ; il leur demanda d'étudier, chacun dans son domaine, l'état présent de la Tunisie, d'enregistrer les progrès accomplis, en indiquant pour l'avenir la voie à suivre. De cette enquête méthodique et collective, est sortie une monographie originale, complète, très

(1) *Les Monuments historiques de la Tunisie* (Régence de Tunis — Protectorat français — Direction des antiquités et arts). In-4°. Paris, Leroux, 1898 et suiv.

(1) L. Olivier, *La Tunisie*, 1 vol. in-4°, Paris, Delagrave, 1898.

précise et très neuve, de la Régence. Il est question de tout dans ce volume: conditions géographiques, aspects pittoresques, géologie, races, hygiène, organisation administrative, industries indigènes et européennes, commerce extérieur, travaux publics, instruction, statistique. Comme on voulait faire œuvre utile et que l'avenir de la Tunisie est surtout dans le développement agricole, on a donné une importance particulière aux études agronomiques: culture des céréales, de l'olivier, de la vigne, élève du bétail, reboisement, acclimatation végétale, conditions de la colonisation. De tous ces renseignements pratiques, l'on formerait aisément un manuel du parfait colon. — Et ceci nous ramène directement, vous l'allez voir, aux monuments historiques.

En effet, l'on peut dire, sans paradoxe, qu'en Tunisie le parfait colon doit être un peu archéologue. On en trouve une preuve significative dans le livre même de M. Olivier, pourtant très utilitaire d'intention. A côté des études agronomiques et des statistiques, on y lit d'intéressants articles sur l'histoire et les antiquités du pays, sur les mines et carrières autrefois exploitées, sur les restes des travaux d'art et des aménagements agricoles. C'est que, dans l'Afrique du Nord, le passé est souvent le meilleur guide vers l'avenir. Pour alimenter d'eau Tunis et bien d'autres villes, nos ingénieurs se sont contentés de réparer les vieux aqueducs romains ou les citernes. Telles inscriptions latines, relatives au régime économique des grands domaines africains d'il y a quinze ou seize siècles, pourraient être méditées utilement par nos colons ou par les administrateurs qui les renseignent. Si l'on rencontre en plein désert des ruines de fermes, de bourgs, ou même de villes, c'est donc que des hommes y ont vécu, et qu'on y pourrait vivre. Si l'on n'avait pas découvert sur les plateaux dénudés de l'intérieur tant de vieux pressoirs à olives, on n'eût probablement pas soupçonné que les oliviers y pousseraient à merveille, et l'on n'eût point commencé à en planter. Enfin, l'on a constaté maintes fois, depuis quelques années, que pour rendre la fécondité à une plaine inculte, il suffisait de rétablir, au débouché des montagnes, les barrages, les réservoirs, et les canalisations des Romains. — Ainsi, en dehors du devoir qu'a tout peuple civilisé de veiller sur les monuments de son passé, l'archéologie a rendu là-bas des services d'ordre tout pratique ; et elle peut en rendre encore dans bien des cas. De là, en partie du moins, l'intelligente sympathie qu'on lui témoigne, et le concours que lui apportent les pouvoirs publics à l'exemple du représentant de la France. En Tunisie, l'organisation d'un Service des monuments historiques n'était pas seulement une nécessité scientifique, une tradition française, et un devoir du Protectorat envers le glorieux passé du pays ; ce devait être encore l'un des articles d'un programme bien compris de rénovation.

Depuis sept à huit ans, la Direction des Antiquités de la Régence procède au relevé méthodique et au classement officiel de tous les monuments historiques de la Tunisie. Environ quatre cents édifices ou ruines diverses sont aujourd'hui classés par décret, et protégés ainsi contre le vandalisme local. On reconstitue et l'on tient à jour l'état civil de chaque monument, dans un dossier spécial qui renferme des photographies, des plans, une description détaillée de l'état actuel, avec tous les renseignements bibliographiques ou autres.

De là est née l'idée d'une grande publication scientifique, que la Direction des Antiquités pouvait seule entreprendre, et dont elle a en mains tous les éléments : un Inventaire général de tous les monuments historiques du pays. Comme à Paris l'on reculait devant la dépense, la Tunisie s'est décidée à se passer de nous. Grâce à cette initiative, dont on ne saurait trop louer et remercier la Résidence générale, on aboutira plus vite et plus sûrement : après vingt ans de Protectorat l'on aura terminé à Tunis, ce qu'après soixante-dix ans d'occupation l'on n'aura pas encore osé entreprendre à Alger. Pour ses débuts officiels dans l'archéologie, la Tunisie fera bien les choses. La publication, qui promet d'être fort belle, répondra entièrement aux exigences de la science moderne. Elle aura toujours pour base les dossiers du Service des Antiquités et sa collection photographique qui se compose aujourd'hui de quatre mille clichés. Aux vues pittoresques, reproduites en phototypie, s'ajouteront des plans, des coupes, des relevés de détail, même des essais de restitution; le tout commenté dans un texte aussi précis et aussi court que possible.

Une série de volumes sera réservée aux *Monuments arabes;* déjà est sous presse un premier fascicule, sur les mosquées de Kairouan. L'autre série est consacrée aux *Monuments antiques :* temples, travaux d'utilité publique et installations hydrauliques, basiliques chrétiennes, théâtres et divers. Pour cette seconde série, M. Gauckler s'est assuré de précieuses collaborations : celle de M. Sadoux, inspecteur des Antiquités et Arts, spécialement chargé de l'exécution des plans; celle de M. Cagnat, membre de l'Institut, l'un des plus vaillants explorateurs de la Tunisie, l'auteur de tant de beaux ouvrages d'archéologie ou d'épigraphie, parmi lesquels il suffit de rappeler l'*Armée romaine d'Afrique*, le livre sur *Timgad*, les recueils d'inscriptions, ou le *Cours d'épigraphie latine*, devenu classique (1).

(1) Signalons, à ce propos, une troisième édition, revue et augmentée, du *Cours d'épigraphie latine* (Paris, Fontemoing, 1898).

*
* *

Le premier volume des *Monuments antiques* a paru récemment (7). Sauf un chapitre sur la Synagogue romaine d'Hammam-Lif, il est consacré tout entier aux *Temples païens* : c'est la synthèse de vingt années de découvertes. C'est même plus qu'une synthèse de faits connus et dispersés ; car, sur bien des points, les auteurs apportent du nouveau. Ils ne se sont point contentés d'enregistrer et de grouper les données antérieurement recueillies ; pour quelques-uns des principaux sanctuaires déjà étudiés, ils ont complété leurs informations à l'aide de sondages ou de fouilles partielles ; et ils nous décrivent beaucoup de ruines sur lesquelles on ne savait jusqu'ici rien de précis. Dans leur inventaire, ils se sont attachés à ne rien omettre ; ils mentionnent même les édifices encore enfouis presque entièrement, dont quelques restes à peine émergent au-dessus du sol, et jusqu'aux édifices *absents*, si l'on peut dire, ceux que l'on connaît seulement par des inscriptions ou des textes littéraires, mais dont l'on peut un jour retrouver la trace. La matière était si vaste, que sur chaque point s'imposait la nécessité d'être court. Autant l'illustration est abondante et luxueuse, riche en vues pittoresques, croquis, plans, coupes, détails, essais de restitution, autant le texte est sobre et, de parti pris, restreint à l'essentiel, à l'indispensable : c'est le commentaire exact et nerveux d'un recueil de faits.

Nous n'adresserons qu'une critique à ce bel ouvrage si solide et si complet : une critique relative au plan. Je me figure que les auteurs, pour la disposition de leurs matériaux si variés, ont dû hésiter entre deux méthodes : le classement par régions, par localités, et le classement par catégories d'édifices. J'aurais préféré la méthode géographique, sinon pour l'ensemble de la publication — car il est tout naturel d'étudier à part, en les groupant selon leurs affinités, des constructions de destination aussi différente que les temples païens, les installations hydrauliques, les basiliques chrétiennes, les théâtres, — du moins pour l'ordonnance intérieure des matières de chaque volume. MM. Cagnat et Gauckler ont préféré l'autre méthode ; ils ont classé les temples d'après les noms des dieux, dans l'ordre alphabétique. Sans doute, ils ont voulu ainsi faciliter les comparaisons dans quelques séries particulièrement intéressantes, comme les Capitoles ou les sanctuaires de Baal-Saturne. Malgré tout, dans ce système de classification mythologique, les inconvénients l'emportent peut-être sur les avantages. On aimerait à trouver réunies, dans le livre comme sur le terrain, toutes les ruines similaires d'une même localité, tous les débris des édifices religieux. Avec la méthode adoptée, on ne peut reconstituer ces ensembles, qu'en se reportant sans cesse à la table des matières. Prenons comme exemple les temples de Dougga : pour les comparer, on doit courir du chapitre sur les Capitoles au chapitre sur les sanctuaires de Saturne, puis de Saturne à Caelestis, à la Concorde, à Neptune, etc. Or, le plus souvent, ces temples dédiés à divers dieux sont construits avec des matériaux semblables, et d'après le même système d'architecture. Autre inconvénient : une foule de ruines n'ont pu être encore identifiées ; beaucoup d'entre elles, quelques-unes très importantes, en raison de cet anonymat, ont dû être reléguées dans des chapitres à part, sous la rubrique *Divinités indéterminées* ou *Temples incertains*. En réalité, le classement mythologique n'a d'avantages que pour deux ou trois séries d'un intérêt tout spécial.

Nous ne pouvons naturellement suivre MM. Cagnat, Gauckler et Sadoux dans tout le détail de leurs savantes descriptions ou restaurations. Nous voudrions seulement dégager les grands faits que met en lumière cet inventaire général des temples romains de Tunisie. Ce qui frappe avant tout, c'est le nombre extraordinaire de ces édifices. On en rencontre partout, non seulement dans les villes importantes, mais dans les moindres bourgades, jusque sur les plateaux aujourd'hui les plus désolés, jusque sur les routes du désert. C'est une nouvelle preuve de la merveilleuse prospérité du pays aux premiers siècles de notre ère, surtout au temps des Antonins et des empereurs africains. La grande majorité de ces temples sont dédiés à des dieux du Panthéon gréco-romain, au moins en apparence : car souvent le dieu officiel, par quelque épithète ou quelque détail de son culte, trahit sa parenté avec une vieille divinité locale. En tout cas, la plupart de ces sanctuaires étaient construits et aménagés sur le modèle des temples romains. Ils se composaient généralement d'une cella carrée ou rectangulaire, entourée d'une colonnade, ou bien décorée extérieurement soit de colonnes engagées, soit de pilastres, et précédée d'un portique de quatre colonnes qui soutenaient un fronton ; le tout, d'ordre corinthien ou composite. A ce type se ramènent presque tous les temples païens du pays, malgré la variété des combinaisons et des matériaux employés. De même, la décoration architecturale ou sculpturale est ordinairement d'inspiration gréco-romaine ; les seuls traits un peu caractéristiques sont la richesse exubérante de l'ornementation, et la prédilection pour les mosaïques.

La province romaine d'Afrique ne semble donc pas

(1) *Les Monuments historiques de la Tunisie.* — 1re partie : *les Monuments antiques*, publiés par René Cagnat et Paul Gauckler, avec des plans exécutés par Eugène Sadoux. — I. *Les Temples païens* (1 vol. in-4°, Paris, Leroux, 1898).

avoir créé, en architecture, un art original. Cependant, quelques séries de monuments présentent des dispositions particulières et un véritable intérêt pour l'histoire religieuse de la contrée : surtout les Capitoles, et les sanctuaires de Caelestis ou de Baal-Saturne.

Les cités importantes, dont beaucoup étaient, en fait ou en droit, des colonies romaines, possédaient souvent un capitole, un temple collectif dédié, comme celui de Rome, à Jupiter, Junon et Minerve. Nombre de ces édifices sont connus seulement par des inscriptions ou des témoignages littéraires. Mais, de plusieurs, il subsiste des ruines, quelquefois considérables : à Dougga (Thugga), à Henchir-es-Souar (Abthugni), à Henchir-Maatria (Numluli), à Mdeina (Althiburus), à Sbeitla (Sufetula). D'autres capitoles ont été récemment déblayés en Algérie, à Lambèse et à Timgad. Les édifices africains de cette classe présentent deux traits communs : le sanctuaire est divisé en trois parties, et la cella est entourée d'un péribole ou vaste cour fermée de murs. En Tunisie, les capitoles les mieux conservés sont ceux de Dougga et de Sbeitla.

Celui de Dougga se dresse au centre de l'ancienne ville, presque en haut de la colline, dans une admirable situation d'où il domine toute la vallée de Teboursouk. D'après la dédicace, gravée sur la frise de la façade, il a été bâti sous Marc-Aurèle, entre 166 et 169. Le temple est tourné vers le Sud, et précédé d'une cour dallée. Par de larges degrés, on gagne le niveau d'un beau portique corinthien, construit en blocs de calcaire agencés sans mortier. Ce portique est presque intact; large de $13^{m},50$, profond de $7^{m},70$, il se compose de quatre colonnes en façade, et de deux colonnes latérales; il supporte un entablement fort élégant, une corniche sculptée, et un fronton triangulaire à bas-reliefs. Au milieu du portique s'ouvre une porte à crossettes, dont les montants monolithes, hauts de 7 mètres, soutiennent un énorme linteau, long de 6 mètres. La cella est malheureusement très ruinée. Elle était bâtie en petits matériaux couverts de stuc, avec des chaînages verticaux et des angles en pierre de taille. Large de 13 mètres et profonde de 14 mètres, elle était décorée extérieurement de pilastres cannelés. Intérieurement, le mur du fond, qui est encore debout, est creusé de trois niches, une sorte d'abside entre deux niches rectangulaires : là étaient placées les statues des trois divinités.

Le capitole de Sbeitla, beaucoup plus important, montre une application plus originale des mêmes principes. Il se compose, non plus d'un temple à trois niches, mais de trois temples conjugués, parallèles, reliés entre eux par des arcades. Il est orienté au Sud-Est, et s'élève au milieu des débris de la cité, sur la rive gauche de l'Oued-Sbeitla. Une porte triomphale à trois baies donne accès à une vaste esplanade rectangulaire (71 mètres sur 68 mètres), dallée, et entourée de murs. Au fond de l'esplanade, perpendiculairement à l'enceinte du péribole, se dressent les ruines très imposantes des trois temples, entièrement construits en pierre de taille. Chacun d'eux était précédé d'un portique à quatre colonnes de façade, avec entablement et fronton sculptés. Au centre, le temple de Jupiter, plus élevé, plus long et plus large que les autres; la porte et toute la cella sont remarquablement conservées, ainsi que les façades latérales et la façade postérieure, ornées de colonnes engagées d'ordre composite, d'une grande élégance. A droite et à gauche, les temples de Junon et de Minerve, plus petits, décorés de pilastres d'ordre corinthien, et beaucoup moins épargnés par le temps. La cella du temple central est complètement nue; celles des temples latéraux présentent, au fond, une abside, et, sur chaque côté, trois niches rectangulaires. Ce triple sanctuaire de Sbeitla est un des plus beaux restes de l'antiquité romaine en Tunisie. Bien que nous n'en ayons pas la preuve formelle, on s'accorde généralement à y reconnaître un capitole, où chacun des membres de la Triade divine officielle, au lieu d'une simple niche ou d'un autel, avait son temple distinct.

Tout en rendant hommage aux principales divinités romaines, les Africains restaient fidèles à leurs divinités nationales. L'une des plus vénérées et des plus populaires était Tanit, la grande déesse de Carthage. Elle a été adorée dans tout le pays, jusqu'au temps de saint Augustin, sous le nom de *Caelestis* ou *Juno Caelestis*. On n'a pu fixer encore avec précision l'emplacement de son sanctuaire de Carthage, quoique nous en connaissions assez bien, par un curieux document, les dispositions d'ensemble. Mais Caelestis avait des temples en beaucoup d'autres endroits de l'Afrique romaine; les débris de quelques-uns de ces temples ont été retrouvés, notamment à Dougga, à Thala, à Henchir-Belda, près de la route de Carthage à Theveste. Celui de Dougga, qui est le mieux connu, a une physionomie originale. Il était situé à l'ouest de la ville, sur une pente douce, au milieu de bois d'oliviers, et était tourné vers le Sud-Est. Il se composait d'une cour demi-circulaire, de 52 mètres de diamètre, prolongée du côté ouvert par une plate-forme rectangulaire d'une longueur égale au diamètre; aux deux bouts de ce rectangle transversal, s'ouvraient les deux portes de l'enceinte. La disposition générale du péribole, qu'enfermait un gros mur en blocage, était donc, à peu près, celle d'un théâtre, y compris la scène. Mais là s'arrête l'analogie. Au milieu de l'hémicycle s'élevait le temple, d'ordre corinthien, en pierre de taille; le soubassement,

assez bien conservé, a 17 mètres de long sur 9m,60 de large. Au bas de l'escalier du temple, s'étend la plate-forme rectangulaire, dallée, qui formait sans doute une terrasse à galerie avec deux rangées de colonnes. Toute la partie circulaire du péribole est bordée intérieurement d'un portique, dont l'entablement porte la dédicace. Entre ce portique, le temple et l'esplanade, restaient des espaces libres, qui paraissent avoir été plantés d'arbres.

Plus curieux encore sont les sanctuaires de Saturne. Ce Saturne africain n'avait guère en commun, avec le dieu italien, que le nom et quelques attributs. Au fond, ce « Seigneur Saturne », comme disent les inscriptions du pays, était encore le Baal-Hâman des vieux Carthaginois, à peine déguisé. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur les bas-reliefs compliqués, symboliques et barbares des innombrables stèles à lui dédiées qu'on a trouvées depuis vingt ans dans tous les coins de la Tunisie. Le seigneur Saturne fut populaire dans la contrée jusqu'au triomphe complet, définitif, du christianisme; en certaines régions, les moindres bourgs tenaient tant à sa protection spéciale, que chacun lui donnait une épithète distinctive, comme pour le lier plus étroitement au sol. On a fouillé récemment plusieurs de ces sanctuaires de Saturne. Les plus intéressants sont ceux de Dougga, d'Aïn-Tounga (Thignica), et du Bou-Kournein, la « montagne aux deux Cornes », cette belle montagne dont la double cime se profile si élégamment au-dessus du lac de Tunis.

En principe, le Baal des Phéniciens et des Carthaginois était adoré sur les hauteurs et en plein air, dans un simple temenos entouré de murs. Cette tradition se conservait encore, aux IIe et IIIe siècles de notre ère, dans le sanctuaire de Baal-Saturne à Thignica, et, sur le Bou-Kournein, dans le sanctuaire du *Saturnus Balcaranensis*, l'héritier du Baal-Karnein phénicien : on y adorait le dieu au sommet de la montagne, dans un enclos à ciel ouvert, qui contenait seulement un autel pour les sacrifices et des rangées de stèles votives. A Dougga, vers la fin du IIe siècle de notre ère, en 195 d'après la dédicace, l'on bâtit à Saturne un véritable temple, sur l'emplacement d'un temple plus ancien dont quelques restes ont été retrouvés avec des ex-voto à inscriptions puniques ou libyques. Le sanctuaire s'élève sur une falaise abrupte, à l'extrémité Nord-Est du plateau de Dougga, d'où il domine la vallée de l'Oued-Khalled et un large cirque de montagnes. La façade principale, tournée vers l'Est, du côté des rochers à pic, est précédée d'une terrasse qui surplombe, inaccessible de l'extérieur. On pénétrait dans le sanctuaire, à l'angle Sud-Est, par une porte latérale. On se trouvait dans un grand pronaos ou vestibule, qui, à l'Est, développait devant la terrasse un portique de quatre colonnes corinthiennes et deux pilastres. A l'Ouest du vestibule s'ouvrait une grande porte à deux battants, encadrée d'une petite colonnade, qui donnait accès à une cour intérieure, rectangulaire (25 mètres sur 11 mètres). Cette cour, sur trois côtés, était entourée d'un portique, dont l'entablement nous a conservé la dédicace de l'édifice. En face de l'entrée, derrière la galerie Ouest, était le sanctuaire proprement dit; il se composait de trois chapelles contiguës et parallèles, qui toutes trois, au fond, étaient creusées d'une niche circulaire. Ce sanctuaire de Saturne à Dougga présente, comme on le voit, bien des singularités : façade au-dessus du vide, entrée latérale, triple chapelle pour un seul dieu, disposition anormale du péribole, qui, au lieu d'envelopper le temple, est lui-même compris entre le pronaos et la cella. Tout cela répond évidemment, comme dans les enclos d'Aïn-Tounga ou du Bou-Kournein, à une conception très particulière de la divinité et du culte.

Ainsi, quand on étudie d'ensemble les temples païens de Tunisie, on y saisit aisément deux tendances opposées : d'une part, l'imitation étroite de l'art romain; et, d'autre part, dans certains sanctuaires, la persistance obstinée des traditions locales. Ce contraste s'explique par l'histoire religieuse et sociale du pays aux premiers siècles de notre ère. Il s'était fait dans ces âmes d'Africains un étrange compromis entre le panthéon gréco-romain et le panthéon punique. Sous le nom des divinités officielles, on continuait souvent d'adorer les divinités indigènes. Ou bien l'on séparait nettement la religion politique, celle des intérêts, et la religion du cœur, celle de la foi. On montait au Capitole, dans les occasions solennelles, pour y attester son loyalisme ; mais, quand on voulait vraiment prier, on se rendait au sanctuaire de Caelestis ou de Baal-Saturne. Par le fait seul qu'ils ont groupé, précisé, complété, toutes les données des fouilles récentes, MM. Cagnat et Gauckler apportent à l'historien la preuve matérielle, et définitive, de cet état d'âme, assez compliqué, mais très humain. — Pour les fervents de l'archéologie africaine, ce premier volume des *Monuments antiques de la Tunisie* présente un intérêt majeur : il fixe les résultats acquis dans l'étude des temples païens de la région, il fournit une base solide pour d'autres recherches ou d'autres fouilles, et il nous est garant de ce que vaudra l'ensemble de la publication.

PAUL MONCEAUX.

UN GÉNÉRAL DE L'AN II EN VENDÉE [1]

Voici un ouvrage peu connu du public, bien qu'il date de 1897. L'auteur ne l'a fait imprimer qu'à un petit nombre d'exemplaires et ne l'a pas mis en vente. Cette réserve ou cette modestie prive d'un vif plaisir et de précieux enseignements une classe très nombreuse de lecteurs. Ce sont tous ceux qu'intéressent les souvenirs de la période révolutionnaire; ceux qui recueillent les moindres renseignements nouveaux sur les héros de la grande épopée républicaine et impériale; ceux qui se passionnent pour le drame de la France envahie et déchirée repoussant les attaques de l'étranger en même temps qu'elle étouffait l'insurrection parricide; ceux enfin qui ont le goût d'études historiques conduites avec une rigoureuse méthode, une critique impartiale et clairvoyante, un souci suprême de bonne foi et de justice.

Ce sont là quelques-unes des choses qui se trouvent dans l'élégante monographie consacrée à la mémoire du général Bard. Il fut un des plus vaillants et un des plus purs parmi cette pléiade de jeunes chefs qui sauvèrent la République et la France. Sa carrière fut courte. Promu général le 4 octobre 1793 (à 34 ans), il était emprisonné le 24 mars 1794, comme suspect de modérantisme; et, peu de temps après sa mise en liberté, il était contraint par la gravité de ses blessures à quitter le service. Mais il a fait assez, pendant cette courte période, pour mériter que son nom reste associé à celui des Westermann, des Kléber, des Beaupuy, des Marceau, ses amis ou ses émules dans la pénible et atroce guerre de Vendée.

Grâce à un scrupule extrême de fournir de sûrs documents à l'appui de tous ses dires et de tous ses jugements, l'auteur de cette étude apporte une contribution précieuse à un chapitre obscur de notre histoire. Le combat de la Tremblaye où le chef vendéen de Lescure fut tué, la bataille de Cholet, qui fut l'action décisive de la campagne, sont rapportés par les historiens avec d'extraordinaires divergences. Savary attribue au seul Marceau l'honneur du succès de la Tremblaye. Il suit en cela le récit fourni par Kléber. Mais ni l'intègre Beaupuy, présent à la bataille, ni le représentant Carrier ne mentionnent Marceau dans les rapports qu'ils écrivent aussitôt après l'action. La colonne de Luçon, que commandait le général Bard, est supposée par Choudieu avoir eu pour chef Chalbos, qui appartenait à l'armée de Mayence. Quant à Savary, il fait commander cette même colonne par le général Lecomte, qui avait été tué dans l'armée de Chalbos, quatre jours avant le combat de la Tremblaye. Cette confusion et cette incohérence des renseignements, qui s'expliquent par bien des causes (1), rendent à la fois très difficile et très utile la tâche d'un historien consciencieux.

L'auteur de cette étude a réuni assez de documents précis et rigoureusement contrôlés pour pouvoir débrouiller l'écheveau. Il n'est que juste de rendre au général Bard l'honneur qui lui revient : c'est à lui que sont dus surtout ces succès de la Tremblaye et de Cholet où il reçut de terribles blessures. Marceau est assez riche pour n'avoir pas besoin qu'on porte à son compte la part de gloire qui appartient à un de ses amis et de ses frères d'armes, à son chef immédiat.

Ce souci de scrupuleuse vérité, notre historien ne l'applique pas seulement à revendiquer pour un de ses ancêtres un honneur chèrement acquis. Il consacre plusieurs pages d'une discussion serrée, solide et probante à s'inscrire en faux contre certains jugements mal fondés. Il pense que Canclaux fut un chef de valeur, en même temps qu'un patriote dévoué à la République et aux lois, — et il le prouve à l'encontre de certaines condamnations dédaigneuses (2). Il s'élève avec une probité courageuse contre le témoignage de Kléber à l'égard du général Léchelle, et contre l'injuste légende d'incapacité ou de lâcheté qui est née de ce témoignage (3). Il suit avec une

1. *Notes biographiques sur le général Bard*, recueillies par Antoine Bard, ancien représentant du peuple (Paris, Imprimerie Noizette et Cie, 1897, in-12°, VI-238 pages, avec 1 portrait et 1 fac-similé).

(1) Celle-ci entre autres que le général en chef Léchelle a pour principe constant de ne mentionner aucun nom dans ses rapports.

(2) « Maréchal de camp, lieutenant général, général en chef, il apporta dans ses fonctions non seulement la supériorité des talents et la variété des aptitudes, mais un sentiment très élevé du devoir militaire. Lorsque Nantes, après avoir repoussé les royalistes, se livre à une manifestation girondine et fédéraliste, avec l'adhésion du général Beysser, qui commandait la ville, Canclaux, le ci-devant, fait savoir nettement aux autorités nantaises qu'il ne peut s'associer à leurs délibérations, « parce que la force armée ne peut être délibérante, et qu'il ne saurait se lier à des mesures qui risquent d'être contraires au vœu de la Convention nationale et d'élever contre son pouvoir un pouvoir particulier »... Recevant sa lettre de rappel le jour même d'une victoire, Canclaux répondit aussitôt : « Je me retire avec la soumission d'un républicain, qui ne sert sa patrie que quand et comme elle veut être servie. » (P. 28.)

(3) « L'historien emprunte trop souvent à ses devanciers sans les contrôler. La version produite par ceux-ci est-elle conforme à telles ou telles tendances, et fait-elle mieux ressortir les personnages qu'il met en scène, il la considère volontiers comme acquise à l'histoire. Les légendes ainsi formées, et qui portent les uns au Panthéon, les autres aux Gémonies, sont d'autant plus tenaces qu'elles répondent nécessairement aux instincts et aux dispositions intellectuelles du public. La Révolution en a laissé un grand nombre après elle. La vérité gagnerait à ce qu'on les vérifiât en dehors de toute idée préconçue et de tout esprit de parti. Il ne serait pas impossible que des hommes dont la cause est abandonnée fussent fondés à en appeler de certains jugements sommaires et des sévérités excessives d'une opinion mal éclairée ». (Pp. 56, 57, note.)

ardente sympathie les efforts de ces héros civils ou militaires, soldats, généraux, représentants en mission, organisateurs des armées, dont l'indomptable énergie a triomphé de si formidables obstacles. Mais à ce patriotisme de bon aloi il sait unir la réprobation de toutes les injustices, de toutes les violences, de toutes les illégalités. Quels épisodes extraordinaires il nous raconte! Et combien un peuple, qui a dans son histoire de pareilles pages, devrait être en garde contre tout appel à la force brutale, aux haines intestines, au mépris de la loi tutélaire! Bard, qui croyait à l'efficacité d'une politique de clémence, est remplacé à Luçon, quand prévaut le système terroriste, par le général Huché. Les actes de barbarie odieuse de celui-ci soulèvent l'indignation d'une population républicaine. Huché, de sa propre autorité, dissout les sociétés populaires et veut briser la municipalité. Une protestation véhémente des clubs républicains de toute la région répond à ces mesures illégales, et la municipalité, se rendant coupable d'un même dédain de la loi, sous le même prétexte de salut public, fait arrêter le général au milieu de ses troupes (1).

Il serait désirable aussi que beaucoup pussent lire telle anecdote où l'on apprend ce que valent les enquêtes ou les jugements qui n'ont pas été entourés des garanties prévues par la loi. On veut réunir contre le général Bard les éléments d'une accusation criminelle. On imagine ce grief qu'il aurait fourni des munitions aux insurgés. Ce chef, qui portera toute sa vie la trace douloureuse des blessures qu'il vient de recevoir, aurait été le complice des ennemis qui les lui ont faites. Qu'importe l'extravagance de l'accusation? La passion haineuse ne s'arrête pas à de telles considérations. Du reste, il y a une preuve : le représentant Hentz a recueilli l'aveu de l'un des « brigands ». Le prétendu aveu était sans doute mensonger de tout point; mais ce que ne disait pas l'accusateur, c'est qu'il avait simplement substitué un nom à un autre. Le « brigand » avait expressément dénoncé, non pas Bard, mais Huché. La vérité fut connue plus tard; mais, sans le 9 Thermidor, Bard eût été guillotiné par l'effet d'un témoignage frauduleusement altéré.

C'est à chaque page du livre que se rencontrent des anecdotes ou piquantes, ou émouvantes. L'auteur, venant à mentionner le nom d'un combat, s'arrête à raconter en quelques mots l'héroïsme d'un d'Assas républicain :

« On ne peut parler de Torfou sans rappeler l'héroïsme d'Antoine Chevardin, chef du bataillon des chasseurs de Saône-et-Loire. Kléber allait être cerné; il appelle Chevardin, lui montre le pont de Boussay et lui dit : « Prends une compagnie, poste-toi là, et « arrête les blancs jusqu'à ce que vous soyez morts, « toi et tes hommes. — Oui, mon général », répond simplement Chevardin. Tous furent tués, mais l'armée de Kléber était sauvée. »

Bellegarde, représentant du peuple, fut un des appréciateurs des vertus militaires du général Bard (1). Le biographe de celui-ci nous fait connaître avec quelque détail la physionomie du ci-devant Dubois de Bellegarde : « Il avait fait, avec une rare vaillance, cette guerre de Sept ans où l'humiliation de la France fut rachetée par l'héroïsme individuel. C'était l'époque du chevalier d'Assas. Bellegarde, étant cornette du régiment des hussards de Wurmser, soutint avec 20 hommes l'effort de 4000 ennemis pendant deux heures et demie, reçut dans l'action 17 coups de sabre et 3 coups de feu, et en revint avec 6 de ses compagnons d'armes. En récompense de cette brillante conduite, il fut créé chevalier de Saint-Louis. Resté à cinquante-cinq ans aussi énergique et aussi brave que dans sa jeunesse, et, de plus, ardent montagnard, Bellegarde fut un de ces missionnaires aux armées comme la Convention savait en trouver pour parler aux chefs avec autorité et donner l'exemple à tous. La vivacité de son caractère était extrême. Il avait débuté dans la vie militaire par un duel retentissant, et, à la fin de sa carrière parlementaire, il se fit mettre aux arrêts par le Conseil des Cinq-Cents pour avoir corrigé de sa propre main un journaliste diffamateur. Mais ses emportements n'excluaient ni la sagesse politique, ni la générosité. Partisan passionné de la Révolution, il avait su dans la Charente, où il était fort populaire, prévenir les excès et empêcher l'effusion du sang. Chargé en juillet de destituer Westermann, il voit celui-ci faire des prodiges de valeur à Châtillon, garde dans sa poche le décret de destitution, et vient défendre le général devant la Convention qui, sur sa proposition, décrète que Westermann a bien rempli ses devoirs. »

Si habitués que nous soyons à trouver associés dans les récits révolutionnaires les noms les plus glorieux à ceux de criminels dignes de toutes les flétrissures, nous éprouvons quelque surprise à voir quelles relations unissaient des hommes tels que Marceau ou Kléber à l'infâme Carrier.

(1) Pp. 163 et sqq.

(1) Voici une lettre de lui qui fut trouvée parmi les papiers du général :

« La Châteigneraie, ce 2 octobre
l'an deuxième de la République.

« Le républicain représentant du peuple Bellegarde au républicain Bard, chef du dixième bataillon de la formation d'Orléans,

« Vous invite à vous rendre de suite ici, pour vous donner le grade provisoire que vos talents militaires, votre bravoure et votre civisme bien prononcé vous ont mérité. Il me tarde aussi de vous donner quatre fois l'accolade fraternelle.

« BELLEGARDE. »

Après la bataille de Cholet, le sanguinaire proconsul écrit au Comité de salut public, distribue les éloges, apprécie à sa façon les mérites des chefs militaires : « Kléber est le plus capable peut-être de tous les généraux de la République... Les généraux Robert, Marceau, Canuel, Muller, voilà des révolutionnaires fougueux, des républicains prononcés et par principes, des militaires pleins de courage, pleins de talents. Quel dommage que ces enfants de la Révolution ne possèdent pas entièrement toutes les connaissances de la tactique militaire, des plans de campagne ! » « Ce n'est pas, lisons-nous (p. 99, note), un des spectacles les moins curieux de cette époque pleine de contrastes que de voir Carrier se concilier par ses bons procédés l'estime et la sympathie de Kléber qui lui écrivait, le 18 janvier 1884 : « Carrier, je te serai éternellement attaché ! » et de Marceau qui lui mandait, le même jour : « Ma reconnaissance et mon amitié sont pour toi sans bornes... Conserve ta santé, c'est une chose précieuse; car, comme il est encore des conspirateurs, il faut de bons gaillards pour les détruire, c'est-à-dire des hommes comme nous. »

A côté de ces témoignages de passagères aberrations on trouve avec plaisir des preuves de l'héroïsme modeste d'un chef tel que Michel de Beaupuy, admirable dans toute cette campagne. « On pourra juger de son caractère simple et modeste par la lettre suivante, du 10 décembre, au ministre de la Guerre : « Je vous adresse les deux rapports que j'envoyai au général L'échelle après les combats de Saint-Christophe et Chollet. Heureux du succès de sa patrie, il importe peu au républicain comment il arrive. Qu'elle triomphe, voilà son bonheur. Aussi ces lettres seraient-elles restées dans l'oubli auquel elles semblaient condamnées sans la demande des représentants du peuple et le vœu de mes frères d'armes. » (Pp. 60, 61, note.)

Avions-nous tort de dire que ce modeste volume est à plus d'un titre intéressant, et digne d'être communiqué au grand public? Cet hommage de filiale piété à la mémoire d'un glorieux soldat, l'auteur rappelle que les matériaux en ont été réunis par Antoine Bard, représentant du peuple. Il oublie seulement d'ajouter que celui qui les a mis en œuvre, avec tant de légitime fierté, avec une si constante préoccupation de justice et de vérité, est l'arrière-petit-fils du général républicain, M. Alphonse Bard, conseiller à la Cour de cassation.

L. M.

« LA TERRE QUI MEURT »

« ... Et puis, il est toujours en progrès. » C'est ainsi qu'un de mes amis concluait après m'avoir parlé un petit quart d'heure de M. René Bazin. Il avait raison et c'est précisément ce qui distingue M. Bazin de quelques romanciers qui sont partis pour le temple de Mémoire en même temps que lui ou un peu après.

Je n'ai pas prévu l'avenir littéraire de M. Bazin. J'ai prévu très net l'avenir de M. Estaunié, que je cite ici, parce que, lui aussi, comme M. Bazin, est en progrès continu. Sur M. Estaunié je ne me suis pas trompé. Dès *Bonne Dame*, qui n'eut pas le moindre succès, j'ai dit qu'un romancier tout plein de vérité et de sensibilité nous était né. A des directeurs de ces revues qui font des reproductions, je disais : « Prenez *Bonne Dame*. » Ils me riaient au nez. Cela n'a rien prouvé sinon que j'avais « du nez ». J'ai donc très bien prévu M. Estaunié. Je n'ai pas prévu M. Bazin. Peut-être ai-je eu tort. Cependant je ne puis m'empêcher de croire qu'il y a eu de sa faute. Non, la *Sarcelle bleue* n'était qu'agréable. Mais depuis sont venus les *Croquis italiens*, *En province*, *Humble amour*, et surtout ce roman à la fois si vrai, si réel, et aussi si pittoresque et encore si profondément émouvant, d'une sensibilité si discrète à la fois et si pénétrante, qui s'appelle *De toute son âme*, et qui a eu tous les suffrages, y compris les mépris de tel critique qui a une admirable infaillibilité à rebours.

Et voici la *Terre qui meurt*, qui, à certains égards, est supérieur à *De toute son âme*. J'entends par là que la *Terre qui meurt* a quelque chose de plus intime encore et nous fait vivre de plus près encore avec les personnages et nous plonge plus complètement dans l'atmosphère dont ils vivent, et nous met les pieds plus fortement, plus continûment, sur le sol qu'ils foulent et qu'ils fouillent et qu'ils remuent et qu'il nous semble que nous foulons, fouillons et remuons avec eux.

C'est que nous sommes dans un pays que M. Bazin connaît admirablement, où il a vécu de longs jours, qu'il a parcouru dans tous les sens, dont il nous donne absolument la sensation, et comme la présence réelle.

Au reste, c'est bien par ceci qu'il faut commencer. C'est la grande qualité, c'est la faculté maîtresse de M. Bazin. C'est ce qu'il a de commun avec George Sand, avec qui on le compare si souvent un peu au hasard. Il a comme elle la faculté *d'acclimatation*. George Sand faisait un voyage par an, et, pendant les trois mois de ce voyage, elle devenait du pays qu'elle parcourait; elle devenait compatriote des gens de ce pays-là. Elle devenait Normande quand elle se préparait à écrire *Mademoiselle Merquem*, Au-

vergnate quand elle se préparait à écrire *Jean de la Roche*, et Provençale, oh! à merveille, quand elle se préparait à écrire *la Confession d'une jeune fille*.

M. Bazin de même. Il était Nantais quand il écrivait *De toute son âme*, Nantais fieffé, ce qui ne veut pas dire Breton, — oh! pas du tout, en aucune façon, de même que c'est une erreur absolue de croire que les Bordelais sont des Gascons; ils le sont comme des Havrais, — et il est devenu Vendéen du Marais quand il a écrit ou plutôt quand il a pensé *la Terre qui meurt*.

Il nous a peint... ce n'est pas cela, il nous a promenés réellement dans ce pays étrange, toujours inondé, toujours noyé, de terre molle et détrempée, de verdures tendres et pâles, tout coupé et zébré de mille canaux qui sont les moyens de communication, les chemins vicinaux et sentiers de cette région-là, une manière de Venise rurale où l'on se visite entre voisins en gondoles ou en *yoles*, poussées à grands coups de longues gaffes.

Pays de rêves, de longues songeries, de labeurs patients, d'activité lente et assidue, d'immense mélancolie, comme tous les pays où l'eau domine, pays de pêche et de chasse aquatique, de longs affûts, de longues attentes de la proie, d'observation tranquille et de longs regards traînant sur l'immensité infinie des horizons plats.

Cette terre, M. Bazin nous l'avait décrite en quelques croquis très fins et très bien venus. Maintenant il nous y fait vivre, il nous y attache, il nous fait entrer dans l'intimité de ses paysages et de ses mœurs.

Et bien entendu, comme George Sand ne l'oubliait guère, pour nous en mieux mettre en l'esprit le caractère, il nous fait sentir le contraste entre cette terre-ci et la terre voisine, le Bocage vendéen. De même que dans les *Maîtres sonneurs* il y a le muletier marchois qui dit à Brulette : « Ah! vous êtes des blés; moi, je suis des bois », et que la physionomie du Berri se caractérise par l'opposition de la physionomie de la Marche, de même un Vendéen du Bocage se trouve là pour nous dire : « ... Car la terre ne ressemble pas chez nous à celle du Marais. Elle est toute en collines, ici et là, des grandes, des petites; on n'en sort pas. Du haut, on voit le pays comme un paradis. Ah! Rousille, si vous connaissiez le Bocage et la lande de Nouzillac, vous ne voudriez plus vous en aller... Mais surtout l'air de chez nous, c'est une bénédiction. Il pleut souvent; même il pleut sans jamais manquer quand le vent souffle de Saint-Michel qui est un endroit à une lieue de chez nous. Mais tout de suite après, un grand soleil. Et comme il y a beaucoup d'arbres, et de mousses et de fougères, il en vient un goût de respirer, un plaisir qu'on n'a pas ici... »

Et c'est cette terre du Marais qui se meurt lentement, comme d'anémie, parce que peu à peu les paysans se dégoûtent du pays et s'en éloignent. Dans le temps ils l'aimaient, ils y étaient attachés d'un lien très fort et tenace. Ils la confondaient avec le souvenir des vieux qui y avaient vécu et qui y étaient morts. Ils la préféraient à toute autre, sans, du reste, en connaître aucune autre, ce qui est la vraie manière de préférer. Ils étaient en un mot des paysans, des gens de pays et de leur pays, et leur pays était leur âme. Ils sont représentés, dans le roman, par le vieux Lumineau, grand vieillard sec et vert, aux yeux gris bleu, aux cheveux d'un argent miroitant, comme les anciens blonds, autoritaire, religieux, têtu, et très doux, cependant, sans rien de l'âpreté et du rugueux des gens des montagnes.

Le vieux Lumineau a ce grand ennui, qu'après tout, nous tous, qui vieillissons, nous sommes destinés à connaître, si même nous ne le connaissons déjà : il ne comprend pas. Il ne comprend rien à ce qui l'entoure. Il a bu le vin clair et piquant avec le vieux marquis d'à côté, son maître, en bons compères. Car si les marquis de la Fromentière sont nobles, les Lumineau le sont aussi, ayant de père en fils labouré la Fromentière depuis des temps qu'on ne sait plus se rappeler, et les marquis et les Lumineau se sentaient les uns les autres sinon égaux, du moins pareils, hommes de vieille race, les uns au château, les autres à la ferme, et s'aimaient avec un respect mutuel. Maintenant le dernier marquis vit à Paris. Il a quitté *la terre*. Lumineau ne comprend pas. Qu'est-ce que c'est qu'un noble qui quitte sa terre? Ce n'est plus un noble. Il ne devrait pas porter son nom, puisque c'est sa terre qui le lui a donné. Lumineau ne comprend pas.

Et voici que, successivement, ses enfants, à lui-même, des Lumineau, s'en vont les uns après les autres, quittent la terre, eux aussi, celui-ci pour aller pousser des wagons à la Roche-sur-Yon, celle-ci pour aller tenir un petit café de rouliers dans un faubourg de la même ville. Et celui-ci encore...

Ah! celui-là aime la terre. C'est un vrai Lumineau. Revenant du régiment, il ne songe qu'à la charrue et au sillon, qu'au canal et à la yole. Mais quoi? Il a lu des livres, des journaux. Il reste laboureur dans l'âme; mais il voudrait labourer ailleurs, dans les pays qui ne sont pas usés, qui rapportent gros, qui payent vraiment l'homme de sa peine. Et il finit par partir pour l'Amérique. Lumineau ne comprend pas. Qu'est-ce qu'un paysan qui ne veut pas mourir où ses pères sont morts, et qui frustre de sa dépouille la terre qui l'a mis au monde, et qui n'a pas confiance en elle, et qui ne compte pas qu'avare un jour, elle sera prodigue demain, et qui la croit mourante, elle, l'éternelle, *et qui n'a pas l'espérance*, invincible à toute déception, sans cesse renaissante, faite de pa-

tience indéfinie et éternellement infatigable? Laboureur, oui, travailleur, oui; paysan, non point. Lumineau ne comprend pas.

Et c'est la plus belle scène de l'ouvrage, quoiqu'il y en ait de plus dramatiques, que celle où abandonné successivement de tous ses enfants, sauf une fillette, qu'il juge insignifiante, le vieux Lumineau, un peu troublé, la raison à demi chancelante, s'en va dans la nuit, par les brumes pâles qui montent des canaux, par les oseraies, par les sentes molles où le pied glisse, inconsciemment, guidé par un obscur instinct héréditaire, jusque devant le château désert et vide, délabré déjà, de la Fromentière, et, assis sur un reste de banc, crie sourdement dans l'ombre et à travers le silence : « Monsieur le marquis! Monsieur le marquis! oh! oh! Monsieur le marquis! »

Cette fin de race, cette fin de terre, cette fin de société sont symbolisés ici, avec une sobriété du meilleur goût, et avec une ampleur et une sûreté et une force, qui sont d'un maître.

Telles sont les idées générales, les aperçus, les avenues, les choses qui dépassent le roman et qui, parce qu'ils le dépassent sans nous en divertir, lui donnent son caractère et sa haute valeur. Quant au roman en lui-même, il est très agréablement fait. Entre tous les enfants de Lumineau, une seule reste auprès de lui, la plus jeune, la Rousille. Son père ne l'aime pas beaucoup, parce que, elle aussi, elle a fait une chose qu'il ne comprend pas. Elle s'est amourachée du garçon de ferme, un homme qu'on « loue », un mercenaire, et de plus un *dannion*, un homme du Bocage. Elle lui a « donné ses amitiés ». Elle a été infidèle et à sa dignité et à son pays. Le vieillard a renvoyé immédiatement son domestique, sans colère, sans discussion, froidement et doucement, en reconnaissant même qu'il était bon ouvrier et se déclarant prêt à en donner témoignage, enfin avec une allure toute patriarcale et toute noble en sa simplicité, qui est d'une vérité absolue, je puis, moi aussi, en donner témoignage. Et le départ du pauvre Jean Nesmy a été, aussi, une scène très belle, en ses lignes fermes et sobres, et qui est très vraie, tout en ayant quelque chose des choses de la Bible : « Lorsqu'il fut en arrière de la ferme, sur le renflement de la route où étaient jadis quatre moulins qui ne sont plus que deux, il osa se retourner pour souffler un peu. Il considéra la plaine du Marais, inondée de lumière, *où les roseaux séchés par l'automne mettaient un cercle d'or autour des prés;* quelques métairies reconnaissables à leurs panaches de peupliers, îles habitées de ce désert, où il laissait des amis et de bonnes heures dont on se souvient dans la peine; il parcourut du regard les maisons pressées de Sallertaine: puis il arrêta son regard sur la Fromentière, comme plane un oiseau, les ailes grandes... Quand il revit le verger clos, — où il avait échangé les promesses avec la Rousille — tout au loin, large comme une cosse de pois, il se détourna vite. Et son pied heurta sur la route une bête toisonnée qui s'était couchée là, silencieusement. « C'est toi, Bas-Rouge, dit le « valet. Mon pauvre chien, tu ne peux pas me suivre « où je vais. » En marchant il passait la main sur le front du chien, à l'endroit que Rousille aimait à caresser. Après vingt pas, il dit encore : « Faut t'en aller, « Bas-Rouge, je ne suis plus d'avec vous! » Bas-Rouge fit encore une petite trotte auprès du valet. Puis quand il arriva à la dernière haie de la Fromentière, il s'arrêta et revint seul. »

Lumineau a donc chassé son valet; mais quand il a été successivement abandonné de tous ses enfants sauf de Rousille et d'un grand fils infirme, il songe longuement, et puis demande à Rousille « si elle a toujours son idée sur Jean Nesmy ».

Remarquez-vous ceci? C'est exquis, c'est très distingué. C'est ce qui n'y est pas qui est distingué. C'est la lacune qui est exquise. Nous tous, je crois, ou la plupart, faisant le roman, nous aurions commencé par faire dire autre chose à Lumineau. Il aurait dit : « La Fromentière a besoin d'un maître après moi. Il me faut un gendre. Ne voudrais-tu pas épouser quelqu'un du pays? » Et Rousille aurait répondu : « Non. » Et Lumineau en serait venu, résigné, à dire : « C'est que tu as ton Nesmy dans la tête. Eh bien!... allons... épouse-le. » Voilà certainement comme nous aurions fait la scène. M. Bazin l'a faite beaucoup mieux en paraissant la brusquer. Lumineau est réfléchi et il connaît sa fille. Il connaît son sang. Quand son sang le trahit, il est surpris et attristé; mais jusqu'à ce qu'il ait constaté la trahison, il traite ses enfants comme gens de sa race, il leur parle comme à des Lumineau. Or, dans son idée, une Lumineau qui a « donné ses amitiés » ne les reprend pas. Sa fille, ou ne se mariera jamais, ou épousera Nesmy. Aussi, quand il s'est résigné d'abord, habitué ensuite à cette dernière idée, il ne songe pas un seul instant à tenter un dernier effort dans un autre sens. Il dit du premier coup : « Rousille, as-tu toujours ton idée pour Jean Nesmy? » ce qui, dans sa bouche, est un pur et entier consentement. Il n'y a rien de plus juste, rien qui soit plus caractéristique du personnage.

Ce livre m'a donc plu infiniment. La partie qui m'en agrée moins, c'est le personnage du fils aîné de Lumineau, grand beau garçon devenu infirme par suite d'une chute de voiture, et devenu méchant, envieux et féroce par suite de son infirmité. Il n'est pas régalant en soi, et il n'a aucune espèce ni de nécessité, ni d'utilité dans le roman. Le roman serait, tout entier et avec toute sa trame et avec tout son sens,

sans qu'il y fût. Il n'est nullement, comme tous les autres, significatif de la « terre qui meurt », puisque son caractère et son rôle sont l'effet d'un accident; il n'est point un des mobiles ou éléments du roman considéré comme drame, puisque, sans lui, les autres fils quitteraient la ferme, puisque sans lui Lumineau chasserait d'abord, rappellerait ensuite Jean Nesmy. Il est latéral. Il est en marge du roman. Or j'admets bien qu'on jette agréablement quelques croquis en marge; mais à la condition qu'ils soient agréables. J'ai un peu passé, vers la fin, les pages où s'étalent les ardeurs amoureuses ou les fureurs jalouses de Mathurin. Je vous prie de croire que je n'ai pas poussé mon exclusivisme critique jusqu'à passer celles où le vieux Lumineau ramène dans la grande yole, du fond du marais glacial, le pauvre Mathurin mort d'une congestion causée par le froid; car ces pages sont trop belles *en soi* pour que je ne les admire pas comme il faut. Mais « ma remarque subsiste », comme disait le grammairien intransigeant.

Peut-être reprochera-t-on au roman de M. Bazin, puisqu'il contient une idée, de n'avoir pas de conclusion. Puisque vous avez le front d'avoir une idée, ayez l'audace de conclure. A tort ou à raison, il me semble que c'est là un petit système ou un petit parti pris chez M. Bazin. C'était déjà ainsi dans *De toute son âme*. Il y posait le « problème social », presque tout le problème social, et il n'en indiquait aucune solution. Il pose ici le terrible, le non moins terrible problème agraire, et n'indique point le remède. C'est à peine s'il semble donner raison à Lumineau, dont l'idée fixe est évidemment : « Quand même! Restons, quand même, attaché au sol. » Il est probable que M. Bazin se dit : « L'office du romancier est d'exposer d'une manière vivante et forte, et non de conclure. » C'est encore une différence entre George Sand et lui. Sand aimait à exposer et aussi à suggérer une conclusion et elle ne se ménageait pas à cela. L'un et l'autre a ses inconvénients. A exposer sans conclure, on fait dire : « Mais qu'en pensez-vous? Dites donc ce que vous en pensez! » A trop conclure, comme faisait Sand, on s'attarde dans des soutenances de thèses qui sont ennuyeuses, comme toutes les soutenances de thèses, au moins pour ceux qui les subissent. Je suis, entre les deux systèmes, pour qu'on conclue, mais brièvement. Chacun a le sien.

Mais l'essentiel office du romancier est d'intéresser à des personnages en faisant, du même coup, penser et réfléchir un peu, et l'on peut dire que nul, plus ni mieux que M. Bazin, ne répond à cette définition, qui est tout un programme et non point si aisé à remplir.

ÉMILE FAGUET.

NOTES ET IMPRESSIONS

L'habitude en est prise; à chaque printemps nouveau, Paris est conquis par un Italien. Cette année, le séducteur transalpin n'est pas un romancier connu par la plus ardente des imaginations, mais un joli petit abbé de vingt-cinq ans, au frais visage qui, n'était l'absence de perruque, semblerait avoir abandonné la pendule d'un boudoir de marquise, ou s'être évadé d'une des *Fêtes galantes* du pauvre Lélian. Des yeux vifs et changeants éclairent sa figure finement rosée; son front rougit à chaque compliment qu'on lui adresse, il s'incline en un salut qui est une abréviation de révérence tandis que, de groupe en groupe, son nom voltige sur les lèvres des hommes et, plus agréablement sur celles des femmes, en un murmure très musical qui est à la fois une flatterie et une caresse : don Lorenzo Perosi.

Pourtant ce troublant abbé n'est ni musqué ni badin, et il ne ressemble guère à ces ecclésiastiques napolitains qui, la soutane retroussée sur la botte vernie, attendent à l'entrée de la Chiaia, le passage de leurs pénitentes. Don Lorenzo ne s'est guère mêlé aux choses du siècle que dans le hall du *Figaro*. Cet épisode profane de sa vie ne le détourne d'ailleurs que pour quelques jours des soins qu'il donne à la fameuse et traditionnelle maîtrise de la Chapelle Sixtine dont, encore adolescent, il obtint la direction.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter la valeur de la « Résurrection du Christ », le nouvel Oratorio du jeune maestro, encore que cette œuvre nous ait paru d'une belle violence sacrée, à la fois liturgique et pittoresque. L'abbé Perosi est certainement un souple et vivant artiste; mais cette constatation pourra-t-elle nous empêcher de noter une fois de plus l'admirable génie de publicité des habitants de la Péninsule? Les années où M. Gabriel d'Annunzio ne « fait point paraître », le gouvernement soucieux d'entretenir sa renommée crée un incident et l'emprisonne pour adultère. Les tournées à l'étranger des gloires nationales sont réglées avec beaucoup de soin et d'adresse. Après l'admirable Eleonora Duse, nous avons applaudi Ermete Novelli; après l'auteur de l'*Intrus*, on nous a dépêché M. Fogazzaro qui nous a paru un peu triste; puis ce fut le tour de M. Puccini qui renouvela l'émotion un peu périmée qu'éveillait en nous la sentimentalité tuberculeuse de Mimi et la grâce infidèle de Musette. Il y a quelques jours encore, nous faisions la connaissance de M. Giuseppe Giacosa.

*
* *

Le protocole qui préside à la réception des « génies péninsulaires » est désormais fixé. L'illustre voya-

geur est présenté au ministre de l'Instruction publique qui lui parle en termes congrus de « l'internationalisme de l'art » et de l'« heureuse influence de la pensée spéculative sur les contingences de la politique active... La France a été de tout temps l'hôtellerie accueillante des peintres, des musiciens et des littérateurs... Elle maintiendra cette tradition. » Ici se place une vague allusion au ruban de la Légion d'honneur que le ministre serait heureux d'attacher sur cette poitrine « dans laquelle battent à la fois un cœur et un cerveau ». Et dès le lendemain notre hôte reçoit les palmes académiques. Il est prié par la Compagnie d'assister à une séance de l'Académie française, et en son honneur les travaux du Dictionnaire sont poussés avec une activité toute particulière: M. Gaston Boissier propose deux ou trois remarques imprégnées de cet humour universitaire dont il a le secret; M. Paul Bourget, qui parle comme il écrit, avec de la gomme à effacer, cite à la fois Brummel et Spinoza; et pendant que M. de Vogüé « qui connaît si bien l'Italie » envoie de temps à autre un cordial sourire à l'unique spectateur de la séance, M. de Bornier lâche un vers blanc qui se perd dans le silence. C'est un fin régal.

A la Comédie-Française, l' « illustre voyageur » est reçu dans la baignoire de M. l'Administrateur général; M. Claretie l'accueille le visage éclairé du sourire de l'humilité et de la reconnaissance. Il lui fait visiter les coulisses et l'introduit auprès des comédiennes. Mlle Bartet lui demande des nouvelles de la Duse, Mlle Barretta l'interroge sur la santé de sa famille et de ses enfants, et Mlle Pierson lui raconte ce qu'avait bien voulu lui dire un jour au sujet des Italiens l'empereur Napoléon III qui les aimait tant.

Mais c'est encore dans les salons que l' « illustre voyageur » reçoit l'accueil le plus flatteur et le plus chaleureux; il fait la tournée des « raouts » littéraires; les dîners Stendhaliens se l'arrachent; on lui offre par déférence un petit verre de « chartreuse de Parme »; ce ne sont autour de lui que paroles louangeuses et que propos flatteurs. On groupe autour de lui, par une habile battue opérée dans les fumoirs et dans les salons toutes les célébrités de l'endroit. Il ne trouve que des confrères sympathiques; il s'efforce de les séduire au nom de l'Italie; eux-mêmes consentent à l'être au nom de la France. Les amours-propres s'effacent devant les nationalités; l'indulgence est de rigueur comme l'habit. Le sacrifice des petites rosseries confraternelles est d'ailleurs fait de très grand cœur de part et d'autre. On n'a rien à craindre, n'ayant ni le même public, ni le même éditeur, ni la même langue. On peut jeter le bon grain des éloges avec l'assurance qu'il n'aura pas le temps de germer. Quelles délices pour les cœurs sincères et généreux! Puisque l'illustre voyageur n'est là que pour quelques jours, il est permis de devenir son intime tout de suite, et M. Cherbuliez a dû appeler M. d'Annunzio « Gabriel », la première fois qu'il l'a rencontré. Il part après-demain : la brièveté de son passage lui vaut la grâce et le charme qui sont le bénéfice ordinaire des choses éphémères Il zézaye des petites bêtises, des petites pauvretés sur un ton timide et volontairement étonné; l'approbation est générale, « quelle simplicité! quelle jeunesse! quelle naïveté! Ah! ces Italiens, quelle grâce! » — Et les femmes se mettent de la partie. Elles attirent l'« illustre voyageur » dans les coins et se pâment à tous les détours d'une conversation qu'elles jugent galamment exotique; elles lui demandent ce qu'il pense de l'amour, « qui n'est pas le même sous un autre climat, s'il a beaucoup aimé les femmes, et s'il sait ce que c'est que la fidélité ». Elles s'intéressent à chacune de ses réponses comme si elles leur étaient personnelles; elles le regardent longuement, « pour bien retenir comment il est » et aussi pour qu'il se souvienne d'elles; elles se compromettent glorieusement et sans danger; s'il leur demandait une faveur, elles ne seraient pas dures, parce qu'il est étranger, qu'il a de la gloire et qu'il s'en va; et leur amour-propre serait aussi satisfait que leur prudence serait rassurée: c'est une jolie occasion de scandale flatteur et inoffensif, un joli souvenir à conserver, pour sa famille et pour ses amis, et le plus charmant de tous les prétextes aux médisances de son entourage.

L'illustre étranger repart grisé, charmé, enthousiasmé. Il emporte dans son cœur le reflet de la duperie parisienne, et laissera éclore dans son pays, en petites rancunes, bouffissures d'orgueil et méchancetés conjugales, toutes les illusions dont nous l'aurons généreusement pourvu.

*
* *

L'on s'est d'ailleurs ému en haut lieu de la faveur accordée dans le monde artistique aux auteurs étrangers. M. Julien Goujon, qui discuta naguère avec plus de compétence des questions de pêcheries fluviales auxquelles son nom le destinait tout naturellement, s'est fait le défenseur des auteurs nationaux. Du haut de la tribune de la Chambre, il a dénoncé l'ingérence de la Triple Alliance dans nos théâtres subventionnés qui ne craignent point, par le choix des pièces représentées, de rendre un hommage à l'Angleterre, à l'Allemagne et à l'Italie, dans les personnes de MM. William Shakespeare, Richard Wagner et Puccini. En effet, *Othello* ne triomphe-t-il pas à la Comédie-Française, *les Maîtres Chanteurs* à l'Académie nationale de musique, et *la Vie de Bohême* à l'Opéra-Comique? La patrie est en danger. Prenons garde. C'est un complot. « Quand on con-

spire et quand sans frayeur, etc. » (Air connu.)

Hélas! M. Julien Goujon ne sait-il pas qu'en France on ne conspire plus, même de l'autre côté de la rampe, et qu'un directeur de théâtre d'opérette refusa dernièrement un livret de valeur très suffisante pour laisser espérer un joli succès, parce que le deuxième acte, mettant en scène une conspiration avec chœurs, clair de lune, ruines et policiers, avait paru trop « vieux jeu ». N'est-ce pas un signe des temps? La grande-duchesse de Gérolstein ne craint plus le général « Boum » et le roi « Barbu-qui-s'avance, bu-qui-s'avance », a fini par s'arrêter et par se faire une déraison. Je sais bien qu'à l'hôtel Ritz, des réceptions suspectes furent dénoncées il y a quelques semaines; on avait aperçu à travers l'entre-bâillement des portes des uniformes, des étrangères très décolletées et des barbiches récalcitrantes de vieux impérialistes rengagés. On avait même entendu des détonations. Informations prises, ce n'était là que des réunions de « vieux marcheurs » en goguette et que des bouchons de champagne qui sautaient au plafond. Aristogiton était en compagnie d'Harmodia. On conspirait par petites tables...

D'ailleurs, M. Julien Goujon est injuste. Si nous jouons sur nos scènes subventionnées quelques chefs-d'œuvre étrangers, tous les théâtres des autres pays vivent de notre production dramatique. *La Mascotte* et *les Cloches de Corneville* sont plus connues par delà nos frontières que le génie de M. Pasteur ou que celui de M. Renan, et grâce à quelques fautes de syntaxe qu'exige la facture de bons couplets, propagent chez nos voisins les erreurs les plus ordinaires de la langue française. Vous préféreriez peut-être que le même résultat fût obtenu par d'autres voies. Mais nous n'y pouvons rien; même avec le secours de l'éloquence de M. Julien Goujon, député.

*
* *

Malgré les calamités qui sévissent sur cette fin de siècle, il se trouve encore de bonnes âmes pour former des desseins honnêtes et philanthropiques. Quand je dis philanthropiques, je me trompe, car j'entends parler d'une excellente demoiselle qui vient de fonder un journal pour prêcher aux hommes la pitié envers les animaux.

C'est ainsi qu'en un lointain quartier de Paris, j'ai entendu dire que la petite-fille de Claude Bernard portait des rations de soupe grasse à tous les chiens du quartier qu'elle pense subir des privations. Cela est fort bien fait.

L'Ami des bêtes a déjà obtenu un joli succès. Les littérateurs les plus éminents ont approuvé le programme de ce nouveau périodique en des lettres où chacun a entonné un gentil petit refrain en l'honneur des bons matous ou des fidèles caniches. Je crains un peu pour ces Messieurs que ce soit là un prétexte à littérature; mais il en est tant de plus mauvais qu'on ne saurait leur reprocher d'avoir suivi celui-là.

Nous devons de la pitié aux bêtes « parce qu'elles ne connaissent pas Dieu », a dit Buffon, et Lamennais ajoute cette belle réflexion : « Si elles connaissaient Dieu, elles parleraient. » Cependant, les bêtes me semblent, en général, moins malheureuses que les hommes, parce qu'elles vivent plus conformément à la nature. Notre sollicitude pour les animaux est, d'ailleurs, toute récente.

Au dernier siècle, on ne songeait guère à s'émouvoir des mauvais traitements que pouvait endurer un cheval ou un chien. C'est encore l'Angleterre qui nous précéda dans ce petit sentier du progrès. La première société protectrice des animaux fut en effet fondée à Londres en 1822, sous les auspices de Richard Martin, tandis que la fameuse loi du général de Grammont, qui inaugura chez nous l'ère de la pitié envers les bêtes, date seulement de 1850.

Pourtant, pendant une longue période de notre histoire, les coutumes provinciales reconnurent aux bêtes une sorte de conscience rudimentaire et de vague responsabilité. Certains animaux coupables de crimes furent inculpés, jugés et exécutés.

C'est ainsi que nous apprenons qu'en 1266 un porc fut brûlé sur l'ordre des officiers du monastère de Sainte-Geneviève, pour avoir mangé un enfant sur le seuil d'une métairie. Les registres du bailliage de l'abbaye de Beaupré en Beauvoisis nous apprennent qu'en l'an 1499, un taureau fut pendu de par l'ordre du bailli pour avoir tué un jeune berger de quatorze ans. En 1413, le bailli de Mantes-la-Jolie condamne à la potence une truie et n'hésite pas à déranger le bourreau de Paris qui vint en ladite ville, exécuter la sentence pour le prix de 66 sols 8 deniers parisis, y compris deux deniers pour une paire de gants.

Il n'est point douteux que l'*Ami des bêtes* ne développe notre sensibilité envers les animaux. Pendant la Terreur, la fille du portier de la Conciergerie, qui voyait partir d'un œil sec les lugubres charrettes pour la guillotine, fondit en larmes lorsqu'un matin, elle trouva mort dans sa cage un chardonneret apprivoisé. Nous avons fait des progrès. Mlle Deibler, certainement, a plus de bon sens dans la distribution de sa pitié. Mais ne pourrait-on pas songer à fonder un journal qui s'intitulerait *l'Ami des hommes?* Je sais bien que Boileau a dit : « Le plus sot animal, à mon avis, c'est l'homme. » Mais nous avons tous d'excellentes raisons pour nous y intéresser très particulièrement et pour lui témoigner quelque indulgence.

ROBERT DE FLERS.

NOTES D'ART

Le don Charles Hayem.

Il est permis de regretter que le *généreux donateur* — c'est l'expression consacrée, n'est-ce pas? — n'ait pu attendre quelque temps encore pour manifester au grand jour sa générosité. Puisque nous ne sommes séparés que par quelques mois, par quelques semaines peut-être, du jour où l'on ouvrira toutes grandes les portes du *Musée Gustave Moreau*, j'aurais aimé qu'auprès de l'exhibition d'ensemble et en même temps qu'elle, on organisât une exposition des collectionneurs comprenant les œuvres du maître qui figurent dans les galeries particulières. Une telle exposition aurait pu être admirable. Mais les collectionneurs sont gens fort chatouilleux; l'accord n'a pu s'établir entre eux, c'est ce qui explique l'exhibition isolée d'une partie de la collection de M. Charles Hayem, qui du moins restera acquise au musée du Luxembourg.

On y voit quelques-uns des plus beaux spécimens du talent de Gustave Moreau, dans ce genre exquis et rare de l'aquarelle qui fit sa renommée aux yeux des connaisseurs. Parmi ceux qui s'intéressent aux choses d'art, il en est peu qui n'aient entendu parler du célèbre morceau intitulé *l'Apparition*, lequel fut illustré en son temps de nombreux commentaires écrits et devint prétexte à littérature : on le retrouve ici à la place d'honneur, ainsi qu'un charmant dessin rehaussé d'or, étude pour la non moins fameuse *Danse de Salomé*, qui fait partie d'une autre collection. Dans cette suite d'interprétations des légendes bibliques, la figure de Salomé ne fut pas la seule qui, grâce à cette heureuse rencontre du talent de l'artiste avec le sujet qui lui convient, sut inspirer le peintre et lui marquer sa véritable voie. Ce qu'il y avait en lui de raffiné, d'inquiet et de vraiment moderne trouva son emploi dans le renouvellement des mythes où sont intéressées les figures bibliques que nous voyons ici.

Voici la *Bethsabée* peignant sa chevelure, et c'est tout à la fois une merveille de grâce et de fierté dédaigneuse, cette grande figure presque nue au centre du paysage le plus complexe et le plus profond : une des plus belles réalisations que je sache de rêve oriental, augmenté d'un sens intime et pénétrant de la beauté féminine ! Voici encore *Samson et Dalila*, une toute petite aquarelle, un rien, mais qui enferme toute l'essence de son art d'aquarelliste, avec cette préoccupation constante d'exprimer l'âme des personnages avec la forme et la couleur : quelque chose de très intime et de très ardent dans sa compréhension du génie féminin, au sujet de laquelle nous ne pouvons mieux faire que répéter ce que nous avons déjà dit : Il faut bien reconnaître que la maîtrise de Gustave Moreau comme peintre de la féminéité s'affirme en une conception douloureuse et tragique de l'instinct qui régit le monde et perpétue la vie. Ce qu'il a senti par-dessus toutes choses, ce qu'il a su nous rendre par des moyens plastiques, seul à peu près entre tous les peintres de ce temps, c'est la puissance et la domination souveraine de la Beauté, son action despotique, contre laquelle rien ne prévaut, sur le cœur de l'homme, bref cette impérieuse loi de l'instinct, sous laquelle tout être sensible est contraint de courber la tête.

Cette idée que nous exprimions autrefois, après l'examen de quelques collections particulières, on en pourra vérifier l'exactitude après l'inauguration de son musée. Déjà les trois figures bibliques que nous venons de rappeler en sont un commentaire éloquent, et présentent comme un bref résumé de sa tendance maîtresse. Pourtant il ne faudrait pas s'en tenir là, et dans l'ensemble donné par M. Hayem on peut discerner autre chose. Voyez par exemple la grande aquarelle du *Phaéton*, d'un si éclatant effet, d'un si prestigieux coloris, œuvre tout extérieure celle-là et voulue telle par l'artiste, qui cette fois manifeste exclusivement des préoccupations de peintre. Dans un tout autre ordre d'idées, regardez longuement son petit *Calvaire*, une des peintures les plus poussées, les plus accomplies, les plus riches comme matière qu'ait signées un artiste moderne.

Ce n'est point évidemment sur ces quelques œuvres, si précieuses et si poussées soient-elles, qu'il est permis de juger l'effort d'un artiste qui produisit avec un labeur incessant durant une période de cinquante années. Comme s'il avait craint qu'on ne le jugeât d'après ce qui appartenait aux collectionneurs, Gustave Moreau avait l'habitude d'appeler un peu irrévérencieusement et d'ailleurs fort injustement « de la broutille » ce qui était sorti de son atelier pour entrer dans les galeries particulières. Il y mettait je ne sais quelle coquetterie, qui n'avait à vrai dire d'autre signification que ceci : « Attendez, pour porter sur mon œuvre un jugement définitif, que vous ayez pu la voir en son ensemble, et ne prenez point parti d'après quelques morceaux isolés. » Cet effort du plus sincère et du plus convaincu des artistes, le public en pourra juger, il sera en mesure de l'apprécier d'ici quelques mois, et pour porter un tel jugement, il aura devant les yeux deux cents peintures, autant d'aquarelles et plus de mille dessins.

PAUL FLAT.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37579. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 11. 4e SÉRIE. — TOME XI 18 MARS 1899.

GUY DE MAUPASSANT (1)

Mesdames, Messieurs,

Lorsque, sur l'initiative de votre compatriote, M. Masson-Forestier, si qualifié pour la prendre, le projet fut conçu d'élever à Rouen un monument à la mémoire de Guy de Maupassant, dès le premier appel aux bonnes volontés qui pouvaient le faire aboutir, ce fut à qui répondrait avec le plus d'empressement et s'emploierait avec le plus de zèle. Mon confrère M. Albert Sorel acceptait de présider cette fête. Le sculpteur du monument que les admirateurs parisiens du grand romancier lui ont consacré au parc Monceau, M. Raoul Verlet, mettait son talent à la disposition du comité rouennais et modelait à nouveau la tête de son modèle. Mon confrère à l'Académie des beaux-arts, M. Bernier, vous offrait le dessin du socle. La maison Barbedienne se chargeait de la fonte, en ne demandant que le remboursement de ses frais. La Comédie-Française vous envoyait ses artistes pour interpréter les œuvres du maître. Ses amis et, au premier rang, son collaborateur, M. Jacques Normand, que vous allez entendre, promettaient de se joindre à vous aujourd'hui. De votre côté, vous êtes venus en foule attester votre admiration pour votre grand compatriote et votre fierté de le compter au premier rang de ceux qui ont illustré votre race et votre terre.

Croyez-en quelqu'un qui a vu célébrer beaucoup de grands hommes et ériger nombre de statues : cette unanimité de pensée et cet empressement de concours ne sont pas communs. Quelle en est donc la cause, malgré l'éternelle diversité des sentiments humains ?

C'est d'abord, à l'égard de Maupassant, que le destin s'est chargé, hélas ! de désarmer l'envie par la cruauté de sa fin prématurée. Par quelle impitoyable rançon il a payé ce que l'existence lui avait donné si vite de succès et de bonheur ! Il est entré dans ce groupe douloureux des écrivains et des artistes que la mort a fauchés au printemps ou à l'été de la gloire.

C'est aussi et surtout parce qu'il a été profondément original et typique, à la fois indigène et national : une province et un pays, la Normandie et la France, ont pu se reconnaître et s'aimer en lui. Il a éclairé d'une lumière vive et limpide un état de l'âme française et une époque de notre civilisation.

Quant à sa forme, à sa faculté propre de produire la beauté littéraire, Maupassant a été élégant et fort, sobre et fécond. Il a réalisé avec une maîtrise incomparable les qualités essentielles qui font l'élite des écrivains français. Il a été salué du beau nom de classique, et il l'a mérité pleinement.

Tels sont les motifs d'admiration et de reconnaissance qui nous réunissent aujourd'hui. Mon ambition serait de les développer et de les préciser.

***

En traçant son tableau de la France, Michelet accorde à votre province cet éloge : « Deux fois la littérature française a repris l'essor par la Normandie. » Et il cite au XIIe siècle le poème de Rou, au XVIIe le théâtre du grand Corneille. J'estime que,

(1) Conférence faite à Rouen, au Théâtre des Arts, le 12 mars.

dès maintenant, nous pouvons en noter une troisième.

Vers le milieu de notre siècle, après l'élan lyrique du romantisme, son idéalisme, ses ambitions, la pensée française, déçue et désabusée, se rejetait vers le réalisme. Elle entreprenait une cure nécessaire par l'observation, par le respect de « l'humble vérité », comme dira Maupassant. Elle se détournait des mirages lointains qui l'avaient charmée, de l'histoire et de la légende, pour regarder de près le spectacle journalier de la vie et le montrer tel qu'elle le voyait, avec ses laideurs et ses petitesses. Elle abandonnait les princes et les seigneurs, représentants d'une humanité factice, pour se tourner vers les humbles et les petits. Elle renonçait aux illusions orgueilleuses qui faisaient du poète le centre du monde et elle subordonnait l'écrivain à son œuvre; elle jugeait sévèrement les sophismes dont Jean-Jacques Rousseau et sa postérité avaient grisé notre orgueil : générosité foncière de la nature humaine, légitimité de la passion, rédemption par l'amour. Elle s'interdisait le lyrisme et la rhétorique, qui grossissent, déforment et chargent les couleurs.

Ce mouvement avait commencé avec le grand Balzac, père et maître du roman contemporain. Mais l'auteur du *Lys dans la vallée* vivait en plein romantisme et il conservait encore beaucoup de ses illusions et de ses procédés. Votre Gustave Flaubert fut vraiment le premier, avec *Madame Bovary*, à donner le parfait et complet modèle du roman réaliste, par la nature du sujet, l'idée dominante et l'exécution. Il s'effaçait derrière son œuvre ; il mettait en scène des personnages de moyenne ou petite condition ; il montrait par le simple spectacle de la vie le ridicule et le danger des théories romantiques; il fixait avec une probité scrupuleuse les résultats de son observation. Il faisait ici pour le roman, dans la solitude champêtre de Croisset, ce que Alexandre Dumas fils faisait pour le théâtre, dans la fièvre de la vie parisienne. Il justifiait les tendances de l'école nouvelle par un chef-d'œuvre qui va dominer tout le cycle réaliste et naturaliste. D'autres viendront qui élargiront la formule, qui l'appliqueront avec leur sensibilité propre, la force ou le charme de leur talent, leurs aptitudes plastiques, leur sens épique, leur ironie tempérée de pitié ; mais, après l'œuvre des Goncourt, de Zola et de Daudet, *Madame Bovary* domine encore toute la production du roman français dans la seconde moitié de notre siècle.

Cependant, après Flaubert, il restait un pas à faire, nécessaire et décisif. Flaubert subissait encore, et profondément, l'ivresse du romantisme. Entre l'*Éducation sentimentale* et *Bouvard et Pécuchet*, il devait écrire *Salammbô* et la *Tentation de saint Antoine*. Bien plus, ses romans d'observation prochaine et contemporaine n'étaient pour lui que des intermèdes aux évocations historiques et légendaires. Il avait le mépris et la haine de l'esprit bourgeois, des existences sans idéal et sans poésie. Sa conception de la littérature et de la vie était tout aristocratique. Ce grand réaliste était, à bien des égards, un romantique impénitent. Maupassant allait achever l'œuvre de Flaubert, en coupant les ponts du roman français avec le romantisme.

De très bonne heure, une étroite affection avait uni ces deux hommes. Maupassant était le filleul de Flaubert, qui avait deviné en lui le don sacré, l'étincelle du génie. Pour le développer, il lui imposa un long apprentissage, dominé par deux principes : l'observation attentive et loyale des faits, la notation précise et sobre du caractère.

Cette éducation, que Maupassant a racontée lui-même, fut admirable de clairvoyance et de méthode. Un jour, après avoir jeté au feu bien des essais, l'élève débutait, dans les *Soirées de Médan*, par *Boule-de-Suif*, un chef-d'œuvre en quelques pages. Si rebattus qu'ils soient par les citations, c'est ici le cas, ou jamais, de rappeler les vers de votre grand Corneille, pour les appliquer à ce Normand. Le jeune héros de lettres qui débutait de la sorte, au champ clos du roman, aurait pu dire avec Rodrigue :

> Mes pareils à deux fois ne se font pas connaître,
> Et pour leurs coups d'essai veulent des coups de maître.

Comme, entre les mains du nouveau venu, le réalisme de *Madame Bovary* va s'élargir! A mesure que la vie et l'expérience développeront l'observation du jeune écrivain, il y va faire entrer la Normandie, au complet, sa terre et ses habitants, ses animaux et ses plantes; puis la société parisienne, des bureaux de ministère et du journalisme boulevardier aux salons élégants; puis l'exotisme d'Algérie, d'Italie et de Sicile. Entre temps, il produira des œuvres de méditation et de concentration, de ces œuvres qui ne sont pas d'un pays, mais du monde et qui peignent moins une race que l'humanité.

*
* *

Maupassant avait eu de bonne heure une philosophie arrêtée et une conception nette de la vie. Chez lui, comme chez tous les grands artistes, l'art c'est un homme ajouté à la nature, la vie contemplée à travers un tempérament. Car, si le réalisme opérait une réaction salutaire en interdisant à l'écrivain de se raconter et de se mettre en scène, de se proposer à l'admiration et d'étaler son égoïsme, il ne pouvait rien contre cette nécessité de nature qui fait avant tout de la littérature et de l'art les expressions diverses de nos caractères et de nos existences. Tout ce que peut faire l'écrivain, c'est de présenter son âme

à la réalité, comme un miroir limpide. Il a le droit je dirais volontiers le devoir, de ne pas réclamer pour lui-même l'attention qui doit aller à l'œuvre, de ne pas mêler l'étalage de son humeur, de ses joies et de ses peines, au spectacle autrement vaste et intéressant de la vie. Au demeurant, l'homme et l'œuvre sont inséparables chez tout écrivain, et les plus originaux des écrivains sont ceux qui ont senti et pensé avec le plus de personnalité.

Du côté de son père, Flaubert était Champenois ; par le sien, Maupassant se rattachait à la Lorraine, mais, par leur mère, tous deux étaient Normands. Comme ils ont vérifié cette observation souvent renouvelée que les grands hommes doivent surtout à l'atavisme maternel! Tous deux, en effet, réalisaient de manière frappante une variété du type normand : Flaubert, c'était le Normand gigantesque et blond, aux yeux bleus, aux moustaches tombantes. Maupassant, c'était le Normand trapu et brun, aux yeux noirs, aux moustaches relevées. Tous deux, robustes et sanguins, aimaient la gaieté bruyante et la plaisanterie grasse.

Je n'ai pas à faire la psychologie de Flaubert, très complexe et, surtout, profondément modifiée par la littérature. Pour Maupassant, il avait le sens pratique, le besoin des réalités prochaines, un individualisme énergique et méfiant. S'il a aimé tendrement plusieurs personnes, à commencer par Gustave Flaubert, s'il était bon et fidèle camarade, il ne se livrait guère. Il ne s'est jamais répandu en confidences ; comme disaient nos pères, il était « secret ». Silencieux, il n'aimait pas ces échanges confiants d'idées, ces débauches de théories, auxquels se plaisent les écrivains. Sa conversation était parfaitement unie et il réservait toute sa littérature pour ses livres. Avec cela, une droiture et une franchise parfaites, une grande sûreté de rapports. Dans sa manière de voir, d'observer et de juger, cette justesse et cette pénétration du regard, cette promptitude de discernement et de décision, cet amour de la netteté et de la précision, cette aptitude à distinguer et débrouiller, voire à démasquer qui, au Palais, font les parfaits hommes d'affaires.

Une telle nature s'accommode mal des illusions et des duperies. Ce sont les tendres, les rêveurs, les naïfs qui ont cherché dans la chimère et le rêve une consolation pour la misère humaine. De leurs inquiétudes et de leurs souffrances, ils ont tiré des fantômes consolants, et ils adorent en eux leur désir du bonheur. Maupassant n'est pas de ces idéalistes plaintifs : il pousse le positivisme jusqu'au nihilisme. Il voit le ciel vide et la nature indifférente. L'homme lui apparaît comme la victime de ses instincts et de ses besoins, comprimés par la vie sociale, mais rusant avec une patience sournoise contre la contrainte ou la brisant par des révoltes soudaines. La misère humaine est infinie ; après une vie lamentable, vient la mort, et derrière la mort il n'y a que néant. Amour et bonté, gloire et espérance d'immortalité, autant de chimères forgées par l'homme pour se tromper lui-même. L'amour se réduit à l'instinct et cet instinct est une duperie de la nature ; l'homme est féroce pour l'homme ; la gloire et l'espérance de l'au-delà sont de misérables illusions.

Contre cette misère, il n'est que deux remèdes, l'amour de la vie et la satisfaction de l'instinct. Par le premier, Maupassant éloigne, dans la mesure du possible, la pensée de cette mort qui se rapproche à chaque instant et use l'énergie à mesure qu'elle s'exerce. Par le second, il se rapproche de la nature et goûte largement le plaisir de satisfaire tous les penchants primitifs, surtout l'amour, le plus impérieux de tous, mystérieux et sacré, terrible et charmant. Il n'est pas immoral, car il n'attaque pas la morale ; je dirais volontiers qu'il est amoral, car il semble l'ignorer.

Amour de la vie et satisfaction de l'instinct viennent de l'amour de la nature et y retournent. Ils se confondent avec lui. Maupassant a aimé la nature du jour où ses yeux se sont ouverts sur elle. Et quelle nature! La vôtre, une des plus belles et des plus riches, des plus fécondes et des plus grisantes que notre France puisse offrir. Le premier essai qu'il fera de son talent, sera de la peindre, avec la vie qui se déploie, excitée et satisfaite, sous le ciel et l'air de sa province, à la ville et à la campagne, dans la variété des conditions, des âges et des caractères.

*
* *

Il a donc représenté toute la Normandie et sous tous ses aspects : grasses vallées, pâturages ombragés de pommiers et clos de haies vives, fleuve royal, qui est la grande artère du cœur français, mer riante et sauvage, grèves mollement étendues et falaises abruptes, ciel humide et changeant. Son œuvre est gonflée de sève normande ; elle est parfumée des senteurs qui flottent sur vos collines, de cette brise salée qui « roule sur le pays de Caux ». Ses livres garderont toujours la saveur de l'air natal. Il restera Normand, avisé, distant et maître de lui, jusque dans la griserie de la vie parisienne, jusque dans l'enchantement de la nature algérienne et la fête caressante que lui donnera l'Italie, depuis la Rivière de Gênes d'où les sérénades lui arriveront au ras de l'eau, à bord de son yacht, comme le soupir de cette terre amoureuse, jusqu'au cimetière de marbre où dort la gloire de Pise, jusqu'aux rivages de Sicile où la joie de vivre résonne sous un ciel de cristal.

C'est la vie puissante de la terre normande, la

contemplation de cette Cybèle et de cette Vénus robustes, qui lui inspirent son naturalisme hardi. Il a le sentiment, le respect, l'adoration des forces naturelles, de la vie animale, de la force créatrice toujours en action et en renouvellement. Il communie de tout son être avec la nature; il écarte les voiles dont les lois, les mœurs et les convenances ont couvert sa nudité auguste, sereine et terrifiante; il tressaille devant elle d'amour et de respect, d'adoration et de terreur. Il contemple longuement la lutte éternelle de la vie et de la mort : la vie confiante et brutale, sans réflexion et sans remords; la mort impassible et impitoyable, qui guette et attend. Au delà, il ne voit rien. Aussi se hâte-t-il de jouir et, lui, qui sait et qui médite, il se désespère et se lamente à la pensée du néant prochain, ou, dans une résignation farouche, il étreint la jeunesse, l'amour et la force qui s'écoulent au moment où il les saisit.

Par là, par cette double influence de sa nature robuste et triste, de cette terre dont la féconde richesse donne tant de relief au contraste de la vie et de la mort, il est poète. Il observe et il rêve; il peint les choses et fait parler leur âme confuse. A travers le roman français, il fait passer un souffle nouveau et indigène, quoiqu'il se soit déjà levé au delà du Rhin. Il montre que le pessimisme de Schopenhauer et le nihilisme de Nietzsche n'ont pas besoin d'être imités pour être recréés chez nous, sous l'influence de causes différentes, par cela seul qu'une nature originale et sincère les a ressentis.

Mais, si ce goût d'amertume et cette impression de morne désespoir sont partout dans son œuvre, apparents ou cachés, presque toujours l'amour immédiat de la nature et de la vie les surmonte et les refoule. Il adore, de toutes les forces de son être, la terre nourricière des bêtes et des hommes, au sein de laquelle fermente le vin de l'éternelle jeunesse et qui jette, sur le travail incessant et sourd de la mort, sa parure de moissons. Il remercie l'illusion enchanteresse de l'amour; il s'enivre de sa jeunesse et de sa force; il les prodigue. Il est poète dans sa tristesse, comme l'est, dans son idéalisme serein, le grand peintre qui a déroulé, derrière la fête de l'art et de la nature, la vallée de la Seine telle qu'elle apparaît du haut de la colline de Bon-Secours, comme le sculpteur délicat et vigoureux qui a fait tenir cet immense panorama dans le cadre étroit de la médaille. Oui, Maupassant fait parler l'âme de la Normandie, comme Puvis de Chavannes et Roty : *Inter artes et naturam — Normannia nutrix.*

Il peuple la Normandie avec toute la variété des être qui naissent et meurent, jouissent et souffrent, aiment et haïssent, travaillent et luttent, dans ses campagnes et dans ses villes. Il les montre tels qu'ils sont, sans les embellir ni les enlaidir. Il les observe d'un œil pénétrant et les peint d'une main ferme, tels qu'il les voit. Paysans et bourgeois, maîtres et valets, filles de ferme et servantes d'auberge, comme on les trouve vrais, lorsqu'on les connaît et, pour ceux qui ne les ont jamais vus, quel gain ils ajoutent à la connaissance de l'humanité! Maupassant pénètre dans leurs âmes, il montre les simples ressorts de leur activité, leurs idées courtes et leur instincts primitifs, leurs vices reçus de la nature et développés par elle. Son style de cristal reflète la vie, aussi indifférent en apparence que la rivière aux spectacles changeants de ses bords.

Jamais encore pareil document, aussi complet et aussi sincère, n'avait été offert par la littérature à la connaissance profonde d'une race et d'un pays. Ce que *Madame Bovary* offrait en un vigoureux raccourci les contes de Maupassant l'étendent et le détaillent, en dix volumes, où il n'y a pas une longueur, où rien n'est banal ni indifférent. Tous les exemplaires de l'humanité normande y sont, tantôt dans l'existence de tous les jours, dans les vices et les ridicules en continuel exercice, avec les *Contes de la Bécasse*, les *Contes du Jour et de la Nuit*, *le Rosier de Madame Husson;* tantôt dans les exceptions bouffonnes ou sinistres, les crimes et les malheurs inattendus, avec la *Maison Tellier*, *Mademoiselle Fifi*, *la Petite Roque*, *Monsieur Parent*. Et toujours il voit jusqu'au fond des esprits et des cœurs; il y projette une lumière éclatante et froide.

Car il se défend de toute émotion; il veut être impassible, selon le précepte de son maître Flaubert. Et tandis que Flaubert ne l'était que dans ses livres, il se flatte de l'être aussi dans sa vie. Passionné pour toutes les formes de l'activité, il partage les aventures et les plaisirs de ses modèles, dans tout ce qu'ils ont de compatible avec une nature saine et droite. En se prolongeant, l'expérience de la vie lui permettra-t-elle de conserver cette froide sérénité?

*
* *

Non, car il arrive bientôt au pays de toutes les fièvres et il entre en contact avec une humanité éloignée de la nature par la vie sociale la plus artificielle, la plus compliquée et la plus intense. Il devient Parisien. D'abord petit employé de ministère, il mène une existence singulièrement étroite. Il l'observe et la peint avec la même vérité que les mœurs de la campagne normande, la même impassibilité apparente, le même dédain de tout ce qui n'est pas observation pure, de la morale conventionnelle et imposée.

Mais bientôt le succès lui arrive et son existence s'élargit. Il pénètre dans le monde de la littérature, du journalisme et du boulevard. Il en profite pour élargir le champ de son observation et, en même

temps, sa manière. *Une vie* prend encore à la Normandie ses personnages et son cadre, mais *Bel Ami* est un roman parisien, comme aussi *Mont-Oriol*, car, si une partie de l'histoire se passe dans une station thermale d'Auvergne, la vie des eaux est un prolongement de la vie parisienne. Devant les aigrefins et les viveurs du boulevard, il est aussi clairvoyant que devant les paysans normands, aussi impassible, aussi pessimiste et encore plus méprisant. Il montre ces existences par le dehors et par le dedans, actes et mobiles, en scènes et en traits décisifs, aussi hardi devant ces dépravations complexes que devant le cynisme ingénu.

Pourtant, soit qu'il se fatigue de l'observation pure, soit que l'artifice malsain de ces existences lui répugne et qu'il éprouve le besoin de revoir la simple nature, plus brillante et plus fine que celle qui avait encadré sa jeunesse, il quitte Paris et s'en va vers le Midi et l'Orient. Il en rapporte *Au Soleil, Sur l'eau* et la *Vie errante*. Il voit l'Italie, la Sicile et l'Algérie; il les peint avec la netteté de regard, la promptitude et la sûreté dans le choix des caractères, la sobriété pleine qu'il appliquait à la vallée d'Auge et au pays de Caux. Là aussi, il jouit profondément de la vie et de son spectacle; il se grise de soleil et d'air salin.

Il goûte un tel bonheur dans la solitude et le mouvement qu'il a fini par se faire construire une demeure flottante, ce yacht, le *Bel-Ami*, sur lequel, loin des hommes, entre le ciel et l'eau, il croira trouver la paix de l'esprit, par le retour complet à la nature, loin de la vie sociale, et sur lequel commencera pour lui le plus horrible des malheurs, la perte de la raison, et la plus effroyable agonie.

Entre temps, il est descendu en lui-même et il en a tiré le *Horla;* il y a décrit, avec sa netteté et sa précision habituelles, un étrange phénomène de la vie morale, dont il avait déjà noté, çà et là, dans ses contes, quelques manifestations. Quelle tristesse auraient éprouvée ses lecteurs, s'ils avaient pu deviner que l'halluciné de son livre, cet être lamentable qui se sert de la raison la plus lucide pour constater qu'elle s'obscurcit, c'était lui-même!

Depuis longtemps déjà, depuis *Une vie*, ou même avant, son œuvre se pénètre d'une pitié discrète, d'une émotion triste et mâle. Cette source nouvelle jaillit avec une force créatrice dans *Pierre et Jean*. Ici, il rivalise avec les psychologues et les dramaturges, avec ceux qui ont pris sur le fait les drames de la conscience humaine, pénétré le secret des âmes et montré les cœurs à nu, avec Shakespeare et Racine. L'auteur d'*Une vie*, de *Bel Ami*, de *Mont-Oriol* était déjà un maître du roman français; en y joignant *Pierre et Jean*, il égale presque son maître Flaubert et il se range, — dans une solitude fière, — à côté des maîtres du naturalisme, les Goncourt, Zola, Daudet.

Le sort ne lui accordera plus que le temps d'écrire deux derniers romans : *Fort comme la mort* et *Notre cœur*, mais comme ils complètent son œuvre! La vie achève d'accomplir dans son âme ce travail de pitié par l'expérience complète, — c'est-à-dire par l'épreuve personnelle autant que par l'observation d'autrui — qui est son résultat habituel chez les meilleurs d'entre nous. Il a constaté que le bonheur n'est pas seulement dans la satisfaction de l'instinct, car nous portons en nous d'autres besoins, et que, malgré nous, comme dit le poète, « l'infini nous tourmente ». Il s'est aperçu que le temps, en emportant notre jeunesse et notre force, nous oblige à réfléchir sur le sens de la vie, et puisqu'il se modifie avec cet affaiblissement, à en chercher un autre que l'obéissance à la loi naturelle. Il a souffert, il s'est attendri; « le lait de l'humaine tendresse » coule plus largement dans son œuvre. Il a commencé devant « les pauvres hommes » par l'indifférence supérieure à son objet; il a fini par la pitié fraternelle.

Ses romans sont-ils supérieurs ou inférieurs à ses contes? D'habitude, la question est tranchée au profit de ceux-ci. Dans le conte, Maupassant est non seulement supérieur, mais incomparable. On peut le préférer, grâce à l'aisance et à la franchise de sa touche, grâce surtout à sa fécondité, même à l'auteur de *Colomba* et de *Carmen*, à Mérimée. Dans le roman au contraire, il a des égaux, voire des supérieurs. D'autres composent mieux; d'autres surtout ont traité des sujets plus vastes et plus hauts. Je ne me hasarde pas à trancher le débat dans cette rapide revue d'une telle production. Il me suffira de dire que, sans le romancier, il manquerait quelque chose au conteur, cette pitié et cette tendresse, qui le rapprochent de nous. Je viens de nommer Mérimée. Comme il a gagné à la publication posthume de cette correspondance où nous voyons si aimant et si délicat cet homme qui, dans sa vie et son œuvre, avait porté un masque de sécheresse et de scepticisme, voire de cynisme! Maupassant, lui, n'a pas réservé cette suprême confidence pour le secret de ses lettres. Il l'indique, çà et là, de plus en plus nette, dans ses derniers contes; il la développe dans ses derniers romans. Nous l'admirions dans ses contes; nous l'aimons dans ses romans.

Romancier ou conteur, il écrit une langue incomparable par le naturel et la précision, par la fraîcheur et l'abondance, par le dédain de toute rhétorique et de toute manière. Il y a chez lui un rapport exact et parfait entre la pensée et l'expression, non seulement par la propriété et la justesse des termes, mais par la probité d'un homme qui, s'il se permet de choisir dans la réalité, — droit sans lequel il n'y a

point d'art, — s'interdit d'altérer la vérité. Il ne déclame jamais; il dédaigne toute prétention et toute affectation. Dans un siècle où l'enrichissement de la langue s'est payé fort cher par l'invasion du jargon et de toutes les formes du précieux, par l'abandon de la simplicité et de la sobriété, par la méconnaissance de ses lois et de ses qualités naturelles, Maupassant respecte scrupuleusement le génie de notre idiome; il n'emploie que les mots les plus simples et les plus clairs; il construit ses phrases d'après une syntaxe impeccable. Il écrit comme il compose, avec une vigueur aisée, avec la passion de la clarté.

Il a le don de la vision pittoresque, mais, en un temps où l'abus de la couleur semblait s'imposer à l'écrivain, de par l'exemple et la mode, il s'interdit toute altération des contours et des aspects. Sa couleur à lui est chaude et sobre, aussi juste que son ferme et vigoureux dessin. Quel service il nous rend par un tel exemple! Ses contemporains, même les meilleurs, ont plus ou moins chargé et empâté. Lui seul, ou à peu près, dans le roman, est resté fidèle aux plus incontestables et aux plus nécessaires de nos qualités nationales. A cette source claire, abondante et froide, nous pouvons rafraîchir nos lèvres, brûlées par tant de liqueurs souvent enivrantes, parfois frelatées.

***

Je vais finir, Messieurs. J'ai rempli ma tâche avec l'admiration la plus sincère pour Maupassant, avec la conviction profonde de tout ce que je viens de dire pour la motiver, mais je me rends bien compte qu'il resterait beaucoup à dire. Vous saviez déjà par les amis et les confidents de sa jeunesse, comme Charles Lapierre et M. Robert Pinchon, l'amour qu'il avait pour le théâtre et la joie qu'il goûtait à composer des pièces que le public n'a pas connues. Vous allez entendre son collaborateur, M. Jacques Normand, vous dire ce que valaient ses dons dramatiques, quel usage il en aurait pu faire et ce que ses œuvres contenaient, en puissance, d'action et d'émotion. Vous ferez la même épreuve en entendant les artistes de la Comédie-Française donner à quelques-uns de ses contes la vie de la parole. Enfin leurs camarades vont vous permettre de juger en même temps le poète et l'auteur dramatique par cette *Histoire du vieux temps*, dont vous allez avoir la primeur, en attendant qu'elle entre au répertoire.

Je ne vous ai rien dit de ce qu'étaient, chez Maupassant, l'homme et l'ami, car vous le savez mieux que moi et vous avez à son sujet une tradition orale qui mérite d'être fixée. J'espère qu'elle le sera, car, bien que Maupassant ait caché sa vie avec un soin jaloux et professé qu'il ne devait rien au public que ses œuvres, la critique littéraire est de plus en plus inséparable de la biographie et, lorsque l'on appartient à la postérité, elle s'arroge le droit de pénétrer vos secrets. Je souhaite qu'il en soit de lui comme pour Flaubert et je suis sûr que, somme toute, comme Flaubert, il n'y perdra rien. Je termine cette rapide étude sur Maupassant, comme je l'ai commencée, par la mention inévitable du nom de Flaubert. Il est impossible de séparer l'élève du maître ou, plutôt, de séparer ces deux maîtres.

Vous l'avez bien compris, car votre comité a décidé que le monument de Maupassant s'élèverait en face de celui que, il y a huit ans, vous éleviez à Flaubert, au seuil de votre musée, à quelques pas de celui de Louis Bouilhet, qui fut, lui aussi, pour Maupassant, un probe et sûr conseiller d'apprentissage littéraire. Vous avez attesté de manière assez nette le culte de vos gloires, anciennes ou récentes, pour que j'aie le droit de rappeler qu'il y eut jadis un malentendu entre Flaubert et vous, au sujet de Bouilhet. Il faut avouer que, ce jour-là, l'ermite de Croisset, trop en défiance contre l'esprit bourgeois, qu'il définissait bien largement, et injuste pour ses compatriotes, qu'il fréquentait peu, a plutôt lancé l'invective romantique contre de vagues philistins que plaidé la cause de la simple vérité. Depuis le jour où, suivi par l'élite des romanciers français, mais traversant votre ville au milieu d'une réserve quelque peu rancunière, son cercueil gagnait le cimetière monumental, comme ce malentendu s'est dissipé! Bouilhet a obtenu la place gracieuse et modeste que Flaubert demandait pour lui, sur une fontaine; tels, dans les villes antiques, ces poètes grecs et romains qu'aimait l'auteur de *Melœnis*. Flaubert, lui, plane dans un ciel de gloire, au-dessus de la Muse nue et robuste qu'il adora, la Vérité.

Détaché sur un fond de verdure et surmontant une stèle autour de laquelle s'enrouleront les fleurs et les fruits du pommier normand, Maupassant complétera ce groupe. Par la qualité de son âme, sinon par la force de son talent, et le sentiment qu'il avait de l'art, sinon par le résultat de son effort, Bouilhet mérite d'y figurer. Flaubert et Maupassant, eux, sont de ces écrivains du plus haut rang qui caractérisent une école, un temps et un aspect du génie national. Vous avez bien fait de les réunir tous trois après la mort, car ils s'aimèrent beaucoup de leur vivant et vous attestez une fois de plus le culte des gloires normandes, que domine là-bas, au milieu de votre fleuve, le grand Corneille. Si le bruit des hommages posthumes parvient jusqu'aux tombes sur la colline de l'éternel repos, Flaubert a dû tressaillir. Après la littérature, ce qu'il aima le plus, ce fut l'amitié et, entre ses amis, quelle tendresse pour celui qui fut doublement son filleul! Il est avec vous aujourd'hui; quelque chose

de son âme flotte dans cette salle où celle de Maupassant va parler. Il a oublié tous ses griefs, et il remercie Rouen.

GUSTAVE LARROUMET.

Voici les principales dates de la vie et de l'œuvre de Guy de Maupassant.

Henri-René-Albert-Guy de Maupassant est né au château de Miromesnil, dans la commune de Tourville-sur-Arques (Seine-Inférieure), le 5 août 1850. Il fit ses études au collège libre d'Yvetot et ensuite au lycée de Rouen. Il entra comme employé d'abord au ministère de la Marine, puis à celui de l'Instruction publique et en sortit après la publication de son premier récit, *Boule-de-Suif*, dans les *Soirées de Médan*, en 1880. La même année, il faisait paraître un recueil de poésies, *Des Vers*. Il donnait ensuite en volumes, après publication dans divers journaux, une série de contes et de nouvelles : *la Maison Tellier* (1881), *Mademoiselle Fifi* (1882) ; *les Contes de la Bécasse, Clair de Lune* (1883) ; *les Sœurs Rondoli, Miss Harriet* (1884) ; *Yvette, Contes du Jour et de la Nuit* (1885) ; *la Petite Roque, Monsieur Parent* (1886) ; *Toine, le Horla* (1887) ; *le Rosier de Madame Husson* (1888) ; *la Main gauche* (1889) ; *l'Inutile beauté* (1890).

Il faut y joindre trois volumes d'impressions de voyage : *Au Soleil* (1884) ; *Sur l'eau* (1888) ; *la Vie errante* (1890).

Il a écrit six grands romans : *Une vie* (1883) ; *Bel Ami* (1885) ; *Mont-Oriol* (1887) ; *Pierre et Jean* (1888) ; *Fort comme la mort* (1889) ; *Notre cœur* (1890).

Une comédie en un acte et en vers, *Histoire du vieux temps*, qui était jointe à *Des Vers*, avait été représentée d'abord au théâtre Ballande, le 19 février 1879 ; depuis, elle a été souvent jouée dans les salons et elle va passer au répertoire de la Comédie-Française. Maupassant a fait représenter au Gymnase *Musotte*, comédie en trois actes et en prose, en collaboration avec M. Jacques Normand (4 mars 1891). Il était déjà souffrant de la maladie cérébrale qui devait l'emporter, lorsque la Comédie-Française donna de lui la *Paix du ménage*, comédie en deux actes (6 mars 1893).

Ses contes, nouvelles, romans et impressions de voyages, ont paru d'abord dans le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Gil Blas*, l'*Echo de Paris*, la *Revue des Deux Mondes*, la *Nouvelle Revue*, la *Revue Bleue*, etc.

Il a laissé les premiers chapitres de deux romans inachevés, *l'Angelus* et *l'Ame étrangère*, et un certain nombre d'études, de critiques et de récits de voyages, qu'il n'avait pas réunis en volumes.

Une édition de ses œuvres complètes est en préparation.

Guy de Maupassant est mort à Paris-Auteuil, dans une maison de santé, le 6 juillet 1893. Un monument lui a été élevé par souscription publique au Parc Monceau, à Paris, le 24 octobre 1897.

Parmi les nombreux articles et études qui lui ont été consacrés, il importe de consulter surtout, au point de vue biographique, les *Souvenirs* publiés par son compatriote et ami Charles Lapierre dans le *Journal des Débats* du 10 août 1893 et ceux d'un autre de ses compagnons de jeunesse, M. Robert Pinchon, en tête du *Théâtre*, Rouen, 1891.

Sur Maupassant on pourra consulter dans la *Revue Bleue* les études de M. Jules Lemaître (20 novembre 1884, 29 juin 1889) ; de M. Georges Brandès (12 septembre 1891) ; de M. Émile Faguet (15 juillet 1893).

La *Revue* a publié de Maupassant : *Au Soleil* (17 novembre, 1er et 15 décembre 1883, 5 janvier 1884) ; *Zola* (10 mars 1883) ; *Gustave Flaubert* (19 et 26 janvier 1884) ; *Histoire d'une fille de ferme* (26 mars 1881), *Les femmes et l'esprit en France* (21 janvier 1888).

LA NOUVELLE-CAMPAGNE

Nouvelle.

I

A trois verstes du village d'Obroutchanov se construisait un pont gigantesque. De ce village perché sur une rivière à pic, on pouvait en voir le squelette que dessinait la balustrade. Et lorsque, par le brouillard et les beaux jours d'hiver, les légers chevrons de fer et les forêts avoisinantes se couvraient de givre, le pont présentait un aspect pittoresque et féerique. Souvent, à travers le village, en cabriolet ou en phaéton, on voyait un homme grand, avec de larges épaules, une barbe imposante, coiffé d'une casquette souple : c'était Koutcherof, l'ingénieur du pont. Parfois aussi, les jours de fête à Obroutchanov, venaient des ouvriers du chantier : ils mendiaient, ils plaisantaient avec les paysannes et même il leur arrivait de chaparder. Il faut dire que tout cela était très rare ; d'ordinaire, les journées au village passaient tranquilles. Mais le soir, comme autour du pont, faute d'habitation, on allumait des feux, le vent apportait au village le dernier bruit des chants des manœuvres. Et parfois, dans la journée, on entendait le bruit monotone et métallique : dôn... dôn... dôn...

Un jour, chez l'ingénieur Koutcherof arriva sa femme. Elle fut ravie du spectacle des rives, de la vue splendide de la vallée verdoyante avec ses petits villages, ses églises, ses troupeaux ; aussi, elle pria son mari d'acheter un petit terrain pour y construire une campagne. Son mari accéda. Il acheta vingt *dessiatines* de terre et sur le bord élevé de la rivière, sur le pâturage où erraient autrefois les troupeaux du village, il fit édifier une belle maison à deux étages, avec terrasse, balcon, tour et jusqu'à une flèche sur laquelle, le dimanche, flottait un drapeau. Tout fut construit en trois mois. L'hiver suivant, on planta de grands arbres ; et au printemps, quand tout le pays devint vert, il y avait déjà dans ce domaine des allées, un jardinier et des ouvriers en tablier blanc constamment occupés au jardin. Il y avait aussi dans le jardin un jet d'eau et une boule de verre avec des reflets tels qu'on ne pouvait en supporter l'éclat.

On avait donné déjà un nom à cette habitation : on l'appelait la « Nouvelle-Campagne ».

Un matin clair et chaud d'une fin de mai, on amena à ferrer chez Rodion Pétrof, le maréchal d'Obroutchanov, deux chevaux, ceux de la Nouvelle-Campagne. Les chevaux étaient blancs comme neige, imposants, bien en chair et parfaitement pareils.

— De vrais cygnes ! dit Rodion qui les regardait

avec vénération. Sa femme Stiépanida, ses enfants, ses petits-enfants, sortirent dans la rue pour les regarder. Peu à peu, la foule se rassembla tout autour. Il vint aussi Litchkof père et fils, tous deux imberbes, avec des joues gonflées d'ivrognes, sans chapeaux. Il vint encore Kosof, grand vieillard maigre, avec une barbiche longue et mince et un bâton recourbé. Il clignait constamment de ses yeux rusés et souriait d'air moqueur, comme s'il savait quelque chose.

— Ils sont blancs, quoi! mais qu'est-ce qu'ils valent, après tout? dit-il. Si je donnais de l'avoine aux miens, ils seraient aussi reluisants que ceux-là; mais à la charrue et avec des coups de fouet...

Le cocher le regarda avec mépris, mais sans répliquer; puis tandis qu'on faisait du feu dans la forge, il se mit à bavarder en fumant des cigarettes. Les paysans surent ainsi une foule de détails : ses patrons étaient riches; sa patronne, Elena Ivanovna, pauvre avant son mariage, avait été gouvernante à Moscou; bonne et pitoyable, elle aimait à aider aux pauvres. Dans cette nouvelle propriété, racontait-il, on ne fera ni labour, ni semailles, on vivra seulement pour son plaisir, on ne vivra que pour respirer le bon air.

Quand il eut fini et qu'il emmena ses chevaux, une bande de gamins le suivit, le chien aboya, et Kosof, le suivant du regard, clignait des yeux en se moquant.

— En voilà des propriétaires! dit-il. Ils ont fait bâtir une maison, ils ont des chevaux et, avec ça, ils n'ont, tout de même, pas de quoi manger. En voilà des propriétaires!

Kosof s'était pris tout de suite à détester et la nouvelle propriété, et les chevaux blancs, et le beau cocher reluisant. Il était veuf, et menait une vie solitaire et ennuyée, — une maladie, qu'il attribuait tantôt aux nerfs, tantôt aux vers, l'empêchait de travailler. L'argent nécessaire pour vivre, il le recevait de son fils, pâtissier à Karkhov. De l'aube au coucher du soleil, Kosof errait sans but le long de la rivière ou par le village; s'il remarquait un moujick qui amenait des solives de chêne ou qui pêchait, il disait toujours : « Cette solive est toute pourrie », ou : « Par ce temps, les poissons ne mordront pas. » Lorsqu'il y avait sécheresse, il affirmait qu'il ne pleuvrait pas jusqu'aux gelées et s'il pleuvait, il prédisait que dans les champs tout allait pourrir, que tout était perdu. Et en même temps, il clignait des yeux comme s'il savait quelque chose.

Dans la Nouvelle-Campagne, on allumait le soir des feux de Bengale, on faisait partir des fusées et vers Obroutchanov, un petit bateau à voiles filait avec des lanternes rouges. Un matin, Elena Ivanovna, la femme de l'ingénieur, vint au village avec sa petite fille dans une calèche aux roues jaunes et tirée par deux petits poneys bruns. Toutes deux, la mère et la fille, avaient des chapeaux de paille aux bords larges et baissés de côté sur les oreilles.

C'était l'époque du fumage, et le maréchal-ferrant Rodion, grand vieillard maigre, nu-tête et nu-pieds, une fourche sur l'épaule, était appuyé contre son char sale et laid. Il regarda les poneys d'un air stupéfait; il n'avait jamais vu de chevaux si petits.

— Voilà Koutcherika! entendait-on comme un bourdonnement. Regardez, voilà Koutcherika!

Elena Ivanovna regardait les chaumières comme si elle voulait en choisir une; puis elle arrêta ses chevaux près de la hutte la plus misérable, aux fenêtres de laquelle se montrait tout un monde de têtes d'enfants blondes, brunes, rouges. Stiépanida, la femme de Rodion, une grosse vieille femme, accourut de la chaumière, son mouchoir lui glissant de sa tête grise; elle regarda la calèche, ayant le soleil dans les yeux, et sa figure souriait et grimaçait comme si elle avait été aveugle.

— Voilà pour tes enfants, dit Elena Ivanovna, et elle lui tendit trois roubles.

Stiépanida se mit à pleurer et elle s'inclina jusqu'à terre; Rodion s'inclina aussi en montrant sa tête chauve et brunie; en faisant ce salut, il faillit avec sa fourche attraper sa femme à la hanche. Elena Ivanovna se confondit en remerciements, et s'en retourna chez elle.

II

Litchkof père et fils rassemblèrent dans le pré de l'ingénieur deux chevaux de trait, un poney, un petit veau de race et avec Volodka le roux, fils du maréchal-ferrant Rodion, ils les poussèrent vers le village. Alors, on appela le doyen du village, on fit venir des témoins et on fit constater les dégâts.

— Bien! laissez faire! fit Kosof, clignant des yeux. Laissez faire! On le pincera bien, l'ingénieur. Si tu crois qu'il n'y a pas de tribunal! Bien! appelez le garde et faites le procès-verbal!...

— Faites le procès-verbal, répéta Volodka.

— Je ne vais pas laisser passer ça ainsi, criait Litchkof fils, et il criait toujours plus haut et sa physionomie imberbe semblait se gonfler encore.

— En voilà des façons! donnez-leur la liberté, ils abîmeront tous les prés! Vous n'avez pas plein droit pour offenser le peuple! Il n'y a plus de serfs!

— Il n'y a plus de serfs! répéta Volodka.

— Nous avons vécu sans pont, marmotta Litchkof père, d'un air sombre. Nous ne l'avons pas demandé. A quoi bon pour nous ce pont? Nous n'en voulons pas!

— Bien! laissez f... ai... aire! dit Kosof, clignant

des yeux. Qu'on le pince, l'ingénieur ! En voilà, des propriétaires !

En rentrant au village, Litchkof fils, tout le long du chemin, se frappait la poitrine avec le poing et criait. Et Volodka criait avec lui. Pendant ce temps, dans le village, il s'était amassé toute une foule autour du petit veau et des chevaux. Le petit veau semblait confus et regardait en dessous ; mais tout d'un coup, il baissa la tête vers terre et se mit à courir en ruant de ses pieds de derrière ; au grand amusement de tous, Kosof prit peur et menaça de son bâton. On finit par enfermer les animaux et les paysans attendirent.

Le soir, l'ingénieur envoya cinq roubles pour les dégâts ; et les deux chevaux, le poney et le petit veau, sans avoir bu ni mangé, revinrent à la campagne en baissant la tête comme des coupables que l'on conduirait à l'échafaud.

Avec les cinq roubles, Litchkof père et fils, le doyen du village et Volodka passèrent la rivière sur l'esquif, atteignirent l'autre rive et allèrent à Kriakovo où il y avait un cabaret et où ils s'amusèrent longtemps. On entendait leurs chants et les cris du jeune Litchkof. Dans le village, leurs femmes ne purent dormir de la nuit. Rodion ne dormait pas non plus.

— Ce n'est pas une bonne affaire, disait-il en se retournant de tous les côtés et en soupirant. Le barine va se fâcher ; il fera des jugements... On a offensé le barine... Oh ! on l'a offensé, c'est mal...

Un jour, les moujicks, et Rodion avec eux, étaient allés se partager l'herbe d'un pré et, en rentrant chez eux, ils rencontrèrent l'ingénieur. Il avait une blouse de coton rouge et de hautes bottes ; derrière lui, dans ses jambes, courait un chien de chasse tirant la langue.

— Bonjour, petits frères, dit l'ingénieur.

Les moujicks s'arrêtèrent et ôtèrent leur chapeau.

— Depuis longtemps déjà je voulais vous parler, petits frères, continua-t-il. Voici à quel sujet. Dès le début du printemps, vos troupeaux viennent dans mon jardin et dans mon bois. Tout y est foulé ; les cochons ont gratté le pré, abîmé le potager, et dans le bois, tous les jeunes arbres sont perdus. Il n'y a rien à faire avec vos gardiens de troupeaux ; on les prie et ils se montrent grossiers. Chaque jour, j'ai des dégâts et je ne vous fais pas payer d'amende ; je ne me plains pas ; et vous, vous avez chassé mes chevaux et mon veau et vous m'avez fait payer cinq roubles. Est-ce bien ? Est-ce ainsi qu'on doit faire entre voisins ? continua-t-il, — et sa voix était douce, pénétrante, et son regard peu sévère. — Est-ce ainsi qu'agissent les hommes honnêtes ? La semaine dernière, l'un d'entre vous s'est mis à hacher dans mon bois des petits chênes. Vous avez fait un fossé sur la route d'Ieresnovo, et maintenant il faut que je fasse un détour de trois verstes. Pourquoi me nuisez-vous ainsi ? Vous ai-je fait du mal, dites-le pour Dieu ? Moi et ma femme, nous faisons tout notre possible pour vivre avec vous en paix et en bon accord ; nous aidons le paysan autant que nous pouvons. Ma femme est très bonne et très cordiale. Elle ne refuse aucune aide ; c'est son rêve d'être utile à vous et à vos enfants. Et vous, vous payez sa bonté par le mal. Vous êtes injustes, petits frères. Pensez-y. Je vous en prie sérieusement, pensez-y. Nous agissons envers vous avec humanité et vous devez nous payer de la même monnaie.

Il fit demi-tour et s'éloigna. Les moujicks restèrent encore là quelques secondes, remirent leurs chapeaux et s'en allèrent. Rodion, qui ne comprenait jamais comme il faut ce qu'on lui disait, mais toujours à sa propre manière, soupira et dit :

— Il faut payer. Payez, a-t-il dit, petits frères, en monnaie...

Jusqu'au village ils allèrent sans parler.

En entrant chez lui, Rodion fit sa prière, ôta ses chaussures et s'assit sur un banc à côté de sa femme. Lui et Stiépanida, lorsqu'ils étaient chez eux, s'asseyaient toujours l'un à côté de l'autre et, lorsqu'ils étaient dans la rue, ils allaient toujours côte à côte ; ils mangeaient, ils buvaient, ils dormaient toujours ensemble et, plus ils devenaient vieux, plus ils s'aimaient l'un l'autre. Dans leur chaumière, ils étaient à l'étroit ; il y faisait chaud, et partout il y avait des enfants : sur le sol, aux fenêtres, sur le poêle.. Stiépanida, malgré son âge avancé, avait encore des bébés et quand on regardait maintenant ce tas d'enfants, il était fort difficile de reconnaître ceux de Rodion et ceux de Volodka. Loukéria, l'épouse de Volodka, femme jeune et laide, avec des yeux sortant de la tête et un nez d'oiseau, pétrissait sa pâte dans le pétrin ; Volodka était lui-même assis sur le poêle, les jambes ballantes.

— Sur la route, près du blé noir de Nikita... l'ingénieur avec un petit chien..., commença à dire Rodion après un instant de repos, et en se grattant le flanc et le coude. Il a dit qu'il fallait payer en monnaie... en somme, ce n'est pas en monnaie, mais il faudrait bien dix kopecks par paysan. C'est vrai que nous avons mal agi envers le propriétaire. Je le plains...

— Nous avons vécu sans pont, dit Volodka sans regarder personne, et maintenant nous n'en voulons pas.

— Quoi ? le pont est à l'État.

— Nous n'en voulons pas.

— On ne te demandera pas ton avis. Qu'est-ce que tu veux ?

— On ne me demandera pas mon avis..., riposta Volodka. Nous n'avons nulle part à aller ; à quoi

bon un pont? S'il faut, nous passerons sur un bateau.

Quelqu'un frappa à la fenêtre de la cour si fort que toute la chaumière sembla en tressaillir.

— Volodka est-il chez lui?

C'était la voix du fils Litchkof.

— Sors, nous irons nous promener!

Volodka sauta du poêle et se mit à chercher sa casquette.

— N'y va pas, Volodka, — dit Rodion timidement.

— Ne va pas avec eux, mon fils. Tu es naïf comme un petit enfant, ils ne t'apprendront rien de bien. N'y va pas.

— N'y va pas, mon fils! — pria Stiépanida en clignant des yeux sur le point de pleurer. On va sûrement t'emmener dans les cabarets.

— Dans les cabarets... riposta Volodka.

— Tu reviendras encore ivre, chien du diable! dit Loukeria en le regardant avec colère. — Va, va, brûle donc avec ta « vodka » (1), Satan sans queue!

— Vas-tu te taire! cria Volodka.

— On m'a mariée avec un imbécile, on m'a perdue, moi malheureuse orpheline; espèce de rouquin, d'ivrogne!... Et Loukeria se mit à geindre très fort, en essuyant avec les mains son visage tout barbouillé de pâte de farine. — Si je pouvais ne plus te voir!

Volodka la frappa sur l'oreille et partit.

III

Elena Ivanovna, avec sa petite fille, vint à pied au village. Elle se promenait. C'était justement un dimanche; les paysannes, jeunes filles ou mariées, sortaient dans la rue avec leurs robes les plus criardes. Rodion et Stiépanida, assis sur l'escalier l'un à côté de l'autre, saluaient et souriaient à Elena Ivanovna et à sa fillette comme à de vieilles connaissances. Leurs enfants, une dizaine au moins, les regardaient des fenêtres; leurs yeux exprimaient un mélange d'étonnement et de curiosité; on entendait des chuchotements :

— Koutcherika est venue! Koutcherika!

— Bonjour, dit Elena Ivanovna; elle s'arrêta, se tut un instant et demanda : — Eh bien, comment allez-vous?

— Ça va petitement, il faut remercier Dieu, — répondit Rodion en bredouillant. — Sûrement, ça va.

— Mais quelle vie que la nôtre! fit Stiépanida avec un sourire amer. Vous voyez vous-même, barine ma chère, la pauvreté! Toute la famille forme quatorze personnes et il n'y en a que deux qui rapportent. Il n'y a que l'enseigne de maréchal-ferrant, et quand on amène un cheval à ferrer, alors pas de charbon; il n'y a pas de quoi en acheter. Nous sommes à bout, barine, continua-t-elle, et elle se mit à rire, — ah! oui, nous sommes à bout!

Elena Ivanovna s'assit sur l'escalier et, après avoir embrassé sa fillette, elle se mit à penser; chez la fillette aussi, si l'on en jugeait par son visage, il vagabondait des pensées tristes; tout en rêvant, elle jouait avec la jolie ombrelle de dentelle qu'elle avait prise des mains de sa mère.

— La pauvreté! dit Rodion. Beaucoup de soucis, nous travaillons... sans en prévoir la fin. Dieu n'envoie pas de pluie... Nous ne vivons pas bien, il n'y a pas à dire.

— Vous avez de la peine dans cette vie, dit Elena Ivanovna; en revanche, vous serez heureux dans l'autre monde.

Rodion ne l'avait pas comprise, et il toussa dans son poing pour toute réponse. Et Stiépanida dit :

— Barine, ma chère, pour les riches encore, c'est mieux dans l'autre monde. Les riches allument des cierges, ils font dire des messes, ils font l'aumône, et le paysan, quoi?... Il n'a même pas le temps de faire le signe de croix, il est si pauvre, il n'y a pas à penser à son salut. Nous avons beaucoup de péchés à cause de la pauvreté; et encore à cause de nos peines, nous nous querellons toujours comme des chiens sans nous dire un bon mot, — que Dieu en finisse avec cette vie-là! Probablement, nous n'avons de bonheur ni dans ce monde-ci, ni dans l'autre. Tout le bonheur est dévolu aux riches.

Elle parlait plutôt gaiement; il semblait qu'elle fût habituée à parler de sa vie pénible. Rodion souriait aussi, ça lui faisait plaisir de voir sa vieille si intelligente et si causeuse.

— C'est seulement en apparence que la vie est facile pour les riches, dit Elena Ivanovna. Chacun à ses peines. Ainsi nous, moi et mon mari, nous ne vivons pas pauvrement, nous avons des moyens, mais sommes-nous heureux? Je suis encore jeune, mais j'ai déjà quatre enfants; mes enfants sont toujours malades, moi aussi je me soigne tout le temps.

— Et quelle maladie as-tu? demanda Rodion.

— Je ne dors pas; les maux de tête ne me laissent aucun repos. Voilà, je suis assise, je parle, mais ça me fait mal dans la tête, je sens une faiblesse de tout le corps et je préférerais le travail le plus dur à un pareil état. Et mon esprit non plus n'est pas tranquille. Je crains toujours pour mes enfants, pour mon mari. Chaque famille a ses tourments, nous les avons aussi. Je ne suis pas d'origine noble. Mon grand-père était un simple paysan; mon père était marchand à Moscou. Mon mari, lui, a des parents nobles et riches. Ils ne voulaient pas qu'il m'épousât, mais il ne les a pas écoutés, il s'est disputé avec eux et jusqu'à maintenant ils ne nous ont pas encore pardonné. Cela

(1) Eau-de-vie forte.

inquiète mon mari, ça le trouble, il est dans une crainte continue, car il aime sa mère et il m'aime beaucoup. Alors, moi aussi je m'inquiète, je suis malade d'inquiétude.

Près de la chaumière de Rodion, il y avait déjà beaucoup de paysans et de paysannes qui écoutaient. Kosof s'approcha aussi et s'arrêta en agitant sa barbiche longue et mince. Litchkof père et fils s'avancèrent aussi.

— Et à vrai dire, on ne peut être heureux et content si l'on sort de son rang, continuait Elena Ivanovna. Chacun de vous a son sillon, chacun travaille et sait à quoi il travaille; mon mari construit des ponts; chacun, en un mot, a sa place. Et moi? je ne fais que marcher. Je n'ai pas de champ; je ne travaille pas; je me sens comme étrangère. Tout cela je le dis pour que vous ne jugiez pas sur les apparences; si un homme est habillé richement et s'il a des moyens d'existence, cela ne signifie pas cependant qu'il est content de sa vie.

Elle se leva pour s'en aller et prit sa fillette par la main.

— Je me plais bien chez vous, dit-elle en souriant. Et par ce sourire faible et inquiet on pouvait juger de sa maladie, de sa jeunesse et de sa beauté; elle avait un visage pâle et maigre, des sourcils noirs et une chevelure blonde; sa fillette était absolument son image; comme la mère, maigre, blonde et fine. Elles sentaient un doux parfum.

— Je me plais dans votre forêt et dans votre village... continua Elena Ivanovitch. Je pourrais vivre ici toute ma vie et il me semble que je pourrais y trouver ma santé et ma place. Je veux, je veux passionnément vous aider et vous être utile. Je connais vos besoins, et ce que je ne connais pas, je le sens, je le devine avec mon cœur. Je suis malade, faible, et il m'est peut-être impossible de changer ma vie comme je le voudrais. Mais j'ai des enfants, et je m'efforcerai de les élever pour qu'ils s'habituent à vous et vous aiment. Je leur suggère toujours que leur vie n'appartient pas à eux, mais à vous. Mais je vous prie bien, je vous en supplie, ayez confiance en nous, vivez avec nous en amis. Mon mari est un homme doux et bon. Ne le taquinez pas, ne l'agacez pas. Il est sensible pour rien; et hier, par exemple, votre troupeau était dans notre potager et l'un de vous a brisé les haies de notre rucher; vos rapports avec nous sont tels que mon mari est tout décontenancé. Je vous en prie, dit-elle d'une voix suppliante, — et elle se croisait les bras sur la poitrine, — je vous en prie, soyez avec nous de bons voisins vivant en paix! On dit qu'*une mauvaise paix vaut toujours mieux qu'une bonne querelle*, et aussi : *N'achète pas la propriété, mais achète le voisin*. Je le répète, mon mari est un homme doux et bon; si tout se passe bien, je vous assure que nous ferons pour vous tout ce qui nous sera possible. Nous arrangerons les chemins, et nous construirons une école pour vos enfants. Je vous le promets.

— C'est évident, nous vous remercions humblement, barine, dit Litchkof père en regardant par terre. Vous êtes instruite; c'est plutôt à vous de savoir. Mais voilà, à Ieresnovo, un riche moujick, Voronof (1) avait promis de construire une école; il disait aussi : Oh! je ferai pour vous... pour vous; et il n'a construit que le squelette, se refusant ensuite à faire le reste. Et après, on a forcé les moujicks à mettre le toit et à l'achever. On a payé mille roubles pour ça. Ça n'aurait rien été pour Voronof : il se contenta de caresser sa barbe; mais pour les moujicks, par exemple, c'est offensant.

— Ça, c'était un corbeau et maintenant sont venues les corneilles, dit Kosof en clignant des yeux.

Des rires éclatèrent.

— Nous n'avons pas besoin d'école, dit Volodka, sur un ton bourru. Nos enfants vont à Pétrovskoïe, laissez-les. Nous n'en voulons pas.

Elena Ivanovna devint pâle, fit une grimace amère comme si on lui avait porté un coup et s'en alla sans dire un mot et sans regarder en arrière.

— Barine! cria Rodion en courant après elle. Barine! attends. Écoute ce que j'ai à te dire.

Il la suivait pas à pas, tête nue, et parlait bas comme s'il mendiait.

— Barine! voilà ce que je veux te dire.

Ils étaient sortis du village et Elena Ivanovna s'arrêta à l'ombre d'un grand sorbier, près d'un char.

— Ne sois pas offensée, barine! dit Rodion. A quoi bon? Patiente. Encore quelque temps, prends patience. Tu vivras ici, tu patienteras et tout ira bien. Nos moujicks sont bons, soumis... Les moujicks... pas mauvais. Je te parle comme devant Dieu. Ne fais pas attention à ces Kosof, Litchkof et Volodka. C'est un sot qui écoute toujours le dernier qui parle. Les autres sont des moujicks soumis; ils se taisent toujours... Il y en a bien, vois-tu, qui seraient contents de dire un mot consciencieux, de prendre ta défense, mais ils ne peuvent pas. Il y en a qui ont une âme, une conscience, mais pas de langue. Ne t'offense pas... Patiente... A quoi bon!

Elena Ivanovna, regardant les rives larges et calmes, pensait et les larmes lui coulaient le long des joues. Rodion devint tout confus de ces larmes et il fut lui-même sur le point de pleurer.

— Ce n'est rien... bredouilla-t-il. Patiente quelque temps, on pourra... l'école, les chemins, mais pas tout de suite... Si tu voulais, par exemple, semer du blé sur cette colline, tu commencerais par la défricher,

(1) *Voron*, en russe, veut dire « corbeau ».

ramasser toutes les pierres, labourer, travailler, travailler... La même chose, c'est-à-dire avec les moujicks... travailler, travailler jusqu'à la victoire.

De la chaumière de Rodion, la foule s'était partagée et une partie se dirigeait dans la rue du côté du sorbier. On chantait, on jouait de l'accordéon. On s'approchait de plus en plus.

— Maman, partons d'ici, dit la fillette pâle qui se cognait contre sa mère et tremblait de tout son corps. Partons, maman!

— Où?

— A Moscou... Partons, maman.

La fillette se mit à pleurer. Rodion devint tout à fait confus et son visage dégouttait de sueur. Il sortit de sa poche un concombre tout petit, recourbé en croissant et tout couvert de miettes de pain de seigle, et il voulut le fourrer dans la main de la fillette.

— Non, non..., marmotta-t-il en prenant une mine sévère. Prends ce concombre, mange... Ce n'est pas bien de pleurer, ta maman va te battre... A la maison ta mère se plaindra à ton père... non, non...

Elles allèrent plus loin et il les suivit pas à pas, voulant leur dire quelque chose de tendre et de sincère. Remarquant que toutes deux étaient occupées par leurs propres pensées et par leur malheur et qu'elles ne le remarquaient pas, il s'arrêta et se masquant les yeux du soleil, il les suivit du regard, bien longtemps, jusqu'à ce qu'elles eussent disparu dans leur bois.

IV

L'ingénieur Koutchérof devenait agacé, mesquin, et dans chaque petit rien il voyait un vol ou un attentat. Dans la journée, les portes de la propriété étaient fermées, et la nuit, dans son jardin, deux gardiens frappaient sur des planches; il n'employa jamais personne d'Obroutchanov. Un jour, quelqu'un — un moujick ou un ouvrier, on ne put le savoir — enleva à un char les roues neuves et les remplaça par des vieilles. Quelque temps après, on vola deux brides et une tenaille, ce dont on fut mécontent même au village. On commençait à dire qu'il fallait faire des recherches chez les Litchkof et chez les Volodka, lorsqu'on trouva brides et tenaille dans le jardin de l'ingénieur sous la haie : le voleur les y avait jetées.

Vers cette époque, une bande de moujicks, revenant de la forêt, rencontra l'ingénieur. Celui-ci s'arrêta et, sans saluer, les regarda l'un après l'autre d'un air irrité :

— J'ai prié de ne pas ramasser les champignons de mon parc ou près de la cour, de les laisser pour ma femme et mes enfants, mais vos filles viennent à l'aube et il ne reste plus rien. Vous prier ou ne pas vous prier, pour vous c'est la même chose. Les prières, les convenances, les caresses, je le vois, tout est inutile.

Il arrêta son regard irrité sur Rodion et continua :

— Moi et ma femme nous étions avec vous comme avec des hommes, comme avec des égaux; et vous? Eh! à quoi bon parler? Il est probable que nous finirons par vous mépriser tous. Il n'y a rien à faire.

Et faisant un effort pour retenir sa colère et ne pas dire quelque chose de trop, il tourna le dos et s'éloigna.

En rentrant chez lui, Rodion fit sa prière, ôta ses chaussures et se mit à côté de sa femme.

— Oui... commença-t-il après une pause. Nous allions et le barine Koutcheroff nous rencontra... Oui... A l'aube, j'ai vu des filles... Pourquoi a-t-il dit : « On ne rapporte pas de champignons... à ma femme, a-t-il dit, à mes enfants. » Et après, il m'a regardé et il m'a dit : « Moi, a-t-il dit, avec ma femme nous te mépriserons. » Je voulais me jeter à ses genoux, mais je n'ai pas osé... Dieu lui donne la santé... Donnez-leur, bon Dieu...

Stiépanida fit un signe de croix et soupira.

— Les barines sont bons, simples..., continuait Rodion. « Nous mépriserons », il a dit ça devant tous. Pendant notre vieillesse, un rouble chaque mois... Ce n'est pas mal... j'aurais prié Dieu éternellement pour eux.

Le jour de l'Exaltation de la Croix, le 14 septembre, il y avait une fête religieuse. Litchkof père et fils s'en allèrent dès le matin de l'autre côté de la rivière et rentrèrent chez eux pour dîner, complètement ivres. Ils allèrent longtemps à travers le village en chantant et en s'injuriant grossièrement. Ils finirent par se battre et ils allèrent à la Nouvelle-Campagne pour se plaindre l'un de l'autre. Litchkof père entra le premier dans la cour, un long bâton de tremble à la main; il s'arrêta titubant et il ôta son chapeau. A ce moment, l'ingénieur et sa famille étaient assis sur la terrasse prenant le thé.

— Que veux-tu? cria l'ingénieur.

— Votre Excellence, barine..., commença Litchkof, et il se mit à pleurer. Faites descendre la grâce divine, défendez-moi... il n'y a pas de vie possible avec mon fils... Il me gaspille tout, il me bat... Votre Excellence...

Litchkof fils entra à son tour sans chapeau, et aussi un bâton à la main; il s'arrêta, fixa son regard ivre et insensé sur la terrasse.

— Ce n'est pas à moi à vous juger, dit l'ingénieur. Va chez le juge ou à la police.

— J'ai déjà été partout... J'ai déjà fait une réclamation.., marmotta Litchkof père, et il se remit à pleurer. Où puis-je aller maintenant? Il peut donc me tuer? Il peut donc tout faire? Même à son père? son père?...

Il leva son bâton et frappa son fils à la tête; ce dernier leva à son tour son bâton et frappa le vieillard sur sa tête chauve, si fort que le bâton en rebondit. Litchkof père ne broncha même pas et frappa encore une fois son fils, sur la tête. Et ils restaient ainsi, se frappant sur la tête l'un l'autre, et cela ne ressemblait pas à une rixe, mais plutôt à un jeu.

De l'autre côté du portail, des moujicks et des femmes se rassemblaient en foule et regardaient, silencieux, dans la cour. Leur visage à tous était sérieux. C'étaient les moujicks qui venaient apporter leurs félicitations à l'occasion de la fête, mais en voyant les Litchkof, ils furent confus et n'entrèrent pas.

Le lendemain matin, Elena Ivanovna partit à Moscou avec ses enfants et le bruit se répandit que l'ingénieur vendait sa propriété...

V

On est déjà habitué au pont et il serait très difficile de se représenter la rivière sans pont. Les tas de débris qui restaient de la construction sont depuis longtemps couverts d'herbes; on a déjà oublié le temps où les manœuvres travaillaient et au lieu de la « Doubinouschka » (1), on entend maintenant à toute heure le bruit du train qui file.

La Nouvelle-Campagne est depuis longtemps vendue; elle appartient maintenant à un employé d'État qui y vient de la ville avec sa famille les jours de fête. Il prend le thé sur la terrasse, et s'en retourne à la ville. Il a une cocarde sur sa casquette; il parle et tousse comme un grand seigneur, bien qu'il soit seulement de neuvième classe, et quand les paysans le saluent, il ne répond pas.

A Obroutchanov, tous ont vieilli; Kosof est mort; dans la chaumière de Rodion, il y a encore davantage d'enfants et il est poussé à Volodka une longue barbe rouge. Tous sont pauvres comme avant.

Au début du printemps, les paysans d'Obroutchanov scient du bois près de la station. Après ce travail, ils s'en retournent chez eux; ils vont sans se presser l'un derrière l'autre. Leurs larges scies se courbent sur leur dos et les rayons du soleil se reflètent sur les scies. Dans les buissons, sur le bord de la rivière chante le rossignol, et dans le ciel ce n'est qu'un chant d'alouettes. Dans la Nouvelle-Campagne tout est calme. Il n'y a personne; seuls, les pigeons, dorés par les rayons du soleil, volent sur la maison. Tous, et Rodion et les deux Litchkof et Volodka se remettent en mémoire les chevaux blancs, les petits poneys, les fusées, l'esquif avec les petites lanternes; ils songent à la femme de l'ingénieur belle et coquette, lorsqu'elle venait au village et parlait avec tendresse. Tout cela comme si ça n'avait jamais été, comme un songe, comme un conte.

Ils marchent au pas, fatigués, et ils ruminent. « Dans leur village, pensent-ils, les hommes sont bons, soumis, intelligents et ils craignent Dieu. Et Elena Ivanovna était aussi soumise, bonne, douce, et quand on la regardait elle inspirait la pitié. Mais pourquoi alors ne pouvaient-ils vivre en paix et nous ont-ils quitté en ennemis? Quel était ce brouillard qui cachait aux yeux les raisons plus graves et qui ne permettait de voir que les dégâts, les brides, les tenailles et tous ces brimborions qui, en y songeant, sont des misères? Pourquoi avec le nouveau propriétaire vivent-ils en paix, tandis qu'avec l'ingénieur ils ne le pouvaient pas? »

Sans savoir ce qu'il y aurait à répondre à toutes ces questions, ils se taisent et, seul, Volodka marmotte quelque chose.

— Que veux-tu? demande Rodion.

— Nous avons vécu sans pont... dit Volodka sournoisement. Nous avons vécu sans pont et nous n'en avons pas demandé... Il ne nous en faut pas.

Personne ne lui répond et ils vont plus loin sans rien dire, en baissant la tête.

ANTON TCHECKOW.

Traduit par MM. DUJOUR et DRAMAS.

(1) C'est-à-dire « la grosse poutre ». Chanson russe.

UN ESSAI D'ÉDUCATION INTÉGRALE

Le prytanée de Ménars.

Après avoir, dans un livre très commenté, montré les avantages de l'éducation anglo-saxonne, M. Demolins a voulu mettre en pratique les procédés dont il a prôné l'excellence, et il vient d'annoncer dans un ouvrage récent la création prochaine d'une *École nouvelle* dont le titre à lui seul est une promesse.

Cette école, qui doit ouvrir ses portes au mois d'octobre prochain, comporte en effet un programme d'études soigneusement élaboré où les langues vivantes d'une part, où les exercices pratiques de l'autre, doivent se partager la majeure partie des heures d'étude. Le mieux est donc d'attendre à l'œuvre cette création nouvelle pour en juger les résultats, et en discuter plus profondément l'utilité.

Ce que je voudrais faire ici, c'est de rappeler à l'occasion de l'*École des Roches* une tentative déjà ancienne, puisqu'elle remonte à la révolution de Juillet, mais qui, par certains traits particuliers de son organisation, offre des points de ressemblance assez curieuse avec l'œuvre de M. Demolins, dont

elle arborait déjà certains des principes essentiels.

C'est une preuve nouvelle, qu'en matière d'éducation autant et plus peut-être qu'ailleurs, les mêmes questions se posent et presque dans les mêmes termes, et à des époques quasi régulières. Et ne retrouvons-nous pas en particulier ici, sous un de ses aspects les plus intéressants, cette question fameuse des anciens et des modernes déjà si nettement posée au temps d'Horace, et depuis toujours actuelle, mais plus spécialement agitée dans les époques de transition.

*
* *

La création de l'école de Ménars fut en son temps l'un des épisodes marquants de cette lutte, et bien que l'œuvre n'ait pas laissé de traces profondes (il s'en est fondé tant d'autres depuis), il serait injuste de s'acquitter envers elle par une mention, même élogieuse. Elle eut, je le répète, son moment de célébrité, en dehors de la vogue même qui s'attache naturellement aux nouveautés hardies.

Elle attira par son initiative l'attention des pouvoirs publics sur des enseignements délaissés ou mal organisés au sein de l'Université.

Elle fit place dans ses programmes à nombre de matières nouvelles, et prétendit surtout à donner aux jeunes gens une éducation plus pratique, et mieux appropriée à leurs aptitudes véritables. A ce titre on le voit, elle a sa place parmi les ancêtres directs de l'*École des Roches*.

Et c'est pourquoi j'ai cru qu'il y avait un intérêt rétrospectif à faire revivre pour nos lecteurs la physionomie curieuse du *Prytanée de Ménars*.

Et c'est à leur intention que j'ai dépouillé les archives et la bibliothèque de Blois, arraché à la poussière vénérable, qui les recouvrait depuis tantôt cinquante ans, les palmarès et les prospectus de la vieille école, interrogé même quelques anciens élèves (j'ai eu la bonne fortune d'en rencontrer encore).

A la lumière de ces documents et de ces récits, j'essayerai d'écrire une page d'histoire rétrospective, je dirais presque d'histoire ancienne, tant les événements semblent aujourd'hui loin de nous et cette tentative si complètement oubliée.

*
* *

Quelques détails anecdotiques tout d'abord, et qui ne seront pas inutiles pour replacer l'école dans son cadre spécial et nous donner quelques aperçus neufs sur un milieu intéressant et sur une époque.

L'école fut fondée, nous l'avons dit, au lendemain de la révolution de Juillet par un prince appartenant à l'une des familles les plus nobles de Belgique, M. de Caraman-Chimay, qui devait plus tard occuper de hautes fonctions diplomatiques.

Tout jeune alors, fortement imbu des idées libérales qui venaient de triompher en France, et qui allaient avoir dans sa patrie un si grand retentissement, il avait formé le noble projet de consacrer pour des œuvres utiles à la cause une partie de son temps et de sa fortune qui était considérable.

Justement il venait d'épouser une jeune fille française très riche, et qui, très éprise de son mari, l'avait avec une habileté toute féminine encouragé vivement à exécuter ses généreux desseins, tant pour se le rendre encore plus cher à elle-même, que pour le détourner de la cour, dont son sûr instinct de femme lui faisait redouter les séductions sur cet époux à l'imagination ardente.

Ainsi c'est grâce à une inspiration féminine que cette grande conception ébauchée déjà chez un jeune homme impétueux prit si rapidement corps et se réalisa bientôt dans la fondation du Prytanée.

Mais il est une autre figure de femme, qu'il faudrait aussi graver au frontispice de cette école, car elle en fut pour une grande part la *patronne* et pour ainsi parler la directrice spirituelle, à la façon de Mme de Maintenon pour Saint-Cyr. C'est la célèbre Mme Tallien qui, divorcée en 1805 avec l'ancien conventionnel, avait épousé le père du prince de Chimay.

Célèbre par sa beauté, son esprit, non moins que par son goût du luxe, elle allait jeter dans ce tableau une note d'élégance quelque peu spéciale, introduire ici tous les raffinements de la société, et trouver dans la présence d'une brillante jeunesse au château de Ménars, siège de l'école, l'occasion de fêtes somptueuses, de jeux de salon susceptibles de lui rappeler les plaisirs de sa jeunesse.

Telle est le contraste bizarre, qui dès de premier jour va donner au Prytanée son caractère très particulier, un peu inquiétant à vrai dire pour son développement futur.

D'une part un but sérieux et élevé, le plus noble legs de la Révolution : rapprocher les classes de la société, faire disparaître les préjugés encore très forts en poussant les jeunes gens de famille vers des carrières jusque-là dédaignées : le commerce ou même l'agriculture; en créant enfin dans le même établissement des sections d'arts et métiers, pour mettre en contact journalier les enfants de ce peuple et de cette bourgeoisie dont les pères avaient combattu côte à côte, et fait triompher leur cause dans les mémorables journées de Juillet. — Mais de l'autre tous les souvenirs de cette société raffinée et frivole, dispersée au souffle de deux Révolutions, et réincarnée dans cette femme qui avait eu la rare fortune de traverser la grande tourmente avec le charme de sa beauté et de sa grâce!

Et comme un rêve du passé aboli allaient renaître au château de Ménars sous la baguette magique de

Mme Tallien, les bals de cour, les soirées Directoire avec les jeunes élèves du Prytanée costumés en « Bonapartes », chapeau en bataille, habit vert à la Française, culotte gris-fer, costume dont les moindres détails avaient été étudiés avec autant de soin que le programme des études !

Il était indispensable de mettre tout d'abord en présence ces deux aspects si divers d'une même œuvre, et d'y faire la part de deux influences contraires, l'une interprète du passé, l'autre du présent et surtout de l'avenir.

La lutte de ces deux éléments insociables, c'est d'ailleurs l'histoire même de l'école de Ménars.

Cette histoire est courte, et peut se résumer très rapidement.

La fonction sérieuse du Prytanée ne pouvait que perdre à cette alliance si contraire à ses intérêts. C'est en effet ce qui arriva. Encouragés par la faveur toute-puissante de Mme Tallien, les *exercices* mondains, déguisés sous une forme plus ou moins studieuse, allaient fatalement prendre le dessus, maîtres et élèves surtout ne demandant pas mieux que de s'y distinguer et d'y conquérir les suffrages des dames, si flatteurs à leurs jeunes imaginations !

Joignez à cela la fortune et la générosité même du fondateur, plus nuisible, comme il arrive souvent, qu'utile à la prospérité de l'entreprise : partout le gaspillage et, pour employer une expression vulgaire mais pittoresque, le *coulage*, le désir de faire les choses *princièrement*, ambition légitime, habilement exploitée par tous ceux, et ils sont légion, que les grandes fortunes attirent comme une nuée de corbeaux !

Et voici maintenant le bilan de l'affaire et l'épilogue de l'aventure : en moins de deux ans, le prince avait dépensé plus de deux millions et un capital au moins aussi considérable de ses nobles illusions sur le désintéressement des hommes ! Il commençait à trouver que l'expérience lui coûtait trop cher, et qu'au train dont marchaient les choses, sa fortune entière y serait vite engloutie. Prudemment, il chercha à se retirer des affaires et quelque temps après vendit son établissement aux Jésuites qui se trouvèrent à point pour conclure un marché des plus avantageux, et racheter à bas prix ce qui avait coûté tant d'argent et d'efforts ! C'est encore l'éternelle histoire.

Désormais le vrai Prytanée, issu de l'esprit nouveau et des aspirations libérales, était bien mort ; et s'il devait subsister quelques années encore sous la direction nouvelle, son caractère originel allait presque absolument disparaître.

Les pères de famille n'accueillirent pas en majorité d'un œil favorable cette orientation nouvelle. Nombre d'entre eux, libéraux ardents, saint-simoniens (il y en avait encore beaucoup à cette époque), qui avaient salué dans la fondation de cette école l'avènement d'une éducation conforme à leur idéal, n'acceptèrent pas cette mainmise du clergé sur l'institution. Ils retirèrent leurs enfants, et ce premier noyau disparu, le prytanée perdit avec lui sa sève et comme son principe vital. Il était frappé au cœur.

Coïncidence bizarre : ce Prytanée seconde manière devait enfin fermer ses portes au moment de la Révolution de 1848, englouti par la seconde tourmente après avoir été le produit de la première, telles ces îles ignorées qu'une tempête fait émerger tout à coup du sein des flots, et qu'une tempête prochaine fera rentrer comme par miracle dans l'inconnu des mers !

*
* *

Cependant ne soyons pas injustes pour le Prytanée, et sachons reconnaître surtout ce que dans l'esprit de son fondateur la conception avait à la fois de neuf, d'ingénieux et de profond tout ensemble.

Une société nouvelle sortait de la Révolution de 1830, et des causes de malaise surgissaient multiples dans cette transformation d'un monde, dont les aspirations mais dont les besoins surtout devenaient à la fois plus nombreux et plus difficiles à satisfaire.

Le prince de Chimay eut le rare mérite de concevoir le premier, au lendemain même des événements qui en étaient la cause, la nécessité d'une éducation conforme à cet état de choses et qui, dirigeant les jeunes gens dans les voies diverses qui convenaient à leur activité, pouvait à la fois éviter à ceux-ci bien des mécomptes, et fournir les emplois les plus divers d'hommes capables et satisfaits de leur condition.

Telle est l'idée directrice et, il faut le proclamer, féconde, que voulait réaliser le fondateur du Prytanée.

Si les résultats ne justifièrent pas l'attente (j'en ai fait pressentir tout à l'heure la raison), du moins la conception du but à atteindre et la méthode même la meilleure pour y parvenir étaient bien nettement dans l'esprit du prince de Chimay et de ses conseillers immédiats. Pour s'en convaincre, rien de plus suggestif que de lire dans toutes ses parties le prospectus de 1832 (date de la fondation de l'école) que j'ai eu sous les yeux, et qui forme un exposé de principes très concis, mais très lucide et bien ordonné, ou bien encore de suivre dans le palmarès des quatre premières années la division de l'enseignement et la distribution des différentes matières pour chaque section.

On saisit de la sorte en son ensemble la méthode et même les procédés, indiqués ici sommairement, mais dont on peut ailleurs retrouver les traces. On suit même assez facilement le développement d'un plan très serré et très vaste, dont chacune de ces pre-

mières années avance la réalisation, et l'on se prend à regretter davantage que l'œuvre ait été si brusquement arrêtée dans sa marche, et que, depuis, nulle tentative n'ait été faite pour en recommencer l'expérience.

Et c'est maintenant ce type d'école très particulier, et l'on peut même dire unique en son genre chez nous, que nous voudrions en terminant reconstituer aux yeux de nos lecteurs. Ils pourront mieux juger de la sorte de l'intérêt d'actualité qui s'attache à cette fondation, et à l'époque où l'on commence à reparler d'éducation intégrale, combien il est juste de signaler dans le prytanée de Ménars un essai dont l'exemple n'a pas été complètement suivi, mais a donné lieu à quelques applications particulières.

*
* *

Qu'on nous permette tout d'abord de réunir comme en un faisceau quelques-unes de ces considérations générales auxquelles je me rapportais tout à l'heure, et qui, tant sur la condition de la société que sur la forme même de l'éducation nouvelle, témoignent d'une appréciation très clairvoyante.

Ce passage tout d'abord, extrait d'un discours de distribution de prix de 1836, où le directeur, M. Desportes, rappelant l'origine et le caractère du Prytanée, et établissant en principe que l'éducation doit être en harmonie avec la position sociale, traçait un tableau de l'éducation de l'époque. S'il est peut-être un peu chargé de couleurs pour faire impression, certains de ses traits s'appliqueraient certainement et peut-être mieux encore à notre fin de siècle.

La page tout entière serait à citer; pour me borner, je n'en extraierai que ce passage, le mieux pensé d'ailleurs, et le plus digne de solliciter la réflexion sur notre propre système d'enseignement actuel :

« En développant les intelligences à un degré égal, on éveille chez tous des prétentions égales, et en leur montrant le même but d'ambition on établit une lutte entre elles. Dès ce moment l'équilibre est rompu et le désordre commence. De là tant d'espérances déçues, tant d'existences brisées ; une exubérance de force, de vie et d'intelligence sans emploi et sans aliment ; un besoin effréné et jamais satisfait de fortunes, d'honneurs, de distinctions sociales, de domination ; une ardeur de liberté qui va jusqu'à la licence ; des passions aigries, des cœurs ulcérés... Beaucoup de jeunes gens nés sans fortune reçoivent une éducation qui les égale aux plus riches. Ils ont longtemps nourri l'espérance d'un avenir brillant ; cette espérance a coloré de bonheur leurs longs jours d'étude. A leur sortie du collège, dédaignant les modestes professions en leurs pères ils viennent demander à la société la récompense et le couronnement de leurs travaux. Ici commence le désenchantement. » Que pourraient ajouter à cette peinture les plus amers de nos réformateurs modernes et quels griefs nouveaux pourraient-ils invoquer à l'égard de notre éducation actuelle? N'y a-t-il pas dans cet exposé que j'ai volontairement raccourci la vision très nette d'un mal qui n'a fait d'ailleurs qu'empirer, et comme l'annonce de ce « prolétariat intellectuel » qui commence seulement de nos jours à préoccuper sérieusement les penseurs !

A cette juste aperception de dangers présents et surtout futurs, le Prytanée dut en grande partie son succès ; car il apportait pour la première fois un plan d'études basé sur l'expérience, et capable de se plier aux exigences les plus variées de la pratique.

Ce programme avait cet avantage en outre, que, très vaste dans son ensemble, il était conçu de manière à rattacher les unes aux autres les divisions importantes de l'enseignement tout en conservant à chaque forme sa place distincte et son développement particulier à partir d'un certain moment.

Cette conception très neuve pour l'époque, ce qui ne veut pas dire qu'elle nous soit encore très familière, ne mérite-t-elle pas ce beau nom d'éducation intégrale, que je rappelais en commençant, et bien que le terme ait pris pour nous une signification différente, et d'ailleurs moins logique.

Cependant les prospectus de l'École ne qualifient pas de la sorte cette forme d'éducation. Ils l'appellent tantôt *proportionnelle*, ce qui en donne une idée assez précise, et tantôt *spéciale*, parce que la partie commune de l'enseignement disparaît ici dans la définition car elle ne doit être, après tout, que la base nécessaire pour une spécialisation rapide sans être hâtive.

Mais le principe que l'éducation intellectuelle doit être « générale et commune à tous dans le commencement, et tendre à se spécialiser à mesure que les élèves approchent du terme de leur éducation, et de leur entrée dans la carrière à parcourir » se trouve à plusieurs reprises formulé dans les programmes dont la phrase qui précède est une citation textuelle.

Nous verrons tout à l'heure, en traçant un tableau rapide de la marche et de la disposition des cours, de quelle manière cette formule qui, dans son concept général, semble une vérité reconnue de nos jours, était comprise et appliquée dans le Prytanée avec une logique peut-être supérieure à la nôtre.

Il convient d'ajouter qu'ici le point de vue éducatif et le point de vue social se rejoignaient pour donner à cette affirmation une valeur et une importance toute nouvelle.

Et c'était en effet l'un des points essentiels où l'on pût reconnaître alors l'influence des idées libérales issues de la Révolution, que cette nécessité proclamée d'une base commune et très générale à l'éducation ;

car on ne se contentait pas alors d'y voir une simple loi dans le domaine des faits pédagogiques, mais on lui attribuait avec juste raison une portée moins étroite et plus humaine, et on lui traçait une place importante dans la formation même du caractère national.

Cette communauté qui devait tout d'abord créer un lien de parenté plus étroite entre des jeunes gens de même éducation, mais ramifiés en des professions différentes, devait avoir surtout un retentissement sur l'ordre social tout entier et préparer une entente vraiment fraternelle entre les diverses classes de la société.

Saluons tout au moins au passage cet idéal généreux de nos pères, que nous sommes encore loin d'avoir réalisé, bien qu'ils nous aient préparé la voie par la noblesse de leurs sacrifices.

Cette conception rationnelle d'une éducation commune autant que possible à tous les enfants d'une même génération, qui commence à peine à se former au sein de notre démocratie, bien qu'elle eût été, je l'ai montré jadis dans cette *Revue* même, l'idée chère à tous les grands éducateurs de notre Révolution; cette conception rattachée à sa vraie origine a dominé elle aussi l'institution du Prytanée, et lui a donné pendant sa belle période un relief et une personnalité véritable.

C'est le prince de Chimay en effet, qui le premier peut-être en France (1) a tenté de réunir dans un même établissement sous une règle de vie quasi commune, avec des parties d'enseignement très rapprochées sinon identiques, des enfants d'origine et de classes très différentes.

En créant à côté des divisions des belles-lettres et de commerce, que prévoyait seul le plan primitif de l'École, une section spéciale *d'Arts et Métiers* réservée aux jeunes ouvriers pour une rétribution modique, le fondateur agissait après mûre réflexion, avec la vision très profonde des résultats heureux que devait produire une pareille initiative.

Il écrivait en effet, dans une lettre au ministre du Commerce pour lui annoncer l'ouverture de la section nouvelle, qu'il avait voulu tout ensemble faire participer les jeunes artisans au bienfait d'une bonne éducation intellectuelle, et « amener les jeunes gens riches à former dans l'école des relations solides avec les jeunes gens des classes ouvrières. Les premiers apprendront par là, ajoutait-il, à estimer les hommes à une juste valeur et quelle que soit leur condition sociale. »

C'est d'ailleurs la véritable originalité du prince de Chimay, et elle lui fait grand honneur, que d'avoir sacrifié une part de sa fortune à cette idée féconde, et d'avoir eu cette confiance dans une éducation appropriée pour relever l'ouvrier à ses propres yeux et à ceux de la société, et assurer ainsi l'avènement d'un état de culture plus haute et de justice plus scrupuleuse.

Avec une louable activité le fondateur voulait développer encore certaines parties de son œuvre : quelque temps après il ajoutait à la section des *Arts et Métiers* une division nouvelle qui, sous le nom d'École des pionniers, recevait *gratuitement* cette fois un certain nombre de jeunes ouvriers pauvres et se chargeait de leur instruction et de leurs besoins pendant trois années consécutives.

Enfin, et je rappelle ce trait parce qu'il porte aussi dans un autre ordre de faits la forte empreinte des idées libérales, et qu'il achève de caractériser le haut idéal social poursuivi dans la fondation : un assez grand nombre de jeunes gens étrangers vinrent au Prytanée attirés par la nouveauté des programmes. A côté de l'enseignement qui leur était réservé, le prince voulut qu'on les initiât aux grands principes de notre Révolution, qu'on leur apprît à aimer leur propre patrie, mais aussi le pays qui les recevait et qui les élevait. Cette éducation devait abolir les sentiments étroits ou exclusifs, et dans ce rapprochement des jeunes Français et des jeunes étrangers pouvaient naître aussi dans un rayon plus développé ces mêmes pensées de concorde dont l'avènement, nous l'avons déjà vu par le précédent exemple, préoccupait cette âme du grand seigneur ennobli par la Révolution.

Il croyait sincèrement et affirmait que par le fait de cette éducation les uns et les autres « apprendraient que tous les peuples sont frères » ! Rêve chimérique et peut-être dangereux, affirmeront à leur tour les gens raisonnables, et l'événement a prouvé depuis combien étaient vaines ces espérances d'un âge d'or ! Mais souvenons-nous qu'en France le cœur ne perd jamais ses droits, même après de douloureuses expériences, et que, chimère si l'on veut, ce fut la glorieuse chimère des hommes de 1848, que le prince de Chimay était fait pour comprendre, et qu'on retrouve ici comme le souffle avant-coureur de la jeune République, déclarant hautement à l'Europe dans sa proclamation : qu'elle désirait ardemment la paix, mais ne se croirait pas moins obligée à secourir de ses armes *les peuples ses frères* décidés comme elle à conquérir leurs libertés politiques !

Certes de pareils temps sont loin de nous (et n'ai-je pas averti déjà que je tentais d'écrire une page d'histoire ancienne). Mais bien qu'il soit de mode aujourd'hui de sourire des « vieilles barbes », j'ai été pour mon compte bien heureux de revivre, par

(1) Je ne parle pas naturellement des essais de la Révolution en ce genre, essais demeurés d'ailleurs sans grand effet à cause de l'instabilité et de l'impuissance des Assemblées de la Révolution en semblable matière.

quelques traits du prytanée de Ménars, cette époque où une générosité même imprudente faisait germer des conceptions vraiment démocratiques en des cerveaux de grands seigneurs.

***

Tel était le plan général du prytanée de Ménars, en grande partie réglé sur une idée politique et sociale dont nous venons de montrer l'importance dans l'esprit du fondateur.

Nous voudrions maintenant entrer dans quelques détails d'organisation particulière qui mettent mieux en lumière une autre face de l'œuvre qu'il ne faut pas laisser dans l'ombre, car elle en est aussi la marque originale. C'en est ce que l'on peut appeler le *côté pratique*, celui que les programmes commentent lorsqu'ils affirment que « l'éducation doit être en harmonie avec la position sociale » ; ce qui implique une préparation spéciale à des professions très distinctes.

Le programme des études était combiné pour obtenir aussi sur ce point des résultats utiles et décisifs pour l'avenir.

Le Prytanée se divisait en principe en trois grandes sections : *Section des Belles-Lettres*, *Section du Commerce*, et *Section des Arts et Métiers*. Indépendantes l'une de l'autre bien que liées entre elles, les deux premières surtout se faisaient pendant par la division et la durée des études. Elles participaient tout d'abord d'un enseignement commun dans le degré élémentaire, pour se diviser ensuite en deux branches rattachées ainsi au même tronc, quoique de plus en plus distinctes à mesure qu'on avançait vers le terme des études. Pour parler notre langue actuelle, c'était d'une part l'enseignement classique, de l'autre l'enseignement moderne réunis de la sorte dans une même École, avec cette particularité que le *moderne* adoptait une forme et une dénomination plus précise, ce qui ne serait pas pour nous déplaire.

L'enseignement général comprenait, tant dans la section élémentaire que dans chaque section spéciale où on les retrouvait encore, en outre de la langue maternelle, enseignée par la méthode Jacotot, dont nous dirons tout à l'heure quelques mots, un certain nombre de matières essentielles : parmi celles-ci l'histoire, la géographie à laquelle on réservait une place plus importante qu'elle n'en occupe encore aujourd'hui dans nos programmes, le *droit public* enfin, et le *droit naturel*, destinés à graver dans la mémoire des élèves les grands principes dont ils trouvaient dans la pratique même de l'École une juste application.

Puis chaque enseignement bifurquait dans sa direction propre, et tandis que les *Belles-Lettres* cultivaient le latin et le grec plus particulièrement, la section du Commerce s'attachait à des sciences toutes pratiques : la tenue de livres, la comptabilité et le droit commercial, enfin et surtout les langues modernes en y comprenant l'italien, l'espagnol et même l'*arabe!* Voilà certes de quoi satisfaire en ce point les plus exigeants de nos réformateurs contemporains, et M. Demolins lui-même ne désire pas un bagage de langues plus complet pour les jeunes gens qu'il rêve d'élever à l'École des Roches.

L'enseignement des langues vivantes était facilité par la présence au Prytanée d'un assez grand nombre d'élèves étrangers, attirés par le caractère pratique de l'œuvre. Grâce à eux l'on avait imaginé d'appliquer ici la méthode de l'*enseignement mutuel*, idée féconde, encore très neuve pour l'époque, et dont on commence seulement à concevoir toutes les conséquences. Les progrès accomplis furent si rapides dans cet échange quotidien de mots et de pensées entre jeunes gens de nationalités différentes, et l'apprentissage des langues s'en trouva tellement abrégé, que l'on résolut d'adapter la même méthode à diverses autres matières de l'enseignement, notamment à l'étude de la langue maternelle, de l'histoire, de la géographie.

Enfin il est un autre procédé d'instruction fort en honneur jadis à l'école de Ménars et que je voudrais exhumer de l'oubli, ne fût-ce qu'à titre de curiosité.

C'est la méthode Jacotot, fameuse dans son temps, puisqu'elle a donné lieu à de très vives controverses et que son auteur intitulait modestement *Méthode universelle*.

Celle-ci, qui s'appliquait plus particulièrement à l'étude de la langue maternelle, partait de ce principe, contestable d'ailleurs, qu'on peut tout apprendre dans un seul livre. En déduction de quoi l'on mettait entre les mains de l'enfant ordinairement le *Télémaque* de Fénelon, œuvre d'ailleurs très bien choisie par la simplicité du style et la grâce des images capables de frapper une imagination encore neuve. Puis on faisait apprendre à l'élève et par cœur successivement chacun des chapitres de l'ouvrage, en faisant porter son attention d'abord sur les mots eux-mêmes et sur leur sens exact, puis sur leur liaison pour former une pensée, pour arriver enfin à des exercices de composition d'après les modèles proposés.

J'aurais certes, si c'en était le lieu, bien des réserves à faire sur cette tentative d'ailleurs tombée dans un légitime oubli, et je serais loin de lui accorder la même confiance qu'à ce procédé ingénieux de l'enseignement mutuel dont l'emploi était simultané.

Mais je dirais qu'au milieu des exagérations de l'ensemble émergent quelques vues de détail assez justes, sur la nécessité par exemple, aujourd'hui re-

connue, de repousser plus loin qu'on ne le faisait l'étude de la grammaire.

Enfin j'aurai terminé sur les programmes du Prytanée en disant que chacune des sections parallèles des *Belles-Lettres* et du *Commerce* comprenait six années d'études consécutives, ce qui, joint aux trois années d'enseignement commun pour les deux divisions, impliquait une durée de neuf années pour faire une éducation complète dans la première branche comme dans la seconde.

***

Nos lecteurs ne nous en voudront pas d'avoir consacré cette longue étude à la vieille école de Ménars, et nous avons essayé de leur faire voir que le sujet était digne de cet intérêt.

Si le Prytanée, pour des raisons nombreuses que nous avons exposées dès le début, ne devait pas longtemps prospérer, du moins son honneur durable c'est d'avoir été, au point de vue social autant qu'éducatif, une œuvre d'avant-garde et de progrès. L'esprit du prince de Chimay était naturellement ouvert à toutes les idées nouvelles, et les tentatives hardies en tout genre trouvèrent facilement accueil dans sa fondation.

Si toutes ne furent pas également heureuses, n'oublions pas cependant au nombre des conquêtes durables les procédés nouveaux d'enseignement dont nous avons indiqué l'emploi très original et très fécond, ni surtout l'application précise à des professions différentes de ces deux formes d'enseignement qui gagneraient encore aujourd'hui à se dégager plus nettement dans nos écoles, et par des attributions plus exactes.

Ainsi pour résumer : vision très nette des aspirations et des besoins d'une société nouvelle, création de toutes pièces d'un enseignement original et capable d'y pourvoir, tel est le bilan éducatif du Prytanée, certes plus brillant que son bilan pécuniaire.

D'ailleurs si la fondation s'écroula complètement, du moins certaines de ses parties devaient être recueillies, et se retrouver tout entières dans des créations nouvelles.

Le plan et l'organisation de la section des Arts et Métiers allait inspirer bientôt au gouvernement la création des Écoles du même nom, qui n'ont fait d'ailleurs que prospérer depuis et mériter par leurs succès la sollicitude des pouvoirs publics. Enfin le souvenir des deux grandes divisions parallèles des *Belles-Lettres* et du *Commerce*, issues d'un tronc unique pour se diversifier ensuite, ne devait pas être étranger à cette conception fameuse de la *bifurcation* à laquelle M. Duruy devait attacher son nom désormais populaire.

Et c'est pour toutes ces raisons que nous avons cru nécessaire d'élever de nos modestes mains ce « monument expiatoire » à la mémoire du prince de Chimay et à son œuvre aujourd'hui trop complètement oubliée.

MAURICE WOLFF.

LE JOURNAL DU MARQUIS D'ARGENSON

Le marquis d'Argenson n'est pas un écrivain, bien qu'il ait eu toute sa vie la passion d'écrire à un degré peu commun. Le bonhomme se vantait que dans ses deux ans de ministère il sortit plus d'écritures de ses bureaux qu'en six ans sous ses prédécesseurs; aussi ne s'étonnera-t-on pas que son *Journal* et une partie de ses *Mémoires* forment neuf gros, très gros volumes, dont la lecture est fastidieuse à l'extrême.

Pourtant de ce fatras il y a à tirer un document très précieux pour l'histoire, et ce document M. Brette nous le présente sous le titre de *la France au milieu du XVIIIe siècle* (1), de 1747 à 1757. J'insiste sur ces dates qui nous reportent à trente et quarante ans avant la Révolution, parce qu'on verra avec quelle sagacité ce grand événement qui bouleversa l'Europe et le monde est prédit ici, non pas d'une façon générale, mais avec un certain luxe de détails dont la prévision dès cette époque indique, chez le prophète politique, un esprit lucide et un jugement sûr.

Il ne faudrait pas toutefois s'exagérer la valeur de la prophétie et voir en d'Argenson un de ces génies prodigieux qui dépassent leurs contemporains de toute la tête, de sorte que leur regard peut plonger dans un avenir encore obscur pour le vulgaire. Non, le marquis est avant tout un mécontent, et c'est ce mécontentement général au sujet des hommes et des choses qui lui donne en tout de singulières clartés et lui fait voir la situation politique, morale, financière telle qu'elle est, c'est-à-dire presque désespérée.

N'est-ce pas une noble dame de l'ancien régime qui prétendait que le mortel n'ayant pas vécu dans la seconde moitié du siècle dernier ne savait pas ce que c'était que la douceur de vivre? Je croirai sans peine que l'esprit de cette dame était très piquant et son sens artistique très délié, mais je douterai toujours que sa moralité fût très haute, ou simplement qu'elle eût bon cœur. Peut-on goûter une telle douceur de vivre quand autour de soi se déroulent des spectacles à faire frémir des nerfs aussi peu sensibles que ceux de d'Argenson?

(1) A. Colin, éditeur.

Celui-ci voit surtout les scandales et les folles prodigalités d'une cour qui a dédaigné ses services, après deux pauvres années de ministère, pour recourir à ceux des sots et des fripons. Déjà, en 1739, il écrivait :

Le règne des sots qui a commencé sous Mme de Maintenon fit place à celui des fripons, sous la régence ; sous M. le cardinal (de Fleury) on a celui des fripons et des sots... Les royaumes périront quand les sots auront seuls part à l'administration... Il n'y a plus part à rien aujourd'hui que pour les sots : aussi les jeunes gens ne s'étudient qu'à être sots, et de sots qu'ils sont, se font fripons encore.

Mais le courtisan aigri, le serviteur rebuté, qui reste malgré tout un partisan convaincu de la monarchie, ne peut pas être soupçonné d'exagération quand il parle de l'état lamentable des campagnes où les paysans « meurent dru comme des mouches, de pauvreté, en broutant l'herbe ».

Jamais nous n'entendons le langage de *l'homme sensible* s'apitoyant, pour le plaisir de déclamer et d'arrondir des phrases, sur des misères vraies ou feintes ; nous avons toujours devant nous le méticuleux enregistreur de faits, le journaliste grand seigneur (car il l'était, grand seigneur, malgré son air épais et bourgeois) à qui, au fond, il importe sans doute assez peu que la famine décime les campagnes et les villes, mais qui entend gronder sourdement le flot populaire et se demande avec inquiétude jusqu'où il ira à la marée montante.

La misère augmente dans Paris ; on y fourmille de mendiants ; on ne saurait s'arrêter à une porte que dix gueux ne vienne vous relancer de leurs clameurs. On dit que ce sont tous les habitants de la campagne qui, n'y pouvant plus tenir par les vexations qu'on y essuie, viennent se réfugier dans la ville de Paris.

... Je me trouve présentement en Touraine, dans mes terres. Je n'y vois qu'une misère effroyable ; ce n'est plus le sentiment triste de la misère, c'est le désespoir qui possède les pauvres habitants ; ils ne souhaitent que la mort et évitent de peupler ; qui finira donc de tels maux ?

... J'ai passé par Tours avant-hier. On m'a dit que la moitié des métiers, surtout de bonneterie, était à bas, et que tous ceux de velours, de damas et d'autres soieries se ruinaient.

... On doit trois ans de gages à tout ce qui est de la marine, même aux matelots.

Les marchés deviennent tumultueux ; on assassine sur les chemins les femmes qui portent du pain, car les vivres manquent et la moitié de la population ne peut s'en procurer. Et cependant :

Le roi vient de donner 150 000 livres de pension à M. le duc de Chartres et 50 000 livres à M. le duc de Montpensier pour subsister, outre le brevet de retenue de 90 000 livres sur le gouvernement de Dauphiné. Pour dédommager M. de Clermont-Tonnerre de n'avoir pas été fait brigadier, on a lui a donné 3000 livres de pension qu'il ne demandait pas. Quantités d'autres pensions viennent d'être données : l'État est, dit-on, au pillage. Un financier a vu les nouveaux états du roi où le revenu du dixième est employé, pour de longues années, à raison de 40 millions par an.

La loterie et ses crédits achèvent de ruiner le royaume, tout l'argent des provinces vient à Paris et se dissipe follement aux dépenses royales. Les provinces périssent : nulle agriculture, nul commerce, *nulle peuplade*. Le commerce maritime et extérieur est absolument détruit par les Anglais, perdant chaque jour, ne gagnant rien. Qu'est-ce que cela deviendra dans quelques années ? Qu'est-ce que cela est déjà ?

M. d'Argenson, il faut lui rendre cette justice, ne goûte nulle douceur de vivre au milieu de tant de turpitudes et de misères ; il enrage, ni plus ni moins qu'Alceste ; d'un bout à l'autre de son journal il ne décolère pas ; il malmène M. le Dauphin, Mme de Pompadour, M. de Maurepas, les banquiers Pâris, M. de Puisieux, le maréchal de Saxe ; il n'épargne même pas Louis XV, bien qu'il eût jadis voué à ce souverain méprisable un amour qui le rendait aveugle sur ses vices et sur son incurable débilité. Aujourd'hui :

Les meilleurs serviteurs du roi sont découragés et commencent à le regarder comme au-dessous de rien... Insensible au malheur public, paresseux, incapable, il s'amuse, il papillote, va à la chasse, ne pense à rien.

Il a même parfois des cris d'indignation qui lui font grand honneur et qui sont d'un patriote honnête homme, chose remarquable en un temps où non seulement le patriotisme ne confinait pas au chauvinisme, mais où la notion de patrie était encore tellement vague que Voltaire ne croyait pas commettre une action infâme en félicitant Frédéric sur sa victoire de Rosbach remportée sur des Français. Écoutons cependant d'Argenson :

Quel est le Français à qui le sang ne bouille pas dans les veines d'entendre parler d'une paix aussi honteuse que celle dont se flatte le gouvernement ?

La plume tombe des mains de ce qu'on voit arriver : déshonneur au dehors, ruine au dedans, l'État croule par ses fondements. N'y a-t-il donc plus qu'à se détacher de la patrie et à se préparer à passer sous d'autres maîtres ou sous une autre forme de gouvernement !

Ces quelques passages — et on pourrait en citer une foule d'autres conçus dans le même esprit, écrits avec la même passion — feront peut-être trouver bien sévère le jugement porté plus haut sur d'Argenson. Est-il un vaniteux dont l'amour-propre a été blessé et qui se perd en récriminations contre les hommes et les choses ? Sans nul doute ; mais est-

ce un épicurien, un dilettante cachant son indifférence et son égoïsme sous des dehors de philosophe humanitaire ? Certaines de ses remarques me font incliner vers l'affirmative à cause de l'endroit même où elles sont placées par le contexte, comme dirait un linguiste. On nous a parlé de la misère du peuple, des scandales de la cour, de la cupidité des fermiers généraux, des revers essuyés par des armées mal commandées, mal équipées, à peine nourries ; des consciences violentées pour une misérable chicane théologique, de toutes les hontes enfin qui éclaboussent la royauté et la France, et voilà que brusquement, d'un ton froid, on nous apprend que la place Louis XV ne sera pas dans le carrefour Bussy, parce qu'il y aurait plus de quatre cents maisons à abattre. C'est encore pour d'Argenson une occasion de montrer que lui seul a plus de jugement et de bon sens que toute la cour.

Tout le monde en revient au projet que j'ai donné et dont j'ai donné un dessin de ma façon à mon cousin le prévôt des marchands. C'est de faire la place vis-à-vis le Pont tournant, où elle sera d'une grande magnificence. Mais le courtisan, plat railleur, prétend que ce sera mettre le roi hors de Paris, et cette mauvaise bouffonnerie suffit pour faire écarter un projet si sage et si beau, tant il est vrai que la cour devient de plus en plus le sénat de la nation.

Plus tard il fulmine encore parce que, sans le consulter et sans qu'il ait donné un dessin de sa façon,

... l'on va arranger un grand espace dans la plaine de Grenelle pour les revues du roi, cela s'apellera le nouveau champ de Mars. Il sera entouré de larges fossés avec des amphithéâtres de tous sens pour les bayeurs et des endroits pour les carrosses. C'est le sieur Pâris Duverney (1) qui est l'auteur zélé de ces folles flatteries...

Mais aussi comme il exulte, ce bon D'Argenson, quand enfin son plan pour la place Louis XV (aujourd'hui place de la Concorde) a été adopté définitivement.

... Elle sera à la grande esplanade, entre les Champs-Élysées et le Pont tournant des Tuileries... un seul côté de palais du côté du rempart, le reste en colonnades ou balustrades de marbre chargées de trophées et de statues, un quai en port, et un pont sur la Seine, vis-à-vis la rue de Bourgogne. Ce sera une des plus belles places de l'Europe.

En ceci déjà D'Argenson fut prophète et bon prophète. Mais il nous tarde d'arriver à des prophéties autrement importantes, d'une étonnante netteté de vues et qui donnent un attrait tout particulier à ce *Journal* déjà si intéressant comme tableau exact — et effroyable — de la France il y a un siècle et demi.

D'Argenson constate d'abord en maint endroit la fermentation populaire, qui demain, dit-il, sera de l'ébullition.

C'est aujourd'hui (3 août 1750) qu'a dû être l'exécution des trois révoltés du 22 mai ; les régiments des gardes françaises et suisses sont commandés pour assister à leur pendaison. Cela jettera un grand mécontement dans le peuple et ils disent d'avance : « La première fois que nous reverrons des séditions populaires, consommons davantage nos entreprises, brûlons, massacrons, défaisons-nous de nos mauvais magistrats, il n'en sera pas davantage, et nous serons moins malheureux. »

Un peu plus tard, les prévisions s'accentuent dans le sens plus franchement pessimiste encore :

Il nous souffle d'Angleterre un vent philosophique de gouvernement libre et anti-monarchique. *Tous les ordres sont mécontents à la fois.* Le militaire, congédié le moment d'après la guerre, est traité avec dureté et injustice ; le clergé vilipendé et bafoué comme l'on sait (1) ; les parlements, les autres corps, les provinces, les pays d'États, le bas peuple accablé et rongé de misère, les financiers triomphant de tout...

Toutes ces matières sont combustibles, une émeute peut faire passer à la révolte, et la révolte *à une totale révolution où l'on élirait de véritables tribuns du peuple, des comices, des communes, et où le roi et les ministres seraient privés de leur excessif pouvoir de nuire.* La meilleure raison qu'on dise à cela est que le gouvernement monarchique absolu est excellent sous un bon roi ; mais qui nous garantira que nous aurons toujours des Henri IV ? L'expérience et la nature nous prouvent au contraire que nous aurons dix méchants rois contre un bon.

Qu'en dites-vous ? Ce n'est pas trop mal déjà comme annonce de ce qui se passera trente-huit ans plus tard sur une scène politique complètement transformée, où non seulement les acteurs, mais les décors et le drame même seront différents. Toutefois, il y a mieux et dans le passage que je vais citer la prophétie devient tellement claire et circonstanciée qu'on la dirait ajoutée après coup par une main experte. Il n'en est rien pourtant et l'authenticité du *Journal* est, d'un bout à l'autre, au-dessus du soupçon de falsification et de remaniement. Or voici ce qu'il dit en toutes lettres à la date du 21 décembre 1750 :

L'on dit sourdement dans Paris que le corps du clergé

(1) Le célèbre banquier serait, au dire de Grimm, l'inventeur d'une sorte de fusil à répétition, sur lequel nous n'avons malheureusement aucun détail précis. « Au commencement de la guerre de 1756, il s'était entêté d'un fusil tirant je ne sais combien de coups par minute ; il voyait le salut de la France au bout de son fusil et, ma foi, il y est resté. » (Correspondance littéraire, philosophique et critique adressée à un souverain d'Allemagne par le baron Grimm et par Diderot (sur Pâris du Verney, p. 246). Paris, Buisson, 1812, 1 vol. in-8.

(1) C'était le moment où le désordre causé par la bulle *Unigenitus* atteignait son paroxysme, une grande partie du clergé et des fidèles se voyant excommuniés pour des motifs absolument futiles.

garde contre l'autorité royale une dernière proposition qui sera la plus forte qu'on ait avancée depuis longtemps. Quand donc il sera poussé à bout par l'autorité et les armes, quand on aura refusé ses dernières remontrances... alors le clergé peut s'ameuter, dit-on, pour disputer au roi l'autorité arbitraire dans l'extraction des impôts et *demander l'assemblée générale des États généraux de la nation*. Et pour lors, nous autres particuliers n'aurons qu'à nous bien taire, en paroles, écrits et même gestes sur une telle question. Le clergé dira donc : « Vous agitez la question de droit rigoureux si je suis tout à fait dépendant ou tout à fait indépendant dans mes tributs... Eh bien moi, clergé, je soutiens que vous, roi, n'avez pas le droit d'exiger arbitrairement les tributs et d'en disposer comme vous faites, sans l'intervention de la nation; j'avance ceci, je le soutiens pour moi et pour les autres corps et ordres de la nation. Je démontre votre usurpation et je requiers l'assemblée des États généraux. » Certes ce serait là une grande hardiesse... Mais que l'on considère cependant que ces coupables seraient les ministres du Seigneur et que les sentiments et opinions populaires seraient pour eux... Toute la nation prendrait feu, la noblesse se joindrait au clergé, puis le tiers état ; et, *s'il en résultait nécessité d'assembler les États généraux du royaume, il y aurait matière à régler les finances et les demandes d'argent par la suite ;* ces États-là ne s'assembleraient pas en vain. *Qu'on y prenne garde, ils seraient fort sérieux...*

Voici encore un passage, choisi une fois de plus entre beaucoup d'autres à propos desquels il serait superflu de faire remarquer le don prophétique de l'auteur, puisque le meilleur commentaire pour une prédiction, le seul même qui ait une valeur quelconque, c'est le fait accompli.

9 septembre 1752. — La mauvaise issue de notre gouvernement monarchique absolu achève de persuader en France, et par toute l'Europe, que c'est la plus mauvaise de toutes les espèces de gouvernement. Je n'entends que philosophes dire, comme persuadés, que l'anarchie même lui est préférable, puisqu'elle laisse au moins les biens à chaque habitant et que, quelques troubles, quelques violences qui surviennent, ils ne préjudicient qu'à quelques particuliers, et non au corps de l'État, comme celui-ci...

Certes il y a aujourd'hui la violence de moins, et c'est un grand point. Mais les trames sourdes du vice n'en sont qu'à un détriment plus assuré de la société, de la vertu et de la force nationale. Or le même caractère obscur, mol et prévenu qui a dominé le mal jusqu'ici n'en rend le remède que plus impossible. Cependant l'opinion chemine, monte, grandit, ce qui pourrait commencer une *révolution nationale.*

Assurément D'Argenson se trompe souvent, comme tout homme, et surtout comme tout prophète. C'est ainsi qu'il voit dans le clergé et les parlements les principaux facteurs d'une révolution qu'il croit toute proche. L'événement n'a nullement réalisé cette prévision; le rôle que jouera le tiers état ne lui apparaît encore que très confusément.

L'on me demande où sont les personnages, les chefs de cette révolution. Je réponds : Ce sont les parlements et leurs chefs, lesquels s'accréditent dans le public et s'attirent aujourd'hui la confiance générale. Or, étant dangereux pour la cour d'y toucher, ils avanceront et établiront de plus en plus leur pouvoir.

En revanche, quoique monarchiste convaincu, D'Argenson comprend que la royauté absolue a fait son temps et qu'elle sera remplacée dans un avenir prochain par une forme de gouvernement qui sera une monarchie à pouvoir limité, ou constitutionnelle. Il va même parfois jusqu'à préconiser le régime républicain, ou quelque chose qui s'en rapprocherait beaucoup; pourtant il a évidemment en vue la monarchie anglaise quand il dit :

Le républicanisme gagne chaque jour les esprits philosophiques. On prend en horreur le monarchisme par démonstration. En effet des esclaves seuls, des eunuques aident de leur fausse sagesse le monarchisme. Mais quelle sagesse chez les républiques qui gouvernent économiquement en dedans, et n'intimident jamais leurs voisins, qui les considèrent cependant! Heureuses les monarchies gouvernées comme des républiques !

Puis parlant des remontrances du Parlement auxquelles le roi répond par des mesures d'une rigueur inconnue jusqu'alors, il fait cette remarque qui, encore une fois, prouve qu'il a la notion précise de ce qui arrivera quarante ans plus tard, en se trompant seulement sur la personne de l'acteur chargé du rôle le plus important :

Ces remontrances semblent plutôt des *cahiers d'États généraux* que des remontrances du parlement de Paris; on n'a guère ou jamais vu ce parlement s'élever de lui-même et s'exécuter à donner de tels avis généraux à un roi très majeur.

Pourquoi, s'écrie-t-il en un autre endroit, conserver si bien la noblesse qui n'est que la rouille du gouvernement, les frelons de la ruche qui mangent tout le miel sans l'avoir fabriqué?

Mais comme pour donner aussitôt la contre-partie de ces idées qu'au siècle suivant on aurait qualifiées de *libérales*, il énonce quelques pages plus loin son programme de *tolérance secrète* d'une étroitesse de conception digne du moyen âge et que d'ailleurs Tartuffe n'eût pas désavoué.

Pour moi, je voudrais qu'après avoir fait tant de bruit et tant de maux au royaume par la révocation de l'édit de Nantes, on continuât, on perfectionnât l'intelligence et la sévérité contre l'*exercice public ;* mais en même temps j'arrangerais mieux mes principes pour la tolérance secrète, comme on fait en Angleterre. Nul réformé ne pourrait être admis aux charges, leurs mariages seraient nuls pour la succession des enfants; ils ne pourraient donc avoir de biens-fonds, ils seraient réduits à l'état des juifs, qui ne peuvent avoir que de l'argent, le coffre-fort

ou le portefeuille, du mobilier, et voilà tout; en un mot, comme nos juifs, les successions seulement de la main à la main, ce qui profiterait beaucoup au royaume. Ils auraient des ministres, soufferts en nombre suffisant, on révoquerait les lois pénales portées contre ces ministres; on ferait de ceci un code particulier sur cette tolérance secrète.

Voilà donc un homme qui sans génie, par la force seule d'un jugement étroit mais solide, basé sur l'observation, a prévu ou deviné des événements qui devaient ébranler et faire crouler en partie le vieil édifice politique et social. Son opinion n'était assurément pas isolée; pour la former il n'a point tant écouté les philosophes (1), les utopistes, les révolutionnaires, les cerveaux brûlés de tout genre, — que le bon sens bourgeois, politicien, et *tiers état* alors au début de sa prodigieuse fortune; peut-être même s'est-il borné à transcrire les oracles rendus par l'opinion publique. Mais alors on est tenté de se demander comment cette moderne pythie et ses grands prêtres, prévoyant *tout*, n'ont pu *rien* empêcher et faire faire à la France, comme on l'a dit, l'économie de plusieurs révolutions? C'est qu'assurément cette économie ne pouvait être faite.

Je n'ai pas grande confiance en l'efficacité des leçons de l'histoire pour ce qui concerne les peuples; placé dans les mêmes circonstances à des époques différentes le troupeau humain commettra les mêmes folies à quelques légères variantes près. Mais si on ne la réduit pas à une sèche compilation de dates et de généalogies de souverains, si on l'envisage sous son véritable aspect d'évolution des idées et des mœurs, l'histoire est pour l'homme, pris individuellement, une merveilleuse école de sagesse et d'énergie. Elle lui enseignera en effet à ne pas mépriser l'époque où il vit, à ne pas placer son idéal, dans un prétendu « bon vieux temps » mais dans un avenir qu'il faut contribuer, pour sa part modeste, à rendre meilleur, plus noble, plus généreux que l'heure présente. Finissons par quelques citations et concluons que ce pauvre présent, tant malmené, est sans conteste moins barbare qu'un passé dont la réputation a décidément été surfaite.

La désertion augmente dans nos troupes de plus en plus, et, en même temps, les recrues deviennent plus difficiles; l'espèce, manque dit-on, et le prix pour engager devient plus cher. L'on compte *plus de 30 000 hommes suppliciés pour désertion* depuis la paix de 1748.

L'on nous effraye à Paris d'un bruit affreux de peste dans les hôpitaux... Les prisons et les cachots ayant regorgé de malades, on les a transportés à l'Hôtel-Dieu, où tout est rempli de scorbut, puis de charbons, anthrax, d'où dérive la peste. L'on prépare déjà l'hôpital Saint-Louis, destiné aux pestiférés, et cela effraye grandement les Parisiens.

Samedi dernier, à la chasse dans la plaine de Villepreux, M. le Dauphin tua l'un des écuyers du roi nommé Chambon... non par hasard, mais par enfantillage...

L'assassin (Damien) est ferme et paraît homme d'esprit, sans extravagance ni délire. Il assure à présent qu'il n'a point de complice, et qu'il ne déclarera rien sur cela, quelques tourments qu'on lui fasse. Il maudit toujours le roi et dit qu'il a bien fait de vouloir délivrer la patrie d'un tyran puisque les peuples meurent de faim.

A défaut de la lecture du volume, qui seul peut donner de la situation lamentable de la France au milieu du XVIIIe siècle une idée bien nette, ces simples extraits feront déjà soupçonner bien des choses poignantes sous la sécheresse des termes, et à cause même de l'absence de toute déclamation.

G. Art.

(1) Il semble même ne les aimer guère, à la façon dédaigneuse dont il en parle : « Le nommé Diderot, qui a composé un livre surprenant contre la religion : le Tombeau des préjugés ». « Jean-Jacques Rousseau, de Genève, *auteur agréable, mais se piquant de philosophie* », etc.

LIVRES NOUVEAUX

M. Anatole France. — **L'Anneau d'améthyste.**

M. Anatole France publie le troisième volume de la série qu'il a intitulée *Histoire contemporaine* et qui est une si incisive satire de nos travers et de nos vices. Ce volume sera peut-être jugé inférieur aux deux premiers ou, tout au moins, un peu moins amusant. D'abord, quoique avec discrétion et une habileté de distribution où l'on retrouve l'art ou plutôt le goût exquis qui est naturel à l'auteur, il contient trop de politique.

En cela on me dira qu'il remplit précisément son dessein qui est d'être une histoire contemporaine. Un livre doit être un salon de bonne compagnie et tous les livres de M. France, précisément, ne sont pas autre chose. Or dans un salon de bonne compagnie on ne dit jamais un mot de politique. Mais en 1898 les salons du meilleur ton sont devenus inhabitables par ce fait qu'on y a parlé politique tout le temps, soit malgré les efforts désespérés de la maîtresse de maison, soit à son instigation plus ou moins consciente. Et donc le dernier volume de M. France répond à son titre et est exactement ce qu'il doit être.

Sans doute; mais je répondrai encore que si les salons de 1898 sont devenus des clubs et n'ont pas été sans présenter quelque analogie avec le Café du Commerce, ils n'ont pas été pour cela plus agréables. Le livre de M. France est trop consciencieux. Il remplit trop son programme. Il est miroir trop fidèle. La « soumission à l'objet » y est trop absolue.

Plût à Dieu, du reste, que ce fût ce défaut que l'on eût à reprocher aux livres qui passent quotidiennement sous nos yeux !

A d'autres égards le critique dogmatique qui dans un demi-siècle lira ces trois volumes en quatre ou cinq jours, au lieu de les lire comme nous à de longs intervalles, ne résistera pas à l'obligation qu'il se fera à lui-même d'observer que les personnages changent un peu de caractère en avançant dans la vie, encore que ce soit au cours de quelques années seulement. Dans le premier volume M. Bergeret n'était pas extrêmement éloigné d'être un imbécile, et ce n'était pas lui qui avait le plus beau rôle dans ses discussions avec M. l'abbé Lantaigne ; et, sans intervenir formellement, ce qui est du pédantisme ou de l'enfantillage, l'auteur ne laissait pas de nous donner à entendre qu'il avait peu d'estime pour cet honorable professeur de la langue latine. Peu à peu, comme il faut toujours que l'auteur charge un de ses personnages d'exprimer ses propres idées, c'est M. Bergeret que M. France a choisi pour ce rôle, et j'ai peut-être peu besoin de vous dire qu'une fois que M. Bergeret est devenu le truchement de M. France, M. Bergeret est devenu très intelligent. Cela fait une petite différence, dans le personnage de M. Bergeret, du premier au second volume et ce changement sera douloureux au critique dogmatique de 1950.

La variation est moins grande du second volume au troisième, M. Bergeret y ayant continué de s'appeler un peu Anatole, dont je ne songe qu'à le féliciter. Cependant il y a changement encore. M. France le félicite de ses progrès en ataraxie, et ces progrès ne me paraissent pas très sensibles. Il ne faudrait pas me presser beaucoup pour me faire dire que, tout au contraire, M. Bergeret me paraît devenir plus amer et plus sarcastique que ne le comportaient sa nature primitive qui était douce, et sa philosophie qui était toute pénétrée du scepticisme aimable de Renan. M. Bergeret devient un peu bilieux de temps à autre et il y a quelque féculence dans ses humeurs. Depuis qu'il s'est révélé au monde, le monde, qui l'a aimé tout de suite, s'est demandé : « Sera-t-il Sterne? Sera-t-il Swift? » Eh bien, il a commencé à être Sterne avec un peu de Swift, et maintenant il est Swift avec peut-être trop peu Sterne, bien qu'il ait du Sterne encore. Cela l'amène quelquefois au paradoxe pur et simple et par conséquent trop facile, comme l'éloge ironique du mensonge, qui est joli, mais à la fois un peu violent et agressif et un peu exempt de ces nuances légères qui font le charme des paradoxes.

Où se retrouvera le Sterne c'est dans la discussion sur l'immortalité de l'âme, qui est, sauf quelques mots un peu rudes, du pur Renan des meilleurs jours ; c'est dans le passage délicieux du départ de M. Bergeret, quittant la ville qu'il a habitée pendant dix ans et se disant : « Voici que cette ville me devient tout à coup étrangère parce que je vais la quitter. Bien plus : elle a déjà perdu pour moi en quelque sorte sa réalité. Elle n'existe plus dès que ce n'est plus ma ville. Ainsi donc cette cité populeuse, si antique, si historique, si considérable, je la rapportais tout entière à moi seul. Elle n'existait que par moi. Que je parte : elle s'évanouit. Je ne me savais pas un esprit subjectif jusqu'à la démence, on ne se connaît pas et l'on est un monstre sans le savoir... »

Voilà mon Bergeret, le Bergeret du second volume. Il n'est pas toujours aussi serein et aussi capable de se détacher de lui-même pour se juger, dans ce troisième.

De même encore certains personnages secondaires ont changé du noir au blanc du premier volume au troisième. Le recteur Leterrier et le doyen Torquet étaient de formidables idiots dans *l'Orme du Mail ;* ils sont devenus, ou tout au moins M. Leterrier, des philosophes dignes de comprendre M. Bergeret, dans *l'Anneau d'améthyste*. Cela contrariera le critique de 1950.

Du reste, c'est une leçon. M. Bergeret est capable d'en recevoir et d'en faire son profit ; car c'est un esprit réfléchi. Il devra se dire toutes les fois qu'il rencontrera un imbécile : « Il y a apparence que c'est un imbécile et mon impression est même que c'est un crétin. Mais ne nous hâtons pas de dire ces choses, même à nous-même. Je le trouverai peut-être très intelligent l'année prochaine. Il suffira pour cela qu'il partage ou croie partager mes opinions politiques. Car nous sommes des êtres tout de passion, et les hommes nous plaisent par leurs conclusions quand elles se rencontrent avec les nôtres, sans qu'alors nous nous demandions par quels chemins ils y sont arrivés et si c'est par une série de considérations judicieuses et profondes, comme nous, ou par une succession de pensées ineptes comme il est probable que c'est leur cas. J'ai bien fini par trouver Leterrier intelligent ! Je ne m'en étais pas douté pendant quinze ans. Il ne faut jamais dire d'un homme, avant sa mort, qu'il est heureux. Il ne faut jamais dire d'un homme, avant notre mort, qu'il est stupide. »

Ce qu'il y a de meilleur encore dans ce volume, ce sont les scènes de comédie. M. Anatole France est un admirable auteur comique. Il a cet art merveilleux de conduire une scène de telle sorte que, derrière ce que les personnages disent, on entende distinctement ce qu'ils pensent, et c'est le vrai comique que celui-ci. Les hommes ne pouvant jamais dire, et pour cause, ce qu'ils pensent précisément, le comique n'est pas dans ce qu'ils disent, mais dans le contraste entre ce qu'ils disent et ce qu'ils pensent, à la condition que ce contraste éclate distinctement et natu-

rellement. M. Anatole France est passé maître dans l'art de nous laisser voir ce contraste nonchalamment et sans avoir l'air de songer à nous le montrer.

Il y a une scène divine à cet égard. C'est celle où Ernest de Bonmont veut obtenir que M. l'abbé Guitrel obtienne pour lui le « bouton » aux chasses des De Brécé, c'est-à-dire le droit, non pas d'assister à leurs chasses, mais de chasser avec eux, guêtre à guêtre. Guitrel veut bien, mais à la condition qu'on le fasse évêque. Donnant, donnant : mitre pour bouton, bouton pour anneau. Il ne sort pas de là. Mais comme il a admirablement l'air de n'y pas songer! Mon enfant, dit-il à peu près, je le veux de tout mon cœur. Et c'est précisément parce que je le veux, que je suis au désespoir de n'avoir pas qualité pour le pouvoir. Je suis très bien reçu chez le duc, très bien, mais cependant comme un simple prêtre, bien obscur. Et le dirai-je? J'en suis heureux, parce que cela, en m'interdisant de leur rien demander, m'autorise à ne leur demander rien. Oh! comme on est ainsi bien plus tranquille! Je vous demande pardon de cet égoïsme, mais du moment qu'il est forcé, je n'ai pas à m'en excuser et je peux en jouir presque sans scrupule. C'est à un personnage d'une autre autorité que moi qu'il faudrait vous adresser. Cherchez un peu parmi les hauts dignitaires de l'armée, de la magistrature ou de la fortune.

— Ou du clergé?

— Je ne sais. Je n'en vois pas qui...

— Bref, quand vous serez évêque vous enlèverez le bouton.

— Il ne faudrait pas moins qu'un évêque en effet. Jugez un peu si un pauvre petit professeur d'éloquence sacrée comme moi... Oui, mon enfant, il faut chercher ailleurs. Soyez sûr que mes vœux sont avec vous.

— Et les miens sont désormais les vôtres, monsieur l'abbé.

Ils se sont compris parfaitement. Ils n'ont pas dit un mot qui ne fût strictement mondain ou sévèrement sacerdotal.

Il y a des scènes plus risquées et de moins bon goût. J'accepte très bien la manière dont le petit Dellion demande à Mme de Gromance d'intercéder, elle aussi, pour M. Guitrel. Cela doit se passer ainsi quelquefois, et la scène, assez verte en elle-même, est, avec une sûreté de main admirable, juste dans les limites du bon goût... je veux dire du mien. Il faut éviter les généralisations téméraires.

Mais la scène du fiacre mouillé, un peu plus grosse, un peu plus... enfin un cran plus bas, me paraît d'abord un peu désobligeante, ensuite un peu fausse.

Je vois très bien l'intérêt de Mme de Gromance à intercéder pour l'abbé Guitrel. Je vois beaucoup moins celui de Mme Worms-Clavelin. Et à supposer qu'elle en ait un, qu'en vérité je cherche, elle est bornée, dupée, je n'ose dire roulée, dans cette affaire, bien qu'il s'agisse d'une course en fiacre, d'une façon qui ne va pas du tout avec son caractère très prudent et très avisé. Il manque ici une préparation, ou un simple raccord arrangeant les choses et prévenant l'objection, quand même ce serait sans la détruire.

Du reste c'est l'*inquiétude* générale du livre que je signale ici. On a tout le temps dans le derrière de la tête le mot du bon ministre Loyer quand il voit entrer M. Guitrel : « Il vit qu'il avait trois mentons et la tête en pointe, du ventre et pas d'épaules, et qu'il était onctueux. Un vieillard d'ailleurs. « Que « lui veulent les femmes? » pensa-t-il. »

C'est cela même, « que lui veulent les femmes? » C'est ce que nous pensons continuellement. Pourquoi tant de femmes s'acharnent-elles à faire nommer évêque ce prêtre-là et non pas un autre? Il est habile, il est insinuant, il est diplomate. Il est admirable dans son entrevue avec le ministre, et dans son entrevue avec le Nonce, qui elle aussi, avec le contraste entre l'abbé Guitrel et l'abbé Lantaigne et l'art délicieux du Nonce à parler pour ne rien dire, est une merveilleuse scène de comédie. Oui, oui; mais que lui veulent les femmes? Cela reste obscur.

L'idée de l'auteur, c'est qu'il y a des influences féminines dans toute nomination, et que quand il s'agit d'une nomination épiscopale cela devient drôle. Sans doute; mais il faudrait nous montrer les mobiles de toutes ces influences féminines convergeant sur l'abbé Guitrel et ne se dispersant pas sur plusieurs candidats. Cela reste un petit problème. Mme Worms-Clavelin a pris, nous assure l'auteur, l'habitude, à jamais déplorable, de peu soigner ses dessous. Eh bien, ce sont les dessous aussi de ces petits romans si aimables, qui sont négligés; qui ne sont pas solidement établis. M. France se dit qu'avec l'esprit qu'il a, tout passe, et que cela va toujours. Et, ma foi, il a raison.

Vous avez remarqué sans doute que dans chaque nouveau volume de cette série M. Anatole France a bien soin d'introduire un nouveau personnage inconnu jusque-là, pour mettre un nouvel élément de variété dans son ouvrage. Il n'y a pas manqué cette fois-ci, non plus que naguère; et comme ce troisième volume est un peu plus amer, un peu plus pessimiste que les autres, il s'est décidé, peut-être à regret, à faire une place au « personnage sympathique ». C'est la grande nouveauté de ce troisième volume; car je ne crois pas que dans les précédents il y eût un seul personnage qui ne fût ou un demi-coquin ou un demi-imbécile ou quelque chose d'approchant de l'un ou ne s'éloignant pas trop de l'autre, à quoi le respect de la vérité obligeait sans doute l'auteur. Cette fois, il a sauté le pas. Au risque de

quelque invraisemblance, pour mettre une note claire et douce dans le tableau un peu sombre, il a pris son parti du personnage sympathique.

Et ce qui prouve assez que M. France, que l'auteur de *Sylvestre Bonnard*, est encore capable, malgré l'amertume que la vie a déposée dans son âme, de peindre encore, ou d'inventer, ce qui est mieux, un personnage de tout point sympathique et charmant, c'est que celui qu'il a introduit dans *l'Anneau d'améthyste* est absolument délicieux.

Il est bon, il est dévoué, il est fidèle, il est excellemment intelligent, prudent, avisé et vigilant. Il ne songe qu'aux autres, qu'à ses amis, qu'à ceux qui lui ont rendu quelque service, à quoi il répond par le centuple, qu'à ceux même qui lui ont montré quelque sympathie, de quoi il se montre comme enivré de reconnaissance.

Beau, du reste, ce qui ne gâte rien et ce qui donne aux qualités morales comme je ne sais quel lustre délicat, parce que les hommes ont toujours compris que qui est beau peut se dispenser d'être bon et que qui étant beau s'avise d'être bon nous fait une grâce, ce qui leur a fait dire : « *Gratior at pulcro veniens in corpore virtus.* »

Admirablement sagace avec cela, à ce point qu'il prévient M. Bergeret des inconstances de son cœur et des méprises de son intelligence, et, par exemple, ne peut pas souffrir M. Leterrier, que M. Bergeret a eu tort de haïr jadis et qu'il a peut-être tort de trop aimer maintenant. Bon critique même en cela, signalant ainsi une petite inconséquence et contradiction dans les ouvrages de M. France.

Et comme tous les êtres bons (oh! que ceci est bien observé!) il rend bons, un peu, ceux qu'il aime. C'est avec lui que M. Bergeret se rassérène, s'adoucit, s'humanise, rencontrant enfin quelque chose d'humain, ne parle plus politique, ne songe plus à Mme de Gromance, oublie son mépris pour M. Mazure, et revient à fréquenter l'orme du Mail et les petits bois suburbains. C'est avec lui que M. Bergeret a des entretiens philosophiques empreints d'une certaine douceur et de quelque indulgence pour les êtres et les choses.

Ce n'est pas que son nouvel ami raisonne beaucoup, quoique infiniment raisonnable et plus qu'aucun des êtres qu'ait jamais rencontrés M. Bergeret; mais cela veut nous dire précisément que la bonté ne se démontre pas, mais qu'elle se communique, et que l'indulgence ne s'établit pas par raison démonstrative, mais par une douce et vénérable contagion.

Riquet, mon ami, soyez béni, parce que vous empêchez le dernier livre de M. France d'être corrosif d'un bout à l'autre, et que vous mettez une goutte de lait et une goutte de miel aux bords de cette coupe amère; soyez béni pour vos bons yeux qui sont les plus beaux du monde et où l'on n'a jamais lu que des pensées honnêtes, droites et parfaitement bienveillantes; soyez béni pour la bonté de votre cœur et pour l'apaisement que le moindre de vos entretiens et que votre commerce, même silencieux, versent dans le cœur des hommes; soyez béni, parce que, de l'avis même de l'auteur, si misanthrope qu'il puisse être, vous prouvez, malgré vos oreilles pointues de satyre et votre queue en trompette, qu'il y a encore quelque chose de bon dans l'humanité.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

VAUDEVILLE : *le Lys rouge*, pièce en cinq actes de M. Anatole France. — THÉATRE-SARAH-BERNHARDT : reprise de *Dalila*. — OPÉRA-COMIQUE : *l'Angelus*, de M. Baille; reprise de *Phryné*. — VARIÉTÉS; *le Vieux Marcheur*, comédie en cinq actes, de M. Henri Lavedan. — THÉATRE-ANTOINE: *la Nouvelle Idole*, pièce en trois actes, de M. François de Curel; *Que Suzanne n'en sache rien*, vaudeville en trois actes, de M. Pierre Weber.

... La seule lecture de ce sommaire me décourage. Je me trouve, bien malgré moi, si en retard que c'est à peine si je pourrai rédiger ici quelques bulletins, qui fort heureusement sont pour le plupart des bulletins de victoire. Quel regret de ne pouvoir, par exemple, causer avec vous du *Lys rouge!* Mon admiration pour M. France, — et il n'en peut exister de plus fervente, — eût trouvé enfin l'occasion de s'exprimer. Et avec quelle joie j'aurais parlé de lui!.. Nul n'eut plus d'idées sur les choses; jamais intelligence plus pénétrante ne fut servie par un style d'une plus ravissante souplesse; jamais nihilisme ne fut plus insinuant, plus « appétissant », si je puis dire. Il n'est pas de livres que j'aie relus aussi souvent que les siens : il n'en est pas où j'aie trouvé, à chaque lecture nouvelle, plus de nouvelles raisons de les admirer. M. Paul Bourget parle quelque part de la dévotion de certains stendhaliens qui pouvaient réciter des pages entières de la *Chartreuse de Parme* ou de *le Rouge et le Noir*. J'ose dire que ma dévotion est pareille, et que ma mémoire est aussi fidèle : «... A l'occasion du premier janvier, M. Bergeret revêtit, dès le matin, son habit noir, qui avait perdu son lustre et sur lequel le petit jour gris de l'hiver versait comme de la cendre... » Et cette dévotion, je l'aurais exprimée avec d'autant plus de joie, que M. France lui a récemment imposé quelques épreuves... Mais sa grâce est la plus forte! Et

j'aurais aimé à vous montrer dans *le Lys rouge*, — pièce un peu traînante mais jamais en nuyeuse, — quelques-unes des qualités par où M. France nous restera éternellement cher. Je veux dire au moins qu'on m'a paru un peu injuste en reprochant à M. France ce qu'il ne pouvait éviter, par exemple la « simplification » de certains personnages accessoires, tels que le suave Choulette. Du roman ample et savoureux, il reste un drame d'amour mélancolique et passionné, pensé et écrit par M. France; et c'est plus qu'il n'en faut pour que je l'aime.

*
* *

Autre bulletin :

Vous savez déjà que le succès du *Vieux Marcheur*, a égalé sinon dépassé le succès du *Nouveau Jeu*. La verve de l'auteur est presque pareille, son invention aussi abondante, et sa langue d'une invention presque aussi heureuse. Il me semble pourtant que mon plaisir a été un peu moins vif. D'où peut venir cela? De ce que, à la seconde « audition », la surprise est moindre, que nous donne le style étrangement savoureux de M. Lavedan? De ce qu'ici les personnages parlent trop uniformément la même langue, ce qui laisse soupçonner le procédé?... Il est possible. Et, cependant, ce style est toujours plein de trouvailles; et, si les phrases de Pauline ressemblent beaucoup à celles de Giroux-Jodard, cela s'explique par leurs fréquentations avec Labosse, ce grand inventeur d'images... Je croirais plutôt que c'est le sujet même qui a gêné mon plaisir. Les deux premiers actes sont consacrés à nous peindre les hésitations d'un grand dadais de dix-huit ans, devant les agaceries de la belle Pauline; et c'est un spectacle qui choque toujours un peu un public français. Pauline se jette au cou de René, il la repousse : elle court après lui, il tourne éperdu autour des fauteuils et des tables... Et cela nous déplaît que tant de bonne volonté soit inutilement prodiguée.

Laissons de côté la gaudriole; le déplaisir que nous donne un pareil spectacle pourrait bien venir d'un sentiment esthétique assez juste. Une femme qui résiste est jolie; la souplesse et les ondulations de sa taille se prêtent aux gestes de défense : elle est faite, si j'ose dire, « pour échapper »; les longs vêtements qui l'enveloppent soulignent ses attitudes sans les gêner : ils les accompagnent, et gardent aux mouvements les plus violents une belle unité de lignes; une femme qui se sauve est d'une grâce infinie; on voit seulement la fuite mousseuse de ses jupes, qui prolonge l'harmonie de son geste et accuse l'élan; c'est, en quelque sorte, le « schéma » de la sirène : et c'est cette attitude définitive que les anciens ont donnée aux divinités irrésistibles qui changent les hommes en ce que vous savez. Voyez au contraire une femme qui poursuit; elle est disgracieuse : ses jupes gênent sa marche, alourdissent la détente des jambes; le buste, comme un beau vase, semble reposer sur une masse aux lignes confuses, d'où l'équilibre est absent. Cela est si vrai que, pour Diane, — une « marcheuse »! — on a du relever la tunique et dégager la jambe, c'est-à-dire lui donner une liberté de mouvements presque masculine... Et, pareillement, l'homme est fait pour la poursuite, avec sa silhouette nette et droite, avec ses vêtements collants, ses gestes qui ne valent que par la décision; un homme qui court, vu de dos, est disgracieux : ses jambes, dont le mouvement est incompréhensible, semblent se détacher de son corps; vu de face, il donne l'impression d'une force en mouvement; et c'est à peu près la seule beauté dont il soit capable. — Et voilà pourquoi nous n'aimons pas qu'une femme poursuive ni qu'un homme se dérobe. (Il est juste d'ajouter que M. Lavedan a marqué ici un trait exact de caractère : l'amour ne suffit plus, pour certains jeunes gens; le jeu ou le sport ont seuls de quoi les émouvoir : et ils veulent avant tout garder leur cerveau frais et leurs membres souples. Mais, comme on lit dans les commentaires des ouvrages classiques, « la remarque n'en subsiste pas moins »).

Le quatrième acte, est fort amusant; et pourtant, là non plus, notre joie n'a pas été aussi assurée que nous l'aurions voulu. Je ne crois pas que ce soit le leste de la situation qui nous ait offensés. Nous en avons, comme on dit, vu bien d'autres! Cela tiendrait plutôt au genre d'inconvenance de la scène. Au fond, le plaisir que nous prenons à certaines représentations assez lestes se résume en ceci que « nous voudrions y être ». Cela est d'ailleurs l'essentiel du plaisir théâtral; aux images que nous voyons sur la scène nous substituons la nôtre, qu'il s'agisse d'un acte à accomplir ou d'un sentiment à éprouver. Or, ici, les actes sont nombreux et répétés... Léontine Falempin, assiégée par René enfin converti, par Labosse, et par Giroux-Jodart, les a enfermés chacun dans une chambre en leur jurant d'aller les rejoindre. La belle Pauline la remplace... comment dirai-je?... la remplace successivement. Et, s'il n'est pas un spectateur qui n'eût volontiers substitué son image à celle de René, il n'en est pas, je pense, qui eût voulu prendre les places subséquentes de Labosse ou de Giroux-Jodart; ou, s'il l'eût voulu, il n'oserait pas le dire. De là une certaine gêne, ou du moins une sorte de désaccord entre ce que nous avons éprouvé et ce qu'il aurait fallu que nous ressentissions. Et c'est là, j'imagine, ce qui nous a empêchés d'être tout à fait contents de ces deux épisodes.

Il en est d'autres, fort heureusement, que nous pouvons louer sans réserve. Le troisième acte, par

exemple, est d'une admirable et copieuse drôlerie; le discours du Ministre aux petites filles de l'école, l'idée admirable qu'a Léontine Falempin de remplacer les paroles d'un cantique par des souhaits de bienvenue pour « le représentant du gouvernement »... tout cela est excellent, et supérieurment exécuté.

Mais ce n'est pas tout. Rien ne marque mieux l'esprit et le goût de M. Lavedan que la manière dont il a représenté son « Vieux Marcheur ». Dans le volume, le personnage de Labosse n'est pas très rassurant, surtout vers la fin. Au théâtre, il n'est pas choquant. Et cela ne tient pas seulement à la suppression de certains épisodes (rappelez-vous l'effrayant matin de l'exécution), ou à l'atténuation de certains autres (par exemple, l'histoire de Marie-Avoine). Cela tient surtout à la physionomie résolument enfantine, presque puérile, que M. Lavedan a su conserver à son héros. En voyant Labosse, en l'écoutant, on a l'impression très nette que ce qu'il fait ne saurait avoir d'importance. C'est un « gosse » : un gosse à cheveux blancs, mais un gosse; et on a pour lui les sentiments qu'on a pour un enfant terrible, mais sympathique. Ce qu'il y a d'inquiétant dans les amours séniles, c'est l'acharnement d'un vieillard après la maîtresse qui sera sans doute la dernière, et qu'il voudra garder à tout prix, pour qui il consentira à toutes les infamies, morales et autres. Rien de tel avec notre Labosse. Il adore les femmes, mais il peut quitter sa maîtresse, parce que, jeune de cœur et solide de corps, il est sûr de la remplacer. Que serait-il dans quinze ans, si Léontine Falempin ne lui garantissait une vieillesse capitonnée de douceurs? Je n'ai pas à le rechercher. Et, précisément, le mérite de M. Lavedan est de nous l'avoir montré au moment exact où il est comique, sans commencer d'être odieux. — J'ai dit déjà que le succès avait été triomphal. J'ajoute que l'interprétation a été supérieure. Je cite seulement Mlle Granier, dont le rôle est bien moins avantageux que celui de Bobette (du *Nouveau Jeu*), et qui l'a rendu avec un esprit et une mesure dignes d'éloges.

***

On s'est montré assez sévère pour *Dalila*, que vient de reprendre Mme Sarah Bernhardt. Naturellement, on a attribué une part de l'insuccès à la faiblesse de l'interprétation. Et cela n'est pas tout à fait juste, car il s'agit beaucoup moins du style à panache, dont j'admets que les comédiens contemporains aient perdu le secret, que de l'ouvrage lui-même, dont la faiblesse est évidente. Feuillet avait de la grâce, de la distinction, un don agréable de romanesque, mais il n'était rien moins qu'un poète. Chez lui, la fantaisie tournait vite en invraisemblance ou en puérilité; et le désir de rester partout un parfait homme du monde congelait bien vite les ardeurs qu'il tâchait à se donner. Ses héros rugissent d'une voix douce, et profèrent des malédictions tempérées par le savoir-vivre. On sent dans ses « grandes pièces », je ne dis pas de l'insincérité, mais une sincérité un peu volontaire qui s'échauffe parce qu'il est nécessaire de s'échauffer. L'aventure de la princesse, de Roswein et de Carnioli, est assez invraisemblable, et elle est en même temps trop réaliste, si le mot ne jure pas, appliqué à l'auteur de *Sibylle*. Feuillet n'a pas trouvé les quelques scènes, ou les quelques mots qui eussent élevé son drame au-dessus de la réalité, pour en faire ce qu'il voulait, une sorte de drame symbolique. Et c'est justement parce que les personnages restent trop près de nous, que nous sommes gênés par le contraste entre leurs actions et leurs paroles. — *Dalila* a été, j'ai à peine besoin de le dire, l'occasion d'un très vif succès personnel pour Mme Sarah Bernhardt. Elle est fort bien secondée, notamment par MM. Brémont et Magnier.

***

Il ne faut parler de l'*Angelus* que pour féliciter l'Opéra-Comique d'avoir renoncé, pour les ouvrages en un acte, aux fournées funèbres de la veille de la clôture. Avec l'*Angelus*, on a repris *Phryné*. La spirituelle partition de M. Camille Saint-Saëns a retrouvé son succès d'antan. Mlle Emelen, qui débutait par le rôle de Phryné, est agréable, et sa voix un peu mince est assez habilement conduite.

***

Il me resterait à parler de la représentation du *Théâtre-Antoine*. Mais il me faudrait plus de temps et de place que je n'en ai, pour vous dire la profonde émotion du public à la *Nouvelle Idole*. J'ai longuement parlé de l'ouvrage de M. de Curel, lorsqu'il parut dans la *Revue de Paris* (1). Mais je n'ai pas tout dit. Certaines modifications ont heureusement éclairé les parties de la pièce qui me semblaient obscures. Le succès a été triomphal, et la pièce en est digne de tout point. Elle est d'une rare hauteur de pensées et d'une extraordinaire puissance dramatique. Ce drame d'idées est plus tragique que bien des tragédies. La semaine prochaine s'annonce menaçante; mais celle de Pâques est vide d'ordinaire, et j'en profiterai pour vous dire, quitte à me répéter, la valeur tout à fait exceptionnelle du grand auteur dramatique qu'est M. de Curel.

Pour aujourd'hui, je me borne à signaler le vif succès obtenu par *Que Suzanne n'en sache rien!* Le spirituel vaudeville de M. Pierre Weber accompa-

(1) Voir la *Revue Bleue* du 25 mai 1895.

gnait le beau drame de M. de Curel. Trois actes, c'est peut-être beaucoup, pour l'aventure un peu mince qui fait le sujet. Mais ne vaut-il pas mieux rire pendant une heure et demie que pendant une demi-heure ?

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Il y a une nouvelle Affaire, une petite Affaire dont on parle beaucoup dans les salons. C'est l'histoire de cette dame qui vient de recevoir cinq années de travaux forcés pour avoir peut-être empoisonné son mari. Ça n'est pas drôle. Et même c'est assez injuste parce que le mari et l'amant se portent bien. On aura beau faire, jamais on ne verra avec plaisir un pauvre être humain accomplir une peine lorsqu'il n'est « rien arrivé ». C'est ridicule. C'est du faux zèle. C'est de l'empressement maladroit. Le jury qui a rendu ce jugement n'est pas un jury parisien, il retarde, il n'est pas au courant de la situation.

D'abord le mari est guéri, parfaitement guéri, et il n'a jamais été bien malade, et puis entre le jeune homme et la petite femme c'est fini, fini depuis longtemps; alors, c'est une vieille histoire. Cette condamnation brutale manque de tact, elle appuie sur des choses délicates, des sentiments fanés et fugitifs! On s'aime, on ne s'aime plus, on se prend, on se quitte, on fait tout — tout (!) pour être l'un à l'autre et puis les années viennent et les cœurs durcissent... on est bien changé. Et tandis qu'il ne restait plus qu'une douce et lointaine tendresse, un vague souvenir des pires folies et des vilaines tentatives... tandis que l'amant vieillissait et que le mari guérissait, des juges viennent qui pressent maladroitement sur une blessure et réveillent d'anciens chagrins!... Cinq ans!... hélas! leur douce liaison ne fut pas si longue! Mais le mot « drame » a été prononcé.

Drame bien spécial en tout cas, drame en robe de chambre, drame de famille, au coin du feu.

Paisiblement, quotidiennement, aux repas du soir, elle versait un léger narcotique bourgeois qui devait la priver du chef de la communauté; presque une poudre pour la santé, une poudre pour la mort tranquille, un fortifiant pour le néant. Tout de même, le meurtre ainsi inventé, ainsi accompli, à la table commune, mêlé à tous les petits ennuis du ménage devait perdre aux yeux de l'épouse une grande partie de sa criminelle valeur. Il était tellement intime, tellement conjugal, — elle, lui, et le poison par petites doses — qu'il devait lui paraître légitime. Et il a dû lui sembler que ça ne devait pas regarder les autres, que c'était une forte marice de ménage accentuée jusqu'à un dénouement... et qu'avec les hommes, quand on savait s'y prendre, « on finissait toujours par avoir raison ».

Ceci n'est qu'un demi-paradoxe. Le meurtre au logis n'est qu'une rosserie définitive, et la mort qui n'est point « portée en ville » paraît aux hommes et surtout aux femmes une discrète et légitime vengeance du bonheur entravé. Enfin, on ne tue pas un mari comme un indifférent, ce serait trop horrible! le crime — s'il y a crime — s'adoucit en ce cas de toutes les lentes, silencieuses et intimes rancœurs. Dans le mariage on resté unis « jusqu'à la mort », et tant pis pour eux si les autres s'en mêlent, la justice outrepasse des droits sacrés.

Et c'est un peu pour ces raisons que la jeune condamnée d'hier s'entend plaindre, c'est pour ces raisons qu'elle a conscience autour d'elle d'une pitié sournoise, indécise et inachevée.

*
* *

Pierre Loti vient d'être nommé capitaine de frégate; son gros chagrin de ne plus naviguer va finir. L'an passé, à Hendaye, je l'entendais se plaindre amèrement de sa mise à la retraite, et c'était aux bords de la Bidassoa, devant sa petite maison blanche dans un décor que j'évoque nettement avec douceur.

Une minuscule habitation toute basse, toute propre, au bord de l'eau. Contre la maison un petit jardin en pente avec un appareil complet de gymnastique dressé au mur, plus bas une tourelle massive dépendant de la demeure et baignant dans la rivière. Devant nous, sur l'autre rive, les Pyrénées en velours mystérieux, Fontarabie en brique rouge, toutes ses petites maisons piquées sur la hauteur, le château de Charles-Quint, et le bruit de la mer tout proche. Un homme surgit du jardin, il était nu-tête. C'était Pierre Loti, je le voyais pour la première fois. Il me parut doux et triste et parfaitement cordial. Nous causâmes quelques minutes et il disparut. On se mit à table. Il avait là sa femme et son petit garçon. Pierre Loti revint et s'assit. On parla. Il avait la voix très musicale et un peu voilée. Il s'adressait à sa femme et à nous avec une extrême politesse un peu désintéressée, était très tendrement sérieux avec son fils et semblait lointain. On disait des petites phrases courtes et banales qu'il soutenait d'un sourire distrait. Il avait l'aspect mélancolique et charmant. Il s'effaçait de parmi nous avec puissance. On voyait dans son regard tant de paysages subis, soufferts ou aimés, tant de sensations fugitives, complexes et lointaines, devenues des mots, devenues des idées, devenues des rêves; on le sentait si riches d'impressions uniques et personnelles qu'on savait fort bien pourquoi il parlait si peu et qu'il n'avait pas grand'chose à dire. Il devait être trop en activité sensible

pour jamais se distraire et cela devait le fatiguer, et il en résultait cette attitude un peu brisée, suprêmement intelligente et suggestive, qui faisait les silences peuplés de toutes ses songeries.

Et c'était quand même une souffrance que la lourdeur de son regard. Le déjeuner avait beau être un déjeuner de ménage ; il y avait tout de même quelque chose d'oppressant, de gênant, d'hypocrite dans les mots que nous échangions et dans la cordialité patriarcale qui régnait. Ce n'était pas ça. Loti devait se sentir à l'étroit dans ce cadre simple, ou plutôt, il devait se sentir « autre », et sa femme et son fils devaient être les prétextes d'une bien plus haute tendresse que celle qu'il leur témoignait en leur présence. Il devait bien mieux les aimer et bien mieux les comprendre seul, dans son cabinet ou dans ses voyages. De toute sa sensibilité répandue sur toutes les choses et sur tous les êtres et qui avait besoin pour chanter de rêver, de se disperser, d'être loin.

Et sa personnalité s'accusa en effet plus nettement peut-être, lorsqu'il fut loin, lorsqu'il ne fut plus là. Son départ eut lieu de façon imprévue et savoureuse. Il dit simplement et doucement à sa femme, après le déjeuner : « Je m'en vais pour deux jours, je serai revenu sans doute après-demain soir, je ne sais pas quand je m'en irai, probablement tout à l'heure. » Et se tournant vers nous avec un sourire : « Vous m'excuserez... »

Il partit. On ne le revit plus. Où allait-il ? Allait-il vers de nouvelles Ramountcho, ou monta-t-il simplement dans son cabinet de travail, je ne sais. Il ne revint plus. Et c'était tout de même un hôte affable, car il nous laissait sa maison pour nous parler de lui.

*
* *

Il nous laissait sa maison, et lorsque nous y revînmes le soir, le soleil caché, nous fûmes pénétrés du charme vivace que laissait autour de lui Pierre Loti en se retirant. Il était parti, mais il était là... Et puis, était-il sûr qu'il fût parti ? A la fenêtre de son cabinet une lumière brillait, puis elle s'éteignit, puis se ralluma. Ce fut inquiétant. Appuyés à un balcon de la tourelle, la femme et l'enfant causaient entre eux. On dîna. Un marin, une ordonnance servait. On parla du maître de maison avec un respect anxieux. Sa femme nous dit avec un joli sourire un peu attristé : « Je lui permets ces escapades, parce qu'elles nous valent ces articles que vous lisez ensuite dans les journaux. » Et l'on entendait des coups de fusil dans la campagne. Je songeais à l'endroit où il pouvait être... Il n'avait rien dit en s'en allant. Peut-être en ce moment, dans quelque coin de la campagne basque, s'ébauchaient ces pages attendries et frissonnantes qu'il savait seul écrire et songer. Et peut-être qu'il était là !

Le pays, à la nuit, devenait éloquent autour de la maison. Les Pyrénées s'étaient perdues dans l'ombre, des lumières s'allumaient çà et là, sur la hauteur, dans Fontarabie. On entendait bruire la mer vers Saint-Jean-de-Luz, à droite, et comme la marée montait, l'eau de la Bidassoa clapotait presque au ras des fenêtres...

C'était la maison de Loti, la maison de ses romans, de ses projets, de ses songeries. Et on subissait par admiration, dans la nuit, l'influence tyrannique de l'esprit le plus troublant, dans le plus beau pays. On aurait voulu penser comme cet esprit. On essayait. Il s'ébauchait des commencements de descriptions sur sa tourelle qu'on aurait souhaitée appartenir à un autre et vue par lui. La maison était charmante et gênante de lui appartenir, et le pays. C'était un lieu tout frissonnant de lui, partant indescriptible pour lui et pour tous les autres... Et où était-il ?...

La nuit fut si pure qu'elle nous força à demeurer dehors. Au petit jour, devant la mer et la montagne, deux hommes sautèrent dans l'eau par une fenêtre de la tourelle, nagèrent avec des rires, et disparurent assez loin. C'étaient les deux ordonnances de Pierre Loti qui prenaient un bain. La brume se leva, découvrant à nouveau les Pyrénées. Des coqs chantèrent l'un pour l'autre au delà de l'eau...

EDMOND SÉE.

BULLETIN

Les Célestes et leur impératrice.

A propos du récent coup d'État de Péking qui a rameué à la tête des affaires, pour la troisième fois en trente-sept ans, l'impératrice Tsze Hsi (Bonheur de l'amour maternel), M. Von Brandt, dans la *Deutsche Rundschau*, nous expose brièvement l'histoire intérieure de la Chine depuis l'époque néfaste de l'expédition franco-anglaise.

Le 21 août 1861 l'empereur Hienfeng mourut à Jehol où il avait fui devant les troupes européennes. Il laissait un fils en bas âge qui fut plus tard l'empereur Tung Scih et deux impératrices, la mère du jeune empereur, ou impératrice occidentale, et l'impératrice veuve ou impératrice orientale. Trois de ses frères, fils de l'empereur Tao Kuang, lui survivaient, c'étaient les princes de Tun, de Kung et de Sciun.

On ne sait exactement ce qui se passa à Jehol avant la mort de Hienfeng. Toutefois il est probable que l'empereur accablé par la fatigue et les soucis se laissa arracher un édit instituant un Conseil de régence composé d'hommes ayant voué une haine mortelle aux étrangers et sourdement hostiles à la famille royale, particulièrement au prince de Kung qui avait conclu la paix contre l'avis, sinon de son frère, du moins de ses conseillers. Un coup d'État ne se fit pas attendre ; le 1er no-

vembre 1861 les deux impératrices avec le jeune empereur se rendirent à Péking où le prince de Kung lut devant le conseil de régence un édit de l'héritier du trône, prononçant la dissolution du conseil, dont certains membres furent condamnés à l'exil, les autres à mort. La régence revint aux deux impératrices, mais en réalité l'impératrice mère Tsze Hsi, beaucoup plus intelligente que l'autre, saisit seule les rênes du pouvoir. Le prince Kung fut nommé co-régent. Ces années de régence furent très heureuses pour la Chine et tous ceux qui ont approché de l'impératrice mère se plaisent à reconnaître sa grande aptitude pour les affaires, son ardeur au travail et sa largeur d'idées.

Le 23 février 1874 monta sur le trône l'empereur Tung Scih, qui mourut un an plus tard sans laisser d'héritiers naturels ou adoptifs. On fit courir à propos de cette mort et de celle de l'impératrice jeune veuve, Alutè, qui survint à la même époque, de celle du marquis Tseng et du prince Sciun, les bruits les plus injurieux sur le compte de Tsze Hsi; on prétendait que toutes ces personnes avaient été puissamment aidées à trépasser vivement. M. Von Brandt assure que ce sont là d'infâmes calomnies. Alutè, comme beaucoup de veuves (chinoises), ne voulut pas survivre à son mari; Tseng mourut de la fièvre typhoïde et le prince Sciun des suites de ses excès.

L'héritier désigné pour le trône était un fils de ce prince Sciun; l'impératrice mère alla elle-même prendre l'enfant qui fut proclamé sous le nom de Kuang Sü et la régence resta composée comme elle l'était auparavant. En 1884 Tsze Hsi fit déposer le co-régent, prince de Kung, dont la paresse et l'incapacité étaient notoires. C'est à lui qu'on fait remonter, pour une large part, la responsabilité du conflit entre la France et la Chine à propos du Tonkin.

En 1881, mourut la vieille impératrice veuve, et l'impératrice mère exerça seule la régence jusqu'en mars 1889, époque où l'empereur Kuang Sü monta sur le trône. De pressantes démarches furent faites alors auprès de Tsze Hsi pour l'engager à conserver quelques fonctions dans le gouvernement. Mais elle refusa obstinément et son unique occupation fut dès lors d'agrandir et d'embellir les résidences hivernale et estivale que l'empereur lui avait assignées dans le Parc occidental et à Wan-Sciau-Scian. Cet éloignement complet de la politique fut d'autant plus regretté que le nouveau souverain ne connaissait rien aux affaires et n'était qu'un enfant maladif et mélancolique.

Le malheur voulut que Kuang Sü tombât entre les mains d'un conseiller intime — un certain Kan Yu Wei, — n'ayant d'autre génie que celui de l'intrigue, et qui poussa le jeune empereur dans la voie des réformes prématurées à grands coups d'édits très beaux sur le papier, inexécutables dans la pratique. Cette fureur réformatrice les saisit à l'issue de la guerre sino-japonaise, en un instant de crise particulièrement aiguë pour le Céleste Empire...

Quel fut alors le rôle joué par Tsze Hsi, il serait assez difficile de le dire exactement. Le parti des réformes à outrance attribua à son influence secrète tout ce qui arriva alors de fâcheux pour lui, notamment la nomination de Yung Lu à la vice-royauté de la province de Cheli et au commandement de l'armée du Nord. Yung Lu était, comme l'impératrice, un esprit pondéré et une main ferme...

Les réformateurs résolurent enfin de s'emparer de la personne de Tsze Hsi et de celle de son ministre; mais l'impératrice fut plus prompte qu'eux tous. Tandis qu'on la croyait encore à sa résidence d'hiver, elle était déjà à Péking et saisissait de nouveau le gouvernail, favorisée, comme en 1861, par les sympathies des hommes politiques éminents et l'indifférence des masses populaires à l'agitation réformatrice. Cela se passait le 22 septembre dernier; quelques jours après, huit conspirateurs passaient en jugement; les autres étaient en fuite.

L'intervention de cette femme énergique arrivait à point. On sait aujourd'hui qu'un édit impérial devait être promulgué le 23 septembre enjoignant à tous les fonctionnaires à partir de la troisième classe de se couper la tresse et de se vêtir à l'européenne. Cela et l'intervention de l'ex-premier ministre japonais Ito qui se trouvait alors à Péking — et non accidentellement sans doute — aurait transformé l'œuvre de réforme en une révolution qui aurait mis à feu et à sang la Chine entière et aurait compromis également les intérêts des Chinois et ceux des étrangers de toute nationalité. Le mérite d'avoir conjuré cette ruine revient à l'impératrice qui, par des réformes opportunes, suivant la voie du progrès lent mais continu, pourra faire plus et fera plus que ne l'auraient pu les fanatiques du parti qu'elle a vaincu momentanément mais qu'elle n'a pas anéanti.

Petite chronique des lettres.

Ce pauvre Albert Bataille, que nous conduisions la semaine dernière au petit cimetière de sa ville natale, est un des journalistes de ce temps qui auront le plus honoré sa profession, par son talent et la droiture de son esprit. C'était un improvisateur de plume admirable; et je ne crois pas que personne le surpasse jamais dans cette spécialité difficile de la chronique judiciaire à laquelle il s'était consacré.

Il était arrivé à ce degré d'habileté de pouvoir, au cours des audiences les plus longues, des procès les plus touffus et les plus fatigants, rédiger son article sur place, dans l'atmosphère étouffante du tribunal, au fur et à mesure que les juges, les avocats, l'accusé le *parlaient*, le vivaient sous ses yeux.

C'était mieux que de la sténographie : c'était la synthèse même du débat, fixée au courant de la plume en croquis rapides, en *instantanés* dont la justesse étonnait, — encadrant les fragments caractéristiques du dialogue, les *mots nécessaires*, cueillis au vol dans le fatras des phrases inutiles.

Bataille avait ce privilège et cette force rare de savoir entendre les choses en homme de droit, en philosophe, et je dirai presque en artiste; de discerner du premier coup, à travers le désarroi d'une discussion juridique, ou

le tumulte d'une audience de procès sensationnel, les détails qui en exprimaient le mieux le sens, en marquaient le pittoresque, en résumaient la vérité.

Par là il fut un homme de lettres de premier rang, et écrivain dans les conditions où il est le plus difficile de l'être : et jamais le souci de l'être ne l'abandonna un instant.

Le prince Georges Bibesco corrige les épreuves d'un volume de Souvenirs : *Prisonnier* (Coblence, 1870-1871).

Le récit part de la capitulation de Sedan. C'est à la suite du désastre du 1er septembre que le prince Bibesco, qui avait brillamment servi dans notre armée, fut fait prisonnier. Le premier chapitre de son livre contient un résumé des opérations qui avaient précédé cette catastrophe. C'est, ramassée en vingt pages tragiques, toute l'histoire du début de la guerre, racontée par un soldat qui la vécut.

Nous aurons dans une quinzaine de jours un nouveau roman de Carmen Sylva, *le Hêtre rouge*.

L'ouvrage est traduit de l'allemand par M. Mandy, compatriote de l'écrivain.

Il existait encore, paraît-il, du Cuvillier-Fleury inédit : un volume de Souvenirs.

Le manuscrit est aux mains de M. Ernest Bertin. Il sera livré dans le courant de l'année à l'imprimeur.

La *Revue des Deux Mondes* commencera, le 15 avril, la publication du nouveau roman de MM. Paul et Victor Margueritte, *Femmes nouvelles*.

Les deux distingués écrivains auront terminé à ce moment dans l'*Echo de Paris* la série d'études qu'ils y ont consacrées depuis plusieurs mois aux questions féministes. Ils la remplaceront par une série nouvelle, plus générale et plus variée, qu'ils intituleront : *Nos idées*.

En même temps, ils poursuivent la documentation de leur second roman sur la guerre de 70, *les Tronçons du Glaive*, qui formera la suite du *Désastre*.

MM. Paul et Victor Margueritte résident actuellement à l'étranger.

Conférences.

Mardi prochain, Salle Charras, M. René Bazin : « Le roman populaire. »

Le même jour, au Collège libre des sciences sociales, dernière leçon du cours de M. Henry Bérenger : « L'homme de lettres et la France contemporaine; l'Élite intellectuelle et le peuple. »

Sociologie.

Le comte de Chambrun faisait imprimer, au moment où la mort le surprit, un gros volume qu'il considérait lui-même comme son testament sociologique.

Les épreuves de l'ouvrage sont aux mains de l'ancien secrétaire du comte, qui le publiera, croit-on, très prochainement.

Autres ouvrages annoncés :

De M. Adolphe Coste, *Principes d'une sociologie objective;*

De M. Tarde, *les Transformations du pouvoir*;

De M. Rouanet, *le Socialisme français, son passé, son présent, son avenir*.

Ces deux derniers volumes sont publiés par la « Bibliothèque générale des sciences sociales », dont je signalais récemment la création.

Pour ces jours-ci :

De M. Pierre de Bouchaud, un volume de vers, *le Recueil des Souvenirs*, avec de jolies pages sur Florence et Pise. Philosophe et poète, M. de Bouchaud est un des écrivains français de ce temps qui connaissent le mieux l'Italie, et savent l'aimer.

De M. Jules Pravieux, un court roman, *Monsieur l'aumônier*, publié l'été dernier au *Figaro*, et qui y avait été remarqué.

De M. Gustave Toudouze, un roman : *la Bête à bon Dieu*.

M. Jules Claretie a réuni en volume ses chroniques de la *Vie à Paris* pour 1898.

L'ouvrage paraît aujourd'hui.

La Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise publie la première livraison d'une Revue spéciale qui sera consacrée à l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise.

Cette livraison contient, entre autres articles, une étude de M. Pierre de Nolhac sur « les consignes de Marie-Antoinette au Petit-Trianon », et la première partie des « Mémoires inédits de Manseau, intendant de la maison royale de Saint-Cyr ».

M. Edmond Demolins publie en brochure sa dernière conférence, donnée à la Sorbonne, sur l'« Avenir de l'éducation nouvelle ».

Les frères Rosny ont remis à la *Revue Hebdomadaire* le manuscrit de leur *Roman d'un cycliste*.

Côté des explorateurs.

Le comte Barthélemy fera paraître à la fin du mois le récit de son *Voyage au Laos;* et M. Marcel Monnier, celui de son *Tour d'Asie*, dont le *Temps* publiait naguère les principaux chapitres.

M. Émile Faguet nous préparait, sans que personne en sût rien, une surprise intéressante : une *Histoire de la littérature française*, en deux gros volumes.

L'ouvrage est entièrement écrit; et le premier volume est composé.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37598. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 12. 4e SÉRIE. — TOME XI 25 MARS 1899.

LE DEVOIR PRÉSENT

DE LA JEUNESSE[1]

Mesdames, Messieurs,

Excusez-moi de vous faire descendre un peu des hauteurs sereines où vous ont tenus jusqu'ici nos « *conférences de morale* ». J'ai demandé la permission d'intercaler dans cette série d'études savantes un entretien plus familier: Je voudrais vous parler de la jeunesse ou plutôt parler à la jeunesse, comme on peut se le permettre ici, dans une réunion libre, où le professeur n'a plus affaire à des étudiants et où les étudiants, je l'espère, viennent entendre non un professeur, mais un vieil ami.

Quand on arrive à un certain âge (euphémisme dont nous avons tous souri étant jeunes), il vient une heure où l'on a la vision de ce fait qu'on croyait connaître et qui vous saisit: la succession des générations humaines. Père de famille, on regarde ses fils devenus hommes, citoyen on regarde les jeunes électeurs allant aux urnes pour la première fois, professeur, artiste ou écrivain, ses meilleurs élèves débutant dans la carrière; on se dit tout à coup : « Voilà ceux de demain. » Et instinctivement on lance du fond de l'âme à leur adresse une sorte de vœu ardent et presque superstitieux. On voudrait pouvoir d'un trait, d'un mot, d'un regard leur passer à ces jeunes gens tout ce qu'on a de meilleur, les convictions et les espérances qui ont fait battre notre cœur, l'idéal que nous avons aimé, ce que nous avons pensé de plus fort, voulu de plus noble et rêvé de plus beau aux heures trop rapides où nous avons voulu quelque chose.

C'est dans ce sentiment que je me tourne en ce moment vers notre jeunesse de France au seuil du siècle nouveau. pour lui dire, comme un père qui se sent vieillir au fils qui va le remplacer : « Eh bien! que crois-tu? qu'aimes-tu? Que veux-tu? Et que vas-tu faire de ta vie? »

Ne nous le dissimulons pas, quand les deux générations, celle qui vient et celle qui s'en va, se rencontrent ainsi et se mesurent l'une à l'autre, en dépit d'efforts mutuels, le premier effet de ce contact est une sorte de heurt involontaire. Ce père et ce fils s'aiment, ils voudraient se comprendre, ils s'aperçoivent qu'ils ne se comprennent pas. Ils ne parlent pas la même langue, et ils en sont presque aussi peinés l'un que l'autre.

Attendons-nous à cette impression dans notre entretien avec les jeunes d'aujourd'hui, mais apprêtons-nous à y résister. Le premier choc essuyé, peut-être trouverons-nous tout de même que nous avons quelque chose à nous dire les uns aux autres et qu'il ne faut pas renoncer, eux, à profiter de notre expérience, et nous, à jouir de leur jeunesse.

I

La première chose qu'il faut nous accorder réciproquement, si nous voulons avoir chance de nous entendre, jeunes et vieux, c'est la grande diversité des circonstances où nous avons abordé la vie publique.

(1) Conférence faite le 10 mars au Collège des sciences sociales.

A l'heure où ceux de ma génération arrivaient à l'âge d'homme, le second Empire était à son apogée. La France était redevenue la première nation militaire du monde, en apparence du moins, et nous ne songions pas à douter des apparences. Ce qu'on appelait alors le prestige du nom français — sorte de rayonnement où entraient en des proportions diverses le sentiment de la force matérielle et celui d'une suprématie intellectuelle reconnue, l'éclat de la « gloire » se mêlant à l'éclat des arts, des lettres, du théâtre et du monde, le charme des mœurs polies, l'attrait du luxe, la puissance alors nouvelle de la grande industrie et des grandes affaires — remplissait le monde et aurait dû, semble-t-il, éblouir nos vingt ans. Or, en dépit de la splendeur impériale, d'année en année grossissait dans la jeunesse l'opposition, une opposition qui se disait elle-même irréconciliable. Nous étions quelques-uns d'abord, puis nous fûmes quelques centaines, et quand la voix tonnante de Gambetta vint réveiller la France, nous nous trouvâmes des milliers à regarder avec lui par delà la frontière, à entendre enfin et à comprendre ce que répétaient sans se lasser depuis dix-huit ans Victor Hugo sur son rocher de la Manche, Edgar Quinet dans son pauvre asile en Suisse. Ces protestataires du droit pur, ces vengeurs attardés de la République étranglée, idéalistes entêtés d'une chimère évanouie, proscrits qui avaient refusé l'amnistie, pour avoir le droit de continuer à appeler brutalement le 2 Décembre un crime, ce furent ces hommes-là qui tout à coup nous apparurent les plus jeunes de tous. L'obscur député qui s'était fait tuer en 1851 sur une ébauche de barricade, sans même réussir alors à grouper autour de lui une poignée d'hommes, Baudin sortait de sa tombe et, spectre implacable, forçait à ressusciter avec lui la conscience morte de la France.

Et cependant le monde officiel continuait sa perpétuelle fête, et, après « l'Empire c'est la paix », nous allions voir éclore l'Empire libéral, et ceux qui avaient jusqu'alors résisté, les esprits délicats, fins et lettrés, les libéraux d'autrefois, se décidaient l'un après l'autre à faire leur soumission, et ce plébiscite enfin scellait par six millions de « oui » l'indestructible édifice qui, trois mois après, croulait sur la France en lui faisant payer par la plus terrible des expiations ses dix-huit ans de connivence à la folie héréditaire de Napoléon.

Vous, jeunes gens, pour qui toutes ces choses ne sont que de l'histoire, vous avez eu sous les yeux un autre monde, une autre France. Vous êtes nés dans une patrie en deuil, et dès le berceau vous avez su que la France n'était plus intacte, qu'elle porte au flanc une blessure et au fond de l'âme une douleur dont elle ne veut pas être consolée. La première leçon que vous avez reçue tout enfants, reçue des hommes et reçue des choses, car les choses parlent, c'est que ce pays violé par l'invasion, amputé par la conquête, saigné par la guerre étrangère et par la guerre civile, n'a eu qu'une pensée, qu'un rêve, qu'une volonté : se relever et faire son devoir.

Jamais patrie au faîte de la gloire n'a été aimée par ses enfants comme la France de 1871. Le premier usage qu'elle a fait de sa liberté a été de s'imposer à elle-même des sacrifices qu'aucun monarchie n'aurait pu lui dicter. Et c'est à peine s'il faut parler des sacrifices d'argent, auprès de ceux que notre loi militaire à elle seule fait peser sur la jeunesse française et sur toute la vie nationale.

Du moins, à ce prix, vous est-il donné de voir luire l'aube du grand jour des réparations? Quand vous rentrez en vous-mêmes, pouvez-vous seulement vous dire, comme nous nous le disions dès le lendemain de nos défaites : Rien n'est perdu, l'heure viendra, l'heure est proche?

Hélas! cette question même vous froisse douloureusement. Et c'est là un de ces points où le contact est pénible, de nous à vous. Vous avez bien été obligés de vous faire de la France une autre idée que celle que nous en avions à votre âge, une idée plus grave, plus modeste peut-être, peut-être plus exacte.

M. Lavisse vous relisait naguère certaines pages de Michelet sur la France et sur la République qui doivent aujourd'hui vous sembler irréelles. « Je crains, disait-il, qu'elles ne vous étonnent et qu'à vos oreilles elles ne sonnent creux comme une déclamation. » Non, vous ne pouvez plus, vous ne voulez plus entendre parler de nos rêves d'alors, ni de la paix universelle, ni de la fraternité des peuples, ni des États-Unis de l'Europe, ni de l'humanité répondant à l'appel de la *Marseillaise* et se disant, tout heureuse : « Je savais bien que j'étais une et qu'il n'y a qu'un peuple au monde. »

A vous renfermer même dans nos frontières mutilées, pouvez-vous retrouver l'allègre confiance d'autrefois? La voilà donc, cette République tant souhaitée de vos pères. Ils ne demandaient pas ce qu'elle serait, ils demandaient qu'elle fût. Elle est, et vous rougissez pour nous de la déception, sans presque oser nous le dire. Quelqu'un l'a dit avec courage : « Il est arrivé à ce régime le plus grand des malheurs, il a perdu sa poésie. »

Vous ne demanderiez pas mieux que de trouver que tout est bien, mais vous voyez trop clairement que tout n'est pas bien.

La France, vous dites-vous, n'a plus de césars, elle a les principes de 1789. Oui, mais ces principes si beaux, trop beaux parce qu'ils étaient trop simples, s'appliquaient à un autre monde et non à celui du xxe siècle : ils ne prévoyaient ni la nouvelle Europe armée en pleine paix plus qu'elle ne le fut jamais

autrefois en pleine guerre, ni les énormes progrès de la science entraînant ceux de l'industrie et ceux-ci créant le capitalisme et la souveraineté fatale de l'argent, ni le contre-coup de ces changements à vue qui, faisant réagir les perturbations du mécanisme industriel sur le mécanisme social, ont produit dans notre monde économique de bien autres révolutions que celle de 89.

La France a la liberté de la presse. Oui, mais ce rêve de notre jeunesse est presque le cauchemar de la vôtre. Vous sentez bien qu'il n'y a pas moyen de la supprimer, seulement vous vous dites tout bas: « Ce peuple en mourra. »

La France a le régime parlementaire. Sans doute, c'est le terme auquel doit tendre tout pays libre, et le suffrage universel en est la forme démocratique par excellence. Comment se fait-il donc qu'il n'ait pas élevé, qu'il ait plutôt, semble-t-il, abaissé le niveau politique de la nation? Exigeants et sévères comme on l'est à votre âge surtout pour les autres, vous êtes fâchés de vous sentir si peu d'admiration pour le parlementarisme, si peu de confiance dans la vertu de son fonctionnement. Le prestige des législateurs a baissé, celui des gouvernants n'a pas grandi. Vous ne pardonnez pas à ceux qui vous ont précédés de vous laisser la trace mal effacée de tant de scandales dont vous ne voulez rien savoir sinon qu'il y en a eu trop et que vous aimeriez mieux entrer dans une maison plus propre, fût-elle toute neuve et dussiez-vous en essuyer les plâtres.

Des questions politiques si nous passons aux questions sociales, combien plus profond va être l'écart apparent des deux générations!

Là, pour la plupart, je pourrais presque dire tous vous marchez résolument dans le sens des réformes, sans vous demander jusqu'où il vous faudra marcher. Les pères avaient un idéal presque tout politique, les fils en ont un presque tout économique. Vous tenez bien moins pour la France à une bonne constitution qu'à un peu plus de justice sociale. Par-dessus les vieilles barrières si hautes pour nous, qui séparaient libéraux et cléricaux, monarchistes et républicains, vous vous tendez la main sans fausse honte dans une sorte d'aspiration commune à un socialisme qui ne vaut peut-être pas beaucoup plus que le nôtre, mais qui est une force, puisqu'il est une foi. C'est, à vrai dire, de toutes nos traditions la seule que vous ayez vraiment recueillie, parce que c'est la seule que vous ayez vivifiée en y mettant votre cœur.

Ne sont-ce pas là quelques traits, épars, sans doute et fugitifs, et insuffisants, mais qui caractérisent votre physionomie autant du moins qu'un homme de mon âge peut espérer comprendre le vôtre?

Eh bien! mes amis, laissez-moi continuer cet effort pour entrer discrètement dans votre état d'esprit. Je voudrais essayer de démêler ce qu'il a de bon et ce qu'il a de mauvais, et chercher à entrevoir au moins par quelle issue vous pourrez en sortir à votre honneur et à l'honneur du pays.

II

Il y a une première solution que je vous supplie de répudier. C'est celle que personne ne vous propose tout haut, il est vrai, excepté peut-être les enfants perdus du bonapartisme. Mais sans vous la recommander, plusieurs vous y poussent adroitement. Leur art, vous le connaissez : à chaque défaillance d'un homme public, à chaque retard dans le vote du budget, à chaque complication dans les affaires publiques, intérieures ou extérieures, nouveau concert de plaintes. « Non, décidément, il n'y a plus rien à attendre du parlementarisme. » Et chaque fois recommence la série des métaphores connues : le gâchis où l'on patauge, le temps qui se perd, l'autorité qui s'émiette, la nation qui s'énerve; on demande un gouvernement qui gouverne, la France a besoin d'un homme, d'une main, « d'un sabre ». Tout cela est si vieux que vous n'en avez plus peur. Prenez garde cependant. On dit que l'histoire ne se répète pas: ne nous y fions pas trop. De ce que cette politique simpliste et niaisement sommaire n'a pas de prise sur vous, ne vous hâtez pas d'assurer qu'elle n'en ait aucune sur les masses populaires. N'oubliez pas que nul peuple en Europe n'a eu plus que le nôtre et pour beaucoup de raisons la propension à faire trop de cas des individus et trop peu des institutions; nul n'a été plus fortement imprégné par l'histoire de la superstition du pouvoir personnel, le seul qu'il ait connu pendant des siècles; nul d'ailleurs n'incline davantage, par son besoin d'ordre, de mouvement vif et de netteté pratique, à se représenter le bon gouvernement sous la forme d'un bon gouvernant, l'unité de direction sous les espèces de l'unité de commandement et l'autorité en dernière analyse comme la volonté d'un homme. S'il est un fait merveilleux, presque un miracle historique, c'est que le peuple façonné par Louis XIV et par Napoléon soit en dépit de tout et de lui-même arrivé à la conception, à la pratique d'un régime aussi compliqué, aussi savamment impersonnel que notre constitution de 1875. Mais est-ce à dire que l'antique virus du despotisme royal, impérial et démagogique soit à jamais éliminé de nos veines?

Vous figurez-vous que vous instruisez ce peuple d'esprit sain, mais d'esprit simple, en lui soufflant la désaffection pour un régime qui déjà ne flatte en rien ses secrets penchants? Discréditer le parlementarisme et déshonorer l'un après l'autre les parlementaires, c'est un jeu dangereux, c'est celui qui, à

la surprise des hommes politiques d'alors, a parfaitement réussi en 1851, qui aurait peut-être encore réussi en 1889, si l'aventurier que l'écume populaire poussait en avant s'était trouvé par hasard aussi étranger à la peur qu'il l'était au respect des lois.

Donc, jeunes gens, et ce sera, notez-le bien, la seule concession que je vous demanderai, instruits comme vous l'êtes par notre histoire et déjà presque par la vôtre, même si vous manquez d'enthousiasme pour ces formes quelque peu arides de la république parlementaire, jurez-vous à vous-mêmes de les défendre, attendu qu'il n'y en a pas d'autres possibles, pour un peuple libre, et commencez par les respecter : il serait trop tard pour les défendre le jour où elles tomberaient sous le mépris public. Vous ne savez pas ce que c'est que la France sans la liberté : vous n'avez pas vu, vous ne soupçonnez pas quelle figure fait dans le monde ce grand pays sans tribune, sans journaux, sans réunions, sans associations, sans assemblées souveraines. Dieu vous garde de le savoir jamais! Et puissiez-vous continuer, continuer jusqu'au bout à être injustes envers le régime qui a mis toutes les libertés dans votre berceau plutôt que d'apprendre à vos dépens ce qu'il en coûte pour en reconquérir une seule!

III

— Alors, c'est le *statu quo*? l'optimisme officiel? L'expérience continue, on va piétiner sur place, et de peur de compromettre la forme sacro-sainte de la République, nous laisserons grandir l'ennui et monter le dégoût?

— Non. Je vous ai demandé de n'être pas des pessimistes, je ne vous ai pas demandé d'être des optimistes.

Fort au-dessus de ces deux philosophies, qui sont deux excuses contraires à une même paresse, deux bons prétextes pour ne rien faire, il y en a une qui est la philosophie de l'effort. Mettez tout au pis, si vous voulez, pour aujourd'hui, à condition de mettre tout au mieux pour demain. Cette doctrine-là, on l'a nommée le méliorisme. Nommez-la comme vous voudrez, mais pratiquez-la.

En même temps que je vous demande de conserver comme un cadre précieux les institutions sans lesquelles il n'y a plus ni liberté, ni progrès, ni réforme, ni dignité, j'ajoute : Ne vous en tenez pas là. Et je ne veux pas dire seulement, ce qui va de soi : Tâchez de corriger telle ou telle pièce de l'outillage, améliorez le règlement de la Chambre ou le mode électoral, ou quelques articles de nos lois. Il faut plus que tout cela.

La France veut du neuf. Le neuf, savez-vous ce que ce sera?

— Une révolution encore, et c'est vous qui la ferez, et qui dépassera les hardiesses de 89 et de 48 sans verser une goutte de sang.

La cause de ce malaise public que vous ressentez, elle peut se dire en un mot : il y a désaccord et disproportion entre nos lois et nos mœurs, entre les institutions qui font le pays légal et l'esprit qui fait la nation, entre notre régime politique et notre état social et moral : l'un a grandi plus vite que l'autre.

Avez-vous parfois observé l'organisme humain dans l'heure critique qui sépare l'enfance de la jeunesse? L'enfant a grandi tout d'une venue : svelte, élancé, la stature déjà haute, on dirait un homme. Mais il se courbe déjà comme si ce jeune corps avait été étendu de force, comme si la charpente osseuse dessinée, mais non formée, était encore trop molle pour se soutenir, comme si le sang manquait à un réseau subitement agrandi : et toutes les fonctions se ressentent de cette rupture d'équilibre. Ce grand corps d'enfant exténué est grêle et gauche, et tantôt c'est le cœur qui bat à se briser, tantôt c'est l'esprit qui semble se dérégler, tantôt c'est la fièvre et tantôt l'invincible lassitude et un alanguissement général qui menace toutes les sources de la vie. Crise toujours grave, crise mortelle s'il survient une coïncidence malheureuse, des complications qui l'exaspèrent. Et pourtant c'est la crise de croissance, rien ne ressemble plus à une maladie de dépérissement, et c'est celle qui fait l'homme.

C'est celle-là même que traverse notre jeune République. Elle aussi, elle a crû un peu hâtivement. Formée, mais encore débile, il faut qu'elle se fortifie, se tasse, et qu'à force d'hygiène elle se fasse du sang, de la chair et des muscles. Ce second travail demande plus de temps que le premier, qui était comme une éclosion printanière; il se fait lentement en sous-œuvre, dans la masse des tissus, par des millions d'imperceptibles acquisitions, obscure et sourde élaboration de la sève nourricière sans laquelle l'admirable fleur de jeunesse ne brillerait que l'espace d'un matin.

C'est ce travail intérieur qui reste à faire à notre République.

Deux conditions sont nécessaires pour mettre sur pied une République : l'une, facile : lui donner une constitution républicaine; l'autre difficile : lui donner un peuple de républicains. Le premier résultat peut s'obtenir en quelques mois, le second demande plusieurs générations. On peut changer plus d'une fois de gouvernement, nous le savons de reste en France, sans avoir rien changé au tempérament national.

Certains s'étonnent ou s'indignent que la République n'ait pas fait éclore des républicains, que des lois vieilles de dix ans n'aient pas transformé les

mœurs vieilles de dix siècles, que sous d'autres noms ou d'autres masques politiques les mêmes intérêts gardent la même âpreté dans le même avancement, que le même fond d'égoïsme grossier dans la masse populaire, subtil et raffiné chez ceux qui se croient encore la classe dirigeante, paralyse l'essor de la nation. Avaient-ils donc cru que par le même décret on imposerait, en même temps que la République, la mentalité républicaine et la moralité républicaine?

De la démocratie, telle que l'ont rêvée tous les grands penseurs depuis un siècle, nous avons les cadres et rien que les cadres. Faut-il les briser? Non. Il faut les remplir.

Et voilà précisément l'œuvre de votre vie, à vous jeunes gens.

D'après la vieille théorie classique, il y a trois pouvoirs dans l'État : judiciaire, législatif, exécutif. Il vous appartiendra d'en créer un quatrième, celui qui peut donner aux autres toute leur valeur et en corriger comme par enchantement toutes les imperfections. Appelons-le, si vous voulez, l'esprit public, la conscience nationale, l'âme de la France ou de la République.

— Vaine métaphore, croyez-vous, écho de la langue trop sonore de 1830?

Je vais essayer de vous prouver que c'est autre chose, et cela par quelques exemples, sans développement : un mot suffira pour chacun, tant ils sont clairs, hélas! et tant ils sont tristes.

Vous vous plaigniez tout à l'heure des maux qu'engendre la presse absolument libre, libre dans le mensonge, libre dans la calomnie, libre dans l'ordure. Des trois pouvoirs de l'État aucun ne vous offre de remède efficace. C'est vrai.

Supposons maintenant un peuple qui — par hypothèse, par miracle si vous voulez — aurait acquis l'habitude de cette liberté-là comme des autres et qui entendrait la faire respecter, un peuple où la grande majorité des citoyens aurait appris à ne plus se laisser mener par d'ineptes commérages, un peuple assez maître de ses sens et de son imagination pour ne plus rechercher avidement au théâtre, dans le livre, dans le journal les régals de haut goût de la diffamation systématique, et assez fier pour repousser au ruisseau les saletés lucratives, fussent-elles signées de noms d'académiciens. Ce peuple-là serait-il encore en danger? Croyez-vous que la presse ignoble l'entamerait? Les souteneurs de la pornographie de concert avec ceux de la calomnie et du chantage ne feraient pas longtemps leurs frais dans une démocratie saine, robuste et généreuse. Les journaux ne vivent qu'autant qu'ils plaisent, ils ne nous servent que ce que nous leur demandons : un pays a en somme la presse qu'il mérite.

Autre exemple. Vous vous plaignez de l'abaissement du niveau politique, vous vous en prenez au suffrage universel. Soit.

Espérez-vous par hasard faire un jour revenir la France au cens électoral? Non. Je m'en doutais. Alors que faire, sinon tâcher de l'instruire et de l'éclairer, ce suffrage universel qui est votre maître? Qu'avez-vous tenté jusqu'ici pour son éducation? Il n'y a pas vingt ans que vous avez voté les lois scolaires, qui sont à l'éducation civique d'un pays ce que l'A B C est à un cours de Sorbonne. Vous venez tout juste de vous apercevoir qu'après quelques années, souvent quelques mois, d'un maigre enseignement primaire semé à la hâte à fleur d'intelligence, à onze ou douze ans vous remettiez l'enfant dans la rue, comptant sur le hasard, sur l'atelier ou sur le cabaret pour en faire un homme, un citoyen, un électeur.

Ce que vous n'avez pas fait, il faut le faire, voilà tout.

Essayez, et dans vingt-cinq ou trente ans d'ici, quand vous aurez, comme doit le faire un pays de suffrage universel, continué à l'adolescent la protection sociale dont il a plus besoin que l'enfant, quand vous aurez pris les mesures nécessaires pour que les millions dépensés dans les six ans de la période scolaire ne soient pas gaspillés dans les six ans qui la suivent, quand vous aurez, par cette prolongation éducative de l'école, défendu l'apprenti un peu contre le patron et beaucoup contre lui-même, alors vous serez en droit de demander compte au suffrage universel de ce qu'il aura fait de la France.

Voulez-vous que nous parlions d'autres formes plus poignantes encore du péril national? Ma solution sera la même.

La France est en train de descendre une pente plus dangereuse que celle de la politique. Elle se détruit par l'alcool. Ce pays qui longtemps, grâce à son bon vin peut-être, résista mieux que d'autres à l'empoisonnement brutal ou perfide, est aujourd'hui — un spécialiste sans passion, M. le vicomte d'Avenel, vient d'en donner des preuves navrantes — le pays d'Europe où l'homme abuse le plus de l'alcool, et de l'alcool sous ses formes les plus rapidement destructives : Paris est la grande capitale de l'absinthe. Depuis moins de dix ans certains chiffres de consommation des apéritifs, par exemple, ont décuplé, et parallèlement se développe sous nos yeux la statistique des cas de folie, de maladie et de suicide par alcoolisme et une autre statistique plus effrayante, celle des innombrables malheureux voués par leur naissance à la vie et à la mort qui attend les enfants d'alcooliques. Voilà ce qui se passe, où? dans un bouge perdu au fond d'un bagne industriel? Partout, autour de nous, dans nos plus beaux quartiers, sur nos boulevards, dans nos faubourgs, aux champs

comme à la ville. Et nombre de gens d'esprit trouvent qu'il n'y a vraiment rien de plus ridicule que la manie puritaine des ligues anti-alcooliques imitées de l'Angleterre ou de la Norvège. Je souhaite que vous n'ayez pas tant d'esprit, que vous reconnaissiez la nécessité d'une lutte contre ce fléau, et que vous en preniez l'initiative que les pouvoirs publics n'ont pas prise. Quand vous serez convaincus et touchés, vous trouverez bien moyen de toucher et de convaincre assez de vos concitoyens pour que ce quatrième pouvoir mette en mouvement les trois autres. Le jour viendra où vous serez une force, et ce jour-là les députés parviendront à s'affranchir de la servitude du cabaretier.

Allons encore plus loin. Un universitaire, presque un de vos contemporains, puisqu'il était il y a quelques années sur les bancs de la Sorbonne, a eu le courage d'aborder une autre question, encore une question qui prête à rire. Il a écrit ce livre franc et rude : *Un pays de célibataires et de fils uniques*. La France s'en va, faute d'enfants. Et la natalité diminue à mesure qu'augmente l'aisance. Continuons ainsi, et dans dix ans le nombre des conscrits allemands sera juste le double de celui des nôtres : les nombres étaient égaux en 1860.

Y a-t-il un remède ?

S'il n'y en a pas, alors c'est la fin, et de toutes, la plus honteuse, car c'est la fin par égoïsme, la fin par indignité de vivre. S'il y a un remède, à qui demanderez-vous de l'appliquer? Ni lois ni règlements n'y peuvent rien. Mais qu'il se trouve parmi vous un certain nombre de jeunes hommes qui, ayant réfléchi à ce que c'est que vivre, viennent à se dire : « Je me passerai de richesse, mais je ne me passerai pas de famille; je veux reprendre la vie simple : je travaillerai et mes enfants travailleront, je serai pauvre et ils seront pauvres, mais notre pauvreté sera fière, notre maison sera heureuse et notre patrie revivra. » Que beaucoup, ayant ainsi réformé leurs plans d'existence, et mis les joies d'une belle famille au-dessus de celles d'un bel appartement et d'un beau mobilier, donnent cet exemple d'énergie morale et de résistance à la tyrannie bête de l'argent, qu'ils prouvent par leur propre bonheur que des hommes intelligents et laborieux (et ces hommes-là trouveront des femmes pour les comprendre) peuvent très bien réagir et se refuser à être plus longtemps les prisonniers de la sottise bourgeoise et les esclaves d'un semblant de luxe. Croyez-vous impossible que de proche en proche ils trouvent des imitateurs? On a vu en d'autres temps de ces retours à la nature, même au prix d'une révolte contre la mode. Êtes-vous bien sûrs qu'il ne puisse pas s'en faire un de plus, en vue de reconstituer la famille normale en France?

Je m'en tiens à ces exemples, il en faudrait bien d'autres, si j'avais à tracer un programme. Ceux-ci suffisent comme indication : j'ai pris à dessein les plus difficiles dans des ordres très divers.

Je vous demande maintenant ce que vous pensez de cette méthode de révolution. Vous voyez en quoi elle consiste : au lieu d'opérer du dehors et sur le dehors, elle prend son appui au dedans. Si ce régime a perdu sa poésie, rendez-la-lui, et pour cela donnez-lui la vôtre. Commencez par croire et par aimer, vous ferez une République qui croira et qui aimera. Sous l'enveloppe respectable, mais froide de la République officielle, créez la République des cœurs et des esprits, la République vivante. Celle-là suppose comme fondement concret de l'État non pas des formules abstraites, mais des individus forts de la seule force qui fasse ici-bas fléchir toutes les autres, la force morale. C'est là ce que j'appelais l'avènement d'un quatrième pouvoir, le pouvoir de la conscience.

Il existe déjà, je le sais, une puissance qu'on nomme l'opinion publique : je demande qu'elle se transforme et devienne la conviction publique. L'opinion passe, la conviction reste. L'opinion fait les hommes de parti, la conviction les hommes de devoir.

Un pays qui n'a que des opinions en change au gré de ses caprices ou de ses intérêts, un pays qui aura des convictions ne se les laissera arracher ni par la peur des sacrifices à faire, ni par le spectacle du long triomphe de l'injustice.

Ayez des convictions, et vous aurez bientôt installé, sans le savoir, au cœur de ce pays le suprême pouvoir, le vrai pouvoir directeur.

IV

Me direz-vous que cette méthode est infiniment lente, qu'à vouloir ainsi refaire la société par l'individu, conquérir la République homme à homme, citoyen par citoyen, groupe après groupe, c'est entreprendre de tisser une toile sans fin qui défie la patience du plus patient des tisserands?

Je vous réponds : cette méthode, c'est la plus courte, et c'est la seule qui soit sûre.

La seule sûre, car vous n'allez pas retomber dans l'erreur coutumière à ce pays de croire qu'une étiquette nouvelle ou une nouvelle inscription sur nos monuments suffit à faire un peuple nouveau. On vous offrirait demain un autre gouvernement, un autre parlement, une autre constitution : vous diriez : A quoi bon? sachant aussi bien que moi que le lendemain il faudrait vous débattre avec les mêmes difficultés, tenir tête aux mêmes passions, refréner les mêmes égoïsmes individuels ou collectifs, prendre corps à corps les mêmes préjugés, les mêmes vices intellectuels, moraux, sociaux.

Il manque quelque chose à ce pays, mais ce n'est pas un principe, un dogme, un programme, une formule. Le quelque chose qui est décidément trop faible chez nous, c'est l'homme lui-même : il ne pèse pas assez dans la balance sociale, peut-être justement parce qu'il ne se sent pas assez de valeur propre. La République ne manquerait de rien, s'il ne lui manquait pas des républicains.

Donnez pour assises à la France nouvelle des Français qui la comprennent; fondez la cité sur les citoyens ; que des milliers de vrais démocrates fassent de leurs âmes l'âme commune de ce grand corps démocratique, comme on infuse du sang à un organisme anémié : il n'y a qu'une méthode de salut, et c'est celle-là.

Et elle est, disais-je, la plus courte. Nous oublions toujours que les temps sont changés, que nous avons sous la main des appareils d'une puissance encore inconnue. Toutes ces libertés qui peuvent être redoutables peuvent aussi être bienfaisantes : liberté de la parole et de la plume, du livre et du journal, du travail, de la grève, de l'enseignement, de l'association, de la propagande, autant de moyens qui centuplent la portée de nos actes et font du plus humble d'entre nous, le jour où il le veut, un semeur d'idées qui a le monde pour champ. Quand on nous parle de commencer individuellement, de propager une découverte, car il y a aussi des découvertes dans l'ordre moral, notre premier mouvement, par atavisme, est encore de nous rejeter en arrière, comme si nous vivions dans les siècles passés, comme si elle était toujours là, la puissance qui a si longtemps régné sur le monde, celle qui pouvait forcer Galiléé à se rétracter, Descartes à s'expatrier, Fénelon à se taire, Port-Royal à se disperser, celle qui, suivant les temps, envoyait Étienne Dolet au bûcher ou Voltaire à la Bastille. Pur anachronisme ! Aujourd'hui la pensée va aussi vite que l'électricité, et elle ne se laisse plus emprisonner. Que l'un de vous trouve demain une parcelle de vérité utile au genre humain, on le saura avant huit jours dans les deux hémisphères.

Pourquoi donc vous effrayer du temps qu'il faudra pour constituer en France cette puissance nouvelle qui la sauvera ? Sans doute, ce ne sera pas l'œuvre d'un jour ni l'œuvre d'un homme. Mais réfléchissez à ceci : que, parmi les quelques milliers d'étudiants qui passent par les Écoles, il y en ait seulement un sur dix que touche cette noble ambition; que chacun d'eux de retour chez lui se mette à l'action : est-ce trop présumer que de croire qu'en un an, s'il le veut, il réunira bien autour de lui, en moyenne, une centaine d'adhérents et de collaborateurs ? La voilà, l'armée de la Révolution, prête à marcher, sûre de vaincre.

V

A toute démocratie qui veut vivre, il faut une élite qui en soit le cœur et le cerveau. La tristesse des jours que nous traversons vient de ce que cette élite ne s'est pas encore formée à l'état organique; les éléments en sont épars, incohérents, s'ignorant les uns les autres et ignorés de la masse. Jeunes gens, groupez-vous et soyez cette élite ! Un des vétérans de notre démocratie, Émile Trélat, me redisait naguère une définition que je veux vous transmettre : « Une démocratie saine est un milieu social où naissent et se développent librement des aristocraties éphémères. » Il voulait dire sans doute qu'elles durent tant que dure leur utilité. Pourquoi ne seriez-vous pas une de ces aristocraties-là ? Je rêve pour vous dans la France de demain quelque chose d'analogue au rôle de l'aristocratie dans la société anglaise, avec cette différence qu'au lieu d'être une haute classe agissant sur le peuple, vous serez peuple et vous vous en souviendrez toujours.

N'était-ce pas un peu aussi le rêve d'un de vos camarades, Henry Bérenger, dans son beau livre *l'Aristocratie intellectuelle ?* Oui, je vous vois très bien remplissant ce pieux office, aidant la raison publique à se dégager, répandant la lumière, répandant l'amour. Ce que vous direz et ce que vous enseignerez, je ne prétends pas le savoir, peut-être ne le savez-vous pas encore vous-mêmes. Assurément ce sera un Évangile assez différent du nôtre. L'heure des grands principes abstraits est passée, nos esquisses de solution universelle de l'universel problème vous font amèrement sourire. Vous avez besoin de plus de précision. Vous entrez plus avant dans le vif détail des faits, vous savez mieux la mouvante complexité des choses vécues. Ce n'est plus l'absolu, c'est le relatif que vous trouvez au bout de toutes vos recherches.

Soyez donc savants, plus savants que nous, il le faut; seulement ne croyez pas que la science avec ses procédés critiques et ses expériences précises vous dispense de la nécessité de faire un jour, vous aussi, un acte décisif, un acte de choix volontaire. Qui que vous soyez et dans quelque étude que vous vous enfonciez, il faudra demain, si ce n'est aujourd'hui, que vous envisagiez face à face le problème de la vie, pour vous et pour votre pays.

Bon gré, mal gré, — à moins que vous ne soyez un insouciant, un neutre, un nul — il vous faudra prendre parti. Vous êtes en France, et la France a cette étrange destinée d'être depuis des siècles le champ clos où se poursuit, franche, directe et encore indécise, la lutte des deux esprits qui se disputent le monde. En ce moment, la France a entrepris de réaliser le programme des pays libres, de constituer de

toutes pièces un mode de société réputé jadis chimérique, la société fondée sur la raison, la justice et la liberté. Voulez-vous l'y aider?

Par exemple, — pour prendre un détail caractéristique, — elle n'a fermé ni une église ni une chapelle, elle n'a supprimé ni les couvents ni leurs écoles, mais elle tâche, comme c'est le devoir d'une société civile, indépendante de toutes les Églises, de pourvoir elle-même à l'éducation de ses enfants et de se passer de la tutelle des précepteurs religieux. Oui ou non, voulez-vous l'y aider? Êtes-vous pour ou êtes-vous contre cet effort de la nation? Vous y intéressez-vous, ou cela vous est-il indifférent? Peut-être avez-vous peur d'être affublés d'un vocable démodé, du titre d'anti-clérical. Je vous préviens qu'il y en a un autre en ce moment très en faveur, c'est celui d'anti-laïque. Le mot ne se dit pas, bien entendu, mais la chose se fait, en riant. Lisez donc la *Revue des Deux Mondes*, allez voir la pièce à la mode. C'est si risible en effet, ces quelques milliers de braves gens, pères et mères de famille, avec des salaires d'ouvriers ou de petits employés, qui s'épuisent à verser dans la tête et dans le cœur des enfants du village ou du faubourg, tout ce qu'ils savent et tout ce qu'ils aiment! Comment n'avoir pas une envie irrésistible de jeter à grands flots sur ces gens-là, hommes, la dérision, femmes, le déshonneur? Aussi les beaux esprits n'y résistent-ils pas. Peut-être vous demanderez-vous si c'est bien un pur hasard que cette rencontre de tant d'écrivains distingués, s'acharnant sur « la laïque », s'appliquant devant tous les publics, avec une rare insistance, à parler de femmes pauvres, obscures et absolument respectables, comme ils ne souffriraient pas qu'on parlât chez eux, au fumoir, d'une servante de bonne maison. Mais je vous laisse le soin de répondre. Je ne citais ce « détail » que pour vous montrer qu'il faudra répondre.

Jadis la question qui nous préoccupait était celle-ci : « Que sera la France en fin de compte? monarchie ou république? césarienne ou parlementaire? » La même question, vous la posez autrement et de plusieurs manières. Vous vous demandez : « sera-t-elle république libérale ou république cléricale? Sera-t-elle une démocratie qui s'organise ou une médiocratie qui végète? Sera-t-elle un pays qui veut vivre ou un pays qui se laisse mourir? Sera-t-elle un régime montant, montant toujours vers la paix sociale par les rudes sentiers de la justice et de la solidarité, ou bien un régime d'expédients, abandonnant un à un les abus qu'il ne peut plus défendre, mais en retenant le plus qu'il peut et en conservant tout l'esprit? Sera-t-elle la nation croyante qui continue sous la forme moderne, sous la forme progressiste et socialiste au sens large du mot, son rôle séculaire d'initiatrice des idées, de prophète de la liberté, de soldat de Dieu et de l'humanité, ou bien sera-t-elle la nation sage et lasse qui se replie et s'enferme, pour jouir tranquillement de ses économies bourgeoises et du temps qui lui reste à vivre?

Elle sera ce que vous voudrez qu'elle soit, ne l'oubliez pas, et ne déplacez pas les responsabilités : c'est la vôtre qui est en jeu. Prenez parti, et la France vous suivra, parce que vous êtes la portion vive et active de sa population, vous êtes le sel de la terre et le levain de la pâte, vous êtes les privilégiés de l'instruction, vous êtes ceux pour qui la patrie a fait le plus et ceux qui lui devez le plus aussi. Prenez parti, vous dis-je, et ne me répondez pas que vous vous réservez, que vous ne savez pas encore, que vous étudierez. Vous ne voulez pas épouser les querelles paternelles : C'est entendu. Mais sur la question que je vous invite à trancher, dans vingt ans d'ici, vous n'en saurez pas plus qu'aujourd'hui. C'est une question de volonté bien plus que de science.

Vous ne saurez pas mieux dans vingt ans qu'à cette heure, si vous voulez travailler à la création d'une France idéale ou vous contenter de l'autre.

Sans doute, l'étude et l'expérience vous permettront d'avoir un avis sur mille points techniques que vous ne pourriez résoudre à présent : vous saurez au juste quelles difficultés présente telle partie de nos Codes, vous saurez pourquoi telle loi ouvrière peut se retourner contre l'ouvrier, telle mesure libérale contre la liberté, tel progrès contre le progrès. Et vous aviserez en conséquence : vous retoucherez la loi sur les accidents du travail ou sur les retraites ouvrières ou sur les syndicats professionnels.

Mais une raison pour adopter une fois pour toutes le principe inspirateur de toutes ces lois et des autres semblables, une raison pour préférer partout le progrès à la réaction, l'autonomie laïque à la sujétion ecclésiastique, la liberté de conscience à l'oppression, la protection par l'État de l'enfant, de la femme, du vieillard, de l'infirme aux systèmes si séduisants qui s'en déchargent sur la charité privée (rappelez-vous la belle conférence de M. Gide, il y a quelques jours), une raison pour rechercher infatigablement, si difficile qu'elle soit, la répartition plus équitable des charges de l'impôt ou l'amélioration des conditions d'existence que la société actuelle fait au travailleur, vous ne la trouverez jamais si vous ne la trouvez pas aujourd'hui en vous-même, car cette raison-là ce n'est qu'un parti pris de justice et une ferme volonté de rendre, quoi qu'il en coûte, la société humaine plus humaine. Ce n'est pas une découverte qui se fasse à force de pâlir sur les livres ou de dépouiller les enquêtes, c'est un jet de lumière qui vient du cœur comme les grandes pen-

sées, c'est un cri qui part du fond de la conscience et qui ne souffre pas de réplique.

Il y a ainsi pour l'homme au début de la vie publique, à votre âge, de grands partis pris généraux qui décident de tout. Demandez-vous tout bas quels sont ceux auxquels dès à présent vous vous êtes arrêtés : puissent-ils être tels que de la jeunesse à l'âge mûr ils vous aident à faire énergiquement votre devoir, tout votre devoir, qu'ils vous permettent de commencer demain au sortir de votre chambre d'étudiant et de continuer jusqu'à l'heure du grand repos à laisser derrière vous cette petite trace lumineuse qui marque le passage d'un homme de bien sur la terre !

F. Buisson.

LA VIEILLE MAISON

I

Le brouillard qui jusqu'alors avait tenu la ville prisonnière dans ses voiles, sembla céder à l'effort d'un pâle soleil de novembre. Milan se détachait dans sa tranquille et sombre beauté sur un ciel gris uniforme où les fumées, montant des nombreuses cheminées d'usine, dessinaient quelques raies à peine visibles et où les toits, les clochers, les frontons des églises perdaient ce qu'il y avait de trop nettement arrêté dans leurs lignes et leurs angles, étreints et comme bercés dans la grande langueur de l'air et du ciel.

Ce délicieux passage d'une saison à une autre quand la chaleur est passée et que le froid n'est pas encore rigoureux, accentuait encore l'impression générale de calme et de sérénité. Une lumière amortie, discrète colorait doucement les choses. Si au centre de la ville le va-et-vient affairé de la foule et les devantures voyantes des magasins rompaient la gamme monotone des gris, dans les quartiers déserts, la symphonie de couleur neutre se jouait le long des murs des jardins et des couvents, au-dessus desquels de loin en loin passaient quelques branches de platane ou de marronnier, teintées de jaune pâle et de pourpre sombre.

Par une des plus vieilles rues de l'antique cité montait en rasant les murs, d'un pas timide, peureux même, un enfant, moins jeune peut-être qu'on ne l'eût cru à première vue, avec ses membres grêles, son visage pâle et souffrant, l'indice, en cet âge tendre, d'une sensibilité à l'état aigu. Entre lui, le milieu où il se mouvait et le ciel non encore complètement dégagé des brumes matinales, existait une harmnoie intime de mélancolie résignée, pensive plutôt que douloureuse, organique plutôt que dépendant des circonstances externes.

L'enfant montait, épiant de loin les gens qui venaient à sa rencontre, mais de temps à autre tournant vivement la tête pour voir s'il n'était pas suivi. Il portait un habit gris trop court, un chapeau de feutre mou sur lequel le visage, petit et délicat, disparaissait tout entier, et il tenait sous le bras quelques livres serrés entre deux planchettes. Arrivé au milieu de la rue il s'arrêta un moment, avec un mouvement instinctif à la fois timide et fier.

Le gymnase qu'il avait quitté entre deux leçons était déjà loin derrière lui et aucun professeur ne s'était trouvé sur son chemin. Tout à coup une vision terrifiante lui gela littéralement le sang dans les veines, parce qu'il avait découvert sur le pas d'une porte cochère l'échine courbée d'un homme grand et maigre vêtu de noir... mais un second regard le rassura, et il reprit sa route en se répétant avec conviction : « Ce n'est pas lui ! »

Quelques pas plus loin, en tournant le coin de la rue, il se trouva devant l'église Saint-Ambroise, et aussitôt il s'arrêta, non plus effrayé cette fois, mais tremblant encore sous l'empire d'une émotion nouvelle qui lui serrait le cœur comme dans un étau.

Le vieux temple avait pris le deuil ; une grande bande d'étoffe noire ondulait au-dessus du porche et plus loin, au delà de la cour, d'autres bandes noires bordées de franges d'or voilaient à demi l'entrée du lieu saint. Il devait le savoir, et il le savait ; pourtant la réalité de ce deuil subitement apparu sembla renouveler chez lui la douleur. La vague incrédulité qui s'empare de l'esprit à la première nouvelle de la mort d'une personne chère se changeait en certitude devant la preuve matérielle, l'étendard de la mort arboré sur la maison de Dieu.

Un saint respect rendit plus pâles encore les joues de l'enfant. Il s'avança à petits pas, tenant les yeux fixés sur le cartel au-dessus de l'entrée, avec un mélange de désir et de crainte de lire ce qui s'y trouvait écrit. Les caractères lui semblaient confus ; il ne voulait pas commencer à la première ligne ; il aurait désiré tout connaître d'un coup, comme par intuition, ne pas être obligé de déchiffrer mot à mot ; devant ses regards de petites flammes dansaient une ronde fantastique.

A
GENTILE LAMBERTI
QUI FUT UNE AME, UNE FLAMME, UNE PENSÉE
QUE LA MATIÈRE
NE RENDIT JAMAIS ESCLAVE.
SES FILLES SUPPLIENT LA TERRE DE LUI ÊTRE LÉGÈRE
DANS LA DERNIÈRE DEMEURE
OU IL LES ATTEND.
13 novembre. MDCCC...

L'impression fut moins douloureuse qu'il ne l'avait

craint. Après une commotion profonde qui lui fit monter un sanglot à la gorge, il sentit seulement une sorte de réconfort grandiose, l'élévation du cœur vers une immortalité vague et songeuse. Les trois mots, *âme, flamme, pensée*, résumaient pour lui en traits vivants ce qu'avait été Gentile Lamberti, et lui laissaient entrevoir la possibilité de se survivre à soi-même dans un monde invisible où les âmes s'épousent en dehors de tout rite quelconque, et peuplent la terre de tout ce qui sur elle palpite à la lumière de la pensée. Habitué à la solitude et à une longue discipline de vie intérieure, l'enfant avait la préparation nécessaire pour recevoir l'impression auguste du grand mystère. L'homme dont on célébrait ce jour-là les funérailles, avait été, dans son incolore existence d'orphelin, l'apparition la plus radieuse. En l'approchant il lui avait toujours semblé qu'il était différent de tous les autres hommes et il avait éprouvé le secret désir d'être son fils, ou l'un de ses proches, par un besoin inexplicable de communion avec les idées et les sentiments exprimés par lui. Combien de fois dans ses rapports avec ses supérieurs, avec ses maîtres, la sensibilité de l'enfant avait été blessée, et combien de fois tournée en ridicule... Jamais Gentile Lamberti ne l'avait même froissée.

« Gentile Lamberti... » répéta-t-il, fasciné par ce nom qui ne correspondait plus à aucune forme humaine, au timbre d'une voix, à la flamme d'un regard, qui n'avait plus au monde de signification, un nom que personne ne portait plus, — un nom mort, — quelques syllabes assemblées, un son sans signification, le néant donc! « Non! dit-il encore, avec la force d'une volonté latente qui voulait réagir à tout prix ; non, un tel homme ne meurt pas! » Il ne savait d'où lui venait cette foi qui lui donnait tant de force au milieu de son noir chagrin, cette énergie nouvelle animant pour la première fois sa faible poitrine, cette vigueur née pour ainsi dire de son propre chagrin; mais il lui faisait un chaleureux accueil, la laissant tomber comme une rosée sur son âme qui la buvait avidement.

Il entra alors dans le temple qui était désert. A l'extrémité de la grande nef, devant le vieil autel où un bas-relief doré se détache sur le fond d'un bleu criard et primitif, on avait élevé le catafalque. Le bedeau tournait encore tout autour, arrangeant les plis de la draperie noire ; de chaque côté étaient placés deux bancs couverts d'étoffe de deuil; de hauts candélabres occupaient les angles. L'enfant voyait peut-être tout cela, mais il ne regardait pas, il ne comprenait pas. « Le service est à quatre heures, dit le bedeau, répondant à une dame qui était apparue derrière un pilier », et bien que ces paroles eussent été prononcées à voix basse, leur son se répandit sinistre et sourd sous la voûte du temple, à tel point que l'enfant les entendit et en eut un sursaut. Cela aussi il le savait, mais l'entendre dire par un autre lui fit mal.

Il s'assit sur un banc près du catafalque qu'il se mit alors à regarder avec une attention extrême, scrutant de l'œil les détails les plus menus de couleur et de forme, suivant une pente particulière de son imagination qui aimait à prêter une existence et une âme à tous les objets qui l'environnaient.

Remontant ainsi sans s'en apercevoir de sa douleur à son affection et à la cause qui avait donné naissance à toutes deux, il se revit lui-même quand, peu d'années auparavant, il était arrivé à Milan de la province lointaine sans qu'une larme eût été versée à son départ, sans qu'un sourire eût accueilli sa venue. Orphelin, recueilli par des parents éloignés et trop pauvres pour lui venir en aide, ensuite enfin à la dure tutelle d'un autre parent qui le tyrannisait, les seules consolations, les seules paroles tendres et élevées lui étaient venues de Gentile Lamberti. Comment aurait-il pu l'oublier? Il revoyait la maison hospitalière où il passait presque toutes ses heures de liberté, et c'était avec une vive émotion qu'il se rappelait l'indulgence éclairée et paternelle de Gentile Lamberti et les nombreux châtiments que son autorité incontestée lui avait épargnés ou adoucis.

— Le service n'est qu'à quatre heures, murmura le bedeau, tout en passant le torchon à poussière sur le banc où était assis l'enfant.

Celui-ci se leva, rougissant un peu, comme si on l'avait pris en faute, et se mit à faire lentement le tour des autels. Les peintures avaient pour lui un attrait particulier, et quand il eut découvert dans la nef à droite du maître-autel un petit Jésus prêchant parmi les docteurs, il s'arrêta longtemps, immobile, la tête pleine de visions.

Cependant l'horloge de l'église sonnait l'heure.

Une personne entrait de temps en temps, jetait un coup d'œil sur les préparatifs, échangeait quelques paroles à voix basse avec le gardien et sortait. L'enfant, sans montrer d'impatience, acheva le tour des autels et, arrivé à l'extérieur dans la cour, il continua sa promenade sous le porche, attiré d'abord par les massifs sépulcres de pierre sur le couvercle desquels hésitant il posa une main, — une petite main nerveuse qui tremblait, — puis il s'arrêta devant les fragments de fresque sur les murs, bizarres et mystérieux avec leurs lignes brisées et leurs couleurs amorties. Un des sépulcres, placé à hauteur d'homme, masquait tout le corps d'un saint, ne laissant à découvert que les pieds, et ces pieds mutilés l'impressionnaient comme s'ils étaient vivants. Chose étrange, il lui sembla vraiment voir des êtres et non des images, tant ses sensations étaient toujours profondes et violentes.

Une délicate tête de femme, estompée plutôt que peinte, charma son œil par sa grande douceur. L'attitude et le mol abandon de l'épaule semblaient indiquer qu'elle pressait un enfant sur son sein. Il contempla longuement cette silhouette, se sentant au fond de l'âme un tumulte de désirs et de songes confus, et de nouveau le souvenir de Gentile Lamberti vint le troubler. Il se rappelait : un soir, il y avait peu de temps de cela, il gémissait sur l'aride grammaire que l'inflexibilité de son mentor lui avait rendue parfaitement odieuse. M. Pompée, roulant des yeux terribles dans son visage parcheminé lui prédisait tous les malheurs auxquels sa négligence l'exposerait ; et il ajoutait que d'un écolier à qui manquaient tout simplement l'intelligence, la mémoire et la volonté il ne fallait rien attendre de bon. « Je crois, avait dit alors Gentile Lamberti, que vous oubliez la qualité génératrice de toute belle chose. Cet enfant sent vivement. — Oh ! avait répondu M. Pompée scandalisé, quelle profession lui enseignerai-je jamais qui a pour base le sentiment ? » Et après quelques instants de silence Gentile Lamberti répliqua : « Pourquoi ne serait-il pas poète ? »

Ce lambeau de conversation repassait maintenant dans les souvenirs de l'enfant qui, attiré avec une force presque égale par une vision de douleur et par une vision de beauté, se demandait en frémissant : « Serai-je poète ? »

Il n'était pas ambitieux ; le mirage de la gloire et de la fortune ne le tentait pas. Ce n'était pas non plus un esprit pratique ; en s'adressant la question : « Serai-je poète ? » il ne cherchait pas une solution au problème de l'avenir, mais il répétait, par intime besoin de douleur, ces paroles mystérieuses qu'il avait entendu prononcer par une personne bien chère dont, lui semblait-il, il aurait accompli les désirs s'il avait pu devenir poète. Par malheur, entre les deux planchettes qui serraient ses livres d'écolier se trouvait un manuel de littérature et il se rappela avec un certain dépit qu'il n'avait jamais pu retenir plus de cinquante vers. Il baissa la tête, contristé, mais non vaincu.

Le flot des sensations continuait à monter dans son esprit âpre et tenace. Il sentait que le monde et la vie ne sont pas seulement ce que croit le vulgaire, mais que dans le vaste monde fait pour le vulgaire il y a de petits mondes occultes et clos où l'on ne peut pénétrer en foule. Sous l'empire de cette sensation rare et exquise qu'on appelle le respect, il ralentissait toujours davantage le pas, contemplant les monuments précieux qui l'entouraient avec une sympathie ardente et contenue qui semblait les arracher à leur repos séculaire et donner un souffle de vie à chaque fragment de granit, à chaque profil déjà à demi effacé. L'histoire de ce temple et de cette cour lui était inconnue ; il ne savait pas qu'on les considérait comme des œuvres d'art et que les étrangers venaient en foule les visiter. L'héroïque figure de l'évêque Ambroise qu'il n'avait pas encore rencontrée au cours de ses études ne lui suggérait rien devant ce monument destiné à perpétuer sa gloire ; il ignorait qu'une foule enthousiaste avait envahi la colonnade quand les empereurs venaient ceindre la couronne de fer sous la main de l'archevêque et que la tradition populaire voulait que la grande porte du temple fût celle même qu'Ambroise avait fermée à la face de Théodose. Il ne savait rien de ce qu'enseigne la sèche doctrine, mais il entendait la voix des pierres, il voyait jaillir des marbres les larmes des douleurs passées et sans cesse renouvelées, il sentait palpiter silencieusement l'âme des choses à l'unisson de son âme dans une vibrante harmonie de tristesse et de lumière. Il aimait dans le monde visible l'invisible mystère et il y tendait avec une sécurité inconsciente.

Déjà le brouillard qui s'était levé aux premières heures de l'après-midi recommençait à tomber lentement. L'enfant en conclut que l'heure attendue ne devait pas être éloignée. En effet, étant passé sur la place et ayant regardé vers les rues qui fuyaient dans la direction du nord, il reconnut en une masse brune qui allait sans cesse grossissant les premiers rangs du cortège funèbre. En même temps quelques curieux qui s'étaient amassés de divers côtés entrèrent prendre place sous le porche et le long de la colonnade.

L'enfant se dirigea vers l'angle de la rue qui faisait face à l'église et il s'y tint caché de façon que la tête seule apparaissait regardant le cortège en marche, d'abord indistinct à cause de l'éloignement et du voile de brume qui s'étendait sur la ville, puis toujours plus visible avec ses employés des pompes funèbres et leurs habits lugubres, ses blancs rochets de prêtres au-dessus desquels la croix balançait de pâles reflets d'argent, enfin le char disparaissant sous les fleurs. Le voilà ! L'enfant s'accrocha violemment au mur et un spasme soudain contracta ses traits. Gentile Lamberti passait devant lui... mort ! Il ouvrit les yeux et fut étonné de ne point voir ; il sentit le mur humide sous sa joue et s'aperçut qu'il pleurait...

Quand de nouveau il put voir, le char s'était avancé vers l'église suivi par les parents, les amis et les représentants de la ville. Beaucoup de personnes qui avaient un peu connu l'homme remarquable qui n'était plus, beaucoup qui sans l'avoir connu personnellement honoraient en lui l'union si rare de l'intelligence et du caractère se joignaient au cortège, et à tous les tournants de rue la foule grossissait ; d'aucuns, se trouvant sur le passage de la dépouille

mortelle vénérée, interrompaient leurs courses d'affaires par curiosité, par sympathie, pour pouvoir raconter les détails chez eux ou en parler aux amis. L'interminable défilé se perdait avec les voitures du cortège dans toutes les rues adjacentes.

L'enfant abandonna son poste d'observation et, se glissant inaperçu dans la foule, traversa de nouveau la cour, rentra dans l'église bondée de monde où il lui fut impossible d'avancer; alors se réfugiant dans une chapelle il s'adossa à un pilastre et attendit là que la cérémonie religieuse fût terminée; pourtant, se haussant sur la pointe des pieds il jeta un regard curieux sur cet océan de têtes et au premier rang il aperçut la tête de Méduse de M. Pompée rigidement plantée sous la lumière d'une grande fenêtre pour que chacun sût bien qu'il était là. Dès lors la plus grande préoccupation de l'écolier fut d'esquiver le redouté magister qui le croyait à l'école et, à peine les prières terminées, quand la foule avec ses ondes de mer agitée se mit en mouvement vers les portes du temple, lui se faisant tout petit, se glissant en silence, se confondit avec les derniers, avec les humbles, indifférent à l'infériorité de la place qu'il occupait, heureux d'accompagner l'homme qu'il avait aimé avec tout l'enthousiasme de son cœur jeune et ardent.

Cependant la brume, l'étrange, la fantastique brume du novembre milanais continuait à tomber, froide et muette. Sur la place Saint-Ambroise, dans la longue avenue sous les arbres, chaque forme perdait la précision des contours et se transformait en une vision cyclopéenne de masses indécises s'élevant jusqu'à toucher le ciel : tantôt on eût dit des palais inaccessibles, séjour des génies et des fées; tantôt on croyait voir des monts hyperboréens se dressant soudain pour marquer les confins de la terre. Au milieu de tout cela la ligne du cortège funèbre se contournant avec des ondulations de serpent marchait comme une ombre noire tremblante à travers l'immense ombre grise immobile. Il sembla à l'enfant que Gentile Lamberti s'avançait ainsi vers le douloureux mystère accompagné de fantômes voilés, comme poussé par des forces invisibles dans ces ténèbres qui d'instant en instant se faisaient plus épaisses, vers les grandes ténèbres insondables. Les ombres chassaient les ombres dans le silence tragique des rues qui disparaissaient peureusement devant les pas, devant le regard, comme si un abîme les dévorait.

Sous l'empire d'une fascination qu'une terreur vague, inexprimable, rendait plus intense, l'enfant se serrait contre le groupe de personnes qui le précédaient; pour peu qu'il fût resté en arrière, il se serait cru perdu sans retour. Marchant de son pas léger et timide, il fixait avec une obstination presque magnétique les torches allumées qui piquaient l'obscurité de petits points jaunes, autour desquels le reflet rosé de la flamme, venant en contact avec le brouillard, traçait une zone extrêmement délicate de couleur violette. Tous les préparatifs des funérailles, l'église tendue de noir, le catafalque, les fleurs, la foule, toutes les choses établies et fixées, toutes les manifestations humaines matérialisées s'évanouirent de sa mémoire. Un monde inconnu surgissait pour lui de ces ténèbres étrangement irisées : un monde de spectres rompant l'obstacle avec des poitrines viriles, sanglotant avec des cœurs de femmes; un monde de larmes toujours prêtes à errer loin des yeux qui les avaient versées, loin des mains qui les avaient essuyées, à la recherche d'autres yeux où elles pourraient se suspendre, d'autres mains qu'elles pourraient arroser; et il les buvait, ces larmes, avidement, dans l'air humide et dense qui faisait passer sur son visage un souffle glacé de mort.

Tout à coup il ne vit plus rien : ni la masse confuse des personnes qui le précédaient, ni les points lumineux des torches, ni même la plus lointaine réfraction des flammes, rien! La muraille noire de la nuit était devant lui dans un mutisme menaçant.

Ce qu'il avait craint arrivait. Le cortège funèbre, qui s'en était allé sans cesse diminuant, disparut à ses yeux, englouti soudain par une couche de brouillard plus épaisse. Il se trouva seul, perdu dans les ténèbres.

Il hasarda quelques pas dans la même direction, avec une force de volonté désespérée qui lui faisait ouvrir les yeux et tendre les bras comme s'il repoussait un ennemi; mais l'ennemi opposait sa molle résistance de fantôme impondérable, le serrait et le suffoquait dans ses bras de gaze, impassible, pénétrant, silencieux. Pas une seule échappée de lumière ne s'offrait à ses regards, pas un son ne frappait son oreille anxieuse. Dans le cercle restreint de sa vision un crépuscule violacé renouvelé à tous les pas, semblable à une lanterne portée par une main invisible, lui traçait mystérieusement le chemin. Il s'arrêta, cherchant à deviner en quel point de la ville il se trouvait. Vainement. De part et d'autre l'invincible muraille repoussait ses investigations.

Alors abattu, consterné, se trompant à tout moment, il revint sur ses pas et comme reprenant possession de la réalité à mesure qu'il se rapprochait des endroits bien connus, il pensa à l'heure, il pensa au maître qui devait l'attendre, à la punition suspendue sur sa tête, et une tristesse affreuse monta de sa poitrine d'enfant et lui serra la gorge dans un sanglot.

Quand il put enfin retrouver son quartier et la porte de sa maison, il hésita un instant; puis, rassemblant tout son courage, il entra en courant; il monta le vaste escalier seigneurial qui s'arrêtait au premier étage et il allait s'élancer par l'escalier étroit et sombre menant chez son maître, quand la voix

fêlée de M. Pompée s'éleva dans un accès de colère et lui-même parut sur le seuil de l'appartement du premier étage dont un domestique lui avait ouvert la porte. L'enfant eut à peine le temps de se jeter dans un coin et de s'aplatir contre le mur; M. Pompée s'arrêta et se tournant vers une personne derrière lui :

— Ce garçon, dit-il avec dureté, a besoin d'une leçon sévère.

Une voix d'une suavité exquise, une voix de femme pure comme celle d'un ange, bien que rendue tremblante par les larmes, pria avec une douloureuse émotion :

— Pas aujourd'hui! Pas aujourd'hui!

Et craignant peut-être que la parole ne fût pas suffisante, l'inconnue ajouta le geste suppliant des mains jointes vers l'homme qui déjà avait passé le seuil, le suivant pour obtenir une promesse de clémence. Ce fut alors qu'elle aperçut l'enfant recroquevillé et tout tremblant dans l'angle de l'escalier.

— Flavio! Pauvre petit, que fais-tu là?

Doucement maternelle, elle l'attira dans ses bras et, le voyant terrifié, elle pressa le visage pâle contre son propre sein avec un mouvement rapide et léger en répétant : « Pauvre petit! »

Flavio sentit qu'il était sauvé.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LE CONSULAT

I. — DU 18 BRUMAIRE A MARENGO (9 NOV. 1799-14 JUIN 1800)

Le soir du 18 brumaire, à Saint-Cloud, Bonaparte devint maître de la France. De ses deux complices, Sieyès et Roger-Ducos, membres du Directoire, qu'ils venaient de trahir et de renverser, Sieyès seul comptait : prêtre ambiteux, vaniteux et sensuel que les richesses et des honneurs allaient satisfaire. Durant un mois, jusqu'à ce que les pouvoirs publics aient été consacrés par une constitution nouvelle, le général les eut pour collègues. Ensuite, écartés l'un et l'autre, Sieyès comblé de biens et devenu président du Sénat, Bonaparte s'attribua le titre de Premier Consul, avec deux assesseurs, deux autres consuls, Cambacérès et Lebrun, ses complaisants, ses valets, disait Mlle Contat (1).

Quoiqu'il soit de créance commune que le jeune Corse ne s'éleva au premier rang dans l'État qu'en usant de violence, il lui fallut aussi, pour tromper tous les partis, beaucoup de finesse, d'intrigues et de souplesse. La lassitude était générale, dit-on; le peuple des faubourgs déçu, point disposé à fomenter de nouvelles émeutes dans la rue; c'est vrai. Mais les partis avaient leurs sectaires; mais le Directoire, si déconsidéré, tenait encore debout et d'un mot et par un ordre précis, il aurait pu rallier une majorité pour le soutenir, au moins deux généraux, Bernadotte et Moreau toujours mécontents. Contre ces obstacles, Bonaparte prit des détours. Il obtint la démission de Barras, à l'insu des autres directeurs. Il flatta Moreau pour s'en faire un obligé; l'envoya au Luxembourg garder Gohier et Moulins, les deux directeurs récalcitrants; enfin, par Joseph, son frère, il s'assura de la neutralité de Bernadotte.

Cette habileté servit l'entreprenant général, et son énergie aidant, il surmonta toutes les difficultés. Jamais, a-t-il avoué à ses confidents (1), il ne sut aussi bien diriger sa conduite que durant les semaines écoulées entre son retour d'Égypte et sa prise de possession du pouvoir, en Brumaire. Il parvint alors à se dégager de tous les partis. Les royalistes l'entourèrent; les Jacobins lui soumirent leurs projets; les conspirateurs le surveillèrent. A tous il échappa (2). Et, néanmoins, malgré tant d'adresse savante, son entourage était rien moins que rassuré, à Saint-Cloud. Sieyès, timoré par caractère, y avait sa voiture qui l'attendait pour fuir, en cas d'échec. Les généraux eux-mêmes, qui partageaient les chances de la conspiration, assemblés dans une salle, près de l'orangerie du château, se considéraient, en sournois, pendant la harangue de Bonaparte aux Cinq-Cents. Aucun d'eux n'était fermement décidé. Les dévouements ne s'affirmèrent qu'après la dispersion des députés par les grenadiers de Murat. Oh! alors, ce fut, près du vainqueur, un assaut de platitudes. Il ne

(1) De Lacretelle (*Histoire du Consulat*, p. 109).

« Ce triumvirat de Consuls si prodigieusement inégal en pouvoirs, fut à Paris l'objet de mille plaisanteries. En voici une assez piquante. Mlle Contat, excellente et spirituelle comédienne, jouait à la bouillotte dans une société. Trois cartes de même valeur, trois as, trois dames, trois rois, trois valets y formaient ce qu'on nomme un brelan. Un des joueurs accuse un brelan de dames. « J'ai gagné, s'écrie l'actrice; j'ai brelan « de Consuls »; et elle montra un roi, accompagné de deux valets. Ce mot fut rapporté au Premier Consul. Il ne put s'empêcher de lui accorder un sourire. »

(1) Mme de Rémusat (*Mémoires*, t. Ier, p. 275).

« Le Directoire frémit de mon retour. Je m'observais beaucoup. C'est une des époques de ma vie où j'ai été le plus habile. Je voyais l'abbé Sieyès et lui promettais l'exécution de sa verbeuse constitution. Je recevais les chefs des Jacobins, les agents des Bourbons. Je ne refusais de conseils à personne, mais je n'en donnais que dans l'intérêt de mes plans. Je me cachais au peuple, parce que je savais que lorsqu'il en serait temps la curiosité de me voir le précipiterait sur mes pas. Chacun s'enferrait dans mes lacs, et quand je devins le chef de l'État, il n'existait point en France un parti qui ne plaçât quelque espoir sur mon succès. »

(2) Musnier-Desclozeaux t. Ier, p. 346).

resta plus d'opposants. Tous voulurent une part dans le triomphe, y compris les vaincus du jour (1), ceux que l'on avait chassés.

Comment, à la place du jeune audacieux, ne pas se croire tout-puissant?

Un jour, donc, à la Commission provisoire où se débattaient, avec Sieyès, les articles de la prochaine constitution, certains hommes politiques voulurent, par un subterfuge, éloigner de Paris ce général dont l'ambition se décelait, chaque jour davantage. Ils lui offrirent le titre de généralissime, avec le pouvoir de décider de la paix et de la guerre, en le renvoyant à la tête des armées. Mais Bonaparte, avec vivacité : — « Je veux rester à Paris : je suis consul! » Chénier insista. — « Cela ne sera pas! » cria le général en colère. Et frappant du pied : — « Il y aura plutôt du sang jusqu'aux genoux (2). » Et Sieyès, de sa voix lente, amère et attristée, répondait à ceux qui l'interrogeaient : — « Messieurs, vous avez un maître; il sait tout faire, et il veut tout faire. »

Chez ce jeune vainqueur, n'était-ce pas trop de présomption que de vouloir tout faire? De la France, on ne voyait que des ruines. Tout devait être restauré : les anciennes frontières, — rétablies avec des armées nouvelles; le crédit, — assuré afin d'y asseoir les finances en désarroi; l'administration si détestable, — remplacée pour la sauvegarde des citoyens et de l'État; la jeunesse paysanne, la jeunesse bourgeoise, — pourvues d'une instruction qui leur manquait depuis des années; enfin, les populations toujours crédules et pieuses, — doucement consolées par la résurrection d'un culte religieux. De la vieille France émiettée, désarticulée, appauvrie par toutes ses misères et tous ses malheurs, il fallait tirer une France rajeunie et vaillante, pleine de courage et d'espérance, qui se laisserait dominer.

Était-ce impossible?

Les vices du Directoire avaient souillé la surface seule de la nation, et la sève généreuse et les vertus des ancêtres bouillonnaient au fond. Il suffisait de se débarrasser des chefs.

Ce ne fut pas long. Barras, « vrai levain de corruption (3) », le beau potentat du Luxembourg, « ce brun personnage à la mine fière (4) », qui se montrait glorieux et triomphant au milieu de ses roués (1), dans la grande galerie de ses salons, lui qui se croyait maître du temps, pour refaire la monarchie avec les Bourbons, était parti honteusement, débordant de rancune, pour sa terre de Grosbois, sous une escorte de dragons. Il était, alors, le plus grand personnage de la République. Le jeune général, l'aimant mieux au loin que trop près, lui dépêcha Joséphine, quelques jours après, pour lui offrir une ambassade. La belle créole se montra caressante, rappelant les beaux jours d'autrefois, touchée peut-être de cette déchéance si flagrante. Barras se récusa et avec hauteur, dit-il; comme si cette opposition rancunière pouvait le venger!... Les humiliations subies à la veille de Brumaire, l'algarade faite à Botot, son secrétaire, devant les généraux à l'heure du départ pour Saint-Cloud, cette apostrophe véhémente contre les turpitudes et les fautes du Directoire, l'éloignaient du Premier Consul, comme d'un ennemi. L'ancien directeur crut effrayer par un refus et se ménager ainsi un retour éclatant. Qu'il connaissait peu son adversaire! Car il paya bientôt cette bouderie, par un exil en Belgique, où il tâcha, comme Sieyès, en son château de Crosnes (2), de se consoler par des festins et des plaisirs voluptueux. Après lui, Gohier, séquestré sous l'œil de Moreau, fut invité par le beau-fils de Bonaparte, Eugène de Beauharnais, à laisser libre l'appartement qu'il occupait au Luxembourg; et malgré sa morgue, ne croyant qu'à soi, accusant Barras et ne lui pardonnant point sa déconvenue, il céda néanmoins la place au vainqueur. Moulins, le plus impopulaire des Directeurs, le plus incapable et le plus fat (3), — soldat qu'aucune bataille n'avait illustré, — après avoir poussé Barras à faire cerner la maison de Bonaparte, le soir du 18 brumaire et à le tuer comme rebelle (4), Moulins

(1) Fouché (*Mémoires*, t. Ier, p. 151).

Ne fallait-il pas éviter la proscription? Le 26 brumaire, on exigea de Fouché, resté à son poste de Ministre de la police, des nomenclatures pour former une liste de proscrits. Ce même jour, les Consuls prirent un arrêté qui condamnait 59 des principaux opposants, à la déportation sans jugement préalable : 37 pour la Guyane française; 22 pour l'île d'Oléron. Sur cette liste se trouvaient accolés des noms décriés et odieux, et des noms de citoyens estimés et recommandables.

(2) Fouché (*Mémoires*, t. Ier, p. 164).

(3) Laréveillère (*Mémoires*, t. Ier, p. 312).

(4) Mlle de Chastenay (*Mémoires*, t. Ier, p. 359).

(1) *Id.*, p. 338. « La galanterie, la débauche, le jeu, la table et l'intrigue avaient perverti et déshonoré sa jeunesse. Au Luxembourg, il n'était entouré que des chefs de l'anarchie la plus crapuleuse, des aristocrates les plus corrompus, de femmes perdues, d'hommes ruinés, de faiseurs d'affaires, d'agioteurs, de maîtresses et de mignons. La débauche la plus infâme se pratiquait, de son aveu, dans sa maison.

(2) De Lacretelle (*Histoire du Consulat*, p. 108).

On fit alors ce quatrain :

Sieyès à Bonaparte a fait présent d'un trône!
Sous un débris pompeux, il crut l'ensevelir;
Bonaparte à Sieyès a fait présent de Crosnes,
Pour le payer et l'avilir.

(3) Barras (*Mémoires*, t. IV, p. 51).

« Qu'est-ce que ce goujat de Moulins, ce cul-de-jatte de Roger-Ducos », disait Bonaparte à Barras? — Et Barras insiste : « Roger-Ducos, vieil enfant à la remorque de Sieyès. »

(4) Barras dit en ses *Mémoires* (t. IV, p. 82) « qu'il en fit avertir Bonaparte ». Il ajoute, p. 98, que « Bonaparte ne fut que l'instrument d'une coterie de médiocrités subissant l'influence de trois prêtres apostats, Sieyès, Talleyrand, Fouché ». Puis pour railler le coup de force du jeune général il se moque des récompenses accordées à cette occasion... « Deux grenadiers, que l'on dit avoir suivi Bonaparte, obtinrent des pen-

s'était caché ensuite, averti par Leclerc, au petit village d'Antony, à la campagne d'un ami du général Kléber; et, la bourrasque passée, il avait acheté une modeste maison à Eaubonne où il se fit oublier (1). Les uns et les autres sombrèrent dans l'indifférence publique. C'est à peine si leurs noms se retrouvent dans les journaux du temps, pas plus que ceux de Rewbell, de Larévellière et de beaucoup d'autres, naguère célèbres.

La route désormais large ouverte, Bonaparte s'y avance résolument, poussé par son ambition et par une mystérieuse prévision de l'avenir, qui le fascinait. On ne peut s'expliquer autrement les coups étonnants d'audace qui partent de ce jeune chef d'armée, maigre, la figure osseuse, petit et mince, à côté de la stature puissante de ses compagnons d'armes. Il n'a aucun dehors; sa démarche est inquiétante, saccadée; ses habits, ses chaussures à son petit pied ne l'embellissent point. Son apparence tourne contre lui-même. Et, cependant, dès qu'il parle, que de son œil, terne d'abord, s'échappe un regard qui enveloppe son interlocuteur, tout à coup l'homme supérieur se révèle. Cette parole est brève, aiguë, autoritaire; ce regard s'enflamme, se concentre et brille, — insoutenable. On est dominé, saisi de peur, comme Hyde de Neuville à sa première entrevue aux Tuileries. Arnault raconte qu'à Milan, au palais Serbelloni où le général recevait ses familiers, arrivant, le soir, pour le saluer, il ne put se soustraire à cet ascendant qui s'imposait aux plus célèbres généraux, écartés respectueusement dans les galeries du salon, comme en hommage au prestige du héros. La constitution de l'an VIII, acceptée par la nation, il n'y eut donc, en France, et partout où campaient nos armées, qu'une seule volonté dirigeante, — la sienne, — un seul maître, lui, s'élevant peu à peu, par la force de son génie, au-dessus des autres hommes, enchaînés à sa gloire (2).

Cependant, aux premières heures de cette révolution, Bonaparte put craindre une revanche des députés, si lestement dépossédés de leur état. Ne tenteraient-ils point de se réunir à Paris, voire même en province; — à Toulouse, comme le bruit s'en répandit? Sieyès et Roger-Ducos seraient mis à mort; Bonaparte hors la loi; et une nouvelle Convention suivrait son cours. Ce ne fut qu'un bruit éphémère. Un seul député, à Sens, discourut contre le nouveau maître; un seul magistrat, Barnabé, président du tribunal criminel de l'Yonne, refusa d'enregistrer la mention de la nouvelle constitution. Quelques villes, des cités royalistes, comme Toulouse, ne se rallièrent pas tout de suite; d'autres, des villes normandes, peuplées de Chouans, se montrèrent ouvertement hostiles : Caen et Arras, qui avaient tant souffert des désordres de la Révolution, et qui les redoutaient toujours. Mais Lyon où le Premier Consul, au retour de ses retentissantes victoires d'Italie, après Leoben et Campo-Formio, avait donné des preuves de son génie politique, accueillit, toute vibrante de joie, ce changement si radical. La majeure partie des départements était dans l'allégresse : les Ardennes, l'Allier, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher, la Manche, l'Oise, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, la Somme. A Nantes, la municipalité ordonna que le canon saluerait de seize coups le renversement du Directoire; et Bordeaux se réjouit, croyant à la renaissance de son commerce.

Quant à Paris, si enthousiaste de Bonaparte, il ne manifesta, d'aucune manière, son opinion. Il en avait tant vu! Il lut les affiches couvrant les murailles, le lendemain, et il attendit. Les députés avilis, rhéteurs boursouflés, ne lui inspiraient aucun regret. Quelques brouillons espéraient une révolte de Santerre. On le fit savoir au jeune général, et Moulins, proche parent du populaire agitateur des faubourgs, apprit, qu'au moindre trouble, cet incorrigible révolutionnaire serait fusillé. Santerre ne bougea plus (1).

Les mouvements de joie, ou de dépit, d'ailleurs, se manifestaient diversement. Autour de Paris, quelques statues de la Liberté furent brisées (2); tandis qu'à Mortagne, la garde nationale faisait reprendre la cocarde aux paysans venus aux marchés; tandis qu'à Nîmes, des fanatiques renversaient l'autel de la Patrie et y mettaient le feu. Les esprits sont trop surexcités, pour que la tranquillité publique s'établisse aussitôt, même sous la fermeté d'un gouvernement autoritaire; et les complots ourdis de tous côtés, complots des royalistes, et complots des Jacobins, qui devaient éclater en Brumaire, sont à peine éteints, laissant des regrets à tous les vaincus. Une confidence de Bonaparte, rapportée par le *Moniteur*

sions. Joséphine se réunit aux fourbes avec sa candeur ordinaire pour donner à l'un des prétendus sauveurs, appelé Thomé, un diamant de six mille francs, en l'embrassant de la manière la plus expressive, pour avoir défendu les jours si précieux du mari qu'elle abhorrait, du frère Lucien qu'elle abhorrait davantage encore. »

(1) Gohier (*Mémoires*, t. Ier, p. 344).

(2) Arnault (*Mémoires*, t. III, p. 11).

« Rien de remarquable pour moi, comme l'attitude de ce petit homme au milieu de colosses dominés par son caractère. Son attitude n'était pas celle de la fierté, mais on y reconnaissait l'aplomb d'un homme qui a la conscience de ce qu'il vaut et qui se sait à sa place. Bonaparte ne se haussait pas pour se mettre au niveau des autres. Déjà on lui évitait cette peine. Personne de ceux avec qui il liait conversation ne paraissait plus grand que lui. Berthier, Kilmann, Clarke, Villemanzy, Augereau même, attendaient, en silence, qu'il leur adressât la parole, faveur que tous n'obtenaient pas ce soir-là. »

(1) *Moniteur*, 22 brumaire an VIII.

(2) *Le Bien informé*, Brumaire an VIII.

de Brumaire, à Provost, député de la Mayenne, laisse entrevoir la tournure des choses, si l'échauffourée de Saint-Cloud eût avorté :

« Vous avez eu une terrible journée, dit le général au député. Si le complot de Jourdan dont on m'avait proposé l'exécution avait réussi, la représentation nationale eût été victime du plus affreux attentat. Il s'agissait de cerner le lieu de vos séances, de noyer, sur-le-champ, dans la Seine, trois cents députés et d'étouffer ainsi tout germe d'opposition au despotisme qu'on voulait établir. »

En ces jours mêmes, Bernadotte, animé de son esprit d'intrigue (1), l'allié des Jacobins, Lucien, le frère du jeune général, — ces deux hommes pétris d'envie et d'orgueil, s'agitent, se coalisent avec leurs amis, projettent de nouvelles séditions, n'ayant pas eu leur ambition satisfaite (2). Il ne faut donc point s'étonner de lire encore dans les journaux que les courriers sont arrêtés par les brigands sur les routes ; qu'à Rodez on tire des coups de fusil sur les tâcherons qui défrichent des biens nationaux (3) ; que la population d'Amiens murmure, prête à se soulever, parce que les grains du pays leur sont enlevés pour l'exportation. Seule au-dessus des passions, au-dessus des zizanies et des discordes politiques, une pensée s'élève en toutes les âmes et y domine ; seul, un désir, — la paix, — dont on espère, enfin, un peu de bonheur. D'un bout à l'autre du territoire, c'est un cri unanime ; on accepte, à la tête de l'État, ce chef de soldats, parce qu'on a confiance en sa magnanimité, et qu'il n'a plus besoin de la guerre pour être illustre. Et lui aussi la veut, la paix, comme tout le monde. Tout à l'heure, il la réclamera hautement, éloquemment, des monarques, nos ennemis, avec des accents dignes de celui qui ne craint pas la guerre ; et tout de suite il s'efforce de l'imposer aux rebelles, qui désolent nos provinces. Hédouville, général des armées de l'Ouest, avait fait parvenir jusqu'aux sombres retraites des forêts, où stationnaient les Chouans et les Vendéens, la nouvelle que lui avait envoyée Bonaparte, l'annonce d'un Consulat réparateur. De bouche en bouche, ces mots ont volé à travers le pays, et lorsque, au théâtre d'Angers, Hédouville apparaît dans sa loge, la foule se lève pour le recevoir et l'acclame au cri de : *Vive la paix !*

Si Bonaparte, — ce que l'on a soutenu, — était jaloux de ses généraux, ou trop habiles ou trop chanceux, au rebours il aimait à s'entourer des hommes de talent qui se distinguaient ailleurs qu'aux armées. Au début de son gouvernement, il recrute tous les hommes éminents, tous ceux dont il a remarqué la netteté et la profondeur des idées. Quant aux hommes médiocres, d'eux-mêmes ils s'écartent de lui. Qu'eussent-ils gagné à un tête-à-tête où les questions se succédaient, pressantes et ininterrompues ? Ce ne furent donc point des hommes nouveaux qui le servirent, et chacun ne voulut recevoir que de lui l'autorité nécessaire à sa tâche. Talleyrand, nommé ministre des relations extérieures, n'aura de rapports qu'avec le Premier Consul ; Fouché impose la même condition pour le Ministère de la police.

En prenant le pouvoir, Bonaparte prononce la phrase d'un homme d'État qui veut gouverner pour le peuple et non pour une faction. Car, au-dessus de tout, il voit la France. Il annonce, en choisissant les coopérateurs de son œuvre, « qu'il ne tiendra pour ennemis que ceux qui l'auront voulu, et se seront manifestement déclarés hostiles au bien public (1) ». Peu lui importe le passé de ses fonctionnaires (2). Il accepte des régicides, quoiqu'il en ait horreur, à côté de royalistes décidés (3).

Il aura, dans ses ambassades, plus tard, un de Larochefoucauld, un de Sémonville ; à la Cour de cassation, des hommes qui se sont proscrits l'un l'autre, au temps des grandes luttes politiques, Merlin et Muraire. Près de lui, ceux qui ont part à ses

(1) Barras, t. IV, p. 90.

« C'est bien l'homme fin et toujours fin que rappelait Sieyès : *feez, cortez* béarnais », mais c'est encore l'homme qui était là au 18 fructidor, au 30 prairial, toujours attendant et toujours poussant les autres. »

(2) Miot de Melito (*Mémoires*, t. Ier, p. 263).

Augereau est, au contraire, tout dévoué au nouveau régime. Il a dépouillé toute velléité de révolte. Sollicité de se mettre à la tête des Jacobins, il répond : « Croyez-vous que je consente à perdre le nom que j'ai acquis dans les armées, en me faisant le chef de misérables comme vous ? »

(3) *L'Ami des Lois* (28 nivôse an VIII). Lettre du département de Vaucluse.

« Le 28 brumaire, les brigands ont arraché les arbres de la Liberté plantés sur les différentes places de la commune de Bonnieux. Le 30, les citoyens Calandre et Antoine Ollivier, celui-ci menuisier et percepteur de la commune de Bollène, ont été assassinés à un quart de lieue de leur commune par des scélérats attachés à l'armée contre-révolutionnaire de Saint-Christol. Le 3 frimaire, ils sont entrés dans la commune de Suze-la-Rousse, au moment que les habitants dansaient en réjouissance des événements de Brumaire proclamés par l'administration municipale. Les contre-révolutionnaires ont forcé tous les citoyens à quitter la cocarde tricolore et à abattre l'arbre sacré à coups de hache. »

(1) Chancelier Pasquier (*Mémoires*, t. Ier, p. 148).

(2) Talleyrand (*Mémoires*, t. Ier, p. 287).

« Je me rappelle qu'un jour où je parus étonné de voir sortir du cabinet du Premier Consul un des Jacobins les plus déhontés de la Révolution il me dit : « Vous ne connaissez pas les Jacobins. Il y en a de deux espèces, des *sucrés* et des *salés*. « Celui que vous venez de voir est un jacobin *salé*. De ceux-là, « je fais ce que je veux. Il n'y a personne de meilleur à employer pour soutenir toutes les hardiesses d'un pouvoir nouveau. Quelquefois, il faut les arrêter. Mais avec un peu d'argent, c'est bientôt fait. Mais les Jacobins sucrés, oh ! ceux-là « sont indécrottables. Avec leur métaphysique, ils perdraient « vingt gouvernements. »

(3) Miot de Melito (t. Ier, p. 265). Ce système de fusion faisait dire à de Ségur « que l'on saupoudrait de Jacobins toutes les fonctions publiques ».

projets sont d'anciens Jacobins, Rœderer, Réal, Regnault (de Saint-Jean d'Angely), Lindet. Il replace à la guerre Carnot, après Berhier, après Pétiet. Les plus intelligents, les plus ardents, les plus laborieux, il les réserve pour son Conseil d'État : Defermont, Devaisnes, Dufresne iront aux finances ; à la législation, Boulay (de la Meurthe), Berlier ; à la guerre, Lacuée, Marmont, Pétiet ; à la marine, Gantheaume, Caffarelli-Dufalga, Fleurieu ; aux codes, que l'on prépare, Portalis, revenu d'exil, Tronchet, Merlin de Douai, à qui personne ne reprochera plus la loi des suspects qui fit verser tant de larmes et causa tant de malheurs. Pas un homme de mérite n'est laissé à l'écart.

Mais à côté d'eux, il y a les coureurs de bénéfices qui encombrent les antichambres. Le *Moniteur* de Brumaire an VIII, publiait cette fine satire :

« Depuis que la Constitution a créé une quantité de places richement dotées, que de gens en mouvement ! Que de visages peu connus qui s'empressent de se faire voir ! Que de noms oubliés qui se remuent sous la poussière ! Que de nouveaux débarqués sont accourus du fond de leurs départements pour grossir la foule des aspirants ! Que de fiers républicains de l'an VII se font petits pour se couler dans les antichambres et s'insinuer dans l'oreille de l'homme puissant qui peut les placer ! Que de façonniers personnages qui nous rappellent l'épilogue de la *Chatte métamorphosée en femme*, et qui, après avoir pris quelque temps l'attitude élevée propre à l'espèce humaine, retombent tout à coup sur les quatre pattes et se glissent sous les meubles pour saisir les souris qu'ils ont vues paraître. Que de Brutus qui sollicitent ! Que de Catons qui font la courbette ! Que de petits talents on exalte ! Que de minces services on exagère ! Que de vilaines tâches on déguise sous le vernis des grands mots ! Ce prodigieux changement de scène s'est opéré en un moment où tous les gens qui y figurent ne semblent point surpris de leur rôle et ne rient même pas en se regardant les uns les autres sous cette nouvelle forme. On croirait voir une troupe d'histrions, qui, débarrassés du masque et du costume qui les fatiguaient, se mettent enfin à leur aise derrière les coulisses et reprennent entre eux leur manière et leur langage d'habitude. Chacun d'eux convient tout bonnement qu'il faut se *montrer*, terme d'argot de l'ancien régime qui veut dire mendier des places. On se questionne sans rougir sur le poste qu'on espère, et surtout sur le revenu qui y sera attaché. »

Qu'importe ! la nation est riche de talents, d'hommes qui ont traversé les années les plus terribles de la Révolution, qui ont acquis, en défendant leurs idées, une expérience dont ils vont user. L'énergie n'est pas encore émoussée chez ceux qui se sont montrés supérieurs aux autres. Ils ont l'enthousiasme de la jeunesse, l'élan reçu d'un chef qui rivalise avec eux de zèle et de labeur ; et c'est à ceux-là qu'il s'adresse. Il faut des préfets, des sous-préfets, des conseillers de préfecture, depuis la nouvelle division administrative. Et tous les conventionnels mis en disponibilité, tous les ambassadeurs du gouvernement proscrit, sur un signe se présentent. Il faut des tribuns et des sénateurs ; il y a plus de candidats que de places à donner. Bonaparte ne sait à qui entendre. Mme de Staël alors n'a pas assez de louanges pour le célébrer. Afin d'être plus en communication avec lui, avec ses projets, avec son action, elle intrigue par ses amis, par Joseph Bonaparte, par Lucien pour faire agréer, comme tribun, le confident discret de ses pensées, Benjamin Constant, qu'elle envoie faire sa courbette dans les antichambres jusqu'à ce qu'il ait obtenu le poste si désiré. Les royalistes le flattent, parce qu'ils se complaisent à le considérer comme le restaurateur futur de la monarchie ; les Jacobins cherchent, en lui, le contempteur du passé, le défenseur de l'égalité, plus chère pour eux que la liberté. Sous son égide, la France se resserre, s'unifie, s'apaise, s'éloigne des mauvais citoyens qui l'ont si cruellement blessée et affaiblie. La masse n'est plus ni jacobine, ni royaliste. Elle s'est groupée autour de Bonaparte et ne veut plus que lui pour être gouvernée.

Si le général n'eût pas été un ambitieux ; si, tous les partis domptés et contenus l'un par l'autre, il se fût borné à diriger le gouvernement, à défendre nos frontières contre l'invasion ; s'il n'eût pas eu de famille surtout, envieuse de biens et d'honneurs, orgueilleuse et arrogante ; s'il eût pu, enfin, se défendre de ses conseillers les plus perfides qui lui soufflaient des désirs effrénés de grandeur, en le comparant aux grands capitaines de l'histoire, le Consulat même accepté à vie, aurait été un âge d'or pour la France. Ses deux assesseurs étaient des hommes sages, dont les petits défauts étaient primés par de grandes qualités, par une influence salutaire sur les fonctionnaires. Cambacérès s'était attribué la direction des magistrats ; — Lebrun celle des financiers. « Nous les passons au crible », disait Cambacérès. Bonaparte, d'après le *Mémorial* de Las Cases, pensait du premier qu'il cédait trop facilement aux abus de l'ancien régime ; du second qu'il se laissait prendre à toutes les idéalités (1). Si cela était vrai, ils se faisaient ainsi contrepoids ; et les trois consuls réunis formaient entre eux ce que l'on appelait *le tiers consolidé*.

Dès le premier soir du coup d'État, le triomphateur quitte sa maison de la rue Chantereine, ou rue de la Victoire, et vient coucher au Petit-Luxembourg.

(1) Las Cases (*Mémorial*, t. III, p. 143).

Il s'installe au rez-de-chaussée, dans l'appartement de Moulins, à droite de la cour, celui qu'avait habité jadis Mlle de Montpensier; et Joséphine, au-dessus, dans celui de Gohier. Roger-Ducos et Sieyès ont gardé le leur. Lagarde, l'ancien secrétaire général du Directoire, est maintenu comme secrétaire général du Consulat provisoire. On lui adjoint Hugues-Bernard Maret, le futur duc de Bassano, comme secrétaire d'État, qui occupe l'appartement de Barras. Mais tous les commis du secrétariat, qui ne pouvaient être que suspects comme créatures de Barras, reçoivent l'ordre de ne revenir que sur une convocation.

Le fronton du palais est aussitôt nettoyé de son inscription. On n'y lira plus : *Palais national du Directoire exécutif*. Et de même disparaît des papiers du Consulat l'effigie de la République, assise, une pique à la main (1).

Bonaparte n'est, en ce moment, que l'un des trois consuls, et c'est chez lui, cependant, que se rendent les visiteurs. Après son déjeuner, il reçoit Defermont, Regnault, Boulay, Monge, Berlier, ses frères Joseph et Lucien. Bourrienne, son secrétaire particulier, ne le quitte plus. Les travaux des commissions provisoires, des Cinq-Cents et des Anciens, se poursuivent au Petit-Luxembourg, dans les salles, en face de sa demeure. Il y assiste toujours. Mais, dès qu'il en est sorti, c'est pour rentrer en son cabinet où il travaille avec acharnement. Il aime, alors, trouver près de lui Rœderer, Volney, de Talleyrand, Cambacérès, qui est ministre de la justice. Ces hommes-là sont ses conseillers les plus écoutés, ses conseillers d'État, dit-il, en attendant la création de ce grand corps politique, — le Conseil d'État, — où il trouvera ses collaborateurs les plus précieux.

Hélas ! l'argent manque ; et que faire sans argent? Le Trésor est vide, puisqu'il ne possède pas trois mille francs, le 20 brumaire, pour expédier un courrier en Italie, au général Championnet. Marmont, qui a épousé Mlle Perregaux, la fille du banquier, est envoyé à Amsterdam, afin de tenter un emprunt chez les capitalistes. Tous refusent. Il est encore trop tôt. Aucun d'eux ne préjuge de l'avenir du Consulat. Et, d'ailleurs, un général, aide de camp de Bonaparte, n'était pas le négociateur qu'il eût fallu vers ces marchands d'or. Marmont le constate, en ses mémoires. Il faut de l'argent, pourtant. Les rentes ont monté de quelques francs; on sent la confiance renaître ; les louis d'or sont au pair; les impôts, en ces premiers jours de renaissance, ont été plus abondamment payés. Ce n'est pas assez. De toutes parts, de tous les points de la France, on réclame la solde des armées et des fonctionnaires. Dans certains départements on doit aux juges de paix plus de cinquante mille francs. Dans le Midi, quelques ingénieurs des ponts et chaussées sont morts de faim, en attendant leur paye. Les instituteurs négligés désertent leurs écoles, ferment leurs classes et font autre chose. Les enfants, dans les hospices, reportés par les nourrices impayées qui ne veulent plus les nourrir, meurent par centaines, étiques, décharnés, moins pesants qu'à leur naissance (1). En ces tristes conjonctures, le général s'adresse, enfin, aux banquiers de Paris, aux Fulchiron, Récamier, Doyen, Perregaux, Mallet, Germain, Delessert, qui avancent douze millions (2). Telle fut la première mise de ce Consulat qui devait être si brillant plus tard.

Les écrivains, gagés par Pitt, ont beau jeu, alors, pour critiquer le gouvernement de la France, si bas tombé que, sans l'aide des banquiers, il se dissoudrait encore une fois, ou reviendrait, par force, aux errements de la Révolution. Mallet-Dupan triomphe en son *Mercure britannique*. Eh quoi! écrit-il ironiquement, on violente la représentation nationale; on forge des commissions provisoires qui vont enfanter une nouvelle constitution! En lisant entre les lignes cette belle harangue, qui n'aurait compris ceci : « Les princes qui périssent d'ennui à Londres, et qui, pour se distraire, pratiquent tous les vices de l'ancien régime, ne commettraient point tant d'illégalités, s'ils avaient le pouvoir! » Mais ce refrain ne touchait plus personne et ne faisait illusion que sur les émigrés, restés en exil, qui lisaient ce pamphlet.

Le voilà, maintenant, le jeune Corse, à peine débarqué d'Égypte, aux prises avec toutes les difficultés qui accompagnent l'exercice du pouvoir. Il est Premier Consul. Le peuple s'est déclaré pour lui; l'armée avec enthousiasme, à l'exception de quelques généraux. Et ces difficultés ne l'effrayent point, et, loin de là, surexcitent son ardeur. Rien ne lui paraît au-dessous de son attention. Alors qu'il est au Luxembourg, il visite les maisons d'arrêt de Paris. Au Temple, il se fait présenter les écrous, et toutes

(1) Bourrienne (*Mémoires*, t. III, p. 243.)

(1) *Mémorial*, t. V, p. 118.

« Après cette journée (18 brumaire) il ne se trouva pas au Trésor de quoi expédier un courrier, et quand le Premier Consul voulut se procurer la force précise de l'armée, il fut réduit à envoyer des personnes sur les lieux. — Mais, disait-il, vous devez avoir des rôles aux bureaux de la guerre. — A quoi nous serviraient-ils, répondait-on; il y a eu tant de mutations dont on n'a pu tenir compte. — Mais du moins, vous devez avoir l'état de la solde qui nous mènera à notre but? — Nous ne la payons pas. — Mais les états des vivres? — Nous ne les nourrissons pas. — Mais ceux de l'habillement? — Nous ne les habillons pas.

(2) *Gazette de France*, 3 nivôse an VIII.

Une loterie est ordonnée pour la restitution des 12 millions. Chaque billet sera de 300 francs. Il y en aura 10 000.

les personnes retenues comme otages, il les délivre. « Une loi injuste, leur dit-il, vous a privés de la liberté. Mon premier devoir est de vous la rendre. »

Quant aux autres détenus, il leur promet de faire examiner la cause de leur emprisonnement (1). Au Jardin des Plantes, Daubenton, l'illustre savant, presque centenaire, reçoit ses hommages (2). Mais Latour-Foissac, qui a livré Mantoue, qui ne l'a point héroïquement défendue, est traduit devant un conseil de guerre. Joubert est mort à Novi; sa veuve habite rue des Capucines. La rue portera le nom de rue Joubert. La fête du 21 janvier, jour anniversaire de l'exécution de Louis XVI, est abolie. Le corps de Pie VI est toujours à Valence. Ses restes, embaumés et surveillés par les dévotes de la ville, ont été recueillis en un cercueil de plomb et attendent leur jour de magnifiques funérailles. Et ces funérailles sont ordonnées.

Bonaparte n'oublie personne. Les yeux sans cesse fixés sur l'Égypte où il a laissé des armées, prises de la nostalgie du retour, il fait réunir une troupe de comédiens et il l'envoie au Caire, pour distraire l'ennui des exilés. Il promet une prime de 40 pour 100 aux armateurs qui réussiront à y débarquer des marchandises et des denrées. Mamin, le fameux Mamin, qui se vante d'être l'assassin de Mme de Lamballe et de lui avoir arraché le cœur, est arrêté et déporté. Les fureurs jacobines ont été trop criantes ; il le sait. Les naufragés de Calais, des émigrés, parmi lesquels se trouve le duc de Choiseul, enfermés dans des casemates à Lille, sont transférés à Ham où leur détention sera beaucoup plus bénigne. Et déjà, à travers l'Europe, des hommes qui ont sa confiance ont porté aux monarques ses désirs de paix. Bourgoing, qui était à Madrid, est dirigé sur Copenhague; Alquier, de Munich va à Madrid; et Duroc, l'intime familier, celui qui connaît toute sa pensée, est envoyé à Berlin (3). Au roi d'Angleterre, à l'empereur d'Autriche, il écrit les lettres suivantes :

(1) A Sainte-Pélagie le 19 brumaire, se trouvaient 13 personnes enfermées pour dettes. Le 9 nivôse suivant, il n'y en avait plus une seule.

(2) Daubenton mourut d'apoplexie quelques jours après, en rentrant chez lui du Sénat dont il faisait partie. Il fut enterré au Jardin des Plantes. Durant plus d'un demi-siècle, il avait consacré son temps à la formation du cabinet d'histoire naturelle qui n'était en 1750 que le simple droguier de Geoffroy. Lacépède à ses funérailles prononça un discours. Le monument de Buffon fut réuni à celui de Daubenton.

A la même époque mourut aussi à Versailles Montucla, associé de l'Institut, auteur de l'*Histoire des Mathématiques*. Puis Marmontel, obscurément, en un petit village de Picardie où il s'était retiré, laissant une veuve et deux jeunes filles dans le besoin. Également mourut Montalembert, général de division d'artillerie, à 87 ans.

(3) *Le Bien informé* (19 nivôse an VIII).

Duroc, en revenant de Berlin, rapporta pour Bonaparte une cocarde nationale, faite de la main de la reine de Prusse.

Au roi d'Angleterre :

Paris, 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799).

« Appelé, Sire, par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

« La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre ?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes, plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?

« Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers à Votre Majesté qui gouverne une nation libre, et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement pour la seconde fois à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les États forts que le désir mutuel de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement. Mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier.

Signé : BONAPARTE,

Premier Consul de la République Française.

A l'empereur d'Allemagne :

Le même jour.

« De retour en Europe, après dix-huit mois d'absence, je retrouve la guerre allumée entre la République française et Votre Majesté.

« La nation française m'appelle à occuper la première magistrature.

« Étranger à tout sentiment de vaine gloire, le premier de mes vœux est d'arrêter l'effusion du sang qui va couler. Tout fait prévoir que, dans la campagne prochaine, des armées nombreuses et habilement dirigées tripleront le nombre des victimes que la reprise des hostilités a déjà faites.

« Le caractère connu de Votre Majesté ne me laisse aucun doute sur le vœu de son cœur. Si ce vœu est seul écouté j'entrevois la possibilité de concilier les intérêts des deux nations.

« Dans les relations que j'ai eues précédemment avec Votre Majesté, elle m'a témoigné personnellement quelque égard. Je la prie de voir, dans la démarche que je fais, le désir d'y répondre et de la con-

vaincre de plus en plus de la considération toute particulière que j'ai pour elle.

Signé : BONAPARTE,
Premier Consul de la République Française.

Près du gouvernement de ces deux pays, ces lettres n'eurent aucun résultat. Néanmoins, prêt à tout, il poursuit son œuvre de réparation. Son activité ne dédaigne aucun soin. Pour réagir contre la licence des mœurs, les femmes de mauvaise vie, qui pullulent aux galeries du Palais-Egalité, sont pourchassées, enlevées même, et le bruit court, mais à tort, qu'elles seront envoyées en Égypte. Des enseignes scandaleuses s'étalent sur les maisons de Paris; elles sont proscrites, ou réformées. Les rues vont être assainies, nettoyées, embellies; des trottoirs y seront créés pour les piétons, que les voitures, au passage, heurtent et blessent. Les maisons seront numérotées d'une manière plus commode et plus pratique que l'ancienne. Du Louvre, dont les pierres s'effritent et se désagrègent, on refait les plans pour son embellissement et son achèvement; et lorsque les architectes consultés vont se retirer, Bonaparte ajoute, dit Lacretelle : « Et maintenant, Messieurs, occupons-nous des Halles; c'est le Louvre du peuple! »

Ce jeune homme de guerre n'est point artiste, mais il aime l'ordre et la propreté. Les quais envasés seront reconstruits; des quartiers, sans communications entre eux, joints par de nouveaux ponts, rares alors sur la Seine (1), et les grandes places publiques et les jardins ornés des chefs-d'œuvre qui arrivent chaque jour d'Italie, conquis par nos armes.

Le *Journal des Débats*, devenu officieux, faisait remarquer combien nos triomphes sont plus nobles que ceux des Anglais. Après la conquête des Indes, ils ont transporté, à travers les rues de Londres, jusqu'à la Banque, des chariots chargés des trésors ravis aux vaincus, lingots d'or et d'argent, au milieu du peuple exultant à cette vue, acclamant cette manifestation grossière de la richesse. Nous, au contraire, après nos victoires, nous décorons nos musées des tableaux des grands peintres; nos places, des statues admirables, dues au ciseau d'artistes célèbres, l'honneur de l'humanité, et nous recevons, avec déférence, les médailles, les manuscrits recueillis en Orient, comme un hommage fait aux génies universels; car telle était la pensée de Bonaparte.

A l'heure présente du Consulat, en ces premiers mois de principat, il se garde de réaction; il ne cherche que l'apaisement des passions, la réparation des injustices du Directoire dont il n'est point tout à fait exempt. Au delà des mers, d'éminents citoyens pâtissent du climat des terres chaudes. Les déportés de Fructidor sont décimés par les fièvres. Beaucoup sont rappelés, et, les premiers entre tous, ceux qui ont obtenu la faveur de rester à Oléron. Parmi les exclus, toutefois, dont la peine est maintenue, il faut citer Bayard-Blin, des Bouches-du-Rhône; Codroy, Ferrant-Vaillant, Imbert-Colomès, Camille Jordan, Lacarrière, Pichegru, le général Miranda, Ramel, Sicard, Vauvilliers, Willot. D'autres malheureusement sont morts : Aubry et Bourdon (de l'Oise), dont le dernier soupir s'est exhalé en proférant ces nobles paroles : « Plutôt mourir sans reproches à Synamary, que coupable à Paris »; et puis Brottier, Laville-Heurnois, Tronçon-Ducoudray, qui expire à Cayenne, la constitution de l'an III à la main.

A ceux qui rentrèrent, on assigne une résidence forcée. Lafond-Ladebat, à Paris; Carnot, à Paris; Barthélemy, à Paris; Boissy-d'Anglas, à Annonay; Cauchery, à Besançon; Delahaye, à Rouen; Delarue, à la Charité-sur-Loire; Doumerc, à Paris; Dumolard, à Grenoble; Duplantier, à Paris; Dupont, à Tartas; Gau, à Auxerre; Lemarchand-Gomicourt, à Rouen; Jourdan, à Orléans; Merson, à Beaugency; Madier, à Auxerre; Noailles; à Toulouse; Marc-Curtin, à Auxonne; Favier, à Toulouse; Pastoret, à Dijon; Borne, au Puy; André (de la Lozère), à Toulouse; Morgan, à Besançon; Cochon, à Paris; Laumont, à Nevers; Portalis, à Paris; Paradis, à Anvers; Muiron, à Paris; Praire-Montaut, à Paris; Quatremère-Quincy, à Paris; Saladin, à Valenciennes; Siméon, à Paris; Viennot-Mouillanne, à Melun; Villaret-Joyeuse, à Paris; Barbé-Marbois, à Paris; Dumas, à Sens; Barrère, à Paris; Vadier, à Chartres (1).

La presse continuant son œuvre néfaste d'autrefois, la plupart des journaux sont supprimés. Seuls, les suivants survivront : *le Moniteur universel, le Journal des Débats, le Journal de Paris, le Bien informé, le Publiciste, l'Ami des Lois, la Clef du Cabinet, le Citoyen français, la Gazette de France, le Journal des Hommes libres, le Journal du Soir, le Journal des Défenseurs de la Patrie, la Décade philosophique* (2). Et tous les clubs sont fermés (3).

GILBERT STENGER.

(*A suivre.*)

(1) On devait établir trois ponts; l'un devant le Jardin des Plantes, l'autre en remplacement du vieux pont Rouge, enfin, une passerelle devant le Louvre, et qui porte aujourd'hui le nom de pont des Arts.

(1) Bourrienne (*Mémoires*, t. III, p. 265).

(2) Bourrienne (t. III, p. 314).

« Quand on parlait de la liberté de la presse, Bonaparte s'emportait à ce point que l'on eût pu croire qu'il allait avoir une attaque de nerfs. »

(3) Fouché (*Mémoires*, t. Ier, p. 156).

« Mais, en revanche, sous une fausse apparence de liberté, on laissa publier sur la révolution tout ce qui tendait à la décrier. Alors parurent successivement les *Mémoires du marquis de Bouillé, de Bertrand de Malleville, de la princesse de Lamballe*, les *Mémoires de Mesdames de France*, l'*Histoire de Madame Elisabeth*, la *Ceinture de Madeleine*. »

ATTACHÉS MILITAIRES

OU ATTACHÉS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX?

Le récent discours de M. Marcel Sembat à la Chambre des députés, relativement à la suppression des postes d'attachés militaires, remet à l'ordre du jour cette question importante que l'on a souvent discutée sans jamais la traiter à fond.

La réserve bien naturelle qu'un pareil sujet imposait aux orateurs parlementaires ne leur a pas permis de l'étudier sous son vrai jour et de mettre à découvert les dessous souvent attristants du rôle occulte des attachés militaires.

Lorsqu'on examine la question en philosophe et en observateur indépendant qui n'écoute que la voix de la vérité sans se laisser influencer par la préoccupation de ménager les susceptibilités inquiètes des uns et les scrupules exagérés des autres, on voit alors les choses un peu différemment que ne les ont présentées les orateurs officiels ou officieux de la Chambre.

Comme l'a fort bien fait observer M. Marcel Sembat, le rôle de l'attaché militaire est double, cela ne fait de doute pour personne : l'un légitime parce qu'il est officiel et apparent, l'autre illicite parce qu'il est secret et occulte.

Pour remplir ce double rôle il faut des personnalités exceptionnellement bien douées, très instruites et possédant à fond la langue du pays dans lequel elles sont accréditées, ayant des relations étendues, un caractère très sociable, accueillant même, une discrétion et une réserve à toute épreuve, une constitution physique bien équilibrée et une grande tempérance.

Pour remplir le rôle officiel d'attaché militaire, l'habitude du monde, une instruction moyenne suffisent généralement. Les officiers n'ont en effet qu'à se conformer aux instructions de leurs gouvernements respectifs et à transmettre les demandes et les réponses officielles, lesquelles n'offrent le plus souvent que fort peu de renseignements utiles.

Dans un beau mouvement de candeur naïve le marquis de la Ferronays, ancien attaché militaire et actuellement député, a affirmé que c'est à cette seule mission que doit se borner le rôle de l'attaché militaire et que lorsque, au cours de ses recherches, il arrive à un mur derrière lequel il se passe quelque chose, il s'arrête et signale le fait à son ministre qui tâche de se renseigner par d'autres voies et moyens, mais que lui, personnellement, « ne doit même pas savoir que le tour du mur a été fait ».

En réalité les choses ne se passent pas toujours ainsi, comme semble le croire le marquis de la Ferronays et l'attaché militaire un peu zélé complète ses informations le mieux qu'il peut et suivant les indications que lui suggère sa propre expérience, car c'est surtout dans cette seconde partie de sa tâche, celle qui est laissée à son propre flair et à son initiative personnelle, que l'attaché militaire peut et doit rendre le plus de services.

Suivant son esprit d'observation et d'assimilation, suivant le degré d'acuité et de pénétration de son esprit, il arrive, par l'étude continue des hommes et des choses, à se faire une idée exacte, non seulement de l'état présent de la question militaire dans le pays où il se trouve en mission, mais encore et surtout il cherche à discerner dans quel sens et de quelle manière s'effectue la lente évolution de la complexe machine militaire qu'il étudie.

C'est ainsi que Stoffel était arrivé, en quelque sorte, à deviner et à prophétiser le prodigieux avenir de la nation allemande, entièrement absorbée, bien avant 1870 et même 1866, par le soin de perfectionner sans cesse son organisation militaire, lente et mystérieuse élaboration qui échappait aux regards d'observateurs moins habiles et moins pénétrants. L'impéritie du gouvernement impérial et l'insouciance des chefs d'alors ont rendu inutiles tous les avertissements de l'intelligent et prévoyant attaché.

S'il est vrai, — comme l'a fait observer le ministre de la guerre dans sa réponse, un peu trop optimiste, selon nous ; — s'il est vrai qu'il y a fort peu de secrets dans les différentes administrations militaires, qui ne soient bientôt connus des autres gouvernements étrangers, cela tient surtout à ce qu'il est très difficile, sinon impossible de les tenir longtemps cachés. En effet, aussitôt que des réformes, améliorations ou perfectionnements sont introduits dans les services, l'outillage ou le matériel militaires, tout aussitôt ils sont portés à la connaissance de tout le monde par le fait même de leur adoption qui leur donne fatalement une publicité forcée.

Les journaux, comme l'a fort judicieusement fait observer le marquis de la Ferronays, sont les instruments inconscients et les collaborateurs les plus actifs et les plus parfaits que puisse rêver l'attaché militaire ; grâce à leurs continuelles, souvent même coupables indiscrétions, il se trouve renseigné et documenté à point sur tous les faits dès qu'ils se produisent.

Mais ce qui intéresse surtout les gouvernements c'est la préparation et l'élaboration des progrès militaires avant leur adoption définitive ; c'est tout ce travail d'enfantement qui se produit d'une manière latente et continue dans tout organisme vivant que féconde l'évolution progressive. C'est ce travail de gestation qu'il importe aux uns de cacher et aux autres de connaître, et c'est dans ces sombres arcanes

qu'il est le plus difficile de pénétrer et d'apporter la lumière.

Aux demandes officielles il est en effet de règle de ne fournir que le moins de renseignements possible, le plus souvent intentionnellement tronqués, sinon même dénaturés.

Si l'attaché militaire, consciencieux et pénétré de l'importance de son rôle investigateur, désire être plus renseigné, il cherchera à se procurer ces renseignements par des voies détournées et c'est là où son domaine officiel confine au rôle occulte de l'espionnage. Suivant son zèle, sa disposition d'esprit et son caractère, il s'abstiendra de toute incursion dans le domaine réservé, ou bien il agira.

S'il est des officiers auxquels il répugne de recourir à des moyens détournés, il en est d'autres au contraire qui, moins scrupuleux et plus pénétrés de l'importance de leur mission, n'auront d'autre préoccupation que le service à rendre à leur patrie et ne craindront pas, pour obtenir les renseignements désirés, de soudoyer des agents pris dans n'importe quels milieux, quelquefois parmi les employés subalternes ou besoigneux des services à explorer, quelquefois même dans le monde de la galanterie.

Il est regrettable de le dire, mais combien d'employés dévoyés ou de fonctionnaires dépourvus de sens moral ont offert spontanément, contre espèces sonnantes, la communication de documents plus ou moins secrets concernant la défense nationale? Cela existe ou peut exister, malheureusement, dans tous les pays où il y a des employés prolétaires et des agents accrédités.

La chair est faible, hélas! et la soif du plaisir, l'appât d'un gain large et facile conduisent bien souvent des hommes faibles à céder à l'entraînement des passions et à devenir infidèles et traîtres à leur pays. Le pas fatal n'est pas toujours franchi du premier coup, mais la pente est glissante et ceux qui s'y risquent ne s'arrêtent plus. Tôt ou tard on les découvre, surtout lorsqu'ils occupent des postes subalternes, mais seulement après l'accomplissement de leurs crimes répétés, car on ne les surprend généralement pas dès leur première faute.

Certains exemples sont encore présents à l'esprit de tous. On a même cité à la tribune de la Chambre le cas de cet attaché militaire d'une puissance amie qui, ayant cédé à l'entraînement dont nous parlions plus haut, est arrivé à trafiquer des documents secrets en les fournissant à un collègue qui n'obtenait pas aussi facilement que lui les renseignements d'ordre réservé.

Dans ces conditions ne vaut-il pas mieux, comme le proposait M. Marcel Sembat, éviter le mal en supprimant dans sa racine même la cause de ces trafics honteux et de ces trahisons en supprimant purement et simplement les postes d'attachés militaires puisque leur présence et les ressources pécuniaires dont ils disposent constituent en fait, de propos délibéré ou involontairement, une excitation permanente à la trahison et aux capitulations de conscience?

D'autre part, dans les relations internationales, le côté militaire proprement dit devient de jour en jour moins important et c'est surtout le côté technique et le côté commercial qui donnent le plus d'importance au rôle des attachés diplomatiques.

Aussi les Anglais et les Allemands et les Espagnols eux-mêmes, dont l'esprit commercial et colonial est très développé, ont-ils à leurs principales ambassades des attachés commerciaux dont le rôle, plus important encore que celui des attachés militaires, a pour but de tenir leurs gouvernements au courant des progrès réalisés dans les pays où ils se trouvent en mission. Ici, nul besoin de mystère ni d'espionnage sous quelque forme que ce soit : les renseignements les plus étendus sont généralement fournis de la manière la plus libérale, même sous forme de volumineuses publications.

L'Italie, suivant en cela l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne, a des attachés techniques et semble même vouloir les substituer aux attachés militaires dont le rôle épineux prête trop facilement matière aux critiques et aux conflits les plus délicats.

Il y a lieu de constater en effet que l'Italie n'a plus d'attaché militaire à Paris, et l'a remplacé par un conseiller technique.

Quant à l'attaché naval il réside à Londres et ne vient que rarement à Paris. La Russie, de son côté, a mis récemment à l'étude la création de postes diplomatiques d'ingénieurs-consuls dans les centres les plus importants en perfectionnant le système de notre Office du commerce extérieur.

En examinant attentivement les avantages et les inconvénients de ces diverses fonctions, et leur influence sur le développement des bonnes relations internationales, il est hors de doute que la substitution des conseillers techniques et commerciaux aux attachés militaires et navals constituerait un réel progrès dans la voie de la civilisation, surtout si la conférence pour le désarmement parvenait à faire entrer dans le domaine pratique la généreuse tentative du souverain le plus éclairé de notre temps.

Il est donc regrettable que M. Marcel Sembat, en proposant de supprimer les postes d'attachés militaires, n'ait pas eu la bonne inspiration de proposer, en même temps, de leur substituer des attachés ou conseillers techniques et commerciaux qui nous manquent et qui, rattachés au Ministère des Affaires étrangères, auraient eu pour mission de renseigner les divers départements ministériels sur toutes les

questions d'ordre technique, soit en répondant à des demandes spécialement formulées par les corps intéressés, soit en adressant spontanément des rapports sur les questions les plus importantes qui auraient été portées à leur connaissance.

On ne manquera pas de dire que les cartons des Ministères regorgent déjà de nombreux rapports que presque personne ne consulte, et que nos consuls envoient régulièrement sur le mouvement commercial et douanier de chaque pays, sur la production industrielle et agricole, etc., etc.

Le fait est vrai, mais l'argument pèche par la base. En effet si les rapports de nos consuls dorment dans les cartons des Ministères sans être consultés, c'est qu'ils parviennent trop tardivement à la connaissance des intéressés et qu'ils ne renferment que ces renseignements superficiels et d'ordre général que les intéressés peuvent se procurer directement, longtemps avant qu'ils ne soient mis officiellement à la disposition du public.

D'autre part, les consuls de carrière n'ayant pas reçu l'instruction spéciale voulue et n'étant pas préparés au rôle d'attachés techniques et commerciaux, ne peuvent, malgré leur bonne volonté et leur haute intelligence, traiter toutes les questions avec la compétence nécessaire.

Au contraire, en nommant à ces postes des personnes instruites, compétentes, connaissant bien la langue et le pays où ils sont envoyés en mission, on rendrait un réel service aux divers pays en établissant des relations internationales basées sur l'échange réciproque des progrès techniques tant industriels qu'agricoles et l'on faciliterait également les échanges des produits naturels ou manufacturés ; le commerce n'est-il pas la seule base des alliances vraiment sincères et durables, comme l'a fait si justement observer le Ministre du Commerce M. Paul Delombre au banquet qui vient de lui être offert par la ligue franco-italienne?

***

LIVRES NOUVEAUX

« Le livre de la Jungle », de Rudyard Kipling [1].

Rudyard Kipling est aujourd'hui l'auteur étranger à la mode. Il remplace d'Annunzio, qui lui-même remplaçait Nietzsche, qui lui-même... etc. Les Parisiens ont besoin de s'intéresser perpétuellement à *un* auteur étranger; la vogue dure pour chacun trois ou quatre ans. A présent, il n'y en a que pour Rudyard Kipling et l'on se raconte passionnément que ce jeune homme n'a que trente-trois ans, et qu'il est né dans l'Inde, fut élevé en Angleterre, retourna dans l'Inde (ici, des anecdotes, des anecdotes...); maintenant il est à New-York, malade, très malade, un peu mieux, on le sauvera...

Louons d'ailleurs notre snobisme d'avoir si bien choisi, car Kipling est, à coup sûr, un des écrivains les plus originaux de ce temps. Son œuvre est considérable et très variée. On n'en connaît en France qu'une petite partie : les histoires d'animaux, loups, éléphants, phoques, serpents, publiées ces derniers mois dans divers journaux et revues (1) et réunies aujourd'hui dans le *Livre de la Jungle*.

L'immense succès de ces petits récits est dû d'abord à leur nouveauté. Oh ! quelle joie d'ouvrir un livre où il n'y a pas d'amour, ni de *five o'clock*, ni de soirées dans le monde rosse !... Quelle joie de ne pas les retrouver là tous les trois : le mari, la femme et l'amant ! — ou bien tous les trois : la femme, le mari et la maîtresse ! — ou bien tous les quatre : la femme, l'amant, le mari, la maîtresse ! etc. Car ce sont là les principales combinaisons d'êtres vivants que conçoit l'imagination fatiguée de nos romanciers nationaux. Oh ! plus d'amour, par pitié, — plus d'adultère, surtout !

Et quelle joie encore de ne pas retrouver dans ce livre l'habituel héros de toute fiction en prose, — artiste, écrivain, — un jeune homme sans profession accaparante et dont les sentiments sont excessivement compliqués, quoique très simples au fond (ce n'est pas qu'il ait beaucoup de cheveux, mais il les coupe en quatre, ou cinq...). O loups, éléphants, phoques, soyez les bienvenus !

*
* *

Oui, tout est *nouveau* dans ces petits romans; on n'y voit point traîner de vieux poncifs, d'anciens clichés; ils ne sont pas des refaçons, des rarrangements de thèmes fanés. C'est du neuf.

La narration, précise, nette, est d'une clarté franche; les lignes en sont vigoureuses et simples. Elle ne s'embarrasse pas de circonstances accessoires et d'inutiles embellissements; elle va droit au but, d'une allure ferme et décidée. A cet égard, la chasse

(1) Traduit de l'anglais par MM. Louis Fabulet et Robert d'Humières dans la « Collection d'auteurs étrangers » du *Mercure de France*. Cette excellente collection s'enrichit de jour en jour. En même temps que le *Livre de la Jungle*, le *Mercure de France* publiait les « Portraits imaginaires » de Walter Pater traduits par M. Georges Khnopff et la « Machine à explorer le temps », l'étrange et fantastique roman de Wells, préface et traduction de M. Henry D. Davray.

(1) C'est la *Revue Bleue*, je crois, qui publia les premières traductions françaises de Rudyard Kipling : *Le Mouton noir* (1894); *Moti Guy, le rebelle* (1895); *Le Miracle de Purun Bhagat* (1896); *Un revenant* (1897); *La Loi de la Jungle* (1898); *Rikki-Tikki-Tavi* (1899).

de Kaa est une merveille... Un jour que Mowgli, le petit Indien que des loups élevèrent dans la Jungle et qui devint presque loup lui-même, comme Mowgli faisait la sieste auprès de l'ours Baloo, son pédagogue et de Bagheera la panthère, il fut enlevé par les Bandar-Log, les singes des cimes. Hélas! ni Bagheera ni le vieux Baloo alourdi par les ans ne pouvaient songer à les poursuivre dans leur course folle à travers les branches. Mais ils allèrent trouver Kaa, le python de rocher, qui sait courir et grimper et qui hait les Bandar-Log. Alors, ils partent en chasse, tous trois. Chil le vautour leur révèle l'endroit où les Bandar-Log ont caché leur prisonnier. Ils bondissent. Les épisodes se précipitent. La mêlée effroyable commence, les cris éclatent et le sang coule, jusqu'à ce que Kaa entame la danse, la danse de la Faim de Kaa : une chanson bourdonnante, un bruissement d'écailles et, monotone, sempiternel, le mouvement régulier du long corps visqueux, le remous sans fin des boucles qui se défont et se font, et, fascinés, les singes tombent, pauvres loques sans vie...

Les descriptions sont brèves et réduites aux traits essentiels. Mais tout y est expressif et si vigoureusement rassemblé que l'image surgit avec un relief extraordinaire. En quelques mots, mais les plus significatifs, l'impression est complète. Rien d'inutile, pas de tâtonnements ni de retouches. La nature même, nettement caractérisée, sans inventaires fastidieux et sans cette insupportable affectation de l'exotisme... Des choses vues et rendues telles quelles, dégagées de tout le fatras, de tout l'inexpressif.

Et dans ce décor merveilleux des forêts lointaines voici Bagheera, la panthère; « sa robe est tout entière noire comme de l'encre, mais les marques de la panthère y affleurent, sous certains jours, comme font les reflets de la moire »; — Tabaqui, le chacal, « qui rôde partout en faisant du grabuge, colportant des histoires et mangeant des chiffons et des morceaux de cuir dans les tas d'ordures aux portes des villages »; — Shere Khan, le tigre boiteux dont « la plainte dure, irritée, hargneuse et chantante » répand son vacarme dans la nuit, — Baloo, l'ours brun « qui enseigne aux petits loups la loi de la Jungle, le vieux Baloo qui peut aller et venir partout où il lui plaît parce qu'il mange uniquement des noix, des racines et du miel »; — et voici les loups campés en ressort sur leurs pattes d'acier, — et, comme les navettes d'une étrange broderie dans les cimes, les singes...

Tout ce peuple s'agite et vit; c'est un prodigieux remue-ménage dans la Jungle. Kipling fait preuve parfois d'une extraordinaire puissance descriptive, — et comme nous n'avons jamais vu la jungle, vous et moi, c'est une évocation véritable et d'une surprenante intensité. Rappelez-vous l'enlèvement de Mowgli par les Bandar-Log... « Ils commencèrent leur fuite, et la fuite du peuple singe au travers de la patrie des arbres est une chose que personne ne décrira jamais. Ils y ont leurs routes régulières et leurs chemins de traverse, des côtes et des descentes, tous tracés à cinquante ou soixante et cent pieds au-dessus du sol, et par lesquels ils voyagent, même la nuit. Deux des singes les plus forts avaient saisi Mowgli sous les bras et volaient à travers les cimes des arbres par bonds de vingt pieds à la fois... Tout mal à l'aise et pris de vertige qu'il se trouvât, Mowgli ne pouvait s'empêcher de jouir de cette course furieuse... Son escorte s'élançait avec lui au haut d'un arbre jusqu'à ce qu'il sentît les extrêmes petites branches crépiter et plier sous leur poids; puis, avec un *han* guttural, ils se jetaient, décrivaient dans l'air une courbe descendante et se recevaient, en se suspendant par les mains et par les pieds aux branches basses de l'arbre voisin... » Nous les retrouvons ensuite, les Bandar-Log, en longue file, sur la muraille d'un palais abandonné dans la Ville-Perdue. Kaa les fascine. « La lune s'enfonçait derrière les collines, et les rangs de singes tremblants, pressés les uns contre les autres sur les murs et les créneaux paraissaient comme des franges grelottantes et déchiquetées... »

Nous ne voyons pas avec moins de netteté Kotick, le phoque blanc, s'ébattre et jouer dans l'eau, longer les épaves à cent brasses de profondeur, danser sur le sommet des vagues, saluer de la nageoire l'albatros à queue tronquée et la frégate, tandis qu'ils descendent le vent, sauter hors de l'eau comme un dauphin, nageoires au flanc et queue recourbée, et parfois, la nuit, danser *la danse du feu*. « La mer est pleine de feu, pendant les nuits d'été, depuis Novastoshnah jusqu'à Lukannon, et chaque phoque laisse un sillage derrière lui, comme d'huile brûlante, et une flamme brusque lorsqu'il saute, et les vagues se brisent en grandes zébrures et en tourbillons phosphorescents. »

C'est bien ainsi, n'est-ce pas? Nous en sommes sûrs, nous qui n'avons pas vu tout cela. Je ne sais pas de descriptions plus convaincantes. Elles nous donnent une impression certaine de réalité.

*
* *

Réalité et fantaisie. Car tout n'est pas vrai, tout n'est même pas vraisemblable dans ces petites histoires. Non seulement les bêtes parlent anglais (c'est la traduction pure et simple de leur secret et mystérieux langage!), mais elles ont toutes sortes d'intentions singulières, de projets merveilleux, elles combinent des plans compliqués, — et parfois, elles n'ont pas d'autre but que d'être comiques pour notre

plus grande joie. Mais tout cela se mêle si bien, et l'invention dérive si naturellement de l'observation que nous ne sommes pas choqués, nous sommes persuadés au contraire. C'est d'un geste exactement observé, d'un instinct, d'une manie vraie de l'animal que Kipling induit ses intentions, ses calculs, ses sentiments et c'est là-dessus, avec ces matériaux mi-réels, mi-fantaisistes, qu'il construit sa fable. Les pages consacrées aux singes dans la *Chasse de Kaa* sont caractéristiques : « Ils n'ont pas de loi. Ils n'ont pas de patrie. Ils n'ont pas de langage à eux, mais se servent de mots volés, entendus par hasard lorsqu'ils écoutent et épient, à l'affût dans les branches. Ils n'ont pas de chefs. Ils n'ont pas de mémoire. Ils se vantent et jacassent et se prétendent un grand peuple prêt à opérer de grandes choses dans la jungle; mais la chute d'une noix suffit à détourner leurs idées, ils rient et tout est oublié... Ils sont toujours sur le point d'avoir un chef, des lois et des coutumes à eux, mais ils ne le font jamais parce que leur mémoire est incapable de rien retenir d'un jour à l'autre; aussi arrangent-ils les choses au moyen d'un dicton : *Ce que les Bandar-Log pensent maintenant, la jungle le pensera plus tard*, — qui est pour eux d'un grand réconfort... » Oui, si nous avons vu les singes courir en jacassant dans les branches avec leur air d'importance et d'attention toujours changeante, oui, sans aucun doute, c'est bien ainsi qu'ils pensent et sûrement ils ont ce dicton. Or, c'est pour se donner un chef qu'un jour ils enlèvent Mowgli, et c'est par leur incorrigible distraction que l'aventure tourne contre eux... Oui, toute l'histoire est vraie !... N'est-ce pas ?

***

Réalité et fantaisie. On n'a jamais rien écrit d'aussi vrai sur les animaux, — rien d'aussi vrai, ni rien de plus faux. Car ils ne parlent pas seulement un langage humain, ces loups, ces éléphants, ces phoques, mais ils pensent humainement. Et c'est toujours ainsi dans les histoires d'animaux, les plus anciennes et les plus récentes, les plus populaires, et légendaires, les plus artificielles et littéraires : on leur donne toujours, atténuées ou renforcées, des qualités humaines. Le moyen âge, leur attribuant des vertus et des vices bien définis, les croit créés par Dieu pour servir d'enseignement aux hommes : ils constituent une sorte de vaste allégorie vraie d'institution divine. C'est l'apologue, la fable, avec en outre la croyance religieuse en son authenticité. Sauf cette croyance, c'est la fable de La Fontaine : les animaux sont toujours des espèces d'hommes de forme différente; ils ont des vertus et des vices que le fabuliste nous montre avec esprit pour nous avertir. Supprimez la morale et toute intention didactique, — et vous avez Rudyard-Kipling. Oui, des fables sans *morales*, voilà tout.

Nous avons beau regarder, dans l'animal c'est toujours l'homme que nous voyons, — comme dans toute la nature d'ailleurs ; telle est notre impuissance à faire vraiment abstraction de nous-mêmes, et tel est l'innocent et inévitable anthropomorphisme auquel nous sommes astreints.

Il est certain pourtant qu'il faudrait concevoir la psychologie animale comme très distincte de la nôtre. Il ne s'agit pas seulement de différences de degré, de plus ou moins de clarté dans la conscience. Mais le fait que chez tels animaux tels sens soient presque abolis et tels autres exaltés à l'extrême, doit leur donner une représentation du monde tout à fait spéciale. Le fait surtout qu'ils soient privés de la parole et, apparemment, ne pensent pas par signes, doit leur donner une logique particulière, une forme de raisonnement que nous ne pouvons concevoir. Principalement, qu'en savons-nous ?

Rien du tout, n'est-ce pas? Ils sont, à côté de nous, ces frères inférieurs, le plus étonnant des mystères qui nous entourent. Le plus étonnant et le plus insupportable, parce qu'il nous apparaît à tout instant et parce qu'il a parfois l'air de s'éclaircir, et reste pourtant impénétrable. Les philosophes s'en débarrassent avec des théories, mais le même inquiétant problème rôde éternellement dans les yeux grands ouverts des bêtes mystérieuses. Loti s'en émerveille et, si familières que lui deviennent ses chattes, il veille à ce que ne tombe pas en désuétude l'étonnement que lui causent ces étranges petites âmes obscures. Obscures, différentes, incompréhensibles, — et si simples pourtant, parfois, si proches de nous, si semblables à nous que l'analogie nous émeut et que leur humanité nous illusionne. Nous nous laissons prendre à cette ressemblance et nous l'exagérons presque involontairement, — avec une tendresse fraternelle, comme François d'Assise, — ou bien avec humour, comme Rudyard Kipling.

La description que j'ai citée des Bandar-Log est pleine d'humanité. Ce Peuple-Singe, le plus intelligent de la Jungle et le plus étourdi, qui pense à tant de choses et qui vit en l'air, tandis que les autres mènent contre terre pratiquement leur existence, et qui se monte la tête en se disant qu'il est en avance sur tout le monde, et qui jacasse et fait du bruit pour qu'on le remarque, — qui donc est-ce, le peuple léger des Bandar-Log? Il ressemble bien un peu, je crois, à quelque peuple humain de l'Europe occidentale, — dans l'opinion, du moins, de ses voisins.

Très humain, le prince des Loups, Akela, qui parle impérieusement dans le Conseil comme il convient au chef; très humaine et féminine, Bagheera, la pan-

thère noire, douce, insinuante et terrible... Et Kotick, le phoque blanc, sauveur prédestiné de ses frères amphibies, quel apôtre évoque-t-il?... « Il courait une légende sur les grèves au sujet d'un phoque blanc qui, un jour, descendrait du Nord et conduirait le peuple des phoques à un endroit paisible, loin des hommes qui les tuent... Kotick retroussa sa moustache (elle était superbe) et dit : Je suis le seul phoque blanc qui soit jamais né sur les grèves et je suis le seul phoque, blanc ou noir, qui ait pensé jamais à chercher des îles nouvelles. Cela le réconforta considérablement... » Alors, il arpente les mers en tous sens à la recherche de la terre promise, les océans brûlants et les eaux glaciales, et découvre enfin les îles paisibles.

Il revient alors, enthousiaste et joyeux, chercher le peuple égaré des phoques pour l'emmener à sa suite vers les terres fortunées. Hélas! il est accueilli d'abord comme un vain rêveur; on éclate de rire à ses paroles : on ne va pas le suivre au diable, bien sûr. Mais Kotick, enflammé d'ardeur, ne se décourage pas : « toute blanche, sa crinière frisée se hérissait de colère, ses yeux flamboyaient, ses grandes canines brillaient : il était splendide à voir »... Il est obligé de tuer la moitié de ses frères pour convaincre les autres, — car telles sont les difficultés qu'un apôtre rencontre sur son chemin.

*
* *

Il ne faut pas exagérer d'ailleurs l'humanité des animaux de Kipling. Certes, il n'est pas tombé dans le défaut que Taine reproche, avec raison, à Grandville, de faire une mascarade en costumes de bêtes. Nous ne trouvons pas non plus chez lui d'allégories à proprement parler, ni d'apologues. Il n'insiste pas sur les analogies qu'il y a entre ses animaux et leurs frères supérieurs; si ces analogies existent, c'est vous qui les trouvez. Kipling, au contraire, semble vouloir, par l'exactitude de son observation, par la précision des détails, donner à ses personnages leur caractère réel. C'est d'autant plus piquant ainsi qu'il vous fait son complice; il vous persuade de la vérité de ses récits et — ceci posé — vous oblige à vous apercevoir vous-même de l'humanité des bêtes, à conclure vous-même que la Jungle ressemble à nos cités les mieux policées. Et puis, en d'autres termes, n'est-ce pas? l'humanité des bêtes et la bestialité des hommes c'est tout un, — et nos cités les mieux policées sont donc des Jungles, Monsieur, des Jungles!

Cette conclusion toute naturelle ne serait pas en contradiction, semble-t-il, avec la conception sociale qui se manifeste dans les œuvres *humaines* de Kipling. Ses personnages de prédilection, ouvriers de l'East-End, aventuriers de l'Inde, hommes de lutte et d'ardente passion, sont des êtres un peu sauvages, d'une énergie exaltée, d'une individualité surexcitée; ils vivent entre eux suivant l'adage : *homo homini lupus.*

Kipling, avec ses histoires d'animaux, pouvait aboutir à la plus âpre, à la plus amère satire. Mais non, il s'amuse, il badine. Il y a de bons animaux : nul sauveteur n'est plus brave et plus affectueux que la dévouée petite mangouste Rikki-tikki-tavi. Les loups ont des qualités charmantes, intimes, familiales. Shere-Khan le tigre est mauvais, c'est vrai, et Tabaqui le chacal n'est qu'un « lèche-plat ». Mais le vieil ours Baloo, un peu brusque, est pourtant la bonté même et Bagheera la panthère noire a d'exquises tendresses. Mowgli, « le petit d'homme », a pu vivre des années dans la Jungle sans être malheureux; même tout le monde était bon pour lui... Non, les hommes n'y perdent pas, à ressembler aux animaux. Et vous voyez bien que ce n'est pas une satire, — mais de l'humour seulement.

André Beaunier.

THÉATRES

Théâtre-Antoine : *la Nouvelle Idole*, pièce en trois actes, de M. François de Curel.

Cette semaine, qui devait être si remplie, a été vide de premières; les directeurs sont gens variables. Je ne m'en plains pas, puisque je puis ainsi vous parler avec quelque détail de la *Nouvelle Idole*, dont je n'avais pu dire que deux mots la semaine dernière.

— Je veux m'excuser d'avance de ce que cet article pourrait avoir d'un peu obscur pour ceux qui ne connaissent pas la pièce. La longue analyse que j'en ai donnée (25 mai 1895) me permet de n'en pas donner une nouvelle; et d'ailleurs tout le monde verra ou lira la *Nouvelle Idole*. Je me borne seulement à noter les principales modifications apportées à sa pièce par M. de Curel. Le second acte, à propos duquel j'avais dû faire quelques réserves, a été entièrement refondu; la scène entre Louise Donnat et Maurice Cormier a été, si je puis dire, « orientée » d'une façon différente : celle entre Cormier et Donnat, à peine esquissée dans l'ancienne version, est devenue la scène capitale du drame, et l'une des plus belles qui soient au théâtre. En outre : au premier acte quelques répliques qui éclairent davantage le caractère de Louise; au troisième, suppression de quelques cruautés inutiles de Donnat envers sa femme, et certaines « condensations » qui ont pour effet de mieux préciser la situation morale de Donnat. Vous aurez ainsi les principaux changements faits par M. de Curel... Cela dit, je commence; et je m'attache surtout à la marche des pensées du prin-

cipal personnage, et je m'efforce de vous montrer comment ce drame d'idées devient le plus attachant, le plus émouvant des drames.

Vous savez la donnée. Donnat, grand savant, est à la veille d'une découverte capitale : il va trouver le moyen de guérir le cancer et les maladies analogues. Mais les expériences sur les lapins ou les cobayes laissent une trop grande part d'incertitude. Il essaye sur l'homme. Il choisit, avec des précautions infinies, des sujets mortellement atteints d'une autre maladie ; il leur inocule le cancer, et suit, sur eux, les phases du mal. Et ses précautions sont si bien prises, que jamais le moindre « accident » ne s'est produit ; les malades meurent de paralysie ou de tuberculose, avant que le cancer ait eu le temps matériel d'aboutir... Mais ce qui ne s'était jamais produit se produit aujourd'hui. Une phtisique, Antoinette, dont la perte était certaine, est, par miracle, débarrassée de sa maladie ; mais le cancer progresse : et elle en mourra. Donnat est donc un assassin ; il a tué cette enfant... J'ai dit l'incomparable horreur tragique de la scène ou Donnat constate la guérison d'Antoinette. Le médecin est atterré, accablé par le chagrin, la honte, et le remords...

Mais il se ressaisit. Il a tué. Mais il croyait en avoir le droit. Il se demande, maintenant, s'il l'avait. — Pourquoi ce changement? Quelle transformation s'est opérée en lui?... « Il y a, dit-il, contradiction entre ce que je pense et ce que je souffre. » Toutefois, il veut penser que son droit reste entier :

Nous qui savons qu'après la mort il n'y a rien, nous avons un tout autre respect de la vie humaine qu'un fanatique ou un croyant. Enlever, fût-ce par erreur, une minute à l'existence que guette le néant, nous paraît le plus grand des crimes... Mais s'il est permis à un général de faire massacrer des régiments entiers pour l'honneur de la patrie, c'est un préjugé de contester à un grand savant le droit de sacrifier quelques existences pour une découverte sublime, comme celle du vaccin de la rage ou de la diphtérie... Pourquoi ne pas admettre d'autres champs de bataille que ceux où l'on meurt pour le caprice d'un prince ou l'extension d'un pays?... Pourquoi n'y aurait-il pas de glorieux carnages d'où sortiraient vaincus les fléaux qui dépeuplent le monde?... Oui, j'ai défendu ces idées-là, et, malgré mon chagrin, je ne rétracte rien...

Ces arguments sont très forts, étant donné le désintéressement de Donnat. Mais, que son droit reste entier, cela ne l'empêche pas d'être angoissé. Il souffre d'avoir tué Antoinette comme si ce droit n'existait pas. Qui est le plus près de la Vérité, la « pensée », ou la « souffrance » ? A laquelle faut-il obéir? Ou, mieux, comment concilier ces deux termes contradictoires?... Or, remarquez qu'ici la pensée, c'est la science, c'est-à-dire la raison : et la souffrance, c'est le sentiment, c'est-à-dire tout ce qui est indépendant de la raison. Ainsi, — que M. de Curel l'ait cherché ou non, car à une certaine profondeur les forces morales ont des racines communes, — le conflit met en présence les deux éléments essentiels de l'âme humaine, ceux entre lesquels nous restons éternellement incertains. Et vous voyez l'ampleur et importance que prend le débat.

De plus, nous pouvons discerner ici d'où vient aux « drames d'idées » de M. de Curel leur puissance tragique. C'est d'abord, assurément, de la vie intense qu'il sait donner à ses personnages ; à la dixième réplique, Donnat nous apparaît comme un être réel, dont l'âme se meut et se développe sous nos yeux. Mais c'est aussi que, des deux idées en lutte, l'une est, si je puis dire, à base de douleur. Déjà, dans l'admirable *Repas du Lion*, l'ardente pitié du héros était une forme de la souffrance. Ici, la souffrance est visible, évidente ; nous voyons ses progrès, le trouble qu'elle jette dans l'âme jadis assurée de Donnat : il n'en est pas de plus cruelle, car elle est faite de remords ; c'est elle que nous devinons derrière la raison ébranlée du savant ; et nous mesurons sa force au désarroi des principes sur lesquels Donnat avait édifié sa vie... Ainsi, la question se trouve, pour ainsi dire, transformée, et l'intérêt doublé. Comment supprimer « la contradiction entre ce que je pense et ce que je souffre? » se demande Donnat. Pour nous, la question se double de celle-ci : « Comment finira l'atroce souffrance dont Donnat est la proie?... » Et c'est ainsi que l'émotion la plus forte et la plus profonde jaillit d'un « dialogue philosophique », et qu'une controverse d'idées se transforme en un drame d'une extraordinaire puissance tragique.

Reprenons. Qui l'emportera, chez Donnat, de sa pensée ou de sa souffrance ? C'est la souffrance. Et cela, encore, est bien observé. Chez un homme de pensée comme Donnat, un « sentiment », apparaissant brusquement est presque sûr de triompher d'abord : à force égale, l'élément nouveau sera le plus puissant, parce que notre héros n'a pas l'habitude de le combattre, qu'il ne sait, comme on dit, « par où le prendre ». Et c'est à sa souffrance, en effet, que cède notre savant. Vous vous rappelez qu'il s'inocule à lui-même le mal dont mourra Antoinette. Il avait songé à se brûler la cervelle. Mais c'était avouer qu'il ne croyait plus au droit qu'il a exercé sur la petite malade. En s'inoculant le cancer, il accomplit un acte héroïque en apparence. En réalité, il cherche à se prouver que son « droit » existe, puisqu'il l'exerce sur lui-même. Et, en même temps, si ce droit exige une preuve nouvelle, c'est donc que Donnat n'y croit plus, au moins comme il y croyait jadis.

Mais cet acte, — acte d'héroïsme en apparence, acte de désespoir en réalité, — cet acte, s'il allège un peu l'angoisse morale de Donnat, ne rassure pas son intelligence. Il a sacrifié son existence, précieuse pour l'humanité. Pourquoi, et au nom de quoi ? Et il cherche alors à se démontrer qu'il n'a cédé à sa souffrance que parce qu'elle était d'accord avec sa raison. Il a « sacrifié » la science. C'est donc qu'il existe quelque chose de supérieur à la science, ce quelque chose de mystérieux, qu'il avait nié jusqu'ici, et dont il sent maintenant la présence. Il invoque l'exemple de Pasteur, qui avait gardé sa foi. Il appelle à son secours des exemples « naturels », et cette aspiration à l'infini que chacun porte en soi : « A toute fonction correspond un objet qui lui est adapté. L'œil implique l'existence de la lumière, le poumon l'existence d'une atmosphère respirable. Soyons logiques : ce formidable besoin de survivre, qui émane du jeu de nos organes, suppose forcément une survie... » Il faut lire cette admirable scène du second acte où la question est posée avec une franchise, une largeur et une éloquence sans égales !... Maurice Cormier répond à Donnat, et c'est sa raison, sa ferme raison de jadis, que Donnat entend par la bouche de son élève. Ces arguments, qu'il vient d'employer, il les a combattus et détruits vingt fois : il les dédaignait ; d'où vient qu'il les prend au sérieux maintenant ? Il a vu, dans la nature, des phénomènes qui l'ont troublé, dit-il ? La vérité, c'est que ces phénomènes, au moment où il les a constatés, lui ont paru très explicables. C'est aujourd'hui seulement qu'ils lui semblent mystérieux, aujourd'hui où il cherche à introduire le surnaturel dans la vie...

A ces raisonnements de Cormier, dont il connaît trop la force, Donnat ne peut opposer que des aspirations instinctives. Il confesse à Cormier la moitié de son secret, l'aventure d'Antoinette, et il conte l'expérience qu'il a faite sur « un homme valide », sans dire qu'il s'agit de soi. (La manière dont la scène est faite est vraiment admirable !) Et Cormier, résumant ses arguments (je résume et trahis la pensée de l'auteur) : « Oui, le *droit* du savant existe, indiscutable ; mais c'est un droit abstrait, en quelque sorte ; si l'homme qui s'est fait inoculer espère une récompense, ou mieux une satisfaction, une ascension vers la vérité absolue, c'est un faux calcul ; il n'y a rien après la vie, et tout est vain qui a le surnaturel pour base, pour prétexte ou pour but ; admettons que l'instinct métaphysique soit inspiré par la nature même : cela ne prouve rien, car la nature est lâche et trompeuse... »

Je voudrais vous faire sentir quel drame tragique s'agite sous ces raisonnements. Donnat, dans un moment de désespoir, a sacrifié sa vie : sa seule consolation serait de l'avoir sacrifiée pour un but élevé ; or, ce but, — Cormier vient de le lui dire en traduisant les « remords » mêmes qui troublent Donnat, — ce but n'existe pas, ne peut pas exister. Tout s'écroule en lui. Il ne le voit que trop : « Se sacrifier, soi savant, à un ignorant, c'est voler la société ; donc, à ce sacrifice, il faut résister de toutes ses forces, de toute son énergie, de toute sa volonté. » C'est en vain que Louise cherche à le réconforter : « Ta science est une divinité bienfaisante devant laquelle les moribonds se relèvent guéris... Si tu tombes écrasé sous le char de ton idole, ton fanatisme en sera glorieux... » Ce n'est qu'une phrase, et Donnat le sent bien : « Un être s'agite en moi qui se débat, qui meurt, et je ne le comprends pas ! Il m'ordonne le sacrifice, je trouve le sacrifice une chose monstrueuse, et je me tue !... Ma fin est idiote !... Tomber en martyr quand on n'a pas la foi !... Parader devant le Néant !... »

Nous voici à la dernière étape. Donnat, d'abord, a cru à son droit ; la souffrance a détruit sa confiance ; cédant à sa souffrance, il s'est sacrifié : et le sacrifice lui apparaît comme une niaiserie. Quelle peut donc être la raison de son sacrifice ?... Antoinette va la lui donner.

Dès le premier jour, avant même de le savoir, Antoinette a deviné ce que voulait faire Donnat : « Me croyez-vous donc trop sotte pour comprendre que mon mal peut amener à guérir une foule de gens ?... » Et plus loin : « Enlever du monde quelqu'un comme vous, à cause d'une pauvre fille qui sait à peine lire !... » — Ainsi elle a fait précisément ce qu'il a fait lui-même, guidée par son clair instinct. Bien plus, elle invoque pour justifier Donnat les raisonnements de « droit » auxquels il ne croyait plus : « Elle arrive avec une simplicité magnifique au point où ma science n'a pu me conduire qu'au prix d'efforts surhumains : donner généreusement ma vie... Je ne crois pas en Dieu, mais je meurs comme si je croyais en lui... J'ai pris mon parti de penser comme un illustre et d'agir comme le premier brave homme venu. C'est incohérent, mais viendra-t-il jamais, le jour où l'on pourra, en ne suivant que sa pensée, aboutir à toutes les grandeurs morales ?... »

Ainsi est enfin résolue la contradiction entre la pensée et la souffrance de Donnat. Ainsi, il a obtenu la paix. « C'est incohérent », dit-il lui-même. Et vous avez vu qu'on a reproché à M. de Curel de ne pas « conclure ».

Nous avons une telle rage de clarté qu'il nous semble que jamais dénouement ne sera assez net. Et j'admets que celui-ci ait quelque chose d'incertain. Mais pouvait-il être différent ? Déjà, dans le *Repas du Lion*, la conclusion, si elle eût été nette, eût été tout

simplement la solution de la question sociale. Et, alors, c'est le trône, au lieu d'un des quarante fauteuils, qu'il eût fallu offrir à M. de Curel. Ici, le « dénouement » ne peut être que la vérité absolue. Ceux qui la détiennent pourront la donner à l'auteur ; il la recevra, j'imagine, avec reconnaissance. On voudrait, en un mot, qu'il eût résolu définitivement le problème qui, depuis qu'il y a des hommes, sépare l'humanité en deux camps ! J'ose dire que c'est une exigence assez inattendue. On voudrait au moins qu'il prît parti ? Et pourquoi ? Son rôle, le rôle d'un auteur dramatique, si grand qu'il puisse être, n'est pas forcément d'imposer sa conviction aux consciences. Et qui donc, en ces matières, qui donc, parmi ceux qui réfléchissent, ont une conviction inébranlable ? M. de Curel a su mettre en présence, — avec une puissance admirable, — les deux éléments essentiels de l'âme humaine. C'était, dit-on, nous promettre que l'un triompherait de l'autre ? En aucune façon. Son rôle n'était même pas de donner des arguments « nouveaux » ; il lui suffisait de montrer le conflit, de l'exprimer d'une manière assez frappante pour nous faire réfléchir. Cela, il l'a fait, et magnifiquement. Qu'a-t-on à lui demander de plus ? Et, en somme, qu'a « prouvé » M. de Curel ? Que la raison seule, ou la science, n'est pas, même pour l'homme de génie une règle de vie suffisante ? Trouvez-vous, dans les temps où nous vivons, que se soit trop peu de chose ?

Mais laissons cela. Ce que M. de Curel a voulu faire, c'est une œuvre dramatique. Il n'en est pas de plus émouvante ni de plus haute. Jamais l'auteur de l'*Envers d'une Sainte*, des *Fossiles* et du *Repas du Lion* n'a été plus digne de notre respect et de notre admiration. Jamais il n'a vu plus loin, ni plus clairement, dans les âmes tourmentées qui s'agitent en nous... Je ne sais si cet article vous aura donné le désir de mieux connaître la *Nouvelle Idole*. Prenez-le simplement comme une sorte de « guide ». Et allez voir la pièce de M. de Curel. J'ai dû laisser de côté les mérites dramatiques de l'ouvrage. Peut-être les avais-je mieux indiqués il y a quatre ans ? C'est à la représentation surtout qu'ils vous frapperont. Et vous admireriez ce mélange étonnant de pensée et d'action, cette hauteur de pensée et cette force dramatique, qui font des ouvrages de M. de Curel quelque chose d'unique dans notre théâtre.

M. Antoine est admirable de simplicité et d'émotion dans le rôle de Donnat.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

L'Odéon, en risquant une reprise du *Roman chez la Portière*, a rendu un peu d'actualité à Henry Monnier, qui n'avait été de longtemps à pareille fête. Entre nous, il n'avait pas beaucoup de talent. Je ne sais ce que donne au théâtre le *Roman chez la Portière*, n'ayant pas eu le temps de faire le voyage de l'Odéon. A la lecture, cette saynète, et les autres du même cru, sont fastidieuses. La sottise humaine est une excellente et inépuisable matière à littérature. Encore faut-il que l'auteur sache la mettre en valeur, composer son tableau, souligner les effets comiques ou attristants. Rien de plus plat, de plus inexpressif, sous prétexte de vérité, que ces dialogues d'Henry Monnier. Imaginez un phonographe placé pendant une heure dans une loge de concierge et dégorgeant ensuite les niaiseries qu'il a enregistrées mécaniquement. C'est le comble du réalisme, — et de l'ennui.

En somme, Henry Monnier apparaît à travers son œuvre comme un personnage assez borné, et le jugement est confirmé par ceux de ses contemporains qui l'ont connu, entre autres par Alphonse Daudet, qui a si plaisamment esquissé cette silhouette falote dans *Trente ans de Paris*.

Eh bien, c'est grand dommage, car Henry Monnier, dans sa création du symbolique Joseph Prudhomme, s'est attaqué à un sujet qui méritait mieux, et son incapacité a contribué à perpétuer une dangereuse erreur.

Il a eu l'ambition avouée de brosser un portrait en pied du bourgeois français du XIXe siècle. Mais il n'a su en donner qu'une piteuse caricature.

Or, par un bizarre accident de cette évolution des réputations littéraires qui semble échapper à toute loi raisonnable, on a presque oublié Henry Monnier, on a complètement cessé de le lire, et l'on a bien fait ; mais la fortune du héros a été aussi inopinément éclatante que celle de l'auteur était justement misérable, et M. Joseph Prudhomme a conquis dans toutes les mémoires, dans la conversation courante, dans le langage proverbial, la situation de représentant officiel de la bourgeoisie. Naturellement, cet incroyable succès ne l'a pas, tant s'en faut, nettoyé des ridicules et des tares dont l'avait chargé l'insuffisance intellectuelle de son portraitiste. Et voilà comment, parce qu'Henry Monnier était un médiocre écrivain, le bourgeois français passe depuis une moitié ou trois quarts de siècle pour un grotesque, émule de Boireau et de Guibollard !

Cette opinion inique a été propagée par deux catégories d'individus : les romantiques et les révolutionnaires, qui se ressemblent tant et se touchent de si près, les uns travaillant à porter la révolution dans

l'art et les autres le romantisme dans la politique.

Ceux-là, au moins, jouaient leur rôle. Mais ce nigaud d'Henry Monnier était un bourgeois, aussi lui, il adorait au fond son Joseph Prudhomme, et s'il l'a calomnié, c'est sans le faire exprès, simplement parce qu'il savait crayonner une pochade et qu'il ne savait pas peindre, parce qu'il était... Monnier, au lieu d'être Balzac.

*
* *

Il ne faut exagérer nulle chose, pas même l'influence de la littérature sur les mœurs. Ce serait peut-être aller trop loin que d'accuser Henry Monnier d'avoir tué de sa propre main M. Prudhomme. Le fait certain, c'est que le pauvre M. Prudhomme est mort, je veux dire que la bourgeoisie française a disparu. Il y a encore des gens exerçant des métiers bourgeois, occupant des situations bourgeoises, louant bourgeoisement des appartements. Mais il n'y a plus de bourgeoisie. Les pseudo-bourgeois actuels sont quelquefois des descendants d'aristocrates qui sont... descendus; généralement ils ont émergé des couches populaires. Et leurs enfants, à leur tour, continueront l'ascension vers les sommets, à moins qu'ils ne redégringolent aux bas-fonds. Chaque génération court sa chance : il n'y a plus de traditions de famille, et la formule « successeur de son père », jadis si répandue, n'est plus qu'un anachronisme. La capillarité sociale — c'est ainsi que les sociologues nomment ces phénomènes — résulte de l'individualisme et du déracinement démocratiques, de l'accroissement des grandes villes, de la baisse du taux de l'intérêt, et d'autres grandes causes de ce genre, beaucoup plus assurément que du discrédit que Monnier a pu jeter sur la vie bourgeoise.

Mais c'est bien en grande partie par sa faute que l'on ne rend pas encore à M. Prudhomme la justice qu'il serait équitable et, je crois, salutaire de lui rendre.

Tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change,

ainsi que l'a dit Stéphane Mallarmé, M. Joseph Prudhomme et, si vous permettez, le bourgeois qu'il incarne et symbolise, était vraiment, dans sa modeste sphère, le modèle des vertus les plus utiles aux hommes et les plus profitables à l'État.

*
* *

Le bourgeois, d'après la définition de Monnier lui-même, est un homme pourvu de trois à quatre bonnes mille livres de rente ne devant rien à personne, qui vit de bonne soupe et descend doucement le fleuve de la vie, les pieds chauds, du coton dans les oreilles, la canne à la main. Mais, comment les a-t-il gagnées, ces rentes ? Par l'épargne et le travail. Parfaitement ! M. Prudhomme était professeur d'écriture, élève de Brard et Saint-Omer, expert assermenté près les tribunaux. C'est une profession parfois un peu bouffonne, mais honorable. Tous les bourgeois exerçaient des professions honorables, et préféraient l'économie à la spéculation. Tout au plus prenaient-ils quelques actions des gisements aurifères de la Butte Montmartre, comme fit M. Prudhomme. Mais ils n'auraient pas risqué leur avoir au Transvaal. Aujourd'hui nous avons des viveurs qui gaspillent les capitaux hérités de leurs pères, et des socialistes qui fulminent contre le capital. Personne ne capitalise plus. Et la France s'appauvrit : M. Prudhomme l'enrichissait en s'enrichissant lui-même.

Ah ! il n'était pas aventureux ni colonial, et il n'aurait pas échappé aux critiques de MM. Demolins, Jules Lemaître et Bonvalot. Mais il avait tant d'autres qualités précieuses ! C'était un homme d'intérieur, bon époux, bon père, ayant assez d'enfants pour prévenir la dépopulation.

Il aimait la terre, autant que M. René Bazin, sinon pour les mêmes motifs ; il plaçait ses capitaux de préférence en biens fonciers, consacrait volontiers les loisirs de la retraite à l'horticulture, et considérait, avec Bouvard et Pécuchet, que le summum de l'art est l'élève du melon. Il était, dans sa jeunesse, sentimental sans mélancolie, galant et gaillard, à la Paul de Kock. Ah ! femmes, créatures enchanteresses ! s'écrie, je ne sais plus à quel propos, le brave M. Prudhomme. Ce n'est pas lui qui aurait eu besoin d'être chapitré par le Vieux Marcheur !

Il avait une extrême déférence pour les anciens, mais il méprisait profondément les carrières libérales. Elles ne seraient pas encombrées comme elles le sont aujourd'hui, si on l'avait écouté, et nous garderions tout de même l'enseignement classique.

En littérature, il vénérait la tragédie, le répertoire et les sociétaires du Théâtre-Français, goûtait l'opéra-comique, le vaudeville à couplets et la chanson à la Béranger. Il était volontiers bachique et cocardier. Il se passionnait pour tous les genres éminemment nationaux. Mon Dieu ! je sais que la mode a tourné. Tout cela ne valait ni beaucoup plus ni beaucoup moins que le décadentisme et le scandinavisme d'aujourd'hui. Et c'était plus gai.

M. Prudhomme usait d'une politesse minutieuse ; son langage était solennel et sa physionomie, pleine de dignité. On pouvait en sourire. Avons-nous gagné à l'avènement du « débraillé », de la mufflerie et de l'argot ?

Enfin, M. Prudhomme plaçait au premier rang de ses obligations civiques le respect des pouvoirs établis, quels qu'ils fussent. Il servit ainsi tous les régimes qui, souvent, lui surent moins de gré du concours qu'il leur donnait que de celui qu'il ne refusait

pas au régime précédent ou suivant. Il défendit avec le même zèle toutes nos institutions successives, et, en dépit du mot fameux qui le calomnie, ne les combattit jamais. Sans doute il ne fut ni un héros, ni un grand politique. Mais son adhésion à tous les gouvernements, sans distinction, était en somme inspirée par un très légitime souci d'ordre et de conservation. L'idée maîtresse qui le dominait en politique, c'était l'instinctive horreur de voir le char de l'État naviguer sur un volcan! En dehors de ce principe, si vous lui aviez demandé quelles étaient ses opinions, il vous aurait répondu : « Je n'en ai pas, n'en ai jamais eu et n'en aurai jamais, je m'en flatte! Les opinions font commettre aux hommes les plus grands excès; ce sont elles qui viennent tout troubler ; sans les opinions, le monde serait trop heureux. »

Des opinions, ce n'est pas ce qui nous manque aujourd'hui. Il n'est pas de courtaud de boutique qui n'ait les siennes sur l'esthétique, la métaphysique, la politique, l'existence de Dieu, la reprise de *Guillaume Tell* et les chances de durée du ministère. Nous sommes comblés, accablés, inondés d'opinions! Le fait est que nous n'en sommes pas plus heureux et que les choses ne vont pas mieux pour cela.

***

Il ne sert de rien de s'épuiser en amers regrets et en sombres prévisions. D'ailleurs, le présent a aussi du bon et l'avenir est inconnu, de sorte que le sage ne regrette pas grand'chose et ne prévoit rien.

Toutefois, la critique moderne nous a appris à concevoir objectivement les formes évanouies du passé. Il y a encore quelques réactionnaires et quelques snobs qui affectent de ne rien comprendre à la Révolution. (Après tout, peut-être qu'ils sont sincères et ne comprennent vraiment pas.) Mais les esprits les plus émancipés apprécient la grandeur du moyen âge, du régime féodal et de l'ancienne monarchie. Pourquoi la bourgeoisie serait-elle seule exclue de cette impartialité historique?

Ces institutions mortes répondaient à des besoins qui leur ont survécu, et qu'il importe de ne pas méconnaître, mais de satisfaire autrement. Le moyen âge réalisait l'unité morale, qui n'est plus obligatoire et nous serait intolérable à ce degré, mais dont nous ne pouvons nous passer tout à fait. Le régime féodal était un mode un peu rigide de cette solidarité, dont la négation totale s'appellerait l'anarchie, etc. De même, les qualités et les limites mêmes du caractère de la bourgeoisie procuraient à la France cette stabilité, cette sorte de lest sans lequel un État n'a plus de sérieux équilibre et risque de chavirer au premier coup de vent. Les grands hommes sont essentiellement perturbateurs, *cupidi rerum novarum*, disaient les Latins. Il est indispensable qu'une masse pesante de gens routiniers résiste à leur action, afin de n'y céder que si elle est bonne, et alors de la rendre pleinement efficace. On ne grave point une inscription sur le sable, ni une réforme civilisatrice dans une inconsistante poussière sociale... Il faudra que nous remplacions la bourgeoisie. On n'aperçoit pas encore très bien par quoi. Mais il n'est pas superflu de nous convaincre de cette nécessité.

En attendant, il semble à de certains moments qu'on entende d'étranges craquements dans la maison, et c'est alors qu'on se prend d'une sympathie rétrospective pour ce bon M. Prudhomme et d'une inquiétude à voir sa place rester si longtemps vacante. Il n'avait pas du tout de génie et peut-être pas beaucoup d'esprit, mais il était incapable d'ébranler et, au contraire, il étayait merveilleusement ces colonnes de l'ordre social, comme il disait, qui pourraient bien finir, un jour ou l'autre, par nous tomber sur la tête.

PAUL SOUDAY.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Paul Bonnetain, dont un télégramme officiel nous annonçait ces jours-ci la mort, — en trois lignes, — n'aura pas rempli sa destinée.

Il a succombé, après une courte crise, à l'action débilitante du climat d'extrême Orient. Il s'était fait, il y a quelques années, nommer commissaire du gouvernement au Laos. Pourquoi? Je n'oserais dire que Bonnetain valût mieux que le métier qu'il s'était choisi : de telles fonctions réclament de fortes qualités d'endurance, d'intelligence et d'activité. Mais ces qualités-là, beaucoup de jeunes hommes sont capables de les déployer tous les jours, pour le bien de leur pays, avec autant de succès sans doute que le fit Bonnetain : Bonnetain, lui, en possédait d'autres — tout de même un peu plus rares — que l'exercice de son nouvel état semblait ne plus lui laisser guère, le temps de cultiver; et c'est là ce que regrettaient ses amis.

Il avait débuté très jeune, et sans maître : et il laisse plusieurs livres charmants. Quelle lassitude, ou quelle ambition inattendue le détourna de sa vocation? Fut-ce une peur soudaine de l'avenir, des « aléas » de la fortune littéraire; le besoin d'assurer sa tranquillité et celle des siens, de prendre son point d'appui sur une hiérarchie forte, et d'être *quelque chose*, ce qui est, en effet, chez nous, plus avantageux quelquefois et plus rassurant que d'être simplement quelqu'un?

Ou bien le pauvre Bonnetain céda-t-il à une curiosité plus haute, et plus périlleuse aussi, que connurent plusieurs lettrés distingués de ce temps : la curiosité de l'*action*, succédant aux insuffisantes voluptés du rêve?

Ce sont là des aventures qu'à partir d'un certain âge

il vaut mieux ne pas courir. On y triomphe rarement; on en meurt quelquefois.

Bonnetain n'avait que quarante et un ans; c'était un confrère excellent qui laisse dans le monde des lettres de sincères regrets.

Le tome douzième de la « Bibliothèque de l'histoire du droit et des institutions », publié ces jours-ci, est consacré à *la Vie parlementaire à Rome, sous la République.*

M. J.-B. Mispoulet a pu se donner le plaisir, étant secrétaire-rédacteur à la Chambre des députés, de tirer de l'expérience des choses du présent et de l'étude de celles du passé les éléments de comparaisons suggestives et de piquants rapprochements. Il nous avertit même — et cela n'est pas pour rehausser à nos yeux le prestige des anciens — que de ce travail de reconstitution des séances du Sénat romain ressortira, pour les hommes d'aujourd'hui, la preuve qu'en tant d'années les usages et les mœurs de la vie parlementaire n'ont guère changé. Tant pis pour le Sénat romain.

Le dernier volume de M. Mispoulet nous conduit du consulat de Cicéron à la mort de César. Un nouvel ouvrage du même auteur est sous presse : il sera consacré à *la Vie parlementaire à Rome, sous l'Empire.*

Le tome cinquième et dernier de l'*Histoire de la littérature grecque*, de MM. Alfred et Maurice Croiset, est annoncé pour le 5 avril.

Pour le 6 : un roman de M. André Theuriet, *Villa tranquille :*

Pour le 13 : un roman de Daniel Lesueur, *Au delà de l'Amour.*

La collection illustrée « Nymphée » s'augmente de deux romans récemment parus, et remarqués : *la Nichina*, de M. Hugues Rebell, et *le Tournoi de Vauplassans*, de M. Maurice Maindron; ce dernier volume annoncé seulement pour le mois prochain.

La brochure du nouveau drame de Jean Richepin, *les Truands*, paraît aujourd'hui.

A la salle Charras, mardi prochain, conférence de M. Teodor de Wyzewa : *La Mode du cosmopolitisme.*

La librairie Hachette commence la publication, par livraisons, du *Leonard de Vinci*, de M. Eugène Müntz.

Le comte Fleury, fils du général, à qui nous devions déjà un bon volume sur Carrier à Nantes, et la publication d'intéressants Mémoires de son père, met la dernière main à un *Louis XV intime*, qui sera en librairie le mois prochain.

M. le sénateur Le Play prépare la publication d'un volume de *Correspondance* de son père.

Le comte Remacle a tiré d'archives... qu'on ne désigne pas un dossier fort intéressant : une collection de lettres secrètes adressées, de 1801 à 1803, au comte de Provence exilé, par un groupe d'amis qu'il avait priés de le renseigner sur les faits et gestes du Consul, sur la vie intime de l'entourage de Bonaparte, sur les « potins » de la ville et de la « cour ».

Cette correspondance formera un volume. Un certain nombre des lettres qui y sont publiées sont de Royer-Collard.

Le sculpteur A. de Niederhausern-Rodo vient de faire exécuter la réduction en plâtre du buste que le comité Verlaine se propose de faire élever au poète, au Luxembourg.

Des épreuves de cette réduction sont vendues au profit de la souscription, hélas! toujours ouverte.

Le Colosse aux pieds d'argile... Titre d'un livre qu'un ancien élève de l'Ecole normale — établi aujourd'hui à l'étranger — consacre à l'étude de la situation économique et politique de l'Angleterre, et qui paraîtra dans quelques semaines.

Argile de bonne qualité, pensera sans doute M. Demolins...

Mme Charles Laurent vient d'achever la traduction d'un roman de Mathilde Serao, *la Conquête de Rome*, dont la *Revue Blanche* commencera prochainement la publication.

La Société des « Amis de l'Université » continue d'organiser en province des conférences qui y sont extrêmement goûtées.

Celle de dimanche dernier, donnée à Valenciennes par M. Gaston Deschamps, avait attiré au théâtre de la ville une foule considérable. Notre distingué confrère avait pris pour sujet *Jehan Froissart*, que Valenciennes s'enorgueillit de compter au nombre de ses enfants les plus illustres. Il a raconté l'enfance du « chroniqueur », son voyage en Angleterre, à la cour d'Edouard III, ses séjours à Lyon et à Orthez, et l'histoire de l'œuvre de Froissart, éclairant son récit de vues générales sur l'époque, ou l'égayant d'anecdotes nombreuses, finement contées.

Le succès de M. Gaston Deschamps a été très vif.

Les amis de M. G. de Molinari fêtaient ces jours-ci le quatre-vingtième anniversaire de ce travailleur infatigable; et il leur rend la politesse en publiant aujourd'hui un livre nouveau : une *Esquisse de l'organisation politique et économique de la société future.*

Rêves de justice et de fraternité, fondés sur le respect — de plus en plus dédaigné — de la liberté humaine; sur ce qu'on pourrait appeler la religion de l'Individu.

Envions M. de Molinari : il est de ceux qui croient et qui espèrent quand même; il n'aura assisté à la réalisation d'aucun de ses rêves; mais jamais les déceptions n'ont lassé ses espérances; jamais sa foi sereine n'a faibli; c'est une belle figure d'intransigeant.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37635. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 13. 4e SÉRIE. — TOME XI 1er AVRIL 1899.

LA MORALE DE LA VIE

selon Guyau et selon Nietzsche.

Dans son éloquente leçon sur la classification des idées morales, M. Darlu (1) en exposant la théorie de Guyau, me semble avoir été amené, par les besoins d'une exposition populaire et exotérique, à rétrécir et à rabaisser une large et haute doctrine. Les morts ne pouvant se défendre eux-mêmes, c'est aux survivants qui les ont le mieux connus qu'incombe l'obligation de rétablir au besoin leur vraie pensée et de réclamer pour eux la justice. On me permettra donc quelques mots, bien insuffisants, de rectification. M. Darlu insiste avec raison sur l'influence que les doctrines de Guyau ont exercée et exercent encore : il importe de les prendre dans leur vrai sens. Le problème est d'ailleurs en lui-même de grand intérêt.

I. — Est-il exact de représenter Guyau comme un pur « naturiste » ? Non ; lui-même parle à plusieurs reprises de l'idéalisme qu'il faut ajouter au naturalisme. Son idée de la vie n'est pas celle d'un peu de matière manifestant une force expansive comme ferait un gaz. Il avait de la vie une conception profonde ; il considérait cette idée comme plus fondamentale que celle de *force*, qui n'en est qu'un « extrait et un abstrait », que celle de *mouvement*, silhouette inanimée de l'animé, que celle même d'*existence*, puisque la seule existence à nous connue directement est celle de notre vie se sentant elle-même, dont ensuite nous retranchons tel ou tel attribut pour concevoir d'autres existences, par exemple les existences prétendues matérielles, qui ne sont, selon Guyau, qu'une vie diminuée ou une vie à son début.

Avec cette conception de la vie, la moralité devait lui apparaître logiquement comme la vie supérieure. Cette supériorité, il la considérait comme étant en elle-même une *plénitude* et une *surabondance*, non pas comme une limitation et une règle. Il ne niait pas pour cela, comme le font les libertaires, que la vie ait à s'imposer des limites et des lois, mais ces idées lui semblaient dérivées, inférieures à la notion de plénitude d'existence.

C'est donc, si je ne me trompe, rapetisser et fausser l'idée de vie, telle que la conçoit Guyau, que de la réduire à un corps animé d'un instinct brut d'expansion. La vie, selon lui, enveloppe essentiellement conscience, intelligence, sensibilité, rapport à autrui et non pas seulement à soi. Elle est plus qu'instinct, plus aussi que calcul d'utilité à la façon de Bentham, plus qu'égoïsme et culte du moi, plus même qu'altruisme, bien que l'altruisme soit ce qui est le plus voisin d'exprimer sa vraie nature et sa vraie direction.

La plénitude de vie, à son tour, est à la fois « intensive » et extensive », non pas seulement sous le rapport de la quantité, mais sous celui de la qualité et de la direction. Intensité de vie, selon Guyau, c'est développement complet de toutes nos puissances et qualités selon leurs relations vraies, que la science détermine. Extension de la vie, c'est élargissement de nos puissances, de nos idées, de nos sentiments, de nos volitions au delà de notre *moi;* c'est l'union la plus étendue possible avec autrui. « Celui-là seul vit pleinement qui vit pour beaucoup d'autres. » « La vie ne peut se maintenir qu'à la condition de se ré-

(1) Voyez la *Revue* du 11 mars 1899.

pandre. » « La vie, a dit encore Guyau, ne peut être complètement égoïste, même quand elle le voudrait. Il y a une certaine générosité inséparable de l'existence et sans laquelle on meurt. »

Les utilitaires avaient, comme font aussi les socialistes, cherché dans les arrangements sociaux un chef-d'œuvre de mécanisme capable de produire une harmonie *après coup* et tout artificielle entre des égoïsmes naturellement discordants. Guyau montra que le problème était mal posé, qu'il y a déjà naturellement une certaine harmonie préétablie entre le bonheur de l'un et le bonheur de l'autre, que le *moi* prétendu fermé est déjà ouvert, déjà en union naturelle avec autrui et qu'il s'ouvrira de plus en plus.

Une joie ici-bas est d'autant plus profonde
Qu'elle est plus large; un jour, je le crois, doit venir
Où nul ne pourra seul ni jouir, ni souffrir,
Où tout se mêlera, plaisirs, peines, pensées,
Où chantera dans l'âme un éternel écho (1).

Guyau a prévu lui-même l'objection tirée des Césars et des Napoléons : les dominateurs et oppresseurs ne sont pas, malgré les apparences, ceux qui ont le plus pleinement vécu; ils ont suscité des résistances, ils ont usé plus ou moins leurs forces dans une lutte inférieure; et leur victoire est, moralement, une défaite. Non seulement, dit Guyau, toute lutte aboutit toujours à « limiter extérieurement la volonté », mais encore elle « l'altère intérieurement ». Le violent « étouffe toute la partie sympathique et intellectuelle de son être, c'est-à-dire ce qu'il y a en lui de plus complexe et de plus élevé au point de vue de l'évolution ». En brutalisant autrui, il s'abrutit plus ou moins lui-même. « Enfin, par une dernière désorganisation plus profonde, » la volonté en vient à se déséquilibrer complètement elle-même par l'emploi de la violence; « lorsqu'elle s'est habituée à ne rencontrer au dehors aucun obstacle, comme il arrive pour les despotes, toute impulsion devient en elle irrésistible; les penchants les plus contradictoires se succèdent alors, c'est une ataxie complète; le despote redevient enfant, il est voué aux caprices contradictoires et sa toute-puissance objective finit par amener une réelle impuissance subjective » (2). Telle est la réfutation anticipée des paradoxes de Nietzsche.

Guyau déplorait, non sans raison, la fausse interprétation du darwinisme et de l'évolutionnisme, la morale d'ogres que des esprits faux en ont prétendu déduire. Il croyait que, si un peu de science peut éloigner de l'amour d'autrui, beaucoup de science y ramène. La morale soi-disant darwiniste de Nietzsche lui eût paru une morale d'ignorant et d'insensé. Et je crois qu'il aurait eu raison de s'élever contre un engouement de perversité et de férocité nietzschéennes qui n'est qu'un caprice de la mode chez des littérateurs et amateurs.

1 *Vers d'un philosophe. Solidarité.*
2 *Éducation et hérédité*, p. 52.

II. — Nous pouvons maintenant comprendre ce que Guyau veut dire quand il soutient que la morale positive (qui d'ailleurs, selon lui, n'est que la première partie de la morale) est « sans obligation ni sanction ». Le vrai commandement est celui qu'on se fait à soi-même, car celui des autres, fût-ce d'un Dieu, n'a de valeur que s'il est conforme à celui que nous nous faisons; d'autre part, on ne se commande pas au nom d'un commandement, mais au nom de quelque principe supérieur à tout commandement et qui, en conséquence, dépasse l'idée de discipline, de loi, de règle. La vie morale la plus profonde est donc non seulement autonomie, mais, en un sens qu'il faut savoir comprendre, *anomie*.

Cette opinion, selon nous, ne mérite pas une condamnation sommaire. Si la morale n'est pas proprement *en elle-même* impérative, c'est qu'elle est *plus* qu'*impérative;* elle dépasse l'idée de *loi*, comme la divinité, selon les platoniciens, est supérieure à l'essence et à l'être même, non par manque, mais par surplus et plénitude. Si, pour les alexandrins, Dieu n'est pas intelligent, ce n'est pas par défaut d'intelligence, mais parce qu'il est plus qu'intelligent. Semblablement, pourrait-on dire, le bien est plus qu'obligatoire, plus que loi. Celui qui a dit qu'il était venu pour abolir la loi ne voulait pas pour cela abolir, mais consommer la moralité par l'universalité de l'amour.

De même, pour Guyau, la « sanction » proprement dite, ou expiation, n'est pas morale, et la seule sanction légitime, c'est la défense sociale. Loin de condamner, avec Nietzsche, la pitié et le pardon comme des vertus d'esclaves, il écrivait :

« J'ai deux mains, l'une pour serrer la main de ceux avec qui je marche dans la vie, l'autre pour relever ceux qui tombent. Je pourrai même, à ceux-ci, tendre les deux mains ensemble (1). »

En raison de ces principes, Guyau se défiait des doctrinaires, des sectaires, des « prêcheurs », qui croient tenir la vérité sur leurs lèvres, des « directeurs de conscience » qui veulent substituer leur direction à notre autonomie. M. Darlu, qui blâme ici Guyau, conviendra pourtant que ce dernier avait ici ses raisons, à la fois historiques et philosophiques; et ces raisons ne sont pas sans valeur pour quiconque a lu l'histoire des religions et même celle des morales. Guyau voulait nous délivrer des préventions, des préjugés, des coutumes érigées en lois impératives, des dogmes de toute sorte déguisés en

1 *Esquisse d'une morale*, p. 194.

vérités absolues, et c'est pour cela qu'il plaçait la vraie religion dans l'hétérodoxie, dans la croyance personnelle ou collective qui ne s'inquiète d'aucune autorité autre que celle de la vérité.

Les anarchistes et les socialistes, il est vrai, ont essayé de tirer à eux la doctrine de Guyau, comme étant à la fois la plus libérale et autonome dans son principe, la plus sociable et la plus solidariste en ses applications. Mais c'est faire tort à une grande pensée que de vouloir l'emprisonner dans des systèmes étroits et exclusifs dont les prétentions sont opposées et même contradictoires. De ce que la conscience individuelle doit, comme conscience, avoir son autonomie et même, en un sens profond, son anomie, de ce qu'elle doit se faire à elle-même sa loi, être à soi-même sa loi, les anarchistes concluent que l'homme en société doit être sans loi. Guyau, au contraire, considère la loi comme l'expression nécessaire des conditions de la vie en société, et la sanction comme le maintien défensif ou préventif de ces conditions contre ceux qui les méconnaissent dans leurs actes.

Ce n'est donc pas, comme le dit M. Darlu, son « bon cœur », son instinct généreux qui aurait retenu Guyau sur une pente aboutissant aux excès du darwinisme social, aux extravagances du nietzschéisme ou d'autres systèmes analogues ; c'est sa raison, c'est sa profondeur de pensée, qui lui a fait voir dans la vie bien comprise un principe d'union et de paix avec autrui, non de lutte et de guerre, une source de générosité, d'altruisme toujours grandissant, de solidarité et de sociabilité, non d'isolement dans le moi, non d'insociabilité orgueilleuse et tyrannique. C'est par voie démonstrative qu'il a établi la « fusion croissante des sensibilités, des intelligences et des volontés », qui se manifeste en raison directe de l'intensité et de l'extension de la vie chez les êtres supérieurs. S'il ne disait pas, avec les anciens : « Suivez la nature », il ne disait pas non plus : « Renversez la nature. » Il disait : « Approfondissez la nature, et de son expansion même vous verrez sortir une direction ; car la pensée, qui conçoit une nature meilleure, fait elle-même partie de la nature. »

Nietzsche, au contraire, est un humoriste plutôt qu'un philosophe. « La vie luxuriante et tropicale » qu'il célèbre, loin d'être la vie intensive de Guyau, n'en est que la caricature. Nietzsche croit, dans son orgueil, être un avancé ; il est un retardé. Ses idées et sentiments, dont plusieurs rappellent ceux d'un Lebiez, ont précisément le caractère essentiel que Guyau attribue avec raison aux décadents : l'insociabilité et l'isolement (1). La prétendue originalité de Nietzsche n'est que de la singularité, qui elle-même voile un fond de désolante banalité. Sa doctrine, comme l'a bien vu M. Darlu, n'est que la sophistique grecque, poussée par le germanisme à l'outrance et à la bizarrerie monstrueuse. Nietzsche est un Calliclès romantique. Retranchez l'appareil imaginatif, les métaphores et le « flamboiement », Zarathustra et Wagner, les imitations de Schopenhauer, de Max Stirner, de Renan ; il reste une pensée vague, vide et vulgaire. Quand cette doctrine qui se croit aristocratique aboutit à conclure : « Un peuple est un détour que prend la Nature pour produire une douzaine de grands hommes », la phrase pourrait être aussi bien de Renan, et la pensée n'est qu'un lieu commun hégélien. Lieu commun, voilà le fond de toute cette excentricité superficielle. La morale égoïste de Nietzsche est fausse ; la morale altruiste de Guyau est vraie. Je ne dis pas qu'elle soit *la vraie*, mais je dis qu'elle est vraie à son point de vue et sur son domaine propre, qui est celui de la nature et de la vie bien comprises. Guyau était la premier à reconnaître et à marquer les limites de cette morale de la vie ; il croyait qu'il y faut ajouter des spéculations cosmologiques et des croyances, qu'il se représentait d'ailleurs (à tort selon moi) comme trop individuelles et trop hypothétiques.

La doctrine, la vie et la mort de Guyau ont été celles d'un sage, dont l'esprit ferme et le cœur sain ne se laissent troubler par rien, pas même par les plus cruelles souffrances ; la doctrine du malheureux Nietzsche est de celles qui aboutissent à la maison de santé : pour vouloir être un sur-homme, on devient un sous-homme.

ALFRED FOUILLÉE,
de l'Institut.

(1) *L'Art au point de vue sociologique*, Conclusion.

HISTOIRE DU « ÇA IRA »[1]

Cela a été longtemps et n'a peut-être pas tout à fait cessé d'être un des lieux communs de la conversation de citer le *Ça ira* comme un chant sinistre, une excitation sanguinaire, comme l'accompagnement du bruit de la charrette fatale aux jours les plus tragiques de la Terreur. Il ne se peut imaginer de méprise, de confusion plus complète. La musique du *Ça ira* est la première que la Révolution ait eue en propre, car jusque-là chansonniers des salons, des bureaux de journaux ou des carrefours avaient continué à mettre en vaudevilles, comme on disait alors, les événements du jour, ainsi qu'on l'avait fait plus clandestinement sous l'ancien régime, en empruntant les airs des vieux ponts-neufs, des chants d'église ou des opéras-comiques en vogue. Cet air, ce refrain, il

(1) Lecture faite à la séance de la Société de l'histoire de la Révolution, du 12 mars 1899.

ne faut même pas dire, nous le verrons tout à l'heure, cette chanson : *Ah! ça ira* est inséparable de la grande et fraternelle fédération de juillet 1790.

Quelques auteurs l'ont même fait remonter plus haut. Un musicographe laborieux et couramment consulté, mais qui en bien des cas a fait preuve de plus de lecture que de critique, Fétis, en reporte l'origine aux journées d'octobre 1789. On l'a bafoué à bon droit pour cette assertion qui ne soutient pas l'examen. Ce n'est pourtant pas à dire qu'il l'eût délibérément tirée de son propre fonds. Il avait dû s'en rapporter trop aisément aux souvenirs brouillés de quelque contemporain. Il n'est pas, en effet, d'historien attentif qui, en lisant la plupart des mémoires écrits après coup par les témoins et les acteurs mêmes de la Révolution, — je parle des consciencieux, — n'ait été frappé de la difficulté qu'ils éprouvent à observer la succession des événements. On serait exposé à bien des confusions et des anachronismes si l'on ne recourait, pour les contrôler, aux procès-verbaux, aux journaux, à tous les documents qui, à défaut de l'impartialité ou même d'une véracité à toute épreuve, ont date certaine. De ces tâtonnements, voici un exemple. Louvet, ce réchappé de la proscription du parti girondin, écrivait, dans la *Sentinelle* du 4 thermidor an III, un peu moins d'un an après la journée fameuse où succomba Robespierre : « Au 5 octobre, la Cour chantait *O Richard;* nous lui opposâmes le *Ça ira.* » C'est une autorité que Fétis aurait pu alléguer.

Il est pourtant hors de doute que le *Ça ira* ne fut connu, ni en 1789, ni même dans le premier semestre de 1790. Il surgit brusquement pendant les travaux de nivellement du Champ-de-Mars ; les ouvriers des ateliers de charité auxquels la municipalité s'en était fiée n'avançaient que médiocrement ; on était menacé de ne pas être en mesure pour le jour fixé ; les aristocrates, les noirs, comme on les appelait, s'en gaussaient. Piqués au jeu, tous les Parisiens patriotes, hommes et femmes, avaient résolu de mettre la main à la besogne, et les journaux se mirent à décrire les enrôlements de ces terrassiers volontaires. Le 9 juillet, on lisait dans la *Chronique de Paris :* « Il n'est point de corporation qui ne veuille contribuer à élever l'autel de la Patrie. Une musique militaire les précède ; tous les individus se tiennent trois à trois, portant la pelle ou la pioche sur l'épaule ; leur cri de ralliement est ce refrain si connu d'une chanson nouvelle qu'on appelle le *Carillon national.* Tous chantent à la fois : *Ça ira, ça ira, ça ira.* Oui, *ça ira,* répètent tous ceux qui les entendent. » Le *Courrier* de Gorsas disait, à la même date : « Le corps des charbonniers de Paris s'est de nouveau présenté au Champ-de-Mars ; ils étaient suivis des forts de la halle et du port ; ils ont travaillé, avant-hier au soir, avec une activité dont il faudrait être témoin pour pouvoir l'apprécier. Entre autres chansons dont ils égayaient leur travail, on a distingué celle qui se termine par ce refrain : *O ça ira!... ça ira!... ça ira...* Sur les dix heures et demie, ils se sont mis en marche à la clarté des flambeaux. Un drapeau les précédait sur lequel était écrit : *Dernier soupir de l'Aristocratie.* »

Voici donc que, comme les soldats ont des airs pour soutenir leur marche, les travailleurs du Champ-de Mars ont trouvé l'air à brouetter la terre. C'est celui d'une contredanse toute nouvelle, dont la *Chronique* vient de nous dire le titre : *le Carillon national,* composition d'un musicien assez obscur, nommé Bécourt, antérieurement violon à l'orchestre du théâtre de Beaujolais. Quant à ce cri d'encouragement : Ça ira, on le tenait, a-t-on dit souvent, de Franklin. La tradition qui s'est établie à cet égard n'a fait que résumer un petit article, déjà rétrospectif, d'Anacharsis Cloots dans la *Chronique de Paris* du 4 mai 1792. Laissons-le conter son anecdote.

« Les Américains, écrivait Cloots, commencèrent a être battus à Bunkershill, et nonobstant cela, l'armée anglaise fut chassée de Boston. Les meilleures troupes de l'Allemagne et de l'Angleterre ne purent subjuguer un peuple pauvre et clairsemé, un peuple entouré de sauvages et de nègres, un peuple dénué d'argent et de vêtements, d'armées de ligne et de places fortes. Nous en témoignâmes nos inquiétudes au sage Franklin ; ce grand homme répondait à toutes nos objections avec une sérénité admirable. L'Amérique, disait-il, est travaillée par une foule d'aristocrates ; mais, en dépit de la cabale intérieure et extérieure, *ça ira.* Et Franklin répétait toujours : *ça ira.* Plusieurs de nos révolutionnaires se sont rappelé le tic du législateur de Delaware ; et c'est ce qui a donné lieu à notre chanson patriotique, à notre *ranz des vaches.* »

C'est donc le propos optimiste ou, pour employer l'expression de Cloots, le *tic* de Franklin que l'on s'accordait à faire courir sur l'air galopant de Bécourt. Pour remplir les intervalles, l'improvisation se donnait libre carrière sans grande prétention académique. Des observateurs ont saisi au passage quelques bribes de ces chantonnements à la bonne franquette. Le matin encore de la cérémonie, par exemple, les travailleurs, contrariés par une averse (on sait que toute la journée fut pluvieuse) s'animèrent en chantant :

Ah! ça ira, ça ira, ça ira.
En dépit d'z'aristocrat' et d'la pluie ;
Ah! ça ira, ça ira, ça ira.
Nous nous mouillerons, mais ça finira.

Dans cette période où tout le monde fredonnait : « Ça ira », les chanteurs des carrefours, c'était inévitable, se piquèrent d'émulation pour bâcler des couplets

sur l'air en vogue. Leur industrie s'associait parfois à celle des marchands d'images. C'est ainsi qu'autour d'une estampe des plus frustes, représentant l'autel de la Patrie, et que la Bibliothèque nationale a recueillie dans la collection La Bédoyère, s'allongent les couplets d'un de ces chanteurs, nommé Poirier. Je ne saurais dire s'il faut l'identifier avec un abbé Poirier, dont parlait un peu plus tard un journal aristocrate, *l'Apocalypse* (le titre d'abbé était alors un si petit renseignement sur la position sociale !). « M. l'abbé Poirier, artiste avantageusement connu dans le monde musical, disait l'*Apocalypse* (n° 36), par un charmant accompagnement de harpe pour l'air national : *Ah! ça ira, ça ira...* » Quoi qu'il en soit, le lyrisme de Poirier est à décourager le goût des citations. Son refrain est peu compliqué :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira.
Il nous faut chanter en réjouissance :
Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
De la grande fête on se souviendra.

Il paraphrase l'ordre et la marche de la cérémonie ; mais ce qu'il faut admirer surtout en lui, c'est l'art de terminer chaque couplet par un trait vainqueur, comme celui-ci :

Nous ne craignons rien, vienne qui voudra,
Tout tremble devant la France
Et se tranquillisera.

ou bien :

Députés chéris, l'on vous bénira,
Toute nation vous applaudira,
Pour rendre la France heureuse
Votre cœur se charmera.

Voici une autre gravure de circonstance, d'une exécution non moins hâtive et d'une composition plus sommaire encore. Elle est enrichie des couplets d'un autre chanteur ambulant, M. Déduit, auteur patriote. Il y a une chanson sur l'air : *Au coin du feu*, qui est l'air favori de cet excellent Déduit ; mais l'autre, qui a pour titre : *le Tombeau des Aristocrates*, est sur l'air nouveau. La devise de la journée : *la Nation, la Loi, le Roi*, y est ainsi commentée :

Oui, la Nation, c'est vous que voilà :
La Loi, nous encor qui voulons cela.
Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Le Roi de la loi le gardien sera.
Dans le Champ de Mars quand on reviendra,
De plus belles en plus belles
Fêtes l'on célébrera.

Le refrain est ainsi accommodé par Déduit :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Nous l'avons promis, nous serons fidèles.
Ah ! ça ira, ça ira, ça ira :
Les aristocrates sont à quia.

M. Étienne Charavay, dans sa savante et copieuse biographie de La Fayette, a reproduit en fac-similé une estampe de la même école exactement, et se rapportant à la même cérémonie, bien qu'avec une pointe de recherche mythologique en plus : *Cupidon tambour-major national*. Ici nous retrouvons Déduit ; mais il est cité comme ayant fait la musique d'une marche nationale. Les couplets sont du sieur Huron, et il y en a encore sur l'air favori ; ils ont pour titre : *Gaîté des bons Français*, et pour refrain :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Réjouissons-nous, amis, frères d'armes.
Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Oui, le vrai bonheur pour nous renaîtra.

Ici, il faut le reconnaître, les interprètes du sentiment populaire n'arrivent qu'après la fête et pour en graver le souvenir dans le cœur des patriotes ; car, non seulement toute la description est au passé, mais il y a ce trait décisif : « En vain le ciel contre nous se montra. » Si les autres détails étaient plus ou moins réglés d'avance, la pluie, bien que trop justement appréhendée, n'avait pas été promise par le programme. Mais il y a bien d'autres chansons de circonstance, qui peuvent être de la veille, du jour ou du lendemain de la cérémonie, une encore dont le trait le plus saillant est celui-ci :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Amis, disons mieux, disons que ça va.

Entre tous ces chansonniers ambulants, il en est un qui a été plus heureux ou plus habile que ses concurrents. Ses couplets étaient d'un degré moins informes que ceux de Poirier ; ils n'étaient sensiblement ni meilleurs ni pires que ceux de Déduit ou de Huron ; ils ne paraissent pas avoir eu au moment même une fortune bien différente. Le public patriote prenait de toutes mains, s'en tenait fermement à l'air et aux mots essentiels du refrain, sans ajouter beaucoup d'importance au surplus, y suppléant au besoin lui-même. On ne citait point une chanson particulière qui fût plus qu'une autre le *Ça ira ;* on ne nommait point un auteur du *Ça ira :* c'était la foule et ce n'était personne. Longtemps après, dans un numéro de ses *Sabats jacobites* auquel d'autres passages assignent la date de mars ou des premiers jours d'avril 1792, le rimeur contre-révolutionnaire Marchant écrivait :

Quand le parti démocratique
Fait jouer l'air qui lui plaît tant...

et piquait la note que voici : « L'air *Ça ira*. Comme les démagogues n'ont point fait de paroles sur ce fameux air, car ils sont peu chansonniers de leur naturel, et qu'ils se contentent de ce seul refrain, ne pourrait-on pas leur demander si c'est bien ou mal que ça ira? »

C'est plus tard encore que le personnage dont je veux parler, Ladré, « chanteur public », pour lui donner la qualité qu'il a prise dans nombre de ses

cahiers de chansons, imagina de se recommander à la protection des sans-culottes comme auteur des paroles du *Ça ira* de 1790; on a vu passer dans une collection d'autographes une lettre adressée par lui en nivôse an II au Comité de sûreté générale de la Convention pour solliciter en cette qualité une récompense nationale, et à sa lettre était joint un exemplaire de ses paroles à lui. Sa prétention d'alors a si bien porté, que la plupart des recueils de chansons populaires et tous les historiens de la chanson dans notre siècle citent, en fait de *Ça ira*, les couplets de Ladré, légèrement dérangés dans la transmission, et n'en soupçonnent point d'autres. Ils ne sont pas sensiblement plus faciles à trouver, en éditions du moment même, que ceux de ses confrères. J'en ai rencontré, dans un recueil de la bibliothèque de la Chambre des députés, un exemplaire avec musique gravée dont voici le titre : « *Ah! ça ira, Dictum* populaire... Air de la nouvelle contredanse dite le Carillon National. A Paris, chez les frères Savigny, à la Sincope, sur le Pont-Neuf attenant le quai des Orfèvres. » Le nom de l'auteur est omis, mais c'est bien la version de Ladré.

Cet excellent homme fut, durant toute sa carrière, très attentif aux courants populaires, et point entêté. Je n'en citerai qu'un exemple entre vingt. Des chansons révolutionnaires dont il se recommande auprès du Comité de sûreté générale, celle qui avait eu le plus de vogue (car, à la différence de son *Ça ira*, elle fut recueillie avec empressement par les almanachs chantants de l'année était une glorification de la loi du Maximum, qu'il appelait « un beau *factum* ». Dictum! factum! Ladré était un savant homme. C'est là qu'on trouve cette maxime de la sagesse pratique :

Il vaut bien mieux obéir
Que se faire raccourcir.

Ladré y chantait aussi :

Eh bien! Français, que dirons-nous
Des hommes de notre Montagne?
Ne travaillent-ils pas pour tous?
La justice les accompagne.

Au lendemain de Thermidor, sa chanson la plus nouvelle eut pour titre : *la Montagne abattue*, et notre barde criait à tue-tête :

La Montagne a fait la culbute :
N'écoutons plus les Montagnards.

Entre tant d'autres palinodies plus retentissantes, celle-là n'eut pas le don d'arrêter l'attention.

Les couplets de Ladré sur le *Ça ira*, grâce aux nombreuses réimpressions modernes, sont trop connus pour qu'il soit bien utile d'en passer une revue détaillée; ils ne résisteraient même pas victorieusement à l'analyse grammaticale. Si la lecture en présente un plus vif intérêt quand on les replace à la date et dans le milieu, c'est que l'auteur a certainement saisi au vol des propos qui étaient courants au Champ-de-Mars (1). « Les aristocrates sont à quia », dit Déduit, et Ladré retourne le thème :

Le peuple français jadis *à quia;*
L'aristocrate dit : *Mea culpa.*

Plus d'un lecteur s'est demandé par quelle subite fantaisie Ladré se mettait à invoquer « les maximes de l'Évangile » :

Celui qui s'élève on abaissera
Et qui s'abaisse l'on élèvera.

Songez pourtant que vous avez affaire à un chant improvisé pour soutenir et animer des travaux de nivellement. Imaginez-vous pour un moment être le metteur en scène chargé de reconstituer le tableau. Et voici, cela va tout seul, un demi-chœur, celui des travailleurs attaquant une butte à coups de pioche, qui, avec l'arrière-pensée symbolique si communément répandue dans les démonstrations révolutionnaires, entonne :

Celui qui s'élève on abaissera.

pendant que ceux d'à côté, ceux qui comblent les fossés et les fondrières, répliquent :

Celui qui s'abaisse on élèvera.

Vous les voyez, vous les entendez : les uns abaissent, les autres élèvent, tous nivellent, et toujours le chœur général reprend : *Ça ira.*

Plusieurs théâtres dédièrent aux fédérés qui faisaient quelque séjour à Paris des pièces de circonstance, ce que l'on appellerait aujourd'hui des *à-propos*, on disait alors des *faits historiques*. Il y avait des couplets sur l'air à la mode; la critique goûta surtout ceux de Collot d'Herbois dans la *Famille patriote* ou la *Fédération*, qui furent repris en chœur par le public du théâtre de Monsieur. Les mêmes mots circulaient d'ailleurs partout, sans qu'il parût possible de s'en rassasier, et le 24 août, Gorsas annonçait en ces termes un pamphlet patriotique de Lemaire : « Depuis le 14 juillet, on a retourné en tous sens la chanson dont le refrain est « ça ira ». Ce refrain est devenu le titre d'une foule de brochures, mauvaises, passables, piquantes, ennuyeuses, ridicules. Une seule mérite qu'on la distingue; elle est

(1) Un journal violemment hostile au duc d'Orléans et aux Jacobins qu'il personnifie dans Barnave, Duport et les Lameth, mais très enthousiaste de La Fayette, le *Journal des Halles*, dans son premier numéro, que divers indices permettent de faire remonter au moins au 7 ou 8 juillet, risquait, sur l'air alors dans toute sa nouveauté, un couplet auquel Ladré paraît avoir fait deux emprunts. On y lit, en effet :

Réjouissons-nous, le bon temps viendra,

et la fin du couplet est :

Par le prudent La Fayette
Tout troubles s'apaisera.

intitulée : *Ah! ça n'ira pas! ça n'ira pas, si vous n'y prenez garde.* »

Le chantre inspiré des fédérations de 1790, notre grand et tendre Michelet, a été conduit tout naturellement à replacer le *Ça ira* à sa date véritable (1). Il a consacré à ce refrain allègre une de ces pages dont le rayonnement dissiple les légendes malfaisantes comme l'aube printanière les brouillards des marais. Mais cet évocateur prestigieux qui, il y a un demi-siècle, secouait avec tant d'intrépidité l'amoncellement des contes de bonne femme fabriqués sans scrupule et propagés sans contrôle durant un autre demi-siècle, laissait tomber en passant cette concession : « Abrégé, concentré dans une ronde de fureur et de vertige, il devint le meurtrier *Ça ira* de 93. »

A-t-il existé, ce *Ça ira* de 93? C'est ce qui nous reste à examiner. Les auteurs qui tiennent le *Ça ira* pour une inspiration sanguinaire et terroriste, et qui se sont infatigablement copiés, écartent toutes les versions contemporaines qu'on leur peut présenter, celle de Ladré comprise, et ne se tiennent pour obligés d'en produire aucune autre. Tout ce qu'ils affirment, c'est que dans le *Ça ira*, l'authentique, le bon, on doit trouver :

Les Aristocrates à la lanterne...
Les Aristocrates, on les pendra.

Ce serait là le sombre *Ça ira* de 93, le *Ça ira* qu'on aurait hurlé autour de l'échafaud de Marie-Antoinette et qui lui aurait rappelé cruellement le temps où elle aimait à jouer sur son clavecin la contredanse de Bécourt (un effet de contraste que plus de trente littérateurs, à ma connaissance, se sont pieusement transmis).

Une réflexion s'impose tout de suite : le cri « A la lanterne! » n'est pas de 93; il est plutôt de 1790, il est surtout de 1789. On ne parlait plus d'accrocher les gens à la lanterne quand le tribunal criminel révolutionnaire fut en fonctions. Personne n'a jamais d'ailleurs indiqué la source où l'on pourrait retrouver le prétendu *Ça ira* terroriste et, dans aucun journal, aucun almanach, aucun cahier de chansons populaires (il m'en est passé beaucoup par les mains), je n'ai rien rencontré de semblable. Gorsas, dans son numéro du 31 octobre 1790, publie une correspondance de Belfort, signalant une mutinerie d'officiers aristocrates du Royal-Liégeois. Ils chantaient, dit le correspondant :

Ah! ça ira, ça ira, ça ira,
Les démocrates à la lanterne,
Ah! ça ira, ça ira, ça ira,
Tous les députés on les pendra.

(1) Il commet pourtant une confusion, quand il nous représente les fédérés qui se dirigent vers Paris traversant les villages au chant du *Ça ira*. Ce n'est qu'au retour qu'ils le répandirent, car ce chant ne faisait que naître, et c'était bien un produit parisien.

Lequel des deux partis a commencé à parler de pendre, lequel aura parodié l'autre, cela devient assez malaisé à décider. A force de fouilles, j'ai fini pourtant par mettre la main sur quelque chose qui peut éclairer, à la rigueur, les origines de la tradition si bien enracinée. C'est un pamphlet contre-révolutionnaire fort peu connu, dont voici le titre : « Dictionnaire laconique, véridique et impartial, ou Étrennes aux démagogues, par un citoyen inactif. A Patriopolis, l'an troisième de la prétendue liberté. » Lisez : 1791. L'auteur n'en est dévoilé, ni par Barbier, ni par aucun de ses rivaux, que je sache. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le refrain *Ça ira* lui donnait particulièrement sur les nerfs et il y revient dans trois articles de son court dictionnaire. Nous lisons d'abord à l'article *Avenir :* « A présent, nous chantons patriotiquement :

Ah! ça ira, ça ira, ça ira,
Les aristocrates à la lanterne,
Ah, ça ira, ça ira, ça ira
Les aristocrates sont à *quia*. »

Il y a un article spécial : « *Ça ira*, refrain trivial dont les fanatiques d'une liberté mal dirigée ont cassé les oreilles d'un public ignorant, qui l'a répété machinalement, comme les Ramponneaux et les Malbroucks. Que n'a-t-on fait revivre celui des têtes changées, pour faire pendant à nos incohérentes orgies? » Enfin, l'obsession reparaît au mot *Réjouissance :* « O les belles réjouissances que l'on nous promet pour fêter notre belle constitution! N'en avons-nous pas vu un bel échantillon au Champ-de-Mars? Et notre serment civique :

Ah! ça ira...
Les aristocrates on les pendra.

Tel est le digne refrain de nos patriotes modernes. »

Nous le tenons enfin, le fameux vers *meurtrier*. Nous sommes, répétons-le, en 1791, avant l'acceptation de la Constitution et même sûrement avant la fuite à Varennes. On voit bien, d'ailleurs, que c'est la Fédération générale au Champ-de-Mars avec le serment civique dont le souvenir cause encore des frémissements à notre auteur: et son texte n'est pas bien établi. Que le peuple de Paris, dans son entrain à la besogne et dans l'allégresse de son succès, ne se soit pas fait faute de narguer le dépit des aristocrates, des malveillants ou, suivant le mot de Ladré, des « mutins », il n'y a pas de doute à cet égard. Il s'en est donné à cœur joie et sur bien d'autres airs que celui de *Ça ira*, sur celui de *Vive Henri quatre* entre autres; mais lorsque, dans ces éclats de gaieté populaire, les aristocrates étaient menacés, c'était d'ordinaire d'un traitement plus dédaigneux que meurtrier. Que, dans la multitude des quolibets qui variaient d'un chanteur à l'autre, — car chacun brodait son *Ça ira* comme cela lui venait, — il ait passé par la tête de

quelqu'un, peut-être d'une bande, d'évoquer la lanterne — un ressouvenir d'antan, déjà, — cela n'est pas impossible, c'est vraisemblable, cela a dû être et je consens, si l'on y tient, à recevoir comme un témoignage les assertions décousues de l'auteur anonyme du *Dictionnaire laconique;* mais il en résulte en même temps que ces lambeaux n'appartiennent point à une chanson distincte.

Patriotes et courtisans passèrent longtemps à échanger des défis, des menaces, un peu partout, dans la rue, dans les cafés, dans les salles de spectacle, et aussi par les chansons, les caricatures, les centaines de feuilles hâtives imprimées chaque jour et aboyées par la ville. Les aristocrates étaient loin, à ce jeu, d'être en reste. On en peut citer des exemples sans nombre. Je ne choisirai qu'un couplet, parce qu'il est justement sur l'air : *Ah! ça ira.* Il est dans le *Journal de la Cour* (vulgairement le *Petit-Gautier*) du 5 mars 1792 :

Ah! jacobins, jacobins, jacobins,
Vous aurez beau dire, écrire et faire :
Ah! jacobins, jacobins, jacobins,
Vous y passerez un de ces matins!
Bravo, dira le peuple satisfait,
Hardi, Sanson! morbleu, que c'est bien fait!
Ah! jacobins, jacobins, jacobins, etc.

S'ils n'avaient fait appel qu'au bourreau, passe! Mais ces messieurs plaçaient plus couramment encore leurs espoirs de vengeance sur les succès des armées étrangères, et le peuple était beaucoup moins disposé à entendre cet autre genre de plaisanterie. Il faut le reconnaître, à l'époque où nous voici transportés, la grande vogue du refrain *Ça ira* s'était déjà bien affaiblie. A mesure que s'étaient accentuées les sommations des puissances étrangères et les rodomontades de l'armée de Condé, il avait surgi, sur les airs les plus divers, des chansons, les unes gouailleuses, les autres irritées, entre lesquelles la romance du patriote Boy : *Veillons au salut de l'Empire,* fait une fortune particulièrement rapide. L'air du *Ça ira* se maintient surtout au répertoire des instrumentistes des rues et du Carillon de la Samaritaine.

A partir du 10 août, il est définitivement relégué à l'arrière-plan par l'*Hymne des Marseillais,* et aussi par la *Carmagnole.* Il va sans dire qu'il ne s'est pas évanoui de la mémoire des patriotes dont il enflammait le civisme deux ans auparavant et qu'il reste, entre une infinité d'autres *timbres,* à la disposition des faiseurs de chansons. Ainsi, dans la *Discipline républicaine,* pièce d'Aristide Valcour (Plancher), représentée le 1er floréal an II, on entendra un chœur de soldats sur l'air du *Ça ira;* dans l'*Anthologie patriotique* pour l'an III, on trouvera, sur le même air, une chanson galante et badine de Ducray-Duminil, ayant pour titre : *Bouquet civique à Annette;* en l'an IV, un rapport de police conservé aux Archives nationales et qu'a bien voulu me signaler M. Aulard, parlera d'une manifestation faite au chant du *Ça ira;* vers la fin de l'an VII encore, trois ou quatre mois avant le coup d'État de Brumaire, le *Père Duchêne* de Lebois tympanisera sur cet air déjà vieux des membres et des agents du gouvernement directorial. On pourrait, en y mettant un peu de persévérance, recueillir quelques autres exemples. Mais, pour revenir à l'époque de la Convention, ces réminiscences furent à l'état d'exception et d'accident.

On vit éclore par centaines des productions lyriques sur l'air de l'*Hymne* ou de la *Marche des Marseillais,* ou air : *Allons, enfants de la Patrie,* ou plus brièvement sur « l'air chéri ». Près d'un quart de celles que contient le *Chansonnier de la Montagne* pour l'an II sont parodiées sur l'inspiration de Rouget de Lisle, sans en excepter une déclaration adressée à la citoyenne Savigny, actrice patriote du théâtre de l'Ambigu, par le citoyen Henriot Philincourt, premier commis du tarif général des Postes et membre du Point central des Arts-et-Métiers. La *Carmagnole* n'eut guère une fortune moins décidée; pour une pièce de circonstance où passe le *Ça ira,* il n'en est presque pas une qui n'ait ses couplets obligés sur l'air de la *Carmagnole.* Entre les airs mis en usage par les chansonniers patriotes, il y en a un encore qui revient souvent, bien plus souvent sans comparaison que le *Ça ira,* c'est le vieil air de maître Adam Billaut : *Aussitôt que la lumière...* Dans aucune relation de l'exécution de Marie-Antoinette, je n'ai souvenir d'avoir lu qu'aux invectives populaires qui ont éclaté sur plusieurs points du parcours de la charrette, notamment devant Saint-Roch, des chants se soient mêlés; mais dans ce cas, toutes les vraisemblances seraient pour la *Carmagnole* en souvenir des paroles premières :

Madam' Véto avait promis,

aucune pour le *Ça ira.*

Dans une chanson intitulée : *les Vœux du Vaudeville républicain,* voici le souvenir que donnait au *Ça ira* le citoyen Piis (sur l'air de la *Marseillaise,* pour le dire en passant) :

Ça ira fut de ville en ville
Le tocsin de la Liberté;
Ça ira fut bien plus utile
Qu'un discours d'un style apprêté;
Ça ira fut dans les campagnes
Donner un éveil précieux;
Ça ira, badin et joyeux,
Sut gravir au haut des montagnes.

Cette espèce d'abandon, cette disgrâce relative ne s'expliquent pas seulement par l'inconstance populaire, par le goût de la nouveauté, car il est des airs antérieurs, comme celui des *Dettes* ou : *C'est ce qui*

me console, dont les rimeurs de couplets ne se sont pas rassasiés depuis les premiers jours de la Révolution. C'est que le rythme du *Carillon National*, avec son refrain haletant et saccadé, ses répétitions, ses courtes phrases de dix syllabes qui sautillent sans que la césure trouve où se placer, n'était pas favorable à la versification. Il est dansant, mais fort peu chantant. Il n'a guère tenté les vaudevillistes de carrière; ils semblent même avoir évité de s'y jouer et l'avoir abandonné très volontairement aux improvisateurs du Pont-Neuf, aux quasi-illettrés qui n'ont jamais de raison de douter d'eux-mêmes et que rien n'embarrasse. Sur l'air de la *Carmagnole* se sont modelées, sans effort apparent, quatre ou cinq des chansons les mieux venues de l'époque et vingt autres très supportables. Toutes celles que l'on a accrochées au refrain : *Ah! ça ira* appartiennent plus ou moins à l'école du va-comme-je-te-pousse. L'air était rentré dans le domaine de la musique instrumentale, qui pourrait y revenir sans dommage et sans honte. Il s'effaça de la mémoire quand le premier Consul l'eut biffé du répertoire des musiques militaires, à peu près au même moment et pour les mêmes raisons qu'il abolissait la fête commémorative de la prise de la Bastille.

Ça ira est donc loin d'évoquer des souvenirs de la période de la Terreur et ceux-là mêmes qui prétendent n'accepter qu'une part de l'héritage de la Révolution et s'arrêter à l'œuvre de la Constituante, devraient être les premiers à le revendiquer et à le remettre en honneur. C'est un refrain du temps où l'idole de Paris s'appelait La Fayette et où Louis XVI était le Restaurateur de la Liberté française; c'est la sonnerie joyeuse de l'assaut donné à l'aristocratie au nom de la monarchie populaire.

GUSTAVE ISAMBERT.

LES GRANDES EXPLOSIONS

A la suite de la catastrophe de Lagoubran le gouvernement a fait, devant la Chambre, cette déclaration quelque peu étonnante qu'on va se livrer à une enquête sur les poudrières réparties à la surface de notre territoire, et rechercher celles qui pourraient constituer un danger pour les agglomérations avoisinantes. Il semble que les accidents analogues qui se sont produits antérieurement, soit en France, soit à l'étranger, suffisaient à éveiller l'attention sur le péril que renferme toujours virtuellement une poudrière : car on a beau paraître croire actuellement que l'explosion de Lagoubran est le résultat d'une tentative criminelle, nous en dirons assez tout à l'heure pour prouver qu'il n'est pas besoin de les attribuer à la malveillance et au crime pour expliquer ces explosions inopinées. C'est bien assez de songer aux ravages et aux ruines que pourrait causer l'armement ennemi dans le cas d'une guerre, il ne faut pas encore qu'en pleine paix les approvisionnements d'explosifs deviennent une cause de deuil pour les populations.

Les avertissements n'ont été que trop multipliés surtout depuis que les engins de destruction et aussi les grands travaux de toute sorte emploient couramment, et par grandes masses, des explosifs de plus en plus puissants. Ceux-ci, comme le disait un officier anglais de grand talent, le lieutenant-colonel J. T. Bucknill, sont accumulés tantôt dans les flancs d'un navire qui circule au milieu du port le plus fréquenté, tantôt dans un entrepôt qu'on ne peut isoler absolument des centres habités. Bien entendu, partout, sauf peut-être aux États-Unis, où la vie humaine compte moins qu'ailleurs, une législation spéciale et assez minutieuse réglemente le transport des matières dangereuses, et aussi leur emmagasinage. Néanmoins la liste est déjà bien longue des accidents qui se sont produits en entraînant les catastrophes les plus épouvantables.

En 1863, par exemple, alors pourtant qu'on n'employait que la poudre à canon classique, une poudrière fit explosion à Fort-Lyons, près de Washington : elle contenait 14 tonnes de poudre. Une maison située à plus de 300 mètres de ce magasin, pourtant profondément enterré sous la terre, fut déplacée tout d'un bloc sur ses fondations, et des projectiles lancés à une distance de 2 300 mètres.

En 1864, une autre grande explosion à City-Point, en Virginie : un chaland chargé de 8 tonnes de poudre à canon vient à sauter : il était amarré le long d'un quai, qu'il fait sauter sur une longueur d'une centaine de mètres, et les fragments en sont projetés à un demi-kilomètre de distance.

Cette année 1864 voit encore une explosion du même genre, qui se produit pour ainsi dire en trois actes, deux autres explosions étant causées par la première. C'est à Erith, sur la Tamise, à une vingtaine de kilomètres au-dessous de Londres : deux chalands chargés de 200 barils de poudre sautent; puis, peu d'instants après, un magasin qui en contient 750, et un autre plus petit où il n'y en avait que 90. Il ne restait plus trace des magasins ni des chalands; heureusement qu'il n'existait presque pas de constructions dans le voisinage, mais les murailles situées à 3 kilomètres de là étaient toutes craquelées: Il faut dire que l'explosion avait porté sur plus de 37 tonnes de poudre.

En 1871, les États-Unis sont de nouveau le théâtre d'un accident, qui a lieu à Stowmarket; et cette foi-

nous voyons apparaître des explosifs modernes et particulièrement redoutables sous la forme du coton-poudre. Là encore, se produit comme un chapelet d'explosions, au nombre de trois, par suite d'un phénomène qu'on désigne sous le nom d'explosions sympathiques, et dont nous reparlerons tout à l'heure. Les dommages les plus sérieux, écroulements de maisons, pluie de débris, furent limités à un rayon d'un demi-kilomètre.

L'explosion de Regent's Park à Londres survint en 1874, et heureusement, à bord d'un bateau qui était dans une tranchée du canal et sous un pont : ce fut comme un double écran qui arrêta en grande partie la force de l'explosion. Cependant des constructions furent sérieusement endommagées dans un rayon de 200 mètres, et les vitres se brisèrent jusqu'à plus d'un kilomètre et demi ; au Jardin zoologique, situé à l'extrémité opposée du Parc, nombre de serpents se trouvèrent ainsi mis inopinément en liberté : c'est là un résultat assez rare d'une explosion. Ce n'était que de la poudre à canon qui détona ainsi au milieu de Londres ; il en fut de même à la fabrique de poudre Hall, à Lochfyne, où pourtant il suffit de deux tonnes d'explosif pour lancer une grêle de pierres de taille jusqu'à près d'un demi-kilomètre de distance.

Après avoir rappelé l'explosion de la poudrière du Luxembourg et de la cartoucherie de Vincennes pendant le siège de Paris, l'explosion de dynamite de Paulilles, voici quelques détails sur celle de Kimberley, qui causa des ravages absolument extraordinaires. C'était en janvier 1884, en plein pays minier, dans une région, par conséquent, où l'on vit au milieu des explosifs, où on les accumule sans souci et en grandes masses près des centres habités. Dans une série de bâtiments de bois, véritables huttes recouvertes de tôle ondulée, on avait emmagasiné près de 40 000 kilos de dynamite, de la *potenttie*, autre explosif dont le nom à racine latine est inquiétant par lui-même, et quelque 30 000 kilos de poudre ordinaire, sans compter des amorces pour les trous de mine, des centaines de mille de cartouches de chasse, de la paraffine, etc. Pour comble, on avait même réuni dans certains magasins de la dynamite et des amorces, comme pour faciliter la détonation de la première. Deux explosions se produisirent à quelques secondes d'intervalle, et l'on raconte que la commotion fut ressentie jusqu'à une distance de 110 kilomètres ; du moins a-t-on des témoins sûrs prouvant qu'elle fut perçue, et violemment, à plus de 32 kilomètres. Dans un rayon de 2 kilomètres toutes les portes furent enfoncées : des projectiles, des pierres, des débris divers furent lancés à 4 ou 5 kilomètres, les fenêtres brisées jusqu'à 3 kilomètres au moins. Kimberley ne fut protégé que par de hautes collines artificielles formées des déblais extraits des mines.

Nous disions qu'aux États-Unis, on s'astreint assez peu volontiers aux précautions que recommande la prudence la plus élémentaire : c'est ainsi qu'on abandonna pendant trois jours un bateau jeté à la côte près de l'entrée du port de San Francisco, et contenant un énorme chargement de poudres diverses : il sauta et le bruit de l'explosion fut entendu à 160 kilomètres, à ce qu'on dit ; toutes les vitres furent brisées jusqu'à 8 ou 9 kilomètres, et un grand nombre de maisons furent démolies dans le voisinage.

En 1889, au mois de septembre, à Anvers une des plus terribles catastrophes que nous ayons à citer se produisit dans l'établissement d'un industriel qui avait entrepris de vider les vieilles cartouches. Il s'était engagé à ne jamais avoir chez lui qu'une très faible quantité d'explosif ; et cependant une enquête faite après l'explosion démontra qu'il avait dans ses magasins au moins trente millions de cartouches. Lors de l'accident, un très grand nombre de ces cartouches furent lancées en l'air sans éclater, ce qui n'empêcha pas que, sur l'emplacement de la fabrique, il s'ouvrit une sorte de cratère de 60 mètres de long sur 40 de largeur, et profond de 3 à 4 mètres. On compta 95 morts et 150 blessés, un dépôt de pétrole prit feu, les ravages se firent sentir dans un rayon de près de deux kilomètres, et les vitres se brisèrent jusqu'à une distance de cinq kilomètres.

Faut-il encore citer la série d'explosions survenues en 1890, dans les usines américaines Dupont, qui appartiennent aux descendants de Dupont de Nemours, et qui fournissent la plus grande partie des poudres nécessaires au gouvernement des États-Unis ? Et la catastrophe de Rome, en 1891, où trois cent mille kilos de poudre sautèrent dans un faubourg, à quatre ou cinq kilomètres du centre de la ville ? A Rome, le nombre des personnes blessées ne s'éleva pas à moins de 170, sans parler des tués et des blessés sur le lieu même ; de tous côtés, portes et fenêtres furent enfoncées, et des murs renversés à un kilomètre et demi.

Dans cette énumération nous pourrions trouver tous les pays : Santander compte une explosion célèbre survenue à la suite d'un incendie à bord d'un bateau amarré dans le port et contenant tout un chargement de dynamite. Heureusement la plus grande violence de l'explosion se fit-elle sentir surtout dans le sens vertical, projetant peut-être jusqu'à six cents mètres les débris du navire et des pièces de fer, qui s'enterrèrent de deux mètres en retombant sur le sol ; comme le bateau était au moment de l'explosion en partie submergé, il se forma une vague énorme qui envahit le quai. Dans un rayon d'un demi-kilomètre, les murs s'écroulèrent en fai-

sant des victimes; pas une vitre ne fut épargnée dans un cercle d'un kilomètre, une foule de gens se trouvèrent transportés à 80 et 100 mètres, leurs vêtements souvent arrachés; des pièces de métal volèrent à 1 200, 1 400 mètres du lieu de la catastrophe. Ce fut un vrai bombardement.

L'explosion de Keeken, se produisit sur le Rhin, en Allemagne, au mois de janvier 1895, à bord d'un bateau portant quelque cinq cents caisses de dynamite; le chargement représentait une trentaine de tonnes d'explosif, et l'ébranlement causé dans l'atmosphère suffit pour briser des vitres à quinze kilomètres de là.

En 1895 également à Vredendorp, près de Johannesburg, sautèrent presque simultanément huit wagons chargés de dynamite qu'on avait eu l'imprudence de laisser trois jours en plein soleil, à côté d'un wagon d'amorces, de détonateurs, comme on dit en langage technique. La puissance de cette masse d'explosifs fit dans le sol un trou de plus de 60 mètres de long, de 0,90 de profondeur et de 25 de large. A un kilomètre tout autour de l'endroit de la catastrophe, il ne resta pas une maison debout.

Enfin, qu'elles qu'aient été les discussions engagées autour de la perte du *Maine*, bien que les Américains aient publié un rapport officiel concluant à ce que leur navire avait été torpillé dans le port de la Havane, pour ceux qui ont examiné sans parti pris les données recueillies par l'enquête, il demeure à peu près certain que cette catastrophe a été causée par une explosion interne et spontanée.

Que peut-on conclure (car une conclusion serait particulièrement intéressante) de tout cela?

A coup sûr, on est édifié, ou du moins on devrait l'être pleinement, sur les dangers que présentent tous les établissements où l'on produit, où l'on emmagasine les explosifs, et non seulement les explosifs modernes : mélinite, nitro-glycérine, dynamite, fulmicoton, etc., mais la classique et modeste poudre noire.

Les données recueillies par nous ne sont qu'une bien faible partie des renseignements et des enseignements innombrables que les gens du métier ont à leur disposition : on y voit immédiatement que ce qu'on peut appeler le rayon dangereux autour du moindre dépôt de poudres est extrêmement étendu. Dire qu'on a besoin d'étudier la situation de chaque poudrière afin de s'assurer qu'elle ne présente pas de danger pour les centres habités voisins c'est donc un peu une plaisanterie : il y a longtemps que les services techniques ont dû se poser cette question, y répondre et prendre des mesures en conséquence.

Mais, par contre, cela ne signifie point qu'il faille toujours faire retomber sur ces services techniques la responsabilité des explosions qui se produisent dans les fabriques de poudres et d'explosifs divers, ou dans les magasins qui détiennent les approvisionnements de ces matières dangereuses. Les substances susceptibles de faire explosion, c'est-à-dire de fournir brusquement une quantité plus ou moins grande de gaz qui ne demandent qu'à se répandre hors de l'espace clos où ils se trouvent renfermés, sont, en somme, constamment dans un état d'équilibre instable, et leurs éléments ont tendance à se combiner autrement pour retrouver un équilibre plus stable; un rien peut suffire à provoquer cette modification, qui est tout simplement l'explosion. Il en résulte que des explosions sans causes apparentes se produisent assez fréquemment. Souvent, même dans des substances moins aisément inflammables que la poudre, il se manifeste ce qu'on nomme des combustions spontanées, c'est-à-dire que, sous l'influence de l'oxygène, — ce précieux aliment de toutes les combustions, — le feu prend brusquement sans que la moindre étincelle y soit apportée.

On a constaté qu'il suffit parfois de quelques vibrations dans l'air pour faire détoner un de ces terribles explosifs que l'on manipule constamment aujourd'hui pour les travaux de l'ingénieur comme pour la préparation de la défense nationale : c'est le secret de ce que nous appelions tout à l'heure les explosions sympathiques. La dynamite est tout particulièrement dans ce cas : vous pouvez y mettre le feu, elle se contentera de brûler tranquillement; même si vous la frappez à coups de marteau redoublés elle demeurera inerte. Mais ne vous avisez point de faire détoner à côté une cartouche de fulminate, car elle détonera elle aussi immédiatement, avec la violence qui la rend si précieuse.

Les chances de danger ne sont sans doute pas assez grandes pour rendre impossible l'emploi courant de ces terribles agents, et la preuve en est que les accidents sont relativement rares, étant donné l'usage constant qu'on en fait de nos jours. Mais sans parler même des imprudences que commettent les gens qui ont l'habitude de les manipuler, il ne faut pas être trop surpris quand ces produits chimiques, que nous avons asservis, reprennent leur liberté sous l'influence de quelque agent extérieur dont nous ne sommes pas maîtres, et que la décomposition, se propageant de proche en proche, entraîne une de ces terribles catastrophes comme celle qui vient de faire tant de victimes.

DANIEL BELLET.

LA VIEILLE MAISON [1]

Pas très vaste, modeste, avec son crépi d'un gris chaud qui lui donnait l'aspect vivant d'une créature humaine, la maison que les Lamberti habitaient depuis plus d'un demi-siècle réunissait tous les caractères des vieilles maisons seigneuriales de jadis sans faste, construites avec ce sentiment du confort qui méprisait le luxe, qui ne faisait pas la porte plus haute qu'il n'était nécessaire, mais assez large pour que le carrosse du maître pût entrer commodément, et qui se contentait de deux étages très étendus. Le premier propriétaire — un cadet de famille noble — avait imprimé à tout, malgré ses ressources limitées, le sceau de distinction de sa race, et ce caractère s'était conservé sans altération à travers toutes les péripéties des successions.

La vieille maison, dans la rue déserte et le quartier excentrique, n'avait pas éveillé la cupidité des nouveaux enrichis; personne n'avait jamais pensé à la transformer en une « maison de rapport », et telle qu'elle était, sans calorifère, sans électricité, sans aucun des raffinements modernes, aucune dame élégante n'aurait voulu l'habiter.

Elle avait passé ainsi tout doucement d'un héritier à l'autre, gens obscurs et ennemis du changement qui n'avaient pas altéré un trait de sa physionomie, laissant le gros figuier se prélasser en un coin de la cour, l'herbe croître entre les pavés espacés, et une patine noire s'étendre sur les ornements baroques de l'escalier d'honneur et de la terrasse sur laquelle toutes les plantes de la création grimpaient au printemps, envahissant les murs, les fenêtres, les tuiles, par une tolérance séculaire qui était devenue un droit. Les gouttières du toit, façonnées en forme de dragons qui autrefois vomissaient à flots dans la rue la pluie recueillie tout le long du toit, n'avaient disparu que par suite d'injonctions formelles de la municipalité, et non sans avoir tenté une certaine résistance. Il semblait que tout, dans la maison et ses dépendances, fût uni par un lien invisible, mais solide, pour résister à l'invasion des temps nouveaux. Les propriétaires eux-mêmes n'avaient pas réussi à attacher leur nom à leur demeure; dans toute la paroisse Saint-Ambroise, on disait : *la maison du marquis*, sans plus. La maison du marquis, depuis peu d'années seulement, était aussi connue sous le nom de maison Lamberti, mais c'était là un miracle opéré par Gentile Lamberti, qui seul avait paru digne de substituer son nom vénéré à une tradition plusieurs fois séculaire.

Déjà à l'extérieur, dans un renflement du mur qui altérait la ligne de la façade, le plan de la maison affirmait son indépendance absolue en fait d'esthétique. La porte placée, non point au milieu de la façade, mais sur le côté, était soutenue par des pilastres de granit qui se réunissaient au sommet, embrassant un petit écusson où l'on déchiffrait confusément des traces d'armoiries. En entrant sous le court portique qu'une clôture de bois à claire-voie divisait, on voyait, assez bien conservées, les peintures du plafond à caissons où le peintre avait donné le modèle des fioritures que le peintre devait répéter sur les balustres de l'escalier, répandant l'impression spéciale de mollesse, de tiédeur et, pour ainsi dire, de caresse et de baiser qui est le grand charme du baroque pur.

Au delà de la clôture, tout écho du bruit de la ville s'éteignait. On pensait involontairement au nombre infini de couvents qui, à une certaine époque, se trouvaient réunis dans ces quartiers, au mystère de tant de vies recluses, disparues pour toujours, et si l'on regardait le petit portique de la rangée de gracieuses colonnettes qui régnait de deux côtés de la cour, la vision fugitive des sœurs en prière faisait passer un souffle de mysticisme sur la chaude impression laissée par l'architecture mondaine. Mais c'était un mysticisme doux, tranquille, qui devenait même joyeux quand la belle saison revêtait de vert tendre tous les murs et que de la terrasse la glycine, le chèvrefeuille, les géraniums versaient des torrents de parfums sur la cour.

Les deux murs très bas non occupés par le portique, laissaient entrevoir une enfilée de jardins, grands et petits, primitifs et ingénus pour ainsi dire, aux arbres rarement émondés et qui contribuaient à donner l'illusion de la solitude.

Construite pour une famille patricienne, la maison n'avait qu'un seul appartement vraiment digne de ce nom et c'était le vaste escalier de style baroque qui y donnait accès. Quelques chambres encore au second étage avaient été appropriées à l'usage de M. Pompée et de l'autre côté, où se trouvait l'escalier de service, les derniers propriétaires avaient trouvé le moyen de loger un vieux pensionné et sa sœur. Mais c'était tout. De cette manière s'était accrue l'intimité de la maison où peu de personnes entraient, — toujours les mêmes, — où depuis des années les fenêtres des Lamberti s'ouvraient joyeusement, laissant passer les chants et les rires des enfants; où le vieux pensionné sur le petit balcon venait chauffer ses rhumatismes au soleil, tandis que sa sœur pendait à la fenêtre la cage de l'oiseau solitaire; où M. Pompée, en traversant le portique, interrogeait tous les matins le ciel et pronostiquait le temps pour la journée, où Flavio avait passé tant d'heures mo-

1 Voir la *Revue* du 25 mars 1899.

roses sur des tâches ingrates et tant d'heures azurées dans le salon des Lamberti.

Chaque printemps, avant que le figuier se mît à bourgeonner, le portier venait avec une échelle vérifier l'état des branches; puis il tendait des fils de fer afin que les rameaux de glycine qui tombaient à profusion de la terrasse ne s'en allassent pas au gré du vent; il les obligeait à revêtir le mur à l'endroit laissé libre par le figuier. Une vingtaine de pots de fleurs rangés en bon ordre, et toujours d'une certaine manière, devaient compléter l'arrangement estival de la cour. Le bonhomme y semait invariablement du basilic et des giroflées. Plus tard, quand le grand soleil de juillet et d'août grillait les pauvres plantes, il les abritait durant les heures brûlantes sous le portique et la répétition méthodique de toutes ces occupations, le scrupule de conserver chaque chose dans l'état et la forme habituelles produisaient une discipline monastique en parfaite harmonie avec l'air qu'on respirait en cet endroit. Comme en outre le portier était célibataire, aucune criaillerie de femme, aucune colère d'enfant ne rompait le silence profond de la cour. Ainsi l'herbe croissait immaculée au milieu des pierres de la cour, le figuier conservait ses fruits jusqu'à l'extrême maturité, les pots de fleurs n'étaient jamais déplacés d'un millimètre, la patine du temps s'était étendue sur les murs, sur les colonnes, sur les torsades de l'escalier et de la terrasse, créant des effets imprévus de clair-obscur, tandis que, de la muraille au nord couverte au pied d'une légère moisissure verdâtre, sortaient des taches de salpêtre aux ramifications bizarres, semblables à d'antiques fresques que les siècles auraient un peu corrodées.

Le deuil qui était tombé, terrible et soudain, sur la vieille maison en troublait momentanément l'aspect heureux. La persistance du brouillard faisait penser à un voile que la mort même, en passant, y aurait tendu; la cour, le portique, la terrasse, tout se perdait dans un vague mystère. Mais dans la chambre où Gentile Lamberti était mort, la douleur s'était réfugiée plus muette, plus profonde, non point spectre ou symbole, mais personne vivante.

Dans cette chambre encore ainsi pleine de lui, de ses habitudes, de ses souvenirs, Anna, la fille aînée, entrait comme en un sanctuaire, trouvant une consolation dans ce qui pour beaucoup est un supplice intolérable : l'évocation des jours passés. Elle ne comprenait pas du tout ce qu'on lui disait au sujet du temps qui guérit toutes les blessures en y versant le baume de l'oubli. Elle ne voulait pas oublier. Au contraire, s'il y avait pour elle une douce pensée au fond de sa douleur, c'était précisément la certitude de l'éternel souvenir, d'un lien ininterrompu avec l'esprit de celui qu'elle sentait encore vivre en elle. Son père n'avait pas été seulement l'être à qui elle devait la vie et que les traditions, l'habitude, l'intérêt lui commandaient d'aimer. Chair de sa chair et sang de son sang, elle était surtout, par une ressemblance parfaite d'âmes, la continuation de sa pensée, l'essence renouvelée de sa morale qu'un simple accident de la matière ne pouvait détruire. Elle était sa conscience, l'objet de son amour, elle était ce qu'il avait voulu qu'elle fût, ce qu'elle devait rester toujours.

Aucune faiblesse ne se mêlait au sentiment profond de la perte qu'elle avait faite, mais plutôt une ardeur concentrée, comme si du plus secret de son être germait la semence du puissant arbre abattu. Elle venait chaque jour, depuis qu'il était mort, passer de longues heures dans la chambre de son père; elle croyait le voir et lui parler encore; elle croyait — oh! mais d'une façon étrange — sentir l'attouchement magnétique et pénétrant de ses mains, ces mains un peu maigres, ou plutôt minces, dont les paumes brûlaient toujours. Et sa voix elle l'entendait, sa voix qui l'appelait : Anna! Ce nom, court, lumineux comme une lame nue, la ramenait encore à son souvenir avec un frisson d'orgueil.

Combien de fois, assis là, sur le petit divan entre les deux fenêtres, il lui avait parlé de la noblesse de la nature humaine, élevant l'âme de l'enfant à l'intelligence des sentiments généreux, non à titre d'exceptions, mais les lui présentant comme la seule règle d'une vie grande et digne. C'était, d'ailleurs, l'héritage que les Lamberti s'étaient toujours transmis de génération en génération avec une fidélité qui leur avait conféré une sorte d'aristocratie morale. Lié à la vie ardente du pays, le nom des Lamberti se rencontrait partout, et dans les jours tragiques de domination étrangère, féconds en inoubliables héroïsmes, et dans les périodes de calme, lorsque à l'action violente de la révolte succéda le rayonnement de sérénité intellectuelle, toujours un Lamberti se trouvait mêlé aux entreprises les plus sympathiques et les plus généreuses. L'auréole populaire (dans le sens élevé du mot), cette auréole décernée par des milliers de cœurs émus et reconnaissants, avait brillé avec trop de splendeur sur le front de Gentile Lamberti pour que sa disparition ne laissât pas un vide angoissant chez celle qui seule avait vécu avec lui jusqu'à la fin, qui l'avait admiré jusqu'à la vénération.

Désolée au milieu du monde, seule même avec des amis qui étaient si différents de lui, sentant à tout moment par la force des comparaisons fatales l'immensité de son malheur, Anna se ressaisissait dans cette chambre pleine des idées, des sentiments, des élans enthousiastes, des délicates fantaisies, des recherches amoureuses et profondes, de tout ce qui

depuis vingt ans formait le nœud de ce qui avait été une seule existence vécue par deux âmes.

Dans la même chambre vivait encore la petite figure élégante de la grand'mère, et de ce qui lui appartenait étaient restés quelques pastels délicieux accrochés contre la tapisserie d'un rouge sombre, le petit divan entre les deux fenêtres et un chiffonnier tout en tiroirs, verni et laqué, qui souriait dans un angle, comme s'il avait conservé dans sa rotondité brillante et fleurie la philosophie sereine de la vieille dame.

La chaîne d'amour était ininterrompue dans cette famille à ce point que les ancêtres revivaient dans leurs petits-enfants à qui ils avaient transmis leurs goûts, leurs habitudes, certaines attitudes, certaines façons de parler. Trois générations étaient nées sous ces plafonds cintrés, bordés d'une mince zone azurée, entre ces murs où les portes étendaient leurs larges battants à guirlandes de fleurs suspendues entre des baguettes dorées, le tout surmonté de peintures à la détrempe aux riants sujets. Chaque siège, chaque coin de la chambre, chaque moulure racontait une histoire. Vieux et jeunes avaient pleuré et avaient ri, avaient aimé, joué, souffert, pensé, rêvé dans la vieille maison tranquille, dans les chambres seigneuriales vastes et claires, où le reflet des jardins en contre-bas produisait une gradation délicate de vert qui atténuait l'éclat de la lumière. La félicité — une félicité haute et sévère faite de pensée — palpitait dans toute ligne, dans tout profil; elle avait de si profondes racines dans la bienheureuse maison qu'elle osait secouer même la pesanteur du deuil. Anna ne voyait ni la morne journée, ni la chambre close, ni le fauteuil vide. Dans son âme ardente la vie était éternelle.

Sur le bureau de son père, un livre était ouvert ainsi qu'il l'avait ouvert aux dernières heures de la vie. Le livre était posé un peu de biais, lui-même l'avait écarté de la main en un moment de lassitude, mais sans le fermer, comme s'il espérait pouvoir continuer bientôt la lecture. Un signe rouge en marge attira particulièrement l'attention d'Anna : son père devait l'avoir tracé dans l'activité dernière de la pensée, peu d'heures avant de mourir. Cette certitude la fit baisser la tête avec angoisse sur le volume. Elle lut : « Je n'aime pas souiller mes habits de la fange des rues. Je veux en beaux vêtements de fête attendre l'aube de l'avenir. »

Deux larmes brûlantes glissèrent le long de ses joues et tombèrent sur la page marquée. Telles étaient donc les dernières paroles méditées par son père!

Saisie par une indicible émotion, elle n'entendit pas la voix de la petite sœur qui l'appelait dans le corridor. Mais le léger bruit de la porte qui s'ouvrait lui fit enfin tourner la tête.

— Flavio a voulu venir...

Les deux enfants entrèrent, Elvire précédant Flavio qui, timide, les yeux baissés, se confondait en excuses.

— Il a voulu venir, répéta Elvire, jetant un regard dédaigneux sur les traces que les souliers de Flavio laissaient sur le tapis.

— Tu as bien fait, dit Anna s'efforçant de sourire à l'enfant; mais devant sa mine attristée, elle sentit qu'il était inutile de feindre et elle reprit sans cacher sa propre douleur :

— Vous auriez dû m'appeler, je vous aurais rejoints là-bas.

— Puisque je te dis que c'est lui qui a voulu venir!...

Flavio tournait son chapeau entre ses doigts, incapable de parler, voyant confusément toute chose, la gorge serrée, un peu blessé de voir présenter de cette façon une requête qu'il avait formulée si timidement.

— Quel imbécile! murmura Elvire qui regagna le corridor en courant.

Anna n'entendit que confusément les paroles de sa sœur; elle regarda l'enfant et fut frappée de l'expression défaite de son visage.

— Tu voulais entrer dans *sa* chambre, n'est-ce pas?

Un éclair de reconnaissance, en voyant qu'il était compris, brilla dans le regard de l'enfant. Il ne dit rien encore, mais il fit quelques pas vers sa protectrice. Elle lui prit les mains, l'attira vers elle en murmurant avec passion :

— Tu l'aimais donc beaucoup?

— Oh! répondit l'enfant.

Ce fut tout. Un moment leurs mains restèrent unies. Ils se regardèrent longuement, désespérément, jusqu'au fond des yeux.

On aurait cru entendre battre leur cœur...

— Flavio, dit tout à coup Anna, tu es encore jeune, tu ne peux comprendre ce que fut celui que nous venons de perdre.

— Je le comprends pourtant, répondit Flavio avec simplicité.

Anna se mit alors à considérer le visage pâle de son ami, elle se rappela qu'il était moins enfant que ne pouvait le faire croire son apparence débile; elle vit qu'en tout cas le pli douloureux de sa lèvre offrait la preuve d'une sensibilité supérieure à celle de son âge, et la bonté avec laquelle elle l'avait toujours traité s'éleva en ce moment à un degré de sympathie qui le lui fit regarder comme un frère. De toutes les personnes qui avaient pleuré la mort de Gentile Lamberti, aucune ne lui avait paru, à l'égal de cet enfant, aussi près d'elle, aussi à l'unisson, de sa manière de sentir et d'aimer.

Dans un élan subit où la passion douloureuse revêtit une ineffable douceur, elle dit :

— Regarde!

Et elle montrait le passage souligné.

L'enfant lut tout bas. Anna qui l'observait vit ses lèvres trembler et ses joues déjà pâles devenir transparentes. Reprise par une émotion ardente, Anna lut à voix presque haute : « Je n'aime pas à souiller mes habits de la fange des rues. Je veux en beaux habits de fête attendre l'aube de l'avenir. »

Flavio sentait vaguement qu'il recevait une distinction particulière, comme une preuve de confiance et de tendresse qui, de la part de cette femme supérieure, réveillait les fibres les plus secrètes de son orgueil d'homme. L'enfant timide, humilié, incompris, l'enfant auquel nul ne prenait garde sinon pour abuser de sa faiblesse, montait alors le premier degré de la dignité sociale, et son guide, son soutien était un doux visage de femme, une voix connue, réveillant une foule de souvenirs bien chers. Le soir précédent, dans un moment d'abandon plein de pitié, Anna l'avait attiré sur son sein, et à cette heure lui revenait avec vivacité la sensation de tiédeur et de tendresse ressentie dans la caresse fugitive. Il se tenait un peu courbé sur le livre et, voyant Anna debout, plus grande que lui, se dresser à son côté et se dessiner contre la lumière de la fenêtre en une ligne élégante de stèle, que le vêtement d'un rouge vif semblait baigner de sang, avec une hardiesse nouvelle chez lui, il dit :

— C'est ce que je veux, moi aussi.

— Parce que c'est ainsi qu'on aime, compléta la jeune fille.

Et ils écoutèrent tous deux le son de leurs voix tombant gravement dans la chambre, comme si un vœu solennel avait été prononcé.

Ce fut Elvire qui les tira de leur rêve. Rentrant tout à coup, elle arrêta les yeux sur la robe rouge d'Anna auquel la lumière directe de la fenêtre donnait un relief singulier.

— Il faudrait bien commander des habits de deuil.

Elle prononça ces paroles avec son calme de fillette sage, avec ce bon sens pratique et positif qui lui valait toujours l'admiration de M. Pompée.

Anna réprima un mouvement involontaire de répugnance.

— Ce costume lui plaisait tant!...

Elle se tourna vers Flavio, persuadée qu'il la comprendrait.

— Il me semble, en le dépouillant, dépouiller un souvenir de lui, l'éloigner davantage de ma vie, tandis que je voudrais continuer à être partout et toujours comme s'il me regardait encore.

Elvire reprit, un peu alarmée :

— Pourtant... le deuil... tout le monde le porte. Que diraient les gens?...

— Oh! fit Anna, résignée, nous le porterons aussi, sois tranquille.

Une mélancolie amère perçait dans son accent. Flavio la fixait de ses yeux grands ouverts, n'osant parler, si pâle et immobile qu'on voyait palpiter ses narines comme l'aile d'un oiseau prisonnier, tandis qu'en lui croissait le sentiment de répulsion qui lui venait souvent en présence d'Elvire.

A ce moment aussi la fillette était appuyée sur le bureau, tenant la main étendue sur la table polie, touchant le livre que Gentile Lamberti avait laissé ouvert à cette place même, et Anna frissonnait comme si elle allait assister à une profanation. Cette main ferme et déjà forte dans son développement incomplet d'adolescente, cette main qui savait tracer des pages d'une calligraphie parfaite, cette main, si étrangère, si indifférente, posée là où elle avait vu pour la dernière fois la main diaphane et brûlante de son père, lui donnait au cœur un coup qu'aucun raisonnement n'aurait pu expliquer. Pour dominer et vaincre une sensation qui répugnait à sa droiture, elle s'approcha de sa sœur et lui passa un bras autour du cou.

N'était-ce pas son devoir de l'aimer, maintenant plus que jamais, puisqu'elles étaient restées seules au monde? Elle avait juste l'âge d'Elvire quand leur mère, en quittant la vie, lui adressait, à elle en particulier, la prière de la remplacer auprès de l'enfant au berceau. Et voilà que dix ans s'étaient écoulés sans que le lien idéal se formât. Trompés par la gentillesse des manières, tous disaient : Comme ces deux sœurs s'aiment! Mais Anna savait bien que ce n'était pas vrai. Le bras passé autour du cou d'Elvire, elle attirait ses baisers avec une anxiété fiévreuse en murmurant :

— Nous devons, oui, nous devons nous aimer.

*
* *

Après les journées brumeuses de décembre, après les froids rigoureux de janvier et de février, le printemps remporta enfin la victoire, et déjà la jeunesse d'avril entrait par l'enfilade de chambres ouvertes, faisant s'épanouir dans l'illusion d'une floraison nouvelle les bouquets peints sur les grandes portes.

— Je m'attends toujours à ce que ces fleurs tombent et que ces boutons s'entr'ouvrent et les remplacent, dit un jour Flavio, s'arrêtant extasié devant un effet de lumière inaccoutumé.

— N'est-ce pas? c'est l'impression qu'elles me font aussi. Je me demande pourquoi les autres maisons ne sont pas comme celle-ci et pourquoi, au lieu de ces portes peintes, si belles et si riantes, il y a de petites portes vitrées, froides et antipathiques.

C'était Anna qui avait répondu à Flavio. C'était toujours elle qui recueillait les rares observations de l'enfant, comme autrefois avait fait son père. Cela se produisait spontanément par un accord intime, mais elle le faisait volontiers, croyant continuer une œuvre de réhabilitation et de justice. De confidences directes elle n'en avait pas encore reçu, personne ne lui avait révélé clairement ce qu'avait été l'enfance de Flavio; mais avec un instinct subtil elle l'avait lu, elle le lisait chaque jour dans sa pâleur maladive, dans le pli douloureux des lèvres, dans les yeux immobiles, vitreux, dont l'âme était absente; et quand, avec une piété féminine, elle avait fait sienne la tristesse de cet adolescent sans famille, de cet enfant qui n'avait jamais connu la tendresse d'une mère, son regard ardent et sombre passait comme une caresse sur la pauvre tête aux cheveux incultes, sur le pauvre corps mal vêtu, mal nourri, et les paroles cruelles du sieur Pompée : fainéant, bon à rien, vagabond, elle les traduisait, à la douce lumière de son cœur, par ces paroles de pitié : malheureux, innocent, pauvre petit!

Il était bien vrai que ses devoirs de classe Flavio les faisait fort mal, ou ne les faisait pas du tout, employant l'heure de la traduction latine à tracer des dessins sur ses cahiers et l'heure consacrée aux mathématiques à suivre des yeux les nuages au ciel dans leur course folle; mais Anna savait pourtant qu'il lisait beaucoup dans ce qui n'était pas des livres imprimés et quand il lui arrivait de parler avec chaleur des idées qu'avait aimées son père — vision d'art, enthousiasme de beauté, élans de foi ardente — elle voyait les yeux de l'enfant briller étrangement et se fixer sur les siens avec l'intensité de vie d'une plante qui boit les rayons du soleil. Alors Anna se sentait prise d'un regret violent qui la faisait s'exclamer avec mélancolie : Pourquoi n'est-il pas mon frère?

Tant que son père avait vécu, leur solitude à deux lui avait paru le plus exquis partage d'une vie qui avait pour but la poursuite de l'idéal. Collaboratrice intime de cet homme de bien, reine et prisonnière dans leur petite ruche, ce travail occulte de préparation, qui aurait distribué dans le monde tant de baume pour les âmes, était tout son orgueil, toute sa joie. D'autres répandent le bien sous la forme concrète de nourriture pour l'âme ou pour l'intelligence; elle préférait la distillation primitive qui n'était pas encore miel, mais suc des fleurs. C'était d'une âme, d'une âme aimante et forte qu'elle avait besoin!

Et voici qu'en ce renouveau fleuri, alors qu'elle assistait à l'avènement de son vingt-et-unième avril, Anna avait attiré sa sœur sur la terrasse, la tenant serrée contre son sein avec une sollicitude maternelle, tandis que dans son cœur le désir anxieux la faisait frémir de tendresse.

— Elle est belle cette année, la glycine, dit Elvire.

Anna inclina silencieusement la tête, caressant les cheveux de la petite, observant son oreille au lobe gras et plein d'un rose chaud dans la lumière matinale.

Elles s'assirent toutes deux sur la balustrade de la terrasse, à un endroit laissé libre par la glycine et qu'Anna préférait, parce qu'en cet endroit la vue s'étendait sur un assez vaste horizon terminé seulement par le mur d'un couvent lointain, sur la nudité monastique duquel était peint un cadran solaire. Tout autour on voyait écrit quelque chose, mots indéchiffrables à cause de l'éloignement, mais qu'Anna connaissait et vers lesquels ses regards couraient toujours comme attirés par un charme magique.

— J'ai beaucoup de leçons à apprendre, dit encore Elvire.

— Oui? il s'agit alors de ne pas perdre de temps.

— Oh! j'en sais déjà une bonne moitié. Je ne suis pas comme Flavio, moi!

Une ligne dure se dessina un moment sur les lèvres de la fillette. Anna baissa les yeux.

— M. Pompée dit que s'il continue ainsi, l'année prochaine il ne pourra entrer au lycée.

— Pauvre petit!

— Hier soir il s'est encore fait tirer les oreilles.

Anna se cacha le visage dans les mains.

— S'il le mérite, pourtant!

— Je ne sais pas... Je ne crois pas... Non, vraiment, je ne le crois pas. Flavio est très intelligent.

— S'il était intelligent, il étudierait.

Ces dures paroles détonnaient à ce point sur cette terrasse où passait encore, à travers les rameaux rajeunis de la glycine, la voix chaude et pure de Gentile Lamberti, qu'Elvire elle-même s'en aperçut et voulut apporter un correctif.

— Ou s'il avait un peu de cœur.

Anna tressaillit. Comment pourraient-elles jamais s'entendre? De quelle manière l'abîme pourrait-il jamais être comblé?... Et elle fut prise, comme maintes fois déjà, d'une terreur du vide qui se trouvait entre elles et qui semblait s'augmenter toujours, pareil à un précipice béant, dans les entrailles de pierre duquel se répercutait le bruit glacé d'une goutte d'eau tombant sans trêve. Elle tenait encore les yeux baissés, mais sans plus regarder sa sœur, elle sentait émaner d'elle une secrète répulsion et elle apercevait, sans plus le regarder, ce lobe de l'oreille gras et plein qui la troublait tant.

— Elvire (elle prononça les syllabes avec effort), ma chère Elvire, si nous courbions ainsi avec la main cette pousse nouvelle de glycine, si nous la privions d'air et de lumière jusqu'à ce qu'elle soit flétrie, pourrions-nous à juste titre nous vanter de notre force et reprocher à l'arbrisseau de ne pas s'être dé-

veloppé, comme il aurait fait dans des conditions normales ?

La fillette ne répondit pas. Toute l'énergie de son cerveau était consacrée à la solution du nouveau problème et ce qu'il y avait là de mathématique et de positif la persuada, mais le sentiment des choses lui échappait complètement. Anna s'en aperçut et, d'un mouvement lent, comme avec défiance, elle leva les yeux vers le cadran solaire lointain se détachant si nettement sur le mur blanc au grand soleil, qu'elle dut aussitôt détourner le regard.

— Comme c'est difficile, pensa-t-elle.

C'était dimanche. Les cloches des églises voisines sonnaient continuellement dans l'air limpide et lumineux où passaient des ondes parfumées.

— Ce doit être l'heure de la messe.

Et Elvire quitta la balustrade, non sans regarder si un peu de poussière n'était pas restée à ses habits.

— Quelle enfant sensée! s'écria M. Pompée, paraissant à l'extrémité de la terrasse, le chapeau de soie d'une main, les gants et la canne de l'autre.

— Vous allez à la messe ?

— J'en reviens.

— Seul?

— Ce vaurien, je l'ai envoyé là-haut écrire ses pensums. Il en aura pour toute la journée. Le malheur est que dans cette citrouille vide on ne puisse rien faire entrer. Vous dirai-je un trait entre mille ? Aujourd'hui, aujourd'hui même, au moment d'aller à la messe, alors que le dernier appel était déjà sonné et que, s'il devait penser à quelque chose, c'était à ses devoirs, je le cherche partout et je le trouve... devinez ! en extase, planté sur une échelle oubliée par le concierge, occupé à examiner l'écusson de la porte. Vous avez bien entendu : l'écusson de la porte. Certaines choses ne sont pas croyables tant qu'on ne les voit pas. J'habite cette maison depuis dix ans et Dieu sait si j'ai jamais perdu un moment à regarder les armoiries. Mes chères demoiselles, quand il n'y a rien là... — il se toucha le front de l'index en secouant la tête. — Ce n'est pas comme vous... ce n'est pas du tout comme vous !

Le sieur Pompée se redressa, s'ébroua, fit tourner dans leurs orbites deux gros yeux qui semblaient vouloir évaluer d'un coup les longues traditions intellectuelles et morales de Lamberti, dont un reflet l'illuminait en sa qualité de locataire et ami.

— On verra!

— J'ai déjà assez vu, mademoiselle Anna. Savez-vous que ce cancre a quatorze ans ?

— Quatorze !

— Oui, le double de l'âge de raison ; on ne le dirait pas, n'est-ce pas? Moi, à quatorze ans, j'avais déjà fait ma première du lycée, je possédais deux langues vivantes et deux langues mortes, et je me trouvais en état de donner des répétitions et de me suffire à moi-même. C'est ainsi que se forment les hommes.

Ce disant, il se gonfla et fit la roue. Bien qu'Anna dût convenir qu'il y avait là un sens commun d'un certain poids, elle sentait se rebeller en elle d'autres raisons, et de plus hautes, en faveur de son protégé. Mais comme Elvire la tirait par la robe, elle ajouta en hâte :

— Tous les fruits ne mûrissent pas à la même époque. Pour quelques-uns, il faut beaucoup, beaucoup de chaleur...

— Et de la paille, ricana M. Pompée.

Elvire se mit à rire.

Les appréciations de ce vieillard présomptueux et inepte laissaient Anna indifférente, mais le rire de sa sœur la blessa dans sa sensibilité intime. Pour la faire souffrir il suffisait d'une de ces piqûres d'épingle, d'un seul mot, qui aux autres aurait paru indifférent, d'une expression passant d'un vol rapide et aussitôt disparue et qui pourtant laissait une trace douloureuse dans son esprit rêveur.

En descendant les petites rues solitaires qui menaient à l'église, elle fit des efforts surhumains pour être joyeuse. Sur le faîte des murs, sur les appuis des fenêtres, dans les parterres des jardins entrevus par les portes ouvertes, avril répandait la tendresse souriante de la verdure nouvelle, et elle s'en imprégnait non sans une enivrante mélancolie. C'étaient les endroits connus et bien chers, les vieilles rues abandonnées, tant de fois parcourues avec son père, qui lui avait appris la subtile jouissance de s'unir à l'âme des choses, mais à présent son âme, à elle, gémissait, son âme restée orpheline, son âme exilée. Oui, c'était l'impression qui, au milieu d'autres, se présentait clairement à ses yeux : se sentir exilée. Sa façon d'aimer exclusive et violente lui interdisait les consolations faciles, les commodes substitutions. A l'église, en ouvrant son livre de prières, elle fut frappée par ces paroles d'un grand saint : « Fâchez-vous et ne péchez pas. » La colère donc dans certaines circonstances, la colère était même permise? même aussi l'indignation violente, qui soulève le cœur à certaines heures de la vie et le pousse à la révolte comme s'il voulait briser d'un coup les chaînes séculaires qui l'écrasent?

A côté d'elle, Elvire lisait la messe, tournant les pages d'un mouvement mesuré et gracieux de sa main ferme ; exercice qu'elle accomplissait depuis cinq ou six ans, qu'elle accomplirait encore pendant cinquante ou soixante ans peut-être, tandis qu'Anna cherchait en vain la prière qui répondît à son ardeur intime. Parfois on l'accusait d'avoir peu de religion, et pourtant elle sentait en elle des élans

d'adoration et de foi qu'elle n'avait jamais remarqués chez tant d'hommes députés pour leur piété. La foi, l'amour, le savoir, tout ce qui est répandu par le monde sous le nom du bien, peut donc être réduit en formules et arriver à satisfaire ainsi tous les esprits et tous les cœurs? Plutôt qu'un pain offert, qu'une prière récitée, qu'un livre appris par cœur, le bien n'est-il pas une flamme impondérable qui émane de quelques êtres privilégiés, et réchauffe, soleil idéal, des millions d'âmes?

Un souvenir lui revint brusquement. L'auguste basilique disparut pour un moment à ses yeux et elle se retrouva dans une modeste église de montagne, l'église de Courmayeur. Alors aussi (à l'époque où la reportait le souvenir), c'était un clair dimanche ensoleillé; les personnes en villégiature à Courmayeur se tenaient groupées devant le grand autel, abandonnant le reste de l'église aux villageois, aux femmes qui étaient accourues de Pré-Saint-Didier, d'Entrave, des hameaux voisins et lointains, et qui un peu fatiguées, attendant le pain bénit qu'une antique coutume fait distribuer aux fidèles, tendaient l'oreille avec humilité aux paroles qu'un jeune prêtre laissait tomber du haut de la chaire. C'étaient des paroles si douces qu'elles faisaient songer à un vol de colombes : paroles blanches, paroles ailées qui semblaient planer au-dessus de la tête des fidèles; paroles chaudes d'une ardeur contenue, semblables à un nuage d'encens odorant montant vers la voûte ; et elles venaient, ces paroles, d'une âme vibrante d'ascète à la physionomie pâle et émaciée, qui de temps en temps s'illuminait du reflet des célestes clartés. La foule des villageois, le groupe des étrangers, toute cette masse bigarrée et immobile, assise sur les bancs, adossée aux pilastres, inclinée sur les degrés de l'autel, disparaissait, comme terrassée par la frêle créature qu'on distinguait à peine dans la pénombre de la chaire. Et la voix continuait douce, suave, parfois sanglotante, parfois claire et ferme, mais toujours dominée par la violence même de la sainte ardeur. Un long gémissement, qui parut devoir déchirer la poitrine délicate d'où il s'élevait, trembla sur la tête des fidèles... « l'amour paternel, ce dernier couchant du soleil des passions », avait dit le jeune prêtre avec un tel sentiment de sa propre abnégation, qu'Anna avait tressailli, et qu'elle murmura tout bas à l'oreille de son père : Aujourd'hui nous avons vu une âme.

Elle reprit avec plus de calme le chemin de l'église, car elle avait réussi à s'abstraire complètement dans la vision. Son père l'accompagnait encore, son père était avec elle. Ce triomphe de l'esprit soutenu, et comme exalté par la nature en fête souriant de son éternel sourire de jeune fille, lui mettait dans le cœur une joie suraiguë.

— Tu vis, tu vis, s'écria Anna en se précipitant dans la chambre de son père et tombant dans le fauteuil qui avait été le sien, embrassant le coussin qui conservait presque intacte l'empreinte de son front, elle termina sa pensée dans un sanglot : Tu vis en moi, du moins!

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.

(*A suivre.*)

NOS HUMORISTES

M. Courteline.

Ce fut par une claire après-midi de printemps que M. Courteline, vêtu d'un bel habit vert et noir, monta de ses petites jambes agiles les degrés de pierre qui conduisent à la Coupole. Le soleil tendre, gai, bon enfant, accrochait des clartés pâles aux vieilles maisons grises du quai, courait le long des parapets, effleurait les vagues clapotantes du fleuve, s'attardait au coin des rues, musardait au creux des statues. Une brise légère et comme parfumée agitait faiblement les premières feuilles et caressait en frissons apeurés les nuques blondes des femmes. Des gamins passaient le nez au vent, les mains dans les poches, en sifflant, et des ouvrières montraient leurs mollets, tandis que des tourlourous, les bras ballants, s'en allaient, traînant sur le trottoir leurs godillots sonores. C'était une journée de printemps que Dieu faisait belle en l'honneur de M. Courteline.

Et M. Courteline, pérorant, gesticulant, tortillant, le cou serré dans sa cravate de commandeur, sa grande et mince épée battant ses jambes maigres, franchit la porte et entra.

Tout le Napolitain était là. Les yeux malins d'Ibels sommeillaient, en souriant; Zo d'Axa, le regard perdu, laissait errer ses mains longues et blanches sur sa barbe fine de mousquetaire; M. Quillard reniflait les odeurs fanées qui flottaient dans la salle ; M. Mendès, le dos arrondi, montrait fièrement sa pauvre figure, lamentable copie du Christ, et M. Tailhade rêvait des brocards, sertis de néologismes, contre l'Institut et les corps constitués.

Et parce que M. Courteline écrivit *Boubouroche*, toutes les petites femmes de Paris, brunes, rousses, acajou, emplissaient les tribunes, avec des froufrous de robes, des grâces d'éventails, des chuchotements de lèvres, des rires à peine réprimés, et tous les maris, tous les amants trompés étalaient aussi aux tribunes la rondeur de leurs ventres, ou dissimulaient la maigreur de leurs anatomies...

M. Courteline parla : il dit sa joie et son humilité,

il dit aussi la gloire de son prédécesseur, M. Coppée, et répandit sur les humbles les fleurs de son éloquence, et quand il eut fini, il s'assit humblement, au milieu des applaudissements.

Alors, le vicomte E. Melchior de Vogüé se leva. Les rires s'étouffèrent, il y eut encore quelques secondes un bruissement de paroles, puis elles devinrent des murmures, puis elles s'évanouirent. Un silence curieux sembla descendre du plafond, sortir des murailles, des tribunes, des portraits, et semer partout une ombre douce et veloutée. Et beau avec mélancolie, M. le vicomte E. Melchior de Vogüé parla, pour ses ancêtres d'abord et pour lui, pour l'auditoire ensuite, pour la postérité enfin.

« L'Académie, Monsieur, en vous recevant dans son sein, a cru juste de réparer une erreur, qu'elle commit, il y a deux cents ans, et que des esprits malintentionnés lui reprochent, les uns avec amertume, les autres avec une gaieté pleine d'affectation. Vous êtes le petit-fils de Molière; M. Mendès, ce vieux mousse échappé au naufrage du Parnasse, l'a dit et répété : il faut le croire. Vous ne succéderez pas seulement à M. Coppée, cette âme d'élite, dont aucun de nous ne peut se consoler qu'elle nous ait quittés : vous prendrez aussi la place qui ne fut pas donnée au grand poète comique, et ce n'est pas à vous de nous remercier de cet honneur, c'est nous qui sommes vos obligés, puisque vous avez bien voulu nous procurer, par votre naissance et votre talent, l'occasion de montrer, une fois de plus, que nous savons, quoi qu'on en dise, reconnaître nos torts, ceux même dont nous ne sommes pas responsables.

« Vous êtes un homme heureux, Monsieur. Vous êtes tout jeune, et la France entière vous connaît. Romancier, conteur, dramaturge, vous arrivez parmi nous d'un pas alerte, guidé par Rabelais et protégé par l'ombre de Jean-Baptiste Poquelin. Votre âge seul eût pu vous nuire, c'est le seul de vos bonheurs que nous ne vous aurions pas facilement pardonné : vous avez bien fait de nous le cacher, nous aurions peut-être eu la méchanceté de retarder de quelques jours l'immortelle consécration de votre gloire.

« Je l'avoue cependant, l'étude approfondie des écrivains russes contemporains, une illusoire tentative de rénovation du christianisme, les labeurs d'une vie politique agitée, les tristesses de l'heure présente, tout enfin, Monsieur, m'avait tenu éloigné de vous et de vos œuvres. Je vous connaissais de nom, j'entendais parler de vous, en termes élogieux parfois.

« L'on me disait qu'il n'était personne en France pour avoir, à un degré aussi haut, le sens du comique, et si puissamment faire jaillir des êtres et des choses le grotesque irrésistible qu'ils renferment tous. Vous seul, parmi des générations désabusées, vous gardiez, paraît-il, la belle gaieté sonore de nos pères, et votre rire gigantesque montait, montait, éclatant, éperdu, au-dessus des longs cheveux des esthètes, au-dessus des robes effusées de leurs compagnes, au-dessus des pâles sourires vieillots des sceptiques, au-dessus des larmes littéraires des pleureurs professionnels. Hélas! moi, je n'avais pas envie de rire, et je haïssais ceux qui, insoucieux des hontes morales de notre époque et semblables à des clowns, gambadent sur la place publique, en amusant la foule de la folie hilarante de leurs discours.

« Eh bien! Monsieur, puisque l'Académie m'avait chargé de vous recevoir en son nom dans cette enceinte, et parce que je suis un homme de conscience, j'ai acheté tous vos livres et je les ai lus. Mon cabinet austère, où dorment et m'endorment des livres graves, où s'ennuient et m'ennuient des tableaux sévères, a retenti du bruit de ma gaieté. J'ai oublié durant quelques heures tous les merveilleux souvenirs que j'ai rapportés de mes voyages merveilleux : la Syrie, la Palestine, l'Égypte, Constantinople et la Corne d'Or, Cythère, Chypre et Paphos, Pétersbourg, Moscou et Samarkand, toutes ces visions féeriques dont j'aime à caresser sans cesse les yeux de mon âme, ont soudain disparu. Pour la première fois de ma vie, j'ai passé de longues minutes délicieuses uniquement à rire et à sourire, pour des peintures peut-être trop réalistes et pour des mots vibrants, soldatesques ou populaires. Je n'aurai pas la faiblesse de m'en repentir.

« J'ai désiré alors mieux vous connaître, et j'ai voulu revivre votre vie. Vous êtes né vers 1860 en plein cœur du jardin de la France, dans cette vieille ville de Tours, aux mœurs douces et hospitalières. Vous avez joué dans le square de l'Archevêché et couru sur les bords de la Loire, puis la fortune capricieuse vous conduisit à Meaux. Vous rappelez-vous encore le vieux collège où l'on vous enferma? Comme il était tendre et calme! De grands arbres, que berçait le vent, ombrageaient les murs lézardés; des moineaux piailleurs sautaient sur les branches, et, quand revenait le printemps, les hirondelles regagnaient les nids construits au creux du toit. Une horloge doucement laissait tomber les heures. C'est là qu'élève indocile, caché derrière une pile de dictionnaires, vous écriviez, dès votre troisième, des vers qu'insérait le journal de Provins. Mais il fallut quitter le collège pour un lycée de Paris. Une fine moustache parait votre lèvre : la patrie bientôt vous réclama le paiement d'une dette sacrée. Vous avez alors, durant plusieurs années, vécu dans les casernes et j'ai ouï dire qu'en récompense de loyaux services, vos bras s'y étaient ornés de galons larges et dorés. Un ministère hospitalier vous offrit à votre retour une table vêtue d'un drap vert, une chaise rembour-

rée, et la tiédeur d'un bureau paisible, où flottaient des fumées de cigarettes. Mais vous brûliez d'un désir fou de liberté : les pierrots siffleurs, les feuilles vertes, les souffles chauds d'été et les brises alanguies d'automne, les pas légers des femmes et leurs sourires étaient pour vous d'un bien autre prix que les dossiers, les minutes, les circulaires, où votre métier vous obligeait, de-ci de-là, à jeter quelques regards effrayés.

« Aussi, un beau jour, vous avez salué, sans remords et dignement, vos paperasses, et la littérature, bonne mère, vous ouvrit ses bras. Vous aviez de qui tenir : votre père Jules Moinaux, encore que j'estime peu ses pochades judiciaires, était un homme d'esprit et de burlesque imagination, et je me plais à voir en lui un auteur truculent de tabarinades. Vous aviez hérité de sa verve, trop grosse, parfois, hélas ! et de sa fertilité d'invention. Vous possédiez en outre une facilité d'observation aiguë, vous vous êtes souvenu de vos années de régiment, et votre premier livre, *les Gaietés de l'escadron*, vous classa du coup parmi les auteurs en vedette.

« Ce n'était que justice. Vous nous aviez rappelé Molière, non le Molière du *Misanthrope* et des *Femmes savantes*, mais le Molière des *Fourberies de Scapin* et du *Malade imaginaire*, un Molière profond encore, mais d'une fantaisie plus imprévue et plus éclaboussante. Chez vous en effet, comme chez lui, le comique était du même ordre, non d'invention, mais d'observation, et vous choisissiez aussi, pour exciter l'hilarité, des sujets tels que « lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer ». L'armée vous était apparue dure, mauvaise et triste. Les mille et une injustices de la vie de caserne, la grossièreté des hommes, la méchanceté abrutie des sous-officiers, la bêtise orgueilleuse des officiers, voilà ce qui vous avait frappé.

« Vous nous l'avez dit en des récits amers, navrants, haineux et puissamment comiques néanmoins, avec une force telle que des livres de forme plus violente restent inférieurs au vôtre. Votre rire est plus dangereux qu'une injure. Oui, dégager, avec une vérité impitoyable, tout ce que recèlent d'amusant les situations les plus lamentables, c'est bien la caractéristique de votre talent. Où nous l'avez-vous mieux montré qu'en créant Boubouroche? Comme Georges Dandin, Boubouroche est un malheureux, et nous devrions le plaindre et nous ranger de son côté : pas du tout. Ce pauvre être est drôle extraordinairement et nous ne pouvons accueillir son infortune que par des éclats de rire.

« Aussi, Monsieur, permettez-moi cet aveu : tout en vous admirant, j'ai de la peine à vous aimer. Vous êtes pour moi un de ces écrivains de premier ordre, mais suspects, dont il faut reconnaître les grandes qualités et réprouver le mauvais emploi qu'ils en font. Rien n'est sacré pour vous : votre raillerie attaque et démolit tout ce que nous devrions au contraire étayer pieusement. Passent encore les ironies formidables dont vous poursuivez fonctionnaires, employés, propriétaires. Mais l'armée! Ah! Monsieur, vous n'auriez pas dû toucher à l'armée.

J'ai eu l'honneur d'être soldat, durant cette année terrible dont je ne peux sans tristesse évoquer le souvenir, et j'ai versé mon sang pour défendre ma patrie. Je connais, pour l'avoir ressenti, ce noble enthousiasme qui entraîne, aux jours sombres, les plus faibles, les plus indécis, vers les frontières menacées. J'ai vu au plus fort de la mêlée, tandis que les balles sifflaient et que les canons tonnaient, les débris de mon régiment se serrer autour du drapeau, claquant au vent, pour lui faire de leurs corps une vivante muraille. J'ai compris alors tout ce que ce mot « armée » contenait d'héroïsme, de dévouement, de résignation, de grandeur enfin. Vous, Monsieur, vous avez vécu dans les casernes, et le destin complaisant vous a épargné le retour de la guerre et de ses désastres. Vous avez passé de longues journées moroses, à la chambrée, au champ de manœuvres, ne voulant voir — esprit fort que vous étiez — dans les actes de votre existence militaire qu'inutilité et ennui. Pour quelques injures, pour quelques punitions, pour quelques souffrances, que vous n'avez pas su endurer au nom de la patrie, vous avez amassé dans votre cœur des flots de haine, et, perfide ennemi, vous avez attaqué ce que vous détestiez, en mettant les rieurs de votre côté...

« Et je pense à votre illustre prédécesseur. Vous aussi vous avez peint les humbles. Ce sont des humbles, en effet, n'est-ce pas, ces cavaliers de deuxième classe, roublards, simples et orduriers, ces adjudants et ces capitaines grincheux et rudes, ces conducteurs d'omnibus, automatiques distributeurs de places à l'intérieur et sur l'impériale, ces employés des postes et des télégraphes, qu'un grillage de fer protège contre la férocité du public. Mais voyez comme M. Coppée a chanté les petites gens qu'il découvrait. Il les aimait et les plaignait, il avait pour chacun d'eux une larme toute prête, un vers tout rythmé. Il eût compris que l'employé des postes exigeât de lui, bien qu'il le connût, les pièces d'identité nécessaires pour toucher un mandat. Il n'eût pas tendu, par vengeance, au contrôleur d'omnibus, qui refusait d'accepter une correspondance cassée, un billet de mille pour payer sa place, en demandant la monnaie. Il eût écrit sur le rond-de-cuir des vers d'une exquise douceur. M. Coppée, en effet, respectait tout ce qui forme un corps dans l'État et représente une force inébranlable. Il payait son terme avec régularité, n'empruntait à personne, évi-

tait toute colère contre sa concierge. Il savait aussi que les administrations sont des rouages indispensables à un pays et que des administrations intelligentes ne peuvent exister.

« Mais si peut-être — car il était aimable — il riait de vos plaisantes attaques contre quelques institutions de notre France, le comique de vos peintures militaires n'amenait pas sur ses lèvres le plus léger sourire. Que de fois des pleurs ont mouillé ses yeux ! il sentait toute la puissance de votre talent, il regrettait que vous l'employiez à ridiculiser cette chose sacrée, l'armée.

« Ah ! l'armée, il la chérissait, en vieux grognard chevronné et balafré. Quand un régiment passait, musique en tête, son âme s'enthousiasmait et bondissait, accompagnant de ses battements fous les roulements des tambours et les sonneries des clairons. Cet homme, qui ne porta jamais un képi et ne vêtit jamais un pantalon garance, s'en consolait par le bonnet à poil qui emplissait son cœur.

« Est-ce un rêve ? Je le vois au 5e chasseurs. Il ne hait pas l'adjudant Flick, il devine en lui un vieux brave, un peu maniaque, un peu aigri et il songe que plus tard, quand il sera académicien, il lui fera offrir, au jour sinistre de la retraite, un fructueux bureau de tabac. Mais, tandis qu'il songe, passe le capitaine Hurluret, ce Vincent de Paul en culotte de peau, selon la belle expression de M. Jules Lemaître. Il oublie de le saluer, il est puni, mais il ne prononce pas un mot de rancune. Il sait que les officiers n'agissent pas sans réflexion et que les quatre jours reçus de son capitaine contribueront au relèvement de la Patrie. Alors il s'en va trouver Lidoire, pour le convaincre de cette vérité, et Lidoire, séduit par l'offre d'une bouteille, écoute en roulant les yeux...

« Ne croyez pas cependant, Monsieur, malgré mes critiques, que nous vous en voulions beaucoup. L'Académie, qu'on dit une vieille marquise prude et bégueule, a peu hésité, pour donner à l'homme calme et tendre que fut M. Coppée, un successeur au langage violent, au rire rabelaisien. Elle aime ses enfants égarés, elle se plaît, en de certaines années, à les ramener près d'elle, à les blâmer doucement, pour les habituer ensuite au bon ton et aux belles manières. Prenez donc place avec confiance parmi nous, vous nous aiderez à définir pour le Dictionnaire les mots qui nous effrayent, et, quand nous nous ennuierons — ce qui arrive — vous nous conterez quelques récits joyeux, qui nous donneront en même temps à penser. »

Alors, comme il avait fini, M. le vicomte E. Melchior de Vogüé promena sur l'auditoire son beau regard triste, et l'auditoire applaudit, respectueux et charmé. Puis la déroute commença. Les chaises se renversèrent, des fauteuils s'écroulèrent, des robes, sur lesquelles des maladroits marchaient pesamment, se déchirèrent, et l'on entendit quelques cris de colère discrète.

Secouant les mains qui se tendaient, embrassant les figures très amies, un peu rouge, riant, criaillant, le bicorne de travers, le jabot sali et flétri, M. Courteline se fraya un passage jusqu'à la porte.

Le soir tombait, lentement, avec des coquetteries Une ombre légère, que paraient encore les dernières lueurs du soleil mourant, courtisait les colonnes du Louvre. Une cloche, dans le lointain, tintait avec douceur. Debout sur le perron, haussé sur les talons, M. Courteline regardait la foule s'écouler, quand, chapeau bas, le corps plié dans une profonde salutation, la main sur la poitrine, un gros monsieur suant, soufflant, s'approcha de lui, et le félicita.

Et c'était M. Boubouroche, toujours trompé, toujours heureux, qui, avant de s'en aller boulevard Magenta embrasser sa perfide petite amie, invitait poliment le nouvel élu à quelque partie de manille ou de zanzibar.

PAUL ACKER.

POLITIQUE ET FINANCES

Nous allons « vers la ruine » ; nous y arriverons bientôt. M. Léon Poinsard, esprit excellent, nous l'assure en un livre dont une documentation pleine de hardiesse fortifie — peut-être — les affirmations aventureuses.

Certes, encore que M. Poinsard, attestant que tout est reprochable dans l'État, répète avec une savante insistance ce que beaucoup d'autres affirmèrent avant lui, il est pourtant original. Et c'est à coup sûr son moindre mérite. En effet, si on a fortement critiqué les manifestations diverses de notre vie politique, il suffit de les observer d'un peu plus près pour ajouter aux critiques anciennes des critiques nouvelles et il n'est même pas besoin pour cela d'être doué d'imagination : je ne veux pas exprimer indirectement par ce détour que l'imagination manque à l'auteur. Donc, M. Poinsard considéra nos finances et ce l'amena bien vite à critiquer notre politique entière, ou bien il considéra d'abord notre politique générale et il fut conduit aussitôt à condamner particulièrement nos finances. Tout mal part des finances et tout mal y retourne : voilà ce qu'il démontre presque. Il l'eût démontré davantage si cette certitude lui avait, dès l'abord premier, paru moins évidente. C'est la véritable originalité d'un ouvrage qui présente avec un enchaînement méthodique toutes les critiques, disséminées jus-

qu'ici, qu'on infligea à notre pauvre vie nationale. Et, en les systématisant, il ne les affaiblit pas.

Sa pensée est telle : les finances dans un État, dans le nôtre, sont le point de départ et l'aboutissement de tout. Elles sont l'origine de tous les maux qui nous endolorissent, — de tous? non peut-être, mais ceux qui naquirent en dehors d'elles se répercutent en elles, en elles se traduisent sous une forme durable. Bref, M. Poinsard, soucieux de prouver que nous allons vers la ruine, attaque avec précision notre système financier et, par une série de déductions, tout notre système politique. Puis, désireux de revivifier l'État, il établit en trente pages un système financier « rationnel » qui répandra une jeune vigueur dans chaque portion de l'organisme de notre pays.

L'auteur accomplit de la sorte avec logique une œuvre de bon citoyen, une œuvre qui est bien digne qu'on la discute énergiquement.

***

Ah! M. Poinsard ne manque pas de critiquer notre système financier jusqu'en ses moindres détails et il ne s'abstient pas de coordonner ses critiques par une idée générale. — Quel est la nature du mal dont nous souffrons et quels sont ses éléments?

Nos finances sont pernicieuses à notre développement national parce qu'elles nous surchargent d'un poids exactement insupportable. Trop lourds, les impôts nous accablent. Notre budget annuel est le plus lourd qui soit au monde et voilà une supériorité dont nous aurions tort de tirer vanité. En effet, si nous payons plus d'impôts que chacune des autres nations, nous n'obtenons pas d'avantages proportionnés aux sacrifices que nous sommes contraints de consentir... Notre budget qui s'élève à 3 milliards 450 millions est consacré pour les deux tiers à des dépenses socialement improductives.

En premier lieu, il nous faut annuellement fournir 1 255 millions pour les arrérages de notre dette immense, de notre dette de 34 milliards. Et d'abord, c'est un mal exceptionnel que de devoir tant d'argent. Ensuite, cette plaie peut être mortelle. Effectivement on ne songe pas à se libérer d'une dette si forte, car on ne sait comment. Alors, loin d'amortir la dette, on emprunte pour subvenir à des besoins que les arrérages de la dette ne permettent pas de satisfaire au moyen du budget. La dette s'augmente donc par sa propre force. Cette dette colossale, qui serait une entrave au moment des crises, est une cause de perturbation continuelle dans la vie ordinaire de la nation.

Il y a pis. Le budget s'alourdit encore par le nombre des fonctionnaires que nous faisons vivre à nos dépens. Les fonctionnaires, quels privilégiés! Nous nous cotisons vingt-cinq pour en nourrir un seul et nous dépensons pour cela 1 200 millions chaque année. — Il reste un tiers du budget, soit 1 150 millions, pour les services publics, c'est-à-dire pour les dépenses réellement productives. C'est ainsi que nos aventures passées et notre organisation présente nous condamnent à des sacrifices trois fois plus grands que les avantages que le budget nous procure. Et cet excès de fiscalité rend moins fécond le travail national, — moins fécond non seulement parce que le budget en accapare les bénéfices, mais encore parce que les impôts exagérés alourdissent tous les prix, en un mot le prix de la vie : la production surchargée devient moins active, la consommation plus coûteuse s'alentit. On peut donc affirmer qu'en France « l'impôt agit comme un frein gigantesque établi pour enrayer la prospérité nationale. »

Est-ce tout? Mais les fonctionnaires ne sont pas seulement regrettables parce que, déjà trop nombreux, ils croissent d'eux-mêmes et multiplient. Ils augmentent leur influence nocive dès qu'ils prétendent agir. En effet, non contents d'engloutir pour leur entretien un tiers du budget total, ils font moins judicieux l'emploi des 1 200 millions qu'ils laissent disponibles pour les besoins nationaux. D'une part, les rangs trop pressés des fonctionnaires s'enchevêtrent : leur action s'énerve aussitôt. L'excès de centralisation, que les fonctionnaires entretiennent et forcément développent, favorise inévitablement le gaspillage. Les frais généraux absorbent une bonne part, la meilleure, des crédits. Incapables de discerner de loin la plus utile façon d'effectuer une dépense, les fonctionnaires ne sont excités à agir économiquement par nul intérêt, si ce n'est par le souci du bien public; et ils n'ont, au surplus, aucune responsabilité réelle. Ils n'en ont aucune et n'en sauraient avoir, parce qu'ils ne sont pas des individus doués d'initiative indépendante, mais des rouages enchaînés d'un mécanisme.

On sent ainsi que tout conspire en France contre le contribuable. Et celui-ci ne peut pas résister, car le système financier éloigne le plus possible les citoyens du gouvernement et leur cache le plus possible la notion de ce qu'ils payent et des raisons pourquoi ils le payent. Voilà l'idée générale. — Certes, notre organisation fiscale est infiniment compliquée et cette complication empêche le contribuable de « se rendre compte ». Au surplus, le fisc s'ingénie à dépouiller le contribuable à son insu : nos impôts sont très délibérément hypocrites et sournois. En vérité, nous payons un certain nombre de contributions directes qu'on peut assez facilement mesurer. Mais ces contributions, qui, théoriquement, doivent être

proportionnées aux revenus du contribuable, sont pratiquement réparties très inégalement, donc très iniques, et de plus il arrive fréquemment que celui qui paye la taxe directement la rejette indirectement sur autrui. Puis, les contributions directes ne produisent que 1 200 millions, le tiers du budget annuel. L'État prélève 2 milliards au moyen d'impôts indirects, c'est-à-dire d'impôts que les contribuables payent constamment sans qu'ils y puissent réfléchir, sans qu'ils s'en puissent apercevoir.

C'est donc surtout parce que le contribuable n'a pas la notion exacte et claire de ce qu'il paye à l'État qu'il laisse s'accroître les impôts.

*
* *

Ils s'accroissent, et n'imaginez pas qu'on les puisse réduire, car c'est notre système financier lui-même qui prend soin de cultiver notre mal financier. Et M. Poinsard critique le système : on ne peut critiquer ni plus ni mieux.

Les vices de nos finances s'entretiennent les uns par les autres : ils sont endémiques. En vain, penserait-on les localiser. Le corps, le corps tout entier de l'État est atteint. On s'est accoutumé à ce mal constitutionnel, on s'en est accommodé. Et de quel prix seraient de petites réformes fragmentaires quand toute l'institution est pervertie? Seul, un régime renouvelé pourrait dissiper le mal. Mais que de courage il faut pour se soumettre à un régime nouveau contraire à d'anciennes habitudes!

Aussi bien, qui donc pourrait en tous ses détails prescrire le régime rénovateur des finances et en diriger l'application? Sans doute, les fonctionnaires et les politiciens qui sont les maîtres, les seuls maîtres de notre vie financière. Mais les fonctionnaires, parasites qui vivent du budget, ne veulent consentir à combattre des maux qui leur sont si bienfaisants. — Les politiciens aussi sont des agents intéressés du mal. Et voici par où il est visible que la vie financière est le centre de la vie nationale. Toute la politique française se résume en la lutte des groupes ou des « clans » politiques, et le gain du combat n'est rien autre que l'ensemble des avantages matériels résultant de l'exercice du pouvoir : tout se ramène, par conséquent, à la distribution des fonctions publiques. Les politiciens augmentent donc constamment le nombre des places pour augmenter le nombre de leurs clients. Ils sont donc naturellement enclins à grossir la foule de ceux que le budget fait vivre, à aggraver par là les impôts, à fortifier ainsi le système funeste à tous les citoyens. — Et M. Poinsard ne se préoccupe pas de rechercher, en dehors de l'organisation même de l'État, les causes de la persistance du mal, ni de considérer les hommes eux-mêmes qui, ce me semble, sont très poussés par la médiocrité de leurs intelligences à exagérer, — au lieu d'atténuer les vices du système. Mais il est vrai, il est bien vrai que politiciens et fonctionnaires ne peuvent guère que perpétuer le mal dont ils vivent. — Qui donc y remédiera?

Hélas! personne ne se dispose à cette œuvre, car l'organisation politique de la France ne détermine pas les citoyens à l'action. Loin de là, l'électeur abdique son pouvoir au profit de l'élu, puis il cesse d'avoir soin des affaires publiques, il reste passif délibérément. Il tolère les maux que ses mandataires lui infligent et pense qu'il souffre moins de les accepter docilement que de se rebeller contre eux. Empêchée de pénétrer les vices de l'organisation financière dont on lui cache les ressorts, l'opinion publique énervée n'exerce aucune contrainte contre les agents du mal. Et plus longuement, grâce à cette inaction, dure l'organisation mauvaise, plus solidement s'établit en sa faveur le préjugé public. — Par mollesse nous consentons à périr.

*
* *

Or M. Léon Poinsard, dont l'énergie est insigne, ne veut pas que nous périssions. Cinquante pages lui suffisent pour sauver la France. Elles sont emplies de raisonnements audacieux et d'ardentes réformes.

Mais je n'omets pas que les réformes ne sont complètement dangereuses que lorsqu'elles sont réalisées. De bons sentiments tout au moins inspirent, animent ces réformes, qu'appuient, en outre, de fortes considérations.

A coup sûr, l'auteur est un réformateur logique au plus haut point, et dans ses conceptions négatives ou positives, les idées générales se correspondent harmonieusement.

Parce qu'il dirigea spécialement sa critique hardiment pénétrante sur notre organisation financière dont les défauts se répercutent et se prolongent dans toutes les manifestations de notre vie nationale, il apparut bien vite à M. Poinsard que la réforme du système financier suffirait à réorganiser complètement l'État, et parce qu'il se souciait de réformer l'État tout entier, il travailla à réformer les finances. — Mais parce qu'il reconnut que la cause majeure du mal est l'ignorance extrême dans laquelle le citoyen est tenu concernant la nature des charges dont il est grevé, et par suite sa mollesse à réagir contre un mal qu'il sent partout durement, mais qu'il ne sent nulle part précisément, il apparut immédiatement à M. Poinsard qu'il importe d'instaurer en France un système d'impôts grâce auquel le contribuable sera toujours très parfaitement instruit de la nature des

impôts prélevés sur lui-même, et de leur montant exact et de leur utilité particulière.

Sachant nettement ce qu'il paye, et pourquoi, le citoyen serait toujours prêt à s'insurger contre des augmentations qui ne seraient pas justifiées par une éclatante nécessité ; il exercerait ainsi sur les finances publiques et, par conséquent, sur la vie totale de la nation, un vigilant contrôle d'où la prospérité nationale naîtrait infailliblement...

Et voici que ce réformateur décide catégoriquement que l'impôt sur le revenu avec déclaration faite par le contribuable de son revenu est justement le remède le mieux approprié au mal, donc le plus efficace, le seul. Mais tandis que le peuple aspire à la création de cet impôt sauveur, les fonctionnaires et les politiciens se coalisent contre lui et pourquoi ? Parce que « l'impôt sur le revenu est l'obstacle le plus puissant que l'on puisse mettre à l'application d'une fiscalité excessive » dont politiciens et fonctionnaires ont coutume de se nourrir.

En dépit d'eux l'impôt sur le revenu s'établira, car il est l'unique « taxation rationnelle » et ce sera l'impôt direct et global, avec préalable déclaration. Oui, les contribuables déclareront leur revenu avec une franchise dont M. Poinsard ne doute pas, ne doute qu'un petit moment. Ils sauront ce qu'ils payent et pourquoi; ils contrôleront ainsi avec une exactitude farouche qui ne manquera pas d'être avantageuse tous les actes gouvernementaux, et par cette collaboration incessante de tous les citoyens la vie nationale sera ranimée.

* * *

Vraiment j'en suis très aise; je concède volontiers que l'impôt sur le revenu, institué soudain, ravivera toutes les énergies de la nation et je suis d'autant moins engagé à contredire longuement l'affirmation de l'auteur qu'il la soutient par des arguments moins péremptoires. — Mais que d'audace il faut à un homme pour réformer l'État !

Très avide d'imprimer un violent essor à toutes les énergies, M. Poinsard s'abstient soigneusement d'observer les conditions actuelles de notre vie. Il fait table rase de toutes les institutions, de toutes les traditions. Extrêmement épris d'admiration pour le régime anglais, disons pour les habitudes anglaises, il veut subitement nous transformer et mesure notre perfection à notre ressemblance avec nos voisins. Il est l'irréconciliable ennemi des préjugés où nous nous complaisons.

Cette haine de nos préjugés héréditaires est justement la source de toutes ses témérités réformatrices. Sa hardiesse singulière affaiblit la vertu des solutions à peu près logiques qu'il propose. Ce théoricien n'est pas assez politicien.

Ainsi il veut doter la France de l'impôt direct sur le revenu. Les contribuables déclareront leur revenu eux-mêmes : il convient qu'ils s'empressent à cette déclaration. Par ce moyen sera enfin anéantie la routine intolérable qui, éloignant de plus en plus les citoyens de la considération des affaires financières c'est-à-dire des affaires publiques, permit que l'état de nos finances s'aggravât douloureusement chaque année. Ah ! l'admirable renaissance de forces qui suivra !... Et j'admets que l'impôt direct et unique produise des effets si merveilleux. Mais on oublie que la routine qu'on déplore est entretenue justement par le préjugé universel contre « la déclaration du revenu ». Et j'ai bien vu que M. Poinsard dévoilait tour à tour tous les mérites connus et inconnus de l'impôt sur le revenu qui existe en Angleterre, sachons-le. « L'impôt sur le revenu, avec déclaration préalable faite par le contribuable, a pour lui la simplicité dans l'organisation, l'économie dans les frais de perception, la facilité relative du contrôle, l'égalité aussi complète que possible dans la répartition des charges, la souplesse dans le rendement quand on admet un taux variable suivant les besoins. » Et l'auteur d'ajouter :

« Ces qualités valent bien le désagrément d'une déclaration déplaisante ! » Ces mérites valent bien le sacrifice d'un préjugé. Le préjugé persiste cependant. A-t-on perdu la mémoire de tous les beaux développements auxquels de toutes parts on se livra avec succès contre « l'impôt vexatoire, inquisitorial, arbitraire ». — Mieux encore, ne se souvient-on plus que les premiers champions — radicaux et socialistes — de l'impôt direct avec déclaration et taxation ont abandonné leurs doctrines devant leurs électeurs; et vraiment, en politique, les opinions électorales sont les seules qui comptent !... Il y a donc — c'est un fait — contre la « déclaration » — si bienfaisante ! — un préjugé très ardent et M. Poinsard n'indique pas comment ce préjugé peut tout d'un coup disparaître et de lui-même !... Il a tort de négliger ces indications préliminaires et sa doctrine en paraît déjà moins pratique.

Mais, en outre, cet impôt rénovateur sera-t-il proportionnel ou bien sera-t-il progressif ? La question importe à beaucoup. Même, je ne sais si maintenant la réforme fiscale se peut accomplir — surtout avec les proportions grandioses que lui donne l'auteur — sans qu'on résolve principalement le problème de la proportionnalité ou de la progression. Il le sait peut-être, mais il ne le dit pas. En réalité, le mouvement d'opinion favorable à l'impôt sur le revenu eut seulement pour cause un désir égalitaire, niveleur, le désir de rectifier l'inégalité des « for-

tunes »... Et les adversaires de l'impôt sur le revenu sont à peu près les partisans de la proportionnalité, et les partisans de l'impôt sur le revenu sont exactement les partisans de la progression. Or M. Poinsard ne daigne prendre parti. Il se contente d'affirmer, avec raison, que nos impôts actuels ne sont pas vraiment proportionnels. Puis il ajoute nonchalamment : « Certains prétendent que le riche doit payer moyennement plus pour cent de ses ressources que son voisin moins fortuné, mais je ne veux pas compliquer les choses et je laisse de côté cette question délicate. » Mais alors une fois faite la réforme fiscale, il faudra la recommencer. La situation actuelle est précise, les opinions tendent à se dessiner nettement. Il n'est pas au pouvoir de M. Poinsard de « compliquer les choses » — elles sont compliquées sans son concours, naturellement. Oui, tout est complexe pratiquement et théoriquement. Les simplifications auxquelles l'auteur se livre, si elles plaisent par hasard en une exposition doctrinale, sont dangereuses et mal satisfaisantes dans la réalité.

Que ce réformateur est donc peu politicien! Encore une fois il veut rénover la France, tout simplement; encore une fois il veut que l'intérêt général, dégagé des intérêts de clan qui le gênent, triomphe grâce à l'effort constant de tous les citoyens, effort facilité par l'établissement d'un nouveau régime financier. Cela est très admirable. — Mais il institue pour ce faire un régime financier qui assurera précisément le triomphe, peut-être définitif, de tout un « clan politique » lequel aussitôt voudra exploiter son triomphe à son profit. L'impôt sur le revenu — quelle que soit sa valeur intrinsèque, et je ne la méconnais point — est une réforme dont le clan radical-socialiste eut jusqu'ici l'initiative. Le mérite, donc le bénéfice politique, de cette réforme enfin accomplie lui appartiendrait à lui seul. — Il s'ensuivrait ainsi qu'en changeant nos finances, on ne détruirait par les abus issus de nos finances. Il les perpétuerait sous une autre forme, et rien de nouveau ne naîtrait dans notre vie nationale!... Tant il est vrai que c'est commettre une faute capitale que de considérer toute la vie politique indépendamment des clans politiques, alors qu'il faut la considérer toute d'après eux, car s'ils sont peu puissants pour agir ils sont tout-puissants pour empêcher d'agir ou pour dénaturer les actions accomplies en dehors d'eux ou malgré eux.

La grande contradiction de ce réformateur gît donc là :

D'une part, il considère l'immensité des maux qui proviennent de causes complexes, infiniment multiples et diverses; et, d'autre part, il veut réformer la société en bloc sans se préoccuper de supprimer une à une les causes du mal. — Soucieux de n'effectuer que des actes définitifs, il répudie comme insuffisantes les petites réformes parcellaires, tandis que seules elles sont réalisables dans la situation présente et seules elles sont efficaces. Et, désireux d'atteindre les vices jusqu'en leurs racines, il veut détruire les institutions actuelles pour immédiatement et totalement les remplacer. Et je pense qu'il se trompe, et qu'un système est mauvais surtout par la façon dont on le pratique, et que parmi nous les hommes sont surtout coupables et que ce sont eux qu'il importe d'abord de réformer. En vérité, c'est par la réforme des hommes qu'on pourra partiellement et progressivement diminuer les vices des institutions. Tout effort vers le mieux doit être fragmentaire.

Aussi bien, le seul but à viser aujourd'hui est de faire les mécontentements plus conscients. Il faut discipliner les mécontentements.

L'opinion publique, lentement éclairée, deviendra chaque jour plus influente. Les électeurs, plus instruits sur la vie publique, deviendront plus ardents à s'y mêler utilement. Ils choisiront des représentants plus curieux de l'intérêt général, plus aptes à le satisfaire, des hommes intelligents, décidés, qui, épris d'innovations systématiques, sauront et pourront les accomplir. Ah! la véhémence des critiques que M. Poinsard adresse à nos institutions fait bien voir la nécessité de réformer les hommes, élus, électeurs, et qu'il est urgent de travailler « au relèvement du citoyen et à la formation d'une opinion publique éclairée, agissante »! — Mais comment faire cette éducation politique des citoyens? Sera-ce en parlant avec art devant des assemblées promptes à éprouver des émotions saines et fortes, plus promptes à les oublier? Sera-ce en écrivant des livres généreux?

Qu'on se hâte de nous fournir un programme praticable d'éducation politique, qu'on se hâte! Rien n'est plus indispensable. Et dans dix ans, dans vingt ans, dans trente ans, les citoyens plus réfléchis, donc plus libres, dégagés de l'étreinte des « clans politiques », — de l'oppression des « politiciens » qu'ils commanderont et des « fonctionnaires » qu'ils domineront, — de la routine de notre organisation financière stérilisant toute notre vie nationale, commenceront d'être capables de méditer avec fruit les enseignements prématurés que M. Poinsard leur prodigue sans les avoir disposés à les comprendre.

J. Ernest-Charles.

THÉATRES

Odéon : *les Truands* (1), drame en cinq actes, en vers, de M. Jean Richepin. — Opéra-Comique : *Beaucoup de bruit pour rien* (2), opéra en quatre actes et cinq tableaux, d'après Shakespeare ; poème de M. Édouard Blau ; musique de M. Paul Puget.

Hélas ! où sont les « audaces » rugissantes des *Blasphèmes*, les bramements éperdus des *Caresses* et les truculences de la *Chanson des Gueux?* Quel est ce Touranien édifiant et bien peigné, sentimental et ingénu ?... A vrai dire, cet aspect nouveau de M. Richepin n'est peut-être pas aussi inattendu qu'il semblerait tout d'abord. Au moins l'ingénuité existait-elle déjà chez lui ; elle était son charme, et, si je puis dire, son excuse. Il faisait rouler ses biceps et ses blasphèmes avec un orgueil pareil ; il était aussi fier de son « torse d'écuyer » que de son « mépris des lois » ; et, quant à ses héros,

> Ils massacraient gaîment, pour les manger ensuite,
> Leurs enfants mal venus et leurs parents trop vieux !...

Tout cela est assurément la marque d'une nature dénuée de complications. Puis, après cette époque héroïque ce fut le tour du spiritualisme et de la piété. M. Richepin y fut moins heureux ; manque d'habitude, sans doute ; et ce spiritualisme et cette piété étaient, tout de même, d'une espèce assez particulière. Mais, après tout, la scène n'est pas la chaire. Il s'agissait de faire un « beau drame », et le matérialisme tumultueux de M. Richepin n'est guère favorable au théâtre, tandis que la piété traîne après soi des « effets sûrs ». Et, avec simplicité, M. Richepin écrivait *Par le glaive* et *la Martyre*. Ces drames, il faut le reconnaître, étaient exécrables, celui qui réussit comme celui qui échoua. Mais, en vérité, M. Richepin manquait d'habitude. Enfin, après une tentative fâcheuse vers la fantaisie, M. Richepin revint, si l'on peut dire, à ses premiers thèmes. Dans *le Chemineau*, plus trace de spiritualisme ni de piété ; la belle Nature, seule, et la farouche indépendance d'un coureur de grands chemins. C'était un « gueux de la route », mais combien différent des gueux chantés naguère ! Les sentiments les plus suaves luttaient sous sa poitrine hâlée. Il respectait les lois et la propriété, il entendait la voix du sang et cédait aux ordres d'une conscience raffinée. Il n'avait de truculent que son verbe. Ce chemineau était simplement un normalien en balade, comme fut jadis M. Richepin : — j'ai bien le droit de le rappeler, puisque la renommée ne fut pas avare de renseignements sur l'auteur de *la Mer*.

Et, précisément, le malheur de M. Richepin, dramaturge, est d'avoir traité des sujets qui lui étaient trop étrangers ou trop familiers. Aux premiers nous devons *Par le glaive* et *la Martyre*, aux seconds, *le Chemineau* et *les Truands*. Qu'il ait manqué les uns, cela est assez naturel. Il semblerait plus surprenant qu'il ait manqué les autres, si l'on n'en trouvait une raison assez curieuse dans la nature même de M. Richepin, je veux dire dans ce que les journaux nous ont permis de savoir de sa nature.

De ce que nous savons, il est permis de conclure que M. Richepin, dans *le Chemineau* et surtout dans *les Truands*, s'est inspiré de quelques-uns de ses souvenirs personnels. Ce n'est pas exagérer, sans doute, que de dire que M. Richepin, en quittant l'École normale, avait à peu près les mêmes sentiments que Villon ou Robin Costeau au premier acte des *Truands* : car ces sentiments se résument par un grand dégoût de la règle et une soif inapaisable de libre joie. Mille choses interdisaient à M. Richepin de se peindre en Villon. Et, d'ailleurs, Costeau, ancien « lauréat de l'Université », quittant l'École pour la vie indépendante, savant en grec et fertile en bons tours, n'est-ce point M. Richepin jadis? Ou, plutôt, n'est-ce pas ce qu'eût voulu être M. Richepin si, au lieu des leçons de Bersot, il eût reçu celles du docte Jehan de Conflans ? Et n'est-il pas naturel que l'auteur de *Miarka* ait prêté à son héros la plupart des sentiments qui l'agitaient naguère?

Mais M. Richepin, même alors, n'était pas seulement le poulain enragé de libre espace. C'était, et c'est, un fort brave homme, un peu verbeux je suppose, mais n'ayant du « Truand » que la parole véhémente et les gestes violents. Ceux mêmes qui ne connaissent pas M. Richepin savent ses amitiés. On n'est pas depuis vingt ans l'ami de Maurice Bouchor si l'on n'a pas une âme sensible et droite.

Or, imaginez maintenant notre poète en face de son personnage. On peut se le représenter, je pense, grisé par tout ce que le nom seul de Truand éveille dans son imagination ; il ne rêve que vols et massacres, orgies et rapts, de bons coups suivis de coups meilleurs, de l'argent, de l'or, des filles superbes, passionnées et dévouées ; et l'autorité, le coup d'œil du capitaine, le courage et la finesse... tout l'attirail, enfin, de la vie du chef de bande, selon la légende. Et tel, en effet, devait être Robin Costeau. Mais Robin Costeau, c'est M. Richepin lui-même, lequel est aussi incapable que possible de détrousser les voyageurs et d'esbrouffer le trésor de Notre-Dame (sans quoi Maurice Bouchor ne l'aimerait pas)... Et vous voyez entre quels sentiments contradictoires se débat notre auteur ; désir naturel d'en-

(1) La pièce a paru chez Fasquelle.
(2) La partition a paru chez Heugel.

tourer son héros du pittoresque nécessaire, et envie, non moins naturelle, de ne pas se calomnier soi-même.

Chaque fois qu'une invention trop farce lui venait à l'esprit, il l'adoucissait, il ne prenait de Robin Costeau que ce qu'eût voulu faire Jean Richepin... Et c'est ainsi que nous avons eu un roi des Truands confit en amour paternel, généreux, brave et sensible, donnant sa vie pour sauver son fils, supportant les scènes de Marion, et respectant la surprenante innocence de la Mignote!... Le fait est qu'à peu de chose près tout a disparu de ce qui constitue au vrai le métier de Truand. La seule « expédition » à laquelle ait consenti M. Richepin est si extravagante qu'elle cesse d'être déshonnête, comme ces fortunes si énormes qu'on finit par les trouver respectables. Il faut bien, pourtant, qu'un Truand soit de temps à autre un Truand. M. Richepin le comprend. Mais chaque fois qu'il le fait, il redouble, par compensation, la vertu de Robin; la tentative contre Notre-Dame est rachetée par des héroïsmes si nombreux et si considérables que, s'il est une justice là-haut, le roi des Truands ira grossir le nombre des élus!... De là un spectacle fort édifiant; mais de là aussi une certaine monotonie, augmentée encore par le style de M. Richepin. Robin parle, — crie plutôt, — comme un truand; les images les plus hardies surgissent à chaque vers; et quand il agit, c'est comme le plus sentimental des pères; son autorité, sa maîtresse, sa vie, il abandonne tout à son fils. C'est fort bien de sa part. Mais ce n'est pas du tout ce que nous attendions de lui, — et de M. Richepin!..

A quoi bon, maintenant, insister sur une pièce dont la destinée ne paraît pas devoir être très brillante? Il est évident que M. Richepin s'est trompé, comme on dit. Je me suis amusé à chercher la raison de son erreur. Cela ne vaut-il pas mieux que de vous montrer cette erreur, et de relever une à une les incohérences du drame? J'ai dit trop souvent ce que je pense du drame en vers tel que le pratiquent M. Richepin et trop d'autres à sa suite. Il faut attendre, pour le répéter, une occasion que nous ne retrouverons que trop facilement. — Les *Truands* sont mis en scène avec un souci suffisant du pittoresque. L'interprétation est convenable, sans plus. M. Decori, chargé du rôle de Robin, souligne comme à plaisir, par la suffisance de ses attitudes, ce que le personnage a d'incohérent. Il est exaspérant!

*
* *

Je ne reprocherai pas à M. Édouard Blau, le librettiste de *Beaucoup de bruit pour rien*, de n'avoir pas fait aussi bien que Shakespeare (tout au plus le blâmerai-je d'avoir mélodramatisé le dénouement). Mais M. Blau et ses confrères ne pourraient-ils pas s'en tenir à leur inspiration personnelle, sans s'en prendre à Shakespeare et tant d'autres? C'est peut-être une marque d'irrespect. C'est à coup sûr un très mauvais calcul. Tout ce qui nous paraît bon dans une adaptation ne remplace jamais ce dont nous regrettons l'absence. Et presque jamais un poème ainsi construit ne sera un bon poème. J'ajoute que, de tous les auteurs ordinairement « adaptés », Shakespeare est le moins musical de tous, précisément parce qu'il est le plus « complet ». Il faut laisser quelque chose à dire à la musique. Et Shakespeare dit tout. Dès lors le rôle du compositeur est réduit à mettre des notes sous des syllabes; ce qui n'est pas suffisant.

J'aimerais à parler avec quelque détail de l'ouvrage de M. Paul Puget. Peut-être en tirerions-nous quelque enseignement salutaire pour les jeunes compositeurs. Ce qui manque à cet ouvrage, c'est surtout une exacte proportion entre le sujet et l'exécution. Je gagerais que la première version, je veux dire la version écrite, — et reçue! — il y a plus de dix ans, était infiniment agréable. Depuis dix ans le musicien l'a revue, travaillée, et, en place d'une œuvre qui devait être surtout une œuvre de fantaisie et de légèreté, nous avons un ouvrage compact et compliqué, et, pour tout dire, d'une assez fâcheuse monotonie. M. Puget a toutes les excuses du monde. Reçu, et reçu avec cet ouvrage, il a voulu, par cet ouvrage, montrer tout ce qu'il savait. Il sait beaucoup, nous en voilà convaincus. Mais son ouvrage n'en est pas meilleur, au contraire. Et, si j'insiste, c'est que l'erreur de M. Puget est celle de la plupart de ses confrères. Il y a quelques années, lors des concerts dominicaux de l'Opéra, nous assistions au défilé de quelques jeunes compositeurs. Leur talent et leur science étaient dignes d'admiration; leurs œuvres n'étaient pas fameuses. Eux aussi, appelés à se faire entendre, avaient voulu montrer tout ce qu'ils savaient. Et, positivement, ils en savaient trop! Dans une suite d'orchestre, dans une légende, ils accumulaient plus de modulations et de timbres qu'il n'y en a dans un acte de *Tristan*. Un seul obtint un succès enthousiaste : M. Gabriel Pierné, avec sa *Nuit de Noël en 1870*. Au fond, nous avions, et nous avons plus de confiance en l'avenir musical de M. Camille Erlanger, par exemple, ou de M. Georges Hüe. Mais cette *Nuit de Noël* était construite avec simplicité, elle était sobre, disait juste ce qu'elle voulait dire, et surtout ne se répétait pas. Ce fut un triomphe! En cela, tout au moins, M. Puget aurait pu imiter M. Pierné.

Le grand défaut de sa partition, c'est la complication inutile. Qu'on module autant qu'on le voudra,

mais lorsque le sens de la scène ou le sens du vers l'exige. La modulation « pour le plaisir » engendre facilement la monotonie. On s'épuise à suivre la ligne mélodique, on n'en « comprend » par les sinuosités ; et l'on s'agace d'une fatigue inutile. Ajoutez que M. Puget orchestre à peu près comme il module. A chaque instant les timbres changent ; la phrase, contournée par elle-même, se déroule à travers tous les groupes d'instruments, toujours sans rien qui commande ces trop fréquents changements. Et c'est une fatigue nouvelle, jointe à la précédente, et qui n'est pas plus utile.

Et ce qui redouble notre mécontentement, c'est que les idées musicales de M. Puget ne semblent pas, non plus, exiger tant d'affaires. Sa phrase, au début, est souvent agréable, mais assez courte, et pas toujours exempte de banalité. Et, là-dessous, c'est un extraordinaire déploiement d'orchestre ! Figurez-vous le *Postillon de Longjumeau* avec l'orchestre de la *Tétralogie*... et beaucoup de trompettes en plus. Ceci nuit à cela ; et c'est cela surtout qu'il eût fallu nous faire entendre. La même disproportion qui existe entre le poème et la musique existe entre la phrase musicale et la manière dont cette phrase est traitée. Et cela fait beaucoup de contradictions pour un public, même bienveillant.

Cela est d'autant plus fâcheux que, lorsque l'orchestre veut bien se calmer, ou qu'il est forcé de maintenir une ligne musicale bien arrêtée (voyez, au premier acte, le charmant dialogue entre Béatrix et Bénédict, pendant la danse), mille détails apparaissent, agréables et délicats. On en retrouve de pareils un peu partout, en lisant la partition ; ils vous échappent au théâtre. Je suis sorti de l'Opéra-Comique agacé au possible. J'ajoute bien volontiers que la partition a en partie effacé cette impression, — mais en partie seulement. Je ne sais quelle sera la destinée de M. Puget. Si j'étais directeur, et si je lui commandais un ouvrage, j'en exigerais la remise dans trois mois, et je le jouerais assez vite pour qu'il n'eût pas le temps de le gâter.

L'ouvrage est mis en scène avec un luxe et un goût parfaits ; décors et costumes sont un régal pour les yeux. L'interprétation est plus qu'honorable. Il convient de citer M. Fugère, digne et paternel en Don Pèdre, et M. Léon Beyle, qui dépense vaillamment, dans le rôle de Claudio, une voix un peu mince. Mlle Mastio est fort jolie, ce qui ne veut pas dire qu'elle chante mal. M. Clément est élégant, et satisfait.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Voici la semaine sainte presque finie, les spectacles sacrés font prime. Des Christ, des saint Jean, des Madeleine et des Samaritaine ont surgi à droite et à gauche, avec des gestes d'onction bien réglés, de la grâce point trop maladroite et des paroles de clémence en prose ou en simples vers. Une atmosphère spéciale se crée. Des gens pénètrent dans les théâtres non pour faire pénitence, mais pour s'amuser avec plus de discrétion. Ils vont prendre une joie grise. Ils ne changent pas leurs habitudes, mais les harmonisent avec l'époque sainte et certains petits devoirs qu'il ne faut tout de même pas oublier. Les loges se signalent entre elles, et leurs occupants se font un petit geste qui procède à la fois du « bonjour, bonjour ! » et du signe de croix. Mais la toile se lève. Jésus bedonne et la Vierge n'est pas sans beauté. Il est un homme, elle est une femme, on s'intéresse aux douces choses qu'ils évoquent sans les perdre de vue. Ils donnent de l'attrait à la religion et la résument, grâce à des images vives et agréables. Seulement ils sont un peu gênés, lui et elle, — Jésus et Marie. Ils font tous leurs efforts pour paraître sinon divins du moins immatériels, mais c'est très difficile. Jésus n'est qu'un bonhomme et Marie a bien un peu l'air de pardonner une humaine infidélité d'un « bon apôtre ». Néanmoins cela va jusqu'au bout. Et je suis sûr qu'ils se sentent meilleurs, comme les spectateurs qui les écoutent, qu'ils se haussent moralement. A force de prononcer de graves paroles de clémence on arrive à un tas de petites concessions réciproques. Le son du pardon vous reste dans l'oreille et pour des comédiens c'est on ne peut plus important. Pour les spectateurs il en est presque de même. Ils sont très élégants, entendent de façon distraite, s'amusent en songeant que l'on pourrait prier, qu'il y a des endroits où l'on prie, qu'ils ne sont pas loin de prier eux-mêmes (et que le dernier acte est le meilleur). — C'est beaucoup.

Alors des petits commencements de songeries s'ébauchent, s'affirment, grandissent, — et puis meurent, mais ont laissé comme une trace ; et la politesse de ces gens va devenir quelques minutes pitoyable, les messieurs s'empresseront de mettre dix sous dans la petite boîte à lorgnette pour faire plaisir, pour faire oublier certaines paroles brutales de tout à l'heure ; on fera tout de suite une minuscule pénitence de fond de loge, de boudoir. Et ces dix sous deviendront la petite somme qui « rendrait tant de pauvre monde heureux ». On aura pitié, tout d'un coup, du plus de malheureux possible et, sans aller bien loin puisqu'on les a sous la main, des

employés du théâtre, des donneuses de petits bancs. Durant la semaine sainte, — c'est un axiome connu, — le pourboire augmente. L'on se repent comme on peut.

Et les spectacles de cette semaine sont encore une excellente chose parce qu'ils sont un prétexte à des luttes de conscience, à des désirs vivement reconnus mauvais. Des pensées spéciales, et toujours les mêmes, planent autour du rôle de la Vierge et de la jeune personne qui le joue; on les chasse en écoutant ce beau texte, elles reviennent; on les chasse encore, les voilà toujours, et à défaut d'une entière contrition, c'est une lutte excellente, un bon petit exercice; très à la portée de gens de cercle et d'où ne peuvent naître que les meilleurs résultats.

Aussi l'indignation du grand Renan ne me semble pas justifiée qui maudissait les spectacles saints et gémissait de ces mots prononcés par un accessoiriste farouche : « Où ont-ils porté l'Enfant Jésus, N. d. D...! » On dit comme ça des phrases... et puis ce n'est qu'une anecdote. Les anecdotes ne prouvent jamais rien.

*
* *

Et comme la semaine sainte finit, la semaine du Concours hippique commence. Il est peu probable que le concours soit différent de celui des autres années. On sait ce qui s'y passe. Au centre d'une piste, des cavaliers passent et repassent sans que nul n'y prête la moindre attention. Qui sont-ils? mystère. La légende se plaît à rapporter qu'ils sont les représentants de grandes maisons. Ils vont très vite, sautent une rivière, font de la poussière et disparaissent sans dire leur nom. On attend toujours une course, une lutte, une émotion, — une chute: rien ne vient. De temps en temps on entend deux coups secs contre une barrière, on espère, on regarde. Ah bien ! oui, le cavalier est déjà loin sans le moindre petit bobo. On lorgne d'un œil équivoque la mare où il aurait pu choir et on continue sa promenade. On est venu pour se promener. Alors on rencontre tout le monde. Des gens qui viennent voir comme ils sont; — ceux-là reviennent. D'autres qui viennent voir comment c'est; — ceux-là ne reviennent pas. Des messieurs qui aiment les dames et des dames qui aiment le cheval! Comment l'aiment-elles, je n'en sais rien, mais elles l'aiment. Elles disent : « Oh ! la belle bête ! » et : « Bravo, bravo ! » Quand on leur parle de trop près, elles disent : « Oh ! la belle bête ! » et quand on leur parle de plus près encore, elles disent brusquement : « Bravo ! bravo ! » Celles-là sont les femmes honnêtes. Il y en a qui ne disent rien et n'avouent aimer le cheval que beaucoup plus tard, quand on se connaît mieux, — en voiture. (C'est au Concours hippique qu'on les a vues et il faut bien parler.) Et des petits messieurs de vingt-trois ans et de vingt-trois francs cherchent des femmes de tout de suite les mieux habillées qu'elles pourront; et des dames cherchent des messieurs, mais pas les mêmes. — Et des cavaliers passent toujours sans se décourager. Comme ils sont gentils! Est-ce qu'on les a changés?... Il faut les regarder un peu. Mais soudain, tout là-bas, dans une tribune, on voit de vieux messieurs noirs et gris, avec des jeunes gens, — ils arriveront ! — qui mouillent des porte-mine, griffonnent, en un mot s'en occupent. Alors, paisiblement, on recommence sa promenade avec l'obscur soulagement que tout n'est pas perdu. Et puis, soudain, lorsqu'on avait abandonné l'espoir, une clameur, une chute. Le public oublie de marcher et se passionne brusquement. Et, chose étrange! ce sont maintenant les vieux saliveurs qui regardent voler les mouches, vont boire, et se désintéressent de l'affaire. Et le « vrai Concours hippique », qui semble commencer pour les gens des gradins et des loges (ils voient un cheval par terre et un homme à côté sur le sable), paraît se terminer pour eux. Ces cavaliers rouges ont de bien vilains amis.

*
* *

Le Sénat va voter une loi tendant à supprimer la trace des délits sur le casier judiciaire pourvu que le délinquant se conduise bien par la suite, et mon éminent confrère M. Émile Faguet blâme cela dans un superbe article et s'emporte contre cette mesure en termes véhéments. J'ai l'humiliation de ne pas être de son avis. Je crois le casier judiciaire une chose inique et qui déshonore un galant homme pour des vétilles dans la meilleure société. Dans les petites classes c'est de moindre importance, certains ne s'effrayent pas d'un gaillard qui a déjà eu maille à partir avec le « Curieux ». C'est dans le peuple un petit brevet d'énergie, de vigueur et d'indépendance. La simplicité des mœurs fait que l'on y vit presque tous les jours pour ainsi dire dans une « atmosphère de délit ». Frapper un agent n'y est qu'un acte de violence dont on estime le dénouement et les conséquences selon la simple valeur du fait. On est condamné pour avoir frappé. L'acte d'avoir porté des coups et de les avoir reçus atténue de beaucoup la gravité de la condamnation.

Dans le monde, c'est tout autre chose. On ne voit que le déshonneur inscrit, le casier. Que ce soit pour un délit de chasse ou pour une rixe, peu importe! On n'a pas le droit de s'exposer à ces malpropretés. On est condamné par principe et définitivement. On ne peut alléguer : « J'ai frappé », car l'on passe pour une brute, et c'est effrayant comme chez les gens chics et propres on doute et on est méfiant. Tout de suite on vous regarde de travers et on soupçonne

« autre chose », et puis, d'ailleurs, un papier accablant est là.

Il y a dans les salons un si grand nombre d'infâmies sournoises, anonymes, dissimulées, qui ne tombent pas sous le coup de la loi, qu'on est inexorable pour ceux qui se laissent prendre, se signalent à un juge, même pour des bêtises ou la folie d'un jour. La fripouille en liberté « provisoire » s'est toujours jetée sur l'honnête homme « bien » condamné. Ce n'est pas nouveau. Mais ce qui sera nouveau et salutaire c'est la mesure du Sénat qui efface la faute sur le papier immobile, — alors que l'homme « susnommé » évolue ; et il faut la bénir, cette mesure, pour le meilleur monde et nos amis de chaque jour.

EDMOND SÉE.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Aguinaldo et les Philippins.

Le fameux chef de partisans Aguinaldo le rebelle, ou le patriote, comme il vous plaira de l'appeler, a pour le moment une fort mauvaise presse en Amérique. Franchement, il devait s'y attendre; l'oncle Sam n'aime pas qu'on lui tire la barbe et sans doute nous ne goûterions pas plus que lui cette plaisanterie. Pourtant M. Edwin Wildman, vice-consul général des États-Unis à Hong-Kong, dans un remarquable article du *Harper's Weekly*, prend la défense de celui que tout le monde attaque ou cherche à tourner en ridicule. A l'entendre aussi c'est une grave erreur de vouloir placer les Philippins dans l'échelle de la civilisation au même rang que les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord.

Un homme, dit M. Wildman, doit être jugé dans ses rapports avec le milieu, la race, les événements. Aguinaldo n'est ni un Napoléon, ni un Washington. Il est Aguinaldo, tout simplement; beaucoup d'astuce, la bravoure indomptable du guerrier sauvage, l'impassibilité énigmatique de l'Indien, la candeur de l'enfant et le sens inné de justice qui caractérise toutes les races aborigènes, tel est le héros des Philippines.

Aguinaldo aime le faste d'opéra-comique, et cela nous semble fort bouffon ; mais en vérité sommes-nous bien autorisés à nous moquer de celui qui ne fait qu'inconsciemment pousser à la charge notre faible pour les plumets, les habits brodés, les boutons de métal et les décorations de toute sorte? Aguinaldo imite du mieux qu'il peut une civilisation plus vieille que lui de milliers d'années et cette civilisation est assez ingrate pour ne pas lui tenir compte de ses louables efforts...

Quoi qu'il en soit ce n'est là que le petit côté du caractère d'un homme que tous ceux qui l'ont approché sont forcés d'estimer, s'ils ne l'admirent. Malgré sa stature au-dessous de la moyenne, il donne l'impression de la force physique, et sa puissance de volonté — ses détracteurs disent son opiniâtreté farouche — se lit dans ses yeux et dans l'expression d'une physionomie comparable à celle d'un bouledogue, avec ses pommettes saillantes et sa proéminente mâchoire inférieure. Son activité est prodigieuse et les indigènes assurent qu'Aguinaldo ne dort jamais. Tandis que le Philippin ordinaire fait la sieste de midi à 3 heures et les prêtres de midi à 5 heures, lui veille pour résoudre les problèmes ardus de la guerre et de la paix. Plus de 1500 kilomètres de fil télégraphique, pris sur les Espagnols, aboutissent à son bureau. Chaque régiment reçoit journellement ses ordres, et son autorité s'étend même bien au delà de l'île de Luzon; même le Negrito, vivant au milieu des montagnes et qui n'a jamais accepté aucune autorité, craint et révère son nom.

Comment donc s'y est pris ce demi-barbare, cet homme sans culture, sans éducation, et sans l'expérience que donnent les voyages, pour former une armée avec des hommes qui n'avaient jamais manié que le couteau, l'arc et la flèche; comment a-t-il inspiré à des bandits l'esprit d'héroïsme et de sacrifice; comment a-t-il tenu en bride les désirs de vengeance, les passions surexcitées par les cruautés et l'avarice des hommes blancs? Qui lui a inculqué ces qualités d'administrateur qui firent régner un bien-être relatif dans une île que désolait la guerre la plus atroce ; qui enfin a mis dans son âme ces sentiments de justice qui le portent à écouter la requête d'un pauvre curé tagalo et à éconduire durement parfois un chef redouté, commandant à plusieurs centaines de partisans?

M. Wildman nous montre ensuite Aguinaldo chez lui, il serait exagéré de dire : dans son palais, et il paraîtra bizarre de dire: dans son couvent, bien que le terme soit exact :

« Aguinaldo tient ses conseils d'État, commande son armée de plus de 20000 indigènes et vit à Malolo, singulière petite ville formée de huttes de nipa et d'une douzaine de bâtiments en briques, — parmi lesquels une grande église et un couvent — à trente milles à l'est de Manille dans l'île de Luzon. Il a approprié pour son usage le couvent de Malolo ; six soldats, deux indigènes armés de lances, montant la garde sous le drapeau des Philippines à la porte du couvent, vous avertissent que quelqu'un de considérable demeure là. On ne pourra pas du moins reprocher à Aguinaldo le faste extérieur de l'habitation. Quant à l'intérieur, le seul luxe que j'y ai remarqué c'est une série de petits groupes, assez habilement sculptés, représentant les divers modes de torture employés par les moines espagnols pour arracher aux Philippins les secrets de la franc-maçonnerie ou de l'organisation unissant primitivement les indigènes des îles qui avaient juré la ruine de la domination espagnole. »

Voici maintenant comment M. Wildman apprécie le peuple philippin tant décrié :

« Les indigènes sont des Indiens dans le sens qu'on attribue généralement à ce mot, mais il ne faut pas pour cela les confondre avec les tribus sauvages de l'Amérique, rebelles à tout progrès et à toute évolution. Ils sont industrieux; ils rendent le sol productif; ils connaissent les méthodes pour obtenir le meilleur rendement des arbres fruitiers du pays et ils récoltent en abondance la noix de coco, la noix de bétel, la banane, le mango; ils

cultivent même la pomme de terre et certains légumes et fruits européens, mais ces derniers produits, il faut l'avouer, sont de qualité inférieure. Ils bâtissent des maisons solides, ils travaillent le bois et le fer ; ils connaissent la fabrication et l'usage des couleurs; ils deviennent, au bout d'un court apprentissage, d'habiles machinistes, de bons ouvriers de filature, barbiers, domestiques, journaliers, et ils adorent un seul Dieu. Une éducation plus raffinée fait d'eux d'excellents commerçants, même des savants et des artistes; ils sont surtout extraordinairement doués pour la musique. Ils respectent la morale, ils aiment leur foyer, leurs enfants. Ils utilisent le palmier, le bambou, l'abaca, la fibre de coco pour l'alimentation, le vêtement et la fabrication d'innombrables ustensiles de ménage. Comme soldats ils se sont montrés endurants, disciplinés, braves, héroïques en certaines circonstances. Tout ceci je ne le rapporte pas par ouï-dire mais je l'affirme après avoir observé par moi-même et m'être livré à une longue et sérieuse enquête. »

M. Wildman termine par des considérations d'ordre politique; à son avis les Etats-Unis n'auront qu'à se féliciter « de s'être attaché Aguinaldo par des liens de gratitude et d'amitié qui ne seront pas brisés à la légère ».

L'événement ne lui a pas donné raison. D'ailleurs il ne faut pas oublier que c'est M. Wildman qui, avec son collègue le consul général Pratt, de Singapore, après avoir fomenté la révolte contre les Espagnols, a ramené sur le théâtre de la guerre Aguinaldo, dont les Espagnols avaient paralysé la redoutable énergie en lui payant (en décembre 97) une somme considérable à partager avec les autres chefs insurgés, et en promettant des réformes radicales dans le gouvernement et l'administration financière. Les Espagnols n'ayant pas tenu leur promesse, on ne peut reprocher à Aguinaldo d'avoir manqué de parole; on ne peut même lui faire un crime d'avoir consacré à l'achat des armes et des munitions pour ses compatriotes insurgés l'argent qui lui avait été donné pour vivre en rentier à Hong-Kong. Comprenant que les Américains n'avaient pour le moment qu'un but : obliger les Espagnols à diviser leurs forces, concentrées alors à Cuba, il ne refusa pas de faire le jeu des Américains, quitte plus tard à régler le compte avec eux les armes à la main, s'ils se montraient créanciers trop exigeants. C'est ce qui arrive aujourd'hui.

Aguinaldo, Agoncillo et les autres chefs philippins prétendent que Wildman a promis l'indépendance aux habitants des îles au nom du gouvernement de Washington; le vice-consul nie qu'il ait jamais été question de pareille chose, et depuis quelque temps aux chicanes ont succédé les coups et l'on se bat ferme là-bas.

M. Alb. Shaw, dans un article de la *Review of Reviews*, prétend qu'Aguinaldo et ses amis se sont montrés indignes de la confiance que les Américains avaient placée en eux. La presse américaine est presque unanime à déclarer que les Philippins sont inhabiles à se gouverner par eux-mêmes et qu'il faut au moins leur imposer les douceurs du protectorat. La presse espagnole exulte, cela va sans dire. « Voilà bien les libérateurs du monde, dit l'*Imparcial;* tout promettre et ne rien tenir semble être le dernier mot de la politique yankee. Quant aux philanthropes qui nous accusaient de commettre tant d'atrocités, nous allons les voir à l'œuvre aujourd'hui qu'une guerre sans merci va les obliger à sévir contre leurs anciens alliés. »

Écoutons enfin la dernière cloche, c'est-à-dire l'opinion d'Aguinaldo lui-même dans son manifeste « à son peuple » antérieurement à l'ouverture des hostilités :

« Après le combat naval du 1er mai, le commandant de l'armée américaine me permit de revenir de Hong-Kong et distribua parmi les Philippins les armes prises à l'arsenal de Cavite.

« Mon peuple fut heureux de mon retour, et j'eus l'honneur d'être choisi comme chef pour les services que j'avais rendus auparavant. Alors tous les Philippins sans distinction de classe coururent aux armes, et chaque province rejeta les troupes espagnoles au delà de ses frontières. Il est donc facile de comprendre que mon gouvernement se serait emparé de toute l'île de Luzon, de Visayas et d'une grande partie de Mindanao si les Américains n'avaient pris aucune part ici aux opérations militaires qui nous ont coûté tant de sang et tant d'argent. »

Ici, il faut le dire, Aguinaldo se trompe ou essaie de tromper les autres, car il est certain qu'avant l'alliance avec les Américains toutes les révoltes, même celle dirigée par le Napoléon des Philippines, avaient été efficacement étouffées. Mais passons à la partie capitale du plaidoyer; ici les griefs invoqués paraissent sérieux; resterait à examiner leur bien fondé :

« Les Américains ayant gagné les bonnes grâces des Philippins débarquèrent, à Paranaque et remplacèrent nos troupes dans les tranchées jusqu'à Maytrebig, comme une chose allant de soi.

« Ils commencèrent le siège de Manille et la ville, entourée par mes soldats, fut obligée de se rendre à la première attaque. Alors, sans plus de façon, les généraux américains m'ordonnèrent d'évacuer avec mes troupes Port-Cavite et les faubourgs de Manille. Je fis remarquer aux généraux l'injustice qu'ils commettaient et les priai de reconnaître de façon officielle le service que je leur avais rendu. Ils refusèrent. Ne voulant rien faire qui fût désagréable aux « libérateurs des Philippins », j'évacuai tous les faubourgs, sauf celui de Paco. Le général Otis m'ordonna alors de me retirer au delà d'une certaine ligne désignée. Je consultai mes officiers, et il fut décidé que nous céderions encore; que m'importaient, en somme, quelques concessions de détail, puisque MM. Wildman et Pratt avaient garanti, au nom de leur gouvernement, l'indépendance de mon peuple?

« Mais mon bon vouloir fut regardé comme un signe de faiblesse, et les généraux américains, dont l'ambition grandissait toujours, envoyèrent des troupes à Ilo-Ilo pour prendre la ville et pouvoir se dire les conquérants de cette partie des Philippines, qui était déjà en possession de mes troupes.

« J'envoyai un délégué au général Otis pour lui exprimer mon indignation et le conjurer de ne pas user envers mon peuple de procédés indignes d'une nation civilisée. Il ne tint aucun compte de mes représentations.

« Dès lors mon gouvernement ne peut rester indiffé-

rant devant l'usurpation violente de son territoire; il est décidé à commencer les hostilités si les forces américaines veulent s'emparer de Visayas.

« Je dénonce cette conduite devant le monde pour que l'universelle conscience puisse rendre en connaissance de cause son inflexible arrêt. De quel côté sont les coupables? Que sur leur tête retombe le sang qui va être versé. »

Il ne parle pas mal, ce sauvage... si sauvage il y a, car d'aucuns prétendent qu'Aguinaldo est un homme très instruit, un linguiste de première force et un véritable gentleman, tandis que d'autres assurent qu'il n'a aucune valeur intellectuelle, morale ou mondaine, qu'il ne fait que bredouiller comme un perroquet, le latin, le français, l'anglais, le tagal et le chinois, et qu'il n'est, en somme..., qu'un élève des Jésuites. En vérité, je plains les historiens futurs qui choisiront pour champ de leurs études notre siècle embroussaillé de journalisme. D'ailleurs ce pauvre Aguinaldo partage le sort de tous les héros révolutionnaires, qui, plus encore que les autres, suscitent autour d'eux les haines passionnées et les enthousiasmes délirants.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

M. Marcel Prévost a été élu, cette semaine, président de la Société des gens de lettres. On l'en a unanimement félicité. Il est piquant de constater, cependant, que parmi ceux qui affectèrent le plus de considérer le succès de M. Prévost comme très mérité, et cette élection comme très honorable et très heureuse pour la Société, il n'y en a pas beaucoup qui aient consenti à citer dans leurs journaux le texte des remerciements adressés par l'auteur des *Vierges fortes* à ses électeurs.

C'est que cette petite allocution contient une leçon sobrement et spirituellement donnée, dont tout le monde, à la Société, peut faire son profit, mais qu'aucun de ceux à qui elle s'adressait ne veut paraître, à cette heure, avoir comprise.

Je ne me fais pas d'illusion, a modestement déclaré M. Marcel Prévost; si vous vous êtes unis sur mon nom, c'est qu'il signifie actuellement pour vous l'exclusion de l'odieuse politique, l'entente fraternelle pour bien administrer la Société.

Il a ajouté :

Avant même que d'être une sorte de cercle littéraire, nous sommes une société commerciale, une société de secours mutuels. Nos opinions politiques, ici, ont le devoir d'être muettes.

Elles doivent être muettes, mais elles demeurent libres. Si la liberté de penser était jamais proscrite, il nous appartiendrait de lui offrir un asile ici, entre gens de lettres. L'honneur de notre comité sera cette tolérance même. Fort de votre assentiment, je vous promets de la maintenir tant que durera la session.

Et la conclusion encore est à citer :

Mes chers collègues, je suis convaincu que votre assentiment signifie encore autre chose. Il signifie que lorsqu'un de nos confrères a travaillé, a écrit des livres dont la Société a bénéficié, en quelque mesure que ce soit, pour les pensions de ses retraités et l'assistance de ses indigents; lorsque ce confrère s'est assis à cette table, nous a donné son assiduité et son effort, s'il se trouve un jour en butte aux vicissitudes de l'opinion, nous lui devons — nous nous devons à nous-mêmes — nous devons à la vraie tradition littéraire et française de ne pas exciter la foule contre lui, de ne pas lui jeter des pierres, de nos mains — qu'il a serrées.

On se le tiendra pour dit. L'installation de M. Marcel Prévost au fauteuil présidentiel de la Société des gens de lettres marque la fin d'une agitation tout à fait saugrenue et dont les esprits indépendants de tous les partis commençaient à s'affliger. Il était temps qu'on la tirât de ce mauvais pas. On n'attend pas de la Société des gens de lettres qu'elle prenne parti, en matière politique ou sociale, pour ou contre qui que ce soit. On lui demande de tenir sa comptabilité proprement, et d'ignorer le reste, ou de faire comme si elle l'ignorait.

C'est pourtant simple.

M. Maurice Tourneux publiera, dans quinze jours, un volume sur *Diderot et Catherine II*.

Un chapitre en est inséré au premier numéro de la *Revue des Études russes*, qui paraît ces jours-ci.

A signaler dans la *Revue de Paris* d'hier un article de Saint-Saëns sur « l'Illusion wagnérienne », une étude politique de Georges Brandès sur le Schleswig, et la fin du très bel essai de M. Chevrillon sur l'œuvre de Kipling.

Conférences:

Mardi, 11 avril, à la salle Charras, M. André Hallays: *l'Interview*.

La dernière séance, pour 1899, de la Société des Conférences sera donnée le mardi suivant, 18 avril, par Mme Pardo Bazan. Sujet: *La littérature espagnole*.

Un éditeur bruxellois, M. Deman, prépare une édition de luxe des poésies de Stéphane Mallarmé.

M. Perrens prépare une nouvelle édition — petit format — de ses *Libertins en France au XVIIe siècle*.

D'un des vétérans de la chronique, M. Philibert Audebrand, on annonce un volume de souvenirs et de portraits dont les journaux ont, je crois, publié quelques parties.

Titre: *Soldats, poètes et tribuns*.

Mme Darmesteter corrige les épreuves d'un livre sur la *Reine de Navarre*.

Réimpressions annoncées pour le mois prochain:

Deux volumes de nouvelles: l'un signé Pierre Loti; l'autre de Mme Mathilde Serao.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37669. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 14. 4e SÉRIE. — TOME XI 8 AVRIL 1899.

MŒURS ÉLECTORALES (1)

Mesdames, Messieurs,

C'est un usage, et un usage excellent, de ne pas ici parler politique. Vous avez donc pu d'abord concevoir quelque étonnement, en lisant sur nos programmes le titre du sujet que j'avais choisi. Croyez bien cependant que je n'ai pas fait un tel choix pour le simple plaisir de violer une règle très sage ou pour la joie platonique de m'exercer à vaincre une difficulté épineuse. Mais, mes amis de la *Société des Conférences* et moi-même, nous avons pensé que, dans ces causeries hebdomadaires qui ont pour objet la littérature, les arts, les idées, les sentiments, les choses de notre temps en un mot, il n'était pas inutile d'examiner une fois un certain coin de nos mœurs contemporaines, qui n'est pas, soyez-en sûrs, ni le moins pittoresque, ni le plus négligeable.

Non seulement en effet le régime sous lequel nous vivons est un régime électif; mais encore nous ne saurions nous dissimuler que toute notre activité politique en France tourne autour des questions électorales. Les délibérations habituelles de nos Chambres : réclames électorales. Les lois que nos représentants nous fabriquent tant bien que mal, et plutôt mal que bien : lois électorales. Nos projets de réformes financières, nos plans de grands travaux publics, toute la série des propositions relatives à l'organisation ou à la protection du travail : appeaux pour l'électeur bénévole. Il n'est pas jusqu'aux combinaisons de notre politique étrangère que les partis n'exploitent pour tâcher d'attirer vers eux la pluie bienfaisante des bulletins de vote. En réalité, on aurait tort de s'imaginer que les périodes électorales servent à préparer les travaux de la Chambre et du Sénat; de par la plus étrange et la plus lamentable des interversions, se sont les travaux de la Chambre et du Sénat qui servent à préparer les périodes électorales. Tout se fait sans doute *par* l'élection; tout se fait surtout *pour* l'élection.

Il paraît donc du plus haut intérêt de savoir ce qu'est une élection en France, à l'heure actuelle, de quels éléments cela se compose, comment et pourquoi l'on réussit ou l'on échoue. C'est ce que nous allons tâcher d'examiner rapidement ensemble.

Tout problème électoral suppose naturellement deux facteurs essentiels: des électeurs, et un élu, ou un personnage qui aspire à se faire élire, autrement dit, un candidat.

Pour le moment, l'état d'âme des électeurs est simple et peut s'exprimer en une courte phrase; les électeurs ne sont ni très satisfaits ni très mécontents, ni très calmes ni très passionnés, ni très républicains ni très réactionnaires. Ils sont ahuris, et rien de plus. Depuis vingt-cinq ou trente ans, on les a comblés de tant de promesses mensongères, nourri de tant de polémiques calomnieuses, abreuvés de tant de discours contradictoires, que c'eût été déjà suffisant pour affoler les plus robustes cervelles. Mais ce n'est pas tout. Vous vous rappelez, dans l'œuvre de Forain, cette image tragi-comique du « député en tournée », gros, gras, luisant, pérorant devant trois misérables en haillons assis au bord d'une route, et leur exposant son programme : « Vos

(1) Conférence faite le 14 mars 1899 à la *Société des Conférences*.

besoins sont les miens, vos aspirations sont les miennes! Je sais que vous ne voulez plus d'une constitution calquée sur l'orléanisme... » Tout le vocabulaire scolastique des politiciens professionnels a été mis ainsi à contribution pour l'édification et surtout pour l'étonnement des foules ingénues; on leur a révélé les moindres arcanes de l'histoire du droit constitutionnel; on les a consciencieusement entretenues des mérites divers du suffrage direct, du suffrage à deux degrés, du suffrage restreint, que les orateurs confondaient d'ailleurs généralement les uns avec les autres. L'année dernière, on joua de l'impôt sur le revenu, et, devant des auditoires qui auraient été bien embarrassés d'expliquer la différence entre le revenu et la rente, on jongla sans répit avec les mots taxation, cédule, globalité, proportionnalité, progressivité. La prochaine fois, il semble que l'on doive jouer de la réduction du temps du service militaire à deux ans; c'est toute une terminologie nouvelle que l'on promènera dans les salles de réunions publiques.

Et puis, si le corps électoral ne comprend rien à cette fantasmagorie pseudo-parlementaire qui s'est déroulée sous ses yeux, surtout en ces dix ou douze dernières années, il faut d'autant moins lui en tenir rigueur que les hommes d'État, chargés de la conduite de nos affaires, ne paraissent pas se rendre sensiblement mieux compte des mouvements qu'ils sont censés diriger. Vivant au jour le jour, sans évidemment bien savoir ce qu'ils veulent, ce qu'ils font et où ils vont, ils donnent eux-mêmes le plus insigne exemple d'ahurissement général. Au milieu de ce chaos, l'électeur ne pouvant plus voter pour des idées qui n'existent pas, pour des doctrines dont personne ne se soucie, pour des programmes qui ne sont que de trompeurs panoramas électoraux, pour des partis qui ne représentent que des syndicats d'appétits mesquins et de petites ambitions, l'infortuné électeur vote simplement pour des personnes; et il se détermine, hélas! dans le choix de ces personnes, par les motifs souvent les plus baroques, quelquefois les moins avouables. — C'est ici que s'étalent toutes les beautés de la cuisine électorale, dont j'ai l'intention de vous parler, et qui fait le sujet même de ma conférence.

Avant d'y venir cependant, disons deux mots du candidat et de son état d'âme.

On peut être candidat par conviction, par vanité ou par intérêt.

Je n'étonnerai personne en énonçant cet axiome qu'une candidature fondée sur une conviction est, à l'heure actuelle, un phénomène extrêmement rare; elle a d'ailleurs peu de chances de réussite; on n'est pas dans le ton; on suscite des défiances qui vous mettent en mauvaise posture.

La vanité en revanche joue un rôle essentiel dans l'ensemble des influences morales qui peuvent déterminer un Français du XIXe siècle à se consacrer au bonheur de ses concitoyens. Songez que, pour l'avocat sans cause, pour le médecin sans clientèle, pour le journaliste sans talent, la médaille de député, c'est le certificat authentique qu'il est quelqu'un et quelque chose. Par la grâce du mandat législatif, un raté d'une profession quelconque devient un personnage dans son arrondissement. Il peut tracasser, gêner, humilier ses ennemis personnels autour de son clocher natal; il fait trembler son préfet; il le prend de haut avec le président du tribunal; il préside aux cérémonies officielles. Il sera un jour peut-être mis en relations avec d'illustres étrangers : princes, ambassadeurs, souverains régnants. Vous savez que nous fûmes récemment sur le point d'assister à une grève de candidats pour le fauteuil présidentiel du Conseil municipal de Paris : l'usage veut en effet que le titulaire de cette fonction ne demeure pas en place plus d'une année. Le président de 1899 ne sera donc pas le président de 1900; et 1900, ce sera l'Exposition universelle, ce seront les rois de l'Europe en villégiature parmi nous, ce sera probablement l'empereur de Russie visitant la France. Et, lorsqu'on possède une âme profondément démocratique, avoir serré la main du tsar, s'être promené à ses côtés en tête d'un cortège, au milieu des acclamations, de la poussière et des fanfares, c'est de la joie en réserve pour jusqu'aux derniers jours de la plus extrême vieillesse.

Quant à l'intérêt qui s'attache aux mandats parlementaires, vous le devinez assez sans qu'il soit nécessaire que j'y insiste. Pour les naïfs et les modestes, il y a quelques billets de mille francs d'indemnité annuelle; pour les malins et les avides, il y a « les affaires »; mot magique, par où s'exprime l'ensemble des procédés mystérieux, grâce auxquels nous avons vu et nous voyons encore des hommes notoirement sans fortune, vivre sur le pied de cinquante, de cent ou de deux cent mille francs de rente.

Le double état d'âme de l'électeur et du candidat, que je viens de vous esquisser, et qui ne laisse place, ni chez l'un ni chez l'autre, à la moindre parcelle de foi et de désintéressement, amène d'ailleurs l'élection même à n'être qu'une *affaire*, une simple opération financière et commerciale, une sorte de coup de bourse soumis à une multitude d'aléas, et où chacune des parties en cause essaye de tirer à soi la plus grande somme de profits, de « rouler » — passez-moi le mot — la partie adverse.

Le candidat dit à l'électeur : « Donne-moi ta voix. » Et, si l'électeur se montre récalcitrant, nous examinerons tout à l'heure quelques-uns des innombrables

moyens par où l'on arrive à lui escamoter son bulletin de vote.

Quant à l'électeur, il dit au candidat : « En échange de ma voix, tu t'emploieras auprès de l'administration centrale pour me faire obtenir des faveurs, des subventions, des places, des bouts de rubans rouges, verts ou violets. Et, comme ta situation t'oblige à résider au moins une bonne partie de l'année à Paris, tu y feras mes commissions : tu te chargeras, par exemple, de mes achats au Louvre, au Bon-Marché ou à la Ménagère. » Je n'exagère rien. Le fait n'est nullement apocryphe de l'électeur influent écrivant à son député de lui chercher une nourrice ; et je pourrais vous citer le ministère où l'on vit un matin se présenter une famille de provinciaux, qui émettait la prétention de s'y loger pendant son séjour à Paris, sous prétexte que ledit ministère venait d'être dévolu à son député. Et, comme on refusa de recevoir ces touristes ingénus, ils partirent fort mécontents, convaincus que leur mandataire était coupable de la plus évidente mauvaise volonté, du moment où il ne trouvait pas le moyen de distraire momentanément à leur profit une ou deux chambres de cette vaste bâtisse.

Il serait donc puéril de se faire des illusions sur ce qu'est aujourd'hui le « sacerdoce politique », et d'y voir autre chose qu'un métier, de moins en moins honorifique, mal rétribué, mal fréquenté et assez pénible. Ce métier ayant néanmoins une assez considérable importance, puisque ses effets répercutent directement sur notre vie nationale et internationale, voyons comment on s'y prépare et par quelles formalités on y accède.

Le candidat qui, avant de prendre une décision, fera son examen de conscience, devra se bien pénétrer de cette idée qu'aucune compétence spéciale, en matière législative, administrative, financière ou autre, ne lui est nécessaire. Il n'aura même pas un absolu besoin d'éloquence, ou au moins de ce qu'on appelle l'« éloquence », c'est-à-dire cette faconde particulière qui étonne toujours les foules et qui les charme. Si la nature l'a doué d'une verbosité puissante, ce ne sera certes pas un mal ; ce ne sera pas non plus un bien qui lui assure fatalement la victoire. Une multitude de députés seraient incapables d'improviser correctement dix phrases consécutives. Ils n'en sont pas moins au Parlement, et ils n'y font pas pour cela plus mauvaise figure que d'autres.

La première qualité essentielle pour un candidat, c'est un estomac à toute épreuve. Et le mot estomac n'est pas employé ici au sens figuré ; j'entends par un bon estomac une capacité digestive à peu près illimitée. Tous ceux qui ont gardé le souvenir de campagnes électorales savent la quantité de bocks, de verres de vin blanc, de cidre, de mêlés-cassis, de liqueurs variées, de combinaisons hasardeuses et de mélanges aléatoires, dont il leur a fallu subir l'intoxication. Tous ne meurent pas de ce régime, mais tous en sont frappés. Ajoutez à ces misères du liquide obligatoire, la nécessité, pendant des semaines, de réduire le temps du sommeil à trois ou quatre heures par nuit, de manger quand l'occasion s'en présente et de clamer de vagues discours du matin jusqu'au soir, et vous comprendrez qu'il serait téméraire de se lancer dans la carrière législative sans avoir exactement supputé la mesure de ses forces.

Je suppose cependant l'aspirant-député doué d'une grande résistance physique, et, en conséquence, marqué au front par le destin, comment choisira-t-il sa circonscription ? Autant que possible, il se rapprochera de la région où il est né, de celle au moins où il aura des propriétés, des intérêts matériels, des liens de famille, de vieilles relations d'amitié avec des personnages considérés et notoires. L'électeur se souciant d'ordinaire fort peu que l'on représente ses opinions, — d'ailleurs vagues, obscures et incohérentes, — mais se préoccupant beaucoup en revanche que l'on satisfasse ses appétits immédiats, on lui inspirera d'autant plus de confiance qu'il croira les appétits et les intérêts de son élu identiques aux siens. Et puis, quelques mots de patois local habilement placés ne gâtent pas la cordialité des relations ; c'est une sorte de lien de famille.

Vous m'objecterez que ceci ne se vérifie pas partout. Je le sais. Je n'ignore même pas que, en 1889, on vit arriver à la Chambre un législateur tellement exotique qu'il ne savait pas le français, et qu'il avait été contraint de faire sa campagne d'une manière assez originale. Un cortège de trois voitures signalait sa présence dans les diverses localités de l'arrondissement dont il sollicitait les suffrages. Dans la première voiture, se trouvaient une grosse caisse, des cymbales, trois ou quatre instruments de cuivre ; dans la seconde, quelques individus munis de sacs pleins de gros sous ; dans la troisième, le candidat lui-même, et son principal agent qui se chargeait de prononcer les harangues. Dès qu'on approchait d'un village, l'orchestre entonnait une fanfare enivrante ; les distributeurs de gros sous jetaient leur billon à la foule ; l'orateur attitré de la troupe clamait des discours enflammés ; et le candidat saluait en agitant son chapeau avec conviction. Après quoi, on passait à une autre bourgade pour y renouveler la célébration des mêmes rites. — Et je sais que cette curieuse propagande a pu triompher de la répugnance instinctive que manifestent les électeurs ruraux à porter leur confiance sur quiconque n'a pas son acte de naissance enregistré dans une des communes de

leur circonscription; c'est une aventure néanmoins qu'il vaut mieux ne pas avoir à risquer, et je maintiens le conseil d'éviter autant que possible la qualification d'exotique.

Une fois fixé sur le choix de son arrondissement, le premier soin du candidat sera de se pourvoir d'un bon journaliste. Par un bon journaliste, j'entends un individu de sac et de corde, prêt à toutes les besognes et apte à répondre du tac au tac, aux injures par des injures, aux calomnies par des calomnies. Il est toujours utile que ce monsieur connaisse le maniement de l'épée et du pistolet; il n'est pas nécessaire qu'il sache l'orthographe.

Derrière lui, on groupera tout un personnel d'afficheurs, de distributeurs de bulletins, de bicyclistes, d'agents électoraux errants, qui vont de commune en commune soutenir les zèles défaillants, et d'agents électoraux stables qui surveillent les manœuvres de l'adversaire. On mobilisera les fonctionnaires publics : instituteurs, juges de paix, facteurs ruraux, gardes champêtres, agents voyers, agents des ponts et chaussées, tous ceux, en un mot, à qui il est formellement interdit de faire de la politique, et qui naturellement ne font pas autre chose. On ne négligera principalement pas le concours des cabaretiers. Les statisticiens de l'avenir seuls pourront peut-être établir sur des bases formelles l'existence de cette admirable corrélation entre le développement gigantesque de l'alcoolisme et le progrès des institutions dites parlementaires dans la France du XIXe siècle.

L'heure arrive enfin où s'ouvre la période électorale. — C'est le moment du grand branle-bas : les murs se couvrent d'affiches énonçant des programmes mirifiques, des promesses prodigieuses, des adjurations insinuantes; on commence à s'insulter sérieusement; et puis, c'est le moment des réunions publiques, où coulent les flots de cette éloquence spéciale qui ne s'inspire que de loin des lois de l'atticisme.

J'ai assisté, en ce qui me concerne, à quelques centaines de réunions de ce genre; c'est un plaisir dont on ne se lasse pas. J'y ai entendu échanger les propos les plus burlesques, affirmer les mensonges les plus outrecuidants, formuler les accusations les plus baroques. J'ai vu un orateur se défendre d'avoir été enfermé jadis dans un asile de fous; j'en ai vu un autre obligé d'expliquer comment on l'avait inculpé faussement d'avoir provoqué des complications diplomatiques entre le gouvernement français et la régence de Tunis, en enlevant une des femmes du bey. Ces explications se donnent au milieu de la fumée des pipes, des acclamations et des huées, des applaudissements et des sifflets. Il faut avoir vu cela, ne fût-ce qu'une fois, pour comprendre combien c'est devenu, à l'heure actuelle, et avec l'abaissement général des mœurs politiques, un beau spectacle, que celui du peuple souverain réuni en ses comices, pour y délibérer librement sur le choix de ses mandataires.

Le candidat désireux de réussir ne devra pas néanmoins se faire trop d'illusions sur l'efficacité de ces stupéfiantes mascarades, et il partira de ce principe que maintenant — et sauf exceptions très honorables — l'électeur est à acheter. On l'achète le plus souvent par des promesses; c'est le procédé le moins coûteux et celui qui ne heurte les scrupules de personne. On l'achète aussi avec de l'argent; c'est le procédé le plus cher et le moins considéré, je me demande d'ailleurs pourquoi. Car, à Dieu ne plaise que j'envisage comme louable le trafic pécuniaire des bulletins de vote, plus ou moins habilement pratiqué; mais du moment où les élections ne se font plus sur des questions de programmes et de principes, du moment où elles ne sont qu'une mise à l'encan d'un brevet législatif, qui appartiendra finalement au dernier et plus offrant enchérisseur, j'avoue que payer le concours d'un pauvre diable en bonnes espèces sonnantes me semble plus moral que de le voler en lui versant la fausse monnaie des promesses mensongères; sans compter que ces promesses hallucinent forcément les cerveaux, détraquent le bon sens, pervertissent les cœurs, et arrivent peu à peu à transformer un citoyen utile, ou, pour le moins, inoffensif, en un être antisocial et parfois dangereux. Je ne donne donc pas comme un bien, cela va sans dire, l'achat à prix d'argent des suffrages exprimés; je le donne comme un moindre mal.

On doit pourtant prévoir le cas où ces opérations financières ne suffiraient pas à assurer le succès, et le cas aussi où l'on voudrait essayer d'entrer en lutte contre cette toute-puissance de l'or. C'est ici qu'intervient la ressource des fraudes électorales.

Ces fraudes, innombrables et indéfiniment multiformes, sont, vous le savez, de fondation en certains départements; on les y emploie presque ouvertement, nous pourrions dire, sans trop de paradoxe, avec franchise. Tout le monde y sait que tel député ou tel sénateur n'a jamais eu la majorité, n'est en aucune manière l'élu du suffrage universel, mais simplement l'élu et le mandataire d'une coterie installée dans les municipalités, maîtresse de la revision des listes électorales, et qui s'arrange pour installer ses membres aux bureaux, le jour où a lieu le scrutin. On ne s'offusque de ces procédés que dans les limites indispensables au remplacement de la coterie en exercice par la coterie opposante; cette dernière, aussitôt arrivée au pouvoir, s'empresse d'ailleurs de continuer à son profit les traditions de sa devancière.

Parmi les modes de fraudes, le plus connu est celui qui consiste à faire voter les morts. Vous savez ce que signifie cette formule aux apparences nécro-

manciques et macabres. Loin d'évoquer les morts de leurs tombeaux, on se contente au contraire de ne pas rayer leurs noms des listes électorales, au fur et à mesure des décès; quand se produit une élection, on donne les cartes des citoyens défunts, qu'on est sûr de ne pas voir réclamer, à des citoyens bien vivants, de la fidélité desquels on est certain; et un candidat se trouve ainsi bénéficier du vote des trépassés. Mais si c'est là une des méthodes le plus généralement recommandées, beaucoup d'autres sont également en usage pour « corriger la chance ». Il y a, au moment du dépouillement, l'escamotage des paquets de bulletins que l'on retire de l'urne et leur remplacement par de nouveaux paquets soigneusement préparés; c'est le *truc* classique de la *portée*, substituée dans les tripots par un banquier indélicat au jeu de cartes que lui tend le croupier. Il y a « le doigt graissé », avec lequel, dans les petites communes, le président du bureau touche le papier plié que lui remet un électeur, ami notoire de l'adversaire; grâce à quoi ce papier porte une marque extérieure qui l'annule de droit; tandis que les bulletins présentés par les partisans connus du candidat favorisé sont scrupuleusement préservés de tout contact suspect, restent vierges de la moindre marque prohibée, et se trouvent par conséquent valables. Il y a comme cela des séries d'inventions ingénieuses, dont l'énumération serait sans fin: on composerait plusieurs volumes avec le manuel complet du parfait fraudeur électoral...

Et si tout cela révèle une puissante fécondité d'imagination, et prête à des considérations pittoresques, tout cela au fond est triste et angoissant. Il est triste de penser que notre personnel politique se recrute par des combinaisons dans le genre de celles que je vous ai contées. Il est angoissant de songer qu'un grand pays comme le nôtre a sa vie publique liée aux caprices d'une poignée d'individus interlopes, insignifiants ou ridicules.

D'autre part, on peut se consoler en admettant que leur médiocrité même garantit jusqu'à un certain point leur innocuité, et que leur action demeure assez superficielle: « La France n'est pas en décadence, écrivait une fois M. Paul Bourget: elle est simplement mal gouvernée. » L'illustre romancier eût été plus près de la vérité encore, s'il eût dit que la France n'était pas gouvernée du tout. Ce monde de députés, de sénateurs, de conseillers généraux et municipaux, d'aspirants à ces diverses fonctions, de journalistes politiques, de courtiers d'élections, tout ce monde ne forme pas une armée de dix mille hommes au milieu de plus de trente-huit millions de Français; et, malgré cette végétation parasitaire, le pays reste sain, robuste, laborieux, bien vivant en un mot, puisqu'il n'a pu encore être tué, et qu'il commence seulement à éprouver quelque lassitude, sous le poids des encombrants personnages qui subsistent à ses dépens.

Faut-il en conclure que le régime parlementaire ne saurait fonctionner chez nous, qu'il est contraire à notre tempérament, que nous le faussons dès que nous en tentons l'expérience? Je n'en sais rien, ou, pour mieux dire, c'est là un problème trop complexe pour que je puisse ni que je veuille l'aborder ici. Tout au plus me permettrai-je d'insinuer qu'il en est probablement du parlementarisme comme de toutes choses, qui sont bonnes ou mauvaises, selon qu'on en use ou non au moment opportun, dans des conditions propices, et dans des milieux nécessaires.

Un philosophe ironique me narrait jadis un conte à la manière de Voltaire, dont le scénario est sans doute quelque peu apocryphe, mais dont la sagesse, par contre, vous semblera assurément d'une authenticité incontestable, et qui, pour cela seul, mérite d'être offert aux méditations des hommes de bonne volonté. Je m'en suis toujours souvenu, depuis une quinzaine d'années, à mesure que je voyais se dérouler devant mes yeux les pages de notre histoire intérieure. Vous en apprécierez certainement autant que moi-même la profonde beauté symbolique. Et c'est par ce simple récit que je veux conclure.

Un jour le résident de France au Cambodge s'avisa que l'heure était venue de faire participer nos frères indo-chinois aux bienfaits de la civilisation moderne, et il pensa que rien ne pouvait plus contribuer à leur bonheur que l'octroi d'une constitution parlementaire. On divisa donc les États du roi Norodom en trois cents parcelles de territoire correspondant à nos circonscriptions, et l'on invita, en chacune de ces circonscriptions, les habitants du pays à élire l'un d'entre eux pour les représenter à Pnom-Penh.

L'opération ne s'accomplit pas sans difficultés. Les bons Cambodgiens ne comprenaient absolument rien à ce qu'on leur demandait, et craignaient de se compromettre en cette affaire mystérieuse. Personne ne voulait être candidat. Enfin, après d'innombrables pourparlers et des explications abondantes, on arriva à recruter trois cents législateurs.

Le résident de France prononça un admirable discours, lorsque s'ouvrit la première séance du parlement cambodgien. Il parla de la grande Révolution, de la vieille Noblesse, de la jeune Liberté; il évoqua avec ivresse le souvenir d'une certaine journée du 14 juillet où l'on avait enlevé la Bastille; mais il ne dissimula pas l'horreur qu'il éprouvait en se remémorant une certaine nuit du 2 décembre, où l'on avait violé la Constitution. Les députés écoutaient avec une attention visiblement sympathique; peu au courant de nos annales, ils croyaient qu'on leur racontait des histoires de femmes. Ils trouvaient seulement ces confidences un peu familières et sans gêne.

Cette harangue prémonitoire une fois terminée, on passa à l'ordre du jour. Le premier projet de loi présenté par le gouvernement fut aussitôt adopté sans débats à l'unanimité des trois cents votants; il en fut de même du second; et de même aussi du troisième; et de même encore du quatrième, et de tous ceux qui suivirent. Notre résident se rendait bien compte que ce n'était pas là le fonctionnement normal du parlementarisme. Mais en vain s'efforçait-il de susciter des amendements, d'amorcer des discussions, de provoquer des votes négatifs, de créer en un mot une opposition; l'opposition refusait de naître; ces étonnants exotiques se déclaraient invariablement satisfaits.

On s'avisa alors d'un expédient. Les députés cambodgiens touchaient une indemnité de trois francs par jour. On promit de porter à quatre francs le chiffre de cette indemnité pour ceux qui accepteraient de former un groupe d'opposants. Une centaine de législateurs, plus hardis que les autres, consentirent, et, comme ils étaient honnêtes gens, soucieux de bien gagner leur supplément d'honoraires, ils votèrent désormais, avec zèle et persistance, contre tous les projets qui leur étaient soumis. Dès que l'on procédait à un scrutin, le gouvernement avait ainsi régulièrement deux cents voix en sa faveur, et cent voix contre lui. Jamais la nécessité d'un pointage ne se faisait sentir.

Tout marchait donc pour le mieux dans le meilleur des parlements, et l'on se demande jusqu'à quel degré de prospérité aurait pu arriver le Cambodge, quand un simple incident imprévu détraqua de la manière la plus lamentable l'ingénieux mécanisme politique importé là-bas par la colonisation française. Un soir que la séance venait de finir, notre résident entendit tout à coup un effroyable tumulte dans le salon d'attente par où sortaient les mandataires du peuple : des gens effarés refluaient vers les portes, tandis que des cris : « le fou ! le fou ! » retentissaient sous les voûtes du palais législatif. N'écoutant que son courage, notre agent diplomatique se précipita vers le point d'où semblait provenir ce désordre, et il vit, d'un côté, un député gouvernemental, soutenu par ses collègues, la langue pendante, les yeux presque jaillis hors des orbites, à moitié étranglé, tandis que, de l'autre côté, un député de l'opposition se débattait avec fureur entre les mains des gardes, en proférant des menaces de mort et des injures ordurières, absolument comme s'il eût été citoyen d'un pays accoutumé depuis longtemps aux mœurs de la liberté. A la fois charmé et surpris de cette brusque explosion de passions parlementaires, notre compatriote s'enquit avec intérêt des origines de cette rixe; les révélations qu'il recueillit lui parurent désespérantes.

Il apprit que, dans une des trois cents circonscriptions de l'état cambodgien, les habitants adressaient, depuis des années, pétitions sur pétitions au pouvoir central pour qu'on voulût bien les débarrasser d'un malheureux aliéné qui faisait la terreur de l'endroit. Sujet à des accès d'impulsions homicides et de folie furieuse, il avait déjà causé une série d'accidents, sans que les pétitionnaires eussent jamais obtenu qu'on prît leurs suppliques en considération ; ils commençaient à se décourager, quand les événements politiques leur semblèrent offrir une occasion propice à leurs plus chers souhaits. On les invitait à choisir l'un d'entre eux pour aller à Pnom-Penh participer à des rites bizarres, auxquels ils ne comprenaient rien; mais ils comprenaient parfaitement que le personnage choisi s'en irait loin de leur province, et ils n'hésitèrent pas dès lors à porter leurs voix sur le fâcheux maniaque dont l'éloignement leur tenait tant au cœur. Le pauvre diable venait simplement d'être la victime d'une nouvelle attaque.

Désillusionné par cette manière fantaisiste de pratiquer le suffrage universel, le résident de France entrevit que décidément certains pays n'étaient pas mûrs pour l'idéal politique qu'il eût rêvé d'y voir fleurir, et il supprima au Cambodge le régime parlementaire...

Jusqu'à un certain point, je le regrette. Car le spectacle de ces députés des bords du Mékong, — parmi lesquels on ne comptait qu'un fou, — et qui se conduisaient très convenablement en séance, qui n'avaient pas pour préoccupation unique de caser leurs électeurs et de préparer leur propre réélection, qui ne déposaient jamais d'interpellations saugrenues, qui ne se livraient pas au jeu des crises ministérielles, qui ne couraient pas tous à la curée des portefeuilles, ce spectacle n'eût pu être que d'un excellent exemple pour les députés des bords de la Seine.

MAURICE SPRONCK.

HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LE CONSULAT [1]

I. — DU 18 BRUMAIRE A MARENGO (9 NOV. 1799-14 JUIN 1800)

Ces mesures de vigueur, ces manifestations de justice, en imposent, sans doute, à l'opinion de Paris. Mais les énergumènes qui conduisent les factions et organisent les complots n'en sont point désarmés. Ils se cachent, se terrent plus profondément. Ils

(1) Voir la *Revue* du 25 mars.

Le lecteur ne doit chercher, dans le présent chapitre, que ce qui a trait à la restauration de la France, ruinée par le

épaississent l'ombre autour d'eux (1). Bonaparte ne l'ignore pas. Il poursuit quand même les projets conçus avec son Conseil d'État. Aux inspirations de la clémence se joignent déjà les actes de bienfaisance. Ce n'est pas sous le Directoire que l'on eût vu des souscriptions instituées pour soulager la misère des indigents, trop nombreux à Paris; ce n'est pas sous le Directoire que l'on se fût occupé de subvenir aux besoins des colons, qui avaient abandonné leurs domaines à Saint-Domingue et autres colonies, pour fuir la fureur des nègres révoltés. Ces créoles sont au nombre de plus de 700 à Paris. Ils ont été riches; ils sont de familles distinguées; et sans ressources aucunes, ne touchant plus les revenus de leurs terres ravagées par les esclaves, ils vivent dans une pénurie absolue. Le gouvernement s'efforce de parer à leur détresse. Les lois, les arrêtés, les circulaires se suivent. Les préfectures, les sous-préfectures, les conseils de préfecture sont créés; les tribunaux de première instance et d'appel, de même. La liste des émigrés est close; le droit de tester rétabli; puis ce sont toutes les lois de finances que le Premier Consul, de concert avec le Conseil d'État, achève d'élaborer et de publier.

Les besoins sont partout; les ressources nulle part. Les négociants se plaignent de leur inaction; le commerce est anéanti. Les ports sont encombrés de navires qui se détériorent dans les bassins, sans pouvoir en sortir, bloqués par les flottes anglaises. Le crédit reste sans ressort; le numéraire manque, entassé dans les caisses des banquiers ou celles des fournisseurs qui n'ont rien cédé de leurs exigences et de leur morgue. Ils veulent s'introduire, par leurs femmes, dans les salons du Premier Consul. Ils entourent Mme Bonaparte, espérant continuer leurs pilleries. Et les salons du Consulat leur sont interdits, pendant qu'Ouvrard, le célèbre munitionnaire, est recherché pour être conduit au Temple. Cette nouvelle met tous les fournisseurs aux abois. Ouvrard s'est caché. Puis il se constitue prisonnier, rejetant ses exactions sur Barras et sur Mme Tallien (2).

Il faut, pourtant, effacer tant de ruines, forcer l'argent à quitter ses cachettes et le commerce à refleurir par des opérations à long terme. Pour la première fois, on travaille à fonder une banque nationale qui sera la Banque de France. Les négociants, les banquiers, s'inscrivent parmi les souscripteurs des premières actions, et, peu de temps après, le capital tout entier est réalisé et la Banque fonctionne.

Sans cesse, le mieux s'ajoute au bien.

Bonaparte est encore au Luxembourg, et il commence l'attribution des fusils et des sabres d'honneur aux héros des combats. Il a cette conviction qu'il faut aux hommes des hochets, que le Français, en qui revit le Gaulois, aime le panache, tout ce qui le distingue des autres. En ses premières guerres d'Italie, il a entraîné ses armées affamées, en leur montrant les plaines fertiles de la Lombardie, où elles trouveraient en abondance des vivres, des vêtements, des richesses. Ses armées ont été victorieuses; ses généraux se sont enrichis. Il doit maintenant récompenser ses soldats par une distribution d'armes d'honneur. Il sait les prendre, d'ailleurs, par une grande bonhomie, par un langage qui les rapproche de lui. A un sergent de grenadiers, Aune (Léon), qu'il honore d'un sabre, il écrit modestement: « Mon brave camarade. » Pour eux, il veut n'être toujours que le « petit caporal », le chef qui a partagé, avec les simples troupiers, tous les périls de la guerre. Il recherche leur affection, afin de trouver, en eux, des compagnons dévoués. Bourrienne qualifie d'hypocrisie cette façon d'agir. N'est-ce pas plutôt que, dénigré et jalousé par ses généraux, il s'adresse aux plus humbles sur lesquels il appuiera son autorité, discutée par ses anciens émules, devenus ses envieux.

Oh! l'armée! Rien d'elle ne lui est indifférent. Comme aux prisonniers du Temple, il fait visite aux Invalides, aux vieux soldats mutilés, très délaissés, peu secourus. Il apprend, qu'à Versailles, des individus, — des intrus, — se sont emparés de logements au château, et y vivent béatement. Aussitôt, on les fait déguerpir, pour y installer les vieux militaires relégués dans les succursales de Versailles et de Saint-Cyr. L'énorme bâtisse de Paris, enfin, sera érigée en temple de la Victoire; l'esplanade, plantée d'arbres; les cours, décorées des trophées enlevés à l'Italie; les murs de la chapelle revêtus de fresques qui rappelleront les dates mémorables de notre histoire, et les voûtes tapissées de drapeaux pris à l'ennemi. Lannes a rapporté d'Égypte soixante-douze drapeaux turcs et trois queues de pacha; ils y seront

---

Directoire. La vie sous le Consulat, les mœurs de cette époque, les salons, les beaux-arts, la littérature, le théâtre, les hommes distingués de ce temps, les émigrés, les complots feront l'objet de chapitres spéciaux. G. S.

(1) *L'Ami des Lois* (24 nivôse an VIII).

« Nous engageons le gouvernement à se tenir sur ses gardes. Nous le prévenons que les Chouans sont organisés, non seulement dans l'intérieur, mais encore à Paris. Le mot d'ordre se donne tous les soirs, au son du cor. Des moyens secrets sont pris par ces Messieurs pour propager leurs journaux. Des enrôlements clandestins se font dans les cafés titrés. Ils enlèvent journellement les plus beaux chevaux. Des hommes dont le gouvernement ne se méfie pas prêtent les mains à cet éternel trafic. Leur machine est combinée avec une adresse telle qu'ils peuvent braver la surveillance de la police. »

(2) *L'Ami des lois* (17 pluviôse an VIII).

« La suppression de ces tripotages sera difficile néanmoins, car on voit encore des femmes s'intéresser aux marchés de l'administration, et, pour y réussir, joindre la bassesse au libertinage. »

déposés très solennellement. C'est là, enfin, que les dépouilles des plus illustres de nos chefs d'armée seront conduites; c'est là que seront dressées les statues des grands capitaines, couverts de gloire : Condé, à côté de Marceau et de Hoche.

Il se montre heureux, surtout, lorsqu'il fait restituer l'argent du Trésor, volé par les fournisseurs. On ne peut le dissuader qu'ils soient tous des fripons; et il ergote, il chicane, lorsqu'il faut régler leurs factures. S'il paie exactement ses propres fournisseurs, il n'en est pas de même de ceux qui nourrissent ses soldats. Il les fait attendre; ils n'obtiennent jamais que des acomptes. Son triomphe, en ces premiers mois de consulat, fut de récupérer, sur la compagnie Sagnier qui fournissait la cavalerie de chevaux, 470 000 francs d'avances, obtenues par faveur. Et comment ne pas s'indigner de l'insouciance coupable des bureaux, lorsqu'on apprend qu'à Dijon, les chevaux du 10e dragons sont restés vingt-quatre heures sans manger (1)!

La marine ne l'intéresse pas moins que l'armée. Nos flottes ont été anéanties en Égypte. Il faut en combler les vides. Que reste-t-il de nos bâtiments de combat? Et aussitôt, il en demande l'inventaire, ainsi que des bois dans nos forêts, propres aux constructions navales. Toutes les sources de nos richesses, tous les éléments de notre activité nationale, il veut les connaître et les mettre en valeur (2).

A lire ces détails, ne dirait-on pas la vie de naufragés unissant leurs efforts pour se constituer un abri contre les intempéries du ciel? Ce mot de « naufragés » est écrit dans les mémoires du temps, et il n'est pas exagéré. Car tout ce travail doit servir au relèvement de la France. Ses ennemis croient y discerner un acheminement vers le pouvoir suprême. Et voici leur remarque.

Au Luxembourg, disent-ils, le Premier Consul s'est installé sans faste, avec sa femme et les deux enfants de Joséphine. Ils y vivent comme de riches rentiers, recevant, sans façon, leurs amis, ceux de la rue de la Victoire, les généraux d'Égypte, les hommes de lettres, les artistes, les savants, qui avaient donné du relief aux salons de Joséphine (1), et quelques-unes de ces femmes dont tout le mérite était dans la beauté qui favorisait leurs intrigues. Mais, petit à petit, le triage s'est fait parmi les habitués d'autrefois. L'accession vers le chef du gouvernement devient, chaque jour, plus difficile. Les femmes, accueillies gracieusement, ne furent plus aussi souvent invitées, quand elles s'étaient compromises dans des affaires d'argent. A la fin, on ne les invita plus. Bientôt le jeune général s'éloigna de ces assemblées, n'y paraissant que pour s'en retirer presque aussitôt; gardant, au milieu d'elles, son recueillement, son absorption en soi, afin d'empêcher toute familiarité. N'est-ce pas là façons de roi? Et, d'ailleurs, voyez, ajoutaient ces jaloux, ces rivaux, voyez les lois émanées du Conseil d'État, les arrêtés des ministres, les circulaires administratives aux nouveaux fonctionnaires, est-ce que, dans tous ces actes, l'autorité centrale, qui n'est que l'autorité du Premier Consul, n'y est point invoquée comme un palladium sacré? Tout vient se fondre en elle.

Le Premier Consul était instruit par sa police de ces rumeurs confuses. Il saisit donc avidement l'occasion de détourner ces suspicions criantes et de raviver les espérances des républicains. Washington venait de mourir. La nouvelle en était arrivée en Europe. Bonaparte dicte à Bourrienne une proclamation à l'armée, pour lui imposer un deuil de dix jours.

« Washington est mort, dit-il. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie et a consolidé la liberté de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français, comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français, qui comme lui et les soldats américains se battent pour la liberté et l'égalité. En conséquence, le Premier Consul ordonne que, pendant dix jours, des crêpes noirs seront suspendus à tous les drapeaux et guidons de la République. » Mieux encore,

(1) Rovigo (*Mémoires*, t. Ier, p. 251).

« La cavalerie était dans un état de nullité complète. La plupart des régiments réduits à leurs cadres n'étaient pas montés. On requit le vingtième, puis le trentième cheval. On rassembla ces animaux de tous les points de la France. Ils furent fournis sans murmures et livrés, à jour fixe, dans les dépôts. On vit, comme par enchantement, l'armée se recréer de ses propres débris et reparaître aussi belle qu'aux jours glorieux de notre histoire. »

(2) *L'Ami des lois* (2 nivôse an VIII).

Voici comment nos forces étaient distribuées : « Dans les ports 36 vaisseaux de ligne, 82 frégates, 115 corvettes. Bâtiments servant de dépôts, de prisons et d'hôpitaux : 36 vaisseaux de ligne, 1 frégate. Dans la Manche anglaise et irlandaise : 36 vaisseaux de ligne, 27 frégates, 54 corvettes. Aux Dunes et mer du Nord : 12 vaisseaux de ligne, 18 frégates, 41 corvettes. Aux Antilles et sur le passage : 3 vaisseaux de ligne, 13 frégates, 20 corvettes. A la Jamaïque : 8 vaisseaux de ligne, 17 frégates, 16 corvettes. A l'Amérique et à Terre-Neuve : 3 vaisseaux de ligne, 8 frégates, 8 corvettes. Cap de Bonne-Espérance, Indes Orientales et sur le passage : 16 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 15 corvettes. Côtes de l'Afrique : 1 frégate, 1 corvette. Côtes de Portugal, Gibraltar, Méditerranée : 16 vaisseaux de ligne, 24 frégates, 22 corvettes. Total : En commission, 166 vaisseaux de ligne, 200 frégates, 292 corvettes. Ceux qui sont hors de commission, 51 vaisseaux de ligne, 37 frégates, 48 corvettes. Total : 794 bâtiments. Quant aux bâtiments pris depuis le commencement de la guerre et qui furent perdus pour la France, leur nombre s'élevait alors à 1 118 et 701 corsaires de toute nature.

(1) On y recevait Arnault, Bernardin de Saint-Pierre, Ducis, Legouvé, Lemercier, Méhul, David, Talma, Joseph Chénier, Volney, Andrieux, Picard, Colin d'Harleville, Baour-Lormian, Parseval-Grandmaison, Alexandre Duval et Bouilly, auteur de pièces applaudies et des *Contes à ma fille*.

le Premier Consul voulut que l'éloge funèbre du grand homme fût prononcé par Fontanes, au Temple de Mars, c'est-à-dire aux Invalides. En habile courtisan, cet homme de lettres, un ami d'Élisa Bacciochi, s'acquitta très bourgeoisement de son discours. Car ce panégyrique, ne devant pas être une comparaison perfide pour Bonaparte, vantait surtout le bon sens du mort, comme si c'eût été d'un négociant méticuleux qu'il eût voulu parler. Oh! non, certes, le génie guerrier du vainqueur de l'Italie, son amour d'un pouvoir indiscuté, ne pouvaient y trouver ombrage. L'éloge était mesquin; Bonaparte en devenait plus grand.

En ces critiques, en ces dénonciations contre les tendances du jeune chef de l'État, tout n'était point injustifié. Peut-être devançaient-elles seulement l'heure précise qui les devait rendre évidentes et vraisemblables. Mais le vrai, c'est que son autorité et sa puissance grandissant, son ambition se développait à mesure. Il désire bientôt quitter le Luxembourg, demeure princière pourtant, luxueuse même, dont les jardins s'embellissent de travaux considérables. En ce palais, il était le voisin des deux autres consuls; il était logé sans plus d'apparat qu'eux et son prestige n'en était point accru. Il lui fallait le palais des rois où le peuple s'habituerait à le considérer comme un monarque; le palais, largement pour lui, les autres consuls relégués en des appartements moins beaux où on les oublierait.

Un jour, avec Bourrienne il visite donc les Tuileries que les émeutes populaires et les séances de la Convention avaient souillées de dégradations honteuses. Il mande l'architecte, ordonne les réparations nécessaires. Les galeries, les couloirs sont couverts des images du bonnet phrygien. Plus aucun tableau n'y est accroché aux murailles; plus aucun buste, plus aucune statue ne se remarquent nulle part; tandis qu'aux deux corps de garde, bâtis à droite et à gauche de l'entrée par le Carrousel, une inscription porte : « *Le 10 août 1792 la royauté en France est abolie; elle ne se relèvera jamais.* » Ironie, elle était déjà relevée! Et faisant allusion aux bonnets phrygiens qui horripilent son regard, Bonaparte dit à l'architecte : « Surtout, faites-moi disparaître toutes ces saloperies. »

Il surveilla de près la réfection de cette demeure royale. Dans la galerie qui va précéder son appartement, outre les bustes des grands généraux, il fit placer celui de Brutus. Neuf statues et vingt-six bustes, disent *les Débats* du 14 floréal, suffirent au Palais des Tuileries. Parmi les bustes, on remarquait ceux de Démosthène, Alexandre, Annibal, Cicéron, Caton, Brutus, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le grand Condé, Duguay-Trouin, Marlborough, le prince Eugène, le maréchal de Saxe, le grand Frédéric, Dugommier, Dampierre, Joubert. Le nombre des places excédant les grands hommes désignés, on ajouta ceux de Sully, Colbert, Ruyter, Montesquieu, L'Hospital. S'il voulut celui de Brutus, c'est qu'il n'était pas encore temps de proscrire l'image de l'homme qui personnifie la révolte contre la tyrannie.

Cependant les journaux de l'époque commencent à parler des réparations du château. Quelques-uns pensent qu'il deviendra bientôt le palais du gouvernement. Et ceux-là ne se trompaient pas.

Il avait fait ce chemin silencieusement, sans ostentation, et comme si la chose eût été toute simple.

Pourtant, il semble douter lui-même de son audace car il disait à Bourrienne : « Ce n'est pas tout de loger aux Tuileries, il faut y rester. » Ce qui signifiait aussi qu'il ne consentirait jamais à se dépouiller du pouvoir qu'il avait saisi d'une main si ferme.

Il dormait profondément le matin du 10 pluviôse an VIII, le jour fixé pour son installation, quand son secrétaire Bourrienne entra dans sa chambre pour le réveiller. Pendant qu'il se levait, à en croire Bourrienne, Bonaparte simulait un grand ennui pour tout l'appareil cérémonieux qui l'attendait.

« Eh bien! Bourrienne, disait-il, c'est donc aujourd'hui que nous allons coucher aux Tuileries. Vous, vous êtes bien heureux; vous n'êtes pas obligé de vous donner en spectacle. Vous irez de votre côté. Moi, il faut que j'aille avec mon cortège. Cela m'ennuie. Mais il faut parler aux yeux. Cela fait bien pour le peuple. Le Directoire était trop simple. Aussi, il ne jouissait d'aucune considération. A l'armée, la simplicité est à sa place. Dans une grande ville, dans un palais, il faut que le chef du gouvernement attire à lui les regards par tous les moyens possibles. Mais il faut aller doucement. »

Doucement!... qui l'eût pensé en voyant la suite qui l'accompagne? Des grandes assemblées, le Conseil d'État, nouvellement institué, le précède en fiacres dont les numéros sont recouverts de papier qui se fond en la couleur des panneaux. On n'avait pu faire mieux, en ce commencement de régime. Les voitures manquaient. Quant à lui, dans une voiture brillante, attelée de six chevaux blancs, que l'empereur d'Allemagne lui offrit après le traité de Campo-Formio, il s'avance avec Cambacérès à côté de lui, et Lebrun, le troisième consul, en face d'eux. Les plus belles troupes de Paris, commandées par Murat, sont sur pied, et, formées en brigades, elles attendent au Carrousel, pour être passées en revue par le jeune général.

La voiture s'arrête à la porte du palais. Les deux autres consuls le quittent pour aller aux fenêtres jouir

de ce spectacle, si rare depuis longtemps. Un état-major nombreux, composé de généraux, orgueilleux de leur jeune âge et de leurs blessures, plus nombreuses que leurs années, se presse derrière celui qui les a, tous, si souvent conduits à la victoire. Une foule immense, avec peine contenue, avide de contempler ces troupes d'élite, forme le fond de ce tableau émouvant. Bonaparte, alerte, d'un bond se met à cheval, et, acclamé par ses soldats, il passe entre les rangs, les regards posés sur ces nobles hommes où luit déjà ce prodigieux dévouement qui les attachera plus tard jusqu'à la mort. Lui, continue son passage triomphal, enivré de cet enthousiasme que les cris de la foule manifestent pour sa personne. Puis, il se place entre Lannes et Murat, et le défilé commence. Lorsque, devant lui, s'offrent les brigades qui n'ont pour drapeau qu'une hampe noircie au feu des batailles et des loques pendantes, trouées par les balles, Bonaparte se découvre et s'incline avec respect devant ces reliques glorieuses. Et parmi les assistants, les nerfs exaspérés jusqu'au délire, ce ne sont que vivats frénétiques, une rumeur grondante de foule qui adore son demi-Dieu. Il voulait être roi! Ne l'était-il pas déjà, et malgré lui, car l'enthousiasme et l'admiration étaient unanimes, aux fenêtres des Tuileries où se tenaient les consuls et les étrangers de marque, aussi bien que dans la foule?

Le soir, à l'heure de se coucher, satisfait de sa journée et ne pouvant croire encore à sa haute fortune, il dit à Joséphine qu'il appelait dans sa chambre : « Allons, petite créole, venez vous coucher dans le lit de vos maîtres! » Si les royalistes l'eussent entendu (1)!

Paris fut toujours amoureux de spectacles. Jadis les rues s'emplissaient lorsque les charrettes conduisaient les condamnés à la guillotine. Maintenant Paris a oublié ses furies sanglantes, ses tumultueuses orgies. Il a pour idole un chef d'armée qui le mitraillerait, s'il voulait troubler la paix établie. La petite bourgeoisie abdique son indépendance frondeuse, dans la prévision des fêtes qui lui rendront l'abondance. Les ouvriers ont du travail, non plus pour démolir, mais pour édifier; et ils sont heureux de cette besogne féconde, ne détestant rien davantage que l'action stérile qui ne profite à personne.

Et l'on constate, dans les provinces, les mêmes symptômes d'apaisement. Les paysans, depuis Brumaire, attendent patiemment l'avènement de la paix. Des bandes errantes, des rebelles en armes troublent encore la Bretagne, la Vendée, le Midi. Mais les chefs sont découragés, prêts à se soumettre; il n'y aura plus bientôt que des assassins et des voleurs, qui continueront leurs attaques imprévues, contre les villages et sur les routes, poursuivis par les paysans, de concert avec les gendarmes. Dans la Drôme, le préfet, bien inspiré, récompense ces paysans patriotes qui secondent, avec énergie, le rétablissement de l'ordre, en leur donnant une branche de chêne pour leur chapeau, et il les présente ainsi décorés à la garde nationale de leur commune. Le traité de Montfaucon est proche. Georges Cadoudal et le comte de Frotté résistent toujours. Après l'exécution du comte de Frotté, Georges, seul, poursuivra une lutte ténébreuse, qui ne finira qu'au suicide de Pichegru.

Ce qui manque, dans les plaines incendiées et ravagées de la France, ce sont des routes praticables. A peine si elles existent. On passe à travers champs où les roues s'enfoncent dans les terrains mouvants, et les carrioles restent en détresse. Du Havre à Dieppe, on ne marche qu'au pas. Les premiers fonds, attribués aux ponts et chaussées, ont été dépensés sur les grandes voies qui se dirigent vers l'Italie et vers l'Allemagne, pays de guerre. Mais les paysans n'ont que faire de ces grandes routes nationales. Il leur faut des chemins vicinaux qu'ils parcourent avec leurs voitures attelées de bœufs. Lassés d'attendre, enfin, des villages et des hameaux s'associent, se donnent rendez-vous sur les chemins défoncés pour concourir à leur réparation. Les sous-préfets et les préfets, installés depuis quelques semaines, encouragent partout ces efforts communs. Le Bas-Rhin, les Vosges, les Landes, redoublent d'efforts, pour rétablir les communications, de commune à commune.

Longtemps, néanmoins, les traces des guerres civiles seront visibles dans les campagnes. Avant de restaurer son village, le paysan achète de la terre. Rovigo traversant la Vendée, quelque temps après Brumaire, fait une description désolée du spectacle qui partout s'offre aux regards. Tous les villages sont détruits, et les loups, depuis qu'il n'y a plus d'officiers de louveterie, se montrent en nombre considérable, plus audacieux encore que les brigands au coin des bois. L'apparence de la vie ne se fait remarquer qu'autour des villes, surtout de celles où se tiennent les grandes foires de l'année. Beaucaire a dix mille habitants; mais à l'époque des grandes assises de son commerce, il y en a quatre-vingt mille venus de tous les points de l'Europe. Ce mouvement dure quelques semaines et puis, tout à coup, s'éteint. Il faudrait de grands travaux publics, pour perpétuer

(1) Thibaudeau (*Mémoires sur le Consulat*).

L'ordre des réceptions aux Tuileries fut ainsi réglé : le 2 et le 17 de chaque mois, les ambassadeurs; le 2 de chaque décade, les sénateurs et les généraux; le 4, les députés au Corps législatif; le 6, les tribuns et les membres du tribunal de cassation. Enfin tous les quintidis, à midi, il y avait grande parade.

ce mouvement et faire rayonner, au loin, une activité féconde. Des travaux publics, certes, le Premier Consul en a beaucoup en projet, et ils ne peuvent être qu'en projet puisque l'argent manque. On en parle cependant, et on les discute. Il ira visiter les travaux suspendus à Saint-Quentin, au canal souterrain ; il leur imposera un nouveau tracé, afin d'arriver promptement à leur fin. Il ratifiera l'achèvement du canal de Beaucaire à Aigues-Mortes; dans le Midi, de celui de la Garonne à l'Adour; dans le Nord, de celui qui joindra la Meuse au Rhin, et successivement, de tous ceux qui, plus tard, seront exécutés.

Les ministres, à leur tour, cherchent à rendre forte et prospère l'agriculture, cette nourricière virile de l'État. Ils organisent des enquêtes ; ils promettent des primes à ceux qui reboiseront nos forêts ravagées, puis aux éleveurs de moutons mérinos, importés d'Espagne; enfin, à tous ceux qui changeront la routine des assolements. Ils envoient chercher, en Suisse, des taureaux et des génisses pour repeupler les étables de Vendée, tandis qu'ils proscrivent l'introduction des chevaux de race anglaise, afin de protéger l'élevage des chevaux français, si solides et si méritants. Les sources de notre ancienne prospérité sont taries ; il faut en faire jaillir de nouvelles. Les pays, autrefois tributaires de notre commerce, nous ont échappé. L'Espagne, depuis la guerre, n'achète plus nos mulets du Poitou, de l'Auvergne, du Quercy. Aux dentellières d'Alençon, la mode ne demande plus ces jolis tissus dont se paraient jadis les grandes dames de la Cour. L'Angleterre et l'Allemagne délaissent nos vins ; l'Italie, nos soieries, depuis que nous ne demandons plus au Piémont ses cocons et ses graines. Tous nos rapports avec les pays étrangers sont dénaturés, ou faussés.

La misère est donc grande dans les villages, dans les hameaux, dans les fermes. Et, cependant, ce ne sont pas leurs privations quotidiennes qui attristent ces hommes et ces femmes courbés misérablement vers le sol, mais plutôt la privation de leurs cérémonies religieuses. C'est, chez le paysan, un désir obsédant, sans trêve, ni merci, de retrouver, en son presbytère, le prêtre ; en son clocher, ses cloches ; en son cimetière, ses croix. En quelques villages, les dimanches, les habitants, toujours superstitieux, se réunissent à l'église restée ouverte, et, faute du prêtre, chantent l'office entre eux. Sans cesse, les municipalités, et, maintenant, le Préfet, est obligé de rappeler, mais paternellement, que décadi est le seul jour férié.

Que de respect, en effet, que d'attentions, en certains lieux, pour les prêtres rentrant d'exil ! Rovigo raconte que se trouvant un soir dans une auberge de Vendée où des ecclésiastiques, revenus de la Louisiane, doivent passer la nuit, il ne put obtenir une chambre pour y dormir, Quant au souper, il fallut se contenter des restes laissés par les premiers occupants. L'aubergiste était d'accord avec eux, et il ne se laissa tenter par aucune somme d'argent offerte par l'envoyé du Premier Consul.

Et les idées les plus inattendues hantent toujours le cerveau des paysans. Certains demandent le rétablissement des colombiers (1), abolis sous la Révolution, comme un vestige de servitude pour les alentours. Ailleurs, dans la Côte-d'Or, les habitants d'une commune veulent se partager les communaux (2). Dans le Lot-et-Garonne, les jurés s'imaginent n'avoir été choisis que pour se gaudir durant les assises. Ils boivent, mangent, festoient dans les auberges, et, en se retirant, pour payer leur écot, ils signent à l'aubergiste un mandat sur les caisses publiques que le président du tribunal s'empresse de ratifier (3). Dans la Somme, les fermiers se maintiennent, contre le gré des propriétaires, dans les fermes qu'ils ont cultivées, et pourchassent violemment leurs successeurs désignés, afin, disent-ils, de n'être pas *dépointés*.

Cette aberration dans les idées va disparaître. Les préfets arrivent à leur chef-lieu où ils sont reçus avec de grands honneurs (4) ; et les gens lésés sauront désormais à qui parler, pour se faire rendre justice, ou faire entendre leurs doléances (5).

A l'arrivée de ces hauts personnages, il y a joie,

(1) *Gazette de France.*
(2) *Ibid.*
(3) *Journal de Paris.*
(4) Beaucoup pourtant laissent à désirer. Dans le nombre, on en vit de grotesques, à côté d'autres des plus distingués. « Tel préfet, dit Faber, qui sentait ce qui lui manquait, croyait y suppléer, en voulant tout faire. Un préfet prétendit, sur des plaintes qui lui étaient parvenues, rendre des jugements civils et des sentences de mort. On eut de la peine à lui faire concevoir « la séparation des pouvoirs », article de la constitution dont il n'avait jamais entendu parler ; un autre prétendit destituer tout ce qui lui déplaisait parmi les fonctionnaires de son département, juges, receveurs et autres. Un préfet décerna un jour à un régiment de ligne, qui passait par son chef-lieu, comme récompense de sa bravoure des couronnes de chêne et des cravates qui furent attachées au drapeau. Il ne savait pas que le régiment, arrivé à deux cents pas de la ville, ôterait le cadeau et se moquerait du dispensateur des récompenses nationales. »
(5) De Paris, les circulaires du ministre, alors Lucien Bonaparte, recommandaient la tolérance pour les idées religieuses, la liberté pour chacun de croire en Dieu et de le prier à sa manière, sans s'ingérer du culte d'autrui ; et avec la tolérance, l'urbanité qui devait rendre à la nation son caractère aimable d'autrefois. Il veut connaître l'état de la France, et, dans une nouvelle circulaire, Lucien écrit : « C'est par l'ensemble des faits que vous me présenterez, par les développements que contiendra votre lettre d'envoi, que je pourrai juger. Partout où les mendiants sont peu nombreux, où les crimes sont rares, où les contributions se paient, où la population augmente, l'esprit public est bon : et il est mauvais où l'on remarque le contraire.

aux petites villes (1), de n'être plus en la dépendance des fonctionnaires qu'avait fait surgir la Révolution; gens ignares, despotes, sanguinaires, infatués de leur place où leur petit esprit et leur méchanceté ont engendré le désordre, au lieu de l'étouffer. Les juges de paix, entre autres, ont déchaîné contre eux toutes les colères par leur improbité et leur ignorance. De toutes parts, on réclame leur changement et la diminution de leur nombre.

Ils auront fort à faire, les préfets! Les mœurs, en certains pays, sont déplorables. A Dijon, à Bordeaux, les expositions d'enfants se multiplient; dans les Landes, les avortements; à Marseille, les assassinats des émigrés rentrés. Un peu partout, dès que les halles manquent d'approvisionnements de blés, la foule commence à gronder. On ne discute pas avec la faim; et on finit par donner des primes aux paysans qui apportent leurs céréales aux marchés.

Puis, ce sont les villes maritimes dont il faut écouter les plaintes. Le Havre, Calais, Cherbourg, la Rochelle réclament l'amélioration de leurs ports; Rouen, et toutes les villes commerçantes, une Chambre de commerce et des Bourses de commerce. Les villes protestantes, comme Strasbourg, demandent des cours d'adultes; Lyon, la ville industrielle, des écoles pratiques; Bordeaux, des cours d'accouchement et des ponts volants sur son fleuve; Brest, une école de guerre maritime. Chaque pays manifeste un désir ou une passion qu'il faut savoir contenter. Valence organise, avec une solennité magnifique, les funérailles du pape Pie VI; Nîmes, celles du cardinal de Bernis qui vient d'y mourir; Aix restitue à leur tombeau les restes du duc de Brancas; Chartres, Nevers, veulent ravoir les sœurs hospitalières; Orléans, sa statue de Jeanne d'Arc et les fêtes instituées en faveur de l'héroïne. Dans les villes, comme dans les villages, renaît, avec un ensemble surprenant, la foi religieuse que l'on croyait éteinte. Privas attend son église paroissiale; Tours, ses cloches, ses croix et la liberté de porter le viatique aux malades, en traversant les rues, avec l'antique cérémonial. Le retour en arrière se précipite avec une sorte de furie. Le journal *le Messager* demande la reprise de l'ancien calendrier grégorien; d'autres parlent ouvertement du retour à Paris de la famille des princes d'Orléans.

GILBERT STENGER.

(*A suivre.*)

(1) Chancelier Pasquier (*Mémoires*, t. I, p. 148).

VITTORE CARPACCIO

ET LA PEINTURE DÉCORATIVE (1)

Il faudrait la plume ardente du plus coloriste des écrivains, rivalisant avec l'éclat des tons changeants et lumineux, pour faire revivre ainsi qu'il convient l'époque, et par conséquent l'art, de celui qui s'impose à notre attention comme l'incarnation vivante du génie décoratif vénitien. Tel qu'il naquit il demeura, et sans doute fut-il le seul, parmi ces maîtres du xve siècle, qui n'eut à subir le contact d'aucune influence étrangère. De cette âme vénitienne du temps qui devait avec le xvie siècle s'affirmer en traits plus accusés et parfois même violents, il nous donne la fleur et le premier parfum. C'est comme un bouquet où s'entremêlent les essences les plus diverses et les plus rares qu'il faut admirer dans l'œuvre de cet incomparable maître de la couleur: Vittore Carpaccio.

Le plus pur des Vénitiens, disions-nous! Nul ne s'y trompera en effet. Quel que soit le sujet des compositions auxquelles il s'applique, nul ne songera à chercher en son œuvre autre chose qu'une reconstitution de l'existence d'alors. Qu'il s'agisse de sainte Ursule ou de saint Georges, que le peintre vienne à nous retracer la touchante histoire de la jeune vierge, fille du roi Maurus, s'expatriant vers les brumes lointaines pour conquérir une âme à Dieu, ou bien encore la lutte de saint Georges avec le Dragon, ce n'est toujours, on le verra, qu'ingénieux prétexte à nous restituer la vie élégante et décorative du temps. Dès le xve siècle et le premier de tous, Carpaccio inaugure cet usage qui deviendra d'application constante au xvie, et fera le nom des Palma, des Bonifazio, des Véronèse et des Titien, d'enfermer les légendes et les mythes d'autrefois dans le somptueux et magique décor de la vie vénitienne du temps. En ce sens, et pour la compréhension historique de l'art, l'étude d'une série comme celle de sainte Ursule à l'Académie, est l'introduction nécessaire, le premier chapitre si l'on veut, de cette histoire de l'art décoratif qui tient à Venise une place si importante.

Comment il y parvint, de quelle manière, tout en nous léguant l'image précise de son temps, il atteignit à nous charmer; comment enfin, tout en inaugurant cet art décoratif de Venise qui devait aboutir à des peintures si froides, si hâtives et si convenues, il manifesta des qualités d'expression vraiment uniques, une douceur, une poésie intime que nul autre après lui ne devait nous rendre: tels sont les

(1) Cette étude fait partie d'un ouvrage que M. Paul Flat va faire paraître prochainement chez l'éditeur Laurens sous ce titre: *les Premiers Vénitiens*.

points essentiels qu'une analyse de son œuvre nous permettra d'éclairer. Fortune rare, cette œuvre se trouve tout entière sur la lagune, ou du moins les rares exemplaires que nous en offrent les musées étrangers n'ajoutent que peu de chose à ce que nous voyons ici. A la différence des maîtres du XVIe siècle qui furent dispersés un peu partout à travers l'Europe civilisée, ceux du XIVe et du XVe ne sortirent guère du sol natal, et leur œuvre est là, toute ramassée autour de nous, qui s'offre d'elle-même et sans effort à notre curiosité.

Ce qu'elle fut à Venise cette existence du XVe siècle, des pièces nombreuses et authentiques l'attestent, en dehors de l'art lui-même. Et certes il serait aisé d'accumuler les documents : les récits des voyageurs, les exclamations enthousiastes des visiteurs de marque, les vers des poètes du temps, et jusqu'aux pièces législatives par où les Doges et le Sénat se virent contraints de réprimer le luxe des contemporains : autant de preuves qui placent la cité vénitienne du XVe siècle au premier rang du monde civilisé. Je voudrais seulement détacher ici un feuillet d'une chronique du temps qui présente une saveur si particulière qu'en vérité ce serait conscience de l'omettre. Il est de l'écrivain milanais Casola qui, conduit en cérémonie dans le palais d'une noble dame vénitienne du XVe siècle, demeura stupéfait de la magnificence du spectacle : « La reine de France, écrit-il en son naïf récit, qu'il faut suivre à la lettre, ni autre seigneur de France, n'aurait eu en pareil cas si grande pompe. Il y avait une cheminée tout en marbre de Carrare, brillant comme l'or, avec figures et feuillages si finement exécutés que Praxitèle et Phidias n'y auraient pu rien ajouter. Le plafond de la chambre avec ornementation d'or et de bleu d'outremer, et les murs étaient d'une richesse qui dépasse toute expression. Le lit seul était estimé 500 ducats, et les meubles de la chambre étaient à la vénitienne. Ce qui est vrai, et que peut-être on ne croirait pas, si l'ambassadeur ducal n'était pas là pour confirmer mon dire, c'est qu'il y avait dans ladite chambre vingt-cinq demoiselles, toutes plus jolies l'une que l'autre, qui étaient venues rendre visite à l'accouchée. Très convenablement mises, comme je l'ai dit plus haut, à la vénitienne, elles ne laissaient voir que quatre ou six doigts de nu sous les épaules à droite et à gauche. Elles avaient, ces demoiselles, tant de bijoux dans les cheveux, au cou et aux mains, c'est-à-dire de l'or, des pierres précieuses, et des perles, que, d'après l'opinion commune des visiteurs, elles en portaient pour une valeur de 100 000 ducats. Elles avaient la figure fort bien peinte, comme le reste du corps qui était à nu (1). »

(1) Casola. *Voyage*, p. 109 et suiv.

Sentez-vous à ces paroles comme le premier contact du Barbare avec le monde civilisé ? Et pourtant il ne s'agit pas d'un Barbare, mais d'un homme ayant voyagé, ayant visité la cour de France, ayant vu et comparé. Encore qu'avait-il vu qui pût être mis en regard de cette beauté, de cette volupté vénitienne dont nul alors ne pouvait, sans l'avoir approchée, se composer une image précise ! Tout le reste de l'Europe n'était-il pas barbare auprès de cette luxuriante cité ? Rappelez-vous le mot de Dürer : « Ici je suis devenu gentilhomme. » Et, quand il quitte Venise : « Hélas ! j'ai mangé mon pain blanc avant mon pain noir. Que je regretterai le soleil de Venise ! Ici je suis un grand seigneur. Chez moi, je ne serai plus qu'un pauvre diable (1) ! » Tel était donc l'effet produit par le contact avec cette impériale courtisane : aujourd'hui encore, déchue qu'elle est de son antique splendeur, elle agit sur nos sens avec une efficacité souveraine. Que devait-il advenir aux temps où seule elle était richesse et beauté !

Voilà bien ce qu'entre tous Carpaccio excelle à traduire. Éclat des costumes, somptuosité des simarres de soie et des robes traînant à plis nombreux, magnificence et variété du coloris, complexité des architectures fouillées comme des motifs de dentelle : n'est-ce pas là le triomphe de la vie extérieure et décorative, qui, sous ce ciel complaisant et lumineux, atteignait d'elle-même à la plus complète expression ? N'est-ce pas aussi bien ce qu'il enferme dans cette *Légende de sainte Ursule* qui développe ses panneaux le long des murailles de l'Académie, le plus magnifique exemplaire qui soit en aucun musée d'Europe, d'un art tout à la fois *intime et décoratif*, et dans lequel se trouve condensé tout le génie d'une race ? C'est là-dessus qu'il convient d'appuyer, pour quiconque est accoutumé à chercher dans une œuvre d'art le signe visible, l'expression précise des mouvements intérieurs. Et même dans un ensemble aussi purement décoratif, soyez convaincu qu'il en est de transparents et de passionnants !

... Thème pictural bien des fois traité et repris, cette légende de la sainte ! On voit assez par où elle devait s'imposer aux imaginations du temps. Tout ce qu'il y avait de sentimentalité pieuse et touchante, dans ce trait de la jeune vierge quittant sa vie et son milieu pour conquérir par l'amour une âme à Dieu, devait nécessairement trouver le chemin de ces cœurs simples encore et naïvement ouverts à la poésie des choses. Jamais nous ne dirons assez la puissance de prise du sentiment sur ces beaux maîtres d'origine, alors qu'en toute sincérité, en toute ingénuité de cœur et d'esprit, ils ouvraient les yeux sur le monde du dehors qui, du même coup, leur deve-

(1) *Lettres* d'Albert Dürer à Bilibald Pirkeimer.

nait expressif de la vie intérieure. Dans le même temps, sous les brumes du Nord comme sous le ciel lumineux de Venise, la légende de la sainte devenait matière à chefs-d'œuvre. Faut-il rappeler la célèbre châsse de l'hôpital Saint-Jean de Bruges, et les peintures de Memmling? Et ce nom ne suffit-il pas à marquer un contraste, le plus saisissant contraste d'art? Jean Memmling, Vittore Carpaccio, merveilleux peintres tous deux, mais qui vécurent sous des cieux si différents, jamais l'opposition de leur génie ne s'offrit mieux à ma pensée qu'en cette salle de l'Académie de Venise... Voyons donc les traits essentiels du maître qui nous occupe, et cherchons aussi bien, par l'étude de ses principales compositions, à dégager la portée de son œuvre.

La peinture n'est pas un art à *effets successifs :* entendez par là qu'elle est impuissante à se développer dans le temps, comme les autres expressions du Beau, la musique et la poésie! D'où le besoin qu'éprouvèrent certains maîtres, aux époques d'origine, et quand la philosophie de leur art n'était pas encore consciente en eux, de lutter contre cette infériorité, de briser la synthèse de cette forme, pour en faire la rivale des autres formes de la pensée. Il en est de nombreux exemples, et des plus curieux, chez les tout premiers peintres. Dans ce premier panneau de la légende d'Ursule, où les ambassadeurs du roi d'Angleterre viennent demander au roi Maurus la main de la princesse, nous en trouvons un bien saisissant dans la scène à *double motif* qui représente le développement sériel de la pensée du peintre. Tandis qu'au centre se trouve le motif principal, et que les ambassadeurs à genoux, dans un décor de fête, présentent la requête du roi d'Angleterre, la partie droite du tableau nous montre une chambre où le roi Maurus tient le coude appuyé sur son lit, dans une attitude songeuse. Sa fille, debout en face de lui, tente de le persuader, dans l'espoir de convertir son futur époux au christianisme. Au bas de l'escalier, une vieille femme est assise, peinte dans une manière étonnamment réaliste, qui, sans doute, inspira Titien pour sa vieille de la *Présentation.*

Jusqu'à quel point cet art est un *art de réalité* — observation déjà faite pour toutes les manifestations antérieures du génie vénitien — il faut le redire encore à l'occasion de Vittore Carpaccio, car nous tenons par là, et dès le seuil de cette étude, le lien qui le rattache aux précédents artistes, ses devanciers ou ses contemporains. Ainsi encore se manifeste la parfaite unité de tendances que nous observions au début de cet ouvrage et qui donne raison à nos hypothèses. Jusqu'à quel point cet art est un *art de portraits,* où s'affirme la préoccupation constante du modèle vivant, observé dans la nature, et posant sans trêve sous l'œil des peintres, toutes ces têtes en font foi. En présence d'une telle œuvre, on regrette ardemment de n'avoir pas sous la main d'authentiques confidences sur la manière dont travaillaient ces maîtres : c'est ici que l'on voudrait des documents précis qui nous seraient de précieuses indications. Dans la partie gauche de ce panneau, sous une série d'arcades longeant un canal, morceau purement décoratif dans l'ensemble de l'œuvre, et comme une réponse harmonieuse à la méditation du Roi, des nobles Vénitiens regardent, en apparence désintéressés de la scène. Il y a là une application des visages, une tension des physionomies, une fixité des yeux, qui nous pénètrent et nous suivent, par où nous sommes complètement édifiés sur les tendances du maître, sur ses préoccupations dominantes et sur l'esprit de la race dont il sortit.

Rien égale-t-il la magnificence et l'intensité des couleurs qui retiennent les yeux dans le second panneau : *Le roi Maurus donnant congé aux ambassadeurs d'Angleterre?* Je doute que dans l'ensemble de la légende il y ait morceau plus accompli, et par le détail des tonalités aussi variées que riches, et par le ton doré qui constitue sa lumière propre. Et puisque nous en sommes à cette question de la couleur, j'ajouterai que, pour mon goût, il n'est pas, dans toute la suite de l'école, une seule œuvre qui dépasse ce merveilleux panneau. Revoyons par le souvenir toute cette série de peintures dites de la grande époque : ces mythologies de Tintoret et de Titien, ces allégories de Véronèse qui étalent leur faste au Palais-Ducal, et reconnaissons qu'en aucune d'elles l'art de peindre, surtout ce sens de la couleur et cette richesse des matières, n'atteignirent à pareil degré de perfection. Il convient de le dire, si osé que cela doive paraître à certains qui réclameront peut-être en faveur des maîtres du XVIe siècle : Vittore Carpaccio est le plus puissant coloriste de l'École!

Ce sont là qualités de facture, qui impressionneront surtout un œil de peintre. Mais n'est-ce point par où les œuvres vivent et conquièrent définitivement avec le temps la place qui put leur être refusée pendant telle période d'injuste oubli, à laquelle cependant elles finissent par atteindre, sous l'influence de causes qui nous échappent parfois? Et voici bien l'une des plus évidentes : nul doute que, si ces premiers maîtres n'avaient pas été les merveilleux artisans de la couleur que nous admirons, leur œuvre ne fût pas arrivée à la fortune que nous constatons aujourd'hui... Encore n'est-ce point assez pour la justifier pleinement. Plus que tout, en effet, nous touchent en cette composition les qualités expressives de certaines têtes, celles des petits pages qui sont devant la porte, et du jeune scribe à boucles blondes occupé à écrire ce qu'on lui dicte : les conditions du mariage. (Le Prince devra envoyer à sa fiancée dix

nobles demoiselles, accompagnées chacune de mille vierges.)

Figures délicates et presque malicieuses en votre finesse, avec vos traits si purs et ces boucles molles retombant sur vos épaules, j'aime à vous retrouver presque identiques, répondant au même idéal de beauté, chez les maîtres différents qui me furent chers!... Car à mes yeux vous symbolisez la grâce fragile et si tôt passée de la première jeunesse, cette fleur d'adolescence qui vous para de la faiblesse des femmes, par où nous nous sentons attiré vers vous! Pages élégants de Vittore Carpaccio, autant que vous, délicieux jeunes hommes de Bernardino Luini, dont les contours imprécis laissent flotter une incertitude sur le sexe; comme vous encore, têtes exquises de Pinturicchio peintes aux murailles de la cathédrale de Sienne, ce que nous aimons en vous, ce n'est pas seulement l'incarnation d'un idéal de beauté qui se retrouve sous toutes les latitudes de ce doux ciel italien, mais bien plutôt encore de nous apparaître comme le vivant symbole de toute grâce et de toute faiblesse, et de vivifier en nous la notion d'amour!... Ainsi, par les musées innombrables de cette belle Italie, dans les chapelles fraîches emplies d'ombre où notre curiosité sans cesse en éveil interroge le génie des maîtres, et jusqu'en ces couvents, où l'art devait pénétrer aussi pour mieux affirmer sa puissance souveraine, il est certaines figures qui nous deviennent inoubliables, car elles touchèrent en nous les cordes les plus fines d'une sensibilité tout impressionnable. Et vous êtes de ce nombre, délicieux pages de Carpaccio, tendres jeunes hommes de Bernardino Luini, figures charmantes de Pinturicchio, qui, sur ces confins de la Renaissance, nous évoquez la poésie de l'âge précédent, cette poésie du moyen âge aux contours indécis et fuyants, qui par son intime pénétration sut exercer sa prise immédiate sur nos cœurs! Nulle part, à vrai dire, je ne sais plus saisissante analogie!

J'ai dit que cet art de Carpaccio était avant tout un *art de décoration :* voilà l'instant venu d'appuyer sur ce point. Si l'on entend par affirmation de l'élément décoratif dans un morceau de peinture l'importance majeure attribuée par l'artiste aux grandes lignes de l'ensemble, aux arabesques du dessin, à la réponse harmonieuse et à l'équilibre des diverses parties de l'œuvre; si l'on y ajoute encore cette observation, que l'on ne saurait guère imaginer d'œuvre décorative où la beauté de la vie extérieure ne s'affirmât sous des couleurs ardentes et vives, il devient difficile d'en concevoir un plus saisissant exemplaire que ce quatrième panneau de la légende, maîtresse œuvre de la scène, à ne considérer en lui que l'effort de composition. Scène double encore celle-là, enfermant deux épisodes successifs séparés par un étendard : celui du prince anglais quittant sa patrie, et celui où il se présente au-devant sa fiancée.

Comme il se comprend qu'un tel sujet, si varié dans ses détails, non pas seulement touchant par son fond sentimental, ait tenté le pinceau de ce maître, et retenu son attention pour une période nécessairement prolongée de sa vie! Nous n'avons aucun renseignement sur la composition de cette œuvre. J'imagine qu'il y dut consacrer de longues et laborieuses années... Il faut s'arrêter à la magnificence des fonds et du décor. D'une part, à gauche, les tours crénelées et les châteaux de puissance féodale, la montagne que domine un donjon, marquent que nous sommes à peine sortis du moyen âge. De l'autre, dans la partie droite du tableau, la splendeur de la vie vénitienne exprimée par ces galères aux voiles gonflées, par les dômes des églises, par l'architecture dentelée des palais, par le chatoiement et l'éclat des costumes, par le concours du peuple, des servants et des pages qui soufflent dans leurs trompettes pour annoncer la venue du prince... Magnifique et savant contraste, qui symbolise deux temps et deux pays, ces doubles architectures qui se répondent! Contraste, non plus seulement de décoration pure, mais de sentiment et d'idée qui, dans la pensée du peintre épris de sa chère Venise, enfermait toute beauté et tout amour en la splendeur de ses nobles architectures! — « Je ne parle pas, dit Casola, le naïf chroniqueur déjà cité, de la multitude des grands, riches et beaux palais, l'un de cent, l'autre de cinquante, un autre de trente mille ducats, ni de leurs propriétaires : ce serait une tâche au-dessus de mes forces, et qui exigerait un séjour prolongé dans ladite ville de Venise. »

Voilà pour cet élément de beauté propre et, si j'ose dire, *technique*, qui se trouve en toute grande œuvre d'art, et s'analyse grâce à l'intervention des facultés raisonnantes. Il faut qu'il soit en chacune, et le rôle du critique est de le dégager. Encore n'est-ce que peu de chose dans la compréhension totale de l'œuvre; et s'y tenir, ce serait n'embrasser qu'une part bien incomplète de la réalité. Ici en effet, par delà l'élément décoratif, comme tout à l'heure par delà les qualités de surprenante couleur, nous touche et nous retient la signification expressive des personnages. La tête charmante du jeune homme agenouillé devant son père qui s'incline vers lui et laisse tomber un regard de tendresse émue; ce même visage d'étrange et naïve pureté avec ses boucles blondes recouvrant ses épaules, avec ses yeux empreints de la plus douce candeur : c'est de quoi difficilement se détacher, et nous nous sommes suffisamment expliqué sur ce point pour qu'il soit aisé maintenant de comprendre nos préférences.

C'est aussi bien l'affirmation nouvelle de cet élé-

ment d'*expression intime* dans la peinture décorative par où l'œuvre de Vittore Carpaccio nous apparaît la plus triomphante, la plus précieuse manifestation d'art, avec celle de Giovanni Bellini, en ce xve siècle vénitien. Vous voici enfin, *Sommeil de sainte Ursule* qui confirmez ce dire et lui prêtez votre appui! Qu'un peintre ait pu obtenir, dans une composition de telle importance, cet effet de douceur et de rêve, surtout qu'il ait pu l'obtenir avec cette exécution profondément *réaliste*, c'est le point merveilleux! Tous les détails de vie matérielle sont là, comme dans la peinture d'un petit maître flamand : au pied du lit, les pantoufles que la jeune femme vient de quitter; le petit chien sur le premier plan du tableau; devant le lit, la couronne; dans la partie profonde de la pièce, un tabouret et une table, avec le livre entr'ouvert qu'Ursule méditait tout à l'heure. Détails exquis qui nous retiennent, et sont essentiels au touchant effet de l'ensemble.

Doucement étendue sur un lit à deux places, Ursule dort d'un sommeil profond, pourtant visité par les rêves. Sa main droite, repliée, soutient sa tête au front si pur que surmontent les tresses régulières de ses cheveux nattés à la vénitienne. Avec une si parfaite précision se dessine le corps de la jeune femme que l'extrémité des pieds marque une saillie sous la couverture. La blancheur neigeuse de l'oreiller libre auprès d'elle et la porte encore entr'ouverte, ne sont-ce pas là de délicats et transparents symboles où nous lisons la pensée du peintre? Il n'y a plus que la *Sainte* désormais, appelée par Dieu à sa mission céleste, et le songe qui la visite la porte tout entière vers ses nouvelles destinées. En face du lit se présente l'ange annonciateur qui tient les palmes du martyre, et c'est de lui uniquement que son rêve la rapproche!

Nous touchons décidément aux raisons profondes pour lesquelles cet art exerce la prise immédiate sur notre âme. Ce qui fait sa supériorité, n'en doutons pas, ou mieux son caractère exceptionnel, c'est la parfaite fusion de ce double élément, l'élément *intime* et *décoratif*, par l'harmonie qu'elle nous offre et le style expressif qu'elle nous rend. Rencontre unique dans tout ce développement vénitien, ne vaut-elle pas qu'on s'y arrête, puisque, nous permettant d'opposer entre elles deux périodes successives de l'art, elle nous éclaire aussi bien sur la nature de nos exigences. Ne faut-il pas ajouter encore que c'est là une rencontre unique dans l'histoire tout entière de l'art? Le caractère presque exclusivement religieux des maîtres de Florence qui peignaient aux mêmes temps maintenait leur invention dans un ordre de sujets où les détails de la vie intime et journalière n'avaient guère à intervenir. Seul peut-être le doux et gracieux Benozzo Gozzoli, en ses fresques du palais Ricardi de Florence, et surtout du Campo-Santo de Pise, nous dévoile tel trait d'intimité qui le rapproche du peintre vénitien. Encore n'est-ce là qu'exceptionnel et nullement de l'essence de son art.

Quittons un instant les salles de l'Académie, et transportons-nous dans les vastes appartements du Palais-Ducal. Ici, comme dans l'œuvre de Vittore Carpaccio, c'est un *Triomphe de Venise* que nous allons voir. Allégories, mythes et symboles, si précis qu'ils deviennent enfermés dans la forme que leur impose le caractère positif de l'esprit vénitien, ne vont qu'à glorifier la splendeur de la République, à retracer les hauts faits de ses armes, à nous traduire cette souveraineté effective qu'elle exerçait sur le monde civilisé. Ils se développent tout le long des murailles; les plafonds en sont recouverts, et par toute cette somptueuse demeure, il n'est pas un coin de caisson qui ne dise la grandeur de la patrie vénitienne. Allégories de Paul Véronèse et de Palma, si rayonnantes pourtant, et qui développez avec tant de faste la magnificence de nos récits, combien vous nous semblez froides aujourd'hui! Et cependant vous nous apparûtes autrefois, quand notre attention ne s'était pas encore arrêtée à des œuvres plus pures, comme le suprême effort de l'art décoratif. Mais la raison pour laquelle maintenant vous exercez si peu de prise sur notre âme, c'est bien, je le perçois, que vos qualités expressives sont à peu près nulles, et que le caractère décoratif où vous vous tenez est exclusif de toute émotion.

Pareillement, ce que nous aimons chez le beau maître qui fait l'objet de cette étude, c'est bien moins, chacun l'a senti au cours de notre analyse, la reconstitution historique du temps où il vécut, si curieuse pourtant, que tels traits d'émotion délicate et touchante par où il exprime l'âme éternelle, et sait trouver le chemin de notre cœur. Je donnerais volontiers toutes les indications précises, si utiles cependant à la restitution historique du temps, pour l'exquise physionomie des petits pages, pour la figure non moins charmante du jeune homme aux genoux de son père, pour ce chaste et pur visage de la jeune femme visitée par son rêve! C'est par là que Vittore Carpaccio manifesta ce don merveilleux d'intimité qui, par sa fusion avec l'élément décoratif de l'œuvre, aboutit à ces ravissantes compositions. Grâce à l'analyse, nous arrivons à démonter les pièces principales de la machine : moyen précis et sûr, mais si artificiel, combien tout cela est froid, mis en face de la vivante réalité, tissée de ravissantes couleurs et de lignes harmonieuses!

PAUL FLAT.

LA VIEILLE MAISON

. . . . . .

Le petit meuble de la grand'mère, le chiffonnier aux teintes claires et aux multiples tiroirs, attendait le travail d'Anna, la besogne amoureuse et patiente de tout vider, de tout déménager, car le temps en avait attaqué la solidité et il fallait songer aux réparations. Déjà le tiroir principal, plein de modèles de broderies et de dessins, avec quelques fleurs oubliées, avec quelques-uns de ces mystérieux bouts de rubans ou d'étoffe qui donnent tant d'élégance et de charme aux cachettes féminines, ce tiroir était à moitié vide ; mais beaucoup d'autres attendaient leur tour et Anna y jeta un regard encore indécis. Enfin, elle renonça à achever ce jour-là la tâche commencée.

La terrasse d'un vert si joyeux l'attirait invinciblement. Quand le soleil s'en fut retiré elle y retourna, s'appuyant, comme elle avait déjà fait le matin, sur la balustrade, parmi le feuillage de la glycine, offrant la joue avec délices aux caresses des grappes qui l'effleuraient, les lèvres tendues vers un baiser idéal dont le désir s'éteignait dans la fraîche haleine des fleurs, et une extase la prit comme si des visions l'enveloppaient sans la toucher. Ses vingt et un ans accomplis lui donnaient une sensation de maturité douce, mélancolique, tendre, et pour ainsi dire voilée, qui lui faisait regarder avec une sympathie plus intense les herbes nouvelles, les fleurs nouvellement écloses sur cette vieille terrasse tant aimée. Tandis qu'elle suivait de l'œil sa sœur allant çà et là, un arrosoir à la main, pour donner un peu d'eau aux plantes flétries, elle avait la sensation d'entendre dans l'ombre tomber une rosée céleste.

Elle ne tourna même pas la tête quand Flavio vint à l'heure habituelle et du seuil lui dit bonsoir. Pendant quelque temps elle l'entendit converser avec Elvire, mais sans écouter, toute plongée dans le grand silence qui environnait la terrasse, qui couvrait les jardins au-dessous d'une teinte indécise où les formes se fondaient. N'eût-on pas dit que, brusquement, une mer mystérieuse et immobile avait surgi pour séparer la maison heureuse du reste de la ville dont seulement, derrière la muraille du cloître, un vague pointillé de lumières signalait l'existence? Plus tard seulement, se relevant pour écarter une branche, elle vit Flavio debout à côté d'elle. Alors elle lui sourit dans la demi-obscurité, goûtant la douceur de le protéger, et d'une voix qui trahissait sous le ton enjoué un sentiment d'affection profonde elle lui dit :

— Comment allez-vous?

— Comment je vais? répondit-il Flavio tout troublé en remarquant qu'on ne le tutoyait plus.

Le sourire se changea en un rire franc, car elle avait compris.

— Assurément. Je vous ai toujours traité en enfant, mais je sais aujourd'hui que vous avez quatorze ans, c'est-à-dire que vous êtes un jeune homme.

— Oh! si ce n'est que cela, je n'ai pas encore quatorze ans accomplis.

— C'est bien vrai?

— Bien vrai.

Il prononça cette affirmation comme si un grand bonheur en dépendait.

— Eh bien! dit Anna d'un ton solennel, j'attendrai jusqu'à ce grand jour. Puis, caressante, elle ajouta : Aujourd'hui tu es encore mon enfant; profites-en pour me raconter tes malheurs. Pauvre petit, par cette belle journée tu as dû rester enfermé, n'est-ce pas? Que de verdure tu as perdu, que de fleurs, que de ciel azuré. Je m'en afflige pour toi.

Flavio sentit toute la tendresse de cette douleur, de cet intérêt maternel, et il éprouva le besoin d'y répondre par une confidence.

— Je n'ai pas été toujours enfermé, dit-il. Je me suis enfui.

— Tu t'es enfui? Sans que M. Pompée s'en aperçoive?

— Oh! M. Pompée n'est pas maître de tout, s'écria l'enfant avec une intonation de fierté tout à fait inusitée en lui. Je me suis enfui de façon que M. Pompée n'y voie que du feu, à un endroit où il ne peut aller.

Et baissant la voix il ajouta : — Le ciel d'azur, je l'ai eu, je l'ai fait; j'ai fait l'herbe et les fleurs, et aussi le petit lézard vert, car je ne peux pas imaginer une journée de printemps sans le lézard qui se glisse hors de son trou. Voyez, voyez comme il est content!

Flavio, dans son explosion d'ardeur enfantine, oubliait que sur la terrasse on n'y voyait rien. Anna prit la feuille qu'il avait tirée de sa poche et s'approcha de la fenêtre de la chambre où Elvire avait allumé la lampe et repassait ses leçons.

— Non, non... implora Flavio qui craignait les quolibets d'Elvire.

Anna comprit à demi-mot et s'arrêta près du seuil où la lumière était suffisante pour distinguer la naïve composition. Elle lui parut merveilleuse de naturel et de mouvement. C'étaient plusieurs esquisses faites de mémoire mais avec un sentiment de la nature si vibrant, si original qu'il donnait vraiment l'impression de la vie. Elle en fut émue au point de ne savoir que dire. Tandis qu'elle regagnait sa place de prédilection au milieu du feuillage de la glycine, Flavio la suivit en murmurant :

(1) Voir la *Revue* des 25 mars et 1er avril.

— Vous n'êtes pas fâchée... dites?

— Mon pauvre, pauvre Flavio!

Ces paroles prononcées par Anna dans un élan irrésistible parvinrent à l'adolescent à travers l'air frais et parfumé, comme une mystérieuse caresse d'une main qui le guidait vers l'avenir. Sa jeune âme meurtrie vola, ivre de reconnaissance, vers la pitié féminine qui lui souriait si doucement.

— Fais-tu souvent de ces dessins?

— Toujours quand je peux.

— Peut-être aussi quand tu devrais étudier?

— Peut-être.

— Et il ne te semble pas que c'est mal, cela?

— Non, pas du tout.

Anna ne trouva aucune objection à faire à cet aveu ingénu. Bien qu'elle en vît le côté blâmable, elle sentit qu'au fond Flavio avait raison et il lui vint le désir de pénétrer plus avant dans cette petite pensée close.

— Si les études que tu fais ne te plaisent pas, pourquoi ne le dis-tu pas franchement? Ni M. Pompée ni tes autres parents ne voudraient te contraindre à suivre une carrière qui te serait antipathique.

Une grande consternation se manifesta tout à coup chez l'enfant. La timidité, qui semblait un moment avoir disparu sous l'influence réconfortante de sa protectrice, le reprit de plus belle. Anna qui ne pouvait lire sur son visage s'en aperçut à son attitude découragée, au silence chagrin qui permettait d'entendre sa respiration oppressée.

— Il est déjà décidé que j'entrerai dans l'enseignement.

— Mais qui a décidé?

— Tout le monde.

Il parut à Anna qu'à ces mots le découragement de son ami s'accentuait encore et elle ne put s'empêcher de saisir sa main dans l'ombre.

— Personne, dit-elle d'une voix grave, personne, tu m'entends, ne peut disposer de la liberté d'un autre; s'il est un devoir sacré pour chacun de nous, c'est précisément d'utiliser les aptitudes que nous possédons en les faisant converger vers le but suprême de l'existence. Tu dois penser à cela. Ta vie, ta conscience t'appartiennent; tu as l'obligation de les défendre.

La main de Flavio gisait inerte dans celle d'Anna, et toutes deux étaient abandonnées sur la balustrade, mais ayant fait un mouvement pour retirer la sienne, Anna remarqua une résistance légère, suppliante pour ainsi dire, qui la poussa à ajouter avec une tendresse plus grande :

— J'ai tant de confiance en toi!

Flavio se taisait encore; se rapprochant de lui, elle remarqua avec une indicible émotion que ses yeux étaient humides. Étaient-ce les dernières larmes d'un enfant ou les premières d'un homme?...

L'obscurité les enveloppait presque complètement. Au fond de la terrasse, dans la baie du salon illuminé, se dessinait la tête d'Elvire courbée sur ses devoirs. Le contraste immédiat avec les ténèbres extérieures prêtait à ce profil un caractère de vignette gravée, trop nette et désagréable à l'œil dans cette union mystérieuse de la terrasse avec les ombres de la nuit. Anna prit un rameau de glycine chargé de fleurs et en toucha l'épaule de Flavio, communiquant de cette manière une caresse longue et parfumée où se perdit toute l'amertume du cœur de l'adolescent. Il parla d'abord d'une façon brève et saccadée, puis s'échauffant peu à peu il raconta sa triste enfance privée des baisers maternels, les souffrances d'une sensibilité aiguë que la bêtise et la méchanceté des gens qui l'entouraient irritaient jusqu'à la fureur. Il ne dit pas tout, par pudeur, par fierté, parce qu'il ne laissait jamais monter tout entier à ses lèvres le secret suprême de sa douleur. Mais son émoi, mais sa tendresse, mais l'essence délicate de son esprit se répandirent dans la douce nuit de printemps. Sa naïve éloquence fut ailée, parfumée, radieuse. Comme dans la petite église de Courmayeur, et avec plus de conviction encore, Anna répéta :

— Aujourd'hui, j'ai vu une âme!

L'intime harmonie fut interrompue par le bruit d'une chaise qu'on recule.

Elvire avait terminé ses devoirs et revenait sur la terrasse. Abandonnant brusquement le rameau qui répandit autour de lui une pluie de pétales odorants, Anna ajouta à voix basse :

— Courage: j'ai tant de confiance en toi! Mon père en avait autant que moi. Nous ne t'abandonnerons pas, quoi qu'il advienne.

La promesse monta, courageuse et douce, vers le ciel constellé. Non contente de cela, Anna ajouta avec une ardeur croissante :

— Mais tu seras fort! Promets-le!

Et Flavio promit, sans prononcer un mot, mais dans un muet abandon de son être tout entier.

*
* *

Anna était seule à la maison. Un orage le matin avait éclaté et il pleuvait encore un peu, une pluie très menue, bien que déjà le soleil perçât les nuées. A chaque feuille de glycine pendait une gouttelette; sur chaque gouttelette le fin soleil dardait un rayon et toute une gamme de gradations lilas et vertes dansait sous la tonnelle dans les facettes étincelantes de l'eau. Anna avait de temps en temps un regard pour ce spectacle, tandis que ses mains agiles tiraient et repoussaient les tiroirs du chiffonnier. La

besogne plusieurs fois interrompue allait enfin être terminée quand une résistance insolite l'avertit qu'un corps étranger devait s'être introduit dans le double fond; alors elle secoua le petit meuble avec une certaine violence, le fond se brisa et il en sortit une lettre cachetée. Elle portait l'adresse de Mme Antoinette Lamberti, était recommandée, et venait de Tunisie.

Anna ressentit une violente secousse; Antoinette Lamberti était le nom de sa mère. La fervente admiration qu'elle portait à son père avait peut-être anéanti en elle le culte de la mémoire de sa mère, et la surprise, la consternation de la découverte se mêlaient à un sentiment pénible de remords. Sa mère! Une taille haute et mince, un visage sans couleur, un sourire sans douceur, un vêtement gris à ganses blanches; c'est ainsi qu'elle la revoyait, rien de plus. En vain cherchait-elle à se rappeler une parole, un geste, un regard qui l'eussent frappée autrefois. Pourquoi dans cette maison peuplée de souvenirs, où la grand'maman survivait encore, fraîche et riante dans sa franche nature de femme heureuse, où l'homme admirable qu'avait été son père avait tant répandu de son âme, pourquoi elle, la mère, était-elle passée comme une ombre, sans laisser de trace?

Anna dut s'appuyer un instant aux bras du fauteuil; une grande tristesse lui était venue et comme le pressentiment d'un malheur. Sa main tremblante tenait la lettre dont elle ne pouvait détacher les yeux. Elle relut deux ou trois fois l'adresse et s'assura que les cachets étaient intacts; sur la cire rouge s'entrelaçaient confusément deux initiales. Le timbre de la poste indiquait, comme date d'arrivée, la veille de la mort de sa mère. Qui pouvait avoir écrit cette lettre et qui avait le droit de l'ouvrir?

Un charme mystérieux émanait de l'enveloppe qui semblait être un sépulcre : si petite, si fragile et pourtant si terrifiante dans la pâleur muette de sa surface lisse qui portait le nom d'une morte écrit et fixé à jamais! Anna la posa légèrement sur le bureau, obéissant à un sentiment confus de respect et de crainte; puis elle se leva et jeta les yeux autour d'elle, comme si elle demandait un conseil aux vieux murs où pendaient le portrait de la grand'mère, celui du père et celui de la mère elle-même. Elle s'avança vers ce dernier. C'était un pastel d'élégante facture, à deux teintes. La pose de la tête, un peu baissée, ne laissait pas voir les yeux et l'absence du regard maternel lui fut en ce moment si douloureuse, qu'elle en sentit un coup au cœur. Elle s'accusa de ne pas avoir gardé le souvenir de sa mère. Elle fit des efforts terribles pour déchirer le voile de dix ans qui la séparait d'elle. Vainement. Toujours la même taille haute et mince, le visage sans couleur, le sourire sans douceur, le vêtement gris à ganses blanches. Pas autre chose.

Elle fit quelques pas, tournant autour du bureau de son père, allant jusqu'au seuil de la terrasse où toute la glycine pleurait, noyée sous la récente ondée; puis, pensive, elle retourna vers le chiffonnier. La question fatale revenait toujours : Qui avait le droit d'ouvrir cette lettre? Et pourquoi personne ne l'avait-il fait jusque-là? Qui l'avait mise dans le chiffonnier?

Qui? Anna poussa un cri. Brusquement les ténèbres épaisses du passé se dissipèrent à ses yeux. Elle revit sa mère pendant les dernières heures de sa vie, en une attitude qui lui revenait maintenant à la mémoire et lui semblait significative par le temps et par les circonstances... Autrefois cela lui avait échappé; mais elle se rappelait, elle se rappelait à cette heure avec une précision extraordinaire.

Elle était entrée dans la chambre de sa mère presque furtivement, pour la voir pendant que la garde s'était un moment éloignée. La malade était hors du lit, pâle, minée par la courte mais cruelle souffrance, et de ses mains tremblantes elle fermait le tiroir du chiffonnier qui se trouvait alors dans sa chambre, au pied de son lit. Quand elle aperçut la petite, elle la gronda pour être entrée sans permission.

Toutes les particularités de la scène lui revenaient à l'esprit avec une netteté effrayante. Les couvertures du lit rejetées par le mouvement brusque d'une décision suprême, un livre tombé à terre, et la malade debout, blanche comme un spectre, les mains tremblantes de fièvre serrant le chiffonnier. Mais encore une fois, dans l'évocation de cette scène elle ne voyait pas les yeux; les yeux de sa mère s'étaient-ils détournés promptement ou elle-même avait-elle baissé les siens dans la confusion de la réprimande? Elle ne savait, mais ces yeux la fuyaient toujours, toujours.

Que sa mère était sortie du lit, en un moment où elle se trouvait seule, pour reprendre la lettre, cela semblait évident. L'agonie survenue peu de temps après l'avait arrachée à toute préoccupation terrestre.

Il restait à Anna une idée confuse de l'enterrement, de la chambre ouverte et vide, de la douleur austère et morne de son père; elle ignorait en quelles circonstances le chiffonnier avait changé de place, mais il était évident que personne n'y avait jamais fait aucune recherche, par la raison qu'il était considéré plutôt comme une relique que comme un objet d'usage courant. Dix ans donc pesaient sur cette lettre dans sa sépulture inviolée, et voici qu'après dix ans le tombeau s'ouvrait sous la main innocente d'une enfant. Mais l'enfant pouvait-elle saisir l'occasion offerte?

Anna était trop sérieuse et avait la conscience trop étroite pour recourir à un faux-fuyant qui la libérât de toute responsabilité. Elle reconnut qu'elle devait

décider elle-même en acceptant d'avance toutes les conséquences et, une fois ce point reconnu, elle ne balança qu'un instant entre lire la lettre et la détruire aussitôt. Si la mort a des droits, la vie en a aussi. N'était-elle pas la fille et l'héritière? Un sentiment de délicatesse naturelle la faisait hésiter à violer le secret d'une lettre qui ne lui était pas adressée, mais un sentiment plus profond et plus vrai lui disait que les vivants se substituent aux morts.

Ce fut avec un respect religieux qu'elle rompit le premier des cinq cachets. Elle pensa que peut-être le pli contenait des valeurs à rendre à quelqu'un et qu'elle allait se faire l'exécutrice d'un devoir trop longtemps différé... Mais quelle que fût l'obligation, elle l'assumerait tout entière jusqu'à ses dernières conséquences. Cette réflexion lui donnant un nouveau courage, elle brisa promptement les autres cachets et, respirant à peine sous l'empire d'une anxiété indicible, elle tira de l'enveloppe un petit cahier de pages d'une écriture menue, ayant l'aspect d'un journal plutôt que d'une lettre, de la même main que l'adresse et signé d'initiales conventionnelles. L'écrit tout entier était propre, élégant, disposé entre des marges d'une correction scrupuleuse.

Anna laissa tomber le manuscrit avec un geste un peu désappointé, et jugea bien vains ses scrupules et ses angoisses. Elle n'aurait été nullement tentée de lire si l'abattement même faisant suite à son excitation première n'avait conduit ses regards sur les premières lignes où était décrite une traversée heureuse de Gênes à Tunis. S'agissait-il du premier chapitre d'un roman, ou était-ce vraiment un récit de voyage. Ces notes se terminaient par des paroles d'affection pour l'amie lointaine, mais si vagues, si dépouillées de personnalité !...

Pour la seconde fois Anna laissa le manuscrit, tendant l'oreille à la pluie qui avait définitivement remporté la victoire, et qui tombait maintenant à flots sur les feuilles avec un bruit cadencé d'une pénétrante douceur. L'air qui venait de la terrasse, frais et humide, apportait à la jeune fille une volupté suave, faite de pureté et de force juvénile qui atténuait l'âpreté de sa mélancolie. Toujours, quand elle s'abandonnait à la contemplation de la nature, elle y trouvait des consolations inattendues. Elle était persuadée que rien ne se produit dans la vie des hommes, dans leurs passions, dans leurs luttes, rien qui n'existât d'abord dans la nature et elle regardait avec une attention intense les fleurs de la glycine meurtries et brisées sur la branche même où la veille encore elles brillaient de si vives couleurs. Machinalement elle se remit à lire :

Je ne regrette pas la résolution prise; j'espère que vous-même, quand le calme sera entré dans votre cœur, direz que j'ai eu raison. Ma vie était devenue insupportable dans une situation précaire, indigne, où les amertumes d'un amour plein d'angoisses et de contrariétés ne laissaient s'épanouir que des fleurs trop rares et trop pâles. Ah! ne me dites pas que j'aurais dû savoir cela d'avance; ce serait une cruauté inutile. J'espère plutôt, j'espère fermement qu'un jour vous me donnerez raison. Alors nous parlerons de notre amour comme deux bons amis qui ont fait un voyage ensemble et qui, après une longue séparation, se retrouvent et se remémorent avec satisfaction les heures passées.

Que ces mots, *une longue séparation*, ne vous effrayent pas. Tout est relatif et je ne vois pas pourquoi, l'année prochaine, en cette saison même, je ne pourrais faire un tour en Italie. Vous qui avez l'imagination ardente, vous pouvez dès à présent vous figurer la sonnette qui tinte et l'exilé qui apparaît sur votre terrasse couverte de glycine. Et peut-être il ne vous trouvera pas seule. *Lui* ou *Elle* sera sur vos genoux.

. . . . . .

Je reçois votre lettre qui m'annonce la naissance de la petite. Je suis content et pourtant il me déplaît de vous savoir encore nerveuse et triste. Quand donc serez-vous raisonnable? Voilà que vous vous tourmentez parce que je ne verrai pas notre fille? Mais si, je la verrai, je vous promets. Appelez-la Elvire; c'est le nom que je vous donnais, vous rappelez-vous? quand je ne connaissais pas encore le vôtre. C'est un nom que j'aime, et en le prononçant vous songerez que, moi aussi, je l'ai tant de fois prononcé. Vous me dites qu'elle ne ressemble pas à votre autre fille. Tant mieux. Donnez-moi sans retard des nouvelles de votre santé qui, je l'espère, est bonne sous tous les rapports; mais soyez calme. Vous n'avez jamais craint les soupçons, cependant une conduite inconsidérée peut à la fin les faire naître. Soyez prudente. Comme vous le voyez, je veille encore de loin à votre bonheur; celui-ci ne peut subsister, surtout pour les femmes, que s'il a pour base une conduite tout à fait normale dans un milieu normal. Je serais vraiment fâché si ma fille en grandissant adoptait des idées exaltées et romanesques qui, je regrette de le dire, ne sont pas tout à fait étrangères au milieu où vous vivez. Appliquez-vous donc à modérer votre cœur et votre fantaisie; ce sera un bien pour tout le monde.

. . . . . .

Par un concours de circonstances singulières que je juge inutile de vous raconter, mais qui trouvent leur justification dans la vie accidentée que je mène, les feuilles que j'aurais juré vous avoir envoyées se trouvent dans ma valise et je les y découvre à l'instant. Je vous fais mille excuses, mais, mon Dieu, que vous vous alarmez facilement! Votre lettre de ce matin est désespérée. Vous me dites que vous êtes malade, mais permettez-moi de croire que votre maladie réside surtout dans votre imagination. Soignez-vous et soyez calme. Vous dites qu'Elvire a mon front, mes yeux et ma bouche. Cette ressemblance ne sera-t-elle pas trop compromettante? Je pense aussi qu'il ne convient pas que nous continuions à nous écrire aussi souvent. Notre amour fut

une faiblesse, d'autres que nous pourraient l'appeler une faute...

Rappelez-vous ma recommandation de détruire aussitôt mes lettres ; je fais de même pour les vôtres. Ce qui est passé est passé. Nous avons eu la chance jusqu'ici de jouir d'une impunité absolue. Tâchons de ne pas faire naufrage en vue du port.

Anna lut tout cela sans lever les yeux, rendue immobile par la violence même des sensations que l'horrible lettre suscitait en elle. D'abord elle n'avait pas compris, puis elle s'était efforcée de ne pas comprendre ; mais l'illusion était impossible ; tantôt son sang brûlait, tantôt il se glaçait dans ses veines.

Rien de ce qu'elle avait supposé durant la période d'hésitation n'approchait, même de loin, de la vérité. Comment aurait-elle pu imaginer cette vérité infâme qui souillait la famille, qui était une tache sur le nom de son père, dans cette grande auréole de vertu qui avait éclairé toute sa jeunesse et en avait suscité les meilleures énergies ?

Oh ! le gémissement désespéré qui s'échappa de sa poitrine à la pensée de son père ! Le désir fou de se débattre, de résister, de crier !... Non, ce n'est pas possible ! Ce n'est pas vrai ! Cela ne se peut pas ! Et le torrent furieux qui grondait déjà au plus profond de son être, cet instinct de révolte, de guerre sans trêve aux sentiments hypocrites, au conventionalisme vulgaire de l'éducation, l'élan d'une nature honnête et libre qui consacre à la haine son ardent amour, qui, dans sa force même de sacrifice et de dévouement à un haut idéal, brise et foule aux pieds tout ce qui en arrête le vol.

Son père ! son père ! Elle ne voyait, elle n'entendait que lui. Il se représentait à ses yeux dans sa noble et confiante simplicité, toujours si haute, si élevée au-dessus des misères terrestres, et un flot de passion montait en elle, une douleur nouvelle et sans nom qui faisait pâlir la douleur même de la mort — à l'idée que, dans tout le cours de son existence, il avait semé la vertu et qu'en récompense, sur sa tombe, croissait l'arbre immonde du mal.

Mais quel était l'homme assez hardi pour se poser en rival de Gentile Lamberti ? L'homme froid qui avait abandonné la femme aimée quand elle allait devenir mère ? l'homme calculateur qui, d'une façon si habile, pesait dans une lettre d'amour les mots et les expressions ? Anna passa en revue les personnes qui fréquentaient la maison dix ans auparavant, puis elle examina un moment les initiales indistinctes du cachet... Mais bientôt un sentiment de pudeur l'arrêta. Il lui sembla tout à coup voir rougir le visage de sa mère ; ce visage sans regard qui se trouvait devant elle dans le pastel à deux teintes, mais qu'elle se rappelait sans couleur et sans lumière, comme enveloppé d'un nuage mystérieux.

Ce moment aurait pu être celui de la pitié, et pourtant Anna fut impitoyable. Son austérité de vierge forte ignorait la compassion, facile à ceux qui déjà ont souffert et pleuré sur le calvaire de la passion. Elle ignorait l'amour, mais si même elle l'avait connu, c'eût été toujours une flamme pure, un hymne divin ; jamais elle ne l'aurait compris autrement. Ici deux profanations apparaissaient simultanément : l'une vague, lointaine, profanation de ses sentiments de femme ; l'autre, nette et violente, profanation de son adoration pour son père. Ce que sa chaste imagination ne pouvait bien saisir, lui apparaissait comme une honte secrète, une perfidie insensée et malsaine, mais rendue plus horrible par la lâcheté dont elle était accompagnée ; et quand, au milieu de ses tortures morales, dans le tourbillon de pensées qui l'envahissait toute, apparut le visage froid et indifférent d'Elvire : « Étrangère ! cria-t-elle, étrangère ! » Et elle se cacha le visage dans les mains et éclata en sanglots d'une violence effrayante.

Quand elle reprit un peu de calme, elle vit à quelques pas la femme de chambre qui la regardait d'un air de profonde pitié et finit par dire :

— Mademoiselle, c'est pourtant trop pleurer... ; pour sûr, vous tomberez malade, à la fin !

Anna la regarda sans comprendre. Que lui voulait cette femme ? En ce moment, elle n'aurait pu l'entendre et elle la pria de se retirer. L'autre obéit, mais ajouta en manière de consolation :

— Notre pauvre maître est certainement dans un monde meilleur.

— Ah ! pensa Anna, comprenant seulement alors, elle croit que je pleure encore mon père. Voici que la chaîne des mensonges s'allonge et enserre même les innocents !

Elle devait donc cacher sa douleur et son désespoir ; elle devait sourire quand elle avait l'enfer dans le cœur ; elle devait feindre, elle devait mentir, et pourtant elle avait pleuré des larmes brûlantes sur la tombe de son père, sans savoir qu'elle en connaîtrait de plus amères encore, — les larmes qu'il faut dévorer. Mais jusqu'où, grand Dieu ! s'étend le pouvoir du mal ? Suffit-il qu'une femme manque à la foi jurée pour que toute la famille en souffre, pour que la mort même n'arrête pas les reproches et les malédictions ? Non. La terrible parole ne sortit pas de ses lèvres, ne s'imposa pas à son esprit ; pourtant l'impossibilité de pardonner lui mettait dans l'âme une telle amertume que tout sentiment plus doux en était effacé. C'était tout l'édifice de sa vie qui croulait, cet immense amour de famille, cet orgueil d'appartenir à une race sans tache, ce rêve noble et bienfaisant de l'honneur érigé en tradition, cette auréole qui depuis des années, depuis des siècles peut-être, rayonnait autour des Lamberti et qu'elle se sentait

avec tant de force le devoir de préserver de toute atteinte. Telles étaient les idées en qui surtout elle avait cru, le but de sa vie, la sanctification du bonheur... et puis tout se brisait, tombait en poussière, devenait de la boue; le néant régnait sur les solitudes dévastées de la conscience, comme une sorte de monstre invisible dont on entendait dans le silence s'élever le rire infernal.

Et c'était une jeune fille, presque une enfant encore qui se trouvait face à face avec ces problèmes cruels dont tant de philosophes et de moralistes ont désespéré de trouver la solution. Elle sentit toute l'étendue de sa faiblesse et de son malheur. Elle se vit perdue en un pays ennemi sans appui et sans conseil. Levant les yeux vers ces chères murailles où tant de fois elle avait cherché les vestiges de la sereine existence de ses ancêtres, un voile de larmes l'empêcha d'en distinguer aucun; mais que de taches sur les guirlandes, sur les fleurs, sur les glaces et jusque dans les coins humbles et tranquilles où, tout enfant, elle avait porté ses pas, où, pensait-elle, d'autres enfants heureux comme elle avaient joué, ainsi, silencieusement, aux côtés de parents souriants, dans la vieille maison bénie! A présent, tout était profané; quel objet pouvait désormais échapper au soupçon?

Elle se sentit prise d'une colère folle. Elle se leva, et dans la cheminée où restaient encore quelques bûches des derniers jours de l'hiver, elle alluma du feu. A détruire la lettre infâme, elle éprouva un soulagement momentané. C'est ce qu'aurait peut-être fait sa mère dix ans auparavant, si le temps ne lui avait manqué. Ceci, du moins, la consolait : la certitude que la lettre n'existait plus et qu'à tout ce qui était déjà mort avant elle, amour, illusion et faute, elle ne survivrait pas. Quelque chose de l'orgueil du justicier soutenait sa main tremblante, tandis qu'elle rassemblait les plus petits fragments de papier à demi brûlés pour entretenir le brasier.

Mais Elvire? La voilà, l'atroce réalité, la preuve indestructible, la honte faite chair, la voleuse!

La fureur la reprit, sourde, intense. Se regardant tout à coup dans la glace, elle se fit peur, tant son visage était contracté par la haine et le désespoir; et juste à ce moment, elle se souvint d'un jour où, dans la même glace, elle s'était mirée en même temps que son père, souriant tous deux de leur extraordinaire ressemblance. A cette évocation si précise, la douleur fut déchirante. Le souvenir se dressa lumineux, solennel : ce front haut sous lequel les yeux d'une douceur extrême semblaient être l'asile des pensées; ces traits purs, cette bouche dont l'excès de la sensibilité changeait continuellement l'expression, y dessinant tour à tour l'amertume et la pitié; le dédain des choses vulgaires et le sourire ailé qui laissait, même lorsqu'il avait disparu, un reflet éblouissant. Anna reprit enfin possession d'elle-même : Je suis pourtant sa fille, moi! se dit-elle, et elle se sentit calmée.

Ce fut vraiment comme si elle avait ceint une cuirasse magique. Son père revivait en elle; en elle parlaient les sentiments généreux de Gentile Lamberti, son jugement élevé. Elle, sa fille, dans cette maison où il avait été si grand et si pur, pouvait-elle ne pas s'efforcer du moins de l'imiter? Si la récente douleur avait créé autour d'elle un vide affreux, n'était-ce pas une raison pour se rapprocher davantage de lui! Qu'est-ce qui, dans le passé, dans le présent, dans l'avenir, pourrait les séparer désormais, puisque elle, et elle seule, était la continuatrice de la race!

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

AUGUSTE COMTE ET STUART MILL

M. Lévy-Bruhl a publié avec une grande diligence les lettres qui ont été échangés depuis 1841 jusqu'à 1846 entre Auguste Comte et Stuart Mill.

Vous savez sans doute que, de cette correspondance, le public ne possédait que la moitié juste, c'est-à-dire les seules lettres de Comte à Stuart Mill et non les lettres de Stuart Mill à Comte.

C'était, non seulement incomplet, mais quelque peu inintelligible. C'était un peu comme un livre où tous les rectos fussent restés lisibles et où tous les versos eussent été effacés par un procédé chimique. Maintenant nous avons sous les yeux tout l'incident, et nous pouvons lire tous les rectos et tous les versos, et quand Auguste Comte répond, nous savons à quoi, et quand il réfute nous savons ce qu'il combat. C'est tout de même un peu plus clair.

A la vérité il y a bien eu un peu de déception. Cette correspondance, décidément, n'a pas une très grande importance philosophique. Il n'y est, à vrai dire, question que de trois choses : de la philosophie positive en général, — de la séparation nécessaire entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, — de l'égalité des sexes au point de vue intellectuel.

Or, sur la première question les deux philosophes ont le malheur, pour nous, d'être d'accord, et par conséquent sur cette question, déjà très générale, n'échangent que des généralités. Ils se disent : « Vous avez raison. — Vous avez raison de me donner raison. — Vous avez raison de croire que je vous donne pleinement raison et que j'ai de bonnes raisons pour le

faire. » Quoique, de temps en temps, ils ne laissent pas de sortir un peu de ces formules, on voudrait cependant qu'ils fussent moins d'accord.

Sur la seconde question... ils sont d'accord également. Ici, cependant, c'est un peu plus intéressant, parce que, s'ils sont d'accord l'un avec l'autre, nous ne le sommes pas avec eux. Comte et Stuart Mill sont persuadés que, comme il y a eu séparation du Temporel et du Spirituel au moyen âge, ce qui par parenthèse n'a pas été si net que cela, de même il doit y avoir, de nos jours, séparation entre le pouvoir politique d'une part et d'autre part les penseurs, les philosophes, les sociologues, les savants, que, précisément, il faudrait organiser en un pouvoir précis et distinct; et le progrès serait le résultat même de l'antagonisme qui naîtrait et qui se prolongerait indéfiniment entre ces deux pouvoirs.

Entre nous, je n'ai jamais bien compris cette idée très familière à Auguste Comte et qui est une de celles auxquelles il tenait le plus. Je serais très disposé à croire qu'une nation n'a qu'à perdre à la scission de sa classe dirigeante (il y en a toujours une) en deux groupes, dont l'un ferait ferme propos de ne point penser et qui s'occuperait de politique, dont l'autre penserait de tout son courage et ne s'occuperait aucunement de la direction à donner à la vie du pays. Il faudrait voir. « Avec votre permission, comme dit Cydias, je crois que c'est précisément le contraire de ce que vous dites. » Mais enfin, si cette partie de la correspondance de Mill et Comte nous intéresse un peu plus que la précédente, parce qu'elle nous agace; comme, cependant, les correspondants n'y discutent pas, ils n'entrent point dans le détail de leurs idées à ce sujet et nous laissent encore dans un certain vague, dont est insuffisamment secouée notre curiosité légitime.

Enfin sur la question de l'égalité ou de l'inégalité des sexes, ils discutent, et ils discutent bien. Vous connaissez assez cet affreux réactionnaire de Comte pour savoir que, *surtout en 1843* (car, quelques années plus tard, ce n'aurait pas été peut-être la même chose, pour raisons particulières), il affirme énergiquement l'infériorité intellectuelle de la femme et son incapacité absolue de remplir les hautes fonctions sociales où le sexe fort est, comme vous savez, si brillant.

Mill réfute, et il réfute très bien. Il sait très bien dire que toutes les fonctions sociales ont été jusqu'à présent refusées aux femmes, excepté la plus haute, à savoir celle de reine, et que c'est précisément de celle-là que bon nombre de femmes se sont admirablement acquittées. Comte ne sait pas répondre sur ce point par le joli mot de la duchesse de Bourgogne : « Cela vient, Sire, de ce que quand c'est les hommes qui règnent ce sont les femmes qui gouvernent, et que quand c'est une femme qui règne celui qui gouverne est toujours un homme. » Il répond autre chose, plus digne, peut-être, d'un philosophe. Il répond d'une façon intéressante et très solide. Vous verrez tout cela; et cette partie de la correspondance vous intéressera très fort.

Je crois que ni l'un ni l'autre des deux philosophes n'ont pourtant touché au point vif de la discussion, qui est la question de la division du travail. Que les femmes soient aussi intelligentes que les hommes, sauf trois ou quatre exceptions par siècle, qui sont la part de supériorité réelle réservée par la Providence au sexe oppresseur, c'est absolument mon avis; qu'elles pussent faire exactement tout ce que les plus intelligents d'entre nous, sauf les hommes de génie, font tous les jours, c'est absolument mon avis. Seulement, quand elles font nos métiers, elles ne font pas le leur, et c'est pour moi toute la question. Comte qui sait si bien que la division du travail c'est l'ordre; et que l'incohérence du travail et la confusion des travaux c'est l'anarchie, n'a pas levé cette idée. Ni Mill non plus. Ils me paraissent tous les deux chevaucher très brillamment autour de la question. « Chacun sur son dada », dirait maître Guérin. Si vous voulez.

Tout compte fait, au point de vue philosophique, il eût été regrettable que cette correspondance n'eût pas été publiée ; mais la perte n'eût pas été immense. Tout au contraire au point de vue biographique, au point de vue des études psychologiques et morales et de la connaissance des hommes et des grands hommes, cette correspondance, enfin complète, est d'un très vif intérêt. Le contraste est très curieux et presque dramatique entre les deux correspondants et l'incident que constituent leurs relations est une espèce de petit roman de mœurs.

D'abord le contraste, sans aller plus loin, quoique entre deux hommes qui sont presque toujours du même avis, est frappant. Je ne parle pas seulement du style : l'un écrit dans un français qui est presque toujours excellent, et je n'ai pas besoin de vous dire que c'est Mill; l'autre dans un langage qui n'a de nom dans aucune langue, et je n'ai pas besoin de vous dire que c'est Comte. Hélas! j'ai longtemps cru que Comte n'écrivait mal que quand il s'appliquait, dans ses écrits destinés à l'impression. Il y a des gens comme cela. Balzac n'écrit mal que quand il veut écrire. Mais non, chez Comte, c'était bien inné. Ses lettres sont plus enchevêtrées que ses chapitres. C'est parfois effroyable.

A la vérité, il ne faut pas se fâcher; parce que c'est toujours presque clair. C'est fatigant, on s'y égare; il faut relire; mais enfin on comprend. C'est embrouillé, mais on peut débrouiller. Il y en a qui sont inextricables. Il y en a, ce sont les vrais malfai-

teurs, qui ont l'air d'être clairs et qui, en définitive, ne se font pas comprendre. Comte, à tout prendre, n'est pas des plus haïssables; mais il faut confesser qu'il est pénible.

Passons; ce qui est curieux, c'est le contraste entre les deux caractères des hommes qui causent ici devant nous.

Stuart Mill, quoique pénétré d'admiration et de sympathie pour Comte et plein de confiance en lui, borne strictement sa correspondance à des considérations philosophiques. Jamais il ne s'abandonne; jamais il ne s'épanche... ah! bien, oui! jamais *il n'a de personnalité* dans les lettres qu'il écrit. Ce n'est qu'après plusieurs années de correspondance qu'une seule fois, en une seule page, et l'on en est tout étonné, il parle du chagrin que lui a fait la mort d'un ami. On sent l'homme qui estime que la pensée de M. Stuart Mill peut intéresser M. Auguste Comte, mais que M. Mill lui-même ne peut avoir aucune espèce d'intérêt pour M. Comte et ne regarde en aucune façon M. Comte.

Et que ce soit modestie, il est possible; et que ce soit fierté, il se pourrait encore; et l'on ne saura jamais quels intimes rapports il y a entre la fierté et la modestie; et, si la vanité est un amour-propre devenu malade, peut-être la modestie est une fierté qui se porte bien; et je n'en sais rien; mais ce que je sais, c'est qu'il est impossible d'être plus *distant* que M. Mill en sa correspondance, avec une politesse minutieuse, qui elle-même est encore une distance.

Comte, au contraire, extrêmement poli aussi, cérémonieux même, tant parce que ce que l'on sait de lui nous fait connaître qu'il était toujours ainsi, que parce que l'exemple donné par Mill l'y aurait obligé même s'il n'y eût pas eu penchant naturel et habitude, ne peut pas s'empêcher de s'abandonner et de se livrer presque dès les premières lettres. *Dix mois* après le commencement de cette correspondance, et après cinq lettres échangées, et à un homme qu'il n'a jamais vu et qui ne l'a jamais entretenu que de philosophie positive, Comte raconte, avec gravité, certes, et il n'y avait pas lieu d'être gai, mais avec une pleine abondance et surabondance, ses démêlés avec sa femme et sa séparation d'avec elle : « L'amitié personnelle, de plus en plus caractérisée, qui commence évidemment à s'établir entre nous avant l'instant désiré d'une entrevue directe, me détermine à ne point différer davantage l'importante confidence privée d'un changement essentiel, plutôt favorable que funeste, survenu depuis ma dernière lettre, dans ma situation domestique, par suite du départ volontaire, et probablement irrévocable, de Mme Comte. » — Suivent quatre pages de confidences personnelles.

Et à partir de cette époque la glace est rompue, du moins de la part d'Auguste Comte. Toutes les affaires personnelles de M. Auguste Comte, ses démêlés avec M. Guizot, avec M. Arago, avec M. Stourm, ses nominations à l'École polytechnique, son élimination définitive de l'École polytechnique, les intrigues auxquelles nominations ou exclusion ont donné lieu, et leurs complications et leurs secrets ressorts, et tout leur mécanisme sont sujets continuels de confidences et rapports détaillés à M. Stuart Mill.

Et que dit M. Stuart Mill à tout cela? Il est admirable. Il commence toujours par ne parler que philosophie, pour ramener Auguste Comte à la question telle que M. Mill l'entend et à l'objet vrai tel que M. Mill le considère; puis, sur toutes les affaires personnelles de M. Comte, il ajoute quelques lignes très polies, très sympathiques même, aimables en somme, mais qui sont tellement la répétition exacte de ce qu'a dit M. Comte lui-même, sans observation ni discussion, qui sont un « vous avez raison » si complet, que M. Comte devrait y voir un léger signe d'indifférence; et enfin sur les affaires personnelles de M. Mill, M. Stuart Mill n'ajoute pas un mot. Là-dessus il y a parti pris ou instinct naturel si fort que les exemples contraires ne semblent que l'encourager à ne pas les suivre.

Je m'étonne que l'idée de Jean-Jacques Rousseau ne soit pas venue une seule fois à Auguste Comte. Jean-Jacques-Rousseau disait un jour à un de ses amis provisoires, comme ont été tous les amis de Rousseau : « Vous ne m'aimez donc pas? *Vous ne me dites jamais de bien de vous!* » C'est diablement profond. C'est d'un psychologue de premier ordre. A le prendre ainsi, M. Mill n'avait absolument aucune affection pour M. Comte et M. Comte aimait furieusement M. Mill. Mais Comte n'a jamais remarqué à quel point l'absence totale de considération sur soi, même dans les lettres de M. Mill, était révélatrice du peu de tendresse de M. Mill à l'endroit de M. Comte. On ne s'avise de cela que quand on est très défiant, et M. Comte, avec un commencement de délire de la persécution, était cependant la confiance même à l'égard de tous les hommes qui n'étaient pas géomètres.

Sans compter ce contraste perpétuel, ce volume a un intérêt dramatique et est une manière de petit roman par la façon dont les relations entre Comte et Mill ont commencé, ont continué et se sont rompues. Mill à l'égard de Comte est d'abord un disciple qui écrit à un maître sur le ton, non seulement modeste, qu'il garda toujours, mais un peu timide, de la vénération et de l'admiration. Il y a des expressions qui font plaisir sous la plume de M. Mill. Il parle de ces « secousses » que font éprouver des vérités nouvelles subitement révélées. Il revient sou-

vent sur cette idée et sur cette expression qui est si vraie autant qu'elle est vive. Il confesse ou plutôt il proclame que sa ligne philosophique a été infléchie par la rencontre qu'il a faite d'Auguste Comte et que celui-ci s'en apercevra suffisamment quand la *Logique* de Stuart Mill paraîtra.

Puis, après quelque temps, tout en continuant de se déclarer l'élève de Comte, tout en découvrant « le jeune M. Bain » (1844) et en le rangeant tout de suite sous les drapeaux de M. Comte, il ne se prive nullement de discuter avec son maître; et avec une précision et un serré que son maître atteint fort souvent, mais ne garde pas toujours.

Puis enfin viennent les préliminaires de la rupture et la rupture même. On sait de cette rupture quelle fut l'unique cause. Je dis l'unique, parce que celle que tout le monde connaît est bien véritablement l'unique, à mon avis. M. Lévy-Bruhl incline à en voir deux. Il en voit une première dans la discussion entre Comte et Stuart Mill au sujet de l'égalité ou inégalité des sexes. Il en voit une seconde, comme tout le monde, dans la question des subsides. Je ne crois pas que la première affaire ait eu la moindre influence sur le refroidissement entre Comte et Mill.

Je les vois discuter longtemps avec fermeté, avec vigueur, avec une courtoisie parfaite de part et d'autre, en vrais philosophes. Puis je les vois, en vrais philosophes aussi, quand ils ont donné toutes leurs raisons et quand ils voient qu'ils vont se répéter, juste à ce moment-là, s'arrêter net. Saint-Evremond disait : « Dans toute affaire il y a trois ou quatre bonnes raisons à donner de part et d'autre. Quand on les a trouvées et données, il faut n'ajouter rien du tout, parce qu'à partir de ce moment-là, on ne dit plus que des sottises. » Avec une exactitude merveilleuse, qui fait honneur à tous deux, Stuart Mill et Comte se sont arrêtés après les trois ou quatre bonnes raisons. Ils n'avaient aucun besoin de continuer. Ils n'étaient pas journalistes.

Et on ne voit nullement dans les lettres suivantes qu'il soit resté la moindre aigreur intime chez aucun d'eux. Ils se parlent exactement sur le même ton que dans les lettres précédentes. Il n'y a aucune différence. J'y ai mis la plus grande attention. Il n'y a aucune différence. Non, la cause, vraiment bien unique cause, de la rupture, fut l'affaire des subsides.

On sait que Comte, privé, et de la façon la plus stupide comme la plus odieuse, des ressources qui lui venaient de ses fonctions à l'École polytechnique, demanda des secours à ses amis anglais et les obtint; qu'il crut que ces secours avaient dans la pensée de ses bienfaiteurs le caractère d'un subside annuel, d'une pension viagère qui lui serait indéfiniment servie, et qu'il se fâcha quand Stuart Mill lui fit entendre, avec des ménagements infinis, mais une clarté sans nuage, que cela n'était que chose une fois donnée.

L'irritation de Comte fut vive; son étonnement plutôt fut extrême. Dans ses idées, le penseur doit être mis, par ceux qui pensent comme lui, à l'abri du besoin. C'est une idée un peu bien cléricale. Auguste Comte a toujours été clérical jusqu'au fond de l'âme. Est-ce une idée juste? Elle peut être soutenue. Elle n'est pas irrationnelle. Entre nous je ne l'aime guère. Elle eût étonné Spinoza. Il polissait des verres de lunettes pour gagner sa vie et pensait pour son plaisir. Il aurait été étonné qu'on le subventionnât pour avoir des idées. Quand Auguste Comte aurait passé la moitié de son temps à donner des leçons de mathématiques, vous croyez qu'il eût moins pensé? Vous croyez même qu'il eût écrit moins de livres? Il les eût écrits plus courts avec autant d'idées dedans; c'est ma conviction. Et peut-être l'équilibre de son cerveau en eût-il été mieux maintenu. Le métier a du bon. C'est un lest.

On me dira : « Eh bien ! et les prêtres? Les prêtres sont payés soit par l'État, soit par les fidèles, ça dépend des pays, pour approfondir une doctrine et pour l'enseigner. » — Pardon ! les prêtres sont indemnisés pour penser et réfléchir; mais ils le sont surtout pour enseigner (et pour enseigner des choses élémentaires), pour secourir, pour consoler, pour assister dans les maladies physiques et morales, etc. Il y a une part énorme de métier dans le sacerdoce, et c'est pour le métier que les prêtres sont payés. Rien de plus juste. Mais le canonicat, la sinécure, sous prétexte d'assurer à un homme le loisir de penser et réfléchir, sauf quand cela est donné à un vieillard, et alors ce n'est qu'une retraite, non, ce n'est pas très bon. La théorie d'Auguste Comte est un peu contestable.

Toujours est-il que c'était la sienne et qu'il était indigné que ce ne fût pas celle de ses amis anglais, sur qui il avait compté. Il faut dire aussi que les amis anglais l'écartèrent un peu vite et, vraiment, auraient pu faire pour lui un peu plus qu'ils n'ont fait. Ils y ont mis peu d'enthousiasme.

Tant y a que ce fut là la cause du ralentissement, puis de l'interruption du commerce entre Comte et Stuart Mill. Il est à regretter que cette correspondance n'ait pas continué, puisqu'elle eût été poursuivie juste pendant cette période où Comte et Mill s'occupèrent tous deux de haute politique. Les discussions eussent été curieuses à suivre.

Telle qu'elle est, cette correspondance offre un intérêt, même philosophique, surtout psychologique et moral, qu'on ne peut nier. Il faut remercier M. Lévy-Bruhl de nous l'avoir procurée. L'édition est très soignée. Il y a bien encore quelques erreurs. A tel endroit on lit *statistique* là où il faut évidemment

lire *statique;* à tel autre... Mais cela ne doit que porter à épuiser vite l'édition actuelle pour qu'il y en ait une seconde où ces quelques taches seront effacées. Et cette seconde édition aura lieu certainement. Et cette première est déjà faite avec un soin minutieux et précédée d'une introduction lumineuse de M. Lévy-Bruhl qui est une contribution considérable à l'étude de Comte, — qu'on n'étudiera jamais assez.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

VAUDEVILLE : *Madame de Lavalette*, pièce en cinq actes, de M. Émile Moreau.

La pièce de M. Moreau a deux qualités. Elle n'est pas ennuyeuse, et elle n'est pas trop « historique ». Et, si ces qualités vous semblent un peu négatives, songez à ce que serait *Madame de Lavalette*, si elle ne les avait pas!... Enfin, elle les a, et nous pouvons, sans irritation, suivre les péripéties d'une action adroitement coupée et mise en scène.

Il n'est rien, en effet, de plus irritant que les prétentions historiques de certains dramaturges. Leur érudition est sans limites. Ils savent tout de leurs personnages, leurs demeures, leurs habitudes, la place exacte de leur lit et la couleur de leur bonnet de nuit, le nombre de leurs culottes, la qualité de leurs vestes; ils savent, au plus juste, la liste de leurs amis, les gens qu'ils recevaient, et le nombre, et aussi le texte des paroles qu'ils ont prononcées chaque jour... Et, par miracle, leur pièce, une fois faite, ne contient que ce que contient le Larousse, des détails et des mots qui traînent partout. Car il faut avant tout plaire au public, et c'est lui plaire que de lui « apprendre » ce qu'il sait déjà.

Ces *anas*, sans doute, ont leur prix. Ils ne sont même devenus anas que parce qu'ils sont, en quelque manière, représentatifs du personnage à qui on les attribue. Ils ajoutent, à un portrait déjà connu, un trait saillant. Mais encore faut-il que le trait soit en sa place. Et c'est ce que ne font presque jamais les auteurs dont je parle. Ils jettent tel homme célèbre dans une aventure où il n'a jamais figuré : et bon gré mal gré, ils lui prêtent des paroles, qu'il a dites, il est vrai, mais dans des circonstances tout à fait différentes... De là, tant d'ouvrages incohérents et puérils, dont les uns tombent et dont les autres triomphent, sans que leur valeur soit sensiblement différente.

Ces défauts, M. Moreau a eu l'habileté, ou la chance, de les éviter. D'abord, ses personnages sont, au point de vue historique, des personnages de second plan. Il était donc à peu près libre de leur prêter les pensées et les phrases qu'il lui plairait; il ne risquait pas de nous choquer par le contraste entre l'importance nationale de ces héros et la puérilité de leurs propos. De plus, ces personnages ne sont « historiques » que grâce à l'aventure même choisie par M. Moreau. Nous ne les connaissons à peu près que par elle. Ils n'existent pour nous, comme on dit en mathématiques, qu'en fonction de cette aventure. Par conséquent, les paroles et les actes qu'ils diront ou feront dans cette aventure, ne pourront nous choquer. Quand on transforme Napoléon en héros de vaudeville ou de mélodrame, nous nous insurgeons, parce que nous pensons à Marengo, à Austerlitz et à Iéna. Ici, on nous montre M. et Mme de Lavalette agissant dans le drame qui les a, seul, rendus célèbres. Il ne nous vient pas à l'idée de protester. Nous demandons à l'ouvrage d'être vraisemblable, et pas autre chose. J'ajoute qu'il l'est très suffisamment.

Peut-être n'est-il pas tout à fait assez simple, M. Moreau, — il est possible qu'il soit, historiquement, dans le vrai, — a cru devoir agrémenter son drame d'un intérêt sentimental. Mme de Lavalette, éprise de Louis Bonaparte, ne se serait résignée à épouser Lavalette que sur l'ordre de l'Empereur. Lavalette, mis au courant par elle-même, aurait juré de la respecter; mais, fort amoureux d'elle, aurait, un beau soir, oublié son serment ; de cet « oubli » naquit une fille. Mais Mme de Lavalette n'a jamais pardonné à son mari ; et il reste près d'elle, ému, amoureux et repentant, attendant le jour où elle se donnera à lui de son plein gré.

Cette histoire, au moins à partir du mariage, est assez extravagante. Cela, du reste, ne veut pas dire qu'elle soit fausse. Il suffit qu'elle ne soit pas d'accord avec l'idée que nous avons des héros de l'Empire. Lassalle, quittant l'Espagne pour la Russie, disait : « Je passe par Paris, je commande deux paires de bottes, je fais un enfant à ma femme et je rejoins l'Empereur à Vilna... » A la bonne heure! Voilà le héros tel que nous le voulons! Mais un héros langoureux et continent, cela froisse nos sentiments les plus intimes,.. Ajoutez que ce viol conjugal est à la fois invraisemblable et risible. Lavalette a failli être ridicule. Et c'est une fâcheuse posture pour un héros, même un héros de drame. Enfin, les « préfaces » du dévouement de Mme de Lavalette nous sont indifférentes. Peu nous importe que son amour ait été acquis ou spontané. Elle ne nous touche qu'autant qu'elle aime assez pour se dévouer. Aussi bien commence-t-elle à aimer à la fin du premier acte. Alors, à quoi bon cette complication sentimentale? M. Moreau, sans doute, a essayé de nous montrer comment Lavalette avait conquis le cœur de sa femme. Mais

la donnée même de sa pièce lui interdisait une analyse sérieuse de cette conquête. — Cette analyse, même faite avec soin, nous aurait toujours laissés indifférents parce qu'elle fait « double emploi » avec la péripétie obligée du drame. Oserai-je dire tout ce que je pense?... Le seul moyen d'introduire ici un intérêt sentimental eût été de placer Mme de Lavalette entre deux amours, ou entre son amour et son devoir. Et alors la pièce eût été finie au moment où Mme de Lavalette se décide pour le devoir. Ce qui eût d'ailleurs été absurde. Car, pour nous, Mme de Lavalette, c'est l'évasion. Et nous voulons avant tout qu'elle sauve son mari.

Ces complications étaient donc inutiles. Elles ralentissent, sans profit, le premier acte, et donnent une allure un peu traînante au quatrième. Le reste est habilement fait, avec une adresse qui n'est pas trop voyante, et des malices dont le fil n'est pas trop gros... Et, pendant que des artifices ingénieux suspendaient l'annonce de la condamnation (deuxième acte), ou retardaient le départ de Lavalette (quatrième acte), je pensais, à part moi, que ces malices ne devaient pas être bien « difficiles », puisque M. Moreau y avait excellé du premier coup; et je me demandais si M. Moreau n'allait pas, à son tour, passer grand homme? Peut-être est-il venu quinze ans trop tard, ce qui est mélancolique?... Mais je ne serais pas étonné qu'il eût un succès presque égal au succès remporté par d'autres pièces qui ne sont pas sensiblement supérieures à la sienne; et cela est réconfortant.

Madame de Lavalette est fort joliment mise en scène, le décor du troisième acte est superbe, et les autres d'un pittoresque achevé. Quant à l'interprétation, elle se réduit, naturellement, à un rôle. Celui, même, de M. de Lavalette n'existe pas ; et par malchance les seules scènes quelque peu développées qu'il contienne sont ces scènes sentimentales dont je parlais tout à l'heure, et qui n'intéressent pas; M. Guitry a traduit avec une émouvante sobriété les angoisses de Lavalette : il a droit à nos compliments de condoléance. Le reste de l'interprétation est très soigné; elle nous procure cette joie, — qui me réconcilierait, s'il était possible, avec ce genre de théâtre, — de contempler les braves comédiens représentant des personnages historiques... Et cela est admirable!... Louons MM. Maury et Grand, qui ne disent pas grand'chose, mais qui le disent du haut de l'Histoire. M. Lérand donne une bonne silhouette au personnage agité de M. de Baudus. C'est M. Numès qui fait Louis XVIII; il y est assez amusant; j'ai peur, toutefois, qu'on ne se soit un peu trompé sur la courbe de son nez; tous les nez crochus ne sont pas bourboniens; voici vingt-cinq ans que nous payons pour le savoir!... Mme Réjane joue Mme de Lavalette; elle ne quitte guère la scène, ce qui n'est pas pour nous déplaire; et je n'ai pas besoin d'ajouter que le rôle est fait de manière à mettre en valeur les nombreux aspects de son talent. Et, ces aspects, elle nous les a montrés sans pitié. Ceux mêmes que M. Moreau avait oubliés (la gaminerie, par exemple), elle a su les introduire dans le drame. C'est ainsi que, lorsqu'elle vient dire adieu à son mari condamné à mort, elle lui a expliqué le plan d'évasion avec la mutinerie de Mme Sans-Gêne réclamant à l'empereur Napoléon les notes de blanchissage du lieutenant Bonaparte. Elle a eu, d'ailleurs, un très beau mouvement, au second acte, en apprenant la condamnation de son mari... — Et, vous le voyez, il y a, dans tout cela, de quoi assurer un gros succès.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Le véritable gagnant du dernier prix d'Auteuil n'a pas été, comme des esprits à courte vue ont pu le penser, le cheval de M. de Gheest, mais bel et bien M. Émile Loubet, Président de la troisième République. Son succès a été considérable et le monde des sports est désormais acquis au nouveau gardien de la Constitution.

Qu'a donc fait M. Loubet pour obtenir un aussi bon résultat? Rien ou presque rien. Il s'est montré simple, sincère et un peu naïf. Et cependant M. Crozier, qui trouve sans doute que son nouveau maître manque de « chic » et n'a pas l'éducation nécessaire pour apprécier à leur juste valeur les bienfaits du protocole, avait négligé d'avertir à temps le piquet d'honneur de l'arrivée du chef de l'État. M. Loubet ne s'en fâcha point, franchit tranquillement l'enceinte réservée d'un pas guilleret et bonhomme, populaire et sans gêne, sans tambours ni trompettes. Une petite femme dit à son compagnon : « Il est bien conservé pour son âge. » Une de ses camarades confessa à sa voisine : « Il est beaucoup moins laid que mon sénateur. » Un indifférent observa : « Il a l'air bon » ; un autre répliqua : « C'est un zigue. » Il n'avait point de monocle, point de guêtres blanches; il était vêtu comme tout le monde. D'humbles spectateurs furent touchés de cette modestie et de le reconnaître parce qu'ils avaient vu sa photographie dans une vitrine du boulevard et à cause de cela seulement; et chacun sentit confusément, mais avec certitude, qu'à cette minute précise, sans bruit, sans éclat, sans qu'on sût pourquoi, M. Émile Loubet venait de gagner la faveur populaire.

M. Loubet entra dans la tribune présidentielle. Il fut acclamé. Il regarda autour de lui en souriant, un peu étonné, non de son succès qu'il reportait tout entier sur les institutions libérales de ce régime, mais de se trouver devant ce champ de courses dont il avait seulement entendu parler dans les soirées du ministère des Affaires étrangères, de s'y voir le personnage principal et de n'y rien connaître du tout; d'avoir donné pour cette solennité un prix considérable — ce que tout bas il jugeait un peu absurde — et de ne pressentir ce qui allait s'y passer que par comparaison avec les petits chevaux des casinos de bains de mer auxquels, une fois, il avait joué en famille.

Sa « dame » le suivait au bras d'un monsieur de l'opposition, très bien élevé et pas bavard. Elle rougit sans doute un peu en apercevant cette foule composée en majeure partie de belles impures et sentit peut-être dans son cœur d'épouse un petit brin de jalousie, d'orgueil et d'inquiétude en songeant que tous les regards étaient fixés sur Émile et que la vue des femmes ne vaut rien à un chef d'État; mais elle chassa vite ces pensées étroites. Il y a un mois encore, elle eût probablement flétri de toutes les forces de sa conscience bourgeoise l'étalage de cette corruption; mais aujourd'hui elle comprenait tout, elle excusait tout, sachant que les sociétés, pour vivre, ont bien des exigences auxquelles on ne résisterait pas sans danger. Elle regardait tous ces messieurs de cheval et de noblesse et les admirait avec indulgence, leur trouvant l'air très doux et songeant avec satisfaction qu'ils ne « feraient jamais d'histoires à son mari ».

Elle eut des pensées maternelles pour les plus jeunes, pour ceux qui savent se faire arrêter les jours d'élection et qui ne savent que cela; et des pensées respectueuses pour les vieux à barbiche, sanglés en leur redingote, qui étaient très connus sous le second Empire et qui cassaient avec Gramont-Caderousse la la vaisselle des Tuileries. Autrefois, elle n'avait de ces largesses d'esprit que le jour du Seigneur, maintenant c'est tous les jours qu'elle met son âme du dimanche.

Le temps était superbe; le bon Dieu, qui s'est « rallié » pour ne point désobéir au Pape, avait voulu être de la partie. La pelouse, baignée d'un frais soleil, verdissait sous un ciel léger; et, bien que nègres ou turcs, les marchands de nougat, par leurs cris répétés, rappelaient au cœur ému de M. Loubet les douceurs du pays natal. Rien ne manquait à la fête.

Le « starter » abaissa son drapeau, les chevaux partirent à une allure modérée d'abord; mais d'instant en instant leur vitesse s'accéléra. « Ils se dépêchent, dit Mme Loubet. — Oui, répliqua le Président, ce sont de bonnes bêtes. » Par-dessus l'épaule de M. Dupuy le ménage se regarda, évoquant avec émotion l'humble souvenir de la petite jument dauphinoise qui trottait l'amble et qui, à travers les champs de garance bordés de sapinières, les conduisait à la gare de Montélimar.

La foule anxieusement suivait les péripéties de la course : à mesure que les casaques se rapprochaient ou se distançaient, des applaudissements d'enthousiasme ou des cris de furieuse déconvenue s'élevaient; et M. Loubet constata sans amertume, mais avec chagrin, que l'attention des masses est chose légère et changeante. Au milieu du tumulte général, les chevaux arrivèrent au poteau et les conversations particulières reprirent leur cours accoutumé...

Chacun rentra chez soi le cœur à l'aise, plein de sympathie pour cet honnête Président qui venait de remporter un si joli succès de simple bonhomie. — « Il a remplacé le panache par le plumeau », observa assez justement un mécontent. Faut-il s'en plaindre? Lorsqu'il s'agit de nettoyer une pièce où pas mal de poussière s'est accumulée, je laisse à votre bon sens le soin de décider lequel est préférable : du panache ou du plumeau.

***

La Société des Aquarellistes français vient d'ouvrir son exposition. Comme les autres années, c'est le rendez-vous à la mode. Toutes les petites « Ah! ma chère, si tu savais! » s'y retrouvent entre quatre et cinq. Il n'est pas inélégant d'ignorer le Louvre, pourvu toutefois qu'on connaisse deux ou trois musées étrangers. Il serait absolument ridicule d'ignorer les Aquarellistes. Il faut y avoir été, avoir remarqué deux portraits et un paysage afin de combler le vide des conversations d'après-dîner. C'est, au printemps, l'alibi le plus convenable de l'adultère ou tout simplement de la sottise. Tous les tableaux exposés sont faciles à comprendre; on est assuré à l'avance qu'ils ne seront pas symboliques; on retient facilement leurs sujets. On se donne rendez-vous devant le *Cavalier en habit rouge*, ou devant le *Gloria du cardinal*. On vient là en passant, entre deux visites; on côtoie une foule de gens connus qui font semblant de ne pas se reconnaître mais qui sont cependant flattés d'être ensemble. C'est la plus artistique des hypocrisies de la saison. Les « flirts de cimaise » satisfont à la fois la pudeur et la prudence et permettent de s'acheminer sans bruit, sans même qu'on s'en aperçoive, sur les chemins les plus défendus.

*
* *

Ce n'est point d'ailleurs sans raison que l'exposition des Aquarellistes est l'objet d'une telle faveur. De tous les genres de peinture l'aquarelle n'est-il pas le plus conventionnel, le plus « amateur », le mieux fait pour accommoder la nature au goût des gens qui ne la comprennent pas? Point d'orage, de tempête, de lugubres sujets, mais des ciels d'azur léger, des mers à peine moutonnantes, des femmes à peine jolies, des hommes à peine laids, toute une petite humanité poudrerizée, souriante, bébête et fadasse qui ne « casse rien », qui n'effraye point par sa vérité et qui ne va guère que du boudoir au parc anglais et du champ de courses au cabaret à la mode. C'est une peinture très propre, qui ne salit pas et, comme disait Manet, « qui ment sans se fâcher et rien qu'avec des sourires ». Comment donc s'étonner du succès des aquarellistes, auxquels tant de gens doivent de si rares bienfaits!

*
* *

Tous les gens à la mode qui n'inauguraient pas l'exposition de la galerie des Champs-Élysées n'avaient d'autre excuse que d'être dans le Midi. Les causes de ces villégiatures printanières restent encore obscures. Jamais Paris n'est plus exquis que dans les tièdes après-midi d'avril. « Je pars chaque année vers Pâques pour Monte-Carlo, afin de laisser reposer mes dettes », avoua l'autre jour devant les tribunaux, où l'avaient amené quelques petites maladresses regrettables, un de nos plus irréprochables mondains. La raison est excellente. La roulette est quelquefois une providence et les changements d'air sont profitables à la santé. Lorsque les ennuis menacent de tourner mal et exigent de plus grands sacrifices, il est urgent, si l'on entend rester de la bonne société, d'allonger son itinéraire. On se dirige alors sur Tunis, sur Venise, ou sur Constantinople. Cette dernière ville a toutes les préférences, et c'est justice.

Constantinople est le pays du monde où l'on vole le plus honnêtement; c'est là que les gens délicats viennent se livrer à la spéculation. La Porte accueille, avec une inépuisable naïveté, les vieux fonds que les nations plus civilisées lui font l'honneur de lui proposer par l'intermédiaire des gentilshommes décavés et déplumés, qui viennent refaire sur les bords du Bosphore leur fortune et leur tempérament.

Ceux qui ont réussi dans ces belles missions s'en vont en disant : « C'est un bon pays. » Pendant leur séjour oriental, ils ont rajeuni leurs vices auprès de courtisanes exotiques; ils ont pris deux fois par jour un café tonifiant et délicieux, très capable de reconstituer leur moelle épinière en voie de désagrégation; ils ont fondé plusieurs sociétés qu'ils ont cédées avec bénéfice, grâce à la protection, souvent peu désintéressée, d'un ministre ou tout au moins de quelque petit vizir; ils ont joué au cercle avec des Grecs dégénérés qui ne savent même plus tricher; ils ont écrit à leurs femmes qu'ils « n'avaient pas un instant à eux, et qu'ils reviendraient bientôt dans ce cher Paris, qu'ils pleurent chaque jour ». Ils ont calmé cette douleur dans un caïque léger, filant sur la soie vert-bleu des Eaux-Douces, auprès de quelque corsage mauve pâle ou jaune mourant. Oui, « c'est un bon pays », utile exutoire d'une société où beaucoup de gens désirent faire peau neuve, afin que l'on oublie certains désagréments qui ont pu leur arriver, bien malgré eux, un peu partout, dans le monde, à la Bourse, dans la politique, sans pour cela recourir à la solution, toujours désagréable, d'un coup de revolver, à minuit et demi, sur le bord du lit d'une chambre de bains de mer.

Constantinople, c'est le suicide provisoire; c'est le lieu des rendez-vous de toutes les ambitions impuissantes ou déçues qui perdent là leur timidité qui n'était que de la prudence. Les effrontés y triomphent sans effronterie, ce qui n'est pas ordinaire; ils sont en vacances et ne perdent point pour cela le bénéfice que leur a valu l'attitude lucrative qu'ils ont prise dans la vie. On y retrouve aussi tous ceux qui, ailleurs, n'osent plus avoir d'audace pour en avoir eu trop. Alors même qu'ils ne pourraient, ce qui est invraisemblable, obtenir quelque concession fructueuse, ils sont sûrs de trouver bon gîte et copieuse nourriture. Qui ne se souvient du célèbre communard qui passa plusieurs années près de la Corne-d'Or, dans un pavillon que l'on mit gracieusement à sa disposition et qui recevait chaque jour, pour lui, la ration d'un officier, et pour son domestique, la ration d'un soldat?

Oui, « c'est un bon pays », point médiocrement utile, qui a permis à plus d'un d'éviter la faillite pécuniaire ou morale, de rentrer le front haut et la poche sonnante dans le noble faubourg, de saluer avec ostentation la petite comtesse, de plaire à la belle et grande-duchesse qui n'est même pas de Gérolstein, d'aider la douairière dans ses bonnes œuvres des « Vierges récalcitrantes » ou des « Veuves inconsolées », d'avoir à l'Opéra un fauteuil et une danseuse, une situation dans le monde, des opinions politiques élégamment conservatrices relevées par une pointe de scepticisme méprisant, enfin d'être pour la fin de ses jours, et dans toute la force du terme : un honnête homme.

ROBERT DE FLERS.

LECTURES ÉTRANGÈRES

L' « espérance » de Cuba libre.

Que sera dans l'avenir cette *Perle des Antilles*, cette île magnifique désolée par des siècles de domination espagnole et ravagée, bouleversée de fond en comble par une effroyable guerre de trois ans? Cuba renaîtra de ses cendres plus riche et peut-être même plus propre qu'auparavant, la chose n'est guère douteuse : les capitaux américains vont y affluer et une commission sanitaire s'est déjà mise en devoir de nettoyer les écuries d'Augias; elle a même juré, dit-on, de rendre habitable ce foyer de toutes les maladies contagieuses, et en particulier de fièvre jaune, qui se nomme la Havane.

Mais l'état économique ne peut jouir que d'une prospérité éphémère si l'état politique en est encore à l'équilibre instable ou indifférent. Et c'est ici que la question se pose avec force : Cuba aura-t-elle, au moins pour ses débuts de pays libre, un gouvernement solide, sérieux, éclairé et honnête, ou va-t-elle entrer dans la voie de ces républiques sud-américaines, qui se paient une révolution en moyenne tous les deux ans et dont les présidents ont hâte de s'enrichir par tous les moyens pour aller vivre en rentier rastaquouère à Paris ou à Londres, avant qu'un fanatique leur ait mis une balle dans la tête ou un couteau dans le ventre?

C'est le secret de l'avenir, et bien clairvoyante serait la fée qui prédirait à l'enfant encore au berceau sa destinée, même prochaine. Pourtant il est intéressant d'examiner les jeunes soupirants qui déjà aspirent à la main de la princesse et prétendent faire son bonheur dans le plus bref délai possible. M. George Reno nous les présente dans un article de la *North American Monthly*.

Ce que j'appelle « l'espérance de Cuba » est d'abord représenté par M. Domingo Mendez Capote, qui fut vice-président du gouvernement provisoire et a été nommé récemment secrétaire du département de l'intérieur et directeur du Conseil cubain formé par le général Brooke pour l'assister dans les fonctions du pouvoir exécutif. M. Capote représente le parti considérable des jeunes Cubains progressistes et il est presque certain que le choix de ces derniers se portera sur lui quand il s'agira d'élire le premier président de la nouvelle république. Sa réputation comme jurisconsulte, comme orateur et comme écrivain, fait de lui le candidat des « intellectuels », — car il y en a aussi, à Cuba, de ces terribles intellectuels, et même beaucoup, m'assure-t-on de bonne source, — tandis que la part prise par lui dans la récente guerre lui assure les sympathies des hommes d'action. Capote naquit en 1860 à Cardenas, d'une famille très honorable mais à demi ruinée par les révolutions. Gradué de l'Université de la Havane, il quitta une chaire de droit à cette même université pour aller se joindre aux insurgés. Il exerce une puissante influence sur tous ceux qui l'approchent et cependant à première vue son absence complète d'égoïsme, d'ambition et même d'assurance ne vous met point du tout sur vos gardes ; ce n'est qu'en l'entendant parler affaires gouvernementales, économie politique, finances, législation, que vous êtes persuadé d'avoir devant vous non seulement un politicien bien informé, mais, ce qui est autrement rare, un homme d'État de premier ordre.

Immédiatement après M. Capote, il convient de citer Perfecto Lacoste, à qui les services rendus à la cause révolutionnaire ont valu l'honneur d'être nommé maire de la Havane après le départ des Espagnols. Lacoste fut longtemps, au péril de sa vie, agent du parti révolutionnaire cubain. Propriétaire d'importantes plantations de cannes à sucre aux portes de la Havane, il sut toujours, grâce à sa réputation de bon bourgeois, d'homme pacifique, échapper aux soupçons des autorités, pourtant si méfiantes à cette époque. Cela lui permit d'acheter des milliers de fusils et des cartouches par centaines de mille, qui furent d'abord cachés dans les bâtiments de ses plantations puis livrés aux insurgés. Sans son aide il eût été presque impossible de mener à bien l'audacieuse campagne des provinces de la Havane et de Matanzas.

Le général Menocal, un des personnages les plus importants du drame hispano-cubain, sort d'une famille qui a pris une part active à toutes les révolutions contre la domination espagnole; lui-même a, comme on sait, eu le commandement en chef des insurgés dans la province de la Havane. Après de brillantes études d'ingénieur à l'Université de Cornell (États-Unis), il s'était fixé depuis huit ans à New-York quand la révolution éclata. Il vint offrir ses services à Gomez qui le prit dans son état-major en qualité de lieutenant. Il se distingua aux combats d'Altagracia et de Mulato et fut nommé capitaine. Après un court passage dans les bureaux de la guerre en qualité de secrétaire, il joignit Calixto Garcia qui venait de débarquer à Baracoa et fit avec lui la fameuse campagne de l'Est en qualité de chef d'état-major avec le grade de colonel. Au siège de Guaymaro, Menocal alla placer, sous le feu ennemi, une bombe dans la crevasse d'une muraille, puis ayant gagné un abri à 30 mètres de là, il prit le fusil d'un soldat et fit feu sur la dynamite. La muraille sauta et quelques heures plus tard la ville tombait au pouvoir des Cubains. Le général Mario Menocal est aujourd'hui préfet de police de la Havane.

M. José Gonzalez Lanuza était professeur de droit criminel à l'Université de la Havane quand la guerre éclata et, connu depuis longtemps comme ardent avocat de l'indépendance, il fut aussitôt choisi comme agent par le parti révolutionnaire. Le rôle des agents consistait à corrompre les fonctionnaires espagnols et à se procurer par leur entremise des armes et des munitions. Tâche souvent couronnée de succès, mais extrêmement périlleuse, Lanuza l'apprit à ses dépens : enfermé d'abord au Morro Castle, il fut ensuite déporté en Afrique sous sentence d'emprisonnement à vie. La politique d'apaisement de Blanco lui rendit la liberté. Il gagna New-York et, au printemps de 1897, joignit le gouvernement provisoire à la Esperanga. Telle est sa popularité que même avant d'arriver à la Havane la *Bar Association* l'avait déjà élu juge de la *Audiencia*, qui correspond à notre Cour de cassation; or Lanuza n'a que trente-cinq ans.

M. Joaquin Castillo, qui fut un jour notre hôte car il

commença à Paris des études médicales qu'il acheva à l'Université de Pennsylvania, s'est fait connaître d'abord par sa participation, comme volontaire, à l'expédition du *Rogers* parti à la recherche des survivants de la *Jeannette*. Il fut un des premiers à offrir ses services à la Révolution et, en qualité de chirurgien général, put rendre d'inappréciables services, sans compter qu'il prit une part active dans les opérations contre Santiago. C'est pourtant un homme de paix, tout entier à l'exercice de sa profession et que la politique ne tente guère. Peut-être sera-t-il forcé d'accepter les honneurs et les charges que ses concitoyens veulent à tout prix lui mettre sur les épaules, car si la popularité a ses douceurs, elle n'est jamais exempte d'obligations, parfois impératives, surtout dans un pays nouveau où les hommes de probité et de réelle valeur sont infiniment moins nombreux que les hardis aventuriers.

Son frère, le général Demetrio Castillo, récemment nommé gouverneur civil de la province de Santiago, jouit d'une popularité presque égale. Il fit ses études à Paris et après un séjour d'une certaine durée aux Etats-Unis il retourna à Santiago, son pays natal. Il embrassa avec ardeur la cause de la révolution et le général Garcia, qui appréciait fort ses qualités militaires et administratives, le fit passer rapidement par tous les grades. Il est fortement appuyé aujourd'hui par le général Wood, le gouverneur militaire, qui espère trouver en lui un actif collaborateur dans l'œuvre de régénération qu'il a entreprise. Par contre, il n'a jamais été dans les bonnes grâces du général Shafter.

Le colonel José Villalon est le plus jeune dans cette petite phalange d'hommes éminents que le suffrage populaire appellera peut-être demain aux plus hautes fonctions: il est né à Santiago en 1870. Il fit à l'Université de Pennsylvania des études d'ingénieur et, en 1896, essaya le premier canon qui lança des projectiles de nitro-gélatine. Maceo était alors engagé dans la néfaste campagne de l'Ouest et le fameux canon fut accueilli comme un présent du ciel. Tels furent les ravages causés dans les rangs ennemis par cet effroyable engin de destruction dont chaque coup « creusait en terre un trou de trente pieds de large et de six pieds de profondeur », que l'émoi fut d'abord très grand à la Havane et qu'on parla du « canon à la dynamite » dans les cercles militaires du monde entier. Si les munitions n'avaient pas manqué presque aussitôt, la campagne de Pinar del Rio aurait pu être menée à bien, et peut-être Maceo vivrait-il encore.

Je ne conteste pas la valeur des hommes que nous présente M. Reno; leurs états de service sont en tout cas fort honorables et font bien augurer pour l'avenir. J'admets que « prétendre qu'ils ne possèdent pas assez d'habileté pour se gouverner eux et leurs concitoyens, semble d'une absurdité flagrante à qui les connaît personnellement »; je veux encore qu' « ils possèdent la confiance de leurs mandataires, ou de ceux qui doivent être gouvernés, à un degré que ne pourraient atteindre les étrangers les mieux intentionnés et les plus habiles, ce qui est un élément capital de succès pour un gouvernement dans n'importe quelle partie du monde ». Mais une chose m'inquiète: au nombre des notabilités cubaines, des « hommes de demain », je ne vois que des créoles et pas un seul métis. Or la révolution, si je ne me trompe, a été faite en partie par les métis, et le sang mêlé peut se vanter à juste titre d'avoir donné à la patrie cubaine le véritable héros de la révolution : Antonio Maceo. Ces hommes qui ont arrosé de leur sang tous les champs de bataille, qui ont risqué leur fortune et leur vie pour la cause de l'insurrection, voudront-ils, le jour de la victoire venu, s'effacer modestement devant leurs frères blancs, qui furent leurs compagnons d'armes, mais qui n'ont pas plus qu'eux fait preuve de courage et d'abnégation? La réponse est au moins douteuse.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

M. Max Collignon, de l'Institut, déplore très justement, dans la *Revue internationale de l'Enseignement*, l'état précaire des moyens dont dispose l'Université de Paris pour enseigner l'archéologie à ses étudiants. Il est navrant de penser, fait observer M. Collignon, que non seulement l'étranger mais certains départements français sont, à cet égard, mieux partagés que Paris.

L'idée qu'une galerie de moulages est le complément nécessaire des chaires où l'on enseigne l'histoire de l'art antique est acceptée partout. Elle n'a pas besoin d'être justifiée par une démonstration qui n'est plus à faire. Il y a fort longtemps que ce principe a trouvé son application dans les Universités d'Allemagne; il a été mis en pratique dans nos grandes Universités provinciales. Lyon, Bordeaux, Lille, Montpellier possèdent des musées universitaires; quelques-uns sont déjà fort riches et peuvent rivaliser avec ceux de l'étranger.

J'ai pu m'en assurer par moi-même, en visitant récemment celui de l'Université de Lyon. On peut louer sans réserves l'aménagement des salles, larges et spacieuses, le choix judicieux et le classement méthodique des moulages. C'est là une œuvre considérable, réalisée dans d'excellentes conditions: elle fait honneur à M. Holleaux qui l'a accomplie en grande partie, et à M. Lechat qui en a poursuivi l'achèvement. Il eût été étrange que, seule, l'Université de Paris fût privée de cet instrument essentiel de l'enseignement archéologique. Un musée de moulages a été prévu dans les plans de la nouvelle Sorbonne, et il est actuellement en cours d'exécution. Il occupera un emplacement d'étroites dimensions, pris sur une cour intérieure; c'est tout ce qu'a pu trouver la bonne volonté de l'administration académique, dans les bâtiments déjà si remplis, où tant de services divers revendiquent leur place. La question est de savoir si le futur musée sera digne de l'Université de Paris, et pourra répondre aux besoins de l'enseignement...

M. Collignon ne le pense pas. Il prévoit que même alors notre Université « ne pourra offrir aux étudiants français et étrangers qu'un musée exigu, insuffisant, se complétant à grand'peine avec les ressources disséminées au dehors, et insuffisantes elles-mêmes. » Il faudrait plus de place et plus d'argent.

Trouver un donnateur ? M. Collignon insinue discrètement qu'à Philadelphie ou à Chicago, ce serait facile; mais qu'à Paris, la réalisation de ces sortes de rêves présente de plus grandes difficultés.

L'éducation du million français, à ce point de vue, est encore à faire.

M. François Coppée recommence à travailler, et consacre à la poésie les loisirs trop rares que la politique lui laisse.

Il livrera à son éditeur, l'automne prochain, un volume de vers pieux.

M. Henri de Régnier travaille à un roman, *la Double maîtresse*, dont le *Mercure de France* commencera la publication après les vacances.

La librairie académique Didier réimprime en petit format les *Notes et souvenirs* « pour servir à l'histoire du parti royaliste (1872-1883) », du marquis de Dreux-Brézé.

En librairie aujourd'hui :

Villa tranquille, le dernier roman de M. André Theuriet.

Léon XIII intime, par M. Julien de Narfon. L'écrivain, dont on sait la compétence sur tout ce qui touche aux matières de politique et d'histoire religieuse, a joint à son texte des documents inédits et de nombreuses illustrations.

M. Marcel Schwob donnera demain samedi une conférence aux « matinées-Depas, » 7, rue Chaptal.

Il parlera de Charles Dickens et de l'influence de son œuvre sur le romau russe contemporain.

M. Perrens prépare une nouvelle édition — petit format — de ses *Libertins en France au XVIIe siècle*.

D'un des vétérans de la chronique, M. Philibert Audebrand, on annonce un volume de souvenirs et de portraits dont les journaux ont, je crois, publié quelques parties.

Titre : *Soldats, poètes et tribuns*.

Mme Darmesteter corrige les épreuves d'un livre sur la *Reine de Navarre*.

Réimpressions annoncées pour le mois prochain :

Deux volumes de nouvelles : l'un signé Pierre Loti, l'autre, Mathilde Serao.

Notre confrère Édouard Conte a remis cette semaine à l'éditeur Flammarion le manuscrit d'un volume de souvenirs sur le journalisme contemporain.

Titre projeté : *l'Enfer*.

Les maquettes des deux monuments de Daudet sont achevées. L'un, de Saint-Marceaux, est destiné à une promenade de Paris, peut-être au Jardin du Luxembourg ; l'autre, de Falguière, ira à Nîmes.

L'Exposition de 1900 retiendra probablement aux Champs-Élysées les deux ouvrages ; on ne les inaugurerait, en ce cas, que vers la fin de l'année prochaine, ou dans deux ans.

En attendant que Daudet ait sa statue, Balzac va avoir ses fêtes. Elles seront célébrées à Paris et à Tours. Le comité parisien est constitué. Il est composé de MM. Marcel Batilliat, Henri de Braisne, Édouard Chantalat, Robert Charvay, Couturier, Lucien Descaves, Georges d'Esparbès, Hippolyte Lencon, Émile Michelet, J. de Mitty, Saint-Georges de Bouhélier, Adolphe Tabarant et Eugène Thébault.

Le comité a décidé de s'adjoindre, en outre, un certain nombre de membres d'honneur ; on désigne dès à présent : MM. Émile Zola, de Lovenjoul, Anatole France, Rodin, Paul Bourget, Jules Christophe, Henri Bauer, Paul Adam, Camille Lemonnier, Louis de Grammont.

L'instructive série des « Livres d'or de la science » continue à s'enrichir de brochures nouvelles.

Parmi les ouvrages dont l'apparition prochaine est annoncée, j'en trouve deux à signaler : *les Grandes Légendes de l'humanité*, de M. L. Michaud d'Humiac, et un volume de M. Charles Richet, *les Guerres et la Paix*.

En avril :

De César Lombroso, *le Crime*, « causes et remèdes ».

La fille de Jules Noriac publie le dernier roman laissé par son père.

Titre : *Monsieur Edgar*.

M. Edmond Thiaudière nous annonce également un volume posthume de Paul Courty : *Une dette de jeu*.

Le grand retentissement du livre de M. Edmond Demolins sur « la supériorité des Anglo-Saxons » a suggéré à un éditeur l'idée de demander à un homme d'Etat — à la fois très versé dans la connaissance des choses de notre histoire, et bon écrivain — d'opposer à l'ouvrage de M. Demolins un autre ouvrage qui fût, simplement et par la seule force des faits présentés, une sorte de contre-partie du premier.

Le plan de ce livre est arrêté dès maintenant. Il paraîtra cet été, et portera ce simple titre : *France*.

Il sera signé Hanotaux.

EMILE BERR.

CORRESPONDANCE

M. Georges D... — Le pays de France est un recueil littéraire mensuel que dirige M. Joachim Gasquet, à Aix-en-Provence, et qui est édité dans cette ville.

M. l'abbé J... à Lyon. — L'enquête récemment ouverte par M. Hamon sur *la guerre et le militarisme* est close. Un numéro spécial de l'*Humanité nouvelle* sera publié sur ce sujet à la fin du mois, et comprendra, je pense, toutes les réponses reçues.

Un étudiant, Bordeaux. — Les œuvres complètes de Verlaine sont en réimpression, et éditées chez Vanier.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37712. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 15. 4e SÉRIE. — TOME XI 15 AVRIL 1899.

LES RÉSULTATS
DE L'IMPOT PROGRESSIF EN SUISSE

« L'impôt sera progressif quand le rapport entre la somme possédée et l'impôt prélevé sera variable et que cet impôt représentera une fraction d'autant plus grande de cette somme que celle-ci sera plus considérable. »
(Max de Cérenville, *Les impôts en Suisse.*)

Parmi les questions à l'ordre du jour, il n'en est ni de plus redoutable ni qui intéresse davantage le public tout entier que celle de l'impôt progressif. Discutée depuis de nombreuses années par tous ceux qui s'efforcèrent de réformer notre régime fiscal dans un esprit sincèrement républicain, par tous ceux qui avisèrent aux moyens d'alléger les charges trop lourdes qui rendent la vie trop difficile aux faibles ressources des contribuables modestes, cette question, qu'agitaient déjà Casimir-Perier père et Gambetta, vient d'entrer, semble-t-il, dans une nouvelle période, puisque la Chambre doit discuter un projet de loi établissant l'impôt progressif sur le revenu, avec article additionnel exigeant la déclaration privée ou permettant, à défaut, la taxation d'office.

Ceux qui ont pour spécialité de diagnostiquer les hasards de la vie politique prétendent que ce nouveau projet aura pour le défendre, les républicains réformistes, des radicaux aux socialistes qui, tous, réclament la réforme fiscale promise depuis tant d'années et depuis tant d'années ajournée. Ils se plaisent à répéter qu'actuellement la « prétendue égalité de l'impôt n'est qu'une monstrueuse illégalité », et ne savent ou ne veulent pas deviner les conséquences déplorables que l'institution d'une telle loi aurait nécessairement sur l'épargne et sur la richesse françaises. Si l'impôt progressif est établi, — et il ne faut jamais espérer qu'un parlement aura la sagesse d'éviter une erreur, — je ne donne pas vingt ans pour que, sans que se soient sensiblement améliorées les conditions d'existence du bas peuple, nous ait échappé la suprématie intellectuelle, la dernière qui nous soit restée mais que nous conservons intacte.

Il est vrai que le parti conservateur, des gouvernementaux aux ralliés, se prépare à la résistance. Et quoique les démocrates affectent de faire assez bon marché des objections soulevées par les adversaires du système, il faut avouer que la conduite de plusieurs chefs de l'opposition montre, au contraire, que la plupart de ces hommes ne sont arrivés à la certitude qu'après de longues et patientes études. Ainsi, voyez le cas de M. Méline ; il me paraît plus décisif que bien des plaidoyers d'avocat. Après s'être, en 1871, dans un rapport au Conseil général des Vosges, posé en partisan déclaré de l'impôt progressif, il a fini, après observations et réflexions, par devenir aujourd'hui l'un des directeurs les plus autorisés et les mieux informés de la campagne de résistance.

Dans des conditions aussi graves, rien de ce qui peut servir à instruire le public ne saurait être négligé. Il est nécessaire que ceux qui font les lois et que ceux qui les subissent soient avertis des conséquences probables d'un tel régime fiscal. Car il est plus facile d'éviter une cause d'erreurs que de réformer une loi instituée. Pendant qu'il en est encore

temps, c'est donc un devoir d'essayer, de toutes manières, d'élucider cette question, chaque mois plus embrouillée, de l'impôt progressif. C'est pourquoi la *Revue Bleue* a cru d'actualité une rapide enquête dans un pays limitrophe qui a pour ainsi dire notre langue, nos habitudes, nos idées et où cependant, avec des faveurs diverses, les formes plus ou moins sévères de l'impôt progressif sont mises en pratique depuis un grand nombre d'années. Mieux que des discussions théoriques, toujours réfutables, de telles *interviews* montreront, avec la franchise d'un miroir, les inconvénients et les avantages, si avantages il y a, d'un tel régime fiscal.

D'ailleurs la Suisse est pour les juristes un champ d'observation aussi fécond qu'il semble peu étendu. En effet, la Constitution fédérale déclare les cantons souverains en matière tributaire et leur reconnaît le droit d'organiser leur système financier suivant la forme qui leur paraît préférable. En sorte que l'observateur se trouve en face non pas d'un système de lois appliquées avec plus ou moins de rigueur à des populations qui, selon qu'elles sont du Nord ou du Midi, l'acceptent avec plus ou moins de patience, ainsi que cela se présente dans la plupart des grands États européens, mais bien, au contraire, d'une dizaine de systèmes allant jusqu'à se contredire les uns les autres et cadrant en général fort bien avec les diverses conditions de la fortune privée. « C'est ce qui explique, écrit M. de Cérenville dans un très bon et très bel ouvrage sur *les Impôts en Suisse*, que dans notre pays, les promoteurs du puissant mouvement centralisateur qui se manifeste actuellement n'aient pas, jusqu'à présent, inscrit sur leur programme l'unification du droit fiscal à côté de celle du droit civil et du droit pénal. Une loi générale applicable dans toute la Suisse ne saurait tenir compte des circonstances particulières des 22 cantons, ou du moins ne le pourrait que pour certains d'entre eux au détriment des autres (1). »

Ainsi, pour nous borner au sujet spécial de cette étude, nous pouvons constater qu'en Suisse, aujourd'hui, vingt et un cantons ou demi-cantons sur vingt-cinq ont adopté, sous des formes très divergentes et en des circonstances plus diverses encore, l'impôt progressif soit sur le capital (Genève, Glaris), soit sur le revenu (Berne, Neuchâtel), soit encore combiné et sur le capital et sur le revenu (Vaud, Zurich, etc., en tout douze cantons ou demi-cantons). Naturellement les échelles progressives de ces vingt et une constitutions ne varient pas moins entre elles. Chaque canton a voulu être plus équitable que ses voisins. Qu'il suffise d'ajouter qu'entre les deux sortes d'impôts, il n'y a pas moins de trente échelles progressives différentes, et l'on devinera quelle riche matière à commentaires et à comparaisons M. de Cérenville propose aux méditations des légistes.

Il n'entre point dans mes desseins de le suivre dans des recherches aussi minutieuses. Une revue s'adresse au public; une thèse de doctorat reste entre les mains des spécialistes. D'ailleurs bien qu'à Bâle, la cité la plus riche de la Suisse, l'impôt progressif présente cette particularité d'avoir été institué par la droite, et bien qu'à Zurich, la plus industrielle des capitales helvétiques, il soit écrasant au point de ne pouvoir être appliqué comme il a été voté, — trop de divergences économiques et ethnographiques nous séparent de la Suisse allemande, souvent plus prussienne que le roi de Prusse, — c'est bien le cas de le dire, — pour que ces deux villes nous puissent fournir aucune indication sur les effets dont l'impôt progressif pourra devenir la cause en France. Quant aux cantons de la plaine ou de la montagne, où l'élevage du bétail constitue la principale richesse, l'écart semble encore plus considérable. Il ne reste donc que Lausanne et Genève. C'est pourquoi nous bornerons aussi à ces deux villes cette enquête impartiale.

I

Pour l'étude que nous poursuivons ici, la loi vaudoise présente ce grand avantage de contenir, non pas diminuées mais aggravées, les principales dispositions des divers projets d'impôts sur lesquels la Chambre aura à statuer. Il semble donc tout indiqué de commencer cette enquête à Lausanne. Douze années, — la loi date en effet du 21 août 1886 — sont une période suffisante pour que les résultats obtenus soient déjà dignes d'attention. Il deviendra curieux d'observer comment le public vaudois finit par s'habituer à l'impôt progressif avec ses corollaires obligés : déclaration, taxation d'office, inventaire après décès, amendes et minimum d'existence. A dire vrai, le sujet tenta plus d'un esprit excellent, mais il me semble que les pages qu'il inspira jusqu'ici furent toujours trop partiales. Lausanne, ni le canton de Vaud ne sont pas encore ces lieux inhospitaliers et hostiles à toute personne suffisamment rentée que M. Hugues Le Roux décrivit jadis, au *Figaro*. Mais il s'en faut, et de beaucoup, que ce soient non plus ces contrées arcadiques où chacun trouve que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes que M. Maurice Sarraut esquissa dans la *Dépêche* de Toulouse (1). Le tort de M. Sarraut, car mon impartialité ne peut aller jus-

(1) *Les impôts en Suisse. Quotité. Assiette. Mesures d'exécution.* 1 vol. Corbaz et Cᵉ imprimeurs, 23, Escalier du Marché, Lausanne, 1898.

(1) *L'impôt progressif sur le revenu. Une enquête en Suisse*, par Maurice Sarraut, une brochure. Toulouse. Librairie de la *Dépêche*, 1898.

qu'à reprocher à M. Le Roux d'avoir surtout voulu mettre en garde le public contre les désavantages d'une loi aussi pernicieuse ; — le tort de M. Sarraut, dis-je, fut de n'avoir interrogé aucun adversaire décidé d'un état de choses qu'il prétendait qualifier d'acceptable et même de légitime. Avec plus de loyauté et bien que mes conclusions soient en somme celles de M. Le Roux, j'interrogerai des personnalités lausannoises aux opinions, sur ce point, nettement divergentes. Ainsi l'un des promoteurs de la loi et l'un des directeurs de la résistance que lui opposa la presse locale : j'ai nommé MM. Émile Paccaud et Édouard Secretan. Mais pour mieux me faire entendre il est nécessaire d'esquisser, avec le moins de chiffres possible, la physionomie de ce régime fiscal.

Dans le canton de Vaud, — pays égal en importance à l'un de nos départements, — l'impôt mobilier assis à la fois sur le capital et sur le revenu, mais sans superposition, est progressif jusqu'à la limite de 800 000 francs de fortune ou de 40 000 francs de rente. Il se perçoit sur trois éléments : 1° la fortune mobilière proprement dite ; 2° les rentes et usufruits ; 3° le produit du travail. Ces trois éléments se répartissent en sept catégories fixées d'après l'importance de la fortune ou du revenu imposables et frappées selon un taux établi de telle manière que les contribuables de la septième catégorie paient quatre fois plus que ceux de la première. Ainsi, car dans la pratique la loi s'atténue d'après un système impossible à expliquer sans tableaux (1), le bourgeois ayant 25 000 francs payera 30 francs d'impôt et le rentier millionnaire, 3 855 francs.

En sus, la loi postérieure du 19 novembre 1897 déduit du produit du travail soumis à l'impôt les dépenses nécessaires à l'exercice de la vocation et, en tant que charges de famille, un minimum d'existence de 700 francs par tête. De même notre projet exempte ceux qui ont moins de 2 500 francs de revenu, et la différence de la somme montre exactement la différence de situation économique des deux pays, et que les chiffres fournis par les statistiques vaudoises doivent être multipliés par 3 pour acquérir, à nos yeux, leur véritable signification. Partons de ce principe que 100 francs à Lausanne représentent bien 300 francs à Paris, et nous évaluerons mieux les charges allant jusqu'aux spoliations que l'impôt progressif impose aux contribuables.

Dans la première quinzaine de janvier le citoyen vaudois reçoit un formulaire de déclaration et une enveloppe gommée. Alors, en tenant compte des diverses exemptions admises et en calculant sa fortune mobilière d'après la cote de la Bourse du 1er janvier courant, il établit lui-même l'état de sa fortune. Puis fermant l'enveloppe, désormais inviolable pour les intermédiaires, il la remettra au greffe de la Commune. Sans se permettre d'en prendre connaissance, ce dernier bureau collectionne ces enveloppes et les fait parvenir avant le 31 janvier, à la commission du district, composée ordinairement de trois membres, hommes d'expérience et d'une discrétion éprouvée, lesquels ont pour fonction d'ouvrir ces enveloppes, d'examiner les déclarations qu'elles contiennent et de transcrire le tout sur un registre spécial établi pour quatre années. Mille indices, comparaisons et ouï-dire, font deviner les tentatives de fraude d'autant mieux qu'au premier soupçon les commissaires ont le droit de faire appeler le contribuable et de lui demander les explications nécessaires. En cas de refus, il y a taxation d'office. La loi est impitoyable : nul n'échappe à ses rigueurs et nul ne tient à y échapper puisque à la mort du citoyen le juge de paix du cercle procédera, en présence de la famille, à l'inventaire détaillé de la fortune du défunt. La moindre dissimulation est alors dévoilée et l'État, en sus des impôts dont il a été frustré, réclamera une forte amende. On cite, à Morges, un cas extrême où les fraudes d'un millionnaire coûtèrent 294 000 francs aux héritiers.

Cela dit, voyons comment une telle loi pourra bien être soutenue par ses partisans. Croyant de bonne discussion d'accorder la première place aux adversaires de nos idées, je cède d'abord la parole à M. Émile Paccaud, président du Conseil d'administration et directeur de la Banque Vaudoise, — établissement dont j'aurai assez montré l'importance quand j'aurai ajouté que l'ensemble des opérations qu'il fit, l'année dernière, accusa dans les caisses un mouvement de plus d'un milliard de francs. — Avec une simplicité de Bonhomme Richard qui n'exclut point la finesse, car derrière les lunettes branlantes je discernais des yeux singulièrement perspicaces, M. Paccaud me déclare qu'il est d'autant plus disposé à défendre le principe de la progressivité que le système d'impôts directs de la législation vaudoise d'aujourd'hui est, en somme, un peu et même beaucoup son ouvrage. Longtemps, il fut le disciple, le collaborateur très fidèle de M. Ruchonnet, l'ancien président de la Confédération, — et vingt années de polémiques dans les gazettes locales lui donnent le droit de se nommer aux côtés de son maître parmi les promoteurs de la réforme fiscale de 1886.

De la longue causerie que nous eûmes dans le simple bureau d'où l'on apercevait l'horizon si joliment crénelé de toits de la cité lausannoise, je ne relèverai que les points où M. Paccaud me parut exprimer des idées personnelles. Sur la loi pour

(1) Voir p. 166 et suiv. l'ouvrage déjà cité de M. de Cérenville.

commencer, à ma question : « Tout est-il pour le mieux dans le meilleur des mondes? — Certes non, me dit-il, notre loi est une première tentative, et vous savez bien que l'on n'arrive pas du premier coup à la perfection. C'est peut-être avec raison qu'on lui reproche d'avoir fixé un trop grand nombre de catégories, du moins en ce qui concerne l'impôt mobilier qui en a sept, tandis que trois sembleraient devoir suffire, puisqu'il serait assez de distinguer l'indispensable, l'utile et le superflu. »

Je profite de cette réserve pour demander à M. Paccaud s'il ne lui paraît pas arbitraire également, partant de là périlleux pour l'avenir, que le taux de l'impôt ait été fixé sans raisons suffisantes au simple bon vouloir des conseillers? « J'en disconviendrai d'autant moins que nous avions inscrit dans notre projet primitif que le taux de l'impôt devait être établi, chaque année, en raison des charges nationales par les autorités compétentes. Mais nos adversaires n'ayant voulu faire aucune concession, l'assemblée constituante fut amenée à fixer, dans le Code, même le nombre et le rapport des catégories, de crainte qu'un jour ou l'autre les ennemis du nouvel ordre de choses ne laissassent subsister entre les diverses catégories qu'une différence dérisoire.

« Cependant pour n'être point parfait, notre système actuel n'en est pas moins très supérieur au système qui le précéda. A part la question de l'impôt mobilier (1) où il y a évidemment des abus à réformer, il met en pratique avec beaucoup de bonne foi et de justice, la grande pensée d'Adam Smith déclarant *qu'il n'est pas déraisonnable que les riches contribuent aux dépenses de l'État, non seulement en proportion de leur revenu mais encore pour quelque chose de plus.* »

Voici ensuite ce que je parvins à lui faire dire sur les effets de cette fameuse loi qu'il semble naturellement tenir pour la panacée universelle à toutes les difficultés sociales. Ainsi, n'aurait-elle pas diminué le goût de l'épargne en donnant aux contribuables la crainte d'augmenter un capital frappé bientôt trop directement? — « Au contraire, voyez les chiffres des dépôts faits à la Banque Cantonale. Au moment de la première panique, ils augmentent en une seule année de plus de 300 000 francs, et depuis 1894 la marche ascendante est facile à constater. Mais je ne vais point jusqu'à prétendre que nous la devions à l'impôt. Les causes sont multiples : elles touchent aux conditions économiques, à notre vie nationale; ce n'est point ici le lieu de les rechercher. »

« Mais l'inventaire après décès, ne le trouvez-vous point vexatoire et liberticide? — J'ignore quelles difficultés soulèverait son application en France; chez nous, il n'a eu que d'heureuses conséquences. En sus de la base certaine qu'il fournit aux percepteurs de l'impôt, il a sauvé de la ruine nombre de familles en leur permettant d'élucider sans retard l'état de fortune du défunt. La plaie du cautionnement ravage le canton de Vaud. Grâce à l'inventaire après décès, on devine, sans retard, si le passif d'un héritage ne serait point par hasard, — comme cela s'est vu maintes fois, — supérieur à son actif, et les survivants seront ainsi fixés sur-le-champ, s'ils peuvent accepter ou s'ils doivent refuser la succession. »

« Cependant l'indiscrétion des commissaires doit être à redouter et lorsqu'il s'agit de commerçants ne peut-elle pas devenir dangereuse? — Aucunement car ces messieurs sont muets au point que moi qui aurais, parfois, grand besoin de leurs confidences n'ai jamais eu la chance de pouvoir les obtenir. D'ailleurs, je n'estime guère que les contribuables aient à les redouter même au cas, qui ne se présente point, je vous le répète, où ces commissaires auraient la langue trop longue, puisque je suis d'avis, — et je regrette encore que cet article de la loi n'ait pas été voté, — que les registres d'impôt devraient être publiés ainsi que cela se fait à Berne. »

En prenant congé de M. Paccaud, je lui demande encore si les fraudes sont nombreuses, les dons de la main à la main, par exemple? Notre interlocuteur se met à rire. « Votre question me montre que vous connaissez bien peu le caractère suisse. Écoutez cette anecdote; elle vous éclairera, et je vous certifie son authenticité. Une année, un vieux richard fit une déclaration sensiblement inférieure à celle de l'année précédente. Les commissaires s'étonnèrent : « Vous avez subi des revers de fortune? joué à « Monte-Carlo? — Oh! que non pas », fit notre bonhomme, « j'ai tout simplement donné cent mille « francs à mon fils. » Sans répondre, ils se bornèrent à noter le détail. Mais quand vint le tour de la déclaration du fils, ils observèrent qu'elle différait peu de celle que ce dernier avait coutume de fournir. « Pour- « tant, monsieur votre père nous assura vous avoir re- « mis, de la main à la main, cent mille francs? » Les employés ne purent achever; le fils partait d'un éclat de rire : « Ah bien! oui, il ferait beau voir que mon « père se dépossédât de quoi que ce fût en ma faveur. « Je ne suis pas même assuré de toucher cet argent « après sa mort! » La conclusion est que le vieux richard fut taxé sans pitié et qu'il paya sans objecter, car, décidément, il n'avait pas raison. En Suisse, on

(1) La fortune immobilière n'est soumise qu'à trois catégories, mais elle est frappée dans son capital net, non dans son revenu. En sorte qu'on a pu voir des entrepreneurs bâtir de belles maisons avec l'argent des autres et vivre ensuite largement des revenus que leur laissait la différence entre les loyers échus et les intérêts à payer, sans que l'État néanmoins put prétendre à ce que logiquement il aurait du toucher. Aussi un courant d'opinion se dessine-t-il en faveur de la substitution du revenu au capital comme matière imposable.

croit encore qu'il ne faut pas se déshabiller avant d'aller se coucher, comme dit le vieux proverbe. » Ce trait m'a paru digne du père Grandet. C'est dommage que Balzac ne soit plus là pour le mettre en scène.

Avec M. Georges Renard, ce furent d'autres couplets de la même chanson. L'ancien normalien, qui débuta par un prix de poésie à l'Académie française et qui, d'une plume badine, écrivit naguère les aimables portraits des *Princes de la jeune critique*, est devenu depuis un socialiste trop convaincu et surtout trop célèbre pour qu'il soit nécessaire de le présenter aux lecteurs de la *Revue Bleue*. En sa double qualité de Français connaissant à fond les choses et les âmes de notre pays, et de professeur de littérature établi depuis de longues années dans cette bonne ville de Lausanne, il pouvait mieux qu'aucun autre hasarder quelques pronostics sur l'effet que, le cas échéant, l'impôt progressif produirait en France. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à venir le surprendre au débotté de sa villégiature franc-comtoise, en pleine préparation de cours universitaires. Avec la meilleure grâce du monde, car M. Renard n'a rien du terrible ennemi des lois que pourraient faire supposer ses écrits, il s'efforce de me fournir tous les renseignements désirables.

« En principe, m'explique-t-il, étant socialiste, c'est-à-dire partisan d'un régime où les impôts n'auront plus leur raison d'être, je ne puis trouver que le système progressif soit l'idéal. Cependant, puisque celui-là présente l'avantage réel de faire porter les charges les plus lourdes sur ceux qui ont aussi les ressources les plus abondantes, je l'admets sans enthousiasme, le tenant surtout pour un moyen d'attente et qui en vaut un autre, d'égaliser, dans une certaine mesure, l'injuste disproportion des fortunes. En conséquence, l'inventaire après décès, même la publication des registres d'impôts, me paraissent justifiables. D'une manière générale, je crains peu les fraudes : elles ne doivent guère avoir plus d'importance que celles commises journellement pour les objets soumis aux droits de douane. Quelle qu'elle soit, une loi fiscale suscite et suscitera toujours l'ingéniosité de ceux qui ont intérêt à la transgresser. La fraude possible n'est pas une raison suffisante pour dire que l'effet du système progressif soit surtout d'apprendre aux contribuables l'art du mensonge. Quant au plus ou moins de discrétion des commissaires, il me paraît de médiocre importance : d'une part, j'estime plus dangereuse la tromperie de ceux qui prétendent jeter de la poudre aux yeux de leur prochain en dépensant au delà de leurs ressources, et, d'autre part, je considère comme assez méprisable l'hypocrisie de ces petits bourgeois qui cachent dans de vieux bas de grosses fortunes. D'ailleurs, n'existe-t-il pas autant d'agences qu'on en veut, qui, pour de modestes sommes, vous renseignent avec abondance sur la situation financière du premier commerçant venu?

« Quant aux effets de l'impôt dans le canton de Vaud, ils sont dignes d'être signalés. Je ne vois pas, comme on l'a prétendu, qu'il ait aucunement diminué les dépenses faites pour les choses artistiques. Au lieu de rester entre les mains des particuliers, l'argent va à la caisse de l'État qui, se substituant aux Mécènes, à supposer qu'il y eût des Mécènes, devient acheteur à leur place et acheteur autrement sérieux que la plupart des amateurs. Sans lui, d'autre part, jamais l'Université de Lausanne n'eût été créée. Or, l'Université amène, bon an mal an, quatre cents étudiants de plus qu'il n'en existait dans l'ancienne Académie de Lausanne; c'est donc, pour la ville, au bas mot, un revenu annuel de 700 000 à 800 000 francs. En outre, il a procuré les moyens d'augmenter les achats des musées et de la bibliothèque, — et d'accorder à plusieurs tentatives intéressantes nombre de subventions utiles... D'ailleurs, le pas est fait; le pays ne reviendra pas en arrière. J'ai assisté à l'enquête de M. Sarraut, et partout, même chez les adversaires de la première heure, l'impôt progressif a fini par être accepté. Il est vrai que la population est ici d'humeur facile, assez encline à admettre le fait accompli, et que la loi, fort sévère dans ses principes, l'est beaucoup moins dans son application. Les réfractaires d'hier seront les partisans de demain.

« Cet ensemble d'observations et de raisons m'engage à croire que la France aurait tout à gagner à l'institution de l'impôt progressif. Pour le moment, le plus sage serait de frapper à la fois le capital et le revenu, comme cela se fait en Suisse. On ne cesse d'effrayer le public français en lui répétant qu'un tel impôt limite les fortunes, persécute les particuliers, chasse les capitaux, saignant un pays aux quatre veines sans décharger pour cela les masses populaires. Eh bien! l'exemple du canton de Vaud, où l'impôt progressif fonctionne depuis douze ans, vous montre que les grandes fortunes n'ont pas cessé de se développer, que les capitaux ne sont point partis, que le nouveau régime fiscal est même devenu très populaire auprès des paysans, et qu'en définitive, chacun a fini par s'habituer à un état de choses, somme toute, assez équitable. N'est-il pas juste que le monsieur qui a des rentes paie pour lui et pour celui qui n'a rien? On dit : les riches s'en iront. L'objection semblerait devoir porter bien plus sur un petit territoire comme le canton de Vaud que sur un grand pays comme la France. Il est si facile, sans rien changer à ses habitudes, de déménager de Lausanne à Genève. Tandis que passer de France en Suisse ou en Italie, c'est une transplantation, presque une émigration. Or les capitalistes n'ont pas quitté

le canton de Vaud; ceux qui sont partis (en petit nombre) sont revenus bien vite. Il est logique de supposer qu'il y aura encore moins d'exodes parmi les richards français. Casaniers de leur naturel, mes compatriotes ne se condamneront pas à l'exil pour éviter de payer un peu plus qu'ils ne paient aujourd'hui. »

Je laisse à M. Édouard Secretan le soin de conclure. Colonel dans l'armée suisse, M. Secretan a écrit des ouvrages militaires, notamment une histoire stratégique de l'*Armée de l'Est*, qui sont des modèles de clarté et d'exactitude. Directeur de la *Gazette de Lausanne*, le *Journal des Débats* de là-bas, il a suivi, jour à jour, la préparation puis l'application de la loi nouvelle, en sorte que ses avis me paraissent acquérir une valeur toute particulière; il y a de grandes chances pour qu'une intelligence aussi clairvoyante et aussi directement informée ait su observer et déduire selon l'esprit de la vérité.

« D'abord, me raconte M. Secretan de sa voix brève de militaire, vous savez que l'impôt progressif a été voté avec toute une constitution et que les radicaux ont profité, pour le faire passer, d'un mouvement politique qui leur était favorable et qui réalisait un ensemble de réformes moins discutées par l'opinion publique. Encore ont-ils reculé devant les conséquences extrêmes du système, puisque au delà d'une certaine limite l'impôt progressif redevient proportionnel. N'empêche qu'au début, les protestations furent très vives. Depuis, le temps a fait son œuvre; la progressivité de l'impôt ne pesant que sur la minorité des contribuables tandis que la majorité en profite, un retour au régime de la proportionnalité n'est pas possible. Les adversaires de l'impôt progressif s'en rendent parfaitement compte; ils ont cessé de protester et subissent l'inéluctable.

« Il reste néanmoins que la progressivité de l'impôt est une mesure arbitraire, puisque l'échelle de la progressivité dépend du bon plaisir des dirigeants. Quelles garanties avons-nous donc qu'elle ne soit pas aggravée tôt ou tard; que de tolérable qu'elle est encore à cette heure, elle ne devienne un jour spoliatrice? D'ailleurs tout impôt personnel est vexatoire parce qu'il introduit le fisc dans les secrets financiers, dans les affaires de famille avec une indiscrétion révoltante. Voyez plutôt quelles mesures il a autorisées à Lausanne : comme on trouvait que le rendement de l'impôt n'augmentait pas en proportion de l'agrandissement de la ville et du développement du bien-être, les commissaires ont été jusqu'à exiger la production des livres de comptes et jusqu'à contraindre les contribuables aux explications les plus minutieuses. Notez que l'impôt personnel une fois introduit, tout le monde est intéressé à ce que le fisc soit renseigné le plus exactement possible afin que chacun paye ce qu'il doit. En sorte que les mesures les plus inquisitoriales sont acceptées du public comme un mal nécessaire. J'ajoute que dans le canton de Vaud, l'impôt est, en général, honnêtement perçu; mais figurez-vous quelle arme puissante une taxe personnelle et progressive peut fournir à une bureaucratie corrompue ou simplement tracassière!

« L'impôt progressif vaudois, brutal en somme, a fait un grand tort au pays. On le cite dans les traités d'économie politique comme un exemple à ne pas suivre, et cela n'est pas fait pour ajouter à notre bon renom. Un certain nombre de contribuables riches, — nous n'en avons pas beaucoup, — ont quitté le pays. D'autres sont restés mais ont mis leurs capitaux à l'abri en achetant des immeubles dans les cantons voisins ou de diverses autres façons. Cette conséquence toutefois est moins sensible dans le canton de Vaud qu'elle ne le serait ailleurs par le fait que, si nous avons une bourgeoisie aisée, relativement considérable, en revanche, les millionnaires semblent assez rares. Une statistique n'en relevait qu'une trentaine y compris les établissements de banque. Puis, ce qu'on ne sait pas et ce qu'on ne saura jamais, c'est le nombre de personnes qu'il a empêchées de venir s'établir dans le pays. On a si bien le sentiment que la mesure a été dépassée qu'on n'ose pas appliquer l'impôt aux étrangers de peur de les faire fuir. La loi qui les exonère vient d'être renouvelée pour dix ans. Et que de capitaux enfin s'en sont allés soutenir des œuvres lointaines au lieu de contribuer à la prospérité du canton! Autrefois à Lausanne, s'agissait-il d'un orchestre à encourager, d'une entreprise à subventionner, on trouvait encore des souscripteurs. Maintenant c'est fini. Tout l'argent disponible a été pris. Les cordons des bourses sont inexorablement noués!

« Bref, pour me résumer, je comprends fort bien que là où l'impôt personnel, progressif ou non, n'existe pas on hésite à l'introduire. Un impôt sur les choses sera toujours préférable à un impôt sur les personnes. »

II

A Genève la loi est moins excessive, aussi le parti avancé la juge-t-elle insuffisante et de nouveaux projets, dont la sévérité rappellera beaucoup le système vaudois, vont-ils être incessamment soumis à la discussion du Grand Conseil. Quoi qu'il en soit, la loi actuelle, et qui s'intitule Taxe mobilière, reste une forme à peine revue et corrigée de cette fameuse Taxe des Gardes que Montesquieu signalait en l'approuvant dans son *Esprit des lois* (1). En principe,

(1) Elle remonte à 1815, à l'année où Genève retrouvait son indépendance. Le gouvernement ayant décrété qu'il rece-

comme l'a fort bien vu M. Marc-Charles Favre dans son *Étude sur le régime des impôts en vigueur dans le Canton de Genève* (1), « cette taxe mobilière n'est autre qu'un impôt direct et progressif sur le capital sous forme mobilière ». Chose assez bizarre et je comprends que les législateurs genevois songent à remédier à un double système aussi discutable, la fortune immobilière est, au contraire, elle, taxée d'après le revenu réel ou évalué tel, et cela sans tenir compte de la valeur des capitaux engagés. De plus, la marche de progressivité étant établie selon des échelles différentes, il résulte qu'un petit rentier possédant 50 000 francs payera, par exemple, 47 francs d'impôt mobilier, tandis que le possesseur d'un modeste immeuble de 50 000 francs devra pour un revenu taxable de 2 185 francs la somme de 82 fr. 87. Vers 200 000 francs les deux sortes de placement auront des charges égales mais au delà, c'est, au contraire, le propriétaire immobilier qui sera avantagé puisque l'impôt qui frappe son revenu cessera d'être soumis au régime progressif. Sans entrer dans plus de détails — mais à ceux qui le regretteraient je recommande l'étude du remarquable ouvrage de M. Favre — on comprend ce qu'un semblable état de choses a d'arbitraire et d'offensant. Sur le chapitre des impôts on ne peut pas dire qu'à Genève, tous les rentiers soient égaux devant la loi et, si j'étais père de famille dans cette bonne petite ville, je sais déjà que j'éviterais les placements immobiliers, sources de tracas, prétextes à charges de toute nature.

Quant à la Taxe mobilière, que nous nous bornerons à décrire ici, sa progressivité est extrêmement bénigne. Les capitaux au-dessous de 3000 francs n'étant pas imposables, elle est ordonnée selon trois catégories; la première allant de 3000 à 50 000 au 1 0/00; la seconde de 50 000 à 250 000 au 2 0/00 et la troisième à partir de 250 000 au 3 0/00. Ce qui astreint, pour préciser, le rentier possédant 150 000 à 247 francs d'impôt et celui possédant 300 000 à 597. Il n'est pas besoin d'être grand clerc en la matière pour comprendre qu'un semblable système pèse surtout sur les fortunes bourgeoises. Une taxe de 47 francs pour une rente de 2 000 francs ne paraît point disproportionnée; de même un millionnaire qui a 80 000 francs à dépenser, par année, n'en voudra pas à l'État de prélever pour la dîme 5 000 et quelques francs tandis que le bourgeois qui s'efforce de faire bonne figure avec un revenu de 8 000 francs trouvera tout à fait abusif de devoir verser, au Département des finances, 347 francs chaque douzième mois. D'où vient cependant qu'il n'a jamais soulevé de protestations parmi les Genevois et que ses seuls adversaires soient les députés de l'extrême gauche qui lui reprochent de mal équilibrer les charges, de favoriser la thésaurisation des grosses fortunes et surtout de ne pas enrichir l'État comme il le devrait?

Tout simplement, je crois, de ce que la déclaration ni l'inventaire après décès ne sont admis par la loi genevoise. C'est le contribuable lui-même qui fixe l'impôt qu'il doit payer. Seule sa conscience le taxe et à part le conseiller d'État chargé de la présidence du Département des finances, personne, vous m'entendez, personne n'a connaissance de sa déclaration.

En théorie, l'idée paraît admirable et je suis persuadé qu'elle excitera toujours les applaudissements du public. Car c'est un fait bien souvent constaté, qu'il suffit d'en appeler aux sentiments de loyauté des masses pour être à peu près certain d'obtenir les suffrages de la majorité. Malheureusement de si beaux discours, de si nobles projets ne semblent pas d'une réalisation facile et il faut ajouter que, dans l'ordre des faits, la taxation privée donna, à Genève, des résultats tellement insuffisants qu'une commission spéciale dut être instituée à seule fin d'examiner les cas où le doute était au moins permis. C'est étrange ce que la conscience des citoyens paraît moins exigeante que ne le seraient les commissaires du plus bénévole des Départements des finances! — Il y a là un mystère de casuistique privée qu'il ne m'appartient pas d'élucider ici. Je ne vais point jusqu'à prétendre que beaucoup de contribuables trompent le fisc en pleine liberté d'esprit. Certes non, mais il est avec la loi des accommodements et, comme disait un mien cousin qui avait beaucoup fréquenté M. Jérôme Cognard, il y a deux sortes de vérités : la vraie, qui est simple, et l'autre, qui est commode. M. Favre estime qu'à Genève « la fortune mobilière s'est soustraite dans une large mesure à l'impôt ». Depuis 1870, la progression du rendement n'est nullement en rapport avec l'augmentation probable de la richesse privée. Et M. Favre, après avoir énuméré quelques-uns des moyens employés couramment par les petits ou les gros rentiers de Genève pour éviter les taxations plus fortes des catégories supérieures, finit par croire que la moitié à peu près de la fortune totale du pays réussit de la sorte à échapper aux sévérités de l'impôt progressif.

Étant donné qu'un tel état de choses, s'il ne les légitime pas, autorise du moins des accusations aussi graves, l'opinion de ceux qui y sont opposés semblait, tout d'abord, curieuse à consulter. Le véritable leader du parti avancé m'ayant promis une consultation, je ne crus pouvoir espérer d'être mieux informé. Cependant la maladie empêcha, de longues

vrait des contributions volontaires pour la mise en défense de la ville redevenue libre, les Genevois tinrent à honneur de participer volontairement à cette œuvre nationale. Transformée bientôt en impôt et devenue obligatoire, cette loi n'en continua pas moins à être fidèlement observée par les Genevois de toutes conditions.

(1) 1 vol. J. Carey imprimeur, Genève, 1890.

semaines, M. Alexandre Gavard de donner suite à son projet. On sait, ensuite, dans quelle crise subite le grand pédagogue fut emporté alors qu'il venait demander la guérison au climat doré de Nice. Ainsi qu'il l'a remplacé à la tête du parti avancé et à la présidence du Département de l'instruction publique, M. Georges Favon a bien voulu le remplacer ici. Sans avoir peut-être un programme ni des convictions politiques aussi nets que son ancien ami Alexandre Gavard, M. Georges Favon est un des esprits les plus intelligents et les mieux préparés de la Genève d'aujourd'hui. Professeur à la faculté de droit, rédacteur en chef de la gazette de son parti, orateur populaire et homme politique toujours prêt à payer de sa personne et de sa parole — il mérite bien d'être dans toute l'acception du terme le successeur de M. Gavard. D'autre part, c'est un causeur brillant qui aime fort les belles-lettres et se souvient, sans déplaisir, qu'il débuta par un volume de vers, une gerbe de *Pervenches* que les années n'ont point encore fanées.

Au Département de l'instruction publique, dans le bureau sévèrement tendu de vert que décorent quelques toiles un peu surannées des peintres suisses du commencement du siècle, assis devant la table ministérielle, M. Favon m'écoute et dès mes premières paroles il paraît prendre le plus vif intérêt aux questions de cette enquête. Certes, il n'éprouve aucune hésitation à m'assurer qu'il est l'adversaire déclaré de la loi en vigueur : « D'abord elle est hybride puisqu'elle reste progressive pour le capital mobilier et proportionnelle pour le capital immobilier. La première chose qui importe est donc de frapper, d'égale manière, les divers modes de placement : d'avoir une loi au lieu d'en avoir deux. Et cette loi type devra, mais sans exagération, être loyalement progressive, car il n'y a pas à se dissimuler que, dans le système actuel, les fortunes bourgeoises sont plus lourdement frappées que les revenus millionnaires. M. Favon me cite des chiffres analogues à ceux que j'ai reproduits plus haut. J'en profite pour lui demander s'il croit à la parfaite sincérité de déclarations que l'État n'a pas qualité pour contrôler. — Peut-être, c'est-à-dire sans doute, et je devine que M. Favon craint de m'avouer sa secrète pensée. D'ailleurs, il est optimiste; les poètes le sont parfois, et, réflexion faite, il préfère se retirer derrière cette formule adroite qu'il y a, parmi les contribuables, plus de sincérité qu'on ne le pense et plus de dissimulation qu'on ne le dit. »

Ce qui l'engage à formuler sa seconde objection : « Le système actuel ne rapporte pas assez. Car, il faut le savoir, Genève, depuis quinze ans, est en crise de transformation. La grave et savante cité de Calvin devient peu à peu une ville moderne propice au commerce et à l'industrie. De tous côtés, dans nombre de domaines, ce sont de nouvelles œuvres sociales à instituer et à entretenir. Aujourd'hui, une école ménagère et demain un Technicum. Ainsi, d'année en année, augmentent les charges du budget. L'État se voit donc dans l'absolue nécessité de trouver de nouvelles ressources. A qui s'adressera-t-il? Sera-ce aux contribuables modestes qui ont déjà tant de peine à faire face aux exigences de la vie? N'a-t-il pas, au contraire, mille fois raison de frapper ceux qui ayant plus de ressources sont aussi mieux à même de jouir des avantages que l'État offre à la société? Croyez-moi, l'impôt progressif est un signe des temps, une nécessité sociale. Peu à peu, tous les gouvernements y arriveront. Il est dans la logique des choses. »

Et comme je reprenais l'éternelle objection : il aboutit pourtant à la limitation de la propriété, M. Favon ne craignit pas de me répondre par cet exposé de principes plutôt socialistes : « Mais la limitation de la propriété est une chose nécessaire. Car la propriété n'est point une fonction privée laissée à l'initiative d'un chacun mais une fonction d'intérêt public que l'État a le droit et même le devoir de régler. Vous reconnaissez la théorie de Rousseau dans le *Contrat social*? Certes, la propriété individuelle est un stimulant nécessaire pour mettre en activité toutes les énergies du citoyen, mais elle a pour limite l'intérêt public, et, du moment que ce dernier exige qu'elle soit sacrifiée aux besoins de la société, elle doit l'être sans hésitation. »

Il faut donc accepter l'inventaire après décès? — « En principe, oui, me déclare M. Favon, l'inventaire après décès est juste; il est légitime que le gouvernement puisse avoir la preuve que le contribuable a, sa vie durant, donné à César ce qu'il devait à César. Cependant, il faut reconnaître que dans son application, l'inventaire après décès présente de sérieuses difficultés. Il a un caractère inquisitorial qui s'accorde mal avec l'esprit républicain. Les paysans le trouvent vexatoire; il rencontre les plus vives oppositions dans la bourgeoisie. Un pays qui l'adopte ne doit l'appliquer qu'avec une extrême prudence. »

Alors, puisque, à Genève, le système actuel est jugé insuffisant et que le parti avancé, représenté ici par M. Favon, fonde de grandes espérances sur l'établissement d'un système d'impôts progressifs à peine moins sévère que celui en vigueur dans le canton de Vaud, une dernière question me restait à poser : — La France aurait-elle aussi à gagner à l'adoption du régime progressif? — « D'une manière générale, me répond le conseiller d'État, les méthodes doivent varier selon les milieux. Il me semble très difficile, pour ne pas dire impossible, de régir un vaste pays comme la France, composé de populations aussi dis

semblables, d'après un système d'impôts uniforme. Telle loi qui donnerait d'excellents résultats en Auvergne ou en Dauphiné paraîtrait inapplicable en Bretagne ou en Normandie. Les populations du Midi, ardentes et indisciplinées, auront toujours de la peine à accepter les lois auxquelles, sans révolte, se résigneront les provinces du Nord plus amies de l'épargne et de la paix. Je tiens toutefois à ajouter que rien n'est moins équitable que votre système d'impôts, basé sur les signes extérieurs, car rien ne peut mieux induire en erreur sur la richesse privée que le décor de la vie journalière. » — Et, pour traduire sa pensée avec une netteté plus expressive, M. Favon termine par cette image d'écrivain : « Voyez plutôt où nous irions avec de tels principes? Vous connaissez, comme moi, nombre d'employés ou de petits rentiers qui ont à cœur d'être vêtus avec un certain luxe et quelques millionnaires, artistes ou originaux, qui affectent, au contraire, une tenue des plus débraillées. Pourtant si l'on s'avisait de taxer les uns et les autres d'après le système cher à M. Méline, les premiers devraient payer plus que les seconds. Il n'y a pas lieu d'insister; un tel principe mène à l'absurde et la France se doit à elle-même de l'abandonner sans retard. »

M. Gustave Ador, chef reconnu du parti modéré, délégué de la Suisse à l'Exposition de 1900, ayant été de longues années président du département, c'est-à-dire ministre des Finances genevoises, il importait également et beaucoup de connaître sur toutes ces questions les avis de son expérience. Voici quelques-unes des réponses qu'il voulut bien faire à mes questions. Je recopie la majeure partie d'une lettre-mémoire de M. Ador, puisque à mon vif regret des circonstances privées m'empêchèrent de rencontrer, à Genève, l'homme politique dont les adversaires eux-mêmes sont obligés de reconnaître l'activité et la clairvoyance.

D'abord, sur la manière dont se perçoit l'impôt. (Les remarques qu'on va lire sont en opposition directe avec les calculs de M. Favre, mais il faut rappeler que M. Ador étant partisan du maintien de la loi actuelle, craindrait sans doute de la charger de trop graves accusations.) « Ma conviction, écrit-il donc, — basée sur une expérience de douze ans, — est que la déclaration volontaire, véritable appel à la bonne foi du contribuable, donne des résultats que l'on n'obtiendrait certainement pas avec un système ayant plus ou moins dissimulé un caractère inquisitorial ou vexatoire. Notre taxe mobilière est, en général, loyalement payée par les contribuables grands ou petits. Les Genevois qui rentrent au pays, après fortune faite, s'empressent de venir déclarer spontanément leur nouvel avoir à l'administration des finances. J'ai vu des contribuables venir verser, de leur propre chef, un supplément de taxe après s'être aperçus d'une erreur dans l'évaluation de leur fortune. Il n'y a pas longtemps qu'une personne restée inconnue a fait verser à un établissement de bienfaisance une petite somme dont elle avait, par inadvertance, fait tort à l'État en payant sa taxe mobilière.

« Toute cette organisation, d'ailleurs, a quelque chose de familial et d'intime. Ainsi des doutes s'élèvent-ils dans l'esprit du chef du Département des finances sur la sincérité de telles ou telles déclarations qu'il convoque aussitôt le contribuable, cause avec lui, et en lui expliquant le véritable fonctionnement de la loi essaie de l'amener à reconnaître son erreur. En cas de mauvaise foi évidente, la commission taxe d'office sinon, à l'ouverture de la succession du contribuable, les héritiers sont passibles d'une assez forte amende. Tout cela suppose un contrôle incessant exercé par le Département des finances au moyen de tous les renseignements qu'il possède : contrats de mariage, déclarations de successions, transactions immobilières, hypothèques, etc.

« Les Suisses d'autres cantons qui viennent s'établir à Genève payent aussi loyalement la taxe mobilière. Ils payent, en général, beaucoup moins que dans leur canton d'origine et j'en ai vu plusieurs s'étonner du peu qu'on leur réclamait en comparaison de ce qu'ils auraient eu à payer ailleurs. Les étrangers qui viennent exercer un commerce ou une industrie à Genève ont plus de peine à s'habituer au fonctionnement de la loi. On n'aime pas comprendre dans son actif mobilier, servant à déterminer la qualité de la taxe, la valeur d'un commerce ou celle des marchandises en magasin. Cette remarque, d'ailleurs, est générale; elle s'applique à tous; cette partie de la loi est la moins scrupuleusement observée. »

Quant à la loi elle-même, à ses défauts et à la manière dont on pourrait les corriger, voici comment s'exprime M. Ador avec toute la netteté désirable :

« La loi actuelle ne restera pas longtemps sans être revisée. Les besoins de l'administration allant à Genève, comme partout, en augmentant, on voudra faire rendre davantage à cet impôt. Je ne conteste pas qu'on ne puisse y apporter quelques améliorations de détail, établir quelques catégories intermédiaires, élever peut-être de 3 à 3 fr. 50 p. 100 le taux maximum pour la partie de la fortune dépassant 600 000 ou 700 000 francs. J'ai, moi-même, collaboré à plusieurs études de revision de nos lois d'impôts et admis un léger relèvement dans le rendement de la taxe mobilière. Mais si l'on voulait arriver à des mesures coercitives ou vexatoires ; introduire l'inventaire obligatoire après décès; ne pas prendre pour base la bonne foi du contribuable (quitte à la con-

trôler), j'ai la conviction que le rendement de l'impôt diminuerait. Il en serait de même si l'on établissait une échelle progressive trop élevée en vue de frapper plus directement les grosses fortunes mobilières.

« Le fisc deviendrait l'ennemi; on dissimulerait tout ou partie de sa fortune et le capital mobilier imposable échapperait aux investigations les plus rigoureuses de l'État. Car la fortune, mobilière peut aisément disparaître et il n'y a pas de contrôle qui permette de suppléer à la conscience et à la bonne foi du contribuable. A Genève, d'ailleurs, il suffirait du déplacement d'une cinquantaine de fortunes pour bouleverser du tout au tout le rendement de l'impôt. Il y a donc intérêt à conserver un système patriotiquement accepté par les capitalistes et à ne jamais mettre ces derniers, par l'exagération de l'impôt, dans la tentation de s'y soustraire soit totalement, en changeant de domicile, soit partiellement, en falsifiant leurs déclarations. »

Pour terminer par des paroles de bon sens cette enquête, où tant d'idées et tant d'observations se contredisent les unes les autres, montrant l'extrême difficulté de s'orienter vers la vérité au milieu de questions aussi complexes, — je résolus d'interroger un de ces hommes revenus de l'opportunisme de l'esprit de parti, spectateur désintéressé des choses de la vie, dont le calme bon sens et la juste philosophie pouvaient fournir, sur tous ces problèmes, les solutions les moins discutables. Je pensais déjà à M. Ernest Naville, le subtil analyste des mystères de la conscience, le noble penseur qui défendit si justement tant de pures et grandes idées. Comme on irait prendre conseil d'un maître et d'un sage, je suis donc allé l'interroger, à quelque distance de Genève, dans la campagne fleurie où il passa les premières semaines de ce dernier octobre. La journée était merveilleuse, une symphonie d'automne d'un charme inexprimable. Devant les corbeilles violettes du jardin silencieux, j'entends encore la voix si claire du vieux philosophe m'exprimer, avec une lucidité convaincante, diverses propositions que je vais me borner à recopier puisque M. Ernest Naville voulut bien prendre la peine de les rédiger lui-même à l'usage des lecteurs de la *Revue Bleue*.

« L'impôt proportionnel pour tous est un progrès sur les anciens privilèges de la noblesse et du clergé. Mais, dans mon opinion, un impôt, pour être bon, doit frapper des valeurs directement constatables; par exemple les immeubles, les transmissions de valeurs mobilières, etc. Quant à celui qui repose sur la déclaration de la fortune individuelle, il est mauvais : 1° parce qu'il nécessite des inquisitions de l'État dans la vie privée des citoyens qui sont des atteintes à la liberté républicaine; 2° parce qu'il crée de puissantes tentations de mensonge, engageant les contribuables à tromper le fisc en falsifiant le montant de leur fortune personnelle. »

Ici M. Naville interrompt sa lecture et, avec d'autres paroles, m'explique qu'établir une telle loi c'est introduire dans un pays un sûr levain de démoralisation. Le dommage, déjà discernable dans de petits pays comme la Suisse, où chacun vit pourtant au grand jour, en quelles fâcheuses proportions ne s'augmenterait-il point parmi les vastes agglomérations des grandes villes françaises? parmi les pépinières des milieux industriels ou des ports de mer? Instituer l'impôt progressif c'est donc, en toute vérité, engager le peuple à la dissimulation; c'est lui apprendre les pires subtilités de l'art du mensonge.

« Mais le pire, ajoute M. Naville, reprenant sa lecture, c'est l'impôt qui, comme à Genève, frappe le capital, abstraction faite du revenu qu'il peut ou ne peut pas produire. D'abord parce que le sentiment de la justice est blessé par une mesure aussi arbitraire. Remarquez en effet, par exemple, que trois capitaux de même importance, dont l'un rend le 7 p. 100, le second le 2 p. 100 et le troisième le 0 p. 100, doivent cependant, de par cette mesure inique, payer le même impôt. Ensuite, seconde conséquence tout aussi fâcheuse, cette disposition porte à préférer des valeurs rendant un gros intérêt, et par conséquent hasardeuses, aux valeurs sûres, rendant un intérêt moindre, puisque dans les deux cas la somme à payer à l'État reste la même. »

En sorte qu'ici encore, m'explique le philosophe clairvoyant, l'État sortant du rôle, qui devrait être le sien, d'encourager les pères de famille à vivre dans le vrai sans céder aux trompeuses espérances des placements à gros dividendes, devient, au contraire, un agent démoralisateur, engageant les contribuables à prêter leurs fonds aux tentatives aléatoires, à toutes les folles aventures des Panamas et des mines d'or.

« Bref, finit M. Ernest Naville, et cette étude ne saurait avoir de conclusion rendant mieux ma pensée, — l'impôt progressif, appliqué avec modération, comme il l'est à Genève, n'a pas soulevé de réclamations bien vives, mais dans le canton de Vaud où le régime est plus sévère, il a eu de très fâcheuses conséquences. D'ailleurs, d'une manière générale, il ne faut pas approuver l'impôt sur le revenu, et il convient de considérer comme très mauvais l'impôt sur le capital, qui n'a point, pour base, le revenu que produit ce capital. »

X.

ÉCRIVAINS ESPAGNOLS CONTEMPORAINS

Madame Pardo Bazan.

Il y a quatre ans, je me trouvais à Madrid à l'époque de la semaine sainte. On sait combien, en Espagne, ces jours de deuil religieux sont scrupuleusement observés. Les femmes s'habillent de robes sombres et ne portent que la mantille noire. Dans les églises la foule se presse aux offices, et devant la chapelle où est exposé le tombeau du Christ les fidèles agenouillés prient et pleurent. Dans les rues, pas une voiture : la circulation en est interdite du jeudi saint au dimanche de Pâques, et la ville silencieuse paraît plongée dans une morne tristesse. Les journaux se mettent à l'unisson : ils renoncent à leurs « matières » habituelles et ne publient que des morceaux de circonstance, comptes rendus de cérémonies sacrées, extraits de sermons, récits édifiants souvent dus à la plume d'écrivains illustres, un Echegaray, un Galdos, un Picon. Cette année-là, le vendredi saint, l'*Imparcial* donnait entre autres une nouvelle très originale, très colorée, très pathétique, intitulée *la Soif du Christ*.

L'auteur y retraçait une des dernières scènes de la Passion. Jésus, attaché à la croix, laisse échapper le cri de souffrance : J'ai soif ! La Madeleine, prosternée à ses pieds, entend ses plaintes, et, dans l'excès de sa douleur, elle cherche à étancher la soif du divin supplicié. D'abord elle lui présente une eau limpide et fraîche : mais Jésus la refuse. Elle lui offre ensuite un vin précieux, et il le repousse aussi. Puis le nectar que buvaient les dieux de l'Olympe, puis le sang de ses bourreaux. Mais, lui, rejette avec horreur ces odieux breuvages. Alors la Madeleine croit que Jésus se retire d'elle, et le souvenir de ses désordres, de ses folies, de tout ce passé que le pardon du Seigneur lui avait fait oublier, lui remontant à la mémoire, elle se prend à pleurer amèrement. Et ses larmes de repentir sont agréables à Jésus, car c'est d'elles qu'il avait soif et c'est pour les arracher aux pécheurs qu'il avait voulu souffrir et mourir avec ignominie..

Ce récit symbolique était signé d'un nom célèbre en Espagne, celui de Mme Emilia Pardo Bazan.

Le lendemain la *Correspondencia de España* attaquait avec une extrême violence Mme Pardo Bazan, et lui reprochait d'avoir commis une grave inconvenance, plus encore une véritable impiété, en prêtant aux deux héros de sa nouvelle des sentiments d'affection humaine, car elle les représentait, disait le critique, *casi como dos enamorados*. Et Mme Pardo Bazan de prendre sa meilleure plume, et de répondre dans le *Heraldo* par un maître article où, après avoir raillé spirituellement son adversaire de prendre à témoin Strauss et Renan qu'il n'avait sans doute jamais lus, elle concluait ainsi :

« Mais en voilà assez sur ce chapitre. Si tout le monde ne saurait avoir assez de science ni d'autorité pour lancer les anathèmes et les excommunications, le premier venu peut en revanche jeter les semences de cette plante empoisonnée qui pousse même sur la roche dure et qui s'appelle la calomnie. Pardonnons à celui qui la sème par ignorance plus encore que par malice, et soyons bons chrétiens en cela du moins, si nous ne le sommes pas dans le reste. »

Le souvenir de cet incident de polémique littéraire m'est revenu à l'esprit quand j'ai su que Mme Pardo Bazan allait venir à Paris donner une conférence, et si je le rappelle ici, c'est parce qu'il me semble que son tempérament s'y révèle tout entier, avec son mélange de réalisme et de mysticisme, son humeur combative, son énergie quasi virile. Femme d'un esprit fin et charmant, assurent les habitués de ses *tertulias*, elle a écrit des œuvres pleines de force et qu'auraient pu signer les plus vigoureux romanciers de l'Espagne contemporaine, un Pereda, un Perez Galdos. La puissance de son talent, l'admiration dont elle est entourée en son pays, le crédit qui s'attache à son nom dans les pays étrangers, tout nous invite à la faire connaître aux lecteurs de la *Revue Bleue*. Certes nous n'avons pas la prétention, en ce bref article, d'épuiser un sujet qui mérite de tout autres développements. Nous voudrions seulement saisir l'occasion de sa présence parmi nous pour donner une idée sommaire de son œuvre et tenter d'esquisser quelques traits de sa physionomie.

*
* *

Mme Pardo Bazan est née à la Corogne, en cette province de Galice hérissée de montagnes abruptes, battue par les flots de l'Atlantique, pays tourmenté, sauvage, grandiose. Et si les premiers spectacles qui frappent les yeux de l'enfant laissent en son esprit une empreinte ineffaçable, peut-être doit-elle en partie la vigueur de son talent à cette influence mystérieuse qu'exercent sur nous les choses qui nous entourent. Andalouse, elle n'eût pas eu sans doute ces accents vibrants, ces cris de passion, ces révoltes contre la fatalité, qu'on note çà et là dans ses livres : la terre souriante qu'arrose le Guadalquivir n'inspire pas de semblables pages, et ce n'est pas sur ce ton que s'exprime le précieux et subtil écrivain que Cordoue a donné à l'Espagne, M. Juan Valera, l'auteur de *Doña Luz* et de *Pepita Jimenes*.

Dès sa jeunesse, Mme Pardo Bazan se sent attirée vers les lettres : elle célèbre en vers ardents les victoires des Espagnols au Maroc et lit avec passion tous les ouvrages qu'elle peut trouver. A Madrid, où

la conduit son mariage, elle assiste en témoin ému à la révolution qui renverse Isabelle II, mais sans cesser un instant ses études et ses lectures. Esprit lucide et ferme, elle ne borne pas sa curiosité aux poètes et aux romanciers : tout l'intéresse, la politique, les sciences, la philosophie. Des voyages en France, en Angleterre, en Italie viennent compléter cette science livresque, et c'est avec un esprit singulièrement mûri, quoique toute jeune femme encore, qu'elle entre elle-même, en 1876, dans la carrière littéraire en publiant divers essais de critique qui attirent immédiatement l'attention sur elle.

Dès lors, les œuvres se succèdent : articles de journaux et de revues, nouvelles, contes, romans naissent en foule de cette plume alerte. Après *Pascual Lopez* (1879), après *Un Viaje de novios* (1881), après *El Cisne de Vilamorta* (1885), elle remporte un éclatant triomphe avec une œuvre capitale, *Los Pazos de Ulloa* (1886). L'année suivante, un nouveau roman, qui est comme la suite du précédent, *La Madre naturaleza*, provoque des discussions passionnées. Elle donne encore *Insolacion* (1889), *Morriña*, *Una Cristiana*, *La Prueba* (1890), et c'est hier que je lisais, dans la *España moderna*, *El Saludo de las brujas* et les *Mémoires d'un célibataire*.

De ces œuvres nombreuses, quelles idées essentielles se dégagent, quelle est la philosophie de l'auteur, quelles sont ses affinités littéraires, c'est ce que nous voudrions examiner en peu de mots.

*
* *

A l'heure où Mme Pardo Bazan débutait dans la littérature, le naturalisme triomphait en Espagne comme en France. Les œuvres de Flaubert, des Goncourt, de M. Zola avaient franchi les Pyrénées et excité chez nos voisins un vif enthousiasme. Le pays où est né le roman picaresque, cette peinture si frappante de la vie réelle avec ses petitesses, ses misères, ses ridicules et ses vices, devait, en effet, être séduit par les théories d'une école qui déclarait renoncer aux fictions romantiques pour s'attacher à la seule vérité. Aussi les écrivains de cette époque s'inspirent-ils directement de l'auteur des Rougon-Macquart. Son influence est visible dans les écrits d'Ortega Munilla et de Palacio Valdès. On y retrouve ce pessimisme absolu, cette croyance au déterminisme, à l'inflexible hérédité des passions et des vices aussi bien que des tares physiques, cette impassibilité devant le mal, cette incrédulité devant le bien qui composent à peu près toute la philosophie des naturalistes.

Mme Pardo Bazan fut entraînée dans ce mouvement sans pourtant s'asservir, comme tel de ses compatriotes, à une imitation étroite. Ses goûts personnels la rattachaient plutôt au naturalisme espagnol traditionnel, qui ne se contente pas d'exposer les laideurs et les vulgarités de l'existence, mais fait place aussi aux idées nobles, aux sentiments élevés. S'il est probable qu'elle doit quelque chose au chef du cénacle de Médan, elle est, j'imagine, plus redevable encore aux « novelistas » qui ont écrit *Lazarille de Tormes*, *Don Guzman d'Alfarache* et *Don Quichotte*. Ajoutons qu'en dépit de son désir de faire vrai, elle ne pouvait réprimer entièrement les fantaisies d'une imagination exubérante et introduisait dans ses récits des éléments romanesques à rendre jaloux Victor Hugo. Un critique espagnol (1) l'a remarqué : le docteur O'Narr, l'un des héros de *Pascual Lopez*, est proche parent de Gilliatt, l'homme à la pieuvre. Et le même écrivain s'étonnait, non sans raison, que, dans ce roman, Mme Pardo Bazan nous présentât avec sérieux un alchimiste convaincu au siècle de Lavoisier et de Dumas !

Mais dès sa seconde œuvre, ces écarts d'imagination disparaissent. L'action perd de son importance au point d'être souvent même complètement interrompue. Les jeunes mariés qui accomplissent leur voyage de noces ne paraissent guère qu'un prétexte pour l'auteur de discuter les questions les plus diverses, d'une manière d'ailleurs toujours originale et brillante, et sous une forme volontairement voisine du style poétique.

C'est un retour au naturalisme que marquent le *Cygne de Vilamorta* et aussi *Los Pazos de Ulloa*. Mais tandis que, dans le premier de ces deux romans, Mme Pardo Bazan s'attarde à nous montrer des types par trop répugnants et auxquels nous ne pouvons vraiment pas nous intéresser, elle atteint à une haute intensité d'émotion dramatique avec le second, qui, jusqu'à présent, reste peut-être son œuvre la plus forte.

Los Pazos de Ulloa pourrait porter comme sous-titre « la fin d'un monde ». L'auteur nous y fait assister à l'irrémédiable déchéance de l'antique famille des Moscosos, qu'entraînent vers l'abîme la médiocrité intellectuelle et la misère morale de son dernier représentant. Et le tableau est d'un extraordinaire relief : jamais on n'a mieux retracé la lente agonie d'une race qui meurt. « Dans le descendant dégénéré des Moscosos, écrit le même critique, dans ce noble qui n'a hérité de ses ancêtres ni la bravoure, ni la générosité, ni même l'élégance des manières, mais seulement l'humeur despotique du seigneur féodal ; dans ce marquis rivé par de vicieux instincts à une maîtresse de bas étage dont les caresses l'ont arraché à son épouse légitime ; dans cet être ridicule, jouet d'une meute de parasites et de valets, bafoué, berné dans tous ses projets, échouant piteu-

(1) Le Père Blanco.

sement même dans sa candidature aux Cortès, est vraiment personnifiée la décadence d'une race : on assiste, pour ainsi dire, aux funérailles de l'aristocratie historique. »

Le seul reproche qu'on puisse faire à cette œuvre puissante, c'est le même que nous adressons d'ordinaire aux autres romans espagnols, et, pour tout dire, aux romans étrangers en général. Il est plus touffu que ne le comporte le goût français. Habitués que nous sommes à une rigueur plus grande de composition, nous nous trouvons toujours un peu désorientés par la multitude de personnages qui s'agitent autour des héros, par la complication des événements, par le luxe de détails épisodiques, toujours curieux sans doute, mais qui, à notre sens, surchargent un peu le sujet. En France, on conçoit volontiers le roman à la façon d'une pièce de théâtre : une intrigue simple, claire, rapide; peu de personnages; des faits en petit nombre habilement choisis pour mieux mettre en lumière l'idée générale qui a inspiré l'œuvre et pour amener le dénouement vers lequel on marche. Les étrangers cherchent plutôt à représenter dans leurs récits l'extrême complexité de la vie : de là les menues descriptions dans lesquelles ils se complaisent, la foule des êtres qu'ils font agir, les brusques arrêts que subit « l'action » et qui retardent « la conclusion ». C'est bien ainsi en effet que les choses se passent dans la réalité, et les affaires engagées traînent d'ordinaire un fort long temps avant de se dénouer, par suite d'incidents, souvent très insignifiants, qui viennent à la traverse. Mais précisément le Français aime à simplifier en supprimant tous ces faits de médiocre importance pour ne conserver que l'essentiel.

On ne saurait, en vérité, en vouloir à Mme Pardo Bazan de ne pas comprendre, étant Espagnole, le roman à la mode française. Et puisque sa conception est différente de la nôtre, nous devons donc la juger sur ce qu'elle a voulu faire et non sur ce que nous voudrions qu'elle eût fait. Cela étant, nous pouvons louer sans restriction les tableaux épisodiques dont elle a parsemé son œuvre : tous ont de la couleur et de la vie, tous constituent des scènes prises sur le vif et rendues avec un singulier bonheur. Rien de plus plaisant, par exemple, que la description de la lutte électorale entre les partisans du marquis et ses adversaires, les ruses, les surprises, les manœuvres de la dernière heure, et, pour finir, l'escamotage de l'urne par le terrible Trampeta, le chef du comité révolutionnaire. A côté de cela, de pittoresques croquis de paysages galiciens et des pages charmantes sur la vie paisible qu'on mène au village.

Le succès de *Los Pazos de Ulloa* devait encourager Mme Pardo Bazan à persévérer dans la même voie. Elle songea donc à donner une suite à son roman et publia *La Madre naturaleza*. Le titre fait deviner le sujet. C'est le triomphe de la nature, force aveugle et irrésistible, sur des êtres abâtardis, dénués de volonté comme de sens moral, et incapables de résister aux impulsions de leurs instincts. Le marquis de los Pazos a eu deux enfants, un fils légitime de sa femme Nucha, une fille naturelle de sa maîtresse Isabelle. Entre ce frère et cette sœur, la fatalité fait naître un amour incestueux, et ni l'un ni l'autre n'ont la force de repousser ce sentiment criminel. La jeune fille a beau, après sa chute, se regarder elle-même avec horreur et maudire sa coupable passion, elle ne peut s'empêcher d'aimer encore ce frère dont elle est la complice désolée, mais non repentante.

Les œuvres postérieures, notamment *Una Cristiana*, semblent marquer une évolution dans les idées de Mme Pardo Bazan. Elle sent, cela est certain, que les doctrines naturalistes ont fait leur temps, qu'on est las d'un genre qui se complaît dans la peinture des vices et des laideurs et qui écarte, de parti pris, tout ce qui pourrait consoler l'homme de sa faiblesse et le relever à ses propres yeux. La tendance idéaliste, si marquée en France depuis quelques années, se manifeste également chez nos voisins. On en peut juger, par exemple, en comparant les derniers ouvrages de M. de Pereda, et entre autres *Peñas arriba*, avec ceux qui les ont précédés comme la *Puchera* ou même *Sotileza*, cette œuvre si saine d'ailleurs, mais si riche en tableaux réalistes. Mme Pardo Bazan n'est pas restée insensible à cette influence nouvelle. Ses plus récents romans en sont la preuve. Dans l'un des derniers, *le Salut des sorcières*, la théorie naturaliste paraît presque complètement oubliée. La force aveugle du destin n'a que peu de part dans les luttes morales qui déchirent l'âme du principal héros, Philippe-Marie, le prétendant exilé auquel des voix prophétiques ont prédit, comme à Macbeth, qu'il serait roi. Quand on le voit hésiter entre l'appel de l'ambition qui lui montre la couronne de Dacie à conquérir, et les sollicitations de l'amour qui, sous les traits de l'exquise Rosario, cherche à lui faire préférer le bonheur caché et paisible, on songe plutôt aux personnages de la tragédie classique qui luttent et qui souffrent, qu'aux êtres inconscients, dénués de volonté, véritables mannequins que nous présente le naturalisme.

A l'heure actuelle, Mme Pardo Bazan est en pleine possession de son talent. Aux qualités de premier ordre que révélaient ses premiers ouvrages : puissance d'observation, profondeur d'analyse, vérité dans les peintures, richesse et force d'expression, elle est en train d'en ajouter d'autres, s'il est permis de noter comme un progrès un choix plus sévère dans les sujets, une rigueur plus grande dans la

composition, un goût plus sobre et plus sûr dans la recherche du détail. Aussi bien son nom brille aujourd'hui au premier rang parmi cette pléiade d'écrivains qui maintiennent dans le monde la gloire littéraire du pays de Cervantès.

JACQUES PORCHER.

LA VIEILLE MAISON [1]

III

Plusieurs années s'étaient écoulées.

Un froid aigre de décembre tenait fermée la double porte vitrée; la terrasse semblait ainsi exclue de l'intimité de la famille; pourtant elle y pénétrait encore, mystérieuse et profonde, à travers la limpidité du cristal; dans la nuit se tordaient les rameaux dénudés de la glycine, dont quelques-uns se profilaient sur la fenêtre dans l'attitude indécise d'un ami qui voudrait entrer et qui n'ose pas.

Les deux sœurs brodaient, à la lumière d'une lampe antique au pied de bronze et à l'abat-jour de soie verte tendu sur une monture d'ébène. Par instants, Anna laissait l'aiguille inactive et sa pensée vagabonde lui faisait tourner les yeux vers la pénombre de la terrasse. Le secret qu'elle avait découvert n'était pas, au cours des années, sorti de ses lèvres, mais la solitude morale que ce secret lui imposait rendait toujours plus difficiles ses rapports avec sa sœur.

Cette antipathie instinctive du sang, dont sa sensibilité l'avait avertie avant même que le hasard mît entre ses mains les documents relatifs à la naissance d'Elvire, croissait avec l'âge et le développement des goûts complètement différents. Elle savait à présent pourquoi, en voyant la main d'Elvire appuyée sur le livre, elle se sentait au cœur un mouvement de révolte; elle savait pourquoi cette main épaisse, forte, aux articulations presque grossières, lui paraissait un outrage à la mémoire de cette autre main vénérée dont elle ne pouvait se rappeler l'attouchement léger et brûlant sans frémir des pieds à la tête; et, quand sa sœur disait : *notre père*, le sang lui montait à la tête, allumant dans ses yeux une flamme de haine, elle se sentait forte de son droit et de son immense amour.

Vainement, en examinant Elvire, le portrait de la mère et en s'examinant elle-même, cherchait-elle un trait qui, abstraction faite du sang des Lamberti, lui révélât l'étroite parenté. La femme qui les avait portées toutes deux dans son sein n'avait rien cédé de sa personnalité ni à sa première, ni à sa seconde fille; comme sur le pastel où manquait la lumière du regard, il manquait au fruit de ses entrailles l'empreinte de sa passion. Elles étaient donc complètement étrangères de corps et d'âme. La petite âme calculatrice de l'inconnu se développait en Elvire sous l'influence d'une beauté florissante et superficielle qu'Anna interrogeait avec terreur, craignant d'en voir surgir, avec des traits précis, le fantôme contre lequel elle se débattait désespérément. Tout, dans l'âme de la jeune fille, révélait l'irritante médiocrité de celui qui avait écrit la lettre funeste, et la pensée qu'Elvire était innocente ne diminuait pas la rancune d'Anna. Elle ne pouvait oublier. Si, à certains moments, elle croyait y avoir réussi, un geste d'Elvire, une expression étrange à son oreille lui faisaient sentir au cœur les morsures d'une jalousie farouche.

Regardant au dehors vers l'obscurité de la terrasse, Anna, qui avait encore laissé tomber l'aiguille, murmura comme pour elle seule :

— Quel charme attirant dans les ténèbres. Il me semble qu'elles renferment les mystères du monde, de l'univers entier.

— Oui, répéta Elvire, un charme attirant.

L'accent parut faux à Anna qui n'acheva pas sa pensée à haute voix, éprouvant toujours une grande répugnance à s'ouvrir à qui ne la comprenait pas. Pour elle, les paroles n'avaient aucun sens si elles ne répondaient pas à une vibration intime.

M. Pompée, qui s'était assoupi dans un fauteuil au coin du feu, ouvrit tout à coup les yeux, et pour qu'on ne le soupçonnât pas d'avoir dormi, il prononça avec dignité cet apophtegme :

— C'est presque toujours dans les ténèbres que se commettent les crimes.

Anna se leva et alla appuyer le front contre les vitres. Deux ou trois étoiles trouaient la voûte du firmament; et sur la terrasse on ne distinguait plus rien. D'ordinaire, les âmes accessibles à la pitié comme la sienne auraient pensé aux malheureux errants par une nuit comme celle-là par les rues, peu sûres à cette heure, loin de tout toit hospitalier. Elle, cependant voyait une longue file de wagons et deux grands yeux enflammés d'une locomotive courant dans l'obscurité.

Un bruit de portes ouvertes et fermées, et un pas dans le corridor la fit tressaillir.

— Qui cela peut-il être? s'écria M. Pompée, qui volontiers se serait arrogé le droit exclusif de venir seul le soir chez les demoiselles Lamberti.

Elvire leva les yeux de dessus sa broderie, préparant cette amabilité conventionnelle qui, par beaucoup de personnes, la faisait préférer à sa sœur et qui était, dans une certaine mesure, un talent de société.

1. Voyez la *Revue* des 25 mars, 1er et 8 avril 1899.

Tous les trois furent désillusionnés, pour diverses raisons, en voyant entrer le vieux pensionné, leur voisin.

— Quelle bonne surprise! dit Anna toujours accueillante.

Le vieux pensionné expliqua qu'il venait d'avance souhaiter d'heureux jours de fête, parce que ses rhumatismes ne lui annonçaient rien de bon pour la fin de l'année.

— C'est un plaisir de se trouver réunis, répondit M. Pompée en cédant au nouveau venu son poste près du feu.

Il avait pour agir ainsi deux motifs bien naturels. D'abord il s'était suffisamment chauffé, puis il ne lui déplaisait pas de jouer en présence de son voisin le rôle d'ami de la famille. Il poussa la complaisance jusqu'à prendre des mains du vieillard le haut chapeau de soie et la canne à pomme d'or tout en entamant la conversation :

— C'est l'époque des visites, l'époque où l'on se retrouve, l'époque de la paix et des raccommodements dans les familles, l'époque enfin où entre parents et enfants, entre proches, entre amis se resserrent les liens d'affection.

Sa voix de boîte à musique remontée resta sans écho; le vieillard ne sembla occupé pendant quelques instants que de la difficulté de l'installation. Les deux sœurs l'aidèrent en lui mettant des coussins derrière les épaules, et seulement quand il se trouva bien à l'aise, les mains sur les genoux, devant le bon feu flambant, il jeta autour de lui un regard mélancolique et s'écria :

— Il en est ici comme dans la vie : on met un temps énorme à préparer son petit coin et à peine est-il préparé qu'il faut partir.

Elvire pensa : Il n'a pas l'intention de nous demander de coucher ici, je suppose? Anna, devant la grimace douloureuse du vieillard sentit qu'une autre parole de pitié était ici nécessaire :

— Mais vous pouvez rester tant que vous voudrez.

Pendant longtemps elle ne devait pas oublier le regard que le vieillard lui jeta alors. C'était un mélange d'amertume, de découragement et de peur tout à la fois et, tout au fond, une idée fixe qui donnait à sa pupille l'immobilité cristalline des hallucinés. Il ne venait que deux ou trois fois l'an faire visite aux deux maîtresses de la maison, et de la dernière fois à celle-ci l'attitude triste et souffrante qui lui était habituelle avait pris un aspect tragique qui coupa un moment la parole à tout le monde.

M. Pompée pourtant ne pouvait se résigner à un silence qui l'aurait discrédité à ses propres yeux car on en aurait pu conclure de là que lui, professeur de belles-lettres, ne trouvait pas de réplique à un argument.

— Les idées pessimistes, dit-il sentencieusement en remettant du bois sur le feu, troublent la conception naturelle d'une existence qui en réalité vaut beaucoup mieux que sa réputation. Il faut être philosophe et accepter les choses comme elles sont.

— Je ne vous ai pas toujours vu aussi optimiste, monsieur Pompée. Par exemple quand vous vous emportez contre ce jeune homme, votre parent, qui ne veut pas entendre parler d'étudier le latin...

M. Pompée bondit sous l'aiguillon :

— Ici c'est différent! tout à fait différent. Si je me fâche contre ce propre à rien, c'est que je songe au problème de l'éducation, comprenez-vous? c'est-à-dire à la chose la plus importante qui soit.

— Pas aussi importante que la vie, pourtant! répondit le vieillard d'une voix profonde.

— Peut-être... mais l'éducation...

— Une belle âneric que votre éducation! Penser qu'en naissant nous coûtons tant de souffrances à notre mère, qu'aussitôt sur nos jambes nous sommes exposés à mille souffrances, que nos dents nous font mal pour pousser, que nous nous débattons contre la rougeole, la coqueluche; qu'il s'agit ensuite d'apprendre l'alphabet, puis le rudiment, et mille autres diableries...

— Mais tout cela, c'est...

— C'est pour faire notre éducation, n'est-ce pas? En effet on nous apprend que nous ne devons pas courir et sauter dans les appartements, parce que cela dérange les voisins, ni nous traîner par terre parce que nous pourrions déchirer nos culottes. On nous soumet à une gymnastique rationnelle pour développer nos membres et ensuite on nous inculque les devoirs moraux, suivant lesquels il n'est pas permis de donner un coup de poing à un compagnon qui nous ennuie, ni de faire main basse sur des fruits dont nous avons envie, ni de dire librement ce que nous pensons, ni enfin de regarder les femmes qui nous plaisent. Quand nous sommes arrivés à ce point de perfection, on nous fait l'honneur de nous appeler des gens bien élevés, mais évidemment cela ne suffit pas, il faut que nous nous perfectionnions encore; et voici l'art qui nous présente ses mirages dorés, la science qui nous attire vers ses cimes sublimes, la politique qui nous absorbe dans l'ardeur de ses luttes. Et la fin de tout cela? Ces dents, que nous avons eu tant de mal à avoir, se gâtent, branlent et tombent; ces cheveux qu'une main bien chère avait coutume de caresser au temps de notre jeunesse, ces cheveux blanchissent et tombent aussi. Que deviennent ces beaux membres développés selon les préceptes de l'hygiène? Les maladies les déforment, l'âge les alourdit. Et notre intelligence, nos études, notre orgueil de conquérant? Et le fruit de l'éducation? Tout meurt! tout meurt! tout meurt!

Ces dernières paroles du vieillard résonnèrent dans la chambre avec un accent singulièrement lugubre. Les deux sœurs se regardèrent en face, et comme il sembla à Anna qu'Elvire voulait dire quelque chose, elle s'approcha d'elle vivement. Elvire en effet murmura tout bas :

— Si c'est pour nous conter de telles gaudrioles que ce monsieur vient nous faire visite!

Un doigt sur les lèvres, Anna l'invita à se taire.

— M. le chevalier plaisante, dit M. Pompée, encore mal remis de la sortie du pessimiste, et cherchant en vain des arguments dans son arsenal philosophique.

Il n'était pas bien sûr que le pensionné fût chevalier, mais il devait être quelque chose d'approchant, et puis dans un pareil moment abonder en paroles courtoises lui parut un acte diplomatique. Cependant le vieillard ne plaisantait pas du tout; du moins il n'y paraissait guère dans ses méditations, et il restait là, devant le foyer, branlant la tête d'un air chagrin. Ce fut Anna qui le tira de cette morne rêverie en posant une main sur le bras du fauteuil où il était enfoncé. Il se tourna vivement et s'excusa :

— Oh! dit-il, je vous demande pardon. C'est si triste de vieillir.

— La vie est toujours douce, répondit Anna, qui sut mettre un charme souverain dans l'accent et dans le regard.

Le vieillard lui en fut reconnaissant. Depuis longtemps il n'était plus habitué à voir se tourner vers lui les regards d'une jeune fille, et il lui sourit avec un reste d'amabilité.

— Si jeune et capable déjà de réflexions profondes?

Anna, confuse, voulut s'excuser, mais lui s'écria avec feu :

— Non, non, continuez, dites-moi que j'ai tort, que ces vieux yeux ne peuvent plus voir, que ce vieux cœur ne peut plus comprendre. Dites-moi que le soleil se lève par l'ordre d'un Dieu de bonté, pour éclairer un monde qui doit servir seulement d'avant-coureur à un autre monde de lumière impérissable; je ne le croirai pas, mais cela me fera tant de bien de savoir que quelqu'un croit, quelqu'un comme vous, si pure, si éclairée et si bonne.

— Mais admirer, n'est-ce pas croire?

— Ah! mon enfant, admirer est difficile, croire est plus difficile encore. La foi se tient sur les sommets, comme l'amour; beaucoup s'imaginent pouvoir y arriver, parce que, les pieds dans la boue, ils crient : Je te vois! je te vois!... mais autant en emporte le vent. Pour moi je voudrais croire et je ne peux, non, je ne peux!

— Je prierai pour vous, dit Anna, à voix si basse que ses paroles prirent l'air mystérieux d'une confidence.

— Oui, priez. Et je vous dirai même...

Le vieillard qui s'était penché vers la jeune fille se tut brusquement.

Il comprit que l'étrange colloque, en cet endroit, sous les regards hostiles d'Elvire et de M. Pompée, ne pouvait continuer. Il dit encore quelques mots indifférents, puis il prit congé.

— Dieu le conduise! s'écria M. Pompée en levant les bras au ciel. N'est-il pas prodigieux que ce monsieur, qui ne croit à rien, ait la prétention de se croire un homme bien élevé. Je vous demande si ce sont là des discours à tenir en présence de deux jeunes filles?

— Pour ma part, je n'ai pas été scandalisée du tout, s'empressa de déclarer Anna.

— Oh! toi, tu ne te scandalises jamais de rien.

— Elvire, pourquoi dis-tu cela?

— Je ne sais; probablement parce que c'est vrai.

— Parce que de temps en temps je manque une messe?

— Peut-être.

— Parce que mes prières ne sont pas aussi longues que les tiennes? Parce que je ne partage pas ton horreur pour ceux qui professent une religion différente de la nôtre?

— Ou qui n'en professent pas du tout.

— Ou qui n'en professent pas du tout, répéta Anna avec mélancolie, les mains abandonnées sur les genoux, les yeux perdus dans un rêve.

M. Pompée ne jugea pas prudent de continuer une conversation qui lui avait déjà gâté sa soirée. Il se leva vivement et s'en alla. Anna reprit alors avec beaucoup de douceur :

— Moi, vois-tu, je préfère le doute douloureux d'une âme ardente, à l'imperturbable sécurité d'une autre qui ne s'est jamais demandé une fois dans sa vie : Où vais-je? Une personne religieuse, c'est pour moi celle qui s'incline avec respect devant le mystère, et non point celle qui se contente d'accomplir les rites de la même façon tranquille qu'elle mettrait une paire de gants.

— Notre père disait...

— Papa, interrompit Anna en s'animant, papa disait que la meilleure manière de reconnaître Dieu, c'est de transformer toute sa vie en un acte profond et secret d'adoration.

— Et qui le jugera?

— Qui doit juger, sinon Dieu lui-même?

— La religion, répondit un peu sèchement Elvire, est celle qui est. Nous devons l'accepter sans discussion, surtout nous autres femmes.

— Quand il s'agit de l'âme, le sexe importe peu, et ce serait faire injure aux hommes de prétendre que

les femmes ont plus d'obligation qu'eux de croire.

— Et pourtant, certaines bizarreries ne conviennent pas aux femmes.

— Comme le chapeau de soie et la redingote, alors? Et c'est pour cela qu'elles s'en abstiennent. Pour cela seulement? Une pure affaire de convenance?

La voix d'Anna tremblait, une grande amertume relevait le coin des lèvres. Le fantôme de l'inconnu était là, devant elle; les mêmes idées, la même manière de juger, la même conception du décorum humain, exprimées à peu près dans les mêmes termes : « Le bonheur de la femme ne peut exister que si une raison calme et éclairée préside à sa conduite et au choix de ses relations. » En cet instant Elvire lui parut tellement odieuse que, pour se contenir, elle dut feindre de chercher quelque chose autour d'elle.

Elvire plia sa broderie, soigneuse, posant au milieu une feuille de papier de soie; ses paupières se mouvaient imperceptiblement sur la pupille immobile et les lèvres entr'ouvertes ôtaient à sa physionomie tout caractère intelligent.

Anna, qui aurait voulu ne pas la regarder, était invinciblement poussée à rechercher dans ce visage l'autre être qui en prenait possession quand la curiosité ou la vanité féminine, diminuant la tension de l'effort, laissait remonter à la surface la petite âme vulgaire qui était au fond. Et elle voyait clairement un homme sérieux et méthodique, courbé sur les registres d'une comptabilité parfaite, le visage régulier, la tenue irréprochable, et passant la main épaisse et forte sur son front luisant.

— Bonne nuit, dit Elvire tendant la joue au baiser de sa sœur.

— Bonne nuit, répondit Anna effleurant à peine ce front de ses lèvres, avec une répugnance si visible qu'elle s'imposa comme punition de suivre sa sœur jusqu'à ce qu'elle trouva la force d'ajouter : « Dors bien. » Et même au moment où Elvire entra dans sa chambre, elle s'écria encore : « A demain matin! »

Cette sorte de pénitence, qu'elle s'imposait avec un courage héroïque chaque fois que l'antipathie l'avait poussée à un acte presque hostile, la faisait pourtant souffrir horriblement. Quand elle se trouva seule, elle se laissa tomber sur un siège, découragée. Depuis tant d'années que durait la lutte, elle n'avait pas avancé d'un pas. Le vieux sceptique avait dit ce soir-là : « La foi se tient sur les sommets, comme l'amour; beaucoup s'imaginent pouvoir y arriver parce que, les pieds dans la boue, ils crient : Je te vois, je te vois! mais autant en emporte le vent... »

Il avait comparé la foi à l'amour... A l'amour?... Anna n'y avait jamais pensé. A coup sûr elle n'aimait pas sa sœur; tous les efforts qu'elle faisait pour vaincre son antipathie ne faisaient que lui démontrer l'inutilité de la tentative. Qui aurait-elle donc aimé? Le souvenir de son père occupait dans son cœur une telle place qu'il n'en pouvait guère rester pour d'autres affections. Elle ne pouvait pas non plus supposer qu'un des rares jeunes gens qu'elle connaissait viendrait un jour demander sa main, moins encore qu'elle pourrait répondre oui. Tempérament d'exception, initiée de bonne heure aux jouissances intellectuelles, aucune des impatiences ordinaires chez les jeunes filles n'était venue troubler sa forte et chaste jeunesse. Les années mûrissaient la beauté de son corps en lui conservant son caractère virginal de fleur; elle semblait se complaire dans cette pureté d'élection et elle ne désirait pas autre chose.

Les paroles du vieillard ne lui sortaient pas de l'esprit. Il devait connaître la vie. Il devait avoir aimé, avoir cru, avoir beaucoup souffert.

Comme au début de la soirée Anna alla appuyer le front aux vitres de la terrasse, attirée par l'abîme des ténèbres; mais elle ne voyait plus dans la nuit un train de chemin de fer avec ses yeux de flamme. Elle pensa : Aujourd'hui il ne viendra pas. Elle se rapprocha de la table et debout sous la lampe elle tira une lettre de sa ceinture et lut :

Mademoiselle et bien chère amie, le temps d'épreuve est presque passé. Je puis arriver d'un jour à l'autre; je ne connais pas encore l'époque exacte, c'est pourquoi je ne dis rien à personne, sauf à vous. N'êtes-vous pas ma conscience? Comment aurais-je pu résister en ces années de lutte, où aurais-je même trouvé la force de la décision si vous ne m'aviez assisté de votre affection et de vos conseils; si, vous faisant vraiment ma conscience et mon âme, vous ne m'aviez indiqué ce que maintenant j'ose appeler ma voie? Je ne doute plus. Je sais ce que je peux; surtout je sais que je vous dois tout. Je vous écris avec joie parce que je trouve ainsi l'occasion de me dire, cœur et âme, votre

FLAVIO.

Chaque fois qu'Anna relisait cette lettre, et c'était déjà la quatrième fois, elle éprouvait une immense joie. La profonde reconnaissance du jeune homme qu'elle avait protégé et dont elle avait découvert le talent, lui ouvrait un horizon de sensations nouvelles. Se rappelant le jour où il était parti au milieu des fureurs de M. Pompée et des sarcasmes d'Elvire, évoquant toute cette période d'absence adoucie par d'affectueuses lettres, comme celle-ci, elle ne se sentait pas de fiévreuse impatience.

Elle replia la lettre et sans bien se rendre compte du mouvement elle la souleva à la hauteur du visage comme pour examiner la force du papier : « Peut-être, murmura-t-elle à fleur de lèvres, peut-être arrivera-t-il demain... »

*
* *

Quand, un matin, Flavio sans se faire annoncer ouvrit la porte de la salle, Anna, qui pourtant était préparée, jeta un petit cri, et rougissante de plaisir elle courut à lui les mains tendues.

L'élan avait été si spontané, le mouvement si affectueux que seulement quelques instants après Flavio s'aperçut de la présence d'Elvire; il s'arrêta hésitant, devant l'expression indéfinissable des yeux de la jeune fille, ces yeux qui déjà l'avaient enveloppé de leurs regards froidement scrutateurs, et instinctivement il cacha ses manchettes dans ses manches en balbutiant :

— Je brûlais du désir de vous revoir et n'ayant pas trouvé au logis M. Pompée, je suis accouru ici sans même prendre le temps de secouer la poussière du voyage. Ai-je eu tort?

— Non, dit Anna.

— Si, répondirent les yeux d'Elvire.

Pourtant l'embarras fut passager. Flavio se mit aussitôt à raconter les impressions de cette année consacrée à visiter les beautés artistiques de l'Italie pour mettre sa vocation à l'épreuve. Une assurance juvénile, mais point fanfaronne, parlait dans sa voix, brillait dans son regard. D'ailleurs il lui restait quelque chose de la timidité primitive, surtout dans le teint qui passait rapidement de la pâleur habituelle à une rougeur enflammée; mais enfin pour le développement du corps et la conscience de soi-même il avait fait de tels progrès qu'Anna le regardait stupéfaite et tout émue. Son petit visage aux traits fins mais éveillés semblait conserver le reflet des temps difficiles qu'il avait traversés. Que de notions nouvelles, que de révélations, que de découvertes avaient concouru à la transformation de l'enfant en homme!

Anna l'examinait avec une anxiété confuse et ardente de vierge chaste, notant dans la voix certaines intonations spéciales qu'auparavant elle n'avait point remarquées, certaines attitudes qui lui étaient tout à fait inconnues, et dans cet examen lent et profond elle se sentait mordue au cœur d'une inquiétude singulière, pressentiment et jalousie aveugle à propos de faits insaisissables, peut-être inexistants, mais possibles en tout cas.

— Comme vous êtes changé.

— Pas beaucoup, je vous assure, dit Flavio en souriant, la main levée vers un objet mystérieux dans le vide...

Anna suivit de l'œil cette main maigre et nerveuse qu'elle connaissait si bien; elle se la rappela tachée d'encre, gercée par le froid, raidie sur les devoirs et les pensums latins, timide et tremblante toujours. Elle, assurément, n'avait pas changé. Anna y sentait, comme autrefois, l'attraction puissante, magique qui fait de la physionomie de la main un des moyens les plus sûrs pour connaître l'homme; aussi, comme elle aimait particulièrement certaines attitudes de l'âme de Flavio, il lui plaisait de voir cette main étendue, qui savait exprimer par un simple signe les oscillations les plus délicates du sentiment. Ce fut avec joie qu'elle la reconnut, qu'elle la saisit et la serra, comme autrefois.

A présent Flavio regardait autour de lui avec une curiosité affectueuse.

— Rien n'a changé, dit-il; le plafond cintré avec son ciel d'azur; la tapisserie d'étoffe rouge amorti répétée dans toutes les chambres, les mêmes meubles à leur même place... Et nos portes, nos chères portes avec les guirlandes, les bouquets et les baguettes dorées.

— N'avez-vous jamais vu rien de semblable autre part? demanda Anna.

— Si, parfois, à Venise surtout, dans un antique palais où je suis retourné je ne sais combien de fois.

— Pour les portes?

— Oui, pour les portes, mademoiselle Elvire, et aussi pour certaines fresques du Tintoret; mais ces portes m'attiraient invinciblement. Je l'avoue sans la moindre honte : je suis un sentimental incorrigible.

— Je l'espère bien, pensa Anna plutôt qu'elle ne le dit.

— Les belles heures de ma vie ont toujours été ouvertes par ces portes. Comment pourrais-je ne pas les aimer?

— C'est très aimable pour nous; mais franchement, ces grands panneaux qui encombrent la moitié de la muraille ne sont pas fort commodes. Si Anna m'écoutait, elle les ferait enlever.

— Non, Elvire, non! Demande-moi ce que tu veux, mais non de changer cette maison. Bientôt, ajouta-t-elle, hésitante, après un moment de silence, tu iras en habiter une plus moderne; moi je resterai ici seule...

— A garder le feu sacré; mais si tu te décides à te marier, porteras-tu les portes avec toi?

Anna feignit de ne pas entendre.

— Les plus jolies, dit-elle en se tournant vers Flavio, sont dans la chambre de papa. Vous souvenez-vous?

— Elles ont au centre une guirlande de petites roses jaunes alternant avec des pervenches et des chèvrefeuilles et quelques chèvrefeuilles grimpent jusqu'au haut de la baguette. Vous voyez si je me souviens!

— Et une des pervenches, sur la porte-fenêtre qui donne sur la terrasse, a la forme d'un cœur brisé.

— Et à côté de cette pervenche, à droite, voltige un papillon.

— Un petit papillon blanc, compléta Anna.

Ils s'étaient levés. Se trouvant à l'entrée de la chambre du père, d'un mouvement presque machinal Anna poussa la large porte.

— Quel froid ! s'écria Elvire ; c'est une autre manie de ma sœur de ne pas vouloir mettre de poêles dans les appartements.

— Nous ne souffrons pas du froid. Les murs sont épais, les fenêtres ferment bien et la cheminée scintille si gaiement avec son feu de bois.

— Mais on ne brûle plus de bois. Je parie que dans tout Milan nous sommes les seules à nous chauffer de cette façon préhistorique.

— Heureux ceux qui sont seuls !

Elvire songea bien qu'à l'affirmation tranchante de sa sœur on pouvait opposer un passage de la Bible, mais dans le courant d'air froid elle ne se sentit pas la force de discuter et elle ferma vivement la porte derrière Flavio et Anna qui étaient passés dans l'autre chambre.

Anna fut sur le point de demander, par politesse, à son jeune ami, s'il avait froid, lui aussi, mais elle vit aussitôt l'inutilité de la question. Il était loin le jour où, misérable, humilié, perdu dans le brouillard et dans la terreur de la vie, elle l'avait pressé sur son sein comme l'eût fait une mère.

A cette pensée elle se sentit une pointe de mélancolie.

Lui cependant allait par la chambre, avec cette attention religieuse et pudique qu'Anna aimait surtout en lui, qui le rendait parfois un peu gauche, mais qui par contre donnait à ses actes, à ses regards, et jusqu'à son silence une signification profonde. Il s'arrêta devant la pervenche qui avait la forme d'un cœur brisé.

— Là, dit-il.

Tout le passé renaissait.

— Dans ce coin, là, précisément, tandis que je suivais de l'œil les fantaisies des guirlandes peintes, votre père me parla des droits et des devoirs de l'homme, — la première fois, comprenez-vous? Jusqu'alors j'avais toujours cru que l'enfant, le jeune homme devait être la propriété de l'homme fait, tous étant faits exactement de même comme les feuilles de papier qui sortent toutes également blanches et lisses de la machine. Lui me dit pour la première fois : Sois toi-même ! Je ne compris pas sur le moment la grandeur de ces paroles, mais quand j'y songeai dans la suite !...

Ils étaient arrivés devant le portrait de Gentile Lamberti qu'ils contemplaient en silence. Adorer ensemble le même idéal, n'est-ce pas s'aimer de la façon la plus exquise et la plus profonde? Quelle étreinte, quel baiser les aurait unis plus étroitement que cet instant muet et solennel où, devant l'image qui pour eux représentait la perfection sur la terre, leurs cœurs se fondirent dans la même tendresse, et brûlèrent de la même flamme. Une douce chaleur les pénétra tous deux tandis qu'ils se tenaient l'un près de l'autre, contemplant le tableau aimé. En ce moment, Anna sentit distinctement que sa famille, sa vie, son univers étaient là, personnifiés dans le cœur sensible, dans la délicate intelligence de Flavio. Et Flavio aussi goûtait cet instant. La noble nature d'Anna le retenait sous son charme subtil.

— La mère, la grand'mère, dit Flavio, reconnaissant les deux portraits à droite et à gauche de celui de Gentile Lamberti.

— Oui, fit Anna, baissant le regard sous le regard baissé de sa mère.

— Comment expliquer que vous ne ressembliez pas du tout à votre mère... votre sœur non plus?

Un soupir douloureux gonfla le cœur d'Anna. Pourquoi ne pouvait-elle parler? Dire tout à Flavio, se confier à lui, le mettre tout entier dans son âme, dans chacune de ses pensées ; dans le bien, dans le mal, dans ses élans de confiance héroïque et dans ses angoisses morales. Quand, quelques minutes auparavant, elle avait proclamé : « Heureux ceux qui sont seuls », elle ne pensait certes pas à une solitude faite de regrets et de désirs, mais à la divine solitude d'un tout complet et harmonique. Elle lui posa légèrement une main sur le bras et l'attira vers un autre mur occupé presque tout entier par la bibliothèque ; là ils ne s'arrêtèrent qu'un moment. Ils auraient voulu lire un à un les frontispices, toucher les pages, jeter du moins un coup d'œil sur les titres des chers volumes, mais le travail était trop long. Bientôt ils se retrouvèrent ensemble devant la pervenche en forme de cœur.

— C'est vraiment curieux, murmura Anna à voix très basse.

— Quoi donc?

— Que sans nous communiquer nos impressions, car je suis sûre de ne vous avoir jamais dit un mot à ce sujet, vous et moi ayons trouvé le même symbole douloureux dans cette fleur.

— Mais ce symbole n'est-il pas évident?

— J'en doute. M. Pompée y trouve la forme d'un *y* et la ligne qui devrait être le jambage de la lettre, et qui pour moi figure la lame qui perce le cœur, Elvire soutient que ce n'est qu'une fente du bois.

Flavio ne put réprimer un sourire.

Mais Anna semblait absorbée dans une vision mélancolique. Elle reprit en pressant inconsciemment le bras de Flavio :

— Un jour, je m'imaginai que cette fleur pleurait. Non, vous ne pouvez vous imaginer quel supplice ! Elle pleurait comme une personne vivante, comme un enfant innocent entre les mains du bourreau.

Elle pleurait en poussant un long gémissement...

Elle s'interrompit pour regarder Flavio : elle craignait de le voir sourire encore, et elle en aurait été blessée. Mais il écoutait, pâle et grave.

— Croyez-vous que les objets inanimés ne sentent rien? Croyez-vous que les fleurs ne souffrent pas quand on brise leur tige?

— En tout cas, répondit Flavio, comme s'il jugeait inutile une réponse directe, nous leur prêtons notre âme et cela suffit pour les rendre dignes de notre compassion. Quelle signification aurait l'âme, enfermée dans les étroites limites d'une cervelle humaine? L'âme est immortelle comme elle est infinie.

Ils avaient derrière eux le petit divan qui occupait l'espace entre les deux fenêtres. Anna s'y laissa tomber, pensive, le buste droit, les mains abandonnées sur les genoux.

Que de choses savait aujourd'hui Flavio! Quel essor avait pris sa pensée! Elle regrettait presque le temps passé, quand rien ne s'interposait entre elle et lui et qu'elle pouvait librement presser sur son sein le pauvre enfant qu'il était alors.

Flavio ne devina pas clairement les pensées qui agitaient son amie, mais il la vit triste et rêveuse; alors d'un mouvement simple et affectueux il s'assit à côté d'elle, attendant qu'elle parlât, avec une réserve de toute la personne, avec une expression dans le regard si humble et si dévouée qu'Anna en fut profondément émue.

— Oh! Flavio; il me semble que ce n'est pas un an, mais dix ans que nous avons été séparés.

— Pourquoi dites-vous cela? Je ne me suis jamais senti séparé de vous.

Les douces paroles s'envolèrent dans la petite chambre, flattant le cœur d'Anna comme l'onde d'un lac qui vient caresser la rive.

— Ne vous ai-je pas écrit que vous étiez ma conscience? Que serais-je devenu, seul, sans conseils, sans appui, sans sympathie, dans des villes étrangères, parmi des inconnus et des indifférents?

— Vous aviez votre rêve d'art et de beauté.

— Non, je vous avais. Le rêve me tourmentait et votre image, vos paroles me calmaient. Vous rappelez-vous un soir de printemps?... Oh! j'étais presque un enfant encore... sur la terrasse, au milieu des rameaux de glycine. Vous me disiez que mon devoir était de suivre ma vocation, envers et contre tous, à tout prix. Je crois bien vous avoir toujours aimée... Excusez-moi, cela ne peut vous offenser?... mais depuis ce soir-là je vous vénère... Si vous saviez ce que vous êtes pour moi!

Il s'arrêta, comme s'il cherchait un mot, incertain si celui qui lui montait aux lèvres répondait à sa pensée. Il murmura enfin :

— Une sainte!

Anna secoua vivement la tête en rougissant.

— Vous vous trompez. Je suis pleine de pensées mauvaises. Même en cet instant, voyez, au lieu de vous être reconnaissante pour tant de bonnes paroles...

— Ce ne sont pas des paroles, ce sont des sentiments.

—... pour tant de bons sentiments, j'éprouve une certaine humeur... Je ne peux pas m'expliquer, je ne me comprends pas moi-même, mais croyez, croyez bien que je voudrais ne pas être comme je suis. Je m'examine : est-ce l'orgueil qui souffre à se voir vaincu? est-ce le jalousie de votre gloire future?...

— Ma gloire future! s'écria Flavio en hochant la tête, qu'elle vienne, et vous verrez si je ne la mets pas à vos pieds. Écoutez, je n'ai jamais parlé aussi sérieusement. Je vous jure que tout ce que je suis, tout ce que je pourrai devenir est votre ouvrage. Quelle que soit la place que me réserve la fortune, ma place préférée sera toujours ici, comme aujourd'hui. Regardez : qu'y a-t-il en moi de changé? Le visage? Regardez-moi bien? Non! Le cœur? Non, non, non! Ne voyez-vous pas que je suis toujours votre pauvre petit?

Ce fut au tour d'Anna de sourire avec une tendresse qui l'envahissait tout entière et la faisait trembler.

— Appelez-moi votre pauvre petit, faites-moi l'aumône...

Anna lui mit la main sur la bouche pour le faire taire et il y posa un baiser.

Pendant quelques instants, ni l'un ni l'autre ne parla. On entendait dans la chambre voisine le bruit léger que faisait Elvire en remuant les ciseaux, le dé, les menus objets sur la table; au dehors sur la terrasse un pépiement de moineau, un rapide battement d'aile; dans le lointain la cloche du couvent. C'était tout.

— Si ce n'est l'orgueil blessé, ni la jalousie de la gloire future, se disait Anna, qu'est-ce donc enfin?

Le profil de Flavio se dessinait dans sa pureté de camée sur le velours sombre du divan, illuminé par un rayon de soleil qui y tombait obliquement. Anna remarqua alors la teinte d'or pâle que prenait sous ce rayon la moustache naissante de l'adolescent.

— Si je vous disais que j'ai pensé à vous devant tous les chefs-d'œuvre, ce serait assurément la vérité, mais une vérité un peu vulgaire, et peut-être aussi superficielle. Vous avez été plus près de moi, plus intimement et plus doucement près de moi. A Sienne par exemple. Connaissez-vous Sienne?

— Est-ce une belle ville?

— Ce n'est pas ce que je veux dire. Il y a des villes, comme il y a des femmes qui devraient s'offenser de

s'entendre appeler belles. C'est un autre qualificatif qui conviendrait : plus complet, plus mystérieux, surtout plus profond...

— Oui, oui, je comprends.

— C'était par une journée mélancolique ; il pleuvait ; les Sibylles de la cathédrale, ces Sibylles qui dans leur maintien gracieux et digne vous ressemblent tant...

— Elles me ressemblent ?

— Ne le savez-vous pas? Assurément elles vous ressemblent ; eh bien, elles aussi semblaient attristées. Probablement cette noire tristesse était en moi ; mais il est rare que nous puissions nous détacher de ce qui nous entoure au point de nous convaincre que nous seuls donnons la couleur aux choses?... J'entrai dans la boutique d'un copiste qui reproduisait certaines têtes d'enfants de Sodoma et il me vint la nostalgie des beaux siècles de l'art.

— Vous pensiez à Belacqua?

— Oui, et je l'enviais. L'artisan n'était qu'un vil calomniateur des peintures de Sodoma et ma tristesse s'augmenta encore. Quelle consolation ce fut alors de penser à vous! Penser que dans la tristesse, dans la lutte, dans l'abandon, dans le découragement, dans les heures les plus noires, dans les endroits les plus misérables, une voix qui existe, qui n'est ni un songe ni une fantasmagorie nous répète : *Crois!*

Flavio se tut, étonné d'avoir trouvé tant de paroles pour ce qu'il considérait comme inexprimable. Il vit alors qu'il y a vraiment des instants dans la vie où il semble que l'âme déborde comme un fleuve longtemps retenu par les écluses. Une heure plus tôt ou une heure plus tard peut-être il n'aurait su en dire autant. Et Anna l'écoutait en extase, se demandant avec fièvre : « Je lui aurais donc fait tant de bien? »

Mais le moment s'envolait. Les choses extérieures changeaient déjà : le regard de Flavio, son geste, suivaient la nouvelle attitude de son silence ; l'air avait transmis l'onde sonore de sa voix les paroles chaudes et vibrantes n'étaient plus ; la pensée elle-même s'était déjà transformée.

Leurs yeux, par un accord muet, se tournèrent vers le portrait de Gentile Lamberti. Flavio continua :

— Ce fut dans cette bonne vieille maison que je naquis vraiment, mais ce fut dans l'église que se mûrit ma vocation pour l'art. Dans une petite église, près d'ici, j'ai éprouvé des extases divines.

— Le Monastero Maggiore?

— Précisément. Avez-vous jamais remarqué le petit vitrail violet derrière l'autel? Oui, n'est-ce pas? Au-dessus de la fenêtre par laquelle de la sacristie se confessaient jadis les moines? Les gradations de cette couleur à toutes les heures du jour, en toutes les saisons de l'année, je les avais toujours devant les yeux ; tantôt tragiques comme une tache de sang, tantôt sombres et ardentes, tantôt rayonnantes de mystique, de céleste lumière. Voilà l'auréole qui pendant longtemps enveloppa toutes mes visions d'art et d'amour.

A ce dernier mot Anna rougit d'une façon si vive et si inexplicable qu'elle passa une main sur son visage pour dissimuler son embarras.

— Je vous ennuie?

— Comment pouvez-vous le penser? J'ai eu toujours aussi une prédilection pour cette église ; j'y trouve un charme discret et mystérieux. Vous peut-être saurez y trouver autre chose, des raisons artistiques que j'ignore.

— Non. J'étais un enfant quand je commençai à la fréquenter. Elle a vraiment ce charme indéfinissable dont vous parlez et qui émane des œuvres d'art comme d'une beauté incorporelle, plutôt sentie que raisonnée. Et c'est pour cela que tout le monde peut l'admirer. L'œuvre d'art n'a pas besoin d'explications : elle doit apparaître au milieu des foules comme fait un rayon. Ceux qui ont des yeux le voient.

Anna se taisait toujours, mais son silence avait une ardeur contenue qui ne permettait pas aux paroles du jeune homme de mourir. Il sentait qu'elle était toute dévouée à ses pensées et à ses idéals. Moment divin pour son orgueil d'homme, il sentait qu'il la dominait absolument. Mais l'homme avait encore quelque chose de l'enfant, ses sensations étaient encore voilées de pudeur sinon de mystère, et la joie inconsciente de la domination prenait dans son esprit un caractère ingénu qui en diminuait la portée.

— Loin, bien loin vont les souvenirs, murmura Flavio. N'êtes-vous pas la petite magicienne que je voyais monter, descendre, se cacher dans les amples rideaux cramoisis qui ornaient la chambre de mon oncle évêque? Saviez-vous seulement que j'eus un oncle évêque, et que mes parents voulaient me voir parcourir la carrière ecclésiastique?

Un triste, doux et bon sourire, le sourire d'un homme qui a déjà pardonné effleura les lèvres de Flavio.

— Et c'est pour cela, ajouta Anna du même ton de douce mélancolie, que vous aimez les églises.

— Et les anges.

Flavio avait prononcé ce mot *anges* sans trop songer à ce qu'il disait, mais le son en était si agréable qu'il le fit tressaillir.

— Anges ou magiciennes, je ne sais, mais des visions féminines m'apparaissaient dans les plis de

l'antique damas. J'étais alors tout petit. Tout frêle, je me cachais dans les plus petits coins et me recroqueviller derrière les tentures était un de mes plaisirs favoris. L'ondulation de la soie me faisait penser à des battements d'ailes mystérieux... Oh! comme certaines sensations d'enfance nous reviennent.

Il ne dit pas ce qui ramenait à présent ces sensations. Il se leva, fit quelques pas et reprenant sa place à côté d'Anna il se sentit subjugué de nouveau par le charme des confidences.

— Je me rappelle une cousine, grande, mariée; je ne sais quel âge elle avait, mais elle était jeune ou du moins le paraissait; une bonne créature que je voyais rarement chez l'oncle évêque et jamais autre part; elle avait les cheveux très noirs, en bandeaux lisses autour du front d'une blancheur admirable. Elle m'aimait, elle me protégeait; quand on me grondait trop (car j'ai passé ma vie à être grondé), elle m'attirait vers elle et me cachait la figure dans son sein, et moi je pleurais davantage pour pouvoir rester là plus longtemps.

Anna essaya de sourire, mais ses efforts furent vains et le pli de la lèvre prit tout d'abord une expression un peu douloureuse.

— Il y a longtemps que nous sommes ici, dit-elle en se levant.

— Est-ce possible? s'écria Flavio avec un étonnement naïf.

Cette fois le sourire se dessina, franc et joyeux.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

L'IMPÉRATRICE D'AUTRICHE
ET LES POÈTES

Peu de femmes furent plus capricieuses, plus complexes d'intelligence, de goûts plus subtils, que cette mystérieuse impératrice d'Autriche qui doit à la lime de l'anarchiste Lucheni d'être devenue l'une des grandes victimes de ce siècle. Comme l'a écrit, dans une page célèbre, M. Gabriele d'Annunzio, « le feu et le sang ont donné au contour de cette figure le caractère inviolable du style, ont fait saillir de l'obscure substance vitale, un signe que les hommes n'eussent pas reconnu s'ils n'avaient été tournés violemment vers la morte par l'horreur et par la pitié ». On a souvent tracé de pittoresques silhouettes de la *sportlady* qu'elle fut, et avec tant de grâce intrépide, durant sa longue jeunesse; en dernier hommage, à propos du mouvement commémoratif que l'on inaugura le 6 avril au cap Martin, ainsi que dans un double cadre on place deux images de la même figure à deux âges de la vie, je voudrais esquisser, ici, la « liseuse » singulière qu'elle devint dans les années qui s'éloignent de la cinquantaine.

On sait, d'une manière générale, que sa première, que sa grande passion littéraire fut pour Henri Heine; ce que l'on sait moins c'est qu'elle la dut à sa fille cadette, l'archiduchesse Marie-Valérie. Jusqu'à la naissance de celle-ci sa vie, en effet, avait été coupée de trop d'aventures pour qu'elle eût les loisirs de lire des livres et surtout des livres de poètes. Cependant s'étant prise d'affection pour cette princesse, venue sur le tard, comme elle ne s'était prise d'affection pour aucun de ses enfants, pas même pour cet archiduc Rodolphe dont elle devait pourtant honorer la mémoire de soins si particuliers, l'impératrice en suivant, jour à jour, l'éducation de sa Benjamine, trouva tout naturel de s'intéresser à ce qui intéressait la petite élève de l'évêque Ronay. La fillette avait l'âme poétique : à quatorze ans déjà, elle faisait rimer des vers non pourvus de grâce et ne connaissait pas de plaisir préférable à celui d'admirer de beaux poèmes. Or, après Gœthe et après Schiller, les poésies de Heine ne sont-elles pas les plus belles que l'on ait écrites en allemand? Si le premier restait trop olympien, le second trop abstrait, pour plaire à la souveraine la poésie exaltée et capricieuse des *Reisebilder* semblait bien, au contraire, comme l'écho des pensées confuses de cette âme de scepticisme et de passion. Ce fut ainsi, guidée en quelque sorte par les jolis yeux clairs de sa jeune amie, que l'impératrice apprit à aimer l'œuvre étrange du poète infirme dont on peut bien dire que le sort eut l'ironie de vouloir faire un Allemand. Ce qu'elle appréciait surtout en lui, ce qui l'attira et la retint dans ces livres d'une complexité si troublante ce fut la franchise. « Différent en cela de la plupart des autres poètes, a-t-elle écrit significativement, Heine méprisait toute hypocrisie et, toujours, il a voulu se donner tel qu'il était avec toutes ses qualités et toutes ses faiblesses humaines. »

Désireuse de rendre un hommage public à celui qu'elle avait élu pour son poète de chevet, Sa Majesté provoqua la formation d'un comité qui devait réunir les souscriptions nécessaires à l'érection d'un monument commémoratif. L'impératrice s'inscrivit la première et le projet était en bonne voie lorsque, par ordre supérieur, la pauvre Majesté dut déclarer qu'elle renonçait à son desseiu. La chancellerie prussienne s'étonnait de voir une impératrice amie honorer, d'une manière aussi directe, un écrivain qui dans ses œuvres satiriques avait, à ce point, malmené la maison des Hohenzollern. Par considération pour la Triple-Alliance, Élisabeth d'Autriche dut pa-

raître céder. Mais elle était plus femme que ne le sont généralement les souveraines, sans y paraître elle se dédommagea en élevant dans ses jardins de Corfou, devant un parterre de roses, une statue à Celui qui a dit : « Si tu vois une rose, dis-lui que je lui rends hommage ! » Elle se vengea même en répondant à un écrivain berlinois qui, après avoir découvert de nouvelles poésies satiriques de Heine, hésitait à les publier pour de semblables considérations politiques, cette lettre qu'elle alla jusqu'à laisser imprimer : « Étant donné que le public de Henri Heine ne se compose pas d'une nation mais de tous les peuples de la terre, ce public a le droit de vouloir connaître toute l'œuvre d'un poète qui ne saurait être comparé à aucun autre. »

De tels actes ne dépassent pas la limite des admirations permises. Mais le culte de l'impératrice prit bientôt un caractère d'affection plus touchant. Après s'être intéressée à l'œuvre, Sa Majesté s'intéressa à l'homme, et afin de le connaître mieux que par les récits des biographes elle désira que la vieille sœur du poète lui fût présentée. D'un âge où la mémoire ne permet plus de transcrire des *interviews*, cette dernière a pourtant déclaré que les conversations qu'elle tint avec la souveraine resteraient les plus extraordinaires qu'elle eût échangées dans cette vie. « Aucun historien, aucun critique, raconta-t-elle, n'a jamais compris mon frère comme l'impératrice Élisabeth ! » Et pour exprimer dignement sa reconnaissance, la sœur fidèle offrit à Sa Majesté une collection de lettres du disparu, trop intimes pour pouvoir être publiées. Aux dernières nouvelles, selon le désir de la défunte, l'empereur les aurait rendues en prenant la peine d'envoyer une lettre autographe de remerciements. En d'autres circonstances, Sa Majesté, en voyage pour l'Écosse, se donna le devoir le s'arrêter à Paris dans le seul désir de déposer quelques violettes sur la tombe mélancolique du Père-Lachaise. Plus tard, en rappelant ce pèlerinage dans un poème allemand — car elle poussa le culte du souvenir jusqu'à célébrer, en vers, son poète — elle disait, entre autres choses dont la simplicité atteste la sincérité : « Je pensais que Celui que je pleurais et que je n'avais jamais vu n'avait là que ses restes mortels et que son âme, heureuse enfin, reposait auprès de Celui qui a dit : *Venez à moi vous tous qui souffrez !* »

Mais le goût que lui avait donné Heine pour les choses de l'esprit devait l'engager à rechercher bientôt, dans les livres d'autres poètes, d'autres phrases sentimentales, également conformes aux aspirations de son cœur. Un instant, toujours sur l'indication de l'archiduchesse sa fille, elle crut s'intéresser au Souabe Victor Schaeffel. Cependant il y a trop de myosotis et trop de bibelots moyen âge dans cette œuvre candide pour que l'impératrice s'en éprît tout à fait. Quant à nos poètes j'ai le regret d'ajouter qu'elle les lisait rarement, les trouvant trop loin d'elle, « trop soucieux de dire avec élégance des choses réfléchies, au lieu d'exprimer simplement des sensations sincères ». Il est vrai qu'elle ne connaissait ni Verlaine, ni les jeunes artistes des écoles nouvelles.

En revanche, le culte qu'elle voua aux drames de Shakespeare, pour être de date plus récente, ne le céda guère en vivacité à celui qu'elle conservait à la poésie de Heine. Chaque semaine et même plus souvent, des diverses stations de l'éternel voyage qu'était sa vie errante, elle envoyait à l'empereur et à ses filles de longues lettres. Parfois, au lieu de réflexions ou de récits, les enveloppes ne contenaient que la traduction, et en hongrois plutôt qu'en allemand, d'une ou deux scènes du grand Will. On assure que Sa Majesté alla jusqu'à transcrire quelques-unes des comédies. Mais elle ne connut pas la tentation de les faire imprimer. Les lauriers bleus d'une Carmen Silva n'étaient point pour lui plaire. Aucune espèce de cabotinisme ne se mêlait à ses admirations littéraires. Elle aimait les livres comme il faut les aimer, avec égoïsme, pour le plaisir qu'ils lui causaient, non pour la gloire qu'elle en pouvait espérer.

Cependant, selon l'inclination naturelle de son esprit, elle préférait aux drames d'une psychologie plus violente que raffinée les œuvres de la dernière manière, ces fantaisies féeriques où philosophie et passion, candeur et perversité se mêlent avec une bizarrerie pour nous bien déconcertante. « Il faut savoir, me raconte une personne qui connut beaucoup l'impératrice, que Sa Majesté avait pour idéal féminin le type de la toute jeune fille, pour comprendre à quel point devaient la séduire ces héroïnes de quinze et seize ans aux noms gracieux comme des noms de fleurs et dont, avec un sourire, les bouches virginales émettent de si graves, de si profondes pensées sur le sens de la vie ; la piquante Jessica du *Marchand de Venise*, et Viola du *Soir des rois*, et Miranda de la *Tempête* surtout cette idéale Rosalinde de *Comme il vous plaira* qui dit à son amie avec une ingénuité si jolie : *C'est entendu, je vais inventer des manières de passer le temps. Par exemple, si nous devenions amoureuses; qu'en pensez-vous ?*

« Ces dernières années, depuis que Sa Majesté vivait plus dans le monde des rêves que dans celui de cette terre, ces figures étranges, presque en dehors de la vie, avaient fini par acquérir à ses yeux une réalité singulière. Elle en parlait volontiers et ce fut des centaines de fois qu'elle lut ou qu'elle écouta relire chacune de ces comédies, car Sa Majesté avait moins la curiosité de connaître beaucoup de livres que de connaître parfaitement ceux qu'elle

avait distingués. En un mot, elle demandait aux poètes moins de la distraire que de fournir de nouveaux thèmes à sa rêverie, que de peupler sa solitude d'apparitions et d'images pensives. Durant les longues heures des stations d'été, au bord du lac de Genève, que de fois ses lecteurs n'essayèrent-ils pas de lui faire apprécier des auteurs modernes. Les yeux de l'impératrice, en devenant de plus en plus lointains disaient bientôt que c'était peine perdue; mais alors si, changeant de lecture avec intention, le secrétaire reprenait un acte de la *Tempête* ou du *Soir des rois*, aussitôt le regard de Sa Majesté redevenait attentif et il n'était point rare qu'elle interrompît le diseur pour réciter quelque passage que sa mémoire avait retenu, parce qu'il était de prédilection à son cœur. »

On a dit, bien souvent, que l'art avait pour fonction sociale d'adoucir la tristesse, d'offrir la consolation de la Beauté idéale à ceux que la vie avait trop durement maltraités. Peu de théories, je le crois, ont été plus sévèrement jugées, ni tenues par un plus grand nombre pour une utopie. Voyez pourtant le cas un peu rare, mais si touchant, de l'impératrice d'Autriche? Quand le sort l'eut accablée de malheurs tragiques dont la seule énumération remplirait des pages et des pages; quand elle en fut arrivée à n'avoir plus ni le désir ni la force de vivre, — ce sont les paroles qu'elle répétait souvent à ceux qui l'entouraient, — aux plus mauvaises journées des pires années sa meilleure consolation était encore de relire un poème de Heine ou un acte de Shakespeare. Ainsi déjà, autrefois, à la cour de Rama, lorsque le roi à demi vaincu retombait dans ses idées noires, le meilleur moyen de l'en distraire était de prier David de dire des *Psaumes*, en s'accompagnant sur la lyre, et les Livres Saints ajoutent : « Saül respirait alors plus à l'aise, il se trouvait soulagé, et le mauvais esprit se retirait de lui. »

ERNEST TISSOT.

SAINTE-BEUVE POÈTE (1)

Notre génération ne semble pas se souvenir que Sainte-Beuve a été poète, et, sinon un des plus grands, certainement un des plus originaux et par conséquent des plus intéressants de la pléiade romantique. Les cinquante volumes du critique ont fait tort aux trois recueils que le poète a publiés sous le nom de *Poésies de Joseph Delorme* (1829), *Consolations* (1830) et *Pensées d'août* (1837). Il ne faut pas oublier que nous avons affaire au plus intelligent des romantiques. Il étudie la médecine et fait de l'anatomie avant de s'occuper de littérature; il est critique et érudit avant d'être poète. Né en 1804, il publie son *Tableau historique et critique de la poésie française et du théâtre français au XVIe siècle*, en 1828. L'année suivante il fait paraître ses premiers vers. S'ils avaient eu le succès qu'il en espérait, il se serait peut-être complètement adonné à la poésie. Mais il avait comme contemporains Hugo, Lamartine, Vigny, Musset. Il les admire, il les envie un peu. Il aurait voulu, lui aussi, pouvoir se placer parmi ces poètes dont la renommée recueille et immortalise le nom. Il en était digne par l'intelligence : nous verrons ce qui lui manqua pour réaliser son rêve. Car ce fut le rêve persistant de sa jeunesse, et peut-être de sa vie. Musset ne se trompait pas quand il lui écrivait en 1837, ravivant, sans s'en douter, une plaie secrète et douloureuse :

Et souviens-toi qu'en nous il existe souvent
Un poète endormi, toujours jeune et vivant.

Le poète, devenu désormais critique, lui répondait avec un mélange de mélancolie et de fierté :

Il n'est pas mort, ami, ce poète en mon âme;
Il n'est pas mort, ami, tu le dis, je le crois.
Il ne dort pas, il veille, étincelle sans flamme :
La flamme je l'étouffe, et je retiens ma voix.

Si de toi quelque accent léger, pourtant sensible
Comme aujourd'hui, m'apporte un écho du passé,
S'il revient éveiller à ce cœur accessible
Ce qu'il cache dans l'ombre et qu'il n'a pas laissé,

Soudain ma voix renaît, mon soupir chante encore.
Mon pleur, comme au matin, s'échappe harmonieux.
Et, tout parlant d'ennuis qu'il vaut mieux qu'on dévore,
Le désir me reprend de les conter aux cieux.

I

Critique, érudit, artiste, Sainte-Beuve ne marche pas au hasard. Chez lui la réflexion précède l'inspiration. C'est en cela qu'il est moins poète que quelques-uns de ses illustres rivaux. Mais mieux que personne il a senti le prix de l'art, il a compris l'importance de la forme; il voudrait que l'on revînt aux anciens rythmes : il restaure le culte de Ronsard et de la pléiade; il parle ainsi de la rime :

Rime, qui donnes leurs sons
Aux chansons,
Rime l'*unique harmonie*
Du vers, qui, sans tes accents
Frémissants,
Serait muet au génie.

Sous le titre de *Pensées*, il écrit, à la suite des *Poésies de Joseph Delorme*, les réflexions suivantes :

« Un des premiers soins de l'école d'André Chénier a été de retremper le vers flasque du XVIIIe siècle et

(1) Cette étude est extraite d'un volume de notre collaborateur Pierre Robert : *Les Poètes du XIXe siècle*, période romantique, qui paraîtra prochainement à la librairie Paul Dupont.

d'assouplir le vers un peu raide et symétrique du XVIIe siècle; c'est de l'alexandrin surtout qu'il s'agit. Avec la rime riche, la césure mobile et le libre enjambement, elle a pourvu à tout, et s'est créé un instrument à la fois puissant et souple. »

Les modèles sont Chénier, Régnier, Baïf et Ronsard. Voici maintenant pour le style :

« Le procédé de couleur dans le style d'André Chénier et de ses successeurs roule presque en entier sur deux points : 1° au lieu du mot vaguement abstrait, métaphysique et sentimental, employer le mot propre et pittoresque ; ainsi, par exemple, au lieu de *ciel en courroux* mettre *ciel noir et brumeux ;* 2° tout en usant habituellement du mot propre et pittoresque, tout en rejetant sévèrement le mot vague et général, employer à l'occasion et placer à propos quelques-uns de ces mots indéfinis, inexpliqués, flottants, qui laissent deviner la pensée sous leur ampleur ; ainsi des extases *choisies*, des attraits *désirés*, un langage sonore aux douceurs *souveraines.* »

Notons qu'il recommande une facture d'autant plus sévère que le sujet est moins élevé :

Plus est simple le vers et côtoyant la prose,
Et plus la forme étroite a lieu de le garder.

Telles étaient « les questions d'art poétique dans lesquelles il avait la manie fort innocente de se délecter ». — « S'il m'avait été donné, ajoute-t-il, d'organiser ma vie à mon plaisir, j'aurais voulu qu'elle pût avoir pour devise : *L'art dans la rêverie et la rêverie dans l'art.* »

Dans un temps où les poètes se comparaient à Mazeppa ou à Ganymède, comment caractérise-t-il sa Muse ? Ce n'est pas une « odalisque brillante » ni une « jeune et merveille Péri » ; elle ne descend pas « aux tombes féodales » ; elle n'épanche pas avec des pleurs

L'hymne mélodieux de ses nobles malheurs.

Elle ressemble à une pauvre et honnête fille qui au fond d'un ravin « lave un linge usé » et qui, malade avec « une toux déchirante, pousse en sifflant un cri »

Et lance les graviers de son poumon meurtri.

Mais « c'est la Muse de la tuberculose », dit un peu rudement M. Brunetière.

Il laisse à Chateaubriand, à Lamartine, à Hugo, leurs immenses horizons :

Moi, j'aime à cheminer et je reste plus bas.

Il aime ce qu'il appelle l'*élégie d'analyse.*

« Il s'est essayé dans ce genre de poème et il a tâché, après ses devanciers, d'*être original à sa manière, humblement et bourgeoisement*, observant la nature et l'âme de près, mais sans microscope ; nommant les choses de la vie privée par leur nom, mais préférant la chaumière au boudoir et, dans tous les cas, cherchant à relever le prosaïsme de ces détails domestiques par la peinture des sentiments humains et des objets naturels. »

Poésie intime relevée par l'art, voilà tout Sainte-Beuve.

II

Comment nous présente-t-il son œuvre ? Ce sont « des études sérieuses et franches et des tentatives d'art sévère en des cadres limités ». Ces pièces sont presque toutes consacrées « à l'expression de douleurs individuelles ». — « S'il a été sévère dans la forme et pour ainsi dire religieux dans la facture ; s'il a exprimé au vif et d'un ton franc quelques détails pittoresques ou domestiques jusqu'ici trop dédaignés ; s'il a rajeuni ou refrappé quelques mots surannés ou de basse bourgeoisie exclus, on ne sait pourquoi, du langage poétique ; si enfin il a constamment obéi à une inspiration naïve et s'est toujours écouté lui-même avant de chanter, on voudra bien lui pardonner peut-être l'individualité et la monotonie des conceptions, la vérité un peu crue, l'horizon un peu borné de certains tableaux ; du moins son passage ici-bas dans l'obscurité et dans les pleurs n'aura pas été tout à fait perdu pour l'art. »

Venu bien tard, déjà quand chacun avait place,
Que faire ? où mettre pied ? en quel étroit espace ?
Les vétérans tenaient tout ce champ des esprits.
Avant qu'il fût à moi l'héritage était pris.

L'idéal lui échappe ; il faudra donc qu'il aille

Rachetant l'idéal par le vrai des douleurs.

Voici comment Sainte-Beuve (1) parle de Joseph Delorme :

« Il se plongea dans la solitude du cœur, et, persuadé qu'il n'y avait rien à faire au dehors, il s'abima en lui-même ; de là une maladie incurable et singulière qu'il a pris soin d'observer avec une attention presque cruelle, et qu'avant de mourir, il nous a racontée en vers et en prose, jusque dans ses détails les plus secrets. Cela scandalisa fort les salons et parut misérable et ignoble. On objecta Werther, René, Byron, Adolphe, toutes les grandes douleurs philosophiques et aristocratiques... Mais ce pauvre diable de Joseph Delorme n'avait pas le choix des douleurs ; ces nobles doléances ne lui allaient guère. Il s'acharnait à ses maux et se les racontait à lui-même sans pudeur ; parfois, à force de sincérité, il allait à l'incroyable et analysait avec une sorte de frénésie ses plus étranges hallucinations. »

III

Quelle poésie allait produire ce « Werther carabin », doublé d'un artiste ? Une poésie très originale

(1) *Premiers Lundis*, t. Ier.

pour l'époque et dont l'influence a été considérable « dans l'évolution du lyrisme contemporain » (M. Brunetière). Voyez de 1820 à 1830 ce que chantent les poètes : il leur faut des malheurs éclatants, des personnages illustres, des paysages exotiques. Ils chantent la Vendée, Canaris ou Napoléon; ils nous transportent en Grèce et en Orient, même quand ils n'ont vu que l'Espagne ou l'Italie. Ils prennent des poses de héros de roman. Sainte-Beuve ne peint que l'horizon qu'il connaît, que les choses qu'il a vues et que les sensations qu'il a éprouvées. Cet horizon est laid, ces sensations sont vulgaires ou au contraire trop raffinées ; peu importe. Ajoutez à cela les souvenirs de ses lectures : car il adore les livres, et plusieurs de ses poèmes sont des traductions et des imitations. Il écrit ses vers à propos d'une conversation, d'une rêverie, d'un songe, d'une promenade; il nous montre les paysages qui lui sont familiers; il envoie sonnets et épîtres aux amis qu'il fréquente. Il s'analyse lui-même avec une rare pénétration. Il se fait connaître à nous tel qu'il est avec ses désirs et ses vœux, bien modestes du reste ; avec ses déceptions et ses désillusions. Il y a de la sincérité, de l'émotion, une vraie tristesse dans beaucoup de ses poèmes si peu lus aujourd'hui.

Quand l'avenir pour moi n'a pas une espérance,
Quand pour moi le passé n'a pas un souvenir,
Où puisse, dans son vol qu'elle a peine à finir,
Un instant se poser mon âme en défaillance;

Quand un jour pur jamais n'a lui sur mon enfance,
Et qu'à vingt ans ont fui, pour ne plus revenir,
L'amour aux ailes d'or, que je croyais tenir,
Et la gloire emportant les hymnes de la France;

Quand la Pauvreté seule, au sortir du berceau,
M'a pour toujours marqué de son terrible sceau,
Qu'elle a brisé mes vœux, enchaîné ma jeunesse:

Pourquoi ne pas mourir? De ce monde trompeur
Pourquoi ne pas sortir sans colère et sans peur,
Comme on laisse un ami qui tient mal sa promesse?

Il a donc fait une peinture poétique de la vie réelle à l'imitation des lakistes anglais, qu'il connaissait bien. Il y a chez lui de la sympathie pour les humbles, chose nouvelle dans la littérature française; il a essayé de créer la poésie populaire. Sans doute ce genre a ses écueils, le prosaïsme, la platitude, l'insignifiance du sujet. Joseph Delorme ne les a pas évités ; mais ses imitateurs non plus; — ce qui doit nous rendre indulgents pour le premier qui ait voulu donner cet accent à sa Muse. A force de s'analyser, la personnalité de l'écrivain prend trop d'importance. A force de creuser, l'auteur arrive à la bizarrerie et à la singularité. Je crois à sa sincérité; mais tant de raffinement pourrait faire croire que l'artiste s'amuse à faire l'anatomie de son cœur : trop souvent l'auteur cache l'homme. Il ne s'est pas contenté de s'analyser lui-même; il a aussi dépeint les autres. Mais ceux qu'il choisit sont des humbles, dont il nous présente l'histoire dans des récits familiers : Marèze, Doudun, Monsieur Jean (*Pensées d'août*). Dans une note il rapproche lui-même *Monsieur Jean maître d'école* de *Jocelyn*. « Dans son admirable et charmant *Jocelyn*, M. de Lamartine, avec sa sublimité facile, a d'un pas envahi tout ce petit domaine de poésie dite intime, privée, domestique, familière, où nous avions essayé d'apporter quelque originalité et quelque nouveauté. »

Les trois recueils publiés par Sainte-Beuve ne sont pas exactement pareils. Il y a dans le premier une tristesse plus morne, un désenchantement plus complet. Dans les *Consolations* il y a plus de hauteur philosophique et une vague teinte de religiosité.

« Ici encore c'est presque toujours de la vie privée que je parle; si je ne me tiens pas à ces détails comme par le passé et si je passe outre, aspirant d'ordinaire à plus de sublimité dans les conclusions, je ne fais que mener à fin mon procédé, sans le changer le moins du monde, je ne cesse pas d'agir sur le fond de la réalité la plus vulgaire et, en supposant le but atteint, j'aurais seulement élevé cette réalité à une plus haute puissance de poésie... Il y aurait eu chez moi progrès poétique dans la même mesure qu'il y a eu progrès moral. »

Dans les *Pensées d'août* il s'élève plus haut encore; il montre que ce qu'il faut à l'âme pour être vraiment belle et pure, c'est un malheur, un devoir.

*
* *

J'ai assez loué les poésies de Sainte-Beuve pour pouvoir apporter quelques restrictions à mes éloges. Je ne reprocherai certes pas à l'auteur de se plaire aux sentiers étroits et aux coins ignorés; je ne déteste pas ce quelque chose de sourd, d'humble, de discret, de nuancé, de subtil dans l'analyse morale qui le distingue. Mais je reconnais que cette subtilité a parfois quelque chose de morbide; que cette poésie familière est parfois bien plate et bien prosaïque.

Marèze avait atteint à très peu près cet âge
Où le flot qui poussait s'arrête et se partage.
Jusqu'à trente-trois ans il avait persisté
Avec zèle et succès au sentier adopté,

Sentier sombre et mortel aux chimères légères.
Il tenait, comme on dit, un cabinet d'affaires;
De finance ou de droit il débrouillait les cas;
Et son conseil prudent disait les résultats.

C'est affreux; ce n'est pas de la poésie même familière. Nous avons quelques poètes, Lafontaine, Lamartine, Musset, qui savent revêtir de poésie les

détails les plus familiers; Sainte-Beuve n'est pas de ce nombre. L'exécution chez lui n'est pas à la hauteur de l'intelligence. L'imagination n'est pas assez puissante. Il y a trop d'intentions, trop de nuances; le style est entortillé, laborieux et précieux. Il manque de souffle et de facilité; il n'y a rien d'éclatant et de vibrant; c'est sec, triste et maladif. Ce n'est ni le soleil ni l'ouragan; c'est une brume grisâtre. Ah! si, avec son intelligence, il avait eu la flamme, l'ampleur, la sublimité facile de Lamartine, ou la prodigieuse imagination de Hugo, ou la légèreté impertinente de Musset! Mais non; la nature lui a refusé la grâce. Les détails sont curieux, l'idée est souvent ingénieuse, la description est exacte, le sentiment, quoi qu'on en ait dit, est sincère. Et néanmoins l'impression est pénible. C'est que la période manque de mouvement et d'ampleur; c'est qu'on sent l'effort de l'artiste essoufflé qui sent, voit, comprend et ne peut pas exprimer ce qu'il a dans le cœur et dans la tête. Il faut peut-être qu'un poète ait l'esprit moins critique, ait moins conscience de ce qu'il veut faire. Voici une note de *Monsieur Jean :*

« Je prie les personnes qui liront sérieusement ces études et qui s'occupent encore de la forme, de remarquer si dans quelque vers qui, au premier abord, leur semblerait dur et négligé, il n'y aurait pas précisément une tentative, une intention d'harmonie particulière par allitération, assonance; ressources que notre poésie classique a trop ignorées, dont la poésie classique des anciens abonde et qui peuvent dans certains cas rendre à notre prosodie une espèce d'accent. »

Il a dit lui-même, parlant de ses poésies :

Il manque en plus d'un lieu le léger de la Muse.

Ne soyons pas trop sévère, cependant, pour un poète qui a créé dans la poésie française un genre nouveau, qui a exercé une certaine influence sur le développement du génie de Hugo (*Feuilles d'automne*), de Gautier (*Premières poésies*), et dont la postérité s'appelle Baudelaire, Banville, Coppée; pour un poète enfin qui a le culte, l'adoration de son art.

L'Art est cher à qui l'aime, et plus qu'on ose dire;
Il rappelle qui fuit, et sitôt qu'il inspire,
Il console de tout : c'est la chimère enfin.

Il est resté jusqu'à son dernier jour fidèle

A cet art, son orgueil, ses craintives amours.

PIERRE ROBERT.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Une colonie modèle.

Le livre de M. Alfred Russel Wallace : *l'Archipel Malais*, s'adresse aux conquérants de Cuba et des Philippines, mais ne pourrait-il avec profit être médité par nous? On en pourra juger à la lecture des considérations dont l'introducteur de l'ouvrage auprès du public américain, M. Sylvester Baxter, fait précéder l'étude si consciencieuse et si pénétrante de son compatriote. « Les États-Unis, dit-il en substance, ont, pour ainsi dire du jour au lendemain, passé au rang de grande puissance coloniale. Quels que soient les inconvénients de cette position nouvelle, certaines conséquences influeront assurément d'une façon heureuse sur le caractère national : ainsi nos idées s'élargiront, nous abandonnerons la politique d'isolement et d'exclusion et nous passerons, graduellement, du provincialisme au cosmopolitisme. Bon gré mal gré nous apprendrons aussi à traiter les populations indigènes avec justice, sinon avec bonté, au lieu de recourir à ces mesures inhumaines, sournoises ou violentes, qui ont eu pour résultat l'anéantissement d'une race; je dis bon gré mal gré, car nous aurons devant nous des masses imposantes d'hommes intelligents, opiniâtres, assez instruits déjà et nous craindrons de partager le sort des Espagnols; — enfin nous serons forcés de chercher la solution d'une foule de problèmes complexes qui jusqu'ici nous étaient demeurés complètement étrangers.

« L'expérience acquise par les autres, souvent à leurs dépens, peut ici nous être d'un grand secours et nous ne saurions étudier de trop près et l'histoire coloniale, et les divers systèmes de colonisation actuellement en vigueur. Or, depuis la découverte du nouveau monde, sept puissances ont possédé, d'aucunes possèdent encore, un empire colonial. Faisant momentanément abstraction de l'Angleterre, à propos de laquelle nous nous livrerons à une enquête toute spéciale, nous avons devant nous l'Espagne, le Portugal, la France, la Hollande, le Danemark et l'Allemagne. Le Danemark ne peut guère être pris comme exemple, son domaine se bornant à quelques petites îles dans les Indes occidentales, outre l'Islande et le Groenland; l'Allemagne n'a pas eu encore le temps de se retourner; la France a beaucoup embrassé et fort peu étreint (on se souvient que je cite, sans commentaires); enfin l'exemple de l'Espagne et du Portugal est purement négatif : il nous enseigne ce qu'il faut soigneusement éviter, non ce qu'il faut faire. Il ne reste que la Hollande dont l'enseignement soit précieux parce que seule, avec l'Angleterre, elle peut nous présenter de merveilleux résultats, fruits d'une administration coloniale, habile, sage et libérale dans une juste mesure; la colonie hollandaise des Indes offre l'exemple le plus brillant et le plus heureux du règlement des rapports de l'élément européen et de l'élément indigène, industrieux mais encore à demi barbare, du suzerain et du vassal, au mieux des intérêts des deux parties. »

Les Indes néerlandaises comprennent la plus grande partie de l'archipel malais, formant le plus grand empire

colonial en Orient après celui de l'Angleterre. La politique poursuivie par le gouvernement hollandais a atteint son plus complet développement dans les grandes îles de Java et des Célèbes.

Java est appelée l'île tropicale la plus intéressante et la plus riche au monde. Elle n'est d'un bout à l'autre qu'un vaste jardin, traversé par des routes excellentes le long desquelles se succèdent des paysages d'une éblouissante beauté. Sa prospérité est indiquée par la densité de sa population, atteignant, en chiffres ronds, 24 millions d'individus, soit un tiers environ de celle des États-Unis. En 1826 la population de l'île n'était que de 5 500 000. En 1850, après une application de vingt-quatre ans du « système agraire », base de l'étonnante prospérité de l'île, la population atteignait le chiffre de 9 500 000, soit une augmentation de 73 p. 100. En 1865, Java comptait 14 168 416 habitants, soit une augmentation de près de 50 p. 100 en quinze ans.

Le principe du gouvernement de Java, c'est de conserver toute la hiérarchie indigène, depuis le chef du village jusqu'aux princes qui, sous le nom de régents, gouvernent des districts comparables pour l'étendue à de petits comtés anglais. Auprès de chaque régent est placé un *résident* ou *assistant résident* hollandais, considéré comme « le frère aîné » du prince et dont les ordres prennent la forme de « recommandations » qui toujours sont écoutées et doivent l'être. Le résident a sous ses ordres un *contrôleur*, — sorte d'inspecteur de tous les pouvoirs indigènes subalternes, — qui périodiquement visite tous les villages du district, entend les plaintes contre les anciens des villages et autres chefs indigènes et surveille les plantations de l'État.

Les Hollandais ont étudié les conditions sociales des populations, et n'ont pas essayé de tout démolir, puis de rebâtir sur le modèle européen ; ils ont accepté la situation telle quelle, et surtout ont respecté les traditions et les institutions religieuses. On sait à quels échecs coururent beaucoup de missionnaires pour avoir adopté un système absolument opposé : pressés d'opérer des conversions en masse, ils se sont contentés d'inculquer un christianisme formaliste, produit d'une civilisation raffinée, où les pauvres gens ont pris ce qui leur a plu davantage, c'est-à-dire les vices. A Java et surtout aux Célèbes les missionnaires ne sont pas restés inactifs, mais ils ont agi avec une prudence extrême et, travaillant de concert avec les agents du gouvernement qui à leur tour les soutiennent de leur autorité morale et les font au besoin respecter par la force, ils ont réussi à transformer le pays en un laps de temps relativement très court. Il y a quarante ans, l'île du nord était une contrée sauvage, peuplée d'êtres féroces garnissant leur hutte de têtes humaines, chaque village vivant dans un état de guerre perpétuelle avec ses voisins. Aujourd'hui c'est un jardin bien digne de son doux nom indigène de Manahasa, s'il est vrai que ce mot signifie paradis.

Notons ici quelques observations fort justes de l'auteur : Les indigènes des pays tropicaux ont peu de besoins et, ces besoins une fois satisfaits, le travail ne peut être obtenu d'eux que dans des conditions toutes spéciales, par l'ordre despotique de chefs à qui la coutume les contraint d'obéir, comme des enfants obéissent à leurs parents. Pourtant les trafiquants européens disposent de deux puissants stimulants. L'eau-de-vie (ou l'opium) et le crédit sont deux tentations inventées par les diables blancs pour la perte de leurs frères bruns ou noirs. Afin de pouvoir se procurer des liqueurs, l'indigène vendra tout ce qu'il possède et quand il sera nu comme la main, il travaillera pour gagner de quoi se griser. Si, chose extraordinaire, il est sobre, la prévoyance lui manque en tout cas ; il achète à crédit, il s'endette et tombe au pouvoir du créancier, qui le fera travailler plus qu'il n'eût été nécessaire au malheureux pour se tirer cent fois d'embarras, s'il avait eu un peu d'ordre et d'initiative. On voit se produire cet état de choses partout où l'Européen trafique librement avec une race inférieure. De ce fait le commerce se développe, sans doute, mais sa prospérité n'est que momentanée ; bien vite on aboutit à la démoralisation de l'exploitant non moins qu'à celle de l'exploité, la gangrène gagne l'administration elle-même, et l'on remarque toujours que les colonies à population mixte où règne le « laissez faire, laissez griser » finissent par coûter fort cher à la métropole ; pertes d'argent, pertes d'hommes, pertes de considération aux yeux des autres nations et à ses propres yeux.

Le « système agraire » ne se pique pas d'introduire un régime de liberté absolue, de « porte ouverte », comme disent les Anglais : la porte n'est qu'entr'ouverte, plus ou moins, selon l'état de civilisation. Le peuple par l'intermédiaire de ses chefs, a été amené à consacrer une partie de son temps à la culture du café, de la canne à sucre et d'autres produits de rapport. Un salaire fixe est payé aux ouvriers ; la récolte est vendue à très bas prix par le gouvernement. Du profit net, une partie déterminée est attribuée aux chefs, le reste va aux travailleurs. Ce système est l'œuvre d'un grand homme d'État, le général van den Bosch, dont on a dit avec beaucoup de raison : Il a plu à Dieu, dans sa miséricorde pour un peuple malheureux, d'inspirer au roi de Hollande une confiance illimitée en un homme que beaucoup regardaient comme le plus dangereux utopiste du royaume.

Aux Célèbes l'application du système rencontra au début quelques difficultés à cause de l'état de civilisation rudimentaire que nous avons signalé plus haut ; mais la patience et l'opiniâtreté hollandaises vinrent à bout de tous les obstacles. Déjà en 1822 on entreprenait la culture du café. Des instructeurs indigènes et des graines nécessaires aux semailles furent envoyés de Java ; on fournit des vivres aux ouvriers occupés à défricher et à planter ; les prix de rémunération et de vente furent fixés comme dans la grande île et il fut décidé que les chefs de village à qui l'on décernait le titre de « major » — et c'est beaucoup, un titre et un uniforme aux yeux de hobereaux de tous les pays — recevraient 5 p. 100 du produit. Bientôt des routes furent tracées du port de Menado jusqu'au plateau central et des chemins relièrent tous les villages ; des missionnaires s'établirent dans les plus gros villages et ouvrirent des écoles, des trafiquants chinois pénétrèrent dans l'intérieur et fournirent des vêtements et autres objets de première nécessité en échange de l'argent que la vente du café avait produit. En même temps le pays fut

divisé en districts et le système des contrôleurs qui avait déjà fait ses preuves à Java fut appliqué aux Célèbes avec le même succès. Le contrôleur est un Européen, ou un créole, c'est-à-dire, ne l'oublions pas, un blanc né sous les tropiques; son rôle complexe d'intendant général des cultures, de conseiller des chefs indigènes, de protecteur du peuple, de lien entre le peuple, les chefs et le gouvernement hollandais prit dès l'abord une importance capitale au milieu de ces populations à demi sauvages dont il fallait se concilier la faveur sans les pousser au vice d'ivrognerie ni flatter leurs instincts sanguinaires.

La politique hollandaise qu'on pourrait appeler un despotisme paternel mérite d'être examinée à un autre point de vue encore, celui du profit direct que la métropole peut légitimement retirer de ses colonies. Nous avons assurément sous les yeux l'exemple le plus brillant d'une entreprise commerciale vaste et compliquée, menée directement par un gouvernement, et les résultats semblent bien faits pour justifier les théories et les prétentions du socialisme d'État. Le gouvernement lui-même établit et cultive d'immenses plantations, il achète des produits indigènes, il les vend; il est producteur, commerçant, industriel, banquier, fait ainsi d'énormes bénéfices qui sont employés au plus grand profit de la métropole. Celle-ci a fait des avances de fonds pour lesquelles il est juste qu'elle soit largement rémunérée; en outre la population indigène a retiré de grands avantages d'une politique, en somme très libérale. Cependant, dit M. Wallace, si le gouvernement s'était contenté d'une modeste rémunération équivalente à l'intérêt, même à un taux très rémunérateur, des dépenses faites, et s'il avait appliqué l'excédent du gain à la colonie productrice, le système aurait été encore meilleur et la prospérité de ces îles aurait sans nul doute été merveilleuse. Ceci nous amène, par une transition insensible, à une comparaison entre la vie sauvage et la vie civilisée, comparaison qui n'est pas toute à l'avantage de notre civilisation prétendûment raffinée, bien que l'auteur s'abstienne de vaines déclamations et se place sur un terrain tout à fait différent de celui de Rousseau.

« La plupart d'entre nous sont persuadés que les races supérieures, que notre race européenne en particulier, ont progressé et progressent constamment. S'il en est ainsi, il doit y avoir un état de perfection, un but suprême que jamais nous n'atteindrons, mais dont tout progrès réel doit nous rapprocher. Quel est donc cet état social d'une idéale perfection vers lequel l'humanité a toujours tendu et tend encore? Nos meilleurs esprits assurent que c'est un état de liberté individuelle et d'autonomie rendue possible par le développement intégral et la juste balance des facultés intellectuelles, morales et physiques de notre nature, où chacun sera tellement bien adapté à l'existence sociale par la connaissance de ce qui est juste, et en même temps sentira un tel besoin de pratiquer la justice, que tous les châtiments et toutes les récompenses, partant toutes les lois formelles, seront désormais inutiles. Dans un tel État chaque être possédera une organisation intellectuelle parfaitement pondérée, de façon à comprendre la loi morale dans tous ses détails, et n'aura besoin d'aucun autre motif que la libre impulsion de sa nature pour obéir à cette loi.

« Eh bien, il est remarquable que, parmi les populations arrivées à un degré de civilisation encore peu avancé nous trouvons non pas cet état idéal, mais certainement quelque chose d'approchant. J'ai vécu en Amérique, et en Orient au milieu de communautés de sauvages qui n'ont d'autres lois ni d'autres tribunaux que l'opinion du village librement exprimée. Chaque individu respecte scrupuleusement les droits de ses compagnons, et tous les membres de la communauté sont presque égaux. Il n'existe là aucune trace de ces distinctions criantes de riche et pauvre, savant et ignorant, maîtres et serviteurs, qui sont le produit de notre civilisation; de cette division du travail qui, s'il accroît la richesse, est aussi la source de bien des souffrances; de cette concurrence acharnée, de cette lutte pour la vie que crée inévitablement l'excès de population. Toute excitation aux grands crimes fait ainsi défaut et les fautes ordinaires sont réprimées, d'abord par l'influence de l'opinion publique, mais surtout par ce sentiment naturel de justice et cette conscience des droits du prochain qui, quoi qu'on en dise, semblent en quelque degré innés chez toutes les races humaines.

« Or, si nous sommes immensément en progrès sur l'état sauvage dans le domaine matériel, il n'en est pas de même dans le domaine moral. Il est vrai que parmi les classes qui n'ont aucun besoin dont la satisfaction ne puisse être prompte et complète, les droits des autres sont pleinement respectés, du moins quand la passion n'est pas en jeu. Il est vrai aussi que nous avons étendu énormément la sphère de ces droits. Mais il n'en est pas moins vrai que la grande masse du nos populations ne s'est pas élevée au-dessus de la morale du sauvage et dans bien des cas est demeurée bien au-dessous. »

La conclusion à tirer de cela, si l'on admet la théorie de M. Wallace, c'est que civilisés et barbares auraient grand profit à se mieux connaître et à prendre contact pacifiquement pour se communiquer non leurs vices mais leurs qualités respectives. D'ailleurs, en proposant Java comme modèle à ses compatriotes entrés à présent dans la voie de la colonisation, l'auteur ne les engage pas à imiter servilement le « système agraire » hollandais; ce qui réussit admirablement en un endroit, dit-il, échouera misérablement en un autre placé dans des conditions différentes; la politique de colonisation devrait être surtout un travail d'adaptation.

Pour finir, voici quelques idées que nous devrions méditer à l'égal des Américains :

« Si nous croyons avoir le droit de gouverner une race sauvage et d'occuper son pays; si d'autre part nous considérons comme notre devoir de faire ce qui est en notre pouvoir pour améliorer nos barbares sujets et les élever au niveau de notre propre civilisation, il ne faut pas que nous nous effrayions au moindre mot de « despotisme » et « d'esclavage »; il faut bien plutôt que nous usions d'autorité pour les amener à accomplir un labeur qui sans doute leur répugne, mais que nous savons être un pas indispensable dans la voie du progrès physique et moral. Les Hollandais ont donc fait non seulement de bonne poli-

tique, mais de bonne humanité en renforçant l'autorité des chefs indigènes auxquels le peuple avait l'habitude d'obéir; en agissant d'accord avec ces chefs ils ont amené des changements dans les coutumes et les mœurs du peuple, qui auraient causé un grand mécontentement, germe de futures révoltes, s'ils avaient été imposés directement par des étrangers. »

NOTES ET IMPRESSIONS

Toujours à l'affût des dernières créations du progrès, ainsi qu'il sied à un chroniqueur qui a conscience de ses devoirs, j'ai frété l'autre jour un de ces fiacres mus par l'électricité, dont l'inauguration a coïncidé avec l'ouverture du concours hippique.

A parler franc, je leur ai trouvé d'abord un air d'insolence qui m'a déplu. Il m'a fâché de les voir se pavaner sur les boulevards, d'où ils ne s'éloignaient qu'à prix d'or, pendant que le concours hippique était relégué dans un quartier perdu. Ils paraissent lourds, massifs, ventrus comme des bourgeois satisfaits. Leurs conducteurs sont à cent lieues de la simplicité, un peu grossière, mais bon enfant, de nos « collignons » limousins. Ce ne sont plus des cochers, mais des sortes d'ingénieurs. Ils sont corrects et doctoraux. Pionniers de la science moderne, ils ont le sentiment de leur dignité. Ils ressemblent à d'anciens élèves de l'École polytechnique.

Ces personnages, imposants pendant les négociations préliminaires, apparaissent comme tout à fait redoutables une fois qu'on est en route. Ils tiennent, tout simplement, la vie du voyageur entre leurs mains. Les chevaux savaient très bien suppléer, dans les circonstances critiques, à l'insuffisance du cocher ivrogne ou distrait. Avec tout le respect qui est dû aux conducteurs des fiacres électriques, et qui oblige à admettre qu'ils ne s'enivreront jamais et ne penseront jamais à leur bonne amie, il est permis de ne pas considérer leur infaillibilité technique comme un dogme. Et les erreurs qu'ils pourront commettre seront sans remède. Il y a des sceptiques qui accordent plus de confiance à l'instinct des animaux qu'à l'intelligence des hommes. En tout cas, l'initiative propre du cheval était une garantie supplémentaire que les personnes soucieuses de leur sécurité regretteront plus d'une fois.

Rien n'empêchera, d'ailleurs, cette expulsion de la race chevaline hors de la surface du pavé de bois, qui n'est plus qu'une affaire de quelques années. Les courses mêmes ont déjà été remplacées, en Amérique, par des courses de trains rapides. Infortunée race chevaline! C'est bien la peine que tant de gens si distingués, clubmen et bookmakers, aient travaillé à son amélioration. Elle n'existera bientôt plus qu'à l'état fossile dans les muséums. La paléontologie la guette.

Le règne végétal ne tardera pas plus que le règne animal à disparaître des rues de Paris. Pendant que les fiacres électriques commencent la proscription des chevaux, les constructeurs de chemins de fer souterrains déracinent sans pitié les arbres qu'avait épargnés la fureur des architectes. La nature et la vie sont chassées par l'invasion de la mécanique. Les villes de l'avenir, d'où sera bannie la variété des formes et des couleurs, où il ne subsistera que de l'étendue et du mouvement, réaliseront de plus en plus la conception cartésienne du monde. Et l'homme lui-même deviendra une espèce d'automate abstrait, qui circulera fébrilement dans des cars et des métropolitains, s'agitera, produira et consommera, mais connaîtra de moins en moins le charme de sentir et de penser.

Telles sont les réflexions chagrines qui m'ont assiégé l'autre jour, pendant qu'un fiacre électrique me cahotait, à un tarif très élevé, depuis l'Opéra jusqu'au boulevard des Italiens. Peut-être, après tout, étais-je incliné aux humeurs noires par les prétentions excessives du conducteur. Dire qu'on trouvait mauvais qu'un cocher vieux jeu sollicitât un petit supplément de pourboire lorsqu'on se faisait conduire à Grenelle ou à Montrouge!

***

Dans une des plus nerveuses tirades de l'*Ami des femmes*, de Ryons dit leur fait à « ces charmants et terribles petits carnivores pour lesquels on se déshonore, on se ruine, on se tue, et dont l'unique préoccupation, au milieu de ce carnage universel, est de s'habiller tantôt comme des parapluies, tantôt comme des sonnettes ».

Mes relations dans les sphères de la haute couture ne sont pas assez étendues pour me permettre de prévoir ce que sera la mode de la semaine prochaine. Mais j'ai constaté, comme tout le monde, en ces derniers mois, l'écrasement de la sonnette, si j'ose dire, et le triomphe éclatant du parapluie.

Les lignes courbes ne se sont pas portées du tout cet hiver. La sveltesse a été constamment de rigueur. Il paraît, si nous en croyons les feuilles spéciales, que certain corset d'un modèle nouveau fut chargé d'aplanir les... difficultés. En outre, toujours d'après les gazettes bien informées, l'exiguïté des robes-fourreaux aurait déterminé nombre de « petits carnivores » à sacrifier le superflu des étoffes cachées. On assure que l'industrie du jupon est dans le marasme, tandis que la vicomtesse Harberton, à qui fut refusé l'accès d'un hôtel parce qu'elle était en culotte de cycliste, aurait pu, sans manquer aux usages de la saison, mettre directement une robe sur

cette partie de son costume. Toute la différence entre la vicomtesse et les princesses des élégances n'aurait plus, alors, été que celle qui sépare le bouffant du collant et le drap du satin. Je ne sais si je me fais bien comprendre. (Les journaux de modes doivent être très difficiles à rédiger.)

Les hommes ne sont généralement pas consultés sur ces sujets délicats, et leur intervention est, comment dirai-je? d'ordre purement financier. Ils n'ont garde d'exprimer un avis qu'on ne leur demande pas. Leur sera-t-il permis cependant de risquer timidement un vœu?

Je crois que beaucoup d'entre eux sont las des parapluies et souhaitent tout bas d'en être débarrassés, fût-ce (s'il n'y a pas moyen d'échapper au dilemme) au prix d'une restauration des sonnettes.

Toutes ces simplifications de ces derniers temps ne leur disent rien qui vaille. Ils redoutent la simplification suprême, réclamée par les intransigeantes du féminisme, et qui consisterait dans l'adoption du costume masculin. Quelle horreur! Et quel ami des femmes ne préférerait à cette désolation l'ampleur, même démesurée, des crinolines ou des tournures, et le luxe onéreux de ces « dessous » qui fournissaient naguère tant de pages de copie descriptive aux romanciers psychologues?

Le grand principe qui domine les questions de toilette, c'est que les dissemblances entre les deux sexes doivent être aussi tranchées que possible. Pour cette raison, je ne regrette pas les dentelles, les broderies, les pourpoints rose tendre ou vert d'eau de nos aïeux de l'ancien régime. Et j'espère bien que l'idée du manchon pour hommes, qui vient de germer dans la cervelle de quelques snobs de Londres, ne passera pas le détroit et succombera sous le ridicule. Il est vrai que, dans la nature, particulièrement chez les oiseaux, c'est le mâle qui est gratifié des parures les plus éclatantes. La civilisation a changé cela et elle a bien fait. L'homme avait des besognes plus utiles à accomplir que de passer son temps à s'adoniser. Mais si le renversement des rôles était nécessaire, la différenciation doit être soigneusement maintenue, à la fois pour le bonheur des individus et pour l'intérêt de l'espèce.

C'est un paradoxe de vocabulaire, que le mot de « féminisme » puisse désigner la théorie qui veut, en somme, supprimer la femme, en l'assimilant à l'homme. En bonne étymologie, le féminisme devrait être tout le contraire.

Les niaiseries « féministes », notamment celles qui portent sur l'identification du vêtement, nous arrivent pour la plupart des pays anglo-saxons, surtout des régions transatlantiques. Or, il paraît que le Pape vient de condamner l'« Américanisme ». L'Américanisme que réprouve le bon goût profane n'est peut-être pas tout à fait celui dont Léon XIII s'est inquiété; mais il ne vaut certainement pas mieux.

*
* *

Avez-vous entendu, au Cirque d'Été, ce jeune prêtre et compositeur italien, l'abbé Lorenzo Perosi, qui est venu diriger lui-même l'exécution par l'orchestre Lamoureux de son oratorio *la Résurrection du Christ?* Il a obtenu à Paris un très beau succès, moins tapageur que les démonstrations délirantes auxquelles l'avaient habitué ses compatriotes, mais dont il a le droit d'être très fier.

Quelques gens malintentionnés, probablement des rivaux aigris, ont entrepris de taquiner ce jeune et déjà glorieux maëstro. Certains journaux de la péninsule ont raconté, par exemple, avec une malveillante ironie que don Perosi, à la suite d'un triomphal concert, avait été embrassé, pour l'amour du dièse et du bémol, par de passionnées admiratrices de son talent. L'abbé a démenti le fait, qui a été reconnu inexact.

Peut-être est-ce encore un Lemice-Terrieux qui a expédié la dépêche d'après laquelle don Perosi aurait jeté le froc aux orties pour se consacrer exclusivement à l'art musical.

Cette nouvelle est d'autant plus suspecte qu'elle ne serait que la réalisation d'un conseil de notre bon maître Francisque Sarcey, lequel disait : « S'il a du talent, ce petit abbé, qu'il lâche donc son ennuyeuse musique sacrée et nous fasse du théâtre! » Notre cher et digne oncle n'a jamais passé pour avoir une âme débordante de religiosité.

Il est au moins vraisemblable que les ennemis de l'abbé aient voulu lui jouer un tour pendable, en insinuant qu'il pourrait ne pas rester sourd à des conseils d'une inspiration aussi séculière.

Et d'ailleurs, pourquoi donc l'abbé Perosi, s'il se décidait à composer pour le théâtre, devrait-il nécessairement quitter l'habit ecclésiastique? j'avoue que je n'aperçois pas cette incompatibilité absolue, que tout le monde semble admettre sans discussion, entre la musique d'opéra et le caractère sacerdotal. Don Lorenzo, s'il écrivait des opéras, saurait y mettre une élévation conforme aux conditions du grand art, lequel est essentiellement moralisateur. Et rien ne l'obligerait à cesser d'écrire parallèlement des oratorios, mais l'expérience de la scène le préparerait à les rendre moins fastidieux que ne le sont trop souvent les productions de ce genre. Finalement, le dédoublement de don Lorenzo en un Célestin supérieur et un Floridor magistral servirait à la fois les intérêts de l'art et ceux de l'Église.

C'est une néfaste manie de Septentrionaux maussades, de vouloir à toute force que le plaisir soit

immoral et le devoir assommant. L'heureuse Italie en jugeait autrement jadis, et encore aujourd'hui, si elle suivait son naturel et ne se laissait point intimider par l'étroit puritanisme du Nord, elle admettrait parfaitement que l'abbé Perosi se partageât entre la chapelle Sixtine et la Scala de Milan.

PAUL SOUDAY.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

On ne dit pas encore à qui sera confiée la publication des œuvres posthumes de Michelet.

Si l'on se rappelle ce qu'en disait Mme Michelet, l'été dernier, au moment où se préparaient les fêtes du Centenaire, l'entreprise serait considérable, et d'un singulier intérêt.

« Mon mari, nous déclarait Mme Michelet, avait dit, peu de temps avant de mourir, qu'il me laissait de quoi travailler pendant quinze ans. Il y a vingt-quatre années de cela, et le travail n'est point achevé. »

Ce travail consistait principalement dans le classement des notes laissées par Michelet, — ébauches ou plans d'ouvrages, additions ou corrections notées en vue de rééditions futures, impressions et souvenirs intéressant les hommes et les événements contemporains et du passé : matériaux précieux et confus, que, jour à jour, pendant plus de trente ans, Michelet avait laissés s'accumuler pêle-mêle dans ses cartons.

A quel degré d'avancement Mme Michelet avait-elle mené cette énorme tâche? Et que deviendront les manuscrits qui composaient une partie des archives de l'illustre écrivain, et qui peut-être renferment des parties d'inédit?

Enfin, je rappelle que Mme Michelet s'occupait, au moment où la mort la surprit, de réunir en volume les lettres admirables adressées, il y a plus d'un demi-siècle, par Michelet à celle qui devait être sa femme. « Ce livre, nous avait-elle dit, contiendra ce qu'il y a de plus inestimable dans son passé. »

Et elle se proposait d'en faire don aux souscripteurs de l'édition dite « du centenaire », ne voulant pas, disait-elle, « que de telles choses fussent achetées ».

Noble vœu, digne de cette femme admirable, et que tiendront à respecter ceux à qui sa mort impose le soin d'achever la tâche si pieusement poursuivie, et qui fut l'honneur, presque la consolation de cette vieillesse.

M. Auguste Dorchain revient de Hollande, où il est allé faire applaudir nos poètes.

En compagnie de sa jeune femme, — interprète délicate des œuvres qu'il commentait, — M. Dorchain a donné à Amsterdam, à la Haye et à Rotterdam des conférences dont le succès, nous écrit-on, a été grand. Il avait pris pour sujet l'étude des rapports de la musique et de la poésie, et a présenté à ses auditeurs quelques-unes des œuvres les plus caractéristiques de ceux de nos poètes qui ont le plus aimé la musique, et en ont parlé le mieux.

Et comme on ne peut pas s'occuper uniquement des vers des autres, M. Auguste Dorchain guette le retour à Paris de M. Jules Claretie, pour lui parler des siens... Il s'agit d'un drame de passion, en quatre actes, auquel le poète travaille depuis plusieurs années.

M. Dorchain est un laborieux, un patient et un modeste : trois raisons — talent à part — de lui souhaiter le succès.

Mme Pardo Bazan, la célèbre romancière espagnole, est attendue à Paris pour y donner dans quelques jours, à la Société des conférences, une causerie sur la littérature de son pays.

Et l'on parle de plusieurs réceptions préparées dans les milieux littéraires, en l'honneur de Mme Bazan. Ce n'est que justice. L'Italie a été très gâtée chez nous en ces derniers temps; l'autre sœur latine voudrait qu'on sût que littérairement elle existe, elle aussi; et qu'elle a même quelques très bons romans à nous faire lire.

Que Mme Pardo Bazan — qui en a écrit quelques-uns — soit la très bien venue.

Annoncés pour mardi prochain :

De M. du Cause de Nazelle, des *Mémoires du temps de Louis XIV*, avec introduction et notes de M. Ernest Daudet;

De Jean de la Poulaine, une étude sur l'Angleterre, le *Colosse aux pieds d'argile;*

(J'ai récemment annoncé ce livre dont l'auteur est un professeur, ancien normalien, qui réside à l'étranger. Jean de la Poulaine est un pseudonyme.)

De MM. Pierre Baudin et Raoul Cadières, *le Soulèvement;* c'est le tome premier d'une histoire illustrée des Révolutions, qui racontera, « les grandes journées populaires » de 1789, 1830, 1848 et 1870.

M. Marcel Prevost commencera en feuilletons, le mois prochain, la publication de son roman en deux parties : *les Vierges fortes*. Il nous donnera en volume, après les vacances, la « série » de l'*Heureux Ménage* dont un journal a déjà publié en articles la plus grande partie.

L'éditeur Lemerre prépare une réimpression d'un des premiers livres de Lavedan, *Leurs sœurs;* et une édition illustrée, en petit format, du *Disciple* de Bourget.

Les deux ouvrages seront en librairie le 20 avril.

Pour la fin du mois, un roman de M. Jean Aicard, *Mélita*, paru dans la *Grande Revue;*

Et quinze jours après, un roman — inédit, celui-là — de M. Camille Lemonnier : *Une femme*.

Étude hardie et forte, dit-on, d'un type d'« émancipée » d'aujourd'hui, — et de demain.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard Impr. des *Deux Revues*, 19, rue des Saints-Pères. — 37746. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 16. 4e SÉRIE. — TOME XI 22 AVRIL 1899.

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET LA RÉPUBLIQUE (1)

Messieurs,

Vous savez que le dernier Congrès de la Ligue de l'enseignement, tenu en 1898, à Rennes, a adopté à l'unanimité le vœu suivant :

« Le Congrès fait appel à l'activité de propagande des sociétés fédérées pour parer aux graves atteintes portées à l'union morale et sociale de la France par l'enseignement secondaire congréganiste, et signale à l'attention du Gouvernement le danger de recruter ses fonctionnaires parmi des jeunes gens qui ne sortent pas des établissements de l'État. »

En désignant parmi ses membres un professeur d'histoire pour expliquer sous son patronage les motifs et le sens de ce vœu, le Conseil général de la Ligue a voulu montrer que le Congrès de Rennes n'avait point obéi à des sentiments passionnés et sectaires, quand il a dénoncé ce danger, mais qu'il s'était inspiré de l'histoire, de l'expérience, des faits, anciens et récents. Oui, pour que les patriotes conciliants et modérés, qui forment notre Ligue, se soient trouvés unanimes à émettre un tel vœu, il a fallu que les menaces et les injures faites aux principes de 1789, qui sont le lien politique et social de la France, leur aient paru, à des signes visibles et frappants, constituer un danger contre lequel il était urgent de défendre la République.

Les causes historiques du péril signalé, les faits qui dénotent l'aggravation récente de ce péril, sa nature, un des moyens pratiques de le conjurer, voilà ce que je vais tâcher d'exposer, ou du moins d'indiquer, en ne m'inspirant que des sentiments qui sont communs à tous les membres de cette Ligue, non seulement l'amour de la vérité, l'amour de la patrie, mais aussi le souci fraternel de ne blesser aucune conscience, aucune foi, dans un débat qui ne s'adresse pas aux opinions individuelles, ni aux dogmes, mais aux efforts concertés de certaines associations enseignantes contre l'esprit républicain, contre les principes de la Révolution française.

I

La question des rapports de l'enseignement congréganiste et de la République n'est qu'une des faces de la grande question des rapports de l'Église et de l'État depuis 1789, et j'en vais rappeler en quelques mots les principaux éléments historiques.

La Révolution française ne s'éleva pas tout de suite à la conception de la liberté religieuse. Malgré le caractère libéral et laïque de la Déclaration des Droits, l'Assemblée constituante n'accorda, en fait, aux cultes non catholiques qu'une large tolérance, et elle se montra surtout préoccupée de réaliser le rêve de nos rois en créant une église vraiment gallicane, vraiment nationale, indépendante du pape à qui on ne laissait plus qu'une suprématie spirituelle. Cette tentative échoua, pour des raisons plus politiques que religieuses, parce que les évêques, gentilshommes de l'ancien régime, regrettant leurs privilèges, tournèrent une partie du bas clergé et le Pape lui-même contre la constitution civile. Cet échec fu

(1) Conférence faite à la Sorbonne, sous le patronage de la Ligue de l'Enseignement, le 15 avril 1899.

fâcheux, en ce qu'il amena une guerre civile et fit couler des torrents de sang, mais il eut aussi ce résultat de décider la Convention nationale à établir l'État laïque, à substituer la liberté de conscience à la tolérance, à séparer, comme nous disons, l'Église de l'État. Si une église nationale n'avait pu s'établir, en revanche un schisme s'était produit parmi les catholiques, et, au grand profit de l'État et de la liberté, il s'était formé en France deux groupes catholiques distincts, l'un papiste, l'autre national, inégaux en nombre et en prestige, mais rivalisant et se faisant contrepoids. En outre des groupes protestants et israélites, jouissant des mêmes droits légaux que les deux groupes catholiques, on vit s'organiser plusieurs groupes rationalistes, soit dans les cadres de l'Institut national, soit dans le culte décadaire, soit dans le culte théophilanthropique. Voilà les éléments, divers et concurrents, de la vie religieuse de la France, dans cette période de la séparation de l'Église et de l'État, qui dura de 1794 à 1802. Ces éléments se contre-balançaient, aucun d'eux n'étant assez fort pour en opprimer un autre, ou pour opprimer l'État, qui restait laïque, neutre et libre, tandis que chaque groupe religieux jouissait de la liberté compatible avec des circonstances encore troublées. Une sorte d'équilibre amenait ainsi une pacification religieuse; l'État et les consciences religieuses recueillaient déjà les fruits d'une politique libérale et conforme aux principes de 1789, quand Bonaparte désorganisa ce système, après l'avoir pratiqué lui-même avec habileté et succès, et le désorganisa par ambition personnelle et pour se procurer les moyens de devenir empereur.

Non seulement il fit le Concordat, qui devait lui permettre de se faire couronner par le pape, mais il rendit à l'Église romaine le grand service de supprimer le schisme, en supprimant l'Église ci-devant constitutionnelle, et, ne maintenant que les églises protestantes et israélites, il détruisit tous les groupes religieux rationalistes, désorganisant l'Institut, fermant les temples des Théophilanthropes, abolissant le culte décadaire. En sus des avantages stipulés par le Concordat, il accorda à l'Église romaine d'immenses avantages pécuniaires, puisqu'il salaria, par mesure bénévole, les desservants, et d'autres avantages de toute sorte, soit matériels par la restitution d'une partie des biens ecclésiastiques, et par le rétablissement de beaucoup de congrégations, soit moraux, par la place privilégiée que reçut la religion dans l'enseignement public, si bien que, grâce à Napoléon Bonaparte, l'Église catholique devint prépondérante en France.

L'Église tendit dès lors, de prépondérante qu'elle était, à devenir omnipotente, à éliminer les groupes protestants, israélites et les quelques groupes rationalistes qui essayaient de se reformer, à rétablir dans notre pays cette unité religieuse dont elle vantait et dont elle vante les bienfaits. (On sait comment ces bienfaits ont profité à l'Espagne!) Il lui semblait que le principal obstacle à cette ambition, c'était le monopole universitaire.

C'est l'Empire qui avait établi ce monopole, par la loi du 20 mai 1806, dont l'article 1er portait « qu'il sera formé, sous le nom d'Université impériale, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'Empire ». Et le décret du 17 mars 1807, qui constituait l'Université impériale, organisa ce monopole.

Ce monopole fut si rigoureusement établi et observé que, pour ne parler que de l'enseignement secondaire, on ne pouvait être admis à se présenter au baccalauréat que si l'on rapportait « la preuve qu'on avait fait sa rhétorique et sa philosophie dans un lycée ou dans une école autorisée à ce double enseignement ». C'est le fameux certificat d'études qui, établi sous l'Empire, subsista jusqu'au 16 novembre 1849, date de son abolition par décret.

Grâce au monopole universitaire, l'esprit laïque de la Révolution se maintint dans l'enseignement, dans l'esprit des classes dirigeantes en général, et les conséquences contre-révolutionnaires de la mesure désorganisatrice par laquelle Napoléon Bonaparte avait supprimé les groupes religieux qui se faisaient équilibre dans l'État et au profit de l'État, ces conséquences furent en partie évitées. Que l'esprit de la Révolution française ait été maintenu alors par l'Université, ce sont les adversaires de l'Université qui le déclarèrent eux-mêmes, et, par exemple, c'est Montalembert qui l'avoua à la tribune, en janvier 1850, dans le débat sur la loi Falloux : « ... Le monopole de l'instruction publique, dit-il, a fait sous la Restauration ce qu'on appelait dans ce temps-là des libéraux et des révolutionnaires; sous le régime de Juillet, il a fait des républicains... »

C'est au début du règne de Louis-Philippe qu'un parti catholique s'était formé pour obtenir la suppression du monopole. Ce fut comme une croisade au nom de la liberté, et ces catholiques se proclamèrent libéraux, parurent libéraux. Ce n'est point cependant la vraie liberté qu'ils demandaient, la liberté pour tous, ou, s'ils la demandaient, ils ne la voulaient que provisoire, « jusqu'à ce que, disait La Mennais dans l'*Avenir* du 16 octobre 1830, jusqu'à ce que les croyances se soient raffermies, et que les intelligences, dispersées pour ainsi dire dans l'espace sans bornes, recommencent à graviter vers un centre commun ». En d'autres termes, ces champions de l'Église ne voulaient la liberté que pour rendre l'Église omnipotente par le rétablissement de l'unité religieuse, de l'unité opprimante et tyrannique. Alors

comme aujourd'hui, ils ne voulaient la liberté que pour détruire la liberté.

Une liberté réglée de manière que l'État demeurât laïque et maître, ils n'en voulaient pas, et le gouvernement d'alors aperçut bien leur dessein. Quoique la Charte de 1830 eût annoncé des lois sur « la liberté de l'enseignement », ces lois, préparées, présentées, ne furent pas votées, et la violence même de la campagne menée par les cléricaux contre l'Université fit comprendre à la bourgeoisie d'alors, encore voltairienne, quel usage dangereux pour l'État les congrégations religieuses ne manqueraient pas de faire de cette liberté, quand ils l'auraient obtenue.

Vint la révolution de février 1848. Dépouillée de son privilège politique, menacée dans son privilège économique, la bourgeoisie, pas peur de la démocratie et du socialisme, se jeta, le mot n'est pas trop fort, dans les bras de l'Église. M. Thiers fut le chef et l'orateur de cette évolution. Il contribua plus que personne au vote de la loi du 15 mars 1850, qu'on appelle loi Falloux, du nom du ministre qui la fit préparer, de cette loi que le Père Lacordaire appela « l'édit de Nantes de notre siècle », et qui supprima le monopole universitaire, donna le droit d'enseigner à toutes les congrégations, même à celles qui, comme la Société de Jésus, n'étaient pas autorisées, et plaça en réalité l'Université sous la surveillance de l'Église. Cette loi, qui fut un des grands succès du parti clérical en France, existe encore dans beaucoup de ses dispositions, notamment pour ce qui concerne l'enseignement secondaire. Voilà donc près de cinquante ans que les congrégations religieuses ont la liberté d'enseigner. Voyons comment elles ont usé de cette liberté, et quels citoyens elles ont préparés à la République.

II

On peut dire tout le mal qu'on voudra du baccalauréat : ce n'est pas moi qui y contredirai, surtout si dans le baccalauréat on veut ridiculiser l'amour immodéré des Français pour les fonctions publiques. Cependant le baccalauréat a un avantage : il permet de voir ce qui se passe dans les établissements congréganistes. Sans doute la loi Falloux n'autorise pas seulement l'État à inspecter les écoles libres au point de vue de la moralité, de l'hygiène et la salubrité, mais aussi à vérifier si l'enseignement qu'on y donne « n'est pas contraire à la constitution et aux lois ». Mais cette vérification a-t-elle jamais été faite? Est-il arrivé une seule fois qu'un inspecteur universitaire ait assisté aux classes, dans les collèges congréganistes, pour s'assurer si l'on n'y enseignait pas des idées contraires à la constitution et aux lois de la République? Eh bien! depuis que l'établissement du livret scolaire nous permet, en beaucoup de cas, de distinguer les candidats congréganistes des candidats sortis des lycées, le baccalauréat constitue un moyen indirect, mais efficace, d'inspecter l'enseignement libre, d'en saisir les résultats et les tendances.

Or j'ai fait partie de beaucoup de jurys de baccalauréat, et, tout en témoignant la plus grande bienveillance aux candidats de toute provenance (une bienveillance qui, je l'avoue, va souvent jusqu'à la faiblesse), j'ai noté avec soin tout ce qui, dans leurs réponses, était de nature à me renseigner sur les méthodes et les résultats de l'enseignement congréganiste. Je me suis fait, par cette expérience personnelle, sans préjugé et sans passion, une idée qui repose sur des réalités, et non sur des hypothèses sentimentales ou sectaires. J'ai pu apporter ainsi à la Commission parlementaire d'enquête un témoignage qui supplée en partie à cette inspection que l'Université n'exerce pas sur les collèges libres, et, au risque de répéter ici ce que j'ai dit à cette Commission, je vais indiquer les principales notions que m'a suggérées, sur la question qui nous occupe, mon expérience d'examinateur.

Me voilà donc en présence d'un candidat. Je le prends de force moyenne, un peu hésitant, un peu intimidé. Ma question l'a rendu muet ou balbutiant. Sa mémoire se trouble. Je sens qu'il n'est pourtant ni tout à fait bête ni tout à fait ignorant. J'essaye de le rassurer, et je lui pose une question *de bon sens*. Eh bien! si c'est un élève de lycée, les trois quarts du temps il se rassure, reprend son aplomb, se tire d'affaire. Si c'est un élève des Jésuites, les trois quarts du temps il se trouble davantage, rougit, reste muet. Je n'exagère en rien, c'est un fait d'expérience : l'appel au bon sens réconforte le lycéen, désarçonne le congréganiste. Il y a des exceptions, des deux côtés : elles sont fort rares. En règle générale, l'examinateur qui provoque le candidat congréganiste à réfléchir, à raisonner, n'arrive qu'à accroître son trouble.

Cet enfant qui balbutie de la sorte a souvent une figure intelligente, des yeux vifs. Est-il possible qu'il soit réellement incapable? S'il ne raisonne pas, peut-être a-t-il quelque goût, quelque imagination. « Voyons, mon ami, y a-t-il dans le théâtre classique une tragédie qui vous ait plus intéressé que les autres? Y en a-t-il une qui vous ait plus ennuyé que les autres? » Le lycéen, ainsi interrogé, sourit et répond, par exemple : « Le *Cid* m'a intéressé; *Athalie* m'a ennuyé. » — « Eh bien! pourquoi? » Et le voilà qui explique, avec intérêt, ses préférences. L'élève des Jésuites reste ahuri de la question : il ne préfère rien, il ne s'intéresse à rien, il ne s'ennuie à rien. On le voit incapable de sentir comme on l'a vu incapable de raisonner.

De quoi donc est-il capable? De réciter tout d'une haleine un jugement, une analyse, avec des formules, des dates, des noms, des mots, etc. Ne l'interrompez pas, ne lui demandez pas s'il comprend : vous déconcerteriez sa volubilité; vous le rendriez muet et confus.

Écoutez plutôt ce dialogue qui s'établit parfois entre l'examinateur et le candidat :

L'EXAMINATEUR. — Mon ami, avez-vous lu *Polyeucte?*

LE CANDIDAT, *brusquement.* — Polyeucte, 1640, source : Surius, *Vitæ sanctorum;* Sévère et quelques détails inventés...

L'EXAMINATEUR, *un peu surpris.* — Surius? Vous connaissez donc Surius?

LE CANDIDAT, *continuant.* — Mélitène en Cappadoce, capitale de l'Arménie; palais du gouverneur...

L'EXAMINATEUR, *abasourdi.* — Connaissez-vous le rôle de Sévère?

LE CANDIDAT. — Sévère, pendant de Pauline : naturellement généreux ; milieu entre le païen Félix et le chrétien Polyeucte...

L'EXAMINATEUR, *de plus en plus abasourdi.* — *Pendant de Pauline!* Qu'est-ce que cela veut dire ?

LE CANDIDAT, *reprenant.* — Sévère, pendant de Pauline, naturellement généreux...

L'EXAMINATEUR. — Voyons, voyons! Qu'est-ce que : *Pendant de Pauline?* Que veut dire cette expression : *Pendant de quelqu'un?*

Voilà le candidat muet, rougissant : impossible d'en tirer maintenant une réponse. *Pendant de Pauline!* Je me demandais ce que cela pouvait bien dire, où ces jeunes gens prenaient cette expression bizarre, quand on m'apporta un volume intitulé : *Notes pour le baccalauréat*, par le P. Brucker, huitième édition, collège de Saint-Dizier, 1892, in-8 de 256 pages. J'y trouvai textuellement, p. 91, le *pendant de Pauline*, et toute la réponse, en substantifs sans verbe, que j'avais reçue de tant de candidats. J'y trouvai toute la littérature française mise ainsi en style télégraphique ou en langage nègre. J'y trouvai des épithètes, des numéros d'ordre et des dates, et rien que des épithètes, rien que des numéros d'ordre et rien que des dates, des formules à avaler, un grimoire de perroquet, une invitation continuelle à ne pas lire, à fuir le texte des auteurs français. Quoi! ne même pas lire Corneille? Non, dit le Père Brucker (p. 87). Pourquoi? « Morale *tp* païenne. » Vous dites?... « Je dis : morale *tp* païenne. *Trop* est trop long. J'écris *tp* pour gagner du temps : nos élèves en seront plus vite bacheliers. »

Je vois bien l'idée des bons Pères : la littérature française est une école de raisonnement; il ne faut point que nos élèves raisonnent; substituons des analyses faites par nous aux textes de Corneille et de Bossuet. Cela suffit pour le baccalauréat : cela suffit pour la vie. Nous permettrons cependant des morceaux choisis. Mais si ce choix donnait à nos élèves le goût de lire plus tard tout un auteur ou toute une œuvre? S'ils allaient lire Molière et ce *Tartufe* que les athées ont mis sur le programme du baccalauréat? Eh bien! imprimons un faux Molière, un Molière refait par nous, un Molière truqué. Et le voici, ce Molière *ad majorem Dei gloriam.* Ce sont deux petits volumes imprimés à Avignon, sans date, sous ce titre : *Comédies de Molière arrangées pour être jouées par des jeunes gens.* Je n'y vois pas *Tartufe :* on a sans doute désespéré de l'*arranger.* Mais voici le *Misanthrope :* Célimène s'y appelle Cléomène. Ce n'est plus une femme; les bons Pères, par une pudeur qui n'appartient qu'à eux, ont changé son sexe : c'est le neveu d'Alceste, et c'est à son neveu qu'Alceste fait des scènes de jalousie :

Ah! mon neveu, mon faible est étrange pour vous!

Voilà comment la littérature française est enseignée, je ne dis pas dans tous les établissements congréganistes, mais dans beaucoup. Voilà les méthodes, les tendances que dénoncent et les réponses des candidats au baccalauréat, et des manuels, des textes imprimés. Est-il exagéré de dire que les Jésuites, les plus célèbres et les plus influents d'entre ces pédagogues, ne cultivent dans l'adolescent que sa mémoire, négligeant sa raison?

III

Mais n'ont-ils que *négligé* la raison de leurs élèves? Je crains bien qu'ils ne leur aient appris à ne pas raisonner, à étouffer toute velléité d'initiative personnelle, tout effort de bon sens indépendant, à recevoir d'autrui la vérité toute créée, à ne jamais tenter de la créer ou de la contrôler eux-mêmes. Obéir et plaire à des supérieurs : voilà le conseil essentiel, dirigeant, qui résulte de cette pédagogie.

Un jour que j'interrogeais un de ces candidats congréganistes sur l'histoire de la Révolution, et qu'il restait muet, je finis par lui dire : « Y a-t-il dans la Révolution un homme célèbre, un grand et bon citoyen dont vous puissiez me parler? » Il hésite, interroge mes yeux, et, se disant peut-être qu'il a affaire à un affreux démagogue, il finit par me dire : « Oui, Monsieur, il y en a un, c'est Marat. » Et le voilà qui entame un éloge de Marat, grand Français, grand homme d'État, etc. Je lui objecte doucement certains faits qui contredisent, selon moi, cette appréciation. Alors ce cri lui sort du cœur : « Ah! Monsieur, je ne croyais pas vous déplaire! »

Plaire ou déplaire! Voilà un point de vue auquel ne se placent jamais les élèves de nos lycées, qui

ne sont tous préoccupés que de savoir s'ils ont tort ou raison, s'ils savent ou s'ils ne savent pas. Voilà le point de vue des Jésuites et de la plupart des professeurs congréganistes. Voilà ce qui distingue les deux méthodes, les deux enseignements, laïque et congréganiste. Dans nos lycées, on apprend à raisonner; chez les bons Pères on apprend à obéir. Là on forme des citoyens; ici on forme des sujets. Là on perfectionne la faculté de raisonner; ici on l'atrophie, on *dévirilise*, si je puis dire, les jeunes esprits.

Ces esprits qu'on a tâché de rendre inertes, on tâche aussi d'y insuffler la haine ou le mépris des lois laïques, de la Révolution française. L'histoire contemporaine, si propre à former des citoyens, quand elle est impartialement enseignée, on la dénature, dans les collèges congréganistes, de manière à inspirer l'aversion, non pas toujours du mot de République (puisqu'il s'agit de s'emparer de la République), mais de l'esprit républicain. Certes, la méthode n'est plus la même qu'au temps de la Restauration. Si le Père Loriquet préside toujours à l'éducation d'une partie de la jeunesse bourgeoise, il ne lui enseigne plus (comme une légende l'en a accusé) que le marquis de Buonaparte fut le lieutenant-général de Louis XVIII. Il procède plus habilement, par omissions, par mutilations. Il retranche de l'histoire contemporaine ce qui lui déplaît, et il ne met en lumière que ce qui lui plaît. Ainsi, j'ai peut-être eu la main malheureuse, mais je n'ai pas encore rencontré un seul candidat congréganiste qui sût bien ce que c'est que la Déclaration des Droits; pas un qui connût les grandes fondations de la Convention; pas un qui fût en état d'exposer aucun des bienfaits de la Révolution française. Des batailles, des échafauds, des prêtres persécutés, des démagogues déchaînés, voilà ce qu'on leur montre, et on leur cache systématiquement les fureurs des Vendéens, celles des prêtres réfractaires, celles des royalistes de toute couleur. Une société gouvernée selon les principes de 89, une démocratie dirigée par les conseils de la raison et de l'histoire, voilà un état de choses qui n'a produit, selon ces pieux pédagogues, qu'abomination et désolation.

On m'assure qu'en province ils font pire. Déjà, quand je professais à Aix et à Poitiers, j'avais entrevu l'existence, dans ces maisons, d'un double enseignement historique, l'un intérieur, où la saine doctrine antilaïque, antirépublicaine, était confiée au secret des âmes; l'autre extérieur, où des concessions étaient faites aux mauvaises doctrines, aux doctrines républicaines, et qui devait inspirer les réponses du candidat au baccalauréat, et d'ailleurs c'est en province qu'un candidat loua Marat pour me plaire. Il paraît qu'aujourd'hui ce dualisme étrange se révèle plus clairement, et qu'il arrive plus fréquemment que les candidats congréganistes, par étourderie ou par trouble, confondent les deux enseignements historiques, font à l'examinateur les réponses qu'ils ne devraient faire qu'à leur professeur, ou mêlent ingénument les deux sortes de réponses, celles selon la bonne doctrine et celles selon la mauvaise. Est-ce à dire que le républicanisme militant des professeurs de Faculté exige des candidats une sorte d'orthodoxie historique et politique? C'est tout le contraire. Il n'y a pas d'exemple d'une mauvaise note donnée au baccalauréat, en histoire contemporaine, à une réponse contraire au sentiment politique du professeur, qui se garde bien de faire expier à un enfant les fautes et les erreurs de ses maîtres. Pourquoi donc les Jésuites dressent-ils les enfants à ces inutiles hypocrisies? Uniquement pour les habituer à obéir, et à plier et à plaire : c'est là, je le répète, le but général de leur pédagogie.

Voilà ce que j'ai vu par le baccalauréat. Contrôlez, je vous prie, mon témoignage, par la lecture des livres d'histoire à l'usage des élèves des Jésuites. J'ai dit que le Père Loriquet présidait toujours à l'éducation d'une partie de la jeunesse bourgeoise. Ce n'est pas une façon de parler. Son livre a été réimprimé de nos jours, et sous plusieurs formes. C'est, par exemple, l'*Histoire de France, A. M. D. G., depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, revue, corrigée et complétée par le R. P. Gazeau, de la compagnie de Jésus (Paris, 1868, 2 vol. in-18), ou l'*Histoire contemporaine à l'usage de la jeunesse*, par M. l'abbé Courval (7e éd., Paris, 1890, in-16), ou la *Petite histoire de France à l'usage des écoles*, par le même (Paris, 1866, in-12). Lisez cela, si vous voulez avoir par vous-mêmes une idée de la manière dont les Jésuites frelatent l'histoire. Et les autres instituteurs congréganistes? Ils ont moins d'audace à mutiler la réalité historique; ils font, au besoin, allusion à des faits qui leur déplaisent : ils cachent moins de choses à leurs jeunes lecteurs. Mais sont-ils moins acharnés contre l'esprit républicain? Voici un *Nouveau Cours d'histoire contemporaine*, par M. Girard (Lyon et Paris, 1887, in-8 de 1 027 pages). L'un des patrons de ce livre, Mgr Turinaz, loue « l'intelligence, le zèle et les excellentes intentions » de l'auteur. Or voici un exemple de ce zèle. Page 171, il annonce qu'il donne le « texte » de la Déclaration des Droits. Bravo! disais-je, ce n'est pas un jésuite qui aurait fait cela. Voilà un brave homme! Par malheur, j'eus l'idée de lire ce texte, et quelle ne fut pas ma surprise quand je m'aperçus que c'était un texte falsifié. De ces falsifications, consistant surtout dans d'habiles coupures, je n'en citerai qu'une. L'article 12 de la Déclaration est ainsi conçu : « La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée

pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. » Les hommes de 89 voulaient que l'armée fût nationale. Cela gêne, paraît-il, nos pieux pédagogues. Car, dans son prétendu « texte » de la Déclaration, notre auteur n'a reproduit que la première phrase : « La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique. » Et il biffe la seconde phrase : « Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. » Voilà le zèle, voilà les excellentes intentions que louait Mgr Turinaz. Voilà, dirons-nous, la pédagogie congréganiste.

Dans l'enseignement de l'histoire contemporaine, le but particulier de cette pédagogie factieuse, c'est de rendre les jeunes gens impénétrables à l'esprit républicain, de leur cacher le sens vrai de l'évolution de la France depuis 1789, de leur insinuer le mépris des institutions démocratiques en tant que rationnelles, de rompre le lien social et politique qui unit la patrie française, et de le rompre au profit d'un groupe international.

Y réussissent-ils toujours ? Il est de jeunes raisons, nées robustes, qui déjouent les fraudes, qui en prennent l'horreur, et qui, trempées par cette épreuves mêmes, sortent de là fortes et droites. Mais combien de ces élèves gardent le pli, restent déformés, incapables de raisonner, frivoles et dédaigneux du vrai, et, arrivés à l'âge d'homme, demeurent enfants !

Ainsi affaiblis et vidés, ainsi élevés dans l'ignorance ou le dédain des principes démocratiques et rationnels, les voilà qui entrent dans les fonctions publiques, et non dans les moindres ; les voilà qui forment, jamais perdus de vue par leurs maîtres, l'élément principal de la classe prétendue dirigeante. Quelle société veulent-ils nous faire ? Vous vous étonnez de ces sophismes politiques et sociaux qui aboient dans nos rues et dans les gazettes. Vous vous étonnez de cette tendance avouée à extirper de la république l'esprit républicain, à amputer la patrie de l'idée de justice et de solidarité. Vous vous étonnez de voir ce qu'on n'avait jamais vu en France, dans la France de Descartes, de Corneille et de Voltaire, — de voir, dis-je, le mensonge publiquement honoré. Eh bien ! moi, je ne m'étonne pas. J'avais vu, par le baccalauréat, quelle floraison publique de sophismes et de mensonges nous préparait l'enseignement congréganiste.

IV

Est-ce à dire que la société française soit empoisonnée tout entière par cette pédagogie ? Vous vous rappelez la prédiction du poète :

Si nous les laissons faire, on aura dans vingt ans,
Sous les cieux que Dieu dore,
Une France aux yeux ronds, aux regards clignotants,
Qui haïra l'aurore !

On les a laissés faire, et il y a plus de vingt ans que Victor Hugo a écrit ces vers. Est-ce que la France en est venue à haïr l'aurore, à haïr la raison ? Est-ce qu'elle a tourné le dos à l'idéal de 1789 pour rétrograder vers la cité mystique ? Les faits répondent. Que voyons-nous ? La démocratie progressant, par un mouvement continu et irrésistible, le suffrage universel envoyant au parlement des majorités hostiles à la domination cléricale, la république laïque s'implantant chaque jour plus profondément dans l'esprit des paysans et des ouvriers. Chaque année la masse rurale oscille à gauche, par un mouvement lent et continu, par une évolution dont un seul coup d'œil jeté en arrière indique les progrès sérieux depuis une période de trente années. Je ne vois pas que les Jésuites et leurs confrères de diverses robes aient entamé le bon sens national, le bon sens de la masse du peuple. Au contraire, ce bon sens s'oriente aujourd'hui plus décidément vers l'idéal démocratique, grâce à l'enseignement laïque, grâce à nos instituteurs. Si nous jugeons de haut et d'ensemble, la raison est en progrès dans notre pays.

La santé morale du peuple français est donc restée intacte. Je ne vois de malade que l'ancienne bourgeoisie, la bourgeoisie héritière de la classe censitaire et privilégiée d'avant 1848, la bourgeoisie qui regrette son privilège, qui se croit une élite née pour diriger et qui demande à ces congrégations, qu'elle haïssait jadis, de former ou de déformer l'esprit de ses enfants en vue de préparer un ordre de choses où l'ancien et irrationnel principe d'autorité serait, avec l'aide de l'Église, restauré à son profit. Cette bourgeoisie, elle ne comprend rien à l'histoire ; elle ne voit pas que le mouvement de 1789 est encore en pleine force d'expansion, et qu'elle ne fera pas rétrograder cette démocratie, de qui il ne suffit plus de dire qu'elle coule à plein bords, mais qui a débordé, irrésistible, sur presque toute l'Europe. Ne craignons pas de rétrogradation générale et définitive. Ces chimériques persécuteurs de la raison et de la vérité ne persécutent et ne perdront qu'eux-mêmes. Laissons-les, puisqu'ils disent que c'est une liberté, confier l'instruction de leurs enfants aux pédagogues qui énerveront leur raison ; laissons-les s'ingénier, ces bourgeois aux illusions surannées, à hâter le moment où ils disparaîtront de la politique et de l'histoire. Une autre élite va les remplacer ; elle sort incessamment du fond même de la masse rurale et ouvrière, si saine et si raisonnable.

Alors, où est le danger ? Le voici.

Il peut se produire, non pas une rétrogradation générale, qui semble historiquement impossible, mais une rétrogradation partielle et provisoire, comme il s'en produisit une, il y a cinquante ans. L'historien de la fin du xxe siècle constaterait que cette réaction n'a pas duré, que le progrès a repris ensuite, que plusieurs pas en avant ont été quand même accomplis, que la raison est de plus en plus victorieuse. Mais il y aurait eu un retard, une génération aurait été sacrifiée, une douloureuse période d'apparente victoire de l'idée de réaction aurait été marquée par des souffrances individuelles, par une oppression des consciences. Cela ne durerait pas longtemps ; mais cela durerait peut-être autant que nous. Eh bien! c'est à cette réaction que tend notre bourgeoisie cléricale, et son principal moyen d'action consiste à introduire dans les fonctions publiques des hommes qui ont été élevés, comme on l'a vu, dans la haine et dans le mépris des institutions de la République. Confier la garde de l'État à des personnes qui ont horreur des principes sur lesquels repose l'État, nous disons que c'est une imprudence, et voilà le danger qu'a signalé le vœu de notre Congrès.

V

Voici le remède, ou plutôt un des remèdes (car la question est complexe), qui semblent ressortir de la formule même de ce vœu.

Ce serait qu'une loi fût votée qui exigeât, soit des candidats aux grandes écoles de l'État, soit des candidats aux fonctions publiques pour lesquelles le baccalauréat est actuellement exigé, un certificat constatant que ces candidats ont suivi régulièrement et avec succès les trois dernières années du cours d'études de l'enseignement secondaire classique ou moderne dans un lycée ou dans un collège de l'État.

Cette exigence serait-elle légitime ? Serait-elle efficace?

J'entends déjà les clameurs de ceux qui répudieront cette mesure comme illibérale, et par conséquent antirépublicaine. Mais s'agit-il de supprimer la liberté d'enseignement, cette liberté proclamée par la Constitution de 1848? Non certes, bien que cette liberté, à mon avis, doive être réglementée, à l'avenir, selon les termes de cette Constitution, c'est-à-dire de manière qu'elle ne s'exerce que « selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois et sous la surveillance de l'État ». Nous ne visons à supprimer aucune liberté compatible avec la sûreté de l'État, et ce n'est pas un professeur d'Université, vous le pensez bien, qui viendrait vous demander le rétablissement du monopole universitaire. La mesure que j'indique n'amènerait la fermeture d'aucun établissement libre, et j'ai beau chercher, je ne vois pas quelle liberté serait menacée.

On dira, j'en suis sûr, qu'une telle loi serait contraire aux principes mêmes de la Révolution. On nous objectera l'article 1er de la Déclaration, qui porte que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », et l'article 6, où il est dit que tous les citoyens « sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents ».

Mais qu'a voulu dire la Constituante? Qu'il n'y aurait pas de privilège de naissance. Or, demandons-nous un privilège de naissance? Divisons-nous les Français en deux castes inégales en droits? Ah! si nous demandions qu'un Français fût déclaré inadmissible aux emplois parce qu'il est né dans telle ou telle religion, si nous demandions par exemple qu'un Français né israélite fût inhabile à devenir fonctionnaire, c'est alors que nous violerions la Déclaration des Droits, c'est alors que nous romprions le pacte de la patrie française! Nous ne demandons rien de semblable.

Vous exigez, dira-t-on, des conditions pour devenir fonctionnaire. Assurément : est-ce que la Déclaration a dit que tous les Français seraient, de droit, fonctionnaires? Je ne dis pas que ce ne soit pas là le rêve de la majorité des Français. Mais la Déclaration n'a pas promis de réaliser ce rêve. Elle a au contraire indiqué qu'il y aurait une sélection, selon les vertus et les talents. C'est par des examens que la France démocratique a constaté, jusqu'ici, la capacité des candidats aux fonctions. — Eh bien ! objectera-t-on, vous les avez, ces examens ; ils existent ; ils surabondent ; une moitié de la France n'est-elle pas occupée à interroger l'autre moitié? Je réponds que ni les examens ni les concours, tels qu'ils sont organisés, ne donnent, dans leur rapidité forcée, les moyens suffisants de juger à coup sûr du mérite intellectuel, de la valeur morale du candidat. Tel esprit faux ou faussé brille devant un jury, en quelques instants, dans cette circonstance exceptionnelle, dans une séance d'apparat, où se déconcertera parfois le vrai bon sens, le vrai savoir. Ne parlons que du baccalauréat, ce passeport qui ouvre la porte de tant de fonctions. Croyez-vous qu'il puisse faire connaître la capacité, surtout civique, des futurs candidats aux fonctions? Vous me direz : Par les questions de philosophie, d'histoire contemporaine qu'on leur pose, on peut voir si ce sont des Français raisonnables, des patriotes éclairés et zélés, s'ils serviront bien leur pays ; on n'a qu'à refuser ceux dont les réponses dénotent un esprit faussé. Eh bien! je réponds par un nouvel aveu de notre faiblesse d'examinateurs. Non, nous ne les refusons pas, nous n'avons pas le cœur de les refuser.

Est-ce leur faute, vous disais-je, si leurs parents leur ont donné ces professeurs ? Et parmi les candidats qui répondent mal, comment distinguer, en quelques minutes d'interrogation, ceux qui sont vraiment de mauvais élèves de ceux qui ne sont que des élèves troublés par la brièveté et l'apparat de l'examen? Dans le doute, on est indulgent, et je dois bien l'avouer, quoiqu'il m'en coûte, ces candidats qui m'ont répondu en perroquets sur *Polyeucte*, ces candidats qui m'ont parlé du *pendant de Pauline*, eh bien! ils ont eu tout de même leur diplôme, je ne les ai pas empêchés de devenir bacheliers, non plus que ceux qui ignoraient la Déclaration des Droits de l'homme, et quand j'ai vu que l'élève du Père Loriquet avait *pioché* son programme, si superficielles, si erronées que fussent ses réponses, je n'ai pas eu la dureté de le frustrer du parchemin magique.

Ce qu'il faut, c'est un autre examen, d'une autre nature, plus prolongé, plus sérieux, où on ait le temps de voir, sans injustice et sans chance d'erreur, ce que sont les jeunes Français qui se destinent aux fonctions, afin de ne les choisir qu'à bon escient. Or, en demandant que ces candidats aux fonctions aient tous passé, pendant un certain temps, par les lycées et collèges de l'État, que demandons-nous, si ce n'est cet examen plus prolongé, plus sérieux, le seul qui permette à l'État de s'assurer que ses futurs serviteurs ne sont point hostiles aux principes constitutifs de la France moderne et de la République, et qu'ils ne trahiront point l'État? Qu'y a-t-il de plus légitime que cette prétention de l'État à n'avoir que des serviteurs fidèles, à constater les dispositions à cette fidélité en les interrogeant à loisir dans ses collèges, à préparer, à fortifier ces dispositions par son propre enseignement? Je ne vois rien là qui ne soit juste, conforme à la Déclaration des Droits, conforme aux idées de liberté et d'égalité qui sont la base de la République.

VI

Si cette mesure est légitime, sera-t-elle efficace? On a déjà objecté que ce sera *la précaution inutile*, que les Jésuites, par leurs internats, continueront leur œuvre de pédagogie anticivique, et que nous aurons encore, dans les fonctions, des élèves des Jésuites. Je réponds que si les Jésuites ont réussi à déformer l'esprit de beaucoup de leurs élèves, à leur inculquer la haine des principes sociaux et politiques de la patrie, c'est en leur cachant systématiquement toute une partie des choses, c'est en mutilant l'histoire, c'est en substituant aux textes des penseurs des analyses insignifiantes ou perfides, c'est en voilant la vue du développement rationnel de la pensée française, en enseignant à ne pas penser, à ne pas raisonner. Quand ces jeunes gens auront entendu nos professeurs d'histoire et de philosophie, quand on leur aura lu le vrai Descartes, le vrai Pascal, le vrai Voltaire, quand on leur aura enseigné la véritable histoire de la Révolution française, doutez-vous qu'ils ne sentent s'éveiller en eux l'esprit critique, qu'ils ne se sentent raisonnables, qu'ils ne veuillent faire acte de raison, et non plus seulement plaire et obéir? Il a fallu aux Jésuites, dans le secret de leur enseignement, des prodiges d'ingéniosité pour endormir, pour atrophier la raison de leurs élèves: une parole raisonnable entendue au lycée suffira souvent à détruire tout ce travail, à réveiller la raison, la personnalité, dans cet enfant que ce double enseignement forcera à comparer, à choisir, à prendre parti pour ou contre la patrie, pour ou contre l'idéal rationnel de 1789. Ayez confiance en notre pédagogie universitaire, qui a progressé admirablement depuis 25 ans, qui est plus intelligente, plus persuasive, plus forte que jamais. L'enseignement primaire, laïque et obligatoire, a tenu en échec l'influence cléricale dans le peuple : croyez-vous que notre enseignement secondaire sera moins efficace contre la pédagogie de ceux que nous avons appelés des persécuteurs de la raison?

En tout cas, le certificat d'études n'étant accordé qu'à ceux des élèves des lycées et des collèges qui en auront suivi les classes avec succès, à l'âge où l'esprit se forme, l'État saura ainsi quels sont les jeunes gens capables de le servir avec fidélité, en citoyens raisonnables, et on ne verra pas dans les fonctions publiques des hommes plus préoccupés des intérêts d'un groupe international que des intérêts de la patrie française. Je ne dis pas que la République ne sera servie alors que par des républicains ; mais elle ne sera servie que par des hommes à la raison intacte, que par des hommes qui sauront ce que c'est que la France dans son développement historique ; que par des hommes à qui nos professeurs auront fait voir cet idéal humain de justice et de solidarité auquel tend toute notre histoire, cet idéal que l'enseignement congréganiste cache ou défigure à ses élèves, cet idéal auquel il est difficile de ne pas vouer sa vie quand une fois on l'a aperçu tout entier, et au service duquel ne se dérobent que ceux qu'on a privés de la liberté de le voir.

VII

J'ai parlé des persécuteurs de la raison. Nous ne sommes pas des persécuteurs de la foi. Nous respectons la vie intérieure des consciences, et nous la voulons libre. Quelle que soit l'opinion d'un Français sur le problème de la destinée humaine, quels que soient son culte, son dogme, sa confession, nous ne

l'excluons pas des fonctions publiques. Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'il faille exclure personne pour délit d'opinion. Dire à un concitoyen : « Tu penses cela, donc tu es mauvais Français », c'est l'inciter à courir aux armes, c'est violer la paix publique. Nous savons d'ailleurs qu'il y a d'heureux illogismes, que tel qui, dans sa religion, place Rome au-dessus de la France serait prêt à se faire tuer pour la France, même contre Rome, et que ces illogismes sont la condition de la paix sociale. Oui, si chaque Français conformait rigoureusement sa conduite à certaines de ses croyances, s'il voulait réaliser dans l'action toutes les conséquences logiques de certains principes, surtout mystiques, eh bien! nous en viendrions à nous entre-tuer. Mais il y a dans nos esprits des *cloisons étanches*, comme disait Renan, empêchant la réalisation de ces conséquences logiques, d'où sortirait la guerre civile. Ces bienheureuses *cloisons étanches*, elles ne sont pas une infirmité de nos cerveaux, elles sont faites de fraternité, de tolérance, de patriotisme. C'est ainsi qu'il y a des Français qui, malgré la contradiction qui existe peut-être entre le dogme auquel ils croient et la Déclaration des droits à laquelle ils croient également, sont en pratique de sincères républicains, ou de sincères libéraux. Il y en a beaucoup; il y en aura chaque jour davantage. C'est qu'ils savent que nous respectons les consciences. Et nous devons leur dire qu'en demandant que les fonctionnaires de la République aient eu d'autres professeurs que les agents de la théocratie romaine, en demandant que la mentalité des fonctionnaires n'ait pas été uniquement façonnée par l'Église romaine, nous n'entendons à aucun degré éliminer des fonctions ceux qui, tout en aimant la patrie telle que l'ont faite les principes de 89, entendent aussi rester fidèles à une religion où ils sont nés et qui les console. Non, nous ne les blessons pas, ces Français qui aiment la France, parce que nous proposons à l'État de faire une loi en vue de s'obliger à ne pas recruter les fonctionnaires parmi les ennemis de l'État, parmi les ennemis de l'union politique et sociale de notre nation.

Voilà le vœu que, dans l'intérêt de la patrie et de la République, nous recommandons à l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics. On nous rendra, je l'espère, cette justice, que ce n'est pas l'esprit de secte et d'exclusivisme, qui nous a inspirés, — la Ligue de l'enseignement, si tolérante et si fraternelle, est au-dessus d'un tel reproche, — mais l'esprit national, l'esprit de raison, de justice, de liberté, l'esprit même de la Révolution française!

A. Aulard.

LA NOUVELLE CONVENTION AFRICAINE

FRANCO-ANGLAISE

Aussitôt l'orgueil britannique satisfait par notre abandon de Fachoda, la diplomatie anglaise affecta de considérer comme résolue sans retour la question de notre établissement sur la rive gauche du Nil. Déviant de l'objet initial des négociations, elle offrit de régler la question du Tchad et celle de nos frontières orientales du Sahara. Ces deux articles de discussion n'ont, bien entendu, qu'une corrélation de circonstance avec l'affaire de Fachoda. Le Bahr el Ghazal et Fachoda tiennent à la vallée du Nil: le Tchad n'est qu'un point de repère pour nos évolutions économiques en Afrique centrale, et le Sahara oriental n'intéresse que notre Afrique du nord.

Il y a si peu de rapport entre le Sahara oriental, le Tchad et Fachoda que, sans l'incident provoqué par l'occupation de cette ville, le règlement de notre frontière saharienne eût été absolument le même. Ce règlement ne pouvait aboutir dans des conditions plus modestes, puisqu'il n'y avait rien autre à prendre que ce qu'on nous a donné.

— Parlons de Fachoda! avait dit M. Delcassé. — Si nous parlions du Sahara! avait répondu l'Angleterre. Et, bénévolement, on en revint au sable de 1890.

Le sable n'est-il pas un foyer de mirages!

C'est par la même occasion que le Kanem, au nord-est, et l'Ouadaï, à l'est du Tchad, ont été abandonnés à l'exercice de notre influence. Ces deux territoires, avec le Baguirmi dont nous sommes les protecteurs depuis l'an passé, forment au seuil du Tchad, ce lac aux destinées cosmopolites, un groupement assez respectable.

Pour le Tchad, comme pour le Sahara, la Convention n'a fait que sanctionner des dispositions implicitement reconnues.

De même que le Kanem et l'Ouadaï sont deux épaves de royaumes qui ne pouvaient pas ne pas être comprises dans le rayonnement de notre influence (nous sommes archéologues), de même le Tibesti et le Borkou, en vedette entre le désert de Libye et notre Sahara, ne pouvaient pas ne pas nous être laissés.

De sorte que la Convention nouvelle prescrit une limite qui, à partir de Rhât, à la pointe de la Tripolitaine, rejette dans le giron français le Tibesti et le Borkou, passe entre l'Ouadaï et le Darfour, son voisin, et laissant intact le Bahr el Ghazal, franchit la ligne de partage des eaux des bassins du Nil et du Congo, en séparant nettement l'Oubangui de l'ancien Soudan égyptien.

C'est ainsi que, par un étrange phénomène, une

question n'intéressant que les eaux du Nil et de ses affluents a été transformée en question saharienne. L'Afrique décompose tant de choses !

Ce Tibesti, dont nous venons de parler, a pourtant fait des jaloux. Quelques hommes d'État italiens auraient exprimé à son propos leur mécontentement. L'Angleterre, en cédant à la France, avec le Tibesti, une partie de l'hinterland de la Tripolitaine, n'aurait pas tenu compte des espérances et des ambitions de l'Italie, et l'équilibre méditerranéen en serait, une fois de plus, compromis.

Nous ne croyons pas à tant d'émoi, exprimé par de si grands mots.

Et, d'abord, n'en déplaise aux géographes politiques les plus subtils, le Tibesti ne saurait être, en aucune manière, considéré comme l'Hinterland de la Tripolitaine. Bien plus, nous déclarons que le Fezzan lui-même, cette Sibérie chaude où viennent échouer les officiers ou fonctionnaires turcs qui ont eu des malheurs à Constantinople, ne fait pas partie de l'Hinterland Tripolitain.

La population fezzanaise, qui vit en perpétuelle résistance contre le joug turc, et qui se refuse surtout à payer l'impôt du sang, ne s'est jamais considérée comme appartenant à la Turquie ; et les garnisons turques de Rhâdamès et de Rhât ne résisteraient pas à l'injonction que les Arabes ou les Touaregs leur feraient de déguerpir.

C'est même cet état irrégulier du Fezzan qui rend si scabreuse notre situation commerciale au Sahara oriental et qui rendra un jour indispensable notre occupation de Mourzouk, comme celle de Rhâdamès et de Rhât.

Que si, après cela, l'Italie désire qu'on lui réserve la Tripolitaine, nous n'y voyons pas d'inconvénient. Au point où en sont l'influence turque et l'équilibre méditerranéen, cette distribution n'a pas d'importance.

Menotti Garibaldi recommandait dernièrement à ses amis de favoriser l'influence anglaise dans le bassin de la Méditerranée pour combattre l'envahissement allemand.

L'Italie ne fait pas autre chose que d'attirer le plus qu'elle peut l'influence anglo-saxonne. C'est ainsi qu'elle oublie l'histoire, le rêve de Charles-Quint, de Catherine de Médicis et de Napoléon. C'est ainsi qu'elle comprend l'alliance latine, par une réaction passionnée contre le génie latin, qui est le sien et celui de la France.

La puissance qui a aidé l'Angleterre en Égypte, qui ne nous pardonne pas la Tunisie, qui nous défendait naguère de donner suite au programme saharien de l'institution des Pères Blancs, et qui, aujourd'hui, semble déplorer que nous recueillions, dans un domaine désert, quelques ressources commerciales de plus, ne comprend pas son rôle.

Elle avait une place à prendre, en face du monde musulman, entre l'orthodoxie présente et future du bassin oriental de la Méditerranée, et l'anglo-saxonisme apostolique de plus en plus envahissant.

*
* *

Disons maintenant quelques mots de nos nouvelles acquisitions.

Le Tibesti, ainsi appelé par les Arabes, et Tu ou Tou (rocher) par ses habitants, est un territoire montagneux situé au sud du Fezzan, et qui se rattache orographiquement au système du Hoggar. On y voit des points culminants comme le Tarso et l'émi Koussi, qui dépassent de beaucoup l'altitude de 200 mètres. Les eaux thermales y sont abondantes. La région a une superficie qu'on peut évaluer à 500 000 kilomètres carrés.

Les Toubous, ou Toubou-Reschâde (Toubous du rocher) comme les appellent les Arabes ; ou simplement les Tedâs, du nom de la race, sont vraisemblablement des Berbères.

D'une taille généralement au-dessous de la moyenne, leurs proportions sont élégantes, leurs extrémités fines et délicates. Ils ont le nez droit, souvent aquilin, la bouche moyenne, les lèvres bien conformées, le galbe ovale, peu de barbe et les cheveux à peine crépus.

Ils sont très maigres, mais très vigoureux, et leur agilité est proverbiale.

Nachtigal, qui donne sur eux ces détails, ajoute : « Nul peuple de l'Afrique ne supporte mieux la fatigue, la faim et la soif. »

Comme guides, ils sont prodigieux. Leur instinct topographique est supérieur à celui des Arabes.

En revanche, ils n'ont pas le moindre sens moral.

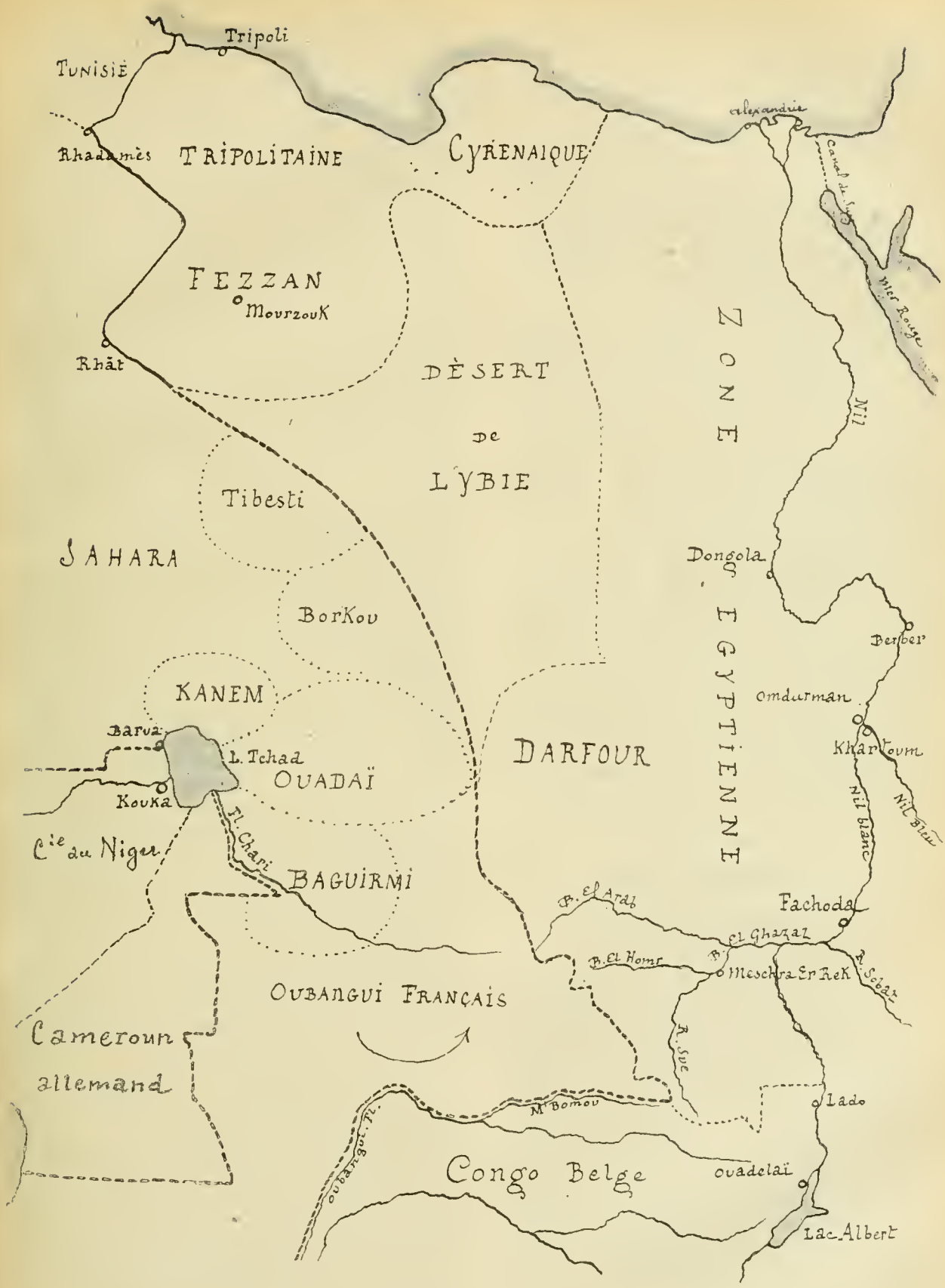
Placés entre les Arabes de la Cyrénaïque, les Fezzanais et les Touaregs, qui les traquent sans merci, ils vivent dans une perpétuelle méfiance. Il n'y a pas chez eux d'esprit public.

Chacun vit pour soi et se défie du voisin. Pourtant, ils possèdent l'instinct commercial au plus haut degré. Mais ils ont aussi celui du vol jusqu'au cynisme.

Ils sont musulmans fanatiques et ont pour éducateurs les Snoussis.

En 1870, Nachtigal évaluait leur population à 12 000 âmes.

Le climat du Tibesti est extrêmement salubre. Chaud et sec, avec une température de 40° au maximum et de 27° au minimum, il bénéficie en juillet et août de pluies fréquentes qui remplissent ses nombreux gaves et développent une végétation fourragère très favorable à l'élevage du bétail. La chèvre y est particulièrement remarquable.



CARTE DES TERRITOIRES AFRICAINS ATTRIBUÉS A LA FRANCE
PAR LA NOUVELLE CONVENTION FRANCO-ANGLAISE

L'oasis principale du Tibesti est Bardaï (830 mètres d'altitude), au nord-est.

*
* *

Le Borkou est un petit pays, également montueux, qui fait suite au Tibesti et est peuplé en majeure partie des mêmes habitants. Toutefois les Ama Borkou (gens du Borkou), malgré une absolue communauté de langage, appartiennent non seulement à la famille des Tedâs ou Toubous, mais aussi à celle des Dazâs, qui peuplent une partie du Kanem et qu'on retrouve au Bahr el Ghazal.

Le Kanem est une province d'environ 80 000 kilomètres de superficie, qui s'étend au nord-est du Tchad, mais dont un tiers au plus est foulé par des habitants, la partie qui s'appuie précisément sur le Tchad.

Il forme en réalité trois districts : celui de Kanem, celui de Manga et celui de l'Egueï. Ce n'est guère qu'au Kanem qu'on commence à sortir de la zone vraiment désertique et à trouver du bois.

C'est de la partie du Kanem appuyée au lac, et où habite une population sédentaire, que sont sortis jadis les fondateurs du Bornou. Peut-être y a-t-il dans tout le Kanem soixante ou quatre-vingt mille habitants, dont la moitié se compose encore de nomades, tels que les Arabes Oulad Sliman.

Quant à l'Ouadaï, royaume également déchu, il est difficile d'évaluer sa population. Il y a encore plus de nomades qu'au Kanem et on n'y voit pas, comme dans celui-ci, des groupes errants y devenir de plus en plus sédentaires.

J. Sevin-Desplaces.

L'ESPAGNE D'HIER
ET CELLE D'AUJOURD'HUI (1)

La mort d'une légende.

On blâme sévèrement en Espagne la légèreté fantaisiste des voyageurs français. Et, même en France, des érudits — je nommerai M. Morel Fatio — se sont exercés à redresser des erreurs commises par les hispanolâtres, Victor Hugo en tête.

Je ne me joindrai pas à la pléiade des savants pour réprimander les rêveurs et les poètes : au contraire, je dois justifier ces derniers, en expliquant leur curieuse maladie de la vision. Il est vrai qu'ils ont vu l'Espagne à travers le brouillard d'une légende; mais la légende, sorte de *romancero* attardé, est l'œuvre collective des Espagnols.

On dirait qu'en traversant les Pyrénées, un esprit d'illusion s'empare du voyageur. C'est la légende, qui le tient et ne le lâchera plus. Que s'est-il passé? Une chose bien simple : la contagion. Cela se gagne. Cette légende de malheur, nous l'avons dans le sang, elle a désorganisé notre cerveau, elle a préparé nos humiliations et nos désastres.

Il faut se le dire courageusement, l'heure de la vérité a sonné. La secousse a réveillé les dormeurs, a délié la langue des muets; on songe à la régénération; et voilà qu'il pleut des articles, des discours, des brochures, des volumes, balayant impitoyablement les oripeaux de la légende. Cependant lorsqu'on a su que j'allais résumer ici ce mouvement, il s'est trouvé de mes compatriotes pour s'écrier : « Oh! n'allez pas dire du mal de la patrie. » Eh bien! la patrie justement a soif de vérité; il faut qu'elle comprenne l'étendue de son mal; et puis, ce serait le secret de Polichinelle. Même des publicistes étrangers sont allés au delà de l'équité; je signale un livre récent de M. Yves Guyot, que nous pouvons regarder comme type de la légende noire, qui fait pendant à la légende dorée. La légende noire espagnole est un épouvantail à l'usage de ceux qui s'intéressent particulièrement à notre entière déchéance, et de ceux qui cherchent des exemples frappants à l'appui d'une thèse plus ou moins politique. C'est le cas de M. Yves Guyot, et au lieu d'éplucher son livre sur l'Espagne, j'aime mieux reconnaître que parmi des erreurs explicables et malgré l'abus du noir, il y a du vrai dans ce livre; nous autres Espagnols, nous devons, en ce moment, regarder M. Guyot comme un ami... involontaire; car, à présent, nos amis seront ceux qui nous forceront, n'importe par quels moyens, même en nous plongeant dans un bain d'encre très noire et fielleuse, à réfléchir sur l'origine de nos infirmités. Je dois ajouter que des deux légendes c'est encore la dorée, belle et héroïque, qui nous fait le plus de mal.

Le signe caractéristique de cette légende, c'est l'apothéose du passé. Grisés de ce passé capiteux, nous avons cru qu'il suffirait d'évoquer l'ombre des blanches caravelles des conquistadores pour garder nos conquêtes. Il faudrait pourtant s'entendre quand on parle du passé, et toute question un peu précise embarrasse singulièrement les fétichistes de la légende, ceux qui ont réussi à faire croire à la masse paisible et honnête du peuple espagnol que l'idéal serait d'arrêter l'évolution, de paralyser définitivement l'Espagne. Sommés de fixer la période historique à laquelle nous devons nous éterniser, ils nomment tantôt les rois catholiques qui fondèrent l'unité nationale, tantôt Charles-Quint et Philippe II, deux maîtres du monde entier. Et pourtant, on commence à s'avouer que ces grandeurs masquaient la

(1) Conférence faite le 18 avril 1899 à la *Société des Conférences*, par Mme Pardo Bazan.

décadence dont les effrayants progrès seront toujours une énigme sans clef pour les « légendistes ».

Cette nation qu'on cloue à son passé, corps vivant lié à un cadavre, est justement destinée, par ses caractères géographiques et topographiques, à prendre une part très active et continuelle au développement des intérêts civilisateurs. Presqu'île dégagée hardiment, elle s'avance dans la Méditerranée et l'Atlantique, entre l'ancien monde et les jeunes civilisations. Elle semble vouée au commerce, à l'industrie et à la navigation; elle est pleine de richesses naturelles; elle renferme les climats les plus divers; dans les montagnes cantabriques elle se couronne de pins et de chênes sauvages, vers le Midi elle possède des oasis de palmiers touffus. La race espagnole ou plutôt les races humaines qui constituent l'ensemble de la population, sont des races supérieures, pas toutes aryennes; le sang des Celtes et des Goths s'est mêlé au sang phénicien, berbère et arabe. Rompue aux luttes pour l'indépendance, prompte aux glorieuses entreprises, si bien douée qu'à peine conquise par les Romains, elle réussissait à imposer à Rome ses qualités littéraires et à espagnoliser l'art latin, convenez qu'il a fallu que la race espagnole ait été dévoyée et égarée par quelque funeste prestige, pour qu'à cette heure on soit arrivé à discuter sérieusement ses titres au rang de peuple civilisé.

Il est vrai que la race, à côté de ses qualités vraiment hors ligne, a de sérieux défauts; rappelons son instinct d'anarchie individualiste, qui empêche toute œuvre collective, et qu'on confond à tort avec l'esprit d'indépendance. Si cet instinct a parfois contribué à la défense du sol espagnol, il a plus souvent rendu inefficace la loi, allumé la discorde et dispersé les forces nationales. A côté de cette vivace indiscipline, l'Espagnol est enclin à méconnaître le droit d'autrui et à peu respecter la conscience. C'est le côté sémitique, la foi musulmane qui s'impose par la force. Peut-être est-ce cela qui fait qu'avec des lois si semblables à celles des autres nations d'Europe, nous sommes restés fort en arrière par rapport aux mœurs, et pourquoi l'actuel président du Cabinet espagnol, M. Francisco Silvela, a pu dire avec une parfaite justesse que l'Espagne possède toutes les apparences et aucune réalité de nation juridiquement constituée.

Des lois, il y en a même trop : nous nous perdons dans un labyrinthe de dispositions, nous nageons dans un océan de paperasses, et le droit, qui a été, avec la théologie, une science foncièrement espagnole, est tombé dans un tel discrédit, que le nom de justice fait sourire ou frémir; on craint la justice beaucoup plus que les malfaiteurs.

Et pas de lutte, qu'on sait stérile; on courbe la tête, l'indiscipline se transforme en fatalisme stoïque ou en malice rusée; on attendra la revanche; cette justice qui écrase, on la roulera; on dressera contre les lois de plâtre les abus de granit, on fera la contrebande; les bandits rechercheront les hautes influences. On fera jouer la machine politique, les crimes resteront impunis, on embrouillera les procès à souhait.

Quand on songe à cette Espagne d'hier des rois catholiques, dont le culte a empêché l'avènement de l'Espagne de demain, on est d'abord séduit. Ce règne éblouissant fonda l'unité nationale, c'est vrai, mais attaqua la spontanéité espagnole. Avant Ferdinand et Isabelle, nous étions un peuple rallié par des intérêts et des croyances; après, une nation. Seulement, le peuple débordait de vigueur et de sève, la nation allait s'affaiblir de plus en plus. C'est avant les rois catholiques que l'Espagne avait porté deux superbes floraisons, la civilisation romaine, l'hispano-arabe du moyen âge; alors le territoire était peuplé, renfermant jusqu'à quarante millions d'habitants, et couvert de villes superbes dont on admire encore les ruines; alors nous étions puissants, savants, nous avions une industrie, une agriculture admirable, nos systèmes d'arrosage actuels sont encore ceux que les Maures apportèrent à nos contrées du Sud. Deux siècles après les rois catholiques, l'Espagne était dépeuplée, affamée, épuisée; quatre siècles après, aujourd'hui, rien ne nous reste des conquêtes et des grandeurs d'antan. Des vestiges, des décombres, de pâles souvenirs, voilà notre héritage. A Grenade, parmi les lauriers-roses, les peupliers élancés, les myrtes, les cascatelles mauresques, se dresse encore, délicate dentelle tissée et ajourée par les gnomes, la frêle Alhambra des sultanes. Tout près de ce bijou d'Orient, Charles-Quint eut l'idée malencontreuse de bâtir un palais Renaissance, à arcades et médaillons. Plus ruineux à présent que l'Alhambra, le palais n'a jamais été fini. Ces deux édifices sont un symbole. Le pouvoir césarien, l'impérialisme de la dynastie autrichienne, ressemble à ce palais mal venu.

Ce cas d'une nation qui — juste au moment où elle remplit l'histoire, arrive au faîte de ses destinées, et découvre et conquiert un monde inconnu — commence à déchoir avec une rapidité inconcevable, a étonné les historiens, et on a tenté de l'expliquer de cent façons, qui peut-être se partagent la vérité. Les uns parlent d'anémie causée par les pertes de sang, par cet effort prodigieux de subjuguer l'Amérique après l'Europe; les autres, d'erreurs capitales, des Maures et des juifs expulsés, emportant notre commerce et notre richesse. Tantôt c'est le fanatisme religieux et l'Inquisition, tantôt le teutonisme, le despotisme de Charles-Quint, remplaçant nos bonnes vieilles traditions de liberté et de justice populaire.

On peut discuter ces explications, mais le fait indéniable, c'est la décadence. Rien de plus éloquent que cette Espagne morne et déserte, cette pauvresse en haillons couleur d'amadou, rongés par le soleil, ces silhouettes que les poètes satiriques du XVIIe siècle aiment à esquisser : l'hidalgo, son cure-dent à la bouche, des miettes bien ostensiblement éparses sur le justaucorps, histoire de faire croire qu'il a dîné, ou le truand déguenillé humant un rayon de soleil, tendant la main, appuyé à quelque merveilleux porche d'église. Et voilà les artistes d'accord avec les hommes de lettres; regardez les tableaux de Velazquez, de Murillo : des bouffons, des nains, des mendiants, des enfants pouilleux, — à côté des fiers seigneurs à gants de chamois, des idéales Madones planant, en extase, dans le ciel chaud du Midi ! — Notre poète Quevedo parle des choses qui semblent exister et qui ne sont plus qu'une ombre vaine. Cette ombre nous enveloppait déjà. L'Espagne allait devenir l'éternelle fiancée d'un spectre, la patrie des revenants, et un autre poète, moderne celui-là, Gaspar Nunez de Arce, nous apprendra qu'en Espagne il ne reste de bien vivant que les morts. Nous allions nous draper dans le suaire de notre légende.

Je dis légende, je ne dis pas histoire. La paresse et la routine ont trouvé commode de se tenir à la légende, et la légende a faussé notre jugement et notre sentiment. On n'a pas voulu rechercher le véritable esprit de nos traditions, ni s'avouer que plus on remontait le courant historique, plus on retrouvait le progrès, la liberté, la tolérance, la foi, le travail et l'effort viril — selon que chaque siècle sait comprendre et pratiquer ces vertus. Nous ne pouvions pas, c'est évident, nous tenir à la philosophie de Sénèque, à la civilisation des Califes, à la science de saint Isidore ; il fallait continuer à marcher courageusement; mais nous possédions ce solide appui, cette forte souche de la tradition ; il aurait suffi de ne pas s'arrêter au XVIIe siècle, il aurait fallu accepter l'esprit nouveau, pendant qu'il est nouveau, car à son tour il vieillira, et d'autres courants emporteront l'humanité vers l'avenir.

A son avènement, la dynastie de Bourbon tenta d'améliorer la situation de l'Espagne : c'était une croisade de seigneurs à perruque poudrée, à casaque gorge de pigeon, à bas de soie; elle se brisa, elle échoua contre la légende, qui s'était déjà trop fortement emparée des masses populaires. On détestait les nouveautés, il ne fallait pas toucher à la sainte Espagne, profaner la relique. C'est alors qu'on assista à un intéressant spectacle. Certain moine de l'ordre de Saint-Benoît, vieillard studieux, d'un savoir encyclopédique, d'une vie chaste, croyant et orthodoxe, écrivant avec une verve extraordinaire, espèce de journaliste cloîtré, entreprit d'extirper les erreurs, les superstitions, les préjugés du vulgaire; il tonna contre la science restée gothique, contre les faux miracles, contre le tartufisme, contre la bêtise bêlante; il dénonça la noire mixture bouillant dans le réchaud des sorcières qui avaient maléficié le dernier roi autrichien. Ce moine passionne les esprits, mais il devient suspect; on le lapide de libelles; on finit par l'accuser d'hérésie et d'impiété et le comparer à Voltaire. Il fallut que le roi lui-même, par un décret, défendît d'attaquer le Padre Feijoò, et ce fut ainsi qu'on essaya de relever l'Espagne, par ordre du roi, lorsqu'il aurait convenu de la transformer en commençant par les couches profondes. Voilà pourquoi, malgré d'excellentes intentions et des résultats positifs qu'il ne faudrait pas mépriser, les premiers Bourbons n'arrivèrent pas à modifier radicalement l'état du pays. En s'espagnolisant, les Bourbons se rangèrent du côté de la légende, et l'affaiblissement de l'Inquisition ne fit que renforcer l'absolutisme monarchique, sans aucun profit pour la vie nationale.

La guerre dite de l'Indépendance cristallisa notre légende et la répandit à l'étranger. Désormais les voyageurs français goûteront un frisson délicieux et terrible en foulant le sol où l'épique Grande Armée trouva de si farouches, de si romanesques ennemis. La légende espagnole se compliqua de la légende impériale. La littérature, — aisément complice des idéalisations qui déforment la réalité, — s'en mêlant, voilà notre caractère à jamais fixé : l'improvisation, la saccade, l'éclair subit de courage pouvaient tout; pour arrêter et prendre des canons, il suffisait des couteaux; et on n'a pas été autrement surpris d'entendre un ministre de la Guerre s'écrier à la Chambre que les Yankees ne nous prendraient pas nos colonies, car ils se briseraient contre un rempart de poitrines espagnoles. Compter sur un rempart de poitrines, voilà qui simplifie singulièrement le rôle de l'artillerie et du génie militaire !

C'est le romantisme « légendiste » qui a soutenu, qui soutient encore l'espoir messianique de ce parti carliste dont les levées de boucliers ont déchiré l'Espagne, pendant ce siècle qui a vu s'apaiser les querelles dynastiques dans les autres nations. Les libéraux ont une armée, se dirent les carlistes; c'est égal, on en improvisera une autre. Et voilà qu'un beau matin, le guérillero, prêtre ou hobereau de campagne, sacristain ou laboureur, se lève, décroche son escopette, la charge à balle et sort décidé à tirer, au lieu de perdrix, des libéraux. Bientôt un gars du village se joint à lui : don Quichotte s'est annexé Sancho : la *partida* est formée. Et elle augmente, elle devient une foule en armes; en contrebande elle reçoit des fusils; la basia ou béret basque sert à

l'uniformer; un peu de temps, quelques hardies escarmouches, deux ou trois petites villes qui ouvrent leurs portes, et le prétendant pourra se vanter d'avoir son armée, qui ne tardera pas à s'organiser sérieusement avec ses officiers techniques, ses magasins et ses fabriques d'armements. Et don Carlos battra monnaie, et des timbres-poste à son effigie autoriseront les lettres à circuler, et il créera des comtes et des maréchaux qui, même l'insurrection finie, se feront appeler maréchaux et comtes, car souvent le gouvernement lui-même reconnaitra ces titres. Et après cela, tâchez de persuader les Espagnols de la nécessité d'être préparés pour la guerre! Non, il suffit d'être brave; une tête brûlée sauvera la patrie. Et un général carliste, tout aussi sûr de son fait que le ministre de la Guerre, demandera, au début des hostilités entre l'Espagne et les États-Unis, qu'on lui prête une hache d'abordage pour s'escrimer contre le cuirassé *Iowa*...

La légende de la bravoure exceptionnelle est, je le sais, la légende de la vanité de beaucoup de nations. Seulement, elle n'a pas aveuglé ces nations, elle ne les a pas hypnotisées au point de les faire courir à leur perte attendant toujours le miracle sauveur. A Madrid, il y a un an, le peuple croyait à ce miracle; il ne fallait pas demander comment il se ferait, ni remarquer que, les faits étant toujours le résultat d'autres faits antérieurs, nous serions infailliblement écrasés de la plus humiliante façon. La légende était là : l'honneur serait toujours sauf; nous saurions, au moins, avoir le beau geste du toréador esquivant la bête féroce. On sait ce qui advint; la douleur commande le silence : je ne voudrais pas insister sur certains côtés trop sombres de notre tragédie.

Je tâcherai de fixer les caractères de la légende dorée espagnole, au moment où elle s'évanouit. Selon la légende, l'Espagne serait restée, non seulement la plus brave, mais encore la plus religieuse et la plus galante et chevaleresque parmi les nations. Nous sommes — toujours suivant la légende — d'ardents patriotes; nous méprisons l'argent, et nous nous agenouillons devant la femme. Voilà, je crois, les affirmations de la légende d'or, très insidieuses, car elles renferment une certaine dose de vérité qu'il faut reconnaitre.

Cela est exact : individuellement nous sommes braves; nos pauvres petits soldats sont allés héroïquement à la mort, et dans une lutte sans issue et à des milliers de lieues de la patrie, ils ont combattu, la fièvre dans les veines; mais cette sorte de courage ne suffit pas dans les guerres modernes, il faut autre chose; le désarroi de notre politique a désorganisé moralement l'armée; les riches, les gentilshommes, n'envoient plus leurs enfants aux colléges militaires; nous n'avons pas le service obligatoire, et c'est à juste titre qu'on a donné à nos hautes classes en exemple ces *rough riders*, fils de millionnaires américains, débarquant à Cuba, allant volontairement s'exposer à la fusillade de nos troupes. Quant à notre religiosité, c'est peut-être le côté le plus décevant et le plus contradictoire de la légende. Nous ne sommes plus un peuple religieux, ni même très pratiquant. A regarder de près les choses, derrière les restes du fanatisme et du mysticisme, de l'action exaltée et de la poésie rêveuse qui constituaient notre belle foi de jadis, on trouverait dans la bourgeoisie plutôt l'indifférence, chez le peuple l'assentiment moutonnier, parfois l'irrévérence. Le blasphème est une habitude, le vol sacrilège un fait coutumier. Les humbles églises de campagne sont dévalisées chaque jour. Nous avons l'étincelle de religiosité comme nous avons l'éclair de bravoure; seulement cette étincelle vient des braseros archaïques : nos accès de foi sont des accès de persécution. Un fait récent démontrera jusqu'à quel point le clergé a peu de vraie influence morale. Lors de nos désastres quelques évêques lancèrent des lettres pastorales pour condamner les réjouissances publiques, pour engager les fidèles à porter le deuil de la patrie. On fit la sourde oreille; la voix chrétienne et patriotique des évêques fut étouffée par le bruit des grelots des calèches conduisant un monde fou à la *plaza de toros*.

Je suis venue à Paris pour la première fois un an après la guerre franco-prussienne; je portais un costume de voyage gris; je m'empressai de revêtir une robe noire, car toutes les femmes que je rencontrais dans la rue étaient en noir. C'est, croyez-le, mon cœur de patriote saignant qui met sur mes lèvres de si amères vérités : je parle comme si j'appliquais des disques chauffés à blanc à quelque malade de la moelle. Ce détail, — ces lettres pastorales des évêques dédaignées, — semble trop éloquent; et pourtant, n'allez pas croire que le sentiment de la patrie soit aboli en Espagne; je le croirais plutôt endormi; c'est pourquoi je tâche de le réveiller. Je cite un fait récent. Soupçonner que l'Allemagne tentait de nous enlever de méchants écueils appelés les Carolines, provoqua une émeute à ce même Madrid qui, le jour de la perte de notre escadre et d'un continent, resta apathique et inerte, et le soir ne déserta pas les théâtres. Ainsi, c'est de bonne foi que l'Espagnol se nourrit de sa légende, c'est sincèrement qu'il vante sa bravoure, ses croyances, son patriotisme. Il y a même une certaine naïveté enfantine et émouvante dans ses illusions sans cesse renouvelées. Par exemple, cette idée que nous sommes la nation catholique entre toutes, la fille bien-aimée de l'Église, nous a persuadé que si nos affaires s'embrouillaient, le Saint-Père arrangerait tout selon nos intérêts. C'était très

beau, très simple. Le Pape étendrait la main, tout serait dit. On regardait comme des mécréants ceux qui osaient insinuer que pourtant, aux temps de la foi virile et grave, nous arrangions nos affaires politiques nous-mêmes, et qu'il aurait fallu voir la tête de Philippe II ou de Charles-Quint, si on leur eût proposé de s'en référer à Rome. Et nous étions des sceptiques, nous qui disions que le Saint-Père ne nous appartient pas, qu'il n'est pas notre tuteur, qu'il est le Père de tous les catholiques du monde, que le catholicisme est justement cela, quelque chose d'universel, et que le Pape n'excommunierait pas les huit millions de yankees catholiques et pleins d'énergie pour bénir les dix-sept millions d'Espagnols catholiques, mais inertes. A l'heure qu'il est, malgré l'évidence, la plupart des Espagnols ne sont pas détrompés; si le Saint-Père avait pu, il n'aurait pas hésité : contre tous les autres fidèles il aurait soutenu sa chère Espagne !

Avant de laisser de côté la question religieuse si importante et si révélatrice, je dois ajouter que notre manière de comprendre la religion ne doit pas être imputée au catholicisme. Je frémis en pensant ce que nous serions devenus, si nous étions protestants à la façon dont nous sommes catholiques. Quoique la sévérité de l'Inquisition ait étouffé la propagande de la Réforme, nous possédons dans notre histoire des échantillons de Réformateurs, cent fois plus ardents, plus implacables, plus sombrement fanatiques que les Inquisiteurs eux-mêmes. Le catholicisme, avec ses dogmes si humains, avec son mysticisme tendre et artistique, avec son sens cosmopolite, aurait pu nous adoucir, corriger nos défauts. Ce n'est pas le catholicisme qui a gâté notre caractère; c'est nous qui avons outré le catholicisme. De nos jours on a vu cela : une partie de l'Espagne attendant une fois de plus le signal pour allumer la guerre civile, et ce grand Léon XIII, ce vieillard auguste qui aime la paix, refusant le prétexte, prêchant la concorde, tâchant d'éviter que le catholicisme militant espagnol ne soit ce qu'il est malheureusement : un parti politique et rien de plus.

Pour démontrer que le patriotisme, en Espagne à présent endormi, procède par saccades, par de subits accès, je rappellerai l'épisode du bateau le *Péral*. Il y a près de dix ans, le bruit courut qu'un officier de marine, Isaac Péral, avait trouvé le secret de la navigation sous-marine. La joie éclata partout, on organisa l'apothéose. Quelques-uns conseillaient d'attendre les preuves définitives; on les traita d'esprits chagrins et sans enthousiasme. Voilà Péral porté en triomphe, acclamé. On racontait qu'il avait dû s'adjoindre un jeune officier pour recevoir à sa place les embrassades, tant il en pleuvait. J'ai vu passer cette idole d'un jour; la foule en délire entourait sa voiture. Et ce n'était pas seulement la populace; les hautes classes, les hommes politiques, les Cortès, fêtaient à qui mieux mieux Péral. En sortant du Palais, où la Reine lui avait remis un sabre d'honneur, Péral, égaré, balbutiait; sa tête tournait. Cependant les épreuves du bateau ne réussissaient pas; on discuta, puis on nia l'invention, et peu de temps après, cet homme en qui l'Espagne avait incarné son rêve miraculeux, qu'on avait voulu faire duc et amiral, gagnait humblement sa vie en installant le téléphone et la lumière électrique. J'ai causé avec Péral, je suis persuadée qu'il était de bonne foi, comme don Quichotte au moment d'enfourcher ce cheval de bois, ce Clavilène auquel on a fort exactement comparé le fameux bateau sous-marin. Et l'Espagne entière, également, croyait traverser le cinquième ciel sur le dos du fantastique cheval. Son instinct était prophétique en ce sens : il lui révélait l'importance capitale de tout ce qui se rapportait à la défense de nos côtes, aux préparatifs d'une guerre maritime. Ce n'est pas un fait rare, que l'instinct populaire espagnol pouvant guider le gouvernement négligent ou inepte. Dans la guerre désastreuse que nous venons de subir, le flair du peuple a été très subtil, et si nos escadres étaient allées là où le peuple supposait qu'elles devaient aller, l'ennemi aurait acheté assez cher la victoire dont on lui a fait cadeau.

Pour les autres affirmations de la légende, je dirai que les Espagnols ne méprisent pas l'argent, mais dédaignent les moyens de gagner cet argent, s'ils demandent un effort assidu. Toujours l'improvisation, le coup de théâtre; c'est pourquoi la loterie a tant de succès. L'apathie industrielle d'une grande partie des Espagnols (j'excepte les Catalans et les Basques de la Biscaye) a coupé court aux pronunciamientos et aux troubles politiques, en les poussant à placer leurs capitaux en fonds de l'État, et à en manger paisiblement le revenu.

Un autre effet, celui-là déplorable, de l'éloignement des affaires, c'est qu'on se dispute rageusement le moindre emploi, ce qui a poussé les ministres à multiplier les places inutiles pour caser leurs parents et amis; ainsi l'immoralité et la vénalité rongent notre administration. Les journaux de Madrid remuent ces jours-ci un flot de boue, dénonçant des faits honteux qui ont forcé l'armée à constituer des tribunaux d'honneur pour juger les accusés. L'Espagnol succombe tout comme un autre à la tentation de s'enrichir vite et sans trop de fatigue; sinon, il aime mieux se contenter de peu. Notre légende noire nous accuse d'âpre exploitation de nos colonies. Hélas! n'importe qui les exploitera mille fois davantage; seulement, il s'y prendra mieux.

Pour ce qui est de la galanterie espagnole, du culte de la femme, toujours la légende.

Les lois sont, dans la constitution de la famille, assez favorables à la femme, les mœurs entièrement défavorables et parfois il serait bien difficile de constater non pas la galanterie, mais la simple politesse à son égard. Elle est autorisée à suivre les cours des Facultés, à étudier à l'Université; mais on blâme, on ridiculise celles qui profitent de cette autorisation; les familles n'osent pas braver l'opinion, la femme reste sans autre issue que le mariage, et, dans les classes pauvres, le service domestique, la prostitution et la mendicité. Des millions de femmes ne savent ni lire ni écrire. J'ai parlé de cette stabilité ou plutôt de cette stratification sociale que tant d'Espagnols considèrent comme l'état idéal : c'est surtout au sujet de la femme que toute évolution scandalise. La femme, pour les Espagnols, c'est l'axe immobile du monde. Il est curieux d'étudier les idées même des radicaux au sujet de la femme : ils trouvent si bouffon, si insensé de vouloir lui accorder des droits! La femme est née exclusivement pour le foyer. Chose singulière : les luttes pour maintenir le droit de la femme à être chef de l'État ont ensanglanté l'Espagne pendant tout ce siècle : à l'heure qu'il est, une femme ceint la couronne. Donc, en Espagne, la femme peut faire et défaire le gouvernement, déclarer la guerre et signer la paix — elle ne doit pas aspirer à remplir les modestes fonctions de quelque rond-de-cuir. Étrange erreur, d'imaginer qu'on immobilisera la femme et que la race pourra avancer dans un sens quelconque! La femme immobile, tout s'immobilise; le foyer arrête l'évolution, et l'entière stagnation n'étant pas possible infailliblement, on reculera vers le passé. Sous beaucoup de rapports, le mouvement en Espagne a été régressif. Notre légende dorée a été funeste, car en nous persuadant que nous avons toutes les qualités, elle nous a inoculé l'horreur du changement, et empêché de suivre les bons exemples d'autres nations plus prospères et plus actives. Notre paresse, peut être la fatigue des soirs de bataille et de triomphe, s'est arrangée de cette quiétude, et la littérature, où la volonté confuse de la race s'exprime et se reconnaît, a offert avec complaisance ses magiques miroirs où le passé se reflète plein de prestiges. Déjà notre romantisme avait penché du côté de la tradition, avec Zorrilla et le duc de Rivas; sous le règne d'Isabelle, l'illustre romancière Fernan Caballero entreprit une croisade contre les idées nouvelles, cherchant la raison et la saine philosophie, dans les préjugés et la simplicité populaire; la Révolution, qui détrôna la fille de Ferdinand VII, ne fit qu'exalter l'esprit « légendiste » chez les écrivains, et surtout chez les lecteurs; et la presse même, la presse libérale, se rangeant du côté du public, encouragea les auteurs qui nous proposaient pour modèle les mœurs et l'esprit d'autrefois.

Un écrivain était bon et sympathique lorsqu'il se faisait l'apologiste de l'immobilité espagnole contre le mouvement européen; renier la culture étrangère, faire parade d'un espagnolisme ombrageux et exclusif, ouvrait les foyers, les salons et les portes de l'Institut; j'ai entendu vanter, chez un romancier qui a certainement d'autres mérites, le mérite d'ignorer les langues étrangères et de ne pas avoir touché de sa vie un seul roman français. Certes on lisait parfois des livres étrangers lorsqu'ils faisaient du bruit; certes on s'en inspirait, on imitait, on traduisait, on arrangeait, on puisait aux sources maudites; mais il ne fallait pas l'avouer.

Parmi les symptômes les plus clairs de ce pacte de la littérature avec le passé, je compte les nombreuses pièces de théâtre écrites pour renier les affaires et l'industrie, flétries du nom de tripotage et d'usure. A la défense de cette thèse ont concouru des auteurs libéraux et réactionnaires; il est vrai que les libéraux espagnols, lorsqu'ils font de la littérature, sont presque toujours influencés par la légende.

Je manquerais de loyauté si j'accusais tout le monde sans m'accuser moi-même, de la façon la plus explicite. « Légendiste », je l'ai été certainement, surtout dans ma jeunesse, pendant les années d'enthousiasme. Le fantôme de la tradition, qui apparaît aux Espagnols, je l'ai vu passer, j'ai suivi ses traces. Ce n'a pas été sans lutte et sans déchirement intérieur qu'il m'a fallu reconnaître le véritable état de ma patrie; et c'est pour obéir à ma conscience de patriote que je constate des faits si pénibles, que je condamne, non pas la tradition, mais la mystification traditionnelle.

Je préfère l'inconséquence à l'impénitence, et je ne sais pas d'autres moyens de rectifier des idées erronées que ceux que j'ai employés : la lecture, les voyages, l'observation journalière, — la vie en somme. Il y a longtemps que j'avais reconnu la vanité de la légende; mais, lorsque j'osais le dire, j'étais fort malmenée : il y a dix ans, quelques lignes sur l'état de notre armée et les probables résultats d'une guerre ameutèrent contre moi les chauvins et les « légendistes » belliqueux, quoique j'aie su après que des hommes d'État et des militaires sérieux et pleins d'honneur étaient de mon avis. Faut-il se confesser entièrement? eh bien, parfois dans cette atmosphère j'arrivais à douter de moi-même, du témoignage de ma raison. Je revenais, lasse et énervée, au légendisme. Je fermais les yeux pour ne pas voir l'Espagne actuelle; je regardais seulement du côté du passé; c'était bien esthétique, et l'esthétique console. Il arrive cependant des moments où l'on souffre d'avoir à renier le présent, la réalité vivante, où la légende pâlit; et alors, j'étais forcée de reconnaître que l'Espagne, malgré quelques velléités de progrès, — car

enfin une nation ne saurait rester entièrement fermée à la vie moderne, — au fond devenait chaque jour plus africaine.

A caresser le rêve de l'immobilité, on arrive à mépriser la science. On ne saurait s'étonner si l'instruction publique est tellement négligée en Espagne, et si notre budget d'enseignement national est fort inférieur au budget d'enseignement de la Ville de Paris.

Nous consacrons à l'instruction publique 1 1/2 p. 100 du budget national; nous voilà au-dessous du Portugal : ce royaume minuscule est arrivé à 2 1/2 p. 100. Ainsi, la statistique compte 12 millions de sujets espagnols ne sachant lire ni écrire. Les municipes, c'est vrai, font les frais des écoles publiques; mais il faudrait voir l'état de ces malheureuses écoles ; et encore, c'est l'habitude d'oublier de payer les maîtres, et la presse satirique et les auteurs de saynètes trouvent un sujet inépuisable dans la faim chronique de ces malheureux, qu'on a vus tendre la main dans les carrefours. Nous possédons assez d'Universités, même trop, mais c'en est fait des études sérieuses et de la fraternité scolaire : on tâche de pêcher son diplôme le plus vite possible et sans effort; les étudiants libres pèlerinent de ville en ville à la découverte de professeurs renommés par leur indulgence, les étudiants officiels passent l'année scolaire à demander des vacances et encore des vacances; tout est prétexte à relâche, la Noël apporte une relâche d'un mois. Les méthodes d'enseignement sont instables, défectueuses et arriérées; on se tient à la science livresque, et Dieu sait quels livres l'on impose aux étudiants; plus d'enseignement classique, plus de latinistes, et point de science expérimentale : dans l'enseignement comme partout, l'Espagne a perdu les acquisitions du vieux temps, en refusant d'accepter celles du nouveau. Je sais qu'on pourrait citer des exceptions honorables, même glorieuses : le nom de Ramon y Cajal vient à mes lèvres, mais l'exception, dans une race où l'individu supérieur influe si peu sur la collectivité, ne sert qu'à confirmer la règle.

Ce mur épais d'ignorance et même de haine dressé en face de la culture, arrête tout mouvement intellectuel, l'empêche d'arriver au fond de l'âme espagnole. Les énergies intellectuelles sont endormies faute de stimulants; celles du sentiment et de la volonté sont perverties par l'influence désastreuse d'une politique mesquine et égoïste, qui s'épanouit sans contrainte et qui est déjà comme fondue dans les moelles de la nation. Tout le monde est d'accord pour médire de cette politique étouffante, personne ne sait comment on s'y prendrait pour s'en délivrer. C'est une vaste et compliquée mécanique qui nous a pris dans ses rouages; elle reçoit le branle à Madrid dans le cabinet du ministre, et elle fait danser sans merci jusqu'au plus infime des sujets espagnols, forcé de voter et d'agir selon le bon plaisir du très puissant *cacique :* c'est le nom familièrement donné aux tyranneaux de la politique. Poussée par des forces fatales contre lesquelles il est inutile de lutter, la masse du peuple espagnol devient indifférente aux grands événements nationaux. Qu'on nous arrache nos colonies, qu'il ne nous reste pas une parcelle de ce monde découvert par nous, que l'unité nationale craque sinistrement, le calme funèbre de la masse ne se démentira pas, on restera de glace ; et ce phénomène monstrueux ne sera que le corollaire de la résignation et de l'obéissance passive avec laquelle on a fourni le contingent de soldats, les trois cent mille enfants qui sont allés grelotter de fièvre et mourir de faim sous le ciel torride des Antilles. Cette obéissance apathique, c'est le manque de spontanéité pour réagir, c'est le sentiment, c'est la fibre profonde qui s'atrophie chez ce peuple, persuadé de l'inutilité de l'effort.

Le paysan, l'ouvrier, le petit bourgeois, auraient beau faire, ils n'arriveraient pas à se délivrer du *cacique*, du petit tyran local, du fisc, de l'État, des puissances mystérieuses et malfaisantes qui l'enveloppent. Alors il obéit; il paiera les impôts onéreux et distribués inégalement, sans équité, il donnera son enfant ou il se dépouillera de son bien pour le racheter; il lèvera les épaules si nous sommes vaincus, et lorsqu'il sera à bout de patience, que la misère l'étreindra, il quittera son terroir, s'embarquera pour l'Amérique du Sud. L'émigration, cette plaie béante, est l'œuvre d'une politique sans entrailles qui crée un état économique désastreux. On émigre, le cœur plein de nostalgie, mais on émigre tout de même, et l'Espagne, qui n'est pas, disons-le à son honneur, dépeuplée par le malthusianisme, est dépeuplée par la politique.

J'aurais besoin de longs développements pour expliquer les contradictions de notre politique intérieure. Certes, je n'en sais pas de plus funeste, et cependant je dois déclarer qu'ordinairement les grands personnages politiques espagnols sont loin d'être des prévaricateurs et des exploiteurs sans vergogne. On s'enrichit rarement par la politique; tout au plus se fait-il des affaires à l'ombre de la politique, ce qui est différent. Des hommes politiques qui ont exercé une grande influence sont morts pauvres après avoir vécu très modestement; et le cas de Castelar, qui a été maître des destinées de l'Espagne et qui vit de sa plume au jour le jour, n'est pas un cas unique.

Les profits du système d'oligarchie politique que nous subissons vont plutôt aux agents secondaires; l'immoralité commence au bas du front pour envahir le corps entier. Et ce que le peuple voit de près, ce ne sont pas les grands personnages plutôt hon-

nêtes, ce sont justement les secondaires, moins ambitieux que cupides. Alors il juge les uns d'après les autres, il ne croit à rien ni à personne; et les deux états de l'âme espagnole sont d'un côté le romanesque optimisme « légendiste », de l'autre le pessimisme stérile et dévastateur. Ces deux états expliquent suffisamment le mélange d'illusions patriotiques et d'indifférence sacrilège qui s'est produit avant, pendant et après la guerre; ils font comprendre et les rodomontades du chauvinisme espagnol qui croyait arriver jusqu'à New-York en triomphe, et les velléités séparatistes de la Catalogne et de la Biscaye.

S'il fallait, pour incarner les deux états de l'âme espagnole, deux personnages représentatifs, je nommerais Emilio Castelar et Canovas del Castillo. Cet artiste hors ligne qui s'appelle Castelar, enivré des beautés de notre sol et des prestiges de notre histoire, content d'avoir obtenu, pour prix de ses luttes de jeunesse, l'établissement des institutions démocratiques, parmi lesquelles il faut compter le suffrage et le jury, a été optimiste et légendiste, jusqu'à cette terrible année quatre-vingt-dix-huit qui a dissipé le brouillard doré et mis à nu l'Espagne plus malheureuse qu'aux jours du Guadalete. Quant à l'illustre victime de l'anarchiste Angiolillo, il était, lui, le pessimiste qui jugeait ses contemporains et sa patrie avec une teinte d'inguérissable désenchantement.

Il savait mieux que personne distinguer et rechercher les individus supérieurs, mais il ne croyait pas à la masse : cerveau puissant, il sentait l'affaiblissement de la pensée chez une race qui néglige à tel point les études de la discipline intellectuelle; chef du gouvernement, investi d'un pouvoir sans contrôle, il voyait de trop près les misères et les bassesses pour ne pas goûter l'amère saveur du mépris. Ainsi, Castelar croyait qu'il ne restait rien à faire en Espagne, Canovas supposait qu'avec l'Espagne il n'y a rien à faire. Et remarquez que, chacun à sa manière, tous deux étaient d'ardents patriotes, émus jusqu'aux larmes à l'idée des désastres qui planaient sur nous; remarquez que Canovas a payé de sa vie, Castelar de la perte de sa belle santé, l'affreux moment que nous traversons. Dieu seul peut savoir ce qu'ils auraient fait pour l'Espagne, Canovas avec l'espérance et la foi, Castelar avec le doute et la froide analyse.

Je me résume : l'Espagne, après cet effondrement où elle a tout perdu, a perdu même sa légende; on reste surpris et déconcerté, en constatant le véritable état moral d'une nation qu'on supposait prête aux exploits de l'héroïsme désespéré, et qu'on voit stupéfiée, anesthésiée pour ainsi dire, contente plutôt d'avoir fini, presque tentée de dire merci parce qu'on la débarrasse, on sait comment, de ces colonies qui, selon quelques-uns, ne rapportaient rien, sauf à quelques producteurs catalans qui bénéficiaient des tarifs protecteurs. On se demande ce que deviendra l'Espagne, cette Espagne si différente de l'Espagne légendaire, cette Espagne au sang appauvri, aux nerfs épuisés, à l'intelligence en friche; on songe à ce que nous deviendrons, nous chez qui seuls les morts étaient vivants, à présent que nous sommes forcés d'enterrer aussi ces glorieux morts.

Et une minorité, pleine de zèle et bravant l'indifférence générale, tâche de réveiller les énergies espagnoles, d'exposer sans crainte l'étendue du mal, de remplacer l'idéal légendiste par l'idéal du relèvement, du travail et de l'effort. Je ne sais pas s'ils réussiront; je sais qu'ils font leur devoir. En vous parlant comme je le fais, je m'associe à cette tâche patriotique.

Je crois la légende évanouie, et cependant peut-être elle vit encore, elle va se dresser menaçante, comme ces dragons à la gueule de flamme, qu'on voit sur les vieux panneaux des églises, — devant ceux qui osent dire la triste vérité. Il faut un certain courage pour être sincère, lorsqu'on parle de la patrie à l'étranger. J'ai ce courage-là, mon courage professionnel, — puisque ce n'était pas à moi que la patrie pouvait demander une autre sorte de courage. Ainsi, je crois avoir le droit d'affirmer que la contre légende espagnole, la légende noire, colportée par cette hideuse presse jaune qui est une des tares de la civilisation des États-Unis, est mille fois plus mensongère que la légende dorée. Celle-ci, du moins, a des racines dans la tradition et l'histoire; nos incroyables exploits d'autrefois l'expliquent; la légende noire, au contraire, fausse notre caractère, ignore notre psychologie, et met à la place de l'histoire contemporaine un roman genre Ponson du Terrail, à mines et contre-mines, qui ne mérite pas qu'on s'arrête à l'analyser. Il nous a fait tort, ce roman, car la calomnie ne saurait jamais être trop absurde, il y aura toujours des gens qui l'accepteront sans difficulté; mais, je le répète, la calomnie aurait été impuissante contre nous, si nos propres fautes n'avaient pas collaboré avec nos calomniateurs.

Lorsqu'on écrira sérieusement l'histoire, lorsqu'on nous aura entièrement dépouillés et qu'il sera inutile de nous dénigrer plus que de raison, — on reconnaîtra que si nous avons été de fort inhabiles colonisateurs, nous n'avons été ni plus cruels, ni plus avides que ces Anglo-Saxons dont l'exemple, proposé aux nations de la Méditerranée, pourrait nous apprendre l'acquisivité et l'instinct d'appropriation, plutôt que la loyauté et l'humanité.

Émilia Pardo Bazan.

LA VIEILLE MAISON [1]

IV

Un clair soleil de la fin de mars rayonnait sur la vieille maison et en tirait des effets de lumière inattendus, scintillements changeants de pierres précieuses sur la tête d'une femme d'âge mûr qui n'a pas encore perdu toute sa beauté; ainsi les tuiles rougissaient, sèches et luisantes, dans l'air rendu transparent par sa grande pureté, et se dégradant, tantôt claires, tantôt obscures, sur la pente du toit, rompaient de leur note souriante la blancheur grisâtre des murs. Sur la terrasse, à peine ornée de quelques immortelles et de quelques rameaux impatients de glycine qui commençaient à bourgeonner, on découvrait la vaste balustrade tout entière, et dans les ornements baroques le soleil jouait à cache-cache, tournant autour des balustres, se glissant jusque dans les recoins les plus reculés où la patine d'un brun verdâtre reluisait sous ses rayons avec des teintes chaudes de bronze ou de jaspe.

Flavio contemplait tout cela de la fenêtre de sa chambre; ivre du printemps qui lui entrait par les yeux pour aller à la rencontre du printemps qui chantait dans son cœur, il avait un regard sympathique même pour le portier dans la cour, tout occupé à tendre les fils de fer à la glycine, même pour le balcon du vieux pensionné où était étendue une chemise de flanelle à carreaux blancs et noirs. Et ne lui étaient-ils pas également chers, ces jardins qui entouraient la maison, réveillés déjà par les semences qui gonflaient la terre, tachetés çà et là de blancs amandiers en fleurs? Tout, jusqu'au mur lointain du couvent, jusqu'aux toits qui fermaient l'horizon, tout ne lui était-il pas sympathique? Quelle ligne lui était inconnue? Quel point ou quelle nuance avait échappé à son regard perspicace et aimant? Il revoyait tous les objets avec un jugement mûr, avec une intelligence subtile de la beauté; il s'attendrissait en pensant à son adolescence qui s'était passée là tout entière, dans cette maison qu'il pouvait considérer comme la sienne puisqu'elle renfermait tous ses souvenirs et avait été témoin de ses douleurs, de ses luttes, de ses espérances, de ses rares mais profondes joies.

Sa récente, incomplète et pourtant très pénétrante expérience du monde, lui permettait d'apprécier mieux encore la douceur de cette humble retraite, restée intacte aux flancs d'une grande cité, échappée par miracle à la manie innovatrice; il y sentait la tiédeur particulière aux nids, au sein maternel où il est si bon de venir de temps à autre se reposer. Le cadran solaire sur le mur du couvent avait une inscription à demi effacée. Quelques mots s'y lisaient encore à l'aide d'une lorgnette, mais Flavio n'en avait que faire : il la savait par cœur. Et en ce moment surtout, dans cette douceur de nid qui se renouvelle, elle lui apparaissait flamboyante sur le mur lointain et comme auréolée par le rayon qui tombait d'aplomb sur elle : *Le Temps presse.* Paroles fatidiques pour un jeune homme qui les sentait pénétrer dans sa chair et son sang comme une sorte de noble aiguillon. Dans le cadre riant de sa fenêtre, devant ces jardins verdissants, l'épigraphe du vieux cadran solaire perdait son sens ascétique pour revêtir une force nouvelle parlant de conquêtes et d'efforts audacieux; la saison lui prêtait encore d'intimes et excitants effluves que Flavio respirait dans l'air comme la fumée des prochaines batailles. L'heure de l'année et l'heure de la vie s'unissaient pour le rendre heureux. Il goûtait cette profonde ivresse de se sentir jeune par une radieuse matinée de printemps.

Tout à coup, une hirondelle traversa l'espace; c'était la première du printemps. L'agile forme noire, après avoir ponctué un instant l'azur du ciel, disparut.

Une bouffée de vent passa, rapide aussi. Elle portait des pollens de fleurs, des duvets de nids, des flocons indistincts tombés d'ailes invisibles et des parfums tendres de feuilles tout embaumées encore de jeune fraîcheur. Dans le jardin voisin, deux jeunes chats jouaient au soleil, se poursuivant et faisant mille gambades, se battant, se caressant, se roulant dans l'herbe. Au-dessus d'eux, un cerisier ouvrait ses premiers boutons; non loin de là, un pêcher agitait, comme de petites mains d'enfant au bout des rameaux grêles, ses fleurs rosées.

Un cri s'échappa de la poitrine de Flavio, un de ces cris inconscients que les jeunes gens lancent dans l'espace par exubérance de vie, comme les poulains hennissent dans la prairie et les jeunes faucons gémissent en fendant l'air. Il restait là, écoutant encore l'écho de son cri répercuté contre les vitres que le soleil enflammait, quand il vit Anna au bord de la terrasse qui lui faisait un signe amical d'invitation en passant avant de regagner sa chambre.

Flavio resta encore quelque temps à la fenêtre. L'apparition de sa protectrice avait éveillé en lui une sorte de tendresse mélancolique. Anna ne lui avait jamais semblé si pâle, si souffrante même, qu'en ce chaud matin de printemps, dans la lumière intense du ciel et de l'air, dans le triomphe tout-puissant d'une vigueur qui chassait toutes les ombres et rehaussait la tonalité des couleurs jusqu'à les rendre criardes. Oui, ce devait être cette orgie de bleu et de jaune qui faisait paraître de cire le beau

(1) Voir la *Revue* des 25 mars, 1er, 8 et 15 avril.

visage, en soulignant la légère maigreur des joues. Pourtant, cette expression n'était pas isolée; une sorte de lassitude détruisait l'harmonie générale des traits et de l'allure qu'il avait connus fiers et presque rigides et qui aujourd'hui semblaient céder à une langueur inexplicable. Flavio se demanda quel âge elle pouvait avoir. Il n'était plus un enfant, lui, à présent. Il connaissait la vie, il avait lu, il avait observé. Pour la première fois il songea qu'Anna ne se mariait pas. N'était-ce pas au moins singulier : belle, riche... Tout à coup, il secoua la tête : où aurait-elle trouvé un mari digne d'elle?

Il s'éloigna de la fenêtre, portant dans son cœur l'image de l'amie belle et mélancolique, et déjà subissant l'attrait douloureux de l'inaccessible. Son affection profonde, confinant à la vénération, en reçut un aliment nouveau. Il lui sembla vraiment ne plus pouvoir jamais s'éloigner d'elle.

Mais Anna l'avait appelé et un flot de pensées joyeuses envahit l'âme du jeune homme. Il alla aussitôt prendre contre le mur une toile recouverte avec un soin jaloux; il enleva le voile et se planta en face de son œuvre.

Combien de fois avait-il déjà contemplé ce carré de toile? Combien de fois! Avant même de mettre les couleurs sur sa palette, dans ces moments de fièvre divine que seul connaît l'artiste créateur, n'avait-il pas déjà, palpitant encore de la volupté de la conception, embrassé d'un coup d'œil toute son œuvre? Et que d'angoisses avaient succédé à l'ivresse première! Angoisses faites plutôt d'ardeurs que de crainte, car Flavio, qui n'était ni ambitieux, ni présomptueux, éprouvait pourtant la confiance qui existe au fond de toute âme ayant le vrai feu sacré. Au sujet de sa vocation, point de doute; au sujet de sa force, peut-être un doute léger, mais efficacement combattu par la sincérité de sa foi et par l'assaut hardi de tout l'enthousiasme de ses vingt ans. Il se rappelait le jour où Gentile Lamberti avait dit : « Pourquoi ne serait-il pas poète? » et le brûlant désir qui lui en était resté, et le chagrin de ne pas trouver en soi les qualités indispensables. Eh bien, n'était-il pas poète maintenant? Le maître bien-aimé avait deviné juste. Il était vraiment poète dans la signification la plus sainte de ce mot, puisque sa pensée brûlait de l'amour de toutes les belles choses et que son cœur, avide d'émotion, ne cherchait qu'à se mêler aux palpitations de l'univers. En avant! en avant! criaient au dedans de lui toutes les forces de la jeunesse; marche! le moment est venu!

Flavio avait promis à son amie de lui montrer le tableau avant de l'envoyer à l'exposition qui devait révéler au public son nom inconnu. Sous l'empire d'une grande douceur et d'une certaine agitation agréable, où les souvenirs avaient au moins autant de part que l'espérance, il se mit à enlever la poussière, à polir la toile, s'éloignant de quelques pas pour juger l'effet général, puis se rapprochant précipitamment pour examiner encore un petit point noir, une erreur dans les ombres, un grain de sable; moins encore : pour combattre un doute qui lui était venu.

Il était content, et il ne l'était pas. Le dualisme qui existe toujours en l'homme, mais jamais aussi tranché que quand une œuvre va sortir des mystères du néant, s'imposait à sa conscience sans cesse en éveil. S'il considérait l'œuvre à la lueur du feu intérieur qui l'avait conçu, il la voyait briller du plus vif éclat. Mais la réalité correspondait-elle à la conception? Les lentes heures de travail avaient-elles revêtu d'une forme incorruptible l'instant fulgurant de la vision? Les lignes, les couleurs qu'il avait devant lui étaient-elles vraiment les lignes et les couleurs entrevues par lui, avant qu'un pinceau n'eût raidi ses doigts dans les difficultés de la réalisation? avant que la couleur sortie du laboratoire du chimiste matérialisât sur un plan uniforme les fantômes ondoyants de son imagination? Était-il, comme tant d'autres, le poète qui rêve mais ne crée pas? où bien était-il — ce qu'il voulait être, uniquement — le poète à l'esprit clair comme le cristal, aux accents mâles et vibrants?

Flavio ne put se donner une réponse précise. Dans son sein grondait un torrent de vie; penché sur l'abîme il écoutait le mugissement sourd là, tout au fond attiré par l'incertitude du mystère plus que par le besoin de l'expliquer, et tout son être ressemblait à un arbre en fleur suspendu au-dessus d'un précipice, ayant autour de lui mille parfums d'autres fleurs et, au-dessus de lui, le ciel.

Il se décida enfin à transporter le tableau avec les précautions délicates qu'une jeune mère emploierait pour son petit enfant. A pas légers il descendit l'étroit escalier qui terminait l'escalier d'honneur des Lamberti. Il se savait attendu, aussi toucha-t-il à peine le cordon de sonnette, et quand la porte s'ouvrit, il traversa vivement l'antichambre, où deux grandes armoires, vieillards authentiques, se perdaient dans la vaste pièce éclairée par de hautes fenêtres sans rideaux qui y laissaient pénétrer toute la chaude gaieté du jour.

Anna vint aussitôt à sa rencontre en ouvrant les portes pour qu'il pût passer sans difficulté. Presque en même temps parut Elvire, vêtue d'une robe claire, les cheveux relevés d'une façon qui n'était pas celle de tous les jours. Anna la regarda avec surprise, comme si c'était une autre personne, et mordue au cœur d'une subite défiance. Elle pensa que sa sœur s'était bien pressée de reprendre le costume d'été, mais elle ne dit rien.

Flavio cependant cherchait la meilleure place pour

son tableau, le levant, le baissant jusqu'à ce qu'il trouva le jour favorable. Il disait quelques mots à Anna sans la regarder; à un certain moment, tandis qu'il était courbé devant la toile, une main lui passa par-dessus l'épaule pour écarter un objet encombrant. Il crut que c'était Anna, mais en se retournant pour la remercier il heurta Elvire. Il lui demanda pardon, un peu confus, étonné lui aussi à la vue de cet habit clair qui prêtait à la jeune fille un ferme modelé de statue.

Le tableau était maintenant bien éclairé et Flavio s'était réfugié en un coin, voulant laisser les deux sœurs en recevoir la première impression sans idée préconçue d'aucune sorte. La toile de proportions singulièrement harmoniques représentait une chambre obscure où un jeune garçon étendu sur une chaise longue de convalescent écoutait avec une attention anxieuse. Par la porte entr'ouverte on voyait la lumière d'une bougie qu'une personne qui s'approchait portait à la main; l'oscillation de la flamme donnait l'impression du mouvement, et l'angoisse du jeune garçon se communiquait au spectateur, le contraignant presque à fixer avec une égale intensité d'attente le bord à peine visible d'un voile blanc sur le seuil de la porte. Cette composition idéaliste traitée avec un réalisme humain et passionné portait pour titre : *Elle vient!*

Elvire fut la première à parler. Elle se tourna gracieusement vers Flavio et d'une voix qui, bien que trahissant une légère surprise, paraissait pourtant sincère, elle dit:

— Mais c'est beau... c'est très beau!

La froideur de cet éloge resta sans écho. Il sembla que Flavio ne l'eût pas même entendu. Ce fut encore Elvire qui, cherchant le regard de sa sœur, s'écria:

— Anna, qu'as-tu donc? Comme tu es pâle!

L'émotion empêchait Anna de prononcer un seul mot. Peut-être pensait-elle que, comme l'avait dit un jour Flavio, il aurait fallu un qualificatif plus complet, plus mystérieux, surtout plus profond. Que dire quand le sang paraît se congeler dans les veines et fait courir à fleur de peau un frisson d'indicible terreur? Non, à aucun prix elle n'aurait prononcé le mot ordinaire, limité, sous l'impression que lui donnait la palpitante œuvre d'art.

Elvire, piquée de l'indifférence qui avait accueilli ses intentions aimables, s'éloigna de quelques pas et feignit de reprendre sa broderie pour mettre fin ainsi au remue-ménage occasionné par l'arrivée du tableau.

— Est-ce ainsi que vous l'imaginiez? murmura Flavio s'approchant tout doucement d'Anna.

La jeune fille tressaillit à la voix de Flavio et elle répondit sans le regarder, comme si elle sortait tout à coup d'un rêve:

— Je n'avais rien imaginé, mais il me semble qu'il ne pourrait être autrement qu'il n'est!

— Vous n'avez donc aucune observation à me faire?

— Aucune.

— Je ne puis pourtant supposer qu'il est parfait, insinua Flavio en souriant.

— Non, non, dit Anna d'un ton sérieux. La perfection, quand elle sort du domaine du désir et prend des formes concrètes, peut se prêter à un examen, je dirais volontiers mathématique, qui est bien loin de ma pensée. Ne demandez pas ce que je ne puis donner. Regardez-moi plutôt.

Le beau visage pâle et mélancolique se tourna vers Flavio avec une telle splendeur d'expression qu'elle lui fit monter les larmes aux yeux. La même expression de souffrance qui l'avait surpris ce matin lorsqu'il avait vu la beauté languissante de son amie lui donnait encore en ce moment un désir douloureux vers un bien qui semble à portée et qu'on ne peut saisir. Il aurait voulu se jeter aux genoux de son amie, lui baiser les mains, pleurer désespérément sous l'aiguillon d'une peine qu'il ne connaissait pas encore, mais qu'il pressentait dans sa sensibilité aiguë d'artiste et de poète. Tous deux, sans plus rien dire, fixèrent les yeux sur le tableau dont la suggestion, qui les avait tenus sous sa puissance dès le premier moment, augmentait sans cesse. Cet adolescent qui dans une chambre obscure tend l'oreille à un frôlement perçu par lui seul, attentif aux lueurs qui s'approchent; ce silence et cette indifférence qui l'entourent tandis que dans l'expression de son visage frémissent les impatiences de la vie, tout cela répondait bien au cri d'angoisse que l'on sait arracher au cœur quand l'artiste a réussi à l'étreindre dans ses mains.

— C'est trop, soupira la jeune fille, saisie tout à coup d'une peur inexplicable et semblant prête à défaillir. Flavio la soutint jusqu'au divan et se tint debout devant elle, palpitant, muet. Rien ne les rapprochait comme ces silences où leurs âmes se confondaient plus qu'en une étreinte amoureuse.

Un rayon de soleil tombait sur le front d'Anna. Flavio alla vers une fenêtre pour en tirer les rideaux et il aperçut alors Elvire qui se promenait sur la terrasse. Le vêtement clair la faisait paraître plus grande, plus femme. Sur la terrasse encore presque dépouillée, au milieu des rameaux de la glycine qui commençaient à peine à germer, elle passait, symbole vivant du printemps, dans l'air d'un bleu éblouissant. Flavio revint vivement vers Anna. Il restait pourtant un interstice entre les rideaux et dans ce filet de lumière on voyait passer et repasser la robe claire avec un mouvement mou, cadencé, doucement rythmique.

— Vaincrai-je? dit tout à coup Flavio en prenant la petite main blême de son amie.

— Je n'en ai jamais douté.

— Mais maintenant, maintenant?

— Il vous importe donc beaucoup de vaincre?

— Oh! oui, s'écria ingénument Flavio. Il me semble que de cela dépendra le bonheur de ma vie.

— Le bonheur? répéta Anna d'un ton incrédule, bien qu'une vague angoisse passât dans son regard. Le bonheur... je puis rien dire... mais la victoire vous appartiendra.

A ce moment entra M. Pompée. N'ayant plus trouvé là-haut ni le peintre ni le tableau, il venait prendre des nouvelles de l'un et de l'autre. Sa voix fêlée rappela Elvire, et ils se trouvèrent tous réunis autour de ce qui faisait dans la maison le grand événement du jour.

— A commencer par le titre, dit alors M. Pompée en jetant au tableau un regard de mépris, eh bien! c'est tout simplement absurde. Qu'est-ce que cela veut dire, je vous le demande : *Elle vient!* du moment que personne ne bouge? Je le déclare bien haut pour dégager ma responsabilité : c'est une absurdité, une niaiserie, un non-sens flagrant!

Satisfait de cet exorde M. Pompée ne laissa pas à une réplique le temps de se produire et, marchant droit vers le peintre en roulant de gros yeux, il continua :

— Je comprends maintenant pourquoi tu faisais tant de mystères. Tu savais que je ne t'aurais pas permis de choisir ce titre insensé. Pourtant tu aurais bien pu me consulter. Un homme cultivé comme moi, qui a tant vu, tant lu, trouve aussitôt un titre.

— Ce n'était pas facile, risqua Flavio.

— Pour toi; oh! pour toi, sans doute, dit le pédagogue avec une grimace sardonique.

— Et puis ce titre s'est imposé à moi. Je l'ai senti ainsi.

M. Pompée tomba assis et frappa ses genoux de ses deux grandes mains, en accentuant encore davantage sa grimace.

— Je l'ai senti ainsi. La belle affaire! On ne doit pas sentir, on doit raisonner. Nous avons ici un individu qui attend (j'accorde pour le moment que cela se conçoive aisément). La première idée qui viendrait à une personne de bon sens serait d'intituler ça : *l'Expectative*... A la bonne heure. Voilà du moins un titre simple, expressif, précis. Mais c'est la qualité qui vous manque surtout à vous autres, jeunes gens : la précision! Je ne veux pas me faire passer pour artiste. Grâce au ciel, de pareilles lubies je n'en eus jamais. Mais quand on possède une certaine intelligence ornée par l'étude, on peut émettre sur toute chose un jugement sensé. J'ai vu les Raphaël. J'ai vu les Léonard (qui me plaisent moins, mais qui ont de bons morceaux)... Partout la précision est respectée. Je gage que les *Épousailles de la Vierge Marie*, chef-d'œuvre que tout le monde admire, n'aurait pas eu un tel succès s'il s'était intitulé : *le Joug mystique*, obligeant le spectateur à un fastidieux travail d'imagination pour arriver à ce simple résultat : un mariage.

— Mais le titre n'est pas tout, dit Anna sans se lever du divan; vous oubliez de juger le tableau même.

M. Pompée sur ce point avait déjà dit son fait à Flavio, mais il ne lui déplaisait pas de se répéter :

— Peinture nouvelle; fit-il avec dédain; des pochades! Aucune consistance, perspective inexacte, coloris faux, attitudes fausses. Dites-moi si vous ou n'importe qui, appuyez jamais le coude de cette façon?

Flavio bondit, mais Anna, interprétant sa pensée, fut plus prompte que lui à répondre.

— Nul ne peut prétendre que l'art doive se contenter des poses communes; ce qui est rare ne doit-il pas aussi trouver son expression?

Elvire qui n'avait pas encore pris part à la dispute se prépara à parler. Mais peu sûre d'elle-même ou se repentant déjà de sa tentative, elle battit promptement en retraite, tandis que Flavio, reprenant avec feu la défense commencée par Anna, s'écriait :

— Et pourquoi le personnage que je veux représenter doit-il absolument ressembler à vous, à moi ou à n'importe qui? Ne peut-il être un personnage d'exception, que vous n'avez jamais vu et que probablement vous ne verrez jamais?

— Et ces souliers, interrompit M. Pompée, dédaignant de discuter avec son ancien élève. Dieu sait quel cordonnier les a fabriqués! Nous ne parlerons pas de la lumière ni du clair-obscur : une aberration!

Cela dit, en manière de sentence sans appel, le professeur tourna le dos au tableau. Elvire le suivit en lui demandant tout bas :

— Croyez-vous vraiment qu'il ne vaille rien?

Sans la moindre hésitation il répondit :

— Rien du tout.

Sur la physionomie d'Elvire, pourtant peu mobile, la lutte ouverte des opinions demeura à l'état d'ombre mal dissipée. Flavio ne lui avait jamais été sympathique; elle avait d'abord méprisé en lui l'enfant pauvre, mal vêtu; puis, en sa qualité d'écolière modèle, elle l'avait toujours considéré comme un être inférieur, incapable de devenir un homme. L'esprit mesquin et calculateur, en parfait contraste avec les idées qui avaient présidé à son éducation, la guidait instinctivement vers les points bien déterminés. Sa sensibilité peu développée marchait dans les sentiers connus, sans jamais obéir aux impulsions propres, trop hasardeuses. Intelligente et froide, ja-

mais elle ne se serait pardonné une faute. Pourtant ce qu'il y avait de beauté extérieure dans l'œuvre de Flavio ne pouvait lui échapper, et si l'émotion d'Anna lui demeurait étrangère, les railleries de M. Pompée n'arrivaient pas à la convaincre tout à fait. Elle pensa enfin qu'elle pouvait risquer une seconde parole aimable sans trop se compromettre.

— Le professeur, dit-elle, fidèle comme toujours aux rigides principes de l'éthique, ne veut pas que des éloges en atténuent la rigueur. Espérons que le public n'aura pas les mêmes scrupules que lui.

Flavio répondit par un sourire au sourire de la jeune fille, et plus tard devait ressusciter dans sa mémoire la fossette voluptueuse qui s'était dessinée en ce moment sur la joue d'Elvire.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

« 1815 »

M. Henri Houssaye vient de terminer cette *Histoire de la chute du premier Empire* qu'il a commencée il y a une dizaine d'années et qui est une des grandes œuvres de l'époque. Il n'y a pas lieu de se plaindre de la façon dont elle a été accueillie, le premier volume, *1814*, en étant présentement à sa vingt-cinquième édition, et *1815* (première partie) en étant à sa vingt-quatrième.

C'est que jamais, peut-être, de l'avis des experts que j'ai consultés, la double qualité qui est nécessaire à l'historien militaire ne s'est aussi pleinement manifestée que dans ces volumes, je veux dire l'exactitude absolue et la lumineuse clarté. Ces deux vertus qui ne se contrarient pas ailleurs, ne laissent pas au moins de se gêner dans les livres consacrés aux choses de guerre. Rien n'est indispensable en pareille matière comme de donner tous les détails, et rien n'est difficile comme d'empêcher la multiplicité des détails exacts d'offusquer et voiler l'ensemble et les arbres de cacher la forêt.

Pour réussir à l'un sans échouer à l'autre, pour être exact sans cesser d'être clair et pour rester clair sans laisser d'être exact, il faut une grâce particulière. Elle a été pleinement départie à M. Houssaye. Son maître en cela fut Thiers, qui reste, pour longtemps, le modèle même de l'histoire administrative et de l'histoire militaire. Mais je ne sais si M. Houssaye ne l'a point dépassé en ceci, et si la clarté n'est pas plus complète, la limpidité plus continue dans les récits de M. Houssaye; sans compter que Thiers ne laisse pas d'avoir une certaine lourdeur, ou plutôt une certaine insistance, un certain piétinement de trotte-menu, sensible à la longue, qui donne au lecteur une certaine fatigue et dont M. Houssaye, en son allure facile sans abandon, est complètement exempt.

Signe bien frappant et qui ne vous échappera pas sans doute. Il y a un chapitre, qui est en soi absolument nécessaire, et qui, par la manière dont tout le reste du volume est présenté, devient inutile ou semble l'être. C'est le dernier. Après cinq cents pages d'opérations militaires, un résumé présentant vivement *l'esprit* des opérations, les desseins justes et les fautes commises, est évidemment de toute nécessité. Et il n'en est pas moins qu'à le lire nous nous disons : « Tout cela était déjà très clairement dans mon esprit, et ce que je lis ne fait que le préciser. » Tant le jugement même de tout ce qui nous était raconté sortait des faits et sautait comme spontanément à notre pensée, rien qu'à lire l'exposition des faits eux-mêmes. Il est assez rare qu'un livre d'histoire, et particulièrement d'histoire militaire, soit si lumineux par lui-même qu'il rende superflu l'éclaircissement définitif et que celui-ci ne nous paraisse qu'un surcroît. Il n'y a pas de plus grand éloge à faire d'un livre de ce genre que d'en dire que, tout en étant magistralement résumé, il n'avait pas besoin de l'être.

Ce livre, fruit d'immenses lectures, de réflexions, comparaisons et rapprochements infinis, d'études sur les lieux, d'études sur plans, de conversations avec ceux qui ont encore sur ces temps des traditions orales presque immédiates, apporte beaucoup de nouveau, et de nouveau certain et définitif, dans le détail. Il apporte surtout une conclusion nouvelle aussi et qu'il faudra, je crois, adopter *ne varietur*. C'est que le génie de Napoléon était absolument intact en 1815 et que l'homme de 1815 était absolument le merveilleux homme de guerre de la campagne de France. Il me paraît impossible d'en douter désormais. Jamais campagne n'a été mieux concertée que celle de 1815, jamais dispositions mieux prises, et, notez ce point, la bataille de Ligny, *qui a été improvisée*, révèle le même génie d'illumination soudaine et sûre que les plus belles et les plus unanimement admirées des opérations militaires de Napoléon.

Je ne sais, et les historiens militaires me pourront démentir, et je ne songerai pas à m'inscrire en faux, mais il me semble que s'il y a eu éclipse partielle du génie de Napoléon, ce n'a été ni en 1815, ni en 1814, mais en 1812. Il faudrait voir. Mais en 1814-1815, Napoléon est le général de la première campagne d'Italie, sans qu'il y ait le moindre déchet.

Et cela est prouvé par le plan de campagne si lumineusement exposé par M. Houssaye et par le relevé qu'il a fait, demi-heure par demi-heure, de toutes les interventions de Napoléon dans la conduite des opérations. Qu'on ne parle point, par

exemple, des sommeils de Napoléon pendant les cinq derniers jours de ce fameux et terrible duel. N'est-ce pas là une chose évidente qu'il fut en cela, comme en toute chose, ce qu'il fut toujours? Napoléon en campagne ne dormait pas. Il sommeillait trois heures par nuit. Seulement, grâce à une faculté particulière qui ne fut pas pour peu de chose dans ses succès, il sommeillait quand il voulait, le temps qu'il voulait, juste au moment, quel qu'il fût, où il n'était pas absolument indispensable qu'il veillât, et ainsi il réparait ses forces. Et donc, entre deux ordres, pendant un quart d'heure où le temps nécessaire pour la transmission de l'ordre et le commencement de l'exécution le laissait forcément inactif, il profitait vite de ce loisir nécessaire et qu'il ne pouvait utiliser à rien, pour sommeiller un instant. Ce n'était pas autre chose que la sévère et exacte administration de ses forces, qui fut la faculté maîtresse de Napoléon. Ceux qui y ont vu autre chose ne connaissaient pas l'homme et l'ont jugé à l'étourdie. M. Houssaye ne s'y est ni trompé ni arrêté.

Non, le génie fut le même, l'activité fut la même. Seulement, le génie fut mal servi et l'activité mal secondée. Napoléon n'avait plus autour de lui les mêmes lieutenants qu'autrefois. Il n'avait plus ses outils. Ils étaient brisés, ou ceux qui lui restaient étaient émoussés ou faussés. Lannes était mort. Masséna était épuisé et désormais inutilisable. Murat eût été bon encore; mais après sa défection, il était vraiment impossible de se servir de lui, si sincèrement, si vivement qu'il l'ait désiré. Macdonald, Gouvion Saint-Cyr faisaient sécession.

Restaient Davout, Soult, Suchet, Grouchy, Ney. Davout eut le Ministère de la guerre. Il fallait bien qu'il y eût quelqu'un là et ce n'était pas de trop que ce fût Davout qui y restât; mais il manqua à Waterloo. Il ne pouvait pas être partout. Grouchy était excellent, mais quelquefois un peu indécis. Ney était Ney, le brave des braves, mais point du tout un esprit supérieur, et depuis 1814 les secousses des rôles successifs où il s'était trouvé engagé l'avaient comme troublé et frappé d'une espèce de vertige. Très capable encore d'être l'homme de Waterloo, le merveilleux soldat qui enlève encore les masses militaires et qui prodigue sa vie, il était capable aussi d'être l'homme des Quatre-Bras, hésitant, inactif et comme hébété.

Et enfin ce qui a le plus manqué à Napoléon en 1815, c'est Berthier. Berthier était le vrai bras droit de Napoléon. Il fallait à l'infatigable impétueux l'infatigable patient, laborieux et méticuleux, l'homme incapable d'imaginer, mais d'esprit toujours lucide pour comprendre, sûre et solide courroie de transmission, n'oubliant rien, faisant porter un ordre par huit officiers pour être sûr qu'il en arrivât un, l'homme qui *reposait* Napoléon et l'exemptait de préoccupation fatigante en lui donnant cette certitude absolue, indispensable à un général en chef : ordre donné, ordre reçu.

A sa place, Soult, peu diligent, peu habitué à ce métier très particulier et très difficile, inspirant du reste peu de confiance à l'armée qui ne l'aimait pas, et par conséquent mal obéi. Napoléon, en 1815 et particulièrement pendant la campagne de Belgique, n'a eu que des bras gauches.

C'est ainsi que la magnifique bataille de Ligny, qui pouvait décider du sort de toute la campagne, ne donna pas tous les résultats qu'elle pouvait, qu'elle devait donner. Elle pouvait être décisive, elle devait l'être. Elle ne le fut pas. La vérité historique c'est que la bataille de Waterloo a été perdue à Ligny. Il était difficile après Ligny, quoique Ligny fût une victoire, que Waterloo ne fût pas une défaite.

Mais Grouchy? Si vous aimez qu'un récit, tout en étant l'exactitude même, soit dramatique comme la plus poignante tragédie, c'est dans M. Houssaye qu'il faut lire le cas Grouchy. Le cas Grouchy est un cas de conscience et le plus terrible peut-être qui puisse se poser devant l'esprit d'un militaire. Faut-il obéir? Faut-il prendre sur soi? Faut-il exécuter les ordres? Faut-il, à un moment donné, y substituer son initiative? Jamais la question ne sera résolue. Elle ne peut pas l'être. Marcher au canon, malgré les ordres antérieurs; car c'est le canon qui donne l'ordre véritable! Oui; mais qu'est-ce que marcher au canon? Est-ce si facile que cela de distinguer une canonnade d'une autre, et de savoir si l'on a affaire à un combat partiel ou à une bataille générale? « Il faut marcher au canon », dit Gérard : « Ce n'est sans doute qu'une affaire d'arrière-garde », dit Grouchy. On écoute, l'oreille contre terre. La canonnade est terrible; le sol tremble et vacille. « Il faut marcher au canon », dit Valazé. « Mais l'Empereur m'a commandé d'être ici et non pas là-bas. » Que faire? Que feriez-vous? Tenir pour nul un ordre de général en chef, c'est peut-être détruire tout le plan, assurer la défaite; c'est peut-être rétablir tout, sauver le général en chef, sauver l'armée. Les deux se sont vus. Les angoisses doivent être terribles dans ces moments-là. Quoi qu'on fasse, on peut tout perdre, être un malfaiteur. Et remarquez que, quoi qu'on fasse, il y a aussi héroïsme à le faire. Car risquer tout, en cédant à son inspiration, c'est de l'héroïsme; mais rester stoïquement, fidèle à l'ordre, esclave de l'ordre alors qu'on se dit qu'il y a peut-être la gloire de Desaix à conquérir, sachons bien que c'est aussi de l'héroïsme. La question ne sera jamais résolue. Jamais un général ne pourra se promettre à l'avance de « marcher au canon » ou de n'y marcher pas. Il ne peut pas y avoir ici de principe ferme. Et

pour en revenir à Grouchy, il est interdit de dire qu'il a eu tort; il est même interdit de dire qu'il n'a pas été un héros. Il a pu l'être en ne marchant pas. Il n'y a pas à se plaindre de lui; il n'y a qu'à le plaindre. La fatalité est seule responsable. Il est trop facile de dire *après coup :* « J'aurais marché. » On ne réfléchit pas que c'est parce qu'on connaît l'événement qu'on le dit.

Je ne vois donc guère de haute qualité d'historien qui ne soit pas dans ce volume, ni aucun grand intérêt qui y manque. Quelques lecteurs remarqueront et blâmeront l'absence, au commencement du volume, d'un état général de l'esprit public et de l'opinion en France en 1815. Moi-même j'ai été frappé de cette lacune. Mais remarquez qu'elle n'est qu'apparente. Cette enquête sur l'état d'âme de la France en 1815, elle est faite à la fin du précédent volume, et les trois volumes sont disposés et composés pour être lus à la suite les uns des autres. Cependant, comme ces volumes paraissent à intervalles assez éloignés, il eût été peut-être bon de rappeler en bref au commencement de celui-ci ce qui a été exposé dans le précédent.

On lira donc avec passion, comme avec le plus grand profit, ce volume de si haute allure comme toute l'œuvre magistrale qui s'appelle l'*Histoire de la chute du premier Empire*. L'intérêt, en effet, n'est pas ici, uniquement patriotique. Ce ne sont pas seulement les destinées de la France qui se sont jouées à Waterloo; ce sont véritablement les destinées de l'Europe. Si l'on croit, comme c'est ma conviction, qu'il importe à l'équilibre européen que la France soit une puissance continentale aussi considérable que l'Allemagne; si l'on croit qu'il importe que la France ne puisse ni être oppressive ni être opprimée; si l'on croit que, pour l'œuvre harmonieuse de la civilisation elle-même, il faudrait que la place de la France en Europe fût celle d'une puissance de premier ordre, tout Européen doit regarder Waterloo comme un malheur.

Il est certain que Napoléon en 1815 voulait la paix et une France de cinquante millions d'hommes au plus. Il est certain que dans ces conditions, et même dans des conditions plus modestes, il serait resté pacifique; que le règne de domination universelle, ou même le rêve d'une Europe partagée en trois, France, Russie, Grande-Bretagne, était désormais bien loin de son esprit. Il est certain que, vainqueur à Waterloo, il aurait simplement gouverné avec génie une France circonscrite à ses frontières naturelles, et peut-être à moins. Il est certain qu'ainsi constituée la France fût restée cela, ce qui lui aurait permis de voir sans inquiétude et en effet sans en souffrir se constituer une Italie et une Allemagne unifiées; il est certain qu'ainsi une Europe très équilibrée et très pondérée, partagée avec une juste distribution des forces, eût commencé à être et se serait longtemps maintenue. Ce n'est pas seulement une bataille, c'est tout cela qui a été perdu à Waterloo.

La diminution définitive de la France a commencé dans cette plaine. Sedan est contenu dans Waterloo. Or la diminution de la France est une perte pour l'Europe entière. Pas plus qu'aucun individu aucun peuple n'est nécessaire. Il est vrai, et encore je ne sais pas si c'est si vrai que cela. Mais, au moins, il est des peuples qui sont très utiles. Ce sont ceux qui ont poussé très loin, avant les autres, l'œuvre de la civilisation; ce sont ceux qui ont versé sur le monde une grande lumière à travers une longue succession de siècles. Quand un de ces peuples disparaît, il y a une régression. Quand un de ces peuples diminue, il y a menace, il y a risque, il y a même commencement de régression.

La France n'a pas eu au XIXe siècle le poids qu'il était utile, qu'il était salutaire pour tout le monde qu'elle eût dans les destinées de l'Univers. Elle a été gênée, convulsive, parfois chaotique à l'intérieur. Elle a été gênée, limitée, entravée, parfois impuissante à l'extérieur. Que nous en souffrions, peu importe à l'étranger; mais il n'est pas téméraire et ce n'est peut-être pas une suggestion de la vanité nationale de croire que l'Europe entière en a souffert et en souffre un peu.

Des enfants d'une même famille, il n'est pas bon, je dis pour la famille tout entière, qu'il y en ait un, aussi intelligent, aussi bien doué que les autres, qui soit à l'étroit, qui soit confiné et maintenu dans une vie pénible, difficile et un peu besogneuse, qui soit forcé de s'imposer autant de sacrifices que les autres et par conséquent de plus grands puisqu'il est plus petit et qui s'y épuise ou au moins s'y fatigue, et qui contribue ainsi moins qu'il ne pourrait le faire à l'œuvre commune.

C'est cette situation que Waterloo a créée. Il est des cas où le succès d'œuvres très étrangères à leur génie dépend des hommes de bataille et de guerre. Il s'est trouvé que Napoléon au hameau de la Belle-Alliance représentait, sans que précisément il s'en doutât, la civilisation, le progrès pacifique et régulier, l'harmonie des efforts intellectuels européens. Il a représenté cela, très certainement, pendant huit jours. C'est pour cela que le philosophe, même celui qui l'aime le moins, déplore que cette semaine-là il ait eu le dessous. Sur le champ de bataille de Waterloo, le 18 juin 1815, à huit heures du soir, une clameur immense s'éleva, avant-coureur du sauve-qui-peut : « La Garde recule! » C'était la civilisation qui reculait.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

L'Illusion wagnérienne, d'après M. Camille Saint-Saëns.

Rien de ce qui vient de M. Saint-Saëns ne saurait être indifférent. En dehors même de la très juste autorité qui s'attache à son nom, ce qu'il écrit a une clarté, une netteté supérieures. Il sait ce qu'il dit, il sait ce qu'il veut, ou ce qu'il ne veut pas, et cela parfois revient au même; et il sait le traduire dans la meilleure langue française; nos lecteurs ont eu occasion de s'en apercevoir. Un article de lui est donc une bonne fortune pour le critique; il est sûr d'y trouver, avec une connaissance approfondie du sujet, quantité de vues ingénieuses. Et c'est quelques-unes de ces vues que je voudrais discuter aujourd'hui.

M. Saint-Saëns (1) déplore les errements de la critique wagnérienne. Il rappelle le chapitre du *William Shakespeare* d'Hugo intitulé *l'Art et la Science*. Entre l'Art et la Science, disait Hugo, il existe « une différence radicale; la Science est perfectible; l'Art non ». L'Art n'est sujet ni à diminution ni à grossissement... Les génies qu'on ne dépasse pas, on peut les égaler. Comment? En étant autre... — Et M. Saint-Saëns, appliquant ces principes à Wagner et surtout aux wagnériens, continue : « L'exégèse wagnérienne part d'un principe tout différent. Pour elle, Richard Wagner n'est pas seulement un génie, c'est un Messie; le drame, la musique étaient jusqu'à lui dans l'enfance et préparaient son avènement : les plus grands musiciens, Sébastien Bach, Mozart, Beethoven, n'étaient que des précurseurs. Il n'y a plus rien à faire en dehors de la voie qu'il a tracée, car il est la voie, la vérité et la vie; il a révélé au monde l'évangile de l'Art parfait... » M. Saint-Saëns montre ensuite que « cette idée de l'union parfaite du drame, de la musique, de la mimique, et des ressources décoratives du théâtre... a toujours été la base de l'opéra, depuis qu'il existe... Wagner a réalisé d'une façon nouvelle et puissante l'union intime des arts différents dont l'ensemble constitue le drame lyrique. Mais sa formule est-elle définitive, est-elle la VÉRITÉ? Elle ne l'est pas, parce qu'il ne peut pas y en avoir, car s'il y en avait, l'art atteindrait à la perfection, ce qui n'est pas au pouvoir de l'esprit humain, et, ensuite, l'art ne serait plus qu'une ramassis d'imitations condamnées par leur nature même à la médiocrité et à l'inutilité »... Enfin, après s'être égayé de certaines sottises wagnériennes, M. Saint-Saëns déplore que jamais personne n'ait pu lui expliquer « en quoi le drame musical diffère du drame lyrique et celui-ci de l'opéra; pourquoi le drame musical doit être nécessairement symbolique et légendaire; comment il doit exister dans l'orchestre et non dans les voix; comment on ne saurait appliquer à un drame musical de la musique d'opéra; quelle est la nature essentielle du *Leitmotiv*, etc., etc. ». Et M. Saint-Saëns termine en montrant les dangers de l'imitation en général, et de l'imitation de Wagner en particulier.

Ai-je besoin de faire remarquer tout d'abord que parmi les nombreuses sottises que M. Saint-Saëns attribue aux wagnériens, il en est quelques-unes dont, — si exaspérants qu'ils soient parfois, — ils ne sont pas coupables, ni Wagner non plus. Personne, je pense, n'a dit que la musique était jusqu'à lui dans l'enfance, ni que Bach, Beethoven et Mozart n'étaient que des « précurseurs », au point de vue musical; au point de vue dramatique, nous nous expliquerons tout à l'heure : on m'accordera au moins que Wagner n'a pas eu de peine à faire des ouvrages de théâtre « supérieurs » à ceux de Bach. Pareillement, si l'on a dit que le drame devait être nécessairement légendaire et symbolique, on a fort exagéré la pensée de Wagner, et j'ai protesté plus d'une fois là contre. Je ne me rappelle pas à qui appartient cette opinion surprenante, que le drame *doit* exister dans l'orchestre et non dans les voix. Enfin peut-être quelqu'un a-t-il eu l'idée d'appliquer à un drame lyrique de la musique d'opéra?... Ce qu'on a dit à ce sujet, moi du moins, c'est qu'il était paradoxal d'appliquer à un poème d'opéra de la musique de « drame lyrique » (si l'on entend par cette expression le drame selon la conception de Wagner); ce n'est pas tout à fait la même chose. — Mais laissons cela. Et prenons les choses de plus haut.

Je dois confesser tout d'abord que les termes abstraits tels que *Art* et *Science* m'inspirent un respect qui va jusqu'à la crainte. Leur signification est si vaste qu'on ne voit guère où elle finit; ils sont surtout des prétextes à malentendus. « La Science est perfectible; l'Art non. » Avec tout le respect que j'ai pour Hugo, cette phrase me paraît surtout une belle antithèse. Au moins le sens ne m'en semble-t-il pas très précis. Parle-t-on de l'« impression » donnée par l'ouvrage? Alors il est possible que le premier temple construit avec des pieux mal équarris ait donné à nos ancêtres de l'âge de pierre la même impression que le Parthénon aux contemporains de Périclès. Quant à l'œuvre d'art elle-même, son « progrès » me semble difficile à nier. Je comprends bien qu'en parlant ainsi, on sous-entend deux civilisations différentes, mais également développées. Toutefois, même ainsi complété, l'aphorisme d'Hugo pourrait se discuter. J'attendrai, pour le trouver juste, qu'on me montre un art où la science n'entre pour rien. Ce n'est pas la musique, à coup sûr, où la technique

(1) *L'Illusion wagnérienne*, par M. Camille Saint-Saëns (*Revue de Paris* du 1er avril 1899).

est si importante que jamais un ignorant n'a pu écrire un chef-d'œuvre, et que des musiciens de génie n'ont jamais pu vaincre les difficultés qui leur venaient d'une éducation incomplète. Serait-ce l'art dramatique?... En tout cas, ce n'est certainement pas cette forme d'art qu'est le drame avec musique. Je crois que M. Saint-Saëns n'est guère impressionné par les tentatives de Wagner pour rattacher son théâtre au théâtre grec. Je ne le suis pas davantage. D'autre part, nous pouvons, je pense, faire dater « la musique » de Sébastien Bach. Et je voudrais vous montrer que le drame de Wagner n'est en somme qu'une des étapes nécessaires du drame en musique, tout comme l'opéra le fut à son époque. On excusera ce que ce résumé a forcément d'incomplet. Je ne prétends qu'indiquer la marche générale du genre.

Au sortir de l'Église, où elle avait pris naissance, la musique éprouve, si l'on peut dire, le besoin d'élargir son domaine. Elle délaisse les textes liturgiques, qu'elle avait si souvent et si magnifiquement illustrés. Elle cherche à les développer ou à les paraphraser. C'est l'*oratorio*. Celui-ci se divise bientôt en deux genres : le sacré et le profane; le second prend le nom d'*opéra*. Ils diffèrent surtout par le choix du sujet. Ils sont traités de la même manière, ou à peu près, avec la même indifférence pour l'action dramatique. C'est uniquement des prétextes à musique. La séparation s'accentue entre les deux genres : l'opéra s'émancipe; la musique, qui s'est développée, lui offre des ressources nouvelles dont il fait son profit. Entre les premières pièces musicales italiennes et un opéra de Rameau, je suppose, la différence musicale est considérable; les poèmes sont à peu près semblables. Ils sont aussi peu « dramatiques » les uns que les autres...

(Qu'on me permette ici une courte parenthèse. Sans doute, on trouve dans ces opéras, même dans ces oratorios, des passages dramatiques; mais l'émotion dramatique reste isolée; qu'on imagine, par exemple, une récitation de la *Chanson d'Evirad-nus :* certains morceaux nous donneront une émotion dramatique; de drame, à proprement parler, il n'y aura pas trace.)

Cependant, à mesure que le public s'habitue à l'opéra, ses exigences dramatiques augmentent. Il se lasse des pièces amorphes. Il veut quelque chose qui, à la joie musicale, ajoute l'émotion dramatique. De réforme radicale, il ne saurait alors être question; l'oratorio, origine de l'opéra, est encore trop proche. Et, peu à peu, les formes se précisent. C'est d'abord l'*ouverture*, qui permet au musicien de résumer le drame ou de le refaire à sa manière; s'il le fait, c'est que cela lui paraît nécessaire : et cela est nécessaire en effet, puisque le drame qui suit n'est pas un drame. Si Beethoven a remanié légèrement *Fidelio*, il a refait trois fois, et en entier, l'ouverture; n'est-ce pas une preuve qu'il sentait que c'était là la partie essentielle du drame?... Remarquez ceci, en effet : du jour où le poème d'opéra devient une vraie pièce, l'ouverture disparaît; et elle disparaît parce qu'elle ferait double emploi avec la pièce. — Après l'ouverture, c'est l'*air*. Au milieu des morceaux détachés qui forment la trame, encore lâche, de la pièce, il faut bien, à un moment, préciser la situation; l'auteur le fait par un monologue; et ce monologue, c'est l'*air*. Considérez-le dans sa forme classique, avec ses trois parties, et voyez comme son utilité psychologique (musicale, par suite) apparaît avec évidence; le récitatif expose la situation où le personnage se trouve placé : l'*andante* traduit ses sentiments tendres; l'*allegro* ses sentiments violents. (Je m'excuse encore une fois de l'excessive concision de ce résumé.) C'en est assez, quand le musicien s'appelle Mozart ou Beethoven, pour analyser un personnage, c'est-à-dire pour le créer; écoutez l'ouverture de *Léonore* (n° 2) et l'air du second acte; vous connaîtrez mieux le personnage qu'après avoir entendu tout *Fidelio*... Et la remarque que je faisais pour l'*ouverture*, s'applique également à l'*air*. Celui-ci disparaît aussitôt que le livret devient une pièce de théâtre; il y a des cavatines, des romances, des ariosos, traductions partielles des sentiments du personnage; l'*air* classique, c'est-à-dire le « portrait complet », a été supprimé; et cela était inévitable; à quoi bon résumer en une fois une situation qui se développe au cours de la pièce?

Et, soit dit en passant, ceci explique les choix déconcertants faits par les maîtres. On est stupéfait en voyant la passion de Beethoven pour l'inepte poème de *Fidelio*. C'est qu'il n'avait pas songé à regarder la pièce; il n'avait vu qu'un personnage : il savait pouvoir le créer, par l'*air* et par l'*ouverture;* le reste lui importait peu. — On ne me croit pas assez aveugle, j'espère, pour ne pas voir ce qu'il y a de dramatique chez Mozart et Beethoven, en dehors des *ouvertures* et des *airs*. Mais ces scènes sont dramatiques par hasard, si j'ose dire, parce que le librettiste, par hasard, avait écrit une scène permettant un développement musical. Alors, c'est admirable! Encore arrive-t-il souvent que ces scènes ne soient pas « dans la pièce ». Ce sont des rencontres de génie... Là-dessus, M. Saint-Saëns s'écrie (j'exagère un peu) : « Qu'importe le texte ! La musique emporte tout... » Les maîtres ont écrit des chefs-d'œuvre sur des livrets stupides; sans doute, mais ces chefs-d'œuvre n'eussent-ils pas été plus complets encore (dramatiquement) avec des poèmes meilleurs? Byron nageait fort bien, quoiqu'il fût pied bot : s'il avait eu les deux jambes égales, peut-être eût-il nagé mieux encore?... Reprenons.

J'ai tenté d'expliquer récemment, — encore à propos d'un article de M. Saint-Saëns, — ce qu'était devenue la forme illustrée par Mozart, entre les mains de ses successeurs. Je rappelle seulement que cette forme, vidée de ce dont Mozart l'avait remplie, avait perdu toute signification dramatique. Les airs n'étaient que des prétextes à virtuosité; le peu de « drame » qu'il y avait jadis dans l'opéra avait disparu. Meyerbeer arrive en réaction de l'école italienne. Grâce à son librettiste ordinaire, le drame se corse, avec l'ingéniosité, mais aussi la pauvreté psychologique de Scribe. Les situations s'enchaînent, sont mieux amenées, plus théâtrales. Le drame, au lieu de se résumer, comme jadis, en une scène, apparaît fortement construit et charpenté... Il l'est même trop. Il n'y a plus de place pour la musique.

C'est une chose bien digne de remarque que la disparition presque complète de la musique aux moments les plus pathétiques. Voyez le quatrième acte du *Prophète*. C'est un déploiement de richesses orchestrales et chorales inconnues jusqu'alors : chœurs d'hommes, de femmes, d'enfants, orchestre se déchaînant formidable, orgue et fanfare sur la scène... Jean paraît, Fidès s'approche... Finie, la musique! Les personnages « chantent », parce qu'on ne parle pas à l'Opéra, mais c'est le *parlato* de l'école italienne, c'est-à-dire aussi peu de musique que possible. Est-ce une défaillance de Meyerbeer? Bien au contraire! Avec son profond instinct du théâtre, il avait compris que la musique, ici, n'ajouterait rien à la situation; cette situation, traitée comme elle l'est, est uniquement « littéraire ». Il importait, avant tout, de lui conserver son caractère littéraire!... Or, je ne crois rien dire de paradoxal, même de particulièrement « wagnérien », en hasardant qu'un drame dont la situation capitale peut et doit se passer de musique, n'est pas l'idéal du drame musical. Et je néglige la complication de l'intrigue, les innombrables épisodes, la nullité « morale » des personnages, qui sont menés par des faits plus que par des sentiments... toutes choses théâtrales, peut-être, mais anti-musicales.

En somme, de Mozart à Meyerbeer, l'opéra avait varié d'un excès à l'excès contraire. Du temps de Mozart, une pièce à peine dessinée, simple prétexte à musique, et le drame réduit à une seule scène, que l'ouverture reprenait et résumait à part. Du temps de Meyerbeer, un drame solide, massif, émouvant, mais si compact et si bien construit que la musique ne pouvait s'y épanouir. (J'entends, naturellement, la musique en tant qu'élément du drame, ce qu'elle est, quand elle peut, chez Mozart et chez Beethoven.) S'il fallait choisir, l' « erreur » de Mozart me semble encore préférable. Et peut-être, en cela, serai-je d'accord avec M. Saint-Saëns.

Ces défauts frappent Wagner. Il relève chez les maîtres des passages sublimes, — sublimes au point de vue dramatique, — suivis de passages qui semblent seulement de sublimes morceaux de concert. De ces passages admirables, il cherche l'essence : il découvre que c'était les passages où le sentiment régnait en maître. Ces passages étaient l'exception; mais, puisque cette exception était favorable au musicien, pourquoi ne deviendrait-elle pas la règle? Mais, d'autre part, quelle était la loi qui fixait cette règle? Il la cherche... Vous savez à la suite de quels tâtonnements il arriva à la dégager; la question se résumait à savoir « quels étaient les sujets propres à être mis en musique en vue du théâtre ». (C'était exclure certains genres de sujets; et cela, déjà, était en contradiction avec les habitudes de l'opéra, où le musicien se bornait à faire de la musique sur un sujet donné.) N'était-ce pas déjà un « progrès » que cette préoccupation d'un sujet vraiment musical, alors que tout l'effort des librettistes se bornait, un sujet étant donné, à le traiter de façon à fournir au musicien la matière de morceaux de musique, lesquels ne faisaient le plus souvent que ralentir l'action? Progrès relatif, dira-t-on? Mais progrès réel, lorsque Wagner eut formulé sa « découverte » : que le drame musical devait être un « drame intérieur », entendez un drame de sentiments, avec seulement les « faits » nécessaires pour mettre ces sentiments en action. En un mot, Wagner étendait au drame tout entier les règles en vertu desquelles les maîtres avaient écrit leurs scènes les plus admirablement dramatiques. Qui pourrait nier la justesse théorique de ce raisonnement? Et n'avais-je pas raison de dire, en commençant, que le « drame wagnérien » n'était qu'une étape dans la marche du drame musical?...

Comment Wagner a tiré de ces prémisses sa théorie du Drame, pourquoi ce Drame peut sembler plus proche de la vérité que ses devanciers, c'est ce que je vous dirai la semaine prochaine, en complétant ce que les explications précédentes auraient de trop sommaire. Et je tenterai, en même temps, de répondre à quelques-unes des questions de M. Saint-Saëns.

Je ne veux pas terminer cet article sans souhaiter la bienvenue au Théâtre-Lyrique de la *Renaissance*. Il nous a donné une représentation d'*Obéron* qui n'a pas été parfaite, pour cette raison d'abord qu'il est impossible de représenter parfaitement *Obéron*, — et pour d'autres raisons encore. Nous avons pu du moins apprécier le zèle des interprètes et l'intelligence de l'orchestre. Ce sont des promesses de succès. Je souhaite très vivement qu'elles se réalisent.

Jacques du Tillet.

NOTES ET IMPRESSIONS

Mme Michelet, la femme du grand Michelet, s'est éteinte ces jours passés. C'était une charmante vieille. A cause d'elle, mais non à propos d'elle, je songe aux veuves solitaires des grands hommes, à leur façon d'être presque identique, de l'enterrement du maître à la consolation. Un chapitre de plus aux « Femmes d'artistes ». D'abord, lorsque meurt le mari elles ont moins de chagrin que les autres, cela est certain. L'enterrement les absorbe de suite et ce n'est qu'une cérémonie après tant d'autres. Le mort est encore là, il a son habituel succès. Ce sont les amis des premières qui vont et viennent, ce sont les mêmes poignées de main, le même grouillement de foule. Puis chacun part, elles restent seules, mais leur existence ne semble pas varier.

Le maître n'est plus là, c'est exact, mais on respire sa pensée flottante ; dans le cabinet de travail il semble que l'on travaille toujours. Il y a des manuscrits, des notes, des épreuves ; la carrière se continue et c'est à peine si l'on ose pleurer. D'ailleurs on n'a pas le temps. La veuve, qui n'a cessé d'être ambitieuse, l'est avec plus de personnalité. Son mari a bien du talent, mais désormais c'est elle qui compte. Les œuvres posthumes sont d'elle. D'ailleurs elle a toujours été très fine, les amis de son mari en témoignèrent constamment.

La veuve ressent une petit orgueil vierge, non sans charme ; une petite crainte aussi ; elle a toute la responsabilité. Et voilà qu'elle cause avec les éditeurs et avoue quelques idées personnelles, on l'écoute servilement. Intelligente !... Comme elle était intelligente... Voyons, il est impossible qu'elle n'ait pas travaillé ?... Dans son salon, elle a pris la place du maître, dit les phrases qu'il disait, conseille comme il conseillait et parfois n'est plus de son avis. Oh ! elle vénère toujours ses idées et ses paradoxes, mais il était si personnel, si emballé !... Et l'on est libre, n'est-il pas vrai, de penser comme on veut.

L'année de deuil finit. Elle reçoit plus de monde. Elle entre indépendante et commémorative dans la vie littéraire, c'est très amusant. Elle a son avant-scène aux répétitions générales des confrères et suit les jeunes protégés de son mari qui viennent auprès d'elle discuter des questions féminines et de cœur. En fin de saison elle a fait jouer un petit acte, il était doux et bien écrit. Elle avoua l'avoir montré à son mari « qui l'aimait ». Ce n'était pas vrai ! Elle se lance, elle se lance. On lui présente de nouveaux jeunes gens de lettres, elle s'intéresse bien vivante à la littérature hardie. Son mari aurait-il compris ?... Son âme se trouble. Il s'y forme un mélange de respect pour le mort dont elle a toutes les idées, et de méfiance aussi. Il arrive de nouveaux événements, de nouveaux faits politiques, il faut tout « rejuger » ; c'est une ère nouvelle. Et voilà que sa vie s'organise avec des amis d'hier, des plaisirs d'aujourd'hui et des idées de demain, voilà qu'elle devient réfractaire à bien des choses. Elle est indépendante, cesse même d'être exclusivement littéraire, va peut-être aimer un imbécile... Qui sait ? Mais toujours, malgré tout, de fondation elle garde avec persistance, comme guidée par une prudence suprême, le culte du mort qu'elle ne comprend plus guère... De temps en temps elle l'évoque. Et naïvement, quelquefois après l'avoir renié une heure durant sans s'en douter par ses préceptes inédits et ses paroles, elle le fait surgir respectueusement et machinalement comme d'une trappe et s'étonne des airs ironiques de ses auditeurs.

*
* *

Mme Marie Colombier vient de publier le deuxième volume de ses Mémoires et Mme Liane de Pougy met la dernière main à une comédie inédite, que des théâtres se disputeront. Les pauvres dames !... Je ne sais pas bien ce que je préfère des mémoires ou des comédies ; c'est une littérature bien particulière, non sans tristesse et sans naïveté. Les demoiselles qui racontent leur temps sont touchantes, et leurs récits ne varient pas sensiblement. D'abord il y a une saison aux villes d'eaux durant laquelle de grands personnages étrangers troublent l'ordre avec des courtisanes dans l'oubli ! Un scandale de grande dame qui se dispute pour un petit ami avec une irrégulière. L'irrégulière lance un mot d'esprit désolant, et la grande dame ne sait quoi riposter. Suit le récit d'une affection personnelle contée sous une forme cynique et avec des initiales ; un étonnement du luxe de la Cour sous l'Empire, un émerveillement de l'argent perdu au jeu ; une première aux Italiens et quelques hommes politiques en chemise. C'est tout. C'est peu. Et tout cela est vieillot, ridé, passé, funèbre. Il manque le sens descriptif ou peut-être qu'il n'y avait rien à décrire. Les demoiselles n'ont jamais su raconter non plus que les militaires, les orgies et les batailles ne se décrivent pas. Leurs héros doivent rester fiers et muets. Ils ont été agités et provisoires et sont inséparables du décor et de la collectivité.

Écoutez les vieux militaires : « Alors nous sommes partis... alors nous sommes arrivés... alors on nous a tiré dessus !... » C'est l'ennui et l'indifférence !

Écoutez les autres : « Alors nous avons soupé, alors on s'est tordu ; alors nous avons illuminé tous les lustres ! » C'est l'indifférence et l'ennui.

Et tous deux tâchent de se rattraper sur les noms : « Il y avait là Bugeaud, il y avait là Gramont-Caderousse ! » Mais ces noms demeurent sans action ! Ils avaient sans doute, ces gens, des gestes sublimes de

bravoure ou de saoulerie; mais ces gestes ne duraient qu'une minute, faisaient partie d'un ensemble et ne spécialisaient pas suffisamment un homme pour la gloire éloquente des lendemains. On salue tout cela avec politesse et indifférence. L'ennui des orgies et des batailles c'est qu'il faut être plusieurs. Pauvre Marie Colombier, elle multiplie les incidents vilains et les noms propres. Mais c'est triste comme un tableau vivant manqué.

*
* *

Et la comédie nouvelle de Mme de Pougy, je vois tellement ce qu'elle peut être. « Leurs » romans aussi ont une marque bien spéciale, un petit cachet qu'elles se passent les unes aux autres sans jalousie. Nous trouverons d'abord un titre d'apparence distinguée, d'un mystère facile, où les désirs et les besoins d'un sexe sont dissimulés derrière une exagération de fatalité, de drame, de perditions : *l'Esclave, la Torturée, l'Empreinte.*

Après ce titre naturellement, une petite histoire, une héroïne dont la conscience est indécise et le cœur chaud. Une pauvre femme qui échange des scènes nobles et tristes avec différents « hommes de peine » qui se conduisent mal, comme des mufles qu'ils sont. Et il y en a un qui se distingue des autres par l'amour rare qu'on lui voue; et, si le roman ou la pièce se corse, il ne revient pas et ne comprend guère ce qui crée une immédiate malheureuse et une longue et monotone péripétie. Il y a de la mort, il y a de la fortune; de la malice de la part de l'héroïne... pour les beaux yeux de laquelle un duel ne se fait pas attendre longtemps.

Enfin, quand c'est profond, c'est toujours tendre, et quand c'est général, c'est très particulier ! Pauvre Marie Colombier, femme de mémoires! pauvre Liane de Pougy, femme d'aveux !

*
* *

Savait-on que la sonnette de la maison Goncourt, à Auteuil, venait de disparaître, tendrement cambriolée par un familier du « grenier » ?

Comme il a eu raison! Le grelottement gai de cette sonnette venait au moins dans les derniers temps des plus illustres mains; il annonçait des pèlerins dignes chacun d'un pèlerinage, et bien plus glorieux de se confondre en une troupe anonyme pour un seul hommage au plus grand d'entre eux. La sonnette de Goncourt carillonnait la gloire, les hommages, la pensée et les belles songeries de ceux qui venaient. Et, quand c'étaient des indifférents ou des fournisseurs, c'était de la gloire tout de même, car le maître de la maison en possédait suffisamment pour en refléter sur n'importe qui. Et le timbre de la porte avait pris par la force des choses un son quelque peu théâtral et si intime tout de même : un son d'illustres venues, — et n'avait cependant pas changé d'une note. Mais chaque visiteur, en sonnant plusieurs fois, lui avait attribué comme une influence mystérieuse. On s'était habitué de l'intérieur à voir les mêmes grands visages; et, comme il en venait constamment et de partout, la sonnette, au dehors, s'était, elle aussi, habituée à ces illustrations et elle en avait profité à la longue. Elle était devenue comme une préparation, comme un prolongement de leurs venues habituelles, semblait ne résonner que pour elles, et avoir conquis une sonnerie nouvelle et plus claire, de tout profit.

Goncourt mourut, et la sonnette continua d'avoir sa sonnerie d'« illustres », par habitude, mais ce n'était plus ça. Il venait des huissiers, des étrangers, et d'obscurs héritiers sans vergogne... et la sonnette s'entêta. Et j'aime ce pieux et tardif cambrioleur qui sonna peut-être une dernière fois pour avoir le « vrai son » dans l'oreille, détacha la clochette et l'emporta dans sa chambre... Et qui a le droit de voler bien d'autres choses dans la suite, tout justifié qu'il sera par cette escroquerie sentimentale, ce joli vol au « Bonsoir » ?...

EDMOND SÉE.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

M. Maurice Bouchor publie cette semaine, sous les auspices de l'Association philotechnique, le premier des volumes qui doivent composer ce « répertoire des lectures populaires » dont, en une brochure récente, il indiquait l'objet, et développait le programme.

Ce premier volume est consacré à trois chefs-d'œuvre de Corneille : *le Cid, Horace,* et *Polyeucte.* C'est le commencement d'une œuvre considérable (cent volumes à publier, peut-être) que M. Bouchor pour suivra patiemment, méthodiquement, suivant le plan très simple qu'il s'est tracé.

L'ingéniosité et l'originalité de ce répertoire consistent en ce que les volumes publiés conviennent indifféremment à l'adulte qui veut instruire, ou à l'adolescent qui veut être instruit.

M. Bouchor y reproduit les parties essentielles de chaque œuvre, les soudant les unes aux autres par une causerie qui raconte et résume les scènes retranchées, en même temps que le conférencier y commente les textes cités.

Cette causerie n'est point composée au hasard; Bouchor l'a longuement travaillée, il l'a *éprouvée* sur les auditoires populaires qui viennent, de tous nos faubourgs, écouter si avidement et applaudir ses admirables leçons. Le texte en peut donc servir à la fois d'explication à l'élève, et de « direction » au conférencier qui voudrait lui-même organiser des lectures de ce genre, au village, à l'atelier, partout où il y a des enfants et des jeunes

gens que peut émouvoir ou amuser un chef-d'œuvre.

C'est une belle idée réalisée par un homme de grand esprit et de grand cœur.

Un volume de J.-J. Weiss sur Molière.

On ne s'attendait plus à cela; et c'est au prince Stirbey que nous devrons ce régal de pages nouvelles, et presque inédites, pourrait-on dire, de l'admirable écrivain.

Exécuteur testamentaire et ami personnel très dévoué de Weiss, le prince Stirbey, en poursuivant ses recherches à travers les recueils divers — quelques-uns si complètement oubliés! — où Weiss prodigua distraitement sa copie, a découvert en l'un d'eux le texte de trois conférences jadis données en province par son ami, sur Molière, et dont l'ensemble composera l'un des meilleurs livres que Weiss ait signés.

La publication en est très prochaine.

Pierre Nozière. Titre du roman qu'achève M. Anatole France, et dont le manuscrit complet a été promis par lui à son éditeur, pour la fin de ce mois.

Les *Notes sur la vie* d'Alphonse Daudet paraissent en librairie aujourd'hui.

Aujourd'hui également: le tome VII de la superbe *Histoire de la langue et de la littérature françaises*, publiée sous la direction de M. Petit de Julleville.

Ce volume est consacré à la période romantique, de 1800 à 1850.

La *Bibliothèque internationale des sciences sociologiques*, que dirige notre confrère A. Hamon, publie son quatrième volume: *La critique de l'Économie politique*, de Karl Marx.

L'ouvrage a été traduit de l'allemand par M. Léon Rémy.

Conférences:

Lundi prochain, à quatre heures et demie, M. Ernest Tissot donnera à la Bodinière une conférence sur le *Théâtre de G. d'Annunzio.*

Des fragments de la *Ville morte* et du *Songe des saisons* seront interprétés par Mlle Jane Thomsen et M. Gustave Scheler.

6872 fr. 75: montant total de la souscription organisée par le comité Verlaine, et qu'après tant d'appels et de si louables efforts on redoute de ne plus pouvoir dépasser! Et sur cette somme, il y avait 1 000 francs donnés par le ministère de l'Instruction publique. La reconnaissance des lettrés a fait le reste. C'est peu. Et il est probable qu'une représentation « à bénéfice » (ô ironie des mots!) sera nécessaire; la maigre somme dont on dispose ne suffirait pas à couvrir les frais du monument projeté, si modique qu'en soit le devis.

Poor Lelian!

M. Ulysse Robert, inspecteur général des Bibliothèques et des Archives, corrige les épreuves d'un *Voyage à Vienne* qui sera publié dans le courant de mai.

L'*Intermédiaire des chercheurs* annonce la mort d'un de ses plus savants et assidus correspondants, M. Gilbert Pacquement de Trooz, dont les communications à l'*Intermédiaire* étaient signées Beatus Jacob.

La famille de M. Pacquement de Trooz était alliée au général Cherin qui fut l'ami de Hoche et succomba, en 1799, aux blessures qu'il avait reçues devant Zurich, et le savant écrivain consacrait depuis de longues années les loisirs que lui laissait son métier (il était attaché aux services administratifs du Comptoir d'escompte) à rassembler les matériaux de l'ouvrage qu'il voulait écrire en l'honneur de ce Chérin, qui fut un érudit d'histoire, lui aussi, avant de devenir un héros.

La Société de l'histoire de la Révolution, que M. Pacquement de Trooz avait contribué à fonder, tiendra sans doute à honneur de publier ce livre qui résume le travail patient de toute une vie. La livraison prochaine du manuscrit était annoncée par l'écrivain à son imprimeur, quand la mort est venue le frapper.

La librairie de l'*Édition d'art* annonce la mise en « distribution » de *Nausikaa*, sixième rhapsodie de l'*Odyssée*, traduite par Leconte de Lisle.

L'ouvrage tiré à 400 exemplaires numérotés contient 50 aquarelles en couleurs de Gaston de Latenay.

Un volume de Gabriel Bonvalot: *Sommes-nous en décadence?*

L'ouvrage est prêt, et paraîtra dans quelques jours; il n'est pas entièrement inédit; une partie des chapitres qui le composent a été publiée dans le *Bulletin Dupleix.*

Le vicomte de Grouchy prépare, pour le publier dans le courant de l'automne prochain, un volume de Mémoires du maréchal Jourdan.

Pour la même époque nous sont annoncés les Mémoires de Championnet. Ils seront édités par les soins de M. Maurice Faure, qui en a trouvé le manuscrit, à Grenoble, dans la bibliothèque d'un descendant du général.

La *Revue Blanche* prépare la publication d'une série très intéressante: c'est la traduction complète et littérale du *Livre des Mille et une Nuits*, qui n'avait pas encore été présenté sous cette forme au public français.

L'ouvrage formera 16 in-octavo, qui seront publiés en cinq années, à raison de trois par an.

La traduction en a été confiée à un jeune médecin syrien, M. J.-C. Mardrus, ancien élève de nos Facultés. Musulman de naissance et Parisien par accident, M. Mardrus est bien, au regard de tous ceux qui eurent le plaisir de le rencontrer naguère, entre le « quartier » et les boulevards, l'homme d'esprit qu'une entreprise de ce genre devait tenter.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37766. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 17. 4e SÉRIE. — TOME XI 29 AVRIL 1899.

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX

Depuis le moment où il fut déclaré que tous les êtres humains étaient égaux en droit et avaient des devoirs identiques, notre pays a été le lieu des conflits qui se manifestèrent entre les partisans des croyances du passé et ceux qui prétendaient au contraire faire entrer dans le domaine des faits la conception d'une France nouvelle, laïque et républicaine, telle enfin que l'avaient élaborée les cerveaux de certains penseurs du XVIIIe siècle et ceux aussi des hommes d'action de la période révolutionnaire.

C'est en ce qui concerne l'enseignement que la lutte fut particulièrement active entre les survivances religieuses du moyen âge et l'esprit de la Révolution, entre les congrégations, qui représentaient les adversaires de la société moderne, et l'Université laïque, dont l'enseignement était basé sur le respect de la conscience individuelle et le libre examen.

Par quels éducateurs sera formé le cerveau de l'enfant, en qui repose l'avenir ? Quelle impulsion recevra cet enfant ? Lui donnera-t-on, dès le début de son existence, le respect de la personne humaine, l'aversion du mensonge ?... Durant la période révolutionnaire, on se préoccupait déjà de préserver le jeune Français de l'influence cléricale. Mais on ne crut pas devoir lutter contre la Compagnie de Jésus autrement que *par la liberté*. Danton proclama bien que « les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents ». Il fut approuvé par Robespierre, mais ne fut pas suivi par Daunou et Lakanal qui firent maintenir la « liberté de l'éducation domestique, la liberté des établissements particuliers et des méthodes instructives (1) ».

Sous le Consulat, Chaptal est un utile défenseur de la liberté d'enseignement, car il craint que « si le pouvoir était le maître absolu de l'instruction... » il ne fasse de ce puissant levier « le premier mobile de la servitude » et que toute pensée libre ne devienne un crime.

On jugera peut-être que ces appréhensions étaient justifiées, car, quelques années plus tard, Bonaparte *regnante*, le décret du 17 mars 1808 attribua au souverain le monopole de l'enseignement universitaire. Aucun établissement d'instruction ne put être, dès lors, formé hors de l'Université et sans l'autorisation de son chef, et l'on vit, écrit Taine, des gendarmes conduire de force au lycée ou à la Flèche les fils de gentilshommes que ceux-ci souhaitaient faire élever chez eux (2).

Louis XVIII ne suivit pas l'errement de son prédécesseur, mais il fit mieux encore. Il livra au clergé l'Université. Mgr Fraissinous, évêque d'Hermopolis, en devint le grand chef. Ce qui provoqua une réaction violente contre l'Église, et fit comprendre au parti clérical qu'il n'avait qu'un moyen de régner, sans avoir à craindre les représailles, c'était de se réclamer de la liberté d'enseignement. Dès 1816, Lamennais prend parti dans ce sens. Puis, c'est Chateaubriand, Benjamin Constant, Berryer, Odilon Barrot. Une *Société de la morale chrétienne*, dirigée par le duc de Broglie et Guizot, met au concours un mémoire en faveur de la liberté d'enseignement.

(1) Cf. Rapport de Daunou sur la loi de brumaire an IV.
(2) Taine, VI, *Le Régime moderne : l'École*, pp. 167, 168.

En 1833, ils remportent une première victoire. Guizot affranchit du monopole l'enseignement primaire. Il est bon que parmi les enfants du peuple l'influence religieuse soit un obstacle au succès des théories socialistes. Mais, en ce qui concerne la bourgeoisie, la classe dirigeante, on la veut encore voltairienne et libre-penseuse. En 1837, M. de Salvandy vient de fortifier encore le monopole universitaire. Des projets de loi sont préparés par les ministres qui se succèdent à l'Instruction publique. En 1840, le projet de Cousin abolit l'obligation de faire suivre les cours des collèges aux élèves des autres institutions, mais il impose aux futurs professeurs des examens compliqués et soumet les petits séminaires à la taxe universitaire. Villemain, lui, n'admet même pas, en principe, la liberté d'enseignement, et il exige de tout professeur une déclaration constatant qu'il n'appartient à aucune congrégation religieuse. Naturellement, l'épiscopat proteste et le projet est retiré avant d'avoir été l'objet d'un rapport.

C'est le moment que choisit Montalembert pour entrer en scène. Il forme un comité d'action patronné par Mgr Affre et dont les membres sont Lacordaire, Ravignan, Dupanloup, Veuillot. Puis il écrit sa fameuse brochure intitulée : *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté de l'enseignement.* Cet écrit réveille l'enthousiasme, l'ardeur du parti clérical. Suit une campagne ardente. On écrit des brochures. On pétitionne. On polémique. Thiers prononce une phrase qui fait fortune dans le monde universitaire. « Il est temps, dit-il, de mettre la main de Voltaire sur ces gens-là! » Nous sommes en juin 1843.

Sept années plus tard, l'Église a triomphé. On est venu à bout du monopole universitaire. Il y a eu des luttes. Il y a eu, le 2 février 1844, un second projet de Villemain, qui mécontenta de nouveau l'épiscopat. Il y eut aussi des procès. Veuillot fut traduit en cour d'assises. Puis survint la démission de Villemain, que remplaça M. de Salvandy. Fait plus grave : le 2 mai 1845, on vota l'expulsion de la Compagnie de Jésus. Puis les élections de 1846 réconcilient tout le monde. Une réaction imprévue se produit. Le cabinet fait volte-face : on suspend le cours de Quinet au Collège de France et une ordonnance du 7 décembre 1845 dissout l'ancien Conseil de l'Université.

Effrayé par les progrès du socialisme, Thiers a évolué, et, comme la révolution de 1848 a eu lieu, comme les forces catholiques ont profité de la désorientation générale pour se concentrer et s'organiser, il y a, le 15 mars 1850, à la Chambre, sous le ministère Esquirou de Parieu, une majorité pour voter la loi, dont les articles avaient été rédigés par les vingt-quatre membres de la commission d'enseignement réunie, en janvier 1849, au ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de M. de Falloux.

* * *

La loi Falloux proclamait la liberté de l'enseignement secondaire et primaire, mais, d'après M. Alfred Rambaud, de manière à n'en faire profiter que le clergé et les congrégations, puisqu'elle soumettait l'Université à toutes les influences ecclésiastiques.

Il est facile de s'en rendre compte en parcourant le texte de loi qui porte la date du 27 mars 1850. On constate alors que le Conseil supérieur de l'Instruction publique comprenait, outre les laïques, quatre archevêques ou évêques élus par leurs collègues, deux ministres de l'Église réformée et un membre du Consistoire israélite. Il en était de même des conseils académiques, qui comprenaient l'évêque, assisté d'un autre ecclésiastique, un ministre du culte protestant et un délégué du Consistoire israélite. Une distinction était bien établie entre les écoles publiques et les écoles libres, mais il pouvait arriver que celles-ci fussent adoptées par la commune. D'ailleurs l'inspection académique était confiée aux ecclésiastiques en même temps qu'aux laïques. Il suffisait, pour être instituteur primaire, public ou libre, d'avoir vingt et un ans et d'être muni d'un brevet de capacité, qui était délivré par un jury dans lequel était tenu de figurer un ministre du culte professé par le candidat. Enfin, tout Français, âgé de vingt-cinq ans, pouvait ouvrir un établissement d'instruction secondaire, s'il avait un certificat de stage, un diplôme de bachelier ou un brevet de capacité. Il n'était fait, à ce sujet, aucune allusion aux membres des congrégations non autorisées, ce qui les rétablissait implicitement dans leurs anciens droits. Les congrégations religieuses bénéficiaient du droit commun.

Une telle loi ne fut pas votée sans difficultés dans un parlement où siégeaient des hommes tels que Victor Hugo et Barthélemy Saint-Hilaire. Celui-ci défendit avec conviction les droits imprescriptibles de l'État et Victor Hugo se répandit, à la tribune, malheureusement sans succès, en effets oratoires et antithèses saisissantes. Bien avant Gambetta, il dénonça le péril clérical.

> Votre loi, s'écria-t-il, est une loi qui a un masque. Elle dit une chose et elle en fait une autre. C'est une pensée d'asservissement qui prend les allures de la liberté : c'est une confiscation intitulée donation.

Et il précisait encore dans une phrase décisive, suivie d'une violente attaque au parti clérical :

> Je ne veux pas de la loi qu'on vous apporte. Pourquoi? cette loi est une arme. Une arme n'est rien par elle-

même; elle n'existe que par la main qui la saisit. Or quelle est la main qui se saisira de cette loi? C'est toute la question, c'est la main du parti clérical.

Ah! nous vous connaissons. Nous connaissons le parti clérical. C'est un parti ancien et qui a des états de service (*on rit à gauche*); c'est lui qui, depuis des siècles, garde jalousement, indiscrètement et fatalement la porte de l'Église. C'est lui qui a trouvé pour la vérité ces deux étais merveilleux : l'ignorance et l'erreur (*rumeurs à droite*); c'est lui qui fait défense à la science et au génie d'aller au delà du missel et qui veut cloîtrer la pensée dans le dogme. Tous les pas qu'a faits l'intelligence de l'Europe, elle les a faits sans lui et malgré lui. Son histoire est écrite dans l'histoire du progrès humain, mais au verso.

Il s'est opposé à tout. C'est lui, c'est le parti clérical qui a fait battre de verges Prinelli pour avoir dit que les étoiles ne tomberaient pas. C'est lui qui a fait appliquer Campanella sept fois à la question pour avoir entrevu le secret de la création et affirmé que le nombre des mondes était infini. C'est lui qui a persécuté Harvey, pour avoir prouvé que le sang circulait. De par Josué, il a enfermé Galilée; de par saint Paul, il a emprisonné Christophe Colomb. Découvrir la loi du ciel c'était une impiété; trouver un monde, c'était une hérésie. C'est lui, c'est le parti clérical qui a anathématisé Pascal au nom de la religion; Montaigne, au nom de la morale; Molière, au nom de la morale et de la religion. Oui, certes, qui que vous soyez, qui vous dites le parti catholique, et qui êtes le parti clérical, nous vous connaissons. Voilà longtemps déjà que la conscience humaine vous demande : Qu'est-ce que vous voulez? Voilà longtemps déjà que vous essayez de mettre un bâillon à l'esprit humain (1).

La période oratoire était belle; mais elle n'impressionna point une assemblée auprès de laquelle les arguments de Montalembert parurent plus décisifs. Le grand orateur catholique, s'adressant à ces représentants de la bourgeoisie, qui venaient de voir couler du sang, n'eut pas de peine à leur faire admettre que le mal contre lequel il fallait lutter, c'était le socialisme, et que l'esprit révolutionnaire était engendré par le monopole de l'instruction publique.

Sous la Restauration, dit-il, le monopole a fait ce qu'on appelait dans ce temps-là des libéraux et des révolutionnaires; sous le régime de Juillet, il a fait des républicains, et, sous la République, il a fait des socialistes. L'éducation, telle qu'on la donne en France, développe des besoins factices qu'il est impossible de satisfaire; elle forme une foule innombrable d'ambitions, de vanités et de cupidités, dont la pression écrase la société. Elle divise la plupart de ceux qu'elle élève en deux grandes catégories : les médiocres et les mécontents. Le résultat est que chaque gouvernement élève des générations qui le renversent, lorsqu'elles arrivent à maturité.

(1) *Moniteur Universel*, séance du 16 janvier 1850.

*
* *

Ces deux discours, prononcés en 1850, à l'époque héroïque de l'éloquence parlementaire, reflètent chacun une des faces sous lesquelles se présente le problème de l'enseignement, suivant que l'on appartient aux partis conservateurs ou bien aux partis révolutionnaires ou réformistes.

Pour Montalembert, le péril est à gauche. Pour Victor Hugo, il est à droite. Celui-ci croit au progrès indéfini. Il a confiance dans l'humanité abandonnée à son impulsion naturelle. Il est certain qu'elle va, guidée par sa conscience, vers le bonheur et la perfection morale. Montalembert, lui, n'attend rien de bon des humains livrés à eux-mêmes. La science est mauvaise conseillère, lorsqu'elle n'est pas guidée par la foi. L'enfant suivra les chemins de l'erreur, s'il n'est pas soutenu dans sa marche, protégé par les ministres de Dieu, sur la terre.

Il y a encore des représentants de ces deux états d'esprit. Il y en aura aussi longtemps que les survivances religieuses du moyen âge se trouveront en conflit, dans notre pays, avec l'esprit de la Révolution, préparé par celui de la Réforme. Ils vont avoir à opposer de nouveau leurs arguments qui, s'ils se présentent différemment dans la forme, seront identiques, quant au fond, à ceux de Victor Hugo et de Montalembert. On parle en effet de faire revivre en France le monopole universitaire. De graves symptômes ont révélé, ces temps derniers, une sorte de rupture de notre unité morale et même nationale. La jeunesse française se trouve séparée en deux camps hostiles. Symptôme encore plus inquiétant: les fonctions publiques, notre armée, les carrières administratives elles-mêmes sont envahies par des jeunes gens dont l'état d'esprit, l'idéal politique contredisent ceux de la Révolution. En deux mots, la puissance cléricale renaît et semble mettre en péril non seulement les conquêtes de la pensée moderne mais la forme républicaine de notre gouvernement même.

Par un travail de contrôle bien naturel, on a rapproché les faits récemment constatés des observation contenues dans le rapport de M. Bouge sur le budget de l'instruction publique. Vous vous rappelez que des statistiques consciencieusement établies avaient permis alors de constater le développement des établissements congréganistes aux dépens de nos lycées et collèges. A ce moment, toute activité se borna à des manifestations oratoires ou épistolaires. Aujourd'hui, on semble disposé à agir plus efficacement.

C'est ainsi que, tout récemment, au Congrès de Rennes, la Ligue de l'enseignement a émis le vœu que la loi Falloux fût abrogée et que les fonctions

de l'État fussent réservées aux élèves des lycées de l'État. Presque en même temps, une commission était nommée par l'Union républicaine du Sénat avec mission d'examiner les mesures à prendre pour combattre les progrès du cléricalisme dans l'enseignement. Puis, le Conseil général de la Seine, par 70 voix contre 17, a émis, lui aussi, le vœu que la loi Falloux fût abrogée et que l'accès des grandes écoles fût réservé aux élèves ayant fait leurs études, depuis quatre ans au moins dans les établissements de l'État. Enfin, la Commission de l'enseignement, composée de membres de la Chambre des députés choisis par leurs collègues, procède actuellement à une enquête sur l'État de l'enseignement secondaire, et s'informe auprès des personnes qu'elle interroge des motifs présumés des variations constatées dans le nombre des élèves de l'enseignement secondaire qui suivent les cours de nos lycées et collèges.

*
* *

En attendant le moment où les pouvoirs publics se résoudront à prendre une décision conforme aux intérêts moraux et politiques de la France républicaine, il se produit dans le pays un mouvement d'opinions et de polémiques autour de cette formule : *abrogation de la loi Falloux*, séduisante par sa simplicité, mais qui pourrait bien cacher l'absence de toute réforme utile. En effet, que reste-t-il de la loi Falloux, depuis que Paul Bert et Jules Ferry ont réorganisé l'enseignement ? Il y a une loi de 1880 qui élimine du Conseil supérieur et des conseils d'académie l'élément ecclésiastique. Une autre loi, celle du 18 mars de la même année, rend aux facultés de l'État la collation exclusive des grades, prérogative dont elles avaient été privées par certain article de la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur. Les décrets du 29 mars 1880, s'ils avaient été appliqués, auraient amené la disparition de la Compagnie de Jésus et auraient privé de la faculté d'enseigner les membres des congrégations non reconnues.

Grâce aux bienfaits de la loi du 10 juin 1881, les écoles publiques primaires donnent gratuitement l'instruction, et les équivalences reconnues par la loi de 1850 sont supprimées. Elles concernaient la capacité des instituteurs et des institutrices, le stage et la lettre d'obédience. La loi du 28 mars 1882 ayant établi l'instruction laïque et obligatoire, abroge la loi de 1850, en ce qui concerne l'inscription de l'enseignement religieux au programme. De plus, et par cela même, les ministres des différents cultes ne sont plus admis à exercer leur influence dans la surveillance et la direction de l'éducation. A partir du 30 octobre 1886, dans les écoles de tout ordre, l'enseignement est confié exclusivement à un personnel laïque. Enfin, aucune nomination nouvelle, soit d'instituteur soit d'institutrice congréganiste, n'a été faite dans les départements où fonctionne, depuis quatre ans, une école normale.

Cela étant, quel besoin y a-t-il d'abroger la loi Falloux, puisque l'Église n'a plus, de nos jours, le droit d'intervenir dans la direction des études universaires ? Il est vrai de dire que les partisans de cette mesure sont, en même temps, favorables au rétablissement du monopole universitaire. Ils souhaitent pouvoir refuser aux élèves des écoles congréganistes l'accès des grandes écoles, des fonctions publiques. Ils sont d'avis d'exiger du candidat aux grandes écoles du gouvernement un stage de quatre années dans un établissement de l'État.

Atteindront-ils ainsi le but qu'ils se proposent ? Il est certain que les institutions congréganistes enverront leurs élèves suivre, dans les lycées, les cours des classes supérieures, mais ils ne les abandonneront pas pour cela à l'influence universitaire. Ce qui donne surtout sa marque propre à un individu, c'est la culture morale et, celle-là, ils se la réserveront. Les élèves de nos grandes écoles continueront à former deux sociétés différentes. L'unité morale, et, par suite, l'unité nationale de la France ne seront point sauvegardées.

Il est donc fatal que les partisans du monopole universitaire soient amenés, par la force des choses, à proscrire tout enseignement congréganiste, en abolissant complètement la liberté d'enseignement. Mais, alors, on peut se demander s'ils n'auront pas à regretter un jour d'être entrés dans la voie de l'arbitraire, d'avoir méconnu à leurs adversaires les droits qu'ils réclament, avec raison, pour eux-mêmes. Il est peut-être vrai, comme l'a dit Cousin, que « le droit d'enseigner n'est pas un droit naturel, mais un simple pouvoir public, que la loi seule peut conférer, qui doit être réglé et assujetti par elle... » Si l'on admet cette théorie, toute préoccupation de conscience disparaît. La crainte de violer les principes abstraits n'est plus en cause, mais l'appréhension des représailles peut encore subsister dans l'esprit du réformateur trop audacieux. Il y a des régressions possibles dans l'histoire des sociétés, contre lesquelles notre intérêt personnel et celui de notre parti doivent nous conseiller d'être prémunis. Défions-nous des mesures de circonstance. Au lieu de résoudre, sans assez réfléchir, un problème d'une gravité telle que celui qui vient de se poser devant la conscience nationale, étudions-en les termes avec attention, recherchons-en les causes — elles sont peut-être ailleurs que dans une loi aujourd'hui caduque — afin de conclure ensuite avec certitude. Profitons de ce que la question de l'enseignement est posée devant le pays pour mener, chacun de notre

côté, notre petite enquête personnelle. Interrogeons nos maîtres, les personnes réfléchies, dans le savoir et l'expérience desquelles nous avons confiance, adressons-nous aux professeurs de l'Université.

Pour ma part, je me suis livré à ce travail et je n'ai certes pas à m'en repentir, puisque j'ai pu obtenir des hommes éminents auxquels j'ai rendu visite quelques « consultations » écrites, qui seront aussi fructueuses à mes lecteurs qu'elles l'ont été à moi-même.

LÉON PARSONS.

Lettre de M. Louis Havet.

Paris, 28 janvier 1899.

Cher Monsieur,

Contre le cléricalisme, c'est par la liberté que la France doit se défendre. C'est la seule arme correcte; car de quel droit interdirait-on aux prêtres d'enseigner le grec ou l'algèbre? de quel droit fermerait-on Saint-Cyr à un jeune homme mineur, sous prétexte que son père l'avait placé chez les Jésuites? C'est aussi la seule arme efficace. Si aujourd'hui les congrégations sont menaçantes, c'est qu'hier il était naïf de les expulser.

Ni le problème, ni la solution, ne sont purement scolaires. Avant les questions d'enseignement et de diplômes, que fausserait toute étroitesse de vue, il faut oser regarder la question politique dans toute son ampleur.

A bon droit un Français clairvoyant, fût-ce un « catholique », peut craindre la prépondérance politique de l'Église. L'Église est redoutable parce qu'elle a le prestige, les traditions, l'organisation, parce que l'État paye ses immeubles et son personnel, parce qu'enfin le pouvoir civil, garantissant l'autorité des prélats sur les simples prêtres, se charge d'une police au profit du pouvoir rival. L'Église est une institution formidable, subventionnée et soutenue par notre nation, mais universelle par essence, et dont le chef suprême n'est pas et ne sera plus jamais un fils de notre sol.

Quelqu'un ou quelque chose peut-il tenir l'Église en respect? Un Napoléon a eu le moyen de la violenter; les premiers politiciens venus peuvent la taquiner, en jouant du Concordat, comme des marionnettes qui tireraient sur leurs fils; mais aucun ministre, aucun Parlement, aucun vote, aucune loi, aucune force officielle, n'est capable de lutter contre elle avec suite. Seules le peuvent les forces vagues mais résistantes de l'opinion, les forces anonymes, insaisissables, qui déjouent la conquête. Tel est l'esprit protestant en Angleterre et en Allemagne; tel pourrait être chez nous, aujourd'hui encore, l'esprit de 1789. Sans cet esprit, ni expédient, ni artifice, ni habileté ne vaudra. Qu'importe l'étiquette radicale ou progressiste des cabinets, si désormais la pensée française végète? Si le peuple tourne au troupeau, à quoi bon abroger la loi Falloux? les lycées auront le monopole; oui, mais bientôt les lycées ne seront plus laïques.

Qu'on laisse donc l'Église en paix, mais qu'on laisse libres les citoyens, y compris ceux qui sont prêtres. Les lois de liberté sont durables, la liberté même veillant à les maintenir; les lois de contrainte sont caduques, parce que, tôt ou tard, leur application dépend de quelques hommes sans caractère.

Qu'on établisse par exemple la vraie et complète liberté d'association (par liberté, j'entends tout le contraire des tolérances précaires); que le pays se couvre de sociétés philosophiques et religieuses, de sociétés d'éducation, de sociétés scientifiques, philanthropiques, politiques... Alors la léthargie se dissipera, et, de nouveau, la France sentira la vie circuler dans ses veines. Qu'il se crée des groupes libres penseurs et des groupes cléricaux; qu'il se crée aussi des groupes gallicans; — car on verra le gallicanisme renaître, et même plus que du gallicanisme, quand des ministres francs-maçons ne pourront plus l'étouffer pour le compte des ultramontains. Alors, dans le clergé même, chacun se posera les questions qu'il ne se pose pas; alors, par la pratique, les timides apprendront la hardiesse et les violents la prudence; alors l'Église aura à compter non seulement avec ses ennemis, mais avec ses amis sages. Politiquement, elle ne cessera pas d'être puissante, et par conséquent dangereuse. Mais la capacité de résistance de l'opinion sera décuplée, quand l'usage de la liberté aura substitué le système de la vigilance à celui des réveils en sursaut.

La liberté d'association est une liberté générale. Voici une autre application possible du libéralisme; ici il s'agit d'un cas spécial, mais bien actuel.

Depuis quinze mois, le cléricalisme politique a tout mis en œuvre pour paralyser la justice, et nos hommes publics, dont le rôle était de la défendre, ont rivalisé de complicité et de platitude. Si le même péril se représente dans quelque temps, compte-t-on sur une éclosion imprévue d'hommes d'État? Et quelles mesures énergiques prendront ces héros? Des suspensions de traitements d'évêques? Des expulsions qui ne soient plus pour rire? Le lycée obligatoire, et, par un *crescendo* très logique, « la laïque » obligatoire? Je vois un remède plus simple et plus sûr, c'est d'établir bien vite une liberté précise qui manque, celle du corps judiciaire. Si notre cour suprême avait pu entrer en action sans la permission du garde des sceaux, par conséquent sans celle des politiciens, par conséquent sans celle de ce cléricalisme qui les a menés, à l'insu de la plupart d'entre

eux, et qui provoque en ce moment une alarme si vive, quels déchirements et quel déshonneur épargnés au pays! J'ajouterai : quelles douleurs épargnées à des catholiques sincères, à des prêtres, par exemple, qui n'ont pu soulager leur conscience que par quelques mots discrets envoyés à des incrédules! Je n'insiste pas sur ceux-là, quoique je les plaigne cordialement, car ce n'est pas d'eux qu'il s'agit, et, d'ailleurs, ce n'est pas moi qui pourrais parler en leur nom. Mais, pour en revenir à la France, que de soupçons, que de haines largement semées! que d'appels au coup d'État clérical, et que de velléités d'anticléricalisme draconien! Le tout parce que, jadis, on a trop cru aux vertus du pouvoir exécutif, parce qu'on a craint les conflits, l'indépendance, l'initiative, parce qu'on a été lâche à l'égard d'une liberté.

Vous me ferez observer, peut-être, que je parle de tout excepté du sujet, l'abrogation de la loi Falloux. Ce n'est pas exact; je l'ai traité par prétérition, et je crois que c'est la meilleure manière. Jamais, sous aucun prétexte, il ne faut chercher mieux que la liberté. Nous régénérer par le monopole d'un ministère! Nous n'avons confié que trop de besognes délicates aux fantômes sans âme. C'est aux consciences et aux cervelles de rendre à la nation une cervelle et une conscience.

Pour la politique, j'ai fini (car il faut que je me borne). Au point de vue scolaire, et sans molester les écoles rivales des siennes, — sans interdictions, sans pénalités, sans contentieux, — l'État peut quelque chose pour fortifier les esprits. C'est, pour lui, une façon de se protéger qui en vaut bien une autre.

Il n'est pas un jeune homme de la bourgeoisie qui, avant de tirer à la conscription, ne tire au baccalauréat. Le baccalauréat est une loterie à laquelle on se « prépare ». La « préparation », et non l'enseignement, y mène les élèves. Or la « préparation », que tant d'universitaires sont forcés de donner la mort dans l'âme, est le triomphe de certaines maisons ecclésiastiques; c'est, pour les établissements de l'État, un détestable terrain de lutte. Elle cultive, qu'on y pense bien, la docilité de l'esprit, tandis que l'enseignement, le vrai enseignement, a pour fonction d'en cultiver la hardiesse. On voit où j'en veux venir. Il faut, au moins dans les bons lycées, et dans les maisons libres bien montées, établir un *examen de sortie* sérieux, consécration des études, lequel dispensera du baccalauréat, consécration du serinage. Il faut que le professeur d'un rhétoricien, sachant qu'il sera aussi son juge, ait toute liberté de façonner en lui l'homme qu'il est déjà, non l'enfant qu'il est encore. Il faut que l'écolier mette dans son travail tout ce qu'il peut de raison, tout ce qu'il peut de cœur; il faut que son premier idéal ne consiste pas à obtenir de quatre messieurs inconnus, et du hasard, le note *passable*. Il n'est pas indifférent, même pour la politique, que les jeunes esprits aient eu une croissance saine... Voilà, pourra-t-on s'écrier, votre remède contre le cléricalisme! Non; ce que je propose n'est pas un orviétan; c'est un retour à l'hygiène.

A l'hygiène tout entière, si l'on était sage. Le rétablissement de l'enseignement normal permettrait de restaurer les études classiques, et par elles la haute culture, dont elles sont la condition. Rien ne peut servir le cléricalisme politique comme l'abus du « moderne ». Le « moderne » sera un admirable outil pour les cléricaux français, comme le flamand est un outil pour les cléricaux belges.

Le ministère de l'Instruction publique a donc de bonne besogne à faire; les pouvoirs publics ont des libertés à octroyer; les particuliers ont à être actifs, dévoués, courageux, et à se souvenir, même en dehors des jours d'élection, qu'ils sont des citoyens. Là sont, à mon sens, les ressources de la France contre son terrible adversaire. Quant aux mesures de force, les employer serait déclarer qu'on est faible.

Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments dévoués.

LOUIS HAVET,
de l'Institut.

Lettre de M. Michel Bréal.

10 janvier 1899.

Monsieur,

Vous me demandez si je suis partisan de l'abolition de la loi Falloux. Je n'éprouve aucune hésitation à vous répondre.

Je n'aurais sans doute pas voté la loi Falloux en 1850; mais la révoquer en 1899, après un demi-siècle d'existence, sans égard pour les établissements qui se sont créés sous la garantie de cette loi, une telle idée me paraît inacceptable. Il y a déjà dans notre politique assez de décousu et d'incohérence : l'opinion publique ne verrait là qu'un acte d'intolérance, un essai de persécution.

Je connais tous les reproches qu'on fait à cette loi. Mais soyez persuadé que si l'Université traverse une période difficile, elle souffre encore plus par les conséquences de ses propres fautes que par le fait de ses ennemis. Il est telle mesure proposée par le Ministère et votée par le Conseil supérieur, qui a fait plus de mal à l'Université que tous ses rivaux n'auraient pu lui en causer... Et les polémiques des maîtres répétiteurs, pensez-vous que les familles en aient été les témoins indifférents et sourds?

Je crois le Conseil supérieur composé d'hommes

qui, pris individuellement, sont dignes de tout respect. Mais dans la conception même du Conseil, tel qu'il existe, il y a, je le crains, une erreur. Où voit-on, dans un autre ministère, aux Travaux publics, par exemple, ou à l'Intérieur, une organisation pareille? Excellent pour défendre les droits des fonctionnaires, pour maintenir la stabilité de l'institution, ce corps me paraît peu propre à régler les programmes.

Je ne puis que répéter à ce sujet ce que j'ai dit ailleurs. En une telle assemblée, de la meilleure foi du monde et contre le gré des volontés individuelles, il se forme des compromis qui ne valent rien. C'est le Conseil de 1880 qui a commencé la confusion dans laquelle l'Université se débat. A ce moment, il y avait au Conseil des hommes de toutes les opinions, depuis ceux qui voulaient fortifier les études classiques jusqu'à ceux qui songeaient déjà à les réduire à leur minimum. Tout naturellement le Conseil prit la moyenne : il fortifia d'une main et affaiblit de l'autre, il ajouta des matières nouvelles aux matières anciennes, et il diminua le temps pour les étudier. Si éclairée que soit une assemblée en son ensemble, le nombre des hommes compétents sur chaque point de détail est nécessairement restreint. Une minorité, nécessairement variable, est dès lors maîtresse. C'est ainsi qu'on a vu se succéder des programmes où les mêmes matières sont tour à tour étendues, resserrées, promenées du commencement des classes à la fin. Ajoutez à cela les courants du dehors, aussi violents que capricieux, les campagnes de presse, les préoccupations politiques. On parle aujourd'hui de faire entrer au Conseil des représentants du Parlement. Ce serait probablement porter le désordre à son comble.

Si l'on songe que l'enseignement libre est entre les mains de chefs nullement soumis à l'élection, indépendants des fluctuations de l'opinion, stimulés par l'intérêt personnel, on n'aura pas de peine à entrevoir quelques-unes des causes du succès dont on s'alarme.

Au lieu de s'en prendre à ses concurrents, l'Université devrait s'appliquer à réparer les fautes du passé. Je crois, du reste, qu'elle ne demande pas mieux, et que c'est la politique, la seule politique, qui l'en empêche. Si la consultation commencée par la *Revue Bleue* peut contribuer à répandre quelques notions justes, je féliciterai sincèrement ceux qui en ont eu l'idée.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

MICHEL BRÉAL,
de l'Institut.

LA FERTÉ-MILON ET RACINE

Souvenirs d'un arrière-neveu du poète.

Je crois bien qu'à cette époque, — je parle d'il y a près de quarante ans, — il n'y avait à la Ferté qu'une seule personne bien au fait du passé de la vieille bourgade féodale, c'était l'abbé Hazard, curé de Saint-Nicolas (1).

Une sorte de colosse gras, ce curé, toujours mal rasé, le nez bourré de tabac, le rabat de travers, la soutane malpropre et luisante, mais si brave homme, si jovial, que tout le monde l'aimait dans le pays. Comme il avait été jadis professeur de belles-lettres au séminaire de Soissons, mes parents lui avaient demandé de me donner des répétitions pendant les vacances. M. le curé de Saint-Nicolas y tâchait de son mieux, mais l'excellent homme avait un peu oublié son Virgile et son Cicéron, si bien que, souvent, aux passages d'une traduction délicate, il ne demandait qu'à interrompre la leçon pour me raconter des histoires de la vallée d'Ourcq. Il en savait qui remontaient aux Romains, mais j'aimais mieux le questionner sur notre grand aïeul.

— Est-ce vrai, monsieur le Curé, que Racine serait né dans la maison là en face, où il y a cette pierre sculptée?

— Cela s'appelle un bas-relief. Celui-ci représente le jugement de Pâris, mais les bonnes gens du pays croient qu'avec tous ces beaux vêtements et ces panaches, ce sont des fées entourant le berceau du poète. Eh bien! non, là n'est point sa maison natale... personne ne la connaît; ce n'est pourtant pas faute que je l'aie assez cherchée, bon Dieu!... Tout ce que je peux garantir, c'est qu'elle n'est pas loin d'ici, ou plutôt *son emplacement*, car elle a dû être démolie.

— Pourquoi ne serait-ce pas la nôtre que tout le monde appelle la *maison familiale de Racine*?

— Parce que ce ne fut qu'au siècle suivant que les descendants de Marie Racine l'achetèrent. A l'époque, votre maison était celle des Héricart, petits-cousins de Racine, qui, en 1647, y marièrent leur fille à ce matois de La Fontaine, lequel passait pour riche. La noce fut somptueuse; les Héricart aimaient le faste. Ça ne leur a pas réussi... Pour moi, après avoir beaucoup hésité, je penche à croire que Racine père, qui est mort sans laisser de biens-fonds et qui, d'autre part, ne paraît avoir fait aucun bail de maison (sans cela j'en aurais trouvé trace, malgré la diffi-

(1) La première église que l'on rencontre en venant de la gare. Elle possède de beaux vitraux et un superbe tableau de l'école de Fontainebleau. En 1868, M. Guillaume, de l'Institut, le fit réparer de ses deniers.

culté des recherches) (1), habitait soit chez son père, soit chez son beau-père Sconin, lequel demeurait rue de la Pêcherie, aujourd'hui Saint-Vaast... Mais, mon cher garçon, nous négligeons tout à fait Ovide!...

On reprenait le livre, on traduisait mollement quelques distiques, puis quelqu'un sonnait en bas, on demandait M. le Curé, et alors, avant de nous remettre aux *Métamorphoses*, je risquais encore une petite question :

— C'est les Cosaques, n'est-ce pas, monsieur le Curé, qui ont abîmé votre église avec ces trous de balles sur les murs?

— Qui vous a dit pareille bêtise, mon ami?

— C'est mon oncle.

— Il se trompe, le cher homme. Les Cosaques ont traversé le pays, débouchant de Villers-Cotterets, allant sur Meaux. Ils venaient de tirailler tout le long du chemin avec des voltigeurs (2). Bien qu'animés par le combat, ils n'ont pas été trop méchants... Ils ont un peu pillé mais n'ont tiré qu'un coup de fusil, et encore parce qu'on les avait provoqués...

— Quoi donc?

— Voilà! Ils avaient été si maltraités en Champagne qu'ils se méfiaient. Toujours, dans les villages, ils avaient l'œil au guet, la carabine en travers sur l'arçon de la selle.

« Avant d'entrer à la Ferté, quand ils furent à la Raide-Montagne d'où l'on embrasse toute la vallée, ils s'arrêtèrent et firent appeler le crieur de ville, auquel ils intimèrent d'annoncer que toutes les fenêtres et les portes devaient être ouvertes sur leur passage. On obéit, en grognant, bien entendu; mais enfin un ordre est un ordre, et, quand on n'est pas les plus forts, dame, faut céder!

« Mais il y eut un récalcitrant, le père Canut, un vieux qui avait perdu un bras à Zurich avec Masséna. Celui-là ne voulut rien entendre. Il déclara qu'il n'obéirait pas à ces sales mangeurs de chandelle.

« Il arriva... ce qui devait arriver. Le père Canut avait baissé son store; il était assis dans sa boutique sur une chaise, tournant le dos à la rue. Les Cosaques défilaient sur leurs vilains petits chevaux. Tout d'un coup l'un d'eux avise cette porte fermée, arrête son cheval, lève son fusil, épaule, et pan! dans la porte. Le père Canut tomba raide, la balle lui avait traversé la tête, — une mauvaise tête, comme vous voyez.

*
* *

« Non, celles qui ont troué mon église sont plus vieilles que cela, ce sont des balles lorraines, du temps de la Fronde, quand les princes faisaient la guerre à la Reine et à Mazarin. Ils essayèrent alors d'enlever la Ferté d'un coup de main...

— Et ils n'ont pas réussi. Oh! racontez-moi ça!

— Hum, ça va peut-être nous entraîner beaucoup. Enfin, en sautant les petits détails...

« Les gens d'ici étaient pour le roi, seulement ils ne voyaient guère la possibilité de résister. Ils dépêchèrent des messagers à Turenne, lequel tenait la campagne du côté de Verberie, mais, n'ayant qu'une faible armée, évitait de livrer bataille. Turenne leur répondit en expédiant à travers bois le régiment de Grancey. Aussitôt chacun se mit à la besogne. La seule partie faible de la Ferté c'était le faubourg de la Chaussée (1), au milieu du marais, à plat pays. On creusa un fossé, les échevins mettant les premiers la main à la pioche; on l'emplit d'eau, puis on palissada le talus.

« Le 15 octobre 1652 au matin les éclaireurs lorrains apparurent devant la Ferté. L'armée des princes les suivait de près; elle établit son camp sur les hauteurs entre Préciamont et Charcy, devant la forêt.

« Le duc, sans perdre de temps, fit avancer une troupe réputée hardie; c'était un corps de Polaques (Polonais) (2). Salués aussitôt par une fusillade nourrie, les Polaques, qui avaient attaqué à découvert par la route, laissèrent sur le terrain deux officiers et quarante hommes.

« Mais ce n'était qu'une feinte. Pendant ce temps un gros de Lorrains avaient traversé vers Marolles le monastère de Saint-Lazare, étaient descendus dans le marais (3), puis, remontant vers la gauche, se glissaient inaperçus à travers les roseaux. Tout d'un coup les religieuses de Saint-Michel les aperçurent sur la crête des murs. Elles prirent la fuite avec des cris de terreur et se sauvèrent jusqu'à mon église. Mais leur *pater* (aumônier), nommé Jourdain, ferma tranquillement les portes, mit les clefs dans sa poche, et alors, apparaissant à une fenêtre de la rue, cria qu'on lui donnât du monde. On lui envoya six bourgeois armés, plus un mousquet pour lui, car il avait, dans le temps, servi sous Richelieu devant la Rochelle, et c'était un fameux tireur.

« Alors nos sept braves s'embusquèrent aux fenêtres, cachés derrière les paillasses des religieuses, et, de là, firent un feu d'enfer. Pourtant, à la fin, devant le nombre croissant des ennemis, ils quittèrent le couvent et se replièrent sur la barricade qui coupait la route près de l'église.

(1) Il y avait alors *onze* tabellionnats à la Ferté, ce qui fait que certaines de leurs minutes ont pu ne pas se retrouver.

(2) Il m'a semblé retrouver trace de cette lutte dans les *Cahiers du capitaine Coignet*.

(1) De la chaussée romaine. Les Romains avaient là un chemin militaire. Il se retrouve intact au-dessus du hameau de Mosloy. Il s'appelle encore, dans cette partie, *chaussée Brunehaut*, cette reine l'ayant fait réparer, et si solidement que la charrue ne peut l'entamer.

(2) A la solde du duc de Wurtemberg, l'un des confédérés.

(3) Vers l'emplacement du dépôt de la gare actuelle.

« Les Lorrains dès lors n'eurent plus d'autre souci que de piller toute la pente de ce côté. Ils coururent au château du marquis de Noirmoutiers et en dévastèrent les caves.

« Pendant ce temps quelques seigneurs de l'entourage des princes descendaient la Raide-Montagne. Ces messieurs avaient des cannes à la main, riaient très fort, affectaient la plus grande assurance. Même comme la barricade devant l'église ne tirait pas, quelques-uns des plus osés s'approchèrent. Les chroniqueurs du temps ont gardé le souvenir d'un petit jeunet tout frisé, des dentelles au col et à ses bottes, vêtu à la dernière mode, sur la tête un grand feutre gris à rubans, surmonté d'une touffe de plumes blanches. Comme il ricanait à la barbe des bourgeois, l'un d'eux, un boucher de la ville haute, — ce quartier-ci, — mira le freluquet avec son mousquet. L'autre tomba mort et pareillement ceux de ses camarades qui voulurent s'en venir le relever.

« Le lendemain matin, à l'aube, le duc de Lorraine envoyait un tambour sommer la garnison de déclarer pour qui elle tenait. L'un des échevins répondit à haute voix : « Pour le roi ! » cri que les bourgeois et les soldats de Grancey répétèrent en y mêlant des huées à l'adresse du duc de Lorraine.

« Peu après parut un second tambour, un grand escogriffe à moustaches en l'air. Il fit rouler ses baguettes, puis intima l'ordre aux bourgeois, sous peine de la vie, de livrer passage aux confédérés et de leur préparer du pain. « Ni pain ni passage », répondirent rudement les bourgeois. Le tambour parut surpris, tourna les talons, mit sa caisse sur la hanche et s'éloigna doucement en se dandinant.

« Tout cela ne faisait pas l'affaire des princes. Turenne pouvait les surprendre ; la région, très pauvre, ne fournissait aucune subsistance. Ils essayèrent de gagner les bourgeois. On leur démontrerait la folie de cette résistance contre une armée tout entière. On leur dirait que les troupes du roi étaient en pleine déroute. On promettrait, d'ailleurs, par serment, que leur ville ne serait pas pillée. Justement les Lorrains avaient pris à Saint-Lazare un bernardin réputé beau parleur. Le duc le fit venir et, lui montrant d'abord un nœud coulant, il l'invita à s'en aller servir aux bourgeois sa plus éloquente homélie, le prévenant qu'*au cas de besogne mal faite* il serait pendu.

« Le bernardin avait écouté sans sourciller. Il descendit la colline, fit signe à nos gens qu'il se présentait en parlementaire, puis, grimpant sur un pan de mur, il développa point par point aux habitants toutes les raisons qu'ils avaient de capituler. Alors, changeant de ton : « Et maintenant, je compte bien que vous ne ferez rien de ce que je vous dis. » On s'imagine les acclamations qui saluèrent cette péroraison inattendue.

— Et qu'est-ce qu'on lui a fait quand il est revenu au camp ?

— Il déclara au duc que tout ce qui pouvait être dit en faveur de la cause des princes il l'avait débité, et de son mieux, que par conséquent *la besogne avait été bien faite*. Le duc haussa les épaules et lui laissa la vie.

« Peu après, l'ennemi leva le siège. Le sieur de Persan, chef de l'artillerie du duc, assurait bien que par une brèche qu'il ferait au milieu de la Chaussée, là où il y a un cordier aujourd'hui, il enlèverait la ville en deux heures sans perdre plus de cinq cents hommes, les princes, sur l'avis du chevalier de Guise, ne voulurent pas risquer le coup.

« Les Lorrains, en se retirant, commirent cent atrocités ; ils égorgèrent leurs prisonniers, sauf quelques malheureux qui s'enfuirent nus (par la sente qui fait aujourd'hui la limite des deux départements de l'Oise et de l'Aisne), et allèrent se réfugier dans les bâtiments à demi ruinés de la Chartreuse de Bourfontaine... Ah ! mes bons enfants, la misère que ces temps-là, et comme ils étaient durs aux petites gens ! »

***

Un an ou deux plus tard, ayant eu l'occasion de parcourir une Vie de Racine (la bibliothèque de notre maison familiale était fort bien garnie), je lus que toute la famille du poète avait été *contaminée de jansénisme*. On ajoutait que lors des premières persécutions contre les religieux de Port-Royal, ceux-ci étaient venus se réfugier dans la haute vallée d'Ourcq, particulièrement dans la famille de Racine, et, tout près de la Ferté, à cette même abbaye de Bourfontaine dont m'avait parlé l'abbé Hazard.

Aussi ne manquai-je pas, à première occasion, de lui parler des jansénistes. Le curé aussitôt, prenant une mine renfrognée, me déclara que Jansénius était un évêque de Hollande, nature exaltée, aristocrate, qui ne voulait pas, par orgueil, que tous les hommes eussent été sauvés, en même temps que lui, par la mort de Notre-Seigneur. Puis, s'animant, il s'en fut ouvrir une armoire, et, revenant avec un crucifix qu'il brandissait : « Tenez, mon enfant, voyez-vous ce Christ aux bras levés droit sur sa tête, c'est un Christ de Bourfontaine, un Christ janséniste. Cette attitude signifie que son amour n'embrasse que les élus de la grâce. » Ici le bon curé entama un discours en règle pour me démontrer les erreurs de Saint-Cyran et de ses disciples. Soudain il s'arrêta, resta un moment silencieux, et, l'air penaud : « Vous ne direz pas un mot de tout cela à vos parents. Ils ne seraient pas contents...

— Pourquoi donc? fis-je, en ouvrant de grands yeux.

— Eh! parce que, voyez-vous, tous les Racine en étaient de la secte, surtout Marie, votre grand'grand'-mère, que son frère Jean appelait souvent : « Ma sœur Marie la janséniste. »

***

Nous ne revînmes jamais sur ce sujet, mais, à Louis-le-Grand, un jour, notre professeur de rhétorique, M. Hatzfeld, aussi savant que pieux, nous exposant les doctrines de Port-Royal, parla des grands solitaires Arnaud, Nicole, etc.

En l'écoutant, en apprenant que Port-Royal avait été bâti dans une vallée sauvage et marécageuse par un groupe d'ascètes d'une morale intransigeante, moi qui savais déjà que la Ferté-Milon ne cessa d'être avec Port-Royal et de lui fournir des recrues, je fus frappé de l'analogie d'aspect et de climat des deux pays, et aussi de la ressemblance entre le caractère et les mœurs des Solitaires et le caractère et les mœurs de tous les Racine de la Ferté.

J'y ai bien souvent songé depuis, et aujourd'hui que le bi-centenaire de l'auteur d'*Andromaque* donne un attrait d'actualité à tout ce qui le concerne, je me permets, tout ignorant que je sois, de dire, vaille que vaille, ce que je crois avoir remarqué.

***

L'ancienne vallée de l'Ourcq, aux XVIe et XVIIe siècles, même encore au siècle dernier, était, dans les parages de la Ferté, peu hospitalière, peu habitée. Les masses énormes et presque infranchissables de la forêt des Côtes-de-Retz (1) l'enserraient en demi-cercle à l'est, au nord, à l'ouest, c'est-à-dire du côté de la vue pour toutes ces maisons bâties sur la pente qui dévale de la forteresse jusqu'à l'Ourcq. La vallée, étroite, n'était alors qu'un marécage tourbeux; avec cela froide, embrumée de vapeurs qui se dissipaient d'autant moins qu'en haut de la colline les gigantesques et sombres ruines du château masquaient presque le soleil.

Rien de riant dans la contrée. Sur le plateau, à perte de vue, une campagne nue, à moitié en jachères, des horizons mornes d'où se dégageait une impression accablante (2).

Quel fut le caractère-type de la race formée parmi cette ambiance, façonnée selon ces marais, ces débris de hauts murs sinistres, élevée à entendre le tintement perpétuel des cloches de monastères, enserrée dans cette citadelle où, à chaque angle de rue, l'on trouvait une statuette de saint?

J'ai eu sous les yeux, avant que le hasard des partages ne les eût dispersés, les portraits de nombre de nos ascendants. Il y avait de vagues dessins à la plume : à côté de cela, je me souviens d'un très beau Chardin et de certains Latour. Je n'ai pas oublié non plus que notre cousin, Mgr de la Roque, arrière-petit-fils de Louis Racine, fit la réflexion un jour, en feuilletant nos archives, qu'il lui semblait que le type de Racine ne s'était conservé que parmi la descendance de la sœur, ce qui ne l'étonnait pas, puisque cette lignée, étroitement fidèle à la terre natale, se refusa à quitter le pays, ne s'allia jamais qu'avec des filles de la vallée, et garda intactes, durant deux siècles, la simplicité de ses mœurs (1).

***

Généralement, chez les « Racine » (2) de la Ferté, la figure présente un ensemble harmonieux dans un ovale allongé. La face est un peu plate, le front grand, dégagé, intelligent. Les yeux noirs et profonds sous des sourcils largement arqués, des sourcils d'imaginatifs. Ils ont tous le nez long et tombant des gens économes, la bouche repliée en dedans (surtout pour la lèvre supérieure) des natures concentrées et modérément généreuses. Leur menton est fort, c'est le menton massif des obstinés; il est coupé d'une fossette accentuée. Deux rides quelque peu rébarbatives leur tirent les traits, l'une descendant du coin de l'œil, l'autre de l'angle du nez. Le teint est jaune, un peu bilieux, indice de cette affection du foie à laquelle n'échappent guère les gens trop sédentaires. Leur expression générale est sérieuse, à peine bienveillante. Ce qu'ils ont de mieux c'est la main. M. le Curé de Saint-Nicolas, qui était doté d'énormes pattes rouges, n'en revenait pas de la longueur et de la blancheur de leurs mains où jamais les veines ne faisaient saillie.

Au point de vue physiologique ces données révèlent un sang pauvre, anémié, stagnant, sont l'aveu de trop de générations successives restées étrangères à l'action.

Et en effet, du côté paternel comme du côté maternel, Racine était de bourgeoisie très vieille, de bourgeoisie inerte. Ses ancêtres ne s'adonnaient qu'aux

(1) Sous Louis XIV cette vallée commença à voir circuler sur les rapides de la rivière de longs bateaux plats appelés *flûtes de l'Ourcq*, qui apportaient aux boulangers de Paris les bois de la forêt de Villers-des-Côtes-de-Retz, d'où le nom populaire de *cotrets*.

Cette forêt et celle de Compiègne, alors contiguës, formaient comme un barrage de treize lieues de large.

(2) L'auteur que je cite un peu plus loin reconnaît que, d'après ses recherches, la Ferté, au commencement du XVIIe siècle, *était une solitude*.

(1) Celui qui signe ces lignes ne veut pas dissimuler qu'il ne se sent plus de la même race, ayant dans les veines l'alliage d'un autre sang. Il craint, dès lors, d'être incomplètement juste envers des ancêtres à qui il ressemble bien peu...

(2) Terme collectif embrassant toute l'ascendance.

emplois nobles. Si loin qu'on remonte dans les archives de la bourgade valétienne qui, selon la remarque de Louis Racine, était plus vieille que Paris, on retrouve partout, aux emplois civils (1), des Sconin ou des Racine, ce qui permet de supposer qu'ils constituaient à eux deux les principales familles, et sans doute les plus aisées, de l'endroit.

Leur caractère à tous paraît avoir été grave, froid, plein d'une réserve voulue, la réserve qui sied, d'ailleurs, aux gens d'un certain rang. Jean Racine enfant, Jean, qui va avoir, comme tous les êtres de personnalité marquante, un certain besoin d'indépendance et de mouvement; Jean ne cessera de déplaire aux siens à cause de son ardeur et de sa turbulence. Plus tard, quand, leur échappant tout à fait, il se mettra à écrire, leur hostilité éclatera, hargneuse. On lui reprochera de ne pas être « pareil à ses père et mère », de se croire plus intelligent et mieux doué qu'eux. Eh quoi ! il se permet d'être jeune, parmi des êtres qui n'ont jamais eu de jeunesse !... Il est à noter que dans cette famille si nombreuse, Racine n'a jamais trouvé qu'un cœur qui l'ait passionnément aimé, sa grand'mère Marie des Moulins.

Ces traits de caractère, cette apparente sécheresse, sont bien ce qu'on trouvait alors chez les jansénistes, ce qu'on retrouve encore de nos jours chez les survivants de la secte. Car il y a encore des jansénistes; d'abord il y en a, et beaucoup, en Hollande. Dans toutes les grandes villes des Pays-Bas j'ai remarqué sur le plan une ou plusieurs *jansenist kerk*. Quand je me suis informé de ce qu'étaient les fidèles de ce culte, on m'a répondu qu'ils constituaient une véritable élite intellectuelle, parlaient entre eux le français le plus correct, vivaient à l'écart, affectaient en public une grande simplicité, étaient peu aimés. Leurs intérieurs, me disait-on, ne sont pas luxueux, ni confortables, mais on y remarque nombre de livres et d'œuvres d'art. Leurs tableaux de prédilection sont des portraits ou des paysages. La disposition inférieure de leurs églises confirme l'exactitude de cette appréciation. Rien de plus élégamment sobre et aristocratique, par exemple, que l'ornementation de leur église à Rotterdam. C'est du plus pur Louis XV; même ils ont créé un rocaille de bon goût.

En France, dans le Haut-Forez, où existent encore quelques villages jansénistes, — des villages d'ailleurs purement ruraux, — on rencontre des fermiers aux vêtements grossiers, mais propres, qui se laissent difficilement aborder. Si cependant on parvient à vaincre leur hautaine méfiance et à pénétrer chez eux, on voit un intérieur fort soigné, presque riche, avec une bibliothèque, des gravures. Si la conversation s'anime, on est surpris d'entendre parler une excellente langue. Ils connaissent les auteurs classiques du grand siècle. Ils méprisent le commerce, ils méprisent aussi leurs ignorants voisins des villages d'en bas, se considérant comme d'une essence supérieure à la leur. On les voit toujours de sang-froid, calmes dans l'adversité; leur résignation paraît stoïque : elle n'est faite que de fatalisme...

***

Eh bien, c'est ainsi que m'apparaissent tous ces bourgeois milonais. D'abord ils étaient très fiers de leur *patrie*, comme on disait alors. Songez qu'en 884, Paris, lors de la terrible invasion des Normands, voulant au moins sauver ce qu'il avait de plus précieux, envoya à la Ferté les reliques de la petite bergère qui l'avait préservé d'Attila!... Elles furent sauvées. Les habitants se savaient toujours en sûreté dans cette *firmitas* dont l'enceinte n'avait jamais été violée, — mais ils savaient aussi qu'à cent mètres de la portée des couleuvrines du château, les malandrins infestaient la forêt. Donc, pour tous ceux qui n'étaient point gens de guerre, le mieux était de rester chez soi, dans d'étroites maisons aux fenêtres barrées.

On se levait tard, on se couchait tôt, on se nourrissait chichement, un peu par économie, beaucoup à cause de cette existence sédentaire qui nécessitait si peu d'efforts physiques. Les distractions c'était la pêche au bout du jardin, ou la lecture des vieux auteurs. C'était encore quelques vers rimés à l'occasion d'un événement de famille ou une correspondance au loin avec quelque parent. La moindre lettre, en ce temps, coûtait si cher qu'on la méditait avec soin, qu'on la faisait d'abord en brouillon et qu'on ne la recopiait qu'après en avoir longuement pesé tous les termes. Aussi gardait-on les lettres reçues.

Toutes les femmes de ces familles piétistes eussent mérité sur leur tombe la fameuse épitaphe romaine : *lanam fecit, domum coluit*. Bonnes ménagères, respectueuses du mari, qu'elles servaient debout sans jamais s'asseoir à sa table, qu'elles appelaient *Monsieur*, elles passaient à l'église tout le temps qu'elles avaient de libre. Père et mari représentaient pour elles l'autorité divine. Aussi leur avis, à elles, comptait-il pour peu de chose. C'est ainsi qu'on les avait mariées sans les consulter, et qu'ensuite elles n'agissaient jamais sans l'autorisation expresse du mari.

Une vie aussi dénuée de mouvement, de liberté, d'émotions leur eût été intolérable si toute l'ardeur, toute la passion qu'il y a au cœur des femmes ne

(1) Surtout aux emplois de la gabelle. Pour n'ouvrir ses portes que deux jours la semaine, le grenier à sel ne comptait pas moins d'un procureur, deux grenetiers, un conseiller, deux greffiers, un arpenteur (?) et quatre huissiers...

s'était fondue chez elles en une vive ferveur religieuse.

Par ce recueillement, par cette pudeur de vie intime, chaque génération épurait un peu plus sa moralité, se sanctifiait davantage et, en même temps, se sentait un peu plus distante de la commune humanité occupée à des œuvres basses.

Aussi, en matière religieuse, se souciaient-ils peu, ces bourgeois, de la conduite du restant du royaume. Vainement Henri IV aura-t-il obtenu la soumission de toutes les provinces de France, la petite Ferté-Milon refuse la sienne, tout au moins dicte-t-elle ses conditions : *privilège pour la cité d'interdire l'entrée de son territoire à tout calviniste.* Le roi refuse, la lutte recommence, et, sans la trahison du gouverneur, Henri n'eût pu faire céder la Ferté que par famine.

Quelques années s'écoulent et, bientôt, ces demi-reclus, ces monastiques, en arrivent à trouver inconcevable que tout le troupeau d'impies, de paillards, de voleurs, de « bêtes puantes » dont était faite la plèbe, ose se considérer comme *leurs frères et sœurs en Jésus-Christ.* A quoi servait tant de renoncement, si un simple repentir de la dernière heure suffisait à racheter tous les crimes? Non, le paradis ne devait appartenir qu'aux êtres de haute et constante vertu, qui méritaient d'être distingués par Dieu, d'être choisis, d'être *élus.* De là la doctrine de la grâce et de la prédestination.

Cette race de survivants du moyen âge eut ainsi une foi à elle comme elle avait une existence à elle, ce qui la rendit encore plus égoïste et plus hautaine, étant à la fois détachée de tout et de tous.

Comment, dès lors, a-t-il pu advenir qu'un ou deux de ses enfants aient daigné se mêler aux gentils et cherché à se faire un nom parmi eux? Ce fut le cas de Racine et le cas d'Aubry-Dubochet dont l'histoire n'a guère conservé le nom, bien qu'il ait laissé derrière lui une œuvre utile et durable.

*
* *

Pour Racine, je ne rappelerai pas à quelles circonstances exceptionnelles il dut d'habiter successivement Beauvais, Paris, Port-Royal-des-Champs et Uzès, comment il entra en lutte avec sa famille (car Port-Royal, c'était encore sa famille), se révoltant contre le despotisme d'une discipline qui ne lui eût pas permis de faire rayonner sa personnalité. Mais ce qui est certain c'est que cette lutte le trempa, accéléra les battements de son cœur, révélant en quelque sorte à Racine certaines forces qu'il ne se soupçonnait pas. Les passions firent le reste... Elles le déchaînèrent mais sans le transformer.

Et un jour, après tant de triomphes, il redevint soudain l'homme de sa race. Sans doute, ce jour-là, on peut penser que le monde, qui l'avait déjà beaucoup fait souffrir, lui fit peur et ne lui inspira plus que dégoût. Il redevint à Paris, même à la Cour, un *Racine* tout pareil à ses ancêtres de la Ferté. Il redevint janséniste, cela n'est pas douteux (1), mais, par manque de caractère, il n'osa pas avouer toute sa foi. Tendre, il s'était cru, durant quelques années, libre d'avouer sa tendresse. Il rejeta soudain cette liberté impie. Il se maria, et son choix témoigna assez de son esprit de pénitence... Il fit prendre le voile à toutes ses filles (2), un peu malgré elles, on peut le supposer, puisque Catherine, l'aînée, se défroqua deux fois avant de se marier (3). Bref, des circonstances exceptionnelles l'avaient jeté hors de lui-même, avaient affublé le piétiste d'une personnalité d'emprunt. Il la renia pour rentrer dans la tradition de renoncement de tous ses aïeux.

Le chrétien des vieux âges sentit l'ombre froide de son église de la Ferté s'allonger sur lui, le moraliste austère qui veillait en lui remit brusquement tout en place, et, avec cette absolue, cette inflexible logique qui est une des caractéristiques de son esprit, il fut tout à Dieu, tout à l'espoir d'une bonne mort, lui qui, hier encore, était tout à la joie de vivre, à l'epanouissement de la chair.

Ce fut un peu l'histoire d'Aubry-Dubochet, son petit-neveu.

Nous sommes en 1789. Le royaume frémit dans l'attente de grands événements. Les philosophes ont miné l'autel et le trône, tout craque.

Cependant, à la Ferté, les Racine restent dans leur indifférente et froide réserve. La fièvre de tous ne les a pas gagnés. Ils ne comprennent même pas le mouvement général des esprits. J'en veux pour preuve ce fait que leur bibliothèque ne possédait pas un volume de Voltaire, pas un de Rousseau, pas un d'aucun des Encyclopédistes!

Mais les États généraux sont convoqués : chaque ordre choisit pour députés les hommes les plus marquants. Le bailliage de Villers-Cotterets nomme un descendant de Racine, Aubry, maire de la Ferté.

Aubry accepte docilement ce mandat qui lui vient

(1) L'autre jour, à la cérémonie de Saint-Étienne-du-Mont, un évêque a attesté que Racine n'avait jamais été janséniste. Comment cependant oublier son *Abrégé de l'histoire de Port-Royal*, comment supprimer son vœu suprême sur sa sépulture?

(2) A toutes celles en âge de prendre le voile. Il n'en avait que trois dans ce cas lorsqu'il mourut.

(3) On a souvent contesté la qualité de sa sensibilité. Il fut, ce me semble, aussi sensible que pouvait l'être un janséniste, c'est-à-dire un fataliste qui croit que toutes les épreuves doivent être accueillies avec joie, car elles servent à assurer sur sa tête la persistance de la grâce divine. Ne savait-il pas que sa tante Agnès de Sainte-Thècle ne cessait de prier Dieu d'envoyer à son cher neveu les plus grandes douleurs, afin qu'il eût autant d'occasions d'offrir ses larmes au Seigneur?

de Dieu, mais que cela lui est donc pénible de quitter son foyer!

Enfin, ayant accepté, il doit se rendre utile. Ingénieur féodiste de son état, il sait quel fléau c'est pour la campagne que les communes n'aient point de plan parcellaire. Il provoque et obtient de l'assemblée cette mesure si précieuse, la création du Cadastre national. Un jour, effrayé de voir sans cesse voter de nouvelles dépenses, il essaie d'endiguer le torrent en présentant la motion suivante, — si sage, qu'on songe à la reprendre aujourd'hui : « *Aucune loi de dépense nouvelle ne sera votée sans qu'elle contienne en même temps le moyen d'effectuer une recette correspondante.* »

Les événements se précipitent. Le canon gronde aux frontières. Aubry-Dubochet n'est plus d'âge à servir, mais il pourrait envoyer ses fils au combat. Il manque de l'enthousiasme voulu. Voyant qu'il n'est plus l'homme de la situation, il rentre dans sa maison de la Ferté. Un jour on vient l'y arrêter, une charrette l'emmène à Paris ; son crime c'est de cacher des religieux chez lui, c'est d'avoir un fils qui est prêtre émigré (1). Aubry, qui a d'abord tremblé, se ressaisit. Il ne nie rien. Il va mourir pour sa foi... Mais à Meaux le représentant du peuple Lejeune, qui le connaît et l'aime, fait tourner bride aux gendarmes en accordant à leur prisonnier un certificat de civisme.

La Terreur est par terre. Un peu de tranquillité revient dans le pays. On a besoin d'administrateurs. Le département élit en tête Aubry, qui essaie vainement de refuser. Il lui faut partir pour Laon. Bientôt ses collègues le nomment leur président, — autrement dit, il est chef d'un des plus importants départements de France. Aubry réorganise toute l'administration; puis, sitôt son œuvre achevée, il demande à rentrer chez lui. Refus obstiné du Directoire. Cependant sa santé s'altère, d'autant qu'il n'a cessé de s'effrayer de se voir si haut placé...

Enfin le 7 février 1800, Bonaparte, qui le trouve trop peu souple, lui rend sa liberté. Le vieux janséniste reprend le chemin de la Ferté-Milon. On dit qu'il versa des larmes en franchissant son seuil... Et bientôt l'on vit cet ancien haut fonctionnaire du plus athée de tous les régimes, le Directoire, retourner ouvertement à la messe comme huit ans auparavant. La Révolution avait passé : il était resté le même homme, *un vrai Racine de la Ferté.*

*
* *

Donc tous pareils, tous coulés dans le même moule, et cela durant deux siècles! N'était-ce pas curieux à constater, car enfin la Ferté-Milon n'est qu'à vingt lieues de Paris...

Aujourd'hui on chercherait vainement des survivants de cette puissante et singulière race. Elle s'est croisée d'un autre sang, elle a quitté le pays. Elle s'est *déracinée*, — sans jeu de mots.

La vieille et inhospitalière Ferté, elle aussi, est descendue de sa colline, elle s'est étendue dans la plaine; Paris y vient en villégiature d'été; un canal, deux chemins de fer sillonnent sa vallée. Le marais a été drainé, c'est un jardin verdoyant. De belles plantations de peupliers ont remplacé les roseaux, et dans la vallée de l'Ourcq l'on chercherait encore plus vainement le *désert* où se cachaient les jansénistes de la Ferté que, dans celle de Chevreuse, celui où vécurent dans la retraite les grands Solitaires de Port-Royal.

MASSON-FORESTIER.

(1) Toutes les générations des « Racine » de la Ferté ont fourni à l'Église de très nombreux prêtres et religieuses, même au cours de ce siècle.

PROGRAMMES ET PRINCIPES DE GOUVERNEMENT

Vous souvient-il encore que, — voilà au moins trois semaines, — le chef du gouvernement, M. Charles Dupuy, prononça un discours politique devant ses compatriotes avides de l'entendre et plus avides de l'applaudir?

Certes, le souvenir n'est pas complètement dissipé de ses proclamations gouvernementales. On sait qu'elles retentirent au centre de la France, dans une petite ville d'une région montagneuse. Mais leur écho ne s'est répercuté qu'indistinctement et leurs résonances ont été passagères. Et c'est pourquoi précisément il en faut raviver la mémoire. Oui, il est extrêmement important de dire pourquoi ces déclarations d'un premier ministre ont paru sitôt négligeables.

Et d'abord, on sait qu'à l'accoutumée les ministres de la République ne sont pas avares de paroles, et que, tous les ans, lorsque se séparent les Chambres, ils consacrent leurs loisirs volontiers à discourir parmi les départements et ils ne manquent pas alors d'exposer, en quelques banquets médiocres, leurs profondes conceptions gouvernementales. Or, cette année-ci, le seul président du Conseil se chargea d'exprimer toute la philosophie et toute la doctrine du gouvernement. En vérité, cela est-il suffisant? A quoi pensent nos ministres pour parler si peu? Cette modération oratoire n'est-elle pas déjà très significative?

Plus rares, les paroles ministérielles devraient

avoir plus de prix. Les déclarations solennelles du mandataire suprême de tous les citoyens devraient être accueillies comme des examens de conscience de la nation vivant sa vie politique. En même temps qu'il trouverait en elles la juste mesure des résultats et des espérances, le peuple les devrait considérer comme de décisives proclamations des principes gouvernementaux. Il faudrait qu'il pût voir en elles des règles de conduite nationale. Et il garderait longuement leur souvenir. — Mais, tout au contraire, elles apparaissent comme des déclarations fugitives qu'on lit et qu'on discute à la hâte. Et n'est-ce pas encore un fait très caractéristique? Les déclarations gouvernementales sont à ce point des manifestations éphémères, parce qu'elles ne contiennent aucun principe net de vie politique et même parce qu'on s'est habitué à ne point rechercher en elles les doctrines inspiratrices qui leur donneraient force et durée, tout ensemble.

Et pour que le discours de M. Charles Dupuy ne suscitât nulle manifestation exceptionnelle et prolongée, il fallait bien qu'il fût le mieux adapté au régime et le plus conforme à la façon dont ce régime est pratiqué : et dès lors mes critiques ne sauraient viser et par conséquent atteindre celui qui le prononça, mais seulement l'état de choses et l'habitude d'esprit qui permettent, qui exigent que les paroles du chef du gouvernement soient essentiellement des paroles vaines.

I

Aussi bien, le chef du gouvernement, comprenant la modicité de son rôle, se garda d'entreprendre sur l'avenir. Il observa le passé d'un regard radieux. Il ne voulut rien faire autre que déclarer les faits accomplis.

La vie des ministres se distingue à peine de la vie du Parlement qui est leur centre presque exclusif d'action. Et, pour exalter ses actes, le premier ministre ne crut pas pouvoir s'abstenir d'exalter les actes du Parlement. Pour défendre l'institution déréglée du parlementarisme actuel, il fallut, qu'au lieu d'énumérer simplement les faits, il les interprétât. Il dépensa pour cette interprétation nécessaire tout son optimisme.

Et, sans doute, le danger est grand d'un optimisme que les faits ne créent pas. Car, à dénaturer les faits, on trompe sur le passé et surtout on trompe sur l'avenir. D'autre part, l'optimisme fait mal juger l'homme politique; il est le lot des esprits bornés.

Mais, assurément, M. Charles Dupuy était, en l'occurrence, optimiste par force. La situation lui commandait de parler contre la réalité. Il fallait qu'il montrât en dehors d'elle, en dépit d'elle, des raisons d'espoir.

Parce qu'il importait de raffermir la confiance des populations dans le Parlement, il montra l'œuvre financière de celui-ci. Et alors que cette œuvre témoigne violemment l'inaction tumultueuse du parlement, alors que le budget tarde, tarde encore, et qu'ainsi les Chambres manifestent leur incapacité de remplir leur mission primordiale, M. Charles Dupuy affirme qu'il n'est si long retard qui ne cesse un jour, et, devançant l'heure, alléguant un fait qui ne s'est pas encore produit, déclare : « Le Parlement, enfin sorti de l'ornière des douzièmes provisoires, pourra se consacrer à l'étude des lois attendues par la démocratie... »

Et ce fut le seul acte parlementaire invoqué — avec quelle audace! — en faveur du parlement, et M. Dupuy fut immédiatement condamné à chercher ailleurs, de toutes parts, des motifs de satisfaction. On le vit décidant que la République est forte parce que contre elle ne surgissent que de faibles oppositions, et s'enorgueillir, en quelque façon, de ce que ce bon M. Déroulède laisse paraître en ses petits coups d'État une certaine puérilité. — Mais il est d'autres phénomènes plus étrangers encore au parlementarisme, M. Dupuy ne les omet pas pour glorifier le Parlement. Et voici qu'il se réjouit de ce que, tout de même, l'agriculture, l'industrie, le commerce sont intenses. A coup sûr, tout va bien, puisque l'Exposition aura lieu l'année prochaine : « Les préparatifs de l'Exposition Universelle impriment à toutes les formes de l'activité nationale une féconde impulsion. » Mais il n'y a, comme on dit, que le premier pas qui coûte, et M. Dupuy, maintenant, évoque le réconfortant souvenir de traités (convention franco-anglaise du 21 mars) qui sanctionnent à nos dépens des fautes préparées dès longtemps par l'imprévoyance des gouvernements et des parlements.

C'est ainsi que, pour faire quelque éloge de la politique nationale, le directeur de cette politique est absolument contraint d'alléguer des actes qui n'ont pas été accomplis ou de tenir pour favorables des événements désastreux, ou d'étendre son regard jusqu'à la vie économique de la nation qui se développe indépendamment de toutes agitations politiques. En dépit des éloges qu'il se décerne et qu'il décerne au Parlement, il est visible que l'œuvre parlementaire est mauvaise et qu'au point de vue de l'amélioration des lois tout se réduit toujours à des promesses. Il est visible que tout démontre l'invalidité du parlementarisme actuel et que tout témoigne en même temps la vitalité de la nation dont les manifestations d'énergie sont d'autant plus vigoureuses qu'elle échappe davantage à l'action du Parlement.

II

Mais veut-on constater à quel point la politique parlementaire est déterminée par les événements, il suffit de retourner de cinq mois en arrière et de comparer, avec la déclaration ministérielle du 8 novembre, le récent discours. Cinq mois de vie nationale, long espace : il suffit pour que changent les ministères, à plus forte raison pour que se transforment les idées du même ministère. Et pourtant le ministère resta le même, ses idées durant cinq mois demeurèrent toutes pareilles, ou presque. Pourquoi cette admirable persistance? Est-ce parce que la politique, dépourvue de principes, de règles, fut toute dirigée par l'irrésistible contrainte d'événements qu'elle était inhabile à prévoir? — Est-ce parce que les actes qui dépendaient des agents coutumiers de notre politique nationale ne furent ni accomplis, ni tentés, et qu'à cet égard la situation est aujourd'hui semblable à la situation d'il y a cinq mois, un peu plus mauvaise seulement? Il n'est donc pas impertinent de comparer l'une avec l'autre la déclaration et le discours.

***

L'idée générale est celle-ci : les faits tout-puissants témoignent l'incapacité absolue du gouvernement et du Parlement. L'un et l'autre, toujours aveugles, sont dominés, sont entraînés.

Dès le mois de novembre, il fallait constater le trouble national, engendré par l'affaire Dreyfus. Et déjà le gouvernement prononçait que les petits soubresauts de la vie nationale étaient à ses yeux négligeables et qu'il ne pouvait qu'attendre, avec une indifférence sereine, l'arrêt de la Cour. Il déclarait ainsi que l'œuvre de la justice devait totalement rester indépendante de l'action de la politique. Il le déclare encore aujourd'hui. Maintenant encore, de même que naguère, il sollicite qu'on attende et qu'on accueille avec un silencieux respect le jugement qui interviendra. Et, parce que les exaspérations suscitées créèrent d'apparents antagonismes, le gouvernement souhaite par deux fois qu'on respecte l'armée, — naturellement, et la justice, — évidemment...

Voilà, pensera-t-on, un gouvernement méthodique qui, sachant les bornes de son rôle, ne les veut pas reculer, et assure son action en la limitant. Ces paroles, en effet, sont ici trompeuses. En réalité, le gouvernement, le Parlement, mal soutenus par des principes au moins énervés, furent trop faibles pour résister à un mouvement plus violent de l' « opinion publique » qui les fait perpétuellement mouvoir à sa guise, intervinrent là même où ils proclamaient leur devoir et leur volonté de ne pas intervenir : le premier demanda au second, et obtint le vote d'une *loi de dessaisissement*, par quoi sont évidemment violées les promesses de la déclaration gouvernementale, atteints les principes mêmes du gouvernement, mais démontrée en revanche la toute-puissance des hasards sur la politique parlementaire...

***

On pourra dire : la politique extérieure, dont les obscures machinations échappent le plus souvent à l'empire des sentimentalismes dominateurs du peuple, offre du moins au Parlement et au gouvernement qui émane de celui-ci un domaine d'action plus réfléchie, donc mieux réglée, donc plus libre... En vérité, il est juste de reconnaître un parfait accord entre la déclaration ministérielle et le discours du ministre. Aurions-nous donc, pour la conduite des affaires extérieures, une méthode inflexible qui interdit toute intervention des hasards et empêche toujours les contradictions?

Observons toutefois que l'unique question extérieure réglée fut la « question de Fachoda ». Avant même la déclaration du ministère, la solution inévitable était entrevue par tout le monde : ce qui permettait même aux ministres et au Parlement de la prévoir. Louons donc, si vous voulez, louons encore une fois le singulier accord de la déclaration et du discours : la déclaration annonce l'abandon de Fachoda, le discours le constate et en fixe la date diplomatique (21 mars).

Et vraiment, tant étaient fermes ses principes, le gouvernement sut résister aux élans impérieux d'une vanité patriotique emplie de générosité; il leur résista pour mieux céder à d'autres injonctions, injonctions extérieures fort précises, auxquelles d'ailleurs il se piqua de céder méthodiquement. M. Dupuy disait le 5 novembre : « Notre politique extérieure s'inspirera des intérêts bien compris du pays; préoccupée de proportionner ses efforts à la valeur du but, appuyée sur le Parlement qui sera pleinement renseigné, elle apportera dans toutes les questions la *méthode* et la dignité que vous avez le droit d'attendre d'elles. » M. Dupuy disait le 9 avril : « Nous avions à régler le différend créé par l'incident de Fachoda et j'ai le droit de dire que notre diplomatie l'a réglé au mieux de nos intérêts et à la satisfaction de notre honneur, en s'inspirant de ce *principe* formulé dans notre déclaration ministérielle qui consiste simplement et sagement à proportionner les efforts à la valeur du but. »

La méthode, le principe : c'est la seule circonstance ou le chef du gouvernement y songe : il s'agit de perpétuer un échec dans un traité. Ah! ce n'est

pas impunément que nous avons des principes gouvernementaux !

*
* *

Ces principes, les poussons-nous très loin et, par exemple, la politique économique est-elle déterminée par eux ?

Certes, les manifestations de la vie économique de la nation, source de toute richesse et de toute force, méritent d'être réglées avec ordre par le Parlement, et il n'en est pas pour lesquelles la méthode et la prévision puissent être d'un plus avantageux emploi.

Mais voyez la bizarrerie du gouvernement? Le plus heureux événement de ces derniers mois est, à coup sûr, l'entente commerciale franco-italienne. — Mais, d'une part, cet accord semble contredire les principes exprimés au Parlement pour le Parlement : « Profondément dévoués à la prospérité de nos industries, avait dit M. Dupuy, nous maintiendrons notre régime économique et la stabilité de nos tarifs douaniers, stabilité si nécessaire au commerce, résolus à n'y apporter que les modifications imposées par les transformations économiques et les intérêts supérieurs du pays. » — D'autre part, cet accord, duquel dépendent les directions de l'activité nationale, est conclu tout en dehors de l'initiative du Parlement, qui, par une loi, se borne à en traduire — passivement — le résultat.

*
* *

Au moins, le travail financier est le travail essentiel du Parlement, le vote du budget est son attribution capitale, celle pourquoi doivent se correspondre le plus nettement l'initiative du gouvernement et l'initiative des Chambres.

Or, l'œuvre qu'il était nécessaire d'accomplir était plus que jamais précise : il fallait, dans un espace de temps exactement mesuré, voter le budget de l'an 1899. La déclaration ministérielle constatait l'urgence de ce vote et, par un ironique hasard, qualifiait cette obligation en ces termes : « la première d'un Parlement dans un pays libre ».

Même, le ministre, dont la modestie était vraiment insigne, ne se souciait pas d'émettre de grands principes financiers caractéristiques qui eussent pourtant été à leur place ; il se préoccupait de la date exclusivement, tenait par avance le budget pour bon si voté régulièrement, et le peuple pour très heureux si on lui appliquait ses impôts quels qu'ils fussent, à l'heure convenable : « Tout d'abord, nous aurons à procurer le vote du budget de 1899 ; le projet vient de vous être distribué, et nous comptons sur la bonne volonté générale pour le faire aboutir d'ici à la fin de l'année. »

Hélas ! le discours contredit la déclaration. Il révèle implicitement la déroute de ces espérances pourtant modiques.

Les faits démontrent que le Parlement effréné est incapable de préparer — je ne dis même pas de bonnes finances — mais de les préparer en temps utile. Ils démontrent que le gouvernement, désorienté comme le Parlement, est inhabile à diriger son œuvre essentielle. N'ayant l'un ni l'autre principes et méthodes, ils sont pareillement désordonnés, et le plus fugitif incident dérange leurs labeurs inappliqués...

*
* *

Peut-être ce désordre n'est-il qu'apparent et peut-être le Parlement, sous la direction cohérente du ministère, travaille-t-il efficacement aux réformes qu'il lui appartient d'accomplir? Hélas! la déclaration et le discours du premier ministre nous fournissent des enseignements bien pénibles. Ah! le douloureux accord de cette déclaration et de ce discours !

Certes, le Parlement, puisque tous les ans il vote le budget, peut réaliser d'admirables réformes financières! Or, le ministre le déclare incapable de réformer le budget en le votant : il ne sait alors que l'aggraver. Après quoi, si des loisirs lui restent, il l'améliorera sans doute... Et voici deux fois constatée la renonciation du Parlement à remplir ses devoirs, à exercer ses pouvoirs réformateurs selon la méthode que la constitution fixa soigneusement. Au 5 novembre, M. Dupuy prévoyait cette renonciation nécessaire : il disait : « Libérés (du vote du budget) nous aborderons ensuite l'étude des lois fiscales attendues par le pays. » Au 9 avril, il disait : « Le Parlement, enfin sorti des douzièmes provisoires, pourra se consacrer à l'étude des lois attendues par la démocratie, lois fiscales... qui répartiront les charges avec plus de justice. » C'est ainsi que le Parlement ne peut pas accomplir les réformes fiscales en effectuant la tâche budgétaire ; c'est ainsi que le gouvernement n'a point la vertu de contraindre le Parlement à une œuvre logique de réformation pour laquelle il n'est pas apte. L'un et l'autre abdiquent publiquement. On dit cependant que, dans un État bien ordonné, toute la politique se ramène aux finances. Concluez.

*
* *

Mais j'entends le chef du gouvernement promettre l'examen par les Chambres d'innombrables réformes dont la moindre est fort importante. — Quelle vie, harmonieuse en ses mouvements, cette rénovation nous prépare !

En effet, si le gouvernement ne parvient pas à nous pourvoir d'un budget, il ne met en revanche nulle

limite à ses ambitions réformatrices. Oui, nous manquerons encore de bonnes finances, mais par ailleurs la France sera régénérée. — Les réformes promises sont simplement universelles : ce sont des réformes économiques, commerciales, fiscales, sociales, politiques, morales, — réformes qui intéressent la propriété, l'héritage, l'individu, la famille, la société : ni plus ni moins. Mais M. Charles Dupuy est avant tout un réaliste et, s'il annonce des réformes universelles, c'est seulement parce qu'il se pique de n'omettre aucune de celles qui « dans le commun patrimoine du parti républicain, s'imposent à tous les esprits comme les plus urgentes ».

Heureusement, les réformes peuvent longuement demeurer urgentes et s'il est, dans le discours du 9 avril, une partie qui ressemble beaucoup à la déclaration du 5 novembre, c'est assurément celle où le chef du gouvernement énumère les réformes urgentes dont il ne manquera pas de diriger l'immédiate élaboration. En avril, comme en novembre, M. Dupuy promet un impôt sur le revenu qui ne sera, comme il convient, ni inquisitorial, ni vexatoire... Mais que sera-t-il donc? On ne sait trop. — En avril comme en novembre, M. Dupuy promet que le Sénat « discutera la réforme de l'impôt des successions ». — Deux fois aussi, il promet « une loi sur les retraites pour les travailleurs des villes et des campagnes ». — Par où l'on voit que le gouvernement a une façon singulière de rester fidèle à ses promesses : il ne les réalise pas, mais il les renouvelle.

On distingue cependant, entre les promesses, des différences. Le 5 novembre, M. Dupuy voulait « poursuivre le vote de la loi des boissons », — faire voter, en outre, « un certain nombre de lois importantes pour l'agriculture, notamment celles qui sont relatives à l'organisation du crédit et des assurances agricoles et au développement de la petite propriété rurale »... Rêves du 5 novembre, qu'êtes-vous devenus? — Ils ont été dissipés par d'autres que voici. Le 9 avril, M. Dupuy annonce que « la Chambre abordera la question si complexe des conditions du travail », — qu'elle votera « une loi organisant l'armée coloniale, enfin une loi organisant le droit d'association ». Ainsi se transforment les desseins des ministères. Un jour, on annonce des réformes capitales qu'on oublie le lendemain. Mais des événements ont surgi dans l'intervalle qui suggèrent la promesse d'autres réformes auxquelles la veille on ne songeait pas. L'empire des circonstances est tout-puissant.

Nombreuses sont les preuves que le gouvernement détermine ses velléités réformatrices d'après les incidents momentanés de la vie parlementaire ou populaire et seulement d'après eux. Remarquez le pêle-mêle des énumérations où s'entassent, dans une incohérence folle ; les réformes les plus dissemblables. On nous promet une armée coloniale entre une loi sur les retraites et une loi sur les associations : quel trait de mœurs politiques! Puis on confond les lois sociales, fondement de la République, parmi des lois occasionnelles dont le hasard tout seul fit éprouver un passager désir, un besoin fugitif!...

Certes, il est vrai de dire que le Parlement pense et agit naturellement sans méthode, mais le gouvernement, esclave des passions variables du Parlement, accentue son penchant au désordre des idées et des actes.

III

Et tout impose la soumission du gouvernement aux hasards politiques, car il n'a pas pour leur résister la force d'une doctrine. — Gouverner, c'est prévoir, dit-on, mais les principes seuls permettent les prévisions en les guidant. Or le gouvernement actuel se vante de n'avoir pas de principes — et il se vante à juste titre.

Il affecte de tenir compte des faits uniquement, d'être exclusivement réaliste. Il ne domine point les événements pour les diriger, mais cède à leurs impulsions contradictoires.

Et le gouvernement est si mal accoutumé à professer, à pratiquer des principes politiques qu'il en ignore le vocabulaire. Il donne aux mots essentiels des acceptions étranges. Examinez le sens qu'offrent, dans la déclaration, dans le discours, les mots : démocratie, démocrates, républicains, progrès, etc. Ah! que M. Dupuy doit souffrir de déformer ainsi, par nécessité politique, des termes aussi nets. Il doit souffrir beaucoup, car il est philosophe et on sait bien que, dans la philosophie, plus encore que dans la politique, les mots ont une importance prépondérante... Sans doute, l'emploi bizarre de ces mots essentiels est un instant récréatif. Pourtant, je m'en désole, car le désordre des mots implique le désordre des idées qui est tour à tour la cause et la conséquence du désordre des actes.

Aussi bien, une seule fois, le chef du gouvernement prétend exprimer un principe : il ne reproduit pas dans son discours cette hardiesse de sa déclaration. Sachons reconnaître que ce principe manque autant que possible de précision et de vigueur : « Républicains et démocrates, pénétrés de l'ampleur des espérances que la démocratie peut concevoir sans tomber dans de dangereuses utopies, mais persuadés aussi que l'action et le succès sont au prix d'un programme précis, volontairement limité, nous demanderons au Parlement d'aborder avec nous les questions qui, dans le commun patrimoine du parti républicain, s'imposent comme les plus urgentes. » Voilà! — Comme on voit bien que ces directeurs de la vie nationale n'ont aucune conception systéma-

tique de la vie sociale, qu'ils ignorent la nature du régime républicain! — Le régime républicain est un régime social : et M. Dupuy ne se soucie pas de rien révéler à cet égard, si ce n'est que « la question complexe des conditions du travail doit être résolue dans un *sentiment* de conciliation nécessaire entre le capital et le travail ». Un gouvernement peut-il dédaigner à ce point les doctrines essentielles?...

***

Mais ce gouvernement s'enorgueillit de ce qui cause sa faiblesse suprême.

Son principe c'est « l'union des républicains ». M. Dupuy affirmait le 5 novembre : « Nous sommes, Messieurs, un cabinet d'union entre les républicains, résolus à nous appuyer sur une majorité républicaine. Grâce à cette union, nous comptons réaliser une politique soutenue de progrès et de réformes. » Il affirmait le 9 avril : « Nous avons voulu, nous avons favorisé l'union entre les républicains, travaillant ainsi pour la République elle-même. » Qu'est-ce à dire?

D'abord je démontrerais sans peine, par la succession des votes et la variation des majorités, que l'Union des républicains fut tout à fait incertaine. Même, il advint que le seul acte positif accompli depuis six mois est aussi indifférent que possible à l'Union des républicains : à savoir l'accord franco-italien que tout ministère eût fait voter. — Il advint que le seul acte durable de politique intérieure (loi de dessaisissement) fut accompli au détriment de l'Union des républicains.

Quoi encore? Si l'Union des républicains est un principe de gouvernement, il est celui qui permet le moins au premier ministre de préparer des réformes et de les préciser et de les réaliser. En vérité, M. Dupuy établit deux listes analogues de réformes, mais il s'abstient de déterminer leur nature, car l'Union des républicains réclame, de qui la pratique, une insigne prudence.

Ainsi M. Charles Dupuy pour gouverner considère les hommes, leurs intérêts, leurs sentiments, il ne va pas jusqu'aux idées. Et c'est pourquoi il se meut parmi les plus incohérentes incertitudes. Je n'ai pas voulu dire autre chose.

***

Bref, le dernier discours de M. Dupuy et sa déclaration ministérielle sont très dignes de remarque parce qu'ils font connaître entièrement la misère d'une politique dépourvue de règle.

J. Ernest-Charles.

LA VIEILLE MAISON (1)

Le succès du tableau à l'exposition fut aussi grand qu'imprévu. Flavio, inconnu la veille, était apparu au milieu d'artistes plus ou moins célèbres, rompant en visière avec les idées préconçues, les partis pris des sympathies ou des antipathies personnelles, les haines et les jalousies féroces; avec ces mille petites intrigues enfin qui attendent le public au seuil de toute exposition pour faire trébucher son jugement déjà fort peu sûr par lui-même.

Il arrivait à Flavio la même aventure qu'au lutteur qui, obscur jusqu'au moment de l'action, tombe sur l'ennemi et remporte la victoire avant que la foule ait eu le temps de le reconnaître. Plus tard l'envie viendra enserrer le vainqueur dans ses tentacules tenaces, mais pour le moment, à lui le triomphe et la gloire.

Tant que dura le printemps, dans la verte fraîcheur d'avril, dans les tièdes parfums de mai, dans les premières ardeurs de juin, Flavio goûta l'ivresse de sa gloire nouvelle avec l'ivresse de toute la nature. Elle lui montait surtout à la tête pendant les douces soirées passées sur la terrasse, au milieu des souvenirs d'enfance qui plongeaient bien loin dans le passé, comme des ombres destinées à donner plus de relief à un riant paysage, et de là-bas, là-bas lui arrivait l'écho amorti de ses sanglots d'enfant, de ses soupirs de jeune homme, imprimant à tout son être un mouvement d'ascension et de conquête. Dans le rayonnement du bonheur la beauté aussi lui était venue; une beauté délicate de cristal que le soleil dore, où toutes les couleurs du prisme passent dans une auréole d'étoiles multicolores; beauté fragile que les sensations transformaient d'heure en heure en l'idéalisant.

Sur la vieille maison les années, les siècles se superposaient uniformes, et Flavio était le rejeton nouveau, le rameau vigoureux d'un arbre plein de vie. Du cœur de la maison, de l'appartement des Lamberti, son triomphe se répandait avec la sonorité argentine d'un rire d'enfant. Il semblait que la terrasse l'accueillît et le fît monter lentement par les branches de la glycine jusqu'à la fenêtre de M. Pompée, qui désormais ne parlait plus du jeune homme qu'en se gonflant d'importance; jusqu'au petit balcon où le vieux sceptique achevait de mourir dans une profusion de rayons et de fleurs; jusqu'au mur du couvent où le cadran solaire montrait de son doigt rigide les paroles non encore effacées de la fatidique devise...

Pendant quatre mois Milan s'était passionné pour le jeune peintre que personne ne connaissait, et à

(1) Voyez la *Revue* des 25 mars, 1er, 8, 15 et 22 avril 1899.

présent l'époque était venue où les récompenses allaient être décernées. Flavio attendait ce jour sans peur et sans espérance, payé déjà au delà de son attente par l'intérêt excité par son œuvre dans ce public d'où jaillissent les seules émotions profondes que rêve l'artiste.

— Pourtant, disait Elvire le soir qui précéda le grand jour, ce serait une belle chose d'obtenir le prix.

— Pourquoi ? demanda distraitement Flavio.

— L'avis du public n'est somme toute qu'un jugement d'ignorants, tandis que le verdict d'une commission intelligente et compétente...

— Non, non, murmurait Flavio nonchalamment étendu sur une chaise berceuse à l'ombre de la glycine.

— Comment, non? Songez donc que le public se compose de gens médiocres qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu étudier, qui ignorent le premier mot de l'art; industriels occupés de leurs affaires, boutiquiers dont le jugement ne va pas au delà de leur enseigne, femmes absolument dépourvues de culture.

— Ou pis encore : des hommes qui pour avoir dessiné pendant leurs jeunes années force feuilles de lierre, volutes et grecques à l'école de dessin, se croient artistes; des gens qui jugent du même point de vue les tableaux que les chapeaux ou les bottines : snobs sans goût, sans la moindre parcelle de sensibilité, et qui pour se décider attendent le verdict de la majorité ou d'une petite chapelle tapageuse. D'autres encore : artistes manqués qui ont reçu de la nature le don de sentir, mais non celui d'exprimer; Tantales éternels dévorés de la soif du beau, mais qui ne parviennent pas à y tremper leurs lèvres altérées, qui liés étroitement à la terre, aspirent à monter au ciel avec une furie de désir qui fait s'agiter furieusement dans le cœur les mille vipères de la jalousie.

— Vous voyez bien!

— Et c'est là précisément ce qui fait notre joie! s'écria Flavio en se levant d'un bond. C'est parce que la foule ressemble à un monstre cruel où toutes les laideurs se trouvent réunies, parce qu'elle est stupide, malicieuse, sans intelligence et sans entrailles, parce qu'elle est énorme et brutale, féroce et poltronne, flatteuse et ingrate; parce qu'elle est la foule, c'est-à-dire la réunion tyrannique de tout ce que nous détestons, pour cela même est profonde la joie de la terrasser, de la battre, de déchirer ses membres lascifs, de la forcer à hurler, à pleurer; de répandre au moins quelques gouttes de son sang impur. C'est elle l'ennemie de toute chose noble et grande, et l'artiste va vers elle comme le dompteur vers la bête féroce, pour la tuer ou la faire plier devant lui.

Flavio était transfiguré. Ses yeux, dans l'ombre de la terrasse, jetaient des éclairs ; le frémissement de la lutte qui l'agitait intérieurement faisait passer des étincelles électriques à fleur de peau; toute sa virilité paraissait s'enflammer et brûler au feu de l'idée et de la passion.

— Cela est beau, dit Elvire troublée et attirée à la fois par les deux insondables mystères du génie et du sexe. Dominer la foule n'est donné qu'aux forts. Et vous êtes fort.

Et comme si l'affirmation ne lui semblait pas suffisante, elle se rapprocha du jeune artiste insinuante, serpentine, murmurant des paroles vides de sens, mais qui paraissaient grandioses dans l'obscurité tiède et molle de la terrasse, entre ce jeune homme de vingt ans et cette jeune fille de dix-sept.

Cependant un cœur se brisait auprès d'eux. Anna qui était survenue durant la violente apostrophe de Flavio se tenait cachée dans l'ombre des rameaux. De sa place aucune inflexion de la réponse d'Elvire ne lui échappa ; bien plus, comme il arrive pour une musique qui s'entend mieux à quelque distance, elle put noter la fausseté de l'intonation, l'inaptitude de l'instrument à rendre les sons que le virtuose voudrait en tirer. Mais elle sentait aussi que tandis qu'à elle, spectatrice, la vérité intime des choses se révélait, il existait entre ces deux êtres une mystérieuse harmonie qui la remplissait d'indéfinissable terreur.

Le lendemain, jour des récompenses, les deux sœurs également agitées se préparèrent dès le matin à la visite qui était au fond de toutes leurs pensées, sans se faire aucune confidence pourtant, comme si l'abîme qui les avait toujours séparées se remplissait d'une obscure menace, d'un péril sur lequel elles n'osaient encore jeter les yeux. Seulement, au déjeuner, après un long silence, Elvire éclata :

— Vraiment, le prix, il le mérite. C'est le plus beau tableau de l'exposition ; il y a là un sentiment, une chaleur, une force d'expression...

Anna se demanda comment Elvire pouvait prononcer ces paroles qui ne répondaient à aucune impulsion de son âme et elle se sentit presque offensée, comme si on lui avait dérobé quelque chose qui lui appartenait en propre.

— La délicate intelligence de Flavio n'attendait qu'une occasion pour se révéler, ajouta Elvire.

Anna fut sur le point de dire : « Mais tu ne l'as jamais reconnue, cette intelligence! » Elle se contint par un effort qui lui fit monter le rouge au front. Maintenant que, par une patiente discipline morale, elle était parvenue à dompter son antipathie pour celle qu'elle considérait comme une intruse dans la famille Lamberti, la nouvelle attitude d'Elvire réveillait l'antipathie du sang, distillant dans son cœur

le subtil poison d'une haine bien différente, mais à ses yeux également criminelle.

Quand, aujourd'hui, dans la sincérité de sa grande affection, Flavio venait confier ses illusions ou ses doutes, Anna ne pouvait plus l'isoler de sa sœur qui avait cessé d'être une fillette et qui fleurissait à son côté, recevant de sa flamme intellectuelle juste le reflet nécessaire pour animer une beauté qui sans cela eût été glaciale et sans charme. Les deux filles de Gentile Lamberti se confondaient peu à peu dans l'esprit du jeune homme comme deux fleurs sur le même rameau, et il n'aurait pu dire toujours si c'était de l'une ou de l'autre que lui venait l'enivrant parfum. Anna le comprenait, et cette continuité de tromperie qui menaçait d'égarer aussi Flavio en l'outrageant, elle, dans son idéal le plus cher, déchaînait dans son sein d'horribles tempêtes. Le vol et le mensonge s'étaient donc fixés à jamais dans la vieille maison ?

— Flavio, reprit Elvire, sort d'une famille si humble et si obscure; on ne comprend même pas qu'il ait pu avoir semblable origine.

— Qui sait? interrompit brusquement Anna. Qu'est-ce que la famille? Un mot de convention. L'hérédité des affections? Une imposture! L'atavisme? Un beau thème pour les savants qui alignent des chiffres et bâtissent des hypothèses; mais qui dit la vérité? Qui ose déchirer ce mystère de chair et d'os qu'est l'homme pour voir réellement comme il est fait? Avec des systèmes on remonte le cours des fleuves, on ne remonte pas jusqu'au secret des existences. Oh! comme tout est ténèbres, fausseté, mensonge!

L'étrange agitation d'Anna paralysa un instant l'esprit de riposte de la jeune fille qui répondit enfin d'un ton trahissant une sorte de stupeur :

— Je ne te reconnais plus! Ce que tu dis contraste à tel point avec la foi que tu as toujours professée, avec les traditions de notre famille, avec les préceptes mêmes de notre père...

Anna s'écria avec emportement :

— Tais-toi! tais-toi!

Et se dirigeant vers la fenêtre, par un besoin instinctif de changer d'air, de se purifier, elle s'arrêta au seuil de la porte donnant sur la terrasse, et appuya contre la vitre son front brûlant de fièvre.

Elvire, restée seule près de la table, se mit à chauffer l'eau pour le café, et disposa pour sa sœur et pour elle deux petites tasses blanches à bordure dorée, en ayant soin de les mettre bien en face l'une de l'autre. Les petites tasses, comme tout dans la maison, étaient anciennes; Gentile Lamberti les avait vues entre les doigts chargés de bagues de sa mère, et rarement on les confiait aux domestiques: l'or fin qui en recouvrait les bords était effleuré avec respect par les lèvres respectueuses qui y trouvaient comme une douceur de relique et Anna entendait avec une sourde irritation le léger tintement de la porcelaine maniée par sa sœur.

— Viens-tu? dit Elvire.

Anna se retourna, si troublée et le regard si dur, qu'Elvire même sentit le contre-coup de la violente antipathie. Anna était vraiment trop rude; sa qualité d'aînée ne lui donnait en somme aucun droit. Elvire eut pour la première fois l'impression qu'il n'y avait aucun lien entre sa sœur et elle. Elle versa le café et le présenta d'un air hautain. Soudain Anna se sentit les yeux pleins de larmes; elle voulut porter la tasse à sa lèvre, mais elle ne put et, la posant aussitôt sur la table, elle courut se réfugier dans sa chambre.

Quand finirait ce martyre? Qui viendrait à son secours et l'empêcherait de devenir méchante, mesquine et vulgaire? — car cela aussi s'ajoutait à ses tourments; la peur de déchoir. Chaque jour, presque chaque heure, elle sentait avec terreur s'abaisser le niveau de sa propre supériorité. Elle avait la sensation de quelque chose qui s'effondrait, elle sentait manquer la terre sous ses pieds, elle roulait, roulait toujours plus bas... Elle n'était donc pas armée pour la lutte? Tout son orgueil, toutes ses visions d'élévation morale devaient donc s'enlizer misérablement dans une amertume inféconde? C'était uniquement pour se torturer elle-même qu'elle avait un cœur sensible et sa profonde faculté d'aimer ne devait produire que la haine? En vain un sophisme subtil et égoïste lui murmurait à l'oreille : Haïr le mal est bien, il faut le haïr. Cela ne suffisait pas! Ce cri de protestation surgissait de tout son être et la secouait comme fait un coup de vent furieux d'un pauvre arbuste. Mais l'arbuste était tenace, il se courbait en gémissant et ne se brisait pas, bien que nul ne le soutînt.

Appuyée au chevet du lit dans une muette concentration, Anna ne s'apercevait pas de la fuite du temps. Sa fenêtre s'ouvrait sur la rue déserte, plus déserte encore que jamais à cette heure de midi, en plein mois de juillet alors que le soleil frappant les murs, pénétrait dans l'asile clos, à peine amorti par les barres des persiennes. Par une ouverture assez large, un trait de lumière dorée entrait et divisait la chambre par moitiés, et les deux parties disparaissaient dans une pénombre douce d'alcôve, où de gracieux fantômes s'allongeaient sur les murs évoquant les scènes tendres du *Roland*. C'était à cause de cette fresque très ancienne qu'Anna avait choisi cette chambre. L'illustrateur anonyme n'avait traité du poème héroïque, pour en orner une chambre destinée d'abord sans doute à une jeune épousée, que les motifs aimables; les amours du berger et de la

belle Angélique n'étaient jamais traversées d'apparitions guerrières et terribles, mais personnifiaient la douceur d'une vie heureuse, au milieu du murmure des arbres sous un ciel rose pâle, de façon que dans la chambre, très sobrement meublée, demeurait l'incertitude ailée d'une vision.

Peu à peu le calme fantastique du milieu exerça son influence sur la jeune fille. Une volupté rêveuse la surprit, unie à la torpeur du jour, au milieu de cette forêt qui lui servait de retraite. Une voix frêle monta de la rue en chantant :

La rose est la plus belle fleur,
Comme la jeunesse
Elle naît, fleurit et meurt
Et ne revient plus.

Et la voix avait des notes gutturales, singulièrement douloureuses, un peu tremblantes, qui donnaient aux paroles un charme ému, comme si le chanteur improvisait pour donner cours à quelque peine cruelle et intime. Le vieil air qu'Anna ne connaissait pas, pleuré plutôt que modulé dans l'ardent silence de midi, avait perdu au cours de longues années d'oubli la vulgarité qui s'attache à tout ce dont s'empare le grand public. Mille bouches d'amants l'avaient répété, puis oublié presque aussitôt, et maintenant il réveillait l'écho de la rue solitaire, le long du mur du jardin; et les notes du chanteur, gutturales, douloureuses et palpitantes, semblaient entrelacer autour du vieux refrain une couronne de roses flétries sur lesquelles tremblaient quelques larmes.

Anna courut à la fenêtre, mais la chanson était déjà rentrée dans le silence; un petit bossu traversait la rue clopin-clopant...

— Anna, tu t'habilles? demanda Elvire en heurtant légèrement.

— Est-il déjà l'heure? fit Anna en ouvrant la porte dans une intention évidemment aimable.

Les sœurs se trouvèrent face à face. Elvire avait une robe rose semée de petites feuilles de trèfle, serrée à la taille par un ruban rose; les manches assez courtes laissaient le bras nu jusqu'au coude. Anna la regarda un instant sans parler.

— Elle va bien.

Anna songeait combien Elvire, qui n'était pas une beauté, paraissait à son avantage par un simple changement de costume; voulant à tout prix effacer le souvenir de sa dureté passée, elle l'attira vers elle et l'embrassa. Elvire ne remarqua pas l'effort. Après avoir recommandé à sa sœur de se presser pour n'arriver pas trop tard à l'exposition, elle disparut par la suite de vastes chambres où sa robe rose jetait un fugitif éclat.

Quelque temps après, on entendit dans le corridor la voix de Flavio; Anna se jeta sur la porte et la ferma à clef avec une terreur irraisonnée et convulsive, tandis qu'Elvire disait :

— En ce moment, elle finit de s'habiller.

Les deux jeunes gens entrèrent dans la petite pièce en face de la chambre d'Anna. Ce qu'ils murmuraient à mi-voix arrivait pourtant très distinctement jusqu'à l'oreille de celle qui anxieusement les écoutait.

— Mais vous viendrez?

— Oh! oui, nous partons à l'instant.

Ainsi parlait Elvire avec un trille de petite alouette heureuse.

Anna se vêtit rapidement, désireuse de se soustraire à une impression pénible, ou plutôt à deux impressions, l'une affreuse et l'autre irritante, peut-être même à une troisième encore plus aiguë, plus indéfinie, un sentiment de pudeur secrètement blessée.

Par malheur, les rubans s'égaraient, les gants ne s'appariaient pas. Sous sa main fébrile, l'étoffe semblait prendre une attitude de révolte, et tandis qu'elle se débattait contre les petits obstacles matériels, elle tendait toujours l'oreille aux voix des deux jeunes gens dont le ton avait baissé de façon extraordinaire. A présent on n'entendait plus que quelques syllabes, quelques mots détachés. Pourtant le dialogue continuait, très animé, passant du chuchotement confus des paroles au bruit perlé du rire.

Dans son angoisse, Anna suspendit le travail, le front baigné de sueur. Tout à coup, les voix se turent. Le profond silence n'était plus interrompu que par les pulsations tumultueuses de son cœur. Qu'arrivait-il? Peut-être étaient-ils partis? Flavio était parti? Elle eut un instant de vertige... Où étaient-ils? Pourquoi se taisaient-ils? Il lui parut entendre une légère toux, mais ayant au même instant heurté une brosse qui tomba à terre avec fracas, elle n'avait aucune certitude. Elle appela : « Elvire! » Pas de réponse. Peut-être se trouvaient-ils sur la terrasse. Mais pourquoi Flavio était-il venu? Ils devaient se rencontrer à l'exposition. Sa sœur s'était habillée bien avant le temps : elle avait toujours grand'hâte de s'habiller. Et le silence continuait... Ah! une voix enfin... Non, pas leur voix, non. C'était le chanteur qui, de nouveau, passait dans la rue déserte.

. . . . . .

Elle naît, fleurit et meurt
Et ne revient plus.

Anna, cette fois, ne courut pas à la fenêtre. Elle cherchait ses gants qu'elle avait sous les yeux, qu'elle touchait de la main.

Enfin, la voilà prête. Elle se précipite hors de la chambre et heurte Elvire qui venait à sa rencontre.

— Où étais-tu?

— Quand?

— A l'instant.

— Ici.

— Seule?

Elvire leva la tête et la regarda avec un certain étonnement. Anna rougit.

— Nous pouvons partir, reprend Elvire; Flavio nous précède.

— Qu'avait-il?

— Qui?

— Flavio.

— Rien.

— Pourquoi est-il venu?

— Il voulait être sûr que nous venions.

Elles traversent la vaste antichambre, elles descendent l'escalier, elles passent le portique; en ce moment, le vieux pensionné rentre et les salue; le portier les arrête un moment pour leur montrer un balustre de la terrasse qui a besoin de réparations. Sur le seuil de la porte, Anna demanda :

— Qu'a-t-il dit?

— Qui?

— Flavio.

— Mais rien!

— Il me semblait que vous aviez une discussion.

— Non.

Le ciel a cette pâleur opaque des jours trop chauds. L'air est immobile; pas une feuille ne bouge; les pierres du trottoir brûlent dans la blancheur de la lumière et de la poussière. Les deux sœurs s'en vont lentement.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

LIVRES NOUVEAUX

« Le Ferment », par Édouard Estaunié.

Édouard Estaunié donne un bel exemple de conscience littéraire; il n'écrit pas à tout bout de champ. Il écrit seulement quand il a quelque chose à dire. C'est admirable! Il ne publie pas dans les journaux appelés « littéraires » des petites machines qu'on vous paye au mois. Il ne se gaspille pas.

Ainsi Flaubert travailla toute sa vie pour laisser cinq ou six volumes.

Il paraît actuellement trop de livres, un millier de fois (environ) plus qu'il n'en faudrait. Beaucoup de personnes se mêlent de littérature inutilement. Cela n'a pas un très grand inconvénient. Car, dans cet emploi frivole de leurs facultés intellectuelles, ces braves gens, sans doute, ne perdent pas grand'chose. Ils seraient nuls dans l'agriculture, la colonisation et le reste. D'ailleurs toutes les situations sont très encombrées. Et puis, frivolité pour frivolité, cela vaut peut-être mieux, comme on dit, que d'aller au cabaret... Mais ce qui est désespérant, en vérité, c'est de voir des écrivains de grande valeur se gaspiller dans une excessive et folle production, — ainsi que font, par exemple, les Rosny!

Je ne crois pas qu'il y ait à présent de romanciers plus originaux que les Rosny; il n'y en a pas qui soient plus soucieux de se renouveler sans cesse, de trouver toujours du nouveau, et du nouveau intéressant, curieux, profond, passionnant; il n'y en a pas dont le style soit plus personnel et, parfois, plus merveilleux; il n'y en a pas qui soient plus capables de faire un chef-d'œuvre tout à fait admirable, un jour, s'ils le veulent bien.

Leur dernier roman, *l'Aiguille d'or*, est détestable, et la plupart de leurs productions récentes sont incomplètes, hâtives. C'est fait trop vite. L'idée n'a pas eu le temps de se préciser; les idées (il y en a tant qu'on voudra dans la moins bonne de leurs œuvres!), les idées sont là, pêle-mêle, jetées en tas; elles n'ont pas eu le temps de s'habituer les unes aux autres. Ce n'est pas fait du tout!... Pourquoi n'attendent-ils pas un peu? pourquoi s'acharnent-ils à nous donner trois romans par an?... On n'a jamais dépensé plus inconsidérément un talent plus beau.

Édouard Estaunié pense qu'on peut avoir dans sa vie, si l'on est très bien doué, trois ou quatre idées de roman. Alors, il économise les siennes. Il a travaillé plusieurs années à son œuvre nouvelle, *le Ferment*.

*
* *

« ... Non pas le ferment de vie... Mais bien le ferment de mort, celui que les bourgeois aveugles ont cultivé et dont ils vont mourir! »

Le ferment, c'est l'intelligence bouillante et trouble des enfants d'ouvriers et de paysans auxquels on a donné trop d'instruction pour qu'ils restent dans leurs classes, dans lesquels on a développé des appétits, des désirs, des passions inconnus de leur père, et qui viennent dans les villes pour satisfaire tout cela. Julien Dartot est un de ces enfants-là. On l'a pris à son petit village, à la terre, aux champs. On l'a mis au lycée. Il est entré à l'École Centrale. A présent, le voilà, le fils de laboureur, sur le pavé de la grande ville, à la recherche de l'argent pour jouir de toute la vie. C'est d'abord la misère, puis toutes les compromissions, à la fin toutes les infamies pour faire sa place, pour triompher. Autour de lui, des révoltés, des ratés, des anarchistes... « Au nom seul des ouvriers, le bourgeois s'épouvante: imbécile! les ouvriers sont le bras, le cerveau est ici! Ils sont la pâte bonne à pétrir; ici, le levain, le ferment invisible

qui doit, pour vivre, transformer son milieu et le décomposer!... »

L'œuvre d'Estaunié est, en quelque sorte, le complément du beau livre de René Bazin, *la Terre qui meurt*. Bazin nous a montré dans les campagnes les conséquences sociales de l'émigration urbaine; Estaunié nous les montre à la ville. C'est la campagne déserte, la terre abandonnée qui meurt d'anémie, — et c'est la ville trop pleine où fermentent, comme dans la pléthore d'un organisme, des germes de mort.

*
* *

Ce qui distingue tout d'abord Estaunié du plus grand nombre de ses confrères, c'est qu'il est très intelligent. Ceux-ci, très souvent, ne le sont pas, même s'ils ont, peut-être, du talent. Ils valent par leur imagination, par leur sensibilité, par leur sensualité, que sais-je? Quelquefois, ils ne valent rien. Le roman d'Estaunié manifeste un cerveau puissant, les qualités diverses de cet écrivain sont soumises au jugement le plus sain, le plus clairvoyant, réglées et gouvernées par lui. Pas d'écarts ni de caprices, peu de fantaisie même. La pensée, vigoureuse, persévérante, se développe normalement sans saccades inattendues, sans incohérence, mais avec une rigueur remarquable.

C'est une œuvre d'un réalisme austère.

Les descriptions sont brèves, réduites à l'essentiel, aux traits les plus expressifs. L'auteur ne s'abandonne pas; il est toujours maître de lui-même, il ne se laisse pas aller au plaisir de peindre pour peindre, à la manie d'énumérer, d'accumuler les détails et d'enrichir l'inventaire, comme font les observateurs complaisants. L'enfance de Julien Dartot est racontée succinctement; sa vie aux champs ne sert pas de prétexte à de poétiques digressions. Simplement, « tandis que les vaches broutent l'herbe épaisse... pour tout plaisir, il jouait aux palets sur la place de l'église... La terre sourit à ceux-là seuls qui travaillent pour elle; Julien la trouvait morose... » C'est tout, et c'est très bien ainsi. Julien n'est guère impressionnable; ce petit paysan n'est pas très sensible aux beautés de la nature. Il faut louer Estaunié d'avoir su le peindre tel quel, sans trop de raffinement, sans le parer des sentiments subtils que goûte un délicat écrivain, et, puisque la nature était en somme à peu près indifférente à Julien, il convenait en effet d'en limiter la description aux seuls traits que le petit rustre en devait apercevoir.

Quand les descriptions sont plus longues, on dirait que l'auteur se force un peu. Souvent, elles aboutissent à des idées, à des raisonnements... Julien se promène sur le boulevard et regarde les étalages; une vitrine de jouets, une boutique de fleurs, puis de l'orfévrerie, des meubles, des étoffes. Estaunié va-t-il nous décrire tout cela? D'autres le feraient; Zola, Goncourt, Daudet l'auraient fait. Estaunié non. Il se contente d'une indication rapide, d'une énumération, et cela se termine par des remarques abstraites, par une théorie sur le luxe : « Comme les fleurs à la mode, chaque objet montrait la nature violentée, l'effort attentif de l'humanité nouvelle pour donner au nécessaire le masque du superflu. Les meubles avaient perdu leurs formes essentielles, les canapés servant aussi d'armoires et les paravents de pupitres à lecture. Des flambeaux simulaient des branches jetées négligemment dans un vase d'étain ciselé. Quelle que fût la matière, le but disparaissait, l'œuvre se réduisait au bibelot... » Le monde extérieur n'existe pas pour lui-même, il est seulement l'occasion d'une rêverie ingénieuse et parfois profonde. Et dans le cas présent, c'est bien ainsi qu'il fallait procéder, car Julien Dartot qui se promène au milieu de toutes ces choses n'est pas un homme dont les yeux jouissent, mais un raisonneur, un homme de pensée et de volonté consciente d'elle-même.

*
* *

Les sentiments de Julien Dartot viennent de ses idées; il n'est pas un impulsif. Il n'a pas beaucoup de cœur et ses nerfs le laissent assez tranquille. C'est surtout son cerveau qui le travaille. Et de même presque tous les personnages du *Ferment* sont surtout des cerveaux en travail. Chenu, Gradoine, Ficard ont des conceptions de la vie assez diverses mais appuyées sur des maximes rationnelles qui reposent elles-mêmes sur des séries d'argumentations. Argumentations passionnées d'ailleurs, — et je ne dis pas qu'ils soient des entendements abstraits et impersonnels, mais c'est dans leurs têtes que le ferment bouillonne. Ficard, « âme d'algébriste en délire », se console avec des intégrales. Il dit : « On ne devrait juger des choses humaines qu'en se tenant au point de vue expérimental. Les idées ne sont que le mode individuel de sentir. Cela n'a rien à voir avec la marche de la nature et trouble dans son examen. » Expérimentalement donc il s'aperçoit que la fonction de tous les êtres vivants est de détruire. Cette constatation faite, il ne s'étonne plus du spectacle scandaleux que donne la société, il ne s'en indigne plus. Au lieu de passer son temps à se révolter comme un anarchiste vulgaire, il tâche de prendre sa part dans le travail social sans se laisser arrêter par des préjugés mal fondés en raison; finalement, il s'établit commis voyageur en pigeons : il achète au rabais les pigeons malades et les revend pour le tir au plus haut prix des pigeons bien portants. Gradoine, lui, n'est qu'un anarchiste vulgaire; il est curieux et jaloux. C'est un caractère bas. Il prononce,

d'une voix coupante, des aphorismes faciles : « La société est pourrie. Il faut tirer sur elle comme sur un chien enragé. » Même dans cette besogne de destruction, il manque de grandeur ; il manque de force : on le sent trop faible pour l'œuvre de destructeur et de justicier farouche qu'il s'est donnée. Quant à Julien, toute sa doctrine de l'existence est résumée par ces mots : « Pourrie ou non, la société demeure. Il faut en être. Il n'y a pas de justice, assurez-vous. Tant mieux ! Je n'en serai que plus à l'aise. C'est à l'individu de s'en tirer s'il peut, et vouloir sauver l'humanité est une sottise. Chacun de nous doit limiter à lui-même son univers. Heureusement, si vous n'avez pas ce courage, tous ne vous imiteront pas, et j'en connais, pour ma part, qui sauront conquérir leur place ! »

Les voilà, ces cerveaux surchauffés que des théories affolent comme les attouchements de la chair exaltent les sensuels. Ils ont des débauches d'idées dont ils sortent comme en furie. Et ce sont leurs idées diverses qui font leurs tempéraments divers ; c'est leur conception propre de la vie sociale qui les différencie suivant la part qu'ils accordent à l'individu dans la grande revendication.

Ils apparaissent nettement, chacun d'eux a sa physionomie propre, son caractère spécial. Ils vivent.

On les voudrait peut-être un peu plus sensuels, un peu plus spontanés, un peu moins exclusivement asservis à de l'idéologie. Mais aussi, j'ai sans doute exagéré leur intellectualisme. Il est vrai de dire que si leur tempérament se manifeste comme l'ensemble de leurs idées, leurs idées elles-mêmes sont modifiées par la qualité de leur sang, par leur nature physique et le fond instinctif de leur être moral. Et surtout, il faut bien les concevoir comme des individus spéciaux. C'est un coin singulier de la société contemporaine qu'a voulu nous montrer Estaunié dans ces « scientifiques, ces surmenés qui furent dupés sans relâche ». Ce qu'il étudie en eux, c'est une corruption particulière de l'intellectualisme, favorisée par la crise sociale actuelle.

*
* *

Estaunié les peint tels quels, ces révoltés, sans animosité ni complaisance, sans indignation ni sympathie, même sans pitié. Il est véritablement absent de son œuvre, et ce n'est pas une des moindres qualités de cet écrivain que cette aptitude à créer de la vie indépendante de lui-même. Il est un des très rares *réalistes* que nous ayons, au sens vrai de ce mot, c'est-à-dire qu'il nous donne l'image de la réalité la moins déformée, la plus *objective*. La déformation qu'un artiste fait subir à la réalité est souvent tout l'intérêt d'une œuvre d'art ; l'intérêt des romans d'Estaunié vient au contraire de l'effort qu'il fait pour ne pas fausser les choses, pour peindre juste.

Cet énergique et puissant effort donne confiance en sa peinture. On sent qu'il est sincère et soucieux de vérité. On accepte son témoignage. Il a des scènes terribles de violence et de brutalité. Elles ne choquent pas, parce qu'elles sont justes, sans outrance voulue, et parce que, manifestement, on voit qu'elles n'ont pas été poussées au noir pour étonner, pour frapper l'imagination. Si vous voulez, c'est du réalisme de bon aloi.

Mais ce n'est pas du réalisme à l'eau de rose. Tout est triste dans ce roman. Le personnage principal y devient petit à petit un misérable et c'est l'histoire de sa déchéance progressive qui fait le sujet du récit. Y a-t-il du moins à côté de lui quelque caractère sympathique auquel on puisse se rattraper ? Tous ces ratés, que nous voulons bien plaindre, sont d'assez méprisables gens. Thérèse, une sorte de demi-vierge qui travaille pour une maison de jeu, nous émeut par son mépris d'elle-même, mais enfin... Et la petite Lucienne a bien des amants : il est vrai que ce n'est pas sa faute.

Le père de Julien, le vieux paysan madré, d'une avarice sordide, sans la moindre tendresse pour son fils, vient lui prendre ignoblement ses deux derniers billets de cent francs. Il est abominable. La scène entre le père et le fils est effrayante. Le vieux a fait naguère quelques sacrifices pour l'instruction de son fils. Mais s'il a rêvé d'en faire un monsieur, c'est qu'il comptait bien tirer de là quelque profit. Il a mis de l'argent sur l'éducation de son fils comme on place un capital dans une affaire qui se présente bien. Alors, après des mois, il vient voir ce que devient l'enfant, et c'est à dire qu'il vient toucher ses dividendes. Il trouve Julien dans une pauvre chambre ; il est inquiet... Est-ce que l'affaire serait moins bonne qu'il ne l'avait cru ? En tous cas, le temps des gros bénéfices n'est pas encore arrivé. N'importe, il ne veut pas être venu pour rien ; il veut emporter quelque chose : il lui faut au moins un acompte. Il tâche de ruser d'abord ; il voudrait amener doucement Julien à lui verser une petite somme. Il n'y parvient pas ; alors, il se démasque, il réclame. Julien, plein de mépris, tire de son tiroir le seul argent qui lui reste. Il le jette par terre, et le vieux se baisse pour le ramasser.

Plus tard, le vieux Dartot meurt subitement. En apprenant la mort de son père, Julien n'éprouve rien d'abord : point de regrets ; un peu d'étonnement, voilà tout. Puis, ce fut une sensation plutôt douce d'allégement, de débarras : « Rien n'avait changé dans son isolement. Seule, la liberté lui semblait devenue plus grande. » Et bientôt une grande joie lui vient : il pense à l'héritage qui va lui revenir.

L'argent, l'argent! il allait être riche! « Un calme délicieux descendit sur Julien. »

Il n'était pas très difficile de faire avec cela de la littérature *rosse*. Même, il était plus difficile d'éviter cet inconvénient. Si Estaunié y réussit, c'est grâce à l'évidente loyauté qu'on lui voit, à la confiance qu'inspire son observation franche et saine.

*
* *

Mais ce n'est pas seulement de l'observation. Il y a dans tout cela, pour le vivifier, une thèse.

Pas tout à fait une thèse. J'ai dit que l'auteur n'intervenait pas dans son œuvre. Il ne tire pas lui-même la morale des faits qu'il cite; il ne se fait pas non plus représenter par un personnage sympathique chargé d'exprimer son opinion, par une sorte d'interprète qui parle pour lui, comme on en voit, par exemple, dans le théâtre de Dumas. Estaunié est trop soucieux de conserver à son œuvre son caractère impersonnel et réaliste. Seulement les faits parlent d'eux-mêmes, et ce n'est pas tout à fait un roman à thèse, mais un roman à idées.

La crise sociale qui s'y trouve étudiée est celle qui résulte présentement de l'instruction universellement répandue. Toutes les classes de la société sont appelées à faire les mêmes études, à savoir les mêmes choses, à conquérir les mêmes diplômes. Or, un diplôme qu'on reçoit, c'est un droit qu'on vous donne. Toutes les classes de la société se sentent donc appelées à faire valoir leurs droits.

Julien Dartot était un petit paysan comme les autres, — assez intelligent, voilà tout. Après quinze ans d'études acharnées, il veut jouir du prix de ses efforts. Il dit : « Je réclame mon dû!... La société nous doit; qu'elle paye! » Quinze ans de travail, cela représente un capital engagé. « Or, bonne ou mauvaise, la loi veut qu'un capital rapporte. J'ai droit à l'intérêt de mon temps, à celui de mon argent. »

Ils sont nombreux ceux qui crient ainsi leur droit au bonheur. Ils étaient paisiblement dans leur coin, fils d'ouvriers ou de paysans. Ils ont entendu, ensuite, l'appel à une vie plus haute que leur faisait la société. Ils ont répondu à cet appel; ils sont venus...

« C'est une rafle de cerveaux, sans souci des individus ni des aptitudes. Un beau jour, l'enfant est pris, séquestré dans un collège, il ignore ce qu'on lui veut, où on le mène; l'expérience terminée, la société fait son choix et jette le reste aux épluchures. La voilà, l'exploiteuse! la vraie coupable, qui tue sans pitié! »

La révolte de ces pauvres êtres que la société rejette après les avoir appelés parce qu'ils ne valent pas ce qu'on augurait d'eux ou simplement parce qu'ils sont trop nombreux et qu'il faut choisir, voilà le terrible et douloureux sujet du roman d'Estaunié. Chenu, Gradoine, Ficard sont finalement, après des efforts fous et des luttes scandaleuses, des vaincus, des ratés. « Au fumier, tous les gars qui ont peiné et qui en crèvent! Ils ont pâli sur les bouquins, ils ont des corps rabougris, des cervelles alourdies; au fumier, puisqu'ils ne peuvent plus servir!... »

Julien, lui, triomphe. Il gagne à la loterie. Les millions produisent les millions. Il est riche, il est puissant. Mais, tout au long de ces trois cents pages, nous assistons à sa déchéance morale, plus triste encore et plus poignante que les échecs successifs de Gradoine, de Chenu, des autres. Il lutte impitoyablement. Ses préjugés s'en vont, un à un. Finalement, spéculateur effronté qui pille suivant les lois et qui tue avec des coups de Bourse, il s'écrie :

« Rappelle-toi un soir, quand Chenu passait la revue des camarades victimes et dupes de la science qu'ils n'ont point demandée et nous criait : « Le « voici, le ferment nouveau!... » Ah! ah! l'heure a sonné où ce ferment doit vivre et, pour vivre, détruire! Aucune différence entre nous : qu'on soit gueux comme toi, idéaliste comme Ficard ou dépourvu de scrupules comme tu m'accuses de l'être, tous, nous travaillons de même! Nous sommes le ferment, te dis-je! Non pas le ferment de vie que tu croyais, mais bien le ferment de mort, celui que les bourgeois aveugles ont cultivé et dont ils vont mourir! »

Voilà l'œuvre. Elle est grande et forte. Elle tire une beauté nouvelle du fait qu'Estaunié n'ait pas envisagé seulement la crise du point de vue économique, mais du point de vue moral. Ce n'est pas seulement la banqueroute des ratés qu'il nous montre, mais l'avilissement de tous ceux qui se sont mêlés à la lutte acharnée des ambitions, des désirs et des appétits. Le héros de l'effroyable aventure a l'air d'un triomphateur.

Le *Ferment* n'est pourtant pas une protestation contre l'état de choses actuel. Il n'est pas dans la pensée de l'auteur de réagir contre l'instruction universelle et de vanter la bienfaisante ignorance du peuple. Cette conception est trop étroite et trop sotte, malgré son apparence humanitaire et pitoyable. D'ailleurs on ne réagit pas contre un mouvement comme celui qui met en branle notre société contemporaine. Le livre d'Estaunié se borne à de tristes constatations; il restera comme un sombre épisode dans l'épopée douloureuse des victimes que font inévitablement les profondes transformations sociales.

André Beaunier.

ÉDOUARD PAILLERON [1]

Peu à peu s'éteint la grande génération d'auteurs dramatiques qui remplirent la scène pendant un demi-siècle. Après Augier : Dumas; puis Meilhac; et voici Pailleron qui disparaît à son tour. Le vide qu'il laisse après lui ne saurait se comparer à celui que laissèrent ses illustres devanciers. Sa perte, toutefois, est assez sensible. Il est l'auteur du plus grand succès de notre époque; depuis près de vingt ans, *le Monde où l'on s'ennuie* n'a guère quitté l'affiche. Il est trop tôt, sans doute, pour porter sur l'œuvre entière de Pailleron un jugement définitif. On ne cherche ici qu'à résumer une impression générale, — et provisoire.

Sa carrière fut bien remplie. Vingt pièces de lui tinrent l'affiche. Aucune d'elles ne tomba si ce n'est peut-être le dernier proverbe qu'il donna à la Comédie-Française. Plusieurs eurent de nombreuses représentations. Il était homme de théâtre à un degré éminent; nul plus que lui ne sut grouper et faire parler sur la scène un grand nombre de personnages; à cet égard, le second acte de *l'Age ingrat*, *le Monde où l'on s'ennuie* et *Cabotins* sont des modèles qu'on aura peine à égaler. De plus, ses pièces sont toutes « en rôles », et ces rôles sont admirablement bien faits. Il ne s'agit pas ici de ces rôles sur mesure, que nos étoiles d'aujourd'hui se font faire au plus juste par d'habiles fournisseurs, rôles viagers, si l'on peut dire, qui donnent de jolis revenus, mais qui s'éteignent avec leur interprète. Les rôles de Pailleron existent par eux-mêmes. Ses pièces étaient si merveilleusement jouées aux premières qu'elles semblaient ne pouvoir retrouver une interprétation pareille; on les reprit, et souvent des comédiens ordinaires s'y montrèrent aussi bons que les créateurs. C'est là une des raisons, sinon la principale, du succès de Pailleron. Son théâtre est du théâtre : extérieurement, au moins, il a le mouvement et le relief. En ce sens, l'auteur de *Cabotins* fut un remarquable auteur dramatique. Peut-être ne fut-il que cela. Tout de même, c'est quelque chose que d'être un bon forgeron, quand c'est votre métier de forger.

En revanche, il manquait d'imagination, ou tout au moins d'invention à un degré rare. Il n'est guère de pièce de lui qui ne fasse songer à une pièce antérieure, et, parfois même, des scènes semblent calquées. Souvent, Pailleron s'en excuse : « C'est les marronniers de Figaro, ta serre !... » dit la duchesse au troisième acte du *Monde où l'on s'ennuie*. Et, très fréquemment, des exclamations de ce genre : « C'est bien le hasard le plus extraordinaire !... » Ou bien : « Mais c'est un hasard de comédie !... » Ou encore : « Nous avons l'air de jouer la comédie... » Mais, si l'auteur voit ce qu'il y a de concerté et de convenu dans sa pièce, et s'il prévient l'objection, cela prouve qu'il a plus d'esprit que d'imagination; il s'excuse gentiment de sa faiblesse : c'est qu'il n'a pas pu l'éviter. Le manque d'invention est plus sensible encore dans la donnée générale des pièces. Le chef-d'œuvre de Pailleron, tout le monde l'a dit, c'est *les Femmes savantes* modernisées. Sa première pièce, *le Parasite*, n'est autre chose qu'*Amphitryon* écourté et un peu grossi; *les Faux ménages* rappellent constamment *l'Aventurière*, avec des scènes et des tirades presque identiques; *Cabotins*, c'est un peu *Numa Roumestan* avec des ressouvenirs trop visibles du *Fils de Giboyer* (comparez Laversée à Maréchal)... Il arrive même que des scènes pareilles se retrouvent d'un ouvrage à l'autre; comparez la dernière scène de *l'Étincelle* à la dernière scène de *la Souris ;* c'est la même situation, les mêmes personnages, presque les mêmes paroles.

Pailleron avait de l'esprit; moins, beaucoup moins qu'on ne l'a dit, mais il en avait. Encore cet esprit n'était-il pas toujours très fin, ni très substantiel. Dans *l'Étincelle*, on veut marier Antoinette à M. Gilet, un notaire : « Gilet, s'écrie-t-elle, ce n'est pas un mari, c'est un vêtement !... » La drôlerie de ce mot est contestable : « En matière de sentiment, est-il dit dans *l'Age ingrat*, les hommes ne sont que des femmes... à barbe. » Et cela est tout à fait attristant.

Peut-être, même chez les professionnels du « mot », en trouverait-on d'aussi médiocres, mais ce ne serait que l'exception. Sans exagérer, on peut dire que, chez Pailleron, c'est la règle. Il serait peu réjouissant de prolonger ces citations. Voyez, seulement, les scènes proprement « spirituelles » : elles sont le plus souvent d'une lourdeur peu commune : ainsi, les discussions de Pépa et d'Hermine dans *la Souris*, ainsi certaines scènes de *l'Age ingrat*, ainsi les marivaudages tels que *l'Autre Motif*, *le Monde où l'on s'amuse*, et *Mieux vaut douceur*... On a appelé Feuillet le Musset des familles; de qui, mon Dieu! Pailleron serait-il le Musset?

Il n'y aurait qu'à indiquer en passant la qualité d'esprit de Pailleron, si, par malheur, la plupart des sujets qu'il a traités n'avaient pas exigé de l'esprit. En dehors même des marivaudages ci-dessus désignés, toutes ses pièces, à une seule exception près

(1) *Le Parasite* (1860); *le Mur mitoyen* (1861); *le Monde où l'on s'amuse* (1862); *le Dernier Quartier* (1863); *le Second Mouvement* (1865); *les Faux Ménages* (1869); *l'Autre Motif* (1872); *Hélène* (1872); *Petite Pluie* (1875); *l'Age ingrat* (1878); *l'Étincelle* (1879); *Pendant le bal* (1881); *le Monde où l'on s'ennuie* (1881); *le Narcotique* (1882); *la Souris* (1887); *Cabotins!* (1894); *Mieux vaut douceur... Et violence* (1897). — Chez Calmann Lévy.

(*Hélène*), sont des pièces « à esprit ». Il ne faut pas dire qu'elles en sont complètement dépourvues. Il faut reconnaître qu'elles n'en contiennent pas assez. Cela ne signifie pas qu'elles ne soient pas amusantes; il n'est pas de théâtre moins spirituel que celui de Scribe, et, malgré sa platitude, il n'est pas ennuyeux. Le public, outre qu'il n'est pas très difficile pour la qualité de l'esprit, ne considère qu'une chose, s'il est ou non amusé; et s'il s'amuse, il déclare spirituelles des pièces où je défie qu'on trouve un trait d'esprit. Peut-être aussi, la réputation personnelle de l'auteur s'est-elle répandue sur ses ouvrages? Si sincère que fût son éloignement pour toute réclame, il ne pouvait empêcher ses amis de parler de lui: ils célébraient son esprit plus qu'ils ne répétaient ses mots; mais sa réputation s'établissait : et, si vous vérifiez l'époque où cette réputation a commencé de naître, vous verrez qu'elle ne peut pas être née de son théâtre seul... N'exagérons rien. Il y a de l'esprit dans *le Monde où l'on s'ennuie* et dans *Cabotins*. Il y a de la verve, tout au moins, et une verve abondante. Mais ici, Pailleron était soutenu par une sorte de rancune personnelle : la prétention des uns l'avait ennuyé, il était irrité du cabotinage des autres. Et la meilleure disposition d'esprit pour un satiriste pourrait bien être la mauvaise humeur.

Et, chose presque incroyable, Pailleron était souvent de mauvaise humeur (je parle, bien entendu, de Pailleron écrivain). Il n'avait pourtant pas lieu de se plaindre. Son premier ouvrage avait été joué, et joué avec succès; il n'avait pas connu les épreuves par lesquelles nombre de ses confrères ont passé; en dix ans, sept pièces de lui furent représentées et fort bien accueillies; sa carrière ne subit aucun accroc, aucun arrêt. Même la guerre de 1870-1871 ne put l'interrompre; *les Faux Ménages* sont de 1869, et en 1872 Pailleron donne, à la Comédie-Française, *l'Autre Motif* et *Hélène*. Deux pièces en un an! Nos contemporains auront peine à le croire!... Je ne pense pas qu'un seul de ses ouvrages soit resté dans ces « cartons » légendaires, si gros de pièces et d'amertumes! Sa réputation grandit, ses succès vont jusqu'au triomphe... Et il avait de l'humeur!... M. Sarcey contait lundi que la moindre critique lui était insupportable, et qu'il ne la pardonnait jamais. Avait-il donc de la vanité? C'est possible. Se rendait-il compte que, somme toute, sa fortune littéraire avait un peu dépassé son mérite? Cela est bien improbable. Quoi qu'il en soit, son amertume devient visible dans ses derniers ouvrages. Elle grandit avec le succès.

Au début, ce satiriste est indulgent. Ses premières pièces sont d'inoffensifs badinages. *Le Dernier Quartier* n'est pas bien méchant; *le Second Mouvement* est une critique, vaudevillesque et cordiale, des mœurs bourgeoises; dans *les Faux Ménages*, tous les personnages nourrissent en leurs âmes des sentiments dignes de louange; les héros d'*Hélène* ne sont pas moins recommandables, et l'un d'eux est une manière de saint; et je ne crois pas que, de *l'Autre Motif* et de *Petite Pluie*, on puisse rien extraire qui ressemble à de l'amertume.

Elle paraît dans *l'Age ingrat;* si superficielle que soit la pièce, on sent quelque tristesse chez Lahirel, tristesse qui s'accentuera plus tard, avec un personnage presque identique, dans *la Souris*. Les derniers grands ouvrages de Pailleron sont des diatribes enragées contre la préciosité et le cabotinage, deux ridicules de tous les temps, dont le second est, je crois, plus répandu que le premier; peut-être, çà et là, Pailleron a-t-il eu la main un peu lourde; mais ces pièces ont une verve amère et parfois féroce; Bellac est plus qu'un cuistre, c'est presque un malhonnête homme; je cherche un ridicule dont le pauvre Laversée soit indemne, et je ne le trouve pas.

Au point de vue où nous sommes, *la Souris* est plus significative encore. En dehors de ce qu'il peut y avoir de tristesse chez Max de Simiers, la pièce entière est comme hargneuse à l'endroit des « mœurs du jour »; c'est d'abord Pépa, qui représente, avec un excès assez visible, la femme moderne; c'est Clotilde qui, pour avoir seulement passé dans le monde, a failli y perdre sa pureté et son charme. C'est surtout Max; inconsolable de ne plus avoir vingt ans, il daube à tour de bras sur tout ce qui, — hommes ou mœurs, — n'est pas exactement son contemporain. Il n'y a plus d'hommes, il n'y a plus de femmes, il n'y a plus d'amour, il n'y a plus d'esprit, de mœurs, de monde, il n'y a plus rien, si ce n'est Max de Simiers debout sur les ruines, et promenant sur elles un regard mécontent. Ses colères sont universelles; elles éclatent à propos de tout, souvent pour le plaisir; si bien qu'on se dit que Max ne fait qu'exprimer la mauvaise humeur de Pailleron; mais les colères de l'un et la mauvaise humeur de l'autre sont tellement « de théâtre », qu'on a cette impression, curieuse et réjouissante, que Pailleron en veut à l'humanité de ce que les « mœurs nouvelles » l'ont forcé à modifier ses personnages ordinaires... Peut-être aussi ce progrès dans l'amertume correspond-il à une crise de la vie de Pailleron. Et peut-être l'auteur a-t-il joué au naturel le rôle de Max, le dénouement excepté? Vous vous rappelez la dédicace de *la Souris?* C'est, en vers médiocres, une sorte de paraphrase du sonnet d'Arvers, d'où il semble résulter quelque chose comme ce que je viens de dire. Mais laissons cela. Cette remarque n'a d'ailleurs d'intérêt qu'en ce qu'elle se rattache à un aspect particulier du talent de Pailleron, aspect

qu'on ne me semble pas avoir assez mis en lumière : la sensibilité.

M. Brunetière le remarquait très justement l'autre jour, c'est par la sensibilité surtout que le talent de Pailleron se recommande. Il y aurait quelque ridicule à prétendre que l'auteur du *Monde où l'on s'ennuie* s'est trompé sur sa vocation. Il n'en est pas moins vrai que, si son observation est parfois superficielle et son esprit un peu gros, sa sensibilité est le plus souvent pleine de gentillesse et de grâce. Il y a quelque chose de Sedaine dans *l'Étincelle*, dans *la Souris* et dans *le Monde où l'on s'ennuie*. Et il est assez singulier que ce satiriste, ce dramaturge cinglant et souvent grinchu, ait réussi surtout les jeunes filles. Antoinette, Marthe et Suzanne resteront, je pense, ses personnages les meilleurs. Elles sont un peu « de théâtre » ; elles n'ont pas la sincérité irrésistible de celles que la spirituelle et vaillante Gyp a mises dans ses livres ; elles cherchent l'effet. Mais telles qu'elles sont, elles sont charmantes : elles sont clairvoyantes et tendres à la fois. Et c'est surtout dans les scènes où elles paraissent que triomphe la sensibilité de Pailleron. Sensibilité légère, à fleur de peau, mais sensibilité cependant. On dirait qu'il craint lui-même de s'y laisser aller. Car ce dramaturge caracolant était soucieux avant tout de modération.

Un peu partout, ces jours derniers, on a appelé Pailleron « gentilhomme de lettres ». Si cette expression signifie quelque chose, il n'est personne à qui elle convienne moins qu'à Pailleron.

Il était bourgeois, bourgeois jusqu'à la moelle : bourgeois par ses goûts, par ses idées, par son talent. Il avait l'horreur de tout ce qui n'est pas la régularité, de tout ce qui sort de « la moyenne ». Son idéal était l'idéal bourgeois ; comparez ses *Faux Ménages* à *l'Aventurière* ou au *Mariage d'Olympe*, et Augier vous apparaîtra comme un romantique échevelé. Il était bourgeois par son talent, par la manière modérée et adroite avec laquelle il menait ses pièces jusqu'au dénouement, par ses procédés de composition. Il aimait les « pendants », les scènes qui se répondent ; dès ses premières pièces, cet artifice est visible et donne à celles-ci quelque chose de pondéré, et d'équilibré, quand il ne devient pas fatigant comme dans *la Souris*, par exemple. Même dans ses pièces satiriques, c'est toujours au nom de la morale ou des idées bourgeoises qu'il proteste. M. Faguet remarquait finement que, dans *le Monde où l'on s'ennuie*, la duchesse de Réville tenait tout juste les propos du bonhomme Chrysale. Mais c'était une duchesse ; les pièces de Pailleron se passent d'ordinaire dans « le plus grand monde ». Et cela, sans doute, a empêché de voir le bourgeois invétéré qu'il était.

Bourgeois ou non, Pailleron fut un excellent, sinon un grand auteur dramatique. Je disais en commençant que certaines scènes de lui resteront comme des modèles d'arrangement scénique. Il avait une verve un peu grosse, et le sens du comique ; peut-être le recherchait-il parfois un peu bas. Il ne voyait pas très loin, mais il voyait bien, et il savait parfaitement représenter sur le théâtre ce qu'il avait vu. Son invention était médiocre, mais il en tirait adroitement parti. Son talent n'était pas exempt de vulgarité, mais, en même temps, il avait une modération et un art de composition qui plairont toujours au public français. On a prédit l'immortalité à une ou deux de ses comédies, c'est beaucoup dire. Son succès, au moins, a été prodigieux. Cela prouve-t-il qu'il se prolongera à travers les âges ?... Il y a une pièce qui tient presque autant de place que *le Monde où l'on s'ennuie*, et depuis aussi longtemps, dans le répertoire de la Comédie-Française, c'est *le Testament de César Girodot*... Et cela, je l'avoue, me donne un peu de méfiance.

JACQUES DU TILLET.

P.-S. — Je ne puis que constater aujourd'hui le succès du *Cygne* à l'Opéra-Comique. Le ballet de MM. Mendès et Lecocq a joliment réussi.

J. T.

NOTES ET IMPRESSIONS

La journée du 21 avril dernier n'a pas été dépourvue de variété savoureuse. Dans la matinée Mgr Touchet, évêque d'Orléans, prononçait en l'église Saint-Étienne-du-Mont le panégyrique de Racine, dont c'était le bi-centenaire, tandis que le soir, M. Mounet-Sully, à la Comédie-Française, lisait la harangue que fit jadis M. de Valincour à l'Académie française, où ce gentilhomme succéda à l'auteur de *Bérénice*. Des deux cérémonies je n'oserais décider quelle fut la plus agréable. J'inclinerais cependant pour la fête religieuse, encore que Mgr Touchet, si je puis m'exprimer ainsi, ne fût en quelque manière qu'une doublure. On avait pensé à faire une annonce. Un archidiacre en surplis, après un grand signe de croix et un dévot agenouillement, aurait pu s'incliner devant l'assistance et dire : « Mesdames et Messieurs, Son Éminence le cardinal Perraud, subitement indisposé, ne pourra remplir le rôle indiqué par le programme ; il sera remplacé par Mgr Touchet qui, pour ne pas faire manquer la cérémonie, a bien voulu composer le personnage au pied levé ; nous demandons pour lui toute l'indulgence des fidèles. » Cependant on a renoncé à cette formalité ; elle était d'ailleurs

inutile, car le dévoué prélat est à la hauteur d'une pareille tâche, même improvisée. M. Francisque Sarcey n'hésitera pas sans doute à écrire : « Ce Touchet a de la tenue et de la diction; c'est de l'ouvrage bien fait. Il manque un peu d'assurance devant le grand public, mais ça viendra, ça viendra. Il ne s'est pas flanqué une méningite pour composer sa péroraison, mais il a dans la voix une belle onction grave. About parlait souvent de la « séduction épiscopale ». Comme il avait raison ! »

Le bedeau frappa les trois coups; la voix des orgues s'éleva, emplissant la haute nef de vibrante harmonie; les spirales bleuâtres des fumées d'encens montèrent vers l'abside et le chant des basses s'attarda à des thèmes funèbres. L'assistance, des plus nombreuses, était triée sur le vitrail. Au banc d'œuvre on apercevait, figé dans de la barbe, le sourire de M. Jules Lemaître; ici et là toutes les notabilités du monde artistique et littéraire, à la fois étonnées et graves de se retrouver en ce saint lieu, prenant des airs de mystère pour remplacer tant bien que mal l'émotion religieuse. Pourtant j'ai vu le souffleur de l'Odéon qui pleurait derrière un pilier, et je ne veux point que vous ignoriez qu'une de nos plus jolies comédiennes, qui, sans doute n'étant pas habituée à se lever d'aussi bonne heure, avait dû hâter les soins de sa toilette, se mira dans l'eau froide du bénitier pour passer sur les ailes fines de son nez rose un bichon de poudre de riz. Un tel spectacle n'est-il pas capable d'éveiller dans les cœurs les plus sceptiques des sensations charmantes et inédites? Elles étaient toutes là, les grandes et les petites, les sociétaires et les pensionnaires, les élèves de toutes les classes du Conservatoire, qui se retrouvaient par hasard avec leurs professeurs. Il y avait humblement dans les bas côtés des habilleuses qui échangeaient entre elles des réflexions sur les toilettes, tandis qu'une ouvreuse offrait à la chaisière de l'aider dans son petit service.

Jamais assistance ne fut plus recueillie et ne marqua plus d'attention aux formes extérieures du culte. Un instant les habits verts des académiciens motivèrent quelques distractions; mais chacun reprit bientôt le cours de ses réflexions intérieures. La tenue des hommes était sobre et discrète, celle des femmes d'une sévère richesse. Certaines actrices, qui n'avaient jamais été à l'église que pour des enterrements, s'étaient habillées de noir, comme dans *la Joie fait peur*, ainsi que le fit remarquer l'une d'entre elles. De loin ces dames échangeaient de petits signes de tête tristes et affectueux qui semblaient dire : « Hé bien ! croyez-vous, ce pauvre Racine, quel malheur ! » — Toutes éprouvaient un peu d'orgueil : il leur semblait véritablement qu'elles étaient de la famille; et lorsqu'en entrant dans la nef elles apercevaient quelqu'un qui par hasard était étranger à la maison, elles lui serraient la main avec cette expression particulière qui ne saurait se traduire que par le traditionnel : « Comme je vous remercie d'être venu ! » Cela, encore qu'un peu comique, ne manquait point d'être touchant. De telles impressions éveillèrent bientôt dans ces âmes artificielles et ingénues des sentiments très attendris et presque naturels; elles ressentirent des émotions voluptueuses, chacune d'elles vaguement fit l'acquisition de ce que Baudelaire appelait « un état d'âme à la Marie-Madeleine », et, sincère dans son désir de l'être, se crut meilleure. Tout bas elles prirent des résolutions pour un temps, tout en sachant fort bien que les serments que l'on se fait à soi-même se trahissent aussi facilement que ceux que l'on fait aux autres. — Pour une heure ces aimables personnes furent véritablement évangéliques. La prière leur devint facile; elles profitèrent de l'occasion pour demander au ciel l'accomplissement de leur souhait le plus cher. Ah ! ces prières, comme elles durent être troublantes, risibles et cruelles, prières de poupées qui ne pensent guère mais qui meurent.

« Mon Dieu, songea la petite Agnès, du Conservatoire, faites que je reste honnête tant que cela sera possible. » — « Mon Dieu, soupira la fraîche ingénue de la Comédie-Française, je vous supplie d'envoyer un bon ange pour protéger ma candidature au sociétariat et pour amener Coquelin Cadet à de meilleurs sentiments à mon endroit. » — « Mon Dieu, murmura la Célimène d'occasion du même théâtre, ne pourriez-vous me donner quelque talent afin que les grosses influences dont je dispose ne se dépensent pas en vain pour me servir? » — « Mon Dieu, minauda Mlle Marsy, puisse mon écurie de courses attirer votre regard favorable. » — « Mon Dieu, implora une autre, faites qu'il m'aime toujours, puisqu'il est bon et riche. » — « Mon Dieu, pria Mlle Émilia Lerou, déchaînez tous vos fléaux sur le chef détestable de Francisque Sarcey. » — « Mon Dieu, se lamenta une jeune première frisant la quarantaine, empêchez-moi de vieillir et arrêtez les rides qui se dépêchent sur les tempes; je me charge des cheveux. »

La cérémonie ayant pris fin, chacun rentra chez soi, heureux d'avoir rompu par cette distraction inaccoutumée la monotonie quotidienne.

*
* *

Après dîner on se retrouva au théâtre. Autant le matin les visages étaient attentifs et souriants, autant le soir ils étaient ennuyés et sérieux. L'absence de pensées frivoles ou passionnées se trahissait par des bâillements mal dissimulés derrière les mains gantées de blanc.

M. Mounet-Sully, officiant magnifique, de sa belle voix profonde et mélodieuse, donna lecture du discours de ce pauvre M. de Valincour, qui a eu de son temps, comme du nôtre, « une bien mauvaise presse », encore qu'il ait eu la chance singulière de voir la plupart de ses manuscrits détruits dans le plus bienfaisant des incendies. L'accueil le plus religieux fut fait à cette solennelle représentation. Lorsque le rideau tomba, des spectateurs convaincus murmurèrent : « Amen. » Ils n'avaient pas tout à fait tort.

Il y a dans tout cela trop de fausse dignité et d'hypocrisie, pour célébrer comme il conviendrait l'anniversaire de la mort si simplement belle du poète. Il ne voulut ni grands seigneurs ni hauts dignitaires à son chevet ; il demanda ses amis, son fidèle Boileau ; il lui dit en l'embrassant : « C'est un bonheur pour moi de mourir avant vous. » Il serra tendrement dans ses bras sa femme, à laquelle tout bas il demanda pardon des peines qu'il lui avait causées. Il adressa de nobles et fiers conseils à ses deux fils, parla humblement de son œuvre à laquelle il dit adieu, demanda non un « directeur à la mode », mais un bon prêtre de sa paroisse, témoigna devant tous « son repentir sur la recherche d'esprit », et rendit au ciel l'âme la plus sensible et la plus humaine que le génie ait éclairée.

Voilà pourquoi ceux qui ont le plus de tendresse pour l'auteur de *Phèdre*, en relisant au coin du feu l'un de ses chefs-d'œuvre, ont plus pieusement et plus sagement honoré sa mémoire.

ROBERT DE FLERS.

LECTURES ÉTRANGÈRES

La politique des chemins de fer en Asie.

Le *Novoïé Vrémia* fait ressortir, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du général Annenkof, que le véritable promoteur du grand Transsibérien fut le général Eugène Bogdanovitch.

En effet, au Congrès de géographie réuni à Paris, au mois d'août 1875, le général Bogdanovitch a fait un exposé de la question relative au chemin de fer de la Sibérie. Le tracé de son projet se rapproche le plus du plan définitif accepté par Nicolas II. On se souvient que l'empereur actuel, à cette époque grand-duc héritier, prit sous son haut patronage la réalisation de l'idée grandiose de la jonction du réseau européen avec le Pacifique.

En 1875, le réseau russe s'arrêtait, du côté de l'Asie, à Nijni-Novgorod, au nord, et à Orenbourg, au sud. Le général Bogdanovitch était d'accord avec Meissel en projetant un tracé partant de Nijni-Novgorod par Kazan et passant par Ekaterinbourg, Omsk et Irkoutsk, mais, tandis que le projet Meissel reliait ensuite le Transsibérien avec Pékin, le projet du général Bogdanovitch poursuivait son chemin dans la direction de Vladivostock, par Tchita, jusqu'à Chailar. De ce dernier point, il faisait dévier, lui aussi, son tracé vers Pékin.

Le tracé définitif du chemin transsibérien, presque terminé en ce moment, s'inspire du projet grandiose du général Bogdanovitch, conçu vingt ans avant la réalisation de cette œuvre gigantesque. Seulement, en faisant relier Irkoutsk par Tchita, avec Vladivostock, l'empereur Nicolas II a fait du Transsibérien une voie stratégique et une œuvre éminemment nationale russe. Les récents événements de Chine ont assuré à la Russie l'accès du Port-Arthur, aujourd'hui seul port russe du Pacifique ne gelant jamais. On semble donner priorité à la construction du tronçon Tchito-Port-Arthur, par la Manchourie chinoise, de préférence au tracé Tchita-Vladivostock sans l'abandonner et dont le tour viendra ultérieurement.

Tout autre caractère avait le projet de Richtoffen, président de la Société de géologie de Berlin. Il partait du point de vue que la Russie peut sacrifier l'espoir de devenir le transporteur régulier de l'Inde. Ce point de vue, combattu par les Russes à l'époque de la discussion du projet, en 1875, est démenti aujourd'hui par la construction du Transcaspien ainsi que de son embranchement vers la frontière afghane. Le savant allemand préconisait la construction d'une ligne qui partirait de Shang-Haï, le centre commercial de la Chine, et suivrait la plaine qui se trouve entre les fleuves Bleu et Jaune et qui est la province la plus riche du Céleste Empire. La station principale devait être Si-Ngan-Fou, l'ancienne capitale de la Chine ; de là on arriverait à Khamil, d'où l'on se dirigerait sur Semipalatïnsk, pour, de là, joindre le grand tracé transsibérien à Omsk.

En ce qui concerne le tracé actuel du Transcaspien, tout en rendant hommage à l'énergie du général Annenkof dans la réalisation de cette œuvre, nous devons constater que dans la discussion du projet de MM. de Lesseps et Cotard, dit Central-Asiatique, au congrès de 1875, les principales lignes du futur Transcaspien ont été indiquées.

Ce projet avait pour but la communication de l'Inde avec la Russie par la voie de l'Afghanistan. M. Stuart, ingénieur attaché aux études du Central-Asiatique, a publié son résumé dans l'*Explorateur* (1875).

Définissant d'abord la première partie du projet, la réunion du réseau européen avec Taschkend, il dit que trois tracés ont été proposés : le premier partant d'Orenbourg passerait au nord de la mer d'Aral et gagnerait Taschkend par la vallée du Sir Daria ; le second partirait d'un point plus rapproché de la mer Caspienne, passerait à Khiva, Bokhara, Samarkande et arriverait de là à Taschkend... C'est le tracé exact du Transcaspien ! Le troisième projet était une combinaison du Transsibérien avec le Transasiatique. Il n'a aujourd'hui aucune portée pratique.

Le projet de Lesseps et Cotard unissait ensuite Taschkend à Samarkande et Kaboul, capitale de l'Afghanistan, qui devait ensuite être reliée avec Pechaver, tête du réseau aux Indes. En d'autres termes, il s'agissait de mettre en rapport le réseau européen avec le réseau indien. Projet

bien digne du créateur du canal de Suez, et qui est aujourd'hui, plus que jamais, à l'ordre du jour des préoccupations des cabinets de Londres et de Pétersbourg, quoique à titres différents.

Le projet de Lesseps-Cotard faisait partir le Central-Asiatique d'Orenbourg sur Taschkend, car Orenbourg fut à ce moment la tête des lignes russes vers l'Asie. La presse russe n'attaquait que la seconde partie du tracé, de Taschkend à Pechaver. Nous verrons par la suite comme les esprits ont changé à ce sujet, à la gloire des deux Français.

Le tracé Annenkof fait partir le chemin transcaspien de Mikhaïlof, port de la mer Caspienne sur sa rive orientale tandis que le réseau européen aboutit à sa rive occidentale. Mais, en 1875, la mer Caspienne n'était pas encore le point le plus avancé vers l'Asie centrale; le réseau de la Russie d'Europe n'en avait pas encore fait ce qu'elle est aujourd'hui: un lac presque exclusivement russe. Par le Transcaspien la mer Caspienne est aujourd'hui la ligne directe qui réunit le réseau européen au réseau de l'Asie centrale. Elle met en communication Paris et Pétersbourg avec Samardande et Taschkend. L'œuvre du général Annenkof l'a appelé à jouer le rôle que le projet de Lesseps-Cotard attribuait de préférence au tronçon Orenbourg-Taschkend du Central-Asiatique.

Le professeur Orlof, dans le supplément littéraire du *Novoïé Vrémia*, a attiré, tout récement, l'attention publique, en Russie, sur le livre de M. Lébédef, intitulé : *Sus aux Indes!* L'auteur, connu déjà par son travail sur le théâtre probable de la guerre entre la France et la Russie, d'un côté, et la Triple Alliance, de l'autre, développe dans son nouveau livre la nécessité pour la Russie de se fortifier en Afghanistan. La présence des troupes russes en Afghanistan équivaudrait, selon son expression, à la suspension de l'épée de Damoclès au-dessus de l'Angleterre.

Au point de vue de la politique des chemins de fer, M. Lébédef demande que la Russie poursuive la construction de son réseau, en l'étendant, d'un côté de Merw, station du Transcaspien, jusqu'à Herat et Kandahar, en Afghanistan. Le tronçon conduisant jusqu'à la frontière afghane est d'ailleurs terminé en ce moment. D'un autre côté, M. Lébédef préconise la construction de l'embranchement de Samarkande à Kaboul, en faisant prévoir la jonction future de la capitale afghane avec Pechaver. En d'autres termes, la réalisation exacte du projet de Lesseps-Cotard de 1875!

La date du Congrès coïncidait avec les plus belles conquêtes de la Russie en Asie centrale; il fut alors beaucoup question de la mission civilisatrice de la Russie en Asie.

Toute cette immense contrée, comprise entre la mer Caspienne et les Indes, qui a joué un si grand rôle dans l'histoire de l'humanité, s'ouvrait de nouveau à la civilisation européenne. On savait gré à la Russie de l'immense effort qu'elle avait développé.

Mais une autre question surgit, tout aussi palpitante et non moins grave. L'Europe était à la veille de la guerre turco-russe. Un an après, la presqu'île devait s'enflammer d'une guerre dont les conséquences amènent une ère nouvelle dans la vie des Slaves des Balkans. La question turque, en Europe, si intimement liée avec le mahométisme, constituait la préoccupation du jour. Tous les pays nouvellement conquis par la Russie en Asie étaient de la religion mahométane. Le Transcaspien, le Khiva, le Boukhara, le Turkestan sont mahométans; il en est de même de l'Afghanistan. Il y a, en outre, aux Indes plus de 50 millions d'habitants mahométans. Cette agglomération ininterrompue des peuples mahométans, tant Sunites que Chiites depuis Constantinople jusqu'à Delhi, aux Indes, comprenant plus de 100 millions d'habitants, a fait naître un autre projet grandiose: celui du chemin du Grand Islam!

Cette conception n'a plus aujourd'hui qu'une valeur rétrospective. Mais quels que soient les empêchements d'ordre politique qu'on puisse considérer, un simple coup d'œil jeté sur la carte suffit pour établir la grande portée du projet. Le côté religieux à part, la ligne du Grand Islam relie les principaux points économiques de l'Asie Mineure avec l'Asie Centrale.

J. W.

BULLETIN

C'est un livre d'histoire économique, très documenté sans pour cela être indigeste, que celui de M. d'Avenel, *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans.*

De pareils ouvrages sont bienfaisants, parce qu'ils aident à détruire la dangereuse illusion où les hommes et les peuples se complaisent avec une ténacité d'autant plus grande qu'ils approchent davantage de la vieillesse ou même de la maturité. On aime alors à vivre dans le passé, à croire que tout allait pour le mieux dans le bon vieux temps, c'est une première étape; de là à dénigrer le temps présent et à présager que le siècle qui suivra le nôtre vaudra encore moins que lui, il n'y a qu'un pas et ce pas est fort bref. On passe ensuite à un mécontentement permanent qui se traduit souvent en politique par des mesures rétrogrades, et dans la vie des individus par un pessimisme noir, fort maussade compagnon sur le déclin de la colline.

M. d'Avenel nous prouve, chiffres à la main, que le sort de ceux « qui sont tenus de signer en naissant un pacte avec le travail manuel, qui vendent leur vie pour avoir de quoi vivre, pour jouir seulement d'un nécessaire plus ou moins strict », c'est-à-dire, en somme, de la plus grande partie de l'humanité, s'est incontestablement amélioré depuis un siècle, au point de vue purement matériel. Est-ce à dire que l'ouvrier soit plus heureux qu'autrefois? Non, répond M. d'Avenel, il n'est pas heureux parce que; plus aisément qu'autrefois, il peut comparer ce qu'il a et ce qui lui manque.

Il se connaît tout à coup misérable; il l'est par conséquent, comme a dit Pascal, puisque c'est être misérable

que de se connaître tel. Le fellah, le moujik, le paria, le bédouin, le nègre et le Peau-Rouge ne se connaissent pas misérables; aussi ne le sont-ils pas.

Il faudrait ajouter que le pain donné au pauvre diable en plus grande abondance qu'autrefois ne pèse pas aussi lourd dans la balance du bonheur que la divine espérance qu'on lui a ravie. Ce pain, du reste, il ne l'obtient qu'en servant ces « dieux de fer » dont parle l'auteur anglais Gissing dans un de ses plus beaux romans, et il faut avoir passé dans certains ateliers, il faut avoir été pris, ne fût-ce qu'un instant, dans l'engrenage de la « division du travail » pour sentir tout le prix de quelque loisir après un travail intelligent, accompli de bon cœur.

G. Art.

CORRESPONDANCE

Monsieur le directeur,

Les notes que je voulais ajouter à ma conférence insérée dans le dernier numéro de la *Revue* étant arrivées par malheur trop tard à leur destination, je vous prie de m'accorder une toute petite place dont je profite pour indiquer quelles ont été les sources de ma conférence. Il m'était difficile de le faire en m'adressant au public; mais la conférence une fois imprimée, il est de mon devoir d'exprimer publiquement ma reconnaissance à tels de mes compatriotes, dont les études et les opinions ont contribué à me guider dans un sujet si scabreux et si ardu.

Les idées de ma conférence sont un peu des idées courantes en Espagne. Je pourrais citer, parmi les sources auxquelles j'ai puisé, d'abord de longues causeries avec des savants et des hommes d'État, puis les séances du Sénat et de la Chambre des députés espagnole avant, pendant et après la guerre, de nombreux articles publiés par la presse, les débats des Chambres de commerce et de l'Assemblée de Saragosse, et quelques livres et brochures : *Los males de la patria*, par M. Lucas Malladas, *Pobre España*, par M. Lapoulide, *El problema nacional*, par M. Ricardo Macias Picavea, la *Préface* de M. Santiago Alba au livre de Demolins : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, *Psicologia del pueblo Español*, par Rafael Altamira, *Ydearium Español*, par Angel Ganivet, *El castiçismo*, par Miquel de Unamuno, *Hacia otra España*, par Ramiro de Maeztu, les *Études politiques* de Emilio Castelar insérées dans plusieurs revues. J'ai lu aussi l'ouvrage de M. Yves Guyot, *Évolution politique et sociale de l'Espagne*, et celui de David Hume, *Spain, its greatness and decay*.

Je saisis l'occasion de satisfaire aux questions qu'on m'a si souvent adressées ces jours-ci. Je n'appartiens à aucun parti politique : j'appartiendrai à celui qui tentera notre relèvement de la façon dont je le conçois, c'est-à-dire en accordant une importance capitale, absolue, à la pédagogie, aux questions de moralité administrative, à la réorganisation de l'armée, à la défense de l'unité nationale, de la patrie par conséquent. J'ai applaudi à certaines initiatives heureuses du nouveau gouvernement, et je souhaite à M. Silvela beaucoup de fermeté et de courage pour l'immense tâche qu'il lui faut accomplir, — tâche écrasante, sans doute, mais bien tentante pour tout Espagnol patriote.

Qu'il me soit permis aussi, monsieur le directeur, de dire quel sentiment de profonde gratitude j'emporte, envers les écrivains et la presse, envers le public qui me réservait un si inoubliable accueil, et qui m'a prouvé une fois de plus que Paris est une grande patrie intellectuelle.

Agréez, monsieur le directeur, mes salutations empressées.

Emilia Pardo Bazan.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Un de nos confrères, M. A. Mévil, qui a suivi, comme journaliste, nos dernières expéditions de l'Ouest africain, prépare un volume sur Samory.

Le *Mémorial de la librairie* continue à publier d'intéressantes notes sur l'organisation des Bibliothèques publiques aux États-Unis.

Je détache du dernier chapitre paru quelques lignes, dont l'intérêt n'échappera pas aux hommes que préoccupent, chez nous, les problèmes de pédagogie et de morale.

Depuis quelques années se manifeste une tendance nouvelle, à savoir, d'accorder aux enfants une place dans les bibliothèques.

Souvent ils sont admis à emprunter des livres dès avant l'âge de douze ans et ils ont accès dans les salles de travail.

Les États du Centre et de l'Ouest (Buffalo, par exemple, dans l'État de New-York, et Denver, dans l'État de Colorado), ont été cependant les seuls à leur faire une place spéciale, jusqu'à il y a deux ans, lorsque la bibliothèque de Boston consacra le principe dans l'Est en affectant à l'usage exclusif des enfants une salle contenant près de 1 300 volumes, rangés de telle sorte que les jeunes visiteurs auxquels ils sont destinés puissent y atteindre malgré leur petite taille.

La plus parfaite liberté règne dans cette salle; chaque enfant peut feuilleter et choisir les volumes (œuvres d'imagination, voyages et aventures, histoires, etc.), pour la plupart illustrés et soigneusement choisis, sans aucune permission spéciale; la seule restriction est qu'à moins d'avoir douze ans, on ne peut les emporter à la maison.

Les murs sont ornés de belles planches représentant des scènes de l'histoire ou des œuvres de l'art antique. Et rien n'est plus charmant que le coup d'œil offert, aux heures de l'après-midi, par cette salle, où une quantité de gentils petits êtres, très fiers d'avoir leur place à côté des adultes, dans la « grande Bibliothèque », sont assis gravement sur leurs chaises, les jambes pendantes et la tête plongée dans de gros volumes. Une dame est là, prête à donner, avec une patience et une bonté parfaites, tous les renseignements dont ces enfants ont besoin.

Imagine-t-on, chez nous, deux ou trois cents gamins de douze ans lâchés dans une bibliothèque publique sous la surveillance d'une femme? Et ce tout petit fait ne nous renseigne-t-il pas mieux que de longs chapitres sur la psychologie d'une race, et l'histoire d'un pays?

Émile Berr.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37797. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 18. 4e SÉRIE. — TOME XI 6 MAI 1899.

L'INTERVIEW (1)

Mesdames, Messieurs,

Je m'excuse d'avoir donné pour titre à cette conférence un mot anglais. Quand nos journalistes introduisirent dans la presse française une coutume que, un peu ingénument, ils croyaient venir d'Amérique, ils auraient pu trouver dans notre langue plus d'un mot pour signifier la même chose. Au lieu d'*interview* ils auraient pu dire *entretien* ou tout simplement *entrevue*. Mais ils ne l'ont pas fait. Le public les a suivis. Maintenant il est trop tard pour aller contre l'usage général : on risquerait de n'être pas compris. Si j'avais intitulé cette conférence : *De l'entrevue*, vous auriez cru sans nul doute que je voulais vous parler de la façon dont on a l'habitude de régler le prologue des fiançailles.

Le mot est venu du Nouveau Monde. Mais ajoutons tout de suite que la chose est fort ancienne et qu'on la pratiqua dans la vieille Europe, bien longtemps avant la découverte de l'Amérique.

Une *interview*, c'est la conversation d'une personne qui ne sait pas, avec une personne qui sait ou qui est censée savoir. Ce qu'on appelle la tradition orale n'est qu'une longue chaîne d'*interviews*. Et jusqu'au jour où ont été créées la science des monuments, la science des inscriptions et la science des textes, c'est-à-dire l'archéologie, l'épigraphie et la paléographie, l'historien n'était qu'un *interviewer*, quand il écrivait l'histoire de son temps, ou bien un collectionneur de vieilles *interviews*, quand il écrivait l'histoire ancienne.

En réalité l'*interview* date du jour où l'homme a été mordu du désir de savoir ; et, vous le savez, ce fut dans le Paradis terrestre que cela lui advint.

***

Je ne vous dirai rien — et pour cause — de l'interview dans les civilisations primitives. Mais aucun peuple n'a *interviewé* avec tant de passion que le peuple grec.

Les Hellènes adoraient la causerie : ils étaient toujours prêts soit à raconter, soit à écouter des histoires. Leur curiosité et leur faconde étaient inlassables.

L'ancêtre de tous les reporters, c'est Hérodote. Il a parcouru l'Égypte, la Libye, la Palestine, l'Assyrie, la Colchide et la Thrace, en interrogeant les guides, les prêtres et les passants. Il a rapporté tous les contes qu'on lui a faits sur la route, et il a contrôlé les dires de l'un par les dires de l'autre. Il s'est rendu jusque dans la Haute-Égypte pour s'assurer auprès des prêtres d'Héliopolis que les prêtres de Memphis ne l'avaient point trompé. A la suite de ses récits, souvent il a soin de placer le « sous toutes réserves » dont usent aujourd'hui ses successeurs, — trop rarement peut-être. S'il relate quelque prodige par trop invraisemblable : « Il faut, ajoute-t-il, que je rapporte ce qui m'a été dit; mais je n'ai pas besoin de tout croire. » Les reporters d'aujourd'hui n'ont pas toujours de ces scrupules en racontant leurs conversations avec les somnambules.

A Athènes n'étaient-ce point insidieuses interviews que ces causeries de Socrate dans les rues et

(1) Conférence faite à la Société des Conférences le 11 avril 1899.

sur les marchés avec les militaires, les sophistes, les libertins et les courtisanes? Et, à tout prendre, les sujets de ces entretiens étaient aussi baroques que les thèmes de dissertation proposés à leurs contemporains par les journalistes d'aujourd'hui.

Laissons les Grecs. Mais avant d'en venir à nos journaux modernes, je veux vous dire quelques mots du plus grand de tous les reporters français, de celui qui vraiment a créé chez nous la science de l'interview et qui du premier coup l'a menée à sa plus haute perfection : messire Jehan Froissart, chanoine de Chimay.

Comme Hérodote et comme M. Charles Chincholle, Froissart rapporte ce qu'on lui a dit. A vous de démêler la vérité. Au service des souverains et des princes il a parcouru toute l'Europe, et il a consigné sur ses cahiers tous les propos qu'il a entendus, leur laissant la couleur et le mouvement de la libre causerie.

Voici un exemple de la façon dont Froissart comprenait et pratiquait l'interview :

C'est en 1388. Depuis trois années il est demeuré tantôt à Blois tantôt en Touraine auprès de Guy, comte de Blois, en qualité de clerc de sa chapelle. Mais il n'a pas l'humeur casanière; son oisiveté lui pèse. Retourner en Flandre ou en Picardie? A quoi bon? On ne s'y bat plus. Mais il se passe, dit-on, de beaux faits d'armes en Toulousain, en Castille et en Portugal. On peut se renseigner là-dessus à la cour de Gaston Pœbus, comte de Foix. C'est donc là qu'ira Froissart.

« J'avais, dit-il, Dieu merci! sens, mémoire, bonne souvenance de toutes choses passées, engin clair et aigu pour concevoir tous les faits dont je pourrais être informé, âge, corps et membres pour souffrir peine... », bref toutes les qualités d'un bon reporter : une mémoire fidèle, une intelligence rapide et une bonne santé. Son maître le comte de Blois lui remet des « lettres de familiarité » et lui confie quatre beaux chiens de chasse, cadeau destiné à Gaston Phœbus, comte de Foix et de Béarn.

Froissart, en cet équipage, chevauche à travers la France. A Pamiers il fait la rencontre d'un chevalier du comte de Foix, messire Espaing, « vaillant homme et sage et beau chevalier ». Il se met en sa compagnie et dix jours ils voyagent ensemble. Depuis le matin, une fois les oraisons faites, jusqu'à l'arrivée au gîte du soir, ils causent. Froissart interroge. Espaing répond. Et Espaing, qui est Gascon, en a long à dire. Il sait tout : il est intarissable. La nuit, à l'auberge, Froissart se remémore et écrit les propos de messire Espaing.

A mesure qu'on approche d'Orthez, il presse de questions son aimable Gascon au sujet du comte de Foix. Il apprend ainsi que ce seigneur est « moult imaginatif », qu'il n'hésite pas à tuer ses ennemis de sa propre main, qu'il est peu frileux et n'aime point avoir de grands feux dans ses cheminées, « quoiqu'il pût avoir toutes les bûches qu'il voulait », — et cent autres menues anecdotes : voilà, je crois, de bon reportage.

Enfin un jour Froissart, qui a ouï parler de certains faits mystérieux naguère survenus dans la famille de Gaston Phœbus, se décide avec toutes sortes de précautions à dire à Espaing : « Il est encore une chose que je vous demanderais volontiers : par quelle incidence le fils du comte de Foix, qui est à présent, mourut. » Le chevalier réfléchit un instant et répond : « La matière est trop piteuse; je ne vous en veux point parler; quand vous serez à Orthez, vous trouverez bien, si vous le demandez, quelqu'un pour vous le dire. »

Le lendemain au coucher du soleil les deux voyageurs arrivent à Orthez. Le chevalier descend à son hôtel. Froissart se rend à l'hôtel de la Lune. Puis, quelques jours après, il apprend d'un vieil écuyer la terrible histoire qu'Espaing a refusé de lui conter.

Je voudrais bien vous rapporter tout le récit du vieil écuyer. C'est une des narrations les plus dramatiques des Chroniques de Froissart. Mais elle est trop longue, et d'ailleurs elle est trop connue. Voici le sujet en deux mots : abusant de la naïveté du fils du comte de Foix, le roi de Navarre lui a remis une poudre empoisonnée et lui a suggéré de la jeter sur les aliments destinés à son père. Gaston Phœbus a découvert la bourse où l'enfant avait caché le poison; il a répandu la poudre sur un morceau de pain et tendu le morceau à un lévrier qui est tombé mort. Là-dessus il a enfermé son fils dans la grande tour d'Orthez et, pour passer sa colère, il a fait supplicier quinze écuyers de Béarn, les amis de son fils.

Un jour on vient dire au comte de Foix que le petit prisonnier refuse de manger et se laisse mourir de faim. Le comte entre en colère... Mais ici je cite textuellement les dernières lignes du récit du vieil écuyer :

« Sans mot dire, le comte quitta sa chambre et s'en vint vers la prison où était son fils : par malheur, il tenait un petit couteau long avec lequel il appareillait et nettoyait ses ongles. Il fit ouvrir la porte de la prison et vint à son fils; il tenait la lame de son couteau près de la pointe et si près de la pointe qu'il n'en avait pas hors les doigts plus long que l'épaisseur d'un gros tournois. Par maladresse, en boutant cette pointe en la gorge de son fils, il l'asséna, ne sais en quelle veine et lui dit : « Ha « traître! pourquoi ne manges-tu point? » Et le comte s'en alla sans plus rien ni dire ni faire et rentra dans sa chambre. L'enfant eut le sang mué et effrayé de

la venue de son père; puis il était faible de jeûner; il vit ou sentit la pointe du couteau qui le toucha à la gorge; ce fut peu, mais ce fut sur une veine. Il se tourna d'autre part et là mourut. » Avec quel art Froissart traduit les paroles tragiques et l'accent prudent du conteur! Qu'il y a de vie dans le récit! et comme, en même temps, le vieil écuyer lui-même est là vivant, parlant devant nous! C'est le chef-d'œuvre de l'*interview*.

Cette histoire n'émut pas beaucoup Froissart qui en avait entendu bien d'autres et ne l'empêcha point de goûter tout le charme de l'agréable compagnie qu'on rencontrait à la cour de Foix. Le comte lui-même, le terrible comte, était un personnage fort séduisant. J'ai vu, dit Froissart, en mon temps moult de chevaliers, rois, princes et autres; mais je n'en vis jamais qui fût de si beaux membres, de si belle forme, de si belle taille, de si beau visage, sanguin et riant, les yeux clairs et amoureux là où il lui plaisait d'asseoir son regard... » C'était d'ailleurs un sage chevalier, plein de bon conseil; il disait chaque jour les psaumes, faisait de grandes aumônes, aimait les chiens, chassait l'hiver comme l'été, « d'armes et d'amour volontiers se déduisait » et il était « connaissable et accointable à toutes gens ».

Quant à la cour de cet excellent souverain, Froissart n'en avait jamais vu d'aussi plaisante. Pour un chroniqueur avide de nouvelles, tous ces Gascons étaient précieux : ils étaient riches en contes merveilleux et Froissart lui-même était ébahi de l'abondance de sa récolte quotidienne. Aujourd'hui encore nos reporters savent bien quels bons auxiliaires sont les Gascons de Gascogne et même ceux de Paris.

D'ailleurs, Froissart payait son écot. Ayant déjà couru le monde, il savait, lui aussi, de belles histoires. Puis il était poète, et quand le comte et les chevaliers avaient satisfait sa curiosité, il offrait de leur réciter quelques morceaux de ses poèmes : *l'Épinette amoureuse*, ou bien *le Joli Buisson de jeunesse*, ou bien encore sa dernière œuvre, *Meliador*, qu'il avait composée à la requête de Monseigneur Vinceslas de Bohême, poème immense de *trente mille six cents vers* où sont chantées les magnifiques aventures de la princesse Hermondine, du chevalier Camel de Camois, de Meliador, le chevalier bleu, et d'une foule d'autres chevaliers valeureux et errants. Ses auditeurs prenaient alors un tel plaisir à l'entendre qu'ils étaient incapables de lui refuser le récit de leurs propres chevauchées. Remarquez ici la supériorité de Froissart sur les reporters de maintenant. Quel est celui d'entre eux qui, pour convaincre un *interviewé* récalcitrant, pourrait le charmer par la lecture d'une épopée? Et, au fait, s'il en est un, il fera peut-être bien de ne point risquer l'aventure. Hélas! nous ne sommes plus à la cour de Gaston Phœbus, et si quelque journaliste se présentait chez nous en disant : « Je ne suis point seulement un reporter; je suis aussi un poète et je vais vous dire mes vers », nous serions bien capables de lui répondre, — barbares que nous sommes : — « Mais, mon cher monsieur, c'est une circonstance aggravante. »

Si j'en avais le temps, j'aimerais à vous montrer encore l'interview dans Saint-Evremond, dans Grimm, dans Chateaubriand, à vous rappeler les admirables pages des *Mémoires d'outre-tombe* où Chateaubriand a rapporté son entrevue avec Charles X exilé dans le Hradschin de Prague, à vous faire reconnaître dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* un simple recueil d'interviews et à vous signaler enfin quelques-uns de ces *interviewers* professionnels que les grands hommes attachent à leur personne pour bien fixer eux-mêmes l'opinion de la postérité sur leur compte : Eckerman auprès de Gœthe, Busch auprès de Bismarck... Mais j'en ai dit assez pour qu'on ne me reproche pas d'avoir négligé les titres d'honneur de l'interview dans l'histoire.

*
* *

Il y a une quinzaine d'années environ que la mode de l'*interview* s'est introduite dans les journaux français.

Autrefois, le nouvelliste s'efforçait de se renseigner soit en consultant les documents spéciaux, soit en interrogeant les personnes compétentes, et il livrait au public le résumé de ses recherches; mais, en général, il n'indiquait ni ses auteurs, ni ses sources, et les lecteurs attachaient plus ou moins de prix à l'article suivant la signature de l'auteur, ou, si l'article était anonyme, suivant la renommée du journal.

Voici maintenant la méthode nouvelle : les événements amènent le public à se poser une question, ou bien, si le public ne se demande rien de lui-même, — ce qui est fréquent, — le reporter feint qu'une question passionne ses contemporains. Là-dessus, le journaliste va trouver quelques personnes choisies en raison de leur notoriété et non de leur compétence; et il leur demande leur avis sur le problème ou sur le fait, qui sont, comme l'on dit, « d'actualité ». Les personnes ainsi consultées répondent ou ne répondent pas. On imprime ce qu'elles ont répondu ou ce qu'elles auraient pu répondre. Voilà l'*interview*.

On *interviewe* tout le monde : les ministres, les assassins, les comédiens et les moines; et le beau, c'est d'interroger chacun sur ce qu'il ignore, pour ainsi dire, par profession : le moine sur le théâtre, le comédien sur l'Église, l'assassin sur la philanthropie et le ministre sur les affaires de l'État. Car on *interviewe* sur tout : les crimes, les opéras, les guerres, les négociations, les vaudevilles, l'histoire,

la peinture, les procès, le mariage, l'académie, la théologie, l'artillerie, les maladies, la crémation, l'immortalité de l'âme et la forme des chapeaux de femmes.

Les premiers interviewers furent timides. Ils se contentaient de noter dès l'aurore le fait du jour : l'invention d'un nouvel obus ou le début d'une nouvelle comédienne. Puis, après avoir retenu au hasard quelques noms sur la liste des *interviewables*, ils prenaient un fiacre à l'heure, battaient les rues de Paris, gravissaient des escaliers et priaient leurs contemporains mal réveillés de donner leur sentiment sur l'événement en question.

Mais on perfectionna l'institution. On se mit à faire des enquêtes. Le genre évoluait. Il s'agissait maintenant de résumer sur un vaste sujet les opinions d'hommes de la même profession ou du même milieu. Le modèle et le chef-d'œuvre fut l'enqnête sur l'évolution littéraire publiée en 1891 par M. Jules Huret. Ce journaliste alla interroger tous les écrivains qui, à cette époque, étaient célèbres en France soit par l'éclat de leur talent, soit par le ridicule de leur personne : il y en avait soixante-quatre. Il les questionna sur l'état de la littérature française, sur le naturalisme, sur la psychologie, sur le symbolisme. Tous ou presque tous furent cruels à leurs confrères. Les chapelles s'excommunièrent. Les vanités se déchaînèrent. Les coteries se déchirèrent. Les jeunes méprisèrent les vieux et les vieux dédaignèrent les jeunes. Ce fut un carnage. Naturellement, le livre où furent recueillis ces éreintements mutuels nous apporta peu de lumière sur l'évolution des lettres françaises; mais il nous renseigna abondamment sur les mœurs des écrivains français en 1891 : c'étaient des mœurs de cannibales. Elles ne se sont pas améliorées depuis ce temps-là.

Le succès de cette première enquête fut si grand, le spectacle de la mêlée littéraire fut si comique, que l'on se mit à instituer des enquêtes sur toutes sortes de choses : l'évolution de la peinture, l'âme de la jeunesse contemporaine, l'avenir de la religion, etc., et comme Mascarille avait mis l'histoire romaine en madrigaux, on mit la question sociale en *interviews*. De cette dernière série, M. Jules Huret fut encore l'auteur, il nous donna quelques belles scènes de comédie.

Ce fut l'apogée du genre. Depuis il a décliné. Les reporters se lassèrent de gravir des escaliers, et, au lieu d'aller trouver les gens à domicile, ils leur adressèrent de longs questionnaires en les priant de répondre par écrit. Si les journalistes étaient fatigués d'interroger, il faut croire que leurs partenaires n'étaient pas fatigués de répondre. Car tous s'empressèrent d'envoyer aux journaux la copie que ceux-ci réclamaient.

Puis, un jour, on s'aperçut que le public lui-même commençait à donner quelques signes de lassitude. Les sujets d'interview se renouvelaient sans doute, mais les *interviewés* étaient toujours les mêmes. On en avait assez des opinions de Renan, de Coquelin, du P. Didon et de Mme Sarah Bernhardt. Alors quelqu'un eut cette idée qu'en somme tout Français avait bien le droit d'être interviewé et on ouvrit dans les journaux ce qu'on appela des plébiscites. Une question fut posée; tous les passants furent invités à répondre. Ils répondirent. On pria les poètes d'élire un prince des poètes : les poètes votèrent. Mais cela n'était pas encore parfaitement démocratique. On invita donc les prosateurs à élire un prince des prosateurs et M. Jourdain put voter. Ce fut l'interview universelle.

Pour être complet, je dois signaler une dernière forme de l'interview, aujourd'hui souvent pratiquée : c'est la conférence. Le conférencier pose la question et il y répond. C'est l'interview de soi-même.

*
* *

D'où est venu le prodigieux succès de l'*interview* sous ces formes diverses ?

D'abord, reconnaissons-le, l'interview, quand elle est faite et rédigée par un bon *interviewer*, est très intéressante.

Un bon *interviewer*, doit être doué soit d'une naïveté confinant à la niaiserie soit d'une grande finesse d'esprit jointe à une apparente ingénuité. Un serin ou un ironiste. Il importe en effet que la personne interrogée se livre tout entière, sans méfiance. Un imbécile la rassure et si, par hasard, cet imbécile est dénué de toute prétention littéraire, le compte rendu fidèle de la conversation pourra être un chef-d'œuvre; mais il est rare qu'un imbécile soit modeste. Aussi, pour bien rendre la physionomie et l'accent du personnage mis sur la sellette, nul ne vaut un observateur froid et réfléchi, un bon pince-sans-rire. Malheureusement on ne trouve pas beaucoup d'hommes d'esprit pour se consacrer à ces tâches ingrates.

C'est pourquoi on lit peu de bonnes *interviews*. Et c'est grand dommage. Car, malgré toutes les réticences et toutes les ruses de langage que suggère à un homme public l'approche d'un journaliste, il vient toujours un instant où la petite fièvre de la publicité lui fait perdre son sang-froid et l'amène à se trahir. Ses confidences involontaires sont alors plus captivantes et plus comiques que toutes les fictions des romanciers. De tels croquis pris sur le vif sont des documents d'un prix inestimable. C'est, disait Montaigne à propos des Chroniques de Froissart, « la matière de l'histoire nue et informe; chacun peut en faire son profit ainsi qu'il a d'entendement ».

Si les *interviews* réussies sont rares, en revanche,

celles qui sont simplement niaises remplissent les colonnes des journaux et, avouons-le, ce sont celles-là surtout qui ont fait la vogue du genre. Pourquoi cette vogue?

Trois personnages concourent au succès d'une interview : le journaliste qui interroge, l'*interviewé* qui répond, le lecteur qui achète le journal. Quel est l'état d'esprit de chacun de ces trois personnages?

Pour le journaliste l'*interview* est une façon très pratique de remplir les colonnes du journal. Il y a aujourd'hui dans la presse des écrivains fort remarquables. A la vérité tout ce qui compte dans les lettres est aujourd'hui peu ou prou journaliste. Il se fait dans les gazettes, grandes ou petites, une incroyable dépense de talent, d'esprit et de savoir. Mais les journaux sont innombrables et chaque jour leur format s'agrandit. Or, du titre aux annonces, on ne peut pas confier toute la rédaction à des académiciens. On trouve donc des médiocres et des ignorants dans la presse comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs. Car écrire dans les grands journaux est devenu le rêve d'une multitude de bacheliers; et certaines familles bourgeoises destinent maintenant au journalisme leurs rejetons les moins bien doués, ceux que jadis elles auraient dédaigneusement réservés au commerce. Ces médiocres et ces ignorants se sont jetés avec empressement sur l'*interview*. Avec un peu d'adresse et de mémoire on se tire tant bien que mal de ces sortes de besognes. L'ignorance même, dans ce cas, peut devenir une force. Elle permet au reporter de s'ébahir le plus naturellement du monde devant les connaissances profondes de celui qu'il consulte, ébahissement flatteur qui invite l'autre à s'épancher en toute liberté.

Voilà pourquoi le journaliste ayant pris son chapeau et ses gants se rend si allégrement chez M. X... pour le faire parler le plus longtemps possible sur le sujet du jour.

Demandons-nous maintenant pourquoi M. X..., au lieu d'éconduire gentiment cet intrus qui lui vient poser des questions saugrenues et indiscrètes, le priera de poser son chapeau et ses gants, lui fera les honneurs de ses tableaux et de ses bronzes d'art, le laissera noter la nuance de ses rideaux et la forme de ses fauteuils, et enfin écoutera ses interrogations en souriant pour y répondre avec abondance.

Le reporter pourra exciter, dans l'âme de M. X..., soit la pitié, soit la terreur.

M. X... hésitera à congédier ce visiteur courtois qui gagne, en interrogeant, son pain quotidien. Renan, qui recevait tous les reporters et à qui les reporters ont prêté un nombre incalculable de sottises, répondait, lorsqu'on s'étonnait de sa complaisance : « Que voulez-vous? Ces jeunes gens sont si bien élevés! »

Si M. X... est rebelle à la compassion, il sera peut-être docile à la peur. Le reporter à qui l'on ne veut rien dire tient sa vengeance. A la place de l'*interview* ratée pourra paraître un entrefilet ainsi conçu : « Nous avons commis l'impardonnable erreur d'aller demander son avis à M. X... Celui-ci a refusé de nous répondre. Chacun comprend et pratique à sa manière ses devoirs envers le public dont nous ne sommes que les représentants. Pendant les quelques instants que nous avons passés chez M. X... nous avons pu du moins constater que cette célébrité jouit d'un mauvais caractère, que ses domestiques sont mal stylés et que le décor de son appartement est d'un goût détestable. » D'autres fois, le reporter n'avouera point sa déconvenue, il fera parler les muets, il fabriquera de toutes pièces la conversation qui lui aura été refusée. Le plus sage et le plus sûr est donc de faire bon accueil au journaliste. Et c'est ce que se disent les gens les moins disposés à communiquer leur sentiment au public.

Mais, à vrai dire, il arrive rarement que le reporter ait besoin d'attendrir ou d'intimider sa victime. Presque toujours celle-ci marche joyeusement au sacrifice. Les mœurs sont favorables à l'interview. Le reporter est partout le bienvenu. Que dis-je? On l'attend. On l'appelle.

L'appétit de réclame dont souffrent les hommes d'aujourd'hui trouve là sa pleine satisfaction. Tout le monde rêve de voir son nom imprimé dans les gazettes.

La vie est devenue une immense foire où chaque passant, mécontent d'être seulement un spectateur, rêve de monter sur l'estrade, ne serait-ce qu'un instant, et de prendre part à la parade avec les pitres et les chiens savants.

Si l'on veut connaître dans son beau la vaniteuse nigauderie de nos contemporains il faut lire dans les journaux parisiens les notes intitulées *Mondanités*. L'existence de chacun n'a plus de secret pour personne. On naît en public. On se marie devant l'Europe. On danse, on valse, on se bat, l'on est décoré et l'on divorce au bord de la scène, face au public. Sur son lit de mort, on songe, suprême consolation, qu'après avoir traversé toutes les rubriques du journal, on aura sa place dans la Nécrologie et on s'endort pour l'éternité avec le réconfortant espoir que, en annonçant votre décès, plein de gratitude pour une personne qui lui aura fourni tant de copie, le chroniqueur écrira : « On sait que le distingué M. Z... faisait partie du Tout-Paris. » Il est doux d'emporter dans la tombe la certitude qu'on a fait partie du Tout-Paris...

Cette fureur d'occuper le monde de sa personne sévit surtout à Paris. Mais à certains symptômes on peut s'apercevoir qu'elle gagne la province.

Celui qu'on vient *interviewer* est donc joyeux en

accueillant le reporter qui apporte la promesse d'une belle publicité. L'écrivain estime qu'à proférer ainsi, à propos de tout, des paroles publiques il accroît sa célébrité et fait monter le chiffre du tirage de ses livres ; il se dit encore qu'il n'est pas mauvais de faire savoir à ses lectrices le subtil décor de son hôtel et la coupe savante de ses jaquettes : cela met un peu de précision dans leurs rêveries, quand, laissant tomber sur leurs genoux le volume qu'elles viennent d'achever, elles songent aux trésors de tendresse et de sensibilité que doit contenir le cœur de leur cher romancier. Le savant, qui dans son laboratoire gémit sur l'injuste indifférence de la foule, trouve que l'occasion est bonne de faire connaître son nom. Le député qui n'ose point affronter la tribune parce qu'il manque de poumons ou d'éloquence est heureux de pouvoir dire à ses électeurs : « Je ne me mêle point aux bavards qui font d'inutiles discours ; mais vous avez tout de même un député qui compte : les journaux relatent son opinion. » L'acteur, bien qu'il soit chaque jour en communication avec le public et que ses aventures, ses déplacements et ses cravates soient le thème d'innombrables articles de journaux, n'est pas fâché de montrer qu'il a, tout comme un autre, des lumières sur les destinées des peuples et l'avenir de la démocratie américaine. L'avocat juge qu'être qualifié de « successeur de Lachaud » et être représenté dans un cabinet encombré de dossiers, assiégé de clients, cela vaut bien qu'on fasse un accroc au secret professionnel. Ah ! le secret professionnel, en ce temps d'interview, quelle chimère ! Il est vrai que si avocats et médecins le violent à l'envi, nous avons par contre, inviolable même pour la justice, le secret professionnel du journaliste. Cela rétablit l'équilibre. Bref, chacun trouve son compte à produire de la sorte sa personne et ses idées. Ceux mêmes qui sentent le ridicule qu'ils encourent ainsi (ils sont rares) ont vite fait de chasser ce scrupule importun, tant la pratique de l'interview offre d'avantages à l'homme soucieux de bien administrer sa renommée.

Cette forme nouvelle du journalisme rend donc service à l'interrogateur et à l'interrogé. Mais l'intérêt du journaliste consultant et l'intérêt du personnage consulté ne décideraient pas les directeurs de journaux à publier tant de consultations, si le public n'y prenait pas un très vif plaisir. Nous tenons cette fois la raison décisive.

Chez le lecteur l'interview flatte d'abord le goût des réputations consacrées et des opinions distinguées. Le snobisme n'est pas, comme on le croit souvent, le privilège d'une petite société d'oisifs élégants. On appelle snob la maîtresse de maison qui use de toutes les stratagèmes et de toutes les flagorneries pour peupler son salon de célébrités artistiques, politiques, littéraires et on appelle aussi snobs les gens qui, pour pénétrer dans ce salon, usent à leur tour de tous les stratagèmes et de toutes les flagorneries. Mais il y a des snobs dans la bourgeoisie et il y en a dans le peuple. Les auteurs de mélodrames et de romans-feuilletons savent à merveille le parti qu'on peut tirer de ce snobisme-là. A leurs lecteurs et à leurs spectateurs ils présenteront de préférence quelque héros noble, opulent,

Et marquis et vicomte et fils des anciens preux.

Et c'est encore un sentiment du même genre qui arrête tant de passants à la devanture des marchands où l'on voit exposées les photographies des hommes célèbres au milieu de leurs livres, dans leurs attitudes familières.

L'interview flatte la même manie. Tout le monde n'a point chez soi un album où les grands hommes viennent écrire leurs vers et leurs pensées. Tout le monde n'a point un phonographe où recueillir sur des rouleaux la voix des orateurs et des comédiens illustres. Mais tout le monde a un sou pour acheter le journal ; tout le monde est heureux de pénétrer dans l'intimité de quelque personnage renommé et très fier de constater que ce personnage a daigné lui faire savoir son avis, à lui, simple passant. Le journal devient ainsi l'album des snobs pauvres.

Mais ce travers-là n'est point répandu chez nous autant que chez les Anglais. Nous avons un certain tour d'esprit irrespectueux et gouailleur qui nous expose parfois à de cruelles injustices, mais qui du moins nous empêche de donner dans les grandes niaiseries du snobisme anglo-saxon. En revanche, c'est un des traits les plus certains de notre caractère que le goût de la badauderie. Et l'interview, c'est le régal du badaud.

Vous définirai-je la badauderie ? Nous sommes à Paris ; je suis un Parisien qui parle à des Parisiens et, comme le disait déjà Cliton à ce provincial de Dorante :

Paris est un grand lieu plein de marchands mêlés ;
L'effet n'y répond pas toujours à l'apparence ;
On s'y laisse duper autant qu'en lieu de France ;
Et, parmi tant d'esprits plus polis et meilleurs,
Il y croit des badauds autant et plus qu'ailleurs.

Le badaud c'est le bon flâneur qui va par la ville, diverti, sans trop savoir pourquoi, par les mille spectacles de la rue : l'aspect d'une affiche, la devanture d'un marchand, un voleur qu'on arrête, un chien qu'on écrase, un cycliste qui tombe, un camelot qui hurle.

Rien ne sied mieux à cette disposition d'esprit nomade et puérile que la lecture des interviews. Le journal offre à chacun la faculté de badauder chez soi, les pieds sur les chenets, et de muser à travers les hommes et les choses, sans fatigue. Le lecteur

n'a qu'à déployer son papier : sur toutes les questions toutes les opinions lui sont offertes, pêle-mêle, par les princes et les jocrisses de l'intelligence. L'Académie et la Scala ont pensé pour lui.

*
* *

L'interview est donc un genre de divertissement qui s'accommode merveilleusement avec nos goûts et nos mœurs. Cette harmonie est la grande cause de son succès. Car — on ne saurait trop y insister — la presse n'est pas, comme on le répète tous les jours, la souveraine du public; elle en est la servante. Elle ne gouverne pas; elle obéit.

Soyons sincères avec nous-mêmes.

Quand un lecteur déploie son journal, qu'y cherche-t-il? — La vérité! la vérité, répond cet honnête homme. — Je me demande alors pourquoi si peu de journaux donnent à leurs lecteurs cette vérité tant souhaitée. Vraiment c'est supposer chez ceux qui rédigent les journaux une bien grande perversité que de les croire capables de mentir pour la seule volupté du mensonge, alors qu'ils pourraient en disant la vérité accroître le tirage de leurs feuilles et conquérir d'innombrables abonnés.

Non! au fond, ce que nous exigeons du journal, c'est qu'il nous divertisse et surtout qu'il nous affermisse dans toutes nos opinions, voire même dans tous nos préjugés. Or l'exactitude de l'information se concilie mal avec le respect du préjugé. Si l'on sacrifie si souvent la première au second, c'est que ce sacrifice-là est dans le vœu du public.

Nous nous indignons, chaque soir, des injures et des calomnies atroces que nous lisons, chaque matin, dans les gazettes. Mais ne serions-nous pas, nous-mêmes, les complices des insulteurs et des diffamateurs? Sans doute il nous est arrivé parfois de rejeter avec dégoût une feuille de calomnie! c'était que ce jour-là on y outrageait un de nos amis. En général, nous n'avons pas l'indignation si prompte lorsqu'il s'agit de nos adversaires. Et quand la victime nous est indifférente, alors nous nous asseyons confortablement pour suivre les péripéties de la tuerie, comme font les Madrilènes à la corrida.

A l'égard de la presse, l'opinion du public est d'une délicieuse incohérence. Les mêmes, qui accusent la presse de tous les désordres de notre société, achètent, c'est-à-dire encouragent, les journaux qui, disent-ils, empoisonnent la nation. Les mêmes qui, avec une admirable désinvolture, proclament : « tous les journalistes sont des malfaiteurs », les mêmes ne souffrent pas que quelqu'un mette en doute la vérité de ce qu'ils ont lu, le matin, dans leur journal; et la sottise de leur mépris n'a d'égale que la niaiserie de leur crédulité.

Je souhaiterais un peu plus de logique; et surtout, — revenant à l'inoffensive interview, — je souhaiterais un peu plus d'intelligence.

Soyons indulgents pour les *interviewers :* ils n'ont pas tous le talent de Froissart, c'est vrai; mais ils travaillent de leur mieux à nous amuser et, si nous voulons être francs, c'est tout ce que nous leur demandons. Soyons indulgents aussi pour les *interviewés :* peut-être ne seraient-ils pas si pressés de monter sur les planches, s'ils n'étaient assurés de se trouver en face d'un auditoire de cent mille badauds. Et ne soyons sévères que pour nous-mêmes qui avons l'ingénuité, — tranchons le mot, — la nigauderie de lire sans sourciller les considérations d'un assyriologue sur l'introduction de la lance dans la cavalerie française.

André Hallays.

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX (1)

Lettre de M. J.-J. de Lanessan.

Cher Monsieur,

Vous me demandez mon avis sur la loi Falloux, sur son abrogation, sur la monopolisation de l'enseignement secondaire entre les mains de l'État, sur les moyens les meilleurs de diminuer l'influence de l'Église dans l'enseignement secondaire. La place nécessairement restreinte que vous m'assignez pour la réponse à ces questions ne suffisant pas aux développements qu'elles comportent, je me contenterai de poser quelques principes dont la vérité me paraît incontestable, de rappeler quelques faits et de présenter quelques observations générales, laissant au lecteur le soin de développer ces matières et d'en tirer les conséquences théoriques ou pratiques.

Que l'éducation et l'instruction aient pour but et pour effet de façonner le corps et l'esprit, de les transformer même, dans une certaine mesure : en un mot, de les faire évoluer, c'est une vérité tellement banale que je me garderais de la rappeler, si elle ne comportait des corollaires d'une extrême gravité.

Par l'éducation physique, on peut fortifier les corps, les assouplir, augmenter leur endurance à l'égard des variations des milieux, les faire évoluer ascensionnellement; on peut même, par des exercices appropriés, développer d'une façon particulière tel membre ou tel organe; mais on peut aussi, avec non moins de facilité, arrêter le développement des forces ou même les diminuer, amollir le corps, le rendre plus sensible aux conditions extérieures, affaiblir tel membre ou tel organe jusqu'à l'atrophie

(1) Voir la *Revue* du 29 avril 1899.

et l'impuissance, en un mot, faire subir au corps entier ou à l'une quelconque de ses parties, une évolution régressive plus ou moins prononcée.

Donc, le devoir des maîtres chargés de procéder à l'éducation physique des enfants est d'étudier avec le plus grand soin et d'employer ensuite les moyens les plus aptes à procurer l'évolution ascendante de l'ensemble du corps et de chacun de ses membres ou organes, en s'efforçant de maintenir entre toutes les parties l'équilibre sans lequel, selon le mot de Diderot, on ne ferait que des monstres.

Sur ce point, tous les éducateurs raisonnables sont d'accord; je ne m'y arrête pas.

On ne conteste pas davantage que par l'éducation morale, — ce mot étant employé dans son sens le plus large, — on peut, avec la même certitude, rendre les enfants meilleurs ou plus mauvais.

On est moins d'accord sur les moyens à mettre en usage pour améliorer leur naturel, les faire équitables et bons, développer en eux les sentiments affectifs sur lesquels reposent la famille et la société.

Les uns prétendent qu'il est impossible d'enseigner la morale et de rendre les hommes meilleurs sans leur inculquer des croyances religieuses et les initier à un culte. Ceux-là oublient, d'une part, qu'il y a des populations entières dont la morale est indépendante de la religion (1), et, d'autre part, que dans toutes les religions comme dans toutes les philosophies, on trouve un fonds moral commun, formé des mêmes préceptes et conduisant au même but, qui est de rendre les hommes bons et affectifs.

D'autres, s'appuyant sur les deux ordres de faits que je viens de rappeler, prétendent qu'il est possible, qu'il est désirable même de procéder à l'éducation morale des enfants et des hommes sans faire intervenir aucune confession religieuse, tout en respectant les diverses religions et en laissant aux familles le soin d'y faire entrer leurs enfants dans la mesure où elles le jugent convenable.

Toutes les Églises prescrivent naturellement, je devrais dire *exigent* l'emploi du premier de ces procédés d'éducation morale; elles y trouvent l'avantage de se créer des adeptes, en même temps qu'elles enseignent leurs morales particulières. Les moyens qu'elles mettent en usage dans cette éducation religieuse et morale varient, d'ailleurs, avec chacune d'elles. Les unes se servent surtout des livres sacrés (Églises protestante, israélite, musulmane, etc.), les autres usent de préférence de l'enseignement oral (Églises catholique, brahmanique, etc.). Les premières font reposer leur autorité éducatrice sur des textes; les secondes s'appuient de préférence, sinon exclusivement, sur la parole du prêtre considéré comme exprimant la pensée de la Divinité elle-même.

Fidèle à son esprit et à ses procédés, la science trouve la source de la morale dans l'observation directe des rapports individuels, familiaux et sociaux des hommes, rapports qui leur sont imposés par des lois naturelles implacables (1). Comme les nations sont formées de citoyens pratiquant les religions les plus diverses et les plus hostiles les unes aux autres, et de personnes qui se tiennent plus ou moins à l'écart de toutes les confessions, le devoir des gouvernements est de ne jamais confondre, dans l'éducation qu'ils distribuent, la morale avec la religion; mais, au contraire, de les séparer soigneusement. L'éducation morale de l'État doit être neutre, parce que l'État est tenu de témoigner le même respect à toutes les religions et à toutes les philosophies entre lesquelles les citoyens se répartissent. En d'autres termes, il faut que l'État soit neutre, parce qu'il est tenu d'être tolérant.

L'instruction proprement dite est susceptible, comme l'éducation physique ou morale, de faire évoluer l'homme dans deux directions divergentes, sinon contraires.

On peut développer chez l'enfant la mémoire ou la raison, le respect de la parole du maître et des textes écrits, ou bien l'esprit d'observation, d'expérimentation et de critique. Deux enfants d'une intelligence et d'une bonne volonté égales, instruits, l'un d'après la première de ces méthodes, l'autre d'après la seconde, feront des hommes tout à fait distincts par leurs aptitudes, et dont la conduite dans la vie sera essentiellement différente.

Les moyens employés par la première méthode sont aussi simples qu'anciens. On exerce la mémoire par la récitation des règles de la grammaire, des fables françaises, latines ou grecques, des poèmes anciens ou modernes, des pièces de théâtre, etc.; on habitue l'enfant à se pâmer d'admiration devant ces textes, à les imiter dans ses narrations ou ses discours, à les reproduire par lambeaux dans ses thèmes et ses dissertations; on lui fait contracter la coutume d'étayer ses raisonnements plutôt par des citations que par des faits; on l'élève, en un mot, dans le respect de la vieille formule : *magister dixit.*

Cette méthode d'instruction et les procédés qu'elle emploie ont l'indéniable avantage, quand ils sont maniés par des maîtres habiles, de faire des esprits disciplinés, d'inspirer le goût du beau, d'affiner l'intelligence, d'aiguiser la pensée, de faire des hommes lettrés et policés. C'est à l'application de cette méthode que les Grecs et les Romains, et le peuple de

(1) Voyez mon livre sur *la Morale des philosophes chinois.*

(1) J'ai développé cette idée et les faits qui la corroborent, dès 1883, dans mon livre *le Transformisme.*

France doivent d'avoir été les plus civilisés, les plus élégants, les premiers de tous les peuples pour la distinction de l'esprit, la délicatesse des mœurs, le culte de l'esthétique et l'amour de la belle littérature.

En contrepoids de ces précieux avantages, la méthode classique a le grave inconvénient de supprimer à peu près complètement l'esprit d'initiative en toutes matières, d'habituer l'intelligence à faire plutôt de la critique sur les mots que des raisonnements sur les faits, d'engourdir les tendances naturelles des enfants à l'observation et à l'expérimentation, de faire des hommes diserts et agréables, non des hommes d'action.

Ces défauts sont considérablement aggravés par l'habitude que l'on a prise, en notre pays, de maintenir les enfants dans les lycées et les collèges jusqu'à dix-huit et vingt ans, et de faire passer directement, du collège dans les grandes écoles de l'État, tous ceux qui se destinent à l'armée, à la marine, à l'enseignement secondaire et supérieur, au génie civil ou militaire, etc., c'est-à-dire la plupart des jeunes gens appelés à occuper dans l'État des situations prépondérantes et à y jouer un rôle directeur. Combien, parmi ceux qui sortent de Polytechnique, de Saint-Cyr, de Normale, etc., ne connaissent que les collèges et les écoles où ils furent cloîtrés pendant toute leur jeunesse et où ils apprirent surtout des textes et des formules? Combien resteront pendant toute leur vie de grands enfants, surtout, si, étant militaires, ils continuent à vivre, dans les casernes et les mess, comme dans les classes, les cours et les réfectoires des lycées et des écoles, sous la férule toujours menaçante d'un chef? Ils ne font que côtoyer le monde, ils ne le connaissent pas, et si quelque aventure les détache du tronc administratif qui les nourrit, ils feront des déclassés, car ils n'ont rien appris de ce qui est nécessaire dans la lutte pour la vie, et ils ont perdu tout esprit d'initiative. Ils seront inaudacieux parce qu'ils sont inexpérimentés.

Imaginée par l'Église, dont l'intérêt évident est de fabriquer surtout des esprits assez disciplinés pour s'incliner toujours devant la parole du maître qui, autrefois, était généralement un prêtre ou un moine, la méthode que je viens de rappeler trouve encore aujourd'hui, dans l'Église, son plus zélé défenseur. Les jésuites, qui sont les maîtres religieux les plus habiles et qui recherchent pour élèves les fils de la noblesse ou de la haute bourgeoisie, se confinent avec un soin jaloux dans le classique le plus pur. Par eux et par ses autres éléments si divers, l'Église fait pénétrer son influence jusque dans les conseils d'où l'on pourrait croire qu'elle est le mieux écartée. A la fin du XIXe siècle comme au XVIe, nos programmes universitaires sont imprégnés de son esprit; faut-il s'étonner qu'elle attire dans ses collèges une bonne moitié de la jeunesse française et la majeure partie des fils des classes dirigeantes? N'est-elle pas plus capable que tout autre de donner un enseignement qui est fait de son sang et de sa chair?

L'enseignement moderne lui-même, que l'on avait créé dans le but de donner la primauté aux sciences et aux connaissances pratiques, a été rapidement détourné de son but; il n'est guère qu'une simple forme de l'enseignement classique, où l'étude des textes latins et grecs est remplacée par celle des productions littéraires d'une langue vivante. On n'apprend pas davantage à parler l'anglais ou l'allemand dans les classes modernes, que l'on n'apprend à parler le latin ou le grec dans les établissements classiques; on y admire Shakespeare ou Gœthe, Milton ou Schiller, au lieu de Cicéron et Homère. La prépondérance reste acquise, dans les deux branches actuelles de notre enseignement secondaire, aux travaux de la mémoire et à l'analyse des textes. Par l'enseignement moderne, comme par l'enseignement classique, on s'efforce de faire des lettrés; on ne fait ni des savants, ni des esprits critiques, ni des hommes d'action. Aussi l'Église a-t-elle pu, sans inconvénient pour elle-même, ouvrir ses portes toutes grandes à l'enseignement moderne, pour lequel, maintenant, elle rivalise, non sans avantages, avec l'Université.

La deuxième méthode d'instruction, à laquelle j'ai fait allusion plus haut, se propose de développer l'esprit d'observation et de critique, c'est-à-dire l'esprit scientifique.

L'application de cette méthode est assurée de ne rencontrer de la part des enfants aucun obstacle : ils raisonnent peu ou ils raisonnent mal, parce que pour raisonner avec justesse il faut savoir; mais ils observent beaucoup, parce qu'ils ont besoin d'exercer leurs sens. Rien n'est plus aisé que de développer en eux, simultanément, l'esprit d'observation et la raison : il suffit, en les habituant à observer, de leur apprendre à discuter les observations et les expériences antérieures et celles qu'on fait devant eux ou qu'on leur fait exécuter.

Comme les sciences naturelles et physiques sont les plus aptes à former l'esprit d'observation et celui de la critique scientifique; comme, d'autre part, les objets de leurs études existent partout et sont mêlés à tous les actes de la vie; c'est par l'enseignement de ces sciences que je voudrais voir commencer l'instruction de l'enfance. Elles ont encore l'avantage considérable de se prêter à des développements que l'on peut graduer à volonté et à l'infini, d'après l'âge, les aptitudes intellectuelles et le savoir des élèves. Aux plus jeunes on ne donnera que des notions succinctes, élémentaires, répondant aux questions habituelles de l'enfance. Ces premières notions se-

ront graduellement complétées par des détails nouveaux, par des observations plus complètes, des expériences plus minutieuses, de manière à conduire l'élève, pas à pas, vers une connaissance de plus en plus étendue de la composition de l'Univers, de la nature et des mouvements des corps qui le forment, de leur évolution; de l'origine, de la constitution, de la destinée de notre planète; des corps qui entrent dans sa composition et de l'utilité qu'ils présentent pour l'industrie, le commerce, l'agriculture; des êtres qui peuplent la surface de la terre; de la manière dont ils vivent, de leur organisation, de leur évolution, du développement de leurs facultés physiques, intellectuelles et morales, des sentiments qui les animent, des mobiles qui les font agir, du rôle économique auquel l'homme les a soumis, des profits qu'il en tire, des services qu'ils lui rendent, des relations qu'ils ont entre eux et avec notre espèce, des sociétés qu'ils forment, etc.

Cet enseignement gradué de la géologie, de la botanique, de la zoologie, de l'anthropologie, toutes sciences où se trouve la source véritable de l'histoire physique et morale de l'humanité, devrait naturellement être complété par celui des mathématiques auxquelles les sciences d'observation font des emprunts incessants et nécessaires.

Sur cette base solide des sciences naturelles, physiques et mathématiques, dans ces cerveaux habitués, dès la prime enfance, à observer et à raisonner sur des faits, avec quelle facilité ne construirait-on pas l'édifice scientifique le plus élevé, en même temps que le plus propre à recevoir toutes les annexes techniques et professionnelles qu'il sera nécessaire d'y adjoindre afin de lui permettre de suffire à tous les besoins de la vie moderne?

En complétant l'application de cette méthode par l'exposé des progrès incessants que réalise l'humanité, grâce aux sciences d'observation et à l'expérience, et par le récit des résultats obtenus, dans toutes les branches de l'activité humaine, par ceux qui joignent l'audace au savoir, on fera des hommes d'initiative et d'action.

Comme rien n'empêcherait de compléter cette instruction scientifique, par un enseignement littéraire convenablement organisé, empruntant aux sciences leurs méthodes, remplaçant, en histoire, les dates stériles et les récits de batailles, par le tableau des progrès politiques, économiques, scientifiques, artistiques, etc., des nations; substituant, en littérature, l'étude raisonnée des grammaires, des mots et de leurs dérivés, au travail de la pure mémoire, etc., je ne crois pas trop m'avancer en affirmant qu'il serait aussi facile de créer des savants lettrés que de fabriquer, comme on le fait depuis des siècles, des lettrés ignorants.

La plus grande faute que l'on ait commise dans ces derniers temps, consiste à croire qu'il y a antinomie entre l'enseignement littéraire le plus pur, celui qui a pour base le latin et ce grec, et l'enseignement scientifique. L'un et l'autre au contraire, combinés en justes proportions, sont susceptibles de se compléter et de s'entr'aider, chacun développant certaines qualités de l'esprit et les deux aboutissant à faire des hommes aussi complets que possible.

On a tort également de croire que, pour émanciper les intelligences et soustraire les hommes à l'influence des passions religieuses, il suffirait de contraindre tous les jeunes gens à suivre les classes des lycées de l'État pendant un certain nombre d'années, ou de fermer les établissements libres d'instruction secondaire. La réforme à introduire dans notre enseignement dépasse de beaucoup la portée de ces mesures et de la loi Falloux.

Le jour où les programmes de l'enseignement secondaire seraient édifiés sur des bases rigoureusement scientifiques, et où, libérant de bonne heure les jeunes gens du collège, on les contraindrait à compléter leur instruction générale par une couple d'années d'études dans l'Université, avec la vie libre, l'initiation aux responsabilités qui découlent du travail ou de la paresse, l'obligation de se pourvoir d'un titre réellement universitaire, certifiant leurs connaissances générales, scientifiques et littéraires, ce jour-là, il serait inutile de discuter la loi Falloux.

Ce qui importe à tous les libéraux, à tous ceux qui veulent faire des esprits indépendants et des hommes d'initiative, ce n'est point que l'enseignement soit donné plutôt par telles personnes que par telles autres, mais qu'il soit réglé par tels programmes de préférence à tels autres.

La suppression de l'enseignement libre et la création d'un monopole d'État en matière d'instruction secondaire serait, incontestablement, plus nuisible qu'utile, si l'on conservait les programmes dont le résultat, cent fois constaté par les hommes les plus compétents, est de développer la mémoire au détriment de la raison, la foi dans les textes ou la parole du maître au détriment de l'observation et de l'expérience, et de jeter dans l'âpre lutte pour l'existence des jeunes gens incapables d'y tenir tête aux moindres difficultés. Notre enseignement secondaire ne fait déjà que trop de militaires, de marins, d'ingénieurs, de salariés de l'État, d'avocats et de médecins, de gens qui vivent sur la masse des contribuables ou qu'entretiennent les misères morales et physiques de leurs concitoyens; n'en ferait-on pas encore davantage, le jour où l'État, ayant accaparé le monopole de l'enseignement secondaire, prendrait en quelque sorte l'engagement moral de fournir des places à tous les enfants de ses collèges et lycées?

Le monopole de l'État me paraît, à un autre point de vue, plein de dangers. L'État n'est ni une entité métaphysique, ni une personnalité immuable et impeccable; il est représenté par des hommes soumis à toutes les erreurs et à toutes les passions de l'humanité. Il peut être, tantôt véritablement neutre, c'est-à-dire respectueux des croyances ou des opinions de tous les citoyens, tantôt sectaire et hostile à telle philosophie, à tel culte, à telle confession; tantôt dominé par telle ou telle église et réglant ses actes sur sa foi, ainsi qu'on le voit en Belgique depuis une quinzaine d'années. Comment livrer la jeunesse entière du pays et l'avenir du pays lui-même à une puissance aussi changeante? Un peuple libre peut-il abandonner l'omnipotence en matière d'instruction publique, c'est-à-dire, dans le domaine le plus important, à un pouvoir dont il ignore ce qu'il sera demain, en admettant qu'il sache ce qu'il est aujourd'hui?

Je n'hésite donc pas à me prononcer très nettement contre le monopole de l'État en matière d'enseignement secondaire. Je pense qu'il faut maintenir la liberté de l'enseignement comme l'arme la plus sûre contre l'abus que l'État pourrait faire de son autorité, contre les erreurs qu'il est susceptible de commettre dans la rédaction de ses programmes, contre ses fautes ou ses passions.

D'autre part, je verrais avec plaisir remplacer le baccalauréat, en tant que témoin de l'enseignement secondaire, par un simple certificat d'aptitude, que délivrerait chaque établissement public ou privé d'instruction secondaire, et dont le seul effet serait de donner à son titulaire le droit d'aller continuer ses études, soit dans l'Université, soit dans les écoles techniques et professionnelles du commerce ou de l'industrie.

Le baccalauréat serait délivré aux seuls jeunes gens qui auraient suivi les cours de l'Université. Il constituerait la preuve que l'élève a des connaissances générales suffisantes, des humanités littéraires et scientifiques assez fortes, pour être en état d'embrasser toutes les carrières dites libérales; il serait exigé de tous ceux qui désireraient se présenter aux hautes Écoles de l'État, pour devenir militaires ou marins, ingénieurs ou médecins, avocats ou magistrats, etc.

Ainsi se trouveraient sauvegardés, à la fois, les intérêts de la liberté, les droits de l'État, c'est-à-dire de la société tout entière, et serait assurée l'évolution ascendante de la nation.

Pour que tous les citoyens puissent contribuer, dans la mesure de leur intelligence, à cette évolution, je voudrais que les établissements d'enseignement secondaire de l'État fussent considérablement multipliés et absolument gratuits pour tous les externes et pour tous les boursiers. Le nombre de ces derniers devrait être augmenté, le recrutement ayant lieu par le concours entre les élèves des écoles primaires. Si l'on veut émanciper l'instruction secondaire et lui faire donner tous ses fruits, il ne suffit pas de transformer ses programmes, il faut encore la démocratiser, c'est-à-dire la mettre à la portée de toutes les intelligences susceptibles de la recevoir.

Quant à ses effets, ils ne pourraient être qu'utiles, le jour où, au lieu de produire des lettrés et des amateurs, souvent destinés à devenir des fruits secs et des mécontents, elle ferait des observateurs, des esprits d'initiative, des hommes d'action fortement armés pour la lutte vitale et la concurrence sociale.

J.-L. DE LANESSAN.

Lettre de M. Lanson.

Cher Monsieur,

Voulez-vous permettre à un collaborateur de cette *Revue* de dire son mot sur le grave sujet de votre enquête?

Historiquement, la question de la liberté de l'enseignement n'a été chez nous depuis un siècle qu'une question politique : c'est l'intérêt seul qui toujours a fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre. La liberté de l'enseignement, tout le monde a toujours entendu par ce mot la liberté pour l'Église d'enseigner. J'excepte les temps si brefs de la Révolution, où l'Église était abattue, où l'Université d'État n'existait pas : alors ce fut la vraie liberté, et ce furent les principes qui l'établirent. Mais depuis, il n'a jamais été question que de savoir si on ferait appel à l'Église pour combattre les doctrines avancées, la démocratie, le socialisme. C'est la *peur bleue* de 1848, comme disait Veuillot, la *peur bleue* dont les journées de Juin emplirent la bourgeoisie, qui décida l'établissement de la liberté de l'enseignement : par la loi Falloux, c'était la propriété qu'on sauvait.

Si donc on maintenait le problème dans les termes où notre histoire l'a posé, il serait permis de revenir sur une mesure que les catholiques réclamèrent longtemps et arrachèrent enfin comme une mesure de salut social. La conservation des résultats de la Révolution, celle de la société moderne, en justifierait le retrait.

Mais la question se pose d'une façon plus haute. Nous devons d'abord sauver la révolution en nous-mêmes, et nous inspirer de ces principes. Nous voulons, nous aimons la liberté; nous y voyons la condition, la forme de la vie selon la raison : nous ne pouvons y renoncer. Mais, en cette matière, qu'est-ce que la liberté? Il ne suffit pas que le mot de *liberté*

soit prononcé, pour mettre le droit en évidence. Il faut s'assurer que sous le mot il y a bien la chose, que, dans la liberté de l'enseignement, c'est bien la liberté de la personne humaine qu'on défend, et non le plaisir de quelques-uns, une prétention de faire ce qu'ils veulent, où la liberté ne serait pas intéressée.

Qu'est-ce donc que la liberté de l'enseignement ?

On dit ordinairement : c'est le droit du père de famille d'élever son fils comme il veut. Droit indéniable, mais qui ne fonde pas la liberté de l'enseignement. Le droit du père de famille, c'est de donner à son fils les principes, la foi qu'il veut, de l'élever à la maison, s'il veut, dans un établissement public, s'il veut, et parmi les établissements publics, dans celui en particulier qu'il veut. Où le droit du père de famille serait violé, c'est si l'on reprenait une proposition obligeant tous les enfants à passer trois ans sur les bancs des lycées de l'État, ou une variante quelconque de cette proposition. Qu'il y ait légalement des collèges ecclésiastiques, des petits séminaires ; et que, dans une mesure quelconque, les pères, ou certains pères, n'aient pas le droit d'y mettre leurs enfants : voilà où le droit du père de famille est violé. Mais ce droit ne peut s'exercer que dans les limites que fixe la loi de l'État. On n'appelle point violation du droit du père de famille l'obligation où il est, quoi qu'il veuille, d'apprendre à lire à son fils et de le présenter à l'examen de huit ans. De même, le droit du père de famille n'est ici que de choisir librement entre les établissements d'instruction dont la loi admet l'existence : il ne va pas jusqu'à obliger l'État à faire que tel établissement existe. Autrement dit, le droit du père de famille de préférer un établissement, suppose un droit antérieur de cet établissement à solliciter la préférence, c'est-à-dire un droit propre et absolu d'exister.

Et en effet, le vrai fondement de la liberté de l'enseignement, c'est la liberté de penser : la liberté d'enseigner, comme la liberté d'écrire, comme la liberté de la presse, comme le droit de réunion, en émane directement. Du droit de penser librement sort par une nécessité immédiate le droit d'offrir sa pensée aux esprits, de l'enseigner par le livre, par le journal, par la harangue publique, par l'école : au père de famille alors de choisir ce qu'il veut que son fils entende, comme ce qu'il veut entendre lui-même.

Cette distinction, qui a peut-être l'air d'une chinoiserie, importe plus qu'on ne croit. Si c'est le droit du père de famille qui fonde la liberté de l'enseignement, cela conduit à autoriser les enseignements qui seront réclamés par les familles, et ceux que peu de familles réclameront paraîtront investis d'une légitimité moindre. On accorde la liberté aux catholiques, parce qu'ils sont nombreux ; on l'eût refusée à l'instance d'une petite secte. Ce n'est pas à l'Église du Père Hyacinthe qu'on eût donné la loi Falloux. Cependant l'enseignement neuf que nul ne réclame encore, la science ou la morale qui ne sont pas le lien d'un groupe ancien, mais qui aspirent à être la conviction, le guide de l'avenir, le maître encore sans disciples, l'apôtre encore sans fidèles, ceux enfin qui veulent fonder, non conserver, ont des droits sacrés aussi. Pour entendre comme il faut la liberté de l'enseignement, il faut accorder à quiconque satisfait à de certaines conditions légales de capacité, et remplit certaines formalités prescrites, le droit de tenir école de ses idées, quelles qu'elles soient, si solitaires qu'elles apparaissent, et si peu populaires, si opposées même qu'on les juge à ces choses passagères qu'on appelle les bases éternelles de l'ordre social. Tous les millions de catholiques voulant avoir des maîtres n'ont pas plus de droit qu'un individu voulant faire des élèves, dût-il avoir autant d'auditeurs qu'il en vient à un cours de chinois. Ce droit du maître, quand il ne groupait pas derrière lui des milliers de pères de famille pour en imposer le respect, on l'a parfois oublié, et même dans notre chère et libérale Université.

En vertu donc de ce droit de penser qui implique le droit de communiquer sa pensée, je ne crois pas qu'il soit permis à une République démocratique de détruire ou de restreindre la liberté de l'enseignement.

Et pour nous libérer de l'angoisse que créent toujours dans les âmes honnêtes les conflits de principes et d'intérêts, je m'empresse de dire qu'à mon sens il n'est pas de l'intérêt de la République démocratique de prendre la mesure que des amis passionnés lui recommandent imprudemment. Qui sait si on ne la retournerait pas un jour contre nous ? Les restrictions de la liberté ne servent pas la liberté ; et si nous voyons au delà du moment présent, l'intérêt de notre cause, c'est que la liberté, dans notre pays si routinier au fond, ait une tradition aussi longue, une possession aussi ancienne que possible : afin qu'elle soit, du temps de nos enfants, ou de nos petits-enfants, une chose si vieille qu'on n'y ose plus toucher, une habitude si commode qu'on se demande comment on vivrait sans elle. Et que pouvons-nous souhaiter de mieux, sinon que nos adversaires usent de la liberté ? Tâchons qu'ils en usent tant, qu'elle les transforme.

Puis, le triste cadeau à faire à l'Université que d'y parquer tous ses ennemis ! Abroger la loi Falloux, c'est introduire dans les lycées la surveillance jalouse, la censure des doctrines, l'espionnage et la délation : la moitié des élèves prévenus d'hostilité contre le maître, rendant compte de ses paroles, les dénaturant, les envenimant, et, si, ce qui serait strictement juste, les prêtres agrégés et licenciés

étaient pourvus de fonctions, une partie des maîtres observant la pensée et la conduite de leurs collègues. Le joli régime! Je souhaite la victoire de l'Université : mais les lycées, comme les Facultés, ne doivent vider les établissements rivaux que par la libre préférence des familles et des élèves.

Est-ce à dire que le régime actuel soit satisfaisant? Il s'en faut de tout.

Et d'abord ce régime n'est qu'un leurre. Sous le nom de liberté de l'enseignement, l'État étend à l'Église son privilège : nous avons deux monopoles au lieu d'un. Quand l'État se charge d'enseigner, il ne peut avoir de concurrents : en vain la loi permet-elle, la force des choses empêche; il n'y a qu'un État qui puisse faire concurrence à l'État. Et il n'y a que l'Église catholique qui soit, en France, à côté de l'État, un État. Tous les établissements libres, laïques, qui étaient florissants sous le monopole, subordonnés et collaborant à l'enseignement de l'État, mais non concurrents, ont dépéri sous le régime de la liberté. A l'argent de l'État, aux fonctionnaires de l'État, il n'y a que l'argent de l'Église, et les hommes de l'Église qui puissent faire contrepoids.

Si donc on écarte les fictions et les formules, la liberté actuelle de l'enseignement n'est qu'un privilège à deux, un régime où l'État laïque fait sa part à l'État ecclésiastique, et à celui-ci seul. Le jeu n'est pas égal entre l'Église et la pensée libre, dans notre régime de prétendue liberté.

Et pour achever la duperie, l'Église a, de par la loi ou la tolérance administrative, une situation à tous égards privilégiée. Elle a des bases internationales, qui la mettent à l'abri des caprices du pouvoir civil, et lui permettent de défier même les lois. L'État, qui traite avec son chef comme avec une puissance étrangère, reconnaît sa hiérarchie comme partie de l'administration française, rétribue ses prêtres sur le budget comme des fonctionnaires. La liberté d'association, refusée par la loi aux simples citoyens, existe en fait pour l'Église. C'est cela qui contribue à rendre l'enseignement de l'Église si prospère. C'est cela, et non la liberté même de l'enseignement, qui fait le mal dont on se plaint.

Où sera le remède? Non pas dans une restriction, mais dans une extension de la liberté. Le malaise d'une liberté incomplète et mensongère, une franche et pleine liberté le guérira.

Ce n'est donc pas dans la législation de l'enseignement, c'est plus loin qu'il faut porter ses regards. La force de l'Église, c'est son privilège : et la justice, l'égalité, la liberté veulent que ce privilège cesse. La séparation de l'Église et de l'État, la liberté d'association, voilà où doit se chercher la solution de la question aujourd'hui posée. Que les simples citoyens puissent se grouper, s'unir, et lutter à armes égales contre des adversaires qui ne seront plus que des citoyens comme eux.

Mais cela n'est pas possible : l'Église catholique romaine ne sera jamais sur le pied d'égalité avec les associations privées de citoyens français. Il est donc légitime que la force nationale de l'État rende aux défenseurs de l'esprit laïque l'équivalent du soutien que la force extra-nationale de l'Église procure aux individus catholiques. L'Université doit être et rester la forteresse de la pensée libre.

Prenons garde ici de n'être pas dupes encore. Tandis que l'enseignement ecclésiastique est, comme il doit être, nettement catholique, l'enseignement de l'État est, par un touchant scrupule, *neutre*. Cela se concevait du temps du monopole : il ne fallait effaroucher aucune conscience. Mais nous continuons de ménager les susceptibilités des catholiques, qui ne sont plus chez nous, mais chez eux. Nous craignons de blesser des oreilles qui ne nous entendent plus, d'exercer une pression sur des esprits que l'absence protège assez. Nous sous-entendons nos principes, et la vérité que nous croyons; nous atténuons notre action, et nous ne faisons peut-être pas tout ce qu'il faut pour faire les citoyens d'une démocratie : en vérité, nous ne gagnons pas les anathèmes qu'on nous donne.

Il y a, je le sais, une *neutralité* nécessaire et légitime : la neutralité légale de l'État qui ne doit pas avoir de doctrine officielle, obligatoire et imposer aux maîtres une profession de foi; la neutralité philosophique du maître, qui doit s'abstenir de toute polémique et respecter même dans l'enfant la liberté de la pensée individuelle. Mais le maître a aussi sa liberté de penser : ce n'est pas insulter à la croyance d'autrui qu'exposer sa croyance; ce n'est pas ôter à l'auditeur sa liberté que de dire ce qu'on estime vrai, et pourquoi on l'estime tel. C'est cette netteté des positions, cette déclaration franche, ferme, modérée, des doctrines, que l'on pourrait désirer un peu plus de l'Université; on a peut-être un peu trop mis, par des scrupules que j'honore et que j'ai longtemps partagés, on a peut-être un peu trop mis son drapeau dans sa poche; on a fait un peu trop le silence sur les questions vitales de la société, sur les principes organisateurs de la vie morale. Je sais les difficultés, les périls : ce n'est pas une raison pour ne rien faire; il faut du tact, de l'intelligence, du dévouement; rien de tout cela ne manque. Que l'Université, dans son enseignement secondaire, soit la gardienne des idées de pensée libre, d'égalité, de justice sociale, qu'elle entretienne le respect des méthodes scientifiques et de l'idéal démocratique; qu'elle admette toutes les doctrines rationnelles capables de régler la vie : c'est son rôle. Après, elle fera des bacheliers, si elle peut, et si on continue de l'y obliger.

Mais surtout il faut que les particuliers ne s'en remettent pas à l'État du soin de faire leurs affaires et, dès qu'ils se sentent pressés de quelque côté, ne réclament pas une loi nouvelle, ou le retrait d'une loi, pour se dispenser de l'effort. Parmi tous ceux que le *cléricalisme* envahissant effraye, est-il sûr qu'il n'y en ait pas qui auraient besoin de se *déclériciser* eux-mêmes? On crie contre la loi Falloux : mais a-t-on toujours mis son fils au lycée? a-t-on refusé de mettre sa fille au couvent? N'associe-t-on pas la religion à tous les actes de sa vie? Je respecte ceux qui croient : mais ceux qui ne croient pas, jusqu'à quand feront-ils les gestes de la croyance? Nous nous disons philosophes; et notre vie, non plus que notre mort, n'est pas philosophique. Nous manquons de courage : voilà la vérité. Nous reculons à sacrifier des habitudes, à braver le *qu'en-dira-t-on*. Nous ne vivons pas notre doctrine; nous ne nous faisons pas même une doctrine, parce que ce serait gênant.

Cependant ce n'est pas dans la loi, c'est en eux-mêmes que les adversaires du *cléricalisme* trouveraient l'obstacle seul capable de l'arrêter. Si l'on savait unifier sa vie, et, dès qu'on ne peut être catholique tout à fait, ne pas l'être du tout, le prétendu péril s'évanouirait. Si l'on aimait d'un amour actif ce qu'on croit être la vérité, on ne déléguerait pas à la loi le soin de la défendre : on se remuerait soi-même, sans appeler le gendarme. Il n'y avait au XVIIIe siècle que des collèges ecclésiastiques : la France révolutionnaire en est sortie. Quand les esprits travaillent, quand les volontés s'exercent, la loi ne sert qu'à écrire l'ouvrage fait.

GUSTAVE LANSON.

Lettre de M. Izoulet.

Cher Monsieur,

Le temps me manque pour étudier à fond, historiquement et politiquement, *la loi Falloux*.

Mais je crois qu'il y a lieu d'affirmer les principes philosophiques, et de maintenir plus que jamais *les droits et les devoirs de l'État en matière d'éducation*.

Je crois qu'il y a lieu, notamment, de remonter aux *Encyclopédistes*, inspirateurs de la *Révolution*, et de rappeler, par exemple, les deux arguments formulés, il y a cent cinquante ans, par l'auteur de l'article *Économie politique*, paru au tome V de l'Encyclopédie :

1° Comme on ne laisse pas la raison de chaque homme unique arbitre de ses devoirs, on doit d'autant moins abandonner aux lumières et aux préjugés des pères l'éducation de leurs enfants, qu'elle importe à l'État encore plus qu'aux pères; car, selon le cours de la nature, la mort du père lui dérobe souvent les derniers fruits de cette éducation, mais la patrie en sent tôt ou tard les effets; l'État demeure, et la famille se dissout.

2° Que si l'autorité publique, en prenant la place des pères, et se chargeant de cette importante fonction, acquiert leurs droits en remplissant leurs devoirs, ils ont d'autant moins sujet de s'en plaindre, qu'à cet égard ils ne font proprement que changer de nom, et qu'ils auront en commun, sous le nom de citoyens, la même autorité sur leurs enfants qu'ils exerçaient séparément sous le nom de pères, et n'en seront pas moins obéis en parlant au nom de la loi, qu'ils l'étaient en parlant au nom de la nature.

Ces deux arguments de Jean-Jacques Rousseau vous paraîtront peut-être dignes d'être médités et bons à invoquer, ne fût-ce que pour contre-balancer un peu les tendances par trop individualistes et libertaires d'une fraction importante de l'opinion, rebelle à la discipline et à la solidarité sociales.

IZOULET.

(*A suivre.*)

LES GUERRES ET LA PAIX [1]

Réponse aux partisans de la guerre.

La Guerre est un fléau abominable, une offense à la civilisation, le vestige vivant et triomphant de la barbarie. Mais cette opinion, quoiqu'elle soit partagée par beaucoup, n'est cependant pas universelle. Loin de là. On trouve encore des écrivains qui considèrent la guerre comme un bien. C'est à ceux-là que nous nous proposons de répondre.

Remarquons qu'il ne s'agit pas ici de l'opinion populaire. Le peuple est un enfant naïf qu'on séduit par de belles phrases. Il n'a pas pu réfléchir et méditer sur ces problèmes. Forcé de gagner le pain quotidien, il vit au jour le jour. Il accepte le sort que lui ont fait les vieilles traditions de l'humanité. Il ne suppose pas qu'il lui sera permis d'être un jour délivré de l'enfer où il a vécu jusqu'ici. Il baisse la tête, et subit tout. Malgré quelques rares rébellions, trop isolées pour être efficaces, et durement réprimées, il baise la main qui le frappe, se plie sous le faix de la guerre. Il est ruiné, écrasé, malheureux; il est chair à canon. Il donne son sang et son or au monstre; et il ne songe pas à s'indigner. Il n'a donc pas d'opinion.

Notre mission est de lui en donner une.

Et pour cela il faut combattre les arguments que les partisans de la guerre ont imaginés.

A vrai dire, la plus commune objection n'est pas tout à fait celle que nous nous proposons de réfuter.

---

(1) Extrait d'un livre qui paraîtra prochainement sous ce titre à la librairie Schleicher.

Presque toujours, on dit : « La guerre est un mal, mais c'est un mal nécessaire. La paix est excellente ; mais c'est un rêve, une chimère, une utopie. » Nous verrons dans un autre chapitre de ce livre ce qu'on peut répondre. Pour le moment, bornons-nous à réfuter ceux qui disent : « La guerre est un bien. »

Voici quels arguments ils donnent :

« La guerre seule peut développer chez les hommes l'amour de la patrie. S'il n'y a pas un drapeau, avec des soldats armés rangés tout autour, il n'y pas de réel patriotisme. C'est dans les camps et les casernes que se concentre la vie de la nation : c'est là qu'on apprend le désintéressement, l'oubli de sa vie pour une idée, la hiérarchie, la discipline. La préparation à la guerre est une école de vaillantise et d'abnégation. Le jour où les citoyens d'un pays ne seront plus prêts à sacrifier leur vie et leur fortune à l'idée de la patrie, ne s'occupant plus que de leurs mesquines préoccupations de famille ou des étroits soucis matériels, ce jour-là sera l'avènement de la corruption, et la pourriture triomphera sans résistance. Le cosmopolitisme international masquera un profond égoïsme, et le soi-disant amour pour les hommes créera l'indifférence pour le drapeau et le pays. En somme, ce sera la domination des sentiments bas et vils, car les hommes ne sont pas susceptibles de se passionner pour une idée abstraite comme l'idée de l'humanité.

« Otez-leur le sentiment de la patrie, ils seront des jouisseurs et des corrompus.

« Les enseignements qu'on donne aux soldats, aux conscrits, sont des enseignements admirables, non seulement techniques, mais encore moraux. Et le pays tout entier passe par cette école de discipline et de moralité.

« Et puis c'est aussi le développement industriel et scientifique. Toutes les forces vives d'une nation se concentrent dans des progrès techniques, matériels, qui servent à tous. Les améliorations des routes, des chemins de fer, des navires, de tous les engins militaires, témoignent d'un énorme effort ; ils consacrent des perfectionnements que les ingénieurs et les savants civils, dépourvus des puissantes ressources que fournissent les budgets de la guerre, n'auraient jamais pu réaliser.

« Il est bon qu'au milieu de notre civilisation, raffinée jusqu'à la corruption, quelques hommes vivent sans souci de gagner de l'argent ou de grossir leur patrimoine, tout prêts à mettre leur vie au service d'une idée élevée, comme l'idée de la patrie. La préparation à la guerre, c'est le développement de la moralité.

« Quant à la guerre elle-même, si elle fait des victimes, elle consacre finalement le triomphe du plus fort : et le plus fort, c'est le meilleur. Soyez meilleur que votre adversaire par votre technique savante, par le talent de vos chefs, par vos finances sagement organisées, surtout par l'héroïsme et le courage personnels des grands et des petits, des soldats et des officiers, et vous aurez sûrement la victoire. La victoire ne sera que justice, puisqu'elle consacrera le triomphe du plus brave et du plus habile. Par cela seul qu'on la remporte, on la mérite. Si l'on est écrasé, c'est qu'on devait l'être. Entre deux peuples qui luttent, il en est un plus avancé en évolution, plus savant et plus courageux : celui-là sera certainement, même après quelques partiels revers, le triomphateur définitif. La force réside dans la vertu des soldats. Quoi de plus juste alors que la suprématie de la force ? Ce n'est que la suprématie de la vertu. »

Telles sont, brièvement résumées, les raisons que font valoir les partisans de la guerre et du militarisme. On nous rendra cette justice que nous n'avons pas cherché à en diminuer la force, et que nous les avons loyalement exposées.

1° *L'idée de patrie nécessite l'armée.* — Il n'est pas exact de dire que l'idée de patrie est liée à l'esprit militaire. En effet, le militarisme suppose une patrie conquérante et agressive. Si c'est dans ces entreprises de conquête que l'on fait résider l'amour de la patrie, certes, il y a un rapport étroit entre la patrie et le militarisme, puisqu'un pays sans soldats est incapable de faire une guerre de conquête.

Désarmer un pays et l'empêcher de tenter les folles aventures d'un Louis XIV, d'un Charles XII et d'un Napoléon, ce n'est pas anéantir l'idée de patrie, c'est au contraire la purifier, la grandir. Nous qui ne voulons pas de guerre d'influence, ni d'équilibre, nous avons la prétention d'aimer notre patrie plus que les conquérants. »

Singulier amour de la patrie, qui consiste à en sacrifier les enfants ! Pour aimer beaucoup la France, il faudrait donc faire périr beaucoup de Français. A ce compte, les deux Napoléon sont les meilleurs patriotes ; car ils ont, à eux deux, par leurs guerres néfastes, amené la mort de près de quatre millions de Français.

2° *On ne peut se passionner pour l'idée de l'humanité.* Cette proposition étrange a été maintes fois présentée et sous diverses formes. A-t-on d'abord réfléchi que l'idée de patrie est une idée extrêmement contingente, variable avec les lieux et les temps ? Il y a quatre siècles, en Italie, Pise était la patrie des Pisans, et Lucques celle des Lucquois. Un Gascon n'avait pas la même patrie qu'un Normand ; un Bavarois et un Silésien étaient de deux pays absolument différents. Mais la notion de patrie s'est agrandie peu à peu. Aujourd'hui il y a une France et une patrie française, une Allemagne et une patrie allemande, une Italie et une patrie italienne. Pourquoi voudrait-on s'en tenir là ? Est-ce que par hasard le sentiment de la patrie s'est éteint à mesure que la patrie s'agrandissait ? En quoi, s'il y a une patrie

européenne, serais-je moins capable de vouloir son épanouissement et sa prospérité que s'il y a une patrie française?

Je sais bien que si, il y a quatre siècles, on avait dit aux gens de Pise : « Les gens de Lucques ne seront plus vos ennemis, et vous ne les aimerez pas moins que vos concitoyens », les gens de Pise eussent haussé les épaules en criant au sacrilège, à la perte de tout sens moral, à l'abomination des abominations, au renversement de tout, à la destruction des traditions les plus nobles et les plus glorieuses de la cité.

De même, si à quelque Français, à quelque Allemand, à quelque Italien d'aujourd'hui, on venait dire : « Vos voisins, ces voisins que vous haïssez tant, dans quatre siècles seront vos concitoyens, soumis aux mêmes lois, parlant peut-être la même langue, et votre devoir sera de les aimer et de les défendre », quelles clameurs ne pousseraient-ils pas, ces pseudo-patriotes?

Il faut les excuser, ils ne comprennent pas.

Un des plus grands historiens de notre temps, Victor Duruy, écrivait un jour à notre Société de la Paix qu'il était tout à fait avec nous, étant convaincu que l'unité de l'Europe se ferait, comme s'était faite l'unité de la France.

Est-ce qu'au xve siècle les Provençaux, les Lorrains, les Gascons, les Bretons, les Flamands avaient la notion de la patrie française? Il serait bon de renvoyer à l'école primaire ceux qui nous rebattent les oreilles avec la notion d'une patrie immuable et immutable.

L'idée de la famille est une très belle chose, l'idée de la patrie est une très belle chose aussi; mais l'idée de l'humanité n'est pas moins belle, et il est absurde de croire qu'il y a désaccord entre ces trois sentiments très purs et très nobles.

J'aime ma famille. Est-ce une raison pour détester ma patrie? J'aime ma patrie. Est-ce une raison pour partir en guerre contre les patries voisines?

Je vais plus loin. Je crois que ces trois amours, au lieu de se contredire, convergent. En aimant ma famille, j'aime une fraction de ma patrie, et en aimant ma patrie, j'aime une fraction de l'humanité.

Celui qui s'écrie, en apprenant qu'un navire anglais s'est perdu corps et biens : « Bravo! cela fait deux cents Anglais de moins! » celui-là est un très mauvais patriote, sans compter que c'est un méchant homme, doublé d'un imbécile fieffé. Pauvre sot! Est-ce que ces hommes ne sont pas tes frères? Est-ce qu'ils ne peuvent pas t'être utiles quelque jour?

Si un Jenner, ou un Shakespeare, ou un Watt, est parmi les naufragés, est-ce que tu ne souffriras pas, toi aussi, de cette mutilation qui pèsera sur l'humanité tout entière?

Mais j'ai honte vraiment d'insister, tant l'évidence est éclatante.

On est tellement envahi par les idées communes, qui font notre ambiance, qu'on a peine à concevoir, chez ceux qui viendront après nous un état d'esprit où nos idées seront traitées d'absurdes. Nous ne savons pas comprendre à quel point tout notre domaine intellectuel est relatif. Il y a deux siècles, la torture était regardée comme le principal élément d'une instruction judiciaire. Il y a trois siècles on brûlait les sorciers, et les meilleurs des hommes, en ce temps-là, considéraient les brûlements des démoniaques et des sorcières comme un des piliers de la justice et comme le salut de l'État.

Supposons une société d'anthropophages où l'anthropophagie soit une institution vénérable, consacrée par la tradition, prescrite par les lois, enseignée dans les écoles, recommandée pas les prêtres, célébrée par les poètes et les philosophes, prêchée dans les salons et les ateliers, dans les académies et dans les cabarets; alors, assurément, personne n'oserait protester contre cette sainte coutume. Le malheureux qui aurait l'audace de trouver criminels les repas humains serait vilipendé et déclaré traître à la religion et à l'humanité. Sous peine des plus sanglantes injures, peut-être de l'exil et de la prison, chacun serait forcé de faire l'éloge de cette coutume, et les discours de réception à l'Académie française se termineraient, au milieu des applaudissements de l'assistance, par l'éloge pompeux de l'anthropophagisme.

Notre conception belliqueuse de la patrie n'est pas supérieure à la conception des anthropophages. Et même manger un homme parce qu'on a faim, c'est un acte beaucoup moins grave et beaucoup moins bête que de pousser au stérile égorgement de plusieurs milliers d'hommes. Mais les mœurs sont là, et, de par les mœurs, nous sommes forcés d'admirer les conquérants et les belliqueux. Si, par aventure, quelque voix discordante s'élève pour dire que la notion d'une patrie conquérante et guerrière est une notion barbare, aussitôt on crie au parricide et à l'infamie. Comme dans les sociétés d'anthropophages, celui qui se révolte contre cet antique usage est traité de misérable et de traître.

Pauvres anthropophages! nous n'avons pas le droit cependant de nous indigner contre vous; car nos festins patriotiques sont bien autrement sanglants que les vôtres, et vous faites maigre chère à côté de nous.

Pourtant, si j'étais parmi des cannibales, dussé-je être conspué, je blâmerais leurs usages.

De même, ici, dans notre société actuelle, je ne craindrai pas de dire tout haut mon opinion. Au risque de paraître un monstre, je dirai que la mort

d'un brave homme d'Allemand, ou celle d'un brave homme d'Anglais, ou celle d'un brave homme d'Italien, me paraissent des crimes. Ces gens-là, quoiqu'ils vivent de l'autre côté de la frontière, sont des hommes comme moi. Ils ont un père, une femme, des enfants. Leur sang a la même couleur que le mien, et je ne peux pas me réjouir quand je vois ces honnêtes gens souffrir, pleurer, mourir. En un mot — j'en demande pardon aux apôtres modernes du patriotisme — je n'ai aucune joie à leurs misères; et le massacre de ces pauvres diables de paysans voisins ne remplit mon cœur ni d'orgueil, ni de plaisir.

J'en suis même arrivé à ce degré d'infamie que j'ai pour eux, comme pour mes frères de France, la plus profonde pitié, et que je tâche de donner à mes élèves, à mes amis, à mes enfants, le respect de la vie humaine, qu'il s'agisse d'un étranger ou d'un Français.

J'ai même l'espoir, peut-être bien singulier, qu'un jour ce n'est pas moi qui serai traité de barbare.

3° *L'armée est une école d'abnégation, et la préparation à la guerre est le développement de la moralité.*

Cette opinion ne peut se soutenir que si l'on n'a pas été voir ce qui se passe dans les casernes, les camps et les chambrées. Je suis même sûr que bon nombre d'officiers sont parfaitement convaincus que les casernes et les chambrées sont d'une moralité et d'une salubrité irréprochables. Ils ont de très bonnes raisons pour le croire : ils n'y vont pas. Ils ne savent rien de ce qui se dit là; ils lisent plus ou moins distraitement le rapport qu'un sous-officier leur apporte : quand ils entrent, par grand hasard, on dit : *Fixe!* et ils passent.

L'impôt de la conscription n'est pas seulement le plus lourd, et le plus dur, c'est encore le plus vain des impôts. D'ailleurs, en immense majorité, ou plutôt en totalité les hommes de la classe n'ont qu'un souci, c'est de terminer leur service. Ils comptent les jours. C'est une corvée qui leur est imposée, et dont ils ne comprennent pas la nécessité. Ils se soumettent, parce qu'ils ne peuvent faire autrement, mais au fond ils haïssent l'armée et le régime militaire.

Quant à la moralité, il suffira de regarder les établissements qui avoisinent les casernes, pour apprécier la haute moralité de la vie militaire.

Et puis, disons-le pour dissiper tout malentendu, nous ne prétendons pas qu'il soit mauvais, aux jeunes citoyens d'un pays, de se réunir, sous des chefs vigilants et zélés, pour pouvoir, pendant quelques semaines, ou quelques mois peut-être, acquérir certaines notions générales sur les devoirs du citoyen vis-à-vis de la patrie, notions qu'ils ne pourraient trouver ni à l'usine, ni aux champs, ni dans les salons. Oui, comme en Suisse, par exemple, un service militaire, très court, et très paternel, avec une armée organisée uniquement pour la défense, sans aucune arrière-pensée belliqueuse, qui ne connaîtrait pas la vie de caserne, mais la vie de campement ou sous la tente. Soit! Mais le service militaire de trois ans, tel qu'on le pratique aujourd'hui, contribue à l'abaissement de la moralité, et c'est un fléau qui opprime la conscience d'un peuple.

4° *La guerre est le triomphe du meilleur.* — Voilà une objection grave : l'objection métaphysique de Hegel, reprise par quelques philosophes et par certains écrivains.

Notons, d'abord, que, si cet argument était sérieusement défendu, il faudrait éliminer les petits peuples de la carte du monde. Malgré leur vaillance, les Suisses ne pourraient résister ni à une invasion française, ni à une invasion allemande. Supposons la coalition de l'Autriche et de la Prusse contre le Danemark — on sait que ce n'est pas une légende — que peut faire le Danemark, sinon être vaincu? En quoi cette défaite prouve-t-elle que la vaillance des Danois était inférieure à celle des Autrichiens et des Prussiens ?

Déjà, par cette seule remarque, toute l'argumentation tombe, puisqu'on ne peut exclure les guerres entre adversaires de nombre inégal. Mais supposons que le nombre des ennemis en présence est à peu près le même, est-ce que, fatalement, le plus vertueux va triompher?

Il suffit de lire les histoires pour être convaincu du contraire. Souvent un hasard a décidé du sort d'une campagne. Un grand général, par une tactique savante et une habile stratégie, vaut à lui tout seul la valeur et l'héroïsme de plusieurs milliers de soldats. Et, d'autre part, un chef maladroit et inepte rendra inutile le courage et la vaillance de ses troupes. Mieux vaut, disait je ne sais plus quel général, une armée de cerfs commandée par un lion, qu'une armée de lions commandée par un cerf. De la pensée et du talent de quelques hommes dépend le succès final, et on trouverait, à tout prendre, autant de courage dans les petits soldats vaincus que dans les petits soldats vainqueurs.

Et puis le mot force est extrêmement complexe. Un peuple se consacre uniquement à la guerre : il a des soldats disciplinés et nombreux, des chefs habiles et sages, un matériel de campagne irréprochable. Il est le plus fort pour la guerre, soit. Mais il est d'autres forces que la force militaire. Les peintres, les philosophes, les savants, les mathématiciens, les poètes, les industriels, les laboureurs, tous ces gens-là comptent pour quelque chose sans doute. Au fond le triomphe du plus fort ne signifie pas autre chose que le triomphe d'un peuple préparé à la guerre, contre un peuple non préparé à la guerre.

S'il en était ainsi, l'idéal de la civilisation ne serait plus que la préparation à la guerre. Beaucoup de bons fusils dans les arsenaux; des cuirassés et des torpilleurs solides et rapides; de la poudre partout; des bataillons homogènes, bien exercés, bien commandés; des forteresses fournies de munitions et de vivres; un service d'état-major irréprochable; un service d'intendance impeccable, voilà alors à quoi devrait aboutir la fin de notre civilisation, le *nec plus ultra* de la pensée humaine. Étant le plus fort, ce peuple-là serait sûr de la victoire, et il pourrait se permettre impunément de violenter, de tyranniser, d'écraser les autres patries. M. de Vogüé n'a-t-il pas osé écrire que l'idéal d'une nation était de *flanquer des culottes à ses voisins* (*sic*)?

Voilà la conception que ce grand penseur s'est formée du monde.

N'en déplaise à Hegel, le triomphe du meilleur est tout simplement le triomphe du plus fort. Or le plus fort, c'est celui qui a les plus gros bataillons; ce n'est ni le meilleur ni le plus juste. Jadis, dans les duels, il était dit qu'on faisait par là appel au jugement de Dieu, et que le jugement de Dieu était toujours favorable au plus juste! Mais c'est seulement dans les mélodrames que l'homme vertueux est assuré de triompher du méchant. En réalité, l'issue du duel n'a aucun rapport avec le bon droit. On peut être très fort à l'épée ou au pistolet, et avoir tous les torts. J'ai beau faire: je ne vois aucune relation entre le succès des armes et la justice.

Si la guerre et la victoire par les armes décidaient tout, les petites nations n'auraient plus qu'à disparaître. Il faudrait renoncer à l'art, à la science, à la pensée. Le rêve des Romains de l'ancienne Rome devrait être aussi le nôtre: un peuple de soldats, ne vivant que pour la guerre et par la guerre.

Notre idéal de l'humanité n'est pas celui-là.

Notre idéal, si lointain qu'il puisse être, hélas! ce n'est pas la force, mais le droit. Nous voulons que la justice gouverne les relations des nations entre elles. Et, pour prendre deux grands exemples douloureux, deux plaies toujours saignantes, il me suffira de parler de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne. Voilà ce que fait l'écrasement du faible par le fort.

5° *Les pays non belliqueux sont corrompus.* — Quant à la corruption, à l'avilissement, à la pourriture qui menaceraient tout peuple dégagé des préoccupations belliqueuses, c'est une fantaisie sur laquelle peuvent s'écrire des variations brillantes, pour plaire aux dames; mais c'est une fantaisie que personne ne peut prendre au sérieux.

Il y a des nations belliqueuses et militaires, où tout est organisé pour la guerre: service militaire obligatoire et universel, budget militaire énorme, prépondérance du régime militaire sur le régime civil, armées permanentes colossales. C'est l'Allemagne, c'est la France, c'est l'Italie. Il est d'autres pays essentiellement pacifiques, comme l'Angleterre, et surtout comme les États-Unis. L'Angleterre, malgré ses puissantes et guerrières entreprises coloniales, n'est pas un pays militaire. Le service militaire n'est pas obligatoire; le régime militaire ne l'emporte pas sur le régime civil, et l'armée est minime relativement à la masse de la nation. Les États-Unis sont moins militaires encore, ce qui ne les empêche pas de faire la guerre, quand la folie de la guerre les aveugle. Mais, comme ils n'ont pas d'armée permanente, ils doivent en improviser une, ainsi qu'ils l'ont fait l'année dernière dans le conflit odieux qu'ils ont eu avec l'Espagne. En tout cas, cette guerre doit être considérée comme un accident. Et la nation américaine est la moins militaire qui fut jamais. Oserait-on prétendre qu'elle est plus corrompue que la nation française? Et accusera-t-on la société anglaise d'être plus pourrie que la société allemande?

On a trouvé un curieux argument; on a dit: « La Chine n'est pas militaire: voyez à quel degré de décadence elle est tombée! » Raisonnement bien digne des Chinois eux-mêmes! Car, si les hommes de race jaune avaient l'intelligence des hommes de race blanche, avec les chemins de fer, l'électricité, l'amour du progrès et de la science, il ne faudrait pas parler de la décadence de la Chine, et ce n'est pas une longue paix qui leur a fait le cerveau plus étroit que le nôtre.

De fait, je vois bien ce qu'on supprimerait en supprimant les guerres: on diminuerait les impôts, on éviterait les massacres humains, on n'érigerait pas en axiome cette formidable erreur morale que la force prime le droit. Moins de facilité à l'alcoolisme, moins d'encouragement à la prostitution, l'allégement des misères et des haines, telles sont les conséquences d'une civilisation pacifique remplaçant notre civilisation guerrière. Ce n'est pas là la décadence, à ce qu'il semble.

Loin de moi la croyance que la fin des guerres amènerait l'âge d'or, et que le ciel apparaîtrait sans nuages. Non certes! Les passions humaines seraient toujours là, et des intérêts opposés rivaux lutteraient durement entre eux. Nous assisterions à de grandes luttes commerciales et industrielles, où il n'y aurait guère de place pour la pitié. Des conflits surgiraient encore, et des haines vivaces entre des groupements d'hommes, factices ou naturels, survivraient à l'extinction de la guerre. Probablement il n'y aura jamais cet âge de fraternité complète et sereine que notre constitution physiologique nous interdit. Les débats entre individus conserveront toute leur acuité; les luttes politiques seront tout aussi âpres. Mais au moins n'y aura-t-il pas de sang stupidement

versé. Au moins un immense effort n'aura-t-il pas été dépensé en vain.

Le jour où furent remplacées les luttes à mains armées, entre individus ennemis, par le recours à un tribunal jugeant les différends, la haine n'a pas été supprimée, ni même la lutte. Mais les batailles pacifiques devant des tribunaux et des juges ont constitué un immense et incomparable progrès sur les batailles sanglantes, à l'épieu ou au coutelas, des civilisations primitives. Au point de vue international, nous en sommes encore à l'époque préhistorique, alors que l'homme des cavernes défendait contre ses frères, avec ses dents, ses ongles, et son silex taillé, le quartier de venaison qu'il rapportait à sa femelle et à ses petits.

Tout cela importe peu à M. Johns, à M. Coppée, à M. de Vogüé, à M. Valbert, à M. de Cyon, qui considèrent la guerre comme un bien. Sans la guerre, disent-ils, le monde tomberait dans une *dangereuse léthargie*.

M. Valbert, plus sage que M. de Vogüé, reconnaît cependant que la guerre n'est pas sans présenter quelques mauvais côtés; c'est un fléau, dit-il, mais un fléau qui a des effets bienfaisants, et l'abolition de la guerre *n'ennoblirait pas notre espèce*. « Bref, ajoute-t-il résolument, s'il ne tenait qu'à moi de supprimer la guerre, *j'hésiterais peut-être*. »

On peut, sans crainte de se tromper, en conclure que M. Valbert a dépassé l'âge militaire, et qu'il n'a pas de fils sous les drapeaux. Autrement il parlerait un autre langage. Mais cela importe peu : retenons seulement cet argument de la *léthargie* et du *désennoblissement* de notre espèce.

Certes, quand tout un pays est secoué par la guerre, quand les routes sont encombrées de soldats ennemis, traînant des bandes de prisonniers et des convois de blessés, avec les contributions de guerre, les famines des villes assiégées, les bombardements, les capitulations, les fusillades d'otages, avec le choléra, le typhus, le scorbut, la pourriture d'hôpital... Certes, ô monsieur Valbert, vous pouvez vous réjouir, et ce n'est pas là de la léthargie.

Un malheureux épileptique, aux membres tordus, qui hurle dans d'atroces convulsions, en crachant de l'écume et du sang, en enfonçant ses ongles dans sa chair, et en faisant rebondir sa tête sur le pavé, n'est pas en léthargie. Est-ce là votre idéal, ô monsieur Valbert?

L'Angleterre, qui, grâce à un demi-siècle de paix, a fait triompher partout son commerce, son industrie, sa langue, est-elle donc en léthargie, plus que la France qui a versé au Mexique, en Italie et sur le Rhin le meilleur de son or et de son sang?

La France de Napoléon n'était pas en léthargie. S'est-elle enrichie, s'est-elle honorée dans ces guerres criminelles où la menait la fantaisie du despote qu'elle s'était donné? A-t-elle conquis l'amour des peuples? A-t-elle agrandi ses frontières?

Ne connaissez-vous pas, monsieur Valbert, de petits peuples, comme la Suisse, qui ont le malheur de vivre sans guerres? Allez donc, sous prétexte qu'ils ne se battent pas, leur raconter qu'ils s'endorment dans la léthargie.

Quant à l'ennoblissement de l'espèce, j'ignore ce que veut dire M. Valbert. S'il parle de la race, il doit savoir que ceux qui périssent sur le champ de bataille sont nos jeunes gens, les plus sains et les plus braves. Car les sourds-muets, les rachitiques, les épileptiques, les bègues, les borgnes, les manchots, les becs-de-lièvre, les scrofuleux, et même les culs-de-jatte n'ont pas à craindre que la mort les atteigne sur un champ de bataille. Ils nous restent heureusement, pour perpétuer et ennoblir la race; car leur infirmité les protège et les réserve pour les générations futures, tandis que tous les hommes valides, qui ont été forcés de partir, risquent fort, au jour du massacre, d'engraisser les champs avec leur corps vigoureux, fauché par les épidémies ou la mitraille.

On aurait un magnifique échantillon d'une race si on ne gardait pour la procréation des enfants que les infirmes déclarés inaptes au service militaire.

Et quant au courage militaire, eh bien! disons-le maintenant : c'est, à notre sens, une des plus vaillantes qualités de l'homme. Mais est-il nécessaire qu'il s'exerce? Toute la question est là.

Oui certes, le courage militaire est admirable. Jamais il ne nous est échappé un mot de blâme ou de réticence envers les vaillants qui ont sacrifié leur vie sur le champ de bataille ou ceux qui sont prêts à le faire.

Le mépris du danger, de la mort, des fatigues, de la faim, du froid, et de tous les maux que la guerre traîne après elle, c'est un si noble sentiment qu'il faudrait être dénué de toute grandeur d'âme pour ne pas le comprendre. L'idéal du soldat est l'amour du chef et du drapeau; car le chef et le drapeau représentent, sous une forme bien vivante, par un symbole que les plus incultes peuvent facilement saisir, la patrie, la patrie attaquée, qu'il faut défendre.

L'esprit de discipline, d'abnégation, de sacrifice qu'évoque l'amour du drapeau, c'est l'apogée des vertus humaines.

Nous voudrions que les grands traits d'héroïsme militaire fussent fréquemment enseignés dans les écoles, car il n'est pas de leçon plus salutaire. Prêcher le devoir militaire, c'est prêcher l'honneur et la vertu. Assurément les glorieux exemples ne feraient pas défaut. Depuis Léonidas jusqu'à la guerre franco-allemande, que de traits de courage, que de hauts faits à citer!

La vie de Jeanne d'Arc et les guerres de la première République fourniraient à elles seules de quoi émouvoir les plus rebelles. Quel beau livre que celui où seraient remémorés les actes de bravoure qu'a enregistrés l'histoire! Il faut que tous ces témoignages d'héroïsme, racontés et commentés, soient le livre d'or de notre jeunesse.

On ne pourra donc pas nous reprocher de faire bon marché des vertus militaires.

Mais cette admiration sans réserve que nous professons pour le courage n'entraine aucunement l'admiration pour la guerre.

La plus pure vertu peut être employée à la plus exécrable cause. Des efforts généreux peuvent être employés à une œuvre inutile et néfaste. Et c'est malheureusement le cas de la guerre, avec tous les dévouements stériles qu'elle provoque.

Je suppose qu'on ait construit une immense machine élévatoire qui va puiser l'eau de la mer pour faire couler, à quelque cent mètres de là, sur le sable de la plage, cette eau à grand'peine élevée. Il me sera permis de m'extasier sur la force de la machine, ses magnifiques proportions, la puissance de ses chaudières et la résistance de ses bielles; mais il ne me sera pas permis de dire : « Continuez ce dur travail », car ce travail est franchement idiot, et, plus la machine sera belle et puissante, plus j'aurai le droit de m'indigner que toute cette force soit si mal employée.

Encore l'inepte travail accompli, qui consiste à élever de l'eau pour la faire retomber ensuite dans la mer, n'est-il pas nuisible. C'est de la force perdue, c'est de l'intelligence et du travail en pure perte dépensés. Au moins personne n'en pâtit.

Mais que sera-ce si cette merveilleuse machine, au lieu d'un travail stérile, exécute un travail funeste! Par exemple, supposons qu'au lieu de rejeter l'eau de mer dans la mer, notre machine aille la répandre dans la campagne, pour l'inonder, détruire les prairies, les moissons, les blés; ou dans une ville, pour noyer les bibliothèques, les tableaux, les œuvres d'art, ruiner l'industrie de toute une région, faire périr de misère quelques centaines de paisibles citoyens. Alors je m'indignerai à bon droit, et je dirai à l'admirable machine et aux savants ingénieurs qui l'ont construite :

« Arrêtez... Quoique votre œuvre soit habile et puissante, elle est pernicieuse : employez votre talent et votre force à un autre usage... »

A vrai dire, une semblable machine n'existe pas. Est-ce parce qu'elle serait absurde? Franchement je ne le crois pas; car les hommes ont imaginé quelque chose de plus absurde encore : c'est la guerre. Si puissante que nous supposions cette machine élévatoire, elle ne pourra jamais coûter vingt milliards de francs; il lui sera interdit de dévaster trente départements, et, malgré tout son charbon et toute sa puissance, elle ne pourra noyer dans les flots qu'elle lance deux cent mille personnes.

Eh bien! ce que cette machine ne peut pas faire, la guerre le fait sans peine en quelques jours. Ce n'est pas la vapeur qui s'emploie, mais la force explosive de la poudre, ce qui est à peu près la même chose : et des merveilles d'industrie sont adaptées à la destruction et à la mort.

Je le répète, la valeur morale des ouvriers condamnés à cet odieux labeur n'est nullement atteinte; ils obéissent à des ordres supérieurs; ils ne comprennent pas le mal qu'ils font; ils exécutent en aveugles la tâche qu'on leur a confiée, qui est de faire manœuvrer la détestable machine. C'est presque leur devoir que d'accomplir cette œuvre de destruction. Pas un mot de blâme ne doit être porté contre eux; mais, tout en respectant leur vaillance, tout en honorant leur énergie, il sera bien permis de déplorer le mécanisme destructeur dont ils sont les agents presque inconscients.

Ces lignes étaient écrites lorsque ont paru, à quelques jours d'intervalle, trois lettres ou discours de trois grands apôtres modernes de la guerre : M. Coppée, M. Brunetière, et le professeur Stengel, de Münich.

M. Coppée parle avec attendrissement des bouquets de fleurs que les soldats victorieux mettent aux canons de leurs fusils! Quelle idylle! Quelle pastorale! Ces aubépines parfumées sont délicieusement poétiques. Mais elles ne masqueront peut-être pas l'odeur du charnier, du pourrissoir, qui s'épanouit là-bas, dans les sillons où des milliers de braves enfants, le ventre ouvert et fétide...

Le professeur Stengel émet cette idée ingénieuse que la guerre est une source de richesses (comme l'étaient jadis les diligences pour les voleurs de grand chemin). Il prétend que la prospérité d'une nation dépend de l'étendue des budgets militaires. Plus un pays fournit d'impôts, plus il devient riche. Nous n'essayerons pas de réfuter cette proposition. Nous laissons aux paysans de Saxe et de Silésie le soin de répondre. D'ailleurs, dit M. Stengel, la guerre est le développement de la vertu.

Ce même thème a été brillamment repris par M. Brunetière. Il a parlé avec éloquence de l'abnégation, de l'égalité démocratique, du mépris de l'argent. Toutes vertus dont l'armée seule peut conserver la tradition. Mais pourquoi, afin de se distraire de ses études littéraires, M. Brunetière ne va-t-il pas faire quelque excursion dans les chambrées, ou autour des casernes? Il trouverait là peut-être d'instructifs éléments d'appréciation.

Au reste, nous ne nous attarderons pas à discuter

l'opinion Stengel-Brunetière. Si nous différons d'avis, c'est parce que d'autres mobiles, d'autres passions nous inspirent, eux et nous, et je ne crois pas que ni les uns ni les autres, nous puissions en changer. Nous, nous avons devant les yeux le spectacle d'une grande bataille, ces milliers de morts et d'agonisants, sacrifiés à une cause futile; ces hôpitaux où gémissent les blessés et les malades; avec la peste, le typhus, le choléra. Mais M. Coppée, M. Stengel, M. Brunetière ont un autre idéal: c'est de pouvoir sur le drapeau et la patrie faire des phrases sonores, renouvelées des auteurs latins, devant un auditoire de *dispensés*, des dames, des vieillards, des réformés.

Alors toute controverse devient vaine; car les *dispensés* ne nous intéressent guère. C'est aux petits soldats, c'est aux obscures et inconnues victimes que nous pensons. Même si nous avions le malheur de partager un jour les sentiments de M. Stengel ou de M. Brunetière, nous aurions quelque scrupule à les énoncer tout haut, tant que nos paroles engageraient d'autres que nous à se faire casser la tête, pour donner un aliment à nos discours.

CHARLES RICHET.

LA VIEILLE MAISON (1)

V

A l'entrée de l'Exposition, dans le courant du public qui entrait en foule compacte, deux messieurs discouraient avec animation sans perdre de vue les nouveaux arrivants, au-devant desquels un d'entre eux faisait de la place avec un geste semi-circulaire, imposant et gracieux à la fois, qui tenait de l'invitation et de la condescendance. C'était un petit homme maigre, sec, dont le visage citron était orné de touffes de poils gris bizarrement disposés çà et là et incertains encore (bien que leur propriétaire touchât à la soixantaine) s'ils seraient barbe, moustache ou favoris. Vêtu de drap noir, avec une épingle de mosaïque à la cravate et une paire de gants couleur marron, il apparaissait clairement que sa dignité naturelle s'était pour la circonstance adjoint de minutieux soins externes, ayant pour mission d'attirer sur elle les regards même des plus distraits. Tout concourait d'ailleurs à ce but, et la manière de tenir la tête plus droite que de coutume, et un roulement d'yeux extraordinaire où se lisait le contentement de soi et une pitié bienveillante qui pour ainsi dire aspergeait la foule d'eau bénite.

— Comprenez-vous, disait-il à son interlocuteur, en laissant tomber les paroles de très haut, ce n'est pas pour rien qu'on reçoit une bonne éducation. Mon neveu...

— Il est votre neveu?

— Proche parent; très proche parent. Je l'ai élevé depuis l'âge de neuf ans; il est pour moi comme un fils. Je l'ai cultivé vraiment à la manière d'une plante, émondant, extirpant, greffant. On peut dire qu'il n'a pas une idée qui n'ait été mienne d'abord. Le désintéressement avec lequel, nous autres éducateurs, jetons dans les jeunes esprits des semences qui germeront pour eux, dont eux seuls récolteront les fruits, est bien ce qui fait l'austérité, je dirai même la sainteté de notre mission.

M. Pompée s'interrompit pour jeter un regard de travers sur un carnet que son compagnon avait tiré de sa poche et qu'il remplissait de notes. M. Pompée connaissait bien le gaillard qui avait été son élève, un de ses plus mauvais élèves même. Mais cet excancre s'étant mis à faire de la critique d'art, le pédagogue soupçonna qu'il pourrait l'épingler tout vif dans une colonne du journal. Non pas que la chose lui déplût, au contraire, mais il sentait l'importance du moment et la nécessité de poser à son avantage. Une main dans l'ouverture de l'habit, l'autre pendant avec une noble négligence à son côté, M. Pompée pensait : Celui-là aussi, c'est moi qui l'ai formé. Qui sait si, porté par la capricieuse fortune, il n'aura pas son quart d'heure de célébrité? Alors il devra de toute nécessité se souvenir de moi. Pourvu qu'il ait réussi à purger son style des odieux néologismes qui l'encombraient!

— Mon cher maître, vous dites donc que votre neveu à vingt ans.

— Vingt et un.

— Et il a toujours eu cette passion pour l'art?

— Assurément!

— De toute évidence, depuis l'enfance?

— De toute é-vi-dence! Ses cahiers étaient pleins de gribouillages.

— De gribouillages?

— Je veux dire... vous comprenez... les premiers essais... Raphaël lui-même a commencé comme cela. *Ars longa*. Ce Raphaël, quel peintre!

M. Pompée caressa les poils de barbe du menton, arqua les sourcils et se leva sur la pointe des pieds parce qu'il lui semblait que la foule prenait à tâche de le cacher. Il s'avança vers un groupe de jeunes gens dont les courtes jaquettes et les longs cheveux faisaient deviner des élèves de l'école de peinture et qui marchaient respectueusement, placés en cercle autour d'un monsieur grand, corpulent, bien mis, prêchant au milieu d'eux comme Jésus au milieu des apôtres. La voix avait une sourdine pour ne pas attirer l'attention des profanes, les jugements étaient

(1) Voir la *Revue* du 25 mars, des 1er, 8, 15, 22 et 29 avril 1899.

brefs, tranchants et parfois se bornaient à un haussement d'épaules ou à un peuh! dédaigneux; tout cela accueilli par la petite troupe avec une humble déférence, avec des rougeurs ou des pâleurs subites qui prouvaient la toute-puissance du personnage.

— C'est le professeur X..., chuchota le critique à l'oreille de M. Pompée; je vais écouter ce qu'il dit.

Joignant aussitôt l'acte aux paroles, le critique d'art se faufila si bien dans l'auditoire que sa mince personne ressemblait, entre les basques du professeur et les cheveux des élèves, à un petit oiseau sautillant en quête de miettes.

A ce moment entraient, sans que M. Pompée s'en aperçût, les demoiselles Lamberti. Gracieuses, élégantes, d'une distinction sévère, elles attiraient les regards partout où elles passaient, mais moins encore pour leurs personnes mêmes qu'à cause de l'auréole qui entourait leur nom. Muette depuis de longues années, la voix de Gentile Lamberti éveillait encore un écho dans les cœurs qu'il avait fait palpiter, par ce privilège qu'ont certaines âmes de prolonger leur vie au delà de l'existence matérielle, et il arrivait souvent aux jeunes filles d'entendre murmurer sur leur passage : « Ce sont les filles de Gentile Lamberti », avec un accent de sympathie respectueuse qui faisait vibrer profondément le cœur d'Anna et passer sur les lèvres d'Elvire un sourire de vanité satisfaite.

L'attribution du prix et les polémiques qui l'avaient précédée avaient excité la curiosité et attiré ce jour-là à l'exposition une foule énorme. Dans les salles, où l'on circulait à grand'peine, la chaleur était insupportable. Les velums de toile blanche, à demi détendus pour régler la lumière, contribuaient à réduire l'espace, emprisonnant l'air et le rendant à peu près irrespirable. Dans cette atmosphère laiteuse, uniforme, la foule s'écrasait plutôt abasourdie que charmée, recevant dans la rétine une impression de couleurs qui chez la plupart se soldait par une forte migraine; secouée parfois par une œuvre impressionniste, par une hardiesse ou une folie nouvelle qui lui arrachait des exclamations railleuses et faisait courir les plaisanteries de bouche en bouche, mais reprenant presque aussitôt son allure pesante et résignée de troupeau humain devant la file interminable de tableaux.

— Il fait trop chaud, dit Elvire.

Les deux sœurs étaient anxieuses de savoir si le prix avait déjà été décerné. Elles ne regardaient rien, elles ne voyaient personne, suivant docilement le courant et n'ayant qu'un désir: retrouver Flavio. Une grosse famille bourgeoise composée de trois générations, tout entière en contemplation devant une toile intitulée *la Repasseuse*, les arrêta quelques instants, bien malgré elles.

— C'est ça qui mériterait le prix, s'écria d'une voix de stentor le père de famille.

Les autres firent chorus, admirant, qui, la belle figure luisante de la repasseuse; qui, le linge dont pas un pli n'était épargné à l'œil du spectateur; qui, le fer brillant comme si on venait de le passer au papier de verre. La mère de famille examina longtemps avant de se prononcer, puis elle déclara nettement qu'on ne repassait pas sur une table aussi basse.

— Il fait vraiment trop chaud, répéta Elvire.

— C'est étrange. Tu ne souffres jamais de la chaleur, observa Anna.

— Mais aujourd'hui, elle est excessive.

— C'est vrai. Si nous pouvions trouver une salle moins encombrée.

— Il me semble apercevoir M. Pompée là-bas.

— Où donc?

— On ne le voit plus déjà.

Elles rencontrèrent des amies:

— Oh! votre jeune peintre, quel succès!

— A-t-on déjà décerné les prix? demanda Elvire.

— Pas encore.

Un flot humain les sépara. Les deux sœurs se laissèrent porter en avant, désireuses d'arriver près du tableau de Flavio. Mais ce tableau était dans une des dernières salles.

— Arrêtons-nous un moment, proposa Elvire.

A grand'peine elles trouvèrent place sur un des divans placés au milieu des salles. Autour d'elles se tenaient quelques personnes du monde, parmi lesquelles une dame appartenant à cette catégorie de gens que les journaux littéraires et les auteurs dans leurs préfaces appellent les intellectuels. Elle arrivait précisément à la conclusion d'un petit discours sur la peinture :

— ... C'est La Sizeranne qui l'affirme, nous devons le croire.

— Pourtant, répondit un monsieur d'âge moyen qui lui faisait vis-à-vis et agitait un éventail japonais, je ne crois pas que nos artistes feraient bien d'imiter les Anglais.

— Vous n'admirez pas Burne Jones?

Ce disant, la dame intellectuelle jeta un regard vers les personnes qui venaient de s'asseoir sur le divan, pour juger de l'effet de ses paroles sur ce nouvel auditoire.

— Si, *un* Burne Jones me plaît; *deux*, ce serait déjà trop. Le génie ne peut faire école; manifestation d'une forte individualité, il est à lui-même son commencement et sa fin.

— Cependant les préraphaélites n'ont pas dit leur dernier mot.

— Oh! fit le monsieur à l'éventail sans s'expliquer davantage.

Deux jeunes dames s'étaient avancées pour serrer la main à l'intellectuelle.

— Oh ! ma chère, mais ce vainqueur, on ne le connaîtra donc jamais ?

— Le jury subit l'influence de la température, murmura le monsieur en s'éventant avec plus de langueur.

— Mon Dieu, reprit l'intellectuelle en soulignant chaque parole, le choix ne doit pas être si difficile ! En procédant par élimination, que reste-t-il à juger en fin de compte ? Huit ou dix œuvres, tout au plus !

— Pour ce qui me concerne, dit une des dames dont le grand nez en forme de bec usurpait dans le visage la place d'honneur et qui portait une couronne de marquise, je ne vois pas un seul tableau qui m'inspire le désir de l'avoir dans mon salon.

— Cette tête est bien expressive ! s'écria sa compagne, montrant un *Saint Jérôme* juste en face d'elle, rouge comme un tison ardent.

— A quoi songes-tu ? Il ferait bonne figure au-dessus de mon divan Louis XV. Marchandise de pacotille, ma chère !

— Elles seraient plus dans le style ces jeunes filles que le peintre appelle : *Printemps hellénique*, mais... c'est trop nu, reprit l'intellectuelle. Les peintres habitués aux crudités des académies oublient souvent qu'il y a aussi au monde des dames.

— Des vraies dames, accentua la propriétaire de la couronne de marquise, gonflant les narines de son grand nez.

— Un tableau pour votre salon, marquise, interrompit le monsieur à l'éventail, pourrait être celui de ce jeune symboliste : *Elle vient !*

— Oh ! non, il m'impressionne trop. Je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a un voleur dans la chambre voisine.

— Quelle idée !

— C'est ainsi. Le visage du jeune homme respire une terreur, une anxiété...

— J'admets l'anxiété, mais je l'explique différemment.

La dame qui était sur un pied d'intimité avec Burne Jones et La Sizeranne ouvrit une parenthèse pour dire :

— Il ne me semble pas qu'il appartienne à l'école symboliste. Il est au contraire d'un réalisme saisissant.

— On peut être à la fois symboliste et réaliste. Qu'en pense la marquise ?

— Je pense qu'en tout cas le cadre est de mauvais goût.

Les demoiselles Lamberti se levèrent.

— Si nous pouvions trouver Flavio ! murmura Anna.

Elvire ne répondit pas ; elle était pâle et semblait succomber sous le poids d'une lassitude à laquelle le trop court repos n'avait pu apporter aucun soulagement.

Elles reprirent leur marche lente au milieu de la foule, saisissant au vol des bribes de conversation, des embryons de jugements, des paroles détachées qui s'entremêlaient de façon bizarre.

Un petit vieux remuant, moustaches à la Victor-Emmanuel et chapeau de feutre verdâtre posé à la diable, s'appuyait fortement sur le bras d'un compagnon, lui grommelant à l'oreille d'un air de conspirateur :

— Il faut que nous en revenions à la peinture historique ; hors de là pas de salut. Que nous racontent tous ces fantoches ? La fantaisie ! Le sentiment ! C'est à mourir de rire. Il nous faut l'histoire, il nous faut le dessin. Personne aujourd'hui ne sait plus dessiner. Il fallait voir de mon temps les Induni, les Focosi... Il fallait voir l'Emmanuel Philibert jetant aux pieds de l'ambassadeur espagnol les insignes de la Toison d'or !

Le babil de deux fillettes domina la voix du vieux bougon.

— ... Le bas de la jupe fileté de blanc.

— Et les boutons blancs.

— Non, noirs.

— Blancs, c'est mieux.

Les demoiselles Lamberti tressaillirent. Quelqu'un avait dit : « Le prix. » Mais elles ne purent distinguer que cela. Elvire, silencieusement, passa le bras sous celui d'Anna.

Elles arrivèrent enfin aux dernières salles. Une bande de jeunes esthètes assiégeaient le tableau de Flavio de sorte qu'il ne semblait guère possible d'en approcher. Mais Anna, qui était plus grande que sa sœur, se leva un instant sur la pointe des pieds et retomba aussitôt, serrant nerveusement le bras d'Elvire. Elle avait vu le cartel du prix d'honneur fixé sur le tableau.

— Laisse-moi voir aussi, dit Elvire, la voix subitement enrouée par une émotion extraordinaire.

Tremblantes, heureuses, pâles, les deux sœurs burent ensemble à cette large coupe de joie forte et troublante. On parlait très haut autour d'elles, mais elles n'étaient plus en état de rien entendre. C'est à peine si elles aperçurent, confusément là-bas, M. Pompée montant la garde auprès de la toile du triomphateur et souriant au public avec condescendance.

— Allons-nous-en ! murmura Anna.

Elles refirent le tour d'une ou deux salles, mais le besoin d'air pur les porta bientôt dans le petit jardin de l'exposition, qui pour la circonstance avait été garni de fleurs et de hautes fougères donnant, par un groupement artistique, l'illusion d'une épaisse

frondaison. Elles venaient de se laisser tomber sur un banc, dans un coin ombreux et discret, quand Flavio accourut les rejoindre.

Le jeune homme rayonnait à travers cette brume indéfinissable de tristesse qui lui était restée de son enfance désolée et que le succès n'avait pu complètement dissiper. Il avait en outre cette modestie véritable qui fait du triomphe un plaisir contenu, qui le soustrait aux manifestations bruyantes pour l'élever à une sorte de rite intime, à un pacte religieux et solennel avec l'âme.

— Il vous revient, tout entier !...

Faisant ainsi allusion au triomphe, Flavio serrait la main d'Anna, très troublée et heureuse, bien qu'elle ne pût se défendre d'une certaine crainte sur laquelle s'étendait l'ombre du passé et qui pourtant semblait contenir une menace très prochaine.

Elvire hésitait à parler. Le buste à demi renversé sur le dossier du banc, elle fixait sur Flavio un regard ardent, nouveau chez elle, qui ne tarda pas à exercer sur le jeune homme une attraction singulièrement puissante. Elle était dans ce moment divin de la jeunesse qui communique à tout ce qui vit sa puissance et sa grandeur. Bien que chaste, élevée dans des principes sévères, et encore innocente, de toute sa personne émanait un impérieux désir. Flavio subissait le charme, et dans l'état d'excitation actuel il se trouvait absolument désarmé. Ils se regardaient ainsi, extasiés, sous l'empire d'énervantes séductions.

Ce silence parut insupportable à Anna ; à tout prix elle voulut le rompre et se mit à adresser à Flavio, avec une volubilité extrême, une quantité de questions, dont elle-même sentait le vide et l'intonation fausse. Alors elle aurait volontiers repris le fatigant pèlerinage parmi des tableaux, mais elles venaient seulement de s'asseoir et Elvire n'en pouvait plus. Comme Anna regardait sa sœur dans cette pose languissante, avec cette pâleur momentanée qui ennoblissait son visage, sa taille juvénile dont le rose tendre faisait valoir la grâce, le col nu émergeant dans le triomphe de la ligne qui n'avait encore subi aucune atteinte du temps, elle se sentit de nouveau envahie par une crainte instinctive. En ce moment plus que jamais sa sœur lui sembla étrangère mais armée d'imprescriptibles pouvoirs. Elle baissa la tête et, suivant distraitement des yeux le dessin d'une corbeille de fleurs, elle tomba dans une profonde rêverie.

Un orchestre masqué par un groupe de fougères géantes exécutait un morceau d'*Orphée* et les notes subtilement passionnées tombaient dans le petit jardin que la foule n'avait pas encore envahi, où voltigeait un parfum d'azalées nouvellement écloses, où la chaleur, pesante encore mais non contaminée, alanguissait les membres et assoupissait la pensée.

— Comme on est bien ici, soupira Elvire d'une voix à peine distincte.

Dans l'état de sensibilité aiguë où se trouvait Flavio, les nerfs vibrants, la fantaisie exaltée, tout son être envahi d'un flot de vie, ces simples paroles évoquèrent des images enflammées, tels des flambeaux à l'entrée d'un sentier, inconnu et tentant. Les yeux d'Elvire étaient extraordinairement grands ce jour-là, flottant dans une ombre violette d'une langueur maladive et voluptueuse et ils s'attachaient à ceux du jeune homme en un appel long et opiniâtre, avec des éclairs inconscients.

— Je crains, murmura la jeune fille, que vos admirateurs ne viennent vous enlever...

— Ce ne serait pas facile, balbutia Flavio sans bien savoir ce qu'il disait, incapable de résister au trouble qui envahissait tout son être.

Quand Anna leva les yeux, elle vit le couple engagé dans un colloque de brèves paroles : brèves et coupées comme celles qu'ils avaient échangées peu d'heures auparavant à la maison et qu'elle n'avait pu comprendre. Elle vit aussi le bras nu d'Elvire, abandonné sur le dossier près de celui de Flavio, et bien que l'attitude fût justifiée par la longue intimité, Anna ne put réprimer un mouvement de colère. Elle remarqua alors la singulière animation des yeux de sa sœur.

— Tu vas mieux, me semble-t-il ?

— Beaucoup mieux. L'excessive chaleur m'avait fait mal. Il m'est resté un certain mal à la tête, mais cela passera aussi.

Elvire ayant fait un mouvement pour redresser son chapeau, la manche glissa et laissa un instant le coude découvert.

— Où est ton gant ? demanda Anna avec calme.

Elvire et Flavio se levèrent ensemble pour le chercher ; il tomba du banc et Flavio le ramassa aussitôt en riant.

— Ce ne sera pas le gant du défi, lui dit Elvire à voix basse.

Flavio continua à rire sans répondre. Ils étaient enveloppés tous deux d'une atmosphère lumineuse traversée par d'invisibles courants et où leur tendre jeunesse s'épanouissait comme des fleurs que caresse le soleil.

Anna crut que le rire et les paroles faisaient sans doute allusion à une de leurs conversations précédentes et un sentiment de douloureuse humiliation la replongea dans le silence. Elle sentit en cet instant l'amertume de la vie qui passait.

. . . . . .

La foule qui envahissait alors le petit jardin les mit en fuite. Elvire oublia encore son gant, et tandis que Flavio retournait le chercher, Anna dit avec une certaine impatience :

— Mais tu devrais le remettre une bonne fois !

Elvire obéit docilement et enfila les doigts un à un jusqu'à ce qu'il ne restât que le pouce, qu'elle fit disparaître d'un mouvement rapide, tenant le bras tendu en avant pendant quelques secondes, nu et blanc, dans la lumière du soleil qui en dorait la peau délicate.

— Combien les costumes de dames sont légers et gracieux, s'écria naïvement Flavio, les regards fixés sur la manche d'Elvire.

— Celui-ci vous plaît?

— Énormément. J'ai tout de suite été frappé par le dessin du trèfle. C'est d'une légèreté aérienne.

Anna avait un costume semblable pour l'étoffe et la coupe : il ne différait que par la couleur qui lui avait semblé trop jeune. Mais Flavio ne le remarqua même pas !

— Avant de nous en aller, si nous voyions le tableau une dernière fois? dit Elvire avec une grâce provocante et un intérêt qui remua Flavio dans les fibres les plus intimes de l'amour-propre.

Devant le tableau, Elvire se passionna, s'exalta presque, trouvant des paroles chaudes, douces, profondes, mystérieuses, qui achevèrent de verser dans les veines du jeune homme l'ivresse troublante des plus capiteuses liqueurs.

Tout à coup, elle pâlit, s'appuya au mur, l'œil éteint, tout le corps frissonnant comme dans la fièvre. Anna et Flavio s'empressèrent de la soutenir, mais elle se remit aussitôt. Elle accepta pourtant le bras de Flavio pour traverser les salles.

Au retour à la maison, on lui conseilla de se mettre au lit, car elle semblait prête à défaillir; toutefois, elle ne voulut rien entendre, assurant qu'un peu de repos en plein air la remettrait complètement. Mais quand vint l'heure du dîner, la faiblesse était encore plus grande.

— C'est la chaleur, répétait-elle. Cependant l'œil avait conservé son étrange phosphorescence, et au fond de l'orbite allait s'épaississant l'ombre violacée.

Elle voulut prendre place à table, mais elle ne toucha pas à la nourriture. Elle se plaignait toujours de la chaleur et parlait, parlait avec animation du Salon de peinture, du prix, des personnes qu'elle avait rencontrées. Anna l'observait avec inquiétude.

Le repas à peine terminé, Flavio descendit.

— Cela ne va pas bien, lui dit Anna dès le seuil de la porte. Je voudrais appeler le médecin.

Flavio se troubla.

— Espérons que ce ne sera pas grave, ajouta Anna, remarquant l'effet produit par ses paroles.

— Tout ce qui vous touche est toujours grave pour moi, répondit simplement Flavio.

Elvire était retournée sur la terrasse. Quand elle vit Flavio, elle lui sourit avec une grande douceur et lui fit une place à côté d'elle.

— Sentez ma main. Anna prétend que j'ai la fièvre.

Flavio lui prit la main.

— Et sentez ici... Elle lui tendit le front que Flavio toucha aussi.

— Cela brûle-t-il?

Flavio ne dit ni oui ni non, craignant de l'effrayer, mais son regard, qui cherchait anxieusement celui d'Anna, le trahit.

— Je suis donc vraiment malade? s'écria Elvire. Et nous devions aller demain à la campagne!

— Un jour de plus, un jour de moins, qu'importe? dit Anna d'un ton conciliant; nous irons après-demain.

Ils parlèrent quelque temps des bois, des montagnes, des sentiers ombreux, d'excursions qu'ils feraient à trois, car Flavio devait les rejoindre. Elvire se le fit promettre à diverses reprises. Peu à peu, chez elle, l'ardeur de la conversation tomba; le corps se plia épuisé, anéanti.

— Viens te coucher, lui dit encore Anna, viens!

Cette fois elle n'opposa plus de résistance. Elle prit congé de Flavio en lui jetant un regard humide et ardent, et, soutenue par sa sœur, elle se traîna jusqu'à sa chambre, contiguë à celle d'Anna.

Elle n'avait plus même la force de se dévêtir. Anna dut la délacer, lui ôter les vêtements un à un, la coucher comme elle eût fait d'un enfant. C'était la première fois qu'Anna se trouvait en contact aussi immédiat avec Elvire, et, bien qu'une noble piété lui imposât cet office, elle ne pouvait vaincre complètement l'antipathie de la chair.

— Cela brûle, disait Elvire, et ces mots, répétés à intervalles d'une voix faible, étaient les seuls qu'elle prononçât maintenant.

Anna proposa de ne pas affronter la nuit sans avoir l'avis du médecin.

— Oui, oui, répondit Elvire; appelle-le et qu'il me guérisse vite.

En attendant le médecin, elle s'assoupit légèrement. Anna, qui la vit clore ses paupières, éloigna la lumière pour qu'elle pût reposer et, accablée elle-même par les fatigues du jour, elle s'appuya au montant de la fenêtre, aspirant l'air à grands traits.

— Ce ne sera rien, certainement, pensait-elle, les regards perdus dans le vague; un peu de fatigue, la chaleur, l'émotion... Était-ce vraiment de l'émotion? Mais pourquoi? Avait-elle aimé Flavio depuis qu'il était tout petit? L'avait-elle protégé quand les autres se moquaient de lui? Avait-elle écouté les premières voix de cette âme tendre et sensible? S'était-elle faite sa pensée et sa conscience? Ou ne l'avait-elle pas au contraire méprisé et tourné en ridicule? Pourquoi donc aurait-elle été émue? Pourquoi?

Un sanglot lui serra la gorge. Toutes les scènes de la journée défilèrent devant elle : les paroles, les silences, les regards, les sourires. Flavio avait vingt et un ans et Elvire dix-sept.

Comme elle reposait tranquillement à cette heure. Ce ne serait rien certainement; pourtant... Une vision rapide de jeunes vies tranchées dans leur fleur lui vint à la mémoire... Elle sursauta, le pouls battit un instant avec violence; le cœur, sur lequel elle avait posé ses mains jointes, sembla prêt à se briser. « Ce ne sera rien », rien, dit-elle à haute voix comme pour chasser un cauchemar ; et elle ferma avec précaution les jalousies afin de ne pas éveiller celle qui dormait.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

(*A suivre.*)

LOI DU 9 AVRIL 1898
SUR LES ACCIDENTS

Si la loi sur les accidents offre un grand avantage aux ouvriers victimes professionnelles de leur métier et par conséquent du devoir, cette loi tourne contre eux à bien des points de vue et leur procurera à eux-mêmes de graves déboires. Nous allons en quelques lignes esquisser cette situation.

La loi impose de faire des rentes viagères en faveur des enfants d'un ouvrier tué par un accident : il est à remarquer que l'on sera tenu de verser autant de rentes que d'enfants laissés par la victime, sans dépasser 60 p. 100 du salaire. Mais alors c'est une raison pour n'employer que des célibataires, et par suite les pères de famille mourront de faim.

Si la loi est généreuse pour les ouvriers, c'est une excellente chose, mais le législateur n'a visé que les grandes industries et, de ce fait, a créé une loi conforme aux ressources de ces dernières, sans songer qu'elle atteindrait aussi les petites industries et même l'agriculture, et surchargerait ces petites industries d'une façon écrasante, en leur imposant les mêmes indemnités qu'aux grandes. En France on veut encourager l'installation de toutes petites industries ou fabriques tenues par des anciens ouvriers qui ont amassé à grand'peine quelques modestes économies. Un ouvrier a mis de côté, à force d'ordre, d'économie et de savoir-faire, un modeste pécule, il se marie, prend, par exemple, pour s'installer chez lui une taillanderie, une maréchalerie, une meunerie, une petite scierie, une fabrique de bois de chaises et de galoches dont les machines sont mues par la force hydraulique, où les accidents sont fréquents ; sa prospérité nouvelle lui permet d'avoir trois ouvriers. Il gagne, par hypothèse, 1 500 francs pour son entretien et celui de sa famille, ses frais généraux ; malheureusement, par un hasard fatal, deux de ses ouvriers sont atteints d'accidents, d'incapacité permanente : je suppose des ouvriers gagnant 100 francs par mois et pères de famille, l'un a une incapacité permanente, l'autre est tué. Le premier a droit à une rente de 800 francs annuellement; le second étant mort, les enfants ont droit à un ensemble de rentes qui ne peut dépasser le 60 p. 100 du salaire de leur père, soit 720 francs. Voilà donc un petit exploitant qui devra payer 1 520 francs par an, il devra travailler pour les autres, ou bien son matériel sera vendu : les victimes de l'accident ne seront que mal secourues, et le petit fabricant, modeste ouvrier de la première heure, sera ruiné avec sa famille.

On dira : Mais il peut s'assurer. Certainement oui, mais les assurances garantissent un très faible capital. Comme responsabilité civile, 7 000 francs par victime, y compris frais du procès ; ça n'est pas avec cette somme qu'on peut servir une rente de 800 francs par exemple, car il faut pour 800 francs un capital de 26 000 à 27 000 francs. Comment le petit fabricant se procurera-t-il ce capital? l'assurance lui demandera une prime énorme qui obérera son industrie. Enfin les assurances ont un article ainsi conçu dans la police, « responsabilité civile », qui fait qu'un petit tâcheron ou patron modeste n'est jamais tranquille. Nous le citons :

« ART. 6 *des polices.* — Dans les procès en responsabilité civile, la compagnie se réservant expressément le droit de suivre l'instance au nom du souscripteur, celui-ci s'oblige à transmettre à la compagnie, dans les quarante-huit heures, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires qui lui auront été signifiés ainsi que tous avertissements, lettres, avis, convocations, ou autres documents quelconques relatifs à un sinistre.

« Il lui est interdit, à peine d'être privé du bénéfice de l'assurance, de faire aucune transaction sur les dommages-intérêts ou de plaider, soit en demandant ou défendant dans une instance en responsabilité civile, sans l'autorisation écrite de la compagnie. Les honoraires et frais de toute nature occasionnés par les instances judiciaires seront compris dans la somme à concurrence de laquelle la responsabilité du souscripteur est garantie.

« ART. 7. — *Si l'accident ne paraît pas à la Compagnie devoir lui incomber, elle doit aviser l'assuré qu'elle ne prend pas son fait et cause, et celui-ci aura alors à pourvoir lui-même à sa défense.* »

Il résulte de cette clause que le petit tâcheron ou fabricant paye des primes et n'est pas garanti, qu'il dépend du bon gré d'une compagnie de payer ou de refuser. Donc la loi sur les accidents est faite

pour favoriser la *grande industrie;* elle devient dans ces conditions un empêchement, une barrière au développement de la petite industrie, c'est la création d'un monopole en faveur des grandes sociétés et des grandes exploitations de capitalistes; la loi semble avoir voulu limiter la réclamation des ouvriers et garantir l'aristocratie de la grande industrie : telle qu'elle est constituée, elle semble démocratique et sociale, mais, en réalité, son objectif est de flatter la passion ouvrière en créant une loi de monopole et de favoritisme qui mettra toute l'industrie aux mains de gros capitalistes, et les garantira contre les revendications ouvrières.

La loi est insuffisante, nous réclamons avec insistance au nom de la liberté, au nom des intérêts ouvriers et de la démocratie de nos faubourgs, que cette loi soit modifiée de telle sorte qu'elle ne vise que les industries rapportant 40 000 francs de bénéfice net par an. Ou bien que les grandes et les petites industries soient obligées de *s'assurer;* que l'État accorde aux compagnies de très importantes subventions; que le tarif d'assurance soit proportionnel au revenu net des industries ; que les exploitations rémunératrices payent une prime *importante* et proportionnelle à leurs bénéfices, et que les petites fabriques payent une prime en rapport avec leurs modestes recettes, mais offrant à la classe ouvrière les mêmes garanties chez le petit patron que chez le richissime capitaliste. Si les compagnies perdent avec les petits fabricants, elles se rattraperont sur les grandes exploitations. Nous demanderons que les compagnies aient un modèle de police imposé par la loi avec un tarif proportionnel au salaire des ouvriers et au bénéfice de l'exploitation ; que les clauses que nous avons signalées soient supprimées, et que, si un accident arrive, la compagnie soit obligée de payer sans examiner la cause. Il faut que les questions d'indemnité soient jugées sans frais et d'urgence, et les compagnies poursuivies d'office par le ministère public à défaut de règlement dans la huitaine, ceci uniquement en faveur des petites industries et exploitations agricoles inférieures à un bénéfice de 4 000 francs. Nous demandons et réclamons que le capital garanti par victime par les compagnies ne puisse jamais être inférieur à 40000 francs, que la prime à payer pour les industries donnant un bénéfice inférieur à 4000 francs et dont les salaires des ouvriers sont inférieurs à cette somme réunis en totalité soit fixée à 0 fr. 50 p. 100 du salaire au minimum, et ne puisse dépasser 1 p. 100 au maximum.

En un mot, texte de police, tarif de primes, indemnités, tout doit être fixé par la loi.

Tous les industriels, petits fabricants seront obligés de s'assurer et de fournir la preuve, à l'administration, qu'ils ont payé les primes et contracté des polices à des compagnies, conformes aux règlements et aux lois. La nomenclature de ces compagnies sera affichée dans toutes les communes, tous fabricants ou industriels ne se conformant pas à ces conditions verront leurs industries fermées d'office, et les compagnies ne remplissant pas ces clauses ne pourront exercer.

Nos législateurs, tout en voulant protéger les ouvriers avec une condescendance remarquable, ont encore été plus loin, ceci certainement, car en ayant l'air de frapper les grandes exploitations, ils ne se sont pas contentés de porter un coup à la petite industrie, mais il leur a fallu, dans leur désir de bien faire, anéantir l'agriculture; voilà qui est le comble; voilà les beautés du parlementarisme et les résultats brillants de ces minutieuses conceptions qui pèchent toujours par la base et qui sont agrémentées de somptueux décrets pour embrouiller la loi; c'est par ces complications qu'on fait vivre la bureaucratie, qu'on a l'air de simplifier les lois et de pratiquer la décentralisation. Nos législateurs, toujours incompétents, ne se contentent pas de composer des phrases surchargées de sous-entendus et de solécismes, mais il faut encore que, dans le but d'éclaircir ce brouillard, des décrets obscurcissent la situation. Tel est le but et la méthode de pratiquer la philanthropie ouvrière et démocratique, au moyen de phrases sonnantes qui n'ont qu'un but, de rendre l'industrie impossible. La manie de légiférer est à l'ordre du jour; on fait des ligues contre la décentralisation, on devrait bien en créer une spéciale, autorisée administrativement et légalement sous forme de société d'étude, pour lutter d'une façon énergique contre les projets maladroits et incomplets que tous les jours nous voyons éclore. Cette société d'étude aurait de quoi pétitionner, réclamer, se plaindre, protester et sauvegarder loyalement les intérêts de la classe ouvrière et de l'industrie nationale.

Nous avons exposé les écueils qui atteignaient la petite industrie d'ouvriers et de tâcherons devenus petits patrons; les mêmes considérations de la loi du 9 avril 1898 touchent l'agriculture. Pour l'atteindre et l'anéantir, on a été soigneusement chercher le moment où le fermier emploie des machines agricoles, notamment dans le battage des grains par la machine à vapeur. Nous trouvons, dans l'article premier de la loi, cette perle qui vise l'agriculture : « Les accidents survenus par le fait du travail... et en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit

de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption ait duré plus de quatre jours. » La loi ici vise le fermier qui emploie la machine à vapeur pour battre son grain. Voyez-vous un fermier employant une machine à vapeur pendant trois jours, pour battre 1 500 francs de grains : il paye un fermage de 2 000 francs et sera obligé de payer une indemnité ou rente viagère de 800 francs à des orphelins à la suite d'un accident arrivé pendant le battage!

La loi défend donc aux petits exploitants d'user de la machine à vapeur pour économiser le temps, là encore elle a voulu créer un monopole en faveur des grandes sociétés agricoles pour étrangler les petits. Si les petits fermiers veulent être à l'abri de la loi, il leur faudra employer la force animale et celle de l'homme, et surtout pas de machine à vapeur. Or pour très peu de frais ils louent une machine, mais le législateur semble vouloir empêcher la population rurale, le petit métayer, le modeste propriétaire villageois de profiter des progrès modernes. Il faudra que le paysan des campagnes lise bientôt l'*Officiel* pour se mettre à l'abri des dangers de nos lois qui tournent contre le peuple lui-même, contre le paysan; notre régime semble vouloir ouvrir une ère de progrès, de bien-être et de prospérité à la classe ouvrière et rurale, mais en réalité nos législateurs passent leur temps à donner d'une main ce qu'ils retirent de l'autre. Nous ne sommes pas socialiste, nous ne sommes pas conservateur, nous sommes patriote français, républicain et partisan de la liberté, de la tolérance; nous ne voulons pas lutter contre les institutions et faire de l'opposition à un régime que nous apprécions, mais nous demandons qu'il soit tolérant et que nos masses démocratiques ne soient pas enserrées dans une quadrature de lois inapplicables et insolubles qui rendent la vie impossible et anéantissent involontairement la fortune nationale. Nous signalons l'écueil dans l'espoir que nos législateurs s'arrêteront dans cette voie et sauront mieux à l'avenir s'inspirer des besoins de la classe ouvrière et rurale, car dans notre représentation nationale, ceux qui sont les chefs et les praticiens et directeurs des syndicats ouvriers, industriels et agricoles n'ont pas voix au chapitre. Pour légiférer sur des questions de prévoyance ouvrière, industrielle et agricole, on devrait avoir dans nos assemblées nationales les représentants autorisés de ces branches si variées et si éminemment françaises de la fortune publique.

MARQUIS DE BÉRENGER.

THÉATRES

ODÉON : *l'Amour quand même*, comédie en un acte de MM. Georges Mitchell et Maurice Vaucaire; *Ma bru!...* comédie en trois actes de MM. Fabrice Carré et Paul Bilhaud.— COMÉDIE-PARISIENNE : *les Apparences*, comédie en quatre actes de M. Henri Lyon.

La pièce de MM. Carré et Bilhaud a fait un vif plaisir. Le titre de comédie, qu'elle porte sur l'affiche, est peut-être un peu ambitieux. Comédie ou vaudeville, elle est très amusante; et quelques années de critique dramatique inspirent une reconnaissance infinie pour les auteurs qui consentent à ne pas être ennuyeux. *Ma bru*, d'ailleurs, a la première des qualités, pour une pièce de ce genre : elle est gaie. D'autres ont fait rire, et davantage. Celle-ci donne l'impression que les auteurs l'ont écrite en s'amusant; elle est bien faite, et sans excès, sans habileté trop voyante, et sans ces complications qui font jaillir le rire, mais qui fatiguent à la longue. Ajoutez qu'elle est joliment écrite, sans recherche comme sans négligence, et toute remplie de mots alertes et amusants.

Dans une pièce de ce genre, les « caractères » sont forcément relégués au second plan. Ici, toutefois, ils ne sont pas négligeables. C'est d'abord Leverdier, le député, austère et noceur à la fois, qui fait accorder des bureaux de tabac aux jolies filles victimes indirectes du *Deux Décembre :* qui reçoit, dans l'appartement privé de son secrétaire, les jeunes femmes dont les confidences doivent être secrètes; brave homme, au demeurant, mais transplanté brusquement de la province à Paris, grisé par son importance et par les tentations de la capitale : esquisse légère, mais qui va assez loin, cependant; forcez un peu le portrait, imaginez Leverdier besogneux, les tentations changent de nature, et nous avons le fâcheux « parlementaire », surprenant produit de notre époque.

C'est encore Honoré Tessard, le secrétaire de Leverdier. Il est d'une admirable sottise, mais si ferme, si convaincu qu'il en devient sympathique; sa confiance en son patron est absolue; pour lui, un député est une sorte de demi-dieu, et la politique quelque chose de mystérieux et de sacré : dès que le mot politique a été prononcé, il admire : et rien ne lui coûte, si c'est pour la politique... Celui-ci, quand on y songe, explique celui-là; les Tessard contribuent à faire les Leverdier, et c'est les Leverdier qui forment les Tessard de l'avenir. Ainsi se « renouvelle » le personnel politique.

Les personnages accessoires mêmes sont agréables; tel ce sous-chef du protocole, qui, exaspéré par les

formes diplomatiques, ne rêve que de « gros mots »...

Ma bru, c'est une variante nouvelle de l'éternel thème de la Belle-Mère. Raconter la pièce serait trahir les auteurs; et le meilleur de l'ouvrage disparaîtrait de cette analyse : j'entends l'esprit et le joli ton du dialogue. J'en suis donc réduit à constater le succès, succès très vif, je le répète. L'interprétation est fort bonne; il faut au moins citer Mme Tessandier, d'un naturel parfait dans la furieuse Mme Leverdier, et Mlle Yahne, qui est d'une malice très savoureuse; M. Coste est parfait en Tessard; M. Albert Lambert père est un Leverdier admirable!...

L'Amour quand même est un agréable lever de rideau, gentil et doucement ému, joliment joué par Mme Grumbach et M. Janvier.

*
* *

Qui donc reprochait à la presse son indifférence pour les « jeunes »? Ce n'était pas, ce ne sera plus, à coup sûr, l'auteur des *Apparences*. Dès le matin de la répétition générale, avant même qu'on eût pu la voir, la pièce de M. Lyon était déclarée chef-d'œuvre. « Zuze un peu!... » Au fond, cet enthousiasme préventif est plus touchant qu'irritant. Il dénote, chez celui qui l'a suscité, une gentille candeur. Il n'y a plus de jeunes, dit-on. Mais si!...

L'idée de M. Lyon est celle-ci, que les apparences sont souvent trompeuses. A quoi, il n'y a qu'à consentir. M. Ferdinand Brunetière faisait l'autre jour l'éloge du lieu commun, mais l'orateur entendait le lieu commun en morale. En littérature, c'est une autre affaire; un grain de paradoxe n'y est pas déplaisant. Ce n'est pas ce qu'il faut chercher dans l'ouvrage de M. Lyon. On voit, du moins, que l'on ne saurait critiquer la donnée même de la pièce. Par malheur, l'auteur a voulu, comme on dit, tirer des conséquences; et, à son premier aphorisme, tout à fait indiscutable, il en a ajouté un second : les apparences sont le contraire de la vérité. Ce qui, tout de même, est un peu excessif. La presse a « paru » enthousiaste pour les *Apparences;* faut-il en conclure qu'elle trouve la pièce « au-dessous de tout »?

Quoi qu'il en soit, voici. Clarisse Taponier est une personne austère. Belle, mais plus très jeune, à ce qu'il m'a semblé, elle est le modèle qu'on offre à toutes les femmes. Elle déplore les mœurs singulières qui sont maintenant celles du monde : elle a l'horreur du flirt, des exercices violents et des conversations pimentées; sa vie n'a qu'une règle, le devoir. Et voici le revers : Clarisse trompe son mari; elle est depuis longtemps la maîtresse de Jacqueminot, homme également respectable et mûr, chef de bureau à la Marine, et officier de la Légion d'honneur.

Vous devinez qu'au personnage de Clarisse s'oppose, en pendant, un autre personnage, Lise Lassègue, jeune, jolie, passionnée de sport, aimant à rire, familière avec les hommes, et ne détestant pas les propos un peu lestes; elle fait de longues courses en bicyclette avec le beau Chambarais, et déjeune en tête à tête avec lui dans des auberges; tenue déplorable, qui fait que Lassègue, son mari, excite la pitié ou l'ironie de tous ceux qui le connaissent. Au demeurant, la plus honnête femme du monde, adorant son mari et n'ayant pas une mauvaise pensée. Dans une scène qui fait pendant à celle qui nous a appris la liaison Clarisse-Jacqueminot, nous voyons ceci. Chambarais, émoustillé par l'air de la mer (nous sommes à Étretat) et par les libres allures de sa compagne, risque une déclaration; très gentiment Lise lui coupe la parole : amis, mais rien de plus; et Chambarais, convaincu, s'excuse et jure une amitié sans arrière-pensée,

Entre Clarisse et Lise, — comme, sur une cheminée, la pendule entre deux flambeaux, — s'érige la baronne La Renaudie. Celle-ci, c'est une de nos vieilles connaissances de théâtre; âgée, vertueuse et indulgente, sa fonction est de faire des mots, de démasquer les coupables et de défendre les innocents, par la seule puissance de son invincible bon sens.

A ces personnages, ajoutez Georges La Renaudie, petit-fils de la baronne, frais sorti de Saint-Cyr, et amoureux de toutes les femmes. Puis, un ménage, les Vrignolles; puis Chambarais (déjà nommé), Taponier et Jacqueminot : enfin, une jeune fille, Jeanne, que Chambarais épousera au dénouement.

Et voici l'essentiel de l'intrigue, assez médiocrement conduite d'ailleurs.

Le premier acte nous a appris la liaison Clarisse-Jacqueminot, et l'amitié Lise-Chambarais. En même temps, nous avons vu Clarisse toute prête à consoler Chambarais de son échec auprès de Lise, et assez disposée à déniaiser Georges. Le second acte est rempli d'abord (je commence par ce qui a semblé plaire le plus au public) par l'exhibition de ces dames en costumes de bain : puis, par de longues discussions entre Georges et Chambarais, car, si Chambarais consent à n'être que l'ami de Lise, il ne veut pas qu'un autre soit plus heureux; or « les apparences » lui font croire que Georges est au mieux avec Lise : querelle, reproches; Lise, agacée, les malmène tous deux; Chambarais sort furieux. Pour Georges, nous avons ici le pendant de la scène du premier acte entre Lise et Chambarais : Georges, convaincu et repentant, jure à Lise une amitié sans arrière-pensée. Mais Clarisse guettait; elle s'offre à Chambarais; et, comme les moments sont précieux pour une femme à la fois passionnée et soucieuse

des apparences, elle lui donne un rendez-vous pour le lendemain soir; il y a ce même jour une soirée dans une villa voisine. Clarisse prétexte l'absence de son mari pour refuser de s'y rendre : Chambarais trouvera une raison pour n'y pas aller, et dans cette maison vide Clarisse viendra le rejoindre.

Ce qui rend la pièce de M. Lyon particulièrement monotone, c'est l'obstiné parallélisme des scènes : vous en avez vu quelques exemples : en voici un autre. L'arrivée subite de Taponier a empêché Clarisse de venir retrouver Chambarais, et même de le prévenir; d'autre part, Lise, souffrante, n'est pas allée à la soirée : un hasard la met en présence de Chambarais. Georges, brusquement revenu, les surprend; et alors, c'est, entre Georges et Lise, la scène que nous avons vue à l'acte précédent entre Lise et Chambarais : avec cette aggravation que Chambarais, ballotté entre Clarisse et Lise, cherchant à se consoler avec la première des rigueurs de la seconde, et avec la seconde de l'absence de la première, est assez complètement ridicule. Mais la « société » survient inopinément. Lise est irrémédiablement compromise.

Vous avez deviné que la baronne la sauvera. Dans une scène dont l'habileté est, si j'ose dire, cousue de fil blanc, celle-ci démasque Clarisse et, chose plus invraisemblable encore, la décide à tout avouer : si Chambarais attendait Clarisse, Lise est forcément innocente. Clarisse avoue donc, mais personne ne veut la croire : « une femme comme elle » ne peut être coupable; on admet le rendez-vous, puisqu'elle le confesse; mais ce rendez-vous ne peut être qu'innocent... « Il l'est!... s'écrie-t-elle; je voulais parler à Chambarais de son mariage avec Jeanne!...» En galant homme de théâtre, Chambarais consent, Chambarais épouse... J'ose dire qu'il n'aura pas eu le temps de s'ennuyer pendant son séjour à Étretat!

Il me reste à louer l'interprétation qui, sans être éclatante, est plus que convenable, et à exprimer la stupeur admiratrice où m'a jeté la splendeur des décors et des costumes. Par ce côté, du moins, la pièce de M. Lyon justifie l'enthousiasme qu'elle avait excité d'avance.

A la semaine prochaine le *Torrent*.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

J'ai passé, dimanche dernier, une bien détestable après-midi. Pendant trois heures d'horloge, ballotté dans les remous d'une foule compacte, j'ai entendu d'innombrables niaiseries, j'ai avalé des nuages de poussière, j'ai été écrasé, asphyxié, aveuglé, réduit à l'état d'épave inerte, sans pouvoir me diriger, me reposer ou me rafraîchir un instant, et j'ai subi à peu près tous les supplices compatibles avec l'état de nos mœurs, à l'exception toutefois de celui qui consiste à voir de mauvaise peinture. Car, il faut être juste, je n'ai pas vu de peinture du tout. En un mot, j'ai été au vernissage.

Près de trente-quatre mille de mes semblables ont, d'ailleurs, partagé volontairement mon sort, et cela ne fait déjà pas l'éloge du niveau moyen de l'intelligence contemporaine. Mais ce qui est tout à fait confondant, c'est que plus de deux mille d'entre eux avaient payé leur part de géhenne un demi-louis.

Il semble donc que les bourreaux qui exposent chaque année huit à dix mille tableaux, statues et objets d'art (ou prétendus tels) soient fondés à en prendre à leur aise et à s'imaginer que rien ne lassera jamais la patience publique. Mais ces tortionnaires pourraient bien être déçus dans leurs calculs barbares et voir prochainement leurs victimes leur échapper.

Je me trompe peut-être, mais je crois que de l'excès du mal sortira la délivrance, et que le vernissage est devenu trop insupportable pour ne pas sombrer sous l'animadversion générale. Je sais que voilà plusieurs années qu'on se plaint, mais, cette fois, la mesure est comble.

Déjà bien des gens ont lâché pied; les figures connues et les toilettes élégantes ont commencé à se faire rares. L'an prochain, il n'y aura plus de vernissage ou, s'il y a encore une journée de ce nom, elle ressemblera complètement aux dimanches ordinaires du Salon, ceux où l'on entre gratis et sans carte d'invitation. L'ancien vernissage est bien mort, parce que tout le monde a voulu en être, et que son charme consistait précisément en ceci, que tout le monde n'en était pas.

Maintenant, il faut aller au Salon la veille du vernissage, avec le Président de la République, ou l'avant-veille, avec les critiques d'art. Et puis, il y a une solution encore plus simple, qui est de n'y point aller du tout...

Un poète de mes amis concluait un jour une discussion par cette formule lapidaire :

— La peinture, moi, je m'en f... désintéresse!

Et je connais un romancier qui expliquait qu'un jeune homme fût peu doué pour la peinture en disant :

— Il n'est pas assez abruti pour être peintre!

J'ai lu dans un journal qu'un des exposants du Salon de 1899 est un enfant de treize ans. On a enregistré quelques cas analogues de précocité en composition musicale; on en relève des quantités en art dramatique ou instrumentiste; on n'en cite pas un seul en littérature... Est-il excessif de conclure de là

que la littérature est un art moins mécanique et simiesque, plus intellectuel que tous les autres? La peinture ne se hausse à la même dignité que dans des cas bien peu nombreux, et par suite de l'extrême facilité qu'il y a à peindre à peu près correctement, les kilomètres carrés de toile honnêtement peinte qui s'étalent chaque année au Salon ne valent pas qu'on se dérange pour les aller voir.

Mais d'un autre côté, la peinture est aussi le plus populaire des arts précisément parce que, dans les limites d'une décente médiocrité, elle est le plus facile à comprendre, et à apprendre. Quoique M. Albalat offre d'enseigner en vingt leçons l'art d'écrire aux jeunes personnes de la bourgeoisie, elles trouveront toujours plus aisé de peindre sur porcelaine. Et si les deux ou trois mille originaux qui n'admirent pas M. Jean Béraud se dégoûtent d'aller au Salon, les deux ou trois millions d'individus sains et bien équilibrés que M. Detaille ravit continueront à s'y porter en masse. S'il était désormais admis qu'on n'est pas obligé de les suivre, je n'y verrais plus aucun inconvénient...

*
* *

Il ne s'agit en somme que d'assimiler les peintres aux députés. Naguère encore, vers l'époque de Mirabeau, le public éclairé suivait avec intérêt les débats parlementaires. Puis, peu à peu, la lassitude est venue, et aujourd'hui il est entendu qu'on a parfaitement le droit d'ignorer ce qui se passe à la Chambre.

Les séances ont recommencé ces jours-ci, au Palais-Bourbon, mais cet incident a passé à peu près inaperçu. C'est du reste ce qu'on peut souhaiter de plus heureux. Les représentants du peuple souverain ne se rappellent guère à l'attention que lorsqu'ils font quelque sottise par trop forte.

J'ai le regret de dire que l'événement de la semaine ne s'est point produit au bout du pont de la Concorde, ce qui n'aurait surpris personne, mais dans une région bien différente et où l'on a coutume de se distinguer d'autre sorte.

Un certain nombre d'élèves de l'École polytechnique, se croyant sans doute dans une assemblée délibérante, ont cru bon de traiter l'un de leurs professeurs les plus estimés, M. George Duruy, comme les groupes parlementaires traitent l'orateur d'un groupe adverse. Et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que ce ne sont point les interrupteurs qui ont été rappelés à l'ordre, mais M. George Duruy dont le cours a été suspendu...

Il y a une quinzaine d'années, un maître de conférences de l'École normale, M. Ollé-Laprune, avait été également suspendu, mais sur l'initiative du gouvernement, pour avoir participé à la résistance des congréganistes contre les décrets Ferry. Les élèves de M. Ollé-Laprune, dont la plupart étaient fort éloignés de partager ses opinions, non seulement se gardèrent de lui manifester aucune hostilité, mais blâmèrent, dans des notes adressées aux journaux, une mesure qu'ils jugeaient contraire à la liberté de conscience.

M. George Duruy s'est borné à publier dans le *Figaro* quelques articles éloquents en faveur de la revision du procès Dreyfus, qu'il a réclamée, avec tant d'autres, dans une pensée de justice et de vérité. Que l'on donne tort ou raison à M. George Duruy, ce qui est en tout cas bien évident, c'est qu'il n'a obéi qu'à des sentiments nobles et patriotiques; puis, c'est aussi qu'il a usé de son droit de citoyen, et qu'il ne doit pas de comptes à ses élèves de l'École polytechnique pour ce qu'il fait, dit ou écrit en dehors de l'École.

Et pourtant, bien qu'il n'ait pas soufflé mot de l'Affaire dans son cours, quelques jeunes antidreyfusards ont tenu à lui faire savoir que ses opinions leur déplaisaient... Au fait, comment les connaissaient-ils, ces opinions? On passe donc son temps à lire le *Figaro*, à l'École polytechnique? Je ne dis pas de mal de cette lecture, mais enfin, elle ne prépare que très indirectement à construire des ponts et des digues qui ne s'écroulent pas...

Il est fâcheux que l'esprit de libéralisme dont la rue d'Ulm a donné des preuves n'ait pas conquis la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève et la rue des Postes... Et il est plus fâcheux encore qu'un homme comme M. Duruy ait eu à souffrir de l'intolérance qui règne en ces parages. Nous voulons croire, du moins, qu'il n'en souffrira pas longtemps.

PAUL SOUDAY.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Je signale aux dévots de Racine l'exposition qui vient d'être organisée à la Nationale — galerie Mazarine — et qui restera ouverte jusqu'à la fin de ce mois. Les récentes fêtes de la Ferté-Milon et de Port-Royal appelaient ce complément de commémoration par le livre et l'image.

L'exposition de la galerie Mazarine comprend, parmi divers exemplaires d'éditions rares, ceux de Marie-Antoinette, de Madame Élisabeth, et de Louis XVI; des spécimens d'autographie, des médailles, des dessins se rapportant à la vie du poète et à ses œuvres.

Une exposition analogue avait été organisée à la Nationale lors du bi-centenaire de Corneille; c'est une tradition ingénieuse qu'il conviendrait de continuer, au bénéfice d'autres commémorations. Les occasions n'en manqueront pas.

La librairie Hachette publie une édition des *Origines de la France contemporaine*, de Taine, en petit format.

L'ouvrage entier comprendra onze volumes qui auront successivement paru d'ici deux mois.

Quatre volumes — *l'Ancien régime*, et *l'Anarchie* — sont déjà en librairie depuis quelques jours.

Un congrès international d'éditeurs se tiendra à Londres, du 7 au 9 juin, sous la présidence de M. John Murray.

M. G. Fairholme en a été nommé secrétaire général.

La langue anglaise sera la langue officielle du congrès.

Pour paraître le 9 mai :

Louis XVIII et le duc Decazes, de M. Ernest Daudet ;

Un roman de M. Jean Rameau, *la Montagne d'or;*

— Vers le 15 mai :

Le Jardin des supplices, d'Octave Mirbeau.

Littérature politique et Histoire.

M. de Lanessan, qui fut membre de la Commission Thomson, chargée d'aller enquêter sur la situation en Algérie, s'est attardé dans le pays. Il y a fait son enquête personnelle; il a interrogé longuement les gens, fouillé les archives, visité le champ, la boutique et l'usine, suivi dans l'intimité de leur vie l'indigène et le colon. Et ce travail, patiemment conduit, lui a fourni la matière d'un livre : *la Question algérienne*, dont il achève de corriger les épreuves, et qui sera publié au plus tard le mois prochain.

— Pour la même époque sont annoncés les quatorzième et quinzième volumes du « Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française ».

Ces deux volumes — *Savoie, Sardaigne* et *Mantoue* — sont publiés par les soins de M. Horric de Beaucaire, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères.

Philosophie et morale.

M. H. Lichtenberger, professeur à la Faculté des lettres de Nancy, à qui nous devions déjà un très intéressant petit volume, publié il y a six mois, sur la *Philosophie de Nietzsche*, en termine un second, composé d'*Aphorismes et Fragments* du même auteur, et qui sera prêt dans quelques semaines.

M. Henri Albert publie, de son côté, un volume de *Pages choisies*, de Nietzsche.

Annoncés également :

De M. Alfred Fouillée, *La Franc au point de vue moral ;*

De M. P. F. Thomas, *Morale et Éducation.*

Notre confrère, M. Emile Michelet, devient directeur littéraire et artistique de la revue *l'Humanité nouvelle*, dont la partie scientifique reste sous la direction de M. Hamon.

M. Jules Roche réunit en un volume, qui paraîtra dans quelques jours, la série d'articles si remarqués qu'il donnait naguère au *Figaro*, sur la « Ligue des contribables », son œuvre.

Les articles de M. Jules Roche ne valent pas seulement par la précision du renseignement, ou par l'intérêt supérieur de la leçon donnée. Ce sont des modèles de vulgarisation scientifique : M. Jules Roche a réalisé ce tour de force de donner de la clarté et de la grâce aux chiffres, de parer d'élégance littéraire une démonstration sociologique, sans cesser pour cela d'être le plus précis, le plus sévèrement documenté des sociologues. Il y a, en journalisme, peu de besognes qui soient aussi difficiles à faire, même passablement, que celle-là.

Un poète belge, de talent très fin, M. Valère Gille, dont l'Académie couronna le dernier volume de vers, *la Cithare*, en publie un nouveau : *le Collier d'opales.*

C'est le quatrième volume de cette intéressante « Collection des poètes français de l'étranger » naguère entreprise, et avec succès, par M. Georges Barral.

Mais M. Barral compte bien dépasser les frontières de Belgique; il voudrait amener à lui peu à peu les poètes français de toutes les nations des Deux Mondes. Entendez par là : poètes non de nationalité, mais de langue française.

Mon projet, nous écrit M. Barral, serait de faire entrer dans cette collection, sans distinction d'école, tous ceux qui mettent au-dessus des vaines polémiques la recherche de la forme belle et sereine, et qui, tout en professant un amour profond pour les pays qu'ils habitent, proclament se rattacher à la France par leur activité littéraire. Voilà bien les enfants lointains, mais légitimes, de sa pensée et de son génie.

M. Barral ajoute :

N'oublions pas que la langue française est battue en brèche par les efforts énergiques et permanents de l'Allemagne et de l'Angleterre. C'est donc faire acte des plus utiles et des plus pressants, que de soutenir les vaillants de lettres qui, *chez eux*, défendent notre belle langue.

Agir de cette façon, c'est reprendre, à notre plus sûr profit les traditions fécondes de Henri IV, Richelieu et Louis XIV ainsi que celles de la Convention nationale et de Napoléon Ier. On sait que ces grands politiques, édificateurs de notre domination intellectuelle, accordaient des libéralités aux hommes de lettres et de sciences au dehors, pour les encourager à se servir du *français*, dans la composition de leurs ouvrages ou l'exposé de leurs découvertes.

J'ai choisi la poésie pour débuter, parce que c'est elle qui concrète le mieux la pensée humaine dans un moule supérieur. Mais si Dieu me prête vie et si mes compatriotes me continuent leur assistance, nous compléterons cette entreprise, créée et poursuivie sans ambition de gain, inspirée par le seul amour de la patrie, en ouvrant nos portes à la prose.

Notre fondation deviendra alors la *Collection des Ecrivains français de l'Étranger*, avec la section des *poètes* et celle des *prosateurs*.

Le rêve est noble, et la réalisation en sera difficile : deux raisons pour lesquelles M. Barral mérite d'y être encouragé.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37838. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 19. 4e SÉRIE. — TOME XI 13 MAI 1899.

LA QUESTION OUVRIÈRE
AUX ÉTATS-UNIS

I. — L'ÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

L'industrie américaine, comparée à celle des pays d'Europe les plus avancés, s'en distingue par le développement intense de son machinisme.

Presque tous les délégués ouvriers des syndicats de Paris à l'Exposition de Chicago en 1893, qui ont visité des ateliers de leur métier sur le territoire américain ont été frappés du même fait.

Le délégué des coupeurs et chemisiers a visité à Troy la manufacture Clueet, Coon and Co : « En général, dit-il, tout se fait dans la maison même, y compris le blanchissage et le cartonnage, et, chose remarquable, *tout à la machine*, sauf quelques belles commissions qui sont blanchies à la main. » Et il ajoute quelques lignes plus loin : « Une chose dont il est difficile de se faire une idée, c'est le perfectionnement et la multiplicité de l'outillage : paniers mécaniques, machines à repasser les faux-cols et manchettes, machines à repasser le col à la chemise, machines à repasser le corps de la chemise avant qu'elle n'arrive aux mains de la plieuse, machines à coudre telles pièces plutôt que telles autres... tout y abonde et fait l'émerveillement du visiteur. »

« On ne saurait pour notre industrie, écrit le délégué de la chaussure, établir de parallèle entre la fabrication américaine et la fabrication française ; alors que celle-ci est encore à l'état d'enfance, — le mot ne nous semble pas trop fort, — l'autre a acquis un développement considérable et se trouve en possession d'un outillage perfectionné et de premier ordre. On ne peut non plus, généralement, comparer la valeur technique de l'ouvrier américain et de l'ouvrier français. Au point de vue mécanique, l'état retardataire de la chaussure en France porte l'ouvrier français à avoir des connaissances techniques plus développées que son collègue américain et l'oblige dans une certaine catégorie de travail d'être un ouvrier accompli ; tandis que l'ouvrier américain, par l'énorme développement du machinisme, se trouve être réduit au rôle de simple conducteur de machine. Nous avons particulièrement remarqué la grande habileté des Américains pour faire manœuvrer leurs machines ; ils savent leur faire produire un bon travail ; nous dirons même qu'ils parviennent, grâce à leur outillage, à fabriquer à la perfection. »

Je relève des réflexions analogues, quoique moins développées, dans le rapport du délégué des ferblantiers qui s'étonne du rôle de « la mécanique » dans la fabrication des articles de ménage, des baignoires, des lanternes de chemins de fer.

Le délégué des mécaniciens conclut ainsi : « L'industrie mécanique en Amérique est arrivée à un point tel que, si nous voulons lutter contre elle sans protection douanière, il faudra remiser dans les greniers tout notre outillage et en créer un plus moderne. »

Des constatations moins pessimistes mais de même sens se retrouvent dans le rapport du délégué des passementiers, et plus encore dans celui du délégué de la serrurerie. « Tout est surprise, s'écrie-t-il, dans l'outillage mécanique ; les progrès faits sur nous sont considérables. » Et il décrit des machines à percer et à tarauder, des tours à fileter, des

forges portatives, etc., tous outils qu'il déclare « absolument inconnus » en France.

En Angleterre, il est facile aussi de constater que le machinisme est moins développé qu'aux États-Unis.

Les usiniers américains le proclament volontiers, et leurs concurrents anglais le reconnaissent souvent en s'en faisant gloire. « Nous demandons plus de fini dans l'ouvrage, *more finishing* », disent-ils. C'est le témoignage que j'ai plusieurs fois recueilli, notamment dans les industries du fer, de la bouche des patrons anglais. Cette prétention au *fini*, parfois justifiée d'ailleurs, est le dernier retranchement des spécialités menacées par le machinisme; ne pouvant pas supporter la concurrence au point de vue des prix, les producteurs qui conservent le travail à la main des spécialistes vantent la qualité supérieure de leur marchandise. Qu'ils aient tort ou raison en cela, ce n'est pas ce qui nous occupe actuellement; l'important pour nous est de noter l'avance marquée du machinisme américain sur le machinisme anglais.

Les patrons anglais ne sont pas seuls d'ailleurs à la reconnaître indirectement. On rencontre en Angleterre comme en Écosse beaucoup d'ouvriers qui sont allés essayer leur chance aux États-Unis, et qui sont revenus, trouvant que leur apprentissage ne leur assurait plus là-bas la même supériorité que dans le « vieux pays ». A plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de constater leur répugnance de spécialistes à s'abaisser devant le machinisme. « On ne fait en Amérique qu'un travail grossier, un *sous-travail* (*under work*) », me dit un plombier de Londres. Un mécanicien de Birmingham me raconte « qu'il n'était plus qu'un enfant » dans les usines américaines. Il faut croire que ce genre d'humiliation est pénible puisque chez beaucoup d'émigrants anglais, la supériorité des salaires américains ne lui fait pas équilibre. Ceux qui se fixent aux États-Unis y arrivent généralement jeunes, parfois avant d'avoir terminé leur apprentissage; c'est le cas d'un charpentier originaire de l'île de Man, que je rencontre à Chicago et qui y est fixé depuis quatorze ans. Encore se plaint-il de ce que les *sash and doors and blinds Mills*, manufactures de fenêtres, portes et jalousies, permettent l'emploi d'une brigade de dix manœuvres sous la direction d'un seul menuisier véritable (*competent joiner*). Chez ceux qui demeurent, comme chez ceux qui retournent, le témoignage est donc le même.

Voilà un premier point d'une importance considérable au point de vue de la question ouvrière, du marché de travail et du groupement des travailleurs. Le machinisme étant plus avancé aux États-Unis qu'en Europe, nous allons nous trouver en face d'une despécialisation plus grande de l'ouvrier; les barrières vont s'abaisser entre les différents métiers et il sera plus difficile qu'ailleurs aux ouvriers de se défendre par leur spécialité, par le maintien jaloux des privilèges d'un corps fermé. Aussi rencontrons-nous en Amérique moins de ces règlements inspirés des vieilles corporations et tendant à limiter le nombre des apprentis, à réserver aux fils d'ouvriers les places vacantes d'apprentis. Déjà en Angleterre ces procédés de défense sont de jour en jour reconnus moins efficaces; aux États-Unis ils ne sont plus appliqués que très exceptionnellement parce que les progrès du machinisme les rendent tout à fait illusoires.

Un autre résultat du machinisme, c'est la concentration industrielle. Dans presque toutes les branches du travail le nombre des usines ou ateliers diminue, bien que la production augmente, et ce mouvement très sensible depuis vingt ans, constaté par tous les statisticiens, a pris dernièrement un caractère particulier. Ce ne sont plus seulement les petites usines qui disparaissent; ce sont les grandes qui se coalisent, qui s'unissent sous la même direction, pour former des *Trusts*. Sauf de très rares exceptions, ces *Trusts* n'aboutissent pas à de véritables monopoles, ils ne tuent pas toute concurrence; ils limitent seulement la possibilité de la concurrence aux organisations industrielles puissantes, centralisées; ils sont en somme le résultat d'une extrême concentration. Pendant l'année 1898, une série de grandes compagnies industrielles se sont établies aux États-Unis avec un capital variant pour chacune d'elles de 50 à 200 millions de dollars, soit de 250 millions à *un milliard* de francs. Et ce ne sont pas des combinaisons temporaires, formées en vue d'une opération momentanée d'accaparement, mais des associations de capitaux exploitant réellement une branche d'industrie avec des vues d'avenir. Par exemple, Carnegie et Rockefeller, déjà unis depuis la fin de 1896, ont fondé la *Federal steel company* au capital d'un milliard de francs. Une seule compagnie a entrepris la fabrication du fil de fer et des clous de fil de fer (*wire and wire nails*) avec un capital de près d'un demi-milliard de francs. L'industrie du fer-blanc se trouve dominée par une sorte de *Trust*, l'*American Tinplate C°*, au capital de 250 millions de francs. Enfin on a organisé également une compagnie pour unir ensemble les fabriques de papier à écrire. Je me borne à citer ici des faits accomplis et vérifiés, mais les Américains ne paraissent pas près de s'arrêter en si beau chemin, et on parle d'une vaste opération, destinée à englober une énorme quantité d'aciéries, pour laquelle un capital de deux milliards et demi de francs serait nécessaire.

Là même où le machinisme pénètre peu, là où, par conséquent, l'évolution industrielle ne se fait

guère sentir, la grande extension de la clientèle due à l'évolution commerciale favorise encore la concentration et substitue le grand patron au petit patron. C'est le phénomène bien connu des magasins de nouveautés donnant à domicile leur travail de couture, des grands magasins de confection, d'ameublement, etc. Dans ce type, on n'aboutit pas toujours au grand atelier, mais l'ouvrier se trouve néanmoins en présence d'un patron puissant, intermédiaire obligé entre lui et la clientèle éloignée pour laquelle il travaille, et son isolement de ses camarades ne fait qu'aggraver sa situation. C'est le *sweating system* avec son triste cortège de souffrances et d'exploitations. Une circonstance contribue à le développer aux États-Unis, c'est la clientèle énorme qu'y rencontrent les marchandises de pacotille ; l'article fait sur commande est rare, et le prix de la main-d'œuvre le rend inabordable aux bourses ordinaires. M. Henry White, secrétaire général des ouvriers américains de la confection, en faisait récemment la remarque en ce qui concerne son métier, dans un travail publié par le *Department of Labor* de Washington ; elle pourrait s'étendre justement à plusieurs autres métiers. En revanche, il est vrai, les États-Unis ont plus de chances que l'Europe de voir le *sweating system* diminuer sur leur territoire en raison de leur goût et de leur habitude du machinisme. Tout progrès du machinisme, tendant à réunir les travailleurs dans un même atelier, fait cesser leur isolement, les met directement en rapports avec un patron industriel, coupe court aux excès de travail et à l'insalubrité des locaux qui sont deux traits caractéristiques du *sweating system;* bref, le machinisme est le meilleur antagoniste du *sweating system.* J'ai vu dans le Nord-Ouest, à Saint-Paul en Minnesota, une maison de confection employant environ 350 femmes. La plupart d'entre elles arrivaient à gagner un dollar par jour, quelques-unes, en très petit nombre, deux dollars. Le seul fait de recourir à quelques machines simples pour certains détails de leur travail permettait au chef de la maison de les mieux payer à condition de les réunir dans le même local à portée de ces machines. Il donnait peu d'ouvrage à domicile. Avec un peu plus de machinisme il n'aurait pas pu en donner du tout. Les ateliers étaient parfaitement sains, le travail durait ordinairement neuf heures par jour ; c'est évidemment un grand progrès sur les conditions d'emploi des ouvrières en chambre exploitées par un sous-entrepreneur qui accepte une besogne déterminée au rabais, se rattrape sur l'extrême modicité des salaires qu'il accorde, et échappe facilement à la surveillance des inspecteurs du travail chargés de faire fermer les ateliers insalubres ou de réprimer le surmenage résultant des journées prolongées sans mesure.

Avec la grande usine comme avec le *sweating system*, avec le grand patron industriel comme avec le grand patron commerçant, la même nécessité s'impose aux travailleurs, celle de se coaliser pour vendre leur travail *en bloc* à ceux qui l'achètent *en bloc*. Dans les deux cas le marché de travail doit être collectif pour garantir les intérêts de la main-d'œuvre ; seulement, dans le premier cas, l'ouvrier se trouvant déjà matériellement groupé avec un certain nombre de ses camarades, il lui est plus facile d'arriver au groupement syndical, instrument nécessaire du marché collectif de travail.

En résumé, l'industrie américaine se fait remarquer au point de vue de ses effets sur les ouvriers par les deux traits suivants : elle produit chez eux une déspécialisation avancée, elle abaisse les barrières entre les différents métiers, et tend par là à favoriser l'association de toutes les forces ouvrières ; elle appelle, par la concentration de sa direction entre un petit nombre de mains, une concentration correspondante de la main-d'œuvre. Cet équilibre entre les forces ouvrières et les forces patronales est nécessaire pour la conclusion normale du marché collectif de travail.

Le caractère particulier du mouvement syndical aux États-Unis est celui de la concentration. Comparé au mouvement syndical anglais dont on connaît la puissance, il s'en distingue nettement par l'importance et la force de ses organes de concentration. Nous vérifierons ce point quand nous exposerons les traits principaux de l'organisation ouvrière américaine ; mais avant d'aborder ce sujet, il nous faut voir quels éléments de solution le personnel ouvrier américain fournit au problème. Nous venons de dire comment celui-ci est posé par les données industrielles ; nous avons à examiner dans quelle mesure et de quelle manière les ouvriers sont aptes à le résoudre.

II. — LE PERSONNEL OUVRIER

La grosse difficulté que rencontrent les ouvriers américains dans la tâche nécessaire de leur organisation vient du peu d'homogénéité de leur recrutement.

Non seulement ils appartiennent à des pays d'origine divers, ce qui est déjà un obstacle, mais surtout ils n'ont pas le même genre, ni le même degré d'éducation ; pour tout dire d'un mot, ils ne poursuivent pas le même but.

Bien des fois, en interrogeant au sujet de leur personnel les industriels de l'Est dont je visitais les usines, j'ai recueilli des témoignages prouvant très clairement que ces différences ne leur échappaient pas. En général, ils avaient une grande sympathie

pour l'émigration allemande, qui leur fournit des ouvriers suffisamment habiles, rangés, laborieux et calmes. Les Allemands sont probablement ceux qui restent le plus longtemps fidèles au même patron. Les Irlandais, presque aussi nombreux que les Allemands, sont intelligents, mais suscitent constamment des difficultés à cause de leur caractère remuant; on a grand soin de ne pas les réunir dans le même atelier, l'ordre serait trop difficile à y faire régner; aux époques d'agitation politique surtout, ils deviennent effervescents; de plus, ils n'ont aucune idée de la valeur de l'argent et se font remarquer par leur imprévoyance. Les Scandinaves, que nous avons trouvés si nombreux et si prospères dans le Far-West, ne demeurent ordinairement dans les manufactures de l'Est que pour gagner l'argent du voyage ou, tout au plus, pour se constituer quelques petites avances et filer au plus vite vers les terres inoccupées, sur lesquelles ils s'installent : l'Est n'est pour eux qu'un gîte d'étape. Quant à l'Américain, s'il débute dans la vie comme ouvrier de manufacture, c'est toujours avec l'idée de monter plus haut; il essaiera cent métiers divers plutôt que de rester paisiblement attaché à un travail sans grand avenir.

Ce court aperçu nous montre déjà deux variétés bien distinctes parmi les ouvriers américains; l'une constitue le personnel attaché en quelque sorte définitivement à une profession et à un atelier, l'autre constitue le personnel temporaire et constamment renouvelé, qui change à tout moment de patron et de métier.

Mais il existe d'autres variétés et notamment celle que les Américains qualifient de *foreign laborers*, travailleurs étrangers. Cette expression a besoin d'être définie, car elle n'est pas grammaticalement exacte. Le travailleur étranger, c'est aussi bien, au sens précis des mots, l'Allemand que l'Italien, l'Irlandais que le Chinois, le Scandinave que le Hongrois; mais quand un Yankee vous parle de *foreign laborers*, il entend désigner les ouvriers venus aux États-Unis sans avoir l'intention de devenir citoyens américains, Or il se rencontre précisément que les Chinois, les Italiens et les Hongrois rentrent presque tous dans cette catégorie. Ils partent en bandes de leur pays d'origine, souvent embrigadés par des agents d'émigration qui les engagent pour un temps déterminé et moyennant un salaire convenu; puis, après avoir amassé un petit pécule, ils reviennent chez eux et vivent de leurs rentes. Je trouve, dans le rapport du bureau des statistiques du travail de l'État de New-York pour 1885, le récit fort curieux d'une conversation avec un Hongrois qui rentrait chez lui après quatre années de séjour aux États-Unis, emportant les 600 dollars qui allaient faire de lui un capitaliste aisé dans sa patrie. « Je les placerai à 16 p. 100 sur première hypothèque, disait-il à son interlocuteur, cela me fera un revenu de 96 dollars, trois fois plus qu'il ne m'en coûtera pour vivre là-bas. » On voit d'ici le plan de ces émigrants : aller dans une contrée où la main-d'œuvre est chère, y trouver du travail en consentant des prix moins élevés que le cours, y vivre comme un chien pour épargner le plus possible en peu de temps, puis revenir au pays, se marier et se laisser vivre. L'Amérique est pour eux un tremplin, non une patrie; ils constituent la variété *non assimilable*.

Sans pousser plus loin cet examen des diverses espèces d'éléments fournis aux ateliers par l'émigration, on peut se rendre compte des contrastes très frappants que doivent offrir leurs genres de vie; un Scandinave, en route pour l'Ouest, ne va certainement pas porter ses économies aux *building associations;* un Italien ou un Hongrois ne songe même pas à se loger décemment, mais s'entasse au contraire avec ses camarades dans les plus misérables réduits. En général, on les voit se grouper par bandes de vingt à trente; l'un d'eux est désigné pour faire la cuisine et reçoit de tous les autres l'équivalent de son salaire journalier pour faire cuire leurs pommes de terre; le même taudis leur sert à la fois de cuisine, de réfectoire ou de dortoir, et le cœur se soulève au seul aspect de ces ignobles chambrées. Elles sont nombreuses cependant dans les régions minières, particulièrement près de ces fours à coke dont la rangée lumineuse perce les ténèbres de la nuit aux environs de Pittsburgh; partout où un chemin de fer est en construction, on est sûr également de trouver les *foreign laborers*, mais les grandes villes de l'Est en renferment aussi un nombre considérable. Ce sont eux, les Italiens surtout, qui, dans les chantiers de construction, remplissent les fonctions de maçons ou de goujats; on les emploie aussi pour la fabrication de la brique, dont l'emploi est si répandu aux États-Unis, tout spécialement dans l'argileuse Pensylvanie; ils exécutent, en somme, la masse des travaux pénibles exigeant peu de connaissances professionnelles, mais beaucoup d'efforts physiques.

Pour bien saisir les contrastes profonds offerts par la population ouvrière américaine, il faut observer des types concrets. En voici quelques-uns, tels que je les retrouve dans mes notes de voyage.

A Philadelphie, un Alsacien, Michaël S..., venu aux États-Unis après 1870, ouvrier aux *Baldwin Locomotive Works*. Vingt ans plus tard, en 1890, je le trouve marié, père de famille installé dans une coquette petite maison au loyer de 75 francs par mois. Il est, me dit-il, à la veille d'acheter une maison à lui et possède les dix mille francs d'économies nécessaires pour en solder le prix. Son logement actuel se com-

pose de deux pièces au rez-de-chaussée, deux pièces au premier, cuisine, décharge et salle de bains, l'eau et le gaz partout. Il aura une installation semblable dans l'immeuble qu'il veut acquérir, mais sera dans un quartier plus éloigné de son usine où le terrain est moins cher. Cet homme est content de son sort et le proclame. Il a épousé une Alsacienne fraîche et un peu joufflue dont il a déjà six enfants, trouve, d'ailleurs, que c'est peu, sa femme étant venue la douzième dans une famille de dix-huit, et n'est pas effrayé de la charge. « Tout cela s'élève donc facilement? lui dis-je. — Mon Dieu, Monsieur, il ne faut pas se plaindre et ce pays est un bon pays pour l'ouvrier; quand je suis arrivé, j'ai passé quelques mois pénibles, parce que je ne savais pas un mot d'anglais, mais maintenant que je puis me faire bien comprendre et que je travaille chez un bon patron, je ne voudrais certes pas retourner en Europe. » Michaël S... est payé à la pièce comme mécanicien et gagne de 16 à 18 francs par jour. Ouvrier d'élite et travaillant dans une usine renommée qui ne manque pas de commandes, il ne souffre pas du chômage, en sorte que l'organisation ouvrière lui importe assez peu. Ses qualités réelles et d'heureuses circonstances l'ont bien servi; il a résolu sa question ouvrière et pense que chacun n'a qu'à en faire autant. D'ailleurs, le meilleur homme du monde, mais disposé par sa vie même à trouver que tout va bien.

Autre type du même genre, mais presque sorti de la condition ouvrière, un mineur allemand devenu homme de confiance, surveillant général (*general foreman*), au service d'une puissante compagnie minière, la *Philadelphia and Reading Coal and Iron C°*. *Hans* W..., transformé aujourd'hui en *John* W..., est né près d'Aix-la-Chapelle en 1832 et a débarqué aux États-Unis à dix-huit ans, sans autres ressources que son apprentissage du métier de mineur. Engagé par une des petites compagnies qui exploitaient à cette époque les gisements d'anthracite de la région de Pottsville, il est toujours resté depuis dans le même métier et dans le même pays, mais en améliorant constamment sa condition. C'est l'Allemand économe, laborieux, tranquille (*steady*), mais supérieurement doué. En 1853, à vingt et un ans, il se marie. Il gagnait à ce moment 1 dollar par jour, payait 5 dollars de loyer mensuel et recevait sa provision de charbon gratuitement. En 1896, John W... a douze enfants vivants (il en a eu seize) et reçoit un traitement de 10 000 francs par an environ. Sa femme et ses filles ont conservé des habitudes de grande simplicité; elles font leur cuisine et même leur pain, mais sont bien logées et vivent confortablement. Les garçons se tirent d'affaire d'une façon inégalement brillante. L'aîné est mécanicien, le second dans le commerce, je crois, le troisième s'est fait recevoir docteur médecin, mais son père a fait de gros sacrifices pour l'élever à cette situation. Jusqu'à l'âge de seize ans, l'école supérieure (*High School*) de Pottsville, la résidence paternelle, lui a suffi. A partir de ce moment, il a fallu l'envoyer pendant quatre ans à l'université de Pensylvanie à Philadelphie, puis un an à Johns Hopkins University à Baltimore; enfin à vingt et un ans, il s'établissait. « Ces cinq années d'études m'ont bien coûté 3 800 dollars, me dit John W..., et si on compte tous les accessoires (*all the small knick knacks*), cela monte à 4 000 dollars (20 000 fr.). » Bien entendu, cet estimable Allemand pense que les États-Unis sont le plus beau pays du monde et m'interroge avec malice sur l'Europe et sur mes impressions d'Amérique, uniquement pour savoir si je me rends compte de la supériorité de la Pensylvanie sur le « vieux pays » (*old country*).

Autour de lui, une série d'ouvriers d'élite, de contremaîtres, partagent son opinion. J'en visite plusieurs dans la région de l'anthracite, à Silver Creek, Saint-Nicholas, Maple Hill, etc., et tous donnent la même note. Le surveillant de la division de Maple Hill est d'origine suisse; son père était venu de Berne, sa mère avait quitté l'Alsace à un an, lui est né en Amérique, il est *american born*, ce qui équivaut là-bas à une manière de titre de noblesse. Il a eu douze enfants, neuf sont encore vivants, plusieurs mariés, l'un pharmacien à Philadelphie. Le surveillant de division qui a quatre mines sous sa juridiction reçoit un salaire de 120 dollars (600 fr.) par mois. Un contremaître irlandais, nouvellement marié, père de trois enfants, me reçoit chez lui et me fait visiter sa maison pour laquelle il paie à la compagnie un loyer de 9 dollars (45 fr.) par mois. Vaste cellier en sous-sol, cuisine, salle à manger, *sitting room* (pièce où l'on se tient), trois chambres au premier étage et une mansarde (*attic*); maison en bois, bien entendu. Ce contremaître est payé 60 dollars (300 fr.) par mois. En compagnie d'un inspecteur des mines gallois, père de neuf enfants, et de deux mécaniciens américains employés aux machines des mines, je passe une heure chez lui à entendre les louanges de l'Amérique et de la compagnie du Reading. Ces braves gens racontent leur histoire en fumant de gros cigares, se félicitent d'être fixés dans une contrée où on élève si facilement sa famille et montrent une imperturbable confiance dans l'avenir. Ils s'attachent à me signaler tous les signes extérieurs de prospérité. « Croyez-vous, me dit l'un d'eux, que tant de mineurs achèteraient à leurs filles des pianos de 300 dollars (1 500 fr.) s'ils étaient à court d'argent? » Et on me cite un surveillant allemand dont les neuf enfants sont musiciens; dans sa maison, je trouverais, m'assure-t-on, un orgue, un piano, un violon, une mandoline, une guitare, une cithare. Je me sens noyé dans des

flots d'harmonie; inutile de demander à ces gens-là ce qu'ils pensent de la question ouvrière; ils n'en pensent rien; ils jugent qu'elle est résolue, ou du moins ils jugent que si tout ne va pas à merveille, c'est la faute des Polonais, Lithuaniens, Hongrois, Italiens, etc., qui forment maintenant le bas personnel des mines.

Ceux-ci, on a bien soin de ne pas me les montrer; ils n'habitent pas les maisons à 9 dollars par mois, ni même celles à 5 dollars ou à 2 dollars dans lesquelles je pénètre. Ils vivent dans des bouges et s'y empilent (*crowd together*), par groupes de 30 à 40, là où deux familles modestes logeraient à peine. Le directeur général de la Compagnie avec lequel je cause de leur situation, et qui n'est pas du tout un patron impitoyable, me dit qu'il n'y a rien à faire à cela, qu'il en serait encore ainsi si on doublait leurs salaires. Je le crois en effet; seulement, avec des salaires plus élevés on aurait un meilleur recrutement d'ouvriers mineurs, tandis qu'actuellement il n'y a plus que les *foreign laborers* à manier le pic dans les gisements d'anthracite. Là-dessus les témoignages sont formels : « Depuis dix ans, dit John W..., il n'est pas venu à ma connaissance dans ce district un seul Anglais, Allemand, Écossais ou Irlandais, mais seulement des gens de l'Europe orientale (*eastern people*). » Ajoutez que presque tous les mineurs allemands ou anglo-saxons ont quitté le pays quand ils n'ont pas pu monter au rang de surveillants, contremaîtres, inspecteurs, comme John W... et ses amis. Bref, il y a un cadre de sous-officiers de choix, puis au-dessous un ramassis de gens de formation inférieure, vrais mercenaires venus pour gagner un peu d'argent et s'en aller ensuite, quelques-uns restant là par incapacité d'épargner ou par inertie, tous dépourvus de la saine et normale ambition de s'élever, de s'améliorer, de mieux faire.

Les salaires qu'ils reçoivent sont gros, comparés à ceux de leurs pays d'origine; ils sont faibles pour les États-Unis. Dans les grands *breakers* où l'anthracite est brisé, lavé et trié, je vois des enfants de quatorze à quinze ans et quelques hommes faits, occupés à séparer à la main le charbon véritable des débris de toutes sortes auxquels il se trouve mêlé, travail sale, abrutissant, vrai travail pour émigrants pauvres. On gagne là de 3 1/2 à 5 dollars par semaine; (17 fr. 50 à 25 francs). Au haut de l'échafaudage en pente qui constitue le *breaker*, les wagons sont amenés sur un plan incliné; des hommes vigoureux les saisissent à leur arrivée au sommet pour les faire basculer, puis virer. Ils sont payés un dollar et demi par jour (7 fr. 50), mais respirent continuellement dans un épais nuage de poussière charbonneuse et deviennent aisément poitrinaires. Encore un travail que les Américains n'accepteraient pas. Ce sont en général des Hongrois qui l'accomplissent; ils ne travaillent guère qu'à la surface; parmi les ouvriers du fond, les Polonais et les Italiens dominent.

La cause de souffrance la plus ordinaire dans ce milieu vient de la fréquence des chômages, les exploiteurs d'anthracite ont fait depuis vingt ans des essais multipliés pour en régulariser la production. Leurs efforts, déterminés en grande partie par le désir de hausser artificiellement les prix de vente et de dominer le marché par une sorte de monopole, ont toujours échoué. Chaque année, pendant plusieurs mois, les mineurs sont employés *half time*, demi-temps, c'est-à-dire trois jours par semaine; souvent aussi on congédie une partie du personnel pour une période indéterminée. Lorsque l'encombrement du marché prolonge cette période, la situation devient désastreuse. La question ouvrière n'apparaît donc pas comme une vaine préoccupation au personnel ordinaire des mines d'anthracite, et la région de Pottsville a été, à une certaine époque, le théâtre de désordres terribles. C'est là que s'était formée la bande tristement célèbre des *Molly Maguires;* on me raconte qu'il fallut en pendre 21 en six mois dans le district minier pour arriver à rétablir l'ordre matériel.

Des perturbations du même genre sont encore à craindre aujourd'hui. Tous ces *foreign laborers*, accomplissant leur travail à des conditions que les Américains n'acceptent pas, sont incapables de se liguer efficacement pour améliorer ces conditions. C'est une population turbulente, violente, déraisonnable, *a bad lot of people*, me dit un boutiquier de Pottsville auquel je vais acheter un costume de mineur pour descendre dans les puits. Un autre habitant du district prétend qu'à chaque baptême d'enfant on donne une fête qui se termine par une rixe, au cours de laquelle il y a toujours une ou deux morts; renseignement évidemment exagéré, mais qui confirme bien les récits des surveillants et contremaîtres.

Avec de pareils éléments, tout conflit entre le capital et le travail menace de tourner à la guerre civile, et cela d'autant plus qu'en l'absence de toute organisation ouvrière sérieuse, les conflits n'éclatent qu'à un point d'extrême acuité. On souffre en silence, par sentiment d'incapacité, ou bien on met le couteau à la main et on se révolte.

Ainsi, dans le haut personnel, salaires élevés, assurance contre le chômage résultant du caractère administratif de ces salaires pour les surveillants, de l'ininterruption obligée du travail pour les mécaniciens employés aux pompes, appareils de descente, etc., enfin capacité supérieure des individus, soit un ensemble de conditions qui les mettent à l'abri de la souffrance. Puis, au-dessous, mais bien

au-dessous, salaires faibles pour le pays, chômages fréquents et quelquefois prolongés; enfin incapacité personnelle des ouvriers. Pour les premiers, la question ouvrière est résolue; pour les seconds, elle se pose comme un problème redoutable, et sans moyens de solution. Ni les uns ni les autres n'organisent le marché collectif de travail.

Le contraste, qui est si frappant dans les mines d'anthracite de Pensylvanie, ne se retrouve pas partout, heureusement, dans le personnel ouvrier américain, du moins il ne se retrouve pas avec la même intensité, le même relief; mais, dans la plupart des industries, l'organisation ouvrière aux États-Unis rencontre deux genres de travailleurs qui lui font obstacle; ce sont d'une part les satisfaits et d'autre part les incapables.

Les satisfaits se recrutent surtout parmi les émigrants d'élite qui conservent les habitudes modestes de l'Europe et profitent du taux élevé des salaires américains pour se faire une bonne situation. Michaël S... en est un exemple typique. Quant aux incapables, ils sont fournis par le rebut de tous les pays, mais principalement par l'Italie du Sud, la Hongrie, la Pologne, etc. Lors même, en effet, que leurs qualités personnelles tendent à les élever, l'isolement jaloux dans lequel se renferment d'ordinaire les ouvriers de ces pays les empêche de s'associer avec leurs camarades américains. C'est en quelque sorte un point d'honneur pour les Polonais, par exemple, de demeurer Polonais aux États-Unis. « Tout notre effort tend à cela », me dit un prêtre polonais de Cincinnati, et ses ouailles ne sont que trop disposées à suivre ses conseils étroits. Il faut reconnaître aussi que le mépris manifeste des Américains pour les individualités inférieures, l'exploitation à laquelle certains patrons soumettent leurs *foreign laborers*, aident peu à l'assimilation. « Beaucoup de ces gens-là seraient meilleurs si nous en avions cure, mais nous sommes d'une race impérieuse, *We anglo-saxons are an imperious race* »; tel est l'aveu que je recueille des lèvres d'un vieux colonel de la guerre de sécession.

Quoi qu'il en soit de la part de responsabilité qui incombe aux Américains dans cette situation, elle constitue une des plus grosses difficultés de l'organisation ouvrière. C'est entre ces deux catégories d'indifférents et d'incapables, que se trouve le noyau des ouvriers conscients du problème à résoudre et capables à des degrés divers de faire avancer sa solution.

PAUL DE ROUSIERS.

VOLNEY JOURNALISTE

A propos de l'érection de la statue de Volney en la petite ville de Craon, par les soins de l'*Association bretonne-angevine*, M. Léon Séché, qui fut pour beaucoup dans cette œuvre parfaitement juste et digne d'approbation, a publié deux choses en seul petit volume, à savoir une étude sur Volney, et la réimpression d'un pamphlet, d'une « Lanterne » de Volney, très ignorée, presque introuvable, et qu'il était très intéressant de remettre au grand jour.

De l'étude que M. Léon Séché nous a donné sur Volney, je dirai peu de chose, ayant à en dire peu de bien. La complaisance pour Volney y est excessive et est appuyée d'arguments extrêmement faibles. C'est ainsi que pour prouver que Volney fut charitable, on nous donne le témoignage de sa veuve et une lettre par laquelle Volney demandait au ministre des Finances un secours pour le citoyen Desessarts. C'est ainsi que pour prouver le désintéressement de Volney, on nous fait remarquer que Chateaubriand donna sa démission de chargé d'affaires après l'assassinat du duc d'Enghien, et Volney sa démission de sénateur à l'établissement de l'Empire, « et qu'il y a plus de vrai courage dans l'acte de Volney que dans celui de Chateaubriand ». Il y a pourtant une différence, c'est que Chateaubriand démissionnaire resta démissionnaire, et que Volney démissionnaire fut maintenu sénateur et resta sénateur pendant tout l'Empire, et, de plus, fut créé comte. On a beau dire, cela fait une nuance. Ni Chateaubriand, ni Volney ne sont des héros; mais refuser l'héroïsme à Chateaubriand pour en revêtir Volney, je ne doute pas que cela ne fasse un peu sourire ceux qui savent les choses.

Volney n'a eu qu'un moment de courage, d'audace, de je ne sais quoi qui reste étrange comme boutade hardie, dans son existence.

Instrument actif du 18 Brumaire, ami particulier du Premier Consul, aux petits soins auprès de lui, non sans quelque valetage, si l'on en croit Lemercier (voir Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, VII), il ne discutait avec lui que sur le point de religion, comme bien vous pensez.

Bonaparte voulait son Concordat. C'est la chose qu'il a voulue le plus énergiquement. Volney... c'était Volney, autant dire Dupuis, autant dire d'Holbach. Bonaparte s'emportait : « La France veut une religion! » — « La France veut les Bourbons! » s'écria Volney. La colère de Bonaparte fut si terrible que Volney s'évanouit. Il fallut l'emporter chez un ami, malade pour plusieurs jours.

J'ai souvent réfléchi sur cette incartade très singulière; je ne l'ai jamais bien comprise. Le mot est si

faux qu'on ne sait par quelle lubie Volney a pu le prononcer. Volney croyait que la France ne voulait pas de religion ; mais il ne croyait pas qu'elle voulût des Bourbons ; il ne pouvait pas le croire. Son mot était donc une pure impertinence toute gratuite. Les discussions font dire de grandes sottises pour le seul plaisir d'être désagréable. Cependant, il faut encore se demander par quelle association d'idées, même dans la colère, qui est une mauvaise assembleuse d'idées, mais qui ne les empêche pas de se suivre, Volney a pu être amené à une si étrange déclaration. Il me semble qu'il a voulu dire : « La France veut une religion ? Jamais de la vie ! (C'était son idée ; nous croyons tous que toute la France est exactement de notre avis.) Jamais de la vie !... Autant vaudrait dire qu'elle veut des Bourbons !... Et même ce serait plus vrai. Elle veut plutôt les Bourbons qu'une religion. Oui ! A celui qui dit : « La France veut une religion », avec beaucoup plus de raison, je réponds : « La France veut les Bourbons. » Et c'est ce raisonnement rapide qui, dans le feu de la discussion, s'est condensé en ce mot énorme : « La France veut les Bourbons. » Voilà comment je comprends l'apostrophe malencontreuse de Volney... Et puis, vous savez, il faudrait avoir assisté à la discussion.

Toujours est-il que Volney n'était pas coutumier de pareilles hardiesses, et que, sénateur sous le Consulat, sénateur sous l'Empire, comte de l'Empire, enfin pair de France sous la Restauration, il n'avait guère de goût plus fort que celui de se faire oublier dans des postes très lucratifs.

Ce goût lui était venu de très bonne heure. A peine député à la Constituante il en avait profité pour se faire nommer directeur du Commerce et de l'Agriculture en Corse. Il y eut haro sur les représentants du peuple qui sollicitaient ou acceptaient des places du pouvoir exécutif. Ils démissionnèrent. Volney aussi, mais le dernier et de mauvaise grâce. Non, Volney, très honnête homme, ce me semble, et certainement peu ambitieux, ami d'une existence calme en rapport avec sa santé délicate, n'avait cependant absolument rien d'héroïque. Il ne faut pas forcer les choses. Il est en bronze, là-bas, à Craon. Rien de mieux. Mais il n'a été en bronze qu'après sa mort. Vivant, j'ai beau faire, à le regarder vivant, je ne puis pas dire comme Pégomas : « Je le vois en bronze, moi ! » Et je trouve que M. Léon Séché le voit un peu trop en bronze, lui ! Voilà ce que c'est d'avoir parlé, et en bons termes, sous le coude d'une statue. Il y a une influence.

Quant au pamphlet que M. Léon Séché a publié à la suite de son étude, c'était une chose à recueillir et à faire connaître. Elle n'existait, je crois, qu'à un exemplaire, à la Bibliothèque nationale. Elle n'avait pas été recueillie dans les œuvres de Volney. Elle était absolument inconnue. Elle est curieuse.

D'abord elle explique la nomination de M. Chassebœuf, dit Boisjirais, dit Volney, aux États généraux. « Sa renommée de voyageur et la confiance qu'inspiraient alors les hommes de lettres le portèrent aux États généraux en 1789 », dit Sainte-Beuve. Il y a eu autre chose que ces raisons générales. Sainte-Beuve ignorait la *Sentinelle du peuple*. Il ignorait qu'en novembre et décembre 1788, Volney s'était lancé très vivement et même à corps perdu dans le mouvement populaire et, à Rennes, avait été le centre d'une agitation politique, dans laquelle il avait fait rentrer très habilement Bretagne, Anjou et Touraine, s'occupant des gens de Quimper, des gens d'Angers, des gens de Rennes et des gens de Tours, relatant leurs anciennes querelles, rééditant par allusions ou par récits les incidents locaux, rapportant les plaintes et doléances anciennes et nouvelles, etc. Évidemment il préparait sa candidature et cherchait une circonscription. Le moment venu, le terrain était préparé, et les braves Angevins envoyèrent aux États généraux, non pas tant le voyageur retour d'Égypte et de Syrie, non pas tant l'homme de lettres, très distingué du reste, mais qui n'avait pas encore écrit les *Ruines*, que l'auteur anonyme, mais probablement, mais sûrement très connu, de la *Sentinelle du peuple*.

Cette *Sentinelle du peuple* est une « Lanterne », comme j'ai dit, qui paraissant clandestinement à intervalles irréguliers. Le premier numéro est du 10 novembre 1788, le second du 20 novembre, le troisième du 5 décembre, le quatrième du 15 décembre, le cinquième du 25 décembre. L'étendue aussi est irrégulière. La première brochure est de 10 pages de nos volumes ordinaires, la seconde de 13, la troisième de 16, la quatrième de 17 et la dernière de 8. Ce sont des articles assez violents contre la noblesse et le clergé, mais, ce qui est à noter, visant beaucoup plus et beaucoup plus souvent la noblesse que le clergé. Ils ont le plus souvent un caractère local et c'est très particulièrement les nobles de Bretagne, le clergé de Bretagne, voire les chanoines de Tours qui y sont attaqués. Le mérite littéraire en est grand. M. Léon Séché ne manque pas de s'écrier : « Pascal n'eût pas mieux dit, Paul-Louis Courier, non plus. » C'était fatal. Quelque pamphlet ignoré que vous soyez amené à publier, vous le comparerez aux *Provinciales* et aux *Lettres d'un vigneron* dans votre préface. On ne peut pas se garder de cela plus que de l'influenza. Il n'y a certes à parler ni de Courier ni de Pascal à propos de la *Sentinelle du peuple;* mais encore la *Sentinelle du peuple* se laisse lire, ce qui est un joli succès pour un pamphlet âgé de cent dix ans.

Ce qui est intéressant et tout naturel d'ailleurs, c'est que l'auteur, fraîchement journaliste, le devient peu

à peu et commence par ne pas l'être du tout. Il commence par être contourné, alambiqué, recherché, tout le contraire d'un journaliste. Il commence par chercher avec diligence tout ce qui pourra empêcher sa pensée d'être claire, les paraboles, les symboles, les allégories. Voyez-moi un peu comme ceci est galant, comme il y a de l'esprit et surtout du sens pratique dans cette application de la *Carte de Tendre* à la situation politique de 1788 :

«... L'an 1788, le trentième du mois de décembre, l'Armée du peuple étant campée dans la plaine d'Égalité civile, appuyée à sa droite au morne Liberté et couverte sur son flanc gauche et sur ses derrières par les marais Nécessité ; et le corps des riches mécontents serré dans le détroit de Justice, ayant à dos la rivière Famine... »

Ça continue. Ça fait un peu grincer des dents.

Bien entendu, c'est dans le premier numéro que Volney tire de son esprit toutes ces jolies choses. Mais le second n'en est pas encore exempt. Histoire de France depuis 1774 jusqu'à 1789 à l'usage du peuple :

« Une dame du premier rang, mais d'une MAUVAISE CONSTITUTION (c'est l'auteur qui souligne, ainsi que plus loin), avait vécu jusqu'à ce jour infirme et grabataire. Les charlatans qui la traitaient, disant qu'elle était trop faible pour marcher et qu'elle avait d'ailleurs des vertiges, ne lui permettaient pas de se lever. Pendant ce temps c'était dans la maison DISSIPATION de toute espèce. Intendans, aumôniers, officiers, Laquais, Gens d'écurie, Femme de chambre et compagnie, c'était à qui pillerait le mieux le revenu de la Malade, et ce revenu était immense... Cependant il y a quelques années, un Médecin étranger s'introduisit, on ne sait trop comment, dans l'Hôtel ; et ayant pu approcher le Maître, il l'avertit que la maladie de sa femme n'était pas ce qu'on la disait ; que sa grande faiblesse ne venait que d'un RÉGIME MAL ENTENDU, d'une diète beaucoup trop sévère et surtout de PURGATIONS EXCESSIVES ; qu'elle n'avait besoin pour se rétablir que de DÉVELOPPER ses forces par l'exercice et l'usage de L'AIR LIBRE. Le Maître, qui ne désirait que la meilleure santé de sa femme, la confia à ce médecin ; en effet, malgré des CIRCONSTANCES CRITIQUES qui survinrent, il améliora sensiblement son état. Mais les sangsues de la maison... »

Ça continue. Notez que, si c'est exécrable, ce n'est pas une raison pour que ce ne soit pas du Volney. Ce serait plutôt une raison pour que ce fût de lui. Cela lui ressemble. Rappelez-vous le discours que le *Génie des Ruines* tient à Volney, analysant L'AMOUR DE SOI et ses descendants, qui sont DÉSIRS EFFRÉNÉS et CUPIDITÉ, fille elle-même et compagne ordinaire de L'IGNORANCE, et remarquez que dans les *Ruines* tous ces mots sont soulignés par l'auteur comme le sont dans la *Sentinelle du peuple* « mauvaise constitution », « purgations excessives » et « régime malentendu ». C'est un procédé de l'auteur, un procédé favori. Volney a laissé son cachet sur la *Sentinelle du peuple*.

Peu à peu et assez vite, Volney devient journaliste et s'habitue à parler la bouche ouverte. On ne peut lui reprocher que de l'ouvrir trop peut-être. Tout candidat est le *magno promissor hiatu* et *magno hiatu* même quand il n'est pas *promissor*, ce qui, du reste, lui arrive rarement. Dans le numéro IV, Volney fait l'hypothèse qu'il est député des Notables, et, se préparant à être député aux États généraux, il arrange sa personne et son attitude, il se plante devant son miroir et compose son personnage. Si j'eusse été député des notables, dit-il :

« *Paisible dans le tumulte, ferme et décent dans mon maintien, modeste sans abaissement, assuré, mais sans arrogance* (très bien ! maintenez la pose ; ne bougeons plus !), j'eusse laissé un libre cours à la clameur de l'intérêt blessé, et lorsque la rumeur se serait enfin épuisée, alors le cœur plein de la grandeur de mon ministère, fort du cri de ma conscience, gage de succès, je serais descendu dans l'arène pour y lutter seul contre tous. Que dis-je, seul ! Tandis que les yeux du vulgaire m'auraient vu faible et isolé, mon imagination plus vraie, réalisant à mes regards la nation tout entière que j'aurais eu l'honneur de représenter, m'eût environné tout à coup d'une multitude innombrable ; j'eusse embrassé, dans mon esprit, toute l'étendue de la Bretagne ; j'eusse compté ses bourgs, ses hameaux, ses ports, ses arsenaux, ses villes ; j'eusse assemblé leurs habitants de tous les âges et de tous les sexes ; j'eusse convoqué les laboureurs, les artisans, les matelots, les négociants, les corps des métiers, les familles, vieillards, hommes, enfants, et j'aurais fait descendre toute cette multitude au milieu de la salle du théâtre. Alors, agrandissant mon âme de la grandeur de ce spectacle, j'aurais accumulé dans mon sein les volontés, les intérêts, les opinions, le courage de tant de milliers de citoyens, et ayant pour force de raisonnement la vérité et la justice, pour éloquence un sentiment profond d'indignation et pour talent l'enthousiasme du bien public, j'eusse fait tonner sur l'Assemblée des Notables la voix de deux millions d'hommes et j'aurais écrasé de la puissance de tout un peuple cette petite bande de rebelles. »

« Tout ce passage, s'écrie M. Léon Séché, est écrit de main de maître et trahit la plume de Volney. » Le passage est écrit de main de fieffé rhéteur et ne trahit pas plus la plume de Volney que celle de tout autre orateur révolutionnaire. C'est du style du temps. C'est du Roland, c'est du Buzot, c'est du Pétion. A qui songiez-vous, sans doute, en lisant ses phrases redondantes, gorgées de substantifs abstraits, et roulant avec un bruit de galets entre-cho-

qués? A Gambetta, n'est-ce pas? C'est que Gambetta avait attrapé le style oratoire de 1790, avec une telle exactitude, que quand on lit ses discours on est stupéfait de la ressemblance et l'on se demande quel est ce phénomène étrange de réviviscence atavique, et si ce qu'on lit est un démarquage de Barrère ou une parodie de Mirabeau.

Je me laisse aller à me moquer de la *Sentinelle du peuple*, qui y prête un peu, et cependant c'est avec l'intention de dire qu'elle contient de très belles pages, et qu'à cause d'elles on a bien fait de la tirer de l'oubli, que j'ai pris la plume il y a une heure. De la vraie éloquence, une indignation sincère et forte et d'une brutalité presque simple, et une ardente ironie et un mouvement endiablé, on trouve de tout cela dans la *Sentinelle du peuple*. Cet homme, quoi qu'il y ait, était digne de devenir le souffleur de Mirabeau et de lui apporter au pied de la tribune la phrase sur la fenêtre du Louvre et l'arquebuse de Charles IX, cette phrase sur laquelle Mirabeau jeta sa griffe comme Molière sur la « galère » de Cyrano en disant : « C'est magnifique, donc c'est mon bien. » Il y a de ces fenêtres-là dans la *Sentinelle du peuple*. Oyez ceci dans le genre badin. C'est agréable et tourné en fort bon style. Il y avait à Tours deux partis, celui des réverbéristes et celui des anti-réverbéristes. L'Hôtel de ville était pour les réverbères, car « à quoi bon se casser le cou ? » comme dit Valentin ; les chanoines de Saint-Martin étaient contre les réverbères, car, comme dit Valentin, « tout est vanité ». Là-dessus Volney s'amuse. Il énumère les arguments des chanoines et puis :

« ... Mais je ne vois plus rien à dire. Je le crois, on ne devine pas cela. Eh bien ! les chanoines ont ajouté en propres termes dans un imprimé que j'ai lu, « que la lumière favorisera le vol des bourses, les « insultes de toute espèce, que l'illumination donnera « aux libertins plus de facilité à sortir tous les soirs, « que déjà il est remarquable que ce commerce a « surtout lieu au clair de la lune, en sorte qu'il est « bien évident que la lumière favorise le crime et la « débauche et est plus nuisible qu'utile à la sûreté pu- « blique. » De là ne suit-il pas qu'on devrait aussi supprimer la lune? Soit béni le ciel, mon ami, de nous avoir donné le soleil sans prendre d'avis ; car si le Très-Haut eût fait à ce sujet une assemblée des notables, il y eût eu pour le moins 103 voix contre 37 pour ne point avoir de soleil... Moi, pour vous dire la morale de tout ceci, j'emprunterai le mot d'un de nos amis, le baron de ***. Le député de Saint-Martin, l'abbé H..., jadis jésuite, l'ayant rencontré aux Tuileries et l'ayant longuement ennuyé des « intrigues « des municipaux », de « la misère du peuple » et de « l'odieux des réverbères » : « Monsieur l'abbé », interrompit le baron, savez-vous ce qui me frappe le « plus dans toute cette affaire? C'est de voir qu'au « XVIIIe siècle, les gens de votre robe sont aussi enne- « mis de la lumière au physique qu'au moral. »

Et oyez encore ceci dans le genre noble. Ah ! la philippique est vigoureuse. Je vous dis que Volney se prépare à être un grand orateur. Il se fait la main. Il tire au mur. Le mur a reçu d'assez rudes coups. Il s'agit des États généraux et de la question de savoir s'ils seront réellement une Assemblée nationale, une assemblée où le Tiers État aura sa représentation proportionnelle et partant légitime :

« Mais cette *Assemblée légale* est précisément ce que les nobles redoutent. Et pourquoi la redoutent-ils? Eux-mêmes ont eu l'imprudence de nous en dire la raison; c'est que, disent-ils, « leurs intérêts ne sont « pas les mêmes que les nôtres » ; c'est-à-dire qu'il leur importe peu qu'un ennemi étranger envahisse nos fortunes, pourvu qu'il respecte les leurs ; c'est-à-dire qu'il leur importe peu que les ministres nous écrasent pourvu qu'ils les ménagent; c'est-à-dire qu'il leur importe peu que la nation soit anéantie, pourvu qu'eux-mêmes subsistent; c'est-à-dire que parmi nous il existe une nation qui nous est étrangère, une nation *qui a des intérêts différents*, que dis-je, des intérêts contraires, opposés aux nôtres; c'est-à-dire, en un mot, que dans notre sein nous nourrissons des ennemis. Oui ! des ennemis, et des ennemis aussi cruels que les Anglais et les Autrichiens ! Car, que ferait de plus une horde étrangère, si elle pénétrait en Bretagne, que de lever sur nous des contributions, d'envahir nos biens, nos fortunes, de violer nos libertés et d'attenter à nos personnes? Et n'est-ce pas là ce que font journellement nos gentilshommes ? N'est-ce pas eux qui épuisent le trésor public, lèvent, sous le nom de pensions, de grâces, de bienfaits et gages, de vraies contributions hostiles? Si les ministres et le roi redoublent le poids des impôts, n'est-ce pas eux qui, sous le nom de courtisans, officiers, magistrats, les dévorent et sont les vrais moteurs de l'inaction et du despotisme? N'est-ce pas eux qui, par des exclusions de toute espèce, portent atteinte à nos droits... »

Ça continue ; mais cette fois c'est de la vraie éloquence, nerveuse, vigoureuse, directe, emportée et entraînante. Volney pouvait aller siéger à l'Assemblée nationale.

Il y siégea, sans gloire. Il n'était orateur que la plume à la main. Et cela suffisait alors, car tous les discours des Assemblées révolutionnaires, excepté, je crois, ceux de Barnave, furent écrits ; mais encore fallait-il n'avoir pas la voix faible et n'avoir pas peur de la tribune. Ce furent les deux obstacles devant lesquels s'arrêta Volney. Il était fait pour le Sénat du Consulat et de l'Empire où il trouva sa place véritable. Il était fait surtout pour écrire les *Ruines* et le *Voyage en Amérique*. Il était fait pour être un écrivain précis et merveilleusement exact dans la des-

cription, un peu pompeux et déclamateur dans les réflexions. Il vieillit doucement, très oublieux de sa gloire éphémère de journaliste. Mais il avait été, en somme, très bon journaliste pendant deux mois, et ces deux mois doivent retrouver dans sa biographie la place qu'ils n'y avaient point. Il faut savoir gré à M. Léon Séché d'avoir remis ces huit semaines en lumière.

ÉMILE FAGUET.

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX[1]

Lettre de M. Gustave Belot.

Dès qu'une idée est tombée dans le domaine public et impose une rubrique au journaliste en quête d' « actualité », on est sûr d'avance que les contresens et les confusions vont commencer. C'est ce que j'ai eu l'occasion de constater récemment au sujet de la formule du « monopole universitaire ».

Rigoureusement cette expression ne peut avoir qu'un sens : si le « monopole des tabacs » signifie que l'État seul a le droit de fabriquer et de vendre le tabac, le « monopole universitaire » signifierait que l'Université seule aurait le droit d'ouvrir des établissements d'instruction, d'y donner éducation et enseignement.

Mais on n'a pas tardé à appliquer cette même expression à une tout autre idée, à la proposition faite plus récemment d'exiger un certain nombre d'années d'études universitaires de quiconque aspirerait à certaines fonctions, par exemple des candidats aux grandes Écoles. Or, tandis que le monopole universitaire proprement dit supprimerait la liberté de l'enseignement, ce second système la laisserait subsister. Chacun serait libre, sous les conditions légales communes, d'exercer la profession de l'enseignement; chacun resterait libre de choisir pour ses enfants tels établissements qui lui conviendraient, sous cette réserve que les établissements universitaires seuls pourraient leur ouvrir certaines carrières. Le terme de Monopole universitaire devient alors d'une flagrante impropriété.

Ce sont donc là deux systèmes très différents qu'on a englobés dans la même désignation. Il convient de les examiner séparément.

*
* *

Parlons donc tout d'abord du Monopole universitaire véritable, qui a régné de 1808 à 1850, c'est-à-dire jusqu'à la date où la loi Falloux l'a supprimé. Cette loi fameuse a fait deux choses d'autant plus faciles à distinguer qu'elles sont sous certains rapports presque contradictoires. D'un côté elle proclamait la liberté de l'enseignement, de l'autre elle assurait à l'Église une véritable mainmise sur l'Université même. En un mot, non contente d'abolir le monopole de l'État, elle tendait visiblement à établir le monopole de l'Église puisqu'elle lui conférait, par privilège, des droits exorbitants de contrôle et de surveillance. Fidèle à sa politique constante, le catholicisme, par l'organe de M. de Falloux et de son successeur, ne revendiquait la liberté que pour conquérir le pouvoir.

Le temps, et les efforts d'un libéralisme mieux éclairé ou plus ferme que ne fut celui de M. Thiers ont fait le départ entre ces deux éléments du système Falloux. Les privilèges accordés à l'Église en matière d'enseignement (droits d'inspection et de surveillance, postes accordés de droit aux membres du clergé dans les conseils universitaires, équivalence de la lettre d'obédience, etc.) sont aujourd'hui légalement abrogés. Il ne reste donc guère de cette loi que le seul fait de la liberté de l'enseignement. Sans doute, comme c'est l'Église qui jouit de presque tout le bénéfice de cette liberté, la situation ressemble beaucoup, en fait, à un monopole partagé entre elle et l'État, et cet état de choses diminue, on en conviendra, le prix qu'on pourrait attacher ici au principe même de la liberté. Pourtant le retour au monopole universitaire pur et simple de 1808 ne me paraît ni possible ni même désirable.

Je n'invoquerai pas contre ce monopole l'argument couramment tiré des soi-disant bienfaits de la concurrence. Il ne serait guère ici de mise. Je ne vois pas trop quels progrès l'exemple des Jésuites a pu faire faire à la pédagogie de l'Université. Je vois même au contraire que cette concurrence retient plutôt les établissements publics dans les routines que l'enseignement rival maintient, et les oblige, au détriment de leur liberté d'action, à prendre de la préparation étroite des examens un souci exagéré. Encore faut-il reconnaître qu'entre les Lycées et les Pères, il s'établit quelques institutions libres et laïques qui peuvent rendre de réels services par la souplesse de leur organisation et leur adaptation à des exigences locales. Il serait regrettable aussi que la loi fît obstacle à des expériences comme celle de M. Rieder à l'École Alsacienne, comme celles que tentent aujourd'hui M. Demolins et M. Duhamel.

(1) Voyez la *Revue* des 29 avril et 6 mai 1899.
En raison des analogies que présente cet article avec la conférence donnée par M. Aulard le 15 avril, et publiée ici même, l'auteur se voit obligé de faire remarquer que le bon à tirer des pages suivantes a été donné dès les premiers jours de mars. Elles ne font d'ailleurs que développer certains points du programme avec lequel il s'est présenté, en décembre, au suffrage de ses collègues pour le Conseil supérieur de l'Instruction publique.

L'Université est un corps trop vaste et ses responsabilités sont trop lourdes pour qu'elle puisse aisément ou impunément s'y livrer à de semblables essais.

Ce qui m'arrête dans la voie du monopole, ce n'est pas non plus, je dois le dire, un respect superstitieux pour le principe même de la liberté. Si la chose était menacée, je n'hésiterais guère à sacrifier la formule. Si j'étais absolument convaincu que le monopole fût le bon ou le seul moyen d'assurer dans le pays le maintien des traditions libérales et le respect de la pensée indépendante, je ne pourrais pas avoir l'inconséquence de le repousser. Si j'étais certain encore que l'Université en possession du monopole dût rester parfaitement libre elle-même, dût rester surtout une école de liberté, et qu'elle pût ainsi devenir l'instrument plus efficace de l'unité morale de la France, je ne consentirais pas à lâcher la proie pour l'ombre ni à immoler de telles espérances à l'abstraction la plus respectable.

Mais il me semble justement que ce serait là une appréciation trop optimiste et fondée sur l'oubli d'une partie des conditions concrètes de ce problème social. Dans l'état présent des choses, tenter d'établir d'emblée le monopole, à supposer qu'on trouvât dans nos Parlements divisés et timorés une majorité pour le voter, ce serait d'abord aller au-devant d'une dangereuse réaction. Puis demandons-nous comment un tel monopole, une fois établi, pourrait fonctionner. L'exemple de 1808 nous permet de répondre avec quelque fondement. Le monopole fut alors, on peut le dire, acheté à des conditions que nous trouverions singulièrement onéreuses et que l'Université actuelle ne subirait pas longtemps. Le catholicisme restait religion d'État et obtenait dans l'Université une situation réellement privilégiée. L'Empereur tenait le pape prisonnier à Fontainebleau; mais il était prisonnier de l'Église dans l'Empire. Si l'Université entrait en possession du monopole, sa neutralité religieuse ne pourrait guère, en fait, se maintenir longtemps. L'esprit confessionnel s'y infiltrerait bientôt. Toute la clientèle amenée de force et en masse imposerait ses exigences. Le personnel enseignant lui-même changerait sans doute de caractère. L'autorité universitaire, obligée de compter sans cesse avec toutes sortes de réclamations extérieures, avec la pression du clergé, avec les nécessités politiques et les marchandages parlementaires ou électoraux d'un parti nombreux, irrité, et toujours tendu vers le pouvoir, serait amenée à exercer une surveillance vexatoire sur les doctrines et la parole des maîtres. Leur liberté, il faut le dire bien haut, est aujourd'hui aussi complète que le comporte la délicatesse de leurs fonctions, la responsabilité morale qui leur incombe. N'étant pas tout, l'Université reste autonome et pose elle-même aujourd'hui les bornes de sa liberté, au nom des raisons tout intérieures qu'elle tire de sa mission même. Privilégiée, elle serait réduite à subir les lois que lui imposeraient des convenances extérieures et des principes étrangers. Elle serait donc bientôt la première à souffrir du monopole; elle serait captive de sa propre fortune.

Ainsi, à un point de vue tout abstrait, on pourrait sans doute, en insistant sur le caractère éminemment social de la fonction éducative, en venir, par des raisons plausibles, à revendiquer pour l'État seul l'exercice de cette haute fonction; théoriquement la thèse du monopole pourrait se défendre. Mais, pratiquement, l'intérêt même de la collectivité, ici comme en bien d'autres cas, est qu'elle n'aille pas jusqu'au bout de ses droits théoriques, et que, par la liberté, elle se prémunisse contre ses propres erreurs.

Je rejetterais donc le monopole pur et simple. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas à examiner inversement la question de la liberté absolue. Le problème du régime des congrégations peut encore se poser; mais je ne saurais entrer dans la discussion de ce problème actuellement soumis au Conseil d'État. Toutes ses lumières ne seront pas de trop, étant donné qu'on veut légiférer sur l'Association en général et trouver un texte de loi qui s'applique également à un syndicat de terrassiers et aux Dames de Sainte-Ursule. Peut-être aurait-on plus de chances d'aboutir en divisant le problème. Le droit d'enseigner est une chose assez importante et assez spécifique pour qu'on puisse légiférer sur cet objet propre au lieu de l'atteindre indirectement (1); et les associations religieuses ont également un caractère et un rôle assez particuliers pour que, surtout sous un régime de Concordat, leur situation puisse faire l'objet d'un examen spécial. Mais une question qu'on hésite à aborder de front n'est peut-être pas près d'être résolue.

*
* *

Je passe donc à la seconde question : Est-il possible et utile d'exiger des candidats à certaines fonctions, ou (pour dire en gros ce qui aurait besoin d'être examiné par espèces) des candidats aux grandes écoles et aux bourses du Gouvernement, un certain nombre d'années d'études dans les établisse-

(1) N'est-il pas singulier, par exemple, que dans l'enseignement libre le diplôme d'un chef d'institution soit un pavillon qui couvre la marchandise débitée par des professeurs souvent dépourvus des titres correspondants à leur enseignement, alors que des titres sont individuellement exigés des professeurs de l'État? Il y a évidemment là une singularité, une inégalité et un défaut de garanties qui devraient disparaître.

ments publics, ce que j'appellerai un *stage universitaire*, précédant immédiatement leur présentation? Cette idée, accueillie d'abord avec une certaine ironie, est pourtant revenue sur le tapis et paraît mériter un examen sérieux.

Une telle mesure serait-elle d'abord *injuste*? On allègue d'ordinaire avant tout qu'elle est contraire à la *liberté*. Je ne le pense pas, à moins qu'on ne définisse la liberté par l'absence de toute règle. Libre à tous, en effet, sous les conditions communes déterminées par la loi, d'enseigner ou de fonder un établissement d'enseignement. Libre à chacun de choisir pour ses enfants l'établissement qui a ses préférences. Mais il saura alors où mène la voie où il s'engage. Vous êtes averti, on ne vous prend pas en traître, vous êtes donc libre. C'est une situation qui se retrouve partout. Vous voulez être avocat? Il faut prendre vos inscriptions, faire votre stage. — Mais cela ne me convient pas! — A votre gré, mais vous ne serez pas avocat! Quel attentat à la liberté peut-on trouver là? Comment l'État n'aurait-il pas le droit, à plus forte raison, de poser les conditions de son acceptation quand il s'agit de recruter les détenteurs de son autorité et de choisir les organes de ses fonctions? Si l'État ayant décidé de fabriquer lui-même ses équipements militaires, ou toute autre fourniture dont il est lui-même le consommateur, jugeait à propos, pour quelque suspicion légitime, de renoncer aux produits de l'industrie privée, on pourrait certes mettre en cause la portée économique d'une telle mesure, mais non pas la déclarer injuste. Mais notre individualisme est devenu si âpre et si exclusif que beaucoup sont aujourd'hui disposés à méconnaître ce droit de l'État, comme ces industriels qui récemment prétendaient empêcher le Gouvernement des États-Unis de construire lui-même ses cuirassés : l'État ne leur devait-il pas ses commandes? C'est absolument le raisonnement du commerçant contre les coopératives : Bon public, ton devoir est d'en passer par mon intermédiaire; ta fonction est de m'assurer mes bénéfices.

Mais, dira-t-on, il y a des examens pour établir la valeur des candidats; tout le monde doit pouvoir s'y présenter et tous ceux qui y sont reçus doivent jouir des mêmes droits. Si elle n'est pas contraire directement à la liberté, la mesure proposée serait donc contraire à l'*égalité juridique*. L'argument est absolument spécieux et méconnaît des différences essentielles. Il y a des métiers absolument libres, comme l'exercice du commerce et de l'industrie, où le public est laissé seul juge de ce qu'on lui fournit. Il y a ensuite des professions où, en raison de la gravité des intérêts engagés et de l'inévitable incompétence du public, certaines garanties sont requises sous forme de diplômes et certaines exclusions prononcées à l'aide d'examens. Cependant ces professions, comme celles d'avocat, de médecin, sont encore d'ordre proprement privé. Il y a enfin les fonctions purement publiques qui impliquent une participation directe à la puissance de l'État, et offrent un caractère encore bien différent des précédentes. Je ne vois rien d'absurde ni d'oppressif à ce que les garanties dont un diplôme est, je ne dirai pas l'assurance, mais du moins l'expression, soient déclarées ici insuffisantes, et que l'État recherche non pas seulement la preuve de certaines connaissances, mais la probabilité d'un certain esprit public et d'une certaine unité morale. Je ne sais ce que pourrait être un diplôme de civisme, mais s'il pouvait en exister un, il est clair qu'il devrait être requis à l'entrée de toutes les fonctions publiques. L'acceptation de l'éducation publique et des principes qu'elle représente semble être l'équivalent le plus pratique et le plus exact de cet indéfinissable examen. Et surtout inversement le fait de repousser, le plus souvent avec ostentation (1), cet enseignement et ces principes paraît un motif assez légitime d'abstention et de suspicion de la part de l'État. Il ne peut feindre d'ignorer les principes de théocratie, de subordination du pouvoir civil au pouvoir religieux que représentent les établissements rivaux.

Mais alors, vous rétablissez des classes et des castes, des privilèges et des exclusions dans la société? Encore un sophisme sous des dehors spécieux. Il y a castes et privilèges dans la mesure où l'individu, pour des raisons qui sont indépendantes de son choix et de sa volonté, raisons de naissance, raisons de croyance, se voit artificiellement privé de l'accès à certaines situations. Rien de semblable ici, puisque les conditions requises sont à la portée de tous, que tous les citoyens se trouvent absolument égaux devant elle; il n'y est fait aucune acception de personnes. Nul n'est tenu d'être fonctionnaire si les conditions proposées ne lui conviennent pas, personne ne vous oblige à les subir, non plus qu'on ne vous force à passer un examen, si vous renoncez aux carrières qu'il ouvre.

Mais enfin, c'est alors une profession de foi, au moins négative, que vous réclamez, au lieu d'une simple garantie de savoir; le raisonnement que vous

(1) J'ai vu un père de famille, homme en vue dans le parti clérical de sa ville, et dont le fils, après avoir fait toutes ses études aux Jésuites, était obstinément refusé à son second examen, venir demander à tous les professeurs de la classe de philosophie du Lycée un ensemble de leçons équivalant au cours de cette classe. Mais il refusait de le mettre au lycée même, pour ne pas scandaliser « son monde ». Et lorsque l'autorisation rectorale nécessaire fut, comme de juste, refusée, cet homme qui en particulier nous demandait nos services, mais n'en voulait pas moins continuer à nous renier tout haut, s'élevait contre l'*intolérance* de ce recteur, ferme défenseur de notre dignité professionnelle. Le cas est typique.

prenez à votre compte, c'est le raisonnement même que vous reprochez à l'Église. Elle a toujours prétendu n'être si sévère aux hérétiques que parce que, à ses yeux, ils faisaient preuve de mauvaise volonté : l'Église est ouverte à tous, que n'entrent-ils donc? Vous opposez un *Syllabus* à un *Syllabus* (1). — Voilà le point le plus délicat, l'argument qui serait le plus grave et le plus décisif... s'il était fondé. Mais il saute aux yeux que si l'Église a un *Syllabus*, l'Université n'en a pas. A ceux qui veulent entrer, l'Église demande de croire et de se soumettre, l'Université ne leur demande que d'écouter et de s'éclairer; elle n'exige ni un *Credo*, ni une négation; à ceux qu'elle convie, l'Église impose l'abdication entre les mains d'une autorité; l'Université ne leur demande que d'exercer leur liberté et de réfléchir. C'est peut-être ce qu'on redoute; mais vraiment alors, nous n'avons plus à nous justifier contre une pareille crainte.

La question de justice et de liberté résolue, il reste encore à se poser la question d'utilité, d'efficacité.

Le *stage universitaire* aurait-il les effets qu'on en attend? On le conteste souvent parmi ceux mêmes qui, pour obtenir de tels effets, iraient volontiers jusqu'au monopole. Cela dépendrait sans doute des conditions et de la durée de ce stage. Il aurait évidemment une tout autre portée s'il comportait des études philosophiques que s'il se borne à une ou deux années de mathématiques ou de physique. L'essentiel me paraît être, si l'on veut former des esprits libres et respectueux de la liberté d'autrui, de les mettre à même de *voir* qu'il y a diverses manières de penser et qu'elles puissent être représentées par des hommes également intelligents, également sincères. Or, si l'enseignement peut avoir en ce sens une grande influence, le contact direct avec un milieu scolaire où règnent la diversité et la liberté des idées peut aussi par lui-même contribuer puissamment à ce résultat. Ce spectacle vivant a pour le jeune homme une valeur éducative autrement importante que la méditation tardive de beaucoup de livres et de doctrines n'en pourrait avoir pour une intelligence formée dans un monde à part, fermé à toutes les influences autres que celles dont on a voulu lui faire prendre *l'empreinte*. Il se formerait forcément, entre les jeunes gens ainsi rapprochés les uns des autres sans préoccupation d'origines, des amitiés indépendantes de tout esprit de secte, de toute passion politique ou religieuse, et même, jusqu'à un certain point, de toute classification sociale artificielle. On apprendrait ainsi à se choisir et à s'estimer entre hommes pour des raisons toutes fondées sur la valeur personnelle et les affinités morales. On prendrait l'habitude de se traiter en concitoyens au lieu de se fuir et de s'excommunier (1). Ce n'est pas nous, universitaires, qui travaillons à couper la France en deux. Si le stage universitaire, qui ne menace personne dans sa liberté intellectuelle ou religieuse, pouvait contribuer, si peu que ce fût, à restaurer l'unité morale si gravement compromise de cette France qui nous confie une partie de son âme, comment ne le trouverait-on pas suffisamment justifié?

*
* *

Il resterait, mais je ne saurais m'étendre davantage, à montrer ce que, en dehors même de toute innovation législative, on peut faire par de simples actes de bon gouvernement et d'habile administration, pour la défense de l'Université, de ses intérêts et de sa fonction. Combien encore ne pourrions-nous pas, même à titre purement individuel, par une conscience plus exigeante de la dignité professionnelle, par un plus vif et plus actif sentiment de la solidarité corporative, par une conception moins étroite de notre devoir social!

Cessons d'abord de nous diffamer nous-mêmes, de crier par-dessus les toits nos imperfections réelles ou imaginaires. Les examens de conscience ne sont pas matière à publicité. Nos concurrents le savent bien et leurs *mea culpa* restent tout intérieurs. Obligés de rivaliser avec des personnes investies par la tradition d'une autorité toute particulière, encore accrue par la faveur de la mode, à qui l'on ne demande presque aucun compte de leur valeur personnelle puisque le costume est là qui répond de tout, l'Universitaire soutient la concurrence dans des conditions particulièrement désavantageuses. Il ne doit pas se confiner dans la tâche professionnelle honnêtement, mais étroitement comprise, il faut qu'il conquière la société. Il ne doit pas dédaigner d'attirer la confiance des familles; il doit chercher à obtenir pour sa fonction et pour sa personne la déférence qu'elles n'accordent d'ordinaire qu'à sa science ou à ses diplômes.

Surtout n'abdiquons pas! N'acceptons pas, comme je l'ai vu trop souvent faire, cette désastreuse formule : à nous l'instruction, à d'autres l'éducation. Si nous abandonnons en psychologie la vieille théorie des facultés séparées, ayons le courage d'en repousser une conséquence pratique et pédagogique

(1) C'est ce qu'objectait à notre programme pour l'élection au Conseil supérieur de l'Instruction publique l'*Univers* du 1er janvier 1899; voir la réponse déjà faite sur ce point dans l'*Univers* du 7 janvier, par M. Malapert.

(1) Je n'exagère pas. Une grande pension ecclésiastique, qui conduit ses élèves aux cours d'un lycée, a demandé et obtenu qu'ils fussent gardés, durant les récréations qu'ils prenaient au lycée entre deux classes, dans une cour isolée et distincte, où ils ne pussent entrer en contact avec les autres élèves.

qui nous diminue. Or nous allons jusqu'à offrir ou à porter notre science de mots et de choses à qui récuse notre science de l'homme, et à prêter notre concours intellectuel à qui repousse notre concours moral (1). C'est vraiment trop de modestie et de condescendance. Un tel partage a quelque chose de blessant et d'inacceptable; je n'aimerais pas à être traité comme un phonographe qu'on loue à l'heure pour le transporter de salle en salle, au gré de qui veut bien payer. C'est ma personne tout entière qui doit être digne de la tâche professorale; c'est ma personne tout entière que je dois à mes élèves; c'est elle aussi qu'ils doivent accepter et accueillir avec des dispositions aussi éloignées d'une indifférence ou d'une défiance systématiques que d'une docilité toute passive.

Quels que soient enfin les moyens adoptés, législatifs, administratifs ou purement moraux, le but à atteindre pour l'Université si elle veut remplir la mission sociale dont elle est naturellement investie, paraît aisé à définir. La question n'est pas pour elle, à ce point de vue, de savoir si elle gagnera de l'argent, ni même si elle fournira un plus ou moins grand nombre de bacheliers, mais si elle réussira à faire reculer un système d'éducation caractérisé par le dogmatisme dans le domaine intellectuel, l'hétéronomie dans le domaine moral, l'esprit de caste dans le domaine social. Son rôle est de former les âmes à la fermeté par la sincérité, à la moralité par la responsabilité, à la discipline par la liberté, et de préparer ainsi un peuple de citoyens unis.

Dès qu'au lieu de se trouver en présence d'hommes qui acceptent le principe de la liberté, on se trouve en présence d'un parti dont le principe est de la refuser aux autres, il arrive malheureusement qu'il y a deux manières d'aimer la liberté, et qu'il y a deux libéralismes. L'un, qui est passif et négatif, consiste à *respecter* la liberté jusqu'au point de la laisser compromettre par ceux qui en usent uniquement en vue de leur propre domination; c'est là un faux libéralisme dont notre paresse se contente trop volontiers. L'autre est agissant et positif, et il consiste à développer et à *faire régner* la liberté. Certes, il serait singulier d'imposer la liberté par la contrainte, et d'employer des moyens en opposition avec la fin même; mais il serait plus absurde encore de s'exposer, par une étroite et littérale interprétation du principe, à en préparer pratiquement la ruine. La tolérance pour l'esprit d'intolérance ne saurait aller sans réserves ni précautions.

Toute solution du problème que nous avons agité sera donc nécessairement un compromis entre le *respect formel* de la liberté et la lutte pour le *triomphe réel* de la liberté. Toute solution qui prendrait une forme absolue serait contradictoire et irait contre son but, si ce but est la liberté.

Au résumé, si nous ne pouvons ni ne devons, à mon sens, supprimer d'emblée ni absolument ce qui reste de la loi Falloux, c'est notre droit et notre devoir de travailler à en atténuer les effets, de faire disparaître progressivement l'état d'esprit qui l'a produite, et d'en prévenir le retour. L'unité morale de la nation ne peut se réaliser que dans le respect et par l'exercice de la réflexion indépendante et de la raison libre. C'est vers cet idéal qu'il nous faut tendre.

GUSTAVE BELOT.

(1) Cette ingénieuse combinaison de l'internat ecclésiastique conduisant ses élèves aux classes des lycées (quand ce ne sont pas les professeurs des lycées qui s'y transportent eux-mêmes) n'est d'ailleurs pas heureuse non plus pour l'État au point de vue financier. M. Albert Petit l'établissait très clairement dans un article récent des *Débats* (29 janvier) : le tarif des frais d'études étant insuffisant pour couvrir réellement les frais de l'enseignement, l'État qui, par ses subventions toujours croissantes, paye la différence, se trouve ainsi subventionner indirectement les maisons mêmes qui font concurrence à ses internats! L'observation est piquante; mais il y a une autre conclusion à en tirer que d'en sourire.

Lettre de M. S. Jourdain.

Monsieur,

La loi de 1850 sur la liberté de l'enseignement secondaire doit-elle être abrogée?

Oui, et au plus vite. Il faut se souvenir, et je m'en souviens, hélas! que cette loi fut une œuvre manifeste de réaction, faite à une époque de réaction.

Le clergé a un rôle bien défini et dont il ne doit point sortir. Il doit enseigner le dogme, rien que le dogme.

Toute incursion hors de ce terrain doit être rigoureusement interdite, car elle sera mortelle aux peuples qui la toléreront.

A toutes les époques, le clergé s'est servi de la liberté pour étrangler la liberté. Il n'a pas changé et ne changera pas. Croire le contraire est un leurre.

Je vis dans la coulisse, et par cela même je vois ce que nos gouvernants ne voient pas ou affectent de ne point voir.

L'audace de nos ennemis s'accroît chaque jour, grâce à la faiblesse du pouvoir, qui croit toujours à un *modus vivendi* impossible.

Ils ont l'argent, qui est le nerf de la guerre, et tous, jusqu'au plus petit vicaire, sont en guerre sourde ou déclarée avec la société moderne. Ils savent que ceci tuera cela.

Ils faussent l'éducation de nos fils aussi bien sur le terrain scientifique que sur le terrain littéraire.

La France est en train de se perdre par eux et,

pour la sauver, du train dont vont les choses, la Révolution française sera à recommencer dans cinquante ans.

Pourvu qu'on ne la recommence pas en bloc !...

S. JOURDAIN.

(A suivre.)

LA VRAIE FIN DE TARTUFE

Documents inédits.

S'il fut jamais légitime d'avancer que Molière a négligé la vraisemblance dans les dénouements qu'il a donnés à ses comédies, c'est assurément quand on parle de *Tartufe*.

On est frappé par la faiblesse du dernier acte de ce drame, et Louis XIV déchirant l'acte de donation fait par Orgon en faveur de son ami apparaît comme doublement répréhensible, en violant la légalité, puisque cet acte était légal, et en arrivant comme le *deus ex machina* pour arranger une fin qui renvoie le public satisfait.

Il est clair que les choses ne se sont point passées ainsi : Molière a sacrifié la vérité au public amateur des comédies qui finissent bien. En réalité l'acte de donation était formel, la maison et les biens appartenaient à Tartufe, et le crime d'Orgon receleur de papiers compromettants était de ceux que le Roi n'excusait pas. Rien au monde ne pouvait tirer Orgon du mauvais pas où il s'était mis.

Une découverte imprévue vient dernièrement de confirmer cette manière de voir.

Tartufe a réellement existé. Il s'appelait M. Fertaut et son serviteur avait nom Laurent, comme dans la pièce. Il a séduit et dépossédé en vérité un brave bourgeois du nom de M. Dodart, de la rue des Juges-Consuls, à Paris, qui avait un fils et une fille, Estelle, la Marianne de Molière, fiancée à M. Sénozan, avocat, le Valère de la comédie.

L'affaire Fertaut qui a donné à Molière l'idée première de son drame est demeurée jusqu'à ce jour enfouie dans les Archives d'un vieil hôtel de la rue Galande, qui fut habité au siècle dernier par un avocat fureteur et collectionneur de cas curieux, l'avocat célèbre Barbier. Il n'a pas utilisé dans son *Journal* le dossier que nous avons retrouvé dans le grenier de cet immeuble, sans doute parce que le cas qu'il relate était déjà lointain. Il ne consignait, le soir, dans ses Mémoires, que les faits de la journée. Son exécuteur testamentaire, l'abbé d'Increville, avait épinglé ensemble quelques pièces séparées que les éditeurs du *Journal* ont négligées. Nous en publions pour la première fois quelques-unes, non pas dans l'ordre où Barbier les avait rangées, mais dans leur série naturelle, pour faire saisir au lecteur la suite des événements. Ce sont deux fragments des Mémoires de Laurent, le serviteur de M. Fertaut, et quelques lettres de Mme Sénozan, la fille de M. Dodart, celle que Molière appela Marianne.

PREMIER FRAGMENT DES MÉMOIRES DE LAURENT

« 2 juin 1666.

« Voilà une journée dont je me souviendrai. Que d'événements et quel habile homme que mon maître, M. Fertaut ! Mais prenons les choses au début.

« Ce matin, je venais, selon l'ordre de Monsieur, de serrer sa haire avec sa discipline, et je regardais à la fenêtre, par où j'entrerais en correspondance aérienne avec la soubrette de la maison voisine, habitée par les d'Afney, gens babillards et médisants, quand j'entendis de grosses voix dans la salle basse. Il me semblait que l'on se disputait.

« Je descendis, et en collant mon oreille à la porte, je distinguai toute la conversation ; je reconnaissais l'organe de mon bon maître et celui de notre amphitryon crédule, M. Dodart. Il y avait aussi une voix que je ne connaissais pas.

« Il me sembla que M. Dodart reprochait à mon maître d'avoir osé entreprendre sur la vertu de Mme Dodart, et d'un ton fort fâché il répétait :

« — Sortez de ma maison !

« Mon bon maître répliqua d'une voix ferme, mais sans aigreur :

« — Vous qui parlez en maître, c'est à vous d'en sortir.

« Certes, je tenais M. Fertaut pour l'un des plus fins joueurs de France et de Navarre, mais j'avoue qu'en l'occurrence je ne comprenais pas, et j'étais assez intrigué de savoir par quel biais mon digne et excellent maître mettrait le comble à ses bonnes farces en expulsant M. Dodart de son propre logis. C'était là un coup d'éclat, dont, je l'avoue, je n'avais même pas l'idée. Je connaissais mal M. Fertaut qui est bien le plus retors et le plus adroit limier que jamais gibier ait eu à redouter. J'appris en écoutant, — ce qui est le meilleur moyen pour entendre, — que ce niais de Dodart avait dans ce jour même remis à mon digne maître un acte de donation de tout son avoir, en bonne et due forme. Dès lors, je fus rassuré sur notre sort et je prévis ce qui arriva en effet. Il pouvait être quatre heures. Les carrosses roulaient dans la rue voisine, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, à l'angle de la nôtre, dans la direction de la rue Mauconseil pour aller à la Comédie de l'hôtel de Bourgogne. Dix minutes après, vous eussiez vu tous les Dodart déguerpir chassés de chez eux par l'huissier, — c'était lui qui avait cette voix que je ne remettais pas. A la porte, M. Dodart était appréhendé

par un exempt, comme receleur de papiers criminels que mon maître avait pieusement remis à la Justice.

« Je poussai la porte. Mon héros marchait à grands pas dans la salle, en se frottant les mains, et sa figure luisante avait ce rire circonflexe qui concluait pour lui les bonnes affaires une fois finies. Il me dit d'un air joyeux : « C'est toi, Laurent! Entre donc, mon ami. Voilà enfin ces animaux dehors, et tout ceci m'appartient, grâce au ciel qui à mon jugement récompense trop magnifiquement les modestes mérites d'un humble serviteur tel que moi. Enfin, s'il l'a voulu ainsi, c'est qu'il le fallait pour que les éternels décrets de la Providence fussent respectés, et nous devons nous incliner devant la volonté céleste.

« — Monsieur, lui dis-je, j'admire quelle suite et quelle persistance vous apportez dans vos idées et dans votre philosophie qui demeure toujours et partout la même au sein du bonheur comme au milieu de l'adversité.

« — Dieu est mon seul objet. Il devient à présent un devoir sacré pour moi de conserver et d'entretenir en bonne santé ce corps dont il a voulu prendre tant de soin pour me montrer l'exemple. J'irai me reposer de tant de tracas sur le lit de Mme Dodart, et parce qu'il est plus moelleux, et parce que sa pensée m'obsède encore, après l'assaut assez chaudement conduit que j'ai mené tantôt contre sa farouche vertu.

« Pour toi, veille à ce que le rôtisseur me prépare pour ce soir quelque excellent gigot en hachis comme tu sais que je les estime, et qu'il y ajoute deux tendres perdrix, qui ne sont point une denrée tant dégoûtante.

« Et le saint homme monta l'escalier en riant de son bonheur, d'un pas ferme de propriétaire.

« Ayant passé par l'office pour désaltérer mon gosier desséché par tant de nouveautés, comme je m'apprêtais à sortir pour aller exécuter les ordres de Monsieur, on sonna à la porte.

« Inquiet, j'ouvris le guichet du judas. Je fus vite rassuré. C'était Mme Orante, notre voisine, qui avait faiblesse d'âme pour mon bon maître depuis déjà fort longtemps. Mais celui-ci paraissait prendre garde à elle non plus qu'une carpe à des pommes,

Qu'en langage fruitier Calleville on appelle,

pour citer M. Chapelain et *la Pucelle*.

« Je fis entrer Mme Orante qui me glissa un louis d'or dans la main en me disant à voix basse :

« — Ton maître est seul? Que se passe-t-il? Je viens de voir tous les Dodart et leurs gens s'enfuir comme en exode? On dit que M. Dodart est arrêté? Et ton maître? Ne lui est-il point arrivé quelque mal?

« Je répondis, comme il était de mon devoir, que mon maître reposait, après de rudes fatigues, sur le terrain conquis.

« En un éclair, il m'apparut que mon intérêt était de favoriser les amours de Mme Orante, dont j'aurai sans doute beaucoup à tirer, puisqu'elle a beaucoup à souhaiter.

« Telle qu'elle était, avec sa figure souriante et ses épaules bien remplies, elle ne me parut pas un mets trop indigne de mon si digne patron.

« Comme, d'autre part, il ne me sembla pas honnête de laisser Monsieur s'ennuyer seul sur le divan de Mme Dodart, je pensai qu'il me bénirait si je lui apportais cette distraction piquante, et chacun jugera, ainsi que moi, que la bénédiction d'un pareil homme ne se saurait payer trop cher, même au prix d'une action qui pouvait, à la rigueur, me faire passer pour un indélicat fournisseur. Je fermai les yeux sur le côté blâmable de mon entremise et j'offris ma mortification au ciel comme une pénitence. J'introduisis Mme Orante dans la chambre où reposait le saint homme. Comme elle n'en est pas encore sortie à l'heure où j'écris ces lignes, j'ai tout lieu de croire que mon maître ne m'en veut pas. Cependant leur dîner refroidit, et je les attends en m'occupant à griffonner ces lignes assis près de la table, à la place qui était celle de Mme Dodart; les décrets du Ciel sont insondables... »

La famille Dodart fut expulsée. Le généreux Valère, de son vrai nom M. Sénozan, avocat, épousa la fille, la Marianne de Molière, toute ruinée qu'elle fût. Son bien suffit pour eux deux. Ils allèrent habiter place Dauphine.

De cette union naquit une fille, Estelle Sénozan, qui avait dix-neuf ans en 1709 quand elle écrivit cette lettre :

« *Estelle Sénozan à son amie Émilie,*
au Couvent de l'Assomption.

« Paris, 14 décembre 1709.

« Ma chérie, je ne sais ce qui arrivera de tout ce que j'ai à te dire, mais je suis en tout cas assurée que ma lettre d'aujourd'hui ne ressemblera à aucune autre.

« Ah ! mon Émilie ! Quelle aventure ! Je ne sais par où commencer. Voilà deux semaines que je ne t'ai écrit, tu as raison de me le reprocher. Mais si tu savais... Tu te rappelles les derniers jours de tes vacances que tu passas avec nous, dans notre modeste maison de la place Dauphine.

« Nous sommes-nous amusées ! Malgré le deuil public où mettent tout le pauvre peuple de France les défaites de nos armées et ce terrible hiver qui pourra bien conserver dans l'histoire le nom tristement

éloquent d'Hiver de 1709 ! Je ne sais si c'est mal pour des jeunes filles d'avoir le cœur en joie quand le Roi est en peine; mais pour ma part, je t'avoue que la débâcle de Malplaquet n'a pas le don d'assombrir la belle humeur de mes vingt ans! Je n'en ai point de remords, à te vrai dire. Les hommes nous tiennent si éloignées de la politique que je ne sais vraiment pourquoi nous prendrions notre part de tristesse, quand ils nous refusent, aux jours heureux, notre part de triomphe.

« Et puis, je sais bien pourquoi je te tiens ces raisonnements que tu te garderas, petite chérie, de montrer à nos chères sœurs du couvent. Bien que j'en sois sortie depuis un an déjà je ne les ai pas oubliées, et je sais assez que Sœur Bemigna, par exemple, qui est très patriote, serait offusquée par ma tiédeur pour le bien public.

« Mais la joie est égoïste. Tu te demandes si je finirai par te révéler ce grand sujet de félicité. Tu crois peut-être que c'est aisé.

« Rappelle-toi le jour où nous fûmes visiter l'exposition de tableaux installés sur la place, sous nos fenêtres, c'était la Fête-Dieu. Des tentures rouges et des guirlandes de fleurs décoraient les rez-de-chaussée et toutes les devantures, auxquelles on avait accroché deux rangées de toiles peintes et bellement encadrées. Tu sais pourquoi ce souvenir nous fait sourire et il n'est pas besoin que j'invoque bien longtemps la silhouette charmante de ce jeune homme élégant que nous rencontrâmes devant la *Vierge* de Jouvenet et qui nous suivit. Nous l'avions baptisé, tu te souviens, M. Bel-Air, tant il avait une jolie tournure. Il salua d'ailleurs fort galamment en passant devant nous. Nous en avons plaisanté, tu sais comme. Eh bien, je ne plaisante plus ; je ne souris plus, et quand je pense à lui, je sens remuer en moi un je ne sais quoi qui me rend tout émue. Oui, je t'entends : Quel changement ! Comment cela te prit-il ?

« Sache donc que M. Bel-Air ne s'appelle pas M. Bel-Air, mais M. Julien, ce qui est infiniment plus joli. D'où je le sais ? Tu devines apparemment que je l'ai revu.

« Il y a deux mois, le dimanche de l'Exaltation de la Sainte-Croix, c'était mon tour d'être quêteuse. Notre M. Bel-Air se trouva dans l'église. Il m'a dit depuis qu'il était venu pour moi. Il mit dans ma tasse une belle pièce d'or en souriant d'un air tout à fait charmant.

« Je fus si étonnée que je ne lui rendis pas son sourire et j'oubliai même de le remercier de la tête, comme il se fait. Je rejoignis mon père et ma mère à qui je ne soufflai mot de cette rencontre. Ils eussent longtemps sans doute ignoré l'existence de M. Bel-Air sans un hasard qui le mit, un dimanche suivant, devant nos pas, comme nous étions à la promenade du Cours. Il ôta son chapeau fort poliment en nous croisant. Mon père dit à ma mère, quand il fut passé : — Vous connaissez ce jeune homme qui vient de saluer ? Ma mère dit qu'elle ne le connaissait pas, et il ne leur vint pas à l'idée d'interroger leur fille sur ce sujet. Il n'était pourtant que moi qui le connût. Mais je ne m'en vantai point.

« Au tour suivant, nous le croisâmes derechef, et lors, ôtant son chapeau, il s'avança. Je crus que j'allais faiblir tant ma surprise fut grande. Mais je sentis pourtant que je ne lui en voulais pas de son audace.

« D'une voix assurée et caressante, — tu verras, ma chérie, comme sa voix est douce ! — il interpella mon père : — Excusez, dit-il, l'incivilité de ma démarche, mais je crois que le hasard abrégera une affaire qui m'est à cœur. N'est-ce pas à M. Sénozan, avocat, que j'ai l'honneur de présenter mes civilités ?

« — Je le suis en effet, dit mon père.

« — En ce cas, reprit M. Julien qui paraissait ne faire aucune attention à moi tant son sujet semblait l'absorber, je vous aurai la dernière des obligations s'il vous plaisait me dire quand je vous trouverai assurément en votre cabinet pour vous confier les intérêts d'un mien ami dans un procès de quelque conséquence.

« Le traître, avait en effet, ma chérie, cherché un ami qui eût procès afin de trouver cette matière à entrer chez nous.

« Depuis, il est venu, et il est revenu. Je sais à présent que les intérêts de son ami ne lui pèsent guère, et qu'il vient plutôt pour voir la fille de l'avocat que son clerc.

« Je l'ai appris plus sûrement ce matin même.

« Mon charmant fripon avait pris son temps, pour apporter des pièces, au moment où mon père était au Palais et ma mère en course. Quand la servante lui ouvrit, elle ne fut point étonnée, par l'habitude où on était de le voir souvent, à cause du procès en cours. Aussi lui persuada-t-il aisément qu'il devait parler à Mademoiselle, ayant à communiquer une pièce de conséquence que le clerc pourrait égarer. Je le reçus, avec quelle émotion ! tu ne peux le deviner; car depuis quelque temps il y avait entre nous du manège. Tantôt il portait à la main des fleurs qui étaient toujours les mêmes que celles de ma fenêtre et, quand il passait devant la maison, il avait une façon de caresser sa moustache et d'écarter ensuite sa main par un geste arrondi qui ressemblait à l'envoi d'un baiser. Derrière mon rideau, j'en étais toute confuse sans savoir pourquoi. A chaque fois que je le savais là, je venais observer s'il ferait en partant le geste mystérieux. Il n'y manquait pas et je sen-

tais que j'aurais eu peine mortelle et affreuse, s'il l'eût oublié une fois.

« Nos yeux se rencontraient tous les dimanches matin, à la messe. Souvent il guettait notre arrivée pour être près du bénitier et nous offrir l'eau bénite. Une fois, ses doigts en touchant les miens les saisirent et les pressèrent un peu. Je me sentis soudain rougir jusqu'aux oreilles et je baissai les yeux. A la sortie, je le regardai, car il se tenait devant le porche, et il put voir à ma mine tranquille que je n'étais point fâchée.

« Ce qu'il ne savait sûrement pas, c'est l'empire qu'il prenait peu à peu sur mon cœur et sur ma pensée. Je n'avais de joie que quand j'étais seule dans ma chambre, à regarder par la fenêtre la place où il avait passé, et à songer à lui en évoquant son image, son sourire, son regard si bon et si droit, son air aimable et charmant. Non, il ne pouvait savoir qu'il était à Paris une petite demoiselle Estelle Sénozan qui ne vivait plus que pour lui. Car c'était mon secret, et personne au monde ne pouvait en avoir le moindre soupçon.

« Je crois qu'il y a entre les cœurs qui s'aiment un langage secret, mystérieux et subtil, une communication inconsciente et invisible.

« Quand j'entrai dans le salon où il attendait, je tremblais comme la feuille. Il me remit le pli pour mon père, et comme je le prenais, il saisit ma main, la couvrit de baisers, et me dit cent choses si jolies que je perdis la notion de tout ce qui m'entourait, du lieu où nous étions, de la retenue qu'il eût été séant de garder, et comme il m'assurait qu'il m'aimait et me demandait si cela me fâchait, je ne pus m'empêcher de lui répondre selon mon cœur :

« — Me fâcher ! oh ! Monsieur ! je ne sais pas assez mentir, et si je vous le disais il vous serait trop aisé de vous jouer de ma confusion.

« J'étais tremblante de peur. Je le suppliai de partir. Je craignais qu'on nous surprît. Il m'assurait qu'il allait aussitôt m'obéir et se retirer, puisque je le voulais, mais il n'en faisait rien, et il me couvrait les mains de caresses. Je ne sais si je fus coupable en ne le chassant pas avec une colère que je n'aurais sûrement pas éprouvée, mais Sœur Benigna si pure ne doit pas certainement avoir vu le péché, à en juger par le portrait noir et horrible qu'elle nous en faisait. Elle n'y connaît rien.

« Je crois que M. Julien n'aurait pas pu terminer sa visite si le bouton de la porte n'eût tourné et si la porte ne se fût ouverte.

« J'étais morte de frayeur ; car on allait deviner mon trouble et voir ma pâleur. Ce n'était que la servante ; elle parla à M. Julien avec un air soumis et docile qui m'étonna, comme on parle à un maître dont on dépend.

« J'imagine que c'est le grand air de ce visiteur qui l'intimidait. J'ai su depuis qu'il l'avait soudoyée. Elle le prévint que mon père était au bout de la rue, qu'il allait rentrer, et qu'ainsi, il pourrait lui remettre son dossier lui-même. M. Julien semblait attendre ce moment, car il reprit ses papiers et me pria de ne pas dire qu'il m'avait dérangée ni que je l'avais vu. Je fis un signe d'assentiment, et je m'enfuis dans ma chambre, honteuse et heureuse de cette complicité, de cette conspiration que mes parents ignorent. Cet état est troublant et délicieux. Les événements se chargeront d'avertir ma mère. Pour moi, j'ai feint une migraine pour ne point descendre au dîner, et je suis là, dans ma chambrette, tout occupée à penser à M. Julien, et à t'écrire, ce qui est encore un détour de ton amie pour parler de lui. Mais silence, n'est-ce pas, jusqu'à nouvel ordre, je t'en conjure ! Je t'embrasse, ma chérie, avec joie : tu sais à présent pourquoi.

« ESTELLE. »

« *Estelle Sénozan à Émilie.*

« On voit bien, ma chérie, que tu ignores l'amour. Tu n'as qu'un mot dans tes lettres, et tu me répètes à satiété : — Mais enfin qu'est-il, ton jeune homme ? Comment se nomme-t-il ? Que fait-il ? A quelle famille appartient-il ?

« Que voilà bien des questions que se posent les petites personnes qui n'aiment pas ! Qui il est ? son nom ? Ah ! ma chérie, si tu savais comme cela m'est indifférent ! Il est celui que j'aime, qui occupe ma pensée, qui emplit ma vie : et tout le reste ne m'importe guère.

« Il est si charmant, qu'il a facilement conquis mon père. A présent il est reçu chez nous, et il plaît fort. On ne soupçonne pas encore notre petit roman, mais on se doute qu'il vient pour moi. Ma mère m'a demandé comment je le trouve. Je l'ai pris sur le ton dégagé et j'ai déclaré ne le trouver point mal. Sans plus. Oh ! que la plus innocente de nous est rusée et dissimulée !

« Comme il n'y a encore rien d'emmanché, on ne s'est pas encore inquiété de renseignements. On sait seulement qu'il est M. Julien de Freutat. Ses parents l'ont fort négligé, et il les voit à peine. Ce sont de vieilles gens qui habitent vers la porte Saint-Antoine et qui vivent très retirés. Le père vient d'avoir un gros désagrément, qui fut cause qu'on a parlé de lui chez nous. Il a été dénoncé on ne sait par qui, pour recéler chez lui des papiers compromettants. Il y a eu perquisition. Les papiers ont été trouvés en effet. Ils sont à l'examen. Il se pourrait que le père fût arrêté. Vu son grand âge, ce serait inhumain. Julien intrigue pour le sauver, et il a raconté le fait ce soir

à mon père, qui s'est offert à étudier l'affaire et à présenter la défense, si c'est possible. On dit quelquefois qu'à quelque chose malheur est bon. C'est bien le cas, car dans mon petit égoïsme je me réjouis de cette histoire qui va nouer des liens plus étroits entre mon père et Julien.

« Mon père a paru fort intéressé par cette affaire. Il veut l'étudier dès demain. Il paraît que nous avons eu quelque chose de semblable dans la famille, et que mon grand-père a été emprisonné pour recel de papiers coupables et que quelqu'un l'avait dénoncé. Tu vas dire que je me réjouis de tout, mais je suis très heureuse que cela soit, car l'emprisonnement du père de Julien ne saura être un obstacle à son mariage avec la petite-fille d'un honnête homme à qui pareil malheur est arrivé. C'est-à-dire que j'ai presque trop de chance, et qu'on dirait que les incidents naissent exprès pour moi.

« Je t'embrasse, ma chérie,

« ESTELLE. »

Estelle Sénozan à son amie Émilie de Fontaine Valmont, au Couvent de l'Assomption.

Paris.

« Tout concourt, ma chérie, à mon contentement. Tu comprends que pour l'instant nous n'avons plus qu'une seule préoccupation : l'affaire du père de Julien. Si tu voyais ma mère, elle t'étonnerait; Julien serait son propre fils qu'elle ne mettrait pas plus d'ardeur à fouiller les dossiers, à compulser les papiers, à se mettre au courant. Julien pendant ce temps-là se fait de plus en plus de la maison. Je le vois bien. Il a de très longues conférences avec mes parents, ils s'enferment et ils causent durant des heures. Je suis écartée de ces entretiens. Il ne faut pas s'en étonner, n'est-ce pas? Une jeune fille ne peut véritablement et en conscience être de tiers dans des conversations où il est apparemment question d'affaires de famille, d'intérêts, que sais-je? C'est un peu le marché à débattre avant les accordailles. Aussi je mets comme une coquetterie à me tenir bien à ma place, à l'écart. On dirait que Julien comprend et partage ce même sentiment. Depuis deux jours, il est plus soucieux, plus réservé; il me regarde tristement, et je comprends cette tristesse, qui veut dire : « Pauvre petite amie, ce sont ces vilains « préliminaires qui nous séparent et nous laissent « languissants loin l'un de l'autre. » Et mes yeux pétillants lui répondent : « Patience et courage, cher « ami de ma vie! »

« Il faut que tu saches, ma chérie, comment j'ai surpris l'objet de leurs entretiens secrets, car tu es ma douce confidente et je n'ai rien à te cacher. Donc, — ce n'est peut-être pas très sublime, ce que j'ai fait là! — j'ai écouté du fond d'un cabinet noir, comme dans la comédie de *Tartufe*.

« Voilà comment j'ai su qu'ils parlaient de nos affaires de famille. D'après ce que j'ai cru comprendre, les papiers qui mettent aujourd'hui en danger le père de Julien se rattachent à une affaire Dargas, la même qui a déjà compromis et fait emprisonner mon grand-père. Ils étaient alors entre les mains d'un nommé Fertaut qui les a livrés. Comment une part de ces dossiers est-elle à présent entre les mains de M. de Freutat père ? C'est ce qu'il est malaisé de comprendre. Ont-ils été volés à la Maréchaussée par quelque revendeur, de qui M. de Freutat les tiendrait? Pour quel but gardait-il ce dépôt périlleux qui l'a trahi? Autant de questions que j'entendais ma mère poser aux deux hommes silencieux. Mon père a dit qu'il allait demander une enquête sur la série antérieure des détenteurs de ces papiers. Il me paraît agir sagement, et j'ai été très heureuse de cette détermination, car on prouvera vraisemblablement que M. de Freutat a reçu ces papiers sans savoir ce que c'était, et que le vrai coupable est dans la série de ceux qui les ont possédés avant lui. Nous avons tous intérêt à ce que la vérité se déclare, grande et lumineuse, car si le père de Julien ne va pas en prison, mon fiancé aura sur moi par l'honorabilité de sa famille une supériorité dont je ne songerai pas à me plaindre. Je ne tiens nullement à l'égalité de la prison dans les deux partis. Mais tu vois ma chance, ma chérie. Il ne manquait qu'une affaire pareille pour mettre Julien de plain-pied chez nous et le faire des nôtres par le besoin constant que mon père aura de lui pour étudier ce cas ténébreux. Il ne le sera jamais assez, puisqu'il amène ici Julien tous les jours. Je suis bien heureuse, ma chérie, et je t'embrasse comme je t'aime.

« ESTELLE. »

Tartufe, de son nom M. Fertaut, vécut maritalement après la spoliation d'Orgon, de son nom Dodart, avec sa voisine Mme Orante (le vrai nom de cette dame n'a pu être retrouvé). Il en eut un fils, qui fut ce Julien dont il est question dans les lettres d'Estelle. Fertaut avait changé son nom qui l'eût désigné au mépris public et se faisait appeler M. de Freutat. C'est ce qui ressort des papiers de la lieutenance de police, dont nous extrayons cette fiche :

« Cabinet de M. le Lieutenant de Police.

« *A Monsieur Sénozan, avocat.*

Monsieur,

« Voici les renseignements qui nous sont parvenus sur le compte de votre client, M. de Freutat père,

âgé de 73 ans, domicilié à Paris, rue de la Cerisaie.

« Le sieur de Freutat déguise son vrai nom par un arrangement de lettres qui dissimule le nom véritable. Celui-ci est Fertaut. Il n'est point marié, il vit maritalement avec une femme Orante, âgée de 56 ans, dont il a eu un fils non reconnu; la dame susdite a disparu depuis six jours, ainsi que le vieux domestique nommé Laurent.

« Agréez, Monsieur, etc.

« P. P.

« *Le Secrétaire*,

« JASMIN. »

FRAGMENTS DES MÉMOIRES DE LAURENT

« Florence, 1711.

« Ce sont apparemment les dernières pages de mes mémoires que j'écris dans ce cahier daté d'Italie. A présent, j'ai touché au port et aucune aventure, je pense, ne troublera la paix de mes dernières années.

« Lié à la destinée de la fine et spirituelle Orante, qui m'honora de ses faveurs secrètes presque aussitôt après sa liaison déclarée avec mon maître, je ne regrette pas cette légère trahison d'un genre que le siècle en général voit et approuve, et qui fit ma fortune. Car il est écrit dans l'Évangile que les derniers seront les premiers. La tartuferie de mon noble maître M. Fertaut n'a certes pas eu beau jeu et nous lui avons, sa maîtresse et moi son humble serviteur, taillé des croupières. Orante est une femme de génie et mon admiration est toujours au-dessous de son mérite. C'est elle qui éloigna le fils qu'elle eut de lui, ou de moi, *Chi lo sa?* C'est elle qui refusa toujours le mariage que son amant lui proposait, afin de rester libre et d'hériter plus complètement. Épouse, elle eût été frustrée par l'enfant. Amie, elle a réussi à se faire faire, — tout comme jadis M. Fertaut par feu M. Dodart, — une donation entre vifs de tout son avoir. Elle n'a point perdu temps, elle a tout réalisé et tout emporté, dans sa fuite en Italie où nous avons acheté ce beau palais de marbre sur l'Arno, tandis que le vieux goutteux jure et tempête sur son grabat. Les Saintes Écritures ont bien raison de dire que celui qui frappe par l'épée périra par l'épée. M. Fertaut périt par un coup pareil à celui dont il a fait insidieusement périr son bienfaiteur M. Dodart. A chacun selon ses œuvres. Moi qui me suis tenu coi dans mon coin, je récolte tout à présent. Dieu soit loué. La vieille Orante n'a plus pour longtemps à vivre, et sans doute aurai-je à mon chevet pour terminer mes jours quelque jeune et jolie femme de mon choix.

« Je veux ajouter un dernier mot à l'honneur d'Orante qui a du cœur et qui l'a prouvé. Rends à César, a dit le Seigneur, ce qui est à César. Il faut reconnaître et mentionner ici la longanimité d'Orante. Elle n'a pas voulu laisser ce pauvre vieux Fertaut sans abri ni secours. Elle a songé avant de partir à lui assurer le séjour de l'une des meilleures prisons royales. Fertaut n'avait livré à la justice qu'une partie des papiers de la cassette de Dodart, et il gardait le reste comme une arme défensive pour le cas de besoin.

« Orante qui avait tous ses secrets l'a pieusement dénoncé, et elle a été assez heureuse pour assurer à la fois les derniers jours de son amant contre le besoin, et sa proie contre les entreprises du moribond, que ses fers empêcheront de courir après sa fortune imprudemment aliénée.

« Tout est bien dans le monde. Je puis fermer ici mon livre. Le pauvre Laurent a assez longtemps servi pour être servi à son tour. Le règne de mon maître est fini; le mien commence... »

« Champ de bataille de Denain, 25 juillet 1712.

« Je n'ai plus que quelques heures à vivre, Mademoiselle. Un boulet des canons du Prince Eugène m'a emporté le bras et l'épaule; le major a déjà disposé de ma paillasse pour demain. Je ne vous dirai pas que j'ai cherché la mort, mais je ne l'ai pas fuie. J'ai la consolation en mourant de savoir que nos drapeaux se sont relevés plus fiers que jamais, conduits à la victoire par les régiments de notre grand et aimé Maréchal de Villars. J'avais besoin de cet allégement en quittant cette triste vie. J'emporte le regret éternel de vous avoir connue, aimée et troublée, dans l'indignité où j'étais et que j'ignorais. Fils bâtard d'un père indigne qui a causé la ruine de votre famille, j'aurais dû me cacher dans quelque trou et ne jamais avoir l'audace de vous regarder, de vous saluer comme je le fis il y a trois ans, le jour de la Fête-Dieu, à l'exposition des tableaux de la place Dauphine. Ah! si j'avais su!

« Ce n'est pas mon pardon que je demande : le crime de mon père est impardonnable, et j'en prends ma part. Mais le Ciel m'est témoin qu'aussitôt la vérité connue, j'ai couru à la maison de mon père, déterminé à l'obliger de restituer tout jusqu'au dernier denier. Hélas! je l'ai trouvé seul, abandonné sur un grabat, dans une chambre démeublée de son hôtel, qui ne lui appartient plus. Une femme abominable, avec qui il vivait, et que je ne veux pas nommer ma mère, avait capté un acte de donation, et a fui à l'étranger.

« Pour lui, il est seul, pauvre, sans ressources, et si je ne vous le dépeins pas tel que je le vis, maigre, les doigts de cire, les ongles longs, le cou flasque et creux, les cheveux pendants, d'un blanc vert et sale, les yeux enfoncés, les lèvres fiévreuses, allongé sur sa paillasse et couvert de linges jaunis : si je ne vous

propose pas ce tableau, c'est que je craindrais de sembler vouloir intéresser votre pitié à un misérable qui mérite seulement votre malédiction.

« Oui, ce qu'on vient de lui voler à lui, ce sont vos biens. Vos biens! Ah cette honte me pèse et me tue, et sur le champ de bataille de Denain, j'ai béni le boulet qui me délivrait du poids de cette infamie. Adieu, Mademoiselle, la plume tombe de mes doigts tremblants de fièvre, je...

« *Nota du major*. Le cavalier de Freutat est mort en écrivant cette lettre. »

« *Émilie de Fontaine Valmont à Sophie du Roule.*

« ... J'allais oublier de te dire la grande nouvelle. Notre petite amie Estelle Sénozan prend le voile. C'est la vêture demain. Elle a eu un chagrin d'amour... »

Telle fut véritablement la fin de Tartufe.

LÉO CLARETIE.

LA VIEILLE MAISON (1)

Pendant combien de jours, pendant combien de nuits, le typhus tint-il son horrible faux suspendue sur la tête d'Elvire? la faux avide, ruisselante de tant de sang jeune et pur! Enfin la fièvre cessa. Si elle ne reparaissait pas pendant la vingt-troisième nuit, on pouvait considérer la malade comme sauvée.

— Elle guérira! elle guérira, affirmait Anna les yeux ardents dans les orbites enfoncées, avec une excitation nerveuse qui la tenait dans un état d'exaspération indicible. Même quand les autres doutaient et craignaient, Anna répétait sans cesse avec une espèce de fureur, comme si elle prévenait une accusation : « Elle guérira. » Et elle se remémorait toutes les maladies auxquelles Elvire avait échappé dans son enfance : une scarlatine des plus malignes, la diphtérie, quoi donc encore?... quand elle s'essayait à marcher, n'avait-elle pas roulé du haut en bas de l'escalier sans se faire le moindre mal?

Flavio n'exprimait aucune opinion, mais ses silences pleins d'angoisse avaient leur éloquence et les longues heures passées au chevet de la malade rapprochaient avec une force toujours plus grande son âme et celle de la vieille maison une fois encore attristée. Comment n'aurait-il pas aimé la demeure qui renfermait tout son univers, alors qu'à la trame de l'amour passé chaque jour apportait son tribut nouveau d'intime affection, qu'il ne se sentait vivre que sous le regard d'Anna et dans la proximité doucement troublante d'Elvire? La maladie de la jeune fille survenue le jour même où l'émotion du prix la secouait toute, précédée des inconscientes séductions de leur enfance, revêtait d'un caractère sacré l'attraction naturelle des sens. Flavio considérait Elvire comme la prédestinée, celle qui devait unir pour toujours son sort à celui des Lamberti, et courbé sur le lit où elle souffrait, il épiait en tremblant les phases de la maladie.

Ce soir-là, après la visite du médecin, Flavio tardait plus que jamais à s'en aller. Encore quelques heures d'attente, d'angoisse, et ces heures il devait les passer seul dans sa chambre, là-haut, au second étage, où il avait déjà passé tant de sinistres nuits.

— Si je restais ici... avec vous? avait-il dit à Anna.

Mais avant même qu'Anna eût répondu il sentit la nécessité de lui laisser quelques heures de repos.

Lui parti, Anna s'arrêta quelques instants dans la chambre de la malade pour prendre les derniers arrangements avec la sœur garde-malade. Elvire dormait, calme, les longues tresses déliées sur l'oreiller, les bras hors des couvertures. Ce n'était plus le bras orgueilleux, qui échappé au gant semblait défier la lumière dans la sécurité présomptueuse de sa nudité; c'était un pauvre bras décharné, baigné de sueur.

— Dieu lui fait grâce, dit la sœur; voyez comme elle repose en paix!

Méthodiquement, avec le calme de l'habitude, la sœur prit une fiole parmi tant d'autres qui se trouvaient sur la petite table et en versa quelques gouttes dans un verre : puis elle alla replacer la potion sur une console en faisant à haute voix la réflexion :

— C'est mieux ainsi. Une erreur est bientôt commise.

Anna voulut voir la bouteille que la sœur avait cru ne pas devoir confondre avec les autres. Elle la prit et remarqua qu'elle portait une étiquette avec une tête de mort. « C'est un calmant », pensa-t-elle en remettant le remède à sa place avec un mouvement instinctif de répulsion; puis elle s'en alla sur la pointe des pieds.

Il était une heure du matin. Si elle avait pu dormir quatre heures, rien que les quatre heures qui la séparaient de l'aube! Mais depuis longtemps le sommeil lui était rebelle. Elle se déshabilla pourtant et se mit au lit; dans le soulagement momentané qu'on éprouve à quitter ses habits et à se glisser entre des draps nouveaux, elle fut prise d'une douce torpeur où ses nerfs se détendirent et où son imagination s'apaisa, bercée par un bienfaisant oubli. Mais la flamme de la pensée ne pouvait s'éteindre complètement. A travers les voiles du sommeil l'angoisse de l'idée fixe la torturait sous la forme inconsistante du cauchemar. Elle se sentait presser le cœur par deux

(1) Voyez la *Revue* des 25 mars, 1er, 8, 15, 22, 29 avril et 6 mai 1899.

mains invisibles, tandis qu'un rire moqueur sortait des ténèbres, un rire sans lèvres et sans voix, comme celui d'un spectre. Et un songe se dessinait. Elle n'avait pas remis la fiole de poison sur la console, mais sur la table, avec toutes les autres; la sœur s'était trompée et avait donné le poison à Elvire. Une enquête avait été ouverte et l'on savait que l'erreur venait d'Anna. Une erreur? une véritable erreur? lui demandait-on. Le spectacle terrifiant de la cour d'assises et des juges passait devant ses yeux. Le cœur battait plus fort que jamais sous la pression des mains invisibles; le rire mystérieux sifflait et criait: Empoisonneuse! Ce mot se dessinait dans les ténèbres en caractères de feu, il se rapprochait, il grandissait, il l'écrasait. A présent ce n'était plus un mot, mais un visage : un effrayant visage inconnu qui ressemblait à Elvire.

Elle jeta un cri et se mit sur son séant, les yeux grands ouverts, la poitrine haletante. La sueur baignait ses tempes tandis qu'une sensation de froid glacial lui paralysait le dos, l'obligeant à tenir la tête droite et fixe dans l'attitude de la stupeur. Par degrés enfin elle reconnut sa chambre ; elle regarda les murs décorés, la fenêtre, la table de toilette. Elle étendit le bras et ses doigts s'embarrassèrent dans les points à jour de la dentelle qui ornait la couverture. Ainsi, muette dans l'ombre fantastique, Anna assista à la lente disparition du fantôme, à l'évanouissement du cauchemar, à la résurrection de la conscience propre, éveillée et sûre d'elle-même. Elle était libre, elle était purifiée.

Elle retomba couchée et ferma les yeux.

Mais le sommeil ne revenait pas. Une inquiétude, légère d'abord, mais toujours grandissante, lui donnait des palpitations et, jointe à la chaleur de la nuit, elle ne tarda pas à lui rendre l'immobilité insupportable. Se tournant et se retournant elle pensait : Suis-je bien sûre d'avoir mis le flacon sur la console? Et elle s'imaginait ne l'y avoir pas mis; elle s'endormait tranquillement et était réveillée par les gémissements d'Elvire agonisante. Alors elle faisait un effort mental pour se rappeler avec exactitude le mouvement de sa main quand elle avait déposé le flacon. Il ne pouvait y avoir aucun doute; elle avait encore dans la paume la sensation du frottement contre la console de bois, et elle se rappela qu'alors l'idée lui était venue de remplacer ce meuble, pour fêter la convalescence d'Elvire, par un autre en porcelaine, de fabrication florentine, plus élégant et plus gai d'aspect.

Elle se complut quelques instants parmi des visions agréables, les premières promenades qu'elles feraient ensemble, les premières visites; mais l'excitation même de la fantaisie en quête d'images joyeuses augmentait l'insomnie. Tout à coup le doute la reprit avec violence. Et si vraiment elle s'était trompée?

Ce qui la troublait plus que tout le reste était la persistance à se figurer la mort d'Elvire, la pensée qu'elle avait eue de cette mort toujours présente, qu'à certains moments elle lui était apparue comme presque nécessaire, et au fond de cette idée fixe elle aperçut une tentation monstrueuse.

Dormir dans un tel état de nervosité n'était plus possible. Elle alluma la lumière, sauta à bas du lit, passa à la hâte une robe de nuit, et, laissant la lampe dans sa chambre, elle entra dans la chambre d'Elvire faiblement éclairée par une veilleuse. Ses pas ne faisaient aucun bruit et seulement quand elle fut près du lit d'Elvire, la religieuse qui tenait les lèvres inclinées sur le chapelet leva la tête et murmura avec lenteur :

— Elle repose encore.

Anna toucha légèrement le front de sa sœur. La garde ajouta :

— Elle n'en a pas (faisant allusion à la fièvre); Dieu lui fait grâce.

Anna, tournant les yeux vers la console, reconnut la fiole de poison et poussa un long soupir de soulagement. La religieuse avait de nouveau incliné les lèvres sur le chapelet.

— Pourtant, se dit Anna, les paroles du médecin lui revenant en mémoire, avec le typhus rien n'est jamais sûr avant la guérison complète. Si le délire la reprenait? La garde me semble fatiguée. Beaucoup de malades ont, pendant le délire, échappé à la surveillance. La garde pourrait s'endormir, il n'y aurait rien là d'extraordinaire. Il ne serait pas extraordinaire non plus qu'Elvire se levât pour prendre ce flacon. Il est à quelques pas du lit, presque à sa portée.

Le sang lui monta à la tête : Je n'y pourrais rien, murmura-t-elle; personne n'y pourrait rien.

Elle fit quelques pas vers la porte, puis elle revint en chancelant. Ne vaudrait-il pas mieux l'enlever aussi de la console? Le porter tout d'un coup hors de la chambre?... Oh! mais tout cela était insupportable, à la fin. Elle prit une brusque résolution et sortit, marchant d'un pas ferme à travers la maison endormie dans le silence de la chaude nuit d'été.

Comme cette nuit était calme et mystérieuse! Par les fenêtres ouvertes la lueur argentée de la lune éclairait la longue file de chambres, si hautes sous leurs plafonds voûtés, dans l'imposante et élégante majesté des grandes portes fleuries entre les baguettes d'or étincelant doucement dans la pénombre.

Le corridor qui divisait l'appartement dans toute sa longueur, et où la lumière ne pénétrait que fort atténuée, attira à peine les regards de la jeune fille,

et pourtant il ne lui parut point vide. Les ombres légères de ses bisaïeules passant et repassant avec l'amoureux entrain de ménagères uniquement préoccupées d'accroître le bien-être de la maison, avaient laissé un parfum de labeur honnête et tranquille aux moindres objets, mais surtout aux vastes armoires d'érable adossées aux murs : de petites ombres d'enfants racontaient aussi les jeux de leur enfance, les courses folles accompagnées de rires et de cris quand la vie est joyeuse, dans l'âge qui ignore la vie. Voici le salon, voici la salle à manger où d'ordinaire se tenait la famille.

Anna s'arrêta sur le seuil de la chambre qui fut celle de son père. La lune y tombait en plein, et le rayon qui illuminait la place où avait coutume de s'asseoir Gentile Lamberti était d'une splendeur si intense qu'il retenait le regard d'Anna sous une sorte de charme magique.

— Mon père ! murmura-t-elle religieusement, s'avançant avec lenteur comme si elle craignait de troubler un auguste mystère; mon père bien-aimé, je succombe ! — Arrivée devant le bureau elle tomba assise, et, la tête entre ses bras, elle se mit à pleurer doucement comme si la main de son père était encore posée sur la sienne, cette main brûlante aux doigts fluets ; comme si ses yeux la regardaient encore avec tendresse, comme si sa voix s'élevait calme et profonde, prononçant ces paroles de consolation que lui seul savait trouver aux moments de crise suprême.

Le mal terrible dont elle souffrait, qui jusqu'ici lui était demeuré inconnu, se révéla alors dans toute sa froide et ironique cruauté. Anna vit clair dans son cœur. Elle aimait Flavio. Elle leva le front, rougissante, vierge encore au trouble de la passion. En face d'elle, sur le mur éclairé par la lune, le portrait de sa mère lui apparut, muet et sans regard. Oh ! cette attitude humble, semblant, après tant d'années, implorer l'oubli, cette attitude d'une âme blessée, là, à cette heure, dans cette révolution de tous ses sentiments, alors que nul n'était près d'elle pour la soutenir, pour la conseiller... Oh ! ces yeux maternels baissés devant les siens...

. . . . . .

— Ma mère, ma mère, pardon !

Anna se trouvait à genoux devant le tableau, secouée d'une douleur si aiguë que sa poitrine se brisait sous les sanglots. Tout croulait en elle : fierté, dédain, haine, tout allait à la dérive, lentement, emportant des lambeaux de chair vive, des parcelles d'âme qui plus jamais ne feraient partie de son être, des illusions bien chères, de fortes et saines convictions englouties à jamais dans le grand tourbillon d'amour.

Penser qu'elle n'avait jamais aimé sa mère ! qu'aussi complètement lui était échappé le mystère de cette existence qui pourtant avait connu, comme la sienne, d'obscurs combats, des douleurs ignorées, des sacrifices qu'elle ne pouvait ni comprendre ni juger, qui réclamaient seulement d'elle l'austère respect. Et les souffrances des dernières années ! la longue agonie de l'abandon, les remords et le lent dépérissement des forces, de la santé physique et morale. Après tant d'années elle la voyait encore passer frêle, blême, le visage sans couleur, le sourire sans gaîté... et ces yeux, ces yeux sans regard !

Toujours à genoux, elle scrutait sur le tableau les traits de sa mère. Comme le front était mélancolique ! Quel doute angoissant les paupières baissées jetaient sur la joue sillonnée par une ride profonde ! Pauvre mère ! Les murs savaient, toute la maison savait... Brusquement elle se leva... oui, toute la maison savait !...

Elle regarda autour d'elle en frissonnant. Une idée nouvelle lui avait traversé l'esprit. Peut-être son père avait su, lui aussi... Son cœur se serra en un spasme d'une immense douleur. Si quelqu'un avait pu lui répondre, du moins ! Mais le silence ne lui répondait-il pas, ce silence calme et solennel des choses mortes, plus éloquent qu'aucune parole humaine. Le silence de son père et de sa mère était encore sur ces murs, sur ces meubles, sur ces glaces qui avaient réfléchi tous les mouvements de leur physionomie, dans ces portraits qui perpétuaient la ligne et l'expression de leur visage, et qui se taisaient. Le silence était dans l'air, il était dans la lumière, il était dans cette lune immobile au firmament, et muette.

— Parlez ! dit Anna aux ténèbres rassemblées dans les angles, fugitives dans le corridor... suivant le long cortège les bras tendus en avant et le sentant se dérober toujours. Son pas même, son pas léger, n'éveillait aucun bruit dans la maison qui à toutes les angoisses, à tous les soupirs semblait répondre : Tais-toi !

Et par delà le seuil de la demeure, par delà les jardins, dans la masse de constructions qui formaient la grande cité endormie sous la lune, que de drames occultes mais terribles se déroulaient dans le silence, parce qu'ainsi le veut l'obscur secret de la destinée !

Anna céda, accablée. Les discours qu'avait tenus Gentile Lamberti à sa fille préférée sur l'élévation des sentiments, sur leur application aux énergies supérieures, lui revenaient à l'esprit avec une précision qui, dans l'état d'esprit où elle se trouvait, devait nécessairement prendre le caractère d'un mystérieux avertissement. Précisément parce qu'elle était *la fille* de Gentile Lamberti, l'obligation de continuer son œuvre incombait à elle seule. Et parce que cette œuvre ne lui paraissait pas agréable, devait-elle la rejeter ? Son père lui avait-il jamais parlé d'ivresses sans amertume, de félicité sans mélange ? N'était-elle

pas elle-même pénétrée des doctrines de la vanité du bonheur humain? Ne lui avaient-elles pas paru indiscutables, ces austères leçons quand ses passions n'étaient pas en jeu, c'est-à-dire quand elle n'avait aucun mérite à les professer? La tradition intacte des Lamberti devait-elle déchoir entre ses mains? Parce qu'une infiltration impure s'était produite dans le noble lignage, devait-elle ouvrir la porte à ce flot impur tout entier et devenir à son tour impure et vulgaire? Ne serait-ce pas là le triomphe de l'ennemi? L'orgueil et l'amour la dominaient; mais quelle conquête plus digne de son orgueil, quel sacrifice plus digne de son amour que le triomphe absolu sur elle-même? N'était-ce pas cela que lui demandaient la vieille maison, le nom de la famille, la grande mémoire de Gentile Lamberti?

Et elle-même, quand devant le tribunal de sa propre conscience elle avait assumé la responsabilité d'ouvrir une lettre adressée à sa mère, n'avait-elle pas accepté toutes les conséquences quelles qu'elles fussent? Elle avait bien alors été supérieure aux conventions; il fallait maintenant qu'elle fût supérieure aux événements. A quoi servirait-il de naître fort parmi les faibles, généreux parmi les lâches, si les mêmes obstacles nous rebutaient comme eux; si, dans la lutte désespérée pour la vie, nous ne pouvions élever notre tête au-dessus de la leur?

Anna regarda encore les ténèbres, non plus en tremblant cette fois, mais presque avec une expression de défi, les yeux ouverts et fixes, comme si parmi ces ombres familières l'ombre redoutée de l'Inconnu voulait la tenter. Et elle se sentit grande, elle se sentit forte, elle écouta palpiter en elle l'âme ranimée de son père.

Une douceur suprême l'envahit, la pénétra. Il lui sembla que des bras souples l'étreignaient avec une tendresse maternelle. Se rappelait-elle que sa mère l'eût embrassée? Non, mais une caresse maternelle devait être ainsi. Des larmes exquises, réparatrices, lui baignaient les paupières. Elle regarda dans la direction de la terrasse; la lune avait disparu. Anna franchit le seuil, et sur la lisière du ciel lui apparut l'aurore.

En ce moment elle s'entendit appeler par son nom. C'était Flavio.

— Sauvée! s'écria Anna aussitôt qu'elle l'aperçut.

Le jeune homme vint la rejoindre sur la terrasse; déjà pâle à la suite de la nuit d'insomnie, il devint plus pâle encore sous l'empire de l'émotion.

— Elle a dormi sans interruption, ajouta Anna. Elle n'a plus de fièvre, elle est sauvée.

Pendant qu'elle parlait, le visage du jeune homme se colorait d'une teinte rosée de plus en plus vive.

— Comme il l'aime! pensa-t-elle.

Elle s'assit sur le petit mur, se sentant tout à coup accablée de fatigue. Flavio l'observait, frappé de l'expression de souffrance visible dans toute sa personne, cette souffrance mystérieuse qui la lui rendait profondément chère, qui déjà depuis quelque temps la minait, mais qui alors semblait redoubler de violence.

— Vous souffrez? demanda-t-il avec un regard plein de tendresse, se mettant presque à ses genoux dans l'attitude familière et suppliante qu'il prenait quand il était enfant.

Anna secoua la tête doucement sans répondre. Elle regardait au delà des jardins la ligne d'horizon qu'empourprait le soleil.

— Vous n'avez pas dormi?

Elle fit un nouveau signe négatif.

— Comme tout contribue à nous unir, les joies et les douleurs! Je veillais en pensant à vous, qui veilliez aussi et peut-être pensiez à moi.

Anna plongea les yeux dans ses yeux. C'était vrai. Il l'avait aimée la première, il aimait son âme. C'était elle qu'il aimait en Elvire.

Flavio se méprenant sur le silence obstiné d'Anna, lui demanda, troublé :

— Vous ne me croyez pas?

— Oh! Flavio!

La douceur de ce nom prononcé par cette bouche si chère donna de la hardiesse au jeune homme :

— Oui, je crois que vous avez pour moi de la tendresse. Votre bonne amitié fut le rayon de ma triste adolescence, la foi de ma jeunesse. J'ignore ce que je serais devenu sans vous. Je sais que loin de vous je ne pourrais plus vivre.

Quel délice, et pourtant quelle tristesse, de l'entendre parler ainsi! Ce n'étaient pas des sentiments nouveaux qu'il lui exprimait, mais répétés à cette heure mystique du jour, dans la paix solennelle de la maison encore endormie, alors qu'ils étaient seuls, et seuls peut-être pour la dernière fois, c'était pour Anna un déchirement si doux que tout son être en frémissait. Ils restèrent quelque temps muets, tandis que graduellement autour d'eux s'éveillait la vie dans les ramures agitées par la brise matinale, dans les nids aux pépiements confus, sous les rayons toujours plus vifs du soleil levant.

— Je voudrais vous dire une chose, murmura Flavio.

Anna répondit avec vivacité :

— Je sais.

Flavio ne parut pas surpris. N'y avait-il pas entre eux une communication intime, un accord merveilleux de sentiments qui rendait presque toujours les paroles superflues?

Par un retour ingénu à sa lointaine enfance il appuya le front sur les genoux d'Anna en murmurant :

— Nous serons toujours près l'un de l'autre.

Anna écarta délicatement le front de Flavio, et, se

levant, elle parut uniquement attentive aux spectacle merveilleux du lever du jour. Tout flamboyait alors, les toits, les arbres, les vitres des fenêtres, les murs blancs du couvent. Les cloches lançaient à toute volée leurs pieux appels ; quelques fenêtres s'ouvraient. Même le balcon du vieux sceptique ne resta pas longtemps clos à la tiédeur des rayons. Quelle chose divine que la vie! Respirer, se mouvoir, admirer, adorer, se donner, s'élancer tout entier, avec fougue, vers la force invisible qui nous attire vers elle, là-haut!

Par une de ces mystérieuses intuitions qu'ont les personnes extrêmement sensibles, Flavio se sentit emporté dans le même élan que son amie; le mot « amour » ne se présenta pas à son esprit, mais l'essence intime de l'amour vibrait en lui et il eut la sensation du voyageur qui, sans voir l'abîme, a conscience de sa présence à quelques pas de lui.

— Ma sœur... dit-il à voix basse.

Leurs regards se rencontrèrent, droits et aigus. L'inéluctable destin qui les avait conduits à ce point, si près l'un de l'autre sans pouvoir les unir, les entourait pourtant d'une tristesse infinie où il y avait comme un parfum de jardin clos dans lequel languissent des roses non cueillies...

— Ma sœur, reprit-il, vous ne m'avez pas encore dit si vous approuviez mon choix. J'ai besoin que votre cœur soit avec moi, toujours.

Anna, instinctivement, tendit les mains vers la maison comme en un appel suprême et elle revit les fantômes, et elle embrassa en un seul instant le passé et l'avenir, ce qui était et ce qui devait être. Flavio n'avait-il pas raison? N'agissait-il pas selon la nature et selon la vérité? Tout le reste devait périr.

Flavio, attentif aux gradations de la pensée de son amie, murmura en tremblant :

— Eh bien?

Anna ne le regardait pas. D'autres visages, d'autres yeux l'attiraient dans l'ombre. Ce fut un soupir qui sortit de ses lèvres.

— Qu'il en soit ainsi!

Ils n'ajoutèrent pas un mot.

L'événement décisif de leur vie s'accomplissait ainsi dans la simplicité grandiose de leurs cœurs, sous les auspices du secret que la vieille maison enfermait dans ses murs profonds et dont Anna s'était faite la pieuse vestale.

Et en ce moment, sur la terrasse, apparaissait, calme et souriante sous les blanches ailes de la coiffe virginale, la sœur qui venait annoncer le réveil d'Elvire.

NEERA.

(Traduit de l'italien par G. ART.)

THÉATRES

COMÉDIE-FRANÇAISE : *le Torrent*, comédie en quatre actes, de M. Maurice Donnay. — THÉATRE-ANTOINE : *les Gaîtés de l'escadron*, de MM. Norès et Courteline; *Cœurblette*, pièce en deux actes, de M. Romain Coolus.

Le défaut capital du *Torrent*, c'est d'être une pièce psychologique où il n'y a pas de psychologie... J'exagère ; la recherche d'une formule frappante vous joue de ces tours. Il y a de la psychologie dans le *Torrent*, mais elle est à côté. Au surplus, jugez-en.

Valentine est la femme de M. Camille Lambert, un riche industriel :

> *Car Lambert*, possesseur d'une papeterie,
> A fait avec succès appel à l'industrie...

Il a le légitime orgueil de l'industriel qui tient à transmettre à son fils l'héritage qu'il tient de son père. Il s'est marié pour avoir un fils; il l'a eu : et, depuis, sa femme n'est plus pour lui qu'une ménagère. Sa nature est grossière; les sentiments, pour lui, ne comptent que s'ils sont soutenus par des intérêts, et il n'y a d'intérêts que ceux de la famille légale. Il serait capable, peut-être, de « sacrifices » pour sa femme et ses enfants. Mais il a laissé mourir de misère une maîtresse dont il avait eu un enfant et ne s'est jamais soucié ni de l'une ni de l'autre. C'est, dans toute l'acception du mot, un « prédestiné ». La chose ne manque pas. Dans la province où il vit est venu s'installer un jeune ménage, les Versannes. Julien, le mari, est doué d'une intelligence sensible et d'une âme délicate ; il passe la plus grande partie de l'année à la campagne, s'occupant de ses terres et de ses paysans, comprenant et aimant la Nature et les paysans. Il était porté à aimer sa femme : il eût adoré ses enfants et mené une existence modeste et utile. Mais sa femme, Charlotte, est la plus insupportable pécore. Sotte, futile, égoïste, elle rougirait de s'occuper de quelque chose qui ne se rapportât pas à elle, c'est-à-dire à ses jupes et à ses chapeaux, qui forment l'essentiel de sa personnalité. Elle ne déteste pas son mari, elle est simplement incapable d'aimer un autre que soi : elle le méprise un peu de penser à des choses qui lui sont, à elle, étrangères ; et, quant aux enfants, elle est résolue à n'en pas avoir : les enfants déforment la taille, et quelque chose peut-il compter quand la taille de Charlotte est en jeu ?... Comme il arrive, le désaccord s'est accentué dans la solitude relative de la vie de province. Julien se fût peut-être résigné, s'il n'avait découvert chez une autre tout ce qu'il ne trouvait pas chez sa femme. Cette autre, c'est Valentine Lambert. Sensibilité, finesse, générosité, tendresse et oubli de soi, elle a tout ce qu'il faut pour être malheureuse ; elle l'est profondé-

ment. Elle souffre, auprès de son mari, tout ce que Julien souffre auprès de sa femme... Il arrive ce qui devait arriver; Julien et Valentine se sont aimés; depuis quelques mois, ils s'appartiennent; et ils vivent, payant, des souffrances de l'adultère, les joies de l'amour le plus intime et le plus profond.

Nous sommes renseignés sur ce qui précède par un premier acte vraiment exquis; jamais M. Donnay n'a eu plus de grâce ni plus de fantaisie. C'est un délice. Les conversations qu'échangent Saint-Phoin, Morins et les autres, sont des merveilles d'esprit. Le premier est un type parfait de vieux garçon égoïste et bon enfant; le second est un romancier psychologue dont la fonction est de démêler les cas de conscience : un Desgenais, qui a la gentillesse de M. Donnay; et à ceux-ci, il faut joindre l'excellent abbé Bloquin, le meilleur des hommes, accusé d'antisémitisme pour avoir insisté sur ce qu'eut de fâcheux le rôle de Judas. Enfin, Hubert de Courrezac, gentilhomme périgourdin, soupirant de Charlotte Versannes. Les propos qu'ils échangent ont une grâce infinie; tout ce qu'ils disent est intéressant, même quand ce n'est pas « dans le sujet ». C'est du meilleur Donnay. (Une seule objection, qui s'applique également au début du second acte : il me paraît que Morins parle un peu librement de Charlotte devant son mari : et ce mari lui-même, si agacé qu'il puisse être par les sottises de sa moitié, manque trop d'égards pour elle : enfin la confidence que Julien fait à Morins de sa liaison avec Valentine est assez surprenante.)

Après ce prélude exquis, voici le drame. Valentine est enceinte. Elle l'annonce à Julien, dont le premier mouvement est de joie; il aime profondément Valentine, et l'aime plus encore de la sentir plus à lui. Mais la situation des amants est terrible. Avant même de se donner à Julien, Valentine avait cessé d'être la femme de son mari... Que faire?... La même pensée leur est venue, en même temps à tous deux : partir ensemble! Ils ne se soucient guère de l'opinion du monde; ils s'aiment assez pour « se tenir lieu de tout »... Mais, d'autre part, Valentine est mère passionnément; elle ne peut se résoudre à abandonner ses enfants : et, connaissant son mari, elle sait qu'il les lui enlèvera par tous les moyens...

C'est ici que se place la confidence dont je viens de parler. Julien avoue tout à Morins, et lui demande conseil. Morins répond, — c'est toujours les hommes qui donnent ces conseils-là, — qu'il faut partir : on ne trouve qu'une fois la femme qui inspire et donne l'amour complet; quand on l'a trouvée, on n'a pas le droit de la quitter... Et il termine sa tirade par une évocation de l'« humanité future ». Ce qui me donne quelque méfiance, car j'ai remarqué que lorsqu'un personnage de théâtre en appelle à l'humanité future, c'est pour réclamer de nouveaux droits et oublier ses anciens devoirs. C'est une manière comme une autre de comprendre le progrès moral.

Julien, c'est une justice à lui rendre, semble se soucier assez peu de l'humanité future. Il a autres choses en tête. Telle qu'elle est (et tels qu'ils sont, eux), la situation des amants n'a d'autre solution que la fuite : le dénouement de *Fanny* ne saurait convenir ni à Valentine ni à Julien; il faut partir. Mais Valentine est déchirée à l'idée d'abandonner ses enfants. Dans sa détresse, elle a recours à l'abbé Bloquin, qui lui donne le conseil évangélique (?) de se réconcilier avec son mari... Maintenant, c'est au tour de Julien de plaider sa propre cause. Près de lui, Valentine ne peut lui résister; après une belle scène de passion, elle jure de partir avec Julien, et le rideau tombe sur la fin du troisième acte.

Au quatrième, tout est changé. Valentine n'a pas eu la force de quitter ses enfants; elle reste. Mais, ne voulant pas d'une réconciliation hypocrite, elle doit tout avouer à son mari. Vous voyez la scène : c'est celle de *Maison de Poupée*, la scène obligatoire maintenant pour toutes les « femmes libres ». Et, connaissant le mari, vous prévoyez le dénouement. Lambert chasse Valentine, qui va se jeter à l'eau, seule solution qui n'avait pas été prévue, la seule aussi qui pût dénouer le drame.

Il semble bien que l'ouvrage de M. Donnay ait été écrit pour cette scène. Je me hâte d'ajouter qu'elle est supérieurement faite; aussi bonne, sinon meilleure que toutes celles que nous avons entendues sur le même sujet. Les personnages y parlent avec une évidente sincérité, conformément à leurs caractères; et, la scène finie, on a cette impression rare que tout a été dit. Il semblerait donc qu'elle dût nous émouvoir. Elle nous intéresse, comme une belle discussion : elle ne nous touche guère. Pourquoi? En le cherchant, nous découvrirons les défauts de la pièce.

Le sujet en est « gênant »; cette grossesse de Valentine éveille des images précises et fâcheuses, et des objections qui ne le sont pas moins. Les amants ne semblent pas surpris par l'événement; soit : la passion ne s'accommode guère de la prudence bourgeoise. Mais, alors, comment n'ont-ils pas pensé d'avance à ce qui arrive, et sont-ils si complètement désemparés devant ce dénouement obligé?... M. Donnay ne pouvait, et pour cause, nous expliquer tout cela. Il en reste une certaine incertitude, aggravée, si je puis dire en un déplorable français, par ce qui en est l'objet. Laissons cela.

L'erreur de M. Donnay, c'est une erreur de sujet. Il s'est trompé, je pense, sur ce que pouvait fournir la fable imaginée par lui.

Je disais en commençant que le *Torrent* était une

pièce psychologique où manquait la psychologie. Et c'était exagéré, à coup sûr. Au moins, le sujet n'en comportait-il pas davantage. Remarquons, en effet, que le drame est causé seulement par un *fait :* la grossesse de Valentine. J'entends bien que les *faits* sont nécessaires, au théâtre, pour mettre les passions en mouvement, et qu'il y en a même dans *Bérénice*. Mais d'ordinaire, le fait une fois posé, disons l'obstacle, il s'agit de savoir si la passion pourra le surmonter. Prenons un exemple qui se rapproche un peu du *Torrent;* voyez *Denise* : le fait, ou l'obstacle, c'est la faute de Denise; et le sujet, c'est à savoir si l'amour de Bardannes pourra ou non passer outre ; le dénouement dépend uniquement d'un sentiment. Dans le *Torrent*, au contraire, le dénouement est indépendant du sentiment; je veux dire ceci : quel que soit l'amour de Valentine et de Julien (et il n'en est pas de plus fort), l'obstacle n'en restera pas moins ce qu'il est, insurmontable. En d'autres termes, dans *Denise*, ou dans *Bérénice*, l'obstacle (préjugé social ou devoir patriotique) n'existe que par l'importance que lui donnent les amants ; dans le *Torrent* l'obstacle est par soi-même, et il est indépendant des amants, puisque cet obstacle c'est le mari. La situation n'est tragique que parce que le mari est là. Supprimez-le, il n'y a plus de drame; supprimez Fernand de Thauzette, le drame de *Denise* ne perd rien de sa force. L'obstacle imaginé par M. Donnay est « matériel » ; c'est proprement un mur, contre lequel les amants viendront se briser, si tendres et si passionnés qu'ils puissent être.

Qu'il y ait, dans ce sujet, matière à drame, — j'entends à drame psychologique, — cela n'est pas douteux. Mais c'était, ou le drame « du mari » (Lambert résistant ou finissant par céder), drame que M. Donnay ne prétendait pas faire: ou le drame de « la mère », qu'il a seulement indiqué. Supposez la pièce construite à ce dernier point de vue. La scène essentielle eût été celle où Valentine se décide à ne pas suivre Julien. Or, dans le *Torrent*, cette scène se passe pendant l'entr'acte; à la fin du *trois*, Valentine jure à Julien de partir; au début du *quatre*, elle a résolu de rester. Et, sans doute, nous savons à peu près entre quels sentiments elle est balancée; mais pourquoi les uns l'ont emporté sur les autres, voilà ce que nous ignorons; et c'est précisément ce qu'il eût été nécessaire de savoir, — si M. Donnay avait voulu faire le « drame de la mère ».

L'auteur d'*Amants* a la vue trop nette pour s'être trompé sur ce point. S'il n'a pas écrit la scène en question, c'est que son sujet n'était pas là. Ce sujet, il l'a traité avec une ampleur sans égale au quatrième acte, dans la scène entre Valentine et son mari. Nous avons, disais-je, admiré la plénitude de cette scène, sans en être émus. C'est que c'est ici que se manifestent les conséquences de ce que je cherchais à vous montrer : le médiocre contenu psychologique du sujet ainsi compris.

Notons d'abord que la scène, — étant donné notre ignorance des raisons qui ont décidé Valentine, — prend je ne sais quel aspect de revanche. On dirait que Valentine en veut à Lambert de ce qu'elle a abandonné Julien, et que, pour se venger, pour lui faire endurer ce qu'elle souffre elle-même, elle lui avoue sa faute. S'il en est ainsi, la scène perd un peu de sa portée. J'ajoute que ce n'est là qu'une impression personnelle, dont vous pouvez ne faire aucun cas.

Prenons la scène en soi. Que reproche Valentine à son mari? D'avoir, en premier lieu, froissé ses pudeurs; car il est à remarquer que, plus la pudeur tend à disparaître, plus ce qu'il en reste est susceptible. En second lieu, d'être fermé à toute idée noble et désintéressée : d'être égoïste, bourgeois, dénué de cœur au point d'avoir oublié l'enfant dont il a été question au premier acte, et qu'elle a dû, elle, faire élever à ses frais... Aussi bien n'est-il pas indispensable d'énumérer les griefs de Valentine. Vous les connaissez; ce sont ceux de toutes les femmes qui considèrent comme absolu leur « droit au bonheur ».

Aux reproches de Valentine, Lambert oppose des raisons « de mari » : — jamais elles n'ont été données avec plus de sincérité, et c'est ce qui fait le mérite singulier de la scène, — raisons qui, je l'avoue le rouge au front, me paraissent tout à fait excellentes. Mais, si ferme que soit son propos, Lambert eût pu le compléter, et je m'attendais à l'entendre dire à peu près ceci : « En tenant pour vrai tout ce que vous venez de me reprocher, vous avez perdu le droit de vous en plaindre, parce que, le bonheur que vous m'accusez de ne vous avoir pas donné, vous l'avez cherché, et trouvé, ailleurs; seulement, ce bonheur n'était pas *complet :* le mari vous gênait, l'adultère gâtait vos joies; et c'est ce que vous ne me pardonnez pas. Cependant, cet adultère, vous vous en êtes fort bien accommodée : sans quoi, ce que vous venez de me dire, vous me l'auriez dit le jour même où vous êtes devenue la maîtresse de M. Versannes. Et cet aveu, fait alors, — s'il eût marqué chez vous un oubli de la foi jurée que je ne peux pourtant pas admirer, — cet aveu n'eût pas manqué de quelque grandeur. Or, vous ne l'avez fait que lorsque *vous n'avez pas pu faire autrement*. Jusque-là, vous avez été l'adultère bourgeoise, comme j'étais le mari bourgeois. Qu'avez-vous donc à me reprocher, et quelle supériorité vous arrogez-vous sur moi?... »

Lambert, je le reconnais, eût été un peu verbeux. Mais n'aurait-il pas été dans le vrai? Ce qu'il ne dit pas, nous le pensions pendant qu'il parlait, et c'est ce qui nous empêchait d'être émus. Vous voyez

pourquoi je disais tout à l'heure qu'en traitant son sujet comme il l'a fait, M. Donnay l'a en quelque sorte dépouillé de la psychologie qu'il pouvait contenir. Du moment que Valentine, telle que nous la connaissons, renonce à partir (et nous ne savons pas au juste pourquoi elle y renonce), il ne s'agit plus que de savoir si elle avouera tout; et elle ne peut pas ne pas avouer, demain sinon aujourd'hui. Notre intérêt est renseigné d'abord. Nous sommes trop sûrs du dénouement.

Peut-être, en somme, M. Donnay ne voulait-il pas faire autre chose que ce qu'il a fait, c'est-à-dire mettre en présence un mari et une femme, et montrer que « la loi de l'homme » poursuit la femme jusqu'à la mort, et l'empêche d'exercer son « droit ». Ce sont des idées qu'on n'a que trop souvent occasion de combattre, et ce n'est pas sans regret que je vois M. Donnay les épouser à son tour. Lui qui semblait avoir hérité de l'ironie mouillée de Meilhac, lui le peintre clairvoyant et attendri de nos illusions sentimentales, lui dont nous avions besoin pour nous aider à rire de nos vaines tristesses, le voilà soutenant à son tour le droit au bonheur, la chose la plus fausse qui soit au monde!... Entre Valentine et son papetier de mari, il ne faut pas se lasser de le répéter, *c'est le papetier qui a raison!*

En dépit des objections qu'il soulève, et que je n'ai pas cachées, le *Torrent* a cette qualité suprême d'être amusant d'un bout à l'autre. On ne raconte pas une pièce de M. Donnay, il faut l'entendre. L'analyse la plus consciencieuse ne peut reproduire le ton, l'air du dialogue; et c'est un charme. En quelques mots, en une phrase spirituelle et « câline », un personnage est vraiment créé. C'est supérieurement drôle, et « cela veut dire quelque chose »!... Il faut donc voir le *Torrent*. Je ne suis pas assez dépourvu d'égoïsme pour désirer que mes critiques ne vous paraissent pas fondées. Mais j'espère et je crois qu'elles ne vous empêcheront pas de vous y plaire, — et beaucoup.

La place me manque pour parler, comme je l'aurais voulu, du spectacle du Théâtre-Antoine. *Cœurblette*, à vrai dire, ne me paraît pas compter parmi les meilleures pièces de M. Romain Coolus; c'est un vaudeville qui manque de bonhomie. — *Les Gaîtés de l'escadron* sont une farce d'une drôlerie puissante, copieuse... et émouvante. Nul, plus que M. Courteline, n'a la force dans la gaîté. Le succès a été éclatant.

JACQUES DU TILLET.

LECTURES ÉTRANGÈRES

« Monachisme protestant. »

Monachisme protestant (Protestantisches Mönchtum), tel est le titre d'une curieuse brochure qui a paru récemment à Stuttgart; l'auteur a préféré garder l'anonyme; mais sous ce voile, généralement fort transparent, on lit sans peine, paraît-il, le nom d'un théologien bien connu en Allemagne.

L'esprit de l'ouvrage est indiqué par ces mots inspirés de saint Paul dans sa première épître aux Corinthiens, servant ici d'épigraphe: Faites-vous pauvre avec les pauvres et travaillez avec eux. Dès le début est posée cette question, étrange déjà sous une plume protestante: « Les intérêts de l'Église évangélique et de son influence dans le monde exigent-ils l'établissement d'un système monastique, analogue sous certains rapports à celui de l'Église catholique, mais modifié suivant l'esprit protestant et d'accord avec les nécessités du temps présent?... Mais la réponse semblera plus extraordinaire encore que la question, car elle est pleinement, décidément affirmative, sans ambages, sans restriction. L'auteur appuie son opinion, en apparence fort paradoxale, sur des raisons que nous laisserons apprécier au lecteur.

Le protestantisme ne peut aujourd'hui considérer le système monastique simplement comme un legs du moyen âge et en ignorer l'esprit profond. Dans ce système, des hommes énergiques, non toujours des hommes de génie, ont puisé une force qui s'est imposée au monde. Plus d'une fois les moines et les ordres religieux ont sauvé le monde d'une complète anarchie. L'Église protestante continuera-t-elle à dédaigner cette force incomparable par la seule raison que l'institution est purement catholique? Si la grande église évangélique doit réaliser son idéal, si elle doit devenir le sel de la terre, si son esprit et son enseignement doivent pénétrer surtout les humbles et les pauvres, dont l'immense majorité ignorent l'Évangile, alors une classe de travailleurs prêts au sacrifice des biens et des joies de ce monde, à l'absolue abnégation, résolus à devenir pauvres avec les pauvres et, comme saint Paul, à être tout à tous; une pareille classe d'hommes sera l'agent le plus efficace de cette mission.

Pourquoi l'esprit d'un François d'Assise ne trouverait-il pas son expression dans l'Église protestante? Pourquoi la vie d'un Paul, admirable modèle, sous le rapport de l'immolation de soi-même comme sous beaucoup d'autres, ne pourrait-elle pas être au moins imitée de nos jours? Des tentatives, de peu d'importance il est vrai, ont été faites déjà. Un théologien allemand, Göhre, travailla trois mois dans une usine afin d'étudier la manière de penser et de vivre de la classe ouvrière. Mais ensuite il retourna à la théologie et sa petite excursion dans le domaine du prolétariat ne fut en somme qu'un acte de curiosité. Un autre théologien, Wächler, alla plus loin, dans cette voie; il apprit un métier et resta longtemps parmi les travailleurs. Il s'affilia même à la « Social-Democratie » dans le but avoué de christianiser ce parti. Vrai précur-

seur du monachisme protestant, il n'eut, malheureusement, aucun imitateur et sa tentative aboutit à un échec. On sait que le comte Tolstoï, illuminé par l'esprit de l'Evangile, abandonna sans hésitation une existence de bien-être et même de luxe pour partager le sort de l'humble paysan.

Tolstoï a été tourné en ridicule; on l'a traité de fou, de vieux diable qui se fait ermite; Göhre et Wächler ont dû perdre considérablement dans l'estime des fidèles qu'ils avaient toujours dirigés jusque-là d'une façon si décente et si sensée dans la voie du salut. Les jeunes gens qui répondront à l'appel de l'auteur anonyme de notre brochure ne doivent pas s'attendre à un traitement beaucoup plus doux. Mais au nombre des sacrifices les plus durs et par conséquent les plus méritoires, il faut compter celui de la considération mondaine. Il est certain qu'il faut vivre en dehors des conditions normales du monde pour arriver à dominer le monde, à l'écraser sous sa botte, ou à l'entraîner avec soi dans de sublimes élans ; qu'il faut être un monstre comme Napoléon, un saint comme Paul, ou tout au moins un moine comme Luther, Bernard, Hildebrand.

Quels sont les moines protestants qu'entrevoit dans l'avenir l'auteur anonyme? Ce ne sont pas des êtres passant le temps dans la contemplation et la prière, mais de rudes ouvriers travaillant tout le jour dans la vigne du Seigneur, c'est-à-dire parmi les petits, les déshérités, les esclaves, les souffrants. La tyrannie ou, si l'on veut un terme plus doux, la contrainte du monachisme catholique sera exclue du monachisme évangélique. Pas de vœux quant à la durée du sacerdoce, quant au genre de vie auquel on se soumet, quant aux travaux qu'on entreprendra. Cela serait contraire à l'esprit de l'Évangile et de l'Église protestante. Le tout doit être un acte volontaire et sans cesse renouvelé de sublime abnégation. Sous ce rapport les principes et les pratiques en usage dans l'ordre des Diaconesses, qui aujourd'hui, dans le monde protestant tout entier, se trouve dans une situation si prospère, serviront de modèle et de guide. Les moines appartiendront à toutes les classes de la société, mais il faut espérer que la plupart sortiront des rangs supérieurs pour que l'exemple du renoncement soit plus frappant, de l'élite intellectuelle et morale pour que les leçons soient plus fécondes.

Côte à côte avec le moine protestant, travaillera et peinera la religieuse protestante qui se fera ouvrière dans les manufactures, servante, peu importe, aucun emploi ne sera trop humble pour elle; et ainsi elle montrera aux autres femmes ce qu'une chrétienne peut et veut faire pour gagner les âmes à la cause de l'Évangile.

L'auteur termine comme il a commencé, par une question, et une question cette fois bien délicate, qui depuis le temps de Grégoire VII a suscité des controverses passionnées. Le moine et la religieuse doivent-ils se marier? Non, affirme l'Église catholique. — Cela dépend des circonstances dit notre théologien, et la conscience individuelle doit ici juger en dernier ressort. Mais on sent que son idée de derrière la tête le mènerait volontiers au « non ! » catégorique de l'Église rivale. Il n'y a pas de demi-renoncement, et le Christ lui-même n'a-t-il pas dit qu'il fallait quitter, pour le suivre, père et mère, femme et enfants?

Une île de moines.

Le missionnaire et savant Allemand, Hackmann, nous apprend, dans la *Christliche Welt*, que non loin des côtes de la Chine existe une île du nom de Pu-to-ssan, habitée exclusivement par des moines bouddhistes. Gulliver, au cours de ses voyages, aurait mérité d'aborder dans ce pays aussi original que Lilliput ou Laputia.

La manière de vivre, le caractère des cérémonies religieuses rappellent fortement au visiteur ce qu'il a vu dans les couvents d'Occident. Voici d'abord le côté ennuyeux de cette existence monacale, nous en verrons plus loin les côtés vraiment délicieux. Fréquentes prières, commençant parfois à quatre heures du matin, méditations et litanies. Les rites ont subi l'influence du type thibetain du bouddhisme et le Kwan-yin du Thibet a presque entièrement supplanté le Bouddha indien. Dans toutes les cérémonies le mot O-mi-to est répété à l'infini; c'est le nom, prononcé à la chinoise, du compagnon de Bouddha : Omithabas. Des instruments de divers espèces sont employés pour donner l'expression aux rythmes réguliers de la liturgie : sonnettes et cloches, cornes, gongs, vibrent ensemble ou séparément et font un concert fort discordant pour nos oreilles européennes. Ces rites ont un caractère mécanique et ne laissent pas l'impression d'une dévotion fervente et profonde. Un service religieux ordinaire n'exige pas plus d'une demi-heure.

Arrivons maintenant à la douceur de vivre que les moines bouddhistes s'octroient assez largement, semble-t-il. Chaque couvent possède des biens étendus en fort bon état de culture. Ce ne sont pourtant pas les moines qui les mettent en valeur, mais des frères lais attachés à la maison en nombre plus ou moins grand, suivant l'importance de celle-ci. Certains couvents abritent 600 personnes, moines et frères, d'autres n'ont en tout qu'une demi-douzaine d'occupants. Les moines eux-mêmes ne s'abaissent jamais jusqu'à un labeur manuel quelconque; rarement ils daignent s'élever jusqu'à un travail tant soit peu intellectuel. Les offices terminés, ils n'ont qu'une chose à faire : passer le temps agréablement, et chacun prend son plaisir où il le trouve, comme dans l'abbaye de Thélème; l'un rêve, d'autres jasent et jouent, beaucoup fument l'opium, certains mendient quand l'occasion s'en présente, tous sont à l'affût de quelque chose de nouveau et s'ils aperçoivent un étranger, leur joie ne connaît plus de bornes. Aussitôt que vous avez mis le pied sur l'île de Pu-to-ssan, vous vous voyez environné de têtes rasées qui vous assourdissent de leurs compliments obséquieux pour obtenir une aumône. On dirait des essaims de mouches se précipitant sur une assiettée de miel. Ce sont au fond de bons diables de moines, jamais insolents, toujours prêts à offrir leurs bons offices et parvenant parfois à rendre de très réels services au visiteur. Les questions qu'ils posent ont souvent un caractère de curiosité enfantine; la première est, invariablement : D'où venez-vous? puis

ils s'informent du nom, de la situation de fortune, même du caractère de l'inconnu. Si celui-ci entre dans un temple, il est sûr d'être soumis à un second examen personnel, suivi d'une invitation à prendre le thé. Ces braves moines sont toujours fort étonnés de voir les étrangers s'intéresser à leurs temples et connaître le nom de leurs idoles.

L'île est aussi pleine d'ermites, mais ces derniers, à la différence de leurs confrères les moines, se montrent rarement en public. S'il faut en croire l'abbé du couvent principal il y a dans l'île environ 40 monastères et au moins 100 ermitages. Les solitaires se distinguent aisément des moines par leur extérieur. Ils laissent croître leur chevelure; ils ne portent pas l'habit gris des moines mendiants mais un vêtement très ample et de couleur jaune. Ils habitent d'ordinaire de petites chaumières, parfois des cavernes, mais pendant les hivers très rigoureux ils se réfugient dans les couvents. Chose remarquable, les ermites prennent grand plaisir aux beautés de la nature et s'adonnent à la culture des fleurs. Comme les moines ils ont, en règle générale, le caractère joyeux, et ils semblent aimer fort leur vie, assez misérable, mais libre sous le grand soleil de Dieu. Parmi ces ermites se trouvent les plus purs représentants du véritable bouddhisme.

A ce propos, la *Christliche Welt* se livre à une curieuse étude comparative des formes extérieures du christianisme et du bouddhisme. Les ressemblances entre les deux religions ont conduit beaucoup de savants à conclure que l'une n'était qu'un rejeton de l'autre, conclusion erronée à son avis. La Revue rappelle que la vie apocryphe du Christ, découverte il y a environ dix ans, qui prétendait raconter la vie de Jésus entre sa douzième et sa trentième année, le plaçait dans un milieu bouddhique pendant la plus grande partie de ce laps de temps, aujourd'hui encore mystérieux.

NOTES ET IMPRESSIONS

Le grand événement de la quinzaine a été l'ouverture du Salon. Tous les ans à la même époque, des artistes mettent leurs rêves ensemble dans une grande salle, et font payer vingt sous l'entrée. C'est le Salon. Toutes les songeries, toutes les ambitions, toutes les manifestations hautaines ou médiocres du génie sont plaquées sur des toiles, il faut trouver les bonnes; c'est un petit jeu qui coûte quelque peine, mais on a le matin, l'après-dîner, et l'on peut revenir plusieurs fois de suite; en outre, un excellent buffet fait oublier les fatigues, les doutes, et l'on peut se reposer en bas dans un grand jardin orné de statues.

J'ai vu le Salon avec un ami qui ne se distinguait pas de la foule environnante. Cet ami payait un franc, moi j'avais une carte. J'ai pu suivre toutes les impressions de notre promenade sur le visage de mon banal compagnon. D'abord j'ai bien vu qu'il était saisi de la quantité des toiles diverses. Il a été littéralement aveuglé des couleurs. Il y avait autour de nous des natures mortes, des portraits, des scènes militaires, des drames de la décadence latine, des opérations d'hôpitaux et quelques loges d'actrices. Mon ami a marché, stupide, le long de trois salles sans se fixer à rien. A la quatrième salle, un peu remis, il a regardé autour de lui, et apercevant dans un coin un tableau gigantesque avec un cadre d'or et une notice, il s'est dirigé vers lui sans hésiter. J'ai vu qu'il admirait. Cela représentait une ville prise d'assaut, mise au pillage. Des églises flambaient. Une foule demi-nue était chassée par des hommes d'armes. Une mère allaitait son enfant. Un vieillard pleurait. C'était plein de mouvement et véritablement énorme; cela se voyait à vingt pas. Mon ami a lu : Tattegrain. Il a semblé satisfait.

J'ai compris qu'il se réjouissait de voir un tableau si important signé d'un nom de maître; et qu'on pût le remarquer sitôt en arrivant. Il l'a gardé dans sa mémoire pour le citer un peu plus tard. Nous avons poursuivi notre piétinement et nous sommes passés à travers d'autres salles. Maintenant mon ami s'arrêtait de-ci de-là, arbitrairement, et les autres visiteurs faisaient de même. Quelques-uns même s'attachaient à nos pas et s'immobilisaient en cadence avec nous. J'ai demandé à mon ami payant pourquoi il remarquait certaines toiles plutôt que d'autres, et il m'a répondu qu'elles lui rappelaient, selon les lois d'une évocation mystérieuse, des souvenirs particuliers. Il y avait des coins de paysages déjà entrevus, lui semblait-il; et des femmes dont les visages ressemblaient aux femmes qu'il a connues. Un de ces visages l'arrêta longtemps. Il avait les lèvres très rouges. Nous cherchâmes âprement la signature, elle signalait un nommé Pontet-Canard. On n'a pas la chance de goûter un Tattegrain à chaque coup.

Nous admirâmes des tableaux militaires, c'est toujours intéressant; pas une allusion n'avait encore été faite à de la critique. La critique commença devant le tableau d'un ami. Il fallait l'honorer. Le jeune homme payant analysa le ton des arbres, et le flou de la mer. Il répéta trois fois les mêmes objections sans gravité aucune et s'arrêta découragé. Il se rattrapa sur un tableau franchement laid, qu'il trouva laid. Il le dit véhémentement et cela le ranima, l'anima. Le tableau, du reste, était sans beauté. Et comme quatre heures sonnaient, nous descendîmes goûter à la sculpture.

*
* *

La sculpture lui plut parce qu'elle se développait le long d'une sorte de parc anglais, ce qui était moins fatigant. Et puis, les statues, il n'est nul besoin de les analyser, c'est toujours beau tout de suite. Mais pourquoi?... Ces statues étaient bien un peu rappro-

chées les unes des autres, mais néanmoins elle ne paraissaient être là qu'un ornement. On n'était pas forcé de les regarder. Mon ami les regarda pourtant — comme tout le monde — et s'émut. Il eut des petites pensées à peine capiteuses et fit un essai d'art. Il se demanda : « Pourquoi est-ce beau? » et ne se répondit rien. Il vit bien que Jupiter était fort et Junon gracieuse, mais toujours il en revenait à la réalité vivante et comparait. Et les pensées capiteuses revenaient plus précises et nuisaient au marbre froid. Et puis des sculpteurs il n'en connaissaient guère... A part Falguière (il le chercha et trouva), les autres pour lui sonnaient creux. Il songea aux modèles, aux formes, à toutes les formes qui restent chastes (c'est beau, la sculpture!) et s'admira de ne pas faire de plaisanteries. Sur d'autres fronts je voyais transparaître des pensées semblables. Nous partîmes enfin. A la porte nous trouvâmes une critique expert et sévère qui nous dit : « Venez, je vais vous faire voir ce qu'il y a de bien », et nous rentrâmes avec lui. Il nous montra des toiles et des statues inédites. Mon ami n'avait remarqué aucune de celles-là. Il me regardait en dessous, un peu honteux, avec un sourire. J'approuvais le maître qui voulait bien se faire notre cicérone. J'avais une carte, moi, je savais...

EDMOND SÉE.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

En attendant l'édition définitive, contenant plusieurs poèmes inédits, que doit nous donner, des Poésies de Mallarmé la Bibliothèque Charpentier, une édition de luxe est en préparation.

L'éditeur, par qui cette souscription est organisée, a généreusement tenu à en abandonner le montant, sans rétribution ni profit d'aucune sorte, aux héritiers du poète. L'édition ne sera que de cent exemplaires numérotés, ornés d'illustrations inédites dont les cartons de Manet, Berthe Morizot, Puvis de Chavannes, et MM. Claude Monet, Odilon Redon, P. A. Renoir, Whistler et Rodin fourniront les dessins.

Il pourra être souscrit, en outre, cinq exemplaires spéciaux, en chacun desquels figureront l'original d'un des dessins publiés, et un poème autographe de Mallarmé.

MM. Louis Fabulet et Robert d'Humières travaillent à une traduction du *Second livre de la Jungle*, de Rudyard Kipling. Le premier livre de cette série avait été traduit déjà, tout récemment, par les mêmes auteurs. Celui-ci sera publié en octobre prochain, dans le *Mercure*.

La même Revue vient d'acquérir le droit de traduction de deux romans de M. G. Wells, *l'Ile du docteur Moreau*, et *la Guerre des Mondes*.

Le nouveau roman de M. E. Melchior de Vogüé, *les Morts qui parlent*, sera mis en librairie mardi prochain ;

Le même jour : un *Essai sur l'histoire du Japon*, du marquis de la Mazelière ;

Le lendemain mercredi : les *Lettres à l'étrangère*, de Balzac, qu'à l'occasion du centenaire la *Revue de Paris* nous donnait tout récemment.

Dans le courant du mois :

De M. R. de la Grasserie, une *Psychologie des religions*.

M. Maspero publie en livraisons le troisième et dernier volume de son *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*.

Le premier était consacré à l'Égypte et à la Chaldée; le second aux « premières mêlées des peuples »; celui-ci racontera l'histoire des « Empires ».

Les Comités d'installation pour 1900 sont en partie constitués. Il ne reste plus qu'à présenter au choix du ministre, dans chaque classe, les noms des membres qui les compléteront, et dont la liste a été établie par les soins des bureaux, et des membres précédemment désignés par arrêté.

Dans la classe de la librairie, où figureront près de 300 exposants français, le comité d'installation comprend jusqu'ici :

MM. Jean Dupuis, président d'honneur; Th. Belin, président; Mézières, de l'Académie française, vice-président; A. Colin, rapporteur; Layus, secrétaire; Durand, Fouret, Hetzel, Pierre Masson, pour la section contemporaine; Gruel, Le Barbier de Tinan et Flammarion, pour la section rétrospective.

Le groupe complémentaire de quatre membres, à désigner par le ministre, sera choisi sur la liste où le comité a réuni et propose les noms de MM. Barre, Mame, Pichon, Goubaud, A. Baillière, Ollendorff, Didot et Mainguet.

Mai est le mois des poètes.

M. Léonce Depont nous a donné cette semaine un volume de vers, *Déclins;* M. Sébastien-Charles Leconte, les *Bijoux de Marguerite;* M. Pierre de Bouchaud, le *Recueil des Souvenirs;* M. Charles Déliou, *Ascension;* M. Ch. de Halden, la *Veillée des armes;* M. J. Thomas, les *Heures bleues;* M. Constant d'Argyr, *Contes d'amour*.

Aujourd'hui, un volume de M. Jacques Madeleine, *A l'orée*; un autre, *les Étreintes mortelles*, de M. Foulon de Vaulx.

J'en passe, et des meilleurs; par exemple un volume dont l'auteur, M. André Barde (bon nom pour un poète), destine ses vers aux « garçonnières closes ».

Ça doit être gentil.

Le nouveau livre de Pierre Loti, *Reflets sur la sombre route*, a paru hier.

ÉMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37872. — *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 20. 4e SÉRIE. — TOME XI 20 MAI 1899.

LES POÉSIES POLITIQUES DE LAMARTINE

Sa conception de la démocratie et de la patrie.

Puisque aujourd'hui l'idéal français et républicain paraît s'obscurcir, même dans les cerveaux qui semblaient particulièrement lucides, il est peut-être utile d'interroger les grands esprits qui à travers le siècle ont façonné et représenté cet idéal avec autant de raison que de générosité et d'éclat. Parmi eux fut Lamartine, dont le rôle politique, si longtemps raillé et calomnié, trouve enfin des historiens équitables (1). Dans le cortège de ces penseurs et citoyens illustres, — les Michelet, les Mignet, les Tocqueville, — qui ont bien compris ce que devait être une démocratie en France, et une France dans le monde, Lamartine apparaît comme un guide inspiré, sinon infaillible.

Il s'est trompé en effet plus d'une fois, mais beaucoup moins souvent que les professionnels de la politique; non qu'il eût une intelligence plus aiguisée, mais parce qu'il était d'abord une conscience. « Ma devise est : *conscience du pays* » (lettre du 9 mai 1834); non qu'il eût l'esprit plus souple et plus subtil mais parce qu'il avait l'âme plus droite et plus haute. « Où siégerez-vous ? » lui cria-t-on. « Au plafond », répondit-il, ce qui signifie qu'il planerait au-dessus des partis. Mais s'il se séparait d'eux, c'était par honnêteté et non par orgueil. Il avait la première qualité d'un homme public qui est la sympathie. Si jamais quelqu'un eut des vertus sociales et ignora les dédains intellectuels, individualistes, c'est Lamartine. Et à ce titre, il aurait pu obtenir plus d'indulgence de l'ennemi de l'individualisme, M. Brunetière, qui dans son récent discours de Lille dit ou redit après beaucoup d'autres que les poésies politiques de Lamartine sont de la « phraséologie ».

Le qualificatif est-il fondé? je ne le pense pas. Ils ne doivent pas sonner si creux, des vers qui ont pour prélude en prose ce programme à la fois si large et si précis, extrait de la préface des *Recueillements poétiques :*

« Il s'agit de savoir si le monde social avancera ou rétrogradera dans sa route sans terme; si l'éducation du genre humain se fera par la liberté ou par le despotisme qui l'a si mal élevé jusqu'ici ; si les législations seront l'expression du droit et du devoir de tous ou de la tyrannie de quelques-uns; si l'on pourra enseigner à l'humanité à se gouverner par la vertu plus que par la force ; si l'on introduira enfin dans les rapports politiques des hommes entre eux et des nations entre elles ce divin principe de fraternité qui est tombé du ciel sur la terre pour détruire toutes les servitudes et pour sanctifier toutes les disciplines ; si l'on abolira le meurtre légal; si l'on effacera peu à peu du code des nations ce meurtre en masse qu'on appelle la guerre ; si les hommes se gouverneront enfin comme des familles au lieu de se parquer comme des troupeaux; si la liberté sainte des consciences grandira enfin avec les lumières de la raison. »

Telle est l'étape à parcourir : voyons les jalons lu-

(1) *Lamartine*, par Émile Deschanel (2 vol. in-12) chez Calmann Lévy. — *L'Idée de l'État*, thèse (chap. III, *L'école démocratique*), par Henry Michel (1 vol. in-8°) chez Hachette). — *La Conscience nationale* (chap. I, *Lamartine et les générations nouvelles*), par Henry Bérenger (1 vol. in-12) chez Armand Colin.

mineux, c'est-à-dire les poèmes. Ils se partagent naturellement en deux groupes : ceux qui ont trait aux rapports des citoyens entre eux, et ceux qui touchent aux rapports des nations entre elles.

I. — LA CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE

Dans le premier groupe, nous trouvons d'abord l'ode intitulée : CONTRE LA PEINE DE MORT, avec ce sous-titre : *Au peuple du 19 octobre 1830*. Le peuple, ce jour-là, aux cris de : « Mort aux ministres ! » s'était porté en masse vers la prison de Vincennes où étaient enfermés les ministres de Charles X. Comme André Chénier aux triomphateurs du *Jeu de Paume*, Lamartine parla de modération aux triomphateurs de Juillet. Après avoir évoqué le souvenir du poète citoyen qui avait payé de sa vie sa courageuse intervention, il réclamait le même rôle au risque du même payement :

Il est beau de tomber victime
Sous le regard vengeur de la postérité
Dans l'holocauste magnanime
De sa vie à la vérité
L'échafaud, pour le juste, est le lit de sa gloire...

Puis il rendait hommage à la victoire du peuple, hommage d'autant plus désintéressé qu'il venait d'un adversaire d'hier :

Moi-même dont le cœur date d'une autre France,
Moi dont la liberté n'allaita pas l'enfance,
Rougissant et fier à la fois,
Je ne puis retenir mes bravos à tes armes
Et j'applaudis des mains en suivant de mes larmes
L'innocent orphelin des rois.

Notons ici, dès maintenant et une fois pour toutes, chez Lamartine, âme éclectique et conciliatrice, ce don qu'il avait à un degré prodigieux de faire concorder les sentiments les plus contraires, et cela sans contradiction. Il quittait son parti, mais sans le trahir; il le dépassait sans briser avec lui brutalement. Il suivit toute sa vie une évolution logique et irrésistible sans qu'on ait jamais pu lui reprocher légitimement une palinodie. Il était le rejeton de choix et d'avenir qui, sans rupture, se détache de la branche vieillie, la sentant désormais stérile, et se sentant lui-même appelé à d'autres destinées.

Mais s'il applaudissait le peuple victorieux, il arrêtait le peuple furieux. A cette foule portée aux sanglantes représailles par des démagogues, parfois même par des poètes — dans son iambe de la *Curée*, publié deux mois auparavant, Barbier n'avait-il pas dit que la liberté :

Veut qu'on l'embrasse
Avec des bras rouges de sang.

A cette foule Lamartine disait en substance : « Tu as vaincu, ne tache pas ta victoire. Garde-toi des sophismes de l'impitoyable logique. Ne dis pas : Ils m'opprimaient, donc je me venge, car la vengeance n'est pas la justice. Songe à ta réputation plus qu'à ton ressentiment. » Et reprenant la généreuse conception des hommes de 92 qui voulaient faire non seulement la Révolution française, mais la Révolution humaine, Lamartine ajoutait : « N'oublie pas que la France est un spectacle et un enseignement pour le monde. Elle travaille, non seulement pour elle, mais pour l'humanité. Peuple, tu dois aux peuples une leçon de clémence :

Peuple, diront-ils, ouvre une ère
Que dans ces rêves seuls l'humanité tenta ;
Proscris des codes de la terre
La mort que le crime inventa...

Ainsi, élargissant la question, Lamartine ne demandait pas seulement l'abolition de la peine de mort pour les ministres, mais pour tous : « Plus de meurtre légal. » — Utopie, dangereuse utopie, a-t-on crié. — Est-ce bien sûr ? Ce n'est pas le lieu de traiter ici une question si complexe. Mais les partisans du maintien de la peine de mort font généralement valoir deux arguments. L'un semble très spirituel ; c'est le mot d'Alphonse Karr : « Que messieurs les assassins commencent ! » Or, depuis quand doit-on prendre l'avis et l'exemple des assassins pour améliorer le code ? Si on les avait consultés, nous serions encore en pleine barbarie. L'autre semble très solide : « Les criminels ne redoutent que la mort : c'est donc l'unique châtiment qui peut les arrêter. » Or, au XVIIIe siècle, quand les philosophes demandaient la suppression de la torture, on leur disait déjà que c'était là le seul moyen pour effrayer le meurtrier et punir le meurtre. Et qui aujourd'hui oserait proposer de rétablir la question ?... Quoi qu'il en soit, ce que Lamartine demandait comme simple citoyen, il se garda bien de le refuser lorsqu'il fut au pouvoir. Il n'était pas de ceux qui, au gouvernement, s'empressent d'oublier leurs protestations ou leurs promesses. Un de ses premiers actes, en 1848, fut de rayer du code français le supplice de la peine de mort. Et de la part d'un poète à une république, ce fut un légitime don de joyeux avènement.

L'*Ode au peuple*, du 19 octobre 1830, fut publiée en novembre dans les journaux ; la sentence du procès des ministres de Charles X fut rendue en décembre. Aucun d'eux ne fut condamné à mort. Il semblait qu'en écoutant leur conscience, les juges écoutaient aussi la voix du poète. Cette voix était aussi éloquente qu'équitable. La muse de Lamartine se transformait, mais sans se diminuer. Ce n'était plus la symétrique et calme stance, le régulier et majestueux ondoiement des *Méditations* et des *Harmonies :* c'était la strophe de dix vers, aux pieds inégaux, aux coupes multipliées et mouvementées. Par

le rythme comme par l'inspiration, ces vers rappelaient, il est vrai, l'ode pindarique de Chénier sur le serment du *Jeu de Paume* : toutefois celle de Lamartine était d'une allure à la fois moins savante et moins massive, plus jeune, plus moderne, plus oratoire. Cette première poésie civique était ainsi comme son premier discours politique.

*
* *

Le second, toujours en vers, fut la célèbre *Réponse à Némésis*. On en connaît l'occasion. *Némésis* était le nom d'une satire hebdomadaire publiée par Barthélemy, versificateur dont le jugement était aussi pauvre que ses rimes étaient riches. Donc *Némésis* attaqua, dans son numéro du 3 juillet 1831, Lamartine candidat à la députation de Toulon et de Dunkerque. Elle ramassait l'un après l'autre tous les griefs que la médiocrité a de tous temps inventés contre le génie. Elle reprochait à l'auteur des *Harmonies* d'avoir, très profanement, avec ses vers religieux, gagné de l'argent et un fauteuil académique, en attendant un siège à la Chambre des députés. Elle lui interdisait de toucher à la politique sous prétexte qu'il était poète, et à la liberté, sous prétexte qu'il était né gentilhomme.

A chaque accusation, Lamartine répondait moins par une justification intéressée et étroite que par une déclaration de principes. Oui, j'ai fait de ma muse une prêtresse et non une bacchante ; tu la dis mercenaire : les malheureux et la postérité diront qu'elle fut surtout charitable. Oui, je veux participer aux affaires de mon pays, c'est mon devoir :

Honte à qui peut chanter pendant que Rome brûle.

Oui, je veux servir la liberté : c'est mon droit, car elle n'est pas plus à toi qu'à moi, puisque tous deux nous sommes des hommes :

Détrompe-toi, poète, et permets-nous d'être hommes !
. . . . . .
La liberté que j'aime est née avec notre âme,
Le jour où le plus juste a bravé le plus fort.

Tout en se défendant, Lamartine éclairait son adversaire, précisait sa politique. Ses réponses étaient des idées, des idées fécondes, sereines, à la fois civiques et évangéliques. A la guerre des classes qui fut si longtemps l'idéal de tout révolutionnaire, il substituait l'union de tous les citoyens, dans la liberté, l'égalité, la fraternité. Il avait dans le cœur et non pas seulement sur les lèvres la sublime trinité verbale de 89. *Liberté :* elle consiste à fuir la tyrannie d'en bas comme la tyrannie d'en haut :

Qu'importe sous quel pied se courbe un front d'esclave?
Le joug, d'or ou de fer, n'en est pas moins honteux !
Des rois tu l'affrontas, des tribuns je le brave :
Qui fut moins libre de nous deux ?

Égalité : elle convient aux enfants du même pays :

La terre qui vous porte est la terre où nous sommes.
Patrie et liberté, gloire, vertu, courage,
Quel pacte de ces biens m'a donc déshérité ?

Fraternité : elle convient aux enfants du même Dieu :

Fais-nous ton Dieu plus beau si tu veux qu'on l'adore...
J'en adore un plus grand, *qui ne le maudit pas.*

Je souligne l'hémistiche de ce dernier vers, car tout Lamartine est là. Ce n'est pas lui qui ferait jamais de Dieu un Dieu vengeur, un Dieu proscripteur. Lamartine a toujours réprouvé tout ostracisme social qui s'autoriserait d'une doctrine religieuse. A son adversaire qui voulait l'exclure de la cité, il ne répond pas par un autre exclusivisme, car cette riposte d'intolérance à intolérance ne mène à rien et n'est qu'un éternel danger de guerre civile (1).

Mais moi, j'aurai vidé la coupe d'amertume
Sans que ma lèvre même en garde un souvenir :
Car mon âme est un feu qui brûle et qui parfume
Ce qu'on jette pour la ternir.

Lamartine concluait par le pardon : il tendait la main à son insulteur. Et ce n'était pas là, comme on l'a dit, un beau geste de « sérénité olympienne ». Sérénité, oui, mais chrétienne. On ne saurait trop le répéter : Lamartine a christianisé la politique comme il avait christianisé la poésie ; et c'est pour cela qu'en 48, sa République sera saluée avec enthousiasme par tant d'âmes religieuses. Mais pour être chrétien, en était-il moins grand citoyen ? Bien au contraire, car en politique comme en tout, on ne crée rien avec la haine, et rien qu'avec l'amour.

*
* *

Tandis que le parti avancé reprochait à Lamartine ses attaches aristocratiques, l'ancien parti l'accusait de désertion, presque d'apostasie. Le prétendu apostat se justifiait dans le poème intitulé : *Les Révolutions*. L'auteur y dénonçait l'état d'esprit rétrograde, si hostile à tout novateur...

Si quelque voix soudaine éclate à votre oreille,
Vous frappez, vous tuez celui qui vous réveille,
Car vous voulez dormir en paix.

et si contraire à toute l'histoire :

Et l'histoire, écho de la tombe,
N'est que le bruit de ce qui tombe,
Sur la route du genre humain.

Puis il entonnait le chant de l'avenir :

Marchez, l'humanité ne vit pas d'une idée !
Elle éteint chaque soir celle qui l'a guidée...
Regardez en avant et non pas en arrière.

(1) Si l'on veut voir, par un autre exemple, combien il répudiait toute prévention, toute hostilité de race ou de religion, qu'on relise dans *Jocelyn* (neuvième époque) l'épisode du Juif colporteur.

Lamartine, ce poète des mélancolies, des tendres souvenirs aux prolongements sans fin, est aussi le poète des temps à venir, des espérances splendides et des républiques futures. Toujours il aimait regarder, par-dessus les collines, pointer l'aurore nouvelle ou par-dessus les vagues et les nuées émerger l'étoile conductrice.

Enfant des mers, ne vois-tu rien là-bas?

lui demandait en vers un jeune poète du temps. (*A M. de Lamartine*, par M. Bouchard, 1837.)

Lamartine répondit en vers également, naturellement : De là, un nouveau poème politique qui complète le poème précédent : *Les Révolutions*, et même sur certains points le rectifie.

Utopie : tel était le titre de la composition nouvelle, non que l'esprit en fût utopique, bien au contraire. Dès le second vers on voyait assez clairement que l'auteur faisait appel à la raison (1) et non à la chimère.

Pour notre âge avancé, raisonner c'est prédire...

Lamartine ne croit pas à une faculté spéciale, la faculté devineresse, mais à une conscience collective qui n'est qu'un rayon de la conscience divine et laisse à son tour un reflet dans chaque conscience particulière.

Instinct mystérieux d'une âme collective
Qui pressent la lumière avant que l'aube arrive...

Pour voir clair dans l'avenir, il faut donc consulter le cœur humain et non l'antre des sibylles, et s'éclairer au flambeau de la raison universelle, non à la torche fumeuse des oracles. Génie socratique, et non théocratique, Lamartine pense que bien se connaître aujourd'hui c'est déjà pressentir demain :

O siècles, vos besoins ce sont vos prophéties.
Votre cri, de Dieu même, est l'infaillible voix.

Et que demande ce cri des peuples à travers les âges ? Lamartine répond dans la seconde partie de son poème, la partie où il exprime des vœux irréalisés jusqu'ici, mais non peut-être irréalisables. Ce que réclame la conscience des peuples, c'est la fin des cultes intolérants, hostiles les uns aux autres,

Un seul culte enchaîne le monde
Que vivifie un seul amour ;

la fin des tyrannies :

Votre tête est découronnée,
Rois, Césars, tyrans, dieux mortels,

la fin des guerres :

L'homme a sacré le sang humain.

Tel est le but où marche l'humanité : mais comment l'atteindra-t-elle ? Lamartine répond dans une troisième partie, la plus rationnelle et la plus pratique ; et si, dans la seconde partie, il faisait usage de la strophe de dix vers, en vers de huit pieds, dont l'allure plus légère et plus impétueuse semblait s'élancer vers l'avenir, dans la troisième comme dans la première il emploie la calme strophe de sept vers dont six alexandrins, et un huitième vers final qui précise et allège à la fois la pensée dont la marche doit être lente sans être lourde.

Et justement, la méthode politique conseillée ici par Lamartine est la marche prudente mais sans être somnolente, progressive mais sans être précipitée. Le premier des « républicains progressistes », c'est Lamartine. Il réprouve également et l'inertie du parti-borne et la témérité du parti-explosion :

Il est dans les accès des fièvres politiques,
Deux natures sans paix de cœurs antipathiques :
Ceux-là, dans le roulis, niant le mouvement ;
Pour végétation prenant la pourriture,
A l'immobilité condamnant la nature,
Et mesurant, haineux, à leur courte ceinture,
Son gigantesque accroissement !

Ceux-ci, voyant plus loin, sur un pied qui se dresse,
Buvant la vérité jusqu'à l'ardente ivresse,
Mêlant au jour divin l'éclair des passions,
Voudraient pouvoir ravir l'étincelle à la foudre
Et que le monde entier fût un monceau de poudre,
Pour faire, d'un seul coup, tout éclater en poudre,
Lois, autels, trônes, nations.

Nous, amis, qui plus haut fondons nos confiances,
Marchons au but certain sans ces impatiences :
La colère consume et n'illumine pas ;
La chaste vérité n'engendre pas la haine ;
Si quelque vil débris barre la voie humaine,
Écartons de la main l'obstacle qui la gêne,
Sans fouler un pied sous nos pas.

C'est en de pareils vers que Lamartine s'expliquait et même se corrigeait, car, bien qu'on ait dit le contraire, il était capable de se corriger, en politique tout au moins. Et si, dans les *Révolutions*, tel vers pris à la lettre, celui-ci par exemple déjà cité plus haut,

Elle éteint chaque soir celle qui l'a guidée,

pouvait égarer sur la véritable pensée du poète, et le faire prendre pour un de ces perpétuels révolutionnaires qui ne songent qu'à éteindre pour le plaisir de rallumer, ou à détruire pour l'orgueil de construire, ces trois strophes d'*Utopie* disent assez que leur auteur ne confondait pas l'agitation avec la création, et le feu de la colère avec la lumière de la raison. Il savait que le sage et le juste, le vrai conducteur de peuples, marche avec certitude, mais avec patience ; il est patient parce qu'il se sent éter-

(1) Lamartine — il faut le dire une fois de plus puisqu'une fois de plus on le nie — fut avant tout, non un devin, un prophète, une lueur confuse et intermittente, mais une clarté soutenue, une lumière, une raison. N'est-ce pas lui qui, dès 1831, résume toute sa politique future en ce titre : *La Politique rationnelle* ? et dès 1834, toute sa poésie civique en cette définition : « La poésie sera de la raison chantée » ?

nel, *patiens quia æternus*, et il se sent éternel, parce qu'il se sait dans l'ordre divin, dans la voie de Dieu :

Les hâter, c'est vouloir hâter la Providence :
Les pas de Dieu sont ceux du temps.

La politique de Lamartine découle d'un haut et libre spiritualisme. S'il la christianise, par le sentiment, on peut dire qu'il la divinise dans son origine, son fondement. Aussi jamais ce républicain et chef de république n'eut la mesquinerie de fuir et de redouter en ses discours le nom de Dieu, car il est aussi mesquin de l'éviter toujours que de le faire intervenir sans cesse (1). Mais ce Dieu qu'il invoque si souvent n'est jamais, même lorsqu'il l'appelle Jéhovah, un Dieu tyrannique ; il ne contraint pas, mais éclaire ; il ne favorise pas un seul peuple, mais tous. Pour Lamartine, le « peuple de Dieu » c'est l'humanité. Ce Dieu n'a point écrit la « théorie du droit divin » dans quelque code particulier ; mais au fond de la conscience universelle il a gravé ce double idéal : Fraternité des citoyens dans la cité ; fraternité des peuples dans l'univers.

II. — LA CONCEPTION DE LA PATRIE

La première partie de cet idéal, nous la trouvions exprimée dans les poèmes précédents ; la seconde, nous la trouverons professée surtout dans les deux poésies suivantes : *le Toast au banquet national des Gallois et des Bretons*, et *la Marseillaise de la Paix*. Dans l'une Lamartine se tourne vers l'Ouest, et dans l'autre, il se tourne vers l'Est ; et la portée pacifique des deux pièces est d'autant plus significative que par-dessus le Pas de Calais et par-dessus le Rhin, le poète semblait tendre la main à deux ennemis héréditaires.

En 1838, un banquet eut lieu dans le pays de Galles, entre Gallois et Bretons, les uns et les autres d'origine celtique ; et les convives, ayant le même berceau lointain, se sentaient en partie la même âme. Ce qu'ils sentaient, Lamartine le chanta en des strophes vibrantes.

Reconnaissons-nous donc, ô fils des mêmes frères !...

... Sous nos pas cadencés faisons sonner la terre,
Jetons nos gants de fer et donnons-nous la main ;
C'est nous qui conduirons aux conquêtes du Père
Les colonnes du genre humain.

... Dans toute glèbe humaine où sa race fourmille,
Premiers-nés d'Occident, à la neuve clarté
Marchons, distribuant à l'immense famille
Dieu, la paix et la liberté !

Dans notre coupe pleine où l'eau du ciel déborde,
Désaltérés déjà buvons aux nations !
Iles ou continents, que l'onde entoure ou borde,
Ayez part, sous le ciel, à nos libations.

Oui, buvons, et, passant notre coupe à la ronde,
Aux convives nouveaux du festin éternel
Faisons boire après nous tous les peuples du monde
Dans le calice fraternel !

Et, sans doute, dans ce « calice » l'Angleterre fit boire de temps en temps à la France une goutte amère qui s'appelait hier l'Égypte et s'appelle aujourd'hui Fachoda. Mais si nous nous plaignons des gouttes d'amertume, ils disent avoir à se plaindre des « coups d'épingles ». La vérité est que les deux nations n'ont rien à gagner à une politique de réciproque défiance et de mutuelles récriminations. Cette politique-là répudiait à l'âme de Lamartine. « Je ne viens pas déclamer des banalités contre l'Angleterre ; j'honore l'Angleterre comme une nation qui honore l'humanité » (*Discours sur les affaires d'Orient*) ; mais en l'estimant, il la jugeait ; et devinant son insatiable ambition, il conseillait d'agir ouvertement, avec elle ou contre elle, au lieu de s'en tenir au *statu quo* méfiant et malveillant, car rien n'est pire que la politique des bras croisés et des lèvres injurieuses, laquelle ne fait qu'envenimer et prolonger tout malentendu, laquelle Lamartine dénonçait en ces termes :

« Il y a deux patriotismes : il y en a un qui se compose de toutes les haines, de tous les préjugés... Je déteste bien, je méprise bien, je hais bien les nations voisines : donc, je suis bien patriote ! Voilà l'axiome brutal de certains hommes d'aujourd'hui. Vous voyez que ce patriotisme coûte peu : il suffit d'ignorer, d'injurier et de haïr. »

Et il ajoutait, opposant la médaille au revers, un sentiment pur à un sentiment dénaturé :

« Il en est un autre qui se compose au contraire de toutes les vérités, de toutes les facultés, de tous les droits que les peuples ont en commun, et qui, en chérissant avant tout sa propre patrie, laisse déborder ses sympathies au delà des races, des langues, des frontières, et qui considère les nationalités diverses comme les unités partielles de cette grande unité générale dont les peuples divers ne sont que les rayons et dont la civilisation est le centre. » (*Disc. sur l'abolition de l'esclavage*, 10 mars 1842.)

*
* *

Ce patriotisme épuré et élargi dicte à Lamartine la *Marseillaise de la Paix* (28 mai 1841). On sait à quelle occasion. Le poète allemand Becker avait, dans une chanson agressive, revendiqué le Rhin pour l'Allemagne ; Alfred de Musset, avec beaucoup de crânerie et d'esprit, et sur un ton non moins belliqueux, le revendiqua pour la France :

Nous l'avons eu votre Rhin allemand...
Où le père a passé, passera bien l'enfant.

C'était un défi en réponse à un défi. Lamartine,

(1) Pourquoi nos gouvernants, depuis vingt-cinq ans, semblent-ils avoir peur de ce mot *Dieu*, et donnent-ils maladroitement une apparence athée à la troisième République ? La seconde n'avait pas de ces petitesses.

avec son impartialité habituelle, élève le débat. Transformant sa lyre en clairon, mais en clairon pacifique, il fit entendre, par-dessus le double cri de menace qui partait des deux rives du Rhin, cette chanson de fraternité roulant pour la première fois sur les eaux du fleuve, ensanglanté jusque-là par tant de guerres :

Roule libre et superbe entre tes larges rives!
Rhin, Nil de l'Occident, coupe des nations!
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives,
Emporte les défis et les ambitions.

Et dix fois encore, le refrain-quatrain, avec des images diverses et brillantes, mais sur le même rythme, semblait comme une proue aux éperons d'or, portant le même message de concorde, le long de l'immense fleuve, à toutes les nations riveraines : et sur ses dix larges strophes aux ailes ou aux rames harmonieuses s'avançait la nef annonciatrice de la paix universelle. Jamais Lamartine, pilote ou poète, ne fut plus authentiquement inspiré :

Ce ne sont plus des mers, des degrés, des rivières,
Qui bornent l'héritage entre l'humanité :
Les bornes des esprits sont leurs seules frontières :
Le monde, en s'éclairant, s'élève à l'unité.
Ma patrie est partout où rayonne la France,
Où son génie éclate aux regards éblouis!
Chacun est du climat de son intelligence;
Je suis concitoyen de toute âme qui pense :
La vérité c'est mon pays.

Au-dessus des frontières géographiques, Lamartine aperçoit et définit lumineusement la patrie idéale qui n'est pas du tout en hostilité avec la patrie territoriale, mais au contraire en harmonie, surtout lorsque cette patrie locale est la France, car si la vérité est un pays, ce pays a un drapeau qui dans ses plis fait rayonner la justice et la liberté, et un porte-drapeau qui est surtout la France. A ce rôle de porte-étendard qui la mit en vedette dans l'histoire et parmi les peuples, elle ne peut renoncer sans trahir tout son passé de générosité et de chevalerie.

Et vivent ces essaims de la ruche de France,
Avant-garde de Dieu, qui devancent ses pas!
Comme des voyageurs qui vivent d'espérance,
Ils vont semant la terre et ne moissonnent pas...
Le sol qu'ils ont touché germe fécond et libre...

Et tout en rendant hommage à la France, Lamartine savait rendre justice à l'Allemagne :

Vivent les nobles fils de la grave Allemagne :
Le sang-froid de leurs fronts couvre un foyer ardent.
Chevaliers tombés rois des mains de Charlemagne,
Leurs chefs sont les Nestors des conseils d'Occident.
Leur langue a les grands plis du manteau d'une reine,
La pensée y descend dans un vague profond.

A-t-on jamais mieux défini le génie de la langue allemande, langue de rêveurs et de philosophes? Mais quand Lamartine ajoute dans le vers suivant que leur cœur est « sûr », ne cesse-t-il pas étrangement d'être prophète? et la guerre de 1870 ne lui donne-t-elle pas un cruel démenti? Lamartine prévoyait ce qui est dans l'ordre, dans la nature, mais pouvait-il donc pressentir ce monstre génial, Bismarck? Et qui a raison, en définitive, du Machiavel aggravé qui falsifie la dépêche d'Ems, ou du poète qui rédige le code de la paix future?

En vérité, ce code est très beau avec ses dix strophes, ces dix tables de la future loi d'amour. Sans doute, là encore, certains vers sentent l'improvisation et dépassent certainement la pensée de l'auteur; entre autres celui-ci (si justement critiqué par M. Brunetière) :

Nations, mot pompeux pour dire barbarie [1].

Mais par son ensemble, par son souffle généreux, par son élan splendide, c'est le plus magnifique chant de ralliement et d'espoir qu'ait encore entonné l'armée des pacifiques.

*
* *

L'espoir n'était peut-être pas si imaginaire, si illusoire. Un demi-siècle est passé, et l'idée de Lamartine vient de faire subitement un pas prodigieux. De la lyre ou des lèvres du poète elle a passé sous la plume d'un chef d'État, le plus puissant monarque du monde.

Elle est entrée brusquement dans l'ordre des faits, non accomplis, mais possibles. On en parlait dans les réunions et les revues des philanthropes, mais on en souriait autour des tapis verts de toutes les chancelleries : on n'en sourira plus nulle part. Une conférence va s'ouvrir pour aborder la question, et toute l'Europe s'en inquiète : seule la France paraît ne pas s'en occuper, prise par autre chose. Est-ce que la France ne se soucie plus des affaires du monde? Et pourtant il fut un temps où l'opinion universellement répandue était celle-ci : le monde, sans la France, cesse d'être humain, et la France, sans humanité, cesse d'être la France. Il fut un temps où la France était à la fois le pays de la vaillance et le pays de l'équité, aimait tout ensemble l'armée et la loi. Et voilà que des gens, venus de partis opposés, veulent dans un but différent nous enfermer dans ce dilemme également criminel : « Choisissez ou la patrie ou la justice. »

Eh bien, nous ne choisissons pas : nous gardons les deux, la *justice* et la *patrie*, fidèles ainsi à la tradition de nos pères et à l'enseignement de nos pen-

[1] Lamartine d'ailleurs corrigeait encore son expression et précisait sa pensée, dans une poésie publiée l'année suivante *Ressouvenir du lac Léman*, 1842 où le poète indiquait nettement ce qui constitue une « nation » et saluait ce sentiment sacré : le patriotisme,

Le plus beau nom de l'homme à la terre : « O patrie !... »

seurs et de nos poètes, depuis Descartes et Corneille jusqu'à Lamartine. Nous voulons également le respect dû à l'idéal français et à l'armée française, car les pacifiques et les justes sont contre le principe des armées prétoriennes, mais non contre le principe des armées nationales, défensives, disciplinées, aimées, respectées. Ils pensent que la France ne doit être mutilée ni dans son territoire ni dans son âme, car la mutilation morale ne réparerait pas le démembrement géographique, dont elle a souffert voilà trente ans bientôt, et auquel d'ailleurs il ne faut pas se résigner, contre lequel il faut protester obstinément, au nom même du droit des peuples qui a été violé. Le droit des peuples, comme aussi le droit des individus : ce sont là les clients naturels de la France. Le nom même et l'esprit du gouvernement qu'elle s'est donné lui font un devoir de les défendre ; et ce qui fut toujours chez elle une inclination, devient aujourd'hui une obligation, sa vocation vraie et définitive. Veut-on maintenant la découronner de sa mission, elle déjà découronnée de ses grands hommes tombés l'un après l'autre dans le sombre crépuscule du siècle ? Peut-on d'autre part, au moment même où elle fait une solennelle et amicale invitation aux peuples pour 1900, lui faire revêtir une forme de patriotisme hargneuse et inhospitalière ? ou ne doit-elle pas, au contraire, mettant plus que jamais d'accord l'humanité et la patrie, retenir ou reprendre le noble et généreux patriotisme des hommes de 89, celui qui « par la contagion des idées, disait Lamartine, a conquis plus d'influence à notre pays que les armées mêmes de l'époque impériale, et qu'il a mieux conservée » ? Et il ajoutait : « Oui, nos pères de 89 nous montrèrent en 92 comment ceux qui osaient aimer les hommes savaient mourir pour leur patrie. » (*Discours sur l'abolition de l'esclavage.*)

ÉMILE TROLLIET.

LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

Après neuf mois de préparation, la conférence des États du monde proposée par le tsar, dans son rescrit du 24 août 1898, va se réunir à la Haye. Cet événement, auquel les circonstances présentes de la politique générale en Europe et hors d'Europe ont ôté une partie de son importance, n'en demeure pas moins une très grande chose, d'un caractère original et unique dans l'histoire, et peut-être apparaîtra-t-il plus tard, au cours du siècle prochain, d'une portée plus étendue et d'un caractère plus magnifique même qu'à l'heure où nous sommes et où il se fait.

L'idée de cette conférence a passé par une série de phases qui ont toujours été en se restreignant et en pâlissant, depuis l'heure où elle a été conçue par Nicolas II. L'empereur de toutes les Russies avait parcouru l'Europe, visité les capitales de tous les États principaux et il avait terminé, et pour ainsi dire couronné ce voyage européen par un séjour à Paris. C'est en parcourant ces pays divers, tous accablés sous le poids des armes, en voyant tous ces peuples qui souffrent dans la paix les maux de la guerre même, et peut-être est-ce sur les bords de la Seine, fleuve de liberté, de paix et de tolérance, que le jeune souverain conçut son idée de réunir les représentants de toutes les nations pour délibérer sur les moyens de poser les assises de la paix du monde. Il n'est pas douteux qu'en sa conception première, toute personnelle et idéale, le projet de Nicolas II fut très grandiose. On peut en voir les traits, déjà atténués par la main artiste du diplomate, quand ils se fixent en caractères d'écriture sur le papier indestructible du rescrit.

« C'est pour mieux garantir la paix, disait le rédacteur du manifeste, que les grands États ont développé dans des proportions inconnues jusqu'ici leurs forces militaires... Tous ces efforts pourtant n'ont pu aboutir encore aux résultats bienfaisants de la pacification souhaitée. » Je le crois bien, puisqu'il y a contradiction dans les termes. Comment pourrait-on aboutir à la paix sincère et durable par l'extension indéfinie de toutes les formes et moyens qui sont contraires à la paix ?

Mais l'auteur du rescrit continuait en ces termes remarquablement hardis au point de vue économique, encore plus que politique : « Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source. Les forces intellectuelles et physiques des peuples, le capital et le travail sont en majeure partie détournés de leur application naturelle et consumés improductivement. Des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyables qui, considérés aujourd'hui comme le dernier mot de la science, sont destinés à perdre toute valeur à la suite de quelque nouvelle découverte dans ce domaine. »

C'était là poser le fondement économique et philosophique d'une théorie de la paix, qui, bien certainement, est conforme aux vérités profondes, mais que les philosophes et les économistes de l'École contestent avec un égal et ancien parti pris. Le jeune souverain, au sommet de sa gloire, ayant promené son regard sur l'univers, et se croyant tout permis, a conçu la paix comme la peut concevoir une belle âme de jeune homme ou de femme, tout éprise de vérités sublimes, et qui doivent être les vraies vérités, essentielles, éternelles, il faut le croire, mais si éloignées du train courant des choses du monde,

qu'on ne sait quand et si on les atteindra jamais.

Cette conférence, qui fut dite d'abord de la Paix, changea bientôt son nom contre celui de conférence du désarmement. Les écrivains pacifiques se mirent à discuter dans quelles proportions il serait possible de diminuer le nombre des hommes sous les armes; puis on parla sinon de diminuer, au moins de ne pas augmenter les contingents annuels et de conserver le *statu quo*. Mais en ce moment même, le gouvernement impérial allemand proposait au Reichstag des lois nouvelles tendant à augmenter d'une manière très notable les forces militaires; et le gouvernement de la Grande-Bretagne s'endettait pour augmenter encore sa flotte et demandait aux Communes des impôts nouveaux, entre autres sur les vins de France.

Ces dispositions des grands États montraient combien on était éloigné de vouloir conserver même le *statu quo*. Enfin on a entendu dire que la conférence pourrait au moins marquer une limite à l'invention d'engins et d'explosifs toujours plus meurtriers et plus destructeurs. Il parut que, de restriction en restriction, le programme de la conférence, se bornant enfin à ce dernier avantage, pourrait épargner aux États la fabrication indéfinie de machines se surpassant l'une l'autre sans relâche en puissance de meurtre et de ruine.

Mais arrivé à ce point, on rencontra encore une objection et, de toutes, la plus rationnelle. Comment ne pas reconnaître en effet que la science physique et chimique ne peut pas être arrêtée dans sa marche par un décret ou par une loi, et que, si tous les moyens perfectionnés qu'elle invente sans cesse servent aux hommes à s'entre-détruire, ils leur servent aussi à briser les obstacles de la nature rebelle et à exécuter les travaux de la civilisation et de la paix?

Ainsi tous les objets que l'on s'était plu à attribuer à la conférence semblaient lui échapper les uns après les autres et, à mesure qu'on serrait de plus près la réalité des choses, cette pensée généreuse de Nicolas II paraissait ne pouvoir rencontrer nulle part son utilité pratique.

Il faut croire cependant qu'une aussi grande initiative n'aura pas été absolument en pure perte. Les représentants de tous les grands États ne peuvent pas s'être réunis à la Haye pour n'y rien faire et l'on ne peut pas admettre qu'une conférence aussi magnifique se termine par un fiasco.

Si la conférence de la Haye voulait seulement poser le principe de l'arbitrage entre les nations, — c'est la mission officielle des délégués des États-Unis, — cela serait un acte d'une importance capitale, qui ne demande de sacrifice à personne et qui aurait une portée bien plus considérable qu'une limitation du nombre des soldats sous les armes et des dépenses de guerre. Il conviendrait parfaitement au caractère de la France et de la République française de présenter quelques propositions dans ce sens, et le chef de la délégation que nous envoyons à la Haye, M. Léon Bourgeois, est le mieux fait que l'on pût souhaiter pour prendre cette initiative, au nom de l'équité et de l'humanité universelle, et pour lui donner tout le charme d'une parole vraiment française. Il trouvera un précieux auxiliaire en la personne de M. d'Estournelles de Constant, notre représentant à la Haye.

Est-ce que cette gloire ne le tentera pas, et, avec lui, l'habile et jeune ministre des Affaires étrangères, M. Delcassé, qui a eu le mérite de choisir M. Léon Bourgeois, et qui, sans avoir à prendre la parole lui-même, serait associé de loin à un acte tout à fait digne d'un grand gouvernement d'opinion, héritier des principes du XVIIe siècle et de la Révolution de 1789?

Il semble qu'au milieu de misères et de tristesses, dont nous ne voulons point parler ici, la République française, prononçant à la Haye une parole d'arbitrage, dans une forme claire et éloquente, comme M. Léon Bourgeois pourrait le faire, tiendrait parfaitement son rang et sa place, sans affectation bruyante, et se montrerait simplement fidèle au grand rôle moral que les peuples se sont plu à lui reconnaître. Tout ce qui tend à diminuer le rôle moral de la France dans le monde nous ôte ce que nous avons de plus précieux, quelque chose de ce que j'oserai appeler notre force vive, et fut-il jamais plus opportun de montrer que, si nous avons, sur le terrain des faits, souffert des épreuves bien pénibles, nous n'avons cependant rien abdiqué de notre idéal, rien sacrifié de nos traditions historiques et de nos espérances d'avenir? M. Léon Bourgeois peut très bien nous rendre ce service à la Haye : est-ce que cela ne tentera pas l'homme d'État philosophe qui aime à s'entendre appeler chez nous le propagateur des idées de solidarité et de justice?

La conférence de la Haye a, par malheur, laissé perdre dans le détail de sa réalisation pratique une notable partie du prestige qu'on lui avait accordé en idée. On dirait que des envieux se sont appliqués à diminuer autant que possible la conception de l'inventeur en la réalisant; qu'ils ont tenu à rendre cette assemblée des États aussi médiocre et aussi insignifiante qu'ils le pourraient faire décemment, et que, s'ils ne peuvent se permettre de décliner l'invitation du Tsar et du gouvernement des Pays-Bas, ils veulent, en allant participer à ce grand acte, lui dérober au moins tout ce qu'ils peuvent de son utilité et de sa splendeur.

Aucune autre conférence historique n'a jamais paru mieux que celle-ci destinée à recevoir une publicité universelle. La presse de tous les pays et de toutes les langues devait avoir sa place, semble-t-il,

dans la salle des séances de ce parlement du monde. Les représentants professionnels de l'opinion chez tous les peuples auraient complété, par leur présence, cette réunion plénière des ambassadeurs et des ministres de la paix. On comprend très bien que la conférence pouvait avoir des séances secrètes et que les trois grandes commissions qui seront nommées voudront procéder tranquillement et sans témoins à leurs travaux. Mais il était tout à fait dans la nature et dans le caractère de cette conférence d'avoir des séances solennelles, auxquelles assisteraient les délégués de la presse du monde entier. Pourquoi veut-on lui ôter cette publicité qui est la première des sanctions? Ne voyons-nous pas ici l'inspiration médiocre de ceux que nous appelions les envieux, qui veulent refouler dans des limites aussi étroites que possible une pensée universelle et tenir en quelque sorte à huis clos le congrès de la paix du monde? Singulière conception!

Pourquoi le pontife diplomate et politique, Léon XIII, n'a-t-il pas été invité à se faire représenter, et croit-on qu'il n'aurait pas tenu aussi bien sa place que le shah de Perse et le sultan Abdul-Hamid? La grande originalité du pape Léon XIII sera de n'y pas être, et c'est le cas de dire qu'il brillera par son absence. L'Allemagne cependant n'hésitait pas naguère à lui demander son arbitrage, et l'on conçoit très bien qu'une grande autorité morale, sans armée, ni explosifs, quelle que soit d'ailleurs l'idée dogmatique que l'on professe à son égard, avait sa place indiquée dans un congrès où il s'agit d'arbitrage et de paix.

Pourquoi n'y voit-on pas aussi les républiques sud-africaines? Les Boers du Transvaal et de l'État d'Orange n'auraient-ils pas été bien à leur place dans cette Maison du Bois, sous les ombrages de leur ancienne patrie? Et n'est-ce pas surtout la présence des petits et des faibles, sur un pied d'égalité avec les plus puissants, qui aurait donné à cette conférence de l'équité et de la paix sa vraie signification et sa vraie valeur juridique?

Ainsi nous avons plus d'un regret à exprimer, et nous ne disons pas tout. Telle qu'elle est cependant, la conférence de la Haye est saluée avec espérance, ceux qui y prendront part y feront peut-être de plus grandes choses qu'ils ne le pensent et qu'ils ne le veulent, et quand ils s'en retourneront chacun chez soi, ils auront peut-être laissé tomber dans l'antique Bois des princes d'Orange une semence qui deviendra plus tard un très grand arbre.

HECTOR DEPASSE.

PORTRAITS CONTEMPORAINS

M. Émile Faguet (1)

On aurait, j'imagine, quelque peine à comprendre aujourd'hui que Caro et Barbey d'Aurevilly (2) aient pu déplorer jadis que la critique littéraire fût abandonnée et presque sur le point de disparaître. Car il n'en va pas ainsi de nos jours, et je ne vois guère de genre littéraire qui soit à la fois plus cultivé et où se produise une plus intéressante évolution. Je n'en connais point également de plus injustement dénigré. La critique apparaît en effet comme la marque certaine, par laquelle se distinguent les âges vraiment intellectuels et l'un des plus nobles rameaux dont se décore, dans l'arrière-saison, l'arbre chenu des lettres. C'est pourquoi Lessing disait : « Moi qui n'avais pas de génie, j'ai obtenu de la critique quelque chose qui en approche de très près. »

Mais parmi les différentes manières de la concevoir, celle de M. Faguet n'est pas la moins intéressante. Il la considère comme « le don de vivre d'une infinité de vies étrangères, quelquefois d'une manière plus pleine et plus intense que ceux qui les ont vécues, et avec cette clarté de conscience que ne peut avoir que celui qui est assez fort pour se détacher et s'abstraire, et regarder en étranger sa propre âme, ou assez fort, en sens inverse, pour entrer dans une âme étrangère et la contempler de près comme chose à la fois familière et dont on sait ne pas dépendre » (3).

Je voudrais, après avoir fait connaître l'homme, essayer de marquer la place que le talent de cet écrivain de grand savoir, d'esprit libre et de pénétrante intelligence lui assure dans la littérature contemporaine.

I

M. Émile Faguet est né à la Roche-sur-Yon, où son père, universitaire comme lui, enseignait les humanités. Celui-ci était, au dire de ceux qui l'ont connu, un homme affable, généreux et bon, vivant autant que possible en dehors du commerce des hommes et cultivant en lui-même un riche domaine. Retiré dans une petite maison de la ville, il y faisait éclore également les fleurs de la rhétorique et celles de son jardin. Entre ses heures de classes, il tradui-

(1) *La Tragédie au XVIe siècle. — Études littéraires, XVIe, XVIIe, XVIIIe, XIXe siècles. La Bruyère, Corneille, La Fontaine, Notes sur le Théâtre contemporain* (3 vol.). *Politiques et Moralistes du XIXe siècle* (2 vol.). *Drame ancien, Drame moderne. Questions politiques.*

(2) *Les Ridicules du temps.*

(3) *XVIIIe Siècle*, p. 162, 166, 167, etc.

sait en vers les tragédies de Sophocle qu'il expliquait à ses élèves, et j'imagine qu'il se les récitait à lui-même en se promenant au milieu de ses plates-bandes. Il soignait ses arbustes d'après la méthode des *Géorgiques*, et, le printemps venu, il émondait de-ci, de-là, avec les soins pieux du vieillard de Tarente. Il goûtait un noble et sûr repos et était riche de richesses variées.

At secura quies et nescia fallere vita,
Dives opum variarum.

C'était un homme heureux dans la société des Muses et des divinités agrestes, et, ce qui est plus rare, conscient de son bonheur et sans désirs.

Fortunatus et ille deos qui novit agrestes,
Panaque, Sylvanumque senem, Nymphasque sorores.

Son fils l'eût trahi s'il n'eût été un lettré et un sage.

Entré très jeune à l'École normale supérieure, M. Émile Faguet, une fois agrégé des lettres, enseigne successivement la rhétorique à la Rochelle, Poitiers, Moulins, Clermont-Ferrand et Bordeaux. Appelé plus tard à Paris, aux lycées Charlemagne et Janson-de-Sailly, il en profite pour soutenir sa thèse de doctorat sur *la Tragédie au XVIe siècle*. Alors seulement, à l'âge de trente-cinq ans, il commence d'écrire : ayant pris jusque-là le temps d'étudier, de réfléchir et de mûrir sa pensée. Et cela pourrait bien servir de leçon à quelques éphèbes, dont la poésie n'est qu'un mode de l'ahurissement, et qui croient indispensable d'entretenir le public de leurs amours banales avec les demoiselles faciles du boulevard Saint-Michel. Depuis, l'auteur des *Études littéraires* n'a point cessé de produire. Ses Études sur le XVIe et le XIXe siècle l'ont classé au premier rang dans la critique contemporaine, et lui ont valu en Sorbonne la chaire laissée vacante par la retraite de M. Lenient. Et la préparation de ses cours ne l'empêche point de donner chaque semaine des chroniques au *Gaulois*, de substantiels articles de critique littéraire à la *Revue Bleue* et de critique dramatique au *Journal des Débats*. Ce travailleur acharné jouit sur la terre de cette paix jadis promise aux hommes de bonne volonté. On ne le rencontre point, entouré de caillettes, dans les « salons où l'on cause » et les bureaux d'esprit. D'ailleurs il ne s'y plairait point, ce qui est tout à son profit ; et il y déplairait, ce qui est tout à son honneur.

Pour le bien connaître, il faut l'aller voir dans son petit logis de la rue Monge, bien plus voisin des toits que de la chaussée, où l'on ne trouve ni « den » ni meubles de « modern style », ni toutes ces autres choses qui crient au visiteur la fortune et la gloire d'un homme arrivé. Parmi les livres silencieux assemblés le long des murs, il coule une vie laborieuse et calme, comme celle que devait mener jadis ce Jean de La Bruyère qu'il aime tant, s'il en faut croire toutefois le témoignage haineux de Bonaventure d'Argone. Et quiconque a fréquenté un peu M. Émile Faguet, a goûté le plaisir très doux de pouvoir aimer également l'homme qu'il admire.

II

Il semble que le premier trait du caractère de M. Émile Faguet soit une absolue indépendance de pensée et une entière franchise. De même que Montaigne mit en épigraphe des *Essais* : « Cecy est un livre de bonne foy », l'auteur des *Études littéraires* avertit le lecteur que ses livres sont écrits « avec une sincérité et une franchise de critique dont il compte ne jamais se départir ». Et M. Faguet n'a point encore failli à ses engagements.

Or la forme la plus élémentaire de l'indépendance, paraît consister pour le critique à ne mêler à ses appréciations nulle autre considération que celle de la seule littérature et à n'être l'esclave d'aucun système, religieux ou philosophique, politique ou même littéraire. C'est pourquoi, si l'on ne peut nier que Louis Veuillot soit l'un des plus grands polémistes de ce siècle, il faut avouer aussi que sa critique littéraire est sans valeur. Car il n'y a point de si grande différence entre son *Molière et Bourdaloue* et ces *Erreurs de Voltaire réfutées à l'usage de la jeunesse*, dont l'abbé Bournisien conseillait la lecture à Mme Bovary.

M. Émile Faguet n'est point prisonnier d'une religion positive. Mais, étant homme de goût, il ne saurait pas davantage être antireligieux et sectaire, ce qui, au demeurant, n'est qu'une autre manière de croire. Il a démêlé sans parti pris les divers effets de la foi sur un Calvin, un Pascal, un Chateaubriand, un Benjamin Constant, un Joseph de Maistre, et noté consciencieusement ce dont la littérature et l'art peuvent être redevables au christianisme. Il ne songe pas à nier les bienfaits moraux d'une religion dont il rejette les dogmes. Et il confesse que « le christianisme est une grande leçon de fraternité, d'amour, de pitié, de dévouement et de sacrifice donnée au monde (1) », et que « l'affaiblissement des idées religieuses a eu pour effet une diminution morale (2) ». Il est vraiment « libre penseur », mais non point en ce sens qu'ont accoutumé de donner à ce mot des patrons de café, lesquels, d'ailleurs, pensent d'autant plus librement qu'ils ne pensent pas du tout.

M. Faguet est extrêmement curieux de politique et

(1) *XVIIIe Siècle*, p. 82.
(2) *Ibid.*, p. 232.

de sociologie. J'incline même à croire qu'il a sur ces sujets des opinions très nettement arrêtées. Elles se laissaient deviner dans les *Politiques et Moralistes au XIXe siècle*, elles s'affirment dans *Questions politiques*. Ne s'étant point mêlé à la république et ne s'étant jamais beaucoup promené parmi les hommes, il se prend parfois à rêver quelque Salente future. Mais il n'est pas homme de parti : c'est avant tout un libéral qui sait, quand il le faut, s'abstraire de ses idées et n'en point être dupe.

Mais il est d'autres dépendances, plus impérieuses mille fois que celles de la religion et de la politique : celle des dogmes littéraires par exemple. M. Émile Faguet s'en est également affranchi. Certes, ayant approfondi l'histoire de notre littérature, il incline vers le goût classique (1), mais non d'une manière exclusive. Car s'il réprouve le réalisme de ces romanciers qui, « sous prétexte de vérité, n'ont étalé que l'horreur nauséabonde et ont fini par faire du mot réalisme le synonyme courant de littérature infâme (2) », il confesse son penchant pour cet art réaliste qui « consiste à voir exactement et sans passion les choses et les hommes et à les peindre de même (3) ». Mais, j'y songe, ce réalisme-là pourrait bien n'être que celui de Racine, de Molière et de La Bruyère, c'est-à-dire le classicisme. Mais, peu importe ; M. Faguet prend son plaisir où il le trouve et n'hésite point à le dire.

Comme bien d'autres, il eût pu, lui aussi, produire des systèmes, expliquer tout le développement d'une littérature par trois ou quatre grandes idées directrices, rogner et mutiler les toiles pour les faire entrer de gré ou de force dans des cadres uniformes et fabriqués d'avance. C'est un amusement qu'il ne s'est plus permis depuis *Drame ancien, Drame moderne*, œuvre de sa jeunesse, que dans les préfaces de ses *Études littéraires*. Mais bien que fermement attaché à ses idées, il n'est pas doctrinaire et n'a point l'air toujours de batailler contre quelqu'un ou quelque chose. Il n'aime point les systèmes. « Un système, dit-il, est, selon les cas, une idée, une passion ou une table des matières. C'est une idée chez ceux qui ne sont pas très capables d'en avoir deux, et qui, en ayant conçu ou emprunté une, y accommodent toutes les observations de détail qu'ils font sur les routes (4). » Et il pense que si l'on veut à tout prix avoir un système, « on devrait se le faire, avec le ferme propos de profiter de tout ce qu'il nous ferait trouver de raisonnable, et la résolution arrêtée de l'abandonner dès que ses conclusions paraîtraient suspectes à notre sens intime (1). » Les idées générales, ou ce qu'entendent par là une minorité d'hommes intelligents et la pluralité des imbéciles, ne le déconcertent pas moins. Il ne nie pas cependant leur utilité et leur fécondité. Mais sachant qu'elles ne sont qu'hypothèses, elles répugnent à son goût de l'exactitude et de la précision, et il ne saurait les employer sans défiance. Il ne les applique qu'avec une infinie circonspection et comme un résumé des études contenues dans ses volumes. Telle cette remarquable étude de l'humanisme dans la préface de son *XIXe Siècle*.

Mais de ce que M. Émile Faguet n'est pas un dogmatique et avoue franchement que l'homme qui expose un système ne fait qu'« expliquer son caractère et peut-être son tempérament », il ne faut point se hâter de conclure à son impressionnisme. Bien loin d'être, en effet, un égoïste intellectuel, se cherchant lui-même dans les livres qu'il étudie ; il est, au contraire, le critique le plus « objectif » que je sache, celui qui tient sa personne le plus strictement absente de ses ouvrages et le moins possédé du désir de plaire.

III

« Il n'est, dit M. Faguet, que de tout voir et de ne rien dissimuler. » La meilleure manière de « tout voir » est évidemment de ne dépendre d'aucun système, et celle de « ne rien dissimuler » est de se libérer d'abord de ses inclinations, puis d'exprimer ce que l'on croit être la vérité avec toute la force et la netteté possibles. M. Faguet n'y a point manqué. Sans doute il a ses préférences, comme tout homme venant en ce monde ; mais, si elles perçent de-ci de-là dans ses livres, du moins n'influent-elles pas sur ses jugements. C'est ainsi qu'il recommande, en tête de son *XIXe Siècle*, le *Victor Hugo* de M. Dupuy, qui est précisément la contre-partie de l'étude qu'il a faite lui-même du poète de la *Légende des Siècles*. La probité intellectuelle de cet homme est des plus irréprochables qu'on ait vues. Mais il advient souvent qu'à vouloir satisfaire chacun on mécontente tout le monde. M. Faguet en a fait l'expérience. En effet, pour avoir dit de Voltaire : « Le prince des hommes d'esprit est devenu le dieu des imbéciles », il s'est vu en même temps attaqué par M. Homais et l'abbé Bournisien. Les politiciens se sont émus et les jésuites l'ont, avec une charité vraiment chrétienne, injurié dans les *Études* et mis à l'index de leurs maisons.

Sa marque, comme critique, est d'être avant tout préoccupé et amoureux des idées, d'être un « intel-

(1) *Politiques et Moralistes*, p. 161-62.
(2) *XIXe Siècle*, p. 437.
(3) *Ibid.*, p. 434.
(4) *XVIIIe Siècle*, p. 161.

(1) *Politiques et Moralistes*, p. 140.

lectuel », dirais-je, si ce mot n'avait été détourné de son sens propre. Sa vie intellectuelle est merveilleusement intense. Elle est composée de toutes les idées de nos grands écrivains qu'il a toutes repensées. A l'entendre, on croit assister à quelqu'un de ces « colloques » si fréquents au XVIe siècle. Il aime les idées pour elles-mêmes :

Et ce qu'on aime en vous, Madame, c'est vous-même...

semblable en cela à ces hommes qui ne jouent point pour gagner, mais pour le seul plaisir de jouer, et ne consentiraient jamais à user de cartes biseautées ; M. Faguet se préoccupe peu des conclusions auxquelles il aboutira, et, ne voulant point avoir raison, se garde de tricher avec les idées. Aussi va-t-il de préférence vers ces écrivains que l'on a convenu de nommer des « penseurs », et qui ont mis dans leur œuvre quelque conception nouvelle de l'homme, de la vie et de la société. Il ne pardonne guère, au contraire, à ceux qui, n'ayant voulu être que des artistes et des poètes, n'ont point remué d'idées... C'est pourquoi il en veut au XVIIIe siècle d'être superficiel et de n'avoir pas fondé une vraie littérature philosophique. Il proclame Diderot « décidément de second ordre ». Et voici comme il apprécie Voltaire :

Un esprit léger et peu puissant, qui ne pénètre en leur fond ni les grandes questions, ni les grandes doctrines, ni les grands hommes, qui n'entend rien à l'antiquité, au moyen âge, au christianisme, ni à aucune religion, à la politique moderne, à la science moderne naissante, ni à Pascal, ni à Montesquieu, ni à Buffon, ni à Rousseau, et dont le grand homme est John Locke, peut bien être une vive et amusante pluie d'étincelles, ce n'est pas un grand flambeau sur le chemin de l'humanité.

Il est dur pour le délicieux poète des *Émaux et Camées* : « Il ne part de rien, dit-il, et c'est là aussi qu'il arrive. »

En revanche, c'est en termes quasiment lyriques qu'il loue ce Buffon « penché et la loupe à son œil de myope... homme du laboratoire, de l'observation cent fois reprise et de l'expérience cent fois répétée », précurseur des idées scientifiques modernes. Il aime Montesquieu, parce que « personne n'a plus délicieusement que lui, à l'abri des passions, joui des idées » ; et Alfred de Vigny qui a « promené sur les choses un regard désolé, mais d'une pénétration, d'une étendue et d'une sûreté qui ne le cède à aucun ».

M. Faguet, qui est un descripteur d'intelligences, est encore un merveilleux peintre de portraits. La biographie de celui dont il veut esquisser la figure ne le préoccupe guère, et la plupart du temps il la relègue dans une note. Il ne recherche pas, comme Taine, les origines de son modèle, les circonstances diverses de sa vie et les influences ambiantes qu'il a subies. Mais il insiste sur le caractère de l'homme et il semble que, loin de s'en servir pour éclairer l'œuvre, ce soit d'elle au contraire qu'il en dégage l'esquisse. C'est tantôt une pointe sèche aux traits incisifs :

Voltaire est un chaos d'idées claires,

Guizot était un grand esprit rétréci par une grande volonté.

Lamartine est un génie qui a dédaigné d'avoir du talent.

Balzac a des intuitions de génie et des réflexions d'imbécile.

tantôt, c'est un tableau d'ensemble ; tels les portraits de Voltaire et de Diderot :

Diderot est le petit bourgeois, le fils d'artisan aisé, qui a fait ses études en province, qui s'est marié pauvrement, se pousse dans le monde par le travail, vit toute sa vie à un cinquième étage, toujours demi-ouvrier, demi-« monsieur », entre une grande dame, impératrice parfois, qui le rend fou de joie en le traitant bien, et sa femme, petite ouvrière, qui l'ennuie, et qu'il soigne très affectueusement cependant, quand elle est malade (1).

Parfois aussi c'est une délicate miniature. Relisez plutôt le portrait de Marivaux :

Il est femme de cœur, d'intelligence et de style... Son nom est fragilité, et coquetterie, et grâce un peu maniérée... Il impatiente par une inégalité de talent qui semble une inégalité d'humeur. On le trouve quelquefois absurde, quelquefois ennuyeux, quelquefois exquis ; et tout compte fait, on est amoureux de lui (2).

Il n'y en a point de plus joli dans les *Portraits intimes du XVIIIe siècle* des frères de Goncourt. Et ne dirait-on point quelqu'un de ces médaillons exquis qui pendaient le long des glaces, dans les blancs boudoirs des petites marquises poudrées, au temps de Bésenval et de Gentil-Bernard ?

IV

Le dandy qu'est, comme chacun sait, M. Camille Pelletan, s'est un jour posé cette question : « Du cacologue Faguet ou du cacologue Brunetière, lequel des deux est le plus horriblement cacologue ? » Elle a son prix. Il faut bien reconnaître en effet que M. Émile Faguet n'est point une « cymbale retentissante », un de ces « vains assembleurs de sons » que démasque Bossuet dans le *Sermon sur l'honneur* et dont la mémoire passera : *Præterit memoria eorum ut sonitus*. D'ailleurs, il ne fait point difficulté de l'avouer lui-même.

Je dirais même que Calvin fut le plus grand écrivain du XVIe siècle, si j'estimais plus que je ne fais le style proprement dit... J'ai une faiblesse pour les écrivains

(1) *XVIIIe Siècle*, p. 279.
(2) *Ibid.*, p. 85-86.

qui ont quelque chose, en écrivant, des libertés spontanées de la parole.

C'est ce mépris des ornements de la rhétorique qui lui a permis d'écrire des phrases comme celle-ci, dans son étude sur Ronsard, je crois :

« Suffit que nonobstant il en eût été capable. »

On doit en trouver de semblables dans les rapports de police. M. Faguet a comme la coquetterie de l'inélégance. Aussi ne caractériserais-je point son style à l'aide d'une métaphore tirée de la grâce alanguie des nymphes couchées dans les roseaux.

Mais j'estime trop l'auteur des *Études littéraires* pour continuer cette mauvaise querelle dont il ne sera, je l'en assure, que le second à rire. C'est moi qui suis la dupe d'une admiration exagérée pour ces joueurs de flûte qui « sautent et plaisent ». Et les grâces du style, loin d'être une qualité pour le critique qui se pique avant tout de précision, ne seraient-elles point au contraire le pire des défauts? Puis, si M. Faguet ne s'inquiète guère d'un purisme minutieux, il connaît du moins merveilleusement la langue et en possède toutes les ressources. Son mot est toujours juste et frappant. Il sait relier les phrases entre elles et en nouer les membres divers pas des relatifs et des conjonctions, comme avec une chaîne qui, pour être lourde et rugueuse, n'en est que plus fortement boulonnée et rivée. Et son style, toujours correct, souvent alerte, preste et sautillant comme lui-même, est bien « la conversation d'un honnête homme convenablement instruit » (1).

Avec cela M. Faguet a beaucoup d'esprit. Mais vous entendez bien que cet esprit ne consiste point dans les mots, qu'il n'est pas de cette qualité que Victor Hugo appelait de « la fiente », et qu'il ne fait pas rire. C'est plutôt ce trait, dont parle Rivarol, « qui luit et frappe aussitôt ». Il jaillit sous la plume de l'écrivain en des rapprochements originaux et imprévus, et réside surtout en un tour ingénieux, parfois saisissant, toujours amusant, donné à la pensée. Jadis M. Faguet fit des « caractères » modernes à la manière de La Bruyère : *le Vu*, *le Décoré*. Il y poursuivait l'esprit de la première à la dernière ligne. C'était comme une pluie d'étincelles. Mais, parmi les pièces d'artifice, il en est toujours quelqu'une de mouillée qui rate et fait long feu. Aussi ne s'est-il plus depuis risqué à ce jeu. Et pourquoi donc chercherait-il à être spirituel, lui qui l'est tant lorsqu'il est naturel?

V

M. Émile Faguet a toujours manifesté pour la littérature dramatique une préférence marquée. Au temps de ses débuts dans le journalisme, il faisait le compte rendu des théâtres à la *France*, d'où il passa au *Soleil*. Et ces articles réunis plus tard dans les *Notes sur le Théâtre contemporain*, encore qu'un peu hâtifs et superficiels, décèlent cependant une grande sûreté de jugement. Depuis il a pris au *Journal des Débats* la succession de M. Jules Lemaître; et ses feuilletons hebdomadaires, écrits de verve, sur le ton d'un entretien spirituel et familier, sont un régal pour les lettrés. Il s'y montre documenté, sagement éclectique et indulgent pour toute formule nouvelle. Mais, bien qu'il y expose parfois ses théories sur l'art dramatique, c'est surtout dans *Drame ancien*, *Drame moderne* qu'il les faudrait chercher.

Ce livre, que M. J. du Tillet a jadis signalé aux lecteurs de la *Revue Bleue* (1) avec la compétence que l'on sait et que, partant, je m'abstiendrai d'analyser à mon tour, est écrit dès longtemps. Depuis la publication de sa thèse, à laquelle il devait servir de préface, M. Faguet l'avait jusqu'à l'année dernière gardé dans ses cartons. C'est un ouvrage « inévitable » et que quiconque s'intéresse aux choses du théâtre doit avoir lu. Si l'auteur n'eût jugé ce titre par trop ambitieux, il l'eût intitulé *Dramaturgie générale*. Car M. Émile Faguet y a rassemblé ses idées sur l'art dramatique, ingénieusement marqué la place que cet art tient parmi les autres arts et les rapports qu'il soutient avec eux, examiné les différences capitales qui séparent le drame antique, le drame shakespearien et la tragédie classique, et fait ressortir la manière propre aux Français de concevoir la critique dramatique. Comme théoricien dramatique, il me semble ne pas différer des idées de Richard Wagner dans *Drame et Opéra;* et c'est un grand éloge. *Drame ancien, Drame moderne* a sa place dans la bibliothèque d'un lettré, entre la *Poétique d'Aristote*, le *Paradoxe sur le Comédien* et la *Hamburgische Dramaturgie*.

VI

Je ne me pique pas d'avoir tout dit sur cet écrivain qui doit tout à son mérite et rien à la faveur. Mais j'en ai dit assez, ce me semble, pour que l'on puisse reconnaître en lui un esprit droit, pénétrant et lucide, et dont les œuvres dureront entre les *Lundis* de Sainte-Beuve et l'*Histoire de la Littérature française* de Désiré Nisard. C'est pourquoi l'Académie française s'honorera grandement elle-même le jour où elle honorera de son choix M. Émile Faguet.

LOUIS DELAPORTE.

(1) *XVIe Siècle*, p. 188.

(1) *Revue Bleue* des 8 et 15 octobre 1898.

PSYCHOLOGIE ESPAGNOLE

Nouvelle.

Ils étaient réunis, tous, dans une sorte de loge en planches, garnie fort sommairement de quelques chaises de paille où les capes de soie étaient jetées, qui mettaient une note d'élégance en ce réduit mesquin. Sur une des cloisons, les toreros avaient cloué une étagère de bois blanc où, les bras ouverts, une Madone resplendissait de ses enluminures criardes. Devant l'image vénérée ils venaient tous, quittant pour un instant leur éternelle cigarette, murmurer une fervente prière avant d'affronter le danger.

Leur chef, le glorieux Vicente, l'*espada*, héros des *corridas* de cette année, pâle d'une pâleur de mort, serrait entre ses doigts crispés le papier bleu que le piéton du télégraphe venait de lui remettre.

Le jeune homme semblait ne rien entendre. Pourtant, là-haut, au-dessus de leurs têtes, des trépignements furieux secouaient les planches, mêlés à des cris, des sifflets, toutes les impatiences d'une foule qui trouve l'attente trop longue. On était à ce moment au plus fort de la lutte soutenue par le Midi contre la défense de tuer le taureau. La course était finie, mais la foule ne se déclarait pas satisfaite, voulant voir une *mise à mort* et, à la sortie du dernier animal, personne n'avait bougé.

L'obstination des spectateurs, gaie d'abord, était hostile maintenant. Les cris : « *A muert' el toro!* A mort le taureau! » devenaient menaçants. L'entrepreneur des courses, l'*impresario*, avait prié Vicente de ne pas emmener la *cuadrilla*. Inquiet de cette effervescence du public, il voulait — au cas où il devrait céder — avoir ses hommes sous la main.

S'en aller, Vicente n'y songeait guère! Il n'avait plus sa tête à lui. Depuis deux jours, il savait malade sa jeune femme, et, comme il rentrait dans la loge, tout à l'heure, vibrant encore du triomphe, il avait aperçu le télégraphiste. Le torero avait pâli, mordu au cœur par un affreux pressentiment; et il était resté tremblant, n'osant ouvrir l'odieuse dépêche, sûr — oh! oui, sûr — qu'il allait y lire la mort de tout son bonheur. Il devinait, au serrement de son cœur, que tout était fini, que ce papier maudit ne lui apporterait rien qu'il ne sût déjà...

Aussi, comme ils lui avaient brûlé les yeux de mille larmes contenues, les mots fatals qu'il s'était décidé, enfin, à lire : « Thérèse morte. Désespéré. Reviens. »

A cet instant, la sombre tristesse s'expliquait donc, qui, tout à l'heure, l'avait étreint si violemment avant la course. Thérèse, sa Thérèse bien-aimée, sa femme, sa vie... se mourait tandis que son cœur, à lui, contracté douloureusement, annonçait un malheur à ce nerveux plein de superstitions.

Lui avait pu, cependant, se donner en spectacle à cette foule brutale! Dans la griserie de la lutte, il avait pu retrouver ses sensations habituelles. Il avait pu sourire!... Bien plus, il avait, entraîné par le prestige de son art, oublié que sa femme souffrait. Elle mourait, cependant!...

« Mais je n'ai donc pas de cœur! » Et cette pensée obsédante le tenaillait douloureusement.

Il ne voyait plus rien, il avait perdu la notion du réel, il ne savait plus où il était. Il avait seulement pâli un peu plus, un éblouissement l'avait fait chanceler, et il était tombé, il s'était effondré sur une chaise, inconscient à ce qui l'entourait... Tout inquiets des mouvements hostiles de la foule, ses hommes ne s'étaient aperçus de rien.

Vicente sentait une douleur atroce étreindre son cerveau d'un cercle de fer. Son cœur aussi lui faisait mal, du terrible afflux de sang qu'il avait reçu tout à l'heure. Et le jeune homme roulait dans un abîme de tortures morales dont il croyait ne pouvoir trouver le fond. Ses facultés se concentraient, se réduisaient en une seule pensée : « Ma Thérèse adorée, est-ce bien vrai que tu es morte? »

Morte! quel mot affreux! Comme un tout petit enfant, Vicente semblait ne pas comprendre ce que ces cinq lettres représentent au juste de navrante tristesse, de sombre désespérance. Morte! Était-il bien possible qu'elle fût morte, cette enfant rieuse, si doucement gaie, si pleine de jeunesse et d'amour? Pouvait-il croire qu'il ne reverrait plus que froide et pâlie celle que toujours il avait vue, animée de son bonheur et fraîche de la fraîcheur de ses dix-huit ans? Qu'elle resterait insensible sous ses baisers, celle qui avait tant de fois délicieusement palpité d'amour entre ses bras?... « Non, ce n'est pas possible; non, cela ne peut être vrai... Ce malheur peut arriver à d'autres, mais point à nous, si jeunes, si pleins d'amour... ou bien alors, Dieu et la Madone ne seraient pas justes! »

Mais l'horrible réalité, pourtant, dessillait ses yeux. Avec une douloureuse acuité de vision, le malheureux revoyait les mois passés en plein bonheur : sa vie, qui lui avait semblé comme illuminée par l'apparition de la jeune fille, en une journée de printemps ensoleillée; ses rêves, d'abord timides, puis s'enhardissant aux premiers émois de l'enfant; l'anxiété qui l'avait étreint à la demande de sa main, et l'ivresse qui lui avait inondé le cœur quand, agréé, il avait vu sa fiancée rayonner de bonheur, et entendu ses aveux.

Leur union n'avait été qu'un long enchantement, long de six mois seulement, trop bref pour leur soif de tendresse. Le torero revivait les heures inou-

bliables d'amour qu'ils avaient traversées, les lèvres unies. Il évoquait le souvenir de ce visage adorable, de ce corps exquis qui lui avait appartenu... et en songeant à toutes les perfections de la douce jeune femme, il sentait — comme une longue aiguille qu'on y eût plantée — une douleur lancinante traverser son cœur. Cette perception atroce s'incrusta dans son cerveau, que jamais — plus jamais — il n'enlacerait l'amie entre ses bras, que plus jamais sa douce voix ne lui murmurerait des paroles d'amour. Dans un éclair, il entrevit ce qu'allait être désormais l'existence pour lui, une morne suite de journées grises et froides, qui ne seraient plus éclairées par les beaux yeux à jamais fermés. Et, devant cette lente agonie, il se sentit lâche, incapable de lutter... Et il voulut mourir.

Oh ! oui, mourir lui aussi ! Fuir le long martyre qu'allait être sa vie, se réfugier dans la mort comme entre les bras compatissants d'une mère ! Qui sait, d'ailleurs, si le ciel n'aurait pas pitié d'eux, et, clément devant tant d'amour, ne réunirait pas pour l'éternité ceux qu'il avait séparés dans la vie ?...

La voix de l'impresario fit brutalement sortir Vicente de sa douloureuse extase :

— Oh ! señor Vicente, disait-il, quels enragés que ces gens-là ! Ils veulent à tout prix que l'on tue un taureau. Ils refusent de s'en aller. Voici qu'ils commencent à jeter des bouteilles dans l'arène, et des bancs.

— Eh bien ! contentez-les, dit Vicente, soudain ranimé. Ils veulent une mise à mort : je vais mettre à mort.

— Des bêtes si chères ! gémissait l'industriel.

Le matador regarda, plein de mépris, le bonhomme pris dans la cruelle alternative de laisser démolir ses arènes ou tuer un de ses taureaux, et, se tournant vers ses hommes : « Manoelo, mes épées », demanda-t-il.

Dans la cuadrilla, une gaieté se répandait. Enfin, on allait donc *travailler* pour de bon, du vrai *travail* académique, et plus de cette parodie française de la tauromachie espagnole ! On allait revivre la vie passée, *caramba!* Ah ! elles pouvaient se préparer, les *señoritas*, à jeter, d'enthousiasme, leurs éventails dans l'arène...

Manoelo remettait à Vicente deux épées d'inégale longueur, toutes deux dans des fourreaux de cuir noir, à bouts d'argent. La poignée très courte et recouverte de cuir rouge — à cause du sang — avait aussi un pommeau et des ornements d'argent. C'était le cadeau fait jadis à l'espada par des fanatiques de son art.

Le torero les avait regardées, et, sans hésiter, désignant la plus courte : « Tu me donneras celle-ci, au moment de tuer. »

Manoelo se permit une timide objection :

— Vicente, pourquoi prends-tu cette épée ? Tu sais bien qu'elle est dangereuse, parce qu'elle n'est pas assez longue et qu'elle atteint difficilement le cœur. Rappelle-toi ce jour où, à Figueras, tu faillis te faire tuer pour l'avoir employée.

L'espada jeta un regard profond à son second, et, sans lui répondre, demanda simplement :

— Ma cape.

. . . . . .

Lorsque, aux accents entraînants de la *Marche de Riego*, Vicente rentra dans l'arène, un étrange sourire errait sur son visage. Il savait bien, lui, pourquoi il avait accepté avec joie l'idée de tuer le taureau, pourquoi il avait choisi une épée trop courte. Lui voyait, dans cette obstination de la foule à ne pas s'en aller, comme une pitié du ciel qui lui offrait — au moment où la vie n'offrait plus pour lui qu'amertume et tristesse — une mort bien douce dans une apothéose de soleil et de gloire, au milieu de ce qui avait été, avec Thérèse, la suprême passion de son existence. Laisserait-il passer cette occasion unique ? Oh ! non... Et il remerciait intérieurement la Madone qui lui accordait la grâce dernière de mourir dans son décor préféré.

Il avait demandé à l'impresario de lui envoyer *Cachuta*, la bête la plus dangereuse de toutes, parce qu'elle connaissait le mieux et savait le mieux déjouer les ruses des toréadors. Au moment du coup d'épée, il frapperait — avec la sûreté de main qu'il possédait — un peu à côté du point précis ; la lame, trop courte, n'irait pas jusqu'au cœur, et il n'aurait plus qu'à se laisser tomber sur les cornes pointues qui, elles, ne manqueraient pas leur but...

Quand, de l'obscurité relative de la loge, il passa à l'éclatante lumière de l'arène où tous les spectateurs, debout, levant leurs chapeaux, l'acclamaient, qu'il entendit son nom : « Vicente, vive Vicente ! » crié par mille voix, il eut comme un éblouissement.

Brusquement, les joies brutales de sa vie de torero repassèrent devant ses yeux. Il revit les luttes qu'il avait soutenues, tout petit, avec les siens, pour embrasser la carrière préférée ; sa joie intense lorsqu'il avait, pour la première fois, endossé le pimpant costume de *banderillero*. Ses triomphes passés, en un tournoiement gigantesque, défilèrent dans sa mémoire. Il évoqua les *corridas* fameuses où même des personnes augustes avaient palpité en le regardant et l'avaient applaudi, grisées. Il retrouvait les enivrements exquis de la popularité.

Elle était belle, pourtant, cette vie qu'il s'était faite par sa persévérance et par sa passion, cette vie qu'il allait quitter en plein triomphe ! Que de joies infinies elle lui eût réservées si la mort cruelle, l'Implacable, n'était venue couper les ailes à son beau rêve !

C'était fini! Plus jamais, après ce jour, il n'entendrait ces applaudissements, il ne verrait cet emballement de tout un public! Plus jamais ne palpiteraient des milliers de spectateurs, au souffle suspendu à chacun de ses mouvements! Plus jamais, hélas! il ne connaîtrait cette griserie des acclamations, de la gloire, qui lui mettaient au cœur une vaillance de héros...

A ces pensées se mêlèrent soudain les scrupules de sa conscience catholique : « Ne vais-je pas me damner, en me donnant la mort moi-même?... » Mais la souffrance était trop forte, le cœur blessé parlait plus haut que la conscience; et il pensa : « Il en sera ce que la Madone voudra. Je veux mourir. »

Oui, il mourrait. Mais, du moins, il laisserait à cette foule qui le regardait, à tous ces *afficionados* dont il était l'idole, le souvenir d'une journée inoubliable. En cette corrida suprême, il allait déployer toutes les grâces, toutes les séductions qui avaient fait son immense succès. Il allait forcer l'admiration, la porter à son plus haut degré. Et son *estocade*, il la donnerait de telle sorte que le taureau mourût — pouvait-il, lui Vicente, sembler être vaincu? — mais après avoir eu la force de tuer aussi celui qui le mettait à mort : il avait assez de ressources dans son art pour réaliser cette double condition.

Puis il pensa soudain que, peut-être, le public croirait à une maladresse de sa part, l'accuserait d'avoir faibli... « Oh!... » et cette idée était insupportable à l'homme que la foule s'était habituée à juger infaillible.

Il eut une coquetterie suprême : le public saurait que son artiste aimé mourait de son plein gré. Il appela Manoelo :

— S'il m'arrive malheur, dit-il en scandant les mots, tu liras la dépêche qui est là, dans ma ceinture.

Son regard impérieux arrêtait toute question : le second s'inclina...

L'orchestre faisait rage, et Vicente était venu devant la loge municipale demander la permission de tuer le taureau. Le maire, emballé comme les autres, avait dit oui, et sur un silence des musiciens, le torero, ôtant sa coiffure, prononça à haute voix son *brinde* : « Pour les beaux yeux qui me regardent! » dit-il, et une triple salve d'applaudissements le remercia de sa galanterie...

Il avait renvoyé tous ses hommes dans le couloir au delà de la barrière, voulant être seul pour la suprême épreuve. Et, pâle, mais calme et froid, il attendait...

Cachuta bondit hors du *toril*. De suite, il vit l'étoffe rose de la cape et se lança dessus, cornes baissées. L'attaque avait été si imprévue que Vicente dut faire un saut de côté. Et, tout aussitôt, il n'eut que le temps de se retourner : la bête, en habituée qu'elle était, s'était arrêtée brusquement et avait donné de côté un traître et formidable coup de corne qui avait déchiré la manche du torero.

Les attaques de l'animal se pressaient, fougueuses, énervées, suivies de parades non moins agiles de l'homme. Le front de Vicente ruisselait de sueur, mais son visage rayonnait : « Ah! le rude adversaire que cette terrible bête! pensait-il; il est vraiment digne de moi. » Et il constatait avec bonheur cette rage impuissante, ce triomphe complet, absolu, de l'intelligence de l'homme sur la force aveugle de l'animal.

Il s'exposait avec une témérité de fou, repris plus que jamais par la passion de son art. Son horrible douleur de tout à l'heure était comme engourdie, voilée par la joie farouche qu'il éprouvait à ce combat. Il avait presque oublié que sa Thérèse, sa femme adorée dormait là-bas de l'éternel sommeil. Pouvait-il bien croire que l'on fût mort, glacé et immobile, lui qui sentait une vie si intense brûler ses nerfs!...

Pourtant, en un moment d'accalmie où la bête, comme domptée, sembla reprendre haleine, Vicente ressentit de nouveau au cœur l'atroce sensation, et, de nouveau, le désir de mourir l'étreignit. Mais, en même temps, les applaudissements et les hourrahs éclataient avec frénésie, et la douleur de nouveau s'engourdit, et le torero songea : « Oui, mourir; mais une mort digne de moi, de ma gloire. »

Le taureau lui semblait exténué. Pour le rendre furieux, il se fit apporter des *banderilles*. L'animal, qui connaissait la douleur des crochets aigus, les fuyait, lançant de terribles coups de corne que l'homme avait grand'peine à éviter.

Tous les spectateurs étaient debout, haletants, devant ce combat merveilleux. Vicente était transfiguré. Maintenant il n'avait plus qu'un désir, triompher de l'adversaire le plus difficile qu'il eût jamais rencontré...

Par une feinte hardie, d'une hardiesse inouïe, le torero planta enfin les banderilles, et ce fut un délire dans la foule... Jamais Vicente n'avait eu un triomphe pareil. Et une voix secrète, celle de notre égoïsme humain toujours en éveil, lui soufflait de ces choses qui mettaient le trouble dans son cœur désemparé : « Vois les enivrements de cette vie que tu veux quitter pour le Néant! Auras-tu bien, maintenant, le courage de mourir en pleine gloire? Ta vie te semble brisée parce qu'une créature en est supprimée violemment. Mais, au-dessus des créatures, il y a l'Art! Et, dans cet art qui te grise, tu trouveras des compensations qui te feront supporter ton immense douleur. »

Maintenant Vicente avait reçu de Manoelo les accessoires de la scène finale, l'épée, la *muleta*. Le taureau était revenu sur le jeune homme. Celui-ci avait affermi l'épée dans sa main, et, de la *muleta*, tâchait

de *placer* l'animal. Mais la lutte fut aussi rude que l'avait été la précédente, et lorsque, enfin, l'homme et l'animal, immobiles tous deux, tous deux ramassés pour la lutte suprême, furent en face l'un de l'autre, il y eut dans tout le cirque un silence de mort.

L espada avait atteint le comble de l'exaltation de son art. Il ne vivait plus que dans cette émotion unique qu'il avait voulu oublier dans l'éternel sommeil. Et, dans le silence solennel, parlait en lui la voix des lâches compromissions. Elle disait : « Quelle émotion au monde est comparable à celle que tu éprouves en ce moment? Tu serais un fou, de jeter dans le gouffre de l'Inconnu une vie qui te réserve de telles sensations!... Souffre, mais ne meurs pas! »

Ses résolutions faiblissaient à cette évocation des joies de la vie. Il s'étonnait presque de vouloir mourir. A cet instant, il le voulait encore, mais si peu! Il était à la limite extrême des irrésolutions, au moment où la décision brutale s'imposait par la force brutale des choses. La minute suivante allait tout décider.

Il leva son épée, la pointe dirigée vers le garrot de l'animal, jusqu'à la hauteur de son œil; puis, fascinant le taureau du regard, il agita sa *muleta*.

Cachuta poussa un beuglement sourd, recula, suivi de l'homme, gratta le sol, puis bondit. Mais il n'alla pas loin : l'épée, foudroyante, avait pénétré jusqu'au cœur.

Il chancela, tomba sur les genoux, puis roula lourdement sur le sol, aux pieds de Vicente : il était mort.

Les spectateurs, affolés, criaient, applaudissaient, trépignaient, lançant chapeaux, cannes, ombrelles, éventails, cigares... et Vicente, définitivement rendu à cette vie, aux délices de laquelle il ne pouvait s'arracher, debout, un pied sur le taureau mort, en une pose gracieuse, saluait la foule en souriant aux acclamations.

FERNAND DACRE.

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX (1)

Lettre de M. D. Parodi.

Monsieur,

Bien que respectueux de la liberté, je crois cependant qu'il est des cas où la loi peut se prétendre autorisée à limiter le caprice individuel, lorsqu'il s'agit d'actes qui tendent, par leurs conséquences plus ou moins lointaines, à modifier la situation d'individus autres que leurs auteurs. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la question de l'enseignement libre, si l'on ne songe qu'à la situation faite au père de famille — et c'est le point de vue de la vieille école libérale — il n'est pas douteux que le monopole universitaire apparaît comme une atteinte violente à ses droits. Mais il faut aussi, et surtout, penser à l'enfant, dont les droits seront lésés si on permet au père de famille d'user des siens jusqu'à l'abus. L'enfant est un être moral, c'est-à-dire libre ; il a donc une autonomie que l'État doit prévoir et garantir à l'avance. Tout en rendant hommage à la sincérité, au zèle, au savoir, aux vertus éducatives des prêtres catholiques, il faut bien reconnaître, sans vaine hypocrisie, qu'ils s'inspirent d'un autre esprit et représentent des principes différents de ceux que l'État prétend sauvegarder. S'il n'en était pas ainsi, la question n'existerait pas. Si donc l'État croit à l'efficacité et aux avantages de son système, il a le devoir d'en assurer à tous le bénéfice. Et ce n'est ni un sophisme ni une formule oratoire que de revendiquer, au nom des élèves de l'enseignement libre, des leçons dont ils ne veulent pas; car si cet enseignement est bienfaisant, comme nous le pensons (et, si nous ne le pensons pas, il faut le supprimer pour tous), c'est précisément l'injustice dont ils sont victimes que d'être comme condamnés à le reconnaître et à n'en pas vouloir!

Doctrine dangereuse, pensera-t-on, et proprement jacobine : car elle autorisera toute majorité à imposer ses opinions même par la force, sous prétexte qu'elle les croit vraies! — Il est certain qu'une majorité républicaine, sous peine de démentir tous ses principes, ne saurait, pour lui imposer ses croyances, léser les droits légitimes de l'individu ; mais ce n'est pas léser ces droits que les renfermer dans les limites où ils ne lèsent pas les mêmes droits en autrui. Or, l'État ne prétend pas imposer à l'enfant certaines opinions, de préférence à celles du père, il ne prétend lui imposer que la connaissance de ces opinions, il ne veut que lui assurer la liberté du choix. A ce point de vue encore, sous l'apparence de la contrainte, c'est d'une œuvre d'affranchissement qu'il s'agit. Celui-là seul est libre en effet qui peut se résoudre, non par caprice ou par hasard, mais en connaissance de cause. Dès lors, si notre société moderne n'est pas sûre encore de ses principes, hésite entre hier et demain, celui-là seul y aura pris parti librement qui, sur toutes les questions, religieuses, politiques ou sociales, aura eu quelque idée des diverses solutions possibles, aura subi quelque peu des influences contraires. Or, l'Université est essentiellement ouverte et impartiale; elle n'impose pas les doctrines, elle les propose ; et, malgré les calomnies intéressées de ses adversaires, la neutralité n'y est pas un vain mot.

Les maîtres ne s'y comptent pas qui sont catholiques pratiquants ou conservent par devers eux les

(1) Voyez la *Revue* des 29 avril, 6 et 13 mai 1898.

opinions les plus diverses ; à tous nos établissements scolaires sont attachés des aumôniers, et l'enseignement religieux que préfèrent les parents partout y est donné ; enfin et surtout l'influence de la famille n'agit-elle pas toujours parallèlement à l'influence scolaire avec ses moyens d'action uniques et sa force incomparable d'intimité et d'affection ? Comment le père osera-t-il dire qu'on lui vole son enfant, qui exerce sur lui de toutes les autorités la plus sainte et la plus douce et qui le modèle à son image par toutes les suggestions de l'exemple et toutes les insinuations de l'amour ? Serait-il vraiment tyrannique, n'essaierait-il pas à peine, et bien faiblement, d'établir quelque égalité dans cette lutte, l'État qui, par la voix de ses maîtres, tenterait d'opposer à toute la puissance des sentiments quelques idées discrètes ou quelques faits impartiaux ? La véritable contrainte n'est-elle pas dans l'ordre de choses actuel, dans l'enseignement libre, ainsi nommé parce qu'il ne l'est pas et que c'est même là son unique raison d'être ? Enseignement de caste et de coterie, où aux idées du père font écho les idées du maître, où l'enfant se trouve ainsi savamment isolé de toute influence extérieure, isolé de son temps et de son pays, étranger aux idées comme aux faits nouveaux ; où il apprend à ne voir les choses que d'un certain biais, à n'en connaître qu'un certain aspect ; et d'où il entre dans la vie avec des opinions tellement arrêtées et exclusives qu'il lui faut d'ordinaire un esprit supérieur et des combats héroïques, je ne dis pas pour s'en libérer, mais pour concevoir seulement qu'il puisse légitimement y en avoir d'autres ! Si, en limitant l'influence du père sans la supprimer, en suggérant à l'enfant le plus d'idée et les plus larges qu'il se peut sans le contraindre à en adopter aucune, l'enseignement de l'État assure seul à l'individu la liberté de son choix et respecte seul son autonomie morale, n'est-il pas naturel et logique que le parti libéral soit amené à vouloir l'étendre à tous ? N'est-ce pas rester fidèle aux principes qui le dirigent depuis 89, et se proposer toujours de substituer à la contrainte la liberté, et à l'autorité imposée l'autorité consentie ? Le libéralisme moderne contredit peut-être la lettre de ses anciens programmes, il en a conservé l'esprit.

*
* *

Mais le monde des idées n'est pas le monde des faits. Le monopole universitaire peut paraître légitime dans son principe au moraliste ou au philosophe, il n'en désoriente pas moins les opinions communes, il n'en heurte pas moins certaines habitudes d'esprit et certains scrupules répandus et puissants encore. Nous n'avons pas complètement renoncé en effet à la vieille conception libérale d'une personnalité tout abstraite et de droits tout théoriques, nous ne savons pas discerner les servitudes indirectes et collectives, morales et sociales, nous nous contentons toujours d'une liberté et d'une égalité toutes formelles. Il appartient au temps seul de poursuivre dans ce sens l'évolution des principes de 89, d'en étendre pacifiquement la portée, et de donner au monde moderne une conscience plus nette de l'idéal de liberté sociale qui déjà le tourmente et l'agite.

Il n'est peut-être pas impossible, en attendant, de préparer cette transformation des idées, et de corriger, par des moyens moins radicaux, les dangers de l'heure présente. On a beau dire en effet que la concurrence est la loi commune, et la condition du progrès en toute chose, qu'ainsi la lutte de l'enseignement libre et de l'Université est non seulement naturelle, mais utile à tous deux. On oublie que cette lutte en réalité n'est pas égale, que ce n'est pas une lutte de savoir ou d'habileté pédagogique, mais bien une lutte politique et sociale, la réclame ou la propagande mondaine par les premières armes qu'on y emploie, qu'elle s'exerce par des moyens détournés et puise toute sa force dans des préjugés ou des passions qui n'ont rien de scolaire : l'esprit de caste ou de parti, la vanité et le snobisme, l'inquiétude politique aussi, la peur du socialisme, et comme une sorte de bouderie des classes bourgeoises à l'égard des idées républicaines. Ne peut-on pas chercher la manière de reporter au moins le combat sur son terrain véritable, et pour cela de faire pénétrer un peu d'air et de lumière dans un enseignement trop réservé et trop bien clos ?

On a proposé, dans ce sens, d'écarter des fonctions de l'État tous ceux qui n'auraient pas été élevés dans ses écoles. Sous cette forme, la mesure est peut-être sujette à critique, et elle peut paraître plus antilibérale que le monopole universitaire lui-même ; n'aurait-elle pas pour conséquence d'aggraver, loin de les alléger, les fatalités du milieu ou des circonstances, n'atteindrait-elle pas à la fois les droits des pères et ceux des enfants, en rendant ceux-ci responsables d'un mode d'éducation qu'ils n'ont pu ni apprécier ni choisir ? Sans parler de l'étrange paradoxe qu'il y a à instituer un concours par exemple dont les plus forts pourraient se trouver écartés ; et de la prodigalité dédaigneuse avec laquelle on ferait perdre par là, à la nation, tant de forces vives et peut-être précieuses ; ce n'est pas contre le passé, contre le fait accompli qu'il faut ainsi s'élever, c'est l'avenir qu'il faut prévoir et préparer au mieux des intérêts publics. Or, il est un cas, ce nous semble, où l'État pourrait, dès maintenant, imposer son enseignement : c'est lorsqu'il s'agit des enfants des fonctionnaires publics ; il semble qu'il ne ferait ici qu'interpréter logiquement les sentiments implicites

des pères eux-mêmes. Est-il admissible que les titulaires des charges publiques, que les hommes mêmes parfois qui représentent l'État, lui témoignent d'autre part une entière défiance, et écartent leurs enfants de ses écoles pour les confier à ses rivaux? Sans doute ici encore il faudrait peut-être distinguer entre les fonctions, les unes impliquant l'acceptation formelle du régime existant, tandis que d'autres peuvent sembler s'adresser à la patrie même, plutôt qu'à la constitution politique qui la régit ; mais comment expliquer qu'un préfet, par exemple (le cas s'est produit), déserte le premier les établissements publics? N'y a-t-il pas là un illogisme qu'aucun autre régime n'aurait supporté, qu'aucun régime peut-être ne saurait tolérer impunément? Si l'État met à l'exercice de certaines fonctions, que nul n'est contraint de briguer, certaines conditions précises, comment pourrait-on le trouver mauvais, et en vertu de quels principes prétendrait-on le lui interdire?

Mais c'est dans un autre sens que des mesures de portée sociale plus haute pourraient être prises. Si l'on ne veut pas avouer que l'État ait le droit de soumettre tous les esprits à un enseignement officiel, nul ne niera au moins qu'il ait le devoir de surveiller les doctrines qu'on répand dans le pays. Il y a une loi, et des plus sévères, qui réglemente l'exercice de la médecine, et il n'y en aurait pas une pour réglementer l'exercice de l'enseignement! On ne prendrait pas, pour garantir la santé morale de la nation, les mêmes mesures que pour garantir sa santé physique! A l'heure qu'il est, les représentants attitrés de l'État dans les questions d'instruction, inspecteurs généraux ou inspecteurs d'académie, peuvent à peine franchir le seuil des établissements libres, et ce n'est encore que pour en apprécier les conditions de salubrité ou de moralité générales : tout ce qui touche à la matière même de l'enseignement leur échappe. Pourquoi n'auraient-ils pas droit de contrôle sur les doctrines qui y sont enseignées, sur la manière dont on s'y conforme aux programmes? En laissant toute liberté aux croyances ils pourraient au moins empêcher qu'elles ne deviennent ouvertement une arme de parti et un instrument de lutte politique et sociale.

Bien plus encore, pourquoi le premier venu a-t-il le droit d'enseigner? Sans doute il ne le peut que s'il en a demandé la permission aux autorités universitaires, et s'il présente certaines garanties de moralité : mais pourquoi ne s'enquiert-on pas plus sérieusement de sa compétence? En vertu de quel droit pourrait-on livrer des esprits humains à l'espèce des « rebouteurs » intellectuels qui les déformeront à jamais peut-être? L'État pourrait, il nous semble, exiger de quiconque enseigne, non pas des diplômes illusoires, mais les grades exactement équivalents à ceux qu'il exige de ses propres maîtres. Il serait facile de distribuer les diverses maisons d'éducation, d'après le nombre des élèves et l'importance des villes, en catégories correspondant aux écoles primaires supérieures, collèges et lycées de l'État, et nul ne pourrait enseigner dans les unes s'il n'est licencié, dans les autres s'il n'est agrégé. Sans doute le clergé catholique contient assez de membres intelligents et instruits pour que ces grades ne leur soient pas inaccessibles (1), et en tout cas le niveau des études s'en trouverait élevé; l'enseignement libre, tout en restant aussi orthodoxe et chrétien, ne saurait qu'y gagner en largeur et en sérieux, et la lutte entre lycées et « jésuitières » en serait plus égale et plus digne; au lieu de rencontrer devant elle des manœuvres et des industriels de l'enseignement, « bachottant » et tendant aux diplômes par le plus court et le plus mauvais chemin, l'Université rivaliserait avec des esprits cultivés, qui, pour ne s'être pas convertis à toutes les idées modernes, ne pourraient manquer pourtant d'en parler avec plus d'équité et de respect.

Pourquoi n'irait-on pas même jusqu'à reprendre, en la restreignant un peu, une idée généreuse et féconde qu'exprimait ici même, il y a longtemps déjà, un écrivain brillant et ardent, qui ne l'a pas reniée depuis, je pense : c'est M. Izoulet que je veux dire (2). Il demandait, et nous demandons avec lui, que l'État exige des jeunes prêtres, au moins de ceux qui se destinent à l'enseignement, un certain temps de présence dans ses Universités : deux ans, par exemple, avant qu'ils puissent se présenter à la licence, et deux ans avant l'agrégation. Chez ceux en qui la foi est vraiment sincère et profonde, une pareille épreuve ne pourrait que l'élargir et l'élever : peu importent les autres, qui n'eussent été autrement que des manières d'hypocrites sans le savoir. Et par là nous serions sûrs que, dans quelque esprit que l'enseignement libre fût donné, il ne serait plus ce quelque chose d'étroit et de mensonger qu'il est trop souvent encore, c'en serait fini sans doute de ce dogmatisme sectaire, fait d'ignorance, de puérilité, et, si j'ose dire, de mauvaise foi sincère. Nous pourrions espérer au moins que les faits les plus certains, les principes les plus essentiels de la vie moderne ne seraient plus naïvement négligés ou travestis. Et par là sans doute se trouveraient rapprochés même les représentants des idées les plus contraires, par là se

(1) Quant à l'impartialité de ceux à qui il appartiendrait de leur donner ces grades, les membres de l'enseignement libre n'en pouvaient douter un seul instant, puisque l'épreuve est faite et qu'on fait qu'au moins dans nos Universités de province l'impartialité va même parfois jusqu'à la sympathie manifeste.

(2) « L'Ame française et les Universités », *Revue Bleue* des 13 et 20 février 1892.

trouveraient peu à peu moins loin l'une de l'autre la France d'hier et celle de demain, que l'état de choses présent tend à séparer et à opposer de plus en plus.

Car, il ne faut pas l'oublier, tandis qu'on reproche, à ceux qu'effraie la situation présente, d'être des ouvriers de discorde et des fauteurs de divisions, c'est la concurrence des deux enseignements, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, qui nous prépare le plus sombre avenir de violences et de luttes intestines. Si nos divergences sont déjà vives et profondes, combien ne le seront-elles pas davantage encore, lorsque, écloses dès le berceau, au sein de la famille, elles auront été développées savamment, et sans contrepoids possible, pendant l'enfance et la jeunesse tout entières! Laisser se poursuivre ainsi côte à côte des efforts aussi différents et hostiles, laisser s'orienter dès la première heure en des directions si opposées les fils d'un même sang et les enfants d'un même sol, c'est laisser l'âme même de la France s'émietter et se dissoudre. D'une manière ou d'une autre, il faut parvenir à animer d'une inspiration commune les générations nouvelles, à rapprocher des classes sociales qui semblent s'ignorer et se méconnaître plus que jamais : le salut est à ce prix. Sans doute, l'instinct même de conservation nous forcera bien un jour à nous ressaisir, mais qui sait si ce ne serait pas trop tard! Qui sait en tout cas à travers quels efforts contradictoires, quelles convulsions violentes! N'oublions pas la grande parole : une patrie est un principe spirituel, une unité morale. Ceux qui parlent le plus de patriotisme aujourd'hui ne sont-ils pas les premiers à l'oublier?

(*A suivre.*) D. PARODI.

VARIÉTÉS

Balzac et l'Académie.

De toutes les institutions que la France républicaine hérita du passé, l'Académie fondée par le cardinal de Richelieu est peut-être celle qui résista le mieux aux atteintes de l'esprit moderne. Elle est encore debout, alors que tout ce qui existait autour d'elle a sombré. Elle est toujours, dans le domaine des idées et de la morale, une puissance conservatrice avec laquelle les écrivains novateurs ont à compter, s'ils ne se sentent pas assez de courage intellectuel pour se développer en dehors des règles que l'on prétend leur imposer, au nom de la tradition académique.

Depuis sa fondation, l'Académie française n'a point failli un seul instant à sa mission conservatrice. Avec une constance, dont il est légitime de la féliciter, elle s'est méfiée du génie, qui, par essence, est révolutionnaire. Elle l'a tenu généralement loin d'elle, à moins que, pour l'accueillir, elle n'ait réclamé de lui des gages. Elle a dédaigné Molière, ainsi que Regnard, Lesage et Beaumarchais. Elle s'est bien gardée d'accueillir le duc de Saint-Simon — et, pourtant, il était gentilhomme! — Ni Diderot, ni Jean-Jacques ne furent académiciens... L'Académie fit attendre Victor Hugo, Lamartine, Ernest Renan... Et vous pensez certainement à Balzac, dont c'est, ce mois-ci, la revanche, puisque le même Institut, qui ne le reçut point parmi ses membres, sanctionne aujourd'hui son apothéose.

Je ne veux pas faire ici œuvre de critique ou d'ironiste. Le jeu est devenu puéril. Pourquoi demander à une institution de précipiter en elle-même les catastrophes inévitables? Vous ne voudriez pas que, sciemment, elle acceptât dans son sein un élément contradictoire à son principe. C'est cependant ce qu'elle aurait fait si elle eût accueilli l'auteur de la *Comédie Humaine*, aux environs de 1849. A ce moment, malgré ses opinions royalistes, catholiques et même théocratiques, Balzac, aux regards des académiciens d'alors, est un révolutionnaire. Ils ont, sur ses idées, sur son talent, une opinion analogue à celle de notre contemporain, l'illustre M. Thureau-Dangin qui, dans son histoire de la *Monarchie de Juillet*, accuse Balzac de prêcher la révolte contre les lois. « Est-il un livre, écrit-il, qui outrage et salisse davantage l'union conjugale que la prétendue *Physiologie du mariage*, avec son pédantisme libertin, son sensualisme médical et sa honteuse casuistique? Et il ajoute que, dans les romans de Balzac, « l'adultère se montre à visage découvert, sans pudeur, sans lutte, sans remords ». Balzac n'a-t-il pas tenté la réhabilitation de la fille publique, n'a-t-il pas « couvé, choyé, avec une prédilection particulière, ce type de Vautrin, le forçat incompris et cynique »! Pour tout résumer en une formule, Balzac est le plus gros « diffamateur des classes dirigeantes ». Et cela, M. Thureau-Dangin ne peut pas le lui pardonner, pas plus que cela ne pouvait être admis par les membres clairvoyants d'un corps d'élite chargé de résister au flot montant des idées nouvelles. On ne pouvait, en 1849, admettre à faire partie d'une assemblée conservatrice celui que Victor Hugo, parlant auprès de sa tombe, rangea plus tard dans « la forte race des écrivains révolutionnaires ». « Il va droit au but, dit-il. Il saisit corps à corps la société moderne; il arrache à tous quelque chose; aux uns l'illusion, aux autres l'espérance. »

Balzac ne fut donc pas élu au siège laissé vacant par Chateaubriand. Et cette circonstance serait de peu d'intérêt pour les biographes du grand écrivain, si sa candidature, posée par un journal de Paris,

n'avait été le prétexte de la plus violente campagne qui ait été menée contre l'institution académique, au nom de la démocratie.

*
* *

Arrêtons-nous un instant à feuilleter la collection de l'*Événement*. Nous voici au mois de janvier 1849. Le 9 de ce mois, notre attention est attirée par une série de noms, imprimés en lettres grasses, et bien en apparence dans une des colonnes du journal. Le nom de Balzac, écrit le premier, domine tous les autres. On croirait à une liste de candidats aux élections de l'Assemblée législative. Pas du tout; c'est d'une élection à l'Académie française qu'il s'agit.

On va en effet, le jeudi suivant, donner un successeur à Chateaubriand. On avait d'abord pensé élire en même temps un successeur à M. Vatout; mais une note, dans le journal, nous fait connaître que Victor Hugo s'est élevé avec indignation contre cette intention, disant que « le remplacement de Chateaubriand était un acte assez grave pour mériter d'être fait isolément et sans préoccupation accessoire » que, d'ailleurs, « ce n'était pas un accouplement très respectueux pour Chateaubriand que de le mêler à M. Vatout ». L'Académie ayant fait droit à la réclamation du poète, « le génie gagna la cause du génie ».

Donc, une séance particulière sera consacrée à élire un successeur à Chateaubriand. L'*Événement* se préoccupe alors d'assurer à cette élection la plus grande justice possible. Il ne convient pas de se fier d'avance au choix des académiciens. L'opinion publique doit dicter à ceux-ci le nom du plus digne. « Lorsqu'il s'agit des élections de l'Assemblée, tous les journaux proposent leurs candidats et mettent, chaque jour, leur liste en tête de leur première page. Nous trouvons bon, est-il écrit dans l'*Événement*, de faire pour l'Académie ce qu'on fait pour l'Assemblée. La mission de l'Assemblée est de représenter le côté pratique et comme la vie du pays; celle de l'Académie est d'en représenter le côté idéal et l'âme. En somme, un quarantième de la littérature vaut bien un cent-neuvième de la politique. »

Suivent les noms des candidats, puis une petite note, en manière d'avertissement à l'Académie.

Il y a en effet une candidature aristocratique. M. de Noailles aurait des chances d'être élu. A l'*Événement*, on ne veut pas croire « à ce bruit ridicule ». Et voici que le ton s'élève : « Est-ce au lendemain d'une révolution qui a aboli les privilèges et qui, en proclamant l'égalité sociale, n'a laissé debout que la supériorité de l'esprit; est-ce en 1849 qu'il peut être légitime et prudent de sacrifier la pensée éternelle au parchemin déchiré, et de mettre l'aristocratie de la naissance plus haut que l'aristocratie du génie? » Ce qui précède contient des termes de menace. La phrase finale recherche l'effet: « Balzac dehors, M. de Noailles dedans, on demande où est l'Académie. »

Deux jours après, le 11, nous sommes à la veille de l'élection. Dans un nouvel avertissement — ce sera le dernier — on prie l'Académie — on la conjure de « méditer sérieusement sur les conséquences de la résolution qu'elle va prendre. Il est à espérer qu'elle aura réfléchi et que, même si elle a eu un moment l'intention qu'on lui prête d'élire M. de Noailles, elle y aura renoncé devant la réclamation unanime de l'opinion publique. » Car « en face du grand seigneur, il y a de grands poètes. Si l'Académie préférait M. de Noailles à Alexandre Dumas, à Alfred de Musset, à Méry, à Th. Gautier, à Balzac, elle immolerait l'art dans toute sa splendeur et dans tout son épanouissement, elle s'exilerait à jamais de tout ce qui est la pensée, elle donnerait sa démission de corps littéraire, elle abdiquerait l'intelligence! »

Or voici qu'intervient le point de vue historique. Il faut que l'Académie songe que, pour la première fois, elle va choisir une attitude à l'égard de l'idée du siècle. Se montrera-t-elle en harmonie avec les mœurs modernes ou en contradiction avec elles? Du choix qu'elle va faire dépendra l'opinion qu'aura d'elle la République. Le rédacteur anonyme de l'*Événement* ne cache point à l'Académie que de graves inconvénients résulteraient pour celle-ci d'une lutte engagée contre l'esprit du temps, dont « le courant irrésistible submerge tout ce qui ne se laisse pas porter par lui... ». « Les institutions qui veulent vivre doivent entrer franchement dans la voie de leur époque. »

... L'Académie fut sourde aux avertissenents et aux menaces déguisées. Le 12 janvier, M. de Noailles obtient 25 voix, Balzac en a 4 (celles de Victor Hugo, Pongerville, Empis, peut-être aussi celle de Lamartine). Le résultat était prévu ; il était normal ; il était dans la tradition académique. L'*Événement*, lui, considère un pareil choix, fait dans les circonstances actuelles, comme « un audacieux défi à toute la Révolution » .« Le défi sera relevé, ne fût-ce que par nous », dit-il. Et, en tenant ce propos, il est, de son côté, dans sa ligne de conduite; il sert, avec à-propos, l'esprit de la Révolution.

« L'autorité que l'Académie s'arroge, d'après de vieux usages vermoulus, est, en effet, un privilège étrange et impossible en République. » Le principe fondamental de toute législation et la base de la société étant le suffrage universel, il est inadmissible que les représentants de la littérature ne soient pas nommés par « la littérature entière ». C'est au « peuple des écrivains » qu'il convient de choisir les académiciens. La rédaction de l'*Événement* « demande

formellement qu'à l'avenir les élections ne soient plus faites par l'Académie ».

Cette mesure est radicale. Mais qu'y faire? C'est à l'Académie que revient toute la responsabilité. On ne lui a point ménagé les avertissements. Elle n'a rien voulu entendre. Elle aurait pu « atténuer, dans l'application, la contradiction existant entre son règlement et le moment actuel. Tout au rebours, elle a semblé prendre à tâche de l'exagérer et de l'accentuer. »

Si, dans les élections, elle avait consulté l'opinion publique, si elle s'était informée de la réputation et de la gloire, si elle avait écrit sur ses bulletins les noms que la France et l'Europe lui dictaient à haute voix, c'eût été là une manière d'admettre le suffrage universel, sans qu'il fût nécessaire de bouleverser et de refaire sa constitution. Mais elle s'en est bien gardée. L'illustration et la renommée n'ont jamais, au contraire, été pour elle que des titres d'exclusion, elle n'a pas manqué une occasion de froisser le sentiment unanime; dès qu'un nom lui arrivait, escorté de la recommandation du pays lettré, il était bien sûr de faire antichambre et d'entrer, quand il entrait, après tous les autres. Victor Hugo a été repoussé trois fois. A côté de cela, les talents suspects trouvaient toutes les portes ouvertes, les célébrités anonymes étaient reçues à deux battants; l'Institut était l'hôpital naturel et inévitable de tous les mérites chétifs et maladifs que n'avait jamais réchauffés un rayon de publicité. Quand les étrangers sont à une séance de l'Académie et prient qu'on leur montre Alexandre Dumas, on leur montre M. Flourens; ils demandent Alfred de Musset, et on leur indique M. Saint-Marc Girardin; ils désirent Balzac et on leur offre M. Ancelot. Il n'y a pas dix académiciens dont la littérature sache le nom. De sorte qu'il y a, en réalité, deux Académies, celle qui est et celle qui devrait être, — l'Académie du Pont-des-Arts et l'Académie de la Gloire.

L'Académie du Pont-des-Arts est donc dédaigneuse des supériorités intellectuelles. C'est déjà une anomalie de la part d'un corps littéraire. Mais, de plus, en nommant un gentilhomme, elle traite la République avec une désinvolture que l'*Événement* ne lui pardonne pas. « L'Académie, dit-il, a, ce matin, froissé du même coup l'art et la révolution. Elle a dit à la littérature : Je ne veux pas de grands poètes! et elle a dit à la République : Je veux des grands seigneurs! »

En présence de preuves aussi flagrantes « d'aliénation mentale », « d'aveuglement et d'imbécillité », d'absurdité et de tyrannie », il est temps que la Société des auteurs dramatiques et celle des gens de lettres « protestent hautement et énergiquement », car « les choix de l'Académie ne sont pas seulement ineptes, ils sont illicites. L'incapacité se complique de l'usurpation. » Qu'elles adressent au plus tôt une pétition collective, « dans laquelle elles exposeront les griefs nombreux de la littérature contemporaine et qu'elles demandent à élire elles-mêmes leurs représentants ». Elles seront aidées certainement dans leur œuvre par « tous les esprits généreux qui ont encore la religion de la pensée, et pour qui les lettres sont encore le meilleur et le plus sûr de la fortune de la France ». « L'Académie ne peut pas rester monarchique dans un gouvernement démocratique. Nous la démocratiserons », affirme le rédacteur anonyme de l'*Événement*.

Il est nécessaire que l'Académie devienne « un instrument de civilisation ». Les monarchies traitent la pensée en ennemie.

Mais, en République, chacun se dirige soi-même, et il est urgent que chacun y vise. Si l'intelligence n'est pas tout, la République n'est rien. La République doit tendre de toutes ses forces à ce que la lumière éclate, à ce que le talent monte, à ce que le génie rayonne, à ce que le premier corps du pays résume dans une splendeur éblouissante toute la pensée contemporaine.

Il y va de l'honneur de la France, vers laquelle tout l'univers lettré tourne sans cesse les yeux, de ne pas présenter au monde, comme ses principaux penseurs, un tas d'auteurs problématiques dont l'art n'a jamais entendu parler. L'Assemblée ne refusera pas aux justes réclamations de la littérature une loi qui remettra l'Académie à son rang et qui en fera l'admirable et complet exemplaire du génie français. Trop d'expériences démontrent que les talents sérieux ne seront jamais nommés que par accident, tant qu'on se tiendra dans les formes étroites de maintenant. Si vous voulez que le génie entre, faites la porte à sa taille. Élargissez l'élection pour qu'il puisse passer.

Cette campagne de l'*Événement* ne reçut que peu d'écho dans la presse d'alors. La *Démocratie*, le *National*, le *Messager des Théâtres*, la *Liberté* approuvèrent, bien que la réforme ne fût pas trouvée très praticable. Elle fut sans influence, d'ailleurs, sur les décisions de l'Académie qui, ayant, le jeudi suivant, à choisir un successeur à M. Vatout, accueillit... M. de Saint-Priest. Il est vrai que l'*Événement* avait, en cette circonstance, prêché l'abstention à ses amis. Il eût été regrettable que Balzac fût élu, car, lisons-nous dans l'*Événement* :

Cette concession aux souveraines exigences de l'art atténuerait l'indignation universelle, et l'Académie échapperait peut-être par là à la légitime et urgente réforme que nous poursuivons. Telle est, par moments, la tactique de l'Académie : elle fait, coup sur coup, cinq ou six choix misérables, puis, de temps en temps, quand l'opinion publique est par trop révoltée, l'Académie élit un vrai talent, et désarme, par cette générosité dérisoire, l'irritation dangereuse des esprits sérieux. Mais l'heure des accommodements est passée...

Bel optimisme de poète! Car c'est assurément un poète qui rédigea ce réquisitoire enflammé. Je n'irai

pas jusqu'à dire que Victor Hugo lui-même en est l'auteur; mais il est certain que c'est lui qui l'a inspiré au rédacteur du journal, dont il fut l'âme à cette époque. L'heure des accommodements dure encore entre l'Académie et les représentants de l'esprit moderne; et il en sera de même aussi longtemps que celui-ci n'aura pas créé, pour s'exprimer, des organes nouveaux qui réagiront à leur tour contre les affirmations des écrivains révolutionnaires de demain. C'est la vie.

LÉON PARSONS.

Le cours d'histoire à l'École polytechnique.

Le cours d'Histoire et de littérature que professe avec une grande élévation M. George Duruy, et qui après avoir été suspendu pendant quelques jours, par ordre de M. de Freycinet, vient d'être repris, était, à l'École polytechnique, de création relativement récente. Si l'on excepte la période de la Restauration pendant laquelle M. Aimé Martin accepta de faire aux deux divisions réunies un cours *politique, moral et littéraire d'Histoire de France* qui ne donna pas les résultats qu'on en attendait et que la monarchie de Juillet supprima à son avènement, l'enseignement de l'Histoire n'existait pas à l'École avant l'année 1860. Les fondateurs de l'institution, en arrêtant les bases de l'enseignement, s'étaient préoccupés surtout des travaux publics qui pouvaient servir à la défense nationale; ils n'avaient nullement songé à des cours littéraires dont l'utilité leur avait paru tout à fait secondaire. Sous l'Empire, Napoléon estimant que l'Université nouvellement réorganisée était à même d'assurer aux candidats, avant leur admission, les connaissances littéraires réellement utiles dans les services publics, s'opposa longtemps à la création d'un cours *de grammaire et de belles-lettres* (1) et ne voulut jamais autoriser l'ouverture d'un cours d'Histoire. Après la réorganisation de l'École qui eut lieu en 1816, en imposant au professeur l'obligation « de montrer l'alliance des vérités scientifiques avec les dogmes religieux, afin d'empêcher les élèves de porter dans la société l'esprit d'indépendance qu'on doit laisser aux jeunes insensés élevés dans les écoles d'athéisme », l'autorité fit fausse route, si bien qu'au lieu de devenir plus religieuse, l'École devint de plus en plus « voltairienne, le tombeau de la foi, l'écueil de la piété et de la vertu (2) ».

Il en résulta qu'au sein du Conseil de perfectionnement l'enseignement de l'Histoire tomba en un véritable discrédit. La conviction s'enracina dans les esprits que cet enseignement présenterait toujours un danger pour une jeunesse dont l'entraînement vers le grand mouvement libéral semblait à cette époque irrésistible. Ces craintes subsistaient encore en 1861, quand Michel Chevalier rappela l'attention du Conseil sur l'utilité des études historiques nécessaires à tous les fonctionnaires, officiers ou ingénieurs. Une opposition assez vive accueillit la proposition qu'il présenta alors, de créer une chaire d'Histoire. Plusieurs membres insistèrent sur la difficulté d'aborder, devant un auditoire aussi impressionnable, les faits contemporains ou l'histoire de certaines questions sociales qui donnaient encore lieu à des polémiques ardentes. Mais le savant économiste sut présenter un programme empreint d'un caractère de généralité tel qu'il permettait seulement de mettre en lumière les événements capitaux de l'histoire, en glissant sur les faits qui se rattachent plus ou moins à la politique contemporaine. Et le cours fut créé. Il fut entendu qu'on en chargerait un professeur habile et prudent qui se garderait de réveiller toute agitation préjudiciable aux études et pouvant susciter, dans un moment donné, des embarras de nature à mettre en péril l'institution elle-même.

Le choix du Conseil se porta sur M. Victor Duruy, alors inspecteur général de l'Instruction publique, qui joignait à une science profonde les qualités de prudence et d'habileté auxquelles on attachait le plus grand prix. L'éminent historien exposa, avec une grande supériorité de vue, aux deux divisions réunies, la partie historique d'un vaste programme d'enseignement élaboré par le Conseil. Mais le cours qu'il avait créé n'eut que quelques séances. Appelé, l'année même (1862), au ministère de l'Instruction publique, M. Duruy se retira.

M. Jules Zeller, maître de conférences à l'École normale, désigné par lui, le remplaça dans sa chaire et la garda pendant vingt-cinq ans. Ses remarquables travaux historiques, qui ne devaient pas tarder à lui ouvrir les portes de l'Académie des Sciences morales et politiques, son talent d'exposition claire et précise, la sympathie qu'il témoignait à la jeunesse, lui eurent bien vite conquis l'auditoire polytechnicien. Du programme tracé par Michel Chevalier il fut amené d'abord à retrancher les premières leçons dans lesquelles aurait dû être retracé le tableau des civilisations grecque et romaine. La nécessité de répartir les leçons sur les deux années d'études, pour chacune des promotions, l'obligea ensuite à passer très rapidement en revue les faits principaux qui ont marqué l'histoire de l'Europe après la chute de l'Empire romain, tels que la constitution des monarchies

(1) Voir *Revue Bleue* du 24 mai 1894, *L'Enseignement littéraire à l'École polytechnique.*

(2) Rapport de l'inspecteur général, le comte de Doudeauville, pair de France.

barbares élevées sur ses débris, la création du nouvel empire d'Occident par Charlemagne, sa rapide dissolution, les croisades et l'établissement du régime féodal. Son cours, quand il prit sa marche régulière, ne commença guère qu'à la renaissance italienne. La première année était consacrée à l'histoire des républiques de l'Italie, des expéditions françaises, de la Réforme, des guerres de religion, du règne de Henri IV, des ministres de Louis XIII, du gouvernement de Louis XIV. La seconde année était réservée à l'histoire générale de l'Europe, à l'examen du rôle de Charles XII et de Pierre le Grand, à l'étude de la formation du royaume de Prusse et enfin à des considérations générales sur le mouvement littéraire et philosophique du XVIIIe siècle jusqu'aux approches de la Révolution. C'était moins un récit suivi qu'une succession d'aperçus rapides, mais très approfondis, sur les grands événements de l'histoire et sur le rôle des principaux personnages. Charles VIII, Machiavel, les Borgia, François Ier, Charles-Quint, Richelieu et Mazarin, Frédéric II, y occupaient la plus grande place. Le tableau des vicissitudes de grandeur et décadence, par lesquelles ont passé les diverses nations européennes, captivait l'attention. Aux développements historiques venaient se mêler, pour exciter l'intérêt, une foule d'anecdotes sur les souverains et les princes, sur les diplomates et les écrivains, sur les femmes, reines ou maîtresses, anecdotes auxquelles la gravité du professeur donnait une saveur particulière. Il possédait un talent remarquable d'assembler les faits et les événements autour de deux ou trois figures principales pour en composer un tableau. Sans se perdre dans les détails ni dans les généralités, son enseignement était substantiel et complet. Sa parole était simple, un peu lente, quelquefois monotone. De temps en temps il ponctuait sa phrase d'interjections gutturales répétées, dont l'effet, intentionnel ou de hasard, ajoutait comme une malice à la finesse de la pensée. Quand il parlait de l'Allemagne, de la formation du royaume de Prusse et qu'il faisait allusion à nos revers, à nos provinces perdues, il trouvait des accents d'une véritable éloquence. Sa voix devenait à la fois plus claire et plus grave, le silence se faisait plus profond, l'amphithéâtre entier vibrait d'une émotion patriotique.

En 1871, quand le gouvernement de la Défense nationale rouvrit l'École polytechnique à Bordeaux, M. Zeller, enfermé dans Paris ainsi que la plupart des professeurs, ne put venir occuper sa chaire. Il fut alors remplacé par Littré accouru du fond de la Bretagne à l'appel de Gambetta, qui le regardait comme « l'instituteur le plus capable et le plus digne d'initier l'élite de la jeunesse française à la connaissance des faits et des lois sur lesquelles reposent les sociétés modernes (1) ». Le savant philosophe positiviste ne fit qu'un seule leçon et il la lut après l'avoir rédigée avec tout le soin dont il était capable. Cette page magistrale a été conservée à l'École. Littré y affirmait que l'évolution historique des sociétés est un phénomène naturel, soustrait au hasard et à notre arbitraire, bien que modifiable par notre intervention, un phénomène présentant une série cohérente d'enchaînements mesurés par une sorte d'échelle graduée, soit sur le progrès des arts industriels, soit sur celui des connaissances positives, d'où cette conséquence que l'histoire ne saurait être le récit des événements, mais bien la recherche des conditions en vertu desquelles les états sociaux se succèdent les uns aux autres dans un ordre déterminé dès lors, et qu'elle constitue une science au même titre que l'astronomie, la physique et la chimie.

« Ce que je veux vous donner, » annonçait-il à la promotion réunie à la hâte dans la maison des Jésuites de la rue Saint-Geniès, « c'est ce que vous ne trouverez pas dans les livres, à savoir un enseignement qui soit un fil conducteur dans le dédale des événements qui, à travers le fortuit et l'accidentel, signalent un enchaînement nécessaire et qui montrent les conditions essentielles des sociétés et le but de l'humanité. En un mot, ce que je prétends vous exposer, c'est l'histoire générale des faits fondamentaux qui la caractérisent et les lois que l'induction en tire. » Il n'est pas douteux qu'un pareil enseignement aurait eu le plus grand succès auprès de jeunes gens versés dans les études abstraites et habitués aux déductions mathématiques. Mais les circonstances obligèrent le ministre de la Guerre, quelques jours après l'ouverture de l'École, à suspendre tous les cours théoriques et à les remplacer par une instruction purement technique, afin de mettre la promotion en mesure de répondre à l'appel du pays dans le plus bref délai. Puis vint l'armistice, et l'École fut rouverte à Paris avec les anciens professeurs.

M. Jules Zeller reprit possession de sa chaire au mois de mars, quelques jours avant la Commune. Il la garda jusqu'en 1887, l'année de sa retraite. Son enseignement, qui dura un quart de siècle, a exercé une grande influence sur les générations polytechniciennes de cette époque. Il les a réveillées de l'espèce de torpeur avec laquelle l'histoire est généralement étudiée dans les lycées par les jeunes gens qui se préparent aux Écoles de l'État. Il leur a inspiré le goût des lectures historiques trop souvent négligées par la suite. Il a ramené leur attention, presque exclusivement absorbée par les études scientifiques, sur une matière dont la connaissance est indispensable à toutes les carrières militaires ou civiles. Tous ses

(1) Lettre de Gambetta à Littré (Bordeaux, 7 janvier 1871).

élèves ont encore plaisir à se rappeler l'heure vraiment charmante qu'ils venaient passer à l'entendre, à l'amphithéâtre, une fois par semaine, à la fin de la soirée, tout travail achevé. Son souvenir est religieusement conservé à l'École (1).

Cependant depuis quelques années l'enseignement de l'histoire avait subi des modifications et déjà changé de caractère. En 1884, par suite de nécessités budgétaires, on fusionna les deux cours d'Histoire et de littérature française et à partir de ce moment il n'y a plus eu qu'un cours mixte à la fois littéraire et historique, à peu près comme à l'époque de la Restauration. Les deux professeurs ayant été provisoirement conservés mais le nombre de leurs leçons considérablement diminué, chacun d'eux dut remanier son programme pour y faire une part à celle des matières que son collègue avait traitée jusqu'alors. L'enseignement fut plutôt historique pour les promotions auxquelles s'adressa M. Zeller ; il fut plutôt littéraire pour celles qui gardèrent le professeur de littérature, M. Perrens. Enfin en 1892 celui-ci s'étant retiré, atteint à son tour par la limite d'âge, le cours désormais unique de littérature et d'histoire fut confié à M. George Duruy.

Digne fils du grand historien et grand ministre, il a su maintenir l'enseignement dans les hautes régions d'une sereine impartialité. Patriote au cœur élevé, il s'est attaché à mettre en lumière les plus glorieuses époques de l'histoire nationale. Sa chaleur, sa foi communicative, son éloquence entraînante, excitent l'enthousiasme de ses jeunes auditeurs. Ils l'écoutent avec recueillement, avec émotion et lui savent gré de leur parler de liberté, de tolérance et de justice.

G. Pinet.

THÉATRES

Henry Becque.

Le talent de Becque, si grand qu'il soit, ne suffirait pas à expliquer l'influence considérable qu'il exerça sur l'art dramatique, — la seule, songez-y, qui se soit manifestée depuis Dumas fils. Son œuvre répondait à un instinct éternel de notre race, et à un besoin de notre temps. Elle était directe, logique, et en cela elle donnait satisfaction au plus enraciné de nos goûts. Elle était simple, et la simplicité était ce dont, il y a vingt ans, notre théâtre avait besoin pardessus tout.

La grande originalité de Becque, — c'en était une à coup sûr, — fut de ramener la comédie à ses origines, à Molière. On sait ce qu'elle était devenue entre les mains des pseudo-classiques de la Restauration. Le *Barbier de Séville* n'avait été qu'une tentative isolée pour fortifier l'intrigue ; l'on continuait à écrire des comédies de forme traditionnelle, des comédies de caractères où ce qui manquait le plus était précisément les caractères. Puis Scribe avait changé les goûts du public ; l'intrigue, avec lui, s'était corsée ; sa fertilité d'invention avait accumulé les complications et les coups de théâtre ; le dénouement était toujours le même, mais il était amené ou retardé par des aventures aussi nombreuses qu'extravagantes. Et ces habitudes s'étaient si bien établies que la grande génération dramatique du second Empire ne put pas s'en affranchir. Les Augier et les Dumas mettaient dans leurs comédies ce que Scribe n'y avait jamais mis, et pour cause. Mais c'était toujours la même intrigue solidement construite et habilement « coudée » ; le reste, qui était l'important, restait subordonné aux nécessités de l'intrigue. Ces pièces où le tragique et le comique s'alliaient dans une sage mesure, où une aventure modérément compliquée étayait des études de caractères pas toujours complètes mais souvent profondes, ces pièces enthousiasmèrent le public pendant cinquante ans. Son attention était éveillée par une intrigue savamment ménagée ; ses instincts vertueux étaient satisfaits par le raisonneur, chargé de fustiger le vice en propos cinglants ; son désir de littérature était contenté par les tirades bien écrites et papillotantes ; et son goût renaissant pour les analyses de caractères était justement flatté par les Maître Guérin et les Séraphine Pommeau.

Comme il arrive, ces pièces qui avaient semblé atteindre le summum du réalisme, et à qui Weiss reprochait leur excès de « réalité », ces pièces parurent un beau jour, et à une certaine partie du public, un peu trop éloignées de la vie réelle. Une nouvelle génération avait paru, qui exigeait plus de vérité encore, et une vérité plus naturelle. Elle estimait, non sans raison, que, si la vie est « compliquée », c'est moins par des événements, assez rares, que par des conflits de sentiments : et que, par suite, un art qui tend à la représenter devait donner le pas aux seconds sur les premiers ; et elle avait compris aussi que, le cadre d'une pièce de théâtre étant étroitement limité, tout ce qu'on donnait à l'intrigue était perdu pour les sentiments. Il fallait donc choisir ; et son choix était fait... Elle estimait le public assez éduqué pour qu'il ne fût plus nécessaire de lui désigner la vérité au moyen d'un personnage créé à cet effet.

(1) Son fils, M. Berthold Zeller, professeur suppléant à la Faculté des lettres, connu par ses beaux travaux sur la régence de Marie de Médicis et les commencements du règne de Louis XIII, qui vient d'être emporté par une cruelle maladie, a été pendant près de vingt ans répétiteur du cours.

Elle jugeait, en outre, qu'il y avait une sorte de « tricherie » à voiler cette vérité sous des artifices oratoires qui soulevaient forcément l'applaudissement du public ; que d'ailleurs ces agréments étaient devenus un peu surannés ; et qu'enfin il ne serait pas mauvais de traduire en langage naturel des sentiments naturels...

Les *Corbeaux* et la *Parisienne* réalisèrent magistralement cette théorie. Plus de complications matérielles : un fait, d'où découlaient d'autres faits moindres, juste de quoi mettre les caractères en mouvement. Ici, un drame sombre, oppressant, qui se déroule sans relâche et sans pitié ; il suffit que le père soit mort subitement, toute la famille va être exploitée par les « hommes d'affaires ». Là, une situation : un ménage à trois, l'amant plus jaloux que le mari ; et c'en est assez, étant donné la vérité des personnages, pour créer la comédie la plus forte de ce temps. Par la simplicité des données qu'il traite, il procède de Molière. Il en procède aussi par la manière dont il les traite. Pas, ou presque pas de « préparations » ; nécessaires quand il s'agit de tendre les fils de multiples intrigues, ou de faire accepter une situation extraordinaire, elles ne servent à peu près de rien quand le « sujet » est une étude de caractères ou de mœurs, celles-ci et ceux-là se développant et s'expliquant sous les yeux mêmes du public. Les caractères une fois posés, les « préparations » sont faites. A cet égard, le début de la *Parisienne* est une merveille. Vous vous le rappelez : un homme et une femme entrent, se querellant : c'est une scène de jalousie ; elle s'apaise, l'homme s'adoucit, s'attendrit, prodigue des conseils de sagesse : « En me restant fidèle, vous resterez digne et honorable... » Une porte qui s'ouvre... Et la femme, tout bas : « Prenez garde, voilà mon mari !... »

Un acte entier d'explications ne nous renseignerait pas mieux sur l'état du ménage Du Mesnil ; et il le ferait d'une façon moins frappante et moins comique. D'un coup, nous pénétrons dans le fond même du sujet ; nous *voyons* le « second mari » que Lafont est pour Clotilde. — Becque excelle à ces traits surprenants de vérité concise. Au troisième acte, Lafont, l'éternel jaloux, revient chez Clotilde après une longue brouille. Du premier coup d'œil il aperçoit, sur un plateau, trois tasses de café, et aussitôt : « Vous aviez quelqu'un à déjeuner ?... » Remarquez combien, ainsi pratiqué, l'art du théâtre est un art « supérieur ». Considérez ce qu'il aurait fallu de pages à un romancier pour nous analyser d'abord les sentiments qui règnent entre Clotilde et Lafont, et ensuite la jalousie « organique » de ce dernier. Becque, en une scène, puis en une réplique, a tout révélé, et avec une force de représentation à quoi un romancier n'eût pu atteindre. De ces mots-là, qui sont moins des « mots » que des résumés, le théâtre de Becque est rempli. Songez à certaines répliques du *Malade imaginaire*, de l'*Avare* ou de l'*École des femmes ;* elles ne sont pas supérieures à celles que Becque a mises dans ses pièces. Chose à noter, nul n'eut plus d'esprit que lui, et la plupart de ses mots sont uniquement des mots de situation, de ces mots qui, de façon définitive, résument un sujet ou un caractère. Rien n'est plus sobre, plus robuste et plus net qu'un dialogue de Becque ; et rien n'est plus plein de choses.

M. Jules Lemaître a noté avec beaucoup de finesse que ce qui donne à la *Parisienne* son comique continu et profond, c'est que Becque « a placé ses deux principaux personnages dans une situation socialement immorale en leur conservant les sentiments et les préjugés qu'on a dans les situations régulières ». Dès lors, et par la force des choses, ils sont prodigieusesement comiques dès qu'ils ouvrent la bouche. Et par cela encore, par cette vue clairvoyante de ce qui est l'essence même du ridicule des choses, Becque est un admirable auteur comique.

D'où vient donc que ses pièces, si elles lui ont mérité la gloire, ne lui ont pas valu le succès ? Passe pour les *Corbeaux ;* la pièce, si haute qu'en soit la valeur, est extrêmement pénible : rien n'est plus « écrasant » que la série de malheurs qui s'abattent sur la famille Vigneron, et cette famille est si parfaitement comique que l'attendrissement s'arrête et fait place à une sorte d'angoisse sèche. Mais la *Parisienne* n'a rien de tragique ; les infortunes de Du Mesnil et les plaintes de Lafont ne sont que risibles. Il semble donc que le public ait dû s'y plaire. Comment expliquer sa répugnance ? Peut-être en trouverait-on la raison dans l'ingénieuse remarque de M. Lemaître, que je citais tout à l'heure. Le comique de la *Parisienne* est trop continu, trop uni...

> Pour que je jouisse
> Quand c'est du Mozart,
> Que l'on m'avertisse...

dit la chanson. Le public aime qu'on l'avertisse quand il doit rire. Il y a une forme de mots de théâtre dont l'effet est sûr ; même quand il n'y a rien dedans, les spectateurs s'esclaffent. Ces mots « raccrocheurs », Becque ne s'en est jamais servi. Il a cru, sans doute, le public plus « avancé » qu'il n'est encore. Son théâtre manque de « divertissements », et le public, qui demande surtout à être diverti, n'y goûtait qu'un plaisir un peu gêné. Ajoutez que les pièces de Becque sont prodigieusement difficiles à jouer. Son dialogue tout uni exige une simplicité extrême, et une science de diction achevée ; il faut que le comédien donne l'illusion qu'il a pensé ce qu'il dit ; et, chose presque impossible, qu'il le dise sans aucune

recherche de l'effet. M. Got disait un jour à Becque : « Il faudra longtemps avant que vous trouviez des comédiens pour bien jouer vos pièces... » Ajoutez que la composition des ouvrages de Becque est singulièrement serrée ; rien n'y arrive et rien n'y est dit qui ne soit indispensable ; et si le public aime à être diverti, il craint un peu ce qui exige une attention soutenue... Il y viendra, il faut le croire. Qu'il y vienne ou non, la *Parisienne* restera ce qu'elle est : un chef-d'œuvre.

Si l'on veut bien y réfléchir, l'observation de M. Jules Lemaître expliquerait, pour une part, la stérilité de Becque. Ce renversement des choses, cette application de sentiments « réguliers » à des situations irrégulières, ce qui donne tant de force à son comique, peu de sujets lui en offraient la matière. De plus, pour composer comme il composait, il faut, vraiment, « se mettre dans la peau des personnages », et, dès que le nombre de ces personnages augmente, la difficulté devient presque infinie. C'est cela, sans doute, qui l'a empêché de terminer ses *Polichinelles*. Cela, et autre chose.

On ne me paraît pas, en effet, avoir assez insisté sur ceci que la stérilité de Becque venait d'un « trop-plein » d'imagination. Il semblait un paresseux ; jamais personne n'a tant et si continûment travaillé que lui. Il est possible que, surtout dans les dernières années de sa vie, il ait reculé devant les difficultés que présentait l'exécution parfaite qui seule pouvait le satisfaire. Mais son cerveau n'était jamais en repos. Pendant qu'il travaillait à ses *Polichinelles*, il vivait tellement en ses personnages qu'il les devinait, qu'il les *voyait* tout le long de leur existence : il les prolongeait bien au delà de sa pièce. Pour chacun d'eux, il avait, — dans sa tête, — une sorte de dossier, rempli des détails les plus surprenants. Nombre d'entre eux lui inspiraient de nouvelles idées de pièces. Il commençait. De nouveaux personnages surgissaient. Il recommençait pour eux ce qu'il avait fait pour les autres. Et les ouvrages inachevés s'ajoutaient sans cesse aux ouvrages commencés. Des scènes étaient écrites, pensées surtout ; il entendait, il jouait ces scènes... Croyez qu'en imagination il avait assisté vingt fois à ses premières, vingt fois entendu les applaudissements ou les protestations du public, — vingt fois, aussi, touché les droits d'auteur... Il a vécu et il est mort misérable, ce qui est une formidable injustice ; peut-être n'a-t-il pas été malheureux. Il avait conscience de sa valeur, il avait de la gaîté, et il avait de l'imagination. Et, si le beau vers de Jean Lahor est vrai, si :

La seule illusion fait la beauté des choses...

Becque dut avoir souvent de vraies joies de beauté, — et d'ironie. Il était naturellement auteur comique ; les choses se présentaient immédiatement à lui, et sans arrière-pensée de littérature, sous une forme comique, et il s'en amusait violemment... Au début de sa vie, certains des siens (il les aimait tendrement) se trouvèrent entre les griffes d'un avoué de province. Becque, irrité, prend le train, court à l'Étude, et, en quelques mots catégoriques, remet les choses au point ; l'homme, déconcerté, s'embrouille : « Vous êtes dans les affaires ?... » demande-t-il, surpris de la lucidité de son adversaire. Et Becque, froidement : « Je suis poète, Monsieur ! » Ainsi, son imagination égayait même des scènes dignes des *Corbeaux*.

De son imagination venait aussi sa méchanceté légendaire. Soyons sincères ; elle était réelle, si l'on entend par méchanceté une malveillance spontanée et résolue contre tout ce qui tenait une plume. Soyons encore plus sincères : elle était supérieurement amusante, et d'une clairvoyance... impardonnable. (On connaît le mot qu'il prêtait à Labiche : Quelqu'un demandait à l'auteur de *Perrichon* comment il s'y prenait pour faire une pièce ; et Labiche : « Je cherche un collaborateur. ») Mais la plupart des créateurs, — et Becque, s'il écrivait peu, « produisait » beaucoup, — ont l'horreur sincère de ce que font les autres. Cette horreur, Becque l'exprimait abondamment et fortement, parce qu'il parlait beaucoup et qu'il avait beaucoup d'esprit. En outre, il avait un peu le délire de la persécution ; et qui ne l'aurait eu à sa place ? C'était une manière de Rousseau, mais un Rousseau gai. Il imaginait, fort gratuitement parfois, les noirceurs qu'on lui ferait, et il s'en vengeait d'avance. En sorte que, pour lui, sa méchanceté n'était qu'une riposte. Au fond, sa malveillance « littéraire » n'était que de la critique, terriblement juste parfois ; comme son amertume n'était que de la tendresse qui n'avait pas trouvé son emploi, — qui ne pouvait pas le trouver, car sa nature d'auteur comique lui montrait bien vite le côté risible des illusions sentimentales.

Aussi bien, cette méchanceté n'était-elle célèbre que parce qu'elle était extraordinairement spirituelle. De l'esprit, Becque en eut plus que personne, et d'une spontanéité presque incroyable, avec je ne sais quoi de robuste et d'inébranlable.

Un jour, il se présente devant la Commission des auteurs : les directeurs du Vaudeville (d'il y a douze ou quinze ans) s'étaient engagés à reprendre la *Parisienne :* puis, des difficultés ayant surgi, ils avaient joué *Le plus heureux des trois*, rendant impossible ainsi, pour un certain temps, la représentation de l'autre ouvrage ; Becque trouvait la plaisanterie mauvaise, et se plaignait. Le président de la Commission était alors Camille Doucet, qui avait quelques raisons de ne pas nourrir pour Becque des sentiments particulièrement affectueux ; il l'interrompit : « Mais,

monsieur Becque, vous admettez donc que la *Parisienne* ressemble au *Plus heureux des trois?...* » Becque se redresse de toute sa hauteur : « Ils ont cru que je n'oserais pas le dire!... » — Chose admirable, cet esprit, d'un jaillissement si dru, était, si je puis dire, à base de bon sens; ce que disait Becque était parfaitement amusant parce que c'était parfaitement « raisonnable ». Entre tant de mots de lui, j'hésite à choisir... On parlait des conseils, qu'on donne toujours et qu'on ne suit jamais : et l'on s'excusait de ne pas les suivre, par ce fait qu'ils sont inspirés par le caractère de celui qui les donne, et non par le caractère de celui qui les reçoit... ; on disait là-dessus les choses les plus judicieuses et les plus spirituelles. Quand on eut fini, Becque ajouta : « Il y a encore une chose; c'est qu'ils peuvent être mauvais!... »

Il faut terminer cet article trop long déjà. Je me suis laissé aller au plaisir d'évoquer des souvenirs déjà anciens. J'ai trop parlé de l'homme; j'aurais dû insister davantage sur l'écrivain. Mais son œuvre s'impose à l'admiration des lettrés : elle est de force à triompher toute seule des hésitations du public. La « stérilité » de Becque ne signifie rien. Qu'importe qu'il n'ait écrit que deux pièces, si ces deux pièces sont supérieures, et si l'une d'elles, au moins, est un chef-d'œuvre?...

JACQUES DU TILLET.

P.-S. — Cet article était déjà composé et mis en pages, quand nous arrive la douloureuse nouvelle de la mort de Francisque Sarcey. Tout ce que nous pouvons aujourd'hui, c'est dire notre tristesse, et constater quel vide il laisse après lui...

J. T.

NOTES ET IMPRESSIONS

De toutes les décentralisations, il y en avait une qu'il s'agissait surtout d'éviter. Je veux parler du faux.

Cependant, le suicide du capitaine Cassagnade, dont la nouvelle nous arrive de Tours, nous montre abondamment que l'épidémie a sauté les fortifications et qu'elle est en train de gagner nos provinces méridionales où le patois affirme cependant « que le soleil et la vérité brillent du même éclat ». Mais, que diable! pourquoi donc ce brave Cassagnade eut-il des bouffées de gloire poétique? De belliqueuses rêveries, entre le domino du matin et l'absinthe du soir, n'étaient donc pas suffisantes à absorber l'activité tumultueuse de cet officier? Il est vrai qu'il s'agissait d'obtenir au concours de l'Académie de Clémence Isaure une récompense bien connue dans toute la région sous le nom précieux d'amarante d'or. Il est encore vrai que le sujet imposé aux divers candidats était ainsi libellé : *la Conquête des âmes*. Cassagnade se dit : « C'est mon affaire! Je vais leur prouver en deux demi-tours et trois mouvements que, pour être officier, on n'en est pas moins poète. » Après avoir fouillé dans le carton de son tiroir où il cachait les fausses barbes, binocles, nez en carton, etc., dont il est toujours bon d'être muni à l'occasion, il retrouva un journal de Bordeaux où une pièce de vers lui parut tout à fait digne d'être honorée de sa signature; et le capitaine Cassagnade, qui n'a peut-être pas la Légion d'honneur, obtint l'amarante d'or. Clémence Isaure souriait sous ses bandeaux; mais, sachant que les temps sont durs, elle se refusa à sévir. L'auteur des vers plagiés, ayant reconnu son œuvre dans la pièce couronnée, dénonça le coupable au président de l'Académie; le vol ayant été reconnu manifeste, le capitaine-poète n'hésita pas à se loger dans la cervelle le plomb qui semblait lui manquer. Vous pensez bien que ce triste événement n'a pas été sans déchaîner les passions locales; la presse s'en est emparée, des coups de canne ont été échangés, des duels sont à l'horizon. De petites bagarres ont eu lieu malgré l'absence de la police; une marchande de tomates a reçu une aubergine à la tête; un melon de Cavaillon a grièvement blessé un ténor, ancien élève de Capoul; on parle d'autres victimes.

Nous relevons dans l'*Intransigeant* du Capitole l'appréciation suivante :

Il est triste à dire que, dans notre pauvre pays, l'héroïsme sera désormais incompris. Comment l'unanimité des cœurs vraiment généreux n'applaudit-elle pas à l'admirable dévouement du brave capitaine Cassagnade, qui a bien voulu, dans le noble but de relever le prestige de l'armée, indignement compromis par la faiblesse de nos gouvernants, emprunter à un simple petit universitaire quelques vers dont il a enrichi les rimes par l'inaltérable métal d'une épée française? Personne de ceux qui ont approché ce brave officier, doublé d'un audacieux poète, n'hésite à déclarer que Cassagnade, doué d'une réelle inspiration lyrique et réunissant le souffle au choix parfait du vocabulaire, aurait pu produire un morceau cent fois supérieur à celui qu'il a soumis au jury des Jeux floraux. Il est hors de doute que, plaçant son devoir de militaire au-dessus de son honneur de citoyen, Cassagnade a jugé que la gestation d'une œuvre poétique était inconciliable avec la sévère discipline des camps. Aussi, avec une humilité digne d'un autre âge, il consentit, dans un généreux mouvement, à s'abstenir de faire œuvre personnelle.

Nous lisons d'autre part dans le *Gaulois* de Saint-Sernin :

Dans le but de glorifier l'admirable conduite du poète-soldat Cassagnade, nous avons ouvert dès hier une sous-

cription pour élever un monument à la mémoire de ce héros victime d'un devoir incompris. La distinguée clientèle que nous avons l'honneur de servir a bien voulu accueillir favorablement notre initiative; les noms les plus indiscutablement aristocratiques couvrent déjà notre liste. Un statuaire notre compatriote nous a soumis la maquette de sa composition. On y aperçoit Cassagnade tenant à la main une lyre, le regard haut et ferme, la poitrine décorée de l'amarante d'or. Cette composition du meilleur goût ne manquera pas de plaire à la meilleure société. Sur le socle sera gravé un sonnet émanant de la plume d'un des maîtres du temps présent dont les nobles sentiments sont connus de tous. Une heureuse indiscrétion nous permet d'en donner dès à présent le dernier tercet :

Cassagnade, pourtant, tu t'es montré poète,
Puisque, toi qui bravais la foudre et la tempête,
Devant choisir des vers, tu n'as pas pris les miens.

*
* *

On se réjouit fort entre « chères Madames », dans les *five o'clock* où les conversations mondaines n'excluent pas la plus fine sensibilité. Il est question en effet de créer dans la banlieue parisienne un cimetière pour chiens. Les belles pleureuses pourront de temps à autre venir y verser des larmes sur leurs Fox ou leurs carlins. Le funèbre lieu sera charmant. Des bosquets abriteront les sépultures et l'ombre fidèle des caniches voltigera parmi les branches légères des lilas blancs. A la mode orientale, les allées seront bordées de roses et d'œillets, Sur les tombes des chiens de bonne maison, des groupes dus aux maîtres du ciseau donneront à ce champ de repos un caractère artistique. On créera un Jour des Morts spécial : le cimetière sera à cette date un lieu de réunions bien suggestif. Nos courtisanes les plus respectées y rencontreront les plus frivoles de nos mondaines. Le deuil de toutes ces jolies âmes qui, cette année, se porte gris-perle, rendra des plus convenables ce mélange qui partout ailleurs deviendrait choquant. Entre deux larmes données au souvenir d'une levrette et deux soupirs accordés à la mémoire d'un kings'Charles, on causera de tout avec mélancolie, des petits toutous morts qu'on regrette et des hommes vivants qu'on subit.

Le chien est l'ami de la femme. Il lui donne à bon compte l'illusion d'avoir du cœur ; il lui sert de prétexte à mille petits sentiments qui, étant très menus, lui paraissent très sincères. Il comble agréablement par une préoccupation indifférente le vide de sa pensée; il est l'occasion de caresses qui quelquefois suivent ou préparent d'autres caresses et qui la plupart du temps remplacent les unes et les autres, les légitimes et les coupables, et j'ai retrouvé dans les cahiers d'une jolie femme cette épitaphe qui n'est point dépourvue d'une belle grâce sincère :

Tu ne t'es jamais rendu compte, pauvre Mirza, de ce que tu as été pour moi. Tu as été toujours mon inconsciente complice et, jusqu'à l'heure où tu m'as accompagnée dans le rez-de-chaussée que tu sais bien, tu as distrait de tes mille petites espièglerie ma longue fidélité. Tous ceux qui m'ont aimée t'ont aimée. Lorsque j'avais renoué mes cheveux devant la glace, ils éteignaient leurs longs doigts fins dans ton poil soyeux. S'arrêtait-on devant les volets clos, tu aboyais pour prévenir, et j'ai très bien compris quelquefois en entendant tes doux petits grognements que tu me reprochais des mots durs, des coquetteries méchantes, un tas de choses! Et cependant, ma pauvre Mirza, ceux pour qui tu me parlais, de tes bons yeux marrons avec tant de muette éloquence, t'ont oubliée en quelques jours. Ne t'en étonne pas, ils m'ont oubliée aussi. Ils caressent maintenant d'autres Mirza appartenant à d'autres femmes. Tu as préféré mourir et ne plus voir toutes ces vilaines choses. Je te comprends et je ne te plains que parce que tu me manques. En pensant à toi je me distrais avec des remords et des regrets; c'est l'occupation qui convient aux âmes oisives et sentimentales comme celle de ta maîtresse, qui n'a jamais montré un grand cœur que dans les petites choses.

Peut-être comprenez-vous mieux maintenant l'avantage qu'il y avait à fonder un cimetière pour chiens. Ayant épuisé là toutes leurs facultés d'émotion, ces dames, en rentrant chez elles, pourront voir écraser un ouvrier sans se troubler outre mesure de ces inévitables petits accidents.

ROBERT DE FLERS.

LECTURES ÉTRANGÈRES

La femme athlète.

Féministe convaincu, mais dans un certain sens, qui me semble le bon, je me suis réjoui à la lecture d'un article de la *Nineteenth Century* sur la question féminine (ou tout au moins sur un point important de cette bruyante question), article sensé écrit par une femme... et qui plus est par une doctoresse... et par une doctoresse anglaise avec une quantité de lettres à la suite de son nom : Dr. Arabella Kenealy, L. R. C. P.

L'auteur prend pour sujet de ses remarques une certaine Clara qui, il y a deux ans, se contentait d'être une jeune fille, et qui aujourd'hui aspire à ajouter à ce nom si simple, si frais et si gracieux celui d'athlète, voire même de « recordwoman ». La transformation des femmes par la gymnastique est vraiment prodigieuse, s'écrient les bons parents, il y a un an Clara ne pouvait marcher une heure sans être lasse, aujourd'hui elle peut jouer au tennis ou faire de la bicyclette toute la journée sans ressentir la moindre fatigue. Clara représente, bien entendu, toute une classe de jeunes et intéressantes personnes en voie d'évolution, et le docteur, esprit pénétrant, mûri par l'expérience, étudiant les phases de cette évolution, se demande comment s'est effectué le change-

ment, tout récent encore, de la nature physique de la femme, par quel miracle enfin l'énergie et l'endurance féminines se sont accrues dans d'aussi notables proportions.

C'est, à mon sens, une erreur de croire, dit Mme Kenealy, que d'un régime, c'est-à-dire de certains exercices, d'une certaine hygiène joints à une nourriture appropriée peut résulter un accroissement matériel constant dans la production de la force. Le corps humain, comme une machine, ne peut produire que dans une mesure déterminée, variant selon les individus. Toute dépense de force dépassant la quantité produite chaque jour par l'économie générale est suivie de fatigue, de prostration, de maladie, même de mort. Il faut, si l'on ne veut pas entamer son capital et courir droit à la ruine, épargner presque sordidement au lendemain du jour où l'on a follement gaspillé. La personnalité varie suivant le degré de force produite et mise à la disposition des organes, mais surtout suivant la manière dont la force est distribuée. Une variété infinie résulte de la combinaison et de l'association de qualités semblables en quantité dissemblable : 1, muscle, 2, intellect, 3, émotion ; — 3, muscle, 1, intellect, 2, émotion, etc., etc.

Ceci m'amène à supposer que l'apparent accroissement d'énergie chez Clara a été obtenu simplement en altérant la relation de ses forces de manière à accroître la puissance musculaire au détriment d'autres qualités. Dans ce cas, il est fort probable qu'on aura détruit la balance des facultés, établie avec intention par la Nature lorsque celle-ci a formé Clara.

Pour ce qui concerne la valeur de la puissance nouvellement acquise, il faut reconnaître que la force musculaire, même sous ses aspects les plus nobles d'adresse et d'endurance, est de toutes les facultés humaines la plus grossière, celle que l'homme possède en commun avec les bêtes mais à un degré bien moindre que l'éléphant, le cheval et même le singe. C'est seulement dans l'application de cette force à exprimer des idées émotionnelles, intellectuelles ou morales que réside la supériorité de l'homme. Mais cela n'a rien à faire avec la vigueur musculaire des hercules. L'athlète représente le « muscle » bien plus que l' « homme ».

A dire vrai, il est aujourd'hui à craindre qu'on n'en arrive à déifier le premier en rejetant le second dans l'ombre; pour devenir l'idole de la foule il n'est pas besoin d'avoir du talent ou du génie, il faut rivaliser avec Milon de Crotone ou avec Terront. Mais l'un des avantages de la civilisation n'est-il pas de dispenser l'être humain des obligations physiques qui pesaient si lourdement sur la vie primitive et de permettre ainsi aux facultés d'un ordre incontestablement plus élevé de se développer à l'aise? En érigeant l'athlétisme en système, on prodigue follement les forces de la société moderne où les occasions utiles d'assommer des bœufs à coups de poing ou de lutter de vitesse avec les locomotives sont, en somme, assez rares.

Nous n'avons nullement l'intention de discréditer l'exercice indispensable à la formation de corps sains et au maintien de l'équilibre mental, émotionnel et physique; seule la gymnastique violente qui détruit l'équilibre est condamnée. L'athlète, qu'on veuille bien le remarquer, n'est même pas un être au physique musculaire superbe, c'est un être dont les muscles sont hypertrophiés, et il va sans dire que cette hypertrophie n'a pu se produire qu'aux dépens de facteurs plus importants, plus nobles, à ne point considérer l'homme à l'unique point de vue de l'animalité.

Ce préambule qu'on pourrait trouver un peu trop médical était pourtant nécessaire pour nous permettre d'apprécier la transformation qui s'est opérée chez Clara et chez le genre de femmes dont elle est le prototype. Car puisque la puissance physique de l'adulte sain ne peut être augmentée dans des proportions énormes qu'aux dépens de quelque autre faculté, puisque la femme moderne a énormément augmenté sa puissance musculaire et puisque celle-ci occupe le plus bas degré parmi les qualités humaines, qu'en faut-il conclure sinon que l'être humain en général et la femme en particulier a plutôt perdu que gagné en se transformant en athlète?

Nous avons vu ce qu'elle a gagné, tâchons de déterminer ce qu'elle a perdu, travail beaucoup plus complexe; car la chair, les muscles et les os s'estiment à la livre, mais non la sympathie, la bonté, la délicatesse, la grâce.

Il est bien évident que sous ce rapport aussi un grand changement s'est produit. Clara l'athlète n'est plus Clara que nous connaissions il y a deux ans. Elle était jolie alors, elle l'est encore aujourd'hui, mais sa beauté a changé de caractère : aujourd'hui, elle s'impose, autrefois elle vous tenait sous le charme; les yeux sont brillants, les traits sont bien modelés, le teint est chaud, et pourtant le charme a disparu, c'est un paysage sans atmosphère. On sent ici que l'auteur cherche en vain un mot qui vient immédiatement sous notre plume : ce charme indéfinissable c'est « la grâce », et ceci nous fait voir d'un coup d'œil combien la perte sera plus grande encore pour la Française que pour l'Anglaise. Cependant disons d'une façon générale : Aujourd'hui, Clara est un beau spécimen féminin; autrefois, c'était une gracieuse jeune fille. La différence n'est-elle pas sensible?

Extérieurement, Clara a donc changé et il est à supposer qu'au moral des différences appréciables se manifesteront également. D'abord, il faut remarquer que le surcroît d'énergie n'a pas fait de Clara un membre plus utile de la société; Clara prodigue ses efforts dans la recherche du plaisir et pour acquérir une réputation de vigueur, voilà tout.

Autrefois, elle semblait ne rien faire, et elle agissait beaucoup. Si quelqu'un était malade, ou avait quelque chagrin, si le père avait besoin pour une promenade d'un compagnon sympathique et de belle humeur, si la mère avait un secours ou une bonne parole à envoyer, si le frère Tom avait besoin d'une plume expérimentée pour corriger ses devoirs ou les mener à bonne fin, s'il fallait à la petite sœur Rosy une aiguille agile pour coudre prestement un ruban à son chapeau, les ressources inépuisables de Clara étaient toujours à la disposition de tout le monde. Aujourd'hui, elle n'a plus même le temps de rendre visite à ses amies. Pensez donc : pour se maintenir « en forme » il faut « rouler » en moyenne cinq heures par jour, marcher, nager, jouer au tennis ou au golf pendant le reste du temps.

Or, Clara occupée à coudre des fleurs sur le chapeau de Rosy peut mettre en œuvre trois fois plus d'activité qu'en manœuvrant une bicyclette. D'abord, elle exercera le désintéressement, qualité qui exige une tension nerveuse au moins aussi grande que le simple jeu des muscles; elle exercera les facultés d'adresse et de goût; elle éduquera l'œil et la main sous la direction de l'intelligence; elle lui fera connaître la satisfaction intime qu'on goûte à exécuter du mieux qu'on peut les plus modestes tâches. N'est-ce rien, cela? Je dis que c'est inappréciable pour la formation du caractère.

Il est vrai qu'en jouant au golf ou en montant à bicyclette, Clara, outre le développement des muscles, exercera les facultés de coup d'œil, d'empire sur soi-même, de sang-froid, de vrai courage. Qu'elle fasse donc du golf et de la bicyclette, mais qu'elle n'en fasse pas de façon à atrophier ses qualités féminines. Une femme peut avoir du sang-froid sans être pour cela une virago, on peut même affirmer sans crainte d'être démenti que ce sont précisément les viragos qui à l'heure du danger réel perdent le plus facilement la tête. Qu'on se rappelle plutôt les femmes spartiates, cette quintessence d'héroïsme à en croire certains auteurs, jetant, par leurs clameurs intempestives, la consternation dans Sparte assiégée.

L'auteur entreprend ensuite l'éloge de la modestie, le plus bel apanage de la femme et celui dont la jeune fille, genre Clara, semble faire le moins de cas parce qu'elle l'entrevoit intimement lié à cette activité modeste que répudiera de plus en plus la « femme moderne » et se résumant en deux mots : l'amour et la maternité.

Le dédain de la maternité! Mme Kenealy s'indigne en entendant cela : mais toute la question d'évolution ne repose-t-elle pas sur la fonction maternelle? Mais est-il sujet occupant l'esprit des plus éminents politiciens, philosophes ou poètes, qui puisse rivaliser d'importance avec le problème de l'éducation? L'enfant! Voilà qui est et qui sera toujours le chef-d'œuvre de l'art de la femme :

« En méprisant sa féminité, en devenant un être neutre, elle abandonne le point de vue élevé d'où la vie était intéressante. Elle vit au dehors, la maison ne la préoccupe plus. Ses enfants sont nourris, habillés, éduqués par des mercenaires; ses malades sont soignés par des professionnels, ses hôtes sont amusés par des artistes au cachet. Que lui reste-t-il? Mettre l'enfant au monde, et quel enfant! Le bébé du XIXe siècle est une si pauvre créature qu'il ne peut assimiler le lait. Sa mère athlète n'a pu lui faire qu'un tempérament débile et toute la science du médecin et du chimiste est mise à réquisition pour satisfaire les exigences anormales de son capricieux estomac... »

Notre docteur est peut-être fort arriéré, mais il parle avec l'éloquence de la haute et saine raison. Ah ! si beaucoup de Clara le lisaient et, l'ayant lu, le méditaient un peu pour son bien et pour le nôtre? Mais il n'y faut pas compter. Clara l'athlète ne lit plus et les méchantes langues ajoutent que, si elle préfère la bicyclette au livre, c'est précisément pour s'éviter la peine de penser et de réfléchir. En cela elle ressemblerait d'ailleurs à bon nombre de ses *concurrents* masculins.

CORRESPONDANCE

Lettre de Russie.

Il est impossible d'imaginer ce qui se passe en ce moment chez nous. Nous vivons, semble-t-il, sous un régime de terreur. Plus de 2000 étudiants sont expulsés de Moscou, la plupart sans avoir commis la moindre faute et sans qu'on daigne leur donner la plus petite explication de cette expulsion brutale. Pendant la nuit, des agents de police envahissent la chambre de tel étudiant, lui ordonnent de s'habiller, le traînent au poste voisin, et puis on l'envoie dans une ville quelconque de Russie, non sans lui avoir retiré le droit de faire dorénavant partie d'une Université. L'étudiant est-il sans ressources? — c'est le cas de la plupart d'entre eux, — on le jette en prison, pour ensuite et par étapes le conduire dans le lieu fixé pour son exil. Et toujours, — injustice suprême! — sans qu'il ait commis la plus légère infraction aux règlements ou à la discipline.

Deux étudiants de mes amis, que je connais depuis l'enfance et de l'honneur desquels je réponds, étaient sur le point de terminer leurs études. Pour eux, c'était la fin de la misère tant les conditions matérielles de leur existence étaient dures. On les a expulsés de Moscou avec défense d'achever leurs études. Aujourd'hui parents, amis, tous, cherchent à connaître le crime qu'ils ont commis. Mais leurs efforts sont vains.

Que de faits on pourrait citer! Dans la rue, plusieurs étudiants causent simplement entre eux. Tout à coup ils sont entourés par des gendarmes et fouillés brutalement. On prend leurs noms, on les conduit en prison d'abord, en exil ensuite, dans les villes lointaines de Russie. Ce ne sont pas là des opinions, mais des faits.

L'opinion publique tout entière est indignée. Mais que peut chez nous l'opinion publique? Compte-t-on avec elle?

Il est triste de voir la Russie proclamer le désarmement en grandes phrases sonores, alors que, dans cette même Russie, de malheureux étudiants sont fouettés avec des *nagaïki* et laissés pour morts sur le carreau.

Le parti soi-disant conservateur est tout à fait puissant. On met tout en œuvre pour arrêter le progrès et l'on s'étonne du nombre des nihilistes quand le gouvernement s'ingénie à les créer. Comment donc un jeune homme dont on a détruit toutes les espérances, qu'on a condamné, bien qu'il fût innocent, au déshonneur et à la prison, pourrait-il ne pas haïr un gouvernement ordonnant de pareils attentats? Je sais des étudiants qu'on a fait disparaître. On ignore ce qu'ils sont devenus.

Mon cœur saigne à la pensée que des dizaines d'amis avec qui je travaillais, qui rêvaient de conquérir diplômes et grades pour nourrir une famille entière, meurent en ce moment de faim, quelque part; et cela parce qu'ils étaient pauvres et ne pouvaient acheter avec quelque menue monnaie la conscience des inspecteurs chargés de faire un rapport sur leur conduite et d'obtenir une condamnation.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Le nouveau roman de M. Anatole France, *Pierre Nozière*, paraîtra directement en librairie le 8 juin.

Les Perles rouges. Titre du nouveau volume de vers que nous donnera M. Robert de Montesquiou jeudi prochain.

L'ouvrage — tiré à 160 exemplaires seulement — comprendra 93 sonnets, avec quatre eaux-fortes inédites de Besnard.

Un début : l'*Histoire du 1er régiment de tirailleurs algériens*, racontée par M. Victor Duruy, le plus jeune des fils de l'illustre ministre de l'Empire.

Ce régiment est celui auquel appartient le jeune officier. M. Ernest Lavisse, qui fut, aux débuts de sa carrière, secrétaire du ministre Duruy, et qui a voué une vénération filiale à la mémoire de ce grand homme de bien, a écrit pour ce livre une préface touchante, et très belle.

MM. Paul et Victor Margueritte, qui ont quitté la France pour quelques mois, voyagent en ce moment en Italie. Ils avaient laissé, au moment de leur départ, à l'éditeur Per Lamm le manuscrit d'un roman inédit : *le Poste des neiges*. Il a paru cette semaine.

Le premier volume de l'édition complète des *Mille et une Nuits*, traduite par M. J. C. Mardrus, paraîtra le 24 mai.

J'avais, en annonçant la préparation de cet ouvrage, dit que M. Mardrus était Syrien. Il paraît que les amis du docteur m'avaient inexactement renseigné ; celui-ci m'écrit :

... Je ne suis point Syrien. Je suis un vrai fils de la cité du Caire, où je suis né, où mon père et mon grand-père sont nés. Et j'eus même comme nourrice (commencement des « Mille et une Nuits » en mon œil d'enfant!) une Égyptienne de pure race, à la chair d'ambre, aux doigts pourprés de henné, qui portait au cou un collier de turquoises pour conjurer le mauvais œil, et, aux chevilles, des bracelets d'argent pour éloigner les maléfices du terrible *Zâr*...

Le nouveau traducteur des *Mille et une Nuits* réside actuellement à Marseille; il y exerce les fonctions de médecin sanitaire maritime.

M. Cabanès, à qui la littérature contemporaine est redevable de quelques savoureuses « indiscrétions », nous annonce un *Balzac ignoré*, pour la fin de ce mois.

Le nouveau roman de MM. J.-H. Rosny, *la Fauve* (mœurs de théâtre), est en librairie depuis mercredi.

Aujourd'hui :

De M. Georges Ohnet, *Au fond du gouffre;*

De M. Charles Foley, *l'Otage*.

Le *Mercure* publie cette semaine, en un volume, une *Esthétique de la langue française*, de M. Rémy de Gourmont; et des poèmes de MM. Albert Fleury, Gustave Fréjaville, Adrien Mithouard, Robert Scheffer, Paul Briquel.

En librairie également : les *Lettres inédites* de J. Michelet, adressées à Mlle Mialaret (Mme J. Michelet), dont nous annoncions dernièrement la publication prochaine et qui forment le quarantième et dernier volume des *Œuvres complètes* de l'illustre écrivain.

Sous le titre de *Morale sociale*, la librairie Alcan prépare pour le mois prochain le cinquième volume de sa « Bibliothèque générale des sciences sociales ».

Il se composera des conférences données cet hiver au Collège libre de la rue de Tournon par MM. Belot, Bernis, Brunschvicg, F. Buisson (de la Sorbonne), Darlu, D. Delbet, député, Dauriac, Malapert, R. P. Maumus, de Roberty, E. Sorel, Pasteur Wagner, Ch. Gide, Kovalevsky.

Œuvre éclectique comme on voit, où aucune doctrine ne se plaindra d'avoir été sacrifiée.

M. Boutroux, de l'Institut, a écrit la préface du livre.

Le bruit a couru, il y a quelque temps, que la Direction des bâtiments civils se disposait à transformer en salon de réception attenant à la loge présidentielle, à l'Opéra, l'étage du pavillon ouest où la bibliothèque de la maison est installée depuis trente ans.

Le projet de cette transformation avait, dit-on, rencontré d'assez empressés encouragements dans l'entourage du dernier président. Il est à prévoir que M. Loubet calmera d'un mot ce beau zèle, et tout le monde l'en félicitera.

L'aménagement d'un salon de réception présidentiel à l'Opéra n'est, semble-t-il d'une pressante utilité pour personne ; ce qui serait, par contre, intolérable, c'est la relégation dans les combles de l'édifice d'une bibliothèque admirable, où 60000 estampes et 15000 volumes ont été patiemment réunis à la disposition des artistes et des chercheurs, et qui composent, sur l'histoire de la musique et du théâtre, un monument de documentation unique.

Le *Bulletin de l'Art ancien et moderne* fait justement observer que mettre au grenier ces trésors équivaudrait, pour les travailleurs, à la suppression pure et simple de la Bibliothèque de l'Opéra.

Il semble impossible que M. Loubet donne son approbation à cette fantaisie.

M. Francisque Sarcey était un des plus anciens et des plus fidèles de nos collaborateurs. De 1867 à 1870 il publia, dans notre Revue (alors *Revue des cours littéraires*), les conférences qu'il fit à l'Athénée et à la Salle des Capucines sur le Théâtre ; de 1873 à 1880 une série d'articles sur la Comédie-Française ; puis des Souvenirs personnels : *Mes maîtres de musique*, 1883 ; *Comment je suis devenu journaliste*, 1884 ; *Comment je devins conférencier*, 1890 ; *A propos de l'Académie*, 1895 ; *Mes procès de presse*, dont la première partie, parue en août-septembre 1898, est restée inachevée.

Il nous avait aussi donné en 1897 une série d'articles sur *la Foule au théâtre*.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37903. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 21. 4e SÉRIE. — TOME XI 27 MAI 1899.

LE TRANSVAAL

En 1890, il y eut une joie réelle au Cap, lorsque M. Cecil Rhodes fut nommé premier ministre de la colonie.

M. Cecil Rhodes était, dès cette époque, avec M. Hofmeyr, un des chefs du parti Afrikander, ce groupement de tous les natifs de l'Afrique Australe, qu'ils soient d'origine hollandaise ou anglaise; de sorte que, le premier étant Anglais et le second Hollandais, les deux Parnell de l'Afrique méridionale, comme on les appelait, représentaient les deux principaux éléments de la population.

M. Rhodes exprimait alors l'idée d'une fédération des colonies du Cap et de Natal, de l'État d'Orange et du Transvaal et de tous les territoires sud-africains protégés par l'Angleterre.

Ce projet était fort combattu par la fraction hollandaise. Mais, M. Hofmeyr ayant paru s'y rallier sous l'influence de M. Rhodes, on put croire un instant que la nomination de celui-ci au poste de premier ministre allait lui permettre de réaliser son rêve. Il n'en fut rien. Et on peut dire que les résistances que rencontra M. Rhodes le déterminèrent dès ce moment à employer d'autres moyens pour arriver à son but. Ce fut la *Chartered Company* ou Compagnie de l'Afrique du Sud, dont il était directeur, qui les lui fournit.

Il a été prouvé qu'il avait songé à un coup de main contre le Transvaal dès 1894. L'entreprise avait une base financière et les richesses minérales de la République devaient servir d'enjeu. Une œuvre de propagande fut commencée à Johannesburg parmi la population étrangère (Uitlanders), afin de s'assurer son concours.

Mais le complot n'éclata qu'en 1895.

Dirigé par les agents de la *Chartered Company*, avec la complicité des autorités anglaises du Cap; exécuté par le docteur Jameson, il échoua par l'énergie et la promptitude que les Boërs mirent à l'étouffer.

On se rappelle le sentiment d'indignation qui accueillit partout cet acte de violence et jusqu'aux sympathies de haute portée qui furent témoignées au Transvaal à cette occasion.

M. Krüger, le biblique président des Boërs, pouvait châtier à son gré. Il ne le fit pas. Il commua les peines prononcées; puis, il fit grâce, alors que, dans le même temps, M. Chamberlain, à la Chambre des Communes, le remerciait de cette générosité par d'insolents dédains et des insinuations malveillantes, et que M. Rhodes, convaincu d'avoir été l'âme de l'attentat, sortait indemne d'une enquête mystifiante où on s'était appliqué à le justifier plutôt qu'à l'incriminer.

Cette impunité a eu pour conséquence la campagne actuelle, officiellement ouverte contre le Transvaal, comme elle a eu aussi pour résultat une évolution capitale des esprits en Afrique Australe.

M. Cecil Rhodes fut répudié par le parti Afrikander (*Afrikander Bond*), et la population du Sud-Africain énonça nettement ses sympathies et ses rancunes. La majorité se prononça en faveur des Boërs; un petit nombre resta fidèle à M. Rhodes. Celui-ci, réfractaire et hostile au programme électoral de l'Union Afrikander, n'a, d'ailleurs, pas été réélu.

Mais, au commencement de 1896, il avait fondé la

South African League (Ligue Sud-Africaine) pour faire échec à l'*Afrikander Bond*.

Le nouveau groupe déclarait que les Boërs étaient un danger pour l'influence anglaise et la colonie du Cap. Il reprochait au gouvernement local de ménager l'élément hollandais.

Après avoir été un des chefs de l'*Afrikander Bond* et s'en être servi jusqu'au jour où ce parti désavoua sa conduite à l'égard du Transvaal, M. Rhodes se fit de la *South African League* un nouvel instrument de ses ambitions.

Il est facile de comprendre que cette nouvelle ligue eut tout de suite pour adhérent le groupe cosmopolite de Johannesburg qui avait aidé Jameson dans son coup de main et en avait espéré la réussite.

On comptait en 1896 cinquante mille blancs, Africains ou Européens, à Johannesburg, sur 102 000 habitants. Depuis, cette population a augmenté sensiblement. Nous sommes donc loin d'une majorité lorsqu'on nous parle aujourd'hui de vingt mille uitlanders ou étrangers pour lesquels M. Rhodes prétend faire intervenir l'Angleterre dans les affaires du Transvaal.

Les Boërs, en somme, comprennent la liberté généreusement. La ligue de M. Rhodes put s'installer à son aise à Johannesburg. Elle y eut son local, ses réunions et ses meetings. Elle y exerça même ses violences. En décembre de l'an passé, une rixe eut lieu au cours de laquelle un Anglais ivre eut le malheur d'être tué par un agent de police (un Allemand). Ce fut un prétexte pour la Ligue de s'agiter davantage. Mais qu'on observe bien que cette Ligue du Sud-Africain, fondée au Cap par M. Rhodes, ne vit et ne s'agite qu'à Johannesburg. Partout ailleurs, ses quelques rares adhérents se tiennent cois. Ce sont des partisans de l'impérialisme professé par MM. Rhodes et Chamberlain. Mais ce ne sont qu'auxiliaires négligeables d'une doctrine sans écho. Jamais les Afrikanders n'ont été si puissants et n'ont rallié tant d'opinions, jusque dans le Parlement du Cap.

Or, à la suite de la rixe à laquelle nous avons fait allusion, les uitlanders de Johannesburg, ou, ce qui est plus exact, la ligue de M. Rhodes chargea le vice-consul de faire parvenir à la Reine une pétition demandant l'intervention de l'Angleterre pour protéger les uitlanders. Mais, le chargé d'affaires anglais à Pretoria empêcha le vice-consul de porter la pétition. On suppose qu'à ce moment ce personnage obéissait à des instructions de M. Chamberlain, qui ne voulait pas encore la guerre.

La Ligue envoya alors directement sa pétition à M. Chamberlain, qui annonça sa réception, le 2 mai dernier, dans les termes suivants, à la Chambre des communes :

« Le haut commissaire du gouvernement britannique au Cap a reçu et transmis au gouvernement de Sa Majesté une pétition de vingt et un mille sujets anglais au Transvaal, qui se plaignent des exactions, des traitements injustes dont ils sont victimes, et particulièrement de leur exclusion du droit de franchise. J'ignore s'il y a des précédents à une semblable pétition, mais j'ignore aussi s'il y a des précédents à un semblable état de choses qui nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui. J'ajoute qu'en conséquence il ne saurait, selon moi, y avoir le moindre doute sur la légitimité d'une pareille pétition, étant donnée la situation dans laquelle ce pays-ci se trouve vis-à-vis de la République Sud-Africaine. »

M. Chamberlain s'est montré dans la circonstance ce qu'il a été lors de l'enquête sur l'affaire Jameson. C'est la même bonne foi, le même esprit de justice qui l'ont fait parler. Quoi qu'il en ait dit, il y a cependant doute sur la pétition. La preuve, c'est qu'à la suite de son envoi, neuf mille autres uitlanders (ce qui témoigne encore que la ligue de M. Rhodes ne représente pas une majorité) ont adressé une contre-pétition dans laquelle ils « protestent contre l'assertion que le gouvernement sud-africain protège mal la vie et la propriété des habitants, et que l'administration générale soit mauvaise. Ils ajoutent que la première pétition est l'œuvre de capitalistes et non l'expression du sentiment public. Ils affirment leur confiance en M. Krüger et son gouvernement, et sont persuadés que toute difficulté intérieure peut être aplanie sans l'intervention d'un gouvernement étranger et sans l'avis des capitalistes. »

Les uitlanders qui ont signé cette contre-pétition sont d'accord avec la très grande majorité des Européens de l'Afrique Australe. Ce qui n'empêchait pas le *Times*, accentuant les commentaires de M. Chamberlain, de dire que « les uitlanders du Transvaal réclament la protection de l'Angleterre, à laquelle les capitalistes étrangers eux-mêmes font appel pour mettre fin à une situation intolérable ».

... « Nos mains sont libres », ajoutait le même journal. « Nous n'avons aucune difficulté internationale et, de plus, le monde entier condamne l'entêtement des Boërs. »

Observez, de la part de M. Chamberlain comme dans le langage tenu par le *Times*, combien vague est l'accusation portée contre le Transvaal. Dès l'instant où on énonce des griefs, ceux-ci étant discutables, les impérialistes anglais sentent qu'ils perdent leurs avantages. C'est en bloc qu'il faut accabler le Transvaal. D'ailleurs, on alterne entre des réclamations d'ordre économique, administratif, ou législatif, et la question de suzeraineté, sans trop savoir quel est le meilleur prétexte pour en finir avec ces misérables Boërs.

La réaction du bon sens est telle dans les milieux

ordinaires de l'Afrique du Sud que M. Rhodes, inquiet lui-même pour la première fois, en est réduit à conseiller à sa Ligue d'observer le calme.

C'est qu'en effet, il est bon de le répéter, la population Boër ou d'origine hollandaise de l'Afrique du Sud, voit d'un mauvais œil tout ce qui lui paraît porter atteinte à l'indépendance des Boërs des Républiques, et ce, malgré son loyalisme pour l'Angleterre. Elle ne veut pas, par conséquent, de l'impérialisme, pas plus au Cap qu'à Natal et à Johannesburg. De même, les Afrikanders, qui ne sont pas des Boërs purs, mais des natifs d'Afrique, mêlés de Hollandais, Anglais et autres, ne veulent pas non plus d'impérialisme, c'est-à-dire d'une domination exclusivement anglaise.

Nous avons dit, d'autre part, ce qu'il y a d'oppositions à la Ligue parmi les commerçants de Johannesburg. Seuls, les financiers des cercles miniers lui sont sympathiques. Ils approuvent les ligueurs, parce que ceux-ci ne désirent qu'une chose, se substituer au gouvernement.

On dit qu'il y a un milliard et demi d'argent français engagé dans les entreprises minières du Transvaal. C'est possible. Il ne faut pourtant pas s'en féliciter. Si ces capitaux sont ceux de la petite épargne, c'est regrettable. Si ce sont les capitaux de la spéculation financière ordinaire, c'est peu intéressant.

En tout cas, on en conclut qu'une solution quelconque qui sauvegardera nos intérêts sera bonne. Eh bien, non! Parce que la solution offerte ne l'a été jusqu'ici que par l'Angleterre, qui a suscité les difficultés précisément pour les résoudre à sa manière, c'est-à-dire avec la pensée de mettre fin à l'indépendance du Transvaal.

Les uitlanders signataires de la pétition sont des étrangers au Transvaal et ne représentent qu'une fraction des étrangers qui habitent le Transvaal.

Ils réclament en faveur de leur industrie. Il n'y en a qu'une, en effet, et c'est la leur : l'extraction de l'or; industrie qu'ils ont imposée au Transvaal et qu'ils exercent à l'exclusion des Boërs. Que ceux-ci profitent de la prospérité qui en est résultée pour leur pays, c'est au moins naturel. Le leur reprocher, c'est avouer que cette prospérité existe. Personne ne la conteste et tout le monde s'en félicite. Mais, si elle existe, de quoi se plaignent les uitlanders de M. Rhodes et tous ces gaillards qui sont venus dépouiller leur misère à la porte du Transvaal?

Mais, que ces exploiteurs prétendent se tailler au milieu des Boërs une place prépondérante, ce n'est pas admissible; pas plus qu'on n'admettrait qu'un voyageur exigeât de son hôtelier son propre lit; pas plus qu'on n'admettrait que des étrangers, immigrés dans une ville quelconque, eussent la prétention d'en changer le régime administratif, fussent-ils plus nombreux que les citoyens de cette ville.

Cette réclamation, d'ailleurs, est si bien une duperie, qu'avant elle les uitlanders ont réclamé des droits politiques. C'est même par le refus de ces droits qu'ils ont voulu justifier la tentative de Jameson. A ce moment, ils ne parlaient pas de leur industrie. Aujourd'hui, ils parlent des deux choses.

Pourquoi le président Krüger a-t-il cependant promis depuis trois ans de tenir compte, autant que possible, des réclamations des agitateurs? Pourquoi n'a-t-il rien fait? C'est qu'il sait que ce qu'on lui demande en faveur de l'industrie minière n'est pas grave, mais que les droits politiques qu'on accorderait le seraient bien davantage. Plusieurs fois, il a entretenu le Volksraad de la question de la dynamite et de celle des chemins de fer, ainsi que du droit de vente des sous-sols miniers.

En mars dernier, il déclarait qu'au point de vue de la naturalisation, il avait l'intention de proposer que tout étranger établi au Transvaal recevrait sa naturalisation après deux ans de résidence et prêterait serment de fidélité. Le nouveau citoyen aurait alors le droit d'élire les magistrats locaux et les membres du second Volksraad, et, après cinq autres années, il aurait le droit complet de citoyen, ainsi que ses enfants. Dans la législation actuelle, il faut quatorze ans à un étranger pour devenir citoyen jouissant de tous ses droits.

En vérité, le président Krüger est peu encouragé à donner suite à ses projets en présence des objurgations inconcevables qui l'assaillent, sans préjudice des insinuations dépourvues de scrupules que lui adressent des conseillers d'autres nations que l'Angleterre.

Les desiderata économiques peuvent se résoudre, en somme, par des dispositions législatives, sanctionnées par des mesures de police. Mais il s'agit d'autre chose.

M. Chamberlain a posé depuis longtemps la question de suzeraineté de son pays sur le Transvaal.

Il prétend que l'article 4 de la Convention de Londres, du 27 février 1884, conclue avec le Transvaal, et laissant à l'Angleterre le droit de contrôle, de sanction ou désapprobation des traités conclus avec les puissances étrangères par la République sud-africaine, implique pour celle-ci une véritable sujétion à l'Angleterre.

Or, jamais la susdite convention n'a été interprétée ainsi par ses auteurs. Le mot de suzeraineté qui figurait dans la convention anglo-transvaalienne de 1881 n'existe plus dans celle du 27 février 1884.

Lord Salisbury, en 1884, à la Chambre des lords, déclarait que le Transvaal a le droit de « régler souverainement sa politique intérieure et exté-

rieure, sauf quelques exceptions limitativement énumérées et portant sur son droit de conclure des traités ».

Il ne s'agit, en effet, que du droit de conclure des traités avec les pays étrangers. Il est entendu que le Transvaal a ce droit, mais, à chaque crise d'irritation contre la République sud-africaine, la chicane anglaise a prétendu qu'il fallait à ces traités la sanction britannique.

En mars 1896, le président Krüger reçut de M. Chamberlain, par l'intermédiaire de sir Hercule Robinson, haut commissaire de l'Afrique Australe, la proposition d'abroger la convention de 1884 en son article 4; en échange de quoi le Transvaal conférerait la franchise électorale aux résidents britanniques et accorderait des réformes. Ce simple souvenir donne la mesure du peu d'importance que l'Angleterre attache à l'article 4 de la Convention de 1884, et le refus de M. Krüger d'accéder à la proposition de M. Chamberlain témoigne du peu de cas qu'il fait de ce même article.

Aussi bien, en trois circonstances depuis cette époque, le Transvaal a passé outre à cet article. Le 3 novembre 1893, il a signé un traité d'extradition avec le Portugal; le 9 novembre 1895, il a conclu un accord du même genre avec la Hollande; et en 1896, il a adhéré à la Convention de Genève (Croix rouge), sans consulter l'Angleterre.

Il importe, enfin, de répéter que la lutte à laquelle nous assistons n'est pas, à proprement parler, entre les Boërs et les Anglo-Saxons, mais entre les Afrikanders et les Impérialistes. Nous avons essayé de faire comprendre les sentiments des uns et des autres.

Nous insisterons sur ceux des Afrikanders qui sont actuellement ceux de toute l'Afrique australe.

En avril 1897, eurent lieu au Parlement du Cap des débats singulièrement intéressants.

Une motion de M. Du Toit, président de l'*Afrikander Bond*, fut discutée, dont l'objet était précisément l'attitude à prendre dans la querelle pendante entre le gouvernement britannique et le Transvaal. M. Sauer, ancien ministre de la Couronne, déclara que la Convention de Londres, telle que prétendait l'interpréter M. Chamberlain, n'existait pas. Les conclusions de la discussion furent qu'on devait respecter rigoureusement les traités et recourir, s'il le fallait, à l'arbitrage, pour résoudre les différends.

Le même langage fut tenu à la Chambre haute. Et le premier ministre, sir Gordon Sprigg, qui avait cru devoir protester, faillit être renversé. Le *Star*, organe uitlander, écrivait à propos de cette discussion :

« Deux points sont éclaircis par la décision du Parlement du Cap. Le premier, c'est que l'Angleterre n'a pas besoin de rechercher les sympathies ou l'appui de la colonie du Cap, si elle jugeait devoir recourir à des mesures extrêmes à l'égard du gouvernement du Transvaal; le second point est que la majorité, au Cap, n'est pas disposée à épouser les griefs de la population immigrée de cet État. »

A nous, Français, — qui avons en ce moment à nous préoccuper de la situation faite aux étrangers qui peuplent notre Algérie, — il n'appartient pas de trouver mauvais que le Transvaal prenne ses précautions contre des convoitises périlleuses. La lutte engagée contre les Boërs et leur président est une mauvaise action.

L. Sevin-Desplaces.

SAINTE-BEUVE

ET LE SECOND EMPIRE (1)

Fils d'un homme d'esprit modéré, de sentiments libéraux, qu'il n'avait pas connu, élevé par une mère bourgeoise qui de la Révolution n'avait guère retenu que la Terreur, Sainte-Beuve, dans ses premières impressions d'enfance, n'avait pu prendre que l'aversion du gouvernement démocratique, l'horreur des tribuns et des tumultes populaires, et une disposition à regarder l'*ordre* comme le bien suprême, qu'on ne saurait trop payer, même au prix des lois et des libertés. Cependant l'éducation philosophique et libérale l'emporta d'abord en lui; profondément roturier, il aimait aussi peu l'Émigration que la Montagne. Sous la Restauration, il écrivit au *Globe;* même après 1830, il se tint sur la réserve avec la royauté nouvelle. Il eut l'impression que le peuple, dans l'établissement de la dynastie d'Orléans, avait été dupé. Son libéralisme s'accentua; quand il quitta le *Globe*, ce fut pour passer au *National*, à l'effroi de sa mère qui croyait voir entrer la Terreur avec Armand Carrel dans son logis de la rue Notre-Dame-des-Champs. Puis Sainte-Beuve s'était retiré du journalisme politique; ses liaisons avec les républicains s'étaient refroidies, pendant qu'il se liait avec quelques-uns des principaux serviteurs du roi, surtout avec le comte Molé. Il avait hanté les salons orléanistes : il avait vécu en paix, jouissant des agréments de la vie mondaine, écoutant les Thiers, les Guizot, les Villemain, les Cousin, et prenant leur mesure, tandis qu'ils péroraient. En somme, pour lui comme pour tant d'autres, le régime issu de la révolution de Juillet lui avait procuré un certain bien-être qu'il aimait, et n'avait

(1) Fragment d'une étude biographique qui paraîtra prochainement à la librairie Garnier frères, en tête d'un recueil d'*Études littéraires extraites des Portraits et des Causeries du Lundi.*

pas gagné son affection; il y avait son habitude, ne demandait pas autre chose, et au fond n'y tenait pas.

I

1848 arriva, et après les « glorieuses » de Février, les effroyables journées de Juin. Les ennemis de Sainte-Beuve, Veuillot entre autres, se sont égayés des « peurs bleues » ou plutôt « rouges » qu'il aurait eues, et qui l'auraient fait fuir jusque hors de France. C'est là une légende, un grain de vérité fantastiquement développé par la malveillance : voici comment, semble-t-il, les choses se sont passées.

Sainte-Beuve n'aimait pas assez le régime déchu pour être fort affligé de sa ruine. Il avait des amis, d'anciens amis, Carnot, Charton, Jean Reynaud, dans le gouvernement provisoire. Il n'avait rien à perdre ni à craindre personnellement à l'avènement de la République. Mais un petit dégoût qu'il eut, lui fut très sensible. Une revue publia une liste de gens inscrits comme ayant eu part aux fonds secrets sous la royauté; et le nom de Sainte-Beuve figurait sur la liste pour une somme de 100 francs. Il était ridicule de supposer qu'un homme comme lui, parvenu où il était, se fût laissé acheter à un prix si modique; et s'il s'agissait d'une aumône, qui pouvait croire qu'ayant besoin de 100 francs, il eût dû s'adresser aux fonds secrets? Cependant sur ce misérable indice on l'attaqua. Il envoya à Jean Reynaud une note hautaine et catégorique où il démontrait l'absurdité de l'accusation. « Mon cher Reynaud, y disait-il, on m'attaque là par mon côté fort. J'ai mes faiblesses, je vous l'ai dit; ce sont celles qui donnèrent au roi Salomon le dégoût de tout et la satiété de la vie. » Faible du côté de la femme, pur du côté de l'argent, c'est bien là Sainte-Beuve.

L'explication probable est que les 100 francs corrupteurs avaient payé la réparation d'une cheminée dans l'appartement occupé par Sainte-Beuve au Palais Mazarin : par un virement bizarre comme en font souvent les administrations, la dépense avait été imputée sur les fonds secrets.

Sainte-Beuve trouva que le gouvernement avait été lent et mou à le défendre, et, fièrement, il donna sa démission de bibliothécaire. Il fallait vivre cependant : et voilà le secret de sa « fuite ». Pour vivre, il alla en octobre 1848 professer à l'Université de Liège où il resta une année : de ce cours sortit le livre sur *Chateaubriand et son groupe littéraire*.

Il est pourtant vrai qu'il avait eu une *peur* en 1848, non pas, comme l'a dit Veuillot, une de ces honteuses peurs qui désorganisent le moral et le physique, mais une peur réfléchie, une appréhension grave, état tout intellectuel, et non physiologique, où il entra plus de calcul et de prévoyance que d'effarement.

Il regarda d'abord avec amusement le spectacle de la Révolution : les attitudes diverses, révélatrices des caractères et des intérêts, des puissants de la veille, du personnel gouvernemental brusquement mis en réforme, Guizot, Thiers, Molé; les soudains développements des hommes que les événements portèrent au pouvoir, le règne si éphémère de la poésie et de l'idéal avec Lamartine.

Il a noté ses impressions de cette année tragique : elles ne sont certes ni d'un désespéré ni d'un trembleur.

On a sauté de trois étages là où l'on ne comptait descendre que d'un ou deux degrés. On est tout étonné du saut et de ne pas s'être fait plus de mal. On se tâte et l'on n'a qu'une forte commotion et un très grand étonnement. Nous qui sommes poètes, c'est-à-dire des oiseaux sur la branche et qui ne tenons à rien, nous acceptons le monde comme il tourne...

J'ai toujours dit que Guizot était un grand professeur d'histoire. Quelle leçon dernière il vient de nous donner là!...

Les politiques de ces dernières années jouaient une partie d'échecs et ne faisaient attention qu'à leur échiquier; mais la table sur laquelle posait cet échiquier, ils n'y songeaient pas. Or cette table était une table vivante, le dos du peuple qui s'est mis à remuer; et, en un clin d'œil, au diable l'échiquier et les pièces! Ils oubliaient le dos de la baleine...

L'opposition constitutionnelle est bien attrapée et confuse du résultat qu'elle a obtenu. Il faut convenir qu'il est dur de couver si longtemps une réforme pour mettre tout à coup au monde une révolution. — Ce n'est pas la montagne qui est accouchée d'une souris, c'est la souris qui est accouchée de la montagne. — Puisse celle-ci ne pas être la *Montagne* trop à la lettre!

Il esquissait un railleur et vivant tableau de « ce bon gouvernement provisoire », arbres de la Liberté, illuminations, discours, clubs, députations, processions de gamins porteurs de drapeaux, promenades de bannières à inscriptions humanitaires, toute une anarchie gaie et attendrie, et il concluait en ces termes :

Toutes les têtes étaient à l'envers et dans ce moment de grandes phrases et de flagornerie populaire universelle, rien ne m'a jamais mieux montré l'éternelle enfance de cette sotte humanité, et que les Français, les Parisiens surtout, sont encore et toujours ce peuple fou et charmant, mobile, insouciant, amusé, peuple imprévu dont chaque quiproquo fait le tour du monde; peuple d'enfants, de gamins et de badauds, tout comme du temps de Villon et de Rabelais; peuple léger, capricieux, orageux (*fretis æcrior Adriæ*), qui veut avoir *la maîtrise en tout*, qu'un mot soulève ou apaise, qu'une parole dorée séduit, qu'enjôle aujourd'hui Lamartine, et qu'a si bien connu Voltaire. (2 avril 1848.)

Tout cela est d'un sceptique, actuellement aussi réfractaire à la foi républicaine que jadis à la foi

chrétienne : ce n'est pas d'un homme apeuré. Même il y a des jours où il annonce avec sérénité le renversement probable de tout l'édifice social.

Nous sommes dans la chaudière d'Eson.

La liberté, la propriété, le mariage même, tels que nous sommes accoutumés à les entendre, ne sont sans doute pas des formes définitives de la société. Et si ces formes sont destinées à subir quelque transformation profonde, ce ne peut être que par une suite de secousses du genre de celles auxquelles nous assistons.

Nous ne sommes qu'au commencement.

On ne saurait désirer un ton d'observateur plus impassible. Sainte-Beuve avait si peu de peur que la peur des autres l'amusait : il notait ironiquement l'émoi des propriétaires et capitalistes.

Une aimable et belle étrangère qui est à Paris disait : « On n'aime plus. Que je serais donc heureuse d'être aimée comme les Français aiment leurs propriétés. »

Donc il était tranquille à Paris, ouvrant l'œil, prenant de belles leçons d'histoire et de psychologie. Et pourtant dans sa tranquillité passait parfois une inquiétude : son amusement finissait en frisson. Nous l'avons vu tout à l'heure : par un calembour de belle humeur il évoque le souvenir de la Montagne. Mais cette image soudaine glace son sourire.

Avec son ordinaire perspicacité et sa parfaite probité d'analyse, il avait remarqué en lui-même un état d'anarchie, un désaccord intime, tout pareils à ce qu'il observait dans le pays. Il ne lui fallut pas un mois pour s'en rendre compte.

Mars 1848.

J'ai en moi plusieurs sentiments contradictoires et comme des hommes divers qui se combattent.

Je suis curieux, et le spectacle des choses humaines m'amuse.

Je suis artiste, et les choses lestement faites, galamment troussées, me séduisent. Et quoi de plus galamment troussé que cette affaire-là ?

Je suis au fond girondin et républicain par instinct ; j'ai l'humeur populaire, et à chaque émotion publique, le vieux levain se remue en moi.

Mais *j'ai quarante-quatre ans ; je suis délicat de santé, de nerfs*, raffiné en goûts littéraires et en mœurs sociales ; je suis assis depuis des années, et mes habitudes sont en contradiction avec mes instincts.

Voilà le grand mot lâché : les habitudes. La Révolution dérange ses habitudes ; et le sacrifice des habitudes est peut-être le dernier que fasse un homme. Sainte-Beuve se fait peut-être plus républicain et plus populaire qu'il n'est : en réalité il avait plus d'aversion pour l'aristocratie que de goût pour le peuple. Son républicanisme était un esprit roturier, égalitaire, une totale absence d'orgueil ou d'amour-propre de classe : il avait en haine la morgue nobiliaire et tout autant la vanité bourgeoise. Mais sa culture d'esprit, sa façon de vivre supposaient une société monarchique, ou tout au moins aristocratique, une séparation des classes : son intelligence délicate le destinait à ne se plaire que dans un monde auquel ses tendances politiques étaient hostiles.

Et c'est cela d'abord qu'il déplora. Il notait indifféremment que la bourgeoisie était culbutée comme jadis la noblesse l'avait été : au tour du peuple d'être le maître. Cela n'était pas pour lui déplaire ; mais le peuple est rude, et voilà à quoi il ne se résignait pas.

Nous allons tomber dans une grossièreté immense. Le peu qui nous restait de la princesse de Clèves (et Dieu sait qu'il ne nous en restait pas grand'chose) va s'abîmer pour jamais et s'abolir...

Rien de plus prompt à baisser que la civilisation dans des crises comme celle-ci ; on perd en trois semaines le résultat de plusieurs siècles. La civilisation, la *Vie* est une chose apprise et inventée, qu'on le sache bien :

Inventas aut qui vitam excoluere per artes.
(*Énéide*, VI.)

Les hommes après quelques années de paix oublient trop cette vérité ; ils arrivent à croire que la *culture* est chose innée, qu'elle est la même chose que la *nature*. La sauvagerie est toujours là à deux pas, et dès qu'on lâche pied, elle recommence.

Je vais le front baissé, et j'ai le deuil dans le cœur. J'ai le deuil de la civilisation que je sens périr. Oh ! comme on comprend mieux en ce moment que c'est une invention délicate et sublime (1) !

Vint l' « horrible journée » du 24 juin, puis la « fatale semaine », la guerre civile après l'anarchie, les « flots de sang » : jamais en ses moins optimistes moments Sainte Beuve n'avait prévu de telles scènes. Alors il s'effara : alors sans doute les images de la Terreur, gravées en son esprit dès l'enfance par les récits maternels, se réveillèrent, l'obsédèrent. Alors il eut peur, une peur qui n'avait rien de personnel. Le retour à la barbarie s'opérait : il souhaita que la civilisation fût sauvée. Il crut qu'elle ne pouvait l'être que par une dictature. Il fit bon marché de toutes les libertés publiques, de toutes les garanties constitutionnelles, de la légalité même et du droit. Pour la civilisation, comme les bourgeois et les paysans pour la propriété, il permit, il offrit tout à l'homme qui assurerait l'ordre. Il fut aveugle comme les neuf dixièmes de la nation ; mais cet abandon qui pouvait s'excuser chez le vulgaire, égoïste et ignorant, était une grave défaillance pour un esprit de sa trempe et de sa culture. Peut-être les dix-huit ans de la monarchie de Juillet l'avaient-ils rendu scep-

1) Tous les extraits qui précèdent sont tirés des *Cahiers*, p. 75 et suiv., 105, etc.

tique sur l'efficacité du régime parlementaire : dans les formes et garanties légales, il ne voyait que chinoiserie et grimace, une couverture des intrigues égoïstes et des marchandages où l'intérêt de l'État est toujours vendu aux intérêts particuliers.

Peut-être aussi le nom de Napoléon, en même temps qu'il l'éblouit, le rassura. Il crut qu'un maître de ce nom, fils et héritier de la Révolution, assurerait à la fois l'ordre et le progrès, qu'il ferait de la politique démocratique en contenant la démocratie, qu'il materait le peuple et serait l'homme du peuple. Le Prince président, puis l'Empereur, lui parut l'homme nécessaire qui pouvait satisfaire aux deux aspirations contradictoires entre lesquelles il se sentait partagé : l'esprit populaire et les goûts raffinés. Il fit le rêve d'un empire fort qui rendrait les barbares inoffensifs et heureux. Et c'est un peu l'idée que le second Empire, en ses meilleurs jours, donna de lui.

Et puis, — car il faut tout dire, et Sainte-Beuve par sa confidence nous y invite, — ses quarante-quatre ans aspiraient au repos, ou, pour mieux dire, à la sécurité du lendemain. Suivre en paix ses chères études, *sa botanique des esprits*, avoir un journal où exposer ses collections de faits moraux, avoir quelques maisons amies, pour y causer en liberté, recueillir sans trouble les fruits de son travail, un peu de réputation et un peu d'argent, de quoi mettre en tout temps

Sur *sa* table un lait pur, dans *son* lit un œil noir,

(et, en vieillissant, il fallait payer plus cher le second article), avoir ainsi sa vie arrangée et le droit de compter qu'elle ne serait pas dérangée : c'était là le rêve égoïste de Sainte-Beuve qui conspirait, avec son rêve civil et populaire, à lui faire acclamer le maître dont on sentait la force. L'ombre du despotisme lui paraissait bonne pour vieillir agréablement avec toutes ses aises.

Il se rallia donc à Louis Napoléon, avec plus d'enthousiasme qu'il n'en avait jamais montré pour aucun pouvoir.

Il ne comprenait pas que tout le monde ne se ralliât pas. Encore excusait-il les jacobins, les hommes de 1848, pour la beauté de leur utopie dont ils avaient peine à se défaire ; mais les orléanistes lui paraissaient inexplicables dans leur attitude boudeuse et hostile. Il ne leur ménageait pas ses traits dans ses *Causeries du Lundi*, et il fit même un long article où les pressants appels alternaient avec les railleries piquantes, pour leur dénier le droit de rester fidèles à l'équivoque et bâtarde monarchie de Juillet. Le Président, qui tout à l'heure allait être l'Empereur, donnait tout ce qu'on avait attendu de Louis-Philippe, et mieux encore, consolidait les résultats de la Révolution, rassurait la propriété, écartait à la fois la réaction légitimiste et la république sociale : il fallait être bien ingrat pour ne pas se jeter dans les bras de ce sauveur. Ce fameux et indiscret article des *Regrets*, où le zèle éclate plus que le tact, est une des complaisances fâcheuses de Sainte-Beuve pour Louis Napoléon (1). A vrai dire le coup d'État n'était pas encore fait et le prince n'avait pas encore violé la loi. Mais le 2 Décembre ne choqua pas Sainte-Beuve, et il n'eût pas écrit autrement après qu'avant.

II

Pendant les premières années il sentit surtout le bonheur de « travailler en paix et en sécurité ». Il fut reconnaissant au régime qui lui permettait de vaquer aux travaux qui lui étaient « utiles ou chers (2) ». Aussi mit-il *au service* du gouvernement — ce sont les mots qu'il a lui-même répétés plusieurs fois — son autorité littéraire. En 1852, il avait passé du *Constitutionnel* au *Moniteur*, plus dépendant et presque officiel : il se crut obligé de signaler son dévouement, et il en a jeté les marques au travers de ses études littéraires. Il tiraille à tout propos contre les adversaires du régime. Bien sincèrement, je le veux ; mais cela n'en donne pas moins aux *Premiers Lundis*, quand on les lit tout d'une suite, un air de complaisance, de domesticité zélée pour l'Empire autoritaire, qui choque un peu en un tel esprit.

Aussi y eut-il un moment où Sainte-Beuve fut en fort mauvaise réputation auprès des opposants de toute nuance. Les orléanistes surtout ne lui pardonnaient pas les *Regrets*. On le lui fit bien voir quand il fut nommé à la chaire de poésie latine du Collège de France. Il devait faire son cours sur Virgile. Il débuta le 9 mars 1855 : la séance fut troublée par des cris, du tumulte et « tout l'attirail des moyens d'interruption usités en pareille circonstance (3) ». La seconde leçon fut plus orageuse encore. Le cours fut suspendu ; au retour des vacances de Pâques, nulle autorité n'invita Sainte-Beuve à le reprendre ; le directeur de la sûreté, amicalement, le lui déconseilla. Il donna sa démission ; on le consola de cet échec par une chaire de littérature française à l'École normale, où il professa quatre ans (1857-1861).

L'aventure du Collège de France fut amère à Sainte-Beuve. Elle devait le lier au régime pour lequel il avait souffert l'impopularité : la force des choses, pourtant, le délia, et le poussa peu à peu vers ces oppositions qui lui avaient été si peu tendres. Ce fut vers 1860, ou un peu avant, qu'il commença à se trouver à la gêne dans les cadres de

(1) Il s'excuse spirituellement dans une lettre à Schérer du 6 mai 1862.

(2) *Nouvelle Correspondance*, p. 204.

(3) *Corr.*, t. Ier, p. 205 (expressions de Just Olivier).

l'Empire. Une série de petits chocs, de froissements, de dégoûts le détacha insensiblement. Ce fut d'abord pour avoir loué Flaubert et Taine dans le *Moniteur* (1857) : le ministre de l'Intérieur se plaignit, et on lâcha contre Sainte-Beuve un journaliste officieux. En 1861, en quittant le *Moniteur* pour retourner au *Constitutionnel*, il crut voir que ses « services » ne pesaient pas lourd dans l'esprit du ministre de l'Intérieur, M. Walewski. Il eut le sentiment de ne pas obtenir parmi ces généraux, administrateurs, diplomates, ministres, qui avaient l'oreille des maîtres, la considération et la place que son talent, que surtout la littérature dont il était le représentant, méritaient. Il souffrit de voir les lettres en sa personne rejetées en un rang subalterne, traitées avec une indifférence un peu humiliante par ce monde ignorant, très positif, et assez peu délicat. Il nota qu'il n'avait jamais été admis auprès de l'Empereur; quand enfin il fut présenté, Napoléon lui dit gracieusement qu'il lisait chaque semaine ses articles du *Moniteur* : ce fut un coup de massue pour Sainte-Beuve ; depuis trois ans il avait quitté le *Moniteur*. La barbarie du régime, son illibérale grossièreté lui apparurent. Pourtant, après une attente qui le passionna un peu plus qu'il ne veut bien le laisser voir, il fut nommé sénateur (avril 1865). Il en fut touché, c'était la sécurité, l'aisance pour sa vieillesse : il en rendit l'honneur aux lettres.

Et c'est à ce moment qu'il acheva de se détacher de l'Empire. Il eut d'autres raisons que les petits froissements personnels dont j'ai parlé ; et ceux-ci mêmes ne furent guère pour lui que l'occasion de voir à plein la réalité du régime dont il n'avait guère conçu jusque-là que l'idéal. Il était « de ceux qui regardent tous les matins la couleur du temps (1). » Et il ne retrouvait plus le clair soleil des premières années de l'Empire. Dans Napoléon III, s'apercevait de moins en moins un Napoléon, l'homme fort, l'esprit net, capable de donner à la France sécurité, grandeur et gloire. Les silences ténébreux de l'Empereur, sur les questions pressantes, l'inquiétaient : il faut, disait-il, « que le sphinx parle enfin (2) ». Et le sphinx ne parlait pas ; et Sainte-Beuve, clairvoyant, n'interprétait pas ce silence en force, mais en faiblesse ; il dénonçait le péril que créait cet « air de doute, de ne pas savoir, d'avoir la volonté malade ». Il disait que « la France n'est pas de ces nations qu'on gouverne avec le bec dans l'eau (3) ». De jour en jour sa confiance diminua. Il mourut à temps pour ne pas voir la grande catastrophe : elle ne l'aurait pas surpris (4).

(1) *Lettres à la Princesse*, p. 24.
(2) *Ibid.*, p. 26.
(3) *Ibid.*, p. 19.
(4) *Corr.*, t. II, p. 385. — *Lettres à la Princesse, passim.*

Une chose l'émut surtout. L'Empire qu'il avait salué, c'était l'empire des paysans et des ouvriers, l'empire démocratique qui devait continuer la Révolution, en mettre les grands résultats à l'abri des entreprises du clergé et des trahisons de la bourgeoisie. Et voici que l'Empire trahissait lui-même la Révolution dont il était issu, le peuple où il puisait son droit : l'Empire se faisait clérical.

Sainte-Beuve, lui, s'était éloigné de plus en plus des points de vue de la foi ; il était bien, comme dit Guy-Patin, *guéri du sot*. On peut cueillir dans les lettres des dix dernières années de sa vie des déclarations significatives.

Je renvoie ces Messieurs dos à dos (catholiques et spiritualistes). Vous savez, mon ami, à quel fonds de vérités je crois, autant qu'un tel mot est applicable au faible esprit de l'homme : les années m'affermissent dans cette manière de voir et d'envisager le monde, la nature et ses lois et notre courte et passagère apparition sur une scène immense où les formes se succèdent au sein d'un grand tout dont nous saisissons à peine quelques aspects et dont l'incompréhensible secret nous échappe. Ce n'est ni triste ni gai, mais c'est grave ; et quand on en est là, on peut laisser avec leurs airs de dédain tous les esprits disciples et superficiels qui se flattent de tenir la clef des choses, parce qu'ils ont dans la main quelques bibelots chrétiens, païens ou autres, qu'ils adorent. Au diable les fétiches, de quelque bois qu'on les fasse ! (22 octobre 1866.)

L'éternité du monde une fois admise, tout s'en déduit. La fatalité des lois est une consolation pour qui réfléchit, autant et plus qu'une tristesse : on se soumet avec gravité !... Vous êtes, mon cher ami, de la religion de Démocrite, d'Aristote, d'Epicure, de Lucien, de Sénèque, de Spinoza, de Buffon, de Diderot, de Gœthe, de Humboldt. C'est une assez bonne compagnie. (17 avril 1867.)

J'ai toujours été, même à mes heures de religiosité poétique, très opposé à la superstition romaine, et les années n'ont fait que développer en moi le côté sensé et philosophique ; après avoir beaucoup rêvé, et m'être fixé par l'imagination, je me suis rabattu à la pensée et à la stricte vérité, autant que l'homme peut la saisir. (12 déc. 1868.)

Le voilà, comme on voit, bien revenu « de toutes les fredaines poétiques et de toutes les caravanes romantiques ». Il s'intitule *rationaliste honoraire ;* obéissant « à ses propres inclinations, à sa propre maturité », il s'est fixé.

Il vient un moment, dit-il, où l'on suspend son nid quelque part, et quoiqu'il puisse encore trembler quelquefois, on a chance de s'y habituer avec le temps, et d'y rester. (15 mai 1869.)

Ainsi disposé, écarté de l'Empereur et de ses principaux ministres, n'estimant guère que M. Duruy, lié avec les membres les plus libéraux de la famille impériale, le libre penseur prince Napoléon, l'artiste

princesse Mathilde, Sainte-Beuve voyait avec chagrin le régime s'alourdir, se faire plus étroit, plus intolérant de toute libre recherche et hardie pensée. Par une conjuration de l'autorité, de la religion et des intérêts matériels, la guerre était déclarée à l'esprit. L'Empire se mettait en réalité au service de l'Église, combattant au dehors pour le pouvoir temporel, cette « séculaire et absurde iniquité », réprimant au dedans toute vie spirituelle qui n'était pas soumise au dogme. Cela lui fut insupportable. Il se fit le représentant, l'avocat de la pensée. Un jour il priait pour le *Figaro* menacé d'un procès. Un autre jour il défendait un ouvrier typographe incarcéré. Puis c'était une marchande de journaux convaincue d'avoir vendu la *Lanterne*. Ou bien il fallait empêcher le professeur Bergmann d'être révoqué, pour avoir corrigé les épreuves des *Évangiles annotés* de Proudhon. A aucun de ces clients Sainte-Beuve ne manquait. Dès qu'il fut au Sénat, il se regarda comme officiellement chargé de représenter les lettres et les sciences, et les hommes de pensée : il n'y avait pas d'orgueil à s'arroger cette mission que personne autre dans le Sénat impérial ne revendiquait. Et il remplit résolument son rôle, sans s'intimider de son isolement au milieu d'une assemblée hostile, qui ne se donnait pas même la peine de le comprendre. Le désaccord était tel que chacune de ses interventions déchaîna des orages.

III

Le 29 mars 1867, M. de Ségur d'Aguesseau, incidemment, reprocha à M. Rouland d'avoir fait, étant ministre de l'Instruction publique, une *nomination scandaleuse*. Sainte-Beuve aussitôt se lève :

Si c'est à M. Renan que l'honorable M. de Ségur d'Aguesseau prétend faire allusion, je proteste contre une accusation portée contre un homme de conviction et de talent dont j'ai l'honneur d'être l'ami.

A ces paroles, le Sénat se souleva. M. le baron de Chapuis-Montlaville, M. le comte de Grossolles-Flamarens, M. de Maupas, M. le maréchal Canrobert prirent successivement la parole pour flétrir l'athéisme et l'auteur de la *Vie de Jésus*.

Sainte-Beuve tint bon. Il expliqua le lendemain sa conduite dans une lettre au président du Sénat.

Il est des points, écrivait-il à M. Troplong, sur lesquels je ne m'accoutumerai jamais à retenir ma pensée, toutes les fois que je la croirai d'accord avec le vrai, avec le juste, et aussi avec le bien de l'Empire, qui n'a nul intérêt à pencher tout d'un côté, et qui, sorti de la Révolution, ne saurait renier aucune philosophie sérieuse. Nous avons fort reculé, monsieur le président, sur le Sénat du premier Empire, qui comptait parmi ses membres La Place, Lagrange, Sieyès, Volney, Cabanis, Tracy... Ne serait-il donc plus permis d'être de la religion philosophique de ces hommes?

L'Empire lui apparaissait alors comme aussi large que la France, ne devant excommunier ni rejeter personne pour un crime de pensée. Lorsque, trois mois plus tard, il saisit l'occasion de porter ces idées-là à la tribune, il ne fut pas entendu. On lui dénia le droit de parler ainsi; ses collègues l'accusèrent de trahir son mandat : et c'était le tour de Sainte-Beuve de ne plus comprendre. Il s'agissait ce jour-là d'une pétition de cent deux citoyens de Saint-Étienne qui se plaignaient du choix des ouvrages destinés à former deux bibliothèques populaires. Le rapporteur approuvait la pétition. Voltaire, Rousseau, Proudhon, Renan, Sand, Balzac, Lanfrey, et jusqu'au rêveur et inoffensif Jean Reynaud étaient dénoncés comme des corrupteurs du peuple. Sainte-Beuve sentit se révolter « sa conscience d'écrivain et d'homme qui se croit le droit d'examen et de libre opinion ». Il fit entendre de sérieux avertissements, exposant l'imprudence qu'il y avait à dénoncer comme ennemis des gens « qui demandent souvent des choses justes au fond et légitimes, et qui seront admises dans un temps plus ou moins prochain ».

Prenez-y garde, continuait-il, ces calomniés de la veille deviennent les honnêtes gens du lendemain, et ceux que la société porte le plus haut et préconise. Malheur alors à qui les a persécutés ou honnis! Agir à leur égard de la sorte, les associer et les accoler à d'indignes voisins pour les confondre dans un même anathème, c'est se faire tort, c'est se préparer de grands mécomptes, et, si le mot était plus noble, je dirais de grands *pieds de nez* dans l'avenir...

En trois mots, il esquissait un programme de gouvernement :

Extraire ce qu'il y a de bon dans le socialisme, pour le soustraire à la Révolution et pour le faire entrer dans l'ordre régulier de la société, m'a toujours paru une partie essentielle et originale de la tâche dévolue au second Empire.

N'est-ce pas là la vraie politique conservatrice, celle que, plusieurs fois, en Angleterre, les *tories* au pouvoir ont su si heureusement appliquer? Mais, en France, nous avons eu bien des réactionnaires : avons-nous jamais eu réellement des conservateurs?

Dans l'indignation et les interruptions qui accueillirent ce discours, Sainte-Beuve ne récolta qu'une provocation en duel; il refusa de se laisser entraîner par M. Lacaze sur un terrain « où la raison n'est plus libre », et prit pour arbitre le public qui rit du belliqueux sénateur.

Sans se dégoûter de l'inattention et de l'hostilité, Sainte-Beuve reparut à la tribune, le 7 mai 1868, dans

la discussion d'une nouvelle loi *sur la presse*. Il parlait *pour* la loi, et ne fit que la critiquer. Il s'indignait de la trouver si peu libérale, réclamait le jury pour les procès de presse, parce qu'il acquitterait ordinairement et dégoûterait le gouvernement de poursuivre, condamnait le maintien des peines corporelles, de la prison, contre les journalistes, et montrait que, sous couleur de protéger la vie privée, en ayant l'air de réprimer la diffamation, on menaçait sournoisement la libre discussion. La loi, donc, ne valait rien : mais enfin, c'était une loi, et il la votait parce que « toute loi vaut mieux qu'un pouvoir discrétionnaire ». De toutes les libertés publiques, celle de la presse était celle que Sainte-Beuve concevait le mieux; celle-là, il n'en avait pas peur, et il n'admettait pas que les excès ou les abus donnassent un droit de la restreindre.

Quelques jours plus tard (19 mai), on discutait la pétition Giraud qui réclamait la liberté de l'enseignement supérieur : c'était une machine de guerre, « un brûlot contre M. Duruy ». Sainte-Beuve ne donna pas dans le panneau. Quelques libéraux — « ô Français! toujours des mots! imprudents et généreux (1)! » — lui reprochèrent d'avoir parlé contre la liberté : à tous, à M. Havet, à M. Legouvé, à M. Yung, à M. Darimon, Sainte-Beuve fit la même réponse, une réponse d'homme avisé, qui se moque de la doctrine et ne regarde que les réalités :

Il est dommage, sans doute, que cette liberté réelle d'enseignement ne se puisse accorder en toute vérité dans le système politique actuellement régnant; mais ce serait un leurre; les cléricaux auraient leur liberté complète, et ils travestiraient la science à plaisir. L'Université, bridée par eux, se verrait obligée de la surveiller plus étroitement que jamais, et les libres esprits pourraient tout au plus enseigner à huis clos ou d'une manière obscure... (23 mai 1868.)

... Croyez-vous donc que sous une loi de prétendue liberté d'enseignement faite dans les conditions présentes, il serait possible à un médecin positiviste de tirer en public, devant mille ou douze cents auditeurs, les conséquences qu'il croit vraies de l'examen du corps humain et des organes?... (24 mai 1868.)

... Le jour où le clergé ne touchera plus quarante-quatre millions sur le budget; le jour où on ne sera plus sénateur par le droit du chapeau (2); le jour où tout le monde sera également sur le pavé, et où tous les esprits — croyants et fidèles d'un côté, convaincus et scientifiques de l'autre — se mesureront, bras nus et chemise retroussée, enseignes et doctrines déployées sous le soleil, oh! ce jour-là, vive la pleine liberté! mais autrement, et avec toutes les chausse-trapes qui nous entourent, ne jouons pas, imprudents et crânes Français, et par faux point d'honneur, le métier de niais et de dupes. (22 mai 1868.)

(1) *Nouv. Corresp.*, p. 305.
(2) De cardinal.

L'égalité d'abord; la liberté, quand on voudra, après l'égalité, quand l'Église n'aura plus un privilège sur les libres esprits; si ce n'était d'un doctrinaire, c'était d'un prévoyant. Si la liberté eût existé, il eût dit sans doute : « La liberté toujours : il faut garder toujours la liberté quand elle est. Mais maintenant, l'égalité : afin que la liberté soit autre chose qu'un nom et un leurre. »

Tous ces actes publics, en séparant visiblement Sainte-Beuve de l'Empire, lui refirent une popularité. La jeunesse lui envoya des adresses, des députations; il harangua dans son jardin de la rue Montparnasse les étudiants en médecine, qui l'acclamèrent..

Un normalien, l'excellent Lalliet, fut exclu de l'École pour avoir eu part dans une lettre collective envoyée à Sainte-Beuve, dont les journaux eurent connaissance. Que de chemin parcouru depuis le tapage du Collège de France! Suspect au gouvernement, qui frappait ses amis, le critique était la *bête noire* des cléricaux de toute nuance : et par la haine de ceux-ci, l'enthousiasme de ceux-là, il devint un personnage de légende.

Son crâne chauve et pointu, sa calotte noire, ou le mouchoir noué sur le front qui la remplaçait à la maison, son gros nez dans sa face ronde, son ventre, ses robes de chambre, toute sa personne replète et soignée de chanoine sensuel, furent populaires. On parla, avec sourire ou avec horreur, de ses habitudes, de sa coquetterie, de ses flâneries crépusculaires ou nocturnes, de ses gouvernantes, des visites féminines qu'il recevait, des cousines et nièces qu'il menait au théâtre le dimanche. L'*odalisque* qu'il était bien obligé de confesser, devint un *sérail* dans la rumeur publique. Sainte-Beuve, modestement, désavouait, flatté au fond plutôt que choqué d'être calomnié dans ses mœurs de vieux garçon. Le second chapitre de la légende était fourni par l'irréligion. Sainte-Beuve fut à la fin du second Empire, avec Renan et Littré, un des suppôts les plus authentiques de Satan. Les dîners de Sainte-Beuve faisaient frémir les dévots, exulter les francs-maçons.

Le dîner Magny d'abord : ce n'était pourtant pas une batterie dressée contre l'Église. Gavarni en avait eu l'idée, pour réunir régulièrement des gens d'esprit qui avaient plaisir à se trouver ensemble. Le dîner avait lieu tous les quinze jours, le lundi, chez le restaurateur Magny, rue Contrescarpe-Dauphine. Avec Gavarni et Sainte-Beuve, les principaux habitués étaient Théophile Gautier, Paul de Saint-Victor, les deux frères de Goncourt, Nefftzer, Schérer, Taine, Robin, Renan, Berthelot, Flaubert. Ce dîner d'*athées* était tout simplement un dîner d'artistes et de savants. Mais on y causait en toute liberté; en cela était l'odeur d'athéisme.

Plus bruyamment célèbre fut le dîner du vendredi

saint de 1868. Sainte-Beuve avait eu ce jour-là à sa table six amis, dont le prince Napoléon. Le menu avait été mêlé de maigre et de gras. Veuillot s'occupa de ce « banquet », qui passa pour une insulte à la religion, un défi à l'Église. Il paraît bien que Sainte-Beuve et ses convives n'avaient eu aucune intention que de dîner ensemble : le jour avait été choisi indifféremment, sans respect, mais sans mépris de la religion. Et il leur avait semblé tout naturel, n'étant pas catholiques, de ne pas se soumettre à l'observance du maigre catholique. Ce fut un scandale énorme. Et les fanatiques de la libre pensée, les Homais mangeurs de prêtre eussent été bien déçus et fâchés d'apprendre que ce dîner n'avait pas été une manifestation anticléricale, un coup droit porté par la Raison à la Superstition.

Toutes ces légendes, comme il arrive ordinairement, enveloppaient une vérité. Dans un acte innocent de Sainte-Beuve, c'était bien la disposition intime de Sainte-Beuve que la foule symbolisait. De jour en jour, il se persuadait davantage que le grand combat se livrait entre la science et la foi, et que la science vaincrait. Dans ses jours de tristesse, il se demandait si elle vaincrait en France, ou si, victorieuse à Berlin, elle ne se retirerait pas de la France « hispanisée ». Il appelait, il préparait l'établissement d'une « moralité saine et scientifique ».

Qu'on en gémisse ou non, la foi s'en est allée; la science, quoi qu'on en dise, la ruine; *il n'y a plus pour les esprits vigoureux et sensés, nourris de l'histoire, armés de la critique, studieux des sciences naturelles, il n'y a plus moyen de croire aux vieilles histoires et aux vieilles Bibles.* Dans cette crise, il n'y a qu'une chose à faire pour ne point languir et croupir en décadence; passer vite et marcher ferme vers un ordre d'idées raisonnables, probables, enchaînées, qui donne des convictions à défaut de croyances... Il se crée lentement une morale et une justice à base nouvelle, non moins solide que par le passé, plus solide même, parce qu'il n'y entrera rien des craintes puériles de l'enfance. *Cessons donc le plus tôt possible, hommes et femmes, d'être des enfants...* Dans l'état de société où nous sommes, le salut et la virilité d'une nation sont là et non ailleurs (1). (14 juillet 1867.)

Il n'admettait pas qu'on refusât d'accepter la « non-croyance, et l'examen plus ou moins libre, plus ou moins approfondi, avec tous ses résultats et ses conséquences ». Il réclamait pour cet état, « légal depuis 1789 », la tolérance, même le respect.

Mais, ajoutait-il, il est d'habitude d'injurier cette disposition d'esprit dans toutes les assemblées publiques, et de la dépeindre comme un malheur, tandis qu'à la bien prendre, *c'est une supériorité, et, j'ajouterai, une tranquillité.* (3 mars 1866.)

(1) *Corresp.*, t. II, p. 189.

Aussi repoussait-il la pitié des croyants. Aux dames protestantes et catholiques, aux dévots ultramontains, gallicans ou spiritualistes, qui entreprenaient de le convertir, l'adjuraient, l'argumentaient, il répondait doucement que, ne se permettant de sermonner personne, il s'étonnait d'être sermonné : pour les fidèles qui lui promettaient des prières, il leur répondait que la théologie n'enseignait pas que les prières, pour être bonnes, dussent être *signifiées.* Il aimait tant les positions nettes, qu'il refusait de souscrire aux doctrines rationalistes, dès qu'elles s'enveloppaient d'une phraséologie religieuse. « Qui dit *religion* dit *religion*, et ne dit pas *philosophie* (1) ! » Donc point de mots à double entente, point de sous-entendus. Quand on est philosophe, il faut l'être crûment, au grand jour et sans voile.

C'était miracle avec ces dispositions qu'il continuât d'écrire dans les journaux du gouvernement. Il se rapprochait des journaux opposants, moins des *Débats*, trop orléanistes et doctrinaires, mais du *Temps* scientifique et critique, même du *Siècle* voltairien. Il avait donné son nom à la souscription pour la statue de Voltaire.

Une circonstance consomma la rupture avec la presse impérialiste, et, du même coup, avec l'Empire. Depuis vingt-cinq ans Sainte-Beuve allait du *Constitutionnel* au *Moniteur* et du *Moniteur* au *Constitutionnel.* Il arriva qu'en 1868 le *Moniteur*, où il écrivait, cessa d'être officiel. Un *Journal officiel* fut fondé : le ministère offrit à Sainte-Beuve d'y entrer. Il refusa, et crut être plus libre au *Moniteur* devenu indépendant. Il vit bientôt qu'il s'était trompé. Dans son premier article, une critique de goût, fort bénigne, à l'adresse d'un évêque, effaroucha la direction du journal. On demanda des coupures à Sainte-Beuve : selon le principe de toute sa vie, il les refusa, et se retira en disant : « Au diable les fanatiques (2) ! » L'article fut porté au *Temps*.

Un sénateur écrivant au *Temps!* Tout l'Empire s'émut. Les journalistes officieux aboyèrent. M. Rouher se fâcha tout rouge. Sainte-Beuve « trahissait ». La princesse Mathilde se laissa imposer la mission de le ramener : assez maladroitement, elle lui rappela qu'il était le *vassal* de l'Empire. *Vassal!* Le mot mit Sainte-Beuve hors de lui. Il ne revit plus la princesse. Tous les liens étaient rompus.

Quelques mois plus tard, Sainte-Beuve mourait. Il eut le courage de mourir dans la forme qui convenait à sa pensée. Il ne sacrifia rien à l'usage, au *qu'en dira-t-on*, aux convenances bourgeoises. Incroyant, il ne voulut point de prêtre pour le voir mourir, ni que son corps, avant d'être rendu à la terre, traver-

(1) *Corresp.*, t. II, p. 361.
(2) *Souvenirs*, p. 271.

sât l'église. George Sand, les deux Dumas, Raspail, Flaubert, Taine, Robin, plus de six mille personnes le conduisirent au cimetière Montparnasse. Pas un discours ne fut prononcé. Un seul mot fut dit, le seul qu'il eût autorisé : « Adieu. » En ce temps-là, l'enterrement civil d'un sénateur de l'Empire, membre de l'Académie française, commandeur de la Légion d'honneur, fut une chose inouïe : cette sincérité dans la mort fut un dernier scandale que donna Sainte-Beuve à ses contemporains.

Toutes les libertés se tiennent. Sainte-Beuve eut le tort de ne pas l'apercevoir d'abord. Il ne tenait qu'à la liberté de penser, et il lui parut indifférent que le suffrage universel fût libre, que la tribune fût libre. Peu à peu il comprit que, quand personne n'a sa liberté, l'écrivain ne garde pas longtemps la sienne. Il connut que les régimes qui gavent le peuple en le muselant, qui suppriment la discussion, et règlent tout par autorité, sont invinciblement poussés à demander la protection et accepter le joug de l'Église, seule capable de brider la pensée. Et si détaché qu'il fût de toute doctrine politique, si dédaigneux des institutions parlementaires et de leurs contrepoids ingénieusement compliqués, il se vit peu à peu exclu de l'Empire par la seule nécessité de maintenir la franchise de sa pensée ; il fut peu à peu repoussé, malgré qu'il en eût, dans les rangs de ces orléanistes et de ces républicains qui lui avaient paru si longtemps s'amuser à des chinoiseries ou se repaître de chimères. La devise du cachet de Sainte-Beuve, *Truth*, suffit à nous expliquer l'évolution qui le fit sortir des cadres du régime impérial.

L'aventure de Sainte-Beuve est bonne à méditer. Nous avons fait du chemin depuis trente ans. En avons-nous fait autant qu'on pouvait croire il y a quelques années ? Et ce que nous avons fait, est-ce toujours en avançant, ou avons-nous sur certains points reculé ? Il ne saurait être inutile pour nous de regarder ces choses d'un autre temps ; nos combats se livrent encore autour des mêmes positions.

GUSTAVE LANSON.

UNE PASSION

Nouvelle.

— Tenez, me dit le docteur qui me faisait visiter l'asile, voici un fou d'une espèce assez rare.

Et du doigt il me montrait un jeune homme, mis avec une certaine recherche, qui se promenait dans le parc. Il faisait de grandes et rapides enjambées, s'arrêtait brusquement, levait la tête en serrant ses bras contre sa poitrine, passionnément, comme s'il embrassait une personne aimée, et soudain se mettait à envoyer des baisers frénétiques aux arbres, au ciel, avec un air d'exaltation extraordinaire. Puis, comme sous la détente d'un ressort, il repartait, de la même marche fiévreuse et saccadée.

Il venait à nous. Je demandai s'il était dangereux.

— Absolument inoffensif, me répondit le docteur. Nous ne l'avons que depuis une semaine; mais pourvu qu'on lui accorde la liberté de se promener ici, il a l'air parfaitement heureux. Seulement, le jardinier lui trouve un défaut grave. Voyez plutôt.

Le fou s'était arrêté à quelques pas de nous, devant une corbeille de fleurs. Il restait immobile, ses mains jointes crispées contre sa joue, dans une attitude d'adoration ardente. Sa figure, que je découvrais pleinement, avait pris une expression de passion intense, et ses yeux luisants, étrangement dilatés, embrassaient le massif fleuri, comme pour en boire d'un seul regard toutes les couleurs et tous les parfums. Puis, d'un élan de bête qui bondit, il s'était jeté sur des chrysanthèmes, en avait arraché une poignée, l'avait baisée avec frénésie, la tenant longuement serrée contre ses lèvres, et les bras soudain retombés comme frappés de mort, l'avait répandue à terre, dans un grand geste de découragement et avec un long soupir.

Il reprenait sa promenade de notre côté, l'air accablé, la tête dans sa poitrine.

— S'il vous parle, répondez *non* à toutes ses questions, me souffla mon guide à la hâte.

Le fou était arrivé tout près de nous, et le bruit de nos voix lui fit relever la tête. Il nous regarda d'un air de surprise un peu farouche, résolument vint à moi, et son regard fixe planté dans le mien, il cria en me secouant rudement par le revers de ma jaquette :

— Est-ce que vous la comprenez, vous ?

J'étais tellement saisi que j'oubliais même de répondre.

Il laissa tomber la main qui tenait mon habit, et prononça lentement, d'une voix triste :

— Vous voyez bien, personne ne la comprend, personne.

Et il s'éloigna, la tête dans les mains, l'air si désespéré que je me sentis tout de suite au cœur une pitié immense.

— De qui veut-il parler ? demandai-je au docteur.

— Il vous le dira lui-même, bien mieux que moi. J'ai précisément ici, dans mon cabinet, le dossier de ce malheureux, et il y a là dedans des choses qui vous intéresseront. Vous les lirez pendant que je vais surveiller la douche d'une folle arrivée hier.

Il me remit quelques feuillets d'une écriture irrégulière, fiévreuse.

— Voilà, me dit le docteur, ce qu'il a écrit ces derniers temps, jusqu'à la méningite dont on a pu le

sauver, mais qui l'a laissé comme vous avez pu voir. Vous lirez, c'est bizarre.

Le docteur sorti, je lus les fragments qui suivent.

*
* *

« *1er juin.* — La délicieuse promenade que je viens de faire! Je suis parti seul, à quatre heures du matin, et j'ai marché jusqu'à midi. Quelle volupté! J'ai marché dans la rosée. Chaque brin d'herbe portait sa gouttelette de diamant, et chacun de mes pas secouait comme une pluie de perles.

A travers ma chaussure, je sentais la fraîcheur de l'herbe, et j'ai été pris d'une envie folle de la sentir sur ma peau. J'allais enlever mes souliers, quand un paysan m'a croisé. Il m'a regardé et j'ai eu honte. J'ai quitté la prairie pour le grand chemin : la tentation était trop forte et je ne veux pas être ridicule.

Ma tête était lourde quand je suis rentré, dans le miroitement aveuglant de midi. Demain, je sortirai plus tôt.

2 juin. — J'ai passé une nuit mauvaise, avec une intolérable sensation de brûlure sur tout le corps, et j'ai pensé à la fraîcheur de la rosée matinale. A deux heures du matin, j'étais dans la prairie, et j'ai couru, sauté, bondi comme un enfant, dans l'herbe humide, pieds nus. Je sentais les petites gouttes ruisseler sur mes jambes. C'était froid, c'était bon, si bon que je me suis plongé la tête, les mains, dans l'herbe; et j'ai bu de la rosée, comme le buveur doit boire son absinthe.

Je me suis relevé un peu honteux. Si on m'avait vu!...

3 juin. — Un bain de rosée! Je viens de prendre un bain de rosée? La sensation exquise!... Je me suis roulé dans l'herbe, et tous mes pores ont senti le baiser froid de l'eau nocturne... Quelle ivresse, d'avoir la peau humide des larmes que la Terre maternelle a distillées dans la fraîcheur silencieuse de la nuit! J'aurais voulu que cette volupté durât longtemps, longtemps, tant elle était profonde! et que ces gouttelettes si fraîches fussent tout à coup devenues des flots qui m'auraient roulé, ballotté, où je me serais perdu avec extase.

Il me semble que je me suis baigné dans des larmes maternelles qui seraient fraîches.

9 juin. — Je suis en proie, depuis quelques jours, à un désir fou. Dans un commencement de fièvre, j'ai lu quelques passages de poèmes bouddhiques; et j'ai senti grandir en moi, énorme, démesurée, la passion de la Nature. Elle m'a envahi tout de suite le cœur tout entier, et j'ai peur, atrocement peur. Une poussée irrésistible me jette dans cet amour inassouvissable, et qui bien certainement doit faire mourir. Elle m'attire, la Géante, l'Éternelle, elle m'attire d'une séduction terrible, d'une séduction de sirène, de l'invincible séduction qui précipite les jeunes hommes à la suite des jeunes filles. Et je résiste, je veux résister de toutes mes forces... Non, non, je ne veux pas laisser aller mon cœur à cet amour qui me tuerait; non, je ne veux pas, je ne veux pas.

10 juin. — Quelle chose bizarre cependant qu'un cœur d'homme!... J'ai cueilli ce matin une rose, et j'en ai baisé le velours avec passion, comme j'aurais baisé les joues fraîches d'une bien-aimée, comme hier j'ai failli m'évanouir en étreignant dans mes bras le fût d'argent lisse d'un bouleau.

15 juin. — L'attirance est trop forte, et je ne résiste plus... Mon Dieu, mon Dieu, que vais-je devenir?... Je suis comme quelqu'un qui courrait à l'abîme en se cachant les yeux de ses mains.

17 juin. — Le sacrifice est fait : je m'abandonne. Je sens bien que j'en mourrai; mais avant de mourir j'aurai goûté des voluptés inconnues des autres hommes.

21 juin. — Ah! ah! mes parents veulent me marier. Elle est jeune, elle est jolie, elle est riche, disent-ils. Elle doit venir demain, ah! ah!... Je ne la verrai pas, non, je ne veux pas la voir. J'irai dans la forêt, comme aujourd'hui. Il fait grand vent, et j'assisterai à la lutte du vent et de la forêt.

Comme c'était beau! Le vent arrivait avec des hurlements, des beuglements de fauves lâchés dans l'espace, et il bondissait comme sur sa proie sur le dos de la forêt qui, toute frémissante de la lutte prochaine, attendait. Sous cette attaque furieuse, elle s'inclinait d'abord, et de longs gémissements couraient dans ses profondeurs. Les hautes cimes s'abaissaient, se relevaient, se dérobaient dans un fouillis mouvant aux coups de fouet du vent qui les cinglait de plus belle en hurlant toujours plus fort. Alors, d'épouvante sans doute, la forêt, elle aussi, s'est mise à hurler désespérément. C'était sublime d'horreur! Mon sang était glacé, et toute ma peau se hérissait... L'espace noir était plein des clameurs de la bataille. Les arbres se tordaient comme des désespérés. Le vent frappait, frappait toujours. Des morceaux de bois mort tombaient comme des éclats de lance inutiles. Il triomphait, le vent! D'un élan suprême, et comme grisé par sa victoire, il s'est rué plus furieux; il a enlacé son adversaire dans une étreinte plus terrible, comme pour la soulever de terre, la déraciner, la renverser toute de son long. La forêt alors a poussé des cris lugubres, des cris d'effroi J'ai crié : « Tiens bon, tiens bon, résiste encore!... » Et j'ai lutté avec elle : je me sentais des forces à retenir un chêne dans sa chute!... Mais là-haut, les cimes, ployées, allongées, étirées par le vent comme des chevelures, avaient des allures de fuite vertigineuse et folle. Elles bondissaient en sifflant comme pour se détacher des arbres qui les retenaient, et

sous ces bonds furieux les pauvres arbres frémissaient jusque dans leurs racines, comme s'ils avaient voulu, eux aussi, se détacher de la terre pour suivre la fuite éperdue de leurs cimes... Mais le vent a bientôt cessé de secouer cette mouvante crinière de verdure; il était épuisé à son tour. Et la forêt s'est redressée de nouveau, superbe et joyeuse, toute frissonnante dans l'air redevenu tranquille.

Je suis rentré, épuisé aussi, brisé des efforts de cette lutte.

25 juin. — Elle est venue, et je l'ai entrevue au passage, de ma fenêtre. Elle me paraîtrait jolie, si une autre passion ne m'avait absorbé le cœur. Mais maintenant!... Je sens bien que jamais plus je ne pourrai regarder une jeune fille.

Que sont les sourires des femmes en comparaison de ses sourires, à Elle? Quels regards de jeune fille valent les aurores virginales? quels yeux brillent comme les étoiles?... Elle a tout, elle, tout; et les autres femmes n'ont rien, rien, rien.

Qu'elle est belle au printemps, quand elle se pare de fleurs blanches comme une fiancée, et que dans l'air tiède et limpide, sur l'aile des brises légères, elle fait voltiger ses parfums enivrants! Tout sourit et tout chante, tout palpite et frémit de plaisir. Ce sont les noces de la Terre, c'est l'hymen universel... Les souffles parfumés qui passent vous caressent comme des doigts aériens; partout palpitent des baisers, soupirent des embrassements. La germination de la terre vous étourdit et vous enivre. Tout est nuptial.

Oh! que de fois alors j'ai senti mon cœur se fondre dans ma poitrine, délicieusement!

Qu'elle est belle encore, quand chaque jour, après la mort du blond soleil, elle met sa robe d'étoiles!... Oh! ces étoiles, éblouissantes ou timides, comme des regards!... Elles sont les yeux brillants de l'ombre, les flambeaux des palais de l'Infini... Cependant, là-haut, sur le manteau de velours noir du ciel, comme une poussière de clartés nacrées, la Voie lactée laisse flotter son écharpe de lumière souple et molle. Et dans le silence formidable des choses, il semble que par instants devienne sensible l'effrayante harmonie des mondes, et qu'à travers l'espace sans limites on entende quelque chose de leur marche rythmée et mélodieuse.

J'ai éprouvé à peu près ce sentiment, hier soir, devant la splendeur chaude et veloutée de la nuit. Les étoiles brillaient, larges comme des phares, douces et persuasives comme des regards. Les mains jointes vers elles, je leur ai parlé, et jamais musique ne fut plus délicieuse et enivrante que leur réponse.

3 juillet. — Mes parents s'inquiètent de mes refus persistants de voir cette jeune fille.

« Tu as tort, mon ami, ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre de si belles occasions. »

J'ai répondu que j'avais le temps, que je ne voulais pas me marier encore; et cela les a attristés. J'en ai souffert aussi; mais pouvais-je leur dire mes raisons secrètes et les comprendraient-ils?

La vérité est que je sens de jour en jour ma volonté qui s'en va, comme une pierre qui s'effrite, et chaque heure en emporte une parcelle... Mon âme est à la merci du moindre souffle, et les impressions les plus insignifiantes la font vibrer comme on dit que vibre au vent la harpe éolienne. Alors, comment pourrais-je me marier, et devenir le soutien d'une autre, moi qui ai tant besoin qu'on me soutienne?

Je n'ose même pas faire ces confidences au docteur de ma famille: il en sourirait. D'ailleurs, qu'ai-je besoin de lui pour me guérir? J'ai découvert moi-même, et depuis longtemps, ma thérapeutique. Il faut que je voie aux prises les grandes forces naturelles, pour diminuer un peu ma propre faiblesse par la contemplation de leurs monstrueuses énergies. C'est Elle, toujours Elle, qui sera encore mon meilleur médecin.

6 juillet. — On me harcèle trop chez moi; et les journaux disent qu'une violente tempête commence à secouer la Méditerranée; elle atteindra son maximum d'intensité demain. Voilà le remède, à côté du mal.

7 juillet. — Nouvelle rescousse, toujours pour ce maudit mariage. Je n'ai presque rien répondu, suivant mon habitude, mais je pars ce soir même pour le littoral. J'en ai besoin: je crois que je deviendrais fou.

8 juillet. — La belle, l'admirable tempête!... Elle m'a tout réconforté, et je me sens rajeuni de dix ans.

Comme elle est forte, mon Aimée, forte à donner des frissons d'épouvante!

Dès quatre heures du matin j'étais sur la falaise. Par les petites déchirures des nuages, une lueur d'aube grise et sale tombait sur la grande agitation des vagues noires ou glauques. Et dans l'énorme houle furieuse, des clartés d'un blanc éteint se formaient et disparaissaient. C'était sinistre; et j'ai pensé à des feux follets voltigeant sur un cimetière.

... Dans l'immense plaine sans limites, les vagues s'entre-choquent follement. Elles bondissent, se froissent, s'écroulent les unes par-dessus les autres, avec d'épouvantables clameurs, comme des tonnerres. Du plus loin qu'on peut les découvrir, elles arrivent avec leur couronne, leur diadème d'écume, et elles vont, énormes et régulières, toutes frémissantes de l'élan qui les pousse. Elle vont à l'attaque du môle, et quand elles le sentent qui approche, elles défont leurs lignes monstrueuses, comme des soldats qui montent à l'assaut, et se précipitent comme des folles hurlantes, et aboyantes. Des jets d'écume mon-

tent dans le ciel gris, comme des fusées de vagues, tandis que le môle résonne lamentablement sous leurs grands coups sourds. Il se fait à sa base comme un grand fourmillement de colères, un énorme ruissellement d'eaux irritées, que d'autres eaux balayent régulièrement, et qui toujours se reforme.

J'ai cru voir, sur la falaise, devant cette immensité déchaînée, de petites créatures tendre le poing à la mer et mêler leurs cris de détresse et de malédiction à l'hymne colossal qui montait de ces profondeurs glauques. Des sœurs, des femmes de matelots non encore revenus? Peut-être. Elles m'ont fait sourire de pitié. Elles ne comprenaient donc pas le chant de la tempête, pour avoir ainsi le cœur occupé de misérables égoïsmes? Je le comprenais, moi, et j'ai eu quelques minutes de gigantesque orgueil.

Elles disaient, les vagues :

« Nous soulevons le dos de la vaste mer en énormes montagnes mobiles et écumantes. Quand le vent souffle et casse les ailes des oiseaux qui volent sur nos têtes, quand des nuages assemblés au ciel tombe une lueur mauvaise, une lueur de mort, nous sentons nos poitrines cristallines frémir d'allégresse. « Apprêtons-nous, mes sœurs, apprêtons-nous. C'est la fête des vagues. » Et nous nous balançons comme un coureur qui prend son élan. Nous nous poussons, nous nous soulevons par-dessus nos voisines, pour voir notre vaste domaine, le domaine où nous allons tout à l'heure bondir comme des folles. « Souffle, ô vent bien-aimé, souffle plus fort, toujours plus fort. Que par toi, sur nos sommets verts, flotte la blanche crinière d'allégresse, le panache frémissant de la victoire! » Et le vent souffle, et notre plaine humide se creuse d'effrayants sillons, et de son sein s'élèvent les premiers chants des vagues, des vagues baisées par la tempête. « Toujours plus fort, vent, toujours plus fort! » Maintenant, des profondeurs autrefois silencieuses les chants montent sous le ciel noir, toujours plus retentissants et plus larges; et bientôt, en chœur formidable, tandis que nous bondissons, glauques et serpentines, toutes à la fois nous éclatons : « Aboyons, mes sœurs, aboyons! Voici la fête des vagues, la fête de la tempête. Et dansons, dansons! L'immensité est notre domaine... Plus haut, mes sœurs, élevons plus haut nos blancs panaches. Que notre écume jaillisse droite et blanche vers les nuages : l'écume est fille de l'air... A nous, les filles humides, à nous la plaine sans limites des flots bondissants!... Aboyons, mes sœurs, aboyons, et dansons, dansons! »

Blotti dans un coin de rocher, l'embrun me fouettait la figure, m'aveuglait; il me semblait que je recevais une douche de vagues. Et je me suis senti, au retour une force, une énergie de géant.

1er août. — Le beau pays que la Savoie! Et comme sur les bords de ce lac délicieux d'Annecy, je serai bien pour continuer ce que j'appelle ma cure de Nature! Il y a ici tout ce qu'il faut pour m'enchanter, et pour me donner un peu de cette volonté dont j'ai tant besoin : des coins d'une grâce ravissante seront la joie de mes yeux, et pour me retremper, reprendre des forces au contact des grandes forces naturelles, j'irai me mettre devant les énormes montagnes qui ferment le lac.

7 août. — Je suis allé ce matin, à six heures, sur le roc de Chères, et je reste encore émerveillé de ce que j'ai vu.

Le lac étalait à mes pieds sa belle robe bleue. L'eau, tranquille, paraissait encore dormir. Du côté d'Annecy, des tons luisants et froids, coupés de grandes taches d'azur, irrégulières et mouvantes : le seul signe de vie sur cette belle surface toute calme encore du sommeil de la nuit.

Puis, des souffles légers ont passé dans l'air, mettant sur les eaux de toutes petites rides, comme un scintillement éteint et sans éclat. Quelques instants après, tout le lac a frémi, comme si d'invisibles insectes, par myriades, dansaient à sa surface.

Cependant, de derrière les montagnes grises, toutes semblables à de la brume qui serait solide, une immense clarté blanche montait dans le ciel, qu'elle a bientôt envahi tout entier; et le soleil s'est enfin montré par-dessus les sommets dentelés qui paraissaient plus durs et plus froids à mesure qu'ils s'éclairaient. Maintenant la grande clarté ruisselle sur les pentes des montagnes; elle chasse les brumes du matin qui vont se réfugier dans les gorges, autour des sapins qu'elles enveloppent d'un poudroiement bleu, en même temps que dans les prairies les grandes ombres des sommets lentement se replient et disparaissent, découvrant çà et là le luisant de quelque toit d'ardoise.

Dans le gouffre bleu du lac, quelque chose de noir qui se déplace doucement en ouvrant un éventail de sillage; et sur la petite chose noire, deux blancheurs presque imperceptibles, mais qu'on voit remuer : un rameur sur un canot.

Les arbres, les haies, tout bourdonne maintenant, et de grands lézards verts glissent rapidement avec un petit bruit métallique sur les herbes sèches.

La clarté a tout envahi; et en face de moi, le Semnoz laisse lentement ses airs de bête informe, qui se reposerait lassée et détendue, tout le long du lac.

Je reviendrai souvent à l'endroit où j'étais assis ce matin.

10 août. — Je crois bien que je viens de vivre les minutes les plus enivrantes de ma vie; et les impressions d'aujourd'hui seront pour mon âme un souvenir vibrant et prolongé.

J'ai fait le tour du lac, et j'étais de retour à Men-

thon au milieu de la pourpre triomphale des soirs. J'ai dû plusieurs fois, à pleines mains, comprimer ma poitrine où mon cœur, à grands élans, bondissait, comme s'il avait voulu rejoindre les hautes cimes, radieuses et vivantes sous leur manteau de lumière rose qui leur donnait des apparences de chairs, de chairs de femme ou d'enfant, et qui chantaient là-haut l'hymne glorieux de la lumière. Comme des phares de rocher, elles étincelaient toutes, si lumineuses, si souriantes, si heureuses, qu'elles semblaient vouloir s'enlever ensemble, telle une gigantesque couronne de fleurs pourprées, pour échapper à l'ombre bleue qui lentement montait le long de leur tige, et pour faire éclater toujours plus haut leur chant de lumière dans l'horizon clair.

Cependant, sur le lac, notre bateau paraissait glisser sur des abîmes de clarté laiteuse, fendre de la lumière liquide; et les eaux, entre leurs lointaines rives plus sombres, prenaient par instants des reflets de fournaise ardente et douce.

Versant des flots de clarté toujours plus rose, le soleil s'abaissait sur le Semnoz, dont la longue croupe noire, presque invisible dans l'éblouissement universel, avait des airs de muraille géante et hostile, tandis que bien loin, là-bas, dans l'horizon qui doucement s'embrumait, la Balme s'endormait, toute violette, dans son attitude de sphinx hiératique.

Enfin le soleil a disparu, et le Semnoz, toujours plus noir, a laissé flamboyer sa crête seule dans un poudroiement d'or éblouissant.

Alors j'ai vu sur les montagnes roses commencer l'horrible agonie de la lumière. Avec des ondulations souples, des ondulations répugnantes de serpent, l'ombre montait, montait le long des pentes éclatantes, et la lumière fuyait la morsure de son ennemi, laissant comme à regret les lieux où elle habitait naguère, radieuse et souriante. Mais le serpent de l'ombre, infatigablement, rampait, se traînait, obscurcissant tout de sa bave hideuse, et tout ce qu'elle touchait semblait frappé de mort et s'affaisser, se rapetisser, disparaître. Déjà les cimes s'éteignaient; seule, la géante du lac, la Tournette, se dressait d'un élan désespéré toujours plus haut dans la lumière, et, seule vivante, dans cette consternation grise, flamboyait. Mais le hideux serpent a fini par l'atteindre. Un moment, la lumière rose a lutté contre l'ombre envahissante; elle s'est réfugiée sur les crêtes les plus aériennes, où elle voltigeait comme une lueur de feu follet; puis elle est partie, envolée; et la Tournette s'est éteinte; et de son prodigieux élan vers la clarté, elle est retombée lamentable, écrasée, morte.

Je me suis affaissé dans la prairie d'où je suivais, haletant, cette lutte du dragon noir et de la clarté; et ce n'est qu'à grand'peine que j'ai pu regagner mon hôtel.

14 août. — Je m'éveille affreusement courbaturé ce matin, avec, dans la tête, des douleurs lancinantes insupportables; et j'ai péniblement gagné le roc de Chères, ma promenade favorite.

Je me suis assis pas loin du tombeau où dort son dernier sommeil le plus artiste des philosophes et le plus philosophe des artistes. Comme il la comprenait, lui, mon Aimée! Et comme la plupart de ses pages m'ont toujours fait éprouver le frémissement de l'initiation sacrée! Il a parlé d'Elle comme je voudrais en parler, comme un amant de sa maîtresse, un prêtre de son Dieu. Et c'est sans doute pour rassasier encore ses yeux éteints du spectacle de son immortelle beauté qu'il a voulu dormir ici, dans cet horizon familier, plus près d'Elle que les autres hommes, sur cette pente lumineuse aujourd'hui toute vivante de verdure, dans cette tombe toute blanche qui semble sourire, hospitalière, et d'où il peut encore découvrir la nappe mobile du lac qui tour à tour s'éteint ou flamboie.

Certes, il l'a comprise, lui! Adorateur plus hardi que les autres, il a soulevé le voile des apparences gracieuses ou terribles, délicates ou grandioses, qui cachent son essence, et il a essayé de contempler face à face les causes.

Les causes des choses! Les saura-t-on jamais? Pourra-t-on jamais les savoir?

J'ai voulu rêver quelques instants là-dessus; mais aujourd'hui mon cerveau n'est pas assez libre. Je me suis étendu sur le gazon, et les yeux perdus dans le bleu du ciel, je me suis laissé griser par la douceur de la lumière, la caresse des souffles, la tiédeur de la terre maternelle.

Peu à peu, dans une ivresse indicible, un étourdissement d'une suavité infinie, j'ai senti mes chairs, mes os, tout moi-même se dissoudre et se fondre, attiré, bu, absorbé par Elle. J'étais devenu une partie d'Elle, et je flottais dans son sein, avec juste assez de conscience pour le sentir et m'en enivrer avec délices.

O joie! Je devenais air, lumière, plante, ruisseau. Mes cheveux étaient maintenant la verte chevelure des arbres; comme une barbe nouvelle poussait sur mes joues l'herbe délicate; et à travers mes côtes, des plantes enfonçaient jusque dans mes poumons leurs racines souples et fibreuses. La racine pompait, buvait mon sang, et je le lui donnais avec une joie de martyr mourant pour son Dieu. Les fibrilles s'allongeaient, enserraient mes poumons, mon cœur, toute ma poitrine, de leur réseau léger, et elles suçaient toute ma substance. Je défaillais, et je crois bien que je me suis évanoui.

Le soleil brûlait déjà quand je me suis éveillé,

frissonnant. J'avais roulé contre la haie qui encercle le tombeau. Sans trop savoir ce que je faisais, sans même regarder si quelqu'un ne pourrait pas m'apercevoir, j'ai pris mon élan et j'ai franchi la haie. J'ai couru à la porte de fer de la tombe, j'ai collé mes yeux avides sur les découpures du métal, et mes regards ont plongé dans l'obscurité... J'ai reculé, chancelant comme un homme ivre. Là, dans l'ombre, en traits de feu, sous le médaillon de bronze du Maître, flamboyaient ces mots :

Causas rerum altissimas...

Ces mots que j'avais presque prononcés, il n'y avait qu'un instant, avant mon demi-sommeil!... Était-ce une illusion de mon cerveau allumé déjà par la fièvre? Je ne sais; mais je n'ai pas osé regarder une seconde fois par les petites ouvertures de fer, et j'ai dévalé la petite colline comme un fou, poursuivi par ces mots qui résonnaient toujours étrangement à mon oreille, émouvants et solennels comme un début d'hymne sacré :

Causas rerum altissimas...

... Le soir, après dîner, dans un moment d'accalmie, j'ai regardé la lune se coucher derrière le Semnoz. Elle descendait radieuse sur la montagne toute noire; elle a posé une de ses pointes sur le sommet, et le sommet alors l'a attirée, comme une bouche invisible, la mangeant, l'absorbant peu à peu. Elle fondait à vue d'œil comme un lingot de lumière, et la bouche l'attirait toujours. Bientôt l'astre d'argent n'a été qu'un flambeau vacillant posé sur la montagne. Elle a encore diminué, est devenue étoile, souffle de lumière. Toujours la bouche d'ombre la dévorait!... Elle a frissonné alors, la pauvre petite lumière, elle est devenue tremblante, comme si elle avait eu peur de mourir, comme si c'était avec d'indicibles regrets qu'elle descendait derrière, là-bas, dans l'inconnu. Elle a paru se soulever une dernière fois par-dessus l'horrible crête noire, hors de la mâchoire d'ombre, pour donner un regard d'adieu au beau lac qu'elle quittait, et elle a disparu.

Dans le reflet de lumière pâle, le Semnoz paraissait plus monstrueux et plus noir, comme tout gonflé de l'aimable et lumineuse proie qu'il venait de dévorer.

20 août. — J'ai réfléchi. Pourtant, si on gardait après la mort quelque sensibilité! Si on se sentait réellement devenir poussière animée, cendre vivante, dispersé dans les aurores, dans la rosée, dans tout!... Quelle extase!... Il me semble que je me tuerais tout de suite... Si j'essayais?...

21 août. — Mauvaise! Elle est mauvaise! Elle ne n'aime pas! Elle n'aime personne, elle n'a jamais aimé personne!... Ah! la gueuse!... Je suis triste, ce matin, triste à mourir, et elle a son même sourire d'autrefois, indifférent, impassible... Ah! menteuse, menteuse!...

22 août. — Non, elle n'a jamais aimé personne. Sa flamme d'amour est éteinte, cette flamme qui, au temps de sa jeunesse, faisait crever les volcans et lançait dans l'espace le feu intérieur qui brûlait ses entrailles maternelles. Froide, elle est froide maintenant, et glacée. Ah!...

Aucune palpitation d'amour ne soulève plus son sein. Dans les premiers jours du monde, comme une mère ouvrant les bras à ses chers nourrissons, elle ouvrait toute grande sa poitrine, et les montagnes énormes accouraient à ses embrassements. Quand une fière cime s'était dressée assez longtemps toute refroidie dans l'espace, elle lui disait : « Viens, ma fille, viens te réchauffer sur mon cœur. » Et la cime obéissait et tombait avec d'épouvantables clameurs de joie dans la poitrine maternelle soudain ouverte... Aujourd'hui, elle m'oublie et me laisse mourir loin de son cœur, transi, glacé.

24 août. — Puisque tu m'as trahie, perfide, je te trahirai aussi. Et je te ferai souffrir, et je te ferai mal. Ah! quelle volupté de lui faire mal!

25 août. — J'ai dévasté tout un coin de l'hôtel. Je suis descendu doucement, sans bruit, dans la nuit étoilée. J'ai arraché les plus belles fleurs, et j'ai dansé dessus, avec la même volupté frénétique que je dansais autrefois dans la rosée. Les étoiles luisaient, ironiques. Je leur jetais à la face les fleurs arrachées, avant de les piétiner. Les étoiles clignotaient, comme doivent clignoter les regards d'un fou. Avec une joie de cannibale bondissant sur le cadavre de son ennemi, je bondissais sur les tiges, sur les feuilles, sur les fleurs... Tiens, voilà ce que je fais de tes parfums et de tes sourires! Tu souriras à d'autres, monstrueuse coquette, et d'autres se laisseront prendre à tes pièges d'enfer. Mais je les avertirai : « Malheureux, que faites-vous? Arrière, arrière! Elle est méchante, menteuse, perfide, coquette; plus méchante, plus menteuse, plus perfide, plus coquette que toutes les femmes ensemble. Arrière, arrière, ou c'est la mort qui vous attend près de l'épouvantable Sirène!... »

Une fenêtre de l'hôtel s'est ouverte et je me suis enfui.

Le matin, devant le dégât, — oh! j'avais bien fait les choses! — tout l'hôtel a été consterné. Ah! ah! je riais, ah! ah! On placera un guetteur...

Je pars pour le coin de pays où l'infâme m'a le plus prodigué de sourires. Là où elle m'a ensorcelé, là aussi je veux la torturer, longuement, délicieusement.

28 août. — Ah! ah! Ici encore on a crié au malfaiteur, ah! ah!... Les roses, les plus belles roses, j'ai tout arraché, tout, ah! ah! et j'ai tout jeté dans le trou à fumier... Pourris, charme perfide, pour-

ris... Ah! si je pouvais la saisir, Elle, et la faire basculer dans un trou à fumier colossal!

29 août. — Victoire! victoire! hurrah! Je triomphe. Elle souffre, elle souffre! Elle a pleuré, oui, pleuré! Victoire, victoire!

J'ai labouré de coups de canif un pin parasol, et des larmes sont venues aux bords des blessures. Elles coulaient, lentes, trop lentes au gré de mon désir éperdu. Ce n'est point assez de volupté; demain je prendrai une hache.

30 août. — J'ai abattu cette nuit trois pins parasols. Cette fois, le sang a coulé, bien coulé, par larges filets. Je me suis lavé les mains et la figure avec ce sang. J'en ai bu : un peu poisseux. Mais quelle volupté de boire le sang de la perfide!... Je voudrais en prendre un bain.

31 août. — Comme je les envie, ceux qui n'ont jamais connu de trahisons que les trahisons féminines! Eux au moins, ils peuvent assouvir leur rage de vengeance, faire crier sous l'étau de leurs doigts ces gorges perfides, ces gosiers menteurs! De la pointe du poignard ils peuvent fouiller ces cœurs qui n'ont jamais exhalé que fausseté! crever ces yeux qui jetaient leurs regards tout autour comme des poisons!... Ah! Dieu! quelle volupté de serrer dans ses doigts de fer un cou fragile de femme! Elle crie, gémit, demande grâce : toujours plus fort, on serre toujours plus fort. « Meurs, gueuse maudite, meurs... » Les yeux, sortent de la tête, pleins d'horreur, tout blancs : on s'enivre de leur épouvante. « Ah! tu palpites encore? Mais je te tiens, oh! je te tiens. » L'infâme à la fin se détend comme un ressort cassé. Elle tombe, inerte. Vite, un coup de pied au cadavre, et un crachat à la figure. « A la voirie, pourriture! A la voirie!... » Quelle volupté!... Ah!...

Et moi, contre Elle, je ne peux rien, rien!... Mais je trouverai, oh! je trouverai, je veux trouver, et je trouverai.

2 septembre. — Il paraît que je suis malade. On a fait venir le médecin, ah! ah! le médecin. Il a diagnostiqué une menace de fièvre cérébrale, cet imbécile, ah! ah! une fièvre cérébrale!...

3 septembre. — A mort! à mort! Je vais la mettre à mort. J'ai trouvé. Dès demain je vais faire venir des livres de balistique. Je braquerai des canons contre les étoiles. Je veux les tuer, toutes, toutes, et je tuerai ensuite le soleil.

4 septembre. — Ma tête est en feu. Le docteur est encore venu... Oh! je souffre, je souffre!... Elle se venge, bien sûr, c'est Elle qui se venge!... Horreur, elle me l'a dit en rêve, elle me l'a dit... Elle que j'ai tant aimée!... Oh! horrible, horrible!...

5 septembre. — Personne ne la comprend, personne... J'ai les tempes dans un cercle de fer... Il me semble que je vais mourir... Pardon, mon Aimée, pardon... Rien, elle ne répond rien.... Je deviens fou... Ah! maudite, maudite, maudite! »

*
* *

Comme j'achevais cette lecture, le docteur entra. Je l'interrogeai avec anxiété :

— Espérez-vous le sauver?

Il me répondit froidement :

— Peut-être.

Je fus presque choqué de cette indifférence; il s'en aperçut.

— A quoi bon le guérir? poursuivit-il avec douceur, à quoi bon?

Je me récriai :

— A quoi bon? Mais c'est peut-être une intelligence d'écrivain un moment obscurcie! Songez que ce serait un crime...

Il m'arrêta avec bonté :

— ... de priver la littérature de quelques folies nouvelles? Mais si ce pauvre jeune homme guérissait, il faudrait lui interdire d'écrire, de lire même. Le cerveau a été trop profondément ébranlé, et à la moindre excitation trop vive, la folie reparaîtrait, incurable cette fois.

Et comme je demeurais songeur, il ajouta :

— Que voulez-vous, mon jeune ami? Il arrive quelquefois à la nature de se tromper. Au lieu du génie, alors c'est la folie. Vous auriez souvent l'occasion de le constater, si vous pouviez voir ce que nous voyons ici tous les jours.

Il fermait la porte de son cabinet, et me prenant par le bras avec une familiarité paternelle, il continua d'une voix douce, un peu triste :

— Génie, folie, mystère!... Les deux sont souvent si voisins l'un de l'autre!

Sa voiture attendait à la porte; mais il me semble bien que pendant tout le retour, assez long cependant, nous n'avons pas échangé trois mots.

André Marullis.

CORRESPONDANCE

Une réponse des Jésuites à la ligue de l'enseignement.

Puisque cette *Revue* a bien voulu publier la conférence que j'ai eu l'honneur de faire, au nom de la Ligue de l'enseignement, le 15 avril dernier, sur l'enseignement secondaire congréganiste, et en particulier sur l'enseignement qui se donne dans les collèges de Jésuites (1), il est naturel de faire connaître maintenant au lecteur, pour qu'il ait tous les

(1) Voir la *Revue* du 22 avril 1899.

éléments du débat, la réponse des Jésuites aux assertions que j'avais émises sur l'esprit et la méthode de leur pédagogie.

Les Jésuites ont une Revue bimensuelle, dans le format de la *Revue des Deux Mondes*, intitulée : *Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus.* C'est là qu'ils expriment, directement et officiellement, leur doctrine et leur politique, qui ont d'ailleurs, dans la presse périodique, tant d'autres organes indirects et officieux.

Le dernier numéro de ces *Études* (20 mai 1899) contient un article du Père Brucker sur *les idées d'un professeur en Sorbonne sur l'enseignement congréganiste.* Ce « professeur en Sorbonne », c'est le conférencier de la Ligue de l'enseignement. Ce Père Brucker, professeur (semble-t-il) au collège des Jésuites de Saint-Dizier, c'est l'auteur du Manuel du baccalauréat où j'avais trouvé « toute la littérature française mise en style télégraphique ou en langage nègre ».

Que répond-il aux faits que j'avais allégués, d'après mon expérience d'examinateur au baccalauréat, et d'où il me semblait résulter que l'enseignement des Jésuites est antinational et qu'il tend à atrophier chez les enfants la faculté de raisonner?

Sur le caractère antinational de cet enseignement, le Père Brucker ne répond rien. « Je laisse, dit-il, à une autre plume le soin de démontrer, dans cette *Revue*, ce que vaut le reproche, fait à notre enseignement, d'être antinational. » L'internationale Société de Jésus se prépare donc à démontrer qu'elle élève les enfants dans le culte de la patrie française. Mais il lui faut du temps pour préparer cette démonstration. Elle a besoin de se concerter d'abord avec ses chefs allemands et italiens. Attendons, attendons patiemment cette démonstration, qui ne manquera pas, j'en suis sûr, d'ingéniosité.

Le Père Brucker ne répond donc, pour le moment, qu'à l'accusation d'atrophier chez les enfants la faculté de raisonner.

Où l'atrophie-t-on, dit-il, cette faculté de raisonner? Dans les collèges de Jésuites? Mais ces collèges n'existent pas. « Le délégué de la Ligue de l'enseignement, écrit-il, semble ignorer qu'il n'y a plus en France de collèges de Jésuites. » Me voilà dès le début convaincu d'imposture. J'avais oublié Ferry et ses dioclétiennes persécutions. Mais, Révérend Père, n'étaient-ce point des fermetures pour rire? N'avez-vous pas rouvert vos collèges? « Non, répond-il. Il n'y a plus que des Jésuites enseignant, selon leur droit de citoyens français, dans leurs anciens collèges et dans plusieurs autres qui ne leur ont jamais appartenu, en collaboration avec d'autres professeurs ecclésiastiques ou laïques. » C'est, en effet, une autre affaire, et je m'étais bien trompé : enseigner dans leurs anciens collèges et, en plus, dans d'autres collèges, selon le droit de citoyens français que possèdent incontestablement tant de Pères allemands et italiens, ce n'est pas rouvrir les collèges de Jésuites. Voilà qui est entendu : il n'y a pas de collèges de Jésuites en France, et nous ne parlerons que des Jésuites qui enseignent dans ces collèges.

Ai-je eu raison, du moins, de parler comme je l'ai fait du manuel du Père Brucker? Je n'y ai vu que « des épithètes, des numéros d'ordre et des dates... un grimoire de perroquet, une invitation continuelle à ne pas lire, à fuir le texte des auteurs français ». L'auteur répond que son livre n'est qu'un memento, un tableau synoptique. Parfaitement : c'est un memento qui empêche de penser; un tableau synoptique qui empêche d'y voir clair; c'est un formulaire pour dégoûter de lire les textes, lesquels, étant raisonnables, sont séditieux. Nous, empêcher de lire les auteurs, répond ce pédagogue, quelle calomnie! « J'ai devant moi, dit-il, deux volumes de 400 à 500 pages serrées, dont le premier renferme les quatre grands chefs-d'œuvre de Corneille, le second tout *Nicomède* et les plus belles scènes de treize autres pièces avec commentaires. J'ai là également un volume de 650 pages, où se lisent en entier six pièces de Racine et de notables extraits de douze autres. » Donnons acte au Père Brucker qu'il a dans sa bibliothèque les œuvres choisies de Corneille et de Racine. Mais ses élèves les lisent-ils? C'est là toute la question, et cette question, jusqu'à preuve du contraire, ces élèves-perroquets la résolvent, au baccalauréat, négativement.

Le Père Brucker a aussi un Molière, où il y a même *Tartufe!* Et ses élèves lisent *Tartufe!* Que dis-je? Le Père Brucker s'amuse à *Tartufe* et y amuse ses élèves. « La satire, dit-il, est parfaite et par endroits fort amusante; pourquoi voudrions-nous en priver nos jeunes gens?» Oui, pourquoi? Est-ce que les Jésuites songent à faire de faux dévots? « Cela ne nous empêche pas de leur dire (à nos élèves) que, pratiquement (*sic*), étant donné le penchant de la nature humaine à confondre le faux et le vrai, *Tartufe* est une œuvre immorale au premier chef, et que tous les ennemis de la religion, voltairiens, libres penseurs, sectaires de tout acabit, en ont toujours fait une arme contre elle. » Et le Molière mutilé, arrangé? Et Alceste amoureux de son neveu? Oh! cela, dit M. Brucker, c'est pour les « petites séances récréatives ». Voilà l'aveu. Ce *Misanthrope* refait selon les règles d'une monstrueuse pudeur, on le joue encore aujourd'hui dans les « anciens collèges » où professent les Jésuites!

J'ai dit que les futurs fonctionnaires de la République, élevés chez les Jésuites, apprenaient encore

l'histoire dans les livres du Père Loriquet mis à jour par le Père Gazeau et l'abbé Courval. Voici la réponse du Père Brucker : « Le délégué de la Ligue de l'enseignement... se trompe. Au collège où j'écris, ces ouvrages sont employés dans les classes inférieures pour l'Histoire sainte, ancienne ou romaine — et ils en valent d'autres. Dans les classes supérieures, où les professeurs gardent une certaine latitude personnelle, l'auteur n'est pas un Jésuite, et celui de l'histoire contemporaine — je vais stupéfier M. Aulard — est un docteur ès lettres, professeur au lycée Louis-le-Grand. Le Gazeau complété et mis à jour qu'on suit ailleurs soutient fort bien la comparaison avec les manuels universitaires. » Ainsi à Saint-Dizier, on ne suit pas Loriquet-Gazeau. Dans les autres collèges — pardon : anciens collèges — de Jésuites, on suit Loriquet-Gazeau. Ai-je eu tort de dire que « le Père Loriquet préside toujours à l'éducation d'une partie de la jeunesse bourgeoise » ? Je remercie mon honorable contradicteur d'avoir bien voulu confirmer lui-même ce que je ne savais que par le baccalauréat.

Pour montrer que les Jésuites n'enseignent qu'à *plaire*, et non à penser, j'ai cité l'exemple de ce candidat congréganiste au baccalauréat qui m'avait présenté Marat comme le type du bon et grand citoyen, et qui, me voyant étonné, s'était écrié : « Ah ! Monsieur, je ne croyais pas vous déplaire ! »

Voici la réponse du Révérend Père :

« Sans le vouloir, M. Aulard a mis là le doigt sur la plaie. Tous nos élèves ne ressemblent pas à M. Hervé de Saisy, le futur mutilé de Loigny, un Breton, qui, comparaissant devant une Faculté au sortir du collège des Jésuites de Brugelette, s'entendit poser la question suivante : « Monsieur, vous « avez sans doute lu les *Provinciales?* — Non, Mon- « sieur, répondit le jeune homme sans broncher : je « ne lis pas les livres qui insultent mes maîtres. » L'examinateur eut le bon esprit de passer à autre chose. »

Si je comprends bien le sens de cette anecdote, le Père Brucker trouve fâcheux que tous ses élèves ne répondent pas fièrement comme M. Hervé de Saisy. C'est là, dit-il, une *plaie*. Que fera-t-il pour la guérir? Enseignera-t-il la droiture à ses élèves? Leur conseillera-t-il la loyauté? Tout au contraire. Le voilà qui excuse, qui justifie, qui provoque, chez ces pauvres enfants, le mensonge, la duplicité : « Iront-ils heurter de front les opinions connues de leur juge? Ce serait compromettre leur succès. Ils ont besoin du diplôme pour monter plus haut. Ils feront de la tactique, de la diplomatie : ils tâcheront de savoir ce que l'examinateur préfère et de le servir selon ses goûts, en le maudissant dans leur for intérieur. C'est tout simplement l'instinct de la conservation : *M. Aulard en a peut-être fait autant jadis...* » Voilà, exposé par un Jésuite, l'enseignement des Jésuites; voilà leurs conseils à la jeunesse : Allez, mes enfants, mentez; votre examinateur ment ; nous mentons tous, quand il y a profit à mentir. Le mensonge n'est que l'instinct de conservation; or vous avez à vous conserver; c'est le principal devoir que Dieu vous impose envers vous-mêmes.

M. Brucker me reproche d'avoir dit que les élèves des Jésuites étaient plus *bêtes* que les élèves des lycées. Je n'ai pas dit cela : j'ai dit que les Jésuites tendaient à les *abêtir*, et cela systématiquement, en vue de les former à l'obéissance, et je n'ai pas dit que leurs professeurs fissent cela par bêtise. Tout au contraire : ce sont des hommes d'esprit qui travaillent habilement contre la raison humaine au profit d'un groupe international.

Mon contradicteur redoute beaucoup la réalisation du vœu que j'ai exprimé, sous le patronage de la Ligue de l'enseignement, à savoir que les candidats aux grandes Écoles et aux fonctions publiques pour lesquelles on exige actuellement le baccalauréat aient obtenu un certificat constatant qu'ils ont suivi avec succès les trois dernières années du cours d'études de l'enseignement classique ou moderne dans un lycée ou dans un collège de l'État. Il a raison de redouter cette précaution que l'État prendrait pour s'assurer que ses agents ne sont pas hostiles aux principes de la société laïque, et je me permets de recommander ces craintes à l'attention de ceux qui seraient disposés à considérer cette précaution comme inutile et inefficace.

Il préférerait une autre mesure : l'établissement d'un jury mixte pour le baccalauréat. Il est convaincu que, dans ces conditions, ses élèves réussiraient mieux. « Qu'on leur donne, dit-il textuellement, non pas un jury clérical, mais seulement un jury mixte, et l'inintelligence que leur prête M. Aulard diminuera singulièrement. » Je vous crois, Père Brucker.

Et pourquoi voudrait-il changer les jurys actuels? Ces jurys sont-ils malveillants pour les élèves des Jésuites? Non : «... Nous rencontrons généralement, à Paris et ailleurs, non seulement la justice à laquelle nous avons droit, mais parfois même la bienveillance, qui nous permet d'être reconnaissants. » Mais il y a, dans les jurys, « le clan sectaire auquel appartient M. Aulard, délégué de la Ligue de l'enseignement pour faire campagne contre les Jésuites ». Sans doute, « les adversaires violents, du genre de M. Aulard, sont fort peu nombreux, ils sont désavoués par la grande majorité de leurs collègues ». Mais enfin ces « adversaires violents » siègent dans les jurys, et c'est gênant.

En quoi est-ce gênant?

J'ai avoué publiquement ma faiblesse : je n'ai pas le courage, dans les incertitudes d'un examen où le

hasard joue un aussi grand rôle, de refuser, pour ma part, tous les candidats congréganistes dont la raison me semble avoir été déformée par leurs maîtres, et si je vois qu'ils ont beaucoup travaillé, il m'arrive trop souvent de les laisser passer. Cet aveu m'a même valu, dans un journal de Toulouse, une sorte d'excommunication laïque de la part de M. Henry Bérenger, qui m'a reproché mon indulgence, en effet scandaleuse et notoire, comme une « complicité ». Le Père Brucker, lui, me trouve trop sévère. Que voudrait-il donc? Il voudrait que je n'eusse pas porté ce regard indiscret sur les efforts des Jésuites pour former à la République des fonctionnaires qui en méconnaissent ou en trahissent l'esprit, les principes, les institutions. Il m'en veut d'avoir dénoncé, après tant d'autres, cette conspiration des congrégations religieuses contre les principes de 1789, et il m'en veut surtout de l'avoir dénoncée par des faits, — dont d'ailleurs il a pris lui-même la peine, et je l'en remercie, de confirmer la réalité.

A. Aulard.

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX (1)

Les professeurs et la réforme de l'Enseignement secondaire.

Il y a plusieurs années déjà que les lecteurs de cette *Revue* ont été mis au courant de la question de la crise de l'enseignement secondaire, des causes que lui reconnaissaient des hommes considérables, des remèdes aussi et des réformes qu'ils proposaient ou qu'ils indiquaient. Il ne s'agit point de reprendre un problème traité avec ampleur, compétence et autorité, et qui d'ailleurs est à la veille de recevoir une solution pratique, puisque la commission de l'Enseignement de la Chambre des députés a presque terminé son enquête, et promet de donner sous peu son rapport général et ses conclusions. Il ne s'agit pas non plus, quelque séduisante que soit cette recherche, d'essayer de prévoir, d'après les indications que l'on pourrait recueillir dans les deux volumes de procès-verbaux récemment imprimés, les tendances et les intentions de cette commission et de son président, M. Ribot. Il s'agit de voir, en prévision des changements prochains et prévus, quel est, pour ainsi dire, l'état d'âme des professeurs de l'enseignement public. Selon toute probabilité, on leur demandera bientôt une action un peu différente de ce que fut hier leur action, on leur demandera surtout plus d'action, dans un sens largement éducatif. On leur demandera, on leur demande déjà de se préoccuper d'un problème qui n'est pas nouveau, mais qui a pris un caractère d'acuité singulièrement grave, j'entends de l'union, de l'harmonie des esprits et des consciences. Sont-ils prêts à l'action? Aiment-ils l'action qu'on attend, qu'on espère d'eux? Sauront-ils et voudront-ils s'adapter aux besoins présents?

Question importante. Qui ne comprend que le sort et le succès de cette œuvre considérable, — l'union et l'harmonie des esprits et des consciences, — en dépendent en grande partie? Question délicate, que celui qui la traite soit professeur ou ne le soit pas. Étranger à l'Université, il peut passer pour lui être hostile. Membre de l'Université, il aurait aisément, s'il n'y prenait garde, l'air de faire la leçon à ses collègues, à ses maîtres. C'est cependant cette question que je vais essayer de traiter, mais (et ceci m'évite ce péril) à un point de vue impersonnel, objectif, historique, pour ainsi dire. Les professeurs de l'enseignement secondaire public ont tenu dernièrement un important Congrès. Les Revues et publications universitaires ont attentivement étudié, discuté, analysé, résumé ses travaux. Le moment est venu de s'emparer de ce « document », et de lui demander ce qu'il contient d'essentiel, de caractéristique, relativement à la question que nous posions plus haut : Quel sont l'état d'âme des professeurs, leurs dispositions et leurs tendances, en face du problème de l'éducation contemporaine? Mais j'ai d'abord une double précaution à prendre, et à l'égard du public, et à l'égard de ceux de mes collègues qui me liront. Au public je demanderai la permission d'être un peu technique : c'est nécessaire pour être bref, et pour ne point faire subir à cet intéressant problème une transposition qui pourrait en fausser les termes. Auprès de mes collègues je m'excuserai non pas d'être indiscret : leurs paroles et leurs actes ne redoutent pas la publicité, mais seulement (et ici j'insiste) d'avoir l'air parfois de présenter comme choses nouvelles des progrès qui sont le résultat d'un mouvement spontané, autonome, incessant d'adaptation et d'amélioration, et de dire réforme, mot qui a le tort de laisser supposer une intervention étrangère et une sorte de contrainte venue du dehors, quand le mot évolution serait plus juste. Ces inconvénients, et quelques autres, sont inhérents au sujet. On remettra aisément, même dans une rapide lecture, les choses au point.

I

Et maintenant, voyons ce que nous apprend le Congrès que les professeurs tenaient, il y a environ un mois, à Paris, dans les salles de la Faculté de droit et qui réunissait plus de 2000 adhésions? Nous

(1) Voyez la *Revue* des 29 avril, 6, 13 et 20 mai 1898.

n'attendons pas que cette étude nous donne la formule d'une réforme ou un plan d'études nouveau. Non, mais elle nous instruira quand même, autrement et mieux, en nous montrant ce qu'ils veulent faire, ce qu'ils peuvent faire, ce qu'on peut et ce qu'on doit attendre d'eux.

Et d'abord, ces congrès eux-mêmes sont chose nouvelle. Le premier a été tenu en 1897. Nous en sommes donc au troisième. Qu'on me permette d'insister un peu sur ce fait. Il est révélateur d'un état de choses, et d'une tendance. Cette tendance, la suite de cette étude la fera connaître suffisamment. Cet état de choses, qui jusqu'à ces derniers temps n'avait pas été assez remarqué, est le résultat de l'organisation que Napoléon Ier donna à l'Université : le professeur, fonctionnaire *dans* le lycée ou le collège ; l'unité d'action résidant uniquement dans le chef, proviseur ou principal ; ce principal ou ce chef serait donc l'âme du lycée, s'il n'était lui-même étroitement, rigoureusement subordonné à l'autorité administrative hiérarchique, et sévèrement dirigé, surveillé, gouverné par elle. Telle fut la conception napoléonienne, dont il reste nécessairement quelque chose. Comparez-la mentalement à la souple, et large, et libérale autonomie que Condorcet demandait, au nom de la dignité de la science et de l'instruction et des conditions mêmes de leurs progrès, pour les différents degrés de l'enseignement public, autonomie intelligemment graduée selon leur niveau et leur valeur, et concluez. Le Congrès n'est pas un affranchissement : le mot serait aussi injuste qu'excessif, et l'employer serait méconnaître les très importants progrès qui ont été faits depuis trente ans et plus, depuis le ministère Duruy, dans le sens des idées de Condorcet. Mais c'est quand même une *liberté nouvelle*, que le président de la première séance saluait en ces termes : « La liberté dont nous usons aujourd'hui, et dont notre Congrès est plus que le symbole, la réalité, nous l'aimons parce qu'elle nous confère, au point de vue intellectuel, une dignité nouvelle, et une nouvelle puissance pour le bien. » Le Congrès, c'est aussi une *méthode* de travail : c'est la libre discussion, où chacun apporte ses idées et les résultats de son expérience, connu ou inconnu, jeune homme ou vétéran, professeur dans un infime et lointain collège ou dans un des plus grands lycées de France, et le contrôle s'en fait en commun, librement aussi, et amicalement. Encore une fois, pour les professeurs de l'enseignement secondaire, c'est un fait nouveau, qui comptera dans l'histoire de cet enseignement. C'est, de plus, une acquisition qu'il faut mettre à leur actif, une preuve de leur persévérance et de leur esprit de suite, une preuve encore, par conséquent, de leur force morale, et de la vitalité du corps qu'ils constituent non pas seulement par la force des choses et par leur institution même, mais aussi par le concours de leurs volontés, de leurs idées, de leur méthode, de leur amour de la vérité et de la science. Depuis une dizaine d'années, en France (à l'étranger, c'est généralement la règle) les instituteurs avaient eu plusieurs Congrès ; les professeurs de l'enseignement supérieur en avaient eu un ; il n'a tenu qu'à eux d'en avoir davantage. Les professeurs des lycées et collèges faisaient exception. Ils semblaient, m'écrivait récemment un professeur éminent de l'enseignement supérieur, être en léthargie. Ils en sont sortis : c'est le réveil et c'est l'action.

II

L'œuvre de l'éducation nouvelle (nouvelle? j'ai expliqué, plus haut, l'emploi de ce mot) doit-elle exiger d'eux plus d'initiative, plus de conscience et de pratique de la liberté, plus d'action individuelle et collective? C'est très probable. Eh bien, le fait d'avoir obtenu l'autorisation et le droit de tenir des Congrès, de les avoir préparés, réunis, fait réussir, est une sérieuse garantie qu'ils auront, qu'ils ont déjà ces qualités. Et c'est méritoire, et c'est notable : pour s'en convaincre, il suffit que le public réfléchisse un instant au traditionnel esprit d'isolement des professeurs. Je n'insiste pas. A quiconque serait curieux de connaître en détail et avec une précision parfaite ce petit chapitre de l'évolution de notre enseignement, je recommande l'introduction du Rapport du Congrès de 1897, par M. G. Rabaud. Elle constitue un document indispensable pour l'histoire de l'esprit universitaire, celui d'hier et celui d'aujourd'hui.

Mais le Congrès de 1899 ne s'est pas contenté d'exister, il a agi, et beaucoup agi : discussions cordiales, mais souvent ardentes, sincères, mais plus d'une fois passionnées ; résolutions nombreuses et précises ; rapports de commissions d'études créées par le précédent Congrès ; création de commissions nouvelles : comment classer, résumer, présenter ces travaux différents et multiples? Nous n'essaierons pas de le faire ici, car ce serait long, et ce chemin ne nous conduirait qu'indirectement au but que nous nous sommes proposé.

Comme il s'agit, en dernière analyse, d'éducation nationale, et, qu'on me permette cette expression, de l'aptitude présente des professeurs à donner cette éducation tout entière, ramenons toutes les discussions, toutes les résolutions, tous les travaux du Congrès à la question de l'éducation, et ne les considérons que de ce point de vue.

Quoi qu'on en ait dit, et bien qu'on ait affirmé le contraire, et sans doute parce qu'on l'a trop affirmé, les professeurs ont tenu à déclarer expressément qu'ils avaient au plus haut degré le souci de l'éduca-

tion, Il est bon qu'on le sache dans le grand public. Il est bon que l'on sache aussi qu'ils entendent bien ne pas séparer arbitrairement, et en vertu d'un empirisme plus ou moins habilement déguisé, l'éducation ni de l'instruction, c'est-à-dire de la science et de la raison, ni du milieu politique, social et humain dans lequel le jeune homme devra vivre, et avec lequel il devra vivre en bonne et bienfaisante harmonie. Je viens de relire de près le texte des résolutions qui ont été prises : je n'en trouve aucune qui soit en opposition avec cette conception d'ensemble, avec cet idéal, et plusieurs en sont la confirmation expresse, et souvent particulièrement heureuse.

Choisissons quelques-uns des chapitres les plus importants, ceux qui concernent la discipline, le travail personnel des élèves, et l'éducation morale C'est, à vrai dire, presque toute l'œuvre du Congrès, les deux tiers au moins. Que va-t-on édicter relativement à la discipline? Remarquons que nous sommes dans une assemblée conposée uniquement de professeurs, et que rien n'est commode pour le professeur comme une bonne discipline *matérielle*. Or, à bien étudier, à serrer de près les textes des résolutions prises, on s'aperçoit que, de la discipline *matérielle* il n'est pour ainsi dire pas question, et que les prescriptions principales et essentielles, celles qu'on discuta et vota en première ligne, sont relatives à la qualité du travail des élèves, à la valeur éducative des programmes, et à l'action morale des assemblées ou conseils de professeurs, de répétiteurs et d'administrateurs sur les élèves. On déclare en termes précis « qu'il ne saurait être question d'abandonner les principes sur lesquels repose la discipline *libérale* et *rationnelle* formulée dans les instructions et règlements de 1890 ». Voilà donc un fait acquis : directement, immédiatement, la question de discipline nous mène à celles de l'initiative des élèves, de la valeur éducative des programmes, et de l'éducation morale. En d'autres termes, le vieux fantôme d'autorité rébarbative et impérative se dissipe, et à sa place nous trouvons la recherche rationnelle de l'ordre, de l'ordre compris par l'intelligence, voulu par la liberté individuelle, aimé et consenti, non pas imposé mais persuadé par l'ascendant moral de ceux qui enseignent et qui guident, et surtout par l'ascendant infiniment plus respectable de la vérité elle-même, et du savoir. — Pur idéal, me dira-t-on. — Mais il n'est pas indifférent d'avoir un idéal de valeur humaine indiscutable, et, pour ainsi parler, inconditionnelle, absolue. On ne l'atteint pas, soit, mais on s'en rapproche, ou du moins, c'est vers lui et non pas vers un autre, qu'on se tourne. C'est bien quelque chose. Mais poursuivons.

« Le Congrès exprime l'avis que le meilleur moyen de développer l'initiative des élèves est de favoriser celle des professeurs. » Telle est, dans sa formule un peu abstraite, je le confesse, mais combien vive et significative, la conclusion qu'on adopta sur cette question : le travail personnel et l'*initiative* des élèves dans leurs rapports avec la discipline. On me pardonnera aisément, j'en suis sûr, de ne pas insister sur ce chapitre qui est d'un caractère technique assez prononcé. La tendance qui s'en dégage est d'ordre nettement rationnel et libéral, et, là non plus, l'unité idéale et la belle harmonie de l'œuvre entreprise n'est pas rompue.

J'ai hâte d'arriver à l'important chapitre de l'éducation morale. Il a rempli une séance qui a duré plus de quatre heures, après avoir été antérieurement l'objet de discussions très nourries dans les commissions préparatoires. Et de plus il a pris une partie de la séance suivante (le Congrès n'en eut que cinq). C'était beaucoup, s'il ne s'agissait que d'accepter ou de corriger quelques formules. Mais ce n'était pas trop pour se mettre d'accord, pour adopter en connaissance de cause et sincèrement un plan d'action commune, et pour dégager, des tendances individuelles, ce qu'elles avaient d'essentiel, de bon et de pratique, et, pour ainsi parler, d'harmonique. Je tiens à serrer ici de très près (on verra pourquoi dans la suite) le texte des considérants et des résolutions, et à le citer aux endroits les plus importants, et caractéristiques : La matière et la méthode de l'enseignement doivent être « de plus en plus orientées dans le sens d'une éducation morale et sociale ». Il est entendu que, ne serait-ce que pour assurer le respect absolu de « la liberté de conscience et des différentes croyances qui peuvent être enseignées par ailleurs à ses élèves », le professeur se tient en dehors de tout dogme confessionnel. Ceci n'est d'ailleurs que la stricte observation de la neutralité de l'enseignement, et la reconnaissance explicite du caractère en quelque sorte sacré de la liberté de la conscience individuelle. Continuons : Si l'enseignement spéculatif et critique de la morale reste réservé aux classes de philosophie, de première moderne, et de mathématiques élémentaires, on pourra faire, *en dehors des classes régulières*, et aux élèves des différentes classes, à partir de la quatrième, des « conférences de morale d'un caractère essentiellement pratique ». Ce n'est toutefois que dans les classes supérieures (voir plus haut lesquelles) que sera donné l'enseignement *théorique* de la morale « au point de vue social et critique ». Enfin, on vote à l'unanimité qu'il est bon « d'associer le plus possible les élèves à des œuvres de charité et de mutualité scolaire, mais en évitant tout ce qui peut ressembler à de la contrainte ». Ajoutons enfin qu'une motion incidente amena le président à affirmer très énergiquement que tous les professeurs de l'Université s'inspiraient, dans leur enseignement,

des principes essentiels de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. La même affirmation fut reprise, avec de vifs applaudissements, dans le Discours de clôture.

III

C'est à dessein que j'ai donné ces textes qui se suivent, se complètent, et quelquefois ont l'air de vouloir se corriger l'un l'autre (et encore ai-je sensiblement abrégé). C'est à dessein que j'ai laissé ainsi subsister la trace des hésitations, des fluctuations, des reprises qui ont caractérisé les longues discussions préalables. Ce mouvement, ces allures inégales et variées, c'est la vie, c'est la réalité. C'est l'image ou le symbole de ces consciences justes et droites, mais qui sont averties, par leurs aptitudes critiques éminentes et parfois surabondantes, de la complexité et des difficultés de l'action. Faut-il ajouter qu'elles ont gardé ou reçu, par héritage ou par tradition, d'un passé qui craignait l'Université et qui avait ses raisons pour la craindre, une réserve qui dépasse peut-être les limites de la modestie, et qu'il y a là des faits de « survivance » partielle, atténuée, mais fâcheuse quand même? Ce n'est sans doute pas à nous de décider de ce point. Au surplus l'exercice de la liberté et de l'action en développe et en fortifie rapidement le goût et le besoin.

Or, il est sensible que les professeurs vivent de plus en plus dans l'action et pour l'action. J'entends l'action utile, l'action coordonnée et réfléchie, tendant à des fins d'intérêt général, mûrement délibérées et rationnellement, méthodiquement choisies. Ils s'unissent, se concentrent, et se répandent (ces termes s'impliquent réciproquement). Ils s'unissent dans des associations locales (lycées et collèges), dans des associations plus larges (régionales), dans des mutualités diverses (secours, caisse de prêt). Ils concentrent leur action commune dans les conseils intérieurs de chaque lycée et collège, et dans de grandes assises annuelles, et nationales, les congrès. Ils se répandent et se multiplient, par « l'Extension universitaire », c'est-à-dire par la part qu'ils prennent délibérément, librement, à l'éducation populaire, à la diffusion dans le public, par les cours, les conférences, les lectures, les universités populaires (qui commencent à s'organiser), des idées, des méthodes, de l'esprit universitaires. Comme professeurs, ils essaient d'établir des relations plus suivies et plus intimes avec les associations d'anciens élèves. Comme universitaires, comme éducateurs publics, ils entrent en relations avec le milieu où ils vivent, grande ou petite ville, région voisine (Extension universitaire, Amis de l'Université). Dans cet exode partiel et intermittent, ils rencontrent les professeurs de l'Enseignement supérieur, ceux de l'Enseignement primaire. On collabore à la conférence du soir, et de la collaboration naît l'union effective, réelle, et active. Des groupes d'études et de coopération morale se forment. De proche en proche, le groupement s'élargit, et avec le groupement, l'action. Professeurs des lycées et collèges de garçons, professeurs des lycées et collèges de filles se rencontrent aux grandes assises pédagogiques, aux séances des congrès (au Congrès de 1899 il y avait une vingtaine de déléguées des lycées de filles). Et l'Université, de plus en plus, se mêle à la vie de la nation, à sa vie publique, morale, sociale, non pour la dominer, mais pour vivre et pour agir en harmonie avec elle.

Les professeurs de l'enseignement sont donc sortis de leur isolement traditionnel. Ils en sont sortis, parce que l'heure est venue, et que ce progrès, cette évolution de la fonction du professeur a des causes profondes dans notre état social. Ne leur faisons pas, si l'on veut, un mérite de ce qui n'est qu'un fait. Mais reconnaissons ce fait, et reconnaissons sa force.

Le méconnaître n'irait pas sans inconvénients. On peut dire sans exagération que les professeurs, pris dans leur ensemble, ont révélé des aptitudes nouvelles. Il est bon qu'on le sache, il est bon qu'on en tienne compte. Que sera la réforme prochaine? je n'en veux rien savoir aujourd'hui, et, d'ailleurs, la question n'est pas là. Elle est tout entière dans ce problème : Quel compte convient-il de tenir, dans la conception ou la réforme de l'éducation nouvelle, de ce fait : l'indéniable progrès de l'Université dans le sens d'une plus grande aptitude à l'action? L'Université a une méthode, une conception de la vérité, de la science, de son avenir illimité, de son importance, et de son rôle, qui sont bien à elle, — en même temps qu'à quiconque croit devoir les adopter — et que tout le monde connaît. Quelle *doit* être la part de ces différents éléments dans l'élaboration de l'union des esprits et des consciences, dans la paix et le progrès d'aujourd'hui, dans l'idéal de demain : d'un mot, dans l'éducation publique? J'ai essayé d'apporter un élément à la solution de ce délicat et considérable problème.

Faut-il essayer de conclure? Nous pensons que la puissance éducative des professeurs, déjà très réelle, croîtra rapidement, la confiance en soi naissant de l'action. Ne point compter avec elle et *sur elle*, dans la réforme qui s'annonce, serait chose grave. Sous aucun prétexte, il ne faut séparer l'éducateur du professeur, ni affaiblir soit la valeur scientifique de celui qui enseigne, soit la valeur rationnelle et critique de l'enseignement. Mais surtout n'acceptons pas je ne sais quelle antinomie factice, et intéressée, entre l'éducation et l'instruction, l'action et le savoir, le sens de l'énergie et celui de la vérité. C'est le

contraire qui est vrai. Sauf des exceptions très rares, infiniment plus rares qu'on ne le pense, c'est de la véritable et profonde aptitude scientifique que procède l'aptitude à l'éducation des hommes libres, énergiques, utiles, moraux, des hommes enfin. Or, cette aptitude *se prouve* et l'on en *doit* exiger la preuve. On *n'élève* pas sans *instruire*, et pour instruire les autres, il faut d'abord être capable et avoir pris la peine de s'instruire soi-même. L'oubli, la négation, ou le dédain de cette vérité ont déjà fait beaucoup de mal à l'esprit public en France depuis la loi de 1850, sur la « liberté » de l'enseignement. Si nous ne pouvons pas réparer ce mal, *ce qui du reste est très loin d'être prouvé*, sachons du moins ne pas l'aggraver. Ne commettons pas cette suprême, cette irrémédiable faiblesse.

ÉMILE CHAUVELON.

HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PENDANT LE CONSULAT (1)

I. — DU 18 BRUMAIRE A MARENGO (9 NOV. 1799-14 JUIN 1800)

Si on n'en trouvait la confirmation dans les *Mémoires* des gazettes contemporaines, on demeurerait incrédule sur l'activité du Premier Consul, dont le cerveau est aussi lucide après quinze heures de travail qu'au début. Il passe le meilleur temps de ses journées au Conseil d'État qu'il préside et souvent il prolonge, bien au delà de l'heure du dîner, ces séances laborieuses. Quand il en sort, il recommence avec ses ministres et leur prépare le travail des bureaux, la direction de la politique intérieure, si complexe à cause des émigrés, celle de nos relations extérieures, si embrouillées par les intrigues de l'Angleterre. Rien ne lui échappe. Sa pensée est partout, et domine tout.

Maintenant qu'il est aux Tuileries, il s'occupe de l'embellissement de ce quartier. Le château sera débarrassé de sa clôture de planches, pour donner place à une grille de fer forgé. Les arbres des quinconces, plantés par la Convention, seront arrachés pour dégager les abords. Des groupes de maisons seront démolis. Le « Manège », le fameux Manège, les bâtiments dégradés des Feuillants et des Capucins disparaîtront, et des rues spacieuses seront ouvertes du côté des Champs-Élysées. Au Palais-Égalité, on travaille sans relâche dans les appartements de Madame d'Orléans, afin d'y loger le Tribunat. Pour que ce lieu devienne décent et ne soit plus un théâtre de scandales, les établissements de jeux, qui y pullulent, en seront expulsés; les femmes suspectes, qui y accourent, surveillées de près. Énorme nettoyage de ce palais que l'on sait être le grand lupanar de la capitale. Trop longtemps aussi, le théâtre fut une école de dépravation pour les mœurs, et la censure dramatique est rétablie.

De même, les journaux royalistes et le *Mercure Britannique* de Mallet-Dupan sont arrêtés à la frontière; enfin, les clubs clandestins sont dispersés à coups de fouet par des grenadiers. Sous cette puissante et indomptable initiative, Paris reconquiert son ancien aspect de ville aimable et attrayante. On rend à ses rues leurs anciennes dénominations, afin que les nouveaux venus s'y puissent reconnaître. On défend ses carrefours contre l'envahissement des petites baraques de détaillants qui y ont pris pied et empêchent la circulation des voitures. En ce moment, des épidémies règnent dans les villes du Midi, à Grenoble, Avignon, Marseille, par défaut de propreté. Pour épargner ce malheur à Paris, la police exige impérieusement le balayage et le lavage des chaussées. En outre, les abattoirs sont éloignés du centre de la ville; des bornes-fontaines sont placées dans les rues; de nouveaux marchés aux fleurs et aux fruits sont créés. Il faut que la capitale reparaisse belle aux yeux des étrangers qui ne manqueront pas de la visiter, dès que l'ordre y sera devenu immuable (1).

Déjà, les exilés se montrent. Barthélemy, l'ancien directeur, affranchi de sa proscription, attiré par le prestige de Bonaparte, fait visite aux trois consuls et à Talleyrand. Portalis vient d'arriver; Suard est attendu; Boissy d'Anglas, parti d'Oléron, s'est réfugié à Suresnes. Les morts eux-mêmes sont groupés suivant leur affinité et semblent renaître dans le souvenir des vivants. Les restes de Boileau-Despréaux, retirés de la Sainte-Chapelle, sont déposés dans le jardin du Musée des monuments français, auprès de ceux de Descartes, de Molière, de La Fontaine. Haüy est nommé à la place de Daubenton, par suppléance à Dolomieu, toujours prisonnier du roi de Naples. Le Consulat s'humanise pour toutes les gloires. Des pensions aux anciens académiciens sont distribuées généreusement. Le poète Jacques Delille, royaliste avéré, est au nombre des bénéficiaires, ainsi que l'abbé Morellet et l'historien Gaillard (2). Accompagné de Talleyrand, Bonaparte se présente à Auteuil chez la veuve d'Helvétius. La veuve de Mirabeau meurt. Frochot, le conseiller

(1) Voyez la *Revue* des 25 mars et 8 avril.

(1) *Gazette de France, Journal des Debats.*
(2) *Mercure de France*, an VIII.

intime du grand orateur, est nommé préfet de la Seine (1). Dans le même temps, les églises restées libres et inoccupées sont rendues au culte, et les personnes pieuses s'associent pour fournir les linges et les objets nécessaires aux cérémonies religieuses. A Saint-Eustache, on s'occupe de la restauration de la chapelle de la Vierge, dévastée sous la Révolution. La statue de Saint-Vincent de Paul, fondateur de l'Hôpital des enfants trouvés, est placée, sur les ordres du ministre de l'intérieur, à l'hospice de la Maternité, dans l'église du ci-devant monastère de Port-Royal. L'ancienne émulation pour le mal s'est changée en émulation pour le bien.

Cette émulation se décèle partout.

Chaptal, qui va être ministre de l'intérieur, lorsque Lucien partira pour son ambassade d'Espagne, publie un essai sur le perfectionnement des arts chimiques. Il réclame quatre grands établissements. Le premier aurait pour objet les travaux de la teinture, l'impression sur toile et les préparations animales; le second traiterait des métaux et de leurs préparations; le troisième ferait connaître les terres et leurs usages pour la fabrication de la poterie, et on y joindrait les travaux de la verrerie; le quatrième apprendrait à former les sels, à extraire les acides et les alcools, à distiller les vins, les plantes aromatiques, à combiner les parfums. Des ingénieurs, ensuite, proposent de rendre la Seine navigable jusqu'à Paris pour les bâtiments de 200 tonneaux, avec une gare maritime à la Salpêtrière; tandis que des spéculateurs parlent de rétablir le service aboli des Messageries, si on leur accorde les privilèges d'autrefois.

Le génie réparateur du Premier Consul s'étend jusqu'aux prisons. A Saint-Lazare, où se trouvent enfermées 800 femmes, une organisation nouvelle est établie. On y ouvre des ateliers de cordage, de filature, de broderie, de couture, et le produit du travail des détenues est ainsi partagé : un tiers leur est remis tout de suite, un tiers à leur sortie, un tiers pour la maison.

Cependant l'ordre ne s'impose pas sans la résistance acharnée des fanatiques et des malfaiteurs. Les prêtres réfractaires s'obstinent dans leur hostilité contre les prêtres constitutionnels. L'un d'eux renverse les bustes de Rousseau, de Voltaire, de Guillaume Tell; un autre, sous le porche des églises, distribue des pamphlets contre les acquéreurs des biens nationaux. Ailleurs, les intrigants arrêtent des citoyens sur des ordres supposés et leur réclament des sommes d'argent pour les laisser en liberté. Puis des femmes, de celles qui s'honorent du titre de « citoyennes » et refusent d'être appelées, de nouveau, « Madame », font acte d'indépendance en s'assemblant, rue de Thionville, pour discourir sur le féminisme, sur leurs droits méconnus, que la Révolution, après Rousseau, avait mis en lumière. Pendant que ces faits se produisent, une contre-police royale est découverte à Paris, et, au dépouillement des archives, on trouve : une instruction pour les agents; la liste de tous les fonctionnaires publics à surveiller; une appréciation sur leur conduite; la déclaration que 100 000 livres ont été distribuées pour une fabrication de libelles contre le Premier Consul, enfin l'annonce d'un complot à l'effet de livrer Brest aux Anglais. Ce n'est pas tout encore. La nuit de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, le 21 janvier, un grand drapeau de velours noir, placardé d'une immense croix de satin blanc, est attaché près de la Madeleine où les restes du royal supplicié ont été enterrés, dit-on; et sous les plis du drapeau, le texte du testament du roi, réimprimé clandestinement, s'étale affiché. Hyde de Neuville, en ses mémoires, se vante de cette action hardie qu'il put exécuter, en tournant autour de la sentinelle postée en cet endroit, vers une statue de la Liberté, et en se dissimulant dans l'ombre, lorsqu'il craignait d'être découvert.

Les royalistes n'ont pas désarmé.

Espérant les amadouer, le Premier Consul fait rayer, d'un seul coup, de la liste des émigrés, 20 000 ouvriers qui y sont inscrits. Malgré le traité de Montfaucon, malgré la soumission des principaux chefs vendéens, la guerre n'est qu'assoupie dans les provinces de l'Ouest. Georges Cadoudal, mandé par Bonaparte, est venu aux Tuileries. Il a promis la livraison de ses fusils et de ses canons, reçus des Anglais; le comte de Frotté s'est engagé à mettre bas les armes, à renvoyer ses chouans en leurs foyers. Mais, peu de temps après, Georges et Frotté ont recommencé les hostilités, contre les troupes républicaines. Une tranquille soumission ne convient ni aux princes, ni aux émigrés, qui vivent à Londres ; il en reste encore 9 774, au milieu de nos implacables ennemis : 4 153 laïques et 5 621 ecclésiastiques. C'est pourquoi Frotté, tombé aux mains des républicains, est sacrifié. Il meurt courageusement. Durant son interrogatoire, ayant soif, il se fait apporter du vin, et vidant son verre, il pousse le cri de : *Vive le roi!*

1 L'armée avait eu à déplorer, peu de temps avant, la perte du général Championnet, mort à Nice, à trente-sept ans, d'une fièvre putride. Sa mère était venue de Valence le rejoindre. — « Partons de Nice, répétait le général. Cette ville me sera fatale. » — Il s'inquiétait de ses troupes, si elles étaient payées, si elles avaient nourriture et habits. Après sa mort son cœur fut transporté à Valence (*Moniteur*, 5 pluviôse an VIII).

Vers cette époque mourut aussi un descendant du grand Sully, M. de Bethune-Charost, homme très charitable, l'un des maires de Paris ; et mourut également la fille de Montesquieu à Agen, à l'âge de soixante-douze ans (*l'Ami des Lois*, ventôse an VIII).

auquel les assistants répondent par le cri de : *Vive la République !*

Afin d'entretenir à Paris l'esprit belliqueux et l'enthousiasme nécessaire à tout gouvernement nouveau, Bonaparte ne manquait pas, chaque quintidi, de passer la revue de ses troupes dans la cour des Tuileries ; ce qu'il appelait « la parade ». Monté sur son cheval blanc, *Désiré*, il traversait lentement les rangs de ses brigades ; et, son inspection terminée, il provoquait les observations de ses officiers, de ses sous-officiers, de ses soldats. Bientôt, tous lui devinrent familiers. Il finit par se rappeler et leur nom et leurs gestes héroïques qu'il s'était fait narrer. Le 25 ventôse, au Champ-de-Mars, eut lieu une revue de 18 000 hommes, avant leur départ pour Dijon, où se concentrait une nouvelle armée, son armée de réserve, disait-il, celle qu'en secret il destinait à la conquête des provinces italiennes, perdues sous le Directoire. Ses aides de camp, ses généraux le suivent, chamarrés de galons, ce qui rehausse magnifiquement leur groupe. Mme Bonaparte assiste à la revue, du balcon de l'École Militaire, entre les deux consuls. Le tableau est grandiose, comme le jour de l'entrée aux Tuileries, et l'enivrement guerrier de la foule est intense. L'un des rédacteurs de la *Gazette de France* rapporte que se trouvant près d'une jeune dame, accompagnée d'un grand et beau jeune homme, il entendit ces paroles : — *Je parie que ce spectacle vous fait battre le cœur*, et se penchant à son oreille : *Ce soir, je vous donnerai une jolie cocarde, et demain je vous ferai volontaire.* Lorsque Bonaparte arrive au Champ-de-Mars, un vieil invalide s'écrie, en entendant les salves d'artillerie : — *On croirait que le canon tire plus fort, aujourd'hui, que l'an passé. Qu'y a-t-il donc de plus ? — Ce qu'il y a de plus*, dit aussitôt un autre vieux militaire, *il y a Mars.*

A Dijon, on vit bientôt affluer, pour la distraction des troupes, des comédiens, des danseurs, des musiciens. Une brillante jeunesse, séduite par la gloire du général, avait pris rang dans les brigades de cette armée ; et, dans le nombre, le jeune de Ségur, qui n'avait pas vingt ans. Lui et ses camarades, arrivés à Dijon, donnaient à cette ville, par leurs plaisirs, un mouvement de petite capitale. Franconi s'était fait annoncer avec ses pantomimes équestres ; Garnerin, avec son ballon. Dijon se peuplait d'une foule élégante. Les villes d'alentour y envoyaient leurs jolies femmes aux bals où se pavanaient les beaux officiers de cette jeune armée ; et le théâtre était illustré par les plus grands acteurs de Paris (1).

Bonaparte dissimulait ses nouveaux projets à l'Europe, afin de fondre à l'improviste sur les Autrichiens, qui enserraient Masséna dans Gênes. Pour donner le change aux espions de Vienne, il avait mis Berthier à la tête de ces troupes. S'il vint à Dijon, ce n'était que pour les inspecter, disait-il ; et voulant accréditer ce mensonge, il partit de Paris, en habit officiel de l'Institut. Le bruit se répandit néanmoins que le général avait traversé la Suisse et rendu visite à Necker. Les Autrichiens se croyaient très avertis par Vienne des allées et venues de leur redoutable ennemi. N'y avait-il pas, d'ailleurs, entre eux et lui, le mont Saint-Bernard, dont les pentes abruptes ne pouvaient être escaladées par la cavalerie, encore moins par une lourde artillerie ?

Paris vécut alors dans une attente anxieuse, remué par l'excitation des ambitieux, qui escomptaient la mort imprévue du général. Bernadotte et Carnot (1) écoutaient, avec bienveillance, toutes les suppositions fâcheuses. Si, par un accident très vraisemblable, au milieu d'une bataille, Bonaparte était tué, ne pouvaient-ils pas, l'un et l'autre, prétendre à le remplacer ? Les frères du général se forgeaient les mêmes espérances. Les royalistes ne restaient point inactifs. On sentait donc, autour de soi, cette atmosphère lourde des temps de fièvre, où, du jour au lendemain, se produit un changement décisif.

Depuis un mois, le Premier Consul avait quitté Paris. Masséna demeurait bloqué dans Gênes. On apprit bientôt que Gênes s'était rendue. La guerre continuait ; les combats se succédaient. La dernière bataille, la bataille héroïque, qui assure la victoire, n'avait pas été livrée.

Ce fut le 14 juin 1800 (le 25 prairial) qu'à Marengo Bonaparte remporta, enfin, son dernier triomphe.

(1) Mallet-Dupan, en son *Mercure Britannique* mettait souvent les choses du Consulat en un point très juste. C'est ainsi qu'il écrivait :

« Si la France, et surtout la capitale ressentent vivement les incontestables améliorations qu'a subies leur destinée, il serait, je crois, très hasardé d'en conclure que la République n'a plus rien à désirer et que sa situation demeure invariable. Elle a la tête hors du chaos, mais la plupart de ses membres y sont encore ensevelis. Une infinité de branches d'administration souffrent comme auparavant. On peut calculer la difficulté avec laquelle continue à se faire le recouvrement des contributions directes, par cet arrêté burlesque rendu, où l'on promet aux départements qui auront le plus vite acquitté leurs impositions, d'éterniser leur nom en le donnant à quelques-unes des places de Paris. On a beaucoup parlé d'économies, de retranchements, de réformes. En effet, il s'en est exécuté et même d'importantes, mais il demeure douteux si l'augmentation des charges résultant des formes du nouveau régime politique et administratif n'en balance pas les bénéfices. Les créanciers de l'État n'ont encore gagné que des espérances éloignées. On est toujours à attendre la régularité des paiements. L'armée du Rhin, assure-t-on, a reçu quelques arrérages, des souliers et des vêtements ; celle d'Italie n'est point encore sortie de sa misère... »

(1) *Gazette de France* (24 vendémiaire an IX).

Carnot à cause de cela fut remplacé à la Guerre par le général Berthier. Disgracié, il se retira à Saint-Omer, dans une propriété de sa femme.

La lutte, contre les Autrichiens exaspérés, avait été acharnée et terrible. Leur artillerie était formidable.

Perdue à trois heures, la bataille était cependant gagnée à cinq heures, après l'arrivée de Desaix, qui mourut enseveli dans sa victoire. Il revenait d'Égypte avec le pressentiment de sa mort. « Il y a longtemps, avait-il dit, que je ne me suis battu en Europe. Les boulets, ne me reconnaissant plus, ne me respecteront pas (1). » Kellermann, par une charge fougueuse, acheva la déroute de l'ennemi.

Les envieux de toute gloire, ceux que le génie du chef de l'armée rendait plus petits, exaltèrent cette action énergique, cette charge écrasante. Kellermann devint pour eux le héros de cette grande journée. Ils auraient voulu, pour sa récompense, un éloge enthousiaste, oubliant que le Premier Consul demeurait accablé par la mort de Desaix, qu'il estimait au-dessus de tout. « Je l'aurais fait prince », disait-il plus tard. Sur le moment, on l'entendit prononcer tout bas ces paroles : « Pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer ?... »

Kellermann se présenta, le soir, au dîner de Bonaparte au milieu de ses généraux. « Vous avez fait une belle charge », lui dit son chef. Le lieutenant trouva ces mots trop mesurés. Il répondit sèchement : « Une charge qui place sur votre tête la couronne royale (2). »

Quel que fût le triomphateur à Marengo (3), la France, ce jour-là, reprit possession de l'Italie. La capitulation de Gênes était annulée, et les suites néfastes de la perte de cette grande place maritime, d'un seul coup, étaient écartées. L'Autriche vaincue, les républiques italiennes, jadis créées au pied des Alpes, allaient renaître, et la France victorieuse dominer la péninsule, à la place de la monarchie vermoulue, que les derniers coups de l'empereur Napoléon devaient si outrageusement humilier.

Avant de quitter l'Italie, le vainqueur expédia la nouvelle de son immortel succès aux deux autres Consuls. Il y ajouta ces mots : *J'espère que le peuple français sera content de son armée.* Il lui tardait de revenir à Paris pour étouffer les efforts des partis conjurés contre lui. Cependant il dut s'arrêter à Lyon pour y poser la première pierre de la place Bellecour que l'on allait rebâtir. Lyon n'était qu'un monceau de ruines. La fureur des potentats de la Convention avait anéanti cette grande ville que la gloire du jeune Consul tenait enthousiasmée. L'hôtel des Célestins, où il était descendu, fut entouré, et les clameurs de la foule exultante forcèrent le général à se montrer au balcon de l'hôtel pour apaiser cette tumultueuse ivresse d'admirateurs. Le lendemain, s'adressant à la municipalité, au moment de sceller la pierre qui devait porter les assises des maisons nouvelles, il s'exprima ainsi : « On ne vous a donné que des espérances. Dans peu de temps, vous aurez des réalités. La paix, seul but de mes travaux, fera disparaître les ruines de votre ville, rétablira vos vingt mille ateliers et ramènera l'abondance au milieu de vous. Les trente mille habitants industrieux sortis vont revenir (1). »

A Dijon, émoi extrême. Les femmes les plus belles, les plus distinguées, oubliant toute retenue, se pressaient, se maltraitaient, afin de l'approcher, de le contempler, de lui dire leur admiration. « Il n'y avait pas un réduit où Bonaparte pût être seul », ajoute Rovigo. Et lorsqu'il sortit, pour aller inspecter les troupes, les femmes encombraient le chemin devant son cheval, à ce point que plus d'une faillit être écrasée. Et toutes jetaient, sous ses pas, des branches de myrte et de laurier.

Ce fut le soir que Paris eut connaissance de la défaite absolue des Autrichiens. On ne s'aborda plus que par ces mots : « L'Italie est reconquise. » Des feux de joie furent allumés dans les carrefours. Le peuple se dispersa hors de ses maisons. Chacun disait : « C'est ça un homme ! oh ! oui, le peuple est content de son armée ! » De tous les pavés montait le cri de : « Vive la république ! vive le Premier Consul ! » Ce n'était plus de l'amour, mais de l'adoration. Le 3 p. 100 s'éleva de 29 à 35 francs.

Sa voiture, toujours menée grand train, sur les mauvaises routes de France, éprouvait souvent des avaries. Au pont de Montereau, une grande roue fut

(1) On cite encore de lui ces mots, au moment d'expirer : « Allez dire au Premier Consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas fait assez pour vivre dans la postérité. » Son corps fut transporté en poste à Milan pour y être embaumé.

Marmont (*Mémoires*, t. II, p. 138).

« Il aimait la gloire avec passion. Son âme pure, son cœur droit étaient capables d'en connaître le prix, mais il voulait qu'elle fût dignement acquise et méritée. Il était doué de la plus haute intelligence de la guerre et d'une activité constante. Sobre et simple, sa simplicité était souvent poussée jusqu'à la négligence. D'un commerce doux, égal, ses manières polies sans affectation et sa politesse venaient du cœur. Une élocution facile, assez d'instruction et le goût d'en acquérir toujours rendaient sa conversation agréable. Il avait l'esprit observateur, un grand calme habituel, et quelque chose de mélancolique dans le caractère et dans la figure. Sa taille était haute et élancée. Personne n'était plus brave que lui, et de cette bravoure modeste qui n'attache pas de prix à être remarquée. Homme de conscience avant tout : homme de devoir, sévère pour lui, homme de règle pour les autres, sa bonté tempérait sa sévérité. D'une grande délicatesse sous le rapport de l'argent, mais d'une économie allant jusqu'à l'avarice... »

(2) Bourrienne t. IV, p. 124).

(3) Carnot (*Mémoires*, t. II, p. 213).

« La bataille de Marengo fut perdue deux ou trois fois dans la même journée. Bonaparte désespéré se reposait sous un cerisier avec Petiet et Mathieu Dumas, je crois, ne disant pas un mot. Il avait des mouvements convulsifs. Puis, tout à coup, se mettant à casser les branches avec une cravache : « Allons, « c'est fini !... (*Un soupir.*) A la guerre, on en perd, on en gagne. » C'est de M. Petiet que je tiens cette anecdote. »

(1) *Gazette de France* (15 messidor an VIII).

brisée; le général blessé à la tête et Bourrienne, son secrétaire, plus grièvement. A Paris, les consuls vinrent le recevoir. Il leur dit : « Nous voilà donc réunis de nouveau. Eh bien! avez-vous fait beaucoup d'ouvrage, depuis notre séparation? — Pas autant que vous, général », répondirent Cambacérès et Lebrun. Cinq dames anonymes lui envoyèrent un buste couvert de lauriers, entrelacés d'immortelles, avec ces vers :

Dieu des combats, sois-lui toujours fidèle;
Dieu de la paix, couronne ce guerrier;
A son génie appartient l'immortelle,
A sa valeur appartient le laurier.

Une salve d'artillerie avait annoncé son retour. Une jeune fille, sœur du général Éblé, qui se trouvait présente aux Invalides, réclama et obtint la faveur de mettre le feu à la première pièce. La population ne raisonnait plus son élan vers lui. Elle était devenue Chimène pour ce nouveau Rodrigue. La paix, une paix glorieuse, depuis si longtemps poursuivie, depuis si longtemps illusoire, semblait, cette fois, définitivement conquise. La France n'avait d'autre désir qu'un long repos; et elle le croyait assuré par l'énergie de son jeune chef à qui elle se donnait entièrement.

Cet abandon enivra Bonaparte et précipita ses projets de domination absolue.

GILBERT STENGER.

(*A suivre.*)

NOTES ET IMPRESSIONS

Le jardin des Tuileries était, à la fin du siècle dernier, le rendez-vous où les patriotes venaient s'entretenir des destinées de l'État. Il sera réduit, devant que le prochain siècle se termine, en simple dépendance de la nouvelle gare d'Orléans, qui, ayant détruit les quais de la rive gauche, étendra bientôt ses ravages à la rive droite.

A mi-chemin entre l'honneur de jadis et l'indignité future, ce beau jardin est employé pour l'instant à des usages moins glorieux que les libres conversations sur le bien public, mais moins ignobles que le tumulte cahotant des fiacres à galeries.

Ces jours-ci, les illustres terrasses des Tuileries sont occupées par l'Exposition canine et l'Exposition d'horticulture.

Je n'aime pas beaucoup l'Exposition d'horticulture. Le charme du règne végétal, à mon avis, c'est d'apporter une diversion permettant d'oublier l'homme. Les fleurs de cette Exposition, loin de le faire oublier, rappellent son labeur et ses talents avec une insistance importune. Elles sont magnifiques, mais elles le sont trop. Elles n'ont rien de naturel. Ce sont les produits laborieux et compliqués d'une fabrication industrielle, tout comme un bijou de Lalique, un vaudeville de Feydeau ou un motocycle du comte de Dion.

C'est très curieux, je n'en disconviens pas; mais c'est un autre genre d'impressions que j'ai coutume de demander au coloris et au parfum des fleurs. Elles n'ont pas de sens pour moi, si elles n'évoquent pas la fraîcheur des prairies et l'infini bruissement des forêts. Celles de l'Exposition n'évoquent que la sueur du front des pépiniéristes de la banlieue sud et les prix courants des marchands des environs de la Madeleine.

*
* *

Je préfère l'Exposition des chiens. Rien n'y gêne la sympathie qu'inspirent naturellement ces braves bêtes, et tout l'augmente au contraire. En particulier, le contraste entre l'attitude des exposés et celle des visiteurs ne tourne pas à l'avantage des seconds.

Les bons chiens supportent avec une dignité admirable l'incarcération barbare qui leur est infligée pour l'esbaudissement des badauds. Quelques-uns de ces animaux — ce sont les chiens que je veux dire — se laissent bien aller de temps à autre à bâiller d'ennui, — il y a de quoi; — voire à aboyer de colère, — on n'est pas parfait. Mais la plupart, étendus à plat ventre sur leur litière, témoignent, par un sommeil profond ou par l'ironique demi-clôture d'un œil clignotant, du peu d'intérêt qu'ils prennent au spectacle de leurs spectateurs.

Quant à ceux-ci, ils sont généralement grotesques et quelquefois odieux. J'en ai vu qui, sans aucun motif que leur cruel bon plaisir, éveillaient brutalement de pauvres bêtes endormies.

D'autres cherchaient au catalogue le numéro du chien afin de pouvoir l'appeler par son nom, lui faire donner la patte, et lui persuader hypocritement qu'ils étaient de ses amis. Au moins, avec les chiens, qui ne parlent pas, faut-il prendre la peine de consulter le catalogue. Je me souviens d'un cher maître qui, la première fois que j'eus la faveur de le voir, se précipita sur moi, me tapota les mains, me serra dans ses bras avec effusion, puis se pencha à mon oreille et me dit tout bas, bien que nous fussions seuls : — Rappelez-moi donc votre nom!

Pour revenir à l'Exposition canine, c'est un bon type encore que celui du curieux important, affichant une profonde compétence, dardant sur les chiens un monocle de connaisseur, et que l'on reconnaît pour un boulevardier endurci n'ayant jamais passé quarante-huit heures de suite à plus de trois kilomètres de la place de l'Opéra, où les meutes de chasse n'abondent pas.

Ce visiteur-là a du moins la ressource de faire des mots avec le vocabulaire qu'il découvre. Il remarquera par exemple que braques du Bourbonnais, braques de l'Ariège, braques Saint-Germain, braques bleus d'Auvergne, braques Dupuy (je n'invente rien), cela fait beaucoup de braques et qu'à ce point de vue le monde canin est quantitativement à la hauteur même du monde politique, auquel il aurait une heure plus tôt décerné cette palme sans hésitation.

Chose merveilleuse! Les seuls individus qui sachent distinguer un setter d'un pointer ou un terre-neuve d'un caniche et qui soient par conséquent à leur place dans cette exposition, ce sont ces individus-là qui y paraissent le plus ridicules. Honorables gentlemen-farmers habitant presque tous la campagne onze mois et demi sur douze, ils ont de bonnes figures rouge-brique, cuites par le soleil, ils portent des redingotes trop courtes ou trop longues, des pantalons trop larges ou trop étroits, et leurs femmes sont jolies, mais visiblement habillées par la faiseuse du chef-lieu de canton.

Proportions gardées, ces braves gens sont aussi dépaysés, à Paris, que leurs honnêtes chiens. Le chapeau de soie et le faux-col carcan leur vont aussi mal qu'à un dogue primé au concours le flot de rubans tricolores passé dans son collier. (J'en ai vu un qui était affublé, en outre, de petits drapeaux américains, à cause qu'un prix lui était offert par M. (Setter) Gordon Bennett, directeur du *New-York Herald.*)

C'est le comble de la centralisation que de fixer à Paris l'Exposition canine. Les boxes à barreaux de fer, images de la civilisation, ne conviennent pas mieux aux chiens que la vie étriquée des villes à leur heureux maîtres. Hommes et bêtes, ils sont gens de plein air. Saluons-les très bas. Ce sont des races qui disparaissent.

*
* *

D'ailleurs, si les conditions matérielles de l'existence et le vernis des coutumes superficielles changent continuellement, le fonds moral de l'homme demeure à peu près identique à travers les âges.

De cette vérité première on peut tirer une infinité de conclusions. Le souci de l'actualité m'engage à en déduire simplement celle-ci, que le Congrès pacifique de la Haye ne peut pas servir à grand'chose.

Je ne prétends pas que ses travaux ne donneront absolument aucun résultat. Je ne soutiens même pas qu'il soit impossible de supprimer la guerre et je serais au contraire porté à croire qu'elle finira, tôt ou tard, par être supprimée en effet.

C'est cette suppression elle-même que je proclame ne devoir être, lorsqu'elle sera, qu'illusion vaine et que faux-semblant.

Car l'homme est un être foncièrement rapace, féroce et sanguinaire, et il lui faudra toujours un moyen ou un autre de faire du mal à son semblable et de s'approprier le bien d'autrui.

Je ne vais pas jusqu'à dire que les guerres n'avaient pas d'autre utilité, puisque l'histoire en cite qui furent civilisatrices, et cette particularité historique engendre d'ailleurs cette conséquence funeste que chaque peuple représente hypocritement les batailles qu'il a gagnées comme autant de triomphes du progrès.

Mais enfin, parmi les raisons d'être de la guerre, il faut bien nommer en bon rang la satisfaction qu'elle donnait aux instincts pillards et cannibalesques des enfants des hommes.

La formation des grands États et le système des guerres nationales était, en quelque sorte, la réglementation décente de ces passions honteuses.

Qu'arrivera-t-il si l'on prive ces passions de cet exutoire? Tout uniment, le retour au régime de la guerre partielle ou individuelle. On se battait, avant le déluge, d'homme à homme, puis à l'époque de la féodalité, de castel à castel. Or, plus est grand le nombre des combattants qui s'alignent, et plus petit est le nombre des combats, attendu que beaucoup d'hommes sont tués et de munitions usées d'un seul coup et que les deux parties ont besoin de temps pour réparer leurs pertes.

C'est pourquoi les guerres nationales valent mieux que les guerres féodales, lesquelles l'emportaient sur les duels préhistoriques. Plus générales afin qu'elles fussent plus rares, voilà ce que sont devenues les guerres grâce à l'effort des sages pasteurs d'hommes, qui aimaient leurs ouailles, mais ne pensaient pas que la nature humaine permît à la planète de se muer en paradis.

L'abolition complète de la guerre, et de l'idée de la possibilité de la guerre entre nations, augmentera les chances que nous avions déjà de revenir au niveau moral de l'âge des cavernes.

Par des étapes graduées, dont la première serait vraisemblablement la guerre civile, nous redégringolerons tout doucement à la sauvagerie primitive.

Objectez-vous que nous garderons les gendarmes, les sergents de ville et les gardes municipaux, lesquels n'étaient évidemment pas en nombre dans les forêts vierges de la période quaternaire, et dont la présence sur la chaussée de nos voies publiques n'est pas sans inspirer parfois une certaine retenue aux citoyens les plus belliqueux?

J'en tombe d'accord et, quoique le total des assassinats et des meurtres s'accroisse chaque année, malgré Pandore, et puisse ne pas cesser de s'accroître, je consens qu'il n'atteigne jamais les chiffres de l'époque du *missing link*, — époque dont Darwin

lui-même, au reste, n'a pas retrouvé les statistiques de criminalité.

Mais où prenez-vous que le poignard, le casse-tête ou le revolver soient les seules armes homicides? Que faites-vous du mensonge, de la délation, de la duplicité, de la lettre anonyme, des faux témoignages, et de toutes les façons dont l'encre ordinaire et la simple salive peuvent être venimeuses?

Vous connaissez le proverbe médiéval : *Homo homini lupus, femina feminæ lupior, clericus clerico lupissimus.* L'homme a le sabre; tandis qu'en apparence la femme n'a que la griffe, et le clerc n'a que le goupillon, mais la femme et le clerc ont le griffonnage facile et la langue bien pendue. Et le moyen âge peu lettré, peu disert, où les plus puissants seigneurs ne savaient pas signer leur nom, admirait avec effroi les désastres qui peuvent sortir d'une écritoire ou d'une bouche empoisonnées.

Ne doutez pas que si jamais les armes d'homme venaient à être abandonnées, elles seraient bientôt remplacées par les armes de gynécée et de séminaire. Et le bénéfice ne serait pas grand.

PAUL SOUDAY.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Le conflit suédois-norvégien.

Pendant qu'à la Haye on s'efforce de mettre une bonne fois d'accord tous les gros instruments de l'orchestre européen, à Stockholm, à Christiania et en général par toute la péninsule scandinave on s'apprête à jeter une note discordante dans le concert, le fameux concert qui, savamment organisé, devait nous assurer une paix universelle et éternelle, véritable musique de l'avenir.

Les nations sœurs, la Suède et la Norvège, ne parlent de rien moins que d'en venir aux mains et de donner au monde le spectacle navrant et grotesque d'une querelle de famille. Quel est le sujet de cette querelle? L'*Illustrated Monthly* va nous l'apprendre. Un aperçu historique de quelques lignes est d'abord nécessaire pour bien poser la situation.

L'union des deux pays scandinaves fut effectuée en 1814 sur le pied d'une égalité parfaite. Le souverain régnait à la fois sur la Suède et la Norvège, mais chaque peuple avait son assemblée législative, son administration absolument distinctes. Les descendants de Bernadotte furent populaires jusqu'en ces dernières années, tant à Christiania qu'à Stockholm, bien que depuis longtemps quelques nuages eussent monté assombrissant l'horizon politique. Quand le roi Oscar, pour des raisons de santé, assure-t-on, remit momentanément le sceptre aux mains de son fils aîné, le prince Gustave-Adolphe, l'orage gronda et il aurait sans doute éclaté si le roi n'était revenu précipitamment. Sa sagesse, son habileté et les réelles sympathies qu'il a su se concilier partout auront-elles le pouvoir de conjurer la catastrophe? On en doute beaucoup en Suède où l'on prétend que la Norvège médite une attaque contre Gothenbourg. L'emprunt de 20 millions de couronnes récemment négocié par la Norvège dans le but avoué de grossir le budget militaire a une signification peu douteuse en présence des derniers événements.

Les revendications norvégiennes peuvent se résumer en deux mots : l'autonomie complète; mais comment cette autonomie pourrait être établie, c'est ce qui n'apparaît pas clairement. Dès le début de l'union les relations politiques furent ambiguës; chaque nation réclamait des prérogatives auxquelles l'autre refusait de souscrire. Le service consulaire, tel qu'il est organisé, outre qu'il constitue une flagrante injustice, nuit évidemment aux intérêts commerciaux de la Norvège, car tous les agents sont suédois; mais la Suède répond que l'unité exige une représentation unique à l'étranger. De même pour le service diplomatique : le roi Oscar pourrait-il envoyer un ministre plénipotentiaire suédois et un norvégien? Ils adopteraient sans doute une ligne de conduite différente et leurs actions se contrarieraient mutuellement. La Norvège fait appel à la constitution de 1814. Rien n'indique que l'unité doit être interprétée dans un sens aussi étroit. Mais ce qui l'indique, c'est la nécessité, répond la Suède. — Jusqu'en 1885 le roi a administré les Affaires étrangères comme bon lui semblait, reprend la petite sœur, et, en homme libéral et juste, il nommait indifféremment des représentants norvégiens et suédois. — Oui, mais en 1885, j'ai modifié ma constitution, réplique la grande sœur; désormais l'administration des Affaires étrangères dépend du Riksdag, ou parlement suédois. Donc, taisez-vous.

Le Storthing, ou parlement norvégien, a répondu à cette fin de non-recevoir en modifiant le drapeau national; la croix, emblème de l'union des deux royaumes, a disparu et tous les lecteurs du livre de Nansen se souviendront qu'au milieu du désert de glace, quand vient le jour de la fête nationale, l'explorateur arbore l'étendard séparatiste.

Parmi les champions de l'indépendance on remarque encore, outre Nansen les deux plus fameux écrivains scandinaves Bjornson et Ibsen. Bjornson est un soldat de la première heure et depuis plus de vingt ans, avec une énergie indomptable et une facilité de parole et de plume prodigieuse, il indique à ses compatriotes le but à atteindre et la voie qui conduit à ce but; son influence sur la jeunesse et sur le peuple, en particulier sur le peuple des campagnes, est considérable.

Ibsen a passé une grande partie de sa vie à l'étranger; longtemps il a paru s'isoler dans son dédain des foules et partant des nationalités; plus d'une fois il a fort malmené son pays, lui reprochant d'être arriéré et provincial; mais au fond, c'est le plus norvégien des Norvégiens. Il habite maintenant son pays natal, il y suit avec intérêt les phases de la lutte, et l'on assure que son prochain drame aura un caractère martial, et non social comme les précédents.

Le prince royal voit toute cette agitation d'un fort

mauvais œil. Admirateur de l'empereur d'Allemagne, il croit comme ce dernier que, dans ses rapports avec ses sujets, un souverain doit employer le gantelet de fer de préférence au gant de velours. Gustave-Adolphe, dans un discours prononcé à Stockholm, a dit que, si besoin était, il se mettrait avec joie à la tête de l'armée suédoise, dont il est le chef, pour réduire à merci les sujets rebelles de son père. Comme bien on pense, ces paroles imprudentes ont mis le feu aux poudres, du moins aux poudres parlementaires. Le Storthing par un vote presque unanime a immédiatement décrété la suspension de la part de liste civile que la Norvège payait au prince royal. Le roi Oscar a prié son fils de se rétracter ou d'atténuer le sens de ses folles menaces dans un autre discours public. Le prince est jeune, opiniâtre, il n'a sans aucun doute lu ni *Candide* ni les *Rois en exil*, et les objurgations paternelles l'ont trouvé inébranlable; d'autre part, sa fortune particulière est considérable et si la mesure prise à son égard par le Storthing n'impliquait une sanglante injure, elle le toucherait assurément fort peu.

Les sympathies du Danemark sont acquises à la Norvège; les deux peuples ont la même langue, la même littérature et sont encore reliés par des souvenirs historiques. Toutes sortes d'intrigues s'agitent autour de ce conflit qui semble fort regrettable aux spectateurs impartiaux, et la comédie qui se joue là-bas fait prévoir combien il sera difficile d'arriver à une entente loyale entre nations grandes et petites pour la transformation de la paix armée en une paix véritable, qui ait un nom et un caractère moins absurdes que celle-là. Exposer cette question assez compliquée des alliances au grand jour et des traités plus ou moins secrets serait empiéter sur le domaine politique qui n'est pas le mien. Il vaudra mieux sans doute donner, d'après la revue qui nous sert de guide, quelques détails sur les deux peuples en présence.

Si on considère les choses de près, les Suédois et les Norvégiens ne se ressemblent guère, bien qu'appartenant à la même race. La cour de Stockholm, qui donne le ton à la Suède entière, est un centre intellectuel brillant, mais c'est aussi le siège de l'étiquette et du formalisme. L'aristocratie y tient le haut du pavé, et les descendants du plébéien Bernadotte sont plus fortement attachés aux prérogatives royales, et par conséquent plus disposés à soutenir les prétentions nobiliaires, que s'ils descendaient de Kanut, souverain de toutes les Scandinavies. En Norvège les hommes naissent égaux. Les duchés ou les baronnies n'y jettent pas de racines dans le sol; on n'a de valeur là-bas que par ses bras ou par son cerveau.

La langue parlée et écrite dans un pays n'est pas la même que celle en usage dans l'autre, et le grand éclat jeté en ce dernier quart de siècle par la littérature norvégienne a excité au plus haut point la jalousie de la Suède. Car les deux peuples en sont arrivés à ce point d'animosité qu'ils se jettent à la tête leurs gloires nationales. A l'expédition Nansen, la Suède a répondu aussitôt par l'expédition Andrée : Nansen avait été à cent kilomètres du pôle, Andrée irait jusqu'au pôle même et les séparatistes norvégiens en crèveraient de dépit.

Si l'on se bornait à ces enfantillages, le mal ne serait pas grand; il se produirait même, de ce fait, une certaine émulation capable de susciter chez les nations rivales des héroïsmes et des talents; mais que la désunion s'introduise dans la famille, qu'à l'acrimonie succède la haine, que la sœur aînée fasse les yeux doux au casque à pointe, l'autre au pantalon rouge et au manteau de fourrure, et la famille tout entière risque fort de courir à la ruine. Que sera la Norvège sans la Suède? A peu près ce qu'est le Danemark, une proie pour un de ses puissants voisins.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

M. Alfred Binet publie mardi prochain, avec la collaboration de MM. Th. Ribot, du Collège de France et H. Beaunier, son cinquième volume de l'*Année psychologique*.

On annonce la publication, dans quelques jours, d'un roman de M. Alphonse Allais : *l'Affaire Blaireau*.

L'éditeur Calmann Lévy publie en brochure l'étude du duc de Broglie sur *La politique extérieure de Louis XV* (1741-1756), et en format in-18 le *Louis XV* de Michelet.

Paru hier :

Les *Philosophes et écrivains religieux*, de J. Barbey d'Aurevilly.

M. Emmanuel Rodocanachi, qui s'est consacré d'une façon particulière et avec succès, à l'histoire intime de l'Italie des derniers siècles, a mis récemment la main sur un document curieux : c'est le journal manuscrit, d'un voyage à travers l'Europe, du seigneur Giustiniani.

Ce gentilhomme, né au début du XVIIe siècle, avait entrepris de connaître l'Europe, en s'y promenant. Il vit l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, visita en France la cour d'Henri IV et quelques-unes de nos grandes villes, et dicta, chemin faisant, au secrétaire qui l'accompagnait, ses impressions sur les gens et les choses qu'il voyait.

Par quelle suite de hasards ce manuscrit, ignoré de tout le monde, vint-il s'enfouir aux archives du Vatican? On n'en sait rien.

Ce qu'on sait, c'est que M. Rodocanachi eut la bonne fortune de l'y découvrir, et qu'il a trouvé là la matière d'un petit livre fort curieux, dont il corrige en ce moment les épreuves, et qui paraîtra dans quelques jours.

Une réimpression des *Nocturnes*, de M. Henri Lavedan, a été publiée avant-hier.

ÉM. B.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37922. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 22. 4e SÉRIE. — TOME XI 3 JUIN 1899.

LE SUPPLICE DU SILENCE (1)

Roman.

I

— «... Et ne nous serait-il pas possible de démontrer que Montesquieu qui a écrit cette phrase si souvent citée : « L'État doit à tous les citoyens une « subsistance assurée, la nourriture, un vêtement con- « venable et un genre de vie qui ne soit pas contraire « à sa santé » puisse être également classé avec Kant, Adam Smith, Condorcet et l'auteur du *Contrat social* dans cette catégorie de philosophes qui ont formé comme le faisceau de l'individualisme et du libéralisme au XVIIIe siècle?

« C'est cette démonstration qui fera l'objet de notre prochaine conférence. »

Le professeur se leva, ramassa dans sa serviette les quelques notes qu'il avait placées devant lui et s'esquiva par la petite porte basse située derrière la chaire, pendant que le public s'écoulait lentement par les deux grandes issues latérales de la salle.

Sur le trottoir, devant l'École, des groupes s'étaient formés, composés de vieux messieurs à tournures de savants, d'étudiants de tous âges et de quelques femmes aux allures décidées venues assister à ce cours de doctrines socialistes en vue, sans doute, d'y entendre soulever quelque théorie à l'appui de leurs revendications féministes.

Tout ce monde pérorait à la fois, approuvant unanimement ici, plus loin discutant certains systèmes exposés. Toutefois, il était facile de reconnaître, à la manière respectueuse dont on parlait du jeune maître, que son enseignement jouissait d'un prestige fortement établi.

Soudain, un silence se fit. Quelques chapeaux se soulevèrent. Antoine Degroux descendait les marches du perron de l'École.

Le jeune professeur parut gêné par tous ces regards braqués sur lui, salua à plusieurs reprises et, s'effaçant de son mieux en murmurant des timides : « Je vous demande bien pardon », fendit cette foule pour gagner le trottoir opposé.

On le suivait des yeux pendant qu'il traversait, et une douce gaîté s'était emparée des assistants.

— Quelle tenue bizarre!

— Et ce chapeau brossé à rebrousse-poil! Cette redingote lustrée!

Une jeune personne assez délurée, rédactrice d'une feuille d'avant-garde, dit en plaisantant : « Quand cet homme-là s'arrête dans la rue pour regarder une jolie femme, elle doit lui donner deux sous! »

D'autres réflexions s'entendaient.

— Tout de même, c'est le plus fort de tous. Il n'y en a pas à la Sorbonne ni au Collège de France pour vous camper comme lui un bonhomme.

— Oui. Vous rappelez-vous, l'autre jour, ce portrait de Nietzsche qu'il nous a brossé?

Chacun à présent s'en allait de son côté et Degroux descendait le boulevard Saint-Germain, suivi à quelques pas de distance par son collègue Darbonval dont le cours finissait à la même heure.

Le sémillant professeur de morale, « Fleur de Galbe, » comme on l'appelait au Quartier, venait de

(1) Reproduction et traduction interdites.

faire pâmer d'aise sous sa parole caressante son public nombreux de mondaines et marchait doucement, escorté par l'une de ses plus élégantes auditrices pour laquelle il faisait des grâces.

C'était d'ailleurs son habitude, en sortant de l'École, alors que toutes ces dames s'empressaient sur son passage, de cueillir l'une d'elles avec un : « N'avez-vous pas d'explications complémentaires à me demander aujourd'hui? » et de l'entraîner à sa suite ; faveur dont semblait tout émue celle qui en était l'objet.

Il reconnut Degroux à sa démarche et, trop vaniteux pour ne pas appeler une comparaison toute à son propre avantage :

— Tiens! dit-il, c'est Antoine Degroux, mon collègue.

— Mon Dieu! quelle touche il a, dit la jeune femme!

Darbonval ajouta en riant :

— Et vous ne le voyez que de dos!

— Il n'est jamais plus soigné que ça?

— Non. Ce bon Le lierre, depuis dix ans que je le connais, je ne lui ai pas encore vu sur les épaules une redingote propre.

— Le lierre?

— Oui ; nous l'avons surnommé Le lierre parce que, — pardonnez à la Faculté cet horrible à peu près, — comme le lierre, il demeure où il se tache.

— Ah! c'est ça que vous faites à la Faculté?

— Il faut bien, de temps en temps, faire autre chose que des bacheliers.

Mais la dame revenait à Degroux :

— C'est curieux... Une mise si négligée chez un homme que guette l'Institut.

— Il attend peut être précisément ce moment-là pour avoir une occasion de changer de costume.

— Mais il va pourtant dans le monde? Plus d'un concierge a dû lui indiquer l'escalier de service.

— Le monde! Ah! il s'en moque bien, du monde! Quand il n'est pas aux Archives ou dans quelque arrière-boutique de bouquiniste...

— Je comprends... partout où il y a de la poussière à ramasser...

— ... Il marche dans la rue sans rien voir, sans rien entendre, aussi insensible à la jolie toilette d'une femme charmante qu'à la bourrade d'un passant pressé, uniquement préoccupé de ce qui s'élabore dans son cerveau, ou bien il passe des journées enfermé chez lui, et quel « chez lui »! Un amoncellement de livres et de papiers sous les tables et sur les chaises... les bouts de cigarettes fraternisant avec les taches de bougie... Et il vit au milieu de ce fouillis, sans souffrir de la parcimonie des coups de plumeau qu'on y donne...

Degroux cependant continuait sa route. Mais, arrivé à la hauteur du boulevard Saint-Michel, comme à la recherche de quelque magasin en cet endroit, il s'arrêta à examiner les devantures, prenant même du recul afin de pouvoir lire aux fenêtres certaines inscriptions en lettres dorées qui s'y trouvaient fixées. De la sorte, il vint maladroitement se cogner contre son collègue qui, l'ayant perdu de vue depuis un moment, ne pensait déjà plus à lui et discutait avec sa compagne sur cette question si passionnante de la moralité dans l'amour, sujet de sa dernière leçon.

— Tiens, Darbonval! fit Degroux, sans remarquer d'abord que son camarade n'était point seul. Puis, s'apercevant de son erreur, il balbutia une phrase d'excuse.

— Mais du tout, maître, du tout, lui fut-il répondu par une petite voix claire et pleine d'assurance, je suis très heureuse, au contraire, de cette occasion qui m'est offerte de vous connaître personnellement. M. Darbonval me parlait de vous à la minute.

Le groupe, refoulé par les passants, se réfugia sous une porte, et la conversation s'engagea.

— C'est dommage que sa mise soit si négligée, pensait la jeune femme, car il n'est vraiment pas mal physiquement. Des yeux vifs... des traits distingués...

Degroux, tout en causant, observait son interlocutrice, puis bientôt son regard, se dirigeant sur Darbonval, s'arrêta sur le ton chatoyant d'un large nœud rouge à reflets changeants orné d'une épingle en diamant. Le plastron blanc de la chemise, comme une marge discrète autour d'une image, faisait ressortir la cravate et venait lui-même s'encadrer dans les revers de soie mate d'un vêtement sans défaut. Degroux continua l'examen, passant par le pli rigide du pantalon pour descendre jusqu'aux bouts vernis des bottines.

Alors, soudain :

— Ma foi, mon cher, puisque j'ai le plaisir de vous rencontrer, vous pouvez m'être utile!

— Comment donc? Enchanté! De quoi s'agit-il?

— J'étais justement en quête d'un bon tailleur. Donnez-moi l'adresse du vôtre?

La question lui parut si imprévue, si déconcertante, que Darbonval crut devoir la faire répéter.

— Oui, votre tailleur, cher ami... je vous demande le nom de votre tailleur.

— Élias Parker, 27 *bis*, avenue de l'Opéra. Mais je ne vois pas...

— Merci, merci! Vous ne savez pas le prix que j'attache à ce renseignement. Je cours chez Élias Parker.

Et Degroux, après un salut cérémonieux et un rapide shake-hand, partit précipitamment dans la direction indiquée, pendant que la dame éclatait de rire et que Darbonval se demandait s'il devait rire

aussi ou bien se froisser d'une plaisanterie de mauvais goût.

Qui, le jeudi suivant, vers six heures du soir, eût rencontré Antoine Degroux descendant doucement le boulevard Saint-Michel, se fût arrêté, surpris, devant l'élégance inattendue du jeune professeur. Chapeau tout luisant encore du coup de fer, pardessus mastic s'ouvrant sur une redingote aux revers de satin, bottines vernies. D'un peu loin, on eût pu le prendre pour Darbonval.

Sans paraître nullement d'ailleurs se soucier des réflexions que pouvait sur son passage suggérer une telle métamorphose, il poursuivait son chemin, l'air visiblement préoccupé.

Toutefois, arrivé au pont, il se retourna et resta plusieurs minutes en contemplation devant cette perspective qu'offre, du quai, la large voie conduisant, au delà de la Sorbonne et du Luxembourg, vers ces modestes maisons de savants retirés, autour du Val-de-Grâce, comme dans une province silencieuse.

Il songeait qu'à cette heure, d'habitude, il rentrait chez lui, ses leçons terminées, libre de toute contrainte, pouvant, selon les dispositions du moment, s'asseoir à sa table de travail ou bien puiser à son gré dans les rayons de sa bibliothèque, si son esprit lui semblait plus porté à recevoir de nouvelles impressions qu'à communiquer les siennes propres à autrui; ou bien encore, ne rien faire, allongé dans son bon fauteuil, tout en regardant monter au plafond la fumée en spirale de sa cigarette. Toute sa vie écoulée jusqu'à ce jour passa alors rapidement devant ses yeux.

Il en est de l'existence qu'on a vécue comme de la maison qu'on a longtemps habitée. Au moment de la quitter, tous les inconvénients qu'elle présentait disparaissent et on ne songe qu'aux avantages qu'on y trouvait. Aussi, dans ce tableau, les heures troubles, les tristesses, la solitude dont il avait parfois si cruellement souffert, s'estompèrent-elles jusqu'à paraître invisibles et il ne resta au premier plan que les images de bonheur tranquille, de labeur réconfortant, sans fièvre, sans obsessions troublantes.

Et il serait assez fou, sachant ce qu'il allait perdre à un tel changement, et incertain encore sur ce qu'il y gagnerait, pour tenter l'aventure hasardeuse dans laquelle des amis trop zélés prétendaient le lancer!

Il y avait quinze jours à peine que, pour la première fois, cette idée de mariage avait pénétré dans son cerveau. Son plus intime ami, Edgar Saumaize, la lui avait glissée doucement au cours d'une conversation, entre deux bouffées de cigarette... Tout de suite le professeur s'était récrié, surpris que, connaissant sa vie et son caractère, on pût lui faire une proposition pareille. Se marier, lui! Pour quoi faire? Troubler le calme de sa cellule, la sévérité de son travail par la présence papillotante d'une femme! Lui qui n'avait aucun besoin, mettre à ses côtés un être dont il faudrait satisfaire les exigences — en un mot, se créer des charges, subir des influences matérielles, tomber dans la vie pratique, alors que, jusque-là, il avait trouvé le bonheur dans l'abstraction complète du moi, le libre vol de la pensée, les jouissances du cerveau à l'exclusion de toutes les autres!

Et une foule d'objections avaient suivi.

— Mais je n'ai aucune expérience du monde, mon ami; je m'y ennuie! Je ne pourrai jamais me résoudre à y évoluer comme mari! Non, mais me vois-tu forcé d'arborer la cravate blanche trois fois par semaine? Et puis je ne connais rien de la femme; elle n'a jamais joué de rôle dans ma vie, ne m'intéresse pas, m'effraye même avec ses allures de caméléon! C'est à peine si je sais reconnaître une beauté d'un laideron et je ne réussis pas mieux en conversation auprès de l'une que de l'autre... Je leur produis plutôt un effet réfrigérant. Que veux-tu? Je n'ai pas eu de jeunesse, moi, j'ai été tout de suite pris, absorbé, mangé par les bouquins et la partie de mon instruction traitant des rapports entre l'un et l'autre sexe en a forcément souffert... Maintenant je suis trop vieux pour faire un apprentissage — car c'en serait un; — la vie sentimentale ne me manque pas, la passion encore moins; je ne sais même pas si je serais capable d'aimer...

Edgar avait esquissé un sourire.

— Attends seulement d'être en présence d'une jeune fille...

Degroux se rappelait encore son geste d'effroi. Une jeune fille! Être insondable, hypothétique, régi par des lois encore inconnues! Objet à façonner qui glisse des doigts même les plus expérimentés! Rébus! Devinette!... Et on lui demandait, à lui, Degroux de déchiffrer cette énigme, de donner une forme à cette pâte molle, de dresser cette pouliche sauvage... enfin de remplir ce rôle de mari, rôle si difficile que tant d'autres, mieux préparés, ne parvenaient pas à le tenir!...

Mais Saumaize ne s'était pas effarouché de cette sortie et il avait continué, comme si de rien n'était.

— Une jeune fille fraîche, jolie, intelligente...

— Et quoi encore? Tu la feras faire exprès...

— Comme celle avec qui tu dînais hier soir à la maison...

— Mademoiselle Nantoy? Cette enfant blonde, rose, évaporée. Mais tu es fou, absolument fou!

— Pourquoi cela?

Degroux n'en revenait pas de l'air paisible avec

lequel son ami lui avait tenu des propos aussi saugrenus.

— Pourquoi? Mais parce que j'aurais l'air d'être son père au physique et au moral! Parce que c'est un grelot qui me dérangerait, une fleur que je fanerais! Enfin, que sais-je, parce que c'est insensé, que je lui ferais l'effet d'une douche! Parce qu'elle ne voudrait pas de moi et qu'elle aurait, ma foi, bigrement raison...

— Qu'en sais-tu? Je crois, moi, au contraire, qu'elle t'admire beaucoup.

— Comme un monument pélasgique...

L'homme qui tenait quelques semaines auparavant un pareil langage était-il bien le même que celui qui descendait aujourd'hui le boulevard, le pas indécis, l'esprit troublé, hanté, absorbé par une pensée unique, celle du mariage?

Degroux, habitué à étudier l'humanité au point de vue général et collectif, demeurait stupéfait devant les évolutions inexplicables du cerveau de l'individu et il souffrait de constater chez le personnage pondéré et équilibré qu'il croyait être une telle disproportion entre les causes et les effets. N'avait-il pas suffi, pour mettre une telle perturbation dans ses idées, d'une phrase insinuée par un ami, de la vision deux ou trois fois répétée d'un frais minois de femme, d'une expression un peu attendrie qu'il avait cru découvrir à son approche au fond de deux yeux rieurs?

— Non! non! fit-il tout haut. Il est encore temps de me reprendre.

Mais l'hésitation dura peu.

— Il est trop tard maintenant! Malgré moi, je penserai toujours à elle!

Et il continua sa route.

— D'ailleurs, murmura-t-il comme pour atténuer à ses propres yeux ce qu'il pouvait y avoir de lâcheté dans cet abandon de sa volonté, je ne m'engage à rien, somme toute. Et on n'est pas obligé d'épouser parce qu'on s'est prêté à quelques entrevues.

Mais tout de suite il constata qu'il se mentait à lui-même. Rien ne l'arrêterait à présent. Et cette union ne se ferait pas seulement parce que cette jeune fille l'avait conquis. Non... Il épouserait parce que cette idée de mariage, bien qu'entrée en lui depuis peu de temps, l'avait déjà pris tout entier. C'était comme une sensation de douce chaleur répandue sur toute sa personne. Il s'y complaisait délicieusement, laissant même ce bien-être physique s'augmenter encore par un appel involontaire de son imagination à des formes vagues, à des contours imprécis.

Certes il n'aimait pas encore cette jeune fille... il l'avait vue quatre ou cinq fois, tout au plus. Et si pourtant, à la minute même, quelqu'un lui eût dit : « Inutile d'aller plus loin. C'est elle qui refuse », son cœur eût saigné comme pour une rupture.

Il avait conscience, en cet instant, d'avoir perdu toute faculté de contrôle et de remarque, de cesser d'être une volonté, même une machine pensante, enfin de n'aller au but qu'à la façon du projectile. Et pour s'éviter jusqu'au regret de son inertie morale, il para de toutes les plus pompeuses qualités de jugement et de prévoyance ses amis Saumaize, les instigateurs de ce mariage.

Voyons... Si cette jeune fille ne devait pas être précisément l'épouse rêvée pour lui, est-ce qu'Edgar, sont vieux camarade d'enfance, son frère d'âme, aurait formé ce projet d'union? Et si Edgar s'était même illusionné, Marthe, sa femme, eût été là pour lui faire entendre raison. C'était le bon sens même que Marthe et elle connaissait Gabrielle intimement, la voyant chaque jour, lui servant de chaperon dans le monde à la place des parents que celle-ci avait perdus. Pas de surprises possibles, par conséquent. Où pourrait-il trouver de meilleures garanties?...

Ces réflexions le conduisirent jusqu'à la porte des Saumaize et, en habitué de la maison, il entra directement dans le petit salon où se tenait le jeune couple.

Edgar vint à sa rencontre et dit, après un rapide examen : — Oh! oh! ce costume neuf est toute une profession de foi!

Marthe s'étant avancée aussi, l'avait pris par un bras, le faisant tourner comme un mannequin.

— C'est superbe, mon cher!...

— Un peu trop superbe... répondit Antoine. J'ai presque peur ainsi de trop ressembler à mon modèle Darbonval.

— Bah! répliqua Marthe... trop de recherche vaut mieux que trop de négligence. Regardez autour de vous les personnages les plus en vue. On cite leurs cravates, la coupe de leurs jaquettes, jusqu'à leurs guêtres blanches... et leur prestige ne s'en porte que mieux. Du moins ceux qui les ignorent pour leurs travaux en ont entendu parler pour leur élégance...

Antoine venait de s'asseoir près de la cheminée, un peu anxieux et pressé d'adresser à Marthe la question qu'il retenait à ses lèvres.

— Vous l'avez revue?

— Oui... Avant-hier.

— Elle vient toujours dîner ce soir?

— Mais oui... avec sa grand'mère.

— Et... Elle semble décidément favorable?

— Je le crois... Quand elle me parle de vous, je lui trouve certaines inflexions de voix très significatives...

A ce moment, il s'était rapproché de la femme de son ami :

— Voyons... Maintenant que vous m'avez amené au

point où j'en suis, répondez-moi franchement : depuis quand aviez-vous cette idée de me marier?

Ce fut Edgar qui prit la parole :

— Mais depuis toujours, mon cher... depuis que nous sommes mariés nous-mêmes. Tu n'étais pas venu deux fois dîner dans notre jeune ménage que Marthe rêvait déjà de te caser... cherchant parmi toutes ses relations...

— Ah! si j'avais su que ce fût ici un foyer de conspiration!... — Mais qu'est-ce qui vous a fait penser à cette jeune fille plutôt qu'à une autre?... Elle a vingt ans.... et j'en ai trente-trois... Elle est gaie, enjouée... moi, je suis plutôt triste...

Marthe souriait.

— C'est le pur hasard, tout simplement, mon bon ami... Gabrielle s'est trouvée là un soir quand vous êtes venu. Vous avez causé tous deux. Nous avons remarqué tout de suite, — c'était facile à voir d'ailleurs, — qu'elle vous paraissait jolie; de son côté, elle vous écoutait avec un intérêt marqué... Alors, Edgar et moi, nous avons échangé un signe. Nous nous étions compris. Une chose m'effrayait seulement...

— Quoi donc?

— Votre pantalon un peu trop lustré qui remontait effroyablement sur les jambes, laissant à découvert d'affreuses chaussettes blanches... Je me disais : Ces maudites chaussettes vont faire tout rater...

— Vous voyez bien... elle attache trop d'importance à des petites choses.

— Et vous pas assez. Vous vous ferez des concessions mutuelles pour arriver à une bonne moyenne.

Antoine regardait la pendule. Avant un quart d'heure Gabrielle serait ici. Alors plus de questions à poser, plus d'objections à formuler. Il ramassa le peu de force de réflexion qui lui restait et hasarda :

— Alors vous n'êtes pas plus effrayée par la disproportion d'âge que par la différence de caractères?

Marthe le rassurait :

— Mais non... Vous pensez bien que nous avons tout pesé, Edgar et moi, et nous n'avons pas été longs à reconnaître que cette union ferait précisément votre bonheur à tous deux: à elle, parce qu'elle trouvera dans votre autorité la direction d'esprit qui lui manque peut-être encore; à vous, parce que sa grâce, sa jeunesse, son insouciante gaîté jetteront comme une note claire dans votre existence un peu trop sombre jusqu'à présent.

— Soit, fit Antoine, soulagé au fond qu'on eût opposé à ses restrictions des réponses victorieuses.

Mais Mme Saumaize tenait à bien montrer qu'elle ne s'était pas déterminée à la légère; elle ajouta :

— De plus, avouez, mon cher, que vous n'avez guère eu le temps jusqu'à présent de vous occuper bien sérieusement des choses de l'amour.

Il rougit un peu.

— Évidemment, je...

Elle s'était rapprochée, lui appuyant affectueusement la main sur l'épaule :

— Et voilà l'avantage; je vous évite ce danger si grave d'une jeunesse tardive, dont vous étiez fatalement menacé, en vous offrant une petite femme un peu frivole justement, un peu fantasque aussi et qui va, pour un temps, vous donner toutes les illusions de la maîtresse.

Et comme il faisait un geste d'effroi...

— Oh! pour un temps seulement, car je ne doute pas de Gabrielle. Intelligente et droite comme je la connais, elle ne pourra pas ne pas se laisser gagner bientôt par le sérieux de votre caractère et devenir la véritable compagne dont vous êtes digne.

Un coup de sonnette.

Un frou-frou de robe, une fine tête blonde qui émergeait d'un col de dentelles... Elle était là et courait vers son amie.

— Bonjour, chérie; je suis en retard? C'est la faute de grand'mère qui avait sa migraine et jusqu'au dernier moment espérait venir. Elle a dû se coucher. Ce bon Edgar voudra bien me reconduire, n'est-ce pas?

Puis elle vint à Antoine qui s'avançait timidement pour la saluer et lui tendit familièrement la main en lui disant :

— Voyez, Monsieur, que je ne vous garde pas rancune pour la peur que vous m'avez faite l'autre jour?

— Peur, Mademoiselle? demanda le professeur, déjà à moitié décontenancé.

— Oui, avec toutes vos effrayantes théories sur notre société en décomposition! Le soir même, j'ai rêvé qu'une bande de socialistes faisait irruption dans le bal où je me trouvais et m'entraînait, comme otage, au fond d'une mine, jusqu'au vote par le Parlement de la suppression de tous les impôts sur la classe ouvrière. Heureusement, le lendemain, tous mes danseurs venaient me réclamer. C'était très drôle.

On riait.

— Au moins, dites-moi, pour me rassurer, Mademoiselle, que vous n'avez pas pris à cause de moi le monde en horreur? Ce serait dommage... pour lui.

— Oh! là-dessus, vous pouvez être tranquille, Monsieur... Je m'y amuse trop.

Elle s'était tournée vers Mme Saumaize :

— On me préviendrait qu'à onze heures précises la salle de bal où je me trouve doit flamber... Je crois bien que ça serait tout juste si j'aurais le courage d'en partir à onze heures moins cinq. Ah! à propos de bal... très important! J'ai un conseil à te demander...

Et elle entraîna Marthe sur le canapé, à l'autre bout de la pièce, pour la consulter sur un détail de toilette.

Antoine contempla alors la jeune fille, placée bien en lumière sous le vaste abat-jour d'une lampe-parquet et essaya — un peu remis de son premier trouble — d'analyser ses impressions.

Il voulait garder sa liberté d'esprit, porter des critiques raisonnées, mais il n'était déjà plus son maître, incapable par exemple de remarquer que la bouche, ornée il est vrai de dents admirables, était trop grande ou que les traits manquaient de régularité; et cherchant vaguement des places de baisers sur cette figure ronde et fraîche qu'éclairaient deux yeux brillants et malins.

Mme Saumaize s'était levée :

— Je vais dire d'enlever un couvert.

Edgar, lui, tout en observant, s'était retiré au fond du salon, semblant absorbé dans la lecture des dernières nouvelles du *Temps* qu'on venait d'apporter.

Antoine eut alors l'impression qu'il devait parler, et il se rapprocha de Gabrielle. Mais il eut peur de paraître maladroit. A la première phrase, il trahirait son émotion et, lâchement, il s'adressa à son ami pour lui dire : « Eh bien? quelles nouvelles de la Chambre? » Toutefois son trouble était tel que sa voix tremblait légèrement et la jeune fille n'eut pas de peine à constater l'effet qu'elle produisait.

A son tour, portée tout de suite à l'indulgence, elle examina Degroux, qui, sous cette inspection décisive dont il se sentit soudain l'objet, restait embarrassé de sa personne.

Marthe rentrait.

— A table, fit-elle, et elle prit le bras du professeur.

Le maître de maison avait laissé le couple s'engager à travers la pièce voisine, restant intentionnellement un peu en arrière avec la jeune fille.

— Eh bien, lui dit-il à l'oreille, la bonne impression continue-t-elle ?

— Elle augmente, fit-elle d'un air très convaincu. Mais pourquoi Marthe m'avait-elle dit que j'aurais du mal à lui apprendre à s'habiller? Je vous assure, son vêtement doit sortir de chez un de nos meilleurs tailleurs anglais.

II

Le professeur, débarrassé assez vite de sa première timidité, avait eu, pendant le cours du dîner, quelques mots heureux. Plus hardi même que ses amis ne l'eussent espéré, grisé par la présence de sa séduisante interlocutrice, il avait discuté avec elle, chargeant à fond de train contre l'éducation donnée aux jeunes filles d'à présent, dont on ne faisait plus — passant d'une extrémité à l'autre — que des poupées ou des savantes... Et prenant comme type l'ancienne Romaine, il suivait la femme à travers les âges, indiquant les déformations qu'avait apportées dans sa culture morale et intellectuelle chaque époque successive.

Gabrielle écoutait, amusée. Son teint s'animait. Son regard brillait.

— Ça mord, pensait Marthe.

D'autre part, elle n'éprouvait aucune incertitude sur les sentiments qui pouvaient agiter Degroux. Il suffisait de constater de quel œil humide d'admiration le professeur contemplait la jeune fille, pour être sûr que celle-ci entrait en conquérante dans la place.

Mme Saumaize fit un signe d'intelligence à son mari et disparut sous prétexte d'un ordre à donner. Deux minutes après, Edgar s'esquivait à son tour et les deux jeunes gens restèrent seuls.

Ce fut seulement au bout de quelques instants, ne voyant pas revenir les maîtres de maison, qu'ils comprirent la tactique.

Antoine s'était tu, repris soudain de son émotion de la première heure. Gabrielle, plus maîtresse d'elle-même, mais sentant néanmoins toute la gravité de l'entretien qui se préparait, se recueillait de trois quarts dans une pose gracieuse destinée à mettre en valeur sa taille souple et surtout l'attache de son cou au-dessous de l'oreille, un des coins les plus exquis de toute sa petite personne et que peut-être le jeune homme n'avait pas été suffisamment mis à même d'apprécier.

Il appartenait d'ailleurs à Antoine de parler le premier. Aussi attendait-elle sans impatience, trop fine pour ne pas voir que ce silence prolongé équivalait à un hommage rendu à sa beauté.

Antoine, en effet, dévorait des yeux la jeune fille. Que donnerait plus tard cette union? Quelles garanties de bonheur lui apportait le caractère de Gabrielle? Quel accord entre leurs goûts réciproques? Il s'était bien promis pourtant de mener scrupuleusement son enquête sur tous ces points. Mais, comment s'arrêter à ces questions alors qu'une sensation voluptueuse l'envahissait peu à peu tout entier? Son cœur battait. Son regard se noyait. C'était en lui comme la révélation d'un autre culte. La femme, avec tout ce qu'elle apporte de joies frémissantes et de languissants oublis, venait de s'installer dans sa vie.

Alors il se prit soudain en pitié. Tout son passé fait uniquement de travail, de solitude et de calme ambition, auquel pourtant naguère il attachait tant de prix, lui parut vain, faux, misérable. Et brisant sur l'heure ses anciennes idoles, il adora la divinité nouvelle.

Il fallait pourtant parler, et renonçant à tout espoir de trouver une transition habile, résigné déjà à confesser son infériorité : « Excusez-moi, Mademoiselle, mais jamais je n'ai été aussi troublé qu'aujourd'hui... »

Il entrait dans le cœur du sujet. Gabrielle, devant cette sincérité, jugea de son devoir d'aborder aussi franchement l'entretien et répondit :

— Ne vous excusez pas, Monsieur. Comment ne comprendrais-je pas votre trouble? Le mien n'est pas moindre. Aussi, le mieux pour nous, semble-t-il, est de causer naturellement, franchement. Qu'est-ce que nous voulons tous deux? Nous connaître plus complètement que nous n'avons fait jusqu'à ce jour. Alors, n'est-ce pas, évitons tout ce qui pourrait, de votre part comme de la mienne, avoir un air d'apprêt, d'affectation... Enfin, passez-moi l'expression, de cabotinage...

— Cabotinage? Eh quoi? Vous suspecteriez ma franchise ?

Elle prit un air de supériorité.

— Mais le cabotinage, n'est pas un défaut de franchise. C'est tout au plus un peu d'aide qu'on s'apporte inconsciemment en vue de produire son petit effet. Ce n'est pas bien criminel et je m'accuse d'avoir eu parfois recours à ces innocents moyens. Mais à cette minute, ce serait de la supercherie, car notre strict devoir est de ne chercher ni l'un ni l'autre à nous influencer.

— Ah! Mademoiselle... Quelle joie j'ai à vous entendre parler ainsi! Vous ne savez pas de quel poids vous me soulagez! J'avais si peur justement de vous paraître gauche pour tout ignorer de cet art de mise en scène auquel tant de femmes, moins intelligentes que vous, doivent se laisser prendre.

Et rassuré, enhardi, il se rapprocha légèrement de Gabrielle, dont la main aux doigts effilés s'était suspendue négligemment au rebord du fauteuil, de manière à faire admirer un bras du contour le plus délicat, tandis que sa tête, un peu penchée, laissait voir un cou svelte, d'un blanc laiteux, dont on pouvait suivre depuis la ligne pure jusqu'à sa naissance par la large ouverture d'une berthe en dentelle.

— Alors, n'est-ce pas, voilà qui est bien entendu... la vérité de part et d'autre... rien que la vérité. Et dans le cas où je ne réaliserais...

Il ne la laissa pas achever :

— Ah! Mademoiselle, pouvez-vous croire?... Vous qui... Mais vous devez lire dans mes yeux... Rien que l'idée de faire de vous ma femme... je...

Sans force pour en dire davantage, il prit la main qui pendait à sa portée et y posa ses lèvres.

— Chut! fit-elle en souriant! Ne vous engagez pas comme ça à la légère. Très maladroit ce que vous faites là. Il ne faut jamais couper les ponts derrière soi!

— Je vous aime tant!

— Déjà? Pour m'avoir vue cinq fois en tout? A combien de femmes avez-vous dit la même phrase?

— A aucune.

Elle comprit qu'il ne mentait pas, et même, elle lui en voulut un peu de cet aveu. Alors son triomphe devenait plus facile; elle eût été flattée davantage de l'emporter sur d'autres. Toutefois ce n'était là qu'une nuance et l'impression demeurait excellente.

— Alors parce que vous me trouvez agréable... enfin à votre goût physiquement... vous voici tout de suite décidé?... Mais songez qu'il s'agit de la vie entière... Nous ne nous connaissons que dans les grandes lignes, par ce que Marthe nous a appris... Je vous sais homme de cœur et de devoir; vous me savez droite et sensée. C'est de quoi nous estimer, peut-être aussi nous mettre en mesure de nous aimer... Mais ensuite pour continuer à nous plaire?... Vous voyez bien que j'ai raison. Étudiez-moi donc. Je vous promets d'en faire autant de mon côté.

Mais Antoine ne paraissait pas convaincu.

— Évidemment, vous avez raison, en principe. Et si vous vous trouviez en face d'un autre que moi, les renseignements réciproques dont vous parlez seraient nécessaires. En général, l'homme qui se marie ne fait que modifier un peu son ancienne existence et il entre dans son ménage tout botté de ses principes et de ses opinions. Mais moi, c'est autre chose. Marthe a dû vous dire... En dehors de deux ou trois grandes idées communes à tous les hommes, je n'apporte avec moi aucun souvenir, aucune empreinte. Je suis tout neuf. C'est seulement du jour où vous serez à moi que ma vie commencera. Mes goûts? Mais j'attends que vous me disiez ceux que je dois avoir. Mon caractère? Mais c'est vous qui le ferez? En dehors de mes livres, mes seuls compagnons, je ne connais rien. C'est donc vous qui m'apprendrez le monde et qui m'indiquerez ce qu'il convient d'en prendre et d'en laisser. De quelle nature suis-je donc? Je voudrais bien le savoir et il y a peut-être des choses que j'aimerai beaucoup. Ce doit être bon d'avoir des désirs, des prédilections, même des habitudes... Vous m'aiderez à me déterminer, n'est-ce pas?

Mieux que par des feintes et des roueries, Antoine avait été servi par sa naïve franchise.

Il plut à Gabrielle de se sentir ainsi maîtresse souveraine de cette âme, de pouvoir la façonner à son gré. C'était plus qu'une influence à exercer, une éducation morale à entreprendre et sans se demander si elle était bien faite pour un tel rôle, elle se laissa séduire par le sentiment de douce flatterie qui caressait son amour-propre. Antoine, sentant bien que c'était le moment décisif, levait sur la jeune fille des yeux suppliants, cherchant à pénétrer son secret, mais celle-ci ne se pressait pas de répondre, vraiment

troublée à son tour et comme perdue dans une vague rêverie.

— Puis-je espérer? demanda timidement Degroux après un moment.

— Il faut d'abord que je sois sûre de faire votre bonheur!

— Oh! si c'est cette crainte-là qui vous arrête...

— Oui. C'est cela justement. Si je vous savais capable — oh! doucement s'entend et sans en avoir trop l'air — de prendre en mains les rênes du ménage, je serais plus tranquille. Je pourrais me dire: Au moins si nous versons, c'est son affaire et je n'y suis pour rien. Or, au lieu de cela, voilà que vous vous déchargez sur moi du soin de tout conduire. Alors, jugez... quelle responsabilité! Votre caractère est prêt à s'adapter au mien, prétendez-vous! Et si plus tard vous vous déclarez vous-même insupportable? A qui la faute alors? Et quels reproches j'aurai à m'adresser!

— Vous ne parlez pas sérieusement.

— Tout ce qu'il y a de plus sérieusement. J'ai peur que Marthe vous ait mal renseigné sur mon compte. L'affection qu'elle me porte doit la rendre aveugle. J'ai beaucoup de défauts...

— Dites-les-moi vite, que je les prenne! C'est le plus sûr moyen de ne pas les remarquer.

— Je suis un peu coquette.

— Tant mieux! Vous le serez avec moi. Et ça portera, car je ne suis pas un public blasé.

— J'aime le monde.

— Quelle chance! Moi qui ne le connais pas!

— Je suis très ignorante aussi. Je ne sais guère parler que de chiffons.

— Vous verrez comme ça m'intéressera!

— J'ai parfois des caprices.

— J'aurai les mêmes et avant vous!

— Enfin je n'ai aucune donnée sur la façon d'être d'une femme de savant.

— Moi non plus; nous chercherons cela ensemble.

Décidément, il avait réponse à tout. Elle se sentit comme soulagée de voir que l'austère fonction de professeur n'excluait pas fatalement toute jeunesse de caractère, et le regard dont elle l'enveloppa à ce moment équivalait presque à un consentement. Il le comprit et se rapprocha.

— Alors vraiment, vous consentiriez peut-être à me rendre le plus heureux des hommes?

Tout de suite, elle redevint coquette et s'amusa à retarder son oui, dévisageant encore, comme pour une dernière enquête, le professeur qui se tenait pâle et ému devant elle.

A ce moment, ses yeux s'arrêtèrent sur le revers de la redingote et comme étonnée: Tiens! vous ne portez donc pas votre décoration? dit-elle.

Il sourit:

— Mais... je ne suis pas décoré.

— D'où vient? Avec la situation en vue que vous occupez?

— Oui... Je sais bien... C'est ce qu'on m'a dit parfois... Mais il serait nécessaire de faire des démarches.

— Il faudra les faire.

Il se mit à genoux et lui prit les mains.

— Je ferai tout ce que vous voudrez.

— Vrai? Tout? Absolument tout?

— Tout!

— Même si je vous demandais?...

Elle s'était arrêtée, hésitante.

— Mais parlez donc!

— C'est que vous allez vous moquer de moi...

— Puisque je vous promets que non... Jamais!

— Eh bien, voilà... Il y a quelque chose qui m'ennuie un peu chez vous... Oh! rassurez-vous... une toute petite chose... Et en tout cas, ce n'est pas ce qui m'empêcherait de vous épouser, vous pensez bien!... Mais depuis huit jours je ne pense qu'à cela... Ça en devient même une obsession.

— Je vous assure... Vous me faites mourir!

Elle s'était rapprochée, câline, le grisant de sa beauté et dit d'une voix douce: « Je voudrais bien ne pas vous appeler Antoine. C'est un si vilain nom. »

Il pâlit légèrement, mais elle ne lui laissa pas le temps de répondre.

— Tony... M. et Mme Tony Degroux. Ça ferait tellement mieux sur notre carte de visite!

Et elle appuya sur le mot « notre ».

La dose était un peu forte. Malgré l'habileté de l'opérateur, le patient faisait la grimace. Antoine, à cet instant, eut la sensation précise des abandons successifs qu'on obtiendrait de lui, et comme pendant l'orage, à la lueur de l'éclair, il put mesurer la profondeur du gouffre où il tombait. Instinctivement, ce fut chez lui un geste d'effroi. Mais son regard venait de rencontrer celui de Gabrielle. Tout changeait d'aspect. Le précipice s'était recouvert de fleurs capiteuses et, incapable de résister à la joie de les cueillir, il s'engagea sur le sol fragile et dangereux.

— Je ferai ce que vous voudrez.

— Je vois que vous m'aimez!

— A la folie!

— Et moi aussi, je vous aimerai bien!

Les Saumaize rentraient.

— Eh bien? Avez-vous pu causer un peu gentiment?

— Ah! Marthe! Elle consent!

— Et vous?

La question leur parut à tous si superflue qu'elle provoqua un rire général.

JULIEN BERR DE TURIQUE.

(*A suivre.*)

AUTOUR DE LA LOI FALLOUX [1]

Conclusion.

Deux faits sociaux ont été mis en lumière au cours des fréquents débats qui se sont produits récemment et qui ont donné lieu à notre enquête. On a constaté d'une part, chez les jeunes hommes qui occupent en ce moment les fonctions publiques ou suivent les carrières administratives, un état d'esprit, des convictions, des manières d'être contradictoires aux tendances générales d'une société fondée, comme la nôtre, sur les principes humains de 89. Alors on a parlé d'une faillite de la démocratie. Et puis, d'autre part, à la suite de statistiques consciencieuses, on a reconnu que les écoles congréganistes se développent, tandis que diminue, dans une proportion inquiétante, le nombre des jeunes gens qui suivent les cours des lycées et collèges de l'Université. Alors on a parlé d'une faillite, d'une crise de notre enseignement secondaire.

On a, de plus, établi entre ces deux faits un lien de connexité. Or c'est l'évidence même. Mais on a été plus loin; on a fait du second la cause du premier: et certains de nos législateurs ont manifesté l'intention de lutter contre les empiétements de l'Église en proposant au parlement d'abroger cette loi de 1850 qui permet aux congrégations de donner à leur enseignement un énorme développement dans notre pays. En agissant de la sorte, nos législateurs seraient les dupes d'un raisonnement sophistique — ce qui n'aurait pas grande importance, s'ils ne prenaient, en même temps, une mesure inutile et même dangereuse.

C'est faire un sophisme, en effet, que de rendre le développement de l'enseignement congréganiste responsable de la crise que subit le nôtre. La vérité est qu'il profite, — et cela est naturel et légitime, — de l'existence, dans la bourgeoisie, d'un courant d'idées favorable à la morale religieuse. Si ce courant est définitif, toute tentative pour lutter contre lui arbitrairement serait vaine. On ne ferait que le développer, au contraire. Appliquant ce raisonnement à l'Église, M. Louis Havet a fort bien dit qu'aucun ministre, aucun parlement, aucun vote, aucune loi, aucune force officielle n'était capable de lutter contre elle avec suite. « Seules le peuvent les forces vagues mais résistantes de l'opinion, les forces anonymes, insaisissables, qui déjouent la conquête... tel pourrait être chez nous, aujourd'hui encore, l'esprit de 1789. »

Et voilà toute la question. Maintenant, il s'agit de savoir si nos gouvernants ont l'intention de neutraliser cette tendance actuelle de la bourgeoisie ou s'ils prétendent, au contraire, en profiter. La réforme de notre enseignement secondaire suivra un cours différent, selon qu'elle sera accomplie par des réformateurs soucieux de favoriser l'esprit de la Révolution ou préoccupés seulement d'adapter l'Université aux besoins de la classe bourgeoise. Mais cela nous servira de conclusion; et comme cette conclusion doit résulter, dans l'esprit du lecteur, d'une série logique de faits constatés, il est nécessaire de développer successivement chacun des points que j'ai seulement indiqués dans ce début. Les deux volumes copieux de l'enquête parlementaire poursuivie, avec tant de tact et d'intelligence, par M. Ribot me seront une précieuse contribution.

*
* *

D'abord, il n'est pas exact d'établir un lien aussi étroit entre l'accroissement du nombre des élèves dans les écoles libres et la diminution constatée dans la clientèle de nos lycées. M. Victor Bérard nous apprend que, depuis quinze ans, « il s'est formé partout des établissements libres qui ont pris les jeunes gens au sortir de l'école primaire, à onze ou douze ans, après la première communion ». L'abbé Péchenard, recteur de l'Institut catholique de Paris, nous donne des chiffres : trente ou quarante maisons de Frères, qui appartenaient à l'enseignement primaire, ont été transformées en établissements d'enseignement secondaire. A cinq cents enfants par établissement, cela fait un certain nombre de milliers d'élèves.

Donc, ajoute l'abbé Péchenard, quand on nous dit : Beaucoup d'élèves sont venus grossir vos rangs, on commet une erreur. Il s'est produit un simple déplacement de population scolaire, qui peut se chiffrer par 10000 à 12000 élèves, inscrits auparavant à l'enseignement primaire, inscrits aujourd'hui à l'enseignement secondaire libre.

D'autre part, M. Ribot fait une remarque très juste. C'est que nos lycées et collèges perdent, de leur côté, des élèves au profit des écoles primaires supérieures. Un phénomène, opposé à celui qui se produit dans l'enseignement libre, a lieu dans l'Université. Voilà une nouvelle cause apparente de la crise.

Il n'en est pas moins certain qu'une propagande très active se fait dans la bourgeoisie aisée en faveur de l'enseignement congréganiste. La chose est constatée par M. Combes, qui, étant ministre, s'est fait adresser des rapports par ses recteurs. Il en résulte que, dans certaines administrations, l'armée, la marine notamment, les fonctionnaires envoient en masse leurs enfants aux écoles congréganistes. « Et ils agissent ainsi, nous dit M. Combes, par suite de

(1) Voyez la *Revue* des 29 avril, 6, 13, 20 et 27 mai 1898.

convictions personnelles, de sentiments politiques qui les disposent défavorablement à l'égard des doctrines enseignées dans les établissements de l'État. »

M. G. Monod attribue également le succès des établissements libres à l'influence croissante « prise, depuis trente ou quarante ans, par l'Église catholique et par les ordres religieux non autorisés, comme à l'influence qu'a exercée, dans le même sens, l'armée nouvelle, qui, depuis ses derniers développements, agit puissamment sur la société tout entière ».

Dans plusieurs villes de province, M. G. Monod a constaté qu'une pression était exercée par les chefs militaires sur leurs subordonnés, afin d'obliger ceux-ci à envoyer leurs enfants dans les établissements ecclésiastiques. Cette propagande s'exerce aussi dans les familles bourgeoises.

Or, la déposition de l'abbé Péchenard vient corroborer les constatations qui précèdent. Le déposant attribue les causes de la décroissance dans les écoles officielles à « la diminution progressive, depuis vingt ans, de l'influence accordée à la religion dans l'éducation de la jeunesse scolaire ». Il fait également le procès des doctrines scientifiques, philosophiques et historiques enseignées par certains professeurs de l'État et qui tendent au matérialisme et à l'athéisme.

Et l'on ne peut nier qu'il soit dans le vrai, puisqu'il a suffi à l'autorité universitaire de placer un ecclésiastique, l'abbé Follioley, successivement à la tête de trois lycées, pour que l'on ait vu s'élever, dans une proportion notable, le nombre des élèves de chacun de ces établissements. Après son départ, la clientèle diminua.

Nous sommes donc en présence d'un problème d'ordre général. La question de l'enseignement secondaire nous apparaît comme une question sociale et politique, comme l'expression d'un état d'esprit qui domine dans une certaine partie de la bourgeoisie aisée. M. Sabatier, directeur de l'École de théologie protestante, regrette, lui-même, de voir se *démocratiser* la population des lycées. « Par là même, dit-il, certaines familles, des plus hautes et des plus délicates, ont pu éprouver quelques difficultés à confier leurs enfants au lycée. » Et ce n'est pas un catholique qui s'exprime ainsi. Outre les tendances religieuses qui se manifestent dans la bourgeoisie aisée, il y a donc aussi chez elle comme une appréhension de l'avenir, comme une crainte d'abdiquer en tant que classe dominante, comme une peur d'être submergée par le flot populaire. M. Brunot, maître de conférences à la Faculté des lettres, attribue cet état d'esprit de la bourgeoisie à une sorte de snobisme qui lui fait imiter ce qu'elle croit être aristocratique. M. Espinas constate, lui aussi, l'existence d' « un grand mouvement d'opinion qui se fait en dehors de l'Université, sur lequel l'Université ne peut rien..., un de ces vastes entraînements qui se produisent comme périodiquement dans ce qu'on appelle la conscience française ».

Ce n'est ni snobisme ni entraînement irréfléchi. La bourgeoisie est aujourd'hui ce qu'elle était en 1850. Voltairienne, elle le fut sans doute; mais cela ne prêtait pas à conséquence. En réalité, elle ne cessa jamais de se conformer aux exigences pratiques de la religion. Incertaine de l'avenir, inquiète des conséquences sociales et morales des principes qu'elle avait posés, elle ne consentit pas à rompre avec les traditions religieuses du passé. Lorsque, au lendemain des journées de juin, la bourgeoisie fut prise de frayeur, elle accentua sa tendance religieuse, et ce fut, selon M. Mézières, la cause principale de la loi de 1850. Si l'Université perdit à cette époque les bénéfices du monopole de l'enseignement, il est inexact d'en rechercher la cause dans la campagne ardente menée par Montalembert et Lacordaire. Cette campagne vigoureuse ne fut alors que l'expression des tendances de la bourgeoisie qui se trouvaient en désaccord avec l'esprit dont était animé le corps tout entier des professeurs de l'enseignement secondaire. La bourgeoisie imposa aux pouvoirs publics la liberté d'enseignement. De même aujourd'hui, en désertant l'Université, elle nous fait connaître que l'esprit scientifique, que les tendances philosophiques, que l'*agnosticisme*, dirai-je, des jeunes professeurs de l'Université ne sauraient lui convenir. Si la crise de l'enseignement secondaire, — ou du moins ce que l'on a appelé ainsi, — n'est pas apparue plus tôt aux regards des esprits clairvoyants, c'est que l'Université, bien loin de heurter sa clientèle, ne cessa de donner aux enfants de la bourgeoisie la pâture intellectuelle qui convenait à son état d'esprit conservateur. Il y a une dizaine d'années, à l'Académie de Poitiers, le doyen de la Faculté des lettres réclamait encore des candidats une culture philosophique spiritualiste. Cela est un souvenir personnel. Mais voici des affirmations qui résultent, chez leurs auteurs, de fréquentes observations ou d'une longue expérience : l'opinion de M. Seignobos est que le régime de nos lycées a été emprunté aux jésuites. Nos établissements d'enseignement secondaire sont des intermédiaires entre la caserne et le couvent. « Actuellement, dit-il, le lycée est sous la direction générale du proviseur ayant pour auxiliaire le censeur; c'est l'ancienne conception des établissements des jésuites : les professeurs ne sont que des subalternes, qui font une besogne inférieure, sous la direction du proviseur. »

En ce qui concerne la méthode employée, nous avons également adopté le système de l'éducation congréganiste, qui consiste, suivant la remarque de M. Henry Bérenger, à supprimer « la recherche libre

de l'esprit » en y substituant le développement par la mémoire, ce que M. de Lanessan a indiqué ici même dans sa réponse à notre enquête. Il ajoutait que l'enseignement classique a le grave inconvénient de se prêter à la méthode des jésuites, puisqu'il habitue l'intelligence « à faire plutôt de la critique sur les mots que des raisonnements sur les faits » et qu'il engourdit « les tendances naturelles des enfants à l'observation et à l'expérimentation ». Cela étant admis, comment s'étonner des progrès de l'enseignement congréganiste? J'ajoute que nous aurions eu à déplorer une bien plus grande désertion de nos lycées et collèges, si l'Université, au lieu de copier son enseignement sur celui des congréganistes, était entrée résolument dans la voie démocratique.

***

Et maintenant, pensez-vous qu'il soit possible de résoudre la crise que subit notre enseignement au moyen d'une mesure aussi arbitraire que l'abrogation de la loi Falloux? Je sais bien que l'on a renoncé à employer cette formule qui ne cachait, comme il a été dit dans notre préambule, que l'absence de toute réforme. Mais on a trouvé un expédient, et cet expédient, c'est M. Aulard qui s'est chargé de le légitimer devant ses amis de la *Ligue de l'Enseignement*. Sa conférence a paru ici même. On obligera donc les élèves des écoles congréganistes à suivre, pendant deux années, les cours donnés dans les établissements de l'Université.

Quelles seraient les conséquences d'une semblable mesure? Croyez-vous que les jeunes gens qui y seraient soumis écouteraient en silence les idées de leur professeur lorsque celles-ci se trouveraient être en contradiction avec leurs sentiments intimes? Ou bien des conflits naîtraient fatalement, qui auraient leur retentissement en dehors de l'Université, dans la presse, au parlement. Ou bien le professeur serait obligé d'abdiquer et de donner un enseignement anodin, sans aucune portée... Soyez attentifs à ce passage de la déposition de M. Espinas :

Je suis persuadé, dit-il, ayant été professeur de philosophie pendant longtemps, que si j'avais eu dans ma classe un certain nombre d'élèves venant de l'enseignement ecclésiastique, dans une proportion qui maintenant serait considérable, — je dis que, comme professeur, je me sentirais entravé; je parle surtout des professeurs d'histoire et de philosophie, qui seraient étroitement surveillés, qui sauraient qu'aussitôt après la classe, toutes leurs paroles, sujettes à discussion, seraient portées à l'évêché, publiées ensuite et commentées par la presse réactionnaire.

Et quelle parole, en de certains moments, n'est pas sujette à discussion? On voudrait faire des sacrifices à la paix et peu à peu tout ce qui a un sens et une portée disparaîtrait de ces leçons. Un enseignement ainsi émasculé perdrait toute vertu. On arriverait de la sorte non pas à laïciser les maisons ecclésiastiques, mais à cléricaliser les lycées.

Cléricaliser les lycées; voilà donc à quel résultat il est fatal que l'on atteigne. Je ne crois pas que ce soit l'objectif de M. Aulard, mais c'est celui d'un certain nombre d'universitaires. Et ceux-ci ne manquent pas de logique. Ils savent que, par son essence, par ses méthodes, l'enseignement secondaire est destiné aux enfants de la classe bourgeoise. Or la bourgeoisie française prétend sauvegarder ses assises religieuses et ses privilèges de caste. Au lieu de s'opposer aux tendances qu'elle manifeste, il faut au contraire leur adapter l'Université, choisir des professeurs qui ne la choquent point dans ses préjugés, des ecclésiastiques, au besoin. Que l'on généralise le cas de l'abbé Follioley. M. Gabriel Monod n'y verrait aucun mal. Mais alors, point n'est besoin de prendre une mesure arbitraire à l'égard des congréganistes. Ceux-ci verraient bientôt leur clientèle diminuer. On déserterait leurs établissements, comme on déserte aujourd'hui les nôtres. On pourrait, au besoin, encourager la création d'internats ecclésiastiques. M. Gaston Boissier le propose. En ce qui concerne les études, il serait nécessaire d'élever leur niveau. Mais laissons la parole à M. Chailley-Bert. Selon lui :

L'origine du mal provient de ce que l'enseignement secondaire, qui a été destiné d'abord à une sorte d'aristocratie, qui autrefois, il y a très longtemps, sous la règle jésuite et janséniste, était destiné à donner l'instruction et l'éducation à une très faible proportion de la jeunesse, soit à de futurs grands seigneurs, soit à des jeunes gens appartenant sans doute à des classes plus humbles, mais dans lesquels on avait remarqué un esprit distingué, de futurs prébendaires, de futurs bénéficiaires, quelquefois même de futurs parasites de la société, en un mot, je le répète, à une très petite partie de la population, cet enseignement a été, par suite de circonstances nombreuses, étendu à des classes infiniment plus larges.

Donc l'enseignement secondaire, destiné par son esprit et ses programmes « à former ce qu'on pourrait appeler des hommes de luxe », doit être rendu à sa destination première. Il a été détourné de son objet; il faut lui rendre son caractère, ne pas l'ouvrir à ceux qui, « faute de ressources », devraient en être écartés; en faire l'apanage d'une « petite élite de privilégiés de l'intelligence et de la fortune ». M. Chailley-Bert se déclare pour le maintien des études classiques.

***

A côté de ceux qui, dans l'Université, sont d'avis de réserver l'enseignement secondaire à une élite et

qui, n'ayant en vue que le succès de l'Université, cherchent les moyens de ramener à eux la clientèle bourgeoise, il en est qui sont préoccupés surtout de lutter contre l'envahissement des fonctions publiques et des carrières administratives par un élément contradictoire aux principes de la société moderne. Ils cherchent surtout à remédier à la faillite possible de la démocratie. Comme ce sont des esprits libéraux, ils répugnent aux mesures d'exception prises à l'égard de leurs adversaires. D'ailleurs ils en connaissent l'inanité et même le danger pour la cause qu'ils servent. Ils n'ont par conséquent pas l'intention de faire pénétrer dans les lycées et collèges un élément de trouble et de discorde. Au lieu de disputer à l'enseignement congréganiste sa clientèle bourgeoise, ils chercheront à faire pénétrer dans les établissements secondaires de l'État les meilleurs élèves de l'enseignement primaire supérieur. Cet enseignement, qui puise aux sources fécondes de la vie populaire, n'est pas en faillite; il ne subit aucune crise. De plus, il fait une large part à l'éducation civique; il crée des citoyens français tolérants et dégagés de l'empreinte religieuse, pénétrés par l'esprit moderne et confiants dans l'avenir de la démocratie. L'enseignement secondaire deviendra la suite logique de l'enseignement primaire supérieur. Ses méthodes, ses programmes, son régime intérieur en seront profondément modifiés.

Bien entendu, nous renonçons dans ce cas à la conception de M. Chailley-Bert. M. Buisson évalue à deux cent mille le nombre des familles « qui, aujourd'hui, souhaitent et tentent pour leurs enfants un degré d'enseignement dépassant l'école élémentaire... Ce qui est certain, c'est que la partie de la population, de la petite bourgeoisie surtout, qui ne se contente plus de l'école primaire et qui rêve, sous un nom quelconque, un complément d'études et tout au moins une teinture d'enseignement secondaire, est incomparablement plus nombreuse à la fin qu'au commencement de ce siècle. »

Il suit de là que l'on doit éliminer tous les systèmes « qui tendent plus ou moins clairement à cette chimère de constituer d'abord une élite d'élèves à laquelle sera réservé un enseignement. Ce n'est plus possible chez nous. L'élite, on ne sait pas où elle est aujourd'hui, où elle sera demain; il faut que le lycée, comme la société, contribue à la faire, mais la laisse se faire toute seule. »

On amènera donc une fusion entre l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire, afin que celui-ci profite de toutes les forces démocratiques que l'autre développa en vue de la vie sociale. Naturellement on transformera la nature de l'enseignement donné dans nos lycées et collèges. Et cette transformation aura lieu dans le sens indiqué par M. de Lanessan, par M. Lavisse, par M. Jules Lemaître. La connaissance réelle du monde sera substituée à sa conception métaphysique. C'est par l'enseignement des sciences naturelles et physiques que l'on commencera l'éducation de l'enfance. Ce sont les plus aptes à former l'esprit d'observation et celui de la critique scientifique. On développera la culture philosophique. Les jeunes gens puiseront dans l'*Avenir de la science*, de Renan, le sens du *devenir* et l'amour des recherches scientifiques. Comme le souhaite M. Jaurès, on apprendra aux élèves, « à propos de quelques exemples convenablement choisis, par quelle méthode, par quel chemin les grands esprits créateurs de mathématiques sont arrivés à la découverte de tel ou tel théorème ». On aura introduit ainsi dans l'enseignement des sciences « la méthode de l'interprétation historique et évolutive ». Enfin on donnera à tous les enfants du peuple, comme cela se pratique déjà dans les écoles primaires, « une culture qui ennoblisse l'homme toute sa vie » (1).

Et alors, si les enfants de la bourgeoisie aisée continuent à déserter les établissements de l'État, on les laissera s'immobiliser dans leurs anciens dogmes et leur état d'esprit contraire au progrès moderne. En facilitant l'entrée de nos lycées aux enfants du peuple, on aura porté remède à la crise de l'enseignement secondaire. En adaptant les programmes aux découvertes scientifiques et à l'esprit philosophique de notre époque, on aura créé une génération de jeunes hommes qui feront prédominer l'esprit démocratique dans les fonctions publiques et les carrières administratives dont ils auront obtenu l'accès... Mais ceci n'est encore qu'un idéal. Il y a une autre solution à la crise universitaire. Elle a été exposée dans le courant même de cet article. Des deux solutions, laquelle prévaudra? *Grammatici certant...* et c'est à la vie de conclure.

LÉON PARSONS.

PROLOGUE

A LA CHANSON DE ROLAND

I

Honneur, armée, patrie, mots d'union convertis depuis deux ans en mots de discorde, comme vous sonniez fièrement à mes oreilles durant les longues heures que j'ai consacrées à la traduction de la grande épopée de notre France!

J'achevais cette œuvre au moment où commença le cauchemar de l'Affaire qui, prise à cœur par les

1. Cf. la déposition de M. Henry Bérenger et son livre : *la Conscience nationale.*

consciences et exploitée par les partis, a mis au jour tout à la fois ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire dans les âmes françaises.

Nous voici au terme de l'épreuve. Hier on pouvait dire : « Où est le devoir ? » Et cette incertitude, divisant le frère d'avec le frère, l'ami d'avec l'ami, faisait de chaque maison un foyer de guerre civile. Aujourd'hui le devoir est certain. Seuls pourront ne pas s'incliner devant l'arrêt suprême de la justice les volontaires de l'anarchie.

Le moment me paraît bon pour livrer au public, lassé de luttes fratricides, une version populaire de cette *Chanson de Roland*, qui est le poème du patriotisme.

C'est aux simples qui ont gardé le goût des vieux récits où revivent des âmes candides, bonnes et fortes, que mon travail est dédié.

*
* *

Il y a les épopées savantes, produit d'un art raffiné qui se complaît en inventions ingénieuses dont il n'est pas dupe. L'*Énéide*, la *Divine Comédie*, la *Jérusalem délivrée*, le *Paradis perdu* sont les plus remarquables.

Il y a les épopées populaires, produit d'un art spontané, où la naïveté domine. La divine *Iliade* en est le type incomparable. Immédiatement après elle il faut placer *Roland à Roncevaux*.

Quand Voltaire prononçait que les Français n'ont pas la tête épique, il disait vrai de ses contemporains et de lui-même. Mais à son insu il calomniait nos ancêtres. Il ne connaissait pas tous ces poèmes héroïques que nos pères avaient semés par le monde et qui, imités ou traduits, furent populaires en Europe jusqu'à la Renaissance, mais ensuite ont été si oubliés que Laharpe et Nisard, les deux grands classiques de la critique française, n'ont même pas honoré d'une mention le poème où nous reconnaissons la merveille littéraire du moyen âge.

Notre Iliade a son Achille et son Patrocle dans les deux amis, le bouillant Roland et le sage Olivier ; son Agamemnon dans Charlemagne ; son Nestor dans le duc Naime. Elle a eu ses aèdes dans les jongleurs qu'applaudissaient tour à tour l'aristocratie des châteaux et la plèbe des places publiques.

Tout comme l'œuvre d'Homère fut précédée de chants lyriques qui disaient la chute de Troie, le héros des Thermopyles françaises, avant de devenir le sujet d'un grand poème, défraya des cantilènes où on chantait son histoire.

Enfin, de même qu'il n'est pas sûr qu'Homère ait composé l'*Iliade*, il est très douteux que Théroulde, à qui on l'attribue, soit l'auteur de *Roland à Roncevaux*.

D'où était du moins cet auteur? De Normandie, disent Genin et Léon Gautier. De Paris, dit M. Gaston Paris. Oui, ou tout au moins de l'Ile-de-France, dit Forster. De fait, diverses provinces se le disputent, comme diverses villes se disputaient Homère.

Certes, comme psychologie et comme poésie, la *Chanson de Roland* est infiniment inférieure à l'*Iliade*, dont elle n'a ni les analyses, ni les inventions, ni les élégances, ni le charme ; mais elle l'emporte du côté de l'élévation morale. Là le style est plus beau ; ici les âmes sont plus belles. La mort de Roland atteint à un degré de sublime auquel ne s'est jamais élevé Homère.

De même que les enfants de la Grèce étaient nourris de l'*Iliade*, les enfants de France devraient être nourris de *Roland à Ronceveaux* mis à leur portée dans un français moderne. Tant qu'il y aura des revanches nécessaires, ne craignons pas de rallumer le foyer où s'alimenta la flamme guerrière des croisés.

*
* *

N'est-il pas le bréviaire naturel du soldat français, ce poème où tous les personnages, sauf Ganelon, le Judas du patriotisme, méritent qu'il soit dit : « Bons sont leurs cœurs et fières leurs paroles » ; ce poème où est exaltée la « douce terre de France », et où est tracée cette esquisse du vrai patriote :

« Maudit qui porte au ventre un lâche cœur ! — Plutôt mourir que d'encourir la honte... — Pour son seigneur (dans le seigneur est personnifié le pays) on doit souffrir détresse, — bien supporter la faim, le froid, le chaud, — perdre son sang, ses membres et sa vie... — Quand Roland voit s'apprêter la bataille, — il se fait fier plus que tigre ou lion... — Telle valeur sied à un chevalier, — sur bon cheval portant de bonnes armes. — Qu'il soit ainsi fort et fier en bataille ! — Il ne vaut pas autrement trois deniers, — et doit aller, moine, dans un moutier, — le jour durant, pour nos péchés prier. »

De vieux textes nous montrent, à la bataille d'Hastings, le jongleur Taillefer et les soldats normands entonnant la chanson des vaincus de Roncevaux pour s'animer à la victoire, et transformant la complainte funèbre en hymne de triomphe.

*
* *

On n'imagine pas les services que pourrait rendre au patriotisme français la vulgarisation de notre épopée parmi les paysans, les ouvriers, les femmes et les enfants.

Aussi fictive que soit leur légende de Guillaume Tell, les Suisses en parlent avec une pieuse exaltation et demeurent attachés à tout ce qui rappelle les vieilles luttes pour l'indépendance ; les Espagnols ont le culte de leur Cid Campéador et réchauffent la fierté de leur race au souvenir des aventures martiales de leur héros ; les Allemands remplissent leurs

œuvres d'évocations d'anciennes légendes où ils voient leur plus précieux patrimoine.

Cette passion des autres peuples pour les monuments des premières phases de leur vie nationale leur est un bienfait.

Imitons-les, et allions au juste culte de la Révolution le culte de traditions chevaleresques qui ne sauraient nous ôter ni le sens, ni l'amour des innovations fécondes. Il y a une parenté spirituelle entre Roland, Jeanne d'Arc et Hoche. La vieille France et la France nouvelle fraternisent sur les sommets.

Naïveté, enthousiasme des âges héroïques! Air pur où il fait bon se baigner! Puisse votre souffle rafraîchissant créer, dans cette société qui périt de ses divisions, quelques larges courants de fraternité patriotique.

*
* *

De même que nos consciences, notre littérature pourrait tirer un sérieux profit de la vulgarisation du vieux poème national. Rappelons-nous que les Niebelungen, mis à la portée de tous, ont apporté un rajeunissement à la littérature allemande en lui ouvrant des sources nouvelles.

Ne trouvez-vous pas trop nombreux et trop goûtés les acrobates de la plume, n'ayant aucun sens de la mesure, soucieux de frapper fort plutôt que de penser juste, prodigues d'imaginations tapageuses, et se complaisant dans les virtuosités d'un style maladif? Ces professionnels de la copie, gonflés de mots et vides d'idées, se font les débitants de telle ou telle espèce d'articles selon les jeux de la mode, et, quels que soient leurs changements d'étiquette, abondent toujours en puérilités séniles dont une bourgeoisie veule fait ses délices.

Qui nous délivrera de cette écriture artiste, foncièrement artificielle, bigarrure des jargons les plus divers, tour à tour encanaillée ou raffinée, selon qu'elle vise les suffrages d'une foule grossière ou d'une élite blasée?

A ces débordements d'obscénité, de déraison et de bavardage où se délecte le troupeau des snobs et des snobinettes, n'y aurait-il pas lieu d'opposer l'image d'un art chaste, sensé et sobre?

Chaste, sensé et sobre est l'art de cette *Chanson de Roland*, faite de vérité et d'émotion, qui eut, au moyen âge, une popularité immense parce que l'inspiration en était sincère, le fond universel et la forme accessible à tous, serfs et seigneurs, paysannes et châtelaines. Le peuple est fait pour goûter ce qu'il y a d'éternelle jeunesse dans cette poésie simple et passionnée, qui ne met en jeu que les sentiments les plus élémentaires et où tout est action, action glorifiant l'esprit de foi, de désintéressement, de sacrifice, l'amitié, le courage, le patriotisme.

L'instinct classique de la France des Descartes et des Pascal, des Corneille et des Racine, se traduit dans l'ordonnance du poème qui déroule avec une sévère unité le récit épique d'une glorieuse défaite glorieusement vengée; dans la plénitude de la pensée et du sentiment; dans la maîtrise inconsciente avec laquelle sont développés certains épisodes où un heureux alliage de vie et d'harmonie aboutit à une éminente beauté. Le ton n'est ni banal ni criard. On sent toujours l'homme, jamais l'artiste. Rien ne vise à l'effet, et l'effet résulte de la parfaite adaptation du mot à la pensée juste, vigoureuse, grande.

Ah! je sais bien, cela manque de ces fines nuances où triomphent les habiles; de ces ingéniosités élégantes qui font se récrier les délicats. C'est une poésie fruste, primitive; mais combien robuste et touchante en sa mâle simplicité! Les personnages n'ont rien de complexe; ils sont carrés, tout d'une pièce. Mais quelle intensité de passion, quelle puissance de volonté, quelle sève intérieure! Nous sommes plus agités. Sommes-nous plus vivants? Quel peuple que celui qui aurait les nobles fiertés, les viriles énergies, la santé morale des Charlemagne, des Olivier et des Roland!

Rien là de cette galanterie qui affadit tant de nos vieux poèmes et qui est restée le poison de notre littérature. Roland expirant ne pense qu'à son pays, à son roi et à son Dieu; et c'est sans phrases que sa fiancée meurt de sa mort.

*
* *

La plus ancienne rédaction du texte de *Roland* que nous possédions paraît appartenir à la seconde moitié du XIe siècle et est consignée dans le manuscrit de la bibliothèque bodléienne d'Oxford, écrit au milieu du XIIe siècle.

Les autres manuscrits, manuscrits de Venise, manuscrit de Paris, manuscrit de Versailles, manuscrit de Lyon, manuscrit de Cambridge, manuscrit lorrain, ne remontent qu'au XIIIe, au XIVe, ou même au XVIe siècle et contiennent divers remaniements de la *Chanson de Roland*.

En 1837, Francisque Michel publie pour la première fois le texte de la *Chanson de Roland* d'après le manuscrit d'Oxford. En 1840, paraît une traduction de Bourdillon; en 1845, une traduction de Delécluse.

En 1850, Genin publie un texte critique et une traduction. Sa traduction, écrite dans le français du XVe siècle, pèche par un excès d'archaïsme qui lui est commun avec plusieurs autres parues depuis. N'empêche que cette publication fut un événement. Bientôt la *Revue de Paris* et la *Revue des Deux Mondes* s'ouvrent à la *Chanson de Roland*, là traduite par Genin, ici résumée par Vitet; et les dissertations se multiplient.

En 1861, traduction en vers de Jonain, faite sur le texte de Genin; en 1864, traduction en prose de Saint-Albin; en 1865, traduction de M. le baron d'Avril en vers blancs; en 1870, traduction de M. Lehugeur en alexandrins; en 1877, traduction de M. Petit de Julleville en vers assonancés, très remarquée par les connaisseurs en 1886, traduction de M. Jubert en vers de dix et de douze syllabes. La traduction la plus accréditée est en prose et date de 1872. Elle est l'œuvre d'un maître, Léon Gautier, qui, par ses multiples et doctes travaux pour établir le texte critique du poème, par ses études sur notre épopée nationale et sa généreuse ardeur à la propager, a mérité l'honneur d'être appelé l'homme de la *Chanson de Roland*.

Il y a lieu de remarquer que les Allemands se sont toujours occupés, beaucoup plus que nous, de la *Chanson de Roland* et, depuis Théodore Muller, ont multiplié les éditions critiques.

Très nombreux sont les Romanistes français qui ont semé dans leurs travaux de précieux enseignements sur notre épopée. Je me contenterai de nommer M. Gaston Paris qui allie à l'érudition la plus sagace et la mieux informée, le goût littéraire le plus sûr et le plus délicat.

***

Ma traduction suit d'un bout à l'autre le rythme du texte original.

Pourquoi pas une traduction en prose libre? Parce que ne pas avoir le constant souci de la cadence du vieux texte, c'est se résigner à ne pas en rendre suffisamment la couleur et la poésie.

Pourquoi pas une traduction rimée? Parce que les nécessités de la rime entraîneraient inexactitudes et remplissages; puis, parce qu'une traduction en rimes plates ou croisées ou mêlées constituerait une altération sérieuse du texte original.

Le texte original n'est pas rimé; il est assonancé; et chaque couplet a son assonance. Voyez-vous une traduction avec des couplets de dix ou vingt vers monorimes? Voyez-vous le tour de force à faire? Et, le tour de force opéré, que d'infidélités inévitables! quelle inévitable monotonie!

Rendre tout le sens et toute la poésie du vieux chef-d'œuvre dans une traduction qui ait la clarté, la netteté, l'aisance sans lesquelles on n'a pas de lecteurs, et le mouvement, le coloris, le pathétique nécessaires pour ne pas trahir le modèle: voilà l'idéal. Le concevoir est aisé; le réaliser est difficile.

***

Sauf la distinction des couplets, dont chacun a généralement le mérite d'offrir un développement propre où existe une réelle unité et qui comporterait une figuration par la peinture ou la sculpture, le texte original ne renferme aucune mention relative aux diverses parties du poème.

Mais en examinant bien l'ordonnance de l'œuvre, il me paraît évident que le partage en six livres est tout indiqué.

Dans chaque livre, il m'a semblé qu'il y avait lieu de distinguer par des titres les divers développements, formant chacun un tout dont les parties se répondent.

L'étude isolée de plusieurs de ces développements permettra au lecteur attentif de démêler l'art qui se cache sous des répétitions apparentes. Tel morceau constitue une véritable symphonie poétique, se développant avec une progression harmonieuse où domine un thème principal qui joue le rôle du refrain ou du *leit motive*.

C'est ainsi que la poésie hébraïque repose sur la correspondance de développements analogues. Chaque phrase de ses chants a deux parties dont la seconde est une reprise du thème de la première.

II

Avant d'aborder la traduction de *Roland à Roncevaux*, je veux faire précéder le poème de son prologue naturel, en contant comment Olivier et Roland devinrent amis, et comment la belle Aude devint la fiancée de Roland.

Mon guide sera la chanson de geste *Gérard de Vienne*, composée par le trouvère Bertrand, de Bar-sur-Aube, durant la première moitié du XIIIe siècle, et éditée à Reims par Tarbé, en 1850.

Dans le libre récit qui va suivre, je resterai fidèle à l'esprit de simplicité de la veille légende, tout en abrégeant beaucoup de détails qui l'alourdissent et en faisant, d'après d'autres gestes, quelques additions qui la complètent.

I. — *Les deux champions.*

Gérard de Vienne, puissant seigneur, avait bravé Charlemagne.

C'était un preux de grand courage qui, avec sa lance, faisait merveilles. Il disait: « Maudit le premier qui fut archer! C'était un couard: il n'osait approcher. »

Charlemagne vint l'assiéger dans son château. Au pied de ce château vaste et beau, coulait le Rhône, dont les flots rapides et sonores amenaient force bateaux chargés de provisions.

La forteresse semblait imprenable. Épais étaient ses murs et hautes ses tours.

Parmi les chevaliers en présence, il y en avait deux qui brillaient par-dessus tous: Roland, neveu de Charlemagne, et Olivier, neveu de Gérard de Vienne.

Également forts, jeunes et beaux, également courageux, courtois et magnanimes, ils furent proclamés,

d'une commune voix, l'un le champion du roi de France, l'autre le champion du seigneur de Vienne.

— « Sire Roland, dit Olivier, vous plaît-il de venir un jour, au lever du soleil, dans l'île qui est sous Vienne, pour que nous nous battions seul à seul? Dieu décidera qui mérite de vaincre. »

— « Je veux bien », répondit Roland.

II. — *La première entrevue de la belle Aude et de Roland.*

Sur ces entrefaites il advint que, parmi les dames venues sur les remparts du château pour assister aux joutes fréquentes des chevaliers, se trouva la belle Aude, sœur d'Olivier.

Aude resplendissait entre toutes les femmes comme un magnifique lis au milieu d'un bouquet de fleurs.

Élancée, svelte, elle avait des cheveux blonds aux tresses bouclées, des yeux d'un bleu clair, le visage frais et coloré, les bras longs, le pied petit. Sa peau était blanche comme l'aubépine printanière. Son manteau était tissé d'or et de soie. Sur sa tête luisait tout un chapelet de pierres précieuses.

Roland l'aperçut, et il se mit à dire d'une voix haute: « Par Dieu, jamais de ce côté-ci la ville ne sera prise. Nous ne faisons pas l'assaut contre les dames... Mais qui êtes-vous, noble demoiselle? Croyez que je ne le demande pas par mauvaise intention. »

A ces mots, le visage de la belle Aude fut tout empourpré. Elle répondit: « On me nomme Aude, nièce de Gérard et sœur d'Olivier. »

— « N'avez-vous pas de maître et seigneur? » reprit Roland.

— « Je n'ai pas de maître et seigneur, dit-elle, et jamais je n'en aurai que par la volonté de sire Gérard mon oncle et d'Olivier mon frère. »

— « Ah! dit Roland, si bas qu'elle ne put l'entendre, je voudrais bien que vous deveniez mienne! »

Aude reprit: « Seigneur chevalier, j'ai répondu sans rien celer à ce que vous m'avez demandé. A votre tour, dites-moi qui vous êtes, vous qui avez si belle épée et chevauchez sur un coursier aussi agile qu'une flèche... Vous avez fait bien de mal à nos gens et semblez être fier par-dessus tous les autres. Votre dame, j'imagine, est de grande beauté. »

Là-dessus, Roland se mit à rire: « Oh! pour cela, vous dites vrai », s'écria-t-il, en pensant à elle et la regardant. « Il n'y en a pas d'aussi belle dans la chrétienté... Non, je ne trouverais pas la pareille, irais-je la chercher jusqu'à Rome... Dame, mes pairs et mes amis m'appellent Roland. »

Cette réponse fit grand plaisir à Aude.

— « Vous êtes donc, dit-elle, ce Roland dont on conte tant de prouesses? J'ai ouï dire que vous devez vous battre contre mon frère. Vous ne savez pas combien il est hardi et valeureux... Cela me pèse que vous ayez bataille l'un contre l'autre. »

Elle partit, et Roland s'en alla rejoindre Charlemagne qui plaisanta son beau neveu sur cet entretien avec la belle Aude. « J'ai idée, lui dit-il, que vous n'étiez pas tout à fait d'accord avec cette jouvencelle. Si vous avez à vous plaindre d'elle ne lui gardez pas rancune, je vous prie. »

III. — *Olivier contre Roland.*

Le jour fixé pour le combat des deux champions était venu (1).

Olivier arriva le premier dans l'île, dès l'aube.

Par trois fois il sonna du cor: et ses appels se prolongèrent bien loin des deux côtés du Rhône.

Le cor sonnait encore que Roland apparut.

Les deux adversaires se saluèrent:

— « Gardez-vous bien », s'entredirent-ils; et le combat commença.

Éperonnant leurs chevaux, les preux s'éloignent l'un de l'autre la longueur d'un demi-arpent; puis ils se font face, brandissent leurs lances, et, au milieu du pré fleuri, s'abordent impétueusement.

La lance heurte la lance; l'armure heurte l'armure. Si violent est le choc que les chevaux s'affaissent sur les genoux; mais aussitôt ils se relèvent.

Les deux chevaliers se donnent de grands coups sur leurs écus; les boucliers craquent, des tronçons de lance sont brisés. Mais les plus fiers assauts ne peuvent entamer leurs solides hauberts.

Roland finit par tirer son épée, Durandal. Il en assène un tel coup sur le casque d'Olivier qu'il fait sauter toutes les pierres précieuses dont le heaume était orné. Le coup glisse le long de l'armure et va atteindre le cheval d'Olivier qu'il coupe en deux moitiés.

Aussitôt, Olivier bondit à terre et tombe droit sur ses pieds.

« Monjoie! criait Roland, victoire à Charlemagne! Le château de Vienne sera rasé, et le traître Gérard sera pendu comme félon. »

— « De tels propos ne sont que vantardise, dit Olivier. Dieu, qui souffris passion pour nous, donne-moi secours! Je lutterai à outrance, pour bien défendre le sire de Vienne et son donjon. »

L'épée en main, il pousse en avant.

IV. — *Les angoisses de Gérard et de la belle Aude.*

Pourtant, à travers les créneaux de sa plus haute tour, Gérard de Vienne regardait au loin avec une anxiété bien grande: « O Dieu, notre glorieux père, s'écriait-il, sauve mon champion de la mort! »

La belle Aude était aussi à l'embrasure d'une petite fenêtre. La joue appuyée sur sa main, elle soupirait et pleurait.

Voici que tout à coup elle s'aperçoit que son frère est démonté. La selle est vide!

Telle est sa douleur que son cœur se fend. Elle court s'agenouiller dans une chapelle et s'écrie: « O Dieu qui t'es fait homme pour le salut des hommes, ô Dieu que chacun invoque en sa détresse, accorde-moi que nous recevions une nouvelle qui soit à la fois belle et bonne

(1) Ici commence le duel que Victor Hugo, s'inspirant de *Girard de Vienne*, a conté avec tant d'éclat, mais non sans de regrettables outrances, dans le *Mariage de Roland* (*Légende des Siècles*).

pour les deux chevaliers alignés là-bas l'un contre l'autre ! »

En même temps elle tombe évanouie sur les dalles de marbre. Quand elle se remet, ses pleurs coulent si abondants que sa fraîche robe garnie d'hermine en est toute mouillée.

Joignant encore les mains, elle supplie Dieu bien doucement : « Dieu bon, dit-elle, prenez en pitié les deux chevaliers en qui est toute mon amitié ! Qu'aucun des deux ne soit humilié ; et qu'ils restent vivants ! »

V. — *Roland démonté.*

Pour être à pied, Olivier n'en est pas moins un valeureux champion.

Tenant en main son épée à la poignée d'or, il s'est précipité sur Roland et a frappé un grand coup sur son heaume dont les pierreries volent en éclats. La bonne épée retombe sur le cheval et lui fend le corps entre les deux épaules : voilà à terre le cheval de Roland.

On eût donné à Olivier la moitié de la France, qu'il n'aurait pas eu au cœur une joie aussi vive que celle qu'il éprouva quand il vit Roland démonté comme lui, et réduit à combattre à pied.

Ah ! avec quelle fierté et hardiesse ils luttent tous deux ! Quels violents coups ils se donnent ! Le fer heurte le fer, et le feu en jaillit. Vraiment, si vous aviez été dans l'île sous Vienne, vous auriez vu un beau spectacle.

VI. — *Sur les remparts de Vienne et dans l'île.*

Sur les remparts de Vienne le duc Gérard s'était mis à genoux : « Sainte Marie, disait-il en pleurant, protégez le preux Olivier ! Qu'il ne meure pas ! Qu'il ne se rende pas ! »

De son côté, Charlemagne prie pour son neveu : « Sainte Marie, protégez Roland ! Il est si noble chevalier ! Je le ferai roi de France. »

Et dans l'île, les deux chevaliers continuent à s'escrimer en champions qui ont résolu de lutter sans trêve ni merci.

Ils sont plus fiers que lions ou léopards. Pour tous les trésors de Salomon aucun des deux ne consentirait à reculer de la longueur d'un éperon.

Ils vont se frappant à toute volée de leurs épées nues d'où rayonnent des éclairs. C'est merveille comme ils se cherchent avec ardeur !

Leurs boucliers sont fendus ; leurs cottes de mailles sont rompues ; leurs tuniques sont mises à découvert : désormais ni l'un ni l'autre n'a de protection contre la mort.

A Vienne, au haut du maître donjon, se tiennent dame Guibourg, la femme d'Olivier, et la belle Aude au clair visage.

Elles s'arrachent les cheveux ; elles tordent leurs bras avec désespoir.

« Ah ! s'écrient-elles, maudit ce château de Vienne ! Que n'est-il brûlé plutôt que ne se combattent de si bons chevaliers ! »

— « Beau sire, dit Aude à son oncle, n'y a-t-il donc pas moyen que la paix soit faite entre ces deux preux ? »

— « Je n'en puis mais », répond Gérard. Et il attend anxieux.

VII. — *Propos des deux combattants. — Olivier désarmé.*

Comme ils continuaient tous deux à combattre dans l'île, le vaillant Roland s'interrompit pour parler à Olivier :

« Par ma foi, lui dit-il, jamais je ne vis homme de votre valeur. Nous persisterons à lutter sans l'aide d'aucun homme vivant jusqu'à ce que l'un des deux soit vaincu. Mais en vérité il me fait peine de voir là-haut ces deux dames qui, à cause de nous, ont l'air de pleurer fort et poussent de grands cris. »

— « Ah ! répondit Olivier, j'en ai grande pitié. C'est Guibourg, ma prude femme, et Aude, ma gracieuse et honorée sœur. Comme elles sont en grand chagrin !... En vérité vous êtes le premier des preux. Si Dieu me donne de sortir d'ici vivant, je parlerai de vous à ma sœur. J'ai en tête qu'elle vous épouse ou se fasse nonne. »

Et les deux chevaliers se remettent à combattre de plus belle.

Olivier, qui tient son épée droite et raide, l'engage dans le bouclier de Roland qu'elle traverse. Il veut la retirer ; mais elle y est retenue et se brise tout près de la garde.

Il n'a plus en main que la poignée de son épée.

Tout consterné, il la jette dans le Rhône devant Vienne.

VIII. — *La grande pitié pour Olivier.*

On apprit vite à Vienne qu'Olivier avait perdu son épée mise en morceaux.

A cette nouvelle, le duc Gérard gémit, et Aude tomba évanouie.

Lorsqu'elle eut repris connaissance, Aude fit ces plaintes : « Ah ! Olivier, mon cher frère, combien dure est notre destinée ! Ah ! pour que je te perde il faut que Dieu m'oublie ! Sans doute, Roland est le meilleur chevalier qui jamais ait tenu l'épée. Mais jamais je ne serai sa femme. Je serai une nonne voilée... Sainte Marie, dame du ciel, pitié ! Là-bas se combattent mon frère et l'ami qui m'aime tant... Lequel qui meure, j'en mourrai. Séparez-les, reine du paradis ! »

Gérard l'entend. Il pâlit, et, l'ayant relevée, il l'amène au monastère où on la réconforte à grand'peine.

La nouvelle qu'Olivier a eu l'épée brisée est allée aussi au camp de Charlemagne. Les chevaliers de l'empereur s'en affligent ; et Charlemagne, cachant son visage sous ses fourrures de martre, en verse des larmes.

Olivier est un si noble ennemi ! Le sort a été pour lui bien cruel.

IX. — *La magnanimité de Roland et le message d'Olivier.*

Donc, l'épée d'Olivier est brisée ; et ses tronçons épars gisent sur l'herbe verte.

Être ainsi désarmé en face d'un adversaire qui vous presse ! C'est à devenir fou de douleur.

— « Eh bien ! se dit le hardi chevalier, mieux vaut mourir ici avec honneur que de m'exposer, par un semblant de fuite, à un reproche de lâcheté. »

En même temps, des deux mains, il empoigne Roland à bras-le-corps.

— « Je reconnais là votre fier cœur, sire Olivier, dit Roland. Mais si j'allais vous frapper, maintenant que vous n'avez plus d'épée et que moi j'en ai une si bonne que nul ne la pourrait ni tordre ni briser, j'encourrais un juste blâme. Ce n'est pas le neveu de Charlemagne qui tuera un adversaire désarmé. Envoyez chercher une épée. Puis, si c'est votre plaisir, faites-nous apporter du vin; car j'ai grand'soif. »

— « Merci, sire Roland, répondit Olivier. Or donc, reposez-vous un peu sur l'herbe pendant que je vais parler au batelier qui m'a amené dans l'île. »

Il va trouver le batelier : « Ami, lui dit-il, pars rapidement pour Vienne. Dis à mon oncle de m'envoyer une autre épée et qu'il y joigne un vase de vin; car Roland a grand'soif. »

X. — *Hauteclaire.*

Le batelier fit son message à Gérard qui lui dit : « Bon marinier, Dieu te garde! Mon sommelier va apporter un setier de vin et une coupe d'or. Moi, je vais prendre l'épée. »

L'épée que Gérard destinait à Olivier était la fameuse Hauteclaire.

Elle avait appartenu à un empereur romain qui la laissa sur le champ de bataille où il fut tué.

Des faucheurs, l'ayant trouvée dans l'herbe drue, l'offrirent à l'apôtre de Rome.

Le pape la fit bien fourbir par un maître ouvrier et la conserva dans le trésor de Saint-Pierre jusqu'au jour où il en fit don à Pépin le Bref.

Plus tard elle fut vendue, contre une mule chargée d'or, à un juif de Vienne nommé Joachim.

C'est de ce juif que Gérard l'obtint pour l'envoyer à son neveu.

XI. — *Olivier fait boire Roland. — L'écuyer félon.*

Le batelier repartit, accompagné d'un écuyer qui remit à Olivier le vase de vin, la coupe d'or pur et la bonne épée.

Olivier remplit de vin la coupe d'or; et, comme Roland en sueur s'était étendu sur l'herbe afin de prendre un peu de repos, il s'agenouilla devant Roland pour lui présenter la coupe. Roland se souleva et but longuement.

Tandis que Roland penchait la tête pour boire, l'écuyer, trouvant l'occasion bonne, prit l'épée et s'apprêta à couper la tête du preux.

Olivier s'en aperçut. Il arrêta le coup, et avec son poing envoya l'écuyer rouler à terre en lui criant: « Arrière, lâche! »

XII. — *Comment Roland gagna Durandal.*

Voilà en présence Hauteclaire et Durandal, les deux épées sans pareilles...

C'est dès l'âge de quinze ans que Roland avait été mis en possession de Durandal, la meilleure épée qui ait jamais été forgée, et de Veillantif, le meilleur cheval qui ait couru sur terre.

Un Sarrasin envoyé par le puissant roi Agolant était venu défier Charlemagne, lui disant: « Mon maître a l'Asie et l'Afrique. Il veut avoir l'Europe. Viens lui en faire hommage. Sinon, tu n'échapperas pas à ses coups, à moins que, comme un aigle, tu ne t'envoles au plus haut des airs. »

L'empereur lui avait répondu: « Va dire à ton maître que sous peu je dresserai l'oriflamme de France dans la ville d'Aspremont où il se tient. »

Le jeune Roland voulait suivre son oncle. Mais celui-ci, le trouvant trop jeune, prescrivit qu'on le gardât bien enfermé dans la forteresse de Laon.

— « Quoi! les gentilshommes chevaucheront; on donnera de grands coups d'épée, et je ne serais pas de la fête!... J'en serai! » s'écria Roland. Il assomma le portier de la forteresse, s'en ouvrit les portes et courut à Aspremont en Calabre.

Là, Yaumont, le fils du grand Agolant, faisait merveilles. Dans une épouvantable mêlée il venait de renverser à terre le vieux Charlemagne, qui avait bien même cœur que jadis mais non même force.

Sur ces entrefaites Roland arrive. Il attaque Yaumont si bravement qu'il réussit à lui prendre et son cheval Veillantif et son épée Durandal avec laquelle il lui tranche la tête.

Lors, il courut relever son oncle qui lui dit :

« Cher neveu, sois le bienvenu. A la plus grande peine tu viens de faire succéder la plus grande joie.

« Je veux t'armer chevalier. Reçois de ma main Durandal. Qu'avec elle Dieu te donne toute vertu et te fasse à jamais vainqueur de la gent mécréante! »

XIII. — *Hauteclaire contre Durandal. La magnanimité d'Olivier.*

Donc, voilà en présence Durandal et Hauteclaire, les deux épées sans pareilles.

Au premier assaut Roland porte un tel coup qu'Olivier s'écrie : « Sans l'aide de Dieu j'étais bien pourfendu jusqu'à l'oreille. »

Olivier riposte avec vigueur.

— « Vrai, dit Roland, vous ne me ménagez pas non plus. »

Au bout de deux heures, Roland dit : « Il faut que je vous l'avoue; je me sens malade.

« Tel est mon épuisement que je voudrais bien me coucher un peu. »

— « Sire Roland, répondit Olivier, il ne faut à ma lame que des adversaires bien portants. Couchez-vous, si c'est votre plaisir. Je vous éventerai pendant votre sommeil. »

— « Vous ne comprenez donc pas, reprit Roland. C'est pour vous éprouver que j'ai parlé ainsi. Je combattrais aisément quatre jours de suite. »

— « Eh bien! recommençons », dit Olivier.

Et le combat reprit de plus belle.

XIV. — *La belle Aude en appelle à Dieu.*

Pourtant, la belle Aude était remontée aux créneaux; et, voyant les deux adversaires si acharnés, elle était toute frissonnante.

Que pouvait-elle faire? Prier. Elle priait de toute son âme:

« Beau Seigneur Dieu, s'écriait-elle, mets entre eux la paix! Si l'un des deux meurt, je ne demeurerai pas vivante. »

Les bras au ciel, toute pâle et en larmes, la belle Aude faisait peine à voir.

Se pouvait-il que Dieu ne la prît pas en pitié?

XV. — *L'ange pacificateur.*

Le combat n'eût pas fini avant que l'un des deux combattants eût perdu la vie, si Dieu ne s'en fût mêlé.

La nuit venait; et le corps à corps des deux champions continuait; et ni l'un ni l'autre ne voulait se rendre.

Le cliquetis de leurs épées ne faisait que redoubler. De plus en plus ils devenaient violents, exaspérés, farouches.

Mais voici qu'entre les lutteurs descend une nuée qui met un voile sur leurs yeux.

Ils restent immobiles et tout saisis. Aussi hardis soient-ils, ils s'écrient, pleins d'épouvante : « Qu'est ceci, Seigneur Dieu? »

Alors un ange leur apparaît, dans un cercle de lumière : « Bons chevaliers, l'honneur est sauf. Vous avez assez longtemps soutenu le combat. Dieu vous défend d'aller outre. Désormais, c'est côte à côte, en Espagne, aux dépens de la gent païenne, que vous devez signaler votre valeur. »

Les deux chevaliers, très émus, laissèrent tomber leurs épées et allèrent s'asseoir l'un près de l'autre sous un arbre à l'épais feuillage.

XVI. — *Le pacte d'amitié entre Olivier et Roland.*

Les deux chevaliers étaient allés s'asseoir l'un près de l'autre sous un arbre à l'épais feuillage.

« Sire Olivier, dit Roland, je vous en donne la loyale assurance, vous m'êtes cher plus qu'aucun homme vivant, Charlemagne excepté. Puisque Dieu veut bien que nous soyons unis, jamais je n'aurai ni ville, ni bois, ni château, ni tour que vous ne les ayez en partage avec moi... Si cela vous agrée, j'épouserai la belle Aude. »

Olivier leva les deux mains au ciel : « Seigneur Dieu, s'écria-t-il, soyez loué pour m'avoir mis d'accord avec un tel chevalier!... Sire Roland, il n'est personne au monde que j'aime plus que vous. C'est de bon cœur que je vous donne Aude pour femme. Mais délacez votre heaume pour que nous puissions nous baiser. »

« — Volontiers », dit Roland.

Tous deux délacent leurs casques; et de bon cœur ils se donnent un fraternel baiser, se jurant de rester compagnons pendant toute leur vie.

Ainsi la paix fut faite (1).

(1) L'abbaye de Saint-Faron, près de Meaux, fondée à la fin du xe siècle, possédait un monument où étaient groupés la belle Aude, Roland, l'archevêque Turpin et Olivier. D'après l'inscription latine, Olivier disait à son ami :

Je te donne, Roland, Aude ma sœur pour femme
Comme gage éternel de l'amour qui nous lie.

XVII. — *Les fiançailles de Roland et de la belle Aude.*

On était en mai, en ces jours où le ciel est chaud et serein, où les arbres sont feuillus et les prés reverdis, où les oiseaux volettent en chantant haut et clair.

C'était la fête de saint Maurice, le preux des anciens jours; et Charlemagne, entouré de vaillants chevaliers, tenait sa cour au palais seigneurial de Vienne.

Dame Guibourg entra dans la grande salle, menant Aude par la main droite.

Aude, richement vêtue, s'avance à pas lents, les yeux à demi baissés. Le palais est illuminé par sa présence; nul ne la voit qui ne soit ébloui.

« Qu'elle est belle! » dit Charlemagne. « Sire Gérard, donnez-la-moi pour Roland, mon neveu bien-aimé. Tant qu'il l'aura, nos familles ne seront plus divisées, et, s'il plaît à Dieu, Aude et Roland auront de bons héritiers pour notre plus grand bien. »

Le Seigneur de Vienne répondit : « Sire, à votre gré. Ma nièce ne pouvait avoir mari de plus haute valeur. »

Charlemagne se dresse debout; appelle Roland; lui amène Aude par la main et dit : « Tu seras son mari; elle sera ta femme. »

En même temps, maints barons et l'archevêque sont pris à témoin que, devant tous, Roland et Aude sont fiancés.

XVIII. — *On a compté sans les Sarrasins.*

Un jour est fixé pour la célébration du mariage. Mais les Sarrasins, — Dieu confonde les Sarrasins! — veut faire de ce jour un jour de deuil.

En effet, voici venir des messagers qui apprennent à l'empereur que les païens s'apprêtent à envahir la France. On doit tout quitter pour courir sus aux païens.

Roland va dans la chambre où est Aude, sa douce amie. Il lui donne un anneau; elle lui donne une bannière blanche.

Que de Sarrasins vaincus la verront, cette blanche bannière! Sur combien de villes prises elle flottera!

Mais, quand même, Roland ne la rapportera pas à sa fiancée... Roland ne reviendra plus : il mourra à Roncevaux.

(*A suivre.*) JOSEPH FABRE.

L'ÉLÉGANCE MORALE

I

Le mot esthétique fait aujourd'hui partie du langage courant, et on l'entend sortir de bouches profanes qui, il y a quelques années encore, en ignoraient le sens. Des écoles se sont formées sous ce nom, et si elles ont effleuré le ridicule par des recherches puériles et des affectations singulières, elles peuvent revendiquer le mérite d'avoir opposé un contrepoids efficace à la tendance moderne de

négliger le beau pour la recherche unique de l'utile.

Ce développement du sens esthétique n'a peut-être pas été favorable à la pureté de l'art ; il l'a vulgarisé, en lui faisant perdre la simplicité et la spontanéité, sources principales de toute vraie grandeur. Mais il a eu pour effet de généraliser la préoccupation de l'harmonie dans les objets extérieurs et d'accentuer la répugnance du banal, du laid, du grossier. Il a créé chez les natures les plus positives des besoins inconnus aux générations précédentes : désir de lumière, d'horizons, de teintes fondues, de notes brillantes, de combinaisons originales. Toutes les manifestations artistiques : concerts, auditions, expositions, sont courues comme elles ne l'ont jamais été. L'art, sous toutes ses formes, est écrasé sous les admirations bruyantes d'adorateurs incompétents. Il est tellement à la mode du jour que l'éloge d'un homme ou d'une femme intelligente paraît incomplet si l'on n'y ajoute l'exclamation sacramentelle : « Et avec cela artiste ! »

Mais, phénomène bizarre et inexplicable, cette recherche d'harmonie et de beauté qui préoccupe les classes cultivées de tous les pays ne dépasse pas le domaine de la forme et de l'intelligence. L'élégance morale n'a pas d'autels. On stigmatise bien encore une action vulgaire ou basse, mais il faut que les bornes de la plus vaste indulgence aient été dépassées. « Ce n'est pas élégant », dira-t-on. Ces mots, d'ailleurs, n'indiquent aucune déception sérieuse, nul désir réel de beauté psychique ; ils sont simplement l'expression très atténuée du blâme que les sociétés civilisées ont prononcé de tout temps contre certains actes indélicats ou lâches.

Une faute de goût, un assemblage de couleurs disparates, le pli disgracieux d'une draperie causent aux délicats une souffrance à la fois réelle et fausse, tandis que l'absence d'harmonie morale ne choque nullement leur sens esthétique. La tenue extérieure est d'un raffinement extrême ; chez quelques-uns la tenue intellectuelle est également très surveillée. La phrase banale, sans couleurs, sans paillettes, est évitée comme une honte. Le vulgaire, le médiocre, l'incomplet dans leurs plus imperceptibles nuances, produisent de pénibles rougeurs s'ils se rapportent à la forme extérieure des choses et aux capacités de l'esprit. S'agit-il du caractère, rien ne choque. On admet tout : incohérences, petitesses, compromis et laideurs, preuve évidente que notre sentiment de l'art est à la fois incomplet et vieilli. En l'étendant aux manifestations morales, on pourrait l'agrandir et le rajeunir. Un peu de beauté intérieure ne gâterait rien aux grâces visibles dont nous sommes épris.

Les contes de fées, qui, sous leur puérilité apparente, renferment toujours un fond de sagesse, racontent l'histoire d'une princesse, fille de roi, qui portait des habits somptueux, brodés de pierreries, mais dont la bouche vomissait des crapauds et des couleuvres. C'est un peu le cas du raffinement moderne. Mais aujourd'hui les Princes Charmants ne se laissent plus rebuter par les laideurs intimes, et il y a dans ce qu'on appelle la « rosserie » une sorte de prestige que d'assez honnêtes gens subissent.

Il est impossible de regretter la société d'autrefois, nous ne pourrions plus y vivre. Il est certain cependant qu'elle interdisait l'étalage des vulgarités dont on se fait presque un mérite de notre temps. On n'avait pas honte des vices, mais on rougissait des petitesses et un besoin de grandeur enivrait les âmes. Ce prestige qu'il fallait conserver aux yeux des foules s'exerçait souvent par la hauteur du caractère. Si l'on apprenait surtout aux filles du siècle dernier l'art de monter en carrosse et l'observation rigoureuse des prescriptions du bel air, on leur enseignait également qu'avoir l'âme basse était un déshonneur et que si l'on manquait de délicatesse il fallait du moins en garder l'apparence. Orgueil et hypocrisie peut-être, mais après l'humilité chrétienne l'orgueil n'est-il pas la plus sûre des sauvegardes? Nous l'avons remplacé par la vanité qui médiocrise tout ce qu'elle touche. Quant à l'hypocrisie, sait-on toujours où elle finit et commence? Plus odieuse que le cynisme, ses conséquences morales et sociales sont moins dangereuses. La dédaigneuse indifférence de notre époque pour le raffinement des manifestations psychiques n'a d'ailleurs produit aucun effet salutaire dans les rapports des hommes au point de vue de la sincérité et de la logique. Dès que les intérêts entrent en jeu, le mensonge et les préjugés obscurcissent la généralité des esprits aujourd'hui comme autrefois.

Pour ne point être obligé à la fatigue d'élever leurs âmes, beaucoup de gens taxent d'hypocrisie toute recherche de beauté morale en dehors d'une vie parfaite. Aux saints seuls cette ambition est permise. La question se posait déjà au XVIIe siècle. Quelqu'un voyant Mme de Montespan fort exacte aux rigueurs du carême, paraissait s'en étonner. A quoi la favorite répondit avec l'à-propos des Mortemart : « Parce qu'on commet une faute, faut-il donc les commettre toutes? » Cette réplique humble, fière et sage est le meilleur argument et le plus simple contre la théorie commode de l'abandon de soi-même. Les faiblesses, les passions dont on ne réussit pas à être toujours maître ne doivent pas détourner de la « route royale de l'âme ». Platon l'indiquait à des hommes sujets à tous les entraînements. Les Grecs de son temps étaient des raffinés, des affamés d'art et de beauté plastique. Ils avaient bien plus que nous le sens des choses exquises dans l'ordre na-

turel et physique. Cependant ces païens, qui si longtemps avaient ignoré l'âme et auxquels elle ne fut jamais complètement révélée par leurs philosophes, sentaient la grandeur morale des passions belles et fortes et s'inclinaient devant les stoïciens.

Aucun parallèle, du reste, n'est possible entre les deux époques. Les amants de la beauté ne représentaient alors qu'une élite. Aujourd'hui l'élite est devenue foule et l'art s'est vulgarisé. Le lettré le plus fin, l'artiste le plus délicat, l'homme du monde le plus athénien voient leurs goûts apparemment partagés par les médiocres et les ignorants. L'art est devenu un objet de mode le snobisme lui a coupé les ailes. Il faut les lui rendre et reformer l'élite. Elle ne peut l'être que par la recherche de ce qui est difficile et élevé. La poursuite à la pièce rare ne doit pas se borner aux émaux, aux ivoires, à l'orfèvrerie Renaissance, il faut qu'elle s'étende au delà des choses visibles et tangibles. L'élégance dans le caractère compléterait merveilleusement celle de la forme et de l'esprit. Les types en seraient plus variés que celui du visage humain. Il y aurait des révélations de grâces mystérieuses, de fascinations secrètes... Parer l'être intérieur, pour que ses manifestations extérieures présentent une surface harmonieuse, c'est encore de l'art et même du grand art.

Le monde est vieux et il est blasé sur bien des jouissances. Il suit les entraînements de la mode en vieillard aveugle qui n'a plus de passions. Pour rajeunir son imagination et son cœur, il faudrait inventer des buts nouveaux à atteindre. L'application du beau aux manifestations du caractère, — en dehors de toute préoccupation de religion ou de morale, — uniquement par le développement plus complet du sens esthétique, apporterait à la société un vigoureux élément de vie. Dans cette recherche du rare et du précieux moral, la concurrence des ignorants et des médiocres ne serait pas à craindre, et l'élite se reformerait. Ce serait une aristocratie, dont les privilèges ne seraient pas contestés par les foules et qui échapperait à la convoitise du veau d'or que l'on adorait déjà, il y a trois mille ans, dans les plaines d'Horeb.

Certes, pour les fils des hommes, la beauté de la forme restera la séductrice suprême; les harmonies de la nature continueront à faire la joie des yeux; les mots éloquents ne perdront pas le pouvoir de charmer et de troubler les âmes; les vibrations mélodieuses des sons entraîneront toujours les cœurs. Mais lorsque les raffinés intellectuels, les esthètes délicats auront compris que l'œuvre d'art ne peut être complète si le caractère n'a pas, lui aussi, sa beauté propre, une corde de plus sera attachée à la lyre humaine. Et il en sortira des harmonies nouvelles qui répandront leur enchantement sur les rêves des poètes, les inspirations des artistes et les vivifieront en les rajeunissant.

II

En disant que les préoccupations de raffinement moral étaient inconnues à notre temps, nous n'avons considéré que cette partie intelligente et artiste de la société moderne qui, tout en se rattachant à telle ou telle forme religieuse, ne prétend point pratiquer et vivre les principes chrétiens. Il s'agit de voir maintenant si les hommes de foi essayent de conformer à l'esthétique morale les manifestations de leur caractère et de réaliser en eux-mêmes l'idéal de beauté auquel ils croient.

L'Église catholique avait merveilleusement compris l'irrésistible puissance du beau. Ses cérémonies, ses symboles, ses chants, ses apothéoses, les poétiques légendes dont elle entoure la vie de ses saints, les grands mouvements collectifs qu'elle a provoqués en sont la preuve manifeste et éclatante. En tant qu'Église elle a conservé la magnificence de son culte et la poésie de ses symboles, mais les individus qui la composent ont suivi le courant utilitaire du siècle. Chez tous les chrétiens, à quelque confession qu'ils appartiennent, chez tous les adorateurs de la cause inconnue, la même tendance se retrouve : celle de ne pas rechercher la beauté dans la morale. Le positivisme qu'ils repoussent comme doctrine a mis sur eux son empreinte. Or l'éthique ne peut être complète sans esthétique, ou, pour mieux dire, elles sont confondues l'une dans l'autre. Négliger l'élégance dans les manifestations de la vertu, c'est condamner la vertu à demeurer imparfaite, c'est lui enlever son prestige et son ascendant. Car si incohérent que soit l'homme, son sens logique demande qu'il y ait harmonie entre les sentiments, les actes et la façon dont ils se manifestent et s'accomplissent.

A quoi l'on répondra que cette préoccupation de l'harmonie est du superflu et de la recherche. Notre époque est pratique, elle vise avant tout à l'indispensable. Quand la maison brûle, le temps manque pour s'arrêter aux bagatelles de la forme. Les œuvres positives, les vertus qui se traduisent en faits sont les seules qui comptent. Ces protestations révèlent un état d'esprit faux, mais apparemment naturel et logique. La préoccupation qu'éveille le sort des classes malheureuses, l'attente de l'évolution sociale devaient produire comme effet inévitable l'utilitarisme de la vertu et diminuer la recherche de la beauté dans les manifestations morales. Les économistes, les savants, les philosophes positivistes sont dans le vrai de leur époque et de leurs théories en voulant développer chez les individus les tendances et les qualités aptes à rapporter égoïstement

ou altruistement un équivalent immédiat d'avantages pratiques. Mais ce point de vue est-il également logique de la part des chrétiens, répond-il à l'esprit de l'Évangile, des prophètes et des précurseurs?

La littérature imagée de l'Orient trouve dans les Écritures son expression la plus haute, et la beauté s'y trouve à chaque page. Écoutons parler le Christ : ses paroles sont empreintes de grâce, de douceur, de majesté. La sombre grandeur des visions du vieil Esaïe atteint la sublimité tragique. Les chants du roi David : cris d'angoisse arrachés aux profondeurs de l'âme, extases d'amour, images suaves, expriment toute la beauté que la crainte ou l'espérance peut faire jaillir du cœur de l'homme. « La voix de l'Éternel brise les cèdres... La voix de l'Éternel fait trembler le désert... Tu es le plus beau des fils des hommes, la grâce est répandue sur tes lèvres... Dans les palais d'ivoire, des filles de rois sont parmi tes bien-aimées, la reine est à ta droite, parée d'or d'Ophir... »

Les âmes religieuses d'aujourd'hui, absorbées par les œuvres utiles, ne songent plus guère à se revêtir symboliquement d'or d'Ophir, et il est rare que la grâce soit répandue sur leurs lèvres. Les Marthe abondent et les Marie ont disparu. Les parures secrètes et intimes paraissent superflues aux chrétiens modernes, ils oublient qu'il s'en dégage d'irrésistibles et subtiles attirances, car le visible n'est que le reflet des frémissements invisibles de la vie intérieure.

A côté des devoirs imprescriptibles que la morale enseigne, à côté de la bienfaisance que la conscience impose, il y a la place de la pensée. Même dans le bien, elle peut être médiocre ou forte, étroite ou grande. Si elle se dessine en hauteur et en noblesse, tous les actes de la vie, religieux et autres, s'en ressentent. Elle ouvre des horizons, crée des atmosphères où les choses héroïques, belles, tendres, généreuses peuvent éclore et vivre.

L'Évangile renferme une parole étonnante. Si elle n'avait été prononcée par le Christ elle paraîtrait impie : « Soyez parfait, comme votre père qui est aux cieux est parfait. » Appeler l'être humain à la ressemblance de celui dont les pieds reposent sur les étoiles, c'est l'appeler à vivre de beauté, c'est l'élever à une dignité suprême. Or, pour les croyants la Bible n'est pas seulement un livre merveilleux, c'est la parole divine qui ne peut tromper. Ceci admis, il n'y a pas de grandeur transcendante à laquelle le chrétien n'ait le devoir d'aspirer.

L'idéal des croyants de nos jours est bien éloigné de ces hauteurs. Être probe, raisonnablement philanthrope, actif pour la propagation des idées morales, observateur des formes et des obligations que la société impose, leurs aspirations s'arrêtent à ce niveau. L'échelle qu'ils montent n'est pas celle des anges ; ils oublient la sublimité du modèle qui leur a été proposé, ils ne songent point à imprégner de beauté et de grandeur leurs actes et leurs pensées.

L'espèce de discrédit où l'on tient aujourd'hui les vertus chrétiennes est dû, il faut le dire, à l'absence d'idéal esthétique chez ceux qui les pratiquent. Quand on prétend avoir pour guide les puissances surnaturelles, les médiocrités de pensée et de sentiment font dissonance. Dans les vies religieuses les plus actives les grandes lignes manquent, et elles manquent parce qu'on n'y aspire pas.

Si les âmes pieuses se rendaient compte à quel point leurs inélégances morales nuisent à la cause divine, la conscience de leur responsabilité les ramènerait au culte de la beauté intérieure. Elles comprendraient que le développement de ce qu'il y a d'éternel en nous est plus important peut-être que les œuvres positives auxquelles leurs heures sont consacrées. En s'embourgeoisant dans l'utilitarisme, l'idéal religieux s'est nécessairement rapetissé et vulgarisé. Non seulement le sentiment de la majesté chrétienne n'enivre pas les âmes, mais elles croient à des laideurs permises ; l'absence de douceur et de grâce semble presque une vertu à certains esprits rigides ; l'humeur, la morosité, la rudesse un privilège inhérent à la pratique des devoirs pieux. Faire honneur au maître que l'on proclame, plaire, charmer pour lui, bien peu y pensent ! Le sens de l'harmonie des choses est inconnu à beaucoup de cœurs religieux. Ils devraient se dire cependant que Dieu n'a pas fait la nature aussi belle pour que l'homme y fît tache. Dans la création le beau a une place supérieure à l'utile et les deux éléments se fondent l'un dans l'autre. Les palmiers, les lis, les empourpre-ments du ciel, toutes les splendeurs du firmament et de la terre doivent avoir leur équivalent dans l'ordre moral. Il faut que la poésie entre dans le bien pour qu'il devienne le beau.

Les cœurs aujourd'hui sont las des choses vilaines et basses ; les âmes demandent à être émues, la privation de la beauté les a accablées d'une inconsciente et lourde tristesse, elles sont prêtes pour les envolées mystiques. Le renouveau spiritualiste dont on mène si grand bruit, qu'est-il sinon un désir de beauté, un besoin d'harmonie ? L'heure d'une lumineuse revanche semble avoir sonné pour les idéalistes. Tous les chrétiens devraient se rallier à la petite phalange, comprendre que le monde fatigué de scepticisme, désireux de beauté, suivra les guides qui le conduiront aux hautes cimes.

S'il y a dans l'humanité un principe inguérissable de péché, de douleur et de mort, il y a dans chaque être une part d'éternité dont il a le dépôt. L'essentiel est de donner à cette part tout le développement dont elle est susceptible, de ne pas étouffer le divin

dans nos âmes. Les chrétiens, plus rapprochés de cette grâce intime qui est le parfum de l'être, mieux armés contre les passions discordantes, devraient sonner les cloches au large. L'appel de quelques raffinés intellectuels ne suffit pas, il faut des voix qui atteignent à tous les bouts de la terre pour combler cette lacune de la pensée moderne et proclamer le culte du beau en morale.

D. Melegari.

LES CORRECTIONS DE FLAUBERT

J'ai eu l'idée de comparer le texte de *Madame Bovary* dans « l'édition définitive » (Charpentier, 1880) avec le texte de *Madame Bovary* telle qu'elle a été publiée du 1er octobre 1856 au 15 décembre 1856 dans la *Revue de Paris*.

C'est intéressant, parce que l'on n'a point, que je sache, de manuscrits de Flaubert, et que la seule manière de pénétrer un peu dans le mystère de son travail est de comparer le texte de la revue où il a publié pour la première fois son travail avec le texte qu'il a définitivement livré à ses contemporains et à la postérité.

D'abord je néglige les simples « coquilles », fautes d'orthographe et coq-à-l'âne, souvent burlesques, qui indiquent simplement que la *Revue de Paris* ne donnait pas d'épreuves à corriger à Flaubert, ou qu'il négligeait (ce qui m'étonnerait) de les lire de près.

Ensuite, je laisse de côté un certain nombre de corrections d'ordre secondaire. Ainsi, très souvent, cent fois, Flaubert, dans le texte de la *Revue de Paris*, commençait un paragraphe par *Mais*, sans que *mais* fût nécessaire le moins du monde. C'était un *tic*. Tous ces *mais* explétifs ont disparu dans la rédaction définitive. Passons.

Je signale brièvement les coupures que la *Revue de Paris* avait pratiquées par timidité et pudibonderie à l'égard de son public, dans le chef-d'œuvre de Flaubert. La première concerne la fameuse promenade en fiacre. La *Revue de Paris* crut devoir couper le fiacre. L'amputation va depuis ces mots : « Et la lourde machine... » jusqu'à ceux-ci : « En arrivant à l'auberge... » (pages 270 et 279 de l'édition définitive). Une note de la *Revue* prévient le lecteur : « *La Direction s'est vue dans la nécessité de supprimer ici un passage qui ne pouvait convenir à la rédaction de la « Revue de Paris » ; nous en donnons acte à l'auteur.* » On était scrupuleux en 1856; car vous savez assez que, dans sa promenade du fiacre, Flaubert a marqué tous les endroits de Rouen et de la banlieue où le fiacre a passé, mais rien de ce qui s'est passé dedans.

Dans la dernière partie fut supprimé, à la *Revue de Paris*, un fragment de l'entrevue de Mme Bovary avec le notaire Guillaumin, depuis les mots : « D'où vient, reprit-il, que vous n'êtes pas venue chez moi... » jusqu'à : « Et elle sortit... » (pages 355 et 356 de l'édition définitive). Cela étonne en 1899. De nos jours, c'est un passage que l'on doit expliquer en conférences dans les lycées de jeunes filles.

Supprimé aussi, dans cette dernière partie, le passage de la discussion entre M. Homais et l'abbé Bournisien au chevet de Mme Bovary morte, depuis les mots : « Le pharmacien et le curé se replongèrent dans leurs occupations... » jusqu'à ceux-ci : « Alors Charles, pendant deux heures... » (pages 369 et 370 de l'édition définitive).

Ces suppressions furent très désagréables à Flaubert, comme on le voit à la note qu'il fit insérer au commencement de cette dernière partie : « *Des considérations que je n'ai pas à apprécier ont contraint la « Revue de Paris » à faire une suppression dans le numéro du 1er Décembre. Ces scrupules s'étant renouvelés à l'occasion du présent numéro, elle a jugé convenable d'enlever encore plusieurs passages. En conséquence je déclare dénier la responsabilité des lignes qui suivent; le lecteur est donc prié de n'y voir que des fragments et non pas un ensemble.* »

En voilà assez sur les feuilles de vigne de la *Revue de Paris*, qui ne l'empêchèrent pas, comme on sait, de passer en police correctionnelle, où, du reste, elle fut acquittée.

Passons aux corrections de Flaubert.

Page 6 de l'édition définitive : « Quand elle eut un enfant, il le fallut mettre en nourrice. Rentré chez eux, le marmot fut gâté comme un prince. » — Le texte de la *Revue* portait : « Le marmot, *quoique à plaindre*, fut gâté comme un prince. » — Flaubert à biffé : *quoique à plaindre*, qu'en effet il m'est impossible de comprendre.

Page 8 : « Il avait pour correspondant un quincaillier en gros de la rue de la Ganterie, qui le faisait sortir une fois par mois, le dimanche, après que sa boutique était fermée, *l'envoyait se promener sur le port à regarder* les bateaux... » — Le texte de la *Revue* portait : «... l'envoyait *se promener sur le port, regarder les bateaux...* » — Et la correction ne me paraît pas heureuse. Le texte de la *Revue* est d'un français plus sûr.

Page 19 : « Et puis la veuve était maigre... » — Le texte de la *Revue* portait : « Et puis la veuve pouvait-elle effacer par son contact l'image fixée sur le cœur de son mari? La veuve était maigre... » — Flaubert a effacé une ligne. Avec raison. L'image fixée sur le cœur de Charles et effacée par le contact de la veuve, ce n'était pas très heureux.

Page 37. Autre suppression. C'est par suppression que Flaubert corrige *toujours*. « Ajoutez quelque-

fois et souvent effacez. » — « Elle (Emma Renault) jouait fort peu pendant les récréations, comprenait bien le catéchisme... » — Le texte de la *Revue* portait : « Elle jouait fort peu pendant les récréations, ce qui lui valut l'estime de ses maîtresses, d'autant qu'elle comprenait bien le catéchisme... »

Page 38. Autre suppression : Au lieu de suivre la messe, elle regardait dans son livre les vignettes pieuses bordées d'azur... » Le texte de la *Revue* portait : « Les vignettes pieuses bordées d'azur qui servent de signets. » — Flaubert aura fait cette réflexion que les vignettes d'un missel ne sont pas sur les signets, qui sont des rubans, mais bien sur les feuillets mêmes et qu'elles sont des marques, si l'on veut, ou des rubriques, mais non des signets; et, dans l'embarras sur le mot à employer, il aura supprimé le membre de phrase, assez inutile du reste.

Page 54 : « Les jupes se bouffaient... » — Il y avait dans le texte de la *Revue :* « se bouffissaient. » — « Se bouffaient » vaut un peu mieux, je crois, *bouffir* et *se bouffir* ne s'étant jamais dit que des chairs; mais *se bouffer* n'est guère français. *Bouffer* a toujours été verbe neutre.

Page 55 : « Ils s'essuyaient les lèvres à des mouchoirs brodés de larges chiffres d'où sortait une odeur suave. » Le texte de la *Revue* portait « douce ». Correction pour cause de répétition; dans son texte il avait *douces* trois lignes plus bas : «... et à travers leurs manières douces ». Il n'a pas voulu de répétition de mots.

Page 73 : « Il la conduisit à Rouen voir son ancien maître. C'était une maladie nerveuse. On devait changer d'air. » Le texte de la *Revue* portait : « Il la conduisit à Rouen voir son ancien maître. *Tous furent de son avis.* C'était une maladie nerveuse. » — Le texte avait un sens ; mais l'ellipse était un peu forte. Flaubert, forcé ou d'allonger ou de rester obscur et peu correct, a supprimé.

Page 106 : «... Souvent elle tressaillait à l'apparition de cette ombre glissant tout à coup. » — Le texte de la *Revue* portait : « de cette ombre *qui passait* tout à coup. » Et je crois savoir pourquoi. C'est qu'il y a : « le jeune homme *glissait* derrière le rideau » cinq lignes plus haut. Flaubert avait voulu d'abord éviter la répétition de mot. Puis il s'est dit, conformément au précepte de Pascal, que quand le mot est le seul mot propre, mieux vaut encore le répéter.

Page 135 : Un long passage supprimé : « Léon réapparaissait plus grand, plus beau, plus suave, plus vague ; quoiqu'il fût séparé d'elle il ne l'avait pas quittée...» Le texte de la *Revue* portait : « Léon reparaissait plus grand, plus beau, plus suave, plus vague. Il était nombreux comme une foule, plein de luxe lui-même et d'irritations. Mais au souvenir de la vaisselle d'argent et des couteaux de nacre du château de Vaubyessard elle n'avait pas tressailli si fort qu'en se rappelant le rire de sa voix et la rangée de ses dents blanches. Des conversations lui revenaient à la mémoire, plus mélodieuses et pénétrantes que le chant des flûtes et que l'accord des cuivres; des regards qu'elle avait surpris lançent des feux, comme les girandoles de cristal, et l'odeur de sa chevelure et la douceur de son haleine lui faisaient se gonfler la poitrine mieux qu'à la bouffée des serres chaudes et qu'au parfum des magnolias. Quoiqu'il fût séparé d'elle... » — Flaubert aura trouvé sans doute que ce parallèle continu entre Léon et la fête du château de Vaubyessard, quoique très brillant, et pour mon compte j'en suis presque charmé, avait quelque chose de forcé. Remarquez, que dans *Madame Bovary*, la fête du château de Vaubyessard forme *leit-motiv*. Elle est rappelée ici, elle est rappelée aux débuts de la conversation décisive entre Rodolphe et Emma, aux Comices agricoles. Elle est rappelée encore, par allusion rapide, deux ou trois fois dans l'ouvrage. Flaubert n'en a pas effacé ici entièrement le souvenir. Remontez trois lignes : « Comme au retour de Vaubyessard, quand les quadrilles tourbillonnaient dans sa tête... » ; mais il n'a pas voulu y insister aussi fortement qu'il avait fait d'abord. Je crois que je regrette pourtant le passage. Il est un peu décadent, mais il est spécieux, il est séduisant. Il a un air de Balzac. Quand Balzac écrit mieux qu'à son ordinaire, il écrit quelques lignes que Flaubert biffe comme étant de mauvais goût.

Page 137 : « Elle dépensa en un mois pour quatorze francs cinquante de citrons, à se nettoyer les ongles. » — Le texte de la *Revue* portait : « vingt-cinq francs ». Flaubert a trouvé l'hyperbole trop forte. Je veux bien. Cela n'a pas une autre importance.

Page 236 : « Les rideaux de son alcôve se gonflaient doucement. » — Le texte de la *Revue* portait : « se bombaient ». Pour mémoire. Cependant Flaubert a peut-être remarqué que « se bomber » est peu français. C'est « bomber » pris comme verbe neutre, que l'on emploie pour dire devenir convexe : « ce mur bombe ».

Page 337. Livres envoyés par le libraire de Monseigneur à M. l'abbé Bournisien pour Mme Bovary : « Il y avait le *Pensez-y bien ; l'Homme du monde aux pieds de Marie, par M. de***, décoré de plusieurs ordres ; Des erreurs de Voltaire, à l'usage des jeunes gens.* » — Le texte de la *Revue* portait : « Il y avait le *Pensez-y bien ; l'Introduction à la vie dévote ; l'Homme du monde...* » — Flaubert aura fait cette réflexion que l'*Introduction à la vie dévote* est un peu de François de Sales, est un livre exquis de pensée et de forme et ne doit pas être confondu parmi les fadaises ecclésiastiques du libraire de Monseigneur.

Page 238 : « C'était pour faire venir la croyance. » — Le texte de la *Revue* portait : « C'était pour aviver sa foi, pour faire venir la croyance. » Flaubert a vu une redondance, un pléonasme. Il a vu de plus que les mots étaient bien mal placés, et qu'on n'avive pas d'abord ce qu'ensuite on doit faire venir. Il a sabré.

Page 293 : « Il savourait pour la première fois l'inexprimable délicatesse des élégances féminines. » — Le texte de la *Revue* portait : « Il savourait pour la première fois — et dans l'exercice de l'amour — l'inexprimable délicatesse des élégances féminines. » — « Et dans l'exercice de l'amour » n'était pas inutile du tout; car Léon a connu la délicatesse des élégances féminines; il a été à Paris; il a été à l'Opéra; il a dîné en ville, il a été en soirée, et les élégances féminines de Mme Bovary sont évidemment moins raffinées, quelque ingénieuses qu'elles puissent être, que celles que Léon a frôlées à Paris. Seulement celles de Mme Bovary sont préparées et disposées avec amour, *pour lui*, ce qui fait une différence. Donc « dans l'exercice de l'amour » était nécessaire. Oui, mais, comme expression, il était diablement ridicule. Flaubert l'a senti. Il l'a supprimé. Il n'aurait pas dû le supprimer. Il aurait dû le changer, mettre à sa place un autre mot qui eût dit la même chose d'une manière un peu plus heureuse.

Page 297 : « Ses ardeurs, à lui, se cachaient sous des expansions d'émerveillement et de reconnaissance... » — Le texte de la *Revue* portait : « Son amour à lui cachait une ardeur charnelle sous des expansions d'émerveillement et de reconnaissance. » Il y avait bien un peu de galimatias. Flaubert a filtré. Je regrette pourtant « charnelle » disparu. Il était peut-être le mot essentiel. L'amour de Léon est un amour sensuel accompagné d'admiration et de gratitude. L'admiration et la gratitude restent dans la phrase rectifiée de Flaubert. La sensualité n'y est plus représentée que par le mot « ardents » qui est insuffisant, comme trop vague.

Page 329 : « Une ardeur infernale s'échappait de ses prunelles enflammées... » Le texte de la *Revue* portait : « s'irradiait ».

Page 366 : « Charles resta seul toute l'après-midi. » Le texte de la *Revue* portait *tout* l'après-midi. De même page 386. Il est probable que ceci est une faute de la *Revue de Paris* toute seule. C'est une habitude parisienne de faire après-midi du masculin, comme antichambre. Il y a peu de lieux en Europe où l'on parle le français plus mal qu'à Paris.

Page 386 : « Charles suffoquait comme un adolescent sous les vagues effluves amoureux qui gonflaient son cœur de chagrin. » Bien entendu, le texte de la *Revue de Paris* portait : « Effluves *amoureuses*. » Il est probable, ici encore, que c'est l'opinion de la *Revue de Paris* et non la première opinion de Gustave Flaubert.

Telles sont les principales corrections, — j'ai dit que j'avais négligé celles qui ne sont évidemment que redressements de *coquilles* — que l'on relève en comparant le texte de l'édition *ante-princeps* et le texte de l'édition définitive. Elles sont peu nombreuses, comme on voit. Flaubert avait assez furieusement travaillé son manuscrit pour n'avoir pas à revenir longuement encore sur ce labeur, et il n'avait livré sa copie à la *Revue de Paris*, on le sait, qu'après l'avoir entièrement écrite et récrite peut-être dix fois. Cela commençait à être un *ne varietur*. Et pourtant il a corrigé encore, et l'on voit très bien dans quel sens. Il abrège; il fait sauter les redondances; c'est ce qui apparaît le plus clairement. Il fait la guerre au mot impropre, ou un peu affecté. Point de « *s'irradiait* »; *s'échappait* suffit. Il fait la guerre au galimatias, de quoi il est resté encore un peu; mais il lui fait la guerre énergiquement, jusqu'à supprimer des passages entiers qui ne sont pas sans mérite. Sans y mettre de superstition, il aime bien que les mots ne soient pas répétés à trop petite distance. Peut-être enfin corrige-t-il quelques véritables fautes de français. Flaubert n'était pas très sûr de sa langue. Il est resté un certain nombre de solécismes et de provincialismes dans *Madame Bovary*. Je les relèverai ailleurs. Il en a corrigé quelques-uns entre l'édition de la *Revue* et l'édition en volume.

On voit ici, incomplètement, hélas! mais quelque peu, Flaubert dans son travail d'écrivain. On voit quel soin il apporte à approcher autant que possible de la perfection. On voit son extrême probité d'écrivain. Mais on voit aussi son goût. Très souvent les corrections d'un écrivain, quand on connaît le texte primitif, font regretter celui-ci. Très souvent les écrivains ne se corrigent que pour s'enlaidir. Rappelez-vous ce que Sainte-Beuve a surpris des remaniements des *Mémoires d'outre-tombe*. Très souvent, comme a dit Voltaire, « on efface une sottise pour en mettre une autre »; et quelquefois la seconde est plus forte. C'est ce qui n'arrive jamais à Flaubert. Toutes les corrections que nous venons de relever, à l'exception d'une seule peut-être, nous satisfont mieux que le texte primitif. Il avait peu de sens critique sur les autres; il en avait un assez vif et assez sûr relativement à lui-même. C'est aussi ce que je crois que j'établirai ailleurs. Dans ces conditions, il est heureux qu'il ait eu cette fureur de remaniement, ratures et corrections qu'on sait assez qui fut la sienne.

ÉMILE FAGUET.

THÉATRES

Opéra-Comique : *Cendrillon* (1), conte de fées en quatre actes et six tableaux, d'après Perrault, par M. Henri Cain, musique de M. Jules Massenet.

Cendrillon, accueillie triomphalement par le public, a été reçue avec quelque froideur par la critique. Ces choses arrivent; il est même bon qu'elles arrivent. Une divergence d'opinion, même aussi radicale que celle d'aujourd'hui, ne prouve rien, ni pour ni contre la critique ou le public. Celui-ci s'obstine à courir où il s'amuse, et celle-là remplit son devoir en signalant ce qu'elle croit être les faiblesses d'un ouvrage. Un désaccord aussi accentué peut avertir le public que tout ce qui reluit n'est pas or, et faire en même temps réfléchir la critique sur ce que ses jugements peuvent avoir parfois de trop absolu. Et les compositeurs, aussi, peuvent ici trouver leur profit; ils pourraient l'y trouver, du moins, si l'on ne rencontrait chez eux la même division qu'entre le public et la critique : les uns n'écrivant que pour une petite chapelle dont tous les officiants portent l'encensoir, les autres cherchant par tous les moyens à attirer la foule et le succès qu'elle apporte... Au surplus, comme l'exemple récent ne servira pas plus que les précédents, laissons les considérations générales et parlons de *Cendrillon*.

M. Henri Cain a fait subir au délicieux conte de Perrault d'assez sérieuses modifications. Voulant le porter au théâtre, il était naturel qu'il mît « en scène » certains épisodes que le conteur avait seulement indiqués. C'est ainsi que les personnages de Mme de la Haltière et de Pandolfe ont pris une importance qui me paraît un peu exagérée. Cendrillon, dit Perrault, « souffrait tout avec patience, et n'osait n'en plaindre à son père, qui l'aurait grondée, parce que sa femme le gouvernait entièrement ». On ne voit guère ici le père langoureux, tendre puis révolté, que M. Fugère a fait applaudir. De plus, ce nom de *la Haltière*, où le calembour est visible, ne me semble pas fort heureux; si c'est le nom de « Madame », c'est donc le nom de « Monsieur » : et l'on ne voit pas que le Pandolfe de M. Cain ait rien d'« altier ». Ces modifications, du moins, peuvent s'expliquer. Il en est d'autres qui ont moins d'excuses. Pourquoi, par exemple, au lieu du « prince » de Perrault, si vivant et si naturel, avoir imaginé cette contrefaçon de Manfred ou d'Adolphe, l'Adolphe d'*Ailleurs*, « le jeune homme triste » chanté par M. Maurice Donnay? Que vient faire ici ce jouvenceau geignard et souffrant de l'« impuissance d'aimer » chère à M. Bourget? Le pire, c'est qu'avec le personnage ainsi compris, l'apparition de Cendrillon prend une allure solennelle, presque fatale, qui jure étrangement avec la simplicité de la fable. Cendrillon semble amenée par « les décrets du ciel » pour guérir le mal du prince; et rien n'est plus contraire au récit de Perrault. Son prince est jeune, simple et vrai : il épouse Cendrillon parce qu'il faut que la vertu soit récompensée; mais rien chez lui n'est indolent ni malade; il est, au contraire, étonnamment vivant, dans sa simplicité. Laissez-moi vous remettre sous les yeux le merveilleux tableau de l'entrée de Cendrillon :

> Le fils du roi, qu'on alla avertir qu'il venait d'arriver une grande princesse qu'on ne connaissait point, courut la recevoir. Il lui donna la main à la descente du carrosse, et la mena dans la salle où était la compagnie. Il se fit alors un grand silence; on cessa de danser, et les violons ne jouèrent plus, tant on était attentif à contempler les grandes beautés de cette inconnue. On n'entendait qu'un bruit confus : « Ha! qu'elle est belle! » Le roi même, tout vieux qu'il était, ne laissait pas de la regarder et de dire tout bas à la reine qu'il y avait longtemps qu'il n'avait vu une si belle et si aimable personne. Toutes les dames étaient attentives à considérer sa coiffure et ses habits, pour en avoir, dès le lendemain, de semblables, pourvu qu'il se trouvât des étoffes assez belles et des ouvriers assez habiles... Le fils du roi la mit à la place la plus honorable, et ensuite la prit pour la mener danser. Elle dansa avec tant de grâce qu'on l'admira encore davantage. On apporta une fort belle collation, dont le jeune prince ne mangea point, tant il était occupé à la considérer. Elle alla s'asseoir auprès de ses sœurs et leur fit mille honnêtetés; elle leur fit part des oranges et des citrons que le prince lui avait donnés, ce qui les étonna fort, car elles ne la connaissaient point...

De ce tableau si achevé, si réel, si naturel et si malicieux en même temps, il ne reste pour ainsi dire rien dans la *Cendrillon* de M. Cain. Pour « égayer » la scène, il a cru devoir imaginer des épisodes qui ne sont guère comiques; et, quant aux propos qu'échangent le prince et Cendrillon, ils sont des modèles, j'ose le dire, d'inextricable galimatias.

Aussitôt après le bal, Perrault conclut. En quelques mots, il conte les recherches du Prince et le triomphe de Cendrillon. M. Cain a voulu corser sa pièce. Il a imaginé ceci : au retour du bal, Mme de la Haltière et ses filles rapportent à Cendrillon ce qu'elles ont vu au Palais; et, irritées contre cette inconnue trop belle, elles inventent que le prince l'a prise pour une aventurière. C'en est assez pour transpercer le cœur sensible de Cendrillon. Après avoir dit adieu à tous les meubles de la chambre, elle part pour s'aller jeter à l'eau, sous l'ombre du chêne des fées, comme une héroïne romantique. Et,

(1) La partition a paru chez Heugel et Cie.

pareillement, le prince, désespéré d'avoir perdu celle qu'il aime, se rend au chêne des fées. La bonne marraine s'avise d'un stratagème ingénieux; elle abaisse l'une des branches de l'arbre sacré, si bien que les amants, séparés par le feuillage, se content leurs peines sans se reconnaître. L'invention serait assez agréable, quoiqu'un peu concertée. Mais elle est le point de départ d'une nouvelle péripétie. Cendrillon a été retrouvée à demi morte (?) sous le chêne; elle relève d'une longue maladie, et se figure qu'elle a rêvé sa rencontre avec son cher prince. Cette fois, cependant, elle renonce à « se périr », et se reprend aux joies de la vie et du printemps...

Ce n'est donc plus l'amoureuse passionnée de tout à l'heure. C'est alors qu'on entend la voix d'un héraut convoquant à la cour toutes les femmes du royaume. Cendrillon re-renaît, et un bref tableau nous la montre à la cour, ranimant par sa seule présence son amoureux mourant, et glissant sans peine son petit pied dans la pantoufle de verre, « déteinte par mes pleurs », comme dit le Prince, dans une phrase un peu hardie. Et cette fois encore, je veux vous rappeler le dénouement si simple et si « raisonnable » du conte: « On la mena chez le jeune prince, parée comme elle était. Il la trouva encore plus belle que jamais, et, peu de jours après, il l'épousa... »

J'ai peur que M. Henri Cain n'ait pas très bien vu le charme de ce joli conte. Ce qui le rend délicieux, c'est la surprenante aventure d'une petite Cul-cendron (comme dit énergiquement Perrault) qui sort de ses guenilles pour épouser le fils du roi, et cela, naturellement, simplement, parce qu'elle a été douce et humble de cœur, et que de telles vertus méritent une récompense. Mais si Cendrillon, après avoir vu le prince, doit traverser toutes les épreuves où se heurtent les amoureuses ordinaires, qu'y a-t-il ici de surnaturel et de vraiment « féerique » ? M. Cain a cru bien faire en multipliant les interventions de la fée. Mais, d'abord, ces interventions n'ont le plus souvent pour effet que de retarder le bonheur de Cendrillon : et dès lors, à quoi servent-elles ? De plus, elles vont précisément à l'encontre de « la pensée » de Perrault. En dehors du style incomparable, de l'art de composition, du choix des détails et de la finesse de l'observation, le charme particulier des *Cendrillon* et des autres contes, c'est que ces histoires merveilleuses sont proprement des histoires réelles. Dans *Cendrillon*, le rôle de la fée se borne à créer le carrosse, les chevaux et les laquais, et à revêtir sa pupille d'«habits de drap d'or et d'argent, tout chamarrés de pierreries ». Pour le reste, tout se passe comme si la fée n'existait pas ; c'est Cendrillon seule, qui, par sa beauté et sa tendresse, conquiert le cœur du fils du roi. L'apparition du surnaturel au début « excuse » la beauté du dénouement; au cours du récit, et grâce à la justesse de l'observation, les personnages restent semblables à nous.

N'ayant pas vu, — ou pas semblé voir, — ce qu'il y a de réalité dans le conte de Perrault, M. Cain n'a considéré que l'aspect extérieur des personnages ; et, fatalement, il a été conduit à en faire des caricatures. Mme de la Haltière, qui paraît à peine chez Perrault, rappelle toutes les « femmes fortes » créées, au temps de l'opérette, par Mme Desclauzas. Les deux sœurs de Cendrillon, ont, dans le conte, une personnalité : ici, elles ne sont que des comparses, tirages semblables du même cliché. J'ai dit combien Pandolfe avait été dénaturé, et ce qu'il était advenu du prince. Il n'est pas jusqu'au roi, si vivant et de si jolie tournure, dans le tableau que je citais plus haut, ce roi dépeint en deux traits, qu'on « voit » s'incliner galamment vers la reine et lui rappeler tout bas, à propos de la beauté de Cendrillon, leurs amours passées; il n'est pas jusqu'au roi lui-même qui ne soit devenu un fantoche digne de régner sur l'« île de Tulipatan ».

Le plus grave, au point de vue musical, c'est que Cendrillon elle-même n'existe plus. Elle est exquise chez Perrault, par un mélange unique de résignation, de gentillesse et de malice. Vous la rappelez-vous quand, revenant du bal, elle ouvre ensuite à ses sœurs : « Que vous êtes longues à revenir!... » leur dit-elle en bâillant, en se frottant les yeux et en s'étendant comme si elle n'eût fait que de se réveiller. (Elle n'avait cependant pas eu envie de dormir depuis qu'elles s'étaient quittées.) Et, plus tard, comme elle glisse gentiment le pied dans sa pantoufle, en s'excusant presque de la liberté grande, et en jouissant par avance de la surprise de ses sœurs!... Toute la variété, toute la vérité par conséquent, du caractère de Cendrillon a disparu dans l'arrangement de M. Henri Cain. Elle n'est plus qu'une petite amoureuse dolente ou frénétique; et ses propos, si spirituels et si mesurés, se sont changés en le plus extraordinaire charabia :

> Vous l'avez dit : Je suis le rêve, et dois passer
> Sans qu'il *en* reste trace,
> Comme s'efface
> Un *reflet* du ciel que l'on voit glisser
> Sur l'eau que le vent ride et *pousse* (?)
> Et qui bientôt ira *se perdre dans la mousse!!!*

J'en atteste le Dieu de la grammaire, jamais une fée, — une fée de Perrault, — n'eût supporté que sa filleule proférât un pareil galimatias!... Remarquez d'ailleurs que cette phrase singulière, si elle a un sens, signifie que Cendrillon ne veut plus revoir le prince, ce qui est tout juste le contraire de ce qu'elle pense!

Sur ce poème, M. Massenet a mis la musique qui

convenait, de la musique d'opérette. On l'en a blâmé; je serais, au contraire, tenté de l'en féliciter. Le plus grand défaut des ouvrages musicaux contemporains c'est une disproportion choquante entre le sujet et la manière dont il est traité. On a un frisson rétrospectif en songeant à ce qu'un musicien moins avisé eût pu mettre de symboles et de philosophie dans la pièce de M. Henri Cain! M. Massenet ne s'en est pas soucié, et il a eu raison. J'admets fort bien qu'on regrette de voir un artiste aussi merveilleusement doué borner son ambition à une trop modeste besogne; et, pour tout dire, je ne suis pas loin de partager ce regret, quand je pense à *Esclarmonde* ou à *Manon*... Mais quoi! Les mélodies du « Prince Charmant » manquent un peu de profondeur; que faire chanter de « significatif » à ce personnage dénué de vie?... Le rôle de Cendrillon manque de relief; mais quel relief donner à un personnage qui « n'est pas »?... Le grand malheur de M. Massenet, c'est de trop compter sur son charme, et de savoir trop bien comment charmer le public; on se méfie de lui, et l'on reste sur la défensive, d'avance. Chose curieuse, à chaque œuvre nouvelle de M. Massenet on espère entendre « du Massenet », et quand « le Massenet » arrive on le lui reproche!... Faut-il, maintenant, examiner la partition page par page, montrer la grâce de telle phrase, ou insister sur ce que telle autre a d'un peu trop facile? Ce serait une besogne un peu ingrate et sans grand intérêt. Au surplus, les faiblesses de l'ouvrage ne doivent pas nous rendre injustes pour ses qualités. Et celles-ci sont réelles.

J'avouerai, si l'on m'y force, que le comique superficiel des personnages finit assez vite par fatiguer. Il n'en est pas moins vrai que le premier acte, par exemple, est d'une verve et d'une adresse incroyables; les « ensembles » se suivent, s'enchaînent, avec une aisance prodigieuse, avec un sens véritable du comique; il y a une réplique de Pandolfe (« On va l'enfermer, elle est folle! ») qui me ravit par la justesse drôle de la déclamation. Et si la partie féerique manque un peu d'originalité, quelle verve encore au second acte, et que de jolies phrases dans le *duo* entre Cendrillon et le prince!... Aussi bien, *Cendrillon* a la première et la plus essentielle des qualités : elle est *amusante*, — et songez à ce que ce mot contient de revanches!... — Ce n'est pas, sans doute, l'ouvrage de M. Massenet qu'on relira le plus souvent ; c'est au moins l'un de ceux qu'on ira le plus voir. Le succès, je l'ai dit, a été triomphal. Vous le verrez se prolonger pendant la saison prochaine.

Une part en revient et en reviendra à la mise en scène, d'une somptuosité, d'un goût, et, ce qui vaut mieux, d'une « intelligence » extraordinaires. Chaque acte est un tableau d'une grâce ou d'une richesse incroyables. Le palais du second acte, le chêne des fées au troisième, et encore la terrasse de Cendrillon, sont de véritables merveilles... Je ne serais pas étonné que *Cendrillon* fût la *Madame Sans-Gêne* de l'Opéra-Comique...

*
* *

Notre confrère Albert Soubies poursuit la série de ses utiles travaux. Je dois annoncer d'abord l'*Almanach des Spectacles* (1898); le volume de cette année contient, avec les renseignements innombrables et précis qui ont assuré le succès de cette publication, une jolie eau-forte de Lalauze, reproduisant une scène de *Cyrano*. En même temps paraissait un nouveau volume de l'*Histoire de la Musique*, aussi documenté, aussi clair que les précédents; M. Soubies, après nous avoir renseignés sur l'histoire musicale du Portugal, de la Hongrie et de la Bohême, de l'Allemagne, et de la Russie, nous renseigne cette fois sur l'Espagne. Et ce n'est pas tout! J'ai à signaler encore une *Histoire du Théâtre-Lyrique* (1851-1870), pleine de documents infiniment curieux, et suivie d'un tableau qui est à lui seul une mine inépuisable de renseignements et d'enseignements. Je me promets d'y revenir un de ces jours. Je me borne, pour aujourd'hui, à en annoncer l'apparition, et, au risque de « rabâcher », à dire une fois de plus tout ce que les curieux de théâtre doivent à l'érudition impeccable et « amusante » de M. Albert Soubies.

JACQUES DU TILLET.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Un message à Garcia.

On m'a envoyé récemment de New York une petite brochure — onze pages de texte très espacé — qui a vivement piqué ma curiosité et m'a fait voir sous un jour nouveau certains traits bien intéressants du caractère américain.

Une carte accompagnait la brochure et portait pour en-tête : « Chemin de fer du New York Central et de l'Hudson. Service des voyageurs. » Voici ce qu'on y peut lire (je traduis littéralement) :

« Je me permets de vous envoyer un exemplaire du *Message à Garcia*, homélie écrite par mon ami M. Elbert Hubbard, directeur de *The Philistine*, magazine édité à East Aurora, New York, dans le pays du New York Central.

« Vous prendrez grand plaisir, j'en suis certain, à la lecture de ce joyau philosophique.

« GEO H. DANIELS. »

La petite notice sur la page de garde explique en outre que cette homélie, qui a paru d'abord dans le susdit ma-

gazine, a eu un tel succès que le numéro a été enlevé en trois jours; qu'alors M. Daniels, directeur général du service des voyageurs, au New York Central, a eu l'idée de faire éditer l'homélie en brochure à ses frais pour l'envoyer gratuitement à tous ceux qui la demanderont, donc « à tous les gens de goût, capables d'apprécier une bonne chose ».

Avec mes vieilles idées d'Européen ou, mieux encore, de Latin imbu de classique élégance et contempteur du côté pratique de la vie, je me dis aussitôt : Une homélie, c'est-à-dire un sermon religieux, patronné par un directeur de chemin de fer, il doit y avoir sous roche une colossale affaire, et, pour quelqu'un qui fonde tant d'espérances sur le bon goût des lecteurs, c'est faire preuve d'un singulier mauvais goût, que de mélanger ainsi le sacré et le profane, et quel profane! celui de Barnum et de Géraudel. Décidément, s'il est un domaine où éclate la fameuse « supériorité des Anglo-Saxons » c'est certainement celui de la réclame.

J'avais raison pour la forme, et dans le fond j'avais tort. Oui, ce *Message à Garcia*, qui n'est pas un sermon religieux mais une simple leçon de morale, fournit libre carrière à la réclame à grand orchestre pour une revue, *The Philistine*, pour un chemin de fer, le *New York Central* et pour une bibliothèque de chemin de fer, le *Four Track Series*. Sur la couverture, s'étale la carte du réseau; plus loin, on peut jeter un coup d'œil sur la vallée de Mohawk « dont M. T. de Witt Talmage a dit un jour : « Le paysage le plus magnifique qu'il m'a été donné de contempler est celui de la vallée de Mohawk »; plus loin encore vous admirerez la Fulton Chain, puis l'Hudson, vu de West Point, tout cela, bien entendu, sur le parcours du *New York Central*. Vous lirez à la page 9 que le *Philistine Magazine* est un périodique de protestation (?), qu'il paraît tous les mois, que son prix est d'un dollar par an, que son directeur, M. Elbert Hubbard, est l'auteur de... de... et de beaucoup d'autres choses ravissantes (*many delightful things*) et encore que pour recevoir le catalogue complet de la *Four Track Series* il suffit... etc., etc. Enfin, à la dernière page une sorte de petit verset biblique en deux couleurs est bien le *nec plus ultra* de l'annonce bien comprise.

« Cœur du continent (en rouge).

« C'étaient des hommes voyant très loin, de fermes croyants en l'expansion du commerce américain, ceux qui, il y a plus de soixante ans, entreprirent la construction du *New York Central*. La sagesse de leur jugement a été confirmée et la situation centrale, la fréquence et la vitesse de ses trains, le caractère luxueux de son service lui ont valu le titre glorieux de... (tout ceci en noir) :

« Premier chemin de fer de l'Amérique (en rouge). »

Mais enfin, quel mal y a-t-il à tout cela? Aucun, il faut bien l'avouer et le véritable mal, c'est le mépris incurable où nous tenons, nous lettrés, le monde des affaires et du commerce, comme si en dernière analyse notre labeur intellectuel n'était pas une affaire, souvent aussi lucrative que beaucoup d'autres; comme si nous ne faisions pas argent de notre plume, de notre encre, de notre papier! Certes, quand on me gâte une montagne en y collant une gigantesque affiche de chocolat ou de quinquina quelconques, j'ai le droit de crier à la profanation. Mais je n'ai que le droit d'admirer doublement quand je vois l'élévation du moraliste jointe à l'habileté du commerçant, sans préjudice des qualités qui révèlent dès l'abord le véritable orateur et l'écrivain de race.

Ce *Message à Garcia* m'a plu à tel point que je ne résiste pas à la tentation d'en traduire une partie, le début et la conclusion, et de lui décocher ensuite quelques critiques (il est encore plus doux de succomber à cette seconde tentation qu'à la première).

« Dans toute cette affaire de Cuba un homme apparaît à l'horizon de ma mémoire comme Mars au Périhélion.

« Lorsque la guerre éclata entre l'Espagne et les États-Unis, il était très nécessaire de communiquer dans le plus bref délai avec le chef des insurgés. Garcia était quelque part dans les défilés des montagnes de Cuba, nul ne savait exactement à quel endroit. Aucune lettre, aucun télégramme ne pouvait arriver jusqu'à lui. Le président devait sans retard s'assurer sa coopération.

« Que faire?

« Quelqu'un dit au président : Il y a un homme du nom de Rowan qui pourra vous trouver Garcia si quelqu'un le peut.

« Rowan fut envoyé avec mission de remettre une lettre à Garcia. Comment il s'y prit pour traverser à pied un pays ennemi, et, trois semaines après son débarquement, reparaître de l'autre côté de l'île, ayant accompli sa mission de point en point, après avoir surmonté mille obstacles et avoir risqué mille fois sa vie, ce sont choses que je ne désire pas, pour le moment, raconter en détail.

« Le point que je veux mettre en lumière est celui-ci : Mac Kinley donna à Rowan une lettre pour Garcia; Rowan prit la lettre et ne demanda pas : Où est-il? Par le Dieu vivant! voilà un homme dont l'effigie, coulée en bronze indestructible, devrait être placée dans toutes les universités de ce pays. Ce n'est pas de science livresque que les jeunes gens ont besoin, mais d'un endurcissement des vertèbres qui les rendra fidèles à la mission confiée, qui leur permettra d'agir promptement et de concentrer leur énergie : fais cela, — « porte un message à Garcia ! »

« Il n'est personne qui, se trouvant à la tête d'une entreprise où beaucoup d'employés sont nécessaires, n'ait été presque épouvanté parfois à constater l'imbécillité de la moyenne des hommes, leur inaptitude ou leur répugnance à concentrer leur énergie sur un travail et à exécuter ce travail..

« Inattention, indifférence, négligence semblent être de règle partout et un concours un peu efficace ne s'obtient qu'à force de gratifications ou de menaces; si vous êtes d'avis différent, c'est que Dieu dans sa bonté a fait un miracle en votre faveur et a envoyé pour vous aider un ange de lumière. Lecteur, faites-en plutôt l'expérience : Vous voilà dans votre bureau, six commis attendant vos ordres. Appelez l'un d'entre eux et dites-lui : Veuillez me rédiger un résumé de la vie du Corrège d'après une Encyclopédie.

« Le commis répondra-t-il simplement : Oui, Monsieur, et se mettra-t-il à l'ouvrage?

« Pas le moins du monde. Il vous regardera d'un air hébété et vous posera une ou plusieurs des questions suivantes :

« — Qui était-ce ? — Quelle Encyclopédie ? — Où est l'Encyclopédie ? — M'avez-vous pris pour ça ? — C'est peut-être Bismarck que vous voulez dire ? — Si c'était plutôt Charles qui faisait ça ? — Est-il mort ? — Est-ce pressé ? — Si je vous apportais le livre et que vous voyiez vous-même ?

« Et je vous parierai à dix contre un que, quand vous aurez répondu aux questions, expliqué le moyen de trouver l'information et le motif qui vous fait désirer d'être informé, le commis s'en ira demander aux autres commis de l'*aider* à *essayer* de *trouver* Garcia, puis reviendra vous dire qu'un tel homme n'existe pas. Sans doute je puis perdre mon pari, mais selon toute probabilité je le gagnerai.

« D'ailleurs si vous êtes un sage vous ne prendrez pas la peine d'expliquer à votre « collaborateur » que le Corrège se trouve à la lettre C ou à la lettre K, mais avec un sourire aimable vous direz : C'est bien ! Et vous ferez les recherches vous-même...

« J'ai travaillé pour un salaire journalier, j'ai été patron, et je sais que de part et d'autre il y a quelque chose à objecter. La pauvreté n'a par elle-même aucune vertu et les haillons ne sont pas une recommandation ; tous les employeurs ne sont pas rapaces et brutaux, tous les prolétaires ne sont pas des anges...

« Mon cœur va à l'homme qui fait sa besogne quand « le singe » est parti comme quand il est présent, qui prend tranquillement le message à l'adresse de Garcia et ne pose pas de questions idiotes, ne fourre pas la lettre dans un tiroir, ne cherche pas aussitôt à organiser une grève. Notre civilisation est en quête d'un tel homme. Tout ce qu'un tel homme demandera lui sera sur-le-champ accordé ; son espèce est si rare qu'aucun patron n'aurait garde de le laisser échapper. On a besoin de lui dans chaque ville, dans chaque bourg, dans chaque village, il n'est pas de bureau, de boutique, d'atelier qui ne réclame sa présence. Le monde entier l'appelle de tous ses vœux ; il fait défaut, cruellement défaut, l'homme qui peut porter un message à Garcia. »

M. Elbert Hubbard n'a pas tort quand il parle de l'inattention, de l'indifférence, de la négligence du travailleur à tous les degrés de l'échelle sociale ; certes il n'est pas facile à trouver, le gaillard qui fait sa besogne rapidement, consciencieusement et sans bruit ; mais le pamphlétaire, — car on a pu juger qu'il s'agit ici d'un pamphlet bien plus que d'une homélie ; — le pamphlétaire est-il bien certain qu'en faisant le procès de l'employé, il ne fait pas en même temps le procès de l'employeur et, si l'on veut pousser les choses plus loin, le procès de toute la société contemporaine ?

Je jette les yeux autour de moi et je vois des gens qui seraient parfaitement capables et désireux non seulement de résumer la vie du Corrège, mais encore de porter un message à Garcia si le patron avait assez de flair pour les distinguer dans la foule d'imbéciles ou de fainéants au milieu desquels ces hommes intelligents et de bonne volonté s'abrutissent et se découragent. Je vois même d'humbles héros qui journellement au péril de leur vie portent le message à Garcia — ceci n'est pas une allusion à la grève des facteurs — et je constate que ce sont précisément ces braves qui sont le moins estimés — et le moins payés — bien que, s'il faut en croire notre auteur « le monde entier les appelle de tous leurs vœux ». Pas plus que M. Hubbard (d'East Aurora) je ne suis socialiste, mais cela ne m'empêche pas d'être d'avis que « la richesse n'a par elle-même aucune vertu », que l'habit ne fait pas le moine et que si tous les travailleurs ne sont pas des anges tous les patrons ne sont pas non plus des aigles ni des saints.

CORRESPONDANCE

Monsieur le Directeur,

La *Revue Bleue*, dans son numéro du 15 avril, a publié, sur les résultats de l'impôt progressif en Suisse, une étude dont un passage me met personnellement en cause ; votre impartialité, j'en ai l'espoir, me permettra d'y répondre, très brièvement, d'ailleurs.

Votre collaborateur, M. X..., parlant d'une enquête que je fis l'an dernier sur la même question, me reproche de « n'avoir interrogé aucun adversaire décidé d'un état de choses que je prétendais qualifier d'acceptable et même de légitime ». Et il veut bien annoncer au lecteur, qu'il interrogera, quant à lui, « avec plus de loyauté » des personnalités lausannoises aux opinions nettement divergentes.

S'il eût pris la peine — je ne nie pas que c'en fût une — de lire plus attentivement l'enquête dont il veut bien parler, M. X... n'aurait pas commis l'inexactitude qu'à mon tour je lui reproche. Il se fût aisément convaincu par cette lecture que sa « loyauté » n'avait, en l'espèce, aucun sujet de s'émouvoir.

La mienne, en effet, a fait ses preuves au cours de mon enquête dans le canton de Vaud. Décidé à tout exposer à ceux qui devaient me faire l'honneur de me lire, arguments pour arguments contre l'impôt progressif, j'ai successivement interrogé MM. Berdez, ancien député, Boiceau, ancien chef du département de l'Instruction publique et des Cultes, Cérésole, ancien Président de la République helvétique, qui furent à la Constituante les adversaires résolus de l'impôt progressif actuellement en vigueur. J'ai rapporté tout au long, dans la brochure que je me permets de vous adresser, l'opinion de ces éminentes personnalités. Bien mieux : sachant que je trouverais en M. Jean-Jacques Mercier — dont le père fut dès le début si nettement hostile au nouvel impôt qu'il mit son amour-propre à ne le point subir et s'exila personnellement de Lausanne, tout en y laissant une grande partie de ses capitaux — « l'adversaire décidé » dont parle M. X..., je me suis empressé de le voir, de noter et de publier ses déclarations.

Il est vrai qu'arrivé au terme de mon enquête, j'ai exprimé une opinion « nettement divergente » de celle de M. X... Au contraire de ce qu'il croit et de ce qu'il écrit,

j'ai rapporté du beau pays vaudois l'impression ferme que l'impôt progressif, tant décrié chez nous par les conservateurs apeurés, est un impôt de justice et de progrès, dont l'application est sans inconvénients comme sans dangers.

L'étude de M. X..., si intéressante qu'elle soit, ne modifiera certainement pas ma conviction, basée sur des documents, des chiffres et des faits.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

MAURICE SARRAUT.

Paris, le 15 mai 1899.

Mon cher Directeur,

Je vous remercie de m'avoir communiqué la lettre de M. Sarraut. Elle m'a d'autant moins surpris que la haute personnalité qui a, pour ainsi dire, dirigé l'enquête que le rédacteur de *la Dépêche* de Toulouse fit, à Lausanne, l'autre année, m'avait déjà adressé les mêmes reproches. Après m'avoir énuméré les quelques adversaires que M. Sarraut a effectivement consultés, mon correspondant ajoutait : « Ils ont été non seulement des opposants au moment du vote de la loi, mais ils en sont restés les adversaires irréconciliés, *quoique résignés*. » Or j'estime, et je juge que les faits m'en donnent le droit, qu'il y a dans le canton de Vaud et hors du canton de Vaud un groupe important de citoyens vaudois adversaires absolument irréconciliés et *qui, eux, ne se résigneront jamais* à subir les injustes rigueurs d'un tel régime fiscal. M. Édouard Secrétan, qu'il est déjà fort regrettable que le correspondant de *la Dépêche* n'ait pas interrogé, a exposé, avec une compétence et une autorité que je n'ai pas, quelques-unes de leurs légitimes réclamations. Mais si, au lieu de me borner à trois interviews, j'avais prétendu continuer cette enquête, ce n'est pas une, c'est dix, c'est quinze personnalités importantes qu'il m'eût été facile d'interroger sur les néfastes conséquences économiques et sociales d'un tel système d'impôts. Dans la famille même de M. J.-J. Mercier, M. Sarraut eût pu trouver des adversaires moins résignés. Il aurait pu également prier l'un des capitalistes vaudois, — car il y en a, quoi qu'on ait dit, — qui sont partis plutôt que de subir la loi, de lui exposer les motifs d'une résolution aussi radicale. Mais cela sans doute eût été trop contraire au dessein que poursuivait M. Sarraut. L'impartialité est une vertu qui est peu en faveur parmi les journalistes d'aujourd'hui.

Je ne disconviens point, d'ailleurs, du mérite de l'enquête de M. Sarraut, et puisqu'il veut bien qualifier la mienne d'intéressante, je lui retournerai le compliment volontiers. Je crois volontiers que sa brochure ne doit être consultée qu'avec une extrême prudence : 1° parce que cette enquête est incomplète, ainsi que je viens de l'établir, puisque le parti irréconcilié et non résigné n'a point été consulté; 2° parce que cette enquête est parfois erronée. L'exemplaire que j'eus entre les mains et que je lus d'un bout à l'autre — n'en déplaise à M. Sarraut — était revisé et souvent fort utilement de la main d'un des principaux contrôleurs des finances vaudoises. En outre, je m'en souviens, M. Émile Paccaud, directeur de la Banque vaudoise et partisan déclaré de l'impôt progressif, me dit en me recevant : « Je m'étais pourtant promis de ne plus répondre à aucune demande d'interview depuis que M. Sarraut m'a fait dire des choses que je ne pensais pas, mais puisque vous m'offrez de relire votre article avant sa publication, c'est autre chose et je vais vous répondre.. »

Enfin, à se reporter au passage incriminé, le lecteur verra que je me borne surtout à opposer l'enquête de M. Sarraut à celle de M. Hugues Le Roux et à dire que, si le premier avait vu certainement trop en rose, le second peut-être avait vu trop en noir. Cependant, entre les affirmations d'un esprit aussi préparé, aussi apte à comprendre et à déduire que celui de l'auteur de *Nos Fils* et les déclarations plutôt hâtives d'un journaliste qui ne fit que passer, je n'hésiterai pas, et si j'avais un passage de mon article à modifier, ce serait celui-là, car j'en suis arrivé à estimer qu'il convient et de beaucoup de préférer les unes aux autres. Toutefois, ce sont là explications que je n'avais pas à donner dans le numéro du 16 avril. J'y faisais une enquête sur les résultats de l'impôt progressif en Suisse, non une étude sur la brochure de M. Sarraut. L'omission — si omission il y avait — est maintenant réparée et je suis au regret de ne pouvoir déclarer que l'enquête du rédacteur de *la Dépêche* présente les conditions d'impartialité nécessaires à un travail d'une importance aussi considérable.

Voilà, mon cher Directeur, quelques-unes des réponses que je fais aux réclamations de votre correspondant. Je vous prie de les communiquer aux lecteurs de la *Revue Bleue*, et de croire, etc.

X.

BULLETIN

Petite chronique des lettres.

Le dernier livre de Rodenbach a paru avant-hier. Sous ce titre : *l'Élite*, le distingué écrivain avait réuni une suite d'études, en partie déjà publiées, sur les écrivains, les orateurs sacrés, les peintres et sculpteurs de ce temps.

Il commençait à en corriger les épreuves quand il est mort.

Une curieuse lettre écrite par Nietzsche il y a dix ans, à un ami, et que le *Mercure* reproduit aujourd'hui, à propos de sa récente publication des *Pages choisies* du philosophe :

... Il y a un petit nombre de Français de l'ancien temps auxquels je reviens toujours : je ne crois qu'à la civilisation française, et tout le reste que l'on appelle en Europe culture me semble un malentendu, pour ne rien dire de la civilisation allemande... Les rares cas de haute culture que j'ai trouvés en Allemagne étaient tous d'origine française, avant tout Mme Cosima Wagner, certainement la voix la plus autorisée dans les questions du goût qu'il m'ait été donné d'entendre.

Non seulement je lis Pascal, mais je l'aime encore comme la plus instructive victime du christianisme, lentement assas-

sinée, d'abord de corps, puis d'âme, avec toute la logique de cette forme épouvantable de cruauté inhumaine; j'ai quelque chose de l'impétuosité de Montaigne dans l'esprit, et qui sait? peut-être aussi dans le corps. Mon goût d'artiste prend sous sa protection les noms de Molière, de Corneille et de Racine, et cela non sans ressentiment contre le génie inculte de Shakespeare : et en fin de compte cela n'exclut pas que les auteurs français les plus récents ne me soient une charmante compagnie. Je ne vois pas dans quel siècle de l'histoire on pourrait réunir, par un plus beau coup de filet, des psychologues si curieux et en même temps si délicats que dans le Paris actuel : je nomme au hasard — car leur nombre est considérable — MM. Paul Bourget, Pierre Loti, Gyp, Meilhac, Anatole France, Jules Lemaître, et pour en distinguer un autre, de ceux de la forte race, un vrai latin que j'aime particulièrement, Guy de Maupassant.

Je préfère, entre nous soit dit, cette génération même à ses maîtres, qui tous ont été corrompus par la philosophie allemande. Partout où atteint l'Allemagne, elle corrompt la culture. Ce n'est que depuis la guerre que la pensée a été délivrée en France...

Beaucoup de Français, dont le patriotisme n'est point suspect, penseront que peut-être, sur ce dernier point, Nietzsche montre une sévérité excessive envers les philosophes de son pays... Nous les jugeons, en France, moins durement.

Quelques livres parus cette semaine :

L'abbé Prévost, sa vie, ses romans, par M. V. Schrœder;

La *Correspondance* de Joachim Murat (1791-1808) publiée par M. Albert Lumbroso, avec une préface de M. Henry Houssaye;

Les Femmes dans l'œuvre de Richard Wagner, par M. Étienne Destranges, avec une préface de M. Alfred Bruneau;

L'histoire du Théâtre Lyrique, de 1851 à 1870, par M. Albert Soubies;

Un roman de M. Charles-Henry Hirsch, *la Possession*; une nouvelle édition de l'*Antonia* de M. Édouard Dujardin; des vers M. Robert Sheffer (*Hermèros*), Paul Briquel (*les Joies humaines*) et Fréjaville (*Près de toi*).

M. Jean Jaurès publie lundi la première partie d'une « série » sur l'*Agitation socialiste*.

Ce volume comprendra deux études : « le socialisme et l'enseignement »; « le socialisme et les peuples ».

Pour mardi :

Le volume du comte Remacle, que nous annoncions il y a quelques semaines, sur les « relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat »;

De M. Thureau-Dangin, la première partie d'un ouvrage sur la *Renaissance catholique en Angleterre au XIXe siècle*.

Souhaits de bienvenue à un nouveau confrère parisien : *le Faubourg Saint-Antoine*, « bulletin de la Société historique et archéologique des XIe, XIIe et XXe arrondissements ».

Cette Société, qui compte publier au moins quatre fascicules illustrés par an, organiser des conférences sur des sujets d'histoire locale, et des promenades archéologiques, a pour président M. John Labusquière, vice-président du Conseil municipal de Paris. Son comité de rédaction comprend des archivistes distingués, des membres du corps enseignant parisien, des archéologues, des collectionneurs.

M. John Labusquière affirmait naguère, en une vibrante improvisation, l'utilité de l'entreprise, — que plusieurs autres entreprises analogues ont précédée. Montmartre, la Montagne Sainte-Geneviève, le VIe arrondissement ont leurs « sociétés savantes »; n'était-il pas temps que le faubourg Saint-Antoine eût la sienne?

... Le Faubourg! Ce seul mot, sonore comme un bref appel de trompette, que n'évoque-t-il pas? Un monde de travailleurs, une ruche toujours en activité, une agglomération d'hommes empressés au labeur, d'artisans à la main habile, à l'esprit délié, à la langue souple et parfois acérée, artistes jusqu'au bout de l'outil, créateurs de produits dont la suprématie fut incontestée dans le monde entier. Il évoque aussi les heures les plus passionnantes et les plus fécondes de l'histoire de Paris, que dis-je! de l'histoire de notre France, de l'histoire de l'Univers.

Ne s'embrassait-on pas à Saint-Pétersbourg, ne frémissait-on pas d'enthousiasme dans toute l'Europe, quand arrivait la prodigieuse nouvelle que la Bastille était prise? N'est-ce pas par cette grande artère que coula le Faubourg pour se ruer à l'assaut de la sombre forteresse royale, non pas seulement prison d'État, mais symbole de toutes les tyrannies durant des siècles accumulées sur le pays?

N'est-ce pas une belle et noble tâche que celle de reconstituer l'ancien Faubourg, de rechercher quelle fut sa vie intime ou publique, de le parcourir par l'esprit, d'évoquer masures, échoppes, maisons, châteaux, villas, tout ce qui sortit de terre édifié par la main des aïeux disparus, de conserver ce qui reste de plus saillant, de plus beau; de faire connaître, de faire aimer cette région parisienne dans un autrefois, comme elle est aimée dans son présent?

Et quelles promenades charmantes, d'un irrésistible attrait, d'une puissance éducatrice, que celles aux lieux où se dressèrent le château de Dagobert, la vieille abbaye autour de laquelle se groupèrent ceux qui voulaient se soustraire aux ingénieuses et irréductibles exigences des jurandes et des maîtrises; ici se dressait la caserne des Mousquetaires noirs, dont la seule évocation me rappelle que d'Artagnan était mon compatriote. N'est-elle pas encore debout, la brasserie de Santerre? Et Bercy! évocateur des maisons de plaisance du XVIIIe siècle, Belleville, Charonne, autant de communes disparues qui furent englobées dans le Paris moderne et dont l'histoire est ignorée.

C'est un voyage de découvertes qu'entreprend le *Faubourg Saint-Antoine*...

Bonne chance aux voyageurs. De leurs premières excursions à travers l'histoire du Faubourg, ils nous rapportent déjà quelques notices intéressantes : une étude sur la Folie-Rambouillet; une autre sur les bas-reliefs de la porte Saint-Antoine; des notes sur Charonne, sur les industries du faubourg Saint-Antoine avant la Révolution; le journal d'un bourgeois de Popincourt, de 1784 à 1787, etc. C'est la matière du numéro-spécimen qu'ils publient aujourd'hui.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37948. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 23. 4e SÉRIE. — TOME XI 10 JUIN 1899.

APRÈS L'ARRÊT

Depuis près d'une année, la *Revue* s'est fait un devoir de ne pas parler de l'affaire Dreyfus. Ce n'est pas qu'elle ne s'y intéressât point. Elle s'y intéressait comme à toute grande cause de justice et d'humanité dans le monde. Mais les meilleurs esprits étaient divisés; les personnes les plus sincères, liées de la plus ancienne amitié, se trouvaient, pour la première fois de leur vie, séparées par un dissentiment très pénible. La discussion s'était montée dans la presse à un ton qu'il ne nous plaît pas de prendre, ni de suivre. Une sorte de guerre intestine s'était introduite dans les familles les plus unies et cette *Revue*, qui est aussi une famille, n'avait pas échappé au sort commun. Dans ces conditions nous nous sommes tus, et nous attendions la justice du pays.

Or le 3 juin, la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a rendu un arrêt qui emprunte à la grandeur de la cause, non moins qu'à la solennité des formes, un caractère vraiment historique.

Cet arrêt casse le jugement de condamnation prononcée contre Alfred Dreyfus par le conseil de guerre de Paris et renvoie l'accusé devant le conseil de guerre de Rennes, pour y être jugé dans les termes de l'accusation portée contre lui, il y a six ans.

Les termes de cette accusation sont contenus, on le sait, dans ce bordereau fameux qui a occupé tout l'univers, et ce bordereau, on en a la preuve aujourd'hui, n'est pas l'œuvre de Dreyfus.

M. Méline, étant président du Conseil des ministres avait dit devant la Chambre : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus. ». Ces paroles ont été souvent reprises depuis par les personnes qui considéraient « la chose jugée » comme une indiscutable vérité, et qui entendaient par là que l'affaire Dreyfus « ne pouvait plus être remise en question ».

Mais voici que la Cour suprême, à l'unanimité, reprend la déclaration de l'ancien Président du conseil, mais dans un sens bien différent, et déclare à son tour qu'il n'y a pas et qu'il n'y a jamais eu d'affaire Dreyfus.

Qu'y avait-il donc ? Quel est ce drame énorme qui, pendant deux années a tenu en suspens la vie d'un grand peuple et l'attention de tous les autres ?

Le prisonnier de l'île du Diable a donné le mot de cette énigme dans une phrase qui mérite d'être retenue : « Toutes les fois, dit-il, que j'ai demandé au gouvernement d'employer les moyens d'investigation dont il dispose pour faire cesser mon martyre, il m'a été répondu : « Il y a des intérêts supérieurs au vôtre qui s'y opposent. »

Nous les connaissons aujourd'hui ces intérêts supérieurs, c'étaient : l'autorité de la chose jugée, le caractère sacramentel des formules légales, et ces termes fatidiques ne servaient cependant qu'à couvrir les fautes de ceux-ci, les faiblesses de ceux-là, les crimes de quelques-uns peut-être, et l'orgueilleuse résistance du cœur humain à jamais admettre que l'on a pu se tromper.

Le jour est proche où la vérité déjà connue sera légalement proclamée et, parmi tant de choses étonnantes en cette affaire, le plus grand objet de l'étonnement du monde sera cette longue opiniâtreté à ne pas voir la vérité et à ne pas faire la justice.

L'ÉDUCATION MORALE AU LYCÉE

I

INSUFFISANCE DES SCIENCES ET DES LETTRES

Comme tout le reste en notre siècle, l'éducation est demeurée à l'état inorganique et a souffert d'un excès d'individualisme. Par une conception demi stoïcienne et kantienne, demi luthérienne, on s'est proposé de faire « des volontés libres », de former des « consciences individuelles » ; noble projet à coup sûr et tâche nécessaire, mais aujourd'hui insuffisante. Avoir des volontés maîtresses d'elles-mêmes n'est plus assez, il faut encore leur marquer un but en dehors et en dessus d'elles-mêmes. On a trop élevé les enfants de nos écoles et les jeunes gens de nos lycées comme s'ils devaient vivre isolés (à la façon du sage antique); on leur a trop laissé ignorer la société même où ils doivent agir et dont ils doivent subir l'action; ils n'ont pas assez, selon la forte expression d'un philosophe, « le perpétuel sentiment qu'ils sont partie d'un tout ». Le mal de la France, n'est-ce pas précisément la division des esprits, soit dans l'ordre religieux, soit dans l'ordre politique et social? Si l'on met à part les partisans de l'instruction intégrale, qui nous ont paru eux-mêmes exagérer dans un autre sens, presque tous ceux qui ont récemment écrit sur l'éducation (et ils sont nombreux, tant on a le souci du malaise social) (1) en sont restés à la conception individualiste. Quelques-uns croient même que tout serait sauvé si nous devenions « Anglo-Saxons », c'est-à-dire des hommes ayant la force musculaire et l'amour du sport, la volonté énergique et l'esprit d'entreprises lointaines. Mais d'abord, espérer qu'un peuple dont la population est décroissante — et qui est au large chez lui — va essaimer à Madagascar, au Tonkin, ou même simplement en Algérie, comme essaiment les Anglais ou les Allemands à population débordante, n'est-ce point nourrir une illusion? En outre, pour rendre à la patrie sa grandeur, ne croyons pas qu'il suffise de s'en remettre simplement aux qualités des individus, fussent-sent-ils élevés à la manière anglo-saxonne. Dans nos sociétés si complexes, la force individuelle de caractère, la bonne volonté, la culture d'esprit, la vertu même ne sont plus assez; la volonté à besoin d'avoir un objet défini, une conception nette de l'œuvre et des moyens de l'accomplir. Or, cette œuvre est avant tout et de plus en plus sociale. Cherchons donc si le principal remède à nos maux n'est pas dans une éducation ayant elle-même une direction *sociale* et qu'il s'agirait de répandre universellement. C'est l'éducation, disait Rousseau « qui doit donner aux âmes la forme nationale » — disons mieux encore : la forme humaine : car la vraie éducation, selon nous, doit être la pénétration de la société entière dans l'individu.

*
* *

A ce point de vue, les Sciences et les Lettres ont une valeur éducative dont il importe de reconnaître d'abord la nécessité mais dont il faut ensuite montrer l'insuffisance. Aux époques de foi, l'étude des lettres et celle des sciences trouvaient leur complément dans les doctrines religieuse; aujourd'hui, la situation est-elle la même? Peut-être reconnaîtra-t-on que, de nos jours, ni le milieu où se trouvent les collégiens, dans les établissements secondaires, laïques ou congréganistes, ni l'instruction religieuse pour ceux qui en admettent la valeur, ni l'instruction scientifique, ni enfin l'instruction littéraire ne suffisent à éclairer les jeunes gens sur les devoirs qu'ils auront à remplir dans nos sociétés modernes.

D'abord on compte sans doute avec raison, pour l'initiation des jeunes gens à la vie sociale, sur l'éducation indirecte qu'ils peuvent se donner les uns aux autres; ne forment-ils pas une société en petit, prélude de la grande? Par malheur, il y a ici des chances pour une influence mauvaise en même temps que pour une bonne ; des adolescents qui eux-mêmes ne sont pas « élevés » pourront-il élever les autres? C'est une loi psychologique que des esprits rassemblés en plus ou moins grand nombre sympathisent surtout par les côtés inférieurs, qui sont précisément aussi les plus nombreux et les plus universels. De là, la folie des foules. Il n'est pas vrai que l'esprit saint habite toujours là où beaucoup d'hommes sont réunis. Mettez ensemble huit ou neuf cents députés, leur passion et leur aveuglement croîtront avec leur nombre; c'est un des motifs pour lesquels ce nombre devrait être diminué. A plus forte raison ne pouvez-vous compter uniquement sur les relations mutuelles des enfants ou des jeunes gens pour hausser leur caractère; ils se dépraveront parfois plus qu'ils ne se moraliseront les uns les autres, l'influence suggestive des moins bons étant plus forte que celle des meilleurs. La statistique même de la criminalité juvénile ne nous a-t-elle pas montré la perturbation générale se faisant plus manifeste chez les jeunes gens que chez les adultes? Combien d'enfants, je ne dis pas seulement du peuple, mais de la bourgeoisie et des hautes classes, dont on peut dire qu'ils sont « moralement abandonnés » !

(1) Voir, par exemple, M. Demolins, *D'où vient la supériorité des Anglo-Saxons;* — M. Dreyfus-Brisac, *l'Education nouvelle;* — M. Maurice Wolf, *l'Education nationale.*

Si l'internat a des avantages qui ont été souvent mis en lumière, il offre aussi le danger d'étouffer l'individualité de l'enfant sous l'uniformité d'une discipline moitié militaire, moitié claustrale. Dans les grandes villes, le danger ne fait que croître encore pour la jeunesse et il serait préférable de reporter les lycées d'internes au milieu de la campagne. Comment des jeunes gens résisteraient-ils au déchaînement de mauvaises mœurs et de mauvaises publications que notre police trop indulgente tolère?

Le milieu social, l'air ambiant de la famille et de la société n'est guère plus propre que le milieu scolaire ou le milieu urbain à fournir l'éducation dont le jeune Français aurait besoin. Il assiste à la mêlée scandaleuse de toutes les opinions depuis les plus généreuses jusqu'aux plus viles. Son impressionnabilité intellectuelle, sa facilité à réagir sous l'influence d'une simple idée augmente encore sur lui l'effet de la suggestion sociale. Trop peu habitué à la réflexion solitaire et patiente, prompt à sympathiser avec tout ce qu'on lui dit, il se trouve livré sans résistance à cette rose des vents intellectuelle. Il en résulte, chez beaucoup, tantôt le dilettantisme indifférent, tantôt un franc scepticisme théorique et pratique, qui, en s'accroissant, risque d'entraîner à la fin la paralysie de la volonté. La crise de la morale et celle de la moralité publique ont ainsi leur plus dangereux contre-coup chez la jeunesse.

Les plaintes relatives à l'insuffisance de l'éducation dans les établissements secondaires sont universelles. On a dirigé beaucoup de critiques, la plupart injustes, contre l'éducation dans l'Université; mais le mal existe aussi bien en dehors d'elle. Partout où des enfants et jeunes gens sont rassemblés, les inconvénients sont analogues. Les maux sont partout les mêmes et nul n'échappe aux influences d'une époque troublée, indécise entre le passé et l'avenir. Il est cependant des esprits qui se retournent vers les institutions religieuses, avec l'espoir d'y trouver le salut, sinon dans l'autre monde, auquel ils ne croient pas toujours, du moins dans celui-ci, qui les préoccupe fort. Mais l'éducation des établissements religieux est-elle plus efficace que celle des autres? L'internat libre est-il supérieur à l'internat universitaire? Pour être sûrs d'avoir ici un jugement impartial, nous devons le demander aux croyants eux-mêmes. Écoutons la *Revue du Monde catholique* du 1er mars 1897 : « C'est l'enseignement libre qui possède la moitié au moins des jeunes Français et beaucoup de personnes pensent que l'éducation morale et sociale y est meilleure. C'est une banalité et une erreur; il y a sans doute, dans les établissements libres, un grand souci de l'éducation. Mais cette éducation qui arrondit les angles des caractères, qui donne des habitudes de bon ton et de pratiques chrétiennes, pénètre-t-elle jusqu'au fond, va-t-elle jusqu'à la racine des caractères pour les transformer? Surtout munit-elle l'intelligence de principes assez largement intellectuels et assez solides pour que des jeunes gens éclairés y puissent trouver une lumière et une assiette pour toute leur vie? » Certes, les établissements secondaires chrétiens sont florissants depuis plus de quarante ans, et les catholiques leur attribuent même les progrès de la dévotion dans les classes riches; « mais la trempe du caractère a-t-elle progressé en proportion des habitudes religieuses et de la bonne conduite? » se demandent-ils. « Nos pères étaient moins vertueux et moins pratiquants; ne mettaient-ils pas au service de la société une énergie plus grande que la nôtre? Nos bons jeunes gens ne forment-ils pas ce qu'un philosophe italien a appelé de bons *passifs* plutôt que de bons actifs (1)? » L'évêque de Luçon dit à son tour : « Partout nos écoles catholiques se remplissent d'élèves. Nous disposons ainsi, grâce à Dieu, d'une force immense; mais en tirons-nous, au profit des intérêts religieux, tout le parti désirable? Il faut bien le reconnaître, les résultats, très précieux assurément, ne sont pas en rapport, autant que nous le voudrions, avec les sacrifices énormes que s'impose la générosité des catholiques (2) ». Et la cause de cet insuccès relatif, un professeur de grand séminaire la révèle quand il reproche aux éducateurs « de ne pas se mettre en peine des convictions à établir dans les *intelligences*, de ne pas se préoccuper de la bonne éducation des *esprits* ». Qu'il s'agisse des paroisses ou des collèges, n'est-ce pas là la grande lacune de l'enseignement religieux? « Il n'inspire plus les fortes *convictions*, propres à dominer toute la vie (3). »

---

(1) *Réforme sociale*. Mars 1895.

(2) *L'Éducateur apôtre*, préface.

(3) Écoutons encore, pour que l'information soit complète, d'autres témoignages des plus autorisés. — « L'instruction religieuse, dit l'organe officiel de l'Alliance des maisons d'éducation chrétienne, *l'Enseignement libre*, n'a généralement pas dans les collèges catholiques la place qui lui revient et elle ne donne pas les résultats qu'on peut en espérer. On y consacre à peine une heure de classe par semaine, et les élèves sont assez disposés à « la considérer comme une classe de repos, un temps de diversion à leurs habituelles études. » Ils y apportent « peu d'attention et de goût. » C'est une matière « qui n'est pas même mise au rang des mathématiques; le plus souvent elle ne compte pas pour le prix d'excellence. » Il est assez d'usage que « les plus forts élèves de chaque classe abandonnent et dédaignent le prix d'instruction religieuse, à peu près comme le prix de sagesse ou de diligence. » Dans *l'Université catholique*, M. l'abbé Dadolle, ancien directeur général des études du diocèse de Lyon, aujourd'hui recteur des Facultés catholiques de cette ville, après avoir constaté que la pédagogie a beaucoup changé depuis vingt ans, ajoute que « l'enseignement religieux, même dans le collège chrétien, n'a que peu profité du mouvement de réforme. » Les méthodes, ici, avaient-elles moins besoin d'être renouvelées? On ne peut le penser, quand des jeunes gens ont avoué « qu'ils savaient plus de religion à douze ans, à la fin du catéchisme de leur curé, qu'après la classe de rhétorique. Et ils avaient été

Ainsi, quelle que soit l'organisation des collèges, et là même où elle est « confessionnelle », nous trouvons toujours cet « esprit du temps » que les croyants reconnaissent peu favorable à l'ancienne foi et qui met les sociétés modernes dans l'obligation, si elles ne veulent pas se dissoudre, d'instituer sur des bases philosophiques une forte éducation de la jeunesse. Le bûcheron devant l'arbre, dit Emerson, se garde bien de frapper de bas en haut; il fait en sorte qu'à chaque coup de cognée le globe terrestre tout entier collabore avec lui et mette à son service les lois de la gravitation; l'éducateur doit se placer, lui aussi, dans la position où il peut s'appuyer « sur des forces éternelles ». Que sont ces forces, sinon la vérité et la justice, vers lesquelles gravissent l'humanité et le monde?

La crise religieuse et morale existe en Allemagne comme chez nous; en Allemagne l'enseignement est cependant resté confessionnel. Dans les écoles primaires, une loi a eu beau rendre obligatoire l'enseignement évangélique, le protestantisme prussien n'y semble avoir gagné, dit un Rapport officiel, que « des adhésions toutes formelles ».

Une instruction morale et théologique est donnée aussi dans les gymnases. Les Allemands n'admettent pas la « religion naturelle » ni la « libre pensée »; il faut suivre un « cours de religion » quelconque, et le diplôme délivré à l'élève du gymnase qui a convenablement subi sa dernière épreuve contient cette note : « Nous attestons que tel élève de confession catholique (ou de confession évangélique), est instruit dans la doctrine religieuse. » Cette instruction est donnée depuis la plus basse classe jusqu'à la plus haute, deux heures par semaine, non par un pasteur, mais par un professeur; l'action du maître est continue, réglée par des programmes formels, sanctionnée par des examens sévères. C'est la philosophie chrétienne et la morale chrétienne qui sont ainsi commentées. Mais ce fort enseignement aboutit-il aux résultats espérés? Non. Il n'est ni donné avec conviction par les maîtres ni pris au sérieux par les élèves. D'autre part, aucun enseignement de la morale universelle n'existant en Allemagne, les écoliers finissent ordinairement par n'avoir plus aucune conviction. L'esprit nationaliste envahit tout, approprie tout à ses fins, même le sentiment religieux et l'histoire religieuse. Le mot civilisation chrétienne, en Allemagne, est synonyme de civilisation germanique, au mépris de l'histoire. L'idée du christianisme ne se sépare pas de l'idée de patrie et l'on cherche dès l'enfance, a dit un de nos philosophes après un séjour en Allemagne, à « multiplier l'un par l'autre deux des instincts les plus puissants de l'âme humaine, l'instinct religieux et l'instinct patriotique (1) ». A vrai dire, c'est l'instinct patriotique qui a tout absorbé, et la religion y devient une sorte d'institution nationale, qu'on respecte pour son utilité, non pour sa vérité.

En présence de la crise morale, on a fondé récemment (en 1892) l'Association allemande pour la culture morale, qui compte plusieurs milliers d'adhérents. Comme l'*Union morale* en France et en Amérique, cette association s'est donné pour but, d'abord de rendre la moralité indépendante des confessions, reconnues de plus en plus impuissantes, puis de préparer la réforme de l'état moral par des améliorations sociales, la réforme de l'état social par des améliorations morales.

Mais tous ces efforts seront frappés d'impuissance tant que l'enseignement moral *philosophique* ne sera pas préalablement organisé dans les gymnases, en dehors de croyances qui ont perdu leur action profonde en Allemagne comme ailleurs.

*
* *

Les sciences positives, quoiqu'elles soient nos grandes bienfaitrices, peuvent-elles fournir le *fond* même de l'éducation morale et sociale, comme le soutiennent quelques-uns? Peuvent-elles, *à elles seules*, entretenir l'esprit de désintéressement nécessaire à la moralité nationale?

La valeur éducative des sciences est dans la réflexion qu'elles demandent et dans la recherche qu'elles imposent. Il est certain que la poursuite de la vérité pour la vérité moralise; mais trouve-t-on cette recherche désintéressée, sinon chez le savant qui, pour sa part, essaie d'ajouter quelque chose à la science? C'est un de nos grands hommes qui a dit que l'esprit scientifique est composé tout ensemble d'enthousiasme et de sens critique : « N'avancer rien qui ne puisse être prouvé d'une façon simple et décisive, croire que l'on a un point scientifique important, avoir la fièvre de l'annoncer, et se contraindre des journées, des semaines, parfois des années à se combattre soi-même, à s'ef-

élevés dans un petit séminaire! » M. Guibert, prêtre de Saint-Sulpice, dans son remarquable livre : *l'Educateur apôtre*, admet que les pratiques de piété subsistent sans doute dans les établissements chrétiens. — On y prie, on se confesse, on communie — encore faut-il remarquer que la pratique s'est relâchée en beaucoup d'endroits; mais on ne s'occupe guère de l'enseignement religieux et de la morale. « L'enseignement religieux, dit-il, est le plus *négligé* par les maîtres, le plus *méprisé* des élèves et le plus inaperçu dans les sanctions disciplinaires. » Déjà des professeurs éminents avaient signalé ces faits, soit dans les assemblées de *l'Alliance des maisons d'éducation chrétienne*, soit dans des ouvrages spéciaux qui ont obtenu un juste retentissement auprès des catholiques, comme celui de M. l'abbé Ch. Dementhon : *Méthode pratique d'instruction religieuse; le Directoire de l'enseignement religieux*, par le même, et beaucoup d'autres.

(1) M. Gabriel Séailles.

forcer de ruiner ses propres expériences, et ne proclamer sa découverte que quand on a épuisé toutes les hypothèses contraires, oui, c'est une tâche ardue! Mais quand, après tant d'efforts, on est enfin arrivé à la certitude, on éprouve une des plus grandes joies que puisse ressentir l'âme humaine; et la pensée que l'on contribue à l'honneur de son pays rend cette joie plus profonde encore » (1). Par malheur, cette joie n'est pas donnée à tous, et, en outre, elle n'est plus une joie purement scientifique; elle est une joie morale. C'est parce que Pasteur aimait l'humanité, non pas seulement la chimie et la physiologie, qu'il a ressenti cette grande ivresse au fond de sa conscience.

L'instruction scientifique, dans les lycées, développe le culte de la vérité pour elle-même ; sans doute, mais elle ne peut être qu'un enseignement trop passif de résultats acquis par autrui. Dès lors, les effets ne sont plus aussi sûrs. La valeur *éducative* des mathématiques, d'ailleurs trop formelles, est épuisée au bout d'une centaine de théorèmes et d'une centaine de problèmes. La géométrie n'a plus ensuite qu'une valeur instructive, par cela même plus ou moins spéciale. Si, cependant, il est juste d'attribuer aux mathématiques une part importante dans l'enseignement, c'est parce qu'elles sont l'instrument universel des sciences et que, de plus, elles obligent l'esprit à raisonner avec exactitude, à chercher et à trouver. Leur inconvénient est de n'exercer qu'un mode particulier de raisonnement, sur des abstractions, et de ne pas s'appliquer à la vie. Pareillement, la valeur éducative de la physique est épuisée après l'exposition des grandes lois et de leurs grandes applications. Et on en pourrait dire autant de toutes les sciences. Ou leur enseignement est, comme aujourd'hui, *encyclopédique*, ce qui aboutit à une surcharge désastreuse pour l'esprit; ou il est *méthodique*, c'est-à-dire restreint à ce qui est fondamental, initiateur et, en dernière analyse, philosophique; c'est seulement sous cette forme qu'il pourrait avoir une valeur éducative. Aussi notre enseignement *secondaire* scientifique, ne forme-t-il souvent que des esprits *primaires*, d'heureuse mémoire peut-être, de jugement peu exercé et peu délicat, sans grande finesse comme sans grande robustesse : ils sont restés trop réceptifs, trop uniquement occupés à inscrire dans leur tête, comme en un memento, les interminables notions qu'on a fait défiler devant eux; fragments sans lien de mathématiques, de physique, chimie, botanique, zoologie, etc. Ils sont comme des spectateurs de cinématographe, auxquels on demanderait un résumé de toutes les scènes incohérentes qu'ils ont vues passer sous leurs yeux. *Apprendre* les sciences, les recevoir toutes faites et les loger dans sa mémoire, ce n'est pas faire œuvre d'intelligence active et personnelle. Là est aujourd'hui le grand écueil pour notre enseignement antiscientifique des sciences.

Auguste Comte avait une autre conception. Il distingue avec raison les sciences fondamentales, qui nous révèlent les lois mères, applicables à toutes choses, et les sciences secondaires, plus ou moins descriptives et historiques. Mathématiques, astronomie, physique, chimie générale, biologie générale, sociologie, voilà les grandes sciences qui servent de base à tout le reste. Ce sont celles qu'il faudrait enseigner dans leurs principes, d'une manière systématique, de façon à en dégager une conception de l'univers. Aujourd'hui les sciences qu'on enseigne aux élèves ne forment pas un tout; elles restent à l'état de membres disjoints. Or toute véritable instruction, au lieu de disperser les idées et, du même coup, les esprits, doit les ramener à l'unité. A ce prix seulement elle devient une éducation. Descartes avait raison de croire que l'unité de l'intelligence et l'unité de la science se correspondent, que l'éducation doit réaliser l'une par l'autre cette double unité. Il aurait pu ajouter que l'unité de chaque esprit étant une fois obtenue, l'unité des divers esprits en résulte, ce qui assure l'unité nationale et humaine.

Auguste Comte reprit la même conception pédagogique que Descartes, avec un sentiment plus profond encore de la hiérarchie didactique des sciences. Il définit l'enseignement : la culture méthodique de la totalité des facultés de l'intelligence par le moyen de l'universalité des sciences; il veut des hommes « complets », non des machines plus ou moins bien construites. Trois cent soixante leçons réparties en sept années, de treize à vingt ans, et portant successivement sur les sept diverses sciences de la hiérarchie : mathématiques, astronomie, physique, chimie biologie, sociologie, morale, telle est l'idée fondamentale d'Auguste Comte, qui fait ainsi appel à toutes les sciences pour développer tout l'esprit (1). Gardons-nous de confondre cet enseignement systématique et philosophique des grands principes d'où découlent les diverses sciences avec les excursions sans règle et sans but que l'on impose aujourd'hui aux élèves à travers le chaos des sciences particulières. C'est une forte *discipline* scientifique qu'il faut établir, non une encyclopédie superficielle de connaissances sans rapports. L'esprit scientifique est plus important à acquérir que n'importe quelle notion scientifique, et il est lui-même la naturelle introduction à l'esprit philosophique.

(1) Pasteur, *Inauguration de l'Institut Pasteur*, 14 novembre 1888.

(1) Voir M. Bertrand, *l'Éducation intégrale*.

De plus, les sciences ne sont pas seulement mathématiques, physiques et naturelles; elle sont encore, elles sont surtout morales et sociales. Les sciences mathématiques, physiques et naturelles, même quand elles seront enseignées selon une méthode supérieure de coordination philosophique, conserveront encore, au point de vue éducatif, une valeur plus intellectuelle que morale. La physique et la géologie ne contribuent guère à la culture du sentiment. Quant à la « volonté » dont on nous parle tant aujourd'hui, il semble qu'elle se développe là où on fait effort personnel, en vue d'un but moral ou social; or on ne voit pas que l'étude particulière et isolée de la minéralogie ou de la zoologie fasse des volontés, et des volontés droites. « Le savoir est pouvoir », a dit Bacon; mais, si notre culture scientifique développe l'idée du pouvoir, elle ne développe pas celle du devoir, surtout du devoir social. C'est pourquoi on a pu dire que souvent elle « inspire l'ambition plutôt que la bonté (1) ». Les sciences particulières ne se posent d'ailleurs à elles-mêmes aucune fin, ni morale, ni sociale. Aussi demeurent-elles, selon l'expression de Socrate, « ambiguës » et à double effet. Si c'est une contradiction d'avoir soif de la vérité pure et de chercher à tromper autrui, il n'est nullement contradictoire « d'apprendre la chimie pour empoisonner quelqu'un »; tout dépend donc de l'usage qu'on fera des sciences. Cet usage, à son tour, dépend du but que l'on aura proposé à sa vie entière ou, pour mieux dire, à toute vie humaine. Or les sciences positives aujourd'hui enseignées dans nos collèges — j'entends les sciences mathématiques, physiques, naturelles — ne nous apprennent absolument rien sur la société où nous devons vivre et peuvent même nous donner à son sujet les idées les plus fausses. Traiter les questions morales et sociales *more geometrico* est absurde, mais les traiter, comme font trop de savants, *more biologico*, est presque aussi absurde. La seconde moitié de ce siècle n'en a fourni que trop d'exemples.

Il faut donc recourir désormais aux sciences morales et sociales et les charger de fournir ce qui est la fin même des autres sciences. Elles seules peuvent, à la synthèse objective, ajouter ce que Comte appelait la synthèse subjective, c'est-à-dire morale et sociale. Il est incroyable que le pays qui a vu naître Descartes et Auguste Comte, qui a reçu d'eux la plus haute des conceptions de la science et de l'enseignement scientifique, n'ait pas encore fait un effort sérieux pour transporter cette conception dans ses lycées et ses universités. Ce serait pourtant là une œuvre originale et vraiment nationale en même temps qu'humaine.

(1) Prins, *l'Organisation de la Liberté*.

*
* *

L'enseignement des lettres a l'ambition très justifiée d'être éducateur et moralisateur par lui-même, mais il est resté, lui aussi, à l'état inorganique. Assurément une version latine, une composition littéraire, morale, philosophique, développe beaucoup plus l'esprit et le cœur qu'une rédaction d'histoire naturelle ou de physique, et même qu'une recherche de géométrie. Les exercices de traduction écrite ou orale et les exercices de composition fortifient et assouplissent l'intelligence; car force et souplesse ne s'acquièrent que par l'effort personnel et l'initiative. Sur le sentiment et sur la volonté, comme sur l'intelligence, l'étude des lettres exerce une action lente, mais sûre, par le sens du beau que cette étude développe, par les idées générales et généreuses qu'elle éveille, par la grande tradition historique qu'elle entretient, par la solidarité qu'elle établit entre les générations, par l'espèce d'atmosphère supérieure dont elle entoure les jeunes esprits et par les perspectives qu'elle leur ouvre de toutes parts. « Ce n'est jamais en vain, dit le proverbe arabe, qu'on a erré sous les palmiers. »

Les études classiques ont toujours eu l'honneur d'être en suspicion auprès des despotismes, que ce soit celui d'un seul ou celui de la foule. Où se montrèrent, sous l'Empire, la moralité fière, l'indépendance, le courage, la résistance à la tyrannie, le mépris de la servilité et de la bassesse? N'est-ce pas surtout chez les universitaires et chez les élèves de l'Université qui avaient reçu l'éducation classique? Tant il est vrai que c'est bien là une « éducation », et qu'on ne peut y substituer l'étude des sciences diverses qui forme des savants et des praticiens, mais ne forme guère des hommes et des citoyens. Il y a dans les études classiques un souffle de liberté et de libéralisme, de civisme et de patriotisme, qui n'est spécialement nulle part et est partout, qui reste dans l'âme comme une force latente des jeunes gens. Alors que le latin, le grec, l'histoire grecque et romaine ont disparu de la mémoire, vous cherchez ce qui demeure, et vous n'apercevez rien de distinct; vous oubliez de vous demander si l'âme n'a pas été tout entière haussée et agrandie. Et de là vient que beaucoup répètent aveuglément : à quoi cela sert-il? ou : qu'est-ce que cela prouve? — Cela sert, répondrons-nous, à développer un certain « esprit, qui ne se démontre pas, mais se sent. » S'il y a bien un esprit jésuitique, fruit de certaine éducation, comment n'y aurait-il pas un esprit universitaire? S'il y a bien un esprit clérical, comment n'y aurait-il pas un esprit laïque et libéral?

Mais il y a dans l'étude des lettres, si profitable qu'elle soit, un écueil à éviter. Les partisans des an-

ciennes études classiques, et notamment de l'ancienne rhétorique, avaient fini par prendre pour mesure de la culture la virtuosité littéraire et oratoire, l'art de pérorer sur toutes choses sans rien connaître; ils aboutissaient ainsi à une éducation formelle, où le contenant était presque tout et où le contenu n'était presque rien. A l'autre extrême, par réaction, se sont placés les réalistes. Leur idéal, c'est le savoir matériel, extérieur à l'esprit. Apprendre des *choses*, et encore des *choses!* La nature de telle roche, les espèces de tel genre de fleurs, la date, le titre et la table des ouvrages de tel écrivain du xve siècle, la disposition des corps d'armée dans telle bataille, la configuration de telle chaîne de montagnes américaine, — à la bonne heure, voilà des choses! Ce n'est pas sans raison qu'on a nommé ces hommes des *chosistes!* L'esprit est pour eux comme un magasin où il faut entasser meubles, bibelots, objets d'utilité et d'inutilité. Les Allemands ont fini par protester eux-mêmes contre le réalisme de leurs écoles *réelles*, qui avaient pris pour devise : *res non verba*, comme si la littérature, la philosophie et la morale n'étaient que des mots!

Il faut d'ailleurs reconnaître que les partisans des écoles réelles en Allemagne s'étaient opposés surtout aux *philologues*, qui avaient fini par ne plus voir en effet dans les langues anciennes que des mots et des formes à étudier. Ce sont ces philologues, dont l'Allemagne même a fini par secouer la suprématie, que nos prétendus réformateurs français sont allés récemment chercher comme modèles dans leurs programmes et méthodes d'enseignement. Envahies par la philologie, la métrique, l'histoire des littératures, etc., les classes de lettres se sont changées elles-mêmes en classes de sciences — mais de quelles sciences! — Les plus vaines de toutes et les moins scientifiques, celles qui prennent précisément pour matière des formes de langage ou de style et qui traitent les mots comme des choses à étudier pour elles-mêmes!

Entre les choses et les mots, au-dessus de l'un et de l'autre, n'y a-t-il donc pas les idées, avec les sentiments qu'elles enveloppent et qui, agissant sur la volonté, en font des « forces? » Et le vrai centre de l'enseignement n'est-il pas là? Certes, il n'y a pas d'idées sans objet et il faut à l'esprit des réalités pour qu'il s'y appuie et s'y applique ; mais il y a des réalités aussi, et très importantes, dans le domaine moral et social; ces choses valent bien les diverses espèces de minéraux ou de plantes. L'éducateur a donc, selon nous, une position à prendre au-dessus des humanistes tout attachés à la forme et des utilitaires tout attachés à la matière de l'enseignement : il doit considérer l'esprit même à former et la société où cet esprit vivra en communauté avec d'autres esprits.

Dès lors, l'étude des « belles-lettres », qui pouvait jadis, faire les « honnêtes gens », suffit-elle pour faire aujourd'hui les « gens honnêtes » dans toute la plénitude du mot, surtout les citoyens vraiment *éclairés* dont a besoin la France actuelle? Non, la simple culture d'esprit ne saurait, à elle seule, nous tracer aujourd'hui nos obligations; il y faut ajouter des notions exactes. A mesure que la nation française est davantage livrée à elle-même, à mesure que la partie éclairée de notre démocratie est obligée non pas seulement à la résistance, comme sous l'Empire, mais à l'action positive et à des réformes déterminées, le simple esprit de libéralisme ne suffit plus.

La moralité un peu vague et diffuse qui se détache de l'étude des auteurs classiques, quelque précieuse qu'elle soit, n'est plus assez dans un monde en voie de transformation, où les relations sociales, économiques, politiques, deviennent de plus en plus nombreuses et de plus en plus compliquées. Cette complexité rend nécessaire, à nos yeux, une connaissance de plus en plus objective des relations sociales modernes, et nous ne pensons pas que les nobles sentiments, si indispensables qu'ils soient, puissent aujourd'hui remplacer des idées précises.« L'atomisme moral et social », par exemple, si répandu de nos jours, peut et doit se réfuter, et si vous n'en faites pas comprendre la fausseté aux jeunes gens, l'égoïsme naturel s'y attachera en y croyant trouver sa justification. De même on aura grand'peine à tirer une moralité de l'histoire, à moins qu'on ne fasse, à propos de l'histoire, de la sociologie élémentaire, c'est-à-dire qu'on en dégage des lois et des exemples de statique et de dynamique sociales.

En un mot pour fournir à la jeunesse des idées directrices, on ne peut compter uniquement sur la vertu éducatrice des lettres, de l'histoire, de la physique et des mathématiques; ce serait là se faire illusion; ce serait, comme disait Pascal, se crever agréablement les yeux. Du moment où la France, devançant les autres nations à ses risques et périls, renonce, par la force même des choses, à l'organisation *religieuse* de l'enseignement, elle doit avoir recours à l'organisation philosophique et sociologique; il n'y a pas de milieu. Ou, du moins, le seul milieu est de tout laisser à l'état chaotique, amorphe, inarticulé, sans direction, sans impulsion supérieure, sans but final : ici un fragment de chimie, là un fragment de physiologie, ailleurs un morceau de mathématiques, le tout mêlé à du latin, à de l'allemand ou à de l'anglais, avec addition d'un peu d'histoire sans règle et d'une géographie ou tout est dans tout, mais au hasard. Le résultat de cette instruction multicolore et multiforme, amas de faits aveugles, de dates muettes de lois boiteuses et mal comprises, nous le

connaissons, nous en jouissons ; l'anarchie de l'enseignement menace de produire l'anarchie intellectuelle, non seulement en France, mais dans tous les pays, non seulement dans l'enseignement laïque, mais dans l'enseignement confessionnel, quelle que soit la confession, catholique, protestante ou israélite : nous sommes tous et partout en présence des mêmes maux dus à la même ignorance foncière, dans des sociétés où la foi religieuse est trop peu solide pour fournir des principes à la pensée moderne et à l'activité moderne.

C'est donc contre l'ignorance que nous avons à lutter. En vain les « professeurs d'énergie » qui s'érigent aujourd'hui en réformateurs nous diront : « Si savoir est beaucoup, vouloir est davantage ». Sans doute, mais comment vouloir sans savoir quoi ? Ne séparez point ce qui est uni : la volonté implique un sentiment dominateur et tout sentiment enveloppe une idée. Chaque idée est une ouverture vers un ou plusieurs sentiments de l'âme humaine, et plus l'idée est complexe, plus est complexe aussi la combinaison de sentiments qu'elle rend possible. La plus vive sensibilité sans les idées est aussi muette, la plus forte volonté, anglo-saxonne, germanique, latine ou slave est aussi impuissante qu'un riche clavier d'orgue sans les doigts qui, en abaissant les touches, ouvrent au souffle des voies déterminées et produisent les harmonies.

On se plaint avec raison de ce que, dans nos sociétés en travail, autant nous manquons de « caractères » autant nous sommes encombrés de « personnages », et un moraliste a défini le personnage la caricature du caractère. Mais, ajouterons-nous, ce qui fait le caractère, est-ce seulement, comme on tend aujourd'hui à le croire, la simple énergie, indépendamment de son point d'application ? N'est-ce pas surtout, outre la force de la volonté, la force de la conviction, sans laquelle on ne peut vouloir qu'à vide ? Et ces deux forces ne doivent-elles pas réagir l'une sur l'autre ? Le seul moyen de donner aux volontés cette fixité, cette unité de direction sans laquelle il n'y a point de caractère véritable, c'est donc une conviction raisonnée et raisonnable sur la valeur, le sens et l'emploi de la vie.

En outre, le déploiement individuel du caractère n'est qu'une condition préalable de l'action en commun, qui est aujourd'hui l'action la plus efficace. Les forces individuelles, abandonnées à leur libre jeu, ne peuvent se coordonner elles-mêmes qu'avec une extrême lenteur, au prix de frottements et de chocs qui sont une perte de force vive. L'énergie *morale* elle-même demeure trop souvent impuissante lorsqu'elle n'est pas astreinte à un objet précis, à une fin clairement déterminée, qui est une idée régulatrice. C'est cette fin même qui change la volonté en discipline intérieure. Il faut y ajouter, selon la remarque de M. Boutroux, une discipline extérieure et sociale qui donne une forme et un corps aux idées, qui les réalise d'abord dans des programmes et formules d'action, puis dans des lois et des institutions positives. Ce n'est donc pas sans raison qu'à ceux qui demandent aujourd'hui des « hommes », un philosophe a répondu : « Des hommes et des idées. »

Dans une prochaine étude, nous aurons à rechercher comment les idées directrices peuvent être introduites dans l'enseignement par les sciences philosophiques, morales et sociales. Dès aujourd'hui, nous avons le droit de conclure qu'il est impossible, surtout dans notre pays, d'espérer la pratique volontaire du mieux en l'absence de toute conviction intellectuelle. « Ceux qui prétendent se passer de la théorie, a dit Royer-Collard, avouent par cela même qu'ils agissent sans savoir ce qu'ils font et parlent sans savoir ce qu'ils disent. » C'est un mot d'inspiration profondément française et de vérité humaine. Et n'est-ce pas aussi notre Pascal qui avait dit déjà : « Travaillons à bien penser, voilà le principe de la morale ! » C'est aussi le principe de toute réforme sociale et politique.

ALFRED FOUILLÉE.
de l'Institut.

(*A suivre.*)

LE SUPPLICE DU SILENCE (1)

Roman.

III

Madame veuve Le Pauffier a l'honneur de vous faire part du mariage de sa petite-fille, Mademoiselle Gabrielle Nantoy avec Monsieur Tony Degroux, professeur à l'École des Etudes politiques, chevalier de la Légion d'honneur,

Et vous prie d'assister etc. etc.

La réception de ce billet ne causa aucun étonnement parmi les amis et relations de Gabrielle. Il était tout naturel, en effet, que cette jeune fille, jolie et riche, s'offrît le luxe d'un mari occupant une situation brillante. Ce fut même un bon point à son actif, et les mères pauvres lui surent gré d'avoir ainsi laissé dans la circulation les fils à papa fortement rentés, qui, de la sorte — elles en conservaient du moins l'espoir — pourraient s'éprendre en tout désintéressement des charmes de leur enfant.

(1) Reproduction et traduction interdites. Voir la *Revue* du 1er juin 1899.

Par contre, l'effet fut tout autre dans les milieux universitaires. On la tenait donc enfin cette raison d'une si extraordinaire métamorphose!

Degroux les avait-il assez intrigués tous, maîtres, collègues et élèves, depuis ce jour fameux où il était apparu à son cours peigné, cravaté, habillé enfin! On se regardait, on chuchotait : « Qu'est-ce qui se passe? » Et les auditeurs habituels s'étaient comptés, cherchant, parmi les figures nouvelles, la cause féminine probable d'une pareille transformation. Mais rien... pas un indice... pas même, comme il arrivait généralement avec Darbonval, de ces coups d'œil significatifs lancés par le professeur dans un coin de la salle, et recueillis avec un sourire satisfait par une petite femme élégante qui, pour rendre à son tour la politesse, fait craquer ses gants à force d'applaudir.

Et ces réflexions qui avaient suivi à la sortie du cours!

— On nous a changé notre Degroux!

— Il faut savoir!

Des paris s'étaient engagés.

— A deux, la femme du monde!

— A dix, la petite brune assise au premier rang!

Mais les étonnements de la première heure devaient se changer en curiosité exaspérée quand on sut que Degroux avait été lui-même solliciter chez le ministre la croix de la Légion d'honneur.

Et on se rappelait naturellement la réponse — passée maintenant à l'état de mot historique — qu'il avait faite, trois ans auparavant, à un précédent grand-maître de l'Université :

— Oh! Monsieur le Ministre, combien j'aimerais mieux un petit crédit supplémentaire pour notre bibliothèque! J'ai des étudiants qui regardent à s'acheter des livres... Tandis que la croix pour moi... c'est à peu près comme si vous offriez un bon cigare à quelqu'un qui ne fume pas.

Quel changement! Et pas seulement dans le caractère de l'homme, mais dans ses allures, sa mise, son nom même! Tony! Ah! ça, c'était le bouquet! Et Darbonval en ferait sûrement une maladie, lui qui traînait encore, sans avoir réussi à l'édulcorer, son fâcheux prénom de Joseph!

La période du voyage de noces fut pour le jeune couple comme un conte de fée. Gabrielle s'intéressait au pittoresque et à la variété des sites qu'elle traversait, s'amusait de jouer à la dame, trouvait délicieux de se laisser adorer. Quant à Antoine, il marchait d'étonnements en extases, aussi naïf, plus naïf même que sa femme devant tout ce nouveau côté de l'existence qui se révélait à lui. Cette créature pleine de gaieté, d'entrain, de caprices enfantins qu'il avait auprès de lui, lui communiquait des ardeurs gamines dont il était tout surpris; le rire qu'elle faisait sonner à ses oreilles lui semblait la plus jolie des musiques, et rien que pour le susciter il se découvrait capable de mille folies.

Accoutumé, jusqu'ici, à tirer de son propre fonds toute réflexion, à vivre dans sa tour d'ivoire, enfermé avec des formules et des lois essentielles, il s'amusait pour la première fois à se servir de ses yeux comme d'une aide pour la pensée. Il se découvrait de nouvelles facultés. Une foule de remarques venaient à son esprit qu'il eût été incapable de faire auparavant. Un coin du ciel, une étoffe drapée, une démarche gracieuse, suffisait à lui amener une impression. C'était comme un élargissement de tout son être. On venait de percer des portes dans son entendement. Et la lumière y entrait avec le son, l'odeur enfin tout ce qui peut égayer, charmer, enivrer.

Antoine et Gabrielle durent malheureusement revenir plus tôt qu'ils n'avaient pensé afin de pouvoir embrasser les Saumaize, obligés, par suite d'une mauvaise bronchite survenue à Edgard, de partir précipitamment pour Cannes. Impression de tristesse qui décolora un peu la joie qu'ils s'étaient promise de cette entrée dans la jolie bonbonnière qui les attendait.

Heureusement les préoccupations d'une installation dans laquelle rien ne devait être laissé au hasard détourna assez vite le cours de ces idées et Antoine, afin de ramener sur les lèvres de sa femme ce sourire qu'il aimait tant, multiplia pour elle les distractions de toutes sortes.

— Eh bien, Tony, peut-on savoir ce que tu fais là-bas, tout seul, dans cette poussière? N'oublie pas que nous devons aller voir cette fameuse console Louis XV dont le tapissier nous a parlé.

— Comment? Tout de suite? Tu veux?

— Oui. Pourquoi pas?

— C'est que je me préparais justement à mettre un peu d'ordre dans mes papiers et dans mes livres. Tout est encore dans un tel bouleversement. C'est au point que si j'avais seulement à écrire quatre lignes un peu documentées...

— Mais comme tu n'as pas à écrire quatre lignes documentées, car je n'imagine pas que tous les vilains socialistes d'auteurs te soient nécessaires pour répondre à Mme des Fontis que nous acceptons son dîner pour le 20...

— Ah! nous acceptons?

— Cela t'ennuie?

— Moi! Tu es folle! Mais je ne demande qu'à y aller chez Mme des Fontis! Chez elle comme chez les autres, d'ailleurs. Enfin partout où ma Gabrielle pourra trouver l'occasion de se faire admirer!

Il lui avait pris les mains et la regardait comme en extase.

— Vrai? Monsieur est fier de sa femme?

— Oui, fier... jusqu'à l'exaltation!

— Alors, va... Trois mots sur une carte. Pendant ce temps-là je vais changer de robe et mettre mon chapeau.

Elle sortit et Tony passa dans la pièce destinée à lui servir de cabinet de travail, afin de griffonner la réponse à l'invitation reçue. Sur la table devant laquelle il s'était assis, son ancienne table qu'il avait tenu à conserver, une vingtaine de petits cartons s'étalaient : « M. et Mme vous prient... dîner à neuf heures et demie »; — « M. et Mme vous prient... tasse de thé »; — « M. et Mme vous prient... dans leur loge à l'Opéra ». Toute la série des différentes formules se trouvait là au grand complet. Tony, son enveloppe écrite, en attendant que sa femme vînt le chercher, se mit à les relire les unes après les autres, s'essayant à retrouver quelques-unes de ses impressions de la veille et des jours d'avant. — « Oui, c'est bien ça, pour aller chez Mme Dardanne, le 12, Gabrielle avait mis sa robe bleu foncé qui lui va si bien. Et chez les Courbon? Qu'est-ce donc qui nous à tant fait rire, le 15, chez les Courbon? Oui... oui... j'y suis... Ce vieux général qui nous racontait à table des histoires si risquées... » Et il continuait, ne trouvant rien de mieux pour tuer le temps que ce petit jeu mnémotechnique. Ne songeant même pas, lui, le grand abatteur de besogne, l'homme qui autrefois n'était pas resté cinq minutes sans occuper son esprit, qu'il avait devant lui, étalés par terre ou sur les meubles, trois mille ouvrages où il pouvait puiser.

Si même, la force de l'habitude aidant, il avait jeté un regard sur le premier volume à portée de sa main, sa pensée, peut-être, ne s'y fût pas appliquée.

Transformation étrange et à laquelle ses amis les plus intimes ne comprenaient rien.

Il ne s'était pas dit : « Pendant vingt ans de ma vie je n'ai pas eu d'autre objectif que la science, d'autre horizon que mon cabinet de travail. Eh bien, dès à présent, en l'honneur de mon mariage, je me donne congé pendant quelques semaines, congé bien gagné après tout! » Non... Malgré lui et sans qu'il pût s'en rendre compte, une sorte de paresse avait peu à peu envahi son esprit. Et cela était si vrai que, tout d'abord, dans la crainte de ne savoir comment remplir quelques heures vides pendant son voyage de noces, il avait glissé une dizaine de livres dans le fond de sa malle, et ces livres y étaient restés.

Pourtant, en général, pendant une partie de la matinée, il demeurait séparé de Gabrielle, longue à se coiffer et à s'habiller; et ses amis, les vieux philosophes, auraient pu lui tenir compagnie. Mais encore tout remué des extases de la veille, il ne se sentait pas le courage de distraire sa pensée de pareils souvenirs, et il s'abîmait dans de vagues rêveries. Puis, la jeune femme entrait. Alors, devant ce clair regard, ce sourire, tout ce parfum de grâce qu'exhalait sa personne, il ne pensait qu'à la joie de posséder une si adorable créature.

Gabrielle revint, en chapeau, gantée.

— Je t'ai fait attendre. Tu as dû t'ennuyer, là, tout seul?

— Non; je pensais à toi.

Ce mot aimable lui fit plaisir, mais ni plus ni moins qu'un compliment sur sa toilette; trop peu sérieuse qu'elle était au fond pour songer, comme eussent fait tant d'autres, à s'enorgueillir de sa domination souveraine et absorbante sur cette âme de savant et sans remarquer même que parmi tous ces livres épars — rivaux à craindre pourtant — aucun n'avait été ouvert.

— Allons! Partons-nous?

Arrivée dans l'antichambre, elle s'arrêta : « A propos, qu'est-ce que nous faisons ce soir? »

— Je ne sais pas... Nous ne sommes donc invités nulle part?

— Non... par hasard.

— Alors, si je t'emmenais au théâtre? On dit que la pièce de Bisson, au Palais-Royal, est très amusante... Et nous dînerons au restaurant.

— Ah! que tu es gentil! C'est ça... au Palais-Royal!

Et elle l'entraîna.

IV

M. et Mme Degroux étaient rentrés à Paris depuis plus de trois mois déjà, complètement installés et dans l'appartement le mieux fait pour l'intimité. Pas un seul soir pourtant, depuis leur retour, ils n'avaient encore trouvé le moyen de rester chez eux. L'idée ne leur venait pas qu'on pût refuser une invitation. — Si, par hasard, une soirée de liberté leur était laissée... Vite, ils louaient des places pour quelque théâtre.

Tony (il avait fini par oublier totalement son ancien nom d'Antoine) commençait pourtant à se reprendre. Jeté à corps perdu dans la mêlée mondaine, fier de produire sa femme, il avait pu, pendant un temps donné, s'étourdir jusqu'à perdre toute habitude de travail et même de réflexion; mais ce n'était là qu'un état passager, une crise du cerveau, et l'intellectuel opiniâtre d'autrefois devait reparaître à la première occasion.

Déjà, en rangeant sa bibliothèque, il avait senti remonter doucement en lui son ancienne tendresse pour ses livres; et tenant par hasard en main un vieil Hegel, dont la reliure, autrefois gaufrée, s'était faite lisse au contact de ses doigts, il n'avait pu

s'empêcher d'en relire quelques passages avec un réel recueillement, mélange de plaisir et de reconnaissance. Ce soir-là, si le jeune couple n'avait pas été attendu à dîner, un grand dîner pour lequel Gabrielle s'était fait faire une robe neuve, peut-être, au lieu d'aller au Gymnase ou ailleurs, fût-on resté à la maison. En tout cas, Tony eût hasardé une proposition en ce sens. Mais sous quel prétexte se décommander au dernier moment... surtout quand Gabrielle s'était montrée si satisfaite de sa robe essayée le matin même?...

On était donc sorti comme d'habitude. Pourtant, malgré l'éclat de la fête, Tony s'était senti moins en train que de coutume. Il eut conscience — pour la première fois — de se trouver comme dans une sorte de mascarade, et quand, au retour, Gabrielle, encore toute fiévreuse d'animation et heureuse de son succès, lui dit : « Je ne me suis jamais tant amusée que ce soir... Et toi? » ce fut sans enthousiasme qu'il acquiesça.

Les petits cartons continuaient à pleuvoir cependant. Aussi Tony les accueillait-il plus froidement. « Encore », faisait-il, mais un « encore » si peu accusé qu'il eût fallu à Gabrielle une véritable faculté de pénétration pour deviner la secrète pensée de son mari.

Où, d'ailleurs, quand et comment cette petite âme de grelot aurait-elle appris à deviner, même à réfléchir?

Toute jeune, quand elle perdit ses parents, elle ne pouvait encore mesurer l'étendue de cette perte et de cette première douleur qui chez tant d'autres laisse un perpétuel assombrissement, elle ne gardait que le souvenir d'une petite robe noire qu'on lui avait passée comme un déguisement. A la pension, où les dames directrices tenaient à ce qu'elle se plût, afin de l'y garder le plus longtemps possible, car elle payait largement, on la traitait comme une petite reine. Sortie de là, à dix-sept ans, elle s'était retrouvée chez sa grand'mère, uniquement pour y faire ses trente-six volontés. Puis le monde s'était offert à elle. Il avait suffi qu'elle y parût pour s'y voir choyée, complimentée, adulée. Et lorsque le mari — vision terrifiante de l'être dominateur — s'était enfin présenté, voilà qu'elle n'avait eu devant elle qu'un brave garçon attendri, tout de suite prêt à se soumettre en esclave.

Il fallait même qu'elle fût d'une heureuse nature pour avoir ramassé au hasard des lectures frivoles et des papotages de salon des notions de franchise et de droiture. Les seules paroles sérieuses, éducatrices, qu'il lui avait été donné d'entendre venaient de Marthe. Celle-ci avait cru deviner, sous le voile de frivolité qui recouvrait le caractère de son amie, une étoffe plus solide dont la jeune fille ne soupçonnait pas elle-même la qualité. Mais c'était une influence persistante qu'il aurait fallu pour mettre en valeur ces facultés latentes de raison et de jugement qui, s'ajoutant aux charmes extérieurs de Gabrielle, devaient en faire une créature d'élite. Un mari seul pouvait mener à bien cette tâche, et la personne d'Antoine, par son caractère, sa situation, ses principes d'existence, semblait désignée pour la remplir. Aussi Mme Saumaize s'était elle applaudie en constatant l'élan spontané des deux jeunes gens l'un vers l'autre, sachant un gré infini à Gabrielle de justifier ainsi l'idée qu'elle s'était faite de son intelligence, en acceptant de s'unir à un savant de préférence à quelque mondain dont le genre de vie devait paraître plus brillant ou plus distrayant tout au moins.

Si pourtant, au lieu de partir précipitamment pour le Midi, Mme Saumaize, continuant à habiter Paris, avait pu suivre de près son amie dans sa nouvelle existence, peut-être se fût-elle rendu compte que décidément la jeune Mme Degroux n'avait pas envisagé la situation sous son jour véritable et n'avait pas attribué au mot savant son sens exact et complet. Savant, avait dit Marthe. Et Gabrielle de traduire tout naturellement : personnage en vue, distinction, flatterie d'amour-propre : tels ces gens qui, s'arrêtant à la devanture d'un bijoutier pour admirer une montre, ne songent pas qu'avant de revêtir cette forme définitive, l'objet a dû passer par l'atelier. C'est à l'atelier que Marthe aurait dû conduire Gabrielle, là où chaque rouage nécessite un travail spécial, où une petite tige d'acier qu'on ne voit pas, et qui pourtant est indispensable au mouvement, a été limée et relimée des heures entières. Peut-être alors, devant ces tâches absorbantes et ingrates, la jeune fille se serait-elle montrée moins enthousiaste?

Il faut dire aussi que Marthe, en passant la main à Antoine pour compléter cette éducation à peine commencée, avait compté sur l'influence du professeur. Était-il admissible qu'un tel homme n'imprimât pas bientôt sa marque personnelle sur cet esprit encore à peine formé? Si épris qu'il fût de sa femme, si résolu à satisfaire tous ses caprices, Antoine saurait mettre jusque dans ses obéissances des apparences d'autorité, et les entretiens les plus frivoles, par la nature même de l'un des interlocuteurs, se hausseraient vite à un niveau sérieux. Or le contraire, précisément, s'était produit. Degroux ne s'était jamais figuré que son austère métier fût pour quelque chose dans la sympathie qu'il inspirait. Ce n'était pas pour son titre de savant, mais malgré son titre de savant qu'on l'épousait. Aussi tous ses efforts devaient-ils tendre, au commencement tout au moins, pour ne pas effrayer la jeune fille, à lui faire oublier ce qui, selon elle, pouvait être considéré chez lui comme une infériorité. A quoi, en effet, pouvait lui servir,

pour son nouveau rôle de mari, cet amoncellement de faits et de doctrines dont sa tête était bourrée ? Et comme, le soir de son voyage de noces notamment, il eût troqué avec joie le résultat de ses dix dernières années d'études contre le maniement aisé de quelques phrases destinées à agir sur l'imagination de la jeune épousée. Il écoutait, pour les retenir, les mots que lançaient en sa présence les professionnels du flirt. Il guettait, pour les copier, leurs gestes, leurs attitudes, leurs regards. Quelle faute! Ou plutôt quelle ignorance de ses propres ressources! Si, bravement, quittant la vallée bruyante où ils s'étaient rencontrés, Tony avait tout de suite emporté sa femme sur les hauteurs tranquilles où s'élevait son propre domaine, sans doute elle eût paru désorientée au premier moment. Mais bientôt, sous la conduite de son mari qui l'eût menée chaque jour par des chemins différents, elle aurait fini par goûter le charme de ces sites plus âpres où la nature parle directement à l'âme, où la pensée se recueille, et de son cœur fut montée vers ce guide averti une reconnaissance exaltée.

Au lieu de cela, il était resté avec elle dans cette contrée qu'il n'avait jamais parcourue. Dépaysé par suite, gauche vis-à-vis d'elle, obligé souvent de lui demander la route à suivre, forcé parfois de revenir sur ses pas quand il s'aventurait sans sa permission. Petit garçon, en un mot.

Si, du moins, il avait su, grâce à la passion dont il se sentait animé, provoquer chez Gabrielle un de ces bouleversements physiques qui font d'une femme la serve de son mari. Mais rien de tel. De semblables succès ne pouvaient venir à un garçon si docile, si timide, et dont la fougue même n'allait pas sans une nuance de respect attendri. Aussi Mme Degroux s'en tenait-elle envers son mari à une affection sincère, mais qui n'avait, à aucun moment, revêtu le moindre caractère d'affolement ou seulement de trouble. Même elle s'était parfois demandé, une fois fixée sur certaines de ces choses qui, jeune fille, l'avaient tant intriguée, pourquoi les romanciers altéraient à ce point la vérité. Et quand elle lisait que, par amour, une femme avait trahi, volé ou tué, elle ne comprenait pas et d'ailleurs ne cherchait pas à comprendre.

V

Tony, cependant, était résolu à enrayer. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de rompre tout commerce avec le monde. En privant radicalement Gabrielle de ces plaisirs qu'elle semblait tant aimer, il aurait cru manquer à l'engagement qu'il avait pris de se consacrer à son bonheur. Mais ne pourrait-il obtenir qu'elle apportât une certaine mesure dans la jouissance de ces plaisirs ? Sans douter une seule minute que sa femme ne fût toute prête à accueillir une proposition de ce genre, il hésitait pourtant à la formuler, de crainte d'une maladresse. Comment opérer ? En douceur, sans doute ? Mais encore, sur un ton de prière ou de fermeté ?

A l'arrivée du premier carton, Tony entra dans la chambre de sa femme en train d'achever de s'habiller.

— Les Laverdun qui nous prient à dîner pour vendredi prochain.

Gabrielle parut réfléchir.

— Voyons... Pour vendredi?... c'est-à-dire dans trois jours... Alors ça ne peut-être qu'en tout petit comité.

Et vivement : — Au moins, nous ne sommes pas pris ce soir-là? Ce ne serait pas de chance. On s'amuse tellement chez les Laverdun!

— Non... nous ne sommes pas pris.

Elle battit des mains, oubliant, dans son geste d'enthousiasme, de retenir sa jupe qu'elle n'avait pas encore accrochée à sa taille et qui tomba doucement à terre, en formant un cercle ballonné autour d'elle.

— Alors ça va bien, fit-elle, en repêchant gracieusement sa robe... Tu répondras, hein ?

— Bien entendu, ma chérie... Il faut toujours répondre... Même quand c'est pour refuser...

Heureusement, cette fois la robe tenait sans le secours des bras. Sans quoi elle tombait encore.

— Comment? fit Gabrielle stupéfaite?

C'était le moment de parler.

Tony prit son courage à deux mains, aspira fortement, comme pour aider les mots hésitants à sortir de sa gorge et balbutia :

— Oui... Je... vois-tu, ma chérie... il me semble... Mais bien entendu... si tu me réponds que tu tiens absolument à aller chez les Laverdun... eh bien nous irons, voilà tout... Ce n'est pas à une soirée près, tu conçois... Et que je me remette au travail vendredi... ou samedi...

— Au travail?

Elle ouvrait de grands yeux, semblant demander une explication.

Tony se sentait plus brave à présent.

— Oui... au travail. Oh! Je comprends un peu ta surprise, ma chérie! Depuis que nous sommes mariés, tout au bonheur de t'aimer, je n'ai songé qu'aux moyens de te distraire, de t'égayer... Je ne voulais pas que tu pusses commencer notre vie en commun sous une impression pénible ou seulement ennuyeuse... et j'avoue même — tu vois, je suis franc — que cet abandon de mes anciennes habitudes n'a pas été pour moi un sacrifice. Oui, il faut être juste, j'ai pris ma part de tous ces plaisirs. Mais la vie a

des devoirs. Je ne dois pas, pour toi surtout, pour ta fierté, négliger ma carrière qui t'offrira, j'espère, des satisfactions d'un autre genre. Alors... je n'ai pas besoin de t'en dire davantage, n'est-ce pas? Courir avec toi les magasins dans la journée... t'accompagner tous les soirs dans le monde... Ces amusements-là ne peuvent avoir qu'un temps. Et puis, j'ai mon cours à l'École qui va bientôt recommencer; il faut que je le prépare... Sans parler d'une série d'articles que j'ai promis à la *Revue des Etudes politiques*...

Il s'arrêta, inquiet, attendant l'effet.

Elle s'avança vers lui, et, lui entourant le cou de ses bras...

— Pauvre chéri, dit-elle, pauvre chéri!... Je suis sûre que voilà déjà plusieurs semaines que tu retardes cette explication, pourtant si nécessaire, dans l'unique crainte de me contrarier!

— Dame... oui... je l'avoue...

Elle avait appuyé sa tête sur l'épaule de son mari.

— Mais c'est très mal, monsieur, savez-vous! très mal de ne pas avoir eu confiance en votre femme, de la traiter en petit bébé...

Tony sentait son cœur se fondre dans une joie immense.

— Alors, c'est bien vrai, mon amour... c'est bien vrai? Tu ne m'en veux pas de t'obliger à rester de temps en temps à la maison?

— T'en vouloir? Alors dis tout de suite que je suis bête!... Mais au contraire, ce sera délicieux ces soirées en tête-à-tête!

Elle s'était reculée et regardait Tony en souriant.

— D'abord, tu dois être très gentil, toi, quand tu travailles!

Il prit un air un peu fâché : — Oh! si tu te moques!

— Mais je ne me moque pas, je t'assure. Tiens!... Je te vois à ton bureau, en train d'écrire. Moi, j'ai pris place par derrière... pour ne pas te gêner par ma présence trop visible... Et tu verras comme je serai sage! Pas un mot... pas même un mouvement afin de ne pas risquer de te troubler...

Et avec une moue d'enfant gâté : — Seulement... dis... Tu te retourneras de temps en temps pour me regarder!

— Ah! tiens! toi! je t'adore!

Il l'avait prise contre lui dans un élan de tendresse reconnaissante, mais elle se dégagea et se frappant le front : — Une idée! Si nous commencions aujourd'hui même notre nouvelle existence?

— Comment? tu veux? dès ce soir? Mais nous devons aller...

— Oui... je sais bien... chez les Delaguiffe... Mais pas bien drôles les Delaguiffe... Une migraine subite... Ça peut arriver, ça, qu'on ait une migraine subite!

C'était lui, maintenant, qui hésitait à céder.

— Réfléchis bien... Passer comme ça sans transition...

— Puisque je te dis que j'ai une envie folle de commencer tout de suite mon nouveau métier de femme d'écrivain!

— Alors, soit.

— Ah! tiens! tu es chic!

Un baiser, une pirouette, et elle s'assit au bureau : « Tu vas la voir, ma lettre aux Delaguiffe! Ce que je vais en jouer, de la migraine!

Le dîner achevé, sur le coup de huit heures, le mari et la femme entrèrent ensemble dans le cabinet de travail éclairé par une lampe-phare à large abat-jour rose. Un feu de bois bien nourri flambait dans la cheminée. Pièce claire, chaude, donnant tout de suite la sensation du confortable et dont l'aspect un peu sévère, ainsi qu'il convenait pour une installation de cette nature, se trouvait égayé par l'éclat d'un énorme bouquet posé sur le bureau, près de la lampe.

— Comment? Tu as pensé à ces fleurs?

— N'ai-je pas bien fait? Et, tiens, regarde ce sous-main que je t'ai acheté cet après-midi... et cet essuie-plumes... et ce tampon. Ce n'est pas tout encore... là, dans cet encrier, de l'encre rouge; dans celui-là, de l'encre bleue... Et puis, dans cette petite boîte, des pains à cacheter. Comme ça, tu auras tout ce qu'il te faut. Non!... Mais quand je pense que tous ces objets si élémentaires te manquaient complètement autrefois! Comment faisais-tu pour travailler proprement?

— Je me le demande, répondit Tony, tout attendri.

Et de fait, à voir sa table si bien garnie, si méthodiquement rangée, si tentante pour la besogne, il en vint à chercher par quelle grâce d'état il avait pu trouver autrefois le moindre plaisir à y écrire, alors qu'elle s'encombrait de tant de papiers inutiles et que, par contre, il ne mettait jamais la main sur l'objet immédiatement nécessaire.

Son regard s'arrêta aussi sur Gabrielle.

Comme ça allait être bon, tout en faisant courir sa plume sur le papier, de sentir près de soi la douce présence d'une femme!

— Eh bien, dit Gabrielle. On s'y met?

— On s'y met, répondit Tony avec entrain...

Il s'asseyait.

— Et moi, demanda-t-elle, où vais-je m'asseoir?

— Mais où tu voudras, ma chérie...

— Non... c'est beaucoup plus compliqué que tu ne crois. D'abord, il faut que je ne te gêne pas. Et puis il faut aussi que je voie clair.

— Ici, tiens... qu'en dis-tu?

Il montrait la droite du bureau.

— Oui... essayons toujours.

— Je vais t'approcher un fauteuil.

L'installation demanda quelque temps. Le premier fauteuil était trop haut de siège. Le second trop bas de dossier... Enfin Gabrielle porta son choix sur une bergère ancienne que l'on sortit pour la circonstance du petit salon. Certaines études préparatoires furent aussi nécessaires en vue de la désignation du tabouret sur lequel Mme Degroux devait poser ses pieds.

— Tu comprends, mon ami, faisait-elle avec des petites mines, une fois que je serai casée, ce ne sera pas pour cinq minutes. Je ne bougerai plus jusqu'au moment d'aller nous coucher. Il est donc tout naturel que je tienne à un peu de confortable.

— C'est trop juste.

Le tabouret rêvé ne se trouva pas, mais un coussin qu'on dut aller chercher dans la lingerie fit l'affaire, et Gabrielle consentit provisoirement à s'en accommoder, quoique pourtant, déclarait-elle, elle souffrait au point de vue esthétique d'en être réduite à se servir d'un fauteuil bleu pâle en même temps que d'un coussin vert clair dans une pièce rouge foncé.

Il était neuf heures environ à ce moment.

— Tu y es? fit Tony, pressé de se mettre à la besogne.

— Oui, mon ami... Je ne te dérange plus... Tu peux commencer. Attends! Je frappe les trois coups!

Tony s'assit, amena à lui la main de papier préparée et, pendant quelques minutes, resta immobile, la plume en arrêt.

Depuis plusieurs jours déjà il pensait à son nouveau sujet, vaste étude sur l'esprit des lois agraires sous la république romaine. Il y avait là matière à une série d'articles dont la froide apparence historique s'animerait d'allusions constantes à l'époque actuelle.

— Eh bien? Tu paresses?

— Mais non, mon enfant. Je réfléchis...

— Ah! très bien... Pardon de t'avoir dérangé.

— Il n'y a pas de mal.

Tony ressaisit rapidement le fil de ses pensées que cette petite interruption n'avait pu lui faire perdre, puis au bout d'un moment, ayant déterminé son point de départ, il commença à écrire.

Les idées venaient, et pendant une demi-heure au moins, sans raturer presque, il continuait à noircir son papier.

— Dis donc... quand tu seras au bas de la page, tu t'arrêteras une minute, veux-tu?

Il redressa la tête, en fronçant légèrement les sourcils.

— Alors, ma chérie, fit-il, avant de m'interrompre, tu aurais peut-être mieux fait d'attendre que j'y fusse, au bas de la page. Voyons... puisque je suis arrêté maintenant, de quoi s'agit-il?

— Eh bien... voilà... Je m'ennuie un peu là, à ne rien faire... Si j'avais de quoi lire au moins?

Il s'était levé immédiatement.

— Attends... je vais te donner un livre. Il n'en manque pas ici.

— Mais quelque chose d'amusant, hein?

— Je vais tâcher.

Elle le suivit devant la bibliothèque, et ils durent chercher longtemps, car ce n'était pas chose commode que de mettre la main sur les quelques romans égarés dans ces rangées d'ouvrages sérieux. A la fin on découvrit le *Lys rouge*, d'Anatole France.

Gabrielle, enchantée, reprit sa place et Tony, tant bien que mal, essaya de rattraper sa phrase amorcée.

Un peu d'effort fut nécessaire à l'écrivain pour retrouver la suite logique du développement qu'il venait d'imaginer. Toutefois, cette première difficulté surmontée, il se sentit de nouveau en train.

Silence complet à présent.

Tony écrivait. Gabrielle lisait.

— Mais, mon ami, j'ai déjà lu ça, s'écria tout à coup la jeune femme!

— Hein? Quoi?

— Mais oui... je connais... Je me disais aussi dès les premières pages : « C'est curieux!... Je devine à mesure tout ce qui arrive. »

Cette fois Tony put à peine dissimuler son agacement.

— Mais tu peux relire, ma chérie, je t'assure. Cette prose-là supporte une seconde lecture.

— Écoute, tu n'es pas gentil... Si je ne peux plus te dire un mot maintenant sans que tu te mettes en colère...

Et tendant la tête pour un baiser : — Ah! ah! Il paraît que Monsieur a le travail agressif!

Le temps de s'excuser, de se faire pardonner, de chercher un autre roman pour Gabrielle, de prendre une tasse de thé avec quelques rôties, car Madame avait faim et exigeait que son mari soupât avec elle... et la pendule marqua minuit.

Gabrielle se leva de table.

— J'espère bien maintenant que tu vas en rester là pour l'instant. On fait dodo à cette heure-ci. D'ailleurs bonne soirée de travail, n'est-ce pas... et on est content de sa petite femme?

— Oui, bonne soirée, répondit-il, avec un regard affectueux à l'adresse de la gentille poupée dont il fallait, malgré tout, encourager l'effort; mais il se reportait en même temps à quelques mois en arrière, dans cette chambre en désordre où s'étaient passées tant d'années de sa jeunesse studieuse. Il revit, au moment où il la quittait pour gagner son lit, cette même table tapissée de feuillets remplis

d'une fine écriture et se souvint de ce sentiment de satisfaction qu'il éprouvait alors devant la besogne faite. Aussi son bel enthousiasme pour le confort dont il jouissait à l'heure présente tomba-t-il un peu. Il s'expliqua moins l'utilité d'une petite boîte de pains à cacheter, avec de l'encre rouge et de l'encre bleue... et il se demanda même si, décidément, la douce présence d'une femme aimée était si nécessaire pour son mari aux heures de travail.

Mais Gabrielle avait passé son bras sous le sien et l'entraînait câlinement.

— Allons! viens... Il est tard...

Elle avait des caresses dans la voix. Il ne se sentit pas le courage de lui en vouloir de cette première petite désillusion qu'elle venait de lui apporter. Il adora son regard, sa fraîcheur, toute cette jeunesse qu'elle lui mettait dans l'âme, et, comme toujours, prêt à l'absoudre de toutes ses fantaisies, il se reprocha d'avoir manqué d'adresse et de fermeté. Une autre fois il s'y prendrait autrement et tout irait mieux.

— Alors, demain, mon amour, je travaille encore, n'est-ce pas?

— Mais oui, mon chéri... demain et les jours suivants. C'est convenu... Nous nous désinvitons d'une façon générale... D'abord, moi... ça m'amuse beaucoup ces soirées en tête à tête!...

JULIEN BERR DE TURIQUE.

(*A suivre.*)

A PROPOS DE LA MISSION MARCHAND

Les négociations relatives à Fachoda nous ont permis de réaliser un bloc avec nos colonies d'Afrique, a dit M. Delcassé au Sénat.

Cette théorie du bloc, venant justifier les résultats de notre entente avec l'Angleterre, ne s'accréditera pas.

Et d'abord, il n'y a pas de bloc, puisque l'expédition de Fachoda avait pour objet d'en faire un, en réunissant nos possessions de l'Afrique centrale et de l'Atlantique à celles de la mer Rouge, et que cette jonction ne s'est point faite.

Mais, nous n'avons pas l'intention d'épiloguer sur la liquidation d'une erreur. La conception de notre extension jusqu'à la rive gauche du Nil, à l'heure où elle s'est révélée, a été une faute. Elle est venue se greffer sur la question d'Égypte, comme un des moyens de résoudre celle-ci dans une mesure compensatrice de nos intérêts, alors que la solution n'a jamais appartenu qu'à une de ces alternatives : marcher avec l'Angleterre ou en appeler à l'Europe.

Or, nous avons laissé les Anglais marcher tout seuls, et nous n'en avons appelé à personne; ou plutôt nous n'avons sollicité l'assentiment de l'Europe que lorsque nous avons déclaré à l'Angleterre qu'elle ne pouvait s'emparer d'aucune des provinces soudanaises, parce que celles-ci sont encore sous la suzeraineté de la Turquie et de l'Égypte.

Donc, le moyen que nous avons employé, en prenant possession d'une des provinces soudanaises, était mauvais, puisque nous nous mettions ainsi en contradictions avec nous-mêmes.

Ce qui n'empêche qu'à l'égal de bien d'autres causes susceptibles de critique, l'affaire de Fachoda aurait dû bénéficier du meilleur et du plus péremptoire des arguments, celui du succès.

C'est ce qu'a vu de plus clair, en la circonstance, le sentiment public, peu familier sans doute avec la théorie de l'extension jusqu'à la rive gauche du Nil, mais sensible à l'exposé d'un glorieux fait militaire, comme à la contribution appréciable de la mission Marchand à la géographie de l'Afrique.

La France, ratatinée en ses souvenirs, ne trouve pas mauvais qu'on groupe ses jeunes succès en un faisceau radieux dont l'éclat la réchauffe.

Quelles plus belles chansons de gestes à lui offrir que ces épopées dont les héros sont des volontaires d'une tentative de civilisation pacifique, ou des soldats initiateurs d'une cause nationale.

La genèse de l'influence française au continent noir, par exemple, n'est qu'un long tissu de sacrifices et de souffrances; car, dans les assauts livrés à cette terre inconnue, la part de la France a été aussi grande que désintéressée.

***

En 1823, l'enseigne de vaisseau Groult de Beaufort propose au gouvernement un plan de missions à exécuter simultanément. La première devait entrer par le Bénin, la seconde par le Cap; une autre devait avoir pour objet l'exploration de Madagascar; la dernière devait rechercher les sources du Nil. C'est celle-ci que se réservait le jeune De Beaufort.

Il n'obtint qu'une mission du ministère de la Marine, dont le but était l'exploration du bassin du Sénégal.

Son voyage dura de fin janvier 1824 au mois d'août 1825, époque où, épuisé de fatigues, il vint mourir à Bakel. Il avait exploré la Gambie, le Bondou, le Ouli, le Bambouk et le Kaarta, et rapproché de l'Océan, de plus de deux degrés, le haut Sénégal des cartes, sans préjudice des rectifications géographiques qui devaient résulter de cette conclusion pour le reste du Soudan occidental.

Dans la dernière lettre qu'il a écrite en France avant de mourir, il dit que s'il a été « assez heureux pour faire quelques découvertes, pour annoncer à des peuples inconnus le nom du roi de France et la puissance française », la seule récompense qu'il ambitionne est que la faveur royale s'étende sur un

frère chéri, sur une tendre mère, veuve et sans fortune, dont il était l'appui.

Groult de Beaufort avait vingt-huit ans. Cet homme, qui sacrifiait la gloire à sa piété filiale, n'a pas de monument qui perpétue sa mémoire.

Soi dit en passant, si son projet de mission par la voie du Bénin avait été accueilli, la question du cours du Niger eût peut-être été résolue sept ans plus tôt, par un Français, au lieu de l'être par les Anglais Lander.

Combien d'autres ont fait comme Groult de Beaufort, devancé lui-même par Gaspard Mollien, le tout jeune échappé du naufrage de la *Méduse*, et qui, en janvier 1818, s'enfonce seul à travers la Gambie et va au Fouta-Djallon découvrir les sources du Sénégal, de la Falémé, du Rio-Grande et de la Gambie, pour revenir en juillet 1819 à moitié mort d'épuisement.

Laissons les étrangers, qui s'entendent à soigner leurs gloires, parfois jusqu'à l'iniquité. En 1830, un M. Barrow n'hésita pas, dans un article de la *Quaterly Review*, à nier brutalement l'authenticité du voyage de Caillié, l'humble et doux explorateur qui, du mois de mars 1827 au mois de septembre 1828, avait, presque sans ressources, parcouru les régions qui s'étendent des origines du Niger à Tombouctou et de cette ville au Maroc, faisant connaître au monde le massif du Fouta-Djallon et tout le bassin du Niger supérieur ; dépassant, enfin, de trois degrés plus au Sud-Est les itinéraires de ses prédécesseurs.

Faut-il rappeler les misères subies pendant deux ans par le lieutenant de vaisseau Mage et le docteur Quintin, ambassadeurs auprès d'Ahmadou, de 1863 à 1865, et qui furent retenus prisonniers à Ségou pendant quatorze mois ; celles non moins dures supportées par le capitaine Gallieni, les lieutenants Vallière et Pietri et le docteur Tautain, également en mission auprès d'Ahmadou, et qui furent retenus captifs pendant huit mois à Nango, près Ségou, en 1880?

Ce sont là de communes péripéties dans l'œuvre de ces apôtres commandés de service pour le bien du pays. Même dans les luttes ardentes, souvent reprochées, parfois d'une violence irréfléchie, où ces hommes se ruaient contre les abominables esclavagistes, tel qu'était Samory, combien pénibles ont été leurs efforts et à quels prix sont-ils revenus de leurs croisades!

Après les campagnes du colonel Archinard, en 1890, des rapatriés se présentaient aux escales de l'Atlantique, en loques, avec des cordes pour soutenir leurs lambeaux de vêtements, et des faces hâves et creuses de gens qui n'avaient pas mangé tous les jours depuis de longs mois.

Binger a posé, dans son exploration du Haut Sénégal à la Côte d'Ivoire, la question même de la boucle du Niger; et nous avons sans doute payé, en 1898, nos lenteurs à recueillir les fruits de ses indications.

Marche et De Compiègne, De Brazza, Crampel, Dybowski, D'Uzès, Liotard et tant d'autres, qui furent, du Bas Ogooué à l'Oubangui, des précurseurs du commandant Marchand, ont écorché leurs chairs aux contacts de la brousse, humant le vent de mort à toutes les heures, et laissant quelques douleurs proportionnées à leurs efforts après chacune de leurs étapes.

Du Bahr El Ghazal, il n'était point question en France jusqu'en 1896 où quelques-uns y songèrent. Il figure cependant au nombre des provinces soudanaises et parmi les plus connues.

Déjà, en 1831, un Français, Linant, l'avait exploré.

Un autre Français, Alexandre Vayssière, possédé du démon de la chasse, l'avait habité en 1860 et y était mort.

Dans le même temps, le marquis Antinori, le minéralogiste et consul Petherick, l'Italien Piagga; d'autres Français, le lieutenant de vaisseau Le Saint et les frères Poncet ; enfin, cette gracieuse et touchante exploratrice hollandaise que fut Mlle Tinné, y séjournaient.

Petherick (1854-1863) a laissé sur les Nouërs, les Dinkas, les Chillouks et les Bongos des renseignements considérables, que confirment ceux de Piaggia. Petherick, surnommé *Abou Goutoun* (père des bêtes à cornes), est le premier Européen qui, en décembre 1853, a ouvert des relations commerciales avec les populations du Bahr el Ghazal.

Notre compatriote Le Saint, alors qu'il descendait chez les Niams-Niams, fut arrêté par les terribles barrages d'herbes avec lesquels la mission Marchand a eu tant à lutter. Il y gagna la fièvre et mourut.

Mlle Tinné (*Signora*, comme l'appelaient les indigènes) vit cinq Européens mourir sur neuf dont se composait sa mission. Parmi ces victimes étaient sa mère et le docteur Steudner.

Un autre compagnon de Mlle Tinné, le docteur Heuglin, explora surtout le Diour.

D'autres Européens, des Français, avaient même des établissements, des zéribas, vers la même époque au Bahr El Ghazal; tels Malzac, au bord du Rohl ; les frères Poncet, chez les Agars et sur les bords du Rohl.

Puis, vint l'exploration substantielle du docteur Schweinfurth, envoyé, en 1869, en mission botanique dans le bassin occidental du Haut Nil par l'Académie des sciences de Berlin (1).

(1) Ou plutôt par la *fondation Humboldt pour l'avancement des sciences et l'exploration des pays lointains*, sur la proposition de l'Académie des sciences.

L'explorateur allemand a publié sur le Bahr El Ghazal des renseignements abondants, confirmés par l'Anglais Baker, qui poursuivit, en 1870, la suppression de la traite chez les Dinkas au nom du gouvernement égyptien; et, plus tard, par le capitaine italien Casati, qui devint le compagnon d'Emin Pacha; par le docteur russe Junker et par l'ingénieur Gessi, qui fut le premier explorateur du lac Albert; enfin, par l'Anglais Lupton, qui fut, en 1883, gouverneur du Bahr El Ghazal pour le gouvernement égyptien.

Les uns et les autres parlent des rigueurs climatériques de cette région, de son excès de végétation, de ses marais, de ses champs inextricables de roseaux, de joncs et de papyrus.

Casati compta 66 barrages en dix-sept jours de navigation sur le marais du Bahr El Ghazal.

Gessi, qui y vécut pendant quatre mois à son retour en Égypte, en 1880, se heurta à des barrages de 1800 mètres de profondeur.

Mal outillé pour assurer la vie de ses équipages, il perdit 85 hommes sur 92, et vit, en des jours d'épouvantables privations, des Arabes manger leurs compagnons morts.

Toutefois, les populations du Bahr El Ghazal sont d'admirables éléments de la race noire.

Emin Pacha et Casati ont pu dire d'elles qu'elles nous sont souvent supérieures. C'est une opinion qui vient s'ajouter à celle que conçoivent de nos noirs du Soudan occidental tous ceux qui ont appris à les connaître. Ce sont ces noirs, héros extraordinaires de dévouement et de fidélité, qui ont permis par leur concours au commandant Marchand et à ses officiers d'accomplir leur traversée de l'Afrique et de nous être rendus.

L. Sevin Desplaces.

LE ROMAN D'UNE PRINCESSE

I

Louise-Adélaïde de Bourbon (1757-1824), la dernière des princesses de Condé, est une des plus exquises figures de femmes que nous puissions rencontrer dans cette période de la fin du siècle passé et du commencement du nôtre, si fertile en caractères attachants et passionnés. Simple et douce, le monde ne l'a marquée d'aucun trait; tendre, pieuse et réservée, elle n'appartient pas à son temps sceptique et léger dont on retrouverait quelque trace effacée jusque chez Pauline de Beaumont ou Delphine de Custine. Sans doute les malheurs de la Révolution, la perte des êtres les plus chers, la misère, l'exil, transformèrent les âmes et donnèrent aux sentiments une vigueur et une profondeur nouvelles. Mais les sentiments de Louise de Condé avaient naturellement cette force profonde qui est le privilège des âmes supérieures.

Sa vie contient deux romans : un roman d'amour, d'amour ardent et pur ensemble, dont le parfum, délicieux à respirer, enivre avant qu'on ait soupçonné sa puissance, — et un roman mystique qui est l'odyssée d'un esprit délicat, avide de servir Dieu d'une manière parfaitement religieuse. Le premier dure quelques mois (1786-1787); il a pour cadre la société élégante et frivole qui oubliait dans les plaisirs d'observer les signes précurseurs de sa ruine. Le second dure trente ans, et son décor, sans cesse changeant, est celui de tous les pays d'Europe où la malheureuse émigrée cherche le cloître qui lui donnera enfin le repos et la paix de la prière. Elle mit son cœur dans tous les deux, et c'est ce cœur dont les battements humains et divins tour à tour peuvent encore retentir en nous. Cette vie, toute frémissante de tendresse, nous communique sa douceur suave, et nous donne la grâce d'exalter harmonieusement notre sensibilité.

M. Pierre de Ségur publie *la Dernière des Condé* (1). Il avait écrit récemment un ouvrage de mérite sur le salon de Mme Geoffrin et les mœurs de société au XVIIIe siècle, encore que Mme de la Ferté-Imbault, fille de Mme Geoffrin, et personne superlativement agaçante, y tînt une place par trop encombrante. Mais les peintures mondaines convenaient sans doute davantage à son talent calme et un peu fade, privé de cette passion qui dessine de traits vigoureux les personnages et de ce don précieux de l'émotion qui transmet la sensation même de la vie des héros, abusant un peu trop de cette fausse élégance qui consiste à tirer un air délicat d'une faible sensibilité. La princesse Louise demandait un autre biographe : celui-ci n'a point rendu toute la beauté de son roman d'amour, et quant à son roman mystique, il se contente pour l'expliquer de nous dire que la religieuse poursuivait son fuyant idéal à travers les cloîtres.

Si M. de Ségur ne s'était point contenté des archives déjà bien fouillées de Chantilly, s'il avait suivi un peu Mlle de Condé dans ses courses à travers le monde, les archives des couvents qu'elle a traversés, les humbles monographies des villes qu'elle a parcourues, lui auraient fourni une ample moisson de notes nouvelles et pittoresques. Il nous eût donné un tableau très curieux et très vivant de la vie d'une religieuse pendant les orages de la Révolution et de l'Empire. Je le lui prouverai sans

(1) *La Dernière des Condé*, par Pierre de Ségur, 1 vol. in-8, Calmann Lévy, édit.

peine au cours de cette étude. Mais le peintre de Mme Geoffrin n'était pas celui qu'on pouvait souhaiter à Mlle de Condé. J'indiquerai simplement ici les épisodes marquants de cette vie ornée des plus belles passions, afin que le lecteur passe quelques instants à évoquer la figure de la princesse Louise, que l'amour, la souffrance et la piété parèrent d'un charme si doux.

II

Tout enfant, Mlle de Condé, qui avait perdu de très bonne heure sa mère, Charlotte de Soubise, celle qu'on appelait à la cour *l'aimable sainte*, aimait à jouer à la religieuse (1). Elle disposait un long voile sur son visage et suivait, un cierge en main, une procession imaginaire. Mais comme, d'autre part, elle était volontiers rieuse et tapageuse, et ne craignait point, à l'office, de dire dès le premier psaume : « J'en ai assez », on ne saurait voir là le symptôme de sa future vocation. On le trouverait plutôt dans le peu d'attrait que le monde exerça sur elle, malgré la séduction que répandaient sa beauté et son charme simple. A la cour où elle parut à peine, à Chantilly, on l'appelait *Hébé Bourbon, blanche déesse à face ronde*. Sur son portrait nous pouvons admirer ses cheveux bouclés, son teint clair, ses grands yeux et sa bouche exquise. Elle plaisait, mais ne tenait pas à plaire. Sa dignité naturelle s'accommodait de la négligence de tout apprêt. Sous des manières aisées elle dissimulait une grande défiance d'elle-même, et une âme un peu craintive. Cette défiance et ce dédain du monde furent-ils accrus par l'échec de ses projets de mariage avec le comte d'Artois? M. de Ségur incline à le penser. Je ne le crois pas. Elle avait à peine seize ans, quand on lui prépara cette union royale que rompit l'attitude du prince de Condé dans l'affaire du parlement Maupeou. Son cœur n'y était pas engagé, et la force de la jeunesse est grande pour guérir ces blessures d'amour-propre qui précisément ne sont profondes que dans les âmes légères. Non, sa nature droite et très tendre, bien dirigée par Mme de Vermandois qui remplaça sa mère, ne fut jamais attirée par le faste, le luxe et cette façade de convention et de fausseté qui recouvre la vie mondaine et empêche de distinguer nettement la beauté des sentiments humains. Les *pataclans* de Versailles l'ennuyaient à périr; toute jeune encore, elle juge le monde « insipide, fou ou méchant ». C'est une pieuse solitaire, très préoccupée de Dieu, et dont le calme intérieur est parfait. Ceux que Jean-Jacques appelait les *mirliflores de cour* connaissent son charme physique, non les adorables retraits de son cœur simple et même un peu sauvage. Elle sans doute les voit à peine. Ame affectueuse et limpide, toute de sincérité et d'honneur, trop pure pour se méfier de la passion, trop fière pour en rien craindre, elle a cette grâce réservée et enveloppante des femmes tendres et religieuses qui, lorsqu'elles aiment, parent leur amour d'un désir de fidélité éternelle et d'une suavité toute chrétienne.

Un événement insignifiant transforme cette destinée unie. Son médecin l'envoie aux eaux de Bourbon-l'Archambault, à la suite d'une chute qu'elle fit sur la terrasse des Tuileries. Nous sommes en 1786. Mlle de Condé a déjà vingt-huit ans, presque vingt-neuf. Mais son teint magnifique et sa tournure svelte la font paraître plus jeune que son âge. Elle a cette réserve veloutée qui est d'habitude le privilège exclusif des toutes jeunes filles, et une certaine apparence de froideur qu'atténue la douceur de ses yeux.

Elle rencontre aux eaux le marquis de La Gervaisais. Lui n'a que vingt ans. Il est dépourvu de ces dons brillants dont le monde proclame la séduction, et qui sont bien souvent odieux. Il est du pays et presque de l'âge de Chateaubriand, et porte comme lui un grand cœur mélancolique ; mais il ne sait pas bien l'exprimer. C'est un triste et un renfermé qui réfléchit sur lui-même et offre son cœur en pâture à sa pensée. Mais c'est aussi une âme généreuse et exceptionnelle, dont les ardeurs sont étrangement durables. De ces caractères-là, on n'en rencontre pas à la cour ou à Chantilly. Une phrase échappée à la princesse Louise, sur la vanité du monde, leur permet de découvrir en eux un pareil goût de sincérité, une pareille élévation dans le sentiment. Ainsi, parfois, dans la société, une réflexion un peu personnelle nous fait distinguer de la banalité environnante une personne que nous n'avions point songé à remarquer tout d'abord. La différence d'âge elle-même favorise l'éclosion de cette amitié : Mlle de Condé oublie plus facilement sa réserve défiante en parlant à ce tout jeune homme dont l'humeur est plus sauvage que la sienne. Mais leurs cœurs ont une fraîcheur toute semblable. L'amour y pénètre avant qu'ils aient songé à s'en défendre, et tandis qu'ils le décorent du nom d'amitié. Non point l'amour léger qui sourit et passe, mais l'amour qui agite les âmes d'un frisson sacré et d'un désir infini, les élargit par des joies et des souffrances inconnues, les mêle en sa toute-puissance pour toujours, malgré les séparations cruelles de la vie ou de la volonté.

Aux eaux l'étiquette est bannie. Les deux jeunes gens se voient, se parlent tous les jours. Le matin, ils font de lentes promenades dans la campagne, jusqu'aux collines voisines, ou bien au château de Bourbon que recouvre un lierre magnifique. Plus tard, se souvenant de ces heures bénies, elle écrira :

(1) Voir l'ouvrage de M. Paul Viollet.

« J'étais là auprès de lui, et j'étais contente... Il semblait qu'il n'eût qu'à me regarder pour savoir tout ce qui se passait dans mon âme. » Rien ne dépasse en félicité cette joie que ressent un amour qui s'ignore, à la seule présence de l'objet aimé. Une douceur divine pénètre leurs cœurs. L'amour est pour eux un sentiment qui exalte et remplit toute l'âme étonnée de le pouvoir contenir, qui donne un désir immense de bonté et de beauté, un grand bonheur et une envie de pleurer, toute une fièvre adorable qui est une nouvelle vie plus large, plus frémissante, plus rapprochée de Dieu.

Ce bonheur dure un mois et demi, du 25 juin au 9 août. Ils ne voient qu'eux dans l'univers. A peine ils se souviennent du reste du monde. Elle dit de son ami : « Il ne me parle que pour me dire des choses que j'aime beaucoup, et moi je reste là à l'aimer et à être heureuse. » La veille du départ, elle ne trouve à lui dire que ces seuls mots : « Aimez-moi bien. » Dans la berline qui l'emporte, elle baisse les yeux afin qu'on ne s'aperçoive pas qu'ils sont mouillés. Cependant elle ne sait pas qu'elle ne reverra jamais M. de La Gervaisais. Était-ce le pressentiment de leur tendresse brisée qui lui donnait parfois tant d'émotion, durant leurs douces promenades, rien qu'à regarder son ami — ou bien cette expansion délicieuse des âmes trop sensibles ? « J'ai une telle envie de pleurer, écrivait-elle alors, qu'il me semble que je ne pourrais vous dire un mot sans fondre en larmes. »

Par la correspondance de Mlle de Condé (1) nous connaissons la force de son amour. A Chantilly, à Paris, tout en subissant le train du monde, sa seule joie était de se recueillir et d'écrire à son ami. Son âme droite se révèle dans la probité de ses paroles : elle accorde aux mots toute leur valeur, désespérée ensuite de les trouver si froids sur le papier, étonnée qu'ils ne signifient pas davantage, car elle a mis tant de chaleur dans ses protestations de tendresse. Elle pense exactement ce qu'elle écrit : il n'est encore que les cœurs simples pour nous donner une juste expression de l'amour.

Elle se crée des souffrances imaginaires, comme tous les amants. Ainsi, gentiment défiante d'elle-même, elle craint que son ami ne l'aime moins en la connaissant davantage. « Mon ami, lui dit-elle, les craintes qui me font quelquefois tant de mal sont fondées d'abord sur une grande défiance de moi-même. C'est très vrai : je suis bonne et mon cœur sait bien aimer, mais voilà tout. Vous avez beaucoup d'esprit, moi point du tout, je peux finir par vous ennuyer. Et puis, mon ami, je crois aussi qu'une femme qui aime bien véritablement est plus constante qu'un homme. » Ou bien elle s'impatiente quand on la complimente sur sa figure : elle voudrait n'être jolie que pour son ami. Elle se sent toute *sienne*. Il lui a fait connaître le bonheur, et pourtant elle donnerait tout ce bonheur pour qu'il soit heureux. Elle donne à son amour la beauté de ses larmes et le désir du sacrifice. Et ceci est d'une âme religieuse. Elle pleure en lisant ses lettres, et elle est heureuse de pleurer. Ce sont des larmes si douces. « Je voulais lui dire d'abord, lui écrit-elle en employant le tour impersonnel qui lui est familier, que je l'aimais, oh ! bien tendrement ! et puis que je pleurais en pensant à lui, sans que ce soit le vilain chagrin qui en soit cause. Je pleure parce qu'il n'est pas là, mon ami qui m'aime si bien... »

Son cœur la guide merveilleusement dans la connaissance de l'amour, et lui fait deviner ce qui menace le plus les tendresses humaines, le démon de l'analyse et de l'inquiétude. Le petit marquis, bien moderne en cela, en est tourmenté, et par contre-coup il tourmente son amie. Clairvoyante, elle le prie de se livrer à l'amour tout simplement, et de ne jamais le prendre pour sujet de méditation. « Si je savais raisonner, dit-elle, je ne prendrais pas ce sujet-là. » L'intelligence qui voit trop loin, qui aux premiers aveux ose déjà entrevoir le dénouement, qui nous inspire de douter des paroles, même des caresses, et nous chuchote aux heures passionnées que nous sommes toujours seuls dans nos pensées, que les êtres humains ne peuvent jamais se pénétrer, jamais se connaître — l'intelligence, qui, au contraire, si elle se mêle à la confiance, sait élargir l'amour, lui donner la fête de ses plus belles idées, l'ennoblir de vie universelle — Louise de Condé la craint chez son ami, comme si elle était avertie de longue date de son rôle malfaisant. « Il ne faut que votre cœur à la tendre Nina — écrit-elle encore, en prenant le doux surnom qu'il lui a donné — lui seul doit s'occuper d'elle... Si votre esprit voulait ne pas se mêler de nos affaires, tout cela n'arriverait pas. » Elle-même a-t-elle le temps de penser à ce qu'elle sent? Son cœur est triste et content à la même minute; c'est l'amour qui l'arrange ainsi ; elle ne cherche pas à démêler ce qu'elle éprouve. Il lui suffit d'aimer.

M. de La Gervaisais a des doutes sur l'existence de Dieu. Voilà une source de chagrins pour son amie. Là encore elle raisonne avec des sentiments; les subtils philosophes n'y comprendraient pas grand'-chose. Elle veut convaincre le jeune homme d'aimer Dieu sans chercher à le comprendre; à cette occasion elle lui débite un petit discours théologique tout imprégné de tendresse, et s'interrompt au milieu

(1) M. de La Gervaisais, estimant que l'expression d'une âme aussi belle ne devait pas demeurer le privilège d'un seul, publia cette correspondance en 1838, à la veille de sa mort, et plus de dix ans après la mort de Mlle de Condé.

pour se moquer d'elle-même : « Je m'embarque là d'une étrange manière, cela ne me va pas du tout de raisonner... » Elle a mieux que des raisons : elle aime. Son âme déborde d'amour, et ses émotions religieuses lui inspirent cette parole exquise : « C'est encore une chose que j'aime bien, de pleurer pour Dieu. »

Cet amour profond où deux jeunes cœurs se rejoignaient au-dessus du monde, le monde qui ne le comprend pas imagine de le décrier. Il se venge d'être dédaigné. M. de La Gervaisais était venu à Paris pour revoir son amie. Il est là, tout près d'elle, et elle lui écrit de partir. On a mal parlé d'eux. Les baigneurs de Bourbon ont raconté avec ironie leurs promenades sentimentales. Qui donc, en ce temps de plaisir, croit encore à la vertu d'une femme? « Comme je méprise le monde en général, dit Mlle de Condé, et comme je tiens à ses préjugés! Je n'entends rien à ma manière d'être. » Mais cet incident l'a éclairée sur son amour. Soumise aux idées de sa caste, elle comprend qu'une princesse du sang ne peut épouser le jeune gentilhomme breton. A ce qu'elle croit son devoir, elle sacrifiera cet amour qui est sa vie et son cœur. Elle songe que son ami est jeune et peut aimer encore, et qu'elle n'a pas le droit de le retenir par une passion irréalisable. Dès lors elle est décidée. Mais le courage lui manque pour prononcer la parole suprême qui les séparera. Elle ne répond plus à ses lettres. Tous les soirs, quand elle est couchée, loin des yeux de tous, elle fond en larmes. « Trente fois elle prend son écritoire » et pose sa plume sans avoir écrit. Et pourtant elle finit par l'écrire, cette lettre qui brise deux vies, une lettre simple, douce, touchante, par laquelle elle envoie à son ami le souhait du bonheur auquel elle renonce pour elle-même. Ce n'est point le souci du monde qui la dirige dans cette action, mais la crainte de sa propre faiblesse en face de son amour dont elle a mesuré la force. « On peut, dit-elle, faire des sacrifices à celui qu'on aime, mais jamais celui de son devoir. » La femme se retrouve dans un détail de cette lettre héroïque. Elle prie son ami de lui répondre, afin qu'elle sache si elle doit désirer de vivre ou de mourir, et lui demande, si sa lettre n'est pas trop déchirante pour un cœur sensible comme celui *de sa bonne*, de mettre une petite croix sur l'enveloppe afin qu'elle ne souffre pas à l'ouvrir. « Adieu encore une fois, mon ami, ajoute-t-elle : on peut changer de conduite quand on a du courage; changer son cœur, j'ignore si cela est possible. »

M. de La Gervaisais mit la petite croix sur l'enveloppe. Il supplia au nom de son amour. Pour obtenir que la rupture fût définitive, Mlle de Condé s'adressa au chevalier de La Bourdonnaye-Montluc, oncle de son ami, lui demandant comme une grâce de faire cesser toute correspondance. « Que mon ami m'oublie, et qu'il ne soit pas malheureux », avait-elle dit. Désormais ils souffrirent en silence. Ils recommencèrent de vivre séparément, après avoir si doucement vécu de la même tendresse. Leur fut-il possible de *changer leur cœur?* Nous verrons par la suite s'ils oublièrent.

III

Éloignée du monde par son goût naturel et plus encore par son amour brisé, Louise de Condé demanda à Dieu la consolation de sa peine et le repos de son cœur. Il est permis de croire qu'elle pensa dès lors à la vie religieuse qui déjà l'avait attirée avant l'amour. Elle attendit sans nul doute d'être plus détachée de la terre, et que de trop chers souvenirs la vinssent moins souvent tourmenter. Puis la Révolution éclate. Le prince de Condé donne le signal de l'émigration. Elle le rejoint à l'étranger. Toujours bonne et compatissante, *la belle Condé* est *l'aumônière de l'exil*. Séparée de son père, elle connaît le manque d'argent, la faim, le coucher dans les granges ou à la belle étoile, l'absence de toutes nouvelles; à son nom compromettant, les villes effrayées lui ferment leurs portes. M. de Ségur nous énumère trop rapidement ces misères : combien les détails de cette vie errante eussent été captivants!

De même, il glisse trop vite sur l'entrée en religion de la princesse, et n'explique pas assez comment les agitations de l'époque, non moins que son désir d'une observance toute pénétrée d'amour divin la conduisirent de couvent en couvent. C'est à Fribourg (1795) qu'elle prend sa décision; mais elle mettra quelque temps à l'exécuter. Elle subit alors une fâcheuse influence qui développera en son âme délicate la maladie dangereuse du scrupule, — celle de son aumônier, Le Juge de Bouzonville, ancien officier qui a gardé de sa vie ancienne le goût brutal du commandement, esprit sans mesure et d'une austérité janséniste. On jugera de cet étrange prêtre par ces paroles qu'il adressait à la princesse Louise pour qualifier son amour : « De quel bourbier Dieu vous a tirée!... Ne croyez pas qu'aucune austérité puisse expier vos offenses... » La pure victime acceptait humblement ces violentes diatribes : elle y découvrait une joie mélancolique, et ne s'étonnait point qu'on attachât tant d'importance à cette passion qui avait rempli son cœur. Près de dix ans avaient passé, et l'oubli ne venait pas encore. Elle répondait bien doucement, à son terrible directeur de conscience, qu'elle faisait ce qu'elle pouvait : « Je ne sais pas — lui disait-elle comme il exigeait la perfection — quels sont les sentiments que Dieu

permet ou défend à ses anges, parce que je ne suis pas un de ces êtres célestes... » Si M. de Bouzonville avait confessé Marie-Madeleine, on peut se demander dans quels termes il eût flétri sa conduite passée.

Mlle de Condé se rend au couvent des capucines de Turin, où elle demande simplement l'autorisation de suivre la règle. Elle n'est pas même novice; elle cherche encore sa voie. Son aumônier l'a accompagnée. M. de Ségur expédie cette partie de sa vie avec une désinvolture déconcertante : capucine à Turin, trappistine en Valais, visitandine à Vienne, bénédictine en Pologne, Mlle de Condé d'après son biographe semble une religieuse bizarre pour qui les règles ne sont point faites et qui se livre à ses fantaisies dans le service de Dieu. Ce n'est point cela du tout. La princesse est obligée de quitter Turin, en avril 1796, après les succès de Bonaparte en Italie (Millesimo, Mondovi, etc.). Elle se rend au val d'Aoste et traverse le Grand-Saint-Bernard le 29 avril, toujours accompagnée de son aumônier, de la sœur Aimée, ursuline, et d'un domestique. En cette saison, le passage du Saint-Bernard, obstrué par les neiges, est très périlleux. Elle s'arrête à Sambrancher, un bourg sauvage, dans la montagne, d'où l'on ne voit que des rochers et le gouffre profond où coule la Dranse. La sauvagerie même de ce lieu lui est agréable. Elle s'y pouvait croire oubliée de tous. Elle est reçue et logée au presbytère, par le curé Ballet. Elle voyageait sous le nom de Mme d'Erken. Des trappistes, chassés de France, s'étaient réfugiés à Sambrancher, et l'on bâtissait alors — c'est Mlle de Condé qui l'écrit — une petite bicoque destinée à être le couvent des trappistines. Elle rêve dès lors d'être trappistine en cet endroit abandonné. Elle réside un mois à la cure; puis, descendant un peu plus bas dans la vallée, elle séjourne chez le curé de Saint-Maurice « où elle garde, écrit le bon chanoine de Rivaz, le plus strict incognito et où elle vit comme une sainte ».

Le 19 juin, de Saint-Maurice elle annonce à son frère le duc de Bourbon qu'elle est absolument décidée à se consacrer pour toujours au service de Dieu, « sans que cette résolution altère le moins du monde les tendres, bien tendres sentiments qui l'attachent à sa famille ». Mais M. de Bouzonville, moins dur qu'on ne l'eût attendu de lui, s'oppose à son entrée à la Trappe. « Il prétend que cela me tuerait », écrit-elle. Elle décide alors de se rendre à Augsbourg où M. l'abbé de Broglie va fonder un établissement en l'honneur du Sacré-Cœur. Elle reprend sa marche à travers l'Allemagne. Les succès du Directoire l'obligent à descendre à Vienne. Là, elle trouve les mœurs ecclésiastiques si relâchées qu'elle écrit à sa royale cousine de Sardaigne qu'elle n'a que deux partis à prendre : entrer aux annonciades de Turin ou à la Trappe de Sambrancher, « où, à la misère près, le monastère paraît prendre assez bonne tournure ». C'est la Trappe surtout qui l'attire; elle a laissé un peu de son cœur à cet humble monastère perdu dans la montagne. Le 28 juillet 1797 elle sollicite la grâce de prendre le saint habit de l'ordre. La supérieure, Mme de Chabannes, l'accueille avec joie. L'errante trouve enfin le repos, et un peu de bonheur. Les austérités mêmes lui sont douces, et sœur Marie-Joseph de la Miséricorde — c'est le nouveau nom de la princesse — écrit à son confesseur : « Je me porte bien, je mange et dors bien; j'ai faim justement ce qu'il faut pour dîner, et je suis tout étonnée de m'être crue si longtemps obligée de déjeuner et de souper. Quant aux *fricassées*, je les trouve très bonnes; elles ne sont point malsaines et ceux qui en disent du mal font des calomnies. »

Nul doute qu'elle n'eût terminé ses jours dans cette maison *si régulière* et *si fervente*, sans les événements qui s'acharnaient à détruire la paix de la pauvre émigrée. Devant la menace de l'envahissement du Valais par les troupes du Directoire, les deux couvents de Sambrancher, trappistes et trappistines, se dispersent. « Nous sommes parties hier matin en char à bancs, écrit Mlle de Condé (20 janvier 1798), le bon Dieu avait fait cesser le grand froid... » Peu à peu les groupes de religieuses s'émiettent, et bientôt sœur Marie-Joseph n'a plus avec elle que sœur Sainte-Rose qui désormais la suivra partout. Elle va chercher un refuge en Russie, et le 21 septembre 1802 elle prononce enfin ses vœux aux bénédictines de Varsovie.

Je n'entreprendrai pas, après M. de Ségur, la biographie de sœur Marie-Joseph. J'ai voulu seulement constater, en donnant ces détails qui ne figurent pas dans son livre, combien ce livre est incomplet. La traversée du Saint-Bernard par la neige, la description de Sambrancher, le départ du Valais en plein hiver, fournissaient à l'écrivain un chapitre intéressant qu'il a négligé. S'il avait bien lu les lettres de Mlle de Condé, s'il avait consulté l'*Histoire du Valais* par M. Boccard, chanoine de Saint-Maurice, la monographie des *Trappistes en Valais* par M. Chappaz, les archives de l'hospice du Saint-Bernard, de la cure de Sambrancher et de la cure de Saint-Maurice, — un petit voyage en Suisse est fort agréable en été — il nous eût donné une histoire pathétique des aventures de son héroïne. Je suis persuadé qu'on trouvera de même, dans les archives des couvents où vécut sœur Marie-Joseph, des documents abondants et curieux sur sa vie et sur l'état de son cœur. Les pérégrinations de la religieuse à travers l'Europe ne furent donc pas fantaisistes; elles indiquent simplement de grandes misères courageusement supportées. Louise de Condé revit la France en 1815. Forcée

de s'exiler encore pendant les Cent-Jours, elle y revint définitivement en 1816, fonda à Paris l'ordre de l'Adoration-Perpétuelle dont le couvent fut élevé sur les ruines du Temple, et mourut doucement le 10 mars 1824. Le cœur de la religieuse était toujours celui de Louise de Condé. Sa foi était tout amour, ses vertus étaient la bonté et la tendresse. Malgré le meurtre du duc d'Enghien, son bien-aimé neveu, elle ne cessait pas un jour de nommer dans ses prières Napoléon Bonaparte. Lorsque l'empereur mourut, elle chargea Mgr d'Astros de faire dire une messe pour ce *malheureux homme*. Vers la fin de sa vie, ayant définitivement rejeté les scrupules que l'abbé de Bouzonville avait semés dans son âme délicate, connaissant le prix des affections et des larmes humaines, elle disait : « Je vous avoue que ma morale admet peines, douleurs, afflictions, sensibilité, etc., pourvu que tout cela soit soumis et offert à Dieu. Croyant qu'une terre en valeur est un présent plus riche qu'une terre aride et sèche, je crois de même qu'un cœur *animé de sentiments* est une offrande plus agréable à Dieu qu'un cœur *calme jusqu'à la froideur*. » Ainsi elle ne méprisait plus l'amour qui l'avait donnée à Dieu.

IV

Qu'était devenu M. de La Gervaisais, tandis que Mlle de Condé était réduite à la condition singulière de religieuse errante? Comme beaucoup d'esprits libéraux, comme Henry de Virieu, il avait salué avec joie l'aurore de la Révolution. Puis il avait perdu ses rêves politiques et, rentré en France après quelques années d'émigration, il vécut en Bretagne, et ensuite à Versailles, oublié malgré lui, essayant vainement de faire entendre son mot sur les grands événements qui se déroulaient. Il avait, en effet, son mot à dire. Un archiviste qui eut le courage de classer et étudier ses innombrables brochures, M. Damas Hinard, n'eut pas de peine à montrer en lui un *prophète inconnu*. Ce solitaire a une intelligence singulièrement vigoureuse et pénétrante. En 1790, il prévoit l'exécution du roi, l'anarchie sanglante, le maître futur à qui la France se donnera. En 1827, il prédit la révolution de 1830. En 1835, il annonce la chute de Louis-Philippe, l'installation de la République et celle du second Empire. Je m'arrête à ces trois prophéties. Jeune homme ou vieillard, La Gervaisais montre un admirable sens politique.

Il n'avait pas oublié le beau roman de son adolescence. « Enlevé au ciel, puis écrasé contre terre », comme il le disait lui-même, il nourrissait son cœur de cet unique souvenir. Marié à une cousine qui lui donna l'étrange permission d'être fidèle en pensée, il appela du nom de Louise sa fille aînée et l'aînée de ses petits-enfants. En 1836, après un demi-siècle de séparation, et le demi-siècle le plus chargé de ruines et de tragédies, il refit le pèlerinage de Bourbon : aux lieux mêmes où il avait aimé, il connut l'émotion de sentir son vieux cœur battre comme autrefois. Deux ans plus tard, l'année même de sa mort, il parlait encore de ses *éternels regrets*.

En 1787, Mlle de Condé, après la cruelle séparation, avait écrit à M. de La Bourdonnaye : « Dites-lui que si, par la suite du temps, je n'aperçois plus l'ombre du danger, je reviendrai à lui, comme il me l'a dit, mais qu'il faudra un temps bien long qui ne peut se fixer actuellement. » La Gervaisais ne trahit point la promesse de son silence. Mais vingt-huit ans plus tard, en 1815, lorsque l'empereur débarqua à Cannes, prévoyant avec sa lucidité merveilleuse le départ du roi et l'oubli dans lequel serait laissée Louise de Condé, de Versailles il écrivit pour l'engager à partir (1). Cette lettre fut-elle lue? Et vingt-huit années furent-elles regardées comme un temps bien long? Nous ne pouvons le savoir. Les cœurs gardent toujours un peu de mystère. Ce qui nous fut livré des cœurs de Mlle de Condé et de M. de La Gervaisais suffit à nous émouvoir par la triste beauté de leur amour. De leur doux sentiment, ennobli par le sacrifice et par la durée, l'un fit l'ornement précieux de toute sa vie, l'autre fit à Dieu une offrande douloureuse et sacrée.

HENRY BORDEAUX.

NOS HUMORISTES

M. Tristan Bernard.

M. Tristan Bernard s'était levé ce matin plus tôt que d'habitude... Dix heures sonnaient. La chemise entr'ouverte, les pieds nus égarés en des savates trop grandes, les cheveux broussailleux, la bouche mauvaise, et les yeux presque fermés, il entra dans le petit salon, poussa un soupir, se laissa tomber sur un fauteuil et s'endormit... Ça ne lui valait rien, vraiment, de tâcher à devenir matinal.

La rue Édouard-Detaille était si calme ! Nul bruit encore n'en troublait la provinciale quiétude. On ne voyait pas, le nez collé aux fenêtres, de féminines figures, en résilles ou en bonnets, avec des papillottes ou des bigoudis, et les servantes ne songeaient pas à secouer sur les rares passants la poussière des tapis et les miettes des nappes. Il n'y avait même pas d'homme à casquette grise et à tablier bleu pour

(1) Paul Viollet : *Introduction aux lettres intimes de Mlle de Condé.*

offrir, d'une voix glapissante, du mouron aux personnes sensibles qui nourrissent les petits des oiseaux. Morphée régnait encore en ces lieux déserts.

M. Tristan Bernard, les jambes étendues, les mains unies sur le ventre, dormait. Lentement, les minutes s'en allaient. Sa tête alourdie croulait sur sa poitrine parmi les flots noirs de sa barbe. Le quart, la demie tintèrent, puis comme le dernier coup de la demie venait de s'éteindre à jamais, il fit un beau rêve.

La porte s'ouvrit avec douceur; à petits pas pressés, les coudes au corps, un vieux monsieur se glissa dans la chambre. Il était grand et vigoureux encore. Des cheveux grisonnants et bouclés couvraient sa tête, au-dessus du front haut et poli, et une barbiche à deux pointes lui donnait l'air d'un fidèle bonapartiste. Bien qu'il portât une canne à pomme d'or, ses vêtements de forme ancienne révélaient quelque fatigue.

Il regarda M. Bernard, sourit, prit une chaise et s'assit. Muet, il attendit quelques instants; puis, comme M. Bernard ronflait avec tranquillité, il posa sur ses cheveux une couronne de lauriers. Et M. Bernard reconnut sir Charles Dickens. Son âme frémit et des frissons heureux chatouillèrent son corps. Il essaya, par politesse, de se rappeler deux ou trois mots anglais, et n'y parvenant point, il tendit les bras dans un beau geste adorateur. C'était bien le maître, tel qu'on le dépeint quelques années avant sa mort, et tel que le montrent les eaux-fortes qui illustrent les premières pages de ses œuvres. Ah! comme il eût voulu seulement toucher le pan de cette redingote usée, dont les manches brillaient, et dont les coutures s'enfuyaient, mais il ne saisit que du vide, et ennuyé, attristé, il s'enfonça dans son fauteuil.

Et il murmura simplement :

— Oh! maître, maître!

Les mains jointes sur la pomme de sa canne, la tête penchée un peu, M. Dickens le regardait, avec de bons yeux humides, que mouillaient des larmes naissantes, affectueuses et admiratives. Un sourire amical plissait tendrement sa bouche. Ses lèvres enfin remuèrent et, lentes et gracieuses, des phrases rompirent le silence :

— Ainsi, c'est vous, dit-il, vous qu'on appelle Tristan Bernard. Je me sens heureux, bien heureux de vous voir. Je suis un vieil homme et j'habite le pays lointain où s'en vont les âmes défuntes, le pays des fantômes, des spectres et des apparitions blanches. Est-ce le Styx noir et bourbeux, ou les nuages bleus, roses et pâles des célestes demeures? Je ne sais... Mais depuis si longtemps je vous chéris, depuis si longtemps je vous cherche... J'ai soulevé la pierre du tombeau, cette pierre sombre et lourde qui procure aux poètes tant de strophes pathétiques, aux prosateurs tant de paragraphes éloquents, et je suis venu, je ne me rappelle plus comment, jusqu'en cette rue silencieuse, avec la joie d'un père qui va trouver enfin un fils longtemps désiré.

M. Bernard aima cette façon poétique de s'exprimer et sa première émotion disparut. Il observa M. Dickens avec plus de curiosité, et tout de même craignant encore peut-être qu'il ne s'évanouît soudain en spirales claires de fumée, il risqua une chiquenaude sur sa main et pinça sa jambe. M. Dickens ne prêta pas grande attention à ces menues tentatives, il reprit :

— Oui, comme un père qui va trouver enfin un fils longtemps désiré. Ah! Je croyais que jamais je ne goûterais la joie orgueilleuse de revivre dans un autre moi-même, et je me lamentais, je me désespérais... Mais vous voilà enfin... Vous êtes mon fils, mon vrai fils, mon fils unique.

Il contemplait plus tendrement M. Bernard, comme s'il voulait graver pour toujours dans sa mémoire son visage malin, et il murmurait d'une voix pâle et frêle :

— Ah! depuis si longtemps je vous aime, depuis si longtemps... Je songe à vos premiers essais, ces proses ironiques du *Chasseur de chevelures* que publia la *Revue Blanche*, où vous vous amusiez avec Pierre Veber à déformer le réel et à inventer le possible. Mon âme a tressailli en les lisant, et j'ai prévu ce que vous donneriez. Ce furent ensuite des nouvelles, des *Contes de Pantruche et d'ailleurs*, puis des piécettes profondes à la fois et joviales, et vite, vite, votre talent s'affirmait, et ravi je vous voyais tranquillement et d'un pas léger monter de la réputation vers la gloire... Les *Mémoires d'un jeune homme rangé* vous l'ont apportée... Vous êtes mon fils.

Ces paternelles paroles plurent à M. Bernard. Il caressait sa barbe assyrienne avec complaisance. Devait-il rougir de semblables éloges? ou se jeter dans les bras de ce nouveau père? ou rire aux éclats? Il mit la main sur son cœur, son cœur battait avec régularité. Il ébaucha un geste reconnaissant, réfléchit quelques secondes, et laissa modestement tomber ces mots :

— Oui, maître, je suis un humoriste, comme vous, mais je ne vous égale pas. Vous exagérez. J'ai du talent, beaucoup de talent, mais je n'ai pas votre génie. Je me connais. Je suis un homme sage et narquois, doublé d'un observateur exact et minutieux. Les dieux m'ont permis de soulever le beau voile, artistement colorié et aux plis savants, sous lequel nous nous cachons, et d'atteindre sous les apparences la seule vérité. Je sais percer ce caractère factice que nous crée la société et je découvre celui qui est vraiment le nôtre. Peut-il y avoir source plus féconde d'ironies? Je note les infinies contradictions

de nos actes, de nos pensées et des conventions de tout ordre auxquelles nous nous soumettons, et des moments les plus solennels de notre existence comme des minutes les plus insignifiantes, des paroles les plus banales comme des gestes les plus nobles, je fais jaillir un comique si juste qu'il excite au rire les visages les plus renfrognés. Aussi ma fantaisie ne quitte-t-elle jamais la réalité, elle en brode l'ironique commentaire et, obstinément, elle se distrait à démolir toutes les vieilles légendes, toutes les vieilles traditions, toutes les vieilles coutumes, sur lesquelles nous vivons et qui constituent l'hypocrite morale du monde. Voilà ce dont je suis capable.

Il y eut un instant de silence, car M. Bernard était fatigué, et il reprenait haleine. Tout de même il dévida encore quelques phrases.

— Je regarde autour de moi, dit-il. De gentils pantins s'agitent. Ils parlent, ils marchent, ils mangent, ils boivent, ils aiment, de la même façon que leurs pères, leurs grands-pères, leurs arrière-grands-pères et leurs trisaïeux, et tous leurs descendants seront comme eux. Alors, j'arrive en souriant, traînant les pieds, le ventre bedonnant, et doucement je montre, sans avoir l'air de rien, combien leur vie — et la vie en somme — est vide et convenue, édifiée sur des absurdités, des ridicules, et de sots principes. Je ressemble à l'ouvrier blanc de poussière qui démolit les vieilles maisons, je démolis les plâtras conventionnels... Mais vous, vous êtes le maître, le maître puissant, dont le génie railleur et tendre à la fois a créé d'innombrables et d'inoubliables figures, et je vous adore, car vous seul peut-être avez pu embrasser et peindre la vie dans toute sa complexité et sous tous ses aspects, et je vous dois mes émotions les plus précieuses et mes jouissances les plus rares. Que suis-je en face de vous? Un disciple aimant et fidèle et de quelque valeur sans doute, mais un disciple, et vos éloges ne sont que politesses d'un homme bien élevé en visite.

M. Bernard baissa le menton, et, comme si de telles paroles eussent le don d'évocation, des ombres légères, frissonnantes, peuplèrent la chambre, voletant au plafond, s'accoudant à la cheminée ou tapies dans les fauteuils. Et c'étaient M. Pickwick, gras et content; David Copperfield causant avec M. Micawber, M. Pecksniff, l'hypocrite architecte; Master Silas Wegg, l'homme à la jambe de bois, messager et commissionnaire près de Cavendish-Square : et Dombey fils, le cher petit Dombey, qui mourut en comprenant la chanson merveilleuse des vagues. Il n'y avait, hélas! ni Ruth, la mignonne Ruth qui cuisait de si bons plum-pudding, ni Dora, fragile et tendre jouet, ni Agnès, ni la petite Dorritt. Peut-être M. Bernard les effrayait-il encore un peu.

M. Bernard cependant n'eut pas le loisir de s'étonner, M. Dickens secoua la tête, avec énergie, puis il leva un doigt en signe d'amical reproche.

— Vous vous défendez contre mes éloges, dit-il, vous avez tort, car vous les méritez : il faut toujours accepter les éloges justes; les repousser c'est injurier celui qui les formule. Je veux vous dire toute la vérité. J'ai lu et relu les *Mémoires d'un jeune homme rangé*. Oh! voilà bien le chef-d'œuvre de l'humour. Moi, toujours emporté par mon imagination, je m'enthousiasme, je m'exalte, je me passionne, et, fiévreux, maladif, je passe des attendrissements les plus éplorés aux lyrismes les plus fous. Je comprends les voix tristes ou gaies des cloches, et les hurlements du vent, et la plainte murmurante de la mer. Je peuple la nature d'êtres qui tourbillonnent, et je souffle la vie à la matière inerte. Je suis un poète encore plus qu'un humoriste. Mais vous, les classiques vous ont légué toutes leurs qualités, ce goût, cette mesure, cette simplicité qui rendent leurs œuvres impérissables. Vous ne vous attardez pas à d'imprévues et longues descriptions, à de sanglotantes élégies, à de dramatiques invocations. Vous allez droit votre chemin, dégageant de la vie, sans procédés, par la seule observation, l'irrésistible grotesque qu'elle renferme, et comme vous savez dans la foule des détails choisir ceux-là seuls qui conviennent, et dire ce qu'il faut dire, vous possédez le secret d'éviter toute longueur et de ne jamais ennuyer.

M. Bernard tripotait encore sa barbe par contenance. Il ouvrit la bouche, comme s'il voulait parler, mais M. Dickens le devança.

— Oui... vous avez écrit un chef-d'œuvre. Parmi tant de sujets qui s'offraient à vous, vous avez pris le plus simple, le plus banal, l'histoire d'un jeune homme qui aime une jeune fille et l'épouse, et de ce sujet si commun, si rebattu, vous avez tiré une merveille d'observation. Un autre eût imaginé des complications sentimentales, quelque drame déchirant, des parents barbares, une jeune fille perfide. Vous détestez ces procédés, la simple vérité renferme pour vous assez de richesses, et vous éclairez au profond de nous-mêmes des coins encore sauvages. Pauvre jeune homme rangé! Que de petites saletés il commet sans s'en douter, et comme il est tendrement bête et vaniteux, et naïvement cynique! Ah! la jolie petite âme vraiment que lui ont confectionnée la vie de famille, le lycée, la société de ses amis et la fréquentation des lieux nocturnes de plaisir! Votre ironie a tout raillé, ces premiers émois d'un cœur troublé, ces hésitations d'un amour qui s'ignore et peu à peu se reconnaît, et ces actes rapides par lesquels il s'affirme, baisers pris loin des regards paternels, mains serrées furtivement à la hâte, phrases éternelles et niaises : elle en a pour toujours souligné

le comique intime et menu. Ah! quel livre profond, humain, vous avez écrit sous le masque de l'humour! Mon fils, mon fils!...

Alors, soudain, comme M. Dickens s'attendrissait, apparurent Daniel Henry et Berthe Voraud, les deux jeunes mariés, et Louise Loison, l'amie complaisante et rusée qui présida à leurs entretiens, et la vieille grand'mère écrasée de bijoux. Ils se mêlèrent à ceux qui tout à l'heure étaient venus, et tous causaient entre eux comme des frères et des sœurs. Durant quelques minutes, ce fut un bruit délicieux de petites voix fluettes et blanches, et des gestes gauches, rapides et frivoles. Ravis, M. Dickens et M. Bernard écoutaient parler et regardaient s'agiter ces étranges fantômes, et des larmes de joie perlaient au bord de leurs cils. Ils se taisaient, respectueux et émus, sentant bien qu'un seul mot eût rompu le charme qui les enveloppait. Un parfum doux et ancien emplissait le salon, et les portraits accrochés au mur souriaient à cette fête.

Brusquement, midi sonna. Un tramway, tout près, siffla, et dans la rue un pauvre entonna une romance. Les fantômes s'enfuirent, sans laisser de trace, et M. Dickens lui-même s'évanouit. Sa chaise resta vide. M. Bernard se réveilla; un sourire flottait sur ses lèvres. Il recula la chaise, regarda à droite et à gauche, puis, sans perdre de temps en d'oiseuses questions, il se rendormit.

PAUL ACKER.

THÉATRES

OPERA : reprise de *Joseph* (récitatifs de M. Armand Silvestre, mis en musique par M. Bourgault-Ducoudray).

La série des « tripatouillages » continue. Après *Fidelio*, voici *Joseph* qui devient la proie des arrangeurs. M. Gevaërt est le plus érudit et le plus consciencieux des musiciens : M. Bourgault-Ducoudray, pour la conscience et l'érudition, ne le cède en rien à son confrère belge : de plus, il est un compositeur fort distingué. Et tous deux ont consenti à se charger d'une besogne devant laquelle le plus vulgaire bon sens reculerait effaré. C'est un « cas » irritant à force d'être inexplicable. Si encore il s'agissait d'un ouvrage inconnu, dont la révélation dût être ou glorieuse ou utile, et si cet ouvrage ne pouvait donner son plein effet que sur la scène trop vaste de l'Opéra! Mais *Joseph* est de 1807; depuis près de cent ans, il est universellement admiré, reconnu comme l'un des chefs-d'œuvre de la musique française; notre génération a pu l'entendre lors de l'excellente reprise qui en fut donnée il y a quinze ans avec Talazac, Mme Bilbault-Vauchelet et Cobalet; bien mieux, le théâtre même en vue duquel Méhul écrivit expressément son ouvrage, l'Opéra-Comique, le met en répétitions. Y a-t-il une raison au monde qui puisse, non pas justifier, mais seulement excuser un pareil manque de respect et de convenance?... De raisons, il n'y en a qu'une, — excellente pour les directeurs de l'Académie nationale de musique, mais indifférente, j'imagine, à M. Bourgault-Ducoudray, — c'est l'espoir de réaliser quelques belles recettes. Je ne suis pas plus intransigeant qu'il ne faut. Je serais ravi que MM. Bertrand et Gailhard fissent fortune, mais que ce soit par le répertoire, par des ouvrages nouveaux, même par des reprises (comme ces fameuses reprises d'*Alceste* ou d'*Armide*, dont il n'est jamais question qu'au moment où l'on va renouveler le privilège), et non aux dépens d'un chef-d'œuvre...

Je ne voudrais pas que l'on se méprît sur ma pensée. Tout le monde sait que M. Bourgault-Ducoudray est le plus désintéressé des artistes, et je ne pense pas, d'ailleurs, qu'il touche des sommes folles pour ses récitatifs. Il a cédé à une sorte de « délire tripatouilleur », qui semble une maladie bien française... et bien belge aussi. Car enfin, on a prié, supplié M. Bourgault-Ducoudray d' « arranger » *Joseph*; mais que penser de M. Gevaërt qui, — de lui-même, et cela fait rêver! — avait résolu de « compléter » *Fidelio*?... Mais revenons à *Joseph*, puisque aussi bien le chef-d'œuvre de Méhul est la dernière victime de la manie arrangeante.

Laissons M. Armand Silvestre. Il n'a pas commis l'erreur de M. Antheunis qui avait développé le dialogue de *Fidelio*. Sauf en un ou deux passages où sa verve « poétique » n'a pas pu se contenir (par exemple au *Songe de Jacob*, où il a transformé en « ange radieux » en « séraphin si beau, de lumière vêtu », le simple « étranger » que Jacob a vu en rêve), M. Silvestre a resserré plutôt qu'étendu le dialogue du bon Alexandre Duval. Mais, si resserré qu'il soit il n'en tient pas moins, une fois mis en musique, une place tout à fait disproportionnée avec la longueur de l'ouvrage. Les récitatifs forment près du tiers de la partition; c'est dire qu'à la représentation ils remplissent bien davantage, si l'on songe aux mouvements généralement lents des récitatifs, et à l' « ampleur » qu'y mettent d'ordinaire les excellents artistes de l'Opéra. Et cela seul est singulièrement choquant, que plus d'un tiers du spectacle soit occupé par un autre que par Méhul. La « quantité » seule est ici un obstacle à l'impression voulue par l'auteur. Écoutez la délicieuse et naïve romance de Benjamin, au début du second acte. Musicalement

(1) La partition, conforme à l'interprétation de l'Opéra, a paru chez Paul Dupont.

elle est opposée, chez Méhul, aux deux morceaux qui l'encadrent : à la magnifique *Prière* des Hébreux, et à la dramatique invocation de Jacob : *Dieu d'Abraham...* (dans le trio avec Benjamin et Joseph) ; et elle est séparée de ces deux par quelques répliques destinées seulement à « enchaîner ». A l'Opéra, elle est étouffée entre deux récitatifs larges, compacts, sonores, où sont accumulées toutes les ressources de la polyphonie moderne, pages fort intéressantes en elles-mêmes, mais qui, — musicalement et dramatiquement, — forment un véritable contre-sens.

Mieux encore. Vous vous rappelez le début du second acte. Aussitôt le rideau levé, sur un simple accord de l'orchestre, la *Prière* se fait entendre dans le lointain, dite par les hommes. Vous vous la rappelez, avec les voix d'abord à l'unisson, puis qui se séparent, se rejoignent, et s'élargissent encore jusqu'à la dernière note, avec une incomparable majesté, pendant que l'orchestre, deux fois seulement, et seulement par deux notes, soutient le chant, laissant aux voix le soin de conclure. Puis c'est un long silence, comme pour laisser aux chants le temps de monter jusqu'au ciel. De nouveau, c'est l'accord parfait d'*ut* majeur ; et les voix des femmes s'élèvent à leur tour dans la nuit ; l'orchestre est plus discret encore : ce n'est plus qu'une note, toujours la même, l'*ut* tonal ; aux voix, c'est la phrase dite déjà par les hommes, à laquelle une modulation nouvelle donne je ne sais quel élan... Elles s'éteignent, et, quand elles ont fini de vibrer, une fois encore un large silence tombe sur le désert vide... Enfin, la troisième strophe éclate, une gamme ascendante, suppliante, passe des basses aux ténors et des ténors aux soprani ; les femmes imposent la phrase qu'elles viennent de dire : les hommes se joignent à elles ; et, pour la dernière fois, la prière, plus large encore et plus sonore, s'épanouit dans l'immensité.

Pour rendre l'effet de cette prière, je ne trouve guère qu'une comparaison qui, je l'espère, ne vous paraîtra pas trop profane... Vous avez vu jadis, au Chat-Noir, les ombres dont Henri Rivière avait illustré *le Sphinx* de M. Fragerolles. Une mince ligne noire, et qui par sa minceur semblait infiniment lointaine, figurait l'horizon ; une caravane passait : des groupes d'une vérité singulière remplissaient la toile ; ils s'espaçaient peu à peu, et bientôt les derniers disparaissaient : la scène restait vide quelques instants... Alors, un chameau blessé, se traînant à peine, traversait lentement la scène ; on le devinait inquiet de ne plus voir ses frères, s'efforçant en vain de les suivre, les perdant de vue... et il restait seul, complètement, absolument seul, interrogeant avec angoisse la mince ligne de l'horizon. Rien ne donnait mieux l'impression de l'immensité que ce chameau solitaire, entouré de vide de toutes parts... Or, indépendamment de sa pure et majestueuse beauté musicale, la *Prière des Hébreux*, coupée par ses longs silences, donne une impression analogue. Se détachant, si l'on peut dire, sur le silence, elle donne la sensation de l'immensité vide, comme tout à l'heure le chameau perdu. Par quelle aberration M. Bourgault-Ducoudray a-t-il « ajouté des chameaux », ou, pour parler un langage moins figuré, quelle idée a-t-il eue de relier par des récitatifs, — ils n'existent pas dans le texte d'Alexandre Duval, — les trois strophes de la *Prière*, supprimant ainsi la meilleure partie de sa grandeur?...

Cette erreur n'est pas la seule, malheureusement, qu'on puisse relever dans le travail de M. Bourgault-Ducoudray. « Le musicien, dit-il dans un avant-propos, a limité son apport de travail personnel à celui de la déclamation proprement dite. Tous les dessins d'orchestre ou thèmes « rappelés » ont été empruntés soit à la partition même de *Joseph*, soit aux très remarquables solfèges écrits par Méhul pour notre Conservatoire de musique. » Voilà qui est à merveille. Une question se pose, toutefois. Si Méhul a laissé les thèmes en question dans ses solfèges, c'est sans doute qu'il les y trouvait bien placés ; et s'il ne les a mis dans aucun ouvrage de théâtre, je ne vois pas pourquoi on les y mettrait après lui. A supposer que ce soit pur oubli de sa part, il resterait à savoir l'emploi qu'il en aurait fait ; et l'on n'exagérerait guère en affirmant que c'eût été justement le contraire de ce qu'en a fait M. Bourgault. L'idée même de « rappeler » des thèmes est assez surprenante dans un ouvrage où *pas une fois* le procédé n'a été employé par Méhul. Je suis convaincu, puisqu'on le dit, que tous les thèmes sont de Méhul ; mais un thème n'est rien par lui-même, dans un développement symphonique ; et les développements de M. Bourgault sont aussi différents que possible de ceux de Méhul. Comparez l'ouverture de *Joseph* à un récitatif un peu développé. Il n'y a rien de si dissemblable. Voyez encore certaine petite phrase en arpèges qui semble exprimer la tendresse filiale de Joseph ; Wagner l'eût traitée comme l'a fait M. Bourgault-Ducoudray, mais non certainement Méhul. La déclamation, je le reconnais avec plaisir, est toujours juste et souvent puissante, mais, là encore, d'un style qui est le contraire de celui de Méhul. Et c'est là ce qui me passe ! *Joseph* offre des exemples de récitatifs admirables, de Méhul, ceux-là ; sans parler du récitatif classique qui précède le premier air de *Joseph*, rappelez-vous la phrase de Jacob :

Qui prend ma main, qui la mouille de pleurs?...

si expressive et si juste de ton. C'est cette forme qu'il fallait donner aux nouveaux récitatifs, et non une déclamation, juste sans doute, mais dont le rythme

souple et varié est en opposition flagrante avec les rythmes de Méhul, d'une implacable carrure. On sait combien ce qu'on pourrait appeler « l'artifice du triolet » a donné de souplesse à la déclamation : il n'est pas de récitatifs où M. Bourgault n'en fasse usage. Or, dans la partition de Méhul, (si l'on excepte bien entendu, certains dessins d'accompagnement) *pas une fois* ce procédé n'est employé:... Il faut bien avouer que, si l'arrangement de *Fidelio* était, sous certains rapports, plus offensant que celui de *Joseph*, il l'était beaucoup moins au point de vue du style. Enfin, j'ai peur que M. Bourgault-Ducoudray n'ait, dans les lignes citées plus haut, un peu exagéré la modestie de sa tâche. Il a bel et bien écrit et composé des pages entières, avec musique imitative (voir les harpes qui imitent le vol du Séraphin, dans le *Songe de Jacob*), avec toute la conscience et toutes les ressources de son beau talent. Mais était-ce la peine? Et, surtout, était-ce la place?...

J'aurais fini, si je ne tenais à protester contre une légende qui est en train de s'établir au sujet de Berlioz. Vous savez que Berlioz accepta d'ajouter des récitatifs au *Freischütz*; il se le reprocha toute sa vie, ce qui n'empêche pas ses imitateurs de se prévaloir de son exemple. Il semblerait donc que l'auteur des *Troyens* ait fait ce qu'on a trop fait depuis lui : en vérité, il a fait à peu près le contraire. Toute la discrétion, toute la réserve qu'on regrette de ne pas voir dans *Fidelio* et dans *Joseph*, il les a eues. Qu'il ait eu tort de consentir à modifier le *Freischütz*, cela n'est pas douteux. Au moins l'a-t-il fait avec un tact et un respect parfaits. Je viens de relire avec le plus grand soin ses récitatifs, et voici ce que j'ai trouvé. Une fois seulement, au second acte, un véritable dessin d'orchestre accompagne l'entrée de Max chez Agathe : encore n'est-il pas très long ; au premier acte, pendant la scène avec Caspar, les accords de Samiel se font entendre, avec un court dessin de quatre notes qui semble emprunté à la « Fonte des balles » ; ajoutez quelques très rares rappels des mêmes accords de Samiel au cours de la pièce ; puis, toujours au premier acte, trois mesures qui rappellent le chœur moqueur (lorsque Kouno demande pourquoi l'on rit de Max), et là se borne le rôle de l'orchestre... Et c'était Berlioz !... Remarquez, d'ailleurs que si Berlioz a employé (très discrètement) les rappels de thèmes, c'est que Weber s'en était servi lui-même, et pour les mêmes thèmes ; c'était donc appliquer le système de Weber : dans *Joseph* c'est appliquer un système diamétralement opposé à celui de Méhul.

Voyons maintenant, dans les récitatifs du *Freischütz*, le rôle des voix. Au second acte, après le duo du portrait, je note, dans le rôle d'Annette, une phrase mélodique de quatre mesures, sur des accords plaqués; ce n'est en somme que de la déclamation : je la cite pour ne rien négliger. De même, au troisième acte, une réplique d'Annette prend un instant une allure mélodique. Ajoutez, notamment au premier tableau du troisième acte, quelques mesures et une reprise du chœur des jeunes filles, pour donner à Annette le temps d'achever la toilette d'Agathe. Et c'est tout! Partout ailleurs, — je dis partout! — Berlioz s'est religieusement abstenu de toute recherche d'effet musical; il s'en est tenu rigoureusement au *recitativo secco*. Il y a un « songe » aussi dans le *Freischütz!* Pour ce songe, comme pour le long récit de Kouno, au premier acte, Berlioz ne s'est pas départi de sa réserve; là, comme partout, il a employé le *recitativo secco*. Il s'est vraiment borné à la déclamation. Ce qu'il a fait, et ce qu'il a eu tort de faire, du moins l'a-t-il fait en s'efforçant de ne pas attirer l'attention sur sa musique, et en réduisant celle-ci au strict minimum. Et il y a eu d'autant plus de mérite que les dimensions musicales du *Freischütz* auraient permis, à côté, des développements qui sont disproportionnés avec les dimensions de *Joseph*, et que le style de Weber eût, en quelque sorte, autorisé ces développements, interdits par celui de Méhul : en somme, et pour employer un mot assez niais, les récitatifs du *Freischütz* sont moins « avancés » que la musique même de l'ouvrage. C'est précisément le contraire de ce qui arrive pour les récitatifs de M. Bourgault-Ducaudray. Il eût été bon, puisqu'on s'autorise de la faute de Berlioz, de la commettre comme lui. L'adaptateur n'y eût pas perdu grand chose, on voit trop facilement ce que l'ouvrage y eût gagné.

Joseph est mis en scène avec le soin et le luxe ordinaires à l'Opéra. L'interprétation réunit les noms de MM. Vaguet, Delmas et Noté, et de Mlle Akté. C'est dire qu'elle ne pouvait être meilleure.

Le Théâtre-Lyrique de la Renaissance a justifié les encouragements prodigués jusqu'ici à sa louable initiative. Il a monté le *Duc de Ferrare*, de M. Georges Marty, et, de cela, il faut le louer grandement. Je ne puis parler longuement de l'ouvrage, n'ayant pas la partition sous les yeux; il date de vingt ans, et il y paraît un peu. C'est une preuve nouvelle de l'utilité du Théâtre-Lyrique; et la représentation de l'autre soir, plus qu'honorable, devrait mériter à MM. Milliaud de la part de l'État, un peu plus que des encouragements platoniques...

Le 293e anniversaire de Corneille a été dignement fêté à la Comédie-Française par une assez bonne représentation de *Polyeucte*, et de deux actes du *Menteur*, auxquels on a joint l'à-propos obligatoire. *Les Deux Amis* m'ont semblé, du reste, très supérieurs à ce qu'on nous donne d'ordinaire en ces petites solen-

nités ; l'acte de M. Tancrède Martel est ingénieux et touchant, les vers sont fermes et bien frappés.

J'ai le grand plaisir d'annoncer à mes lecteurs le septième volume des *Contemporains*, de M. Jules Lemaître. Ils y trouveront, avec les délicieux articles sur Mme Desbordes-Valmore, des portraits ou « figurines » de J. K. Huysmans, Émile Faguet, Paul Deschanel, Maurice Donnay, etc. Et ils y retrouveront cette intelligence pénétrante, ce jugement sûr, ce style enveloppant... tout, enfin, ce qu'ils ont coutume de trouver chez M. Jules Lemaître, et que je suis très particulièrement heureux de signaler.

JACQUES DU TILLET.

NOTES ET IMPRESSIONS

Je n'étais pas à Auteuil, dimanche dernier, lorsque les petits crevés de la Jeunesse Royaliste et des grands bars commirent leurs inconvenances à l'égard de M. le Président de la République.

Je ne le regrette qu'à moitié, premièrement parce que le spectacle de ces polissonneries n'avait rien de bien attrayant, en second lieu parce que les neuf dixièmes des personnes qui étaient au pesage n'ont rien vu et que j'aurais eu chance — passant tout mon temps d'ordinaire au pari mutuel — de ne rien voir non plus, enfin parce que si j'avais vu quelque chose, je n'aurais peut-être pas pu m'empêcher de crier : « Vive Loubet! » — cri éminemment séditieux, qui m'aurait valu un sérieux passage à tabac, une nuit au Dépôt, et sans doute un casier judiciaire.

L'autre jour, sur les marches du Palais, un naïf citoyen qui avait eu l'audace de crier : « Vive la justice! » a été roué de coups, jeté par terre et laissé pour mort par cette même police de qui ce n'est pas la faute si M. le baron de Christiani n'a pas fendu le crâne du chef de l'État.

Par le temps qui court, le plus élémentaire souci de leur sécurité commande aux républicains d'éviter les manifestations, moins à cause des manifestants que des brigades centrales. Et ce parti prudent est aussi le plus politique, car messieurs les réactionnaires, royalistes, nationalistes et déroulédistes ne sont guère nombreux, et si les badauds n'affluaient sur leurs pas, leur infériorité numérique apparaîtrait si éclatante qu'ils se décourageraient bientôt.

Grâce au ciel, il n'est pas probable que l'agresseur de M. Loubet soit le fondateur d'un nouveau « Christianisme. » La noblesse française a dû prendre, depuis un siècle, l'habitude de la défaite ; mais le succès qu'elle a remporté dimanche à Auteuil pourra compter parmi les plus tristes pages de son histoire. Ces injures et ces voies de fait contre un vieillard, homme honorable et doux, contre le représentant officiel de la France devant l'étranger, et cela, quand la tribune était remplie de membres du corps diplomatique et de femmes dont certaines en eurent des attaques de nerfs — tout cela est tellement bas et vilain, que les coréligionnaires politiques de ces mal appris — étant de sang-froid, le soir, devant leur papier — n'ont pas osé les approuver sans réserve. Est-ce Courteline ou Charles Leroy qui a conté ce mot si drôle d'un sergent à un soldat d'un an, fils à papa, qui se permettait de cracher par terre :

— Ah! ça, vous... (je passe les jurons) — est-ce que vous vous croyez ici dans un salon?

Se croyaient-ils dans un salon, l'autre dimanche, les muscadins de l'Œillet blanc et du Petit Chapeau?

*
* *

Il faut que ces jeunes nigauds connaissent bien mal le tempérament généreux et chevaleresque du peuple français, pour n'avoir pas prévu le résultat de leurs frasques.

M. Loubet, jusqu'ici, inspirait généralement une solide estime ; on le tenait pour un homme d'honneur et de bon sens, la sécurité de la République et des familles. C'était déjà un joli lot, j'en conviens : ce n'était pas la grande popularité. Cette grande popularité — que Gambetta seul, ou à peu près, avait obtenue *et méritée*, depuis trente ans — M. Loubet est en train de la recevoir de la main de ses maladroits ennemis, et de s'en montrer absolument digne par le courage simple avec lequel il dédaigne leurs fureurs.

Du même coup, nos gentilshommes ont dévoilé leur impuissance totale. Comme disait Huguenet dans *la Carrière*, c'est la gaffe, la fâcheuse gaffe.

Dans les *Notes sur la vie*, d'Alphonse Daudet, on trouve cette opinion que « l'autorité est un saint-sacrement qu'il faut laisser au fond du tabernacle et n'exposer que très rarement... » Encore l'autorité est-elle, quand elle le veut bien, une très substantielle réalité dont un ministre de l'Intérieur ou un préfet de police à poigne, pour peu qu'il en ait le sincère désir, a la certitude de pouvoir faire l'usage le plus efficace. Des formidables poings de nos gardiens de la paix, de leurs bottes à clous et de leurs casse-têtes, il faut vraiment le faire exprès pour ne pas tirer des effets sûrs.

Mais avec quelle justesse le sage conseil d'Alphonse Daudet s'applique-t-il à cette aristocratie moderne, qui ne dispose d'aucun moyen d'action positif, et n'est plus qu'une pure fiction! Les nobles d'aujourd'hui sont vraiment malheureux. Ils n'ont plus rien. Ils ne travaillent pas : ce serait déchoir, et ils en

seraient, pour la plupart, bien incapables. Ils n'ont pas l'ombre d'influence politique. Leur bourse est, les trois quarts du temps, aussi vide que leur cervelle. Ils sont presque tous décavés, à moins de réussir à monnayer leur blason dans quelque combinaison matrimoniale avec une fille de financier juif ou de marchand de porcs américain.

La seule force qui leur reste est un prestige, encore puissant sur les foules, qui n'a plus aucune base réelle et ne repose que sur une illusion. Le mystère et le silence sont les conditions indispensables à la conservation de ce privilège. Il doit, pour se maintenir, frapper savamment l'imagination des snobs, qui fait tout son pouvoir. D'où la nécessité de l'ésotérisme.

Ce monde n'existe que parce qu'il est un monde fermé — ou, tout au plus, entrebâillé. Le faubourg Saint-Germain figure une sorte d'Eleusis. Les grands cercles sont des manières d'associations secrètes. Tout l'intérêt qu'il y a à être du Jockey, de la rue Royale ou de l'Épatant, c'est que n'en est pas qui veut. C'est la caste, qui n'est constituée que par son exclusivisme même, la caste en soi. Et tout cela était très ingénieux, très bien compris.

Seulement, il ne faudrait pas que des étourneaux vinssent détruire cette organisation et révéler aux profanes que ces pompes et ces rites énigmatiques ne cachent que le néant, comme un sphinx dont les devinettes seraient sans réponse ou une charade qui n'aurait pas de mot.

J'ai idée que les trois ducs, M. de Rohan, président de l'Union, M. de Doudeauville, président du Jockey, et M. de La Trémoïlle, président de la rue Royale, ont dû froncer le sourcil avec humeur en apprenant l'intempestive échauffourée d'Auteuil. D'ailleurs, les ducs, même sous la République, que l'on conçoit qu'ils n'aiment guère, demeurent des hommes de gouvernement. On rapporte qu'un duc académicien aurait décidé par son vote, après un grand nombre de tours de scrutin, l'élection d'un de nos hommes d'État, dont il ne partageait aucune opinion, disant qu'il était impossible d'infliger l'affront d'un échec à un personnage qui, après tout, avait eu l'occasion de porter la parole au nom du pays.

Mais, si les ducs avaient oublié dans la fièvre présente leurs principes habituels d'ordre quand même, le tort immense fait aux institutions dont ils ont la garde aurait suffi à fixer leur avis. Un « cercleux » n'est quelque chose que dans son cercle, grâce aux règlements et aux valets de pied qui en interdisent l'accès au vulgaire; s'il descend dans la rue, il redevient lui-même, il n'est qu'un sot. L'arche n'est sacrée qu'au fond du saint des saints : sur le forum, ce n'est plus qu'une caisse de planches pourries.

*
* *

Ces fâcheux incidents redoublent les regrets qu'on a de la disparition de ce prince charmant, ou du moins de ce charmant prince, aujourd'hui duc de Talleyrand et Sagan.

Auteuil était son œuvre ; il n'eût pas souffert qu'on la compromît par des bêtises, et il avait une autorité assez grande dans les milieux de chic et de sport pour décider qu'insulter et frapper le Président de la République, un jour de grand steeple, n'étant pas *smart*, il y avait lieu de s'en abstenir.

Certainement, si Sagan avait été là, la victoire de Tancarville eût été le seul événement de la journée. Il trouvait, non sans apparence de raison, la politique assommante et contraire à cette vie de luxe esthétique et de frivolité élégante dont, par un tacite consentement universel, il s'était constitué l'arbitre et le grand maître. Il excellait à aplanir les difficultés, à calmer les grincheux, à apprivoiser les sauvages, et il avait su par sa bonne grâce se concilier notre terrible Conseil municipal autonomiste, socialiste et révolutionnaire.

Hélas ! le pauvre Sagan est condamné à la retraite par une pénible maladie, et il est à craindre que nous ne revoyions plus sur les champs de course ni dans les couloirs de théâtre ses cheveux de neige ondulée, son gilet blanc et son monocle dont le cordon large est célèbre dans les deux hémisphères.

*
* *

Si son état de santé lui permet d'être tenu au courant de ce qui se passe, ce doit être un autre chagrin pour lui que la dispersion aux enchères publiques des meubles et objets d'art du splendide château de Valençay, qu'il venait d'hériter de son père.

Certains tableaux, mais surtout des meubles, à cette vente sensationnelle, ont atteint des chiffres exorbitants. 40 000 francs pour une commode et 25 000 francs pour une table de nuit ont été des prix moyens. Un ébéniste anglais a payé 300 000 francs 4 ou 5 chaises ou fauteuils en vieille tapisserie.

Nous achevons, d'ailleurs, de traverser la saison des grandes ventes et chacun a pu constater que cette formidable hausse est un phénomène général et non particulier à la vente de Valençay. A vrai dire, c'est un phénomène qui continue. Voilà quelques années déjà qu'il a commencé, et personne n'a encore oublié le fantastique épisode de *l'Angelus* de Millet.

La rue Laffitte est dans la joie. Les marchands de tableaux s'achètent des gendres, et les brocanteurs se frottent les mains avec une ardeur qui laisse loin derrière elle celle du caissier de l'Odéon. Et les âmes simples conçoivent une admiration profonde pour la peinture à l'huile.

Je n'en suis pas l'ennemi et je reconnais que les peintres sont souvent très gentils, comme, par exemple, lorsqu'ils élisent à l'Académie des Beaux-Arts un fin lettré, notre ami et ancien collaborateur M. Henry Roujon. Espérons qu'en revanche on n'imposera pas un architecte à l'Académie française.)

Mais les prix vertigineux atteints par les productions du crayon, du pinceau et de l'ébauchoir — si je m'en réjouis pour les camarades qui manient ces outils-là — me semblent souligner l'infériorité irrémédiable congénitale, et le caractère antisocial des arts plastiques.

Les artistes de cet ordre sont unipares, si l'on peut ainsi s'exprimer. Lorsqu'ils engendrent, le produit, est unique, solitaire, stérile, impossible à reproduire. Léonard fait la *Joconde*. C'est un chef-d'œuvre, une gloire humaine, sur le même rang qu'*Œdipe Roi*, *Athalie* ou *Parsifal*. Seulement, Léonard ne fait qu'une *Joconde*; son génie est localisé sur ce petit rectangle de toile peinte, dont personne ne pourra jouir pleinement à moins de se transporter au point infinitésimal qu'il occupe dans l'espace infini. Combien d'individus ne verront jamais la *Joconde*, bien qu'elle soit au musée du Louvre ! Combien de merveilles ont été détruites par un accident, ou appartiennent à des collectionneurs et sont à jamais perdues.

L'accident a toujours été menaçant. Le collectionneur l'est devenu de nos jours d'une façon scandaleuse. Dans les cités grecques et sous l'ancienne monarchie française, l'État, qui était tout, maintenait en somme les œuvres d'art à la disposition du public ou au moins de la fraction du public qui s'y intéressait. Maintenant, avec notre régime de démocratie individualiste et ploutocratique, avec nos États ruinés par les dépenses militaires, tous les chefs-d'œuvre seront peu à peu confisqués par de riches particuliers. Qui sait si, dans quelques dizaines d'années, les collections du Louvre ne seront pas envoyées à l'hôtel Drouot pour combler le déficit croissant du budget ?

Les œuvres littéraires et musicales n'ont pas à craindre de pareilles disgrâces. Elles constituent le vrai patrimoine intellectuel, le patrimoine inaliénable de l'humanité. Le pauvre, pour quelques deniers, les possède aussi bien, souvent mieux, s'il est plus intelligent, que l'insolent milliardaire. Surtout depuis l'invention de l'imprimerie, littérature et musique participent vraiment de ces attributs divins, l'éternité et l'ubiquité.

PAUL SOUDAY.

LA RESPONSABILITÉ DE LA PRESSE
EN MATIÈRE D'INJURES ET DE DIFFAMATIONS

La liberté de la presse, œuvre de la République, est d'autant plus sacrée qu'elle est la garantie de toutes les autres libertés. Mais c'est la convertir en tyrannie que d'ajouter au pouvoir de tout dire sans entraves en matière d'opinions, le pouvoir de tout oser impunément en matière d'injures et de calomnies, vis-à-vis des personnes investies d'une fonction ou d'un mandat public.

Or, c'est bien là le privilège que la pratique des faits assure aujourd'hui au journaliste.

Le jury, qui s'estime fait pour prononcer sur les attentats contre les biens ou les personnes, et non sur des délits touchant à la politique, a de plus en plus consacré, par ses partis pris d'acquittement, un système d'impunité qui infirme les pénalités de la loi, fait renoncer aux plus justes poursuites, et est en pleine contradiction avec la volonté du législateur.

***

L'impunité des diffamateurs leur est un encouragement.

En Angleterre, pays classique de la liberté, la calomnie devient une industrie de plus en plus inconnue parce que, de par la sévérité des sentences, elle ruine ceux qui la pratiquent; en France, elle est d'autant plus florissante qu'elle est le plus facile moyen de gagner, en toute sécurité, lecteurs et argent.

Les hommes investis de mandats publics sont donc constamment en butte à des injures et à des calomnies dont l'odieux se mesure à la hauteur de la place qu'ils occupent. Il s'agit de les dégoûter de leurs fonctions et de dégoûter d'eux le pays. Du même coup, au grand détriment des intérêts communs, on tient éloignés de la vie publique des citoyens de haute intelligence et de noble caractère qui refusent de l'estime de leurs compatriotes des mandats électifs pour ne pas s'offrir en proie, eux et leur famille, aux soufflets quotidiens de la diffamation.

Sans doute, il y a quelques sceptiques qui, en s'amusant de la presse de mensonge, la méprisent et voient en elle une irresponsable à qui on passe toutes les folies. Mais la grande masse lui fait confiance, et, alléchée en même temps qu'aigrie par des diffamations quotidiennes, elle se persuade que si ces diffamations sont tolérées c'est parce qu'elle sont véridiques.

De là une exaspération croissante des passions mauvaises, un parti pris de haine contre les hommes publics « tous abjects », un discrédit fatal de nos institutions, une habitude de tout conspuer, qui désagrège ces forces morales dont est faite la vie d'un peuple.

***

N'étaient les aveuglements et les complaisances qu'engendre l'esprit de corps, il y aurait unanimité là-dessus parmi les journalistes qui ont gardé le respect de la vérité, de leurs lecteurs et d'eux-mêmes.

C'est leur intérêt que la presse ne soit pas déconsi-

dérée et que son absolue liberté ait pour contrepoids la responsabilité des méfaits de droit commun auxquels certains la font servir.

Pour assurer cette responsabilité, il suffirait de replacer la presse sous la juridiction de droit commun en ce qui concerne les délits d'injure, d'outrage ou de diffamation, commis, à raison de leur fonction ou de leur qualité, contre des personnes chargées d'un service ou d'un mandat public.

Que ces délits soient désormais déférés aux tribunaux correctionnels, avec faculté laissée aux accusateurs d'administrer tout genre de preuves, soit orales, soit écrites, pour établir la vérité des faits diffamatoires!

***

Invoquant des précédents, on opposera telle époque où les délits de presse avaient pour juges de gros censitaires choisis par l'arbitraire préfectoral; on allèguera la juridiction du jury telle qu'elle était établie ou réclamée en des temps où la liberté de la presse était étouffée par d'innombrables mesures préventives et restrictives, et où l'appel à l'opinion apparaissait comme le seul recours contre la multiplicité des délits d'opinion.

Mais les temps sont tout à fait changés, depuis la loi de 1881.

Plus d'entraves ni à la profession d'imprimeur ni à la création des journaux; plus de cautionnement; plus d'autorisation préalable; plus de timbre; plus de détention préventive, plus de saisie.

Tous ces délits d'opinion, qui prêtaient aux interprétations les plus élastiques et armaient le pouvoir pour les pires persécutions, ont été rayés de la loi. Attaques contre la liberté des cultes, contre le principe de la propriété, contre les droits de la famille, contre la morale publique et religieuse, contre le respect dû aux lois, contre la Constitution, contre le principe du gouvernement et le suffrage universel; provocations à la désobéissance aux lois, à la haine et au mépris des institutions existantes, à la haine des citoyens les uns contre les autres, aux délits ou aux crimes non suivis d'effet...: tout cela était naguère légalement interdit; et tout cela est légalement autorisé depuis la loi de 1881.

Certainement le jury est de tradition libérale et républicaine; certainement le jury a été désirable, nécessaire tant qu'existaient tous ces délits d'opinion. Mais aujourd'hui la liberté est complète; et ceux-là vont à l'encontre de l'esprit républicain qui veulent maintenir un état de choses aboutissant à identifier avec la liberté d'écrire, la liberté d'injurier et de calomnier.

Oui, il faut que le journaliste puisse dogmatiser sur tout comme il lui plaît, attaquer lois ou hommes publics avec la plus passionnée véhémence, avec la plus extrême injustice, avec la plus entière liberté.

Oui, il faut que les fonctionnaires, les mandataires du peuple, puissent être discutés, contrôlés, et, toutes les fois qu'il y a lieu, hautement incriminés; mais encore faut-il ne pas faire d'eux des parias, selon un mot d'Eugène Pelletan, en les mettant hors la loi, et, « quand on accorde aux particuliers, même les moins méritants, même aux repris de justice, le droit de venger l'atteinte portée à leur considération, la refuser, à qui? A des hommes investis de la confiance du gouvernement ou du suffrage universel, qui, par la nature même de leurs fonctions, sont plus exposés que les autres citoyens aux ressentiments ou aux inventions de l'esprit de parti, et n'en seront par conséquent que plus outragés ou plus diffamés. »

***

On sait l'objection. Les juges correctionnels sont suspects de recevoir servilement le mot d'ordre du gouvernement.

Mais si une telle suspicion contre les juges est fondée, il n'y a pas lieu d'en limiter les conséquences aux affaires de presse. Dans toutes les affaires n'y a-t-il pas en jeu des citoyens qui sont des amis ou des ennemis du pouvoir, et qui, à ce compte, trouveraient nécessairement les juges ou favorables ou hostiles?

Travaillons à rendre de plus en plus effective la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif; assurons de plus en plus l'indépendance de la magistrature; mais reconnaissons que c'est la tradition des magistrats républicains, jugeant en un temps de libre discussion, sous les yeux d'une presse vigilante et d'un public en éveil, de rendre des arrêts, non des services; reconnaissons en même temps que, s'ils ne sont pas tous inaccessibles à la partialité et à la passion, le jury non plus ne l'est pas; reconnaissons enfin qu'en dehors des lumières et de la compétence spéciale, c'est une garantie énorme que l'obligation de justifier sa sentence.

Au tribunal correctionnel, le jugement n'a pas lieu par oui ou par non; il est détaillé, dissèque l'accusation, s'appuie sur des raisons explicites et fait profiter l'honnête homme injustement diffamé d'une éclatante mise en lumière de son honneur et de la considération à laquelle il a droit.

L'absence de considérants qui expliquent et motivent la sentence fait que le verdict du jury, même quand il vous donne raison, a quelque chose d'obscur et d'insuffisant, et que, s'il acquitte votre calomniateur, cet acquittement est votre condamnation, vos adversaires pouvant toujours, avec vraisemblance, déclarer fondé sur la vérité des faits allégués un verdict dû à une présomption de bonne foi ou à un parti pris d'indulgence.

***

Depuis trop longtemps les honnêtes gens se disent: quand donc ces torrents de boue qui salissent tout, seront-ils arrêtés par une loi de moralité et de salubrité publique?

L'heure est venue de mettre un terme à cette immunité de l'outrage et de la diffamation qui fait la joie des ennemis de la République et des ennemis de la France, et de rassurer la foule des esprits simples qui ont peine à comprendre qu'un régime soit respectable quand il ne se fait pas respecter.

Il n'y a rien de commun entre les droits de la pensée et les voies de fait d'une plume qui injurie et calomnie.

***

Le texte soumis à l'examen du Sénat est celui que for-

mula, en 1890, le doyen de nos parlementaires M. Marcel Barthe, que défendirent éloquemment les vieux républicains, Tolain, Challemel-Lacour, Floquet, et qui fut voté, par la haute assemblée, à une grande majorité, malgré l'opposition de toute la droite.

Une réforme de ce genre est toujours sûre d'avoir contre soi tous les ennemis de la République par le même motif qui fait que, s'ils devenaient les maîtres, elle les aurait pour soi, avec des aggravations auxquelles répugnera toujours le libéralisme impénitent des républicains.

JOSEPH FABRE.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Le nouveau volume de poésies de M. Robert de Montesquiou, *Les Perles rouges*, paraît aujourd'hui. C'est une suite de 93 sonnets, reliés au fil d'une inspiration unique. Le subtil poète a évoqué dans ce livre l'âme du vieux Versailles, toute une poésie de décors, de sensations d'un autre temps que M. de Montesquiou, dont Versailles est le séjour ordinaire et préféré, s'est donné la joie de revivre.

J'emprunte aux « bonnes feuilles » du livre ce sonnet :

VOITURES

Ou tant d'or se relève en bosse.
MOLIÈRE.

Véhicules pompeux de baptême ou de sacre,
Carrosses monstrueux, frêle chaise à porteurs,
Vous êtes la Maison-du-Berger des pasteurs
Dont le bien au soleil mesure plus d'un acre.

De laquais chamarrés, de graves conducteurs
S'ornaient vos housses d'or et vos brancards de nacre :
Vos caisses, vos panneaux portent un simulacre
Dont le symbole éteint évoque les acteurs.

Des traineaux, faune ou fleur, le décor s'évertue :
Pour Barry, léopard ; pour Maintenon, tortue ;
Pompadour a son tigre, Antoinette ses lis.

Violettes Empire, hortensias d'Hortense,
Roulez, portez, glissez vers vos passés pâlis
Votre éternellement immobile partance.

Annoncé pour demain :

Nos Actrices, l'album d'aquarelles de Cappiello, dont M. Marcel Prévost a écrit la préface.

Pour mardi :

Le Jardin des Supplices, de M. Octave Mirbeau.

La mise en vente du nouveau roman d'Anatole France, *Pierre Nozière*, qui était annoncée pour aujourd'hui, est renvoyée à la fin du mois.

Nous avons ici, à plusieurs reprises, signalé l'extension croissante de l'industrie du livre en Allemagne.

Le journal *le Droit d'auteur* nous fournit à ce sujet quelques renseignements nouveaux, qui sont à noter.

Il y a dix ans, en 1889, l'importation des livres étrangers en Allemagne représentait une valeur de près de 12 millions de marks, et l'exportation une valeur de 37 millions et demi.

En 1898, l'importation s'est approchée du chiffre de 20 millions de marks; l'exportation a atteint celui de 64 millions et demi.

Parallèlement à cet accroissement de production et de trafic, le nombre des maisons de librairie en Allemagne ne cessait d'augmenter; il était de 6219 il y a cinq ans; il est de 7083 aujourd'hui.

Cinquante-cinq nouvelles maisons d'édition se sont créées en Allemagne depuis un an !

Le prochain volume de la série si remarquée des « Livres d'or de la science » sera consacré aux *Grandes Légendes de l'Humanité*.

Auteur : M. L. Michaud d'Humiac.

Un correspondant de la *Revue internationale de l'Enseignement*, chargé de cours à l'Université de Caen, adresse à cette revue quelques judicieuses observations touchant la situation assez précaire de la plupart de nos bibliothèques de province, et pose cette question : « En dehors de l'aide pécuniaire que nous voudrions pouvoir attendre de nos conseils généraux et municipaux, n'y aurait-il pas encore un moyen d'enrichir régulièrement et sans frais un certain nombre au moins de ces bibliothèques? »

Et l'honorable professeur répond lui-même à la question qu'il a posée : « Oui ; ce moyen existe... »

Il consisterait à diriger vers les départements, selon un mode de répartition à déterminer, le *second* exemplaire du dépôt légal, aujourd'hui retenu sans grand profit à Paris.

On sait en effet que, conformément à la loi, deux exemplaires de tout ouvrage nouveau sont dus à l'État; l'un est adressé à la Bibliothèque nationale ; l'autre, remis au ministère de l'Instruction publique, s'en va par les soins du ministère dans l'une des bibliothèques annexes de Paris (Sainte-Geneviève, Mazarine, Arsenal, etc.). C'est celui-ci qui, nous semble-t-il, trouverait ailleurs une destination plus utile.

A Paris, il fait en somme double emploi, et ne sert qu'à une clientèle restreinte de lecteurs qui aussi bien sont toujours assurés de trouver rue Vivienne l'ouvrage qu'ils désirent; en province, au contraire, à condition de ne pas éparpiller les livres entre un trop grand nombre de bibliothèques, le dépôt légal augmenterait et renouvellerait singulièrement les vieux fonds.

Le procédé est suivi dans le Royaume-Uni où ce même dépôt, fixé à cinq exemplaires, alimente non seulement le Musée britannique, mais Oxford, Cambridge, Edimbourg et Dublin. L'avantage, d'ailleurs réel, qu'a actuellement Paris à posséder en lieux différents deux exemplaires de tout ouvrage récent n'est-il pas plus que compensé par l'inconvénient d'en priver sans nécessité le reste du pays, déjà si inférieur en ressources?

Le mode de répartition entre les bibliothèques, le nombre et la désignation de celles-ci seraient naturellement questions à examiner et à débattre; on peut les résoudre de bien des façons, toutes acceptables; la moins bonne serait toujours supérieure à l'état actuel, où il y a accumulation de richesses sur un point et disette tout à l'entour.

Les étudiants et les lettrés de province, qui sont nombreux, souhaiteraient que cette judicieuse proposition ne passât pas inaperçue.

EMILE BERR.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37975. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 24. 4e SÉRIE. — TOME XI 17 JUIN 1899.

LA SOLIDARITÉ DES ÉTATS

Mémoire présenté à la conférence de la Haye (1).

Si la conférence n'était autre chose, elle serait incontestablement l'admission de la possibilité d'une entente durable entre les États civilisés. Cette admission seule suffit pour ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de l'humanité. Dès qu'un État n'est pas nécessairement l'adversaire d'un autre État, il s'ensuit qu'une association d'États n'est pas nécessairement l'adversaire d'une autre association d'États. Et la conséquence logique de cet axiome, c'est la possibilité de l'association de tous les États civilisés. A quel point la pensée de cette association s'est emparée de l'opinion publique, les témoignages qui nous arrivent par centaines de tous les coins du monde en sont une preuve éloquente.

Eh bien, cette association, dont le but — clairement reconnu ou seulement vaguement rêvé — serait l'exploitation commune de l'univers, existe depuis longtemps dans le cœur des peuples civilisés et pourrait être mise en pratique, si deux adversaires, également puissants, ne lui faisaient obstacle.

Le premier de ces adversaires, c'est l'individualisme par trop prononcé des *étatistes*. La seconde, c'est l'appréhension des *antiétatistes* de voir augmenter la force des États par leur alliance.

Le fait même que les antiétatistes s'acharnent contre la reconnaissance de la solidarité des États civilisés devrait suffire pour démontrer l'utilité, la nécessité de cette reconnaissance.

L'argument des patriotes étatistes contre le principe de la solidarité *des États* est que la reconnaissance universelle de cette solidarité pourrait porter atteinte à l'indépendance *de l'État*.

Tâchons d'abord de dissiper ce préjugé traditionnel.

De même qu'une association quelconque des sujets d'un État est loin d'être la négation de l'individualisme, l'association de plusieurs États, et même l'association de tous les États, ne pourrait être la négation de l'étatisme.

Bien au contraire, l'entente des États entre eux implique même leur indépendance, car cette entente ne pourrait être réalisée que par la liberté d'action. Si l'on parvient à s'entendre, c'est qu'on a bien voulu y arriver; mais un État ne peut réaliser cette entente qu'autant qu'il est maître chez lui.

La position d'un État vis-à-vis des autres États dépend, d'une part, de la force qu'il représente, de l'autre, de l'usage qu'il veut faire de cette force. Plus cet État représente la somme des forces de ses sujets, plus il en impose aux autres États; et plus il aura d'influence dans la société des États, plus il en imposera à ses sujets. L'individu tiendra d'autant plus au maintien de l'État que celui-ci pourra mieux défendre ses intérêts; l'association des États tiendra d'autant plus à le voir se maintenir qu'elle pourra plus espérer en être soutenue.

Par conséquent, l'influence morale, donc pacifique, qu'un État sera capable d'exercer dans le con-

(1) Pour montrer à quel point l'opinion des diplomates et des délégués à la Conférence de la Haye se conforme aux idées de justice internationale que nous n'avons pas cessé de défendre ici, nous croyons pouvoir donner le mémoire présenté à la Conférence par un des délégués d'une des grandes puissances de l'Europe centrale.

cert des États en faveur des intérêts de ses sujets, ne pourra pas pousser ces derniers à sa négation.

Ce n'est pas la bonne entente de l'État avec ses voisins qui pourrait mettre en danger son indépendance ; ce n'est pas davantage l'harmonie qu'il parvient à établir parmi ses sujets. Bien au contraire, nous voyons qu'un État périt par son incapacité à se mettre d'accord avec ses sujets, ainsi qu'avec ceux des États qui se sont fait une entente avec lui.

C'est seulement lorsqu'un État veut se dérober au progrès général qu'il cherche le salut dans l'isolement et le désaccord avec ses voisins.

On qualifiait cette sorte de politique commune à toute époque de politique égoïste; je crois pouvoir l'appeler la politique à courte échéance; la politique aveugle, ignorant le lendemain; la politique opportuniste préoccupée d'aujourd'hui seulement; politique qui n'en est pas une, car politique veut dire prévoyance, ou bien ne veut rien dire. La seule raison d'être de l'État, c'est la clairvoyance ; où celle-ci vient à manquer, l'État est opposé aux attaques de deux adversaires également dangereux : l'internationalisme et le particularisme.

Mais si l'humanité entière est trop vaste, la commune est trop étroite pour défendre l'individu. La sécurité et le développement physique, matériel et moral de l'individu ne pourrait se passer de l'État.

Non seulement une société n'a jamais prospéré sans mettre l'étatisme au-dessus de tout intérêt privé ou humanitaire, mais encore son développement même n'était qu'un instrument de la décadence.

Nous souscrivons entièrement aux principes de Machiavel, ce premier des penseurs étatistes du xve siècle, quant au but qu'il poursuivait; nous ne différons que sur les moyens.

Aujourd'hui comme de son temps, il s'agit de défendre l'État contre toute force qui voudrait lui disputer l'autorité suprême; seulement, et l'État et les forces antiétatistes ont changé d'aspect.

Ce n'est plus un État qu'il nous faut défendre, ce n'est plus un ennemi seulement qu'il nous faut attaquer; c'est l'ensemble des États civilisés dont l'existence est menacée par l'ensemble bien organisé des éléments subversifs.

Ce qui a surtout changé, c'est l'étendue du théâtre sur lequel nous sommes appelés à jouer nos rôles. Ce n'est plus la vieille Europe seule qui est appelée au maintien de l'ordre social; ce n'est plus contre des Européens seulement qu'il doit être maintenu. A moins de condamner le monde civilisé à former une mosaïque de communes impuissantes, exposées à l'attaque de la première bande venue de malfaiteurs, il faut accepter son groupement sur une plus vaste échelle.

Mais si la délimitation des différents États existants est nécessaire à leur individualisme, il est inutile et dangereux de les entourer d'un mur de Chine. Les frontières qui séparent les États civilisés ne doivent pas être des remparts. Comment faire du reste pour les rendre infranchissables? On pourrait à la rigueur se calfeutrer contre l'invasion des nations étrangères, contre leurs produits, leurs monnaies, mais l'invasion des idées, aucune fortification ne pourrait l'empêcher.

Le devoir qui incombe aujourd'hui au monde civilisé, c'est de se prémunir « *viribus unitis* » contre la possibilité d'une action barbare.

L'accord des États civilisés est loin d'être la paix universelle et éternelle, bien au contraire, c'est la lutte incessante et implacable; mais la lutte de la conservation et du progrès contre le principe de l'égalité qui préconise la déchéance universelle.

Où il ne reste personne à protéger, personne ne protégera plus. Mais le progrès c'est le développement des plus forts. Où il y a des forts il y a des faibles. Jamais le faible ne doit être écrasé, mais jamais on ne doit se faire entraîner par lui dans le gouffre de l'impuissance.

Comme le progrès général peut être soutenu par le plus fort partout où il surgit, ainsi la décadence, au moins partielle, peut être infligée par la masse des plus faibles, partout où s'exerce son influence funeste.

Conservateur et homme d'État sont synonymes, seulement il y a hommes d'État et hommes d'État. Conserver l'État veut dire défendre son organisme contre les microbes qui l'envahissent; conserver ces microbes veut dire s'attaquer à l'État.

Voilà où nous nous trouvons en contradiction directe avec le grand Florentin. Machiavel était le défenseur de l'organisme et des microbes; il n'osait s'attaquer à ces derniers, craignant qu'un semblant même de désaccord entre les forces de l'État n'encourageât ses adversaires.

Il ignorait qu'en défendant les vers rongeurs, il démolissait la base même de l'État et préparait son écroulement.

L'État est souverain et doit toujours le rester, mais c'est l'intérêt des sujets comme de l'État de le maintenir au diapason moral auquel la civilisation l'élève.

Le moyen choisi pour le maintien de l'État ne doit pas l'exposer à la perte de sa dignité. L'État pour être respecté ne peut s'affranchir des lois de l'honneur pas plus que l'individu ne le pourrait.

C'est un des spectacles les plus curieux de l'histoire que la différence admise entre la morale individuelle et la morale nationale.

Si la morale individuelle est le résultat de la prévoyance, l'immoralité des États ne pourrait être que le résultat du manque de cette prévoyance, et, en effet, elle n'est autre chose.

L'État croit pouvoir s'affranchir du code moral établi pour l'individu, parce qu'il s'imagine ne pas en être puni.

Erreur ! La punition peut être lente à arriver, mais elle est inévitable et ne perd rien à se faire attendre.

Grâce à la vapeur et à l'électricité, aujourd'hui la morale de la fable suit la fable de près.

Jamais le rôle social de l'État n'a été plus nettement accentué qu'il ne l'est de nos jours. Devenu sociétaire il est tenu à respecter les lois de la société. Ces lois, codifiées ou non, se font valoir par la force des choses. Il ne s'agit plus de les reconnaître, mais de comprendre que leur reconnaissance est devenue universelle.

La réunion même de cette conférence est une preuve irrécusable de cette reconnaissance.

Mais pour rendre efficace le rapprochement des États civilisés si heureusement inauguré par l'initiative magnanime de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, il faut que les peuples, à leur tour, soient entraînés dans le courant pacifique, il faut qu'eux aussi apprennent à se respecter, à se tolérer mutuellement.

Il faut que les peuples cessent de s'imaginer qu'il est de leur devoir de s'entre-tuer, que le but de l'existence humaine n'est autre chose que la guerre perpétuelle de tous contre tous.

*
* *

J'arrive au second adversaire de l'association des États civilisés, aux antiétatistes.

Pour inaugurer une ère nouvelle, il faut avant tout avoir le courage de se détacher franchement des erreurs d'autrefois.

La grande erreur, du XVIe au XVIIIe siècle, était l'antagonisme des confessions; celle du XIXe siècle est incontestablement l'antagonisme des nationalités.

Mais tandis que le principe des confessions plaça sans vergogne la foi religieuse au-dessus de tout autre intérêt de l'humanité, qu'il réclama pour elle une souveraineté absolue, devant subjuguer les races et les États le principe des nationalités professe servir races et États, tout en visant à la destruction des deux.

Le principe des nationalités, dans son développement actuel, est éminemment subversif et international.

Pour expliquer cette contradiction apparente, nous n'avons qu'à soumettre l'expression vague de la nationalité à une analyse consciencieuse.

Évidemment, l'on veut désigner par là un collectivisme quelconque, mais lequel?

Logiquement ce collectivisme ne pourrait être que l'ensemble des citoyens d'un État, ou bien l'ensemble des individus appartenant à la même civilisation.

En réalité nous voyons ce collectivisme s'affranchir et des limites de l'État et de celles établies par le degré d'une civilisation acquise.

Il affiche le collectivisme de la race et cherche un lien dans l'affinité des langues. Vous voyez bien que par là il réclame l'univers pour patrie, il est donc international; et en s'attaquant aux États établis il est subversif.

Le nationalisme s'appuie sur la tradition et en même temps il ignore l'histoire. Quel est l'État actuel dont l'ensemble des habitants ne représente qu'une race; quelle est la civilisation qui ne se développe et ne s'exprime que par une langue?

Le nationalisme est la négation absolue des bases de l'ordre social établi. Sous prétexte d'unir l'humanité, il en renie tous les liens, sauf le lien factice d'une parenté parfois bien douteuse.

Aussi nous voyons de nos jours tous les éléments subversifs s'abriter derrière le prestige du principe des nationalités, comme jadis ils s'abritaient derrière celui des différentes confessions. Ils veulent se servir de l'un, comme ils se servaient de l'autre, pour attaquer un ordre social qu'ils jugent incommode.

Vue de près, la lutte des nationalités n'est autre chose que la lutte des classes.

L'inégalité des classes, dans les différents États, en tant qu'elle existe encore, est basée sur la formation des États par la conquête.

D'un côté l'acharnement préhistorique des races conquises se dirige contre les conquérants; d'un autre côté, la classe dominante s'appuie également sur les droits légitimes qui lui incombent en sa qualité de race conquérante. Elle aussi se proclame nation, et les masses, aveuglées par le chauvinisme, croient se dévouer à l'État, tout en ne travaillant que pour la domination d'une classe.

L'individualisme, affranchi par la grande révolution du siècle dernier, a engagé la lutte, non pas contre l'étatisme dont il ne pourrait se passer, mais bien contre les abus des classes dirigeantes, considérées jadis comme intangibles.

Le principe du droit de certaines classes a fait place au droit de l'homme, et ce dernier a victorieusement combattu les États qui s'obstinaient à défendre le premier.

Nous avons vu la carte politique de l'Europe subir différents changements, mais qui ne paraissaient pas définitifs jusqu'à nos jours. En effet, l'évolution est incessante et continuera jusqu'à ce que le but soit atteint. Ce but, c'est la reconnaissance générale du droit de l'homme, ainsi que du devoir de l'État de protéger ce droit contre l'abus des classes. Aussi, aujourd'hui, ce n'est plus contre la carte politique que se dirige l'attaque, elle se dirige contre les principes politiques de ceux des États qui continuent à méconnaître leur mission.

C'est aux États qu'incombe la tâche de s'obliger mutuellement à s'élever au diapason nécessaire à leur maintien ; les peuples n'ont qu'à leur prêter leur concours.

Mais pour y arriver, il leur faut abdiquer toute prétention spéciale. Ce n'est pas en se proclamant défenseur de ses propres droits, de ses privilèges, de sa prépondérance, de sa supériorité individuelle, qu'une classe, une confession ou une race pourrait s'imposer à l'univers ; c'est en réunissant toute la force individuelle dans le collectivisme de l'État que les peuples les plus en avant dans le monde civilisé pourront faire accepter leurs principes par ceux qui sont restés en arrière.

Et ce n'est certainement pas l'arme à la main que l'État parviendra jamais à faire école, mais bien par l'exemple de son développement dû à son équité, à sa loyauté et à son énergie.

Nation veut dire : la somme des citoyens d'un État établi ; nationalité veut dire : un groupe d'individus invoquant le passé contre l'autorité de l'État actuel.

Tout en se proclamant libéral, le nationalisme est tout ce qu'il y a de plus rétrograde, il est l'apologiste du passé vis-à-vis du présent et même de l'avenir, car la fraternité prêchée et espérée par les progressistes devient illusoire dès que le nationalisme s'en mêle.

Nous sommes égaux, nous sommes frères tant que nous prouvons notre identité de race ; au delà de cette limite factice et arbitraire, nous sommes fatalement nés ennemis.

On n'admet plus la différence des classes de par la naissance, à peine admet-on la différence des individus de par l'intelligence et le sens moral plus ou moins développé ; mais sur l'autorité d'un ethnographe quelconque, on est prêt à admettre l'inégalité des plus proches voisins, une inégalité à tout jamais établie.

D'après les nationalistes, les individus ne pourraient se fondre dans un collectivisme qui leur offre, à part la sécurité personnelle, tous les bienfaits de la civilisation et de l'économie de l'effort, uniquement parce que leur race n'est pas identique.

Mais la civilisation aujourd'hui ne pourrait être nationale, de fait elle ne le fut jamais. La civilisation grecque adoptée et propagée par Rome est toujours la base de la civilisation moderne. Après la race latine, c'est la race germanique qui s'en est emparée, aujourd'hui la race slave fait concurrence aux deux ; mais parler d'une civilisation latine, germanique ou slave serait également erroné.

La civilisation qui domine aujourd'hui, c'est la civilisation grecque comme philosophie, chrétienne comme morale, et dans cette civilisation toutes les races peuvent se confondre, et toutes sont appelées à la faire progresser d'un commun accord.

Un des adages les plus répandus et les plus absurdes de notre temps, c'est que le passé appartient à la race latine, le présent à la race germanique, l'avenir à la race slave.

Sans parler du passé et du présent, il y a lieu d'espérer que l'avenir appartient à la race la plus cultivée, la plus développée au moral comme au physique, à la race la mieux faite pour conquérir l'univers : la race du travail et de l'équité. Cette race est tout ce qu'il y a de plus international, c'est la race des gens de bien.

Pour établir à tout jamais leur domination autant désirable que légitime, les gens de bien n'ont autre chose à faire que de s'entendre. Vous me direz que pour s'entendre il leur faut une langue commune ; eh bien, cette langue commune, c'est la langue du cœur et de la raison. Ne nous haïssons pas par principe, et nous parviendrons à nous comprendre.

Quand l'étatisme sera reconnu comme principe fondamental de la conservation et du développement de l'humanité, l'État, dont la souveraineté absolue ne sera plus discutée par aucune prétention individualiste ou collectiviste, pourra développer ses forces intérieures et les mettre à la disposition de l'ensemble.

Une fois que les États civilisés se pénétreront franchement de la solidarité de leurs intérêts, il leur sera facile de trouver les moyens nécessaires à l'action commune.

D'accord sur le but à poursuivre, la façon de procéder n'est plus qu'un détail. Ce dont il s'agit, ce dont nous sommes appelés à nous préoccuper ici, c'est la constatation nette et précise de l'existence de cet accord.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à la Conférence la proposition suivante :

Considérant que la pacification durable du monde civilisé ne pourrait être réalisée que par l'association des États, laquelle, de son côté, ne pourrait être formée que par des États dont la souveraineté absolue est incontestablement établie et reconnue ; les délégués réunis à la Haye proclament d'une facon claire et solennelle la destitution du principe des nationalités, dont l'influence funestement rétrograde sur l'histoire moderne est généralement reconnue, ainsi que leur ferme volonté de faire remplacer dans l'opinion publique ce principe néfaste par celui de l'étatisme et de la solidarité des États.

WATERLOO

La véritable cause du désastre.

Après le livre si intéressant, si documenté de M. Henry Houssaye, on peut sans crainte d'être contredit affirmer que tout a été dit sur Waterloo, en ce qui concerne les actes, les moments, les lieux. Seul le champ des appréciations reste ouvert; mais toutes les données sur lesquelles elles peuvent être établies ont été mises de façon surabondante à la disposition des appréciateurs.

Nombreuses sont les causes auxquelles a été attribué ce désastre militaire qui a clos définitivement l'épopée impériale. Cependant il ne me paraît pas que la véritable ait été mise en évidence, pas plus par M. Houssaye que par ses prédécesseurs, dans l'analyse de cette grande page de l'histoire.

La seule cause de l'insuccès de Napoléon pendant cette courte campagne de cinq jours qui devait décider de son sort, de celui de sa dynastie et malheureusement aussi de celui de la France, c'est qu'il a voulu, par une aberration d'esprit incroyable, faire de la grande stratégie avec une armée de 125 000 hommes. Le 15 juin 1815 au matin, il avait six corps d'armée réunis dans sa main et, par suite de cette résolution fatale prise par lui dans l'après-midi, il n'avait plus, le 15 juin au soir, que trois armées de deux corps chacune. Voilà la faute, la grande, la seule faute qui amena et qui devait fatalement amener sa perte. Au lieu d'une solide armée avec laquelle il aurait pu porter des coups terribles, il ne lui est plus resté que trois armées qui, seules ou réunies par groupe de deux, n'étaient pas de force à obtenir des résultats décisifs. Comment lui, le grand général des masses, lui dont le principe était, quand il se trouvait inférieur en nombre, de diviser l'ennemi, et de se présenter sur le champ de bataille avec la supériorité numérique, comment a-t-il négligé de s'y conformer dans la circonstance la plus critique de sa carrière militaire ? Pourtant il était parti le 15 avec le dessein bien arrêté d'être fidèle à ce principe dont l'application lui avait autrefois fourni des succès éclatants. A cette question, je n'ai pas trouvé de réponse, pas plus dans la correspondance que dans les nombreux entretiens et souvenirs de Sainte-Hélène.

Au point de vue essentiellement militaire et technique, la faute est des plus graves, parce qu'elle devint irréparable en très peu de temps. C'est ce que va nous démontrer un exposé succinct des opérations.

Le 14, toute l'armée française est massée derrière la frontière. Napoléon la tient complètement dans sa main, il peut en diriger à sa guise les divers éléments.

Le 15, il donne l'ordre de franchir la frontière, de passer la Sambre dans le but de porter ses forces sur la ligne de jonction des deux armées ennemies, anglaise et prussienne, c'est-à-dire sur la zone traversée par la chaussée de Charleroi à Bruxelles. Une fois son armée entièrement sur la rive gauche de la Sambre, massée entre Chatelet et Marchienne, il marchera droit devant lui vers Bruxelles; l'ennemi qu'il rencontrera le premier, soit le Prussien à droite, soit l'Anglais à gauche, il l'écrasera avec sa masse de 125 000 hommes, puis, pendant que son admirable corps de cavalerie achèvera la déroute, il se retournera vers l'autre et lui fera subir le même sort. Étant donnée la précipitation de ses mouvements, il était à peu près certain, d'un côté comme de l'autre, de ne pas trouver devant lui plus de 80 000 adversaires. Le succès était donc assuré. En trois jours les Prussiens seraient en pleine retraite vers le Rhin et les Anglais vers la Hollande.

Au lieu de cela, nous voyons qu'après avoir passé lui-même la Sambre avec des troupes de sa garde il traverse Charleroi, s'arrête dès la sortie de la ville à l'embranchement des routes de Bruxelles et de Sombreffe, s'assoit sur une chaise prise dans une maison voisine et s'endort d'un sommeil que ne parviennent même pas à secouer les vivats enthousiastes des troupes défilant sur la chaussée de Bruxelles. Napoléon s'était véritablement surmené depuis quelques jours; ses deux dernières nuits s'étaient pour ainsi dire passées sans sommeil. Son esprit était tranquille, car son plan était irrévocablement arrêté et en pleine exécution. Personne dans son armée ne pouvait avoir besoin de lui, tout au moins avant qu'une notable partie de ses forces fût sur la rive gauche de la Sambre; l'ennemi n'était pas encore en vue. Quoi de plus naturel qu'il cherchât dans un sommeil de quelques moments à réparer des forces dont il savait que tout à l'heure il aurait à faire un rude usage ? Cette façon d'être indique bien qu'aucune hésitation n'existait dans son esprit sur la conduite à tenir.

Vers deux heures Napoléon reçoit des nouvelles de sa colonne de gauche qui opère sur la route de Bruxelles. L'ennemi, les Prussiens, a été rencontré en force à Gosselies. Pour rester dans la donnée du plan adopté il faut obliger cette troupe à lâcher la route et à se replier vers l'Est, afin de l'éloigner des Anglais. Aussi Napoléon, qui n'a pour le moment qu'un régiment de cavalerie de ce côté, envoie-t-il immédiatement l'ordre à Reille et à d'Erlon qui viennent de passer la Sambre à Marchienne de se porter sur Gosselies et d'en déloger l'ennemi; en même temps il fait appuyer le régiment de hussards, lancé le premier en avant, par la division de cavalerie Lefebvre-Desnouettes. Entre temps une division de

cavalerie de la garde suivait, sur la route de Sombreffe vers Gilly, la retraite des troupes prussiennes auxquelles on avait arraché le passage de la Sambre.

Jusqu'ici il n'y a pas dualité d'action. On cherche à se renseigner sur l'occupation par l'ennemi de la ligne d'opérations adoptée, Charleroi-Bruxelles. On rencontre un parti ennemi de quelque importance sur cette route, on va l'en déloger pour assurer la libre disposition de la chaussée. En même temps, puisqu'un autre parti ennemi rencontré sur la frontière, puis battu sur la Sambre, se retire vers l'Est, on le suit pour savoir sur quelle force il se replie. Les deux groupes agissant, l'un sur la route de Bruxelles, l'autre sur celle de Sombreffe, sont en pleine simultanéité et liaison d'opérations; ils sont séparés seulement par 5 kilomètres à vol d'oiseau et reliés par les masses centrales de Charleroi. L'empereur ne paraît donc pas dévier en quoi que ce soit de la ligne de conduite arrêtée le 14. Malheureusement Ney, qu'il n'avait pas revu à Paris, accourait prendre sa part de dangers et de gloire. Napoléon, par un revirement d'esprit inexplicable, vit sans doute la situation sous l'aspect suivant : sa présence personnelle indispensable à Charleroi tant que toute son armée n'aura pas franchi la Sambre et que le lieu de concentration de l'une ou l'autre des deux armées ennemies n'aura pas été déterminé; — sur la ligne d'opérations principale une masse de deux corps d'infanterie et de plusieurs divisions de cavalerie à laquelle une direction unique est nécessaire pour arriver au dégagement complet de la route; — Ney se trouve sous sa main, il n'a pas de commandement; c'est l'homme des entreprises hardies; l'empereur lui confiera la mission qu'il ne peut remplir lui-même. Puis, s'exagérant sans s'en rendre compte la gravité de cette mission, à cause de l'importance des forces qu'il affectait à son accomplissement ou de la grandeur du personnage à qui il la confiait, il lui enjoint, après avoir chassé l'ennemi de Gosselies, de pousser jusqu'aux Quatre-Bras et d'y prendre position. C'était morceler son armée en deux tronçons, à moins de le faire suivre par le reste de l'armée.

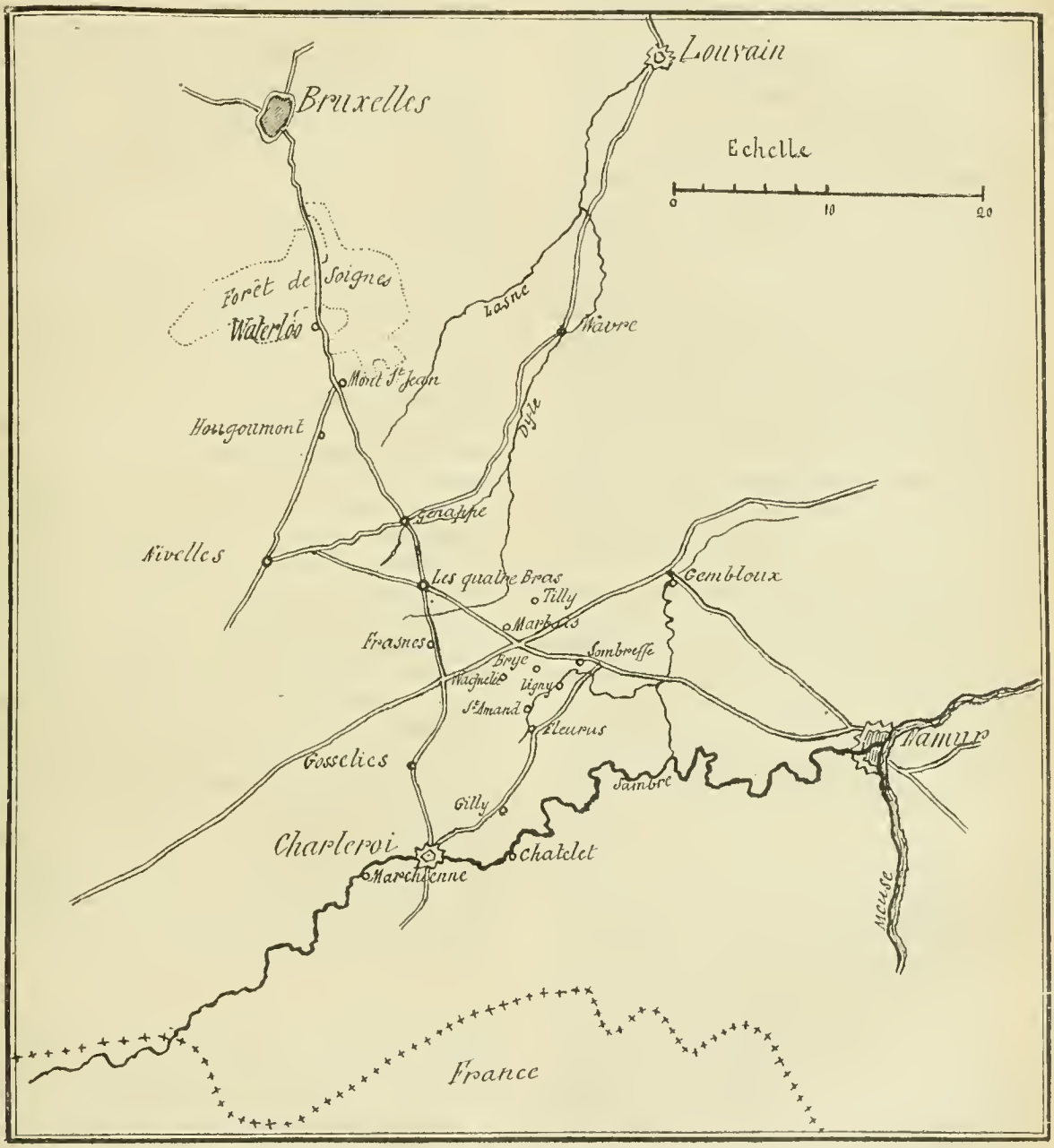
Une circonstance se présente heureusement qui va peut-être le faire revenir sur cette funeste décision. Ney venait à peine de partir que Grouchy se présente à l'empereur. Il vient de Gilly, sur la route de Sombreffe, et là il a vu, arrêtées en bonne position défensive, les troupes prussiennes bousculées sur la Sambre. Napoléon l'accompagne jusque-là, se rend compte qu'il n'y a qu'une forte arrière-garde et lui donne ses instructions pour l'attaque; à cet effet, poursuivant sa malheureuse idée, il lui confie le commandement en chef des deux corps de droite (Vandamme et Gérard) et du corps de cavalerie avec mission de refouler l'ennemi vers l'Est et d'occuper Sombreffe. Puis il rentre à Charleroi où il trouve sa garde et le corps de Lobau qu'il conservera dans sa main, réunis vers Fleurus pour se porter vers celui de ses deux lieutenants qui sera engagé le plus sérieusement. Le morcellement devenait définitif.

Dès ce moment on peut dire que la campagne était manquée et que Napoléon courait à sa perte. Emporté par le côté grandiose de conceptions stratégiques impossibles à réaliser avec une armée de 125 000 hommes seulement, il a émietté ses forces sur deux théâtres d'opérations divergents, de telle sorte qu'il va, d'un côté comme de l'autre, se trouver en infériorité numérique très sensible, et, par conséquent, s'exposera à être battu en détail. Rien ne l'obligeait pourtant à prendre un parti si plein de dangers et si contraire aux règles de la stratégie qu'il avait en quelque sorte fondées lui-même; rien, ni les mouvements encore à peine indiqués de l'ennemi, ni le dispositif de sa propre armée. Alors pourquoi renoncer à un commandement qu'il savait si bien exercer pour le diviser et en confier les bribes à Ney dont il avait été à même, dans ses dernières campagnes, de juger les faiblesses et les défaillances; à Grouchy, inconnu comme général en chef, grade dont il n'avait jamais exercé les fonctions, et qui, en tout cas, n'était réputé que comme général de cavalerie? Pourquoi abandonner les rênes alors qu'elles avaient besoin d'être tenues le plus serrées possible avec des commandants de corps d'armée encore inexpérimentés dans leurs nouveaux rôles et qui venaient de donner la mesure de leur inexpérience dans cette matinée du 15 où ses ordres avaient été à peu près partout fort mal exécutés? Encore une fois, c'est inexplicable : *Quos vult perdere...*

Certainement, Napoléon avait été atteint par la folie des mouvements à grande envergure; il en avait perdu la notion exacte de la valeur de son armée. Si son esprit n'avait pas été frappé de cette aberration familière aux mégalomanes, dès le soir du 15 il serait revenu aux idées aisément réalisables du point de départ. En effet, dans la soirée, arrivèrent les rapports de Ney et de Grouchy. Sur la route de Bruxelles, après un combat assez vif, les Prussiens avaient évacué Gosselies et s'étaient repliés vers le Nord-Est. Ney avait encore le gros de ses troupes concentré à Gosselies avec de la cavalerie à Frasnes. Les Quatre-Bras n'étaient occupés que par une faible division ennemie. De ce côté donc, assurance à peu près certaine que la concentration anglaise n'était pas terminée.

Sur la route de Sombreffe, la division prussienne postée à Gilly, après s'être bravement défendue, s'était retirée au delà de Fleurus. Les troupes de Grouchy n'avaient pas dépassé cet endroit et bivouaquaient à proximité.

Ainsi, le 15 au soir, les deux groupes de deux corps avec commandement spécial imaginés si maladroitement par Napoléon dans la journée ne s'étaient pas encore éloignés l'un de l'autre au point de ne pouvoir se prêter aide en quelques heures. D'autre part, on sait la route de Bruxelles faiblement occupée aux Quatre-Bras, mais, du côté des Prussiens, une retraite lente et résistante, couverte par de fortes arrière-gardes vers la route de Namur. N'était-ce pas le moment pour Napoléon de profiter de



l'inexécution de ses ordres pour rattraper le commandement de son armée, encore réunie en une seule masse, et de prendre ses dispositions pour marcher le lendemain avec toutes ses forces à l'ennemi paraissant le plus concentré, c'est-à-dire contre les Prussiens, en maintenant, par un fort détachement, les troupes avancées de l'armée anglo-hollandaise sur la route de Bruxelles? La fortune venait de sourire une dernière fois à Napoléon. Car si Ney et Grouchy avaient rempli à la lettre les instructions données le 15 dans l'après-midi, la faute eût été irréparable, puisque l'un se serait trouvé le

soir aux Quatre-Bras et l'autre à Gembloux, c'est-à-dire 20 kilomètres plus à l'Est.

Le 16 au matin pendant que Napoléon, de plus en plus décidé à persévérer dans la voie funeste qu'il avait choisie, donnait à Ney et à Grouchy ses ordres ayant pour conséquence d'élargir un échiquier stratégique en disproportion flagrante avec l'effectif de son armée, il reçut un dernier avertissement, dont, hélas! il ne devait pas tenir compte. Grouchy lui mandait que de fortes colonnes ennemies qui paraissaient déboucher de la route de Namur se dirigeaient vers Brye et Saint-Amand. C'était toute l'armée prussienne qui se déployait pour livrer bataille. L'ennemi faisait le jeu de Napoléon, et lui offrait l'occasion inespérée de l'atteindre sans s'éloigner de ses base d'opérations. Les ordres d'éparpillement n'étaient pas encore partis. Il pouvait faire revenir la plus grande partie des forces de Ney sur l'extrême droite prussienne vers Wagnelée, pendant qu'il l'attaquerait de front à Ligny et Saint-Amand et lui infliger ainsi un désastre complet. Il suffisait de laisser devant les Quatre-Bras une ou deux divisions d'infanterie avec une nombreuse cavalerie pour maintenir pendant un jour les Anglo-Hollandais sur la route de Bruxelles. Mais la fatalité en avait ordonné autrement et, l'esprit toujours obscurci par son rêve, Napoléon envoya à Ney l'ordre de poursuivre hardiment son mouvement offensif sur la route de Bruxelles; il aggrava encore sa situation en immobilisant Lobau devant Charleroi pour appuyer Ney au besoin, et, avec l'armée de Grouchy soutenue par la garde, il attaqua les Prussiens à Ligny. C'étaient 65 000 hommes qui allaient se mesurer contre 90 000; tandis que, d'après son plan primitif, dont l'exécution lui était encore facile, c'était avec 110 000 d'hommes qu'il aurait dû engager l'action.

Résultat : la bataille de Ligny fut un succès tactique incontestable; mais la disproportion des forces en fit une défaite stratégique, puisque Napoléon, après sa victoire de champ de bataille, ne put empêcher les Prussiens de se retirer vers l'armée anglaise. — Aux Quatre-Bras, Ney, dont les mouvements effectués la veille avaient inutilement provoqué un commencement de concentration de l'armée anglo-hollandaise, se buta, avec 25 000 hommes, contre 40 000 et ne parvint pas à les déloger de leurs positions. Donc, de ce côté, défaite tactique et stratégique. Et, pendant ce temps, par suite d'ordres mal donnés et mal compris, le corps Drouet d'Erlon restait inutilisé entre les deux batailles et celui de Lobau immobilisé l'arme au pied devant Charleroi.

Le 16 au soir, la situation des armées en présence est la suivante : sur la route de Bruxelles, Ney avec ses deux corps d'armée faisant face aux Quatre-Bras aux forces anglo-hollandaises dont le nombre augmente à chaque instant. A dix kilomètres plus à l'Est, Grouchy, avec ses deux corps et la garde devant l'armée prussienne vaincue, mais non détruite, et qui garde une fière attitude tenant encore sur la route de Namur à Brye et à Sombreffe. A Charleroi, Lobau devant rien du tout.

A peine la bataille de Ligny était-elle entamée que Napoléon, comprenant par la longueur et l'épaisseur de la ligne ennemie, que la lutte allait être sérieuse, commença à regretter de ne pas avoir tout son monde dans la main pour profiter de l'occasion qui mettait à sa portée l'armée prussienne tout entière. De suite, il songea à rappeler Ney sur sa gauche; il lui envoya message sur message conçus dans des termes qui n'exprimaient que trop clairement son regret et son désespoir. Mais il était trop tard; Ney était engagé devant les Quatre-Bras et il n'était pas homme, tant par caractère que par défaut de savoir, à rompre le combat, en donnant le change à son adversaire pour se rendre à l'appel pressant de son chef. D'ailleurs, il voulait sa victoire; puis, la chose était peut-être impossible. Napoléon s'adressa avec la même insistance à Drouet d'Erlon que Ney ne voulut pas lâcher et qui ne servit à personne. Lobau était trop loin pour arriver en temps utile. L'énormité de sa faute lui apparut entière lorsque le soir, après l'enlèvement de toutes les positions occupées par l'ennemi, il s'aperçut qu'il n'avait plus la moindre troupe à lancer sur les flancs du vaincu de façon à changer la défaite en désastre irréparable. Dans l'acuité de son repentir, renonça-t-il sans rémission à ses idées dont il venait de constater la fausseté, et prit-il la ferme résolution de se renfermer tout bonnement dans son rôle de simple commandant en chef d'une armée de 125 000 hommes?

La suite des faits accomplis les deux jours suivants nous fait voir que la leçon de Ligny ne lui profita en rien, et que, plus que jamais, il s'enfonça dans le vague et le décousu d'un plan stratégique inexécutable avec le peu de forces dont il disposait.

Le 17 au matin, son premier souci est de démembrer le corps Lobau en lui enlevant une division qu'il envoie sur la route de Namur à la poursuite de l'ennemi. Puis, ne trouvant pas sans doute que les deux armées de Ney et de Grouchy sont séparées par un espace assez grand, — elles qui n'ont pu la veille, bien que distantes de 10 kilomètres à peine, se prêter un mutuel appui, — il assigne à Grouchy la mission de suivre le mouvement de retraite de l'armée prussienne dans la direction de l'Est, vers Namur et Maëstricht, mission dont l'accomplissement va tendre à le séparer de plus en plus des autres armées. Il ordonne à Ney d'attaquer de suite les Quatre-Bras;

enfin lui-même, à la tête de la troisième armée composée du corps Lobau et de la garde, quitte le champ de bataille de Ligny pour seconder l'attaque de Ney aux Quatre-Bras. Voilà donc Napoléon avec ses 125 000 hommes marchant à l'ennemi en trois groupes ou armées distincts. C'était peut-être grandiose, mais en tout cas fort périlleux. Une supposition fera ressortir toute la valeur de cette assertion. Dans la journée de Ligny le corps prussien de Bulow n'avait pas pris part à la bataille, mais il arrivait de Liège à marches forcées. Rien de plus naturel à ce qu'il rencontrât Grouchy du côté de Gembloux et à ce qu'il lui livrât bataille, ce qui l'aurait immobilisé. D'autre part Napoléon ne savait pas exactement dans quelle direction s'était retirée l'armée prussienne battue la veille; il la croyait en fuite vers Namur et Liège, tandis qu'elle se repliait en fort bon ordre vers le Nord pour se rapprocher des Anglais. Il eût donc été possible, puisque le matin du 16 ses arrière-gardes étaient encore à Tilly, qu'elle se soit trouvée massée dans ces parages, et que, s'apercevant de l'éparpillement des forces françaises, elle prononçât une vigoureuse attaque sur le flanc du groupe commandé par l'empereur à son débouché sur la route de Namur à Nivelles pour se rendre aux Quatre-Bras. Enfin, il n'est pas déraisonnable de croire que Wellington, mis en éveil par la vigoureuse offensive de Ney la veille aux Quatre-Bras, n'ait concentré toutes ses forces sur ce point et, fort d'une supériorité numérique écrasante, n'ait recommencé la lutte dès le lendemain. Qu'en serait-il résulté? Ney avec ses 40 000 hommes eût été broyé par les 80 000 de Wellington aux Quatre-Bras. A 8 kilomètres plus à l'Est, Napoléon avec ses 35 000 hommes eût été culbuté par les 80 000 hommes de Blucher à Marbais; à 15 kilomètres plus à l'Est encore, autour de Gembloux, Grouchy maintenu pour la journée par Bulow eût été voué le lendemain à une perte certaine, entouré par toute l'armée prussienne. Voilà à quoi s'exposait Napoléon dans cette journée du 17 en ne renonçant pas à l'erreur qui troublait son esprit depuis l'après-midi du 15.

Un résultat aussi désastreux ne fut pas réservé à ses dispositions du 17. Mais les Anglais, évacuant les Quatre-Bras, sans y avoir du reste été attaqués par Ney, malgré l'ordre de l'empereur, se retirèrent à Mont-Saint-Jean, se rapprochant ainsi des Prusqui se concentraient à Wavre. Napoléon, avec l'armée de Ney, et la sienne, suivit le mouvement des premiers. Grouchy, laissant filer devant lui le corps de Bulow, s'installa à Gembloux. Ainsi le 17 au soir, l'armée française était irrévocablement scindée en deux masses : l'une de 75 000 hommes environ, sous le commandement de l'empereur et de Ney, devant les positions anglaises de Mont-Saint-Jean; l'autre de 35 000 avec Grouchy à 20 kilomètres au moins de la première, sans ligne de communication directe, autour de Gembloux. Étant donné des dispositions préparatoires aussi défectueuses chez les Français, aussi prudentes chez les alliés, la défaite des premiers n'était plus qu'une affaire d'heures.

Elle arriva foudroyante, radicale, le lendemain 18 dans les plaines de Mont-Saint-Jean. Tandis que les deux armées commandées par Ney et Napoléon étaient obligées de se séparer en deux tronçons pour faire face en même temps à la résistance des Anglais sur le plateau de Mont-Saint-Jean et à l'attaque de l'armée prussienne sur la Lasne; tandis que la troisième armée française sous Grouchy poursuivait le but divergent qui lui avait été assigné, les deux armées alliées, séparées tout d'abord, se réunissaient sur le champ de bataille. Ainsi, le plan que Napoléon avait conçu lors de son entrée en campagne et qui devait lui assurer le succès, c'étaient les alliés qui le réalisaient, et les fautes que ceux-ci avaient commises dès le début et qui devaient les conduire à une destruction certaine, c'était lui qui en mourait. Napoléon, encore tout pénétré des souvenirs de son ancienne puissance de 1812 et 1813, où ses armées atteignirent l'effectif, extraordinaire pour l'époque, de 500 000 hommes, voulut se croire sans doute revenu à ce moment de splendeur militaire; et, n'ayant que 125 000 hommes en main, formant une excellente et solide armée bien suffisante pour obtenir des résultats décisifs, à condition de n'avoir affaire qu'à un adversaire à la fois, il voulut se donner l'illusion d'un commandement bien plus important. Il se lança dans les combinaisons stratégiques les plus vastes et les plus fausses qui l'obligèrent à agir simultanément sur deux théâtres d'opérations où il trouva soit le succès stérile à Ligny; soit l'insuccès aux Quatre-Bras; soit la déroute à Waterloo. Les armées alliées, bien que de même force chacune que l'armée française, ne furent conduites, dès le principe, que par une seule idée directrice : se réunir pour combattre. Il est aisé de voir par le résultat obtenu de quel côté était la saine raison.

Si l'on ajoute, à cette cause primordiale de la défaite, les causes secondaires qui en découlent, on voit que cette funeste idée de l'empereur d'exagérer démesurément les dimensions de l'outil pour augmenter l'importance de l'œuvre eurent pour résultat de le détacher de la vue immédiate des détails tactiques des opérations. Ayant sous ses ordres, non des commandants de corps d'armée sur lesquels sa surveillance aurait été incessante, s'il était resté chef d'armée, mais des chefs d'armée qui le déchargeaient de cette besogne trop mesquine, il se désintéressa de la direction tactique de ses troupes sur le champ de bataille. C'est ainsi qu'à Waterloo, où l'armée de

Ney (et non la sienne) menait l'attaque, Napoléon ne jugea pas opportun d'intervenir pour relever les erreurs les plus graves. S'il avait conservé la direction immédiate de ses corps d'armée, eût-il laissé d'Erlon faire prendre pour l'attaque de Mont-Saint-Jean le dispositif le plus périlleux à son infanterie? Eût-il laissé Jérôme s'user toute la journée devant Hougoumont en répétant ses attaques d'infanterie contre des murailles au lieu de les faire préalablement entamer par le canon? de même, à la Haie-Sainte? Enfin eût-il laissé Ney faire massacrer sans profit sa superbe cavalerie, en la lançant sur des troupes d'infanterie intactes et bien postées, sans même la faire soutenir par son infanterie qui aurait pu tout au moins conserver le terrain conquis?

Ce ne sont donc pas les fautes de Ney et de Grouchy qui ont compromis le sort de la campagne. Ces fautes, ils ne les eussent pas commises si Napoléon les avait laissés dans le rôle de chefs de corps qu'ils étaient capables de remplir sous sa direction, au lieu de les placer en dehors de leurs aptitudes à la tête d'unités stratégiques pour satisfaire son ambitieux désir de manier des armées au lieu de simples unités tactiques. Et ces fautes qu'on leur reproche si amèrement, en sont-elles réellement? Ney à la tête d'une armée de 40 000 hommes a pour mission de pousser sur la route de Bruxelles jusqu'à Genappe; il s'engage aux Quatre-Bras dans une lutte dont l'issue paraît douteuse, ce qui prouve que l'ennemi est en nombre; pendant qu'il est aux prises, on lui retire la moitié de ses forces pour leur donner une autre destination, et cela à son insu, et on le met en demeure d'avoir à changer immédiatement d'objectif. Dans de telles conditions le commandement stratégique est des plus difficiles sinon impossible à exercer. Quand même Ney eût été vainqueur aux Quatre-Bras, il n'aurait pas plus été en état après la bataille de se rabattre sur l'aile droite de l'armée prussienne que Napoléon ne l'eût été le soir de Ligny de se porter sur l'aile gauche des Anglais. La victoire de Ney n'aurait donc rien changé à l'issue de la campagne puisqu'elle n'aurait pas empêché le lendemain la séparation définitive de l'armée en deux groupes. Le seul et réel reproche que l'on est en droit de faire au maréchal Ney c'est d'avoir conduit l'attaque de ses deux corps d'armée à Waterloo d'une façon déplorable.

De même pour Grouchy, chargé d'opérer dans une direction absolument divergente dans le but bien déterminé de suivre le mouvement de retraite de l'armée prussienne battue à Ligny, et qu'on est étonné de ne pas voir arriver sur le champ de bataille de Waterloo. Grouchy a été trop lent dans sa marche du 17 et dans celle du 18, c'est incontestable; il s'est insuffisamment fait renseigner par sa cavalerie sur les mouvements de retraite de l'ennemi, c'est vrai; mais, en admettant qu'il eût agi plus habilement, cela ne l'eût pas mis dans la possibilité de paraître à Waterloo dans la journée du 18.

Des erreurs commises la responsabilité doit remonter à celui-là seul qui les a fait commettre par l'adoption d'un plan hors de proportions avec l'effectif de ses troupes.

L. Patry.

LES SALONS DE 1899

Voici donc le dernier Salon de ce siècle qui aura vu tant de peinture et de si mélangée. L'an prochain à pareille date, si nul événement imprévu ne survient, les amateurs d'art auront un autre spectacle, plus varié, plus doux à leurs regards, et qui, sans doute, leur sera une occasion de se confirmer une fois de plus dans l'opinion qu'ils avaient déjà pu concevoir touchant la déchéance progressive de la production contemporaine. Édifiante comparaison, et redoutable à ceux-là mêmes qui auront pris soin de l'instituer : à côté de la peinture hâtive et courante, une exhibition centennale de l'art français nous révélera des œuvres que nous connaissons mal, et dotera d'un lustre nouveau maintes renommées auxquelles le Temps prête son appui et sa décisive consécration.

De cette épreuve, la seule concluante à vrai dire et qui soit sans appel, combien sortiraient victorieuses parmi les œuvres exposées dans ces dix dernières années?... il pourrait être intéressant de le chercher, en imaginant la figure qu'elles feront et ce qu'elles représenteront de beauté aux yeux de nos descendants les jugeant à leur tour, et s'efforçant par elles de se composer une image précise de nos aspirations. Dans un demi-siècle par exemple, aux approches de 1950, quand la plupart des peintres actuellement vivants auront disparu de la scène, on peut se demander lesquels seront, à un degré quelconque, *représentatifs* de leur époque, et si même il y en aura. Trouvera-t-on alors, dans l'histoire de l'art en cette fin du XIXe siècle, des noms rendant un son comparable à celui d'Eugène Delacroix, pour n'en citer qu'un, à ceux encore de l'illustre pléiade des paysagistes français aux environs de 1850? Toute la question est là; car il ne s'agit pas en art de continuer des devanciers fameux, en se pliant à leur idéal et aux exigences d'une époque qui n'est plus, mais simplement d'apparaître, au même degré que ceux-ci, fût-ce par des voies toutes contraires et des moyens d'expression tout opposés, le miroir du temps où la destinée vous a placé...

N'exagérons rien et n'allons pas de parti pris pous-

ser au noir un tableau qui, par lui-même déjà, n'est pas trop brillant. Sans doute on découvrira alors quelques-uns de ces noms représentatifs autour desquels viennent se ranger les moindres, comme dans le rayon d'une constellation brillante se développe et s'ordonne tout un groupement de satellites. Mais par la plus curieuse des coïncidences, quand on voudra préciser ces noms et ces influences, il faudra prendre soin de chercher en dehors des salons annuels et du mouvement officiel de l'art. Presque tous — on s'en rendra compte avec le recul — auront été des *isolés*, vivant et produisant à part, faisant de même à part leurs confidences au public, soit qu'ils aient été dégoûtés de l'innomable promiscuité et des grossiers coudoiements auxquels il leur eût fallu se soumettre, soit qu'ils aient été à plusieurs reprises et systématiquement rejetés. Il faut bien le reconnaître, toutes les influences qui, dans ces trente dernières années, marquèrent de façon efficace et durable le développement de la peinture, sont nées dans la solitude; et si plus tard elles ont pris force et cohésion à raison de leur valeur même et de l'inédit qu'elles apportaient, ç'a été toujours en conservant une attitude d'opposition, pour ne pas dire plus, vis-à-vis des tendances de l'art officiel. Référez plutôt à ces trois noms si différents, mais si éloquemment représentatifs, chacun dans son domaine, du paysage, de la vie moderne, et de l'art symbolique : Claude Monet, Edgar Degas, Gustave Moreau...

Prononcer un semblable jugement, marquer de telles préférences, c'est du même coup, vous pensez bien, rejeter comme en bloc la production hâtive des salons, surtout quand il s'agit de la *Société des Artistes français*, qui demeure, en dernière analyse, le conservatoire officiel de la peinture. Et de fait on a quelque peine à comprendre, lorsqu'on y réfléchit, comment les quelques rares artistes qui font partie de cette société ont pu continuer de subir un pareil entourage. N'allez pas croire en effet que la médiocrité ou le ridicule des peintures environnantes fasse mieux ressortir, comme certains l'imaginent, la valeur réelle d'une bonne toile : c'est précisément le contraire qui a lieu, et plus que jamais cette année il m'était donné de contrôler cette règle d'optique qui ne souffre guère d'exception. Telle peinture solide et savamment modelée de M. Henner, son *Étude de Christ mort*, telles fantaisies charmantes de grâce et de volupté, esquissées avec amour par M. Fantin-Latour, comme son *Ondine* et ses *Baigneuses*, qui seraient de délicieuses toiles de chevalet, et sauraient longuement nous retenir présentées dans un décor de choix, avec un éclairage approprié, n'ont presque plus de sens sous cette horrible lumière de serre, et sont *tuées*, — le mot n'est pas trop fort, — par leur détestable entourage. Qu'en résulte-t-il si l'on se place au point de vue du goût du public, et de cette éducation de l'œil si difficile, si longue à faire ? Au lieu d'un enseignement, on aboutit à une réelle perversion du goût. Il passe indifférent devant les toiles qui le mieux étaient capables de lui révéler la beauté, de lui apprendre par contraste à discerner la laideur, et la dimension ou *volume* des œuvres qu'il voit devient l'unique mesure de l'attention qu'il y prête. Il y aurait toute une étude, et des plus intéressantes à écrire, sur cette question des *volumes*, qui ont été grandissant davantage à chaque Salon dans ces dix dernières années, en montrant leur influence déformatrice du goût public, et pareillement pernicieuse aux artistes. Ne cherchez pas ailleurs le secret du long anonymat imposé par le public à un peintre de la valeur de M. Fantin-Latour, pour ne citer que lui, qui depuis quelques années seulement est parvenu à la réputation, autant que de la faveur soudaine, inexplicable par d'autres raisons, de M. Tattegrain, dont la récompense fut proportionnée par des confrères incompétents à la dimension de son œuvre.

On ne saurait toucher à ce sujet de la progressive décadence des Salons annuels sans en souligner, comme un des principaux facteurs, le développement extraordinaire de l'*amateurisme* en ces dernières années. Entendez par là l'état d'esprit de celui qui, n'ayant ni profession ni occupation sérieuse, mais qui, généralement riche, ne sait que faire de ses loisirs, décide de consacrer à la culture d'un art les heures trop longues de la journée. L'amateurisme assurément ne date pas d'hier ; mais depuis quelque temps il a grandi en inconscience autant qu'en audace. Qu'on me comprenne bien : je n'attaque pas ici l'amateur modeste qui, dans le silence et la solitude, couvre une toile ou prépare une maquette : une telle occupation vaut, à tout prendre, infiniment mieux que les habituelles distractions des oisifs, et puisqu'il faut un emploi même à l'activité des plus blasés, il est évidemment plus moral de copier un paysage que de risquer son argent au jeu. Mais ce qu'il est difficile d'admettre, parce qu'une telle prétention apparaît comme une offense à la haute mission de l'art, c'est l'audace inconsciente de celui qui, sans talent ni vocation d'aucune sorte, entend, à coups de réclames et d'articles payés, imposer son nom au public. De ceux-là le nombre est aujourd'hui légion; et comme ils savent à merveille la toute-puissance du groupement, ils se sont syndiqués, ils ont institué une société qui possède ses statuts, ses privilèges, ses organes même, et bien entendu un solide fonds de réserve pour organiser la publicité. Ils ont leurs promenades collectives à travers les musées, leurs conférences, — cela va sans dire; — leurs expositions où ils convient les autorités, et chacune de leurs élégantes manifestations

fait l'objet, dans la presse, d'articles dithyrambiques. Bref, ils sont passés maîtres dans un art : celui de se faire prendre au sérieux et de forcer les portes. A cela se réduit leur talent, mais reconnaissons qu'il est supérieur. Nulle audace ne les effraye, et j'en sais qui d'une main pareillement inconsciente se servent de la plume, de la brosse et du ciseau. Ils seraient simplement ridicules s'ils n'étaient devenus encombrants; mais le public, aussi badaud qu'il est mal averti, prend au sérieux leurs niaiseries... Et vous imaginez maintenant quel apport de médiocrités nouvelles ils peuvent représenter au Salon!...

Tout cela ne serait rien encore, ou même ne serait pas, — car l'amateurisme est une pousse parasitaire qui aurait tôt fait de disparaître sur un tronc vigoureux, — si les *professionnels* de la peinture témoignaient, dans l'exercice de leur art, d'une conviction forte et d'un idéal sincère. Mais en conscience, je le demande, où voyez-vous que cela soit, et parmi les artistes qui, maintenant âgés, n'ayant donc plus aucune chance de se renouveler, sont depuis quelque vingt ans aux prises avec le succès, et connaissent la faveur du public, en citerait-on quelque exemple? Quoi d'étonnant alors qu'ils soient envahis et débordés par la marée grossissante des productions innomables! Il me souvient qu'aux temps déjà lointains où, voulant rendre hommage à la mémoire d'un peintre qui, de son vivant, avait été tant surfait, on organisa l'exposition des œuvres de Meissonier, j'eus l'aperception très nette de cette vérité d'art : que les vrais maîtres étaient ceux-là seulement qui, dans l'ensemble de leur œuvre, résistaient à la critique : le souvenir de l'admirable exposition Delacroix, qui avait eu lieu peu avant, était bien pour m'y confirmer. Pauvre Meissonier, que ses amis avaient cru honorer, et auquel, d'une main malhabile, ils avaient jeté le classique pavé!... On vit alors, à la pleine lumière d'évidence, ce qu'on n'avait fait encore que soupçonner, à savoir la monotonie, l'étroitesse et, pour tout dire, l'indigence de cet art.

Eh bien, parmi les peintres en vue de la *Société des Artistes*, combien résisteraient à cette rude épreuve, que l'on ne manquera pas de leur imposer un jour ou l'autre! Serait-ce M. Gérome ou M. Detaille, qu'il est permis de rapprocher, car leur peinture, pareillement froide et figée, dénote une même absence de sensibilité, cette première et indispensable qualité du peintre. Assurément ce ne sont point là des âmes tendres, et l'émotion, qui dans la main du véritable artiste fait à certaines heures trembler l'instrument dont il se sert pour traduire sa pensée, cette émotion divine qui doit être sa plus pure joie et sa vraie récompense, n'a pas dû souvent déconcerter leur assurance. Qu'il s'agisse des fades interprétations bucoliques de l'un où des parades grossières de l'autre, c'est toujours avec le même aplomb militaire qu'ils prodiguent leurs inventions. « Voilà des hommes, pense-t-on aussitôt, que jamais ne troublèrent les angoisses de l'incertitude ni les affres du doute. » Du premier jour ils ont vu clair en eux-mêmes, et s'il est vrai de dire que les petits cours d'eau sont aussi ceux dont on discerne le fond, on en déduit aussitôt la cause.

Serait-ce M. Léon Bonnat ou M. Jules Lefebvre? — je choisis à dessein les noms les plus en vue, ceux qui furent consacrés par la faveur persistante du public. — M. Bonnat du moins a tenté à plusieurs reprises de se renouveler : lassé peut-être des éternels portraits d'hommes arrivés où son interprétation ajoutait encore à la raideur officielle du modèle; ayant aussi, je crois, conçu quelque doute sur sa parenté avec Velazquez et Rembrandt que ses admirateurs proclamaient à l'envi, il fit plusieurs tentatives qui ne furent point heureuses dans la peinture de genre, dans la peinture décorative, et finalement cette année dans le paysage. Il y demeure, hélas! le même : identique à ce qu'il fut toujours, et l'unité parfaite de son tempérament s'y manifeste avec toute sa rigueur : ce sont les mêmes matières opaques et lourdes, la même couleur crayeuse, où, si vous voulez, la même absence de couleur, bref un paysage sans air, sans lumière, sans fuyant, sans profondeur, c'est-à-dire la négation même du paysage, qui ne vit que de délicatesses et de subtilités lumineuses.

Faut-il en conclure que le *don* ou facilité de produire d'une façon générale fasse défaut? Gardez-vous d'en rien croire : c'est parfois le contraire qui a lieu, et certains sont entravés dans leur production par l'excès même de cette facilité. J'en vois deux exemples saisissants : MM. Falguière et Benjamin-Constant. Personne assurément ne contestera le don manuel de M. Falguière, son habileté à polir un morceau de marbre, à mettre dans les rondeurs d'une gorge ou les saillies d'une hanche l'attrait provocant du nu féminin. A cet égard il a fait ses preuves et donné sa mesure. Comment expliquer qu'avec cette incontestable science du morceau il ait abouti à un si piteux échec dans son *Balzac* de cette année? C'est que précisément ce sont chez lui pures qualités de technicien ou d'ouvrier, auxquelles le cerveau ne commande point, et que pour donner un sens à cette grande et géniale figure de Balzac, pour la doter d'une idéalité plastique répondant à son idéalisme de penseur, il fallait un autre cerveau que M. Falguière. Un bon statuaire peut n'être qu'un ouvrier, mais un grand statuaire sera nécessairement autre chose. On a été dur et nous-même avons été sévère au *Balzac* de M. Rodin. Que n'avons-nous vu les deux statues rapprochées! « Cent fois plutôt, aurions-nous dit,

l'esquisse inachevée, mais saisissante, de M. Rodin, qui pouvait n'être, après tout, que le premier jet d'une grande œuvre ; oui, cent fois plutôt cette esquisse, que la figure commune et quelconque de M. Falguière, qui, de façon si regrettable, rappelle la *Liberté* gigantesque du Panthéon ! »

M. Falguière est un bien bel exemple, une bien significative illustration du tempérament méridional appliqué à la production artistique. Il y a, chez la plupart des artistes de cette race, une facilité de pratique, une habileté de main, un talent à fleur d'épiderme qui expliquent surabondamment leur succès, leur prise directe sur le public, en même temps que leur impuissance à atteindre la vraie maîtrise. Je citais tout à l'heure le nom de M. Benjamin-Constant à côté de M. Falguière, et ce n'était pas sans intention, car M. Benjamin-Constant m'apparaît à maints égards comme le Falguière de la peinture. Lui aussi, il a trouvé son écueil dans sa facilité. Son *Portrait de M. Hanotaux* l'an dernier, n'était pas loin d'être une œuvre : il y avait là du sérieux, de la tenue, une assez belle ordonnance, et somme toute, une réelle vie intérieure rendue par des moyens plastiques. Mais M. Benjamin-Constant savait bien que l'image du ministre serait fort regardée, et il y avait appliqué tous ses soins. Il ne s'était pas tenu à une œuvre facile et de prime saut, comme il en a tant fait : raison de plus pour lui être d'autant plus sévère qu'on le sait capable d'autre chose. Le *Portrait de femme* debout, appuyée à une balustrade, qu'il expose cette année, n'est qu'une somptueuse *façade*, avec recherche de l'effet et de l'effet riche à tout prix. Il n'y a ni charme ni expression physionomique dans cette traduction par trop banale d'une mondaine quelconque, et c'est bien là une peinture toute de surface, comme il est aisé d'en produire quand on a la pratique de M. Benjamin-Constant : le tempérament méridional a décidément repris le dessus.

J'ignore si M. Henri Martin est issu, lui aussi, de ces régions bénies où la facilité s'unit si heureusement à l'art de mettre en œuvre les dons que généreusement la nature vous départit. Mais s'il n'est pas du Midi, il serait digne d'en être. Doué du tempérament le plus traditionnaliste qui soit, il est arrivé, par le plus bizarre assemblage, à se faire une manière composite où il entre à la fois du style poncif, des arabesques à la Puvis de Chavannes, et, brochant sur le tout, une couleur de pointilliste timide, qui voudrait bien oser davantage, mais qui a peur d'aller trop loin. Son cas est des plus curieux, parce qu'il révèle un malin qui voudrait plaire à tout le monde, en conciliant toutes les doctrines. Dans une brochure remarquable qui porte ce titre : *De Delacroix au néo-impressionnisme*, brochure que je recommande à quiconque s'intéresse au développement de la peinture contemporaine, M. Paul Signac a parfaitement dit :

« Les tableaux de M. Henri Martin, dont la facture est absolument empruntée au néo-impressionnisme, trouvent grâce devant le public, la critique, les commissions municipales et l'État ; chez lui le *point* ne choque pas, et pourtant il est inutile, donc gênant, puisque de couleur grise, terne et rabattue, il ne procure pas de bénéfice de luminosité ou de coloration de nature à faire passer sur les inconvénients possibles du procédé. » C'est là fort bien mettre en relief la candeur de ces méthodes conciliatrices qui ne trompent en somme que les gens peu avertis, et manquent presque toujours le but auquel elles voudraient atteindre.

Dans le désarroi général où nous voyons à l'heure actuelle ce qu'on est convenu d'appeler l'école française de peinture, et qui est au juste l'antipode d'une école, puisqu'on n'y observe ni tradition, ni lien entre les artistes, ni unité d'aucune sorte, nos préférences vont aux quelques rares artistes qui, perdus au milieu de cette foire innomable, ont gardé le souci et l'amour de la bonne peinture : au premier rang de ceux-ci j'ai déjà nommé M. Henner et M. Fantin-Latour. Régulièrement chaque année leurs envois ont une douceur et un réconfort pour l'œil fatigué par tant de choses vaines ; mais chaque année également, la présence de leurs œuvres en un tel milieu nous apparaît comme un non-sens par le désaccord trop flagrant qu'elles manifestent avec ce qui les environne : que viennent faire ici les matières savoureuses de M. Henner, le charme poétique, la volupté de formes de M. Fantin-Latour : nous nous sommes expliqué plus haut à ce sujet. Il convient aussi de louer la qualité de la couleur en maint détail d'une composition de M. Henri Lévy : *Samson et Dalila*. M. Henri Lévy du moins est un artiste qui sait peindre quand il veut s'y appliquer : mais pourquoi faut-il qu'en ses grandes lignes l'ordonnance de cette œuvre nous apparaisse d'un classicisme si étroit et si outré ? J'ai gardé pour la fin un jeune peintre dont, à plusieurs reprises déjà, j'ai eu l'occasion de signaler les envois au Salon : M. Georges Rouault. Il expose cette année une composition, *les Disciples d'Emmaüs*, paysage pour le moins autant que scène religieuse, dont il ne me paraît pas exagéré de dire qu'elle est l'œuvre la plus solide et la plus pensée qui soit parmi les jeunes. Peu importe après tout que les commissions officielles passent dédaigneuses ou aveugles devant un tel effort, résultat direct de l'enseignement de cet admirable artiste disparu, Gustave Moreau. Il y a dans cette toile, bien qu'on y trouve encore l'influence de certains maîtres hollandais et surtout de Rembrandt pour la conception

d'ensemble, un amour des riches matières, un sens de la couleur ardente et profonde, surtout une tenue générale qui sont une précieuse promesse d'avenir. C'est l'honneur d'un tel enseignement, que d'avoir su, durant son court passage à l'école des Beaux-Arts, et par contraste avec tant de professeurs sans idéal ni doctrine, inspirer à quelques jeunes gens, qui d'ailleurs auront à se développer chacun suivant son tempérament personnel, l'amour de la peinture en un temps où elle est si complètement méconnue...

Tout de même, lorsqu'on passe d'un Salon à l'autre, et qu'après avoir quitté la *Société des Artistes français*, on pénètre brusquement à la *Société nationale des Beaux-Arts*, on est bien obligé de reconnaître que l'impression produite est meilleure. D'abord les toiles sont mieux présentées, ce qui a bien son importance : au lieu d'être séparées, les œuvres d'un même artiste sont, autant que possible, réunies et groupées sur un même panneau, en sorte qu'on embrasse l'ensemble de son effort. Elles sont placées de telle façon qu'on les peut voir, et ne s'élèvent point jusqu'à des hauteurs invraisemblables, comme il arrive à la société voisine. Enfin on y observe un moins grand nombre de ces peintures irrémédiablement ridicules, qui ne peuvent servir qu'à déconsidérer un groupement d'artiste, et que le seul intérêt bien entendu d'une société devrait suffire à rejeter sans pitié. Inutile de préciser, inutile de citer des noms : il suffit de lever les yeux et d'avoir le moindre sens du Beau pour découvrir ceux à qui nous faisons allusion : trop nombreux à l'ancienne société des Champs-Élysées, ils sont plus rares ici.

Et pourtant que de toiles encore qui sont indignes du nom d'œuvres d'art, et ne témoignent chez leur auteur que d'un unique souci : celui de forcer l'attention, de violenter le regard par les moyens les plus étrangers à la peinture. A cette catégorie appartiennent les *Lutteuses* de M. Jean Veber, ces deux femmes aux torses nus, aux chairs pantelantes, qui s'agrippent et s'étreignent en d'horribles contorsions et de grimaçantes attitudes. Manifestement hanté par le souvenir de certaines fantasmagories de Goya pénibles au premier regard, mais si profondément impressionnantes parce qu'elles furent transfigurées par le génie caricatural du grand Espagnol, M. Jean Veber n'a oublié qu'une chose, c'est d'y mettre la fantaisie et le reflet d'art qui seuls peuvent magnifier l'horreur et la transformer en beauté. De Goya il n'a retenu que la lettre et complètement omis ce qu'on appelait si justement : « l'intelligence particulière de la chose ». Aussi n'atteint-il qu'à un effet de pur cabotinage, de la portée de ceux où tant de fois excella le maître du genre, M. Jean Béraud. Vous vous rappelez, à de précédents Salons, les interprétations tapageuses que celui-ci nous offrait de mainte scène religieuse, devant lesquelles se bousculait un public avide d'émotions fortes : cette fois il cultive, mais avec un moindre succès, le genre polisson; et la femme aux yeux grivois, à la mine effrontée, dont il souligne l'attitude provocante, n'est pas autre chose qu'un petit modèle photographique reproduit sur un divan. Peut-être sa pensée secrète fut-elle de faire œuvre voluptueuse : mais la volupté est tout autre chose, une chose grave et profonde qu'un véritable artiste peut seul traduire, et M. Béraud n'est point homme à y atteindre. Son petit modèle est bien trop *parisien*, dans le sens étroit du mot : il découvre exactement l'idéal féminin de son auteur, et, comme qualité de peinture, ne dépasse pas la valeur d'un bon chromo.

Si nous passons de ces petites choses aux compositions de vaste dimension, la même remarque devra être faite à la Société nationale sur le *grossissement des volumes*, sur le désaccord flagrant entre la nature du sujet traité et l'importance qu'on lui attribue. Tel sujet qui pourrait offrir un intérêt véritable, traité dans des dimensions ordinaires, devient un simple non-sens avec ce parti pris d'exagération; mais voilà, on ne le remarquerait pas, et faire grand est la première condition pour être distingué. Je ne parle pas de l'effroyable difficulté que l'artiste s'impose de son plein gré pour couvrir de pareilles surfaces, et où il échouera piteusement. Voyez par exemple l'*Hommage à Puvis de Chavannes* par M. Dubufe. Voyez encore l'énorme *Scène franco-russe* de M. Roll, tableau de mairie s'il en fut, où la laideur des matières et le parti pris de peinture grise, triste héritage de Bastien Lepage, viennent s'ajouter à la disproportion des volumes. Voyez enfin l'immense *paysage* de M. Montenard, la plus horrible chose comme couleur qui soit à ce Salon. Je n'en parle, on le voit bien, que pour illustrer une démonstration, et parce que cette *folie de grandeur* est une des tendances les plus caractéristiques de la peinture contemporaine. Que restera-t-il de tout cela, et si même nous nous plaçons au simple point de vue mercantile, quels amateurs pourraient bien consentir à s'encombrer de pareilles choses, et quels intérieurs seraient assez vastes pour les contenir! Singulier état d'esprit, de qui pense s'imposer en faisant grand et qui connaît assez peu l'histoire de l'art pour oublier que les plus durables chefs-d'œuvre sont des toiles de chevalet!

L'art du *portrait* fut toujours en grande faveur à la Société nationale, et l'on en voit des exemplaires infiniment variés, depuis les pires jusqu'aux meilleurs. Il y a le portrait insignifiant et plat de M. Weerts, qui de loin donne l'illusion de la bonne peinture, et qui n'est que du trompe-l'œil et du truc. M. Weerts en expose une quinzaine et rien ne les distingue les

uns des autres. Il y en aurait trente à la suite qu'on ne serait pas retenu davantage, et c'est vraiment une chose incroyable d'être à ce point dépourvu du sens physionomique quand on a passé son temps à fixer tant de visages, Il y a aussi le portrait quelconque, dénué d'expression et de vie, de M. Gervex — tel celui du *Tsar Nicolas* — d'une banalité irrémédiable et qui complète les spectacles variés d'alliance franco-russe, très en honneur à ce Salon. Hélas! que tout cela est déjà démodé, et que l'actualité est peu de chose, lorsque, pour en fixer le souvenir, l'artiste ne dispose d'aucune faculté d'interprétation! La moindre photographie est supérieure à un tel art. Il y a encore le portrait tapageur et qui « raccroche le passant », comme M. Boldini sait en faire. Mais M. Boldini du moins possède une habileté de main que M. Gervex ne connut jamais — comme aussi M. Carolus-Duran nous en montre cette année. M. Carolus-Duran cherche à se renouveler et s'adonne à la peinture religieuse... Je vous recommande son *Christ en croix*.

*
* *

Heureusement pour nous reposer nous avons cette très belle chose, le *Portrait de la princesse Cantacuzène*, que l'on est allé chercher parmi les anciennes productions de Puvis de Chavannes, et qui, mieux que mainte œuvre décorative de ses dernières années, représente le talent du peintre disparu. Ce fut une grande joie, et une grande surprise aussi pour moi, je l'avoue, que de voir, signé de son nom, un morceau de peinture aussi sobre à la fois et aussi poussé, d'une pareille tenue d'art, et qui si directement contredit la production de la dernière manière. L'œuvre est de 1885, je crois, et la facture seule suffirait à prouver qu'elle appartient à la meilleure période de sa vie. Quelle simplicité dans ce visage! Quelle intimité surtout et quelle haute compréhension de la vie morale! Je le dis d'autant plus volontiers que je me sentais moins de goût pour les dernières peintures décoratives de Puvis de Chavannes : tout y est expressif de la vie intérieure, depuis l'arrangement du costume jusqu'au modelé des mains, un des plus beaux morceaux qui soient ici. Voilà donc une œuvre de sensibilité, j'allais dire *d'émotion*, une chose qui a été peinte avec l'âme et qui parle à l'âme! M. Eugène Carrière jadis nous donnait de ces joies, et je ne me lasserai jamais de rappeler son *Alphonse Daudet*, son *Verlaine*, tant d'autres portraits encore, qui fondèrent sa renommée. De ce don si particulier vous retrouverez quelque chose encore dans le *Portrait de jeune fille* qui occupe le centre de son exposition : deux yeux bruns profondément vivants, car le vrai talent imprime toujours sa marque jusque dans les pires erreurs d'un artiste : c'est assez indiquer pourquoi nous ne pouvons aimer les autres figures de son exposition.

M. Jacques Blanche serait un bon portraitiste s'il avait à un degré supérieur les qualités dont témoignait surabondamment M. Carrière dans ses figures d'autrefois : je veux dire le souci de la vie morale et de l'âme des personnages qu'il peint. Il y a des morceaux remarquables dans son *Portrait de Chéret*, et quand on se reporte à ce qu'il faisait autrefois, on peut espérer beaucoup d'un peintre qui se renouvelle ainsi par les efforts consciencieux d'un incessant labeur. Sans aller aussi loin que certains critiques qui voient en lui le continuateur de l'école anglaise et un disciple de Gainsborough, — ce qui paraît bien inexact et en tout cas exagéré, — on peut le considérer comme un des meilleurs représentants de la jeune école à la Société nationale. Je lui voudrais un peu plus de ce sens aigu du *moderne*, puisque aussi bien il ne traduit que des visages modernes, surtout dans l'interprétation des traits féminins, que M. La Gandara, par exemple, possède évidemment et pousse à ce point d'en devenir inquiétant. M. La Gandara est à l'affût des perversités féminines, ce qui est fort légitime; mais, à la différence de M. Jean Béraud qui les voudrait aussi représenter, il sait y mettre un reflet d'art : j'observe cette année tel de ces portraits facile à découvrir, où il a su rendre, de façon à nous faire réfléchir, la perversité doublée d'élégance.

C'est une chose étrange que le *Paysage* ne donne pas d'autre résultat au Salon : n'est-ce pas pour vérifier une fois de plus ce que nous disions au début de cet article sur l'*isolement* des vrais initiateurs? On serait embarrassé pour trouver, dans cette énorme agglomération, une interprétation nouvelle de la nature, quelque chose de délicat et de sensible, comme en inspirèrent les arbres et les eaux aux paysagistes de 1840 et plus tard à quelques peintres de l'impressionnisme. Ceux de nos artistes qui quittent la France pour chercher au loin des sujets nouveaux et d'ingénieux prétextes à couleur, n'atteignent point à dégager la note poétique des contrées qu'ils voudraient rendre. D'autres y parvinrent avant eux, grâce à un accord entre leur tempérament personnel et les pays qu'ils visitaient, ou mieux, parce que, ayant une vision à eux, ils savaient l'appliquer aux spectacles de la nature. Une fois encore, il faut le dire : la beauté n'est pas dans le site, mais bien dans l'âme de ceux qui le sentent et l'expriment. Leur vision n'aboutit ici qu'à l'orientalisme fade et décoloré de M. Girardot, ou bien à l'orientalisme exaspéré, truculent et sauvage qu'inaugure M. Dinet : ce ne sont plus finesses de ton, mais brutalités de couleur, que l'on sent si voulues, si arti-

ficielles, si froidement ordonnées en vue de l'effet à produire, qu'elles nous impressionnent à rebours et nous éloignent. M. Dinet, à ses débuts, nous avait fait espérer autre chose. Parmi ceux qui s'en tiennent aux beautés du sol natal, convaincus avec raison qu'elles peuvent suffire à l'inspiration du paysagiste, il faut citer M. Cazin. Il expose cette année, dans une salle à part, toute une suite de dessins, études préparatoires, croquis, essais si l'on veut, qui témoignent de la plus grande conscience et d'une parfaite probité d'art, mais aussi d'une vision bien précise et un peu étroite de la nature.

Combien cependant ils sont supérieurs à ses peintures, on le sentira aussitôt en passant des uns aux autres, et l'on regrettera cette couleur grise, si uniforme, si monotone, s'appliquant également à toutes les heures du jour, inhabile à *différencier* les effets, à nous donner la sensation directe du moment qu'elle traduit, par trop contraire vraiment à cet art d'analyse dont les impressionnistes ont tiré leurs plus rares effets. M. Lhermitte qui, avec M. Cazin, occupe une des situations les plus en vue de cette Société, accuse, davantage encore que par le passé, le sentimentalisme déclamatoire que nous avions observé dans ses précédentes œuvres. Voyez ses *Blanchisseuses*, ce paysan qui s'essuie le front sur sa gerbe, qui n'est point un paysan, mais bien un ouvrier des villes en train d'esquisser un geste de revendication sociale, cet autre encore qui regarde sa femme allaitant un enfant. Dans ces scènes champêtres, il y a une affectation, un maniérisme, qui n'est que l'exaspération de ce que Baudelaire reprochait à J.-F. Millet. Mais ce dernier, du moins en ses pastels, sauvait tout par la beauté de l'exécution, tandis que la couleur de M. Lhermitte n'est pas des plus plaisantes à regarder.

Cette sensation directe de nature dont je parlais tout à l'heure, je ne l'ai trouvée qu'en deux *marines* vraiment intéressantes de M. Charles Cottet, dont les envois de cette année méritent une attention toute particulière. Elles nous donnent vraiment la note poétique de l'heure qu'elles veulent fixer, avec je ne sais quoi de triste, de mélancolique, qui paraît bien répondre au sentiment de celui qui les a peintes. M. Charles Cottet, comme chacun sait, est puissamment attiré par la vie des humbles, et parmi ces humbles ceux qui lui sont le plus chers, sont ces rudes Bretons qui vivent et qui meurent de la mer. Dans son exposition de cette année, le peintre en a fixé l'image en quelques figures qui impressionnent et restent dans le souvenir, surtout ces deux groupes féminins qui se font pendant et sont comme les deux volets d'un triptyque dont sa composition de l'*Enfant mort* serait la partie centrale. Je ne cache pas mon peu de goût pour le petit cadavre de l'enfant et l'ordonnance bizarre des couleurs qui l'environnent : il y a là je ne sais quoi de désaccordé qui choque l'œil, mais en revanche certains détails du tableau sont charmants, comme le visage si naïvement simple de la petite fille qui regarde. Que M. Cottet prenne garde seulement à une chose : le danger de s'enfermer dans une manière, de se spécialiser. Un peintre qui ne se renouvelle pas — combien d'exemples en avons-nous vu ! — peut atteindre à la réputation, à la fortune, à tous les genres de succès que vous savez. Mais le jour où, réunissant ses œuvres, on tente l'épreuve décisive dont nous parlions au début de cet article, on s'aperçoit alors qu'il n'était pas un véritable artiste.

PAUL. FLAT.

LE SUPPLICE DU SILENCE (1)

Roman.

Le lendemain donc on renouvela l'expérience.

Cette fois, Tony saurait obtenir de sa femme à qui il avait fait la leçon une attitude plus silencieuse.

— Alors, tu es de mon avis, n'est-ce pas, ma chérie ? Et puisque tu veux bien t'associer à mon existence laborieuse...

— Oh ! je t'en prie, mon ami, ne t'excuse pas ! C'est si naturel ! Et j'aurais dû me rendre compte immédiatement que je ne faisais que te troubler par mon bavardage intempestif. Mais n'aie pas peur ; je réparerai. Et tiens, ce soir... tu verras... Muette comme une carpe !...

Et de fait, Gabrielle prit tout de suite en main un ouvrage à l'aiguille et après un : « Et maintenant, je te permets de m'ignorer », se plongea dans son travail.

Pendant la première heure tout marcha à souhait, et Tony se félicitait déjà des progrès réalisés, quand un soupir l'obligea à détourner la tête.

— Qu'est-ce qu'il y a ?

— Rien, mon ami... ne t'occupe pas de moi.

— Tu n'es pas bien ?

— Si... non... je ne sais pas...

Il s'était levé et allait vers elle.

Ses pauvres yeux étaient noyés de larmes.

— Mais qu'est-ce que tu as, mon enfant ? Je suis désolé...

— Que veux-tu ? Je m'ennuie trop... Ne pas bouger, ne pas parler... mais c'est horrible ! Malgré moi je pense à une foule de choses tristes. Ce sont comme des cauchemars qui me hantent !

(1) Reproduction et traduction interdites. Voir la *Revue* des 3 et 10 juin 1899.

— Parce que ton esprit reste inactif. Veux-tu un livre?

Elle prit un air navré :

— A quoi bon? Pour m'endormir dessus?

— Mets ta correspondance à jour, alors.

— Dans l'état d'esprit où je me trouve? Est-ce que c'est possible!

— Fais des comptes.

— Je ne peux additionner qu'à haute voix. Ça te gênerait.

— Joue du piano.

— Pour rester toute seule dans le grand salon, à l'autre bout de l'appartement. J'aurais trop peur.

Un silence.

Elle vit qu'il cherchait encore quelque occupation à lui proposer.

— Non... c'est inutile... je t'assure. Il n'y a rien à faire. — Et lui passant les deux bras autour du cou, elle éclata en sanglots : — Ah! Tony! Tony! que je suis malheureuse!

Et comme il restait muet, désespéré devant cette douleur : — Mon Dieu! c'est épouvantable! Si je n'étais pas la femme qu'il te faut! Quel malheur, vois-tu! J'ai si peur de ne pas savoir m'ennuyer!

Il la calma de son mieux : — Voyons... console-toi... Tout ça n'a aucune importance. C'est de ma faute aussi. J'ai profité de ta bonne volonté pour t'imposer successivement, sans la moindre progression, deux soirées vraiment trop pénibles... Rien ne me presse, après tout, pour cette série d'articles... Et quant à mon cours, il me suffira des matinées pour le préparer.

Il s'emportait à présent contre lui-même.

C'est que c'était trop bête aussi de sa part, d'avoir voulu tout concilier : et le bonheur de sa femme, et un travail acharné. Au plus pressé, d'abord! Eh bien, le plus pressé, c'était Gabrielle!

Quand, tout compte fait, au bout de sa carrière, il aurait publié trois volumes de moins... la belle affaire!

Gabrielle séchait encore ses larmes.

— Mon pauvre ami, comme tu dois me trouver sotte!

— Mais non, je te dis... C'est moi qui me juge coupable; et demain, nous commencerons à ressortir, tu sais!

Elle se fit suppliante.

— Mais non, mon chéri, je ne veux pas!... Je ne veux pas!... Encore un essai, je t'en prie... Demain je serai sans doute moins enfant... Et puis, ce soir, c'était peut-être seulement une question de nerfs. On domine ça avec de la volonté. Oh! je voudrais tant, Tony, je voudrais tant te voir satisfait!

La pauvre petite faisait peine à voir, désireuse de bien faire, mais se sentant tellement inférieure à sa tâche et épouvantée en même temps à l'idée que son offre de sacrifice pourrait être acceptée.

Tony comprit sa détresse, et d'un ton décidé :

— Non... plus tard... dans quelques semaines, je ne dis pas... nous tenterons une nouvelle expérience. Mais, pour l'instant, il faut nous donner un peu d'air.

Il regarda sa montre : « Dix heures et demie; nous pourrions encore aller chez Mme Lançay. »

La figure de Gabrielle rayonna.

— Ah! mon chéri, que tu es gentil! Que tu es gentil! Eh bien! vraiment, là, je peux te le dire maintenant, j'étouffais dans ce silence forcé! Encore quelques jours de ce régime, et je tombais malade pour tout de bon!

Elle courut changer de robe.

Tony la suivit des yeux, heureux de la sentir réconfortée, et le souvenir confus lui vint d'un livre autrefois lu dans son enfance : *David Copperfield*. Oui; c'était bien cela... Comme le héros de Dickens, il avait aussi épousé une délicieuse petite créature, toute de charme, de joie, de gaieté, une femme-enfant, selon l'expression du romancier anglais. A ces êtres-là, inutile de parler chiffres, avenir, simple raison même. Ces choses leur paraissent des hiéroglyphes. Ils ont l'air sur le moment de comprendre, mais, l'instant d'après, ont tout oublié de l'explication fournie, et la leçon est à recommencer. Non. Ce qui leur convient, c'est le bruit, le mouvement, la chaleur des lustres, les fleurs, les étoffes, enfin tout ce qui vibre, éclaire, parfume, chatoie.

— Oui, c'est bien cela, répéta Tony à haute voix... une femme-enfant.

Son regard alors se tourna vers sa table où gisait sa besogne inachevée. Il sentit qu'il ne la reprendrait plus. C'était à choisir entre sa femme et son ambition. Une seconde, il crut qu'il allait se ressaisir à l'appel du passé et il tourna plusieurs fois sur lui-même, poussé malgré lui vers son bureau pour s'y maintenir, s'y accrocher, dernier effort d'une volonté qui se meurt.

— Eh bien, Tony, tu ne vas pas t'habiller?

— J'y vais, ma chérie...

Et il s'en alla, docile, abandonnant la lutte avant même d'avoir lutté, sacrifiant tout ce qui, jusqu'ici, avait fait sa raison de vivre, non pas même à l'amour, car l'amour n'avait rien à faire là, mais au plaisir de voir sa femme sourire. Et même, sur l'heure, il ne se considéra pas comme malheureux. C'était l'homme qui change de carrière, voilà tout.

Un instant après, Gabrielle et lui se retrouvèrent dans le salon. Elle était en robe bleu pâle, décolletée, avec des roses sur son corsage.

— Suis-je au goût de mon mari?

Certes, elle était à son goût ainsi, et cent fois plus

ravissante que tout à l'heure! Ses yeux brillaient, son teint avait repris de l'animation... Oui, décidément, c'était surtout comme cela qu'elle lui plaisait, faite pour les papotages, les compliments, les riens mondains, le jeu de l'éventail. Il se la rappela l'instant d'avant avec les traits tirés, les yeux gonflés, dans son peignoir sombre, presque pas jolie enfin! Et il se traita de vandale pour avoir voulu mettre une bordure foncée sur ce tableau clair qui, pour rendre son plein effet, avait besoin d'un cadre d'or et de l'or le plus vif.

VI

Pendant trois mois, ce fut un déchaînement de plaisirs. On eût dit une valse monstre dans laquelle ils tournaient, les yeux fermés, haletants, éperdus.

A la fin, Tony demanda grâce.

Une indisposition d'une quinzaine qui l'avait obligé à garder la chambre lui donna le temps (il ne l'avait pas encore eu jusque-là) de réfléchir à la vie par trop stupide qu'il menait. Ayant voulu profiter tout au moins de ce repos forcé pour fixer avec la plume certaines idées philosophico-sociales qui, — Dieu sait comment! — avaient pu tout de même germer dans son esprit entre une revue de salon et un souper par petites tables, il dut constater que sa boîte cranienne sonnait le creux. Les mots se disposaient malaisément devant lui sur son papier.

Il raisonna sur son cas. Encore deux ou trois ans d'une pareille existence et non content de devenir un raté, il allait tout droit aux petites-maisons.

Ce fut plus que le réveil soudain de son ambition assoupie; une sorte d'effroi physique. Il eut besoin de ses livres, comme un malade de ses potions.

Cette fois donc sa décision fut prise irrévocablement; il enrayerait... quoi qu'il dût arriver.

Maintenant, que dirait Gabrielle de cette nouvelle conversion? Quel moyen emploierait-il pour l'y amener? Là était le point délicat.

Son tort, en cette circonstance, fut de manquer de bravoure. Peut-être eût-il bien fait de se dire que la première expérience, pour malheureuse, n'avait pas été concluante. Un entretien sérieux, dans lequel il eût indiqué à sa femme tous les dangers qui résulteraient pour lui d'une vie si contraire à ses goûts et à son tempérament, eût sans doute produit son effet. N'avait-elle pas, somme toute, fait preuve de bon vouloir autrefois, lors du premier essai tenté? Mais Tony, encore un peu souffrant d'ailleurs, n'osa pas recommencer la lutte. Trop timide encore pour imposer sa volonté, mais assez maître de lui déjà pour ne point en faire l'abandon, il préféra laisser aller les choses, remettant au hasard d'une occasion favorable le soin de faire le reste.

Et ce fut pour ces raisons, ces absences de raisons plutôt, qu'un soir, après dîner, comme Gabrielle lui disait : « N'oublie pas que c'est ce soir le bal des Gerval! » il répondit d'un ton parfaitement calme en apparence et comme si cette décision ne pouvait être de nature à susciter la moindre difficulté dans le ménage : « Non, ce soir, nous ne sortirons pas, si tu veux bien... J'ai à travailler. »

Mme Degroux se récria : « Ah! non, par exemple! Manquer ce bal-là dont tout le monde parle depuis un mois! Si tu veux travailler, tu as encore près de deux heures avant le moment de notre départ, c'est bien suffisant! » et elle sortit sans même avoir l'idée d'attendre un acquiescement de la part de son mari, acquiescement qui ne pouvait faire doute, puisqu'elle avait daigné émettre un désir.

Aussi sa surprise fut-elle grande quand, rentrant décolletée dans le bureau, sur le coup de onze heures, et pensant trouver le professeur en habit noir et cravate blanche, elle le vit tout tranquillement occupé à écrire, en veston et en pantoufles.

— Eh bien? fit-elle. Que signifie?

Tony qui, depuis une demi-heure environ, venait de se décider à affirmer sa volonté, s'attendait naturellement à la question. Même il s'était demandé s'il ne valait pas mieux prendre l'offensive et aller de nouveau prévenir sa femme, de manière à lui éviter de s'habiller pour rien. Mais la crainte d'une maladresse l'avait arrêté. Peut-être, de la sorte, en dirait-il trop? Tandis que là, dans son cabinet, devant sa table, il se sentait plus sûr de lui. D'ailleurs, n'avait-il pas averti à l'avance Gabrielle? Et, à ce point de vue, il ne redoutait aucun reproche. La peur s'en était mêlée également, en même temps que l'ennui de penser à la minute désagréable qui se préparait. Aussi préféra-t-il s'enfoncer à mesure dans l'article commencé, sans même s'enquérir de ce qu'il aurait à répondre. « Je ne céderai pas », se répétait-il mentalement.

Oui, de cela il était certain, mais de cela seulement, ignorant encore comment il s'y prendrait pour ne pas céder, comme s'il se sentait déjà trop fatigué du grand effort que lui coûtait cette décision pour réfléchir aux conséquences qu'elle entraînerait.

Gabrielle reprit : « Voyons, explique-moi? »

Il répondit, un peu ému, mais la voix ferme : « Je te l'ai dit. J'ai à travailler et je ne pourrai pas sortir ce soir.

— Ah!

Il continua, retrouvant plus d'assurance :

— Et ni ce soir, ni de quelque temps d'ailleurs. J'ai trop tardé, vois-tu. C'est effrayant tout ce que j'ai à faire! Il a fallu que je fusse retenu à la maison pour me rendre compte de tout cet arriéré de besogne.

Elle s'assit, se laissa tomber plutôt, sur une chaise Puis au bout d'un moment : « Dis, si tu essayais, le matin, de te lever de bonne heure ? D'abord c'est beaucoup plus sain, le travail du matin. »

Tony haussa imperceptiblement les épaules.

— Mais tu sais bien que c'est impossible, mon enfant ! Le matin, j'ai ma correspondance... Je reçois mes élèves...

Dans la journée, alors ?

— Dans la journée, je fais mon cours ou je vais à la Bibliothèque nationale.

— Soit. Nous resterons le soir, si tu y tiens ! Mais, tout de même, tu avoueras que je n'ai pas de chance ! Obligée de renoncer à sortir juste au moment où nous avions une foule d'amusements en perspective ! Et d'abord, je te prie, comment vais-je faire avec Mme Daltor, qui compte sur moi pour jouer chez elle la comédie ? Et ce soir?... faire faux bond aux Gerval, des amis si aimables, si attentionnés ! Sans compter que tu rencontres chez eux des gens qui peuvent te servir, Kriegel, Delvicq... Laurençon... tout l'Institut enfin... Je sais bien ce que je fais, va, en te menant dans cette maison-là... Si tu crois qu'une seule de ces soirées ne te sert pas plus que vingt articles !

— Je t'en prie, Gabrielle... n'insiste pas !

— Ah ! je vois bien que ta décision est prise. D'ailleurs tu changerais d'avis que c'est moi qui refuserais de sortir à présent... Pour que tu m'adresses plus tard des reproches, merci bien !

Elle se leva, fit quelques pas dans la chambre d'un air courroucé, puis, par un retour naturel de tendresse, ou peut-être parce que sa colère ne produisait pas l'impression attendue, elle se radoucit subitement et, passant derrière le bureau, se rapprocha de son mari et lui entoura le cou de ses bras : « Méchant, qui se figure que votre petite femme ne songe pas à votre avenir... Mais on y pense, cher maître, on y pense ! »

Il la repoussa doucement : « Voyons, ma chérie... assieds-toi là un peu plus loin... Et surtout ne mêlons pas les questions. »

Elle s'éloigna alors, et, les larmes dans les yeux :

— Allons ! Tu ne m'aimes plus, je le vois bien !

Et avant qu'il eût pu répliquer : « Mais non, tu ne m'aimes plus ! Si tu crois que je ne me suis pas aperçue du changement ! Autrefois je n'avais qu'à exprimer un désir... Je n'avais même pas besoin de l'exprimer, tu lisais en moi pour le deviner. Ah ! oui ! Ose dire que tu m'aurais marchandé une soirée autrefois ? Et même deux ! Et même dix ! Et si tu avais eu envie de changer notre genre d'existence, tu aurais peut-être choisi, n'est-ce pas, le moment où cela m'était le plus désagréable ? Allons donc ! tu te serais ingénié pour trouver le moyen de concilier ton besoin de travail avec mon désir de sorties... Avec ça que ce serait difficile, si tu voulais !

— Mais oui !

— Oui ? Quelle plaisanterie ! Et le jeune Chatour, comment fait-il alors, lui qui est tous les soirs dehors avec sa femme ? C'est un professeur pourtant... comme toi... moins éminent, certes... mais il n'en aurait que plus besoin de travailler.

Tony s'étonnait de son impassibilité, se rendant si bien compte que naguère, — oh ! moins de quinze jours auparavant peut-être, — tout de suite affolé, il serait tombé aux genoux de Gabrielle, prêt à toutes les capitulations. Aussi se demanda-t-il avec effroi si, pour supporter un tel assaut, il aimait sa femme moins passionnément à l'heure présente. En ce cas, il se fût jugé coupable, et peut-être, pour se punir d'une victoire devenue alors trop facile, se serait-il rendu lui-même sur l'instant, quitte à perdre du coup tous les bénéfices que ce succès devait lui assurer.

Mais non... c'était toujours de sa part le même désir de baiser ces yeux charmants, d'enfouir ses lèvres dans cette chevelure dorée. Tout au plus, imperceptible changement, était-il devenu plus blasé sur les satisfactions d'amour-propre que Gabrielle lui donnait au dehors et, par suite, moins sensible, pour l'avoir trop fréquemment provoquée, à la joie de la voir sourire.

Le résultat de ce rapide examen de conscience le rassura, et il se sentit tout fier en croyant pouvoir attribuer ce triomphe à sa seule volonté, sans s'apercevoir qu'au fond la volonté n'y était pour rien. Sans aide pour résister à Gabrielle, il n'eût pas tenu deux secondes. En réalité il ne faisait qu'obéir à une autre passion rivale, celle du travail, qui le reprenait peu à peu. Et c'était simplement le combat de ces deux sentiments contraires qui venait de se livrer en lui.

— Tu vois bien, fit Gabrielle... Tu ne trouves rien à répondre... C'est donc que j'ai raison ?

Et venant à lui avec un gentil regard coulé, frôleuse, enfin vraiment coquette pour la première fois puisque, pour la première fois, elle n'était pas obéie sur l'heure : « Alors, dites, Monsieur... il faut tout de même que je me déshabille ?

— Dame... à moins que tu ne veuilles sortir sans moi ?

Phrase tombée au hasard et qui signifiait simplement : Oui... naturellement... déshabille-toi.

Aussi quand Gabrielle, prenant la balle au bond, s'écria joyeusement : « Vrai, mon ami, tu consens à me laisser aller seule ce soir ? Ah ! comme c'est gentil ! » Tony demeura-t-il littéralement pétrifié.

Au cours de cette scène, fâcherie, larmes, colère... aucune de ces manifestations naturelles ne l'eût surpris et il aurait trouvé réponse à tout. Mais il restait

interdit devant cette proposition inopinée, cherchant vainement à rassembler les objections qui se présentaient confuses à son esprit.

Gabrielle s'était déjà levée, et, d'un geste rapide, bouclait l'agrafe de sa sortie de bal : — Mais oui... pourquoi n'avoir pas songé plus tôt à ce moyen-là? Ça arrange tout! Je n'ai qu'à me faire conduire à côté chez les Courbon qui vont aussi chez les Gerval. Tu penses bien qu'ils seront enchantés de me servir de chaperon! Et tu les connais... des couche-tôt! Avec eux pas de danger pour moi de rentrer à des heures indues.

Tout en parlant, elle avait appuyé sur le bouton, près de la cheminée : « Une voiture tout de suite. »

Tony contemplait sa femme, effaré.

— Vraiment... tu?... Alors, tu crois?...

— Mais puisque je te dis que c'est là une idée de génie!... Allons! vite, Monsieur, mettez-vous au travail et n'oubliez pas trop votre petite femme qui, elle, pensera tout le temps à vous!

Un baiser et Mme Degroux était partie.

Tony avait machinalement suivi Gabrielle jusque sur le palier et, appuyé sur la rampe, la regardait s'enfoncer dans la cage de l'escalier.

Il se rappela alors — la mémoire a de ces retours — une scène de son enfance. A la campagne, chez ses grands-parents, il se penchait un jour sur la margelle d'un puits, quand une belle bille d'agate, le joyau de sa collection, s'échappa de la poche de sa vareuse et tomba dans le trou béant. Il avait pu, l'espace d'une seconde, la suivre dans sa chute. Avec quelle angoisse il la voyait disparaître!

— Ma belle bille d'agate qui est perdue!

C'était à peu de chose près la même sensation qu'il éprouvait aujourd'hui.

JULIEN BERR DE TURIQUE.

(*A suivre.*)

ANATOLE DE COURDE DE MONTAIGLON

1824-1895.

Ceux que l'on a nommés souvent des bénédictins laïques : les élèves de l'École nationale des Chartes, ont quitté depuis plus d'un an leur maison de la rue des Francs-Bourgeois. Ils ont pris possession d'un bâtiment sorbonien flambant neuf avec de grandes fenêtres et tout le confort que l'hygiène scolaire du XIXe siècle a inventé pour les écoliers. Nous sommes de ceux qui regrettent la petite salle moyenâgeuse entre cour et jardin et ce quartier du Marais où tout parle du passé, tout, jusqu'aux noms pittoresques des rues.

Celui qui fut pendant longtemps le doyen des professeurs de l'École n'assista pas à l'inauguration du nouveau local. Atteint par la limite d'âge, il avait fait en juillet 1895 sa dernière leçon et comme si sa vie devait finir avec son enseignement il s'est éteint à l'hôpital de Tours le 1er septembre suivant. L'homme modeste qui mourut là presque oublié s'appelait Anatole de Courde de Montaiglon. Il fut un des plus productifs éditeurs de ce siècle, un des hommes qui ont le mieux vécu la vie des vieux temps à l'étude desquels il s'était consacré. De tous ceux qui réveillent la douce France endormie il a été un des plus enthousiastes et des plus infatigables. Il savait comme pas un comprendre les textes anciens si souvent altérés ou défigurés et le devoir de l'éditeur lui apparaissait comme une sorte d'apostolat. Dans l'avertissement qu'il a placé en tête d'un recueil de poésies françaises publié dans cette bibliothèque Elzévirienne au succès de laquelle il a si largement contribué, Montaiglon essaye de démontrer la nécessité d'éditions dignes de ce nom et il s'exprime en ces termes : « Le public, car c'est de plus en plus à lui qu'arriveront les travaux de ce genre, demande quelque chose de moins difficile à lire et de plus difficile à faire qu'un fac-similé et l'on est forcément conduit à ne plus lui présenter que des éditions. »

Ce qu'étaient ses leçons, ceux-là seuls qui l'ont connu peuvent se le figurer. De méthode, peu ou point, d'ordre guère davantage, mais des idées, des observations sagaces, des souvenirs, une foule de choses incohérentes au premier abord qui prenaient un sens quand on savait les considérer comme l'expression spontanée d'une individualité intéressante.

La bibliographie et le classement des archives n'étaient à ses yeux qu'un prétexte pour exposer ses vues sur la littérature, sur les mœurs et sur les idées de cette ancienne France à laquelle il était si passionnément attaché. La langue de Montaiglon était un reflet de sa personnalité, de cette personnalité qu'il s'était créée à force d'intimité avec les auteurs qu'il admirait. Qu'il parlât de l'histoire de l'imprimerie, ou des grandes collections dues aux bénédictins ou simplement de Montaigne, de Marot ou de Rabelais, les choses et les hommes dont il retraçait l'histoire prenaient dans sa bouche une actualité captivante qui forçait l'attention.

A l'École les *anciens* racontaient de lui beaucoup de choses étranges, mais c'était tout de même encore un étonnement que de le voir monter en chaire. Il arrivait lentement, peu soigné dans sa mise, avec une chemise de flanelle, les mains noires de la poussière des livres et un monocle pendu au cou en guise de médaillon. Il était maigre, voûté et ses yeux avaient un regard vague qui, très vite, se muait en

un sourire. Il riait sans bruit presque intérieurement et il y avait dans sa façon grave d'être gai comme un reproche pour notre époque de serins noirs où le pessimisme reste de mode malgré le grotesque des événements. De toutes ses leçons la première phrase restait incomprise, il la marmottait au milieu de l'indifférence des élèves qui n'avaient pas pour lui le respect obligé. Souvent il disait : Je veux être un ami plus qu'un maître et si je vous ennuie tant pis pour vous ! Et il nous ennuyait quelquefois, par notre faute vraiment et parce que les jeunes gens ont si peu l'habitude de réfléchir qu'ils ne comprennent volontiers que les choses qu'on leur dit avec autorité dans une forme traditionnelle. Au milieu d'une énumération de faits et de dates, Montaiglon s'interrompait tout à coup, prenait un chemin de traverse et lançait des boutades comme celle-ci : « Comment définir le livre ? Le livre est un feuillet à l'état de pluriel. »

Une fois, à propos de l'imprimerie, il nous dit : « Vous me croirez si vous voulez, mais Gutenberg était avant tout un commerçant ingénieux, un roublard. Le génie, la postérité le lui a donné, il n'a pas dit non : ça ne se refuse pas, ces choses-là. Les demandes de manuscrits étaient fréquentes, les copies se payaient, Gutenberg pensa : Si tu trouves un moyen mécanique et rapide de reproduire les manuscrits, tu gagneras gros ; il a cherché, il a trouvé. Les incunables sont entrés dans les souliers des manuscrits, tout le prouve. Et voilà ce qu'on appelle la découverte de l'imprimerie. Gutenberg, bienfaiteur de l'humanité, je ne m'y oppose pas ; mais il est arrivé à ce but sans le savoir peut-être, sans le vouloir certainement. C'est pas bête, ce que je vous dis là, pensez-y ! »

*
* *

Ce fut à l'occasion d'un jour de l'an, je crois, que je fis au vieil érudit ma première visite, 9, place des Vosges. « M. de Montaiglon, s'il vous plaît ? » Le concierge répondit : « Au fond de la deuxième cour à gauche au-dessus de l'écurie. » L'escalier très étroit était fort sombre, en tâtant j'accrochai un cordon de sonnette. Un silence, puis des pas traînés, il m'ouvrit lui-même. Je crus devoir me nommer, il m'arrêta : « A quoi bon ? entrez, asseyez-vous et causons, quand nous aurons causé je saurai qui vous êtes. »

Pour arriver à son cabinet de travail, il fallait traverser une sorte de tunnel creusé dans du papier ; une fois là, il me poussa dans un fauteuil où gisaient trois ou quatre gros bouquins et se remit à sa table. Il corrigeait les épreuves d'un article pour une revue d'art. « Je finis tout de suite, me dit-il, faites comme chez vous : si vous voulez vous chauffer, chauffez-vous ; si vous voulez lire, prenez mes épreuves. »

Je parcourus les pages presque sans fautes qu'il me tendait. Il s'agissait d'un tableau de Delacroix, si j'ai bonne mémoire. Ce tableau avait été intitulé : *le Naufrage de don Juan*. Montaiglon démontrait avec une érudition malicieuse que ce n'était pas là le naufrage de don Juan, mais un naufrage quelconque et qu'il fallait débaptiser la toile pour l'appeler « le naufrage *du* don Juan ». Comme je lisais il me dit : « C'est clair, n'est-ce pas ? Voyez-vous, mon ami, il est un élément dont on fait souvent bon marché et qu'il est cependant mauvais de négliger en saine critique, c'est le bon sens ; il n'est pas de l'Institut, mais il faut tout de même en tenir compte. »

Entre temps je regardais la chambre, des livres partout, de tous les formats, tous avec des reliures d'amateur et de quel amateur ! Des maroquins superbes, du veau naturel avec de grandes étiquettes rouges, et tout en haut empilés, les petits volumes cartonnés de la bibliothèque Elzévirienne, l'œuvre du cher Jannet à la mémoire duquel le maître de céans a dédié sept dizains de sonnets tirés de Rabelais, ayant tous une citation pour titre. Par terre des piles de brochures, sur les tables des rouleaux d'estampes et des livraisons, par une porte entr'ouverte, on voyait d'autres livres encore qui se miraient dans la glace au-dessus de la cheminée. De temps à autre il se produisait un glissement dans les piles, des brochures tombaient : « Ne vous dérangez pas, disait Montaiglon, mes livres s'ennuient et ils causent entre eux quelquefois. »

Au mur une photographie de la *Source*, plus loin un portrait de l'érudit jeune et deux miniatures de ses grands-parents, dans un coin un vase funéraire de l'époque mérovingienne, pansu, avec un long bec, et, sur la cheminée, dans une coupe, des pipes. C'était tout.

Le travail terminé, la conversation reprit sur don Juan.

— Vous savez, dis-je, que la paternité de Tirso de Molina n'est plus absolument inattaquée ?

— Qu'est-ce que ça peut vous faire, pourvu que son *Don Juan* reste un chef-d'œuvre.

— Oui, mais...

— Ah ! ne confondons pas l'érudition et la littérature, l'une est une bonne, l'autre est une belle chose, ça ne marche pas toujours d'accord.

— Connaissez-vous le *Don Juan* de José Zorilla ; en voilà un qui n'a pas l'air d'être de 1814.

— Oui, il est furieusement catholique.

— Le lui reprochez-vous ?

— Non, mais pourquoi être fanatique ? Je suis catholique moi-même ; seulement, je suis catholique *gros grain*, juste ce qu'il faut pour ne pas être protestant, et si on me demandait de changer de religion, je mourrais martyr de la foi que je n'ai plus et ma tête ne ferait pas mal sur les miniatures.

*
* *

Cette première visite m'encouragea et je fus souvent place des Vosges. Je venais vers onze heures, j'assistais au déjeuner du solitaire, c'était fort amusant. Tous les matins sa femme de charge dissimulait les plats derrière les dix volumes du Glossaire de Du Cange. Mon maître étendait sur un coin de table un numéro du *Petit Journal*, puis il me disait tout en continuant à ranger ses papiers : « Tome II la côtelette, tome III les épinards », de dessous la table il tirait une bouteille et dans son tiroir il trouvait toujours une ou deux poires blettes. « Voyez-vous, disait-il, je suis un fin dîneur et comme les vrais gourmets je supporte ce qui est mauvais, j'aime ce qui est bon, mais j'abhorre la médiocrité dorée. » Et il déjeunait tranquillement avec de petits sourires suscités par les idées qui lui traversaient l'esprit et qu'il énonçait quelquefois : « La Sévigné, elle en a fait des embarras avec ses lettres, et pourtant... Tenez, j'ai fini, je vais couper un cigare et vous lire un billet d'une vieille amie à moi ; vous verrez, vous verrez ! Je l'ai reçu après la bourrasque de l'autre samedi. C'est léger, gracieux, rapide, un peu de mousse emportée par la brise ; jamais je n'aurais su faire ça, écoutez : « Mon vieil ami, nous avons eu cette semaine une tem- « pête à décorner les bœufs. Le vent s'est fait notre « bûcheron et nous a épargné une dure besogne. Il a « abattu les arbres morts, nous n'avons plus eu « qu'à lier les fagots, mes jardiniers ne s'en sont pas « plaints. J'ai bien peur pour vous, rassurez-moi. Je « sais que vous êtes un intrépide, que vous sortez par « tous les temps et je crains fort que vous n'ayez « reçu une cheminée sur la vôtre. »

Le vieillard lisait ça avec une grâce mièvre, des gestes vieillots ; il récitait plutôt, car il la savait déjà par cœur sa lettre, et d'un ton où l'admiration et le mépris se coudoyaient il dit en repliant la feuille : « Va te cacher, Sévigné ! »

Parfois nous lisions ensemble au hasard et c'étaient alors des commentaires, des improvisations, une vivacité étonnante, un air d'avoir connu tous ces écrivains morts depuis des siècles, comme s'il discutait avec eux, comme s'ils étaient là pour lui demander une approbation ou un conseil. Il oubliait ma présence et il fallait un incident vulgaire, la cheminée qui fumait ou un tintement de sonnette, pour le rappeler à la réalité.

A chaque fois que je le quittais, je songeais à la prodigieuse érudition de cet homme et je comprenais mieux la devise de son *ex libris* : « De jour en jour en apprenant mourant. »

Nous faisions aussi des promenades urbaines ; alors c'était le vieux Paris qu'il évoquait et tout le long du chemin qui va du Marais à la Seine il racontait l'histoire des pierres : le musée Carnavalet, la tourelle de la rue Vieille-du-Temple, le palais des Archives, la porte de l'hôtel de Clisson. Devant le Mont-de-Piété il me dit un jour : « Je ne suis pas riche, je ne le regrette qu'un peu ; mais ce que je regrette beaucoup, c'est qu'il n'y ait pas un Mont-de-Piété pour les idées, j'en aurais mis quelques-unes en gage, elles auraient pu servir plus tard. »

Sur les quais, dès qu'il voyait les étalages des bouquinistes, la conversation mourait. Montaiglon se plongeait dans les boîtes et ses doigts allaient fiévreux ; souvent il trouvait quelque chose, alors satisfait, il se mettait en route pour aller à la séance de la Société des antiquaires.

« Ah ! les bouquins, les bouquins, s'écria-t-il une fois, et on me demande pourquoi je ne me suis pas marié ! D'abord parce que je voulais conserver le bénéfice net de l'affection de mes parents, ensuite parce que quand je me voyais épris, je me disais : Voyons Anatole, aimes tu mieux mademoiselle une telle ou un bel incunable ? J'aimais toujours mieux l'incunable ! »

*
* *

En juillet, je le vis pour la dernière fois. Il allait se reposer en Touraine chez des amis. Ses adieux à l'École l'avaient ému, il était mélancolique, parlait d'oubli, d'indifférence et rappelait la longue liste des élèves qu'il avait aimés. Il déjeunait. Je tirais la côtelette de derrière le Du Cange, mais le vieux professeur n'avait pas d'appétit : « Petit, fit-il, il y a des moments dans la vie où l'on a envie de mourir comme on a envie de dormir. Vous, les jeunes, vous n'êtes pas méchants, mais vous êtes ingrats, il n'y a peut-être pas de votre faute. Vous arrivez très aimables : *Cher maître*, pouvez-vous me dire ceci ou cela, il n'y a que vous dans Paris qui puissiez me renseigner. *Cher maître*, quelle est votre opinion sur tel monument, que pensez-vous de tel texte ? *Cher maître* partout gros comme le bras. Je reçois vos travaux, je cherche, mes idées y sont, mais plus de *cher maître*, il n'y a plus que *Moi*. »

Non, ceux qui ont connu M. de Montaiglon (1) ne l'oublieront pas. Il était enthousiaste et dévoué, il a rendu des services aux études qu'il aimait, et à ceux qui l'ont vu de près il a donné de précieux conseils. Maintenant qu'il n'est plus, les anciens élèves évoqueront souvent sa silhouette originale, et plus tard quand il y aura des chartistes de la nouvelle école, nous dirons avec un brin de morgue pa-

(1) Nous renvoyons les lecteurs désireux de connaître le titre des ouvrages du regretté professeur à la « Bibliographie des travaux de M. A. de Montaiglon, professeur à l'École des Chartes : Beaux-Arts, Archéologie, Histoire littéraire, Curiosités, Poésies » ; Paris, Jouaust, novembre 1891.

tricienne : « Nous, nous sommes des *vieux*, nous avons entendu le père Montaiglon dans la petite salle de la rue des Francs-Bourgeois. »

Mon vieil ami aimait à dire : « Je souhaite que la mort me vienne tout à coup, que je m'en doute le moins possible et que je ne m'en souvienne pas du tout. »

Selon son désir elle l'a pris presque par surprise et il était prêt.

MARIO SCHIFF.

LIVRES NOUVEAUX

L'Ame dauphinoise.

I

Ce pays du Dauphiné est, comme on sait, une merveille. Beautés pittoresques, l'abondance et la richesse, l'exubérance végétale, — champs de glace et de neige, sublimités farouches, stériles, — rien n'y manque ; il y en a pour tous les goûts. A qui ne le connaîtrait pas ou, s'il le connaît, voudrait raviver ses impressions, nous conseillerons le livre que M. Gaston Donnet vient de publier, et que MM. Ding, Raoult, Félix, Bernard, Madeline, Bastet, etc., tous les meilleurs artistes originaires de la région, ont paré de dessins magnifiques.

Jeune encore, — trente ans à peine, — M. Gaston Donnet est né au Havre, mais de parents dauphinois ; et il fut élevé à Grenoble, en bonne terre allobrogique. Il appartient au monde actif du journalisme, où il se consacre plus spécialement à la politique coloniale. Membre du Syndicat des Explorateurs français, — chargé naguère d'une mission périlleuse à travers la Sénégambie, d'où il rapporta deux intéressants ouvrages : *Du Sénégal à Tiflis, le Sahara*, — et, plus récemment, d'un voyage de pénétration dans le Laos, d'où il revient à peine, — c'était, pour un tel marcheur, un badinage que d'aborder et d'enlever cette petite patrie dauphinoise, un jeu que d'écrire ce beau livre, *le Dauphiné* (1).

Il y paraît, il faut en convenir. Il va si vite qu'on halette à le suivre. Il ne prend pas le temps d'achever ses phrases. Peut-être lui-même voudrait-il s'arrêter, se donner le loisir de penser, d'admirer. Mais quoi ! Là-bas, toujours, encore, il y a de si belles choses à voir... Allons ! dépêchons !

Eh bien ! c'est ce qu'il fallait. Et cette allure vertigineuse ne laisse pas une minute d'ennui. Et ce style était le seul qui convînt, rapide, alerte, court vêtu, léger à la course. Et foin des érudits ou des descriptifs trop habiles, qui ne cherchent qu'un prétexte à étaler leurs belles périodes ou leur haut savoir. Il est certain que Chateaubriand et Lamartine comprenaient autrement les voyages. M. Gaston Donnet a sa manière, que beaucoup préféreront.

Personne qui s'embarrasse moins d'archéologie, de numismatique, d'épigraphie, de tout le fatras dont sont encombrés les trop fameux « itinéraires ». Mais il est ferré en minéralogie, géologie, comme il se devait en l'étude de cette contrée éminemment rocheuse et minière. Les schistes, les quartz, les manganèses n'ont pas de secret pour lui. Toutes ses images en sont frottées. Cela fait des métaphores violentes, bardées de fer, luttant comme de preux chevaliers avec leur objet, exaspérées par la difficulté d'en donner l'impression visuelle. Mais, par cela même, elles sont neuves, et elles sont justes, bien adaptées, puisqu'elles font voir les choses. On devine que tout cela a été noté, croqué au vent de la course, saisi dans la première et fraîche fleur des sensations, non arrangé à tête reposée, dans le travail du cabinet, quand le tassement s'est fait, que les grandes lignes s'harmonisent et se balancent et qu'au plus grand profit de l'ensemble, le petit détail topique et amusant se perd.

M. Gaston Donnet est un vrai voyageur. Il en a toutes les qualités : le tempérament résistant, la gaîté toujours prête, l'humeur indulgente, accommodante. Ce n'est pas lui qui s'indignera de la propreté douteuse, du plus ou moins de confortable du gîte. Il en a vu d'autres ! Pataches, locatis d'occasion, les rossinantes le hissant sur les escarpements, tout lui est bon. Il y est moins cahoté que sur les courants, « dans sa pirogue, entre Saint-Louis et N'Diago ». Parlez-moi d'un voyageur qui peut établir de ces comparaisons ! Et il se plaît à tout compagnon, cause avec le conducteur, les voisins de banquette, s'informe, s'instruit, relate l'entretien. Il « boit bouteille » avec eux, « quatre ou cinq, cinq ou six bouteilles », il ne sait plus, tout en mangeant des « tomes ». (C'est un petit fromage. Ah ! dans ce livre luxueux, tout brillant d'élégance parisienne, le ravissement de retrouver cette humble et vieille connaissance, la modeste tome...) Il flâne par les villes, va aux monuments, aux lieux célèbres, en prend et en laisse. Nulle prétention à un trop haut degré du sens historique, de la couleur locale : toutes les venelles étroites et sombres sont « moyenâgeuses ». Montbrun, en l'an 1574, se dirige vers les « Hautes-Alpes ». Déjà ! Ailleurs, les druides « cultivent le gui ». Ils se contentaient, croyons-nous, de le cueillir où ils le trouvaient, le coupant d'une serpe d'or. Vétilles que tout cela ! Quand il est fatigué, il se couche, il dort. Il dort « quatorze heures de suite ».

(1) 1 vol. gr. in-4°. Librairie L. Henry May.

A la bonne heure! Lorsqu'il pleut, il n'insiste pas. Il reste dans sa chambre, à l'hôtel. C'est alors qu'il entr'ouvre quelques volumes dont il a consciencieusement chargé sa valise.

Nous avons ainsi de beaux fragments de l'histoire locale, où toutes nos grandes figures se dressent : Des Adrets, Lesdiguières, Montbrun (leur égal, mais peu connu hors de sa province, et qu'il eût fallu mettre à son rang), Humbert II (le dernier dauphin du Viennois, qui, en 1349, céda le Dauphiné à la France : curieuse et attachante figure de fin-de-race, qui méritait, elle aussi, d'être offerte en belle lumière); Bayard, Mandrin (ne vous scandalisez pas! il résolut, voilà cent cinquante ans, le difficile problème du protectionnisme et du libre-échange), et Barnave, Berlioz, Augier... Tout ce que raconte M. Donnet de ces illustrations est très suffisant pour compléter la physionomie générale de la province, en faire comprendre les mœurs et l'esprit.

II

Il entre en Dauphiné par le bon côté, par le nord : la plaine lyonnaise au delà du Rhône. Nous sommes dans les délaissés du fleuve et ses anciens marais stagnants, aujourd'hui endigués, canalisés, vivants, qui ont transformé ce pays morne en une Hollande plantureuse et verdoyante; parmi des coteaux modérés, habillés de claires chênaies — petits monticules d'avant-garde et préparant aux sommets sublimes. Vie facile et prospérité, activité industrielle, riant aspect des choses, tout cela, par Bourgoin, la Tour-du-Pin, Voiron, le lac Paladru et Tullins, vous suit, vous distrait et vous récrée, jusqu'à ce qu'on se heurte à la masse majestueuse de la Grande-Chartreuse.

Ici un arrêt. Il faut visiter le vieux monastère de Saint-Bruno. « Pour la quatrième ou cinquième fois », M. Donnet s'y décide. Il nous promène par les longs corridors, dans la cellule du chartreux, à l'office de matines; cause familièrement avec le Père coadjuteur, qui le supplie de détruire la fausse légende de « la tombe creusée la nuit par chaque Père ». Et, ce devoir accompli, nous voici à Grenoble, nous délassant à l'animation de la jolie place Grenette; nous voici rayonnant aux alentours, par les ombrages et les hautes haies vives, le labyrinthe feuillu et fleuri, tout enguirlandé de vignes, de la fameuse plaine du Graisivaudan; nous enfonçant dans ces délicieux petits plis de vallées où se nichent les stations d'Allevard et d'Uriage; visitant les châteaux historiques, Tencin, le Touvet, la Frette, Montfleury, Bouquéron, Vizille; et même ne nous refusant pas quelque douce et peu téméraire ascension à Chamrousse, à Belledonne. Ce sont petits plaisirs de baigneurs, de baigneuses en veine d'escalades.

Puis, M. Donnet tend vers Gap, Embrun, Briançon, aspirant aux crêtes neigeuses, sourcilleuses, aux glaciers, névés, moraines, cols, casse-cols et crevasses. N'ayez crainte. Il ne vous conviera à aucune de ces expéditions dangereuses. Ce sont affaires du *Club alpin* et de ses Annales. Pour lui, confortablement installé à l'auberge, assis, à l'heure du café et du cigare, devant l'hôtel de la Grave ou le chalet de l'Aile-Froide, il contemplera à distance les blanches et orgueilleuses cimes du Pelvoux, de la Meije, et vous engagera à les admirer avec lui. Esprit pratique, il trouve inutile de se donner de la peine pour rien, de suer, ahaner et risquer ses os, pour voir très mal ce qu'on voit si bien de loin. A toute force pourtant, il faudra bien — s'il veut côtoyer les bords sauvages du Vénéon, parcourir les sites désolés et si impressionnants du Dévoluy, du Champsaur, du Valgodemard — qu'il y aille de sa petite trotte pédestre. Il s'exécute. Mais, sitôt au bout, vite il se jette dans le chemin de fer de la Mure qui, avec ses extraordinaires tunnels et viaducs, tournant au faîte des pics et suspendu sur des abîmes, le ramène à la grande ligne, qu'il ne quittera plus. Il en a fini avec les difficultés de l'entreprise.

Maintenant ce ne sont plus que délices à se laisser voiturer par le Vercors et le Royans. Mille belles routes s'y entre-croisent, toutes sûres en dépit des précipices de Chorance et des Goulets, parmi l'enchantement des gras pâturages, des torrents, des cascades, des fraîches forêts de sapins et de hêtres. Puis la retombée dans la plaine. Saint-Marcellin, Romans, Valence, Vienne et Montélimar, et Nyons qui est déjà la Provence et où l'olivier se lève, marquent les étapes de ce dernier parcours. Sur toutes ces routes, les légendes essaiment, Mélusine aux « cuves » de Sassenage, Zizim sur les ruines de Rochechinard, le Vent Pontias à Nyons (l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux le rapporta des bords de la mer enfermé dans son gant, dont il frappa le creux d'un rocher, et, depuis lors, frais et reposant, il souffle l'été, à heure régulière)...

M. Donnet a mené à bien cette œuvre longue et difficile du Dauphiné à décrire. Tout a été vu, et soigneusement, exactement décrit, de ce qui en était digne. Sauf peut-être quelques petits recoins qui, dans sa hâte, lui ont échappé : les jolies vallées d'Ambel, de Léoncel, les gracieuses gorges d'Ombleze, de Grimone, des Écouges, etc. Mais ç'aurait été interminable. Il aurait fallu se répéter, et l'extasiement a des limites, la réserve d'adjectifs admiratifs s'épuise. « Je suis au bout de mes épithètes... » se lamente quelque part le pauvre auteur. Nous sympathisons à sa peine. N'importe! il a su faire passer dans son livre toute cette beauté éparse autour de lui, si insaisissable et si variée, si pleine d'opposi-

tions et de contrastes. La nature avait pour la rendre les mille ressources de ses jeux d'ombre et de lumière, les infinies nuances de ses eaux, de ses rochers et de ses plantes, sa palette inépuisable et vivante. Il n'avait, lui, qu'une plume et de l'encre. Et il a triomphé.

Nous ne le chicanerons que sur les conclusions de son livre. Au dernier chapitre, après tant de chemins battus, de hameaux, villes et villages parcourus, et de visages entrevus, il tâche à dégager le caractère des habitants. Des poètes et moralistes latins au baron de Ladoucette, en passant par Beyle et par Malte-Brun, il cite tout ce qu'on en a dit. Mais ces citations ne font que lui suggérer des scrupules et que le rendre perplexe, sans qu'il ose se prononcer. Ici, l'auteur se dérobe et nous fait faux bond. Il faut le reprendre.

III

Le caractère dauphinois, de l'avis de M. Donnet, n'existe plus. Il va se perdant, il est perdu. Et il en donne les raisons : le mélange des races, la transplantation, la facilité des voyages...

« Maintenant, avec les routes soigneusement entretenues, les locomotives, les bateaux, les automobiles, nous sommes tous des « déracinés »... Les fils ne restent plus où étaient leurs pères. Leurs besoins d'existence accrus par l'instruction, l'espoir de trouver ailleurs un travail mieux rémunéré, toute une nouvelle formule sociale qui tend, malgré nos accès de foi solidaristes, à isoler l'individu, les poussent aux migrations faciles... Le Dauphinois a subi la transformation qu'ont subie tous ses voisins : Bretons et Auvergnats, Gascons et Provençaux. Il n'est plus Dauphinois, il est Français simplement. »

Eh bien! non, M. Donnet se trompe. Français, certes! nous le sommes, et bons Français, mais nous n'en restons pas moins Dauphinois. Toutes les causes qu'il allègue ne modifient rien ou presque rien.

Et d'abord, si fort que soit l'exode, ceux qui restent sont les plus nombreux, l'élément principal demeure. Les déracinés ne sont que l'exception. Puis, de ces déracinés, beaucoup, après avoir erré à l'aventure, reviennent, poussés par le même vent qui les avait chassés, reprendre racine au sol natal.

L'invasion du dehors n'a pas plus d'effet : elle est toujours inférieure à l'élément où elle s'allie, et s'y fond. Cela se voit, cela s'est toujours vu, même aux âges de conquête. Ainsi l'Anglo-Saxon absorba son vainqueur le Normand. Et de même il en fut des vieux Burgundes, quand ils s'implantèrent chez nous, après avoir conquis notre sol : ces bons barbares vécurent là, un peu comme des garnisaires qui s'excusent, regardant, imitant nos mœurs, la vie qui se menait autour d'eux, ces habitudes d'un peuple déjà policé au contact de la civilisation romaine, et, à force de subir notre influence, finirent par disparaître en nous.

Peu importe donc le mélange des races, le départ d'un certain nombre d'habitants, l'arrivée d'hôtes étrangers, et même la conquête, le fond essentiel persiste, et celui-là influence tout le reste.

M. Donnet peut-il croire que tant d'auteurs de beaux livres, semblables au sien, qui nous rendent l'image de nos vieilles provinces, — et il y en a précisément sur la Bretagne et sur l'Auvergne, sur la Gascogne, sur la Provence, — travaillent sur une matière morte, font besogne de paléontologistes? Eh! non. Quelque chose en fleurira, quelque chose qui n'a jamais cessé de fleurir et de vivre. Lui-même, M. Donnet, sans s'en rendre compte peut-être, apporte son aide à une œuvre de résurrection et de vie. Et ne sait-il pas que d'après la belle loi de l'Évolution (c'est la plus belle, puisque c'est la dernière inventée), il y a un passage continu de l'hétérogène à l'homogène ? Ainsi en fut-il quand, de la multiplicité de nos provinces, se forma la France unique. Mais, dans ce stade de l'homogène, les choses ne restent pas immobiles, et, par une sorte de régression, elles vont de nouveau à se différencier et à se spécialiser. C'est le point où nous en sommes. Ne nous hâtons donc pas de dire qu'il n'y a plus qu'une France et des Français, tous pareils, fondus au même moule, indistincts, gris, uniformes.

Nous voilà, à l'encontre des affirmations de M. Donnet, obligé de revendiquer pour le Dauphinois un caractère bien tranché, qui, loin de s'émousser et de se perdre dans le frottement universel, tend au contraire, par l'énergie vitale et par le contraste, à apparaître clairement à tous les yeux. Et, fort des observations de tous ceux qui nous ont précédé, nous sommes en état d'en donner la formule.

Les Dauphinois, dirons-nous, sont surtout pratiques, d'esprit pondéré, modéré. Mieux que tous autres, longtemps retranchés dans leurs montagnes, ils ont gardé ce qui caractérisait l'ancienne Gaule, ce qui distingue encore le Français : une gaîté faite de finesse et de bon sens; un besoin de clarté, de netteté, qui leur inspire le dégoût du vague et de l'obscur; la belle passion des vertus guerrières et chevaleresques, comme en témoignent chez eux Lesdiguières, Bayard, tant d'autres; le goût et le don de l'éloquence aussi, qui est une autre forme du courage : Mounier, Barnave, Casimir Perier. Mais, dans les débats publics comme dans la discussion particulière, la chaleur de leurs paroles se mêle d'une prévoyance aiguisée qui sait se ménager dans ses entraînements le bénéfice d'un recul et d'une re-

traite : rien de la griserie méridionale qui, à force de s'exalter et de vouloir imposer aux autres, finit par se tromper soi-même; et rien des violences et des subites démences des froides têtes du Nord. Positifs, peu mystiques, ils ne sont pas très artistes (Ponsard, Augier...), ils manquent de ce grain de folie que veulent l'art et la poésie. Ce sont des sages; ils sont faits de nuances délicates, un peu effacées, les parfaits représentants du Français moyen : c'est pour cela qu'ils frappent peu et qu'on n'a jamais trouvé pour les désigner une de ces épithètes typiques qui marquent un Gascon, un Picard, un Marseillais...

Leur tempérament, sanguin d'ordinaire, les prédispose à l'optimisme ainsi qu'aux douces voluptés, et à l'activité continue. Mais l'esprit d'audace et d'initiative se double de leur prudence habituelle. En maintes circonstances, après avoir donné le branle (États provinciaux de 1788), il semble que le Dauphinois réfléchisse et s'arrête. Les fous, les exaltés le gênent. Il laisse les casse-cou poursuivre l'aventure dans la voie qu'il a ouverte et y conquérir parfois la gloire. La gloire ne le tente pas : il ne la convoite ni ne l'admire outre mesure. Il n'a, même pour ses grands hommes, qu'un culte plein de réserve et en quelque sorte bonhomme. Il n'est pas ébloui de ce qui brille. « Il est, dit Stendhal, absolument contraire à sa nature d'être dupe. » L'intelligence est un peu lente, mais suivie et persévérante, doucement obstinée; et cette lenteur vient justement du bon équilibre du cerveau, qui obéit moins à l'instinct et au sentiment qu'à la calme raison. Une humeur enjouée, ironique, un peu moqueuse; un genre particulier de vaillance, tranquille et ferme. D'autres sont emportés, brillants : ces montagnards vont lentement, posément, d'un pied sûr qui s'imprime avec force où il se pose, et ils montent, ils s'élèvent. Quand des races plus fines et plus belles abdiquent et se découragent, ils sont le réservoir de l'action et de la vitalité toujours prêtes.

« Dauphinois fins, faux et courtois », dit un adage. Pour fins et courtois, nous y consentons. Quant à la fausseté, il faut s'entendre : ils sont secrets, réservés, voilà tout; attentifs à eux-mêmes jusque dans l'abandon et l'expansion des confidences, maîtres d'eux quand ils frappent et raillent, et plus encore quand ils flattent et louent. Leur franchise, leur véracité indiscrète — qui, à eux tout les premiers (et ils le savent) est préjudiciable — n'est ni rudesse ni maladresse, mais désir souvent de faire un sort à quelque vérité impossible à dire, souci de ne pas paraître dupe, besoin de justice et aussi de justesse. Ils voudraient tout ramener, et chacun, à la part équitable et raisonnable. Devant le clair rayonnement de ces esprits, ayant l'horreur de tout excès et de tout fanatisme, les troubles et fumeuses utopies échoueront toujours. Race vieille de traditions et jeune de santé morale — parmi les folies qui éclatent, la politique qui s'aigrit, le sentiment religieux qui s'égare, l'art qui s'exaspère — elle garde son sang-froid, sa bonne et solide tête montagnarde.

Et, de tout cela, monsieur Donnet, voulez-vous une dernière preuve? C'est vous-même qui la fournirez. Si vous n'étiez pas Dauphinois, d'origine tout au moins et d'éducation dauphinoises, et si vous n'aviez pas toutes les qualités qui dérivent de ces deux éléments, nous auriez-vous donné, tel qu'il est, ce beau livre sur le Dauphiné? L'auriez-vous entrepris avec une si belle et allègre intrépidité, poursuivi et achevé avec tant de volonté victorieuse des obstacles? Ayant à parler de nos merveilles et pouvant les mettre en parallèle avec ces panoramas grandioses qui se sont déroulés sous vos yeux au cours de vos voyages, l'auriez-vous fait avec la conscience de ne pas rabaisser ceux-ci au profit de celles-là, le modeste enthousiasme qui convient quand il s'agit de nos propres trésors et richesses, l'attention appliquée à ne pas effaroucher le voisin, un sens si pratique des réalités, une humeur si rieuse et si bon enfant, une éloquence qui se contient si bien que votre débit en est haché, mais que l'âme et la beauté des choses qui vous ont ému n'en passent pas moins dans votre œuvre pour nous émouvoir?

Tout cela, pour se réaliser, demandait une âme dauphinoise. Et plus tard — comme ces Hauts-Alpins, nos compatriotes, qui, après s'être enrichis au maniement des affaires dans la République Argentine, reviennent bâtir leur castel à tourelles et à vérandah et finir leurs vieux jours aux contreforts ensoleillés du Queyras — vous-même, « advienne la fortune, comme vous dites, le million rêvé » et qui vous guette avec ces relations commerciales et industrielles que vous vous efforcez de nouer à travers le Continent noir, après avoir beaucoup couru, sentant approcher la fatigue et l'âge, n'est-ce pas en belle et bonne terre dauphinoise, dans quelque élégante villa, que vous viendrez prendre vos invalides, observer, rêver, regarder autour de vous, et vous convaincre, en le constatant chez vous-même, qu'il y a encore des Dauphinois, un goût, des tendances, une manière d'être et un caractère dauphinois?

LÉON BARRACAND.

VARIÉTÉS

Une visite chez Behanzin à la Martinique.

Pendant l'escale de quinze ou vingt heures, que font les paquebots de la Compagnie Transatlantique à Fort-de-France, les passagers, en quête de choses intéressantes à visiter, entendent aujourd'hui citer orgueilleusement Behanzin parmi les « curiosités » de l'île.

L'hôtelier, chez qui ils descendent se reposer des fatigues de la traversée, les engage invariablement à monter au fort Tartenson, résidence de l'illustre exilé, et pour cela il met à leur disposition sa voiture qu'il leur fera payer un prix exorbitant au moment du départ. Il est rare que les voyageurs résistent au désir d'aller contempler de près cette Majesté déchue.

Du reste, la promenade est charmante. Le fort Tartenson est perché sur le flanc d'une des hautes montagnes qui dominent la capitale de la Martinique. On y arrive par une assez belle route qui traverse toute la ville, passe devant l'hôpital militaire, — vieille construction malsaine, où les malades ne se laissent transporter que lorsqu'ils n'ont plus la force de résister, — et serpente le long de la montagne après avoir traversé l'infect cloaque, décoré du nom de rivière Madame.

La vue s'étend à mesure que nous nous élevons plus haut et nous jouissons d'un coup d'œil ravissant.

A nos pieds Fort-de-France, dont les rues régulières et les constructions monotones par leur uniformité ne rappellent en rien la vieille ville qui a été détruite d'abord par un cyclone, puis par un incendie, il y a quelques années. Çà et là on aperçoit quelques ruines, témoignage de l'incurie des départements de la Marine et des Colonies qui ont installé leurs services dans de vieux magasins délabrés au lieu de reconstruire de nouveaux bâtiments.

En face, nous admirons cette magnifique baie dont les Martiniquais ont raison d'être fiers, car le monde n'en possède guère d'aussi vastes. Elle offre un abri sûr aux bâtiments qui viennent s'y réfugier pendant les tempêtes dont la violence est si grande dans la mer des Antilles. Ce sont malheureusement à peu près les seuls navires qui la fréquentent aujourd'hui, car les nombreuses flottilles qui venaient jadis chercher des cargaisons de sucre, ont depuis longtemps abandonné la route de Saint-Pierre et de Fort-de-France. Partout nous remarquons d'immenses plantations de cannes qu'ont désertées leurs propriétaires ruinés pour n'avoir pas consenti à entreprendre d'autres cultures plus rémunératrices, telles que le cacao, la vanille, le tabac, etc. Mais par contre le manioc, l'igname, l'arbre à pain, l'avocat, les fruits les plus divers et les plus savoureux s'offrent sans cesse à nos regards. Quant aux caféiers que l'on s'attendrait à rencontrer en grand nombre, c'est à peine s'il nous fut donné d'en découvrir quelques pieds pendant toute notre excursion. Cette culture ne pose pas ceux qui l'entreprennent, aussi ne sera-t-elle jamais prospère à la Martinique, pays aristocratique par excellence. L'île ne produit même pas assez de café pour la consommation de ses habitants, et le café, dit de la Martinique, qui est importé en France vient, en réalité de la Guadeloupe et surtout de l'Amérique du Sud.

Les noirs vivent dans la paresse et l'insouciance, pendant que les mulâtres pérorent et que les blancs voient tous les jours décroître leur fortune sans faire le moindre effort pour trouver une autre source de richesses.

Sur notre droite, des montagnes escarpées, qui s'étagent les unes derrière les autres et qui ne sont séparées que par d'étroites vallées profondes comme des précipices, nous montrent, dans tout son pittoresque, la nature volcanique de cette île tourmentée. Parfois arrive à nos oreilles le bruit affaibli d'un torrent, qui descend de cascades en cascades jusqu'à la mer et qu'une épaisse végétation dissimule à nos yeux. Des arbres énormes, dont le tronc est recouvert de lianes, forment au-dessus de la route une voûte de verdure à travers laquelle brillent des guirlandes de fleurs magnifiques, inconnues en Europe. Malheureusement sous la mousse et les plantes parasites se dissimulent de nombreux trigonocéphales dont la morsure est mortelle. Aussi le cocher ne cesse-t-il de nous prodiguer les avertissements lorsqu'il nous voit descendre de la voiture et nous aventurer dans les hautes herbes pour examiner de plus près les plantes qui excitent notre curiosité.

Les serpents sont un véritable fléau à la Martinique. Il y a des promenades très intéressantes que l'on n'ose entreprendre par crainte de ces reptiles dont l'île est infestée. Chaque année au moment des récoltes, bien des travailleurs sont piqués et meurent dans des souffrances atroces. Pour les protéger pendant qu'ils coupent les cannes, des rabatteurs, chaussés de grandes bottes et armés de fléaux, font un vacarme épouvantable. Ils effrayent ainsi les serpents qui se réfugient au milieu du champ, où on les brûle lorsqu'il ne reste plus que quelques centaines de cannes.

Le fort Tartenson n'a qu'une importance secondaire. Il ne saurait être comparé au célèbre fort Saint-Louis qui a été bâti sur un énorme rocher en face de « la Savane », la grande place de Fort-de-France, d'où il commande toute la baie.

Nous sonnons à la porte et un gardien nous con-

duit à la partie du fort habitée par Behanzin, sa famille et sa suite. Puis il va prévenir l'ex-roi que des Français désirent lui rendre visite. Quelques minutes après il revient nous chercher et nous introduit dans une chambre très sombre, très basse, qui compose, nous dit-il, avec une autre pièce semblable, tout le logement affecté à Behanzin.

Nous sommes stupéfaits de voir avec quelle parcimonie a été logé l'ex-roi du Dahomey et nous nous expliquons ainsi les mauvaises odeurs qui affectent si désagréablement notre odorat. De mobilier point ou presque point. Quelques chaises, quelques coffres sur lesquels traînent des vêtements d'une propreté suspecte, des nattes déchirées ou souillées, voilà tout ce que l'on trouve dans la pièce où Behanzin reçoit ses visiteurs. Il vit là assez misérablement avec une pension de mille francs par mois que lui sert le gouvernement français, aussi est-il toujours à court d'argent et accepte-t-il avec empressement les petits cadeaux que les visiteurs veulent bien lui faire par l'intermédiaire de son interprète.

Après avoir attendu quelques instants, nous voyons entrer Behanzin suivi de sa femme, de ses deux filles et de son interprète. Sachant que ses visiteurs sont des officiers français, il a tenu à mettre ses vêtements les plus riches. Un large manteau de soie rouge, qu'il rejette sur l'épaule gauche, enveloppe le corps, laissant voir l'autre épaule et une partie du torse. Il a les jambes nues. C'est un beau nègre, bien planté, aux traits réguliers, dont la démarche ne manque ni de noblesse, ni de dignité. Les lèvres ne sont pas trop épaisses, ni le nez trop épaté. Le front élevé et les yeux vifs dénotent l'intelligence. Il devait être d'une force peu commune, mais l'abus du tabac et de l'alcool, l'anémie et surtout l'inaction l'ont fortement touché. L'oisiveté lui pèse, il s'ennuie et ne s'en cache pas.

Il a le respect de l'uniforme. En arrivant près de nous, il tend la main aux officiers qui sont en tenue et répète à plusieurs reprises : « Ami, ami. » Mais il ne salue que d'un léger signe de tête ceux qui sont en civil. Il faut que son interprète lui explique que nos compatriotes sont également officiers. Alors il leur serre énergiquement la main. Puis, comme il aperçoit parmi nous une femme qui a accompagné son mari, il se tourne vers elle et lui dit avec un large sourire qui découvre ses dents très blanches : « Femmes françaises toujours jolies. »

Pendant que nous essayons d'échanger quelques mots, Behanzin voit sur le dolman de l'un d'entre nous une belle chaîne en or avec gourmette. Il avance la main et palpe assez longuement l'objet pendant qu'un éclair de convoitise passe dans ses yeux. A partir de ce moment il témoigna une déférence marquée à l'heureux possesseur de la chaîne.

Voyant qu'il ne peut converser aisément avec nous, Behanzin nous fait demander par son interprète si nous avons les uns ou les autres pris part à la campagne du Dahomey. Un de nos compagnons, qui avait fait partie de l'expédition comme lieutenant d'infanterie de marine, répond affirmativement, et aussitôt Behanzin lui pose une foule de questions avec une telle volubilité que le temps manque à l'interprète pour traduire les demandes et les réponses. Il semble surtout désireux de savoir si les Français s'attendaient à pareille résistance et s'ils avaient quelquefois rencontré en Afrique des ennemis aussi courageux que ses soldats. « Ah ! dit-il avec un soupir de regret, si je n'avais pas été abandonné par les chefs qui m'avaient promis leur appui, je serais encore roi. Mais ils ont eu peur et, au lieu de lutter pour l'indépendance de notre pays, ils ont lâchement traité avec mes ennemis. Ce qui me console par exemple dans mon infortune, c'est l'espoir d'être vengé et de voir bientôt la France les chasser à leur tour de leur royaume. »

Pendant cette conversation Behanzin avait changé d'attitude. Ses yeux avaient repris leur éclat, sa tête s'était redressée. Sous l'impulsion de ses souvenirs il était redevenu l'ancien roi du Dahomey et il revivait le temps où il marchait contre nous à la tête de ses troupes.

Il s'aperçut que nous regardions avec curiosité sa femme et ses filles qui se tenaient un peu en arrière, debout et silencieuses, et nous dit : « Voilà les seules personnes de ma famille que j'ai été autorisé à emmener avec un de mes fils, actuellement au lycée de Saint-Pierre. Quant aux autres, on me les a enlevés et, depuis mon départ du Dahomey, je n'en ai reçu aucune nouvelle. »

En disant ces mots Behanzin baisse tristement la tête et reste absorbé par ses souvenirs.

Nous en profitons pour examiner sa compagne et ses filles. Leur costume très sommaire est beaucoup moins riche que celui de Behanzin. Elles sont grandes et bien proportionnées ; le corps, vraiment beau, a des formes sculpturales, mais la tête gâte l'ensemble. Les traits sont grossiers, le front bas, le regard sans intelligence, le nez très épaté et les lèvres beaucoup trop grosses. A vrai dire, elles sont franchement laides. L'interprète nous dit, non sans un certain ton d'orgueil, que le fils de Behanzin a obtenu l'an dernier tous les prix de sa classe, à la grande colère des mulâtres, et qu'on lui a donné l'espoir, s'il se conduisait bien, d'entrer dans quelques années comme auxiliaire à la Direction de l'intérieur. Brillante perspective pour l'héritier d'un trône.

Comme il y avait déjà plus d'une heure que nous étions là, nous exprimons au roi notre désir de nous retirer et il se lève pour nous accompagner. Ses

filles lui apportent ses sandales, il se coiffe d'un bonnet de police et vient avec nous jusqu'à l'entrée du fort. Là il nous serre la main avec de grandes démonstrations d'amitié et, pour nous faire comprendre qu'il ne peut aller plus loin, il répète à plusieurs reprises un mot français qui revient souvent sur ses lèvres : « Fatigué, fatigué. »

Près du fort, nous retrouvons notre voiture et, avant d'y monter, nous glissons quelques paquets de tabac à l'interprète qui se confond en remerciements.

Pendant que nous regagnons Fort-de-France au grand trot, un de nos compagnons, qui habite la Martinique depuis trois ans déjà, nous donne quelques détails intéressants sur Behanzin.

« Lorsque le navire de guerre, sur lequel on l'avait embarqué, arriva dans la baie de Fort-de-France, une foule immense l'attendait. Son apparition sur le quai fut saluée par un tapage assourdissant. Les nègres et les mulâtres qui étaient massés sur la place poussaient de véritables vociférations et, chose bizarre, lui auraient fait un mauvais parti, si les gendarmes ne l'avaient protégé. « Vous ne devineriez jamais, nous dit notre ami, quelle injure cette populace en haillons, repoussante de malpropreté, crachait avec le plus de fureur au visage de Behanzin. Ces noirs, descendants dégénérés d'anciens esclaves pris pour la plupart sur la côte occidentale d'Afrique, traitaient Behanzin, dont les ancêtres avaient été peut-être les rois de leurs pères, de « sale nègue » (nègre). Et, lorsque les voitures l'emmenèrent avec sa suite au fort Tartenson, ils coururent longtemps derrière elles en criant toujours : « Sale nègue, « sale nègue ! »

« Les Européens, présents à cette scène, n'en croyaient pas leurs oreilles. Tous partirent d'un formidable éclat de rire lorsqu'ils eurent enfin compris l'insulte que cette multitude jetait à l'ex-roi. Celui-ci fut très digne. Pendant tout le trajet il resta impassible, ne répondant aux injures que par le silence et un sourire méprisant.

« Vous vous imaginez peut-être, vous qui venez aux Antilles pour la première fois, que Behanzin était hué comme ennemi de la France. Nullement. Les nègres et les mulâtres de la Martinique lui jetaient leur mépris à la face, uniquement parce qu'ils le croyaient plus noir qu'eux. Lorsqu'un mulâtre a quelque sujet de plainte contre un de ses pareils, il le traite de nègre et c'est la plus sanglante insulte qu'il puisse lui adresser.

« Pour mettre fin à cette effervescence Behanzin fut prié de ne pas quitter le fort pendant quelques semaines. Maintenant on le voit presque tous les jours dans les rues, accompagné seulement de son interprète. Il entre dans les magasins, examine curieusement ce qui s'y trouve et questionne les boutiquiers lorsqu'il ne devine pas l'usage de certains objets. Quant aux noirs, qui parfois l'insultent au passage, il ne daigne même pas porter plainte contre eux.

« Si, pendant notre entretien, nous lui avions parlé de la populace de Fort-de-France, vous l'auriez entendu juger, comme ils le méritent, ces noirs menteurs, paresseux, insolents, qui vivent de rapines et dont une loi stupide a fait des citoyens français. C'est une grave imprudence que d'avoir conféré tous les droits dont nous jouissons en France, et que nous avons si chèrement acquis, à ce ramassis d'anciens esclaves. Aussi, qu'en est-il résulté ? La Martinique, un des pays les plus fertiles du monde, n'est presque plus cultivée. Les noirs refusent pour la plupart de travailler et préfèrent voler ce qui est nécessaire à leur existence. Les descendants de nos compatriotes, qui se sont installés dans l'île, il y a un siècle ou deux, sont ruinés par la métropole qui prodigue toutes ses faveurs aux mulâtres et aux noirs dont le seul trait d'union est la haine des blancs. Il fallait entendre Behanzin exprimer son étonnement au début lorsqu'on lui disait que dans la colonie, les conseillers municipaux et généraux, les députés, les sénateurs, étaient noirs ou plus ou moins teintés. « Comment « les blancs peuvent-ils accepter cela? disait-il. Je « croyais qu'ils étaient ici les maîtres depuis longtemps « et ce sont au contraire les noirs qui gouvernent. » Un jour même, comme le gouverneur lui présentait un haut fonctionnaire absolument noir qui daignait à peine prendre la main que Behanzin lui tendait, celui-ci dit à haute voix : « Je crois, monsieur le « gouverneur, que M. X... et moi devons être com- « patriotes. »

« Cette réponse fit la joie de tous les blancs de la colonie, et depuis ce moment Behanzin est très populaire parmi eux.

« Les mulâtres sont encore moins en faveur auprès de lui. Un magistrat fortement teinté, qui prétendait un jour en sa présence que l'avenir était aux mulâtres, s'est attiré cette verte réplique : « Le blanc « est d'une race pure et le noir également, mais le « mulâtre n'appartient à aucune. C'est un café au « lait, et le mélange ne vaut ni du bon lait, ni du « bon café pris séparément. »

« Ce que Behanzin ose dire à haute voix, nous le pensons tous ici, mais si nous suivions l'exemple qu'il nous donne, les représentants de la colonie exigeraient notre départ immédiat. C'est triste à dire, mais nous sommes considérés comme des ennemis par ces gens qui nous doivent tout. Il y a deux ans un conseiller général nous a traités, en pleine séance, d'étrangers sans que personne ait protesté (1). Il est

(1) Un de ses collègues venait l'année suivante exprimer sa

vrai que ce conseil général est une perle unique au monde.

« Seuls les colons blancs nous reçoivent avec courtoisie, mais cependant leur accueil n'est plus aussi cordial que jadis. La métropole leur a infligé tant de vexations qu'ils auraient le droit de n'avoir pour nous que de la haine. Depuis un demi-siècle nous n'avons commis que des fautes et presque que des crimes dans ce pays. Cette fausse sentimentalité, grâce à laquelle nous prodiguons les marques d'amitié à tous les rastaquouères qui viennent en France se moquer de nous, nous a amenés à considérer comme des frères ces noirs abâtardis qui nous récompensent par la plus noire ingratitude. »

Notre ami se tut, car nous arrivions à l'hôtel. Pendant tout le repas nous restâmes silencieux. Notre gaieté était tombée; cette île, dont nous avions entendu faire jadis un éloge si enthousiaste, nous semblait une terre étrangère. Les Américains du Venezuela et de la Colombie, nos compagnons de voyage, qui mangeaient bruyamment aux tables voisines, nous semblaient déjà être chez eux, tandis que nous n'étions que des intrus dans cette colonie, française cependant depuis plusieurs siècles.

FRANCIS MURY,
Ancien commissaire de la Marine.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Un roman féministe.

Les écrivains hollandais sont des gens terribles : non seulement ils donnent à leurs romans des titres fantastiques, non seulement ils signent ces romans de noms invraisemblables, mais ils ont le front, en ce temps de vie à la vapeur et à l'électricité, de présenter à leurs lecteurs des livres de 455 pages, 34 lignes à la page, 50 lettres à la ligne, remplis de sermons laïques dont les plus courts sont extrêmement longs...

Après ce préambule peut-être peu engageant, j'ai l'honneur de vous présenter *Hilda van Suylenburg*, roman féministe dû à la plume de Mme C. Gœkoop De Jong van Beek en Donk, édité par la maison Scheltema et Holkema, d'Amsterdam.

En Hollande le succès de cet ouvrage a été grand, ce n'est pas sans raison, assurément, mais je suppose qu'on le traduise en français, je me demande quel accueil lui serait fait chez nous, et je conclus aussitôt que l'accueil serait assez froid. Pourquoi? Hilda est une honnête persoune, qui a en général des idées justes, mais, il faut que je le lui dise, au risque de l'offenser, elle est disgracieuse et mal bâtie; la tête a bonne façon, mais les membres sont d'une longueur démesurée et l'épine dorsale présente une formidable déviation qu'on pourrait même appeler tout simplement une bosse, si le terme n'était trop vulgaire.

Le sujet du roman peut tenir en trois lignes : Hilda van Suylenburg, fille noble et riche, perd fort jeune son père et sa mère, et va demeurer chez son oncle, où elle mène pendant quelque temps la même vie futile que sa tante, ses cousines et *leur monde*. Un jour, ayant pris en dégoût toute cette vanité des vanités, elle suit le conseil d'une de ses amies, doctoresse en médecine, elle se met à étudier le droit, devient avocat, et épouse un homme tout acquis aux idées nouvelles et qui ne l'empêche pas de plaider la cause de la « femme future ». A côté de cette action, réduite à n'être plus qu'un fil conducteur, il y a une thèse, qui, dans l'intention de l'auteur, est la partie importante de l'œuvre, à savoir que la femme, dans la société actuelle, est un être absolument sacrifié de par la loi et de par les mœurs... il faut que dans un avenir prochain elle soit l'égale de l'homme.

Il y avait un moyen de rendre intéressante tout à la fois l'action rudimentaire et la thèse bien rebattue mais toujours d'une tapageuse actualité. C'était, tout d'abord, de cacher soigneusement les ficelles faisant mouvoir les personnages, en donnant à ceux-ci une vie propre, et de laisser au lecteur le soin de dégager lui-même la moralité du conflit des activités et des situations. Cela est si vrai que la figure la plus intéressante, et pour tout dire la seule vraiment intéressante de cette thèse de doctorat ès féminisme, me paraît être Eugénie, la triste victime des préjugés séculaires et de l'absurde éducation qu'on donne aux filles de famille, cette pauvre Eugénie qui souffre beaucoup et, à l'encontre de presque tous les autres rôles, importants ou effacés, moralise très peu par l'intermédiaire de l'auteur.

Ce serait peu de moraliser, mais le monde sermonne pour ou contre les tendances nouvelles dans ce petit cercle bruyant d'une paisible ville hollandaise ; toutefois personne n'a le sermon plus verbeux et plus inexorable que l'auteur même, Mme Gœkoop, qui devrait être toujours invisible et silencieuse.

Voyez par exemple cette Corona van Oven, la doctoresse, qui, en dépit du titre même du volume, est la véritable héroïne, ou si ce nom vous choque, vu l'absence de romanesque, nous dirons le personnage faisant le plus de bruit et tenant le moins en place ; cette Corona, la providence non seulement d'Hilda, arrachée par elle aux griffes de la Chimère mondaine, mais d'une foule de malheureuses femmes qui lui doivent leur relèvement physique et moral, cette Corona si héroïque et si... assommante, comment l'auteur n'a-t-il pas compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'elle en la faisant agir simplement, silencieusement, sans lancer jamais de manifeste, sans pontifier à tout propos et hors de propos, en nous forçant à oublier qu'elle est doctoresse à force de la montrer femme, c'est-à-dire aimante, grande dans la passion, mais surtout admirable dans la pitié.

Corona a quelque chose de tout cela, j'en conviens, mais ses interminables discours détruisent l'effet de ses

surprise au chef du service de santé de la colonie qui prenait certaines précautions contre la fièvre jaune : « Pourquoi toutes ces dépenses, docteur, il n'y a que les Européens d'attaqués. »

plus belles qualités; c'est évidemment elle, et non Hilda, qui aurait dû endosser la toge et coiffer la toque. Voilà ce que tout à l'heure j'appelais une effrayante gibbosité : toute action, toute démarche, tout geste aboutissant à un flot de paroles devant lequel le lecteur parfois recule épouvanté.

Je prends un seul exemple; rassurez-vous, j'abrégerai autant que faire se pourra. Corona a entrepris de montrer à Hilda un échantillon des misères qui passent journellement sous ses yeux, et qu'elle s'efforce de soulager. D'abord nous voyons deux enfants que la doctoresse a « volés » à des parents qui les maltraitaient horriblement, c'est là une action illégale, mais méritoire. Était-il nécessaire de faire remarquer cette différence criante entre la légalité et l'éternelle justice? Non, car il faut toujours supposer que le lecteur n'est pas un imbécile, et il faut surtout prévoir que si jamais il s'aperçoit qu'on le traite en grand enfant niais, il sera très vexé. Puis nous nous trouvons en présence d'une femme dont le mari, misérable ivrogne, dépense au cabaret non seulement tout ce qu'il gagne, mais encore ce que gagne sa femme, qui s'épuise ainsi en un labeur stérile; battue comme plâtre par le brutal, elle se plaint à la police : on lui répond qu'elle n'a aucun recours légal contre son seigneur et maître, lequel a le droit de réduire toute la maisonnée à la plus noire misère... Qui ne voit du premier coup d'œil ce que cette situation a de poignant, de tragique presque? Tout commentaire ne pourrait qu'affaiblir l'effet du drame intime. Aussi Corona ne manque-t-elle pas une occasion aussi belle de donner cours à sa débordante éloquence :

« Et elles sont des milliers dans cette situation! s'écrie-t-elle. Oui, tel est le sort de tant de pauvres femmes épuisées par le travail, maltraitées, abandonnées enfin par leur mari, ou pis encore, dont le mari boit ou dissipe follement l'argent gagné par elles, à la sueur de leur front, etc., etc. »

Ne trouvant pas sans doute la plaidoirie assez mordante l'auteur appelle à son secours les italiques, cruelles comme une roue dont on a négligé de graisser l'essieu et qui crie... qui grince... brrr... c'est épouvantable!

« *Mais la loi, qui à entendre les législateurs protège la propriété de chaque individu, laisse tranquillement dépouiller la femme.* C'est elle qui a le souci de tout le ménage, et la loi ne lui assure pas la propriété de son propre gain; *elle ne possède pas un sou.* Et la voix de ces femmes est étouffée, Hilda, leur plainte est trop faible pour être entendue des heureux et des jouisseurs. Mais nous devons l'entendre, ma chère, et leur prêter l'aide de nos voix jeunes et fortes. *Quelle injustice, quelle cruauté, quel danger pour une société et quelle honte pour un peuple qui supporte de pareilles lois!* »

Nous assistions à une scène pathétique, nous n'entendons plus qu'une plaidoirie d'avocat; la déclamation s'est substituée au drame; nous étions émus, nous ne sommes plus qu'ennuyés, et nous maudissons la rhétorique ampoulée et toute lardée d'italiques. Oh! ces italiques fatales! Rassemblées, elles représenteraient bien, je crois, un tiers du volume! Elles m'agacent, elles me crispent à un degré qu'il est difficile d'imaginer.

Pourtant ce livre si gauche, si mal bâti, si boiteux et bossu, est loin d'être sans valeur. Un adaptateur habile, possédant de grands ciseaux et laissé libre d'en user à sa guise, pourrait en faire un livre excellent et qu'il faudrait lire. L'auteur a le mérite de réduire la question féministe à ses véritables termes : la femme non plus l'esclave de l'homme, non pas le tyran, la tentatrice et la corruptrice de l'homme, mais sa compagne et son égale : travaillant comme lui pour subvenir à l'entretien du ménage, car le travail seul peut lui donner la dignité, mais travaillant pour un salaire, pour des appointements égaux aux siens, de façon à n'être plus sa concurrente déloyale, mais son auxiliaire. La femme maîtresse de ses actions, élevée dans des idées de liberté et de responsabilité; la femme parvenant pourtant à rester telle que Dieu l'a créée, gardant ses qualités de tendresse et de délicatesse exquises, ne s'efforçant pas d'être une mauvaise copie de l'homme mais élargissant son cercle d'idées et, sans cesser d'être bonne mère et bonne épouse, devenant une citoyenne éclairée, consciente de ses devoirs et de ses droits, digne, en un mot, de former une humanité supérieure que tous, pour notre part modeste, femmes et hommes, nous devons nous efforcer de préparer. Les termes du problème sont bien posés; je ne garantirais pas leur exactitude rigoureuse; — ainsi, sincèrement, sans parti pris aucun, je ne crois pas que la femme puisse fournir une activité égale à celle de l'homme et que son travail ait la même valeur intrinsèque sauf exceptions assez rares, — mais ce sont là des matières spéciales où l'expérience seule pourra avoir le dernier mot. Je le répète, le débat est précisé, circonscrit à ses limites exactes et ouvert par une œuvre, défectueuse au point de vue artistique, mais raisonnable dans toute la force du terme. Quiconque s'est un peu occupé de littérature féministe aura appris à estimer bien haut cette modeste et si rare qualité.

Il est un personnage que l'auteur tient assurément en presque aussi grande pitié qu'Eugénie, la vieille fille se desséchant en un célibat sans charme et sans dignité pour elle-même, en une existence sans utilité pour personne, c'est la femme du monde sans enfants, c'est Mme Ottilie. Comme elle s'ennuie, la pauvre enfant! elle n'est pas tout à fait sotte, par malheur pour elle, aussi s'aperçoit-elle enfin que sa vie n'a pas le sens commun, et elle ne parle ni plus ni moins que de se suicider. Aussi faut-il entendre les belles leçons que lui donne la docte doctoresse! Pourquoi ne pas travailler? Pourquoi dépenser toute son activité en réceptions, en visites? pourquoi se poser comme but unique d'être jolie, élégante, d'avoir une belle maison et de belles toilettes? Ottilie a fait de la peinture autrefois, que ne reprend-elle sa palette et ses pinceaux? Ici je proteste et je m'élève contre cette prétention d'anoblir un genre de travail, au détriment des autres. La tâche de la femme du monde est aussi élevée, peut donner carrière aux facultés artistiques autant et plus peut-être que le barbouillage d'une toile ou le gribouillage d'une feuille de papier. Le tout est de savoir apporter à l'accomplissement de cette tâche la somme de talent nécessaire. Qui niera que les maîtresses de maison du siècle dernier et du début du présent

siècle ne fussent des femmes supérieures, et qu'une Geoffrin et une Récamier, par exemple, ne fussent d'aussi grandes artistes, sinon plus grandes, qu'une de Staël et une Vigée-Lebrun? Ce ne sont pas les peintres, sculpteurs, écrivains, docteurs, avocats, pharmaciens et ronds-de-cuir en jupons qui manquent aujourd'hui et, si je ne m'abuse, feront défaut dans la société future, dans la « supérieure » humanité, mais bien ces femmes au charme exquis, à la conversation à la fois sensée et piquante, habiles dans l'art de grouper autour d'elles une aristocratie de l'intelligence et du goût, par l'intermédiaire de laquelle leur influence, discrète mais pourtant énergique, pénétrerait les mœurs qui font les hommes et les opinions qui préparent les lois.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Tout vient à point, dit le proverbe, à qui sait attendre.

Montaigne vient d'être traduit en espagnol, et cette nouvelle édition des *Essais*, due à M. Roman y Salamera, paraîtra dans quelques jours.

La traduction, publiée en deux volumes chez Garnier, sera accompagnée d'une étude sur la vie et la philosophie de l'écrivain.

L'entreprise de M. Roman y Salamera est d'autant plus intéressante que jamais, jusqu'ici, aucune traduction espagnole des *Essais* n'avait été publiée. La chose fut cependant tentée, il y a deux siècles et demi. On conserve à la Bibliothèque nationale de Madrid une traduction manuscrite du premier Livre des *Essais*, datée de 1635, et qui eut pour auteur un ecclésiastique.

Ce fragment ne fut d'ailleurs jamais imprimé, et l'Espagne n'y a pas perdu grand'chose. Le traducteur avait jugé prudent d'expurger l'œuvre, et de supprimer de sa traduction tous les passages susceptibles de froisser l'orthodoxie de ses contemporains. M. Roman y Salamera n'a pas eu ces scrupules, et les dévots de Montaigne lui en sauront gré.

Pour la Conférence de la Haye...

M. le général Lewal publie un volume sur la *Chimère du Désarmement*.

En librairie, aujourd'hui :

Flaubert, par M. E. Faguet. Le volume paraît chez Hachette, dans la collection des « Grands Écrivains français »;

Le premier volume des *Grandes Journées populaires*, de MM. Pierre Baudin et Raoul Cadières;

La deuxième série (1870-1894) des *Souvenirs d'un officier d'état-major*, par le colonel Fix.

La première série (1846-1870) est en librairie depuis quelques mois;

Le troisième volume du *Théâtre* d'Alphonse Daudet. Trois pièces y sont réunies : *Sapho*, *Jack* et *le Nabab*.

Annoncé pour le 20 juin : *l'École de Mars* (1794), par M. Arthur Chuquet;

La Bombarde, contes à chanter, de Jean Richepin;

Pour le 22 : de Mlle Marie-Anne de Bovet, un volume de nouvelles, *Marionnettes*.

A signaler, dans la livraison de la *Revue de Paris* d'aujourd'hui, une excellente étude de MM. Paul et Victor Glachant sur les *Manuscrits de Victor Hugo*.

Par leur aspect graphique, écrivent MM. Glachant, par leurs annotations marginales, par les pièces qui s'y trouvent jointes, par les lettres inédites et les documents divers qui attirent l'œil au verso des feuillets, ces minutes forment un précieux répertoire de renseignements. En outre, elles révèlent maints procédés de composition ou de style ; on y voit la naissance des images dans le cerveau du poète, et comment germe l'idée, comment elle se développe et se fortifie, au prix de quel effort elle se dilate ou se condense, elle se détermine et s'éclaire, et parvient à son expression adéquate; on prend sur le fait, après le jet du métal en fusion, « les lenteurs de la lime », enfin tout ce que l'inspiration eut de spontané ou de volontaire; et devant l'observateur se lève peu à peu, « lentement, lentement, l'œuvre, ainsi qu'un soleil ! »

Avec une importante contribution à l'histoire des œuvres, il y a là une exceptionnelle leçon de psychologie littéraire. Et certes une pareille épreuve tourne à l'honneur du grand homme. Il reste bien le « maître du chœur ». Et non seulement il fut le plus inspiré des poètes, mais il a laissé là, pour ses rivaux à venir, pour ses admirateurs, pour l'humanité tout entière, un prodigieux exemple de labeur et de persévérance.

On sait que Victor Hugo, par son testament en date du 31 août 1881, légua ses manuscrits originaux et autographes à la Bibliothèque Nationale. Trente-quatre volumes y sont présentement déposés; et ce n'est là qu'une partie du précieux dépôt, qui se complétera plus tard. Il n'y manquera alors que les pièces égarées par le poète au cours de sa vie errante, à moins que le hasard d'exhumations ou de restitutions imprévues ne ramène quelque jour en nos bibliothèques ces papiers précieux que les dévôts du vieux maître, de « notre père Hugo » ne se consolent pas de savoir perdus.

M. Guillon, qui nous donna naguère un intéressant livre sur *Nos Écrivains militaires*, continue l'ouvrage en un second et dernier tome, qui sera publié prochainement.

M. Emmanuel Signoret nous annonce une série de conférences de « science esthétique » qui seront données par lui, cet été, au café Procope.

Dans une première réunion, vendredi dernier, M. Signoret a exposé les « préliminaires » de son sujet. Les réunions suivantes auront lieu chaque vendredi soir des mois de juin, juillet et août.

Ce soir, le conférencier expliquera à ses auditeurs « pourquoi nous n'avons pas de théâtre. »

L'invitation ne dit pas si des places ont été réservées, pour la circonstance, à MM. de Porto-Riche, Henri Lavedan, François de Curel, Ancey, Paul Hervieu, Donnay, Brieux, Capus, etc., que cette démonstration affligeante ne manquera pas d'intéresser.

ÉMILE BERA.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard (Impr. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 37991. *Le Directeur-Gérant :* HENRY FERRARI.

REVUE
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDATEUR : EUGÈNE YUNG

DIRECTEUR : M. HENRY FERRARI

NUMÉRO 25. 4e SÉRIE. — TOME XI 24 JUIN 1899.

L'ÉDUCATION AU LYCÉE (1)

II. — NÉCESSITÉ DES SCIENCES MORALES ET SOCIALES

Après l'ébranlement de la foi religieuse, notre siècle avait placé son espoir dans la foi à la science, mais il entendait surtout par là les sciences positives de la nature. Or celles-ci, abandonnées chacune à son esprit de spécialité, ne pouvaient donner ce qu'on en avait attendu. On oubliait d'ailleurs que celui même qui avait décrit par avance l'âge positif et scientifique de l'humanité, Auguste Comte, avait précisément montré l'absolue nécessité d'une organisation philosophique et sociologique des sciences comme unique supplément possible des religions croulantes. Son tort fut de s'en tenir à un système de philosophie trop étroit, où la psychologie et les sciences morales étaient trop sacrifiées, où la sociologie même manquait de sa base psychologique et de son couronnement métaphysique. C'est en nous-mêmes, non pas seulement au dehors, que la science doit faire cette poursuite des lois universelles qu'un prédécesseur de Comte appelait la chasse de Pan. L'idée générale de Comte n'en était pas moins juste; et c'est un intérêt vital pour le XXe siècle que de donner une âme philosophique à l'enseignement, qui perd de plus en plus son âme religieuse. *Déchristianiser* sans *humaniser* ni *moraliser*, ce serait se préparer à toutes les convulsions sociales et politiques. Soyons conséquents : là où le prêtre n'a plus son ancienne autorité, la philosophie morale et sociale peut seule exercer une influence capable de remédier à l'anarchie où les purs littérateurs et les purs savants laisseraient l'esprit public. Il est donc essentiel de faire dominer désormais dans l'enseignement les sciences morales et sociales avec leur centre naturel et nécessaire, qui est la philosophie.

1. — Le premier point est d'exiger que *tous* les élèves, quels qu'ils soient, à quelque carrière qu'ils se destinent, scientifique ou littéraire, aient passé par la classe de philosophie.

Si nous voulons comprendre l'importance des études philosophiques dans l'enseignement secondaire, regardons en Allemagne. Là les quatre cinquièmes des élèves de gymnase suivent plus tard les cours des universités, et c'est sous ce prétexte qu'on a, à peu près, supprimé la philosophie dans les gymnases. Mais, dans les universités, combien d'élèves assistent aux cours de philosophie proprement dite? Fort peu. Et quels cours! Des cours plus ou moins spéciaux sur des questions ordinairement très particulières. Le premier résultat, c'est l'ignorance philosophique générale. Le second, c'est l'indifférence philosophique. Le troisième, chez ceux qui n'en sont pas restés à l'indifférence, c'est la négation et le scepticisme, en morale comme ailleurs. C'est alors qu'on voit des jeunes gens s'éprendre de folies écrites par un fou, — nous voulons parler du malheureux qui a prétendu élever le sur-homme sur les ruines de la morale. Il faut que l'état philosophique de la pensée allemande soit devenu bien misérable pour qu'on ait attaché de l'importance aux divagations d'un Nietzsche, qui, aux temps de la grande philosophie, aurait été justement dédaigné.

(1) Voir la *Revue* du 10 juin 1899.

En France, au lieu de nous décrier nous-mêmes comme nous avons l'habitude de le faire, il serait peut-être sage de regarder ailleurs et, par exemple, de comparer, sous le rapport des idées, notre enseignement secondaire français, malgré ses défauts, avec l'enseignement des gymnases allemands et surtout des écoles libres allemandes. Chez nos voisins, si la morale tient encore debout, c'est en vertu de la tradition et de la religion d'État : *mole sua stat*, mais les fondements sont de plus en plus ruinés et menacent de s'écrouler en ne laissant rien à leur place.

Comme compensation, la jeunesse allemande a-t-elle conservé la foi religieuse ? C'est l'exception ; et le résultat dernier est que, sans philosophie comme sans religion, elle est trop souvent réduite à l'anéantissement moral. C'est là qu'on peut se donner le spectacle de la vraie « décadence », quoiqu'on se plaise à nous la reprocher, à nous Français. Les Allemands ont sans doute des compensations industrielles et militaires ; combien de temps dureront-elles ? Nul ne le sait. Et ces compensations sont-elles suffisantes pour donner à la grande nation germanique la jeunesse intelligente et morale dont tout peuple a besoin ?

A l'Allemagne philosophique a succédé l'Allemagne chimiste et métallurgiste, toute bardée de fer, dont la jeunesse a pour principale morale la rude discipline de l'armée. En même temps, le socialisme se développe et sape — avec méthode, — les fondements mêmes de l'ordre social : il se fait lui-même philosophie, philosophie de l'histoire et philosophie de la société ; et le nom qu'il se donne, dans la patrie de Kant et de Fichte, c'est le nom de matérialisme. Telle est à peu près la seule philosophie qui soit aujourd'hui puissante et influente outre-Rhin ; c'est de nos jours qu'un Marx pourrait donner ce titre à son livre : Misère de la philosophie.

Tandis que l'Allemagne laisse tomber les études philosophiques qui avaient fait sa gloire, en Angleterre, le mouvement philosophique rivalise avec celui de la France. Les meilleurs professeurs des universités ont écrit pour les élèves d'admirables traités scolaires, surtout de morale, où la plus large philosophie idéaliste est exposée avec le sens pratique et positif qui caractérise les Anglais. Malgré cela, la première éducation philosophique, là aussi, est notoirement insuffisante, restreinte qu'elle est à un tout petit nombre d'élèves ou d'étudiants. On y compte toujours sur les croyances religieuses, sur les traditions, sur la discipline morale, et on fait bien ; mais un jour viendra, pour les « Anglo-Saxons » comme pour les autres, où l'incroyance aura acquis un tel développement que, si par ailleurs la philosophie ne s'est pas parallèlement développée et répandue, un grand vide se produira dans les consciences. On s'apercevra alors, en Angleterre comme en Allemagne, que les philosophes sont bons à quelque chose et que ni les sciences positives, ni les vieilles humanités ne suffisent à remplacer une doctrine du monde et de la vie.

Un peuple peut, encore moins qu'un individu, se passer de connaissances et de croyances philosophiques, politiques, sociales. « Le plus profond, ou plutôt l'unique thème de l'histoire du monde, dit Gœthe, celui auquel tous les autres sont subordonnés, c'est le conflit de la croyance et de l'incroyance. Les époques où prévaut une foi, *sous quelque forme que ce puisse être*, sont les époques marquantes de l'histoire humaine, pleines de souvenirs qui font battre le cœur, pleines de gains substantiels pour tous les temps à venir. D'autre part, les époques où l'incroyance, *sous n'importe quelle forme*, gagne ses désastreuses victoires, même lorsqu'elles apportent pour le moment un semblant de gloire et de succès, s'évanouissent à la fin dans l'insignifiance. » Ce sont là des paroles dont l'Allemagne actuelle devrait se souvenir et que tous les peuples devraient méditer. Pour les sociétés comme pour les individus, existence implique ascension. Vivre, c'est ajouter aux résultats que produiraient seules les lois physico-chimiques, une direction constante qui provient elle-même d'une aspiration constante ; mourir, c'est retomber sous les lois purement physiques. Pour les sociétés comme pour les individus, il faut un ressort moral, une aspiration intellectuelle qui soutienne la vie et sans laquelle le peuple entier retombe sous les lois inférieures de la lutte matérielle.

II. — Les savants, dont l'influence a remplacé de nos jours celle des théologiens, reprochent à la philosophie l'obscurité des problèmes qu'elle agite : « Faut-il ajouter des ténèbres à la lumière de la science, sous prétexte que cette lumière n'éclaire pas assez ? » — Non, mais il ne faut pas non plus nier les ténèbres qui enveloppent notre petite lumière vacillante, ni prétendre que celle-ci soit le grand jour. Et c'est là, précisément, la première tâche de la philosophie ; elle *critique* nos connaissances et elle en montre les limites, que sans cesse oublient ou que veulent indûment franchir les savants étrangers à la culture philosophique. Il est des obscurités qu'il importe de connaître autant et plus que les clartés mêmes qui frappent nos yeux.

Mais là ne se borne pas la tâche de la philosophie. Une conception positive du monde et de la vie sort du progrès des idées et de l'ensemble même des sciences, mais les sciences particulières sont impuissantes à la dégager ; c'est l'œuvre d'une science plus générale et plus haute, qui est la philosophie.

Les théologiens, si divisés, partagés entre tant de

confessions qui s'anathématisent mutuellement, jusque dans l'autre monde, osent faire reproche aux philosophes de ne pas être d'accord entre eux! Mais c'est un pur préjugé que de croire la philosophie toujours livrée en toutes ses parties à des discussions sans fin. La philosophie a marché comme le reste et avec le reste; elle présente actuellement un bon nombre de points sur lesquels l'accord s'est fait. On a beau exagérer des divergences d'opinions inévitables, les moralistes philosophes sont infiniment moins divisés entre eux et que les théologiens et que les moralistes sans philosophie, qui, — fussent-ils des hommes de science, n'ont d'autres guides que des idées vagues et des sentiments incertains.

Une doctrine de la société et du monde s'élabore sous nos yeux, à laquelle c'est le devoir de tous les penseurs de contribuer. La renaissance de l'idéalisme et le progrès de la science sociale à notre époque sont deux faits d'importance majeure : la morale, contredite en apparence par une fausse interprétation des sciences de la nature, qui avait cours il y a quelques années et à laquelle s'attardent les Nitzschéens, n'en appellera pas en vain à ces sciences mieux informées et, au-dessus d'elles, à la science de l'homme et des sociétés, enfin à la « philosophie première » qui s'édifie sur toutes ces bases.

Comme Rousseau prenait pour point de départ son homme solitaire, — un pur rêve, — les moralistes du XVIIIe siècle prenaient pour point de départ un égoïsme fermé et exclusif, qui n'est pas moins chimérique ; leur but, c'était d'arriver à ce qu'ils appelaient la régularisation des égoïsmes. Ils ne sortaient donc pas de l'individu, pour lequel la société même devient un simple moyen; en un mot, ils ne concevaient que des fins individuelles, non des fins vraiment sociales et humaines. Ils eurent beau distiller la quintessence de l'égoïsme, ils n'en tirèrent jamais le désintéressement. De nos jours, en montrant de plus en plus le côté *social* de l'individualité même, la science a replacé sur une base solide la morale, la religion et l'art. C'est un point sur lequel s'entendent d'abord tous les philosophes plus ou moins attachés à la doctrine de l'évolution. D'autre part, les écoles spéculatives et idéalistes qui font consister la moralité dans la volonté même de l'*universel*, n'y sauraient contredire. Tout le monde s'accorde donc à dire aujourd'hui que la tendance naturelle de l'individu humain est, s'il est permis d'employer cette formule, de se « socialiser » progressivement. L'importance croissante donnée dans la pratique au côté social de l'homme résulte d'une théorie de plus en plus exacte de ce qu'est l'existence même, et cette théorie est une conquête de la philosophie.

De même que, dans l'instruction secondaire, on enseigne les sciences en leur état actuel, de même il faut enseigner la philosophie en son état *actuel*, qui répond précisément à l'état de la pensée contemporaine, toutes réserves faites pour l'avenir et tout respect assuré au passé. Le but de l'instruction donnée dans les lycées et collèges, en effet, est-il de renouveler les sciences, y compris les sciences morales et sociales, en les reconstruisant sur des bases définitives? Non. Une telle prétention serait tout au plus admissible dans l'enseignement supérieur ou, mieux encore, dans les travaux personnels que le penseur, sous sa responsabilité, propose à l'examen des autres penseurs. Mais l'enseignement secondaire donné par l'État à des jeunes gens ne peut et ne doit leur fournir qu'un enseignement philosophique et moral reposant sur les bases communes à tous, par conséquent sur la nature de l'homme et les conditions réelles de la société, sur la valeur idéale de l'individu et sur le sens idéal du monde.

On a dit : — A quoi bon enseigner la philosophie? Elle sortira spontanément de l'étude des sciences particulières ; partout présente, elle n'a pas besoin d'être étudiée à part et en elle-même. — Nous avouons ne pouvoir accepter cette exclusion de la philosophie sous prétexte d'omniprésence. Nous pensons avec Comte que la philosophie est vraiment une grande « spécialité ». En effet, elle renferme en elle-même des parties spéciales, comme la psychologie, l'esthétique, la logique, et une partie universelle, la philosophie de la nature et de l'esprit; mais cette dernière est précisément la plus originale : on peut donc dire que l'universalité constitue ici une spécialité. En outre, la philosophie aboutit, sous sa forme pratique, à une étude à la fois très générale en un sens, très spéciale dans l'autre : la morale.

Il est d'autres esprits qui acceptent l'enseignement de la philosophie, mais qui voudraient, comme sous l'Empire, le ramener à la logique et à la morale purement pratiques. Selon nous, l'étude formelle des méthodes, séparée des applications scientifiques, est à peu près stérile pour la jeunesse. Quant à la morale pratique, privée de ses principes les plus élevés, elle ne peut plus être qu'une sorte de catéchisme de l'homme et du citoyen, utile sans doute, mais d'une utilité toute primaire. Peut-on même réduire entièrement la pratique morale à la science positive des mœurs, comme la pratique de la géométrie se réduit, en définitive, à la science positive de la géométrie, compliquée d'ailleurs par son mélange avec les autres éléments qui jouent un rôle dans la réalité, — ou comme la pratique de la chimie se réduit à la science positive de la chimie, compliquée également et mélangée? Non. La science aboutit précisément à démontrer qu'il y a des problèmes ul-

times qu'elle ne peut résoudre par les méthodes purement mathématiques ou physiques, et dont cependant la pratique morale implique une solution au moins probable. Cette solution se résume en une conception de la vie, qui implique elle-même une conception de l'humanité et de sa place dans ce monde. La science morale n'acquiert donc toute sa vertu pratique que lorsqu'elle est poussée théoriquement jusqu'à ses premiers principes et à ses dernières conséquences.

Aussi aucune éducation n'est-elle complète sans une doctrine. Schopenhauer inscrivait en tête de son livre sur les *Fondements de la Morale* cette épigraphe : « Il est aisé de prêcher la morale ; la fonder, voilà le difficile. » On lui a objecté que, entre fonder et prêcher il y a une attitude intermédiaire et toute scientifique à laquelle on peut se tenir : prendre pour accordé le devoir et déduire les conséquences. Toute science, dit-on, a sa donnée propre qu'elle pose, mais qu'elle ne crée ni ne fonde : le géomètre a l'espace ; le physicien, la matière ; le biologiste, la vie ; le moraliste, le devoir (1). — Cette assimilation complète de la science morale aux sciences ordinaires ne nous semble pas exacte. En géométrie ou en physique, la pratique est indépendante de l'idée qu'on se fait de l'espace ou de la matière, de leur objectivité, de leur valeur relative ou absolue : pour nous, tout se passe comme s'il y avait un espace à trois dimensions, une matière douée de résistance, etc. Mais la pratique morale n'est nullement indépendante de l'idée que je me fais du devoir, de sa valeur, de son objectivité, de son fondement. Si le devoir n'est qu'une apparence, qu'une représentation subjective, qu'une illusion devenue naturelle par hérédité, avec son objectivité même disparaît son autorité rationnelle.

La morale doit donc avant tout *fonder* le devoir, le fonder sur la constitution même de notre raison, sur celle de la société et sur celle de l'univers. On ne peut plus espérer de nos jours une obéissance aveugle à une loi dont on suspecterait la valeur. S'il est nuisible de discuter les fondements du devoir avec l'enfant, dans l'enseignement primaire, on ne peut plus s'en dispenser avec le jeune homme, dans l'enseignement secondaire. Même dans l'enseignement primaire, les raisons sociales des devoirs, ainsi que leurs raisons psychologiques, tenant à la constitution même d'un être capable de concevoir l'universel et d'agir pour l'universel, ne sont point de trop. La *rationalité* du devoir doit être, autant qu'il est possible, toujours mise en lumière.

De même donc que, si la science fournit les éléments d'une théorie de l'univers, la philosophie seule donne à ces éléments une valeur finale, de même la science fournit les éléments de la morale et nous enseigne ce que nous devons choisir : mais la philosophie seule peut déterminer la valeur du : *je dois*.

Les idées les plus hautes dans la théorie sont les plus efficaces dans la pratique. Quand un jeune homme, avec toute l'ardeur et toute la sincérité de son âme, aura agité en lui-même le problème de la destinée, le problème du souverain bien et du souverain mal, croyez-vous, malgré les défaillances de toute volonté humaine, qu'il puisse se proposer avec conscience une vie mauvaise ou même simplement une vie inutile ? Non ; c'est dans l'ordre moral que le vrai vient enfin se confondre avec le bien.

Comme la morale proprement dite, la science sociale et ses annexes exigent une conception dominatrice et directrice, que la philosophie seule peut fournir. Et s'il est vrai qu'il importe de bien connaître la société présente, il n'est pas moins vrai que, sans un idéal quelconque de moralité et de justice, on n'arrivera pas à la réformer. Nous maintenons donc que les nouvelles générations ont besoin tout ensemble et d'une connaissance positive des réalités et d'une détermination de l'idéal moral et social. Le premier résultat peut être obtenu par l'étude de l'économie politique, du droit usuel et des principes de la constitution politique, comme par l'étude de l'histoire et de la géographie mieux entendues ; mais il appartient au professeur de philosophie de poser ici les principes et de dégager les grandes conséquences.

L'enthousiasme pour les idées générales et généreuses est fréquent chez la jeunesse, surtout chez la jeunesse française : le maître de philosophie doit développer cet enthousiasme. Ce sera seulement, objecte-t-on, un sentiment passager dont l'action ne sera point assez durable pour transformer un jeune homme. — Peut-être ; mais l'ardeur désintéressée ne fût-elle, comme on dit, qu'un feu de paille, ce feu aura suffi pour éclairer la conscience, pour lui permettre de juger ses sentiments habituels et vulgaires par contraste avec un sentiment exceptionnel et supérieur. Un moment de noble enthousiasme ne sera jamais entièrement perdu : toute conscience capable d'un haut essor, même passager, ne retombera jamais aussi bas qu'auparavant. Un second, un troisième élan la fortifieront, et ce qui semblait d'abord aspiration vaine deviendra volonté efficace. C'est l'objet même de la philosophie que de légitimer l'enthousiasme en le fondant sur la raison.

III. — Autre est la morale pratique, autre la morale théorique. Si celle-ci ne convient qu'aux jeunes gens, l'autre doit, de bonne heure, être enseignée

1) Bertrand, l'*Enseignement intégral*, p. 294.

aux adolescents. Il y a dans la morale, surtout dans la morale pratique, un côté social sur lequel tout le monde, nous l'avons vu, peut se mettre d'accord : les raisons sociales de nos diverses obligations doivent, au lycée comme à l'école, faire l'objet d'un enseignement concret et vivant, tout animé d'exemples empruntés à la littérature, à l'histoire, à la vie de chaque jour. On a bien raison de repousser un enseignement spéculatif et critique de la morale à de jeunes enfants; mais quelle nécessité y a-t-il de donner aux cours de morale dans les classes d'humanités un caractère spéculatif et critique ? Ne peut-on trouver, sur les devoirs envers soi-même, envers la famille, envers la patrie, envers l'humanité, une multitude de vérités et d'exemples pleins d'intérêt qui soient à la portée des adolescents, et ne peut-on relier le tout par des préceptes accompagnés de leurs raisons?

L'étude de la morale et l'habitude des compositions sur des sujets de vie pratique seraient un des meilleurs moyens de hausser les jeunes esprits à des pensées sérieuses; ce serait aussi un des plus sûrs procédés pour leur apprendre de bonne heure à raisonner, à réfléchir, à mettre de l'ordre dans leurs idées, à composer et à écrire. Une certaine maturité intellectuelle et morale serait le résultat d'un semblable travail.

IV. — C'est avant tout aux professeurs eux-mêmes qu'il faudrait enseigner sérieusement les sciences philosophiques, morales et sociales. Le professeur de lettres, d'histoire, de sciences mathématiques ou physiques, a une action qui lui est personnelle; par son simple contact journalier avec les élèves, il les forme plus ou moins à son image, il leur donne quelque chose de son esprit et de son cœur. Ses enseignements contiennent des suggestions continuelles. Il importe donc qu'il ait acquis, par l'étude des hautes questions morales et sociales, la plus grande élévation d'idées et de sentiments; à ce prix il *élèvera* les esprits qui lui sont confiés. La légèreté, l'indifférence, le scepticisme, trop fréquents chez les purs littérateurs et même chez les purs savants, peuvent avoir une action dissolvante; l'étude des problèmes de philosophie générale et appliquée est le grand remède à ce scepticisme. Tous les maîtres doivent donc être avant tout des moralistes et, pour cela, avoir reçu eux-mêmes la vraie instruction morale. Mais ce n'est pas encore assez : un professeur particulier de science morale et sociale devrait se trouver, dans chaque lycée, à côté du professeur de philosophie, auquel seraient réservées les grandes questions concernant les fondements mêmes de la morale et ses rapports avec la philosophie générale.

Dans l'enseignement supérieur, il importerait de donner aussi l'essor aux études morales et sociales. Au Collège de France, deux chaires de « philosophie ancienne » et de « philosophie moderne », et une chaire de philosophie sociale représentent seules la haute culture philosophique. A la Sorbonne, point de chaire proprement consacrée à la morale, comme si c'était un sujet sans importance particulière. Dans nos facultés, les cours de morale n'existent que par la volonté de quelques professeurs. En 1896-1897, par exemple, il n'y en avait que quatre; en revanche, il y avait un cours de philosophie sur la musique, les accords renversés, les ballets, etc.

Si l'enseignement supérieur ne nous offre pas un travail régulier et organisé de recherches dans le domaine de la morale, il en est à peu près de même pour la science sociale. De là viennent, en partie, les lenteurs de l'élaboration pour les doctrines qui doivent diriger la politique, l'économique et la jurisprudence. La *Réforme sociale*, la *Science sociale*, le *Musée social*, la *Défense sociale*, le *Collège libre des Sciences sociales* rendent assurément de grands services, mais n'offrent pas, à l'étudiant des ressources suffisantes. L'État n'est guère représenté dans ces fondations, et il devrait l'être. Nous avons seulement dans nos facultés deux cours réguliers de sociologie, à Bordeaux et à Lyon. C'est peu. Il devrait y avoir des cours de ce genre dans toutes les universités (1). La récente création d'un doctorat ès sciences politiques et économiques contribuera peut-être à augmenter l'importance de l'enseignement sociologique, mais à la condition que ce dernier ne soit plus confiné dans les facultés de droit, où il risquerait de se rétrécir et de se spécialiser. La philosophie et la morale ont de trop étroits rapports avec la science sociale, qui sans elles est mutilée, pour qu'il ne soit pas nécessaire de confier à des philosophes les cours de sociologie générale, en laissant aux juristes la sociologie juridique, jadis appelée philosophie du droit, et aux économistes la sociologie économique, qui remplacera un jour l'économie politique.

Sur la façade de nos anciennes facultés, nous avons écrit le mot université; mais que signifie ce mot? Universalité et unité du savoir. Or il n'est qu'une étude qui s'efforce de voir toutes choses sous l'aspect de l'universel et sous l'aspect de l'unité, et c'est la philosophie. Seule elle peut, au vrai sens

(1) Par sociologie nous n'entendons pas la science purement formelle des rapports sociaux en général, sorte de contenant sans contenu que l'on opposerait aux réalités qui forment le contenu de l'histoire; nous entendons une science objective de la société, surtout de la nation et de ses lois d'équilibre ou de progrès.

du mot, *intégrer* les sciences théoriquement et surtout les intégrer pratiquement, en les faisant toutes converger à l'accomplissement de notre destinée individuelle et sociale. Plus se compliquent les sciences de la nature et de la vie, plus il est nécessaire d'en dégager la *perennis philosophia*, de l'élever au-dessus des théories plus ou moins étroites destinées à passer tandis qu'elle demeure. De là l'importance croissante des études philosophiques, qui ont contribué puissamment, par leur diffusion dans l'enseignement de tous degrés, à réaliser cette belle définition de la patrie : une seule âme en des millions de corps.

En résumé, puisque nous avons devancé les autres peuples dans le travail de dissolution, au moins faut-il les devancer aussi dans l'œuvre plus positive de rénovation. « L'humanité, a dit encore Gœthe, ne dépensera jamais ses pensées sur des choses négatives et stériles. » Les grands peuples sont ceux qui construisent et non ceux qui détruisent. La rénovation de la France ne peut avoir lieu, comme nous l'avons montré, que par l'avènement des sciences morales et sociales et par leur invasion dans l'enseignement. Les sciences physiques et naturelles, ainsi que les sciences purement historiques, ont déjà leur point de vue dépassé, elles ne représentent plus le véritable esprit de l'âge actuel, surtout de l'âge futur. Il faut, par de larges suppressions, réduire leur part au minimum nécessaire. Tout devient, tout deviendra de plus en plus social. C'est une loi de l'histoire que l'importance des facteurs sociaux va croissant par rapport à celle des facteurs naturels, et cette loi se vérifie dans l'ordre même de la moralité. C'est la caractéristique de l'âge où nous entrons. Dès lors, c'est l'aspect social de toutes choses qu'il faut révéler aux enfants et aux jeunes gens, dans les lycées comme dans les écoles : tout doit leur être présenté *sub specie societatis universæ*. En un mot, l'orientation sociologique de l'enseignement et sa prolongation sous cette forme après l'école et après le lycée, même dans les cours populaires ou universitaires, constitue aujourd'hui un des principaux moyens de salut pour la moralité nationale.

« Le peuple français, a dit Heine, élevé et dirigé par ses écrivains, combattit le plus souvent pour des intérêts intellectuels, pour des idées philosophiques. » Quand il s'est agi, en 1870, de défendre la patrie, l'idée nationale nous a donné une ténacité dont on nous croyait incapables. Une nation à la fois accessible, comme la nôtre, aux idées universelles, aux passions et aux sentiments universels, possède donc deux ressorts d'importance majeure, pour peu qu'elle sache en faire un bon usage. C'est en se concevant que l'idéal se réalise :

Nous l'aurons, nous l'avons ! Car c'est déjà l'avoir,
C'est déjà le tenir presque que de le voir (1) !

Nous ne connaissons plus guère aujourd'hui, en France, que l'enthousiasme pour les idées humaines. Longtemps étrangers au vrai lyrisme dans la poésie, ennemis de tout ce qui n'est pas sobre, modéré, raisonnable en fait de littérature et d'art, il semble que nous ayons réservé le lyrisme, la « sainte ivresse », pour les questions relatives à l'organisation morale, politique et économique des sociétés. Sous ce rapport, il est vrai, nul peuple n'a déraisonné comme le plus « raisonnable » des peuples. La foi sociale n'en est pas moins aujourd'hui notre plus précieux ressort, celui qui, par cela même, a besoin d'être dirigé dans le vrai sens. Elle est d'ailleurs devenue la seule foi sur laquelle l'État ait le devoir et le droit de prendre appui, parce que seule elle est restée commune à tous. Il faut donc que cette foi nous soutienne. Bien plus, elle doit se rendre à elle-même un compte de plus en plus précis des voies et moyens par lesquels elle peut atteindre son but.

Notre civilisation est sur la route dont parle Parménide, au bout de laquelle sont les portes de la nuit et les portes du jour, le côté de l'erreur et le côté de la vérité ; de son choix dépendra son avenir. Le côté de la vérité, c'est celui de la science et de la philosophie; tout autre n'est qu'une impasse, où l'on peut bien s'engager pendant quelques années, mais avec la certitude qu'il faudra revenir un jour sur ses pas pour prendre la grande voie.

ALFRED FOUILLÉE,
de l'Institut.

VERSAILLES SOUS LOUIS XIII (2)

Au mois de juillet 1589, Henri de Bourbon, roi de Navarre, marchant sur Paris révolté, pour l'assiéger d'accord avec le roi de France, son cousin, coucha deux nuits dans l'habitation féodale de Versailles, chez le maréchal de Retz, Albert de Gondi. Il fut de là à Saint-Germain-en-Laye et, quelques jours après, à Saint-Cloud, où l'assassinat de Henri III fit de lui Henri IV, roi de France. Plus tard, Henri IV, aussi grand chasseur que le furent ses descendants, vint plus d'une fois courre le cerf dans les bois de Versailles et même, le 13 janvier 1609, il y fut traité à

(1) Victor Hugo.

(2) Ce chapitre est extrait d'un ouvrage qui paraîtra prochainement à la Société d'édition artistique (J. Gaultier) sous ce titre : *Histoire du Château de Versailles, d'après les sources inédites.*

dîner par Henri de Gondi, évêque de Paris. Ce sont les premières fois que paraît le nom de Versailles dans l'histoire des Bourbons, où il doit briller de tant d'éclat.

Les destinées de Versailles moderne commencent seulement avec Louis XIII. C'est le fils du Béarnais qui construit, sur la modeste éminence que Louis XIV agrandira, la première maison royale, de laquelle nous savons, en réalité, bien peu de chose et moins encore qu'on ne l'a cru. Le récit de ces origines reste jusqu'à présent encombré de légendes, parfois absurdes, qui proviennent d'imaginations aventureuses ou de documents mal interprétés. On les entend répéter sans cesse par une tradition docile. J'essaierai de les faire oublier en reconstituant cette époque incertaine sur les seuls témoignages contemporains et en réduisant au strict nécessaire l'induction permise.

Depuis le milieu du xve siècle, où s'était éteinte l'ancienne famille qui avait porté quatre cents ans le nom de Versailles, cette terre était une propriété flottante, qui avait passé par achat en diverses mains. A l'époque de la Saint-Barthélemy, elle appartenait à l'ancien secrétaire des finances de Charles IX, Martial de Loménie de Brienne. « En ce temps, la bonne dame Catherine, en faveur de son mignon de Retz, qui voulait avoir la terre de Versailles, fit étrangler aux prisons Loménie, auquel ladite terre appartenait. » Le Florentin en traita commodément, l'année suivante, avec les tuteurs et curateurs des enfants mineurs de Martial de Loménie; la terre avait quelque étendue, avec son annexe de La Grange-Lessart, car le favori de Catherine de Médicis dut, pour l'obtenir, débourser une somme de 35 000 livres. La seigneurie entra ainsi, en 1573, dans la maison de Gondi, dont elle arrondit les terres déjà très nombreuses dans la contrée, et elle était la propriété du premier des archevêques de Paris, Jean-François de Gondi, qui fut oncle du cardinal de Retz, quand Louis XIII en fit l'acquisition pour le domaine royal.

Le château féodal dressait alors ses tourelles au midi d'une butte assez étroite, dominant un pays d'étangs et de forêts, qui n'a pas entièrement perdu son ancien caractère. Au pied de la demeure seigneuriale qu'on n'habitait plus, s'élevait un village d'une certaine importance, puisqu'il y résidait un bailli, c'est-à-dire un magistrat chargé de rendre la justice au nom du seigneur. On dénommait ce bourg « Versailles-au-Val-de-Galie », du nom du principal des rûs ou ruisseaux, qui couraient dans les parties basses du pays. On y voyait un prieuré, qui remontait sans doute au xie siècle, une église dédiée à Saint-Julien-de-Brioude, une ou plusieurs hôtelleries. Un moulin à vent tournait sur la butte, en face d'une autre hauteur nommée [illegible] quées, avec une importance égale, dans la plus ancienne carte des environs de Paris où soit en évidence le nom de Versailles, celle de l'enlumineur royal Jean Boisseau, qui peut dater de la dernière année du règne de Louis XIII. Cette rare estampe est assez peu exacte, mais elle indique très bien la nature marécageuse de la contrée. Celle-ci était loin d'être déserte. Autour du village, que les prédilections de Louis XIII allaient faire connaître, bien d'autres villages et châteaux peuplaient le Val-de-Galie : d'un côté, Montreuil, le bourg le plus important du voisinage, où les Célestins de Paris avaient droit de haute et basse justice et où se trouvait une maladrerie, les hameaux de Chaville et de Viroflay, et le château de Porchefontaine, qui avait été jadis la clef du vallon ; du côté opposé, les villages de Trianon, Fontenay-le-Fleury, Choisy-aux-Bœufs, le bourg de Villepreux et, sur la lisière de la forêt de Marly, les châteaux de Noisy, de Bailly, de Rocquencourt; puis, à moindre distance, les hameaux de Saint-Antoine-du-Buisson, du Chesnay, de Glatigny et la tour de Clagny, auprès du large étang que longeait le chemin de Saint-Germain. Les bois les plus voisins occupaient les coteaux du midi, dominés par les hôtels de Satory et de Lessart. Versailles, dans le pays, était surtout un rendez-vous de chasseurs ou une halte pour les rouliers, qui conduisaient à Paris les bœufs de Normandie par un ancien chemin dit Chemin-aux-Bœufs. Rien n'aurait pu laisser prévoir qu'en cette humble bourgade, qui n'était même point sur une des grandes routes du royaume, le petit-fils de Henri IV viendrait fixer sa résidence en y établissant la cour et le gouvernement de la France.

Le duc de Saint-Simon, dans un passage célèbre où il met comme toujours quelque exagération et son goût pour l'antithèse, parle du château de Louis XIII en des termes dont il faut cependant retenir le peu d'importance de l'habitation. Il dit qu'on voit, de son temps, « une ville entière où il n'y avait qu'un très misérable cabaret, un moulin à vent, et ce *petit château de cartes* que Louis XIII y avait fait pour n'y plus coucher sur la paille, qui n'était que la contenance étroite et basse autour de la cour de Marbre, qui en faisait la cour, et dont le bâtiment du fond n'avait que deux courtes et petites ailes. Mon père l'a vu et y a couché maintes fois. » Saint-Simon, dont le père avait servi Louis XIII et que tous les actes de ce prince intéressaient passionnément, a dû donner ici une appréciation assez exacte. Une toute semblable est portée par le marquis de Sourches, qui mentionne en ses *Mémoires* le Versailles de Louis XIII, comme « un *petit château de gentilhomme* ». On trouve enfin la confirmation de l'une et de l'autre dans le témoignage tout à fait contemporain du maréchal de

Bassompierre. Au cours d'une harangue prononcée devant l'Assemblée des notables de 1627, après avoir constaté la suspension générale des bâtiments royaux qui demeurent inachevés, Bassompierre remarque que l'inclination de son maître « n'est point portée à bâtir et que les finances de la France ne seront pas épuisées par ses somptueux édifices, si ce n'est que l'on lui veuille reprocher le *chétif château de Versailles*, de la construction duquel un simple gentilhomme ne voudrait pas prendre vanité ». N'est-ce pas là l'équivalent rigoureux du mot de Sourches ou du « petit château de cartes » de Saint-Simon? Il y a loin de ces indications à la belle résidence seigneuriale qu'on décrit toujours si complaisamment, d'après des renseignements postérieurs de quarante ans et qui se rapportent tous au premier Versailles de Louis XIV.

Louis XIII avait pris goût, pour des raisons de chasseur, aux environs boisés de Versailles, qu'il atteignait assez souvent de Saint-Germain, alors le séjour le plus ordinaire des rois hors de Paris. C'est du côté de Versailles qu'il avait fait sa première chasse, à l'âge de six ans, ce qui était naturellement un des plus agréables souvenirs de son enfance. Ce souvenir remonte à 1607; dix-sept ans plus tard, au commencement de 1624, le Roi prend fantaisie d'avoir à Versailles un rendez-vous de chasse commode, où il lui soit possible de passer la nuit. Son architecte s'étant mis à la besogne, le Roi vient, dès le mois de mars, voir les travaux tout en chassant, jusqu'à trois fois dans la même semaine; il couche même à Versailles, le 9, soit au château des Gondi soit dans une partie déjà habitable de la construction nouvelle. Il y passe toute une semaine à la fin de juin, allant à la messe au prieuré, courant le cerf et le renard, donnant la curée à ses chiens et faisant faire l'exercice à ses mousquetaires. Il y retourne coucher le 2 août, s'amusant à voir des ameublements, que le premier gentilhomme de la Chambre a fait acheter, et jusqu'à de la batterie de cuisine; mais comme il est venu pour son plaisir favori, il dort tout vêtu dans son lit et, dès trois heures du matin, se jette dans les bois avec son limier pour détourner le cerf, qu'il va courre ensuite dans la forêt de Marly. Le journal du médecin Héroard est plein d'indications de ce genre, qui marquent la place de plus en plus grande que prend Versailles dans la vie du jeune roi. En novembre 1626, il nous y montre la Cour pour la première fois, laissant ainsi penser que la maison est bien finie : « Le Roi fit un excellent festin aux reines et princesses, où il porta le premier plat, puis s'assit auprès de la Reine. Il y fit garder un ordre merveilleux, puis leur donna le plaisir de la chasse. » Désormais Versailles appartient à l'histoire de la Cour et, quand le journal du médecin cesse, c'est la gazette de Renaudot, la future *Gazette de France*, qui nous renseigne sur les séjours de Louis XIII et les petites fêtes qu'il y donne.

Dès ce moment, le Roi a un « plant » autour de son rendez-vous de chasse, c'est-à-dire un emplacement où il a planté de jeunes arbres. Il a acquis un certain terrain, en 1624, des héritiers d'un auditeur de la Cour des Comptes nommé Lebrun. Ce terrain, qui sera payé 16 000 livres en 1632, forme 167 arpents de prés et pâtures; c'est là qu'on a construit et créé, autour de la construction, un jardin et un parc encore bien petit. Mais c'est en 1631 et 1632 que le véritable parc de chasse est constitué par un nombre considérable d'acquisitions de terrain. Le terroir de Versailles est divisé alors entre beaucoup de petits propriétaires, puisque Louis XIII, en ces deux années, ne passe pas moins de vingt-six contrats de vente ou d'échange, dont quelques-uns portent sur un arpent ou un demi-arpent. Le principal achat est celui de l'ancienne terre du château de Versailles, que lui cède, le 8 avril 1632, l'illustrissime et révérendissime Jean-François de Gondi, archevêque de Paris, au prix de 66 000 livres. L'habitation féodale, qui est située au sud-est de la maison nouvelle de Sa Majesté, fait partie de l'acte de vente. Elle est désignée comme « un viel chasteau en ruines »; avec ses deux tourelles sur le portail, son colombier, sa bergerie, sa grange et ses étables, c'est plutôt une ferme qu'un château, et ses dépendances comportent plus de quatre cents arpents de terres labourables, vignes, prés, bois et taillis, etc.

Le roi acquiert en même temps la « seigneurie de Versailles », et le bourg déjà existant y gagne en importance. Le 25 mai 1632, en présence du curé et de plusieurs habitants, on arrache le poteau « où sont les armes du sieur archevêque de Paris, ci-devant seigneur dudit Versailles », et à l'orme du principal carrefour on affiche les armes de Sa Majesté. En conséquence, le simple bailli seigneurial devient « bailli, juge royal civil et criminel au bailliage royal de Versailles-au-Val-de-Galie pour le Roi notre sire », le Roi ayant résolu, « sur le fait de ses nouvelles acquisitions, d'y maintenir et conserver les officiers de la justice pour être désormais royaux ». C'est le premier de ces agrandissements de Versailles dont l'histoire que j'écris a pour but principal d'expliquer la succession.

Cette année 1632 marque à d'autres égards dans notre récit. Au mois de février, Louis XIII revient de Metz à grandes journées et se rend directement à Versailles, où il passe deux jours. Il y séjourne en mars et en avril; le 20 novembre, à son retour de Toulouse, après l'exécution de Montmorency, il se rend tout droit « en son agréable maison de Versailles »,

où il arrive avec ses quatre cents dragons, la pique à la main. « Le lendemain, le maréchal de Créqui vint saluer le Roi, qui vint coucher à Saint-Germain le 23, pour ce que le lieu de Versailles ne suffisait pas à recevoir le grand nombre de personnes de toutes conditions se venant prosterner aux pieds de Sa Majesté et se conjouir de ses victoires. » Quelques jours après, Louis XIII est encore à Versailles, « y entretient sa santé par le travail de la chasse et les autres exercice des princes », et y reçoit, le 14 décembre, la reine Anne d'Autriche, qui l'a accompagné dans le Languedoc et en revient par une plus longue route.

Tout l'hiver qui suit, le Roi va sans cesse à Versailles, pour une ou plusieurs journées, et il y passe les jours gras. Désormais le nouveau domaine figure à chaque instant parmi les déplacements que les gazettes font connaître au public. Souvent Louis XIII, en s'y rendant, s'arrête à Rueil pour voir Richelieu, qui va le trouver à son tour aussi commodément à Versailles qu'à Saint-Germain. En avril, le Roi passe en revue à Versailles les cent soldats de la garde du cardinal-duc; en octobre, après sa réconciliation avec son frère Gaston, il y reçoit la visite du ministre, et la journée royale se partage entre le conseil et l'exercice des mousquetaires. Mais c'est toujours la chasse qui motive les séjours de Versailles, et ils ont lieu alors en moyenne une dizaine de fois par an. « La Reine vint hier ici, écrit-on de Versailles à la *Gazette* le 13 avril 1635, accompagnée de la duchesse de Montbazon et de ses filles. Monsieur y est aussi arrivé de Paris en même temps. Sa Majesté est allée au-devant de la Reine et, *après lui avoir fait voir la maison*, lui a fait une très belle collation et aux dames de sa suite, près desquelles il y avait des gentilshommes ordonnés de sa part pour les servir. Après cette collation, la Reine et toutes les dames sont allées à cheval *dans le parc* voir chasser le renard aux chiens du Roi, qui ont fort bien chassé, et comme ce divertissement n'était que pour la Reine et les dames, il n'y avait aussi qu'elles à cheval; le Roi, Monsieur et tous les seigneurs étaient à pied près d'elles. Cette chasse finie, Leurs Majestés ont pris la route de Saint-Germain et, ayant eu le plaisir de voir prendre cinq ou six lièvres aux lévriers, un sanglier heureusement rencontré et pris sur le chemin contribua à leur divertissement. Puis, le Roi ayant accompagné la Reine jusqu'à Marly, village à une lieue de Saint-Germain, s'est retiré en ce lieu, d'où Sa Majesté part aujourd'hui pour s'en retourner coucher à Saint-Germain. »

Les chastes amours de Louis XIII se rattachent par quelques anecdotes à sa maison de Versailles. En 1637, au plus fort de sa passion pour Mlle de la Fayette, il la supplia, dit Mme de Motteville, de venir demeurer à Versailles « pour y vivre sous ses ordres et y être toute à lui ». La proposition acheva d'effrayer la jeune fille et la décida à entrer en religion, malgré sa tendresse pour le Roi. C'est à Versailles que celui-ci alla cacher son chagrin; quand son carrosse quitta Saint-Germain, Mlle de la Fayette lui fit derrière une vitre l'adieu de ses larmes. La *Gazette* en dit assez long en ces quelques mots officiels : « Le 19 mai, le Roi partit de Saint-Germain et fut coucher à Versailles. Le même jour, la demoiselle de la Fayette, l'une des filles d'honneur de la Reine, s'est rendue religieuse dans le monastère des filles de la Visitation et a été grandement regrettée du Roi, de la Reine et de toute la Cour. » Le 21, le cardinal-duc fut voir le Roi à Versailles. L'année suivante, s'était réveillée la passion de Louis XIII pour Marie de Hautefort; il lui offrit une collation à Versailles, le 27 mai : « Le roi fit voir sa maison de Versailles à Mademoiselle [de Montpensier], suivie de Mademoiselle de Bourbon, de la princesse Marie, de Mme d'Hautefort, dame d'atours, et des filles de la Reine, lesquelles à cheval en capelines, eurent le plaisir de la chasse du renard dans le parc de cette belle maison, à l'issue de laquelle le Roi leur donna une magnifique collation, où elles furent servies par tous les seigneurs qui se trouvaient lors près du Roi. » On peut donc évoquer dans le petit château quelques-unes des belles galanteries que narre Mme de Motteville. C'était aussi, pour le recueillement qu'il y cherchait quelquefois, la maison favorite de Louis XIII. « Elle était petite, pour n'y admettre que peu de gens et n'être point troublé dans le repos qu'il cherchait loin des importunités de la Cour, et afin d'être plus libre dans l'exercice de ses chasses, lorsqu'il voulait s'y adonner. » L'attachement qu'il portait à Versailles était si grand, qu'il trouva le moyen de le mentionner dans son testament, pour l'un des services religieux qu'il institua; et, quelques jours avant sa mort, advenue à Saint-Germain le 14 mai 1643, il disait au P. Dinet, jésuite, son confesseur : « Si Dieu me rend la santé..., sitôt que je verrai mon Dauphin en état de monter à cheval et en âge de majorité, je le mettrai en ma place et je me retirerai à Versailles avec quatre de vos Pères, pour m'entretenir avec eux des choses divines et pour ne plus penser du tout qu'aux affaires de mon âme et de mon salut. »

Nous ne connaissons rien des dispositions intérieures au temps de Louis XIII, sinon que son appartement était au premier étage et qu'il avait reçu de sa sœur, la duchesse de Savoie, pour mettre en son château, « quatre ameublements complets de velours à fond d'argent, l'un bleu, l'autre gris de ciel, le troisième vert et le quatrième nacarat ». Bien peu des divisions actuelles dans le château

remontent à cette première époque, et le mur primitif n'est reconnaissable que grâce aux plans, en un petit nombre de points du rez-de-chaussée. Il serait impossible, par exemple, de localiser le récit de la fameuse « Journée des Dupes », premier fait historique important qui se soit passé à Versailles.

On sait comment Marie de Médicis, appuyée sur un parti nombreux, ayant pour chef le garde des sceaux Michel de Marillac, avait compté satisfaire sa haine contre Richelieu en obtenant de Louis XIII le renvoi de son ministre. Elle avait déclaré à son fils qu'elle ne paraîtrait plus dans ses conseils, tant que le cardinal n'aurait point quitté la Cour, et personne à Paris ne doutait de sa victoire, quand le Roi partit pour « son plaisir de Versailles », le 10 novembre 1630. « Il n'avait encore mené en ce lieu pas un conseil, ayant fait bâtir cette petite maison pour se distraire entièrement des affaires. » Voici, d'après les propres mémoires de Richelieu, ce qui se passa à Versailles : « Le garde des sceaux, qui, sur le bruit du grand éclat qu'avait fait la Reine et la créance qu'il avait que le cardinal eût obtenu son congé et s'en allait coucher à Pontoise, pensait avoir gagné la partie, s'en alla dès le jour même à Glatigny, proche de Versailles. Le soir, à son coucher, il reçut la désagréable nouvelle que le cardinal était auprès du Roi, qui non seulement lui avait fait bonne chère, mais l'avait logé en une chambre au-dessous de la sienne ; et, le matin, à son réveil, en reçut une qui lui fut d'autant plus fâcheuse qu'elle était plus éloignée de son espérance, qui fut que Sa Majesté lui envoya faire commandement de lui renvoyer les sceaux et lui donna des gardes pour s'assurer de sa personne... » Le soir même, M. de Châteauneuf était mandé à Versailles, pour recevoir les sceaux et prêter serment entre les mains du Roi. La Reine mère était vaincue et Richelieu régnait sans contrôle. L'affermissement définitif du pouvoir du grand cardinal fut sans doute facilité par ce séjour de Versailles et par la commodité qui lui fut donnée, grâce aux communications secrètes du château, de tout préparer librement avec son maître.

On aimerait trouver un souvenir topographique de cette journée. L'escalier dérobé, qui permit à Richelieu d'avoir accès dans le cabinet de Louis XIII, était-il l'escalier à vis qui débouche près de l'Œil-de-bœuf et qu'une tradition déjà ancienne désigne comme « l'escalier de la Journée des Dupes » ? Rien, à vrai dire, ne porte à le penser. C'est gratuitement, en effet, qu'on a supposé que la chambre à coucher de Louis XIII se trouvait à l'endroit où fut très tardivement transportée celle de Louis XIV, c'est-à-dire dans l'emplacement de l'Œil-de-bœuf; c'était même, au temps de Mlle de Scudéry, une partie de l'appartement de la Reine. Mais l'escalier à vis, bien qu'il soit omis sur le premier plan du rez-de-chaussée gravé par Silvestre en 1667, existait cependant, sous Louis XIII, à l'intérieur d'un des pavillons d'angle, et le système de sa construction ne permet pas de le croire postérieur. Les amateurs de traditions sont donc en droit d'en faire monter les étroites marches de pierre par Richelieu et par ses contemporains. J'y fixerai, dans l'histoire de Louis XIV et de Louis XV des souvenirs plus certains. C'est, en tous cas, le seul reste intact et, par cela même, précieux, du château primitif.

Il existe deux représentations de Versailles avant les agrandissements de Louis XIV. C'est d'abord une charmante vue d'Israël Silvestre, non remarquée jusqu'à présent et qui montre la façade principale sur le jardin. Cette petite estampe, qui est de 1652, a la fidélité ordinaire des vues de Silvestre ; c'est la première en date de l'admirable série que ce maître va consacrer à Versailles et, pour être aussi la plus modeste, ce n'est pas la moins intéressante. La légende indique que Versailles est encore considéré par le jeune Louis XIV comme un simple rendez-vous de chasse, pour lequel il partage le goût de son père. Le second document met sous nos yeux un autre aspect, celui de l'arrivée ; c'est une petite vue cavalière, où les proportions sont fâcheusement agrandies et qui fait partie, avec celles d'autres maisons royales, de l'entourage du grand plan de Paris publié par Gomboust en 1652. Il est permis de penser que les deux graveurs font connaître la construction élevée par l'architecte de 1624 ; en tout cas, c'est sûrement le château tel que l'a laissé Louis XIII. Ces documents ne confirment qu'à demi, pour ce qui regarde le corps du château, ce qu'on pouvait conclure d'estampes plus récentes, déjà connues, et le second les contredit complètement pour les dépendances.

Le château de Louis XIII était formé d'un corps de logis, au fond d'une petite cour carrée, dont deux ailes de bâtiment faisaient les côtés et que fermait, du côté de l'arrivée, un portique à sept arcades. Quatre petits pavillons s'adjoignaient aux quatre angles du château, dont les façades intérieures avaient seulement de cinq à six fenêtres. La construction était toute de pierre et de brique, d'après l'usage ordinaire de l'époque, et des tables de pierre s'appliquaient, pour tout ornement, au milieu des surfaces de brique. Les toits étaient percés alternativement de mansardes et de lucarnes correspondant aux fenêtres ; tout autour régnait, suivant un système de défense alors usité même pour les maisons de plaisance, un large fossé à fond de cuve, revêtu de briques et de pierres de taille et apparemment peu pourvu d'eau. Il était fortifié, sur les trois côtés du

jardin, par une fausse-braye ou basse enceinte, bordée d'une balustrade et servant de terrasse de promenade. Sur la façade dessinée par Israël Silvestre, un étroit petit balcon, n'ayant que la largeur de la porte, s'appliquait à la fenêtre centrale du premier étage; un pont en perron donnait passage sur la fausse-braye, d'où un second perron de quelques marches descendait dans le jardin.

Il est aisé de voir, par les estampes postérieures de Pérelle et de Silvestre, que Louis XIV a fait très vite modifier les dispositions d'architecture de l'ancien château; la pose du grand balcon de fer qui entoure l'édifice, l'aménagement des combles, le remaniement même des ouvertures ont transformé tout l'aspect de la façade. Le côté de la cour a dû subir des changements analogues dès cette époque. Mais la grandeur de l'habitation est restée la même. Elle était fort restreinte, à en juger par l'aire de la cour intérieure, qui est exactement celle de la petite cour pavée de marbre sous Louis XIV. C'est encore, d'ailleurs, dans la cour de Marbre (dont deux côtés sur trois paraissent avoir conservé, sauf pour l'ornementation, l'aspect architectural primitif) qu'on peut se faire quelque idée de la construction Louis XIII, de l'élégante disposition de la brique et de la pierre, et de l'heureuse coloration qu'elles présentaient aux yeux.

Passons maintenant aux dépendances. D'après Gomboust, le fossé du côté de l'est était traversé d'un pont-levis communiquant avec une petite cour d'entrée à peu près carrée, fermée sur le devant par un mur ou par une grille et sur les côtés par deux étroits bâtiments de communs. Ces bâtiments ne sauraient être identifiés avec ceux qui ont existé plus tard dans une disposition analogue et qu'on voit sur les grandes estampes de Silvestre. L'avant-cour constituée par les bâtiments de brique ordonnés par Louis XIV, et qui est devenue la cour Royale, fut beaucoup plus large que cette avant-cour primitive. Deux petites tours, flanquant le mur du côté de l'arrivée, achèvent de donner à la maison de plaisance de Louis XIII l'aspect défensif et guerrier qu'expliquent les habitudes du temps.

Que pouvons-nous supposer sur les jardins avoisinant le château? Le premier tracé était dû à Claude Mollet, qui était le jardinier chargé, en 1624, de « dessiner en tous les jardins de Sa Majesté », et qui avait précisément pour unique collaborateur dans cette fonction le père d'André Le Nôtre. Mais il ne faut pas oublier qu'un autre jardinier de Louis XIII, Jacques Boyceau, a travaillé à Versailles. Boyceau, sieur de la Barauderie, qu'une des deux médailles faites de lui appelle « intendant des jardins du Roi », est l'auteur d'un des plus anciens traités théoriques de l'art des jardins, le *Traité du Jardinage selon les raisons de la nature et de l'art*, paru, après sa mort, en 1638. Parmi les gravures sur cuivre de cet ouvrage devenu fort rare, deux se rapportent à Versailles et sont des dessins de parterres. On y juge très bien la manière de l'excellent artiste, qui dispose ces parterres en grandes « broderies », exécutées en buis taillés, en espaces sablés et en pelouses de couleur différente, et dont les dessins rappellent d'assez près ceux des recueils de broderies et de dentelles gravés à Venise au XVIe siècle.

Gomboust indique devant le petit château une dizaine de carrés de plates-bandes en arabesques, au milieu desquelles est un jet d'eau. L'espace qu'ils occupent est assurément assez étroit, si l'on rectifie par la pensée l'échelle générale, et ils semblent limités par des taillis et des pelouses. Ce sont évidemment les parterres de Boyceau; mais on a exagéré d'une façon incroyable le rôle qu'il a pu remplir à Versailles. On a fait de lui, sans l'ombre d'une preuve, l'auteur du dessin général du parc et du tracé des dix-neuf massifs boisés que présentent les plus anciens plans de Louis XIV. Rien n'invite à faire honneur à Boyceau d'une telle création. Son livre même nous renseigne implicitement, en ne faisant mention expresse, comme travail exécuté à Versailles, que d'allées en charmille plantées par lui : « La diversité bien ordonnée donnera grâce à la besogne et plaisir à la vue par la diversité des verts qui feront les palissades, plantées chacune de différents plants; les dessins qu'en baillons ici, et qu'avons fait planter *à Versailles et ailleurs*, pourront être suivis ou au moins en pourra-t-on tirer ce qui se pourra trouver bon et en faire de différentes inventions. » Si Boyceau eût vraiment conçu l'idée d'un grand parc à Versailles, l'occasion semblait indiquée de s'en vanter un peu dans son livre, ce qu'il n'a point fait. Le premier Versailles n'ayant jamais été qu'une maison pour la chasse, c'est au seul point de vue de la chasse qu'avait été clos et disposé le parc de Louis XIII, et si aucun contemporain ne fait d'allusion particulière aux jardins qui s'y trouvaient, c'est que ces jardins se réduisaient à assez peu de chose. Blondel, qui a été fort bien informé sur les origines de Versailles, se borne à dire : « Ce petit édifice était environné de bois, de plaines et d'étangs, dont la nature alors faisait seule les frais. » En accordant à Jacques Boyceau l'honorable mention que son livre réclame pour lui, on voit qu'il ne mérite à aucun degré de retirer à Le Nôtre une part quelconque de sa gloire.

Les jardins de Versailles, sous Louis XIII, ne pouvaient avoir plus d'importance que n'en avait elle-même la maison de chasse, cette modeste gentilhommière dont parlent en termes presque semblables

Bassompierre, Sourches et Saint-Simon. Il est aussi ridicule de placer à cette époque les premiers grands travaux hydrauliques du parc, que de mentionner la construction d'une ville qui aurait compté, à la mort du Roi, sept mille habitants! Outre le prétendu tracé des bosquets, on décrit volontiers des annexes imaginaires du château. Il n'y avait en réalité qu'un jeu de paume, comme dans toutes les maisons royales, pour le plaisir du Roi et de sa compagnie, et aussi un potager. Ce potager avait son emplacement, très visible sur la gravure de Gomboust, du côté du village et dépendait sans doute de l'ancienne propriété des Gondi. Quant à l'orangerie, attribuée sans raison à l'architecte Le Mercier, une telle création, dès cette époque, serait absolument inexplicable. Celle que représentent les vues anciennes, et qui occupait une partie de l'emplacement du parterre du Midi, n'est autre que la première orangerie de Louis XIV, construite par Le Vau.

Une question plus importante pour l'histoire de l'art reste à résoudre, à propos de ce premier château dont le système général de construction se retrouve encore sur les côtés de la cour de Marbre, malgré les modifications successives qu'elle a subies. On l'attribue à Jacques Le Mercier, qui comptait, depuis 1618, au nombre des architectes employés aux bâtiments du Roi; mais aucun des écrivains, qui ont tant parlé de ses travaux à Versailles, ne paraît s'être demandé s'il était sûr qu'il y eût même travaillé. Leur assertion, qui n'a jamais été appuyée d'un seul témoignage, doit être considérée comme gratuite. L'origine en est, d'ailleurs, toute récente : c'est un littérateur de l'entourage du roi Louis-Philippe, Alexandre de Laborde, qui a été, sans y prendre garde, l'inventeur de cette légende; il ne pouvait assurément se douter de la fortune qu'elle aurait par la suite.

Le nom de Jacques Le Mercier a été évidemment suggéré par sa notoriété postérieure et par le glorieux souvenir de ses travaux du Louvre. Le grand artiste que Sauval appelait « le premier architecte de notre siècle », révèle par tous ses ouvrages, dont les plus importants furent le château de Richelieu et la Sorbonne, un goût directement formé à l'école des architectes d'Italie et tout différent de celui du premier Versailles. Notre charmant édifice est visiblement l'œuvre d'un maître plus fidèle aux habitudes nationales et plus voisin de la Renaissance française. Au reste, aucun témoignage du XVIIe siècle ne parle de Le Mercier, à propos de Versailles; au XVIIIe, Blondel le nomme seulement, avec Claude Perrault, comme un des architectes ayant fourni des dessins pour une grande chapelle au temps de Louis XIV; l'étude qu'il fait du projet attribué à Le Mercier éloigne toute idée de travaux antérieurs ou même d'une tradition quelconque à ce sujet. Enfin, Sauval, le plus autorisé des historiens de l'art sous Louis XIV et qu'on peut considérer comme un contemporain de l'artiste, dans la notice très complète qu'il lui a consacrée, énumère longuement les églises, hôtels et châteaux où il a travaillé, sans faire à Versailles la moindre allusion. Ce silence unanime des contemporains et du siècle suivant suffit à écarter Le Mercier, quel que soit le nombre de fois qu'il ait été nommé depuis l'époque de Louis-Philippe.

Il n'y a, d'ailleurs, qu'un nom qui puisse être prononcé à propos de l'œuvre anonyme de la maison royale de 1624 : c'est celui de l' « architecte général des Bâtiments du Roi » qui avait seul qualité pour donner les plans ou, tout au moins, les approuver et les faire siens. Or, ce titre est porté, de 1614 au 9 décembre 1626, date de sa mort, par un architecte illustre, Salomon de Brosse, le constructeur du Palais du Luxembourg, qui est, comme on le sait, un des meilleurs continuateurs de la tradition française et que l'érudition contemporaine a remis justement en honneur. Il avait succédé, dans l'importante charge qu'il remplit auprès de Louis XIII, au second Jacques Androuet du Cerceau, son oncle. L'évocation d'un tel maître n'a rien qui ne satisfasse pleinement l'esprit le plus exigeant, au point de vue de l'esthétique. Il est mis, bien entendu, en tête d'un état d'appointements des officiers des Bâtiments du Roi, conservé précisément pour l'année 1621 : « A Salomon de Brosse..., sans aucun retranchement, attendu son mérite et le service actuel et ordinaire qu'il rend à Sadite Majesté, la somme de 2400 livres. » Un autre architecte, Clément Métezeau, paraît dans ce document sur le même rang que lui, ou du moins avec des gages égaux; mais il semble que ce soit plutôt à titre d'ingénieur, fonctions où il servit Louis XIII si utilement au siège de la Rochelle, par la construction de la fameuse digue. Tous les autres architectes sont sous la dépendance de Salomon de Brosse, un peu dans les conditions où travailleront plus tard, sous Le Vau et sous Mansart, des artistes souvent remarquables dont l'œuvre disparaîtra dans celle de leur chef. On peut essayer sur l'un d'eux quelque hypothèse, sur Pierre Le Muet, par exemple, ou Jean Du Cerceau; l'un ou l'autre, en effet, a pu collaborer aux ouvrages qui nous intéressent. Mais il est évident que le petit château a été élevé sous la direction de l' « architecte général », Salomon de Brosse, et c'est son souvenir qui doit fixer notre pensée.

Il était nécessaire de chasser du récit de ces origines de Versailles les erreurs et les exagérations que la fantaisie y avait accumulées sous les apparences de l'érudition. Dans l'ensemble, cette enquête démontre, tout simplement, la vérité des anciennes opinions

traditionnelles. Quoi qu'on ait pu prétendre à propos du « château de cartes » de son père, Louis XIV reste bien le vrai créateur de Versailles; en étudiant cette création, nous allons le voir à l'œuvre, entouré de ses glorieux collaborateurs, Colbert, Le Vau, Francine et Le Nôtre.

PIERRE DE NOLHAC.

LE SUPPLICE DU SILENCE (1)

Roman.

VII

Quand Marthe Saumaize, après un exil de trois années, et toute vêtue de deuil, sonna à la porte des Degroux, elle ne put se défendre d'un fort battement de cœur. C'était la première fois qu'elle pénétrait dans cet intérieur qu'elle avait créé pourtant, pensant alors y revenir fréquemment et suivre au jour le jour les progrès de cette union qu'elle souhaitait, comme la sienne, complète et sans nuages. Mais le sort en avait décidé autrement et elle avait dû s'en rapporter aux lettres que lui adressait la jeune femme. De ces lettres, il apparaissait clairement que Gabrielle menait joyeuse vie, et tout portait à croire qu'elle faisait bon ménage avec son mari, puisque jamais la moindre allusion à une contrariété ou même à une divergence de vues n'avait été exprimée.

Mais comment, dans leurs rapports de chaque jour, se comportaient les époux? Était-ce simplement entre eux une bonne tendresse ou bien un amour profond? Antoine avait-il trouvé en Gabrielle la vraie femme qu'il lui fallait, telle que Marthe l'avait rêvée pour lui, gardant assez de son enjouement naturel pour dérider les entr'actes de travail du professeur et ayant acquis pourtant assez de sérieux pour témoigner aux études du savant le respect que celles-ci méritaient?

Ah! combien de fois, au loin, malgré les angoisses qui l'étreignaient au sujet de la santé de son mari, Marthe avait-elle songé à l'œuvre inachevée qu'elle laissait? Et depuis la perte de l'être qu'elle pleurait, bien que rien ne la rattachât à l'existence et qu'elle eût résolu de vivre à jamais solitaire sur cette plage près de laquelle reposait son cher disparu, ses pensées volaient souvent vers ce coin de Paris où Gabrielle et Antoine devaient abriter leur bonheur, bonheur qu'elle-même avait préparé.

Aussi quand un certain temps eut passé sur sa douleur et qu'elle se sentit la force de s'arracher pour quelques jours à cette tombe, seul objet de ses visites jusque-là, résolut-elle de venir constater par elle-même la situation du ménage. Et sans prévenir à l'avance les intéressés, elle arriva chez le professeur, un beau jour, vers la fin de l'après-midi, heure à laquelle, selon toutes probabilités, Monsieur et Madame devaient être rentrés.

— Madame est sortie, lui répondit-on.

— Et Monsieur?

— Monsieur est ici. Mais je ne sais si...

— Annoncez-moi, je vous prie.

Elle donna sa carte.

Deux secondes d'attente à peine dans le salon. Et Antoine parut, courant vers elle, les mains tendues.

— Ah! Marthe! Marthe! Quelle joie de vous revoir!

Mais, devant cette robe noire, cette coiffe de veuve, le sourire qu'il avait aux lèvres s'évanouit et ce fut un attendrissement prolongé.

Il l'avait fait entrer dans son bureau, ayant pris place à côté d'elle et ils parlèrent d'abord de l'absent.

Il la questionnait sur cette existence de recluse qu'elle s'obstinait à mener là-bas depuis si longtemps. Pourquoi ne se décidait-elle pas à revenir pour de bon à Paris, au milieu d'amis sûrs?

— Non, objectait-elle; Paris n'est pas fait pour ceux qui souffrent et mes meilleurs amis ne me seraient d'aucun secours. Je ne saurais prendre ma part de leurs plaisirs; il ne me resterait donc qu'à leur communiquer ma tristesse.

Puis, détournant la conversation : « Et vous, parlez-moi de vous!

— Moi... mais... Je vais très bien...

Elle le fixait de son clair regard.

— A tous les points de vue?

Il répondit : « A tous les points de vue.

— Voilà qui me rend bien heureuse!

Et après un léger temps, ayant presque vraiment retrouvé, en présence de ce bonheur d'autrui, son bon sourire d'autrefois :

— Alors... ce serait à recommencer?...

— On recommencerait, fit Tony, de sa voix la plus assurée.

— Et cette Gabrielle qui ne rentre pas!

— Oh!... Vous savez, à Paris... les visites.... les courses...

Elle comprit qu'il cherchait à excuser sa femme.

— Voyons... c'est trop naturel... Je m'en souviens, de ces corvées-là... Pauvre petite, je la plains! Je suis sûre qu'il lui tarde d'être chez elle. Ainsi autrefois, rien ne m'était plus désagréable que de me sentir dehors alors que je savais Edgar à la maison. Quand on s'aime, n'est-ce pas, toute heure qu'on

(1) Reproduction et traduction interdites. Voir la *Revue* des 3, 10 et 17 juin 1899.

ne passe pas ensemble, c'est un peu de bonheur manqué.

— Certes!

Elle s'était levée pour jeter un coup d'œil dans la pièce...

— Gentil, votre bureau...

— N'est-ce pas?

— D'ailleurs, je n'ai pas besoin de vous demander si vous faites de la bonne besogne. Jamais, mon cher, les journaux n'ont été aussi remplis de votre nom. Trois volumes coup sur coup!

Antoine répondit simplement : « Oui... en effet... j'ai pas mal travaillé ces derniers temps...

— Quand je pense, ajouta Marthe, tout en continuant l'inspection de la pièce, que mon pauvre Edgar craignait un peu que ce mariage ne nuisit à votre carrière... Car je peux vous l'avouer maintenant... il avait moins confiance que moi en Gabrielle au point de vue du sérieux et de la raison. Et j'ai dû lutter pour arriver à mes fins. Ai-je bien fait?

— Oui, vous avez bien fait, affirma Antoine.

Et comme pour refouler jusqu'à l'ombre d'un soupçon possible chez Marthe, il appuya sur ces mots, donnant presque à cette simple phrase un véritable caractère de déclaration.

Résultat contraire à celui qu'il espérait. Si Marthe, ayant éprouvé quelque doute sur le bon accord du ménage, avait nettement posé la question au mari, faisant appel à sa franchise, une telle chaleur de parole l'eût convaincue. Mais là n'était pas le cas. Ce : « Ai-je bien fait? » malgré sa tournure interrogative, n'était dans la pensée de Mme Saumaize que l'expression d'une évidence et, par suite, n'appelait pas une réponse si énergique. Aussi, un peu étonnée, regarda-t-elle avec attention la physionomie de son interlocuteur qui, mal à l'aise sous cet examen imprévu, se démontait visiblement.

Instinctivement alors, Marthe eut le soupçon de quelque déconvenue conjugale qu'on lui cachait, et ne se sentant pas la patience de ruser, d'amener peu à peu Antoine, par une série de demi-aveux successifs, à la confidence qu'elle exigeait : « Eh bien, quoi? Qu'est-ce qui se passe? Tout ne marche donc pas comme vous le désirez? » dit-elle.

Il essaya pendant une minute encore de se débattre.

— Quelle idée!... Je ne vous comprends pas... Pourquoi supposer?...

Mais il dissimulait mal.

— Antoine, voyons... à quoi bon mentir?... Je devine si bien que vous n'êtes pas complètement heureux.

Il esquissa alors un vague sourire.

— Complètement heureux?... Qui est-ce qui est complètement heureux en ce monde?...

Elle le prit par la main, et l'obligea à s'asseoir auprès d'elle sur le canapé.

— Je vous en prie... Vite... Je veux tout savoir avant qu'elle ne rentre!

Il venait subitement de prendre son parti de tout dire.

— En ce cas, rassurez-vous... nous avons plus de temps qu'il ne nous en faut... Il n'est que six heures!

— Elle ne sait donc pas que vous êtes à la maison?

— Que j'y sois ou que je n'y sois pas... c'est bien la même chose, allez!

Mme Saumaize, atterrée devant cette confidence, sentait les larmes lui monter aux yeux :

— Alors... c'est à ce point?

Il vit sa désolation, et craignant de s'être mal fait comprendre :

— Oh! mais n'allez pas vous imaginer des choses terribles! Rien de grave entre nous. Et je n'ai aucun sujet de plainte contre Gabrielle qui, depuis le premier jour, n'a cessé de me témoigner l'affection la plus cordiale, la plus constante... Même, si vous aviez vu, l'année dernière, avec quel dévouement elle m'a soigné! Et qui sait, au fond, si ce n'est pas moi le seul coupable?

— Mais expliquez-vous, mon ami!

— Oh! deux mots suffiront... Elle aime sortir, et moi, j'aime rester...

— Ce qui fait que vous n'êtes jamais ensemble?

— Si... aux heures des repas.

— Seulement?

— Oui, seulement, répondit-il.

Marthe, effondrée, répétait :

— Mon pauvre ami! Mon pauvre ami!

Il reprit : « Évidemment... On pouvait peut-être espérer mieux, et si, quand vous avez mis ma main dans celle de Gabrielle, j'avais pu deviner ce qui arriverait par la suite... il y a tout lieu de croire... oui... que je vous aurais demandé à réfléchir... Mais ce qui est fait est fait, n'est-ce pas? Aussi le mieux est-il de prendre son parti d'une situation qui, somme toute, je vous assure, est beaucoup moins exceptionnelle à Paris que vous ne pouvez croire...

— Comme vous devez souffrir!

— C'est-à-dire que j'ai souffert... Maintenant je suis devenu philosophe. D'ailleurs, ajouta-t-il, en indiquant les rayons de sa bibliothèque, nous ne sommes jamais trop à plaindre, nous autres qui avons le bouquin...

— Mais une pareille situation ne s'est pas créée toute seule. Il y a eu dispute entre vous, résistance?...

— Même pas. Trop faible pour essayer de lutter, trop égoïste pour sacrifier ma carrière, j'ai laissé aller les choses... Tout le mal vient de là.

Il s'était levé, et, tout en parlant, marchait dans la chambre : « Voyez-vous, ma chère Marthe, vous

vous étiez fait de moi une idée trop haute; et votre combinaison était mauvaise. Pour amener une enfant comme Gabrielle à s'associer de cœur et d'esprit à un homme d'étude de ma sorte, il aurait fallu... que sais-je, moi?... des circonstances extraordinaires... comme un grand amour de sa part... et de la mienne, une simple petite affection paternelle. Alors, oui, sans doute, moins épris, par suite plus inflexible, aurais-je pu la façonner tout de suite au genre de vie qu'elle devait mener? Au lieu de cela, j'ai été fou d'elle immédiatement, vous vous en souvenez... J'aurais fait dix lieues à pied pour la voir sourire, et vingt pour ne pas la voir pleurer... Mais rappelez-vous notre première entrevue... et dites-moi vraiment si, à ce moment-là, je vous ai donné l'impression d'un homme qui résiste... Aussi n'allez pas lui jeter la pierre! Avec un autre, peut-être aurait-elle fait la plus raisonnable des femmes, la plus studieuse même; et c'est le professeur seul qui reste à blâmer pour n'avoir pas su diriger son élève.

Il vint se rasseoir près de Marthe, et, laissant tomber ses bras d'un air de résignation: « Voilà... vous savez tout maintenant. Mais j'exige de vous une promesse.

— Laquelle?

— Celle de ne rien dire à Gabrielle quand elle viendra tout à l'heure?

— Eh quoi! Vous en êtes donc arrivé à ce point qui vous ne jugez même pas possible un retour à une vie plus heureuse?

— Mais je vous l'ai dit... Je ne me considère pas comme malheureux. Ah! voici deux ans, c'était une autre affaire!... Vous seriez arrivée comme aujourd'hui et vous m'auriez proposé d'user de votre influence sur elle... c'est à genoux alors que je vous aurais remerciée!

Il montrait le bureau.

— Oui... Si vous m'aviez vu là, seul ici, le soir, alors qu'elle commençait à prendre l'habitude de sortir sans moi... Je demeurais des heures entières la main inerte devant mon papier blanc, le regard perdu dans le vide... Parfois, mû comme par un ressort, je me levais brusquement pour courir la rejoindre... J'ai été jusqu'à passer mon habit, à ouvrir la porte... Mais un reste de courage... ou de lâcheté (car auquel de ces deux sentiments obéissais-je? je ne sais pas au juste) m'arrêtait sur le seuil, et remettant à la hâte mon costume de travail, je me rasseyais devant mon bureau!...

Et s'attendrissant malgré lui au souvenir de ses anciennes souffrances : « Jamais, vous entendez, jamais elle ne saura de combien de larmes était fait ce sourire dont j'accueillais son retour!

— Et maintenant?

— Eh bien, mon Dieu, maintenant... je suis consolé... ou résigné tout au moins, ce qui est presque la même chose. — Après tout, ai-je fini par me dire avec le temps, ne suis-je pas stupide de me faire autant de mauvais sang!... Je ne doute pas d'elle. Alors ne vaut-il pas mieux la laisser se distraire comme elle l'entend que de la contraindre à ronger ici son frein en silence. — Au moins, de la sorte, quand elle rentre, je ne la retrouve que plus aimable, d'humeur plus charmante. — Puis peu à peu, sans m'en rendre compte, je me suis senti gagné par l'attraction du livre et de l'écritoire. Après être resté des heures entières, la plume à la main, sans tracer un mot, je me suis mis tout doucement à composer. Quelques pages d'abord, entre un sursaut d'inquiétude et une phase de découragement; mais ces pages devenaient plus nombreuses à mesure que l'idée obsédante se faisait plus rare. Certains soirs, j'en venais même à me laisser assez conquérir par ma besogne pour oublier complètement Gabrielle, n'ayant pas trouvé le temps, dans mon ardeur au travail, de jeter un regard sur le décor qui m'entourait, et par suite, pouvant encore me croire à l'époque de ma libre jeunesse. Pour que je reprisse conscience de la situation, il fallait son coup de sonnette, au retour du bal. — « Eh bien, tu ne t'es pas ennuyé, me demandait-elle, sans jamais varier sa formule? » — Et moi, selon mon habitude, je répondais : — « Non... pas du tout... je t'assure. » Mais cette réponse, qui, pendant si longtemps, avait été un mensonge, devenait l'expression exacte de la vérité.

Que de compensations! Je préparais mon cours à loisir! Et c'était un véritable soulagement pour moi, au moment de monter en chaire, de savoir nettement ce que j'allais dire, et sur quels auteurs je pourrais appuyer ma démonstration. Je regagnais la confiance de mon public un moment ébranlée, — on se rend si bien compte de ces choses-là, — par quelques leçons véritablement trop décousues. Enfin, je pouvais donner régulièrement des articles à la « Revue des études politiques ». J'accumulais les matériaux d'un gros ouvrage...

— Oui, le bonheur complet, à vous entendre? fit Marthe d'un air ironique.

— Non... Mais suffisant. Et savez-vous ce que j'en viens à me dire parfois? Uni avec Gabrielle au point de confondre mon âme avec la sienne, je l'eusse aimée trop passionnément peut-être et l'amour aurait fait tort à la science... ce qui m'eût occasionné des regrets d'un autre côté.

— Alors... pour finir... car je vois bien, malgré votre air de souriante indifférence, que cette confession vous cause autant de mal, à vous qui la faites, qu'à moi qui la reçois... Entre Gabrielle et vous, si j'ai bien compris, jamais de ces rapprochements

qui mettent entre deux êtres, si opposés que soient leurs caractères, un lien assez fort pour éviter la désunion complète?

Ici la voix du professeur s'assombrit légèrement.

— Mais non... Voilà plus d'un an que nous vivons séparés. Quand elle rentrait très tard, il m'arrivait parfois d'être déjà endormi ; si elle revenait plus tôt, comme elle avait à réparer la fatigue de la veille, elle n'attendait pas pour aller se reposer que j'eusse terminé ma besogne... Nous nous gênions mutuellement...

Marthe venait de remonter sur ses épaules sa mante noire qu'elle avait ouverte en entrant.

— Vous vous en allez déjà?

— Oui, cela vaut mieux, savez-vous? J'ai envie de repartir tout de suite sans voir Gabrielle.

— Je m'y oppose. Je ne veux pas qu'elle soit privée de la joie de vous embrasser. Et même, j'y pense... Vous êtes sûrement libre ce soir. Pourquoi ne pas dîner avec elle? Je la laisse seule, justement. Quelle société plus agréable que la vôtre?...

— Seule?

— Oui... J'ai un banquet que je préside, corvée officielle et qui ne sera pas inutile pour ma candidature à l'Institut. Voyez, je ne néglige pas mes petites affaires...

Il tira sa montre.

— Oh! oh!... Je n'ai que le temps, si je ne veux pas arriver en retard.

Marthe se ravisait.

— Eh bien! soit; je reste.

— A la bonne heure! Mais je vous en supplie encore, n'est-ce pas? pas de tentative de raccommodement. Elle ne comprendrait pas d'ailleurs... puisque je ne me suis jamais plaint et que ma part de responsabilité est plus grande encore que la sienne dans l'état des choses actuel. Du reste, et je vous jure que je suis sincère en vous parlant ainsi, y pourrais-je changer quelque chose, je ne suis pas sûr que je le voudrais. Voyez-vous, chez nous autres hommes de livres, il y a toujours un peu du célibataire endurci. Bien que marié, je reste comme une sorte de vieux garçon... Cette vie-là est au fond la plus conforme à mes secrètes préférences... Évidemment si tout ce que j'avais rêvé de trouver chez Gabrielle... Mais c'eût été trop beau!... Et comme rien ne peut être parfait dans ce bas monde, consolons-nous, en disant comme mon vieux Maître que j'ai tant pioché : « Tout est tout de même pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles... » Allons! Je vous renvoie dans le salon, car il faut que je m'habille. A demain... Car je compte bien que vous reviendrez... et surtout, c'est convenu, n'est-ce pas? pas un mot à Gabrielle... Jugez donc!... Vous risqueriez d'altérer nos bons rapports!

VIII

Antoine était parti depuis près d'une demi-heure déjà et Marthe attendait encore dans le petit salon.

Le journal qu'elle avait pris en main comme contenance pendait déplié sur ses genoux. Elle songeait : Où était son devoir? Que dire à Gabrielle? — La dernière phrase d'Antoine : « Vous risqueriez d'altérer nos bons rapports », troublait sa résolution. Si, pour essayer de remettre le ménage d'aplomb, elle allait déplacer le fragile point d'équilibre par lequel il tenait encore tant bien que mal? D'autre part, sous l'apparente résignation du professeur, il était facile de deviner le chagrin profond qui le rongeait. Ne devait-elle donc pas, — car enfin, la responsabilité de cette union lui revenait, — tout tenter pour dissiper ce qui n'était sans doute qu'un malentendu? Et, dans ce cas, comment présenter les choses à la jeune femme? Fallait-il aborder la question franchement, et après avoir étalé le mal devant les yeux de Gabrielle, faire appel à ses remords et à sa pitié pour qu'elle y remédiât? Valait-il mieux, au contraire, paraître ignorer la situation, et, au moyen d'habiles questions, l'amener à se rendre compte elle-même de la ruine apportée dans le ménage par tant de légèreté et de besoin d'amusements? Car si Antoine voyait juste, Gabrielle, à cent lieues de soupçonner les souffrances de son mari, ne comprendrait pas qu'il les lui eût cachées pour s'en plaindre à une autre.

Marthe en était là de ses réflexions, renonçant presque à prendre un parti et prête à laisser à l'inspiration du moment le soin de conduire l'entretien, quand la porte s'ouvrit brusquement.

— Que me dit-on? Tu es là? Ah! Marthe...

— Oui. Que penses-tu de cela? Une vraie surprise!...

Mme Saumaize s'avançait, souriante, les bras ouverts, mais elle s'arrêta brusquement, effrayée par le visage décomposé de son amie.

Celle-ci, en effet, toute pâle, les yeux gonflés de larmes, semblait en proie à la plus violente des émotions.

— Qu'est-ce que tu as? fit Marthe.

— J'ai... J'ai... Elle me demande ce que j'ai... Ah!

Et secouée alors par un rire nerveux, la jeune femme arpenta la pièce avec une sorte de furie. Puis, au bout d'un instant, incapable de se maîtriser plus longtemps, elle s'abattit sur le canapé le plus proche et éclata en sanglots, la tête dans ses mains.

Marthe, debout devant elle, silencieuse, attendait que cette crise fût terminée pour démêler la cause d'une telle douleur et tenter d'y apporter quelque consolation. A la fin, voyant que la jeune femme ne

se calmerait pas de sitôt, et jugeant préférable d'intervenir, elle s'assit à ses côtés, et lui écartant doucement les bras pour mettre à jour la figure : « Voyons, dit-elle, pourquoi cet immense chagrin ?... »

Mais Gabrielle se dégageait.

— Tais-toi, je t'en prie ! Tais-toi ! Ne me parle pas !... Si tu savais ?

— Mais oui, justement... il faut que je sache. A quelle amie plus sûre pourrais-tu te confier ?

Gabrielle, déjà debout, recommençait à marcher dans la chambre.

— Quand je pense, criait-elle, que depuis une heure je fais les cent pas dans la rue, retardant mon retour, pour être certaine de ne plus rencontrer personne ici... enfin pour pouvoir rester seule à pleurer... et il faut que ce soit toi, toi, que je trouve devant moi en un pareil moment !

Mme Saumaize, de plus en plus bouleversée, venait de se planter droite devant son amie et de la saisir par les poignets.

— Écoute... Je veux que tu m'expliques... Qu'est-ce qui se passe ?

Un ricanement strident.

— Il se passe que je viens de prendre un amant... voilà !

— Malheureuse !

Chancelante, comme si on l'eût frappée sur la tête, Marthe fit un demi-tour sur elle-même, et, pour ne pas se laisser tomber tout à fait, dut s'adosser contre un meuble.

Elle demeura là quelques instants, immobile, inerte plutôt, répétant à voix basse... « Un amant ! Un amaut ! »

L'autre reprit : « Oui... et c'est vraiment un hasard étrange, n'est-ce pas ? que la seule personne au monde à laquelle je tienne peut-être, la seule à qui j'aurais voulu cacher cette faute, soit la première à qui je l'avoue ! »

Marthe répéta, mais avec colère cette fois, et comme si elle venait seulement de se rendre compte de la réalité : « Malheureuse ! un amant !

— Eh oui !... Il n'y a pas d'autre mot ! Il faut bien que je l'appelle ainsi puisque...

— Oh !...

— Et sans amour, sans avoir même l'excuse de la curiosité, de l'ennui ou de la perversion... enfin pour rien, tu m'entends... pour rien..

Mme Saumaize joignait les mains à présent.

— Voyons, Gabrielle, est-ce possible ? Je ne veux pas te croire !...

Mais celle-ci s'excitait à nouveau, recommençait à tourner dans la chambre.

— Elle ne veut pas me croire. Ah ! ah ! Il n'y a pas à discuter, pourtant, puisque c'est un fait... On m'aurait dit à cinq heures du soir que j'allais cesser d'être une honnête femme... Ah ! ah !... Ce que j'aurais ri !... Et pourtant.. tu vois...

Et avec un mauvais sourire : « Allons ! J'aurai du moins évité ces tergiversations décrites par tant de psychologues... Oui... vraiment... Je suis un cas tout spécial... et si je racontais mon histoire à un Prévost ou à un Hervieu... Ah ! quel joli roman ! »

Marthe détournait la tête, choquée presque jusqu'au dégoût.

— Non... non... Ne parle plus... Tu me fais mal ! Si tu savais combien je t'aimais mieux tout à l'heure, pleurant !

— Et moi, je m'aimerais mieux morte !

C'était fini. Les forces lui manquaient aussi bien pour le sarcasme que pour les larmes, et s'étant assise à nouveau sur le canapé, elle se taisait, la tête basse, les bras ballants, les yeux vagues...

Son amie s'était rapprochée et la regardait, retrouvant la compassion de la première minute.

— Voyons... dis-moi tout. Qu'au moins je puisse voir que tu souffres, que tu regrettes, que tu te repens... que les circonstances ont eu leur part dans ta faute. J'ai tant besoin de laisser entrer dans mon cœur un peu de pitié pour toi !

Gabrielle répondit à voix basse, et toujours dans la même posture : « Hélas ! ma pauvre Marthe, de la pitié... je n'en mérite pas !

— D'abord quel est cet homme ?

— Un familier de Mme de Couteilhas. Son nom ? Qu'importe ! Enfin, si tu veux le savoir, il s'appelle M. de Mornang... Un petit jeune, pommadé, qui fait partie du bataillon de ces désœuvrés qu'on rencontre partout. Nous répétions depuis quinze jours une comédie. De là, entre nous, une certaine camaraderie naturellement et nous plaisantions parfois ensemble. Me faisait-il la cour ? Un peu plus que les autres peut-être ; en tout cas, cela ne me troublait pas...

— Alors, je ne comprends plus... Ç'a été un entraînement soudain ?

— Est-ce que je sais ? Une sorte de démence ! Après la répétition, sur la prière de Mme de Couteilhas, je l'avais accompagné chez lui afin d'examiner des étoffes qu'on venait de lui livrer pour les costumes que nous devions mettre. Là, nous avons discuté très sérieusement, en faisant jouer la lumière sur les coupons. Puis, au bout de dix minutes à peu près, je partis... Je voulus partir, plutôt.

— Le misérable, s'écria Marthe !

Mais Gabrielle lui fit signe qu'elle se trompait.

— Hélas ! je le voudrais ! Ce serait là mon excuse... Mais non... Un pauvre garçon sans grande conviction, tout prêt, je suis sûre, à battre en retraite, si son premier compliment eût été mal reçu et qui, à l'heure qu'il est, doit n'y rien comprendre encore et rester tout ahuri de cette aubaine, car il ne peut

guère vraiment garder d'illusion sur les sentiments qu'il m'inspire ! Aventure sans lendemain et dont il ne doit pas, somme toute, être bien fier !

Marthe, à son tour, s'était levée. C'était elle à présent qui se révoltait.

— Alors ! quoi ? Quelle raison ? Quelle explication tout au moins ?

— Mais puisque je te dis que j'en suis là... à ne rien savoir, rien, tu entends, rien... incapable même de retrouver une pensée, une impression du moment jusqu'au cri de révolte et de haine que j'ai poussé avant de prendre la fuite ! Va donc demander à ces femmes qui ont cent mille livres de rentes pourquoi elles volent un foulard de quinze sous à l'étalage du Louvre ou du Bon-Marché ! C'est la fatalité, la fatalité seule ! Depuis une heure que je marche dans la rue, retardant le moment de rentrer, tu penses bien que je cherche, que je me creuse la tête ! Pourquoi ? Oui, pourquoi ? Je n'ai jamais été vicieuse pourtant. Le monde m'amusait, certes, pour le plaisir de m'y montrer, d'y tourner, d'y rire et aussi parce que le temps passe là plus vite qu'ailleurs, au milieu de tout ce bruit et de tout ce mouvement. Mais jamais je n'ai éprouvé la tentation de me mêler à la plus petite intrigue. Même, c'était chez moi une horreur répulsive pour ces roueries perverses, ces compromis, ces passions voilées qui circulent à travers les salons. Je me sentais forte enfin, passant bravement sous les regards des hommes et aussi indifférente à une pression de main prolongée qu'au plus banal shakehand.

Elle s'arrêta brusquement ; le domestique venait d'entrer.

— Madame est servie. J'ai mis deux couverts, selon les ordres de Monsieur.

Elles passèrent dans la salle à manger et, là, silencieuses, pendant qu'on les servait, elles eurent l'air de toucher aux plats, puis rentrèrent dans le petit salon.

JULIEN BERR DE TURIQUE.

(*A suivre.*)

BEETHOVEN ET WAGNER

D'après un ouvrage récent.

Quand Schumann écrivain risquait cette boutade profonde : « La meilleure critique musicale est le silence », assurément il ne devançait pas les wagnériens ! Une bibliothèque ne suffirait plus à contenir tous les volumes inspirés par le dieu de Bayreuth : naguère, on en comptait dix mille... C'est donc avec joie que les mélomanes sans parti pris ont lu sur la couverture d'un livre récent : *Beethoven et Wagner* (1).

Ces deux noms rapprochés apaisent, et réconfortent.

Aussi bien, cette saison, le dramaturge de *Parsifal* et de *Tristan* n'a pas fait obstacle au musicien de *Fidelio :* l'« opéra » de Beethoven ne semble point trop pâlir auprès des « drames » de Wagner ; des applaudissements désintéressés ont salué ses ouvertures puissantes, ses ensembles fiévreux, ses airs admirables ; les *lieder* du maître attirent la foule à la Bodinière ; la symphonie en *la*, que le puriste Delacroix déclarait « divine », devient l'objet d'un match international entre chefs d'orchestre. Beethoven reste d'actualité : c'est un signe des temps ; c'est bon signe.

M. Teodor de Wyzewa incarne une évolution des plus significatives : déjà, l'auteur de *Nos Maîtres* s'élevait, sans effort, de l'intense vers l'harmonieux, de Stéphane Mallarmé vers Anatole France, de Wagner à Mozart. Et cela, sans renier aucun des principes de sa philosophie sentimentale, qui place toujours la Beauté au-dessus du reste des choses, qui préfère la voix des forêts au silence des livres, nommant le savoir une souffrance et l'amour seul une révélation. Mais *Fidelio*, ce *Fidelio* qu'un paradoxe de Rubinstein appelait le chef-d'œuvre de Beethoven, ne lui apparaît plus seulement comme « un recueil d'adorables chansons entre lesquelles resplendissent quelques scènes surnaturelles ». L'opéra idéal, l'opéra véritable de Beethoven, n'est-ce pas une *Messe solennelle* en *ré* majeur, drame en cinq actes, « drame émotionnel d'une âme pieuse » qui, dès 1884, rapprochait à Leipzig deux wagnériens : MM. H.-St. Chamberlain et Teodor de Wyzewa ? Sans doute. Désormais, cependant, *Fidelio* semble au penseur ce qu'il est : un beau pressentiment dans une forme conventionnelle ; le mélomane y retrouve même « la musique tout entière ».

*
* *

Au début d'une conférence faite en 1897, M. de Wyzewa s'excusait finement de son goût et comparait sa passion classique à une maladie... Que le malade se rassure : il n'est plus seul. La contagion fait son œuvre. Or le grand musicien dont il parlait ce jour-là, c'était Mozart, dont l'éloge discret accompagne, dans son livre, la réhabilitation tardive de G.-F. Haendel et le centenaire oublié de Franz Schubert ; « un Mozart inconnu », parce que la perfection semble toujours synonyme d'ennui et que Mozart est,

(1) *Beethoven et Wagner, essais d'histoire et de critique musicales*, par Teodor de Wyzewa (Paris, Perrin, 1898).
— Cf., du même auteur, *Nos Maîtres* (1895) et l'*Introduction* du volume traduit de Tolstoï : *Qu'est-ce que l'Art ?* (1898).

au contraire, la vie même faite beauté; Haendel majestueux et Schubert poignant : « trois profils de musiciens », qui encadrent les médaillons plus amples et moins précis de Beethoven et de Wagner.

***

On a récemment découvert, à Anvers, des données définitives sur une obscure famille : en 1713, un maître tailleur, du nom de Henry-Adelard Van Beethoven, achète une maison à l'enseigne de *Sphæra Mundi*, qui porte aujourd'hui le n° 33 dans la rue Longue-Neuve. Ce tailleur patriarche avait douze enfants, et l'un de ses fils, nommé Ludwig, avait élu domicile à Bonn, en 1731, où il fut basse-chantante à la Chapelle électorale. Plus tard il devint chef d'orchestre de cette chapelle. C'est le grand-père du maître. Ce document souligne à propos un intime tableau flamand, rehaussé par une main subtile : la jeunesse du dieu, racontée par M. de Wyzewa; les origines flamandes de Beethoven y sont délicieusement pressenties. Et si le mélomane se fait historien, ce n'est pas seulement pour le plaisir, d'ailleurs délicat, d'évoquer la formation d'un grand homme, de discuter ou d'approuver les érudits, mais afin de mieux comprendre une âme d'artiste, d'éclairer, d'expliquer l'œuvre par la vie. La biographie tout *extérieure*, qui pourrait suffire pour des musiciens réguliers tels que Bach et Haydn, ne peut embrasser le génie d'un Beethoven. Ce qui séduit, c'est une biographie *psychologique*, qui fasse revivre les relations journalières du sentiment avec les chefs-d'œuvre qu'il engendre. La vie et ses aspects, le moment, le milieu, la race principalement, tout concourt à former une personnalité sans seconde.

Le philosophe Nietzsche prononce une parole terrible : « Quel homme a le droit d'être père?... » Mais Beethoven lui donne un démenti par avance, en ne rappelant en rien son père, ténor ivrogne et paresseux. Le maître concilie et glorifie en soi les traits divergents de son aïeul et de sa mère. De Louis Van Beethoven le Vieux, le poète des neuf Muses modernes tient la haute raison, tout humaine, la carrure solide, le bon sens cordial et villageois, le sang généreux d'un Rubens idéal. Qui n'évoque de même Ruysdaël ou Téniers, en écoutant la kermesse tourbillonnante de sa *Pastorale*, qu'effarouche le triste orage? De sa mère, de Lena souffrante et sensible, il possédera l'émotion, qui est la musique même, et la divine expression : *mens divinior atque os magna sonaturum*. Inutile d'invoquer la folie d'une aïeule pour expliquer l'inexplicable étincelle du génie, qui transfigure la tête léonine et tinte au fond du nom transfiguré. Beethoven! Ce nom seul qui troublait Schubert et Schumann! Beethoven, le consolateur immortel de tant d'obscures existences! Le cœur le plus malheureux et le plus grand qui ait battu parmi les hommes! Génie moderne essentiellement, sous son allure d'autrefois, allègre et sombre, amer et pur, classique et romantique, avant tout subjectif, humain, plus qu'allemand, dont la mission ne se comprend que par la vie : et comme je saisis mieux ces liens mystérieux, quand je revis la sombre enfance sous le ciel sombre de la Bonngasse, quand je relis la lettre où passe le sourire surnaturel de la mère expirée, quand je vois le futur maître dans la société lettrée des Ries, des Waldstein et des Breuning!

Ses premiers éducateurs, comme Van der Eeden et Neefe, n'entravent pas son libre essor. Ses débuts dans la *variation*, dans le *lied*, présagent l'avenir et trahissent l'influence intermédiaire de Rust. Un voyage en bande, au bord du Rhin, met sa note romanesque et joyeuse, werthérienne pour ainsi dire, et tout allemande.

En novembre 1792, le jeune homme traverse la vieille Europe et s'installe pour toujours à Vienne, « laissant derrière lui des conseillers et des confidents dont il aurait peut-être gagné à ne se pas séparer ». Le virtuose apparaît; le pianiste mondain, « toujours brusque », sera détourné d'abord de la tonalité fondamentale de son être profond et pensif; le vieil Haydn l'appelle « le grand Mogol »; la désinvolture viennoise badine à travers les élans du *Septuor*. Mais viennent la solitude et la « bienheureuse surdité », qui se lamenteront, dix ans plus tard, dans le testament d'Heiligenstadt, et le Prométhée du feu latent de la *Neuvième* pourra librement épancher son rêve...

***

C'est le vieux géant que nous retrouvons en 1822, besogneux, délaissé, méconnu, sublime, quelques instants charmé par le babil de deux folles fauvettes : Caroline Unger et Henriette Sontag. Cinquante ans plus tard, une bonne dame septuagénaire écrivait au musicographe Ludwig Nohl que « la Sontag et elle n'entraient jamais dans la chambre de Beethoven que comme dans un temple... » Mais les cahiers de conversation du maître taciturne et sourd nous disent comment elles y entraient et sur quel ton d'enjouement leur familiarité s'annonçait.

Un rayon de soleil, un chant d'oiseaux traversent les répétitions de le *Symphonie avec chœurs :* le Beethoven des derniers quatuors se déride. C'est le 8 septembre 1822 qu'il écrit à son frère Jean : « Aujourd'hui, j'ai reçu la visite de deux cantatrices, et comme elles demandaient absolument à me baiser les mains, et comme elles étaient très jolies, je leur ai offert de préférence ma bouche à baiser... » Caroline Unger a vingt-deux ans; son amie Sontag, à peine dix-sept.

La reprise de *Fidelio*, avec la future Mme Schrœder-Devrient, les attire auprès du maître qui pourrait leur écrire des rôles... « Quand vous occuperez-vous de *Mélusine?* » dit Caroline Unger, parlant toujours seule ; « savez-vous une chose? Vous devriez vous marier : cela vous rendrait peut-être un peu plus laborieux ! » *Mélusine* reste en projet; mais les rôles sont trouvés : ce sont les *soli* d'une symphonie avec chœurs et d'une messe solennelle qui doivent figurer dans un grand concert. Quel peintre évoquera les deux beautés répétant sous le regard moins assombri du vieux maître? Un soir de mars, le génie, qui se met en frais de cuisine et de galanterie, les reçoit à dîner; mais non seulement son vin paraît détestable : sa musique impossible à chanter doit contenir des fautes de copie... « Vous êtes le bourreau des voix ! » s'écrie l'une; et l'autre de conclure, devant l'obstination de leur tyran : « Épuisons-nous, ma chère, pour l'amour de Dieu ! » N'empêche que le grand jour arrive et que, le 7 mai 1824, ce sont les deux amies qui ont l'idée de frapper sur l'épaule de Beethoven qui n'entend plus les applaudissements ni son œuvre... Et voilà tout. Quelques mois plus tard, elles s'éloignent. Mais dans le petit musée de Bonn, deux portraits montrent l'espiègle et bon sourire de celles qui ont distrait le génie. Grâces soient rendues à leur gentillesse, alors que Gœthe l'Olympien laissait les lettres de Beethoven sans réponse !

*
* *

Sa vieillesse reçut d'autres visites : si le pimpant Rossini fut éconduit, si le maître fermait de plus en plus sa porte à l'indiscrétion des Anglais de passage, il accueillit magnifiquement un pauvre inconnu qui lui avait écrit son douloureux et long voyage pour l'apercevoir une fois dans sa vie. Voir Beethoven et l'entendre! Dès lors, plus un instant de repos pour celui qui forme un tel vœu : nul musulman n'entreprit jamais le pèlerinage à la Mecque avec plus de foi. Mais comment partir? Pendant deux ans, notre inconnu compose des galops ; une somme amassée, il se dirige à pied vers le Sud. Passent des Bohémiens sur la route, et le *Septuor* du dieu vibre au grand air pur des forêts. Voici Vienne : mais impossible de forcer la consigne! Beethoven reste invisible. A peine apparaît-il de loin, le soir, dans une brasserie, avec sa redingote bleue et ses cheveux gris ébouriffés. Que faire? Lui écrire? Enfin la réponse arrive : *Demain je vous attendrai.* BEETHOVEN. Enfin Beethoven se montre, il parle : « Les Anglais, dit-il, viennent visiter un pauvre musicien comme ils iraient voir une bête curieuse. Pardonnez-moi de vous avoir d'abord confondu avec cette engeance! Quant aux Viennois, ils m'impatientent souvent : ce sont de braves gens, mais légers de science; sans doute ils applaudissent à l'heure qu'il est mon *Fidelio;* mais c'est par vanité. D'ailleurs, l'opéra n'est pas mon fait. Le drame lyrique que je rêve n'a rien de commun avec ces oripeaux. Comment faudrait-il procéder? Comme Shakespeare! A quelles merveilles n'atteindrait-on pas en mariant les instruments et les voix? Aujourd'hui, je termine une nouvelle symphonie par l'*Ode à la joie*, de Schiller. Ce sont de beaux vers; mais je rêve davantage. Le monde veut que je cherche à lui plaire : mais ma surdité ne me permet plus que les inspirations intimes. Ne serais-je pas mille fois plus heureux de composer aussi des galops?... Bon voyage et pensez à moi! On m'accusera de folie : prenez ma défense en vous rappelant cet entretien... »

Cette *Visite à Beethoven* n'est qu'une fiction. Et quel est le dramaturge de race qui lui prête de si beaux projets? Richard Wagner. Alors pauvre et riche d'espoir, le poète-musicien est venu s'échouer à Paris, depuis septembre 1839, avec sa première femme Wilhelmine Planer et un superbe terre-neuve, compagnon de son odyssée. Accueilli par la *Gazette musicale* de Schlesinger, il y publie dix articles de critique humoristique (1), dont cette *Visite à Beethoven* (2), aussitôt remarquée par Berlioz, par Champfleury, par tous ceux qui goûtaient l'ironie passionnée d'un Henri Heine. Le petit roman qu'il imagine, c'est sa propre histoire, sa vie présente, illuminée de sa future mission. Et même il se dédouble, pour ainsi dire : l'inconnu qui compose des galops pour assouvir son rêve, c'est lui, réduisant la *Favorite*, écrivant de la prose et des arrangements pour cornet à piston, et encore une ronde trop difficile, pour un vaudeville de Dumersan : *Descendons, Descendons la Courtille!* c'est *Un Musicien étranger à Paris* (ou à Vienne, mais qu'importe la capitale?) et qui invoque ironiquement la Pauvreté. Le Beethoven qu'il fait parler si fièrement, c'est lui encore, lui toujours, devinant les ambitions dernières du vieux maître et leur superposant son propre rêve exalté par les exécutions de la *Neuvième*, au Conservatoire, sous l'archet d'Habeneck. A chaque page de la nouvelle, on sent l'homme de théâtre, l'instinct dramatique et romantique qui s'est épanoui dès l'enfance en un milieu d'acteurs.

Et ce n'est pas seulement dans sa dure jeunesse, en dissertant de l'*Ouverture* ou en décrivant *Une soirée heureuse*, que le futur maître de Bayreuth rend plein hommage à son devancier : son culte ne se démentira jamais pour un art si différent du sien. Sans

(1) *Dix Ecrits de Richard Wagner*, avant-propos par Henri Silège (Paris, Fischbacher, 1898).

(2) Traduite par Duesberg et publiée dans les nos des 19, 22, 29 novembre et 3 décembre 1840.

doute, en sa *Lettre sur la Musique, à Frédéric Villot*, le continuateur de Weber passe vite sur *Fidelio*, qui déconcerterait quelque peu ses théories ; mais il célèbre le symphoniste :

Comparez, dit-il, la richesse infinie, prodigieuse, du développement dans une symphonie de Beethoven avec les morceaux de musique de son opéra : vous comprenez sur-le-champ combien le maître se sentait ici à l'étroit, combien il étouffait, combien il lui était impossible d'arriver à déployer sa puissance originelle ; aussi comme s'il voulait s'abandonner une fois au moins à la plénitude de son inspiration, avec quelle fureur désespérée il se jette sur l'ouverture, et y ébauche un morceau d'une ampleur et d'une importance inconnues jusque-là !... La symphonie de Beethoven se dresse aujourd'hui devant nous comme une colonne qui indique à l'art une nouvelle période ; car, avec cette symphonie, a été enfantée au monde une œuvre à laquelle l'art d'aucune époque ni d'aucun peuple n'a rien à opposer qui en approche ou qui y ressemble.

Depuis les heures fécondes de l'exil jusqu'à la vieillesse heureuse de Wahnfried, dans ses écrits solennels ou ses propos de table, Wagner ne cesse de glorifier Beethoven. S'il est vrai que le génie seul parle au génie, il est captivant de reconstituer le portrait de Beethoven signé par Wagner. Les déformations mêmes du modèle par le portraitiste ont leur intérêt. C'est à Triebschen, après 1865, qu'il retrace largement cette grande figure, dans « le chef-d'œuvre littéraire de ses dernières années », celui de tous ses écrits « où il a le plus profondément exprimé ses sentiments intimes (1) ». Aux yeux de Wagner, Beethoven est le « Mage divin », qui a touché joyeusement l' « essence des choses » : il est *l'artiste*, « l'étonnant ménétrier » qui conduit la danse idéale des formes, créant des mondes avec du néant, « pénétré d'un indicible contentement à la vue de sa toute-puissance, souriant à l'illusion qu'il a créée, reprenant — mais pour se jouer, en charmeur, avec elle — toute la souffrance des hommes et des choses... » Sourd, humble et méprisé, il rend le silence éloquent et radieuse la nuit. La mélodie qu'il reçoit de ses devanciers, « il l'imprègne de musique » ; les formes anciennes qu'il reprend sans les briser, il se contente de les « sanctifier » en leur assignant le rôle plus haut de forces expressives. Dans le domaine des émotions, Beethoven est roi.

Ne dirait-on point Victor Hugo recréant *William Shakespeare*, à grands traits ? Les propos de table, que M. Hans de Wolzogen a recueillis avec une candide ferveur d'apôtre, ajoutent une expression familière à cette métaphysique. Wagner disait :

Il est impossible de parler de Beethoven sans tomber aussitôt dans le ton de l'exaltation... Impossible de le comparer aux autres artistes : tous s'effacent devant lui. Shakespeare, c'est toute réalité, toute ressemblance avec la vie ; mais, chez Beethoven, tout est revêtu d'une réalité idéale : c'est une pure révélation !

Causeur entraînant, il analysait de verve les derniers quatuors, il en distinguait l'intimité grandiose de l'accent « populaire » des Neuf Symphonies ; les saillies, les anecdotes vives abondaient, aussitôt qu'il prononçait ce grand nom. Et ne devine-t-on pas le profil de Richard Wagner, sa physionomie despotique et sensuelle que Lenbach a fouillée, dès qu'elle s'animait au souvenir de Beethoven, quand elle se penchait, tous les jours, sur ses partitions rivales ? Ne dirait-on pas le regard autoritaire et pénétré du liseur faisant revivre la note silencieuse !... Rien de plus attachant, de plus significatif, que ces relations posthumes entre génies, que cette déférence enthousiaste, enjouée, d'un Richard Wagner pour un Beethoven ! La sensualité merveilleuse rendait justice à la cordiale grandeur. Le « Mage divin » dominait déjà le « nécromant », le magicien voluptueux des sons, qu'un paradoxe attrayant de M. Teodor de Wyzewa nous montre victime de sa propre magie.

RAYMOND BOUYER.

(1) Selon M. Teodor de Wyzewa, traducteur de l'écrit sur *Beethoven* dans la *Revue wagnérienne*, en 1885.

LES ARCHIVES NOTARIALES DE LA SEINE A L'HOTEL DE LAUSUN

Sous ce titre, un archiviste diplômé du gouvernement, M. Ernest Coyecque, vient de publier, dans le cahier de mai du *Bulletin du bibliophile et du bibliothécaire*, une étude où il expose un projet de création d'un dépôt central des archives historiques du notariat de la Seine ; ce dépôt serait installé dans l'hôtel de Lausun, dont le Conseil municipal de Paris a récemment décidé l'acquisition.

M. Coyecque établit que la conservation d'un dépôt d'archives est chose plus complexe qu'on ne l'imagine ; il montre que les documents constituant le minutier d'une étude, forment deux groupes : la série moderne, comprenant les minutes de la dernière période centennale environ, dont la conservation effective est réellement assurée ; la série ancienne, comprenant les minutes antérieures à la Révolution, qui est généralement reléguée à la cave ou au grenier et exposée à de multiples dangers ; il serait à désirer qu'une loi, dont l'auteur esquisse le projet, vînt enfin dessaisir les notaires de ces vieilles minutes qui les encombrent en pure perte ; à défaut d'une mesure législative, de caractère général et obligatoire, les archivistes départementaux, ani-

més du zèle le plus louable, multiplient leurs efforts, et chaque année, ces fonctionnaires obtiennent de certains notaires de leur ressort le dépôt aux Archives départementales de la portion ancienne de leurs minutes. Ce qu'on fait de tous côtés en province, M. Coyecque se refuse à admettre qu'on ne puisse le réaliser à Paris. La condition matérielle des minutiers laisse beaucoup à désirer ; les minutes des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles sont inutiles à la gestion des intérêts confiés aux notaires; par contre, elles présentent, du fait même de leur ancienneté, une importance historique de premier ordre; mais il est aujourd'hui impossible d'utiliser, comme il conviendrait, la portion ancienne des minutiers; et les recherches que la situation actuelle empêche d'effectuer, sont précisément celles qu'il y aurait le plus d'intérêt à pouvoir mener à bien. Après avoir rendu hommage à l'empressement que mettent les notaires à autoriser et à faciliter les investigations des érudits qui font appel à leur obligeance, M. Coyecque propose la création d'un dépôt central des minutiers de la Seine; il en montre le fonctionnement, réfute les objections, préconise l'affectation de l'hôtel de Lausun au minutier central et termine par le texte d'un projet de traité à intervenir entre la Chambre des notaires et l'Administration préfectorale.

Le travail de M. Coyecque vient s'ajouter à beaucoup d'autres, antérieurement consacrés à la même question ; les choses dites par cet archiviste, on les avait déjà dites avant lui; je ne crois pas qu'on les eût déjà dites comme lui; M. Coyecque ne se borne pas à énoncer un fait, à formuler un regret, à exprimer un vœu ; il ne sait pas rester dans le vague; il décrit minutieusement ce que doit être le local-type d'archives; il conduit le lecteur dans le minutier d'aujourd'hui et dans celui de demain; il montre la diversité des recherches qui s'imposent à l'érudit et la méthode à suivre pour les faire aboutir; au député modeste qui se sent trop faible pour jouer les grands rôles et faire retentir l'enceinte législative du cri fraternel : « A bas les juifs! » il offre, tout préparé, le projet de « la loi à faire », à moins qu'un garde des sceaux ne s'en empare, dont les yeux, imprudemment détachés de sa circonscription, se seraient égarés à travers les bureaux de la Chancellerie; il n'est pas jusqu'au fac-similé d'une vieille minute — un fort curieux contrat d'apprentissage — qui ne vienne rappeler que l'écriture du temps de François Ier offre quelques différences, comparée à celle des expéditionnaires de nos jours (1); enfin, M. Coyecque va jusqu'à rédiger, à l'intention de la Chambre des notaires et de l'Administration préfectorale, un projet de traité que les parties intéressées n'auront plus qu'à faire établir en double exemplaire et à signer. C'est la précision dans le détail qui constitue l'originalité du travail de M. Coyecque; c'est, je crois, à cette qualité qu'il faut attribuer l'excellent accueil qu'a partout rencontré le projet de cet archiviste.

Dans sa séance du 16 mai dernier, le Conseil d'administration de la *Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France* s'est occupé de la question ; M. Coyecque, qui fait partie du Conseil, a rappelé que son projet laissait absolument intactes et visibles dans toutes leurs parties, les salles artistiques de l'hôtel de Lausun, devenues toutes ce que quelques-unes d'entre elles étaient encore il y a quelques années, cabinets de travail, salles de communication et de consultation des documents; c'est dans les portions dépourvues de toute décoration et notamment dans l'hôtel sur cour, que seraient déposées les archives; le rayonnage que pourraient recevoir et contenir les localités non artistiques de l'immeuble, serait suffisant pour loger les archives historiques du notariat

(1) Voici la lecture du *fac-simile* que nous publions, d'après une communication de M. Coyecque : « Furent présens en leurs personnes honnorables hommes Léon Brocquart et Guillaume Brocquart, marchans lapissiers, demourans à Paris, rue Sainct Denis, à l'enseigne de la Roze rouge avec ledict Léon et ledict Guillaume, rue Garnier Sainct Ladre, à l'enseigne des Carneaulx, lesquelz ont marchandé et promis faire bien et deuement, des matières cy après déclairées, à reverend père en Dieu mons^r^ Philippes Le Bel, abbé de l'eglise et abbaye madame Saincte Genevieffve du Mont de Paris, la tapisserie de madame Saincte Genevieffve, contenant la *Vie de Saincte Genevieffve*, suyvant les pourtraictz de toilles, lesquelz leurs seront baillez, c'est assavoir faire ladicte tapisserie, suyvant entierement lesdictz pourtraictz, les estophes de fines laines francoises, et y mectre de la folle graine, aussi bonne que celle de Tornay, ou de celle dudict Tornay qui en pourra recouvrer, les couleurs des visaiges, mains ou autre cher nue seront faictes de fine sayette, et y aura quatre sortes de fine soye de Paris, c'est assavoir jaulne, bleu et deux vertes, l'une claire et l'autre brune, dont les rehaussemens seront faictz de ladicte tapisserie, où il appartiendra; et là où ledict reverend vouldra fournir de saye cramoisie pour les lieux où il sera honneste de en mectre, lesdictz Brocquars ouvriers seront tenuz la prandre et mectre en ouvraige, de laquelle ilz luy rabbateront huict livres tournois pour livre. Ce marché faict moyennant le pris et somme de six escuz soleil pour aulne en quarré, que lesdictz ouvriers auront pour ladicte tapisserie, et fourniront de tout; et sera tenu ledict reverend de fournir argent ausdictz ouvriers, par chascune foys cinquante escuz soleil, en fournissant de besongnes faictes pour ledict pris, si comme ilz dient; et en feront juges Jehan Le Jongleur et Jehan Belut marchans, demourans à Paris; et rendront la besongne faict et parfaicte d'huy en deux ans prochainement venant; et ont receu presentement sur lesdictz ouvraiges cinquante escuz soleil, bons et courans, par les mains de venerable et discrecte personne maistre Denis La Pille, procureur de ladicte abbaye, à ce present, dont etc. quictant etc., qui seront les premiers rabbalutz. Promectant, etc.; obligeant lesdictz Brocquars, chascun pour le tout, sans division ne discution, corps et biens, etc., renoncant etc., mesmes au bénéfice de division et ordre de discution.

Faict doubles, l'an mil cinq cens quarente troys, le mercredy seiziesme jour de may. — N. Viau, K. Fardeau.

(*En marge :*) Faict pour ledict reverend et pour lesdictz Brocquars. »

Furent presens en leurs personnes honnorables hommes Loys Broquant
et Guillaume Broquant marchans tapissiers demourans a Paris
rue Saint Denis a l'enseigne de la Roze rouge au dit Loys et le dit Guillaume
[illegible] saint [illegible] des [illegible]. Lesquelz ont promis et promettent
faire bien et deuement [illegible] [illegible] [illegible] pour [illegible]
Mons. [illegible] abbé de l'abbaye madame saincte Geneviefve du Mont de Paris.
La tapisserie de Madame saincte Geneviefve [illegible] contenant la vie
saincte Geneviefve suyvant les pourtraictz [illegible] lesquelz [illegible] seront [illegible]
Et [illegible] ladicte tapisserie suyvant [illegible] lesdictz pourtraictz/
Les [illegible] [illegible] [illegible] Et [illegible] de la [illegible] aussi bonne
que celle de [illegible] [illegible] qui en [illegible] [illegible] les [illegible]
de [illegible] [illegible] [illegible] seront [illegible] [illegible] Et [illegible]
[illegible] [illegible] Et [illegible] [illegible] bien [illegible] [illegible] et
[illegible] [illegible] seront [illegible] de ladicte tapisserie [illegible]
appartiendra [illegible] Et [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]
les [illegible] saincte Geneviefve [illegible] lesdictz Broquant [illegible]

La [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] huict [illegible]
pour [illegible]. Ce marché faict moyennant le pris et somme de [illegible] pour
[illegible] [illegible] que lesdictz ouvriers auront pour ladicte tapisserie et [illegible]
de [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible] ausdictz ouvriers par [illegible]
[illegible] [illegible] en [illegible] de besongne faicte pour [illegible] [illegible]
[illegible] Et en [illegible] [illegible] marchans demourans
a Paris Et rendront la besongne faicte et parfaicte [illegible] deux ans prochainement
venans Et [illegible] [illegible] lesdictz ouvriers [illegible]
par les mains de [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] de
ladicte abbaye [illegible] [illegible] Et [illegible] [illegible] [illegible]
Promettans Obligeans lesdictz Broquant [illegible] pour le tout [illegible]
[illegible] corps [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]
[illegible] Faict [illegible] [illegible] mil cinq cens [illegible] le [illegible]
[illegible] jour de May

Marian [illegible]

[illegible]

de la Seine; le Conseil de la Société a émis un vœu en faveur du projet.

La presse parisienne et départementale n'a pas fait un moins bon accueil à l'idée de créer un dépôt central des archives notariales.

Le Conseil municipal de Paris ne s'est pas encore, officiellement du moins, occupé de l'affectation de l'hôtel de Lausun. Toutefois, l'un de ses membres les plus distingués, M. Georges Villain, que ses collègues volontiers écoutent et suivent en matière d'érudition et d'archéologie parisiennes, s'est montré favorable au projet, dont il a dit, fort justement, que la réalisation n'était pas nécessairement subordonnée à l'affectation de l'hôtel de Lausun.

Des diverses destinations dont cette demeure est susceptible, il n'en est pas qui rendrait plus de services et serait moins onéreuse; l'histoire de Paris cesserait d'être privée de l'une de ses sources les plus abondantes, les plus originales, les plus variées; la gestion du dépôt serait confiée à un archiviste, secondé par un appariteur marié, dont la femme remplirait les fonctions de concierge; un crédit de 15000 francs suffirait pour assurer la marche du service, en personnel et matériel.

C'est une moins modeste annuité qu'exigerait le Musée du soir, auquel on a, paraît-il, songé à affecter l'hôtel de Lausun. Je n'ai pas à examiner ici l'idée d'un Musée du soir; j'avoue seulement que l'idée des musées le soir — et pour commencer, toute la journée, — me sourit davantage; quoi qu'il en soit, l'idée est vaillamment soutenue, intéressante et sympathique; il y a lieu de l'étudier, de procéder à une expérience suffisamment prolongée pour que les résultats en soient probants; mais j'estime qu'il faudrait méditer l'échec du projet auquel M. Geffroy s'est si bien consacré, pour préconiser le choix de l'hôtel de Lausun comme siège du Musée du soir. En tout état de cause, les deux affaires n'ont aucune connexité, et celle-ci n'a certes pas la maturité de celle-là.

Je n'en veux d'autre preuve que la bienveillante attention avec laquelle le monde notarial a pris connaissance du projet de M. Coyecque; pour la première fois, les notaires parisiens se sont départis de l'accueil plutôt réservé qu'ils avaient jusqu'ici ménagé aux projets de modification de la situation de leurs archives; ce changement d'attitude me paraît dû à la précision, à la minutie des détails dans lesquels l'auteur a cru devoir entrer; à la lecture du projet de traité, les notaires ont été complètement rassurés sur le maintien intégral de tous leurs droits, comme sur la sauvegarde absolue des intérêts des clients de leurs prédécesseurs; ils ont compris qu'il s'agissait uniquement de substituer à une centaine de locaux insuffisants, une propriété commode dans toutes ses parties, magnifique dans quelques-unes. A la réflexion ils pourront se convaincre des avantages pratiques que présenterait la réalisation du projet; la communication des minutes au titre historique serait entourée de plus de garanties qu'aujourd'hui; ce n'est pas tout: les notaires reconnaissent que leurs vieilles minutes ne présentent plus aucune utilité, sauf en matière d'origine de propriété et d'établissement de servitudes; or, je vais montrer par un exemple, et je pourrais les multiplier, que la création d'un dépôt central permettrait souvent de compléter les origines de propriété et de retrouver notamment des clauses de servitudes, actives ou passives, restées jusqu'alors ignorées des intéressés.

Une propriété, sise à Paris, rue de L...., n° ***, a subi dix-sept mutations de 1715 à 1871; en 1751, elle a été grevée d'une servitude passive en même temps qu'on lui attribua une servitude active. Il est évident que dans la rédaction d'un acte de vente on doit s'efforcer d'établir une origine de propriété aussi complète, aussi ancienne que possible; on sait, d'autre part, l'importance pour une propriété, de l'existence de servitudes; à tel point que, dans les contrats, lorsque les parties n'en déclarent connaître aucune, on n'en insère pas moins une clause de style qui sauvegarde à la fois la responsabilité des vendeurs et réserve les droits éventuels des acquéreurs; on ne saurait donc rien négliger qui puisse faire découvrir des servitudes. Or, le dernier contrat, relatif à la propriété en question, mentionne seulement huit mutations sur seize et arrête l'origine de propriété à l'an III, au lieu de la reporter à 1715; quant à la mention des servitudes, elle a disparu des actes depuis 1781. Il n'y a pas lieu de s'étonner de ces lacunes; pour dresser une liste complète des propriétaires successifs, il eût fallu consulter les minutes de quinze contrats, conservées dans quatorze études différentes; M. Coyecque a montré combien de pareilles recherches sont aujourd'hui aléatoires; en se plaçant dans l'hypothèse la plus favorable, on ne peut nier qu'un délai assez sensible se serait écoulé entre la demande et la communication des actes; on voudra bien convenir que la centralisation des minutiers dans un dépôt unique rendrait de pareilles recherches plus faciles et plus promptes, au plus grand bénéfice des parties contractantes et de leurs représentants, notaires et avoués.

Aussi bien les notaires n'opposent-ils plus aujourd'hui qu'une seule objection à la création d'un dépôt central: ils redoutent qu'un incendie vienne un jour détruire en un instant la totalité des archives notariales anciennes; ils reconnaissent, avec M. Coyecque, qu'un dépôt d'archives réglementairement aménagé est à l'abri d'une pareille catastrophe; mais ils appréhendent qu'en un jour d'émeute, les « insurgés »

ne fassent du minutier central l'une des premières victimes de leur courroux; et leur pensée se reporte aux incendies de 1871. M. Coyecque avait prévu l'objection, et d'avance l'avait réfutée; j'ajouterai quelques mots à ce qu'il a dit, pour montrer, par les faits mêmes de 1871, que pareille crainte n'est pas justifiée.

Les notaires estiment qu'un plan d'incendie a été étudié, arrêté et mis à exécution en 1871; c'est mon avis; à leurs yeux, la Commune de Paris a voulu détruire tout ce qui pouvait atteindre ses adversaires dans leurs intérêts matériels et pécuniaires; c'est une erreur, et je le prouve : on a détruit, par exemple, l'Hôtel de Ville, la Cour des Comptes, le Conseil d'État, le Palais-Royal, la Caisse des dépôts et consignations, le ministère des Finances, le Palais de Justice; l'état civil antérieur à 1860 a disparu dans les flammes, mais par la faute des fonctionnaires préposés à sa conservation, en 1870, comme l'a montré M. Coyecque; on n'a pas anéanti de cet état civil la portion la plus récente, celle dont la perte aurait plus particulièrement lésé la génération de cette époque; la destruction de l'état civil a d'ailleurs, comme celle de l'Assistance publique, compromis surtout les intérêts des humbles; le feu a épargné les Affaires étrangères, la Guerre, l'Intérieur, la Justice, le Tribunal de Commerce, la Bourse, l'Imprimerie nationale, le Timbre, l'Enregistrement, les Domaines, les Hypothèques, la Caisse d'épargne, la Poste, la Chambre des Notaires, la Perception des amendes et ses milliers de registres où sont transcrites toutes les condamnations prononcées par les tribunaux de Paris depuis le Consulat; enfin — et le fait, en l'espèce, est capital — pas un dépôt d'archives, pas une bibliothèque, pas un établissement scientifique ayant sa demeure propre, exclusive de toute autre affectation, n'a subi la moindre perte; établissements scientifiques, dira-t-on, dont le caractère spéculatif les mettait à l'abri des représailles; telle n'est pas, je crois, la cause de leur salut: en tout cas, l'éloge ainsi décerné à la Commune de 1871 ne serait point mince; et que serait donc le minutier central, avec ses vieux papiers de l'époque de Louis XV, de Charles IX et de François Ier, sinon l'un des établissements scientifiques les plus considérables de Paris?

La vérité est plus simple, moins romanesque. Qu'on prenne un plan de Paris, qu'on y porte l'indication des immeubles incendiés, celle du plan d'attaque et du plan de défense, et l'on verra que les nécessités stratégiques ont présidé à l'élaboration du plan d'incendie comme elles avaient dicté peu auparavant le plan des travaux fantastiques d'Haussmann. L'étude impartiale et raisonnée des événements de 1871 permet d'affirmer que le minutier central, établissement scientifique, installé à l'hôtel de Lausun, immeuble exclusivement affecté à cette destination et situé en dehors des voies stratégiques, ne courrait aucun danger particulier, dans le cas, fort improbable d'ailleurs, d'une nouvelle révolution.

Les notaires parisiens ne seront pas les derniers à le reconnaître; et ils auront abandonné cette dernière objection au jour, qu'il faut souhaiter prochain, où ils seront, comme ils s'y attendent, officiellement saisis du projet. Une création, depuis un demi-siècle attendue, paraît à la veille de se réaliser par l'entente éclairée de la Chambre des notaires et de l'Administration, qui sauront de la sorte rendre un signalé service à la science et bien mériter de l'Histoire.

Un dernier mot : dans le cas où la création du dépôt central serait une fois encore ajournée, M. Coyecque tient en réserve une proposition de seconde ligne, dont l'adoption par la Chambre des notaires, dans ce cas seule intéressée, lui paraît certaine.

NOËL DU CAIRE.

THÉATRES

OPÉRA-COMIQUE : reprise de l'*Éclair* (pour le centenaire d'Halévy); reprise de *Joseph*.

La coutume qu'ont les théâtres, de fêter les anniversaires de leurs auteurs illustres, est une coutume excellente. Il arrive parfois, il est vrai, que le héros de la fête ne gagne pas grand'chose à l'exhumation dont il est l'objet. C'est souvent un prétexte pour parler de lui sans bienveillance, et une occasion de s'apercevoir que ses œuvres ont singulièrement vieilli. On n'exagérerait guère en disant qu'il y a trois semaines personne ne pensait à Halévy. Pendant quinze jours, il n'a été question que de lui. Et sa « popularité » renaissante lui a valu d'être magistralement éreinté... Mais à l'Opéra-Comique, du moins, tout s'est passé fort pacifiquement. On n'a pas eu besoin de mobiliser la Grande Armée. Le vrai public n'a même pas protesté contre les claqueurs. Et M. Carré conserve le sceptre. Voilà qui va bien. Personne ne peut donc se plaindre de la manifestation de l'autre jour, sinon le bénéficiaire.

Celui-ci, comme il est d'usage, a fortement « écopé ». Et, pourtant, tout n'est pas méprisable, dans l'*Éclair*. Aujourd'hui encore, certaines pages sont agréables; par exemple, la réponse : *Ce n'est pas moi, mon cher cousin...* est gentille et gentiment harmonisée; elle est spirituellement rappelée plus loin, — un *leit-motiv*, déjà! — lorsque Georges pense à ses cousines; et c'est encore d'aimables accords qui soutiennent sa phrase : *A mes deux cousines je pense toujours...* Encore, le trio-nocturne : *Quoi, pour jamais des regrets et des larmes...*, si l'idée musicale en est un peu

banale, est d'une agréable sonorité. Et, çà et là, dans l'orchestre souvent pâteux ou vide, et dans l'harmonie souvent banale, des délicatesses apparaissent, qu'on est assez surpris de trouver sous la plume d'Halévy, et qui font songer à Hérold...

(Je ne crois pas qu'on ait rappelé, à ce propos, le procès que la veuve d'Hérold intenta à Halévy; l'auteur de *Zampa* était mort l'année précédente, et la « demanderesse » affirmait reconnaître dans l'*Éclair* des pages entières de son mari... Quant au résultat de ce procès, mes souvenirs sont un peu incertains. Il est probable qu'Halévy le gagna, puisqu'il entra triomphalement à l'Institut, précisément grâce au grand succès de l'*Éclair*.)

... Mais, à côté de ces passages trop rares, que de pauvretés, de lourdeurs et de contresens! Halévy, qui réussissait aussi bien qu'un autre la « musique à grand spectacle », — se rappelle-t-on le chaleureux article que Wagner consacra jadis à la *Reine de Chypre?* — était aussi dépourvu que possible de cette grâce aisée et superficielle qui donne encore quelque agrément à certaines romances d'Auber. Entre l'auteur du *Domino noir* et celui de l'*Éclair*, il y a vraiment une différence de races. Le « sabbat des juifs », dont Rossini attendait la fin pour se remettre au travail, ne consistait pas seulement en effets bruyants et grossiers; il était aussi caractérisé par je ne sais quel manque de naturel, par une incurable vulgarité, par quelque chose, enfin, qui « n'était pas de chez nous ». Et ces défauts apparaissaient plus offensants encore dans l'opéra-comique, où une certaine élégance était indispensable. Je ne sais rien de plus « mal tourné » et, qu'on me passe l'expression, de plus « faux chic » que les romances de l'*Éclair*. L'air, jadis fameux : *C'est l'espérance en l'avenir...* est un modèle achevé de vulgarité et de laideur, — car la platitude aussi peut être laide !... Quant aux morceaux d'ensemble qui émaillent le troisième acte, on demeure stupide, devant ces rythmes de polka, par où les personnages traduisent l'angoisse et la joie de leurs âmes. Le premier quatuor notamment (au retour d'Henriette) est tout à fait incroyable. Et que dire encore du rôle de Mme Darbel, qui tient ici « le genre mutin »?... C'est dans ce rôle, surtout, qu'apparaît cette différence de races dont je parlais tout à l'heure. Le rondo qui ouvre le second acte mériterait... Disons qu'il mériterait une analyse détaillée ! Cela est, à proprement parler, effroyable !... Je ne professe pas pour le bon Auber une admiration sans mélange; mais à le comparer à Halévy, on songe malgré soi à la fable de l'*Ane et le petit chien*. Non certes, Halévy n'était pas de ceux dont La Fontaine parle en un si joli vers, et qui :

Ont le don d'agréer infus avec la vie...

Il put atteindre parfois (au dernier acte de la *Juive*, par exemple) une certaine ampleur théâtrale. Mais pour la grâce, la légèreté et l'esprit, décidément il était trop éloigné de nous.

Je disais en commençant que ces fêtes anniversaires sont excellentes. Elles nous forcent à faire un examen de conscience, auquel nous procédons d'ailleurs avec d'autant plus de sincérité que ce sont nos devanciers que nous reconnaissons coupables. Entre autres choses, l'*Éclair* nous montre avec évidence combien était fausse, — ou en contradiction avec notre instinct, ce qui est la même chose, — combien était fausse la voie où s'était engagée notre musique dramatique, sous l'influence rossinienne.

Il y a quelques semaines, — à propos d'un article de M. Saint-Saëns, auquel j'achèverai certainement de répondre pendant les vacances prochaines, — je cherchais à vous expliquer de quelle utilité avait été, à un moment donné, la forme classique de *l'air;* au milieu d'une pièce amorphe, il résumait avec une forte concision l'essence dramatique du sujet. Les Italiens vinrent ensuite, qui conservèrent à *l'air* sa coupe traditionnelle, mais sans se soucier de ce qu'« il y avait dedans » ; c'était pour eux uniquement un prétexte à virtuosité : tout élément dramatique en était absent. Si l'on ne craignait d'employer des termes trop ambitieux, on pourrait dire que ces airs traitaient des « idées générales » : disons au moins des lieux communs, qui s'appliquaient à n'importe quel personnage; et cela explique, soit dit en passant, que ces personnages chantassent tous, ou presque, la même romance terminée par la même strette.

Les adeptes français de l'école rossinienne suivirent l'exemple de leur maître. Mais ils étaient bien moins doués que leurs modèles pour le *bel canto*, ils étaient aussi moins passionnés pour la « mélodie ». Avec ce besoin, parfois excessif, de logique et de clarté, qui est l'essentiel de notre goût dramatique, ils voulaient que l'air signifiât ou expliquât quelque chose. Dramatiquement, il ne pouvait rien signifier, puisqu'il était à peu près en dehors des pièces, conçues comme des vaudevilles ou des mélodrames. Et, cependant, il fallait à tout prix qu'il eût un sens littéraire. Alors s'établit cette mode surprenante de faire résumer par le principal personnage, non plus les sentiments qu'il éprouvait « en fonction » du drame, mais ceux qu'il éprouvait en vertu de sa situation dans le monde... Et c'était tout de même une idée un peu saugrenue que de traduire musicalement les joies ou les ennuis de telle ou telle profession !... D'airs de cette sorte, notre théâtre musical est rempli, depuis Boïeldieu jusqu'à Auber. Sans établir aucune comparaison musicale entre eux, rappelez-vous : « Ah! quel plaisir d'être soldat!... » de la

Dame Blanche; le : « Il faut céder à mes lois, » de *Zampa;* l'air du directeur de théâtre, dans l'*Ambassadrice*... Que sais-je?... Pas un n'y manquait. Mais, nul, je crois, n'appliqua plus opiniâtrément ce procédé qu'Halévy : les joies de la chasse à tir sont congrûment illustrées de musique dans le *Val d'Andorre*, et celles de la chasse à courre dans les *Mousquetaires de la Reine!* Et le plus surprenant exemple du genre, c'est encore l'air de l'*Éclair*, qui résume la carrière du marin... quand je dis résume!... Nous avons d'abord les plaisirs de la navigation, plaisirs parfois périlleux, sur « la mer perfide »; puis c'est la bataille, avec orchestre imitatif : et, auparavant, « la prière du matelot »; ensuite c'est la joie de se retrouver vivant, le combat fini :

Tu n'es pas mort?... Non pas cette fois-ci...,

et la joie non moins grande de revoir prochainement son « doux pays », sa maîtresse, et sa « bonne mère »... Et maintenant au refrain :

Corvette la belle,
Ah! vire de bord!
Ma mère m'appelle,
Le bonheur près d'elle
M'attend dans le port!

Sans insister plus qu'il ne faut sur le ridicule achevé d'une telle conception, il faut remarquer qu'elle est très particulière à l' « art » de la Restauration. Ni Grétry, ni à plus forte raison Méhul, ne l'ont appliquée; et je crois bien que le dernier qui ait osé s'en servir a été le pauvre Victor Massé... Ce qu'il faut retenir aussi, c'est combien, à cette époque, notre idéal dramatique fut faussé par l'influence étrangère. Pendant un demi-siècle, notre musique dramatique fut détournée de sa route. La grande tradition de Rameau et de Gluck fut délaissée pour une école dont nous ne pouvions complètement nous adapter l'enseignement, puisqu'il était contraire à notre tempérament. Notre théâtre musical a subi à peu près la même crise que notre théâtre littéraire avec Scribe. Notre comédie classique, si pleine et si sobre, était remplacée par des vaudevilles touffus, vides de tout sauf d'événements arbitrairement combinés, en même temps que notre opéra et notre opéra-comique, jadis d'un dessin si net et si vraiment « dramatique », cédaient la place à je ne sais quelle forme hybride, qui n'avait ni la griserie mélodique des Italiens, ni la sobre plénitude des Maîtres du XVIIIe siècle. — Serait-il possible que le genre essentiellement français fût remarquable surtout par son opposition avec la tradition française?...

La reprise de *Joseph*, suivant de près celle de l'*Éclair*, donne une force nouvelle aux observations qui précèdent; et la comparaison entre les deux ouvrages est singulièrement instructive.

Mais je remets à la semaine prochaine la fin de cet article. Les nouveautés sont rares en cette saison, et *Joseph* est de force à attendre huit jours. Je veux dire au moins que l'interprétation, sans être éclatante, est plus qu'honorable en ce qui touche les personnages principaux; ce qui manque à ceux-ci, c'est ce qui manque à tous les chanteurs contemporains : le style. Il n'est plus un chanteur, aujourd'hui, qui sache conduire une phrase un peu longue du commencement à la fin, en lui gardant la ligne voulue par l'auteur; malgré sa simplicité, à cause de sa simplicité peut-être, la musique de Méhul est fort difficile à bien chanter; ajoutez que certains rôles, avec le diapason actuel, sont devenus assez « ingrats » pour la voix : les deux airs de Joseph tournent autour du *mi*, la note-écueil; le rôle de Siméon est presque inabordable pour un baryton (c'est un ténor qui le chante à l'Opéra-Comique), et celui de Jacob est d'une étendue hors des moyens des chanteurs ordinaires... En dépit de ces difficultés, l'interprétation, je le répète, est fort convenable. Elle est tout à fait supérieure en ce qui concerne l'orchestre et les chœurs; les nombreux ensembles des frères de Joseph sont chantés avec une précision et une intelligence rares. Le décor du second acte est l'un des plus beaux et des plus « poétiques » que je sache.

JACQUES DU TILLET.

LECTURES ÉTRANGÈRES

Une communauté socialiste.

Qui ne se souvient du riant tableau donné par les *Actes des Apôtres* de cette « cité de Dieu » des premiers chrétiens où tout était en commun, les biens, les terrestres afflictions et les divines espérances ? Les couvents, tels qu'ils étaient organisés à l'origine, réalisaient aussi dans une large mesure la conception socialiste, et de nos jours encore, après bien des échecs lamentables, conséquence fatale de rêves insensés ou de gigantesques escroqueries, une cité s'élève, dont la vue doit faire frémir d'aise l'âme des Saint-Simon, des Cabet, des Fourier.

La moderne Utopie, qui a fort justement adopté le nom du plus génial utopiste des temps contemporains, Ruskin, doit sa fondation à un journal socialiste : *The Coming Nation*, encore lui-même dans sa prime enfance, puisque le numéro initial vit le jour à la fin d'avril 1893. Il commença, comme tous ses confrères, par batailler contre le régime capitaliste, puis son tirage ayant notablement augmenté, bravement il posa un jour la question : si nous essayions de faire mieux que ce régime tant décrié et si, joignant enfin l'action à la parole, nous fondions une société où le travail serait roi ? Citons les termes mêmes de l'appel aux souscripteurs :

« Si vous parvenez à faire monter de 100 000 exemplaires le tirage de la *Coming Nation*, l'excédent de recettes sera d'environ 5 000 livres par an (125 000 francs). Cette somme nous permettra d'acheter de 3 000 à 4 000 acres de terrain. Ceux qui nous fourniront au moins 200 abonnements ou en souscriront la valeur seront membres fondateurs, lesquels auront le droit d'organiser la colonie sur les principes d'égalité qui, à leur sens, doivent produire la justice. Tout individu, homme ou femme, aura voix égale, quelle que soit sa part contributive. Le terrain sera acheté par ce comité et deviendra bien commun; l'endroit devra être desservi par un chemin de fer, être fertile, et avoir en abondance de l'eau, du charbon ou du bois. Lorsque les travailleurs auront bâti leur propre demeure et un bâtiment pour les ateliers et bureaux de la *Coming Nation*, le journal se transportera là-bas et formera le noyau de la nouvelle colonie. Tous les bénéfices du journal iront au fonds commun. Le matériel sera la propriété du peuple entier et les marchandises seront payées au prix du gros augmenté du salaire du magasinier. Chacun et chacune aura le droit d'agir à sa guise en tant qu'ainsi faisant il ou elle ne lésera pas les droits des autres. »

1 000 acres de terrain furent achetés près de Tennessee City, et on publia l'appel de ceux qui avaient rempli les conditions requises. Le plus prompt à répondre à l'invitation lancée fut un certain Lonsbury qui, bien que socialiste jusqu'aux moelles, dut, en arrivant là-bas, le 19 juin 1894, se sentir une forte envie de retourner vivre sous l'infâme régime capitaliste. Qu'on se figure un ravin sauvage couvert d'arbustes et de broussailles, et où l'eau manquait complètement. Comme sœur Anne, il passa son temps à interroger l'horizon, et vit arriver un à un ses frères pionniers. Le 1er juillet, la colonie était composée de 1 charpentier, 1 machiniste, 1 coiffeur, 1 cordonnier, 1 boulanger, 1 cloutier, 1 boucher, 1 tonnelier, 1 forgeron et 1 laboureur.

Il fallait d'abord forer un puits et construire des bâtiments pour l'habitation, l'imprimerie et les magasins. Tous ces hommes s'attelèrent de grand cœur à cette besogne, étrangère à la plupart d'entre eux. Le 11 août la *Coming Nation* fut installée dans son nouveau local. Cela fait, on se mit aussitôt à la culture de la terre. Le défrichement des pentes boisées du ravin présenta de sérieuses difficultés, mais certains incidents tragi-comiques vinrent jeter quelque diversion dans le rude labeur journalier. Les bois étaient infestés de sangliers qui ne se gênaient pas pour venir réclamer leur part du repas socialiste. Les colons de Ruskin n'entendaient pas de cette façon la coopération, et les hôtes incommodes furent chassés à grands coups de pied sur le groin.

Quand les travaux étaient déjà fort avancés, il devint évident que l'emplacement était mal choisi et que ce serait là un sérieux obstacle à la prospérité de la nouvelle colonie. Le promoteur de l'entreprise, théoricien de fort bonne foi, mais ayant tout à apprendre au point de vue pratique, s'était laissé tromper par un de ces hommes d'affaires qui pullulent en Amérique plus encore que partout ailleurs. Les compagnons ne firent pas un grief à leur chef associé d'une erreur dont il était le premier à souffrir, et tranquillement la petite troupe transporta ses pénates près de Yellow Creek Valley, dans une propriété agricole de 384 acres qu'elle cultive encore à présent en l'arrondissant de jour en jour.

Voici les avantages qu'offre à ses membres la cité socialiste. A chacun d'eux sont garantis du travail aussi longtemps qu'il est valide, des soins s'il vient à tomber malade. On lui donne une maison et un lot de terrain quittes et libres de toutes taxes, lesquelles sont payées par la communauté; celle-ci paye aussi sa nourriture, son vêtement, son blanchissage et elle se charge de l'instruction des enfants; le colon même n'a à sa charge que la fourniture du mobilier et les vêtements de sa famille.

Donnons maintenant une idée de la vie simple et méthodique à l'extrême qu'on mène à Ruskin. Chaque jour de la semaine, à 5 heures du matin, le sifflet à vapeur de l'imprimerie éveille les Ruskiniens, et il ne s'agit pas de se mettre alors la tête sous les couvertures, car à 6 heures l'inexorable sifflet retentit de nouveau, annonçant le déjeuner qui est pris en commun, comme tous les repas : à 7 heures, nouveau signal, annonçant que le travail du jour commence. Personne ne peut se dérober à la tâche indiquée, pas même le président, M. Allan Fields. De midi à 1 heure, le dîner, repas principal. La chère n'est pas somptueuse, mais les mets sont sains, bien préparés, et la ferme en fournit la matière, en grande partie du moins. A 5 heures du soir, le sifflet retentit pour la dernière fois et chacun est libre de faire ce qui lui plaît, toujours dans la mesure où il ne gêne pas le voisin et ne porte pas un dommage moral ou matériel à la communauté.

Comme presque tout est gratuit à Ruskin, le besoin de monnaie ne s'y fait guère sentir; cependant on y a établi une monnaie spéciale, sous forme de coupons représentant une heure de travail. Cela permet aux travailleurs d'acheter au magasin les objets accessoires qui leur sont nécessaires. La liste des prix est fort curieuse : une livre de thé vaut onze heures de travail, une livre de café, sept heures seulement; une paire de souliers, soixante-dix heures; un chapeau de paille, quinze heures, un gallon de pétrole, six heures et demie, etc. Il est bien entendu que toutes les besognes sont également honorées, également payées, et que l'heure du président, celle du professeur de sciences et celle de l'homme qui plante des choux ou conduit la charrue, est représentée par le même chèque, donnant droit à une égale valeur en marchandises.

Le dimanche est jour de repos complet. La colonie n'a aucune église, mais chaque citoyen peut se rendre à la ville voisine, pour y assister aux exercices du culte qui est le sien. On évite ainsi les controverses religieuses, qui, avec les discussions politiques, sont bien le ferment de discorde le plus dangereux pour des hommes destinés à vivre et à travailler côte à côte. Aussi les unes et les autres sont-elles sévèrement bannies de Ruskin. Le journal, la *Coming Nation*, qui a atteint aujourd'hui un tirage supérieur à tous ses confrères socialistes américains, exerce son activité combative dans les limites déjà fort vastes du domaine économique.

Je parlais plus haut d'un professeur de sciences; j'aurais pu dire : un professeur de faculté, car la situation

de Ruskin est devenue si prospère qu'on y a construit une Université qui porte le nom de *College of the New Economy*. D'ailleurs l'instruction à tous les degrés — que, là-bas, on ne sépare pas de l'éducation — est l'objet de soins constants depuis la fondation de la colonie. Parmi les hommes les plus distingués dans ce genre d'activité, mise avec raison, je le répète, sur la même ligne que celle du planteur de navets, nous pouvons citer le professeur d'esthétique, M. Broome, qui a été nommé délégué à notre Exposition universelle de 1900.

Si l'existence est méthodiquement réglée à Ruskin, gardez-vous de croire qu'elle soit ennuyeuse. N'allez point là-bas, toutefois, si vous demandez à la dive bouteille votre suprême félicité : d'un bout à l'autre du territoire, vous ne trouverez ni café, ni cabaret et la sirène de l'usine n'y hurle jamais l'heure de l'absinthe; mais vous y entendrez de jolis concerts organisés par la Ligue du Progrès, vous assisterez à des représentations dramatiques données par une troupe d'amateurs, qui ne manque pas de cohésion, et vous aurez à votre disposition une bibliothèque comptant déjà plus de 1 000 volumes. Elle en comptera 10 000 demain!

Peut-être ce programme de vie simple, presque idyllique, vous a-t-il séduit? peut-être l'envie vous prend-elle de devenir Ruskinien à bref délai? Apprenez que ce n'est point chose si facile. Le candidat reçoit d'abord un questionnaire auquel il doit répondre. Les questions, au nombre de quarante environ, forment une sorte d'abrégé du catéchisme socialiste :

« Êtes-vous disposé à remplir n'importe quelle tâche, lorsqu'il n'y a rien à faire dans le métier choisi par vous? Croyez-vous que chacun doive recevoir le même salaire pour le même nombre d'heures de travail, si à ce travail il a consacré tous ses efforts? Quels livres avez-vous lus touchant le problème socialiste? Définissez le socialisme, le communisme, la concurrence. Quel est votre but en demandant votre admission dans la communauté? Depuis combien de temps avez-vous l'intention d'adopter un genre de vie coopératif, etc? »

Le questionnaire dûment rempli est affiché au tableau des publications où il reste du lundi au samedi, jour de l'élection. Le scrutin est ouvert pendant deux heures, et si le candidat obtient les deux tiers de tous les votes émis il est nommé membre de la communauté, à condition qu'il soit en état de devenir actionnaire, c'est-à-dire de payer 2 500 francs en espèces. Il n'est donc pas donné au premier pauvre diable venu d'entrer dans ce petit paradis coopératif.

Par contre, tout le monde peut en sortir à son gré; la communauté lui rembourse toujours alors l'argent versé, sans intérêt, bien que les statuts stipulent expressément qu'il ne peut forcer l'association à racheter sa part d'actionnaire.

G. Art.

PETITE CHRONIQUE DES LETTRES

Le lieutenant-colonel Rousset, professeur à l'École supérieure de guerre, publie un « essai critique » sur les *Maîtres de la Guerre* (Frédéric II, Napoléon et Moltke), d'après des travaux inédits de M. le général Bonnal.

La librairie Conquet prépare pour octobre prochain une édition du *Gringoire* de Théodore de Banville, illustrée par Wagrez.

Quelques publications parues ces jours-ci.

Les Premiers Vénitiens, de Paul Flat, avec une préface de M. Maurice Barrès; *Velazquez*, de M. A. de Beruete, avec une préface de M. Léon Bonnat; *Saint Antoine de Padoue et l'Art italien*, de M. C. de Mandach, préface de M. Eugène Müntz (*chez Laurens*).

De M. Richard Waddington, le premier volume d'une histoire diplomatique et militaire de la *Guerre de Sept ans*, que précéda naguère — comme introduction à cet ouvrage — une étude du même écrivain sur *Louis XV et le Renversement des Alliances*.

De M. Paul de Rousiers, un volume sur *La Vie américaine*. C'est la suite de l'enquête dont le Musée social avait chargé récemment M. de Rousiers. Ce volume est consacré aux ranches, fermes et usines; un second suivra, sur « la famille et la société ». (*Firmin-Didot*.)

De M. Edmond Barthélemy, en même temps qu'une traduction du *Sartor resartus*, une biographie de Thomas Carlyle (*Édition du Mercure*).

Annoncé pour samedi (*Colin*) : *Les Chinois chez eux*, par E. Bard;

Pour mardi (*Édition de la Revue Blanche*) : *L'Affaire Blaireau*, roman de M. Alphonse Allais;

Le Tour d'Asie, par M. Marcel Monnier; c'est la première partie des correspondances adressées au *Temps* par notre excellent confrère. Ce volume concerne la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin.

Deux volumes nouveaux, *l'Exposition coloniale* et la *Photographie*, inaugurent l'« Encyclopédie populaire illustrée du xxe siècle », qui en comprendra 120, et constituera, par ordre de matières, un répertoire général méthodique des connaissances du temps présent.

La Société française d'éditions d'art a confié la direction de cette publication à MM. G. Larroumet, Buisson, Stanislas Meunier et Denis.

M. A. Rébelliau, bibliothécaire à l'Institut, prépare un *Bossuet* pour la collection des « Grands écrivains ».

La librairie Perrin met en vente un volume de nouvelles d'Alexandre Pouchkine, l'*Aube russe* et le *Peer Gynt* d'Ibsen.

Émile Berr.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Du 1er Janvier au 30 Juin 1899.

Accidents (Loi du 9 avril 1898 sur les), 570.
Africaine (La nouvelle convention) franco-anglaise, 489.
Aguinaldo et les Philippins, 414.
Allais (M. Alphonse), 276.
Ame dauphinoise (L'), 759.
Améthyste (L'anneau d'), 343.
Anglaises (Traits de mœurs), 296.
Angleterre (L'amitié de l'), 16.
Angleterre (L') et la France, 63.
Archives notariales (Les) de la Seine, 789.
Argenson (Le journal du Marquis d'), 339.
Arrêt (après l'), 705.
Art (Notes d'): Le don Charles Hayem, 320.
Asie (La politique des chemins de fer en), 542.
Attachés militaires ou attachés techniques et commerciaux? 373.
Auguste Comte et Stuart Mill, 438.

Balzac et l'Académie, 628.
Banque de France (La), *1800-1899*, 134.
Beaucaire (Le souper de), 237.
Becque (Henry), 633.
Beethoven et Wagner, 786.
Behanzin à la Martinique, 763.
Belgique (La Crise politique et le mouvement des partis en), 257.
Bibliothèques (Les) populaires en Angleterre, 244.
Bouddhistes (Moines), 606.
Bulletin, 127, 160, 223, 350, 543.

« Ça Ira » (Histoire du), 387.
Calice (Le), Comédie, 3e acte, 10.
Carpaccio et la peinture décorative, 428.
Celestes (Les) et leur Impératrice, 350.
Chambre (Voyage autour de la), 113.
Chanson de Roland (Prologue à la), 684.
Chopin d'après quelques lettres inédites, 1.
Chronique des Lettres, 31, 64, 95, 128, 160, 191, 223, 255, 287, 351, 383, 416, 447, 480, 511, 544, 575, 608, 640, 703, 736, 797.
Colonie (Une) modèle, 475.
Comédiens italiens (L'Art dramatique et les), 227.
Communauté (Une) socialiste, 795.
Compagnons d'armes. Nouvelle, 266.
Condé (La dernière des), 721.
Conflit suédois-norvégien (Le), 671.
Consulat (Histoire de la Société française pendant le), 365, 422, 665.
Courteline (M.), 402.
Cura libre (L'Espérance de), 446.

Début (Le) d'Emma Dorge. Nouvelle, 74, 109.
Démocratie (L'Éducation morale de la), 6.
Devoir (Le) présent (Le) de la jeunesse, 353.

Échecs (Une partie d'). Légende dramatique, 209.
École polytechnique (Le cours d'histoire à l'), 631.
Éducation intégrale (Un essai d'), 333.
Éducation (L') morale au Lycée, 706, 769.
Égalité (Deux lettres inédites de George Sand sur l'), 97, 161.
Électorales (Mœurs), 417.
Élégance morale (L'), 691.
Enseignement secondaire (Une réforme de l'), 263.
Enseignement secondaire (L') et la République, 481.
Espagne (L') d'hier et celle d'aujourd'hui, 492.
Espagnols (Les) (autour de Santiago), 102, 144.
Explosions (Les grandes), 393.
Extrême-Orient (Un futur empereur de Russie en), 149.
États-Unis (Les) s'ennuyaient, 90.
États-Unis (La question ouvrière aux), 577.

Faguet (M. Émile), 617.
Falloux (Autour de la loi), 513. Lettres de MM. Louis Havet, 517. — Michel Bréal, 518. — J.-J. de Lanessan, 551. — Lanson, 555. — Izoulet, 558. — Gustave Belot, 587. — S. Jourdain, 591. — D. Parodi, 625. — Émile Chauvelon, 661. — Conclusion, 681.
Femme athlète (La), 637.
Ferté-Milon (La) et Racine, 519.
Flaubert (Les corrections de), 695.
France (La) avant le Consulat (1795-1800), 19, 53.

Garcia (Un message à), 700.
Général (Un) de l'an II en Vendée, 312.
George Sand (Deux lettres inédites de) sur l'égalité, 97, 161.
Gouvet (Jules de), 87.
Gouvernement (Programmes et principes de), 525.
Guerres (Les) et la paix, 558.

Histoire de la chute du premier Empire, *1815*, 504.
Humoristes (Nos), M. Alphonse Allais, 276. — M. Courteline, 402. — M. Tristan Bernard, 726.

Idées morales (Classification des) du temps présent, 289.
Impératrice (L') d'Autriche et les poètes, 470.
Impôt sur le revenu en Suisse, 449, 702.
Interview (L'), 545.

Janet (M. Paul), 65.
Jésuites (Une réponse des) à la ligue de l'enseignement, 658.
Jeunesse (Le devoir présent de la), 353.
Jeux (Les) des salons au XVIIe siècle, 141.
Journal (Le) du marquis d'Argenson, 339.

La Haye (La conférence de), 615.
Lamartine (Les poésies politiques de), 609.
Ligue (Un bourgeois de Paris au temps de la), 78.
Livres nouveaux : La Force, par Paul Adam, 183. — Praticiens politiques, par M. Ernest-Charles, 216. — Nohant, par M. Edmond Plauchut, 249. — Phocas le jardinier, par M. Viélé-Griffin, 279. — La terre qui meurt, par M. Bazin, 314. — L'Anneau d'améthyste, par M. Anatole France, 343. — Le livre de la jungle, par Rudyard Kipling, 375. — « 1815 », par M. Henri Houssaye, 504.
Loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 570.
Lois de circonstance et principes politiques, 272.
Loubet (M. le Président), 232.
Louis XVIII à Gand, 179.
Lycée (L'éducation morale au), 706, 769.

Malais (L'Archipel), 475.
Marchand (À propos de la mission), 719.
Maupassant (Guy de), 321.
Message (Un) à Garcia, 700.
Militaires (Attachés ou attachés techniques et commerciaux? 373.
Mission Marchand (À propos de la), 719.
Montaiglon (Anatole de), 756.
Mœurs anglaises (Traits de), 296.
Mœurs électorales, 417.
Moines (Une île de), 606.

Monachisme protestant, 605.
Monopole universitaire, 196.
Monuments historiques (Les) de la Tunisie, 307.
Morale (La) de la vie selon Guyau et selon Nietzsche, 385.

Notes et impressions, 29, 61, 93, 123, 158, 189, 221, 253, 285, 317, 349, 381, 412, 443, 478, 510, 540, 574, 607, 636, 669, 732.
Nouvelle campagne (La). Nouvelle, 327.

Ombres (Les). Nouvelle, 129, 174.
Opéra-Comique (Le rôle de l'), 120, 186.
Ouvriers (Les) aux États-Unis, 577.

Pailleron (Édouard), 538.
Pardo-Bazan (Mme), 459.
Passion (Une). Nouvelle, 652.
Peinture décorative (Vittore Carpaccio et la), 428.
Philippin (Le problème), 125.
Poètes italiens, 23.
Politique et finances, 405.
Pommes (Les). Nouvelle, 240.
Portraits contemporains : M. le Président Loubet, 232 ; — M. Émile Faguet, 617.
Presse (Les responsabilités de la), 734.
Princesse (Le roman d'une), 721.
Protectionnisme français et libre-échange anglais, 85.
Prytanée (Le) de Ménars, 333.
Psychologie espagnole. Nouvelle, 622.

Racine (La Ferté-Milon et), 519.
République (L'Enseignement secondaire et la), 481.
Rikki-tikki-tavi. Nouvelle, 41.
Roman (Le) d'une princesse, 721.
Roman (Un) féministe, 766.
Russie (Lettre de), 639.

Sainte-Beuve poète, 472.
Sainte-Beuve et le Second Empire, 644. — Les Salons de 1899, 747.
Salons (Les jeux des) au XVIIe siècle, 141.
Santiago (Autour de), 102, 144.
Solidarité des États (La), 737.
Stuart-Mill. Auguste Comte et), 438.
Suisse (Les résultats de l'impôt progressif en), 449.
Supplice (Le) du silence. Roman, 673, 712, 752, 781.

Tartufe (La vraie fin de), 592.
Temps présent (Classification des idées morales du), 289.
Terre (La) qui meurt, 314.
Terre-Neuve (La pêche à), 48.
Théâtres :
- Opéra : La Burgonde, 27. — Joseph, 729.
- Opéra-Comique : Fidelio, 59, 91. — Le rôle de l'Opéra-Comique, 120, 186. — L'Angelus, 348. — Beaucoup de bruit pour rien, 411. — Cendrillon, 698. — Le centenaire d'Halévy, 793.
- Comédie-Française : Mercadet, 158. — Othello, 282. — Le Torrent, 602.
- Odéon : Les Antibel, 219. — Les Truands, 410. — L'Amour quand même, 572. — Ma bru, 572.
- Vaudeville : Le Lys rouge, 346. — Madame de Lavalette, 442.
- Théâtre Sarah-Bernhardt : Dalila, 348.
- Variétés : Le Vieux Marcheur, 347.
- Nouveautés : La Dame de chez Maxim, 120.
- Théâtre-Antoine : Son Petit Cœur, l'Avenir, le Gendarme est sans pitié, 155. — La Nouvelle Idole, 348, 378. — Que Suzanne n'en sache rien! 348. — Les Gaietés de l'Escadron, 602.
- Comédie-Parisienne : Les Mirages, Franchise, 128. — Les Miettes, 282. — Les Apparences, 573.

Transvaal (Le), 642.
Travailleurs (Parmi les), 168, 203.
Tristan Bernard (M.), 726.
Tristesse contemporaine (La), 116.
Tunisie (Les Monuments historiques de la), 307.

Vendée (Un général de l'an II en), 312.
Versailles sous Louis XIII, 774.
Vieille histoire, 303.
Vieille Maison (La). Nouvelle, 361, 396, 433, 462, 500, 530, 565, 598.
Volney journaliste, 583.

Wagnérienne (L'Illusion), 507.
Waterloo (Le lendemain de), 193. — La véritable cause du désastre, 741.

TABLE DES AUTEURS

Du 1er Janvier au 30 Juin 1899.

Les titres des ouvrages analysés sont en italiques.

Anonymes. — Les États-Unis s'ennuyaient, 90. — Autour de Santiago, 102, 144. — Attachés militaires, 373. — Résultats de l'impôt progressif en Suisse, 449. — La solidarité des États, 737.
Acker (Paul). — M. Alphonse Allais, 276. — M. Courteline, 402. — M. Tristan Bernard, 726.
Adam (Paul). — *La Force*, 183.
Art (Georges). — Journal du marquis d'Argenson, 339.
Aulard (A.). — L'enseignement secondaire et la République, 481. — Une réponse des Jésuites, 658.

Barracand (Léon). — Le président Loubet, 232. — L'âme dauphinoise, 759.
Bazin (René). — *La Terre qui meurt*, 344.
Beaume (Georges). — Les pommes, 240.
Beaunier (André). — Jules de Glouvet, 87. — La Force, 183. — Phocas le Jardinier, 279. — Le Livre de la Jungle, 375. — Le Ferment, 534.
Bellet (Daniel). — Les grandes explosions, 393.
Belot (Gustave). — Lettre sur la liberté de l'enseignement, 587.
Berenger (Henry). — *La Conscience nationale*, 7.
Bérenger (le marquis de). — Loi sur les accidents, 570.
Berr (Emile). — (Voir Chronique des lettres.)
Berr de Turique (Julien). — Le supplice du silence. Roman, 673, 712, 752, 781.
Blaize (Jean). — Le début d'Emma Dorge. Nouvelle, 74, 109.
Bloch (Camille). — Les bibliothèques populaires en Angleterre, 244.
Bordeaux (Henry). — Le roman d'une princesse, 721.
Boutmy (E.), de l'Institut. — La réforme de l'enseignement secondaire, 33.
Bouyer (Raymond). — Beethoven et Wagner, 786.
Bréal (Michel), de l'Institut. — Lettre, 518.
Brun (Pierre). — Les jeux de salon au XVIIe siècle, 141.
Buisson (F.). — Le devoir présent de la jeunesse, 353.

Caire (Noel du). — Les archives notariales de la Seine, 789.
Camazian (Louis). — Protectionnisme français et libre-échange anglais, 85.
Chauvelon (Émile). — La réforme de l'enseignement secondaire, 661.
Chuquet (Arthur). — Le souper de Beaucaire, 235.
Claretie (Léo). — La vraie fin de Tartufe, 592.

Dacre (Fernand). — Psychologie espagnole. Nouvelle, 622.
Darlu (A.). — Classification des idées morales, 289.
De Flers (Robert). — (Voir Notes et Impressions.)
De Lanessan (J.-J.). — Lettre, 551.
Delaporte (Louis). — M. Émile Faguet, 617.
Depasse (Hector). — Le problème philippin, 124. — La Conférence de la Haye, 615.
De Rousiers (Paul). — La question ouvrière aux États-Unis, 577.
De Seilhac (Léon). — La pêche à Terre-Neuve, 48.
Dornis (Jean). — *La Poésie italienne contemporaine*, 23.

Ernest-Charles (J.). — Voyage autour de la Chambre, 113. — Lois de circonstance, 272. — Politique et finances, 405. — Programmes et principes de gouvernement, 525.
Estaunie (Ed.). — *Le Ferment*, 534.

Fabre (Joseph). — Prologue à la chanson de Roland, 684. — Les responsabilités de la Presse, 734.
Faguet (Émile). — Poètes italiens, 23. — La tristesse contemporaine, 116. — Praticiens politiques, 216. — La terre qui meurt, 344. — L'anneau d'améthyste, 343. — Auguste Comte et Stuart Mill, 438. — « 1815 », 504. — Volney journaliste, 583. — Les corrections de Flaubert, 695.
Fiérens-Gevaert. — *La Tristesse contemporaine*, 116.
Flat (Paul). — Le don Charles Hayem, 320. — Carpaccio et la peinture décorative, 428. — Les Salons de 1899, 746.
Foncin (P.). — Une réforme de l'enseignement secondaire, 263.
Fouillée (Alfred), de l'Institut. — L'éducation morale de la démocratie, 6. — Monopole universitaire, 196. — La morale de la vie, 385. — L'éducation morale au lycée, 706, 769.
France (Anatole), de l'Académie française. — *L'Anneau d'améthyste*, 343.

Giacosa (G.). — Une partie d'échecs, 209. — L'art dramatique et les comédiens italiens, 225.
Gissing (George). — Compagnons d'armes. Nouvelle, 266.
Goblet d'Alviella. — La crise politique en Belgique, 257.

Hallays (André). — L'interview, 545.
Havet (Louis), de l'Institut. — Lettre sur la liberté de l'enseignement, 517.
Hérissey (Paul). — Vieille histoire. Nouvelle, 303.
Houssaye (Henry), de l'Académie française. — Le lendemain de Waterloo, 193.

Isambert (Gustave). — Histoire du *Ça ira*, 387.
Izoulet. — Lettre à propos de la loi Falloux, 558.

Jourdain (S.). — Lettre à propos de la loi Falloux, 591.

Kipling (Rudyard). — Rikki-tikki-tavi. Nouvelle, 41. — *Le Livre de la Jungle*, 375.

La Fiette (Jean). — Traits de mœurs anglaises, 296.
Lanson (G.). — Lettre, 555. — Sainte-Beuve et le second Empire, 644.
Larroumet (Gustave), de l'Institut. — Guy de Maupassant, 321.
Le Bon (Gustave). — *Classification du socialisme*, 291.
Leféletier (Jean). — Un bourgeois de Paris au temps de la Ligue, 78.
Levallois (Jules). — Nohant, 249.
L. M. — Un général de l'an II en Vendée, 312.

Mairet (Jeanne). — Parmi les travailleurs, 168, 203.
Marullis (André). — Une passion. Nouvelle, 652.
Masson-Forestier. — La Ferté-Milon et Racine, 519.
Mélégari (Mme Dora). — L'élégance morale, 691.
Mille (Pierre). — Frédéric Chopin, 1.
Monceaux (Paul). — Les monuments historiques de la Tunisie 307.
Montier (Ed.). — *L'idéale jeunesse*, 52.
Mury (Francis). — Behanzin à la Martinique, 763.

Neera. — La vieille maison, 361, 396, 433, 462, 500, 530, 565, 598
Nolhac (Pierre de). — Versailles sous Louis XIII, 774.

Olivier (L.). — *La Tunisie*, 307.
Ouchtomsky (E.-E.). — *Voyage en Orient de S. A. le Césarewitch*, 149.

Pardo-Bazan (Mme). — L'Espagne d'hier et celle d'aujourd'hui, 492.
Parodi (D.). — Lettre sur la liberté de l'enseignement, 625.
Parsons (Léon). — Autour de la loi Falloux, 513, 681. — Balzac et l'Académie, 628.

Patry (le colonel). — Waterloo, 741.
Pinet (G.). — Le cours d'histoire à l'École polytechnique, 631.
Plauchut (Edmond). — *Autour de Nohant*, 249.
Porcher (Jacques). — Madame Pardo-Bazan, 459.
Prudhomme (Sully) de l'Académie française. — Préface, 52.

Rambaud (A.), de l'Institut. — Un futur empereur de Russie, 149.
Richet (Ch.). — Les guerres et la paix, 558.
Robert (Pierre). — Sainte-Beuve poète, 472.
Romberg (E.) et Malet (A.). — Louis XVIII à Gand, 178.

Sand (George). — Deux lettres inédites sur l'égalité, 97, 161.
Sarraut (Maurice). — *Enquête en Suisse*, 450. — Lettre, 702.
Schiff (Mario). — Anatole de Montaiglon, 756.
Séailles (Gabriel). — M. Paul Janet, 65.
Sée (Edmond). — Notes et Impressions.
Sevin-Desplaces (M. H.). — L'amitié anglaise, 16. — La nouvelle convention africaine, 489. — Le Transvaal, 641. — A propos de la mission Marchand, 719.

Sologoub (Fédor). — Les Ombres. Nouvelle, 129, 174.
Souday (Paul). — (Voir Notes et Impressions.)
Spronck (Maurice). — Mœurs électorales, 417.
Stenger (Gilbert). — La France avant le Consulat, 19, 53. — La société française pendant le Consulat, 365, 422, 665.

Tchekow (Anton). — La nouvelle campagne. Nouvelle, 327.
Tillet (J. du). — (Voir Théatres.)
Tissot (Ernest). — L'impératrice d'Autriche et les poètes, 470.
Trolliet (Emile). — Les poésies politiques de Lamartine, 609.

Vandérem (Fernand). — Le calice. Comédie, 10.
Vielle-Griffin (Fr.). — *Phocas le jardinier*, 279.
Viollet (Paul), de l'Institut. — *Introduction aux lettres intimes de Mlle de Condé*, 726.

Wolff (Maurice). — Le Prytanée de Ménars, 333.

Zablet (Maurice). — La Banque de France, 134.

TABLE DU MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Albalat (Antoine). — L'art d'écrire, 45.
Anold. — A quoi tient la supériorité des Français, 85.
Art Roe. — Mon régiment russe, 54.
Aubin (E.). — Les Anglais aux Indes et en Égypte, 73.
Auzias-Turenne. — Voyage au pays des mines d'or, 61.

Bastien (Pierre). — Le théâtre contemporain, son rôle, 38
Baumann (A.). — Souvenirs de magistrat, 49.
Beeker (G.). — La guerre contemporaine dans les Balkans, 58.
Bernard (Marius). — Autour de la Méditerranée, 36.
Berr (Henri). — L'avenir de la philosophie, 21.
Blaize (Jean). — Tribut passionnel, 44.
Boissier (Gaston). — Discours prononcé à l'École normale, 5.
Bonvalot. — Sommes-nous en décadence? 86.
Bourgeois (E.). — Manuel historique de politique étrangère, 1.
Boylesve (René). — Mlle Cloque, 30.
Brenier de Montmorand. — La Société française contemporaine, 25.

Carr (Sir John). — Les Anglais en France après la paix d'Amiens, 14.
Carton de Wiart. — Les grandes compagnies coloniales, 62.
Chante-Grellet (Alb.). — Le traite des élections, 50.
Chateaubriand. — Mémoires d'outre-tombe, 29.
Conférences de Saint-Cyr. — L'armée à travers les âges, 13.
Coulon (H.). — De la liberté de tester, 9.

De Bloch (Jean). — La Guerre, 87.
De Caix (R.). — Fachoda, la France et l'Angleterre, 74.
D'Eichtal (E.). — Réflexions sur le socialisme scientifique, 78.
De la Poulaine (J.). — Le colosse aux pieds d'argile, 74.
Deschamps (Léon). — Les colonies pendant la Révolution, 28.
De Ségur (P.). — La dernière des Condé, 41.
Digues. — Les voix de l'esprit, 58.
Dourliac (A.). — Le supplice d'une mère, 82.
Du Cause de Nazelle. — Mémoires du temps de Louis XIV, 82.

Enacryos. — Amour étrusque, 14.

Foncin (F.). — Le pays de France, 17.
Foveau de Courmelles. — L'esprit scientifique contemporain, 69.

Garrisson (Ch.). — Théophile et Paul de Viau, 18.
Garsou. — Les créateurs de la légende napoléonienne, 69.
Gauthiez (Pierre). — Ombres d'amour, 81.
Gebhart. — Le baccalauréat et les études classiques, 66.
Grandville. — Les fleurs animées, 81.

Hamelle (P.). — Hommes et choses d'outre-mer, 73.
Harel. — L'Angleterre et la loi française à l'île Maurice, 28.
Harraca (J.-M.). — Reflets de foi morale, 89.

Julliard (E.). — Chasse à l'hyménée, 29.
Jusserand (J.-J.). — Shakespeare en France sous l'ancien régime, 2.

Krafft (A.). — Les Carlovingiennes, 50.
Kuhff (P.). — La méthode des langues vivantes, 18.

Laffitte (Pierre). — Le Faust de Gœthe, 54.
Lefranc (Abel). — Marguerite de Navarre et le Platonisme de la Renaissance, 85.
Leger. — Russes et Slaves, 72.
Legras (J.). — En Sibérie, 62.
Le Play (F.). — Voyages en Europe, 90.
Le Roux (Hughes). — Gens de poudre, 2.
Loliée (F.). — Tableau de l'histoire littéraire du monde, 35.
Longard de Longgarde. — Reine des fromages à la crème, 82.

Madeleine (J.). — A l'orée, 83.
Maindron (M.). — Le tournoi de Vauplassans, 87.
Male. — L'art religieux au XIIIe siècle, 57.
Mispoulet (J. B.). — La vie parlementaire à Rome sous la République, 53.
Mourey (G.). — Les arts de la vie, 49.

Noel (Ed.) et L. d'Hève. — Le capitaine Loys, 30.
Notovitch (N.). — La pacification de l'Europe et Nicolas II, 76.

Ollé-Laprune. — Jouffroy, 81.

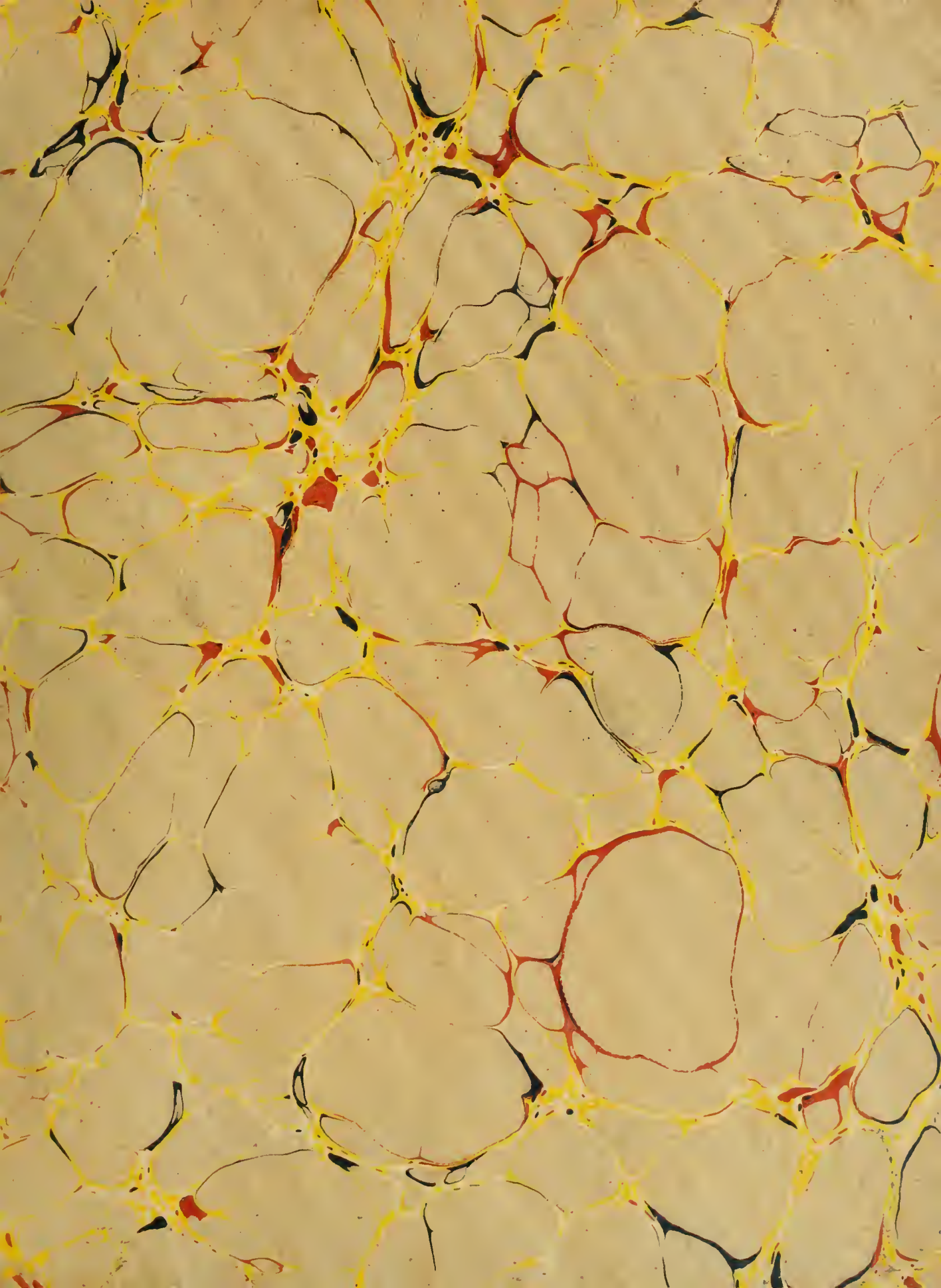
Perrot et Chipiez. — Histoire de l'art dans l'antiquité, 36.
Pravieux (J.). — Monsieur l'aumônier, 70.

Reiset (vicomte de). — Mémoires, 69.
Reitlinger (F.). — Une mission diplomatique, 37.
Robinet, Robert et Le Chaplain. — Dictionnaire de la Révolution et de l'Empire, 57.
Rocafort (J.). — L'éducation morale au lycée, 26.
Roustan (L.). — Lenau et son temps, 17.
Rovetta (Gerolamo). — L'illustre Matteo, 35.

Schroeder (V.). — L'abbé Prévost, sa vie, ses romans, 90.
Sigaux (J.). — Un second mariage, 70.
Stenger (G.). — Un mari d'aujourd'hui. Une femme d'aujourd'hui, 87.

Turbin (J.). — A l'oreille, 10.

Vacaresco (Hélène). — Le rhapsode de la Dambovita, 83.
Valyère (M.). — Nuances morales, 44.

Warnery (H.). — Le chemin d'espérance, 10.

Paris. — Chamerot et Renouard (Imp. des *Deux Revues*), 19, rue des Saints-Pères. — 38024. *Le Directeur-gérant :* HENRY FERRARI.